



HAL
open science

La construction psychique de l'errance : Stratégies institutionnelles d'offres et de demandes

Karine Boinot

► **To cite this version:**

Karine Boinot. La construction psychique de l'errance : Stratégies institutionnelles d'offres et de demandes. Psychologie. Université Rennes 2, 2007. Français. NNT : . tel-00199400

HAL Id: tel-00199400

<https://theses.hal.science/tel-00199400>

Submitted on 19 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE DE RENNES 2
U.F.R. DE SCIENCES HUMAINES

N° Attribué par la Bibliothèque |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

THESE
Pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE RENNES 2

Discipline : Psychologie

Présentée et soutenue publiquement

Par

Mme Karine BOINOT

Le 3 février 2007

**La construction psychique de l'errance
Stratégies institutionnelles d'offres et de demandes**

Tome 1

Directeur de Thèse : Pr. L.-M. Villerbu

JURY

Mme BERTRAND Michèle
M. BOUCHARD Claude
M. DOUVILLE Olivier
M. VIVES Jean-Michel

Invité : M. FURTOS Jean

UNIVERSITE DE RENNES 2
U.F.R. DE SCIENCES HUMAINES

N° Attribué par la Bibliothèque

THESE
Pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE RENNES 2

Discipline : Psychologie

Présentée et soutenue publiquement

Par

Mme Karine BOINOT

Le 3 février 2007

**La construction psychique de l'errance
Stratégies institutionnelles d'offres et de demandes**

Tome 1

Directeur de Thèse : Pr. L.-M. Villerbu

JURY

Mme BERTRAND Michèle
M. BOUCHARD Claude
M. DOUVILLE Olivier
M. VIVES Jean-Michel

Invité : M. FURTOS Jean

A mon père

Pas à pas...

Je remercie Mme Michèle Bertrand et Messieurs Olivier Douville et Jean-Michel. Vivès de me faire l'honneur d'être membres de ce jury.

Je tiens à faire part de ma reconnaissance envers Monsieur Jean Furtos qui a accepté de se joindre à nous

Une pensée particulière pour Monsieur Claude Bouchard qui était déjà présent lors de mon D.E.A. et que j'ai plaisir à retrouver à mes cotés.

Ma gratitude s'adresse à Mr Loïck. Villerbu, professeur rencontré en 2000 dans le cadre de mon D.E.A., devenu mon directeur de thèse en 2002. Plus que cette fonction, je remercie l'homme qui par sa confiance, sa sagesse et son écoute m'a permis de mener ce voyage à son terme.

Il y a eu des intempéries, failli avoir des escales mais jamais il ne fut question de renoncer.

Mes remerciements vont aussi aux membres de la veille sociale 44, l'Oasis, Brin de Causette, l'Ecoute de la rue, Saint Benoit Labre, le service des urgences et de la P.A.S.S du C.H.U de Nantes pour leur accueil et leur disponibilité.

Enfin, saluer celui qui m'a accompagné lors de cette aventure, mon époux qui a su respectueusement me soutenir, m'encourager dans les moments de doute et à qui je présente mes excuses pour les cheveux qu'il a perdus, en s'évertuant à retrouver des références que j'avais omises de noter.

Je souhaite aussi à travers ces quelques paroles faire une place à ceux et celles à coté de qui j'ai pu cheminer. Une émotion particulière en repensant à ceux qui sont décédés depuis et pour celui, qui le premier m'a donné une parole, sa parole. Chacun d'eux m'a offert une rencontre qui a rendu ce périple tour à tour émouvant, drôle, désespérant... humain.

Je ne regarde plus les Hommes de la même façon...

Il neige sur les mers

Il neige sur les champs, les bois, les monts, les dunes
Il neige sur le front des êtres les plus doux,
Il neige sur les toits plein de nos infortunes,
A travers les blancs flocons se mêlent des cailloux,
Il neige et grelottant,
Près d'un foyer sans flammes,
Beaucoup de pauvres gens qui n'ont pas assez de pain,
Il neige sur les cœurs, il neige sur les âmes,
Et tous les affamés n'ont qu'à mourir de faim...

Il neige sur les bourgs, il neige sur les villes,
Où le malheur humain porte sa lourde croix,
Il neige sous les ponts des gueux cherchant asile,
Rêvent d'un peu de feu pour se chauffer les doigts,
Il neige des vieillards, des orphelins, des femmes,
Trainent sur le pavé leur douloureux destin,
Il neige sur les cœurs, il neige sur les âmes,
Et la fraternité n'est qu'un soleil lointain.¹

¹ Eugène Bizeau / Gérard Pieron, « *Il neige sur les mers* », Carnet de Bord, Le chant du monde, 2003.

Tables des matières

Tome 1 :

Introduction 9

1^{ère} partie : D'une scène d'errance... 26

1. Approche socio historique de l'errance. 27

1.1. De la figure du vagabond à celle de l'exclu : quid du SDF ? 27

1.1.1. Représentation du vagabondage et du mendiant. 27

1.1.2. Traitement du vagabondage et de l'exclusion 29

1.2. De la thématique de la répression à celle de l'insertion. 35

1.2.1. De la répression à celle de l'assistance : une inversion très récente. 35

1.2.2.1. Des inégalités à l'exclusion. 38

1.2.2.2. De l'assistance à l'insertion. 39

1.3. Des actions sociales aux lois et mesures sécuritaires : ... à la dérive ? 42

1.3.1. Permanence et mutation des représentations des pauvres dans la collectivité. 43

1.3.2. Actions sociales et lois sécuritaires 45

1.3.3. Nouvelles peurs ou mêmes préoccupations ? 47

1.3.3.1. Risque et sécurité au sein du lien social. 54

1.3.3.2. Une société qui n'accepte plus les risques non « maîtrisés » 57

1.3.4. De l'intériorité à la mobilité : nouvelle logique moderne ? 59

1.3.4.1. Le nouveau mobilier urbain : une insidieuse et silencieuse expulsion des exclus ? . 61

1.3.4.2. De l'hygiénisme au nom de la sécurité. 64

2. Quels modes d'approche pour quelles prises en charge possible ? 70

2.1. L'errance dans l'agglomération nantaise. 70

2.1.1. De l'étude des demandes (isolés et familles). 71

2.1.1.1. De qui parlons-nous ? SDF, sans-abri, exclu : y'a-t-il un profil type ? 71

2.1.1.2. Les étapes du sujet SDF. 85

2.1.1.3. Nouvelles dynamiques sociales. 85

2.1.1.4. Les demandes envers les institutions 89

2.1.2. ...aux réponses du secteur de l'urgence sociale. 95

2.1.2.1. De l'urgence sociale. 95

2.1.2.2. Les réponses institutionnelles 97

2.1.2.3. La prise en charge des sujets SDF au sein de la thématique contemporaine de l'exclusion. 104

2.1.2.4. Du dedans au Dehors : où comment aller vers ? 109

3. Au-delà d'une explication monocausale de l'errance, le pari d'une construction de l'errance. 116

3.1. De la clinique du sujet. 117

3.2. ... à celle de l'usager » 127

3.3. Le SDF : un homme trottoir : moteur ! Quels jeux et enjeux pour les médias ? 132

3.3.1. La dialectique de la visibilité. 132

3.3.2. La médiatisation dans le champ de l'urgence sociale. 134

3.4. Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale : Les enjeux de l'approche territoriale. 137

3.4.1. De l'espace au territoire : quelle place pour l'exclusion ? 139

3.4.2. Territoires de rue, fonctionnement social et représentations sociales. 141

3.4.3.	Comment l'errance fait relation, territoire ?.....	142
3.4.4.	La question de l'occupation de l'espace public.....	143
2^{ème} partie : ...à la mise en scène d'un conflit psychique.		146
1.	L'errance : mode de survie psychique.....	147
1.1.	L'errance : une démarche active.....	147
1.2.	De la déstructuration à la structuration.....	147
1.3.	La rue : un espace contraint.....	148
1.3.1.	Des formes de sociabilités et stratégies.....	148
1.3.1.1.	Le réseau des pairs.....	148
1.3.1.2.	Le rapport aux institutions.....	150
1.3.2.	... aux conséquences psychologiques et psychopathologiques.....	155
1.3.2.1.	Le rapport au corps.....	155
1.3.2.2.	Le rapport à l'autre.....	175
1.3.2.3.	Le rapport à l'espace.....	179
1.3.2.4.	Le rapport au temps.....	183
1.4.	Une précarité graduelle.....	187
1.4.1.	Du public au quasi privé : une question de visibilité sur l'espace public.....	187
1.4.2.	Occupation d'un lieu ou appropriation d'un territoire ?.....	198
2.	A l'exposition de soi.....	203
2.1	Du SDF : citoyen baromètre ... à l'auteur de sa scène.....	203
2.2.	De la mise en scène du corps à l'entrée en relation.....	213
2.2.1.	De la dimension victimale.....	213
2.2.2.	... à l'altérité : le pulsionnel.....	225
3.	De la monstration à la démonstration.....	245
3.1.	La figure du cynique : un vrai rôle de composition.....	245
3.2.	Le spectacle de la subversion ou comment échapper à la réification de l'autre.....	251
3^{ème} partie : Aspects cliniques.....		283
1.	Choix méthodologiques.....	284
1.1.	Présentation du choix des lieux d'observation.....	292
1.1.1.	Les accueils de jour.....	293
1.1.2.	Les centres d'hébergement.....	293
1.1.3.	Les associations caritatives.....	293
1.1.4.	Le CHU de Nantes.....	293
1.2.	Les modes d'accompagnement.....	296
1.2.1.	Social.....	296
1.2.1.1.	Les associations caritatives.....	296
1.2.1.2.	La Veille sociale 44 : le 115 et l'équipe mobile sociale.....	309
1.2.2.	Sanitaire.....	313
1.2.2.1.	Le service des urgences du CHU.....	313
1.2.2.2.	La PASS.....	313
1.3.	Présentation de la population choisie.....	313
1.3.1.	Les professionnels.....	313
1.3.1.1.	Les intervenants sociaux.....	313
1.3.1.2.	Les soignants.....	314
1.3.2.	Les bénévoles.....	314
1.3.3.	Les personnes SDF.....	314

1.4. Les méthodes d'investigation : comment comprendre à partir du discours des acteurs. 314	
1.4.1. Les entretiens semi directifs de recherche.....	315
1.4.2. Participation aux réunions institutionnelles.....	316
1.4.3. Participation aux différents groupes de travail sur l'errance.....	316
1.4.4. Immersion auprès des personnes SDF dans la rue.....	318
1.5. Critique de la méthode choisie.....	318
2. Recueil de données.....	335
2.1. Monographies.....	335
2.1.1. 1er guide d'entretien du secteur de l'urgence sociale.....	335
2.1.1.1. Les professionnels.....	335
2.1.1.2. Les bénévoles.....	335
2.1.2. Deuxième guide d'entretien du secteur médical.....	336
2.1.3. Troisième guide auprès des personnes SDF en errance institutionnelle.....	337
2.1.3.1. Guide d'entretien réalisé lors de notre étude à la P.A.S.S. et aux urgences.	337
2.1.3.2. Guide d'entretien pour les personnes SDF usagères sur leurs conditions d'errance.....	340
2.1.3.3. Grille d'entretien pour les personnes en foyer.....	343
2.1.4. Les personnes SDF en errance géographique.....	346
2.2. La prise de photos : comment photographier le quotidien dans la rue.	346
2.3. Etude du traitement médiatique.....	347
2.4. Participation à des « visites », « tournées dans la rue ».....	347
4^{ème} partie : De l'étude des stratégies institutionnelles d'offres et de demandes... à la compréhension des dynamiques amenant à la situation d'errance et à son maintien.	350
1. Analyses des monographies obtenues par les guides.....	351
1.1. Analyse de contenu des entretiens.....	351
1.1.1. Premier guide.....	351
1.1.1.1. Le discours des professionnels.....	351
1.1.1.2. Le discours des bénévoles.....	381
1.1.2. Le guide d'entretien sur l'accès aux soins des personnes SDF.....	394
1.1.2.1. Le discours des professionnels.....	397
1.1.2.2. Le discours des personnes.....	411
1.1.3. Troisième guide.....	420
1.1.3.1. Le discours des personnes fréquentant les structures.....	420
1.1.3.2. Le discours des personnes « échappant » aux dispositifs.....	453
2. Analyse du traitement médiatique.....	495
2.1. La presse.....	495
2.2. La radio.....	505
2.3. Les documentaires.....	509
2.4. Les journaux télévisés.....	517
3. Analyse des photos.....	527
4. Comptes rendus de visites et « tournées dans la rue ».....	530
Conclusion.....	572
Index des auteurs.....	584
Bibliographie.....	587

Tome 2 : Annexes

Annexe 1 : Textes de lois

Annexe 2 : Documents – Urgence sociale

Annexe 3 : Analyse phénoménologique

Annexe 4 : Entretiens auprès des professionnels

Annexe 5 : Entretiens auprès des bénévoles

Annexe 6: Entretiens auprès des sujets SDF

Annexe 7 : Graphiques : étude sur l'accès aux soins des personnes SDF aux urgences et à la consultation Jean Guillon (PASS) du CHU de Nantes.

Annexe 8 : Articles de Presse

Annexe 9: Photographies

Annexe 10 : Ecrits de sujets SDF

2 tomes.

Introduction

Une caissière dans un magasin d'alimentation, voyant un homme, le visage marqué, l'arcade sourcilière ensanglanté, une tenue plus que négligée : stigmates du SDF : « c'est quoi ça » ? Et si vagabondage, errance, drogue étaient des mots écrans ne servant qu'à traduire une exaspération autre, une exaspération de l'autre... cet autre que nous côtoyons sans le connaître, avec lequel nous ne parlons jamais !

30 novembre 2005, 8h45, gare de Saint Nazaire.

A l'arrêt du bus, une silhouette se tient à un tronc d'arbre, ayant des difficultés à rester debout. Nous la voyons s'accroupir, pour finalement s'asseoir par terre sur les feuilles recouvrant le sol humide. Il y a du crachin, la température est froide en ce début de matinée. Nous approchant, nous nous apercevons qu'il s'agit d'un homme. Nous lui demandons s'il a besoin d'aide. Il nous répond que oui, il ne peut pas marcher, il est blessé. L'homme relève sa jambe de pantalon déchiré. Il y a du sang le genou droit est enflé. Il dit « j'ai dû me casser quelque chose ». Nous lui demandons s'il veut que nous appelions quelqu'un, il répond les pompiers. Il indique une cabine téléphonique en face, il ne peut y aller lui-même. Il a essayé de demander de l'aide mais personne ne s'est arrêté. Nous sommes pourtant dans un lieu de passage et à une heure d'affluence.

Appelant les secours, ces derniers nous demandent si la personne est blessée, si oui gravement, son âge, où elle est. Nous précisons qu'a priori il a passé la nuit dehors. A notre retour, les mains de l'homme commencent à bleuir, ses muscles sont raides et il tremble. Nous lui demandons si cela fait longtemps qu'il est là, sur Saint Nazaire, il nous répond seulement depuis la veille. Il a dormi près de la gare. Il dit être de Donges, aurait manqué son bus pour rentrer et, à cette occasion, serait tombé. Il nous remercie, dit qu'à la télévision, hier, il a entendu que des hommes étaient morts de froid dans la rue et qu'il a eu peur d'y passer ! Cet homme d'environ 40 ans, a des yeux bleus injectés de sang, une haleine avinée. Il n'a pour seul bagage qu'un vieux sac en bandoulière. Il dit n'avoir rien mangé la veille.

Trois pompiers finissent par arriver, l'un d'eux regarde sa jambe et lui demande son âge, s'il dort dehors. L'homme répond que non, il est au camping à Donges, il voulait venir sur Saint Nazaire, marcher pour ne pas avoir froid. Un pompier regarde dans son sac qui ne comporte qu'un peigne. Ils lui demandent s'il peut se relever, ce dernier répond oui mais avec de l'aide. Ils disent qu'ils vont « l'emmener au chaud » ; l'homme leur précise que c'est grâce à la demoiselle, en nous désignant. Quand nous lui disons au revoir, il nous remercie, ainsi que les pompiers. Nous n'avons pas osé lui demander son prénom.

Qu'y a-t-il derrière ces visages ? Et si la question essentielle ne cessait de jaillir de ces regards obturés : Dites-moi suis-je encore un homme ? Disparaître du paysage urbain et ne pouvoir troubler la conscience des passants passés maîtres dans l'art de voir à travers eux. Se cacher, ne pas voir est à l'origine du processus d'exclusion, il y a toujours cette recherche d'invisibilité imaginaire à laquelle inclus et exclus collaborent plus ou moins à leur insu pour éviter une rencontre qui les dérangerait. Ce sont les exclus qui doivent en payer le prix fort puis qu'ils n'ont pas les moyens de se cacher, faute d'avoir une place personnelle pour faire oublier leur présence, ils doivent s'effacer en tant que sujet. C'est dire que si elle est manifestement liée à des mécanismes économiques qui l'inscrivent dans la réalité, l'exclusion naît fondamentalement de processus imaginaires de négation du sujet humain. Le terme d'exclusion, employé de façon absolue, amalgame plusieurs problèmes sociaux ou situations personnelles en même temps qu'il en empêche, par euphémisme, la recherche des causes. De plus, une indétermination sémantique. A cette difficulté, s'ajoute un déplacement du regard. En

effet, l'exclusion induit une vision topographique du monde comprenant un dedans et un dehors, un « côte à côte » et non plus un « face à face ». Les exclus seraient ceux ayant franchi une ligne, peut-être de non retour.

Notre sujet d'étude de D.E.A.² fut centré sur la toxicomanie et le sujet toxicomane. Cette recherche a eu pour but de démontrer qu'une meilleure connaissance des usagers et des professionnels, ainsi que des représentations respectives qu'ils ont des soins et des interventions sociales, devait pouvoir guider l'aménagement des interventions préventives et soignantes. Nous avons pu observer une population de toxicomanes très marginalisée, dont le recours aux soins était sporadique, bien souvent dans l'urgence. Les témoignages d'associations agissant au contact des personnes en situation d'exclusion sociale, confirmaient que la part la plus marginalisée de la population toxicomane souffrait d'une absence à peu près complète de suivi sanitaire et psychologique. Nous avons pu ainsi voir combien une politique de bas seuil et de petits pas était vitale pour eux, pour soulager leur galère, permettre leur survie, favoriser leur accompagnement à leur rythme, vers des prises en charge et des soins. Le travail de bas seuil est plus que jamais nécessaire pour établir un premier contact avec les usagers, une passerelle vers des structures plus traditionnelles et faire de la prévention auprès des exclus. Une autre réalité est que la plus part des populations en voie de marginalisation ou en état de marginalité le sont pour des ruptures provisoires de lien social. D'où l'impératif d'offrir du lien social, c'est à dire des espaces de paroles, leur ouvrir un espace psychique garant des possibilités d'aide, qui sans éluder la souffrance du sujet, placerait celui ci face à ses responsabilités d'humain et de désirant. Les conclusions de cette recherche nous amènent à vouloir poursuivre un travail, cette fois, plus orienté sur l'urgence psychosociale et la détresse des personnes sans abri.

Nous nous sommes attachés aux modes de vie de ces sujets – souvent très distanciés du champ institutionnel – et l'état d'urgence dans lequel certains de ces publics vivent et aux conséquences sur l'accès à l'aide sociale et aux soins. Ainsi, nous souhaitons aussi démontrer qu'au cours de leurs trajectoires nombre de publics sont pris dans de tels processus de précarisation qu'ils ne peuvent plus faire de demandes que dans l'urgence. Notre postulat est que moins les professionnels prendraient en compte l'urgence des personnes, plus ils contribueraient à diminuer l'accessibilité aux services et offres de soins. Le refus de l'octroi d'une écoute et d'une aide en urgence renvoyant systématiquement les personnes aux prises avec des stratégies de rue, à leurs modes de vie marginaux, ils les distancieraient d'autant plus des services et professionnels.

Aussi, l'observation du fonctionnement de structures montre que les foyers d'hébergement et les accueils de jour sont largement fréquentés par une population hétérogène, principalement mais pas seulement, par une population d'hommes, parfois de jeunes de moins de 25 ans et plus généralement de 30-40 ans. C'est à la population en errance géographique et institutionnelle que nous nous intéressons, arriver à la compréhension des dynamiques amenant ces personnes à la situation d'errance.

Si l'origine du verbe errer est daté du 5^{ème} siècle et signifie « aller ça et là », dans l'ancien testament, l'errance est associée à un savoir implicite, quant à la finalité du voyage. Au 12^{ème} siècle, par dérivation le sens figuré d'errer s'officialise et l'errant

² *La toxicomanie : une histoire sociale, une trajectoire individuelle*, Sciences Humaines – option psychopathologie, Université de Rennes 2, 2000.

devient synonyme d'erreur, errer « de se tromper ». Ainsi d'une **errance physique ou d'une mobilité spatiale**, le sens évolue et aborde les rivages de la raison, de l'esprit, de l'âme et à ses envers que constituent la folie, le châtement et la souffrance. Il semble aussi important **d'interroger le vocable général « SDF »** qui sous-tend des réalités fort différentes selon le territoire géographique et surtout selon les trajectoires des personnes toujours individuelles. Mais au-delà de l'intérêt proprement scientifique de ce type d'étude, quel peut être son intérêt pour les décideurs, pour les praticiens, pour les usagers ?

Parallèlement à **une meilleure connaissance des personnes en errance**, un second volet de cette recherche portera sur **l'analyse des réponses existantes**, qu'elles soient institutionnelles ou totalement informelles, en proposant de **réfléchir à l'accès aux dispositifs sociaux, sanitaires** en rencontrant des personnes qui n'ont pas (eu) accès et d'autres qui ont (eu) accès. Ainsi, faut-il augmenter, diversifier les moyens mis en œuvre ? Au besoin, comment concourir à leur adaptation et, si possible, à leur coordination ? Cette recherche souhaite parvenir à des **objectifs opérationnels au niveau des politiques préventives et curatives et des pratiques professionnelles** : élaborer des pratiques de prévention des conduites à risques adaptées aux publics distancés des services existants.

En visant à développer une configuration de l'expérience de vie des personnes errantes, ce travail ne peut passer sous silence le phénomène que représente l'usage de substances psychotropes : le « clochard traditionnel » s'adonnant à la consommation éthylique ou les jeunes de la rue s'adonnant à une poly-toxicomanie. Nous serons amenés à nous interroger si la consommation excessive de ces substances conduit à la rue en entraînant la déchéance, ou si les conditions de vie difficiles à la rue poussent les S.D.F à consommer ces substances, autrement dit, voir comment la drogue ou l'alcoolisme accompagne systématiquement la construction psychique de l'errance. En tant que clinicien, nous souhaitons interroger les fonctions de ces activités consuméristes, voire compulsives dans l'économie psychique des sujets, s'agissant de comprendre l'exclusion dans une dynamique, c'est-à-dire dans un processus non statique, non linéaire. La situation d'exclusion ne désignerait pas seulement le fait d'être sans toit, dans la rue, dehors. Elle peut commencer très tôt dans la vie d'un sujet ou jouer sur plusieurs générations, procédant d'une cassure du lien. Que serait un individu exclu de toute interaction ? L'exclu, loin d'être à « l'extérieur de » est « à l'intérieur » de nos discours. Paul-Laurent Assoun a comparé sa position à un exil intérieur, à une surinclusion car nul n'est plus dépendant du système que celui qui n'en bénéficie pas.

Il s'agit d'une collaboration avec l'errance et non de travail sur l'errance en considérant celle-ci comme faisant partie intégrante de notre social et non une déviance de celui-ci. L'errance est devenue pour certains un mode de survie et non une chute éternisée dans un «nulle part» sans consistance³. De nombreux protagonistes construisent l'errance, l'institution comme le sujet, c'est pour ça qu'il n'y a pas de nulle part. Nulle part renvoie à situer statiquement un lieu alors qu'on est toujours dans une construction psychique ; d'où, parler de dérive, pour montrer que c'est toujours par

³ DOUVILLE O., *Incidence subjectives des situations de grande exclusion*, le journal des psychologues. n°191, octobre 2001.

rapport à, mais cela n'accroche plus. Il s'agira de voir comment l'errance se construit psychiquement à travers l'analyse des trajectoires vitales, en dehors de, et à l'intérieur de phénomènes de précarisation sociale et économique. Si nous ne pouvons les ignorer, ces derniers ne nous paraissent pas suffisants. Ainsi, l'exclusion peut être aussi la forme comportementale de stabilisation dans le social de certaines économies psychotiques⁴ ; de même, par défaut d'étayage, l'errance pourrait être utilisée par le sujet pour se mettre en retrait et à l'abri de trop de souffrances. Le grand exclu ne serait pas nulle part, au sens statique mais il collerait à ; il collerait à la rue, à un coin, à des figures. L'espace lui collerait, comme certains S.D.F collent au carrefour ; là où il y a du monde. Autrement dit, l'errance ne se réduirait pas au mode de traitement mais est à analyser comme phénomène psychique et pas uniquement un phénomène sociétal.

Dans une première partie, qui a pour scène l'errance, nous étudierons au cours d'un premier chapitre, l'approche socio historique de l'errance, les différentes figures qui ont traversées les époques. Ainsi, si, aujourd'hui, nous ne parlons plus de vagabonds, ni même de clochards, rarement de mendiants, les expressions telles que SDF, sans abri ont pris le relais. Nous verrons que ces appellations ne recouvrent pas la même réalité sociale et psychologique. Le terme de mendiant qualifiait d'abord un état de dénuement mais surtout une modalité de l'échange. Il bénéficiait par le jeu du don, d'un certain niveau d'intégration sociale. Le clochard, quant à lui, véhicule l'image d'un homme ayant choisi une vie marginale, travaillant parfois comme chiffonnier, fréquentant les marchés et arrières de restaurants, pratiquant de temps en temps la mendicité. Ces deux appellations ont en commun qu'elles mettent en scène des personnages inscrits dans le paysage citadin (place publique) fixés dans l'espace public et donc plus ou moins familiers. Toute différente était la représentation du vagabond désigné d'abord par sa mobilité dans l'espace, incarnant la rupture d'abord avec le corps social.

En nous intéressant à la figure du sujet SDF, nous interrogerons la figure du vagabond et de l'exclu, ce afin d'étudier dans une approche historique, les traitements qui leur étaient réservés et comment nous étions passés de l'une à l'autre. Ainsi, s'ils ne risquent plus la galère ou la pendaison, ces « nouveaux vagabonds », les sujets SDF resteraient perçus comme des fauteurs de trouble potentiels. **Cela nous a amené à une question de fond : quelle prise en charge des sujets SDF au sein de la thématique contemporaine de l'exclusion ?** Ce qui n'est pas sans accompagner d'importantes interrogations autour de l'état Providence.

Dans un second temps, il s'agira de comprendre en quoi répression et assistance constituent les deux faces toujours présentes dans le rapport à ces populations « problématiques ». Les sujets SDF envisagés jusqu'au début du 20^{ème} siècle sous la figure du vagabond ont été longtemps la cible principale des interventions répressives de l'état et ce n'est que très récemment, sous la figure de l'exclu, qu'ils sont devenus une cible emblématique des interventions de l'Etat en matière de lutte contre l'exclusion. C'est pourquoi, il nous sera essentiel d'engager une réflexion sur les politiques publiques actuelles.

Le sujet SDF représentant une figure de l'altérité, habiterait le domaine des peurs collectives et la stigmatisation dont il fait l'objet aurait pour but de l'identifier comme figure du mal et du danger. Face à la suspicion, nous retrouverions l'évitement, l'éloignement. L'exclu en tant qu'objet de honte, « indésirable », nous conduira à aller

⁴ Ibid.

étudier les notions de déchet, de rebut, le rien. La honte isolerait parce que le sujet ne saurait jamais quelle place occuper. S'il essayait d'être « comme les autres », on lui dirait qu'il en est indigne, s'il accepte son indignité, cela justifierait le rejet dont il est l'objet. Il serait comme assigné à une place qui serait qualifiée par ailleurs de détestable. Littéralement, « il ne sait plus où se mettre ».

Le sujet SDF en tant que figure du monstre serait une menace pour l'ordre établi. Un phénomène de stigmatisation renforcé car les victimes de l'exclusion seraient victimes mais aussi auteurs de problèmes d'insécurité. Ainsi sur l'exclu pèseraient sans cesse le soupçon et la culpabilité. **Le sujet SDF serait un déchet, un déchet contagieux ; celui qui est au rebut et celui qui rebute.** L'immondice ne s'attachant pas uniquement à l'organisme, il affecterait tout autant le corps social, constituerait une offense à l'intégrité des lieux de vies communautaires. Une caractéristique inquiétante serait la mobilité, comment ils font trace, en France mais aussi à l'étranger. Si nous n'avons pas les indicateurs d'une américanisation du contrôle pénal en Europe, dans certaines fractions sociales, nous interrogerons une hyper-sensibilité à l'insécurité accompagnée d'une forte exigence répressive et, par là, la manière de distribuer de la sécurité sans sombrer dans le sécuritaire.

En dernier lieu, étudier ce qu'il en est de cette conjugaison de l'exclusion, de la santé mentale et de la sécurité nous conduira à voir comment la théorie de l'hygiénisme apparaît en, filigrane et les conséquences sur le traitement sociétal de l'exclusion.

L'exclu paraît au centre des discours et préoccupations politiques avec la formation de nouvelles pratiques et légitimités. Dans un second chapitre, nous étudierons en quoi observer les phénomènes d'errance, établir une typologie des publics, s'entretenir auprès de personnes définies comme en situation d'errance, repérer leur trajectoire et analyser les besoins et indicateurs sociaux nous amènent à aller voir ce que l'exclusion renverrait du point de vue de l'institution en terme d'incapacité. Quand l'offre ne retient plus, l'institution se détacherait. Il sera question, pour nous, dans un premier temps d'étudier ce que les institutions analysent comme facteurs excluant. Au travers de l'illustration d'une recherche action sur l'errance dans l'agglomération nantaise⁵, nous étudierons comment il s'agit selon nous d'une **entreprise managériale des SDF**, avec pour enjeu de comprendre la logique et les pratiques des différents intervenants à travers les demandes des sujets et les réponses institutionnelles du secteur de l'urgence sociale. Nous nous questionnerons sur ceux dont on parle, à savoir y'a-t-il un exclu ou des exclus au pluriel, autrement dit autant qu'il y a de singularités.

Les personnes présentant des problématiques chroniques issues de l'errance (SDF, routards) sembleraient diminuer au profit des **nouveaux publics de l'urgence sociale**. L'ensemble des personnes interviewées – professionnels et bénévoles – disent rencontrer de plus en plus de situations issues de crise ou de ruptures sociales : émergence de femmes, de couples et de familles, problématiques liées à l'errance des jeunes avec dépendances à l'alcool et autres toxiques, problèmes psychiatriques. Au travers de l'étude des demandes et du recours à l'assistance, nous porterons un intérêt

⁵ BOINOT K., « L'errance dans l'agglomération nantaise : étude des demandes des isolés et familles et des réponses du secteur de l'urgence sociale », Recherche action « Actions Innovantes 2003 » DGAS-FNARS, mai 2004.

pour les **trajectoires sociales et psychologiques des sujets SDF** qui sont multiples. L'étude des réponses du secteur de l'urgence sociale, nous amènera à la définition de ce concept, et à comprendre quelles pratiques sont développées en travail de rue, en accueil de jour et de nuit, en accueil CHRS.

Du point de vue des représentations, les pauvres, les sujets SDF, les mendiants, les exclus paraissent continuer d'être classés en **catégories binaires** : les travailleurs et les fainéants, les bénéficiaires d'une assistance et les autres, les gens ayant choisis leur situation et ceux qui veulent « en sortir ». Ainsi, au cours des entretiens, nous pourrions prendre cas des différentes qualifications. La présence dans les différents dispositifs d'accompagnement, d'un public « d'habitues », « de consommateurs », « de précaires cycliques », des représentations par catégorisation paraît venir fonctionner en négatif face à un autre public « ceux qui veulent s'en sortir ».

L'exclusion revêtirait diverses formes et se manifesterait par une fréquente marginalisation dans l'accès aux droits, qui ne serait pas toujours contrebalancée par une insertion dans les rouages de l'assistance sociale. A ce jour, les approches de l'exclusion tendraient vers un biais commun à toutes les conceptions de la pauvreté : un certain réductionnisme dans la vision projetée, qui finirait par forger une représentation duale de la société. En effet, les usages courants feraient dériver la dimension processuelle, au cœur de la notion d'exclusion, vers **la description d'un « état d'exclusion »**, affectant durablement sinon irrémédiablement des groupes désormais qualifiés d'exclus. Nous en arriverions donc à une scission entre « exclus » et « inclus », entre ceux qui sont « dedans » et ceux qui sont « dehors » sans plus préciser par rapport à quoi et en unifiant, en une forme de stigmatisation, un ensemble dynamique et diversifié de critères et de facteurs. L'exclusion pourrait prendre alors différents sens, comme l'évoquent certains auteurs préférant la désigner plus spécifiquement sous les termes de **désaffiliation**⁶, de **disqualification sociale**⁷ ou encore de **désinsertion**⁸. Ces termes évoquent la prise en compte des trajectoires individuelles au cours desquelles se cumulent et se renforcent un certain nombre de déprivations et de ruptures spécifiques qui s'accompagnent de mécanismes de stigmatisation, de mise à l'écart et de rejet.

Ces difficultés seraient ainsi le facteur déterminant d'une accumulation de phénomènes de marginalisation et de ruptures : réduction de la consommation des biens qui conduit à une difficulté à assumer ses devoirs sociaux et à préserver son image face aux autres ; difficultés de logement, pouvant conduire à la relégation dans des quartiers éloignés ou à la perte du domicile, à l'éloignement du cercle des amis et des connaissances ; difficultés familiales débouchant sur l'isolement affectif ; réduction des dépenses de santé et de la capacité à se nourrir, conduisant à une dégradation des conditions de santé ; intériorisation des sentiments de honte et d'indignité qui affectent la motivation et la détermination et peuvent conduire à des états dépressifs. Il s'agirait, donc, de processus multidimensionnels qui agiraient non seulement au niveau des personnes concernées mais aussi au niveau des représentations qu'elles développeraient et dont elles feraient l'objet.

Des offres institutionnelles soulevant un paradoxe, à savoir l'impossibilité d'établir des catégories d'utilisateurs en absence de portrait type du sans abri tout en ayant

⁶ CASTEL R., 1991

⁷ PAUGAM S., *La disqualification sociale*, Presse Universitaire de France, collection quadrille essais débats, 1991, 256 p.

⁸ DE GAULEJAC V, TABOADA LEONETTI I., *La Lutte des Places*, Paris, Desclée de Brouwer, collection re-connaissance, 1994, 286 p.

recours à des catégories pour évaluer les offres. Si l'exclusion revêt des visages différents, nous nous interrogerons sur la manière **d'échapper à la catégorisation et privilégier le Un à la norme.**

De même que nous avons évoqué une évolution des populations, des évolutions des **territoires d'intervention** paraissent visibles. L'individu qualifié d'exclu serait fixé dans nos paroles proférées sur lui mais il serait aussi enveloppé par les pratiques professionnelles et de bénévoles dont il fait l'objet. La mission, aujourd'hui, serait d'être là où ces personnes sont, là où elles ont envie d'être, qu'elles soient ou non dans un projet d'insertion. Et, dans la négative, il faudrait aller à la rencontre de ceux qui ne sont plus ou pas des usagers, ceux qui ont perdu tout réflexe, ceux qui ne demandent rien. Cette situation tout à fait nouvelle contribuerait à ce que **l'identification des missions des professionnels habilités à intervenir dans les champs sanitaire, préventif, social, répressif ou sécuritaire, devienne très complexe et parfois source de confusion.** Il émergerait alors un risque de disqualification ou de discrimination aux yeux d'une population qui ne sait plus qui est son interlocuteur. Nous questionnerons donc **l'importance de dépasser la logique d'urgence sociale pour ne pas rentrer dans la chronicité de l'urgence sociale, pour faire l'inventaire des équipes et des services existants sur le territoire fixé afin d'évaluer l'existence d'espaces de chevauchement ou de synergie entre les différentes structures.**

Après avoir vu que la personne SDF pouvait être considérée comme victime, coupable, déviante ou malade, que ces représentations auraient des conséquences sur les modes d'approche et prise en charge, nous nous sommes intéressés à la définition de l'errance.

Lors d'un troisième chapitre, nous aborderons une **conception plurifactorielle de l'errance**, en référence aux théories psychologiques et sociologiques et nous demanderons en quoi, si nous ne pouvons ignorer l'existence de liens importants entre la précarité sociale et manifestations pathologiques, il serait essentiel de ne pas confondre ces deux registres. En d'autres termes, nous nous garderions d'une **pathologisation du social** comme s'il n'y avait pas une efficience propre de phénomènes économiques et sociaux.

Nous consacrerons un point également au phénomène de « peoplisation » du sujet SDF, à savoir comment au jour d'aujourd'hui, il serait devenu un sujet à la mode, allant jusqu'à faire la une d'émission télévisées et de télérealités. Puis nous étudierons ce que nous nommerions le **fonctionnement par éclipse** où nous assisterions à une indignation l'hiver alors que le rejet sévirait durant l'été.

De prime, la représentation des sujets SDF nous renverrait non pas vers une mobilité, mais **vers une imposition statique d'eux-mêmes dans l'espace public** : trottoirs, gares, galeries commerciales, médiathèque... Mais il s'agirait d'abord du manque, et ce manque s'appliquerait non pas sur le domicile mais sur la fixité de ce dernier. Occupation, appropriation d'un territoire, dans une position analytique, qu'est-ce que cela voudrait dire territoire. S'il s'agit d'une appropriation impossible pour certains, pour d'autres, ce serait une occupation d'un territoire. Nous partirons d'une analyse institutionnelle pour conduire **une réflexion sur la territorialité et sur l'errance.**

En décrivant les territoires et les différents temps et pratiques de rue, nous examinerons le poids fondamental de l'espace à partir duquel se vivrait l'errance, à savoir la rue, espace public faisant partie d'un cadre urbain plus large et donc traversé

par de multiples enjeux : celui de la sécurité, celui de la moralité publique, celui de la relégation ou de l'intégration dans cet espace urbain.

Nous chercherons, ensuite, au-delà des effets d'exclusion sociale et économique, à interroger moins ce qui engendre l'errance que de ce qui entretiendrait le fonctionnement. Nous étudierons la fonction de l'errance pour une personne donnée sur le plan de son économie psychique. Il s'agira de décrire, dans un second temps, le type de rapport à soi qui en découlerait, c'est-à-dire le rapport aux autres et au monde, comment il se mettrait « out ». Habités par une interrogation relative à ce qui fait tenir la construction et l'éprouvé de l'espace dans le psychisme humain, nous serons conduits à porter une attention tout à fait soutenue à tout ce qui préserverait les amarres entre un sujet et un lieu. **Des modes d'habiter le corps, l'espace et les mots seraient encore à l'œuvre.** Nous montrerons comment l'exclusion donne au corps une place centrale, lieu qui condense espace psychique, physique et espace social du sujet.

Olivier Douville parle d'un état «dé-langagier» et d'« analphébatisme » du corps⁹ ; au point même que la certitude même d'avoir un corps (et comme propriété et comme responsabilité) est menacée. Le retour de pathologies organiques graves (tuberculose, saturnisme) sont bel et bien là, mais sont tout aussi présents des modes de délitement dans le rapport au corps qui évoquent une chute de ce corps hors de sa verticalité et de son orificialité symbolique. Nous nous intéresserons à la place du corps dans la désocialisation et l'errance, en étudiant le lien psyché soma chez les sujets SDF, les langages de l'espace et du corps. Au cours de notre étude sur **l'accès aux soins où apparaît des modes de désertification et surexploitation**, nous nous interrogerons s'il en est du soin de même de ce qu'il en est de l'hébergement, de l'alimentation, des mesures d'insertion.

Repérer les **circuits et réseaux mis en place par les errants** eux-mêmes, la question de **l'habitat**, des **inscriptions socio spatiales** nous paraît pertinent au vu d'un de nos postulats selon lequel s'intéresser à la manière d'habiter tout espace d'hébergement serait un indice pour comprendre les difficultés d'habiter son espace psychique. Autrement dit, habiter supposerait des modalités d'investissement psychique qu'il faut comprendre. Que veut dire habiter pour les Sujets, et notamment pour les personnes dites sujets SDF ? Comment comprendre leur manière d'occuper un espace ? Ce qui fait le sens de l'habitat serait aussi à chercher du côté de l'habiter et de la manière dont l'homme pratique et représente son espace habité. Ce qui se joue dans l'espace habité ne serait pas imputable qu'à l'habitat, il serait tributaire de la trajectoire sociale et psychologique du sujet.

Nous nous intéresserons à ce que nous nommons une **déchéance « privée »** : Du dégoût « J'ai honte de moi » à une « **déchéance « publique »** : parce que la honte de soi est produite par le regard de l'autre qui porte un jugement négatif sur son existence. Regard qui est réactualisé chaque fois que le sujet est confronté à **une situation de rejet et de stigmatisation.**

Nous étudierons en quoi **l'image de l'errance est multiforme**, touchant à l'âme, à la raison et son envers la folie, au châtement et à la souffrance. Elle s'appliquerait aussi dans l'expression « du chien errant » à l'absence de maître et donc au défaut de

⁹ DOUVILLE O., *Exclusions, Précarités : témoignages cliniques*, Psychologie Clinique, n°7, Paris, L'Harmattan, 1997, 229 p., p. 69-74.

domestication qui condamnerait à la solitude et qui traduirait la dangerosité sociale. L'errance renvoyant, par là, à la **sauvagerie** ou à l'**animalité**, elle rejetterait hors de la sphère de l'humanité.

Dépeint comme non acteur car interdit de parole et non sujet car radicalement étranger au règne de l'humain, l'exclu serait condamné à porter le masque que la réalité du discours lui impose. Désireux d'échapper à une fonction typologique teintée d'un discours victimaire ou compassionnel, il s'agira de **caractériser la stratégie défensive**. Nous étudierons comment le mouvement de soi à l'objet interroge **la position subjective** : une mise en scène, circulation de regards, de positions. A chaque fois, un artifice qui se jouerait sur le corps. Il y aurait une posture physique, un corps qui irait se poser en un lieu, une mise en scène du corps, une théâtralité qui nous permettrait d'entrer en relation.

De la **figure du sujet SDF citoyen baromètre** à cette forme de survie psychique que serait l'errance, nous nous intéresserons à notre vision de l'errance comme **processus dynamique** qui donne lieu à une production scénique.

Une étude du dispositif spatial - captivité, distance, retrait, négation de l'identité, invisibilité au **principe de la surexposition**. Nous expliciterons en quoi le fait que « tout soit donné à voir » entraîne la perte de cette sensation que les choses elles-mêmes nous regardent.

En lien avec « une souffrance qu'on ne peut plus cacher » **le choc du regard**. Celui-ci serait happé par la visibilité expressive et bouleversante d'une douleur psychique et l'extrême d'une dégradation physique.

L'effondrement qui confine aux frontières de la dé-subjectivation et de l'inhumain dans un donné à voir serait au-delà de ce que le regard peut soutenir et de ce que l'homme peut supporter ; comme si les modifications psychiques produites émaneraient avant tout d'un donné à voir, « ce qu'on ne peut plus cacher », un dévoilement saisissant et bouleversant.

Le stigmate du clochard serait si visible qu'il semblerait interdire toute interaction quotidienne avec les « normaux » qui généralement l'évitent. Le repli sur soi serait aussi la conséquence de ces non rapports d'autant que ceux qui partagent son existence au jour le jour, se comportent de la même façon ; la peur de la **contamination** l'emportant sur d'autres intérêts.

Absent des interactions, les autres agiraient comme s'il n'était pas là, quoiqu'ils supporteraient toujours les rôles embarrassants de témoin et de dépositaire de la dégradation. Les récits peuvent faire resurgir des identités multiples revendiquées ou rejetées. Selon les événements vécus au cours de la carrière et les traumatismes subis, certaines de ces identités marqueraient les corps et les regards et c'est avec peine que chacun chercherait à masquer l'identité la plus disqualifiante, celle de clochard.

Si les sujets SDF ne sont pas autorisés à s'afficher, ils ne sont pas tenus de se cacher. Ils donneraient à voir mais ne regarderaient pas. Au travers de **vignettes cliniques**, nous verrons comment les choix de vie les contraindraient à une **visibilité permanente**. Si certains ne s'y adaptent pas, d'autres en tireraient profit.

Au travers de la consommation d'alcool ou de produits et des épreuves particulières qu'elle induit, certaines personnes vivant de manière précaire pousseraient à leur comble cette expérience en la propulsant sur l'espace public. Visible aux yeux des passants ou des résidents, la présence obscène d'un corps qui « pique du nez », qui se fait sur lui, dévoilant ses parties les plus intimes ne témoigne-t-il pas de la recherche d'un refuge par une intimité qui ne peut plus se lover dans un espace temps projeté, une enclave privée ? La mise sous les projecteurs de la rue, la dégradation conduisant à ne

plus être perçu que comme un corps jeté en errance conduiraient certaines personnes à se surexposer avec un « excès de visibilité » qui, en dernier recours, pourrait, nous pensons, les protéger en leur ouvrant un espace de manœuvre par une ultime prise en compte.

En interpellant l'ordre public, en le choquant ou en le faisant réagir, certaines personnes que nous avons rencontrées dans la rue ne créent-elles pas une certaine forme de relation ? Une relation marquée par l'assistance ou la répression mais il s'agirait encore d'une relation sociale, un échange structuré autour d'une identité affichée.

Ce qui déborde et se laisse à voir, les aspérités des individus participeraient en permanence au développement de certains types de rapports sociaux négociés en public : au travers des regards, des attitudes, de la manière de s'adresser aux autres, les personnes s'accrocheraient à ces aspérités pour dépasser les strictes conventions.

En **exhibant une souffrance visible**, les sujets SDF nous imposeraient une position de voyeur difficile à soutenir

Nous nous intéresserons à la **pulsion de voir**, au **voyeurisme** et à l'**exhibitionnisme** à travers les écrits de **Freud** et **Lacan**. Un des point commun est qu'ils donnent à voir et **la représentation du grotesque et de l'inquiétant** agirait sur le passant devenu spectateur. Nous verrons comment la pulsion de voir serait d'abord une pulsion d'emprise, posant la question de la **jouissance** et de la **fascination**.

Rencontre avec l'autre qui entrainerait nécessairement une rencontre avec soi même, donnant naissance au sentiment d'**inquiétante étrangeté**. Ce concept apparenté à celui de peur, d'angoisse, d'effroi, présenterait néanmoins un sens qui lui est propre. L'inquiétante étrangeté est l'effroi en tant qu'il se rattache aux choses connues depuis longtemps, les choses familières qui, dans certaines conditions, deviennent inquiétantes. Un des procédés les plus sûrs pour susciter ce sentiment est de douter si la personne que l'on a devant soi est un être vivant ou un automate. Les thèmes du **double**, de l'**image de soi au miroir**, de la **répétition** seront mis au travail.

Nous verrons comment le regard du spectateur sera en position d'obscénité. La notion d'« **obscénité** » qui relève d'une dimension philosophique de l'insolence nous servira d'éclairage pour notre analyse. Nous étudierons les dualismes suivants : pur/impur, l'ombre/lumière, moralité/amoralité/propre/dégout, abject/vil. L'obscénité en lien avec la honte, la honte ne serait pas seulement du côté du sujet SDF mais face à ce visage, ce corps, le passant lui même serait gêné.

Pour y échapper nous verrons en quoi **l'humour et l'ironie selon la conception freudienne** peuvent être des modes de défense, travail de dégageant de la honte. Cela nous conduira à consacrer un chapitre **au mot d'esprit, à l'ironie, l'humour et voir en quoi il est important de ne pas les confondre**.

Devant l'inmontrable, l'innommable des sentiments ambivalents (de plaisir, d'horreur) favoriseraient des mécanismes d'identification et de distanciation. Au travers de la **dimension pulsionnelle autour du regard ; le voir et être vu**, nous analyserons les **effets contre transférentiels** produits chez les intervenants : effroi, fascination dégoût, souillure. Nous prendrons pour référence les travaux de Mary Douglas sur **le pur et l'impur, la saleté et la souillure** ainsi que ceux de Julia Kristeva sur **l'abjection** ; ce qui nous permettra de mettre au travail la **question de l'altérité** mais aussi de **l'objectivation**.

Il s'agira donc **au cours d'une traversée de l'intime, d'explorer l'abjection, la douleur mais aussi l'horreur. Etudier comment de par nos agris, nous pouvons « déchetiser » l'autre, le réifier ?**

Si pour éviter une conflictualisation psychique intense, nous assistons dans certains cas à une désobjectivation, ce que nous pourrions nommer le syndrome « plexi glass » pour survivre. Chez d'autres, quelque chose résisterait, non sans savoir les effets qu'ils produisent, nous parlerons chez certains sujets SDF, de **l'adoption d'une position cynique** qui permettrait de soutenir une modalité d'existence.

Une grande vulnérabilité personnelle et sociale qui amènerait à des transgressions constantes : lois et règlements mais aussi les normes régissant les conduites publiques. **Des transgressions qui se vivent sous l'œil de l'autre. Une situation de visibilité permanente en défaut d'un espace privé, sécuritaire, intime, exclusif et souverain de vie privée.**

Choix du cynique car il peut être défini comme celui qui récuse la discussion et provoque par une image scandaleuse, un miroir qui s'apparaît à lui-même grâce au regard de l'autre. Le geste cynique consiste à dénoncer les supercheries, à arracher les masques, en ce sens il y a quelque chose de spectaculaire en lui. Nous choisirons la figure emblématique du cynisme : Diogène. Alors qu'Antisthène était décrit comme celui qui par sa mère n'était pas d'Athènes, Diogène est celui qui par la faute de son père doit quitter sa ville natale Sinope. De deux manières différentes, **le cynique a décidément les traits de l'étranger qui ne vit pas à sa place**, tout simplement parce qu'il n'y a sur terre nulle part une place particulière faite pour soi. Les cyniques apparentes victimes, du haut de leur animalité, vont aussi très souvent passer à l'attaque, sous des formes quelques fois sournoises.

A travers des vignettes cliniques nous serons amenés à faire des parallèles avec les postures de certains sujets SDF. Nous concernant au cours de notre recherche, des populations inaperçues, occultées ou stigmatisées au point d'être uniquement visibles par leur stigmate, alors qu'elles occupent l'espace public, les personnes en errance sont facilement vulnérables aux jugements et aux regards portés sur leur situation, mais elles nous rendraient vulnérables aussi.

Nous démontrerons que si la figure du cynique peut nous fait surgir comme représentation, la présence de l'exclu pour l'inclus peut être un appel accusateur et dérangeant. Nous étudierons les **concepts de vulnérabilité et de responsabilité** en référence à Levinas.

Nous étudierons comment le **cynisme – figure générique** serait une position fondamentale qui se symptomatiserait en **figures paradigmatiques** : celles du **bouffon**, du **monstre** et du **dissident**, permettant de voir comment l'idée du Sujet s'éprouve dans les situations d'exclusion.

Une première figure pouvant parodier, briser les apparences démasquer la vérité sera celle du bouffon. Si tout comme le cynique sa fonction est de dévoiler, le non dit, l'interdit, le bouffon lui est socialement admis, il est là pour faire rire comme au temps du mendiant qui avait une fonction sociale. Le cynique en plus de sa velléité de vouloir choquer est là pour perturber l'ordre social.

Une deuxième figure sera celle du monstre, nous conduisant à interroger, la **norme, l'ordre**.

Une dernière figure paradigmatique sera celle du dissident, autrement dit interroger la stratégie de certains sujets SDF qui est de retourner le stigmate en **statut auto proclamé**.

Nous démontrerons ainsi qu'il existe en plus d'une vision négative de l'errance et d'une vision idéale, une autre vision qui considère que pour certains sujets, l'errance est un ensemble de **positions subjectives** dont celle du cynisme qui suscite des affects particuliers chez celui qui se retrouve spectateur.

Dans une troisième partie, consacrée à nos choix méthodologiques, nous illustrerons à travers des vignettes cliniques, **le choix de la rue** comme une des scènes où se joue l'errance. Il y en aurait d'autre mais la rue est la plus médiatisée, la plus accrocheuse, la plus misérabiliste. Nous démontrerons en quoi la rue est une mise en scène, une théâtralisation. La rue serait le présent, le lieu où l'on se donne à voir en restant intouchable.

Un des axes de travail sera de ne pas considérer les populations de SDF comme des populations coupées du reste de la société mais au contraire de mettre en lumière d'une part le continuum de situations qui existent entre une personne « avec » et « sans logement » et d'autre part la rapidité et la fréquence des passages pour une même personne entre les situations de logement et de non logement dans un sens comme dans un autre.

Nous avons rencontré des **personnes SDF** et des **sans abri**.

Après étude du plan départemental d'urgence et au vu du guide de l'urgence éditée par la ville de Nantes, nous sommes partis du postulat d'un **itinéraire d'une personne sans abri**, dans le cadre de la fréquentation des structures de jour comme de nuit. De la constitution de cet emploi du temps, nous avons fréquenté ces lieux que sont les accueils de jour, les centres d'hébergement, les associations caritatives et le CHU de Nantes.

Nous décrirons chacune de ces structures et leurs modes d'intervention respectifs, que ces derniers se déroulent en « intra » ou dans la rue.

Compte tenu de cette possible trajectoire spatiale et institutionnelle nous avons choisi d'être présent sur chacun des lieux à des heures, jours, saisons différents sur une période de 18 mois. Cela nous a permis de « côtoyer » des personnes qui au début de notre rencontre « survivaient à la rue puis ont fait la demande d'un accueil en CHRS, d'autres ont pu avoir un logement en sous location et certains refusant toute « filiation » institutionnelle.

Alors que notre travail de terrain a concerné essentiellement la ville de Nantes, nous ferons part de notre « séjour » au sein du SAMU social de Paris afin d'appréhender le traitement sociétal de l'errance à la dimension de la capitale.

La démarche de recueil de données par entretiens formalisés a été exclue pour éviter d'apparaître aux yeux de ces personnes excessivement méfiantes vis à vis des manifestations du pouvoir, comme étant des personnes qui utilisent des techniques évoquant trop fortement chez eux les démarches d'investigation policière ou de constitution de dossiers d'action sociale qu'ils connaissent tous. Ce choix a été aussi dicté par la volonté de ne pas induire la situation classique de réceptions de discours rodés et stéréotypés destinés à satisfaire ce que les interlocuteurs croient être les attentes du destinataire. En effet, les personnes en situation de grande marginalité connaissent bien les discours professionnels et les attentes de comportements des représentantes des institutions avec lesquelles elles sont en contact, l'utilisation de ces connaissances leur étant indispensable dans les conduites d'adaptation aux contingences de la vie et aux relations avec les institutions, les administrations et globalement avec les détenteurs d'un pouvoir sur elles.

La méthode retenue a été de nature qualitative : le recueil des informations s'est fait au moyen **d'entretiens semi-directifs**, certains enregistrés menés auprès des équipes de professionnels du champ sanitaire et social, de bénévoles et de leurs partenaires, de **récits de vie recueillis auprès des personnes fréquentant les dispositifs et celles y échappant** – afin de repérer le vécu et les effets du passage de

« **survie à la rue** » – et enfin au moyen **d’observation participante** – dans la rue, les structures, dans les réunions.

En participant à des maraudes, « visites » dans la rue et dans les foyers d’accueils pendant 18 mois, nous avons cherché à nous inscrire dans une démarche d’analyse des cas et des situations, loin de tout formatage nosologique. A titre d’exemple, le temps et l’espace très déformés chez les sujets SDF n’étant jamais altérés chez tous les sujets en précarité, l’étude représentera à la fois un élément important de compréhension et d’approche pour cette population et un apport dans toute la pratique clinique.

Nous mènerons également **une étude du traitement médiatique**, afin de voir comment « ça se parle », au sein de deux quotidiens régionaux de 2000 à 2004, d’une émission radiophonique et de visionnage de films et documentaires. La **photographie** constituera un autre choix méthodologique qui nous permettra d’imager des scènes de rue, d’illustrer des pratiques comme celle de la mendicité et de montrer la transformation de l’espace urbain en lien avec les politiques sécuritaires au cours de notre recherche. Les visites aboutiront à la rédaction de **vignettes de présentation**, une écriture qui se situe à partir **d’exemples non exceptionnels mais d’exception** dans le sens où ils revêtent une existence unique.

Pour chacun des sujets rencontrés nous avons tenu à respecter cette logique, c’est pourquoi nous ne nous sommes pas autorisés à changer les prénoms mais à conserver les initiales des personnes. Lors de nos prises photographiques, les visages ne sont pas floutés car à chaque fois l’accord des personnes a été sollicité et de plus, elles ne sont pas consultables par le grand public, de même pour les entretiens qui sont en annexe.

Nous avons mené notre recherche à partir **d’une clinique qui s’applique au contexte, à l’environnement, ce pour nous permettre d’approcher la réelle condition sociale de cette population fortement stigmatisée. Cette approche nous offre la capacité à décrire les manières d’être et de vivre en évitant les jugements à priori. Parler de personnes impliquées dans des styles de vie permet d’ouvrir la possibilité d’aller à leur rencontre sur le terrain de leur pratique, de leur mode d’existence et non sur celui de l’idéologie et des préjugés sociaux. Nous intéresser aux itinéraires des personnes sans abri et sans domicile fixe, leurs styles de vie, leurs visions d’eux-mêmes, de la société et des professionnels qu’ils rencontrent. C’est pourquoi les entretiens biographiques et l’observation participante dans des quartiers très exposés nous apparaissent pouvoir être deux méthodes complémentaires pour produire des connaissances au sujet des itinéraires, modes de vie et système de représentations des populations inscrites ou non dans une trajectoire d’aide et de soin. Ce, pour offrir une contribution à la compréhension des sujets « errants » évoluant dans des contextes sociaux marqués par la précarité.**

Une **restitution de la dimension subjective**, à travers l’étude de la subjectivation et de la réification dont les sujets SDF sont l’objet. Il ne s’agira pas de décrire du monde, de réaliser une galerie de portraits mais de décrire l’impact chez le participant. Au delà d’une œuvre de description, nous nous interrogerons sur la relation subjective, les formes que cela peut prendre du fait de **la position activiste du sujet SDF**, au travers du jeu émotionnel qui s’en suit, d’une gamme d’affect tout autant du sujet SDF que de celui qui regarde.

Nous analyserons comment nous nous sommes retrouvés « sans abri », mis à nu !

Alors que l'idée de dérive évoque une masse inerte qui se laisse porter au gré du courant, une présentation des individus comme passifs et dépourvus de dynamique propre, nous montrerons qu'au delà des déterminismes sociaux, la personne adopterait des stratégies et prendrait des décisions qui sont autant des actions que des réactions au monde qui l'entoure. Ce travail a le mérite de restituer la personne sans domicile comme acteur et sujet.

Lors de notre dernière partie, nous chercherons à **repérer les représentations sociales des intervenants à propos de l'exclusion et des exclus ainsi que les relations et les conduites qui sont établies avec ces personnes**. Les intervenants sont porteurs de représentation. Ces représentations sont activées dans les relations établies avec les personnes suivies. Les modalités du travail d'accompagnement effectué avec les personnes exclues seraient en partie conditionnées par les représentations que les intervenants se font de l'exclusion, des personnes concernées par le phénomène, de l'altérité (comme elles seraient en partie conditionnées par les représentations que les personnes exclues se font de ce travail et de leurs représentants, la relation comportant au minimum deux individus qui dans ce lieu et ce temps négocieraient la définition de la situation et des rôles de chacun).

Sans chercher à vouloir faire une analyse représentative des représentations et des conduites des intervenants, nous aurons pour objectif de **restituer la parole des personnes rencontrées, d'en dégager des éléments de compréhension** pour dans un second temps **susciter une parole et une réflexion autour la pratique de ces acteurs et du phénomène de l'exclusion**.

Nous porterons une **observation sur la mise en échec des offres, avec le postulat des limites de l'offre construit sur la non-attention, le non-respect de cette néo-construction totalement déréelle, déréalisante dans laquelle ils se trouvent. De cette insistance à rebuter les bonnes volontés, il y aurait beaucoup à apprendre. Quel autre sommes-nous pour eux dans notre désir de lien avec eux ? Reconnaître dans la rue et proposer des soins à une personne souffrante qui n'exprime aucune demande n'iraient pas de soi. Cela pose la question des limites d'intervention du clinicien dans l'espace public, qui peut tendre vers l'infini. A l'extrême, tout individu est un souffrant qui s'ignore. A ce propos, nous remarquerons que la prise en charge du sujet dont l'espace de vie est établie de façon permanente dans la rue, demande une attention et une patience toute particulière. Pris entre la nécessité du soin psychique et l'urgence sociale, il nous faudrait saisir la mesure et le rythme de l'univers de vie de ces personnes qui ne demandent rien avant toute initiative intempestive et notamment des interactions et de la distance relationnelle autorisées par la personne rencontrée.**

Il resterait important quand même de savoir un peu, non pas simplement avec quoi nous désirons rencontrer l'autre victimisé, mais à partir de quoi nous nous apprêtons à rencontrer Autrui et à lui parler. Autrement dit, à partir de quelles conditions il est possible pour un intervenant extérieur de prendre contact avec eux, sur ce versant là, non plus au niveau de l'individu mais dans le cadre de l'offre et tout ce qui s'oppose à l'offre, tout ce qui fait la non-réponse à l'offre.

Ces réticences immédiates qu'expriment de nombreux exclus à rentrer dans le jeu des échanges ordinaires et des compensations – à vrai dire minimales – ces répugnances à se faire les champions consentants de politiques de réhabilitation doivent et peuvent s'expliquer. Nous ne saurions les réduire à une simple mauvaise volonté, voire à du masochisme. Ne s'agirait-il pas des formes contemporaines de «réactions thérapeutiques négatives» ?

La relecture de Freud, « Au delà du principe de plaisir », le jeu du fort Da nous paraît pouvoir être un modèle de compréhension pour notre recherche. Par cette observation, Freud pose la question du sens que pouvait avoir dans le cadre d'une théorie du fonctionnement psychique axée sur la primauté du principe de plaisir, un micro traumatisme auto-infligé de façon répétée. Dans le cadre qui nous concerne, nous pourrions voir dans la dimension de compulsion de répétition à l'œuvre dans le jeu du Fort/Da, un modèle de la relation habituelle qu'entretiennent les sujets gravement désocialisés avec les personnels (soignants) ou proches et les institutions. Relations hachées, faites de perpétuelles contradictions entre demande fusionnelle et ruptures brutales. Il serait dans ces arrivées, départs, fuites et retours multiples, comme dans le jeu du Fort/Da, une tentative compulsivement répétée et vouée à l'échec chronique de trouver entre soi et l'autre la bonne distance, de parvenir à introjecter des représentations stables de soi et des autres.

Offrir un mieux-être, un mieux vivre, qu'est-ce aussi sinon exiger d'autrui un acte par lequel il doit céder ce qu'il n'a pas. Ne serait-il pas une erreur de poser comme préalable à la mise en lien avec un grand exclu qu'il accepte, dans un premier temps, de prendre congé des seules amarres qui lui restent, c'est à dire son rapport au dénuement et à la privation ?

Que nous les nommions exclus, sans abri, marginaux ou encore chômeurs longue durée, tous ont en commun l'expérience d'une rupture ou d'une disparition de liens affectifs et sociaux. Ne s'agirait-il donc pas de proposer de créer un lien ou renouer un lien. C'est-à-dire de faire une offre, en allant vers cet autre, de renouer avec un type de rapport humain dont il est privé, à savoir un rapport à soi même dans la sécurité ?

Trouver un autre à qui s'adresser, dans le défaut duquel il est possible de se coincer, de se loger. A cet égard, il n'y aurait rien de plus terrible qu'un soignant qui se présenterait comme sans défaut, bon, impérieusement bon et acceptant de la part des gens qu'il héberge ou soigne tout comportement, même à haut risque, au motif d'idéologies ou de narcissisme compassionnels des plus dangereuses et plus douteuses. Le risque majeur serait de perdre de vue la personne qui s'évanouirait dans le tissu urbain, avec peut être une détérioration grave somatique ou psychique. A la lueur des entretiens, des observations participantes, de l'analyse contre transférentielle, nous étudierons ce qu'il en est de la pris en compte ou non de la position subjective et de malmenant à malmené qui est qui ?

L'objet de notre recherche sera en étudiant les remaniements subjectifs de l'errance, de mettre à l'épreuve de la clinique le projet énoncé par Olivier Douville de prendre la mesure des facteurs excluants sur la structuration du psychisme, et non seulement sur son fonctionnement. Notre questionnement ne sera pas l'entrée dans l'errance mais par quels processus un sujet se maintiendrait dans l'errance, voir ce que l'observation faite et l'étude des différentes stratégies de survie impliqueraient comme disparition d'autrui. Eluder ce paradoxe selon lequel les stratégies de survie tiendraient à la résistance à la filiation, rendrait compte de ce pourquoi quand on leur offre trop, ils s'en vont ou ils meurent. Mais plus loin encore, c'est au moment

où tout semble s'arranger pour la personne – organisation du soin, solution de logement et d'aide sociale, réalisation des papiers d'identité – que paradoxalement les personnes seraient les plus fragiles. Ce serait une période de transition à haut risque, celui surtout d'une nouvelle aspiration par la rue et ses conséquences au moindre faux pas. Cela pourrait aussi expliquer cette nécessité psychique transitoire de la haine, qui est tout à fait difficile à supporter pour toutes les institutions surtout quand elles se reconnaissent pour croire quelque chose de caritatif, de faire le bien. D'ailleurs, on en voudrait beaucoup à ceux qui refusent le bien qu'on leur tend, généralement pour des « clopinettes ».

Notre thèse serait, donc, que ces sujets vivraient que de leurs résistances et non plus de leur appartenance.

« Partir, s'évader, c'est tracer une ligne...fuir ce n'est pas du tout renoncer aux actions, rien n'est plus actif qu'une fuite. C'est le contraire de l'imaginaire... fuir c'est tracer, une ligne, des lignes toute une cartographie. On ne découvre des mondes que par une longue fuite brisée »¹⁰. C'est à cette découverte que nous vous invitons.

¹⁰ DELEUZE G., PARNET C., *Dialogues*, Paris, Flammarion, 1996.

1^{ère} partie : D'une scène d'errance...

1. Approche socio historique de l'errance.

1.1. De la figure du vagabond à celle de l'exclu : quid du SDF ?¹¹

Alors que Jusqu'au 16^{ème} siècle, pauvre, mendiant et même vagabond bénéficient de la reconnaissance de la société en termes de dignité, même si elle ne tient pas, aujourd'hui, à sa personne propre mais plus au fondement religieux et à la pratique de la charité, le développement des villes dès le 18^{ème} a entraîné des déplacements de populations trop importants. La Guerre de Cent ans à partir du 16^{ème} siècle a aggravé la situation, dans un contexte de misère accrue, en majorant très fortement les déplacements de population et entraînant un accroissement du degré de dangerosité présenté par des inconnus, errants souvent en bandes¹². A partir de la fin de la période féodale, l'idée maîtresse semble celle du tri entre bon et mauvais pauvre avec les promesses de répression¹³. L'anonymat urbain rend douteuse l'image du vagabond et du mendiant. Un tri s'avérant nécessaire¹⁴, s'articule autour du travail, une valeur montante en cette fin de Moyen Age. L'acceptation du travail tend à fonder la catégorie des bons pauvres, les autres sont l'objet de suspicion et bientôt de répression¹⁵. L'histoire a oscillé sans cesse entre protection et répression selon les sources des archives hospitalières, des registres paroissiaux ou la répression via les archives judiciaires. Jusqu'à la fin du Moyen-âge, la protection semble l'avoir emportée. Les vagabonds adultes ou enfants ne sont ressentis ni comme un danger social ni comme un danger public.

1.1.1. Représentation du vagabondage et du mendiant.

Après le tournant du 16^{ème} siècle, c'est le triomphe de la répression, ce jusqu'à nos jours où enfants, adolescents, seuls ou en groupe, les vagabonds créent la méfiance, parfois la peur, et, pour de nombreux publics, un danger à l'ordre public. Du 16^{ème} à la fin de l'Ancien Régime, la masse des errants, mendiants et vagabonds ne cesse de croître. Une paupérisation des campagnes, les villes sont encombrées par le sous-prolétariat d'origine agricole qui espère y trouver plus d'aide et d'assistance. De plus en plus nombreux, les vagabonds, jeunes ou adultes, vont être chassés punis, et enfermés.

¹¹ *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, Actes du colloque d'histoire du droit de Saint Etienne du 20 et 21 octobre 2000, Publication de l'université de Saint Etienne, Saint Etienne, 2002, 367p.

¹² CHASSAING J.-F., *Vagabondage et histoire du droit pénal – Synthèse sur le problème du vagabondage du Moyen Age au XIXème siècle*, in *ibid*, p.15-21.

¹³ ALLARD G.-H., *Aspects de la marginalité au Moyen Age*, l'Aurore, Montréal, 1975 in *ibid*.

¹⁴ GEMEREK B., *Les Marginaux parisiens au XIV et XV siècle*, traduit du polonais par D. BEAUVOIS, Flammarion, 1976, réimprimé en 1990. GOGLIN J.-L., *Les misérables dans l'occident médiéval*, seuil, 1976 ; GONTHIER N., *Lyon et ses pauvres au Moyen Age (1350-1500)*, L'Hermès, Lyon, 1978. in *ibid*.

¹⁵ Notion de dangerosité qui nous paraît être à réinterroger en 2005.

Au début du 16^{ème} siècle, le pouvoir royal assujettit les mendiants et vagabonds valides aux travaux forcés sous peine de fouet ou des galères. En plus d'être des diffuseurs d'hérésies et de maladies, des auteurs de troubles voire des espions de l'étranger, les vagabonds coûtaient chers. Nous pouvons y voir, d'une part, un changement de mentalité¹⁶ qui attribue plus d'importance à la rentabilité et à la stabilité, d'autre part, une montée en puissance du pouvoir royal. Mendiants et vagabonds sont des « inutiles au monde » au mieux, au pire, des criminels en puissance. Le bon pauvre est celui qui travaille ou voudrait travailler, qui est en relation avec une institution caritative, généralement religieuse. Le mauvais pauvre autrement dit mendiant, vagabond ne travaille pas et a des moeurs douteuses. Il est le seul destinataire en principe de l'appareil répressif qui se met en place¹⁷.

La notion de vagabondage se précise progressivement au cours des 17^{ème} et 18^{ème} à mesure que le délit qui y est attaché se dessine. Le vagabond est défini avec précision pour la première fois en 1666. Dans la première moitié du 18^{ème} siècle, le vagabond est celui qui n'a pas de domicile et qui est errant ; conception qui perdure jusqu'à la fin de l'ancien régime. C'est à partir de 1720 que la confusion devient manifeste, les critères définissant jusqu'alors le vagabondage s'étendant à la mendicité. Dans la déclaration du 3 août 1764, l'article 2 introduit la condition de chômage afin d'établir le statut du vagabond : le vagabond n'a aucune attache sociale et aucun domicile. Dès la seconde moitié du 18^{ème} la notion de vagabondage se précise, le terme même de vagabond n'est attesté qu'en 1783. Jusqu'à cette période, la législation royale a très souvent assimilé le vagabond au mendiant¹⁸.

Depuis l'origine, les mendiants représentent une menace pour la société. Quant au vagabond, il est d'abord considéré comme une « variété d'oisif volontaire moralement condamnable »¹⁹ qui peut, en plus, mendier. Dans ce cas, le vagabondage est une circonstance aggravante de la mendicité. La mendicité au 18^{ème} siècle n'est pas appréhendée avec hostilité par la population urbaine qui l'entretient plutôt, contrairement en milieu rural où le vagabondage doublé de mendicité est craint. A la fin du 18^{ème} siècle, le fléau du paupérisme a pris des proportions considérables. Même si la révolution pose les grands principes des droits de l'homme, proclame la nécessaire extinction de la mendicité, affirme le droit au travail et à l'assistance, le regard porté sur les mendiants et, a fortiori, sur les vagabonds, ne change pas à partir de 1789. L'exclusion de l'errant est même aggravée tant perdure la réprobation morale et sociale et pendant tout le 19^{ème} siècle²⁰ en associant l'oisiveté et la pauvreté, faisant de celle-ci la conséquence dommageable et la sanction de celle-là. Le choix de l'époque révolutionnaire est de montrer que le problème prend une dimension politique. Jusqu'à la Révolution, le vagabond, comme tous les sujets du Roi, est soumis comme eux au pouvoir souverain. Mais à partir du moment où les sujets deviennent citoyens capables de participer d'une manière ou d'une autre à la vie de la cité, le vagabond peut-il faire comme les autres ? Selon les critères du vagabondage, celui qui n'a pas de domicile ne peut être secouru. Le vagabond est exclu de l'électorat. Comme au cours des siècles précédents, le vagabond est toujours considéré comme responsable de sa situation, donc

¹⁶ BREGI J.-F., *Gueux et mendiants devant le juge civil au 16^{ème} et 17^{ème} siècles* in *ibid.*, p.77-108

¹⁷ SCHNAPPER B., *La réponse du vagabondage et sa signification historique du 16^{ème} au 17^{ème} siècle*, RHD, 1905, p. 143.157. in *ibid.*

¹⁸ GUTTON J.-P., *La société et les pauvres, l'exemple de la généralité de Lyon*, thèse de lettres, Paris, 1970. in *ibid.*

¹⁹ SCHNAPPER B., *La représentation du vagabondage et sa signification historique du XIV au XVIII^{ème} siècle*, RHD, 1985, p.14-157. in *ibid.*

²⁰ BART J., *Vagabondage et citoyenneté* in *ibid.*, p147-160.

comme coupable. La répression est ambiguë car, si seul l'aspect « immoral » avait été retenu, l'infraction aurait dû disparaître après la révolution comme tous les délits purement moraux ou religieux. Pourtant, les délits de vagabondage et de mendicité est maintenu et plusieurs articles du code napoléonien leur sont consacrés et les instaurent pour deux siècles en tant que délits permettant pendant le 20^{ème} siècle une répression pénale importante par l'emprisonnement.

Comme sous l'ancien régime, ce n'est pas le vagabondage en lui-même qui est visé mais ce qu'il sous-tend à travers la menace de commission d'infractions graves. Le vagabond n'est plus présumé avoir mauvaises mœurs – en tout cas, le droit ne s'y intéresse plus – mais il est suspect d'activités délinquantes cachées. Le délit de vagabondage selon Jean-François Chasaing²¹ pourra, pendant le 19^{ème} siècle, permettre le contrôle et la répression de cette population et des dangers qui lui sont associés dépourvues de toutes attaches et disciplines – travail, famille – que l'industrialisation de la France multiplie. La crainte de la marginalité devient dominante et conditionne la réponse sociale. Cependant les principes d'assistance demeurent. Le 19^{ème} siècle hérite d'une législation répressive du vagabondage qui prescrit la reconduite des individus dans les communes d'origine ainsi que des parcours jalonnés hors des bourgs et des villages. Ce climat politique semble prompt à réactiver la figure du bouc émissaire.

Dans les années 50, le psychosociologue A. Vexliard considère les vagabonds comme « un groupe ». Or, il semble qu'ils ne constituent un groupe que pour les juristes, les médecins. La même difficulté de définition a été réitérée par Robert Castel pour qui le vagabondage a souvent été « associé à une série de qualifications » ; énumération à laquelle s'ajoutent fréquemment les métiers de mauvaise réputation ainsi que les occupations réprouvées.²²

Devant la difficulté à définir le vagabondage, il semble important d'avoir en référence que « le vagabondage s'étudie toujours par rapport à un problème ou à une époque »²³.

Le 20^{ème} siècle a cru tendre à l'extinction du paupérisme et par conséquent du vagabondage et de la mendicité mais, à partir des années 1960, la révolte des hippies et la crise économique ont fait resurgir un nombre de plus en plus grand de mendiants et a donné naissance au concept de SDF. Il est à noter que la notion même de SDF apparaît en 1912, lors de la création du carnet anthropométrique destiné aux nomades et qui légalise, par là, une différence de traitement administratif entre les sédentaires et les gens du voyage, puisque ce carnet de route tenait lieu jusqu'en 1969 de carte d'identité et constituait une pratique de surveillance des déplacements. Une catégorie ressurgie au moment des débats politiques avec la loi de 1988 adoptant le RMI où les termes de « sans résidence stable » inscrits dans la loi se sont traduits par « SDF » dans le discours des parlementaires.

1.1.2. Traitement du vagabondage et de l'exclusion

²¹ CHASSAING J.-F., *Vagabondage et histoire du droit pénal – Synthèse sur le problème du vagabondage du Moyen Age au XIXème siècle*, in *ibid*, p.15-21.

²² *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 in *ibid*.

²³ AVON-SOUETTI M.T., *Vagabondage et état de siège pendant la première guerre mondiale*, in *ibid*, p.289-306.

C'est au 16^{ème} siècle que le vagabondage est érigé en délit en Angleterre, Italie, Espagne avant de s'imposer en France²⁴. « *D'où qu'ils viennent, les mendiants et les vagabonds que l'on peut bien confondre dans ce même point de vue, sont un danger pour la société car l'absence de ressources, l'incertitude des moyens d'existence sont pour eux un stimulant perpétuel au maraudage, au vol et à de pires délits. Ce sont des parasites qui coûtent à la collectivité plus que l'on imagine et qui à ne consulter que l'intérêt sont toujours trop nombreux* »²⁵.

Le magistrat insiste sur les sources permanentes auxquelles s'alimentent la mendicité et le vagabondage : la paresse, l'ivrognerie, l'inconduite, la désorganisation ou absence de famille, le chômage. De multiples facteurs (l'absence de travail, les problèmes de santé) conduisent au vagabondage. Cette situation, réputée simplement dangereuse dans un premier temps, est appréhendée comme une infraction à partir du 16^{ème} siècle avec deux éléments pour que le délit soit constitué : premièrement, le défaut de domicile et de ressources et l'état d'indigence, deuxièmement, le défaut d'un exercice régulier d'un métier ou d'une vie professionnelle. La détermination de la régularité d'une activité professionnelle permet de définir le caractère occasionnel ou habituel du vagabondage.

Tout au long du 18^{ème} siècle, la monarchie a tenté de lutter contre le phénomène de la mendicité dont le vagabondage aggrave la situation. Le mendiant – vagabond a fait l'objet d'une répression, reconduite avec une sévérité accrue avec les époques. En dépit de l'apparente rigueur des mesures répressives destinées à limiter les effets de l'errance, l'ancien droit sait aussi se montrer généreux envers les gueux. La société des temps modernes intègre la marginalité à son système de valeurs et à sa législation civile. La compassion envers les faibles constitue une obligation morale qui trouve sa source dans un droit naturel et qui s'impose à tous. Pour être sauvés sur la terre, les hommes ne peuvent rester indifférents à la pauvreté.

Le vagabondage n'est pas propre à l'ancien régime. Il s'est transformé en fonction de la vie sociale, des conditions économiques ou des circonstances. D'origine nomade, le vagabond se recrute rapidement dans l'armée, avant de constituer une masse d'oisifs et d'errants de plus en plus nombreux et appréhendés par la société, comme un véritable danger pour la tranquillité publique. La première ordonnance réprimant le vagabondage date de Saint Louis. En ne s'appliquant qu'aux villes, elle développe dans les campagnes des bandes de vagabonds. Les campagnes étant hors d'atteintes du pouvoir royal. En 1537²⁶ François 1er confie l'exécution des dispositions de l'ordonnance de 1498, prescrivant des peines pouvant aller jusqu'à la mort, aux prévôts des maréchaux et leurs lieutenants. Dotés de pouvoirs exceptionnels, la maréchaussée peut alors mener une lutte efficace face à un phénomène croissant. Parallèlement des mesures d'assistance par l'organisation d'ateliers de charité destinés aux pauvres invalides ont pour mission de réduire le nombre de vagabonds²⁷.

La mort de François I^{er} précipite l'abandon des ateliers. Louis XIII poursuit et complète le système en créant des asiles pour les mendiants et vagabonds. Louis XIV rétablit les ateliers de charité et une véritable tradition du renfermement se forge au 17^{ème} siècle, tendant à détourner définitivement les pauvres, mendiants et vagabonds de

²⁴ SCHNAPPER B., la réponse du vagabondage et sa signification historique du 16^{ème} au 17^{ème} siècle, RHD, 1905, p. 143.157. in ibid.

²⁵ DRIOU, *Réforme de la législation en matière de vagabondage et de mendicité*, 1892, pp4-5. in ibid.

²⁶ GRAND C., Le délit de vagabondage au 18^{ème} siècle : une illustration jurisprudentielle de la justice prévôtale de Lyon in ibid.

²⁷ BREGI J.-F., *Gueux et mendiants devant le juge civil au XIV^{ème} et XVII^{ème} siècle*, in ibid, p.79-108.

leur vie oisive et sans règles²⁸ ; mesures d'assistance s'avérant impuissantes face à la montée du paupérisme.

Au 17^{ème} siècle, vagabonds et mendiants sont logés à la même enseigne de l'hôpital général. Le vocabulaire de la répression est remplacé peu à peu par celui de l'assistance. Sauval décrit : « on publia que l'hôpital général serait ouvert le 7 mai 1657 pour tous les pauvres qui y voudraient entrer de bonne volonté et de la part des magistrats. On fit défense à cri public aux mendiants de demander l'aumône dans Paris, jamais ordre ne fut si bien exécuté ; le 13, on chanta une messe solennelle du Saint Esprit dans l'église de la Pitié et le 14 mai l'enfermement des pauvres fut accompli sans aucune émotion. Tout Paris ce jour là, changea de face, la plus grande partie de mendiants se retira dans les provinces. Les plus sages pensèrent à gagner leur vie sans la demander et les plus infirmes se renfermèrent de leur propre mouvement »²⁹. Nous sommes dans une ignorance des causes démographiques et économiques ou indifférence à leur égard.

Il s'en suit une politique de répression au 18^{ème} siècle qui, en matière de mendicité et de vagabondage, abonde en textes de loi. La déclaration du 25 juillet 1700 reprend comme les dispositions prises contre la mendicité au cours des siècles précédents des mesures doubles : répression et assistance. Une autre déclaration du 27 août 1701 donnée exclusivement pour la capitale prône le bannissement hors de la ville. Les déclarations des 8 janvier, 12 mars 1719, 10 mars 1720 renouvellent les textes du début du siècle en reprenant la politique coloniale française amorcée au 17^{ème} siècle. L'absence d'effets appréciables a amené une nouvelle déclaration. Ainsi, le texte du 18 juillet 1724, rappelant une mendicité endémique face à laquelle aucune solution n'a été trouvée, est un durcissement et une généralisation de toutes les mesures antérieures par l'établissement d'une sorte de registre du vagabondage et de la mendicité au « Bureau général de correspondance de Paris » appliquée pendant deux ans. Les premiers articles édictent des mesures préventives pour lutter contre les mendiants (exemple : injonction faite aux hommes et aux femmes valides de partir à la recherche d'un emploi dans les 15 jours suivant la publication du texte). Cette déclaration dont le but premier était la disparition de la mendicité est un échec ; une des causes étant l'insuffisance des locaux destinés au renferment.

Durcissant la répression, une déclaration de 1731, rappelle aux prévôts des maréchaux qu'ils doivent procéder à l'arrestation des vagabonds même s'ils n'ont pas commis de crimes particuliers³⁰. Une nouvelle déclaration en 1764 concernant les vagabonds et gens sans aveu instaure le délit de vagabondage réprimé par une peine de galère de trois ans pour les hommes et une peine de détention dans un maison de force de même durée pour les femmes, les pubères de moins de 16 ans et les vieillards de plus de 70 ans.

Pendant tout le 18^{ème} siècle, les philosophes et politiques de la mendicité qui élaborent des plans pour chasser les mendiants ou, à terme, renvoyer les parasites qui encombrant les villes restent favorables à l'accroissement de la population. En plus des hôpitaux généraux, où ils sont employés aux œuvres publiques, manufactures du dit

²⁸ CARBONNE J.-M., *Introduction historique au droit pénal*, Paris, 1990. pp209-210 in ibid.

GUTTON J.-P., *La société et les pauvres en Europe* » (XVI, XVIII, Paris, 1974, p128 in ibid.

²⁹ CHEVALIER L., *Classes laborieuses Classes dangereuses pendant la première moitié du 19^{ème} siècle*, Paris, Plon, 2002, 566 p.

³⁰ DENISART, *collection des décisions nouvelles et de notions relative à la jurisprudence actuelle*, Paris, 1768, vol. 3, article « Vagabonds ».

hôpital, le Roi décide de créer, par la déclaration du 15 avril 1785, des ateliers publics dans les provinces où doivent aller mendiants, gueux non parisiens sous peine de galère, de fouet pour les femmes de plus de 15 ans, une détention rallongée pour garçons et filles de moins de 15 ans. La grande nouveauté est le remplacement des hôpitaux généraux par des dépôts de mendicité.

Une loi du 10 août 1789 confie aux autorités locales la mission de contrôler les vagabonds avec objet de les fichier mais aussi de les fixer afin de faire disparaître le vagabondage, celui-ci est un délit ou une circonstance aggravante d'un délit, avant d'être qualifié de crime porté à la connaissance de juridictions spéciales.

Selon Françoise Biotti³¹, il semble que toutes les mesures prises par le pouvoir royal sous l'Ancien Régime, les premières avec une vocation d'assister et de soulager la misère et la pauvreté, les dernières avec une volonté affirmée d'affirmer de réprimer et contenir un fléau social ont eu peu de succès et le « grand renfermement » n'a eu que des résultats mitigés en raison souvent de moyens financiers.

En 1801, le vagabondage est devenu un crime contre la sûreté de l'Etat, au moins dans une partie du territoire de la république, puis de l'Empire, car la loi demeure en vigueur jusqu'à la promulgation des Codes d'instruction criminelle et pénale. En 1810, le vagabondage redevient un délit (Code pénal article 269) puni de 3 à 6 mois d'emprisonnement (article 271) mais le vagabond reste un individu dangereux pour le pouvoir. L'absence de domicile empêche l'exercice des droits civiques et ouvre la voie à la répression. Si dans l'ancienne France, les pouvoirs publics ont toujours hésité entre la compassion et la peur, entre la répression et l'assistance, sous la double influence de la moralité catholique et des contraintes sociales³², à partir de la révolution, et surtout de l'Empire, l'Etat opte délibérément pour la répression, choix reposant sur la définition juridique du vagabondage, différent de la mendicité. Une machine répressive se développe³³.

A partir de la première moitié du 19^{ème} siècle, il ne s'agit plus d'enfermer pauvres et mendiants, de les chasser des villes mais de lutter contre leur dangereuse fécondité et plus généralement contre la fécondité des classes populaires. La mendicité cesse d'être considérée comme exceptionnelle et limitée, prend de plus en plus un signifiant social

La mendicité envahit la ville, « elle se montre à Paris et dans les communes qui l'environnent écrit le journal des débats, le 27 novembre 1828 avec tout ce qu'elle a d'hideux et d'affligeant. Les mendiants poursuivent les passants dans les rues, assiègent les portes des églises, pénètrent les habitations. Partout, enfin, ils présentent le contraste choquant d'une misère abjecte au sein des richesses et de l'abondance, de l'oisiveté et du vagabondage au milieu de la poussée active industrie et de la civilisation la plus parfaite. Avec la misère grandissent aussi criminalité et prostitution, présentant avec elle des rapports de cause à effet. Ainsi, le 20 septembre 1828, le préfet de Belleyme prend une ordonnance « dans le délai d'un mois, tous les mendiants, étrangers au département, de la Seine et aux communes de saint Cloud, Sèvres, Meudon devront en avoir quitté le

³¹ BIOTTI-MACHE, *Saint Benoît-Joseph Labre : un vagabond par vocation*, in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit., p.269-288.

³² RICHEL D., *La France moderne, l'esprit des institutions*, Parias, Flammarion, 1973, réédition collection Champs, 1980, pp117-120 in PECCOUD P., *La délinquance des vagabonds en Isère au XIXème siècle. Les formes de la répression d'une marginalité*, in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit., p212-229.

³³ PECCOUD P., *La délinquance des vagabonds en Isère au XIXème siècle. Les formes de la répression d'une marginalité*, in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit., p212-229.

territoire ; il leur sera délivré des feuilles de route jusqu'au lieu de leur naissance ou de leur résidence habituelle ». D'autres mesures suivront comme l'agrandissement du dépôt de mendicité de Viller-Cotterets et en décembre 1829 l'ouverture d'une maison de refuge et de travail pour l'extinction de la mendicité.

Le vagabond est la cible de la répression policière. Par exemple, pour les autorités iséroises, le vagabond est non seulement un bon à rien, mais aussi un être dangereux qu'il importe de repérer et de traiter³⁴. Le vagabond, miroir de ce qui est à l'opposé des valeurs diffusées par la société du 19^{ème} siècle prônant la sédentarité et la stabilité affective et sociale. Il est perçu comme un être anti-social, contre productif, oisif et sale. Il incarne également une forme de dégénérescence criminelle. **Cette répression** passe par le recensement des vagabonds puis le fichage. Rejeté de la ville, son refuge traditionnel, le vagabond n'est plus toléré.

L'enquête du baron de Morogues parue en 1834, « Du paupérisme, de la mendicité et des moyens d'en prévenir les funestes effets », dit, qu' « on trouve à Paris, les mendiants proprement dits corrompus, débauchés. Pauvres et mendiants se confondent chez lui en une même existence également dangereuse et également misérable ». « Éloignons écrit-il le pauvre des villes, où élevé dans la fainéantise il se pervertit dans la débauche quand il a de l'ouvrage et où il se corrompt par la mendicité et la rapine quand il est inoccupé ».

Gérando, dans son ouvrage publié en 1839, « De la bienfaisance publique » écrit : « le plus grand nombre des vraies indigents appartient à la classe des vieillards, des infirmes, des malades, des enfants...le plus grand nombre de crimes se commet précisément dans l'âge de la vie où l'indigence est la moins connue et la plus facile à éviter, c'est çà dire l'âge de 25-30 ans ». Pour lui, c'est à tort que l'on accuse les villes même s'il reconnaît qu'elles présentent de grands maux : « n'est-ce pas dans l'enceinte des villes que se déploie la misère la plus abondante, la plus hideuse ? N'est-ce pas le poison corrupteur des villes qui par son action délétère éteint chez tant de malheureux les forces physiques et morales ? N'est-ce pas là que règnent avec effronterie la prostitution et le jeu ».

Pour Frégier, « des classes dangereuses de la population dans les grandes villes », « les classes pauvres et vicieuses on toujours été et seront toujours la pépinière la plus productive de toutes les sortes de malfaiteurs, ce sont celles que nous désignerons plus particulièrement sous le titre de classes dangereuses car, lors même que le vice n'est pas accompagné de la perversité, par cela qu'il s'allie à la pauvreté dans le même individu, il est sujet de crainte pour la société, il est dangereux ». « Le danger social, ajoute-t-il, s'accroît et devient de plus en plus pressant au fur et à mesure que le paupérisme détériore sa condition pour le vice, ce qui est pis, par l'oisiveté » ?

Buret écrit « La misère des classes laborieuses en France et en Angleterre » paru en 1840 : les classes inférieures sont peu à peu repoussées des usages et des lois de la vie civilisée et ramenées à travers les souffrances et les privations de la misère dans l'état de barbarie... ce sont des hommes en dehors de la société, en dehors de la loi, des out laws et c'est de leur rang que sortent presque tous les criminels ». La répression du vagabondage vise la suppression de cette forme de marginalité incompatible avec le

¹⁸ PECCOUD P., *La délinquance des vagabonds en Isère au XIXème siècle. Les formes de la répression d'une marginalité*, in *Des vagabonds aux SDF, Approches d'une marginalité*, op. cit. 2002, p212-229.

modèle social du 19^{ème} siècle³⁵. Le SDF « héritier » des vagabonds et des clochards est la figure emblématique de l'exclusion et de la marginalisation, de « l'en-dehors »³⁶.

Le 20^{ème} siècle : lutte et contrôle de la précarité.

Le 20^{ème} siècle ne remet pas en cause la dichotomie traditionnelle entre le bon et le mauvais pauvre et entre punition et protection. Cependant, la société prend conscience de sa responsabilité collective à l'égard des pauvres et des exclus. Ainsi, **La lutte contre la précarité** constitue l'une des grandes actions législatives contemporaines en France, née avec la prise de conscience des conséquences sociales de la crise économique. En droit constitutionnel français, les exclus sont, avant tout, dans la même situation juridique que l'ensemble des français, des individus ou des personnes appartenant à la même catégorie qu'eux. Si leur situation peut donner lieu à l'action publique, parfois obligatoire, ils ne peuvent pas prétendre à l'exercice de droits spécifiques³⁷.

Avant le retour de la pénalisation de la mendicité³⁸, la dépénalisation du délit même si subsistent différentes dispositions interdisant la mendicité, (exemple : arrêté préfectoral du 9 décembre 1968 qui régit la police du métro parisien ou le décret du 22 mars 1942³⁹ modifié au sujet des trains, gares et toutes dépendances du chemin de fer, des arrêtés municipaux)⁴⁰ ont entendu interdire la mendicité pour cause de trouble à l'ordre public.

« L'échec de contrôle pénal de cette forme de déviance a amené le législateur à opérer une dépénalisation pour en confier le contrôle au pouvoir administratif. La dépénalisation est parfois trompeuse : on la croit souvent déboucher sur un adoucissement de la peine alors qu'elle peut cacher souvent un renforcement de la sanction (...) la preuve en est que le mendiant n'a jamais été autant persécuté que depuis la dépénalisation de la mendicité »⁴¹.

Si 1994 voit la disparition de l'infraction de vagabondage, en 1995, les arrêtés municipaux ramènent le vagabondage et la mendicité à des problématiques d'ordre public avec trois éléments constitutifs : la tranquillité, la sécurité, la salubrité. Son respect est assuré par la police administrative. Son action peut conduire à restreindre l'exercice des activités individuelles et publiques.

S'ils ne risquent plus la galère ou la pendaison, ces « nouveaux vagabonds », les sujets SDF restent perçus comme des auteurs de trouble potentiels. Cela nous amène à la question de prise en charge des sujets SDF au sein de la thématique contemporaine de l'exclusion. Cela n'est pas sans accompagner d'importantes interrogations autour de l'Etat Providence. Les SDF envisagés jusqu'au début du 20^{ème} siècle sous la figure du

³⁵ N'y a-t-il pas un parallèle à faire avec le 21^{ème} siècle et l'apogée du capitalisme

³⁶ PICHON P., *un point sur les premiers travailleurs sociaux français à propos des SDF, sociétés contemporaines, les sans domicile fixe en France et aux Etats-Unis*, 1998, n°30, p. 100. in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit.

³⁷ FRANGI M., *La jurisprudence française et la lutte contre la précarité* in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit., p55-66.

³⁸ Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure.

³⁹ Article 85 du décret n°730 du 22 mars 1942

⁴⁰ DESCHAMPS E., *Le contentieux des arrêtés anti-mendicité*, RDSS, n°3, juillet septembre 2000, pp. 495 et suivantes in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit.

⁴¹ OLIVE A., *Le droit de mendier*, Revues Sciences Criminelles, janvier mars 1998 in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit.

vagabond ont été longtemps la cible principale des interventions répressives de l'état et ce n'est que très récemment, sous la figure de l'exclu, qu'ils sont devenus une cible emblématique des interventions de l'Etat en matière de lutte contre l'exclusion.

1.2. De la thématique de la répression à celle de l'insertion.

1.2.1. De la répression à celle de l'assistance : une inversion très récente.

Vagabondage et mendicité se sont progressivement effacés au cours du 20^{ème} siècle en tant que problématique d'ordre public. Ainsi comme le rappelle Damon⁴², il est nécessaire de souligner que le virage des politiques assistancielles structurées est récent. Jusqu'à la fin des années 1960, les vagabonds, les mendiants, les errants et les clochards n'intéressent que très marginalement les politiques publiques. Les « sans logis », depuis l'hiver 1954 et les appels de l'Abbé Pierre, deviennent une cible et un stimulant des politiques du logement. Cependant en ce qui concerne les personnes repérables dans la rue comme étant sans domicile, les pratiques de prise en charge relèvent de la coercition. Ce n'est qu'à partir de 1970 que des mesures assistancielles se développent, alors que l'influence policière et pénale décline. Alors que l'errance, la grande pauvreté, le vagabondage et la mendicité ont été très longtemps considérés comme des fléaux sociaux, il s'agit depuis l'après guerre de problème sociaux.

Au 20^{ème} siècle, l'affirmation des droits de l'Homme, ceux du travail et du logement tend à une décriminalisation du vagabondage et de la mendicité et à la reconnaissance de droits sociaux pour ces populations. Nous pouvons cependant relever à l'instar d'autres auteurs que, durant les années de croissance de l'après seconde guerre mondiale, les mendiants et les vagabonds furent rarement à l'ordre du jour des instances médiatique et politique.

Au début des années 1950, « les sans logis », « mal logés » via l'intervention de l'Abbé Pierre sont considérés comme un problème à résoudre. Cependant la question est exclusivement étudiée sous l'angle du politique et du logement. La question des sans-abris est partiellement soulevée et ne relève pas d'une inscription particulière pouvant justifier des interventions spécialisées ; De même pour ceux qui seront nommés SDF, ils n'auront pas de place sur l'agenda politique des Trente Glorieuses. Depuis la libération, un nouvel environnement juridique s'est étendu. A côté de la création de la sécurité sociale, le système d'assurance et d'assistance s'est consolidé. Avec le désir d'un Etat social qui soit à la fois assureur et protecteur, la « population des sans » a une promotion du droit pénal au droit social. Ainsi, ils ne doivent plus être réprimés mais protégés ou rééduqués. Ils ne sont plus des asociaux mais des assistés, pourvus de droits économiques et sociaux. Même si le vagabondage et la mendicité à cette époque constituent encore des délits, l'évolution de la législation tend à privilégier les mesures d'aide et de reclassement.

⁴² DAMON J., *La question SDF : critique d'une action publique*, Paris, Presse Universitaire de France, collection le Lien Social, 2002, 288 p.

De l'après guerre aux années 1970, vagabondage et mendicité ne sont plus réellement repérés comme réellement problématique. La figure typique est celle du clochard, celui s'oppose nettement dans les représentations au vagabond, tout comme aujourd'hui le SDF du quartier pourra s'opposer au zonard ou marginal entouré de chien sur une place publique. A la différence du marginal qui fait peur, le « clodo » du quartier est plutôt sympathique, bien perçu par les riverains. Pour eux, il n'y a pas d'interventions collectives précises.

1.2.2. Le virage des années soixante et soixante dix.

Le déclin de la force pénale ne doit pas masquer que les pratiques de prise en charge publique restent largement axées sur les mesures sécuritaires, sous la domination d'un mode de contrainte. L'innovation principale d'un point de vue institutionnel au cours des années 50 et 60 fut la création à Paris d'une brigade de police, spécialement en charge de sans-abris. En 1968, naissait la **Brigade d'Assistance aux Personnes Sans Abri** (B.A.P.S.A.).

Durant les années 1950 et 1970, les élus et fonctionnaires de police parisiens n'ont eu de cesse de demander des nouveaux moyens pour lutter plus efficacement contre la présence des clochards et mendiants. Au milieu des années 1960, la répression se concentre sur une catégorie particulière d'errant : les « hippies ». A partir de la fin des années 1960 l'orientation de l'action publique va s'infléchir. Jusqu'aux années 1970, sur le volet assistanciel, il n'existe aucune mesure spécifique pour traiter les difficultés des sans-abris.

Si l'Etat et les collectivités locales consacrent des budgets ridicules à l'accueil des indigents, les œuvres privées et confessionnelles quant à elles gèrent des services d'accueil financés en grande partie par des dons et donations. Ce n'est que depuis 1974 que des **Centre d'hébergement et de Réinsertion Sociale** (C.H.R.S.), financés par les pouvoirs publics se sont largement ouverts aux sans-abris ; Les crédits consacrés à l'**Aide Sociale à L'Hébergement** (A.S.H.) ont augmenté tandis que s'accélère la chute du traitement pénal.

Nous pouvons nous demander sur quoi réside ce changement d'orientation. Les années 1960 se démarquent par un grand souci pour les questions relatives à la pauvreté. Certaines catégories « prioritaires » émergent comme des cibles d'action publique. Cependant, la pauvreté n'est pas encore spécifiée – comme l'est aujourd'hui l'exclusion – en tant que catégorie d'intervention. Ce virage des années 1970 est à mettre en lien avec les analyses critiques du système asilaire et plus généralement des institutions. Les études et analyses de la période du grand enfermement permettent de penser les marginaux et les pauvres du côté des personnes à prendre en charge socialement et non plus à ignorer ou à réprimer. D'un point de vue social, ce ne sont plus seulement des déviants mais des inadaptés. La notion de danger laisse la place à celle des exclus, ce qui pose la question de la légitimation de la répression.

Arrêts anti mendicité et les nouvelles lois sécuritaires

Selon C. Barbier⁴³, au sens commun, la mendicité consiste à solliciter une aumône, c'est une demande sans contrepartie⁴⁴. Pendant longtemps la mendicité sur la voie publique a été considérée comme un délit. Le nouveau code pénal, avant la loi du 18 mars 2003, avait supprimé cette incrimination⁴⁵, il avait seulement conservé l'infraction de provocation de mineurs à la mendicité. Cependant, cette activité peut présenter des dangers pour le maintien de l'ordre public. Le maire, autorité de police administrative, se trouve sur le devant de la scène pour réglementer les actes de mendicité sur la voie publique.

La personne qui fait acte de mendicité se déplace sur la voie publique, mais le plus souvent elle y stationne. Comme la mendicité n'est plus une infraction pénale, le mendiant peut utiliser cet espace conformément à la liberté fondamentale d'aller et venir. Mais, le maire est chargé du maintien de l'ordre dans sa commune, il peut prendre des mesures d'interdiction de la mendicité s'il justifie une atteinte à cet ordre public. Pour justifier leur décision de nombreux élus locaux se sont référés à une circulaire du ministère de l'intérieur datée du 20 juillet 1995 recommandant de prendre des arrêtés d'interdiction de la mendicité dans les rues à circulation piétonne intense, aux abords des centres commerciaux ou encore des parcs publics pour garantir la tranquillité publique. Si nous nous référons au contentieux le plus récent, il apparaît que la juridiction administrative retient facilement la menace à l'ordre public provoquée par l'acte de mendicité dès lors que ce geste se produit dans les voies du centre ou aux abords de grandes surfaces⁴⁶. Une gêne à la circulation de piétons ou à la tranquillité des consommateurs semble suffire pour être qualifié de troubles à l'ordre public, mais une atteinte à l'esthétisme n'est pas invocable. Pourtant, la circulaire de 1995 reconnaît le bien fondé d'une interdiction à la mendicité dans les quartiers regroupant des installations thermales, des sites architecturaux ou pittoresque ?

L'intensité des restrictions à la liberté imposée par la mesure de police doit toujours dépendre de la gravité du désordre prévisible ou déjà constitué. Les mesures du maire peuvent être l'appel à d'autres acteurs locaux, ainsi retrouvons nous un adjoint à la sécurité et à la tranquillité publique à Nantes. Ces arrêtés ont donné lieu à d'amples controverses estivales au milieu des années 1990. En visant spécifiquement la mendicité agressive, nous dit Julien Damon, ils ciblent une catégorie de mendiants jugés indésirables, ce n'est pas seulement leur comportement qui est incriminé mais leur présence-même. Les arrêtés anti mendicités ne sont pas les seuls. A Nantes, un arrêté municipal pose l'interdiction sous peine d'amende de consommer de l'alcool sur la voie publique dans 38 rues de la ville principalement le quartier du centre ville. Ainsi chaque citoyen peut lire que des mesures ont été prises relatives à la sécurité et à la tranquillité de la ville.

⁴³ BARBIER C., *Mendicité et pouvoir du Maire* in *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit. , p.67-75.

⁴⁴ D'un point de vue symbolique, comme les entretiens nous l'ont montré le prix à payer est cher !

⁴⁵ SAYAH J., *le vagabondage et la mendicité, un délit périmé*, Revue Sciences Criminelles, janvier – mars 1997, pp. 45 et suivantes.

⁴⁶ CAA. Marseille. 9 décembre 1999. n°97 MA 11358 « commune de Prades ». CAA Marseille. 9 décembre 1999, n°97 MA 11654 « commune de Sète » dans les jardins publics, aux feux tricolores. CAA Marseille, 9 décembre 99 n°97 MAO 1478, « Mme Cardinali Boyer) où mêmes aux terrasses, en plus avec une position allongée accompagnée de boissons alcoolisées. CAA Bordeaux, 26 avril 99, n°97. BX 01773, « Commune de Tarbes ».

Rubrique Tranquillité : « Plus d'alcool sur la voie publique. Devant le nombre croissant de plaintes déposées pour troubles causés par des personnes en état d'ivresse sur la voie publique, la Ville a dû prendre un arrêté municipal interdisant la consommation de boissons alcoolisées dans les espaces publics situés en centre-ville, (...). Ceci en dehors, bien sûr, des terrasses de cafés et restaurants »⁴⁷. Cet arrêté n'est pas propre à la ville de Nantes. Ainsi, la ville de Lille, depuis octobre 2000, a interdit la consommation d'alcool sur la voie publique dans le centre ville de Lille, à l'exception des terrasses et des cafés ; un arrêté municipal prévoit une amende de 75 euros pour chaque infraction.

En outre, des aménagements de l'espace public, via une nouvelle urbanisation existent. Ainsi, pouvons-nous lire toujours dans ce même numéro de Nantes passion dans la rubrique « Sécurité » : « Fermeture des petites voies privées ». Dans le cadre de l'aménagement et de l'embellissement du centre-ville, mais aussi pour renforcer la sécurité et la tranquillité publique, la Ville développe un programme pluriannuel de fermeture des petites voies, cours ou impasses propices aux troubles à l'ordre public. À ce jour, dans le centre et les quartiers proches, six impasses et petites rues disposent d'un contrôle d'accès (...). Neuf autres petites voies doivent être équipées au premier semestre 2004 (...). La Ville poursuivra son effort en 2005 sur une dizaine de voies (...). Enfin, pour deux autres voies (...) la mairie est en attente de la réponse des riverains ». En 2005, un système d'éclairage est venu se rajouter à ce programme dans le centre ville.

Lorsque nous parlons de prise en charge des sujets SDF, nous pourrions penser uniquement au mode social et sanitaire. Or, il est aussi nécessaire comme nous venons de le voir d'intégrer les fonctionnaires de police, les agents de service de sécurité. Les arrêtés municipaux pris contre la mendicité relèvent d'un retour à la pénalisation de la pauvreté, même si la prescription comme le souligne Damon, ne passe plus par le droit pénal mais par le droit administratif ; ils posent la question de la responsabilité du maire et l'articulation entre la sécurité et la solidarité, entre la libre circulation et la non-assistance à personne en danger, en un mot des questionnements d'ordre éthique

1.2.2. D'un passage à un autre

1.2.2.1. Des inégalités à l'exclusion.

Selon Serge Paugam, la thématique de l'exclusion est venue modifier les modes de description et d'action qui concernent la pauvreté, les inégalités et la question plus générale du lien social. Si elle émerge en 1960, elle ne prend réellement de l'ampleur qu'en 1990. La lutte contre l'exclusion, puis, avec la loi d'orientation contre les exclusions de 1998, est évoquée au pluriel, devient une priorité dans le discours des responsables publics mais aussi dans les textes normatifs. Depuis la fin des années 1980, une accumulation de règlements et de lois en faveur de l'insertion de la lutte contre les exclusions. L'exclusion et ses représentants les exclus sont le sujet de multiples discussions et débats.

⁴⁷ Magazine « Nantes passion », mai 2004.

L'exclusion est une catégorie contemporaine de l'action publique au sein de laquelle vont être appréciées les questions de pauvreté, d'emploi, d'inégalité, d'intégration ou de citoyenneté. Son irruption dans le débat public est généralement datée du début des années 1970. A l'origine, la notion ne désignait pas les problèmes attachés au chômage massif mais plutôt les survivances d'une pauvreté anachronique dans une société connaissant de forts taux de croissance. A côté des inadaptations ou des handicaps physiques, le droit repère des « inadaptés » et des « handicapés » sociaux, une politique particulière se renforce, ciblant les « inadaptés sociaux » adultes. Ainsi, pouvons-nous souligner l'entrée en scène des Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale qui vont constituer en 1974 le socle de la prise en charge de l'inadaptation sociale. Dans les années 1960 et 1970, les exclus sont les laissés pour compte de la croissance. A la fin des années 1970, d'autres notions telles que la précarité, la pauvreté effacent l'exclusion de la scène publique. Au début des années 1980 on parle surtout de « nouvelle pauvreté », ce n'est que vers la fin des années 1980 que l'exclusion revient dans les discours publics pour s'imposer comme une notion « passe partout ». Ainsi les vagabonds, les clochards, les sans-abris sont systématiquement évoqués comme comptant parmi les plus exclus ; ce n'est qu'à partir de ce moment que la question du sujet SDF va être directement rapportée à la thématique de l'exclusion.

L'exclusion se confond avec la pauvreté, la ségrégation spatiale, la solitude, la vieillesse. Un même vocabulaire pour désigner tous ceux présentant des manques, de quel ordre soit-il. Le pluriel est préféré au vu des multiples problèmes et de l'hétérogénéité du public. L'exclusion nous dit Damon⁴⁸ est un nouveau nom de la pauvreté, un nouveau moyen d'appréhender la question sociale marquée par l'inquiétude collective face au chômage. La notion d'exclusion est en congruence avec une configuration générale de la société qui fait qu'après un demi siècle de l'Etat Providence, certaines situations sont considérées comme intolérables, comme des atteintes aux droits de l'homme, dans des sociétés d'abondance et de consommation qui fonctionnent sur les mythes du progrès et de l'égalité. En une trentaine d'année, les politiques sociales sont passées d'un mode de protection assurantielle appelé à se généraliser et de la gestion résiduelle d'une minorité de « laissés pour comptes » de la croissance à des dispositions d'envergure ciblées sur des catégories et ou des territoires particuliers.

1.2.2.2. De l'assistance à l'insertion.

Après étude du Plan National d'Action pour l'Inclusion Sociale 2003-2005⁴⁹, nous nous sommes intéressés à l'approche française de lutte contre la précarité et l'exclusion.

Dès les années 1960-1970, l'objectif des politiques sociales est d'intégrer les populations pauvres et marginales dans la société dite de croissance et de réduire les inégalités sociales et de revenus. Au début des années 80, la marginalisation grandissante d'une frange de plus en plus importante de la population est alors mise en lumière par les réseaux associatifs caritatifs qui insistent sur la nécessité d'apporter : « au-delà des secours d'urgence nécessaires mais ponctuels, de véritables solutions cohérentes, globales et prospectives ». Les réponses à la paupérisation que les pouvoirs publics créent sont : le

⁴⁸ DAMON J., *La question SDF: critique d'une action publique*, op. cit.

⁴⁹ Plan National d'Action pour l'Inclusion Sociale 2003-2005 : [http:// www.soc.gouv.fr](http://www.soc.gouv.fr) consulté en février 2004.

Revenu Minimum d'Insertion (R.M.I.) et quelques années plus tard, les dispositions en faveur du logement des plus démunis. Le R.M.I. marque une étape importante et vise à rompre avec la logique d'assistance en associant à l'attribution d'une allocation universelle, un contrat d'insertion engageant la collectivité et le bénéficiaire pour la mise en œuvre d'un parcours de réinsertion sociale et professionnelle. Cependant, ces procédures d'insertion restent insuffisantes face à une l'exclusion recouvrant une réalité avec de multiples dimensions. Le constat des associations amène les pouvoirs publics à s'engager dans une nouvelle approche par la restauration du droit commun dans une politique de proximité. C'est dans ce contexte que naît la loi relative à la lutte contre l'exclusion⁵⁰. Parallèlement, un programme d'action pluriannuel sera élaboré puis mis en œuvre. Cette démarche engage une dynamique de construction interministérielle et partenariale qui marquera une évolution durable dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de lutte contre la précarité et l'exclusion.

C'est dans ce sens qu'un plan national de renforcement de la lutte contre la précarité et l'exclusion a été adopté en mars 2003. les objectifs :

- apporter des réponses concrètes aux difficultés persistantes d'accès de tous à l'ensemble des droits fondamentaux.
- construire une véritable politique de l'urgence sociale et de la très grande pauvreté. Réalisé en partenariat étroit avec de nombreux ministères il a reçu un avis favorable du Conseil national des politiques de lutte contre pauvreté et l'exclusion sociale.

Une politique qui souhaite privilégier la restauration de l'autonomie et la dignité des personnes vulnérables, un juste équilibre entre protection et responsabilité, la relance de l'insertion et de l'accès à l'activité et une valorisation de l'initiative et de la solidarité de proximité. Elle s'inscrit dans un contexte de décentralisation accrue qui voit l'affirmation de la vocation sociale des collectivités locales au nom de la proximité avec les populations. Ces principes s'articulent autour de 3 orientations prioritaires :

- **Créer les conditions innovantes et durables du développement de l'emploi**

Des mesures en faveur des populations les plus éloignées de l'emploi seront mises en place afin d'éviter qu'elles ne soient victimes du ralentissement économique. Le dispositif R.M.I. sera mis au service d'une reconstruction professionnelle par la création du revenu minimum d'activité (R.M.A.) Dispositif de transition vers l'emploi ordinaire qui permettra l'activation des dépenses de solidarité en offrant à son bénéficiaire un revenu qui associera une aide sociale et un complément de salaire versé par l'employeur. Un nouveau dispositif d'accompagnement personnalisé offrant une palette élargie d'outils d'insertion professionnelle, le contrat d'insertion dans la vie sociale (C.I.V.I.S.), sera proposé aux jeunes les plus en difficulté d'emploi

- **Prévenir les risques d'exclusion**

En renforçant l'accès de tous aux droits et à la citoyenneté, la prévention des expulsions locatives par la mise en place d'un accompagnement social approfondi et une meilleure information des travailleurs sociaux sur les procédures préventives, devra

⁵⁰ LOI n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions

permettre une décélération de la situation actuelle. La prévention et l'accès aux soins seront au centre de la nouvelle génération des programmes régionaux, les permanences de soins pour les plus démunis seront étendues et des réponses nouvelles à la prise en charge de la souffrance psychique seront recherchées. L'accueil et l'hébergement des personnes vulnérables seront renforcés.

- **Renforcer la proximité et mobiliser tous les acteurs de la lutte contre l'exclusion.**

Le développement de la lutte contre la précarité et l'exclusion se situera dans un contexte de renforcement de la décentralisation, l'Etat conservant ses compétences en direction des publics les plus fragiles. Les départements et les communes seront davantage impliqués dans le domaine de l'action sociale et particulièrement de l'insertion et les régions dans la formation professionnelle. Une campagne de communication visant à renforcer la solidarité nationale et à mobiliser l'ensemble des citoyens pour lutter contre la précarité et l'exclusion sera réalisée en partenariat étroit avec les personnes concernées et les réseaux associatifs.

Ce qui nous amène à plusieurs questions :

- Avec une place toujours croissante pour le caritatif, pouvons-nous encore parler d'état social ?
- Avec un appel au secteur associatif, comment peut être penser un certain contrôle ? Le risque n'est-il pas aussi une instrumentalisation ?
- Le secteur associatif a-t-il les moyens de représentation ?
- La loi du 29 juillet 1998 semblant être un dispositif cherchant davantage à soulager qu'à libérer de la misère, s'agit-il d'une gestion de l'exclusion ou d'une lutte contre les inégalités ?

Ces questions ne peuvent être étudiées qu'en s'interrogeant sur le sens et la place du travail social aujourd'hui. En effet, ce dernier semble actuellement être sous des injonctions de logique de rendement, de prestation, de prise en charge ; ce auprès d'un public ciblé, avec une non- prise en compte des spécificités de la personne. A note sens, cela peut avoir comme conséquences, une confusion entre gestion administrative de prestations sociales et travail social et un développement de la réponse sécuritaire. D'où l'importance de se rappeler les fondements du travail social, ce dernier est issu du développement de l'Etat de droit et l'Etat social : redistribution, solidarité nationale, lutte contre les inégalités. Il s'appuie sur des fondements essentiels tel que ceux issus de la déclaration des droits de l'homme.

En conclusion, le recours à la thématique de la solidarité ou de l'assistance, dont le cadre est celui le plus souvent actualisé, semble caractéristique du discours contemporain de l'exclusion. Or, le repli sur des références aux principes humanitaires, moraux ou à « la politique de la pitié » visant à dénoncer des situations jugées intolérables dans une optique strictement compassionnelle et spectatrice⁵¹ pourrait

⁵¹ BOLTANSKI L., *La souffrance à distance*, Métailié, 1993. in GARCIA G., *Le cadrage des causes des « sans » dans l'information télévisée ; le cas de la protestation des sans logis (1994-1995)*, X^e Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest, 28 juin – 3 juillet 2003

affaiblir considérablement l'efficacité ou le potentiel subversif du principe de justice sous tendu par l'usage pouvant éventuellement être fait de la catégorie exclusion⁵². Avec cette catégorie exclusion, le premier élément de la trilogie auteur / processus / résultat, l'« exclu » est rendu invisible. Le passage récent d'une acceptation active de l'exclusion à son acceptation passive actuelle obère toute possibilité d'identifier clairement les véritables coupables de situation d'exclusion. Cette dilution de responsabilité entraîne des conséquences, à savoir, le plus souvent, mise à part les cas minoritaires où les pouvoirs publics sont rendus responsables, ce sont régulièrement des causes floues ou vagues (la société, le marché) qui sont explorées.

Si les principes d'assistance demeurent, la crainte de la marginalité devient dominante et conditionne la réponse sociale. Ainsi, le vagabondage est aujourd'hui dépenalisé, mais un retour sur la scène pénale de la mendicité, une visibilité et une croissance d'une population qui troublent l'ordre public et inquiètent.

C'est à l'administration de régler les problèmes via notamment les arrêtés municipaux. « Le marginal est de nos jours plutôt considéré comme une victime, aussi comme citoyen »⁵³ pouvait-on entendre en 2000 lors du colloque d'histoire du droit de St Etienne, les nouvelles lois sécuritaires, la réintroduction de sous classes, classes dangereuses vont-elles toujours dans ce sens en 2006 ?

1.3. Des actions sociales aux lois et mesures sécuritaires :... à la dérive ?

A l'instar de notre réflexion sur l'histoire du vagabondage, sur le modèle du grand enfermement, à partir des travaux de Robert Castel, Loïc Wacquant, n'assistons-nous pas au retour de ce modèle actuellement avec les politiques publiques de criminalisation, pénalisation de la pauvreté ? Qu'il s'agisse de la loi sur « les orientations de la justice »⁵⁴, sur « la sécurité intérieure »⁵⁵, sur l'immigration⁵⁶ ou sur la « criminalité organisée »⁵⁷, n'illustrent-elles pas le traitement pénal des questions sociales ? Etudiant cette dualité circulaire assistance/répression, nous prendrons l'exemple de la mendicité agressive afin de, notamment, montrer en quoi nous retrouvons les mêmes dispositifs dans le cadre de la mendicité et de la prostitution si nous étudions la loi du 18 mars 2003. Nous avons pu voir précédemment que la figure du mendiant est une identité incertaine. De plus, dans des zones non contrôlables, il circule, en cela il est dérangeant. Nous retrouvons la suspicion, méfiance, pauvreté/mobilité.

http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/index.php?view_this_doc=sic_00000670&extended_view=1&halsid=ad5bbefafb36bd10ff6afafc57aad83

⁵² GARCIA G., Ibid. Résultats qui se fondent sur une recherche exploratoire effectuée dans le cadre d'une thèse de doctorat de science politique à l'université Paris IX.

⁵³ *Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, op. cit.

⁵⁴ Loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice.

⁵⁵ Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure.

⁵⁶ Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.

⁵⁷ Loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité.

1.3.1. Permanence et mutation des représentations des pauvres dans la collectivité.

Au Moyen âge, Pour Géremerek⁵⁸, « le mendiant a une place et une fonction » ; il n'y a pas d'hostilité à l'égard du mendiant. Ont été créés les ordres mendiants au 13^{ème} siècle. L'assistance est privilégiée. Au 12^{ème} siècle, apparaissent des distinctions théologiques : le bon pauvre et mauvais pauvre. Nous sommes dans L'hospitalitas et la liberalitas. Une grande distribution collective d'aumône est médiatisée par l'église ; les mendiants ont l'existence légitime dans la société, étant Intégrés à la vie sociale où la glorification de la pauvreté se base sur des valeurs spirituelles.

Quatre 4 catégories peuvent être distinguées :

- Les pauvres honteux.
- Les pauvres volontaires, qui vivent de l'aumône.
- Les ayants droit
- Les miséreux urbains.

Geremeck a longuement étudié la façon au 14^{ème} et 15^{ème} siècle dont les autorités s'activaient à démasquer les « faux pauvres », à les refouler des villes ou à les punir.

Le 16^{ème} siècle voit un développement progressif de l'urbain avec la mise à l'écart des mendiants. La rupture se traduit par l'émergence de la notion de travail évoquant le tri qui est en germe entre bon et mauvais pauvre. C'est toute la population urbaine qui est hantée par le soupçon dressé à l'infirme, au mendiant, au démuné d'être « un escroc de la charité ». Fanatisme de la « moralité », fanatisme du savoir – pouvoir comme en témoigne l'enquête réalisée en 1840 dans le canton de Vaud par quelques notables, qui permet de répondre, outre à la question de savoir qui mérite assistance, à des curiosités telles que comment se classent les différentes attitudes des pauvres réclamant assistance (impérieuse, suppliante, insidieuse...). Production sinon de l'exclusion, du moins de la discrimination, c'est à la condition d'avoir été singularisé, individualisé et isolé du reste du corps social, que l'assisté se trouve ainsi dans le réseau des nouvelles pratiques charitables.

Ne retrouvons-nous pas quelque chose de ce paradigme ancien, mis en évidence par Foucault, selon lequel l'institution de la Raison, ne peut se produire à l'âge classique qu'au prix de l'exclusion de catégories entières, les fous, les misérables et toute la cohorte de ces personnages « suscités par le geste même de la ségrégation ». Dans un tel paysage, dit Foucault, la déraison (qui ne sépare guère encore de la pauvreté) ne devient objet de connaissance que dans la mesure où elle a été au préalable objet d'excommunication⁵⁹. Les processus par lesquels se produisent « l'exclusion » de l'assisté ou de l'abandonné dans nos sociétés ne relèvent-ils pas, d'une production (politique) de l'exclu que de phénomènes « naturels » dans un horizon de crise ?

Par la suite, la période du grand renfermement est ordonnée par Louis XIV. A Rome, avec la création du 1^{er} hôpital général, sont dénombrés beaucoup de mendiants en raison des pèlerinages. Les objectifs sont d'écarter, mettre à l'écart, concentrer, ce pour endiguer. Une police morale est à l'œuvre et se répand dans toute l'Europe. Une fonction répressive est marquée. Au 17^{ème} et 18^{ème} siècle, à la Salpêtrière, Pitié, Bicêtre, nous pouvons y lire la devise suivante « Punir et éduquer par le biais du travail ».

⁵⁸ GEREMECK, l'image des pauvres et vagabonds dans la littérature européenne du 15^{ème} siècle, Paris, Flammarion, 1991. in Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité, op. cit.

⁵⁹ FOUCAULT M., *Histoire de la Folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1990, 688p.

L'aide aux pauvres ne faisait pas l'unanimité parmi les révolutionnaires ; leurs réticences concernaient surtout les mendiants et les vagabonds. Le vagabondage, pour certains, « n'est pas seulement une insulte aux bons citoyens qui travaillent sans récriminer et contribuent à la prospérité de la France, c'est une école du crime ». Attitude influencée par les physiocrates, qui s'intéressaient moins à l'assistance aux démunis qu'à l'enrichissement de la nation. Dans son article « Fondation de l'encyclopédie », Turgot attaquait les institutions de charité traditionnelles parce qu'elles « subventionnent la paresse, réduisent la capacité de production du pays et élèvent le niveau de taxation... ». Turgot concluait en disant que la charité chrétienne avait « failli à sa mission fondamentale » puisqu'elle avait augmenté le nombre de familles assistées. Ce libéralisme économique n'a-t-il pas un ton moderne ? Tous s'accordent sur le fait que la bienfaisance ne doit pas devenir une incitation à la fainéantise.

Si Baboeuf proteste contre cette attitude qui a pour effet de rendre « le pauvre responsable de sa pauvreté »⁶⁰. En fait, sur l'attitude à avoir et le type d'action à mener, l'opinion est fondamentalement divisée : faut-il considérer les pauvres comme les « enfants de la patrie » envers lesquels « la société a une dette d'honneur » ou comme « un fléau social qui doit être extirpé dans l'intérêt de la nation » ? C'est là, note Alain Forrest, que réside la différence entre la tendance humanitaire et la tendance répressive. Le comité de mendicité instauré en 1790 opte pour la manière répressive et crée des dépôts de mendicité ; solution qui, selon Alan Forrest, « tend plus à détruire les signes extérieurs de la mendicité qu'à résoudre les problèmes économiques et sociaux de la pauvreté »⁶¹.

Ainsi sous Napoléon, avec la naissance des dépôts de mendicité, on punit le parasitisme et la contestation du travail. Les dépôts de mendicité sont apparus dès la seconde moitié du 18^{ème} siècle pour seconder les renfermeries où l'on contenait les pauvres et tous ceux qui menaçaient l'ordre public. Chaque jour y étaient, envoyés des convois de mendiants, vagabonds ; filles publiques, repris de justice et aliénés arrêtés par mesure de police. Sous la révolution, ils sont rebaptisés « départementaux » et continuent d'assumer à côté des prisons, la même fonction répressive. L'intégration des aliénés au programme de rationalisation de l'assistance se fait dans un courant de recensement de la population indigente, malade, vagabonde, de quadrillage des départements en circonscriptions d'assistance, de création d'ateliers de travail, d'emprisonnement des mendiants. Par le travail forcé, les conventionnels gèrent le désordre et organisent la surveillance à l'intérieur de la cité, des individus en marge. Dans le code pénal de 1810 sont figurés les délits de vagabondage et de mendicité se définissant comme le fait de s'adresser à la charité, bienfaisance et de demander quelque chose en échange de rien. L'article 274 de l'ancien code condamne de 3 à 6 mois d'emprisonnement et stipule que tout mendiant doit se rendre dans un dépôt de mendicité. Tout mendiant suspect d'activité délictueuse est visé par un contrôle et répression des classes dangereuses allant en augmentant. Ainsi, en 1825, il y a eu 918 condamnations pour mendicité, en 1852, 16000 condamnations et en 1895, 34000.

De la dangerosité... ⁶²

⁶⁰ Attitude qui nous semble d'actualité : « Mobiliser et responsabiliser les Rmistes » (Mr Fillon, ministre des affaires sociales, 17/08/02)

⁶¹ *La charité, l'amour au risque de sa perversion*, Revue Autrement, Série morales, n°11, Paris, 1993

⁶² LAMARCHE VATEL G., *Recherches : l'asile..* G. Préli. n°31. février 1978

La loi de 1938 permettait de séquestrer des individus qui ne souffrent pas de troubles mentaux mais qui étaient rejetés par leur famille ou des indigents sans ressources qui se livraient au vagabondage. Les mendiants vagabonds étaient séquestrés par ordre préfectoral et entraient dans la catégorie des placements d'office, donc des dangereux. Pour les autorités, le danger était mis en rapport avec ce qui doit être protégé et l'ordre public, les biens, les individus, la famille, le travail. L'état dangereux dit Parchappe (inspecteur général) : « c'est le cas de toute espèce, de toute forme, de tout degré de l'aliénation mentale quand le délire implique une tendance expresse aux agressions contre les personnes et les choses (suicide, blessure) ou actes propres à troubler la tranquillité publique (actes, paroles obscènes, atteinte aux mœurs) ».

1.3.2. Actions sociales et lois sécuritaires

Ce maintien de l'ordre public se retrouve dans le rapport d'Alain Peyrefitte⁶³ en 1977 puis celui de Bonnemaïson⁶⁴, en 1982 sur le thème de lutte contre le sentiment d'insécurité où il préconisait d'étayer l'action de la police sur un large partenariat local, de rapprocher celle-ci de la population et d'améliorer la lutte contre la moyenne et petite délinquance en développant le triptyque : prévention, dissuasion, répression⁶⁵.

En 1994, la mendicité est dépénalisée. La police administrative prend le relais du droit pénal au nom de l'ordre public, c'est l'apparition des arrêtés anti mendicités - premier arrêté en 1993 à Montpellier – où est mentionnée l'interdiction de la mendicité, du regroupement des chiens et de la consommation d'alcool sur la voie publique. A ce propos, il paraît important de souligner que l'année 1990 est le point fort de la communication dans les villes, les arrêtés anti-mendicité sont apparus dans ce contexte. A titre d'illustration, la ville de Montpellier offrait des billets de train pour Nîmes amenant une certaine concurrence entre les villes. D'autres formes de contraintes voient le jour, notamment à Avignon où est coupée l'eau des fontaines, avec des contrôles d'identité incessants. Ce qui n'a pas été sans poser de questions, ainsi au nom du droit des libertés individuelles et de nombreux contentieux ont eu lieu. Ces arrêtés ont des lieux bien définis et sur un temps court, ils ont une fonction symbolique forte. Ainsi, cela a permis un éveil de la vigilance de certaines associations et une forte mobilisation à Bordeaux « pro mendiant ». N'est-ce pas un avatar de l'ancien bannissement comme avec l'ordonnance de Jean II Le bon en 1350 ?

De l'ordre public au bon ordre.

Avec la loi du 18 mars 2003, la mendicité voit son retour sur la scène pénale ; ce qui n'est pas sans poser la question du passage du délit périmé à des mesures phares. Comme nous avons pu le voir précédemment certaines mendicités ont toujours été réprimées dans les gares et leurs dépendances, les gares routières. Aujourd'hui, c'est

⁶³ PEYREFITTE A., *Réponses à la violence*, 1977.

⁶⁴ BONNEMAISON G., *Face à la délinquance : prévention, répression, solidarité*, 1982.

⁶⁵ MONJORDET D., *Réinventer la police urbaine. Le travail policier à la question dans les quartiers* in les cahiers de la recherche urbaine ? N° 83-84, septembre 1999. pp14-22 in GORGEON C., F. BAILLEAU, *Vers un nouvel ordre social ? Une autre lecture des questions d'insécurité et de délinquance* in Prévention et Sécurité : vers un nouvel ordre social ?, Etudes et Recherches, Les éditions de la DIV, mars 2000 (<http://www.acadie-reflex.org/publications/txt0IntroDIV.pdf>)

l'acte de mendier qui est réprimé ; ne pouvons-nous pas y voir une similitude avec l'approche de la prostitution ? La condition de celui qui se livre à ces actes serait en partie niée, les dispositions présentant un volet de défense des victimes. Il nous semble retrouver l'incrimination des auteurs et la protection du public comme dans le cadre de la prostitution. Mais, le mendiant est-il auteur ou victime ?

L'autre forme de désignation apparaît dans les textes sur la pénalité et l'incrimination avec l'introduction de circonstances aggravantes. Il s'agit de protéger des victimes qui mendient comme le mineur, la personne vulnérable. Les dispositifs mis en place sont des places d'accueil dans les C.H.R.S., ce que nous retrouvons dans le cadre du traitement de la prostitution. Nous pouvons souligner la proximité de l'ensemble des dispositions.

La question des fondements à la répression n'est-elle pas une volonté politique de normalisation des comportements ?

La délinquance/ déviance se retrouve posée :

- Une mendicité déviance : pris en charge sociétale (associations) une dimension étatique (les services sociaux), les traitements administratifs (arrêtés anti mendicité).
- Une mendicité délinquance : le droit pénal.

Or, la mendicité recouvre-t-elle toujours la même réalité ? Quelles sont les figures du mendiant ? Les atteintes aux personnes et aux biens sont caractéristiques. Nous retrouvons dans le code pénal de 1810 que la mendicité pouvait être aggravée si elle avait lieu en réunion mais non retenue si entre époux ou membres de la famille. Aujourd'hui une source d'incrimination. Nous pouvons souligner des évolutions à travers la figure même de l'enfant. Ainsi l'illustre, la mendicité privation de soin : une mère mendicante avec un enfant de moins de 6 ans. Cela pose la question de l'obligation de dénoncer. De plus, cela signifie t-il qu'après 6 ans, nous ne soyons plus dans le registre privation de soin ? Le critère d'âge de 6 ans est relatif à l'âge de la scolarité obligatoire. Il y a une cohabitation entre infractions et arrêtés anti mendicité. Il semblerait que ceux qui sont visés soient les routards, n'oblige t'on pas le mendiant à la mobilité ?

Assurer l'ordre public revient à prendre des mesures qui restreignent la liberté dans le but de prévenir les risques d'accidents (sécurité), de tapage nocturne – tranquillité – et de maladie – salubrité. Le juge administratif peut y ajouter le bon ordre et la morale publique. La notion d'ordre public n'englobe pas comme en matière administrative « la dignité de la personne humaine » pour la raison que ce principe dispose d'un fondement spécifique dans la préambule de la constitution de 1946. Si nous prenons l'exemple de la prostitution, elle n'a jamais été traitée en dehors de la morale. Historiquement elle est liée au risque sanitaire dans sa dimension publique, c'est à dire pour autrui. Or, le sanitaire est toujours pensé en fonction de la morale ? Si la prostitution est un phénomène inévitable et « excrémental qui protège le corps social de la maladie »⁶⁶, elle reste dangereuse pour les autres ; constituant une menace tout à la fois morale, sanitaire et politique.

Pour Lilian Mathieu, « l'enjeu principal est de circonscrire une population perçue comme potentiellement dangereuse et contaminante, de la cloîtrer dans des

⁶⁶ CORBIN, 1982, p. 16, in *L'encadrement juridique européen de la prostitution*, Cabiria, Action de santé communautaire avec les personnes prostituées. (<http://perso.orange.fr/cabiria/dossiers/droit/encadr-juri.pdf>)

espaces clairement délimitées et sous la surveillance constante de l'administration policière »⁶⁷. Le danger est alors bien de l'ordre de la contagion sociale, ce qui va avoir pour conséquence la nécessaire identification du groupe en question afin de l'isoler et mieux le contrôler. L'analyse de la judiciarisation des populations itinérantes à Montréal a permis de faire état de son ampleur et des conséquences qu'elle a. Orientation prise vers une gestion pénale de l'itinérance. La situation d'itinérance est perçue, dénoncée, contrôlée comme une situation de menace pour l'ordre public⁶⁸. Cette recherche montre que ce qui est généralement reproché aux personnes itinérantes est relatif à leur présence dans l'espace public. Résultats qui témoignent aussi que la présence dans l'espace public n'est pas définie comme problématique par toutes les personnes itinérantes. Alors même que les hommes itinérants âgés demeurent la catégorie la plus importante, les femmes et les jeunes semblent faire l'objet d'une judiciarisation plus grande. Ce n'est pas l'itinérance qui est visée mais bien certaines catégories de personnes itinérantes qualifiées de plus visibles, de plus dérangeantes.

De même, le sujet SDF représente une figure de l'altérité. Il est autre car pauvre et errant. Demeurant nulle part, son ombre se projette partout, au plus profond des représentations et des croyances. Il habite le domaine des peurs collectives et la stigmatisation dont il fait l'objet a aussi pour but de l'identifier comme figure du mal et du danger. Le sujet SDF, constituant des « classes dangereuses », est assimilé au sauvage et « rien n'est plus horriblement sale que ces pauvres clocharisés »⁶⁹. Comme le note G. Vigarello, « la visée n'est autre que de transformer les mœurs des plus démunis, classer leurs « vices » supposés, latents ou visibles, en modifiant leurs pratiques du corps »⁷⁰. Les mécaniques hygiénistes se transforment en instruments de morale où propreté, ordre et vertu s'amalgament, car « la saleté ne serait que la livrée du vice »⁷¹. Ainsi, la propreté dans un mouvement graduel trait de la cité à l'habitat, de l'habitat au corps et du corps aux mœurs. La représentation physique et pervertie du pauvre implique les germes d'une probable criminalité.

1.3.3. Nouvelles peurs ou mêmes préoccupations ?

Le climat politique, via les nouvelles lois sécuritaires, la réintroduction de sous classes, classes dangereuses, nous paraît prompt à réactiver la figure du bouc émissaire et amène des interrogations : **S'agit-il de nouvelles peurs ou demeurons-nous sur des préoccupations identiques ?**

⁶⁷ MATHIEU L., *L'action collective des prostituées, Le cheminement incertain de la constitution d'un groupe*, Thèse de doctorat en sciences politique, Paris 10, 1998. in *L'encadrement juridique européen de la prostitution*, ibid.

⁶⁸ BELLOT C., RAFFESTIN I., ROYER M.-N., NOËL V., *La judiciarisation des populations itinérantes à Montréal*, Rapport de recherche pour le Secrétariat National des Sans-abri, 2005. (http://www.unites.uqam.ca/CRI/publications/judicia_Bellot_etal_2005.pdf)

⁶⁹ Rapport sur les travaux du conseil central de salubrité du dépôt du Nord, 1843.

⁷⁰ VIGARELLO G., *Le propre et le sale : L'hygiène du corps depuis le moyen-âge*, Seuil, 1985, p205 in DAVOULT G., *L'écriture du déchet dans le journal d'une femme de chambre*, 2002. (<http://membres.lycos.fr/michelmirbeau/darticles%20francais/Davoult-Ecriture%20du%20dechet.pdf>)

⁷¹ CLERGET C.-E., *Du nettoyage mécanique des voies publiques*, la revue de l'architecture, Paris, 1843, p.267 in DAVOULT G., ibid.

Sans ignorer le phénomène de la criminalité organisée, nous retrouvons les figures classiques de la mendicité. Aujourd'hui, la mendicité est pénalisée comme délit de comportement. Article symbole de la loi de sécurité intérieure du 18 mars 2003 qui interroge la liberté fondamentale d'aller et venir et la prévention des atteintes à l'ordre public (sécurité/tranquillité). Cela interroge notamment sur le statut d'occupation de l'espace public, le statut de la rue, privatisation de l'espace public, lieu de circulation ou lieu de vie ? Les occupations abusives et prolongées constituent un usage en non-conformité avec le lieu. Au-delà de la mendicité, n'est-ce pas, comme au 19^{ème} siècle avec le travail et l'oisiveté, la gestion de l'espace public, la problématique de l'ordre et du désordre qui sont visées aujourd'hui. Quelles justifications à la réintervention du droit pénal ? Nous retrouvons les concepts suivants : dignité humaine, ordre moral, ordre public, le risque.

Alors que les propos des riverains lors de plaintes concernant la présence de marginaux dans le centre ville⁷², de prostituées empruntent, le vocabulaire suivant : trouble à l'ordre public, les marginaux, la peur, les honnêtes gens, barricader tous les accès, sérénité, tranquillité, charité, SDF avec chiens, mendiants plus ou moins agressifs, climat d'insécurité, incivilité, mesures énergiques, lors des débats parlementaires sont évoqués « une population oisive, honnêtes gens qui travaillent. Des groupes plus soucieux d'intimider des honnêtes gens que de travailler »

A propos d'offense territoriale, « le sentiment de dérégulation devient celui de la force du groupe, le lieu de l'exclusion devient un espace de protection, le mépris éprouvé intérieurement devient revendication collective »⁷³. Si les réserves de types territoriales constituent la revendication principale des individus en groupe, l'offense principale est l'intrusion, l'empiètement, la présomption, la transgression (...) bref la violation »⁷⁴. Une réponse de mairie déclarant : « la charité qui doit nous guider n'implique pas de tout accepter. Nous avons entrepris de durcir nos politiques » n'est pas sans rappeler Becker dans « Outsider » qui parlait des entrepreneurs de la morale, en 1963 et qui disait que « les plus grandes croisades morales ont une coloration humanitaire marquée »⁷⁵.

• Souillure – bannissement

Effacer. Purification... il serait question du traitement global de l'impur et de la souillure au nom de quoi on penserait le propre et l'impropre en confondant le propre avec l'impropre et l'impropre avec le sale et l'impur ; appropriations et désappropriations sont des jouissances singulières non prévues dans le cadre.

Déchu, le sentiment et la sensation de soi se confondent avec la trace, avec l'action de cette chute provoquée et le déchet se stabilise en déchet. La guerre du beau, du bel objet (en latin, au temps de l'organisation militaire de l'empire romain, guerre se disant bellum) contre ce qui fait échec, contre ce qui lui fait peur : l'autre, le sale, le dégoûtant, le hideux, celui qui pue, le suspect. Du Suspect à ces relents policiers et juridiques, il y a toute une chaîne dans la langue française qui va du suspect au soupçon en passant par la suspicion. Nous touchons là au corps du regard. A l'époque impériale

⁷² *Les Pratiques Sexuelles Tarifés à Rennes*, Institut de Criminologie et de Sciences Humaines, Université de Rennes 2, 2005.

⁷³ AVENEL C., *Sociologie des quartiers sensibles*, Paris, Armand Colin, 2004, 128 p.

⁷⁴ GOFFMAN E., *La Mise en Scène de la Vie Quotidienne. Tome 2 : les Relations en Public*, Paris, Edition de minuit.1973, 376 p., p57.

⁷⁵ BECKER H.-S., *Outsiders, Etude de sociologie de la déviance*, Editions A.-M. Métailié, 1985, 247 p.

regarder c'était présumer et soupçonner, ce qui perdure dans le point de vue juridique, présumé coupable, innocent.

Freud⁷⁶ écrit en allemand « Das Unbehagen in der Kultur ». L'article défini « das » induit que le malaise ce n'est pas si général que la traduction française peut le faire croire et « Unbehagen » c'est aussi la gêne, ce qui est malcommode, inconfortable, quand nous nous sentons mal à l'aise ou gêné en présence de quelqu'un qui dégage une mauvaise odeur, une mauvaise impression, en face de quelqu'un qu'on pourrait dire de suspect. Le malsain, la gêne..., ça commence doucement et ça peut très vite tourner à la haine.

Le suspect est donc l'excrément : maudit, chargé d'imprécations, objet de vœux et de destruction et de mort, objet tragique. L'exclu n'est pas un objet de maladie, parce qu'il est identifié à la saleté du sexe et à celle de l'excrément. Il est objet de honte et d'opprobre, voire d'opprobre national, officiellement déchu. Ainsi, c'est pendant la période des festivités de la Rochelle qu'a été pris l'arrêté municipal interdisant dans cette ville la mendicité publique ; Le maire argumentant qu'il y avait d'un côté « des bons vieux clochards bien connus » dont ses services s'occupaient déjà et de l'autre des inconnus qui faisaient peur aux habitants et aux estivants par leur tenue et conduite⁷⁷. Plus la discrimination est fine et plus elle est obscène parce qu'elle affirme dans son apparente finesse le principe incontournable de toute discrimination : il faut du refoulé, du vivant doit disparaître à la vue avant toute chose.

Aujourd'hui sous la forme de l'intrus, du suspect, de l'inquiétant, du repoussant, le social manie du refoulé en manipulant des excréments incarnés. Au nom de l'ordre public, nous disons : c'est de la merde et nous nous employons à expulser et à nettoyer. Ce qui est rejeté de l'intérieur, ce qui dans l'intérieur est et ne peut pas être pensé ni reconnu, se trouve évidemment suspect sur le trottoir d'en face ou sur la banc du métro. Il est facile de reconnaître de la saloperie merdique chez l'autre, celui en face, l'étranger ce suspect de merde que je regarde depuis un moment tant il est suspect, que je regarde pour la simple raison qu'en lui, inexplicablement il y a quelque chose qui me regarde au plus intime. Vont naître ou renaître un sentiment d'insécurité et d'intolérance face aux SDF qui vont être évoqués sous les termes de « fous », « sales », « dangereux », « parasites », « crampons ». Nous y retrouvons aussi *les indésirables*.

Ces différentes appellations ont conduits à nous questionner sur le déchet, le rebut, le rien⁷⁸. Le déchet est ce qui est mis de côté, délaissé, la poubelle et la décharge ; les lieux où un certain sens originel peut non seulement s'exprimer mais proliférer sur le monde. D'un autre côté, le rebut est ce qui est jeté, ce qu'il y a de plus mauvais dans son ensemble, l'opprobre matériel, humain peut être si cet individu est « un moins que rien », pas même monstrueux ou au-delà s'il se peut. Le rien n'est pas seulement l'absence, c'est aussi le ridicule, l'inutile, l'insignifiant. Au rebut, des approches anthropologiques mettent en exergue les perceptions et représentations de la souillure, de la pollution, des nuisances et le rapport que nous entretenons avec les matières cachées ou inutiles. Le déchet, la merde sont la face repoussante de l'humanité.

⁷⁶ FREUD S., *Malaise dans la civilisation*, Paris, Presse Universitaire de France, bibliothèque de psychanalyse, 1992, 107 p.

⁷⁷ Interview de Michel Crépeau. France info, août 1995.

⁷⁸ BEAUNE J.-C., le déchet, le rebut, le rien, Actes du colloque de Lyon, collection « milieux », champ, Vallon, 1999. (<http://www.aleph-idris.com/lectures/beaune2.htm>)

La délimitation de l'espace entre privé et public se construit à partir de la définition de l'espace qu'on veut protéger de l'ordure et de celui qui par nécessité doit la recevoir. L'itinéraire de l'ordure avec ses lieux et ses temps de pause et de visualisation plus ou moins prolongée mène du privé au public. Le déchet peut devenir, pour utiliser la terminologie de Goffman tout autant qu'un marqueur de son « territoire », un « agent de violation » de celui de l'autre, du territoire du pouvoir public, du pouvoir politique.

Si le sale est « c'est ce qui n'est pas à sa place »⁷⁹, l'obsession moderne du sale dans ses aspects anthropologiques (la merde, le sang, la mort) serait celle d'une civilisation pour laquelle le sale n'aurait plus aucune place. A travers l'anéantissement de ces traces et l'excès obsessionnel de la propreté, nous aurions à affaire à un processus beaucoup plus large de refoulement de la « part maudite » des sociétés technologiques ; à moins que ce soit l'espace public qui soit érigé comme lieu du sale. Alors, un incessant travail entre l'entropie – désordre, brouillage, ténèbres – et la séparation (la lisibilité du territoire), le nettoyage serait comme la restauration d'une pureté initiale, sacrée, mythique. Sur le plan symbolique, un travail de « dépollution de l'espace urbain ». Le domaine de l'hygiène, émanant de considération sur la salubrité publique fait objet de mesures : « l'épanchement d'urine et les exhibitions sont interdites à Tarbes, de même que les déjections humaines à Nice et à Mende ou le fait de « jeter tout objet ou matière susceptible de salir la voie publique » (Millau, Montpellier). Plus que le jet de détritus sont incriminés l'urine et l'excrément symbolisant la souillure de l'espace public par l'abject. L'exigence de propreté et de pureté bafouant le système de protection symbolique. Les individus se soulageant au sein de cet espace commun laissent une trace visible révélant aussi la crudité humaine ainsi mise à nue.

Des réponses répressives apparaissent dans le cadre du « nettoyage des grandes villes »⁸⁰. A Montréal la tenue des jeux olympiques, du festival de jazz, des expositions ou d'autres événements fortement médiatisés donnent lieu à une diversité de stratégies d'invisibilisation des personnes : arrestations, renvoi à l'extérieur ; mais, relocalisation dans des endroits éloignés de grands centres. A Bruges et à Gand, les mendiants sont systématiquement mis dans les trains, direction Bruxelles. Dans le midi de la France, avec son temps agréable et ses touristes qui attirent nombre de SDF, la mendicité a été bannie pour des raisons « d'atteinte inacceptable à l'ordre public ». La chasse aux mendiants est une pratique courante avant les événements d'envergure mondiale⁸¹. Lors des jeux olympiques d'Atlanta, la police avait organisé des rafles de mendiants pour les déporter à des kilomètres de là, afin de cacher la misère aux yeux du monde, de même à Moscou, à l'approche du 850^{ème} anniversaire de la ville, déportation pour les enfermer dans des « centres de réhabilitation ». Pouvons nous y voir une similitude avec les pratiques moyenâgeuses où à la tombée du jour, les vagabonds et mendiants étaient chassés à l'extérieur des villes aux portes fermées et surveillées, aux murs infranchissables ou, dans le pire des cas, étaient arrêtés et détenus arbitrairement ?⁸² Cela ne rappelle-t-il pas l'ordonnance de Jean le Bon du 27 février 1350 contre « les gens oiseux, les truands, les joueur de dés et les enchanteurs publics » prescrivant des

⁷⁹ DOUGLAS M., *De la souillure. Essai sur les Notions de Pollution et de Tabou*, Paris, la découverte, Sciences humaines et sociales, 2001, 207 p.

⁸⁰ CHAREST ET GOGNE, 1997, *Task face for the homeless*, 1994.

⁸¹ Nous pensons, en particulier, aux opérations de « nettoyage » entourant la tenue de grands événements comme les Jeux olympiques d'Atlanta (*Task Force For The Homeless*, 1994), l'exposition universelle à Vancouver.

⁸² LUYCKX A., *Procédures à l'égard des mendiants*, les Nouvelles, T. III, n°40.

peines telles que la prison, le pilori, la marque au fer, la mutilation des oreilles et même le bannissement⁸³.

Une grande vulnérabilité personnelle et sociale qui amène à des transgressions constantes : lois et règlements mais aussi les normes régissant les conduites publiques. Des transgressions qui vont se vivre sous l'œil de l'autre. Une situation de visibilité permanente en défaut d'un espace privé, sécuritaire, intime, exclusif et souverain de vie privée. Ainsi, au petit matin, le SDF allongé toujours au même angle de rue provoque la désapprobation, le changement de trottoir ou l'observation avec distance des premiers passants. Deux mondes. Ce mode d'existence en public, d'exposition de soi vient heurter directement les cadres de la civilité pour lesquels habituellement les corps doivent s'effacer, s'écouler sans heurts. **Les désordres occasionnés par ces présences déviantes sont d'abord renvoyés à une « déviance des corps » plus ou moins recevables suivant les positions adoptées : assis sur le banc, allongé par terre. Il peut être perçu comme un malade potentiel, il peut être aussi appréhendé comme un laisser pour compte ou une personne en détresse ayant besoin de secours. Nous pouvons hésiter entre l'éviter, le dénoncer, le secourir ou encore respecter sa manière d'être.** L'aspérité peut devenir un élément permanent dans la gestion des rapports sociaux. La plainte, devient, ainsi, le seul espace d'expression possible.

Ainsi, nous faisons référence au rituel d'exclusion, celui du bouc émissaire, longtemps en cours dans la société hébraïque. La pratique d'exclusion d'un bouc, à partir d'un manque, introduit deux fonctions : une fonction cathartique de purification pour chacun et une fonction de cohésion sociale pour l'ensemble du groupe. Toute communauté humaine ne survit qu'au prix de se souder face au mal rejeté à l'extérieur. Présenter la prostituée, le SDF comme **monstre** ou victime permet de les tenir commodément à distance, et de les neutraliser comme être de langage.

De l'irruption de phénomènes sociaux dits « déviantes », de la prolifération des tags à l'occupation de l'espace par des populations d'indésirables (clochards, prostitué, trafiquants de drogues), il s'agit d'effacer les traces de pollution, de contamination, de désordre qui gênent, dégoûtent, inquiètent les publics. Si la saleté est une menace, c'est en ce qu'elle est une offense contre l'ordre⁸⁴. L'ordre public intervient selon une trilogie traditionnelle sécurité publique – tranquillité publique – salubrité publique. Son maintien revient à prendre des mesures qui restreignent la liberté dans le but de prévenir les risques dans ces trois domaines aux éléments matériels extérieurs relativement précis. Un nouveau complexe se dessine : du désordre au bon ordre en passant par la dignité.

Dans un arrêté du 27 octobre 1995, le conseil d'état affirme que « **la dignité de la personne humaine est une composante de l'ordre public** ». Ainsi, la dignité de la personne primant sur la liberté individuelle au nom de l'ordre public, est, en fait, en droit, conjoncturelle : fonction d'une époque, d'un lieu, voire de circonstances particulières. Concept philosophique, elle serait aussi un concept éthique, notamment dans le sens où elle se rapprocherait de l'idée du respect de soi-même par les autres et pour soi-même. Le terme éthique vient de « ithos » la tenue de l'âme et de « ethos », l'ensemble des normes nées du respect. Dans la mesure où l'éthique serait alors l'art de diriger la conduite selon la morale, elle serait la garantie de la bonne tenue de toute chose, de l'harmonie et de l'ordre moral. La dignité de la personne humaine est devenue officiellement une composante de l'éthique et officieusement un élément de la morale.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ DOUGLAS M., op. cit., p24.

Ce qui est bon pour l'homme est bon pour la société. Ce qui porte atteinte à l'homme dans sa dignité est mal pour lui et tous les hommes, est donc contraire à l'éthique.

Directement confrontés aux « déviants », le public dévie en sens contraire : il se réfugie dans l'honorabilité, dans la moralité, la dignité. Vagabondage, drogue sont des mots écrans, au sens où Freud parlait de souvenir-écran, qui ne servent qu'à traduire une exaspération autre, une exaspération de l'autre... cet autre que nous côtoyons sans le connaître, avec lequel nous ne parlons jamais. En marge des attitudes de repli et d'exclusion le sentiment d'insécurité est corrélatif d'une volonté de délimiter une image de soi acceptable et par là contribue à maintenir ou à redéfinir sa propre identité. Les pratiques de la propriété marquent un territoire à soi. Le propre et le calme. Distinguer et se distinguer ; un incessant travail de délimitation là où les situations sont objectivement les plus confuses, chacun s'efforce de distinguer le « nous » d'un « eux » pour marquer et préserver une différence. Cette délimitation de soi passe aussi par une mise en scène des menaces, *comme dépeint précédemment*, « il faut que la quiétude de la sphère privée apparaisse comme une valeur arrachée constamment menacée entourée par un destin de catastrophe... »⁸⁵. Cette insistance par les dangers rejoint une volonté de reconquérir des « frontières intérieures ». Plus que les désirs d'exclusion, l'exigence de « contours intérieurs » est mêlée à des expressions d'appréhensions contextualisées. C'est dire que la propriété de la sphère publique obéit à sa domestication par la toute puissance de la sphère privée à sa privatisation...est propre un espace dont les équipements et la signalétique préservent l'intégrité, et qui du même coup rassurent.

Pour Hugues Lagrange⁸⁶, c'est un aspect tardif du sentiment d'insécurité qui témoigne encore de la peur mais déjà préfigure une réponse à la peur. La tendance des personnes qui revendiquent un sentiment d'insécurité à opérer des délimitations, des démarcations symboliques et à travers elles une reconstruction de leur identité et de leur place dans la société. Dans les milieux mêmes où se manifestent des appréhensions personnelles ou une préoccupation sécuritaire nous rencontrons une volonté de repli sur le domicile et le cercle familial une involution de la sociabilité. C'est l'histoire des suppressions et des gommages au nom de la sécurité, de la salubrité de la clarté et au bout du compte de l'esthétique puisqu'en celle-ci se réunissent les qualités de ce qui n'offre pas d'aspérité, de ce qui fait place dans les compacités de la ville au point de fuite et ordonne des dégagements, tire au cordeau, étire, élargit.

« Le péril extérieur a fait oublier le péril intérieur et l'ennemi du dehors a relégué dans l'ombre l'ennemi du dedans »⁸⁷. La peur n'est pas très éloignée du mépris. La cité interdite est toujours la cité voisine. Quels sont les éléments qui interviennent dans le sentiment d'insécurité de l'espace ? Le danger, notion objective caractérisant un symptôme passager devient dangerosité, c'est-à-dire un état permanent. Cette vision sécuritaire de la société a introduit une perception de menace, de dangerosité qui s'est peu à peu enracinée dans l'imaginaire symbolique au point de permettre la construction d'une néo-réalité qui devienne la réalité. Nous assistons à une localisation ou territorialisation de ces politiques. Ainsi, peut être souligné le rôle des collectivités locales au travers de la police municipale. Cette tendance qui consiste à aborder la

⁸⁵ BAUDRILLARD J., *La société de consommation*. Paris. Folio, 1987.

⁸⁶ LAGRANGE H., ROCHE S., *Baby alone in Babylone*, Centre de recherche sur le politique, l'administration, la ville et le territoire (CERAT), IEP. Grenoble, 1988.

⁸⁷ ROUX J.-A., en 1922, Répression et prévention, in *Obsession sécurité. Ennemis ou solidaires*. Revue Autrement, Paris, Série mutation. N°104, février 1989.

question de l'espace sous l'angle de la surveillance des comportements de délinquance et de leur traitement est issue de la théorie anglo-saxonne appelée « prévention situationnelle » qui se traduit par des propositions d'aménagement préventives ou dissuasives tantôt par des dispositions répressives, souvent les deux combinées.

Pour Loïc Wacquant, « la pénalisation de la misère rompt le pacte républicain »⁸⁸, un état pénal qui se caractérise par une double accentuation conjointe de la régulation sociale et pénale de l'insécurité sociale. Nous faisons à la fois plus de pénal et plus de social. Cette approche est selon lui plus sournoise et plus dangereuse en un sens parce que le renforcement limité de l'intervention sociale sert ici de caution et de paravent au déploiement de mesure de l'appareil policier et judiciaire qui peu à peu s'accapare des prérogatives et des ressources traditionnelles dévolues au secteur social et éducatif. Le danger de la pénalisation et de la judiciarisation, comme modalité de contrôle permettant de calmer la crise, d'obtenir des informations, de créer potentiellement, un contact, particulièrement lorsque les individus sont réfractaires. Devant toutes ces problématiques, les contrats de sécurité sont nés avec un volet social et un volet sécuritaire ; nous retrouvons bien deux attitudes : politiques répressives mais sans négliger des politiques de prévention.

Dans leur majorité, les Contrats locaux de sécurité consacrent la primauté du maintien de l'ordre. Ils visent principalement à développer pour le compte des forces de sécurité, des fonctions d'identification, détection de la délinquance afin d'inciter la justice et ses services à intervenir. Actuellement, il semble qu'il y ait une volonté publique de cerner le phénomène de l'errance uniquement à travers le prisme des risques associés au style de vie et de la menace que cela représente pour l'organisation sociale. Des questions de rapport au politique puisque que les intervenants sociaux sont de plus en plus confrontés à une politique leur demandant de rendre des comptes dans une logique de contrepartie et d'évaluation. S'il est important de situer cela dans un contexte historique, il l'est tout autant de distinguer le contrôle social externe, étatique via les lois sécuritaires et le contrôle social sociétale, très puissant avant 1945 qui passait par la famille, le milieu rural et ouvrier, aujourd'hui en décrépitude.

En 1970, une prévention sur les causes de la délinquance et du passage à l'acte, en 2005 il s'agit d'empêcher que dans tel ou tel lieu une délinquance puisse advenir. Cette politique de prévention est déterminée par l'état, rôle interministériel, animation par le maire sous le contrôle du préfet. Des services décentralisés à coordonner avec des services déconcentrés. Ainsi, justice et police sont prises dans des partenariats avec le local. Si nous prenons la loi dite Perben II, nous pouvons souligner une recherche d'information très présente. De même que le projet de loi sur la délinquance nous donne le « ton », ainsi les professionnels du social sont incités à parler de confidentialité plutôt que de secret professionnel, en termes de secret partagé. Ainsi, le conseil général de la Marne⁸⁹ met-il déjà en place dans le cadre d'expérimentation en lien avec les projets gouvernementaux de loi pour la prévention de la délinquance uni social des populations dites « en difficultés » à Vitry, le Saint François. Les travailleurs sociaux sont sommés depuis mai 2004 de remplir une fiche au sujet des familles suivies. Des données nominatives, différentes rubriques, nombre de personne au foyer, type d'habitat et type de ressources principales. Puis les problématiques familiales avec cases à cocher ; logement, alcoolisme, toxicomanie ; les types de réponses apportées : suivi social secteur, suivi psychiatrique. Des fiches à remplir manuellement destinées au conseil

⁸⁸ Lien social, mars 2001.

⁸⁹ <http://www.abri.org>.

général via la mairie avec sanction si refus de s'y soumettre. Ce qui nous soulève une question parmi tant d'autre, à savoir l'alcoolisme, la toxicomanie sont-elles des problématiques sociales ? Les conduites addictives et de la dépendance se traitent de façon médicale, les informations concernant ce traitement ne relèvent-elles du secret médical ?

Le maire, qui a un rôle d'animation au niveau local, est aussi le destinataire des informations, il peut bénéficier d'un suivi de chaque situation, et favoriser la mise en réseau d'acteurs de prévention. Les points noirs sont relatifs aux moyens de collecter l'information et nous posent la question des limites par rapport aux informations sollicitées. Le maire, destinataire des informations, va juger du risque de délinquance. Mais quels outils aura le maire pour apprécier ce risque de délinquance ? L'avant-projet n'en parlait pas. Les dispositions concernent aussi la psychiatrie avec un pouvoir du maire accru et la création d'un fichier national des hospitalisations en psychiatrie, une réduction à un seul certificat médical pour les hospitalisations.

Il nous paraît important de souligner, au stade de cette réflexion, que la société réclame aussi la sécurité, il n'y a pas que l'Etat. Est-ce à mettre en lien avec le fait que lorsque les solutions collectives n'avancent pas, nous assistons à une montée des solutions individuelles. **La loi de sécurité intérieure du 18 mars 2003 n'est-elle pas symptomatique d'un mouvement de la société qui pousse à la responsabilisation des individus en oblitérant les aspects qui relèvent de l'organisation collective ?** Une montée en puissance de l'individualisme qui semble avoir participé à la destruction des contrôles sociaux sociétaux alors qu'ils étaient acceptables. D'où, aujourd'hui, de nouvelles technologies qui permettent un nouveau mode de contrôles sociétaux. Il apparaît que les demandes de sécurité si elles ont toujours existées n'y sont pas formulées de la même façon, **la notion de risque** fait irruption dans le droit social moderne. Ainsi cet avant projet de loi sur la délinquance concernait aussi la prévention dans les transports, urbanisme, habitat.

1.3.3.1 Risque et sécurité au sein du lien social.

Etymologiquement le mot risque, emprunté à l'italien « risco » référé au latin « resecum », signifie « couper » ; de là, écueil puis « risque que court une marchandise en mer ». Issu du latin « rixare » (qui a donné rixe), se quereller, de ce fait résister, il conduit à l'idée de danger. Le risque serait un danger potentiel, révélé ou réveillé par un acte et/ou une représentation. Selon David Lebreton le risque apparaît comme une donnée anthropologique traversant tous les registres de la condition humaine : de la responsabilité envers les autres, à la préservation physique et morale de soi⁹⁰. Le risque est une notion socialement construite, éminemment variable d'un lieu et d'un temps à l'autre.

Si la sécurité est une invention récente de nos sociétés, Jean Delumeau en voit les prémises vers la fin du 15^{ème} siècle. Dans la dernière moitié du 17^{ème} siècle le terme « sécurité » à son équivalent dans les autres langues européennes, acquiert le droit de cité, traduisant la cristallisation d'un sentiment nouveau. Au 16 et 17^{ème} les églises ou les temples résonnent de propos appelant à la méfiance envers une société trompeuse rendant l'homme paresseux dans ses devoirs envers son créateur ; le souci de

⁹⁰ LEBRETON D., *Conduites à risque*, Paris, Presse Universitaire de France, Quadrige-Essais Débats, Paris, 2002, 224 p.

se protéger de l'adversité, de rassembler ses forces, d'ériger une instance juste et libre pour trancher les différents au-delà des intérêts particuliers pénètre la pensée politique avec Machiavel, Bodin et surtout Hobbes qui dans son *Léviathan* (1651) met la protection collective au cœur de son analyse. Si l'homme est un loup pour l'homme, il convient de trouver des formes politiques susceptibles de le protéger contre lui-même. A la fin du 17^{ème} siècle, la déclaration des droits d'indépendance des Etats-Unis en 1776, celle des droits de l'homme en France le 26 août 1789 inscrivent la sécurité des citoyens au cœur de leur manifeste. Après la libération, le souci de sécurité prend nettement de l'ampleur, accompagnant la valeur grandissante conférée à l'individu. La traque obsessionnelle du risque dans nos sociétés s'établit dans un contexte de sécurité relative des différents domaines où s'exerce la peur : environnement, technologie, social, santé.

Dans l'ambiance d'incertitude née de la crise sociale et culturelle amorcée dans les années 1970, le souci de sécurité a pris une dimension politique considérable, se muant même en, idéologie sécuritaire. Le risque est une mesure de l'incertitude il indique les incidences possibles d'un danger inhérent à une conduite ou une entreprise. Glissement de sens du terme « risque », passant de la référence d'une probabilité à celle d'une menace ou d'un danger est le symptôme d'une société hantée par des formes d'entraves et de malheur touchant la condition humaine. Toute perception du risque implique une forte connotation affective et le relais d'un discours social et culturel. La peur est moins liée à l'objectivité du risque qu'aux imaginaires induits. Pour les sensibilités contemporaines, le risque est un mot valise, un carrefour où se croisent des préoccupations ne laissant personne indifférent tant elles sont inhérentes à la vie de nos sociétés.

Les travaux considérables menés aujourd'hui autour de la société du risque analysent le risque sous un signe négatif, seul l'égide des dangers liés à la puissance de nos sociétés contemporaines, ils oublient que le risque dans certains domaines de l'existence peuvent être valorisé par l'individu. Le risque est une menace insidieuse et mauvaise que l'homme se doit de fuir, source de peur, d'angoisse, de fantasmes et il est posé en repoussoir au sein du lien social. La traque du risque en modifie la signification. Pourtant le risque est aussi une nécessité. Tomkiewicz⁹¹ rappelle que le risque est un moteur, il permet au monde d'avancer. De plus, la représentation du risque est subjective, comme le détaille Maryse Esterle-Hedibel : « le risque n'est pas évalué de la même manière par les individus selon leur âge leur sexe, leur catégorie sociale, leurs références culturelles »⁹². Chaque société définit sous la forme d'un consensus collectif, que les lois représentent plus ou moins fidèlement, la limite du risque acceptable. A ce propos, si Lascoumes estime « qu'il n'existe pas de risque en soi, il n'y a que des façons toujours spécifiques historiquement et culturellement d'appréhender les situations d'incertitude »⁹³, Lefaure et Moatti font néanmoins remarquer qu'un risque est perçu comme étant d'autant plus grave qu'il apparaît comme une menace pour la cohésion sociale⁹⁴.

La méfiance envers les « mauvais pauvres » est toujours de mise. Fruits d'une idéologie dominante basée sur le travail, l'utilité sociale et la hantise de l'errance des corps et des esprits, les représentations que notre société se fait des individus

⁹¹ TOMKIEWICZ S., *Les conduites de risque et d'essai*. Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence, 5-6 : 261-264, 1989.

⁹² ESTERLE-HEDIBEL M., *La bande, le risque et l'accident*, Paris, L'Harmattan, 1997, 260 p.

⁹³ LASCOUMES P ; *Construction sociale des risques et contrôle du vivant*, Prévenir, 1993, 15, 9-16.

⁹⁴ LEFAURE C, MOATTI JP. *Les ambiguïtés de l'acceptable*. Culture technique 1983, 11 ; 13-24.

qualifiés d'exclus et, par là, les traitements réservés à ces derniers, ont comme un air de déjà vu. Toujours à propos de sémantique, si des termes tels que « miséreux », « mendiants », « vagabonds » classifiant les plus démunis nous paraissent, aujourd'hui, désuets et même, parfois, péjoratifs. Ces termes ont pourtant bel et bien existé et fournissaient une représentation spécifique des individus ainsi désignés. La notion d'utilité sociale est très prégnante à cette époque et les formules telles que « inutiles au monde », « poids inutiles de la terre » sont souvent rencontrées dans les actes de condamnation des vagabonds ou dans les traités sur les « gueux ». La deuxième dimension se greffant à l'oisiveté, celle de l'errance, est traduite par l'emploi de la formule médiévale de « sans demeure fixe ». Il semble que le terme actuel de « SDF » (sans domicile fixe) ne soit pas si nouveau et qu'il porte un lourd héritage.

A l'aube du 21^{ème} siècle, nous sommes bien loin, à première vue, de ces classifications et des formules infamantes « d'inutiles au monde ». Néanmoins, c'est toujours l'absence d'inscription dans le jeu social par le manque d'emploi et/ou de domicile qui est au cœur du débat. Si les réponses sociales extrêmes comme l'emprisonnement ont disparu, c'est maintenant d'un manque de reconnaissance, d'un isolement social, que souffrent les individus exclus. Ainsi les termes actuels « d'insérables » ou de « non insérables » semblent pérenniser la distinction faite entre « bons pauvres » et « mauvais pauvres ». Les « insérables » regroupent les personnes appelées aussi « nouveaux pauvres »: commerçants ou chefs d'entreprise ayant fait faillite, personnes ayant toujours travaillé... Ici, la volonté de réinsertion n'est pas remise en cause, l'appartenance au corps social n'est pas sujette à discussion et la souffrance de ces personnes réduites à demander une allocation est considérée comme sincère. Il n'en va pas de même, au contraire, pour les individus jugés « non insérables », classification dans laquelle nous retrouvons les chômeurs de longue durée soupçonnés de tirer les ficelles de l'aide sociale, les marginaux, les alcooliques, les hommes sans domicile fixe, bref les « oisifs ». Apparaît ici un discours normatif jugeant le comportement de l'individu et nous retrouvons la dimension négative de l'individu sans travail et sans domicile c'est à dire sans inscription sociale. En même temps, est présente la suspicion: sur l'exclu ou le pauvre pèse, sans cesse, le soupçon, la culpabilité. Sa présence au sein du social semble entachée par cette notion de faute ou bien ce dernier serait lui même la faute et ce serait, par là, son droit d'exister (et nous renouons ici avec la question de l'invalidation sociale) qui constituerait cette faute.

Depuis les années 2000, l'on assiste à une inflation des pratiques sécuritaires tant au travers des discours politiques que médiatiques. Cette vision sécuritaire de la société a introduit une perception de menace, de dangerosité qui s'est peu à peu enracinée dans l'imaginaire symbolique au point de permettre la construction d'une réalité qui devienne la réalité. Périllisation⁹⁵, dangerosité, précaution un vocabulaire qui appelle le contrôle. Une idéologie qui commande des stratégies sécuritaires. L'insécurité se décline en plusieurs genres ; insécurité dans le bus, métro, école, quartier. Le discours de l'insécurité envahit peu à peu tous les domaines de la vie collective, se rend omniprésent et tend à se substituer à l'analyse de la réalité sociale. Le conflit tend à être à la fois diabolisé et entretenu, alimenté par les différentes représentations de l'insécurité. Or le conflit est un point nécessaire à la cohésion sociale, il est ce par quoi les individus qui s'affrontent sur les raisons d'être et les finalités de la société fondent l'espace social en se voyant comme adversaires au sein d'une même société.

⁹⁵ CASTEL R., *L'insécurité sociale, qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, 2003, 96p.

La notion d'insécurité ne parle pas de n'importe quelle violence. Il s'agit surtout de dénoncer à présent la violence qui est subie, celle de la victime. La violence comme étant celle des autres, des encombrants. Faire appel à l'insécurité, c'est forcément appeler le déploiement d'une violence légale, celle du pouvoir. L'insécurité appelle l'amplification du pouvoir coercitif, pénal et répressif. La répression est le pendant de tout discours sécuritaire. Ne vivons-nous pas d'ailleurs dans une société de plus en plus policée, de plus en plus sécurisée ?

1.3.3.2 Une société qui n'accepte plus les risques non « maîtrisés »

Si nous prenons le texte de loi sur la sécurité intérieure, nous pouvons y lire : « *Le sentiment d'insécurité est plus grand que la réalité inquiétante de la sécurité* »⁹⁶. N'y a-t'il que la voie pénale pour s'occuper des populations dites à problèmes ?

La mise en place d'une orientation policière et sécuritaire de l'état réduit ses fonctions régaliennes à leur plus simple expression: police, défense, justice. Pour A. Garapon⁹⁷ : « [...] les états exercent le pouvoir en jouant sur les peurs et le besoin de sécurité de leurs habitants sans construire un projet national commun susceptible d'être partagé par l'ensemble de la population ; la menace d'un risque potentiel et non plus les risques échus eux mêmes sont désormais suffisants pour justifier la mise en place de dispositifs qui auraient été jugés disproportionnés et liberticides auparavant ». Une société où règnerait non plus l'opacité mais la transparence avec une focalisation sur certains quartiers ou populations traduisant une certaine idée de la « dangerosité sociale ». La fabrication par suggestion d'un contexte anxiogène apparaît en fait au fondement des politiques sécuritaires. Sur un plan opérationnel, cela amène des mutations, avec l'introduction de réponses privées à l'insécurité perçue avec un marché de la sécurité en progression rapide, un recours à de nouveaux métiers et de nouveaux modes de lutte contre l'insécurité.

A ce stade, il est important de distinguer l'insécurité du sentiment d'insécurité. La première étant la base sur laquelle se construit le second. L'insécurité désigne d'une part et en suivant les paroles des individus qui la ressentent effectivement l'angoisse éprouvée face à un danger extérieur consistant une « menace réelle » laquelle peut être objectivée. Le sentiment d'insécurité définit d'autre part l'ensemble des représentations qui viennent s'ancrer sur cette même réalité, plus ou moins fidèlement⁹⁸.

Plus un espace est défensif plus il se trouve équipé de système de sécurité, plus il communique justement un sentiment d'insécurité. A ce sujet nous dit Castel, « il nous faut faire l'hypothèse que le sentiment d'insécurité et la présence de protections multiples ne s'opposent pas. L'insécurité n'est pas l'absence de protection mais plutôt son ombre portée. Notre univers s'est organisé autour d'une quête sans fin de protection, une recherche éperdue de sécurité »⁹⁹.

⁹⁶ Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure

⁹⁷ Audition de GARAPON A. (secrétaire générale des hautes études sur la justice), CNIL, 14 avril 2005.

(<http://www.cnil.fr/fileadmin/documents/approfondir/dossier/CNI-biometrie/CRAUDITIONGARAPON.pdf>)

⁹⁸ SAINT MARTIN A., *Lien social, sentiment, d'insécurité et rhétorique démagogique. Pour une restauration du politique*, Esprit critique, volume 4. n°5, mai 2002.

(<http://critique.ovh.org/0405/editorial.html>)

⁹⁹ CASTEL R., *L'insécurité sociale, qu'est-ce qu'être protégé ?*, op. cit.

« Le gouvernement prépare pour les prochains mois une grande loi sur la prévention de la délinquance », indiquait Dominique de Villepin, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales¹⁰⁰. Cette loi reposera notamment sur le principe de la sanction - réparation, à savoir avec le garde des sceaux, Dominique Perben souhaite apporter des réponses adaptées à la délinquance des mineurs et en particulier à la multi récidive. Cette loi a deux objectifs :

- Accroître l'efficacité des moyens entre l'Etat et le partenariat avec les communes.
- Consacrer le maire dans sa fonction de pilote dans la coordination et l'animation de la prévention.

Cet avant projet de loi reposait notamment sur deux points essentiels :

1. Privatiser la sécurité. il s'agit notamment d'inciter par des mesures fiscales les citoyens à investir dans la sécurité via des crédits d'impôts, des défiscalisation, ainsi ceux qui embaucheront des gardiens d'immeuble pourront bénéficier d'exonération.
2. Sécuriser la sphère privée avec, notamment, extension du champ de la vidéo surveillance.

Si l'article 10 de la loi du 21 janvier 1995 autorisait le système de vidéo surveillance dans les espaces publics, mais ne pouvait concerner la sphère privée, dans l'avant projet de loi contre la délinquance, l'autorisation est donnée de filmer les images relatives aux entrées, cages d'escalier et toute autre partie commune. A ce propos, la vidéo surveillance des rues ou des parkings concernent 388 communes en France avec un budget de 100000 euros par commune. Un marché qui risque de se développer car le projet de loi sur « la prévention de la délinquance » accorde des réductions d'impôts en cas d'installation de caméra dans les immeubles collectifs. Autre point qui laisse interrogateur, seuls, avant, les acteurs judiciaires sur réquisition pouvaient avoir accès aux images ; aujourd'hui ; elles pourraient être données aux autorités administratives, même sans instruction.

A ce propos, il nous paraît intéressant de faire part d'une étude réalisée à Montpellier sur les tenants sécuritaires privés révélant en quoi les gestionnaires, des sociétés privées, menant elles mêmes leur étude diagnostic, font ensuite des propositions à l'égard de la justice, du local et auprès des travailleurs sociaux pour garantir la sécurité dans les villes. Les trois axes proposés proposent de passer d'un contrat local sécurité informatif à un contrat local sécurité opérationnel, à savoir :

- passer au nominatif
- créer des chartes de déontologie
- mise en place d'adultes relais pour suivre les familles en difficultés.

A souligner qu'ils n'hésitent pas à parler en termes de « sous parties de la population ». Ce qui est inquiétant est qu'ils s'inscrivent dans « l'air du temps » que préconise la grande loi de la prévention de la délinquance, à savoir un soutien aux maires de leurs projets de sécurisation par vidéo surveillance. Pour Garapon¹⁰¹, nous entrons dans un nouveau paradigme où l'état doit prendre en compte le mouvement des populations. Michel Foucault dénonçait la surveillance, le panoptique et l'état omniscient qui réduirait un pays à une immense institution à vocation disciplinaire,

¹⁰⁰ Congrès des Maires des Grandes Villes de France, 7 octobre 2004. Source www.intérieur.gouv

¹⁰¹ Audition de GARAPON A., op. cit.

capable de contrôler l'intériorité des personnes. Or, ce n'est plus dans cette logique que nous nous situons

1.3.4. De l'intériorité à la mobilité : nouvelle logique moderne ?

Il semblerait que ce ne soit pas tant l'intériorité des individus qui inquiètent l'état que leur mobilité. Pour répondre aux nouvelles menaces, les autorités souhaitent se doter d'outils permettant de localiser les personnes et in fine d'opérer une véritable traçabilité en temps réel sur l'ensemble de leur mouvement. **Cet avant projet de loi faisait également référence au champ de l'urbanisme, et à ce titre cette nouvelle urbanisation dans le cadre d'une politique de sécurité avec fermeture d'impasse, nouvel éclairage, changement du mobilier urbain soulève dans ce contexte politique une question cruciale : S'agit-il de chasse aux pauvres ou d'un mieux vivre ensemble sous couvert de renforcer la sécurité et la tranquillité publique ?**

Les structures découlant de l'ensemble des politiques locales de sécurité développées en France depuis 20 ans, des Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance (C.C.P.D.) aux contrats locaux de sécurité, sont géographiquement concentrées sur les quartiers populaires rebaptisés pour l'occasion quartiers « sensibles ». N'assistons-nous pas à l'occultation des causes sociales des désordres, traduction d'une dangerosité sociale de ces quartiers et de leurs habitants avec une analogie possible avec l'idéologie des classes populaires comme classes dangereuse de la fin du 19^{ème} siècle ?

Renforcer le sentiment de sécurité et de tranquillité publique se traduit notamment par la lutte contre les appropriations abusives à l'abord des gares, des stations de métro ou de tramway, sur la voie publique. Ainsi, l'analyse des mains courantes du début de l'an 2000 à la fin 2002 du 14^{ème} arrondissement de la ville de Paris ont pour objet les dégradations, les nuisances, présences d'indésirables, les animaux errants qui correspondent à des comportements participant au sentiment d'insécurité. Les personnes indésirables concernent les groupes de jeunes dans les halls d'immeuble ou sujets SDF dans les parties communes. D'autres comportements présentant un caractère particulièrement visible pour la population tels que la prostitution, les ivresses publiques ou voitures épaves. La présence de sujets SDF dans les stations de métros contribue aussi à renforcer le sentiment d'insécurité. Les mendiants, quelque fois agressifs, renforcent le malaise ressenti par l'ensemble des voyageurs.

Avant d'interroger le modèle français et de tenter de répondre à notre questionnement, à savoir le retour « de la chasse aux pauvres », qu'en est-il d'un point de vue transculturel.

Selon Mike Davis¹⁰², **aux Etats-Unis**, il s'agit d'une croisade sécuritaire qui a pour effet systématique et inéluctable la destruction des espaces publics accessibles à tous. Symptôme criant de leur dévaluation, le terme de personne à la rue – street person – est aujourd'hui couvert d'opprobre. Pour réduire les contacts avec les intouchables, les urbanistes ont transformés des rues qui étaient largement voués aux piétons en un simple réseau d'évacuation des flux automobiles. Quand aux parcs, ils sont devenus des zones de transit pour les sans-abris et les miséreux. Comme l'ont constaté de nombreux critiques, la ville américaine est systématiquement évidée de ses espaces publics au

¹⁰² DAVIS M., *City of quartz*, Pimlico, 1998, 480p.

profit d'espaces spéculatifs, regroupés au centre- méga complexes, centres commerciaux, où chaque activité a un espace monofonctionnel, où les rues n'ont plus de perspectives et où la circulation est internalisée dans des couloirs de sécurité sous l'œil des polices privées. A cette privatisation du domaine public et architecturale répond une mutation parallèle de l'espace électronique : les réseaux d'information à péage, les banques de données réservées à certaines élites... Les sans-abri reçoivent une formation pour acquérir des compétences dans la vie quotidienne au lieu d'une formation professionnelle. Ceux qui n'arrivent pas à se procurer ces services limités ou qui sont marginalisés par le système actuel sont considérés comme des « résistants aux services sociaux ». Le fait de dormir dans la rue est illégal et de plus en plus dangereux. Mise en application des règlements de la propriété privée de manière à ce que les villes puissent contrôler les espaces publics. Il s'agit de préserver les « biens publics ». Plaidoyer pour la « qualité de vie urbaine et les mesures de sécurité dans la rue ». La criminalisation masque l'exclusion sociale des sans-abri sous le couvert des intérêts de la sécurité publique. Par exemple, à San Francisco, le conseil municipal a lancé une campagne médiatique contre les mendiants : affichage de petites annonces sur les taxis et bus en liant les dons aux mendiants à l'accoutumance à la drogue ou à l'affaiblissement de l'activité locale. Ainsi, si des sans-abris sont arrêtés pour « violation de la qualité de vie » telle que l'obstruction des trottoirs, il y a une inscription au casier judiciaire, ils ne peuvent donc pas trouver un travail, ni déposer leur candidature pour un logement locatif ou fixe, pas accès à certains services d'urgence tels que le logement ou le soutien du revenu. Les pratiques d'occupation s'inscrivent dans un rapport de force mues par des intérêts divergents.

En Inde, à New Delhi des textes de loi confèrent des pouvoirs très étendus aux autorités municipales et de police pour appréhender les sans abris sur la base de notion assez subjective de « nuisance publique », d' « obstruction de l'espace public » et d' « intrusion » ou encore dans le cadre des mesures de prévention de la mendicité¹⁰³.

En **Grande Bretagne**, le sans-abrisme disparaît de plus en plus du champ politique pour être remplacé par la question du comportement anti-social.

L'**Autriche** n'a que très récemment reconnu l'absence d'un domicile fixe comme un problème social et ce n'est qu'après la loi de 1974 qu'on a cessé de considérer ce manque de logement comme un acte criminel punissable par la loi.

Au **Japon** le sans-abrisme demeure stigmatisé et associé à la paresse. La définition couvre seulement ceux qui ont un toit où sont sans domicile, ce qui rend difficile une approche préventive. Ne manque-t-il pas ceux qui vivent dans un logement précaire ou inadéquat. Le Japon offre un spectacle immaculé et propre où l'on ne peut s'empêcher de se demander quelle est la place laissée, aux sujets SDF, sales et vivant par terre. Nous les découvrons à l'ombre d'une bretelle de rocade, dans la pénombre des passages sous terrains ou au rez-de-chaussée, la gare de Shinjuku. Vivant dans des cartons véritables parias qui ne sortent presque jamais à la lumière. Ils sont redoutés par leur comportement imprévisible. Ils ne mendient, pas, ils ne vendent rien et pourtant ils semblent survivre.

¹⁰³ Voir par exemple The Beggary Prevention Act, et dans le cas de Delhi en particulier : The Delhi Municipal Corporation Act, 1957 et The Delhi Police Act, 1978. in DUPONT V., *les sans abri d'Old Delhi ; Insertion urbaine et stratégie économique*, Culture et Conflit, n°35, 1999, pp143-172. (<http://www.conflicts.org/document169.html>)

1.3.4.1. Le nouveau mobilier urbain : une insidieuse et silencieuse expulsion des exclus ?

Nous n'avons pas la prétention de dresser une liste exhaustive des actions menées mais de nous arrêter sur quelques unes. Cela commence avec l'aménagement des bancs, dans la gare de Nantes, qui sont à présent conçus de telle façon, qu'on ne puisse pas s'y tenir allongé ; quand ce ne sont pas les plantes vertes, non odorantes, qualité par rapport à certains indésirables, qui les remplacent. Chacun de nous a pu voir une de ces personnes devoir effectuer des poses acrobatiques et douloureuses pour dormir un peu sur des bancs hérissés d'accoudoir diaboliquement placés ou encore bombés d'une méchante façon. Il y aussi l'existence de chaises « anti-ergonomiques » érigées dans le centre ville de Nantes, dans des rues piétonnes autrefois fréquentées par le sujet SDF, pour décourager ceux qui entendent se reposer un peu. Nous trouvons aussi des sièges roidement séparés ou tournant le dos, ce qui empêche évidemment toute éventuelle scène de convivialité ou d'enlacement jugée désobligeante. Sur une des plus grandes places de Nantes, afin d'empêcher tout regroupement, sur les marches qui entouraient les seuls arbres de la place des barrières ont été disposées, certaines en bois, d'autre en aluminium afin de dissuader tout ceux que l'envie aurait pris de s'installer là¹⁰⁴.

Nous nous souvenons d'une intervention sur « L'approche socio-historique de l'errance » auprès d'étudiants futurs assistants sociaux dont certains ne voyaient dans mon récit sur « le nouvel ordre esthétique » que l'expression de fantasmes ou un manque d'objectivité par rapport à notre sujet de thèse. Peu après, lors d'une seconde intervention, un étudiant avait voulu témoigner du fait qu'il avait pu mesurer, en se rendant dans divers lieux publics, de ce que nous avons dépeint quelques jours auparavant. Cet aménagement urbain n'est pas propre à la ville de Nantes, en effet des villes comme Rennes¹⁰⁵ et Paris sont aussi concernées.

Ainsi ce sont aussi deux témoignages de citoyens¹⁰⁶ ayant interpellés leur maire concernant des aménagements urbains dans le 10^{ème} arrondissement de Paris. Le premier rapporte, avec photographies à l'appui, comment des parpaings ont été posés par les copropriétaires d'un immeuble devant une descente de garages, sur le coté d'un parking afin d'empêcher que des sujets SDF viennent y passer la nuit. L'autre témoignage est relatif à des plots plantés devant des magasins, leur fonction semblant être d'empêcher des sujets SDF de s'allonger là pour passer la nuit. La réponse de la mairie d'arrondissement fut qu'il n'est pas nécessaire de solliciter un permis de construire auprès des services de la mairie de Paris. De plus, savoir que seule la ville de Paris est compétente pour instruire et délivrer les permis de construire. La mairie d'arrondissement n'est uniquement consultée pour avis pour chacun d'eux au même titre que d'autres institutions ; s'il s'agit de faibles travaux, cette formalité n'est pas obligatoire, une simple déclaration de travaux est nécessaire. La ville de Paris pourrait s'opposer aux travaux concernés qu'en vertu des critères d'urbanisme et de conformité au plan d'occupation des sols ; **toute opposition autrement motivée, notamment pour des motifs éthiques serait attaquantable** devant le tribunal administratif pour « excès de pouvoir », annulée et le permis de construire accordé par le tribunal administratif.

¹⁰⁴ Se reporter à la photo n°27 en annexe 9.

¹⁰⁵ JANSON A.-L., *Enjeux d'urbanisme et de sécurité : le réaménagement de la place Sainte-Anne au centre-ville de Rennes*, Institut d'Etudes Politiques de Rennes, Séminaire Action locale, 2002.

¹⁰⁶ DE JONCKHEERE P., HASSELMANN D., *Habitat pour les SDF*, 12 janvier 2004. (http://www.remue.net/article.php3?id_article=228)

Un autre article¹⁰⁷ signale que, le 1^{er} juillet, une boulangerie de Toulouse a fait signer une pétition dont le but « est de virer les SDF » de Saint Aubain et du centre-ville ; déjà 300 signatures sont apposées. Le déclin des centres-villes a même été mis en relation avec la concentration des itinérants dans ces secteurs, fortement associés à une pauvreté perçue comme permanente et dangereuse. Nous retrouvons le même mouvement qu'outre atlantique, où le déclin des centres villes ayant été mis en relation avec la concentration des itinérants associés à une pauvreté perçue comme permanente et dangereuse, où une association a mené à une série d'interventions et d'actions visant plus ou moins explicitement l'exclusion des itinérants afin de redonner à la ville une esthétique conforme aux normes du marché¹⁰⁸. Les exemples les plus frappants qui découlent de ces préoccupations économiques sont ceux qui ont acquis une très grande visibilité par leur ampleur, l'approche coercitive qui fut privilégiée et leur grande couverture médiatique. Alors que les écrits ayant porté sur ce sujet sont majoritairement issus de la littérature américaine, la ville de Montréal a également connue ce genre d'opération à l'occasion des Jeux olympiques, en 1976, avec le délogement des habitués du square Saint-Louis lors de l'établissement de la rue piétonnière Prince-Arthur, la chasse aux itinérants qui, en hiver, avant 1988 se tenaient sur les grilles de retour d'air chaud de la Place-des-Arts ou du Holiday Inn. Ces opérations se justifiaient par la même logique d'une population de marginaux, mal vêtus, sales, impolis, intoxiqués et quêtueux gênant la circulation des bonnes gens. Ils font fuir la clientèle des commerçants, ternissent l'image touristique de Montréal et contribuent à l'augmentation de la criminalité dans le centre-ville. Il faut les chasser ou les cacher¹⁰⁹.

Il n'y a toutefois pas que ces opérations très coercitives qui visent à repousser les itinérants à la périphérie de la ville. Les manœuvres sont multiples et les visées ne sont pas toujours aussi explicites. À Montréal par exemple, le changement de statut de la place Berri à celui de parc Émilie-Gamelin a permis, par le biais de la législation municipale, d'interdire l'accès du lieu la nuit¹¹⁰, un lieu très fréquenté par les itinérants et considéré à risque pour la vente de drogue, l'échange de seringues, les attroupements, la qualité des lieux, et par extension, le sentiment de sécurité. Outre la voie législative, d'autres interventions ont par ailleurs été menées. Par exemple, des modifications physiques des lieux ont été entreprises afin de contrôler les faits et gestes lors des heures d'ouverture. Les bancs publics ont ainsi été pour la plupart enlevés et ceux qui les ont

¹⁰⁷ SANCHIZ B., *commerçants contre SDF*, Internet, 1^{er} juillet 2004.

(http://toulouse.indymedia.org/article.php3?id_article=553)

¹⁰⁸ DAVIS M., *Afterword – A logic like hell's : beeing homeless in Los Angeles*, UCLA, law review, 39, 325-32, 1991

MITCHELL D., *The annihilation of space by law : the roots and implication of anti-homeless laws in United-States*, Antipode, 29(3),303-335, 1997

SIMON H., *Towns without pity: A constitutional and historical analysis of official efforts to drive homeless from American cities*, Tuilane law review, 66, 632-676, 1992.

WALDRON J., *Homelessness and the issue of freedom*, UCLA, law review, 39,(295), 295-324, 1991 in LABERGE D., LANDREVILLE P., MORIN D., CASAVANT L., *Le rôle de la prison dans la production de l'itinérance*, Collectif de Recherche sur l'Itinérance, Rapport de recherche soumis au conseil québécois de la recherche sociale, septembre 1998.

(<http://www.unites.uqam.ca/CRI/publications/prison.pdf>)

¹⁰⁹ CHAREST R., GAGNE J., *le nettoyage du parc Berri*, Relations, 627, 11-14, 1997 in LABERGE D., LANDREVILLE P., MORIN D., CASAVANT L., *ibid.*

¹¹⁰ HAMEL P., *Avènement de la police communautaire. Quel impact sur les personnes marginalisées ?*, Réseau-info (RAPSIM), 12(1), 6-7, 1996 in LABERGE D., LANDREVILLE P., MORIN D., CASAVANT L., *ibid.*

remplacés ont été redessinés de telle sorte que leurs usages soient limités¹¹¹. Ces manœuvres, qui ont pour but de réduire l'attraction du lieu pour les personnes itinérantes, permettent par ailleurs à la ville de se donner un levier pour expulser en toute légalité toute personne qui ne répond pas aux critères esthétiques de la ville. Les personnes itinérantes adoptent des comportements qui sont parfois jugés bizarres, non appropriés, incongrus, le signe d'une maladie mentale ou d'une intoxication et ce sont ces comportements qui font l'objet d'un repérage¹¹².

Entre le coercitif et le caritatif.

En France, la confrontation aux phénomènes de la grande pauvreté et de la grande exclusion sociale, liées entre autre à la montée de l'insécurité, amène à répondre à l'urgence mais aussi aux phénomènes d'insécurité. Se renforce un phénomène de stigmatisation du fait que les victimes de l'exclusion sont aussi victimes mais aussi auteurs de problèmes d'insécurité. Devant toutes ces problématiques, les contrats de sécurité sont nés avec un volet social et un volet sécuritaire

Sur le site de la mairie de Paris, au chapitre de la recrudescence des SDF dans le premier arrondissement, nous pouvons y lire parmi les mesures à prendre pour soulager le problème des SDF : « dans le même souffle que de créer des structures paramédicales pour venir en aide aux personnes en difficulté, lutter contre les appropriations abusives (parkings, espaces commerciaux, voie publique). Restaurer le sentiment de sécurité auprès des riverains. Aménagement de mobilier urbain adapté permettant la réimplantation de bancs, tout en évitant le phénomène de stagnation de personnes en difficulté dites « SDF ». En prenant soin du bon fonctionnement du mobilier urbain, en veillant à la qualité et à la maintenance de l'éclairage des accès, au marquage des espaces privatifs, les gestionnaires manifestent leur attention à l'égard de la population et apparaissent comme des tiers attentifs et responsables plutôt que comme des instances répressives. Les habitants en reçoivent une image d'eux-mêmes plus gratifiante. Il y a là une idée de médiation institutionnelle par la présence d'équipement, de service.

Cela n'est pas sans faire écho à ce qu'écrivait Foucault « la révolution, son problème n'a pas été de faire que les gens soient punis mais qu'ils ne puissent même pas agir mal tant ils se sentiraient plongés immergés dans un champ de visibilité totale où l'opinion des autres, le regard des autres, le discours des autres les retiendraient de faire le mal ou le nuisible »¹¹³. Mais ne retrouvons-nous pas une peur qui a hanté la seconde moitié du 18^{ème} siècle, ce serait l'espace sombre, l'écran d'obscurité qui fait obstacle à l'entière visibilité des choses, des gens, des vérités. Dissoudre les fragments de nuit qui s'opposent à la lumière, faire qu'il n'y ait plus d'espace sombre dans la société, démolir ces chambres noires où se fomentent l'arbitraire politique. Des transparences et des visibilités qu'on essaie d'établir. Le règne de l'« opinion à l'époque » est un mode de fonctionnement où le pouvoir pourra s'exercer du seul fait que les choses seront vues et que les gens seront vus par une sorte de regard immédiat, collectif et anonyme. Le projet de Bentham (le panoptique), il donnait applicable la formule d'« un pouvoir par transparence », d'un assujettissement par mise en lumière ».

¹¹¹ Par exemple, la conception de bancs empêche quiconque de se coucher dessus. De plus, un règlement municipal interdit au public de «...se tenir debout sur les bancs, de s'y coucher ou d'y occuper plus d'une place assise (...)» (Règlements reconduits de la Ville de Montréal, règlement sur les parcs CP-3).

¹¹² LABERGE D., LANDREVILLE P., MORIN D., CASAVANT L., op. cit.

¹¹³ FOUCAULT M., *Dits et écrits 1976-1979*, Tome III, Paris, N.R.F., Gallimard, 1994, 833 p.

Bentham est le complémentaire de Rousseau celui d'une société transparente, à la fois visible et lisible en chacune de ces parties, qu'il n'y ait plus de zones obscures, de zones aménagées pour le désordre, que chacun du point de vue qu'il occupe puisse voir l'ensemble de la société. Aujourd'hui, la propreté urbaine semble constituer un nouvel objet et enjeu.

1.3.4.2. De l'hygiénisme au nom de la sécurité...

Toutes les sociétés ont stigmatisé le vagabond parce qu'il ne se plie pas, à l'ordre, au droit, il ne peut être que malfaisant puisque ses moyens élémentaires de subsistance ne sont pas licites ; subsistance matérielle comme nourriture mentale et intellectuelle. Souvent associé au maquereau souteneur dans l'imaginaire bourgeois du 19^{ème} siècle, il apparaît comme le parasite enclin au larcin et à la rapine. « Aller au vague » en argot c'est rôder avec l'intention de dérober si l'occasion s'en présente.

Comme nous avons pu le voir avec la souillure et le bannissement, réprimer devient purifier, la purification est, ici, sociale et non ethnique. En effet, à ces figures de la démesure vient répondre un excès de propreté, de prophylaxie, d'ordre tendant à ce que les espaces publics soient régis par l'idéal publicitaire d'un espace clean, lisse, nickel, c'est à dire à partir des normes qui définissent les lieux domestiques. **L'hygiénisme s'est inscrit dans le cadre de la ville à partir des théories de la contagion et de l'infection. Il s'agit d'évacuer le sale, de faire circuler l'ordure, êtres ou choses. La distinction entre salissures – mégots, papiers, emballages – et souillures corporelles – excréments, urines, vomis – recoupe souvent, dans les discours celle d'une logique de foules et celles d'une logique de publics.**

Aujourd'hui, à côté des tags et autres graffitis, il est d'autres figures de la saleté post-hygiéniste : non seulement les « bons vieux clochards » mais encore tous les exclus de la société duale aux dénominations incertaines (SDF, sans-abri, fin de droits, mendiants) qui trouvent dans l'espace public un lieu de refuge et de reconnaissance. Du chiffonnier à l'image traditionnelle du clochard, il y avait une certaine continuité où, considérés historiquement comme archétype du sale, ils ont constitué des personnages inspirant la phobie. Encore aujourd'hui, le clochard hirsute, ivrogne, abandonné, fait le vide autour de lui par la puanteur qu'il dégage et le dégoût que sa déchéance inspire. **Mais si sa présence a pu être longtemps tolérée pour constituer un élément du spectacle urbain dans sa capacité d'haranguer les foules,** les exclus aujourd'hui offrent une toute autre image. Ces derniers alimentent aussi l'angoisse collective en donnant à voir l'autre pôle d'une société de succès, le pôle de l'échec et de l'oubli dont la virtualité renvoie à la fragilité du « sujet » dans une dimension individuelle ou collective.

Une société essentiellement articulée sur la norme implique un système de surveillance et de contrôle, une visibilité incessante, une classification permanente des individus, une hiérarchisation, une qualification, l'établissement des limites, une mise en diagnostic. La norme devient le critère de partage des individus. L'hygiène sociale est au nom de la propreté, de la santé, on contrôle les emplacements des uns et des autres. Comment la logique punitive et dichotomique de la loi et l'ordre gouverne la gestion des mauvais pauvres ou pauvres inutiles, c'est-à-dire la fraction la plus visible ?

L'esprit sécuritaire a envahi le corps social et s'est traduit par une frénésie législative (loi de sécurité intérieure, loi sur la prévention de la délinquance, loi sur le

contrôle de l'immigration) avec l'objectif de répondre à un sentiment d'insécurité. Ainsi, nettoyer la misère consiste aussi à faire disparaître tout ce qui est visible dans l'espace public et qui choque ou dérange le passant : prostituées, mendiants, vagabonds. Ne s'agit-il pas avec la montée de ces lois sécuritaires de masquer le démantèlement de l'Etat social ? Des lois sécuritaires qui pour Evelyne Sire Morin, magistrat, membre du syndicat de la Magistrature et de la fondation Copernic¹¹⁴ ont deux objectifs communs :

- Identifier et contenir les populations inutiles pour l'ordre économique, les classes non laborieuses (chômeurs, mendiants, prostituées, nomades) conçues comme des classes dangereuses).
- Traiter pénalement les questions sociales en marginalisant l'autorité judiciaire, afin de passer du traitement artisanal actuel de la délinquance par la justice à un traitement de masse industriel cogéré par les autorités administratives.

De plus, à la façon dont les médias et les élus parlent des SDF mais aussi des prostituées, tous ceux par ailleurs que l'on nomme comme à Nantes, les « Nantonnais » ne risque-t-on pas de les déshumaniser, de les massifier, de nier leur identité, leur parcours ? D'où le danger de voir, la mendicité, l'exclusion, la prostitution traités comme un trouble à l'ordre public.

SDF, vagabonds, mendiants, prostituées comment comprendre et reconnaître la diversité de vie d'une population lorsque les mots enferment et emprisonnent ? Cela confère un statut « d'étranger » avec la représentation d'une classe dangereuse. Or les voyageurs ne sont pas des gens de nulle part. Pour voyager, il faut habiter. L'itinérance n'est pas l'errance. L'ailleurs, inséparable du nomadisme est le lieu.

Après nous être attachés aux territoires de rue, au fonctionnement social et aux représentations ou ressentis sociaux, et, pour reprendre l'expression de Bonetti, « **Bunkérisation ou embellissement de l'espace** »¹¹⁵, il semblerait que le problème de sécurité donne lieu à deux types de philosophie. Une philosophie de la bunkérisation qui débouche sur le développement des espaces carcéraux – mettre en places des clôtures, des miradors ou chiens policiers ». Ainsi, pour Castel, l'insécurité sociale se traduit désormais par une demande de sécurité civile sur la protection des biens et des personnes de rue qui dérangent et menacent. A l'inverse, la seconde philosophie ne rejette pas l'utilisation des clôtures mais crée en priorité des clôtures symboliques en travaillant sur l'espace paysager.

Il paraît crucial de tenir compte que la rue participe à la production de ces nouvelles formes de territorialité en délimitant et reliant les îlots, les quartiers qui composent la trame urbaine. Elle opère une séparation entre l'intérieur et l'extérieur, le privé et le public, le familial et l'étranger. La rue sépare, la rue met en relation, elle est un lieu de convivialité mais aussi de clandestinité. **Elle offre aux groupes et individus un lieu propice à la mise en scène d'une représentation de soi.** Elle devient le domicile des sans-abris. Ainsi la mobilité, la précarité, les modèles familiaux et les modes de sociabilité, le rapport à la rue sont autant de facteurs qui façonnent des pratiques et des représentations socio spatiales dont la configuration est instable. En raison de cette variabilité, nous aborderons avec prudence l'appréhension de l'espace

¹¹⁴ SIRE-MARTIN E., *A quoi servent les lois sécuritaires*, Copernic Flash, mai 2004.

(<http://www.fondation-copernic.org/CopernicFlash-LoisSecuritaires-05.04.pdf>)

¹¹⁵ BONNETTI M., in LOCHE B., MARTIN C., Collectif, *L'[in]sécurité dans la ville – changer de regard*. Editions l'œil d'or, Essais et entretiens, Paris 2002, 160 p.

vécu par les populations marginales. Les pratiques de la rue ne servent-elles pas de support à la mise en scène du rapport entre soi et autrui ? « La rue comme tous les espaces interstitiels, a valeur de territoire refuge qui permet de se soustraire à la visibilité et à la transparence sociale »¹¹⁶. La rue prise dans cette acception d'espace interstitiel peut ouvrir à des réflexions de préconisations sur le mode de l'analyse institutionnel développé par des auteurs tels Roussillon, Kaes, ou encore Fustier.

A travers leur appropriation de certains secteurs de la ville, les sujets SDF, les prostituées mais aussi les toxicomanes, non réellement pris en compte ici, ne collaborent-ils pas à une nouvelle composition du paysage urbain et ne contribuent-ils à brouiller les frontières entre le dedans et le dehors ? Ainsi, avec l'émergence de leurs territoires, nous assisterions à l'externalisation du privatif et l'internalisation du public. C'est à partir de la visibilité physique qu'ils font parler d'eux ; celle-ci concerne le corps et constitue une scénographie du corps dans les espaces publics. Ainsi, nous dit Djemila Zeneidi-Henry. « L'évocation du territoire doit-elle se faire à travers l'éclairage de la territorialité et par le biais du langage corporel »¹¹⁷. Nous y reviendrons lors de notre deuxième partie.

L'erreur de la pensée hygiéniste au 19^{ème} siècle, et surtout de la pensée fonctionnaliste de la charte d'Athènes, a été de croire que rendre la ville fluide et les traces lisibles, concevoir des lieux séparés par des fonctions séparées, bref, procéder à une mise en ordre physique des espaces urbains favoriserait l'avènement d'un nouvel ordre social. Or les rapports entre les formes de l'espace et les pratiques sociales relèvent d'interrelations complexes. En clarifiant l'espace à l'extrême, nous stérilisons ses qualités symboliques et imaginaires.

Le territoire est fortement investi des valeurs des groupes qui l'occupent et fortement marqué socialement. Ces éléments se traduisent par des formes d'appropriation symbolique¹¹⁸ du territoire ayant des effets réels autant sur l'acceptabilité que sur l'accessibilité des dispositifs tels les maraudes du Samu Social, les missions sur le terrain d'aides aux personnes prostituées et autres programmes d'échanges de seringues. Des frontières sociales « territorialisées » se construisent, redessinent les limites et sous tendent des stratégies de défense du territoire liées à des stratégies identitaires. Cette dimension symbolique de l'espace constitue une composante importante des processus d'identification collective d'un groupe social qui le revendique comme « sien » et le défend par rapport au socialement « autre ». Dans cette perspective, la régulation de l'accès, la question de la légitimité, ou non, à l'arrêt et au séjour sur un espace ou sur un territoire renvoie à la problématique des rapports sociaux et de fait sujette aux luttes socio-politiques. Entre l'hostilité et l'hospitalité, nous avons une subtile graduation de l'espace public qui oblige à tenir son carnet de route afin de se mouvoir plus aisément en chaque lieu. L'identité affichée ou accolée par la stigmatisation « SDF », « clochard » qui leur sert à trouver ces places précaires sur l'espace public les marque bien au delà que ne le ferait une carte officielle. Le dehors de l'exclu semble creuser le dedans des champs et des espaces sociaux. D'où la désorientation, le farouche attachement au quartier, au coin de rue quotidien qui suffit à

¹¹⁶ FISCHER G. N., 1997.

¹¹⁷ ZENEIDI-HENRY D., *Les SDF et la Ville – Géographie du Savoir Survivre*, Bréal, D'autre part, 2002, 288 p.

¹¹⁸ BASSAND M., *Villes, régions et société*, Lausanne, Presses polytechniques romandes, 1982 in BENECH-LEROUX P., *L'implantation des programmes d'échange de seringues : entre acceptabilité et accessibilité*, Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales, n°88, 2001. (http://www.cesdip.org/IMG/pdf/EDP_no_88.pdf)

lui-même pour les identifier. Cette radicale insularité du lien au territoire dérouté. Leur présence dans des endroits précis de la ville vient marquer les modes d'être et démarquer les personnes du collectif des résidents ordinaires.

Les figures du mendiant, de la prostituée représentent une identité incertaine, évoluant dans des zones non contrôlables. Ils circulent et, en cela, ils sont dérangeants ; amenant, ainsi, suspicion et méfiance vis-à-vis de pauvreté en lien avec la mobilité. Alors que la prostitution est le monde de l'ombre et de la nuit, la mendicité commence à l'aube. Où sont-ils la nuit ? Question d'autant plus cruciale que la nuit est souvent associée à la transgression des normes. Pour Gaston Bachelard, à la noirceur sont liés l'agitation, l'impureté et le bruit. La nuit tombe et le jour se lève. Le sentiment d'insécurité, pas forcément proportionnel à l'insécurité objective croît avec le noir. L'obscurité nous soustrayant à la surveillance de l'autre et de nous même, elle serait plus propice que le jour aux audaces inavouables voire aux entreprises criminelles. Profitant de l'obscurité, certaines activités humaines frisant les interdits s'y exercent dans un clair obscur semé d'embûches. L'imaginaire saisit ces comportements illicites pour dresser une fantasmagorie de la nuit, face cachée du jour où la prostituée et le malfaiteur ont leur place à côté du veilleur de nuit et du clochard.

Ce qui est très clairement affiché par les municipalités est de régler ces populations problématiques sans jamais les rencontrer. Ainsi lors de troubles du comportement, intervention sur le mode répressif, exiger que ce bruit s'arrête ici et maintenant (où qu'il se poursuive ailleurs), symptôme social et symptôme d'une souffrance psychique. Il est assourdissant et nous empêche de nous entendre. C'est un choix de société que d'ordonner de se taire mais pour combien de temps ?

Cette interrogation sur le mouvement de criminalisation de la pauvreté et de désresponsabilisation de la collectivité nous a permis d'étudier les notions de sécurité, d'insécurité, à ce propos important de souligner que des travaux de recherche mettent en évidence le fait que le sentiment d'insécurité avec celui de se percevoir en sécurité ne se limite pas à l'appréhension des faits de délinquance¹¹⁹. **De même l'équation ordre public et cohésion sociale : cette notion d'ordre public dans le cadre d'un mandant municipal est ou devrait être subordonnée à une notion plus englobante qui fonde une politique globale : assure la cohésion d'un territoire. Et si une politique de sécurité est nécessaire pour assumer cette cohésion, elle ne peut y être réduite à une assimilation entre politique de sécurité et ordre sur la voie publique.** Une notion nous paraît absente dans cette réflexion : Qu'en est-il de la sûreté telle que définie par Montesquieu qui consiste à la fois à, défendre la vie contre d'éventuelles menaces extérieures mais aussi à protéger l'individu contre l'arbitraire du despote ? En effet si nous prenons la déclaration de 1789, avec la notion de sûreté, il s'agissait de protéger le citoyen de l'arbitraire. N'assistons-nous pas à un retournement, ne va-t-on pas complètement à l'arbitraire avec l'insécurisation ?

Ce « voyage » à travers l'histoire pour étudier le traitement de ceux que nous pourrions qualifier d'indésirables nous a permis de souligner l'attitude médiévale qui tolère le mendiant et rejette les vagabonds et la position moderne qui accepte l'indigent sédentaire et repousse l'errant. A l'aube du troisième millénaire, des villes comme Avignon voient resurgir l'image du « bon » pauvre, le pauvre familial ou le SDF domicilié de façon précaire opposée à celles de ces nouveaux errants venus d'ailleurs. Un des

¹¹⁹ CHEVALIER L., *Classes laborieuses, et classes dangereuses*, op. cit.

adjoints au maire considère ainsi que « l'interdiction de la mendicité ne concerne pas nos propres sans-abri. Nous les connaissons, poursuit-il, ils sont vraiment dans le dénuement. Ce dont nous avons assez, c'est de ces bandes d'européens errants, ces individus crasseux qui ont la bière mauvaise. S'ils deviennent agressifs, c'est que pour eux, la mendicité est un travail d'été »¹²⁰. La Ville est enlisée dans l'alternative enter accueil et renvoi.

« Chez les hommes secourables et bienfaisants, on rencontre presque invariablement cette lourde astuce qui commence par accommoder à son gré celui qu'on veut secourir. On se dit, par exemple, qu'il « mérite » d'être aidé, que c'est justement de votre aide qu'il a besoin, et qu'il se montrera à coups sûrs profondément reconnaissant, attaché, soumis, en réponse au moindre secours. C'est avec de telles imaginations qu'on désigne les nécessiteux comme d'une propriété, de même, que c'est par désir de posséder qu'on se montre bienfaisant et secourable »¹²¹. Cela s'adresse à ceux qui décrètent ce qui est la « véritable et honnête indigence » et bannissent de leur vue les pauvres imprésentables et louches, cette charité usurière et inquisitrice, contente d'elle-même, dominatrice, qui se rengorge de « n'habituer personne à compter (sur ses libéralités), relevant, la modicité du bienfait par la bienveillance de la parole, y joignent parfois la remontrance amicale, surveillant l'éducation des enfants, donnant enfin à son secourable patronage toute sa puissance moralisatrice ».¹²²

Tout se passe aux origines de notre modernité comme si la charité ne pouvait se déployer dans l'espace mental et social qu'à condition d'être suivie pas à pas par son double sécuritaire qui ne soucie que d'ordre et ne voit dans le pauvre qu'une énergie incontrôlée à mobiliser, capter ou canaliser vers la production. L'éloge de la pauvreté comme vertu et chaleur, le déploiement des pratiques charitables ne peuvent plus dès lors se produire que dans une rigoureuse interface avec des discours et des actions fondées sur une notion de la pauvreté comme désordre et immoralité. Un document quasi contemporain de la fondation de l'hôpital de général illustre de façon spectaculaire cette promiscuité des préoccupations charitables et des perceptions sécuritaires du pauvre. Il s'agit d'une des « conférences du lundi » des frères Renaudot datée du 19 avril 1934 et ayant pour thème « le règlement à apporter à la pauvreté »¹²³. Un premier intervenant reprend l'inventaire du discours de persécution alors courant sur le « mauvais pauvre » blasphématoire car il transgresse le commandement de Dieu adressé à l'Homme « Tu mangeras ton pain à la sueur de ton visage ». Il est la « semence ordinaire » de la peste, des guerres, des famines. Il mène « une vie morte », un poids inutile de la terre » et ne mérite rien mieux que les galères... mais bientôt, passe du « pile » de ce discours d'ordre au « face » de la tradition charitable, un autre orateur rappelle que « l'hospitalité envers les pauvres a été de tous temps en si grande estime (que) l'antiquité païenne en faisait le principal titre du plus grand des dieux... Ayant pris note du blanc et du noir, le rapporteur de séance n'en illustre pas moins de quel côté penche la balance de son temps en concluant qu'il convient, en tout état de cause, d'empêcher la mendicité, de renvoyer les pauvres valides, « chacun au lieu de sa naissance », de « leur faire défense absolue, à peine de fouet, de mendier, ni de voguer et aller de lieu en autre sans permission »... Tout au long des « 10 grands siècles de

¹²⁰ *Courier International*, 31 Août – 6 septembre 1995.

¹²¹ NIETZSCHE, *Contribution à une histoire naturelle de la morale*, in *Par le bien et le mal*, Paris, 10-18, 1964.

¹²² *Compte moral et administratif du bureau de bienfaisance du 5^{ème} arrondissement, exercices p48_49*, Paris 1890.

¹²³ 1^{ère} centurie des questions traitées en conférences du bureau d'adresse dédiée à Monsieur le Cardinal (de Richelieu) 1936, 35^{ème} conférence du 19 avril 1934.

l'Europe Chrétienne »¹²⁴, la charité comme pratique sociale installée au carrefour du religieux et du politique, de l'éthique et du normatif, expose ses apories autour de quelques figures récurrentes et autour notamment de son obsession de distinguer le bon pauvre du mauvais, le vrai mendiant du faux, ou encore du pacte inavouable qu'elle conclut avec une insatiable volonté de savoir, de disséquer la pauvreté pour mieux assurer ses prises sur elle.

Nous assistons à la spectaculaire réinscription du mendiant dans notre paysage. Le « nouveau « mendiant, n'entre dans un champ de visibilité que dans la mesure où il rencontre celui qui donne, où prennent corps de nouvelles pratiques collective de charité. Le « nouvel » assisté de même ne commence d'exister qu'en entrant dans le champ des nouvelles institutions « solidaires » philanthropiques qui assurent leur prise sur lui. Ce n'est pas tant parce qu'il y a « plus de pauvres qu'avant ». Le mendiant et l'assisté reviennent au centre du discours et de l'imaginaire sociaux (fut-ce dans le rôle de « l'exclu») que parce que se forment de nouvelles pratiques, surgissent de nouveaux lieux, s'établissent de nouvelles légitimités.

¹²⁴ La formule est de M. Foucault in *Omnes et singulatim, vers une critique de la raison politique*, le débat, n°41.

2. **Quels modes d'approche pour quelles prises en charge possible ?**

2.1. **L'errance dans l'agglomération nantaise**¹²⁵

En introduction, il paraît important de rappeler l'importance du vocabulaire employé. Ainsi le terme **précarité** questionne le sens d'une altération symbolique du lien social alors que le terme **exclusion** le barre, tout comme le mot curabilité s'oppose à incurabilité. La notion d'**exclusion** sous-tend une compréhension spatiale du social en termes de dedans, dehors, une lecture des phénomènes d'appartenance et de rupture. Or, de par les parcours des personnes, il semble qu'il existe de **nombreux passages du dedans vers le dehors**, laissant entrevoir la possibilité de **remaniements**, de **stratégies individuelles** permettant un retour du dehors vers le dedans ; processus que l'exclusion, au sens de son acception sociologique, ne permet pas d'évoquer. La précarité extrême a révélé les errances catastrophiques et les modes d'existences marginales dans lesquels le remaniement des investissements du sujet amène des ruptures symboliques graves de ses liens sociaux, en permanence, confrontés à la catastrophe du passage **d'une identité d'insertion à une identité d'exclusion**. Il est intéressant, à ce sujet, de noter comment la question économique se pose rapidement en modèle explicatif lorsqu'on aborde la population de sans-abri, sur un mode défensif, dont les intervenants sociaux ne sont pas exempts. Le travail social et administratif semble se situer sur un registre du manifeste risquant de négliger du même coup tout ce qui relève du registre latent.

Les questions de savoir si demeurer dans une situation d'errance manifeste n'est pas économiquement plus intéressant pour l'équilibre psychique et à quoi **l'errance manifeste** tente de répondre nous ont animées pour tenter de comprendre ce qui est souvent décrit comme l'« autre monde » et ceux qui le composent. Nous avons fait le choix d'aller recueillir d'une part, **les paroles** de ceux qui sont appelés errants, exclus, SDF, sans-abris, clochards – en un mot, des **Sujets** – et, d'autre part, la parole des **aidants**, qu'ils soient professionnels ou bénévoles ; l'intérêt étant de comprendre **la logique** et **les pratiques** des uns et des autres à travers la ou les demandes des personnes et les réponses institutionnelles du secteur de l'urgence sociale. Pour avancer dans la réflexion sur la notion **d'urgence sociale**, il est intéressant de s'inscrire dans un double questionnement portant à la fois sur l'intérêt et l'adéquation de la « réponse » proposée par les structures aux besoins non satisfaits de certains publics et, par ailleurs, sur l'identification de la « demande » à laquelle renvoie ce concept d'urgence sociale. Quels sont les divers types de publics qui sont les mieux à même de bénéficier de telles structures et, à l'inverse, quels sont les publics qui, finalement, s'y avèrent difficilement intégrables ?

Partant des publics qui ne trouvent pas de réponses à leurs besoins dans les procédures de logement et d'insertion « classiques », de multiples questions se posent :

- Quelles sont les réponses plus adaptées que l'on peut envisager ?

¹²⁵ BOINOT K., *L'errance dans l'agglomération nantaise : étude des demandes des isolés et familles et des réponses du secteur de l'urgence sociale*, Recherche action « Actions Innovantes 2003 » DGAS-FNARS, mai 2004.

- Quelles formules de logement peuvent être les plus adaptées ?

Partant de cette production du fonctionnement des foyers, des finalités poursuivies, des différentes formes qu'elles prennent concrètement, nous pouvons remonter aux publics et interroger l'adéquation du public au concept. Guidés par ce schéma de questions, nous nous proposons d'étudier et d'analyser dans le cadre du présent rapport :

- 1 **Connaissance de l'existant** pour les personnes en errance et les acteurs de l'urgence dans la rue.
- 2 **Identifier** la vie quotidienne dans la rue.
- 3 A travers le mode de vie des errants et la logique des aidants de l'urgence et leur champ d'intervention, **contribuer à la restructuration de l'urgence sociale** à Nantes et à des **préconisations** possibles.

2.1.1. De l'étude des demandes (isolés et familles)...

2.1.1.1. De qui parlons-nous ? SDF, sans-abri, exclu : y'a-t-il un profil type ?

Que savons-nous des personnes qui vivent dans la rue, le plus souvent appelées sans domicile fixe ? Peu de chose tout compte fait. Le phénomène est beaucoup plus complexe et plus diversifié qu'il n'y paraît. Sont-ils un non groupe social, une réalité fluide, ayant une existence inscrite en négatif l'origine desquels préexistent souvent des « déliaisons familiales ». Quelle réalité recouvre le terme de « personnes à la rue » ? Que faut-il in fine pour « être une personne à la rue » ? Dormir dehors, dans la rue, au sens strict ? Si tel est le cas, ne s'intéressons-nous qu'à ceux qui sont concernés depuis longtemps ou prenons-nous également en compte ceux qui dorment dehors un jour sur deux, entre deux séjours dans des hébergements précaires, dans des squats. Seule une approche pragmatique permet de ne pas se noyer dans des difficultés sémantiques de pure forme. C'est sur l'expérience vécue et écrite par les équipes de terrain que nous fonderons notre définition, ou plutôt nos définitions des personnes concernées par le présent travail. Ainsi notre public sera composé de sujets SDF et de sans-abri. Il est clair que nous connaissons mal les personnes sans-abris, constituant elles mêmes une véritable mosaïque, de surcroît en changement (nouvelles identités, nouveaux repères, nouveaux mode de socialisation).

Quels modes de vie ont-ils ? Quelles trajectoires ont-ils suivies ? Lorsqu'ils veulent s'affranchir de cette vie particulière, la sortie de la galère n'est pas au bout de la rue. Pour autant, les sujets SDF et sans-abri ne sont pas des asociaux, la survie quotidienne développe des formes singulières de sociabilité. Croyons-nous qu'il peut lui aussi se mobiliser, mobiliser ? Accordons-nous un regard à sa capacité de survivre ? Capacité qui démontre aussi un potentiel pour devenir acteur, si nous jugeons qu'il en a le droit, la capacité, si nous lui en donnons les moyens. Nous souhaitons interroger ces formes de sociabilité et stratégies de survie qui ne sont pas sans conséquence d'un point de vue psychologique et psychopathologique.

Des publics différents

L'intérêt de cette étude était de se pencher sur les demandes tant des isolés que des familles, ce qui implique également de s'interroger sur les femmes et les jeunes, dans le sens où le phénomène de ces jeunes en errance ne cesse de poser question aux divers intervenants. Le sujet SDF conjugue trois sortes de manque : emploi, logement, relations sociales, familiales. Si nombre d'études soulignent le fort pourcentage d'homme appartenant à cette catégorie, très peu font allusion à la misère affective mais aussi sexuelle de cette population. La question du désir et de la difficulté liée à son énonciation n'est pas abordée. Ce point suggère une vision du sujet SDF amputée d'une dimension fondamentale de la condition humaine. Jean-François Laé et Arlette Farge sont les rares auteurs à relever la complexité de la figure féminine dans le récit de sujet SDF, incarnée par le maillage de la mère et de sœurs mais aussi par les relations avec les amies de passage¹²⁶. Ces derniers insistent sur l'impossibilité de construire ou de se maintenir dans une vie privée, expliquant par là les arrivées en centre d'hébergement.

La précarité serait-elle asexuée ?

Nos différents travaux de recherche sur les personnes en errance nous ont amenés à faire le constat que, quand nous parlons de vagabond, clochard, errant, rares sont les fois où il y a conjugaison au féminin! **La précarité serait-elle asexuée ?**

Femmes SDF, femmes sans abri, femmes en errance. Qui sont-elles quand elles sont incluses dans le langage commun : « les SDF » ? **Ce questionnement en appelle un autre : Qu'en est-il de la sexualité, de la vie amoureuse chez les personnes communément appelées SDF ?** Si la vie affective et sexuelle de personnes sans domicile ne doit pas être déniée, **ce droit leur est-il accordé ? Ainsi, sont-ils des sujets désirants, peuvent-ils être pensés comme tels ?** La précarité s'incarne dans des sujets sexués. Vérité à la fois évidente dans sa formulation et complexe car elle concerne tant les déterminants biologiques, les conduites sociales et les normes culturelles. De prime abord, la femme SDF met davantage à mal nos idéaux et dérange nos représentations. Mais en quoi est-ce différent d'être un homme ou une femme en errance ? En partant du postulat selon lequel la société amène la femme à vivre l'errance différemment parce qu'elle est femme, des stratégies de survie se développeraient et seraient à lire sous l'angle d'une problématique spécifique : la survie identitaire.

Il s'agit de nous interroger sur **la dimension du genre et du sexe** et sur leur définition respective et, par là, comprendre pourquoi le phénomène des femmes errantes apparaît comme un phénomène moins spectaculaire que celui des hommes ou encore celui des jeunes. Montrer comment s'exercent le genre et les rapports sociaux dans la construction du phénomène implique de revenir également sur l'errance, à quoi cette dernière renvoie.

De la mobilité à la criminalité ?

Nous pouvons, d'ores et déjà, noter deux manifestations de l'errance : la **mobilité et la criminalité**, qui ne sont sans poser la question du genre. Comme nous

¹²⁶ FARGE A., LAE J.-F., *Fracture sociale*, Paris, Desclée de Brouver, 2000, 176 p.

l'avons étudié précédemment¹²⁷, l'errance, représentant aussi la déviance par rapport à une norme ou un idéal, renvoie à un certain désordre et donc à un danger potentiel.

L'origine du verbe errer est datée du 5^{ème} siècle et signifie « aller ça et là ». Alors que dans l'ancien testament, elle est associée à un savoir implicite quant à la finalité du voyage, au 12^{ème} siècle, par dérivation, le sens figuré d'errer s'officialise et l'errant devient synonyme d'erreur, errer de « se tromper ». Ainsi d'une errance physique ou d'une mobilité spatiale, le sens évolue et aborde les rivages de la raison, de l'esprit de l'âme. Son image est multiforme, elle touche à l'âme, à la raison et son envers la folie, au châtement et à la souffrance. Elle s'applique aussi dans l'expression « du chien errant » à l'absence de maître et donc au défaut de domestication qui condamne à la solitude et qui traduit la dangerosité sociale. L'errance renvoie par là à la sauvagerie ou à l'animalité, elle rejette hors de la sphère de l'humanité.

La société du 18^{ème} siècle manifeste une grande méfiance à l'égard de ceux qui errent et se montre plus sévère pour les femmes que pour les hommes, l'errance est sanctionnée comme vagabondage et à ce titre, passible d'un châtement qui va de la flagellation publique à la maison de correction. La plus grande sévérité à l'égard des femmes peut s'expliquer en partie lorsque l'on sait que la prostitution à l'époque est assimilée au vagabondage. L'errance féminine est socialement et moralement suspecte car une honnête femme reste à la maison (du père ou du mari). Il y a ainsi transgression de l'apparent destin socio sexuel ou biologique, transgression qui se joue notamment par rapport à la sédentarité de l'univers domestique à laquelle les femmes sont vouées. Le mouvement étant perçu comme une activité masculine, le modèle qui domine est donc d'attribuer la mouvance à la masculinité, et la fixité à la féminité.

- **Les isolés**

La plupart des personnes que nous avons rencontrées lors de cette étude avaient renoncé à chercher un emploi stable mais affirmaient aussi qu'ils le feraient plus tard. Tout comme plus tard, ils feraient refaire leurs papiers d'identités, chercheraient un appartement, arrêteraient de boire. Chaque fois qu'elles essayent d'y échapper, elles s'enfoncent encore plus dans ce présent. Pour certains, ce qu'ils vivent n'est pas provisoire ou passager, mais ils s'inscrivent dès le départ dans une trajectoire marquée par l'irrégularité du travail et des relations familiales et amicales instables. Même si dans certains récits, nous avons pu entendre parler de basculement ou de chute, le temps qui nous a permis d'entendre d'autres bribes de ces récits au fur et à mesure de nos rencontres, nous a permis de comprendre que ces discours avaient plutôt un rôle justificateur.

- **Les femmes**

Etudier l'exclusion d'un point de vue sexué revient à poser la différence entre sexe et genre. Ainsi, si le sexe consacre les différences biologiques entre les hommes et les femmes, le genre concerne les différences sociales entre les hommes et les femmes. D'autre part les caractéristiques de genre, contrairement à celle du sexe, varient et changent selon l'époque, les normes de la société, l'ethnie, l'éducation et la santé. Notre réflexion s'appuie sur ce que l'on appelle « L'identité de genre », à savoir le comportement admis socialement et qui détermine le rôle de la femme. Au-delà de la

¹²⁷ Se reporter en 1^{ère} partie, 1.3.3. Nouvelles peurs ou mêmes préoccupations ?

question sur l'errance féminine, il s'agit aussi de savoir si nous pouvons, sans abus, parler d'une errance féminine spécifique ?

La population des femmes sans-abri a trois caractères quantitatifs : **minoritaires** parmi les sans-abri, les femmes seraient **en nombre croissant** et ne constituent **pas un groupe homogène**.

Les femmes utilisent souvent le 115 pour des informations sociales. En effet, important de garder l'idée qu'une femme peut être sans-abri au sein de son propre foyer, sans-abri étant pris dans le sens de sans protection, sans sécurité

Nos travaux nous ont amené à percevoir que le fait d'être femme et de vivre la rue, bien qu'ayant des points de convergence avec l'errance dans son ensemble présentait des aspects bien distincts au quotidien. Leur manière d'occuper l'espace traduit bien les rapports sociaux de sexe existants. Se faisant discrètes lorsque cela est possible et, de ce fait, moins visible, leur situation apparaît moins spectaculaire. Cette invisibilité amène à sous-estimer le nombre de femmes en errance. Pourtant en France, un SDF sur 5 à Paris est une jeune femme en 2004. Une proportion qui a augmenté au cours du temps les femmes ne représentaient qu'un demandeur d'hébergement sur 10 à Paris en 1999¹²⁸. Les dernières données de Santé Québec dans le recensement de 1996/97 révèlent qu'à Montréal, 25% de femmes fréquentent les ressources d'aide, tels que les centres de jour, les soupes populaires et les maisons d'hébergement. Cependant, ces chiffres n'indiquent qu'une partie de population ; nous pouvons penser que d'autres n'utilisent pas ces ressources mais vivent isolées et de façon extrêmement précaire. Cette invisibilité rend difficile également le regard que nous pouvons poser sur leur situation afin de rendre compte de leur réalité spécifique. Ce constat soulève une autre question, à savoir la pauvreté féminine est-elle vraiment nouvelle ? Selon, Maryse Marpsat, il est difficile de parler d'augmentation dans la mesure où nous ne possédons pas de chiffres antérieurs sur cette question peu étudiée auparavant. La société n'est-elle pas aujourd'hui plus attentive à leur situation ? Cette dimension de l'invisible permet de voir en quoi les femmes marquent de leur identité de genre et de sexe, les espaces matériels et symboliques qu'elles occupent. Nous y reviendrons ultérieurement.

Nous retrouvons comme point de départ des trajectoires d'errance, de grandes difficultés économiques. Les femmes n'en sont pas exemptes au contraire, elles composent souvent avec l'extrême pauvreté. Des parcours divers mais un même point de chute. Par ailleurs, la violence module le parcours pour bon nombre d'entre elles, elle figure parmi les constats les plus difficiles et troublants de leur vécu présent et passé. Multiplicité des violences auxquelles les femmes SDF – économique, physique, verbale, psychologique et sociale – sont exposées et diversité des acteurs à l'origine de ces violences. La stigmatisation sociale et le regard méprisant des autres – personnes incluses, acteurs sociaux, famille – touchent des femmes qui peuvent cumuler difficultés socio économiques et psychologiques. Des expériences vécues avant le passage à la rue peuvent être aussi à l'origine de failles narcissiques (atteintes sexuelles, violence dans l'enfance, violence conjugale, perte d'un enfant).

Selon Pascale Pichon, jusqu'en 2000, « *quasiment aucune étude qualitative n'opérait de distinction entre les hommes et les femmes, il serait pourtant utile de saisir plus finement les parcours de ces dernières, ajoutait-elle, qui si elles sont moins nombreuses à devenir SDF, paraissent plus soumises aux actes de violences comme*

¹²⁸ AGIER I., *Activités du 115 de Paris et évolution 1999-2004 de la population des usagers du 115 et des EMA*. Rapport d'activité du SAMU social de Paris, 2005

aux effets de dégradation de leur image »¹²⁹. Parmi les personnes qui se retrouvent sans abri certaines sont stigmatisées socialement (sans domiciles, sortant de prison) d'autres souffrent de pathologie mentales ou d'addiction. Ainsi chez la femme « précaire », on note davantage d'atteintes psychiques que chez les hommes : 2,4 fois plus de psychoses que chez les autres actifs, 1,9 fois plus de troubles du sommeil et 1,6 fois plus d'états d'angoisse et d'anxiété. Elles ont aussi un sentiment généralisé d'insécurité susceptible d'entraîner des comportements morbides et une tendance suicidaire.

Selon Pierre Vidal-Naquet, il y aurait trois types de comportements : l'indécision, la discrétion, la position d'alerte¹³⁰. Pour maintenir leur discrétion, les personnes qui ne souhaitent pas être stigmatisées accordent une grande importance à leur apparence physique ; il sera pour elles capital de maintenir leur corps propre dans un souci d'invisibilité et de normalité, le propre renvoyant au bien, au normal¹³¹. Si pour certaines, il est essentiel de ne pas être confondue avec une clocharde, d'autres au contraire utilisent l'incurie comme repoussoir et comme protection contre les agressions, sexuelles notamment¹³².

Nous pouvons aussi assister à une transformation de l'immobilité en mouvement dans la mise en œuvre d'une véritable théâtralisation pour ne pas se faire repérer. Ainsi, sont les femmes que nous pouvons croiser dans les gares avec une valise et qui vont « choisir » furtivement le client pour la manche. Ce qui est aussi spécifique est le silence des femmes contrairement aux hommes. La rue serait le premier lieu d'exposition mais le dernier lieu où l'on parle. Le silence répondant à l'invisibilité. Ne pas se faire voir, ne pas se faire entendre, ne pas laisser de trace jusqu'à disparaître. Les jeunes femmes privées de logement doivent faire face aussi à la gestion de leur vie sexuelle et reproductive. Les femmes SDF ont les mêmes désirs que les femmes de la population générale concernant leur vie affective, sexuelle et reproductive. Elles doivent néanmoins faire face à plus de difficultés du fait de leur condition de vie et de leur trajectoire pour pouvoir continuer d'assumer leur identité de femme. Elles vivent un quotidien rempli d'incertitudes dans lequel elles doivent gérer de multiples risques (violences physiques, sexuelles, risque sanitaires). La rue est dangereuse et elles doivent composer avec cette réalité quotidiennement. Pour Joan Passaro¹³³, « les femmes sans domicile sont contraintes à un double jeu : devant dissimuler leur féminité pour se protéger, (jusqu'à arriver à une dénégation du corps pour ne pas être une proie), elles doivent aussi la mettre en avant lorsqu'elles font la manche afin de susciter la pitié ».

Il est à noter que l'absence de lieux intimes est fortement ressentie par les personnes qui vivent dans la précarité. Le dispositif d'urgence reste très peu adapté aux femmes. Pensé pour répondre à minima aux besoins des hommes, peu de centres sont dédiés aux femmes seules et prennent en charge des problèmes relatifs à leur identité de genre, en particulier les problèmes de santé. Une récente étude¹³⁴ permet de repérer

¹²⁹ PICHON P., *Premiers travaux sociologiques et ethnographiques français à propos des SDF*, in MARPSAT M., FIRDION J. M., *La Rue et le Foyer une Recherche sur les Sans Domiciles et les Mal Logés dans les Années 1990*, Paris, Presse Universitaire de France, 2000.

¹³⁰ VIDAL-NAQUET P.-A., *Les femmes SDF dans le système assistanciel*.

¹³¹ DOUGLAS M., op. cit.

¹³² A noter qu'il existe un espace hygiène du SAMU social accessible un seul après midi par semaine à certaines femmes très désocialisées

¹³³ MARPSAT M., *un avantage sous contrainte. Le risque moindre pour les femmes de se trouver sans abri*, *Populations* ; 54 (6). 911, 1999.

¹³⁴ BRUNET L., CARPENTIER S., LAPORTE A., POURETTE D., GUILLON B., *Féminité, accès aux soins, maternité et risques vécus par les femmes en grande précarité. Une contribution à l'amélioration*

trois comportements : une utilisation préventive dans le système d'utilisation aux soins, un recours curatif aux soins et un recours tardif aux soins. Les trajectoires de femmes sont diverses et interrogent même cette réalité de l'errance auxquelles plusieurs refusent de s'y identifier. Il s'agit plutôt d'une perception et d'une étiquette qui leur est apposée. Enfermées dans cette situation de précarité et d'errance, poussées dans leur dernier retranchement, il est très difficile de développer ou de reprendre contact avec certaines habiletés sociales. Ce alors que la survie à la rue a de multiples effets sur leur image, sur leur corps, leur rapport aux autres, sur la prise en charge de leur santé et de leurs besoins vitaux. Corporellement, nous assistons à des transformations physiques, telle la prise de poids, l'amincissement, vieillissement de la peau et des dents, dues au changement d'alimentation et d'hygiène de vie, la prise d'alcool, le tabac, les agressions climatiques.

Le manque de visibilité camoufle des détresses multiples qui sont accentuées par le manque d'accès à différents services auxquels elles auraient droit en tant que citoyenne. Ainsi si les femmes rencontrées¹³⁵ (dont un nombre d'entre elles très désocialisées, dans un état confus) témoignent d'une bonne connaissance des lieux où elles peuvent se rendre et des services auxquels elles peuvent recourir, la peur des institutions telle une menace les prive souvent d'agir de faire valoir leurs droits. Les mauvaises expériences passées avec la police, la justice, le réseau de la santé, l'aide sociale ont souvent laissé des marques importantes et les isole d'autant plus.

Cela nous semble pouvoir être mis en lien avec le fait que le cas qui attire l'attention est celui par exemple de ces jeunes femmes avec enfants dans la rue qui suscitent généralement un intérêt plus vif que pour les femmes seules ou pour les hommes sans abri. A titre d'exemple : « *Deux SDF faisaient la manche. J'ai été frappé car ils étaient jeunes et qu'il y avait une femme, je ne sais pas pourquoi cela m'a fait drôle de voir une femme dans cette situation ; peut être parce que lorsqu'on pense clochard on imagine un homme* »¹³⁶. Cette sensibilité est différentielle aussi, c'est-à-dire que certains exciteront plus aisément la pitié ou l'aide sociale que d'autres.

Les institutions sont toujours plus inquiètes pour les femmes que pour les hommes. Elles sont inquiètes de la dégradation de la féminité. La perte de masculinité des hommes à la rue ne semble pas aussi interpeller. Concernant les réponses institutionnelles, nous pouvons nous demander, au vu des dispositifs, s'il y a plus d'offres pour les femmes ou pour les mères ? Les jeunes femmes et les femmes seules avec enfants sont davantage prises en charge par la collectivité et en complément par leur famille et leurs amis ; leur statut de mère facilitant leur prise en charge. « *Un jour où n'ayant plus de domicile, je demandais un secours pour pouvoir dormir à l'hôtel, j'ai réalisé que je ne l'aurai pas obtenu si je n'avais pas eu ma petite fille de 6 ans avec moi ? Je n'avais rien d'extraordinaire, je n'étais pas une femme battue ni une étrangère, il n'y avait aucune raison qu'on s'occupe de moi, si ce n'est la présence de ma fille* »¹³⁷. Pour les femmes, c'est surtout la présence d'un enfant en bas âge qui est le meilleur gage d'une prise en charge plus complète, y compris un séjour dans un centre de longue durée. Nous pouvons y voir l'effet persistant de la conception du rôle de la femme comme mère qui traverse toute l'histoire de la protection sociale. L'identité de genre prend ici tout son sens. Si la présence des femmes suscite un trouble, voire une

de leur santé gynécologique, Rapport à la direction générale de la santé, juin 2005.

(<http://www.samusocial-75.fr/IMG/pdf/Rapgyn1005w.pdf>)

¹³⁵ BOINOT K., op. cit.

¹³⁶ *J'ai envie de parler des SDF*, le journal scolaire de la Corse. (<http://www.corse-presse.org/articles/SDF.htm>)

¹³⁷ MAISONDIEU J., *La Fabrique des Exclus*, Paris, Bayard, Société, 1997, 264 p.

situation qui dépasse les seuls chiffres, n'est-ce pas car il intervient autre chose quand il s'agit de femmes ? En premier lieu, leur présence dans la rue suppose aussi une absence, ailleurs, d'un autre lieu, celui du foyer, de la famille. Marie-Claire Vaneuville¹³⁸ évoque les stratégies mises en œuvre par certaines femmes « errantes », ces femmes qui ont honte d'avoir échoué dans leur rôle de mère, en vue de se rendre invisibles au regard d'autrui et à son jugement réprobateur.

Les femmes sont habitées par la honte. Elles ressentent aussi le poids du regard extérieur, tout le poids qu'elles portent sur elle-même. Elles se sont faites leurs les représentations de la société sur la femme et elles savent qu'elles n'ont pas répondu aux attentes de cette société envers elles. Elles n'ont pas réussi ; elles ne sont pas conformes, elles sont loin de tous les archétypes de tous les rôles traditionnels, elles n'ont pas de foyer, rôle essentiel dévolue à la femme, elles n'ont pas su être mère, autre rôle fondamental, leurs enfants sont placés, second rôle fondamental, la souffrance les pousse souvent vers les toxiques et l'alcool représente pour les femmes la déchéance. Nous retrouvons aussi une répétition transgénérationnelle d'une problématique parentale évoquée par plusieurs d'entre elles. Cette répétition peut se jouer au niveau de la descendance. De par les femmes que nous avons pu rencontrer et dont les enfants étaient placés, nous pouvons noter peu de verbalisation de leurs sentiments à l'égard de ce placement. Par contre, J.¹³⁹, une femme rencontrée, elle, a investi affectivement un animal de compagnie dont elle s'occupe comme de son propre enfant et qui lui apporte cette nourriture affective dont elle semble tant manquer.

De plus, nous avons le sentiment d'un désordre profond, à savoir les femmes sont vécues et souvent se vivent dans un ultime rempart contre l'adversité ; leur présence dans la rue nous suggère que le rempart s'est fissuré¹⁴⁰.

Une coupure apparaît entre femmes et mères qui ont un ou des enfants et les femmes qui n'en ont pas. Le rôle du département dans l'Aide Sociale à l'Enfance reconnu dans la loi du 22 juillet 1983 pose des problèmes de double compétence avec l'état qui finance les CHRS au titre de l'aide sociale en matière d'hébergement et d'insertion. S'il y a avantage pour la femme en termes d'hébergement par rapport à l'homme, c'est que la femme est pensée comme mère alors que l'homme est rarement vu comme un père. A ce sujet, il serait urgent de repenser cette représentation car nos rencontres nous ont permis de voir que la paternité n'était pas niée chez ces hommes mais au contraire faisaient partie de leur vécu. Une étude sur les centres maternels les classe en deux catégories, les orientations de travail sont différenciées. Dans un cas, on privilégiera la qualité du lien mère – enfant et la protection de l'enfant, dans l'autre, l'insertion sociale du parent. L'enfant protège de la rue à condition d'en garder la charge. Pour les plus marginalisées, elles sont nombreuses à être mères loin de leur enfant. Les femmes qui vivent souvent dans la rue ayant échappées à tous les filets sociaux sont en moyenne plus désocialisées que les hommes de la rue et recourent donc moins aux aides. Y a-t-il des **différences dans les demandes des femmes et celles des hommes** ? Par exemple du fait de leur situation matérielle, du fait de leurs désirs spécifiques.

¹³⁸ VANEUVILLE M.-C., *Femmes en errance : de la survie à l'existence*, Comprendre les personnes, 2005, 118 p., p 47.

¹³⁹ Se reporter à la vignette en 4^{ème} partie, 1.1.3.2. Le discours des personnes « échappant » aux dispositifs

¹⁴⁰ CELERIE S., *Femmes en situation d'urgence*, Observatoire du SAMU social de Paris, 2002.

Une étude sur les femmes en errance¹⁴¹ évoque des désirs différents. Bien plus que les hommes, elles insistent sur le besoin d'écoute et le besoin de se reconstituer psychologiquement ou moralement. Elles émettent des critiques sur les structures qui les poussent rapidement vers la recherche d'emploi alors qu'elles désirent avant tout avoir du temps pour se reconstruire moralement. Il nous semble que nous puissions en dire la même chose pour les hommes rencontrés. « *On est des fichiers, des numéros (...) on n'est pas des gens* ». Ainsi, au-delà des conjonctures économiques, l'errance pose le problème de l'individu désaffilié, en marge, hors de la sphère d'intégration symbolisée par le travail et ou les relations sociales et familiales.

Face aux dangers, les femmes cherchent des abris. Les foyers sont alors une protection qu'elles refusent beaucoup moins que les hommes, quelles que soient les conditions d'accueil. Le problème de la **mixité** dans certains lieux complique la vie de ces femmes et peut freiner la prise de contact avec le lieu d'accueil. Les modalités d'hébergement des femmes dans les CHRS et les lieux d'accueil n'offrent pas des lieux sécurisants. D'où veiller à la sécurité. Le regard posé par les accueillants doit-il être le même ? Une femme qui arrive le matin dans un lieu d'accueil n'a pas forcément vécu les mêmes choses durant la nuit qu'un homme. Des lieux d'accueil de jour et d'hébergement spécifiques aux femmes sembleraient être nécessaires pour soustraire au regard des hommes, aux menaces masculines et aux dangers de la rue. Un accueil indifférencié des hommes et des femmes dans un souci de neutralité à l'égard des sexes peut être intéressant mais il est important qu'elles puissent trouver une zone de repli¹⁴².

A l'inverse, dans les lieux d'hébergement réservés aux femmes (CHRS spécialisés, centres maternels) se pose le problème du **lien** avec un éventuel compagnon. Les structures d'aide ont tendance à « séparer » les hommes et les femmes. Cependant, depuis la loi contre les exclusions du 29 juillet 1993 (article 134) : « en vue d'assurer le respect du droit à une vie familiale, [les établissements] doivent rechercher une solution évitant la séparation de ces personnes, ou si une telle solution ne peut être trouvée, établir (...) un projet propre à permettre leur réunion dans les plus brefs délais ». Mais nous pouvons souligner **un sous équipement pour l'accueil en urgence des femmes et des couples**. Pourtant, les femmes hébergées, en majorité, ont vécu ou désirent vivre en couple et les femmes qui vivent dans la rue sont très souvent en couple par choix ou par nécessité (l'homme est le protecteur). Offrir plus de facilité aux couples serait peut-être l'un des meilleurs moyens de venir en aide aux femmes, du moins pour celles qui désirent vivre à deux. Le couple peut être le lieu d'une reconstruction de soi et le moteur d'une réinsertion sociale.

La féminité renvoyant aux attributs sociaux assignés au sexe féminin, à savoir des dimensions morales (discrétion, dévouement, respectabilité, pudeur, retenu), physiologiques (santé, et reproduction, esthétiques), sociales (maternité, tenue d'un foyer), la femme SDF met davantage à mal nos idéaux et nos représentations, notamment à propos du logement. Nos représentations sociales lient la femme à la maison qui, historiquement, détermine en elle-même le champ social attribué à l'activité des femmes et, symboliquement, recoupe un ensemble d'interprétations afférentes au féminin (refuge, mère sein). Dès lors, qu'imaginer de mieux pour une femme sans abri qu'un hébergement ? Comment penser qu'un logement peut être vécu plus dangereux que la rue ? Si ce n'est de concevoir que l'errance puisse être un problème de femme

¹⁴¹ CHAPPOT M.-J., VANNEUVILLE M.-C. *Femmes en errance dans l'agglomération grenobloise*, Recherche action septembre 2001 - juillet 2003, Association Femmes SDF, Grenoble, 2003, 84 p.

¹⁴² VIDAL NAQUET. P., *L'accueil des personnes sans domicile fixe. La place des femmes*, in, *les SDF représentations, trajectoires et politiques publiques*, PUCA, 2003.

mais aussi une stratégie pour s'extraire de la violence¹⁴³, forme particulière de l'errance féminine qui n'est pas sans questionner les structures d'aide et d'assistance. S'il tend à être communément accepté que les parcours vers la pauvreté et vers l'exclusion sociale soient souvent spécifiques au sexe de l'individu, il reste à faire afin d'intégrer la dimension du genre dans les politiques relatives à la marginalisation ; ce, pour tendre à une image de la réalité plus concrète et moins subjective ou émotionnelle.

- **Les familles**

Pour ce qui concerne Nantes, le conseil général précise l'articulation prévue avec la D.D.A.S.S. pour les familles entre la permanence Talensac et la Veille Sociale 44. Les demandes des familles sont traitées par la veille Sociale 44 (écoute téléphonique) et/ou l'évaluation par l'Equipe Mobile Sociale pour la pertinence de la mise à l'abri. La permanence sociale de Talensac inscrit ses interventions dans le cadre de la référence sociale de continuité, pour les familles qui n'ont pas de référence sociale dans un centre médico-social. Cette permanence n'intervient pas sur le logement d'urgence, elle renvoie ce point à la Veille Sociale 44 qui a parmi ses outils : la connaissance, voire l'attribution de places d'hébergement sur Nantes par la possibilité de bons d'hôtel depuis décembre 2003. Les bons d'hôtel sont de 3 à 4 nuits par famille sans possibilité de renouvellement.

N'est-ce pas cliver les choses et les lieux, comment **préserver et faciliter au mieux l'accueil et l'orientation des familles ?**

Pourquoi ne pas envisager l'existence d' « **Info familles** »?

- Des lieux qui offriraient aux familles une information complète actualisée sur les services auxquels elles peuvent prétendre.
- Un lieu d'orientation et dispositifs les plus adaptés aux besoins des familles.
- Par rapport à l'accueil de l'enfant, y a-t-il un livret d'accueil qui leur est destiné (bande dessinée) ? Des lieux aménagés?

Pour les écoutant du 115 et les travailleurs sociaux, l'hébergement des familles posent problème. Publics les moins faciles à orienter et à suivre en fonction de quatre facteurs :

- La taille de la famille.
- Le lieu d'hébergement : un lieu stable et un lieu où la scolarisation est possible
- La sortie vers les dispositifs de logement ou d'insertion plus difficile à trouver : saturation des places d'urgence.
- La non-séparation des familles.

Le recours aux nuits d'hôtel, solution de secours d'un panel d'offres mais peuvent être « destructrices » à cause de :

- Difficulté d'y gérer le quotidien,
- Pas d'espace pour les enfants,

¹⁴³ MONDIERE G., *Etre une femme SDF, est-ce différent ?*, Rhizome, Bulletin national santé et précarité, n°11, avril 2003.

- pas d'intimité.

Malgré les difficultés quotidiennes, pour certains, l'hôtel est beaucoup moins stigmatisant qu'un centre d'hébergement mais le fait de quitter l'hôtel peut s'apparenter à une nouvelle rupture, brisant les repères établis et les liens noués dans le quartier. La loi de lutte contre l'exclusion de juillet 1998 mentionne plusieurs fois les familles et les accompagnements pour les familles en détresse doivent être assurés : accueil, soutien, accompagnement social, et hébergement (article 157) et surtout une évolution évitant la séparation des familles (article 134). Il semble impératif d'éviter les structures collectives pour les familles. Il faudrait qu'ils restent ensemble, éviter la cohabitation, les horaires uniformes partagés. Il faudrait recréer les conditions de l'autonomie ménagère avec un espace familial réservé, des repas préparés et mangés de façon autonome. Ici elles seraient chez elles, ici ce serait le projet éducatif qui primerait. Il s'agit simplement de ne pas « empiler les gens ».

• Les jeunes

Une recrudescence des prises en charge de jeunes à l'Equipe Mobile Sociale et une augmentation de la moyenne d'âge des personnes prise en charge. Certaines demandes d'hébergement sont motivées par la peur que provoque la vie à la rue. Constat sur Nantes d'une augmentation de jeunes seuls à la rue et non plus en squat¹⁴⁴. Il n'y a pas que la seule vision de l'errance des « jeunes à la rue » mais aussi les constats issus de l'hébergement d'urgence montrant l'augmentation de la présence de jeunes et parfois de mineurs. Nous retrouvons ces constats en octobre 2005, de la part de travailleurs sociaux de centres médico-sociaux sur les communes de Bouguenais et de Rezé, ainsi une recrudescence de jeunes vivants dans des caves, des caravanes. Il s'agit de personnes pour certaines venant du centre ville de Nantes et qui se sont déplacées, l'arrivée du tramway facilitant les choses, et d'autre part, une politique sécuritaire conduisant les personnes à aller vers la première couronne de Nantes. Il est aussi surprenant, de retrouver des jeunes en rupture familiale qui, se retrouvant à la rue, vivent dans les caves d'immeubles à côté du domicile familial, errant la journée, emprunt à des dépendances à l'alcool et autres toxiques ; phénomène que nous retrouvons dans d'autres villes telle que Challans¹⁴⁵. Ce qui pose la question de la définition de l'errance telle qu'on pouvait jusqu'ici la définir, là il s'agirait davantage d'une errance psychique, qui n'est pas sans interroger les dispositifs existants.

De l'errance à l'itinérance. Une alternative à la rue

Selon une étude de l'observatoire sociologique du changement, l'exclusion est autant le fait d'une série de ruptures que les résultats d'inégalité sociale de développement. A noter l'importance des souffrances vécues durant l'enfance, l'isolement. Le déterminisme social ne peut tout expliquer le parcours de ces personnes. Comme pendant l'enfance, les ruptures le plus profondes à l'âge adulte, sont des ruptures de lien social : violences, problèmes affectifs, ruptures familiales. Pour les jeunes, il peut avoir revendication de l'errance comme d'un « choix de vie », mais il

¹⁴⁴ Compte rendu du CASA du 27/01/04.

¹⁴⁵ « Expertise du dispositif d'accueil et d'insertion de Challans. Etude des demandes et besoins des populations en difficultés sociales », D.D.A.S.S. de Vendée, Institut de Criminologie et de Sciences Humaines, Université de Rennes 2, 2003-2005.

apparaît dangereux de prendre au premier degré le discours de revendication que portent certains jeunes sur une vie largement marquée par la souffrance.

De l'errance revendiquée à l'errance de galère ou de désaffiliation

Les trajectoires qui amènent les personnes à solliciter des structures d'hébergement sont diverses et ne se résument pas à un processus unique. A travers une histoire migratoire complexe, nous retrouvons des situations de jeunes n'ayant pas réussi à garder leur logement du fait de la précarité de leur travail et de leurs ressources, des situations de décohabitation brutale par rapport à la famille. Pour des jeunes en très grandes difficultés pris dans des processus de dérive grave, l'errance semble parfois être un premier stade du processus de clochardisation. Aux facteurs sociaux s'ajoutent souvent des facteurs personnels pour expliquer l'entrée en errance. Loin d'une figure de l'errance comme période initiatique plus ou moins choisie, mais plutôt une errance faite de ruptures progressives des liens familiaux et sociaux de public parfois peu mobiles et dont l'errance se limite à un périmètre défini. Une errance principalement liée aux rejets qu'ils rencontrent de lieu en lieu. Les plus mobiles ne seraient pas les plus abîmés par la vie, les autres ont une errance relativement limitée et balisée, pour certains, « ils vont aller là où ils ont une adresse, connaissent une structure, partent très peu à l'aventure ». Nous pouvons constater une mortalité anormalement élevée. Confrontation des équipes à des blessures lors des bagarres, des suicides, des overdoses, des hépatites non traitées. Il y aurait un prolongement de l'errance (même si les personnes ne dorment pas dans la rue) de lieu en lieu qui suscite des processus de décrochages très préoccupants pour leur intégration sociale future.

Les errements institutionnels

Le danger d'un **enfermement** dans **les réponses d'urgence**. Plusieurs processus, mécanismes peuvent concourir à ce processus. Parfois, l'attitude de protection excessive de certains professionnels ; des difficultés liées aux modes de fonctionnement des jeunes : refus de toute frustration, difficulté à se projeter dans l'avenir ; dans certains endroits, les réponses à l'errance finissent par structurer un mode de socialisation, ce qui présente ses avantages mais aussi ses risques, ainsi on peut entendre : « *si tu tombes dans l'insertion, t'es foutu* ».

Trois expressions pour caractériser **l'errance institutionnelle** :

1. Chevauchement des compétences.
2. Absence d'harmonisation des responsabilités.
3. Incapacité à promouvoir des solutions durables.

Des querelles institutionnelles.

Par définition, l'errance des jeunes et moins jeunes s'adapte mal à la rigidité administrative. Il est nécessaire de développer **les capacités de collaboration** entre intervenants sociaux de différentes institutions et de différents champs. Les intervenants travaillent souvent en parallèle, sans temps de construction d'une réflexion commune, sans temps de mise en commun, ce qui est particulièrement le cas entre le social, la santé et la psychiatrie. Pourquoi pour faciliter ces rapprochements ne pas développer **des espaces de diagnostic partagé** ?

L'organisation des politiques sociales dans lesquelles être jeune signifie d'abord ne pas accéder à des aides autres que temporaires, d'où un bricolage permanent avec les dispositifs qui est nécessaire pour organiser la stabilité. Il ne faut pas oublier que la jeunesse constitue toujours un observatoire privilégié des évolutions sociales. Comprendre pourquoi tant de jeunes mordent la main qu'on leur tend. Que faire avec les jeunes qui ne s'investissent pas dans les activités proposées et qui n'expriment aucune demande ? Question notamment soulevée par la mission Tranquillité publique qui signale une recrudescence des jeunes qui occupent l'espace public et, selon eux, les SDF « Nanto-nantais » s'en plaignent, leur tranquillité serait remise en cause, voir ils fuiraient le centre-ville.

L'attitude des jeunes vis-à-vis des offres institutionnelles fait l'objet de constats convergents : De **l'errance revendiquée** comme forme de vie alternative avec le phénomène des zonards décrit par François Chobeaux mais qui cachent en réalité des situations de grand souffrance, à la **sur adaptation aux dispositifs d'urgence sociale**. Le phénomène du nombre de jeunes en errance depuis 10 ans ne peut être ramené à un mécanisme unique. Parmi les jeunes ne disposant pas d'hébergement stable et circulant au sein ou à la marge des circuits institutionnels, on trouve **une grande variété de situations**, qui ont essentiellement en commun les risques qu'elles font courir à ceux qui s'y trouvent englués. Aujourd'hui, malgré la **très grande hétérogénéité des publics jeunes** concernés par l'errance, les pouvoirs publics et mouvements associatifs sont parvenus à offrir **une panoplie de solutions** mais il apparaît un manque d'organisation plus cohérente des dispositifs. D'où ce point de vue selon lequel l'errance des jeunes ne pourra être circonscrite que lorsque les institutions cesseront d'être elles mêmes en errance.

Nous avons pu observer le changement de public fréquentant les structures ; ce qui a été attesté par les témoignages des différents intervenants. En effet, le public évolue : les personnes présentant des problématiques chroniques issues de l'errance (SDF, routards) semblent diminuer au profit des nouveaux publics de l'urgence sociale. On rencontre de plus en plus de situations issues de crise ou de ruptures sociales : émergence de **femmes**, de **couples et de familles**, problématiques liées à **l'errance des jeunes** : dépendances à l'alcool et autres toxiques, problèmes psychiatriques, absences de repères et de projet, absence de revenus, petite délinquance.

Proximité/souffrance individuelle / précarité

Les personnes « grand psychotique » qui fréquentent les lieux d'accueil de jour, ont un toit, un traitement et pour autant pas de liens sociaux, donc viennent dans des circuits qu'ils ont repérés, ce qui pose la question de la cohabitation. Plus de jeunes, plus de personnes présentant des troubles mentaux qui renvoient aux personnes l'image de leur possible déchéance sur le versant de la folie. La question « suis-je comme eux ? » révèle l'inquiétude des personnes les plus fragilisées qui ont besoin de trouver sur leur lieu de vie des moyens pour se reconstruire et qui se retrouvent confrontées à la représentation de l'impuissance à aller mieux.

Errance ambulatoire et errance stationnaire.

L'absence de fixité semble, au premier abord, être une caractéristique de la population SDF. Pourtant plusieurs recherches ont posé la question de savoir si les sujets SDF vivaient dans l'errance, ou bien s'ils étaient plutôt sédentaires. En effet, il

paraît pertinent de se demander quels rapports les sujets SDF entretiennent à l'espace et de savoir si le territoire est pour eux une ressource ou non. Nous pouvons aussi apprécier l'errance et la sédentarité dans les rapports aux services d'urgence. Les sujets SDF sont-ils fidélisés dans les circuits d'assistance ou bien au contraire passent ils sans arrêts d'un service à l'autre ? Là encore la réalité est très ambivalente. Selon le regard de l'observateur, les sujets SDF peuvent paraître mobiles ou immobiles. En fait, il nous semble que la population de SDF n'est pas vraiment clivée en deux. Il n'y a pas d'un côté, ceux qui sont engagés dans l'errance et de l'autre côté, ceux qui sont sédentaires. Les sujets SDF font en général l'expérience des deux modes de vie. Dans le même temps, les sujets SDF peuvent être à la fois sédentarisés et nomades. Tout est question de visibilité sur l'espace public.

Des trajectoires singulières

Nous nous sommes intéressés à différents moments de l'itinéraire du sujet. Il est fréquent de rencontrer des personnes qui alternent des séjours en hôtel de plusieurs jours, avec des moments de galère dans la rue et des passages en foyer d'urgence. La grande majorité était locataire, les problèmes de dettes sont fréquents. Certains ont toujours connu un mode de vie précaire, en d'autres termes, n'ont pas connu de logements ordinaires.

Il est très difficile de définir leur situation de façon précise (activité professionnelle, logement, relations avec la famille ou les pairs) car les situations changent souvent. Leur **trajectoire professionnelle** est marquée par le chômage, le travail au noir et le travail précaire. Quand certains ont encore la force et l'énergie pour chercher du travail dans une agence, la difficulté est de décliner son identité : nom et prénom. Qu'est ce qu'on met comme adresse, la rue ? Les questions posées par un document d'inscription peuvent faire remonter beaucoup de mauvais souvenirs. Dernier employeur, numéro de sécurité sociale. « *C'est revoir son passé* », tel que nous l'avait exprimé P. rencontré dans un CHRS. C'est d'accepter de pouvoir entendre : « *non rien pour le moment, peut être lundi. On attend une commande* ». C'est alors que les regards s'assombrissent. Malgré l'habitude, malgré la réponse qui n'est pas un refus, il faut repasser la porte avec tout au plus l'espoir que lundi est un autre jour. Entrer chez un employeur est pour certains un virage impossible à prendre, sauf si le travail devient la colonne vertébrale d'un véritable parcours de renaissance qui apporte la reconnaissance.

En un mot, en une phrase tout se joue pour se sentir dehors ou dedans, exclu ou accepté. L'enjeu est humain. Demander du travail, il ne faut pas oublier que c'est d'abord un regard qui croise les yeux d'un autre homme. Le **lien social** commence par cette rencontre, même si, dans bien des endroits, tout se traduit en termes de besoin, voire en termes de pouvoir. La **frontière est floue** entre le **dedans** et le **dehors**. Il arrive souvent qu'ils rechutent, qu'ils repartent vers des galères, faute d'avoir « la volonté » de continuer dans un univers trop exigeant. Il n'y a pas de compromis. On n'entre pas durablement dans le monde du travail avec « un mental de SDF ». La conversion est difficile. C'est une véritable renaissance avec souffrance à l'appui.

S'arracher de la dépendance d'un organisme nourricier pour gagner son autonomie, cela demande un effort colossal. Il faut, nous pensons pour y parvenir sentir que sa vie ait un sens. Une partie des personnes qui se trouvent sans domicile ont occupé des emplois qui nécessitaient des changements de villes fréquents, soit en

suivant des chantiers (le cas de F.¹⁴⁶) soit des professions militaires, soit une profession de routier, logés par l'employeur ou logés en hôtel dans la cadre de la restauration, ce sont des personnes qui ne semblent pas avoir pu prendre racine quelque part et qui n'ont pas pu bénéficier de solidarité du voisinage.

Les relations avec la famille

L'isolement est l'un des problèmes dont se plaignent le plus les personnes sans domicile. Toutefois les relations familiales ne sont pas toujours complètement rompues même si elles ne permettent pas de sortir de la rue¹⁴⁷. Celles avec la famille d'origine subsistent. Poser des questions sur la famille d'origine confronte presque toujours la personne à des problèmes douloureux. Il lui est difficile d'en parler, il est partagé entre plusieurs attitudes. Ne plus revoir sa famille parce qu'il la rejette ou parce qu'il veut lui cacher sa situation, continuer à la voir dans les bons jours en s'inventant une situation meilleure, bénéficier d'une solidarité qui persiste. De nos questions, nous avons essayé de recenser divers indices indiquant un reste de contact savoir si les parents ou les frères et sœurs sont encore en vie, savoir où ils vivent ; les avoir vus récemment, avoir eu un contact par lettre ou par téléphone, avoir des nouvelles par une autre personne. Les contacts avec les frères et sœurs ne sont pas inexistantes. Certains peuvent citer le lieu de résidence d'au moins l'un d'entre eux et certains les ont rencontrés ou ont eu un contact avec eux. Il y en a souvent un dont ils sont davantage proches. Pour d'autres, l'absence totale de courrier, faisant que la personne ne ressent pas la nécessité d'une adresse. Des relations très irrégulières et toujours éphémères avec leur famille. Même si certains peuvent compter sur leur famille, leur trajectoire montre que **les liens familiaux** sont dans la plupart des cas, très fragiles et donc peu fiables. Pour pouvoir poursuivre leur chemin et faire face à leur quotidien, ces individus ont toujours été obligés de trouver **des solutions et des stratégies**. Combien d'époux, d'épouse, de frères, de sœurs, de fils et de mères se sont ils perdus, quittés, abandonnés, déchirés par une vie pleine d'absences ?

« *On ne se construit pas une existence dans la rue* » nous disent plusieurs personnes SDF rencontrées. Ils laissent tomber quelques insultes à la vie comme pour faire semblant de ne pas être dupe d'une situation qui perdure dans l'erreur. « *Aujourd'hui je suis dans la merde, mais il ne faut pas croire demain, il suffit que je trouve un boulot et vous verrez* ». Difficile pour ceux que la rue a trop éprouvés. Leur élocution semble s'être brisée avec leurs repères, perdus au fil des galères. Ils s'expriment mal, sans cohérence. La nuit finit de traîner son ombre derrière elle. Glauque, froide et humide, ou un petit vent vicieux qui se faufile entre les estomacs vides. Le sentiment que certains ne se sentent pas mort mais ne sont déjà plus en vie.

« *Très vite la tête des autres, le désespoir que tu lis dans leurs yeux, les fausses joies et les vrais malheurs, ça t'atteint. Leur solitude te saute à la gueule* ».

Ils se replient, se recroquevillent même sous une carapace. Ils ont de plus de en plus de mal à créer, à prendre des initiatives quand bien même tous en auraient encore les capacités.

¹⁴⁶ Se reporter à l'entretien en Annexe 6.

¹⁴⁷ LAE J.-F., MURARD N., *L'argent des pauvres, la vie quotidienne en cité de transit*, Paris, Seuil, 1985, 209p.

2.1.1.2. Les étapes du sujet SDF.

Les étapes du sujet SDF : fragilisation, routinisation, sédentarisation. La perspective diachronique permet d'ailleurs de repérer des modes de vie relativement différents dans la rue. Pour certains observateurs, c'est surtout le degré d'ancienneté dans la rue qui spécifie les modes de vie.

Pour évoquer cette ancienneté dans la rue, Pascale Pichon¹⁴⁸ utilise le terme de « carrière », ce qui lui permet d'insister sur l'idée d'une « entrée » par paliers dans la rue, sur l'existence d'une suite de positions occupées par les personnes rencontrées, et enfin sur l'hétérogénéité des situations. Au fur et à mesure de sa « carrière », l'individu perfectionne ses techniques de survie mais en même temps, s'installe dans la précarité, se sépare du monde « ordinaire » et risque la déchéance. Comme nous le verrons, selon le degré d'avancement dans la « carrière », les individus sont plus ou moins capables de gérer leur installation dans les réseaux de survie.

Dans un vocabulaire différent, Julien Damon et Maryse Bresson repèrent pour le premier, « des phases d'adaptation à l'espace public » et pour l'autre « trois mondes de la marginalité qui se succèdent dans un processus de dégradation ». Le parcours type d'un sujet SDF peut en effet être décomposé en trois phases. Premier temps, c'est l'étape de la « fragilisation ». Les nouveaux venus dans l'espace public sont affaiblis, mais ne portent pas encore les stigmates de la rue. Leur apparence physique dissimule leur nouvelle condition sociale. Puis c'est l'étape de la « routinisation ». Les sujets SDF n'ont pas de logement personnel depuis longtemps et sont contraints d'organiser leur vie autour des circuits d'assistance, de solidarités familiales et amicales. La dégradation physique et sociale est ici beaucoup plus visible ; enfin c'est le moment de « sédentarisation », au cours duquel les sujets SDF deviennent des clochards, toujours présents sur un même territoire, usés et épuisés par les années passées à la rue.

Maryse Bresson distingue trois étapes : la galère, la zone, la cloche. Ces trois moments ne se suivent pas forcément de façon linéaire. Certains sujets SDF peuvent connaître successivement ces trois situations alors que d'autres n'en connaîtront qu'une seule. De même chacune de ces phases peut être plus ou moins longue selon les individus. La façon dont les sujets SDF vivent leur nouvelle situation est évidemment un facteur important de singularisation des parcours.

2.1.1.3. Nouvelles dynamiques sociales.

L'acceptation ou le rejet de la situation que le sujet SDF doit assumer, dépend aussi du degré d'insertion dans les nouveaux réseaux de sociabilité qui se forment dans la rue. Décroché des cadres traditionnels d'intégration, l'individu doit s'organiser et développer des combines pour manger, dormir, se laver... Commence une étape initiatique, au cours de laquelle le nouveau venu va rencontrer d'autres sujets SDF, déjà plus anciens dans la rue. Des liens se tissent entre pairs.

Ainsi, **P.**, personne SDF que nous avons pu « suivre » au cours de nos 18 mois de présence sur le terrain, nous dit, concernant la manche, que la première fois, ce sont

¹⁴⁸ PICHON P., *Survivre sans domicile fixe, Etude anthropologique sur les formes de maintien de soi*, thèse pour le doctorat d'anthropologie et de sociologie, université Lumière Lyon II, Décembre 1995.

des « collègues » qui lui ont montré comment faire et où aller. Il s'agissait de celle « à la rencontre ». Ils arpentent le quartier, la rue plusieurs fois et vont au devant des personnes : une petite pièce, une petite cigarette, un sourire. Il dit que pour les cigarettes, il a beaucoup de succès auprès des jeunes filles. Il explique cela par le fait qu'il est toujours souriant, propre et que, s'il a pris un verre avant, il n'est jamais ivre. Les premières fois, c'était à plusieurs, puis ensuite qu'il y allait tout seul. Par rapport aux connaissances qu'il pouvait avoir, il dit que s'il reconnaissait quelqu'un, il changeait de rue. De plus, il avait les cheveux longs et une barbe de plusieurs mois. Difficile, ainsi, de le reconnaître. Jusqu'au jour où il a demandé à quelqu'un de lui tailler la barbe. Cela a été fait, me raconte-t-il, dans un jardin public à Nantes, près du château, auprès d'une fontaine et au cran d'arrêt !

Plusieurs chercheurs ont analysé la nature de ces relations sociales. Selon les uns, une culture commune unit les « sous prolétaires » de la rue, comme le désigne Corinne Lanzarini. Pour d'autres au contraire, cette culture n'existe pas vraiment, chacun constituant ses propres réseaux de survie.

Ces propos peuvent être illustrés par la rencontre de deux hommes à Brin de Causette¹⁴⁹.

Le premier à 52 ans, niveau licence, travaillait dans la téléphonie informatique. Il nous dit qu'il a passé la nuit dehors, qu'il s'est fait agressé : « il voulait me piquer 3 euros ». Il a l'arcade coupée, il n'est pas allé se faire soigner.

Il nous dit refuser d'aller travailler pour le SMIC. Avant, il s'est fait jusqu'à 50000 francs par mois pendant des missions au Koweït et en Afrique, femme et enfants l'accompagnaient. Puis, il a fait parti d'un wagon de licenciement. Il a perdu sa femme, dit avoir fait quelques conneries, puis sa maison. Il parle avec nostalgie de ses missions à l'étranger, ce que cela lui a permis d'apprendre. Il nous confie que ce sont ces enfants qui lui permettent de s'accrocher, sinon, il aurait sauté par dessus le pont depuis longtemps. Il a une fille en doctorat en droit et un fils en école de commerce. Il a des nouvelles. Ces derniers sont informés de sa situation, mais, en ce moment, il ne veut pas les voir car il ne veut pas leur infliger cela.

Il est allé quelquefois, vraiment quand il faisait trop froid, dans les foyers mais, dit-il, « les anciens, on préfère dormir dehors : la liberté, c'est tout ce qui nous reste ». Il nous raconte que, la dernière fois qu'il a été dans un foyer, il avait une trousse de toilettes, il la laissée sur la tablette de salle de bains ; le temps d'aller aux toilettes. Quand il est revenu, il n'y avait plus rien. Il nous dit qu'il essaie de se maintenir propre, de changer ses vêtements. Heureusement, il a pu laisser ses affaires à la Moutonnerie¹⁵⁰ où il a trois valises. Là, sur lui, il a trois blousons. Le pire, c'est quand il pleut, il ne peut rien faire. Le dimanche est une journée horrible, tout est fermé, les gens sont en famille. Il déclare que « celui qui dit mourir de faim sur Nantes est un « branleur » car, ici, on peut facilement se nourrir, ce qui n'est pas pareil pour le logement. En plus, dit-il, on n'a pas besoin de ça ».

Il aimerait bien écrire son histoire car, pour lui, il a connu les deux extrêmes : la très bonne situation et ce qu'il vit aujourd'hui. Il a l'air usé, se prend la tête entre les mains : un an que cela dure.

¹⁴⁹ Association caritative que nous avons fréquentée le samedi matin.

¹⁵⁰ Lieu dit qui correspond à l'arrêt du tramway pour se rendre à la maison d'accueil de jour.

L'autre personne à côté de lui dit avoir travaillé dans le bâtiment. Aujourd'hui, elle doit intégrer un foyer. En effet, elle avait trouvé un travail, mais sans logement, impossible.

Tous les deux nous disent aussi qu'il vaut mieux faire route solitaire car, à plusieurs, il y a le temps des galères : un coup de trop et la situation s'envenime.

Communautarisme

Des sociologues comme Patrick Gaboriau ont mis en évidence une sous-culture de la place publique, à partir de recherches portant sur les clochards. Ceux qui échappent durablement aux structures de prise en charge et organisent leur installation dans la rue. Pour lui, cette sous-culture est constituée d'un ensemble de valeurs, de codes et de rites. C'est au travers d'une sociabilité de type familiale que les clochards s'approprieraient l'espace, forgeant un langage spécifique et établissant un certain nombre de rituels, comme ceux qui sont liés au « partage de la bouteille ». L'emploi du temps est scandé par la quête d'argent, de nourriture, d'objet de trocs, de niches urbaines pour s'abriter la nuit. Certains ne vont survivre qu'au prix d'un réaménagement existentiel qui risque de les condamner en quelque sorte à y rester. Les demandes d'aide restent prises dans cette logique de survie (hébergement d'urgence, nourriture, soins médicaux en général tardif) et souvent les réponses apportées renforcent cette spirale de la marginalisation. Pour Serge Paugam « *leur vie ressemble à une fuite en avant, sans espoir* ». A la limite beaucoup d'entre eux n'ont plus rien à perdre. Ils ont intériorisé leurs conditions marginales et cherchent avant tout à subvenir à leurs besoins.

La rue c'est aussi la mort, qu'elle soit brutale ou distillée au jour le jour par les conditions de vie et le recours à l'alcool. La survie mobilise ce qui reste d'énergie mais dans **une logique d'enfermement**. Pour certains, elle semble opérer comme une **sidération de la pensée** au profit de l'immédiateté et de l'agir. Evitement, fuite en avant permettent une forme de protection contre le surgissement du désespoir et de l'angoisse et surtout ne pas penser.

Certains, face aux institutions, sont comme devant une espèce de membrane résistante. Ils ne peuvent pas rentrer dans un autre espace, ils sont **enfermés dans leur espace**. Que nous montrent-ils, que, nous demandent-ils ? Et nous, que pouvons nous leur signifier ? L'élaboration d'un projet plus intériorisé suppose, dès lors, une reconstruction de la personne et qui ne pourra s'opérer que progressivement à partir de lieux d'accueils qui en permettent l'émergence. Certains arrivent progressivement à une forme de reconstruction, par le biais d'une appropriation de l'espace (où ils dorment, où ils font la manche), par les relations avec les autres sujets SDF, compagnons de galère, par l'utilisation plus ou moins organisée des systèmes d'aide et parfois aussi par une forme de renarcissisation au travers de l'acceptation de la condition marginale.

Des glissements d'un espace à l'autre s'opèrent. Le mendiant sollicite dans l'espace public une attention par l'expression orale ou écrite de ses malheurs. Les personnes qui font la manche vivent de cette expérience comme un véritable travail, organisé dans le temps et l'espace. Les textes peuvent s'inscrire sur des registres d'actualité, de compassion, de provocation, d'intimidation, de dérision. Tous considèrent **la mendicité** comme une activité structurée, un système d'adaptation à l'indigence, aux contraintes. Ils se souviennent tous de la première fois, accompagnés par l'alcool pour se donner du cran. Il suffit d'afficher un peu d'humilité, beaucoup de

repentir : honteux d'être pauvre, heureux d'être secouru. C'est facile pour certain, impossible pour d'autres. Ils ne survivent pas. Jeunes et agressifs, ils inquiètent. Vieux et obséquieux ; **ils font parfois sourire. Ils nous gênent toujours.**

Le marché s'autorégule à partir d'arrangements individuels plus ou moins violents. Même autorégulation de la population pour la fréquentation des structures.

Une de nos hypothèses de travail serait que certains vivent avec des béquilles et un appareillage psychologique qu'ils se sont forgés pour survivre dans leur monde périphérique.

- **ou individualisme ?**

« Quand tu dors dans un immeuble, il y a des horaires à respecter, tu arrives entre une heure et deux heures du matin, là où, en théorie les gens sont rentrés et tu dégages à cinq heures » (J. L).

« Ce qui est dur pour la manche c'est d'y aller, c'est comme si j'allais à l'abattoir. Pour me donner du courage, je me plombe, je m'achète deux litres de rosé ou de Cotes du Rhône, des vins bien ordinaires, je me déchire avec. A jeun je ne peux pas, je dois me charger avant d'y aller » (P).

Etre sans domicile fixe c'est manquer de tout et pas seulement de logement. Ce sont toutes les sécurités de l'existence qui se trouvent remises en cause, à tel point que la personne sans domicile se trouve « **non sujet de droit** », non en droit mais en fait. Des droits peuvent exister mais la disqualification sociale vécue et subie, pour des raisons tant individuelles que socioéconomiques, a pour conséquence une disqualification juridique, une mise à l'écart du champ d'application effectif du droit en général et des droits de l'homme en particulier. Finalement, le nœud du problème ne serait pas l'absence de droit mais une mise « hors droit » qui tiendrait à un non investissement du monde du droit par les personnes elles-mêmes. Il est fondamental de prendre conscience que le domicile n'est jamais seulement un toit. C'est la matérialisation d'une fixation à un territoire qui permet de pouvoir prétendre à certains droits. Dans ces conditions, et faute de pouvoir toujours fournir un logement durable à celui qui n'en a pas, ce droit cherche à rompre les situations de marginalisation en palliant à ce non logement, sur le plan administratif, par la domiciliation (pour bénéficier du RMI, s'inscrire sur les listes électorales). Nous pouvons souligner l'incessant déplacement entre les différents lieux, la rue, l'hôtel meublé, le foyer d'accueil, la chambre d'amis et les trajectoires sociales complexes auxquels de tels déplacements contraignent.

Devant la diversité des histoires, des situations et des profils sociaux des individus à la rue, d'autres observateurs comme Pascale Pichon et François Chobeaux, ont préféré avancé l'hypothèse de « l'expérience singulière » à celle de sous-culture. Certes, dans la rue, les relations entre pairs deviennent essentielles et constituent même une question de survie. Cependant, ces relations sont contextuelles, fluctuantes et ne signalent pas l'entrée dans une communauté porteuse d'une sous culture marginale. Le plus souvent les relations se font et se défont selon les circonstances, lors des rencontres diverses, autour de problèmes pratiques : quête d'argent, recherche d'un squat et de matériel. Elles sont nécessitées par les besoins de survie et sont instrumentées dans la perspective du maintien de soi. Si les réseaux entre pairs représentent une ressource essentielle pour les sujets SDF, toutes sortes d'autres réseaux s'y ajoutent ; ce qui nous amène à évoquer le rapport aux institutions.

2.1.1.4. Les demandes envers les institutions

La rupture familiale, les ruptures sociales (errance, marginalisation), la perte d'un emploi ou du logement, les difficultés d'accès aux autres dispositifs, les problèmes de santé sont des **raisons qui poussent à demander de l'aide en urgence**. Dépendante de l'état d'insatisfaction et de frustration rencontrée, dans la situation présente, elle s'ancre dans le registre explicite des besoins, faute de pouvoir s'exprimer autrement. Il y a une **corrélation importante entre le deuil impossible** (impossibilité de penser l'objet manquant) **et la demande impossible** (demander est reconnaître l'objet manquant). Le travail de deuil et de la demande constitue un travail de personnes qui vont suffisamment bien. La demande est toujours plus ou moins délicate pour tout à chacun parce qu'il s'agit de montrer que l'on manque. Elle renvoie à une détresse possible ou avérée, c'est-à-dire qu'elle soumet au pouvoir de celui qui pourra aider ou pas. Devant l'horizon d'un pouvoir de l'autre, toujours redoutable, parfois à juste titre, certains se soumettent avec confiance et d'autre le refusent avec force même à leur détriment. Il peut s'agir d'une hyper demande qui s'apparente davantage à la réclamation ou dû – avec sa connotation du tout, tout de suite et agressive – qui met en avant le seul besoin biologique, somatique ou social. D'autres n'exprimant plus rien, vivent au jour le jour, sans aucune capacité d'anticiper, ils ne peuvent plus faire la moindre démarche, ils sentent confusément que les autres les rejettent, alors ils « s'abstiennent » encore plus.

- **Les raisons qui poussent à refuser cette aide**

La plupart des personnes fréquentant la maison d'accueil de jour – évaluée approximativement à 50% – n'appellent pas ou plus le 115. Les réponses évoquées sont :

- Le ras le bol.
- Exclue du système.
- Système astreignant.
- Autres réponses : des personnes squattent, ont des abris de fortune...

Pour des personnes qui travaillent, l'appel de chaque jour est une contrainte. La coexistence, la cohabitation des personnes jeunes et moins jeunes dans les structures d'hébergement ne sont guères faciles. Ainsi en est-il de l'image pour les jeunes de structures d'hébergement pour « les vieux ».

Selon Cap Jeunes, dispositif nantais, des jeunes exigent l'hébergement d'urgence de suite, refusent de faire le 115. Ils sont dans des solutions alternées : copains, squats avec un code relationnel spécifique pour l'hébergement. En février 2004, le C.H.R.S. Saint Benoît alerte aussi sur le nombre important des personnes à la rue qui ne font pas le 115 et sont pour une partie en squat.

A ce stade, il nous paraît important de revenir sur **le 115 et ses missions** qui, en plus de sa mission d'information et d'orientation, régule l'hébergement dans l'ensemble des structures d'urgence en période hivernale. Il est en contact permanent avec l'Equipe

Mobile Sociale. Lieu d'arrivée des signalements, il participe à la mission, de **coordination** et d'**observation** de la Veille Sociale. En ce sens et en termes de **préconisations**, il serait pertinent de mettre en place des rencontres avec les écoutants de nuit (veilleurs de C.H.R.S.) organisées au moins une fois par trimestre.

Le 115 n'existe et n'a d'intérêt qu'en fonction des réponses vers lesquelles il oriente. En ce sens, des **articulations** pourraient être intéressantes avec d'autres téléphonies sociales : urgences médicales, enfance maltraitée, drogue info services. Il travaille avec un ensemble de services sociaux, de structures, d'association. Le 115 peut aussi assurer des fonctions plus larges vers un véritable réseau de l'urgence. C'est un maillage de personnes et de structures qui se reconnaissent, partagent un même objectif et entretiennent des échanges et entre qui circule l'information.

C'est pourquoi, il paraît pertinent de faire **connaître le 115** :

- Aller à la rencontre des structures d'urgence et des partenaires.
- Editer et diffuser une plaquette.
- Identifier et mobiliser des acteurs potentiels.

Les appelants produisent eux-mêmes une définition des missions du numéro d'urgence 115. Les écoutants reçoivent des messages témoignant de détresses immédiates et parfois de grandes souffrances face souvent à des réponses qui sont nécessaires mais souvent absentes ou insuffisantes ; d'où l'importance de participer à **des réunions de régulation**, d'échanges à partir de cas difficiles, des **réunions de supervision**. Le 115 n'est pas seulement un lieu « d'accueil téléphonique pour sans-abri » proposant une orientation vers des places d'hébergement. Ne devant pas s'y réduire, il est important de réintroduire l'information auprès des appelants, des personnes qu'il est aussi un lieu d'information, d'écoute et de reconnexion sociale pour des appelants multiples. Le 115 permet aussi d'interroger **la place de l'entretien téléphonique dans le dispositif de l'urgence sociale**. Comment gérer le traitement de l'agressivité, de la violence et des autres situations difficiles ? Cela touche la question du positionnement professionnel.

Les écoutants du 115 doivent faire face, à la fois, à des critiques verbales avec des propos agressifs et des insultes mais aussi à des personnes vivant dans la rue qui expriment leur mal-être par téléphone.

S'ils sont par exemple à la gare dans une cabine, que peuvent-ils observer ? Que tout s'agite autour d'eux et qu'eux sont là, immobiles, pétrifiés, inutiles. Cela interroge le temps. Le fait de considérer que le temps d'une personne est moins précieux que le sien ne conduit-il pas à dévaloriser cette personne, à la déconsidérer ? D'autre part, à s'interroger sur ce dont l'homme a besoin pour vivre, on risque d'oublier la personne elle-même. Une personne n'est pas une addition de demandes ponctuelles même si elle a des besoins multiples. Peut-être a-t-elle aussi une grande difficulté existentielle ?

Concernant **les personnes peu ou pas hébergées** et vivant continuellement ou quasiment en continu dans la rue, différents constats peuvent être faits :

- Auprès de 50 personnes non hébergées dans le cadre du plan hivernal avec qui l'Equipe Mobile Sociale a eu un contact, la moitié ne souhaite pas aller en foyer ou de façon intermittente.

- **Les principales raisons** pour lesquelles certains publics (jeunes, couples, familles) ne se présentent pas dans les structures sont le refus des contraintes et de la collectivité. D'où la nécessité de développer le logement individuel.
- 50% pour qui les réponses de l'urgence ne sont pas adaptées : hommes ou couples avec un chien, couples et femmes.
- Personnes refusant toute aide mais qui acceptent toutefois un lien social.
- Exclusion des structures.
- 10% de ces personnes accèdent à l'hébergement d'urgence, au foyer d'accueil « La Providence » structure en lien au déclenchement du plan grand froid.

Par ailleurs, l'Equipe Mobile Sociale fait le constat que des usagers souhaitent dire des choses sur l'organisation de l'urgence. Passer d'une logique d'aide à une logique d'acteur, promouvoir des lieux institutionnels d'expression. Il paraît important de souligner, ce à en quoi, le 115 est passé d'une « écoute passive » des appelants à l'ère de la construction de nouvelles formes de réponses que les publics du 115 ont générées, dans le sens où il y a de nouveaux publics avec de nouvelles problématiques. Adéquation ou inadéquation de l'offre et de la demande ?

Les liens avec l'assistance : une autre manière de comprendre l'itinérance urbaine

Où dormir ? Le lieu où les personnes sans domicile passent la nuit peut être très variable. Certains font une utilisation très régulière des centres d'hébergement, d'autres ne les utilisent qu'occasionnellement, faisant appel à d'autres ressources, comme les squats, l'hôtel payé par une association, par la manche, le RMI lorsqu'ils viennent de le percevoir. Les femmes utilisent moins souvent que les hommes les solutions qui les exposent le plus, comme de dormir dans la rue, dans les parties publiques d'un immeuble (hall, cage d'escalier) dans une voiture. Lorsqu'on les trouve, hors des centres d'hébergement, il s'agit plutôt d'hôtels, logements d'amis qui offrent l'hospitalité. Ceux qui dorment dans l'espace public, ne s'y trouvent pas, en général, du fait d'une méconnaissance des circuits d'aide. Ils ont recours aux vestiaires, se trouvent domiciliés pour leur courrier, dans une association, un bureau d'aide sociale ou CCAS. Par contre, ils sont moins souvent en contact avec des travailleurs sociaux, ce qui semble indiquer la recherche d'une certaine indépendance vis-à-vis des services sociaux.

Selon Corinne Lanzarini, en 1996, « *les services publics et les services d'aide sociale sont utilisés dans la limite de ce qu'ils peuvent apporter comme ressources immédiates, pas de fréquentation assidue d'un service qui propose une « insertion* »¹⁵¹. Au contraire, il semble que les services fréquentés soient justement ceux qui ne proposent rien d'autre qu'un service immédiat : manger, se vêtir, se laver. Les contraintes institutionnelles sont acceptées dans la limite de ce qu'elles peuvent apporter.

Le passage à la rue implique **une crise identitaire** et **une restructuration de soi** et parallèlement que la domiciliation, l'hébergement en foyer après un certain temps

¹⁵¹ LANZARINI C., *Un autre monde. Situations extrêmes et tactiques de survie des sous-prolétaires à la rue*, thèse pour le doctorat de sociologie, Université Paris VIII, mars 1998.

passé dans l'errance vient faire à nouveau choc dans la représentation de soi. Ceci expliquerait en partie l'échec des pratiques de l'insertion.

Un classement des **rapports à l'assistance** peut être proposé :

Premier groupe : une organisation maximale des possibilités qu'offrent les services d'aide et relative insertion. Le travail peut être un accompagnement dans le cadre des organismes qui les hébergent. Ces personnes sont logées dans un centre d'hébergement de longue durée, rencontrent régulièrement un travailleur social, ont une couverture maladie et une adresse ou recevoir du courrier, en général dans le centre où elles sont. A ce sujet, il est intéressant de souligner que pour parler de leur situation, elles ne disent pas « habiter » mais être « hébergées ».

Deuxième groupe : les personnes ont recours à des solutions personnelles, dorment à l'hôtel, y reçoivent leur courrier, peuvent y laisser leurs affaires, ont une couverture maladie, n'utilisent pas les vestiaires et ne fréquentent pas les travailleurs sociaux.

Le troisième groupe de pratique de la vie dans la rue est celui des utilisateurs des centres d'urgence et des personnes qui dorment dehors ou dans des abris sur l'espace public, quelquefois en passant d'un lieu à un autre, solution d'hébergement où on ne peut en général pas laisser ses affaires. Les personnes mal ou pas couvertes en cas de maladie y sont plus nombreuses, ainsi que celles qui n'ont pas d'adresse pour recevoir du courrier. Cette situation précaire s'accompagne d'utilisation plus fréquente des vestiaires. Célibataires, les situations de dislocation de la famille y sont plus fréquentes, privant ainsi les personnes d'un soutien familial.

A l'autre extrémité de cet axe, autre groupe : proche du précédent par sa mauvaise couverture maladie, revenus précaires, hommes passant la nuit dans des lieux non prévus pour l'habitation (squats ou des formes d'habitat précaire comme une voiture, un cabanon, une caravane), un abri sur la voie publique et hall de gare, station de tramway, des arcades. Dans les parties communes d'un immeuble (coursive, parking). Ils déclarent n'avoir aucune ressource ou vivre de dons, ont plus rarement une adresse où recevoir du courrier, ne font pas appel à un travailleur social, tout au moins de façon régulière, ne peuvent pas laisser leurs affaires là où elles passent la nuit. Ce qui d'ailleurs est une grande difficulté et que tous expriment, à savoir **l'inexistence de bagagerie**¹⁵².

Si de parvenir à identifier **ces différents rapports à l'assistance** nous semble pertinent dans la compréhension de l'errance, la variété des conditions de vie et des modes d'organisation quotidienne des sans domicile fixe, en particulier l'hébergement que ce soit de l'hébergement dans des abris précaires / squats/ logement provisoire chez des parents ou des amis, centre d'hébergement d'urgence ou de longue durée, ne peut pas être uniquement interprétée en terme d'évolution dans le temps.

Une première vision conduirait à penser que dans la rue se trouvent les personnes sans logement depuis peu, que l'urgence est le fait des personnes qui commencent à mieux connaître les différentes ressources possibles et la longue durée est la dernière étape avant la réinsertion. A l'inverse dans une analyse en termes d'étapes de désocialisation se trouveraient dans la rue les personnes qui sont sans logement depuis longtemps, n'ont pu se réinsérer. La durée depuis la perte du logement intervient mais ceci n'est qu'un facteur parmi d'autres qui joue surtout pour les hommes et ceci de façon complexe. Si avoir perdu son logement depuis longtemps augmente,

¹⁵² Une bagagerie sociale existe depuis avril 2006, gérée par l'association Saint Benoit

pour les hommes, la probabilité de se retrouver en hébergement de longue durée, nous trouvons aussi dans l'espace public, des hommes depuis longtemps dans la rue. Les sans domicile ne constituent pas un univers à part, qui fonctionnerait selon des logiques radicalement différentes, mais il y a un continuum entre eux et les personnes qui quoi que disposant d'un logement connaissent une situation très précaire.

Entrer dans des structures dédiées, c'est endosser une identité de SDF. Selon Pascale Pichon, lorsque l'individu se rabat exclusivement sur le réseau caritatif, alors l'identité sociale de SDF prend le pas sur toutes les autres. C'est pourquoi, là aussi, le rapport aux réseaux d'aide et d'assistance est particulièrement ambigu. Les services proposés peuvent être à la fois utilisés, rejetés et contestés par les mêmes personnes. Celles-ci peuvent chercher à fuir les mêmes institutions et en être totalement dépendantes, ou encore se placer dans des positions d'assujettissement tout en trouvant des assujettissements susceptibles de tirer le meilleur parti de l'ensemble des services proposés. En fait les structures d'aide sont autant de ressources que les sujets SDF utilisent pour constituer leur propre réseau de survie. Autant dire que là non plus, il n'y a pas homogénéisation des usages. Les normes institutionnelles ne s'imposent pas de façon univoque et ne déterminent pas les comportements. **A ce propos il serait intéressant de savoir ce que les « individus font de ce que l'on fait d'eux ». Les sujets SDF ne sont pas tous des êtres dépendants des circuits d'assistance, mais au contraire des acteurs susceptibles de s'organiser et d'exploiter parfois au mieux l'aide caritative.**

Finalement, les prestations offertes font l'objet d'une certaine évaluation qualitative. Elles sont exploitées ou délaissées. Elles peuvent être combinées. Le réseau d'assistance croise ici le réseau des « collègues ». Il est significatif de constater parfois des tentatives de rationalisation de l'usage des différents services offerts. Ainsi la journée et les itinéraires sont planifiés en fonction des horaires, de la nature et de la qualité des prestations proposées. Les pratiques d'optimisation de l'usage des services, les attitudes de type consumériste et les discours relatifs à la dette sociale sont autant de moyens mobilisés pour « sauver la face » dans un contexte de très grande précarisation sociale. Nous avons pu observer, au cours de notre étude, que les tentatives d'auto organisation des personnes sont balayées dès qu'elles investissent des lieux publics, qu'ils soient publics ou privés.

Les libertés que s'octroient le sujet SDF par rapport aux règles de l'assistance ne peuvent elles être pas considérées comme autant de résistance à l'imposition d'une identité négative ? « Expérimentant la survie sous ces diverses formes, il tente toujours de résister à l'homologie, il échappe à l'hébergement en squattant, il n'accepte pas le repas proposé en plein milieu d'après-midi et préfère plutôt demander un casse-croûte, il se fait exclure d'un lieu d'accueil, refusant de coopérer selon les règles de conduites imposées. Toutes ces libertés prises envers le réseau associatif ne peuvent elles se lire comme une forme de maintien de soi ? »¹⁵³

La préservation de soi.

L'installation durable dans une économie de survie contraint les individus à se positionner par rapport à une identité de SDF. Or, ils résistent au stigmatisme et cherchent

¹⁵³ TROUBAT F., *Analyse des politiques publiques face à la question des SDF.*, Mémoire IEP, dir. : J. Weisbein, Toulouse 1, IEP, 2004, (<http://www.sciencespo-toulouse.fr/IMG/pdf/troubat.pdf>)

en permanence à se dédouaner de cette étiquette. **Ainsi se construit la figure repoussoir du clochard qui s'abandonne totalement qui ne cherche plus rien, s'échoit et gît dans les espaces publics.** Dans les conditions extrêmes, la permanence de soi, ordinairement balisée et banalisée est mise à rude épreuve. Elle ne tient plus alors que par le sentiment subjectif de sa propre identité. Le sujet SDF ramène son identité à sa singularité, à des rôles qu'il a tenu dans le passé ou à de nouveaux rôles positifs qu'il investit, ici et maintenant. Dans ce contexte, la santé est un enjeu majeur ; se maintenir en bonne santé c'est concourir à la préservation de soi. La rue peut être pathogène et le rapport au corps, à la santé et à la maladie dépendent en partie du parcours social du sujet SDF.

Le lien entre précarité et santé mentale est aujourd'hui connu. Ainsi les troubles psychiques et les déficiences physiques sont le résultat visible de la survie. A titre d'exemple, la rue peut entraîner les individus sur la voie de l'« onirisme social ». Pour tenir ceux qui sont à la rue mobilisent des identités de substitution, justement dans une logique de préservation de soi.

La dissolution des bases anthropologiques, c'est-à-dire la privation de logement, de soutien, de travail, de manque de nourriture, de soins d'intimité atteindrait le corps dans ses modalités de reproduction de forces vitales. Le manque d'intimité, la quête permanente, l'alcool, la maladie, la lutte contre les éléments, les agressions multiples finissent parfois par avoir raison de l'homme à la rue, qui se dégrade jusqu'à en mourir.

Si tous les sans-abri sont sans domicile, tous les sujets SDF ne sont pas sans-abri. Nous savons en effet que pour le sens commun, les T SDF sont des personnes qui vivent dans la rue. Certes la rue est très souvent un moment dans la vie des personnes sans domicile fixe ; mais ce moment peut être plus ou moins long, plus ou moins bien vécu. L'installation dans la rue peut varier de façon très sensible selon les individus. Ce n'est pas la même situation qui est vécu par celui qui dort dehors, par celui qui fait la manche alors qu'il est hébergé dans un foyer, dans un squat ou dans son propre logement, par celui qui traîne dans la rue sans afficher un quelconque stigmate qui pourrait trahir sa situation d'infortune.

Pour beaucoup, aussi, le moment de la rue n'existe pas vraiment. Depuis plusieurs années, les dispositifs d'urgence, les accueils de jour et les centres d'hébergement se sont multipliés, ils ont contribué à soustraire de l'espace public certaines populations précarisées. Cependant elles sont, malgré tout sans domicile fixe ; leur vie est faite de ruptures plus ou moins brutales, de passages incessants d'une structure d'hébergement à une autre, de recherche désespérée d'espaces d'intimité qui sont aussitôt souvent vécu comme des lieux d'isolement et par la suite subitement délaissés. Bref ce qui peut apparaître comme une tautologie et une évidence c'est que les sujets SDF sont des personnes sans domicile fixe. Mais ce banal constat implique que le monde des sujets SDF ne se réduit pas à celui qui est visible, à celui que l'on peut repérer sur l'espace public. Il est beaucoup plus large. Une grande partie des gens qui vivent dans la précarité et l'instabilité sont des invisibles pour reprendre le terme utilisé par Julien Damon. Leur nomadisme résidentiel, professionnel, social, affectif est un nomadisme discret, souvent peu accessible pour l'observateur extérieur.

La seconde remarque liée à la première, c'est l'extrême diversité des situations, des parcours, des trajectoires des sujets SDF ainsi que l'hétérogénéité et la segmentation des publics concernés. Déjà, en ce qui concerne les sujets SDF repérés dans la rue, cette diversité l'est encore plus si l'on considère aussi la population des instables qui vivent

une misère cachée. Cette population est donc constituée de différents publics qui ne fréquentent pas les mêmes lieux, ne se rencontrent pas toujours.

Nous pourrions dire que l'exclusion revêt des situations très différentes. Ce sont ceux qui se retrouvent à la rue parce qu'ils n'ont plus un lieu ou leur existence est reconnue et qu'ils arrivent à perdre contact y compris avec leur propre corps. Les jeunes, ceux exclus de notre société mais qui se retrouvent inclus dans une autre, celle du deal, de la délinquance et de la drogue, le dernier lieu qui les socialise, leur donne des repères. Pour cerner la relégation sociale, il faut donc suivre les parcours individuels, les histoires personnelles, les vies qui ont épousé des trajectoires qui présentent une certaine homologie, succession identiques de ruptures sociales ou familiales, même type de décrochage professionnel. Ce sont des « formes » de leur histoire et non leur caractéristique sociologique qui les rapproche. C'est pourquoi, ils ne constituent ni une communauté sociale ni un groupe statistique. Cela n'a donc aucun sens d'essayer d'appréhender les exclus comme une catégorie. Il s'agit au contraire de prendre en compte les processus d'exclusion. L'important est de bien analyser la nature des trajectoires qui conduisent aux situations d'exclusion, tant qu'elles sont à chaque fois les résultantes d'un processus particulier. D'où l'importance de notion de précarité et de vulnérabilité. Ces trajectoires singulières de ces hommes et de ces femmes sont-elles prises en compte dans les réponses institutionnelles du champ social, sanitaire ?

2.1.2. ...aux réponses du secteur de l'urgence sociale.

2.1.2.1. De l'urgence sociale...

- **C'est quoi l'urgence ?**

Qui dit urgence, dit savoir ce qui se fait la veille, pour une continuité, d'où une évaluation en amont du premier hébergement, préparation de la sortie de l'urgence. Un début, une fin, avec des séquences, l'urgence est inscrite dans une **continuité** et non pas dans une rupture. Il est donc important de conserver **la référence** existante.

La mission de l'urgence dans un contexte d'action sociale :

- Pouvons-nous rendre uniforme les actions, les réponses ?
- Ne faut-il pas tendre à maintenir la diversité des réponses ?
- Qu'est-ce que la réponse à l'urgence ? Dans l'heure, dans 5 à 10 jours ?
- Quelle définition de l'urgence ont les usagers ? Est-ce la même que les professionnels ?

Travailler davantage en amont semble important. Le fait que des personnes se retrouvent parachuter dans l'urgence pose la question de savoir si les personnes se saisissent des dispositifs existants, par exemple, celui de la prévention de l'expulsion. Quelles réponses des acteurs ? Tous les acteurs sociaux parlent d'**urgence**, soit pour exprimer une **demande**, soit pour tenter de conquérir une certaine **légitimité**. Le contrat social se règle désormais sur un temps court. L'action en urgence est sensée répondre à

un souci d'efficacité, se réclamant d'une volonté **d'agir « concrètement et immédiatement »**.

- **Les effets de l'urgence**

Partout où elle se manifeste, l'urgence tend à s'installer et à se pérenniser en cumulant trois effets :

1. L'effet d'évolution du temps long.
2. L'effet d'entrave à la mise en œuvre du temps long.
3. L'effet d'offre qui conduit l'urgence à générer sa propre demande.

Par exemple, le Revenu Minimum d'Insertion conçu au départ comme un moyen transitoire vers une insertion, s'est peu à peu installé dans « le rôle de système d'accueil des personnes ne bénéficiant plus d'indemnité de chômage ». Une **banalisation** de l'urgence qui ne modifie pas pour autant notre rapport au temps. Un dispositif qui ne réévalue pas notre rapport au temps. Il conduit simplement à inscrire **l'urgence dans la durée**. Telle la mise à l'abri qui peut se muer en solution d'hébergement. **L'effet d'offre** : l'urgence, se professionnalisant, tend à se structurer en offre sociale en attente d'une demande. Et si cette demande n'existe pas, on finit par la créer. Il paraît essentiel de permettre un **accueil de qualité** dans l'urgence.

- **Différentes strates : mise à l'abri, hébergement d'urgence.**

Ce qui pose de nouvelles questions :

- De la mise à l'abri... à l'insertion: quoi entre les deux ?
- Qu'est ce qui est de l'ordre de la mise à l'abri, de l'hébergement d'urgence et de l'insertion ?
- Quels axes d'insertion reste-t-il quand il n'y a pas de travail, le logement et la santé ?
- Quelles sont missions confiées à l'urgence ?

Il y a un besoin d'accueil précipité : une mise à l'abri ; mais pas uniquement cela. Or, aujourd'hui, la gestion de l'urgence et les moyens alloués permettent pour les isolés, les familles seulement une mise à l'abri (pas de travailleur social présent dans les foyers d'accueil d'urgence). Il nous semble qu'**une aide de première urgence** n'a de justification sociopolitique que dans le but de permettre des solutions à long terme, que comme **réponse à un continuum de réponses ordonnées**. Ainsi, nous ne devons considérer le Samu social que comme un moment dans une chaîne : recueillir des sans domicile fixe errant dans la nuit et leur prodiguer un refuge, pour leur offrir le lendemain matin, le bénéfice de l'expérience d'un travail social afin d'engager le premier pas de la réintégration. Les personnes en difficultés sont souvent obligées de faire appel à différents services pour essayer de trouver des solutions à certains de leurs problèmes. **Le morcellement des politiques sociales et autres types d'interventions, qui ne sont pas toujours reliées entre elles, finissent donc par morceler les individus, brouillant souvent problèmes et solutions.**

Il ne suffit pas de donner aux gens de l'argent, du travail et un logement, il faut avant tout leur redonner **un sens** à leurs liens. Comme nous le rappelle Jean Maisondieu

« *L'exclu est peut-être exclu des circuits économiques parce qu'il n'a rien, mais il se sent surtout exclu des relations sociales normales parce qu'il n'est rien ; et c'est ce rien de valeur qui le maintient en exclusion mieux que sa pauvreté* ». De même, les solutions éphémères, transitoires posent problème : « *pour se poser le plus dur, n'est pas de trouver un lieu, c'est de pouvoir y rester* ». Quand c'est l'organisation du lieu même qui crée la rupture ! (Les 3 à 6 mois en CHRS).

La désignation de SDF ne s'arrête pas à ce premier niveau d'interaction qui est celui de l'environnement immédiat de l'individu stigmatisé, elle se prolonge jusque dans les appareils institutionnels. Les signes physiques sont les indices tangibles à l'origine d'une prise en charge par le Samu social ou la maraude qui sillonne les rues, va repérer les individus par les attributs qu'il supporte et lui proposer une aide. Le stigmate n'opère pas uniquement sur des signes physiques. L'absence de domicile et cela même si l'individu possède une adresse dans un centre d'hébergement est le critère par lequel va se construire une identité disqualifiée et déviante.

Tout tient en trois lettres : SDF. L'identité de l'homme est réduite d'une part à des initiales et donc à des bribes de langage et d'autre part à un manque, en l'occurrence celui du domicile fixe. Peu importe ici la profession de l'individu, sa situation familiale, sa nationalité. L'appellation des « sans » qui transforme l'individu en une incarnation vivante de ce manque, définissant sur le mode du vide un être en négatif. La maladie mentale, l'alcoolisme, la polytoxicomanie sont les éléments corollaires à la question du sujet SDF et viennent compléter les discours

Cela nous amène à nous interroger : **Comment raconter cette souffrance de la non reconnaissance sociale** ; souffrance qui représente la peur de la mise à la marge, la peur de l'exclusion, l'absence de perspective professionnelle ou l'expérience elle-même de l'exclusion ?

De même lors de la phase de stabilisation, les trajets ne sont pas rectilignes : il y a des avancées, des reculs, des chemins de traverse, des arrêts. Tout n'avance pas en même temps : le relationnel, l'emploi, l'habiter, l'affectif. Il s'agit donc de passer d'une situation de précarité construite dans un temps cyclique à une situation de stabilité dans un temps linéaire. « Stabilisation » c'est-à-dire ? Stabilisation matérielle, spatiale, géographique ? Familiale, affective ? Et quand stabilisation rime avec dépression. La mort du désir dans une normalité qui éteint, avec la fragilité liée au fait de se retrouver seul, sans le groupe, que faire ?

2.1.2.2. Les réponses institutionnelles

Nous avons étudié **les pratiques** développées en travail de rue, en accueil de jour, en accueil de nuit, en accueil C.H.R.S. En effet, **s'intéresser à une pratique, c'est aussi devoir tenir compte des autres**. Ainsi, s'interroger sur les missions de la Veille Sociale, au travers d'un de ses outils, l'Equipe Mobile Sociale, amène à prendre en considération la politique d'accueil des foyers d'accueils d'urgence, cela ne peut fonctionner si on adopte un fonctionnement en autarcie. La pratique des uns a des autres. **Un des enjeux du secteur de l'urgence est la coordination territoriale des acteurs et des actions mises en œuvre pour répondre au plus près des besoins du public en grandes difficultés**. En cela, la veille sociale est instituée par l'article 157 III de la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions.

- **La veille sociale**

Trois missions

1. Evaluer l'urgence de la situation, ce qui implique de définir les outils d'évaluation.
2. Proposer une réponse immédiate et organiser sans délai une mise en œuvre effective de cette réponse.
3. Tenir à jour l'état des disponibilités d'accueil.

Les outils de la veille sociale

Le 115 : L'échange par téléphonie : Il joue un rôle pivot et représente un des opérateurs de l'urgence au centre du dispositif de veille sociale.

Un numéro d'urgence sociale, dont on peut se servir à volonté : accès gratuit, outil moderne, accessible 24H24, 365 jours par an, couvrant un vaste territoire.

Un outil de communication, entre les personnes en difficultés, les gestionnaires et les acteurs ouvrant à leurs cotés.

Le 115 est le premier maillon de la chaîne qui va de l'accueil d'urgence à la réinsertion sociale. Le recours au 115 doit être l'occasion d'un premier contact attentif et humain, mais il n'est pas pour autant un entretien social ou éducatif. Pourtant, les orientations sur trois ou quatre nuits n'amènent-ils pas à ce type de travail, à savoir un travail d'évaluation. Ainsi, le 115 ne gèrerait plus seulement de la mise à l'abri (une seule nuit) mais de l'hébergement (plusieurs nuits).

Le 115 a une fonction de lien social dans le sens où il donne une information, une orientation rapide sur les possibilités d'hébergement mais aussi une aide au niveau psychologique, soin, alimentaire, aux personnes sans domicile fixe et en grande détresse sociale. Le fait que la personne appelle signifie qu'elle est encore inscrite quelque part, à repérer un interlocuteur possible. Même si elle critique ensuite le dispositif, elle y participe encore, n'y a pas renoncé et s'il y a du lien possible.

Parallèlement, il est **un lieu d'observation** riche en enseignement sur l'évolution des populations victimes de toutes formes d'exclusions (femmes victimes de violences, personnes en rupture familiale, personnes en errance, squatters) avec les intérêts et difficultés que cela peut représenter. En effet, à l'écoute de toutes les souffrances, il est nécessaire de s'adapter constamment à l'évolution de la détresse sociale, apporter des solutions concrètes. A ce sujet, il paraît important de rappeler que le 115 n'est qu'un des acteurs de l'observatoire de la veille sociale. Toutes les demandes d'urgence ne passent pas par le 115. Il ne faut donc **pas confondre 115 et demandes d'urgence**. De même, est-ce au 115, seul, de gérer les situations qui restent sans réponse?

L'Equipe Mobile Sociale : pour ceux qui ne font pas ou plus de démarches par eux mêmes, il faut aller vers eux et leur proposer de l'aide.

Sa mission s'effectue à travers **la maraude** avec les dimensions innovantes de sa spécificité par son lieu d'exercice, la rue, le public et l'espace professionnel. Elle consiste à aller à la rencontre de ceux qui ne demandent plus rien et qui peuvent être en extrême détresse médicale ou sociale. Cette rencontre n'est pas tout à fait une rencontre de hasard, c'est une mission de recherche et d'accueil qui demande une grande connaissance de la rue, non seulement sa géographie mais aussi et surtout les comportements qu'elle induit.

Le fait que les personnes soient dans la rue – espace public – légitime-t-il l'intervention? N'est ce pas faire intrusion? Se poser cette question, c'est déjà concevoir qu'ils se sont constitués **un territoire** et pose les **limites fixées à l'intervention** et sa légitimité? Ainsi, la **cohabitation sur l'espace public** implique de tenir compte des interactions des personnes avec le contexte de l'espace public. Entre le respect de la liberté individuelle et la non-assistance en personne en danger, que faire si la personne refuse de quitter le lieu? Elle nécessite une prise en compte de l'**environnement** et interroge, par là même, sa conception. Est-ce celui de la personne ou l'intérêt de la ville? Pour certains, il s'agit de « l'espace que le marginal occupe ».

Un appel à l'autorité pour régler un conflit d'usage de l'espace public et qui s'appuie sur une représentation à la fois spatiale et très étroite de l'errance. C'est en pointant le comportement de quelques uns ou en rappelant tel ou tel incident que les marginaux peuvent être considérés comme des « mauvais pauvres » occupant l'espace public. D'ailleurs on prend soin de distinguer ceux qui méritent la compassion et ceux qui appellent la fermeté. Les « néo nantais » et « ces groupes de jeunes » pourront nous entendre aux cours de réunions. Faire la part des choses entre la pauvreté subie et ceux qui s'en servent comme d'un alibi et en font un mode de vie avec ses excès. Ainsi, à partir du moment où il est démontré que l'errance est choisie et non pas subie, que les marginaux refusent l'aide sociale qui leur est proposée, et que leur présence dans la rue perturbent l'ordre public, le registre de la répression gagne une certaine légitimité, du moins aux yeux de certains.

Jusqu'où accueillir? Il s'agit d'aller à la rencontre de ceux qui errent et développent une fonction de solidarité sociale. Mais aussi prévenir les petites incivilités génératrices de conflit et d'incompréhension entre les résidents et la rue.

- **L'équipe municipale de rue**

Il existe depuis 4 ans, une cellule de régulation en centre ville avec différentes partenaires : la santé publique, équipes de quartier, CCAS, Sémitan¹⁵⁴, police, association St Benoît, Veille sociale 44. A noter que n'y sont pas invitées les associations caritatives.

Il a été fait le constat depuis 2 ans que l'espace public est occupé par la marginalité. L'objectif était d'avoir une équipe opérationnelle en centre ville qui n'existait jusqu'ici que dans les quartiers d'habitat social. Cette équipe des médiateurs de rue, opérationnelle depuis mai 2003, est rattachée à la **mission prévention et tranquillité publique**. Elle assure une mission de régulation et de médiation dans le centre ville auprès des marginaux, des commerçants et des passants. Il s'agit de maintenir une présence sur l'espace public. L'intervention est non axée sur de l'hébergement, mais il s'agit de placer la personne au centre de leurs actions : l'orienter

¹⁵⁴ Société d'Economie Mixte des Transports de l'Agglomération Nantaise.

sur tous les services qui existent à Nantes. A titre d'exemple, rappeler à une personne qu'elle a un rendez vous avec un travailleur social.

Leur **territoire d'action** se fait par des interventions à la gare et autour de la gare, le jardin des plantes, Talensac, les Hauts pavés, les squats qui posent problème à partir de signalements faits par les riverains. Ils interviennent en amont pour faire une évaluation de la dangerosité, l'insalubrité et des nuisances sonores avec pour objectif de faire sécuriser les lieux (appel au propriétaire et fermeture du lieu) et directement auprès du public pour les envoyer ailleurs. Par leurs actions, l'équipe met en avant que « aujourd'hui, on vit mieux à la rue ».

Le traitement des incivilités : au cœur de l'action des intervenants de rue.

La ville est un univers où se confrontent toutes les différences. Mais justement si celles-ci peuvent coexister, c'est leurs confrontations qui font l'objet d'une régulation informelle où grâce à une série d'interactions, chacun est amené à se positionner dans l'espace public « à sa juste place ». Inévitablement, les frottements sociaux sont le siège de multiples offenses. Mais en général, elles sont spontanément désamorçées par ce que Goffman appelle « les activités réparatrices » de conduites, telles les excuses ou les explications qui pacifient les rapports sociaux. Toutefois, les échanges réparateurs ne peuvent se produire que si les protagonistes partagent le même système de règles et de codes, que s'ils sont à même de prévoir le type de réactions que peuvent susciter les propositions respectives de réparation. En revanche quand les protagonistes adhèrent à des systèmes de référence trop éloignés les uns des autres ; les échanges ne peuvent plus s'engager.

Quand les réactions de certains acteurs deviennent imprévisibles, les relations avec eux ne peuvent plus s'établir. Pour conjurer tout risque de déstabilisation, on préfère s'abstenir de tout commerce avec les gens dont les comportements sont trop inattendus. Mise en place de stratégies d'évitement et de contournement qui isolent et qui stigmatisent. Or, ces stratégies ne font qu'accroître les phénomènes de marginalisation et de rupture du lien social, elles même sont susceptibles de générer des comportements agressifs de la part de ceux qui en sont l'objet. Cela crée un espace de dissension qui est source d'angoisse ou d'inquiétudes. Ces incivilités ne peuvent que très exceptionnellement être régulées par **les forces de l'ordre**. Non seulement parce que celles-ci ont mauvaises réputations auprès des marginaux, mais aussi parce que leurs éventuelles interventions portent toujours la marque de l'autorité dont ils sont dépositaires mais qu'ils ne peuvent précisément pas mobiliser dans le champ des incivilités, celles-ci n'étant pas encadrées par les règles juridiques, n'ayant ainsi qu'une faible légitimité. C'est cette légitimité que s'efforcent de conquérir les médiateurs de rue. Une conquête particulièrement délicate car leur position n'est jamais définitivement acquise, sans cesse insoumise à d'intenses processus de déstabilisation. Ils peuvent dispenser des aides, des conseils et proposer des orientations, mais en retour, attendent des jeunes qu'ils modulent leurs conduites et se conforment à certains modèles de comportement.

Une question de confiance : les jeunes peuvent, à tout moment retirer la confiance qu'ils placent dans les médiateurs. Ils disposent d'un certain pouvoir sur eux. Aussi, les médiateurs articulent plusieurs procédés : ils se présentent d'abord comme des intermédiaires, reliés aux dispositifs sanitaires, sociaux ou caritatifs. Ils sont détenteurs d'information les plus diverses, dépositaires d'un savoir sur les filières d'accès à ces dispositifs. Cela permet d'engager la relation avec des inconnus et d'obtenir ainsi leur confiance. A condition que les informations soient fiables et utiles.

« *Quand on aborde quelqu'un qu'on ne connaît pas, on lui demande s'il n'a besoin de rien. On se présente et on présente l'aide qu'on peut apporter dans tous les domaines* ». Mais cette ressource peut devenir rapidement obsolète car les personnes connaissent les services d'urgence ou bien ne souhaitent pas y avoir recours. « *Une fois qu'on s'est présenté et qu'on est repéré, on ne va pas recommencer tous les jours. Après quand on passe, on demande comment ça va et c'est tout* ».

Cette position d'intermédiaire, ils la construisent tout en dispensant toutes sortes de conseils destinés à rendre moins difficile le séjour des sujets SDF dans la rue. Les chiens occupent une place importante dans les échanges avec les sujets SDF mais les relations peuvent aussi s'établir à n'importe quel propos soit sous forme de conseil, soit sous forme d'implication. Ainsi les médiateurs peuvent appeler les pompiers ou le Samu.

C'est surtout en établissant des **rappports concrets de proximité**¹⁵⁵, que les intervenants de rue tentent de gagner et de conserver la confiance des sujets SDF, en règle générale, ignorés par les passants, qui bien qu'interpellés sous des formes diverses, cherchent plutôt à éviter tout commerce, se gardant d'engager toute conversation ou même de lancer le moindre regard dans leur direction. Les intervenants de rue adoptent une attitude diamétralement opposée n'hésitant pas à exposer publiquement l'intimité des rapports qu'ils établissent avec les marginaux. Ils cherchent presque systématiquement à se mêler à eux et à engager des discussions mais surtout quand cela est possible, ils matérialisent cette proximité en établissant avec eux des rapports tactiles : quand ils rencontrent des personnes pour la première fois dans la journée, les serremments de main sont de rigueur. D'une certaine manière, les médiateurs qui déambulent quotidiennement dans la rue, sont des passants comme les autres et ils font très souvent l'objet de sollicitations diverses. Ainsi ceux qui vivent de la manche ne sélectionnent pas leur client et s'adressent à tous ceux qui défilent devant eux, y compris aux médiateurs. Les intervenants de rue ont pour mission de s'immiscer dans les éventuels conflits qui se produisent entre marginaux et la population locale. La plus part du temps sur demande des commerçants ou des riverains. A notre connaissance, pas à la demande des sujets SDF eux-mêmes.

Les intervenants de rue paraissent souvent agir au profit de la tranquillité des commerçants et en être le porte-parole. Lorsqu'ils sont saisis par des commerçants, ils parlementent avec les personnes soit pour leur demander de se déplacer ou de faire moins de bruit et, afin de ne pas personnaliser le conflit, placent leur argumentation à un niveau très général : Ils ne disent pas que tel SDF gêne tel ou tel commerçant, ils évoquent simplement le droit à la tranquillité publique auquel chacun aspire... Ils peuvent aussi suggérer aux SDF de se déplacer pour que ceux-ci évitent d'être pris à partie ou ne pas avoir d'ennuis avec la police. Au fil du temps, ils nouent des relations privilégiés avec tel ou tel SDF, lequel joue un rôle de relais vis-à-vis du groupe, de tels relais permettant de désamorcer toutes sortes de tension : au sein du groupe SDF, entre les SDF et les médiateurs et enfin entre les SDF et la population.

Une position fragile : les éventuels échecs que rencontrent les médiateurs vis-à-vis des marginaux sont de nature à briser leur légitimité vis-à-vis des commerçants ou

¹⁵⁵ VIDAL-NAQUET P.-A., avec la collaboration de LAVAL C., *Sur les chemins de l'errance estivale*, rapport au Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Collection Jeunes, 2000.
(<http://www.social.gouv.fr/htm/pointsur/errance/sommaire3.htm>)

plus largement de tous ceux qui les mandatent. A quoi bon serviraient des médiateurs qui ne pourraient réduire les incivilités. La marge de manœuvre est particulièrement étroite. Si leur complicité avec les marginaux est trop manifeste, les commerçants risquent de ne plus les solliciter. Inversement, s'ils apparaissent comme des portes parole des riverains ; ils s'exposent à perdre leur crédit auprès des sujets SDF. Le travail d'hospitalité qui consiste à maintenir le lien social avec des personnes qui vivent des situations d'exclusion est particulièrement difficile à mettre en œuvre dans la durée. Selon les médiateurs eux-mêmes, les contacts ne sont pas difficiles à établir, c'est plutôt l'utilité et la portée des contacts qui sont difficiles à évaluer ; difficulté susceptible de déstabiliser les médiateurs de rue. Un des écueils possibles n'est-il pas celui des **déplacements** ? (à l'instar du cas de la prostitution où les personnes vont en périphérie). Une gestion de la présence des sujets SDF dans un lieu pourrait conduire souvent au simple **éloignement** de la population vers un autre lieu.

Comme nous venons de le voir, les actions autoritaires ne sont pas uniquement exercées par les personnels de police. Les sujets SDF peuvent être aussi interdits d'accès à certains espaces ou être amenés à se déplacer de plusieurs façons¹⁵⁶. Cela nous pose différentes questions telles que :

- Quel est le seuil de tolérance ?
- Articulation des interventions sur l'espace public ?
- Quand une dégradation de l'état général d'une personne est constatée, les équipes (médiateurs de rue et Equipe Mobile Sociale) peuvent-elles s'alerter ? Quelles modalités de coordination trouver ? Ce qui supposerait un temps de connaissance et de reconnaissance.

- **L'écoute de la rue**

Association depuis 2000, il s'agit de bénévoles d'obédience catholique. qui interviennent, avec la mission du diocèse, dans la rue depuis 1995, chaque jour, à la rencontre de personnes sans domicile, par le biais des « tournées dans la rue », du lundi au samedi, matin et après midi, le plus souvent en binôme. Il s'agit d'offrir aux personnes rencontrées, un temps d'écoute et de parole. Les trajets des tournées sont pensés, l'équipe de bénévoles ayant élaboré une carte pour visualiser les lieux où l'on retrouve le plus de personnes SDF et retracer les itinéraires des équipes.

Pour eux, ils vont à la rencontre de ceux qui vivent dans la rue pour établir un lien, première étape indispensable, écouter leur histoire, s'ils souhaitent la partager avec eux. Ils vont vers les gens sans aucun don matériel : argent, nourriture, boisson. Le suivi s'effectue aussi quand les gens ont un logement ou sont à l'hôpital : « on va où elles habitent, où elles vivent ». Leur mission est différente par rapport à l'équipe mobile sociale : « on n'attend rien d'eux ». « Ce sont des personnes comme nous, avec leurs carences, leurs tares, leurs richesses ». Leurs actions peuvent se décliner ainsi : écoute, orientation, vers les services sociaux et administratifs, accompagnement vers les établissements de soins. Visites possibles pour les gens de la rue hospitalisés ou en convalescence. Favoriser un mieux être, une insertion ou réinsertion. Les personnes rencontrées lors de chaque tournée peuvent être déjà connues ou nouvelles. Certaines

¹⁵⁶ A Avignon, les services municipaux ont coupé l'alimentation des fontaines publiques pour dissuader les marginaux de s'y regrouper. A la Rochelle, la direction du Prisunic local interdit l'accès de son magasin « à ceux qui arrivent en troupe et qui sont en état d'ébriété ».

vivent sur un « territoire » connu et il est relativement aisé d'aller à leur rencontre, d'autres sont rencontrées de façon inopinée et ne sont pas revues. Après la tournée, les membres de l'équipe se séparent. Une fiche de synthèse doit être normalement remplie après la tournée. Ils disposent également d'un local où ont lieu des permanences trois fois par semaine mais très peu viennent à la permanence malgré les cartes laissées avec les coordonnées de l'Ecoute de la Rue.

- **La maraude et cars du cœur des Restaurants du Cœur**

Pour la **maraude**, les bénévoles, en équipe de trois, vont avec un camion, trois fois par semaine (lundi, mercredi, vendredi), environ de 20 heures à 2 heures du matin, à la rencontre des personnes dans le centre ville de Nantes et agglomération. Le camion est équipé pour que les personnes puissent venir se restaurer à l'intérieur. Les bénévoles arrivent au centre l'Oasis (lieu de restauration pour les SDF) à 18H00, préparent les sandwiches, desserts, soupe et plats chauds qui ont été servis le midi au sein de l'Oasis. Il s'agit d'aller rencontrer ceux qui ne se déplacent plus dans les institutions et notamment dans les lieux de restauration possible. Le circuit est souvent le même d'une maraude à l'autre, les personnes à rencontrer étant installées souvent aux mêmes endroits. En effet, la plupart d'entre elles passent le reste de la nuit là, refusant souvent de faire le 115 et d'aller dormir dans un des foyers d'accueil d'urgence.

Les cars du cœur : aujourd'hui, il n'y a plus qu'un seul car qui fonctionne selon la campagne hivernale, stationne sur deux places nantaises au cours de la soirée, à savoir l'île Gloriette et Talensac, du lundi au vendredi. Les personnes peuvent se voir offrir soupes, boissons chaudes et viennoiseries. La maraude du cœur peut entrer ponctuellement en contact avec l'Equipe Mobile Sociale, au cours d'une soirée. En effet, ce sont souvent les mêmes personnes qui sont rencontrées par les deux équipes. A ce sujet, une fois par mois, une rencontre entre la responsable de l'Oasis et l'Equipe Mobile Sociale permet de faire le point et de voir si les uns ou les autres ont pu faire connaissance d'une nouvelle personne qui pourrait bénéficier d'une « visite » des équipes.

En conclusion, l'existence de ces divers intervenants de rue pose la question de la **différenciation** entre les nombreux interlocuteurs de la rue proposant aides diverses, sans personnalisation trop rigoureuse. D'autre part, le premier entretien auprès des personnes amène à se demander ce qu'on s'autorise à poser comme question, ou bien s'il s'agit de se faire **connaître**, de **se présenter**. Ce moment de présentation est chargé, saturé de significations disparates. Le premier travail n'est-il pas de le désaturer de ce trop de signification ? Ce qui revient à nous poser constamment cette question de la signification d'avoir une identité pour lui, pour elle ? Les précisions, les indications semblent pour ce moment à mettre de côté, ravalé toute curiosité intempestive. D'où, une complexité du travail de l'Equipe Mobile Sociale (inversement du déplacement physique des uns vers les corps soignant psychiatrique et social) vers l'autre (les corps abandonnés) qui se joue au niveau de la frontière entre non assistance à personne en danger et respect du libre choix ou recours à un soin posant un problème éthique majeur.

Concernant la **complémentarité de la démarche professionnelle / bénévoles** et **l'accompagnement**, il nous semble que la multiplicité des investissements est un plus dans la création du lien social, elle augmente le panel des personnes ressources, en

offrant un plus grand nombre de personnes, d'approches, donc de choix d'interlocuteurs, d'échanges. Même si les bénévoles ne portent pas l'étiquette « travailleur social » (ce qui a pu engendrer des rejets) ils sont représentatifs de la société, valorisés par le fait qu'ils symbolisent l'engagement de la société civile et l'entraide.

L'accompagnement va continuer à encourager la démarche et étoffer la relation, faire découvrir à la personne sa véritable demande, à s'approprier son désir de changement et à devenir acteur de son projet. Il est possible pour l'accompagnant de rechercher les relais possibles et de rester une personne ressource, attentive et proche de la personne qui est engagée progressivement dans des relations extérieures pour traiter différents aspects de son problème. Dans un accompagnement de **proximité**, la position de l'accompagnant est d'être à côté de la personne, ni devant ni derrière elle, à son allure, selon ses moyens. Une action s'adressant à des personnes extrêmement marginalisées. La notion de temps dans l'accompagnement est totalement relative, de un mois à plusieurs années ; maintenir le lien crée sur le collectif, rester en proximité est très important y compris en dehors des périodes d'hébergement hivernal. En été, des « visites à la rue », « des permanences café » permettant de garder le fil d'une lente resocialisation. Pour l'Ecoute de la rue, les accompagnements incluent des visites aux personnes hospitalisées, visites qui sont partagées avec les bénévoles, été comme hiver.

Depuis 20 ans, on accumule chaque année, généralement dans l'urgence et l'émotion hivernale des innovations très spécialisées et, en même temps, on n'annonce que les difficultés ne font que s'aggraver. Jusqu'où est-il nécessaire de spécifier les interventions en direction des sujets SDF ? Ainsi, la prise en charge des sujets SDF doit-elle être une spécialisation professionnelle particulière, reposant sur des bases juridiques et des institutions spécialisées ? La question SDF comme le souligne Damon¹⁵⁷, n'est-elle pas un concentré de tous les problèmes sociaux et urbains contemporains ? D'où un doute sur des interventions à la marge et un questionnement sur un programme d'unification des interventions sociales. Nous nous proposons de voir, à travers l'offre et les réponses institutionnelles, si les réponses actuelles, telles qu'elles sont formulées, ne participent pas à l'errance institutionnelle et si les cadres habituels de travail, éducatifs, sont opérants.

2.1.2.3. La prise en charge des sujets SDF au sein de la thématique contemporaine de l'exclusion.

Les offres institutionnelles

- **De l'assistance des professionnels ...**

Les services proposés sont caractérisés selon les nécessités de la vie quotidienne que nous pouvons ordonner autour de **trois pôles** : la nourriture, les soins, le repos. Ce dispositif est centré sur **les réponses à l'urgence** et **aux besoins primaires**. Aussi, comment créer du lien social durable lorsque la vie quotidienne oblige la personne à parcourir une ville pour dormir, se nourrir (dans des lieux différents le midi et le soir), chercher son courrier à des domiciliations différentes pour les papiers, la CMU ou le

¹⁵⁷ DAMON J., *La question SDF: critique d'une action publique*, Paris, Presse Universitaire de France, collection le Lien Social, 2002, 288 p.

RMI, se laver, se vêtir ? L'action ne doit pas se limiter à faire un don, apporter une aide, fournir un service mais doit concourir à associer la personne autour de projets communs, recréer des formes alternatives d'articulation entre l'individuel et le collectif. En ce sens, des projets ateliers, comme ceux de l'après midi à la Maison Bleu¹⁵⁸ de Rezé paraissent important à développer, comme les activités de la maison d'accueil de jour Francisco Ferrer. Par ailleurs, que de dépendance et d'humiliation en de nombreux points d'assistance ! Tant et tant d'aspects rappellent sans cesse qu'ils sont pauvres : venir chercher « sa soupe » dans le froid, la pluie et l'obscurité, recevoir le même casse croûte, la même soupe ou à peu de chose prêt durant près de quatre mois, attendre pour être conduit par l'Equipe Mobile Sociale aux lieux d'hébergement.

- **Prise en charge des personnes à la rue en période hivernale**

Lorsqu'elles sont repérées par les différents acteurs de terrain, Equipe Mobile Sociale, SAMU, 15, pompiers, associations, police, secouristes, elles doivent se voir proposer une place d'hébergement ou avoir la possibilité d'être accompagnées dans un lieu d'accueil ouvert 24 heures sur 24. Un parcours institutionnel dans l'urgence se construit pour répondre à des niveaux d'exigence d'entrée dans l'accueil d'urgence et pas nécessairement pour répondre aux besoins des usagers de l'urgence.

L'urgence sociale superpose deux dimensions qui ne s'interpénètrent pas de manière systématique : la préservation des besoins vitaux élémentaires et le processus de l'insertion sociale. Elle est à penser dans deux catégories temporelles distinctes auxquelles coïncident deux types de réponses : Centre d'hébergement d'urgence et de longue durée comme, par exemple, le foyer du Champ de Mars et les CHRS comme Saint Benoît.

L'hébergement en CHRS, contrairement au foyer d'urgence procède d'une commission d'admission pour un séjour de plus ou moins longue durée, l'accompagnement social qui y est assuré est plus ou moins intense.

Les centres d'urgence assurent un hébergement immédiat des personnes mais en principe pour une durée brève. Il paraît courant de classer en urgence les établissements qui ouvrent uniquement avant la nuit, hébergement pour la nuit et ferment leurs portes le matin. Il peut arriver que les personnes fréquentent ces établissements pour de longues périodes, en s'y représentant tous les soirs. Dans ce cadre, la diversité de la durée de l'accueil est à maintenir : d'une nuit, à trois, à une semaine, à un mois.

Le logement ou plus précisément l'habitat recouvre d'autres fonctions que simplement celle d'avoir un toit et il est primordial d'en tenir compte dans les stratégies politiques. Les formules de logement plus proches possibles du droit commun sont destinées à des personnes qui en raison d'une insuffisance provisoire ou durable d'autonomie s'ajoutant à la faiblesse des ressources, ne peuvent accéder au logement ordinaire sans pour autant relever d'une prise en charge socio éducative de type CHRS. L'offre d'hébergement éclatée n'est pas accessible à tous.

- **Particularités du plan « grand froid »**

Son déclenchement a permis l'ouverture de lits d'hébergements supplémentaires dans diverses structures de l'association Saint Benoît (Champ de Mars, la Tannerie,

¹⁵⁸ Accueil de jour où exerce un professionnel et des bénévoles.

Saint Yves) et l'ouverture de la Providence (un potentiel de 19 lits supplémentaires). Ce dispositif a permis à la Veille Sociale 44 de modifier ses orientations (la Providence utilisée dans « un rôle soupape »), d'héberger des personnes de passage à Nantes, d'héberger des ménages qui ont pu bénéficier à plusieurs reprises de ce seul lieu d'accueil pendant la période hivernale. Les autres lieux d'hébergement couple étaient Gustave Roch, Saint Yves, l'ANEF ou l'hôtel.

Les prévisions du plan hivernal et grand froid niveau 1 et 2 sont, selon la Veille Sociale, à réaliser de manière plus anticipée. Cela signifie-t-il que ce dispositif soit définitivement adopté ? Il s'agit de **ne pas adopter les dispositifs de manière fataliste mais de l'intérêt de ce dispositif tant** sur le bilan **après la fin du plan hivernal, sur** l'évaluation de la qualité de l'accueil d'urgence et sur sa concordance avec les besoins des usagers que sur les outils à engager pour recenser la demande, cibler les manques et assurer un meilleur maillage.

En effet, les personnes refusant une mise à l'abri, sont nombreuses ; pour certaines, par inconscience du danger de la rue et du froid, pour d'autres, refus de respecter les règles d'un foyer mais pour en avoir rencontrées, certaines parlent de leur refus d'être accueillies seulement nuit par nuit, elles seraient d'accord pour faire le 115 mais seulement si la proposition était un accueil pour plusieurs semaines, dans un même lieu. Le fonctionnement actuel tient en partie aux différences de pratiques des services, dont les conditions d'admission, la durée d'hébergement, les règlements intérieurs ne sont pas harmonisés. A titre d'exemple, malgré l'objectif proclamé d'accueillir de façon inconditionnelle les demandeurs d'hébergement d'urgence et d'articuler l'accueil d'urgence et la démarche d'insertion, certaines personnes sans domiciles sont refusées par les CHRS, sans possibilité de logement, ballottés d'un service d'urgence à l'autre, sans perspective. « Des personnes qui existent et sont condamnées à tourner ».

Il semble important de ne pas omettre que le fait de « tourner », s'il est pour éviter que les personnes s'installent de trop, il en décourage certains. A ce propos, il semble un **paradoxe**, leur **instabilité**, leur difficulté à se poser, à se projeter sont soulignées, mais, en même temps, le système induit cette instabilité. Face à ce turnover, elles doivent recourir à une grande capacité d'adaptation – dormir dans un lieu à chaque fois différent, de nouveaux personnels, professionnels ou bénévoles – alors que nous savons maintenant, l'importance des repères, ce qu'elles peuvent « déposer », construire, investir dans un lieu quand elles le peuvent. La multiplication des lieux d'accueil de jour offre la possibilité de se laver, laver son linge, se procurer des vêtements mais cela reste une démarche qui suppose dynamisme et organisation que n'ont plus ceux qui sont allés trop loin dans la désocialisation.

A titre d'exemple, le cas de M. vivant « terré » dans un bâtiment désaffecté que l'équipe des maraudeurs de l'Oasis allait voir trois fois par semaine : un arrière bâtiment délabré, ouvert aux quatre vents, le sol jonché de gravats et d'ordures accumulés jour après jour, au milieu desquels un vieux matelas pourri. Après avoir parcouru le trajet en automate (pas de lumière) c'est dans ce gourbi qu'il s'affale sans aucune précaution. Un matin, l'équipe est venue nettoyer le lieu mais quelques jours plus tard tout était à recommencer.

Malgré une amélioration dans la qualité et quantité des initiatives, il n'est pas simple d'empêcher que la personne intériorise qu'il est un citoyen de seconde zone, un SDF. A force d'entendre dire qu'ils sont sans ceci, sans cela, ils intériorisent leur sentiment d'inutilité. Beaucoup, les plus anciens comme les plus jeunes, ont des problèmes remontant à leur enfance, un manque d'amour qui les pousse à entretenir

avec les personnes qu'ils peuvent rencontrer une relation affectueuse à laquelle ils sont sensibles et que les bénévoles sont prêts à leur offrir.

- **...a celles des bénévoles.**

A propos des **associations caritatives**, Declerck en 1986 écrivait : « *en gros, l'ensemble de ces organismes forment un réseau d'assistance dont la fonction essentiellement négative est d'empêcher que les clochards ne meurent littéralement de faim, de froid ou de maladie dans la rue. Aussi maintiennent-ils tant bien que mal, la population au niveau de subsistance minimal où elle se trouve actuellement* ». Néanmoins et au travers notamment du développement récent des accueils de jour, les associations caritatives tendent peu à peu à sortir de ce rôle d'assistance purement matérielle ou « humanitaire ». Elles s'investissent de plus en plus dans des fonctions de soutien social ou moral. Et par là s'orientent vers un travail plus qualifié et qualifiant, se rapprochent des pratiques du travail social moderne. Nous pouvons citer pour exemple la Maison Bleue de Rezé.

Nous avons pu observer lors de notre rencontre avec les associations caritatives que souvent le projet associatif répond à **une logique d'action sociale**. « Constatant qu'une population identifiée présente des besoins essentiels non satisfaits, un groupe de personnes choisit de se donner pour missions de répondre à tout ou partie de ces besoins ».

Il nous paraît important d'y relier ces interrogations :

- A quels besoins ils vont s'efforcer de répondre ?
- Pourquoi leur paraît-il important de répondre à ses besoins ?
- Dans quel cadre sera élaborée la réponse ?
- Quels moyens seront nécessaires (intervenants salariés ou bénévoles) ?
- Comment est-il possible de vérifier régulièrement si les besoins existent toujours, si la réponse apportée reste pertinente ? D'autres besoins sont-ils apparus ?

La mission désigne le domaine et les publics dans et auprès desquels elle a décidé d'intervenir. **Les finalités** donnent le sens de l'action et vers quoi nous voulons tendre.

Le principe du bénévolat peut amener à la question : « *est-ce que je m'occupe de la souffrance de l'autre parce que je ne supporte pas de voir cette souffrance ou parce que je ne supporte pas qu'il souffre* » ? Par exemple, un « chez soi » qui fait défaut même si l'on dispose d'un toit temporaire. Il interroge également la question de **l'engagement** à travers une façon de dire soit que ce n'est pas supportable, soit que ce n'est peut être pas inéluctable. C'est aussi la question de **l'altruisme et de la solidarité**. Pour qu'une organisation se maintienne, il faut qu'elle produise des normes et qu'elle les transmette et que ceux qui y travaillent les intériorisent, acceptent de s'y conformer, en un mot adhérent à une identité collective.

Le partage d'une culture commune constituée se fait par au moins trois types de relation : la relation entre eux dans l'exercice de leurs missions régulières respectives, la relation entre eux et les personnes qu'ils rencontrent et qu'ils peuvent être amenés à soigner et relation entre eux et personnes extérieures à l'organisation. Ainsi, si les bénévoles ont un **rôle clé** et, pour certains, seule l'aide importe – peu importe l'activité

– ce qui compte, ce sont que les personnes soient en contact avec des personnes extérieures et réapprennent la relation, se remettent à parler.

A ce propos, certains s'étonnent lors des plus grands froids, de **deux phénomènes contradictoires** où d'un côté, des sans domiciles fixes sont couchés dans la rue et, de l'autre, des centres d'hébergement qui déplorent que certains de leur lits restent inoccupés. Cette contradiction ne nous semble qu'apparente. En effet les lieux d'accueil, pour **certains encore, sont peu « accueillants »**, de plus **les personnes ne peuvent y séjourner longtemps**, avec le risque en quittant sa place pendant quelques jours de ne plus pouvoir la retrouver.

Nous pensons qu'il faut faire attention à une autonomie pouvant être subite : certaines personnes peuvent être mises à mal par une brusque indépendance, se sentir seules. Intégrer une structure n'est pas toujours facile, ni sans danger pour les personnes trop fragiles. L'exemple d'une femme de 51 ans est à prendre en compte. Vivant jusque là dans des conditions précaires, rêvant toujours d'avoir sa chambre, elle a été accueillie et semblait épanouie, pourtant des phrases telles que « *vous êtes trop gentils avec moi* » ou « *ici, c'est trop bien pour moi* » sont inquiétantes. Lors d'une crise la personne a mis le feu à sa chambre et à du être accueillie en hôpital psychiatrique. L'équipe n'avait pas eu le temps de l'orienter vers un spécialiste médical. De même l'histoire de cet homme qui avait énormément galéré qui quelques jours avant son admission, est mort d'une crise cardiaque.

Au vu de notre connaissance des structures, il apparaît des modes de **coopération entre bénévoles et salariés** dans les associations multiples. Dans certaines, le bénévolat se limite au conseil d'administration – fonction d'administration et de représentation auprès des pouvoirs publics – dans d'autres, ils sont associés au travail même des professionnels, parfois en complémentarité sur des rôles spécifiques, voire en suppléance quand les insuffisances budgétaires empêchent d'embaucher.

Les compétences techniques et Les qualités étant de plus en plus complexes, la **contribution des associations** doit être reconnue non pas comme simple prestation de services mais comme un réel partenariat avec des relations de confiance basées sur des engagements réciproques. Bénévoles et travailleurs sociaux interviennent avec une visée empirique, répondant à des demandes concrètes, plus ou moins explicitement exprimées qu'ils doivent décoder. Souvent seuls et confrontés à des demandes et problèmes très variés, ils se constituent une **boîte à outils personnalisée** qu'ils perfectionnent.

Il paraît, ainsi, important de veiller à **l'accueil**, la **formation**, la possibilité d'**échanger** sur leur participation aux activités à côté des professionnels, d'autant que les difficultés sont amplifiées du fait de la massification des exclusions, de la multiplication et diversification des demandes reçues par les associations. Aux nouveaux métiers s'ajoute le rôle croissant et sensiblement modifié des bénévoles

A l'étude de ces offres institutionnelles un paradoxe apparaît : **l'hétérogénéité du public rend impossible la définition d'un portrait type du sans-abri et par la même d'une trajectoire type de réinsertion** qui irait de la rue au logement privé en passant par les services d'urgence, les maisons d'accueil et les logements accompagnés. De la même manière **difficile d'établir des catégories d'usagers** parce qu'elles ne permettent pas de rendre compte de la complexité, de la diversité de la mouvance des situations.

S'il existe des usagers « chronicisés » dans la rue, il s'en trouve aussi dans le circuit des maisons d'accueil et dans les logements accompagnés. Les usagers dits chroniques ne constituent pas une catégorie homogène. Au moins, une distinction doit être opérée entre ceux qui sont en permanence dans l'un ou l'autre service d'aide aux sans-abris (services d'urgence) de ceux qui sont aidés ponctuellement mais qui reviennent après avoir « disparus » pendant une certaine période. Toutefois, c'est par le recours à des catégories d'usagers qu'ils définissent l'absence ou l'inadéquation de l'offre à certains besoins, exemple des femmes. Pour certains intervenants, intervient une catégorie dite des « inorientables » constituée de personnes en errance chronique retrouvées principalement dans la rue et dans les services d'hébergement inconditionnels et gratuits auxquels ils se fidélisent.

De même, aujourd'hui, plutôt que de repenser le sens de l'intervention sociale, des dispositifs particuliers sont créés pour un public qui échappe au dispositif général : ce qui nécessite ensuite tout un travail de persuasion pour rendre ce public et cette demande atypique, conforme à l'offre institutionnelle. Comme le souligne Pierre Vidal-Naquet : « *mise en place de capteurs dans la société, exemple des cellules de veille dans le domaine de l'urgence sociale avec le 115, la veille sociale* » ; l'urgence sociale est un filet de sécurité sachant qu'avec les politiques sociales que l'on met en place, on laisse passer des gens dans les mailles du filet et qu'il faut maintenant mettre en place des dispositifs de récupération pour venir en aide. Et si c'était l'offre elle-même qu'il fallait remettre en cause ?

2.1.2.4. Du dedans au Dehors : où comment aller vers ?

Dans une société contemporaine caractérisée par des pratiques individualistes, il est difficile d'accepter les contraintes imposées par la vie en collectivité. Ceci est exacerbé lorsque les personnes ont perdu toute sécurité intérieure en raison d'un parcours de vie marqué par des violences. Lorsqu'autrui, en raison d'une histoire individuelle particulière, a toujours été une menace, il devient difficile de vivre avec sérénité des relations sociales imposées, même si elles sont encadrées par une équipe éducative. Pourtant, pour être jugé « ré-insérable » et donc admissible en CHRS, il faut déjà être en voie de « réinsertion » ou à l'inverse ne pas être trop encore « désinséré ». L'institution demande alors au prétendant d'être déjà, (en puissance, c'est-à-dire de son désir, voire en acte) ce qu'il doit devenir. Ce « minimum garanti » perceptible en termes de potentialités va permettre à l'institution de s'engager et c'est aussi la question de l'alliance, l'adhésion à un travail éducatif, la façon dont l'individu se situe par rapport à une relation d'aide, qui vont présenter deux éléments déterminants dans l'admission d'une personne en difficultés. C'est « *cette logique contractuelle qui est celle du travailleur social traditionnel et qui maintient à l'écart ceux qui d'une façon ou d'une autre, déclinent le contrat qui leur est proposé* » mise en évidence par Pierre Vidal-Naquet, que tentent de dépasser les dispositifs mobiles d'aide médicale ou sociale animés par le SAMU social. Ces dispositifs tendent à être des structures à « très bas seuil » d'exigence d'accueil ou aucune contre partie n'est demandée aux usagers qui les fréquentent (...) en effet tout contact trop élaboré risquerait d'induire une hausse du seuil d'entrée dans ce programme de présentation.

« Les accueils de jour » au travers d'une offre de services ponctuelles – accès à des machines à laver, consultations médicales gratuites, coiffeur, podologue – tentent de sédentariser, d'« apprivoiser » leur clientèle afin de la faire rentrer dans une dynamique

de « réinsertion ». Dans une fonction de sas, c'est un entre-deux où l'on se construit, où l'on prend du temps, où l'on pose des sacs en plastique, où l'on dépose l'histoire de son passé, de son présent et, parfois, même de son devenir.

En dehors du travail de rue qui, par définition, demande aux travailleurs sociaux d'aller vers l'autre, il semble se dessiner une attitude générale qui consiste à ne plus attendre que les personnes fassent une démarche vers les accueillants, mais, bien au contraire, que ce soient les accueillants qui aillent vers les personnes en errance. La posture qui se dégage est une collaboration avec l'errance et non de travail sur l'errance. Considérer celle-ci comme faisant partie intégrante de notre social et non une déviance de celui-ci.

Aujourd'hui, nous assistons à un déplacement du regard depuis les catégorisations médicales ou pénales vers le champ social qui conduit à s'ouvrir sur un autre monde : des manières de vivre avec les drogues, des sensibilités, des modalités de survie dans des conditions précaires, des formes de souffrance et de stigmatisations particulières. De nouveaux acteurs tendent à établir une forme particulière d'alliance sociale, un espace de relation à même la rue qui n'est pas prédéfini sur le plan institutionnel que nous pourrions qualifier de travail de proximité. Il renvoie moins ici au travail local qu'à la construction d'espaces et de supports de rencontre et de relation, dans les lieux de vie, avec les populations précarisées. Le travail de proximité recouvre un ensemble de pratiques qui permettent d'aller vers les publics exposés, distancés des services et des institutions et qui vivent dans des temporalités aux styles de vie particuliers. Il peut prendre diverses formes : travail de rue, permanences des lieux d'accueil sur les lieux de vie, travail en milieu carcéral, accompagnement mobile dans des démarches de réinscription sociale ou à domicile, première écoute et distribution de matériel dans les lieux où les populations marginalisées développent leurs activités (quartier chaud, bars, lieux de deal). Ces pratiques peuvent permettre, sur le long terme de se rapprocher des populations aux prises avec l'addiction et souvent la précarité sous-jacente. A titre d'exemple, le Samu social représente le principe d'unités mobiles qui vont intervenir soit sur le mode de la « maraude », soit en se postant régulièrement à des points fixes.

L'accueil à bas seuil forain et fixe développé par le Samu social s'inspire de sa philosophie et ses méthodes des expérimentations et techniques américaines de l'« out reach » – littéralement, toucher dehors – pour ses interventions dans la rue et des « sit-in » américains – asseyez-vous dedans – avec pour mot d'ordre « no demand, no question asked » – pas de demande envers le homeless, pas de question posée – pour ces centres de jour. Cette interpellation des services publics à partir de la rue comme un programme non négligeable de l'action publique redonne au sans domicile un rôle d'acteur de la rue. La rue, l'espace public sont ainsi reconnus, de fait, comme lieu premier de séjour et d'exercice de l'activité de sans domicile. Ce mode d'intervention itinérant va être expérimenté auprès des populations de prostituées, de toxicomanes qui recouvrent pour partie celle des sujets SDF. Le critère commun est le bas seuil d'exigence. Tous les outils de médiations proposés correspondent en effet aux besoins indispensables d'une population pour qui ces structures semblent représenter, à ce stade précis de leur trajectoire personnelle, la seule alternative par rapport à la rue. A partir de ces prestations de réduction des risques sanitaires et sociaux, un réel travail de création de lien est alors effectué par les équipes qui deviennent des acteurs essentiels de la prise en charge de ce public. L'investissement et la disponibilité des équipes chargées de l'accueil permettent de toucher des usagers très isolés. L'équipe mobile sociale de Nantes est composée de travailleurs sociaux et d'infirmier(e)s. Le travail de rue consiste

quotidiennement à faire un circuit régulier, travail informel qui se résume à être là. Etre présent, regarder, parler, désirer, c'est dans un premier temps, permettre à une rencontre de prendre corps. **Parce que les sujets SDF, dans la rue, ne voient se porter sur eux qu'un regard les identifiant à un déchet et venant aussi rencontrer souvent la singularité d'autres absences, d'autres exclusions.**

Des rythmes au fil du temps et des rituels d'approche (regard, geste, sourire) sont à créer. Il faut de nombreuses entrevues, souvent brèves au début pour que se tisse un lien permettant peut être au sujet de demander un jour un rendez vous. Le travail vise la sortie de l'urgence mais se veut aussi d'ordre social (exemple : inciter à faire refaire les papiers) avec un rôle de **prévention**, un rôle de **protection** et d'**alerte**, un rôle de **médiation** (entre une personne et un travailleur social d'une structure) et d'**accompagnement physique**.

L'intervention de première ligne est en direction des personnes de la rue. S'il s'agit d'abord dans un contexte de précarisation accrue, d'accentuer **la présence de proximité** afin de couvrir d'autres territoires et aller ainsi à la rencontre de nouveaux usagers, il s'agit aussi de **faire évoluer le contenu d'offre de services**. Des interventions à partir de **signalement** par le 115 (une phase d'évaluation) et les partenaires associatifs, sociaux, les appels directs : C.H.U., C.C.A.S., pompiers, police. Les interventions se font dans **la rue**, les **squats** avec autorisation des personnes voire invitation (respecter le principe d'adhésion de la personne), **chez les particuliers** sauf dans les logements. Au travers d'un travail d'**accompagnement**, de **création** ou de **maintien de lien social** – parfois « juste » déposer une couverture – l'objectif prioritaire est d'« **établir et maintenir le contact** ». Il s'agit sur l'espace public d'aller vers et d'engager un dialogue avec autrui, de parler des ses pratiques, de créer des possibles dans la gestion délicate d'un aller et retour entre la relation intime et cadrage socialisé, ce avec une dimension éthique dominante « *je ne sais pas ce qui est bon pour l'autre* ».

Des « commandes » de partenaires se font dans le cadre du travail en réseau : ainsi la Maison d'accueil de jour, ou la PASS peuvent les contacter au sujet d'une personne qu'ils ont perdue de vue. L'important étant de ne pas se laisser instrumentaliser ; d'où le refus de l'Equipe Mobile Sociale à l'appel du C.H.U. pour emmener une personne au motif qu'ils ne sont pas des taxis ou encore pour des appels pour « déplacer les personnes » sur l'espace public. Il est important de reposer clairement **le cadre où inscrire le devenir des sujets SDF**.

En parallèle, pour accéder aux personnes à la rue, il semble nécessaire de créer des structures de proximité, c'est-à-dire des antennes de soins fixes ou mobiles, des équipes de rue, boutiques où les usagers peuvent accéder, sans exigence préalable, à un accueil, à une écoute, à la prévention et aux soins adaptés à leur état et ce quelle que soit l'étape de leur trajectoire de vie. A titre d'exemple, pour l'équipe de rue de Toulouse, les sorties débutent sur les lieux de distribution de repas des Restaurants du Cœur avant de se rendre plus tard sur les lieux fréquentés la nuit par les personnes à la rue. Ainsi pour être « soignés » par les autres, il faut être sous leur regard.

La proximité de la rencontre se dessine sur le lointain de l'horizon. Le proche n'existe qu'à la condition qu'il puisse se former à partir de l'éloignement d'un fond qui lui donne sens et existence. Si l'on vient à manquer, la présence perd de sa qualité, la rencontre n'est plus qu'une simple perception ou une signification sans contenu émotionnel qui viendra la colorer. Quand l'éloignement du projet, de l'espoir ou de l'évolution n'existe plus, la proximité de la rencontre ne peut plus se vivre. C'est le

repli, l'esquive, l'agitation ou la violence qui prennent toute la place et qui repousse chacun à se situer dans une présence si lointaine qu'elle n'est pas créatrice de sens. L'éloignement produit des attitudes de refus de rentrer dans une histoire, s'investir dans des rencontres et privilégie de l'instant présent, le repli sur des conduites addictives. La prévention de proximité répond à ce brouillage du proche et du lointain vécu par des populations marginalisés chez qui la défiance a envahi la manière d'habiter le monde. Le travail de proximité recouvre un ensemble de pratiques qui permettent d'aller vers les publics exposés, distanciés des services et des institutions et qui vivent dans des temporalités ou styles de vie particuliers. La proximité est une réponse face à l'éloignement et au sentiment d'étrangeté qu'éprouve tout travailleur social confronté à des situations où dominant la répétition et la défiance. La prévention de proximité n'est pas uniquement un travail au plus près de l'habitat. C'est aussi une action sur la nature du lien qui m'unit à l'autre. La condition de proximité se tient dans cet effort de compréhension de l'autre, qui loin de me fasciner par son étrangeté me ressemble et me permet de vivre une certaine familiarité avec lui.

Ces éléments de réflexion amènent à souligner l'importance de la régularité des passages et du temps de présence sur le terrain. Afin d'améliorer le taux de couverture des personnes dormant dans la rue, ou éventuellement dans d'autres situations de logement précaire, nous pourrions étendre le champ des services au-delà de l'hébergement et de la restauration, par exemple aux centres de soins, aux vestiaires, aux centres d'accueil, de façon à augmenter les chances de saisir la population la moins en relation avec les services d'aide aux sans-abri. A ce propos, **la maraude de l'Equipe Mobile Sociale** s'effectue dans la rue, est-ce seulement aller à la rencontre des personnes connues dans des lieux et emplacements connus alors que celle-ci peut se dérouler au sien des différents accueils de jour ? Seulement la tendance de l'équipe est, en allant dans la rue, d'avoir le sentiment d'être moins intrusif par rapport au fait de se rendre dans les accueils de jour. Pourtant certaines personnes considèrent la rue comme « chez elles », est-ce le fait qu'il n'y ait pas de murs qui induit cela ?

D'autre part, il semble nécessaire de prendre en considération les évolutions des territoires d'intervention. La mission est d'être là où ces personnes sont, là où elles ont envie d'être, qu'elles soient ou non dans un projet d'insertion. **Les articulations et les complémentarités** sont à redéfinir entre les réponses dites de droit commun et les réponses spécifiques. Cette situation tout à fait nouvelle contribue à ce que l'identification des missions de professionnels habilités à intervenir dans les champs du sanitaire, du préventif, du social, du répressif ou du sécuritaire devienne très complexe et parfois source de confusion (par un risque de disqualification ou de discrimination aux yeux d'une population qui ne sait plus qui est son interlocuteur). Aussi, afin d'éviter **le morcellement des interventions**, celles-ci doivent être menées avec une double conviction de la reconnaissance de la singularité menant au collectif et aussi du sentiment d'appartenance à une communauté donnant une identité.

Pour illustrer nos propos, nous nous proposons de relater une situation et deux témoignages **de personnes SDF**.

<p>Cahier de liaison du Foyer Saint benoît: « Monsieur R.C. 42 ans. Orientation par le SAMU, accueil lit 115. Tentative de lui faire prendre une douche au vue de l'odeur pestilentielle. L'étudiante en médecine du foyer dispensera des soins jusqu'à 21 heures. Acceptation de l'idée de la douche mais demain (attitude de fuite). Il lui est proposé de dormir dans le jardin, ce qu'il accepte, et qu'il se présente demain à 8h00</p>

pour prendre une douche. Ce qu'il fera, même si sa première parole sera, quand l'infirmière voudra le prendre en charge, « je me suis déjà lavé hier ». Or, il ne s'agissait que des pieds. Ainsi, pouvons-nous continuer de lire : « Il accepte de prendre une douche ce matin après avoir dormi dans le jardin. Il a eu un plateau repas hier soir. L'assistante sociale du foyer ne comprend pas pourquoi le SAMU social ne l'a pas ramené à son squat ».

Beaucoup d'énergie a été déployée par l'équipe et surtout par l'étudiante en médecine qui a passé une heure et demie à lui faire des soins et lui baigner les pieds. Quelles sont les chances pour autant pour qu'il y ait une suite le lendemain ? Ici, même dans le cadre de lit en urgence, cette personne très connue du foyer ne peut pas être acceptée, ne serait-ce que par rapport au personnel d'entretien et à l'absence de chambre individuelle. De plus, cette situation chaotique est difficile à gérer en prenant en compte des limites de possibilité d'accueil, la demande de la personne et la position du SAMU social. L'équipe en service ce soir-là ne comprend d'ailleurs pas pourquoi cette condition de la douche est posée dans le cadre de l'accueil 115. Pour eux, il s'agit d'un court-circuitage de leur travail.

Nous demandons à J-L si la nuit dernière il a pu trouver un abri. Il nous dit qu'il a dormi à Saint benoît, la veille à Saint-Yves (centre à Vertou). Ils lui proposaient de revenir ce soir pour le week-end mais il n'a pas souhaité. Il doit refaire le 115 pour ce soir. P. nous dit la même chose par rapport à Saint Yves. Il ne souhaite pas aller là-bas car c'est éloigné de tout, il n'y a rien à faire et il ne connaît personne. Pourtant au 115, on lui aurait dit après le lui avoir demandé, que n'ayant aucune démarche à faire le lendemain, cela ne devrait pas poser problème.

Ces deux propositions effectuées à ces hommes nous paraissent illustrer un manque, une non prise en considération de la part des professionnels, à savoir s'intéresser à la vie privée sur les lieux publics. De même, il est important de défendre les pratiques en réseau en premier. Il y a le sujet central libre de ses choix, y compris non raisonnables, sujet qui a des besoins qu'il n'est pas toujours en capacité de formuler puis il y a le ou les professionnels qui peuvent lui être utiles et aller vers lui, enfin leur mis en réseau qui facilite ou vient en appui de projets partagés autour et avec la personne, à partir d'une éthique professionnelle commune.

Actuellement, dans la politique sociale publique, il y a une focalisation sur le présent, sur l'urgence, réalité que nous avons pu appréhender lors de cette recherche action sur l'errance dans l'agglomération nantaise¹⁵⁹. Dans le domaine des politiques sociales, depuis les années 1980-90, un secteur autonome qui s'est constitué : le secteur de l'urgence sociale. La « **boîte à outils** » pour faire face à l'urgence s'enfle depuis les années 1980, elle tend également à s'opacifier et à s'enfermer sur elle-même. Tout un dispositif d'urgence a su se mettre en place à la suite d'initiatives privées et des campagnes contre la pauvreté et la précarité. Ce sont ainsi développés les équipes mobiles sociales, le 115, numéro d'urgence social désormais intégré au dispositif de veille sociale, les centres d'accueil de jour et de nuit, les nuitées d'hôtel, les résidences sociales, les hôtels sociaux, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale. Ce

¹⁵⁹ BOINOT K., op. cit.

dispositif ne fait-il pas qu'**institutionnaliser un droit de l'urgence** sans arriver à l'intégrer dans **un parcours global d'insertion** ? Dépasser le stade de l'urgence n'est-il pas la seule manière de donner corps à l'impératif des droits de l'homme et à celui de dignité ? Or, il apparaît que l'on reste bien trop souvent au stade de l'urgence, et ne serait-ce qu'à cet échelon, la difficulté reste celle récurrente de saisir les plus démunis.

Dans cette problématique de la grande exclusion, plus personne n'en veut et les institutions elles mêmes se mettent à jouer une fonction de rejet et de renvoi vers un autre, afin d'obtenir qui a **un diagnostic**, qui a **un pronostic** ou un **projet d'orientation** ou bien encore la certitude que la personne pourra être reprise en cas de difficultés. Important de veiller à ce que les personnes exclues ne soient pas vouées à **errer dans les dispositifs**. Ainsi, en ce sens, lors de réunions, nous avons entendu parler des « irréductibles », des « récurrents ». Se pose la question du respect de la dignité des personnes, en particulier l'intimité des couples et des familles : « *Je ne suis pas chez moi, vu que je n'ai pas le droit d'emmener mes amis* »¹⁶⁰ (Claude, 60 ans Paris).

Les hébergements d'urgence sont trop souvent organisés dans l'urgence comme l'illustre le plan grand froid ou sous la pression des associations. La prise en charge impose des ruptures spatiotemporelles (heures d'ouverture, temps maximal de séjour avec retour dans la rue) qui renforcent la déstructuration du public accueilli. « Après le branle-bas de combat de l'hiver, tout s'arrête l'été ». (Fabrice, 49 ans, Nice). Ces pratiques d'aide semblent ne s'attacher qu'à remédier au visible de la souffrance. Or une autre souffrance est par définition psychique puisque vécue dans la singularité de la personne et s'appuie, selon Jean Furtos, sur un contexte social. La demande et l'offre matérielle occultent un temps d'écoute psychologique pourtant nécessaire à ces sujets vivant des traumatismes psychiques. Au delà de leur identification de surface entre professionnels et usagers, ces derniers restent prisonniers de leurs logiques troubles et de leurs invincibles désirs. Ainsi, les éternelles interrogations des responsables étatiques ou privés concernent les résistances de la population à s'abriter, même pour une nuit dans les foyers d'hébergement d'urgence ; problème majeur puisque responsable d'hypothermies mortelles. Pendant les périodes de grand froid, ces hébergements pour les protéger de la rigueur du temps ont permis de créer des liens qui sensibilisent les personnes et favorisent un échange. Mais, après, quand il n'y a plus ces possibilités d'hébergement, retournent-ils à la rue ?

La notion de mise à l'abri des grands exclus l'hiver est prédominante, mais il est important d'aborder la question de l'insertion des personnes accueillies. De plus, il y a une exigence de qualité en termes d'offre, le manque de place. **L'hébergement d'urgence est important** mais il est primordial de se pencher aussi **sur la diversité des publics et de leurs besoins, en termes d'accueil, de qualité de la réponse des besoins quotidiens.**

Pourquoi l'accueil d'urgence ? Pour qui et comment ? Ces questions sont essentielles à se poser pour aider les acteurs de l'urgence qui ont à faire face aux évolutions rapides et complexes des demandes d'accueil des personnes et de l'orientation vers un accompagnement adapté à leurs besoins. Ainsi, les moyens doivent s'adapter suffisamment en qualité pour permettre une **stabilisation, la création d'une réelle pratique de mise à l'abri adaptée, dans la perspective d'une éventuelle insertion.**

¹⁶⁰ Sans toit ni loi... Une demande de MSF. Ne pas avoir de toit, de lieu où vivre, n'est-ce pas l'une des premières insécurités, 8 septembre 2005. (http://transversel.apinc.org/spip/article.php?id_article=71)

Dans cette perspective, la survie n'apparaît pas comme la conséquence de l'aboutissement d'un processus de désocialisation au terme duquel les individus ne feraient plus que subir une « condition de Sans domicile Fixe ». Notre démarche implique que ceux-ci demeurent, envers et contre tout, des acteurs qui, accomplissant diverses actions individuelles et collectives, construisent leur survie au cours des interactions et lui donnent, ce faisant, une signification. Et c'est à partir du point de vue des acteurs qu'il devrait être possible de construire des catégories d'analyse. C'est pourquoi les entretiens biographiques et l'observation participante dans des quartiers très exposés, l'étude des pratiques développées en travail de rue, dans les accueils de jour et les lieux d'hébergement puis la sélection des actions de terrains comme base d'enquête et choisies dans des secteurs d'intervention relativement différents nous apparaissent pouvoir être des méthodes complémentaires pour produire des connaissances au sujet des itinéraires, modes de vie et système de représentations des populations inscrites ou non dans une trajectoire d'aide et de soin. Nous souhaitons, par là, offrir une contribution à la compréhension des marginaux évoluant dans des contextes sociaux marqués par la précarité et parvenir à des objectifs opérationnels au niveau des politiques préventives et curatives et des pratiques professionnelles : élaborer des pratiques de prévention des conduites à risques adaptées aux publics distanciés des services existants. Il semble, en effet, important d'imaginer de nouvelles stratégies préventives et soignantes, et mieux connaître les dynamiques individuelles et collectives, expérimenter puis proposer des types d'interventions sociales adaptées à ces dynamiques ; ce, afin de penser un accueil des personnes en souffrance et en danger, souvent en rupture de toute institution, générant de l'insécurité dans la population, par conséquent du rejet.

Nous avons pu voir lors de notre étude sur leur rapport à l'assistance, en quoi la résistance des sujets SDF peut se traduire par une instrumentalisation spécifique des institutions ; d'où l'importance de situer l'utilisation spécifique que le sujet SDF peut avoir des institutions, services et espaces. Certains sujets SDF fonctionnent avec un mode opératoire (temps, rythme), d'autres développent une fonction « caméléon » qui atteste de leurs capacités à s'immerger dans un décor. Si survivre et résister aux agressions est aussi en partie être soi même agresseur, cela ne signifie-t-il pas que **le sujet SDF atteste aussi d'une capacité à être acteur ? La personne SDF peut être considérée comme victime, coupable, déviante ou malade. Comment ont évolué les représentations de la société des personnes SDF et donc comment ont évolué en parallèle les actions en leur faveur ou en faveur de la société ?**

L'errance est souvent associée comme allant à l'encontre des normes sociales et culturelles. Les réponses se tournent alors vers l'intégration de la personne concernée, au sein des normes de la société à laquelle elle appartient. Lorsque l'errance est associée à une injustice sociale, alors les réponses apportées relèvent des programmes sociaux les plus divers. Le terme novateur de la souffrance psychique ouvre des horizons de recherche nouveaux et dynamisent les pratiques. La création des services de veille sociale dans les villes insistant sur la volonté du sujet et son libre arbitre en matière de prise en charge ont succédé aux procédés d'enfermements coercitifs. De plus de nouvelles initiatives, impliquant chercheurs et praticiens du social s'interrogent sur les processus d'accompagnement et tentent des procédés de réinsertion au plus près du sujet en errance. Dans ce cadre, le sujet SDF n'est plus automatiquement pensé dans ses manques mais comme une personne ayant des ressources internes, un avant et un après la rue. Ce glissement du regard a des effets directs et concrets sur la pratique sociale et

les politiques de prise en charge des individus à la rue. Cela nous amène à nous poser la question de la définition de l'errance.

3. Au-delà d'une explication monocausale de l'errance, le pari d'une construction de l'errance.

L'errance est une notion complexe, sa définition soulève de nombreux débats. Aucune définition n'est à l'heure actuelle satisfaisante. Certains se sont accordés pour dire que l'errance n'était pas un état ni une caractéristique des personnes mais un processus de désaffiliation, de désinscription sociale où dominaient surtout la labilité des publics, la fluctuation des statuts et la rapidité avec laquelle ils s'agençaient ou se transformaient. Des représentations différentes des problèmes. L'échange entre acteurs sur ces questions est souvent rendu difficile par des représentations de l'errance liées à des différences de position (institutionnelle, sociale, morale...).

Deux courants de pensée semblent dominer quand il est question de définir le sans-abrisme. La première cherche une explication au travers des caractéristiques ou comportements des personnes individuelles sans-abri. La deuxième cherche son explication auprès des inaptitudes de la structure sociale. Au sein de ces approches individuelles trois types d'explication : ceux qui expliquent le sans-abrisme comme étant le choix des personnes sans-abri, des explications pathologiques qui attribue le sans-abrisme à un quelconque trouble du comportement tels que la maladie mentale, une dépendance à la drogue ou à l'alcool ou d'autres pathologies, ceux qui l'expliquent comme étant la conséquence d'un quelconque évènement négatif, parents ou partenaires violents, ou un concours de circonstance menant à la fuite. Les explications sociales se concentrant sur l'inaptitude des structures sociales, économiques et politiques de la société.

Ces images plus ou moins construites et cohérentes peuvent se réunir autour de 2 pôles :

• Une approche par « modèle d'errance » ou de « type d'errant ».

Pour un certain nombre d'acteurs (élus notamment) la question se structure d'abord à partir d'éléments de « diagnostic à vue ». Le constat direct, empirique vaut comme démonstration. Les errants sont comme on les voit. L'image qu'ils donnent d'eux mêmes s'impose avec une telle force qu'elle fait écran à la complexité des trajectoires et des problématiques qui peuvent conduire ou co-exister dans l'errance. A partir de ces représentations, les dispositifs traditionnels ont été construits pour répondre à trois « types » :

- « le vagabond » ou « routard de passage » pour lequel il s'agit d'organiser une halte plus ou moins longue, mais conçue comme transitoire.

- « le paumé », qu'il s'agit de secourir puis de réinscrire dans le circuit social dont il a été exclu par un coup du sort (maladie, chômage, prison...) mais dans lequel il aspire à revenir.

- « le parasite », ou « mauvais pauvre » qui cherche à vivre sur le corps social et contre lequel il faut se prémunir en le dissuadant de rester. Dans un contexte d'exaspération, c'est cette troisième représentation qui se développe et le rejet fonctionne, illusoirement, comme un mécanisme immunitaire.

• Une approche par problèmes spécifiques à résoudre

Cette autre dimension des représentations, plutôt chez les travailleurs sociaux, diffracte l'errance en de multiples problèmes à résoudre : santé, logement, travail... comme si l'errance n'était que la somme arithmétique des problèmes rencontrés par l'errant. Face à l'évolution du phénomène et à sa complexité, la non réactualisation des représentations conduit à procéder par simplification pour faire correspondre les situations aux réponses dont nous disposons. Il y a donc un enjeu dans la capacité des acteurs à échanger et construire des représentations suffisamment communes et complexes pour déboucher sur la construction d'une politique publique qui ne soit pas qu'une juxtaposition de logiques parcellaires. Etre Sans Domicile Fixe n'est pas un état même si certains s'y résignent. C'est surtout l'étape ultime d'un processus de désocialisation alimenté en amont par la fragilité du rapport au travail et l'absence de repère pour guider les comportements individuels et en société.

L'apport de la sociologie, avec les notions de désaffiliation, de disqualification, de vulnérabilité rend compte d'aspects cruciaux de cette altération du statut sans qu'il y ait automatiquement basculement dans l'exclusion. Robert Castel par exemple oppose la désaffiliation, « retracement d'un parcours... qui n'équivaut pas nécessairement à une absence de liens... mais à l'absence d'inscription du sujet dans des structures qui portent un sens », à l'exclusion qui est « immobile, nécessitant une localisation géographique avec une culture spécifique »¹⁶¹. L'errance actuelle a cependant la particularité de ne plus faire la route, et cette quête d'un contenu, d'un objet du désir se limite souvent à l'espace d'un pâté de maisons, un square, un banc. Il en résulte une solitude immense. Enfin, le tiers de ces patients a déjà connu les institutions psychiatriques pour des décompensations pathologiques avérées, indiquant par là que les psychotiques ne trouvent souvent leur salut que dans l'errance. S'il n'y a pas de pathologie spécifique de l'errance sociale, il y a des formes de souffrance qui remettent en cause la finalité institutionnelle des organisations de soins.

Le temps et cette souffrance nous ont particulièrement affectés, nous obligeant sans cesse à travailler nos limites, à renoncer à certaines attitudes interprétatives, à accepter d'être interpellés. Chez la plupart, l'errance apparaît comme un mécanisme de défense à plus d'un titre: illusion de la maîtrise, sentiments de toute puissance, discontinuités, dispersion, éclatement, objets illusoire, qui aboutissent à se « casser », à fuir dans l'alcool et les toxiques. Une reconnaissance verbalisée de la part du social dans la souffrance exprimée permet de poser la réalité sociale aux cotés de la réalité psychique, c'est ce que nous nous proposons d'étudier.

3.1. De la clinique du sujet...

¹⁶¹ CASTEL R. in MARTIN J.-P., *Ecoute de la Précarité*, Serpsy.org., 1997.
(<http://www.serpsy.org/precarite/precarite1.html>)

Les événements et situations à l'origine de l'exclusion engendrent des réactions diverses des individus : détresse et dépression, auto exclusion, résistance, recours à l'aide. Ce qui est commun dans l'observation de l'exclusion est le consensus établi sur la présence de souffrances psychiques. « *Le dénominateur commun des divers types d'exclusion est en définitive, la souffrance et dans tous les cas nous côtoyons donc le pathologique* ». « *Plusieurs indices concordent pour souligner une plus grande fréquence de certains troubles psychiatriques parmi les exclus* »¹⁶². L'important est donc, non pas de psychiatriser la misère, comme certains acteurs sociaux sont parfois trop tentés de le faire remarquer, mais bien plutôt de psychiser celle-ci, de manière à en embrasser un domaine de significations plus pertinent. Il y a un lien entre exclusion et psychopathologie. Historiquement, celui-ci s'observe, comme nous avons pu l'étudier précédemment lorsqu'aux 16 et 17^{èmes} siècles, on a commencé à interner les fous ... et les mendiants.

Le psychologue Alexandre Vexliard a décelé au moins quatre étapes dans cette chute¹⁶³ :

- une phase agressive est déclenchée par un événement brutal (deuil, infirmité, abandon, perte d'emploi...). L'individu tente de rétablir le cours de sa vie et reste encore confiant dans l'avenir.

- une phase de repli, où l'échange social est rompu, la perte de confiance et la dévalorisation de soi s'insinuent. La vision du monde change.

- une phase de rupture avec le passé, conduisant à l'alcool, parfois au suicide. Cette phase est celle qui établit des liens avec les clochards.

- une phase de résignation finale permettant d'établir de nouvelles normes, le refus du système social et la proclamation de la liberté dans le mode de vie.

Pour Jean Maisondieu¹⁶⁴, « Dans la rue, cette voie finale commune à l'exclusion, les étiquettes se décolent et ceux qui errent sur la voie publique sont d'abord perçus comme des exclus, quelles que soient leurs origines et les sinuosités de leur parcours, qu'ils soient malades, immigrés, toxicomanes, alcooliques ou sortant de prison ». Celui qui parmi les premiers psychiatres s'est préoccupé de la banalisation d'une nouvelle forme de souffrance décrit un syndrome d'exclusion. Il évoque la honte « le sentiment pénible de son infériorité, de son indignité ou de son abaissement dans l'opinion des autres » qui à la différence de la culpabilité est inavouable et incommensurable...Il y associe d'autres affects désagréables qui se rattachent à la perte de place dans la réalité : sentiment d'injustice, vécu d'impuissance, ainsi que la peur et l'angoisse mais, surtout, une inhibition affectivo-cognitive limitant toute relation affective ou la vouant à l'échec. Ce syndrome d'exclusion, selon lui, a une tendance à évoluer pour son propre compte. Il associe la honte, avec en miroir le mépris et le refus d'interchangeabilité des places. Ceci corrode à la fois le lien social et les possibilités d'un lien social. Pour ne pas souffrir, un sujet est capable de s'exclure de lui-même (syndrome d'auto exclusion) au sein même de la situation d'exclusion sociale. C'est par là qu'on entre dans la clinique de la casse : casse du narcissisme, casse de la trajectoire historique et des générations, casse du projet, casse de la relation, errance et incurie. La

¹⁶² FAUJEAUD J., *Errance interne errance externe : essai d'analyse*, Mémoire de DESS de Psychologie.

¹⁶³ VEXLIARD A., *Le clochard*, Desclée de Brouwer, Paris, sociologie clinique, 1998, 493 p.

¹⁶⁴ MAISONDIEU J., *Malaise dans la civilisation et mal être des exclus*, 5^{ème} colloque, Désinsertion, exclus, précarités : accès aux soins, nouvelles pratiques de réseaux, implications éthiques, Brumath, 23-24 mars 1995.

réversibilité devient problématique. De fait, la grande précarité prédispose à une dépersonnalisation, à une perte d'estime de soi. La destructivité et la paradoxalité dominant une pratique de la relation d'aide, qui laisse démunis les « intervenants du front » en l'absence de certaines conditions de survie psychique. Il attire l'attention sur le risque d'une dérive consistant à psychiatriser des phénomènes psychosociaux en rapport avec les difficultés économiques actuelles : « il faut renoncer à la référence médiatale exclusive et s'extraire du modèle dépassée de la maladie mentale comme paradigme unique de la souffrance mentale et psychique ».

Selon Olivier Douville, « La construction humaine de l'identité le rapport du sujet à son économie somatique et à sa langue est capable de se déconstruire dans des situations de grande précarité des liens sociaux »¹⁶⁵. Lorsque le registre de la demande s'appauvrit ou devient peu crédible, si peu et si mal reçu, c'est alors **la sphère du scopique qui peut être investie dans un excès**. Ces pathologies de (et dans) l'exclusion combinent plus des vécus affectifs quasi anesthésiés et des désordres de l'économie corporelle que des douleurs morale vives.

Le terme exclusion est fort encombrant fort peu lisible. Il regroupe de confuse façon des effets d'exclusion sociale et économique avec ce moment asocial, bascule logique et psychologique où le sujet se met en exclusion et renonce à se faire reconnaître dans le monde interprété et interprétable. De l'exclusion objective à l'exclusion subjective : là où le sujet est radicalement privé de sa demande, réduit à la survie déchu de la dignité symbolique qui distingue la demande du besoin alors se produit une involution. La honte, honte non de sa condition mais honte de vivre, surgit face à son envers. L'impudence de notre monde occidental contemporain où se gâche le nécessaire et l'excès. La honte a un rapport avec l'insupportable du réel. La honte détruit l'ordre de la demande et condamne à une passivité mortifère. Doit-on encore considérer que la honte pour autant qu'elle reste associée à la pudeur, arrive à faire tenir un rapport au corps craintif, haineux ou désespéré mais qui reste parfois fort heureusement obsédé par l'appel à la dignité. C'est avec la ruine de toute pudeur et c'est ce que manifestent ces personnes qui laissent fuir les orifices de leur corps au vu et au su de tous que l'exclusion confirme d'une façon terrifiante ses effets de psychotisation. Un sujet détruit dans l'investissement libidinal non seulement de son image mais aussi de son érotisme orificiel le plus ancien, un sujet exclu de son intimité et de sa pudeur, exclu au plan anthropologique et psychologique de tout espoir de partage, d'entre deux.

Olivier Douville et Luc Ridet se posent les questions suivantes : De quoi est-on exclu ? Qu'est-ce qui est exclu ?¹⁶⁶ Selon eux, il peut aussi arriver qu'un sujet crée de la dérive, faute de pouvoir être soutenu dans son corps, son identité sexuée, son désir, par des signifiants, des miroirs et des paroles qui tiennent la route. Olivier Douville parle d'un état « délangagier » et « d'alphabétisation » de son corps. Au point même que la certitude d'avoir un corps (et comme propre propriété et comme responsabilité) vacille. L'exigence d'avoir un corps pour ne plus être un corps vacille et à rebours si le corps n'est plus assez constitué comme autre et si la pudeur abandonne tout à fait un sujet ruiné dans ses montages et recherche d'altérité. Alors se produisent des troubles organiques autour des fonctions orificielles, de la capacité à ressentir la douleur et d'adresser cette douleur à autrui. Le retour de pathologies organiques graves (tuberculose, saturnisme) est bel et bien là mais sont tout aussi là des modes de

¹⁶⁵ DOUVILLE O., *Notes d'un clinicien sur les incidences subjectives de la grande précarité*, Psychologie Clinique, n° 1, 1996.

¹⁶⁶ DOUVILLE O., RIDEL L., *Présentation*, Psychologie clinique, n°7, 1999, p.7-9.

délitement dans le rapport au corps qui évoquent une chute de ce corps hors de sa verticalité et de son orificialité symbolique.

Nous pouvons évoquer, ici, une clinique du retrait psychique¹⁶⁷, et non fatalement une clinique de la psychose à la rue ou de la psychopathie, ou encore de l'addiction, même si le démantèlement dramatique de la psychiatrie, les contraintes cruelles au désenfermement sauvage relèguent sur les trottoirs de nos cités un certain nombre d'hommes et de femmes, anciens chroniques des hôpitaux spécialisés. Ces galériens de la survie alertent tout de suite en raison **de leur rapport au corps et à l'espace**. Même si nous connaissons tous ces sujets SDF apparemment bien tolérés qui campent leur « manche » aux seuils des cafés, des restaurants et des supermarchés, nous les voyons aussi, dans **les coulisses du spectacle de l'adaptation de surface à la vie de la rue**, se dégrader considérablement avec le temps, ou encore se replier de façon de plus en plus discrète, de plus en plus anonyme dans les lieux les moins humainement qualifiés des périphéries urbaines, ou dans des centres d'hébergements sociaux, dans toute la France, d'où ils ne bougent plus, immobiles, statufiés. Cet état d'effacement et de désépécification de la présence corporelle a pu être observé, nous dit Olivier Douville aussi bien chez des SDF adultes à Paris¹⁶⁸ que chez des adolescents en grande errance dans les rues des mégapoles sud-américaines¹⁶⁹ ou africaines¹⁷⁰. En quelque sorte, le sujet, après un vécu particulièrement dur, soumis à de trop fortes exigences de survie, « choisirait », par défaut, d'organiser ce qui lui reste de pulsion de vie dans la gestion de l'immédiateté, rejetant tout affect risquant d'être associé à une pulsion mortifère l'empêchant de se battre au quotidien de sa « nouvelle » vie ; mais du même coup, il se met en risque de renoncer en quelque sorte à lui-même, laissant au placard tous les aléas de la subjectivité, qui fait de l'humain un être en proie à ses contradictions, ses divisions, ses doutes, en dialogue avec ses fondations, pour y substituer l'anesthésie psychique de l'alcool et la déchéance physique progressive. Pour rendre compte de ces glissements progressifs, que nous situons aussi comme des processus d'effacement de la communauté et du principe de réciprocité au sein même du sujet, certains cliniciens ont pu, par exemple, forger l'expression de « syndrome de Cotard social ». Ce syndrome indique à quel point la tenue du corps dépend aussi d'une batterie de signifiants logés dans l'Autre, et adressés au sujet, que ce dernier utilise pour se spécifier, se représenter et s'approprier sa densité corporelle. L'accent n'est alors plus porté sur un trouble du narcissisme, mais sur une subversion, par désertification de la présence signifiante de l'humain, de la relation du sujet à ses altérités. Le syndrome de Cotard a été décrit au travers des manifestations d'anxiété quasi-constantes, des idées de damnation et de possession, une propension au suicide et aux mutilations volontaires, une analgésie, des idées hypochondriaques d'inexistence et de destruction des orifices, des organes, des membres et une néantisation physique et métaphysique s'exprimant par un vécu

167 QUESEMAND ZUCCA S., DOUVILLE O., *Le fait clinique, révélateur d'une interrogation politique ? À propos de l'abandon de la demande de soin chez des personnes vivant en situation chronique de désocialisation*, Freud-Lacan.com, 11/06/2004. (http://www.freud-lacan.com/articles/article.php?id_article=00710).

168 QUESEMAND-ZUCCA, S., *Leçons de géographie*, Psychologie Clinique, 7 « Exclusions, précarités : témoignages cliniques » (sous la dir. de O. Douville et L. Ridet), Paris, L'Harmattan, 1999 : 69-74 in QUESEMAND ZUCCA S., DOUVILLE O., *ibid.*

169 DE SOUZA ALVAREZ, A.-M. : « La résilience et l'habitation dans la rue. Étude des habitants de rue –enfants et adultes– dans la ville de São Paulo », Cultures, insertions et santé (sous la dir. de C.Sabatier et O.Douville), Paris, l'Harmattan, 2002, collection « Espaces interculturels » : 277-289 in QUESEMAND ZUCCA S., DOUVILLE O., *ibid.*

170 DOUVILLE, O. : « Avec les enfants des rues à Bamako. La nécessité d'une approche pragmatique et avertie », *Enfances & Psy*, 2003, n° 22 : 143-149 in QUESEMAND ZUCCA S., DOUVILLE O., *ibid.*

tétanisant d'immortalité et aussi, parfois, par des thèmes de non-existence ou de destruction « cadavérisante ».

Olivier Douville et Sylvie Quesemand Zucca évoquent une hypothèse, suite aux recherches de Benno Rosenberg¹⁷¹, proposant que l'oubli du souci du corps – que nous avons relié à un effacement du statut de sujet politique de ces grands exclus cassés psychiquement et physiquement – survient après l'abandon par le sujet de défenses psychiques qui permettait de maintenir une certaine excitabilité du corps et aussi un certain montage à de l'altérité et de l'externalité, fusse par le biais d'un masochisme, gardien de la vie.

A ce propos, Pierre Babin écrit « *certaines corps étaient rongés par des plaies mutilantes, des plaies très longues à cicatriser, comme si quelque chose de ces corps devaient rester dans le vif de ces mises à mort, la plaie figure de mémoire* »¹⁷². A force d'agir ainsi, ils en viennent à dissocier leur « moi » de leur corps. S'ajoutent à cela les pathologies dermatologiques comme la gale, sans parler des champignons aux pieds et les parasites : les poux et les morpions. Autant de plaies qui abîment le corps être, de ce fait, les rendent encore plus repoussants : c'est l'extinction de toute possibilité de narcissisme. La recherche du pire passe de faux pas en actes manqués, par la destruction.

Selon Patrick Declerck, « dans ce monde des clochards, les noms changent souvent : maison ou CASH de Nanterre, ramassage ou recueil social, clochards, SDF, sans-abri... Faute de pouvoir changer la chose, on peut toujours varier les mots qui la désignent. Pour lui, ce sont des êtres en crise et en rupture de liens sociaux, économiques et culturels qui côtoient les extrêmes de la désocialisation, sans cependant s'y abandonner encore tout à fait¹⁷³. Étonnamment, ils sont capables de trouver les ressources (aides sociales, mobilisation d'institutions diverses) pour se maintenir au long cours dans ces états fragiles, tout en évitant une irréversible évolution vers le pire. Il s'agit là de personnes vivant une sorte d'instabilité permanente, et donc paradoxale, puisqu'en fin de compte durable. Certains, après des parcours plus ou moins longs, rejoignent définitivement les rangs des clochards. Pour lui, la toile de fond est l'alcool. Les clochards, dans leur immense majorité, sont gravement alcooliques. Cet alcoolisme est bien antérieur à leur clochardisation et en est une des causes majeures. Ainsi à l'aide de mesures pratiquées à l'éthylomètre, il a été estimé que la population qui fréquentait la consultation de Nanterre buvait en moyenne par jour, l'équivalent de 4 à 5 litres de vin. A cela, viennent s'ajouter les médicaments psychotropes différents dont les clochards font aussi une grande consommation. Leur état de conscience est, par conséquent, habituellement fortement altéré. Il relate des moments cliniques saisissants qui rendent compte de ce qu'entraîne un retrait psychique de l'espace corporel : obstruction des orifices, automutilations, indifférence à des morceaux de corps s'en allant pourrissant. Il insiste : ces patients ne sont pour lui ni schizophrènes, ni délirants, ni confusionnels. Comment comprendre de telles aberrations dans la façon dont le sujet traite son corps, sans immédiatement référer cet ensemble de fait à de la folie psychotique ? La nosologie automatiquement appliquée ne rend en rien compte des

¹⁷¹ ROSENBERG G. B., *Masochisme mortifère et masochisme gardien de la vie*, Paris, Resse Universitaire de France, Monographies de la Société de Psychanalyse, 1991 in QUESEMAND ZUCCA S., DOUVILLE O., *ibid.*

¹⁷² BABIN P., SDF, *L'obscénité du malheur*, Ramonville, Erès, Humus, 2004, 121 p.

¹⁷³ DECLERCK P., *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, Paris, Plon, collection Terre Humaine, 2001, 458 p.

processus de destitution de l'investissement libidinal du corps qui se manifestent ici ni de la désintringation pulsionnelle qui se donne à voir.

Pour poursuivre ce tableau clinique, le discours n'est plus dans ce monde au mieux que le support du fantasme. Il n'engage à rien et n'est pas soumis à l'épreuve du réel. Logorrhée, mutisme ou vocifération, il est tout entier au service **de la mise en scène du sujet, mise en scène de son rapport à soi bien avant qu'à l'autre**. Patrick Declerck affirme que la première fonction du discours est d'abord de disculper le sujet à ses propres yeux. Ses échecs et dysfonctionnements, sa vie lamentable, tout cela doit être mis à distance, expliqué, rationalisé par une étiologie qui ne l'implique en rien. Son discours doit avant tout apporter la preuve irréfutable de sa normalité. « Ce n'est pas moi, ce sont les femmes qui nous abandonnent ».

La clinique de la grande désocialisation est bien évidemment envahie du désordre des comportements masochiques divers, véritables mises en scène de l'autodestruction lente du sujet. Il est probable qu'il faille voir dans ces spectaculaires comportements d'automutilation de folles et ultimes tentatives de narcissisation. Il est dans le narcissisme une tentative d'extrospection du sujet qui tente de se voir lui même, c'est-à-dire nécessairement de l'extérieur. De se voir donc comme objet de son propre regard ; un objet qui dans la mesure où il a pour fonction d'asseoir le sentiment que peut avoir le sujet de son identité, doit être le plus stable, permanent et inchangeant possible. Que le narcissisme tout puissant et halluciné ne persiste jusqu'au seuil extrême de la mort ne fait par ailleurs aucun doute. Comment expliquer autrement l'attitude de ces sujets qui se rient de l'extrême urgence médicale en refusant les soins, non pas pour se suicider mais dans un mouvement d'agression et de négation du principe de réalité.

Patrick Declerck poursuit en disant qu'il nous est indispensable qu'évoluent à coté de nous, des êtres qui relèvent d'autres logiques, d'autres délires, d'autres représentations. Comment peut-on être clochard ? Comment peut-on être à ce point autre ? Comment, enfin, peut-on ne pas être comme moi ? Ces phénomènes de surdétermination inconsciente des douloureuses péripéties de la vie de ces sujets et l'inlassable répétition des scénarios autodestructeurs ne sont pas sans effet sur le psychisme des soignants qui les suivent. A la question, « Il faut en savoir plus sur leur parcours » l'auteur se demande pour quoi faire ? Il s'agit là d'une interrogation faussement scientifique, réponses déjà disponibles. Un savoir fiable existe mais il ne satisfait pas car l'interrogation ne parte pas en dernière analyse sur la population elle-même, mais sur l'angoisse que nous éprouvons au contact de sa différence. C'est elle que nous ne parvenons pas métaboliser. C'est elle que nous interrogeons toujours dans l'espoir futile de la réduire, de la voir s'évanouir. Ainsi, nous n'apprenons rien. Quel sens attribuer à ces êtres qui semblent se détourner du monde avec une sorte de souverain et terrible mépris ? Que tentent d'exprimer par leurs souffrances ces hommes et femmes qui se détruisent sous nos yeux ?

Une étiologie complexe. Il est répugnant, il sent mauvais pour rappeler qu'il existe et parce qu'il n'a pas d'eau pour se laver. Le manque à être de ce qui n'a pas sa place ni dans la réalité concrète, ni dans l'ordre symbolique et ni dans l'estime de ses contemporains. L'exclu, tout à sa galère, renonce à vivre pour pouvoir survivre. Il ne veut plus penser, ni désirer, ni rêver pour utiliser toute son énergie à ramer, ce qui lui interdit de se projeter dans l'avenir et de se réinsérer. Il refuse de s'engager dans la moindre relation affective car il connaît trop bien la douleur de la rupture. **Paradoxalement, l'exclu s'isole pour se protéger de son exclusion**. Pour lui, le sujet est excentré par rapport à sa propre vie, **il n'en est plus que le spectateur myope et**

impuissant il est sans passé, sans avenir et sans projet¹⁷⁴. Il apporte une approche très individualiste pour expliquer le phénomène de clochardisation. Celle-ci serait un projet inconscient du sujet qui reproduit le processus d'exclusion sociale en se marginalisant lui-même de manière pathologique (syndrome de désocialisation). « Etre clochard est un syndrome. Le même symptôme recouvre de vagues et diverses pathologies ». La désocialisation est montrée comme une psychopathologie propre, inguérissable. Qu'en est-il des causes structurelles de phénomène d'exclusion ?

Pour Patrick Henry, à l'origine de l'errance, l'auteur note une succession d'échecs depuis la naissance et dénombre cinq types de rupture qui sont la perte d'identité, l'altération des facultés de jugement, les modifications du schéma corporel, les troubles du rapport au temps et à l'espace et la rupture ou la réalité sociale. Nombreux sont ceux qui cherchent à défaire les liens et vivent dans une autarcie mortifère » s'accompagnant de réactions thérapeutiques mortifères, de répétitions d'erreurs et de rechutes. Alors qu'ils vont parvenir à une première étape de réinsertion, ils adoptent un comportement qui les fait automatiquement échouer ; un certain destin, une certaine puissance les poussent invinciblement à vivre des situations pénibles.

Après avoir présenté les différentes thèses de ces auteurs, nous nous proposons de comparer les relations entre le lien psyché-soma chez les personnes SDF et la désocialisation qui se dégagent de notre réflexion et celles présentées dans les travaux de Xavier Emanuelli, Patrick Declerck et Valérie Colin.

Xavier Emanuelli¹⁷⁵ interprète les pathologies comme étant étroitement liées à la non-représentation du corps. Il pose le corps comme un objet de souffrance, qui serait rejeté. Sa thèse est que dans le rejet imaginé de l'autre, le sujet se retire ; un double rejet qui peut constituer une atroce séduction. En punissant l'autre, c'est le corps qui pâtit. Ce dernier deviendrait encore plus repoussant. Selon lui, leurs pathologies sont étroitement liées à la non représentation du corps. La souffrance psychique constitue une douleur indicible, dont ces exclus n'arrivent pas à sortir. Ils ne savent pas dire « je suis déprimé parce que je suis malheureux ». Et comme le corps est un objet de souffrance, ils le rejettent. Ils n'ont aucune tribune pour dire leur mal. Pour qu'une oreille amie entende leur douleur, ils sont paradoxalement obligés de la taire. En fait, c'est leur corps qui lâche, car c'est lui qui s'exprime la douleur. Dans un réflexe masochiste, ils vont aller jusqu'à le blesser : brûlures, ampoules, abcès. C'est même avec une jouissance d'ordre libidinal qu'ils ne soigneront pas leurs plaies, manifestant ainsi qu'il convient de punir ce corps qui n'est que souffrance, peut-être, d'ailleurs dans une démarche paradoxale d'atroce séduction pour plaire au médecin ou pour faire pitié. La thèse serait qu'« A force d'agir ainsi, ils en viennent à dissocier leur « moi » de leur corps ». A ce moment, il n'y a plus de plaintes perceptibles, d'autant qu'ils savent désormais qu'il n'y aura personne pour les écouter. C'est l'extinction de toute possibilité de narcissisme. Lorsque quelqu'un sent mauvais, cela signifie « je t'emmerde ». Je pue pour te tenir à distance. Je ne contrôle plus mon corps. Je n'ai plus envie de contrôler mon aspect. On dit de quelqu'un qu'il est repoussant mais il faut entendre ce terme dans le sens où l'être blessé repousse activement les autres. Pour lui, l'exclusion est d'abord un mécanisme de refus de la relation avec l'autre, le prochain, le semblable, le frère. C'est l'axe autour duquel vont s'enrouler toutes les bonnes raisons que l'on peut trouver à la passivité : chômage, logement, santé éducation... C'est d'abord le regard sur l'altérité atteint, blessé qui est mis en question. « Avec l'équipe à Nanterre écrit-il, nous avons remarqué

¹⁷⁴ Nous verrons dans notre seconde partie en quoi notre thèse s'inscrit dans une vision différente.

¹⁷⁵ EMANUELLI X., *L'Homme n'est pas la mesure de l'homme*, Paris, Presse de la renaissance, 1998, 200 p.

que les gens qui se réfugiaient dans le métro présentait, en quelque sorte, une accélération de ce parcours des quatre stades décrits par Vexliard¹⁷⁶ : l'agression, la dépréciation, la fixation, l'abandon ». Vivant dans une chaleur constante, sous une lumière diffuse mais persistante, dans le bruit permanent, pris dans le flux et le reflux de toute une population en marche, activité dont ils n'ont aucune part, ils étaient entraînés dans une autodestruction qui était beaucoup plus nette que chez ceux qui vivaient dans la rue. Ceux du métro n'avaient absolument plus la moindre notion de sociabilité ni le moindre souci de leur corps. Selon lui il faut savoir passer du temps avec les gens exclus, les convaincre, les apprivoiser, renouer des liens avec les institutions dont ils se sentent rejetés ou qu'ils trouvent souvent arrogantes.

Le travail de Valerie Colin¹⁷⁷ porte sur l'existence d'un lien psyché soma chez les personnes sans domicile fixe. Selon elle, l'approche des modalités des atteintes corporelles chez les personnes SDF s'impose en tant que révélateur du processus d'errance de chaque sujet vis à vis de son corps et de son monde interne. Le questionnement du lien psyché soma chez les personnes SDF s'inscrit dans une démarche de compréhension d'une expression de la souffrance qui prend corps dans le champ social et qui pose la question d'une « nouvelle psychopathologie » dans le but de proposer des modèles d'organisation de l'appareil individuel en situation d'exclusion sociale, de donner des éclairages sur la dynamique psychique des sujets en errance. Trois axes de travail sont contenus dans la problématique de la thèse, ancrés sur des constats cliniques. L'approche vient rendre compte de l'isolement restrictif de certains sujet SDF. **L'axe groupal** relève du constat du regroupement de la vie « communautaire » organisée selon les lieux et espace urbain. Un **axe psychosomatique** s'impose face à l'utilisation spécifique du corps et de la maladie par le. Pour le sujet dans l'errance et vivant dans la rue, Valérie Colin parle de névrose de comportement, dans la recherche d'un objet toujours externalisé, pour lequel « toute tentative d'investissement de la pulsion vers et pour l'objet se trouvera orpheline de l'étaillage originaire ». Elle constate que le sujet se trouve en difficulté face à ce rattrapage objectal qui le met face au risque de l'absence de l'objet ou de son insuffisance. Le sujet passe alors d'un objet à l'autre, dans une sorte de boulimie d'objets toujours insatisfaisants. Le registre sensori-moteur prend alors le pas sur les processus de mentalisation et conduit la quête de l'objet idéal. La recherche constante de liaison à l'objet extérieur serait une lutte « anti désorganisatrice du moi », souvent suffisante pour éviter une désorganisation somatique. Les maladies soudaines posent également la question du signal de douleur et de la réceptivité de celui ci par le sujet. Question posée aussi par Patrick Declerck.

Si, comme nous venons de le voir, le processus d'errance peut être figuré différemment dans les atteintes corporelles. De surcroît la désocialisation s'accompagne par définition, de modification non seulement du rapport à l'autre, « il y a une altération du rapport à Autrui », mais aussi du rapport à soi. A ce sujet, Patrick Declerck parle de syndrome de désocialisation comme d'un « ensemble de comportements et de mécanismes psychiques par lesquels le sujet se détourne du réel et de ces vicissitudes pour chercher une satisfaction ou a minima un apaisement, dans un aménagement du pire »¹⁷⁸. La désocialisation constituerait en ce sens, le versant psychopathologique de l'exclusion sociale. Avec les clochards qui sont à une des extrémités du continuum de

¹⁷⁶ VEXLIARD A., *op. cit.*

¹⁷⁷ COLIN V., *Le lien psyché – soma chez les personnes S.D.F.*, préparation d'une thèse de doctorat, université Lumière Lyon 2.

¹⁷⁸ DECLERCK P., *op. cit.*

l'exclusion, les phénomènes de désocialisation, selon Declerck, en arrivent à dominer tout le tableau clinique. La recherche du pire passe de faux pas en actes manqués, par la destruction brutale au progrès de tout lien libidinal. Il nous paraît important de connaître cette particularité car elle est de nature à modifier profondément la relation médecin malade, l'hypothèse étant que plus la désocialisation perdure et plus la demande de soins diminue. L'attention à son propre corps et le ressenti du message douloureux s'altère. A l'extrême, cela aboutit à un véritable apragmatisme. Très fréquemment, des lésions somatiques souvent graves ne donnent pas lieu à des plaintes ou à des demandes. Plus avant, nous rencontrons l'incommunicable de la souffrance, qui engage l'individu dans la solitude et le laisse muet. Pourquoi parler si toute communication est impropre à dire sa souffrance ? Cela induit aussi l'idée qu'il ne peut être compris de quiconque, et que tout effort est en ce sens vain. La clinique montre en effet que l'absence de plainte ne signifie pas qu'un individu va bien, mais que parfois sa souffrance le maintient en deçà de la possibilité d'élaborer sa plainte. Pour ce qui est exclu, c'est d'abord le « laissez-moi en paix » qui vient comme riposte, c'est ensuite l'acte symptôme.

Patrick Declerck évoque une chosification du corps¹⁷⁹, à ce titre il donne l'exemple d'un patient qui refuse l'amputation d'une partie de l'os et de l'orteil. Comment ne pas évoquer non plus ces fractures apparentes laissées en l'état pendant plusieurs jours et dont le patient ne s'est pas préoccupé. Ils semblent indifférents jusqu'au paroxysme de la douleur corporelle. Ne posent-ils pas la question de l'existence d'une souffrance qui paraît introuvable. Pour résoudre ce paradoxe, il évoque le fait que la souffrance du sujet ne lui serait perceptible qu'à certaines conditions.

Freud a parlé de signal d'angoisse pour désigner une angoisse perçue par le moi et l'avertissant de l'imminence d'un danger passé et remémoré¹⁸⁰. De même ne pouvons-nous pas nous appuyer sur cette ébauche schéma communicationnel pour imaginer qu'une souffrance du sujet ne peut être perçue par lui qu'à condition d'émerger d'un fond dont elle se distingue ?

En revanche, une souffrance profondément immanente au psychisme du sujet, une souffrance de toujours qui en occuperait toute la scène, ne lui serait plus perceptible. C'est faire là l'hypothèse d'une souffrance de fond qui non seulement traverserait et accompagnerait le sujet mais serait devenue partie intégrante et inséparable de lui. Cette souffrance-là serait devenue le sujet même et constituerait sa signature psychique. Dans la détérioration du corps, il y a une difficulté à estimer soi-même les signes de la douleur, comme une anesthésie de la douleur, la souffrance ne jouerait pas son rôle de signal d'alarme. Il en serait de même pour l'angoisse qui a cette fonction signal pour le moi. D'autre part, la maladie ne se pose pas sur n'importe quelle fonction physiologique (question du choix d'organe).

Notre position peut être maintenant précisée : l'approche du corps est une source de renseignements sur l'état psychique de la personne, de ce qu'elle montre avec son corps de sa souffrance. La dimension relationnelle du corps est prise en compte dans l'espace de l'autre et pose la question de l'intentionnalité consciente et inconsciente du sujet à être malade. D'où notre questionnement, dans la relation à l'autre, le corps visiblement souffrant, peut-il être un outil, une médiation pour entrer en relation, est-ce une façon d'exister dans le secours demandé à l'autre ? Nous y reviendrons dans notre seconde partie.

¹⁷⁹ DECLERCK P., *op. cit.*

¹⁸⁰ FREUD S., *Inhibition, Symptôme et Angoisse*, Quadrige, Presse Universitaire de France, 1993, 84 p.

Notre intérêt pour la clinique de la rue est de nous situer dans **une compréhension psychopathologique de certains faits sociaux**. Ainsi, lorsqu'on étudie le phénomène de la grande exclusion (c'est-à-dire les Sans Domicile Fixe) au regard du DSM IV, on y trouve une certaine analogie avec la psychose. La psychose est cotée lorsqu'il y a présence d'au moins deux des cinq critères suivants pendant une semaine au moins :

- Idées délirantes,
- Incohérence ou relâchement des associations,
- Comportement catatonique,
- Discours désorganisé,
- Affect abrasé, émoussé ou grossièrement inapproprié.

Les personnes à la rue présentent généralement les quatre derniers critères. Si la clinique de l'exclusion nous fait dire que la majorité des personnes se retrouvant à la rue ne sont pas psychotiques délirants, on peut s'étonner de l'analogie entre les deux phénomènes. Par ailleurs, dans le DSM III-R, sont cités les syndromes prodromiques ou résiduels de la schizophrénie :

- Isolement ou repli sur soi nets,
- Handicap net du fonctionnement professionnel, domestique, scolaire ou universitaire,
- Comportement nettement bizarre (par exemple : collectionner les ordures, se parler en public ou stocker des aliments),
- Manque important d'hygiène et de soins apportés à sa personne,
- affect émoussé ou inapproprié,
- Discours digressif, vague, trop élaboré, circonstancié ou pauvreté du discours ou pauvreté du contenu du discours,
- Croyances bizarres ou pensée magique influençant le comportement et en désaccord avec les normes culturelles,
- Expériences perceptives inhabituelles, illusions récurrentes, sensation de la présence d'une force ou d'une personne en réalité absente,
- Manque important d'initiative, d'intérêt ou d'énergie.

Ceci est frappant de ressemblance avec la clinique de la rue, il est toutefois certain qu'une seule lecture en termes de quantité de symptômes est insuffisante. Il y a des SDF malades mentaux¹⁸¹, cependant il y a les SDF malades mentaux et les autres, Henri Ey écrivait déjà que « le problème du clochard n'est pas psychiatrique dans son essence, il serait proprement dérisoire de penser que les clochards sont tous des malades, des névrosés et des psychopathes... »¹⁸². Le rapport d'Antoine Lazarus¹⁸³, comme de Piel et Minard¹⁸⁴ considèrent que « les grandes pathologies psychiatriques se

¹⁸¹ 30 à 40% diagnostic CIM 10 au DSDM IV

¹⁸² EY H., Défense et illustration de la psychiatrie, Masson Edit, Paris, 1978. in ALEZRAH C., *De la ségrégation des malades mentaux à la médicalisation de l'exclusion*, Congrès de psychiatrie et neurologie de langue française, Biarritz, 1-18 juin 1999. (http://www.ey.asso.fr/alezrah_exclusion_biarritz.htm)

¹⁸³ LAZARUS A. (rapporteur général), *Une souffrance qu'on ne peut plus cacher*, rapport du groupe de travail « Ville, santé mentale, précarité et exclusion sociale », Paris, DIV-DIRMI, 1995.

¹⁸⁴ PIEL E., MINARD M., *Psychiatrie et Exclusion*, Secrétariat à l'action humanitaire, 1996

retrouvent dans la population d'exclus avec les même taux que dans la population générale. Par contre les personnes à la rue souffrent plus de conduites addictives et de souffrances réactionnelles... ». Les conduites addictives prennent le devant de la scène avec le double « intérêt » de leur dimension anesthésiante et de l'amorce d'une « reconnaissance » imposée à l'autre derrière le symptôme. Sous la pression de cette souffrance psychique protéiforme surviennent des crises d'agitation, des passages à l'acte violents, des tentatives de suicide....

Le phénomène SDF, au regard du DSM IV, ressemble étrangement à la psychose. Tout comme elle, il constitue la dernière défense de l'appareil psychique contre ce vide innommable, insupportable, brutale ou progressive de tout lien libidinal. Cependant, si, selon Yves Guérin, « le sujet exclu présente des analogies avec la symptomatologie classique des psychoses, cependant il ne doit pas se confondre ». Plus ici que de définition exhaustive de la psychose, il pourra être référé à un processus d'étrangeté à soi, d'expulsion, de confusion de la réalité psychique avec des données de survie économique et matérielle. **La souffrance psychique qui est de l'ordre de l'intime, du personnel, s'exprime là, sur la scène sociale, publique.** L'exclusion n'est pas un état mais bien un processus dans une dynamique certes psychique, inconsciente mais également dans une dimension certes socio-économique. La psychiatrie publique ne peut ignorer cette clinique psychosociale. Quel travail peut-il être fait en psychiatrie lorsque la pression actuelle de l'État impose de limiter la réponse aux « besoins primaires » en perdant de vue la fonction soignante qui a aussi pour mission de prendre en compte la dimension historique, langagière, sociale ? Même questionnement pour le social.

Il s'agit davantage, maintenant, de sujets « couchés » par la souffrance en leur être intime et social, et cette souffrance peut empêcher de vivre, elle peut même empêcher de souffrir et conduire à la désubjectivation. Dans ces cas, le qualificatif le plus couramment employé est celui de « personne cassée », d'où la proposition de reconnaître une « clinique de la casse ». Pour les sociologues, si certains événements traumatisants sont des phénomènes déclenchant ou aggravants, ils ne suffisent pas à expliquer comment on devient Sans Domicile Fixe. Une succession de ruptures individuelles explique la complexité de ce processus, et différents facteurs se combinent. Trois d'entre eux semblent plus déterminants : l'un est l'accès aux ressources et à l'emploi, au logement, ainsi que la rupture familiale.

3.2. ... à celle de l'utilisateur »

L'errance devient un phénomène social sur lequel les modes de gestion témoignent des enjeux normatifs et institutionnels. Malgré des termes différents, vagabond, errant, clochard... le fait de vivre dans la rue constitue une forme de marginalité dans la mesure où il caractérise un écart aux normes de domiciliation et de travail qui prévalent dans les sociétés occidentales depuis le moyen âge. La marginalité se lit comme un rapport d'extériorité où les normes sociales constituent le parquer de

la périphérie et du centre, passant ainsi d'un référent spatial à un référent social¹⁸⁵. La marginalité a une double nature : état de non conformité qui s'exprime au travers de conduites, elle est aussi un statut attribué qui qualifie l'écart par rapport à la norme que la situation qualifiée exprime. Etre marginal se définit comme une situation entre deux mondes¹⁸⁶. La question de la non-conformité se définit autour de l'absence d'inscription territoriale normée. La qualification de l'errance comme une forme de marginalité s'inscrit dans ce rapport à l'espace, quelle que soit la manière de la nommer : vagabondage, clochardisme, sans abri...

Depuis le début des années 1980, les phénomènes liés à la pauvreté et à la précarité sociale sont abordés à l'aide du concept d'exclusion sociale et développé en France par les deux théorisations principales de Robert Castel et Serge Paugam.

Pour Robert Castel, la pauvreté renvoie moins à un état qu'à un processus. Processus décrit comme désaffiliation, marginalisation ou précarité. La pauvreté nous est présentée comme une situation de vulnérabilité qui cependant s'apparente à une « dynamique d'exclusion » qui se manifeste déjà avant qu'elle ne produise ses effets complètement désocialisants. Il distingue plusieurs étapes dans cette trajectoire : absence de travail et isolement relationnel. Cette théorisation présente quelques désavantages, à savoir pas de vérification statistique.

Pour Serge Paugam, la désaffiliation est moins une absence complète de liens que l'absence d'inscription du sujet dans des structures qui portent sens, d'où l'enjeu de discerner ce qui fait sens pour ces sujets. Robert Castel utilise les notions de pauvreté légitime, pauvre pouvant être secouru, pauvre illégitime. La notion de salariat, avec cette dimension de la rupture du lien de salariat mais aussi rupture du lien sociétal. Une perte d'appartenance. Le compromis social se défait entre l'articulation des montages salariat et protection sociale. Cette fragilisation, selon Castel¹⁸⁷, peut se produire sur l'axe du travail, mais aussi du lien social. Elle peut venir d'une perte d'emploi, comme d'une rupture familiale : avec le conjoint, avec les parents... Robert Castel montre comment, de façon interactive (d'où la notion de « spirale infernale ») l'axe du travail (emploi/non emploi) et celui du lien (lien social/désaffiliation) vont se déplacer : perte de travail, perte des relations sociales, rupture conjugale, perte du logement vont se produire, sans que puisse être toujours discerné la cause de l'effet ; chacun de ces accidents pouvant être tour à tour ou cas par cas l'un ou l'autre. Mais le processus n'est ni inexorable ni univoque, il se décompose en une succession d'équilibres instables, où peu de choses peut faire basculer l'individu d'un côté ou de l'autre. Dans cette zone de vulnérabilité, déjà, le maintien du lien social peut être déterminant.

Michel Autès parle lui de **déliation** entre le système politique et le système économique qui entraîne une incapacité à produire du sens et des sujets¹⁸⁸.

¹⁸⁵ VANT A., *Marginalité sociale, marginalité spatiale*, CNRS. Paris, 1984 in BELLOT C., RAFFESTIN I., ROYER M.-N., NOËL V., *La judiciarisation des populations itinérantes à Montréal*, Rapport de recherche pour le Secrétariat National des Sans-abri, 2005.

(http://www.unites.ugam.ca/CRI/publications/judicia_Bellot_etal_2005.pdf)

¹⁸⁶ PARK R. E. *Human Migration and the Marginal Man. The American Journal of Sociology*, vol. XXXIII, no 6, 878-892, 1928. in BELLOT C., RAFFESTIN I., ROYER M.-N., NOËL V., *ibid*.

¹⁸⁷ CASTEL R., *Face à l'exclusion, le modèle français*, sous la direction de Jacques Donzelot, Editions Esprit, 1991.

¹⁸⁸ KARSZ S., AUTES M., (dir.), *L'exclusion, définir pour en finir*, Paris, Dunod, collection Actions sociales, 2000, 184 p.

Pour **Serge Paugam**, il s'agit de **disqualification**. Celle-ci fait des hommes qui « perdent leur droit » et sont récupérées dans l'action sociale.

Il y aurait perte d'emploi, entraînant une rupture familiale avec fragilisation. Pour lui la pauvreté est une construction sociale. Il en parle en termes de construction de carrière, phénomène de désintégration sociale. Distinction de trois catégories :

- **Les précaires**, avec le besoin d'un tiers.
- **L'assisté** : renoncement à une certaine autonomie
- **Le marginal** : renoncement à tout même à l'assistance.

Patrick Gaboriau montre qu'ils ont encore une vie sociale, mais complètement à part, en dehors des usages et des normes, du rapport à la loi et aux principes, des droits et des obligations (ils ne sont pas pour autant dans l'illégalité mais dans l'excès maximum, excès par défaut).

Vincent De Gaulejac et Isabelle Taboada Léonetti parlent eux de **désinsertion**, centré sur des destins. Ils considèrent l'exclusion comme un processus : perte d'emploi, perte d'un lien familial, maladie¹⁸⁹. Il y aurait répétition de la perte qui redoublerait le phénomène. Ils évoquent un décrochage avec sentiment de honte. Il y aurait mise en place de stratégies individuelles : réaction de résistance, réaction d'adaptation, stratégie de fuite ou de sortie. L'exclusion est quelque chose qui toucherait l'identité des personnes.

Les gens de la rue constituent la population la plus visible en ce domaine. Ils ont particulièrement droit à apparaître par la parole et par l'action sur la scène du travail social et du soin, et pas seulement là, d'ailleurs. Cependant, il ne faut pas se laisser fasciner par cette visibilité ni en jouir d'une manière romantique : nous vivons dans une société en voie de précarisation généralisée où la perte possible ou avérée des objets sociaux obsède. Ces objets sont représentés d'abord par le travail, l'argent, le logement. Il convient d'admettre que le sujet, celui dont on parle autour « d'une clinique du sujet », est d'abord et toujours un sujet social : il n'existe qu'en apparaissant sur la scène sociale, sur la scène familiale, puis sur les scènes extrafamiliales. Il y apparaît par la parole et par l'action. C'est pourquoi la notion d'environnement tant prônée par Winnicott, reste valide toute la vie durant : environnement primaire et contexte familial précoce, environnement secondaire et contexte social, le primaire et le secondaire restant en interaction continue. S'il y a apparition, il peut aussi bien y avoir disparition du sujet social, ce qui définit assez précisément l'exclusion, que l'on peut alors appeler « une damnation sociale ». Le pire, c'est une non reconnaissance elle-même déniée, ce qui en fait une violence silencieuse dont on ne voit que les débordements et les paroxysmes (urgence...).

Des psychanalystes comme Georges Devereux ou Jaques Lacan, ont contribué à reconnaître les effets psychiques de ce qui fut désigné comme la perte du lien social¹⁹⁰. A ce sujet, le rapport Lazarus¹⁹¹, le rapport Patris¹⁹² consacré à la psychiatrie et à la

¹⁸⁹ DE GAULEJAC V, TABOADA LEONETTI I., *op. cit.*

¹⁹⁰ MORHAIN Y., « *Un constat : le nouveau malaise dans la civilisation* », Actes des deuxièmes journées d'études « Médiation et Lien Social », 12-13 Juin 1997.
(<http://accesaudroit.com/journees/jour2/textes/morhain.htm>)

¹⁹¹ LAZARUS A. (rapporteur général), *Une souffrance qu'on ne peut plus cacher*, rapport du groupe de travail « Ville, santé mentale, précarité et exclusion sociale », Paris, DIV-DIRMI, 1995.

grande exclusion insistent sur l'importance de la souffrance psychologique étant en général sous évaluée par rapport à la pathologie psychiatrique qui parait, quant à elle, surévaluée. Alors, où exprimer aujourd'hui sa souffrance psychique ?... Où parler vraiment comme sujet dans une civilisation technologique où tout est plein, où l'espace du sujet se réduit et qui se caractérise par le fait de fournir à chaque question un objet ou une réponse et dont la tendance est à rabattre sur une consommation d'objets, tout ce qui pourrait être aspirations, à la création et à la réalisation d'autre chose ?

Notre évolution socioculturelle semble ne plus offrir la possibilité à tout un chacun, de trouver sa place dans la société et de participer à son développement. Alors, empreintes de culpabilité, de désir de réparation, normalisantes et structurantes, les approches de l'exclusion tendent à proposer des formes de réhabilitation sociale pas toujours bien appropriées et suivies souvent de nouvelles ruptures. Les offres d'aides finissent par ne plus fonctionner que dans le sens de l'exclusion de ces personnes en détresse, en errance hors du champ de la demande, de la parole. Il semblerait aussi, qu'il y ait une sous-estimation de ce qui se passe dans la zone intermédiaire de vulnérabilité qui conduit d'ailleurs à ne pas agir de manière préventive par rapport aux facteurs d'exclusion et à s'efforcer de se consacrer à la réparation des dégâts. La conception de la solidarité se limite alors à panser les blessures, « à faire du social ». Le risque n'est-il pas un langage pathologisant et psychologisant qui pourrait sembler rejeter la faute sur les personnes elles-mêmes, en défaut, défailtantes dans leurs processus intra-psychique. Il faudrait donc intervenir pour essayer de « les réparer », de compenser ces manques et défauts.

Cela pose aussi la question de dérives possibles sur le plan éthique, tout comme le concept de résilience qui selon Michèle Bertrand et Bernard Doray « peut permettre à des travailleurs sociaux, à des administrateurs ou des bailleurs de fond de s'endormir dans la facilité. Car il est facile de compter sur la résilience des individus pour pallier le manque de solidarité de la société »¹⁹³.

Cette approche ne nous paraît pas suffisante d'où l'importance d'une analyse complémentaire et qui tient compte de variables macro sociales (cherchant la cause des problèmes).

L'autre lecture possible, celle des théories sociologiques et ce que nous pouvons lire, entendre chez les médias et certains élus serait celle de la position victimale : « La rue accueille chaque jour de nouvelles victimes de la pauvreté, du licenciement, de la perte d'un proche, d'un divorce, de l'isolement : Facteurs déclencheurs de cette spirale du désespoir et précurseur de la désocialisation ». « SDF, errants, zonards, exclus. Les mots nombreux masquent et révèlent à la fois que ces sujets ne peuvent être nommés. Contrairement à ce que laissent entendre les arguments sociologiques, ils ne viennent pas tous de milieux victimes de la pauvreté et de l'exclusion. L'impossibilité à réduire le phénomène à sa seule dimension socio-économique est encore soulignée par l'immense résistance au changement souvent opposée par les clochards à toute amélioration durable et structurelle de leur état. Car, enfin on serait en droit de supposer que si la clochardisation se résumait à une sorte de victimologie socio-économique, le sujet devrait s'empresse de saisir toute opportunité qui lui permettrait de se rapprocher d'un fonctionnement social plus normal. Mais, il n'en est rien. On parlera de « réaction

¹⁹² LACAN R., PATRIS C., Rapport du groupe de travail, psychiatrie et grande exclusion, Secrétariat d'état à l'action humanitaire d'urgence, juin 1996.

¹⁹³ BERTRAND M., DORAY B., *Résilience : les ambiguïtés d'un concept*, Psychologie Clinique « Rupture des liens, cliniques des altérités », Paris, l'Harmattan, n°16, 2003.

thérapeutique négative », paradoxe par lequel un malade ne supporte pas d'aller mieux, à tel point que toute amélioration de son état se trouve être rapidement suivie d'une rechute souvent accompagnée d'une aggravation des symptômes ».

Ce n'est pas que pauvreté et misère. Il peut y avoir du sens derrière en lien avec une approche clinique (la psychose) et ou philosophique (le cynisme); d'où, l'importance d'une sensibilisation à différentes approches. Il ne semble pas souhaitable de se limiter à la réponse unique que proposent les institutions. Ces représentations de l'exclusion sont souvent liées à l'exclusion sociale. Or, la compréhension sociale, comme nous avons pu le voir, ne suffit pas à comprendre la perpétuation de la situation de la personne SDF. Les difficultés matérielles s'articulent avec une construction psychique qui pose question : **Etre perpétuellement dans l'errance, l'urgence, ne serait-ce pas une forme d'équilibre ? En d'autres termes, une clinique de la suppléance ?**

Pouvons-nous **différencier l'exclusion sociale de l'exclusion psychique** ? Les différentes exclusions (du travail, d'un logement) n'apparaissent que vues par l'autre, à l'extérieur. Ne sommes-nous toujours pas rattachés à quelque chose, par exemple, inscrit dans une ville, dans un quartier. Les notions d'appartenance, de liens, d'identité sont très subjectives. Exclusion signifie « fermé dehors », hors du lien social. C'est un processus actif. Ce statut se définit sur le modèle du manque – donc, de la castration – manque de domicile, travail, sécurité. Les sujets peuvent renoncer au statut d' « animal politique », statut qui, selon Aristote, se manifeste par l'action et la parole sur la scène publique. Ainsi, la quête identitaire ne devient plus que sociale au travers du souhait d'avoir un logement, un travail. Le travail social comme seul recours pour lutter contre l'exclusion. Or, selon Nicole Mathieu¹⁹⁴, nous sous-estimons le fait que la spécificité de ces réactions individuelles va de pair avec les spécificités des milieux et espaces géographiques dans lesquels les personnes vivent; hypothèse qui s'appuie sur l'observation des différences dans le mode des résistances des « exclus » selon les espaces. **D'où notre intérêt de l'approche de l'exclusion par le territoire que nous étudierons ultérieurement.**

Le projet à terme serait de constituer un réseau fonctionnel entre des univers qui ont naturellement tendance à générer des filières rigidifiées entretenant l'errance, sans élaborer d' « itinérance » porteuse de sens et pérennisent l'aliénation des grands exclus soumis à l'omnipotence nourricière du don social. **Comment éclairer la compréhension de ces démarches de survie hors de l'ordinaire, faite de chronicité des problématiques, d'une répétition des symptômes où l'énigme du sens de l'apparent insensé de leur état d'être conduit l'interlocuteur vers la sidération.** Certaines personnes revendiquent d'être victimes d'un traumatisme social générateur de douleur et d'un deuil inassumable de leur identité. Cependant, nous constatons que si ces sujets sont exclus du système ils s'en auto excluent activement, s'en sentant indignes, devenus transparents d'avoir raconté leur histoire. La rencontre bien que singulière, montre le personnage public. Est-il légitime de nous demander si nous devons prendre soin de ces personnes, par ailleurs inutiles socialement, en privilégiant ce seul traitement social ? Faut-il à tout prix améliorer l'environnement pour amoindrir l'hospitalité de la réalité au risque de les enfermer dans leur propre indignité ?

¹⁹⁴ MATHIEU N., *Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale*, Cybergegeo, n° 33, 24 octobre 1997. (<http://www.cybergegeo.presse.fr/ptchaud/mathieu.htm>)

Une littérature foisonnante existe sur le sujet de la pauvreté. Il n'est pas d'hiver où ne soit publié un ouvrage sur les SDF. Il est impensable d'ouvrir un quotidien d'informations générales sans y trouver, ne serait-ce que quelques lignes sur cette population. Le nombre de travaux universitaires consacrés à ce groupe en donne un autre exemple. Psychologie, ethnologie, sociologie, histoire s'y intéressent de près. Il convient enfin de noter les créations de rayon autonome « SDF » dans de nombreuses librairies. La question de l'exclusion est aujourd'hui plus que jamais dans l'esprit du temps.

3.3. Le SDF : un homme trottoir : moteur ! Quels jeux et enjeux pour les médias ?¹⁹⁵

3.3.1. La dialectique de la visibilité

Pour introduire notre sujet, nous soulignons **une visibilité grandissante des SDF** depuis le début des années 1970 qui s'est accrue dans les années 1980 et plus fortement encore dans les années 1990. Les éléments d'explication peuvent être la transformation des pratiques de gestion et de contrôle de l'espace public. C'est en 1993 avec l'apparition du marché des journaux de rue que les sujets SDF ont acquis une visibilité singulière. Seuls ou en groupe, les sujets SDF vivent aux yeux de tous.

De plus, avec **le système de développement de prise en charge**, se sont formés des rangées de sujets SDF aux portes des services d'hébergement ou des services de distribution de repas. Les attroupements font masse. Ce constat reste minoritaire à Nantes mais il est flagrant sur Paris¹⁹⁶ où il est frappant de voir les personnes attroupées devant les arrêts de bus ou aux arrêts stratégiques du passage des camionnettes, interpellant les équipes comme si elles demandaient un taxi, ou bien tous ces corps, certains debout, d'autres assis, dans la nuit et le froid, devant les centres d'hébergement et à qui il faut dire non quand les places sont déjà pourvues. Ce qui participe à ce phénomène nous paraît aussi lié au fait que **certains des programmes d'aide alimentaire sont distribués sous chapiteaux ou sur la voie publique** et ont pour première conséquence d'augmenter la perception de l'acuité du problème par la population¹⁹⁷. Délivrer ces services dans la rue accroît la visibilité du phénomène. Au sein du système de prise en charge des sujets SDF, les acteurs doivent gérer **cette dialectique de la visibilité**.

Phénomène plus visible encore, les sujets SDF s'exposant et se déclarant. L'espace public pouvant être interprété dans la perspective dramaturgique goffmanienne comme un théâtre de rôles et d'interaction, les sujets SDF n'y sont pas simplement des éléments du décor ; ils sont des sujets actifs dans cet espace, leurs modes d'exposition et de mise en scène les rendant encore plus identifiables. Comme le

¹⁹⁵ A partir de documentaires, articles de presse, émissions radiophoniques et de ressources bibliographiques comme celles de DAMON J., *La question SDF: critique d'une action publique*, op. cit., BRESSON M., *Les SDF et le nouveau contrat social*, Paris, L'Harmattan, Technologie de l'action sociale, 1997, 235p.

¹⁹⁶ Lors d'un séjour de deux jours et deux nuits au Samu social de Paris en mars 2004.

¹⁹⁷ Comme nous avons pu le voir avec la maraude et cars du cœur qui stationnent sur deux places bien connues des nantais, à des endroits stratégiques de la ville.

rappelle Julien Damon, depuis le début des années 1980, les occasions de contact se sont multipliées. La recrudescence de la pratique de la mendicité et de ses formes dérivées a conduit un nombre important de personnes à s'exposer et à se déclarer SDF. Certains mendiants anticipent dans une certaine mesure les attentes du public auquel ils se donnent en spectacle. Ils ont conscience de la pluralité des manières de mendier et des formes de la manche, à laquelle répond la multiplicité des donateurs et de « leurs préférences ».

Les vendeurs de journaux, les sans-abri sont apparus plus nombreux et physiquement plus proches des autres utilisateurs de l'espace public. Avec ces expositions et ces interpellations publiques les expériences ordinaires de rencontre et de face à face avec les sujets SDF ont changé. Les sans-abri sont plus souvent à l'origine d'un contact d'une discussion, que passifs, assis ou allongés par terre. Les nouvelles interactions par ces journaux ont permis une certaine réduction de l'altérité entre les sujets SDF et le passant, qui tous les deux changent de rôle pour devenir respectivement vendeur et acheteur. Au cours de nos rencontres, nous n'avons pu avoir que des échanges ponctuels avec certains, c'est pourquoi nous avons lu certains de ces journaux ainsi que des études sur cette thématique qui en concluent que la population des vendeurs de journaux n'est pas homogène. Ces personnes ne sont pas toutes sans-abris et ou chômeurs. Certaines exercent une activité professionnelle en sus. D'autres ont délibérément choisi ce travail et abandonné leur précédent emploi pour s'y adonner. Le motif invoqué est que la vente des journaux permet de bien gagner sa vie, en travaillant peu dans la journée, en choisissant ses horaires et son lieu de travail. Le public méconnaît le statut social des vendeurs. Qu'ils soient sans-abri ne fait aucun doute. Les journalistes sont également abusés par les dires des publications et la représentation des vendeurs.

Ce n'est un secret pour aucun vendeur que l'hiver est une saison plus « payante » que l'été pour vendre les journaux. Les revenus y sont multipliés par deux ou trois pour le même temps de travail. Cela signifie concrètement que deux à trois fois plus de journaux sont vendus. Or, c'est l'été que les sans-abri ont surtout besoin d'argent. En effet, les places en centres d'hébergement sont moindres, les accueils d'urgence ferment avec le retour des beaux jours, certaines distributions de repas cessent également. Aussi, la période estivale est celle où la personne à la rue doit acheter de quoi se nourrir, de quoi se vêtir. Enfin sauf à coucher dehors, il lui faut aller en foyer ou se payer une chambre d'hôtel. Mais pris dans la tourmente sociale, c'est en hiver que les usagers sont sensibilisés par les campagnes en faveur des sans-abri, et que les « coups de gueule » de l'Abée Pierre sont les mieux entendus dans les médias. C'est donc l'hiver qu'ils achètent plus de journaux. Les vendeurs se gardent bien de démentir les informations inexactes véhiculées par les uns et les autres sur les conditions des sujets SDF. L'hiver, ils jouent sur l'émotion suscitée par le contingent des sans-abri qui décèdent par les nuits de grands froids. Or, ce sont souvent les personnes refusant toute aide des associations caritatives qui finissent leurs jours ainsi. Certains sujets SDF qui acceptent les services qui leur sont proposés passent l'hiver sans coucher une seule nuit dehors. Ainsi les vendeurs usent parfois abondamment de « faux semblant » et de mensonges. Ils présentent une face qui correspond aux attentes normatives des usagers quant à la définition de ce qu'est un SDF. Plus généralement, Goffman parle du « faux semblant » comme d'un invariant (anthropologique) qui préside dans toute interaction sociale avec des personnes inconnues. La représentation du vendeur est centrale, il doit répondre aux « attentes normatives » des usagers du métro ou de la rue qui en les voyant, escomptent qu'ils se comportent de telle ou telle manière.

Au cours de notre travail de terrain, nous avons été sensibilisés à tous les supports, traitements, d'où notre intérêt pour les journaux, documentaires télévisuels et radiophoniques. C'est suite à cette curiosité et sensibilité qu'est né notre postulat selon lequel il existait un autre acteur de cette visibilité : les médias.

3.3.2. La médiatisation dans le champ de l'urgence sociale.

En effet, il n'est pas abusif de parler de médiatisation dans le champ de l'urgence sociale : pour faire prendre conscience du problème à l'ensemble de la population et faire pression sur les pouvoirs publics, il est souvent fait recours à l'effet médiatique. Par exemple dans les années 1950, l'Abée Pierre devant le nombre important de gens qui ne trouvaient pas de logement, fit une grande campagne couronnée de succès. Aujourd'hui ce sont des associations tel le D.A.L. (Droit Au Logement), les Restaurants du Cœur. En 2006, c'est l'association Médecin du Monde qui a distribué des tentes dans Paris tant que les gens ne se verront pas offrir des hébergements durables. Nous assistons alors à toute une charité business orchestrée par les médias (concerts, vente de disques au profit des bénéficiaires des Restaurants du Cœur). Par rapport aux médias, selon Pascale Pichon, c'est à partir des années 1990 que la presse nationale ouvre ses colonnes à une nouvelle rubrique collant à l'actualité de la visibilité accrue des personnes à la rue et participant ainsi à la construction d'un « nouveau problème social ».

En retraçant des parcours de vie, les journalistes ont remonté les trames événementielles qui ont conduit à la rue ; ces « événements bascule ». Personnalisation du trait mais aussi typification des étapes conduisant à la rue sous forme d'explications causales liées aux parcours singuliers mais aussi aux crises économiques et sociales qui touchent notre société.

Souvent des images télévisuelles avec des visages et corps dévastés par l'alcool et la survie dans la rue. Différentes étapes conduisant à la rupture repérées : ruptures familiales et sociales, perte de l'emploi, du domicile et des liens de solidarités « naturels ». Aujourd'hui, en 2004, nombreux sont les encarts publicitaires dans la presse comme dans un numéro de Télérama pour la fondation Abée Pierre. Actuellement, l'effet médiatique est plus un effet journalistique où l'hiver sont évoqués des gens qui dorment dans la rue, voir y meurent dans une indifférence presque générale ou refusent d'aller avec le SAMU social ou dans les structures d'hébergement, sans que soient questionner les raisons de ce refus. Nous pouvons noter un changement en 2005 où ces questions commencent à apparaître au cours de certains journaux télévisés. L'été voit revenir le délit de vagabondage, témoins des arrêtés de municipalité de toutes couleurs politiques, même si depuis la canicule de 2003, les SDF ont aussi droit à quelques minutes dans les flashes télévisés. Depuis le milieu des années 1980, au retour de chaque hiver les articles, les dossiers, les reportages, les simples coupures de presse présentent de nouvelles initiatives annonçant le décès de personne à la rue, retransmettant les initiatives gouvernementales se sont multipliées.

Le ton de l'indignation, le constat de l'urgence, l'appel aux pouvoirs publics sont trois caractéristiques de cette couverture médiatique hivernale de la pauvreté. Ce que nous pouvons remarquer et souligner, c'est **le peu d'investigation sur la question des sans-abri**. Il y a bien des reportages sur des centres d'hébergement ou des

entretiens avec des personnes à la rue mais généralement il ne s'agit que d'éléments illustratifs à l'intérieur d'un dossier qui comprend la reprise des propositions associatives et des initiatives politiques à côté d'un entretien avec un expert reconnu de la cause. **C'est en ce sens que nous avons choisi d'interroger la participation et les enjeux de ce traitement médiatique de l'exclusion et des sujets SDF qui parfois va jusqu'à se transformer en engouement au gré des saisons.**

Qui utilise qui ?

Les journalistes sont très sollicités par les associations pour parler des problèmes de personnes SDF mais aussi par les responsables publics désireux de valoriser leurs réalisations. Il est important de retenir que **les médias ne sont pas totalement maîtres de l'information ; ils ont besoin d'informateur**. Ainsi lors d'un dossier¹⁹⁸ sur l'urgence sociale à Nantes en trois volets et pour lequel j'ai été contactée, le journaliste avait d'abord pris contact avec une association. Il nous avait accompagné lors d'une « tournée dans la rue » puis, apprenant que nous réalisions une thèse sur le sujet, avait demandé à pouvoir nous interviewer. L'objectif était pour lui d'avoir « le regard d'un spécialiste sur la question ». Nous retrouvons ce dont parle J. Damon à propos de l'expert. De plus, c'était un moyen de « gagner du temps » puisqu'il pouvait ainsi connaître quelles associations aller voir et quels lieux où il pouvait rencontrer des personnes dites SDF.

Il y a aussi **une utilisation des associations**. Les associations peuvent s'organiser des conférences de presse, elles transmettent des communiqués pour renseigner sur une nouvelle initiative ou pour prendre position sur les orientations gouvernementales, ce qui est le cas de l'association « Logement fraternité » à Nantes, qui notamment l'hiver 2004 avait sollicité la presse pour leur faire part de leur opération : « un repas, un euro de reversé pour les sans-abri ». Celles-ci ont besoin des médias pour que leurs propositions et revendications atteignent l'agenda politique.

Le risque de dramatisation du problème est alors double, du côté des acteurs engagés dans des croisades morales et politiques et du côté des journalistes. Nous assistons tous les ans sur la nouveauté du problème sur « l'émergence de nouvelles populations » à la rue, sur l'urgence de la situation avec des chiffres et une rhétorique appelant directement à l'émotion des lecteurs, un ensemble de stratégies dont les représentations les plus simples : « ça peut arriver à tout le monde » ont été utilisées et relayées. En rapprochant des thèmes et titres d'articles parus depuis le début des années 1980 sur les SDF, Julien Damon nous dit que nous pouvons souligner que la prise en charge des SDF est affichée comme une urgence toujours plus ardente, depuis au moins 15 ans. Sur la même période, sans aucune statistique rigoureuse, il a été affirmé que la féminisation et le rajeunissement de la population SDF progresse de manière dramatique¹⁹⁹. Nous pouvons faire les mêmes constats de 2000 à 2004. Pour décrire les opérations médiatiques qui ont accru la vision de la « nouvelle pauvreté », Serge Paugam, lui distingue deux types d'opérations : celle de dénonciation – s'indigner publiquement de la situation de certains citoyens –, celle de solidarité – une mise en scène des représentations courantes de l'exclusion –, celle de description – une campagne de presse sur l'exclusion. Il est intéressant de repérer que la mort des

¹⁹⁸ Ouest France, 4 décembre 2003.

¹⁹⁹ DAMON J., *Les SDF : stars médiatiques ?*, Revue Le Banquet, n°5, 1994. (http://www.revuelabanquet.com/pdfs/a_0000094.pdf?qid=sdx_q0&code=#search=%22Les%20SUJET%20SDF%20%3A%20stars%20m%C3%A9diatiques%20%22)

SDF apparaît dans les rubriques « société » alors que les dispositifs de lutte contre l'exclusion sont très souvent critiqués dans les rubriques « politiques ». Ce sont l'indignation et l'appel au secours de l'état ou de la société qui structurent très souvent les articles. Le cas banal peut être délaissé au profit du cas exceptionnel. L'exclusion sociale est devenue une réalité incontournable qui mobilise l'opinion, les pouvoirs publics, les médias, les organisations. Dans une société individuelle développée, l'extrême pauvreté heurte, dérange, fait peur et menace la cohésion sociale.

A partir de l'analyse des articles de presse parus dans les grands quotidiens et dans plusieurs hebdomadaires, Maryse Bresson²⁰⁰ s'est attachée à montrer que les représentations ordinaires avaient souvent tendance à attribuer à des prédispositions particulières certains comportements de l'homme à la rue. Par exemple, explication de la condition d'exclus par l'alcoolisme au vu que, dans la rue, des sujets SDF consomment de l'alcool. Des portraits types se construisent à partir de quelques traits distinctifs qui font finalement l'identité du sujet SDF. Maryse Bresson fait la liste de ces dispositions et ou prédispositions relevées dans la presse : « la mauvaise volonté à travailler, l'imprévoyance et le manque de projets d'avenir, le manque d'hygiène, la déchéance physique et l'aspect repoussant la violence, l'alcoolisme, le manque d'instruction et de formation, les problèmes mentaux et le manque de volonté ». Elle ajoute aussi que les médias relèvent comme explication de la grande exclusion, la « fragilité antérieure » des personnes concernées. A côté de cette prédisposition et de ce destin coexiste un autre point de vue, la vie du sujet SDF serait aussi un risque auquel chacun pourrait être exposé. Le « cela peut arriver à tout le monde » que nous retrouvons dans la presse et dans certaines émissions grand public²⁰¹. Enfin, les chercheurs ont repéré que les médias présentent les SDF comme des individus plutôt passifs, dépourvus de capacités d'adaptation et de ressources personnelles, en un mot comme des victimes ; ils sont désignés avant tout et essentiellement comme des sans.

Celles et ceux que nous avons pu rencontrer sont des hommes et des femmes, des couples et familles qui pour certains finissent par se terrer dans les tréfonds de la ville où ils n'ont plus de lieu de vie. En général, leurs images dans la presse sont publiées entre novembre et février, saison des SDF. Il y a le type d'images que la presse ne publie pas parce que, malgré leur qualité photographique, elles ne « ressemblent pas à des photos de SDF ». Il y a une imagerie²⁰² pour les sans-abri qui ne fait pas la différence entre le folklore du clochard si typiquement parisien et la détresse de celui ou celle qui a tout perdu, jusqu'à son espace de vie, d'intimité et de demain, sans doute son identité. Le poids des médias n'est pas étranger à leur visibilité. La couverture médiatique contraint le spectateur à affronter le malheur d'autrui et construit une image homogène du point de vue des trajectoires de vie de ceux qui deviennent sujets SDF. Nous nous habituons au pire et nous ne voyons plus vraiment une réalité que nous voulons en fait ignorer : ce sont des portraits flous, en processus d'effacement. A force de le croiser couché sur le sol, on finit par s'habituer et par ne plus le voir. Plus que chassé et exclu, l'homme errant s'en va silencieusement à la dérive : il s'éloigne et s'enfonce doucement dans le néant, à l'insu de tous. D'où notre intérêt pour **la question de la déréliction de l'espace urbain**, s'intéresser aux effets de dégradation physique et

²⁰⁰ BRESSON M., *Les SDF et le nouveau contrat social*, op. cit.

²⁰¹ Emission Ça se discute « Sommes-nous tous à l'abri face à la pauvreté ? », octobre 2005.

²⁰² Comme l'illustre l'ouvrage : *Pauvres de nous – images de l'exclusion*, Centre national de la photographie, Paris, 1996.

psychique qui entraînent pour des personnes le fait d'y puiser les conditions minimales de leur vie quotidienne.

Des détournements de la rue, par l'appropriation de certains espaces, marquent bien le besoin de manifester, contractions et contorsions de la volonté des humains de marquer leur propre espace. Peut-être est-il urgent de développer ces diverses formes d'expression qui apprivoisent les espaces d'enfermement, s'emparent des murs, réels ou imaginaires, pour sinon les faire disparaître, leur rendre au moins leur sens d'origine qui est de protéger et non d'enfermer. Le premier sens du mur est de différencier le nous et les autres, le dedans et le dehors. **L'espace public a-t-il un sens commun ? La clinique psychiatrique d'urgence, en prise directe sur la ville suscite cette interrogation ;** d'où notre intérêt pour les parcours d'errance dans la ville, c'est se poser la question du lieu du sujet SDF.

3.4. Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale : Les enjeux de l'approche territoriale.

A travers une réflexion sur les modes d'errance et de sédentarisation socio-pathologique et psychopathologique dans des non-lieux de l'espace urbain, nous souhaitons démontrer que l'être humain se sert de l'espace pour se présenter et se représenter son existence et son fonctionnement psychique. La question de la précarité et du dénuement est centrée soit sur le trouble de l'individu soit sur la victimisation sociale. Dans l'un et l'autre cas, la question des aménagements défensifs et de l'interaction avec l'environnement sont esquivées. Il s'agit de comprendre la participation de l'errance au fonctionnement psychique du sujet et l'utilisation de l'exclusion par celui-ci pour traiter son drame personnel ; ceci en prenant en compte la dimension psychique dans les déterminants avec les conséquences d'une situation dont le caractère extrême pousse à n'en considérer que la dimension sociale ; ce en quoi nous nous différencions d'une approche purement sociologique. Prendre en compte les différents mécanismes psychopathologiques à l'œuvre chez un sujet, n'est ni l'assigner ni l'insulter, mais tenter de comprendre ce qui le rend sujet.

C'est pourquoi repérer les circuits et réseaux mis en place par les errants eux-mêmes, la question de l'habitat, des inscriptions socio spatiales nous paraît pertinent au vu d'un de nos postulats comme quoi s'intéresser à la manière d'habiter tout espace d'hébergement serait un indice pour comprendre les difficultés d'habiter son espace psychique. Autrement dit, habiter suppose des modalités d'investissement psychique qu'il faut comprendre. Que veut dire habiter pour ces personnes dites SDF ? Comment comprendre leur manière d'occuper un espace ? En quoi habiter ce n'est pas qu'habiter, le droit au logement ne peut se résoudre ni se résumer à un droit à l'abri ou un toit pour tous.

Le rapport de l'homme à l'espace, particulièrement à l'espace de son « habiter » est une fonction radicalement foncière et transhistorique, elle est la façon unifiante et diversifiante qu'a l'être humain dans l'habitat de (re)trouver son ancrage et ses racines

profondes en même temps que sa propre singularité. Nous pensons que si quelque chose de ces retrouvailles n'est pas réalisée ni même possible alors, l'homme n'habite pas, il transite seulement là où il a un logement rendant ainsi trop précaire son installation dans l'espace approprié.

Nos hypothèses sont les suivantes:

Ce qui fait le sens de l'habitat est aussi à chercher du côté de l'habiter et de la manière dont l'homme pratique et représente son espace habité.

Ce qui se joue dans l'espace habité n'est pas imputable qu'à l'habitat, il est tributaire de la trajectoire sociale et psychologique du sujet.

« Les personnes souffrantes psychiquement peuvent être en difficulté dans l'investissement de l'habitat. En effet, le logement dans l'espace d'habiter peut devenir un prolongement du corps. Les limites du schéma corporel, lorsque l'on est « chez-soi » ne seraient pas alors que les limites du corps, mais se confondraient avec les limites spatiales du logement. Ainsi l'accès à « l'habiter » n'est pas un accès uniquement matériel. Il est aussi d'un ordre psychique et symbolique et nécessite donc certes un accompagnement de type administratif et matériel, mais aussi un réel accompagnement social et psychique »²⁰³.

Emmanuel Levinas développe une approche phénoménologique, prenant pour point de départ l'objet (la maison) tel que nous la vivons pour en proposer une description rigoureuse²⁰⁴. La maison n'est pas à proprement parler un objet, c'est un outil situé dans le monde. Il est certes objet du monde mais c'est à partir de lui que l'on va dans le monde. La maison est du monde mais sans être moins objet du monde qu'accès au monde ou que porte d'entrée sur le monde. La maison est une intériorité qui nous ouvre sur le dehors et avant cela une intériorité à partir de laquelle il y a pour nous quelque chose comme un dehors. Avant de nous ouvrir sur le monde elle nous en sépare pour nous mettre face à lui et nous le faire apparaître ainsi comme ce qui est là dehors et qui nous entoure ? Ce mouvement de séparation est ce qui nous constitue comme sujet. Il n'y a de subjectivité que par l'œuvre d'une séparation, d'un recueillement en soi. L'essence de l'habitat permet cet arrachement, cet isolement « physique » de se produire. A travers des témoignages de sujets SDF, nous verrons comment en étant privé de domicile, ils ont perdu peu à peu le sentiment d'être une personne ou un sujet. Nulle part chez eux, ils n'avaient plus la possibilité d'être quelqu'un qui se tient face au monde, chose parmi les choses, menacés constamment, tributaires des événements du monde. Perdre son domicile fragilise la subjectivité jusqu'à l'annihiler réduisant la personne à n'être plus qu'un objet parmi les objets.

Notre travail de terrain s'intéresse, entre autre, à la sphère de l'intimité, la vie sociale dans l'hébergement, comment passe-t-on de la situation d'hébergé à la rue. Prendre des exemples des formes d'habitat :

- Habiter à la rue, **dans** la rue, **la** rue.

²⁰³ LANTHEMANN K., *De l'abri à l'habiter*, Rhizome, *Habiter*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, C.H. le Vinatier, Lyon, n°7, 1^{er} septembre 2002.

²⁰⁴ LEVINAS E., *Totalité et infini : essai sur l'extériorité*, LGF - Livre de Poche, 346 p.

- Habiter dans un foyer d'hébergement.
- Habiter dans un squat.
- Habiter dans un bungalow, une caravane.
- Habiter un état précaire
- Habiter dans un logement.

3.4.1. De l'espace au territoire : quelle place pour l'exclusion ?

Pour introduire la question de l'espace et du territoire, nous reprenons le terme exclusion, originellement spatial, où l'exclu est mis « hors lieu ». Idée du rejet, du rejet à l'interdit. L'exclusion se définit par son contraire : l'inclusion. Elle renvoie au couple de contraire : dedans / dehors.

Dans une approche sociologique, elle serait « être dedans » ou « dehors » du socius, « dans » ou « hors » d'un lien d'ensemble, ce qui, dans une dimension psychologique, signifie « être dans » ou « hors » d'un lien intersubjectif. Cela renvoie au vide des maladies narcissiques, à la carence ou à l'absence de sentiment de holding des sujets abandonniques. L'exclusion est liée à la subjectivité. Il est nécessaire que le sujet se perçoive sujet, qu'il accède aux concepts de dedans et dehors pour en percevoir le sens. Sinon, seul l'autre peut, de son point de vue, situer le sujet dedans ou dehors. La dialectique du dedans et du dehors remonte à la mythologie grecque alors que Hestia représente la déesse du foyer, de la demeure et symbolise l'intérieur, l'installation, la fixité, le connu, Hermès est le dieu de l'extérieur et de la mobilité. Gaston Bachelard souligne à quel point cette opposition entre dehors fermé et renvoyant à l'être, un dehors ouvert et impliquant le non être commande un ensemble d'images positives et négatives et renvoie à des aspects diversifiés que sont la lumière, le son, la chaleur et le froid.

L'entrée par l'exclusion sociale ignore l'espace de vie et des modes d'habiter. Il y a une sous-estimation du rôle des espaces et des lieux de vie dans le vécu et dans le processus individuel de l'exclusion. Les événements et les situations à l'origine de l'exclusion engendrent des réactions diverses des individus : détresse et dépression, auto exclusion, résistance, recours à l'aide. La spécificité de ces réactions individuelles va de pair avec les spécificités des milieux et espaces géographiques dans lesquels les individus vivent. D'où notre intérêt pour l'observation des **modes de résistance des « exclus » selon les espaces**. Dans les métropoles s'est développée la presse de rue pour permettre de payer la chambre d'hôtel et de se laver. Le phénomène des sujets SDF est d'autant plus présent que la ville est de grande taille tandis qu'en milieu rural, c'est le travail précaire et saisonnier. Nous ne partons pas des caractéristiques sociologiques ou psychologiques de la population mais de la question du territoire. Alors que des auteurs comme Gutton, par exemple, partent du côté de la dimension incestueuse ou narcissique, du côté des thérapeutes, notre méthodologie, à savoir notre approche par le côté institutionnel, nous a amené à nous poser la question du territoire.

L'intérêt de l'approche de l'exclusion par le territoire nous a amené à observer leurs pratiques de la ville.

Ne s'agit-il pas d'un mixte entre un désir d'aventure et celui de faire « trace », de marquer physiquement et symboliquement l'espace de son passage (de faire communauté à certain moment, en certains lieux) ? Ils sont capables de jalonner à certains moments leur route de relais (de « micro repères »). Il peut y avoir beaucoup de vie, là où beaucoup de spécialistes du social ne voient qu'anomie, exclusion, assignation définitive. Certaines personnes ont fait de l'errance un mode de vie en parcourant des villes, pays selon leur gré. La plupart d'entre eux ont coupé toutes formes d'attaches avec ces instances socialisantes que sont la famille et le travail mais aussi les institutions qui y sont liées.

De prime abord, la représentation des SDF nous renverrait non pas vers une mobilité mais plutôt vers une position statique d'eux-mêmes dans l'espace public : trottoir, gares, centres commerciaux, abords des centres d'hébergement. Néanmoins les sujets SDF marquent une identité en creux, défini d'abord par le manque. Et ce manque s'applique non pas sur le domicile mais sur la fixité de ce dernier ; c'est ainsi qu'il nous plonge d'emblée dans une réflexion sur la territorialité et l'errance. La question du sujet SDF est intrinsèquement liée à la notion d'espace et aux modalités d'occupation de celui-ci. Les rapports de voisinage, souvent associés à des rapports solidaires ou communautaires sont un facteur territorial et peuvent jouer un rôle.

Par territoire, nous entendons « un espace approprié avec sentiment ou conscience de son appropriation »²⁰⁵. Nous pourrions le définir comme un espace sur lequel vit un groupe. Il s'agit d'une aire géographique sur laquelle un individu assoit son influence, son autorité ou son pouvoir. Selon Michel Lussault, le territoire est un espace structuré, d'essence politique, doté de sens qui autorise une sociabilité active²⁰⁶. La question des investissements du territoire pour un patient psychotique, pour un homme ou une femme dans la rue interroge sur les espaces psychiques. Le lieu, le territoire, le réseau, tous ces mots désignent des espaces mais il n'en reste pas moins que chacun dénote une espèce spécifique qui potentialise des spatialités spécifiques. Le territoire est un idéal type de l'aire, elle renvoie à la continuité et à la contiguïté, il est un espace structuré par les principes de continuité et de contiguïté. Un territoire s'impose comme une aire délimitée affectée par une idéologie territoriale qui attribue à une portion d'espace un statut de territoire. Cette idéologie territoriale peut émaner d'une société locale, nationale, d'un groupe étendu ou restreint d'un individu isolé (par exemple sans-abri) qui ferait d'une aire quelconque son territoire. Dans ce dernier cas, nous atteignons les limites de la notion, car un territoire comme un lieu suppose une sociabilité active tant dans la définition que dans le partage de la configuration territoriale. L'idée pourrait être de traiter de la crise sociale par la couture territoriale.

Ervin Goffman s'intéresse aux règles d'appropriation, d'interrelations et de circulation entre les individus sur un espace donné (cadre de l'interaction). Ces relations sont souvent liées à un langage culturel ou une dimension subjective. Cette culture et cette subjectivité vont définir une distance physique minimale à respecter pour ne pas s'introduire dans l'espace intime d'autrui. C'est la notion de proxémie définie par Edward T. Hall²⁰⁷. En s'appropriant l'espace, ou en faisant « son » territoire, l'individu « humanise » l'espace. Il le rend à sa mesure. Par des procédés de

²⁰⁵ BRUNET R., FENAS R., THERY H, *Les mots de la géographie, Dico Critique*, Paris, la documentation française, 1993, 3^{ème} édition.

²⁰⁶ LUSSAULT M., *Espace humains, limites et franchissements*, Rhizome, bulletin national trimestriel édité par l'Observatoire National des pratiques en Santé Mentale et Précarité, n°16, Juillet 2004.

(<http://www.ch-le-vinatier.com/orspere/fichiers/rhizome/Rhizome16.pdf>)

²⁰⁷ TWICHELL HALL E., *La dimension cachée*, Paris, Seuil, 1971.

détournement et de braconnage, il va marquer ce territoire de son empreinte. D'un lieu, ils « font « leur » lieu. « Le marquage comme l'expansion territoriale, s'il est effectué à partir de déchets l'est principalement à l'aide des déchets solides et visibles de façon à dissuader toute intrusion. Répandre des détritiques ne signifie pas uniquement s'approprier un espace, ceci peut servir à tracer des limites d'une propriété informelle ou officielle, tout comme cela peut correspondre à la négation de la notion de propriété. Le déchet intervient dans l'acte d'agression à l'égard du territoire autre. Il permet d'outrepasser les limites, de dénier à l'autre un droit à la propriété que l'on ne reconnaît qu'à soi seul et d'étendre ses propres régions. Il entre donc dans une stratégie de sociabilité à la fois territoriale, militaire et guerrière, se mue en marqueur d'approche sociale. Il relève désormais de l'ordre et de la souillure, de la saleté, de l'« oro » et participe à une dialectique du pur et de l'impur »²⁰⁸.

Au-delà de la résistance de l'individu, nous assistons à ce que Michel de Certeau décrit comme « braconnage solidaire ». De nouvelles formes de solidarité apparaissent alors que le tout social perd largement de sa grandeur. Souvent, elles se révèlent sous la forme de nouvelles communautés qui se fondent sur le sentiment commun de la passion et de l'affect. En terme d'espace et de topographie, Michel de Certeau cite l'exemple de l'acte de marcher qui « est au système urbain, ce que l'énonciation (le « speech act ») est à la langue ou aux énoncés proférés. C'est un procès d'appropriation du système topographique par le piéton (de même que le locuteur s'approprie et assume sa langue). C'est une réalisation spatiale du lieu (de même que l'acte de parole est une réalisation sonore de la langue), enfin, il implique l'autre en face du locuteur et met en jeu des contrats entre colocuteurs) ».

3.4.2. Territoires de rue, fonctionnement social et représentations sociales.

Malinowski et l'école d'anthropologie sociale ont souligné dans quelles mesures certains espaces ou objets ont, au-delà de leur fonction instrumentale, une fonction symbolique. Ils sont en mesure de nous mettre en relation avec des systèmes de connaissance et de croyance et constituent en d'autres termes des supports à notre identité.

Nous souhaitons démontrer que l'espace est dans un milieu pratique, un lieu où se déploie une stratégie identitaire en s'intéressant à l'espace comme entité médiatrice entre soi et le monde des autres. Ceci nous amène à questionner : **Y a-t-il des profils d'exclus selon les types d'espaces ?** Le lieu tient une place importante dans les histoires traitant de l'exclusion car il est l'élément visuel qui permet de distinguer le statut des personnes.

Le territoire habité est fortement investi des valeurs des groupes qui l'occupent et fortement marqué socialement. Ces éléments se traduisent par des formes

²⁰⁸ Find 2wps, *Quartier offense territoriale marginalité*, notes issues de DAVOULT G., *L'Écriture du déchet dans "Le Journal d'une femme de chambre" d'Octave Mirbeau*, mémoire de maîtrise d, université du Havre, 2002, 200 pages.

d'appropriation symbolique²⁰⁹ du territoire ayant des effets réels autant sur l'acceptabilité que sur l'accessibilité des structures telles les programmes d'échange de seringues. L'espace public est porteur de traces, de signes et de signification multiples. Il facilite la lisibilité urbaine et permet la construction identitaire, ainsi que l'élaboration du lien social. Des frontières sociales « territorialisées » se construisent, redessinent les limites et sous tendent des stratégies de défense du territoire liées à des stratégies identitaires. Cette dimension symbolique de l'espace constitue une composante importante des processus d'identification collective d'un groupe social qui le revendique comme « sien » et le défend par rapport au socialement « autre ». Dans cette perspective, la question de savoir quel type d'individu est légitimement habilité à s'arrêter et à séjourner sur un espace ou sur un territoire renvoie à la problématique des relations entre groupes sociaux. **La régulation de l'accès à un espace peut être ainsi comprise comme une dimension importante des rapports sociaux et de fait sujette à des luttes sociopolitiques.**

3.4.3. Comment l'errance fait relation, territoire ?

La territorialité est un concept de base dans l'étude du comportement animal, on la définit généralement comme la conduite caractéristique adoptée par un organisme pour prendre possession d'un territoire et le défendre contre les membres de son espèce. Les travaux sur la territorialité montrent que les animaux sont souvent emprisonnés à l'intérieur de leur propre territoire. La territorialité existe aussi chez l'homme qui a inventé bien des manières de défendre ce qu'il appelle sa terre, son sol ou son espace. Il existe une différence établie entre la propriété dite privée (territoire d'un individu) et la propriété publique (territoire d'un groupe). Dans l'errance, se fabriquent des centralités spatiales et se créent des proximités sociales au-delà de la condition stricte de résidence et ceci dans le croisement entre les « informalités » de la survie et les « formalités » du système d'assistance. La territorialisation, cela permet de ne pas partir d'un groupe social, classé, déclassé ou même reclassé, mais bien de l'errance en tant que phénomène typiquement urbain. **Hypothèse selon laquelle, l'errance définie comme alternance des modes de résidence, fait territoire, c'est-à-dire fabrique et fabrique continuellement des centralités dans la ville.**

Afin de comprendre cette « territorialisation de l'errance », nous nous sommes intéressés aux parcours d'hébergement qui passent par les centres d'hébergements d'urgence, les foyers et CHR, mais aussi par de multiples formes de squat et d'abris de rue. **Que se passe-t-il sur un territoire d'errance ?** Qu'est ce qui s'y échange ou s'y négocie ? Pourquoi un groupe d'errants se forme-t-il sur tel et tel espace pour s'éparpiller ensuite vers d'autres espaces, nous laissant voir des mises en série de territoire ?

Nous avons pu en avoir illustration au cours d'une scène de rue où un homme Monsieur R.C. nous avait interpellés par sa posture dans l'espace public²¹⁰.

²⁰⁹ BASSAND M., *Villes, Régions et Société*, Lausanne, Presses Polytechniques Romandes, 1982 in BENECH-LEROUX P., op. cit.

²¹⁰ Renvoie à la vignette. P 548.

Nous tendons à comprendre l'errance avant tout comme un dispositif de mobilité, mobilités qui en sont ni insensées (au sens d'une perte de repères spatiaux) ni désocialisées (au sens d'une absence de liens sociaux). Comme nous avons pu le démontrer, l'exclusion ne se traduit pas toujours par l'absence de réseaux de sociabilité et ces réseaux sociaux ont une inscription territoriale. En faisant référence au concept de réseaux sociaux pour aborder l'exclusion dans sa dimension spatiale, nous souhaitons comprendre l'errance avant tout comme un dispositif de mobilité, mobilités qui en sont ni insensées (au sens d'une perte de repères spatiaux) ni désocialisées (au sens d'une absence de liens sociaux). Les mobilités sont variées : mobilité restreinte, circuit institutionnalisé, mobilité en point de chute et en aller retour. Selon J. Lévy : « il ne faut pas définir la mobilité par le seul déplacement, mais la considérer comme la relation sociale au changement de lieu. La mobilité contient une part de virtualité, c'est-à-dire de potentialité non actualisée ». Chaque individu possède des ressources de mobilité (capital, économique, social, culturel), à partir desquelles il arbitre entre déplacement et non déplacement certaines personnes peuvent accéder d'un point de vue matériel à certains lieux mais ne s'y rendent pas car elles s'y sentent étrangères. Il y a une alternative de modes de résidence (centres d'hébergement d'urgences, hôtels meublés, abris de rue, squat, hôpital, prison), une succession d'entrée et de sortie ponctuée de temps d'attente.

Nous pouvons observer une **errance stationnaire** représentée, repérée et répétée (circuits d'assistance, parcours intra urbains) et correspond à ceux qui « appartiennent à », cette appartenance même les rend secourables. Une itinérance ou errance des vagabonds dont la prise en charge contredit le dispositif local et la politique nationale. Une rupture apparaît entre les néo nantais et les zonards ; parmi les Néo-Nantais les plus fragilisés apparaissent comme les plus sédentaires, puisqu'ils font lieu et font le lieu.

L'errance ambulatoire ne se restreint pas à un quartier, ses parcours s'effectuent dans toute la ville, mais elle se polarise sur les espaces publics « espaces ressources ». La mobilité comme ressource ; plus on est sédentaire dans la rue, autrement dit immobile dans son errance, plus on va être stigmatisé et désigné comme désocialisé. Inversement savoir « jouer des mobilités » dans la précarité est une ressource qui permet de traverser des territoires mais aussi des mondes et statuts sociaux et d'ajuster les rôles. L'errance urbaine est toujours connectée d'une façon ou d'une autre aux circuits institutionnels, l'assistance procure le minimum ou le complément de survie.

3.4.4. La question de l'occupation de l'espace public

La dimension morphologique de l'espace urbain peut s'illustrer au travers du mobilier urbain. Langage, action urbaine, urbanité ; l'évolution de la conception du banc à Nantes témoigne de la violation symbolique des dispositifs actuels.

La définition du banc est une prothèse corporelle du repos ; médiation entre le corps et l'espace. Au 18^{ème} siècle, le premier banc est conçu pour ceux qui ont besoin de s'y reposer. Au départ, c'est un élément en pierre. Le second banc mesure 80 mètres de long, la conception est de les disposer en salon. Au 19^{ème} siècle, est créé le « centaure » – 34 mètres de long – pensé pour les promenades, la flânerie dans le siècle

des espaces verts et des programme d'embellissement. Il y avait aussi possibilité de louer des chaises.

A Nantes, aujourd'hui, place Canclaux, il y a des bancs abris en béton armé. Sur le Cours des 50 otages des bancs de granit. **Le banc comme prise de l'espace public.** Aujourd'hui, quelque chose de plus limitatif, cela permet de moins en moins la pose. « Barres, ni assis ni debout ». Le banc, devenu chaise, évite le regroupement, la position allongé. Le devenir des espaces publics interroge. Autrefois, les places représentaient un point de convergence pour la rencontre et le rassemblement. Elles deviennent, aujourd'hui, un lieu de passage, un carrefour qui permet difficilement l'arrêt. Les places avec des revêtements de moins en moins naturels (terres, gazon) mais de plus en plus minéral (asphalte, ciment). Le projet d'aménagement est de tout enlever, ainsi ce commun accord entre commerçant et service public, où l'aménagement se limite au revêtement de sol, quelque chose de très minéral, comme nous pouvons le voir Place Sainte-Croix ou rue du Calvaire à Nantes.

Le sens visuel par rapport au mobilier urbain : une colonisation de l'espace public.

Qu'est-ce qu'on crée dans l'espace public ? Une conception ergonomique plus sécuritaire. Le mobilier urbain ne doit plus être utilisé de manière transversale, l'espace public ne doit plus être « squatté » par des « indésirables ». Le désign urbain évolue donc dans ses formes mêmes pour empêcher certaines positions, notamment la position couchée : les bancs et les sièges s'individualisent, leur largeur est réduite et leur assise inclinée, leur surface devient glissante. Peu importe que ces nouveaux bancs ne soient plus confortables pour les personnes petites ou âgées. Leur fonction n'est plus ergonomique, elle paraît sélective. Le mobilier urbain est la partie visible de l'espace urbain planifié où, par un minutieux contrôle de l'espace, designers, architectes paysagistes éliminent tous les recoins, les angles morts de la ville. Comme si les sans-abri, clochards, marginaux ne devaient plus pouvoir se retrancher nulle part. Ils ne devraient même plus pouvoir s'accrocher, s'agripper aux bornes de l'espace dit public : ils glissent. C'est une guerre de position. Dormir par terre, sur des pointes de granit, ou circuler. Si le mobilier n'est pas adapté à une catégorie des utilisateurs, faut-il en conclure à une stigmatisation intentionnelle des « inadaptés » ou au contraire devons-nous constater qu'ils sont ignorés ? Nous pouvons observer que ce mobilier urbain « anti-social » peut être inconfortable pour ceux auxquels ils ne sont pas destinés et être conçu pour éviter l'étalage d'une misère qui n'aurait pas où se poser. Nous nous posons la question de la légitimité du conformisme qui voudrait que des pauvres puissent s'allonger là où ils ne devraient pas.

Or, il ne s'agit pas tant de faire allonger les pauvres du mieux qu'ils peuvent là où ils devraient s'asseoir mais de soutenir leur dignité en les tirant vers le haut et partant de là, les encourager à se tenir debout. Il existe un rapport très fort entre le corps et le corps social. Dans une société qui ne donne des sièges qu'à ceux qui sont déjà bien installés (salle d'attente classieuse des gares), réclamer du bien être pour la pauvreté au nom des valeurs du « confort bourgeois » appliquées à l'espace urbain, n'est-ce pas dans le pire des cas rien moins que du cynisme. Et dans le meilleur des cas, c'est commettre une erreur en se trompant de cible. Si l'ergonome doit avoir le souci de ne pas favoriser le détournement d'utilisation des lieux publics (un banc n'est pas un lit) son travail ne le rend pas pour autant responsable du phénomène de la pauvreté. En tout état de cause, l'ergonome n'est certainement pas capable d'assigner à son mobilier des fonctionnalités susceptibles de résoudre la question sociale, tout comme le fait

d'améliorer le confort des chaises roulantes ne règle en rien la question de savoir dans quelle mesure les transports doivent accueillir les handicapés. De même, il est admis que les quais du métro doivent se transformer en dortoir pour les sans-abri comme c'est le cas pendant l'hiver. Une permissivité en matière de perversion fonctionnelle qui est « tolérée » en cas de « grand froid » mais qui laisse ouverte la question de savoir comment la dignité des personnes est assurée quand leur présence est la moins visible, notamment l'été. Même si des opérations comme celles de Médecin du monde avec la distribution de tente aux SDF permettent de faire parler d'eux²¹¹.

En résumé, la question ne serait pas de savoir comment un siège devrait se transformer en banquette « pour les pauvres » mais si la société permet à toute personne, au nom du respect de la dignité humaine, d'étendre son corps pour le reposer. N'est-ce pas une prise en considération consciente et volonté délibérée de ne plus laisser à l'espace public et donc à la communauté sociale le « fardeau » et le témoignage visible de la misère extrême ?

²¹¹ Se reporter en 1^{ère} partie : 3.3.2.La médiatisation dans le champ de l'urgence sociale.

**2^{ème} partie : ...à la mise en scène d'un conflit
psychique.**

Qui sont les exclus, de quoi sont-ils exclus et pourquoi ?

Désir d'illustrer par des images pour apprendre à ne pas cligner des yeux.

Que cherchent-ils ? Mendier leur ration d'alcool ?

Mais n'est-il pas opportun de se rappeler que mendier renvoie à quête ; celui qui quête est celui qui cherche (sa voie/voix). Du coup la rue peut prendre une autre dimension où coulent, s'écoulent, s'entrecroisent et se brassent des êtres perpétuellement en quête de l'objet le plus banal : un vêtement ou un accessoire quelconque mais aussi de nourriture, d'émotions, d'excitations, d'incitations, de provocations.

1. L'errance : mode de survie psychique.

1.1. L'errance : une démarche active.

Classiquement la population SDF est présentée comme ne pouvant qu'inspirer la charité et définie comme incapable de mobilisation et constituée d'individus perçus comme déstructurés, entièrement soumis à leur condition d'exclus et au poids du stigmat qui les enfermerait dans une résignation au monde de la rue dont ils ne pourraient s'extraire à cause d'une insuffisance de ressources. Il s'agirait de personnes déstructurées autant dans leur tête que dans leur relation à l'autre et à l'environnement social. **Notre thèse s'inscrit dans une perspective différente à savoir que l'errance se construirait.** Ainsi, l'errance ne peut elle pas être considérée comme une proto-élaboration ? L'acte moteur et la déambulation serait une mise en scène du conflit qui ne pourrait pas se représenter psychiquement.

1.2. De la déstructuration à la structuration

Nous interroger sur la vie au sein des espaces interstitiels, à savoir sur les modes d'organisation dans le monde des terrains vagues, des sous sols et des parkings, des immeubles et dans les squats, nous a permis de voir quelles ressources psychiques, affectives et cognitives y sont mobilisées et comment l'individu finalement s'y « adapte ». En ce sens, la notion de déstructuration nous semble poser un problème. Elle ne renvoie à rien de précis d'un point de vue psychiatrique ou sociologique, la déstructuration n'est pas un concept précis. Pourquoi les dits SDF qui ne sont pas des malades mentaux, seraient-ils déstructurés ? Cette déstructuration ne semble pas toujours s'observer sur le terrain.

La vie dehors implique, en effet, des habitudes précises. Les repères historiques nombreux tiennent à la vie du groupe, au moment du passage du

logement à la rue, aux temps forts (décès d'un membre du groupe, fêtes collectives). Les repères géographiques existent : ils parlent de leur quartier, de leur banc, connaissent différents lieux ou ils peuvent passer la nuit. D'où notre intérêt à la vie privée sur les lieux publics. La vie quotidienne du sujet SDF s'organise autour de rythmes précis, entre des ballades et des attentes interminables. Sans logis ne signifie pas sans logique. Il arrive à mener une existence ordonnée. Il vit dans un monde organisé, possède une conception particulière du temps et de l'espace, agit avec des habitudes régulières. Il essaie de vivre « comme tout le monde » et se réfère à des valeurs de normalité : « son espace est circonscrit, ses rythmes sont réglés, son temps est délimité ». La vie de la personne se construit autour de repères forts, en continuité avec des principes culturels dominants. Nous avons pu observer que certains sans abri fonctionnent en cercle fermé, avec une vie très réglée pour survivre mentalement. Ils ont besoin de faire des choses très répétitives tous les jours, qui sont toujours les mêmes, à heures identiques ; il y a peu de place pour des choses inhabituelles. C'est une vie chronicisée. Ils ont besoin de quelque chose de certains. Savoir qu'à telle heure, il retrouve « machin », à tel endroit, même s'il est enivré, même s'il ne se souvient plus le lendemain où il était. Dans la rue, il est sujet de destruction mais aussi de résistance.

« Le sans abri organise un monde qui a ses règles, construit une vie quotidienne qui a ses contraintes et son type d'organisation (...) le clochard est déjà inséré, si l'on entend par là qu'il a ses référents et son univers. Transformer l'univers du clochard consiste non pas à lui indiquer un modèle d'insertion à suivre mais surtout, et avant tout, à l'aider à abandonner le monde d'insertion qu'il vit pour un autre » nous dit Jean Furtos.

A la rue, la survie implique certaines régularités. Nonobstant, face aux situations extrêmes (violences internes et externes) les conditions de survie à la rue impliquent pendant un état mental particulier.

1.3. La rue : un espace contraint.

1.3.1.Des formes de sociabilités et stratégies...

1.3.1.1. Le réseau des pairs.

La survie dans la rue peut être appréhendée comme une succession d'épreuves à franchir comportant, certainement, des succès comme des échecs. Entre ces pôles, se construisent des formes différentes d'adaptation à une nouvelle situation sociale. Une de nos hypothèses serait que pour lutter contre les affres de la survie biologique, se met en place « une culture de l'excès » tant dans la vision du monde que dans le rapport au corps (les modes d'alimentation, l'alcoolisation) et dans la sociabilité entre pairs. Nous nous intéresserons pour commencer à ce qui relève de l'exposition de soi, principalement dans les espaces publics, puis à la présentation de soi dans les

interactions de face à face. Celles-ci ont au cours dans des espaces temps délimités par les épreuves et les formes de survie²¹².

Il paraît important de distinguer mode de survie et forme de survie. Notre première hypothèse serait que le problème du sujet SDF s'énonce à partir d'une inscription spatiale qui problématise l'inscription sociale de ces individus. Pour certains, ils sont sur leur territoire, dans leurs vies ; ce qui leur permet de résister.

A ce sujet, la marche est une façon de résister, car il y a la peur de s'arrêter quelque part, être à la merci de quelqu'un. Alors, marcher, c'est marcher. La marche est un art du présent. Elle consiste à aller ailleurs en créant à chaque moment, un équilibre qui implique de quitter un lieu pour en trouver un autre qui n'est pas encore acquis, qui ne peut se représenter qu'en une formation imaginaire, un espoir d'advenir, de venir à quelque chose. Une marche sans objectif, sans direction ne peut que tourner en rond. Il y a des points d'arrêt, de ravitaillement, des cafés, des poubelles... et d'autres personnes qui ne quittent plus leurs cartons, nuit et jour. Ils sont ravitaillés par d'autres. Le repli total sur soi. Cela n'est pas sans faire référence au marcheur vagabond, le marcheur sans espace propre contraint d'inventer ce que Michel De Certeau appelle des tactiques pour s'appropriier un espace construit par un autre (la stratégie), créer son propre territoire, un territoire à son image. Il s'agit du temps de l'oublié : le territoire du marcheur est un territoire virtuel qu'il construit à travers sa marche ; le marcheur entretient un rapport à l'espace qui est déterminé par la succession temporelle, par le mouvement de son corps. Le marcheur est aussi un voyageur du temps ; le temps n'est plus la quatrième dimension qui s'ajoute aux trois dimensions de l'espace, le temps est ce qui construit l'espace, la perception de l'espace. Voyant ce qu'il voit ou donne à voir consiste dans l'opération même de voir. Selon la définition de Michel de Certeau l'opération tactique se distingue de l'opération stratégique qui privilégie la fondation d'un lieu propre. L'opération stratégique permet « la victoire du lieu sur le temps ». Elle consiste dans la délimitation d'un espace propre par la production d'un système clos de lois, d'un langage artificiel construit à priori, se séparant d'un environnement déterminé. Ce lieu sert de base à une gestion de relation avec une extériorité distincte.

Son rapport à la ville questionne non seulement le concept de mobilité mais aussi d'exposition de soi à travers le risque potentiel de dégradation de soi, face visible de la transformation que les individus entretiennent avec les autres, avec ceux qui sont les témoins de sa chute.

Notre deuxième hypothèse est que **la précarité est graduelle** : elle débute avec l'espace de la rue et de ses cachettes, se réduit dans l'espace couvert des lieux publics avec ses niches et semble s'effacer dans l'espace d'appropriation (quoique provisoire) du squat ou de la cabane. **La graduation entre lieu public et quasi privé est essentielle.**

Notre troisième hypothèse est que **si l'espace public peut être habité, ce n'est qu'en cachette dans les aspérités et les mouvements de la ville.** Pour devenir « vivable », il convient que l'individu redéfinisse l'espace choisi dans une temporalité

²¹² Nous utilisons la notion « formes de survie » plutôt que « mode de survie » qui renverrait une nouvelle fois à l'idée de groupe social possédant un minimum de caractéristiques sociologiques communes et se référant à des traits culturels communs. JUAN S., *sociologie des genres de vie, morphologie culturelle et dynamique des positions sociales*, Presse Universitaire de France, 1971. Qui plus est, « mode de survie » apparaissait inconvenant car si la survie est bien une construction, elle n'en demeure pas moins une contrainte, se joue sous une forme d'épreuves et ressort de la lutte ou de la confrontation perpétuelle à soi et aux autres, loin d'un assentiment apaisé et confortable.

qui lui appartienne en propre, il faut qu'il y inscrive des activités quotidiennes et trace des sillons dans sa mémoire. Nous observerons la confrontation de l'individu au maintien de son équilibre, toujours provisoire, entre espace, temps, ressources et relations.

1.3.1.2. Le rapport aux institutions.

Nous observons plusieurs types de « rapport à l'assistance ». Les trois quarts des sans abri ont la possibilité de recevoir du courrier, la plupart étant domiciliés par une association. Les personnes qui dorment dans la rue ou dans des abris de fortune peuvent connaître des modes d'hébergement alternatifs sur de courtes périodes : soit hébergés ponctuellement par de la famille, des amis ou recourent au dispositif d'hébergement. A ceux qui dorment dans des centres de longue durée et font une utilisation maximale des possibilités de l'assistance, s'opposent à la fois ceux qui ont un système de débrouille personnelle, passant par les squats pour certains, par l'hôtel pour d'autres, ceux qui dorment dans la rue ou les centres d'hébergement d'urgence avec une situation très précaire. Au bout d'un certain temps de familiarisation avec le système, les sans abri savent ce qu'ils peuvent raisonnablement espérer et finissent par s'« orienter » tout seul dans les dispositifs. Ces différentes situations sont en liaison avec la durée dans la rue mais aussi avec l'origine sociale des personnes, le niveau de formation, leur âge.

Nous pouvons illustrer ce rapport lors d'un échange à St Benoit avec un résident de 32 ans venant de Cherbourg où quelques frères et sœurs vivent toujours ainsi que quelques amis. Il en est parti à la suite d'un licenciement, dit-il, d'un endettement et selon lui, il valait mieux qu'il change d'environnement. Il dit qu'il a peur de se lancer et, donc, préfère ne rien faire. Il attend la réponse pour un logement. Le foyer a des appartements extérieurs mais cela ne l'intéresse pas car dit-il « *on n'est pas vraiment chez soi, ils peuvent venir à n'importe quelle heure* ». Par rapport au logement, il dit « *lorsqu'on reste trop longtemps au foyer, on devient exigeant* ». « *Au début, on a connu la rue, le 115, donc, dans un premier temps, au foyer, on se pose et on trouve cela génial. Puis, petit à petit, les habitudes que l'on avait chez soi reviennent* ».

Cela veut-il dire qu'il y aurait une phase de lune de miel au début de par les conditions connues à la rue ? Selon Pascale Pichon²¹³, « plus le SDF étend son champ d'approvisionnement, plus il se sent indépendant. Pris dans le circuit du don, mais ne voulant être l'obligé de personne, il tente de se dégager d'un lieu imposé ». Quelque soit le comportement adopté, l'individu s'engage, non sans contrainte, dans le rituel du don. Or, si la réciprocité fonde le don, encore faut-il qu'il y ait un engagement des deux parties dans le rituel. Ainsi, face aux résistances des personnes, c'est la manière de donner qui, pour les bénévoles, prend sens. Pour certains, des expériences telles que la prison, l'hôpital psychiatrique, des foyers de réinsertion sociale ont été suffisamment marquantes pour eux, par le mode de vie spécifique, orienté vers une seule fin, à une désignation dominante.

²¹³ PICHON P., *op. cit.*

Ainsi, ces propos entendus : « *je suis dans un endroit où je peux me défendre du monde qui m'entoure mais la condition est terrible parce qu'il faut perdre tout ce que l'on est pour être dans le droit de se défendre* ». De même, une assistante sociale d'un foyer d'accueil nous dit: « *Les gens sont très sensibles au fait d'être dépendant, parasite. On verra beaucoup plus de gens faire la manche après le RMI et on leur dira : « ton argent, il est où ? Ben, je l'ai plus ». Comme s'il fallait vite se débarrasser de cet argent qui n'est pas propre, alors que l'argent qu'ils touchent dans la rue en faisant la manche, c'est pas pareil quoi, c'est du vrai argent gagné* ».

De l'attente ...

Nous avons été surpris de mesurer à quel point les sujets SDF patientent. Aussitôt sortis de l'asile de nuit ou du foyer ils attendent que les institutions ouvrent leur porte pour les démarches administratives. Ils font la queue, comme par exemple à l'Oasis, devant les locaux des associations caritatives pour manger. Ils attendent que la journée passe. Le 5 du mois à la « Saint Rémi » comme certains l'annoncent non sans une pointe d'ironie, le jour du versement par la Caisse d'Allocations Familiales du R.M.I., ils attendent à la poste au guichet pour retirer de l'argent. Ils patientent jusqu' à 20 heures l'ouverture du foyer.

Nous avons pu observer²¹⁴ en quoi le sujet SDF peut développer dans l'espace urbain, face aux institutions une inventivité au quotidien. Des stratégies originales, négociations journalières que noue le sujet SDF pour survivre dans la ville déterminent un espace de manœuvre qui lui est propre. Cet espace témoigne de son rôle d'acteur, de sa propre existence qu'il défend au jour le jour.

A Nantes, la concentration des services sociaux dans le centre-ville ajoutée à une volonté de prise en charge des sujets SDF totale et sur tous les fronts en font un espace de survie et de ressources pour les sujets SDF motivés par la recherche de ressources et vaincre l'ennui. Qui fait quoi ? La plupart des sujets SDF sont bien en peine de le savoir. La lisibilité des repères dans l'espace urbain fait cruellement défaut. A titre d'exemple, la personne SDF peut prendre le petit déjeuner à Brin de Causette (lieu où on distribue aussi des vêtements mais ce n'est pas officiel), manger à l'Oasis, après un temps à Claire Fontaine puis rentrer au foyer. Nous avons pu rencontrer des exemples de réseau qui met en relation différents lieux. Les institutions et les associations peuvent contribuer à définir ces réseaux en envoyant les personnes dans tel ou tel lieu qui offrira un service précis. Ainsi, elles structurent à leur manière l'espace urbain. Les sujets SDF peuvent trouver comme c'est le cas à l'Oasis, sur un tableau d'affichage à l'accueil des adresses de lieux susceptibles de leur proposer une aide.

Dans leur quête de nouveaux moyens de survie, les sujets SDF découvrent la complémentarité des services qui se décline en termes de gestion de temps et de lieux selon les services offerts. La plupart tiennent un emploi du temps avec horaires et jours d'ouverture des structures. Nous pouvons d'ailleurs souligner le dualisme Jour / Nuit ou Hiver/ Été. L'urgence à ses saisons et ses heures. Ainsi, comme nous le racontaient les personnes rencontrées à la Maison d'accueil de jour de Nantes qui passaient leur nuit dans un parking et qui, à l'approche du mois de janvier, commençaient à s'inquiéter, se tenant informés des sites qui restent ouverts, où il est possible d'avoir à manger. Certains disposent d'un réseau de personnes ressources, tel Al. qui dormait dans le parking de la Médiathèque et qui mangeait les invendus des sandwiches que le patron de

²¹⁴ Se reporter à la 1^{ère} partie : 2.1.1.3. Nouvelles dynamiques sociales

la sandwicherie lui donnait. Il apparaît donc que les dualismes spatio-temporels sont à l'origine d'une errance dans la ville.

...A la durée

Etudiant le phénomène dans sa durée, les types de ressource dont disposent les personnes qui évoluent au cours du temps et des cycles de vie, peuvent permettre d'expliquer la plus ou moins grande facilité qu'elles ont à retrouver un logement et à le conserver, ou se retrouver de nouveau sans domicile.

Pour certains, avoir ou ne pas avoir de logement n'a pas toujours une signification importante, les situations peuvent changer facilement. Un logement peut être aussi facilement perdu qu'il a été trouvé. Si certaines personnes sont plus sédentaires que d'autres, la plupart n'ont pas de domicile fixe. Elles alternent des séjours dans divers hôtels, chez des copains, dans les squats, sous les ponts. Cela peut varier beaucoup et dépend d'abord des habitudes de chacun et de la journée écoulée. Pas de mobilier et peu de valises, il n'est pas difficile de partir. L'instabilité et l'insécurité de la rue réduisent au strict minimum les biens personnels. Tout doit pouvoir être contenu dans le sac à dos. Un manque permanent donc la notion de surplus est un non sens. Les difficultés matérielles s'articulent avec une construction psychique.

Pour certains, nous ne savons pas quelle est leur attente. L'attente, c'est ce qu'ils n'ont plus. Ils se laissent aller, ils disent attendre un logement, de l'argent, mais ils ont déjà un passé qui fait qu'ils sont émancipés, accrochés à leur trottoir. Des mécanismes mentaux contribuent à enfermer la personne dans l'univers qu'elle se construit, à la fois à ses goûts et malgré elle. La situation qu'elle vit lui paraît inexorable, comme si elle ne devait pas en « sortir », elle semble se complaire dans sa situation pourtant si exigeante physiquement. Elle dit parfois qu'elle « choisit » cela.

On peut beaucoup marcher en long et à travers l'espace, le piétinement parfois exacerbé, inquiétant produit du non lieu. Parcourir les paysages urbains en quête d'identité, « marcher c'est manquer de lieu, c'est le procès indéfini d'être absent et en quête du propre »²¹⁵. L'errance que procure la ville dans son labyrinthe et son trajet est une folle expérience de perte du lieu, de pratique de non lieu. Ainsi peut-on créer du non lieu dans les lieux, de l'absence dans la présence ?

Une série d'opposition – animé/inanimé, dedans/dehors ; absence/présence – sous-tend la présence d'un mouvement, un va et vient constant entre des éléments antinomiques qui créent une tension. Une alternance du caché et du montré, du manque et de l'excès, du dit et du non-dit ; ainsi pouvons-nous assister à des comportements agressifs, tel celui de **Monsieur R.C.** qui semble la seule issue envisagée au conflit. L'acte remplace la parole. La violence procédant souvent du langage corporel, ultime moyen de communication à la portée du sujet. Il représente la solution adaptée par l'individu lorsque les mots sont vains ou impuissants à former le malaise. L'acte est une forme de rage primitive et instinctive. Il anime des pulsions archaïques. L'errance dans la ville, ne renvoie-t-elle pas à une volonté de se dissoudre, se fondre dans la noirceur ? Une échappée hors de soi, un mouvement d'extériorisation qui renvoie le sujet à son propre chaos.

²¹⁵ CERTEAU M. (DE), *Pratiques d'espaces, la ville métaphorique*, Traverses, n°9, pp4-10, 1977. in MONS A., *Le corps dérobé*, TERRAIN, n°35, septembre 2000. (<http://terrain.revues.org/document1103.html>)

Nous avons rencontré cet homme qui, chaque jour, et ce depuis des années, a le même parcours dans la ville : tout comme dans l'obsession, un cercle vicieux projette le sujet dans une temporalité cyclique, vidée de son sens. Un univers clos par la répétition et le repli sur soi. Une temporalité circulaire : figure exemplaire du concept freudien de la compulsion de répétition, la spirale est une répétition de cercle où ce qui tourne, retourne mais où ce qui circulairement retourne manque cependant de refaire le cercle. Ce qui dans la spirale se répète est une rencontre manquée avec soi, une rencontre manquée avec ce qui retourne et qui n'arrête pas de tourner. La temporalité est modifiée en un processus de répétition circulaire qui mime la gestuelle, automatisme et rituelle de l'obsédé ; l'espace est clôturé, verrouillé.

La problématique du temps et de l'urgence.

Cette problématique n'est pas sans révéler un problème de repérage dans l'espace et le temps. Les personnes peuvent s'enfermer dans des territoires, limités à des trottoirs, à des places toujours réutilisées pour faire la manche. Prisonniers de circuit, certains reconstruisent des repères par des itinéraires qui se reproduisent.

Nous pouvons prendre le cas de **M. D.** personne rencontrée au CHRS St Benoit, ayant longtemps vécu à la rue qui chaque matin partait de la place du Commerce pour se rendre à Brin de Causette, y buvait 3-4 cafés, prenant ses deux sandwiches, allait à droite chez l'épicier turc prendre son litre de rosé, s'installait devant le C.C.A.S., mangeait ses sandwiches et buvait son rosé, parcours qui a duré pendant 6 ans et qu'il relate avec nostalgie. D'autres ont des repères morcelés et ont tendance à multiplier les intervenants et parfois même à les mettre en rivalité. Certaines personnes jouent avec ces processus et ne fonctionnent que dans l'urgence et passent sans cesse d'un dispositif à l'autre. Elles entretiennent les situations de fuite, de refus. Un fonctionnement que nous retrouvons dans le soin comme dans la demande, à savoir dans l'urgence²¹⁶.

Quid de la liberté revendiquée

Pour un paradoxe qui n'est qu'apparent, l'autre monde fait partie des lieux sous haute surveillance, alors que le sens commun porte à croire que le monde de la rue est un monde de liberté et d'absence de contraintes. L'analogie avec l'espace concentrationnaire nous semble possible. Les personnes sont enfermées dans des espaces sans grilles ni surveillants, où les contraintes subies par les personnes qui y entrent et qui y vivent, aboutissent parfois à des offenses graves à l'identité sociale, personnelle et corporelle.

Au sujet des contraintes, nous remarquons la présence du **bruit**. Que ce soit dans la rue – voitures, bus, brouhaha des magasins – ou dans les institutions où nous nous demandons si le silence n'est pas trop pesant pour ceux qui accueillent. Ainsi, à l'Oasis, dès l'ouverture de la porte à 13 heures, la musique est mise, les personnes, les chiens entrent. Il n'y a pas de lieu dans le hangar où puisse régner le calme. **Monsieur D.** nous dit un soir au CHRS dans le bureau du psychologue : « *ici, c'est calme, cela fait du bien* ». De même, un homme à la Maison d'Accueil de Jour qui aurait voulu aller jusqu'à la Claire Fontaine, autre accueil de jour où les personnes peuvent aussi se restaurer, pour se reposer, mais en même temps c'est bruyant. Est-ce que le bruit finit par créer une enveloppe ? S'agit-il pour certains du refuge dans un univers sonore ?

²¹⁶ Se reporter en 4^{ème} partie. Chapitre 1.1.3.2 le discours des personnes « échappant aux structures ».

Comme le souligne David le Breton, « certains cherchent le bruit comme une enveloppe acoustique sécurisante qui éloigne le monde, permet un contrôle sur soi, un rapport précis aux limites »²¹⁷.

Une autre rencontre nous paraît intéressante sur les rapports et représentations que peuvent avoir les personnes sur les institutions et la rue.

Au CHRS St Benoit, A.C., personne rencontrée depuis le début de mon travail de terrain à mon entrée dans la salle de loisirs indique à son voisin qu'il me connaît. Il est là depuis quelques jours en lit d'urgence et il est envisagé qu'il puisse rester quelques temps. Sa première phrase est « *vous voyez, ils m'ont enfermé, trop longtemps dehors, voilà je suis en prison* ». Ensuite, il nous dit qu'il est trop fatigué. Cela fait 7 jours qu'il a arrêté de boire. Il était rendu à 3 litres par jour. Depuis qu'il est arrivé, il dort beaucoup : 4 heures cet après-midi. Ce sont ses « poteaux de la rue » qui ont insisté pour qu'ils viennent ici. Il nous dit aussi que la mentalité de la rue n'est plus la même, qu'au niveau de son squat, ce n'est plus pareil. Il dormait dans le parking de la Tour de Bretagne. Les vigiles savaient qu'il était là mais ne le chassaient pas car il était « clean » : pas de consommation d'alcool, la nuit, pas de bouteilles à traîner, pas de mégots. Il respectait les lieux, donc à partir de ce moment là, pas de problème. A 6 heures, il devait cependant partir : « *c'est normal, ce n'est pas un lieu pour dormir* ».

Cela rejoint les propos de Bruno Proth et Vincent Raybaud, pour qui « L'attitude, la gestuelle, le repli du corps de la femme et de l'homme abrités doivent soutenir un contrôle sur leur consommation, leur exposition et leur gestion de l'espace sous peine de voir menacé leur « droit » à s'établir qui contourne la cohérence implicite du lieu »²¹⁸. Le contrôle exigible doit encadrer tous les excès d'un corps qui s'abandonne : plaies visibles, démangeaisons intempestives, vêtements déchirés et négligés, l'odeur qui dépasse la moyenne olfactive tolérable pour les autres, le corps saoul qui ne se tient plus, l'invective au passager sont autant d'attitudes à proscrire, non pour faire illusion mais pour faire territoire. L'abrité se plait à marquer sa présence défiant la conformité ou la normalité auprès des différents agents chargés de la fluidité des espaces²¹⁹. Il doit faire preuve de bonne volonté tout en affichant des gages de bonne conduite, voire de transparence ». Ainsi la majorité d'entre eux ont le souci constant d'effacer leurs traces, ainsi nous disait **P.P.**, autre sujet SDF rencontré au cours de notre étude, le mégot de cigarette est jeté systématiquement dans un gobelet.

Au sujet de la place et du territoire, une personne déjà rencontrée à Brin de Causette dit que faire le 115, à la fin, c'est usant : « *plus facile de laisser tomber et dormir dehors* ». D'ailleurs, lui avait sa place, y compris pour la manche. Il dit qu'à Commerce, il y a souvent des règlements de compte par rapport à ça. « *Même si c'est dehors, me dit-il, c'est sa place et personne n'a à lui prendre* ». Il poursuit en disant qu'il a attrapé des poux, ce qui à l'air de l'affecter. Il parle de la violence de la rue : il

²¹⁷ LE BRETON D., *Du silence*, Paris, Métailié, 1997, 246 p.

²¹⁸ PROTH B., RAYBAUD V., *Une famille de SDF recomposée à l'aéroport*, Ethnographiques, Org, n°6, novembre 2004.

(<http://www.ethnographiques.org/IMG/pdf/ArProRay.pdf#search=%22Une%20famille%20de%20SUFET%20recompos%C3%A9e%20%C3%A0%20l'E2%80%99a%C3%A9oport%22>)

²¹⁹ GOFFMAN E., 1968.

s'est fait agresser deux fois, il s'est défendu. « *Ne pas leur montrer qu'on a peur, sinon, ils en profitent* ». C'est la première fois, me dit-il, qu'il vient dans ce foyer. Un an et demi qu'il est à la rue. Il dit que cela va vite.

A ce titre, nous pouvons observer un bouleversement des rapports au corps, à l'autre, à l'espace et au temps.

1.3.2.... aux conséquences psychologiques et psychopathologiques

1.3.2.1. Le rapport au corps.

Nous avons choisi de travailler sur la place du corps dans la désocialisation et l'errance. Jacques Hassin, médecin et responsable de la consultation médico-sociale du CHAPSA de Nanterre définit la primauté du corps comme indicateur : « on voit que le corps possède un langage, une utilité et un rôle social qui dépassent largement le seul niveau physiologique et médical »²²⁰. En partant du postulat selon lequel l'approche du corps est une source de renseignements sur l'état psychique de la personne, de ce qu'elle montre avec son corps de sa souffrance et que la dimension relationnelle du corps est prise en compte dans l'espace de l'autre (le corps est un espace relation, témoin de la relation du sujet à lui-même et à l'autre) et pose la question de l'intentionnalité consciente et inconsciente du sujet à être malade, cela nous permet de nous interroger sur l'homme et sa souffrance.

Dans un premier temps, il semble important de rappeler qu'il n'est certainement pas possible de supprimer toute souffrance psychique dont nous avons dit qu'elle est consubstantielle à l'existence humaine. D'ailleurs, l'homme n'entretient-il pas avec la souffrance un rapport singulier, illustré parfois par la forme de la réaction thérapeutique négative, autrement dit le refus de guérir²²¹. Si le patient se défend de guérir, en d'autres termes, s'il est attaché à ses symptômes, c'est qu'il en a besoin, c'est qu'il en tire profit, ce que Freud dénonce comme « bénéfique » de la maladie²²². Nous nous proposons donc, à la lumière de la clinique freudienne, de comprendre ce qu'il en est de « ce désir à rester malade à ce que nous supposons d'un attachement à la souffrance ». Dans un second temps, il s'agit d'étudier le lien psyché - soma chez les personnes SDF²²³ en prenant pour hypothèse, au niveau de la souffrance psychique, une utilisation spécifique du corps et de la maladie par le sujet SDF. Enfin, nous consacrerons une partie à la fréquentation des structures, voir en quoi le rapport à une structure sanitaire, par exemple serait une forme de relation sociale.

²²⁰ HASSIN J., L'Emergence de l'abord medico-social des populations sans toit stable : Aspect historique, médical, socio-anthropologique, politique et éthique, Thèse de Doctorat d'Etat en Ethique Médicale, Université René Descartes PARIS V, décembre 1996, polycopié, 379 p.

²²¹ SYLVESTRE.D, *Aimer sa souffrance comme soi même* in Ornicar. N° 36. Navarin. 1986.

²²² FREUD S., *Inhibition, Symptôme et Angoisse*, Paris, Presse Universitaire de France, Quadrige, 1993, 84 p

²²³ COLIN V., Le lien psyché-soma chez les personnes sans domicile fixe, université Lyon Lumière II.

De la réaction thérapeutique négative aux soins... à la réaction négative aux soins²²⁴.

Si le patient se défend de guérir, en d'autres termes, s'il est attaché à ses symptômes, c'est qu'il en a besoin nous dit Freud, il précise même « ... voilà donc le symptôme chargé peu à peu de représentations d'importants intérêts : il prend une valeur dans l'affirmation de soi, tend de plus en plus à ne faire qu'un avec le moi et lui devient de plus en plus indispensable... »²²⁵. Il ne s'agit plus pour l'analyste de vaincre les résistances du patient mais de prendre en compte le symptôme comme produit d'une stratégie de défense à l'égard de quelque chose qui lui échappe et qu'il convient de cerner : point d'obscurité que le travail de la cure doit mettre progressivement à jour afin que cela provoque un changement dans l'état de maladie du patient. Nous pouvons donc nous demander, pour ce qui concerne le symptôme : comment se fait-il que le patient puisse éprouver du plaisir à souffrir, à avoir du déplaisir ?

La théorie psychanalytique du symptôme.

Ce dernier est envisagé, entre autres, comme un compromis entre les inhibitions (d'origine surmoïque) du sujet et ses aspirations pulsionnelles qui cherchent, malgré tout, à se satisfaire. Le symptôme est un mode (inefficace et douloureux) de résolution d'un conflit intrapsychique, dans la mesure où il apporte une solution au conflit, il apporte aussi un apaisement relatif de la tension du sujet (tout en en créant d'autres). En ce sens nous parlerons à son propos de bénéfice primaire. Par ailleurs, il permet au sujet d'atteindre malgré tout une somme de satisfaction réelle, bien qu'éloignée et déformée par rapport à celle qu'il aurait primitivement souhaité atteindre. C'est là le bénéfice secondaire du symptôme. Cette dimension bénéfique du symptôme explique son statut paradoxal au sein de la structure du sujet. Ce dernier ressent son symptôme comme une « maladie », comme quelque chose d'envahissant, d'étranger, d'extérieur à lui et qui l'empêche de mener une vie plus productive et plus heureuse, mais en même temps, il lui est attaché. Le symptôme, aussi incapacitant soit-il pour le sujet, serait malgré tout une manière pour ce dernier de survivre en évitant le pire, c'est-à-dire une réactivation douloureuse (parfois déchirante et mortelle, tout au moins dans le fantasme, sinon dans la réalité) du conflit inconscient initial. Cet attachement au symptôme conduira le patient à apposer de nombreuses résistances inconscientes au processus thérapeutique.

Du désir de rester malade à l'attachement à la souffrance.

Au-delà que ce que Freud repère, s'agissant des difficultés de traitement, comme résistance en tant que résistance à dire à l'analyste, ce que nous avons épinglé comme avatar du transfert, une autre formulation rendant compte des obstacles de la cure surgit très tôt dans les écrits freudiens, celle du «désir de rester malade »/ et si du côté de la résistance, il y a une sorte de corrélation d'un forçage médical qui méconnaît le rythme propre du patient, qui ne tient pas compte d'un «ce n'est pas le moment d'en parler » comme spécifiant d'une temporalité subjective propre au malade, il apparaît que «le désir de rester malade » témoigne d'un ancrage dans la structure subjective. C'est autour du thème de la souffrance que s'organise le matériel clinique recueilli par Freud, de la nécessité du besoin de souffrir, comme il l'expose dans «l'abrégé de

²²⁴ ROBERT P., *Réaction thérapeutique négative et paroles d'enfants*, thèse de doctorat en psychopathologie, Université de Rennes 2, Mars 1987.

²²⁵ FREUD S., *Inhibition, Symptôme etangoisse*, op. cit., p. 15.

psychanalyse »²²⁶. Le terme de souffrance apparaît dans la lettre à Fliess du 2 mai 1897, elle y apparaît sous la forme d'un attachement, la malade y tient. L'explication que Freud nous propose alors vise un colmatage, la souffrance «contre» l'exigence pulsionnelle issue de la libido. Dans cette lettre, du 2 mai, la maladie est envisagée comme mode de protection, moyen de défense du patient devant la revendication très présente, très pressante des exigences pulsionnelles : «... il considère sa souffrance comme un bouclier contre sa propre libido... »²²⁷.

Cela reste cependant un rempart fragile qui ne remplit pas correctement sa mission : le symptôme n'endigé pas la poussée pulsionnelle qui trouve à se manifester encore et bien que déguisée, dans les bénéfices que le patient tire de son statut de malade. Freud semble ressentir le paradoxe du gain pour le patient contenu dans la souffrance des symptômes, du bien-être corrélatif au malaise. C'est sur cet aspect que le deuxième thème de travail de Freud se développe en 1909 dans sa 5^{ème} leçon²²⁸. Ici, l'accent est mis plutôt sur les satisfactions que la symptomatologie procure au patient. Dans la cinquième leçon de son adresse au public américain, Freud écrit «... Les hommes tombent malades, quand par suite d'obstacles extérieurs ou d'une adaptation insuffisante, la satisfaction de leurs besoins érotiques leur est refusée dans la réalité, nous voyons alors qu'ils se réfugient dans la maladie afin de pouvoir, grâce à elle, obtenir les plaisirs que la vie leur refuse. Il observe que «les symptômes sont une part de l'activité amoureuse de l'individu... »²²⁹. Plus loin «... la fuite hors de la réalité pénible ne va jamais sans provoquer un certain bien-être même lorsqu'elle aboutit à cet état que nous appelons maladie... ». Ainsi, se trouve évoquée la connotation du plaisir et de la tension inhérente à la douleur qui occasionne le symptôme.

En résumé, nous pourrions adopter la formule suivante : « la réalité se met en travers du trajet pulsionnel ? Faisons fi de la réalité et réfugions-nous dans la maladie, l'opération viserait à un détournement par le patient du réel sur lequel il bute ». L'indication est ici manifeste que le patient peut soutirer du plaisir à la souffrance occasionnée par la maladie.

Freud revient sur la question de la souffrance afin d'y apporter nombres d'élaborations qui portent le nom de **pulsion de mort, de masochisme primaire, de réaction thérapeutique négative** et qui confluent vers une nouvelle théorie que Freud qualifie bientôt de problème capital de Névrose²³⁰. Ce concept de réaction thérapeutique négative nous paraît pertinent pour essayer de comprendre le refus de se soigner ou l'aggravation de certains sujets SDF. En effet, quel sens donner aux conduites d'abandon social, comportements d'échecs, actes manqués qui compromettent les chances ou aggravent leurs situations ou, à l'inverse, recours aux défenses de type maniaques (recours à l'alcool ou aux toxiques médicaux ou illégaux) ? Il nous semble que nous pouvons faire un parallèle entre ces manifestations cliniques et la manifestation clinique à l'origine de Freud qui consiste en une aggravation du malade, là où l'analyste attend une amélioration.

La réaction thérapeutique négative : Définition, concepts associés.

²²⁶ FREUD S., *Abrégé de psychanalyse*, Paris, Presse Universitaire de France., 1949, pp. 48.

²²⁷ FREUD S., *Lettres à N. Fliess, in Naissance de la psychanalyse*, Paris, Presse Universitaire de France, 1996, p. 176.

²²⁸ FREUD S., *Cinq leçons sur la psychanalyse*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1973.

²²⁹ FREUD S., *ibid*, p. 58.

²³⁰ FREUD S., *Inhibition, Symptôme et Angoisse*, op. cit.

L'expression réaction thérapeutique négative apparaît dans l'article sur «le Moi et le ça » de 1923 dans le paragraphe intitulé «Les états de dépendance du Moi»²³¹. Freud aborde cette question de la manière suivante. « Quand on leur donne de l'espoir [aux patients] et qu'on leur montre qu'on est satisfait de la marche du traitement, ils paraissent mécontents et leur état subjectif s'aggrave négativement », remarquant, ici, l'aggravation du symptôme contre la satisfaction de l'analyste.

« ... Tout progrès partiel qui devait avoir et a effectivement chez d'autres pour conséquence une amélioration ou une disparition passagère des symptômes se traduit chez elles par une aggravation momentanée de leur mal... leur état au lieu de s'améliorer, s'aggrave au cours du traitement. Elles présentent ce qu'on appelle la réaction thérapeutique négative »²³².

L'impératif du rétablissement envisagé par l'analyste se trouve là aussi «mis à mal ». Freud caractérise ainsi, dans la suite de son texte, l'observation du phénomène clinique « ... l'approche du rétablissement est redoutée comme un danger... besoin d'être malade »²³³. Ce besoin d'être malade dérive d'un sentiment de «sentiment de culpabilité «ainsi qu'on l'appelle en négligeant le fait que le malade ne le ressent, ni ne le connaît. Sentiment de culpabilité qui trouve sa satisfaction dans la maladie et ne veut pas renoncer au châtement représenté par la souffrance, le sentiment de culpabilité reste muet... il ne lui dit pas qu'il est coupable mais malade»²³⁴. Ce sentiment, nous dit Freud dans « Abrégé de psychanalyse » est évidemment le mode de résistance provenant d'un Surmoi particulièrement dur et cruel... »²³⁵.

3 éléments retiennent notre attention dans les fragments du texte freudien.

- Quel est le danger redouté par le patient qui est soulagé de ses symptômes ?
- Quelle la nature de la satisfaction éprouvée dans la maladie ?
- Comment situer le silence qui couvre la culpabilité ?

Les développements ultérieurs contenus dans le « Problème économique du masochisme » (1924), « Inhibition, Symptôme, Angoisse » (1925) et « Malaise dans la civilisation » (1929) tachent de préciser ces questions.

En effet, quelle souffrance est à l'origine de ce sentiment de culpabilité ? Sur quoi porte-t-il ? Une question cruciale se pose à propos de la culpabilité du sujet de désirer ou de ne pas réaliser ses désirs. Articulant le sentiment de culpabilité avec l'angoisse et la pulsion d'agression²³⁶, Freud définit l'origine de la culpabilité : « Nous connaissons ainsi deux origines au sentiment de culpabilité : l'une est l'angoisse devant l'autorité, l'autre postérieure, est l'angoisse devant le Surmoi. La première contraint l'homme à renoncer à satisfaire ses pulsions, la seconde, étant l'impossibilité de cacher au Surmoi, la persistance des désirs défendus pousse en outre le sujet à se punir »²³⁷. Le renoncement accroîtrait la culpabilité.

²³¹ FREUD S., *Le Moi et le ça in Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 2004, 308p.

²³² Ibid.

²³³ Ibid, p 264.

²³⁴ Ibid., p 264.

²³⁵ Ibid., pp. 48-49.

²³⁶ FREUD S., *Malaise dans la civilisation*, Paris, Presse Universitaire de France, bibliothèque de psychanalyse, 1992, 107 p.

²³⁷ Ibid., p. 84.

En définitive, le désir d'être malade serait une production d'un mécanisme de défense inconscient à l'origine duquel se trouverait un sentiment de culpabilité qui, lui-même, serait issu de l'angoisse devant le Surmoi. L'angoisse apparaîtrait donc comme le lieu de convergence du processus de défense²³⁸.

Ce que nous situons comme processus de défense est envisagé par Freud comme **résistance** : résistance du moi. La réaction thérapeutique est ici conçue comme résistance. Le terme se trouve dans le texte même des «états de dépendance du Moi »²³⁹ : il s'agit de la part du patient d'une «conduite d'opposition à l'influence de la cure ». Ce besoin de souffrir contenu dans la réaction thérapeutique négative n'est-il pas à saisir comme une conséquence directe de la découverte freudienne de la pulsion de mort ? C'est le signifiant du «retour » qui conduit Freud à la formulation de ce «concept de pulsion de mort » tel qu'il apparaît dans « Au-delà du principe de plaisir ». Automatisation de répétition et principe de constance sont les deux déterminants qui barrent une dynamique en tant qu' « ouverture à du nouveau » et c'est à partir d'eux que la pulsion de mort est élaborée.

Freud écrit « Rien autant que les résistances rencontrées au cours du travail analytique ne me donne l'impression d'une force qui s'oppose par tous les moyens possibles à la guérison et qui est absolument déterminée à se cramponner à la maladie et à la souffrance »²⁴⁰. Ici, l'articulation entre la pulsion de mort et la réaction thérapeutique négative est réalisée dans cette métaphore du cramponnement. Mais quand le sujet se cramponne, c'est qu'il peut avoir peur de lâcher prise, de tomber. Quel vide attire ici le sujet pour qu'il le pousse en quelque sorte en reproduisant du symptôme ? Cela pose aussi la question de savoir si le praticien doit s'incliner devant des obstacles aussi puissants au service de la pulsion de mort et qui ont pour noms : sentiment de culpabilité, besoin de souffrir masochiste, conduite d'opposition au secours apporté par l'analyste ? Répondre non, dans le sens où dans la version «attachement à la souffrance » du symptôme, le sujet semble y trouver une raison d'être, une fonction en quelque sorte «positive » de l'inscription signifiante dans la maladie ne serait pas tenir compte du fait que la réaction négative se charge aussi, d'une positivité²⁴¹. Elle est l'amorce que «quelque chose » bouge chez lui, là où, précisément, une rigidité psychique a pu produire une construction à vocation défensive que nous retrouvons sous différentes formes dans la symptomatologie.

Autrement dit, cette réaction thérapeutique négative, comme «pas vers la vérité » ne s'oppose-t-elle pas paradoxalement au caractère d'immuabilité d'une position du sujet à l'égard d'autrui, spécificité de la névrose. Car c'est bien en tant que mode de défense à l'égard du changement, du nouveau, de la chose inconnue que les troubles se développent. La symptomatologie proposée par le patient correspondrait donc bien à un processus de défense mis en place face à un savoir difficile à supporter. Ce qui nous conduit à notre hypothèse d'une utilisation spécifique du corps et de la maladie par les sujets SDF.

Manifestations cliniques

²³⁸ FREUD S., *Inhibition, Symptôme et Angoisse*, op. cit.

²³⁹ FREUD S., Le problème économique du masochisme, in *Névrose, Psychose et perversion*, Paris, Presse Universitaire de France, 1999, 320 p.

²⁴⁰ FREUD S., *L'Analyse finie et l'analyse infinie*, Document de travail le Sac de Sel, p. 34, 1937.

²⁴¹ FREUD S., *Constructions*, 1937.

La confrontation sur le terrain des actions de santé en faveur des plus démunis nous conduit à analyser les notions concernant la perception de la santé et de la maladie. Parler du corps à ceux que la vie maltraite qui ont un quotidien semé de violences, voire d'agression physique, suppose d'abord une meilleure connaissance de la représentation de ce corps que l'on maltraite. A ce sujet, Jean Maisondieu parle de « Réactions négatives marquées par des sentiments de honte, d'auto-dépréciation de perte d'estime de soi, d'infériorité et de désespoir ». Ces corps ne traduisent-ils pas une image de soi complètement dévalorisée, une attitude pessimiste, voire fataliste et s'accompagne d'une estime de soi profondément dépréciée et qui entraîne un certain type de rapport au quotidien ? Comment, avec un corps déchiré et une estime de soi effondrée, est-il possible de s'intéresser aux signes ou symptôme de la maladie, sinon quand ils mettent en cause la capacité de la personne à faire face aux besoins quotidiens de son existence ?

Dans une étude réalisée auprès de jeunes de milieux populaires²⁴², Saïd Bouamama met en évidence une représentation négative du corps (meurtri, méprisé) accompagnée d'une image de soi dévalorisée. Les explications que des jeunes donnent à leur situation sont dominées par la notion de « galère ». Par ce terme, ils décrivent leur quotidien sans repère dans le temps et l'espace, et qui se concrétise par la répétition constante d'instant, sans signification ; « le décalage entre leurs espaces et temps quotidiens d'une part et d'autre part, les espaces et temps sociaux semblent concentrer ses effets sur le corps et sur l'image dévalorisée qu'en ont les jeunes ».

Nous constatons que leur principale difficulté à accéder aux soins tient au manque de recours à leur droit par absence de demande et d'intérêt pour leur corps. La particularité des personnes en situation précaire en matière de santé porte surtout sur leur comportement plutôt que sur une pathologie spécifique à la précarité. Elles sont plutôt préoccupées par les contraintes de la vie quotidienne (nourriture, ressource, logement, insécurité), de telle sorte que la santé n'est pas une priorité, même si elles ont des problèmes de santé, ceux-ci seront niés ou sous-estimés jusqu'au moment où la douleur ou l'incapacité met en péril leur autonomie. Le délai entre l'apparition de symptôme et le recours aux soins est souvent important et donc les soins se font dans l'urgence avec des problèmes de santé exacerbés par le retard. Ces corps épinglés, couverts de marques et d'emblèmes n'arrivent pas à être regardés par eux-mêmes, par les autres.

Ce corps qu'on maltraite.

Les premières images que nous apercevons chez les sans abris sont celles des corps meurtris par la rue, la violence au quotidien, l'alcool, le manque d'hygiène. Des corps méprisés et désarçonnés par l'extrême précarité. En effet, l'errance semble marquer l'organisme, elle le déforme au point parfois que l'errant s'en désintéresse et le considère comme un étranger. Ces corps sont-ils habités ? Il ne paraît plus être que des mécaniques. Ainsi, dans l'errance cristallisée, les métaphores relatives à ces « machines » dominent.

Patrick Declerck parle de syndrome de désocialisation comme d'un « ensemble de comportements et de mécanismes psychiques par lesquels le sujet se détourne du réel et de ces vicissitudes pour chercher une satisfaction ou à minima un apaisement, dans

²⁴² BOUAMAMA S., *De la galère à la citoyenneté. Représentation du corps et de la santé chez les jeunes de milieux populaires* in Santé et insertion. Paris. La documentation française 1995.

un aménagement du pire »²⁴³. La désocialisation constituerait, en ce sens, le versant psychopathologique de l'exclusion sociale. Avec les clochards qui sont à une des extrémités du continuum de l'exclusion, les phénomènes de désocialisation en arrivent à dominer tout le tableau clinique. La recherche du pire passe de faux pas en actes manqués, par la destruction brutale au progrès de tout lien libidinal. La figure du clochard dans sa vérité constitue pour tous ceux qui y sont confrontés, notamment les soignants une représentation insupportable à maints égards car elle est souvent l'image nous dit Declerck d'une « régression massive » qui suscite l'envie au sens dans lequel Mélanie Klein a employé ce terme : « J'ai à la fois envie pour moi de ce qu'à l'autre et envie de le détruire chez l'autre ». Le schéma régressif ne doit pas nous empêcher de constater aussi la pertinence des interrogations que portent avec leur corps et dans leur corps les exclus relativement à ce qui fonctionne comme régulateur des paroles et des jouissances. Ne tentent-ils pas d'échapper en permanence aux différents modes d'enfermement ? Ne recherchent-ils pas au cœur de leur expérience de consommation, où plaisir et souffrances se chevauchent, une manière d'être et de sentir pouvant les projeter ailleurs ? Exprimer leur différent au delà des contraintes de leurs conditions matérielles ne renvoie-t-il pas à une expérience intime ? Loin d'être une notation résiduelle, cette expérimentation serait devenue le centre de leur vie, organisant un système de relations sociales et des stratégies de survies.

L'hypothèse serait qu'au travers de la consommation d'alcool ou de produits, des épreuves particulières qu'elle induit, certaines personnes vivant de manière précaire pousseraient à leur comble cette expérience en la propulsant sur l'espace public.

Selon Paul-Laurent Assoun²⁴⁴, Il y a une gourmandise de la douleur : il n'est pas fortuit que Freud allègue une « situation pulsionnelle » parente qui n'est autre que la faim. Ce qui prédispose l'anorexique à faire jouer sa douleur en désactivant son appétit ou la boulimique en le sur activant. C'est pour la même raison que l'alcoolique « boit comme un trou », façon en se « grisant » de faire « virer » le plus noir de sa peine à exister, sur le « spectre » de l'affect.

Que puis-je donc faire de ma douleur, cette pulsion « tordue » qui ne se refoule même pas et insiste pourtant en mimant une pulsion ? Deux stratégies sont possibles entre l'action influente d'une suppression toxique ou l'influence par diversion psychique. L'action sur ma douleur peut se faire au travers de l'apposition d'un toxique – anesthésiant et antalgique – ou bien en l'influençant par une distraction psychique. Je peux, dans certaines conditions, déconnecter l'organe érectile douloureux de son « idée » : la douleur passe alors sur une autre scène, par un temps, elle va voir ailleurs... si j'y suis. L'essentiel est que là où elle « est », je n'y sois plus. Ces deux antidotes à la douleur se paient d'inévitables préjudices secondaires.

En cas **d'intoxication**, en écrasant ma douleur, je m'empoisonne, le « je » même s'empoisonne. Je ne sors de l'auto-intoxication par la douleur qu'au prix d'un « évidemment » du moi qui répète finalement celui qui était l'effet majeur de la douleur même et l'institue.

En cas de **divertissement**, en faisant deux parts, l'une pour « moi », l'autre pour ma douleur, je me dé subjectivise : clivage du sujet : de « s'éclater », de « faire » la fête,

²⁴³ DECLERCK P., *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, op. cit.

²⁴⁴ ASSOUN P.-L., *Leçons psychanalytiques sur Corps et Symptôme – Tome 1 : Clinique du Corps*, Paris, Anthropos, Economica, 1997, 112 p.

le sujet se dissémine sans cesse davantage jusqu'en ce point où il mène une vie où, pour éviter de retomber sur sa douleur, il en vient à se perdre lui-même de vue.

Entre la douleur brute et la tristesse subjectivée, se déploie la machinerie de ces stratégies d'idéalisation de la douleur : les ressources esthétiques de la mélancolie – la douleur d'exister se mue alors en jouissance de souffrance – ce qui suppose que **j'offre en spectacle ma douleur** – « vois comme j'ai mal » - c'est au fond une façon de donner en offrande ce cadeau empoisonné. Car, nous le savons, la **douleur fascine**.

Le « symptôme réincarné ». Avoir un corps, être dans un corps, c'est être « ordonné » à un régime libidinal qui, à partir de la dépendance originaire, de l'articulation du besoin à la demande, constitue le sujet incarné en appel à l'autre. En termes métapsychologiques, le corps symptôme serait le « point d'appel » d'une « désunion » ou « désincarnation pulsionnelle ».

Le symptôme somatique serait « réactivation du langage du besoin », d'où la référence à la réalité d'un certain manque à assouvir dans l'urgence. Que la dialectique œdipienne « se grippe » comme c'est le cas chez ces sujets qui font le recours au corps, une stratégie élective et se réactive justement ce langage archaïque à la fois hésitant et obtus du besoin ».

Un moyen de porter à l'expression quelque obscur signifiant que le corps voile et incarne. Point de langage « brut » du besoin mais une position intermédiaire qu'il s'agit de cerner.

Le corps devient le lieu de production de ces « mauvais alliages » qui inscrivent des tourbillons autodestructifs dans l'économie corporelle. Cette « compulsion de répétition » incorporée laisse deviner un certain « au delà du principe de plaisir » familier à la traumatologie. Le déplaisir obstinément répété dans « l'accident » somatique s'originerait d'un trauma. A ce propos, ce corps composant fondamental de notre rapport au monde, lieu à partir duquel nous comprenons l'espace, doit se jouer avec une autre composante, organisatrice de l'individu, le temps. Nous ne pouvons concevoir le rapport au monde d'un corps qui ne serait pas dans une temporalité. Les drogues nous semblent l'illustrer, dans le sens où destruction temporelle et transformation du corps scandent la relation du toxicomane à la souffrance.

Drogues, temps et souffrance

Les drogues perturbent la spatialité du corps et l'inscription temporelle. Or, c'est l'inscription dans la temporalité (rapport de synchronie, c'est-à-dire ce qui se passe en un temps « t » et de diachronie : succession des temps), même si elle est susceptible d'une certaine élasticité²⁴⁵ qui rend possible la relation à l'autre, ne serait-ce que pour convenir d'une rencontre... Or, les drogues influent sur cette perception : certaines « accélèrent le temps », le découpent en une « foule énorme de moments »²⁴⁶, d'autres le « ralentissent », parfois elles font les deux à la fois. Ce « temps des psychotropes », s'il dure le temps de l'effet des produits, ne peut s'y résumer. Pour ceux qui centrent leur existence sur cette expérience, la déstructuration temporelle peut durer au-delà des

²⁴⁵ AGOSTINI D., *Logique...ment, le temps passe*, Interventions, 1994, n°44, 34-39 in HERVE F., *Souffrance psychique et toxicomanies*, *Revue Documentaire Toxibase*, 1998, (4), 1-13 (http://www.toxibase.org/Pdf/Revue/dossier_souffr.pdf#search=%22%22foule%20%C3%A9norme%20e%20moments%22%22)

²⁴⁶ MICHAUX H., *La connaissance par les gouffres*, Gallimard, 1961 in HERVE F., *ibid.*

effets pharmacologiques de la substance utilisée, pour constituer un vécu quotidien fait de simultanités, d'allers retours désordonnés, de temporalités qui s'entrechoquent.

Le temps des chronomètres, temps de la science, et qui permet d'être à l'heure à un rendez-vous ne se constitue plus en référence suffisamment ancrée pour évaluer d'autres temporalités. Beaucoup nous disent aussi que leur sentiment rétrospectif de toute leur période de toxicomanie se résume à du rien, un temps arrêté, évaporé, perdu, un temps en «souffrance». Le toxicomane semble se situer dans un perpétuel recommencement avec un sentiment de pouvoir éternel de répétition. Le temps paraît discontinu, rythmé par la prise du toxique. L'espace lui aussi paraît codé et discontinu : lieu de drogue pour le plaisir, lieu d'attente, d'intermédiaires. Leur rapport à leurs corps, avec ce nécessaire remplissage pendant le shoot avec le glissement réel et imaginaire de la distorsion de leur vécu corporel ne montre t-il pas ces failles dans leur moi psychique ?

Dans de nombreuses études, la question essentielle est de savoir si le sujet SDF est alcoolique avant ou après sa venue à la rue. Les interrogations ainsi posées ne peuvent qu'aboutir à une impasse ; ce sont souvent des moyens déguisés pour rendre coupable le sujet SDF. Si l'alcoolisme est la cause de son départ à la rue, il serait, en quelque sorte, responsable de son sort misérable. Clochard « indigne ». Dans le cas contraire, si l'alcoolisme est jugé comme la conséquence de sa vie à la rue, alors le clochard serait justifiable d'aides et digne de mesures sociales. La recherche de causalité ne doit pas s'associer à une attribution de « responsabilité ». L'alcoolisme n'est jamais qu'un élément dans la biographie d'une personne. Les facteurs psychiques et sociaux se renvoient les uns aux autres, créant une dynamique d'échec qui conduit à la situation des sans abri.

Souvent, nous pouvons souligner l'aspect négatif du recours à l'alcool. Cela ne permet pas de saisir pourquoi le clochard choisit le vin et non pas un trouble névrotique avec un objet de substitution. C'est pourquoi si nous voulons voir comment la drogue ou l'alcool accompagne systématiquement la construction psychique de l'errance, il importe d'étudier le problème de l'alcoolisme et de la toxicomanie comme ce qui consiste d'abord à se demander quelle est la place du produit dans la pensée du consommateur. L'alcool est posé comme mode de vie obligé de la rue. « *Dans la rue, on ne peut pas ne pas boire* » disent-ils. Peu importe la quantité ingérée dès l'instant que les effets attendus se font sentir, effets traduits par l'expression « se laisser partir ». La pression des habitués du quartier ou des passants qui, supposée bienveillante, se manifeste plus souvent qu'on ne le pense par l'offre d'une bouteille d'alcool. Le cas de Monsieur R.C. l'illustre parfaitement²⁴⁷. L'acteur alcool s'intègre à la représentation imagée et mise en acte par ce don, du personnage SDF tel que nous nous le représentons : un sujet SDF est forcément alcoolique.

D'autre part, l'argument majoritairement entendu est que l'alcool est la seule aide qui permette de supporter de faire la manche. L'état second que provoque son absorption provoque une mise à distance de la honte à devoir tendre la main, agissant à la fois comme un profond désinhibiteur et un puissant anesthésiant. Il devient possible de demander de l'argent, de **supporter le regard du passant, de s'exposer soi et son corps**. La parole, capacité à interpeller autrui, est libérée. L'état d'alcoolisation fait passer le temps qui permet de gagner suffisamment d'argent pour s'approvisionner à

²⁴⁷ Renvoie à la vignette. P 548.

nouveau en alcool. **Monsieur P.**²⁴⁸ vient confirmer cet argument : « *la recherche de la prise d'alcool est le but ultime de toute quête quotidienne* ».

Sur le plan des affects, l'alcool court-circuite avec beaucoup d'efficacité les émotions et leurs traductions corporelles. L'abandon de l'intoxication signifie de fait, cruellement, la remise en place de la perméabilité émotionnelle précédant toujours les capacités d'élaborations intellectuelles et exposant donc particulièrement à la souffrance. Pour Joyce Mc Dougall, c'est une tentative d'auto-guérison vis-à-vis de certains menaçants, le sujet se sentant persuadé que la parade est assurée du fait de l'illusion de contrôle omnipotent sur l'objet de substitution choisi qui est sensé ne jamais faire défaut. Les paradis artificiels sont un refuge rapide, mais bref, contre le déplaisir, la douleur psychique, voire contre un sentiment de mort interne. Une pensée collée au factuel : la vie semble réduite aux seuls faits réels.

Corps et psyché

Des confusions zonales fournissent dans les comportements addictifs quotidiens (boire, fumer...) des moyens de décharge permettant d'éviter affects douloureux et idées troublantes. La conscience du corps reste primaire, fragmentaire, en parties indépendantes, sans image globale, sans représentabilité véritable dans la psyché.

La désaffectation est un processus défensif en fonction de l'impossibilité, l'incapacité de contenir un excès d'expérience affective. C'est un système unique, exclusif auquel le sujet se cramponne comme à un signe de survie psychique. Mais Dieu y associe d'autres affects désagréables qui se rattachent à la perte de place dans la réalité : sentiment d'injustice, vécu d'impuissance, ainsi que la peur et l'angoisse. Mais surtout une inhibition affectivo-cognitive limitant toute relation affective ou la vouant à l'échec. Les conduites addictives prennent le devant de la scène avec le double « intérêt » de leur dimension anesthésiante et de l'amorce d'une « reconnaissance » imposée à l'autre derrière le symptôme. Conduites à risque auto-calmanes et addictives sont les différents visages que prend la pulsion de mort. La récurrence des comportements à risque, la recherche des sensations les plus violentes et exacerbées qui leur donnent les preuves qu'ils sont encore en vie.

Avant ou après ? Ce questionnement intéressant montre que quand nous cherchons ce type d'interrogation, nous sommes dans une perspective idéologique ou morale ; ce qui n'est pas sans conséquences sur un plan épistémologique et éthique.

Ne raisonnant pas dans la perspective où l'alcool et la drogue sont des analgésiques et anxiolytiques, il s'agit, pour notre part, de ne pas mettre de lien direct entre dépression et alcoolisation. Le clochard ne boirait pas, le jeune ne se droguerait pas sous prétexte qu'ils sont déprimés. Nous croyons, dans le sens de notre hypothèse, que déprimer, errer, s'alcooliser sont les mêmes choses. On ne boit pas parce qu'on est anxieux, ce sont des mises en conditions extrêmes. On peut se mettre en conditions extrêmes dans un processus d'errance, alcoolique... Nous souhaitons résister à l'idée que certaines personnes se mettent à boire pour calmer leur anxiété, pour trouver une réalité. **L'errance, l'alcool, la toxicomanie sont des néoréalités, une expérimentation in vivo sur soi-même avec ce lien qui mène ou qui conduit à la situation extrême qui pousse à la réserve.** La survie est la défonce, elle est dans l'extrême qui est le projet existentiel. Concrètement, cela revient à considérer que ce sont des conduites à

²⁴⁸ Personne rencontrée au foyer St Benoit et avec lequel nous avons pu avoir un entretien semi-directif.

risques. Le névrosé va pouvoir s'alcooliser parce qu'il est anxieux, trouver de la force, du courage. « Nos grands exclus » ne sont pas dans cette situation-là.

Tout comme la toxicomanie, la confrontation quotidienne à l'errance nous place d'emblée dans l'au-delà du permis et du toléré puisque c'est systématiquement en dehors des limites et des règles que les personnes se meuvent. Sous la pression de cette souffrance psychique protéiforme surviennent des crises d'agitation, des passages à l'acte violents, des tentatives de suicide... De fait, la grande précarité prédispose à une dépersonnalisation, à une perte d'estime de soi. Exister c'est être reconnu par l'autre. De ce point de vue, la haine ou la peur inspirées valent mieux que l'indifférence.

Corps et espace

En tant que déambulation urbaine, l'errance donne à voir une symptomatologie qui engage le rapport du sujet à l'espace. L'errance au sens propre du terme se définit par la création d'un parcours sans but objectif, non orienté dans l'espace. Les conduites d'errance en se problématisant autour de l'espace, nous paraissent être une confrontation violente à l'espace extérieur (social, géographique) et à l'espace psychique. Les postures, la présentation du corps dans l'espace sont des signes prégnants pour la population SDF qui se montre dans un espace public. Le corps et les atteintes physiques sont présentés dans la rue au public, dans l'espace public, notamment dans les nombreux lieux de mendicité. L'utilisation qu'il est fait de son corps est caractéristique. Le corps, qui réclame parce qu'il a faim, parce qu'il est vite épuisé, est le seul bien que possède le mendiant. A travers lui, une chorégraphie particulière se déploie.

Quand les aspérités convoquent l'altérité.

Nous pouvons remarquer une extrême intensité des usages du corps lorsque celui-ci est placé en situation d'ultime ressource et de dernier capital utilisable. Du légal à l'illégal, du toléré au prohibé, les activités de survie obligent ces corps à devenir centraux dans toutes les interactions économiques, en tant qu'objet de transactions. Le corps est alors ce qui s'échange symboliquement, dans le cas de la manche ou les besoins physiques sont exhibés. A ce sujet, comment faire pour préserver l'image de soi, alors même que c'est justement l'exposition de sa déchéance qui va servir à susciter la compassion et la générosité ? N'y aurait-il pas ici une fonction «visibilité» ? La personne se montrerait à la rue, car elle n'existerait souvent que par le regard posé sur lui par le passant. Ce qui nous amène à une autre hypothèse : les usages du corps dépendraient aussi de **l'inscription de l'individu dans l'espace social**.

Corps surconsommés

Dans un chapitre précédent²⁴⁹, nous nous sommes interrogés sur le lien social. Il s'agissait notamment de savoir si l'on pouvait estimer que dans la précarité, l'individu se désocialise et restreint ses réseaux relationnels jusqu'à aboutir à l'isolement total de la personne située dans la grande exclusion. Nous avons pu en conclure que nous ne pouvions pas nous limiter à cette vision parce que, même dans la grande précarité, des usages du corps spécifiques se différencient entre les pairs, proches et professionnels. Ainsi, les échanges avec les pairs donneront souvent lieu à une surconsommation des pratiques addictives, les rencontres avec les proches resteront l'occasion d'échanges

²⁴⁹ Se reporter en 1^{ère} partie : 2.1.1.3. Nouvelles dynamiques sociales

affectifs, alors que les interactions avec les professionnels médicaux et sociaux seront surtout l'occasion de prise en charges sociales et thérapeutiques de ces corps.

Mais à ces trois niveaux, que ce soit au niveau des pratiques ou des échanges relationnels, les plus démunis exposent leurs corps dans des situations de surconsommation. Surconsommation d'ordre matériel (comme les produits de dépendances) ou d'ordre relationnel, tant les interactions sociales sont fluctuantes et peu stables dans cet univers. Avec les plus démunis, il existe donc le plus souvent des pratiques de surconsommation pour des corps surexploités et surexposés. D'où notre questionnement d'un lien psyché – soma chez les personnes SDF. Le lien serait le rapport au corps

Quand nous les interrogeons sur le corps, la réponse est souvent : « Le corps, ça va ». En qualifiant les urgences, la personne considère que ce qui a été réparé, colmaté est un acquis. Le sujet ne se sent pas concerné par le maintien de cet acquis ni par la nécessité d'une conduite hygiénique qui en garantisse la pérennité et assure sa survie. Comme s'il y avait besoin d'un étrange témoignage extérieur pour y penser, la conscience d'une maladie même somatique ne peut lui venir que répercutée par un autre, comme si cela jouait pour lui le rôle d'un miroir. Ce constat nous permet de rappeler que l'accès aux soins, à la santé, à la prévention est toujours un construit collectif, un construit relationnel, un construit si nous nous situons au niveau des relations interindividuelles²⁵⁰. La demande de soins se construit dans la famille, la relation entre proches, puis pour aller voir un médecin, pour prendre soin de soi, le regard des autres apparaît toujours nécessaire et le regard sur soi dans la relation aux autres. D'où avoir présent à l'esprit **la métaphore du chemin** : Passage, passeur, accompagnement, suivi. Itinéraires individualisés. A ce titre la P.A.S.S., cette permanence d'accès aux soins de santé nous paraît pouvoir incarner cette fonction.

Nous avons constaté que, dans les C.H.R.S. et autres foyers d'accueil d'urgence, **les personnes accueillies n'ont que peu ou quasiment jamais accès aux soins**, mais surtout, elles ne pensent même pas qu'elles pourraient être soignées. Lors de notre présence aux urgences du Centre Hospitalier de Nantes, nous avons pu observer avec les différentes équipes, qu'il n'y a pas de protocole, à savoir que c'est l'infirmière qui est à l'accueil qui décidera ou non de l'entrée dans les box de soins, les critères n'étant pas définis. D'après nos observations, à partir du moment où la personne est vêtue (incurie) selon des codes qui ne correspondent pas à la société (vêtements débraillés, tachés), qu'elle est enivrée, elle est considérée comme SDF. C'est ainsi que lors d'une nuit, une personne venant d'être admise a été consignée sur le registre comme SDF alors qu'elle avait un logement. De même, un homme qui se faisait recoudre l'arcade a été énoncé comme sans abri alors qu'il était en foyer. La personne qui avait un logement s'est retrouvée à l'endroit où l'on met les SDF sur un brancard, hors de la file d'attente. Certaines infirmières exigent d'eux une douche : hygiène (soin), santé, alors que d'autres vont les reléguer dans un couloir sur un brancard, allant jusqu'à ne pas aller voir ce qu'il se passe : « *c'est un habitué* ». Ainsi, j'ai pu entendre ce soir là : « *s'il y avait eu des urgences, il ne serait même pas entré* », « *on attend qu'il s'en aille* ».

²⁵⁰ BOINOT K., « Le rapport à une structure sanitaire : une relation sociale ? », étude sur l'accès aux soins des personnes SUJET SDF réalisée dans le cadre de notre thèse à partir des données du service des urgences et de la consultation Jean Guillon du Centre Hospitalier de Nantes.

Le concept de stigmatisation s'applique dans ces situations et n'est pas sans conséquence comme nous le développerons dans notre partie sur l'étude que nous avons pu mener sur l'accès aux soins des personnes SDF²⁵¹.

Quand l'hospitalisation intervient, elle provoque une cassure dans le continuum de la vie, du travail, de l'alcoolisation. Ils attendent du médecin une remise en marche de la machine, pour être comme avant, c'est-à-dire, pour certains d'entre eux, recommencer à boire. Ils ne méconnaissent pas seulement leur corps malade, c'est le corps même qui leur est inconnu, dans son unité, unification, sa globalité et son rapport à la personne. Le corps ne semble pas habité psychiquement par son propriétaire, il lui apparaît comme un accessoire encombrant, importun.

Seules les sensations de chaleur (liée à l'alcool) leur procurent conscience, comme si c'était la symbolisation même du corps, sa représentation qui manquaient ou étaient altérées. Ainsi, pour certains, leur corps leur devient indifférent, leur allure aussi et ils fuient tous les lieux d'accueil. Ils ne bénéficient pas des aides sociales mais pas non plus des repas distribués dans la rue, ils survivent tout juste en mendiant et en piochant dans les poubelles. Pour d'autres, il va s'agir d'un véritable marquage du corps. L'expérience de la douleur (tatouage et perçage) mais aussi du plaisir et de la créativité, permet à la personne de s'approprier son propre corps et, de ce fait, de se sentir exister. « *Le perçage, quant t'es dans la rue, c'est ça me fait mal, je vis. Une façon pour moi de dire que j'existais, parce qu'à un moment donné dans la rue, tu sais plus si tu existes* » (S. personne SDF). Modeler son corps à sa façon est une manière de se l'approprier, pour s'y reconnaître et renforcer une identité que l'on cherche incertaine. Le marquage du corps permet de se considérer comme un homme, cohérent, unifié.

Le corps fait appel à plusieurs dimensions dont celles :

- De **prendre soin de soi**.

Ainsi, A Brin de Causette, quand nous leur servons le café, nous vérifions toujours que la table soit propre. Un « accueilli » demandera : « cela change le goût du café ? ». Pour certains, ils peuvent consommer, mettre la manche dans le café et les miettes sans y prêter la moindre attention. Ils conservent toujours leurs vêtements sur eux, y compris parfois bonnet, écharpes. A ce sujet, nous pouvons évaluer ce qu'il en est au travers d'observation du quotidien.

- **Le corps : un lieu identitaire ?** On enfouit dans ses poches, on marque sur ses vêtements quelque chose de son nom.

- Le corps est également **celui d'autrui** puisqu'il est de si peu (nous faisons référence ici aux vêtements données dans les vestiaires des associations caritatives avec d'autres initiales.).

- **Le corps : lieu du risque** : il est à nu. Mise en danger car rien ne se présente à lui que ce danger venu.

Le lien psyché – soma chez les personnes SDF

²⁵¹ Se reporter en 4^{ème} partie, 1.1.2. Le guide d'entretien sur l'accès aux soins des personnes SDF.

Notre questionnement s'inscrit dans une démarche de compréhension d'une expression de la souffrance psychique du SDF qui prend corps dans le champ social et qui pose la question d'une nouvelle psychopathologie.

Selon Xavier Emmanuelli, pour qu'on entende la douleur, ils sont paradoxalement obligés de la taire²⁵². Ce serait le corps qui lâcherait, car ce serait lui qui exprime la douleur. Dans un réflexe masochiste, nous dit-il, ils vont aller jusqu'à le blesser (brûlures, abcès, ampoules). C'est même avec une jouissance d'ordre libidinal qu'ils ne soigneront pas leurs plaies, manifestant ainsi qu'il convient de punir ce corps qui n'est que souffrance. Peut être d'ailleurs dans une démarche paradoxale d'atroce séduction pour plaire au médecin ou pour faire pitié.

Cela nous rappelle le travail de Valérie Colin qui part du postulat d'une utilisation spécifique du corps et de la maladie par le sujet SDF et a repéré quatre formes d'utilisations du corps et de la maladie²⁵³ qui semble témoigner d'un temps logique de position de sujet.

1 – **Les accidents corporels** : chutes qui interviennent souvent après l'accession à un appartement pour une personne qui a vécu dehors depuis plusieurs années.

2 – **les maladies soudaines** surviennent à un moment où la personne va changer de statut social et où la réalisation des projets de l'ordre de la réinsertion sociale se met en place.

3 – **L'hospitalisation** : l'occasion des soins corporels offre une possibilité de regard sur soi-même. Cependant, le sujet laisse son corps se dégrader jusqu'à l'ultimatum de l'hospitalisation alors que la personne a souvent la possibilité de consulter un généraliste gratuitement ou des équipes médicales mobiles.

4 – **La mobilité physique** : dans le cas de la mobilité et dans le cas de l'immobilité dans la rue, l'énergie psychique est transformée en énergie physique, de l'évacuation dans la marche à la rétention dans l'immobilité où le sujet dit ne plus vouloir bouger, se laisser mourir.

Le corps est le support de constitution d'une enveloppe primaire du psychisme, au même titre que les soins maternels. Le corps étayant la formation du psychisme est le premier espace de contact avec le monde externe, représentant de l'enveloppe psychique. La question du corps comme traducteur d'un état interne du sujet pose la problématique suivante : comment l'utilisation spécifique du corps et de la maladie par le sujet SDF rend-elle compte d'une partie du fonctionnement psychique du sujet SDF ainsi que de défaillances originaires ? Comment comprendre l'utilisation du corps et de la maladie qui conduit à une hospitalisation, déclenchant une prise en charge de la personne. ?

Nous pouvons penser que :

- Le corps, support de la première enveloppe psychique ferait preuve d'un défaut originare chez le sujet SDF, pour qui toute atteinte du monde extérieur est ressentie comme intrusion dans son corps et dans sa psyché. Le corps défaillant et attaqué serait la mise en représentation, la figure de l'enveloppe psychique atteinte.

²⁵² EMANUELLI X., *L'Homme n'est pas la mesure de l'homme*, Paris, Presse de la renaissance, 1998, 200 p.

²⁵³ COLIN V., *op. cit.*

- Certains troubles appartiendraient et soutiendraient l'identité du sujet reconstruite autour de ces symptômes.

Des hypothèses spécifiques à partir des constats cliniques principaux.

Le temps de l'errance.

Il nous semble correspondre au fait que la mobilité viendrait combler l'absence de représentation intérieure. C'est ici que nous situons le lien psyché-soma. De même, le corps défaillant et attaqué serait la mise en représentation, la figuration de l'enveloppe psychique atteinte. Ces corps semblent marcher dans un temps idéal et fragmenté, sans temporalité et dans un espace déserté, errants.

Parlant des jeunes exclus, Yves Morhain²⁵⁴ écrit : « Atomisés, nombre de jeunes exclus ne sont porteurs d'aucunes alternatives en l'état actuel des choses. Et, si l'ère de l'errance frappe aujourd'hui ces jeunes exclus, il ne s'agit pas de vagabondage géographique. Il ne s'agit pas de perte de liens et de lieux d'attache, mais c'est aussi et surtout la perte d'une dimension essentielle du temps qui est celle de l'avenir. Celle-ci n'est pas seulement liée à la crise des infrastructures mais plutôt à la perte du sens de la vie collective ce que le philosophe Castoriadis appelle « un processus de désocialisation ».

De plus en plus de jeunes que nous rencontrons sont en panne de désir. L'ennui semble occuper chez eux une place prépondérante et correspondre à un sentiment insidieux d'agitation et de vide. Cette expérience, cette lutte contre le vide, entraîne une survalorisation de la référence au réel et de l'appui sur la réalité comme si le monde intérieur était vide chez eux de représentation. Alors, perforée, effractée par l'action, leur psyché se constituerait comme une sorte de carapace, une sorte de repli, un retrait dans le non-vivant. Ces situations sociales d'exclusion, de rejet, d'isolement, condamnent bien souvent ces jeunes à ne se manifester qu'à travers des passages à l'acte, ou bien dans l'inscription de symptômes qui témoignent à leur place.

A ce propos, nous nous interrogeons :

- Peut-on mesurer jusqu'où la précarité insécurise, déstabilise ?
- Que peut-il rester comme énergie pour prendre soin de soi ?
- Comment s'organise-t-on dans le monde des terrains vagues, des sous-sols et des parkings, des immeubles et dans les squats ?
- Quelles sont les ressources psychiques, affectives et cognitives qu'il faut y mobiliser ?
- Les personnes accueillies sont-elles des précaires, des marginaux, des exclus. Sont-elles en situation de vulnérabilité ou en voie de désaffiliation ?

Aucun de ces termes ne peut les décrire de façon exclusive, pour trois raisons au moins. D'abord le fait que ces titres sont cumulables. Ensuite parce que nous n'avons pas affaire à une population unique. Enfin parce que le vécu psychologique ne peut être la réplique simple des conditions environnementales. Autrement dit, l'emploi de termes globalisant tels que « précarité » ou « exclusion » ne doit pas masquer la diversité des situations. Les personnes concernées sont confrontées à un ensemble hétérogène de situations instables, génératrices de difficultés diverses. Bien souvent, elles n'ont en

²⁵⁴ MORHAIN Y., *op. cit.*

commun que la forme de leur trajectoire, marquée par un cumul de handicaps et une dissociation progressive des liens sociaux. A ce propos, ne pouvons-nous pas concevoir le rapport à une structure sanitaire comme une relation sociale ?

Le rapport à une structure sanitaire : une relation sociale ?

La santé constitue un élément important des trajectoires de précarisation. Acteurs de terrain et chercheurs soulignent l'importance de la couverture sociale des moyens financiers comme facteur d'accessibilité aux soins. Mais la fréquentation des structures sanitaires dépend aussi d'autres facteurs individuels et collectifs qu'il ne faut pas négliger. S'il y a des processus conscients et inconscients liés à l'individu, il convient aussi d'interroger le versant institutionnel. Derrière l'apparente évidence selon laquelle il faut en ressentir le besoin et l'envie pour recourir aux soins, prennent place en réalité différents mécanismes qui diffèrent selon les individus. Car la maladie n'est pas une donnée objective réductible à un état particulier et précis dans l'organisme. Consulter un médecin pour une maladie suppose tout d'abord que l'on ressent une sensation et que celle-ci soit interprétée comme en tant que symptôme morbide, nécessitant un traitement. Il faut alors reconnaître à la médecine et au système sanitaire particulier la légitimité et la compétence à traiter le symptôme. Le processus d'élaboration de la décision d'un recours médical fait également intervenir les possibilités objectives et subjectives d'accéder à un centre de soins, ainsi que le coût de la démarche.

Pour comprendre, le sens de l'usage des systèmes de soins par les personnes en situation précaire, ne faut-il pas prendre en compte les stratégies qu'elles mettent en œuvre, par exemple pour s'intégrer aux centres de soins qu'elles fréquentent ? Autrement dit, il y aurait des spécificités des usages précaires des systèmes de soins qu'elles fréquentent.

A notre question, en quoi le niveau d'intégration au système de soins peut-il expliquer les stratégies de survie des usagers, une réponse peut être en lien avec le type de fréquentation de ces états. Il serait possible de différencier les usagers en situation précaire des centres de soins gratuits selon leurs divers modes de fréquentation de ces établissements. C'est la conclusion à laquelle parvient Isabelle Parizot à partir de la centaine d'entretiens qu'elle a réalisée²⁵⁵. Son analyse de ce matériel lui permet de «différencier trois grands types de fréquentation»: **la fréquentation ponctuelle** correspond aux premiers contacts avec la structure, **la fréquentation régulière** concerne des patients pris en charge de manière régulière et **la fréquentation instable** n'autorise pas de réelle prise en charge ni de relations stables avec les membres du personnel de la structure.

Plusieurs remarques émanent de ce travail. Diverses modalités d'intégration dans les centres de soins différencient les usagers. Les usagers développent d'autant plus leurs relations avec le personnel qu'ils viennent fréquemment consulter le centre de santé. Les appréciations positives des centres de soins gratuits augmentent avec le niveau d'intégration. Tout se passe comme si ce qui était recherché dans la plus grande fréquentation des centres de soins gratuits étaient aussi la chaleur humaine et le sentiment d'appartenir à une communauté. Un tel sentiment d'appartenance se construit dans la fréquentation régulière des centres de soins, avec le temps, il fait passer au

²⁵⁵ PARIZOT I., in LEBAS J., CHAUVIN P., *Précarité et santé*, Paris, Flammarion, Médecine Sciences, 1998, 299 p.

second plan les soins de santé par rapport aux bénéfices de la socialisation que les usagers trouvent à l'occasion de leurs passages réguliers dans les centres.

Nous pouvons retenir qu'à partir d'un recours, dont le but premier et initial est médical, la fréquentation régulière d'un centre de soins conduit progressivement à l'émergence de divers modes de relation au service. Certains patients cherchent au-delà de la prise en charge thérapeutique une écoute et un soutien moral face à des situations délicates. Leurs relations avec les soignants sont personnalisées et affectives, ce qui les autorise à placer l'aide qu'ils reçoivent sur un autre plan symbolique que celui de l'assistance. Les malades désocialisés trouvent en outre dans ce type de relation un peu de la chaleur humaine et de l'attention qu'ils ont perdue par ailleurs. D'autres patients particulièrement démunis, attendent des structures sanitaires un traitement de l'ensemble de leurs difficultés et parce que la distinction entre les problèmes sociaux et médicaux n'est pas forcément bien définie, ces personnes se sentent souvent plus à l'aise dans des dispositifs médicaux sociaux qui proposent une prise en charge globale.

Pour **Georges Mehanem**²⁵⁶, il y aurait une spécificité des usages du système de soins pour les personnes fréquentant des centres de soins gratuits. Pour valider sa thèse, il propose d'interroger les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour s'intégrer au centre de soins de soins qu'elles fréquentent. Il y aurait différentes modalités d'intégration dans les centres de soins qui différencieraient les usagers. Il s'agit d'une question d'intégration, de niveau plus précisément. Son hypothèse concerne la spécificité des usages du système de soins par les personnes fréquentant des centres de soins gratuits. L'institut de l'Humanitaire a conçu, coordonné et réalisé sous la direction du Professeur Chauvin, une recherche complexe combinant une enquête qualitative, le recueil de 500 questions auprès de personnes fréquentant 5 centres de soins gratuits de la région parisienne et l'exploitation de nombreux autres matériaux concernant l'accès aux soins des personnes en situation de précarité.²⁵⁷ Les entretiens menés montrent, selon **Georges Mehanem**, en quoi les rapports construits durant l'enfance contribuent à générer telle ou telle représentation de la maladie, et de ce fait conditionnent l'adoption des représentations des rapports aux soins correspondants. De même, il fait l'hypothèse que les trajectoires familiales vécues par les personnes en situation précaire contribuent à déterminer leur vision des pathologies et aussi leur rapport aux systèmes de soins. Les rapports aux centres de soins gratuits prolongent les trajectoires des sujets. Le niveau des relations avec le personnel des centres de soins est influencé par le vécu de l'enfance. La probabilité de développer avec le personnel des relations non limitées aux

²⁵⁶ MEHANEM G., *Spécificités des usages précaires des systèmes de soins : quelques hypothèses*, mars 2000.

(http://www.irdes.fr/En_ligne/DocTrav/precagm.pdf#search=%22Sp%C3%A9cificit%C3%A9s%20des%20usages%20pr%C3%A9caires%20des%20syst%C3%A8mes%20de%20soins%20%22)

²⁵⁷ CHAUVIN, P., PARIZOT, I., MENAHEM, G., GUIGET, M., PECH, N., LEBAS, J., *Précar : trajectoires de précarité, états de santé et accès aux soins, Rapport Final à l'Inter Commission n°6 de l'INSERM, Institut de l'Humanitaire, Paris, 1998.*

Son travail se base sur l'enquête Précar.1998 de l'institut de l'Humanitaire sur les trajectoires de précarité, les états de santé et l'accès aux soins. Cette recherche s'appuie en particulier sur cent entretiens réalisés par I. Parizot auprès de patients consultants dans des centres de soins gratuits, soit de la consultation « précarité » de l'hôpital Ste Antoine (dispositif Baudelaire), soit dans des centres de soins de Médecins du Monde à Paris, Marseille et Gennevilliers). Plus de 30 entretiens ont été réalisés auprès de personnes consultant à la consultation Baudelaire. Les questions comportaient 121 questions, administrées en 1998 par des enquêteurs auprès de personnes sélectionnées au hasard parmi les patients de chacun des 5 centres gratuits.

soins augmente respectivement de plus 13% et plus 17% quand la personne a cité un seul ou deux seulement des problèmes affectifs durant son enfance, par rapport au cas où elle n'en a déclaré aucun. Le sentiment de gêne à utiliser les systèmes de soins est déterminé par les problèmes de l'enfance et par le niveau de précarité. Les représentations d'une enfance à problèmes contribuent encore plus nettement à déterminer le niveau de gêne des usagers, soit à être soignés gratuitement, soit à être considérés par le personnel comme étant dans le besoin. De telles impressions de gênes sont très importantes dans la mesure où elles contribuent bien souvent à générer des réticences à consulter et donc des retards, sinon de renoncement aux soins, ce qui entraîne une aggravation des maladies. Le sentiment de gêne à être considéré dans le besoin est d'autant plus important que l'on a déclaré plus de problèmes affectifs graves à propos de son enfance.

Le processus d'élaboration de la décision d'un recours médical fait également intervenir les possibilités objectives et subjectives d'accéder à un centre de soins, ainsi que le coût de la démarche. Ainsi, tous les professionnels relèvent à quel point, chez les personnes en situation sociale précaire, une demande de soins révèle souvent une demande sociale sous-jacente et donc l'importance d'intégrer prise en charge sociale et médicale. Il s'agirait d'associer les deux pratiques, dans des lieux uniques ou au sein de réseaux formalisés. Faute de quoi, sous l'apparente dissociation du médical et du social, une partie de cette demande sociale se retrouve prise en charge par le corps médical et particulièrement par la médecine libérale. Cette situation se trouve pour des populations extrêmement marginalisées, comme les toxicomanes ou les prostituées dont le seul lien institutionnel, outre qu'avec l'appareil judiciaire et policier est celui même infiniment ténu et fragile qui se tisse avec les soignants.

Il apparaît que le recours aux structures sanitaires prend un sens singulier pour les personnes écartées des principaux modes d'identification et de relations sociales. En tant que rapport à une institution, il représente un type particulier de participation citoyenne, comme toute fréquentation d'un lieu socialement significatif, une forme d'identité » et de statut. Par la présence auprès des membres du personnel et des autres patients, il permet de construire et réactiver des liens sociaux. La fréquentation d'une structure médicale doit être considérée comme une étape inscrite dans une trajectoire individuelle, trajectoire sanitaire en termes de pathologie et de traitement, mais aussi trajectoire sociale en termes de fréquentation d'institutions et de bénéfices de mesures d'aide sociale. Nous pouvons dire que si les maladies des personnes SDF sont essentiellement liées aux conduites addictives et aux conditions de vie dans la rue et que n'importe quelle personne placée dans les mêmes conditions de vie pourrait présenter des atteintes similaires à celles qu'on observe, ce qui est caractéristique c'est que la grande exclusion et la grande pauvreté induisent une aggravation sensible de pathologies, notamment en raison d'un retard à l'accès aux soins. La précarité et la misère ne sont donc pas représentées que par des éléments matériels. Il existe une déstructuration progressive qui aggrave la morbidité de ces personnes. Celui qui vit la situation d'exclusion, est dévalorisé et se sent dévalué comme objet de désir ? Personne à commencer par lui, ne veut s'identifier à lui. Personne à commencer par lui, ne se sent attiré par lui. Dans ce contexte de refus identificatoire généralisé, alors que le dégoût paralyse le désir, des processus d'abjections se mettent en place.

Selon Jean Maisondieu, ce sont « des processus d'avilissement et de mépris par lesquels les individus cessent de se reconnaître comme des sujets à part entière et à ce

titre digne de respect. Qu'il s'agisse de processus intrapsychiques ou de processus interindividuels »²⁵⁸. Aux jeux du désir qui sous tendent la vie psychique et poussent à l'accomplissement de soi et à la rencontre avec l'autre, se substituerait la tragédie mortifère de l'abjection qui détruit cette même vie psychique, conduit à la honte et à la négligence de soi, à la fuite de la rencontre intersubjective dans la peur du mépris de l'autre.

A propos de honte, il paraît intéressant de poser une analogie avec les camps de concentration, notamment quand Michaël Pollack²⁵⁹ parle de la honte des corps avilis. « La réalité des camps était avilissante. Comment décrire avec pudeur et dignité des actes qui ont avili et humilié la personne » ? La honte du corps avili. C'est la honte d'avoir perdu toute honte pour chercher à satisfaire les besoins impérieux d'un corps transi de douleur et de privation. Le spectre des comportements qu'elle recouvre s'étend de la fouille des ordures au cannibalisme, de la mendicité à la prostitution. Contrairement à ce qui se produit habituellement, quand la pudeur est offensée, cette honte n'a pas été ressentie au moment même où les actes précités ont été accomplis. Elle est postérieure à l'acte. La honte désigne « le sentiment pénible de son infériorité, de son indignité ou de l'humiliation devant autrui, de son abaissement dans l'opinion des autres »²⁶⁰. Le regard des autres joue donc un rôle déterminant d'où la nécessité de comprendre l'évolution du regard des personnes elles-mêmes sur leurs corps avilis. « La grande masse concentrationnaire est devenue incapable de penser la peur permanente, la faim, l'abrutissement du travail, les coups, l'impossibilité de s'isoler, l'absence de tout repos réel ont détruit dans la faute tous les ressorts, sauf les réflexes élémentaires et l'ont réduite au niveau de l'hébétéude et de l'idée fixe. (Manger, ne pas être battu). Les conditions sociales de la vie dans les camps ont transformé la grande masse des détenus déportés en une plèbe dégénérée entièrement soumise aux réflexes primitifs de l'instinct animal »²⁶¹.

Cela nous amène à considérer que l'exclusion permettrait qu'il n'y ait rien de commun entre lui et les inclus, ni entre lui-même et son image car dans l'espoir de sauver quelque chose de son narcissisme mis à rude épreuve, il ne veut pas se reconnaître dans ce qu'il est devenu. Dans ces conditions, comment prendre soin de soi ? Cela n'implique-t-il pas de se reconnaître ? Par ailleurs, dans l'exclusion et la précarisation, le rapport au temps vécu se modifie brutalement. A ce sujet, la temporalité ne se modifie-t-elle pas à un présent trop présent où la logique de la survie relègue l'expression du désir du sujet ?

Précarité du désir

Le droit au désir est la possibilité d'investir psychologiquement c'est-à-dire de « faire qu'une certaine énergie psychique se trouve attachée à une représentation ou un groupe de représentation, une partie du corps ou un objet ». Toutes les personnes en situation précaire présentent ou ont présenté à un moment de leur existence en errance, des difficultés psychologiques qui avaient en commun un profond désinvestissement sur le plan affectif et social. En effet, que ce soit dans le cadre de la prostitution, de l'homosexualité ou de la toxicomanie : Le mouvement vers l'autre se situe dans le champ utilitaire et non dans celui du désir, avec le besoin d'un produit pour se sentir

²⁵⁸ MAISONDIEU J., *L'idole et l'abjecte*, Paris, Bayard, 1995, 220p.

²⁵⁹ POLLACK M., *La dynamique du dire*, BIFA, n°27, mars 1991, pp 25-34

²⁶⁰ Le Petit Robert.

²⁶¹ ROUSSET D., *Les jours de notre mort*, vol 3, Paris, édition 10/18, 1974.

exister. Le désir se trouve rabattu sur le besoin. Le désir de ces sujets n'a plus comme objet que des éléments vitaux (logement, travail, alimentation). S'ils réussissent à satisfaire ces besoins, ils n'ont pas pour autant de désir véritable et sont bien souvent confrontés au néant psychique, un peu à l'image du toxicomane accroché à sa drogue. C'est dire que fournir à ces personnes un minimum vital, peut-être leur permettre de fonctionner de façon normale par rapport aux règles sociales mais ne leur donne pas pour autant les moyens de récupérer une vie psychique normale. Il importe de prendre en compte que le travail social a des implications relationnelles, affectives, identificatoires et identitaires, même si l'objectif affiché est celui de l'insertion matérielle. Toutes ces dimensions se jouent entre l'usager et le professionnel, sans que cela se fasse forcément de façon consciente.

En effet l'usager peut venir avec des demandes d'hébergement, d'aide matérielle, de régularisation d'une situation administrative, d'aide au travail ; mais nous avons vu que ces demandes s'inscrivent dans une trajectoire et une problématique personnelle, qui continuent à être opérantes, nécessitant d'être repérées et comprises. Leur oblitération risque en effet de déboucher sur des conduites de fuite, d'échec ou de protestation, incompréhensibles si le travail d'insertion ne prend en compte que les réalités matérielles en ignorant la dynamique personnelle. A titre d'exemple, nous pouvons constater à quel point l'accès à un logement indépendant peut être problématique pour certains. Quand ils entrent en possession d'un appartement personnel, ils se retrouvent confrontés à des handicaps accumulés le long du chemin parcouru. A moins de retourner à, ou de continuer à fréquenter des milieux de socialisation marginaux. Il y aurait en fait un véritable travail de préparation à faire autour de la question du logement, dans le sens d'une aide à la projection de soi dans un logement indépendant, et d'une représentation de la façon dont cet hébergement est vécue, avec la peur d'être rempli, occupé, habité ... Il s'agirait de voir en quoi, la question de l'hébergement reflète une demande de réaménagement de l'espace personnel et des habitacles psychiques.

Ceci nous paraît pouvoir s'appliquer également aux soins, à savoir si les besoins sont considérables, encore s'agit-il de les rechercher et de les reconnaître, tout en respectant la volonté du patient et en s'interdisant de ne rien faire qui ne soit compris et accepté par lui. Comprendre la distance qui existe entre droit aux soins et accès aux soins, en interrogeant la place du corps dans la désocialisation, l'errance, nous aura permis de voir en quoi la lutte contre la précarité ne saurait se cantonner à la satisfaction des besoins vitaux des individus car si celle-ci est un préalable nécessaire à la réinsertion, elle n'est généralement pas suffisante pour rendre aux sujets la dynamique désirante qui leur permettra de se sentir à nouveau partie prenante de la collectivité. Par ailleurs, les difficultés d'accès aux droits et aux soins sont liées également à la complexité des circonstances qui ont conduit les personnes à une situation de précarité. Les difficultés des plus précaires s'accroissent parfois jusqu'à les conduire à des comportements d'autisme social, d'auto-exclusion, seul moyen de rationaliser leur situation.

Dans ces conditions, le professionnel risque d'être confronté à des attitudes de mise en échec quand il répond aux unes comme aux autres (aux demandes sociales). Ceci est dû, non seulement à l'ambivalence par rapport au lien que nous venons de décrire, mais, également, au fait que la personne s'est construite une nouvelle identité, de survie, pour composer avec les états de privation (relationnelle, sensorielle, d'expression pulsionnelle) qu'elle a traversés. La construction de cette nouvelle identité née dans la privation a coûté cher. Elle est devenue un autre dont on ne saurait se passer

sans se rappeler l'état de détresse originel. Les perspectives de retrouvailles de soi rappellent à l'intéressé les douleurs de sa perte, et le coût qu'il a du payer pour échafauder ses nouvelles défenses. Coût qu'il risque de devoir payer à nouveau s'il refait de la place à ses désirs.

Ce processus a très bien été décrit par René Roussillon qui parle d'un déchirement du sujet, faisant suite à un vécu agnostique, de mort psychique. Il situe également la résistance à la récupération de la partie perdue de soi, comme lutte contre la réactivation traumatique. Ce qui permettrait de mieux comprendre le paradoxe selon lequel, en soignant parfois certaines atteintes corporelles et ou psychologiques, on risque de porter atteinte à leur intégrité psychique. Même dans la situation d'exclusion, de privation subie, il y aurait donc tentative de transformer ce qui est vécu passivement en une maîtrise active de la situation, n'est-ce pas ce qui caractérise le fonctionnement traumatique, à savoir que le choc subi passivement a tendance à être reproduit activement. Ne pouvons nous pas d'ailleurs pousser cette comparaison avec le fonctionnement traumatique en rappelant que certaines marginalités, lorsqu'elles exposent à des situations de prise de risque peuvent s'inscrire dans une appétence traumatologique, qui correspond sans doute à un renversement d'un sentiment de passivité en une attitude active ? En nous différenciant d'un objectif normalisant, il nous paraît donc important de souligner le fait que pour certains il paraît difficile de trouver un autre espace identitaire que dans l'errance et la toxicomanie.

1.3.2.2. Le rapport à l'autre.

« Je supposais que c'était des clochards parce qu'ils sont toujours présents à cet endroit et parce que parfois ils ont une bouteille de vin rouge à coté d'eux.

Quand ils n'ont pas d'argent nécessaire pour manger, ils sont contraints à faire la manche. Mais ils ne la font pas de manière visible, ils n'ont ni pancarte, ni petite boîte qui feraient comprendre aux passants qu'ils mendient. Ils ne tendent pas systématiquement la main, ils saluent d'abord puis demandent des pièces et ce n'est que lorsque les gens s'apprêtent à les leur donner qu'ils tendent la main »²⁶².

Nous nous proposons d'interroger la notion d'espace interstitiel : ce qui le qualifie est non seulement lié à l'abandon dont il fait l'objet par les agents du monde ordinaire, mais encore à l'utilisation privatisée qui en est fait par les sujets, indépendamment de l'utilisation officielle légitime des agents du monde ordinaire (siège des moyens de transports en commun, bancs). La privatisation de ces espaces à des fins d'habitat, de repos ou de stationnement prolongés livre les personnes à la rue aux **regards des agents** du monde ordinaire « **gênés** » par leur présence. Ce poids du regard de l'autre est supporté en l'absence d'autres lieux de refuge et surtout parce que les lieux passants offrent paradoxalement une protection, au sens où l'agression est plus ou moins difficile à projeter en public.

L'homme à la rue, c'est l'homme pellicule, l'homme à la fois transparent et en même temps **heurtant le regard**, entre le pavé et nous, mais c'est aussi **l'homme digital**, qui triture sans cesse quelque chose pour vérifier un possible usage, avec sa main qui croche chaque poubelle. Il est frappant de voir la tenue de leur avant bras, comme un outil attaché au corps, une main crochet comme accessoire utilitaire.

²⁶² WASER A.-M., *Sans feu ni lieu*, in BOURDIEU P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, 947 p., pp. 765-796.

Afin d'illustrer ces propos, voici deux vignettes issues de notre travail de terrain.

Jeudi 11 juillet 2002, 12h45. Nous regardons par la fenêtre. Deux voitures sont garées en bas de chez nous. Nous apercevons devant la porte voisine, l'homme à qui nous avons donné, dimanche, donné une pièce. Il a un sac en plastique, il s'accroupit entre les deux voitures. Nous nous demandons ce qu'il fait, quand soudain nous voyons une marre jaunâtre couler, il est en train d'uriner. Nous verrons par la suite qu'il a aussi déféquer. Il a les mains serrées, ce qui nous permet de voir qu'il porte une alliance. Il se relève, boucle sa ceinture et part à l'angle de la rue tendre la main. Il tient son sac plastique, le même sur lequel l'urine a coulé. Plusieurs personnes ont aperçu cet homme en traversant la rue. Nous, nous étions à la fenêtre, voyant ce que nous avions lu jusqu'alors dans les livres. Le fait d'être voyeur²⁶³. Pendant ce temps là, la rue continue son animation, les gens déjeunent aux terrasses.

Dimanche 13 octobre 2002, 12h30. Il pleut, il fait froid, nous revenons de voir le programme des cinémas. Nous venons de regarder des gâteaux appétissants de la boulangerie pâtisserie, puis l'étal de la poissonnerie, du fruitier.

Un homme d'une trentaine d'années est assis sur un muret à côté de la poissonnerie. Il porte un jeans troué à la hauteur du genou et un pull. Il a une canette de bière à la main. Il nous demande quand nous passons devant lui si nous avons 20 ou 30 centimes d'euros, quand nous lui répondons non, il nous souhaite une bonne journée. Quelques pas plus loin, nous nous arrêtons, sortons notre portefeuille et allons lui donner 30 centimes d'euro. Il nous remercie et nous souhaite à nouveau une bonne journée.

Plusieurs images se sont bousculées dans notre tête : celle de la poissonnerie, nous qui allions déjeuner au chaud et cet homme tout seul sous la pluie. Puis des questions ont surgi : Pourquoi n'avons nous pas donné plus ? Nous ne nous sommes pas dit non plus que si nous pouvions nous aurions donné davantage. Il avait demandé quelques centimes d'euro et c'est ce que nous lui avons donné. *Pourquoi pas dès qu'il nous l'a demandé. Qu'est-ce qui fait que nous nous soyons ravisés: la culpabilité ?* La culpabilité chez l'être humain provient de la collusion entre l'amour et la haine, de l'acceptation d'une responsabilité et signe de la reconnaissance de l'autre entant que sujet.

Après avoir tournés les talons, nous nous demandons comment nous ferons quand il va falloir que nous allions « sur le terrain » pour notre thèse. Le sentiment depuis quelques temps que nous fuyons les rencontres. La seule remarque que nous faisons est que décidément nous ne comprenons pas les gens qui disent que la vie est belle, ajoutant que pour nous la vie est profondément injuste. Mais quand nous avons dit cela, qu'avons-nous véritablement dit. Cela ne permet-il pas de continuer à nous déculpabiliser. Nous devons acheter des fleurs, des iris, symbole de bienvenue, du coup, nous ne l'avons pas fait.

²⁶³ De se retrouver dans cette position n'est pas sans nous questionner. Nous y reviendrons ultérieurement (cf. p215).

Pour continuer à illustrer comment peut se traduire ce rapport à l'autre, nous vous proposons une autre situation qui pose notamment la question de la violence dans les lieux d'accueil.

Samedi 21 juin à Brin de Causette,

La journée est très Chaude. A 7 heures, la salle est déjà pleine. 7h30, une bagarre éclate entre deux jeunes. Le premier, depuis mon arrivée, n'arrêtait pas d'aller et venir entre l'intérieur et l'extérieur en disant « *il y en a qui devraient se laver ! Ça pue ! Il y a des endroits pour ça !* ». La personne visée, en train de déjeuner, lui a demandé de « *fermer sa gueule* », une fois, deux fois. Puis, cela a éclaté. Ils ont commencé à se battre à l'intérieur. Il leur a été dit d'aller faire ça à l'extérieur, ils sont sortis sur le trottoir. Un jeune, connaissant bien a priori les deux, en a attrapé un pour le retenir. Celui-ci dira après « *c'est de ta faute si j'ai perdu, tu es un traître* ». Il ressortira et jettera au visage de l'autre, de l'acide sulfurique, bouteille qu'il conservait dans sa poche. L'autre reviendra furieux. Celui qui a lancé de l'acide dira qu'il est « Lancelot du Lac », qu'il ne craint rien. Il est rentré à l'intérieur de Brin de Causette ; lui aussi en a reçu. Il va se laver les mains, le visage, les cheveux. L'autre, voulant rentrer, une bénévole ferme la porte à clé qu'il asperge avec de l'alcool qu'il essaie vainement d'enflammer. Il donne des coups de pied, prend le container. Avec le poids, la porte finit par céder. Il veut rentrer, disant que c'est un cracheur de feu. Pendant ce temps, personne ne bouge. Bols et café sont renversés. Seul, P. est dans la cuisine en train d'essayer de maîtriser l'autre qui dit avoir le cancer du poumon et en être au stade terminal. Il a aussi un cutter dans poche. La police finit par arriver.

Le parti pris des bénévoles paraît surprenant ; s'occupant de lui : lui apporte café, s'inquiétant de savoir s'il veut manger quelque chose, allant lui procurer une cigarette en quémandant dans la salle. Il dit être victime – ce qu'il dira au policier – s'inquiétera de la porte. Le troisième jeune qui aura essayé de s'interposer, viendra demander s'il peut revenir prendre son petit déjeuner, on l'y autorise. Il demande à se laver les mains ayant reçu de l'acide : pour lui, ce sera au seau avec un torchon mouillé !

Le fait qu'il n'y ait pas un temps pour parler de ce qui vient de se passer nous dérange. Tout le monde a été témoin d'une scène d'une rare violence, suscitant de la peur chez les bénévoles (« Il faut appeler la police ! Appelez ! »). On ne semble pas entendre que cela puisse avoir un impact. Une bénévole en reparle aux autres bénévoles, aux personnes qui viennent. En réponse à ce passage à l'acte, pour le responsable, pas de fermeture car refuse de pénaliser les autres. Très vite, il dit qu'il ne faut pas ébruiter car cela entraînerait un climat de peur et que cela ne sert à rien.

D'autre part, la violence nous surprend, le sentiment que rien ne peut les arrêter. Des armes insoupçonnées sont en leur possession et dont ils n'hésitent pas à se servir. Violence que nous n'avions pas mesurée jusqu'ici même si elle est souvent relatée dans les témoignages et études sur les personnes SDF. Pour certaines des personnes rencontrées, un mode d'être et de fonctionnement organisé depuis des années, si ce n'est depuis l'enfance qui les amène à fonctionner sur le mode de l'impulsivité, la rupture, les variations d'humeur, l'intolérance, la frustration, l'incapacité d'attendre, la violence contre eux ou les autres.

Alors que nous, nous sommes plutôt à fonctionner sur l'attrance, la séduction, sur le désir... lui au contraire, n'étant pas très attirant ayant très peur de s'entendre dire s'il se met en avant : « *toi ta gueule, dégage, je t'ai assez vu* ». Il va être obligé de séduire par son horreur, être suffisamment ignoble pour faire pitié mais pas trop pour ne pas dégoûter. « Le reclus » écrit Erwin Goffman²⁶⁴ cesse apparemment de prêter attention à tout ce qui ne se passe en sa présence immédiate, affectant même de considérer les choses dans une perspective différente de celle des autres. Ce refus radical de toute participation personnelle aux événements interférents est bien connu dans les hôpitaux psychiatriques, sous le nom de « régression ». Certains aspects de la « psychose des prisons » relèvent de ce type d'adaptation, de même que certaines formes de « dépersonnalisation aiguë » enregistrées dans les camps de concentration et le « mal des souliers » qui semble se manifester chez les vieux matelots de la marine marchande. Je ne pense pas que l'on sache si ce mode d'adaptation prend la forme unique de désengagement avec des degrés d'intensité variables ou s'il procède par étapes avec paliers uniformes. Une forme d'adaptation en général effectivement irréversible ».

De notre observation, il ressort que ce « processus de désengagement » est présent chez le sujet SDF. A de nombreuses reprises, nous avons pu observer qu'une attention réelle portée à l'un ou l'autre, habituellement en position de repli sur soi, provoquait une transformation physique spectaculaire. Le regard prend tout à coup son intensité et fixe parfaitement l'interlocuteur, démontrant en quelques échanges que l'homme a su, en d'autres circonstances s'inscrire dans la rencontre (nous nous souvenons ainsi de Mr V. rencontré au sein de la plate forme d'orientation et d'accompagnement à l'emploi où nous exerçons et qui ramené le temps d'une courte conversation, dans le souvenir de sa vie de travailleur, tout à coup, s'était animé...). Cependant le stigmate du clochard est si visible qu'il semble interdire toute interaction quotidienne avec les « normaux » qui généralement l'évitent. Le repli sur soi est aussi la conséquence de ces non rapports d'autant que ceux qui partagent son existence au jour le jour, se comportent de la même façon. La peur de la contamination l'emportant sur d'autres intérêts. Absent des interactions, les autres agissent comme s'il n'était pas là, quoiqu'il supporte toujours les rôles embarrassants de témoin et de dépositaire de la dégradation. Les récits peuvent faire resurgir des identités multiples revendiquées ou rejetées. Selon les événements vécus au cours de la carrière et les traumatismes subis, certaines de ces identités marquent les corps et les regards et c'est avec peine que chacun cherche à masquer l'identité la plus disqualifiante, celle de SDF.

Depuis l'assujettissement aux représentations dominantes jusqu'au forçage identitaire, jusqu'à l'identification sous forme de déchet à ce qui n'a pu avoir droit de citer, bien loin de la pluralité identificatoire inscrite et non inscrite d'une subjectivité en mouvement, à l'errance, toutes ces figures de survie psychique ne témoignent-elles pas de cette exclusion ?

²⁶⁴ GOFFMAN E., *Asiles : Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Editions de Minuit, le sens commun, 1968, 452 p.

L'identité au déchet

Selon Alice Chercki, elle s'accompagne toujours d'un désastre des repères narcissiques²⁶⁵. Le temps de l'identification au déchet : c'est toujours là et c'est rien, ça insiste pour accéder à la symbolisation et ça chute sans cesse, non nommé, non accessible au refoulement. Comment indiquer à la fois ce déchet et le constat que dans le ressac de ce sentiment de vide intérieur dans lequel l'enfermé se débat, il se prend pour ce rien, pour cette par morte innommée, non présente, omniprésente. D'autant qu'il est fréquent que les propos tenus à son égard peuvent renforcer ce sentiment, nous citerons pour exemple cette réponse faite à un homme qui mendie : « je vais à la boulangerie, je verrai après ce qui reste ».

1.3.2.3. Le rapport à l'espace.

Pour être, il faut être quelque part. L'expérience individuelle, d'abord et avant tout une expérience d'un corps, c'est à dire une forme matérielle inscrite dans l'espace. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des personnes SDF. Leurs conditions de vie ne les réduit souvent à ne posséder que leur propre corps. D'où l'importance de réfléchir sur leur positionnement spatial et les mouvements dans les différentes catégories sociales de l'espace. Si l'espace constitue une expérience partagée par tous, l'organisation sur le plan symbolique et matérielle de cet espace est construite à la fois individuellement, collectivement et socialement. Une opposition entre espace public et espace privé qui découpe les usages particuliers certains espaces et leur fonction symbolique. Un mouvement de différenciation qui vient ainsi asseoir pouvoir et privilège à travers le développement et la mise en oeuvre de capacités particulières sur le plan juridique.

Le territoire privé permet tout autant qu'il contraint, le territoire public définit à contrario se bâtit progressivement tout en construisant le pouvoir de surveillance de police de l'état moderne²⁶⁶. Ce que porte chacune des appellations semble parfois contradictoire. En ce qui concerne l'espace public, deux perspectives différentes²⁶⁷. Pour certains l'espace public est le lieu de la liberté, de l'expression, de la mobilisation sans contraintes. Pour d'autres l'espace public est un lieu normé dont l'usage exige des comportements conformes aux attentes sociales (telles qu'elles sont perçues). Si on adopte ce second point de vue, on peut dire que l'usage de l'espace public se construit et se reconstruit sur une base constante à travers les attentes sociales changeantes.²⁶⁸

Un accroissement important d'une catégorie intermédiaire, celles des « espaces privés « à usage public » a marqué le 20^{ème} siècle. L'exemple des centres commerciaux, station de métro, gares, hôpitaux, universités, forme une catégorie complexe dans ce sens qu'elle brouille les démarcations usuelles entre public et privé d'une part et d'autre part les règles d'usage de ces espaces et des contraintes demeurent floues²⁶⁹.

²⁶⁵ CHERCKI A., *Empêchements d'exil*, Intervention à l'Ecole de Ville-Evrard, Formation à une Approche Psychanalytique en Psychiatrie.
(<http://ecoledevilleevrard.free.fr/Interventions/Chercki0202.htm>)

²⁶⁶ ROBERT, P., *Le citoyen, le crime et l'État*, Sociologie et sociétés, 2001, vol. 33, n°1, pp. 7-26

²⁶⁷ MITCHELL D., *The End of Public Space? People's Park, Definition of Public, and Democracy*, Annals of Association of American Geographers, vol. 85, no 1, 1995, p. 108-113.

²⁶⁸ On peut ici souligner le, contexte politique et les politiques sécuritaires, depuis 2002.

²⁶⁹ WALDRON J., *Homelessness and the Issue of Freedom*, ucla Law Review, vol. 39, 1991, p. 295-324.

Trois catégories connues d'usage courant mais insuffisantes pour rendre compte des expériences quotidiennes des lieux, des places et des espaces que font les personnes SDF. Pour elle, certains parlent de non lieux, qui s'ils correspondent à l'un ou l'autre des catégories précitées, ils s'en différencient en raison du fait qu'ils ne sont pas, de prime abord, destinés aux activités humaines. Nous avons trop souvent tendance à opposer avec et sans domicile. Les efforts pour s'assurer d'un toit sont nombreux et dépassent largement les seuls refuges, centres d'accueil. Les lieux temporaires où dormir sont nombreux : voies de circulation, les gares de train, les cages d'escalier, les espaces de stationnement ou comme le montre le dernier rapport de la fondation Abée Pierre un grand nombre sont hébergés temporairement chez des tiers. L'occupation de ces différents lieux ne constitue jamais un droit au sens strict. Plus des conditions matérielles qui favorisent la mobilité et l'instabilité d'un endroit à l'autre. La seule présence d'un abri ne peut être assimilée à la jouissance d'un espace privé. Un espace d'intimité est une condition essentielle pour se soustraire au regard de l'autre.

Puisque par définition tous les espaces publics sont des espaces de visibilité mutuelle et par conséquent d'observation mutuelle l'exercice répétée des micro et de macro contraintes définit à un moment donné les usages conséquents de ces espaces. Les personnes SDF circulent d'un endroit à l'autre. Un itinéraire qui pourrait ressembler à beaucoup d'autres mais deux différences, d'abord comme point de départ et comme point d'arrivée, un endroit public. Puis au-delà des lieux à rejoindre les déplacements sont souvent faits pour eux-mêmes.

Une autonomie de gestion dans la vie quotidienne qui n'est pas pensable dans les institutions. Dans nos lieux d'habitation, nous sommes libre d'organiser nos activités comme bon nous semble, nous pouvons déterminer l'ordre, choisir l'emplacement des objets, déterminer le moment de sommeil, choisir nos invités, activités... assurer la vie en fonction de nos désirs. Même si les lieux de vie à caractère communautaire ou institutionnel offrent une certaine forme de protection, ils ne peuvent assurer ce type d'autonomie. Pour l'individu qui n'a plus de « chez soi », nombre des activités quotidiennes se déroulent sous le regard d'étrangers. L'espace public devra être revisité à partir de cette expérience et à partir de l'épreuve que constitue la préservation de l'intimité et le maintien de soi. Nous aurons donc à nous préoccuper des moyens déployés par les individus pour préserver leur territoire intime. L'espace qui inclut l'espace corporel, c'est aussi l'espace de proximité, les proches, les voisins.

L'espace public, lieu de ressources...

A partir de cette nécessité à y trouver des ressources, à l'aborder comme lieu de l'expérience de l'intime, ils le détournent de ses fonctions d'usage tout en s'y adaptant. La fixation sur un territoire limité dispose à l'appropriation de certains lieux²⁷⁰. Nous rencontrons plusieurs difficultés pour l'établissement d'une nomenclature des types physiques d'abri avec l'exhaustivité car il est difficile d'imaginer le nombre d'endroits, qui, à la ville ou à la campagne, exposés ou cachés, peuvent servir d'abri ou fournir un peu de chaleur ; des lieux d'hébergement et de « fortune », c'est-à-dire non conçus pour être habités, même temporairement. Distinguer les « espaces privés » des « espaces publics ».

STENNING P.C., SHEARING C. D. , *Perquisition, fouille et saisie : les pouvoirs des agents de sécurité du secteur privé*, Série Droit pénal, Ottawa, Commission de réforme du droit du Canada, 1980.

²⁷⁰ Comme nous le verrons dans le chapitre. 1.1.3.

Les lieux entièrement ouverts qui n'offrent ni sécurité, ni intimité, ni protection. Parmi les lieux « privés », c'est-à-dire fermés au moins au regard du public, différencier ceux qui offrent une relative sécurité, (telle qu'on puisse y laisser des affaires personnelles d'une nuit sur l'autre), des hébergements qui ne le permettent pas. A titre d'exemple, les parkings sont des lieux à risques : l'éclairage fonctionnant en permanence, il faut pouvoir dormir avec la lumière et le grésillement des néons. Y ajouter les claquements de portière, le grondement des moteurs amplifiés par la résonance du béton, l'odeur de l'essence et de gasoil, la respiration haletante et parfois les aboiements véhéments des chiens des policiers. Tous les matins à 6 heures, une musique infernale annonce le démarrage de la journée. Pour éviter de se charger durant le jour, il faut dénicher une cachette ou déposer les couvertures reçues. Afin de garder un minimum d'hygiène, nombre d'entre eux se rendent dans les toilettes équipées d'un lavabo. Par exemple, A. et G.²⁷¹ vont au bloc sanitaire du Jardins des Plantes. Au delà de ces perceptions différentes, l'espace de la rue est celui de l'insécurité permanente par les risques d'agressions humaines mais aussi météorologiques qui bouleversent les sensations physiques et plus globalement le rapport entretenu au corps. C'est en ce sens que la rue nous apparaît comme espace contraint.

... et d'enfermement

Survivre dans les interstices de l'espace urbain, en fonction de l'aménagement de leur système de survie. C'est ainsi que s'effectue l'enfermement dans un système de vie bien connu et relativement maîtrisé. Le monde extrême devient le monde ordinaire, le dedans, celui de la vie quotidienne, celui dont les règles sont connues. Le monde ordinaire devient le dehors. Ce qui est constitutif d'un enfermement dans le dehors, dans une sorte de camps de la souffrance à ciel ouvert, à la vue de tous et en même temps complètement invisible du monde ordinaire est cette forme de carapace mentale et pratique que se sont constitués les sujets SDF.

« Les conduites d'errance se problématissent autour de l'espace, c'est un parcours non orienté, une déambulation. Elle est la confrontation violente à l'espace extérieur (social, géographique) et à l'espace psychique. Le surinvestissement que le jeune sujet en errance fait de la ville, de la rue, c'est-à-dire de l'espace extérieur, vient pallier les défaillances qui touchent l'aménagement de l'espace psychique. Difficulté de différencier la réalité extérieure d'une réalité intérieure. La question de la projection sur l'espace réel, projection de l'espace psychique sur l'extérieur, qui est ici la rue. L'adolescent en errance n'anime les conflits de sa psyché que dans la mesure où il peut maîtriser, localiser ses objets conflictuels et persécuteurs dans l'espace extérieur »²⁷².

Le monde de la rue opère comme sociabilité externe et marquage interne, ce qui rend relativement anxiogène voire traumatique l'accès à un monde étranger ou devenu étranger. L'environnement urbain dans lequel sont livrés les sujets à la rue produit aussi tout un ensemble de violences et d'effets déstructurants (l'inconfort, le froid, le manque d'hygiène, la promiscuité, l'instabilité d'une part, le sentiment d'insécurité, l'humiliation, la honte le regard stigmatisant et les dénonciations d'autre part) face auxquels ils tentent de mobiliser des tactiques variées de survie individuelles ou micro groupales. Dans le cadre de ces effets déstructurants nous pouvons souligner la question des saisons, notamment en ce qui concerne le traitement de la problématique et du lien santé/ logement. Dans la pratique, prédominance ou aggravation de certains problèmes

²⁷¹ Renvoi vers vignette. P. 199.

²⁷² JOYCE A., *Errances, entre dérives et ancrages*, Ramonville, Erès, 1996, 213p.

de santé en lien avec la situation de non ou mal logement. Ainsi les effets saisonniers de la vie à la rue vont concernés l'été, la chaleur qui fait pourrir les plaies, les pieds qui n'arrêtent pas de marcher dans des chaussures inadaptées, les lieux d'accueil fermés. En hiver, le froid, les toux. Souvent l'alcool et les médicaments pour oublier la violence de la rue. La rue qui est aussi source de violences et d'agressivité comme nous avons pu le relater précédemment.

En outre, la vie dans la rue génère une forte souffrance psychique et rend plus difficile l'accès aux soins et le suivi des traitements. L'absence de logement décent entraîne épuisement, exposition à toutes les intempéries, une mauvaise alimentation, des difficultés face à l'hygiène. Elle rend les personnes plus vulnérables d'un point de vue sanitaire. Nous pouvons ainsi constater que les maladies dermatologiques augmentent lorsque la situation vis-à-vis du logement se dégrade.

M., homme de 40 ans, que nous avons pu suivre durant 18 mois à travers son parcours dans la rue et en institution, souffre de psoriasis qui lui envahit tous le visage, les mains et certaines parties de son corps. Ce qui est frappant c'est l'amélioration de sa peau quand il peut bénéficier de soins dermatologiques et d'un suivi adapté. De plus, cela lui permet de prendre soin de son corps. En l'absence de domicile, l'accès à la douche et aux produits d'hygiène, le lavage et le changement des vêtements deviennent des difficultés quotidiennes, qui alliées à la promiscuité dans les centres d'hébergement rendent l'hygiène de base peu accessible et amplifient les problèmes de peau ; de plus les traitements de la gale ou eczéma ne sont pas remboursés.

Notre étude²⁷³ sur l'accès aux soins des personnes SDF nous indique que la traumatologie, accidents de la voie publique, morsures d'animaux, agression physique, chutes avec plaies et contusions diverses, séquelles de fractures sont fréquents. Signe démontrant à quel point, la vie dans la rue expose quotidiennement à la violence. Une souffrance psychique qui peut s'exprimer par la somatisation, les addictions, parfois la violence et des difficultés à saisir les offres d'aide sociale.

Des obstacles à la continuité des soins dans le sens où la vie dans la rue est un obstacle majeur à l'observance des traitements, particulièrement en cas de pathologie lourde. Sorties prématurées de l'hôpital, sans que des lieux de convalescence n'aient été trouvés voire recherchés. Comment cicatriser, comment se remettre des suites d'interventions quand on dort dans la rue ? Comment prendre un traitement à heures fixes, refaire régulièrement un pansement quand on est « hébergé sur un trottoir » ? Les droits à la CMU ne sont ouverts que pendant un an et la demande doit être renouvelée chaque année. Cela complexifie les démarches et favorise les périodes de rupture de droits. En aggravant certains problèmes de santé, la vie dans la rue rend les personnes plus vulnérables d'un point de vue sanitaire. Le droit à la santé passe donc aussi par le logement. Comme nous avons pu le rencontrer certains rencontrent des problèmes de repérage dans le temps et l'espace. Certains reconstruisent des repères par des itinéraires qui se reproduisent, d'autres ont des repères morcelés. Un fonctionnement dans l'urgence, où la continuité n'arrive pas à s'instaurer.

²⁷³ BOINOT K., *Le rapport à une structure sanitaire : une relation sociale ?*, op. cit.

1.3.2.4. Le rapport au temps.

Le temps polysémique. Nicole Aubert²⁷⁴ distingue deux temps. Le temps physique, celui d'une « chronométrie » (mesure du temps), celui des horloges qui opèrent des découpages en heures, minutes, secondes à l'intérieur du temps de la nature. C'est ce temps qui rythme notre emploi du temps. Le temps subjectif, celui du ressenti qui nous fait dire « je n'ai pas vu passer le temps ». Il est le temps de la conscience, celui qu'on éprouve à l'intérieur de soi, que l'on peut désigner par *tempus* (par opposition à « *chronos* » pour le temps physique). Le temps peut exprimer la succession (une chose après l'autre), l'intermittence (de temps en temps), la simultanéité (en même temps) ou la durée. Il peut désigner une donnée mesurable, une réalité inextensible (journée de 24 heures), une réalité incompressible (processus) ou une réversibilité. Le temps est la temporalité, savoir que l'on va mourir, savoir que le temps s'écoule irréversiblement dans un seul sens (on sait que chez les sujets SDF il y a une sorte de suspension, que chez les schizophrènes, le temps est sans fin) et aussi le fait d'être inscrit dans une histoire, dans une généalogie, une lignée.

Etre et temps sont indissociables et, malgré sa course effrénée « contre le temps », l'homme moderne ne peut pas faire sans et ne peut pas faire sens. La question du rapport entre synchronie et diachronie, entre immédiateté et durée. Dans le premier cas, l'individu qui se limite à de l'immédiat et du « jetable » tourne en boucle d'une certaine façon. Il ne trouve pas d'accroche et d'attache qui permet d'avoir une quelconque prise sur le temps. Il s'agit d'une fuite en avant. Dans le deuxième cas, l'individu peut construire une projection de son avenir et anticiper. L'individu peut glisser vers un rapport au temps seulement tourné vers l'après et le futur. J. Brel parlait aussi des gens « qui ont tellement d'avenir qu'ils n'ont plus de présent ». Face à la « fuite du temps », l'espace semble devenir « une bouée de sauvetage » ou un ancrage qui permet à l'individu de se repérer et disposer d'un support, d'une surface pour agir. Il entretient souvent un rapport particulier à l'espace qui s'incarne dans sa relation à un ou plusieurs lieux.

L'espace temps, point de continuum, mais sentiment d'une suite de jours qui se suivent, le sujet étant susceptible de se voir s'ouvrir devant lui, d'un moment à l'autre, ce point de rupture où il « ne peut plus joindre les deux bouts ». Difficulté de s'anticiper comme sujet d'une vie, temps « intemporalisable » de la « galère » où le coup de rame est un débat sans cesse réamorcé.

Nous trouvons l'effet en miroir du côté du rapport à l'espace. Si le dehors est un lieu vide, vécu comme vide, c'est qu'en son espacement aucun temps ne se déploie qui puisse avoir socialement lieu. Cette temporalité défailante, corollaire d'une sociabilité défectueuse laisse les événements épars et déliés, leur fragmentation n'étant que le reflet d'une désocialisation que rappelle ce qu'Hannah Arendt dit en 1972 de la désolation « cette expérience radicale d'absolue non appartenance au monde ». Aux gens de la rue, il ne reste généralement que des actes de violence ou des sentiments de déchéance, sans histoire. Nous pouvons avoir le sentiment qu'ils vivent dans l'entre deux du temps et de l'espace, suspendus entre soi et l'autre, en privilégiant l'espace au détriment du temps, le déplacement à l'encontre du projet, la déambulation au lieu de la pensée, amortissant le désir en satisfaction malaisée des besoins physiologiques journaliers, sans rechercher au delà.

²⁷⁴ AUBERT N., *Le culte de l'urgence, la société malade du temps*, Paris, Flammarion, 2003, 375 p.

L'errance serait une pathologie du temps, née de l'impossibilité de faire sa demeure dans la durée. La forclusion du temps va conduire à la prééminence de l'espace ; espace revendiqué à travers l'agir d'un corps mis en avant, souvent dans ses souffrances et ses douleurs, utilisées comme ultime rempart de la liberté, ultime lieu de l'existence et de la personnalité. Corps qui sort de lui-même pour se retrouver, qui devient sujet dans ce visible éphémère, dans cette succession d'instantanés mobiles, dans cette expressivité où il n'est plus totalement objet d'un désir d'autrui. Des gens qui sont enfermés dans l'ici et maintenant. Une sorte d'écrasement du temps. Ils sont sur l'ici et maintenant ; le temps n'existe plus pour eux, ou il est écrasé sur « l'ici ». Ils refusent leur passé et le « là » (le lieu où l'on va) n'existe plus.

Hostilité, d'abord le temps. Les heures dans le matin quand on tremble et les doigts les mains, les jambes sont froids. Hostile, le temps quand toujours on recommence mais que c'est vide, ces boissons qu'on vous donne par charité dans des gobelets de carton ne suffisent pas à réchauffer les doigts. On marche dans la ville comme d'arpenter le temps, pour qui, pourquoi ? Le déplacement du regard, le passage de l'extérieur à l'intérieur. Qu'est-ce que je regarde et qu'est-ce que je vois ?

Des heures vides, des heures dépossédées. La ville lie temps et lieu dans un homme mouvant. Se déplacer géographiquement dans la ville, c'est prendre conscience du temps qui passe, scandé par sa propre marche. L'importance de la marche, du pied et de la chaussure, ce sont des populations qui marchent vraiment beaucoup même s'ils se localisent dans un environnement restreint. Le temps de la ville est un temps vide qui n'offre rien. Le temps de la ville est mal défini, infini. Il ne donne aucune place à ceux qui ont déserté l'espace social urbain. Quand la ville rejette certaines de ses franges souterraines, le temps devient inutile. Le passant. Se diriger vers un ailleurs ? « (...) disloqué, de cailloux en cailloux, cahoté, il respirait toujours, sans abri, sans asile (...) »²⁷⁵.

Depuis si longtemps partis et pourtant encore ici comme répéter et rejeter ce temps qu'on y fut si utile. Le temps est vide et ouvert qui chaque matin, recommence pareil à la veille. « Un matin vient encore sur le monde et c'est la même histoire, partout reprise et jouée » Images de la ville et celui qui au 4^{ème} sous sol du parking de la gare à son sac et celui qui dans la rue piétonne à 7H00 regarde les poubelles et cherche à manger, et celui qui s'est introduit dans la chaufferie d'immeuble et dort sur un carton et celui qui sur le parking de l'hypermarché a dormi dans sa voiture parce que c'est le seul toit qui lui reste, et celle qu'une amie de rencontre a hébergée sur un matelas dans sa chambre et celle qui est restée assise dans le cadre vitré de la gare et maintenant cherche à dormir et celui qui a voyagé toute la nuit dans un train sans billet et monte maintenant vers le centre ville, et celui qui a servi de gardien dans un immeuble de bureau aux machines et alarmes et maintenant boit un café au comptoir avant de rentrer dans sa chambre sans machine et alarmes et celle qui le matin nettoie les sols parmi les mannequins de vêtement dans les magasins et celui qui est à l'arrière du camion à diésel fumant noir pour ramasser les séries de poubelle dans les quartiers mornes de pavillon et celui qui attend 10 minutes avant l'heure en plein hiver, ouverture de la garderie... »²⁷⁶.

Devenir une silhouette. Les consommateurs de certains bistrots (comme celui de chez Marie dans le quartier brin de causette) que nous avons pu rencontrer font corps avec la table, la chaise fascinés par leur verres, immobiles, vides. Boire, encore boire,

²⁷⁵ HUGO V., *la légende de siècles, le crapaud*, tome 2, édition J.G.J. Pauvert, 1963 (1893), 372p, p 284.

²⁷⁶ BON F., *Bruit*, Théâtre ouvert, 2000.

jusqu'à trop boire et ainsi se déposséder d'un moi encombrant. « Refuser de voir au delà de la journée qui vous attend, c'est quelques fois nécessaire au maintien de la cohésion sa personne. Inversement, faire perdurer un statut précaire, faute d'espérer un processus, une évolution peut aussi avoir un effet protecteur »²⁷⁷. Dans les deux cas, le temps est immobile.

Dans quel dispositif reconstruire du temps, donc du rythme en eux ? Ils ont géographiquement un espace interdit. Ils diminuent leur espace matériel et psychique. « Les exclus sont enfermés dehors (...), assignés à une obligation de neutralisation, de cadavérisation du visage. Le clochard n'existe pas dans le regard de l'autre, comme la prostituée. Et plus la société devient confortable, plus le fait de marcher - errer -, accroît la distance physiologique entre celui qui a un intérieur et celui qui est enfermé à l'extérieur, au bout de la désaffiliation, (...) ne comptant que sur la demi-heure à venir, pas au-delà. En rupture »²⁷⁸. L'étiologie de la rupture, avec le profond remaniement du rapport au temps qu'elle implique, porte en elle la question des conduites d'excès. Les drogues utilisées comme stratégie adaptative pour composer avec la détresse inhérente à leur style de vie.

Provoquer du possible, du « là ». Si l'attente devient fermeture, clôture, si le lieu devient un abri sous la forme du repère où l'on s'enferme. Différencier le temps subjectif du temps vécu. La notion de temporalité implique directement l'existence d'un sujet quand on parle de temporalité, nous finissons d'en parler du temps pour commencer à en parler de la signification subjective du temps. Avec les errants, la dimension de sujet singulier est d'autant plus importante qu'elle est dénuée dans la vie sociale du fait de leur marginalité, au nom de l'objectivation de SDF, hors de la norme commune prise dans les catégories administratives de rejet. Nous sommes confrontés à la question du traumatisme psychique et de sa répétition, sur un mode qui laisse peu de place au transfert. Le remaniement des rapports symboliques aux objets sociaux normatifs concerne toutes les sphères de la vie psychique, le temps social en particulier est réduit à l'organisation de la survie. Il entraîne des rapports à l'espace et au corps, celui-ci étant largement désinvesti au fur et à mesure de la précarisation de l'être de sa désaffiliation tant sociale que subjective.

Un silence bruisant quelque chose qui ressemble à ce que nous entendons quand nous approchons un coquillage vide de l'oreille, comme si le vide était plein, comme si le silence était un bruit. Le temps et l'autre est une recherche sur la relation avec autrui en tant qu'elle a pour élément le temps ; comme si le temps était la transcendance, était par excellence l'ouverture sur l'autrui et sur l'autre²⁷⁹. Montrer que le temps n'est pas le fait d'un sujet isolé et seul, mais qu'il est la relation même du sujet avec autrui.²⁸⁰

Le savoir est en réalité une immanence, il n'y a pas de rupture de l'isolement de l'être dans le savoir, d'autre part, dans la communication du savoir, on se trouve à côté d'autrui, pas confronté à lui, pas dans la droiture de l'enfance de lui mais être en rapport direct avec autrui. Ce n'est pas thématiser autrui et le considérer de la même manière

²⁷⁷ ESTERLE HEBIDEL M. in FEDERMANN G.-Y., *Fidélité au serment d'Hippocrate*, Psycause, 2002. (http://perso.orange.fr/psycause/033/033_fidelite_serment.htm)

²⁷⁸ NAHOUM-GRAPPE V., in ARNOLD-RICHEZ F., *Conduite addictive, substitution et grande exclusion, Santé Réduction des Risques Usages de Drogues*, SWAPS, publication de l'Association P.I.S.T.E.S. (Promotion de l'Information Scientifique, Thérapeutique, Epidémiologique sur le Sida) n° 17, juin-juillet-août 2000 (http://www.pistes.fr/swaps/17_157.htm).

²⁷⁹ LEVINAS E., *Ethique et infini*, LGF – livre de poche, 1984, 120 p.

²⁸⁰ LEVINAS E., *Le temps et l'autre*, Paris, Presse Universitaire de France, 1996, 91 p.

qu'on considère un objet connu, ni lui communiquer une connaissance. En réalité, le fait d'être, est ce qu'il y a de plus privé, l'existence est la seule chose que je ne puisse communiquer, je peux la raconter mais je ne peux partager mon existence.

Un facteur favorable paraît lié à la capacité d'exprimer des sentiments de honte, comme une ultime relation humaine là où tout semble perdu.

Le temps est altéré. La précarité fait vivre le sujet sous l'emprise d'un présent permanent. Il s'affaire dans des stratégies de survie au jour le jour, aux dépens d'une subjectivité historicisée, reliée à un groupe lui-même inscrit dans une histoire, une filiation.

C'est un présent fragmenté au gré des circonstances immédiates qui inhibe la demande et donne aux relations avec les autres, y compris l'éventuelle relation thérapeutique, une modalité discontinue qui ne parvient pas à faire communauté. Les liens au passé sont rompus, ou reconstruits d'une manière mythique : « *j'ai perdu ma femme et mes enfants dans un accident de la route* » est une phrase qui revient avec une fréquence bizarre remarquait Xavier Emanuelli²⁸¹ aux urgences de l'hôpital de Nanterre. L'errance est amnésique, elle gèle le temps, le cristallise dans le présent, captive de l'immédiat. Dans une tentative d'oublier un passé douloureux, la rue s'organise autour de l'urgence et le lendemain est ignoré, remis au gré de la fatalité.

L'urgence de la survie qui domine est une notion importante dans la rue, ce qui confine le temps dans l'immédiateté du présent, toute autre notion de temps étant niée. Un temps qui apprend mais le versant négatif de ce temps est le temps qui use, qui épuise qui rend las, tout d'abord physiquement.

Un phénomène de **vieillesse psychique, une perte d'énergie, un épuisement du corps** malmené par les activités de la rue (consommation d'alcool, de drogues, mauvaise nutrition, sommeil irrégulier, conditions de logement précaires, manque d'hygiène). Une plus grande réticence à affronter le danger et à prendre des risques. Le mode de vie de la rue est exigeant et la précarité qui le caractérise demande une grande mobilisation d'énergie. Cet épuisement physique s'accompagne d'une **lassitude psychologique**.

Croire à un projet, à partir de rien souvent, supposerait une motivation psychique considérable. Les projets de réinsertion et pour ceux qui n'ont connu que la rue ou qui y ont vécu de longues années mobilisent une formidable « compulsion de répétition » à détruire, à mettre en échec. Pour beaucoup l'idée même d'un contrat de réinsertion est inadaptée. Ils n'en sont pas là, ils ne peuvent pas faire face aux démarches administratives sans un véritable accompagnement et on sent qu'il va falloir beaucoup de temps. Pourtant les possibilités d'hébergement durables sont en général assorties d'un projet de réinsertion et d'une logique de réadaptation. L'arrivée dans la rue marque souvent l'échec de ces solutions intermédiaires. La vie à la rue est corrosive, déstructurante, déstructurée. Les potentiels de lutte déjà bien minés, s'amenuisent de jour en jour, l'existence évolue en dent de scie, par soubresauts. L'inertie peut l'emporter, la peur aussi, dans certains cas fait fuir l'obstacle. Tant de choses à surmonter, comme s'ils étaient déjà trop loin dans la dérive.

Etant entendu que le déplacement bouleverse la relation du sujet à son ici et maintenant, quel type d'espace temps, le voyageur de passage ou le passager en transit

²⁸¹ EMANUELLI X., *L'Homme n'est pas la mesure de l'homme*, op. cit.

va-t-il reconstruire autour de lui, afin de pouvoir se situer, au moins quelque part et s'y reconnaître ? Dans l'errance, il y a l'idée qu'aucun lieu ne convient, l'errance n'est pas la quête de lieu juste mais de juste un moment ? Entre les lieux, le temps.

L'étude de ces conséquences tant psychologiques que psychopathologiques nous a permis de mesurer qu'au maximum du processus d'exclusion, dans le syndrome d'auto exclusion décrit par Jean Furtos²⁸², des mécanismes de défense tels que déni et clivage coupent le sujet de sa souffrance devenue intolérable : il ne souffre plus, « disparaît » de la scène psychique, sa détresse n'est plus que matérielle, le temps est arrêté. La souffrance est celle d'une subjectivité qui est incarnée, et à ce titre se vit dans le corps.

Quand l'exclusion fragilise la faculté d'énonciation dans le langage, le corps peut constituer le lieu privilégié de son expression. Il peut condenser l'espace psychique, physique et social du sujet, être le point central de l'expérience vécue. A un stade avancé, il est négligé et maltraité, ce **qui devait être caché (la honte de soi) se montre sans masque**, de manière plus ou moins provocatrice. Au stade ultime de l'auto exclusion, l'anesthésie est telle que des lésions graves sont laissées sans soins avec une indifférence totale, il est **un pur matériau exposé au regard de l'autre qu'il angoisse**. Dans ce contexte l'alcoolisme ou l'usage de drogue est massif, laissant libre cours à la pulsion de mort.

Dans le syndrome d'auto exclusion la vie est une vie de survivant qui ne se réalise pas toujours dans l'ombre mais qui au contraire saute parfois aux yeux, jusqu'à nous éblouir.

1.4. Une précarité graduelle.

Espace public ou commun ? La définition de l'espace public relève du domaine juridique. Par opposition à l'espace privé, c'est ce qui n'appartient pas à une personne morale de droit privé. La tentation n'est-elle pas de voir la rue devenir l'espace commun à un groupe. La rue devient alors un enjeu en termes d'appropriation spatiale et de marque territoriale, ce qui l'apparente à un territoire, un espace de contrôle mais surtout de construction des rapports d'appartenance réciproque entre les individus et l'espace qu'ils occupent. La rue, la percevoir comme un lieu où ceux qui y vivent, y échouent, s'approprient cet espace selon des modes spécifiques. C'est un espace où les personnes jouissent d'une mobilité qui **favorise la visibilité ou la fuite** les personnes peuvent être **actrices**, en ce sens la rue est la **matrice de multiples espaces privés**.

1.4.1. Du public au quasi privé : une question de visibilité sur l'espace public.

La rue par son étymologie « ruga » la ride le sillon nous rappelle que la marque du temps est inscrite dans la ville elle-même. Elle est ce qui sillonne, sépare, relie. La rue polysémique nous découvre aussi les violences, la cassure. Elle invite à redéfinir la

²⁸² FURTOS J., *Epistémologie de la clinique psychosociale*, in *Pratique en santé mentale*. N°1, 2000.

séparation entre espace privé et public et nous plonge au cœur de la problématique de dedans et du dehors.

La rue comme sas, comme seuil. Comment le dedans peut se révéler dangereux et le dehors sécurisant, recréer du contenant, de du « dedans » à travers quelques points d'ancrage, de repère. A ce sujet, il semble important de souligner que certains sujets SDF se tiennent sur les seuils. Sans solliciter le symbole, un seuil est un lieu étroit de passage entre un dedans et un dehors, un chez soi et un espace ouvert, un lieu qui supporte une différence radicale, lieu ambivalent d'accueil et de rejet, élément répulsif de tout autre, terrifiant d'un côté et apaisant de l'autre, retour vers une intimité salutaire et expulsion possible hors de toute assise, espace conflictuel entre un désir et une cruelle menace de l'insupportable. Certains diminuent leur espace matériel et psychique. Ils s'interdisent un espace géographique. Les besoins ne sont pas les mêmes, la personne n'a pas, n'accepte pas ou ne veut plus de place. Des questions de territoire, de déplacement, de place, de mouvement. L'espace public ne se caractérise pas par le fait d'être stabilité, continuité mais procédural et situationnel. Il est un espace de négociation disputé aussi bien du point de vue matériel que discursif. Il est constitué, utilisé et négocié par des groupements hétérogènes et des publics partiels. Un espace urbain est aussi un espace physique, social et discursif.

Pour comprendre, il est aussi essentiel d'instiguer la notion de privé et celle de « d'intimité ». **Le privé ne s'entend pas dans le sens de « secret » et d'intimité puisque l'organisation de vie se construit dans la sphère du visible et du regard des autres.** A ce sujet, comment la personne évoque son « chez soi ». Nous parlons de maison, de logement, d'appartement, de studio mais comment nommer leur espace privé ? Pour Auguste Berque « Un lieu, ce n'est pas un espace. L'espace, c'est ce qui met en relation des lieux différents et qui en cela leur est commun ». Certains habitent la ville il n'est pas question de lieu fermé au regard du public mais des lieux qui par leur manières d'être investis deviennent des lieux chargés de sens²⁸³ auquel il est possible d'associer au moins trois caractéristiques communes, à la fois identitaires, relationnels et historiques²⁸⁴.

Identitaires car les lieux qui jalonnent les parcours et itinéraires sont appropriés par l'acteur qui leur donne un sens : on parle du jardin public d'untel, de la place de Robert ... Le lieu est évoqué en référence à celui qui lui donne un sens particulier et qui l'investit. L'identité affichée ou accolée par la stigmatisation (SDF, clochard) qui leur sert à trouver ces places précaires sur l'espace public les marque bien au delà que ne le ferait une carte officielle. Leur présence dans des endroits précis de la ville (en plus du prénom ou surnom, on les identifie en décrivant le lieu géographique où ils sont : par exemple, la place du commerce, bureau de poste des 50 otages...) vient marquer les modes d'être et démarquer les personnes du collectif des résidents ordinaires.

Michel de Certeau voit dans le lieu, l'ordre selon lequel les éléments sont distribués dans les rapports de coexistence et la configuration instantanée de position. C'est la mise en relation de ces différents lieux chargés de sens qui fonde à la fois les itinéraires et l'espace d'exclusion des membres du groupe. Pour lui, tout récit est un récit de voyage ou des « histoires de marche et des gestes sont jalonnés par la citation des lieux qui en résultent ou les autorisent ». Les récits de vies de ces hommes et de ces femmes sont des récits de voyage dont l'écoute renvoie à une référence à certains lieux qui ont marqué l'individu en raison d'une action ou d'un événement dont il a été

²⁸³ BERQUE, 1997.

²⁸⁴ AUGÉ M, *Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992, pp 68-69.

l'acteur ou le témoin. L'itinéraire au sein de la ville n'est pas aléatoire, il n'est ni subi, ni accidentel. Les trajets collent à la peau et déclinent l'identité. L'histoire de l'itinérant se confond avec la géographie de son existence nomade depuis les bancs publics, le porche d'un immeuble, la station de métro / tramway d'un quartier familial, jusqu'à des dérives extrêmes, anonymes, gares, parkings, parcs ou squats, derniers repères à la frontière de l'anonymat spatial.

L'espace physique se réfère à l'environnement construit, l'agencement de l'infrastructure et l'architecture. Le matériel caractérise du point de vue d'une surface aussi, un lieu concret et détermine tant les interactions que des sens et des acteurs. **L'espace social se réfère d'un point de vue scénique à l'espace comme scène sur laquelle ont lieu des actions et des activités.** L'idée de la verticalité de la ville entraîne comme corolaire la présence de son inverse : les caves, les sous sols, les parkings. Cette idée de la verticalité qui conduit donc à celles de cave, renvoie à un autre concept d'appartenance. Dans cette idée de cave, il y a cette idée de tombeau et de naissance. On creuse pour construire comme on creuse pour finir, on dépose ceux qui ont fini. A l'intérieur de la ville, se créent de nouveaux lieux de vie qui n'étaient pas à l'origine, censés en devenir, balayant par là, toute idée de fixité du lieu. « Les zones de transition entre l'espace public et l'espace privé disparaissent. On passe maintenant de l'un à l'autre »²⁸⁵.

De la mobilité...

L'intimité s'élargit et s'étale sur la place publique. A ce titre, **Les gares ne constituent-elles pas un abri pour les sans abri ?** La gare a toujours tenu un rôle important dans la constitution et le maintien du tissu urbain²⁸⁶. Par sa vocation à faire converger des flux considérables de bien et de personnes, elle est un point d'articulation essentielle autour duquel la ville moderne s'est déployée. Elle engendre une nouvelle géographie urbaine, une nouvelle logique de la répartition des composantes de la cité. La gare exerce depuis toujours un pouvoir d'attraction sur les populations les plus démunies qui viennent y rechercher les ressources que la société leur refuse et la sociabilité que la rue leur interdit. Il s'agit de répertorier les raisons de cette attirance. En reprenant l'analyse de Pascale Pichon, on peut dire que les opportunités que les gares offrent aux indésirables se déclinent en espaces d'attente et de repos, en espaces de ressource et en espace de rencontres²⁸⁷. La gare est un espace dans lequel l'individu peut passer une partie de la journée et de la nuit en exerçant les activités les plus diverses ; activités qui peuvent lui permettent de trouver des moyens de subsistance (du petit boulot à la prostitution, en passant par la manche). Mais l'essentiel de la journée est articulée autour d'une transhumance entre des moments de sommeil, d'errance, de rencontres, de discussions, de dangers et parfois d'évasions.

Les entreprises de transport donnent la possibilité aux individus sans abri, qui n'ont plus rien pour se recréer, de petits espaces privés au sein d'un grand espace public censé accueillir tous les types d'usagers. De par son histoire et son emplacement dans la ville, la gare est un lieu de rupture dont l'identité floue offre des possibilités d'accueil aux populations que la ville ne veut pas voir. La gare est dans la ville un endroit

²⁸⁵ TEROLLE D. (sociologue) in PROLONGEAU H., *la ville disciplinaire*, URBAN, 14 novembre 2004 (http://www.webzinemaker.com/admi/m12/page.php3?num_web=18857&rubr=4&id=230698)

²⁸⁶ EHRENBURG A., *l'individu incertain*, Paris, Hachette littérature, collection pluriel, 1999, 351 p.

²⁸⁷ PICHON P., *Les SDF : la carrière, l'asile la manche – SDF dans l'espace public*, séminaire accessibilité et sans d'urgence, Réseau 2000, RATP, 1992, pp. 77-92.

privilegié de sociabilité puisqu'elle ferme très tard la nuit. De plus, elle se situe généralement au centre historique ou près de centres économiques importants. Par sa position, elle est un espace d'accueil et de ressources pour la marginalisation.

Les autres lieux traditionnels de séjour de la marginalisation comme les églises, les centres commerciaux ou les administrations (bureaux de poste, mairie) sont autant de pôles de marginalisation dans la ville. Ils constituent une population mouvante qui généralement obéit aux injonctions des forces de sécurité. Eloigner un groupe ou un individu faisant la manche dans un endroit de la gare, c'est simplement le pousser à reprendre ses activités (ou son inactivité) quelques temps plus tard au même endroit ou quelques mètres plus loin.

A ce propos, nous rapportons deux scènes de gare lors des départs des derniers trains.

19 octobre 2005, départ pour Lyon au train de 23H08. En arrivant dans la gare, nous apercevons quelques personnes SDF – 3 hommes et 2 femmes – que nous avons déjà vus dans des foyers d'accueil d'urgence. Il y aussi deux vigiles de la sécurité privée de la SNCF avec leurs chiens qui font des rondes dans la gare. En arrivant sur le quai, deux autres hommes sont présents, ils viennent de descendre d'un wagon en compagnie d'une femme et de deux hommes qui ont les bras chargés de sacs plastiques. A priori, ils avaient prévus de passer la nuit dans le train. Ils seront reconduits hors de la gare, alors qu'ils tentent de rester sur le quai.

20 octobre 2005, départ de Lyon, train de 22H40. Il en est de même, à savoir une ronde effectuée par des vigiles. Scène à priori classique lorsqu'il s'agit des trains de nuit en partance. En regardant cette femme et ces hommes, nous repensons aux paroles prononcées par certains dont celles d'un homme qui s'était fait réveillé la nuit dans un train par des vigiles et leur chien peu engageant.

Les individus sans abri qui fréquentent les gares connaissent une désinsertion sociale forte. Un nouveau danger réside pour eux dans le risque qu'ils ont de se sédentariser en gare et donc de s'ancrer dans la marginalité.

De la visibilité sur l'espace public...

La toxicomanie, autre rapport entre les sujets SDF, a à voir avec ce qui est aux yeux de tous. C'est la visibilité du trafic plus que la consommation qui en fait un problème, tout comme la visibilité des sujets SDF ou la visibilité créée par la prostitution de rue. Il s'agit d'un monde particulier pour les sans abri. Il est froid, humide, dangereux, solitaire, marginal.

« Toutes les transgressions qui se donnent à voir sont à l'interface de la jouissance et de la souffrance, du défi et de l'appel... »²⁸⁸. Qui se donnent à voir parce que sans cela il n'y a pas de symptôme, du moins dans l'acceptation phénoménologique et psychanalytique. Parole manquée, manque du langage, **le symptôme n'a pour recours que le regard, il donne du spectacle parce que le destinataire à toujours été l'autre en même temps que c'est bien le regard, même horrifié des autres qui le constitue en symptôme.** A leur tour les symptômes donnent à voir et paradoxalement

²⁸⁸ BARUS MICHEL J., *Symptôme institutionnel et analyseur social*, Psychologie clinique, n°11, 2001.

eux qui sont l'effet d'une parole barrée, ils font porter. Les conduites addictives, les exhibitions érotisées deviennent des symptômes dans la mesure où elles crèvent l'écran et sont médiatisées ». L'image est la condition sine-qua-non du spectacle sur la scène sociale visant la captation narcissique de l'autre. Elle est ce qui rend possible la séduction et la fascination sans quoi l'idéal de capture de l'autre ne pourrait avoir lieu dans ce festin diabolique de l'exhibitionnisme. La production de cet imaginaire social se fait de plusieurs manières : les médias. Sans les médias, le spectacle se vide, perd ses couleurs éclatantes ainsi que son pouvoir de capturer l'Autre. Que ce soit à travers la télévision, l'informatique ou le journalisme, la scène publique se dessine toujours par l'intermédiaire des images²⁸⁹.

Christian Pujos nous livre que périodiquement la presse découvre cette nouvelle classe des laissés pour compte, s'exposant dans nos villes. L'hiver devient notre saison, un nouveau secteur d'activités humanitaires/marketing, et de marketing émerge au nom de la solidarité à défaut d'actions réelles sur le réel²⁹⁰. Nos cadres saisonniers pénètrent dans notre imaginaire urbain. Ils projettent alors sur nous leur angoisse du chômage et celle d'une communauté idéale. Dans les faits ce qui compte ce n'est pas ce que les sujets SDF pensent de vous, mais ce que vous pensez des sujets SDF. Chaque année les communes s'émeuvent du retour de nos corps disqualifiés.

Selon Christophe Dejours, « On ne peut escompter de réaction individuelle et collective à l'injustice infligée à autrui – à type de solidarité ou d'action politique – que si la souffrance et le sens de cette souffrance sont accessibles aux témoins. En d'autres termes, la mobilisation dépend d'abord de la nature et de l'intelligibilité du drame que vit la victime de l'injustice, de la violence et du mal... Il faut non seulement que le drame et l'intrigue soient compréhensibles, il faut encore qu'ils rencontrent la souffrance du témoin, qu'ils suscitent sa compassion. Alors seulement la souffrance génère-t-elle une souffrance chez le sujet qui perçoit..... »²⁹¹

Boltanski nous parle de l'opération de sublime sur la pitié²⁹². La topique esthétique. Dans celle-ci le spectateur sympathise avec le malheureux en tant que ce dernier se donne à voir. Il s'impose aux regards, se « sent pénétré » possédé par autrui avec une « passivité d'objet sous les regards ».

L'homme « se fait chose aux yeux des autres et aux siens propres » comme dit Sartre à propos de Baudelaire. Mais s'il se donne à voir, c'est dans sa souffrance et en s'inscrivant dans un dispositif qui en l'absence d'un persécuteur et d'un bienfaiteur, en dévoile l'horreur et l'identifie au mal, à un mal irréductible à toute compréhension, qu'elle soit scientifique ou religieuse et que seul peut appréhender une saisie esthétique du monde »²⁹³. Cette relation sympathique peut aller chez Baudelaire jusqu'à la quasi-identification par exemple avec le chiffonnier qui se nourrit des déchets qu'il glane dans la grande ville et surtout avec la prostituée qu'il fait entrer dit W. Benjamin « entrer nonchalamment » dans « la fraternité de la bohème ».

Patrick Declerck désigne cette conscience par l'expression de charité hystérique en la décrivant comme une projection de soi dans l'autre et trouvant son origine dans la

²⁸⁹ BIRMAN J., *La psychopathologie dans la post modernité. Les alchimies dans le malaise de l'actualité* Psychologie clinique, n°7, 1999.

²⁹⁰ PUJOS C., *SDF and co. Trade mark théorie du réel*, 2 septembre 2005.

(http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=41613)

²⁹¹ DEJOURS C., *Souffrance en France*, Paris, Seuil, 1998.

²⁹² BOLTANSKI L., *La souffrance à distance*, Paris, Edition Métailié, 1999, 287 p.

²⁹³ TOUMAYAN A., *La Littérature et la hantise du mal : Lectures de Barbey d'Aurevilly, Huysmans et Baudelaire*, Klincksieck, 2000.

tradition chrétienne où le don est en premier destiné au donateur. « Il sévit actuellement en terre de France, une mode nouvelle, conviviale et charmante, celle de la mise en scène publique des larmes de crocodile que la République toute entière par le truchement de quelques uns de ses représentants attristés et pour l'occasion sobrement vêtus verse régulièrement à la mémoire douloureuse de nos chers disparus à la rue...les uns s'y astiquent un moment le narcissisme. Les autres s'y réchauffent, deux heures durant, à la pauvre illusion de présenter pour quelqu'un un quelconque intérêt»²⁹⁴. Les sujets SDF vont réagir par une procédure de rappel, en réinvestissant l'espace social par un **illégalisme affiché**.

La société du spectacle est un présent présentifié par ses propres images passagères et l'image n'en finit pas de mourir. A défaut de réalité, à trop vouloir montrer les apparences du réel, elle ne communique plus rien. Elle ne parle plus autre chose que d'elle-même : l'image substitue l'objet au sujet. Elle représente un effacement du sujet dans le discours, donne au regardeur un sentiment de toute puissance narcissique. L'image des sujets SDF dans les médias dévient un pur apparaître de formes passagères de la reproduction des techniques économiques et visuelles.

A propos des journaux créés pour défendre les intérêts des populations stigmatisées, Goffman s'interroge sur les effets (pervers ?) d'accession à la « visibilité sociale » dans les processus même de catégorisation et de « normalisation » des situations déviantes²⁹⁵. La question est la même par rapport aux associations caritatives. Ainsi, comme le Samu social de Paris, aujourd'hui les véhicules de l'Equipe Mobile Sociale de Nantes sont signalés ; les soupes populaires dans l'espace public représentent un sas officiel entre la marge et la normalité où les gens sont accueillis, nourris et regardés.

« L'exclu – tout comme l'errant – fait émerger la fragilité et l'artificialité qui affectent la relation qu'entretient l'autochtone à ses propres espaces urbains, à son familier psycho-géographique. On pourrait ajouter : l'autochtone n'est jamais autochtone, souvent il se prend pour l'autochtone. Et chaque exclu renvoie ceux qui le côtoient à la destruction, au moins interne, de la polis. L'empreinte de ce désastre habite notre culture depuis l'Iliade »²⁹⁶. En ce sens l'exclu peut être aussi ressenti non comme une victime mais comme une menace possible. Comme nous avons pu le démontrer en première partie, l'errant est devenu une catégorie politique paradoxale, toujours prise entre devoir de protection et désir d'éloignement. L'articulation entre la sécurité et la solidarité (l'été) et l'articulation entre le droit de circuler et la non assistance à personne en danger (en hiver).

Un axe : de la pitié au mépris, en passant par la gêne...

Celui qui est interpellé par un sujet SDF est forcé de s'adapter en répondant ou en ne répondant pas, en baissant la tête, en forçant le pas. Différentes tactiques d'évitement peuvent être utilisées par le passant ou l'usager des transports publics pour ne pas avoir à supporter le regard ou une question. Il lui faut accentuer ce que

²⁹⁴ DECLERCK P., *Le sang nouveau est arrivé*, Paris, Gallimard, 2005, 91 p.

²⁹⁵ GOFFMAN E., *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Editions de Minuit, le sens commun, 1976, 180 p..

²⁹⁶ QUESEMAND ZUCCA S., DOUVILLE O., op. cit.

Goffman²⁹⁷ appelle « son effort attentif d'indifférence » face au stigmaté pour rester impassible alors que manifestement la scène sociale est troublée.

... Au cachez ce SDF que je ne saurais voir ...

Cette visibilité peut conduire certains citoyens, commerçants, habitants à souhaiter une intervention collective, demander aux pouvoirs publics d'intervenir pour ne plus avoir à supporter quotidiennement ces malaises dans l'interaction avec les personnes démunies. Ce qui est une des missions de l'équipe municipale de rue. Maintenant, un audit sur la sécurité avant tout projet urbanistique est devenu une obligation légale. Si l'homme de l'errance est l'homme de la rue, le mobilier urbain est son mobilier. La modification et l'esthétique sont présentes. Il joue le rôle de cache sexe. Cette question n'est pas neutre en n'étant plus centré sur l'individu en tant que cible mais sur l'environnement beau qui va différencier le bon usager et le mauvais usager. Michel Foucault parlait de « se servir de l'aménagement de l'espace à des fins économique politiques »²⁹⁸. Le danger n'est-il pas celui d'un nettoyage social où nous ne tolérons pas la pauvreté et ses manifestations, nous ne tolérons pas les modes de vie autres que le sien, c'est à dire divergents et subversifs, dérangeants ; de plus la vidéo surveillance a à voir avec un changement de la frontière intime public. Des espaces traditionnellement publics deviennent des espaces intimes et inversement des espaces traditionnellement intimes deviennent des espaces publics.

Un des principes de la prévention situationnelle est toujours être vue. L'architecture de prévention situationnelle : « On nous demande d'éliminer recoins, encoignures, ouvertures. Il faut des lignes droites, claires, surveillables »²⁹⁹. Dans le métro, le siège « miséricorde » mis au point au début des années 80 : « L'assis debout ». Une société qui se cloisonne de plus en plus avec des milieux fermés qui se juxtaposent. Aujourd'hui, mise en place de grilles pour enfermer les coins de trottoir que les personnes sans abri élisent pour domicile ; mais peut on mettre un coin derrière des barreaux ? Les grilles elles barricadent les autres, nullement ou ceux ou celles qui vivent à l'air libres³⁰⁰. Des stratégies d'évitement, de contournement des espaces stigmatisés pas leur encombrement. Sentiment d'étouffement, d'oppression. De plus, la propreté d'une ville s'accommode mal de l'étalage des rebuts humains. A ce sujet, par rapport au service propreté des mairies, pire qu'une expulsion c'est une éradication de leurs abris que vivent les personnes. Les drames des sans abri se jouent dans l'espace public urbain. Chacun peut y assister, on s'habitue à leur présence, seul leur nombre pose question.

Pour Michel Weckel, « l'irruption des autres comporte toujours une étrangeté qui nous renvoie à nos propres limites. Le premier mouvement face à l'autre est défensif. Rencontrer l'autre, c'est prendre le risque d'une altérité dont les conséquences sont impossibles à prévoir »³⁰¹. Ce n'est jamais l'altérité la plus lointaine qui dérange

²⁹⁷ GOFFMAN E., *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, op. cit.

²⁹⁸ FOUCAULT M., *L'œil au pouvoir*, entretien recueilli par J.P.Barou et M. Perrot, in J. Bentham, *Le Panoptique*. Paris, Belfond, 1977.

²⁹⁹ PROLONGEAU H., *la ville disciplinaire*, URBAN, 14 novembre 2004

(http://www.webzinemaker.com/admi/m12/page.php3?num_web=18857&rubr=4&id=230698)

³⁰⁰ Pour exemple, un nouvel aménagement fermant un espace couvert d'un immeuble de la rue de Briord.

³⁰¹ WECKEL M., *Traces Ecrites*, cycle une société plus humaine, table ronde, Savoir(s) en commun, 2001. <http://savoirs.u-strasbg.fr/2001/cycle3.pdf#search=%22Weckel%20michel%20irruption%20des%20autres%20%22>

mais l'altérité la plus proche. Voir ce qui est près est moins aisé que voir ce qui est loin. D'une certaine manière, c'est trop près, virtuel ! Tant qu'il y a une distance entre moi et l'autre, c'est parfait. Quand cette distance s'amenuise, je vois la différence que dans la gêne. Que fabrique-t-il ici ? Quand l'autre est près parce qu'il est ici, c'est franchement emmerdant. Le regard qui dévisage l'autre de celui qui envisage. Il y a une réelle difficulté de penser les limites géographiques, historiques ou virtuelles comme des espaces de rencontre et d'échange, et non pas de fracture entre les hommes. Des lieux de rencontre avec l'altérité.

A travers leur appropriation de certains secteurs de la ville, les sujets SDF collaborent à une nouvelle composition du paysage urbain et contribuent à brouiller les frontières établies entre le dedans et le dehors³⁰². Avec l'émergence de leurs territoires, nous assistons à l'externalisation du privatif et l'internalisation du public. C'est à partir de la visibilité physique qu'ils font parler d'eux. Celle-ci concerne le corps et constitue une scénographie du corps dans les espaces publics. Aussi, l'évocation du territoire doit elle se faire à travers l'éclairage de la territorialité et par le biais du langage corporel. La métaphore des traces signifie que l'homme est un être qui doit transformer le monde en y imprimant sa marque. Le déplacement dans l'espace physique ne se traduit pas par un déplacement dans l'espace intérieur. Ces personnes qui partent de quelque part et qui arrivent ailleurs. Existence-elles finalement réellement quelque part ?

En géographie, la frontière est une discontinuité, une mise à distance artificielle. Pour Jean-Luc Nancy, philosophe, « Toute trace est à la fois trace de quelque chose et de la disparition de cette chose. Elle est donc au moins pour moitié trace d'un vide, d'un évidage ou d'un évidement en tant que trait. Car la trace est un trait. Elle est tirée de la chose dont elle est la trace. La trace est un retrait, une rétraction de la chose ou encore elle est une abstraction (...). La trace est présente sous deux aspects. L'inscription et le trait. Comme inscription, la trace est l'écriture conçue non pas comme transcription d'un sens préalable, mais au contraire comme frayage d'un sens à venir en même temps que comme vestige de sens »³⁰³. En tant que trait, la trace forme invasion, séparation. Elle ouvre une différence dans l'identique ou dans l'immanent. Elle est donc toujours la trace d'une altérité Aussi la marque d'un passage et d'un éloignement. La trace est la trace de l'étranger et comme telle, elle est elle-même étrangère ou étrange. A travers cette double détermination, nous comprenons que le motif de la trace est fondamentalement un motif non représentatif et non mimétique. C'est le motif d'une disparition du sens présent ou du sens donné et d'une accentuation du sens comme altérité et comme altération ». La marque est à la fois matérialisation de l'identité, à la fois individuel et collectif et comme support de légitimation d'appropriation de l'espace ». Au delà de l'appropriation de l'espace, ce qui se joue dans le processus de marque est la visibilité, l'existence et le positionnement social des individus et des groupes.

Une association étroite entre espaces dégradés et corps dégradés

L'abandon de soi est une composante de la carrière des sujets SDF. Les lieux territorialisés par les individus les plus abîmés sont parfois situés dans des portions d'espaces urbains en marge de fonctionnements dégradés, comme certaines parties des quais. Toutefois, cette localisation est davantage due aux possibilités en termes d'abris qu'offrent ces lieux désaffectés qu'à un repli identitaire.

³⁰² ZENEIDI-HENRY D., op. cit.

³⁰³ NANCY J.-L., *Trace*, Cornell University, Ithaca, n°1, New-York 2001.

Pierre Bourdieu parle d'un espace physique et espace social³⁰⁴. En tant que corps, l'individu biologique, les êtres humains sont au même titre que les choses. Situés en un lieu, ils ne sont pas dotés de l'ubiquité qui leur permettrait d'être en plusieurs lieux à la fois. Ils occupent une place. Le lieu peut être défini absolument comme le point de l'espace physique où un agent ou une chose se trouve situé. Un « lieu » existe soit comme localisation, soit d'un point de vue rationnel comme position, rang dans un ordre. La place occupée peut être définie comme l'étendue, la surface et le volume qu'un individu ou une chose occupe dans l'espace physique, ses dimensions ou au mieux son **encombrement**. Comme l'espace physique est défini par l'extériorité mutuelle de parties, l'espace social est défini par l'exclusion mutuelle (ou la distinction) des positions qui le constituent, c'est-à-dire comme structures de juxtaposition de positions sociales. La position d'un agent dans l'espace social s'exprime dans le lieu de l'espace physique où il est situé, **celui dont on dit qu'il est SDF n'a quasiment pas d'existence sociale**. Du fait que l'espace se trouve inscrit à la fois dans les structures spatiales et dans les structures mentales, pour une part produits de l'incorporation de ces structures, l'espace est un des lieux où le pouvoir s'affirme et s'exerce et sans doute la forme la plus subtile, celle de la violence symbolique comme violence inaperçue.

Les **espaces architecturaux** dont les injonctions muettes s'adressent directement au corps. Contenant de lui, tout aussi sûrement que l'étiquette des sociétés de cour, la révérence, le respect qui naît de l'éloignement au mieux de l'être loin, à distance respectueuse, sont sans doute les composantes les plus importantes en raison même de leur invisibilité, de la symbolique du pouvoir et des effets tout à fait réels du pouvoir symbolique. Ceux qui sont dépourvus de capital sont tenus à distance, soit physiquement soit symboliquement, des biens socialement les plus rares et condamnés à côtoyer les personnes ou les biens les plus indésirables et les moins rares. Le défaut de capital intensifie l'expression de finitude. Il s'enchaîne à un lieu.

Nous pensons que réfléchir sur l'espace est accorder une importance à la façon dont un groupe humain manifeste son devenir, son existence, dans les relations qu'il entretient avec son milieu naturel, espace à parcourir, à habiter, à aménager. L'espace semble pouvoir être appréhendé de manière symbolique – opération de découpage, d'ordonnement, de dénomination, de communication – où il pourrait être considéré comme une catégorie explicative au même titre que les systèmes de parenté. « L'espace ne produit pas de monde, il ne se « mondanise » pas mais donne lieu aussi à du hors monde, au sens étymologique de l'immonde »³⁰⁵.

Territorialité : les langages de l'espace et du corps.

Jacques Hassin, médecin et responsable de la consultation médicosociale du CHAPSA de Nanterre définit la primauté du corps comme indicateur : « on voit que le corps possède un langage, une utilité et un rôle social qui dépassent largement le seul niveau physiologique et médical »³⁰⁶. Le corps et l'espace public dévoilent des réalités concernant cette ligne de partage essentielle entre le dedans et le dehors,

³⁰⁴ BOURDIEU P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, 947 p.

³⁰⁵ MESNARD P., *La visibilité de la victime humanitaire*, Colloque international et interdisciplinaire « ONG et action humanitaire : entre militantisme transnational et action publique », faculté de droit et de science politique de La Rochelle, 12 et 13 avril 2001.

(http://www.univ-lr.fr/recherche/mshs/manifestations/colloqu_ong/communication/MESNARD.pdf#search=%22La%20visibilit%C3%A9%20de%20la%20victime%20humanitaire%20%22)

³⁰⁶ HASSIN J., op. cit.

indubitablement liée au thème de l'identité. Ces rapports au corps et à l'espace public signifient métaphoriquement une position de retrait par rapport à la société. Le corps sujet est dévasté soit par annihilation de sociabilité soit par altération, dépossession voire destruction de son intégrité physiologique. Le corps se trouve en absence d'un commun qui le constituerait dans un partage de ce qui relie et singularise les sujets parlant. Absence d'espaces privés pour des corps singuliers qui ne peuvent même pas jouir du premier droit : la sauvegarde du corps propre. Ces territoires de la rue constituent souvent les dernières possibilités d'ancrage à l'autre. Ils s'imposent comme des supports de communication et de restauration possible du lien social.

Alain Lemenorel écrit à ce sujet que « la rue lyonnaise au milieu du 18^{ème} est lieu de travail et lieu de vie. Elle est le refuge des sujets SDF au bord des quais et sur les ponts, elle apporte un asile aux vagabonds. Les journaliers à la recherche du travail et de l'embauche, peuvent y passer la nuit. Epuisés, ils y meurent parfois subitement. Affrontés à l'attente de l'emploi, ils y mendient ou y errent lamentablement tandis que leurs femmes y abandonnent leurs enfants ». ³⁰⁷ Nous devons aux premiers psychologues de l'environnement les notions de territoire, de territorialité et de territorialisation.

Le territoire est une appropriation de l'espace et le marquage du pouvoir dans l'espace. Limite instituée, la frontière devient également une limite instituant du social ; la frontière forge du territoire. Circonspection conventionnelle de l'espace, elle constitue une référence reconnue, un langage partagé par lequel se définir. La frontière instaure de nouveaux référents, de la définition de soi et de l'espace collectif. Elle impose une altérité, que celle-ci soit ou non effective, dans les phénomènes d'échelle locale, car « tracer une frontière, c'est précisément définir un territoire, le délimiter et ainsi enregistrer son identité ou la lui conférer » ³⁰⁸

La frontière représente un objet dual à la fois limite et lieu de passage. Le champ sémantique rend compte de double signification et de son évolution suivant les contextes. Dans les mondes latin et grec l'idée de frontière est contenue dans des notions telles que *finis*, renvoyant à l'ex imité et associées aux modes de marquages de ces fins ³⁰⁹. Le moyen âge voit une évolution vers l'idée de bordure avec une terminologie évoquant le seuil, la rue avec la circonscription.

« Il n'est pas d'espace qui ne s'inscrive dans une perspective de légitimité de son occupation, de sa revendication, autrement dit de l'identification. L'espace n'est plus seulement envisagé par les géographes sous l'angle des usages et des pratiques mais encore à travers les représentations et les mises en mot dont il est l'objet « les lieux de ville deviennent des espaces symboliques » à partir du moment où ils ne font pas seulement l'objet d'un usage mais où ils s'inscrivent aussi dans des logiques de langage et de représentations. On peut lire l'espace comme une forme de langage qui s'exprime dans la matérialité qui est vecteurs de sens. « On peut véritablement lire dans les lieux d'une ville, une morphologie spatiale de logique sociale d'appartenance et de logiques politiques d'affiliation de et de solidarité » ³¹⁰.

³⁰⁷ LEMENOREL A., *La rue, lieu de sociabilité ?*, publications de l'université de Rouen, 1997, 472 p.

³⁰⁸ BALIBAR E., *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*. Galilée, Paris, 1996 in FOURNY M.-C., La frontière, objet d'intermédiation territoriale, lundi 15 août 2005. (http://www.peuplesmonde.com/article.php3?id_article=292)

³⁰⁹ HALBA E.-M. 2004, *Vocabulaire de la frontière*, Communication au colloque Frontières, frontière, Bordeaux 3, MSH Aquitaine. Actes en cours de publication. Géographie et cultures, 2004 in FOURNY M.-C., La frontière, objet d'intermédiation territoriale, lundi 15 août 2005.

(http://www.peuplesmonde.com/article.php3?id_article=292)

³¹⁰ LAMIZET B., *Qu'est-ce qu'un lieu de ville ?*, in Lieux de ville et territoires

Pour Y. Barel, le territoire est un milieu de vie, de pensée et d'action dans lequel et grâce auquel un individu ou un groupe se reconnaît, dote ce qui l'entoure de sens et se dote lui-même de sens, met en route un processus identificatoire et « identitaire »³¹¹. Pour exister, l'individu doit se situer. Il doit se situer dans un espace géographique mais aussi dans un espace social. L'individu d'aujourd'hui semble trouver dans le territoire une sorte de stabilité par procuration. Nécessité de s'ancrer³¹². Il importe de considérer la notion d'ancrage tout autant que celle de passage.

La notion de **territoire** suppose directement le contrôle d'un espace donné sur lequel on exerce plus ou moins explicitement un droit de possession, une zone d'emprise à laquelle on peut s'identifier ; les psychologues y voient même une extension du moi. Le territoire est fondamentalement lié à l'identité du moi : il en constitue même une composante fondamentale. Il assure la stabilité de vie du sujet dans un environnement social mouvant. Le territoire peut se définir comme un « champ topologique, c'est-à-dire le découpage d'un espace physique en zones subjectives délimitées par la qualité des relations établies avec autrui. Le concept de territoire désigne aussi cet usage que nous faisons des lieux selon les significations psychologiques et culturelles que leurs confèrent les cadres sociaux »³¹³. Les territoires du moi sont multiples et diversifiés³¹⁴. A côté des territoires primaires occupés de façon stable et durable, il existe des territoires secondaires, ni tout à fait privés, ni totalement publics, qui correspondent aux enclaves créées par des groupes et régies par des règles plus ou moins formelles et strictes concernant le droit d'y accéder et d'en user³¹⁵. Il s'agit de liens sociaux permettant à des personnes de se retrouver et qui peuvent être l'objet d'appropriations spécifiques si le groupe a l'habitude de s'y réunir. Ils ont une fonction d'échange social régulé par des codes et des rituels strictement définis.

La **territorialité** implique tout simplement l'utilisation exclusive des espaces et des objets par des personnes et des groupes. La territorialité renvoie ici à un ensemble de conduites spatiales exprimant plus ou moins explicitement un contrôle symbolique sur un espace donné et, par là même, un certain type de rapport à l'environnement et aux groupes occupant la ville³¹⁶. Cet ensemble de pratiques une fois identifiées révèle les contours du territoire d'un sujet ou d'un groupe.

La ville et ses restes

Le reste urbain nous offense parce qu'il est trop ouvert. **Comment supporter cette béance indécente. Des espaces vacants. Des lieux pleins de vide mais quel vide ? Et pour qui, aux yeux de qui ce vide ?** Ces espaces sont souvent pleins d'objets disparates : bouteilles vides, sacs d'emballage, cartons à l'abandon. Une panoplie, reste, des passages et des séjours humains qu'il accueille. Les traces qu'ils laissent après leur

(perspectives en sociolinguistique urbaine) Volume 2, L'Harmattan, Paris, 2004, pp 115-166, p 116 in BULOT T., VESCHAMBRE V., *Sociolinguistique urbaine et hétérogénéité des langues et des espaces*. (http://www.univ-lemans.fr/lettres/eso/evenements/contributions_10_2004/bt.pdf)

³¹¹ BAREL Y., *Territoires et corporatisme*, in *Economie et Humanisme*, n°314, juillet-septembre 1990.

³¹² PIDOUX E., *Subjectivités individuelles, mobilisations collectives et développement local*, Mémoire de DEA Sociétés, Aménagement et Développement Local – Université de Pau et des Pays de l'Adour - Juin 2003. (http://www.artfactories.net/IMG/pdf/dea_e.pidou.pdf).

³¹³ FISCHER G.-N., *Psychologie sociale de l'environnement*, Paris, Privat, 1993.

³¹⁴ GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2 : les relations en public*, op. cit.

³¹⁵ ALTMAN I., *The environment and social behavior privacy. Personal space, territories, crowding*. Monterey (cal.), Brooks/Cole, 1975.

³¹⁶ FELONNEAU M.-L., 1994.

passage sont autant de signe qu'ils leur permettent de perdurer leur geste dans le temps³¹⁷.

La rue, lieu de passage. Les images de Carole Monterrain « Abris des sans abris » ont rendu possible des niches où vont se loger les défavorisés de nos villes ». Ces lieux de repos insolites bénéficient d'abord « d'accumulation » (boite de cartons, matelas bouteilles) en outre ils se disposent dans tous les recoins de notre espace : en hauteur, non loin d'un banc aux bords de l'eau³¹⁸. Des prises de possessions territoriales à l'aide de plastiques de cartons, des « coins », des « divans » sont ménagés envers et contre tout dans une manière impérieuse de revendiquer une forme explicite, conventionnelle même d'intériorité du lieu de tant de rencontres humaines.

1.4.2. Occupation d'un lieu ou appropriation d'un territoire ?

Dans une position analytique qu'est-ce que veut dire territoire ? Si son appropriation est impossible pour certains, il y a bien occupation d'un territoire. Les personnes construisent des amorces de territoire en installant leur lieu de rendez-vous, de rencontre dans des lieux qui conservent des **traces de mémoire**, des **points de repères des moments passés**. Comment comprendre cette fragilité de la construction, émotion de l'espace qui produit au fond, tant d'emblèmes de territoire mais si peu de territoire contenant ? L'expérience engouffre, aspire tant qu'un espace de sécurité n'est pas constitué. L'absence exprime l'idée qu'il y avait quelque chose de présent qui fait désormais défaut, alors que le vide est plus associé au néant total. Nous assistons à une récupération du nomadisme par le regard occidental qui voit dans le nomade un modèle de l'errance et du voyageur. Or, le nomade circule à l'intérieur d'un territoire, selon un itinéraire programmé, voire ritualisé : sédentaire parcourant leur territoire. On peut circuler ou se déplacer et ne pas voyager. L'important est dans l'idée, le projet.

Il convient de distinguer des **trajets de nomadisme** ou d'**errance active** des **errances pathogènes**. Ces lieux où la coupure est privée de son effet de lien vers l'autre, vers l'hétérogène sont des lieux où faute d'anticipation l'expérience du temps se rabat sur une expérience de l'espace. Cet aspect inefficace de la coupure du lien du seuil à faire du passage, entraîne comme conséquence des **rappports sociaux répétitifs** sur les **rappports et repères temporels**. Certains sans domicile fixe sont visibles dans l'espace public. Individuellement, par la pratique de la manche ou en groupe, s'appropriant collectivement un territoire. C'est entre **visibilité et invisibilité** que s'organise une vie quotidienne marquée par la précarité de l'abri. **D'autres vont pouvoir s'approprier ce qui sera leur territoire.**

La notion d'appropriation : les deux sens du mot « rendre propre à un usage, à une destination » et « faire d'une chose sa propriété » mettent l'accent sur son caractère actif et sur deux aspects d'une « prise » sur les choses : l'adaptation à soi et l'acquisition, deux façons de faire sien. Si « Habiter signifie être dans une enveloppe » qui porte l'empreinte de l'habitant, « la maison » est-elle toujours synonyme d'espace privé ? Etre chez soi ne renvoie-t-il qu'à l'intimité, au-dedans ? Quelles relations doivent exister entre le dedans et le dehors, entre le fermé et l'ouvert pour que l'espace

³¹⁷ Se reporter aux photos n°16, 17, 22 à 26, 28, 29, 37 en annexe 9.

³¹⁸ MONTERRAIN C., *Des abris de sans-abris*, Exposition [Maison Européenne de la Photographie](http://www.averse.com/monterrain/old/sans_abris.html), Paris, 16 décembre -14 février 1998. (http://www.averse.com/monterrain/old/sans_abris.html)

soit habité dans le bien être, pour qu'on se le représente et qu'on le pratique comme un chez soi ?

« Pas des SDF, ce sont des domiciliés de la rue ³¹⁹ ».

Pour illustrer nos propos, nous évoquons A. et G., deux hommes SDF dont nous avons pu suivre le parcours pendant nos 18 mois sur le terrain. Cette monographie illustre le passage de l'occupation à l'appropriation, de ce qui fera pour eux territoire.

Septembre 2003. Alors que nous nous rendons dans une des structures, rencontre d'A. et G., hommes que nous avons rencontrés à Brin de Causette une première fois. Un bonjour discret mais de suite A. aborde un grand sourire et nous tend la main. Ils nous demandent comment nous allons, nous leur retournons la question. Ils nous disent qu'ils ont trouvé quelque chose pour s'abriter, à savoir un garage abandonné, près de la rue du Calvaire. Ils nous disent qu'en plus, ils ne sont pas dérangés, endroit discret, il y a même un vigile. Ils ont étendu des matelas au sol. A. essaie de nous retrouver le nom exact de la rue. Lundi, ils sont allés renouvelés leur acte de domiciliation. Bientôt, ils l'auront pour trois mois. Ils attendent que le transfert de leur dossier de la CAF de Paris à Nantes soit fait. Ils doivent aller rencontrer une Assistante sociale par rapport à un hôtel meublé.

Le 23 mai 2003, visite à A. et G. après qu'ils nous aient invités « pour prendre le thé » ! Nous leur avons dit que pour notre part, nous amènerons un paquet de gâteaux. Aujourd'hui cela nous semble bien conventionnel. Nous croyons qu'à l'époque, nous avons été surpris par leur proposition qui n'était pas une boutade. Ils sont installés en dessous d'une halte garderie près d'une canisette. G. nous aperçoit, il nous dit « vous avez de la chance, on vient de rentrer ». C'est G. qui a trouvé l'endroit. « Il pleuvait tellement, au moins, on est à l'abri ». A. nous dit qu'ils ont laissé les cartons tels quels pour faire croire que c'était abandonné. Ils ont installé un coin cuisine : « ce soir, soupe de tomates ». Un coin pour se changer, mettre leurs affaires sales. Ils nous indiquent qu'un peu plus haut, il y a des sanisettes, ce qui leur permet de rester propres. Demain, ils doivent aller à la CAF pour voir où en est leur dossier de transfert. Ils ne toucheront pas le rappel mais auront un RMI à 2 donc, une fois ce sera celui de G., une autre fois, celui d'A. pour la répartition des dépenses. G. dit qu'ils ne peuvent pas rester là longtemps car ils vont se faire repérer. Effectivement, là où nous parlons, c'est près de l'entrée d'un parking souterrain. Ils s'excusent. Nous leur donnons avant de partir le paquet de gâteaux Lu dont A. nous avait précisé la marque en hommage à la ville de Nantes. Ils nous disent « Fallait pas » et s'éclipsent.

En les quittant, nous sommes habités d'un drôle de sentiment. Impensable que deux personnes puissent dormir et manger ici. Ils sont terrés comme s'ils étaient en situation de clandestinité, situation de guerre où les personnes se réfugiaient dans les sous-sols, greniers... Ils sont camouflés par les arbustes. Nous n'avons pas voulu insister pour leur parler de notre désir de les interviewer car c'est nous qui avons dit que nous viendrions. De plus, leur demander de répondre à quelques questions nous paraissait maladroit vu le contexte. C'était bien le lieu et l'heure indiqués. En fait, ils peuvent voir qui passent, arrivent, mais on peut difficilement, à moins de le savoir, voir que deux hommes sont ici. Il serait intéressant de leur demander s'ils accepteraient que nous revenions les voir à un moment plus calme et si nous pouvons prendre une photo.

³¹⁹ Se reporter aux photos n°32 à 35 en annexe 9.

Le 24 mai, ce sont eux qui nous demandent comment nous allons. G. parle davantage qu'avant. Il nous montre les chaussures dont il nous avait parlé la fois dernière à l'Oasis. Il nous avait expliqué qu'il les avait trouvées sur une poubelle : « Les gens jettent gros ». Ils sont allés au marché récupérer des légumes, ainsi, ils font leur soupe eux-mêmes. Ils nous expliquent que leur transfert a été effectué, qu'ils ont eu la domiciliation pour trois mois. A. commence par nous dire qu'ils ont fait le ménage, que, maintenant, on pourrait manger par terre. Ils restent environ une heure. Nous leur disons que nous viendrons voir leur nouvel « aménagement » mais à un moment plus calme que la dernière fois. A. nous dit « au mois d'août, pendant vos vacances ».

Le 18 juin 2003, 17h45 : nous allons voir si A. et G. sont toujours près du parking Graslin. Dans ce renforcement il y a une pancarte « issue de secours ». Nous appelons. Personne. Nous décidons de laisser un mot et d'aller voir. Nous enjambons le muret, il y a plein de moucheron et une forte odeur d'excréments. Il y a les affaires dont la veste de G. suspendus à un cintre, une pile de linge propre, le principe d'une penderie est recréé où chacun de leur vêtement est suspendu à un cintre. Nous laissons le mot dessus. Rien n'est à traîner. Ce qui est surprenant, c'est que deux hommes dorment et mangent ici près d'une canisette, d'un parking souterrain. Quand nous les revoyons, nous leur disons que nous nous sommes permis d'entrer pour y déposer le mot. A. nous dit « c'est un vrai roman, je vais le garder ». Nous les félicitons sur l'organisation à l'intérieur. A. nous répond qu'ils attendent le mobilier !

Lors d'une autre rencontre, il nous informe que leur transfert CAF a été fait, ils vont même percevoir plus que prévu. Il nous dit que cela valait le coup de tenir, l'importance aussi de faire preuve de diplomatie. Ils doivent se rendre sur Saint-Gilles-Croix-de-Vie, la semaine prochaine. Gilbert pourra ainsi voir sa sœur. A. nous dit qu'ils se débrouillent. Ils ont récupéré un cageot au marché pour y mettre leurs légumes, salade, fruits. Ils le déposent sous le tas de tôle, « notre réfrigérateur » dit A. puis, s'arrête brusquement en disant « Bientôt, j'aurai un réfrigérateur. C'est dur, tu sais ». Il nous dit qu'il doit « pousser » G. par rapport aux démarches sinon il laisserait tomber. De toute façon, il l'a prévenu qu'ils ne seraient pas tout le temps ensemble. S'il a un appartement, rien ne dit que ce sera ensemble. De même si on lui propose du travail, ils ne resteront pas ensemble. A. présente G. comme dépendant de lui.

G. dit qu'ils ont même mis un bouquet d'hortensias. Nous leur disons qu'il va falloir que nous venions voir ça. A. dit « la salle à manger ». Il nous dit que, maintenant qu'il fait chaud, ils ne rentrent pas tout de suite. De plus, il y a la crèche. Retour vers 19 heures. Nous leur disons que nous passerons voir vers 19h30 s'il y a quelqu'un. Ils nous répondent qu'ils seront là.

En retraçant « l'aménagement » de ces deux hommes, nous avons souhaité démontrer en quoi l'espace public est également lieu de ressources, à partir de cette nécessité à y trouver des ressources, à l'aborder comme lieu de l'expérience de l'intime, comment ils le détournent de ses fonctions d'usage tout en s'y adaptant. Ainsi la fixation sur un territoire limité dispose à l'appropriation de certains lieux. Sommes-nous proches de ce que Freud voulait dire quand il écrivait « l'espace existe au dehors parce qu' « existe de l'espace en nous ».

L'intimité, le social du chez soi, ne se réduit pas au dedans et au privé. Nous associons cette situation avec un poème d'une femme « Valentine » composé lors d'un atelier d'écriture à l'association Cœur de femmes à Paris³²⁰.

La maison
Un lieu pour dormir
Un lieu pour habiter
Un lieu pour mettre des chaises et une table.
C'est vraiment un lieu pour habiter, pour vivre
Pour mettre quelque chose qui respire
Un homme
Une plante.

Les lieux entièrement ouverts qui n'offrent ni sécurité, ni intimité, ni protection. Parmi les lieux « privés », c'est-à-dire fermés au moins au regard du public, différencier ceux qui offrent une relative sécurité, (telle qu'on puisse y laisser des affaires personnelles d'une nuit sur l'autre) ; des hébergements qui ne le permettent pas. Prenant la définition de l'espace public, il s'agit d'espaces ouverts à tous. Des espaces non appropriés, non appropriables, sinon de façon temporaire. L'espace considéré comme « chose publique » appartient à la collectivité sociale ou politique qui agit au nom du peuple pris dans son ensemble, l'espace considéré comme accessible, ouvert, lieu de comportements spécifiques et codifiés.

L'emprise territoriale s'exprime par des processus plus ou moins explicites d'appropriation. Précisément, le terme d'**appropriation** désigne « comment, dans différentes situations, lieux anonymes ou non, public et privés, l'individu aménage, restructure l'espace en coquilles personnelles qui manifestent sa relation privilégiée aux lieux dans lesquels il se trouve, même provisoirement »³²¹. S'approprier un espace, c'est le faire sien, c'est le marquer de son empreinte personnelle, lui conférer un ensemble de significations symboliques qui renvoient à l'univers culturel de l'individu ou de son appartenance. L'appropriation est donc un processus en rapport direct avec l'identité individuelle et/ou collective dont les indices constituent un véritable langage symbolique qui prend la forme d'une communication non verbale.

Ces manifestations concrètes sont les composantes de la mise en scène de la vie d'un individu ou d'un groupe qui dit sa position dans l'organisation sociale. L'appropriation peut être appréhendée comme une tentative pour marquer son identité, la donner à voir mais aussi la sauvegarder face à un cadre bâti, froidement fonctionnel. Être urbain, c'est savoir se comporter quotidiennement dans plusieurs espaces et sphères de vie, on a pu parler d'urbanité flexible. La ville devient un espace de parcours, un territoire constitué d'un enchevêtrement de lieux appropriés de façon transitoire et éphémère. Plus l'abord est minéralisé, artificialisé, marqué par des arrêts (escalier, porte fermée par un code) plus la distinction dedans/dehors est accentuée. Pour compenser cette rupture, un certain nombre d'endroit proches peuvent devenir des appendices affectifs de la maison, besoin d'inventer au quotidien des façons de s'approprier l'espace urbain ; se ménager des coins d'intimité dans la ville, de « domestiquer », d'étendre le champ de l'espace familial.

³²⁰ CHAPPOT M.-J., VANNEUVILLE M.C., *op. cit.*

³²¹ FISCHER G.-N., *Psychologie sociale de l'environnement*, Privat, 1993, 240 p.

L'excessif marquage écrit **Marc Hatzfeld** qui impose aux lieux les SDF permet d'interpréter une détermination farouche à constituer ou retrouver un habitat. Ils habitent la ville en y traçant des parcours et en y inscrivant des appropriations passagères autant qu'ils le sont eux mêmes, hommes éminemment passagers. Les SDF, quant à eux, exclus de l'appropriation privé sont obligés, s'ils veulent continuer d'habiter de prendre en compte et d'embrasser la ville entière³²².

A contrario, ne pouvons-nous pas voir à travers cette vignette des préconisations pour des nouveaux modes d'habiter où il s'agirait d'intégrer la discontinuité du dehors, de s'appropriier visuellement et affectivement les abords et de s'intéresser au travail d'apparition, de construction de soi dans l'espace urbain. Cela impliquerait une autre définition du privé concernant les sujets SDF avec des lieux identitaires, relationnels et historiques. Nous savons aussi que la construction **identitaire** s'étaye sur l'expérience urbaine avec une territorialité désormais de plus en plus extensive, fluide et adaptative. Si la territorialité reste indissociable de l'établissement d'une relation signifiante à l'espace, il peut s'agir d'un espace **flexible et mouvant, redéfini continuellement par des parcours toujours renouvelés**. Aussi, les sujets sont-ils moins définis par une position socio spatiale fixe et durable que par une territorialité plurielle faite de sous territoires illustrant bien les **transitions identitaires qui ponctuent chaque existence**. Un jeu où on se renvoie les personnes mais aussi les responsabilités. D'un coté, les sujets SDF « connus » de la ville, « les Néo-Nantais » et de l'autre coté « les marginaux ». Il apparaît en fin de compte que les sujets SDF locaux sont acceptés mais que les autres sujets SDF sont rejetés. L'attitude médiévale qui tolère le mendiant et rejette les vagabonds et la position moderne qui accepte l'indigent sédentaire et repousse l'errant³²³. **Certains sujets SDF paraissent dignes d'assistance, d'un secours et les autres ne relèvent pas de la compétence de la ville**. La ville paraît enlisée dans l'alternative accueil / renvoi. N'est-ce pas en lien avec le fait que **c'est moi que la vue du sujet SDF, de l'autre fait vaciller ; un questionnement sur ma propre identité ?**

A force de le croiser couché sur le sol, on finit par s'habituer et par ne plus le voir. Plus que chassé et exclu, l'homme errant s'en va silencieusement à la dérive : il s'éloigne et s'enfonce doucement dans le néant, à l'insu de tous. Ainsi en est-il de cet homme surnommé « S.- la Grenouille » : une bouteille vide, quelques biscuits accompagnent sa déroute. Comment s'habituer à un tel spectacle : être ainsi agenouillé, étendu à même la rue, au milieu du flot des passants et des voitures, complètement vulnérable à tous les mauvais coups³²⁴. **Et s'ils n'étaient pas que « des invisibles du trottoir » ?**

³²² HATZFELD M., *Les dézinguées, parcours de SDF*, Paris, Autrement, Passions complices, 2006, 171 p.

³²³ Se reporter en 1^{ère} partie, 1.1.2. Traitement du vagabondage et de l'exclusion

³²⁴ Se reporter aux photos n°1 à 15 en annexe 9.

2. A l'exposition de soi.

2.1 Du SDF : citoyen baromètre ... à l'auteur de sa scène.

Si l'hiver est la saison médiatique des SDF, les cadavres de personnes mortes de froid mettant dans la gêne les autorités publiques, nous pouvons nous interroger sur ce que nous voyons d'eux ? Des victimes des grands froids, des cadavres en devenir ? Les particularités du plan « grand froid » peuvent venir enrichir cette réflexion. **L'offre « accueil hivernal d'urgence »**³²⁵ comprend, outre les places réservées à cet effet dans les CHRS, des lieux d'accueil spécifiques. L'admission, au titre de l'hébergement hivernal d'urgence est soumise dans l'ensemble de ces établissements à la présentation d'un document doté, établi par la DDASS.

A titre d'exemple, nous pouvons prendre l'opération grand froid hiver 2003, où trois lieux ont été ouverts à Nantes. Sa description peut être faite sous la forme d'une course contre la montre où l'accueil se met en place dans la précipitation et le manque de préparation. En effet, l'urgence veut bien dire souvent travailler dans l'urgence avec des conditions de travail et de vie difficiles, notamment pour les permanents de nuit de ces accueils. Nous avons été plusieurs soirées dans l'un d'entre eux, à savoir la Maison d'Accueil de jour, lieu ordinairement ouvert le matin et qui dépend d'une association de réinsertion. Les personnes ont été accueillies dans le préfabriqué.

L'espace a été réquisitionné pour la nuit dans le cadre de l'accueil d'urgence pour 16 personnes qui devaient d'abord faire le 115 avant de se présenter. Deux bénévoles assuraient une permanence de 20 à 22 heures, relayées par deux vigiles jusqu'à 8 heures où les personnes doivent partir. Le mobilier y était plus que précaire : quelques tables et chaises pour se restaurer (quand il y a de quoi) et des matelas disposés à même le sol, des draps et couvertures propres étaient distribués chaque jour. Un autre lieu se situant quai Wilson avait été ouvert dans les anciens hangars des chantiers navals pour un accueil de 5 personnes principalement des demandeurs d'asile et des personnes sans papiers.

L'hiver suivant, son déclenchement a permis l'ouverture de lits d'hébergements supplémentaires dans diverses structures de l'association Saint Benoît (Champ de Mars, la Tannerie, Saint Yves) et l'ouverture de la Providence (un potentiel de 19 lits supplémentaires où l'encadrement était assuré par des bénévoles de l'association Protection civile en première partie de soirée et ensuite par un professionnel d'une société de gardiennage).

La violence, et pas seulement symbolique, que cela représente nous interroge : en effet l'ouverture de ces lieux étaient conditionnés par le facteur météorologique, température en dessous de zéro ouverture, sinon fermeture. Les bénévoles ont été parfois prévenues quelques heures à l'avance ! De même, il est arrivé de dire aux personnes que la structure serait fermée le soir alors que finalement elle rouvrait. Quel

³²⁵ Se reporter aux documents transmis à la Veille Sociale 44 par la DDASS en annexe 2.

sens cela a-t-il de demander à quelqu'un de faire le 115 pour être hébergé, mené un travail pour qu'elle accepte de quitter son refuge et en même temps ne pouvoir lui offrir que du précaire ? La tendance récente à aménager en toute hâte des installations minimales (comme la disposition de matelas ou de lits de camp sur le sol dans de grands locaux pour hommes et femmes) compromet la sécurité personnes et leur bien être.

Lorsqu'elles sont repérées par les différents acteurs de terrain, Equipe Mobile Sociale, SAMU, 15, pompiers, associations, police, secouristes, les personnes doivent se voir proposer une place d'hébergement ou avoir la possibilité d'être accompagnées dans un lieu d'accueil ouvert 24 heures sur 24. L'expérience d'accueil en urgence consiste en l'accès des plus défavorisés à des conditions décentes de santé est tributaire d'une médiation sociale pouvant prendre des formes multiples. Or, du fait que ces personnes soient souvent bien connues des services concernés, on ne leur fait même plus la proposition d'être accompagnées dans une structure, on s'assure seulement que la personne est suffisamment couverte (duvet, couverture, de survie). Un parcours institutionnel dans l'urgence se construit pour répondre à des niveaux d'exigence d'entrée dans l'accueil d'urgence et pas nécessairement pour répondre aux besoins des usagers de l'urgence.

Côté du sujet SDF, le parcours n'est pas plus simple. Il faut appeler, rappeler et rappeler encore le 115, régulièrement saturé. Il faut se rendre aux points de rassemblement et à attendre le SAMU social. Les actions des services d'urgence représentent trois risques lourds :

- Celui d'être stigmatisé.
- Celui d'être enfermé dans des circuits parallèles.
- Celui de perdre la capacité à choisir, à assumer des responsabilités.

Des pratiques telles que la règle du maximum de trois nuits consécutives qui ne facilite pas le développement de démarches administratives participatives plus ouvertes au respect des personnes.

Les prévisions du plan hivernal et grand froid niveau 1 et 2 sont selon la Veille Sociale à réaliser de manière plus anticipée. Cela signifie-t-il que c'est définitivement adopté ? Dans ce cas, ne pourrions pas penser en termes d'anticipation, de prévention, de planification de la campagne hivernale afin de prévoir la mise en place d'une formation adaptée par les veilleurs de nuit des hébergements hivernaux d'urgence, définir des critères d'évaluation des conditions d'accueil dans ces structures ? Comment atteindre les personnes dans leur environnement naturel tout en respectant les habitudes et les alliances développées dans cette vie particulière ?

Il existe un vide entre l'hébergement d'urgence et les solutions à long terme dans lesquelles s'inscrivent les CHRS (6 mois). La post urgence n'est pas couverte et les gens se retrouvent à la rue de nouveau. A titre d'illustration, cet échange entre un sans abri et un professionnel concernant une proposition de passer plusieurs nuits dans un foyer. *« On peut passer combien de temps ? demande A. qui a l'air intéressé – 14 nuits – Je préfère rester dehors. C'est comme quand on va à l'hôtel 3 ou 4 jours, après, on est trop fatigué, on ne tient plus la forme »*. C'est vrai que certains fatiguent davantage quand ils se reposent. Moralité : ils restent dans la rue.

Le SDF est un citoyen baromètre ! En été le sujet SDF a chaud ou soif, en hiver, il a froid et faim : qu'est-ce qui est le plus pénible ? Dans cette même réflexion, celle de H. Peltier qui écrit ceci : *« on en vient naturellement à organiser plusieurs*

niveaux d'urgence. Les niveaux 1, 2, et 3. Je me pose donc la question de savoir à quel niveau de prise en charge de la détresse nous allons arriver en 2014 : les niveaux 10 ou 11 ? »³²⁶.

A propos du plan grand froid, « Comme l'an dernier, les niveaux II et III sont déclenchés par le préfet de police, préfet de la zone de défense ». Pour Declerck³²⁷, il ne s'agit pas d'une déclinaison progressive de l'accompagnement mais d'une graduation des seuils de tolérance à la souffrance, à l'hypothermie et à la mort. Tolérance, rien moins en définitive, qu'à la torture. Tolérance, de quel point de vue ? Du leur ? Mais non, du notre. C'est de notre tolérance qu'il s'agit. Au spectacle de leurs souffrances et de leur mort. C'est de notre regard qu'il s'agit. Ce sont nos yeux qu'il faut protéger, nos sensibilités qu'il importe de ménager, noter culpabilité qu'il faut doser ; et surtout nos valeurs à maintenir. Ce n'est rien moins qu'une limite thermique au contrat social qui est figurée ici. Ce « protocole hivernal » comme tout document de ce type est moins l'annonce d'une mesure d'aide, que l'énoncé encrypté d'une morale. D'une morale et de ses inévitables compagnons que sont le permis, l'interdit et le punitif. Il définit moins des seuils d'aide qu'il n'établit en vérité, une tarification du péché. Du péché d'oisiveté, d'anormalité, d'incapacité à être. De l'impardonnable péché de monstruosité sociale.

Ne pas adopter les dispositifs de manière fataliste mais toujours se poser la question de l'intérêt, ainsi à la fin du plan hivernal :

- Quel bilan ?
- Quelle évaluation faite de la qualité de l'accueil d'urgence et sur sa concordance avec les besoins des usagers ?
- Quels outils pour recenser la demande, cibler les manques et assurer un meilleur maillage ?

N'insistons-nous pas trop aujourd'hui sur la notion de **mise à l'abri des grands exclus l'hiver** au détriment parfois de l'insertion des personnes accueillies. N'avons-nous pas un **rôle de veille** quant à une exigence de qualité en termes d'offre et d'objectifs pour ce champ d'intervention ? Si le 115 est amené parfois à souligner le manque de places et à s'interroger sur l'hébergement d'urgence, il est tout aussi important de prendre en compte la diversité du public et de leur besoin en terme d'accueil, de qualité de la réponse. A ce propos, le témoignage d'un écoutant du 115 nous semble interroger à juste titre **les notions de mise à l'abri et celle d'hébergement** : « *la charge commence à devenir lourde, il faut peut-être affiner notre mission ; ça ne peut pas être que de la mise à l'abri, une solution pour une nuit* »

En effet, les personnes refusant une mise à l'abri, effectivement, sont nombreuses ; pour certaines, par inconscience du danger de la rue et du froid, pour d'autres, par refus de respecter les règles d'un foyer. Pour en avoir rencontrées, certains parlent de leur refus d'être accueillies seulement nuit par nuit, elles seraient d'accord pour faire le 115 mais seulement si la proposition était un accueil pour plusieurs semaines, dans un même lieu. Seulement le fonctionnement actuel tient en partie aux différences de pratiques des services, dont les conditions d'admission, la durée d'hébergement, les règlements intérieurs ne sont pas harmonisés.

³²⁶ PELTIER H., *Temps précaires et intermittents du social*, Rhizome « Dépasser l'urgence », n°15, avril 2004.

³²⁷ DECLERCK P., *Le sang nouveau est arrivé*, op. cit.

A titre d'exemple, malgré l'objectif proclamé d'accueillir de façon inconditionnelle les demandeurs d'hébergement d'urgence et d'articuler l'accueil d'urgence et la démarche d'insertion, certaines personnes sans domiciles sont refusées par les CHRS, sans possibilité de logement, ballottés d'un service d'urgence à l'autre, sans perspective. « Des personnes qui existent et sont condamnées à tourner ».

Ne pas omettre que le fait de « tourner », si c'est pour éviter qu'elles s'installent de trop en découragent certains. A ce propos, **paradoxe**, on souligne leur **instabilité**, difficulté à se poser, se projeter et en même temps, le système induit cette instabilité, un turn-over face auquel elles doivent recourir à une grande capacité d'adaptation ; dormir dans un lieu à chaque fois différent, de nouveaux personnels, professionnels ou bénévoles. Ceci alors que l'on sait maintenant, l'importance des repères, ce qu'elles peuvent « déposer », construire, investir dans un lieu quand elles le peuvent.

Malgré une amélioration dans la qualité et quantité des initiatives, il n'est pas simple d'empêcher que la personne intériorise qu'il est un citoyen de seconde zone, un SDF. A force d'entendre dire qu'ils sont sans ceci, sans cela, certains intériorisent leur sentiment d'inutilité. Le sans abri se sent rejeté dans le sens de non voulu, jeté à la poubelle, tellement jeté à la poubelle que son ramassage peut constituer le métier de quelqu'un. Il existe, en effet, des « éboueurs de la société ». La ville est nettoyée des bons à jeter, comme nous l'avons développé précédemment.

D'autres au fil du temps, se sont construit une « façade verbale », « une histoire de vie », « un mode de présentation de soi » susceptible d'ouvrir l'accès à la charité publique. **Si la survie dépend de la charité publique, elle-même subordonnée à l'exhibition d'un « capital de conformité, pour avoir accès à la charité publique, il faut sinon être du moins apparaître un « bon pauvre » ce qui suppose l'attitude à se « mettre en scène » comme tel.** En effet, on peut parler de **fonctions sociales du clochard** ; fonctions qui consistent à créer de la sociabilité. A travers la cité, il joue un rôle social dans l'amorce d'affects, il « psychologise » l'espace urbain. En échange, il reçoit une pièce de monnaie, de l'indifférence, de la violence ou de la compassion. Les pratiques des sujets SDF dont la manche ne peuvent-elles pas dès lors être considérées comme pratiques de « conquête » pour survivre mais aussi pour s'affirmer, se faire exister ? L'ensemble des manifestations identitaires, manières de faire, styles de vie du sujet SDF se situe dans l'espace public, dont l'espace rue et se produit donc dans le champ des sociabilités. Le cas des « mancheurs – artistes » nous permet d'illustrer en quoi la manche s'inscrit dans un processus symbolique, « une forme de théâtre, forum à ciel ouvert où l'on joue de soi et de l'autre »³²⁸. Les sociabilités qui s'engagent entre le sujet SDF et son public, ainsi qu'entre les passants issus de différents milieux sociaux, témoignent de la fonction symbolique de ce type d'activité. Son rôle de médiation entre différents publics, malgré sa brièveté, compensée par sa répétitivité, génère selon M. Peraldi, « par l'appel à l'imaginaire et à l'émotion, des connivences qui ne se disent pas mais qui fondent un consensus momentané », renforçant ainsi le sentiment d'appartenir à un même monde, à une rue, ville provisoirement recomposée comme totalité. C'est bien du lien social qui s'élabore ici et influe sur l'identité de la rue, du milieu urbain. Une approche du phénomène de la manche en tant qu'élément dans le concert de sociabilité qui scande la vie de la rue, met l'accent sur une modalité de l'inclusion du sujet SDF au sein des nombreuses interactions qui caractérisent la rue. De la part du sujet SDF, il ne s'agit pas uniquement d'un moyen de survie, mais d'un

³²⁸ GUILLOU J., MOREAU DE BELLAING L., *Misère et pauvreté, sans domicile fixe et sous prolétaires*, Paris, L'Harmattan, 1999, 288 p.

dispositif quasi permanent qui vise à faire reconnaître ses qualités d'agent symbolique efficient au sein de sa catégorie d'appartenance et auprès d'un certain public de connaisseurs.

Il nous semble important de souligner en quoi une interpellation des services publics à partir de la rue comme un programme non négligeable de l'action publique qui redonne au sans domicile un rôle d'acteur de la rue. La rue, l'espace public sont ainsi reconnus, de fait, comme lieu premier de séjour et d'exercice de l'activité de sans domicile. Mais, il reste que l'errance des personnes continue de remettre en cause la société. N'est-ce pas en lien avec le fait que les risques qu'ils vivent et surtout auxquels ils survivent, mettent à l'épreuve les soumissions habituelles aux bons standards de vie auxquels une énorme importance est donnée aujourd'hui : l'hygiène, la nourriture équilibrée, les temps, la mise en scène isolée et clandestine des lieux du sommeil, la non proximité corporelle et affective avec les animaux. Ils démontreraient la relative vanité des critères d'intégration auxquels nous y sacrifions tant de choses. D'où l'émergence d'une pratique éducative de rue où l'action doit permettre de maintenir ou de rétablir le lien social vis-à-vis de personne dont le mode de vie s'écarte largement de normes généralement admises et qui manifestent un comportement d'errance et de marginalité.

Pour conclure, les logiques de « bande » ou de « rue » mettraient en code un mode de lien social plus proche de celui de la « horde » que celui de « l'institution », ce qui serait de l'ordre de l'insupportable pour la collectivité³²⁹.

Nous poursuivons notre réflexion liminaire en identifiant les populations cibles de nos investigations : jeunes en galère, hébergés ou squatters, nomade à la recherche d'un lieu de halte provisoire ou définitif, familles pauvres et marginalisées en situation d'errance ou logées dans un parc spécialisé. Ces populations sont souvent désignées comme des exclus de notre société d'abondance qu'il faut réinsérer, des pauvres qu'il convient d'assister par une charité publique ou privé dans une conception implicite de la normalité. Celle-ci se traduit par une occupation du temps et de l'espace conforme au modèle dominant. Les mécanismes d'insertion ou d'intégration sont intimement liés aux processus de stigmatisation et d'exclusion car, comme l'a démontré Michel Foucault, c'est en désignant l'anormal, le marginal que l'on a façonné une normalité. La relation entretenue par les sociétés avec les populations dont la distance à la norme induit un certain nombre de difficultés sociales et économiques complexes. Elle se trouve imprégnée par la conflictualité, la violence. Ce conflit revêt des formes variées qui s'exprime dans la rue, le quartier, l'habitat. La violence peut être physique, verbale, symbolique ; s'orienter vers un contre modèle : le riche, le sédentaire ou devenir autodestructrice.

Une des hypothèses serait que l'acte d'assistance est assimilable à un jeu par lequel un acteur dominant exerce un pouvoir économique en recherchant une satisfaction morale. Dans cette situation, l'acteur dominé vit une contradiction qui le place, selon l'expression d'Alain Touraine, dans une situation d'aliénation : « Dans un rapport social, celui qui est dominé, agit à la fois selon sa position et selon le rôle que lui confère le dominant. Il suit deux logiques contradictoires : celle du dominé et celle du dominant. Il est donc en contradiction avec lui même, incohérent, séparé d'avec lui même, c'est-à-dire aliéné »³³⁰. Ainsi, l'acteur dominé pour retrouver une forme de rationalité et de cohérence n'a pas d'autre alternative que de renverser ou annuler un

³²⁹ Tout comme l'école cynique défend un style d'existence et une critique des valeurs conformistes.

Nous le développons ultérieurement.

³³⁰ TOURAINE A., *Un désir d'histoire*, Paris, Stock, 1977.

rapport de force qui lui est défavorable en adoptant une attitude agressive qui va déstabiliser le généreux donateur. Il peut aussi recourir à des stratégies d'évitement et de fuite.

Certains vivent leur exclusion comme une fatalité, un engrenage de difficultés et semblent figer dans une dimension dépressive. Succession d'immédiateté : pourquoi ? Pour quoi ? Un évènement peut être détonateur quand il survient sur un terrain déjà trop fragile. Nombreux sont ceux qui décrivent une sorte d'enfoncement, auquel ils auraient passivement assistés, c'est comme s'ils n'avaient rien pu faire pour l'empêcher, ils ne peuvent pas l'expliquer. Nous nous interrogeons sur la conception d'un tel égarement qui pousse ces hommes à suivre immédiatement leurs impulsions. Ne s'agit-il pas d'aller à la recherche de ce qu'il y a de commun entre nous, mais surtout de cet autre qui nous est étranger, « voisin proche ». Une analogie nous semble possible avec les propos de Daniel Terral³³¹ qui nous relate comment Déligny remet , en regardant vivre les enfants autistes, en question le statut et le rôle du langage dans sa propension à enfermer l'autre, cet enfant qui ne désire rien, ne demande rien, insatiable jusque dans son refus même, qui en état de non projet nous oblige à guetter des initiatives agies par lui , « seul biais par lequel nous pouvons nous apercevoir de son point de voir, point de voir et point de vue seront alors deux positions paradigmatiques d'un mode de penser : on ne saurait être à la place de l'autre ».

Cela ramène à notre questionnement sur l'errance, sur ce mode d'existence quasi autonome qui fait échec aux offres. Par quels types de procédés comportementaux, psychologiques quelqu'un se maintient dans une situation d'errance ? Ne s'agit-il pas d'une forme de survie psychique, quelle traduction peut-on en faire ? La seule démarche constructive paraît de montrer comment et pourquoi le sujet a été acculé à cette solution, donc de considérer que la solution de l'errance est adéquate et que le sujet a trouvé une « bonne » solution. Une vision de l'errance comme processus dynamique s'impose donc si nous voulons la comprendre et la traiter.

- Quels hommes cherchent quelles solutions à quels problèmes à travers l'errance ?

- Toujours dans l'idée du renversement d'une position passive à une position active, dans quelle mesure, le sujet SDF a une contribution de son propre sort ?

- Un renversement d'une position avec le risque d'arriver toujours à la conclusion : « il l'a bien cherché » ou bien « il était dans une position victimale, ce n'est que le déroulement de ce qu'on attendait de lui ».

Par rapport à ces deux écueils auxquels il faut échapper, nous nous sommes intéressés aux aspects idéologiques du concept d'exclusion³³², aspects énoncés par Declerck³³³. Tout comportement considéré comme déviant par rapport à la norme sociale porte en lui, peu ou prou, la représentation de sa propre faute. Qu'il s'agisse du chômage, de la toxicomanie, de l'homosexualité, de la délinquance ou de la clochardisation, à tort ou à raison, les représentations qui s'y rattachent n'échappent pas aux enjeux de la faute et de la culpabilité, ne serait ce que sous leurs formes négatives et défensives.

³³¹ TERRAL D., *Le silence des enfants fous*, VST, n°83, 2004.

³³² Se reporter en 1^{ère} partie, chapitre 3. Au-delà d'une explication monocausale de l'errance...le pari d'une construction de l'errance.

³³³ DECLERCK P., *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, op. cit.

Que les sujets acceptent, nient ou refoulent ou rationalisent ces enjeux, le fait est qu'il leur est impossible d'échapper à l'obligation de se définir d'une manière ou d'une autre par rapport à eux. Chômeurs qui se défendent d'être fainéants, toxicomanes qui ne sont que des malades, délinquants qui ne sont que les victimes de la société, clochards qui n'en peuvent plus... L'éventuelle légitimité du discours n'est pas mise en cause, mais celui-ci indéniablement s'adresse, pour mieux la nier, à la demande du sentiment diffus de la transgression et de la culpabilité. De même, sont systématiquement niés les bénéfiques (pauvres, douloureux, ambigus mais néanmoins réels) que procurent aux sujets ces différents états.

Nous souhaitons en décrire la phénoménologie, c'est-à-dire la manière dont ils s'imposent au champ de la conscience et de l'inconscient. L'exclusion en désignant à la fois l'état et la cause, assigne du même coup aux personnes dites exclues un statut passif de victimes innocentes qui s'accompagnent nécessairement d'une négation de la transgression et d'une absolution de la culpabilité. Ainsi, le terme d'exclusion, par son seul emploi discursif, organise les représentations en réalisant une opération à dimensions multiples : Il crée en la nommant, une identité sociale générale et englobante qui regroupe des catégories de personnes très différentes entre elles. Il assigne une cause (ou un type de cause) univoque à l'ensemble de ces situations pourtant diverses. Il véhicule le déni de toute transgression liée à ces états divers, puisque des sujets « exclus » par définition ne sauraient l'être volontairement. En cela, il assigne aux personnes concernées un statut passif de victimes innocentes. Par la même, la culpabilité est idéologiquement niée. Les victimes en sont par définition théoriquement absoutes. Cela contribue à rendre l'ambivalence du vécu plus refoulée encore. De même se trouvent niés les bénéfiques secondaires et/ou aménagements de ces états douloureux, qui en deviennent du même coup impensables. Le discours de l'exclusion véhicule une théorie univoque du symptôme et de la souffrance. Si la souffrance est alors envisagée comme étant intimement liée à la mise à l'écart de la société, le bonheur lui se trouve du même coup implicitement lié à l'inclusion et au fonctionnement social normal. Une théorie normalisante de la félicité sociale peut ainsi voir le jour.

Les enjeux de la faute et de la culpabilité sont transférés sur la société en général. La culpabilité, coupée de ses origines, devient ainsi flottante. L'échec de cette tentative de banalisation et de déculpabilisation de la déviance est signifié entre autres par les difficultés engendrées par le statut de « victimes ». Cette identité de victime, si elle absout de toute faute, porte avec elle la question de la passivité, de la faiblesse et de l'humiliation. Et c'est alors toute la problématique de la « dignité » qui, insidieusement, se substitue à celle de la culpabilité. Car si, à nos yeux comme aux leurs, les exclus ne sont plus coupables de rien, ils se trouvent en revanche marqués du sceau de l'indignité potentielle et latente³³⁴.

Ce mouvement fut tout à fait perceptible lors des discussions autour du film « Rosetta »³³⁵ qui raconte l'histoire d'une jeune femme en situation de grande précarité sociale et économique. Les critiques se plurent à souligner la « dignité » dont elle faisait preuve face à ses difficultés. On suppose que la révolte ouverte, la folie, le suicide seraient moins « dignes ». Victimes au dessus de tout soupçon, citoyens à part entière, ils n'ont qu'à apprendre à se tenir debout « comme tout le monde ». En portant la

³³⁴ Dignité : nom féminin emprunté au dérivé latin *dignitas* « fait de mériter, mérite », aussi employé pour désigner les qualités qui font qu'on est digne (estime, considération, prestige) avec un glissement vers l'apparence, l'honorabilité, la beauté majestueuse. (Le Robert).

³³⁵ DARDENNE L & J.-P., *Rosetta*, les films du fleuve, 1999.

dignité comme on porte « l'habit du dimanche », ce à quoi **on tente d'échapper**, n'est-ce pas **l'aveuglement du voir**, qu'est-ce que cela vient masquer ? Nous y reviendrons ultérieurement.

Les mots nombreux (SDF, errants, zonards, exclus) masquent et révèlent à la fois que ces sujets ne peuvent être nommés. Contrairement à ce que laissent entendre les arguments sociologiques, ils ne viennent pas tous de milieux victimes de la pauvreté et de l'exclusion. L'impossibilité à réduire le phénomène à sa seule dimension socio-économique est encore soulignée par l'immense résistance au changement souvent opposée par les sans abri à toute amélioration durable et structurelle de leur état. Nous serions en droit de supposer que, si la clochardisation se résumait à une sorte de victimologie socio-économique, le sujet devrait s'empresse de saisir toute opportunité qui lui permettrait de se rapprocher d'une fonction sociale plus normale. Mais il n'en est rien. On parlera de « réaction thérapeutique négative », paradoxe par lequel un malade ne supporte pas d'aller mieux, à tel point que toute amélioration de son état se trouve être rapidement suivie d'une rechute souvent accompagnée d'une aggravation des symptômes³³⁶. La forme sociale que prend la clochardisation ne peut-elle être considérée comme un projet inconscient ? Comme peut l'être la toxicomanie, le projet est peut-être de l'ordre du déchet et cela prend telle forme dans telle culture. Dans ce contexte, à quoi le sujet s'identifie-t-il quand il est à ce point délabré ?

Traitant de la question de la déchéance sur le plan psychopathologique, nous nous interrogeons sur l'apport du fait de déchoir pour les personnes et les considérations sociales et psychologiques sur leur déchoir, liée à la perte et à la séparation. Il nous importe de ne pas pathologiser le social mais de nous pencher sur ce qui reste du sujet sans coller à la figure qu'on leur prête dans les dispositifs. En leur prêtant du sujet il nous restitue quelque chose.

Le clochard retire des « bénéfices psychologiques » en dépit de sa place sociale, en apparence, constituée des seules misères et souffrance. Ces bénéfices tendraient à expliquer pourquoi des gens restent à la rue un nombre d'années aussi importants. Parallèle entre l'alcoolisme et l'exclusion, l'errance : à ne vouloir en parler qu'en terme de maladie, plus de référence au fait que cela puisse être un symptôme avec bénéfices secondaires, il y a des bénéfices secondaires au refus, la construction, le maintien. Ainsi certaines offres sont plus destructrices que restauratrices pour certains. Ainsi, il paraît crucial de repérer les bénéfices secondaires. Ainsi, nous ne saurions comprendre la dynamique propre au phénomène de la clochardisation à moins de considérer que cette dernière est la manifestation in fine d'un désir inconscient du sujet qui recherche et organise le pire. Cette recherche du pire passe de faux pas en actes manqués, par la destruction brutale ou progressive de tout lien libidinal s'agissant de rendre tout projet impossible. Le signe clinique l'illustrant peut être la perte répétée des papiers d'identité. Double mouvement par lequel le sujet, non seulement symboliquement égare la réification administrative de son identité mais s'offre aussi un argument imparable pour démontrer que rien n'est possible pour lui.

Le sujet ne s'isole-t-il pas pour se protéger de son exclusion ? Le paradoxe de la désinsertion serait que le sujet devienne acteur. Alors qu'attendu en tant qu'assisté docile et discret qui se fasse oublier, l'acteur surgit, obstiné, inadapté, gênant. Que ce soit par le repli sur soi qui conduit à l'isolement ou par la surenchère qui porte à anticiper le malheur, l'individu semble effectuer des choix qui font de lui, l'acteur de sa propre désinsertion (de son exclusion.)

³³⁶ Se reporter en 2^{ème} partie, 1.3.2.1. Le rapport au corps

Vincent de Gaulejac et Isabelle Taboada-Léonetti parlent du « complexe du Phœnix »³³⁷. La fuite en avant dans la surenchère peut aller au-delà de la simple recherche d'un statut de sujet, elle se nourrit d'autres mécanismes psychiques dont les origines sont à chercher dans l'histoire familiale du sujet. Nous retrouvons les termes dans les récits de désinsertion de « dégringolade », « chute » ou « rechuter », « glisser », « couler », « décrocher », « tomber », « un abîme », le « vide ». La fuite en avant vers le malheur, le besoin d'aller le plus loin possible va plus loin que la tentative de se réapproprier son destin, elle a toutes les apparences d'une mise en place d'un processus d'auto destruction. Les conduites d'échec semblent se situer dans le système de la répétition. Toutes ces stratégies mettent en évidence les effets déstructurants de l'intériorisation négative. Elles semblent n'avoir d'autre finalité que d'assurer la survie psychique, de « permettre de faire avec une identité négative » et de se défendre contre la honte, d'élaborer des rationalisations, ou des mécanismes d'évitement, qui permettent au sujet de supporter une situation qui menace son intégrité psychique. Il convient de prendre en compte les **différentes stratégies de défense et de dégage**ment et les concevoir comme des réponses vitales pour le sujet confronté à la misère et à la désinsertion. Ce sont des comportements de survie, de compensation et de réaction qui dans certaines conditions entretiennent la logique de la désinsertion, dans d'autres la freinent et dans d'autres encore permettent d'y échapper. La compréhension sociale ne suffit pas à comprendre la perpétuation de la situation du sujet SDF. Les difficultés matérielles s'articulent avec une construction psychique.

Crise sociale, crise mentale

Il ne s'agirait pas d'un appel à l'aide sous une forme autodestructrice mais un témoignage actif de désespérance, qui a besoin de l'Autre pour s'exprimer. Une attaque de l'autre et pour cela il faut que l'Autre soit là. D'une production scénique public/spectateur à la constitution du lien social. Dans ce que nous avons pu observer, il y a une posture physique, un corps qui va se poser en un lieu. Nous pouvons parler d'une mise en scène du corps qui nous permet d'entrer en relation : une théâtralité. Il est important de souligner deux choses très différentes : une mise en scène et quelque chose est mise en scène. Il y a du corps. Ne pas confondre les deux à priori. Une mise en scène, donc une contribution qui attribue des places, de la place et des rôles, du statut. Le corps est ce qui vient prendre la place, vient figer. Ce qui est très dynamique ne l'est plus. Il prend la place du fantôme, ça ne bouge plus. C'est ce qui vient à la place de. On peut imaginer à titre heuristique que c'est ce qui vient boucher la machine à fantasme, au sens de lui interdire son fonctionnement d'où l'intérêt de ce centrer sur la question de la posture, ce qui se joue sur le corps, c'est ce qui se joue sur un écran.

La mise en scène qu'elle soit dépouillée ou exubérante est une donnée fondamentale. Une mise en scène qui renvoie à la question du miroir et à la fonction de la visibilité en tant que stratégie existentielle possible comme résistance. Prenant l'exemple de **l'intimité**, il est communément admis que, quand ils sont à la rue, l'intimité n'est plus possible. A contrario, nous pensons que, **pour exister, l'intimité est nécessaire et que, quand elle est exposée, elle empêche l'autre de penser ;** l'intimité serait le dernier refuge. « Ne pas être vue » peut constituer un abandon ou une protection. Voir n'est pas seulement un moyen de s'informer, d'apprendre, il peut être aussi un évènement dans la communication sociale, une action spécifique. Le corps est

³³⁷ DE GAULEJAC V, TABOADA LEONETTI I., *op. cit.*

en jeu. Eloigner l'autre par l'affichage de sa déchéance serait se garder un dernier espace d'intimité et d'existence. Certains accrochent à leur manière même si cela doit se manifester par un rejet.

Le SDF ... figure du monstre.

A ce titre, il est important de souligner la vue dans l'esthétique du choc ; il s'agit plus de faire voir que de faire comprendre. Le sens est exhibé, rendu visible. **Une succession d'image dont le caractère brut interpelle celui qui regarde.** Le corps donné à voir ne semble plus être investit de manière subjective mais être **exposé au regard de l'autre**, à la manière d'un objet tel une douleur psychique qui s'est abrupement repliée dans le soma. Autrement dit « ce qui ne peut trouver sa place dans le texte, revient dans le réel du corps »³³⁸. Nous pouvons aussi emprunter le terme d'**interjection**, terme bref qui détient une intense valeur expressive. D'un point de vue grammatical, l'interjection renseigne sur l'attitude affective de celui qui l'énonce, c'est-à-dire du sujet parlant. En droit, le verbe interjecter s'emploie dans le cadre d'un appel. On peut ainsi concevoir que l'interjection et le ton qui la soutient sont à relier à un cri lancé comme un appel désespéré à l'autre. En ce sens, le tableau de Munch peint en 1893, intitulé « Le Cri » montre parfaitement une expression du corps qui, hors langage, à travers sa posture signifiante, fait penser à l'effroi indicible du sentiment tragique de l'existence.

Le jeu des désirs et de la jouissance situés dans le cadre social.

Lacan a fait du **regard** l'un des quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse, opposant l'œil comme organe de la vue réceptacle passif au regard qui préexiste au voir et qui est le support des désirs du sujet³³⁹. Voir, c'est vouloir saisir, au double sens, prendre et comprendre. Si voir apparaît comme le privilège de certains c'est que trop bien voir est insoutenable ? C'est pourquoi la plupart préfèrent ne pas voir³⁴⁰. D'autant quand l'extériorité affiche l'intériorité, **ce qui n'est pas énonçable devient visible**. Cela permet de rappeler que le dévoilement peut concerner plusieurs personnes, être saisi plus intimement par l'horreur parce qu'elle ne concerne pas l'autre mais nous mêmes. Il est proche de nous. Au cours de cette « théâtralité » nous sommes pris dans un rôle ; ils nous donnent un rôle d'acteur dont on n'a pas écrit la pièce. C'est lui, l'auteur de la mise en scène et on rentre comme acteur dedans. Autrui -nous- n'avons pas toujours un rôle d'acteur mais il suffit comme spectateur. **Les postures de certains sujets SDF semblent être plus construites pour rejeter le passant parfois spectateur !** Interroger notre position, celle du spectateur lorsque sommes confrontés à un discours ou une scène abjecte : voyeurisme, passivité, réflexivité ? Mais aussi les cas où il n'y a pas d'identification possible. Fuite, nausée, chute pourront être considérées comme des déterminations existentielles.

Le SDF réalisateur, acteur, spectateur ?

³³⁸ ASSOUN P.-L., *op. cit.*

³³⁹ LACAN J., *Le séminaire*, livre XI, « les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse », Paris, Seuil, 1973, 312 p.

³⁴⁰ NAHOUM-GRAPPE V., *Le regard. L'échange de regards*, Revue Terrain, N°30. mars 1998. (<http://terrain.revues.org/document3375.html>)

« Le clochard se donne à voir dans une espèce de striptease en négatif avec quelque part une jouissance dans la répulsion qu'il inspire. On vient y exhiber des plaies absolument effroyables, des jambes quasiment putréfiées, dégageant une puanteur insupportable, détergés pas des vers en grand nombre ; les tatouages »³⁴¹.

Soit la ville est théâtre, soit elle est scène. Ces deux termes ne recouvrent pas des réalités identiques. Selon Denise Brigou, « le théâtre n'est pas la scène. Le mot théâtre dans son acception initiale ne désigne pas la scène, pas même le bâtiment, il désigne les gradins où le public se trouve. S'il on veut comparer la ville à un théâtre il est donc important aussi de s'intéresser au lieu du public parce que c'est le lieu de rassemblement ; le lieu du commun, le lieu commun, le lieu de partage³⁴². La ville comme théâtre évoque une double dimension : l'espace urbain est un décor un « fond de scène potentiel ». S'y joue alors la comédie humaine, **la ville peut devenir par essence un lieu spectaculaire**. Ainsi, une personne assise au milieu de la place, de la rue parmi la foule circulante va à l'encontre de règles établies de la répartition des individus dans l'espace. De par ce comportement, **se donner à voir, caractéristique soit de se laisser voir, soit de se faire voir**, il est important de comprendre le **comportement de l'usager en relation avec l'espace qu'il traverse**. **C'est aussi un lieu de la spécularité, celui des regards croisés où un public se constitue comme tel, c'est à dire s'observe, s'apprécie, s'examine**. La ville comme Skene (scène) implique deux directions : d'une part, une rupture entre un espace où il se représente quelque chose et un espace d'où on voit l'action, d'autre part, une seconde dimension où le citadin ne serait plus acteur mais spectateur de la chose urbaine.

2.2. De la mise en scène du corps à l'entrée en relation.

« SDF : leçon de choses. Approchez, braves gens ! Regardez ! Voilà ce qui arrive à ceux qui transgressent les obligations de la société. A qui tente d'en secouer l'implacable joug. Curieusement, le SDF, exclu parmi les exclus, se révèle, à l'analyse, au contraire, tout ce qu'il y a de plus inclus. Il occupe position et fonction dans la société. Il joue sur la scène du théâtre social un double rôle essentiel. Celui de la victime sacrificielle et celui du contre exemple »³⁴³.

2.2.1. De la dimension victimale...

La question du voir et être vu, en lien avec « une souffrance qu'on ne peut plus cacher » : **le regard, le discret, le caché. Le choc du regard** happé par la visibilité expressive et bouleversante d'une douleur psychique et l'extrême d'une dégradation physique. L'effondrement qui confine aux frontières de la désobjectivation et de l'inhumain dans un donné à voir est au-delà de ce que le regard peut soutenir et de ce

³⁴¹ MAFESSOLI M., *Au creux des apparences. Pour une éthique de l'esthétique*, Paris, Plon, livre de poche, 1990, 316 p.

³⁴² BRIGOU D., VALY G., *La maison du partage*, Pariscabédita, collection archives vivantes, 1994, 195

³⁴³ DECLERCK P., *Le sang nouveau est arrivé*, Paris, op.cit.

que l'homme peut supporter ; comme si les modifications psychiques produites émanaient avant tout d'un donné à voir, « ce qu'on ne peut plus cacher », un dévoilement saisissant et bouleversant.

Ne pas être seulement metteur en scène, mais aussi se mettre en scène. Une mise en scène plutôt dramatique où le mendiant en vient à croire que pour obtenir quelque chose, il doit parer sa misère d'un décor, à force de répéter le scénario, il finit par y croire lui-même. La rue est un **lieu d'exposition au regard de l'autre**. Nous ne voyons plus de l'homme de la rue que son côté malchanceux, pauvre, perdu, errant, un écran masquant sa personnalité, son être propre. On peut le plaindre, le prendre en pitié, nous pouvons aussi l'utiliser comme lieu de projection (le bon à rien). Le cas de cette femme ayant vécue des années dans un terrain vague en plein centre ville de Nantes et que les services sociaux ont finis par convaincre d'aller dans un foyer logement, nous inspire que quelque soit la peine qu'il nous faut prendre pour ramener « la brebis perdue » dans le troupeau, c'est pourtant elle qui est le test de notre réussite, la cause de notre exultation. Un risque guette en effet l'intervenant de vouloir soulager pour sa propre vue et peut être même essayé de ne plus voir, nier l'abîme dans la manière même de le combattre, reconstruire une image plus confortable, c'est-à-dire moins subversive du clochard et de sa détresse. Cela rejoint les propos de Declerck pour qui « Le discours de l'exclusion véhicule implicitement une théorie normalisante de la félicité sociale, qui légitime insidieusement l'ordre établi »³⁴⁴.

Ce qui nous amène aussi à étudier l'Histoire au sens ou en 1830, émergence du paupérisme qui prend la place de la mendicité. La misère en tant que phénomène massif et durable s'autogénéralise dans l'espace et le temps, la misère ne pouvait plus alors être référée à des comportements individuels. Elle reposait au contraire sur une causalité économique, sociale et politique. Idée novatrice, mais aussi dangereuse puisque, prises dans toutes ses conséquences, elle déchargerait le pauvre de toute responsabilité personnelle dans sa situation pour la reporter sur l'organisation et le fonctionnement de la société toute entière, sur le « système » ; de là, la nécessité de devoir « gouverner » la misère³⁴⁵, c'est-à-dire d'en faire l'un des objectifs centraux du bon gouvernement. Fin des années 1990-2000, la thématique de la désincitation au travail ou des trappes à pauvreté et chômage, a émergé avec fracas. Au vieux chômage keynésien s'ajouterait, voire se substituerait une nouvelle forme de chômage : une bonne partie en serait volontaire, librement choisie par des individus qui arbitrerait rationnellement en faveur de l'oisiveté et du bénéfice du RMI, d'une Allocation Parent Isolé ou allocation de chômage, plutôt que d'aller travailler pour un salaire et des revenus à peine supérieurs aux prestations sociales et leurs avantages connexes. De l'incitation à la reprise d'activité en fin de RMI à la prime pour l'emploi, en passant par le plan d'aide à la recherche d'emploi, un grand nombre de mesures sociales apparaissent dictées par ce souci de responsabiliser à nouveau les ayants droits et les bénéficiaires de prestations sociales.

Celui auquel nous allons nous intéresser est celui qualifié de SDF non réinsérable qui passe les mailles du filet et c'est bien là que réside la problématique qu'il porte en lui. Cet homme absent de structures d'assistance et de réinsertion invisible dans la pratique, a pourtant une existence sociale, puisqu'il alimente les discours. Toutefois il reste introuvable dans le réel. Hors des institutions, insaisissable

³⁴⁴ DECLERCK P., *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, op.cit.

³⁴⁵ PROCACCI G., *Gouverner la misère, Seuil*, 1993 in BORGETTO M., LAFORE R., *L'état providence, le droit social et la responsabilité*, Lien Social et Politiques, Canada, n°46, 2001. (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000321ar.html>)

dans les statistiques, sa figure se moire peu à peu et sa réalité s'estompe au profit d'un concept condensant une multitude de représentations qui s'abreuvent dans la résonance d'un procédé de stigmatisation réduisant l'homme à sa seule déviance.

Cette déviance nous amène à soulever ce paradoxe où l'errance, se définissant comme une action d'aller ça et là sans s'établir nulle part est à priori incompatible avec les restrictions physiques et spatiales qui composent l'espace scénique. À partir de là comment pouvons-nous concevoir la rue comme espace scénique ? Selon Isaac Joseph, « Un espace public est un espace de représentation, celui-ci en tant qu'il est mis en scène, tout est à la fois conception et usage, contexte pour des activités et accomplissement de ces activités »³⁴⁶, en ce sens la rue est un espace du regard, on va dans la rue pour voir, se faire voir et être vu. Par opposition à la sphère privée, c'est le lieu de contact avec l'autre, celui que nous ne connaissons pas forcément et qui est différent. La rue constitue une interface entre les sphères publiques et privées.

D'une mise en scène à une présentation.

Comme au théâtre, on peut se retrouver dans les coulisses à voir sans être vu. Que ce soit dans la pénombre ou en plein jour, ce qui est donné à voir, ce sont les gestes, des attitudes, des postures, des échanges verbaux déployés dans les formes corporelles.

Avant d'aller plus loin, les synonymes du verbe voir – regarder, suivre des yeux, observer, voir, se voir, être vu, ne pas voir – nous apparaissent comme autant de postures déterminées par des modalités spécifiques du désir qui rencontrent autant d'interdits ou d'empêchements lesquels freinent et tout à la fois stimulent le geste de transgression. Voir satisfait une pulsion d'emprise (dont le but est de dominer l'objet extérieur, de le maîtriser) dans un espoir de capture qui passe par la répétition, il ne s'agit pas seulement, de voir mais de revoir. Ce n'est pas assez que d'avoir vu, il faut revoir car on n'a jamais assez vu : l'avidité liée au regard. La vision ne peut être que discontinue, par intermittence, par flashes, selon un jeu de pointillé, une alternance du vide et de plein (du visible et de l'invisible). C'est le vide qui fait voir. Ce sont les écrans, les obstacles qui permettent de voir alors même qu'ils semblent s'interposer entre le sujet et l'objet. A ce titre, le mendiant-souvent muet – il n'a d'échange avec quiconque –, il est pur regard. Cette dimension pulsionnelle autour du regard « Voir et être vu » entre dans de multiples dispositifs en relation d'interdépendance. En ce sens essentiel d'insister tantôt sur le sujet qui voit, tantôt sur l'objet vu ; on peut voir en étant vu, en se sachant vu, en décidant de l'être ou en l'ignorant (être vu dans le savoir) ou encore voir sans être vu. Freud a montré l'emprise du désir dans l'acte de voir (à travers le schaubtrieb ou pulsion de voir et le schaulust qui détermine le voyeurisme et l'exhibition)³⁴⁷.

Schéma pour la pulsion de regarder³⁴⁸ :

³⁴⁶ ISAAC J., *La rue et la conversation*, le courrier du CNRS

(<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/CDU/DATAS/docs/ouvr19/chap7.htm>)

³⁴⁷ FREUD S., *Métapsychologie*, Paris, Gallimard, poche, 1988, 185 p.

³⁴⁸ Ibid, p 21.

α) Regarder soi-même un membre sexuel :	=	membre sexuel être regardé par la personne propre.
β) Regarder soi-même Objet étranger (plaisir de regarder actif)		γ) objet propre être regardé par personne étrangère (Plaisir de montrer, exhibition).

Le stade préliminaire de la fonction de regarder, pendant lequel le plaisir a pour objet le corps propre, appartient au narcissisme, une formation narcissique. A partir d'elle, la pulsion de regarder active se développe en abandonnant le narcissisme, mais la pulsion de regarder passive maintient l'objet narcissique.

Pour Lacan³⁴⁹, dans la satisfaction du voyeur, il y a cette exigence, pas nécessairement repérée que quelque chose dans l'objet se prête à cette dimension de spectacle. Même lorsque le voyeur observe une personne qui en principe ne se sait pas regardée, il faut que par quelque geste, celle-ci laisse soupçonner, que par quelques biais, elle serait capable de s'offrir à un regard, ne serait que celui des « hôtes invisibles de l'air ». Ce qui fait du voyeurisme quelque chose de particulièrement intéressant pour rendre compte du rapport du sujet à l'autre. **Les yeux du voyeur.** Le cas du voyeur qui dissimulé derrière les arbres, guette en pleine nuit les couples enlacés et jouit ainsi du regard. En véritable voyeur, non seulement il jouit des yeux mais il fait aussi le nécessaire pour que le couple s'aperçoivent de sa présence et indigné le couvre d'injures et lui jette des pierres. Aspect fondamental, il n'est de voyeurs que masochistes. L'intrus regarde, tout en espérant être démasqué et jouir autant du regard que de la douleur de l'humiliation. Quand le voyeur jouit du regard (plus de jouir) ou souffre l'humiliation (plus de jouir) son corps est à la tension maximale et se dépense jusqu'à tout perdre. Il perd la vision et toute sensation organique comme si son corps était absent. Quand il regarde, il perd la vue et quand il envie l'échec mortifiant, il perd la sensibilité cénesthésique de son corps. Tout comme dans l'exhibitionnisme, il y a une position active : le voyeurisme, par rapport au cynisme, cela permet d'inverser la notion de passivité, il y a une position active.

Quels destins les pulsions peuvent, elles connaître au cours du développement et de la vie ?

- Le renversement dans le contraire.
- Le retournement sur la personne propre.
- Le refoulement.
- La sublimation.
- Le retournement dans le contraire se résout en deux principes différents : le retour d'une pulsion de l'activité à la passivité et le renversement du contenu
- Le renversement ne concerne que les buts de la pulsion. Le but actif : tourmenter, regarder est remplacé par le but passif : être tourmenté, être regardé.
- Le retournement sur la personne propre : l'exhibition inclut le fait de regarder son propre corps.

³⁴⁹ LACAN J., *Le Séminaire, livre VI, le désir et son interprétation*, 1958-1959.

L'exhibitionniste partage la jouissance de celui qui le regarde se dénuder. L'essentiel dans le processus est le changement de l'objet, le but demeurant inchangé.

Un couple d'opposés : les pulsions qui ont pour but regarder et se montrer (voyeur et exhibitionniste).

A/ Regarder, comme activité dirigée sur un objet étranger.

B/ Abandon de l'objet, retournement de la pulsion de regarder sur une partie du corps propre, en même temps renversement en passivité et instauration d'un nouveau but : être regardé.

C/ Introduction d'un nouveau sujet auquel on se montre pour être regardé par lui.

Le but actif apparaît avant le but passif, le regarder précède l'être regardé.

Pour la pulsion de regarder, on découvre un stade antérieur décrit sous a/. La pulsion de regarder est au début de son activité autoérotique, elle a bien un objet mais elle le trouve dans le corps propre. C'est plus tard seulement qu'elle est conduite (par la voie de la comparaison) à échanger cet objet analogue dans le corps étranger (stade a).

Freud introduit l'exhibitionnisme qui est une forme particulière de la pulsion, à partir du voyeurisme : « le regard comme activité dirigée sur un objet étranger, se transforme au terme d'un processus relativement complexe en « plaisir de montrer, exhibition »³⁵⁰. En effet, le « but actif » apparaît avant le but passif. En ce qui concerne le regard, la pulsion se dirige d'ailleurs dans un stade préliminaire vers le corps propre. Puis, elle suit les formes générales de transformation de la pulsion, elle se dirige vers un corps étranger (plaisir de regarder actif) puis il y a abandon de l'objet, retournement de la pulsion de regarder sur une partie du corps propre et en même temps renversement en passivité et instauration d'un nouveau but, être regardé. Enfin, introduction d'un nouveau sujet, auquel on se montre pour être regardé par lui.

Lacan a ajouté plusieurs chapitres à la théorie de l'exhibitionnisme. Concernant la théorie de la pulsion, là où la traduction usuelle parlait au dernier temps de l'introduction de la pulsion, de l'introduction d'un nouveau sujet, Lacan montre qu'il s'agit plus exactement de l'introduction pour la première fois de la dimension du sujet. Il situe la place de l'exhibitionnisme dans la pulsion scopique. Selon lui, il s'agit dans cette pulsion d'un « se faire voir » comme il peut s'agir dans la pulsion orale d'« un se faire boulotter ». Lacan aborde également l'angle de la perversion.

Se posent la problématique de se voir et son corollaire ou son symétrique : être vu³⁵¹. Voir sans être vu est une posture de voyeurisme, une actualisation hyperbolique de la pulsion scopique. A titre d'illustration, nous pouvons prendre la métaphore de la vitre qui sépare, en délimitant un dedans et un dehors, mais aussi permet de regarder en nous transformant immédiatement en témoin. Se retrouver à chacun dehors, regarder mais ne pas participer. Être derrière une vitre place en dehors de l'activité des autres mais fait aussi que l'on peut être, du même coup, regardé par une inversion de sa position de témoin. Le témoin, celui qui est là, que l'autre perçoit jusqu'à se sentir honteux et même coupable en présence de cet être envoyé d'une autre planète, mais le

³⁵⁰ FREUD S., « Pulsions et destin des pulsions », in *Métapsychologie*, op. cit.

³⁵¹ Cf. renvoi à la vignette où nous regardons par la fenêtre p 527.

témoin est aussi celui qui observe, regarde, celui qui sait reconnaître et ainsi à l'occasion initier à une procédure de mise en accusation³⁵².

Dans une perspective anthropologique littéraire, le visible est conçu dans une perspective théâtrale de la mise en scène, c'est l'idée qu'on trouve chez Balzac de théâtre du monde courant ancien mais qui a toujours cours dans les travaux de l'anthropologie. R. Sennett³⁵³ dans la suite des travaux de Erving Goffman analyse l'espace public comme le lieu d'une mise en scène, de présentation de soi, de rôle public tenu par les individus ; il se constitue selon lui par l'intermédiaire d'un « agir dramaturgique » ou théâtralisation du comportement, celle-ci implique la présence de lieux qui se distinguent, selon s'ils servent de scènes ou de coulisses.

Dans le visible, nous nous savons voyants et immédiatement, nous savons que nous pouvons être vus ; il y a une expérience de notre corps comme vu par l'autre, par quelqu'un qui serait situé au milieu des choses, qui nous voit comme visible. Il y a un dédoublement du voyant en un se voyant narcissique fondamental de toute vision³⁵⁴. La problématique de la visibilité n'est pas celle du champ visible mais celle de l'apparition, de la reconnaissance. Il ne s'agit pas d'analyser le champ de la vision, ce qui se présente à l'œil, ce qui tombe sous le sens ; il s'agit bien plutôt de comprendre l'intention qui l'anime, la technique retenue et le modalités de contact établis avec le destinataire dans une approche non pas statique mais dynamique. Il s'agit de s'interroger sur le processus qui préside à la production d'une certaine réalité dans le regard, dans l'esprit et l'opinion d'autrui.

Selon Barthes, nous pourrions parler de hiérarchisation des regards. Il distingue trois types de regard : un premier en quête information (« le regard renseigne »), un second en quête de relation (« les regards s'échangent ») et un dernier en quête d'objet (« par le regard, je touche, j'atteins je saisis, je suis saisis »). Mais « toujours le regard cherche quelques chose, quelqu'un »³⁵⁵. Dans le cas présent, nous pouvons citer un des actes les plus courants des personnes SDF, à savoir la marche. Celle-ci est basée sur des façons de voir et de donner à voir. Les travaux pionniers de Goffman sur les comportements en public nous ont appris que l'indifférence mutuelle adoptée par les passants revêt une signification sociale précise et ressortit à un ensemble de pratiques. Elle est le corrélat d'une orientation mutuelle conjointe sur une forme particulière d'être ensemble, les relations en public, distincte de l'interaction face à face avec d'autres types de rencontre sociales³⁵⁶.

Tout ce que nous faisons est significatif, nous changeons délibérément toute chose d'un poids symbolique et le public ne s'y trompe pas. Erving Goffman établit une analogie entre les structures quotidiennes de notre existence et la structure du théâtre caractérisée par les contrastes entre acteurs et public, entre plateau et coulisses. Un des mérites de cette analogie est que la structure dramatique se développe dans le cadre de divisions temporelles, avec un début, un point culminant et une fin. Analogie entre le drame et la représentation de la structure sociale. Une métaphore théâtrale qui a ses limites : dans l'espace public, une distance entre l'acteur et l'assistance (théâtre) est abolie. C'est de confrontations réelles, d'échanges, de sociabilités qu'il s'agit. Une

³⁵² ALMEIDA N., *Introduction à la problématique de la visibilité*, GRIPIC : Les travaux du groupe invisibilité. École des hautes études en sciences de l'information et de la communication - Université de Paris IV-Sorbonne, 23 février 2000 (<http://www.celsa.fr/recherche/Fichiers%20PDF/dalmeida.PDF>)

³⁵³ SENNETT R., 1978.

³⁵⁴ MERLEAU PONTY M., LEFORT C., *Le visible et l'invisible*, Paris, Gallimard, 1979, 360p.

³⁵⁵ BARTHES R., 1982.

³⁵⁶ GOFFMAN E., *la mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2 : les relations en public*, op.cit.

accentuation de la distinction entre le « nous » familial et connu et « les autres », étranges, étrangers et inconnus.

Il est certain que les hommes ont une forme de conscience de la structure sociale. Une conscience sociale qui a été décrite par Goffman. Tous nos articles d'habillement, tous nos aliments, en fait, tous nos objets usuels ne sont que des accessoires de théâtre qui nous permettent de préciser la manière dont nous voulons jouer nos rôles, la scène que nous jouons. Un des points communs est qu'**ils donnent à voir. La représentation du grotesque et de l'inquiétant agit sur le passant devenu spectateur.** Voir et être vu ne font qu'un. Le corps est social dans ses recoins les plus intimes.

Le vêtement occupe une place dans le jeu de mise en scène du corps. L'acte de cacher devient une sorte de parure servant à une double finalité : attirer le regard, apparaître comme digne d'attention. Il donne à voir autant qu'il cache, il masque ou trahit notre identité car il participe pleinement à la présentation de soi. Il enveloppe et développe à la fois et contribue à modifier l'apparence de notre corps. Il constitue l'interface entre notre corps et l'autre : il marque nos limites, protège notre intériorité.

Le soi se trouve à l'agencement du public et du privé, à la jonction du dedans et du dehors. Le corps est l'élément constitutif de cette présentation, de soi dans une prise de rôles, de postures. **Les postures, le regard, les gestes, la présentation de soi jouent le rôle d'un appareil symbolique.** La peau peut devenir soi au sens d'une proclamation. Ainsi les maladies dermatologiques dont souffrent de nombreux sujets SDF – comme M. dont le visage était totalement recouvert d'eczéma – font appel au regard, elles sont visibles et affichantes. On se construit physiquement comme une image à travers un jeu de signes, c'est-à-dire dans une mise en scène de soi. **Le corps entre dans la spectacularité du monde, il devient une scène.**

Comme nous l'illustrerons ultérieurement aussi, la meilleure manière d'être invisible est de se rendre visible. En nous référant à la théorie du stigmaté, le corps marqué dénote. Il est comme une faute dans l'apparence, un « défaut » de la façade corporelle qui expulse le sujet de l'humanité, le définissant d'emblée comme inférieur. L'ordre de l'interaction est du même coup transformé. Les contacts mixtes (stigmatisés normaux) sont évités, soit marqués par une sorte d'interaction flottante, angoissée (...) branlante » qui débouche sur le « malaise »³⁵⁷. Une bienveillance sociale affirmée, une solitude exagérée, un émerveillement débordant devant les actes les plus ordinaires rencontrent l'embarras, le repli ou l'agressivité. Il y a désintégration des interactions des face à face ordinaires. Goffman³⁵⁸ parle de l'évitement ou la phobie du contact. La proximité des individus dans les lieux publics condense des risques d'agression, d'intrusion, des éventualités d'offense, de perte de la face. Les violations (pénétration, empiètements de l'espace personnel), les techniques et les tactiques de défense de la territorialité, les offenses et des conduites d'apaisement ou de réparation.

Voyeurisme et panoptisme.

Tout voir, la pulsion de voir est d'abord une pulsion d'emprise. Par quoi la vision se fait regard. Dans les registres du pouvoir, de la surveillance ou de l'examen le pouvoir de l'œil peut être exalté par des techniques toujours plus perfectionnées et des

³⁵⁷ GOFFMAN, 1975.

³⁵⁸ GOFFMAN E., *la mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2 : les relations en public*, Paris, Edition de minuit, 1973, 376 p.

quadrillages toujours plus fins qui semblent pouvoir accroître à l'infini le territoire du visible. Ici regarder c'est contrôler. Une des interrogations de la Veille sociale 44 est particulièrement illustratrice de ces propos. A savoir, il a été question à plusieurs reprises de la signalisation de l'équipe mobile sociale : « on fait de la maraude, mais cela ne se voit pas, on n'est pas vu et reconnu de la sphère publique » selon la direction. Cette dimension du regard renvoie elle même à un thème classique du discours de la société vis-à-vis de la population à la rue, c'est celui du propre et du sale.

Les SDF nous dit Declerck³⁵⁹, déchets du corps social en sont la souillure et en maculent l'espace. Face à ce fléau hybride véhiculant un composé d'angoisse sécuritaire et d'inconvenance esthétique, il importe de nettoyer l'espace, en déplaçant les sujets SDF vers un ailleurs socialement sinon géographiquement lointain, leur seule vue est importune. Il faut les soustraire au regard, qui dans un espace assainie ne doit in fine ne plus rien rencontrer d'autre que lui même dans un perspectives sans taches, c'est-à-dire vide, c'est-à-dire morte.

Cela ne nous paraît pas sans rapport avec l'action de la mairie de Paris en juillet 2006 qui selon Bertrand Delanoé, le 19 juillet a engagé une « *démarche à la fois humaine et ferme pour convaincre ceux qui vivent sous des tentes de se déplacer et notamment d'accepter des solutions concrètes d'hébergement* ». « L'opération Paris-Plages obligeait à faire un certain état des lieux de la situation des SDF, explique Mylène Stambouli, adjointe (Verts) chargée de la lutte contre l'exclusion. Mais il n'y a pas de volonté de notre part d'évacuer les gens. Jamais les associations n'auraient accepté une telle démarche. Selon les services de la ville, aucun SDF n'a, pour l'instant, quitté les rives de la Seine. Certains bénévoles se montrent critiques. « On nous a clairement dit qu'on intervenait pour Paris-Plages », confie un membre d'Emmaüs. La mairie a décidé des opérations de « médiation » dans le 11^e, le 12^e et le 15^e arrondissement. Sur ces trois derniers sites, la police a tenté, les 17 et 18 juillet, de déplacer des SDF installés sous des tentes. Le syndicat UNSA-Police a dénoncé « une opération de nettoyage dans toute la capitale ». « Nous sommes intervenus à la suite de bagarres entre SDF et d'agressions sur les passants », explique la préfecture³⁶⁰.

Dans le jardin public, la personne s'expose à l'autre, et compte sur une certaine sécurité, pouvoir y circuler à son aise sans être agressé, voir seulement. Le mendiant, assis au sol, ce qu'il peut voir. Dans une ambiance sonore urbaine, des pieds saisis en action de marcher. Esprit focalisé par l'image, parce qu'il voit. Au niveau du bitume, des pieds marchants dans une rue très fréquentée. Passer une partie du temps à regarder les gens. Où vont-ils ainsi ?

« Vu depuis le caniveau, le monde prend un tout autre visage ; la première chose que tous ressentent et décrivent, c'est la sensation étrange de tout percevoir à travers une vitrine de verre blindé. Qui très vite s'avère être une cloche à fromage dont j'occupe le centre et que rien ne franchit plus ; ou alors au prix d'un rude effort. Cette cloche à fromage nous rend invisibles aux autres. Les yeux nous voient, les consciences nous enregistrent sous la rubrique « nuisible » ; le regard nous évite, le corps nous fuit, nous rejette de la gente humaine. La cloche de verre protège mal mes sens de la morsure et des cris du vent, mes tripes refusent le froid qui les envahit, mes muscles tremblent de

³⁵⁹ DECLERCK P., *Le sang nouveau est arrivé*, op. cit.

³⁶⁰ JEROME B., HALGAND D., *La mairie de Paris souhaite déplacer les SDF vivant sous les tentes*, Le Monde, 20 juillet 2006.

nuits sans sommeil. Mais rien ne peut protéger ma conscience de la lâcheté du regard qui fuit, de celui du repus qui juge, ou du bras d'honneur de la connerie »³⁶¹.

L'énigme des yeux c'est qu'ils ne voient pas seulement, mais sont également à même de se voir en voyant. Cela leur donne une situation privilégiée parmi les organes cognitifs du corps. En cela, nous pouvons parler d'une réflexion des yeux, une dialectique des yeux, elle n'est que se voir. « Un seul regard peut laisser en nous des traces indélébiles [...] J'ai senti un regard sur moi ; j'ai regardé les yeux qui me regardait et qui ne se sont pas détournés »³⁶².

Leurs visages nous interrogent. Cela a-t-il un sens et quel sens ? Cet échange entre deux visages nous ramène bien à la recherche du sens et plus encore au problème fondamental de l'autre, à l'altérité et en même temps à la mêmété.

Erving Goffman dans les rites d'interaction parle du face à face, de dé-visager l'autre. Sur ce thème, il cite Robert Park « Ce n'est probablement pas un pur hasard historique que le mot personne dans son sens premier signifie masque. C'est plutôt la reconnaissance du fait que tout le monde toujours et partout joue un rôle que nous reconnaissons nous mêmes, les uns les autres (...) en un sens pour autant qu'il représente l'idée que nous nous faisons de nous même, le rôle que nous nous efforçons d'assumer, ce masque est notre vrai moi, le moi que nous voudrions être. À la longue idée, l'idée que nous avons de notre rôle devient une seconde nature et une partie intégrante de notre personnalité. Nous venons au monde comme individu, nous assumons un personnage et nous devenons des personnes »³⁶³.

Goffman développe le thème du faire pitié ou mauvaise figure, du perdre ou sauver la face. La face sociale d'une personne est souvent son bien le plus précieux. Ce n'est qu'un prêt que lui consent la société. Si elle ne s'en montre pas digne, elle lui sera retirée ; on attend de lui qu'il face son possible pour ne pas heurter les sentiments des autres ni leur faire perdre la face, ce d'une façon spontanée, volontaire par suite d'une identification avec eux. La face est en quelque sorte sacralisée. « **Je te regarde et tu sais que je te regarde, mais tu ne sais pas que j'en sais plus sur toi que ce que tu montres, de même que son regard regardant ignore qu'il est lui même regardé** ». **Nous pouvons offrir notre regard et il peut paraître intrusif ou inintéressant à celui à celui vers lequel nous le donnons au point que le regard de l'autre se dérobe, se ferme pour se poser ailleurs ; un regard ce n'est pas simplement regarder quelqu'un c'est aussi parfois être vu le regardant** »³⁶⁴. Au lieu d'être voyeur, nous somme pris, nous nous retrouvons dépossédés de notre regard. Etre dépossédé du regard, c'est être dépossédé de soi et possédé par un tiers, son fantasme. C'est être soumis.

Le regard, la fonction symbolique

Nous pouvons retrouver une force d'entreprise attribuée au regard chez certaines personnes qui ne tolèrent pas qu'on les observe sans suspecter dans le regard de l'autre, une offense, une injure : regarder, c'est tuer. Tout se passe pour eux comme si l'œil

³⁶¹ MERCURY J.-C., *Diogène - Brève de caniveau 21, Le canard du 15 juin 1998.*

<http://www.inba.fr/inba/canard/can9824.htm>

³⁶² SALOME J., *Se toucher avec les yeux*, 22 septembre 2005

(http://admin.blogs.psychologies.com/jacques_salome/2005/09/se_toucher_avec.html)

³⁶³ PARK R., *race and culture*, Glencoe III. The free presse. 1950, p249-250 in GOFFMAN E., *la mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2 : les relations en public*, Paris, Edition de minuit, 1973, 376 p.

³⁶⁴ GERVAIS-ZANINGER M.-A., *Voir et être vu chez M. Duras*, Université de Nancy II. Janvier 2006.

pouvait traverser les enveloppes corporelles et psychiques, c'est-à-dire mettre à nu leur corps et lire à l'intérieur de leurs pensées.

Le refus persécutif d'être regardé est le revers de la phobie de regarder l'autre. La phobie du regard persécutif se dédouble presque toujours d'une phobie du contact et de la pensée de l'autre. Le moindre contact corporel est une attaque qui peut blesser. De même, la moindre pensée peut être porteuse d'un jugement négatif. En jetant un œil sur eux, l'autre a, non seulement violé leur territoire, mais bien plus, il fait l'effraction à l'intérieur de leur corps, le menaçant d'éclatement et de déstructuration. Des codes obsessionnalisés ainsi que des rituels rigides, sont souvent réinventés pour redoubler, caparaçonner des enveloppes corporelles et psychiques trop fragiles. C'est ainsi que des groupes prennent possession d'un territoire vite sacralisé dans lequel la domination de quelqu'un peut se donner libre cours.

Dévisager : méfiance, jalousie, hostilité.

Pourquoi éprouvons nous tant de gêne à dévisager l'autre où à nous laisser observer : de peur de dévoiler le plus propre de notre être, comme le prétendait Merleau-Ponty ? Cela rejoint l'effet de miroir qui peut être dévoilement de trous, des failles, vacillement, des illusions sur nous même, sur ce qui touche à l'intime, à l'obscur même. La levée du voile comme mise à découvert.

Selon Emmanuel Levinas, philosophe, penseur de l'altérité, il n'y a pas de sens à la vie sans conscience de l'altérité de l'autre unique et proche. Il écrit que l'accès au visage est d'emblée éthique. C'est lorsque vous voyez un nez, des yeux, un front, un menton et que vous pouvez les décrire que vous vous tournez vers autrui comme un objet³⁶⁵.

La meilleure manière de rencontrer autrui, c'est de ne même pas remarquer la couleur de ses yeux. Quand on observe la couleur des yeux, on n'est pas en relation sociale avec autrui. La relation avec le visage peut être certes dominée par la perception, mais ce qui est spécifique du visage, c'est ce qui ne s'y réduit pas. Il y a d'abord, la droiture même du visage, son exposition droite, sans défense. La peau du visage est celle qui reste la plus nue, la plus dénudée. La preuve en est qu'on essaie de masquer cette pauvreté en se donnant des pauses, une contenance. Le visage est exposé, menacé, comme nous invitant à un acte de violence. En même temps, le visage est ce qui nous interdit de tuer. Visage et discours sont liés. Le visage parle. Il parle en ceci que c'est lui qui rend possible et commence tout discours. On ne peut les connaître que par là où ils nous regardent par devant, par la surface, c'est-à-dire par ce qu'ils laissent voir, à la fois peu de choses et à peu près tout. Des visages qui disent autant qu'ils se taisent, qui montrent autant qu'ils cachent.

La plongée « au fond des yeux » de l'autre, même brève est une offre béante puisque les yeux qui pénètrent ceux d'autrui offensent avec la même amplitude inversée leur propre fond en miroir. Dans l'échange de regards, prendre et donner sont exactement liés, car je ne peux regarder dans les yeux d'autrui sans qu'en retour, ils ne puissent immédiatement me retourner le vecteur visuel au fond de mes propres prunelles. L'interdit de représenter, c'est avant tout l'interdit de se regarder. On ne peut représenter un visage humain parce qu'il vous renvoie votre regard ou encore capterait celui-ci pour faire de vous une chose vue parmi les choses que vous voyez. Ce qu'il faut

³⁶⁵ LEVINAS E., *Totalité et infini : essai sur l'extériorité*, op. cit.

éviter c'est que l'image contemplée apparaisse comme un aspect de vous même, comme l'autre de votre psychisme. L'autre doit être ailleurs et surtout pas en soi même.

Erving Goffman saura peindre en tant que sociologue des interactions fines, l'efficient mortifère des regards distants. La séquence « typifiée » du face à face entre le passant sobre et riche sur le trottoir de New York des années 1970, figure propre, blanche et le mendiant sale, ivrogne, noir et qui tente d'accrocher son regard : ce dernier hurlerait-il au visage du passant que cela achèverait de le rendre inexistant à ses yeux »³⁶⁶.

Distinguer dans le discours le dire et le dit.

Le **dire** comporte un **dit**, mais le **dire** est le fait que devant le visage, je ne reste pas seulement à le contempler, je lui réponds. Le dire est une manière de saluer autrui, mais saluer autrui est déjà répondre de lui. Il est difficile de se taire en présence de quelqu'un. Cette difficulté a son fondement ultime dans cette signification propre du dire³⁶⁷.

Qu'est-ce qui s'échange dans le croisement des yeux ?

L'assassinat d'identité invisible mis en acte de celui qui n'existe pas, puisqu'il n'est pas salué. Il éprouve alors l'étrange blessure d'exister physiquement et d'être assassiné socialement, c'est-à-dire la souffrance indigne, obscène d'être là sous les yeux de celui qui ne vous reconnaît pas, bien qu'il vous ait aperçu, « le regard mondain » permet l'assassinat de quelqu'un encore vivant. La matière charnelle qui demeure debout, derrière la peau, ce n'est plus qu'un bloc de honte. Fixer dans « les yeux » l'autre signifie à la fois « je suis ici », me voilà, j'habite ces prunelles et en même temps pose la question : « est-ce toi, es-tu présent en face de moi » ? Puiser dans le regard des autres l'assurance de sa propre existence.

Cet appel à présence peut constituer une élection positive. Le croisement des regards peut aussi être négatif. Lorsque celui qui n'est pas digne d'être salué, donc « **envisagé** », est éliminé. Cette élimination ne touche pas sa place occupée physiquement sur le sol mais son image dans les yeux d'autrui, ceux la même qui l'évitent, après l'avoir dévisagé, toisé. Celui qui « n'existe pas » ne croise pas les yeux d'autrui qui ne brillent pas pour lui et qui, ne lui offrent aucune place miroitante. La définition phénoménologique du corps pauvre dans l'espace mondain est son absence de reflet dans les yeux d'autrui. Ce croisement soutenu des yeux produit un rapprochement violent, un partage quasi obligé d'une intimité réciproque grâce à l'appel du regard de l'autre fiché, planté tout à coup au don de soi, c'est à dire dans ses yeux propres un moment de connexion menaçant pour les deux regards, où l'identité de l'autre est empruntée provisoirement, un autre qui pourrait être moi, que je pourrais être aussi. L'échange des regards rend imaginable physiquement qu'autrui, c'est un peu moi, lorsqu'au fond de ses yeux, je repends sa place. Cela pose la question de ce qui va rester pour interpeller, attirer l'attention.

Selon Jacques Hassin, « On peut ajouter que le souci et le soin du corps constant, les masques et les parures qui représentent une constante anthropologie peuvent y être analysés comme autant de moyen de se situer les uns par rapport aux

³⁶⁶ GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2 : les relations en public*, op. cit.

³⁶⁷ LEVINAS E., *Totalité et infini : essai sur l'extériorité*, op. cit.

autres. **Le corps en spectacle étant dès lors cause et effet de communication** »³⁶⁸. La consultation sociale est un lieu de mise en scène des misères sociales tout comme les consultations médicales sont des lieux de mise en scène du corps et de ses souffrances.

26 août 2004, centre ville de Rennes. Un homme fait la manche assis. Il tient un morceau de bois muni d'un fil, avec au bout un gobelet plastique, fabrication artisanale qui ressemble à une canne à pêche. Quand les passants sont à sa hauteur, il déclare : « tiens, j'ai une touche ! ».

Qui attrape qui ? Le fait qu'on ne puisse pas inscrire de récit ; toute histoire, tout passé, on montre, on ne raconte pas. Nous pouvons voir ici comment la manche n'est pas la mendicité mais une « technique » qui donne prise sur l'autre. Ce n'est pas seulement un acte utilitaire, elle est le signe d'une recherche qui continue, recherche de **capturer l'attention du passant, lequel n'a aucune échappatoire**. Ces personnes ont en commun qu'elles nous prennent en défaut du passage ; ils se mettent contre un mur. Pour certains, une position muette dans une rue, ville bruyante. Le corps peut devenir le lieu et le moyen d'interpeller l'autre social, il peut jouer le rôle d'une surface interpellatrice des autres et l'intégrer dans le système de survie.

Une rue est un oxymore puisqu'elle nous met sous les yeux l'interdit de voir en pleine figure. Nous voyons ce que nous craignons, que l'image nous fasse, qu'elle nous aveugle qu'elle nous coupe la vue ; « Saisissement veut dire qu'on est saisi mais ça veut dire aussi qu'est saisi un instant unique, celui de la mort vivante ». Nous devenons un spectateur « dérangé » dans son rôle passif et silencieux, habituel puisqu'il est là pour explorer et même pénétrer l'espace de la théâtralité. Mais un spectateur impuissant de situations sectorielles qui nous confient dans le rôle étroit de l'acquiescement immédiat.

La ville est cet espace où s'exprime la forme humaine, où celle-ci s'éprouve, nous regarde, nous inquiète. Il est donc crucial de **voir comment nous sommes malmenés, maltraités, désorientés, désarticulés de notre univers habituel** par un effet d'étonnement produit par la discontinuité des styles et des modes d'expression. Un mode d'apostrophe et d'interrogation personnels. **L'effet « monstre » est ce regard du spectateur** dans son fort intérieur qui le place devant le dilemme : monstre ou général et lui indique un travail d'intro rétro – spection sur ce que Nietzsche aurait appelé le travail d'« assimilation » de l'autre par les structures du même dans ce trajet, il est lui-même l'assimilant, l'assimilé, tel est le sens d'un ultra corps, l'ultra-corps touche, agresse, creuse le regard.

Pourquoi avoir besoin de se mettre en scène, de façon permanente et avec autant d'ostentation ? Pourquoi chercher ainsi en permanence à signifier les stigmates d'une altérité autant exacerbée ?

Contraints à regarder un spectacle que nous avons toujours refusé de voir. Un parallèle peut être fait avec un tableau de Munch évoqué précédemment, ce que le cri fait voir c'est la présence hors des mots, l'innommable de la présence. Une onde de choc se propage, un cri est proféré que personne n'entend, les oreilles bouchées de la silhouette qui crie disent à la fois l'insupportable du monde en dedans et l'indifférence alentour de ceux qui ne veulent rien entendre. Le cri renvoie aussi à quelque chose d'actuel, à la limite « inimitable ». « Inimitable, l'indifférence du cri est homothétique de l'inouï de la chose qui le provoque » ; c'est l'indicible du monde qui fait hurler. Dans l'excès de visibilité, les mots manquants sont représentés par la recherche de la

³⁶⁸ HASSIN J., op. cit.

« sidération de l'œil ». Le corps peut faire événement. Il nous embrasse par surprise, il se dévoile, se dissimule dans le même geste. La violence de l'exhibition est déconcertante et cruelle ; folie du voir, une pulsion scopique et irréprouvable du passant envers ce corps exposé.

Cela pose la question de la jouissance, la fascination. S'interroger sur la joie maligne, la joie secrète que l'on ressent à voir les souffrances d'autrui mais aussi comme le dit Paul Valéry : « L'étrange plaisir que nous prenons à la représentation de nos souffrances ». De même s'arrêter sur ce que l'on définit comme nommable et à l'inverse innommable. Ainsi, Germaine Canova, photographe en avril 1945 à Bergen-Belsen déclare « *C'est innommable, c'est pourquoi il faut le photographe* »³⁶⁹.

Tout comme Bacon a exploré les limites du corps humain, nous pouvons nous demander jusqu'où un visage est encore identifiable. Peut être que l'horreur est ce moment où l'on tombe dans l'indéfinissable, où l'on devient méconnaissable, où il n'y a plus de reconnaissance possible ?³⁷⁰ Le corps humain est humain avant tout par autrui. La dignité d'un corps, tient à celle qu'on lui accorde ; l'inhumanisation du corps passe par la suppression de cette dimension. Primo Lévi³⁷¹ montre comment les détenus des camps de la mort nazis sont rasés, déshabillés, numérotés afin que plus rien de leur humanité ne transparaisse. De même l'impossibilité de se laver et de satisfaire ses besoins naturels dans des conditions décentes est une négation volontaire de l'humanité des prisonniers. Lévi insiste sur ce point. Au fond l'être humain ne se sait pas lui même homme. Il a besoin de la confirmation de cette humanité par autrui. En l'absence d'une telle reconnaissance, il perd de vue sa propre dignité d'homme. Ce qui fait qu'un corps est humain est le regard qu'autrui me renvoie de moi même. On ne voit jamais combien un corps ne peut être humain que par autrui que lorsqu'on enlève au corps tout ornement. La fragilité, la vulnérabilité de corps me montre à quel point il dépend de moi de le traiter comme humain. Pourquoi la nudité d'un corps nous gêne-t-elle ? Seul le corps d'un homme est nu. Une telle nudité montre autre chose que l'anatomie de l'individu. Elle montre que l'humanité repose sur du néant, ou plutôt qu'elle n'a pas de racine objective. La nudité montre que l'humanité n'est pas quelque chose mais un événement, celui de ma reconnaissance par autrui comme homme.

2.2.2. ... à l'altérité : le pulsionnel

Julia Kristeva écrit : « La rencontre équilibre l'errance. Croisement de deux altérités, elle accueille l'étranger sans le fixer(...) reconnaissance réciproque, la rencontre doit son bonheur au provisoire et les conflits la déchireraient si elle devait se prolonger ». La question de l'Autre. La rencontre avec l'autre, dans l'altérité, dans cet entre deux, sa propre identité semble pose la question de comment (se) trouver. Une hypothèse serait que la rencontre avec l'autre, entraîne nécessairement une rencontre

³⁶⁹ *La preuve par l'image ? Méduse ou : comment montrer ce qu'on ne saurait voir ?*, Crac, scène nationale image(s), Valence, Actes du colloque des 10 et 11 décembre 2004
(<http://www.crac.asso.fr/download/pdf%20files/PDF/docs%20de%20saison/meduse%202004.pdf>)

³⁷⁰ KUNDERA M., *Préface : les limites de l'identité* in BACON F., *portraits et autoportraits, les belles lettres*, Archimbaud, 2003, 211 p.

³⁷¹ LEVI P., *Si c'est un homme*, Julliard, pocket, 1987, 213 p.

avec soi même. L'autre, dans ce cas, sera le propre moi qui nous est inconnu et étranger. Julia Kristeva³⁷² explore la pensée grecque, la tradition chrétienne et la littérature d'avant garde pour y étudier comment s'exprime la condition qu'est celle de l'étranger. Si l'on prend l'étymologie, terme « étranger » dans les langues romanes, on sait que le mot vient du latin « extraneus », celui qui est né ailleurs. On le trouve transposé de la façon la plus fidèle sans doute dans l'espagnol « extraño », le « neus » étant devenu « ño ». Alors que l'étymologie des deux mots est la même, le terme en espagnol ne veut pas dire « étranger » mais plutôt « étrange », bizarre. Ce qui est étranger est étrange et puisque cela vient d'ailleurs, c'est forcément bizarre parce que c'est différent. Un élément essentiel de la construction du bouc émissaire est un des caractères de transfuge. Sa mobilité exprime de façon physique sa capacité de contamination.

Du miroir...

Se pose la question de vivre avec les autres sans rejeter, ni les absorber. Si nous ne nous reconnaissons pas étrangers nous-mêmes ? Selon Julia Kristeva, l'expérience de la confrontation avec l'étranger, avec l'Autre apparaît comme une menace pour l'être humain : « étrangeté, l'étranger nous habite ». Il est la face cachée de notre identité, l'espace qui ruine notre demeure ; le temps où s'abîment l'entente et la sympathie ». En même temps nous avons besoin de cet Autre pour nous reconnaître nous même. Le regard et ce miroir que constitue l'Autre reste menaçant.

C'est le mot « caché » qui sert de lien entre Freud et Kristeva. « das unheimliche ». Heimlich peut avoir plusieurs significations dont deux principales formes même antonymes. D'un côté « heimlich » se rapproche des mots « heimlich », heimlig, ce qui fait partie de la maison, ce qui n'est pas étranger, donc familier, apprivoisé, cher et intime. De l'autre « heimlich » renvoie aussi à ce qui est caché, dissimulé afin de ne pas informer les autres. Dans la rencontre avec l'altérité, « la face cachée de notre identité » se dévoile devant nous, cette part de notre identité, caché par refoulement. Rencontrer l'Autre signifie en conséquence se rencontrer soi même et surtout son propre inconscient, jusque là dissimulé ; L'Autre devient selon Julia Kristeva « mon propre inconscient », « unheimlich » en grec donne « étranger ». La phobie de l'étranger est la peur de celui « unheimlich ». Mais ce n'est pas l'Autre qui nous est « unheimlich », c'est la confrontation avec notre propre étrangeté qui nous inquiète ?

... au double.

En rencontrant l'altérité, nous sommes face à ce que nous avons refoulé, ce qui nous est devenu étranger. Nous devons nous rendre compte que nous « sommes étrangers à nous mêmes ». Une partie de nous qui se révèle étrangère nous fait peur. C'est cette peur que nous projetons sur l'Autre, sur l'étranger puisque c'est lui qui nous oblige à nous rencontrer nous même. Dans le cadre de l'extimité³⁷³, le comportement qui consiste à montrer en public ce qui traditionnellement est réservé à la sphère privée ou à l'intimité personnelle, ne s'incarne pas dans la figure de l'étranger, de l'Autre. Il est en nous ce qui au plus intime nous confronte au plus étranger : estime. La rencontre avec l'autre entraîne la rencontre avec la propre altérité, rencontre ambivalente car déclenchant une distanciation envers soi-même accompagnée d'un sentiment de menace

³⁷² KRISTEVA J., *Etrangers à nous-mêmes*, Paris, Flammarion, 1991, 293 p.

³⁷³ TISSERON J., *l'intimité surexposée*, Paris, Hachette littérature, 2002.

par son caractère d'étrangeté. Deux faces à l'altérité : elle est réciprocité et mutualité ; avec le don marqueur de la réciprocité, je reconnais du semblable et je le maintiens à distance (puisque je donne), avec la dette, je reconnais que l'un ne va pas sans l'autre puisque je constitue ailleurs une réserve qui ne peut cesser d'être entretenue. Le lien social est la figure appareillée de l'altérité dont les constituants sont la réciprocité et la mutualité.

De l'horrible... à l'horreur

L'horrible est littéralement « ce qui fait horreur ». Ce qui provoque l'horreur est toujours autre que l'horreur elle-même. C'est une expérience que j'éprouve directement, ou qui est la propre expérience de l'autre. L'horrible est la cause de l'état d'horreur, il est ce qui provoque cet état.

L'horreur est un nom féminin représentant un emprunt, vers 1790, au latin « horror », hérissement, frissonnement, frisson d'effroi puis terreur sacrée. **L'une des caractéristiques de l'horreur est de montrer, avec brutalité, ce qui jusque là était destiné à rester caché. L'horreur a donc à voir avec une poétique de l'envers, de l'inversion du haut et du bas, de la matière la plus vulgaire exposée, dépeinte, évoquée aux dépens de ce qui est noble, nobilis.** Par conséquent, l'horreur touche au domaine du tabou et de la frontière qui sépare le sacré et le profane. **Elle exploite l'ambivalence qui oscille de la répulsion à la fascination, la notion de transgression d'un interdit tel sont les domaines de l'horreur.** Le tabou entretient une étroite relation avec les notions de profane et de sacré, avec l'interdit qui résulte de la séparation du pur et de l'impur. L'horreur reste un phénomène de surface. L'étymologie renvoie à l'horreur d'où « horror » hérissement et deux dérives sont à souligner : horreur et ordure. L'un savant, l'autre populaire d'un même radical, l'ancien français « repoussant ». L'horreur que je ressens est comme une ordure interne, tout se passe comme si l'ordure externe, repoussante m'envahissait et réveillait en moi une ordure interne qu'il s'agissait de « repousser ». Il **n'y a d'horreur que spectatorielle**, autrement dit ne pas faire de l'horreur un spectacle mais c'est reconnaître qu'elle est le propre d'un spectateur.

Devant l'aspect profondément spectaculaire de l'horreur, il faut se demander quels peuvent être les effets recherchés. Montrer l'immontrable, transgresser le tabou ne peuvent que susciter un choc brutal mêlé à une intense fascination. Fasciner, c'est une « une attirance, une domination, immobiliser un être vivant en le privant de réaction défensive par la seule puissance du regard, attirée irrésistiblement l'attention par sa beauté et son charme »³⁷⁴. Il arrive toujours quelque chose là où on ne s'attend pas. Quelque chose arrive, éclate, déchire l'ordre des représentations. Ce qui a lieu par surprise, brutalement nous tire vers la stupeur, vers une fascination paradoxale du rien.

Le plaisir pris à l'ordure.

En premier lieu, on ne peut ignorer la fascination ambivalente pour la monstruosité. Une forme particulière de stigmatisation à double sens, à la fois spectacle (montrer vient de monstrare-latin, qui a aussi donné démontrer) et répulsion craintive

³⁷⁴ Le Petit Larousse illustré, 1996, édition Larousse, Paris.

face à l'habituel, l'anormal reprise par Canguilhem³⁷⁵. Il paraît une contradiction entre le plaisir pris à l'ordure et l'effort de repousser hors de soi ce plaisir. D'une part la jouissance de l'horreur apporte une satisfaction, d'autre part elle nuit à l'image aimable de moi-même de telle sorte qu'il me faut l'expulser ; il me faut extraire l'objet interne et ordurier qui soutient le plaisir pris à l'horreur. C'est ainsi que nous pouvons voir apparaître un vocabulaire relevant de la contagion, de l'extension, de la propagation : Epouvante, peur, terreur, horreur, angoisse. Ce champ sémantique provient d'une angoisse liée à la dépersonnalisation progressive du sujet ; la crainte d'être dépossédé puis envahi, dirigé et contrôlé par autrui ; le sentiment d'invasion prend différentes formes. Pourquoi un tel plaisir au carnage, une curiosité à l'égard de la destruction, un plaisir de l'horreur, serait-ce parce que la destruction atteint l'autre ? La peur de la contagion exprime aussi une angoisse de la relation à l'autre³⁷⁶.

Mais qui est le monstre, celui qui est désigné comme tel ou celui qui le désigne ? Monstre que l'on montre, monstre qui montre ou monstre qui démontre ? L'autre qui fait peur, n'est pas le totalement inconnu mais le connu en tant qu'autre, ou la part d'altérité dans le familier ; la monstration est un excès de représentation qui emplit le cadre. Nous pouvons être confrontés à une figure saisissante, médusante. Menace, agression potentielle, figure irréductible d'altérité. Sentiments ambivalents favorisant à leur tour des mécanismes d'identification et de distanciation.

Un choc qui paralyse à la manière de ce que produit la contemplation de la tête de méduse. L'horreur choque et méduse, elle repose sur un principe visuel et spectaculaire, dans une logique de l'excès et de surenchère. L'inversion du caché et du voilé peut prendre une **dimension carnavalesque**. Celui qui regarde oscille entre le choc, la nausée et le rire stupéfait devant ce qui paraît pourtant indescriptible.

Nous souhaitons étudier en quoi toute extériorisation paroxystique est dérangeante, voire obscène. C'est alors le regard du spectateur qui en décelant l'innommable est en position d'obscénité. L'obscène serait-il pour autant le « hors cadre » ? L'obscénité est d'ordre avant tout conventionnel³⁷⁷. Un livre, un spectacle, une gravure, une conversation, perdant tout caractère d'obscénité lorsque la personne qui lit, regarde, perçoit ou entend, n'éprouve en accomplissant ces actions ni sentiment de crainte ni un sentiment de timidité. L'obscénité ne réside pas dans l'objet qu'on regarde, dans l'écrit qu'on parcourt, dans les paroles qu'on écoute ou qu'on prononce. S'il y a obscénité, elle est en celui qui observe, examine. L'obscénité est un sentiment purement relatif à l'individu qu'elle est censée bloquer ou choquer. Elle n'existe pas hors de lui objectivement, pas plus que la pudeur. « C'est obscène ». Dans le terme obscénité, il y a l'idée d'une agression contre la pudeur ou l'idée de quelqu'un qui se déclare agressé dans sa pudeur. Victor Hugo parle de « monstrueuses obscénités ». Parce que la pudeur est volonté de ne pas exhiber un caractère animal sexuel pour le rendre humain, l'obscénité heurte la pudeur et tourne autour de la vision des organes sexuels.

Ce terme n'est pas sans poser de multiples questions sur son sens et le sens qu'il peut avoir à exhiber l'animalité, à se repaître des représentations à caractère sexuels.

³⁷⁵ CANGUILHEM G., *Le Normal et le Pathologique*, Paris, Presse Universitaire de France, Quadrige, 1993, 224 p.

³⁷⁶ PANAGIOTIS C., *L'épistémologie par le monstre. Une lecture d'Enrico Baj et de Michel Mafessoli*, Revue Sociétés, Deboeck Université, N°75, 2002, 112p, pp 5-14.

³⁷⁷ Le Petit Larousse illustré, 1996, édition Larousse, Paris.

L'obscénité vient avec les représentations qui tournent autour des organes sexuels et de la rencontre. Qu'est-ce qui lui échappe, qu'est-ce qu'elle refuse ? Qu'est-ce que l'obscène et l'obscénité ? Ces notions évoquent tout à la fois la pornographie, l'exhibition, ce qui choque et ce qui répugne. Elle révèle la censure morale, le jugement, les limites morales. L'obscène a pour fonction de perturber la construction géographique de la morale et de l'intolérable au corps vivant et à la mort. L'obscénité et l'impudeur s'opposent à la pudeur comme limite du sujet. Aussi, l'obscénité nous interroge. Va-t-elle dans le sens du montré et du nommé ? N'existe-t-elle que dans l'esprit de celui qui la déteste et la condamne ? S'agit-il de la souillure de soi comme de l'Autre, de tous les autres ? L'obscène est-il la limite du supportable,

L'obscénité opère sur les fondements anthropologiques de nos dualismes³⁷⁸. En transgressant les interdits liés au sacré, ce qui est dangereux et défendu, l'acte obscène se place comme une puissance maléfique qui engendre **des sentiments d'aversion et d'effroi** car il risque de s'introduire un déséquilibre dans l'ordre des choses. Etymologiquement obscène signifie de mauvais présage, sinistre, en lien avec le mal. L'obscène désigne tel un « oiseau de mauvais augure » quelque chose d'assez hideux, pour mériter d'être caché, une chose dont l'actualisation signe un déplacement du refoulé et de l'interdit dans l'univers du dit et du visible. Des choses « dérangeantes » : évacuation dans la sphère des objets immoraux tout en se passant d'explicitement la pertinence de la censure³⁷⁹. L'obscénité émerge du corps ou à partir d'une dimension liée au corps, sa matérialité (peau membres, poils et cheveux, ses liquides et fluides) ses émanations (ses excréments, sa nudité), ses faiblesses (corps meurtri, distancé, soumis), ses pulsions sexuelles, son intimé, sa mortalité. Dans la façon dont ses aspects corporels sont perçus dans le jugement implicite qui est porté sur eux, l'obscénité relève de dimensions morales, religieuses, sociales et culturelles. Le regard de la honte, est un regard qui lâche, défait, qui décompose ou fait voler en éclat.

Comme agression, offense à la pudeur, transgression d'un interdit pour provocation de la honte, l'obscénité s'inscrit dans ces scènes par une lisibilité directe et brutale dans l'immédiateté du sujet offert au regard ; elle se réalise par un changement de contexte (déféquer dans la rue, nudité), un décalage par rapport à une norme, à une habitude, à un conformisme social L'indécence peut naître non pas des scènes elles mêmes mais de leur passage à un autre contexte de représentation. Elles deviennent choquantes et obscènes.

Obscénité, rire, truculence rappelle l'écriture rabelaisienne dans laquelle le langage du corps prédomine. **Cela relève toujours d'une dimension liée au corps, à ce qui s'y rattache par des valeurs inhérentes à la honte, pudeur, respect de l'intimité.** L'intérieur du corps est une figure permanente de l'obscénité depuis l'antiquité. Nous touchons à la physiologie qui est similaire à tout le règne animal. Si l'homme se distingue des bêtes, c'est par son corps extérieur qu'il va parer de signes culturels, c'est par le langage qui distingue et s'oppose à l'indistinct, à l'inquiétante étrangeté que manifeste la chaire du corps ouvert³⁸⁰. « En donnant accès à l'intérieur du ventre, les corps ouverts, déploient une obscénité (...) celle de la physiologie humaine. L'obscénité se complait à souligner la proximité des fonctions excrémentielles et de certaines fonctions sexuelles (...) la saleté, la puanteur sont une des caractéristiques des corps obscènes romains (...) les mauvaises odeurs sont causées par un manque de soins

³⁷⁸ CALLOIS R., *L'homme et le sacré*, Paris, Flammarion, 1988, 250 p.

³⁷⁹ REY A., *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaire le Robert, 1993.

³⁸⁰ DUPONT F., ELOI T., *sur l'obscénité dans la Rome antique*, in *l'érotisme masculin dans la Rome antique*, Belin, 2001, p192.

c'est la puanteur du bouc »³⁸¹. De la dévoration à la digestion, de la digestion à la défécation, le corps ouvert est obscène car il met à jour une similitude qui parcourt tout le règne animal indistinctement. L'obscénité ne consiste pas en un dévoilement du sexe, mais une déchirure du voile de la signification qui fascine. L'obscénité ne démasque pas ce qui serait caché et qui aurait une positivité derrière une apparence trompeuse mais expose l'involution dans une ouverture de la trame des signes qui ne renvoie aucune fermeté, aucune certitude, un vestige sans fond, un reste que les noms ne savent pas saisir³⁸².

Pour produire ces excès, décalages, glissement de contexte, l'obscénité s'élabore toujours sur des dualismes essentiels qui sont au cœur des conceptions religieuses et morales : pur / impur, lumière / ombre, moralité / amoralité, propre / dégoût, voire sordide, abject et vil. Obscène, ob-scène à coté, hors de la scène et la décalant elle même qui ne rend compte d'elle qu'au prix de sa déréalisation³⁸³. Ces scènes détachées de leur contexte engendrent une réflexion sur l'origine du sentiment de honte et sur l'indécence qui leur est attachées. **Le sujet SDF place le passant (ici spectateur) dans la position, d'un voyeur qui observe, peut être même avec fascination ce qui est interdit par la bienséance sociale. L'obscénité permet de remettre en question voire de rendre caduque la légitimité du conformisme de la morale ou de la religion mais aussi d'instituer comme nouvelle règle ou loi, le bon correct et le nommable, donc oblige le spectateur à interroger les valeurs qui sont les siennes L'obscénité aurait alors des vertus critiques quand elle permet de faire voir ce qui habituellement, ne se montre pas mais aussi dénuder les oripeaux d'hypocrisie avec lesquels se protège la société.**

Comment en tant que spectateur on peut être transformé en voyeur ? Quand le spectateur pénètre la sphère intime d'une personne, conduit à voir une scène qui ne lui est pas destinée dont il demeure le spectateur secret et invisible ce qui lui permet de prendre du plaisir sans se faire connaître. Des corps exhibés c'est-à-dire livrés et offerts au regard. Selon Blanchot « voir suppose la distance, la décision séparatrice, le pouvoir de n'être pas en contact et d'éviter dans le contact, la confusion »³⁸⁴. Voir signifie que cette séparation est devenue rencontre, que reste-t-il quand plus rien ne fait rempart au visible. L'angoisse, le spectacle total. L'abjection dont est porteur l'autre nous revoie d'abord à nous-mêmes. Dans ce cadre, l'autre représente moins une radicale altérité que le dépositaire de notre part maudite. Ainsi, l'objectivation se meut dans un jeu spectaculaire de ressemblances et différences avec autrui. Une ressemblance tellement claire qu'elle en est niée avec la violence du dégoût qui inscrit de façon radicale l'exclusion de l'autre. Le dégoût, mais aussi la peur que nous inspire l'abject est d'abord l'écho de ce qui est étranger en nous. L'abjection dessine des frontières entre le pur et l'impur, le dedans et le dehors, le même et le différent. Telles des affiches publicitaires, ces dépouilles, que sont les sujets SDF, font parties du décor urbain. Seulement, ils ne vendent rien, ne dévoilent aucune chaire appétissante, n'inspirent ni le mieux-être ni la mode ou la prospérité. Le passant préfère détourner le regard, il a peur de sa propre image. Les personnes errantes incarnent des

³⁸¹ PIERRAGI A.-H., *Le gros plan et l'obscène*, La voix du Regard, N° 15 - automne 2002.

<http://www.voixduregard.org/15-Pieraggi.pdf#search=%22caract%C3%A9ristiques%20des%20corps%20obsc%C3%A8nes%20romains%20%22>

³⁸² Lacan emprunte à Bataille ses références sur l'impossible et sur l'hétérologie, il y tire le concept de réel conçu comme reste puis comme impossible. A.-H. PIERRAGI., *ibid.*

³⁸³ TACKELS B., *Anciennes fables et nouvelles voies*, revue Mouvement n°14, octobre décembre 2001.

³⁸⁴ BLANCHOT in L'Espace littéraire.

figures d'altérité menaçantes qui mettent en péril la survie du groupe par la transgression de nombreux ordres (moral, sexuel, spatial, corporel). Confusion de l'humain et du bestial, de l'intérieur et de l'extérieur, du propre et du sale, la personne déroge à de nombreuses règles sociales et communautaires. Selon Julia Kristeva, « ce qui ne respecte pas les limites, les places, les règles »³⁸⁵

Comme le souligne René Girard, « la mentalité persécutrice cherche dans l'individu, l'origine et la cause de tout ce qui la blesse ». « Dès qu'il y a anormalité sociale, la société s'y engouffre et consolide l'ordre et l'homéostasie du groupe »³⁸⁶. Le vagabond demeure le sauvage ou encore le malpropre. Dès lors, il va s'agir de repérer le mal et l'extraire ou le purifier, avec pour seul modèle une attitude rééducatrice. Les corps doivent être dociles, domestiques, propres, purgés en recherche perpétuelle de purification et se débarrasser de toute souillure intérieure. En ce sens, toute atteinte à l'ordre des choses perturbe. Peu de places sont laissées à Dionysos qui demeure caché, traqué.

Comme Antonin Artaud³⁸⁷ semble le concevoir, en chacun réside un penchant pour l'infamie et la laideur. Ce que l'abjecte expose devient notre face cachée derrière l'acceptable des conventions humaines. A l'encontre de la beauté et de l'ordre, la laideur impose un fouillis en marge des normes permises. L'abject traduit une brutalité matérielle sans maquillage. L'abjection découle d'une crainte de percevoir le corps en dehors des normes permises, au-delà de soi et de ses fantasmes. C'est le prolongement du laid dans l'horrible, du supportable dans l'inconnu sous-jacent de l'incurable. Le vil et le méprisable possèdent le pouvoir de nous projeter au-delà des limites corporelles mais aussi morales. **Dans la répulsion, existe une part inavouable, un plaisir malsain à regarder la rigueur cadavérique.** Envouté par l'immoralité d'une délectation mortifère, l'être fasciné explore ses fantasmes obscurs. Pour Julia Kristeva : « L'abjection est en somme l'autre côté des codes religieux, moraux, idéologiques sur lesquels reposent le sommeil des individus et les accalmies des sociétés... mais le retour de leur refoulé constitue notre « apocalypse » »³⁸⁸.

« Ils sont visiblement pauvres... ils font peurs, ils font honte, ils ont honte, leur honte est contagieuse, ils suscitent l'aversion, ils ont à voir avec l'abjection ». « Ce gros mot, ce mot obscène »³⁸⁹. Effet de déchéance. Le contact avec les déchets entraîne des effets de déchéance. Être mis en rapport avec les détritiques, que ce soit réellement ou symboliquement revient à mettre en péril son identité ou celle du groupe auquel on appartient. C'est à travers le regard de l'autre que l'on se sent contaminé et contagieux. Occuper des lieux pollués, vivre auprès des sites insalubres vous fait considérer autrement par ceux de l'extérieur. Le regard et la parole de l'autre vous rendent

³⁸⁵ KRISTEVA J., *Pouvoirs de l'horreur*, Paris, Seuil, points essais, 1983, 247 p.

³⁸⁶ GIRARD R., *Le bouc-émissaire*, Paris, Grasset, Biblio essais, Livre de poche, 2002, 315 p. in BOMBÉREAU G., *Représentations sociales du VIH/SIDA en Guadeloupe et recommandations à l'usage de la santé publique. La peur ou la mort dans l'âme dans les Antilles françaises*, Doctorat en didactique, Université Laval et Dans le cadre d'une cotutelle de thèse en collaboration avec l'Université Paris V, René Descartes, Sciences de l'éducation, Université Laval Québec, université René Descartes Paris V, 2005. (<http://www.theses.ulaval.ca/2005/22985/22985.html>)

³⁸⁷ BERGERON C., *La brutalité esthétique*, Mémoire comme exigence partielle de la maîtrise en arts plastiques, université du Québec à Chicoutimi, novembre 1997. (http://www.collectionscanada.ca/obj/s4/f2/dsk2/tape17/PQDD_0033/MQ26824.pdf#search=%22n%20c hacun%20%20C3%A9side%20un%20penchant%20pour%20l'E2%80%99infamie%20et%20la%20laideur%22)

³⁸⁸ KRISTEVA J., *Pouvoirs de l'horreur*, op. cit.

³⁸⁹ MAISONDIEU J., *L'idole et l'abjecte*, op. cit.

polluant. La décharge fait office de déversoir où sont refoulés les indésirables, les nuisances, les ordures et les exclus, tous les résidus du « filtre » urbain, épurateur des bonnes valeurs et de belles images de la société. Ce qu'ils méritent est le mépris : l'acception spécifique de ce qui est moralement bas ou indigne et qui s'oppose à l'estime qui concerne au contraire des actions (où personnes ayant commis ces actions) dont la valeur morale est positive. Nous nous situons à l'intérieur d'une problématique de la représentation.

Une figure de l'altérité.

Il est autre car pauvre et errant. Demeurant nulle part, son ombre se projette partout, au plus profond des représentations et des croyances. **Il habite le domaine des peurs collectives et la stigmatisation dont il fait l'objet a aussi pour but de l'identifier comme figure du mal et du danger.** Au delà du vagabond, nous retrouvons d'autres figures de l'altérité sociale souvent rejetées et errantes comme lui. Le vagabond croise de nombreux autres marginaux irréguliers, prostitués, fous, filles mères abandonnées à elles-mêmes, juifs. **La mise à l'index de l'exclu**, ce rejet ou déni de similarité avec l'exclu pose au final la question de l'altérité mais aussi de l'objectivation.

Julia Kristeva définit « l'abject comme un non objet de désir, un non être en quelque sorte. Celui qui est abject est (...) méprisé, intouchable. C'est un paria, (...) un déchet de l'humanité non fréquentable (...) »³⁹⁰. C'est ainsi que l'abjection réalise la mort sociale de l'autre constitué en radicalement différent de soi parce qu'impur, ou plus largement, parce que n'appartenant pas au règne de l'humain. Précédant le signe – la symbolisation – l'abjection rend compte de l'insignifiable, ce qui précède le narcissisme dont elle est une pré-condition. Lorsque le signe est mal établi, le sujet en manque de son « moi propre », ne sachant plus reconnaître le dedans du dehors en appelle à l'intérieur du corps, urine, sang, sperme, excréments pour se rassurer sur son identité. L'abjection – la douleur – est le côté intime. L'horreur, le visage public.

Les contours de l'abjection.

Leur seule vue importune. Il faut les soustraire au regard qui dans un espace assaini ne doit à l'infini ne plus rien rencontrer d'autre que lui-même dans une perspective sans tache, c'est-à-dire vide, mort. Cette problématique constitue selon Declerck³⁹¹, le pendant contre transférentiel de la dimension anale de la grande désocialisation. Les clochards souffrent de troubles liés à la forclusion anale et font naître en nous qui les côtoyons des angoisses correspondantes. A la souillure qu'ils mettent en scène, aux malaises olfactifs et visuels qu'ils induisent en nous, répond notre désir rédempteur de propreté.

Jeudi 23 janvier 2003. Un agent d'accueil d'un foyer d'hébergement dit que le matin, dès qu'elle arrive à 7 heures, elle ouvre la fenêtre en grand, passe du **produit désinfectant** dans leurs bureaux qui sont mitoyens à la borne d'accueil où se « positionnent » les usagers. Elle dit que c'est son premier geste.

³⁹⁰ KRISTEVA J., *Pouvoirs de l'horreur*, op. Cit.

³⁹¹ DECLERCK P., *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, op. cit

Ces scènes où, après chaque départ des sujets SDF qui avaient investi la devanture d'une agence immobilière, l'agent ou le cafetier sont sortis laver le sol à l'eau de javel.

Les pratiques de la propreté marquent un territoire à soi.

L'adjectif « propre » signifie à la fois « qui appartient » et « dépourvu de souillure ». Les travaux de Mary Douglas³⁹² nous ont appris que nos catégories de la perception du monde se construisent sur l'opposition entre le pur et l'impur. La saleté profane et la souillure sacrée contribue à la constitution d'un ordre symbolique qui procède par des exclusions et des inclusions. La saleté relève de ce qui est méprisable, inconvenant ou ignoble et elle trouble un certain ordre des choses et supporte le poids de l'opprobre. Elle est un élément relatif à la marge de l'ordre et se construit sur la formulation de catégorisation fondée sur la différence.

Le propre comme pilier du maintien de l'ordre.

Il est important de souligner la polysémie des thèmes propreté, saleté, pollution. Ils renvoient à des domaines sémantiques voisins aux frontières floues. Chacun d'eux possède un sens propre et un sens figuré que connote un aspect moral et social. Le sens figuré du « mot propreté » désigne ce qui est convenable, adapté, qui prend place dans un certain ordre. Ce qu'on désigne comme propre, on le fait sien. On se l'approprie. Ce qui est congruent avec l'étymologie du mot propre qui renvoie autant à la propreté qu'à la propriété. La propreté est associée à la qualité de vie, au respect de soi, à la bienfaisance et au bien être en commun. Surtout ranger et arranger son espace de vie témoignent d'une volonté de reproduire à l'identique le social que l'on entretient avec ceux qui partagent cet espace. Un espace propre est un espace que l'homme s'approprie en posant des limites et des interdits qui en écartent la saleté ou la souillure. Ces limites et interdits sont adressés aux autres avec lesquels il entre en interaction dans un groupe partagé. La propreté devient la marque d'une propriété qui doit être reconnue par autrui. Définir les frontières collectives du propre et du sale et les faire respecter est perçu comme un acte de pouvoir qui doit s'imposer comme tel. En tant que signe de l'appropriation de l'espace, la propreté de l'espace public urbain est un signe de l'effectivité du pouvoir politique qui s'exerce sur ce même espace.

« La souveraineté du propre ».

Ce n'est pas la distinction entre le sale et le propre qui demeure arbitraire, mais la construction même du propre. Ce que quelqu'un désigne comme « propre », il le fait « sien », c'est la marque d'une propriété qui doit être reconnu par l'autre. Un espace propre est un espace que l'homme s'approprie, signifiant par là des limites et des interdits à travers la promotion des signes identitaires. Le propre est le propre de soi, le propre de la ville grâce au jeu de certaines politiques urbaines³⁹³ semble se réapproprier son centre ou ses quartiers en chassant à la périphérie les populations « indésirables ». Pour parvenir à de telles fins, les pouvoirs urbains invoquent la solidarité menacée, ils s'en réfèrent donc au « sale » comme la conséquence d'une incompréhension de la

³⁹² DOUGLAS M., *op. cit.*

³⁹³ Se reporter en 1^{ère} partie, 1.3.4.1. Le nouveau mobilier urbain : une insidieuse et silencieuse expulsion des exclus ?

nécessité du propre. Cette visibilité de la propreté conforte l'idée d'une réappropriation constante de l'espace public. Quand le propre d'une ville devient la propreté comme image unificatrice, tout ce qui ne concourt pas manifestement à un tel objectif exprime la menace de la dégradation. La propreté est une expression vivante de la sécurité publique. La saleté est prise comme figure de la violence.

Le danger est l'obsession du propre, danger qui apparaît nettement si nous prenons le mot propre dans son triple sens : courant ce qui est net, sans souillure, ce qui est objet de la propriété, enfin ce qui qualifie un être, en lui assurant son identité constitutive. La phobie du contact, ce n'est donc pas seulement la phobie de la souillure, c'est aussi et surtout la phobie de l'altération de ce que nous sommes, manifestation de l'angoisse de la perte de soi. **La souillure est une trace de ce que le non moi (les autres, le monde) laisse sur moi**, dès lors que la séparation entre le monde et moi n'est plus assurée. D'une part, la souillure est ce qui risque de l'altérer gravement, ce qui nous dégrade, ce qui nous fait perdre notre dignité, à la limite ce qui peut nous rendre méconnaissable pour nous-mêmes et pour les autres³⁹⁴. A cette dialectique du pur et l'impur peut correspondre le sale et le propre, à quoi nous nous proposons d'y rattacher la notion de déchet. « Le déchet fait figure de saleté parce qu'il n'appartient à personne. Il est sans territoire propre. Ce qui s'oppose au propre, ce n'est pas le sale mais la contagion de la décomposition »³⁹⁵.

Thématique de la contamination et infiltration

L'approche terminologique de la notion de déchet distingue deux branches fondatrices. La première souligne le dégoût, la puanteur, l'impureté. C'est l'immondice (immondus en latin) le non propre, ce contenu péjoratif s'est consolidé dans le vocabulaire de l'insulte. L'ordure est un des superlatifs du mépris. La seconde branche se fonde sur la déformation populaire du verbe déchoir. Au 12^{ème} siècle, on parle de « déchet » en évoquant un bien qui est déchu. C'est la forme primitive de déchet. Le déchet est la perte, la diminution qu'une chose subit dans l'emploi qui est en fait. La notion de déchet peut être déclinée à partir d'une série de terme (ordures, rebuts, déchets, détrit).

Le déchet est un bien sans « maître » abandonné sur la voir publique. Pauvreté et déchets sont souvent associés. Il faut cacher ce qui paraît comme « obscène ». Sont évoqués les rebuts de la société. Le déchet, l'ordure correspondent à une image globalement négative. La saleté et la peste, la pollution et le danger, la mort et la putréfaction, nous les dissimulons, nous les éloignons. Partout, le déchet est pensé comme immonde. La conscience populaire s'en méfie au point d'y voir par contamination une menace pour l'ordre social. Le contact avec les déchets entraîne des effets de déchéance. Être mis en lien avec les détrit, que ce soit réellement ou symboliquement, revient à mettre en péril son identité ou celle du groupe d'appartenance. C'est à travers le regard de l'autre que nous nous sentons contaminés et contagieux. Ainsi, nous dit un sujet SDF : « on ne me regarde pas ». Occuper des lieux pollués, vivre auprès des sites insalubres vous fait considérer autrement par ceux de l'extérieur, le regard et la parole de l'autre vous rendent polluant. La décharge est un

³⁹⁴ BIRH A., *Parcours de la xénophobie : de l'hétérophobie au ressentiment*, Paroles sans frontières, 5 novembre 2005. (<http://www.p-s-f.com/psf/spip.php?article80>)

³⁹⁵ JEUDY H.-P., *le choix public du propre, Une propriété des sociétés modernes*, Annales de la recherche urbaine, n°53, décembre 1991
(<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/annaes/jeudy.htm>)

espace en marge. Ils suscitent la répulsion et constituent des marqueurs négatifs dans les territoires de vie, c'est-à-dire qu'ils signalent les zones les moins appropriées de l'espace social de vie. Ce sont les périphéries et les marges. Tout va bien si le déchet peut disparaître sans laisser de trace.

Le détritisme qui s'emploie pour désigner ce qui pollue ou salit la voie publique. Le mot a glissé vers le caniveau. L'ordure, mot bien plus fort que déchet, dérivé de l'ancien français « ord » lui-même venu de horridus en latin (à l'aspect hérissé ou qui provoque le hérissément), il évoque d'entrer de jeu une répulsion physique, on répugne à toucher, sentir ou même à regarder l'ordure, non seulement on le rejette, mais on le cache (rapport avec l'excrément). L'ordure est moralement infâme lorsque le déchet humain, s'il est tombé au plus bas, évoque plutôt la détresse et l'absence de dignité. Déchet rattaché à un entachement, un corps étranger qui souille, ternit, macule une homogénéité originelle. Une forme additionnée corrompt, agresse, nuit et entraîne une perte d'intégrité. Le haut et le bas (chute) (cadre) et élévation. Distinction entre deux niveaux spatiaux. Choir, déchoir, déchéance, chute, décadence, cadavre, déchet.

Cela nous permet de reprendre ces propos tenus lors de notre étude sur l'accès aux soins aux urgences des personnes SDF où un médecin de garde dans un grand centre hospitalier universitaire nous interpelle « arrêtez de nous envoyer vos déchets, nous ne sommes pas un dépotoir » ou bien cette parole d'un pompier « nous sommes les éboueurs du social ». Ceci n'est-il pas proche de la monographie de Pagnier au début du siècle « le vagabond est un déchet social »³⁹⁶, un parasite qui émerge des bas fonds, des ventres des villes, toujours insaisissable à cause de son isolement.

Le terme de bas fond se rapporte à l'égout, à ces zones souterraines, et invisibles transportant l'ordure, l'eau souillée, contaminées par les déjections. Dans un ouvrage pour enfant « *Le rat* », l'auteur décrit un rat d'égout et un homme sans abri qui se sont rencontrés : « ils sont solitaires et fiers, l'un est gros, il a le poil noir et les dents pointues. Il est irréductible, c'est le rat l'autre est grand, bourru, amer c'est Paulo. La rue est leur territoire. Se nourrir se chauffer, s'abriter, exister aussi ; c'est leur combat ». « Les gens passent. Les gens passent tout le temps devant moi. C'est dingue, ils passent comme ça, ils ne voient pas. Non. Ah non ils ne voient pas. Mais moi, je les vois. Je les vois bien tous. Ils pensent que je ne les vois pas quand ils passent parce que je suis si bas que mes yeux sont au niveau de leurs chevilles. Mais moi je les vois bien, et de haut en bas ! Je les regarde pas, je les vois, c'est pire »³⁹⁷.

Le vagabond n'est-ce pas cet homme d'égout sur lequel s'inscrit l'abject et incarne le symbole de sa pureté ? Pour François Chanteau, il est une plaie sociale, que nous entrevoyons surinfectée, suintante. D'où les vellétés d'épuration, de purge ; il s'agit d'extirper, de faire sortie le dedans, d'extirper toute intériorité pour comme le dit Hannah Arendt rompre ainsi toute communauté.

Directement confrontés aux « déviants », le public dévie en sens contraire : il se réfugie dans l'honorabilité, dans la moralité, la dignité. L'obscénité liée au corps ne serait pas envisageable sans l'origine chrétienne de la honte. Freud utilise à plusieurs reprises le terme allemand « sclam » qui est traduit en français par « honte » ou « pudeur ». La connivence entre ces deux traductions s'observe dans le développement de l'enfant. La honte manifestée par l'enfant à propos du dévoilement de son corps, cette honte relève d'une pudeur protectrice. Très progressivement, cette dernière définit une position à l'égard du corps et de l'environnement qui aboutit à mettre en place le

³⁹⁶ Édition Vigot. 1910.

³⁹⁷ HERBERT M., *Le rat*, Paris, Bayard jeunesse, Millézième, 2004, 108 p.

voilement, la dissimulation et surtout la distance. L'intimité est ainsi préservée, elle est essentielle pour l'appropriation physique du corps et la construction du psychisme. La honte est liée au regard des autres qui conduit à vouloir se cacher et à disparaître à son propre regard porté sur elle-même. La honte est aussi avoir été souillé, pénétré passivement, exposé au regard de l'autre.

Comment décrire la honte d'un point de vue symptomatologique ? L'expérience de la honte saisit le sujet dans le sens où elle le surprend brutalement, « l'empoigne » et provoque en lui une émotion vive, soudaine et violente. Momentanément, on peut dire que le sujet honteux n'est plus maître de lui-même. Il se sent abandonné par ses forces, s'effondre, baisse la tête et les yeux, cherchant à se retirer, à se cacher, à se soustraire à la vue d'autrui. L'éprouvé de honte crée un hiatus dans le sentiment de continuité, hiatus qui est à entendre dans le sens d'une interruption brutale, d'une coupure temporaire du sentiment de permanence du moi ; expérience qui inhiberait toute élaboration psychique. L'éprouvé de honte sidère le sujet, dans le sens où il anéantit temporairement ses facultés psychiques et où il produit un état d'inhibition motrice. La honte laisse place à l'envahissement traumatique à la fois par le vécu psychique et le vécu corporel qu'elle induit.

Jacques Hassin³⁹⁸ parle d'une « pathologie de la disparition ». L'émergence de la honte est l'affect de la disparition de soi-même hors de la scène sociale où l'on parle et où l'on agit. L'image de soi en rapport avec la reconnaissance par autrui disparaît comme un déchet. Incurie, errance ou repli chez soi. Nous savons que nombre de personnes se cloîtent chez elles, n'en sortent pratiquement plus, ne répondent plus, n'ouvrent plus ou presque. Errance ou repli, il s'agit d'une sorte de toute puissance à visage autiste qui remplace le lien avec autrui. Cela pose une interrogation fondamentale sur le **bien-fondé de la honte**. Jean-Paul Sartre³⁹⁹ suggère que c'est à travers la honte que nous conférons aux autres leurs présence dans nos esprits, notre honte leur donne une réalité, sans honte les autres ne restent que spectral sans existence. La honte représente pour lui une peine à assumer afin d'être libre, bien qu'elle nous impose l'existence angoissante des autres. Effet paradoxal de l'affect de honte, l'éprouvé de la honte isole le sujet tout en assurant la sauvegarde d'un lien là où il menace d'être rompu ; c'est-à-dire que la honte, tout en étant déstructurante, contribue à sauvegarder l'unité du sujet. A un niveau intrapsychique, il semble que la honte témoigne d'une lutte pour préserver son intégrité psychique. Autrement dit, la honte assurerait une permanence du soi. Elle apparaît comme une tentative ultime d'éprouver une identité. En effet, elle permet au sujet de continuer à se vivre comme unifié. Le sujet, passé l'ancrage émotionnel, va se reconstituer comme unifié par son sentiment de honte, mais au prix d'une aliénation au regard porté sur lui par les proches ou la société. Ce regard contenant est un garant de cette « unification » puisqu'il le reconnaît comme sujet « porteur de honte ». La honte est un élément de légitimation sociale et de contrôle⁴⁰⁰. Elle indique que la personne accepte de prendre à son compte la responsabilité de son état. En avouant sa honte, le sujet dédouane le système social et tous ceux qui en bénéficient. Il se soumet à l'ordre des choses et devient digne d'être aidé. La honte lui redonne un statut à condition bien sûr qu'il avoue. Ceux qui préfèrent garder leur fierté plutôt que mendier, ceux qui gardent leur faim pour eux sont condamnés à l'isolement et au rejet.

³⁹⁸ HASSIN J., *op. cit.*

³⁹⁹ SARTRE, *L'Être et le Néant*, Gallimard, 675 p., 1976.

⁴⁰⁰ MONTANDON C., 1982.

La honte détruit et maintient la singularité, la subjectivité du sujet. Elle unit et sépare. Surtout, elle ne nous laisse pas d'autre alternative que de reconnaître la primauté du regard des autres sur soi. L'expérience de la honte va également affecter le sujet dans son intimité car elle vient dévoiler et exposer crûment son « intérieur », son espace intime. La honte émerge toujours en corollaire d'un regard qui « met à nu » (comme effaçant l'enveloppe protectrice des vêtements). Il se produit un effroi dans le fait d'être le point de mire, d'être pris dans le regard d'autres et ne pouvoir s'y soustraire. L'affect de la honte, c'est se faire honte comme l'autre, le tiers peut vous faire honte. La honte et le sentiment de honte surgit dans **l'opération du dévoilement réel ou fantasmé de l'intime et du secret et sur la place publique**. Perte de frontière entre soi et l'autre ? La honte est un sentiment social. Ce qui fait le ressort de la honte est plus généralement qu'une dénonciation, quelque chose de l'ordre d'un dévoilement de l'intime et du plus secret mis brutalement sur la place publique. La honte n'apparaît pas tant que le secret est gardé, tant que le regard de l'autre ne l'a pas provoqué. « Je viens de faire un geste maladroit écrit Sartre, ce geste colle à moi, je ne le juge ni le blâme, je le vis simplement, je le réalise sur le mode du pour soi. Mais voici tout coup que je lève la tête quelqu'un était là et l'a vu ? Je réalise tout à coup la vulgarité de mon geste et j'ai honte ». Pas de honte sans un dévoilement, un démasquage mais aussi un aveu, autre forme de la mise au grand jour de l'intime.

L'orgueil ou la honte inversé

Certains sujets ont ceci de commun qu'ils impliquent la solitude et le repli sur soi communiqués avec autrui sur le mode de la réciprocité. Ce qui est cause de bassesse est élevé, ce qui est indigne est glorifié. Ainsi pour Genet, le mal, l'abject, le sordide, la misère, l'humiliation deviennent des éléments d'idéalisation : chier devient sublime, l'humiliation est magnifique, le mal devient une quête, la misère somptueuse, l'abjection glorifiée. Il proclame « je suis une merde » et il s'en glorifie. Faute de pouvoir changer la réalité, il inverse son désir. Il s'efforce de devenir l'image sociale qu'on lui renvoie, de l'accepter, de se l'approprier et de la substituer à son idéal. Ce qui était sordide et dégoûtant devient alors magnifique et précieux. Dans la plupart des cas, la surenchère et la provocation ne font qu'aggraver la situation en débouchant sur des conduites d'échec : « C'est le cas de tous ceux qui perdent leurs papiers, se présentent ivres ou sales aux rendez-vous d'employeurs potentiels... consultation qui mettent toutes les chances de leur côté pour que le pire ne puisse être évité, de sorte qu'ils puissent précéder l'échec et s'attribuer à eux-mêmes la volonté d'avoir échoué »⁴⁰¹.

La fuite en avant dans le malheur, le besoin de « toucher le fond », la surenchère destructrice dans l'abject ne sont-ils pas des moyens de se positionner en sujet de sa propre déchéance, de la transformer en source de fierté : « voyez jusqu'où je suis capable d'aller ». Tentative souvent dérisoire mais qui permet au sujet de « sauver la face », sinon aux yeux des autres, du moins aux siens propres, jusqu'à y trouver une certaine jouissance. « On trouve une délectation dans le dernier degré de l'abaissement et de l'humiliation » écrit Dostoïevski. Le complexe du Phoenix désigne en négatif la quête de l'abîme.

La honte mobilise notre subjectivité, notre expérience intime, essentiellement sur le versant de l'identification imaginaire (avoir honte pour l'autre). En effet, il est parfois difficile d'assister à la honte de l'autre sans l'éprouver à son tour. Lors des

⁴⁰¹ DE GAULEJAC V, TABOADA LEONETTI I., *op. cit.*

études sur les personnes SDF, on se demande s'ils ont encore honte et rarement **s'ils font honte**. Pour nous, il s'agit de montrer **comment le sujet SDF fait honte à un autre, au travers d'une intrusion subjective ; d'une mise en scène qui interroge l'autre**, car comme écrit précédemment **ils construisent de la mise en scène. La honte n'est pas seulement du côté du mendiant, face à la misère et à la mendicité, le passant lui-même est gêné. C'est pourquoi la majorité des passants font semblant de ne pas voir.**

L'humour et l'auto dérision permettent de soulager la gêne.

Le concept d'humour peu se définir comme un comportement, un tempérament, une attitude qui permet face à une situation de tension de réagir, d'une manière spontanée et inattendue, réaction qui fera retomber la tension en engendrant le rire. Le rire issu d'une dérision, face à la tragédie afin de l'atténuer, de la rendre ridicule. La réaction peut se faire au niveau du discours ou de la gestuelle. L'humour n'est donc pas uniquement verbal. Il y a dans cette réaction une forme d'excentricité et de non conformisme. Là où on s'attendrait à une réaction de peine ou de désespoir ou de révolte face à une situation plus ou moins tragique, il va se moquer de lui-même. D'un point de vue psychique, le rire peut être considéré comme une expression émotionnelle. En riant nous manifestons notre joie, notre plaisir, notre satisfaction, nous nous défendons également des tensions et angoisses. Freud écrit ainsi « lorsqu'il se rapporte au soi ou qu'il est obligé vers autrui, l'humour signifie qu'est-ce que ce monde qui me semble si menaçant ? ». Ce n'est qu'un jeu d'enfant, une chose qui ne prête qu'à rire.

Jean Bergeret⁴⁰², en complétant les recherches de Freud, décrit l'humour comme une élaboration mentale sophistiquée aux mécanismes multiples et variées. Nous y retrouvons la confirmation que les thèmes classiques de l'humour sont la sexualité et l'agressivité. Le plus souvent intrication entre les deux. De plus l'humour subversif met en cause de façon jubilatoire, le pouvoir établi. L'humour est capable de relier de façon imaginaire ou imagée, un désir aussi bien que le fantasme voir le rêve ou le symptôme. L'humour est un travers, une manière d'appréhender parfois la réalité dans son côté désespéré et absurde.

Selon Robert Escarpt⁴⁰³, « Il y a l'humour qu'on a et l'humour qu'on en fait ». Il met aussi l'accent sur l'équivoque de l'humour, sorte d'association paradoxale d'humeurs opposées et interchangeable, dualité qui finit par devenir l'attitude sociale. C'est une sorte de « no man's land » des valeurs où... le conformisme joue à cache-cache avec la révolte, le sourire ou l'amertume, le sérieux ou le scepticisme ». L'humour, ce refus de l'indifférence face aux événements de la vie. Le refus d'un certain conformisme bien élevé. Transgression des conventions du groupe social, chez lui de l'excentricité. L'homme d'humour est souvent lui-même l'objet de la dérision qu'il lance. Il y a dans l'humour une forme de générosité. Dans l'humour, la dérision provoquée par l'humoriste est tournée vers lui-même. C'est lui-même qui mène le jeu de la dérision et du rire. Paradoxalement, par ce processus ironique, il se retrouve non pas exclu mais intégré au groupe social qui a besoin de lui pour rire.

La parade : une exaltation de la parure.

⁴⁰² BERGERET J., *Pour une métapsychologie de l'humour*, in *Revue française de psychanalyse*, 4, Paris, Presse Universitaire de France, 1973.

⁴⁰³ ESCARPT R., *L'humour*, Paris, Presse Universitaire de France, collection *Que sais-je ?*, n°877, 1960.

Ainsi « S. – Place Graslin », surnommé comme telle en raison du théâtre qui siège sur la place. En clarifiant les rôles sur le mode ludique, en théâtralisant son personnage de clochard, quand il faisait la manche, à la rencontre, il maintenait un lien avec son public, qui le payait pour une prestation réussie. Il ne s'agit plus d'aumône et de charité. L'argent est la contre partie du plaisir éprouvé face à la performance de l'artiste.

Nous pouvons nous moquer d'eux puisqu'ils se mettent dans l'attitude du bouffon. Mais l'humour permet aussi de dénoncer les faux semblants, les systèmes de normes qui servent de paravents aux figures du pouvoir. Il consiste à produire une représentation de la réalité qui se moque des puissants, qui inverse la violence symbolique et qui permet de se jouer de tout ce qui risque de faire souffrir et d'humilier. La figure de Charlot illustre le travail de dégageant de la honte par l'humour. Le vagabond est montré dans le dénuement total soumis à de multiples humiliations. Il ne se révolte pas, il ne dénonce pas la violence et, pourtant, il n'est ni désigné ni abattu comme si la honte ne pouvait pas l'atteindre.

Pour Jean-François Laé, sociologue, certains SDF ou errants empêchent les autres de les approcher, « ces gens complètement sales qui font le vide autour d'eux ». D'autres, dans leur comportement, anticipent le rejet par une attitude provocante ; en le suscitant, il reste maître de la situation. Il s'agit d'une véritable stratégie de mise à distance de l'autre, une sorte de provocation pour qu'on ne les approche pas⁴⁰⁴. Ne serait-ce pas ce qu'on pourrait appeler « conduite cynique ? ». Nous y reviendrons ultérieurement.

Se détacher n'est pas ignorer ! Le fait de n'avoir plus rien à perdre dégage la personnalité. Un détachement n'a rien à voir avec l'indifférence. L'éventail, le répertoire des demandes et des configurations n'a pas la même distribution selon les lieux d'adresse de la plainte comme de la demande. Il n'est pas rare qu'un sujet tienne un discours et manifeste un comportement singulièrement différent selon le cadre où il déploie les barrières de sa souffrance mais les sujets SDF sont d'une sensibilité exceptionnelle à l'image qu'une institution, un service leur renverra d'eux même.

Pour Freud⁴⁰⁵, « L'attitude humoristique quelque soit sa nature peut être dirigée vers la personne propre ou vers des personnes étrangères, il faut supposer qu'elle apporte à celui qui l'adopte un gain de plaisir, un gain de plaisir analogue échoit à l'auditeur qui n'est pas impliqué. Pour saisir la genèse du gain de plaisir humoristique : se tourner vers le processus en cours chez l'auditeur devant lequel un autre développe de l'humour. Il voit cet autre pris dans une situation qui l'induit à attendre qu'il produise les indices d'un affect : il va se mettre en colère, se plaindre, extérioriser de la douleur, s'effrayer, s'épouvanter, peut être même se désespérer et le spectateur auditeur est disposé à le suivre sur cette voie, à laisser naître en lui les mêmes motions affectives. Mais cette disposition affective est déçue, l'autre n'extériorise aucun affect, mais fait une plaisanterie. Or, c'est cette économie de dépense affective qui donne lieu chez l'auditeur au plaisir humoristique.

⁴⁰⁴ GRAVIER B., LOUZOUN C., Les 10 ans du CEDEP. Le social exclu : Santé publique : démission ? Défaite ? Développement humain et habilitation citoyenne Exclusion sociale et santé mentale : statut de la clinique, traitements en impasse, Actes du 9^{ème} séminaire du CEDEP (Comité Européen : Droit, Ethique et Psychiatrie), Aix les Bains, 1-4 juin 2000. Cahiers Pollen, n°12, Août 2003.
(<http://www.vvvg.be/CEDEP/pollen/SEMINAIRE2000-2.pdf#search=%22certains%20SDF%20ou%20errants%20emp%C3%A4chent%20les%20autres%20%22>)

⁴⁰⁵ FREUD S., *L'inquiétante Étrangeté et autres Essais*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 1995, 342 p.

Nous avons pu mesurer en quoi l'essence de l'humour consiste à économiser les affects que la situation devrait occasionner et à se dégager par une plaisanterie de la possibilité de telles extériorisations affectives. Nous rejoignons ici le lien avec le théâtre : une saynète. Elle nécessite une entrée en matière directe, quelques allusions suffisent à établir le décor et la situation, une gestuelle accentuée, un effet final qui prend parfois la forme d'un retournement inattendu qui peut selon les cas provoquer le rire ou la peur.

Le caractère grandiose de l'humour est lié au triomphe du narcissisme, à l'invulnérabilité victorieusement affirmée du moi : le moi se refuse à se laisser offenser, contraindre à la souffrance par les occasions qui se rencontrent dans la réalité, il maintient fermement que les traumatismes issus du monde extérieur ne peuvent l'atteindre davantage, il montre qu'ils ne sont pour lui que matière à gain de plaisir. L'humour n'est pas résigné, il défie, il ne signifie pas seulement le triomphe du moi mais aussi celui du principe de plaisir qui parvient en l'occurrence à s'affirmer en dépit du caractère défavorable dans des circonstances réelles, par ces deux derniers traits, la mise à l'écart des exigences de la réalité et la suprématie assurée au principe de plaisir, l'humour se rapproche des processus régressifs ou réactionnels qui nous occupent si abondamment dans la psychopathologie. Par la défense qu'il constitue contre la possibilité de la souffrance, il prend place dans la longue série des méthodes que la vie psychique que l'homme a déployées pour échapper à la contrainte de la souffrance, série qui commence avec la névrose, culmine dans la folie et dans laquelle il faut inclure l'ivresse, l'absorption en soi même et l'extase. L'humour reçoit de cette relation une dignité qui fait totalement défaut par exemple au mot d'esprit car ou bien celui-ci ne sert qu'au gain de plaisir ou bien il met le gain de plaisir au service de l'agressivité.

Propos d'A., SDF rencontré au cours de notre étude. « *Moi, où je dors, il y avait une espèce de motte de terre. On croyait qu'il y avait une taupe. Tout le monde a droit d'être hébergé, après tout ! On trouve même le temps, quand on a un petit peu de pain dur, de donner à manger aux oiseaux. Même en temps de pluie, ou si on n'a rien, on arrive toujours, que ce soit le matin ou l'après-midi, à se payer une tranche de rigolade. Je ne dirais pas qu'on est nourri par le rire. On a besoin de rire, cela nous apporte quelque chose. Si on reste comme ça, morfondu avec une mine patibulaire... y a plus qu'à se pendre* ».

Freud écrit que « si dans le mot d'esprit, le sujet peut enfin prendre la parole, c'est qu'en faisant rire, il désarme l'autre qui pourrait le critiquer »⁴⁰⁶. Le mot d'esprit va nous permettre d'exploiter les ridicules de l'ennemi que nous ne pouvions licitement ni évoquer tout haut, ni mettre en avant de façon consciente parce que des obstacles s'y opposaient. Afin d'y parvenir la technique de l'outrage sera celle utilisée. En rendant l'ennemi petit, bas, méprisable, comique, nous réussissons par un biais à mettre à jour de l'avoir dominé, jouissance dont la tierce personne, qui n'a dépensé aucun effort nous donne témoignage par son rire.

Le mot d'esprit comme processus social

Au travail du mot d'esprit, est indissolublement lié le profond besoin de communiquer le mot d'esprit à autrui. Dans le domaine du comique aussi, la communication à une personne procure de la jouissance, nous pouvons jouir seul du comique là où nous le rencontrons. Au contraire, nous sommes obligés de communiquer

⁴⁰⁶ FREUD S., *Le mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, Paris, Gallimard, 1992, 442 p.

le mot d'esprit à autrui, le processus psychique de formation du mot d'esprit ne semble pas être achevé. Lorsque ce dernier vient à l'idée de son auteur, il subsiste quelque chose qui en communiquant à autrui, ce qui est venu à l'idée (de l'auteur du mot d'esprit) va mener à son achèvement ce processus inconnu qu'est la formation du mot d'esprit. Le mot d'esprit est la production sociale de toutes les activités psychiques ayant pour but un gain de plaisir. Si le mot d'esprit sert à l'acquisition de plaisir. Freud démontre que le mot d'esprit n'a pas pour but d'être drôle. La drôlerie en l'espèce est une façon pour le psychisme de se défendre d'être ainsi affronté à son propre mécanisme. Le rire provoqué par le mot d'esprit détourne de l'angoisse insupportable de voir le non sens, si près du sens, prendre un autre sens. L'humour qui à l'inverse du symptôme ne déroge pas au principe de plaisir, montre son pouvoir en présentant comme plaisants les situations les plus dramatiques. Le mot d'esprit se borne à transgresser des usages sociaux au profit de celui qui sait être « witzig ». « Witz » : il est proche de l'« einfall » freudien de l'idée qui vient sans qu'on l'attende, il échappe à la liaison discursive, au bénéfice d'autres liens déconcertants, il met en rapport des choses qui ne sont pas faites pour être ensemble, il les condense, il les combine, au mieux il les marie, le plus souvent dans la mésalliance.

L'objet du comique c'est le laid sous quelque forme qu'il se manifeste. Fischer nous dit « là où il est recouvert, il faut qu'à la lumière de la perspective comique, il soit découvert et là où on le remarque peu ou à peine, il faut le faire ressortir et l'élucider à un point tel qu'il apparaisse manifestement et clairement en plein jour. C'est ainsi que naît la caricature ». Il caractérise le mot d'esprit par le rapport qu'il a à son objet, objet constitué selon lui par tout ce que le monde de nos pensées contient de laideurs dissimulées.

Nous obtenons quelques informations sur le déplacement humoristique si nous le considérons à la lumière d'un processus de défense. Les processus de défense sont les corrélats psychiques du réflexe de fuite et ils ont pour tâche de prévenir la naissance de déplaisir à partir de source interne, en accomplissant cette tâche, ils servent le fonctionnement psychique en tant qu'ils constituent une régulation automatique, laquelle s'avère finalement novice et doit pour cette raison être soumise à la domination de la pensée consciente. L'humour dédaigne de soustraire à l'attention consciente le contenu de représentation attachée à l'affect pénible, comme le fait le refoulement et surmonte ainsi l'automatisme de défense, il y parvient en trouvant les moyens de soustraire à la déliaison de déplaisir tenue prête l'énergie qu'elle possède et de transformer celle-ci en plaisir grâce à la décharge.

Poursuivant notre réflexion, nous proposons cette pensée de Kierkegaard : « L'ironie est une douleur face au monde humain et l'humour, une douleur face à l'homme devant lui-même ». **L'ironie est plus cruelle, l'ironie devient sarcasme. Nous rappellerons ici que ce mot est une métaphore et signifie à l'origine « morsure de chair ».** L'origine du mot ironie se trouve justement dans la provocation. L'ironie étant une manière d'interroger en simulant l'ignorance, de dire quelque chose en feignant de ne pas le dire et que Socrate rendit célèbre en en faisant un procédé de sa maïeutique. L'ironie est d'abord par sa nature de moquerie déconcertante. Son utilisation est destinée à mettre en lumière un aspect caché, négatif de son adversaire, à l'amener à une contradiction tout en se gardant bien d'un face à face direct. L'ironie met en relief des situations absurdes et c'est cet absurde qui pousse à réfléchir. L'ironie a une vocation contestatrice et dénonciatrice. Nous retrouvons cette vocation dans l'extrait de l'ouvrage de Victor Hugo, L'homme qui rit : « Il était l'homme qui rit, caricature du monde qui pleure. Il était une angoisse pétrifiée en hilarité portant le poids

d'un univers de calamité et mué à jamais dans la jovialité, dans l'ironie, dans l'amusement d'autrui. Tout ce qu'il y avait en lui de générosité, d'enthousiasme, d'éloquence, de cœur, d'âme, de fureur, de colère, d'amour, d'inexprimable douleur, aboutissait à ceci, un éclat de rire. Et il constatait comme il l'avait dit aux lords que ce n'était point là une exception, que c'était le fait normal, ordinaire, universel, le vaste fait souverain tellement amalgamé à la routine de vivre qu'on ne s'en apercevait plus. Le meurt de faim rit, le mendiant rit, le forçat rit, la prostituée rit, l'orphelin pour gagner sa vie rit...la société humaine est faite de telle façon que toutes les pertitions, toutes les indigences, toutes les catastrophes, toutes les fièvres, les toutes les agonies se résolvent au dessus du gouffre en une épouvantable grimace de joie »⁴⁰⁷. L'homme ironise sur son propre compte pour ne pas s'apitoyer sur sa condition misérable.

Kundera parle du comique et de la risibilité. Il étudie comment la frontière imaginaire entre le drôle et le terrible se déplace avec l'évolution de l'homme, d'après lui le comique est plus cruel que le tragique car le tragique nous donne une belle illusion de la grandeur humaine et ainsi nous console. Pour Anouilh, le comique allège la souffrance de penser la mort. Pour Baudelaire le rire est d'essence satanique (voir son semblable tomber) et ne signifie aucune libération⁴⁰⁸.

Au travers de ce « voyage » dans **l'intime avec l'exploration de l'abjection, de la douleur, mais aussi l'horreur symbolisant le visage public**, il s'agissait de comprendre comment on peut en arriver à **réduire l'autre au déchet**. Non acteur car interdit de parole et non sujet car radicalement étranger au règne de l'humain, l'exclu est condamné à porter le masque que la réalité du discours lui impose. Or, ils y sont pour quelque chose dans ce qu'il leur arrive, non pas en terme de culpabilité mais de responsabilité. Nous ne pouvons pas faire les choses jusqu'au bout sinon en les aliénant. En nous situant comme omnipotent, nous ne reconnaissons pas le pouvoir de l'autre. **Quelque chose résiste. Ce quelque chose qu'à la suite de Freud et de Lacan, nous pouvons nommer « sujet »**⁴⁰⁹.

Ainsi, certains face à cette charité féroce, restent dans la rue par un froid qui peut les emporter, préservant une petite parcelle leur propre désir de sujet. « De même qu'Antigone transgresse la raison d'état en donnant sépulture à son frère », l'exilé de la rue transgresse le sommeil de la raison en vivant sans toit, couché par terre parmi les chiens et les bouteilles. L'homme active la violence de la matière comme souilleries. L'obscénité devient ce pour quoi il parvient à ouvrir au néant, son expérience de libération, d'autant plus pleine qu'elle est éphémère, à la fois sans limite et sans lendemain. Souiller est rendre visible le mal, vivre son corps comme ordure, céder à l'appel d'une face de séduction effrayante !

Paradoxalement, exhibant un corps aux formes hypertrophiées qui semble tout exprimer dans ses pulsions, le corps grotesque crie son manque à être, car un être n'existe qu'aux autres en vertu d'une part qu'il refuse de livrer et qui défiant tout prise déclenche le désir. Or, le corps grotesque se livre et révèle une « vérité » qui pousse à la réflexion. L'œuvre de Freud révèle en quoi la culture, cache conteneur de nos pulsions, nous permet de lire en creux la présence de ces dernières et donc cette part interdite de nous-mêmes. Ce sont ces interdits qui constituent l'organisme social comme système symbolique et ce sont eux qui fondent l'objectivation catégorisant le mode dans lequel

⁴⁰⁷ HUGO V., *L'homme qui rit*, Paris, Gallimard, 1987, 616 p.

⁴⁰⁸ WORMSER G., Frontières et limites, université d'été Jan Hus 2005, 1^{er} juillet 2006. (http://www.sens-public.org/article.php3?id_article=302)

⁴⁰⁹ ROUZEL J., *Usager, Usagé ?*, Actualités sociales hebdomadaires, n°2210, 13 avril 2001, p. 23.

nous vivons, constituant ainsi l'ordre social. Ici par la déformation de l'apparence de l'être, l'essentiel surgit et cela ébranle la corporéité, située du côté de l'inavouable, révélée soudain comme étant synchroniquement légitime et obscène ; ce n'est pas la difformité qui est obscène mais le regard porté dessus car l'émergence de l'animalité dans l'humain réfléchit l'inadéquation de l'homme à son désir et cela est insupportable. Plus le monstre se rapproche de notre condition d'homme, plus sa difformité nous touche, plus nous sommes mal à l'aise.

Le mépris et la honte ne sont jamais très éloignés de ces personnages incarnant la différence, pourtant à la répulsion ou à la compassion se mêle souvent une certaine fascination. « Le paradoxe de l'obscénité décadente peut être dans l'immonde, l'insupportable, la scène, obscène est pourtant celle qui fascine »⁴¹⁰. Ainsi, dans la littérature, Chez Victor Hugo⁴¹¹, Guynplaine, « L'homme qui rit », suscite rire et pitié, peur et sympathie. Chez Lusot, Malot ou Gautier, le saltimbanque est l'être que les bonnes gens méprisent mais il est aussi celui dont la vie d'errance fascine, celui que l'on suit. L'image du saltimbanque et de sa misère permet de condenser toutes les craintes, que ce soit sur la scène où se produisent les saltimbanques ou dans les coulisses, où ils se cachent, de nouvelles images de déchéance apparaissent ; la volonté de heurter les bonnes consciences deviennent plus nettes, les interdits transgressés ont à voir avec ce qu'il y a de plus tabou : la sexualité. Comme dans les fêtes du moyen âge, « le masque social est ici ôté non pas pour retrouver l'innocence d'une nature originaire, que cherchait Rousseau mais au contraire pour rendre manifeste l'opacité de l'être, la force et le désordre de ses pulsions et comme chez Sade, la hantise d'obsessions jusqu'alors inavouées »⁴¹².

Cette question « du voir et être vu », nous paraissant en lien avec le discours d'« une souffrance qu'on ne peut plus cacher », nous interroge sur le fait que nous puissions la montrer, tout montrer ou bien que nous devons la masquer. Comment montrer ce que nous ne saurions voir. C'est ce que nous préférierions ne pas voir, que nous voudrions ne pas voir auquel nous ne voudrions pas être confrontés. C'est cette prise de vue dans laquelle notre vue ne voudrait pas être prise. Cette figure de l'horreur qui nous effraie devient la notre quand nous la regardons. Elle pose le problème de la réflexion au sens de l'effet de miroir. Ce qui nous fait le plus peur c'est la déformation de notre propre visage, c'est l'autre en nous c'est la perte d'identité, éventuellement le retour à l'indifférenciation.

Cela serait-il une explication au rapport ambivalent à l'exclusion. : Compassion vs répulsion, secours vs répression, pitié vs potence, charité vs peur, vulnérabilité vs danger ?

Un autre dualisme est celle du grotesque. En l'intégrant dans une poétique, Victor Hugo remodèle le mot en 1827. Elaboré en dualité avec le sublime, le grotesque se construit lui même sur une autre dualité. « Dans la pensée des modernes (...) le grotesque a un rôle immense. Il y est partout. D'une part, il crée le difforme et

⁴¹⁰ BAZILE S., *Scènes obscènes ou le raffinement fin de siècle de l'obscène*, La voix du regard, N°15, Automne 2002. p43-51. (<http://www.voixduregard.org/15-Bazile.pdf#search=%22Sc%C3%A8nes%20obsc%C3%A8nes%20ou%20le%20raffinement%20fin%20de%20si%C3%A8cle%20de%20l'E%80%99obsc%C3%A8ne%22>)

⁴¹¹ HUGO V., *L'homme qui rit*, op. cit.

⁴¹² RIBON M., *L'archipel de la laideur. Essai sur l'art et la laideur*, Paris, Ed. Kimé, p. 132. in PAGE C., *Une expérience esthétique : le travail du grotesque dans la formation de l'acteur*, Communication au 14^{ème} congrès international d'esthétique : *L'esthétique comme philosophie*, Ljubljana, 1998. (http://www.sens-public.org/article.php3?id_article=275#sdendnote10sym)

l'horrible, d'autre part, le comique ; le bouffon ». Autrement dit, pouvons-nous parler d'**une obscénité sous conditions d'une inscription de l'obscène dans des processus sociaux, dans les dispositifs institutionnalisés (place du bouffon)** ? Cette question implique d'interroger **le mode de monstration** et, en ce sens, il nous paraît pertinent de travailler autour de **la figure du cynique, celle du bouffon, du monstre, de la dissidence**. En prenant **la métaphore du théâtre**, nous assisterions pour certains à **une mise en scène de la misère**. Les **passants** seraient tel un **public chahuté** dans leur confort par des **personnages tout à tour acides, tendres, cruels**. Ils nous verraient avec les effets que cela produit chez les intervenants : **effroi, fascination dégoût, souillure**. Si au cours de ces figures évoquées il n'y a pas de volonté active, on ne peut ignorer ce qui suscite des affects particuliers en direction de l'autre symbolique.

3. De la monstration à la démonstration.

Dans le cadre de notre ambition à démontrer que **l'errance est une position subjective**, nous avons fait le choix de l'ouverture philosophique (avec le cynisme) pour aborder ces existences, ces modes de survie. **Que voyons-nous dans un objet de rebut, dans un objet jeté ou exposé au regard des passants ? Nous souhaitons montrer en quoi les résidus ne sont pas toujours des objets inanimés.** En développant la notion de **résidu**, d'excrément, nous nous interrogeons sur sa signification, tout comme le cynisme, dans l'envers de l'ordre social, des règles, des bonnes manières, provoquant aussi **une fascination étrange**. Dans la position cynique l'odeur existe, insiste. La présence est d'autant plus forte qu'elle est invisible et muette. **Le sujet impose son intimité**, son étrangeté la plus haïssable qui est source de répulsion. Intime (intimus) étant le superlatif d'intérieur (intérieur) ; intimité physique et psychique (exposition de la détresse, menace de mort) ; l'insupportable de l'un devient l'insupportable appréhendé par les autres.

3.1. La figure du cynique : un vrai rôle de composition⁴¹³.

« [Tadeusz] : Tous chiens comme ça serait bien, on se mettrait à genoux. Tous nus, on serait sur la place et dans la rue, on se flairait le nez dans le cul »⁴¹⁴.

Issu de l'antiquité, le cynisme du Grec « Kurisages », chien agile, à ses **origines fait référence à une école de pensée dont les fondements sont la contestation et le refus des conventions sociales, du pouvoir et de ses symboles au profit d'une vie simple, détachée des biens matériels et ancrés dans la nature.** Il s'agit de l'ascèse d'un corps situé au bord de la cité qui vit dans une temporalité et aux rythmes hétérogènes. Le cynisme transforme l'ascèse en une discipline préparatoire, un endurcissement qui rend compte à réagir de manière impromptue et circonstancielle. L'ascèse cynique recourt à l'improvisation pour prendre à l'assaut les conventions. Sa discipline tient davantage de la constance que des préceptes, elle est faite de passages imprévus entre la durée et la fulgurance. La dislocation cynique des conventions, sa désorganisation des places du vulgaire et du grand, son déplacement improvisé des codes, tout cela n'est pas seulement une figure pittoresque et marginale extérieure à la vérité rhétorique. Comme le scepticisme, le cynisme est ancré dans le doute qui concerne les intentions, la sincérité ou l'intégrité d'une personne. Cette suspicion suggère la présence de motifs cachés derrière une idée, une action, voire une institution. Le cynique plus que questionner les prémices fondant la réalité sociale, les rejette comme pervertis d'emblée ainsi que tout ce qui aura été construit sur celles-ci. Une méfiance généralisée envers la société, ses conventions, ses valeurs ses symboles et ses institutions.

⁴¹³ Se reporter en Annexe 3 : Analyse phénoménologique

⁴¹⁴ BON F., *Bruit*, Théâtre ouvert, 2000.

« Cette intolérance railleuse exploite au maximum le mordant d'une situation dévoilant à tombeau ouvert la dérision, le caractère conventionnel des critères par rapport auxquels se déterminent les jugements de valeur qui, dès lors, apparaissent comme autant d'opinions désossées, de préjugées de conformismes apeurés et d'intérêts dévoyés »⁴¹⁵.

Le cynisme représente davantage une manière de vivre et les vertus qui s'y rattachent se concrétisent et enseignent par l'exemple et non par les discours. Ainsi, peut-il être défini comme celui qui récuse la discussion et provoque par une image scandaleuse, un miroir qui s'apparaît à lui même grâce au regard de l'autre. Le cynisme en, tant qu'attitude dans une perspective psycho dynamique peut être un mécanisme de défense contre la déception, l'illusion, le sentiment de trahison envers les discours et les pratiques et leurs représentants tels qu'ils sont perçus. Imaginer des degrés. Déçu mais non résigné, le cynique commence par dénoncer la futilité des apparences et l'illégitimité des valeurs et conventions sociales, jusqu'à la seule réaction possible le retrait pur et total, refusant de participer à la vie sociale, le cynique reste sur son quant à soi, seul refuge contre l'aberration d'un système qui l'écrase de ses conventions et contre l'attitude de ceux qui se contentent au pire d'un acquiescement, au mieux de le contester. Il y aurait donc une éthique derrière l'exhibition cynique, à savoir un violent refus de la civilisation et de ses artifices chez les cyniques. Pour l'illustrer nous avons choisi le cynisme d'un Diogène, qui est avant tout une révolte contre le discours idéalisé dominant à Athènes. Les Cyniques représentent une école philosophique du 4^{ème} siècle avant notre ère. Le terme cynique signifie : « qui ressemble à un chien ». Ce Mouvement fondé par Antisthène dont le plus fameux philosophe est Diogène.

Diogène nous semble une figure emblématique du cynisme.

Dans l'usage chrétien idéaliste, le mot cynique désigne un homme pour qui plus rien n'est sacré, qui se déclare ne plus être pris d'avoir honte pour quoi que ce soit et qui incarne le mal être avec un sourire sarcastique. Dans toute transgression d'interdits, la honte est un des facteurs des conformismes sociaux. Tout ce qui limite et la stimule agit comme acte subversif. **L'insolence obscène a à voir avec l'héritage cynique dans toute son offense subversive.**

Nudité dominée par les faiblesses de la chair, son dévoilement et l'exposition publique des actes les plus intimes relève de l'immonde dans la tradition chrétienne. L'obscénité de Diogène dans son principe pervers d'accomplissement des actes pliés au mystère du mariage sans honte, sans voiles, sur la place publique s'apparente aux ignominies les plus basses car la pudeur a plus de pouvoir pour persuader à l'homme le respect de l'homme que l'erreur pour l'aviser jusqu'à l'obscénité du chien »⁴¹⁶. Il choisit de mettre en œuvre une matérialité existentielle, un matérialisme viscéralement fondé sur le sensible, la nudité du corps ; le corps est conçu comme une arme. Pour Diogène ses actes choquants furent les principes de son argumentation, une écriture de son corps et de la matière comme rebellions. Ce n'est pas tant un mot d'Antisthène de Diogène, de Crates qui compte en soi que la petite scène à laquelle il appartient et qui le met en valeur ou en lumière. Le mot de Diogène compte moins que le fait qu'il l'ait dit et ce dans telles circonstances. La parole du cynique est violente, elle contrevient aux régimes les plus élémentaires de la conduite sociale et ne se profère pas sans risques.

⁴¹⁵ Encyclopedia Universalis, corpus 6.

⁴¹⁶ SLOTERDIJK P., *Critique de la raison cynique*, Paris, Edition Christian Bourgeois, 2000, 669 p.

Se moquer de tout et de tous.

Arrivé à Athènes, ce serait en dressant les allées et venues d'une souris que Diogène eut la révélation du vrai sens de l'oracle. Sur la souris ne pèse aucune contrainte, aucun artifice, contrairement aux hommes qui ne songent qu'à dominer, capitaliser, jouir et sont perpétuellement malheureux, elle ne connaît pas l'inquiétude. Falsifier la monnaie est rendre caduque les conventions humaines, défaire les valeurs habituelles de l'échange, se dépouiller de toutes les prétendues valeurs qui obsèdent la multitude des médiocres. Diogène est parfois violent en apparence puisque sa performance comique consiste moins en une insulte directe qu'en une mise en scène que l'interlocuteur doit lui-même interpréter. « Ayant allumé une lanterne en plein jour, il dit je cherche un homme ». Chiennerie : caractère de ce chien, agressif. « Diogène s'écria un jour « ohé des hommes » des gens s'assemblèrent aussitôt, il les frappa de son bâton en disant « j'ai demandé des hommes, pas des déchets ». Les coups de bâton comme les insultes sont la reconnaissance de leur humanité, on ne frappe pas des pierres. Au cours d'un repas, des gens lui lançaient des os comme à un chien, lui avec désinvolture leur pissait dessus comme un chien » ; Au lieu de se défendre comme ce que ces agresseurs considéraient comme une insulte, une réduction à l'animalité, Diogène leur donna raison, forçant le trait, renversant de fait l'humiliation. A ceux qui l'accusaient de faire preuve de misanthropie, à s'adonner à la répulsion des gens, Diogène répond : « Fidèle à moi-même, je marchais d'un pas sûr à la recherche d'un véritable homme dans la cité et voilà qu'une multitude de curieux s'approchent avec un air hagard pour satisfaire ma demande ; je n'ai pu m'empêcher de les chasser à grands coups de bâton en leur disant que Diogène fuit les ordures : l'odeur du vice monte trop facilement à mon nez et il n'y a rien de plus délicat que le museau du chien pour sentir les vapeurs de pourriture qui émanent d'une âme gangrenée ».

Diogène cherche un véritable homme dans la cité : précipitation de tous pour satisfaire sa demande ; ne s'agit-il pas de la même chose par rapport au sujet SDF lui aussi en quête, à la recherche et nous nous répondons expressément au niveau des besoins. Course folle à ce qui ne peut s'attraper, se satisfaire chaque fois ! Par homme, nous dit Diogène, il ne s'agit pas de celui qui craint l'exil, ni allusion à celui qui, se vautre dans le plaisir et qui se farde pour satisfaire les désirs de son amant, ou encore de cet autre dont la soif de gloire est si démesurée qu'il est prêt à détruire une ville pour assouvir son désir. L'homme qu'il cherche est celui qui est maître de soi et qui est libre par-dessus tout. Sans patrie, il est citoyen du monde. Luttant contre le plaisir, il est lui-même le souverain de sa conduite et libéré des passions, il ne craint rien.

Diogène choisit sa vie durant d'élire domicile dans un tonneau. Ce tonneau lui permit de mépriser les richesses et les conventions sociales. Il pouvait ainsi se livrer à toutes sortes d'excentricité, car il n'avait ni souci ni des mœurs, ni des textes de loi. Il ne s'imposait aucune contrainte sinon celle de vivre dans son tonneau : sa cabane. Cette citation de Cercidas : « Souviens-toi de l'histoire de la tortue resserrée dans sa carapace ; la meilleure maison est en vérité, un abri familial » nous amène à notre réflexion sur la matérialité de la cabane. Selon la définition que la langue française lui accorde la cabane, accueille, reçoit quelqu'un. La cabane est aussi une composante culturelle, elle fait graviter autour d'elle toute une constellation de choses, d'événements qui la font appartenir à un ensemble. L'essence de la cabane c'est aussi le repli. Elle s'identifie à la façon dont quelqu'un l'habite. Elle devient refuge : endroit où l'on se retire pour échapper à quelque chose, à quelqu'un ; lieu ainsi qui nous protège, nous

rassure. Le repli est en effet une forme à l'intérieur de laquelle on pénètre, on s'enfonce. C'est un espace qui nous protège qui est intérieur et que nous ne pouvons envisager sans l'extérieur, sans ce pli qui se déplie dans une continuité et non une rupture. C'est un regard porté vers soi, non pour s'enfermer mais au contraire pour pouvoir ainsi mieux s'extérioriser, s'échapper.

Pourquoi a-t-il choisi de vivre sur la route ? Comment sa vie de cabane est-elle le passage entre une vie citadine et une nouvelle vie ? Le fait de vivre dans une construction étroite, provisoire et relativement fragile induit-il une relation spécifique au territoire dans lequel elle s'inscrit, à l'espace du dehors et aux éléments, donc une relation à la nature ?

S.C. vit dans un bungalow dans lequel il n'habite pas au sens d'investir les différents comforts (lit, douche, cuisinière) ; il dort à même le sol, laisse toujours la porte ouverte. Après avoir été longtemps installé sous les arcades du marché de Talensac, ou bien après au niveau du rond point de Rennes (lieu de passage), il occupe son bungalow, davantage pour qu'on le laisse en paix que pour son propre souhait devant la forte pression d'un médecin d'une association caritative qui l'y ramène quand S.C. s'en va pour retourner à la rue.

Cela ne pose-t-il pas d'une part la question du libre arbitre et, d'autre part, ne pouvons-nous pas y voir un lien avec le refus ou la réticence de certains à aller vers les structures d'accueil ? Le porche n'est-il pas un abri familier pour quelqu'un qui y est « installé » depuis plusieurs semaines, mois voire années. Aussi inconfortable qu'il soit, ce lieu apporte une certaine sécurité à la personne, voire une identité⁴¹⁷.

Le rapport espace public – espace privé⁴¹⁸ s'illustre aussi quand les cyniques s'installent dans des monuments publics et quand ils vont prétendre comme Diogène que les Athéniens ont édifié le portique de Zeus pour qu'il puisse y séjourner, ils abolissent la distinction public/privé et font servir à leur usage personnel un monument public qu'il détourne de sa fonction. Nous avons souvent rencontré cette abolition public/privé, qui n'est pas sans poser la question du sens de celui qui le vit où peut être met en scène ? Afin d'être plus explicite, nous proposons cette situation.

7 juillet 2004, place de la préfecture, en pleine journée, heure de passage.

L.-H., femme SDF, fréquentant les structures de Nantes, déjà plusieurs fois hospitalisée en psychiatrie, emprisonnée dernièrement pour avoir détruit des cabines téléphoniques, est installée sur un banc avec ses sacs, sa couverture. Soudain, elle prend une culotte, se dirige vers la cabine téléphonique, y entre, enlève son pantalon, met la culotte et se rhabille.

Le fait qu'elle aille dans une cabine téléphonique, exposée au regard de tous peut-il être vu comme de l'exhibition ? Au vu de ses antécédents psychiatriques, est-ce à relier à un trouble du comportement ? Or, la cabine peut-être perçue comme un espace

⁴¹⁷ Se reporter en 4^{ème} partie, 4. Comptes rendus de visites et « tournées dans la rue : vignette Veille de Carnaval.

⁴¹⁸ Se reporter en 1^{ère} partie, 3.4.4. La question de l'occupation de l'espace public

clos, autre que celui de la pudeur. S'agissant de l'exhibitionnisme, nous avons vu précédemment que le sujet partageait la jouissance de celui qui le regardait se dénuder, ce qui n'est pas le cas ici. Ne retrouve-t-elle pas un contenant quand elle en enlève un autre (la culotte) ? Quant à un rapprochement avec la posture cynique, ici, il n'y a pas de projet de renversement des valeurs. Il n'y a pas d'usage de la parole.

Les Cyniques ne limitent pas la pudeur, ils font apparaître sans limite ce qui dans l'humain est de l'ordre de la nature. Nous retrouvons une impulsion subversive, une recherche agressive de l'offense radicale. Choses dégoûtantes, impudeur. **L'obscénité précédemment étudiée relève d'une dimension philosophique de l'insolence.** L'obscénité se révèle par une ouverture des vies privées, ce qui autrefois appartenait à l'intimité et le cynisme réside dans le fait que plus personne ne semble surpris. L'obscénité réside aussi dans le regard du pécheur lorsque la tentation prend la forme de la curiosité, ce que Saint Augustin appelait la concupiscence des yeux⁴¹⁹. Autrement dit, ce que nous avons traduit par la fascination étrange dont nous pouvions être saisis.

Le corps est au fondement de l'autorité des cyniques, il est le garant de leur engagement parrhéasiastique. Ils utilisent leur corps comme expression visible de leur exception au contrôle social, de leur immunité à la doxa : il confère à leur conduite la sanction de la nature. Rapprocher l'homme de l'animal, mettre fin à une vie humaine caractérisée par l'artifice pour revaloriser notre bestialité : ce que prônent les cyniques ; comme l'explique Michel Onfray⁴²⁰, Diogène s'attaque aux préjugés de l'enfermement des actions qui proposent la réalisation d'un désir contre le corps caché et enfermé, le cynique inaugure une politique du corps montré et exhibé, dès lors Diogène n'hésite pas à se masturber sur la place publique. Dans l'exhibition des organes génitaux, il est question d'interpeller, de provoquer. Chaque provocation est une attaque frontale et joyeuse à la coutume et aux lois. Ce qui provoque la joie n'est pas tant la monstration des organes que la provocation de lois contraignantes, le visage désabusé et profondément choqué des badauds. La provocation et la dérision sont une méthode d'éveil et de conversion à la vie bonne. Cela ne porte pas simplement sur le corporel, les pulsions sexuelles, la nourriture, le sommeil ni sur la satisfaction des besoins naturels du corps. Elle s'exerce aussi en terme d'honnêteté et de franchise à l'égard de leur interlocuteur quel que soit son statut social, comme rapport immédiat à autrui.

L'école cynique défend un style d'existence critique des valeurs conformistes qui s'affranchissent de toutes les limites, cultive le sandale et la provocation. La sagesse cynique est une mise en pratique de ce que Nietzsche appellera plus tard le « gai savoir » : la construction de soi par **l'insolence et la subversion**, il s'agit de donner sens à la vie mais tout seul en dehors du cadre de la famille ou de la société, considérées comme des valeurs grégaires. Là où les autres sagesse érigent l'amitié au sens communautaire, au premier plan le cynique exalte la distance, la juste appréciation de la présence de l'autre et le respect de la solitude. Pour les cyniques le bonheur se trouve dans la liberté qui elle-même se situe dans l'indépendance à l'égard des besoins inutiles et vains. Une attitude qui obéit à toute chose qu'à l'envie de provoquer (là où n'y voyons que provocation), le geste cynique consiste à dénoncer les supercheries, à **arracher les masques**. Mieux faire comprendre en suscitant l'étonnement, la nécessité d'inverser les valeurs ; cette inversion prend la forme de subversion, c'est car ils avaient

⁴¹⁹ D'AUZAC DE LA MARTINE V., *l'obscénité est une force d'émergence de l'art contemporain*, la voix du regard, n° 15, automne 2002, pp163-169. (<http://www.voixduregard.org/15-Auzac.pdf#search=%22%22concupiscence%20des%20yeux%22%20art%20contemporain%22>)

⁴²⁰ ONFRAY M., *Cynismes. Portrait du Philosophe en Chien*, Paris, Grasset et Tasquelle, 1990, 190 p.

déjà compris qu'un spectacle déroutant est la seule forme qui permet de se faire comprendre. A ce titre, la présence des cyniques dans les villes est à souligner, ils étaient essentiellement urbains, se complaisaient à rester dans cette foule qu'ils méprisaient. Les cyniques contestent les institutions qui sont le fondement de la cité, mais ils le font à l'intérieur de la cité-même.

Le scandale, la provocation, l'insulte sont des moyens comiques pour le public mais sérieux quand il s'agit de faire éclater la vérité. La liberté de parole cynique porte en premier lieu sur les conventions, avec cette préférence ostensible à insister sur ces mots interdits par les conventions de bienséance et en particulier sur ce qui ne doit pas être dit ouvertement, a découvert, c'est-à-dire la pudeur. Pour les cyniques tout ce qui peut être fait ou dit en privé doit pouvoir l'être en public. Le cynique abolit les distinctions publiques, privés, théorie pratique au nom de la nature. La volonté de Diogène de faire de lui-même un objet de ridicule et de honte, cette expression constante en toutes ses activités, y compris les plus intimes, au regard d'autrui, l'autorise comme autorité morale en tant que sujet obéissant à un autre ensemble de lois, celles de la nature.

Concernant le public qui nous intéresse, pour le sujet SDF sur la place publique, s'agit-il d'exhibition ou bien ne s'agit-il pas de ce que l'on veut nous faire croire ? Ce ne serait pas une monstration mais bien une opération sur la monstration. Ils sont conscients ou inconscients, objet de la haine ou de la vindicte publique. La conscience spectatrice et naïve les exècre pour deux raisons. La première est que ces gens échappent à l'obligation générale du travail et ce privilège-là est, aux yeux des esclaves volontaires que sont les passants, intolérable. Paresse, alcool, sexe. Les gens de la rue nous narguent. Et infiniment, au delà du principe de réalité qu'ils méprisent, « se branlent » en ricanant sous nos yeux révoltés et fatigués de labeur. Une telle débauche de régressive jouissance ne peut que faire rêver le citoyen à l'échine courbée. Le clodo ivre et souverain d'une inouïe liberté fait envie. Et cette impossible envie conduit à souhaiter sa mort. La seconde, en contradiction avec la première, exerce sa séduction à un autre niveau de représentation et de fantasme. En lien avec le cynisme, la détresse revêtirait une fracture indécente parce qu'elle enfreindrait les codes de conduites téléguident nos comportements dans l'espace public tout entier dévolu à la représentation du corps au détriment de son expression. La souffrance des pauvres et des fous est organisée, mise en scène et nécessaire. L'ordre social est à ce prix.

La méthode cynique est plus **monstrative que démonstrative**. Il s'agit d'une opération sur la monstration. Le geste et la parole voulant heurter dans la recherche de produire un choc intellectuel. Dans ce but, le cynique développe un goût pour la mise en scène avec une pratique d'une certaine théâtralité du geste et du jeu de mots. Cet esthétisme souligné par Michel Onfray ne peut être détaché de la perspective morale et éducative sans perdre de sa profondeur et de son sens ; le cynique deviendrait bouffon, simple agitateur public, développant le goût de la sandale pour lui-même. Le comportement cynique ne répond pas seulement à un besoin, il exprime un sens. **Chaque mise en scène cynique constitue une réelle attaque au statu quo. Les cyniques font usage d'insulte non pour le plaisir de fixer des catégories d'hommes ; « imbéciles », « sots » déchets mais pour choquer, brutaliser, paralyser l'interlocuteur et faire voler en éclat l'espace d'un instant l'ensemble de ces repères. Le cynique est convaincu que seule la provocation qui émerge peut réveiller son interlocuteur de son sommeil du dogme des lois ; les insultes peuvent prendre un style direct, verbal, gestuel tactile comme indirect et sous entendu. Ce sont des insultes toujours réfléchies, souvent mises en scène avec la perspective**

d'une fin morale. Il s'agit de stupéfier, de provoquer (pro vocare appeler dehors, appeler à sortir de soi) se remettre en question ; pour Diogène, ses contemporains sont des déchets, des ordures, soit selon un dictionnaire de la langue française, des personnes tombées au plus bas de leur humanité, des déchets, résidus d'une humanité tombée en décomposition.

Afin de rester dans le champ théâtral, nous pourrions dire qu'il s'agit pas d'être seulement metteur en scène, c'est aussi se mettre en scène. **Il y a quelque chose de spectaculaire en lui**, en cela nous retrouvons notre postulat d'un rôle actif et pas seulement subissant. La figure du cynique, nous fait surgir comme représentation. La technique d'approche et d'accroche amène à provoquer, c'est à dire à créer de la surprise pour briser une façon d'être bien rodée, pour obtenir une réaction, pour sans insistance affecter là où ça fait mal. La présence de l'exclu, pour « l'inclus », peut se révéler un appel accusateur et dérangeant à sa propre responsabilité. **Nous nous proposons au travers d'une position contre transférentielle et de son analyse d'étudier toute la série des confusions : la position d'être malmenée à celle du sujet SDF me mettant en position de malmenante. Dans ce spectacle, le public est loin d'être assis confortablement.**

3.2. Le spectacle de la subversion ou comment échapper à la réification de l'autre.

Prenez-nous pour des cons

Prenez-nous pour des chiens

Continuez

Ne vous gêner pas

Vos crachats ça nous fait des coquilles de cristal

Il suffit d'empoigner la crinière de l'étoile.⁴²¹

Lors de notre première partie⁴²², nous avons pu voir que l'**autre** ne reste jamais autre très longtemps. Ne supportant de le laisser à son altérité, nous n'avons cessé à l'identifier, à le chosifier, le mythifier. Or, notre observation que les personnes SDF ne sont pas sans s'interroger sur ce que nous sommes, sur ce que nous faisons, nous amène à aborder **la question de la relation à l'autre, à soi**. Dans la réalité relationnelle et sociale, la **subjectivité** désigne les manifestations du sujet dans sa particularité et son individualisme. La subjectivité y apparaît comme cette manière singulière, ce style dont chaque individu habite « ce être au monde » où nous convie le jeu incontournable de la réalité psychique et relationnelle inscrite dans le temps et l'histoire. La subjectivité, manifestation du désir et un mode d'être d'un sujet est le ressort de l'inventivité et de l'édification continue du social, ainsi elle est aussi ce qui introduit dans les montages sociaux du désordre, voire de la folie et de la dissidence et par là, elle constitue une menace pour le fonctionnement social.

La question de la mise en scène pose celle de la circulation des regards, des positions. Nous nous interrogeons sur les raisons de se mettre en scène de façon permanente et avec autant d'ostentation. La recherche permanente de la signification les

⁴²¹ CANTAT B., *Nous n'avons fait que fuir*, Paris, Verticales / Le Seuil, Minimales, 2004.

⁴²² Se reporter en 1^{ère} partie. 3. Au-delà d'une explication monocausale de l'errance...le pari d'une construction de l'errance.

stigmates d'une altérité autant exacerbée irait-elle **soutenir une modalité d'existence** ? Si oui, comment peut-elle se décliner ? Nous avons pu démontrer que le marginal n'est pas à proprement parler l'exclu, il a une utilité sociale, tout comme le **bouffon** à une époque. Le marginal suit sa nature, il est peu comme **un monstre**, il obéit aux paradoxes du monstre qui est en même temps un produit de la nature et un être qui **contrevient aux lois** de la nature. Cela nous amène alors à la figure du **cynique et ces figures paradigmatiques que sont le bouffon, le monstre et le dissident**.

Là où les sujets SDF exhibent une souffrance visible.

Toutes les sociétés ont stigmatisé le vagabond parce qu'il ne se plie pas, à l'ordre, au droit. L'étymologie du mot désigne l'idée d'errer ça et là sans but, l'imprécision de la marche, corporelle et géographique, voire mentale dans la divagation. L'allemand dans une possible évolution d'une racine commune a gardé le sens de chanceler, wanken, schwanken. Divaguer, errer, chanceler vagabonder, nous sommes toujours près de la chute. Pour certains sujets SDF, il ne s'agirait pas de la question du manque d'**intimité**, de limite de la **pudeur** mais faire apparaître sans limite ce qui dans l'être humain est de l'ordre de la nature. L'infamie consiste non pas à contrevenir aux nécessités de la représentation mais à représenter qu'on y contrevient ne serait-ce déjà qu'en étant sale et dépenaillé. Ainsi le cynisme est déjà une infamie pour les hommes, comme le manque de pudeur pour les femmes, ainsi il existe des lieux infâmes qui ne sont pas forcément toujours voués au crime ou à la débauche, mais qui récusent la possibilité qu'on les représente.

Le cynique ne s'épingle guère à une place qui le cloisonne, le refoule ; il ne campe pas aux portes de la civilisation. Il hante les centres villes, au beau milieu des actualités. La force du cynique ne réside pas dans **l'indécence** affichée mais dans la **nudité**. Le plein air « voilà sa maison à lui, voilà sa porte, voilà les gardes de sa chambre à coucher, voilà ses ténèbres ». Non, il ne doit rien vouloir cacher de ce qui le concerne (sans quoi il a disparu, qui a détruit en lui le cynique, l'homme qui vit au grand jour, l'homme libre, il a commencé à craindre quelque chose à l'extérieur, il commence à avoir besoin qu'on le cache ») et quand il le veut il ne le peut. Ou, en effet, se cacher et comment ?⁴²³

L'étymologie du mot pudeur⁴²⁴ :

Pudeur. Cf. Latin pudor. Honte instinctive causée par l'appréhension de ce qui blesse la décence.

- Synonyme : affectation, bégeulerie, chasteté, continence, décence, discrétion, modestie, prudence, pudibonderie, réserve, retenue.
- Antonyme : audace, **cynisme**, dévergondage, impudeur, impudicité, impureté, indécence, libertinage.

Impudent : adjectif et nom (latin, impudens) qui n'a pas de pudeur, d'insolence cynique ; synonyme : audacieux, cynique, effronté, impudeur, éhonté, grossier, hardi, impertinent, insolent, inconvenant.

⁴²³ GLUCKSMANN A., *Cynisme et passion*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1981, 383 p.

⁴²⁴ Nouveau Dictionnaire de la Langue Française, Editions LLC, 2002.

Nous avons choisi d'étayer notre réflexion à partir des travaux de **Chantal Baudouin** et **Jean-Claude Bologne**⁴²⁵. Ce dernier, dans une thèse consacrée à l'histoire de la pudeur dans la société européenne, part d'un objet qui serait la honte de la nudité pour l'aborder du moyen âge au 20^{ème} siècle. Il prend pour hypothèse de travail que la pudeur « est le sentiment qui retient d'accomplir ou de regarder toute action (pudeur corporelle) ou sa représentation (pudeur artistique) condamnée par **un code moral personnel (pudibonderie) ou caractéristique d'un lieu et une époque donnés (pudeur) pour les autres (décence). Il y a ainsi la pudeur individuelle, celle que l'on peut éprouver pour soi-même à se montrer ou à se voir, doublée d'une pudeur sociale qui définit en fonction de l'époque et du lieu, les limites tolérées à l'exhibition.** L'historien montre qu'il s'agit plus d'un concept que d'un comportement.

L'impudeur surgit toujours de la mise en commun avec la chose sexuelle par le moyen d'une action signifiante, verbale, gestuelle ou graphique, mais l'acte corporel, réalisé ou vécu n'est jamais désigné comme obscène en soi et ne saurait l'être. Il le devient si la parole, l'écrit ou l'image en font un objet de communication, si l'acte est réalisé ou accompli aux fins d'être dit ou montré. Si la pudeur exige la non-communication à autrui, donc le secret, l'impudeur se forme dans son contraire, elle paraît dans une conjonction subversive de l'acte et de la parole.

Au-delà de la nudité du corps qui est le premier motif de la pudeur et comme son centre de gravité, la dissimulation pudique va s'étendre à toute une série de désirs, de dégoûts, d'appétit voire de sentiment que l'être pudique cachera spontanément, précisément parce qu'il y tient ou car il fait corps avec eux. José Morel Cinq-Mars, psychanalyste, donne comme hypothèse que la pudeur s'interposerait pour des raisons de nécessité psychique entre soi-même et l'autre et qu'elle serait liée à la manière dont un sujet se laisse pénétrer ou pas par l'étranger. La formation de la pudeur serait liée à la formation du moi. « Le sujet pudique va chercher à se séparer de l'autre en affirmant son territoire d'autonomie psychique et physique. Sa pudeur va imposer des règles à la rencontre de l'autre qui se fera selon un mouvement alternant des temps d'ouverture et de fermeture »⁴²⁶.

Dans le cadre du cynisme, nous avons pu voir précédemment qu'il s'agissait d'un éclat de la naturalité de l'être humain sous le regard de tous, ce que certains qualifieront de scandale. Diogène de Synope (413-327 avant J.C.), méprisant les discours, sait néanmoins bien se servir du langage, mendiant son pain en échange d'outrances acoustiques et de boutades, brocardant les puissants de ce monde. Il s'identifie au chien, à sa tranquille impudeur, en s'accouplant en public.

Si Chantal Baudouin se demande s'il y a un nouvel état que nous pourrions qualifier « d'a-pudique » qui désignerait l'absence de pudeur face à l'exhibition de l'intime du corps, notre questionnement porte plutôt sur le risque à manifester impudemment son désir et, plus généralement, à s'exhiber. La crainte d'être vue, la crainte de s'exposer à la honte n'est pas une peur comme les autres, son contraire n'est pas le courage mais l'endurcissement à la honte, c'est-à-dire étymologiquement, l'entraînement à la honte. Le sujet dévergondé ne supporte pas le regard, il ne veut pas le rencontrer mais le troubler et, s'il se campe à la vue de l'autre, c'est pour lui faire baisser les yeux. La peur distincte de la crainte, n'étant crainte que de la honte et, du

⁴²⁵ Chantal BAUDOUIN, *Regards sur la pudeur*, revue Autrement « La pudeur, la Réserve et le trouble », Paris, 1992, 207p..et BOLOGNE J.-C., *Histoire de la pudeur, pluriels*, hachette 1997, 457p.

⁴²⁶ MOREL CINQ-MARS J., *Quand la pudeur prend corps*, Presse Universitaire de France, 2002, 352p., p 204.

même coup, elle se distingue de la honte, la honte est ce qui la borde. La pudeur est tournée vers les autres dans le mouvement qui lui est propre de soustraire à leur regard tout ce qui pourrait engendrer la confusion et la gêne. Par rapport à la décence, il y a quelque chose qui se réfère à un repère extérieur et tient de l'application d'un code. L'impudeur, ne pressent-elle toujours la pudeur ou plutôt ne fait-elle pas tout, gesticulant, parlant, désignant et dévoilant, pour éviter d'avoir à prendre conscience de la pudeur. Démonstrative et apparemment aide de lumière, l'impudeur est en définitive profondément opaque, parce qu'elle rejette à l'extérieur d'elle-même ce qu'elle ne veut pas connaître et croit qu'en rendant visible, en le réduisant à du simplement visible, elle évite d'en être habitée. L'impudeur est effraction, imputation du corps privé dans l'espace public à la vue de tous. Ils étalent dans l'imaginaire de l'espace public l'impossible de leur corporéité, exposant de façon obscène le réel de leur intimité⁴²⁷.

Au vertige de l'exhibition répond un vertige similaire du regard. Tous deux supposant un espace relativement neutralisé, un espace de la convenance. Nous pourrions ainsi définir l'espace public convenable parce que support de multiples convenances. C'est la pudeur qui, lorsqu'elle est levée, donne leur valeur transgressive et exceptionnelle, intense à certaines zones ou à certains moments d'impudeur. Autrement dit, il n'y a pas d'humain sans pudeur. L'impudeur, comme son négatif l'indique, se détache toujours sur un fond préalable et jamais totalement aboli, dessiné par la pudeur. L'impudeur publique cherche à exercer une contrainte qui se targue du nom de liberté, elle désire contraindre les individus à s'avouer solidaires de quelque chose qu'ils n'ont pas décidé mais à quoi ils n'oseraient pas se soustraire par crainte de sembler timides. Faisant honte aux individus de leur pudeur avant même qu'elle ne s'exprime, l'impudeur publique les dépouille de leur individualité, les coagule en communauté, une communauté largement sacrificielle, si ce n'est que ce qui d'elle a été expulsée, pour la souder efficacement, n'est autre que la pudeur elle-même, au lieu d'une victime animale ou humaine. L'impudeur n'est là que le masque d'une tyrannie qui n'a rien à voir avec la liberté sexuelle ni même avec la liberté de commercer, mais regarde avec haine la liberté de détermination de l'individu.

Constitutive des rapports humains, la pudeur n'en est pas moins indissociable et constitue par la diversité de ses manifestations, un défi par la norme juridique, variable d'un être à l'autre, d'une société ou d'un groupe social à l'autre, d'une époque à l'autre, d'un type de rapport interpersonnel à un autre, elle ne se laisse ni circonscire d'un espace déterminé ni définir dans une relation précise. La pudeur implique l'existence d'une frontière, d'une ligne de séparation entre ce qui est voilé et dévoilé, voilable et dévoilable, visible, dicible, audible ou non. L'impudeur s'impose quand l'autre est devenu un simple objet, celui que le regard peut dévorer à satiété. Il y aurait une dialectique de la pudeur et de l'impudeur qui ne résiderait pas dans la simple opposition du privé (espace de la liberté illimitée) et du public (le code de la pudeur comme censure feutrée) mais dans une « mise en relation » qui invite à considérer autrement le privé et le public et leur rapport.

Le surmoi comme « dur et cruel » pour Freud comme la « figure obscène et féroce du surmoi » pour Lacan, est toujours à articuler à la loi, la loi de la castration. Ne sommes-nous pas témoins d'une cruauté, d'une férocité, d'une obscénité de la part du surmoi ? La résistance du surmoi, pour Freud, est la plus obscure, mais non pas toujours la plus faible, elle semble prendre racine dans le sentiment de culpabilité ou le besoin de

⁴²⁷ DUEZ B., *De l'obscénalité à l'autoctonie subjectale*, Psychologie clinique « Rupture des liens, cliniques des altérités », Paris, l'Harmattan, n° 16, 2003.

punition s'opposant à tout succès et, par conséquent aussi à la guérison par l'analyse. Monique Schneider note que la pudeur est souvent enfermée dans une parenthèse où elle côtoie la honte et le dégoût⁴²⁸.

De la non-dissimulation au scandale.

Diogène tient bon et on le rencontre partout, sur les places. Une fois pour toute le mendiant a choisi d'être la mauvaise conscience de son époque, être celui par qui le scandale arrive. En effet, l'exposition de soi au travers des actes de la vie quotidienne sur l'espace public est-elle vraiment toujours subie par l'homme à la rue ? Il choque, il interpelle nos représentations en se confectionnant un sandwich avec un steak haché cru sur le rebord du trottoir, en urinant contre un mur entre deux boutiques en plein centre-ville, mais est-ce pour autant que l'exécution de ces gestes est bouleversée. L'intimité atteinte n'est-elle pas ici tant celle du passant, spectateur forcé d'une scène, ses représentations ou codes de savoir-vivre, savoir-faire confrontés à ce qui est pour lui interdit ou infâme. L'intimité est liée pour l'essentiel aux effets du stigmatisme dans l'espace urbain⁴²⁹. Une des scènes primitives de la sociologie selon Goffman⁴³⁰, lorsque les rencontres font sursauter les passants, en confrontant soudainement les corps dans des situations vulnérables et en des lieux exposés. Intimités fragiles, tactiles et impasses, dévoilées, propagées, quelque chose de très privé vient troubler les lieux, le trafic, les sociabilités, les affaires publiques révélant ainsi la tension qui engendrent les rapports sociaux dans l'espace public. Autrui n'a pas un rôle d'acteur mais il suffit comme spectateur. Sur la place publique, Diogène considère les autres comme des spectateurs ; des auditeurs destinés à un voyeurisme pédagogique : ils verront, entendront et peut-être comprendront.

L'anecdote, le mot d'esprit ou le calembour sont destinés à produire des effets éthiques, des prises de conscience. C'est ainsi qu'à quelqu'un lui reprochant de fréquenter des endroits infâmes, Diogène eut cette réponse : « Le soleil pénètre bien les latrines sans en être souillé ! »⁴³¹. A quelqu'un lui reprochant de boire dans une taverne, il répondit « Eh quoi ! Je me fais bien couper les cheveux dans une boutique de barbier ! »⁴³². Alors qu'on lui reprochait un jour de manger sur la place publique : « Eh quoi ? C'est sur la place publique que j'ai ressenti la faim »⁴³³. De même si on lui demandait pour quelle raison il mangeait sur la place publique, il reprit : « Je vois bien aussi tous les pilotes et tous les autres ouvriers apporter leur nourriture au chantier ».

Il avait l'habitude de tout faire en public, les œuvres patronnées par Déméter aussi bien que celles d'Aphrodite. Il raisonnait en effet de la façon suivante : s'il n'y a rien d'absurde à déjeuner, il n'est donc pas déplacé de le faire en public. Or, déjeuner n'est pas absurde, donc il n'est pas déplacé de le faire sur la place publique. Se masturbant même en public, il disait : « Ah ! Si seulement on pouvait faire cesser la faim en se frottant le ventre »⁴³⁴.

⁴²⁸ MORENON M., *Freud et la pudeur*. (<http://perso.orange.fr/martine.morenon/pudfreud.htm>)

⁴²⁹ LAE J-F., BROTH B., *les territoires de l'intimité, Protections et sanctions*, Revue Ethno Française, n°2001.1.

⁴³⁰ 1975-25

⁴³¹ *Les cyniques grecs. Lettre de Diogène et Crates*, Arles, Actes sud. 1998, p 93.

⁴³² *Ibid*, p 95.

⁴³³ *Ibid*, p 90.

⁴³⁴ *Ibid*, p 96.

Tout en ayant les mêmes sentiments que Socrate face à la mort, Diogène était plus rude : il s'exprimait de façon plus brutale en exigeant que l'on jette son cadavre sans l'inhumer. Ses amis lui demandaient alors : « Veux-tu qu'on le jette en pâture aux oiseaux et aux fauves ? » – « Pas du tout, reprit-il, mais poser seulement un bâton pour les chasser ! » – « Et comment pourras-tu le faire ? Tu seras inconscient » – « Mais alors, si je suis inconscient, quel mal pourraient me faire les morsures des bêtes ? »⁴³⁵. Il déclarait que la mort n'est pas un mal puisqu'elle n'est pas un déshonneur. La mauvaise renommée est un bavardage de sots⁴³⁶. Ceci fait écho à de nombreuses allusions à la mort par différentes personnes : « *Si j'arrive jusque là* », « *Si je suis encore vivant* », « *Cela m'arrangerait bien de faire un infarctus* ». Ces paroles sont autant d'attaques face à notre non acceptation de la mort en tant qu'elle soit un terme à notre existence. Si l'homme de la rue évoque la mort comme quelque chose de lointain, l'homme à la rue n'y est-il pas confronté quotidiennement par les difficultés d'existence, la maladie, la mort de ses proches ? De plus, cela n'est pas sans renvoyer à l'autre la question de sa propre mort.

Le cynique se veut contagieux, donc il communique. Mais il entend ne pas communiquer que la contagion, il montre publiquement sa solitude, rappelant le spectateur à la sienne. S'il parle, c'est pour signifier une mort qui essouffle toute parole. Il nous impose une position de voyeur difficile à soutenir. Ce n'est pas un exhibitionniste. Nous ne situons pas non plus dans le champ du racolage passif. Diogène était en train de déjeuner sur la place publique. « Chien ! » criaient les badauds réunis autour de lui ; « C'est plutôt vous les chiens, reprit-il, puisque vous m'entourez pendant que je mange ». « En vérité, vous êtes vous-mêmes les chiens, car ce sont les chiens qui tournent les yeux vers les convives en train de manger ». Ainsi, dans le cadre de la mendicité, les personnes ne sont pas si passives qu'on pourrait le penser, au contraire elles observent les passants depuis un bon moment quand ces derniers arrivent à leur niveau. Ils ont une façon très particulière de nous interpeller, comme cet homme fouillant dans une poubelle, en plein quartier piétonnier et, nous, surpris à regarder la scène.

Le thème renvoie aussi à la façon dont le cynique, à travers son comportement même, sa manière d'être, témoigne en présence des autres. Etre vertueux, c'est être d'une certaine manière, c'est à dire vivre se comporter d'une certaine façon, les rôles sont divers pour l'acteur mais ce dernier peut aussi les jouer avec des nuances diverses : avec violence dans certains cas, avec retenue dans d'autres cas, en fonction du lieu et du moment, l'essentiel est que le sens de la représentation n'échappe pas aux spectateurs. Le cynique se manifestera en acte comme tel ou tel suivant la circonstance. Quant au lieu d'exercice, il convient de nous le représenter comme le vaste théâtre du monde, dans l'errance, l'exil, « le nulle part chez soi » en un mot dans la marge. **Ce qui est proposé est l'idée d'un exercice pratique, l'idée d'une exemplarité pédagogique en acte, l'idée d'une monstration en lieu et place d'une démonstration, d'une exhibition en lieu et place d'une persuasion, d'une mise en scène (d'où toute théâtralité n'est pas absente) en lieu et place de la mise en forme d'une argumentation.**

Nous ne pouvons pas vivre avec le cynique, nous craignons trop ses coups de dent, en d'autres termes, l'exercice de la vertu fait peur et si l'on tient le sage à l'écart, c'est qu'il est un témoin. Epictète « le témoin est kurios, le maître et non l'esclave de

⁴³⁵ *Ibid*, p 102.

⁴³⁶ *Ibid*, p 112.

ses désirs et autres pathès. Le partage entre la grande masse des mortels, esclaves de leur passion et le sage qui sait en garder la souveraine maîtrise assure aux sages un ascendant sur la foule des insensés et l'autorise à morigéner ses concitoyens, à aboyer et à mordre donc à être craint. Le cynique est invivable. Disert, il donne des leçons de morale, agressant le tout venant ou le tournant en ridicule, muet. Sa seule présence, son accoutrement, son comportement témoigne encore des valeurs de simplicité, de frugalité, de maîtrise de soi, qu'il entend préserver face aux pseudo-valeurs (la richesse, le pouvoir, le luxe, la gloriole et tout ce qui dépend de l'opinion (doxa : gloire et opinion) qui s'étalent sur l'agora et dont le sage renvoie aux badauds comme une image inversée.

Le « témoin » est celui qui est là, que l'autre perçoit jusqu'à se sentir honteux et même coupable en présence de cet envoyé d'une autre planète, mais le témoin est aussi celui qui regarde, qui observe, celui qui sait reconnaître et initier ainsi à l'occasion une procédure de mise en accusation. Muet où éloquent, qu'il se taise ou qu'il jappe, le « témoin est toujours gênant, surtout lorsque ce « témoignage » loin d'être fortuit, accidentel participe d'une ferme résolution, fait partie d'un biostis, d'un genre de vie, d'une manière d'être, bref relève d'une provocation. Car le cynique est d'abord un provocateur, un défi incarné. Muet ou presque, il fait l'amour en public, tel un chien se plaignant après coup qu'on ne puisse pas par le même moyen se remplir l'estomac. Disert, il s'ordonne à la parrhésia, le franc parler, expédiant comme des traits les mots qui savent mordrent la conscience d'autrui. Le fils d'une courtisane lance des pierres aux passants, « prends garde s'écrit Diogène tu pourrais frapper ton père ». La notion d'anaidéa renvoie à cette double manifestation. L'audace, voir l'impudeur du geste (au cours d'un banquet, des convives jettent des os à Diogène, comme à un chien, il se tire d'affaire en allant pisser sur eux comme un chien) mais aussi l'arrogance, voire l'impudence du verbe.

Celui qui a choisi le mode de vie cynique doit commencer par distribuer ses biens pour ne dépendre que de lui-même, c'est ainsi enfin que les grands de ce monde ne sont en réalité pas libres, puisqu'ils sont assujettis à leurs passions (ambition, rêve de gloire et de conquête), cette impatience qui les précipitent vers de nouvelles aventures pour asseoir ou renforcer leur nouvelle position et qu'ils dépendent à tous égards des autres ; l'indifférence concerne en priorité les richesses, les honneurs, la gloire mais elle peut concerner plus lointainement la souffrance, la maladie, la mort conduisant ainsi dans sa formule la plus extrême à l'apathéia, l'impassibilité, l'exemple du trouble intérieur qui constituera l'idéal commun à toutes les écoles hellénistiques. L'indifférence (adiophoria) est reliée directement à l'impudeur impudence (anaideia). Diogène consacre sa vie à « falsifier la monnaie », nomisma désigne la monnaie qui a cours mais veut dire aussi règle, coutume, loi. « Falsifier la monnaie » signifie dévaluer ce qui repose sur la loi, la coutume, au profit de ce qui découle de la nature, ce qui confirme un passage où l'on voit entrer Diogène dans un théâtre à contre courant de ceux qui en sortent lorsqu'on lui en demande la raison, la réponse fuse : « c'est ce que je m'applique à faire dans tous les actes de ma vie ». Falsifier la monnaie veut donc bien dire : « aller à contre courant, consacrer sa vie à réformer les mœurs qui « ont cours », c'est à dire d'une part voir l'envers de toute chose, renverser la perspective mais d'autre part, falsifier la monnaie veut aussi dire se livrer au renversement des valeurs autrement dit, dénoncer les fausses valeurs, tout ce qui relève du préjugé, de l'opinion, de la gloriole, tout ce qui forme l'écran de fumée destiné à masquer la seule et authentique valeur, à savoir la restauration du couple arété-physis (vertu nature) en opposition au nomos (loi, coutume).

Tendre au détachement le plus radical.

Le cynisme est une recherche de la nature. Il faut fuir les plaisirs, poursuivre au contraire la maîtrise de soi et la fermeté d'âme, donc s'entraîner au paria, c'est-à-dire se laver à l'eau froide, boire de l'eau, ne manger qu'après avoir bien sué, revêtir le tribon et coucher régulièrement sur la dure⁴³⁷.

Une analogie avec la survie nous semble ici possible. Sur-vivre : outre les contraintes des conditions de vie, ce mode de gestion du corps semble être intégré par les précaires eux-mêmes, qui tendent à s'imposer volontairement ou non, un principe de fonctionnement. Il nous paraît intéressant d'interroger cette dialectique. Cette attitude ne peut-elle pas être en partie expliquée comme une réponse à leur statut identitaire négatif basé sur tous les manques qu'ils ou elles connaissent et qui les caractérisent. La sur-sollicitation de leur corps pourrait être alors comprise comme le façon pour les plus démunis de se situer dans une société qui les renvoie sans cesse à leurs manques et, au-delà, de leur inutilité sociale ? Tel le cynique, ils se contraignent à vivre à la dure. Dans tous les cas, le sage doit s'adapter aux circonstances, aux conjonctures de la fortune. Ainsi réduit à l'indigence, il se doit de vivre de la pauvreté avec grandeur d'âme.

L'art de la pauvreté

Si les cyniques revêtent une tenue analogue à celle des mendiants et des esclaves, c'est pour contester la hiérarchie sociale fondée sur la richesse. Ne pouvoir posséder à la fois les richesses et la vertu. Telle était la démarche des philosophes cyniques que les stoïciennes reprendront à leur compte.

« Voulez-vous, dit Sénèque à son cher Lucilius, que votre esprit fournisse de belles conception ? Soyez pauvre ou vivez en pauvre, que votre lit soit une paille, votre habit, une aire et votre viande du pain bis ». Et il ajoute : « faisons de bonne heure connaissance avec la pauvreté quand nous aurons su combien, c'est une chose supportable d'être pauvre, nous en serons riche avec d'autant plus d'appréhension, celui là est seul signe de Dieu qui sait mépriser les richesses ». Ainsi, Lactance prononce-t-il l'éloge des anciens sages qui « renonçaient à leurs biens et à tous les plaisirs, afin qu'étant nus, ils puissent suivre ainsi la vertu seule et toute nue ». Aristhène en usa ainsi, puis son disciple Diogène, qui pour s'astreindre plus facilement à la méditation abandonne tout ce qu'il possédait, sauf sa besace, son gobelet, son bâton, tout accessoires qui ont composé pendant des siècles le nécessaire du parfait vagabond et du philosophe exemplaire. L'homme qui ne possède rien, indubitablement la fortune ne peut rien enlever. Qu'important l'exil, la pauvreté, la bonne naissance, la mauvaise réputation, quand un entraînement quotidien vous a progressivement amenés à dédaigner ces valeurs sociales que sont citoyenneté, richesse ?

Quand on vit « sans bagage », un naufrage n'a rien de si terrible. Quelqu'un qui lui demandait à quelle heure il fallait dîner, il répondit : « Si tu es riche, quand tu veux, si tu es pauvre, quand tu peux ! ». « Les hommes, disait Diogène, se procurent ce qu'il faut pour vivre mais pas ce qu'il faut pour bien vivre ». Pour une ascèse de tous les jours, il s'est habitué à se suffire à lui-même, en éliminant tout désir superflu, en limitant au minimum ses besoins essentiels et en opérant un accord harmonieux entre son intérieur et le monde ambiant. L'expérience vécue d'un dépouillement aussi total

⁴³⁷ PAQUET L., *Les Cyniques grecs – Fragments et témoignages*, Paris, livre de poche, 1992, 352 p.

que possible. Simplicité vestimentaire, frugalité extrême, mépris du plaisir facile, recours aux seules ressources qu'offre la nature. Au premier abord, les cyniques affichent sans vergogne un extérieur tout à fait déconcertant. Ils sont aisément reconnaissables à leur dehors, leurs mœurs et leur langage. L'audace du comportement, la rustresse goguenarde du franc-parler, le goût du paradoxe et de la saillie voisine de l'obscénité, tout en eux semble vouloir bouleverser l'étiquette, les coutumes et les opinions reçues de la société environnante. Le cynique s'en prend à toute forme de mensonge au nom même de la vérité ou de l'authenticité.

A quel discours font-ils échec ? Ne s'agit-il pas d'une mise en échec du discours du maître⁴³⁸ ? Une morale de l'apathie est cultivée, si l'homme est malheureux, c'est essentiellement pour deux raisons : d'une part, il est cet être de tous les désirs qui sans cesse part en quête de ce qu'il n'a pas. De l'autre, il est cet être de toutes les angoisses, qui traverse l'existence en compagnie de la peur : angoisse à l'égard des revirements subis que peut lui infliger la fortune. Le résultat se traduit par le fait que le bonheur auquel l'homme serait en droit d'aspirer lui échappe. Mais se demande le cynique, en quoi consiste ce bonheur humain, qui apparaît à chacun comme l'ultime visée ? Dans un monde où, du jour au lendemain, l'individu peut être contraint de prendre la route de l'exil, la réponse est simple. Le bonheur réside dans l'apathie, c'est-à-dire dans un état de sérénité totale qui permet d'affronter l'adversité, sans éprouver le moindre trouble. La paix intérieure engendrée par la libération de toute forme d'aliénation, passions désordonnées, craintes puériles, superstition.

Pour y parvenir, quelques modèles s'offrent à l'homme : la divinité et l'animal. Au fondement de l'apathie diogénienne se situe l'autarcie, le fait de se suffire à soi-même, condition sine qua non de la liberté telle que l'envisagent les cyniques. Le cynique a la conviction de n'être l'esclave de rien ni de personne dans le petit univers où il trouve sa place. Par une ascèse de tous les jours, il s'est habitué à se suffire de lui-même, en éliminant tout désir superflu, en limitant au strict minimum ses besoins essentiels et en opérant un accord harmonieux entre son monde intérieur et le monde ambiant. Il pousse à la limite dans sa chair, l'expérience vécue d'un dépouillement aussi total que possible. Une purgation salutaire des désirs et des besoins artificiels qui allège le corps et l'esprit. Une totale disponibilité qui peut se traduire en une multitude de formules : impartialité, imperturbabilité, « apathie », « modération », fermeté, endurance, patience, habitude de la souffrance.

Saint-Benoît Labre illustre ce dépouillement total, allant jusqu'à le sublimer dans une absence d'un « avoir ». Benoît Joseph Labre n'a rien. Il se voit obligé d'accepter l'asile de l'hospice pour la nuit quand il n'en peut plus. Il a vécu jusqu'au bout ce que vivent les vagabonds, les sujets SDF : la perte de cet espace qui est leur seule richesse et qui se restreint de plus en plus au fur et à mesure que la société décline. Or, la civilisation de l'avoir qui l'emporte à la Renaissance, envahit tous les esprits au 18^{ème} siècle. Comme aujourd'hui, il faut avoir de l'argent, du pouvoir, une position sociale, des biens matériels, de l'intelligence, de la santé, de l'apparence.

Autarcie, liberté, apathie constituent la triade constitutive du bonheur diogénien. Le renversement des valeurs est total : pour être heureux, il n'est plus question de se réfugier dans l'avoir ni la possession de biens matériels, de richesses, mais il faut se montrer apte à se suffire à soi-même, privilège de qui ne possède rien ou presque rien. Ils ridiculisent carrément les prétendues valeurs qui passionnent la multitude des médiocres.

⁴³⁸ Pour faire référence aux discours de Jacques Lacan.

Les cyniques apprennent à vivre, à penser, à exister, à agir devant les fragments du monde réel : lorsqu'on rencontre la mort, le plaisir ou le désir. Ils enseignent l'insolence quant à tout ce qui se pare des plumes du sacré : le social, les dieux, la religion, les rois et les conventions. Ainsi à Cratès : « adresse-toi même aux statues de la place publique pour mendier ta nourriture. En effet, une pareille pratique n'est pas dépourvue d'intérêt car il t'arrivera de tomber sur des hommes encore plus insensibles que des statues. Et quand plutôt qu'à toi, c'est à des eunuques et à des auteurs de propos obscènes qu'ils donneront une partie de leurs biens, ne va pas t'étonner : chacun tient en estime celui qui est proche de lui et non celui qui en est éloigné et des eunuques mieux que des philosophes sont de nature à plaire aux communs des mortels ». Le cynique, ce solitaire évidemment épris de sociabilité se réfugie dans sa jarre (pistos) sans partage aucun, dans son mode précisément élu pour se couper du monde dans la permanente tentation de renouer avec le monde.

Un jour, Diogène était étendu dans le Pandémion, les gardiens lui demandèrent « Qui es-tu et d'où viens-tu ? ». « Je suis un chien du pays des Molosses ». Ils ajoutent alors : « Et où vas-tu ? ». Diogène ne répond pas un mot. « Pourquoi méprises-tu donc la cité et les lois du peuple en ne répondant rien à ce qu'on te demande ? ». « Je ne méprise pas, répond Diogène, ceux qui veulent savoir qui je suis et d'où je viens. Je réponds : je suis un molosse. Mais quand ils me demandent, en outre, où je vais, je trouve qu'ils divaguent, puisqu'ils me demandent où je m'en vais quand ils voient bien que je suis étendu de tout mon long ».

Ne pouvons-nous y voir un rapport possible avec l'autonomie qu'on exige des personnes où il est parfois attendu des individus, munis et démunis, stables ou précaires indistinctement, qu'ils agissent comme des êtres autonomes. Une situation troublante. Pour l'exclu ou le chômeur en fin de droits, il est implicitement, voire explicitement, dans le cadre d'une procédure de contrat, demandé de faire preuve d'une intégrité identitaire alors même que ces personnes sont en état de démunition et de fragilité comme l'a sanctionné leur parcours de mise à l'écart. Une situation folle et affolante. L'analogie peut être faite avec l'attitude de bénévoles ou professionnels voulant d'emblée tout savoir : d'où venez-vous ? Pourquoi n'allez vous pas dans un foyer ? Il semble important de reposer le cadre ou inscrire le devenir des sujets SDF : Sortir d'un endroit, c'est pour aller vers un autre endroit. Alors sortir d'où, pour aller où ? Quitter qui pour s'attacher à qui (ce qui suppose là que l'on ait conscience de la sédentarité des sans abris, à savoir être sans domicile ne signifie pas être sans quartier) A quoi et comment ? Qu'est ce que cela veut dire de les en sortir ? Pour beaucoup, il faut s'occuper des sujets SDF dans la mesure où on pourra les sortir de là où ils se trouvent. N'est-ce pas ignorer le tragique de leur existence qui va parfois bien au-delà de leur « saleté » ?

Le cynique met au point les conditions d'une pratique arétique⁴³⁹

Avec Diogène et les autres cyniques, toute entreprise philosophique était rendue impossible et le « connais- toi, toi-même » accolé de sarcasmes. Ainsi lorsque Diogène, feignait de chercher le soi avec une lanterne en plein jour et prétendait montrer son indépendance de pensée en ne respectant pas le sentiment de pudeur, dans lequel il ne voyait qu'une oppressante et ridicule convention sociale. Enfin, il raillait le mode de Socrate, en bornant son univers à l'espace d'un tonneau.

⁴³⁹ Arête : intersection de deux plans.

Les jouissances qui n'entre pas par la porte des sens, dit Antisthène, il faudra les laisser tomber, les purger ou les épuiser par la diète, payant ainsi, au prix d'une expiation pénible, la voracité déployée à satisfaire un plaisir minime et de courte durée⁴⁴⁰. Alors qu'Antisthène était au prise avec une grave maladie et pratiquement incurable, Diogène, à ce qu'on rapporte, lui remit un glaive en distant : « Au cas où tu aurais besoin des bons offices d'un ami ! »⁴⁴¹

N'essaie pas de corriger un vieillard malfaisant : il est bien difficile en effet de transplanter un vieil arbre⁴⁴²

Diogène demanda à Platon du vin, puis des figes sèches. Platon lui en envoya une pleine jarre. Diogène lui dit alors : « Si on te demandait combien font deux plus deux, répondrais-tu vingt ? Tu ne sais donner exactement ce qu'on te demande, pas plus que tu ne réponds à la question posée »⁴⁴³. Il se moquait ainsi de lui comme d'un bavard prolix. Ainsi, certaines personnes font remarquer l'inadéquation entre ce que leur offrent certaines interventions et ce dont ils pourraient avoir besoin. Du trop au trop peu, ou à coté de ce qu'ils pouvaient attendre, s'ils attendaient quelque chose, les interventions peuvent apparaître difficilement compréhensibles et amènent des réactions qui déconcertent les intervenants de bonne volonté. Ainsi, le bénévole de l'Ecoute de la Rue se faisant rabrouer car il n'apporte rien de concret, Serge dit La Grenouille jetant le chocolat de la viennoiserie qu'une dame vient de lui offrir...

Un jour, il fut copieusement arrosé à l'endroit où il s'était arrêté ; les passants le prirent en pitié mais Platon, qui se trouvait là leur dit : « Si vous voulez vraiment avoir pitié de lui, éloignez-vous ! ». Il cherchait sans doute à mettre en évidence la vanité de Diogène⁴⁴⁴.

Nous nous interrogerons sur la portée de son geste quand il en vint demander l'aumône à une statue : « Je m'habitue au refus ! » expliqua-t-il. En demandant l'aumône – comme il le fit d'abord en raison de son indigence – il s'exprimait ainsi : « Puisque tu as déjà donné à un autre, fais en autant pour moi ; sinon, commence par moi ! »⁴⁴⁵. Nous pouvons ici faire un parallèle avec certains comportements lors de la manche : provocation, agressivité.

Ainsi lors d'une participation à une maraude place Graslin. **S.**, alors que nous sommes là, continue d'accoster les passants : « Excusez-moi, je peux vous poser une question, je suis avec mes deux sœurs, mon frère – deux bénévoles des Restaurants du Cœur et nous-mêmes – vous auriez un euro ? ». Le premier passant lui dit non, il rétorque « Ce n'est pas grave, faites un emprunt ». Ce dernier reste quelques minutes sans répondre, étonné par la réponse, puis ajoute « Avec ce que je dois, mon banquier ne voudra pas ». Un couple. « Salut les amoureux ! » puis même scénario. L'homme lui donne deux euros. Ils repartent, **S.** les interpelle disant que la jeune femme n'avait pas donné. Elle cherche dans son porte-monnaie et revient en disant qu'elle est désolée, c'est minable mais qu'elle n'a que quelques centimes d'euros, il répond « Mais, ce sont des sous ! ».

⁴⁴⁰ PAQUET L., *Les Cyniques grecs – Fragments et témoignages*, Paris, livre de poche, 1992, 352 p, p 45.

⁴⁴¹ Ibid., pp51-52.

⁴⁴² Antonius, Serm. XXXIII, 172 in Ibid, p 55.

⁴⁴³ Ibid., p 75.

⁴⁴⁴ Ibid, p 83.

⁴⁴⁵ Ibid, p 86.

Nous pouvons voir, ici, comment S. instrumentalise le passant ainsi que les intervenants de la maraude. D'une part, ne vient-il pas prendre le contre-pied des intervenants qui pourrait attendre, consciemment ou non, une certaine valorisation, de son rôle devant le passant – témoin, en le « réduisant » à ses semblables ? En effet, il paraît important de s'interroger sur les motivations inconscientes des intervenants auprès des personnes à la rue. Il traite en semblable également le passant « qui n'a pas un euro », ou probablement « pas un euro à lui donner ». Si, aux dires de cette personne, elle n'a pas un euro, c'est qu'elle se trouve dans la même situation que lui, aussi démunie que lui. D'autre part, il vient attaquer de front ce qui dérange le plus, ce qui motive l'homme de la rue à répondre positivement à certains moments, à certains hommes à la rue. Nous pouvons voir, par l'intervention de S. auprès de cette jeune femme, le poids de la culpabilité dans la réponse à la mendicité qui vient abolir toute résistance et libre arbitre. N'aurait-elle pas été tentée en d'autres occasions de faire remarquer l'abus, de revendiquer sa liberté de donner ou non. La culpabilité d'avoir ce que l'autre n'a pas ne vient-elle pas s'opposer à la liberté de donner ou pas. S'excusant de pouvoir donner plus, cette passante se positionne en infériorité, c'est elle qui se sent coupable de pas donner plus et non pas S. de ne pas demander moins.

Les réponses au refus sont parfois cinglantes : en hiver « *Dormez bien au chaud !* », « *les SDF vous saluent bien !* », aux vacanciers attablés à la terrasse des cafés « *Faites attention sur la route !* ». Que peut avoir le passant comme réponse, comme défense ? Peut-il encore revendiquer sa liberté – tant prônée dans la philosophie cynique – de donner ou pas devant ce rappel violent de tant d'écart des situations, des préoccupations ? Cela nous fait associer à Mérippe (cynique d'origine phénicienne) décrit comme « le plus fort aboyeur et le plus mordant de tous les anciens cyniques (...) comme un chien redoutable dont les morsures sont d'autant plus profondes qu'il les fait en riant et sans qu'on s'y attende ».

Ces manifestations nous montrent comme « les traces de l'échange et les tentatives du sujet SDF de marquer au moins un autre pour toujours ou pour l'éternité par l'intensité de la confrontation pulsionnelle pour demeure fut-ce au prix du parasitisme dans le souvenir et sur la scène psychique de cet autre sont une manifestation obscène »⁴⁴⁶.

Au vu de ces illustrations avec la mendicité de scènes dans le tramway ou dans la rue et de notre conception de l'errance comme étant une position subjective, nous ne pouvons que nous interroger devant les propos de Marc Hatzfeld⁴⁴⁷ pour qui « les SDF ne se révoltent jamais ». Il écrit : « Leur obséquiosité de bon aloi va jusqu'à souhaiter une bonne fin de journée au bourgeois rassasié qui n'a laissé ni une pièce de monnaie ni même échangé un regard. Les gens de la rue sont étrangers au monde qui les entoure. Ils se livrent sans gêne, ils s'exhibent volontiers dans la nudité, la puanteur ou le débraillé, sans contrôle allant jusqu'à ne préserver ni intimité ni pudeur. L'impression domine dans la durée que rien au fond ne les touche plus, que rien n'a vraiment d'importance pour eux. Ils sont détachés des convenances, des codes, des obligations, des règles, rien de tout cela ne le concerne véritablement. Mise à part, quelques

⁴⁴⁶ CHARRETON G., COLIN V., DUEZ B., *A la rencontre de sujets sujet SDF, demande de traces ou traces de demandes*, Psychologie clinique « Rupture des liens, clinique des altérités », Paris, L'Harmattan, n°16, 2003, 293p.

⁴⁴⁷ HATZFELD M., *Les dézinguées, parcours de SDF*, Paris, Autrement, Passions complices, 2006, 171 p.

exceptions remarquables, en particulier chez les jeunes travailleurs dans leur sursis enthousiaste de leur début de carrière, les hommes et femmes qui vivent à la rue... ont renoncé à l'action ; ils regardent couler la vie comme dans les chansons de Jacques Brel, ils sont donc de douloureux contemplatifs. Ce non nos SDF ».

Quand le mendiant remercie l'assistance, lui souhaite un bon voyage ou une bonne journée avec une ironie tout à fait perceptible, que fait-il, qu'agite-t-il en nous ? Il insiste sur le fait qu'on ne lui a rien donné, que l'on est grandement coupable. Culpabiliser, culpabiliser le plus possible. Agissant comme tel, ne nous rend-il pas responsables ?

Certains ne veulent pas « guérir », « ne veulent pas s'en sortir », ne veulent pas d'une alliance avec nous, être de bons soignés qui « gratifient leurs soignants », en adhérant à un quelconque projet soignant ou réadaptatif. Au-delà que ce qui est épinglé comme échec, il y a une logique, c'est que l'échec occupe une fonction pour le sujet qui est double. Premièrement, de lui aménager un rapport au monde, de le lui rendre supportable. Deuxièmement, de lui octroyer un bénéfice. Pour Freud, la pente à l'échec est liée à la nécessité de satisfaire un sentiment inconscient de culpabilité. Il permet aussi de maintenir une jouissance qui serait autrement refusée au sujet. Ce faisant, ils disqualifient nos valeurs de vie et blessent nos mouvements identificatoires. Pour autant, faut-il détourner les yeux, changer de trottoir et de temps en temps dédouaner notre conscience en donnant quelque pièce de monnaies à certains d'entre eux. A ce propos, ne conviendrait il pas de s'interroger sur « nos clochards préférés ».

Dimanche 30 juin 2002, « Un dimanche soir sur la terre ».

Nous revenons de nous promener. Au bas de notre immeuble, un homme est allongé à même le sol, contre une devanture de magasin. Il dort. De chez nous, nous regardons s'il est toujours là. Nous nous rassurons en nous disant qu'il dort et que nous n'avons pas le droit de le réveiller. Nous partons chercher notre pain et un dessert.

Un homme nous accoste pour nous demander une pièce, nous déclinons sa demande par un signe de la tête.

Nous revenons avec nos pâtisseries. Un autre homme que nous avons déjà croisé, environ 45-50 ans (difficile de donner un âge), de petite taille, la barbe... tend la main à un angle de rue, face à une terrasse d'un café. Nous croisons son regard. Au moment de rentrer, nous ressortons notre portefeuille pour y chercher une pièce.

Sur le chemin, nous nous demandons pourquoi lui. Nous trouvons injuste d'avoir pu aller chercher des desserts. Nous lui donnons un euro. Nous nous en voulons de ne pas lui donner plus. Il nous remercie en nous disant que « nous sommes gentils ». Nous lui souhaitons une « bonne soirée » (et nous trouvons stupide d'avoir prononcé cette phrase), il nous répond « vous aussi ».

Nous continuons notre marche et nous nous demandons si nous eûmes donné une pièce si nous ne nous étions pas sentis coupable en passant devant lui avec notre baguette et nos gâteaux. Nous nous demandons aussi pourquoi nous étions gênés de remettre cette pièce, aussi hâtivement, pourquoi nous ne lui avons pas dit quelques mots de peur qu'il nous repousse, nous rejette. Pourquoi aurait-il envie de parler, de nous parler ? De plus, pourquoi avoir donné à lui et pas au premier rencontré ?

Ce qui nous amène aussi à cette question : Pourquoi ne pas leur permettre de vivre leur différence en évitant le pire, pourquoi ne pas les accepter comme ils sont et surtout veiller à améliorer, sans contre partie les conditions d'existence qui sont les leurs ? D'autre part, si cela est arrivé chez nous, cela arrive chez tout un chacun et donc au niveau des politiques sociales ? Qu'est ce que donne cette façon de penser avec le concept de responsabilité. De quoi est on saisie de manière particulière ? (Position de témoin ?). Il nous semble que cela ait à voir avec la notion de responsabilité, au sens d'Emanuel Lévinas⁴⁴⁸.

Les concepts de vulnérabilité : quand vulnérabilité, exclusion et responsabilité sont liés.

De son sens moral, le concept de responsabilité est généralement associé à la notion de « sollicitude » qui renvoie à l'idée d'un appel où à la bienveillance à l'égard de la vulnérabilité et de la fragilité des êtres, appel auquel celui qui est interpellé se doit de répondre. Les notions de vulnérabilité et d'exclusion renvoient à des situations, des dynamiques, des processus qui témoignent toujours de l'importance du lien social comme catalyseur de l'ordre social. A ce titre, il paraît évident que derrière le constat d'une situation de vulnérabilité ou d'exclusion, la question de qui en est responsable et qui doit agir, pour la faire cesser ou, tout au moins, la modifier, la transformer et parfois même la prévenir constitue le passage obligé des politiques et des pratiques d'intervention.

L'évocation du sens juridique de la notion pose plutôt la question de la responsabilité des actes commis qui se traduit alors par un exercice autoritaire d'attribution, imputabilité de responsabilité auquel s'associe une distribution de blâmes et de sanctions. Dans cette perspective, l'individu lui-même est considéré comme responsable de sa propre exclusion sociale, mais surtout de sa réinsertion dans la société.

Qui se sent responsable et de quoi ?

La responsabilité où autrui nous convoque : une attention aux sources juives et chrétiennes de la réflexion éthique. Le philosophe juif Emanuel Lévinas, à la frontière entre théologie et philosophie, renvoie à la profondeur de la responsabilité comme convocation et comme appel. Pour lui, en effet, « la rencontre de l'autre est d'emblée ma responsabilité ». « Prendre sur soi, le destin d'autrui »⁴⁴⁹. En quelque sorte, il pose en coïncidence, relation humaine et responsabilité. Il élabore une phénoménologie du psychisme humain structuré par l'orientation vers et pour autrui. Le manque ou la souffrance éprouvée en soit, sont moteurs de la compassion. Son propre manque éveille la personne au manque de l'autre, la fait maître à la responsabilité. L'être humain, repu, prisonnier de la satisfaction de soi, ne peut naître à la responsabilité »⁴⁵⁰. Réfléchir à

⁴⁴⁸ Pour étayer notre réflexion, nous nous sommes référés à CHARBONNEAU J., ESTEBE P. (dir.), *La responsabilité : au delà des engagements et des obligations*, Lien social et politique, Québec, n° 46, automne 2001. (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/index.html>)

⁴⁴⁹ LEVINAS E., *Entre nous. Essais sur le penser-à-l'autre*. Paris, Grasset, 1991 in LEFEBVRE S., *Responsabilité et équité intergénérationnelles : débats actuels* in CHARBONNEAU J., ESTEBE P. (sous la dir.), *La responsabilité : au delà des engagements et des obligations*, Lien social et politique, Québec, n° 46, automne 2001 (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000329ar.html>)

⁴⁵⁰ LEVINAS E., *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*. La Haye, M. Nijhoff in LEFEBVRE S., *ibid*.

l'enracinement de la responsabilité dans le souci pour autrui. L'inquiétude à l'égard de sa souffrance.

A une époque et dans une société elles-mêmes qualifiées d'individualistes, le rapport à l'autre devient imprévisible et paraît en redéfinition continue. La notion de responsabilité renvoie au verbe « répondre ». Plusieurs philosophes (Derrida, 1994, Etchegoyen, 1993, Muller, 1998) ont proposé d'en distinguer trois modalités qui sont trois mouvements de réponse : répondre de, répondre à et répondre devant.

Répondre de : d'abord associé au sens juridique étroit, la responsabilité de ses actes, mais elle implique de plus en plus une dimension identitaire. Etre responsable de soi est créer son identité propre prendre position devant sa réflexivité. Les choix de vie deviennent en quelque sorte des repères affamés du devenir que chaque individu s'est choisi.

Le second mouvement, **répondre à**, concerne plutôt le rapport à l'autre.

Le troisième mouvement, **répondre devant** place l'individu devant les institutions qui définissent la société à laquelle il appartient.

Nous situant dans une culture promouvant des normes hédonistes et de bien-être, pourquoi et au nom de quoi, aujourd'hui, se sentirait-on responsable d'autrui ? Pour Emmanuel Lévinas, la responsabilité ne saurait se comprendre que dans le rapport à l'autre, l'autre proximal.

La responsabilité pour autrui

Dès lors qu'autrui me regarde, j'en suis responsable sans même avoir à prendre de responsabilité à son égard ; sa responsabilité m'incombe. C'est une responsabilité qui va au delà de ce que je fais. D'habitude, on est responsable de ce qu'on fait soi-même. Lévinas dit, dans « Autrement qu'être », que la responsabilité est initialement vue pour autrui. Cela veut dire que je suis responsable de sa responsabilité même. La subjectivité n'est pas une pour soi, elle est encore une fois initialement, pour un autre. La proximité d'autrui est présentée comme fait qu'autrui n'est pas simplement proche de moi dans l'espace, ou proche comme un parent, mais s'approche essentiellement de moi en tant que je me sens, en tant que je suis responsable de lui. La relation intersubjective est une relation non symétrique. En ce sens, je suis responsable d'autrui, sans attendre la réciproque, dut-il m'en coûter la vie. La réciproque, c'est son affaire. C'est précisément dans la mesure où entre autrui et moi, la relation n'est pas réciproque, que je suis sujet à autrui et je suis « sujet » essentiellement en ce sens. C'est moi qui supporte tout.

« Nous sommes tous coupables de tout et de tous devant tous et moi plus que les autres »⁴⁵¹. Non pas à cause de telle ou telle culpabilité effectivement mienne, à cause de fautes que j'aurais commises, mais parce que je suis responsable d'une responsabilité totale, qui répond de tous les autres et de tout chez les autres, même de leur responsabilité. Le Moi a toujours une responsabilité de plus que tous les autres. La subjectivité se constituant dans le mouvement même où elle incombe, d'être responsable pour l'autre, va jusqu'à la substitution pour autrui. La responsabilité est ce qui exclusivement m'incombe et qu'humainement je ne peux refuser. Cette charge est

⁴⁵¹ DOSTOÏEVSKI, *Les frères Karamasov*, in *Manuscrit - 2. Penser le sujet à partir du corps d'autrui*, Espace éthique, l'aventure éthique de la responsabilité, 5 novembre 2005 (<http://espacethique.free.fr/articles.php?lng=fr&pg=44>)

une suprême dignité de l'unique. Moi non interchangeable, je suis moi dans la seule mesure où je suis responsable. Je puis me substituer à tous, mais nul ne peut se substituer à moi. Telle est mon identité inaliénable de sujet. C'est dans ce sens précis que Dostoïevski dit : « Nous sommes tous coupables de tout et de tous devant tout et moi plus que les autres ». La responsabilité comme structure essentielle, première, fondamentale de la subjectivité. Dans la responsabilité pour autrui, on est responsable de la mort de l'autre. La crainte de la mort de l'autre est certainement à la base de la responsabilité pour lui.

A une autre question proche de nos préoccupations : « Pourquoi les gens donnent-ils aux mendiants et non aux philosophes ? » Diogène répondit : « Les gens s'attendent à devenir un jour boiteux ou aveugles, mais jamais à devenir philosophes ! »⁴⁵². Ceci interroge la distinction entre « bon » et « mauvais » pauvre, la question de l'identification que nous retrouvons dans les attitudes du passant mais aussi dans le discours des professionnels ou bénévoles, où le méritant serait celui que nous prenons en pitié parce que, nous ressemblant, il est celui qui nous fait le plus peur. En le prenant en pitié, en lui prêtant assistance, n'est-ce pas une manière de se rassurer, de détourner le regard du miroir. Nous nous identifions d'autant plus à lui qu'il incarne les valeurs de dignité, de respect, de volonté... La phrase « cela peut arriver à tout le monde ! » tant de fois entendue ne vient-elle pas en réassurance ? A tout le monde, c'est-à-dire aux autres. Le mauvais pauvre serait celui qui dérange, qui nous est étranger et que l'on peut ainsi reléguer hors des murs de la cité sans problème de conscience. N'incarnant pas les valeurs qui sont les nôtres et celles du « bon pauvre », son sort n'est pas associé à une injustice intolérable, insupportable. Cela n'est pas sans poser **le thème du don et de la réciprocité**.

Une manière contemporaine d'envisager la relation de soin qui individualise le donneur et le receveur, qui fonde leur relation sur leur individualité, ce qui les singularise ; qui les lie après les avoir détachés. Il introduit une part d'indétermination (sur ce qui doit être donné en retour) et une liberté. Trois grands traits pour la caractériser : La volonté, la fragilité, la proximité.

Emanuel Lévinas la met en évidence : le responsable naît de la relation du face à face, voire de l'émotion suscitée par la présence du visage d'autrui, fragile, dépendant, aimé, souffrant. C'est justement là, une part du sort de ces aidants ultimes acteurs et témoins devant leurs multiples visages de la dépendance, la démarche muette ou explicite des êtres qui en font l'expérience⁴⁵³. Vue ainsi, la responsabilité n'a rien d'homogène d'un individu à l'autre et d'une personne aidante à l'autre.

L'autonomie : les racines du mot évoque l'idée de se donner soi-même (auto) ses lois (*nomos*). Devenir autonome, d'apprendre à décider pour soi, amène l'individu à être indépendant des liens sociaux. L'autonomie se construit à travers les liens, d'où liée du concept d'autonomie hétéronome pour nuancer un concept auquel est souvent rattachée une connotation individualiste⁴⁵⁴.

⁴⁵² PAQUET L., *Les Cyniques grecs – Fragments et témoignages*, op. cit.

⁴⁵³ LEVINAS E. *Éthique et infini*, Paris, Fayard, 1982 in SAILLANT F., GAGNON E., *Responsabilité pour autrui et dépendance dans la modernité avancée. Le cas de l'aide aux proches*, Liens sociales et politiques, « La responsabilité, au-delà des engagements et des obligations », n°46, 2001 (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000323ar.html>)

⁴⁵⁴ MALHERBE, J.-F., *Autonomie et prévention*. Montréal, Artel-Fides, 1994 in GAUDET S., La responsabilité dans les débuts de l'âge adulte, Liens sociales et politiques, « La responsabilité, au-delà des engagements et des obligations », n°46, 2001 (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000324ar.html>)

En adoptant une perspective relationnelle de l'individu autonome, on peut souligner, d'une part, que l'on fait seul l'apprentissage de son autonomie – il s'agit plutôt d'un processus de socialisation – et d'autre part, parce qu'il est impossible de se donner sa propre loi en considérant son unique personne. Il y a une mise en rapport d'une conception de l'autonomie « hétéronome » et la construction du Moi à travers les liens à autrui selon Mead⁴⁵⁵.

Nous pouvons être autonomes sans être nécessairement indépendant. Dans la perspective éthique, la responsabilité est un mouvement de réponse à l'autre qui suppose a priori l'existence du lien social. La pensée de Jonas découle en partie de celle d'Emanuel Lévinas qui marque un point tournant en philosophie morale entre les idées de responsabilité rétrospective et prospective. Il noue une définition de la responsabilité en se détachant d'une compréhension causaliste et individualiste. Plutôt que d'être fondée sur une conception du sujet rationnel, comme la responsabilité rétrospective, cette notion de responsabilité s'appuie sur l'interaction individuelle : le mouvement de réponse entre les individus⁴⁵⁶. Lévinas utilise l'épiphanie du visage de l'autre pour illustrer comment notre responsabilité repose sur la capacité d'être touché par la vulnérabilité et la différence d'autrui, que symbolise son regard. Notre responsabilité consiste à répondre à l'appel d'autrui : « le visage me parle et pratique là m'invite à une relation⁴⁵⁷. La responsabilité Lévinassienne est fondée sur le lien d'interdépendance entre sujets ayant une histoire, des aspirations et des besoins singuliers. Plutôt que de situer dans une perspective rationaliste ou universaliste du lien social où chaque individu a des besoins de justice et d'égalité semblables, Lévinas propose une personne plus affective et sensuelle où les individus sont égaux mais aussi incarnés et contingents. Par conséquent, cette responsabilité est prospective, car au lieu de penser aux conséquences de ses actes passés, l'individu doit évaluer celles de ses actes futurs.

La vulnérabilité est un aspect majeur de la responsabilité morale prospective mais il faut la comprendre comme une sensibilité à la différence de l'autre.

Devenir responsable, de comprendre la sensibilité des autres. L'individu responsable est celui qui se conçoit comme le « gardien » de son frère⁴⁵⁸.

Pour des philosophes comme Derrida, Lévinas ou Ricoeur, notre responsabilité est illimitée car le lien d'interdépendance sous entendu dans le lien social nous pose d'emblée dans ses situations où nos vulnérabilités se rencontrent. L'engagement envers autrui est une forme de réponse à l'appel de l'autre tel que le symbolisait Lévinas. En effet, un individu peut être devant l'autre sans jamais répondre et sans jamais s'ouvrir à sa vulnérabilité. S'il s'ouvre à autrui, il crée par conséquent, des attentes et ses engagements seront les formes de réponses à ses attentes. Les principes de la responsabilité prospective sont être sensible à autrui, au delà des obligations explicites et reformuler l'engagement pris.

Il nous semble que dans une société du risque, la notion de responsabilité devient incontournable. Les individus doivent de plus en plus redéfinir leurs liens de

⁴⁵⁵ MEAD, G.-H., *Mind, Self, and Society*. Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1934. in GAUDET S., op. cit.

⁴⁵⁶ BLANCHOT, M., *L'Entretien infini*, Paris, Gallimard, 1969 in GAUDET S., op. cit.

⁴⁵⁷ LEVINAS, E., *Totalité et infini. Essai sur l'extériorité*. Paris, Kluwer Academic, 1971 in GAUDET S., op. cit.

⁴⁵⁸ LEVINAS E., *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*, 1974 in CICHELLI V., MAUNAYE E., Significations de la responsabilité parentale à la naissance de l'enfant et après son adolescence, Liens sociales et politiques, « La responsabilité, au-delà des engagements et des obligations », n°46, 2001 (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000325ar.html>)

responsabilité avec leur réseau social (répondre à) et à revoir le sens qu'ils donnent aux institutions (répondre devant) ce qui les amène à redéfinir leur identité (répondre de).

Selon Jacques Hassin « Le contact avec ces personnes très désocialisées oblige à un long et parfois douloureux travail dans l'intimité de sa conscience. En effet, parallèlement à cette question de la responsabilité et intimement liée à elle on trouve la question de la culpabilité. Nous savons que les patients eux-mêmes en exhibant leurs plaies et les outrages qui sont faits à leur corps participent au développement de ce sentiment de culpabilité. Au fond, nous sommes en tant que service public représentant de l'ensemble du corps social. La tendance est forte de considérer que nous avons une responsabilité collective dans ce qui leur arrive. C'est donc sa responsabilité et sa propre culpabilité en première personne qu'il importe de décortiquer et de métaboliser. Cette première exigence éthique replace alors le contact non pas sous l'aspect de Ma Personne, du Cher Moi, d'une importance évidemment fondamentale, vis-à-vis du vagabond, du pouilleux, et de l'objet de pitié, mais d'un rapport entre deux êtres humains d'égale importance. Nous sommes donc bien là dans une notre remise en cause préalable de nos idées, de notre finalité de soignant, de notre utilitarisme personnel et au fond de nos échecs qu'il faut lucidement étudier». ⁴⁵⁹

Cela rejoint l'épopée cynique, en travaillant théoriquement à la déconstruction des illusions, d'abord puis en refusant pratiquement de se faire le complice du monde comme il va. La déconstruction des illusions oblige à un travail sur trois fronts : soi, les autres et le monde. D'abord sur soi, il s'agit de combattre toutes les formes de bovarysme : les hommes n'aiment pas qu'on pointe chez eux leur perpétuel acharnement à se prendre pour autre que ce qu'ils sont (définition même du bovarysme). Plus tard et dans le même esprit, Freud met au point le concept de déni pour circonscrire cette même passion de la plupart à entretenir l'illusion sur leur compte. Le déni permet au sujet de ne pas se regarder en face et de refuser l'évidence, qui pourtant s'impose. Ce refus de ce qui trahit le réel s'explique par la volonté d'éviter une souffrance : je refuse ce qui montre de moi un portrait qui me déplaît par ce que je ne l'ai pas fabriqué de toutes pièces et qu'il contrevient à l'image avantageuse que j'entretiens de moi. Bovarysme et déni témoignent de l'incapacité viscérale des hommes à regarder fixement une information douloureuse sur la nature de leur identité.

De la même manière, la mauvaise foi analysée par Jean-Paul Sartre ⁴⁶⁰ est un mensonge raconté à soi même avec une passion suicidaire, ardeur sans repos activée dans le projet de se tromper, travestissement du réel dans le projet de se mentir, éviction farouche de ne pas assumer et de ne pas conserver sa misère profonde, sa faiblesse, son inauthenticité, ses manquements. Le cynisme travaille, donc, dans la cruauté : il braque la lumière sur ce qui fait mal ; il fouille et creuse, là où pour sa défense un être échafaude des fictions, fabrique des illusions, construit des romans à l'aide desquels il supporte plus facilement un réel douloureux. En quoi ce réel est-il douloureux ? Pour la raison qu'il ne correspond pas à ce que l'esprit a imaginé pendant longtemps, par ce qu'il témoigne d'un écart considérable entre l'idée fantasmatique et la réalité de soi. La déconstruction cynique invite à passer de l'autre côté du miroir : nous sommes finis, limités, impuissants coincés entre deux néons tissés de la même étoffe. Le cynique propose de se remettre au centre de soi et de se défaire de tout ce qui nous en empêche.

Sur les autres, le travail cynique oblige à pareille lucidité. A l'aide des moralistes du Grand siècle, on renoncera à croire aux fictions présentées sous les rubriques de

⁴⁵⁹ HASSIN J., *op. cit.*

⁴⁶⁰ SARTRE J.-P., *op. cit.*

l'amour : charité, pitié, amour du prochain, altruisme, philanthropie et autres vertus qui supposent l'homme capable de placer autrui au centre de son dispositif éthique et de s'installer à la périphérie du dit mécanisme. La lucidité oblige à dévoiler le mobile de toute intersubjectivité : la lutte pour la maîtrise du territoire, pour la reconnaissance, la domination, le contrôle d'un espace, d'une parole, d'un milieu, l'empire sur l'autre par la force avec la ruse, la violence ou l'hypocrisie. Que dit le cynique sur les autres ? Ne soyez pas dupes, ne vous illusionnez pas : l'intérêt, l'amour propre, l'amour de soi, voilà les mobiles de toute action. Le bien n'existe que quand il semble une force déterminante plus active que le mal, moins dommageable, moins coûteuse en conséquence. Les grands sentiments cachent de petites motivations, les belles actions dissimulent des mobiles mesquins, les gestes généraux cèlent des motifs sordides. A propos de la célébration des défunts de la rue, « il sévit actuellement, en terre de France, une mode nouvelle, conviviale et charmante : celle de la mise en scène publique des larmes de crocodile que la République toute entière ; par le truchement de quelques uns de ses représentants attristés et pour l'occasion sobrement vêtus verse régulièrement à la mémoire de nos chers disparus la rue. On célèbre donc, on célèbre à tout va »⁴⁶¹. L'idéal concret du cynique, vrai chien toujours prêts à aboyer contre la médiocrité ou l'hypocrisie des gens biens, déchirant à belles dents toute forme d'aliénation, de conformisme ou de superstition. Un des disciples d'Antisthène, Diogène de Synope fut le premier à pratiquer à fond cet idéal de vie. Dans le cadre de la relation aux autres, beaucoup de sujets SDF dénoncent une hypocrisie ou le mensonge dans les rapports qu'ils ont avec les autres : bénévoles, professionnels mais aussi leurs pairs.

Le cynisme ne se laisse pas impressionner par les puissants et ne se prive pas d'exprimer à leur égard des critiques verbales assez audacieuses. Dans la logique du cosmopolitisme, le cynisme ancien préconise l'abstention à l'égard de tout engagement politique, qui au même titre que l'engagement familial ou social se révélerait une entrave à la liberté individuelle. Ne pouvons-nous pas y retrouver un lien avec les personnes SDF qui refusent toute fréquentation des institutions, toute contractualisation. D'où une solitude radicale : le cynique évolue dans un monde hostile en tragique hagard mais lucide ; ainsi, il ne se déplace jamais sans son bâton. Toute intersubjectivité oblige au combat, il met toute son énergie à le refuser, il refuse d'être maître aussi bien qu'esclave, il ne veut ni l'un ni l'autre. Il aspire à une réelle autonomie aristocratique, se souciant moins de sa position sociale que son état ontologique. Sa question prioritaire n'est jamais ce qu'il est pour autrui, la manière dont il est perçu mais ce qui est pour lui-même, ce qu'il est véritablement. Il est emprunt d'une certitude généalogique. Pour lui, la relation avec l'autre est empreinte de dupes. Rien n'est vrai quand deux être humains sont ensemble, sinon la loi qui régit la forêt. Quand la violence et la force ne suffisent pas, il peut toujours recourir à la persuasion, à la rhétorique, au discours, au langage qui agissent en auxiliaires efficaces des fictions utiles, à l'escamotage du réel douloureux et insupportable.

Quand il a réglé le problème du rapport entre soi et soi, le cynique sait qu'il est un individu, lorsqu'il a résolu celui des relations avec autrui, il n'ignore plus qu'il est aussi une solitude ; reste à envisager son commerce avec le monde. Alors il va découvrir qu'il est une finitude... autant dire que la progression vers toujours plus de lucidité suppose le dépouillement du maximum d'illusion. La totalité supposerait la disparition de toute raison même d'exister. Réduire les illusions au plus petit nombre viable, vivre tout de même ; se défaire de plus possible d'états pour mener son existence

⁴⁶¹ DECLERCK P., *Le sang nouveau est arrivé*, op. cit.

debout, voilà le projet d'ascèse proposé par les comparses de Diogène. La vision du cynique grec⁴⁶² suggère un solitaire accompli capable de se réduire sa propre animalité canine pour disparaître à l'humanité révoquée, sinon pour l'observer à la meilleure distance ou le meilleur recul possible. La solitude est parfois fondée sur l'enfermement par l'exclusion qui caractérise le vagabond qu'il soit victime de son asile, de sa prison ou de lui-même, qu'il se rapporte à des itinéraires trop bien réglés pour lui laisser quelque autonomie qui le condamne à sa propre absence, à son errance acceptée.

Le cynique affirme la seule existence du monde réel. Le dépouillement des illusions, la déconstruction des fictions, l'éradication des espoirs, la mise à mort des tromperies, voilà d'excellentes raisons de réaliser l'autonomie chère au sage. Devenus forts, les individus n'ont plus besoin de religion ni celle qui s'inspirent d'en haut, ni les autres qui veulent régenter l'ici-bas.

La pédagogie cynique

Pour faire passer son message, le cynique ne peut user de moyens ordinaires de l'enseignement et de la persuasion. De fait, le double parti est celui d'aboyer, de mordre et celui de choquer pour réveiller les gens de leur léthargie. A ce sujet, il est important d'insister sur l'esprit des formules cyniques, des formules provocatrices, paradoxales, ludiques. Les cyniques revendiquaient une forme particulière d'éloquence. Leur façon directe de parler, faisant usage du ridicule et de la métaphore. Ainsi, Diogène décoche le bon mot qui laisse l'interlocuteur démuni et penaud. Quand Platon ou Aristippe se précipitent à Syracuse chez Dion, Diogène, lui, prend paresseusement le soleil au Cranénion et demande à Alexandre de bien vouloir s'écarter afin de le laisser jouir des rayons du soleil corinthien.

J. M. à Claire Fontaine interpelle une bénévole et nous en train d'échanger : « *Vous ne pourriez pas aller plus loin, vous m'importunez !* »

Quand nous échangeons avec lui : « *J'ai 52 ans, il va falloir que je pense à me marier et faire des enfants* ».

A une des sœurs de Claire Fontaine qui venait de lui faire remarquer qu'il faudrait qu'il se rase : « *Je me laisse pousser le bouc pour bientôt retourner dans les bois* ».

A quelqu'un qui demandait comment devenir célèbre, Diogène répondit : « Occupe-toi le moins possible de ta renommée ». Nous pouvons retrouver dans le cas des sujets rencontrés que ceux dont les cas sont les plus souvent évoqués sont ceux qui ne demandent rien, les « irréductibles », par exemple, **S. C. R.C., R.**

Les instruments de la psychologie cynique sont divers et variés. La dérision et les railleries, la causticité et la satire supposent la psychologie, la mise à nu de ce qui se présente comme évident. Dans le prolongement d'une nouvelle méthode qui privilégie

⁴⁶² BEAUNE J.-C., *le moins que rien. Vagabondage, solitude*, L'aleph Philosophies, Arts, Littératures, Actes du colloque tenu à Lyon en novembre 1999 « Les enfermés », n°3 (<http://www.aleph-idris.com/trois/moinsquerien.htm>)

le geste, le fait, le signe sur le mot ou le discours, on peut découvrir une habilitation pour le jeu de mots, l'humour, l'ironie, la provocation. La parole cynique est destinée à qui veut bien l'entendre, toutes catégories confondues.

A titre d'illustration, nous réévoquons S., au sujet de la mendicité qui a soigneusement sélectionné sa clientèle : l'étudiant qui d'habitude à bon cœur ou l'inconnu pris au dépourvu sont devenus ses bienfaiteurs de prédilection. D'emblée, il pouvait adopter une attitude familière, user du tutoiement, parler fort afin de solliciter l'attention des passants dont certains s'arrêtaient, observant ironiquement la scène. « *Ça fait trois jours que je n'ai pas croûté... tu auras bien 100 balles pour me dépanner* » et il ajoutait aussitôt « *sinon on ne se fâchera pas pour ça* ». Il a mis au point toute une série de formules dont le choix lui est dicté par l'allure du personnage sollicité. Tel sera plutôt sensible à la pitié, tel autre à l'humour. « *Avec un peu d'habitude, dit-il, on ne saurait s'y tromper* » et il conclut « *de cette façon, ça marche à tous les coups* ». Le plus souvent, même s'il déplore quelques échecs, le malheureux interpellé, surpris et gêné, sacrifie quelques menues monnaies pour se débarrasser de son encombrant interlocuteur.

L'humour et la dérision seraient deux armes favorites pour affronter la vie sociale, armes qu'ils s'appliquent d'abord à eux-mêmes ; une façon de préserver l'image de soi quand on est acculé à la mendicité. Mendier c'est se montrer aux autres dans le dénuement. Le terme indique un lien entre mise à nu et misère. Dans les deux cas, on s'expose et on livre au regard de l'autre sans protection. La pensée d'Ionesco prend ici tout son sens, à savoir, « l'humour est l'unique possibilité que nous ayons de nous détacher (...) de notre condition humaine comico-tragique, du malaise de l'existence. Prendre conscience de ce qui est atroce et en rire, c'est devenir maître de ce qui est atroce »⁴⁶³. Si l'homme peut rire de l'atrocité de sa condition, il cesse d'en être l'esclave. Le rire confère à l'homme une supériorité aristocratique.

Plus que des anecdotes, il faut voir le projet cynique de renversement des valeurs⁴⁶⁴. Diogène déteste par dessus tout, les hommes qui contribuent avec ardeur et détermination à leur propre aliénation en s'abandonnant au hasard et au sort, dans la plus pure des passivités. L'action suppose un engagement et un confort avec le réel, un combat singulier avec la résistance du monde. Aux jeux du stade qui supposent une pratique à vide du corps, Diogène oppose les jeux cyniques qui associent la victoire sur le corps à la pure et simple victoire sur soi, en faisant de la première, le degré immédiat d'une progression vers la seconde. L'emprise sur soi est le seul succès digne du cynique, le seul but qui mérite aussi que le philosophe combatte et engage son énergie. Pour parvenir à la maîtrise de soi, à la domination de soi, Diogène donnait une technique simple qui consiste à se reprocher aussi fortement à soi ce que l'on met tant d'ardeur à reprocher à autrui. Commencer donc par un perfectionnement de soi. Toute la folie cynique vise la sagesse mais dans la stricte perspective du cas particulier. L'éthique cynique suppose que solidairement chacun aille « en se reconnaissant comme être divin ». Nietzsche dira que chacun aille en se faisant « lui-même œuvre d'art ». A ce titre Antisthène indiquera en sherpa qu'il ne cesse d'être le chemin, qu'empruntèrent à sa suite les cyniques pendant plus de dix siècles : il passait par la définition d'un hédonisme certain, d'un sage diététique des plaisirs. Pour dire, cet usage de soi, Michel Foucault a parlé d'une « esthétique de l'existence », de « pratique de soi » et après avoir recouru à une formule de Plutarque, « d'une fonction étho-poétique ». Il s'agissait de

⁴⁶³ IONESCO E., *Notes et contre notes*, Paris, Gallimard, 1991, 371 p.

⁴⁶⁴ GOULET CAZE M.-O., GOULET R., *Le cynisme ancien et ses prolongements*, Paris, Presse Universitaire de France, 1993, 624 p.

voir, selon lui, se constituer les étapes d'une stylisation de la liberté. Par pareille entreprise, les cyniques peuvent présenter leurs projets et leurs arguments.

Le cynique construit une attitude esthétique quant au monde : il se fait spectateur, dégagé et souriant avec la morgue de celui qui sait à quoi il a échappé quand il voit les autres s'enfermer avec assistance. Sa conscience est claire, son regard acéré, sa lucidité impitoyable. Toute attitude spectaculaire est propédeutique à la sagesse. La rébellion est la vertu qui durcit les positions esthétiques. Ne rien attendre d'impossible, c'est n'être jamais déçu, donc évoluer en pleine quiétude. Le jeu comme tentation pour oublier le pire. Pour le cynique, il semble ne produire que des jouissances immédiates issues de la turbulence, de l'improvisation, de l'insouciance ou fantaisie incontrôlée. Dans la position cynique, il n'y a que la jouissance. Il est important d'en comprendre le sens, dans une saine économie des dépenses. Lorsque la tension occasionnée par le désir entrave la liberté de l'esprit, il s'agit en toute simplicité de faire tomber sa cause et de se satisfaire dans l'immédiat. A cet effet, nous savons que Diogène ne répugnait pas à la masturbation en public pas plus qu'Hypparchia à l'accouplement dans les rues. Il faut voir la masturbation publique de Diogène en une monstration qu'il n'a pas besoin de l'Autre dans cet usage non sublimatoire du phallus. Tandis que, dans la sublimation, l'Autre jouit de l'objet, dans le versant cynique, il y a une subversion des idéaux sociaux⁴⁶⁵. Le registre des valeurs change de tout au tout. Le cynisme est contagieux, moins par l'indécence qu'il affecte que par la vérité qu'il infecte, tout est ouvert, rien n'est caché. Quand on voyait approcher Diogène, on s'écartait prudemment tant il est peu agréable de s'entendre dire la vérité, surtout quand c'est sur le mode du persiflage. Les contemporains ne s'y retrouvent plus, ils en ont assez de s'entendre dire leurs quatre vérités et de s'entendre traiter de déchets. Mais Diogène se fait rencontrer partout, sur les places. Une fois pour toute le mendiant a choisi d'être la mauvaise conscience de son époque, être celui par qui le scandale arrive. Le philosophe choisit les endroits où les foules sont les plus nombreuses pour décupler les effets de son discours démystificateur. Mais il ne choquait pas pour choquer, son attitude s'inscrivait dans une perspective pédagogique. Le cynisme est un produit de la place publique, il éclate en même temps que la démocratie, quand la puissance se désintègre dans les puissances. Ce qui déborde et se laisse à voir, les aspérités des individus participent en permanence au développement de certains types de rapports sociaux négociés en public : au travers des regards, des attitudes, de la manière de s'adresser aux autres, les personnes s'accrochent à ces aspérités pour dépasser les strictes conventions.

La vocation du cynisme à déranger

Alors que le platonisme puis l'aristotélisme dominaient la vie intellectuelle, Diogène et les chiens introduisirent délibérément leur fausse note. Il fut impossible de les faire taire : comment faire taire des chiens qui ont décidé d'aboyer haut et fort ? Alors, la tentative a été de les marginaliser en les ridiculisant, tâche d'autant plus facile que le bonhomme Diogène avec ses allures de mendiant, son tribon crasseux et sa misérable petite besace se prêtait on ne peut mieux au trait satirique. La parrhésia, cette franchise qui invite à tout dire, même ce qui scandalise le plus. Ainsi, les cyniques ne pourraient être perçus seulement comme des bouffons, des champions de la mise en

⁴⁶⁵ LACHANCE M., *La beauté obscène* (Robert Mapplethorpe), Canada, Trans, n°7, hiver 1996, pp. 125-148. (<http://www.mapageweb.umontreal.ca/scarfond/T7/7-LaChance.pdf#search=%22%22La%20beaut%C3%A9%20obsc%C3%A8ne%22%22>)

scène théâtrale : une façon comme une autre de ne pas vouloir reconnaître que derrière le masque, l'entreprise était sérieuse puisqu'elle invitait à une remise en cause radicale que nul n'est jamais prêt à envisager facilement et avec gaîté.

Au-delà de la dimension carnavalesque...

Une autre figure qui peut parodier, briser les apparences, remettre en cause les contraintes et la force de l'ordre, démasquer la vérité, exagérer est celle du **bouffon** qui, anciennement personnage de théâtre qui devait faire rire, était chargée de divertir, de faire rire un roi, un seigneur. Plus généralement, il désigne une personne qui fait rire par la farce, par une exagération grossière.

La farce, genre particulier de la comédie, est une pièce bouffonne qui dépeint d'une manière satirique les mœurs de son époque. Elle a pour but de faire rire avec un comique assez schématique. Issue du divertissement carnavalesque, elle utilise entre autre le comique verbal et de relations. Parmi ses procédés, nous pouvons retrouver « le diable à ressort » (un personnage tend un piège dans lequel il tombera lui-même) ou encore « le monde à l'envers » (l'ordre hiérarchique inversé où le valet commande au maître). Les personnages y sont caricaturaux et deviennent des types souvent en décalage (leur manière d'agir ou de parler est inadéquate). C'est au cours des orgies rituelles organisées en Grèce antique (7^{ème} siècle avant J.-C.) dans l'explosion de grandes fêtes de printemps à la gloire du scandaleux Dionysos, qu'est né le bouffon, farceur qui divertit le public par ses plaisanteries et ses quolibets. Pour les étymologistes, ce terme vient du latin « Bufo » dont on nommait ceux qui paraissaient sur le théâtre avec les joues enflées pour recevoir des souffles, afin que le coup fasse plus de bruit et plus d'excitation à rire. Durant les grandes fêtes populaires du moyen âge, tolérées par les prêtres et les seigneurs, le peuple explosait et se déchainait, durant le carnaval. Le langage est obscène, les croyances bafouées. Alors surgissent le bouffon, le fou explosant d'un rire acerbe railleur et sarcastique, un rire qui, affirme, ensevelit et ressuscite à la fois, un rire comme arme de dérision, offrant à son public un miroir déformé et déformant de la société dans laquelle il évolue.

Souvent un personnage secondaire, souvent le reflet déformé et grotesque du protagoniste qui détient l'autorité officielle, comme le roi, le pape, le père. Ce fou comique n'existe sur scène qu'en tant que double parodique du chef d'état, de l'église, de la famille ou d'une figure d'autorité : il représente l'envers du personnage socialement haut placé et reconnu par les siens comme détenant l'endroit ou la norme acceptée par le groupe. L'envers est le contraire de l'endroit, entendu ici dans le sens de la norme officielle, de l'ordre moral dominant et de la loi qui épelle les droits de la société. Le bouffon et un personnage parodique placé dans le contexte social politique et historique. La position du bouffon est toujours en «contre chant » de la scène sociale qui se trouve mimée sur la scène théâtrale ; il est à la fois double (à coté de) et un envers (contre). Il procure au public une nouvelle perspective, l'envers de l'ordre habituel. Sa fonction est de dire tout haut ce que l'on pense tout bas : il dévoile le non dit, l'interdit, le latent ou le refoulé. Son rôle est de défendre les victimes, de démasquer les injustices sociales. Le bouffon cristallise toutes les voies de contestation, voix de transgression et de l'interdit. A la surface ; sa parole se distingue par la vacuité, alors qu'en fait elle est doublée et codée d'un message transgressif, c'est-à-dire qui va au delà de la limite imposée par l'ordre ou la loi. Son archétype appartient à la tradition populaire inscrite au milieu de la vie de la cité (le marché, la place publique, la rue, le parvis de l'église, les halles, le seuil). A travers les âges son personnage a changé, s'est adapté, renouvelé,

chaque fois marqué par les tendances sociales, culturelles et idéologiques de l'époque. Le rire, le modèle de l'envers, l'ambivalence, la transgression sont des éléments qu'on attribue généralement au bouffon⁴⁶⁶.

Le fou (ufo ou bouffon) est celui qui à la cour avait pour fonction de divertir le roi, il avait la liberté du jeu, ce qui lui permettait de dire la vérité sans crainte d'être puni, à la condition de l'exprimer sur le ton de la plaisanterie, de la satire ou de la moquerie. L'une des caractéristiques est d'exprimer d'un ton grave des choses anodines et d'un ton de plaisanterie des choses les plus graves. Il incarne la conscience ironique. Le bouffon est le seul dont le prince supportait les privautés. Il avait le privilège d'entrer partout, dans la chambre ou la salle du conseil, sans se faire annoncer, à la grande fureur des courtisans qui faisaient le pied de grue et usaient leurs genoux sur le parquet en mendiant quelques prébendes. Le bouffon avait un costume ridicule mais il vivait debout, il tutoyait le roi, lui coupait la parole, lui disant ses quarts vérités et le faisait rire. Dans l'emploi traditionnel, un bouffon a le droit de tutoyer le roi, de le singer, de se moquer de lui. Le rôle principal du bouffon consiste à offrir du plaisir et du loisir. Représentation de la dualité de chaque être, le bouffon est l'autre face de la réalité, celle que la norme sociale, l'obligation morale, celle que la situation acquise fait oublier ; le bouffon est la conscience déchirée, il incarne la conscience ironique au-delà du personnage comique, le bouffon est l'expression de la multiplicité intime de chacun d'entre nous et de nos discordances cachées. Opérant dans le registre satirique, il donne et ridiculise les défauts d'un individu ou de la société.

Le rire bouffon du carnaval opère un retournement subversif, quasi politique des valeurs et assainit un monde paralysé par une pesanteur hiérarchique. Cela n'est-il pas proche de l'attitude cynique, impudente qui brave ostensiblement et brutalement les principes moraux et les conventions sociales ? Alors qu'au travers d'une nature explosive, dynamisant les codes, ravageant les traditions, le cynique tire de toute contrariété de quoi renforcer sa posture démonstrative, se dépouillant de tout, le bouffon met en relief les ridicules. Le cynisme met à mal les conventions sociales dont il révèle les travers et l'absurdité des gestes intempestifs. S'accorder le privilège de se moquer du sacré comme le bouffon, celui de destituer le roi du carnaval. Mais avec le cynisme l'humour dépasse champ du risible et du divertissement. Le bouffon, lui est socialement admis, sa présence suffit, sa grimace rassure. Le bouffon est là sur scène pour faire rire, déclencher le rire ; l'émotion mais aussi railler, porter l'attention sur les mœurs et les caractères ridicules tout en gardant un ton léger, frivole alors que le cynisme a une volonté croisée de choquer et de perturber l'ordre social établi.

... Il était une fois le monstre

Le monstre, obscur objet d'une fascination

La notion de monstre demeure difficile à cerner. Les traits récurrents de la description du monstre renvoient à l'anormalité, à l'aspect disparate ou composite, ce qui

⁴⁶⁶ BUCHLER D. J., *Le bouffon et le carnavalesque dans le théâtre français, d'Adam de la Halle à Samuel Beckett*, dissertation presented to the graduate school of the university of Florida in partial fulfillment of the requirements of the degree of doctor of philosophy, University of Florida, 2003. (<http://www.phys.ufl.edu/~daniele/Thesisshort.pdf>)

fait de lui un être singulier, un accident »⁴⁶⁷. Être vivant présentant dans sa conformation des anomalies graves, le monstre physique se définit par rapport à la norme dont il revêt les ambiguïtés. Il prend le double visage de l'exception qui échappe au cours ordinaire et de la transgression qui rompt l'ordre du monde. Hésitant entre impossible et interdit (Michel Foucault), entre monstruosité et monstrueux (Georges Canguilhem), il peut être écart statistique ou défi axiologique, ou bien les deux à la fois. Le monstre n'est tel qu'en vertu d'une représentation qui le qualifie comme tel, ce sont les modalités de la construction sociale du monstre qu'il faut saisir.

Pour qu'existe un monstre, il est nécessaire qu'il existe une norme et un écart par rapport à une normalité mal connue, peut être vue comme une merveille ou comme une monstruosité. Dans le mythe, il est souvent associé à la figure du chaos et dans le christianisme médiéval, du mal. Le monstre serait une projection extériorisée du mal intérieur qui ronge l'homme. Il est alors produit fantasmatique de l'imaginaire et tend à traduire nos angoisses et nos obsessions. Dans Phèdre, la figure du monstre est la matérialisation du regard que l'homme porte sur lui-même. Le monstre érigé en mythe s'inscrit à rebours par rapport au mythe de narcississe ; il manifeste le dégoût et le rejet de soi. L'âge classique, qui a vu le renfermement des malades mentaux, cache les monstres, les occulte au profit d'une idéologie de la vraisemblance. Car le monstre est pour l'esthétique et la morale dominante un défi aux lois de la bienséance, de la norme et de l'harmonie. Il figure le chaos que nous préférons ignorer.

« Nous sentons confusément que la menace de la laideur fait peser sur le confort de notre identité se fait soudain intérieure comme si le spectacle qu'elle nous imposait, risquait pour peu que nous accordions quelque durée à la perception que nous en avons de réveiller en nous la part maudite ou la part de détresse de ce que nous sommes intimement : cette part de monstrueuse altérité que nous refusons d'abord à voir, où qui dans un premier temps de notre être est l'objet de notre dénégation »⁴⁶⁸.

La thématique du monstre est liée à la thématique du masque, du miroir, du double. Le monstre moderne peut être appréhendé sous divers angles. Au plan sociologique et sur le modèle de l'objet phobique de Freud. Il donne une figure à l'impensable de toutes les angoisses il permet à la violence de l'impensable social de prendre une forme visible. Au plan politique, le monstre, comme le terrorisme, serait un symptôme de transgression, de refus devant l'imposition à marches forcées des « valeurs insignifiantes » de la middle des états unies au reste du monde. **Figure de la complexité et de l'insaisissable, le monstre est aussi un grand perturbateur radical qui ébranle toute notion d'ordre.** Michel Foucault insiste sur la « dimension juridique du monstre », « juridique, bien sûr au sens large du terme puisque ce qui définit le monstre est le fait qu'il est dans son existence même et dans sa forme non seulement violation des lois de la société mais violation des lois de la nature(...), il est l'infraction et l'infraction portée à son point maximum(...), le monstre est une infraction qui se met automatiquement hors la loi ». Il est, pour lui, « la forme naturelle de la contre nature »⁴⁶⁹

⁴⁶⁷ ARISTOTE, *De generatione animalium*, IV.3 in BOZETTO R., *Le monstre, obscur objet d'une fascination, Le fantastique dans tous ses états*. Presses de l'Université de Provence, pp. 111-119, 2001 (<http://www.noosphere.org/Bozzetto/article.asp?numarticle=393#3>)

⁴⁶⁸ RIBON M., *L'archipel de la laideur. Essai sur l'art et la laideur*, op. cit.

⁴⁶⁹ KLANARIS M., THOMADASKY K., *Corps dissidents dans l'ère numérique*, 29 mai 2001. (http://www.ina.fr/inattheque/activites/college/pdf/2001/college_29_05_2001.pdf)

« De tout temps le corps étrangement formé représente l'absolue altérité » remarque Leslie Fielder⁴⁷⁰. Il est l'étranger archétype, l'étranger le plus extrême. Les monstres symbolisent la perversion morale. Leur infirmité nous dit Claire Caillaud est perçue comme le signe d'une méchanceté fondamentale dans la mentalité populaire. L'assimilation de la difformité physique à l'immoralité fait que le monstre est systématiquement identifié à celui qui n'est pas humain. Le monstre choque car il se situe au-delà de l'inacceptable et donc il s'exclue. Comme nous avons pu le voir en première partie⁴⁷¹, présenter le sujet SDF comme monstre permet de le tenir commodément à distance et de le neutraliser comme être de langage.

Monstre et pulsion, monstre et animalité.

Le monstre ouvre un champ infini d'hypothèses sexuelles, aussi parce qu'il incarne toujours et d'abord l'excès, la virtualité, l'interdit, la sauvagerie proscrite pas la société. Le monstre contemporain comme le monstre antique s'inscrivent dans une logique de la contamination qu'il s'agit de contenir, cette force débordante, désordonnée (gigantisme, confusion sexuelle, non respect des lois de la société). Il peut être vu avec le monstre, un rapport avec notre inconscient « pulsionnel » en montrant des vérités que nous ne voulons pas voir. Cela correspondrait à ce que Freud appelle le refoulé, désirs primitifs.

Ils rendent visibles ce que nous ne voyons pas (ou ne voulons pas voir). Nous pouvons prendre pour exemple « les secrets qu'il laisse entrevoir sur les mystères de la vie humaine »⁴⁷², une part de nous même. Un autre exemple, est celui de Prométhée, celui qui a donné le feu aux hommes, qui leur a ouvert les yeux.

Selon Roger Caillois, le monstre permet de croire à une autre réalité qu'il nous serait possible d'exprimer des désirs primitifs. **Les monstres manifestent un désordre dans la nature et semblent ainsi menacer l'ordre du monde. Ils inspirent une peur et une répulsion qui les torture autant qu'elles entourent leur entourage**⁴⁷³.

Le spectacle de l'anormalité a toujours attiré parce qu'il a toujours inquiété. Les monstres apparaissent dangereux, annonçant les menaces d'un autre monde obscur, secret, régi par d'autres lois que celles qui régissent la norme. Au moyen âge chrétien, on redoute les manifestations d'un anti-monde où les valeurs sont inversées et les certitudes bafouées, il s'agit d'une dénonciation des travers de la société (tel le personnage de la Commedia Del Arte), ce qui rejoint un des sens du monstre, à savoir « de monere » : avertir, faire signe.

Singularité du monstre à percevoir en termes de laideur, de cruauté, de dénaturation. Cette articulation entre la laideur et la répulsion qu'elle provoque, lue comme « la preuve d'une dépravation est ancienne puisque Platon la pose comme évidente : « l'inélégance de la forme, l'absence de rythme et d'harmonie sont sœurs du mauvais esprit et du mauvais cœur... »⁴⁷⁴. Il ajoute : « *nécessairement la vertu est belle*

⁴⁷⁰ FIELDER L., *Freaks : myths and images of the secret life* in Klonaris M., Thomadaki K., *Corps dissidents dans l'ère numérique*, 10^{ème} symposium international des arts électroniques, ISEA2000, Paris, 10 décembre 2000. (http://www.isea2000.com/actes_doc/45_klonaris.rtf)

⁴⁷¹ Se reporter en 2^{ème} partie, 2.1 Du SDF : citoyen baromètre ... à l'auteur de sa scène

⁴⁷² HUGO V., *L'homme qui rit*, op. cit.

⁴⁷³ CAILLOIS R., *L'homme et le sacré*, Paris, Flammarion, 1988, 250 p.

⁴⁷⁴ PLATON, *République*.XXIX in BOZETTO R., *Le monstre, obscur objet d'une fascination, Le fantastique dans tous ses états*. Presses de l'Université de Provence, pp. 111-119, 2001 (<http://www.noosfere.org/Bozzetto/article.asp?numarticle=393#3>)

et le vice est laid »⁴⁷⁵. Signe du hideux, de la répulsion. Après étonnement, ou sidération, peur et, terreur, horreur voire épouvante. « Le monstre est un écart par rapport à tous les normes, il peut être une figure de l'excès, il effraie, menace mais en même temps il est fascinant) »⁴⁷⁶.

La tératologie, sciences des aberrations et anomalies au 19^{ème} siècle, est davantage sollicitée par la figure du monstre qui se scinde en deux sous-groupes : les hommes dont la bestialité est un signe de bassesse ou de régression morale et ceux pour qui l'animalité est un handicap qui est au contraire de révéler de la bassesse et de la monstruosité intérieure des hommes. Benveniste nous explique que philologiquement monstre relève soit de « monstrare » soit « demonore », ces deux verbes indiquant que l'ancienne fonction du monstre est de montrer mais en vue d'avertir, d'enseigner ou de conseiller⁴⁷⁷. Le monstre est l'écart, la non-conformité à la mesure au moule, au modèle, à la structure, écart par défaut ou par excès.

L'autre, ce monstre

Est monstre ce qui est autre, est différent. Ce qui fait que le monstre est d'abord le regard que l'on porte sur lui. Le monstre, emblématique de nos affres intérieures, fruit de nos angoisses et de nos terreurs. Le monstre est au centre d'une dialectique qui fait hésiter l'homme entre dégoût et fascinations. En même temps qu'il est tenu à l'écart, il suscite la pitié. Entre l'horreur et la pitié, le personnage monstrueux est aussi l'objet d'une curiosité malsaine qui en faisait autrefois une attraction de foire. Pour Musset, Hugo, Malot, Daumier, Baudelaire, Vallès le cirque et les saltimbanques, du bouffon romantique à l'artiste de foire de la fin du 19^{ème} siècle, incarne le lieu de la déchéance sociale ou artistique.

Si la présence du clochard a pu être longtemps toléré pour constituer un élément du spectacle urbain, dans sa capacité à haranguer les foules, l'exclu offre aujourd'hui une toute autre image⁴⁷⁸. Il est celui qui vit en marge de la société, celui qui ne ressemble pas, mais qui diffère voire dérive. En écart par rapport à la norme, il est l'élément disparate de la société, le singulier, le bizarre l'exceptionnel, l'exception. Il suit sa nature, il est un peu comme un monstre. Il obéit aux paradoxes du monstre qui est en même temps un produit de la nature et un être qui contrevient aux lois de la nature. Le marginal est un monstre social. Il est un élément de la société qui nie ou renie cette société. Le marginal n'est pas à proprement parler l'exclu. Il est bien plutôt celui qui dérive à l'intérieur du champ social. Il vit à la limite. Peut-être a-t-il une utilité dans la société ? On montre un monstre, on dénonce un marginal. **Le marginal est paradoxalement admis par la société car il permet à celle-ci de se reconnaître comme norme. Il est indispensable pour montrer ce qu'il ne faut pas faire pour confirmer la règle et dénoncer l'écart**⁴⁷⁹.

⁴⁷⁵ PLATON, Lois; X; 900c in BOZETTO R., *ibid*.

⁴⁷⁶ GRIVEL C., *La face du monstre* in *Le fantastique*. MANA 1, 1983 in BOZETTO R., *ibid*.

⁴⁷⁷ Le Vocabulaire latin des signes et des présages in Le Vocabulaire des institutions Indo-Européennes, Paris, Minuit, 1969 in MURPHY-JUDY K.A., *Statut de la femme dans la famille et au travail en France*, Virginia Commonwealth, Wif Studies, n°1, 1994, pp 135-159. (<http://www.ipfw.edu/ilcs/WIF/WIF-Studies-Art.htm>)

⁴⁷⁸ Se reporter en première partie, 1.1.1. Représentation du vagabondage et du mendiant

⁴⁷⁹ ABITEBOUL O., *Le marginal plutôt que l'homme normal*, Professeur de philosophie au lycée Masséna de Nice, Docteur en philosophie et sciences humaines de l'université de Provence Aix Marseille 1. (http://calle-luna.org/article.php?id_article=177)

L'esprit de révolte

Certains auteurs en font des hommes qui révèlent l'humanité profonde de tout un peuple opprimé et qui parce qu'ils ne sont pas soumis à des contraintes sociales deviennent des exemples révolutionnaires, annonciateurs de nouvelles convulsions historiques à venir. Le vagabond ouvre la voie, il est, pour Richepin, le fou qui dit la vérité et montre le chemin aux autres hommes. Il est l'homme prêt à tout dire car il n'a rien à perdre et qu'il a appris de par sa condition misérable le sens profond de ce monde. Il dénonce ceux qui exhibent sans vergogne leur richesse et leurs plaisirs. Il ne s'agit pas de changer le système politique mais de régir avec les mots des misérables, contre l'arrogance, le luxe des riches et contre leurs lois. Le cynisme comme dévoilement vrai de la logique du pouvoir est encore présente dans la définition freudienne du mot d'esprit cynique, comme étant celui qui vise à critiquer : « Des institutions, des personnes en tant qu'elles sont représentantes de ces mêmes institutions, des règles morales ou religieuses, des conceptions de la vie »⁴⁸⁰.

Le point commun à ces figures paraît être le corps. Le corps institutionnalisé, substitut de la survie individuelle. Nous avons pu démontrer comment le **corps peut devenir le lieu et le moyen d'interpeller l'autre social et de l'intégrer dans le système de survie**. Le corps de la honte sociale provoque et attire la compassion momentanée, privée ou publique, corps de la sollicitation sociale qui devient le réceptacle de la « demande ». Tant qu'il n'est pas irrémédiablement atteint, le corps peut jouer le rôle d'une surface interpellatrice des autres. Un corps dissident est un corps insoumis à une norme.

La figure de la dissidence : position paradigmatique de l'errance ?

La dissidence désigne un état d'une personne qui en raison de divergences doctrinales se sépare d'une communauté religieuse, politique ou philosophique, l'action de se séparer d'une communauté ou d'une société. La notion de dissidence rappelle à celles de dedans et de dehors. Aussi, ne disons-nous pas entrer en « dissidence » ? Ce qui revient à entrer dans le dehors. Le terme exclusion est originairement spatial : l'exclu est mis « hors lieu ». De la mise hors lieu à la ségrégation, en passant par le rejet de la spatialisation de droits, l'exclusion fait bord négative à la norme sociale. L'exclu est l'enfermé dehors. L'acronyme⁴⁸¹ SDF s'est vu promu comme qualification subjective de l'être exclu.

Un SDF est quelqu'un d'autre qu'un clochard. Le sujet de l'exclusion « post-moderne » est littéralement acronymique, il est l'effet du rétrécissement d'un sujet à la fonction d'un symptôme social qu'il doit incarner, au point de s'y identifier : « Qui dites-vous que je suis ? Je m'appellerai comme vous me nommez ». L'exclusion n'est-elle pas un symptôme matériel par lequel le sujet fait trait, pour lui-même et les autres ? Le drogué qui tente de dire son manque de toxicomane se transforme en « toxico » et, ainsi, s'identifie au rôle que lui impartit le discours en imaginarisant le label à lui administrer par le savoir « médico-social ». La parole de la misère, n'est certes pas elle-même, misérable, elle a ses ressources, mais sur fond de ce désastre social qui s'inscrit

⁴⁸⁰ FREUD S., *Le mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, op. cit, p208.

⁴⁸¹ Acronyme : Commodité d'abréviation d'une catégorie.

en délitement symbolique. A partir de là, peut se mettre en place le sujet de l'exclusion dans son rapport à soi, sujet du préjudice.

Logique du préjudice

Pour qui est exclu, c'est d'abord « le laissez-moi en paix » qui vient comme riposte. Ensuite, l'acte symptôme. La parole n'est pas absente, mais se pose en auto-commentaire de la misère. Au lieu et place d'une parole, vient l'acte, à la place du symptôme, le malaise. Les « syncopes » de la parole sont remplies par des actes comme l'errance et les conduites anormales, tandis que le symptôme est dissous dans le malaise qui le soutient. Comment avoir un espace à cette parole à l'arrière du malaise et de l'acte, susceptible de faire droit à cet intime sentiment d'exclusion ?

Le syndrome de préjudice de Freud peut nous donner accès à la position subjective. Ce que Freud repère comme un « type de caractère » révélé par un moment critique dans le processus de la cure analytique nous semble révélateur d'un retour sur la scène du symptôme du sujet, du réel même, bref d'un véritable « symptôme social ». Le syndrome d'exceptionnalité ou auto-exclusion légitimée. Le sujet préjudicié invoque un traumatisme d'origine qui le justifie par là même à déroger à la loi de la « nécessité ». Ce préjudice inscrit dans la réalité est, en quelque sorte, un trauma désorganisateur d'une économie de la dette symbolique. Le sujet arque, en effet, d'un « objet » réel antérieur qui le met hors loi. **Le réel de l'exclusion génère le sujet de l'ex-ception.** La dissidence sociale peut servir à l'expression de ce qui ne tient plus dans le rapport du sujet à l'autre. L'exclusion recouvre une « surinclusion » car nul n'est plus dépendant du système que le sujet qui n'en bénéficie plus. D'un second point de vue, l'évasion revient à s'identifier à une profession de foi de mise hors statut, voire hors la loi, qui convie le sujet à assumer une sorte de « barbarie » face au mensonge civilisé.

Le vagabond, le chemineau du Moyen-âge, homme sans aveu (i.e. pas « voué » à un seigneur, donc sans domicile fixe), valide mais sans travail, s'est succédé à lui-même au cours des siècles. Si l'aspect volontaire de sa condition a été trop exagérée, nous constatons néanmoins que les derniers « routards », ou « zonards de la vieille zone » comme certains se qualifient eux-mêmes, ont volontiers construit, théorisé un discours. Ce discours, basé sur le refus du salariat, de la famille, des contraintes de la société, devient cependant fédérateur, moteur d'adhésion à une société, alternative, certes, mais possédant comme une autre ses codes, ses règles, ses solidarités. Bref, les rites, les hiérarchies, les étapes obligées des circuits n'ont fait que rétablir du lien social, fondé sur la solidarité du groupe. N'est-ce pas en lien avec un monde archaïque, presque autistique, renfermé, un monde de sensorialité, de senteur de puanteur, de moiteur qui va faire face à un autre monde fait de technicité, de rationalisation, de règle de vie, de socialisation ?

Une mise en désordre

Benoît Labre n'a pas d'apparence, il est couvert de vermines. Au début, il tentait de s'épouiller mais il renonce dans un esprit d'acceptation de toute épreuve. Barbey d'Aurevilly le compare à un « Diogène chrétien doux et pur »⁴⁸². L'existence sociale et relationnelle est réduite au minimum et la seule manière de manifester pour soi l'existence d'une intimité au milieu des espaces publics des autres est de se centrer : se gratter, s'épouiller, boire, manger, dormir et, par ces activités, éloigner les autres de

⁴⁸² BESSE J.-P., *Saint-Benoît Labre une spiritualité étienneque*.

son espace. Boire ostensiblement sur un banc, parler seul, se montrer parfois agressif avec les premiers venus – parfois ceux-là mêmes qui peuvent s’approcher pour donner quelque argent ou bien en nature – permet de se ménager un espace et une distance de tranquillité.

Devenir récipiendaire de ses vitupérations, chercher le regard des personnes tout en les faisant fuir ; la tactique des personnes stigmatisées comme « clochards » est, en ce sens, de retourner le stigmate en statut autoproclamé.

La position paradigmatique de l’errance maintient radicalement un choix, souvent non délibéré, un choix forcé, de ne rien vouloir savoir sur la vérité du maître. Cette position de mise à l’écart préserve un père idéalisé⁴⁸³. S’exclure revient à ne pas accepter de devenir une valeur pour assurer la jouissance. Le discours capitaliste construit un être de désir basé sur la consommation d’objet produit par l’industrie ou la science. Mais cet être de désir n’est qu’un leurre forcé et transitoire. La chute de cet être de leurre force alors un choix que celui de vendre sa force de travail : c’est le choix forcé du déchet. Le combat « vaincre l’exclusion » constitue un risque de leurre de maîtrise. En rajouter du côté de la maîtrise peut avoir pour effet de renforcer le symptôme. Le sujet lui-même aime ce leurre de maîtrise car il lui permet de continuer à éviter la question de son positionnement propre et de se faire l’objet de la jouissance de l’Autre de l’assistance. Avec la sacralisation de la transparence une nouvelle morale nous enjoint de dépasser la honte et la culpabilité pour s’offrir courageusement au regard d’autrui. « Le besoin d’extériorisation pour se sentir exister répond confusément à la brisure du lien ». Il y a une dissolution de l’espace privé dans l’espace public. La transparence, quand elle devient un principe absolu « risque tout simplement de dissoudre ce qui constitue comme sujet libre : l’intériorité »

Les cyniques passent la plupart du temps pour des amuseurs et des provocateurs, rarement pour des philosophes. Nous connaissons d’eux leurs saillies, gestes obscènes, mots d’esprit et comportements loufoques mais nous leur déniions bien souvent un contenu. Or la dislocation cynique des conventions, la désorganisation des places du vulgaire et du grand, le déplacement improvisé des codes, tout cela n’est pas seulement une figure pittoresque et marginale extérieure à la vérité rhétorique. Par rapport au cynisme, la détresse revêt une fracture indécente parce qu’elle enfreint les codes de conduites téléguidant nos comportements dans l’espace public tout entier dévolu à la représentation du corps au détriment de son expression. Ces malentendus viennent de ce qu’ils usent du corps comme d’un instrument. Leur méthode réside moins dans le discours que dans la mise en scène d’un comportement sur la place publique. Ils théâtralistent des corps mis en situation de choquer donc d’interpeller.

Un de leurs moyens est celui de rendre comique, par exemple l’imitation, qui procure à l’auditeur, un plaisir tout à fait extraordinaire et qui rend son objet comique, même si elle se tient encore éloignée de l’exagération caricaturale dont il est beaucoup plus facile d’exploiter à fond l’effet comique. La caricature, la parodie, le burlesque ainsi que le pendant pratique, le démasquage sont dirigés contre des personnes et des objets qui prétendent posséder une autorité et avoir droit au respect qui dans un sens ou

⁴⁸³ SCARONE E., *Le choix de l’exclu : un choix éthique*, Revue VST, n°37-38, 1994

un autre sont éminents. La caricature opère le rabaissement en faisant ressortir de l'expression globale de l'objet ultime un trait particulier, comique en soi, qui ne pouvait que passer inaperçu, tant qu'il n'était perceptible que dans l'image globale de cet objet. Parodie et burlesque obtiennent d'une autre manière, le rabaissement du sublime en détruisant l'unité qui existe entre le caractère de certains personnages (qui est connu de tous) et les paroles et les actions de ceux-ci, en remplaçant soit les personnages sublimes par des gens de basses conditions, soit leurs propos par des propos bas. C'est en cela qu'ils se différencient de la caricature et non pas par le mécanisme de la production du comique. Les variétés de l'humour sont d'une extraordinaire diversité, elles diffèrent selon la nature de l'émotion dont on fait l'économie au profit de l'humour : pitié, irritation, souffrance, attendrissement.

Entre une vision négative de l'errance poussant les êtres à la douleur, à la solitude, livrés à la cruauté humaine et une vision idéale du vagabond, proche de celle de la littérature libertaire du 19^{ème} siècle qui en fait l'homme de la transgression sociale, de la remise en cause permanente de l'ordre établi sédentaire, **nous souhaitons démontrer qu'il existe une vision de l'errance qui considère que, pour certains sujets, elle est un ensemble de position subjective dont celle du cynisme qui suscite des affects particuliers en direction de l'autre symbolique.**

Propre à nous qui regardons, à celui qui est regardé, regardons. Un renversement du point de vue s'opère, renversement dans le passage du voyageur au marcheur, de la vue panoramique d'en haut à la vie fragmenté d'en bas. Arpenter la scène sous le regard de quelqu'un devient un des éléments constitutifs de la théâtralité d'un instant donné. : Mise en scène d'un autre, déplacement permanent des regards, sous la tutelle d'un effet de structure (psychose, névrose perversion). Ils construisent de la mise en scène.

A propos des sujets SDF, les corps dont ils jouent, qu'ils modèlent, qu'ils mettent en scène présentent une réalité que nous préférerions ne pas voir ; c'est le corps tel qu'ils le présentent et notamment toutes ses manifestations et ses caractéristiques « animales » qui dérange. Même absents du paysage, ils sont encore là. Martine Lani-Bayle parle du « complexe de poucet » où le lien est sauvegardé par la trace maintenue » pas tant une revendication territoriale que la trace d'un passage⁴⁸⁴. Derrière la trace, se cache une personne singulière qui se donne à voir dans l'espace public. Occupation visuelle de la rue. Ce qui dérange est moins la forme physique de la trace que la subjectivité qu'elle laisse deviner. Nous pouvons nous laisser à imaginer le portrait de son auteur. Comment le lieu peut-il donner des indices concernant la présence et l'absence ? Comment me montrer sans que je sois présent ?

« Une lisibilité insolente » jaillit ça et là ! **Ils poussent chacun de nous à interroger son rapport intime aux corps souffrants, mouvants, aux excréments et liquide corporels...à la pourriture aux viscères. Tout ce qui est « sale », repoussant, insupportable à la vue mérite pourtant d'être montré. Le dispositif spatial observé est manifeste : captivité, distance, retrait, négation de l'identité, invisibilité. Un processus de fascination chez le spectateur, un parcours mental de la séduction dans la répulsion.** Le but est de captiver le regard par une expression de la violence qui force l'observateur à ressentir une attirance envers une présence

⁴⁸⁴ LANI-BAYLE M., *Du tag au graffiti - Les messages de l'expression murale graffitiée*, Marseille, Ed. Hommes et perspectives, 1993 in BLANCHON P., *Au cœur de la ville et aux frontières de l'art: la pratique du graffiti*, Mémoire de fin d'études, à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, Université Louis Lumière (Lyon II, 1999-2000 (<http://doc-iep.univ-lyon2.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/MFE2000/blanchon/these.html>)

agressante. L'obscénité de l'horreur nous renvoie à la vie, à un désir de continuer malgré la folie et la violence. Jean Baudrillard souligne la puissance attractive du dégoût, la fascination de l'obscène du répugnant, du vulgaire où nous retrouvons le processus de fascination étudié précédemment : « Les choses obéissent beaucoup plus à une logique du dégoût qu'à celle du goût »⁴⁸⁵ affirmait-il. Dans la publicité, la pornographie, dans la mode, dans l'art, « ça marche au dégoût (...) ce qu'il faut n'est ni plaire, ni convaincre, c'est fasciner et pour fasciner il n'y a que l'obscénité, la monstruosité, le dégoût »⁴⁸⁶.

Le terme « fascination » reflète l'idée d'une liaison par le regard entre le spectateur et l'objet⁴⁸⁷. Le regard kunique, se comprenant comme regard à travers une apparence ridicule et creuse, voudrait placer la société devant un miroir naturel ou les hommes se reconnaissent sans voile et sans masque. « Non, tel un théâtre vrai, sans fard, sans masque, le déchet comme le cadavre m'indique ce que j'écarte en permanence pour vivre »⁴⁸⁸. Ces corps épinglés, couverts de marques et d'emblèmes n'arrivent pas être regardés par eux-mêmes, par les autres, peuvent-ils être perçus comme leurres de déchet pour attraper l'Autre ? Il n'y a pas de plainte, ni dans sa dimension verbale, ni thymique, ni corporelle. Pour bon nombre de sujet paraissant avoir opté pour un style de vie, une philosophie d'existence, le monde semble tout entier contenu dans leur vision, déformé par le prisme d'un a priori, réduit à leur subjectivité que l'intervention d'une réalité ou l'opinion des autres ne semblent pas en mesure d'entamer. N'est-ce pas ce que les dits SDF agissent en nous ?

⁴⁸⁵ BAUDRILLARD J., *La puissance du dégoût, Traverses*, n° 37 (« Le dégoût »), Paris, Centre Georges Pompidou, avril 1986, p. 10. in *Dénicher l'imposture*, Revue Quasimodo, n°5, 1999. (<http://www.revue-quasimodo.org/PDFs/5%20-%20Quasimodo%20Art%20Corps.pdf>)

⁴⁸⁶ Ibid.

⁴⁸⁷ BERGERON C., *Le brutalisme esthétique*, op.cit.

⁴⁸⁸ KRISTEVA J., *Pouvoirs de l'horreur*, Paris, seuil, points essais, 1983, 247 p.

3^{ème} partie : Aspects cliniques

1. Choix méthodologiques

Afin d'expliquer ces choix, nous souhaitons rapporter deux situations vécues dans un cadre personnel, nous ayant permis d'interroger notre positionnement, notre éthique dans la cadre de cette recherche.

17 octobre 2002. 18H00 : Jour de la journée du refus de la misère.

Près de la boulangerie, un homme portant la barbe, vêtu d'un anorak, un sac plastique posé sur sa tête est allongé à même le sol. En compagnie de mon époux, nous nous approchons de lui et constatons qu'il dort profondément. 1H30 plus tard, nous repassons, l'homme est toujours là dans la même position. La nuit commence à tomber et il fait de plus en plus froid. Nous l'appelons, le secouons légèrement mais aucune réaction. Le pavé est glacial. Nous insistons, parfois quelques soubresauts, mais les ronflements reprennent.

Une demi-heure après, nous allons demander à la pharmacie d'appeler le 115. En attendant, nous restons près de lui. Les passants s'activent à effectuer leurs derniers achats avant de rentrer chez eux ; certains marquent un temps d'arrêt puis reprennent leur chemin. Le fleuriste voisin vient nous voir : « *il dort bien, il doit être alcoolisé* » puis repart. Deux passantes disent qu'il est là depuis cet après midi : « *il cuve son vin* ». Toujours pas de secours à l'horizon, nous-mêmes, dans une position statique, commençons à avoir froid. Une jeune femme nous demande si nous avons besoin de téléphoner.

Le froid se fait de plus en plus sentir, le temps passe. Alors que nous essayons alors de le relever, il ouvre les yeux. Nous nous excusons de le déranger, nous lui disons qu'il ne peut rester sans bouger, qu'il devrait au moins essayer de s'asseoir. Il nous demande de l'aider à se relever. Ce que nous avons pris pour une bouteille de vin sous son blouson (il y en avait une posée au sol quand nous étions passés la première fois) est son bras droit dans le plâtre qu'il nous montre nous expliquant qu'il a eu une fracture ouverte au cours d'une bagarre. Nous lui demandons si nous pouvons l'aider à quelque chose, s'il veut qu'on le conduise quelque part. Il nous montre jusqu'où il est plâtré. Il attrape son paquet de cigarette dans sa poche et demande à notre mari s'il veut bien la lui allumer. « Je suis droitier en plus ».

N'ayant pas de feu, nous demandons à un passant qui est d'accord si en échange nous lui donnons un tournevis. Il ajoute qu'il vient de sortir de prison. Nous répondons que nous n'avons pas ça sur nous. « Dans votre voiture ? – Elle n'est pas ici – Bien, donnez moi les clés ». Puis, il sort un briquet et allume la cigarette de ce monsieur. Ils se serrent la main et il part en nous souhaitant une bonne soirée. Cette rencontre est faite de propos complètement surréalistes.

L'homme est allé à l'hôpital mais n'a pas voulu rester. Il sort de sa poche des Efférgan® et du Gardénal® dans un flacon pour examen biologique qu'il prend tout les jours, disant qu'il est épileptique. Nous lui demandons s'il veut prendre quelque chose de chaud (un café, une soupe), manger. Il refuse. La boulangerie s'appête à fermer. Regardant les clients, il dit qu'il y en a qui ont de la chance. Il nous confie être sous tutelle, qu'il va bientôt avoir un logement. Pour l'instant, il couche dehors, dans une impasse. Il nous dit qu'il a soif, qu'il boirait bien du rosé. Nous lui demandons s'il a

une couverture, un duvet ; il nous dit que non. Il accepte quand nous lui en proposons un. Pendant que notre mari va le chercher, voyant notre alliance, il nous demande si nous sommes mariés, il nous dit que nous avons de la chance.

Il nous demande si nous connaissons Noirmoutier, son pont. Il ajoute que sa femme est décédée. Alors qu'il travaillait à Saint Gilles Croix de Vie, son patron l'a appelé en disant que sa femme n'allait pas bien. Il a pris la route, sa femme venait de passer le pont, accident de voiture, elle s'est noyée. Ajoute que depuis lui aussi a passé le pont ! Poursuit en disant qu'il a une gamine qui vit chez sa sœur, celle-ci n'habite pas la région. Sa fille s'appelle Valérie.

Puis une dame en 4L rouge se gare près de nous, elle salue ce monsieur, lui demande s'il a vu Aicha, s'il peut lui dire où elle est. Il fait un signe de la main indiquant que non mais n'en dit pas plus. Elle s'excuse de l'avoir déranger et repart.

Notre époux revient avec le duvet, nous lui proposons de le mettre dans son sac plastique. Il serre la main de ce dernier, l'embrasse et fait de même avec la notre. Il demande l'âge que nous avons. Lui nous dit qu'il a 33 ans, bientôt 34 ans « enfin, si j'y arrive ». Quand nous lui demandons son mois de naissance, il dit ne plus s'en souvenir. (Cette question de la date de naissance a du lui être posée maintes fois). Il nous dit que demain c'est vendredi, avec son copain, il fait la manche devant le tabac en face ; ils vont aller à la Croix Rouge, près de la caserne des pompiers. Là-bas, ils récupèrent des boîtes de conserve qui se gardent quelques temps. Il nous explique qu'il mange bien mais qu'il boit bien aussi.

Il ressort une cigarette puis cette fois-ci un briquet. Quand nous lui disons qu'il a des trésors cachés, il explique que c'est en tendant la main. Ce midi, il a fait la manche ici, parfois c'est sur une autre place. La vendeuse de la boulangerie lui a donné un sandwich puis ajoute-t-il en souriant, il a bu un litre de rosé. Le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi la manche. Il dit que c'est toujours pareil. Cela fait 3 ans et demi qu'il couche dans la rue. « *C'est dur, vivement que j'ai mon logement, peut-être dans un mois ou avant, au moins je serais au chaud* ». Il nous demande si nous avons deux euros pour du rosé, car demain, en nous montrant ses mains, il dit qu'il va trembler. Alors que nous répondons que nous n'avons pas du tout de monnaie, que nous ne pouvons pas le dépanner, il hausse les épaules. Quelque temps après, nous lui disons que nous allons le laisser tranquille, que nous le reverrons peut être une prochaine fois. Nous lui disons notre prénom, lui ne répond rien. En lui disant à bientôt, nous lui serrons la main. Il nous tend la sienne et la relâche rapidement en nous disant qu'elle est trop froide, ce qui nous fait rire tous les trois. En nous éloignant, il nous fait signe de la main.

20H15 : habitant juste en face, en rentrant nous ne pouvons nous empêcher de regarder par la fenêtre. Il est toujours là, assis, se rallume une cigarette puis va sous l'Abribus, il se met dans un coin pour uriner.

Pourquoi le duvet ? Pourquoi ne pas lui avoir proposé de venir se poser un peu chez nous au chaud plutôt que de continuer la conversation dehors, au froid ? A un moment nous avons songé à lui descendre notre plaid, mais avons renoncé à la pensée qu'ensuite il faudrait le désinfecter. Alors que le vieux duvet, nous pouvions le lui donner et il pouvait s'enrouler au chaud à l'intérieur. A relire ce passage, nous sourions des propos tenus, dans le sens où nous n'échappions pas à la question de la contamination que nous avons soulevé lors de la deuxième partie. La décision de partir est intervenue, non par fuite, mais par ce que cela faisait trois quarts d'heures que nous

étions avec lui, que lui voulait peut-être qu'on le laisse. Le plus simple pour le savoir aurait été de le lui demander. Selon notre époux, nous rentrons parce que nous nous sentons impuissants. Ce soir, nous ne l'avons pas ressenti comme ça, nous nous sommes dits qu'il y a une heure, nous l'avons réveillé, passé un temps avec lui et qu'il souhaitait peut-être que nous le laissions à l'endroit qu'il avait choisi initialement pour faire la manche avant de regagner l'impasse, sachant aussi que nous ne ferions pas plus.

Par rapport au prénom, en lui donnant d'abord le notre, nous voulions éviter de lui demander le sien directement, seulement là, il a préféré ne pas répondre. Les expressions employées par cet homme sont importantes et révélatrices. « Je dors dans la rue » et non pas « je dors dehors » pose la question de l'intimité et de ce que peut représenter la rue⁴⁸⁹. Quand il nous dit « c'est dur », nous sommes incapables de dire quoi que ce soit. Là, à cet instant nous commençons à ressentir le froid. Qu'est-ce qui fait qu'on ne lui propose pas de venir chez nous. Nous nous disons que nous ne le faisons pas non plus avec un inconnu, sauf que lui, couche dehors, il va faire nuit et froid.

Nous avons passé plus d'une heure à côté d'un homme qui, certes, avait bu, mais qui pouvait encore nous raconter des choses, qui avait encore un repère temporel, il savait quel jour nous étions demain et ce qu'il faisait chaque jour de la semaine. Une accroche institutionnelle : la Croix Rouge. Par rapport à l'hôpital, il nous parle de l'aile ouest, il y a laissé ses papiers, cela paraît correspondre à la consultation Jean Guillon, à la P.A.S.S. Il doit sûrement y aller chaque jour chercher son traitement.

Cet homme de 33 ans était physiquement déjà très marqué. Que ce soit au niveau des mollets ou de l'aspect cutané, il ne paraissait pas en état de dénutrition. Il a pu aborder l'alcool de façon directe. Nous aurions pu lui proposer une bière, mais dans quelle position nous nous mettions, nous en savons les effets secondaires. Nous proposons un café, sachant que ce n'est pas ce qu'il attend. Devant la porte de l'immeuble où il est assis, trois personnes sur quatre le salueront. Ce sont les personnes de l'immeuble, il est connu du voisinage⁴⁹⁰. Pour notre part nous n'avons plus faim. Nous constatons qu'il fait froid maintenant aussi dans l'appartement. Durant ces minutes partagées, nous ne sommes pas dit que c'était injuste, nous constatons simplement ce que nous avons lu ou vu à la télévision. A savoir un homme dans la rue, un bras dans le plâtre, les médicaments dans la poche, aucun moyen de vérifier qu'il prend bien son traitement, le risque qui se le fasse voler. L'alcool, la manche. Le fait d'être deux, sauf que là, lui est tout seul.

20h00, L'homme rencontré la dernière fois dans la rue, le 17 octobre 2002, a eu un malaise en bas de chez nous. La police a été prévenue ainsi que les pompiers qui l'ont relevé. Nous allons préciser qu'il était épileptique et traité par Gardéna[®]. Un des pompiers nous répond qu'ils le connaissent : « archiconnu des services... 375 entrées par an aux urgences. Eux n'en veulent plus ainsi que la police ». Alors que nous restons sur les lieux, il revient nous expliquer : « Je vois que vous regardez de travers, mais il est archiconnu pour ivresse sur la voie publique. On n'intervient pas, on se déplace toujours quand même au cas où ». Nous lui disons que c'était juste pour les informer au cas où ils ne le connaissent pas. La police a l'air excédé, envoie balader un passant qui ne comprend pas pourquoi ils ne se sont pas déplacés plus vite. Ils lui mettent une

⁴⁸⁹ Se reporter en 2^{ème} partie, 1.3.2.1. Le rapport au corps

⁴⁹⁰ Se reporter en 2^{ème} partie, 1.3.2.2. Le rapport à l'autre

couverture de survie. On dirait un cadeau enrubanné de couleur doré. Tout le monde repart. Il reste assis par terre dans la rue.

Nous composons le 115. Un répondeur nous indique que suite à des problèmes techniques, ils ne peuvent répondre. Rappeler demain à partir de 9h00...

20 octobre 2002, 22h20 : En bas de chez nous, un homme portant la barbe, les cheveux colorés, vêtu d'un pull et un jogging mouillé, est allongé à même le sol, sa tête reposant sur son sac et son anorak. Il ne répond pas. Il ronfle, grelotte. Alors que nous revenons de garer la voiture, il est toujours là. Nous l'appelons de nouveau. Aucune réponse. Ce soir, il fait plutôt doux mais humide. Il a dû pleuvoir. Nous nous disons en le voyant de notre fenêtre que ce n'est pas possible de le laisser passer la nuit ici.

22h50 : nous faisons le 115. Un écoutant social prend en note le numéro de rue, nous demande s'il a des bouteilles autour de lui (cela fait parti de leurs consignes), comment il est vêtu. Il nous dit que pour l'instant, le Samu social est à la Duchesse Anne⁴⁹¹ avec un gars qu'ils connaissent bien, qui est ivre. Ils ne savent pas s'il va vouloir aller en foyer. Il reste une place. Il n'est pas nécessaire que nous restions en bas.

Cependant, nous redescendons voir si « tout va bien ». La personne est désormais à plat ventre. Des passants, avec un sandwich regardent la scène puis filent. Quatre jeunes nous demandent ce qu'il se passe. Quatre C.R.S. arrivent et vont le réveiller. Quelques secousses énergiques, l'homme se retourne puis veut se relever précipitamment. Il titube, ses papiers tombent. Il est d'origine espagnole. La police vérifie la carte d'identité, lui demande depuis combien de temps il est là et lui disent qu'il ne peut pas rester ici. Nous les informons que le 115 est prévenu. Ils lui demandent de rester assis. Au début, il ne veut pas ranger ses papiers dans son sac à dos. Il parle de la marine, de la forêt, de dormir. En fait, il s'agit d'un foyer, dormir gratuitement. Nous l'informons que quelqu'un va venir. Les C.R.S. s'en vont en nous disant que s'il y a un problème, ils sont sur la place.

Nous restons jusqu'à l'arrivée du Samu social. L'homme se retire un moment. Nous croyons qu'il s'en va. En fait, il est appuyé contre une vitrine pour uriner. Il vient de Galice, il a fait 1000 kilomètres à pied, ensuite, il veut faire l'Italie, la Suisse. Il dit qu'en France, c'est dur car il ne connaît personne et n'a pas d'argent. Il n'a pas mangé ce soir. Il a mal à son genou.

23h15 : arrivée du Samu social : nous avons expliqué à cet homme qu'il va pouvoir aller dormir. Dès qu'il les voit, il veut se lever et dit qu'il veut dormir. Les deux travailleurs sociaux demandent un moment. Ils veulent échanger un peu avec lui. De quelle origine est-il ? Depuis combien de temps est-il en France ? Un mois. Ils n'ont pas besoin que nous restions. Nous regardons par la fenêtre. L'échange continue, toujours dehors. Ensuite, l'homme monte dans le véhicule du Samu social, ce dernier ne démarre pas tout de suite. 23h45, ils s'en vont.

Nous nous demandons si l'échange a pour but de voir si l'homme est trop enivré, sous produit : évaluation de sa dangerosité, s'il est d'accord pour aller en foyer avec tout ce que cela représente. Nous nous rendons compte que c'est très long d'attendre, il

⁴⁹¹ Lieu de rendez-vous pour les personnes qui ont contacté le 115 avant d'être conduits dans les foyers.

faut pouvoir l'expliquer à la personne. Cette dernière nous demandera si on est bien dimanche. Il y a la barrière de la langue mais nous n'avons pas envie de mener un interrogatoire. Ce n'est pas parce qu'on se sent seul que l'on demande de l'aide, qu'on a pour autant envie de raconter notre histoire, nos malheurs à n'importe qui⁴⁹².

Un documentaire : « A la rue, à la mort »⁴⁹³ retraçant l'itinéraire d'un homme depuis que l'on a découvert son corps. Nous ne savons pas si la question n'est pas celle du devenir des sujets SDF plutôt que celle relative à leur passé. Plus exactement, n'est-ce pas elle qui peut nous conduire à la seconde. En effet, on ne pose plus la question de leur devenir, pourtant on ne passe pas impunément 15 ans dans la rue. Thème de la mort, la solitude, la spirale, le cercle vicieux.

Aujourd'hui, ce n'est plus d'approcher les personnes à la rue qui nous effraie, quoi que dans le sens où quand cela se produit, les personnes sont endormies, la position de « pouvoir » n'est pas la même que quand quelqu'un est assis sur un banc où cela impliquerait que nous nous présentions pour expliquer pourquoi nous venons nous adresser à eux. Alors que dans les deux situations citées, c'était évident, il se serait agi de non assistance à personne en danger. Donc, comment nous pouvons aller au devant d'elles en expliquant qu'il s'agit d'un travail de recherche ? Le monde du dehors, le monde du dedans. Le monde du dehors intrusif. Le premier signe de cette différenciation, pour le chercheur est marqué par la relation d'enquête elle-même⁴⁹⁴. Sa présence sur les lieux ; mais surtout l'entrée en relation avec les personnes sont vécues comme une intrusion du « monde du dehors et du dedans », légitime et normal, dans ce monde du dedans, toléré mais stigmatisé, relégué au niveau symbolique comme au niveau spatial. Parfois, cette intrusion est particulièrement refusée, avec agressivité, plus ou moins définitivement. Souvent cette intrusion est d'une manière ou d'une autre évitée : les temps d'attente des rendez vous manqués laissent le temps d'y réfléchir. Accoster les personnes sur le trottoir, lorsqu'elles ne sont pas connues par ailleurs suscite en premier lieu, en réponse à ce qu'Erving Goffman⁴⁹⁵ nomme la « sommation » pour solliciter une audience, premier temps de la cérémonie d'accès, un temps de surprise : pourquoi une passante nous adresse-t-elle la parole ? Venant parfois après un temps de disponibilité, puis un temps de méfiance, celui où elles découvrent que le sociologue s'adresse à elle de façon réfléchie et volontaire en fonction de leur statut de personne prostituée, sans toute fois pouvoir situer ses attentes, toujours temps d'intrusion, dans la mesure où sa place n'est pas donnée à priori et qu'il s'agit donc de passer par l'empiétement sur un territoire, voire l'imposition sans justification évidente. Le temps de la relation acceptée n'est que ce dernier, si une orientation et une ouverture mutuelle sont ratifiées par les différents interactants. Même si nous pouvons toujours tenter de « réduire au maximum la violence symbolique qui peut s'exercer à travers la relation d'enquête⁴⁹⁶ », le sentiment d'étrangeté est toujours le premier.

Cette question éthique est relancée lorsqu'un journaliste français, homme d'origine algérienne, pour réaliser un documentaire sur les sans papiers, se fait passer pour l'un d'entre eux. Un cas similaire à celui-ci avait été réalisé par J. H. Griffin en 1959, il s'était déguisé en noir pour comprendre de l'intérieur, deux mois durant, le racisme de la société américaine. « Je sais bien que la charte déontologique du

⁴⁹² Nous aurons les réponses à ces questions lors des maraudes avec l'Equipe Mobile Sociale.

⁴⁹³ PRIGENT P., *A la rue, à la mort*, documentaire.

⁴⁹⁴ PRYAN, 1996.

⁴⁹⁵ GOFFMAN E., *La Mise en scène de la vie quotidienne, tome 1 : La présentation de soi*, Paris, Editions de Minuit, le sens commun, 1973, 256 p.

⁴⁹⁶ BOURDIEU P., *Comprendre in La misère du monde*, op. cit.

journaliste proscrit que l'on dissimule son identité. Tromper les gens que l'on rencontre alors qu'on prétend décrire la vérité pose un problème de conscience mais il s'agirait ici d'une réalité non montrable ». Interviewer des clandestins, en supposant qu'ils accepteraient, nous prive de fragments essentiels de leur expérience. « Prenez cette scène à la fin du documentaire où Saïd se plante le long d'un trottoir, près d'un dépôt de matériaux en compagnie d'autres clandestins. C'est la version moderne du marché aux esclaves. Des camionnettes s'arrêtent, des entrepreneurs palabrent, font leurs choix parmi ces hommes, en embarquent quelques uns pour un boulot au noir payé au lance-pierres. Soudain, la police arrive. Les clandestins s'égaillent et se cachent. Saïd fait comme eux. Grâce à sa caméra miniature, il enregistre la scène : l'image est floue, heurtée, on voit ces hommes se plaquer sous des voitures, on est avec eux. On ressent leur peur. Seule l'imposture nous permettait de transmettre cette réalité »⁴⁹⁷.

Cela signifie-t-il que la réalité des sujets SDF est inabordable si nous n'intégrons pas leur « milieu ». C'est peut-être justement en raisonnant en termes de milieu, de monde à part, que nous nous trompons. Nous soulevons cette question suite au visionnage du documentaire cité précédemment. Son sac contenait, tout comme nous, ce qui fait notre histoire, à savoir retraits bancaires, carte de sécurité sociale, déclaration de revenus... De plus, ce n'est pas la réalité qui nous intéresse, mais leur réalité, leur vérité. Les mêmes questions appellent toujours des réponses semblables : Votre nom ? Votre âge ? Avez-vous une pièce d'identité ? Depuis combien de temps êtes-vous dans la rue ? C'est justement en les posant indirectement ou non et face au silence des personnes que nous avons compris que ces questions avaient dû leur être posées à maintes reprises.

Le fait d'avoir un lieu. La personne rencontrée nous parle d'une impasse. Mêmes les gens qui squattent dans la rue ne vont n'importe où ; ils ont leur coin, une espèce de parodie de chez soi mais qui donne un vague sentiment de sécurité.

Le discours, support du fantasme, il n'engage à rien et il n'est pas soumis à l'épreuve du réel. Logorrhée, mutisme ou vocifération, il est tout entier au service de la mise en scène du sujet. Mise en scène dans son rapport à soi bien avant qu'à l'autre⁴⁹⁸. La première fonction du discours est d'abord de disculper le sujet à ses propres yeux. Ses échecs, ses dysfonctions, sa vie lamentable, tout cela doit être mis à distance, expliqué, rationalisé par une étioologie qui n'implique en rien. Face aux arrêtes saillantes de la réalité objective, ces sujets comme des poulpes fuient dans un nuage d'encre et nous laissent nauséeux dans un vertige de non sens.

Sur ce thème, devant la figure mythique de l'errant, qui à la fois fascine et repousse, nous pouvons nous demander quel peut être le sens d'une approche scientifique. Mais d'abord et surtout, quelle est la question posée et comment y répondre ? In fine, quel est le signifiant ? Ces personnes laissent perplexe et impuissant. Aussi, nous nous interrogeons sur la manière de tirer au clair les relations qu'ils entretiennent avec nous et celles que nous avons avec eux, sur la réalité de leurs besoins et sur la manière d'y répondre. Comment évaluer la pertinence et l'efficacité des solutions proposées ? Que veulent-ils ? Et d'abord, veulent-ils quelque chose ? Une chose est certaine au vu de notre code de déontologie en qualité de clinicien, nous nous devons d'informer la personne à quel titre nous intervenons auprès d'elle.

Notre recherche est partie d'une clinique qui s'applique au contexte, à l'environnement, ce, pour nous permettre d'approcher la réelle condition sociale de

⁴⁹⁷ Télérama, n°2753, 16 octobre 2002.

⁴⁹⁸ Se reporter en 2^{ème} partie, 1.3.2.1. Le rapport au corps.

cette population fortement stigmatisée. Cette approche nous offre la capacité à décrire les manières d'être et de vivre en évitant les jugements a priori.

Une méthodologie pragmatique et théorique selon deux axes d'étude :

1. La population des professionnels : les pratiques développées en travail de rue.
2. La population des personnes sans domicile fixe :
 - ceux qui fréquentent les dispositifs
 - ceux qui ne les fréquentent pas.

Selon la population que nous souhaitons estimer, il est nécessaire de choisir les services pertinents pour avoir accès à cette population ; d'où notre objectif de créer une fiche de recensement des structures participantes afin de mieux caractériser le dispositif, connaître les spécificités des structures participantes et rassembler les éléments nécessaires à la construction d'une stratégie commune d'observation et de participation.

Après l'étude **des pratiques développées en travail de rue, dans les accueils de jour et les lieux d'hébergement**⁴⁹⁹, nous avons sélectionné des actions de terrains comme base d'enquête et choisies dans des secteurs d'intervention relativement différents. En effet, afin d'améliorer le taux de couverture des personnes dormant dans la rue, où éventuellement dans d'autres situations de logement précaire, nous pouvons étendre le champ des services au-delà de l'hébergement et de la restauration, par exemple aux centres de soins, aux vestiaires, aux centres d'accueil, de façon à augmenter les chances de saisir la population la moins en relation avec les services d'aide aux sans abri. Il s'agit de méthodes complémentaires pour produire des connaissances au sujet des itinéraires, modes de vie, systèmes de représentations des populations inscrites ou non dans une trajectoire d'aide et de soin. Ce, pour mieux connaître les dynamiques individuelles et collectives. **Ce choix répond à une volonté de rencontrer la diversité des acteurs, liée à la connaissance préalable de la réalité des actions actuellement engagées en direction des personnes en errance. Dans un premier temps, il s'est agit de nouer des relations avec des professionnels travaillant sur le terrain (services d'aide aux sans domiciles), de les accompagner, dans la mesure du possible, dans leur travail de rue ou leurs activités dans des lieux publics, pouvoir effectuer des visites sur site et entretiens avec les intervenants et les responsables.**

Une même méthode de recueil de donnée de nature qualitative au moyen de :

- a) Entretiens semi-directifs auprès des équipes et de leurs partenaires
- b) Récits de vie et d'entretiens informels recueillis auprès des personnes afin de repérer le vécu et les effets du passage dans les institutions.
- c) Observation participante dans les structures, dans les réunions.

Travailler sur les représentations suppose à la fois d'analyser les pratiques des professionnels, des bénévoles et aussi d'interroger ensemble les différents cadres d'intervention. Pour une étude des représentations véhiculées sur les sujets SDF, il est intéressant de déplacer l'écoute et d'entendre la parole de ceux qui alimentent et supportent le poids de ces représentations. Saisir la manière dont ces individus fortement stigmatisés au sein de l'espace public et à l'identité disqualifiée entendent les

⁴⁹⁹ Se reporter en 1^{ère} partie, 2.1. L'errance dans l'agglomération nantaise

discours véhiculés sur les sujets SDF, les intériorisent ou les reformulent, la façon dont ils négocient leur identité et les stratégies mises en place afin de sauvegarder l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Ces derniers, eux aussi, produisent un discours sur l'exclusion, forment des représentations et des typologies de l'individu sans domicile. De même, il est essentiel d'examiner les représentations de l'aide qu'ont les errants. Selon eux, qui peut leur venir en aide et comment ? Qui a pu leur venir en aide dans le passé, comment et à quelle fréquence ? Nous devons en outre comparer ces représentations de l'aide chez les errants avec celles des intervenants pour que les ressources puissent améliorer encore davantage leur cadre d'intervention afin de mieux saisir les représentations et les parcours d'aide, pouvant contribuer à réduire les effets de désinsertion (abandons de démarche) de rechute ou de récurrence.

A propos de la terminologie employée, SDF. Le terme homeless man est employé par Alice Solenberger dans son étude portant sur 1000 individus de Chicago pour recouvrir tous les types d'hommes sans attaches, vagabonds, hoboes, clochards ainsi que toutes les variétés de nomades sans appellation⁵⁰⁰. L'appellation sans domicile est retrouvée dans les documents administratifs vers la fin du siècle dernier. L'appellation SDF correspond de fait à une catégorisation administrative et juridique que l'on voit apparaître dans les années 1960 et 1970 ; une distinction peut être faite entre SDF et sans domicile certain, reprenant ainsi le terme de l'ancien code pénal (art.270 et jurisprudence) ce qui permet de différencier les non sédentaires des vagabonds et des clochards. Sans abri ou sans toit ou sans logis. Ces terminologies définissant un état instantané et ne permettent pas de qualifier une population. Ils ont en effet parfois des possibilités d'abri précaire, provisoire ou temporaire comme un hôtel intermittent et de façon ponctuelle un squat, un hébergement d'urgence ou un centre d'accueil. Ils peuvent rentrer dans notre population. Un des axes de travail a été de ne pas considérer les populations des SDF comme des populations coupées du reste de la société de façon nette, mais au contraire de mettre en lumière d'une part, le continuum de situation qui existent entre personne « avec » et « sans » logement et d'autre part la rapidité et la fréquence des passages pour une même personne entre les situations de logement et de non logement dans un sens comme dans un autre.

Il semble nécessaire de repérer et analyser les mouvements entre « logement » et « non logement ». Une personne sans abri n'a pas toujours été et ne sera pas toujours sans abri. Sa situation est un passage. En outre la vie d'une personne privée de domicile propre et permanent est souvent faite de va et vient entre « logement » (souvent précaire) et absence de logement. Nous retenons le terme de sans abri pour désigner diverses formes de situation marquée par l'absence de « maison », sur un parcours vu comme un enchaînement dont l'aboutissement est l'errance au sens absolu du terme. L'errance étant un continuum qui se caractérise par des ruptures et des pertes successives.

Pour notre part, nous avons rencontrés des sujets SDF et des sans abri. L'appellation de SDF pour stigmatisante qu'elle soit, semble en fait plus juste qu'il n'y paraît. Être SDF ce n'est pas dormir dehors, c'est ne pas avoir de domicile fixe. La nuance porte à la fois sur le « domicile » et sur son « caractère fixe ». Un « domicile » n'est pas un abri c'est plus qu'un lit dans un foyer ou une association, plus qu'un hébergement de fortune. Un domicile constitue une « résidence légale et habituelle ». Seront donc considérés comme sujets SDF tous ceux qui passent la nuit dans un lieu qui n'est pas un domicile : cave, parking, hall, couloir, cage d'escalier,

⁵⁰⁰ SOLENBERGER A., One thousand homeless men, Russel, Sage Foundation, 1911.

mais aussi foyer d'hébergement, chambre d'hôtel. N'a pas de domicile « fixe » celui qui, chaque semaine ou même chaque jour, est à la patience de l'ami qui l'héberge, du parent à qui il a demandé une aide ponctuelle, du gérant de l'hôtel ou du meublé qui n'accepte plus de lui faire crédit, du propriétaire qui a lancé une procédure d'expulsion pour impayé, du règlement du foyer d'accueil qui limite strictement la durée de séjour, de celui qui un soir, aura investi avant lui la cave, le pallier ou il avait passé la nuit précédente. La « qualité » de sans domicile fixe repose, donc, sur la nature physique du lieu d'hébergement, mais aussi sur le statut d'occupation de ce lieu. Quel abri ? Plusieurs difficultés pour l'établissement d'une nomenclature des types physiques d'abri. De l'exhaustivité car il est difficile d'imaginer le nombre d'endroits qui, à la ville ou à la campagne, exposés ou cachés, peuvent servir d'abri ou fournir un peu de chaleur. Les lieux d'hébergement et de « fortune », c'est-à-dire non conçus pour être habités, même temporairement. Distinguer les « espaces privés » des « espaces publics »⁵⁰¹. Les lieux entièrement ouverts n'offrent ni sécurité, ni intimité, ni protection. Parmi les lieux « privés », c'est-à-dire fermés au moins au regard du public, il s'agit de différencier ceux qui offrent une relative sécurité, (telle qu'on puisse y laisser des affaires personnelles d'une nuit sur l'autre) ; des hébergements qui ne le permettent pas.

1.1. Présentation du choix des lieux d'observation.

Après avoir étudié le plan départemental d'urgence mis en place sur la ville de Nantes, avec la DDASS, différents services publics et les associations intervenant dans le champs de l'urgence sociale, pour toute l'année et avec des moyens renforcés pendant l'hiver, nous avons créé un modèle possible de schéma de la veille sociale sur Nantes. Celui-ci reprend les différents sites, qui peuvent correspondre à la trajectoire spatiale et institutionnelle de la personne SDF. Le choix des lieux se différencie selon la population. Chaque endroit a sa spécificité. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité nous rendre dans des structures différentes basées sur la ville de Nantes.

Au vu du guide de l'urgence sociale éditée par la ville de Nantes⁵⁰², nous sommes partis du postulat d'un itinéraire d'une personne sans abri, ce dans le cadre de la fréquentation des structures et y compris la nuit. Nous nous sommes intéressés à différents moments de l'itinéraire du sujet. Il est fréquent de rencontrer des personnes qui alternent des séjours en hôtel de plusieurs jours, avec des moments de galère dans la rue et des passages en foyer d'urgence. Parcours avant lequel, la grande majorité était locataire. Problème de dettes ? Certains ont toujours connu un mode de vie précaire, en d'autres termes, n'ont pas connu de logements ordinaires.

Nous avons pu nous apercevoir que les réponses sont presque les mêmes pour tout le monde et s'instaure une sorte d'**emploi du temps** dans la vie du sujet SDF qui passe à heures fixes d'un « Resto du Cœur » à un foyer d'accueil de nuit ou à un centre de distribution de vêtement. On ne va pas n'importe où. Dans cet espace vide de liberté inutile, ils s'organisent des rituels de vie qu'ils détestent changer.

⁵⁰¹ Se reporter en 1^{ère} partie, 3.4.4. La question de l'occupation de l'espace public

⁵⁰² Se référer au guide de l'urgence sociale en annexe 2.

Nous avons donc fréquentés ces lieux que sont les accueils de jour, les centres d'hébergement, les associations caritatives et le Centre Hospitalier de Nantes. La liste n'est pas exhaustive, notamment pour les associations caritatives nombreuses sur la ville, nous avons néanmoins pu rencontrer les responsables de celles-ci lors de notre participation aux réunions du Collectif d'Aide aux Sans-abri. (C.A.S.A.). Dans le cadre de ces rencontres, il a été essentiel pour nous de respecter la charte des cliniciens, à savoir pas d'enquête sans que la personne ait connaissance de notre statut, on ne travaille pas en caméra cachée. Ils sont acteurs du travail de recherche, c'est en cela qu'ils peuvent se transformer. Ainsi, nous avons précisé notre statut et dans quoi s'inscrivait notre recherche, ce qui n'a pas toujours été simple à expliquer aux membres des associations caritatives qui souhaitaient pour certains que nous devenions bénévoles.

1.1.1. Les accueils de jour

- La Maison d'accueil de jour (Association Francisco Ferrer)
- Le service de prévention et réduction des risques pour les usagers de drogues « l'Acothé » dépendant du centre de soins « le Triangle ».

1.1.2. Les centres d'hébergement

- CHRS St Benoit
- Centre St Yves
- Foyer la Providence, Gustave Roch et le Quai Wilson dans le cadre du plan grand froid

1.1.3. Les associations caritatives

- Brin de causette
- l'Ecoute de la rue
- Claire fontaine
- La Maison de rezé
- Médecin du monde.

1.1.4. Le CHU de Nantes

- Le service des urgences
- La consultation Jean Guillon (P.A.S.S.)

En effet, la personne qui a dormi à la rue, peut se rendre dans un premier temps à **Brin de Causette**, lieu d'accueil qui est ouvert tous les jours de 7 heures à 11 heures. Ensuite, elle peut se rendre dans une des maisons d'accueil de jour, où lui sera proposé différentes prestations. Pour se restaurer elle peut se rendre soit au **Restaurant Pierre**

Landais⁵⁰³, aux **Restaurants du Cœur** ou à **Claire Fontaine**. Les restaurants du cœur nous semblent le plus pertinent au vu du public que nous souhaitons rencontrer.

Cette même personne peut être amenée à rencontrer l'après-midi des bénévoles de l'association **L'Ecoute de la Rue** qui effectuent des « tournées » le matin et en soirée. Elle peut aussi croiser sur son chemin **l'équipe mobile sociale** qui effectue ses maraudes la journée en voiture ou à pied, à partir de 9 heures et ce jusqu'à 17 heures pour la première équipe et chaque soir de 19 heures à 24 heures pour l'équipe de nuit. Il y a aussi la présence des éducateurs de **l'équipe municipale de rue** appartenant à la mission tranquillité publique et circulant à pied tous les après midi, du lundi au samedi.

Le soir, pour celles qui n'ont pas de lieu où se restaurer, elles peuvent se rendre sur les lieux de distribution du **Car du Cœur**. Pour certaines, la tombée de la nuit signifiera le retour au foyer (d'où notre présence le soir au **foyer St benoît**), à la rue, au squat.

Elles peuvent bénéficier de l'accueil, selon leur problématique, au **Funambus** pour les personnes prostituées ou au **Bus d'échanges de seringue**⁵⁰⁴ pour les usagers de drogues.

Compte tenu de cette possible trajectoire spatiale et institutionnelle de la personne, nous avons choisi d'être présent sur chacun des lieux, à des heures, jours, saisons différents, sur une période de 18 mois ; le postulat étant qu'il y a différentes choses à observer à chaque fois. A ce sujet, l'importance de repérer le dispositif que nous pouvons qualifier de « mille feuille », à savoir le distinguo entre le plan départemental d'urgence (actions pérennes) et le dispositif grand froid.

Les termes employés par certains, évoquant notre recherche en terme de « recherche de proie » ou de « victime » pour ce qui les concerne, nous ont amené à toujours vouloir clarifier notre démarche et notre position auprès des personnes. Même si couvert par l'alibi de la plaisanterie, ces remarques ajoutées aux questions sur nos choix des personnes à la rue pour la conduite de nos entretiens, nous ont conduit d'autant plus à prendre le temps d'une connaissance mutuelle. Ainsi, notre réponse que notre seul critère est que les personnes n'aient pas de domicile fixe a pour écho que, de toute façon, si les personnes avaient un logement, elles ne le diraient pas. De telle rencontre et l'évocation des différents terrains nous a procuré une angoisse, celle relative au travail et au temps que cela représente ; « l'apprivoisement » dont nous avons entendu parler est aussi notre apprivoisement des personnes, des lieux.

Notre questionnement s'est porté sur la sélection des structures accueillant les personnes sans domicile. Finalement, nous avons pris contact au travers d'un courrier et d'un CV avec huit structures présentées dans le guide « urgence ». Deux d'entre elles nous apparaissent essentielles pour cette étude, à savoir L'Oasis et Brin de Causette recevant ceux qui ne savent plus où aller ; qui ne sont pas admis ailleurs, ceux qui tout en préférant rester dehors n'en peuvent plus parfois et espèrent trouver là un peu de répit. Notre choix a été de ne pas joindre de note explicative, préférant la remettre lors

⁵⁰³ Le restaurant social « Pierre landais », géré par le CCAS depuis 1980, a un projet pédagogique dont l'un des principes est de refuser la mentalité d'« assistance » ce qui implique le refus d'être distributeur de soupes populaires, et l'obligation de s'acquitter du prix du repas (possibilité de distribution de tickets au CCAS). Des animations sont proposées au cours de l'année

⁵⁰⁴ Il n'est plus en service depuis 2003 en raison des restrictions budgétaires.

d'une rencontre. Notre questionnaire s'est aussi porté sur la prise de contact, la rencontre avec les gens de la rue et sur la forme que cela pouvait prendre. Après une longue période de lecture, nous nous sommes confrontés au terrain non sans une certaine appréhension en lien avec la population, d'une part, et un positionnement professionnel différent, d'autre part, à savoir que, jusqu'alors, dans notre pratique de psychologue, ce n'est pas nous qui allons à la rencontre des personnes, ce sont elles qui viennent à nous.

Une méthodologie pragmatique et théorique.

Au vu de notre réflexion, nous nous sommes attachés à une démarche d'investigation consistant en des déplacements dans les structures, en la rencontre des responsables et acteurs de terrain, en des échanges avec les usagers, en la participation à des réunions de coordination entre les structures. Nous avons souhaité procéder à une visite des lieux d'accueil de jour présents sur l'agglomération nantaise, à une étude des lieux d'accueil de jour institutionnalisés du type « boutique solidarité » et les structures caritatives (Secours Populaire) positionnées depuis longtemps sur des prestations à l'attention des sans abris et populations marginalisées en journée, de type restauration ou lieu de convivialité ; ce afin d'avoir une connaissance concrète des structures. La découverte des structures s'est donc faite en deux étapes avec un premier temps d'entretien avec le responsable de la structure suivi d'un temps de présence dans la structure pendant les plages d'ouverture où en accomplissant les différentes tâches, nous avons cherché à appréhender concrètement le fonctionnement de la structure et recueillir les impressions des usagers et membres de l'équipe d'accueil sur les missions et le public accueilli, l'homme à la rue, la relation sociale dans la rue d'aujourd'hui.

Ces différents lieux peuvent être répertoriés en 6 catégories, chacune représentant des prestations pouvant répondre à :

- Se loger en urgence
- Se laver
- S'habiller
- Manger
- Se soigner
- S'insérer

La veille sociale 44 : Le 115. Présence à certaines des permanences téléphoniques et **l'Equipe Mobile Sociale** : participation aux maraudes en journée et de nuit pendant 6 mois.

St Benoît : Participation à une soirée tous les mardis de 17H30 à 22H00 et tous les jeudis, de 7 heures à 13 heures.

Les restaurants du cœur (pour les personnes sans domicile fixe : l' « Oasis ») présence tous les mercredis et les Cars du cœur, la maraude de façon plus ponctuelle.

Participation aux tournées de **l'Ecoute de la Rue**, une fois par semaine.

Présence à une permanence de **Brin de Causette** le week-end.

Présence au **Secours populaire**, pour animer un vestiaire.

La P.A.S.S., Les Urgences, Médecins du Monde. (Centre d'accueil, de soins et d'orientation destiné en particulier aux publics sans couverture sociale. Soins et médicaments gratuits. Consultations médicales, sociales et psychologiques, consultations dentaires) **dans le cadre de notre étude sur l'accès aux soins des personnes SDF.**

1.2. Les modes d'accompagnement

1.2.1. Social

1.2.1.1. Les associations caritatives

L'oasis

L'oasis a plusieurs modes d'intervention, le hangar où les personnes peuvent venir se restaurer, la maraude et cars du cœur des Restaurants du Cœur. Il s'agit d'une formule « à bas seuil d'exigence » dans le sens où elle est en mesure de répondre à une demande jusque là ignorée des structures officielles (personnes avec chiens, alcoolisées ou sous emprise de produit, sans projet d'insertion). Par rapport à la consommation de produit (alcool, haschich), ils sont autorisés à l'intérieur de l'Oasis. Ce qui nous paraît à interroger, comment après exiger d'autres conditions ? Par exemple, à la Maison d'Accueil de Jour, où la personne qui avait apporté de l'alcool s'est vu signifier qu'elle ne pourrait plus y revenir dormir. Quelle cohérence ? Discours différents qui ne peuvent qu'alimenter le comportement transgressif des personnes.

Le 15 janvier 2003, lors de notre première rencontre avec la responsable de l'Oasis, nos premières images : un hangar à l'atmosphère complètement enfumée et très bruyant avec des cris, des chiens et de l'alcool y circulent. La rencontre a lieu dans un bureau avec des interruptions. La responsable nous fait visiter les lieux : hangar : cuisine, salle à manger, réserves alimentaires, sous-sol (vestiaires, douches, toilettes). La responsable affirme d'emblée « *Ici, tout le monde est bénévole. Donc, tu seras bénévole* ». Présentés comme tel aux autres bénévoles, ce « statut » nous pose des questions éthiques par rapport aux usagers, aux bénévoles et nous paraît en complète contradiction avec notre réflexion initiale et en inadéquation avec les objectifs de recherche poursuivis. La règle du tutoiement nous interroge également sur la place de chacun entre bénévoles et personnes accueillies. A un écriteau à l'entrée « *il faut être un peu fou pour travailler ici* », la responsable nous précise qu'il y a des choses qui pourront nous étonner quant au fonctionnement mais qu'ici, c'est comme à la maison, tout le monde fait tout. Dans la salle à manger, en effet, les bénévoles s'activent à faire la vaisselle tandis que plusieurs hommes et femmes terminent leurs repas. C'est un système de self : entrée – plat chaud – dessert – café.

A l'entrée, un écriteau mentionne : « *ne sont admis que les SDF* ». A notre demande de précision, la responsable nous répond qu'avant les vacances de Noël, ils se rendus compte qu'il y en avait qui en profitait : ils avaient un logement, le R.M.I. et venaient au restaurant. Ceci nous a permis, d'emblée, de nous questionner sur la représentation du SDF. Cette question sur ce qu'ils considèrent comme être un SDF serait à aborder lors des entretiens avec les bénévoles. Ici, le SDF est donc celui qui n'a pas de domicile. Celui qui a un logement, même précaire, ne peut pas venir. Le squat n'est pas considéré comme un logement ?

De même, les familles ne sont pas acceptées, ils ne veulent pas d'enfants dans le hangar car il y a des chiens et de l'alcool. Elle poursuit en nous disant qu'il n'y a pas de mineurs avant d'ajouter « officiellement ». Cet abord de la question des mineurs nous interroge sur le cadre de l'intervention de la structure par rapport à, par exemple Médecins du Monde qui s'inquiète de la question des signalements lors de leurs consultations au sein de l'Oasis. La responsable nous précise : « on fait avec ce qu'on a ». En cas de comportements violents, les personnes sont expulsées et priées d'aller régler leurs comptes dehors. Après cette première rencontre, nous avons le sentiment qu'il n'y a aucun cadre, de nous trouver dans la cour des miracles, avec une interrogation dans ce contexte de la pertinence de notre présence sur ce lieu dans le cadre de notre recherche. Finalement nous y retournerons, ce lieu nous permettant de « rencontrer » les hommes et femmes avec qui nous avons « fait connaissance » dans d'autres structures.

Lors de la seconde rencontre avec la responsable de l'oasis, le 29 janvier 2003, vu notre questionnement par rapport à notre statut, il est convenu que nous nous présentons comme faisant un travail de recherche. Lors d'un tour de table avec elle afin de « saluer les gars ». Certains disent, avant même qu'elle nous présente, qu'ils nous connaissent déjà. Elle nous présente en tant que psychologue disant que nous serons là tous les mercredis. Nous reprecisons que nous sommes là dans le cadre d'un travail de recherche.

Le « facteur » P., homme rencontré à plusieurs reprises nous salue, nous demande si nous allons bien et nous dit « *vous inquiétez pas, on a dormi au chaud cette nuit* ». Nous notons, à cet instant, que c'est lui qui nous donne de ses nouvelles. Ainsi, notre positionnement au sein des différents lieux fréquentés permet à ce qu'il y ait rencontre : ce n'est pas nous qui demandons, c'est la personne qui vient au devant.

La jeune femme qui nous a demandé si cela faisait longtemps que nous étions à Brin de Causette vient nous voir en nous demandant à nous parler : « je n'ai pas osé la dernière fois car il y avait plein de monde et tout ça ». Elle nous dit qu'elle va avoir un portable et qu'elle nous laissera le numéro pour que nous puissions la joindre. Ces différentes rencontres nous amènent à être prudents concernant les questions et l'utilisation de la grille d'entretien. Nous prenons conscience de la nécessité de multiplier les rencontres avant d'établir suffisamment de confiance pour que les personnes puissent livrer leur histoire. Ainsi, nous sommes ici confrontés à l'angoisse par rapport au temps qui passe et au fait de ne pas recueillir les éléments cliniques qui nous intéressent.

Lors d'un échange, lors de notre première après-midi à l'oasis, le 6 février 2003, une personne cherche à abolir la distance physique entre nous. Il nous parle de très près. Nous lui proposons de nous asseoir sur les tabourets du bar ; stratégie pour prendre nos distances. Il se montre agressif quand nous refusons de l'embrasser en nous traitant de

« sale gouine ». Il nous apparaît important, au fil des rencontres de prendre en compte l'importance pour les personnes de cette proximité qui nous avait interpellé les premiers temps. Si la position de chercheur oblige une certaine distance, force est de constater qu'elle ne peut s'exprimer par les codes habituels d'autres fonctionnements institutionnels.

Le fait d'avoir été présenté comme psychologue a fait que certaines personnes nous demandent confirmation. Cela nous permet de préciser le cadre de notre présence ici, à savoir notre travail de recherche. Notre statut est ainsi clairement défini. Le fait que nous fréquentions les différents lieux où les personnes sont susceptibles de se rendre fait qu'ils nous repèrent et, qu'entre eux, ils « se passent l'information ». Il nous apparaît difficile de « fonctionner » avec une grille d'entretien, classiquement. Les gens nous racontent leur histoire par bribes ; à nous de reconstituer le puzzle. Notre position est délicate, car ayant repéré la fragilité – ce qui fait tenir la personne – il est d'autant plus difficile d'aller poser les questions.

Le 19 février 2003, L'Oasis, J.-F. ne dit rien au sujet de notre rencontre que nous devions avoir ce jour. Nous préférons ne pas y faire allusion. Alors qu'il nous dit qu'il va partir, nous lui disons alors que l'on reverra ça mercredi prochain n'ayant pas oublié. Il nous dit que lui non plus mais nous fait remarquer que nous étions occupés à échanger avec d'autres. Nous lui proposons de fixer une heure pour être sûrs d'avoir le temps pour se parler. Nous lui disons alors que nous comptons sur lui mercredi prochain. Il nous dit « à moins que... que je sois mort ». Nous lui assurons avec le sourire que nous serons là. Cet échange nous montre l'importance de la disponibilité et de la nécessité de prendre en compte que ces personnes, si elles ne le disent pas obligatoirement, portent une importance toute particulière à la parole qui est à prendre en compte.

Nous fréquentons l'Oasis durant 18 mois, n'oubliant jamais notre première vision, assisterons à des scènes pénibles, violentes mais au fil du temps nous avons compris en quoi ce lieu était essentiel pour les personnes SDF et sans abri, allant pour certains jusqu'à représenter « la maison ».

Lors de **la maraude** il s'agit d'aller rencontrer ceux qui ne se déplacent plus dans les institutions et notamment dans les lieux de restauration possible. Lors des tournées, notre constat est que bien souvent la personne rencontrée a fait à une époque des démarches sociales qui se sont avérées être un parcours plein d'embûches, de ruptures, de perte de droits, d'incompréhension, de déception qui se soldent par une réticence très forte, voir même un refus catégorique de reprendre toutes démarches avec un travailleur social. Cela implique de définir les populations à rejoindre (aller dans les endroits peu couverts), coordonner des actions ou des plages horaires sur certains secteurs donnés. Le circuit est souvent le même d'une maraude à l'autre, les personnes à rencontrer étant installées souvent aux mêmes endroits. En effet, la plupart d'entre elles passeront le reste de la nuit là, refusant souvent de faire le 115 et d'aller dormir dans un des foyers d'accueil d'urgence.

Concernant le circuit, un maraudeur nous précise qu'ils ne peuvent aller à la gare qu'après sa fermeture car les locaux que l'Oasis occupent appartiennent à la SNCF et

que le contrat est de ne venir que lorsque la gare est fermée, l'objectif étant de « ne pas rameuter une population » fréquentant déjà l'Oasis. Des questions sont restées en suspens. Ainsi, pourquoi ne nous arrêtons-nous pas auprès de certaines personnes ?

Les cars du cœur :

Le fait d'avoir pu participer aux maraudes et aux Cars du Cœur nous a permis de réinterroger les propos de Xavier Emmanuelli, pour qui « *les exclus surtout les exclus en souffrance psychique, vu qu'ils vivent hors du temps, ne viennent pas forcément au rendez-vous qu'on leur donne et tout le monde fini tôt ou tard par se résigner* »⁵⁰⁵. A contrario, nous avons pu voir au cours des maraudes du car du cœur que certains faisaient remarquer aux équipes qu'ils ne les avaient pas vues. Une mémorisation des jours où ils viennent. Le détachement des sujets SDF par rapport à la société ne peut être que partiel. Leur rythme de vie, leur subsistance même demeurent étroitement dépendants. Ils dépendent de nos horaires, de notre générosité ou de nos besoins. En stationnant, le car laisse entrevoir **une halte possible dans l'impasse de l'errance**. Il rythme le temps pour ceux qui ne se repèrent que dans un rapport à son passage, tout comme les maraudes.

Après la maraude de l'Oasis, les personnes de l'équipe font un rapide débriefing sur certains cas, les problèmes à souligner et l'inscription des remarques sur un cahier de transmission à destination de la prochaine équipe. Ce système semble bien fonctionné mais un vrai débriefing au milieu de la nuit (après la maraude) reste difficile. Un travail de fourmi. Il serait aussi pertinent d'informer les équipes de bénévoles sur les changements législatifs.

Brin de Causette :

Un lieu d'accueil ouvert de 7h à 11h tous les jours, week-ends et jours fériés, avec chaque jour une équipe différente. Les personnes peuvent prendre gratuitement un petit déjeuner, soupes et distribution de sandwiches selon possibilités. Nous avons pu être présents chaque samedi matin pendant un an et demi, ce qui nous a permis entre autre de constater la participation de certains sujets SDF, pouvant avoir un rôle différent d'acteur et non plus de bénéficiaire. Un espace s'ouvre mais il engage un changement important dans les relations entre les membres de l'équipe et les bénéficiaires. Un espace qui doit être pensé pour ne pas faire du participatif « irréfléchi » qui demande des savoirs faire et de respecter certains équilibres (changement de « statut » de certains sujets SDF par rapport à d'autres).

18 janvier 2003, 6H50. 1ère matinée à Brin de Causette.

Des personnes sont déjà installées dans la salle en train de prendre leur petit déjeuner. Deux bénévoles sont aux fourneaux. D'emblée, nous gagnons l'arrière salle, séparée de la salle par un bar. Nous beurrions une quantité impressionnante de tartines, disposées ensuite sur des plateaux pour qu'ils soient mis sur les tables. Nous en profitons pour jeter des coups d'œil dans la salle qui se remplit petit à petit, des jeunes, de plus âgés, de toute nationalité. Comme à l'Oasis, la familiarité nous surprend et nous interroge. On les appelle par leur prénom, certains bénévoles leur font la bise, ce qui

⁵⁰⁵ EMANUELLI X., *Out. L'Exclusion peut-elle être vaincue*, Paris, Robert Lafont, 2003, 246 p.

suscite la remarque d'un plus jeune : « *il n'y a que les vieux qui ont droit à des bisous ici* ». Le premier mot du responsable à notre égard a été qu'ils avaient besoin d'affection. Certains ont un appartement mais ne supportent pas la solitude.

De 7h00 à 10h45 : distribution des petits déjeuners, composés avec les restes, les surplus des grandes surfaces, boulangeries, donateurs. Des livraisons de plats pouvant être réchauffés sont amenés par une école : aujourd'hui, petit salé aux lentilles, couscous. Ils vont être mis dans des bocaux en verre et distribués aux personnes pouvant faire réchauffer des aliments. Pour les autres, deux sandwiches de pain de deux – charcuterie et fromage – fruit, laitage. Ils viennent – pour ceux qui ne sont pas déjà repartis – chercher leurs « provisions » en rang un par un, les disposent au fond de leur sac à dos. Une bénévole s'occupe de garnir les sandwiches et de les distribuer. Une autre monte dans la matinée au vestiaire où elle propose à ceux qui en ont besoin chaussettes, bonnet, sac... Cette distribution n'est pas officielle et est proposée aux habitués. Une ardoise est accrochée au mur, s'y trouve le nom de ceux qui ont du courrier.

La quantité de nourriture ingérée en si peu de temps – 2-3 bols de café, tartines de pain, viennoiseries, soupe... – comme s'il fallait se remplir pour ensuite tenir toute la journée, nous interroge sur le ressenti des personnes. Le principe est que les gens s'assoient et les bénévoles demandent ce qu'ils souhaitent boire. A ce propos, à une personne venant nous demander si elle pouvait avoir un café après nous avoir salués, la bénévole répond qu'il faut qu'elle aille s'asseoir pour être servie. La personne réplique qu'elle venait juste se présenter et demande si ce n'était pas normal ? Ce qui nous interroge sur l'aspect de sociabilité qui est souvent considéré comme absente concernant les personnes vivant à la rue. La difficulté repérée concernant ces interventions est que les personnes ne restent pas installées toute la matinée, sinon il y aurait rapidement un manque de place et les personnes ne pourraient pas bénéficier des prestations.

Rencontre avec P : nous venons de nous installer à la table où il est installé avec une autre personne occupée à « dévorer » une part de galette des rois. Quand nous lui demandons s'il a la fève, il nous demande s'il y en a une. L'homme assis en face de P. ajoute que ce n'est pas parce que c'est à Brin de Causette que les galettes n'ont pas de fève ! La discussion s'enchaîne. Il vient ici depuis quelques temps. Il nous dit que Nantes est une ville qui fait beaucoup pour les SDF et que cela se sait vite, de plus celui qui meurt de faim sur Nantes se débrouille mal car il y a tout ce qu'il faut : il nous cite les Restaurants du cœur, le restaurant social Pierre Landais, la Claire Fontaine. Il nous dit qu'il connaît Nantes, car il y a été 24 ans facteur, syndiqué. Puis, il a démissionné au mois de novembre 2001, il ne supportait plus une pression excessive. Il dit qu'il retourne voir ses collègues de temps en temps. Il nous dit qu'on ne s'imagine pas le harcèlement moral qu'il peut y avoir au niveau des entreprises. Il dit regretter aujourd'hui d'avoir démissionné. Il se souvient du jour exact. Il allait commencer sa tournée à 9 heures quand son chef lui aurait dit devant tout le monde qu'il buvait... L'humiliation a été telle qu'il a démissionné. Ce jour là, il était près du pont à se jeter dans la Loire quand quelqu'un l'en a empêché. Il ne devrait pas être là. Il a été une fois dans un foyer mais quelqu'un l'a menacé de lui casser la figure. Le veilleur les a mis dehors pour régler leur compte. Pour lui, les foyers se résument à une histoire d'argent. Il devait payer sa chambre et quitté le foyer à 7h30, donc toute la journée dehors. Nous ignorons où il dort. Il dit ne pas boire. Le responsable nous dit qu'il a connu P plus soigné (rasé, vêtements propres) que là, il trouve qu'il se dégrade.

Ce regard qui peut être porté nous paraît intéressant. Nous nous demandons si les bénévoles peuvent en faire quelque chose, à savoir s'ils le signifient à la personne quand ils trouvent qu'elle se dégrade. Peut-il y avoir une certaine fonction de miroir ?

Un panneau à l'entrée indique le fait qu'il s'agit de bénévoles, qu'ici c'est gratuit, il mentionne le terme de respect. De même, toute consommation de produit est formellement interdite, et il est demandé de veiller à ne pas rester en attroupement sur le pas de la porte pour éviter le dérangement du voisinage. Des photographies sont placardées au mur. Elles représentent des personnes qui viennent à Brin de Causette. Les précisions à l'entrée sur le panneau nous interroge sur la représentation des bénévoles de leur propre activité auprès des personnes accueillies. Ainsi, ce panneau vient-il en réponse, ou devance-t-il, les remarques de certaines personnes qui ont pu être blessantes ? Ces premières rencontres nous ont amenés à penser qu'il était important d'occuper une place active au sein des structures. Si elles ne correspondaient pas obligatoirement à ce que nous avons pu imaginer, les rencontres ont pu d'emblée paraître possible.

25 janvier 2003, deuxième matinée à Brin de Causette.

Nous revoyons des personnes de la semaine dernière, elles nous reconnaissent. Plusieurs femmes ce matin. Une des femmes est habillée avec beaucoup de soin, très chic. Elle est une habituée.

Le facteur P nous présente G, lui aussi a été facteur pendant 27 ans et en a eu assez de la pression. « *C'était plus comme avant, j'avais un chef, pas le droit de fumer, boire* ». Nous échangeons avec des personnes déjà rencontrées. Une femme nous demande si cela fait longtemps que nous venons ici. Nous lui précisons le cadre de notre travail de recherche. Elle nous dit que cela ne la surprend pas, elle se doutait car elle nous trouvait bien attentionnés. Cette remarque nous fait prendre conscience que même si nous n'avons pas encore pu échanger avec des personnes, notre présence interpelle, la singularité de notre mode d'intervention nous distingue des autres bénévoles. Le fait que nous commençons ainsi à être repérés nous conforte sur l'intérêt d'expliquer notre démarche et d'établir une relation de confiance avec des personnes qui ne sont pas dupes de nos intentions.

Exceptionnelle fermeture à 10h45 en raison d'une messe célébrée à l'église d'à côté en raison du décès de trois personnes SDF fréquentant Brin de Causette. Plusieurs témoignages sont lus au cours de la messe. Des bénévoles d'associations sont présents. On cite les personnes par leur prénom, en faisant référence à leur parcours de « galère », douloureux. Certaines personnes SDF disent qu'elles y pensent elles aussi quand elles partiront. Nous notons ici que s'il est souvent évoqué un non projection pour le SDF pour qui penser jusqu'à demain est déjà beaucoup, le thème de la mort qui nécessite une projection est évoqué. Une personne dit, avec une grande culpabilité, être désolée, elle l'avait vu trois jours avant et « il avait l'air d'aller bien ». La personne a sauté d'un pont. Nous notons aussi, que les associations ne se contentent pas de comptabiliser le nombre de morts, elles les « accompagnent » jusqu'au bout. Un champ d'intervention qui paraît extensible.

Brin de Causette est aussi appelé « chez Marion⁵⁰⁶ ». Ce prénom féminin au vue de la solitude exprimée paraît important, nous rapprochons ceci de l'affection avec les bénévoles très importante exprimé par le responsable de l'association.

G nous demande si nous nous souviendrons de son prénom et si nous serons là samedi prochain. Quand nous leur disons qu'il y a beaucoup de monde, ils nous disent que c'est normal, samedi prochain, ce sera pareil car c'est la fin du mois donc il n'y a plus d'argent alors que le 5, il y aura beaucoup moins de monde : « *c'est la Saint Rémi. Nous aussi cela nous fait du bien de changer. J'aime bien prendre un café tranquille et acheter mon journal* ». Nous apercevons ainsi que notre présence en plus d'être repérée est désormais attendue. A la sortie, la précision d'une personne nous disant qu'ils se connaissent tous dans la rue, nous fait prendre conscience que si nous n'avons pas encore établi de contact avec toutes les personnes, une grande partie nous connaisse déjà.

22 février 2003, Brin de Causette,

Beaucoup de monde, de plus en plus de jeunes. Le responsable doit souvent intervenir par rapport à des consommations de haschich à l'intérieur du local. Les personnes finissent par « ramasser » leur matériel sur sollicitations. De plus en plus de personnes parmi les « anciens », s'installent dehors, sur le trottoir baptisé « la terrasse », le café leur est servi sur la poubelle ! Ils restent là à échanger par faute de place à l'intérieur et par refus de se mélanger aux autres. Cette différenciation nous interpelle sur la cohabitation des différents publics.

Echange avec un habitué qui a, maintenant, un logement après 5 ans de rue. Lorsque nous lui demandons s'il accepterait que nous nous voyions dans le cadre d'un entretien, il nous répond qu'il n'a rien à cacher, que déjà dans les foyers, il a fait des entretiens, qu'il n'a tué ni volé personne, que, de toute façon, ce n'est pas un vrai gars de la rue. Il nous dit qu'il n'a rien d'intéressant à nous dire.

Difficile, dans ce contexte, de demander des entretiens, les gens sont méfiants. Nous nous interrogeons sur, en fonction des typologies, ce que nous nous autorisons ou non, et sur les raisons pourquoi il est plus facile pour nous d'aborder les personnes plus âgées, « clochardisées », que des jeunes errants ? Nous commençons à reconnaître certaines personnes dont, pour certains, nous ignorons toujours le prénom.

Rencontre de S en revenant de la poste. Il est assis sur un des plots près des Galeries Lafayette. Il nous reconnaît tout de suite et nous demande comment nous allons. Il nous présente J, « *c'est un ami* », il nous dit qu'il l'a hébergé deux jours. Il nous dit qu'il a été hospitalisé ; la PASS devait faire aboutir certaines démarches mais rien n'avance. Il nous dit que c'est usant surtout quand on n'est pas en forme. M – une autre femme – et les deux hommes viennent se joindre à S et A. Nous saluons S en lui disant que nous le recroiserons peut-être dans le quartier. Il nous dit que s'il n'est pas à la gare, c'est qu'il est là. Demain, il doit aller à la PASS. Nous lui disons que nous y serons aussi dans l'après-midi, nous le verrons peut-être. Nous lui disons donc « à demain ». Nous lui serrons la main. Les autres étant occupés à discuter, nous partons, A nous interpellera en nous souhaitant bonsoir.

⁵⁰⁶ De Marion Cahour, fondatrice du lieu.

Nous sommes confrontés à la difficulté de nous adapter à chaque fois à un nouveau lieu et à une nouvelle population, adaptation par rapport à la tenue, au vocabulaire.

Du temps. Nous nous apercevons que ce que peuvent nous donner les personnes sont des bribes de leur histoire. Difficulté à programmer un rencontre, un entretien. Rare qu'ils fassent part de leur état d'âme, émotion sauf J-F. qui dit sentir qu'il est bout du rouleau. Ils n'évoquent pas la fatigue, l'usure.

14 juin 2003, Brin de Causette,

Connaissance avec N, personne que nous voyons depuis le début de notre intervention à Brin de Causette et avec lequel nous n'avons jamais vraiment échangé. Ce matin, il est en train d'écouter comme d'habitude sa radio avec son écouteur, il la transporte dans une pochette en bandoulière. Nous lui demandons ce qu'il écoute : « Coluche ». Il nous dit que, si nous voulons, il peut nous en faire une, il nous précise la durée de la cassette. Il peut enregistrer chez une grand-mère à qui il va faire les courses. Il nous dit qu'il va s'en aller, faire son circuit habituel. Quand nous lui disons au revoir, il nous répond que nous pouvons le rencontrer au parking de la Tour de Bretagne – il y va le matin – ou bien au carré, le Marché Plus, rue des Hauts Pavés. Nous lui disons que nous passerons. Il nous dit que nous pouvons l'appeler, il a un portable et comme ça on peut se rejoindre quelque part. Nous convenons que nous l'appelons mercredi après-midi vers 15 heures pour lui apporter une cassette (il allume son portable deux heures par jour).

Ce qui nous surprend, c'est que jusqu'ici, nous l'avons servi chaque samedi sans qu'un échange ait lieu. Nous a-t-il observés ? Qu'est-ce qui fait qu'il ait choisi d'engager la conversation ? Il nous avait juste demandé, avant, de remplir sa bouteille plastique de café pour la journée.

P. accepte que nous nous voyons par rapport à notre thèse : « *Prévois tout un bloc car tu auras fini le tome 4* ». Nous prenons conscience que c'est comme ça qu'il nous surnommait, il y a un an, et, selon le discours de quelqu'un qui nous avait été rapporté, il nous voyait abandonner rapidement. Est-ce le fait d'avoir continué à être là qui a fait que ce soit lui qui soit venu vers nous et nous parle de ce qu'il vivait ? Ce que nous remarque depuis quelques temps, c'est le fait que ce sont les personnes qui viennent me saluer et non moi comme au début. Ainsi, si nous nous attablons avec l'un d'entre eux, il y en a un qui vient nous dire bonjour et nous demander comment nous allons.

La vignette de N. et ce contact téléphonique permettent d'évoquer un de nos choix méthodologique à savoir le téléphone. Par rapport aux prises de contact, depuis quelques semaines, les personnes qui possèdent un téléphone nous donnent leur numéro évoquant le fait que c'est plus sûr ainsi de les joindre car difficile pour elles de savoir à 2 ou 3 jours où elles sont. A ce sujet, pour certaines, nous ignorions même qu'elles en avaient un. Il fut d'ailleurs intéressant de voir que certaines de celles qui avaient un portable étaient très peu en lien avec les structures. Nous n'avions pas songé au fait de les appeler mais, en fait, c'est une possibilité pour les prises de rendez-vous. Ainsi, nous pouvons « localiser » la personne et la rejoindre à un lieu dit. Nous n'avons pas utilisé tout de suite ce mode de communication car, là, c'est nous qui étions clairement en position de demandeur, puis nous en sommes venus à l'utiliser ponctuellement pour

prendre des nouvelles des personnes que nous ne voyions plus. Nous avons-nous-mêmes donner nos coordonnées à certains. Si, au début nous ne voulions pas appeler par rapport à la distance, nous nous rendons compte que c'est un moyen de pouvoir les contacter et que ce sont eux qui, finalement, choisissent le mode et le moment. Ainsi, N qui nous précise que de telle heure à telle heure, son téléphone sera branché. Cela nous a permis de mesurer chez certains leur étonnement, à savoir qu'ils ne pensaient pas que nous ne les appellerions juste pour prendre des nouvelles. Il nous semblait aussi intéressant d'accepter ou pas que ce soit l'autre qui choisisse son mode d'entrée en relation.

Il est intéressant d'observer qu'il y a deux publics qui fréquentent Brin de Causette à des horaires différents. Ainsi, de 7h00 à 10h30, il s'agit d'un public de « SDF traditionnels » alors qu'après, il s'agit de personnes étrangères. Il y a deux mondes qui ne cohabitent pas, d'autant que l'espace est très exigu ce qui n'est pas sans créer une promiscuité difficilement supportable pour les personnes accueillies. Pour certains, la cohabitation est si difficile qu'ils vont sur ce qu'ils appellent « la terrasse » ; il s'agit du trottoir où siège un container qui sert de table !⁵⁰⁷

La maison de Rezé :

Notre présence a été essentiellement sur juillet – août 2003, où il a été constaté une baisse de la fréquentation. Divers facteurs explicatifs ont pu être avancés comme le développement d'autres structures pour les sujets SDF, la diminution du nombre de personnes SDF ou le changement dans l'adéquation profil de la population et service offert. La fréquentation est maximale en janvier et octobre, de juillet à novembre puis chute en novembre et décembre avec un minimum en mars. Cela est-il en lien avec le fait que le nombre de places d'urgence augmente à cette période ?

L'équipe est composée d'un professionnel travailleur social et de bénévoles. Les missions sont différentes par rapport à Brin de causette. Il ne s'agit pas seulement de distribution mais aussi d'un travail autour de la création ou du maintien du lien social. Les gens se servent eux-mêmes, ont le choix de s'installer où ils veulent au sein d'un espace important d'une maison, composée de plusieurs pièces que les personnes peuvent investir, le jardin est beaucoup fréquenté. Afin que la personne se sente attendue, accueillie, que l'atmosphère soit sereine, l'état des locaux est un paramètre capital ; ces locaux ne doivent pas être à l'image du cadre de vie de la personne si d'aventure son lieu de vie est sale, triste ou sordide (à l'instar du bureau de la gare de l'Equipe Mobile Sociale).

La presse y est disponible et la plupart des personnes s'intéressent à l'actualité. La population est différente par rapport à Brin de Causette dans le sens où, ici, c'est davantage un lieu d'échanges avec les autres, certains sont inscrits pour les projets l'après-midi. Quelques jeunes sont de passages pour une douche mais leur problématique est différente. Le fait que les chiens soient admis, qu'ils aient un espace pour eux dehors est rarissime dans les accueils de jour. Il y a plus de personnes isolées que vivant à la rue. Deux personnes ont un appartement mais continuent de venir ici, cela leur permet de prendre le petit déjeuner et de discuter. Beaucoup ont une pathologie psychiatrique. Depuis 2004 un psychiatre y vient une matinée par semaine, il est présent parmi les bénévoles et les usagers, ces derniers sont informés de sa profession, l'objet étant d'être présent, repérer et pouvoir créer une passerelle avec les centre médico-

⁵⁰⁷ Se reporter en 1^{ère} partie, 3.4.3. Comment l'errance fait relation, territoire ?

psychologiques. Après chaque matinée, un temps est pris avec le permanent et les bénévoles. Ils connaissent également la situation sociale de la personne. Un travail avec l'assistante sociale si la personne en a une, est effectué par le travailleur social.

Par rapport aux lieux d'accueil où il est possible de se nourrir, nous avons pu appréhender en quoi le repas participe au lien social. La notion de repas permet d'illustrer le lien social en quatre axes : relier la personne à son histoire, se repérer dans le temps, créer des liens avec les autres membres du groupe familial, prendre sa place dans le groupe social. Ainsi utiliser la porte d'entrée de l'organisation des repas sur une journée ou sur plusieurs jours est un moyen pour restructurer les temps de la journée et reprendre une part active dans la gestion du temps. Le repas quel qu'il soit est une suite de rites, de cérémonies qui permet de réunir plusieurs personnes. Il est souvent le seul espace de la journée où l'on peut communiquer, partager, s'exprimer, donner ou recevoir. Pour certains cette dimension n'a jamais été connue ou est occultée aujourd'hui vu les conditions de survie à la rue. L'aide alimentaire que la personne demande n'est souvent qu'un prétexte : il vient en fait chercher un peu de chaleur, d'écoute, de réconfort, des réponses à ses problèmes. Un coup de « forcing » peut parfois se révéler bénéfique ou à l'inverse, créer un mouvement de fuite qui isole davantage. A l'Oasis, il est frappant de voir les petits groupes se former, ou bien certaines personnes s'isoler, l'essentiel étant qu'ils puissent sentir qu'ils aient le choix.

L'écoute de la rue

En nous associant sur une durée de 18 mois à différentes « tournées », nous avons pu observer une fine connaissance des personnes à la rue, et un engagement à défendre les droits des personnes. Ils sont à ce sujet aussi bien repérés des institutions que des personnes à la rue. La réflexion qu'ils peuvent avoir sur leur « **présence et intervention dans la rue** » au cours de réunions mensuelles et notamment celle avec un médecin psychiatre nous a paru intéressante. Il s'agit pour eux de diversifier le profil de l'équipe face aux nouveaux profils qui se dégagent chez les personnes SDF, d'organiser une formation sur les besoins repérés au sein de l'équipe, de s'interroger sur l'attitude par rapport aux jeunes ; la question des toxicomanies.

Les bénévoles impliquées s'identifient fortement aux valeurs de l'association (la fraternité). La mission est tournée vers l'extérieur et va donc au devant des populations SDF, ce qui constitue un atout. Plusieurs questions se posent à nous : Quelle est la participation réelle d'une démarche vis-à-vis de ces personnes ? Qu'a-t-on à proposer au delà du « simple contact » ? Une des bénévoles nous a demandé comment nous comptons nous présenter. Par éthique, il nous a semblé important de dire dans quel cadre nous intervenons tant pour la personne qui « tourne » avec nous, que pour la personne à la rue et nous-mêmes.

A la différence d'un premier bénévole rencontré, il ne nous est pas imposé de nous porter bénévole d'emblée, similitude avec l'Oasis, le but de notre présence est bien compris. Il nous demande si en retour, nous pouvons au cours d'une réunion, parler de toxicomanie y étant confrontés et ne possédant pas toujours les outils pour y répondre.

15 janvier 2003, première tournée avec un bénévole de l'Écoute de la Rue (17h30 – 19h00).

Le contexte de notre première tournée avec un bénévoles de l'écoute de la rue à permis de nous confronter de façon concrète à la rencontre des personnes mais aussi de d'étayer notre réflexion quant à notre recherche.

Ainsi, si le bénévole commence par dire que ce n'est pas la bonne heure car c'est la sortie des bureaux et qu'il y a encore beaucoup de monde dans la rue, pour nous, la foule, au contraire, pouvait donner un sentiment de sécurité et d'anonymat pour les personnes à la rue pouvant s'y confondre. Par contre, dans ce contexte se pose, en effet, le problème de visibilité pouvant rendre plus difficile les interventions auprès des personnes. Après, un groupe de jeunes avec des chiens et de l'alcool vu Place du commerce – le bénévole dit que lui ne se sent pas à l'aise d'aller auprès des jeunes – il n'y pas de sujet SDF au Passage Pommeraie. Cette remarque interroge nos limites, et ainsi celles des bénévoles, à « provoquer » la rencontre avec certains public⁵⁰⁸.

Rue du calvaire : le bénévole se présente à un homme aux traits du visage tirés, vêtu d'un anorak sans fermeture éclair, une ficelle autour de la taille en guise de ceinture, le visage marqué, il lui manque des dents. Il est seul assis sur un banc, la tête entre les mains. L'homme répond aussitôt « *tout va bien, pas de problème* ». A la question de savoir s'il est sûr, s'il a besoin de quelque chose, l'homme dit « *Non* », s'il a où loger, il répond « Vertou » où il rentre ce soir. Le bénévole dit qu'il ne l'a encore jamais vu ici, lui demande son prénom : « *J.- B.* ». Nous repartons en lui souhaitant une bonne soirée. Le bénévole nous dit qu'il ne faut pas insister quand ils ne veulent pas parler. Le déroulement de cette conversation nous rappelle celui de celle de l'homme à qui nous avons donné un duvet. Une conversation semblant composée d'un non échange où chaque interlocuteur n'entend pas l'autre. Nous nous demandons si dans ce mode opératoire de questions fermées, une rencontre véritable peut réellement avoir lieu. Si les personnes rencontrées sont fragilisées de par leurs conditions de vie, vont-elles pour autant parler de sujet appartenant au domaine de l'intime avec des inconnus ? Ainsi, le fait de ne pas vouloir parler évoqué par le bénévole n'est-il pas un moyen plutôt de se préserver en tant qu'individu ?

Nous lui proposons d'aller place du change où il y a souvent un groupe de « SDF ». Ils sont là. Il y a 4 hommes, 2 chiens, une femme, un autre homme que nous verrons après allongé sur le banc d'à coté, plusieurs packs de bière au sol. Nous nous tenons à l'écart quelques minutes. S'approchant en se présentant, le bénévole tend la main sans aucune réponse et demande s'ils connaissent l'Écoute de la Rue. La femme répond oui, elle connaît Solange, Monique. Elle nous demande si nous les connaissons. A notre réponse négative, elle dit alors d'un ton haut perché : « elle ne connaît même pas ni Solange, ni Monique... elle raconte que des conneries » et le répète à de nombreuses reprises aux autres.

Un homme demande au bénévole s'il a une carte qu'il cherche désespérément, empressé de lui donner. Quand il la trouve enfin, l'homme en sort une semblable, jette celle qui vient de lui être remise en disant que c'est de la merde, que les travailleurs sociaux les prennent pour des cons. Ce comportement nous interroge quant à la représentation des gens de la rue des institutions. Un jeune homme commence à

⁵⁰⁸ Le déroulement des autres rencontres nous ont permis d'interroger notre positionnement dans la cadre de note recherche.

raconter son histoire : « *c'est toujours la même chose, on nous dit qu'il n'y pas de logement, même réponse au CCAS. Moi, j'ai trouvé un logement grâce à une dame...* ». Celui qui a demandé une carte commence à s'énerver, ne comprend pas ce que nous leur voulons. La femme nous dit que, ce matin, elle est allée avec un ami « au » PASS. Sur le moment, nous ne faisons pas le lien avec LA PASS. Elle nous dit que nous ne connaissons rien. Quand, nous lui demandons s'il s'agit bien de la consultation au CHU, nous lui disons alors qu'il s'agit de LA PASS. Elle nous répond en s'énervant « Mais non, Le Pass ».

Un homme, le crâne rasé, vêtu d'un blouson de cuir noir, nous demande ce que nous voulons. Nous lui disons que nous sommes là pour voir si tout va bien. Il nous demande alors si nous pouvons l'héberger, lui prêter un paillason et qu'il dort par terre sans bruit. Nous lui répondons que nous ne pouvons pas l'héberger. Il nous redemande alors ce que nous comptons faire pour lui. Il nous dit que si l'on parle pendant une demi-heure, au bout du compte, rien n'aura changé pour lui, donc cela ne sert à rien. Nous n'avons rien à répondre. Il demande au bénévole s'il a de quoi l'héberger. Nous lui demandons où il dort en ce moment. Il nous montre le banc. Quelques minutes après, il nous dit que ce n'est pas vrai, lui a un logement. Il nous demande si nous pouvons lui donner quelques euros. Nous lui disons que nous n'avons pas d'argent sur nous. Une passante vient et demande au groupe s'ils veulent du reste de galette des rois, il reste trois parts. Les autres acceptent et prennent le sac en papier. Ils la remercient.

L'homme toujours énervé nous dit que ce n'est pas d'eux dont il faut s'occuper mais de leur copain. Nous reconnaissons à son blouson H., la tête basculée sur le sol, n'ayant plus que le tronc sur le banc, les jambes dans le vide. Il est complètement endormi. Personne ne répond quand nous demandons si cela fait longtemps qu'il est là. La femme dit que c'est dégueulasse, qu'il a une tutrice, elle lui donne 40 euros par semaine et le reste il va où. « *Tu crois que c'est normal* ». *Il est handicapé, il dort à l'hôtel. Il a aussi une copine, handicapée aussi mais quand il veut aller la voir, il est bourré, donc il n'est pas accepté* ». Le fait que nous lui disions que nous ne trouvons pas ça normal a l'air de lui convenir. L'homme avec le crâne rasé nous demande si nous voulons une bière. Nous lui disons spontanément que non car si nous en buvons une, nous ne tiendrons pas comme eux. Le fait qu'il nous propose une bière fait sourire les autres. Ils s'échangent des cigarettes. Un autre homme s'est joint au groupe.

Nous allons appeler les pompiers. Les policiers arrivant en premier, encerclent l'homme, essaient de le réveiller après l'avoir levé de force. H était tombé du banc, il continuait de comater allongé sur le dos. Les pompiers arrivent : « *ce n'est pas vrai. Cinq fois aujourd'hui. On vient de le ramener des urgences. Nous, on le prend pas* ». Ils l'interpellent en l'appelant par son prénom. Les autres membres du groupe se sont levés et disent qu'à chaque fois, c'est pareil « *il boit et il tombe, mais il a une tutrice, y a qu'à l'appeler* ». Le pompier leur répond que ce n'est pas leur rôle qu'eux ne peuvent rien faire. Remarque de la police : « *ils n'ont qu'à pas boire* ». Les pompiers décident de repartir, donnent une couverture de survie aux policiers qui le prennent par dessous les épaules et le traînent au fourgon pour l'emmener au commissariat Waldeck Rousseau en cellule de dégrisement. Les pieds ripent sur le sol. La femme dit « *tu as vu, ils le traînent comme un poids mort* ». Les autres retournent sur le banc. La police a vidé la bouteille de bière que l'homme avait glissée dans sa manche. Elle est surnommée par l'homme au crâne rasé « le bourrier ». L'homme plus jeune avec son chien et celui qui est très agressif sont partis un peu plus loin.

Leur disant que nous allons les laisser, l'homme au crâne rasé nous interpelle (moi et non le bénévole comme ce sera le cas tout au long de cette rencontre). Les autres rient quand il répond au bénévole revenant que ce n'est pas à lui qu'il s'adresse. Nous lui répondons que nous travaillons ensemble. Nous demandant notre prénom, il nous demande s'il peut nous faire la bise pour la nouvelle année. Nous lui disons qu'une poignée de main, nous voulons bien, mais pas la bise. Il insiste. Les autres disent que c'est un vrai dragueur. Pour essayer de nous en dégager, nous lui disons qu'il a bien raison d'essayer, que qui ne tente rien n'a rien. Cela le fait rire. Il nous propose de laisser ses coordonnées, nous lui disons que nous nous recroiserons bien. Il nous dit qu'il y a 20 ans, nous aurions craqué pour lui. Nous lui disons que 20 ans ont passé et nous en allons. L'homme et la femme se lèvent aussi. La femme nous crie qu'elle a été 20 ans à la rue et que là, elle a un logement, seulement, elle revient toujours voir ses amis, nous dit qu'elle s'appelle Thérèse sans que nous lui demandons.

Alors que nous séparons un peu plus loin, le bénévole nous dit que, finalement, nous avons été utiles renvoyant par là même le besoin de rétribution liée à l'engagement.

Cette intervention auprès de ces personnes nous a amené à plusieurs interrogations sur la manière de provoquer une véritable rencontre. Ainsi, les ratés de communication provoquant l'énervement, l'agressivité, les provocations sont autant d'éléments qui nous ont amenés à revoir notre propre positionnement. Nous avons pu constater que les moments où il y avait pu avoir rencontre, échange dans ces quelques temps ont été les moments où les distances avaient été non pas abolies mais comme abrasées, où il y a pu avoir un partage. L'humour a semblé d'une grande utilité pour « rompre la glace ». Que cela soit sur la manière d'être interpellé (ironie, provocation, agressivité...), il nous a paru important de pouvoir préserver cet échange. Les quelques phrases lancées à notre départ nous ont amenés de plus en plus à considérer notre mode d'intervention non pas comme linéaire mais plutôt se conformant au rythme de ce que les personnes voudront, ou ne voudront pas dire avec le souci, en tant que clinicien, de respecter ce temps du sujet. Enfin, la rencontre de ces personnes nous a amenés à mieux appréhender notre représentation du SDF : deux personnes, ici, disposaient d'un logement.

Secours populaire

Intervenir au niveau des vestiaires nous a paru pertinent seulement ponctuellement dans le sens où le public qui fréquente ces vestiaires représente une multitude de personnes, notamment celles touchées par la pauvreté, et par forcément par l'exclusion telle que nous l'entendons. Les personnes SDF susceptibles de venir, viennent retirer un trousseau ou vestiaire (pull, pantalon, chemise, caleçon, chaussette) - selon leur besoin et s'en vont aussitôt le lot remis. En effet, il n'est pas prévu qu'elle puisse se poser, rester échanger autour d'une table. Ce contact fugace ne nous permettrait donc pas de recueillir les éléments de vie qui nous intéressent, d'autant plus que les personnes ne sont autorisées, sauf urgence, exemple le vol, qu'une fois par mois. Il est intéressant, cependant, au niveau institutionnel de voir comment les permanences d'accueil au vestiaire s'organisent selon la catégorie sociale à laquelle on appartient.

Les mots sont, à ce sujet, important comme nous le rappelle un homme évoquant sa surprise quand la première fois on lui a parlé de vestiaire : « *Quand j'ai*

demandé un vestiaire. Pour moi, c'était jusqu'à présent dans les stades sportifs. J'ai appris que le mot vestiaire voulait dire, on va chercher des affaires qui ont été portées par d'autres. Je me suis retrouvée dans une situation où je n'avais plus de chaussures ; j'ai été demandé un vestiaire, je suis allé dans une association où on donne des choses ; si j'avais pris les affaires qu'on me donnait, j'aurais ressemblé à un clochard »⁵⁰⁹.

La rencontre avec les associations caritatives aura permis de prendre la mesure de la solidarité locale et d'appréhender à certains égards la sensibilité des milieux associatifs qui œuvrent sur la ville. A travers les trajectoires de vie, nous cherchons à dégager les événements séquentiels, les stratégies adaptatives pour gérer les conditions de vie, le rôle joué par les acteurs et les institutions.

1.2.1.2. La Veille sociale 44 : le 115 et l'équipe mobile sociale

Les permanences téléphoniques du 115 ne sont pas de la simple téléphonie⁵¹⁰. En ce sens qu'il s'agit avant tout d'**un accueil téléphonique** permettant :

- Une information
- Une orientation
- Un contact pour tenter de renouer des liens sociaux
- Une mise à l'abri
- Liens avec les partenaires.

Une équipe mobile composée d'un travailleur social et une infirmière. Le travail de rue consiste quotidiennement à faire un circuit régulier, travail informel qui se résume à être là. Le **territoire** d'action concerne Nantes et sa périphérie (villes limitrophes de Nantes).

L'équipe est aussi chargée de l'accompagnement des personnes ayant sollicitées le 115 pour avoir une place d'hébergement dans un des foyers ou hôtels selon l'offre disponible. Un entretien social est mené pour chaque nouvelle orientation.

Le travail de rue.

Comme nous avons pu l'étudier, l'objectif de la mission est de mettre en place un travail de proximité (dans la rue et squats) auprès des sujets SDF. A partir de cette rencontre, l'instauration d'un climat de confiance réciproque facilité par ce partenaire permet d'axer le travail sur l'écoute, l'orientation, le soin, la promotion de la santé. Il s'agit d'établir un contact, de tisser un lien relationnel pouvant favoriser l'émergence d'une demande et plus particulièrement la restauration d'un état de santé, la réconciliation avec l'image du corps.

Lorsqu'il s'agit d'aborder un sujet SDF, que nous le connaissions ou non, nous sommes « habités » d'une certaine manière par une même question déclinable sous plusieurs perspectives : l'identité. Qui est cet homme, qui est cette femme et comment se présenter à lui, à elle ? Dans la rue, nos codes sont mis à mal. Que veut dire avoir une identité, pour lui, pour elle ?

⁵⁰⁹ CROS D., *Un ticket de bain douche*, documentaire, 2001.

⁵¹⁰ Se reporter en 1^{ère} partie 2.1.2.2. Les étapes du SDF.

21 mars 2003, Dans la rue, nous sommes en train de regarder des articles mis dans des box devant le magasin Decré, quand nous entendons quelqu'un nous interpeller en nous disant « salut ». Nous nous détournons et voyons D en train de faire la manche. Il est debout se tenant au milieu de la rue, une casquette à la main pour que les gens puisse donner quelque chose. Il y a un fond sonore. Un autre homme est lui assis à coté d'un poste. Nous nous avançons vers lui en lui tendant la main. D nous dit « *ça y est, j'ai été adopté* ». Cela était son expression les premières fois où nous nous sommes rencontrés et la question qu'il posait à toutes les femmes à savoir « *Voulait-elle bien l'adopter ?* ». Il ajoute dans le même instant qu'elle est enceinte de 6 mois, que ce n'est pas son fils mais qu'il l'aimera comme si. Il nous dit qu'elle est gentille et qu'il s'entend bien avec elle, que justement, il l'attend. Nous lui disons que c'est une bonne nouvelle et lui souhaitons une bonne journée.

Le fait qu'il nous dise des choses comme ça dans la rue, en continuant à tendre sa casquette aux passants nous surprend. En une minute, nous avons su qu'il y avait une relation. « Adopté », Il ne sera pas le père. Là, ce n'est pas nous qui allions vers lui mais lui qui nous interpellait.

Concernant une rencontre programmé avec P., nous sommes partis, un dimanche, avec l'objectif de le trouver. Nous nous sommes interrogés sur le cadre matériel de cette rencontre : acheter un gâteau, dessert pour le dimanche, mais avait-il eu un repas ? Emmener une boisson ? Ayant emporté une canette de bière, de panaché et une bouteille d'eau gazeuse, à un moment de la conversation, nous avons demandé à P, s'il voulait boire quelque chose. Il nous a demandé ce que nous voulions et a pris la bière. Nous trouvions important de ne pas y aller sans rien, dans le sens où aujourd'hui, il faisait beau, arrivant à la fin du mois, nous nous doutions qu'il n'avait pas de quoi payer un verre, alors que ce fut le cas la dernière fois. Pourquoi pas un café ? Par rapport à l'argent et puis le fait que nous emmenions de la boisson pouvait aussi lui montrer que « nous avons pensé à lui ». Le cadre de cette rencontre nous interroge après coup. Nous pensons que l'erreur a été de nous rendre seuls, un dimanche après-midi voir P sur les bords de Loire, ce pendant deux heures. Il nous disait que là, c'était le moment pour lui de sortir de la rue, il ne fallait pas qu'il rate, un déclic. Seulement, trois jours après, nous le revoyions alcoolisé dans une tout autre dynamique, « errant » avec un compagnon de route. Le fait qu'il soit si fragile, le sentiment qu'il faudrait un accompagnement physique auprès de chacun d'eux nous a fait pensé au fait que nous nous étions « attachés » à cet homme qui suite à une démission, a tout laissé. Un parcours de vie qui renvoie à des souvenirs douloureux sur un plan personnel. Ceci nous amène à considérer la difficulté de conserver une distance entre le trop et le trop peu.

Y et J-L nous disent qu'ils nous ont attendus le mercredi à la Tour de Bretagne pendant 20 minutes mais que, vu le temps, ils se sont doutés que nous ne viendrions pas. Ce que nous avons, dit comme passage éventuel, eux l'ont pris pour un rendez-vous. Nous convenons de mardi prochain à 10 heures.

Des rencontres au cours desquelles nous nous sommes exposées et où nous nous sommes à plusieurs fois reprises par quoi nous étions arrivés⁵¹¹.

⁵¹¹ Nous y revenons lors de l'analyse contre transférentielle. Se reporter en 3^{ème} partie. Chapitre 1.5. Critique de la méthode choisie.

Le CHRS Saint Benoit (association Saint-Benoit Labre)

L'association Saint Benoit Labre existe depuis 50 ans, ayant longtemps vécu sur du caritatif, 180 bénévoles.

1981 : centre de vie Saint Yves (Vertou) : fonctionnement asilaire.

1990 : arrivée des salariés.

1993 : agrément CHRS : financement, passage du dortoir aux chambres.

Fonctionnement d'une structure asilaire (1 travailleur social pour 120 personnes) à celui d'un CHRS (service d'accompagnement social, référent). Hébergement de 18 à 60 ans. Accueil de 6 mois renouvelable avec mise en place de l'arsenal social.

De plus, un accueil immédiat en urgence, à l'époque gestion de l'association CAO, le 115.

L'association gère aussi le foyer du champ de Mars (en remplacement des Olivettes).

36 lits pour accueillir des demandeurs d'asiles. 18 lits en plus, au foyer Gustave Roch.

Au moment de notre présence au foyer, une phase de transformation : un service pour les étrangers, un pour le logement, un pour le centre d'accueil d'urgence. Il s'agissait de repenser le projet de prise en charge plus éducatif : 55 lits dont 10-13 lits d'urgence et le reste en accueil immédiat jamais en place CHRS. Jusqu'ici, il y avait clivage entre les différents services, l'objectif était de recréer du lien. L'absence de projet d'établissement nous a interrogés sur le fonctionnement de l'institution et son devenir.

- Un service d'accueil (fonctionnement 24/24h)
- Un service de restauration.
- Un service d'entretien.
- Un service infirmier, (un infirmier 4h/semaine, étudiant en médecine tous les soirs pendant 2 heures, et une permanence médicale hebdomadaire).

Psychologue (entretiens individuels, 4 jours par semaine, notion de proximité, souplesse. Pas de suivi thérapeutique : relais avec le CMP. Sa présence se traduit notamment par du temps dans les lieux collectifs). Son rôle est notamment l'écoute, orientation / réorientation, accompagner à la personne à clarifier sa demande, préparer à un suivi thérapeutique, permettre d'expérimenter la rencontre avec un tiers, un psychologue, tenir conseil. Il travaille avec les travailleurs sociaux par des éclairages psychologiques mais pas de façon formelle. Cela permet d'aborder différents points tels que la question de la violence des usagers et la violence institutionnelle.

Quand une personne arrive la première fois au foyer sur une place CHRS, elle est accueillie par un premier travailleur social puis en verra un second qui sera son référent. Un accueil est possible toute la journée au foyer sauf de 9h30 à 13h00 où ils n'ont pas accès à leur chambre, ce temps étant consacré à l'entretien par le personnel. Les personnes peuvent ressortir le soir, on parle d' « autorisation de sortie ».

Nous constatons un changement de public : la notion de routard est de plus en plus rare, davantage une errance sur la ville elle-même. Il y a une évolution des prises

en charges de ce type de public avec des animations. La réinsertion n'est plus axée sur le professionnel. Insertion par le logement, le soin, recréer du lien à l'autre : atelier d'écriture une fois par semaine, avec l'association « Le dernier spectateur », atelier informatique, terrain de sport. Pouvoir appréhender la personne sous le biais du soin. Le projet est un travail sur la relaxation, les sensations du corps.

Faire vivre ce lieu : Comment faire société dans un établissement comme le foyer Saint Benoît ? Comment être dans le lien social ? Il s'agit de réintroduire du rapport à l'autre en sachant que pour nombre d'entre les personnes accueillies, elles sont dans une problématique narcissique. Les comportements de mise en échec, d'exclusion sont fréquents même si les passages à l'acte violents ont diminué. La notion de temps est primordiale ainsi que celle d'espace transitionnel : séjour d'un an et demi pour certains

L'objectif de l'institution est de s'ouvrir sur l'extérieur, création de passerelle (accueil de personnes du quartier) sans rupture physique, relationnelle avec la famille. Création d'un cyber café. Avec la loi 2002.2, est établi un conseil d'établissement dans les CHRS : les usagers doivent être consultés.

21 janvier 2003, 1^{ère} soirée au foyer Saint Benoît.

Il y a 10 agents d'accueil de 7h00 à 0h30, 2 veilleurs entre 21 heures et 5h15, puis un jusqu'à 7h00. Il y a une grille à l'entrée et une sonnette. L'agent d'accueil présent ouvre au fur et à mesure. Un listing des personnes présentes au foyer est accroché au mur dans le bureau des agents d'accueil. A chaque entrée du résident, son nom est noté. Au bout de trois absences injustifiées, ils sont considérés comme ne faisant plus parties de l'effectif. Un cahier de liaison est présent dans le bureau, il répertorie tous les événements, consignes. A l'entrée, il y a une borne d'accueil, dite aussi banque d'accueil. Certaines personnes viennent y discuter avec l'agent d'accueil, fumer une cigarette.

18h30 – 19h15 : service à l'assiette dans une salle à manger. Les personnes s'installent où elles veulent, des agents d'accueil dînent à table avec eux. Ce sont des tables de quatre. Des plats chauds sont gardés pour celles qui rentrent tard en raison d'un travail ou d'une formation.

Nous nous installons dans la salle à manger à la table de deux agents d'accueil. Ils mangent rapidement, nous restons avec un résident. Nous échangeons quelques mots puis, rapidement, on s'inquiète de savoir qui nous sommes. En effet, une jeune femme présente éveille la curiosité de ces hommes. Quand nous faisons part de notre sujet de recherche, l'un d'entre eux nous dit que c'est à l'extérieur qu'il faut que nous allions car ici on est dans un foyer. De plus, selon lui, il faut soi-même vivre dans la rue pour comprendre ce que c'est, nous interpellant, par la même, sur notre légitimité dans notre travail de recherche.

1.2.2. Sanitaire

1.2.2.1. Le service des urgences du CHU

Ce dernier se situe au sein du CHU de l'Hôtel Dieu, localisé en hyper-centre. Au-delà de ses missions propres à un service des urgences, ils sont amenés à accueillir des personnes SDF, sans abri, des familiers bien identifiés, qui font l'objet d'une tolérance variable en fonction de l'encombrement du service et de la gêne qu'ils provoquent. Les problèmes majeurs rencontrés sont ceux d'organisation de leur séjour et de voisinage avec les autres patients. Dans ce cas-là, les vigiles peuvent intervenir dans la prise en charge ; ces derniers avaient été recrutés lors de l'afflux des personnes sans abri et sans papier lors de l'hiver 2002.

1.2.2.2. La PASS

Au moment de l'émergence du concept de prise en charge globale, médicale et sociale, de la grande exclusion, création de nouvelles structures comme les P.A.S.S. destinées à accompagner dans leurs démarches les personnes très désocialisées. Elles fonctionnent sans rendez-vous et sont distinctes des services des urgences. Dans ces unités, l'accès à une consultation médicale non spécialisée est possible. Des travailleurs sociaux sont aussi présents.

Il nous paraissait important d'être présent au sein de ces deux services, d'une part pour les rencontres avec les professionnels mais aussi pour les personnes SDF, ce dans notre désir de compréhension des représentations des uns et des autres.

1.3. Présentation de la population choisie

1.3.1. Les professionnels

1.3.1.1. Les intervenants sociaux

Ceux-ci étaient volontaires pour participer aux entretiens, ils exercent au sein des différentes structures fréquentées et sont de formation Assitant de service social, Educateur spécialisé, Conseillère en économie sociale et familiale, Des agents d'accueil, écoutants sociaux du 115.

1.3.1.2. Les soignants

Egalement volontaires, ils sont cadre de santé, infirmiers, aide soignants, psychologues.

1.3.2. Les bénévoles

Ces derniers font partie des associations caritatives citées.

1.3.3. Les personnes SDF

Personnes usagères des structures, en errance institutionnelle que nous avons pu rencontrer lors de notre présence dans les structures, majoritairement des hommes, d'âge différent.

Personnes ne fréquentant pas les services, en errance ambulatoire ou stationnaire sollicitées lors de nos « tournées dans la rue », participation aux maraudes.

1.4. Les méthodes d'investigation : comment comprendre à partir du discours des acteurs.

Nous avons cherché à repérer les représentations sociales des intervenants à propos de l'exclusion et des exclus ainsi que les relations et les conduites qui sont établies avec ces personnes. Les intervenants sont porteurs de représentation. Ces représentations sont activées dans les relations établies avec les personnes suivies. Les modalités du travail d'accompagnement effectué avec les personnes exclues seraient en partie conditionnées par les représentations que les intervenants se font de l'exclusion, des personnes concernées par le phénomène, de l'altérité (comme elles sont en partie conditionnées par les représentations que les personnes exclues se font de ce travail et de leurs représentants, la relation comportant au minimum deux individus qui dans ce lieu et ce temps négocient la définition de la situation et des rôles de chacun). Nous ne prétendons pas vouloir faire une analyse représentative des représentations et des conduites des intervenants mais l'objectif est de restituer la parole des personnes rencontrées, d'en dégager des éléments de compréhension pour, dans un second temps, susciter une parole et une réflexion autour la pratique de ces acteurs et du phénomène de l'exclusion.

1.4.1. Les entretiens semi directifs de recherche

- Auprès des professionnels
- Auprès des bénévoles à partir d'un guide d'entretien, ces derniers ont pu être enregistrés et réalisés sur le lieu d'exercice.
- Les personnes SDF usagères des structures, en errance institutionnelle. Un guide d'entretien fut réalisé et il nous a été permis quand la personne était d'accord de pouvoir enregistrer.
- Personnes ne fréquentant pas les services, en errance géographique. Ce furent des entretiens beaucoup plus informels, le plus souvent non enregistrés.

Nous avons fait le choix de l'entretien semi-directif car il autorise le temps et l'espace de la rencontre mais aussi celui de l'étonnement ; être surpris ou dérouter par ce que nous entendons est le premier pas vers la connaissance de l'autre. Les entretiens se sont déroulés en fonction de liens que nous avons pu tisser lors de nos rencontres, sur quelques soirs et matinées.

Pour les professionnels, nous avons rencontré quelques résistances, notamment lors de nos entretiens au CHU de Nantes. Les bénévoles ont accepté d'autant plus facilement que nous avons appris à faire connaissance lors des « permanences » avec eux.

Pour certaines des personnes SDF et sans abri, l'évocation du thème de départ a été faite directement. Ils ont tout de suite commencé par leur arrivée au foyer ou leur basculement dans la rue alors que d'autres ont débuté par leur histoire et les conditions de leur naissance. Ce qui a laissé une grande liberté à l'interviewé qui a structuré son discours comme il l'entendait. Parler de soi a eu pour effet de soulager certains (**P.**, **J.**) et le discours s'est parfois transformé en une logorrhée difficile à canaliser. Ce flux de parole est pour d'autre un moyen d'occuper l'espace, d'éviter l'échange et, par là, les éventuelles questions génératrices d'angoisse.

Ce qui se dégage de l'observation des usagers est qu'ils ont de fortes réticences à parler de leurs difficultés ou de leur survie. A plus forte raison, ils n'expriment jamais directement leur souffrance psychique, à la fois, parce qu'ils cherchent à préserver leur dignité mais aussi pour se préserver tout court en évitant d'explicitier le fond de leur souffrance. Deux conditions sont déterminantes pour qu'ils s'expriment. D'une part, l'existence d'une relation de proximité à l'interlocuteur, d'autre part, l'existence d'un prétexte, d'un alibi qui puisse servir de support à l'expression de la souffrance. Si nous avons pu obtenir, de la part des personnes interrogées, des informations sur ce point, c'est très clairement parce que les entretiens ont été conduits à partir d'une approche très concrète des pratiques et de l'organisation de vie des personnes. Une pratique décalée est d'entrer sur le terrain du quotidien, aborder la souffrance sous l'angle des problèmes matériels. C'est sur ces éléments de vie pratique que se sont greffés, ici ou là, les divers propos concernant la difficulté à vivre cette situation et, plus généralement, la souffrance liée à cette précarité.

Nous les avons aussi rencontrés pour certains sur une période de 18 mois, la demande d'entretien enregistrée venant après plusieurs échanges informels. **Un temps de connaissance puis de reconnaissance.** Pour d'autres, nous ne leur avons pas demandé d'enregistrement, toujours difficile aujourd'hui de savoir si c'était par crainte

d'essayer un refus et de rompre le lien avec la personne ou si, nous fiant à notre ressenti, nous avons jugé préférable de ne pas le faire.

1.4.2. Participation aux réunions institutionnelles.

Le comité de suivi

Le comité de suivi est une instance technique organisée par la veille sociale 44, proche des usagers et des difficultés quotidiennes des opérateurs. La fonction du comité peut induire l'organisation de synthèses.

Le travail du comité permet de construire **la cohérence des prises en charge** successives d'usagers dits récurrents sur le réseau de l'urgence ou encore permet **l'élaboration de procédures de travail**. Celles-ci sont très mouvantes et sont liées au contexte institutionnel (mise en place du plan hivernal) ou liées aux événements internes aux institutions (crise ou période de stabilité).

Il permet d'échanger d'une part sur le fonctionnement institutionnel, sur les démarches possibles et d'autre part sur les risques, le climat, les incidents, les actes de violence, la sécurité. Les moyens doivent s'adapter suffisamment en qualité pour permettre une stabilisation, la création d'une réelle pratique de mise à l'abri adaptée, dans la perspective d'une éventuelle insertion.

Des réunions au CCAS

Nous avons participé à des réunions avec les différents acteurs de l'urgence sociale autour d'une situation. Au cours d'une réunion, l'objectif était de viser une appropriation de son logement, bungalow dont il bénéficie, par S. qui « vit » sous les arcades, près du marché de Talensac, situation perdurant depuis 2000. Il a été maintes fois « rapatrié » dans son bungalow par le Samu social de l'époque, l'Ecoute de la rue mais l'intéressé n'y reste pas. Le bungalow semble être un réconfort ponctuel alors que dans la rue, il existe, il a ses repères, sa vie sociale. A l'origine du départ et du non retour, il peut y avoir plusieurs raisons : l'insécurité et l'attrait de la rue qui reste indéniablement le mobile majeur à l'origine de son retour à la rue.

1.4.3. Participation aux différents groupes de travail sur l'errance

Le C.A.S.A. (collectif d'aide aux sans abris)

Ce collectif regroupe quatre C.H.R.S., le C.C.A.S., la P.A.S.S., l'Equipe Mobile Sociale et l'équipe municipale de rue et 23 associations privées s'occupant des sans abris dont Médecins du Monde.

Les rencontres mensuelles regroupant, autant des professionnels d'institutions de l'urgence sociale que des bénévoles d'associations caritatives oeuvrant dans ce domaine, permettent d'échanger sur les capacités d'accueil et d'hébergement,

l'évolution des publics accueillis, les difficultés les plus fréquemment rencontrées par les personnes reçues et les changements de locaux, de personnes des différents lieux d'accueil. La connaissance réciproque des intervenants facilite par la suite l'orientation et la recherche de solution.

Il permet de faire le point sur l'actualité de chacun et de soulever, voire s'engager sur des **questions de fond** comme celles de la violence avec les pouvoirs publics (exemple de la violence du plan grand froid), ou bien quels prise en charge et mode d'accueil possibles pour les personnes présentant une pathologie d'ordre psychiatrique ou problématique alcoolique importante ? Il s'agit d'un réel travail en commun avec plusieurs associations. Ces collaborations, source d'enrichissement réciproque, permettent un apprentissage d'actions sociales ou médico-sociales accomplies en commun, le partage des approches et des techniques, l'alimentation de la réflexion autour de problématiques spécifiques, une meilleure connaissance des personnes que l'on cherche à atteindre et une définition plus précise des services que l'on peut leur offrir.

Dans ces échanges, émanent des demandes de formations des intervenants comme celle sur la violence financée par la DDASS au cours de l'année 2000. De plus, il joue un rôle d'alerte auprès des pouvoirs publics.

La réunion coordination santé dans la rue

C'est une réunion bimensuelle avec les différents partenaires (La PASS, Saint Jacques⁵¹², l'Oasis, Fransisco Ferrer, Veille Sociale 44, Médecins du Monde, l'Ecoute de la rue, l'association des centres de soins de la région nantaise) autour de la question de la santé et des soins pour les personnes sans domicile fixe. Elle permet d'avoir un rôle de veille sur l'état sanitaire des personnes et permet à l'infirmière coordinatrice de pouvoir mettre en place certaines synthèses ou prendre contact avec les différents services de soins que peut être amenées à fréquenter les personnes. Une instance qui nous paraît capitale au vu de l'articulation nécessaire du sanitaire et du social. L'existence de ces équipes, qu'elles soient composées de professionnels ou de bénévoles permet d'accomplir différentes missions, comme nous avons pu le décrire, notamment celle de l'information, de l'orientation et de la coordination.

Groupe de travail sur « Précarité et handicap »

Dans le cadre du Programme Régional d'accès à la Prévention et Aux Soins (PRAPS), il est organisé par la DDASS réunissant ceux intéressés par cette question ou bien étant concernés de par le public accueilli. Une des situations abordées fut notamment celle d'un couple dont la femme était dans un fauteuil roulant, enceinte et à la rue .En effet cette réalité du handicap physique est relativement peu abordée, questionnée or elle est aussi présente chez les personnes sans abri.

La population SDF vieillissante à Nantes.

⁵¹² Pôle de psychiatrie du CHU de Nantes.

1.4.4. Immersion auprès des personnes SDF dans la rue

Celle-ci s'est faite de part l'accompagnement des professionnels et/ ou bénévoles, dans la mesure du possible, dans leur travail de rue ou leurs activités dans des lieux publics, puis de part notre propre observation au cours de marche dans la rue, au gré des rencontres avec les personnes fréquentant les structures où nous même nous rendions. Ceci étant notamment facilité par le fait de résider en plein centre ville de Nantes, ainsi il nous a été plus facile de repérer certains lieux et de pouvoir nous y rendre à différents horaires voir plusieurs fois au cours d'une même journée. Pour autant cela ne sera pas sans effet comme nous le verrons lors de l'analyse du contre transfert.

1.5. Critique de la méthode choisie

Les difficultés qui nous apparaissent liées au recueil de données.

La rue ne permet pas de recueil exhaustif : faire des choix et adapter les supports.

Pour la question de l'identité : elle est parfois difficile à obtenir, certaines équipes ne la demandent pas. Pour certains, ne pas demander l'identité de la personne revient à nier son existence. De même que l'on se présente nous même, il est « normal » que l'autre se présente. L'idée derrière cette réflexion est de pouvoir distinguer les personnes « nouveau contact » et les autres que l'on revoit.

Les entretiens, l'évocation de souvenirs douloureux comme les ruptures affectives risquent de raviver une souffrance psychique, de même que la narration d'échecs successifs (scolaires, familiaux, professionnels). En effet, nous avons nous-mêmes été troublés par les témoignages que nous avons pu entendre. Malheureusement, personne ne sait ce que l'évocation de souvenir peut provoquer chez les personnes interviewées.

Nous avons tenté au travers de nos questions d'appréhender le vécu de la personne autour de différents registres, comme ceux de :

La **santé** : ce sont les problèmes de santé (difficultés de mouvement, de vue, d'audition) tels qu'ils sont perçus par l'individu, derniers soins reçus, dernière hospitalisation, couverture maladie,

Les questions sur la **famille** sont particulièrement douloureuses, d'où aller à l'essentiel afin que les personnes ne se trouvent pas trop longtemps au prise avec des souvenirs pénibles, mais en leur donnant la possibilité d'en parler s'ils le souhaitent.

Le **travail** : cela permet de replacer la personne interviewée dans le monde du travail qu'elle connaît, a connu, auquel elle aspire. Les personnes paraissent sensibles à cette approche non stigmatisante de leur biographie.

L'**environnement** : les quartiers fréquentés, les relations avec les habitants de ces quartiers.

Définir ce qui constitue un **logement**. Prendre la définition qu'en donne la personne elle-même est intéressant. Pour certains, un hôtel est un logement et même la solution de logement idéal qu'ils souhaitent obtenir.

Les **articles dans la presse** : cela permet de recueillir l'opinion des personnes.

Dans la rue, beaucoup s'accordent à convenir que la proximité est fondatrice du lien. Aller vers, comprendre les codes ; la langue, reconforter, créer une relation de confiance, accepter un contact parfois furtif, adopter une démarche de petit pas, adapter son discours à la situation du sujet peuvent construire un espace à l'intérieur duquel une reconnaissance se crée et une alliance se noue. Nous avons suivi des gens sur des périodes plus ou moins longues, peu à peu nous avons connu beaucoup de monde parce que nous fréquentions les structures tôt le matin et tard le soir.

Cette proximité nous amène à côtoyer des situations de vie extrêmes (violence, deal, prostitution, faim, froid) qu'il faut appréhender sans jugement même moral. **Le rejet, la complicité, la fascination, l'identification** sont des risques que le travail de proximité fait courir, qu'il faut éviter car ce sont les principaux écueils de cette démarche. La complicité quant à elle, est une attitude complexe à déjouer car en s'approchant des pratiques de la rue, en travaillant en compagnie d'intervenants qui parfois viennent eux-mêmes de ce milieu, la tentation existe de vouloir partager des savoirs, situations, secrets, expériences qui les mettent en difficulté dans leur propre rôle. Nous avons pu mesurer à quel point la fascination pour la marge, la vie hors la loi, les consommations de drogues qui nous mettent **en situation de voyeurs**, comme l'identification à l'autre à la place duquel on se met et sur lequel on projette nos propres désirs et peurs sont des difficultés de travail qui exigent en appui de l'action analyse et supervision. La question de la demande a été mise à mal dans un premier temps ; rapidement il est apparu essentiel de prendre du temps, repérer les lieux, les personnes, apprendre à ce qu'ils nous repèrent, nous connaissent, ce pour que nous puissions faire connaissance et reconnaissance. L'exemple de Brin de Causette est, à ce titre, intéressant. Etre dans la pièce, servir le café, nettoyer une table a permis que les gens rencontrent un Homme avant de rencontrer un « spécialiste ». Il s'agit d'aller vers, d'aller à la rencontre, de savoir attendre. Il faut aussi savoir être attaqué, être quitté. En effet les personnes en errance peuvent être dans le collage, lâchage. Ils investissent des personnes de la même façon. C'est une relation difficile, aller vers eux mais pas trop. Sortir avec eux d'un rythme, entre fermé trop fermé et ouvert trop ouvert.

Mesurer ce qu'accueillir veut dire : nous prenons non ce que nous voulons, mais ce que l'autre nous donne à partager. Ce qui nous a guidés est cette pensée de Denis Vasse « La parole n'est ni la propriété de celui qui commande, , demande, ni la propriété de celui qui obéit »⁵¹³. Repérer, guetter la rencontre, être prêt au moindre signe, au moindre appel. Se rendre disponible au moment où on ne le pense pas, parce qu'on ne prend pas rendez-vous. C'est maintenant ou jamais qu'il faut répondre. Ce qui est apparu est la difficulté à clôturer le temps de l'entretien et en règle générale nous avons discuté longuement avec la personne et finalement passé une partie de la journée avec elle, fréquentant les endroits où elle se rendait habituellement (gare, lieux de quête). Peut être avons-nous ressenti une dette dans cet échange et avons nous donné notre écoute, notre temps, un peu de nous même pour rembourser le don de cette parole

⁵¹³In Table ronde : *Souffrance psychique et lien social (les sans travail, les sans domicile, les sans ressources, les sans papiers) De l'aide à l'habilitation* », Réseau Régional Ile-de-France de Recherche en Santé Publique, Santé mentale, travail et précarisation, Séminaire de recherche, 6 mai 2003. (<http://cesames.org/Textes%20et%20documents/semJoubert6.05.03.htm>)

si précieuse. Pour l'anonymat, conservation de l'initiale du prénom, il n'était aucunement question de nous octroyer le droit de renommer ces personnes. Nous nous sommes intéressés à la réalité du discours et non à la réalité des faits énoncés dans le discours.

De notre place, « peu importe que la personne embellisse une situation ou s'invente une histoire. L'invention ou l'omission lui appartient. La richesse financière antérieure ou la personnalité « combattante » peuvent être entendues comme des tentatives de s'extraire d'une catégorie disqualifiée socialement et dès lors comme un indice nous révélant l'intériorisation de ce jugement et donc de ce modèle normatif chez la personne et la souffrance qui résulte de l'impossibilité de s'y conformer. Le témoignage n'est pas un inventaire. Nous sommes trop souvent encore dans la mythologie du clochard ayant choisi la rue, cette vision romantique à la Doisneau ou à la Ronis.

Il nous a été permis de rencontrer les différents affects accolés à la honte : colère, dépit, haine, envie, peur, tristesse. Comme rupture identitaire, elle engendre inmanquablement l'angoisse. La honte suscite la pitié, sentiment de commisération accompagné d'appréciations défavorables ou de mépris.⁵¹⁴ C'est ainsi que nous en parlera **F.** qui faisait la manche rue du Calvaire. Une pitié vécue par le sujet honteux comme insupportable. Les regards chargés de mépris ou de pitié sont la prise des violences, ils font « mourir » de honte. Le refus de voir, la crainte de se retrouver comme devant une autre partie de soi-même : ne pas faire honte pour ne pas avoir honte. On ne veut pas se laisser « toucher ». De même lors de notre rencontre avec les sujets SDF, devant quelqu'un qui s'expose, se met à nu, qui se découvre sous le regard de l'autre, qui dévoile des sentiments que l'on garde habituellement en soi, nous sommes gênés par cette intimité soudaine. Elle nous engage dans une relation intime non désirée.

Pouvons-nous vraiment nous identifier à quelqu'un qui expose publiquement sa dégradation physique, psychologique ou sociale ? Peut-on partager avec quelqu'un de rebutant ? La compassion, sentiment qui porte à plaindre et à partager les maux d'autrui, se heurte bien vite au désir de mise à distance, au réflexe de rejet face à un autre soi-même qui représente justement tout ce que l'on ne veut pas devenir. Cet « autrui » me fait honte, l'image de moi-même qu'il me renvoie est insupportable. D'où mépris, rejet. Deux attitudes contradictoires qui coexistent : la compassion et le mépris. « Honnir » et « Honte » ont la même étymologie « haunita ». Le contact quotidien avec les personnes qui sont habitées par la honte ou qui incarnent la déchéance est particulièrement difficile. Comment se reconnaître lorsque l'autre renvoie une image d'épave ? Pour Devereux, l'essentiel réside dans la compréhension des obstacles que nous mettons en œuvre à la compréhension. Les obstacles rencontrés sont autant de moyens de connaissance et non des scories qu'il faut éliminer à tout prix.

« Un gars sur le trottoir. On lui donne une couverture, il a moins froid mais il est toujours sur le trottoir »⁵¹⁵. Le commentaire qui suit est, soit on est dans le caritatif ou le militantisme, on bouge les choses pour qu'il puisse se relever. Un soir, au début de ce travail de thèse, en donnant nous-mêmes un duvet à une personne dans la rue, en bas de chez nous, nous étions donc dans le caritatif. Aurions-nous dû être dans le militantisme, dans quoi s'inscrit cette thèse ? Nous avons été porté par un mouvement de va et vient entre l'implication – pour s'approcher au plus près du sentiment, de l'éprouvé afin de

⁵¹⁴ Se reporter à la 1^{ère} partie. Chapitre 1.1.3

⁵¹⁵ CARRE J.-M., *Les bâtisseurs d'espoir*, Les Films du Grain de Sable, 2001.

« se laisser toucher » - et la distanciation pour analyser les projections défensives, l'inhibition et le piège émotionnel que suscite un sentiment aussi attachant.

La définition de l'amitié de Blanchot nous paraît proche de ce que nous avons ressentis. « Nous devons reconnaître à ceux qui nous lie quelque chose d'essentiel, je veux dire nous devons les accueillir dans le rapport avec l'inconnu où ils nous accueillent, nous aussi dans notre éloignement. L'amitié est ce rapport sans dépendance, sans épisode et où entre cependant toute la simplicité de la vie passe par la reconnaissance de l'étrangeté commune qui ne nous permet pas de parler de nos amis, mais seulement de les parler, pas d'en faire un thème de conversation mais le mouvement de l'entente où nous parlant ils réservent même dans la plus grande familiarité », cette séparation fondamentale à partir de laquelle ce qui sépare devient rapport »⁵¹⁶.

Il s'agit de s'interroger sur sa propre implication. Les obstacles à l'analyse sont toujours en relation avec les résistances du chercheur clinicien. Tel l'ethnographe qui ne peut rencontrer autrui sans se rencontrer toujours plus prêt, il a été essentiel d'analyser **comment moi j'ai pu « être sans abri »**. Se savoir affectée, analyser ses affects et affectations éclaire les systèmes de relation dans lesquels nous prenons place. Nous n'avons pu occuper une position d'extériorité : vivre et partager certains moments de la vie en groupe, des repas au sein des structures d'accueil et d'hébergement. Nous avons eu à nous interroger sur la place qu'ils ont bien voulu nous laisser occuper.

Nous avons été immergés dans ce flot de questions tout au long de notre présence sur le terrain et encore aujourd'hui. Certaines d'entre elles nous ont permis de prendre conscience de l'importance que quelqu'un puisse occuper la place transférentielle pour qu'un dire puisse se soutenir, qu'un discours qui ne soit pas hors sujet puisse se construire. Voici une liste des émotions que nous avons pu ressentir : rejet, abandon, confusion, déception, ennui, désespoir, dévaluation, impotence, charme (perte des limites du cadre), panique (anxieux face aux dangers que prend la personne), sympathie (trop concernés, trop responsables, fantasme de « sauveteur »). Pour comprendre le contexte dans lequel elles se sont inscrites, nous proposons de faire part de certaines journées et des anecdotes s'y rattachant.

28 janvier 2003, 13 heures 30 : arrivée à la gare. Y et J.-L. nous attendent au niveau du tramway. Nous allons au jardin des plantes. Ils nous font remarquer qu'aujourd'hui ils sont à l'heure, Y dit avoir été malade hier, à la fin de l'entretien, ils ont bien répondu aux questions, ils nous demandent si ça va servir.

En plus de nous manifester un intérêt pour ce que nous avons d'informations, ils s'excusent que cela est pris tant de temps (des rendez-vous manqués, et en raison du départ à Saint-Nazaire, l'autre jour avec la grève). Ils ont rendez-vous après avec M, personne qui dort aussi à la rue, au niveau du « marché plus » nous leur disons à samedi. Nous notons leur non alcoolisation et le sérieux quant à leur réponse « *C'est normal, on s'est engagé* ». Ils disent qu'ils nous préviendront de leur retour à Nantes.

Quelques heures avant notre départ pour la soirée au foyer Saint Benoît, nous faisons le ménage (chiffon, serpillière). Le sentiment que, depuis le début de nos stages et des rencontres des personnes à la rue, nous nettoyons beaucoup : « il faut que cela

⁵¹⁶ BLANCHOT M., *l'amitié*, Gallimard, 1971.

soit propre ». Comme s'il fallait se débarrasser de ce que nous avons vu, entendu. Besoin qu'il y ait de la couleur, des fleurs, que cela soit gai. Des angoisses diurnes et nocturnes nous envahissent.

4 mars 2003, Nous aurions dû aller au foyer Saint Benoît, seulement depuis quelques temps, impossibilité d'y aller. Est-ce à voir avec le lieu, le dîner à partir de 18h30 au sein du réfectoire, l'atmosphère du foyer ? Dès l'entrée, de voir toujours toutes les mêmes personnes qui stationnent debout devant la barre d'accueil, roulant éternellement leur cigarette, faisant quelques mots croisés ? Le sentiment que les choses sont figées, un renvoi à des pulsions mortifères. Est-ce le sentiment d'impuissance, ne pas s'autoriser à leur poser des questions trop personnelles et qui leur renvoie le fait qu'ils sont là en attente. L'ennui est un terme qui revient souvent. Même les traits des visages, nous les trouvons figés. Le sentiment de ne pas avoir de place.

Leur rapport à l'espace est aussi particulier. Le jeudi, nous les retrouvons devant la borne d'accueil à attendre leur consultation avec le médecin. Certains laissent d'ailleurs passer leur tour. Rien n'occupe l'intervalle. Ils ne sont pas objet d'inquiétude, d'un désir de l'environnement, ce sont « des meubles », ils ne sont pas désirés. Leur repli semble être le résultat d'un entraînement. Souvent la question se pose de leur adaptation. Le sans abri est-il adapté. N'est-il pas plutôt en « attente », adapté à rien. Nous pouvons observer de longues phases dépressives. S'il leur arrive d'édifier des projets, c'est dans un but de compensation. Souvent ils sont hors de portée d'eux-mêmes.

10h30, l'heure du café apporté par les agents d'accueil. Certains en boivent deux, trois à la suite. Moment qui, nous semble-t-il rythme la matinée. 12h00, l'heure du repas. Ils quittent la salle d'activités pour le réfectoire. Aucun projet, le temps s'écoule comme un sablier. Nous avons pu éprouver comment la monotonie pouvait créer une tension. De même nous nous sommes interrogés sur la durée : est-ce parce que la rue est un espace ouvert de la route, espace incapable de se clore sur des lieux ou d'y mener, espace sans réelles bornes, un temps sans repères ? Le temps ouvert, sans perspective précise comme s'il ne possédait plus la cohérence ordinaire, cette cohérence faite de projets. Le fait que cela soit figé paraît nous figer aussi. Nous-mêmes, nous n'arrivons pas à investir autre chose. Cela devient obsédant. Nous ne pouvons pas être dans la rue à nous promener sans nous surprendre à regarder tel homme ou telle femme que nous avons repéré à sa démarche, aux sacs qu'il porte comme étant une personne à la rue.

Le rapport à l'autre : nous ne parvenons pas à entrer en relation, à aller au delà du discours qu'ils répètent inlassablement. « *On a rien à faire, out* ».

16 avril 2003, Nous devons aller à l'Oasis mais besoin de souffler, de même pour le foyer Saint Benoît. Cela nous coûte à présent de nous rendre dans chacun de ces lieux, le sentiment que les choses sont figées. Nous revoyons les personnes mais bien souvent elles vont encore plus mal que la dernière fois. Ils démontrent souvent des signes d'améliorations initiales remarquables, jusqu'à ce qu'ils se mettent à reconsommer et cela soudainement et sans avertissement. Nous avons pu alors éprouver des sentiments de dépression et de rage, ainsi que de la culpabilité de n'avoir pas réussi à sauver et donc, nous sentir mauvais. Beaucoup de questions sur le sens de

notre vie, 30 ans, ce que nous allons faire. Est-ce en lien avec la rencontre de ces hommes de 35-45 ans qui ne cessent de dire leur âge et là où ils en sont ?

Le seul lieu où nous continuons d'aller est Brin de Causette. Peut-être car nous y avons une activité bien précise à savoir préparer, servir le petit déjeuner. Le sentiment d'être « utile » alors qu'autrement, nous écoutons l'histoire de ces personnes et nous nous retrouvons confrontés à notre impuissance. Nous, aussi pris dans un activisme comme l'acte déambulatoire qui peut représenter pour eux l'impossibilité à élaborer leur conflit psychique.

13 mai 2003, Rendez-vous avec Y et J.-L. à 10 heures à la poste. Nous nous présentons et attendons un quart d'heure : personne. Cela est-il lien avec la grève générale et le fait que les transports soient au minimum. Nous attendons en vain. La nuit a-t-elle été agitée la veille ? Ces rendez-vous manqués illustrent la difficulté de composer avec ce public qui est très volatile. Même en allant sur leur lieu de manche, ainsi le rendez-vous ne leur fait pas perdre leur matinée, ils n'y sont pas. Plus ça va, plus nous nous rendons compte de la difficulté pour les rencontrer en dehors des structures.

De même, nous observons une sidération de notre pensée, l'envie souvent de ne penser à rien, fonctionnement au jour le jour. Cela nous paraît correspondre à un jeu de miroir. Ils suscitent en nous beaucoup d'interrogations. Ainsi, ne sont-ils pas venus en raison du fait de les avoir aperçu à la fête des cerises à Vertou, où nous 'y étions sur un temps personnel et en famille. Si nous les avons vus, peut-être nous ont-ils vus aussi, peut-être n'ont-ils pas apprécié que nous n'allions pas les saluer ? Il nous semble, pour avoir travaillé sur d'autres publics, qu'on ne se pose pas toutes ces questions ? Le lien apparaît si fragile que la distance s'en trouve d'autant plus difficile à trouver. Comme s'ils suscitaient de l'indifférence ou une « obsession », une fois que nous nous y soyons intéressés.

17 mai 2003, Brin de Causette,

Au moment où nous lui servons un café, J- M nous demande si nous avons fait des affaires à la Brocante. Sur le moment – elle a eu lieu il y a trois semaines, nous ne comprenons pas. Le samedi matin, nous sommes passés juste à coté de lui – il se souvient du stand – lui nous a vu mais n'a pas osé nous appeler. Nous lui disons qu'il aurait dû nous interpeller, ce qui fait réagir deux autres personnes à la table, en disant « menotté, comme la police ». Suite à notre réflexion, il ajoute : « oui, mais vous étiez accompagnée ». Nous trouvons la remarque intéressante, dans le sens où n'étant pas dans le cadre de rencontre habituel, il ne s'est pas permis d'emblée de nous accoster. Cependant, il nous signifie qu'il nous a vus, attend-il une invitation à le faire la prochaine fois ? Beaucoup de respect. A ce propos nous avons été surpris du nombre de remarques similaires à celle de l'époque où nous avons travaillé auprès des personnes toxicomanes. Des remarques sur la dangerosité que pouvait constituer le fait de s'approcher, côtoyer cette population. Des conseils nous ont été tenus comme ceux de ne pas révéler son nom de famille, son adresse...cela renvoie à la fantasmagorie que certaines populations suscitent et qui participent au sentiment de peur, d'insécurité, risque de contagion présent dans l'inconscient collectif⁵¹⁷.

⁵¹⁷ Se reporter en 1^{ère} partie, 1.3.4.2. De l'hygiénisme au nom de la sécurité.

Intéressant de voir comment certains associent certaines situations avec un terme. Ce sera le cas avec K., à qui nous demandons s'il était toujours « installé » au C.C.A.S. ! Marquant un temps d'arrêt, il nous répond : « installé » ? Nous trouvons intéressant que cela l'a fait réagir. Ainsi nous pouvons employer des termes qui nous sont usuels, où pour lesquels nous ne mesurons pas l'importance que cela peut revêtir et qui paraissent pour eux incongrus au vu de leur situation. Avec une autre personne, nous emploierons le terme « se poser » alors qu'il vient d'accéder à un logement extérieur dans le cadre d'un C.H.R.S., il nous reprendra en disant qu'il va pouvoir se « reposer mais non pas se poser ». De même, par rapport au guide d'entretien utilisé, S réagit vivement au terme « saleté » employé. Questionner les mots n'est pas que du ressort de la linguistique, c'est aussi, en travail social comme ailleurs, interroger les sens et l'essence de nos actes. « Les mots sont des fenêtres, ou bien ils sont des murs ; ils nous condamnent ou nous libèrent » (Ruth Bebermeyer).

La consultation... Où quand l'intimité s'en va !

L'infirmière nous propose d'assister à la consultation avec le médecin. Dans un premier temps, l'infirmière nous dit que nous pouvons y aller. Elle frappe et nous introduit dans le bureau alors que le médecin est en pleine consultation. Un homme est allongé en slip sur la table. Nous trouvons très déplacée notre présence d'autant qu'il n'a pas été demandé si cela pouvait lui et les suivants les déranger. C'est nous qui en prendrons l'initiative.

Monsieur M. évoque le fait qu'il fasse des efforts. Il se plaint de son pied. En fait, il a des champignons. Le médecin le lui avait déjà diagnostiqué mais ce dernier n'a pas suivi les soins nécessaires. Il a été prévenu qu'il ne peut pas continuer ses alcoolisations. Il dit avoir arrêté le Pastis et ne consommer juste que quelques bières. Il dit prendre une douche chaque jour en présence de l'infirmière. Il parle de son désir de revoir ses fils. Son fils aîné de 19 ans ne souhaite pas le revoir. Le médecin lui dit de poursuivre ses efforts.

Monsieur T. est dans le déni de son alcoolisation. Une personne souffrant de névrite optique. Son assistante sociale entre dans le bureau, elle lui dit que par rapport à son alcoolisation, cela ne peut plus durer, elle ajoute qu'en 15 jours, il dépense 15 euros d'alcool. Il doit revoir sa fille début juin, il est prévu qu'il l'emmène au restaurant et au cinéma. Elle lui dit qu'il faudra qu'il boive de l'eau à table pour montrer l'exemple à sa fille. Par rapport au cinéma, elle précise que ce sera celui à deux euros car il a peu d'argent.

Cela nous interroge de voir cette assistante sociale « débarquer » dans le bureau du médecin et aborder la question de l'alcool de façon aussi brutale. Elle assiste à la fin de la consultation. On parle d'une autre demande COTOREP vu le handicap visuel, avant c'était pour une question médico-sociale, devant Monsieur T. sans lui demander ce qu'il en pense.

En conclusion de cette séquence, le reste de la consultation sera une succession de patients. Ce qui nous interroge est la façon dont cela se déroule. A un moment, on évoque une suspicion de diabète pour une personne qui devait rentrer en cure dans une clinique mais là, cela risque d'être compromis car on va peut-être devoir l'hospitaliser. La personne, elle, entend simplement que cela bouleverse le programme de cure mais ni l'infirmière ni le médecin ne l'entendent.

Scène surréaliste, le médecin, ayant un doute sur le fonctionnement de son appareil, teste sa propre glycémie, celle de l'infirmière et le patient attend... la suite est que l'assistante sociale va l'accompagner au laboratoire pour voir ce qu'il en est réellement alors que cela devait être l'infirmière.

Monsieur D ne prend pas ses médicaments, notamment l'hypertenseur. Il est vu qu'il devra le laisser à l'infirmierie et venir le prendre.

Monsieur B, personne souffrant du syndrome de Korsakoff. Le Samu social, jusqu'ici venait le chercher tous les jours – il était sur un lit d'urgence au foyer Saint Benoît – pour l'emmener faire ses soins à la PASS. Il s'agit d'une plaie à la jambe. L'infirmière, en entrant et vu l'odeur, demande si c'est lui. Le patient ayant eu son pansement de fait, il est en train de remettre ses chaussures. L'infirmière arrive avec un bidon de désinfectant, en projette sur le sol, le lit. Le médecin dit « c'est pour éviter que les microbes se diffusent ». Le patient est toujours là ! Cet homme dit à plusieurs reprises qu'il n'aime pas les foyers, qu'il aime la liberté, qu'il était routier et dormait dans sa cabine. De plus, a des difficultés à vivre avec les autres. Ce à quoi l'infirmière : « on ne vous demande pas d'aimer les autres mais, nous, on vous aime bien, alors il faut rester à Saint Benoît ». Alors que cet homme était en train de faire part de son vécu au foyer, ce qu'il obtient en retour est une injonction de rester, le tout sous couvert d'amour.

Ce qui nous surprend est qu'on n'attende pas que la personne soit sortie, le bureau et la chaise sont désinfectés. De même, à plusieurs reprises, alors qu'une nouvelle personne est entrée, on continue d'évoquer la précédente. Toute l'intimité, le cadre rassurant que pourrait représenter le cabinet médical n'apparaît pas ici. On « enchaîne » les patients. Tour à tour, l'infirmière, l'assistante sociale assistent à la consultation. Même si nous connaissions ces personnes pour les avoir rencontrées dans le foyer, nous trouvons gênant notre présence au sein de la consultation. Quand notre médecin avait une stagiaire, il nous demandait si nous acceptions qu'elle assiste à la consultation. Là, cela ne s'est pas posé, comme si le fait que cela se déroule au foyer Saint Benoît ne nécessitait pas leur accord. Une question de pouvoir illustrée par l'assistante sociale qui peut surgir à n'importe quel moment de la consultation, à partir du moment où elle est référente de la personne.

Au niveau juridique, les évolutions marquent la naissance ou le renforcement du concept d'usager de droit. On peut en interroger certains effets pervers :

Qui est l'usager – objet de la mesure d'assistance ?

Qui est l'usager – sujet de cette mesure ?

Profiler l'usager – consommateur, l'usager responsable, l'usager client, pouvant exiger d'une mesure d'assistance « une prestation » conforme à ses attentes ?

La figure de l'usager est à plusieurs facettes. La naissance du concept de l'usager roi, comme celle, en son temps, de l'enfant roi, peut présenter des effets négatifs sur la pratique professionnelle dès lors que nous acceptons de dépasser la séduction première qu'exerce sur nous cette idée généreuse.

Cela nous inspire ces quelques mots de Vincent de Gaulejac. « L'humiliation ressentie est productrice de honte à partir du moment où le sujet est dans l'incapacité de réagir, la révolte que suscite l'agression est intériorisée. Le fait de n'avoir pas pu réagir immédiatement accroît l'humiliation de n'avoir pas su s'y opposer, d'avoir laissé dire et

faire, la pulsion agressive ne pouvant détruire l'attaquant, elle se retourne contre le sujet et c'est lui qu'elle blesse »⁵¹⁸.

17 juillet 2003. Le foyer était prévu ce matin mais, en raison de la nuit d'hier, nous préférons reporter. La veille, lors d'une maraude avec les bénévoles des Restaurants du Cœur, au centre Neptune, nous apercevons deux hommes. Un des bénévoles nous demande si nous voulons y aller. Quand nous approchons, nous remarquons que l'homme est allongé mais repose sa tête sur son avant bras, il a les yeux fermés. Rendue à sa hauteur, il se lève brusquement en criant : « Cassez-vous ! ». Nous sommes partis en trombe, effrayée par le fait qu'il puisse nous courser. Dans notre précipitation, nous avons chuté de tout notre long sur le bitume. Le bénévole, lui, n'est descendu que lorsque nous nous sommes relevés. L'homme en question est un métis déjà vu à Brin de Causette : soit il ne dit rien, soit il se montre très agressif. *Nous avons vraiment eu très peur. Est-ce lié à l'homme retrouvé mort sur le parking de Lidl ? Toujours est-il que le sentiment d'insécurité ne nous a, ensuite, plus quittés.*

Aujourd'hui, nous hésitons même à appeler F ou N alors que, jusqu'ici, nous n'avions jamais eu peur si ce n'est, la dernière fois, à Brin de Causette. Hier, nous nous sommes vraiment sentis en insécurité. En effet, pour se défendre, les personnes doivent se protéger et, ne sachant pas forcément qui vient les voir à la fin de la soirée voire au début de nuit, il est normal qu'elles réagissent. *A ce propos, nous nous souvenons que N dans sa caravane nous a montrés sa bombe lacrymogène au cas où on l'agresse.* De plus, nous apprenons hier les agressions envers Stéphane, le responsable de la Maison. Nous restons à notre domicile, toujours à travailler sur le sujet mais nous tenant à distance « géographique ».

Alors que le 14 octobre 2002 nous avons eu une première rencontre avec le responsable du service de Réduction des Risques afin d'évoquer notre souhait de passer du temps dans la structure. Aujourd'hui, possibilité d'y aller mais nous ne nous sentons pas capable : les personnes sont souvent sous l'effet de produits et pour la première fois nous ressentons de la peur.

22 juillet 2003. Difficultés à nous concentrer. Nous décidons de ne pas aller au foyer ce soir mais demain matin. Nous ignorons si c'est la peur de la dernière fois mais difficile à envisager de sortir de la maison le soir. Appréhension de nous retrouver dans l'atmosphère du foyer.

A relire les premiers mois du journal de bord, nous nous rendons compte que ce que nous écrivions pour identifier les personnes avait trait à leurs caractéristiques vestimentaires, aux stigmates. Ne connaissant rien de leur histoire, difficile parfois de les différencier d'un autre. Par exemple, J-L a été longtemps « l'homme au parka jaune qui parlait peu » puis, c'est devenu J-L « tout simplement ». Nous l'avons vu changer au fil des mois, des compagnonnages. Ceci est intéressant du point de vue des relations qui se nouent à la rue.

Aujourd'hui, il a grossi. Il fait preuve d'une certaine incurie : difficile pour lui de se raser en raison des tremblements dus à des alcoolisations massives.

⁵¹⁸ DE GAULEJAC V., *Les sources de la honte*, Paris, Desclée de Brouwer, Sociologie clinique, 2000, 315 p, p.64.

Les personnes feraient la démarche du 115 et du foyer quand elles sont rendues à bout, qu'elles n'en peuvent plus. On retrouve l'extrême comme pour les soins et le changement de caractère des personnes. Certaines, S par exemple, disent qu'elles se sont endurcies, n'avaient pas le choix pour survivre, apprendre à se défendre. Il en sera de même pour P.

Les lieux et places qui paraissent très importants pour les personnes qui les évoquent souvent longtemps après même quand elles ne les fréquentent plus ou alors, c'est là qu'elles retournent si elles sont dans la rue : D, place du Commerce., C. sous les arcades du marché de Talensac.

A relire notre écrit du 4 mars 2003 à propos du foyer Saint Benoît, et l'impossibilité d'y aller, ce 23 juillet 2003, même ressenti. Dès que nous n'y allons plus depuis un moment, la démarche pour y retourner nous est difficile. Nous ressentons aussi la peur de sortir de la maison. Par rapport au fait de vouloir rester à la maison, n'est-ce pas lié au fait que le logement regroupe différentes dimensions symboliques ? La construction et la consolidation de l'identité tant personnelle que sociale. C'est le lieu où l'habitant retrouve l'intime de lui-même, c'est-à-dire son « chez soi »⁵¹⁹. Le logement s'assimile à un rempart, à une seconde peau, à une limite protectrice avec l'extérieur. L'habitat est une enveloppe corporelle où l'on ne risque pas l'agression, une sorte d'enveloppe protectrice. Cela nous évoque l'enfermement. Comment peu à peu nous nous sommes trouvés prisonniers du temps, éprouver le besoin d'être en sécurité jusqu'à produire un huit clos. Notre résistance de départ à ce projet avait à voir avec la distance à préserver, comment protéger notre intimité, vie privée. En fait avec recul, nous pouvons dire que des scènes de vie auxquelles nous avons participé ou des instants partagés dans les structures nous ont autrement plus « exposé ». Nous nous sommes mis hors abri à plusieurs reprises sans avoir conscience, ce qui nous a permis de recueillir ce que nous détenons aujourd'hui mais qui n'a pas été sans conséquences sur notre vie psychique.

23 juillet 2003. Nous devons aller ce matin au foyer Saint Benoît mais angoisse depuis hier soir. Nous reportons de nouveau. Peur de nous rendre aussi à l'Oasis cet après-midi. Pourtant, l'opportunité de revoir certaines personnes dont A et G (nous avons aperçu G samedi matin, il était seul et se dirigeait vers la gare), N à qui nous avons laissé un message hier, S, F, M. Ce soir, maraude avec une autre équipe de l'Oasis mais nous ne pouvons nous empêcher d'appréhender. Ce qui s'est passé mercredi dernier nous a beaucoup marqués. C'était aussi le cas en avril 2003. Nous remarquons que pour nous aussi, c'est par période qu'il nous est difficile d'avancer. Cette peur de sortir de la maison est-elle à mettre en lien avec une trop grande exposition de notre part à un moment. Le sentiment que là les murs peuvent nous protéger. En fait, difficile de ne pas être aspirée par leur vécu. Avoir la nausée de la rue : odeurs, couleurs, bruits peuvent nous agresser. Nos sentiments nous rappellent l'ouvrage « *Les Dépossédés* » où l'auteur s'inclut constamment dans la description du climat ou des lieux, livrant son incrédulité, voire son sentiment croissant d'échec, son admiration, son affection grandissante pour certains « dépossédés » mais aussi sa fatigue, son horreur son écœurement, son impossibilité de continuer⁵²⁰.

⁵¹⁹ SOULIGNON B., *Qu'est-ce qu'habiter ?* Nice, Z'édition, p12.

⁵²⁰ MCLIAM WILSON R., WYLIE D., MATTHIEUSSENT B., *Les Dépossédés*, Christian Bourgeois éditeur. 2005, 347 p.

Le 29 octobre 2003, 1^{ère} soirée au 115

Il fonctionne 24 heures sur 24 et établit rapidement un premier bilan social permettant de décider de l'orientation la plus adaptée aux situations rencontrées : réserver une place dans un CHRS, soins infirmiers. L'écoutant social est seul jusqu'à minuit. Il ne décroche qu'à 18h30.18h55 : toutes les places sont pourvues. Les rendez-vous sont fixés aux arrêts de tramway pour y conduire les personnes. Pas d'orientation en directe, cela permet de faire une évaluation par les éducateurs de rue.

1^{er} Appel d'une famille qui demande: « Pitié », suivi d'un 2^{ème} appel : « *J'aimerais dormir au foyer, prendre une douche* ». Ce à quoi l'écoutant social répond « *Il y en a qui n'y dort pas de la semaine. Vous avez dormi où hier ? – Au foyer – C'est déjà bien* ».

Calme jusqu'à 21h30, heure où les personnes doivent rappeler.

6 personnes travaillent au 115, une seule en soirée, en lien permanent avec le Samu social. Le lundi et jeudi matin, un bon de 3 nuits aux personnes est accordé selon la situation de la personne, son vécu au foyer, l'avancée de ses projets. Chaque appel est noté selon aussi le type de démarche.

La personne, l'écoutant social, ce soir, est un emploi jeune, il a eu une formation par alternance dispensée par la F.N.A.R.S. par rapport à l'écoute téléphonique. Se dit usé par le travail, manque de reconnaissance sociale. Pour lui, ce n'est pas vrai quand le personnel dit que c'est par manque de temps qu'ils ne dialoguent pas avec les personnes, c'est davantage par « non envie », le sentiment de ne rien apporter. **Pour lui, le 115 est la déchetterie.**

Au début, leur consigne était de ne pas dire aux personnes les raisons pour lesquelles il n'y a pas possibilités de les héberger. Aujourd'hui, c'est différent, ils n'hésitent pas à signifier que cela relève des financeurs. Par exemple, hier, le plan grand froid a été levé, les familles logées en hôtel depuis 2 jours se retrouvaient sans solution.

Il peut y avoir des appels de particuliers, des signalements. Dans ce cas, contact via le téléphone avec le Samu social qui, en fonction où il se trouve, va se déplacer.

Le 30 octobre 2003, soirée au 115

De 18h30 à 19h00, toutes les places sont pourvues, la liste est transmise au Samu social. Les personnes qui appellent ensuite sont mises sur liste d'attente en cas de désistement, elles doivent rappeler à 21h30. Après, ce que peut faire le Samu est de déposer des couvertures.

Lors de notre présence (18h30-21h30), plusieurs personnes demanderont si la Maraude des Restaurants du Cœur passera ce soir. Il y a aussi un phénomène de bouche à oreille, quand il n'y a plus de place, les personnes s'informent. Certains essaient d'appeler plusieurs fois, espérant sans doute tomber sur un autre écoutant. A chaque fois, le nom est pris par ordinateur, l'écoutant se réfère au dossier.

Du dysfonctionnement...

Un monsieur appelle en demandant ce qu'il en est par rapport à son hébergement à Saint Yves, ce soir. Cela avait été vu avec un éducateur du Samu social, le directeur de Saint Yves et la directrice de la Veille sociale : il avait avec lui un dossier

d'admission. Sauf que là, la transmission n'a pas été faite et que les deux places disponibles ont déjà été accordées. Quand l'écoutant social s'en rend compte et qu'il veut appeler le Samu social pour un échange, refus de l'équipe car les rendez-vous ont déjà été donnés aux personnes et il faudrait demander à l'une d'entre elles d'attendre une heure de plus. On répond donc à la personne qu'elle peut avoir un hébergement mais dans un autre foyer. Elle dit qu'elle ne comprend pas, on lui donne espoir le matin et, là, on la « casse ». Il lui est simplement renvoyé qu'on ne peut pas faire mieux et que s'il accepte le foyer Champ de Mars, il faut qu'elle le dise maintenant car il y a d'autres personnes sinon qui pourraient être intéressées. Ce qui nous surprend le plus, ce soir, c'est d'entendre les personnes quand elles appellent à 21h30 et qu'on leur dit qu'il n'y a pas de solution pour ce soir : « A demain ». Signe criant de la résignation. Certains sont plus revendicatifs en disant que, dès 18 heures, cela sonnait déjà occupé, impossible d'avoir le 115. Cet écoutant social a pour principe de ne jamais décrocher avant 18h30, sinon « *cela se saurait vite et inégal par rapport à ceux à qui l'on a dit 18h30* ».

A l'incohérence...

Alors que le 115 est censé recouvrir toute la Loire Atlantique c'est-à-dire toutes les communes autour de Nantes, l'équipe avait commencé à se renseigner pour des places d'hébergement dans les différentes structures ; seulement, on lui a vite rappelé que les CHRS étaient sectorisés et l'importance de le respecter. De plus certains maires ne sont pas désireux d'accueillir chez eux des sujets SDF.

Pendant la campagne médiatique, de nombreux appels : « *J'ai vu un clochard et je fais mon devoir de vous appeler* » ou « *pour soulager ma conscience* ». « Il faut l'enlever », tel un déchet, le camion poubelle doit passer.

Selon l'équipe du 115, les personnes ne s'adressent pas à eux de la même façon qu'à la Maraude ou à l'Ecoute de la Rue. Il nous semble que si une personne arrive bien à repérer à qui elle s'adresse, c'est un signe qu'elle identifie ses interlocuteurs, ce n'est pas un individu plus un individu plus un individu qu'elle rencontre ou qui vient la rencontrer. On ne parle pas de personnes qui profitent du système de l'urgence mais de stratégies qu'elles mettent en place. Jugement sur ces personnes qui s'installent, se maintiennent dans l'urgence, n'est-ce pas plutôt rassurant au vu de ce qu'on dit d'elles, à savoir instables, ne pouvant tenir en place. Cela ne questionne-t-il aussi une société qui offre de moins en moins de garanties, où le terme de précaire est appliqué à tous les domaines : logement, travail. Une insécurité sur différents plans. Mais on ne veut voir que celle que certains mettent en œuvre (entretien du sentiment d'insécurité, de violence). Qu'est-ce qui est violent ? S'entendre dire non plusieurs fois par jour ? Devoir rester jusqu'à 20 heures à la rue, sous la pluie, le froid ? S'entendre dire qu'on n'est pas les seuls dans cette situation, comme nous avons pu l'entendre dire au 115. Alors qu'en situation difficile, on sait qu'il y a un retour à l'égoïsme.

Le 2 novembre 2003,

A la radio, ils annoncent la mort d'un SDF retrouvé hier place du Commerce.

Aujourd'hui, il pleut à seaux et il y a beaucoup de vent. En revenant du marché, nous apercevons L- H. (hébergée au Champ de Mars) dans une cabine téléphonique près de la préfecture, un des seuls endroits où s'abriter. Nous nous demandons où sont les autres personnes. Les Cars du Cœurs comment leur campagne hivernale demain soir.

Le 10 novembre 2003,

Il est prévu que nous allions rendre visite à **M** au CHU qui a été hospitalisé en octobre après un malaise en octobre à l'Oasis et où nous nous trouvions ce jour-là. De multiples questions nous envahissent : devons-nous lui apporter quelque chose. Aura-t-il eu de la visite ? Lorsque nous l'avons appelé jeudi soir, il n'avait pas le moral, avait rencontré par hasard, la veille, **P**, au CHU. Ce dernier lui avait fait part que nous avions bien transmis les nouvelles, ce qui donnait l'opportunité à **M** de nous remercier à nouveau. Il venait au CHU pour y rencontrer l'anesthésiste. Il nous rappelle le service, l'étage et nous remercie encore d'avoir appelé. Nous nous surprenons à avoir une pensée pour lui vendredi matin, le samedi après la messe en l'hommage des personnes à la rue décédées nous nous renseignons de l'heure des visites, celles-ci ne commençant que dans une heure, nous maintenons le fait de ne pas nous y rendre le week-end.

A notre arrivée, **M** a déjà quitté le service depuis le samedi matin. Nous décidons de reporter notre visite à St Jacques et de prendre de ses nouvelles par téléphone. **M** nous dit aller doucement. Il s'excuse mais est sorti le samedi matin, il n'avait ni impuretés ni sang. Donc, sortie et retour à Saint Jacques. L'opération a duré 2h30, il est sorti de la salle de réveil à 18H45. Quand nous lui demandons s'il y est encore pour quelques temps, il nous répond « un bon moment ». Nous lui proposons donc de venir le voir le vendredi après midi s'il le souhaite, il nous dit qu'il sera là, il ne bouge pas. Par rapport à **J-L**, nous ignorons si ce dernier est passé dimanche après-midi. Il nous demande si nous le voyons de le tenir informer de son retour à Saint Jacques et nous remercie d'avoir appelé. **J-L** pourrait téléphoner mais a-t-il gardé assez d'argent pour acheter une carte téléphonique ? De plus, le lieu d'où il pourrait appeler, à l'Oasis, est fermé ce jour. Nous pensons aller voir si demain, il est à la gare nous y faisons une tournée avec l'Equipe Mobile Sociale, ils ont leur local à la Gare nord de Nantes. **A un moment nous sommes mis à la place de médiateur, c'était bien cette place qu'ils nous faisaient occuper.**

La personne qui réceptionne l'appel dans le service nous demande qui nous sommes. Ne souhaitant pas gêner **M**, nous répondons simplement « une amie ». C'est important pour nous de prendre de ses nouvelles. Est-ce une façon pour nous de nous rassurer, nous dire que pour certains cela peut marcher, quitter la rue ? La mort de **S** nous a touchés dans le sens où à l'annonce radiophonique, nous nous sommes demandés qui cela pouvait être. Une pensée, vu le lieu cité, à **K** et **P** ! De plus, **M**, ce fameux mercredi 1^{er} octobre, était tellement mal, peur aux urgences médico-psychologiques qu'il ne reste pas ou qu'on lui demande de repartir. Souhait de pouvoir être là afin de suivre l'évolution future de **M**. Peut-il retrouver un appartement, se poser, renouer avec ce qu'il a connu avant. Nous appréhendons chacune de nos visites, peur de le recroiser dans la rue, un peu alcoolisé, sale. D'autant que nous avons partagé avec lui de ombreux moments. Le fait d'avoir été les voir le samedi pendant nos vacances quand ils étaient – lui et **J-L** à la manifestation organisé par un centre commercial nous a beaucoup touchés. **M** nous donnera le Cdrom qu'il venait de gagner ainsi que quelque crayons, tous les « trésors » qu'il possédait ce jour-là.

Etonnant de voir, en quelques mois, comment la rencontre a évolué. Nous nous souvenons qu'au début, les échanges étaient plus nombreux avec **J-L** et **Y**. L'aspect physique – eczéma sur tout le visage – de **M** nous effrayait, lui-même restait plutôt

distant de nous. Puis, une fois, alors qu'il était installé sur un muret près du Lidl, revenant de l'Oasis d'où nous venions de les quitter, il nous avait resaluer. Il était à coté d'A, il avait pour projet d'aller se chercher un duvet à Carrefour car on lui avait volé le sien. Nous nous souvenons même nous être dits que, ce jour-là, nous aurions pu lui proposer de l'accompagner. Pourquoi ensuite s'est-il confié à nous par rapport à son fils, nous pensions d'ailleurs qu'il n'avait qu'un seul enfant alors qu'il en a trois : deux gars et une fille, le fait qu'il cherche où s'abriter ? Accepter une interview et, après le rendez-vous à la place Saint Pierre, nous demandant intimidé si nous avions du temps pour aller prendre un café, si cela ne nous dérangeait pas. La promenade ensuite au jardin des Plantes où il évoque ses souvenirs d'enfance dans la ville de Nantes quand son père était dans l'armée, le fait qu'un de ses frères vivent sur Nantes. Les éléments biographiques arrivent par bribes.

Le 16 avril 2004,

Promenade sur les Quais de l'Erdre, un matelas, une couverture, un blouson sous les ponts. 17h45 ; près de chez C&A un homme allongé sous une couverture. Il fait chaud, nous sommes en avril, en fin d'après midi. Il est dans une rue passagère. On distingue son corps sous la couverture⁵²¹.

Le 22 juin 2004, scène de rue

Nous entendons quelques paroles vociférantes et de notre fenêtre reconnaissons A. (L'homme au cactus) allongé sur le muret du café Saint James. Il parle tout seul. Il est bientôt rejoint par deux personnes dont une connue de nous pour l'avoir rencontrée dans des foyers d'accueil, ce dernier sort de son sac de sport, un pack de bière. Quand nous descendons pour une course, 3 policiers (police nationale) sont là et leur demandent de partir. Ils attendent qu'ils rejoignent les rues parallèles. A notre entrée, chez la buraliste, celle-ci dit « ils arrivaient à temps car ils commençaient à faire du bruit... encore deux qui ne savaient plus où ils habitaient ». Elle ne croyait pas si bien dire !.

Le samedi 22 janvier 2005,

J. n'est pas au rendez-vous, nous allons à tout hasard aux « cinq bancs » elle n'y est pas. Nous prenons quelques photos à Neptune et rue de l'Emery. Il est 10H30, temps ensoleillé, frais. Première photo ; une couverture, nous n'arrivons pas à savoir si un homme est allongé où s'il s'agit de sacs entreposés. Le couple est toujours installé quelques mètres plus loin, l'homme est en train de balayer devant leur emplacement équipé d'une balayette comme on peut l'être au camping.

Le 11 novembre 2003, Equipe Mobile Sociale,

Nous passons au local de la gare SNCF. Il s'agit d'un bureau. Nous sommes choqués par l'état de ce dernier, à savoir qu'il n'est pas entretenu, les dalles du plafond ne tiennent plus, trois sièges pour s'asseoir dont le tissu est taché, des trous de cigarette. Nous nous demandons comment on peut accueillir des personnes ici. Aucune visibilité

⁵²¹ Se reporter à la photo n°5 en annexe 9.

sur l'extérieur, les vitres sont teintées. Il se situe près du poste de Police. Selon les travailleurs sociaux, ils ne font des entretiens que lorsqu'il s'agit de familles, « sinon, c'est mieux dans la voiture ». La SNCF refuserait de faire des travaux car souhaite récupérer ce local pour y mettre un fleuriste.

Le 23 novembre 2003,

Nous revoyons la personne avec qui J-L était hier, ce matin, nous marchons à quelques pas de lui pour aller porter nos produits à recycler. Au moment où il doit tourner à une rue, il nous aperçoit et fait un geste de la main, il est en direction de la gare. Ce que nous remarquons depuis quelques temps, c'est le fait que ce sont les personnes qui viennent nous saluer et plus nous comme au début. Ainsi, si nous attablons avec l'un d'entre eux, il y en a un qui vient nous dire bonjour, prendre de nos nouvelles.

Il était prévu que nous allions ce soir au Champ de Mars, seulement nous nous sentons fatigués (est-ce les rencontres d'hier ?) et envie de ne pas quitter la maison. Aujourd'hui il a plu une grande partie de la journée. Est-ce pour cela ? Nous savons que de ce temps et le dimanche les choses sont encore plus difficiles, est-ce la peur de ne pas savoir quoi dire aux personnes, qu'elles soient si fatiguées qu'elles n'aient pas envie de parler. Nous-mêmes sommes fatigués. Pourtant nous n'allons plus depuis quelques samedi matins à brin de Causette mais maintenons l'Oasis et la Veille sociale 44. Nous ne pensions pas que cette recherche serait aussi éprouvante, épuisante moralement et physiquement.

Le 14 janvier 2004,

Nous nous sentons apathiques et ne sommes pas très « actifs », envie de dormir tout le temps. Situation bien pénible mais n'est ce pas, une façon de ressentir ainsi l'inconfort de cette vie que beaucoup doivent subir et qui les anéantit vraiment.

Le refuge imaginaire peut se transformer rapidement en piège. Exemple de **F** qui est dans une cave. En sous sol, toutes les variations s'éteignent : lumières, odeurs, bruits de l'aération, température de jour comme de nuit. Aujourd'hui, il vit de nouveau dans un appartement, ne fréquente plus les associations comme l'Oasis car ne souhaite pas que cela s'ébruite et souhaite retrouver rapidement du travail. La dernière fois que nous l'avons vu à l'arrêt de tramway, c'est lui qui est venu nous saluer. Nous l'avons revu un dimanche en revenant du marché, il attendait devant une boulangerie, probablement quelqu'un. Il nous a donné une poignée de main. A ce propos, souvent nous avons dû demander à ce qu'on nous la rende dans le sens où notre interlocuteur pouvait nous la serrer très fort comme s'il s'en saisissait comme d'une bouée. Ses ongles pouvant nous meurtrir la peau. Sa main s'accrochant à la notre. Ce n'est pas simple de savoir s'il faut aborder ou non et comment s'y prendre, même lorsqu'ils semblent en détresse. Combien d'hommes avons-nous pu croiser, portant un sac plastique « lidl », une bouteille de vin nichée au revers de la veste, titubant, marchant le dos voûté, marquant des arrêts.

Le 22 juin 2004,

De nouveau, pas d'écriture. Des sauts d'humeur... Désir de se réfugier dans la lecture ou le sommeil.

De la fenêtre, nous pouvons apercevoir, ce midi, Place du Pilon, P, sa compagne, deux autres hommes et Monsieur B. Ces derniers s'alcoolisent avec de la bière et du vin. Nous les « retrouvons » un peu plus loin, vers 15 heures, toujours dans le centre-ville.

Autre scène, près de la Poste de Decré. Deux jeunes stationnent, l'un d'entre eux à une cannette à la main. A ce moment, quatre agents de la Police Nationale (C.R.S.) passent, l'un d'entre eux s'adressant à ses collègues dira : « Virez-moi ça ! ». Ils s'approchent faisant un cercle autour d'eux. De ce fait, le groupe se disperse aussitôt.

Nous continuons de réfléchir à ce travail, ces rencontres mais, à chaque fois, au prix d'une angoisse qui vient sidérer la pensée.

Le 3 juillet 2004,

Toujours aussi difficile de se concentrer et d'écrire par rapport à la thèse. Non seulement, le sentiment d'être « enfermé » psychologiquement dans ce sujet, c'est-à-dire ne pas y travailler mais en même temps, impossible de faire autre chose.

L'enfermement géographique... le comble est que, depuis quelques jours, les personnes que nous avons rencontrées au cours de notre travail de terrain passent une partie de leur journée sur un muret en face de la porte d'entrée de l'immeuble. Ce qui fait que, concrètement, ou nous ne pouvons pas rentrer à la maison, ou en sortir au risque d'être reconnus et interpellés. De plus notre lieu d'habitation serait identifié et nous ne pouvons nous y résoudre pour nos proches. Là nous apparaît être la limite à ce que nous pouvons donner. Ils ont passé plusieurs heures, cet après-midi, « installés » à s'alcooliser, allant se « ravitailler » à l'alimentation voisine, consommant des pâtes à emporter venant de la boutique de restauration rapide située au rez-de-chaussée de notre immeuble. A leur départ, le cafetier d'à côté va déverser de l'eau de javel où ils étaient installés ! Il est à noter la quête commune pour aller chercher vins et bières, qui sont soit mis dans le sac à dos ou consommer dans le sachet plastique. Aucune capsule ou bouteille n'est laissée à traîner, à chaque fois, elles sont jetées dans la poubelle.

Le fait qu'ils occupent maintenant cette rue nous apparaît être en lien avec le fait qu'il y ait un arrêté municipal par rapport à la consommation d'alcool dans le centre-ville, ils ne sont plus « acceptés » sur les places publiques, et en cas d'infraction le liquide des bouteilles est directement jeté à l'arrivée de la police. De plus, plus de bancs pour pouvoir s'asseoir. Sans compter qu'ils peuvent pratiquer la manche au buraliste du coin. « Le plus drôle » est qu'ils sont assis sur le muret d'une agence immobilière ! L'agence immobilière étant fermée cet après-midi-là, l'agent leur a « simplement » signifié qu'en semaine, ils ne pouvaient pas être là, les clients ne pouvant pas approcher les annonces immobilières.

Ils s'alcoolisent beaucoup, fument. Il suffit qu'il y en ait deux ou trois pour que d'autres viennent se fondre dans le groupe. Par contre, un autre sujet SDF vient pour les saluer mais il ne se fait pas accepté, ils lui demandent ce qu'il fait là – il s'agit du **coiffeur** (surnommé comme tel et lui même se nommant ainsi en lien avec son ancienne profession) – l'un d'entre eux refusant de lui serrer la main, il s'en va plus loin. A ce propos, il nous semble qu'il ait changé de quartier : non plus les arcades de Talensac mais rue de Verdun.

T. est la seule femme du groupe, « une vraie cour » est autour d'elle, elle boit beaucoup, annonce aux hommes qu'elle va « pisser ». Il y a deux jours qu'elle est en robe.

Nous pouvons les observer de notre fenêtre guettant leur départ, pour pouvoir nous-mêmes sortir, ou leur présence si nous devons rentrer. Ainsi, nous avons dû attendre plus d'une demi-heure pour pouvoir rentrer. S'ils sont « enfermés dehors », pour notre part, nous nous retrouvons « enfermés dedans » avec le souci constant d'observer ce qu'ils peuvent faire, puisque cela se déroule sous nos fenêtres et porte d'entrée. Nous nous retrouvons dans une position de voyeur. Le centre-ville est pourtant grand, mais ils viennent là depuis au moins une semaine.

Le 12 août 2005, nous devons rendre la thèse dans quelques mois, nous nous étions donnés le mois d'août pour la rédaction et début août des sensations similaires à celles décrites les années précédemment, ce n'est que ces jours ci que nous avons pu relire ce cahier de bord ainsi que les entretiens avec les professionnels et bénévoles et personnes SDF, sans abri. Nous nous rendons compte que depuis plusieurs années, **ce travail nous prend au corps et s'immisce dans nos pensées**. Nous sommes surpris avec le recul d'avoir vécu autant de situations et rencontrer tant de personnes, d'histoires différentes à retenir ! Aujourd'hui nous ne fréquentons plus les structures et dans la rue, les personnes sont beaucoup moins visibles, mais nous continuons d'en apercevoir quelques unes et de regarder les lieux que nous fréquentions. De même en séjour dans une autre ville, l'exemple de Lyon en juillet, nous ne pouvons nous empêcher d'essayer de repérer les lieux stratégiques.

Ce qui peut se traduire en ces paroles de Brel « On oublie rien de rien, on s'habitue, c'est tout » et « j'ai mal aux autres ».

2. Recueil de données

2.1. Monographies

2.1.1. 1er guide d'entretien du secteur de l'urgence sociale

2.1.1.1. Les professionnels

2.1.1.2. Les bénévoles

Grille d'entretien :

Nous nous intéressons à l'accueil des personnes SDF dans les structures pouvez-vous me faire part de votre expérience et de l'accueil de ce public (au vu de votre fonction) ?

- Selon vous, quel besoins a-t-il ?
- Que veut-il quand il vient ici ?
- Quelles types d'intervention proposez vous en retour ?
- Parmi les personnes accueillies ou hébergées en urgence, avez-vous dû proposer et rechercher les solutions dans les domaines suivants :
 - Alimentation
 - Hébergement de courte durée
 - Hébergement de moyenne durée
 - Accès à un logement
 - Accès à des soins somatiques
 - Accès à une formation ou un emploi
 - Accès à des soins psychiatriques.
- Y a-t-il des changement parmi les populations en demande d'acueil d'urgence, d'hébergement ?
 - Cela pose t'il des difficultés particulières aux équipes ?
 - Y'at-il une information de proposée, le travail auprès d'eux requière t'il selon vous une formation particulière ?
 - Qu'est-ce que cela suscite chez vous comme sentiment, réaction ?

- Y a-t-il un travail de partenariat ? Quelle opinion avez-vous sur la coordination des différentes personnes et institutions qui prennent en charge pendant l'hiver ?

- Qu'est-ce que pour vous un SDF ?

2.1.2. Deuxième guide d'entretien du secteur médical

2.1.2.1. Les professionnels

2.1.2.2. Les bénévoles

Nous nous intéressons à l'accès aux soins des personnes dites SDF, après étude il semblerait que les urgences soient l'une des portes d'entrée, qu'en pensez-vous ?

- Pouvez vous me dire votre fonction aux urgences ?
- Que veut-il quand il vient aux urgences ? pour quel motif ?
- A-t-il une demande ?
- Avez-vous repéré des périodes, moments dans la journée ?
- Y'a-t-il des personnes qui viennent plusieurs fois ?
- Cela pose t'il des difficultés particulières ?
- Le travail auprès d'eux requière t'il selon vous une formation particulière ?
- Qu'est-ce que cela suscité chez vous comme réaction, comme sentiment ?
Exaspération, se sentir démuni, impuissant, inutile ?
- Avez-vous connaissance du 115 ?
- Les orienter vous parfois ?
- Y'a t'il un travail en partenariat de développé ? (avec la P.A.S.S., Médecins du Monde, l'infirmierie du foyer Saint Benoit).

2.1.3. Troisième guide auprès des personnes SDF en errance institutionnelle

2.1.3.1. Guide d'entretien réalisé lors de notre étude à la P.A.S.S. et aux urgences.⁵²²

Phrase d'introduction auprès de la personne : « Nous réalisons une étude pour comprendre pourquoi les gens viennent à la PASS afin d'améliorer les services rendus. Accepteriez-vous un entretien ? »

Première question à poser : « Pouvez-vous m'expliquer pourquoi vous êtes venus à la consultation aujourd'hui ? »

Les raisons de la venue à la PASS :

a- Les raisons (médicales)

- Qu'est-ce qui vous a amené à venir à la consultation aujourd'hui (quel problème) ?
- Souffrez-vous d'une maladie ?
- Ressentez-vous des douleurs quelque part ? Si oui, quelles sont-elles ?
- Depuis combien de temps avez-vous mal (ou êtes-vous malade) ?
- Avez-vous attendu avant de venir consulter ? Combien de temps ? Pour quelles raisons ?

b- La fréquence des consultations et leur nature

- Est-ce que c'est la première fois que vous venez à la PASS ? Si non, combien de fois êtes-vous venus déjà auparavant ? Depuis combien de temps venez-vous consulter au centre ?
- Est-ce que vous pouvez me dire pour quelle(s) raison(s) vous êtes venus consulter les autres fois ? Aviez-vous des problèmes médicaux particuliers ? Est-ce que ce sont toujours les mêmes raisons (du même ordre) ?

c- Le contexte de la prise de contact au centre

- Comment avez-vous su que la consultation existait (et l'activité de Médecins du Monde) ? Par quel intermédiaire ?
- Comment cela s'est-il passé ? Avez-vous demandé à une personne si elle connaissait un endroit où vous pourriez vous faire soigner ? Ou l'idée vous a-t-elle été suggérée ?

⁵²² Guide adapté à partir de celui d'AILLET V., « J'avais beau leur expliquer... » - Rapport d'étude sur l'accessibilité aux soins, Enquête auprès des patients de la Mission France de Médecins du Monde, septembre 1998.

- Si c'est par le bouche à oreille, de quel type de relations s'agit-il ? : la famille, des amis proches ou lointains, le voisinage, des gens rencontrés au hasard du parcours.
- Si c'est par une institution, un service médical ou social, une association, un foyer d'hébergement : quelle structure, comment êtes-vous entrés en contact avec elle.
- Que venez-vous chercher dans cet organisme ? Pour quel type de problème ? Était-ce pour un problème de santé ou pour autre chose ?
- Avez-vous d'abord demandé de l'aide ailleurs puis avez-vous été réorienté ensuite ? Ou vouliez-vous de toute façon aller dans une structure telle que Médecins du Monde ?

d- Pourquoi ce centre ?

- Pourquoi êtes-vous venus dans cette consultation gratuite et pas dans une autre structure ?
- Est-ce pour des raisons administratives ?
- Quelles difficultés avez-vous rencontrées dans le circuit administratif ?
- De quel type étaient ces difficultés : Est-ce que c'est parce que les démarches étaient trop longues ou difficiles ? Avez-vous la possibilité de vous faire aider dans ces démarches par de la famille, des amis, des voisins ?
- Est-ce pour des raisons financières ?
- Travaillez-vous actuellement ?
- Si non, comment faites-vous pour subvenir à vos besoins (aide de la famille, des amis, des voisins, allocations...) ?
- Est-ce que c'est plus pratique pour vous ? Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ? (proximité géographique, horaires d'ouverture du centre, consultations sans prise de rendez-vous) ?

Parcours de soins

a- Les structures fréquentées et le vécu

- Habituellement, lorsque vous êtes malade, que faites-vous ?
- Vers qui allez-vous le plus spontanément ?
- Est-ce que vous allez chez le médecin ? Si oui, lequel ? Comment le choisissez-vous ?
- Allez-vous ailleurs : au dispensaire, à l'hôpital, dans des centres de soins publics de votre quartier... pourquoi ces endroits ? Comment avez-vous eu connaissance de ces structures ? Par quel intermédiaire et à quelles occasions ?
- Qu'est-ce qui fait que vous allez plutôt dans une institution, ou chez un médecin que vers un autre ? Est-ce qu'il y a des critères ou des raisons qui sont déterminants pour vous ?
- Est-ce que cela vous arrive d'aller vers une institution pour certains soins et vers une autre pour d'autres soins ?

- Si vous ne fréquentez aucune structure médicale autre : pourquoi ?
 - ✓ Est-ce que vous avez le sentiment d'être mal informés sur ce qui existe ?
 - ✓ Si vous n'y allez pas : pour quelles raisons ?
 - ✓ Vous n'en avez pas les moyens (financiers), vous n'avez pas les papiers administratifs nécessaires, vous ne pouvez pas vous déplacer ?
 - ✓ Est-ce que vous vous y sentez mal à l'aise (vous n'aimez pas l'accueil ?) ?
 - ✓ Est-ce que vous avez eu des expériences négatives, difficultés avec un médecin ou dans une structure ? Pouvez-vous me décrire ces expériences ? Qu'est-ce que vous avez ressenti ?
 - ✓ Est-ce que vous avez le sentiment qu'ils ne comprennent pas vos demandes ?

b- La connaissance des structures

- Est-ce que vous avez le sentiment de bien connaître les structures de soins qui existent ?
- Pouvez-vous me citer celles que vous connaissez, même si vous n'y êtes pas allés ?

c- L'automédication

- Est-ce qu'il vous arrive de prendre des médicaments sans consulter un médecin ?
 - ✓ Si oui, dans quels cas ? Pourquoi ? (quelles sont les raisons : financières, problèmes administratifs... ne jugeait pas sa situation assez grave ou connaissait le traitement).
 - ✓ Est-ce une habitude ancienne ?
 - ✓ Etes-vous conseillés par quelqu'un pour prendre certains médicaments (par qui ?) ?

d- Les représentations de la santé, la médecine, le corps médical

- Est-ce que vous avez le sentiment d'être en bonne santé ?
- Ressentez-vous une gêne dans votre vie quotidienne ?
- Vous arrive-t-il de ne pas vous soigner lorsque vous êtes malade ? Dans quels cas, pour quels types de maladie ? Dans ces cas-là jusqu'à quand attendez-vous ?
- Qu'est-ce qu'être en bonne santé pour vous ?
- Vous sentez-vous à l'aise pour parler de vos problèmes de santé, ou rencontrez-vous des difficultés ?
- Vous êtes-vous déjà sentis gêné par ce qu'un médecin vous a dit au cours d'un diagnostic ? Ou humilié ?
- Est-ce qu'il vous est déjà arrivé de trouver que les propos du soignant étaient moralisateurs ? Qu'il vous jugeait ?

e- Evolution des pratiques

- Lorsque vous étiez jeune, que faisiez-vous quand vous étiez malade ?
- Où alliez-vous vous faire soigner ? On vous emmenait chez le médecin, ou alliez-vous dans les dispensaires, dans les hôpitaux ?
- Pourriez-vous m'expliquer pourquoi vous alliez dans ces structures ? Etait-ce lié à votre situation familiale ?
- Aviez-vous des difficultés pour vous soigner ? si oui, quelles étaient ces difficultés ?
- Quelle était la profession de vos parents ?
- Si changement de pratique, pouvez-vous raconter l'événement qui a conduit à cette évolution ? (rupture familiale ou professionnelle).

f- La perception de la PASS et des centres, type Mission France

- Que pensez-vous des autres structures que vous avez fréquentées ?
- Qu'est-ce qui vous semble positif et négatif ? Pouvez-vous m'expliquer pourquoi ?
- Pour vous, quelle est la différence entre les centres de Médecins du Monde et les autres structures ? Du point de vue de l'accueil, de l'écoute, de l'organisation pratique (consultation sans rendez-vous), du personnel. Quand vous avez un problème, vers qui préférez-vous vous tourner au sein du centre ?
- Dans l'idéal, qu'est-ce qui vous manque pour que vous alliez dans les autres structures de soin (médecin en ville, hôpital ou dispensaire) ?
- De quelle aide avez-vous le sentiment d'avoir besoin pour cela ?
- Qu'est-ce qui vous incite à revenir à la P.A.S.S., Médecins du Monde ? Pouvez-vous citer ces raisons ?

2.1.3.2. Guide d'entretien pour les personnes SDF usagères sur leurs conditions d'errance

1. Pouvez-vous me dire si dans votre vie de tous les jours vous souffrez, beaucoup, assez peu ou pas du tout.

- De l'absence d'un chez vous.
- De ne pas avoir de travail,
- Du manque d'argent,
- De la difficulté d'obtenir ce à quoi vous avez droit,
- De la solitude,
- De l'ennui,
- Du jugement des autres,
- De la violence,

- De la saleté,
- De la faim,
- De la dépendance à l'alcool,
- De la dépendance à la drogue.

Un des objectifs est de voir si les souffrances ont évolué, aggravation réelle ou perception plus aiguë des problèmes. Solitude, ennui, séparation d'avec les enfants sont souvent évoqués.

2. Dans la vie de tous les jours, quelles sont les priorités au quotidien ?

- Essayer de trouver un emploi,
- Faire les démarches administratives,
- Essayer de vous procurer de l'argent,
- Trouver un hébergement pour la nuit,
- Essayer de trouver de quoi vous occuper,
- Vous préoccuper de vos repas.

Nous avons pu remarquer qu'un clivage peut exister entre ceux qui connaissent un minimum de stabilité parce qu'ils sont hébergés dans un foyer ou chez des amis, et ceux qui vivent dans une précarité extrême, logent dans des squats, à la rue ou dans des lieux publics et pratiquant la mendicité. Le 2^{ème} groupe est plus préoccupé de la survie quotidienne.

3. Etes-vous très bien accueillis, assez bien accueillis, assez mal accueillis ou très mal accueillis par :

- Les foyers
- Les services sociaux et les travailleurs sociaux
- Les hôpitaux, les médecins
- L'ANPE
- Les mairies, les administrations

4. Les raisons poussant à dormir dehors :

- Choix personnel
- Refus d'être aidé
- Inconscience du danger
- Refus de la compagnie des autres
- Volonté de vivre à l'extérieur

- Critiques des foyers
- Refus des chiens
- Façon « carcérale » d'être conduit ou logé en foyer
- Mauvais accueil
- Inconfort ou saleté
- Séparation des couples

5. Parmi la liste suivante, dites moi ce qui vous aide à garder le moral, ce qui vous apporte du réconfort :

- La certitude que votre situation va s'améliorer
- Vos relations avec d'autres personnes de votre situation
- Les bons moments passés avec vos proches
- L'aide que vous rencontrez auprès des foyers, associations
- Les moments d'évasions
- L'espoir de changer la société
- Les gestes de solidarité que vous manifestent des inconnus
- La présence d'un animal familier
- Rien.

6. Personnellement, faites vous confiance ou pas confiance :

- Aux associations d'aide
- Aux travailleurs sociaux
- A votre famille
- Aux autres sans domicile fixe
- Aux journaux, radios
- Aux journaux de SDF de rue
- A la police
- Aux gens en général
- A l'ANPE.

7. Parmi les mots suivants, dites- moi ceux qui qualifient le mieux l'attitude des gens à votre égard :

- Ils sont indifférents
- Ils sont méfiants
- Ils ont peur

- Ils sont solidaires
- Ils ont de la pitié
- Ils nous méprisent
- Ils sont agressifs.

2.1.3.3.Grille d'entretien pour les personnes en foyer

Première question à poser : « Pouvez-vous m'expliquer comment et pourquoi vous êtes venus au foyer? »

Les raisons de la venue au foyer :

Les raisons

- Qu'est-ce qui vous a amené à venir au foyer (quel problème) ?
- Étiez-vous sans logement ?
- Depuis combien de temps ?
- Avez-vous attendu avant de venir ici ? Combien de temps ? Pour quelles raisons ?

La fréquence des venues et leur nature

- Est-ce que c'est la première fois que vous venez au foyer? Si non, combien de fois êtes-vous venus déjà auparavant ? Depuis combien de temps venez-vous?
- Est-ce que vous pouvez me dire pour quelle(s) raison(s) vous êtes venus les autres fois ? Avez-vous des problèmes sociaux particuliers ? Est-ce que ce sont toujours les mêmes raisons (du même ordre) ?

Le contexte de la prise de contact au foyer

- Comment avez-vous su que le foyer existait ? Par quel intermédiaire ?
- Comment cela s'est-il passé ? Avez-vous demandé à une personne si elle connaissait un endroit où vous pourriez vous être hébergé ? Ou l'idée vous a-t-elle été suggérée ?
- Si c'est par le bouche à oreille, quel type de relations: la famille, des amis proches ou lointains, le voisinage, des gens rencontrés au hasard du parcours.
- Si c'est par une institution, un service médical ou social, une association, un foyer d'hébergement : quelle structure, comment êtes-vous entrés en contact avec elle ?

- Que venez-vous chercher dans cet organisme ? Pour quel type de problème ? Était-ce pour un problème de logement ou pour autre chose ? Avez-vous d'abord demandé de l'aide ailleurs puis avez-vous été réorienté ensuite ? Ou vouliez-vous de toute façon aller dans une structure telle que ST Benoit ?

Pourquoi ce centre ?

- Pourquoi êtes-vous venu dans ce foyer et pas dans une autre structure ?
- Est-ce pour des raisons administratives ?
- Quelles difficultés avez-vous rencontrées dans le circuit administratif ?
- De quel type étaient ces difficultés : démarches étaient trop longues ou difficiles ? Avez-vous la possibilité de vous faire aider dans ces démarches par de la famille, des amis, des voisins ?
- Est-ce pour des raisons financières ?
- Travaillez-vous actuellement ?
- Si non, comment faites-vous pour subvenir à vos besoins (aide de la famille, des amis, des voisins, allocations...) ?
- Est-ce que c'est plus pratique pour vous ? Pouvez-vous m'expliquer pourquoi ?

(Proximité géographique, horaires d'ouverture du centre, consultations sans prise de rendez-vous) ?

Parcours de logement

Les structures fréquentées et le vécu

- Allez-vous ailleurs : au dispensaire, à l'hôpital, dans des centres de votre quartier... Pourquoi ces endroits ? Comment avez-vous eu connaissance de ces structures ? Par quel intermédiaire et à quelles occasions ?
- Qu'est-ce qui fait que vous allez plutôt dans une institution ? Est-ce qu'il y a des critères ou des raisons qui sont déterminants pour vous ?
- Est-ce que cela vous arrive d'aller vers une institution pour certains aides et vers une autre pour d'autres aides ?
- Si ne fréquente aucune structure autre : pourquoi ?
 - ✓ Il ne les connaît pas : est-ce que vous avez le sentiment d'être mal informé sur ce qui existe ?
 - ✓ Il les connaît mais n'y va pas : pour quelles raisons ?
 - ✓ Vous n'en avez pas les moyens (financiers), vous n'avez pas les papiers administratifs nécessaires, vous ne pouvez pas vous déplacer ?
 - ✓ Est-ce que vous vous y sentez mal à l'aise (vous n'aimez pas l'accueil) ?

- ✓ Est-ce que vous avez eu des expériences négatives, difficultés avec une structure ? Pouvez-vous me décrire ces expériences ? Qu'est-ce que vous avez ressenti ?
- ✓ Est-ce que vous avez le sentiment qu'ils ne comprennent pas vos demandes ?

La connaissance des structures

- Est-ce que vous avez le sentiment de bien connaître les structures d'accueils qui existent ?
- Pouvez-vous me citer celles que vous connaissez, même si vous n'y êtes pas allés ?

Les représentations de la santé, la médecine, le corps médical

- Est-ce que vous avez le sentiment d'être en bonne santé ?
- Ressentez-vous une gêne dans votre vie quotidienne ?
- Vous arrive-t-il de ne pas vous soigner lorsque vous êtes malade ? Dans quels cas, pour quels types de maladie ? Dans ces cas-là jusqu'à quand attendez-vous ?
- Qu'est-ce qu'être en bonne santé pour vous ?
- Vous sentez-vous à l'aise pour parler de vos problèmes de santé, ou rencontrez-vous des difficultés ?
- Vous êtes-vous déjà senti gêné par ce qu'un médecin vous a dit au cours d'un diagnostic ? Ou humilié ?
- Est-ce qu'il vous est déjà arrivé de trouver que les propos du soignant étaient moralisateurs ? Qu'il vous jugeait ?

La perception de Saint Benoit et des centres d'accueil ?

- Que pensez-vous des autres structures que vous avez fréquentées ?
- Qu'est-ce qui vous semble positif et négatif ? Pouvez-vous m'expliquer pourquoi ?
- Pour vous, quelle est la différence entre le foyer et les autres structures ? Du point de vue de l'accueil, de l'écoute, de l'organisation pratique, du personnel. Quand vous avez un problème, vers qui préférez-vous vous tourner au sein du centre ?
- De quelle aide avez-vous le sentiment d'avoir besoin pour cela ?

2.1.4. Les personnes SDF en errance géographique

Il n'ya pas eu de guide proprement dit pour la raison qu'il n'a pas toujours été possible de mener des entretiens formalisés, si ces derniers ont pu avoir lieu, c'est après un temps de connaissance suffisamment long et pour des personnes ayant finis par faire appel aux institutions. A ce titre, cela reprend nos propos de la première partie, à savoir, il n'y a pas de parcours linéaire.

D'autre part, certaines personnes rencontrées n'étaient pas en mesure d'accorder un entretien ou nous nous-mêmes nous ne voyions pas leur proposer, il s'est agit alors soit d'observation régulière ou de « photos instantanées », d'échanges informels avec toujours à l'esprit nos hypothèses de travail et cadre d'intervention, même si au début du travail de terrain, comme nous le décrivons lors de l'anayse du contre transfert, nous sommes interrogés dans quoi s'inscrivait cette thèse, le caritatif, le militantisme ou rien de tout cela, préserver le cadre scientifique tout en ne se laissant pas envahir par les deux dimensions venant d'être citées.

2.2. La prise de photos : comment photographier le quotidien dans la rue.

L'idée de photographier la rue s'origine des temps de « tournées », la conscience d'une part que la situation pouvait être éphémère, ainsi comme nous l'avons vu en première partie, les lieux occupés par les personnes sans abri sont mouvants, de par leur propre choix mais aussi comme nous avons pu le constater suite à des décisions municipales de fermer l'accès à certains espaces. Ceci nous est donc apparu important de témoigner de cette transformation de la rue, puisque c'est celle-ci même que les personnes sont amenées à vivre. D'autre part, il nous a paru parfois plus facile de photographier que de trouver les mots justes pour décrire la scène où l'atmosphère qui s'en dégagait. Nous n'avons pas fait le choix de faire des portraits, notre préoccupation se portant avant tout sur la dimension spatiale et comment celle ci est liée à l'errance⁵²³. Ainsi nous emmenions lors de nos sorties tant professionnelles que privées un appareil jetable, ce qui nous a permis de réaliser des photos au gré de nos pas.⁵²⁴

Nous avons aussi choisi d'utiliser des photographies prises par une étudiante dans le cadre de son mémoire de maîtrise en sociologie sur la thématique de la manche⁵²⁵, ceci nous paraissait pertinent, une fois encore afin de rendre compte par l'image, de ces temps où la personne qui mendie se retrouve dans une situation particulière, par rapport à la rue mais aussi par rapport aux passants. « La photographie, prise instantanée, figée et ponctuelle d'une réalité perçue, doit être pensée dans sa dimension mobile et mouvante, en ayant à l'esprit le passé et le futur du moment perçu par le témoin »⁵²⁶. Regardez ces visages, ces gestes, ces mains, ces regards.

⁵²³ L'autorisation était demandée aux personnes.

⁵²⁴ Se reporter aux photographies en annexe 9.

⁵²⁵ RADOUX M., *La pratique de la manche à Nantes*, 2004

⁵²⁶ JEROME L., *Les itinéraires de l'exclusion pour un groupe de sans abri*, Revue Ethnologie, vol. 24, n°1, 2002.

CERTEAU, M. de, *l'invention du quotidien*, Paris, UGE, 1980.

2.3. Etude du traitement médiatique

En lien avec notre étude sur la dialectique de la visibilité étudiée en première partie, au cours de notre travail de terrain, nous avons été amenés à être sensible à tous les supports, traitements pouvant être en lien avec notre thématique de recherche, d'où notre intérêt pour les journaux, documentaires télévisuels et radiophoniques, c'est suite à cette curiosité et sensibilité qu'est né notre postulat selon lequel il existait un autre acteur de cette visibilité : les médias. La mode en littérature, des biographies, journaux intimes, histoires de vie à son pendant à la télévisions dans les interviews ou les reality shows où viennent témoigner des individus dont le parcours atypique apparaît comme exemplaire. C'est là aussi que la marge trouve sa représentation la plus large : après le vagabond de Chaplin, « Sans toit ni loi » d'Agnès Varda, les films de Ken Loach, ce sont les reportages qui supprimant la distance fictionnelle et donnant directement la parole aux exclus misent sur l'identification du spectateur à l'interviewé. Le petit écran témoigne d'une marginalisation des normes sociales traditionnelles des comportements considérés jusque là comme répréhensifs, déviants ou marginaux se banalisent et entrent dans la normalité, la vie privée vécue en marge, à l'écart de la vie publique, se montre au grand jour.

C'est en ce sens que nous avons choisi d'interroger quelle était la participation et les enjeux de ce traitement médiatique de l'exclusion et des SDF qui parfois va jusqu'à se transformer en engouement au gré des saisons. Afin de voir ce qu'il en était, nous avons effectué un travail de recherche et d'étude sur la presse écrite⁵²⁷, les documentaires radiophoniques (bandes enregistrées lors d'émissions d'une radio locale⁵²⁸) et télévisuels **sur les thématiques de l'exclusion et de l'insertion.** Cela concerne ceux que nous avons pu visionner. Ce travail ne se prétend pas exhaustif.

2.4. Participation à des « visites », « tournées dans la rue »

Pour chacun des intervenants dans la rue, professionnels ou bénévoles, nous nous sommes attachés à reprendre l'historique ; leurs missions et périmètre d'actions. Ainsi, nous nous sommes intéressés, entre autre, à la Veille Sociale 44 (115 et équipe mobile sociale), l'Equipe municipale de rue, l'Ecoute de la rue, la maraude et cars du cœur. Equipes que nous avons pu accompagner au cours de leurs maraudes ou « tournées ». Un premier constat peut être fait sur la **multitude d'intervenants** qui se croisent mais ne se rencontrent pas toujours. Dès lors, cela questionne les possibilités d'interventions et concertées en partenariat. Ce travail peut-il être envisageable ?

Lors de nos « visites » à la gare de Nantes, il a été fréquent de voir des hommes assis, parfois discutant. Ils n'avaient pas de bagages, n'attendaient pas de train.

⁵²⁷ Articles de journaux régionaux et locaux parus depuis 2000-2004. Annexe 8

⁵²⁸ Emission « Urgences », Radio France Loire Océan, 2002-2003.

Nous pouvions aller à leur rencontre sous l'œil à peine surpris des voyageurs en transit. Au cours du travail de terrain, il nous a été de moins en moins possible de rencontrer ou d'observer ces personnes à la gare, ces dernières étant reconduites par l'équipe de sécurité dès qu'elles étaient repérées et qu'elles ne pouvaient présenter un titre de transport. En effet, à la gare de Nantes, le service sécurité de la SNCF, au travers de brigades rappellent que la gare n'est pas un lieu de résidence, mais un moyen de locomotion, demandent aux personnes leur titre de transport qui, si elles n'en possèdent pas, sont priées de sortir de la gare.

En permettant l'exposition de soi, l'espace public constitue le lieu même d'individualisation d'une part, de confrontation avec les autres d'autre part. Lieu de mise en scène qui combine un espace abstrait, celui des rapports sociaux, et un espace concret, celui de la présence physique des individus, c'est un lieu (l'espace public) où s'effectue la mise à distance autant que le rapprochement de l'autre, le sujet, porté par la dynamique urbaine. Y entre en interaction avec d'autres comme sur une scène où tous auraient à la fois à affirmer leur appartenance, à s'en acquitter où les jouant, comme à les déjouer en se référant à d'autres rôles »⁵²⁹.

Nous avons été ainsi dans des lieux que nous ne soupçonnions pas comme pouvant être des espaces occupés par les sujets SDF tels que la médiathèque. Lors d'une fin de journée à la médiathèque, nous croisons trois personnes rencontrées à l'Oasis et à la Maison d'Accueil de Jour, plusieurs autres personnes attendent la fermeture pour s'en aller. Certains ont un livre à la main, d'autres pas. Elles sont installées sur les fauteuils, une s'est assoupie. Le Lieu Unique, lieu culturel où on peut y être sans consommer avec salle d'exposition, bar, est fréquenté notamment le weekend end et quand les accueils de jour sont fermés. Ce sont des lieux de protection tant au niveau des intempéries que des risques d'agression. De plus, dans les rues piétonnières, chacun sait qu'au centre ville, densité de la foule et diversité des passants autorisent l'anonymat, par une mise à l'écart provisoire des regards insistants. Parfois, au lieu de fondre dans le mouvement, l'individu stigmatisé peut tout aussi bien s'accorder le repos, par un retrait volontaire dans les jardins publics, les squares, les recoins délaissés.

Les stations de tramway, les transports en commun nous sont aussi devenus familiers, constituant notre itinéraire lors de notre présence dans la rue. Les transports publics constituent en eux-mêmes des espaces publics et des lieux de sociabilités non négligeables. Goffman s'intéressant aux modes de gestions de la coprésence dans des lieux publics, les a qualifiés de « civil inattention » (inattention polie) : chacun montre aux autres à travers des signes usuels qu'il se rend compte de leur présence, ceci tout en limitant l'attention accordée afin de signifier qu'ils ne constituent pas un sujet de curiosité particulier⁵³⁰. Les liens sociaux se différencient des relations de voisinage et de quartier. Ils se caractérisent par le silence, des façons de voir et de se montrer, une coordination des mouvements dans l'espace permettant les croisements.

⁵²⁹ PELLEGRINO P., *Le sens de l'espace*, vol.I et II, Economica, 2000, p207 in STEIN V., *La reconquête du centre-ville : du patrimoine à l'espace public*, Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences économiques et sociales Mention géographie, Genève, février 2003.
(<http://www.unige.ch/cyberdocuments/theses2003/SteinV/these.pdf#search=%22interaction%20avec%20d%E2%80%99autres%20comme%20sur%20une%20sc%C3%A8ne%22>)

⁵³⁰ GOFFMAN E., *Théorie de la vie publique*, 1963.

Nous avons été amenés également à accompagner des bénévoles de l'Ecoute de la rue au domicile des personnes quand elles en avaient un, (maison, bungalow), cela faisant partie d'une de leurs interventions possibles.

Enfin, nous avons effectué plusieurs visites seule, chez des personnes que nous avons commencé à connaître alors qu'elles étaient à la rue. Chez **Monsieur B.**, qui avait pu être hébergé en CHRS et aujourd'hui occupait un des logements géré par l'association. Chez **M.**, une personne rencontrée à brin de Causette et qui avait pu obtenir une réponse favorable au CCAS dans le cadre d'un logement en sous location. Chez **M.**, une autre personne connue dans la rue, que nous avons visitée lors de ses hospitalisations (service général de médecine et psychiatrie) et ensuite au sein d'un appartement qu'elle occupait mais dont le mode de vie s'apparentait plus à celui du squat que d'une véritable installation et appropriation. **S.** rencontrée à l'oasis, qui avait notamment connu le foyer St Benoit, et qui se retrouvait à être hébergé en caravane par une autre personne de la rue et qui après quelque temps avait pu acquérir une tente puis une caravane (pour l'hiver) basées dans un des campings nantais. A chaque fois ce furent des visites sur invitation des personnes qui n'avaient été nullement programmées au début de ce travail de terrain.

**4^{ème} partie : De l'étude des stratégies
institutionnelles d'offres et de demandes... à la
compréhension des dynamiques amenant à la
situation d'errance et à son maintien.**

1. Analyses des monographies obtenues par les guides

1.1. Analyse de contenu des entretiens

1.1.1. Premier guide

1.1.1.1. Le discours des professionnels

La question des représentations

L'action publique en direction des sans abri ne fait pas que prendre en charge les sans abri, elle les nomme, elle tente de les dénombrer et cherche à les différencier (à la fois du reste de la population et en même temps en différentes sous population de SDF). Ainsi, par rapport à notre questionnement auprès des professionnels sur ce que représentait pour eux un SDF, voici ce que nous avons pu recueillir.

Un des éducateurs d'un CHRS nous confie « *Je n'aime pas le nom, cela fait catégorie. Je trouve nul de définir une personne à la lueur de ses manques, c'est stigmatisant. Néanmoins, il n'y pas vraiment de nom propice. Mendiant, clochard, ce n'est pas mieux* ». Le psychologue de la même institution parle de « *personnes accueillies* », les définit comme « *personnes en difficulté au sens large* » mais refuse le terme d'« usager » ; les situant dans des problématiques multiples interagissant entre elles : « *Elles n'ont pas que des problèmes sociaux, matériels, de santé. On accueille des personnes ici où socialement elles pourraient s'en sortir mais, en fait, un problème de santé qui fait que cela entraîne d'autres problèmes derrière* ». Il refuse toute catégorisation liée au terme de sans domicile : « *je ne veux pas que cela devienne une catégorie de population comme les chômeurs et les rmistes. Les pouvoirs publics entretiennent cela : on fait des choses pour les rmistes, cela devient des catégories sociales* ». Pour lui, il y a peu de personnes réellement désocialisées : « *il y a toujours un lien quelque part. Ils le tissent avec les gens de la rue mais il y a toujours un groupe d'appartenance. SDF, c'est ce que les gens arrivent le plus à entendre* ».

De même, un travailleur social pratiquant l'urgence sociale récuse l'aspect de catégorisation, avec encore une fois un parallèle avec le RMI, et il évoque une évolution des problématiques - « *Avant, ce n'était pas de logement, errance ; maintenant, cela peut-être toute sorte de personne* » - il vient renforcer l'idée d'une non désocialisation « *Il y a des parcours, des rites dans leur quotidien* ». Nous retrouvons cette importance de préciser que les personnes SDF ne sont pas toutes désocialisées. Une infirmière évoque l'errance de certaines personnes comme une « façon de vivre » : « *Il y a des personnes qui vont en foyer, être dans en abri précaire. Elles ne s'inséreront pas car n'arriveront pas à survivre autrement* ».

Un des agents d'accueil d'un CHRS, soulignant l'évolution des termes employés de **clochard** à **sans abri** plus employé désormais, insiste sur l'image négative

souvent associé au terme employé spécifique et préfère ainsi une appellation plus générique : *« A l'extérieur, je dis les résidents, je ne dis pas je prends en charge des clochards. Mais ils vont inventés d'autres termes, on ne l'associe pas à quelque chose de positif, sauf période de Noël ».*

A contrario, pour une des écoutantes du 115, le sigle SDF renvoie à une représentation et une problématique précis : *« un SDF, c'était ce que j'appellerais un clochard, sans ressources, âgé [...] c'est quelqu'un qui manque d'hébergement momentanément »*; elle précise ne pas aimé ce terme. Nous retrouvons cette représentation dans l'emploi des termes. Si « bénéficiaire » ou « appelant » sont associés, pour elle, à un aspect commercial *« téléphonie de vente par correspondance, le marketing »* - elle les considère comme « usager » : *« on est là pour des gens qui ont besoin de quelque chose et usager, c'est parce que c'est tout le monde, on est sensé répondre à tous ».*

Pour certains, le refus d'une catégorisation répond à une identification à la personne. Ainsi, le chef de service d'un CHRS répond : *« Pour moi, c'est péjoratif. On en a fait une catégorie. A la fois, c'est bien pratique mais ça catalogue un peu trop. Clochard, SDF, je n'aime pas car c'est monsieur tout le monde en fin de compte. [...] un gars qui a perdu son emploi, qui s'est fait viré, qui a eu une rupture familiale ».* Refusant la stigmatisation du SDF ou marginal, il le définit comme *« quelqu'un qui est sans domicile fixe, donc sans domiciliation »*, il les considère donc comme *« résident du Foyer Saint-Benoît »* et non plus comme SDF : *« ici, ils ont une domiciliation, on ne parle plus de SDF ».* L'identification à la personne SDF peut mettre mal à l'aise le professionnel : *« J'ai du mal avec ça mais c'est personnel ».*

Nous retrouvons cette identification dans le discours d'un travailleur social d'un CHRS : *« partant de l'idée que les accidents n'arrivent pas qu'aux autres, je les regarde comme je vous regarde. La plupart des gens accueillis ne sont pas sans domicile, sans domicile fixe peut-être, on ne peut pas se substituer à toutes les carences qui existent ; institutionnelles mais aussi familiales, amicales ».* Ainsi, certains professionnels semblant gênés répondent par des représentations assez floues. Si le responsable d'un accueil de jour, peinant à répondre, commence par des généralités – *« quelqu'un qui fréquente la rue, tout simplement. Il y a SDF et tout ce qui se rattache à la vie de SDF [...] très grande précarité avec la notion de décalage avec le droit commun, fonctionnement commun. Le fait de faire partie d'un autre monde, parallèle »*, il évoque par la suite une prédisposition psychologique – *« une structure psychologique faible pour gérer les ruptures, difficultés de leur parcours de vie ».* Le questionnement de *« la culture qu'on essaie de poser un peu partout : la rue, cela peut arriver à tout le monde »* et *« une peur collective qui finirait par dire qu'il y aurait une acceptation de tout ce que l'état propose, de peur de ce genre de chose »* semble renvoyé à des failles personnelles : *« moi-même, j'ai conscience d'avoir des fragilités, et cela pourrait peut-être m'arriver ».* De même, un psychologue déclare ne pas savoir, parle de « marginaux », de « personnes en galères » auxquels il oppose le terme de « vagabond » qu'il associe avec un aspect moral. Le terme de « clochard », lui est associé à la figure du *« clochard philosophe qui a un regard distancié sur le monde ».* Il définit le SDF comme *« quelqu'un d'exclu ou qui s'exclu : un concept ne marche pas seul ».* Il questionne, dans son cadre professionnel, l'usage d'appeler les personnes par leur prénom entretenant, pour lui, une forme d'anonymat : *« Qu'est-ce qui cela veut dire de ne pas pouvoir appeler quelqu'un par son nom de famille ? ».*

A coté des termes tels que vagabond, clochard, SDF, à la rue, sans abri, sans logis... s'en trouvent d'autres comme « client », « routard » ou « parasite ». L'appellation diffère dans le temps et dans l'espace, en fonction de l'auteur et de sa position dans l'espace social. De plus, la façon de désigner les personnes qui fréquentent les structures (résidents, hébergés, accueillis, bénéficiaires, usagers) est révélatrice de la coexistence de représentations multiples et variées concernant les raisons de la précarité et de l'exclusion. Dans un échange sur les sans abri, les interlocuteurs parlent rarement de la même personne : les uns ont à l'esprit la mère isolée qui vient de se retrouver à la rue, les autres le cadre déchu qui vient frapper pour la première fois aux portes des guichets de l'assistance, d'autres pensent encore à la figure traditionnelle du clochard à la rue, dans le même quartier depuis des années. La façon de désigner les personnes fréquentant les structures - résidents, hébergés, accueillis, bénéficiaires, usagers est révélatrice de la coexistence de représentations multiples et variées concernant les raisons de la précarité et de l'exclusion. Ainsi, le cas de ces jeunes femmes avec enfants dans la rue suscite généralement un intérêt plus vif que pour les hommes sans abri. Ces orientations sont révélatrices des logiques sociales présidant à la distribution des personnes sans abri dans le dispositif d'hébergement mais aussi de ce qui dans une époque et dans un pays déterminés, est « jugé » tolérable, supportable, c'est à dire de la sensibilité sociale d'une époque, de ses standards sociaux ne cessant d'évoluer, en fonction notamment du nombre de personnes à la rue, de leur visibilité et donc de la banalisation du phénomène. Cette sensibilité est différentielle aussi, certains amènent plus aisément la pitié ou l'aide sociale que d'autres.

Au vu des réponses, nous avons aussi mesuré comment il était difficile d'éviter l'écueil de l'identification. Si le langage est le véhicule du lien social, il peut être aussi l'occasion d'une rupture de lien social chaque fois qu'il assigne l'autre à une place unique, chaque fois donc qu'il est exclu. Utiliser un mot plutôt qu'un autre présuppose toute une stratégie mettant en scène un champ notionnel, une représentation ambiante de l'objet donnant une résonance particulière à ce dernier car en nommant ce qui est représenté, le discours énonce déjà le contenu de la représentation. Si le terme chômeur renvoie à un statut qualifiant le manque d'emploi, celui de SDF souligne l'absence de domicile (même si la personne est au chômage) Ces initiales, ces bribes de langage définissent sur le mode négatif l'identité en creux de l'individu ainsi désigné. Clochards, vagabonds, mendiants, SDF ; ces appellations ne recouvrent pas la même réalité sociale.

L'évolution du public : les personnes présentant des problématiques chroniques issues de l'errance (SDF, routards) semblent diminuer au profit des nouveaux publics de l'urgence sociale. Nous rencontrons de plus en plus de situations issues de crise ou de ruptures sociales comme l'émergence de femmes, de couples et de familles, problématiques liées à l'errance des jeunes avec dépendances à l'alcool et autres toxiques, problèmes psychiatriques, absences de repères et de projet, absence de revenus, petite délinquance. Il n'y a pas que la seule vision de l'errance des « jeunes à la rue » mais aussi les constats issus de l'hébergement d'urgence montrant l'augmentation de la présence de jeunes et parfois de mineurs. Ainsi à Nantes, il y a une augmentation des jeunes seuls à la rue et non plus en squat. Le rajeunissement de la population, sans être un phénomène nouveau, s'est amplifié et s'articule avec l'émergence ou la modification des problématiques.

Pour une des professionnelles du Samu social, le rôle de l'infirmière d'évaluation rapide et d'orientation de la personne vers un foyer ou une structure de soins a été conçu avec le constat que « *beaucoup de personnes pouvaient avoir des gros problèmes de santé, notamment mentaux* ». Ainsi, un responsable d'un accueil de jour pose le problème d'orientation de personnes présentant des troubles d'ordre psychiatriques : « *ce n'est pas forcément le bon lieu pour elles, elles ont déjà une grande carence en terme de gestion, d'autonomie et, avec les SDF de la rue, il peut y avoir des abus. Elles se confrontent à un public de la rue et le fonctionnement, comportement est différent* ». Selon un agent d'accueil dans un CHRS, « *L'accueil des personnes ici a beaucoup changé. Au départ, c'était de l'accueil immédiat, là, c'est le 115 qui gèrent les demandes. La moyenne d'âge est environ de 40 ans avec problème d'alcool. Avant, beaucoup de clochard, ce qu'on appelait vraiment les clochards, maintenant, il n'y en a plus* ».

Selon un éducateur rencontré ayant l'expérience d'un accueil de jour et d'un CHRS, « *Beaucoup de professionnels disent que la population a changé depuis la création du RMI. Maintenant, si je compare au livre de Declerck, la population dont il parle, je n'y ai pas accès, peut-être quelques uns complètement dégradés.*

« *La Boutique (accueil de jour), cela faisait un peu comme des **clans**, un peu tribal, avec les piercings, ceux qui crachent le feu, qui gagnent leur vie comme ça, sinon **des plus classiques** qui vivaient en groupe très éphémères, ils se regroupent pour pouvoir faire face à l'adversité dans la rue et ils se font et se défont très vite au gré des squats, des engueulades. Déjà, si je compare les deux groupes de population, ce n'est pas du tout les mêmes : ici, elles sont plus structurées, souvent une rupture affective, souvent un problème d'autonomie* ».

Ainsi, nous pouvons voir comment s'établit des catégories d'usager. Un chef de service nous confie que si le public a évolué avec des personnes plus jeunes à la rue, il y a, dans le cadre du Foyer Saint-Benoît, toujours les mêmes proportions de tranches d'âge et **problématiques de polyconsommations** alcool, médicaments avec une évolution des produits selon les années. Il relie une évolution par rapport aux problèmes posés par un public jeune à un certain malaise des professionnels : « *Plus mal à l'aise à voir deux jeunes sur un banc avec une bouteille au milieu que le bon clochard, cela ne va pas faire peur* ». Nous retrouvons ici la dichotomie soulevée en première partie entre le bon et mauvais pauvre.

A ce sujet, **l'équipe municipale de rue effectue un travail de repérage** (la formation des groupes), **de classification** qui dénombre environ 60 à 80 personnes : du SDF vieillissant, brave clochard, jeunes en zonage, des gens qui s'y dissimulent pour des trafics. Il s'agit selon eux d'un **niveau d'intervention en temps réel**, nécessitant l'établissement d'une relation, **un travail de veille**. Ils se situent dans le **rappel à la loi**, et pour reprendre leur terminologie « *avocat de la réalité* » (définition de comportements qui sont acceptables et ceux qui ne le sont pas selon leur propre critère).

La présence des marginaux dans les centres villes pose question⁵³¹ par une occupation déviante de l'espace public dans la mesure où celle-ci nuit à la fois au commerce, à la sécurité et à la tranquillité. Les commerçants prennent l'exemple des routards avec leurs chiens qui s'installent sur les allées, dans les porches d'immeuble et dans les maisons squattées. « *Ils sont agressifs, la bouteille à la main et le « joint » au coin des lèvres, ils font leurs besoins comme les chiens au milieu de la rue et des*

⁵³¹ Se reporter en 1^{ère} partie, 1.3.4.1. Le nouveau mobilier urbain : une insidieuse et silencieuse expulsion des exclus ?

espaces publics...quand ils ne se masturbent pas en public ». « *La plupart d'entre eux alors qu'il y a les équipements nécessaires pour se laver, pour avoir un repas, pour se reposer préfèrent venir se vautrer en public et organiser des batailles de chiens* ». **Ces descriptions peuvent rappeler les frasques de Diogène.**

Avec la différence clochard / SDF, il semble s'opérer une classification qu'une infirmière d'un accueil de jour relate : « *Des jeunes qui me disent « Tiens, je t'ai vu l'autre jour, tu parlais à un clochard* ». Pour les plus vieux, « *les jeunes sont des drogués, moi je ne touche pas à ça* ». Le psychologue du CHRS évoque un « *rapport de séduction avec l'institution pour justement ne pas être comparées aux autres* » devant la violence de la confrontation avec d'autres personnes en difficulté : « *le miroir est dur. Je suis là, mais je ne suis pas comme eux* ». Phénomène inverse, il évoque une véritable identification : « *c'est leur groupe d'appartenance, là au moins j'ai ma place. Le collage, ils en sont prisonniers. C'est le seul repère pour se reconstruire à un moment donné* ». Il parle aussi de la recherche de certains pour maintenir de la distance : « *Ce sont celles qui rentrent dans une errance au bout du compte ou qui n'avouent pas, qui bloquent tout. Ce n'est pas simple de travailler avec elles car on est presque dans un déni, de leurs difficultés. C'est tellement insupportable d'entendre, qu'elles ferment tout* ».

Il est aussi fait référence à **l'auto-régulation des populations**. Un responsable d'un accueil de jour note la différence des parcours entre les jeunes et les plus âgés qui ont construit quelque chose – parcours professionnel, familial – même si nous retrouvons les ruptures, placements : « *Je ne pense pas qu'il y ait une identification, cela leur renvoie quelque chose qui fait peur. Est-ce par rapport à leur propre problématique ou volonté de s'en sortir ? Une sorte de compassion, révolte mais ces jeunes-là les font fuir : deux mondes qui se confrontent et un public qui en chasse, déplace un autre* ». Ainsi, des bénévoles d'un accueil de jour relatent ce phénomène avec les Cars du Cœur, où les jeunes se rendaient plus particulièrement au car place de la Petite Hollande, tandis que les anciens venaient à celui de Talensac. Avec, désormais, un car unique, ils relatent que les plus anciens, chassés par les plus jeunes, ne viennent plus trop. De même, par exemple, les jeunes se rendent à la Maison de Rezé plutôt qu'à Brin de Causette où viennent plus des personnes très désocialisées. Un agent d'accueil évoque des cycles selon les saisons : « *il y a des personnes que l'on va voir plus en période d'été, d'autres essentiellement l'hiver. Plus de jeunes l'été. L'hiver, des clochards mis à l'abri par le SAMU social* ». (CR.)

Pour l'entrée en CHRS, un des éducateurs évoque une très grande fatigue qui légitime leur demande de rentrer ici, soit un **discours institutionnel** plaqué : « *je veux retrouver du travail, un logement* » qu'il qualifie de « *carte verte pour rentrer ici* ».

« *Ce sont des personnes qui sont tellement fatiguées physiquement, psychologiquement, qu'il y a tout un travail pour les rassurer, recréer un lien, en parlant avec elles, en les reconsidérant. C'est très difficile de les aider à se projeter dans le temps, suffisamment du moins pour qu'elles puissent imaginer d'être en soins, quand il s'agit d'alcoolologie. Ils sont dans une espèce d'abandon, un suicide à terme qui fait parfois qu'ils sont dans un désespoir gigantesque et dès qu'ils ont récupérés un petit peu, souvent repartent. Ils sont vraiment dans cette dynamique comme s'ils ne voulaient pas que leur passé les rattrape. Il arrive parfois que cela marche mais, pour la majorité, on a juste la possibilité de restreindre l'hémorragie ; de là à ce qui il y ait un suivi pour la suite...Il y a des habitués. Certains repartent, viennent, surtout en fin de parcours* ».

Une infirmière fait part de la difficulté de se coordonner avec les services de soin comme les urgences où, pour elle, « **la barre est beaucoup trop haute pour les personnes sans domicile pour avoir accès aux soins** ». Relatant les difficultés de prise en charge de ces personnes qui sont souvent en attente et finissent par partir, elle l'illustre par le cas d'un homme pour qui elle avait signé une HDT devant prendre une douche pour être ausculté aux urgences, est parti dès son réveil sans que les soins, dont un calmant pour faciliter son attente, n'aient été administrés. Elle cite des réflexions comme « **ici, on a des vrais malades** », ou « **on a déjà du mal à faire rentrer les nôtres** ». Elle évoque la même difficulté pour les personnes vieillissantes à la rue dans un état de santé inquiétant pour qui il n'y a pas de maison de retraite : « **on n'arrive pas à trouver de solution car l'étiquette SDF** ». « **La population qui est visée par cette coordination est celle qui est très désocialisée. On marche sur des œufs au niveau de l'ingérence, de la liberté de la personne. Ce sont des personnes qui ne demandent plus rien. En fait, il y en a quand même une mais il faut la faire émerger cette demande. Ça concerne environ une quarantaine de personnes qui n'accèdent plus aux soins mais qui souffrent dans leur coin** ». (C.)

De même, le psychologue de l'accueil de jour dit **ne pas toucher les plus en difficultés, les plus désocialisés**. Ce sont des personnes ayant connus un épisode de rue dans leur vie mais qui ont, à présent un logement. Elles sont, selon lui, dans un entre deux, ni à la rue, mais pas complètement dans « l'autre monde ». Une des infirmières de l'Equipe Mobile Sociale pose aussi cette question de l'ingérence : « *pour certains, c'est plus confortable selon elles d'être dehors que tous seuls dans un foyer car les mettre à tout prix à l'abri, cela ne va pas les aider forcément. Cela nous donne bonne conscience car on sait que pendant ce temps-là, elles vont être une nuit dans un foyer* ». (M.)

Les évolutions des territoires d'intervention :

Le problème lié à l'ingérence est mentionné par plusieurs professionnels qui relatent la situation de personnes refusant toutes interventions extérieures et vivant à la rue : « *On est obligé d'expliquer aux riverains. On nous reproche de ne pas intervenir mais on ne pense pas que ce serait de l'ingérence. Il est sûrement aussi bien là qu'en psychiatrie* ».

« *En ce moment, il y a de plus en plus de contrôle, on les déloge [...] Ils sont moins visibles aujourd'hui, il y a deux ans, c'était différent. On ne les voit plus, déjà avec certains, on avait du mal à rentrer en relation avec eux. Par exemple, les jeunes, beaucoup de difficulté, ils nous renvoient tous les dysfonctionnements du système* ». (M. infirmière de l'Equipe Mobile Sociale).

Un responsable de C.A.V.A. (centre d'aide par la vie active) évoque la présence de mineurs parmi les gens vivant à la rue et aussi une répartition sur le territoire selon les départements : « *au niveau de l'accueil, certains sont limités, ils vont donner des billets de train : allez donc dans les grandes villes* ».

L'urgence sociale superpose deux dimensions qui ne s'interpénètrent pas de manière systématique : la préservation des besoins vitaux élémentaires et le processus de l'insertion sociale. Elle est à penser dans deux catégories temporelles distinctes auxquelles coïncident deux types de réponses : Centre d'hébergement d'urgence et de longue durée comme, par exemple, le Champ de Mars et les CHRS, comme Saint Benoît. L'hébergement en CHRS, contrairement au foyer d'urgence procède d'une

commission d'admission. Séjour de plus ou moins longue durée, l'accompagnement social qui y est assuré est plus ou moins intense.

Un éducateur : *« Il y a tout un public en errance qu'on ne voit pas, ils refusent Pour d'autres, ceux qui sont à peine en capacité de respecter les contraintes d'ici, vont se retrouver sur des places d'hébergement de courte durée, car ils n'ont pas tout le réseau de solidarité qui se crée dans le monde de la rue qu'ils ne connaissent pas très bien, ils ne réussissent pas à y faire leur place donc ils vont quand même prendre cette solution des services sociaux mais il y a encore une autre frange de la population qui n'ont même pas accès à ça car ils ne veulent pas ou plus, ils sont dans une autre démarche de débrouille ; ces, personnes, on réussissait à les voir à l'accueil de jour, et c'est impressionnant le nombre qu'il y a, on tournait en moyenne à environ 60 personnes. **Ils venaient pour les services essentiellement et le contact... enfin, on aime l'espérer.** Bien souvent, paradoxalement, une fois que ces personnes réussissaient à déposer quelque chose, une parole, elles disparaissaient comme si, je ne sais pas, ils n'étaient pas prêts à faire un travail la dessus. Après, il y avait d'autres personnes dont on connaissait bien l'histoire, qui venaient assez fréquemment nous voir mais qui ne voulaient pas du tout s'engager dans un suivi social, ce n'est pas leur truc. C'est pour ça **qu'il refuse l'entrée dans le CHRS : l'hébergement, d'accord, le suivi social, non merci. Et c'est la condition sine qua non : quand la personne signe son contrat, il faut qu'elle accepte un suivi social.** Ils ont aussi dans la tête que pour eux cela ne sert à rien de se lever tous les matins, donc pas légitime qu'il y ait une intrusion dans leur vie privée car ils estiment que leur façon de vivre est meilleure que la notre. Tant que nous, on a un seuil de contrainte, certains ne peuvent pas suivre ». Ces propos posent la question de la hiérarchisation de l'exclusion. Comment va se structurer cette catégorisation au sein d'un lieu d'accueil ou d'hébergement ?*

Ce professionnel définit cette période d'extrême urgence, pour un CHRS, comme un temps d'observation, de prise en compte de la problématique de la personne avec les limites imposées par la vie collective. Il mentionne que la nécessité d'**intégration dans un tissu collectif** conditionne certains choix vers les personnes « qui ne posent pas de problème » en regard de la limitation des places Il définit les centres d'urgence comme « un hébergement immédiat des personnes mais en principe pour une durée brève ». Citant la classification en urgence couramment admise des établissements ouvrant pour un hébergement pour la nuit et fermant le matin, il évoque le regroupement, par certains professionnels, des personnes fréquentant ces établissements pour de longues périodes en s'y représentant tous les soirs, en une catégorie dite des « inorientables » : *« il s'agit de personnes en errance chronique que l'on retrouve principalement dans la rue et dans les services d'hébergement inconditionnels et gratuits auxquels ils se fidélisent ».*

Le public « stagne » dans l'urgence : parfois par manque de stimulations de l'environnement social et surtout par manque de sorties en logement durable...la demande d'hébergement est donc supérieure à l'offre sur un plan quantitatif, quels critères qualitatifs, parallèlement pouvons-nous nous autoriser ?

Une écoutante du 115 dit *« On nous demande de faire une liste de ceux qui ont été hébergés, il en est hors de question. Maintenant, on travaille aussi avec ceux qui ont un suivi, ils auront l'hébergement. On a des critères stricts : travail, pas d'argent d'avance. Moins on a de places, plus on va être sélectif. Nos critères : le travail, mais au bout de 15 jours, trois semaines, on lui dit qu'il a pu avoir une petite*

avance, mettre de coté, donc possible pour lui d'aller à l'hôtel ou auberge de jeunesse. La formation. Celui qui doit avoir trois ou quatre nuits pour aller à un procès ».

Au-delà de l'hébergement, toute la situation sociale est très dégradée, ce type de public présentant les quasi-constantes d'avoir nomadisé à travers le pays, ainsi qu'un désintérêt souverain de la « paperasse » avec pour conséquences l'inscription au RMI à l'autre bout de la France, pas de couverture médicale, etc. D'où la nécessité, en début de parcours de soins et d'insertion, de consacrer beaucoup de temps et d'énergie à créer les conditions « environnementales » qui permettent à la personne de sortir, concrètement, mais aussi psychologiquement de la « galère ». Pour un des éducateurs, il s'agit de **recréer du lien au niveau de la famille**, repérant ici un dénominateur commun : « *Quand on les laisse parler un petit peu, on s'aperçoit, qu'il y a au moins un des membres de la famille qui compte énormément, tout le temps les inciter à en parler, à renouer. Cela donne souvent de bons résultats, mais comme parfois cela précipite encore plus leur malaise... il n'y a pas de solution, néanmoins il faut bien poser un sens à un moment donné ».*

Evoquant l'insertion par l'économique, ce professionnel évoque l'écart entre les différentes situations sociales et donc des objectifs : « *Si cela fait seulement six mois qu'ils n'ont pas de travail, ils vont être dans une dynamique de formation, mais des gars qui ont 50 ans, aller faire un CES, cela peut peut-être les aider mais l'essentiel est dans la confiance, rentrer en lien avec eux. Etrangement, il y en a beaucoup qui ne supportent pas la solitude, qui ont la trouille. C'est un énorme pas à franchir pour qu'ils retrouvent leur autonomie. Des personnes que je suis ont les moyens financiers d'avoir un appartement mais ils sont incapables de dépasser la peur que cela représente d'être seul dans un appartement. S'ils y retournaient, cela ferait exactement comme la fois d'avant, ils ne paieraient pas le loyer, l'électricité... ils seraient comme tétanisés. On travaille aussi sur les répétitions. Il y en a qui reviennent avec les mêmes conditions et exactement le même discours comme s'ils jouaient la même histoire ».*

Pour le responsable du CAVA : « *Le but et de trouver des activités pour ces gens qui sont en situation de fracture, de cassure, à la fois sur le plan social, de la santé et professionnel Le but des deux premiers mois est de mûrir un projet, c'est-à-dire se restaurer sur le plan physique et moral, en même temps mûrir un projet. Quelqu'un qui a déjà un projet va dans les ateliers et quand il a un emploi, il quitte les ateliers tout en continuant à être accompagné dans le cadre du CHRS. Séjour de 6 mois, deux fois renouvelable. Ça, c'est la structure de type CHRS en hébergement avec une équipe éducative puis les ateliers. A coté de cela, un autre service logement, dans le cadre du PDHU (Plan départemental d'hébergement d'urgence). Puis, sous location simple ou avec bail glissant. Cela concerne 90% de femmes seules ou avec enfants. Le CHRS est en appartements éclatés ».* Il n'existe pas dans le dispositif d'insertion actuel de « structure intermédiaire », permettant d'assurer la transition entre les centres de soins (ou d'accueil d'urgence) des « grands exclus », et les premiers degrés de l'insertion par l'économique. Pour accéder à ces centres, le postulant doit donc être à la fois employable, et entrer dans le jeu, c'est-à-dire manifester **une forme de bonne volonté sociale et professionnelle**. Ce type d'exigence aboutit généralement à diviser en deux la population concernée, une « bonne » et une « mauvaise » qui rejoint l'opposition entre le « pauvre méritant » et le « pauvre non méritant ». Il y a celle qui **accepte d'entrer dans le « contrat « éducatif » qui formule une « demande » et répond positivement aux sollicitations des travailleurs sociaux**, et celle qui **refuse ce même contrat**, ou pour laquelle un tel contrat est proprement impossible, ou tout simplement inaccessible, en raison notamment de son état physique ou psychique et des désespérances qui y sont

associées. Cela illustre une figure rencontrée précédemment, à savoir celle de la dissidence.

« A Saint Benoît, il y a quatre lits maraude de réservés, c'est-à-dire des personnes que l'on rencontre dans la journée, que l'on peut amener dans la journée, l'infirmière est là si problème d'hygiène. Je suis en lien avec l'infirmière donc pour certains, c'est le seul lieu. Il y a un foyer d'urgence au Champ de Mars mais qui ne prend pas les personnes qui ont trop de problèmes, psychiatriques, d'alcool ou d'hygiène ». (Infirmière d'un accueil de jour)

Selon un chef de service d'une structure d'hébergement : *« La boutique a besoin d'exister. [...] il y a une demande, des personnes qui ne rentreront jamais en CHRS mais qui auraient peut-être besoin de rencontrer un travailleur social, discuter avec et, après, accéder à des services ». D'où la nécessité de l'existence de passerelles mais cela existe-t-il ?*

Une écoutante du 115 définit le Samu, le 115, le foyer comme des instruments. Elle rapproche l'utilisateur de cette conception évoquant la pression de devoir attribuer toutes les places disponibles qui influe sur sa disponibilité auprès des personnes. *« On sera toujours là-dedans puisqu'on doit remplir ! La dernière fois qu'il a fallu se justifier car il restait une place ; c'est qu'on n'a pas fait rappeler quelqu'un. C'est toujours pareil, jusqu'à quelle heure on renvoie les gens pour qu'il puisse dormir, jusqu'à quel moment on remplit ? ». Avec les limites données à l'action, ce professionnel questionne le sens de l'action du 115 et les bénéfices réelles pour les personnes : « Avant, je rouspétais pour le mot « remplir » mais, de toute façon, on ne fait que ça, on ne pose même plus la question du pourquoi ! On travaille en faveur de qui ? Car le fait de dire hypothétiquement, tu vas pouvoir aller à minuit dans un foyer pour te faire réveiller à 6h30, alors que si, à 20 heures, on lui avait dit « Tu dors dehors »... Qu'est-ce qui est le mieux ? ». Nous retrouvons les mêmes interrogations dans le discours d'une infirmière de l'Equipe Mobile Sociale sur le bénéfice de quelques nuits d'hébergements face au risque que « cela leur donne l'illusion, en plus, que cela va peut-être durer, qu'ils vont trouver quelque chose ». De même ces deux professionnelles interrogent la réalité de la prise en charge des familles à la rue au prise entre le centre médico-social de Talensac et le 115 et l'inadéquation des structures existantes : « le CMS de Talensac ne fait pas l'hébergement ; c'est le chat qui se mord la queue : « Je vous renvoie le 115 car c'est eux qui voit ça mais ce n'est pas le 115 qui héberge, c'est le Samu, ils les voient et les conduisent à l'hôtel », « par rapport aux familles, qu'existe-t-il ? Une femme avec des enfants, je la vois mal aller à Brin de Causette ou aller à la Claire Fontaine ». Le CMS Talensac, une structure qui n'héberge pas. Or, on doit y orienter les familles. On fait semblant, en fait. »*

« Qu'on arrête de travailler sur le moment présent, soit quand il n'y a pas de demande, on va au devant et il s'agit de notre demande à nous la plupart du temps. De plus qui dit au jour le jour, ne veut pas dire en urgence. La DDASS, ou autre devrait se projeter. Exemple pour les femmes, là, le constat, il y en a beaucoup : pourquoi ne pas mettre en place une petite structure, momentanément, avec un travailleur social susceptible d'être à l'écoute de ces personnes. Cette personne, je pense, partirait rapidement car on aurait tout juste cerné les besoins, ce qui est possible de faire ou pas, plutôt que de laisser les gens sur l'urgence et ensuite les mettre dehors. L'avantage de donner plus de places a été une erreur, je pense, car on a hébergé pour héberger au détriment de sortie ou d'orientation éventuelle qu'on n'a pas pu faire. On les fait monter, descendre, remonter. Ce sont aussi des enjeux de pouvoir, tous veulent

s'approprier quelque chose ». (Écouteuse 115). Il peut y avoir un écart d'éthiques (une vision mercantile et utilitariste) lié à celui-ci, le sentiment douloureux d'être complice par la force des choses.

Une soignante **relate la difficulté d'orientation vers les CMP** qui fonctionnent avec des rendez-vous et n'ont pas les moyens d'accueillir les **gens de la rue qui, ayant un fonctionnement de vie particulier, sont dans le tout, tout de suite**. Elle pose les limites de la contrainte sous forme d'hospitalisation d'office : « *l'hôpital ne changera pas leur comportement* ». Citant le cas de personnes n'adhérant pas, elle soulève l'absence « *d'intermédiaire, un endroit où ils puissent venir et cela peut se travailler au long court même s'ils repartent contre leur gré* ». Cela pose aussi la question de **comment se poser des limites ? Que faire des gens qui refusent le soin ?** Un exemple, un tuberculeux est dangereux pour la société pourtant, s'il refuse de se faire soigner, on ne lui met pas un pistolet sur la tempe !

Elle pose le manque de solution au delà de l'hébergement : « *la Maison Relais, c'est bien, mais ce sont pour des gens suffisamment autonomes, pas forcément pour des gens qui en auraient le plus besoin. C'est encore quelque chose de rigide, avec un règlement, or, ils ont besoin de sortir, de pouvoir retourner à la rue, pas tous pour les mêmes raisons mais c'est important. Par exemple, pour l'hôpital, il y a des séjours de rupture, pourquoi ne pas l'imaginer pour les personnes qui sont à la rue et qui intègrent les foyers ? Ici, dans les foyers, une fois qu'ils sont rentrés, il ne faut pas qu'ils sortent. En fait, au lieu d'adapter les structures aux personnes, on veut adapter les personnes aux structures, ce n'est pas possible* ».

Ces propos illustrent un paradoxe du fonctionnement institutionnel. La densité de l'encadrement social proposé est inversement proportionnelle aux difficultés rencontrées par les personnes. Plus les personnes sont démunies, moins il y a de travailleurs sociaux et plus les conditions d'accueil sont précaires. Ainsi à des personnes vivant des situations de précarité extrême sont proposées des solutions elles mêmes précaires, qui viennent alimenter ce même processus de précarisation. Ce premier paradoxe a déjà une raison que nous pourrions qualifier de fonctionnelle. En effet, ce type d'hébergement s'il veut continuer d'accueillir en urgence doit pouvoir disposer chaque soir de nouveaux lits de libre ; ce qui n'est possible que si la durée de séjour est limitée, le turn-over des derniers amenant une certaine fluidité au système. Cependant, ce turn-over, lié à la rareté des places disponibles, n'est guère favorable à la mise en place d'un accompagnement social. Le projet personnel doit intégrer les conditions d'une durée, d'une projection à terme, faute de quoi l'utilisateur est maintenu dans une navigation à vue, autrement dit, dans une urgence similaire à celle qu'il a connue dans la « galère » : où est l'avancée ? La diversité de la durée de l'accueil est à maintenir – d'une nuit, à trois, à une semaine, à un mois – mais le logement ou plus précisément l'habitat recouvre d'autres fonctions que simplement celle d'avoir un toit et il est primordial d'en tenir compte dans les stratégies politiques.

Un travail au-delà de la mise à l'abri.

Un écouteuse du 115 conçoit la mission du 115 comme ne pouvant « *pas être que de la mise à l'abri, une solution pour une nuit* ».

« L'accompagnement n'est pas que l'hébergement, le logement. Les gens ne viennent pas forcément demander. Il y a des situations où l'hébergement est un

support pour travailler autre chose. Il y a des départs qui se font très bien sans solution ».

« Nous sommes identifiés comme centre d'hébergement, donc, la porte d'entrée, c'est ça. Des publics différents. Dans les jeunes, difficile. Quand ils se posent, plus l'association de la galère, ils se retrouvent confrontés l'un à l'autre et, parfois, c'est difficile. De plus, des personnes, quand elles rentrent dans l'appartement, elles sont perdues. Elles ne peuvent donner leur adresse. Pour la domiciliation, elles continuent d'aller dans les structures d'accueil de jour ». (Assistante sociale d'un accueil d'urgence).

La personne sans « projet » doit pouvoir accéder à un lieu d'accueil ou la durée n'est pas déterminée a priori. Si la personne y débute un parcours d'insertion, la garantie doit être de ne pas être poussé à nouveau vers l'extérieur à peine remis sur pied et le projet formalisé. La nécessité de proposer des solutions durables et stables aux personnes à la rue. L'objectif est de sécuriser des personnes qui ont connu, connaissent la grande précarité en adaptant les institutions aux besoins de la personne et en travaillant sur sa stabilité. Aussi, il paraît nécessaire de reconnaître que les parcours d'insertion proposés aujourd'hui ne seront efficaces que si la durée et la permanence de l'accompagnement sont renforcées. Les « accompagnements personnalisés » prévus dans la loi de lutte contre les exclusions, consistant à rencontrer un travailleur social deux fois par trimestre durant 18 mois, ne prennent pas en compte la réalité du « super éloignement » des publics marginalisés du marché de l'emploi, pas plus que leur manque d'autonomie qui rend nécessaire un travail continu dans une structure adaptée. Les CHRS semblent avoir tendance à effectuer une orientation de leur action vers la frange de population considérée par les travailleurs sociaux comme la « moins désocialisée ». La priorité est l'accueil des plus jeunes désocialisés mais considérés comme potentiellement réinsérables. Le « super éloignement » des publics nécessite un allongement de la prise en charge mais surtout de permettre à la structure d'origine de la poursuivre après le départ de l'usager, pour éviter la rupture brutale et génératrice d'angoisse et de rechutes. L'aspect sécurisant de cette démarche, l'absence de sentiment d'abandon est un premier gage de succès. Pour une même personne, au cours du temps, différents modes de prise en charge, différents dispositifs doivent être successivement mis en œuvre avec une importance de la continuité.

Il paraît souhaitable de créer des formules de logement plus proches possibles du droit commun destinées à des personnes qui en raison d'une insuffisance provisoire ou durable d'autonomie s'ajoutant à la faiblesse des ressources, ne peuvent accéder au logement ordinaire sans pour autant relever d'une prise en charge socio éducative de type CHRS. L'offre d'hébergement éclatée n'est pas accessible à tous.

La durée relationnelle peut aussi exister dans la discontinuité temporelle et spatiale. Mais dire et accepter professionnellement cela, c'est accepter de ne pas être au centre de la relation avec son usager, de ne pas être de fait le seul garant de son devenir mais, au contraire, accepter que des collègues inconnus ou lointains aient « bien travaillé » avant et que d'autres souvent inconnus prennent efficacement la suite. Suivi qui se fait dans la durée.

La psychiatrie de secteur ou d'hôpital général ne veut point devenir « les pompiers du social » d'autant qu'il existe selon eux des dispositifs spécifiques qui ont été constitués à dessein pour ces populations. En fait le service des urgences paraît être le point de convergence des personnes aux profils difficiles, parmi les principaux destinataires des patients que les autres dispositifs ne se sentent pas capables

d'accueillir : envoyés par les pompiers, médecins généralistes de ville, « ramassés » sur la voie publique par la police et les pompiers.

« Nous sommes la poubelle de la ville en général, le SDF, on nous le ramène. Eux [les sapeurs pompiers] sont les éboueurs de la ville » (agent hospitalier aux services des urgences).

« Aux urgences, on reçoit les alcooliques aigus, on les garde 24 heures pour surveillance, car ils ne sont pas capables de rentrer. En fait, on les garde une nuit. Certaines partent d'elles même des urgences, sans qu'on les voie. On ne peut pas discuter avec ces personnes ». (Infirmière).

Certains CHRS et certains dispositifs de première ligne semblent être le pendant dans le secteur social des services des urgences dans le secteur sanitaire. Ils « récupèrent » pour utiliser l'expression de certains des professionnels, les patients dont personne ne veut. *« Les séjours hospitaliers sont de plus en plus courts et par conséquent les problèmes psychologiques sont de moins en moins vus, des cas à risques nous sont ainsi transférés ».* Ce sont dans les centres d'hébergement, que les professionnels constatent que ces personnes ne supportent pas le règlement intérieur. Le caritatif accueille le tout venant, c'est la dernière structure avant la rue.

Pour des raisons de proximité et de présence sur le terrain, le premier accueil des personnes en situation de crise revient à la police, aux pompiers, à l'hôpital. Une bonne connaissance de chacun pour éviter les incompréhensions, les soupçons, des dispositifs mis en place par les uns et les autres est indispensable. Comme la prison et les gares sont des lieux où dormir pour les personnes, comme les bus ou tramway de nuit, il paraît souhaitable que puisse s'établir un travail en concertation lors de réunions avec les services d'urgences des hôpitaux, les commissariats mais aussi la SNCF et les services de transports en commun. Les hôpitaux doivent en outre retrouver leur fonction originelle d'hospitalité, étendre la notion de soins d'urgence à la prévention des risques sanitaires causés par une nuit dehors.

Le lien

La qualité de la vie en société dépend, pour toute société connue, de la qualité des paroles qui s'y échangent et dans l'échange desquelles les sujets affirment leur appartenance, à l'ordre de la non reconnaissance, celui du symbolique. Le social est essentiellement liaison, il est ce qui fait lien. C'est au niveau du lien que doivent travailler les services psychiatriques et les structures d'accueil, en écho à cette problématique de rupture du lien ; ce qui pose le problème du lien entre les centres d'hébergement et l'hôpital psychiatrique avec vocation et missions différentes.

Du point de vue des équipes hospitalières, l'orientation des personnes vers des institutions d'accueil est difficile vu qu'elles sont le plus souvent pleines. Le suivi social en CHRS commence et dure le temps de l'hébergement ; les personnes exclues des centres d'hébergement se retrouvent sans rien. Il existe, là aussi, une exclusion. De leur point de vue, les structures sociales ont souvent l'idée que si la psychiatrie intervient, les problèmes vont se régler.

A contrario, **du point de vue des CHRS**, il y a un besoin d'information sur le travail de sectorisation, à qui s'adresser pour des suivis extérieurs, activités thérapeutiques et qui peut répondre en fonction des problèmes rencontrés. Le chef de service d'un CHRS précise que les CHRS tendent de plus en plus à l'accueil des

problèmes rencontrés par l'hôpital : « *si nous, on n'avait pas fait attention, cette année, quatre en fauteuil roulant avec problèmes liés à l'alcool. Si on ne se positionne pas clairement, au niveau de l'institution, on risque d'avoir des situations comme ça. Une augmentation qui donne ce qui risque d'être à l'avenir* ».

L'accompagnement vers le soin, ne devant pas être vécu comme une rupture de plus, il nécessite un travail rapproché avec les intervenants des associations et l'institution d'accueil qui connaissent la personne pour établir un partenariat en qui elle a confiance. Il faut savoir écouter, s'effacer et être là à la fois. Une mission qui nécessite donc de s'impliquer dans la relation pour comprendre ce qui se passe et pouvoir l'expliquer à autrui.

S'en sortir est naturellement plus difficile quand l'accès aux emplois et aux logements est plus difficile. En outre, il s'agit toujours d'une compétition ou d'une concurrence. Quand les biens sont rares, il faut toujours que des choix soient effectués (proposer un logement à tel ou tel ménage). Ainsi ce sont souvent ceux qui sont le plus aisément ou le plus directement assistés qui peuvent bénéficier d'un service. D'autres, plus en difficultés peuvent se trouver éloignés des équipements et des prestations d'aide. La mission est d'être là où ces personnes sont là où elles ont envie d'être ; qu'elles soient ou non dans un projet d'insertion. Il y a le sujet central libre de ses choix, y compris non raisonnables, sujet qui a des besoins qu'il n'est pas toujours en capacité de formuler puis il y a le ou les professionnels qui peuvent lui être utiles et aller vers lui, enfin leur mise en réseau qui facilite ou vient en appui de projets partagés autour et avec la personne, à partir d'une éthique professionnelle commune.

Aussi améliorer **la connivence mutuelle** permet de favoriser une appréhension plus globale de l'ensemble des interventions qui contribuent à soutenir les personnes en errance. Savoir qui fait quoi. A ce titre, une écoutante du 115 pose les limites de ses compétences : « *Exemple, le PDHU, on m'a demandé d'orienter la personne vers ce dispositif, de l'expliquer à la personne ; j'ai refusé, cela relève d'un travail social, c'est compliqué, [...] est-ce à moi d'aller jusque là ? On est là pour donner une certaine information, pas n'importe comment, pas n'importe laquelle* ». Cette connivence permet de favoriser la constitution d'un travail en réseau qui permet d'augmenter la maîtrise des interventions, de limiter la tendance à rejeter les difficultés sur d'autres (« s'ils faisaient correctement leur travail ») par l'échange sur les logiques de travail et les contraintes spécifiques de chacun. Cette confrontation amène aussi à réfléchir sur les points forts et faibles des réponses existantes sur le secteur examiné. A titre d'exemple, une infirmière de l'Equipe Mobile Sociale s'interroge sur le bien fondé de la multiplication des intervenants. « *...les éducateurs de l'équipe de rue, on ne sait pas trop ce qu'ils font, ce qu'ils disent. Ils n'ont pas le même discours que nous, ou vont dire le contraire, or, on essaie de mettre des choses en place. Par exemple, les couvertures, on essaie de dire aux gens, en journée : « Essayez d'aller en chercher », la maraude des éducateurs va dire « Faites le 115, ils vont venir vous en amener ». On a beau leur dire... sauf qu'ils sont tellement nombreux* ».

Ceci amène à redéfinir les articulations et les complémentarités entre les réponses dites de droit commun et les réponses spécifiques. Cette situation tout à fait nouvelle contribue à ce que l'identification des missions de professionnels habilités à intervenir dans les champs du sanitaire, du préventif, du social, du répressif ou du sécuritaire devienne très complexe et parfois source de confusion par un risque de disqualification ou de discrimination aux yeux d'une population qui ne sait plus qui est son interlocuteur.

« On s'est rendu compte qu'on n'était pas les seuls sur le terrain à travailler et que tout le monde ne travaillait pas comme nous. Donc, on a essayé de travailler ensemble d'où la mise place d'une coordination santé dans la rue qui a démarré en janvier 2003. on a vu qu'à un même monsieur, il pouvait être proposé trois ou quatre couvertures sur la journée, trois ou quatre douches, une association lui proposait d'aller en soin alors qu'une autre lui proposait autre chose, c'était tout et son contraire. De plus, on s'est dit qu'en s'unissant, on aurait plus de poids et qu'on serait beaucoup plus crédible. Le travail est beaucoup plus intéressant. On a appris à respecter le travail des autres. Entre professionnels et bénévoles, par exemple entre l'Ecoute de la Rue et les Restaurants du Cœur, l'éthique est différente. En se retrouvant ensemble autour de situations, on a appris à se connaître et à se respecter. Par exemple, les Restaurants du Cœur faisait pression sur nous pour qu'on héberge les gens, mais telle personne désocialisée, on ne pouvait pas l'emmener dans un foyer, on était en conflit. La PASS, pareil. Mon rôle est de réunir toutes les informations sur une personne et les redispacher, dans un premier temps, et dans un deuxième temps, essayé de se faire connaître de l'hôpital pour qu'ils aient un seul interlocuteur plutôt que d'être harcelés. Que l'hôpital repère cette coordination et nous téléphone quand quelqu'un a été hospitalisé ou qu'il va sortir pour qu'on puisse mettre en place quelque chose ».

Eviter le morcellement des interventions ; celles ci doivent être menées avec une double conviction : c'est la reconnaissance de la singularité qui mène au collectif mais c'est aussi le sentiment d'appartenance à une communauté qui donne une identité. *« Tout le monde n'a pas développé les mêmes outils, au Samu social, c'est une histoire de lien, on n'a rien à proposer, si ne n'est des couvertures, un accueil vers Médecins du Monde, la PASS mais avant de proposer tout ça, c'est une histoire de lien. Voir, revoir la personne. La maraude, eux ont la soupe. Ces personnes n'ont plus de demande car ne se sentent pas capables d'accéder à un mieux. C'est toute une affaire quand il faut décider quelqu'un à soigner une plaie même importante. Du mal à investir un lieu. **On ne parle pas de prévention mais plutôt de réduction des risques** »* (infirmière accueil de jour).

Le travail de partenariat

Un psychologue CHRS évoque des temps de concertations entre bénévoles et professionnels comme nécessaire pour éviter de tomber dans l'écueil de diviser les choses et respecter la place de l'intervention caritative. Sont évoqués les bénéfices d'un décloisonnement. Ainsi, selon un agent d'accueil CHRS *« Par rapport aux travailleurs sociaux, avant c'était cloisonné, maintenant, un travail d'équipe, on travaille sur le pôle urgence »*. De même, le responsable d'un accueil de jour nous dit *« Il y a des structures que j'invite à venir ici. Maintenant, c'est dans le but que les associations se rapprochent, des partenaires mais qu'eux aussi arrivent à mieux nous connaître et à cerner les rencontres et les lieux que les personnes fréquentent. Cela se fait avec les services de tutelle »*.

Cependant, tous les professionnels, comme cet éducateur dans un CHRS, n'ont pas le même sentiment : *« En théorie, on travaille avec les lieux qui ont à trait au logement mais comme c'est complètement bloqué actuellement sur Nantes, cela reste cloisonné »*. Ce cloisonnement est aussi évoqué à l'intérieur des institutions. Ainsi le chef de service d'un CHRS dit *« Le service social de Saint-Benoît est trop cloisonné, il*

ne va pas assez vers l'extérieur ; à être comme ça, ce n'est pas très bon. Le partenariat avec d'autres établissements, oui, par le biais du réseau FNARS Pays de Loire. Il y a le réseau d'hébergement d'urgence par l'intermédiaire 115 / CAO, il y a des réunions de suivi 2 fois par mois ».

Un lien dans le sens de la continuité. Il faut penser le passage entre le lieu de soin et le lieu d'hébergement. Les personnes hébergées doivent pouvoir être visitées lorsque des signes avant-coureurs montrent qu'une crise se prépare. Le lien peut se créer à partir des échanges de pratiques. Si réinsérer, c'est accompagner les changements, donner aux différents intervenants la possibilité d'échanger leur point de vue sur les personnes en difficultés suivies ; ce en quoi il est important que **les équipes de secteur** soient **présentes là où la souffrance psychique s'exprime** : aux urgences des hôpitaux généraux, CCAS, centres d'hébergement. Travailler pour la psychiatrie avec les CHRS, foyers d'accueil.

Il faudrait développer les capacités de collaboration entre intervenants de différentes institutions et de différents champs : santé, social, psychiatrie. Les intervenants travaillent souvent en parallèle, sans temps de construction d'une réflexion commune, sans temps de mise en commun. Il semble nécessaire de faciliter ces rapprochements en développant des espaces de diagnostic partagé.

A propos des synthèses, s'il n'y a pas d'échanges entre professionnels du soin et du social, chacun va faire son propre projet, il y aura alors risque d'un écartèlement entre des projets multiples. Cet impératif de partager de l'information « sur les projets » fait apparaître d'autres questions : Comment faire pour savoir ensemble quelle est la priorité et la volonté de l'usager ? De plus, lorsqu'un engagement est fait, en accord avec la personne, la promesse de sa réalisation doit être tenue par l'ensemble des acteurs du réseau. Une éthique particulière au réseau engage les professionnels à la réaliser. Cela permet une réelle passation avec les services psychiatriques du fait de ce travail de concertation, non de rejet ou d'exclusion de ce circuit, qui reste à la disposition des personnes et qu'ils peuvent utiliser.

« La question de la relation thérapeutique où le sujet peut déposer son histoire, après, la réponse à l'urgence sociale est aussi centrale. Elle permet de mettre en place une écoute pour comprendre la détresse psychique que la situation objective de l'errance peut masquer. Une relation thérapeutique qui peut constituer un repère structurant dans l'errance psychique. Une approche thérapeutique individualisée s'articulant à un accompagnement social qui prend en compte le travail de réaffiliation nécessaire de la personne à son environnement social ».

Lorsqu'une structure travaille en réseau avec une approche globale des suivies des personnes avec des partenaires, privilégie la réflexion sur la pratique, choisit des thématiques, alors est maintenue ou relancée une créativité chez les professionnels. **Défendre les pratiques en réseau en premier.** Les territoires d'initiatives en direction de certains groupes problématiques qui se croisent et s'entrecroisent, et où les usages de substances psycho actives apparaissent en filigrane au premier plan. Quelles sont les spécificités propres à chacune de ces pratiques. Quelles en sont les interactions ou zones de chevauchement ? Quels problèmes communs s'y rencontrent et s'y traitent ? De quelles articulations font-elles ou peuvent elles faire l'objet ?

Nous avons pu mesurer au cours d'une formation animée sur « Précarité et exclusion » que les questions et les attentes sont encore nombreuses chez les professionnels du sanitaire et du social : la confrontation des pratiques, la connaissance du réseau, l'orientation, le repérage – à partir de quand pouvons-nous dire qu'un patient

est dans l'exclusion ? Les liens avec des problèmes psychopathologiques – une meilleure connaissance de la précarité et de ses liens avec l'alcoolologie. Les travailleurs sociaux interrogent le travail en complémentarité avec la psychiatrie, pour mieux accompagner les personnes en souffrance dite psychosociale, mieux connaître les circuits et la maladie mentale. Comment concilier le secret médical avec le travail en réseau est un point délicat quand interviennent bénévoles et professionnels. Ainsi, la vigilance est nécessaire dans les réunions où s'échangent facilement les informations. Aussi, nous avons eu l'exemple d'une position vis-à-vis de l'entourage d'une usagère d'un accueil de jour difficile et ambigu où sa tante avec laquelle elle ne souhaitait plus avoir de lien est reçue à son insu. L'une des solutions n'est-elle pas l'élaboration d'une chartre éthique commune à tout membre du réseau ?

Une partie de la souffrance psychique est portée sur le devant de la scène dans la mesure où elle croise d'autres actions politiques et sociales, prise en charge des populations à risques, lutte contre l'exclusion sociale. De fait, les travailleurs sociaux, chargés de suivre les « dossiers Rmistés » et les personnes en situation d'isolement et de détresse sociale sont eux-mêmes mis en difficulté par le nombre de personnes qu'il leur est de plus en plus difficile de « contractualiser » ou d'insérer. L'exclusion ou les accidents de la vie peuvent déstabiliser un individu dans son fonctionnement symbolique et dans son image de lui-même. Cette souffrance relève de l'intériorisation de la rupture du lien social et de la non-reconnaissance par autrui. Elle ne relève pas toujours de la pathologie mentale. Le vocabulaire de l'insertion reste très individualisant et psychologisant. Les travailleurs sociaux ne disposent pas d'un « vocabulaire social » qui reste à inventer pour parler de la souffrance sociale des personnes exclues. La « démarche de soins » promue au rang de projet d'insertion, et l'ampleur d'un phénomène social qui dépasse leur champ de compétences, les conduisent souvent à poser les problèmes en termes médicaux et à faire appel aux psychiatres pour les éclairer dans leur pratique, voire pour leur demander de prendre en charge certains de leurs « clients ».

La création d'une équipe de liaison psychiatrique au sein du CHU de Nantes, sur le secteur, nous amène à penser que la mise en place d'un réseau d'intervenants ne se décrète pas seulement, qu'il faut du temps pour que des services, des acteurs de statuts et d'histoires différents acceptent de travailler ensemble. L'approche des situations de précarité nécessite, une réflexion sur la nature des interventions avec l'ensemble des partenaires institutionnels et dans le champ social. Articuler l'ensemble des interventions intégrant la prise en compte du soin et l'abord social de l'exclusion à l'œuvre de la société. L'abord clinique et thérapeutique doit s'associer à une approche globale des situations des personnes en voie de précarisation du fait du processus d'exclusion où se mêlent toujours des facteurs individuels et collectifs. Ainsi, il est important de rappeler l'importance des équipes pluridisciplinaires comme celle du CHRS Saint Benoît composée de travailleurs sociaux, d'agents d'accueil et un psychologue en plus d'une permanence médicale hebdomadaire et infirmerie chaque jour. Il s'agit de donner aux personnes hébergées qui se sont éloignées du soin l'opportunité de se réapproprier leur santé grâce à une approche globale et pluridisciplinaire.

D'autre part, des médiations avec des ateliers théâtre, écriture. L'écriture peut être un moyen de témoigner des humiliations subies, de transformer l'expérience douloureuse de la honte en la rendant communicable, en lui donnant un sens. L'écriture

consiste à travers les mots justes à dire l'innommable, à aller à la rencontre de la honte pour trouver la vérité. Mettre des paroles là où la honte engendre le silence, permet de développer ses capacités de symbolisation et d'opérer une reconstruction de l'histoire qui est aussi une reconstruction psychique.

L'analyse des parcours et trajectoires permet de mieux comprendre quel est le public accueilli, notamment, dans le cadre de l'hébergement d'urgence et surtout quel est son parcours ; mieux identifier les parcours, en repérant : les différents lieux dans lesquels ils ont vécu. Les dates et motifs des ruptures et les autres prises en charge institutionnelles qu'ils ont déjà connues. Une éducatrice d'un accueil d'urgence note la reproduction du mode de vie initial, par exemple le squat, durant l'accueil : *« au niveau de l'investissement de l'espace, ils vivent dans une seule pièce, parce que c'est comme ça qu'ils vivaient depuis longtemps. J'ai installé, la semaine dernière, un couple qui vivait depuis 6 ans en camion. Quand je les ai installés, il y a une chambre à part du séjour, ils n'ont pas dormi de la nuit car l'espace était différent, c'était trop grand. Avant, on avait la chambre d'hôtel, les Studines. Aujourd'hui, on a encore quelques nuitées quand on sent que c'est nécessaire ou que l'on prendrait trop de risques à installer les gens dans un appartement. Travailler le retour en squat pour un couple, c'était trouver un endroit où il puisse avoir de l'électricité ou l'eau car ils se rendaient compte que d'avoir de l'eau dans un logement, c'était appréciable. Par contre, vivre en HLM, pour lui, c'était difficile, avait vécu jusqu'ici en caravane, à la campagne. Puis, ils ont trouvé un lieu sans eau mais avec l'électricité ».*

Affiner la compréhension des processus amenant à l'errance conduit à constater certaines constances et différences. Pour chacune des structures, il est intéressant de prendre le temps de connaître : ses modes d'intervention et ses objectifs, ses moyens, la façon dont elle perçoit les problèmes des personnes SDF et ceux qu'elle rencontre avec elles. Cette professionnelle nous dit : *« Ne pas tomber dans le jugement, sinon on ne peut plus intervenir. [...] Cela peut être légitime d'avoir un avis personnel sauf que si cela prend le pas, c'est très dur d'intervenir et d'être non jugeant. Le parcours des gens, on ne sait pas pourquoi ils ont fait ça mais on n'a pas à juger si on veut travailler par la suite ».*

Des interventions à bas seuil d'exigence.

« Les structures n'ont pas les moyens d'accueillir des personnes trop désocialisées, il faudrait mettre en place une structure large d'esprit, qui accueille les gens qui viennent ou ne viennent pas, en mauvaise état d'hygiène ou pas, peut-être qu'ils arriveraient à accepter un mieux-être. On a un projet, là, de remonter un pôle hygiène santé. A part Brin de Causette le matin, pour les gens trop désocialisés, il n'y a rien. L'Oasis, cela fait loin. Claire Fontaine, il y a d'autres critères. Brin de Causette, il n'y a pas de douche. Ce que nous, on aurait voulu, c'était un accompagnement ici pour amener les gens à se ré-intéresser à leur corps à travers une proposition de douche, changer de vêtement ». (Infirmière accueil de jour)

« Aujourd'hui, ce qui me manque est une structure souple avec 14 lits avec une restauration collective, plus amenée vers l'autonomie. La grosse collectivité, non. Mais dire qu'il faut que la structure de 55 lits disparaisse, je ne suis pas trop d'accord, je pense qu'à des moments, cela peut être intéressant. Par contre, remodeler cet accueil, oui. Si c'était à refaire, ce serait 55 chambres individuelles avec une partie

restaurant, une partie collective où les gens peuvent venir, des travaux collectifs qui seraient à faire. Avec une ouverture plus souple, une autonomie encore plus grande pour les personnes mais en ayant cette notion collective à laquelle elle pourrait accéder à certains moments si elle le souhaite. Je reste persuadé que mettre des personnes dans des chambres seules sans penser à ce qu'il y a autour, c'est voué à l'échec. Le problème, n'est pas l'hébergement, manger, dormir. On s'est leurré en disant il y a un manque d'argent, de logement. Il y a ça sûrement, mais il y a un gros besoin affectif, manque de relation, de liens. Ok, on va répondre au besoin de se loger, mais après, il se débrouille. On l'a fait depuis 10 ans. Donner à manger, un appartement, ce n'est pas pour cela qu'il n'y a pas eu d'échec. Qu'est-ce qui a manqué ? La situation où il y a eu des échecs, c'est qu'à un moment donné, on a nié ou pas eu le temps, les moyens de mettre en place du lien et travailler avec ces personnes, par exemple, sur le quartier ». (Chef de service CHRS)

« Il faudrait une ouverture des portes 24 heures sur 24, sans conditions d'horaires, que cela fonctionne le temps qu'il faut pour une personne. Il y a des gens tellement cassés, il faut les accepter dans leur monde et la manière dont ils évoluent dedans. Des petites structures. Ce sont des gens qui ne supportent pas la promiscuité, le collectif et cela coûte cher et demande des compétences ». (Responsable d'un accueil de jour)

Les interventions (L'équipe mobile sociale, La Maison d'accueil de jour) ont en commun de chercher à allier une recherche de contact et une intervention qui évite de poser trop vite des exigences face à un public souvent réfractaires à tout contrôle ; la continuité comme définition de la réussite. Un service bien repéré (géographiquement) connu de tous les services concernés, réactif et qui puisse apporter une réponse concrète même ténue est la première pierre qui permet le développement d'une dynamique avec personnalisation du suivi. Des façons de procéder qui se distinguent des démarches d'insertion souvent plus contraignantes.

Plutôt que de fantasmer sur l'élaboration de solutions miracles, il semble préférable de commencer par l'analyse en profondeur des causes de l'inadéquation actuelle. A titre d'exemple, **le respect** : respecter la personne ne consiste pas à le déresponsabiliser. C'est au contraire lui accorder du crédit en prenant au sérieux les actes qu'il pose et avoir le courage de sanctionner. Ainsi pour un acte de violence ou de consommation interdite, la personne doit être invitée à revenir le lendemain, quelque chose doit être fait de ces transgressions. La tolérance vis-à-vis des personnes n'équivaut pas à la tolérance de tous les actes posés car tous les actes ne se valent pas. Il est des comportements qui détruisent l'homme et d'autres qui le construisent. Des façons de procéder qui se distinguent des démarches d'insertion souvent plus contraignantes ; prendre en compte l'impossibilité chez certains de tenir en place. Ainsi, un professionnel nous dit « *Ils sont très fragiles, la relation est très fragile. D'autant plus qu'il y a des addictions, il y a des hauts et des bas, le contact avec eux est très délicat et ce n'est pas avec de l'autoritarisme qu'on peut réussir à le faire* », de même un éducateur d'un CHRS déclare « *on essaie de prendre pendant un certain temps et quand il n'y a pas de résultat, ils finissent par être virés d'ici* ».

Le temps de l'urgence

Certains reconstruisent des repères par des itinéraires qui se reproduisent, d'autres ont des repères morcelés et ont tendance à multiplier les intervenants et parfois même à les mettre en rivalité. Les personnes fonctionnent dans l'urgence dans le soin

comme dans la demande sociale. La continuité n'arrive pas à s'instaurer, elles en arrivent surtout à se mettre en danger. La durée d'hébergement diffère d'une institution à l'autre et la capacité d'accueil varie, elle aussi, en fonction du type d'hébergement. L'accueil d'urgence aujourd'hui, est marqué par une dichotomie jour – nuit.

Les hébergements d'urgence sont trop souvent organisés dans l'urgence⁵³² ou sous la pression des associations ; la prise en charge impose des ruptures spatio-temporelles (heures d'ouverture, temps maximal de séjour avec retour dans la rue) qui renforcent la déstructuration du public accueilli.

La notion d'urgence est toute relative. Pour, certains elle est extrême Un bénévole de l'Ecoute de la rue évoque son extrême malaise à ne pouvoir offrir un sac de couchage, un soir où il faisait froid, à quelqu'un qui allait coucher dehors. Mais, savait-il depuis combien de temps ce sans abri était dans la rue ? Plusieurs années assurément. Cette soirée-ci, il est à prendre en compte que ce qui, pour nous, apparaissait comme une urgence absolue (nous ne pouvons pas nous imaginer dans une telle situation) n'est, pour ce sans abri, qu'un élément de confort sans lequel aujourd'hui n'était bien sûr pas enviable mais guère différent d'hier. Cette prise de conscience permet de ne pas agir trop vite et sans sentimentalisme ou agir sans céder à l'émotion. Selon Pedro Méca, « *Quand les gens à la rue réclament un logement immédiatement, on répond pas « hébergement* ». Cette réponse s'inscrit dans l'urgence et l'immédiateté, une urgence qui est souvent plus la notre que la leur. Qu'est-ce que l'urgence de trouver un logement pour quelqu'un qui est à la rue depuis 3 ou 15 ans ?

Pour d'autre... « *L'urgence n'existe pas* ». Ainsi, un travailleur social au sein d'un CAVA préfère parler d'« accueil temporaire » que d'« accueil immédiat » : « ce sont des nuances, logement d'urgence, ça n'existe pas ». Pour lui, la notion d'urgence renvoie à des domaines d'incendie ou d'insécurité. « *On ne peut pas mettre en place des dispositifs à l'infini comme on pourrait être tenté de le faire car on voudrait traiter tous les problèmes. On voit au CASA, 30 associations, plus on en fait, plus il y a des problèmes* ».

Le temps comme outil d'intervention.

Les professionnels de l'urgence ont conscience de la nécessité de prendre son temps pour approcher un sujet en grandes difficultés, de la délicatesse pour approcher ceux dont la subjectivité mise à mal, fait qu'ils ont perdu toute confiance, non seulement en eux-mêmes mais aussi en autrui. La démarche consiste à établir un contact sans pour autant poser de questions directes.

Un psychologue d'un CHRS dit : « *Il leur faut du temps, or accueil dans l'immédiateté. Libérer des places. On est pris dans cet engrenage où il faut aller vite. . Déjà, pour certains, quand elles arrivent à se poser dans un hébergement -. On en voit qui arrivent et qui n'ont même pas la demande d'hébergement-, c'est le SAMU social ou l'écoute de la rue qui font ce premier lien avec ces personnes-là et qui les tirent vers l'hébergement- ; mais ils ne sont pas nécessairement là-dedans. Nous, on, peut les accompagner, faire lien avec l'autre. Ce n'est pas simple. Si on est dans l'exigence à tout pris qu'ils fassent bien les choses, cela ne marchera pas, ils vont repartir* ».

⁵³² Comme nous l'avons observé lors du plan Grand Froid.

Pour ces personnes fortement désocialisées, il y a besoin de temps pour à nouveau toucher des choses de l'ordre du lien social. Ensuite, les situations qualifiées d'urgentes ou réclamant une intervention dans l'urgence sont des situations qui se sont installées depuis longtemps. D'où le fait de **dédramatiser les questions de l'urgence**. Il peut y avoir un sentiment d'urgence de la part de l'usager lui-même ne supportant plus sa situation ou en état de crise, ou de la part des travailleurs sociaux confrontés à des situations critiques dans leurs institutions. Mais il est souvent plus dramatique pour une personne dans l'errance de subir une hospitalisation dans l'urgence sous contrainte, que de passer deux ou trois nuits de plus dans la rue alors qu'elle y vit depuis des semaines ou des mois.

Les personnes sont « dans l'abandon d'elles-mêmes ». Ainsi nous dit le psychologue d'un CHRS *« on les retrouve dans leur façon vestimentaire, l'hygiène. Là aussi, on a un rôle à jouer mais il faut y aller doucement car c'est extrêmement violent. Parfois, au niveau de l'infirmier, ils voudraient accélérer les choses mais il faut y aller doucement. Car ce rapport au corps, cette façon de se faire mal au corps. On les voit arriver et on se demande comment ils ont pu faire pour tenir, ils acquièrent une résistance assez étonnante.. Le premier rôle est déjà de les rassurer. Par rapport à la structure, déjà considérer le fait qu'ils se posent, qu'ils retrouvent une forme de rythme, de repères avec la structure »*.

L'urgence qui par définition est une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle est devenue la règle. Un autre paradoxe est soulevé par les travailleurs sociaux du secteur d'hébergement de longue durée à fort encadrement social. Ils expliquent souvent qu'ils ne sont pas suffisamment « équipés » pour pouvoir prendre en charge les cas « les plus lourds » (sans abri particulièrement désocialisés, âgés, alcooliques, malades psychiatriques) qui de ce fait se retrouvent le plus souvent en urgence, dans la rue. Les travailleurs sociaux de l'équipe mobile sociale se heurtent à des impératifs d'urgence et de rétablissement d'un ordre social. Effectuant parfois des suivis individualisés de longue haleine, garants à une véritable resocialisation sociale pour eux, ils sont pris dans une contradiction puisqu'ils sont associés à des opérations à la gare alors qu'ils misent sur un accompagnement de la personne sur sa propre décision à sortir de la gare et à trouver les appuis nécessaires pour sortir de la « galère ». Il leur est demandé d'être présents dans la gare, aller à la rencontre des agents SNCF. Il est en effet essentiel d'entretenir ce partenariat, la SNCF étant un des co-financeurs de l'Equipe Mobile Sociale. **De même dans des institutions où la personne accueillie serait censée pouvoir bénéficier de temps, un des soignants rencontrés évoque un paradoxe inconscient entre le temps nécessaire et la commande de réorienter des personnes pour libérer des places afin que d'autres viennent.** *« Or, les personnes ne sont pas prêtes nécessairement à partir, elles ne sont pas dans une demande de quelque chose »* précise-t-il.

Comme le souligne Patrick Gaboriau et Daniel Terrole, sur le terrain, **les travailleurs sociaux pris dans les méandres de l'action sociale, doivent se débattre entre contradictions, multiplicité des types d'intervention et des intervenants, complexité et cloisonnement des réseaux d'assistance, éloignement des instances de décision**⁵³³. Ils se trouvent pris dans ce que Pierre Bourdieu définit comme « antinomie entre la logique de travail social et celle de la bureaucratie »⁵³⁴. D'une façon générale, la primauté est accordée à la rationalisation des choix budgétaires et les conceptions

⁵³³ GABORIAU P., TERROLLE D., (dir.), *Ethnologie des Sans logis. Etude d'une Forme de Domination Sociale*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 1995, 342 p.

⁵³⁴ BOURDIEU P. (dir.), *op. cit.*

généralistes des situations de précarité dominant les débats : « face à la montée de la précarité et au flot des demandes d'admission, plusieurs centres ont été contraints de renforcer leur capacité d'accueil au détriment de leur projet pédagogique et de leur méthodologie d'intervention ». De la même manière, l'évaluation et le contrôle à posteriori du travail repose sur des critères techniques et administratifs : nombre de prise en charge, durée d'hébergement, taux de rotation les résultats conditionnent parfois la poursuite du financement. L'important est la rencontre de ces sujets avec un autre sujet et le sens qu'elle revêt précisément dans ce lieu où ils ont tissé une histoire de leur errance. La nécessité pour les travailleurs sociaux est, non seulement de respecter le droit et les protocoles institutionnels mais également d'aider les usagers à se les approprier. La relation d'aide n'est pas autonome, elle ne s'auto-engendre pas.

Aider les usagers à s'approprier le droit et les protocoles institutionnels

Le RMI, les aides au logement (dont l'instruction peuvent prendre jusqu'à deux mois) sont parfois longs à obtenir et demandent de la part des sans abri, une forme d'endurance administrative que beaucoup n'ont plus et qui conduit d'ailleurs nombre d'entre eux à rester sans droits ni ressources et en dehors de tout dispositif d'aides. Ce n'est pas aux personnes en souffrance de comprendre les logiques socio-éducatives professionnelles des travailleurs sociaux mais bien à ces derniers de les rendre accessibles. Il semble important de formaliser sa pratique : opposer aux règles tacites des règles de fonctionnement explicites, lisibles tant pour le professionnel que pour l'utilisateur ; des règles qui, parce qu'elles sont claires institutionnellement, visibles, pouvant être contestées, remaniées et assouplies, des règles et postures professionnelles permettant aux personnes en grande difficulté de se situer dans le système d'aide sociale favorisant ainsi une prise de position construite de leur part.

Un certain nombre de dysfonctionnements peuvent également émerger du fait des **incompréhensions liées au langage** : d'un côté, l'éducateur utilise un vocabulaire professionnel quelque peu sophistiqué. Il manie régulièrement les mots. De l'autre, l'utilisateur s'exprime par des éclats de voix, des gestes amples, jugés désordonnés ; c'est l'ensemble de son corps qui nous parle. Il s'agit de respecter son rythme, s'adapter à ses singularités, partager son quotidien, se rendre disponible, accepter sans les remettre en cause, les oppositions, les colères, les revendications comme autant de manifestations d'une indispensable quête identitaire. Les usagers les plus fragilisés ne nous disent rien de leur révolte. **La parole est imprévisible, irrationnelle.** Elle fait irruption là l'on s'y attendait le moins, là où « ça souffre »⁵³⁵. De même, donner la parole est accepté que quelqu'un s'en saisisse. La principale difficulté ne réside pas dans l'acceptation de ce discours mais dans la suite à lui donner. Si l'on laisse advenir une parole, qu'est-ce qu'on est prêt à en faire ? « **Ce qui est important, par rapport à ces personnes qu'on accueille au Foyer Saint-Benoît, il faut oser s'exposer à ces personnes, je crois qu'effectivement on prend un risque mais il faut oser aller vers ces personnes.** » (Psychologue CHRS) Se questionner sur le « devoir de santé »... L'Autre social n'est-il pas plutôt en position de chercher à réparer, dédommager ce qui est caractérisé comme exclusion, précarité, défaillance ? Il y répond par des dispositifs institutionnels, de savoir...

⁵³⁵ LACAN J., « *La chose freudienne* » in *Ecrits*, Paris, Seuil, 1966, p. 413.

...entre oblativité et pouvoir

Un autre qui lui « veut » un certain « bien » sur lequel il faut s'interroger. L'obtention de ce « bien » s'opère dans l'institution par une forme d'onacritisme autoritaire. Le patient étant « convié » à s'étayer par ses « besoins » sur l'Autre institution pourvoyeur d'aide qui y exerce par là même et du même geste, un « pouvoir ». Nous voyons à quel point les nouvelles pathologies font miroir aux pratiques nouvelles de l'institution en une espèce de rapport en miroir de dépendance au double sens du terme.

Selon un des professionnels, *« il y aurait besoin, au niveau du personnel pour pouvoir accueillir, autrement, une meilleure connaissance. Il y a eu de l'information, mais cela va au-delà de l'information, Le problème de la politique sociale : injecter de l'argent dans de nouveaux projets alors qu'il y a des choses existantes qui pourraient fonctionner autrement. Aujourd'hui, avec ce qu'on a, on pourrait faire plus mais il faut penser autrement, c'est-à-dire remettre les choses en mouvement, c'est-à-dire de la vie. Dans les institutions, on retrouve à un moment, le même fonctionnement que les individus avec toutes les modalités défensives qu'il peut y avoir. On n'invente rien »*. Un jeu de miroir avec les comportements des personnes qui peuvent tenir quelques mois, semaines puis rechute. **Le « fonctionnement en miroir »** des institutions sociales confrontées aux symptômes de l'exclusion. *« Comme si le fonctionnement de la structure se mettait à fonctionner comme les personnes qu'elle accueille. C'est très difficile de sortir de ça »* (éducateur CHRS).

Les institutions sont souvent amenées à fonctionner dans l'urgence, prises de plein fouet dans la problématique de cette population, à savoir l'absence d'hébergement, l'absence de couverture sociale. L'équipe mobile sociale y consacre ainsi les deux tiers de son temps le soir. La question de la sécurité, de la mise à l'abri est un filtre, vérification par rapport à l'alcool. Ils ne se situent pas dans une politique de bas seuil. La première vocation du Samu social est de prendre soin des gens à la rue et qui ne demandent rien. Or, l'équipe déclare faire majoritairement de la mise à l'abri, le travail de la maraude étant relégué au temps restant. Tout semble pensé en termes de matériel, sécurité, hébergement. Ainsi, un éducateur nous confie : *« On ne trouve pas le temps de faire des synthèses au niveau des personnes. Quand on réussit à trouver du temps, il ne reste pas de temps pour travailler sur l'immédiateté de la pratique, parfois on se retrouve isolé, on s'enlise un peu »*. L'immédiateté des réponses devient l'une des caractéristiques de fonctionnement des institutions qui, du même coup, adoptent en miroir un fonctionnement quasi hypomaniaque, évitant, tout comme le sujet SDF, le mouvement dépressif auquel il est confronté dans son désarroi et qui signerait un appel à l'aide, au soin, ce qui est psychologiquement inconcevable pour lui. Plusieurs mécanismes peuvent concourir à ce processus d'un enfermement dans les réponses d'urgence. Parfois, l'attitude de protection excessive de certains professionnels ; des difficultés liées aux modes de fonctionnement des jeunes : refus de toute frustration, difficulté à se projeter dans l'avenir ; dans certains endroits, les réponses à l'errance finissent par structurer un mode de socialisation, ce qui présente ses avantages mais aussi ses risques, ainsi on peut entendre : *« si tu tombes dans l'insertion, t'es foutu »*. Ou bien ce témoignage de **S.J.**, par rapport au fait *« d'avoir un appartement et les charges que cela représente »*. De plus, cela vient témoigner que pour certains, nécessité d'avoir des lieux intermédiaires, pour lui, il s'agira de la tente au camping puis la caravane qui représente ce sas, passage de la rue à un « hébergement en dur ». C'est un « chez soi » intermédiaire, de petite taille, avec une notion de provisoire. La caravane permet de réapprendre des murs, tout en étant « mobile ». Elle apprivoise l'imaginaire.

Le bien de l'autre ?

« *Il faut beaucoup d'humilité car si on nous demande des résultats clairs, précis, nets... ça dépend de ce qu'on entend par résultat* » (infirmière accueil de jour).

L'Autre social est l'instance qui soutient le collectif comme fantasme matériel et prend fait et cause pour le sujet en « état de précarité et d'exclusion ». C'est d'ailleurs lui qui l'énonce, qui trouve les mots que les sujets adoptent, puis dans lesquels ils se reconnaissent. Mais ne pas omettre que toute « cause » a un « gain ». Le préjudice du sujet constitue pour l'Autre social une source de profit. Nous ne nous préoccupons plus du sujet du social, du social du sujet car il devient un des paramètres sur lequel agir pour l'équilibre du système économique de plusieurs. Violence desubjectivante, les sujets concernés passant d'un statut d'identité singulière à celui de bénéficiaire de prestations puis de marché captif ou cible selon les pressions électorales. Le social se gère et est géré comme le marché économique libéral. Appel d'offres, mise en concurrence, autofinancement, gestion des flux sont les leitmotifs qui président aux budgétisations d'aujourd'hui. Le sujet du social devient alors définitivement une marchandise ; désignation qui confirme une desubjectivation ultime des populations visées. Fi du symbole, de l'invisible, de l'indicible pour se focaliser uniquement sur le mesurable, sur le concret, le quantifiable. D'où le débat engendré quand la directrice de la veille sociale 44 fait part à l'équipe de l'Équipe mobile sociale que, de l'extérieur, leur action n'est pas assez visible. Il est d'ailleurs question, à ce moment-là, de signaler les véhicules comme c'est le cas au Samu social de Paris⁵³⁶, ainsi l'activité de maraude sera repérée ! Pour certains professionnels cela ne préserve plus le caractère anonyme qui est important pour certains usagers, cela nous sera confirmé lors d'échanges avec des personnes qui s'efforcent de tout faire pour ne pas être repérées comme étant à la rue⁵³⁷. Le préventif n'étant plus productif, c'est le curatif visible sur le symptôme qui importe les commandeurs et les décideurs. Dilution des politiques dans une optique de qualité de vie : il ne s'agit plus centralement de sécurité mais de tranquillité, il ne s'agit plus centralement de soins mais de retour à des comportements normaux.

Ainsi, le psychologue d'un CHRS cite la tentation de certains travailleurs sociaux de vouloir aller trop vite prenant l'exemple d'une professionnelle qui tenait qu'un homme, revenant tous les soirs alors qu'il avait été initialement emmené par le Samu social, sans réelle demande de sa part, cesse de faire la manche : « *Cela ne prenait pas de sens, c'était une commande éducative pas en lien avec la personne. Aider les collègues à comprendre ce qui se joue pour les personnes. Important d'entendre ce qui se passe chez l'autre, cela renvoie à un moment à qu'est-ce qui est du désir de la personne et qu'est-ce qui est de mon désir ? La tentation est facile dans le social de se mettre dans cette position de savoir pour l'autre. A un moment important de dire on ne sait pas pour l'autre, ce qui ne veut pas dire que l'on ne puisse pas percevoir la souffrance de l'autre. Nous sommes dans un jeu de projection. Si à certains moments, c'est mal vécu par les salariés, cela renvoie, à un moment de leur histoire. Mais il faut aussi ramener l'objet de notre intervention : on accueille des*

⁵³⁶ Pour Xavier Emmanuelli, il est essentiel de dire à quel titre on intervient.

⁵³⁷ Le débat a finalement conduit à une position puisqu'à présent sur les véhicules il est mentionné « SAMU social ».

personnes en très grande difficulté donc il ne faut pas s'attendre à voir des personnes qui vont bien ; c'est dur pour les salariés de l'entendre ».

Questionner notre culture sociale : Dans les modèles culturels qui sont les nôtres, la réussite sociale est le facteur clé de la structuration de notre personnalité. Les termes actuels « d'insérables » ou de « non insérables » semblent pérenniser la distinction faite entre « bons pauvres » et mauvais pauvres ». Les « insérables » pour qui l'appartenance au corps social n'est pas sujette à discussion et la souffrance de ces personnes réduites à demander une aide est considérée comme sincère. Différent pour ceux jugés « non insérables », classification dans laquelle on retrouve les personnes soupçonnées de tirer les ficelles de l'aide sociale. Il arrive que l'on parle de polluants lors de réunions. Des noms reviennent et des sourires s'esquissent chez chaque partenaire prédisant souvent ce qui va se passer pour la personne : « elle à fait ça... ». Nous retrouvons aussi des certitudes dans les paroles de certains professionnels, « *La problématique liée au logement illustre la manière dont ils appréhendent la réalité, ils subissent les événements plus qu'ils n'agissent : ils sont des consommateurs* ». Ne s'agit-il pas ici de se garder d'un discours normatif jugeant le comportement de l'individu ? Retour à la dimension négative de l'individu sans travail et sans domicile, c'est-à-dire sans inscription sociale. En même temps est présente la suspicion : sur l'exclu pèse sans cesse le soupçon, la culpabilité. Ainsi dans un accueil de jour, nous avons pu entendre à propos d'une personne venant faire ses démarches de la matinée pour trouver du travail, une fois qu'il était reparti, ce discours de l'accueillante et du responsable : « *Quel roublard celui-là, il fait ça de ville en ville* ». Sa présence au sein du social semble attachée par cette notion de faute ou bien ce dernier serait lui-même la faute et ce serait par là son droit d'exister qui constituerait cette faute.

Des sujets SDF « fidélisés » dans les circuits d'assistance tournent d'un circuit à un autre, certains sans aucun référent social. Dans cette gestion quantitative, les personnes paraissent devoir mériter leur insertion dans un phénomène semblant punitif. Ne pas fixer ni territorialiser les sujets SDF paraît répondre à une dynamique de la méritocratie. N'est-ce pas occulter que l'institution est un espace de socialisation et la relation usager/professionnel se charge d'enjeux affectifs plus ou moins déclarés ? L'institution est aussi un lieu de liaison (au sens de relation, comme dans l'usage vieilli du vieux français). L'importance de cette force de liaison et de socialisation peut expliquer en partie le fait que certains résistent à quitter l'institution, parfois au prix de la mise en échec des projets définis avec celui-ci. De la sorte, certains se mettent à consommer les institutions sociales, les travailleurs sociaux. Ce que nous faisons moins est de se poser concrètement la question de ce que supportent les hébergés. Qu'en est-il du fait de dormir par terre sur un matelas ? Les manquements aux besoins les plus élémentaires peuvent être criants, qu'il s'agisse d'hygiène (pas de douches, pas de mousse à raser), d'intimité (séparations des sexes) des possibilités réelles de dormir tandis que pour la sécurité, des vigiles ont été recrutés. A ce sujet, un éducateur parle : « *il y a des gens ici qui bossent toute la semaine. Néanmoins le dimanche, il faut qu'ils se lèvent quand même à 6h30 dans une espèce de logique de discipline. Or, il ne viendrait à personne, quand il est chez lui, le week-end, de se lever à 6h30 juste pour le plaisir de se lever. Il y a des choses comme ça, des relents de rigidité qu'il y a pu avoir dans le temps* ». **Ferions-nous preuve de cynisme si nous disions que nous les préparons à ce que Diogène prônait, à savoir « vivre à la dure » ?**

La violence

Il paraît essentiel d'aider les équipes à réfléchir sur leurs pratiques dans l'institution face à ces phénomènes. La violence dans le travail social est à la fois **la violence de l'institution** subie par les usagers, **la violence institutionnelle** et **la violence envers le personnel des services sociaux** (la violence au travail, celle des pouvoirs publics avec par exemple le dispositif grand froid, la précarité de certains postes). Deux formes de violences intimement liées, l'interprétation de l'une ne va pas sans l'interprétation de l'autre. Le front des travailleurs sociaux, des veilleurs dans les foyers, dans un affrontement avec des personnes en grande souffrance psychique et sociale. S'il paraît impensable d'envoyer au front des soldats sans aucune protection, sans arme et sans armure, les professionnels paraissent dans l'obligation de devoir « combattre à mains nues ». Aussi, ils évoquent « leur ras le bol » devant des conditions de travail inhumaines, ils disent combien ils sont **démunis** voire **en souffrance**.

« Ils nous déposent une sacré souffrance mine de rien, et même s'il l'on prend de la distance, c'est dur. Donc, si on n'a pas un tiers chez qui le déposer, une formation qui nous permette de ne pas coller à ça, à mon avis, c'est la dépression assurée. Quand on ferme la porte du bureau, on emmène des fantômes parfois. Certains ont ici 50 ans, avec 15 ans qui travaillent ici et ils sont dans ce fonctionnement de surprotection totale qui fait qu'ils sont très agressifs car en se protégeant, ils attaquent, ou alors dans la fusion pendant un moment. Mais, pour nous, éducateurs, ce n'est pas simple. Il y a toutes ces tensions là qui font conflit dans l'équipe et, plus il y a conflit, moins il y a la possibilité d'avoir tiers avec la personne que l'on accompagne. S'appuyer sur une formation pour savoir quoi écouter, comment l'écouter, comment se positionner vis-à-vis de soi, quelle était la part de projection que l'on mettait dans la relation, comment je vivais moi-même la souffrance de l'autre. Tout cela, il faut forcément l'interroger, sinon ce n'est pas à l'autre que l'on répond mais à nous-mêmes. . On projette son propre désir sur l'autre, on a envie de voir s'en sortir car il nous fait souffrance de le voir dans cette situation là. Donc, si on n'a pas de formation, à mon avis, l'écoute, elle ne sert à rien ». (Éducateur CHRS)

Un autre exemple est celui des alcoolisations qui entraînent une tension dans les équipes qui en viennent à ne plus supporter plus les personnes. Un éducateur confie que s'il y a un problème avec un hébergé, ils vont tous les quatre pour l'inviter à sortir, personne n'y va seul pour éviter un rapport de force. Au contraire, pour un des agents d'accueil, il faut que ce dernier comprenne qu'il ne terrorise, ne fait peur à personne et que ce n'est pas à lui de dominer la situation. Il y a incompréhension entre l'éducateur et l'agent d'accueil sur la portée symbolique que cela peut avoir d'y aller seul ou en équipe. Un autre agent d'accueil anticipe les comportements de l'utilisateur, disant qu'il peut se montrer agressif, violent. Pour l'éducateur, ils peuvent anticiper leurs réactions à eux mais pas le comportement de la personne.

« La formation est essentielle, puis avoir un soutien, moi, je fais partie d'un groupe de soutien en alcoologie, c'est important, présenter des cas pratiques. Puis, besoin d'aller vers l'extérieur, voir comment les autres travaillent, être au courant de ce qui se passe » (M. infirmière Equipe Mobile Sociale).

« Prendre du recul et déculpabiliser les bénévoles. A partir du moment où on est dans cette relation d'aide à l'égard de l'autre, on devrait avoir logiquement des outils à disposition, savoir si nous-mêmes, on est en compétence de. Une formation est très importante » (responsable d'un accueil de jour).

« Un autre outil : les réunions, réfléchir à ce qu'est l'urgence. En quelques années, beaucoup de turn-over au niveau des équipes. Importance de la formation, l'Etape le favorise ». (Éducatrice accueil d'urgence).

« Difficile, bien sûr car il y a une forme d'inertie, ils pompent de l'énergie, c'est assez usant, désespérant. On les suit et quand cela ne bouge pas d'un millimètre. Puis, il y a l'espoir aussi car ce sont des personnes qui veulent vraiment s'en sortir, qui mettent des choses en place et qui donnent l'impression que tout va aller et c'est quand on y croit le plus, qu'il y a un petit truc qui fout tout le travail en l'aire, on ne sait pas d'où il vient. Des comportements d'échec, ça c'est difficile à gérer. Une population qui est usante ». (Éducateur d'un CHRS)

« Ce qui est difficile aussi, quand les gens repartent (fin de prise en charge), tu ne sais pas si elles sont reparties ou sont toujours sur Nantes avec une solution de trouvée. Puis, ces gens-là peuvent réapparaître tout d'un coup. Pour certains, ils vont tourner un certain temps dans la structure avant de réussir à y rentrer : par exemple, venir et il n'y a pas de places au moment où cela est possible, ils ne sont pas au rendez-vous le jour fixé alors qu'ils étaient au rendez-vous tant qu'il n'y avait pas de places. Certains ne sont pas encore prêts à « occuper » un logement, ils vont reproduire le mode du squat. Pour certains collègues, ils vont dire « pour ce couple, il n'y a plus rien à faire ». Moi, je ne pars jamais dans ce principe là, je pense qu'il y a toujours à faire ensemble, au moins se rencontrer, discuter, échanger. Même si c'est une heure passée ensemble, c'est important ». (Éducatrice accueil d'urgence)

« Moi, les premiers mois, je croyais qu'il me manquait une formation, mais le plus dur, c'est d'être là et de tenir le choc. Il faudrait plutôt un suivi psychologique, être bien encadré, bien sécurisé. On est là pour encadrer la demande mais si la personne ne demande rien, si la personne ne veut pas se soigner, ne veut pas faire de démarche pour aller vers les soins, malheureusement on va être un acteur impuissant. On ne va pas pouvoir prendre de force, l'injonction thérapeutique n'est pas viable ». (Chef de service CHRS)

Comme le rappelle Jean Furtos, « Il ne faut pas mésestimer notre violence inconsciente avec les gens qui passent leur temps à aller mal et à faire en sorte de ne pas se soigner. Si on ne travaille pas sur cette violence dans les analyses de pratique en cherchant à savoir pourquoi la violence de l'autre nous fait violence, on ne peut pas l'accompagner »⁵³⁸. Comprendre ce qui se passe dans la relation de travail, ce qui nous rend souffrant, pouvoir parler de sa vulnérabilité avec ses collègues permet que d'alibi pour ne rien faire, la souffrance devienne un moteur pour l'action. Des tensions qui naissent du croisement entre les différentes logiques opérantes : la logique déterminée par la mission institutionnelle et celle du psychologue (le temps) ; ces tensions peuvent naître du conflit entre la représentation des tutelles de la mission institutionnelle, d'une part, et de la perception qu'ont les travailleurs sociaux du terrain du déroulement des prises en charge d'autre part.

« Là, je ne sais même pas comment travaille l'équipe mobile, c'est exceptionnel, je n'ai jamais tournée avec eux ni en journée, ni en soirée. Je ne sais pas comment se passe un entretien avec eux. Avec la CAO et le travailleur social, il y avait vraiment l'éducatif qui suivait derrière. Ça, on ne l'a plus, il y a le CCAS maintenant, la Maison d'accueil de jour aussi, mais pour moi ils n'ont pas ce rôle. Avant, les gens étaient secoués dans le sens où on leur disait : « Attention, tu ne peux

⁵³⁸ Vers une « sanitisation » du travail social ?, Actualités Sociales Hebdomadaires, n° 2340, 2 janvier 2004. (http://www.ac-creteil.fr/sms/bi_spsy/articles/ash_2340.rtf)

pas rester autant de temps dans l'urgence ! ». On travaillait avec l'AFPA... Il y avait tout un réseau qui était très élargi. Cela devient, aujourd'hui, complètement réducteur : ils ont besoin de l'hébergement, on ne fait que de l'hébergement d'urgence. Alors que cela se termine. De 62 places, on va passer à 19 places. Qu'est-ce qu'on va faire ? Enfin pas nous, mais les gens, comment font-ils faire en deux semaines ? Là, il y a l'hébergement mais aussi tout ce qui gravite autour comme les vestiaires... Heureusement, je lis le journal, une curiosité personnelle qui fait que je me tiens au courant sinon on n'a pas plus d'informations qu'eux quand ils ont le petit guide de l'urgence. Ce n'est pas dans le temps de travail. Il y a un manque d'information en intra mais aussi la rencontre avec les partenaires. Quand on voit avec le CCAS, on ne les rencontre que lors du comité de suivi ; pourtant, j'ai un appel chaque jour du CCAS pour me demander une place. Puis, il y a une dévalorisation : « Ce n'est qu'une personne du 115 » car on ne nous rencontre pas. On parle des usagers mais parfois, j'ai envie de dire « Il y en a au téléphone, ils sont là ! On est en chair et en os », j'ai l'impression qu'on ne nous voit pas ». (Écouteuse 115).

Les travailleurs sociaux sont sommés d'agir et la plus part du temps de réussir. D'une certaine manière, ils ne peuvent pas entendre la souffrance des usagers. Ils sont là pour transformer leur situation, améliorer leur état en leur offrant des prestations, parcours d'insertion. Surinvestissement ou désengagement vis-à-vis de ces personnes ? La part de frustration est importante au sein des équipes. Cela s'exprime en particulier dans le domaine du suivi des personnes et de leur accompagnement. Il y a peu de visibilité « sur ce qui se passe après. A ce sujet, le responsable d'un accueil de jour nous dit : « Les frustrations d'un travailleur social ne sont pas forcément les mêmes que celles d'un bénévole. Les attentes ne sont pas les mêmes J'ai appris à dire non, quand bien même j'ai la réponse à une requête. Cela me permet de ne pas être dans l'urgence par rapport à une certaine période où je disais oui à tout, car ma mission était d'aller vers les gens de la rue (a exercé au SAMU social) et de rentrer dans une logique d'acceptation avec un seuil de tolérance relativement élevé ». Nous retrouvons ce sentiment de frustration dans d'autres associations, telle l'Écoute de la rue liée à l'ambivalence de la mission. Cette ambivalence doit être gérée entre deux tendances contradictoires: apporter une aide immédiate aux sujets SDF mais « passer la main » en les orientant vers le système de droits commun et en même temps le fait de perdre de vue des personnes avec lesquelles le lien est fortement personnalisé, rend quelque part cette situation frustrante.

Nous avons pu remarquer de la part de certains professionnels – pour exemple, l'infirmière de Saint Benoît – qu'il existe parfois une attitude possessive à l'égard du public qui rend difficile toute ouverture vers l'extérieur. Permettre qu'un travail de cette nature se déroule dans une structure nécessite d'accepter qu'une partie du discours échappent aux professionnels qui y travaillent. C'est aussi prendre le risque que les pratiques soient remises en cause. De fait ces réunions où l'on donne des nouvelles de telle ou telle personne, via les contacts que l'on a, ou des courriers envoyés, ou via les suivis que peuvent faire l'assistante sociale sont importantes. Reconnaître comment en intervenant, on peut être intrusif, malmenant. Ainsi nous dit une écouteuse du 115 : « je trouve ça aussi violent de dire à quelqu'un « vous n'avez pas la ligne » que de lui dire « vous allez attendre » : ils ont un espoir, ils essaient de se mettre sur liste d'attente alors qu'on n'en a pas. Eux, ils se disent : « Je les appelle, je suis en attente, donc j'ai une place ». Quand on va leur dire non, ils vont faire quoi ? » (S.)

Si le social n'a pas la responsabilité de la détresse, il a la responsabilité de son accompagnement dans une attitude d'éveil permanente aux attentes prioritaires des publics fragilisés. Pour les professionnels du Samu social, leur travail ne se limite pas à cette modalité de ramassage, mais ils établissent avec les personnes rencontrées un véritable travail social mais alors que penser des opérations qui se répètent invariablement et concernent surtout les mêmes personnes.

« Les échanges se font souvent dans la rue, rarement au café. Quand on va à Brin de Causette ou Claire Fontaine, je n'ai pas toujours l'impression d'être bien accueillie. C'est plus difficile pour moi d'entrer en relation là-bas car j'ai l'impression d'être sur leur lieu à eux que dans la rue...l'impression que c'est le seul endroit où ils peuvent se poser, être tranquilles. Donc, difficile de les aborder mais en même temps, cela peut être pour certains l'opportunité d'échanger avec nous. Cela est arrivé qu'on passe et que quelqu'un s'en saisisse. On, est tenu pourtant d'y aller ». (Infirmière – Equipe Mobile Sociale)

Cette remarque d'un des bénévoles de la maraude de l'Oasis illustre le questionnement perpétuel, y compris dans le bénévolat : *« on retourne là ou on va voir du monde car sinon c'est frustrant ».* Cela reflète cette volonté de donner un coup de pouce, de vouloir revoir certains (avoir du feedback est important) et faire des tournées sans voir personne est « déprimant pour tout le monde ». En même temps, il nous semble important de renforcer encore plus la légitimité et l'organisation de tournées pour explorer, quitte à ne rencontrer personne, cela fait partie de la mission : aller là où personne ne va, donc il faut aller vers des zones que l'on ne connaît pas. Cela pose une autre dimension de la violence, à savoir la violence institutionnelle.

Selon une éducatrice dans le cadre de ses interventions avec l'Equipe Mobile Sociale : *« Quand on est dans la rue, on n'a rien ».* Il nous semble que c'est grave de tenir ces propos et dans un second temps, après recul, peut-être le vit-elle réellement comme ça ? D'où le fait de ne se concentrer que sur l'accompagnement des personnes dans les structures. Ne serait-il pas pertinent de réfléchir sur « qu'est-ce qu'on est à la rue quand on y intervient ? » plutôt qu'en termes « on n'a pas » (exemple les murs pour nous protéger, une porte que l'on peut fermer). Est-ce que cela suffit pour se protéger ? On peut le voir dans les cas de violence au sein du centre médico-social ou C.C.A.S., cela n'empêche pas les personnes de passer à l'acte. De plus, si on n'a pas de porte, les personnes non plus. Quels codes a-t-on alors, car on n'a plus ceux qui consistent à prévenir la personne de notre arrivée, frapper à la porte, sonner. Des frontières sont pourtant là, c'est quand elles ne sont plus là qu'il y a violence possible.

Si nous prenons le cas d'un signalement d'une personne dans une impasse, cela signifie qu'en cas de danger, il n'y a pas de sortie de secours. N'y aurait-il pas nécessité d'avoir des protocoles ? Imaginer pour certaines interventions un accompagnement, comme pour les pompiers qui pour certaines sorties, sont accompagnés de la police. Une des infirmières de l'équipe mobile sociale évoque le sentiment d'être « paumée » entre les missions de l'infirmière d'« aide à la personne quelle qu'elle soit » et l'exclusion dans l'organisation de l'urgence.

Le travailleur social est souvent mis à mal, la violence est parfois son lieu de travail en prise aux agressions diverses, la relation se joue et se noue dans son corps comme nous avons le voir au sein de l'équipe mobile sociale, ce dernier pouvant être mis en danger, en insécurité ; d'où le besoin de se mettre des limites.

« On ne peut pas tout entendre, on ne peut pas tout supporter. Mais on nous dit : « Vous ne supportez pas de violence ». Faux, le nombre de fois où tu t'en prends

plein la tête. Mais, c'est quoi une violence pour les gens ? C'est physique, puisque c'est qu'au téléphone, tu ne va pas t'en manger une, en fait, si ! D'autre part, quand tu es tout seul, tu n'as pas de collègue face à toi. Les journées où tu es deux face à face et que tu te fais insulter, tu peux échanger, tu évacues. Quand tu te fais traiter de « grosse salope à 8h45 » - ce que j'avais dit : « Ta quéquète, tu te la mets derrière l'oreille » et j'avais raccroché – et quand j'en avais parlé, on m'avait dit que je n'étais pas professionnelle, que je ne savais pas répondre. On est payé pour cela. Or, pour moi, je ne suis pas payée pour me faire insulter. Jusqu'où on nous laisse ? » (Écouteuse 115).

« On apprend sur le tas. Mais d'où la nécessité d'avoir des formations en alcoologie, en poly toxicomanie, gérer le stress. J'ai vu des nuits où tu ne te couches pas comme ça ; le besoin d'en parler à ton entourage. Au départ, ici, on ne tenait pas compte de la violence des personnes, de tout ce qu'on subissait. Il fallait prendre comme c'était. En fait, c'est très tabou la violence. Quand il y avait un passage à l'acte avec le personnel, on n'incitait pas à porter plainte, il ne fallait pas en rajouter à la problématique de la personne. En plus, parfois, moi j'avais tendance à répondre par la violence, cela a été instauré quand j'ai commencé. J'ai eu un collègue ici, j'ai appris à travers lui, il n'y avait pas de garde fou, donc, cela peut aller très loin. D'où, le respect des droits pour les résidents ». (Agent d'accueil CHRS).

Ceux qui sont dans le circuit depuis longtemps déjà évoquent le besoin de se protéger intérieurement, de se « blinder », qui se font de plus en plus sentir. Au Champ de Mars, foyer d'accueil d'urgence, des professionnels, agents d'accueil soulèvent le fait qu'il n'existe aucun lieu pour élaborer ce qui travaille le professionnel dans son corps, esprit, aucun lieu de parole, quelque en soit l'appellation : instance clinique, analyse de la pratique, supervision. Il paraît primordial de se donner les moyens de **faire face à la violence** et à l'**agressivité : aménagement** des locaux, de l'espace pour éviter toute promiscuité génératrice de tensions. **Formation** des intervenants, adoption de règlement intérieur. Non seulement pas de lieu pour parler de ce qu'on vit avec les usagers, pour donner du sens à l'action quotidienne et se construire une « bonne distance » dans la relation, mais même plus d'un lieu où l'on se parle entre collègues, entre pairs, du travail en commun, ou encore avec les usagers (ceci nous sera évoqué par les professionnels de santé du CHU et notamment les personnes à l'accueil du service des urgences). On s'anesthésie dans l'absorption sémantique des projets institutionnels. Vivre et travailler avec les autres, ça ne va pas sans violence. Nous pouvons souligner une **absence de formation** principalement pour les veilleurs de nuit, agents d'accueil (quid de la projection contre-transférentielle importante), une représentation du public (stigmatisation), des professionnels qui se surexposent, ce qui n'est pas sans conséquence sur les pratiques tant sociales qu'éducatives.

La question SDF comme le souligne Julien Damon, n'est-elle pas un concentré de tous les problèmes sociaux et urbains contemporains ? D'où un doute sur des interventions à la marge. « Depuis 20 ans on accumule chaque année, généralement dans l'urgence et l'émotion hivernales des innovations très spécialisées et en même temps, on n'annonce que les difficultés ne font que s'aggraver ». La prise en charge des sujets SDF doit-elle être une spécialisation professionnelle particulière, reposant sur des bases juridiques et des institutions spécialisées ? Ainsi au Foyer Saint Benoît, les soins sont réalisés par un médecin salarié de la structure, donc un médecin du « dedans ». L'équipe est relais entre le résident et un médecin généraliste libéral. Pourquoi ne pas travailler avec ce médecin généraliste choisi par le résident, donc un médecin du « dehors ». La structure peut jouer alors un rôle de pont entre son patient et le médecin. A sa sortie idéalement, la personne poursuit ses soins « dehors » avec son médecin et

avec l'appui en suite de l'équipe d'hébergement qui garde le lien pendant un temps avec l'ancien résident « dehors ». L'équipe, avec le médecin traitant essaie de favoriser un lien entre le résident et l'hôpital.

En quoi les réponses actuelles, telles qu'elles sont formulées ne participent-elles pas à l'errance institutionnelle ? Est-ce que les cadres habituels de travail, éducatifs, sont opérants ? Nous nous interrogeons, dans ce cadre, sur la possibilité d'un programme d'unification des interventions sociales en travaillant par objectifs des professionnels. « *On va les faire tourner pour qu'ils ne s'installent pas* ». Même discours de la part de certains soignants « *on ne va pas leur donner à manger sinon ils reviendront demain* » (infirmière aux urgences). Pour ce type de personnes, ce schéma éducatif est-il opérant, pertinent ?

Nous avons remarqué que plusieurs CHRS développent une logique qui n'est pas directement orientée sur la santé mais met en jeu la représentation de soi, de son corps à travers différentes formes d'expression. Il en est de même pour les réunions collectives organisées autour de thèmes sensibles pour tout un chacun, comme les comportements alimentaires, les addictions, la contraception, et pour toute initiative qui vise la prise de parole des usagers dans un espace collectif. Ainsi un débat sur espace fumeur – non fumeur a eu lieu à Saint Benoît. Ces démarches, aussi différentes soient-elles, ont en commun le fait d'entamer le tabou qui, dans le champ social, touche le corps en particulier et plus généralement toute expression de la subjectivité, de la personne identifiée et s'identifiant elle-même comme exclue.

Certains veillent ainsi à ne pas être dans « le vouloir le bien de la personne ». « *L'équipe n'est pas dans le vouloir le bien de la personne. Les personnes, si on ne le comprend pas, elles savent partir, elles savent aussi se protéger, même si elles ne veulent pas en dire quelque chose. C'est vraiment rencontrer l'autre... qu'elle puisse s'entendre dire quelque chose qu'elle n'avait pas l'intention de dire car on ne les a pas arrêtées en leur disant « Fais ci, fais ça ».* Cela peut leur permettre de dire un truc qu'elle n'avait pas pu dire jusque là. » (Psychologue, accueil de jour).

En ce sens, une infirmière témoigne « *pour A, on lui a parlé du CMP en lui proposant de l'accompagner. Elle nous a dit qu'elle irait seule ; on, n'y croyait pas mais c'était sa demande, on voulait respecter ça. Après, si elle ne le fait pas, possibilité de reprendre ça avec elle. Comme elle n'est pas allée, on lui a proposé que l'infirmière vienne à la Maison d'accueil de jour : deux fois mais ces jours-là, elle n'est pas venue n'arrivant pas à dire « non, je ne veux voir personne », elle nous l'a montré* ». (M.).

Il apparaît que ce sont souvent des professionnels soignants qui tiennent cette posture, est-ce en lien avec le tabou précédemment cité ou le fait que dans le social, les professionnels sont toujours dans l'aide intéressée. Intégration, assimilation, normalisation des populations au sein des circuits existants ou bien intégration critique qui interroge les dispositifs et fonctionnements sociaux. Il est nécessaire de comprendre dans le vécu de cas singuliers comment les idéologies collectives sont à l'œuvre, repérer comment les logiques de l'inconscient et de l'idéologie se nouent dans l'intervention, dans ce que nous comprenons et ne comprenons pas, dans ce que nous faisons ou ne faisons pas et s'interroger pourquoi est-ce que je pose tel acte ? Qu'est-ce que nous entendons ou n'entendons pas ? L'efficacité quantitative posée comme valeur, introduit également un rapport au temps, celui de l'urgence qui annule et attaque le travail de pensée et conduit à la quasi-exclusivité de logiques opératoires. L'injonction publique et une certaine demande sociale exigent une réparation immédiate et ne laissent que peu de temps au temps réflexif. Tellement les personnes seraient désocialisées, elles seraient

inaccompagnables dans les structures d'accueil. Une population qui échappe. Des publics ne sont jamais approchés, tels les jeunes. Qui sont ces personnes inaccompagnables ? Questions auxquelles nous avons répondues lors de notre deuxième partie en évoquant quelques figures qui permettent de comprendre leur positionnement subjectif. Encore faut-il les reconnaître, prendre du temps et ne pas être dans uniquement dans une logique mécanique « problème/solution ». Celle notamment du président du Samu social de Paris pour qui « *vous vous adressez aux gens en tant que victimes. Ce sont des victimes au même titre que les accidentés. Ils sont en danger à quelques heures, quelques jours, quelques semaines. Comme ils n'ont pas les moyens de leur libre arbitre et de leur choix, nous devons les aider à se prendre en charge* »⁵³⁹. Dans ce cadre-là, nous sommes dans une stratégie politique et non pas dans une position psychique.

Dans les faits, la politique de rationalisation conduit à une augmentation de la charge des associations caritatives et justifie à priori le discours politique concernant l'importance de la place de ce secteur et l'appel à la solidarité. « *Le paradigme urgentiste traverse (...) l'ensemble du corps social, traumatisé par la montée de la précarité de l'existence et la visibilité de la misère : l'essor massif du phénomène « sans logis » dans les grandes villes en est le symptôme. Devant l'obscurité d'investissements publics, se sont les associations humanitaires et caritatives qui occupent le devant de la scène* »⁵⁴⁰.

1.1.1.2. Le discours des bénévoles

Les associations caritatives partagent une culture commune constituée par au moins trois types de relation : la relation entre eux dans l'exercice de leurs missions régulières respectives, la relation entre eux et les personnes qu'ils rencontrent et qu'ils peuvent être amenés à soigner et relation entre eux et personnes extérieures à l'organisation. La population des bénévoles est hétérogène, chacun vient d'horizon différent. Ils sont souvent l'acteur le plus proche des populations défavorisées et deviennent souvent le confident des bénéficiaires. Leur présence a un caractère « anonyme » qui témoigne du lien social, le suscite et le fait vivre davantage. Pour accomplir leur mission, les bénévoles n'ont rien d'autres à apporter qu'eux-mêmes : leur présence attentive, leur écoute bienveillante, un temps pour une relation possible mais non obligatoire.

Selon le président d'une des associations, « *c'est important pour eux de pouvoir parler à quelqu'un d'autre que les personnes de leur milieu. Ils vont nous raconter leur vie, peut-être plus facilement qu'à un travailleur social car ils vont les pousser un peu. Nous, ils peuvent nous raconter n'importe quoi, y compris des mensonges, élucubrations, ce n'est pas un problème, ou leur rêve aussi. On va les écouter. C'est important qu'ils puissent trouver une écoute, d'où l'importance pour moi de cette présence auprès d'eux* ». Ils proposent un nouvel espace de relation et sont là simplement sans médiation d'une tâche à accomplir, disponibles à l'inattendu de la rencontre. L'expérience montre que cette attitude à l'égard de l'autre permet un véritable échange, une réciprocité de la relation qui lui donne toute sa valeur et la rend gratifiante pour chacune des parties. Le sentiment qu'il n'existe pas de hiérarchie formelle entre les membres, ce qui favorise la cohésion du groupe. Cependant, les

⁵³⁹ EMMANUELLI X., *L'urgence sociale ; tremplin ou impasses*. Conférence, Nantes, 26 mai 2005.

⁵⁴⁰ MARTIN, 2000.

bénévoles n'interviennent jamais seuls mais dans le cadre d'une équipe qui trouve elle-même sa place et sa mission dans le projet associatif.

Pour qu'une organisation se maintienne, il faut qu'elle produise des normes et les transmette. Il faut que ceux qui y travaillent, les intériorisent, acceptent de s'y conformer. Une identité collective doit se dessiner. Cela n'est pas sans poser de multiples questionnements tel celui de l'Ecoute de la Rue sur la fraternité. Pour d'autres associations cela s'avère plus difficile comme nous le confiera une des bénévoles, « *Avant de prendre le poste de vice présidente, j'ai voulu aller voir les équipes, le président a été réticent : il avait le sentiment que les gens fonctionnaient de façon individualiste. Je me suis vue venir un autre jour que le samedi, j'ai été accueillie à la limite de la violence comme si tu étais en inquisiteur, ...Chacun de nous est responsable. Tout le monde a sa place. Cela ne se pratique qu'un sein d'une équipe mais pas en inter équipe. C'est cloisonné en fait. Je trouve cela dommage, car on pourrait échanger des informations d'un jour à l'autre. De même, confronter nos expériences, nos difficultés, pour nous enrichir et nous sécuriser, ce n'est pas en AG une fois par an* ».

Le bénévole « idéal » est animé d'une soif de venir en aide à une population précarisée. Le président d'une association nous dit « *Cela fait 7 ans que je fais cela. Pas d'effet d'usure, au contraire, plus je vais, plus j'ai besoin d'être avec eux ; et comme personnellement, je n'essaie pas trop de faire avec eux mais d'être là, je n'attends pas forcément des résultats, à tort ou à raison. J'essaie de réfléchir à ma position mais j'ai du mal à essayer de les faire avancer, je suis là et essayer de créer une relation, la plus vraie et réaliste possible* ». Si tous les bénévoles ont en commun de disposer de temps libre à accorder aux défavorisés, quand on leur demande pourquoi, ils agissent ainsi, certains bénévoles répondent tout de suite que ce type d'engagement fait partie intégrante d'eux même. « *Ça fait partie de ma personne, je peux vous dire j'ai toujours été comme ça, faut que je m'occupe des autres, y'a rien à faire* ». (A., association caritative). Aller vers ces personnes que la société rejette est souvent pour eux **un défi** qu'ils se lancent comme pour se prouver qu'ils en sont capables. La relation à l'autre est donc pour beaucoup le moment privilégié où ils éprouvent la sensation de toucher à l'essentiel de leur humanité. Cette découverte de l'autre est une découverte d'eux-mêmes ou un approfondissement de leur vie intérieure.

« *Je pensais qu'avec l'affectif, on était capable de les booster pour aller un peu plus de l'avant, mais plus les jours passent, plus j'ai l'impression qu'il y a un déterminisme. Je vois mal comment on peut les sortir. Tu vois, je prends l'exemple d'A. Ce monsieur, on lui a tendu la perche pour qu'il s'en sorte et tu as l'impression qu'ils sont installés dans un système dont ils beaucoup de mal à se défaire. Souvent, il me dit « mon toit, c'est le ciel ». **Quand il vient, je lui dis « T'as bu, arrêtes, fais-moi plaisir », cela se négocie en deux mots. Après la suite, c'est ça qui me fait mal, j'ai l'impression qu'il n'y a pas un après*** ». (A. association caritative). Pour certains, un engagement d'ordre affectif et pour d'autres, l'engagement est fondé sur une expérience et un savoir faire comme pour les secouristes de l'Association Départementale de la Protection civile.

L'intervention de tierces personnes dans la demande d'aide et de soins est fréquente mais ne doit pas se substituer à celle de l'intéressé. Ainsi, L. nous dit « *la première fois, les accompagner est important, mais se garder aussi de paternalisme. S'il se met dans une file d'attente aux urgences, à la PASS, au bout d'un quart d'heure, il va partir alors que s'il y a quelqu'un pour lui faire la conversation, à mon avis, c'est*

de cet ordre là, cela être va pas plus loin ». Or le risque est permanent, en raison de la gravité de certaines situations, de l'angoisse légitime des bénévoles qui trouve dans la passivité, voire l'hostilité de l'intéressé d'excellents alibis pour prendre à sa place les décisions nécessaires. Cette même personne interviendra à plusieurs reprises auprès d'un SDF pour qu'il réintègre son bungalow.

Nous entendons aussi « *A chaque fois que je ressors de Brin de Causette, je suis content, c'est comme si on avait accompli une mission, parfois il faut donner un coup de gueule, remettre quelqu'un en place mais cela se passe généralement bien, c'est comme une famille, une autre famille, on s'inquiète quand on ne voit pas quelqu'un.* ».(Parole de D.).

Les représentations des bénévoles

« *Un SDF ? A première réaction : le gars irrécupérable dans la rue, le gueux, le pauvre type. La seconde, une personne à laquelle la société ne s'intéresse pas et important de s'intéresser à elle pour qu'elle soit membre de la société comme n'importe quel autre. Cela a été mon souci dès le départ d'être dans la rue* ». (Parole d'A.)

« *Les personnes sur lesquelles je vais le plus facilement sont les sans abri traditionnels, dans la population de rue que l'on croise, trois catégories classiques qui font jour. Actuellement, les sans abri traditionnels que l'on appelle clinique – sans idée négative - les jeunes en errance – ceux-là je ne sais pas tellement qui ils sont – et puis les étrangers* ». (Parole de L.)

Ainsi, le bénévole lui-même constitue des figures parmi les personnes, reprenant souvent celles véhiculées par le discours social. Nous retrouvons aussi les risques d'identification. « *Moi, je dis « nos gars », je ne dis pas les SDF. Je dis aussi les accueillis. Je ne sais pas pourquoi, mais je les aime ; Le tort, je me sens un peu chez moi là-bas ; cela m'a fait mal mais après je me suis dit « t'es là pour toi, pour quoi faire* » (A). « *SDF ? C'est la pauvreté, le malheur qui s'abat sur quelqu'un. J'ai envie d'aider des personnes comme ça car on s'aperçoit de plus en plus que cela peut arriver presque à tout à chacun* » (parole de D.)

Comme lors des entretiens auprès des professionnels, il nous est fait part d'une évolution du public, notamment une augmentation du public chez les jeunes. Une bénévole d'une autre association fera le même constat, « *Il y a une évolution dans la population SDF. De plus en plus de jeunes. La dernière fois, en juillet, beaucoup de gens de l'Est, une population de migrants à la rue. Ce qui m'a fait mal est voir ces petites jeunes filles, on a eu deux bébés* ». (Bénévole Médecin du Monde). Le phénomène du nombre de *jeunes en errance* depuis 10 ans pose les mêmes interrogations, comme en témoignent les entretiens d'une étude menée sur Challans⁵⁴¹, avec une augmentation des jeunes seuls à la rue et non plus en squat. Selon une étude de l'Observatoire sociologique du changement, l'exclusion est autant le fait d'une série de ruptures que les résultats d'inégalité sociale de développement. A noter l'importance des souffrances vécues durant l'enfance avec également des ruptures de lien social plus profondes à l'âge adulte : violences, instabilité affective, ruptures familiales.

Les trajectoires amenant les personnes à solliciter des structures d'hébergement sont diverses et ne se résument pas à un processus unique. Nous notons une histoire

⁵⁴¹ Expertise du dispositif d'accueil et d'insertion de Challans. Etude des demandes et besoins des populations en difficultés sociales, D.D.A.S.S. de Vendée, I.C.S.H. université de rennes 2, 2003-2005.

migratoire complexe : des situations de jeunes n'ayant pas réussi à garder leur logement du fait de la précarité de leur travail et de leurs ressources, des situations de décohabitation brutale par rapport à la famille. Pour de nombreux jeunes, nous retrouverons la revendication de l'errance comme un « choix de vie », mais il apparaît dangereux de prendre au premier degré le discours de revendication que portent certains jeunes sur une vie largement marquée par la souffrance. D'où le fait d'aller au-delà de l'errance revendiquée pour pouvoir repérer l'errance « de galère » ou « de désaffiliation ». La plupart des jeunes sont en très grandes difficultés et sont pris dans des processus de dérive grave. Pour ces derniers l'errance semble parfois être un premier stade du processus de clochardisation, l'errance pouvant se limiter à un périmètre défini et/ou liée aux rejets qu'ils rencontrent de lieu en lieu dans l'espace public. Certains, même, vont aller là où ils ont une adresse, connaissent une structure, ils partent très peu à l'aventure. Parmi les jeunes ne disposant pas d'hébergement stable et circulant au sein ou à la marge des circuits institutionnels, nous trouvons une grande variété de situations, qui ont essentiellement en commun les risques qu'elles font courir à ceux qui s'y trouvent englués : bagarres, blessures, suicides, overdoses, hépatites non traitées... Aujourd'hui, malgré la très grande hétérogénéité des publics jeunes concernés par l'errance, les pouvoirs publics et mouvements associatifs sont parvenus à offrir une panoplie de solutions. Toutefois, il semble encore manquer une organisation plus cohérente des dispositifs : l'errance des jeunes ne pourra être circonscrite que lorsque les institutions cesseront d'être elles mêmes en **errance**

Dans une des associations fréquentées au cours de notre étude, le responsable, nous dit qu'il faut faire attention car parfois « les gars » sont très fragiles et il faut faire attention à ce qu'on dit, notamment nous les femmes. La bénévole la plus âgée dit à ce sujet, qu'elles sont « embêtées » car quelques gars s'accrochent à une des bénévoles. D'où selon elle, la nécessité de garder ses distances, ne donner ni adresse, ni appel téléphonique. De même, pour le responsable le prénom suffit, pas de nom de famille. La même bénévole poursuit en disant que cela lui est déjà arrivé d'en croiser à Rezé où elle habite, dans son quartier et qu'il était venu lui dire bonjour. Pour elle, cela avait été gênant car elle est connue dans son quartier et les gens pouvaient se demander ce qu'elle faisait avec ces gars-là ! D. relate des situations similaires où lorsque sa mère s'est faite opérer, il avait rencontré à l'hôpital plusieurs personnes qui venaient à Brin de Causette, de même qu'un jour, en retirant de l'argent au distributeur, il en avait rencontré un et avait fait attention à ce que ce dernier ne le suive pas jusqu'à chez lui. Cette question du regard se repose lors d'un pot d'offert au vu de la fête du responsable. L'établissement encore ouvert à une heure inaccoutumée, ce qui donnera l'opportunité à F. de venir voir. On lui propose une part de gâteau qu'il refuse, repartant en souhaitant une bonne fête. La remarque du responsable fut intéressante : « *J'aime mieux dire pourquoi on se réunit, il pourrait penser que... Heureusement, il n'y a plus la bouteille [de rosé] sur la table* ». « *Mais on a les verres à la main* », dit une bénévole. *Ce pourrait être du sirop* ».

Ces brèves invitent à s'interroger sur nos agirs. Comme si les personnes pouvaient être fréquentables dans l'enceinte du local mais plus au dehors. Quel regard peut porter sur eux les autres – proches, amis, voisins – ensuite sur eux, bénévoles ? En cela, la démarche de l'Ecoute de la Rue nous semble différente en allant là où se trouvent les personnes même s'ils sont susceptibles de croiser quelqu'un qu'ils vont connaître. Ces propos nous ont gênés. Comme si la fraternité, solidarité qu'ils proclament ont des limites spatiales et ne peuvent s'exercer que dans un temps et un espace donné. Que peut ressentir une personne qu'on accueille « chaleureusement » à

l'intérieur de l'association et que l'on souhaite éviter ensuite dans la rue ou ailleurs⁵⁴². Est-ce car la relation de pouvoir ne se joue pas de la même façon ? Cela nous a d'autant plus interpellés par rapport au fait de rencontrer les personnes dans la rue qu'il nous est arrivé de « changer de trottoir ». Nous pensons que quand cela s'est passé, qu'il fallait faire un break, séparer notre vie privée et la recherche. D'autant que là, le terrain est la rue, le quartier où nous résidons. Par ailleurs, il est intéressant de voir que si nous les rencontrons par hasard, on pouvait se dire bonjour « normalement », s'ils étaient en train de faire la manche, ne pas nous « tanner ». En même temps, les recroiser nous ramène d'emblée à notre recherche et finalement nous n'avons plus de « temps privé à nous ». Mais ne s'agit-il pas de légitimation et en quoi ce discours serait-il plus acceptable que ceux entendus par ces bénévoles ?

Ceci nous fait associer à un samedi, à Brin de Causette où il y avait des « choccos ». La demande d'un jeune d'avoir du beurre a été une demande de trop pour une bénévole : « du beurre ? Mais il y a déjà des choccos, des tartines, il ne faut pas exagérer. Il y en a qui n'ont même pas ça au petit déjeuner ! ». Cette remarque a créé une tension. Le jeune, à qui on avait demandé de partir s'il n'était pas content, a commencé à enlever le beurre qu'il y avait sur les tartines pour le mettre sur les choccos. En fait, à aucun moment, il n'a été fait attention au fait que ce soit un jeune homme, que de manger les choccos de cette façon pouvait lui rappeler un souvenir d'enfance agréable. Au contraire, cette demande personnalisée dénotait par rapport aux autres et a amené une réponse culpabilisante.

La façon dont certains distributions se font, dont celle des vêtements nous paraît aussi à questionner. Dans le sens où l'on descend par lots, les chemises, pantalons ignorant souvent la taille et la personne voyant ces vêtements dit « *je prend* » même si la taille ne lui convient pas. Ceci entre le petit déjeuner, la soupe et la demande de rasoir. De plus, cette distribution se veut « officieuse » car il existe déjà des vestiaires... Cela nous avait surpris aussi, qu'au Secours Populaire, les personnes SDF ne puissent pas essayer, d'autant plus que bien souvent elles ignorent la taille qu'elles font. Les miroirs sont aussi inexistantes. A ce sujet suite à quelques journées passées dans un vestiaire, voici des bribes de conversation entendues : « *c'est pourquoi, on va commencer par ceux qui savent ce qu'ils veulent. Vous c'est fini, vous en avez assez. Et toi, qu'est-ce qu'il te faut encore ?* ». En contraste, la bénévole peut venir voir quelqu'un et dire gentiment : « *que désirez-vous Monsieur* ». Elle revient avec une paire de chaussures toutes neuves, prend la personne à l'écart : « *venez avec moi, je préfère ne pas faire cela devant tout le monde* ». Ne s'agit-il pas ici de discrimination ; la personne est confondue avec sa pauvreté, y perd son visage, un faisceau de besoin matériels derrière lequel une charité expéditive et méprisante. Qu'en est-il du droit à la discrétion ? Ne faut-il pas les aider à la préserver ? Si quelqu'un vient souvent chercher des vêtements, faut-il encore en approfondir les raisons. Peut être se fait-il dépouiller y compris des vêtements qu'il porte ? De plus il ne peut pas transporter sa garde robe avec lui, il ne peut guère laver son linge ou en tous cas pas facilement. A l'époque, il n'existait toujours pas de bagageries sur Nantes⁵⁴³. Parmi les plus chanceuses des personnes rencontrées, certaines pouvaient entreposer des affaires chez des connaissances mais pour beaucoup d'entre eux ils avaient dû s'en séparer. Ils ne trouvent pas souvent ce qu'ils souhaitent, mais comme pour la nourriture ils se sentiront obligés d'accepter ce qu'on leur présente, sous peine de paraître bien difficile.

⁵⁴² Un entretien avec un SDF, Yv., nous permet de mesurer l'humiliation que cela représente. Annexe 6

⁵⁴³ Ouverture depuis mai 2006 d'une halle aux bagages gérée par l'association St Benoit.

Alors que pour certains bénévoles, le refus est pris en considération comme l'illustre ce témoignage, « *Il avait des plaies partout, puis on avait bientôt fini, il me dit « j'ai mal mon genou ». On soulève le pantalon. Ce qu'il n'avait pas dit, c'est qu'il avait eu la diarrhée sûrement deux ou trois jours avant ; il ne voulait pas prendre de douche. Ce que l'on n'a pas fait pour ne pas l'humilier. Il y avait Martine – le médecin – qui s'occupait de la plaie et moi, je lui ai dit « oh là là, vous avez dû saigner pas mal » et avec des gros paquets de coton, on a essayé de laver ça. Il disait prendre des douches chez un cousin » (bénévole Médecins du Monde). Pour d'autres, tout refus ou demande d'autre chose, demeure difficilement entendable. Par rapport au gâchis, certains disent qu' « *il faudrait les voir faire quand ils jettent les sandwichs donnés et, lors de la prochaine visite, les mettre dehors ». N'y sont-ils pas déjà ? De même, chasse à ceux qui abusent. Il est observable que certains bénévoles ont « leurs têtes » ; il y a des privilèges qui n'échappent pas aux regards des autres personnes. Par exemple, il y a de la soupe à l'asperge à finir : peu importe pour la bénévole si les personnes n'aiment pas, l'essentiel est qu'elle ne se perde pas. « *Vous nous devez le respect », « ils ne peuvent pas dire merci ou s'il vous plaît »* furent souvent entendues.**

Se retrouver acteur de l'exclusion de l'autre... **La question des profiteurs** est revenue plusieurs fois. Il est en ce sens intéressant de voir comment **les bénévoles ont des « préférés »** à qui elles réservent un traitement de faveur. Par exemple, « *les tartines et viennoiseries partent très rapidement »* remarque une bénévole, « *il ne faut plus mettre de croissants, ils les mettent dans leurs poches. A partir de maintenant, que du pain !* ». A un moment, une personne, puis une autre, nous demande s'il y a des rasoirs. Nous allons en chercher. La bénévole nous dit que cela ne se passe pas comme cela, « *on leur met dans leur sac de sandwich, sinon, après, tout le monde en veut !* ». Avant que l'interdiction de fumer à l'intérieur soit décidée, à la demande des bénévoles, il y avait parfois quelques paquets distribués à certains, toujours avec une grande discrétion... **Des différences de traitement qui sont très violemment ressenties par les personnes.**

A faire le bien de l'autre...

« *Pour le travail, je me permets des fois de les bousculer un peu ; en disant tu me parais jeune. Il ne faudrait pas qu'ils vivent comme ça tranquillement, en espérant être toujours nourri aux frais de la princesse. Beaucoup de malades psychiques, alcool. Difficile de les remettre dans la voie du travail, de la vie active. Ce qui manque est un suivi ».* (Parole de D.)

« *Il y a toute une mentalité à changer, peut-être en s'approchant d'eux, en leur montrant que ce ne sont pas des pestiférés, mais ce n'est peut-être pas en développant trop d'assistance.* ». (Parole de L.)

Cela n'est pas sans créer des questionnements chez certains, ainsi A. président d'une association, nous fera part de ses doutes, « *Aujourd'hui, j'ai un peu de mal quelquefois avec eux, car les immigrés eux n'ont rien, n'ont pas de droit et ceux dans la rue, qui ont un peu plus de chance, mais ce n'est pas sûr, mais qui ne veulent plus, ils sont tellement déstructurés, plus la possibilité de vouloir quelque chose, quelque part s'enterrent dans la boisson, du mal à être positif, c'est un gâchis. Est-ce qu'on peut faire quelque chose ou pas ? Ce déséquilibre m'interroge, je dois me méfier de moi, je pourrais avoir tendance à trouver celui-là plus sympathique, plus intéressant. Important de voir comment on peut cheminer avec eux ».*

Selon Isaac Joseph, sociologue, « *Le sens commun veut que la charité soit fondée en réciprocité et qu'à chaque droit à secours ou à assistance corresponde un devoir... reste que c'est toujours le droit de l'autre qui donne le ton, c'est toujours lui qui appelle en premier* ». L'autre, le SDF, le désespéré, l'étranger, celui dont la mobilité est réduite. C'est son incrustation dans les lieux où nous ne voudrions que passer, sa présence insistante dans notre espace de parole qui dérangent et renouvellent l'économie de nos devoirs et l'agenda de nos altruismes. Sans cette intrusion, nos valeurs ne tireraient leur signification que d'elles-mêmes. La charité n'est jamais ordonnée que du lieu vers l'autre. Répondre à la proximité douloureuse d'autrui par le don gratuit de la charité, avec l'empressement de celui qui ne se questionne pas, parfois, la satisfaction de bien faire, permet sans doute à ce prochain là de traverser moins difficilement ses jours, d'afficher son épreuve en sachant qu'il peut compter sur quelqu'un. Mais qu'en est-il du tiers ? La charité peut-elle en effet s'émanciper sans injustice de sa pensée ? Car le prochain seul à souffrir et dans sa proximité, tous les autres que l'autre m'obsédant, et déjà l'obsession crie justice, réclame mesure et savoir, est conscient »⁵⁴⁴. Le second danger qui menace la charité – bonté provient de son incapacité éventuelle à se limiter. En effet, celui qui ne cesse de donner et qui « en fait trop » risque, non seulement d'annuler le sens du don, mais de ne pas laisser au destinataire l'espace de respiration nécessaire à une vie libre. L'exubérance de bonté ressemble à un désir d'emprise sur autrui et non à une générosité altruiste, l'autre le ressent qui cherche alors à vivre ses jours ailleurs, fut-ce avec plus d'âpreté. Maisondieu parle de « *rencontre ratée du grand exclu dont la survie est de ne pas penser à se protéger, de s'enfermer dans la négation de la réalité de l'inclus qui lui se dit : on ne pas laisser cet individu dans cet état-là. Pourtant, on lui a permis d'aller jusque dans cet état-là, de dégringoler jusqu'en bas* ».

« *P., par exemple, est venu me dire où il en était dans ses démarches pour le travail, après il est reparti. Je lui dis « viens boire un café avec nous », mais il me répond « tu sais, on va me prendre ma place à la poste ». Je l'ai vu revenir un samedi midi pour me dire combien il avait fait – 20 euros – je crois que ça a été plus fort, je lui ai dit « chouette, c'est super ». Mais, après, je me suis dit : « Chouette de quoi, d'avoir mendié, au lieu de ... ».* (Parole d'A.)

La pitié est désastreuse parce qu'elle oblige l'autre à rester dans la même situation pour que l'on continue à s'intéresser à lui. Une des questions fondamentale ne serait-elle pas : est-ce que je m'occupe de la souffrance de l'autre parce que je ne supporte pas de voir cette souffrance ou parce que je ne supporte pas qu'il souffre ?

Cela rejoint notre questionnement étudié en troisième partie⁵⁴⁵, sur le traitement de notre ressenti qui nous agite lors de ces rencontres et sur la gestion de sentiments contradictoires que nous animent. Nous pouvons l'illustrer à travers ce récit d'A « *là j'étais vraiment mal. Un gars – J. – qui mendiait Place royale, je le croise, il tend son machin puis il me dit « excuse-moi ». J'étais mal, c'est moi qui avait honte du coup : comment on fait dans ces conditions là et pourquoi il s'excuse ? Quelque part, on les dérange, dans l'aspect normatif qu'on est. Je n'ai pas su me positionner, j'étais mal, j'avais honte. Les autres jours où je suis passée, j'ai fait la boucle alors que je l'avais croisé plusieurs fois dans la galerie du Leclerc et cela ne me posait pas de problème. Il s'excusait de mendier* ». Comment nous sommes pris tour à tour par un déferlement de sentiments. « *Un sentiment d'impuissance puis de colère car je trouve cela inadmissible*

⁵⁴⁴ LEVINAS E., *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*, la Haye, N Nijholff, 1974, p201.

⁵⁴⁵ Se reporter en 3^{ème} partie, 3.5. Critique de la méthode choisie

qu'on laisse quelqu'un en plein soleil au milieu d'une rue même s c'est parce qu'il avait bu. Les médiateurs de rue ont refusé d'intervenir. Quand on a voulu le prendre sous le bras, tout de suite, ils nous ont dit « les flics, vous allez attraper des cochonneries ». Donc, pour qu'ils se déplacent, ils se mettent autour de lui et ils tapent des mains ; c'est à lui de se traîner comme il peut. Nous, on les a avec les poux, la gale, on n'en a jamais attrapé. J'ai eu l'impression qu'on revenait au temps des lépreux » (bénévole - Médecins du Monde)

Ce que le don éveille. Parfois le don n'est pas le bienvenu. Loin d'initier à la gratitude, il suscite le désir de rendre comme pour effacer un sentiment de dette car l'orgueil entend « ne rien devoir à quiconque ». Il laisse d'autres impossibles, incapables de remercier car trop prisonniers d'eux-mêmes pour percevoir le donateur ou trop animés par la secrète volonté de le blesser en lui signifiant que son don ne vaut guère d'attention.

*« Je me souviens, d'une main qu'il fallait soigner, je lui dis « on va d'abord bien savonner car le savon est un bon désinfectant », il m'a dit « non, tu ne nettoie que le doigt » ». (Bénévole Médecins du Monde). Cela pose la question de la frustration, des risques d'incompréhension... « Un sentiment d'impuissance, on fait du coup par coup. Ils ne veulent pas être dans une structure. Quand il y a les accompagnements pour les grands froids, certains refusent. **R.** nous a dit qu'il était bien à dormir sous le pont de la motte rouge ». (Bénévole Médecins du Monde).*

Il faut également souligner un élément particulièrement significatif de l'action publique à destination des sujets SDF qui tient à l'implication massive du secteur associatif (confessionnel ou laïque), installé de longue date ou plus récemment, que ces structures soient locales ou nationales, professionnalisées ou caritatives... ce sont les associations qui jouent un rôle de premier plan auprès du public précarisé. Depuis 1985, le nombre de bénévoles est passé de 5000 à 36000 en 1998⁵⁴⁶. Les associations qui recourent aux bénévoles assurent parfois elles-mêmes leur formation, par exemple « les Restaurants du Cœur ». « Le bénévole n'est pas seulement le fait du secteur caritatif : le système associatif et laïc pour pallier l'insuffisance de financement à lui-même a parfois recours à celui-ci »⁵⁴⁷.

Une structure l'Acôthé avait aussi un projet de salarié et d'auto support qui n'a pas pu finalement se mettre en place. « *Je ne veux pas être méchante mais, Alain, ce n'est qu'un ancien usager* » (Paroles d'une des salariées). Même type de réflexion de la part du travailleur social de Médecins du Monde : « *les bénévoles des Restaurants du Cœur, on ne peut pas leur demander grand chose, certains sont dans la rue* ». Cela pose un questionnement fondamental qui est comment pouvoir fédérer bénévole / Salarié, auto support – salarié ?

La DDASS, à la Roche Sur Yon est la première à avoir organisé et investi dans un programme expérimental de 3 ans de restructuration des services existants pour aider les sans abri., celle ci a démontré qu'une coopération effective entre organisme des secteurs publics et bénévoles permet de donner plus de pouvoirs au secteur bénévole qui n'agit non plus seulement, comme fournisseur de services mais aussi comme partenaire à part égale. **Nous assistons à l'institutionnalisation du monde associatif et caritatif qui, impliqué dans tous les domaines couverts par l'action publique en direction de ces personnes, est devenu un rouage indispensable de l'urgence sociale.** La présence conjointe de gestionnaires et d'intervenants bénévoles et salariés dans les

⁵⁴⁶ Le Monde, Dossiers et documents, l'exclusion en France, n°291, octobre 2000, p 4.

⁵⁴⁷ GABORIAU G., TERROLE D. (sous la direction de), *op. cit.*

structures appartenant à différents univers professionnels a pour conséquence la permanence d'une certaine dispersion. **Les postures professionnelles différentes peuvent conduire à des divergences de pratiques, de modes d'approche.**

Le positionnement des uns et des autres

Une des bénévoles de Médecins du Monde nous dit « *Travail avec la PASS car on ne peut pas faire les examens, de prises de sang, il y a des médicaments qu'on n'a pas. Quelquefois, on les accompagne car on sait très bien qu'ils n'iront pas. On téléphone à la PASS avant. Beaucoup avec le SAMU social. On travaille au coup par coup* ».

C. – conseillère en économie sociale et familiale et M., médecin, dans le cadre de la permanence de Médecins du Monde à L'Oasis évoquent un **partenariat avec le Samu social, l'Ecoute de la Rue et Médecins du Monde.** « *En général, c'est par l'Ecoute de la Rue, repérés par eux, pas de demandes des personnes, elles sont amenées « au coup par coup* » ».

Pour le président d'une association, il s'agit d' « *un travail de partenariat. Je travaille beaucoup avec les travailleurs sociaux de l'AJSL ou du CCAS, pour les médecins, c'est davantage L (médecin à la retraite). Indispensable, mais chacun a sa place. Je souhaite que le travailleur social accepte de voir notre place, notre présence dans la rue, un dialogue permanent avec eux est essentiel. Importance d'être dans des réunions comme le CASA qui rassemble toutes les structures mais ce n'est pas suffisant, c'est le travail au quotidien sur le terrain* ». Cependant en poursuivant l'échange, nous pourrions voir que cela n'est pas si simple « *Par rapport aux permanences, on a du mal à se décider à en faire, car, dès le début, on a dit notre mission – aller dans la rue – donc, si on fait comme les travailleurs sociaux ou d'autres structures qui accueillent chez eux, ce n'est peut-être pas notre vocation. En même temps, on s'est bien aperçu qu'à certains moments, des gens avaient besoin de discuter, donc, on va au bistrot ou dans un autre lieu. On sentait aussi le besoin d'avoir un local à nous pour se réunir. Du mal à accepter d'accueillir des gens, trois fois par semaine. Au départ, personne on ne faisait pas de publicité, on a laissé faire les choses. Ce n'est pas le but premier* ».

La nécessité ou l'inutilité d'un local illustre cette question de la place des activités ou des supports par rapport à la dynamique relationnelle. Le local qui est à la fois espace de socialisation, d'intervention mais aussi de représentation institutionnelle est-il indispensable à l'action dans la rue ? Pour eux, au début, le local est devenu nécessaire à leur positionnement technique et professionnel. Puis, indispensable pour fonder l'action dans sa lisibilité institutionnelle et sa mise en œuvre technique. Comment les jeunes / personnes vont-ils pouvoir les rencontrer ? Comment les institutions peuvent-elles les joindre et leur adresser éventuellement des personnes ? Espace d'enjeu et d'appropriation, le local crée sa propre logique d'équipement (horaires, activités fixées) qui ne doit pas supplanter la logique relationnelle propre à la mission de l'Ecoute de la Rue, un instrument au service de cette logique relationnelle doit trouver sa place dans la continuité historique de l'action avec des personnes aux périodes les plus opportunes. Il nous semble que bien comprendre cette place de « local » est indispensable à tout travail de rue qui se veut efficient. Outre la question des places de chacun, c'est aussi celle de la connaissance et représentations des uns et de autres. « *Il n'y a pas de structures, rien pour les soulager. La rencontre qu'on a eu avec les éducateurs de rue, cela m'a complètement dérouté, car encore une fois, j'imaginai une approche différente, or ils sont dépêchés par la mairie, simplement pour éviter les*

conflits avec les commerçants, comme s'ils étaient un tampon pour que chacun puisse vivre à Nantes, protéger la vitrine. Jouer le rôle de catalyseur » (A.).

L'organisme d'aide alimentaire représente parfois le seul lien social du bénéficiaire : se nourrir est un besoin de base, indispensable à toute vie, le rôle des acteurs de l'aide alimentaire dépasse la résolution déjà complexe des problèmes d'urgence. Certains bénévoles ressentent le besoin de passer du pur distributif à un accompagnement et à un suivi social. « *A Brin de Causette, on n'est pas à même de faire un suivi et je le regrette qu'on ne puisse pas faire mieux* » (parole d'A.) « *Certains bénévoles vont visiter les personnes quand elles ont retrouvé un logement ou sont en institution ; c'est très dur de continuer d'être avec elles, d'être le compagnon de route... qu'il y ait une relation, une présence... un suivi, je ne sais pas ce que c'est* ». (Parole d'A).

Un bénévole nous parle d'un jeune homme Y. qu'il rencontre depuis quelque temps. Celui-ci n'a entrepris aucune recherche de formation ou professionnelle. Au vu des dépenses inconsidérées de Y. il avait été convenu que ce soit le bénévole qui prenne la carte bancaire, détenant ainsi le numéro de compte. Ce qui lui a permis alors qu'il n'avait plus de nouvelles d'Y. de consulter le solde, soucieux de savoir ce qu'il devenait. En fait, il avait tout retiré, ce qui, a priori, n'était pas convenu (entre eux) comme cela. Ce qui nous interpelle, dans cette histoire d'argent est le fait que ce bénévole puisse « contrôler, d'une certaine manière les dépenses de ce jeune homme. Ce qui n'est pas sans poser de questions sur les champs d'intervention des uns et des autres y compris ceux des professionnels.

Nous retrouvons ici la question de formation, d'information demandées par de nombreux bénévoles qui se sentent démunis face aux problèmes qu'ils rencontrent.

« Une formation pour les bénévoles. Indispensable mais ne pas aller trop loin. Connaître ce que c'est qu'une rencontre, l'écoute, je regrette qu'on n'ait pas su faire davantage de réunion sur l'écoute, notre façon d'être avec quelqu'un et non pas pour quelqu'un, ce qui est quand même notre tentation. On voudrait faire beaucoup pour eux, mais pas assez cheminer avec eux, il faut une écoute active ».

Alors que pour L., « *la formation est l'éternelle histoire du bénévolat et du professionnalisme. L'écueil du bénévolat est de faire trop avec son cœur et pas assez avec son cerveau ; or, les deux vont ensemble, ne pas faire n'importe quoi. Tout ce qu'on a dit sur la charité et le bénévolat, c'est utile. Le partenariat avec les institutions professionnelles est utile, c'est pour ça que j'ai contact avec la coordination santé* ».

« Nous manquons de formation et d'information ». (Parole d'A.).

« Cela devrait demander une formation particulière car nous on fait ça au feeling avec notre sensibilité mais cela ne suffit pas » (bénévole Médecins du Monde).

« Ce serait intéressant avec 4/5 associations car, parfois, le bénévole peut se retrouver noyer dans ce milieu de professionnel, on parle beaucoup de sigles, pas toujours au courant des dernières lois. Puis, beaucoup de bénévoles ont une moyenne d'âge de 68 ans, de leur demander de se recycler, venir au moins une fois pas semaine est déjà pas mal, on ne peut pas leur demander trop d'effort ». (Parole de D).

« A une réunion, j'ai vu circuler une chartre des bénévoles, le monsieur disait, quand les bénévoles devaient rentrer dans l'association, ils les questionnaient sur les motivations. Moi, cela m'a chiffonnée, si vous me demandez à l'instant « t » qu'elle est

ma motivation, je l'ai construite au fil des rencontres avec les gars, de même, eux, si on les enferme dans un carcan comme ça, j'ai l'impression qu'on ne les verrait pas nécessairement ». (Parole d'A.)

Ainsi, si les bénévoles ont un **rôle clé**, pour certains, ce qui importe c'est l'aide, peu importe l'activité ; ce qui compte, ce sont les personnes en contact avec des personnes extérieures, qui réapprennent la relation, se remettent à parler. Une relation chaleureuse. Pour beaucoup, les plus anciens comme les plus jeunes des sujets rencontrés, ont des problèmes qui remontent à leur enfance, un manque d'amour. Cette analyse les pousse à entretenir avec les bénévoles une relation affectueuse à laquelle ils sont sensibles.

« *Le mot insérer c'est exister, exister pour les autres, passer de l'assistanat au partenariat* » (fédération des équipes de St Vincent).

Lorsqu'une personne ne fait que recevoir, sa dignité et son estime de soi sont ébranlées : partager c'est sortir de son isolement. Selon Goffman : « le maintien délibéré d'une certaine distance constitue un processus stratégique fréquemment employé par celui qui fait semblant (...) repoussant les avances amicales, il évite les confidences qui s'ensuivraient obligatoirement, distendant les relations, il s'assure d'une certaine solitude, car comme nous l'avons dit plus on passe de temps avec quelqu'un et plus des événements imprévus et révélateurs risquent de se produire »⁵⁴⁸.

Dans le cercle des échanges qui fonde le social (donner, recevoir, rendre) certaines personnes qui vivent dans une méfiance parfois radicale, vis-à-vis de l'extérieur ne demanderont rien. En faisant appel à leurs expériences, à ce qu'elles ont à transmettre en attendant beaucoup d'elles, de leurs capacités créatrices et de leurs inventivités, on peut se mettre en situation de recevoir leur aide. Etre leur obligé permet alors de leur rendre quelque chose dont elles ont un besoin urgent (écoute, aide, protection) et de réinstaurer le cercle de l'échange. **L'hypothèse serait que c'est parce qu'ils sont sollicités sur ce qu'ils ont à donner que les personnes participent.**

Solliciter quelqu'un sur ce qu'il a à donner, construire des connaissances avec lui, c'est lui donner du crédit et reconnaître sa dignité. Au cours de leurs trajectoires de vie, le savoir et l'expérience de nombreuses personnes que nous avons pu rencontrer ont été peu reconnues et considérés. Elles ont souvent été mises en position de recevoir : des allocations sociales, des prestations d'aide et de besoins... or par les dons, c'est la hiérarchie qui s'établit nous dit Marcel Mauss⁵⁴⁹. Donner c'est manifester sa supériorité, être plus, plus haut. Non seulement les personnes ont du recevoir de l'aide des professionnels, sans pouvoir leur rendre, ou rendre à d'autres ce qui leur avait été donné mais souvent le sentiment d'être mis à l'écart des interventions psycho-médico-sociales ou répressives qui concernaient les enfants: solliciter ces personnes, renverser la situation qu'elles vivent habituellement dans leurs relations avec les services et les institutions. Les engager dans ce que Marcel Mauss appelle « **l'économie du don** ». Le don oblige à terme. En donnant leur temps et leur récit, les personnes nous obligent.

⁵⁴⁸ GOFFMAN E., *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, op. cit.

⁵⁴⁹ MAUSS M., *Essai sur le don*, in *Sociologie et Anthropologie*, Paris, Presse Universitaire de France, Bibliothèque de Sociologie Contemporaine, 1968, 482 p

A écouter ces bénévoles, il est apparu que pour certains, il était important de tenir compte de ce que **ces hommes et femmes** qu'ils rencontraient, **étaient, au-delà de ce qu'ils faisaient.**

« Leur mentalité est d'être reconnus comme ils sont, de dire « on vit comme ça », ne nous considérez pas comme des exclus et ne nous excluez pas encore trop de vos maisons » (parole de L).

« On essaie de les appeler par leur prénom comme ils ne se respectent plus en tant qu'homme. On essaie de parler d'eux en leur donnant un nom, une reconnaissance » (Bénévole Médecins du Monde).

*« Je ne fixe pas d'objectif avec eux. Etre avec eux mais ce n'est pas ma vie avec eux. **Important de prendre la personne telle qu'elle est.** La démarche d'aller vers eux est beaucoup plus importante que l'inverse. Car à partir du moment que tu vas vers quelqu'un, tu lui donnes la possibilité de croire qu'il nous intéresse, on va le rencontrer et là, dans son environnement, donc là où il a tous ses repères. Pour bien connaître la personne, cet environnement est important. Souvent, j'ai des discussions avec des travailleurs sociaux et qui m'interrogeaient là-dessus. **On va vers elle, elle se trouve considérée.** Certains ne veulent pas être considérés telles que **les personnes peuvent les voir, on voudrait leur faire croire parfois qu'ils sont dans le fond du trou** et, eux, considèrent qu'ils n'y sont pas du tout, c'est important. » (Parole d'A.).*

*« Le réflexe du bon passant, c'est « il faut faire quelque chose, pourquoi on ne fait rien ». Il y a un autre, monsieur **J-M** ; ce gars-là qui a une encéphalopathie est mal vu des riverains. Les psychiatres avaient dit « on lui garde un lit » ; moi je l'ai vu l'autre jour, il m'a dit « Saint Jacques, je n'en veux pas, je suis un alcoolique, je ne m'en sortirais plus maintenant, la seule chose qu'il me reste est ma liberté. Si je vous dis que je suis bien là, foutez-moi la paix ».*

De même comme nous avons pu l'étudier d'autres ne l'expriment pas mais ils le montrent. *« **D.**, il a touché le fond de la vague, il a été dans des foyers mais en sortait systématiquement car n'arrivait pas à tenir, à se plier. On l'a ramassé comme une loque, j'y ai cru car la dernière fois qu'on l'a vu, il était tout rasé. **Impression que lui dire « allez, on croit en toi » allait suffire, puis une semaine avant Noël, tu apprends qu'il est mort.** Tu te demandes « qu'est-ce qu'on leur apporte réellement ? **Que veut dire sauver tout compte fait, est que c'est les sortir de la rue, je ne sais pas. Ce n'est pas si simple que ça** ». (Parole d'A).*

Les modes de **coopération entre bénévoles et salariés** dans les associations sont multiples. Dans certaines, le bénévolat se limite au conseil d'administration : fonction d'administration et de représentation auprès des pouvoirs publics ; dans d'autres, les bénévoles sont associés au travail même des professionnels, parfois en complémentarité sur des rôles spécifiques, d'autres fois, en suppléance quand les insuffisances budgétaires empêchent d'embaucher.

Ainsi, depuis deux ans et demi, Médecin du monde tient une permanence au centre de distribution Oasis. A l'Oasis, les deux premières consultations menées dans un objectif de prévention en s'installant autour d'une table avec les personnes comme dans d'autres centres de distribution, n'ont pas abouties. La troisième consultation a dépassé le cadre de la prévention avec la venue d'un médecin, une infirmière et des travailleurs sociaux avec matériel médical et médicaments. Si au début, ils diagnostiquaient de grosses pathologies, aujourd'hui, moins.

A leur arrivée, ils font leur tour de table, sans s'asseoir, se présentent. Les habitués viennent après le repas, parfois, amenés par un pair, dans une pièce à part, de façon anonyme. Selon la conseillère en économie sociale et familiale, ce n'est pas parce qu'ils sont venus 15 jours avant parler que nous retournons les voir systématiquement les voir après. Certains viennent ensuite aux permanences. Il n'y a pas de remarques par rapport aux rendez-vous non honorés, de demande pour rencontrer la conseillère en économie sociale et familiale (un atout par rapport à l'image des assistantes sociales) ni d'obligation de voir le travailleur social, ils la rencontrent si elle est en binôme avec le médecin. Une feuille de route est établie pour chaque intervention avec le motif de consultation : morsure de chiens, rats, plaies, pas à jour dans les vaccins. Ainsi pour un homme, né en 1957, en squat depuis janvier 2003, pas de médecin traitant, pas à jours dans ses vaccins. Si la demande initiale de consultation est autour de coups de soleil, de plaies au bout du doigt et au pied, l'intervention peut être de deux heures : rhume, bronchite, mitoses, douleurs dorsales. Médecin du monde propose aussi des interventions spécifiques, auprès des bénévoles dans un premier temps sur les drogues, en partenariat avec techno plus. Puis du Testing. – Intervention auprès du public.

Des compétences techniques et des qualités de plus en plus complexes sont alors perceptibles dans ces structures. La contribution des associations doit être reconnue non pas comme simple prestation de services mais comme l'opportunité de développer un réel partenariat avec des relations de confiance basées sur des engagements réciproques. Il s'agit alors d'une complémentarité de la démarche professionnelle avec les bénévoles. La multiplicité des investissements est un plus dans la création du lien social, elle augmente le panel des personnes ressources au sein de la structure, en offrant un plus grand nombre de contacts, d'approches, donc de choix d'interlocuteurs, d'échanges.

Les bénévoles et les travailleurs sociaux interviennent le plus souvent avec une visée empirique. Ils répondent à des demandes concrètes, plus ou moins explicitement exprimées qu'ils doivent décoder. Souvent seuls et confrontés à des demandes et problèmes très variés, ils se constituent une boîte à outils personnalisée qu'ils perfectionnent. Il convient aussi de veiller à l'accueil, la formation, la possibilité d'échanger sur la participation des bénévoles aux activités à côté des professionnels, d'autant que les difficultés sont amplifiées du fait de la massification des exclusions, de la multiplication et diversification des demandes reçues par les associations. Toutefois, la solidarité associative et le dévouement des bénévoles peuvent-ils suffire à préserver l'action sociale ? Des carences apparaissent déjà dans les services d'hébergement ou de santé ou encore au niveau de l'urgence et de l'accompagnement au logement.

La problématique de l'exclusion comme nous avons pu l'étudier dans la première partie étant **multidimensionnelle**, il est essentiel de rassembler les compétences, multiplier les approches et chercher des solutions plurielles, sortir d'une logique de concurrence pour aller vers une logique de relais. Par un dépassement des clivages **entre un secteur public considéré comme une machine (administratif, technicité) et un secteur associatif considéré comme purement caritatif**, la contribution des associations doit être reconnue non pas comme simple prestation de services mais comme un réel partenariat avec des relations de confiance basées sur des engagements réciproques.

1.1.2. Le guide d'entretien sur l'accès aux soins des personnes SDF

De qui parlons-nous quand nous évoquons les personnes en situation de précarité ? S'agit-il de personnes sans domicile fixe depuis longtemps, désocialisées ? S'agit-il de familles ? S'agit-il d'hommes ? De femmes ? Jeunes ou âgés ? L'utilisation d'un terme unique peut nous amener à considérer que l'ensemble des personnes concernées ont **un rapport à la santé identique** fait d'**une non demande** et d'**une relation problématique au système de soins**.

De quoi parlons-nous lorsque nous évoquons une non-demande ? S'agit-il d'une absence réelle de demande ou d'une difficulté à l'exprimer et surtout à la faire entendre ? Les professionnels des secteurs sanitaires et sociaux sont-ils toujours prêts à consacrer le temps et l'écoute nécessaires à l'expression d'une demande ? Sont-ils prêts et ont-ils les moyens d'entendre et de faire quelque chose d'une parole qui s'exprimerait ? La difficulté dans ce domaine est de parvenir à développer des **stratégies d'accès aux soins** tenant compte des spécificités de cette population, sans pour autant développer des mesures d'exception qui n'auraient pour effet que de renforcer la dynamique d'exclusion. Comprendre **la distance** qui existe entre **droit aux soins et accès aux soins**, en interrogeant **la place du corps dans la désocialisation**, l'errance, nous aura permis de voir en quoi la lutte contre la précarité ne saurait se cantonner à la satisfaction des besoins vitaux des individus car si celle-ci est un préalable nécessaire à la réinsertion, elle n'est généralement pas suffisante pour rendre aux sujets la dynamique désirante qui leur permettra de se sentir à nouveau parti prenante de la collectivité.

Par ailleurs, les difficultés d'accès aux droits et aux soins sont liées également à la complexité des circonstances qui ont conduit les personnes à une situation de précarité. Comme nous avons pu le voir, la santé constitue un élément important des trajectoires de précarisation. Acteurs de terrain et chercheurs soulignent l'importance de la couverture sociale, des moyens financiers comme facteur d'accessibilité aux soins. Mais la fréquentation des structures sanitaires dépend aussi d'autres facteurs individuels et collectifs qu'il ne faut pas négliger. Des processus conscients et inconscients liés à l'individu sont à l'œuvre. Derrière l'apparente évidence selon laquelle il faut en ressentir le besoin et l'envie pour recourir aux soins, prennent place en réalité différents mécanismes qui diffèrent selon les individus. Car la maladie n'est pas une donnée objective réductible à un état particulier et précis dans l'organisme. Consulter un médecin pour une maladie suppose tout d'abord que l'on ressent une sensation et que celle-ci soit interprétée comme en tant que symptôme morbide, nécessitant un traitement. Il faut alors reconnaître à la médecine et au système sanitaire particulier la légitimité et la compétence à traiter le symptôme. Le processus d'élaboration de la décision d'un recours médical fait également intervenir les possibilités objectives et subjectives d'accéder à un centre de soins, ainsi que le coût de la démarche.

Pour comprendre, le sens de l'usage des systèmes de soins par les personnes en situation précaire, ne faut-il pas prendre en compte les stratégies qu'elles mettent en œuvre, par exemple pour s'intégrer aux centres de soins qu'elles fréquentent ? Autrement dit, il y aurait des **spécificités des usages précaires des systèmes de soins qu'elles fréquentent**. Ainsi, tous les professionnels relèvent à quel point, chez les personnes en situations sociales précaires, une demande de soins révèle souvent une demande sociale sous-jacente et donc l'importance d'intégrer prise en charge sociale et

médicale. Il s'agirait d'associer les deux pratiques, dans des lieux uniques ou au sein de réseaux formalisés. Faute de quoi, sous l'apparente dissociation du médical et du social, une partie de cette demande sociale se retrouve prise en charge par le corps médical et particulièrement par la médecine libérale. Cette situation se trouve pour des populations extrêmement marginalisées, comme les toxicomanes ou les prostituées dont le seul lien institutionnel, outre qu'avec l'appareil judiciaire et policier est celui même infiniment ténu et fragile qui se tisse avec les soignants.

Nous pourrions dire que si les maladies des personnes SDF sont essentiellement liées aux conduites addictives et aux conditions de vie dans la rue et que n'importe quelle personne placée dans les mêmes conditions de vie pourrait présenter des atteintes similaires à celles qu'on observe, ce qui est caractéristique, c'est que la grande exclusion et la grande pauvreté induisent une aggravation sensible de pathologies, notamment en raison d'un retard à l'accès aux soins.

Quels dispositifs de soins ou de prévention pour les sujets dont les souffrances se manifestent sur la scène sociale ?

Une de nos hypothèses de travail est que les personnes en situation de précarité surinvestissent les hôpitaux. L'**hôpital** deviendrait le **principal recours par le biais de services des urgences**. Ce postulat se fonde d'une part sur nos observations (les personnes attendent de tomber dans la rue et d'être « ramassées » par les pompiers pour finir aux urgences) et une étude de C. Fabre⁵⁵⁰. La majorité des personnes rencontrées, ont, au moment de l'étude, **des pratiques spécifiques d'accès aux soins** qui se déclinent selon deux modalités : les consultations gratuites de **Médecins du Monde** (pour les soins courants), la **P.A.S.S.** tandis que l'utilisation de l'hôpital est centré exclusivement sur **les services d'urgence**. Nous avons souhaité en effectuant un stage aux urgences du CHU de Nantes, voir si ces modalités se vérifient également pour **la population des sans domiciles fixes**. Comme vu précédemment, il est d'ailleurs déjà intéressant de noter que, depuis un an et demi, Médecins du Monde se déplace sur les lieux de restauration pour les sujets SDF, ces derniers étant peu à venir lors des permanences de Médecins du Monde.

Les interventions concernant la santé sont souvent construites sur deux postulats : le premier présente **la population comme un ensemble homogène** et le second fait état d'une **non-demande en matière de santé**, rendant toute initiative particulièrement délicate. Ces deux principes risquent de détruire le champ des possibilités et l'imagination des professionnels en même temps qu'ils ne permettent pas de prendre en compte l'hétérogénéité des situations. Il est utile aujourd'hui de rappeler que la notion d'exclus, de précaires renvoie à des réalités sociales très différentes, des parcours de vie plus ou moins chaotiques, des modalités d'accueil et d'accompagnement social elles-mêmes très hétérogènes. Pourtant, il arrive encore souvent de parler d'exclusion comme si ce terme définissait une population aux contours précis et aux caractéristiques communes, y compris dans son rapport à la santé et ses relations au système de soins. L'utilisation d'un terme unique peut nous amener à considérer que l'ensemble des personnes concernées a **un rapport à la santé identique**, fait d'une non demande et d'une relation problématique au système de soins.

A ce sujet, **un peu d'histoire...**

⁵⁵⁰ FABRE C., *Le recours aux urgences hospitalières : un mode d'accès aux soins spécifiques des personnes défavorisées*, Prévenir. n°28. 1^{er} semestre 1995.

Il nous paraît pertinent de se pencher d'un point de vue historique sur ce système de soins. La séparation du sanitaire et du social est la conséquence d'une évolution débutée à la fin du 19^{ème} siècle. On est passé ainsi progressivement de « l'hospitalis » – établissement charitable où l'on accueillait des gens sans ressources pour les entretenir et les soigner – à « l'hôpital » – établissement de santé strictement consacré au traitement dans un temps limité de pathologies identifiées et étiquetées. A partir des années 50, on a vu la primauté accordée à l'hôpital « plateau technique », « l'hôpital entreprise » en rupture avec l'hôpital pour les pauvres et les indigents. Le point d'orgue de cette évolution sera la loi du 30 juin 1975 qui consacre la disparition de la fonction asilaire de l'hôpital en séparant institutionnellement le médical du social. Elle se situait dans la logique de la loi de 1970 qui donnait aux établissements hospitaliers une mission limitée aux activités sanitaires et annonçait la loi du 30 juillet 1991 portant réforme hospitalière par laquelle les hôpitaux devenaient des établissements publics de santé. Cette séparation du médical et du social crée entre les deux secteurs, comme une frontière infranchissable. Ainsi, plus de 40 ans après la loi 1975, on constate que pour une frange de la population, il existait des failles dans sa prise en charge. La disparition de structures intermédiaires, en particulier médico-sociales, comme les dispensaires, entre la rue et l'hôpital, a été rendue responsable d'une exclusion supplémentaire par un non accès aux soins ou, en tout cas, un accès rendu plus difficile.

Pourtant, la fonction d'accueil d'urgence de tout malade n'a jamais disparu des textes et des discours officiels. Elle a été maintes fois réaffirmée sans empêcher, pour autant, l'installation au jour le jour d'un divorce de plus en plus manifeste entre le médical et le social. Nous pouvons prendre pour exemple les affections dermatologiques, les ulcères de jambes, les poux, les gales, les mycoses. La souffrance psychique, les problèmes liés aux conduites addictives (alcool, tabac, toxicomanie), tous problèmes fréquents liés aux conditions de vie dans la rue auxquels ne sont apportés que rarement des réponses satisfaisantes dans des établissements tournés essentiellement vers les pathologies d'organes et les technologies de pointe. Et ce, d'autant que **l'accès à l'hôpital de ces personnes exclues se fait souvent par le canal des urgences** qui, à l'évidence, ne sont ni organisées, ni adaptées pour des demandes médico-sociales. **Une demande inappropriée et une réponse hospitalière qui, parfois, l'est tout autant.**

Aller à la rencontre de ceux qui ne demandaient plus aucune aide ni médicale ni sociale. Pour remédier à ce qui est apparu comme un dysfonctionnement de plus en plus parlant, il a donc fallu imaginer des passerelles entre ces deux champs. En 1993, est créé le **Samu social** : équipes mobiles composées d'infirmières et de travailleurs sociaux. Emergence du concept de prise en charge globale, médicale et sociale, de la grande exclusion. Cela a conduit à la création de nouvelles structures comme **les P.A.S.S.** destinées à accompagner dans leurs démarches les personnes très désocialisées. Elles fonctionnent sans rendez-vous et sont distinctes des services des urgences. Dans ces unités, l'accès à une consultation médicale non spécialisée est possible.

Des lits d'hébergement, avec soins infirmiers, ainsi que des « Espaces Solidarité Insertion », lieux d'accueil de jour, sont mis en place à la même époque. Avant 1994, il n'y avait le choix qu'entre deux possibilités : le retour à la rue ou l'hospitalisation, pour des raisons humanitaires, mais inadaptée à la mission de l'hôpital « entreprise ». Créer ces lits infirmiers, c'était donner aux sujets SDF la possibilité d'accéder aux soins qu'ils auraient eu à domicile... s'ils en avaient eu un. Les lieux d'accueil de jour leur offraient la possibilité de vestiaires, de sanitaires, de repas, de contact médical, psychiatrique, infirmier et social... tous éléments de nature à faciliter la restauration de liens et de

repères. Il s'agissait là, essentiellement, de dispositifs de sauvetage d'urgence mais répondant tout à fait à une approche médico-psycho-sociale d'où la nécessité de petites structures urbaines intermédiaires à mi-chemin entre la rue, la marginalisation, le non accès aux soins et à l'hôpital.

Même si tous les textes récents insistent sur la mission d'accueil de l'hôpital qui doit être un lieu privilégié où les droits sociaux peuvent être établis ou rétablis, il est évident que l'hôpital ne prendra pas en charge de bout en bout et ni ne réglera l'ensemble des problèmes sociaux d'une personne se présentant aux urgences. Afin de résoudre ou en tout cas améliorer leur situation de vie il est pertinent de regrouper autour d'eux des professionnels médecins, infirmiers, travailleurs sociaux et psychiatres. Outre leurs compétences, leur connaissance de cette population est fondamentale. Contrairement à une idée trop souvent admise, il est nécessaire que ces intervenants soient d'excellents professionnels. On sait que, sur le plan médical, les personnes exclues présentent souvent des pathologies lourdes et aggravées. Leur prise en charge ne peut se faire efficacement qu'à travers un regard pluridisciplinaire alliant le médical, le social et la psychiatrie et tenant compte de la notion de temps indispensable dans l'accompagnement de ceux qui ayant perdu les liens sociaux ne sont pas forcément dans une démarche de désir de soins.

1.1.2.1. Le discours des professionnels

Avant de faire part des informations recueillies lors de l'étude des admissions aux urgences et à la PASS, nous souhaitons témoigner de quelques bribes d'entretiens échangés lors de notre présence sur les lieux, auprès des soignants.

Des dits « habitués »

*« C'est vrai qu'on a en plus **une série d'habitués**, de gens qu'on voit régulièrement, qu'on connaît, qui viennent. C'est souvent la crise d'épilepsie ou alcoolisation, ceux qu'on connaît, il y en a deux ou trois qui viennent régulièrement ».* (M. D cadre infirmier aux urgences du CHU de Nantes)

*« Il y a certaines personnes qui **reviennent très régulièrement**. On les appelle les « **habitués** », des gens qui viennent très souvent, ils ont plus besoin de soins, ou alors des marginaux qui reviennent la nuit pour avoir un toit. Il va se cacher dans le fond du hall, on ne va pas l'entendre. Des gens qui viennent très régulièrement »* (aide soignante)

« Il y en a un qui était encore là ce matin. Donc, il revient, là, il était dans le secteur suture, sinon il reste parfois à l'accueil. Son état, parfois justifie qu'il soit pris en charge au niveau des soins. Là, il s'est fait mordre par un chien. Sinon, quand c'est pour une ivresse et qu'il revient pendant deux ou trois jours de suite pour ivresse, au bout d'un moment, il ne passe plus dans les boxes. On attend qu'il cuve, il s'en va, il revient le soir, il est dans le même état. Il y a la force de l'habitude aussi. « Il est ivre encore » comme il est ivre, il est amené par les pompiers donc il rentre. Il y a des habitués, mais c'est moins qu'il y a quelque temps » (Cadre de santé).

*« Quand je suis arrivé aux urgences, on me parla d'untel, moi cela me disait strictement rien. Maintenant, avec un an de recul, quand on parle de telle et telle personne, je vois qui s'est car ce sont des **gens qu'on voit régulièrement**, oui c'est clair.*

On dit souvent, on va les voir, par exemple venir le lundi, le lundi soir il va être sortie, on va le revoir le mardi matin, c'est courant, ce n'est pas surprenant. Par exemple une crise d'épilepsie le lundi dans le box médecine et le mardi le revoir en traumatologie car il est tombé et s'est fait une plaie au niveau du crâne et du bras » (Aide soignant).

*« Il y a **des habitués sur le plan médical** mais sur le plan traumatique non. Par rapport au terme d'habitués : je **n'aime pas qu'on mette les gens dans une case**, il y a une connotation. C'est un **manque de respect** ». (Plâtrier aux urgences).*

« Il y a des personnes qui reviennent régulièrement, les anciennes pourraient dire les noms ». (Aide soignante aux urgences).

A une définition plus personnelle

*« Moi, j'ai plutôt tendance à parler de gens **plus en précarité que de vraiment SDF** parce que je me dis qu'il y a des gens qui sont à la rue, qui sont SDF mais il y en a d'autres qui vivent dans de telles conditions d'insalubrité dans leur logement qu'on peut presque les considérer à la rue. Ils viennent souvent dormir aux urgences car ils sont ramenés par les pompiers, ils ont bu mais il y en a qui viennent aussi pour des pathologies liées à la rue, des pathologies pulmonaires, liées à l'alcool aussi, hypothermies liées au froid ». (Cadre de santé).*

*« Certains, moi je les vois comment... Ils sont à **la marge, juste là sur un fil. D'autres, ils sont dans l'exclusion complète**, il n'y a plus de demande, plus de... » (Cadre de santé).*

*« Pour moi un SDF est **quelqu'un qui est en souffrance**, qui est perdu, qui n'a pas de base, pas de racines » (Plâtrier aux urgences).*

*« Pour moi, c'est **quelqu'un qui est en détresse psychologique, misère physiologique**, c'est plus ça que je vais mettre comme étiquette » (Aide soignant aux urgences).*

« Après, il y a des niveaux de différence. Il y a des SDF qui font la démarche d'aller dans les foyers, qui prennent une douche, qui vont à la petite Cosette [référence à l'association Brin de Causette] pour discuter, prendre un café » (Aide soignante).

L'hôpital refuge

« Souvent, c'est quand même venir dormir au chaud. On leur sert à manger ». (Cadre de santé).

*« Les urgences sont une porte d'entrée effectivement, mais, par rapport aux soins, je ferais tout de suite une distinction : il y a ce qui relève d'une demande de soins particulière, une demande qui est la même pour un individu lambda, exemple, des soins au niveau d'une jambe. Là, c'est effectivement l'accès au service d'urgence qui dispense des soins, requérant une urgence identifiée. Puis, il y a un aspect accès aux soins dans une définition plus élargie de la notion de soins et qui serait notamment l'hébergement. Là, on est dans l'Hôtel Dieu. L'hôpital est un lieu ouvert, un refuge, donc on peut y trouver des SDF « Ils sont plus dans une demande de toit et de calme. Exemple d'une personne qui la nuit précédente était sous un porche. **Qu'est-ce que vous voulez de plus ? Rien. Quelle est votre demande ? Rester là, au chaud, allongé par terre, j'attends ma consultation de dermatologie à l'hôpital ce matin. Il était 2 heures** ». (Bernard D., cadre infirmier aux urgences).*

« *Moi, je travaille à l'accueil des urgences. Je trouve important de les recevoir, ils viennent souvent dans le but d'avoir des soins plus la nuit, d'avoir un toit car c'est le seul accès où ils peuvent aller aux urgences. Autre fois, il y avait la gare mais on les ferme, donc ils ne peuvent venir qu'aux urgences* ». (Claude, aide-soignante aux urgences, hôtesse d'accueil).

« *Deux ans d'expérience aux urgences. Je me suis aperçue qu'on avait beaucoup de personnes SDF, il y a des périodes pour ça plus particulièrement, un peu plus hiver. Je pense qu'ils ont besoin de chercher un endroit pour se loger, se nourrir et à l'extérieur ce sont des moments difficiles pour eux. Par le froid, bien souvent, on les retrouve en hypothermie, c'est la raison pour laquelle ils viennent chez nous, ils sont retrouvés par les pompiers* ». (S. aide-soignante dans les chambres des urgences)

La population

« *Davantage d'hommes que de femmes au sein des urgences mais la population est de plus en plus jeune. Souvent ils nous disent, je n'ai pas de domicile ou comment je fais pour payer les soins, on leur dit il faut aller à la P.A.S.S* ». (C. aide soignante).

« *Il y a un nombre assez important qui sont décédés : 32, je crois sur la région. Un équipement aussi plus important sur l'agglomération nantaise en termes de foyers d'accueil. Donc, ils cherchent moins le refuge* » (Cadre de santé).

« *Il y en a là que je ne vois plus car j'ai su qu'ils étaient décédés* ». (Aide soignante)

« *On en a eu plus que cela. On se posait la question, il y en a peut-être qui sont décédés* » (Cadre de santé).

« *De plus en plus de jeunes. Ce n'est plus le clochard, c'est fini* » (Plâtrier aux urgences).

« *Je pense que cela touche toutes les tranches d'âge à partir de 40 ans, plus de SDF il y en a aussi qui en prennent le chemin, des gens très jeunes et qui sombrent dans l'alcoolisme* ». (Aide soignant aux urgences).

« *On n'a pas que des gens alcoolisés, pas de tranche d'âge, on voit des jeunes de 30-35 ans jusqu'à 60-70 ans. Peut-être plus d'hommes que de femmes : est-ce que les femmes ont moins recours aux soins ? Est-ce qu'il y en a moins statistiquement ?* » (Cadre de santé).

Quid du partenariat intra hospitalier ?

« *Oui, oui. Enfin, ce n'est pas un partenariat... **une transmission**, je dirais, plutôt qu'un partenariat. [Sourire gêné]. On n'a pas de retour, ce n'est pas notre rôle.*

*Au début de la création de la PASS, normalement, ils devaient être associés aux services d'urgence et nous. Enfin, le service des urgences n'a pas voulu, que ce soit différencié, sur un autre site. Pourquoi ? Je n'étais pas là... **je pense qu'il y avait une crainte de la violence, de l'agressivité.** Avoir un afflux de SDF quand on voit la file d'attente que l'on a. **je pense qu'il y a eu la crainte de ça, d'une montée de violence, de rejet encore plus grand** ». (Cadre de santé).*

« *Quand je suis arrivée aux urgences, on m'a jamais parlée de la P.A.S.S. puis il y a eu une porte ouverte de la P.A.S.S., un peu plus d'un an que j'étais là, j'y suis allée*

et j'ai découvert une équipe très motivée même si des difficultés car de plus en plus de personnes ont de plus en plus grandes difficultés et maintenant, des que j'ai des personnes, je leur en parle, maintenant, moi j'y suis montée pour leur dire qu'on aimerait avoir des prospectus, si j'y retourne pas, je ne pense pas que cela soit refait ». (Aide soignante).

L'articulation avec les autres professionnels

« Par rapport au 115, là aussi ce n'est pas satisfaisant. Mais enfin bon, je trouve que le 115, c'est pareil, on n'a pas tous les tenants et les aboutissants, mais il fonctionne bien. Dans la mesure où quand les gens sont sortants, nous on n'a rien à leur proposer ou alors quand on appelle le 115, on nous dit, il n'y pas de place au foyer... mais alors qu'est-ce que j'en fous ? Je me souviens du cas d'une personne qui était restée dans les chambres, qui est SDF, qu'on connaissait mais était simple, psychologiquement simple, et avait de la peine à se prendre en charge, même au niveau soin d'hygiène, et le 115 n'en a pas voulu, aucun foyer n'en voulait, rien du tout. Là, on est coincé car la direction nous dit « non, vous ne le gardez pas dans le hall, cela relève du 115, il est guéri médicalement donc il ne doit plus être dans nos locaux », le 115 nous dit « il ne relève pas de chez nous car on n'a pas de foyer pour le prendre en charge ». Nous, on se retrouve avec le bébé et c'est un peu pénible. On se renvoie tous la balle et rien n'avance ». (Cadre de santé).

« Quand j'étais de nuit, je trouvais que c'était intéressant car j'avais le sentiment que le Samu social n'était pas dépassé par les difficultés, par les recherches d'hébergement, au niveau effectif. Ce n'est pas la joie non plus pour eux. Un moment, c'était l'inverse, c'étaient eux qui étaient demandeur des urgences, c'est-à-dire quand il n'avait pas de personnel, de place, invariablement ils nous emmenaient les gens en exerçant une pression pour qu'on les garde. Alors que nous, on n'avait pas plus de solution à proposer. Pour les foyers, j'ai eu récemment l'occasion d'avoir quelqu'un au téléphone qui voulait absolument, faute de place et qu'il ne pouvait pas répondre à la demande, de nous envoyer la personne aux urgences je pense que les foyers sont utiles mais qu'ils ont leurs limites. Un SDF, comme tout un chacun, à des problématiques particulières. Ça s'inscrit dans une problématique globale. Exemple : Un jeune qui était paraplégique et SDF. Il s'est pointé plusieurs fois et pas d'hébergement adapté, il était refusé parce qu'il s'alcoolisait, il se droguait donc il était violent, donc rejetait les règles il se pointe là disant « moi, je suis SDF, handicapé, qu'est-ce que vous me proposez ? ». Il se positionnait quasiment en une toute-puissance qui dérangeait tout le monde en fin de compte » (Cadre de santé)

« On est amené à avoir des SDF dans la rue, cela m'est arrivé une fois d'intervenir pour une personne qui était en plein milieu de la voie publique. Je n'avais pas de portable ce jour-là, je suis allé voir les gendarmes qui se trouvaient place du Commerce pour la surveillance nocturne je leur ai signalé, cela leur a fait ni chaud ni froid. Parce que « il est connu, il est souvent là et voilà ». J'ai fini par appeler le 115 qui m'a dit qu'il était connu des services sociaux et que c'était quelqu'un qui ne voulait pas être pris en charge ». (Aide soignant aux urgences).

« On a une liste des foyers éventuellement. Quand j'étais de nuit, le 115, on avait des contacts avec eux assez fréquents. Cela nous est arrivé pour savoir s'il y avait encore de la place » (infirmière).

Les rapports avec les associations caritatives.

« Certains arrivent accompagnés mais c'est par l'Ecoute de la rue et souvent pour des pathologies médicales, problème pulmonaire ou alors un grand problème social. On a eu le cas deux où trois fois, je trouvais que cela ne relevait pas des urgences et cela ne s'est pas trop bien passé avec les gens de l'Ecoute de la rue ». (Cadre de santé).

« Des structures comme médecins du monde nous amènent aussi des patients et veiller à ce qu'effectivement ils soient pris en charge, c'est une pression par rapport à ça » (Cadre de santé).

De la relégation ...

*« Avec certains membres du personnel, ils sont plus ou moins **refoulés**, c'est clair qu'on entend certains collègues, il y a des gens plus ou moins proches humainement, on entend « **encore lui** », « **encore elle** ». (Aide soignante).*

*« **Il y a un peu** une distinction entre les gens qui sont SDF depuis assez longtemps, **qui eux connaissent toutes les structures et qui sont sur Nantes depuis un moment, ils connaissent le système entre guillemets, ils savent aller à la PASS, quand ils vont venir aux urgences, s'ils viennent à telle heure, ils vont se retrouver sur un brancard ou ils seront dans un box ou ils seront mis dans un coin pour dormir** ». Cadre de santé).*

*« **Je dis on peut y trouver car l'accès aux soins dépend aussi des conditions dans lesquelles le SDF accèdent aux urgences, soit il est amené par des services d'assistance, dans ce cas, moins de difficultés pour accéder aux soins. Des fois, il se présente lui-même et il me semble que là, il y a beaucoup plus de **réticence** à ce qu'il accède aux soins si sa demande de soins n'est pas justifiée, identifiée par l'infirmière d'accueil et d'orientation. Une fois qu'ils sont réveillés, ils partent, on constate qu'ils ont fugué. Mais ils sont mis dans un coin** sauf s'ils ont des problèmes de santé qui justifient qu'ils soient pris en charge médicalement. ».* (Cadre de santé)

*« **Il n'est pas rare de voir aux urgences des SDF qui sont mis sur un brancard et qui sont mis de côté** qui viennent en état d'ébriété et que les personnes de l'accueil attendent qu'elles se réveillent et qu'elles partent d'elle-même. **Personne ne doit être refusé au niveau des urgences, donc les gens qui sont rentrés, sont accueillis et je pense qu'il devrait être pris en charge et ils ne le sont pas. L'autre jour, j'ai entendu une infirmière qui m'a dit : " bah génial, il est parti " : grosso modo, on n'a pas à s'en occuper. C'est ce qu'ils attendaient, qu'il se réveille et qu'il parte de lui-même, « qu'il fugue », comme ça nous au niveau fugue on ne peut rien dire, au niveau responsabilité** » (aide soignant aux urgences).*

...Au rejet

*« **Les habitués, c'est... je dirais qu'on baisse un peu les bras. C'est « ah, il et là, il revient** ». Des fois, quand il y a du boulot, on est un peu sur les nerfs, il se fait remonter les bretelles » « Vous êtes encore là ». (Cadre de santé).*

*« **Ce sont des gens qui sont catalogués donc... s'l y a une agressivité de la part du personnel, c'est qu'on a peur de tomber dans le même schéma. C'est mon avis. Je pense qu'il y a une certaine agressivité vis-à-vis d'eux, les gens qui leur parlent sont***

braqués. Certains les rabaissent. Ça, ça me gêne un peu, par contre, ils ne sont pas reconnus en tant que telle, c'est l'étiquette SDF ». (Aide soignant aux urgences)

« Certains collègues, justement, ils s'aperçoivent que ça n'avance pas comme ils veulent et c'est là du coup qu'il y a de l'agressivité dans les paroles ; pas dans les gestes, pas de violence physique mais c'est plus l'agressivité verbale, des gens qui vont parler d'une certaine manière du fait qu'ils soient connus, le tutoiement ». (Aide soignant aux urgences).

« Si nous en tant que soignant, on lors dit « mon pauvre gars » ou les tutoyer » (plâtrier aux urgences).

« **Ce ne sont plus des hommes.** Sur le dossier d'entrée, il est inscrit, numéro de téléphone, personne à prévenir mais pour eux rien le plus souvent. C'est difficile, il faut argumenter, souvent on me répond " il va sortir et on sait qu'on va le revoir ». Ils savent que le lendemain il va revenir. Moi je pense... C'est vrai qu'une journée d'hospitalisation coûte très chère mais on ne peut pas les ignorer ». (Aide soignante).

Pris au piège...au cœur d'une attitude paradoxale.

Accueil de la précarité, accès aux soins, participation au réseau de soins ? Quel est le rôle des urgences dans l'orientation et les soins pour les patients en situation précaire ? Faudrait-il rattacher les consultations de précarité aux urgences ? Une assistante sociale aux urgences est elle nécessaire 24 heures sur 24 ? Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est que l'hôpital n'est plus un hospice, ni un hôtel dieu ! Sa tendance actuelle est de refuser de prendre en charge ceux que l'administration nomme « non valeurs » c'est-à-dire tous les patients non solvables.

Ainsi un cadre de santé nous dit « **C'est un peu la dichotomie qu'il y a entre la position de l'hôpital et le métier de soignant qui est qu'on accueille, on soigne tout le monde y compris le coté social et la politique de l'hôpital qui n'est que de prendre le coté médical. On ne prend pas en compte le coté social, c'est-à-dire quelqu'un qui est sans abri, qui n'a pas mangé mais qui n'a rien au niveau pathologie médicale, normalement n'a pas à entrer dans les urgences. Ce n'est pas le rôle de l'hôpital, donc on arrête et vous les remettez dehors. Donc, soit on les mettait dans le fond du hall, on leur disait qu'on viendrait les voir le soir, une fois que ce serait plus calme, éventuellement à manger, au moins aux enfants. On est en porte à faux : décision de la direction qui ne passe pas bien au niveau de l'équipe, un non de la direction qui est « on les met à la rue, enfin on les met dehors ». Normalement, on ne leur donne pas à manger et derrière on leur donne quand même à manger. On ne peut pas leur rappeler qu'on est à l'hôpital public. Ils n'ont rien médicalement mais ont peut-être une souffrance psychologique. Donc, il y a des stratégies d'évitement comme leur donner à manger mais attendre 20 heures puisqu'il y a moins de personne dans le hall, plus de gens de la direction pour passer. On joue à cache-cache même si cela se sait. Jusqu'où on doit aller, quelles limites on se donne ? Un public, on ne sait pas quoi en faire ou on transgresse alors qu'avec d'autres populations, il y a un protocole... ».**

« Il y a des patients qui sont, en fin des patients, **des personnes qui sont refusées car ils n'ont pas le statut de patient**, justement parce qu'on ne fait pas un accueil, la prise en charge sociale d'une personne, au niveau des soignants, n'est pas si présente que ça, sauf quand elle est associée à une pathologie. C'est pour ça que l'hôpital refuse.

Ils sont dans l'établissement, ils sont dans les couloirs, sur les chaises mais pas forcément dans une unité de soins » (cadre de santé).

De la souffrance ...

« Je crois que c'est aussi une source de souffrance pour l'équipe soignante, surtout pour l'infirmière d'accueil, brancardiers et hôtesses d'accueil » (cadre de santé).

*« C'est lié aussi à la souffrance du personnel soignant, c'est-à-dire que les gens les prennent comme des **parasites**, ils viennent **faire chier le monde** » (plâtrier aux urgences)*

« Les locaux ne sont pas adaptés. Penser un espace adapté à ce type de personnes le ressentiment des gens vis-à-vis des SDF n'est pas là par hasard, le personnel va mal aussi parfois, j'ai des confidences ».

Lors de la consultation à Médecins du Monde, il y a un accueil dans une grande salle d'attente avec café et gâteaux offerts. Ils se posent. Importance de l'espace, de l'accueil, nous pourrions le constater à la PASS où ils attendent dans un couloir exigu où l'infirmière leur demande, à la vue et à l'écoute de tous le pourquoi de la consultation. Depuis la PASS a déménagé dans des locaux neufs mais qui se situent en face du CHU, ainsi symboliquement ils ne sont plus rattachés aux murs du CHU.

En termes de préconisation, ne pourrions-nous pas concevoir un espace hygiène avec salle de bains, machine à laver le linge et mini vestiaire. En plus des lits infirmiers, des lits de repos dans les centres d'hébergement permettraient à certains de se reposer pendant la journée, de « garder la chambre », de poursuivre un traitement, par exemple pour traiter une bronchite.

À la frustration du personnel

*« On nous dit : « il est encore là, cela fait 3 fois cette semaine ». Mais **on n'a pas de solutions, on n'a rien à leur proposer** ». (Cadre de santé).*

*« Quelquefois, on s'en rend compte au moment de leur sortie : la personne dit « je n'ai pas d'argent pour rentrer chez moi je n'ai pas ci, je n'ai pas ça ». **On n'a pas le temps de faire un travail avec ces gens-là et ils vont sortir**. C'est dommage, on aurait pu le détecter à l'entrée ». (Aide soignante).*

*« **Il est SDF. Est-ce que je le laisse sortir ?** Cela se joue même sur le retour. C'est un retour ? C'est à retour à domicile ? Bah non, parce qu'il n'y a pas de domicile. Retour en foyer ? Non car pas de foyer à la rue, mais ce n'est pas satisfaisant non plus » (Cadre de santé).*

« Les urgences sont le principal accès même si la structure n'est pas forcément adaptée aux personnes cela demande du temps. Car moi, quand je m'en occupe, cela prend du temps. Après, je n'ai pas toujours le temps de faire ce que j'ai envie de faire. Donc quelquefois, on limite le temps du soin. Quand on s'occupe de ce type de personnes, ce n'est pas un soin comme les autres, je suis obligé de m'occuper de plein de choses en amont de : l'hygiène.... Les gens qui vivent dehors marchent beaucoup et donc se cassent aussi beaucoup ». Pour moi, c'est une frustration car souvent, je ne vais pas jusqu'au bout. Je n'ai pas toujours les moyens, le temps et je me sens aussi un peu seul là-dedans, je ne sais pas si je dois te dire mais je me sens isolé par rapport à ça,

c'est-à-dire on n'est pas beaucoup de soignants à prendre ça en compte, c'est-à-dire prendre ces gens comme des gens comme tout le monde.

*« Je sens que ce n'est pas pareil. L'autre jour, je me suis occupé de quelqu'un, j'ai emmené une personne après les soins à la radio. Après les gens de la radio viennent me voir : " Qu'est-ce qu'il sent mauvais ». Quelque part, c'est un peu décourageant, tu fais quoi là, tu habilles Pierre et l'autre... **Il y a l'odeur, l'alcool mais je défie quiconque de vivre dehors et de tenir sans boire de l'alcool quinze jours dans la rue à - 5°** » (P. C, plâtrier aux urgences)*

*« Mais c'est vrai que généralement, **les gens sont relâchés dans la rue, illico presto**. Ce qui est un peu frustrant dans la profession car il n'y a pas tellement de prise en charge pour ces gens-là on les remet là où ils étaient avant dans leur train-train qui reprend comme d'habitude, d'après les avis des collègues " rien n'est possible avec ces gens-là ". C'est comme ça, on ne peut rien y changer moi, cela fait un an que je suis là donc j'ai pris du recul. Au départ, j'ai eu du mal à supporter cette image de SDF, le fait qu'il vienne et qu'on le laisse repartir sans rien. Il y aura eu des soins mais on ne va pas l'orienter forcément sur des structures adéquates. Il n'y aura pas de soins à domicile par une infirmière car par définition, ils n'ont pas de domicile, donc pas de soins par derrière avec toute l'hygiène que cela comprend, l'hygiène corporelle qui ne favorise pas forcément une bonne santé » (Entretien avec F. aide-soignant aux urgences).*

*« **Je ne pense pas qu'on fasse un travail en amont. Une fois qu'ils sont mieux, un meilleur étage général, le médecin qui passe, signe un retour à domicile, alors qu'il ne s'agit pas d'un retour à domicile, on voit des fois des retours à domicile alors qu'ils sont dans la rue. Finalement, c'est un cercle vicieux, ils retournent dans leur galère** ». (Aide soignante).*

Ces propos rejoignent ceux des patients tel F. qui pose la question de comment on peut soigner une sciatique quand on n'a pas de lit pour se reposer, ni de béquille pour marcher ? Pour les soignants, chez certains, un sentiment d'impuissance et de culpabilité mais aussi la conviction d'être « une bouée de sauvetage », ravive le sentiment d'utilité, renforce le contenu significatif de leur tâche. Nous serions en droit de supposer qu'un sujet, affligé d'une pathologie donnée, aimerait être soulagé des souffrances entraînées par sa marginalisation sociale. Il n'en est rien. Les personnes ne supportent que peu de temps le confort relatif des institutions de soins avant de retourner volontairement dans la rue.

*« Certains voudraient repartir directement, c'est-à-dire qu'ils ont un rapport à leur corps qui est tellement incroyable. Pour, eux ce n'est rien, c'est déshumanisant. Il y a un truc qui ne fonctionne pas, et toc, on répare comme une pièce métallique. **Quelque part aussi, il ne faut pas que cela dure trop longtemps, parce que si on s'attache trop à ça, cela remet en cause tout le reste, c'est lourd, dure, donc il faut que cela aille vite, sinon ils sont obligés de s'arrêter, de se poser et de se poser des questions donc il y trouvent leur compte avec ça** ».*

*« **Ce n'est pas évident** la relation avec parce qu'ils ont envie tout de suite de retourner à l'extérieur, ils ne veulent pas rester à l'hôpital et nous on a l'obligation de les garder 48 heures, mais ces personnes-là, avant de les « retapées », il faut quatre jours, voire une semaine » (aide soignante dans les chambres des urgences).*

« Je ne les mets jamais en situation d'échec, chaque jour, il y a un résultat mais cela peut poser problème, quand on passe trop de temps avec ces personnes là et donc

on est mal considéré par rapport à nos collègues. Pour moi, on est là pour préserver leur autonomie et non faire à leur place. Ce sont des personnes qui quand elles sont à l'extérieur, elle non plus d'horaires, l'horaire c'est important, le temps, l'espace, ils sont démunis à ce niveau-là ». (Aide soignante).

Ces propos illustrent notre chapitre concernant la réaction négative aux soins⁵⁵¹. Declerck parle de chosification du corps, avec notamment l'exemple du patient qui refusa l'amputation de l'os de l'orteil. Comment ne pas évoquer aussi ces fractures apparentes laissées en l'état pendant plusieurs jours et dont le patient ne s'est pas préoccupé ? Ils semblent indifférents, jusqu'au paroxysme de la douleur corporelle. Ils posent la question de l'existence dans une souffrance qui paraît introuvable. Pour résoudre ce paradoxe : la souffrance du sujet ne peut lui être perceptible qu'à certaines conditions. Freud a parlé de « signal d'angoisse »⁵⁵² pour désigner une angoisse perçue par le Moi et l'avertissant de l'imminence d'un danger passé et remémoré. De même, pouvons-nous nous appuyer sur cette ébauche de schéma communicationnel pour imaginer qu'une souffrance du sujet ne peut être perçue par lui-même qu'à condition d'émerger d'un fond dont elle se distingue. En revanche, une souffrance profondément immanente au psychisme du sujet, une souffrance de toujours, qui en occuperait toute la scène, ne lui serait plus perceptible. C'est faire là l'hypothèse d'une souffrance fondamentale qui, non seulement traverse et accompagne le sujet mais est devenue partie intégrante et inséparable de lui. Cette souffrance-là est devenue le sujet même et constitue sa signature psychique.

Quand le subjectif est roi.

« ... C'est un système de valeurs de référence qui n'est plus la même, pour moi c'est ça qui crée de l'incompréhension. Un exemple, la nuit où je me suis heurté avec l'infirmier d'accueil et d'orientation car un SDF venait pour la énième fois, lui, il voulait le remettre dehors et moi, je me suis opposé pour raisons médicales. Il disait dans une forme de chantage « j'ai pris tant de médicaments donc il faut que vous me gardiez à l'hôpital ». Donc, soit on cède au chantage, en admettant que c'est du chantage mais on n'est jamais sûr de rien, donc moi, je me positionnais en disant non, on le garde à l'hôpital puisque s'il a pris ses comprimés de Tranxène[®], on se doit de le garder. Pourquoi je disais ça ? Pour surveiller des gens qui sont en marginalisation, exclusion, si un jour cela se passe mal et que la personne est venue à l'hôpital, il se trouvera toujours une personne, une association de condamner l'hôpital. Et effectivement, l'infirmier d'accueil et d'orientation se positionnait sur le jugement plutôt que sur l'assistance. Il se positionnait plus en personne quand professionnel. Ce patient, soit il arrivait à rentrer, soit il était repoussé ». (Cadre de santé).

« Je retrouve aussi trop souvent des jugements de valeur, d'apparence, et du fait que la personne soit à la rue pour des problèmes d'alcool, elle est mise de côté » (aide soignante). Cette soignante dit n'avoir jamais rencontré d'agressivité. Selon elle, ce n'est pas à eux de s'adapter à nous mais aux soignants de s'adapter à eux. « Les personnes qui arrivent à l'accueil peuvent être agressives mais auparavant ils se sont sentis agressés ».

Au vu des différents témoignages permettre une formation de tout le personnel du service des urgences (médecins, infirmières, aides soignant, secrétaires, agents

⁵⁵¹ Se reporter en 2^{ème} partie, 1.3.2.1. Le rapport au corps

⁵⁵² FREUD S., *Inhibition, Symptôme et Angoisse*, op. cit.

hospitaliers) une formation pour rappeler les missions des services des urgences et mieux différencier les différentes catégories de personnes défavorisées (les précaires, les marginaux, les grands exclus) paraît opportun.

« Il y aurait un travail à faire au niveau de l'accueil des urgences au niveau de cette population-là, sensibiliser les gens, par des formations. Depuis que la P.A.S.S. s'est ouverte, elle commence à être bien connue même si ce n'est pas totalement, pourtant cela fait trois ans. Au départ, c'était difficile maintenant, on a des plaquettes d'information à l'accueil mais ce n'est pas évident, que les jeunes infirmières qui viennent d'arriver soient très au courant ». (Aide soignante).

« Un manque de structures. D'après ce qu'on entend, principalement l'hiver, les périodes de grand froid, je pense qu'une information serait importante auprès du personnel ». (Aide soignant).

« En termes d'information, cela pourrait être important d'en parler. Il n'y a pas de vaccin, on a tellement peur que cela nous arrive. Ils sont vécus comme des pestiférés, il faut mettre des gants : réflexes primaires. J'en mets mais si c'est justifié. Les protocoles sont faits pour être adaptés à ce qui arrive. Or ce n'est pas le cas ». (Plâtrier aux urgences).

Ne pouvons-nous pas imaginer des temps où les grands axes d'un accueil professionnel seraient précisés (savoir prendre son temps, respecter, ne pas tutoyer, savoir garder la « bonne distance », « pas trop près, ni trop loin », apprivoiser). Une formation de base commune à toute l'équipe pourrait être complétée par des formations complémentaires adaptées à chaque catégorie professionnelle. Ainsi, les médecins pourraient être formés à l'accueil et aux pathologies spécifiques qu'ils ont à traiter. Une assistante sociale « exclusive » à temps plein, pourrait voir ses horaires de présence adaptés, avec une présence indispensable en début de soirée, avec un possible système d'astreinte la nuit. Ayant pris cas d'une méconnaissance de l'existant, nous pensons qu'il est indispensable de connaître toutes les autres structures prenant en charge cette population, que ce soit sur le plan de l'hébergement, accueil de jour, type espace solidarité insertion ; d'où une documentation sur l'urgence médicosociale actualisée en permanence et éventuellement commentée.

Du fait du mode d'entrée aux urgences essentiellement par les pompiers, il nous a semblé important d'en rencontrer pour recueillir leur avis.

« Notre intervention, normalement, en tant que sapeur pompier est pour des personnes blessées, c'est-à-dire inconscientes ou autres. Si la personne est SDF et n'a aucune détresse apparente, elle est peut-être allongée sur un trottoir mais dort simplement. C'est le cas classique et là, ce n'est plus l'intervention du domaine des sapeurs pompiers. A partir du moment où la personne n'est pas blessée, la situation d'une personne SDF, cela nous arrive de le transporter au Foyer Saint-Benoît mais ce ne sont pas les missions premières des sapeurs pompiers. Dans ce qui a été mis en place normalement, c'est que la police présente sur les lieux et la prise en charge des personnes non blessées doit se faire par la police municipale ou nationale. Bien sûr, il y a l'aspect social, l'assistance. De plus en plus sollicités, ce qui arrive, c'est délicat d'être appelé par un témoin, d'arriver devant une personne SDF et se dire, elle n'est pas blessée ni rien, on la laisse sur le trottoir. Les gars dans l'ambulance disent « on ne peut pas repartir comme ça ».

Maintenant, cela a été calé avec la police, à partir du moment où la personne n'a pas de détresse, on la couvre avec une couverture de survie et elle reste sur place. La police est prévenue et elle doit faire ensuite le nécessaire pour la prise en charge.

C'est quelque chose de très régulier. C'est mobiliser un moyen de secours assez développé pour faire de l'urgence, juste pour emmener une personne dans un foyer. C'est là que cela nous pose problème, nos moyens ne sont pas inépuisables. **Les sapeurs pompiers n'arrivent pas à se retrouver dans ce cas de figure, soit on fait un transport à tel endroit ou on la laisse sur le trottoir.** Pas forcément de suite à donner. Dans un secteur essentiellement urbain, situation fréquente.

C'est arrivé que trois fois dans la journée, on intervienne. Arrivée au CHU, le premier soin est parfois juste une toilette, la personne repart. Logique, pas de raison de la garder plus longtemps. On la retrouve deux heures plus tard dans la même situation. Une fois, deux fois. Les gars se demandent où est l'intervention des sapeurs pompiers en elle-même. À partir du moment où il y a blessure, personne ne se pose de questions mais quand il s'agit d'un transport, il y a des possibilités d'avoir des moyens non médicalisés ». (Entretien avec le capitaine P, Pompier).

« A Nantes, il manque non pas les structures de secours, c'est-à-dire police, pompier qui peuvent intervenir en urgence, **c'est la prise en charge après, c'est-à-dire les structures, le dur.** On intervient souvent pour ces personnes. Pour deux personnes – elles sont connues – c'est ce qui se passe. Notre mission, c'est quand même d'y aller et de faire un bilan, un bilan paramédical. Actuellement, il me semble que sur Nantes, il y a un truc, mais c'est de la surface, **le 115 à Nantes est juste une entité,** je ne dirais pas inexistante mais pour nous ils sont inexistantes, peut-être qu'ils interviennent ailleurs. De temps en temps, ils interviennent mais leur vecteur de délai d'intervention est trop long par rapport à notre système. Nous, on ne va pas rester une demi-heure en intervention sur une personne en ivresse. **Je préfère intervenir sur une autre personne que sur un SDF qui est dégueulasse.**

Notre frustration, chez les pompiers, on ne sait jamais ce que deviennent les gens, on ignore derrière le travail qui est fait. **Pour V., on ne sait pas ce qu'ils font au CHU après qu'on l'ait déposé, ils le remettent dehors comme ça, cinq minutes plus tard et, nous, on repart. Parfois, trois ou quatre fois par jour.** Nous, si on avait une information sur les foyers d'accueil ; quand on fait le 115, on nous répond non. Notre système est fait que nous, on contacte le 15, le 15 nous donne une directive soit transport au CHU, soit rester sur place ou faire le 115, mais le 115, on devrait avoir un point de chute ailleurs. Ou alors, point de chute au CHU, mais le 115 devrait relayer par un transport vers une structure adaptée.

Le problème, en plus, c'est que c'est source d'ennui car si vous arrivez sur votre intervention, si vous êtes déjà intervenus sur une intervention du même caractère, **l'équipage va dire « encore lui » et il peut passer à côté de quelque chose comme une hypothermie.** C'est là que c'est très dangereux car on a tendance à être en retrait, ils ne sont pas accueillants ces gens. Le problème qu'ils rencontrent aux urgences, c'est que tout le monde est mis dans le même bain, et moi cela me choque, il n'est pas mis dans un des box, à côté mais dans la file d'attente. **Il faut des structures autres que les urgences. Cela manque d'un poste, d'une antenne.**

Je ne pense pas qu'il y ait des périodes, mais l'été, c'est propice car ils sont tous dehors. L'hiver, surtout la nuit, pour les hypothermies. Là, **on a des consignes opérationnelles départementales : si on n'a pas de transport, on doit laisser une couverture iso-thermique au minimum. Il y a un bilan qui est fait.**

Moi, cela fait 15 ans que je fais ce travail, j'en ai fait des SDF, on se forge une carapace, on n'a même plus de cœur pour ces gens-là.

Même avec les adresses, on sait quasiment avec le lieu de l'intervention. On nous dit « Place du Change », on sait que c'est V., on nous dit Duguay-Trouin, on sait que c'est C. D. était en, face au CCAS.

Faire comprendre aux élus qu'il y a un réel besoin. Car nettoyer la ville, enlever quelqu'un d'un bas de porte, c'est bien beau mais... Il y a des gens qui croient que le CHU ; c'est le Formule Un : « Emmenez-le, il va dormir au CHU ». Vous savez combien c'est une entrée au CHU ?

R.C., quand il faut le changer une ou deux fois dans l'ambulance, c'est bon. Ce ne sont pas des interventions motivantes. Il y en a, un jeune homme de 30 ans, qui peut nous appeler deux ou trois fois dans la journée. Il est à la gare. On les voit se dégrader, une espérance de vie de 40 à 50 ans.

Nous, on les voit chuter, ils ont leur statut social de perdu. Nous on prend l'intervention, on arrive sur du social, on est face à un mur, le 15, le docteur, pour lui, c'est du social, il n'y a pas d'urgence médicale donc pas de transport ; son travail s'arrête là. Mais nous, la personne, elle attend quelque chose de nous, on vous la laisse dans la rue. On est au milieu finalement, de la police, du CHU, du 15, du 115 qui ne peut pas finalement. On essaie toutes les antennes, trouver un point de chute et ce n'est pas évident.

Il faudrait un protocole. Car là, on est responsable, on est responsable de notre intervention dès l'instant où on intervient. Si on dit, les pompiers sont venus, ils n'ont rien fait. Bien oui, on n'a rien fait, enfin si, on s'est quand même arrêté, on a essayé de discuter, la personne ne voulait pas aller à l'hôpital, il est mort deux heures après. On l'a retrouvé décédé le lendemain matin, les pompiers sont venus pourtant.

Quelle approche avoir de ce type de personne ? Pourtant, on nous envoie nous car il n'y a personne d'autre, comme c'est une demande de secours.

Le 115, ils n'ont qu'un véhicule léger. Une fois, on les a appelés mais quand ils sont arrivés, impossible pour eux d'emmener la personne, pas équipés. Résultat : ils nous ont suivi, donc inutile de les avoir appelés ». (Responsable des VSAB)

Cette analyse des entretiens menés implique d'être vigilant sur les différents liens afin de créer des synergies entre les différentes structures qui agissent dans des domaines complémentaires auprès des mêmes personnes. Un tel fonctionnement nécessite alors de répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les spécificités propres à chacune de ces pratiques ?
- Quelles en sont les interactions ou zones de chevauchement ?
- Quels problèmes communs s'y rencontrent et s'y traitent ?
- De quelles articulations font-elles ou peuvent elles faire l'objet ?

De nombreuses fois sont revenues le manque d'évaluation et le sentiment d'impuissance face aux actions menées, cela n'implique-t-il pas de s'interroger sur :

- Quels sont les résultats des politiques mises en place, que deviennent les sans abri lorsqu'ils ont quitté les services sociaux, de santé qui les ont accueillis, quand des tentatives de réinsertion, de soins ont été menées, de quelles manières elles se sont déroulées dans le temps ? Que sont devenus ces gens après ?

- Ne serait-il pas intéressant de documenter le cheminement des personnes qui ont vécu un bon moment en instabilité résidentielle et qui s'en sont « sortis » ?

- De même, il semble nécessaire d'interroger le chevauchement possible des différentes actions, ce qui implique de veiller à ce que les mesures prises soient complémentaires, car elles peuvent être contradictoires les unes avec les autres et manquer de cohérence.

- Nous avons la confirmation du fait que les positions face à la question de l'errance restent très ambiguës car elles dépendent notamment des représentations que l'on peut avoir du phénomène.

Du point de vue des représentations, nous pouvons noter que les pauvres, les sujets SDF, les mendiants, les exclus continuent d'être classés en catégories binaires : les travailleurs et les fainéants, les bénéficiaires d'une assistance et les autres, les gens ayant choisis leur situation et ceux qui veulent « en sortir ». Ainsi, au cours des entretiens, il sera énoncé à plusieurs reprises, la présence dans les différents dispositifs d'accompagnement, d'un public « d'habitues », « de consommateurs », « de précaires cycliques », des représentations par catégorisation qui viennent fonctionner en négatif face à un autre public « ceux qui veulent s'en sortir ». Cette observation rejoint les propos de Déniger : « *A l'intérieur même de l'exclusion, on retrouve une hiérarchisation qui passe par la fragmentation des statuts. On en serait arrivé à faire une distinction entre les vrais nécessiteux et la stigmatisation des personnes non méritantes. Ceci en lien avec l'idéologie de la responsabilité individuelle* »⁵⁵³. Une attention est donc à porter sur un des écueils possibles de l'intervention tant sociale que sanitaire, à savoir le pauvre, le fou, le miséreux auraient forcément fautés d'en être là. Violence exercée sur le sujet par le biais de la confirmation de sa faute, c'est-à-dire du péché.

Pour illustrer nos propos, voici quelques premiers échanges lors de nos permanences au service des urgences.

20 février 2003, les urgences, Au moment où nous nous apprêtons à partir, un des brancardiers nous dit que le sujet n'est pas si facile aux urgences : travailler et poser des questions sur les SDF, c'est, pour le personnel, loin de leur priorité. « *Il faut dire, dit-il à deux autres collègues, qu'ils nous font chier... quand ils reviennent trois quatre fois dans la même journée* ».

Sur ce, une infirmière qui, à notre arrivée, avait dit « ***une psychologue qui vient pour les SDF, elle ferait bien de venir pour le personnel*** », nous dit « ***Alors, l'enquête cela avance ? Monsieur V. Passionnant, non ?*** ». « *Quand il vient, en moyenne tous les deux jours, c'est toujours la même chose, il réclame à bouffer. Et encore, s'il était calme, certains le sont, mais lui est agressif, il est méchant envers les personnes et les*

⁵⁵³ DENIGER M., PROVOST M., *Fondements d'une politique familiale orientée vers la lutte contre la pauvreté*, dans Pronovost (éd.) *Comprendre la famille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, pp. 243-265.

autres patients. **Tenez, Monsieur V, on ne compte plus le nombre de venues [75 fois par les pompiers l'an dernier dira le vigile].** La dernière fois, l'infirmière de Saint Benoît m'a appelée car elle ne comprenait pas pourquoi on avait fait sortir un de leurs résidents. Comme je lui ai dit, il ne relevait pas de soins, donc n'avait aucune raison d'être hospitalisé. C'est car eux-mêmes ne savaient pas quoi en faire. **Il y a déjà assez à faire avec les vrais urgences** ».

En parlant d'un autre habitué, elle dit « *lui aussi, il est bête et méchant* ». Elle dira « *j'avoue, quand je suis dans la rue et que j'en vois un allongé, je me dis que quelqu'un d'autre appellera. Je ne le fais pas car je sais que c'est encore un qui va faire chier les collègues* ».

Il nous a semblé que les langues se déliaient. A ce sujet, le brancardier qui a parlé le premier et qui, d'ailleurs, nous répondra par un sourire quand nous lui demanderons si nous aurions plus de succès si nous nous intéresserions au stress ou aux familles des patients aux urgences, est celui qui, lors des premières heures de notre présence, tient un discours « conventionnel » : « *il n'y a pas assez de place... tout le monde peut devenir un SDF... on ne connaît pas les deux bouts de sa vie...* ». Discours en complet décalage avec ses propos de ce jour et sa méconnaissance du 115, aucune connaissance des structures d'accueil et du dispositif grand froid ».

Autre soirée, même ambiance... Le 27 février 2003, nous sentons le personnel fuyant. Les personnes rencontrées la dernière fois sont absentes. Il fait moins froid : comme dit un SDF, « la période d'hibernation est terminée ». Nous ressentons à l'écoute de ces propos à à voir avec une agressivité latente.

Quelques paroles ...

Nous : « ils sont très mobiles ». Un brancardier : « ***ils n'ont que ça à faire, se promener*** ».

Infirmière : « *Quand ils viennent juste pour chercher à manger, ils sont mal reçus. Il faudrait un lieu pour ça, ouvert toute la nuit* »

Un brancardier : « *il faudrait comme à Nanterre, une maison où les flics les ramassent, une douche obligatoire. Les Soûlots, nous, on les supporte plus* ».

Le 20 mars 2003, aux urgences, cherchant à joindre l'assistante sociale des urgences, nous nous présentons donc à un des brancardiers, il nous répond d'emblée que, lui, pour l'instant n'est pas à la rue. Nous lui répondons « tant mieux pour lui ». Il nous indique le bureau des assistantes sociales, nous lui disons qu'il n'y a personne. Il nous dit alors, après que nous lui ayons demandé, que nous devons nous adresser à l'accueil pour que les hôtes puissent les biper car sont absentes.

La non-reconnaissance envers les sans abri se retrouvent aussi vécue chez certains professionnels. L'absence de reconnaissance est la source la plus significative d'insatisfaction et de souffrance au travail. Autonomie et pouvoir. Se sentir contrôlés, assujettis aux diktats administratifs, en ce qui touche le contenu de la tâche, la façon de l'exercer dans la gestion temps qui est faite sur un mode autoritaire. Se sentir relégués au rang d'exécutants En l'absence de collectif de travail, le sujet développe des mécanismes individuels de défenses nécessaires mais beaucoup plus fragilisant pour l'équilibre psychique.

L'agressivité nous surprend. S'il y avait un parallèle à faire, ce serait avec le personnel pénitentiaire, notamment les surveillants de prison, à savoir « *ce sont les détenus qui ont tous les droits, ils ont tout et on fait tout pour eux et rien pour nous* ». Pour certains soignants, le sentiment qu'il s'agit du même sentiment « d'abandon ». Comme si on ne faisait rien pour eux alors que leur travail est difficile, fatiguant, dans des conditions de plus en plus dures... et on va s'intéresser à « une population qui, elle, ne travaille pas et à tous les droits ». **Là aussi, faut-il d'abord rejeter l'autre, par peur de se voir dans le regard de l'autre ? La frontière est-elle si mince qu'il parait essentiel de la consolider ?**

1.1.2.2. Le discours des personnes

Concernant l'accès aux soins, parmi les personnes rencontrées, il ne s'agit **pas d'un problème de reconnaissance des structures de soins**. Démunis financièrement, les individus pourraient se sentir démunis voire perdus face à la complexité de la sphère médicale. Or, cela ne paraît pas être le cas. Ils n'ignorent pas les lieux dans lesquels ils pourraient aller se faire soigner.

Ainsi, les personnes témoignent d'une bonne connaissance des dispositifs dont ils peuvent bénéficier.

« Il y a Médecins du monde, la P.A.S.S.... Il y en a d'autres, les Petits frères des pauvres, ils ont un médecin bénévole. J'avais connu ça par l'association Saint Vincent de Paul, ils ont des créneaux horaires, avec des spécialistes à la P.A.S.S. aussi, et il travaille avec la stomatologie. Ils sont très bien pour les gens de la rue » (P).

« Je me suis fait arracher deux dents, j'ai été bien reçu, il n'y a pas que les gens qui viennent de la rue ». (E)

« Je n'y étais jamais allé mais j'en connaissais l'existence. J'ai rencontré l'assistante sociale qui m'a demandé si j'avais des problèmes de papiers, j'ai dit non... ». (J.L).

« J'ai rarement besoin de soins, des hôpitaux. Quand j'en avais besoin, j'allais à Médecins du Monde ». (J).

« Quand tu vas au Foyer Saint Benoît, il y a une infirmière qui est là-bas tous les soirs, elle te soigne, te conseille. Le seul foyer où il y a vraiment une infirmière est Saint Benoît, cela permettrait le suivi médical. L'Equipe Mobile Sociale ont une infirmière mais n'ont pas le temps de tout faire, c'est juste pour évaluer. Il faudrait quelqu'un qui passe : » ça va les gars, les filles », pour ceux qui ont un traitement. Je trouve que ce serait mieux. Mais à part être hébergés, au niveau de l'hygiène, car c'est aussi la santé, il n'y a pas tellement... Dans les foyers, des permanences santé. Il pourrait y avoir le soir, de foyer en foyer, une infirmière qui passe ». (E)

La notion de prévention semble inexistante chez les personnes vivant dans des situations de grande précarité ; la santé étant reléguée au second plan derrière la préoccupation de se nourrir, se loger, travailler. Les personnes rencontrées mettent en avant que les horaires et le fonctionnement des structures ne sont pas toujours en adéquation avec les modes de vie à la rue compte tenu de leurs priorités. Ainsi, un fonctionnement trop rigide par rendez-vous paraît rédhibitoire pour certains, ne serait-ce que par principe.

« Un SDF n'aime pas prendre rendez-vous, déjà de base. Il doit assurer le plan pour le soir, il y a la manche » (P).

« Le fait que ça soit sans rendez-vous, est important, car tu choisis toujours pour être malade ! » (E).

« Je trouve que de 14 heures à 16 heures trente, c'est un peu court. Il devrait ouvrir le matin mais c'est sur rendez-vous. Le matin c'est la survie. **Les gens ne vont pas forcément au rendez-vous, de compter dans la rue on n'y pense pas** ». (J-L.)

« J'avais attrapé une crève. **On me dit « il faut aller à la P.A.S.S. ». J'y ai été le matin mais ça me coupait la manche. J'étais arrivé à 8 heures 45, cela ouvre à 9 heures mais avec rendez-vous. Il fallait revenir à 14 heures sans rendez-vous, je ne suis pas revenu après. [...] Le matin, la première survie : savoir si ce soir j'aurais de la tune, ne serait-ce que pour bouffer. Pour celui qui fume avoir un paquet de tabac, des feuilles, la bière, le casse-dalle et après on voit** ». (Y.)

En fonction du mal ressenti, le premier réflexe est très fréquemment **l'automédication où l'alcool a un rôle majeur**.

« L'alcool soulage, cela fait tenir le coup. C'est reculer pour mieux sauter. Par exemple, le problème de l'hygiène des dents. Tu picoles, ça apaise le mal aux dents, seulement trois mois après, quand t'as pu un chicot... » (E)

« **L'argent sert plus à autre chose qu'à aller voir un docteur. Au niveau santé, pas de gros problèmes. Puis, une bronchite, ce soigne très bien avec un paquet de bière. On prend une journée une bonne cuite, fièvre, le lendemain, on est malade mais à chaque coup, cela a marché** ». (P.P. Foyer St Benoit).

« Une petite grippe, des petits trucs comme ça mais cela se soignait tout seul. Je n'ai jamais eu de médecin traitant. Si, étant enfant avec mes parents. **C'était l'automédication** ». (J-L)

Les personnes ne sont pas sans savoir que, de plus en plus, les structures ont une trousse à pharmacie – l'Oasis, Brin de Causette – et demandent certains produits (sirop, aspirine). Leur démarche « passive » peut aussi se lire dans la façon qu'ils ont eu de prendre contact avec le centre de soins de Médecins du Monde où ils n'ont pas cherché à venir mais une personne leur a suggéré d'aller se soigner.

« Je n'attends pas trop pour venir. Des fois, j'attends mais quand j'ai trop mal, j'y vais. Deuxième fois que je viens, il y a deux semaines pour la gynéco. C'est Bérengère – gynéco du foyer – qui m'en a parlé. La veilleuse de nuit qui m'a parlé de la PASS. Puis, il y a des filles du foyer qui viennent là ». (S).

« **Cela fonctionne par le bouche-à-oreille. En premier lieu c'était par une association puis, quand j'y suis allé, c'était avec un gars que je connaissais et qui devait y aller, donc comme j'avais un problème...** » (P).

La prise en compte des problèmes de santé et la démarche de se faire soigner apparaît souvent comme un dernier recours quand il ne paraît plus possible de faire autrement ou de supporter la douleur ou le handicap.

« La dernière fois, j'avais un problème avec les dents. Mon amie avait une couverture sociale donc, on m'a arraché les dents sous son nom mais on a dû négocier avec le dentiste. Cela arrange tout le monde. **De toute façon, c'est toujours au dernier moment** » (J.).

« Je pense qu'on est tous pareil, nous sommes des personnes même si on est SDF, nous sommes dehors, si on a un problème de santé s'il n'est pas trop grave, on essaye de le régler par nous-mêmes car même si on a une mutuelle on ne s'en sert pas. Moi, j'ai mis quinze ans pour m'en servir quand j'arrivais à gérer mes problèmes de santé, on suivait le conseil des anciens. **Comme on est des gens qui sont peut-être dures avec nous-mêmes, on ne va pas voir le médecin pour des petits problèmes** » (P)

« Par rapport aux soins je me démerde. En 3 ans, rien. **Une fois, j'ai été au PASS car je m'étais chopé une espèce de panaris, tu vois bien, le doigt, il est encore gonflé. Ras le bol, pas moyen de se soigner correctement, donc j'allais là-bas tous les matins. J'allais là car il n'y a que ça. Qu'est-ce que tu veux emmener de l'eau bouillie, des compresses, tu ne peux pas. Ne serait-ce que pour faire bouillir de l'eau, je fais comment avec mes cartons, je ne peux pas** ». (P).

Cette attitude est à être mettre en lien avec un **rapport au corps particulier** qui dévoile parfois la **fragilisation de toute notion de lien** :

- Exacerbation de l'auto et de l'hétéro-agressivité.
- Dégradation de l'image de soi.
- Perte du sentiment d'utilité.
- Altération du sentiment d'exister.
- Repli sur soi.

Nous pouvons ainsi percevoir le rôle déterminant du groupe dans le discours de certaines personnes rencontrées

« *Quand tu es tout seul dans la rue, c'est vrai que tu te laisses aller plus facilement, moi ça m'est arrivé, j'étais à la limite de la clochardisation, j'ai été sans me laver après j'ai rencontré des copains, c'est là que je me suis remis à peu près propre* ». (J-L.).

« *Il y a des gens qui se laissent aller total dans leur comportement, dans leur hygiène, santé, dans leur façon de vivre. Le fait d'être en groupe, ça motive. Déjà tu n'es pas tout seul* ». (E).

« *Moi j'appelle ça la motivation. L'an dernier, j'avais une barbe de six mois ; je n'ai pas honte de le dire, elle a été taillée au cran d'arrêt. J'en avais marre de ma barbe. J'avais l'impression de devenir clochard, je me suis dit il faut réagir. Quand j'ai fait ça, j'étais dans un parc, j'ai taillé la barbe et on se sent redevenir un homme normal, fier de sa personne, enfin l'impression de redevenir un homme normal, [...] On parle du mot désocialisé mais même si on est SDF, on a l'impression d'être dans le monde social. Une grande différence entre un SDF et clochard, elle est très grande* » (P).

« *Quand tu es dans la rue et que tu es tout seul, c'est ton problème mais au sein d'une collectivité la moindre des choses est de se laver. C'est le respect de soi-même, même si des gens ne nous respectent pas dans notre façon de vivre, de nous comporter. C'est déjà le respect de soi-même de ne pas monter dans un bus crado, ne pas faire profiter de l'odeur au voisin. Et malades, pourquoi ? Souvent la maladie vient d'un manque d'hygiène* ». (J.L.)

Les incidences de cette souffrance sur la santé s'expriment à travers :

- **Un déficit d'accès aux soins, un recours inapproprié aux services des urgences hospitalières, des conduites à risque, un refus d'aide.**
- Leur **rapport à la mort psychique et physique** : alcool, drogue, violence, abandon de soi.

« Ce qui a amené à venir à la consultation : Pour mes yeux et rencontrer un psychiatre. Car comme je prends des cachets, c'est comme une drogue, cela fait longtemps que j'en prends et il ne faut pas arrêter toute seule. Je n'en prends que deux mais, quand je suis dans la rue, j'en prends 7 ou 8 » (S.)

La façon dont ils expriment leur douleur témoigne d'une considération du corps comme une pièce mécanique où ils intègrent l'hygiène de vie, l'environnement dans lequel ils vivent en désignant la fonction ou l'organe défectueux : « Il faut me réparer cela tout de suite ». Se faire soigner ne rentre plus de la même manière dans le mode de pensée de la personne à la rue. « Au niveau de la santé je pense que celui qui ne veut pas se soigner, il met de la bonne volonté » (E). Nous pouvons souligner, ici, une inversion par rapport à la logique commune où l'accent serait mis sur le fait que la personne ne mette pas de bonne volonté pour se faire soigner.

A la PASS, dans la pratique peu d'errants engagent une démarche de soins. Ceux qui s'accrochent au lieu le font d'une manière erratique faite de passage imprévu, laissant à chaque fois une trace, un morceau d'histoire de vie, un vécu de détresse qui finit par constituer une trame.

*« L'assistante sociale, je n'en ai pas voulu. Ils me l'ont proposé mais non. **Moi, je viens me faire soigner mon bobo et je m'arrache.** Je l'ai rencontrée par obligation mais je lui ai dit : « Vous allez faire quoi ? Vous allez me changer quoi dans ma vie ? C'est la misère, puis voilà ». Tu crois que c'est à la PASS qui m'aurait trouvé une solution pour un hébergement ? Non. La seule fois où j'en ai eu besoin, c'est grâce à elle que j'ai pu faire la CMU. Je pensais que c'était automatique étant rmiste ». (P)*

« Plus facile de venir à la PASS. Médecins du Monde, jamais été. Les urgences, je ne m'en souviens plus » (S.).

*« Si c'est une grippe, je me débrouillerai par moi-même mais sinon, **j'irais directement à la P.A.S.S., c'est plus simple ils me connaissent, je les connais** ». (J-L).*

« C'est une question d'accueil, ils sont très corrects. Même si j'ai la carte vitale, je retourne à la P.A.S.S. car l'accueil est plus direct. Au moins, le problème est réglé. On vous dit " vous attendez ", s'il y a d'autres problèmes on vous oriente au bon endroit. Ils vont au bout des choses, au niveau des papiers ». (P).

Une relation chaleureuse. Pour beaucoup, les plus anciens comme les plus, jeunes ont des problèmes remontant à leur enfance, un manque d'amour. Cette analyse les pousse à entretenir avec eux une relation affectueuse à laquelle ils sont sensibles.

« Je vais parler de la P.A.S.S., j'y ai été, moi c'est par obligation, j'ai attrapé la gale, je ne savais pas ce que c'était, comme je connaissais la P.A.S.S., j'ai dit : « je ne vais pas rester comme je suis, je vais me faire soigner » donc quand je suis rentré à la PASS, j'ai été bien accueilli. [...] quand j'ai vu l'assistante sociale, elle m'a réglé quelques problèmes de papiers, c'est là que j'ai vu le système social au niveau de la P.A.S.S. que les gens qui sont dans la rue et qui sont malades, il faudrait qu'ils se déplacent pour se faire soigner. Ce qui est très important. Il faut leur dire qu'il existe

des organismes pour se faire soigner même si on n'a pas la C.M.U., de couverture sociale, on peut se faire soigner quand même, on n'a pas le droit de mourir dans la rue. (P):

A titre d'exemple, par la présence de Médecins du Monde à l'Oasis, la consultation médicale facilite l'accès aux soins, au-delà de cette première fonction, elle est l'occasion d'échanges entre bénéficiaires, bénévoles et équipe sur le thème de la santé. Ceux-ci peuvent conduire à évoquer les questions de prévention ou amener à des soins hospitaliers qui auraient été refusés sans les préambules de ces conversations informelles. Il y a « le jour » du médecin. Ils viennent pour **être écoutés** avec affection par des personnes dont la fonction ne se limite pas au médical. Beaucoup disent qu'ils trouvent **une chaleur auprès des bénévoles**. Certains même vont jusqu'à dire que les personnes qui les soignent sont devenues si proches qu'elles sont en sorte pour eux des membres de leur famille. Reconnaissance des qualités humaines des bénévoles : les expressions qu'ils emploient pour les qualifier en témoignent : « *ils sont humains* », « *ils sont à l'écoute* », « *ils essaient d'aider le maximum* ».

« Pour les soins, je suis passé par le PASS. Je n'ai pas de médecin, c'est au CCAS qu'ils m'ont orienté là-bas. Je me suis décidé, c'est la première chose que j'ai faite. De là, j'ai vu une assistante sociale, une infirmière ; ils m'ont aidé. Je n'ai pas de mutuelle, ça va venir, Saint Benoît s'en occupe. Au PASS, on a pu refaire les papiers par rapport à la Sécurité Sociale. J'ai vu le médecin, on a parlé d'alcoolologie, il m'a aidé, Elle m'a encouragé. La première chose qu'on m'ait dite : « On est là pour vous écouter. Vous avez des problèmes mais nous, on n'est pas là pour vous juger mais pour vous aider ». (Y.B. - Foyer St benoit).

« Moi qui ait vu Nanterre, et ils te raflent. Cela fait un an et demi. De force la douche, tu es désinfecté. Cela me rappelle un peu, les chambres à gaz de l'holocauste, c'est-à-dire on les embarque, on les désinfecte. Je n'aime pas trop les amalgames mais la façon de traiter les gens est très dure. Le lendemain matin à 5 heures et demie, on te dit « on te dépose où : à la porte Champerret, d'Orléans ? C'est en train de changer, il paraît ». (E).

« On n'a pas toujours envie d'aller voir un médecin ou son médecin traitant car, même si on le connaît, on se retrouve SDF donc envie de passer au P.A.S.S. parce que cet anonyme. [...] on revient à la PASS pour se faire soigner, on n'a pas envie de causer. La chose principale c'est ça même au niveau des médecins, ils font des heures supplémentaires. La disponibilité est très importante. À 16h30, on m'a dit « de toute façon vous passerez ». La j'ai apprécié, et j'ai été patient, de même la personne qui était là, quand j'ai pris ma douche, elle m'a passé même sur les fesses de la pommade. C'est important aussi, elle va jusqu'au bout de son boulot, elle assure bien son travail, il n'y a pas d'a priori. Aux urgences, il peut y avoir une réticence. C'est là que j'ai vu la disponibilité, c'est important. [...] il y avait le conseil » (P).

Comme nous avons pu l'étudier lors de notre deuxième partie, il y aurait bien des spécificités des usages précaires des systèmes de soins qu'elles fréquentent⁵⁵⁴.

« J'ai été au courant qu'il y avait une assistante sociale et j'ai vu la nuance entre les assistantes sociales des services sociaux et moi j'avais un copain qui s'appelait P. et qui me disait que les assistantes sociales de la P.A.S.S. étaient très compétentes. La P.A.S.S. dirige les gens vers les bons services même s'il y un délai d'attente. Quand j'ai vu le système de la P.A.S.S.... Il n'y a pas assez de gens qui l'utilise ». (P).

⁵⁵⁴ Se reporter en 2^{ème} partie, 3.1. La figure du cynique : un vrai rôle de composition.

« Entre Médecins du monde et la P.A.S.S., il y a une nuance. Vous allez à la P.A.S.S., et s'il y a problème et que le médecin ne peut pas régler le problème, il y a les services adéquats. Elle peut nous orienter en direct. Avec Médecins du monde, il y a toujours un délai d'attente et il y a une orientation ». (E.).

A la question de l'épisode de la gale, pourquoi pas un médecin, la réponse fut spontanément « Non, c'était à la P.A.S.S., car ils connaissent le problème là, il réglait directement. Et je n'avais pas de peur, j'étais en confiance, quand on m'en avait parlé. Au bout d'un an qu'on est à la rue, on voit des gens qui vont à la P.A.S.S. et qui sont soignés, cela s'arrange. On se dit, il faut aller là car c'est un organisme sérieux. En plus, quand on arrive, on est peut-être SDF mais la relation se fait d'homme à homme ». (P).

En conclusion, si l'hôpital est considéré pour la technicité des soins qui y sont dispensés, n'est-ce pas aussi le dernier recours pour les personnes en situation de forte détresse, ce serait « le destinataire des plaintes ».

Premières informations recueillies et premières analyses

A partir d'un travail sur les données des **Urgences** et **Consultation Jean Guillon** d'après les données des admissions des personnes considérées comme SDF⁵⁵⁵ aux urgences du CHU de Nantes et aux consultations effectuées à la PASS nous avons créé plusieurs graphiques concernant tout ou partie de cette population, mais aussi des graphiques concernant des fréquentations individuelles et des calendriers. Nous avons essayé de traiter du nombre des admissions mensuelles : admissions débouchant sur une sortie d'une part, celles débouchant sur une hospitalisation ou une autre orientation interne au CHU de Nantes, d'autre part ; en essayant, quand cela a été possible, de mettre en évidence le rapport entre ces deux données.

Un premier constat a été que nous ne retrouvons **pas de variations saisonnières** très significatives des admissions aux urgences : 1085 admissions concernant 386 personnes, soit une moyenne de 3,14 admissions par personnes. La proportion des sujets SDF sortant des urgences sans hospitalisation est très importante

Devant la grande variabilité du nombre d'admissions des personnes – de 1 à 87 – et, même si nous n'avons pas les données concernant le contexte des admissions aux urgences des personnes, et devant des types de fréquentations très différentes entre les personnes, nous nous sommes intéressés, en rapport avec notre problématique, à **la notion de répétition** en nous demandant si nous retrouvions le même type de graphique en prenant en compte seulement les personnes ayant été admis un nombre minimum de fois aux urgences durant cette période.

Il en ressort :

- En prenant en compte ceux admis au minimum 5 fois, cela ne concerne plus que 590 admissions – soit 54% des admissions – pour 49 personnes – soit 13 % des personnes, pour une moyenne de 12,04 admissions par personne.
- En prenant en compte ceux admis au minimum 10 fois, cela concerne 405 admissions – soit 37 % des admissions - pour 21 personnes – soit 5 % des personnes, pour une moyenne de 19,29 admissions par personne.

⁵⁵⁵ Représentation et dénomination du « SDF » qui ne correspond pas obligatoirement avec la notion qui est la notre. A savoir que sont considérés comme SDF les personnes vivant en foyer...

Nous observons que :

- Une quasi majorité des personnes dites SDF ne fréquente les urgences que rarement : 46 % de 1 à 4 fois durant cette période.
- Une petite partie de cette population représente une partie substantielle des admissions : 5 % des personnes pour 37 % des admissions.
- Si les hospitalisations représentent 18 % des admissions pour la population SDF, elles baissent à 15 % pour ceux venant au moins 5 fois, 11 % pour ceux venant au moins 10 fois.

Faisant un parallèle avec les discours des professionnels entendus sur la répétition, il est à noter que si cette répétition importante est bien présente chez un petit nombre de personnes – représentant une partie non négligeable des admissions des SDF – elle entraîne, dans les discours, une « stigmatisation » de toute la population dite SDF.

Concernant les personnes admises aux urgences à de nombreuses reprises, nous observons l'importance de la répétition, non seulement sur toute notre période d'étude, mais aussi sur des plus courtes périodes avec **des admissions et sorties quotidiennes voire pluriquotidiennes**. Une majorité vient aux urgences pour des soins immédiats, amenés par la police pour ivresse publique manifeste. Ces personnes viennent aux urgences soit pour recevoir à manger et en profiter pour se laver, soit ils ressortent sans prévenir ou en signant une décharge. Ceci est probablement à mettre en lien avec les conditions d'accueil des personnes SDF qui devant attendre car non prioritaires dans l'échelle des urgences s'en vont souvent d'elles-mêmes ou dont l'admission ne relève pas de soins « médicaux » (ivresse).

Une des préconisations possible ne serait elle pas d'imaginer la présence d'« équipe de bénévoles » qui accompagnerait la personne, à savoir attendrait avec elle jusqu'au moment de la prise en charge ? En effet, pour les autres personnes venant aux urgences, c'est souvent le rôle de la famille mais, pour cette population, quand bien souvent les liens familiaux sont rompus, inexistant ; quid de ceux qui peuvent partager cette attente ?

Ainsi, nous pouvons observer⁵⁵⁶ qu'ils sont moins souvent hospitalisés que par rapport à la population SDF globale. Concernant les hospitalisations, nous observons que celles-ci se répartissent quasiment également sur toute l'année avec, à noter, une légère augmentation sur les mois d'été.

D'autre part, en comparant les trois graphiques obtenus, nous remarquons que nous obtenons le même profil de courbe avec une petite variabilité saisonnière : été, plan grand froid. A l'inverse, nous observons qu'une grande partie des personnes n'ont été admises qu'un nombre de fois très limités : notre limite est que nous ne connaissons pas le motif de cette ou ces admissions. Concernant la consultation Jean Guillon (P.A.S.S.), nous n'observons ni dans les chiffres généraux ni dans les données individuelles, une corrélation entre la fréquentation des consultations et les admissions aux urgences. Ainsi, d'une part, les personnes fréquentant la consultation Jean Guillon sont admises aux urgences dans cette même période, ce, de manière répétitive et même le même jour qu'une consultation; d'autre part, les personnes admises régulièrement aux urgences ne fréquentent pas pour autant la consultation Jean Guillon.

⁵⁵⁶ Se reporter aux graphiques en annexe 7.

N'ayant pas les toutes les informations concernant les motifs d'admissions et/ ou de consultations, nous ne pouvons pas en tirer toutes les conséquences avec certitude. Seulement, nous pouvons admettre par notre expérience, une grande fréquence des admissions en urgences non traumatologiques en liaison avec l'alcool – ivresse aiguë sur la voie publique, crises convulsives – et, d'autre part, des admissions en urgences traumatologiques à la suite de bagarres, chutes dues à l'alcool....

En dehors de quelques particularités liées aux conditions de vie, il n'existe pas à proprement parler de pathologies spécifiques liées à la misère. Les problématiques sanitaires semblent plutôt faire référence à des questions de santé publique. Concernant les consultations à la P.A.S.S., celles-ci apparaissent suivant les personnes soit très ponctuelles – traitement dermatologique par rapport à la gale – soit par période plus ou moins longue. A ce sujet, nous pouvons nous interroger sur la parfaite correspondance entre enregistrement administratif et réel suivi des soins. Pratiques dont nous pouvons supposer qu'elles sont subordonnées aux conditions de vie. Sans ressources, sans-emploi, sans couverture sociale, les personnes considéreraient bien souvent que les urgences sont l'unique possibilité pour accéder aux soins. Selon leurs propos c'est l'unique service hospitalier qui les accepte étant donné leur condition socio économique. Une acceptation qui ne va pas de soi, il est parfois nécessaire de déployer des **stratégies** pour recouvrer leur santé.

Exemple d'un jeune homme de 29 ans, sujet SDF qui déclare ne pouvoir être accepté à l'hôpital que lorsqu'il y est amené par le SAMU. *« Je vais à l'hôpital alors la plupart du temps, soit je tombe dans la rue, dans ce cas là, c'est le SAMU qui me récupère, parce que vaut mieux passer par le SAMU, quand vous êtes SDF, vaut mieux que c'est le SAMU qui vous récupère que d'aller à l'hôpital d'office. Malheureusement parce que l'hôpital vous refuse sinon. Par contre si vous êtes ramenés par le SAMU, ils sont obligés de vous accepter et en sachant moi ce que j'ai comme traitement et tout, ils sont obligés de me prendre. Là ils ont pas le choix ».*

L'hôpital est aussi parfois perçu comme **un lieu de repos** pour les plus démunis. Si les situations d'urgence sont toujours justifiées dans les discours entendus, on décèle parfois la fonction réparatrice de force que peut revêtir l'hôpital. Un jeune SDF cherche ainsi à se faire hospitaliser parce qu'il ne trouve pas à se loger en plein hiver. Nous rejoignons ici le constat qui avait été fait dans le rapport Steg, confié par le bureau économique et social, selon lequel **25% des urgences médicales sont d'origine psychologique ou sociale (...)** beaucoup de malades n'ont d'autres motifs d'admission que leur **vieillesse ou solitude**.

Un rapport à la santé attentiste et une attitude de déni de la maladie. Leur rapport à la santé se décline uniquement dans l'extrême urgence. Dans une relation thérapeutique qui requiert une participation active du malade, le patient n'adhère pas forcément au traitement qui lui est proposé ou n'a pas la capacité de suivre activement les prescriptions qui lui sont données. **Le traitement médical qui devrait être suivi de façon impérative, pose problème lorsque les conditions de vie ne peuvent qu'induire une conception de soins basée que sur l'urgence.** Le Samu social, les PASS représentent des structures de type sanitaire et social qui peuvent et doivent travailler en **réseau** et en **partenariat** avec l'hôpital et avec toutes les structures sociales.

La création de **réseaux fonctionnels et opérationnels** entre le médical et l'ensemble des structures sociales et médico-psycho-sociales doit permettre une efficacité de nature à éviter le découragement et l'impuissance ressentie par les

intervenants hospitaliers vis-à-vis des multiples problématiques de populations en situation de précarité.

Le discours auquel ces sujets (qu'ils empruntent la figure du cynique, du monstre ou du dissident) ne répondent pas : le discours du maître. Ce qui constitue la singularité du sujet de la parole, l'équivoque qui la signale, les symptômes qui s'y rapportent ne viennent plus s'inscrire comme les témoignages d'un rapport ambigu et décevant à un monde qui lui échappe, mais au contraire comme des obstacles, constitués par un passé traumatique ou par une malversation de l'autre, qu'il serait possible de corriger, soit par l'éducation, la thérapie, le médicament ou la jurisprudence appropriée. L'autonomie semble chaque jour désigner davantage une position idéale de l'avènement d'un sujet nouveau, gestionnaire éclairé et indépendant de sa jouissance et de ses limites, qui saurait ce qui lui faut et comment l'obtenir et l'autre, bien sûr, lui laisse le champ libre.

Ainsi, à une demande que nous voudrions rationnelle, viendrait coïncider une panoplie non moins objective de réponses plus ou moins procédurières, de parcours balisés, construits sur un mode comportementaliste pour faire de ces personnes de bonnes gestionnaires de leur vie. Un professionnel évoque en ces termes, la finalité du travail social : « *notre métier, c'est de proposer des réponses à des personnes au regard de leurs besoins, ça colle ou ça ne colle pas, pour le reste on ne sait pas faire* ». Idéalisations d'un sujet qui d'une part, puisse se dire pleinement, ou plutôt dont le « dit », puisse selon la configuration sociale de la science, s'affirmer comme vrai, d'être débarrassé de la contamination du dire et qui d'autre part puisse être expliqué par ce qu'il donne à voir. Un sujet sans reste pour qui ça pourrait coller⁵⁵⁷.

Dans le champ des sciences humaines, il semblerait que ce que le sujet donne à entendre, intéresse moins que ce qu'il donne à voir. Cela n'est pas sans incidences. Comment transmettre une parole et une écoute qui permettent à l'usager de rejoindre le rivage de l'humain, le seul lieu où nous habitons, le langage, quand on se met à ravalier le sujet au rang d'objet. Il s'agit **d'un discours scientifique sur le sujet**, quand celui-ci est infléchi par le capitalisme qui fait de la plus-value la cause de son désir, tarabuscés par les effets de la science se vouant à la seule production du savoir qui s'impose comme idéologie de la production du sujet. Malgré cette adhésion des personnes, quand nous avons répondu à tous les besoins, il demeure du reste, insistant. Ce sont les femmes, victimes de violence, demandant secret et protection, qui aussitôt accueillies, appellent leur conjoint qui débarquent pour les récupérer, qui reviennent encore et encore avec la même plainte. Ce sont les personnes SDF que nous accueillons indéfiniment dans ces dispositifs d'urgence, qui pourtant, affirment les circulaires, sont le premier palier vers l'insertion. Ce sont, enfin, toutes les personnes dans le besoin qui demandent de l'aide pour aussitôt nous témoigner leur agacement à l'égard de nos réponses, quand elles ne nous accusent pas de les persécuter, tout en revendiquant bien sur des réponses encore plus adéquates. Ainsi nous pouvons assister à une inflation constante de réponses plus ou moins ciblées, adaptées et pourtant toujours décevantes.

Une inflation de l'offre d'insertion et d'hébergement, parfois quelque peu désespérée pour enrayer un besoin toujours plus exigeant, n'est pas sans faire écho aux

⁵⁵⁷ LEBRUN J.-P., *Un mode sans limites. Essai pour une clinique psychanalytique du social*, Ramonville, Erès, 1997, 248 p.

propos de Lacan, quand il « précisait que le retour du besoin vise la consommation, mise au service de l'appétit⁵⁵⁸. Cet appétit du besoin semble bien, inextinguible, tout à fait vorace même, nous enjoignant pour y répondre, à une inflation galopante de réponses *had hoc*, qui ne conviennent jamais. Cela nous paraît correspondre à l'ère décrite par Anne-Marie Lowell⁵⁵⁹ à savoir l'aspiration au bien être psychique. La nouveauté en la matière réside dans la façon dont l'idée de bien être s'est imposé dans la sphère morale, la vie psychique devant se dérouler sans souffrance et sans symptôme, dès lors que les besoins de l'individu sont satisfaits et qu'il ne subit pas de traumatisme. Cette transposition du bien être physique à la sphère psychique tient beaucoup à l'idée selon laquelle il y a une solution à tout problème, dont il existe un soulagement pour tout sentiment de malaise. Illustration quotidienne avec les faits divers relatés par les médias, où l'on ne manque jamais de préciser qu'une cellule d'aide médico-psychologique a été immédiatement mise en place pour les familles des victimes aux témoins du drame.

1.1.3. Troisième guide

1.1.3.1. Le discours des personnes fréquentant les structures

Comme nous avons pu l'étudier précédemment au cours de l'analyse des entretiens des professionnels et des bénévoles, la première tentation est d'élaborer une définition opératoire du sans abri ou de l'exclu du logement, d'en déterminer les contours objectivement observables ; puis de scinder ce groupe en sous catégories à la fois statistiquement repérables et les plus pertinentes possibles pour l'analyse. Or, nous avons pu nous apercevoir que le lieu ou les personnes sans domicile passent la nuit peut être très variable. Certains font une utilisation très régulière des centres d'hébergement, d'autres ne les utilisent qu'occasionnellement, faisant appel à d'autres ressources, comme les squats, l'hôtel payé par une association, par la manche, le RMI lorsqu'ils viennent de le percevoir. C'est pourquoi nous avons fait le choix de traiter dans un premier temps les personnes fréquentant les dispositifs, notamment les centres d'hébergement et autres structures étatiques ou associatives puis dans un second temps nous parlerons des personnes refusant la prise en charge en CHRS, « échappant » en quelque sorte aux dispositifs mais qui peuvent par ailleurs avoir un recours ponctuel, essentiellement aux associations caritatives ou bénéficier de « cet aller vers » caractérisant aussi le modèle d'assistance⁵⁶⁰. Dans tous les cas, ces biographies ponctuées de souvenirs douloureux, les sujets SDF rencontrés ne les racontent pas spontanément. S'il arrive qu'ils le fassent d'eux mêmes, bien souvent il faut tout doucement sans les forcer, les amener à évoquer leur parcours.

Devant le poids des douleurs, souvent le sentiment d'être trop intrusif et alors les questions prévues apparaissent complètement dépassées, à la limite irrespectueuses, devant la souffrance exposée. Les sujets SDF, « stars de la pauvreté » en permanence

⁵⁵⁸ LACAN J., *Le Séminaire, tome 11 : Les Quatre Concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Paris, Seuil, Points, 1990, 312 p.

⁵⁵⁹ LOWEL A.-M., *Santé mentale et société*, la documentation française, collection Problèmes politiques et sociaux, n° 899, avril 2004.

⁵⁶⁰ Se reporter en 1^{ère} partie, 2.1. L'errance dans l'agglomération nantaise

sollicités et sur sollicités pour se raconter ont une idée précise de ce qu'il peut être attendu d'eux et mettent en scène avec force détails leur biographie, histoires parfois complètement échevelées, difficile à restituer, tant il y a d'incohérence. Séparant mal le réel de l'imaginaire, ils vivent de souvenirs fictifs. Ainsi, P. veut se différencier et déclare ne pas inventer des choses, ni vivre dans le passé comme certains ne cessant de clamer qu'ils ont des relations en haut lieu. P., lui, connaît bien Jean-Marc Ayrault : « *Tu sais, si je voulais, je n'aurais qu'à passer un coup de téléphone – et bien, fais le ! Téléphone !* (lui disent certains agacés par ces propos récurrents) – *Ca va pas, j'ai ma fierté, moi !* ».

Nous avons été aussi confrontés à l'onirisme social, à la propension de certains sujets SDF à raconter des histoires rocamboliques, à occulter ou modifier certains éléments de la réalité. A ce propos, le fantasme de transfert du client du travailleur social qui prétend avoir des diplômes dans ce domaine est très fréquent. Cela nous fait penser au cas de P. qui fait preuve de ce que nous pourrions qualifier d'onirisme social et que les structures d'accueil, voire les autres sujets SDF ont beaucoup de difficultés à supporter, omettant, du moins pour les professionnels de reconnaître là, une stratégie de survie psychique. Le mensonge, ils le font moins à nous-mêmes qu'à eux-mêmes. Ce n'est pas une si mauvaise manière de résister aux assauts que la pauvreté mène contre la personnalité. Zones d'ombres, souvenirs douloureux, de séparation, consciemment ou inconsciemment tues, émergent inéluctablement d'une façon ou d'une autre : D et son séjour à Fleury Mérogis ou apprendre inopinément que certains étaient père de famille. A l'issue des premières rencontres, nous pouvons remarquer que, lorsqu'ils évoquent ce qui les a amenés à la rue, quelques sujets SDF parviennent à exposer le fil conducteur. Les premières raisons énoncées sont les raisons immédiates, celles qui les ont précipités à la rue, des raisons ayant leur part de vérité mais occultant aussi le long parcours de désaffiliation qui commence bien avant le départ du logement.

« Comme je vivais à l'hôtel, je louais une piaule au mois. A un moment, je suis parti vivre avec une copine. Au départ, cela s'est très bien passé mais au bout d'un moment de temps, j'ai été viré. Quand je suis retourné à l'hôtel, je n'avais pas payé, ma place était prise. Donc, j'ai été doublement mis à la rue. C'était en août 2003. A ce moment-là, j'étais en fin de mission, donc j'ai arrêté de chercher du boulot et, avant de faire le 115, j'ai été un mois dans la rue. J'ai mis tout mon pognon dans l'alcool. Je dormais dans les trains, j'ai même été réveillé dans la nuit par les gardes avec leurs chiens. Il ne faut pas être cardiaque ».

« Moi, c'est une histoire financière, de dettes, c'est le bazar, la négligence. J'ai pétié les plombs dans mon boulot ». (P. J. Foyer St Benoit).

« Moi, je suis quelqu'un qui peut faire des choses et qui peut aussi tomber très bas. Là, volontairement, j'ai tout laissé tomber, le boulot, rompu le contact avec ma mère, pas envie de parler à des gens à l'extérieur. Donc, le 115, Brin de Causette à une période. Je suis resté un mois dehors jusqu'au 15 avril où je me suis décidé à faire le 115. Je m'étais arrangé mais l'hébergement n'est pas évident pour soi-même et pour eux, faire leur vie en fonction du fait qu'ils ont une autre personne chez eux. C'est ça qui a fait que j'ai fait le 115, je n'ai fait qu'une seule nuit au Champ de Mars en urgence et, après, ici. C'est la seconde fois. Cela a été très vite du fait que j'avais un contrat de séjour. Donc, en urgence qu'une seule nuit, ici, je suis entré en CHRS. ». (W. Foyer St Benoit).

Il est aussi important dans cette dynamique de compréhension de s'interroger sur ce que nous nommons les **violences humiliantes** : la personne qui appelle au 115 est

dans l'**obligation** de demander une aide, une nécessité souvent liée à une question de survie donc, ils se sentent souvent contraints de se soumettre à ces procédures et d'accepter une relation dans laquelle ils se sentent dominés. L'humiliation qui vient d'abord de cette obligation de se soumettre peut être entretenue par le sentiment d'être **traité comme un objet** et même parfois **méprisé**. C'est d'ailleurs plus dans le fonctionnement du système que dans la nature des relations avec les professionnels du 115 que le sentiment d'humiliation se développe : un fonctionnement impersonnel centré exclusivement sur le respect des procédures, le filtre sécuritaire.

On peut le percevoir à travers trois caractéristiques :

- L'attente

Quand une personne compose le 115, bien souvent un message annonce que l'appel ne tardera pas à être pris en charge, le même discours se répète plusieurs fois et puis soudain le message change et demande de renouveler son appel, les lignes étant saturées. La personne recommence encore et encore. Si elle n'a pas abandonné, elle finit par obtenir un interlocuteur. Dans la plupart des cas, celui-ci s'excuse, toutes les places en hébergement sont complètes, l'appel a été vain.

« J'ai commencé à faire le 115, en ayant lieu de ne pas couper quand cela arrivait à passer. Car on nous dit de téléphoner à 18h30 mais ce n'est pas 18h25, il est trop tôt : ils ne savent pas. C'est bizarre, 5 minutes après, ils ne savent pas s'ils ont des places ou pas et sur Nantes, je ne sais pas combien de personnes peuvent faire le 115, mais j'ai vu des fois commencer à 18h30 et avoir une ligne à sept heures et quart, tout ça pour te dire de retéléphoner à 21h30. Une fois, ça m'est arrivé : à 21h30, rien du tout. Pour garder le moral, il faut être de bonne consistance. Ce soir-là, j'ai bu une bière. En plus, quand on te dit au 115 : « Bien oui, Monsieur, c'est comme ça. J'en ai entendu plein de paroles mais si on n'agit pas... ». Une anecdote : j'ai été un soir, je commence à faire le 115 à 18h30, je me suis retrouvé en maillot de corps, l'angoisse, plus envie de les insulter car au bout d'un moment... jamais tu n'as le droit. Tu aurais envie de leur dire « Vous vous foutez de ma gueule ? » mais, si tu leur dis ça... je ne l'ai jamais fait mais certains s'en sont mordus les doigts ». (Y. B. Foyer St Benoit)

Une partie de ces personnes rencontrées inscrivent leur système de survie dans la fréquentation assidue et réglementée des institutions d'aide sociale assimilées et ont mis en pratique les préceptes essentiels de l'aide sociale : ne pas se laisser aller, ne pas céder à l'envahissement des stigmates de la rue. « Ce que le sens commun des sous-prolétaires résume en spécifiant « je ne suis pas un clochard », figure habituelle de celui qui abandonne toute dignité corporelle ». ⁵⁶¹

« J'avais déjà vécu un mois dehors, j'avais décidé d'arrêter de boire donc, ça motivait car je veux m'en sortir. Retrouver du boulot, un appartement » (Y. B. Foyer St Benoit)

Nous aurons aussi le témoignage de S qui doit faire le 115 le lundi, hébergé le jeudi matin jusqu'au lundi matin, puis de nouveau téléphoner le jeudi matin. « Des fois, on a du mal à les avoir, il faut attendre $\frac{3}{4}$ d'heure, une heure, 3 heures, l'autre fois, j'ai du le faire quatre ou cinq fois dans la journée. Ça, c'est stressant aussi. Moi, j'y vais, c'est pour me laver, pour manger ». (S. entretien à la Pass)

⁵⁶¹ Se reporter aux propos au sujet du bon pauvre in PICHON P., *Survivre sans domicile fixe, Etude anthropologique sur les formes de maintien de soi*, op. cit.

« *Tout ça, cela vient de faire le 115, c'est très bien mais si, au départ, ces gens-là avaient été pris comme il fallait, ils auraient où dormir... mais, petit à petit, on les a laissés dans la rue, cela s'est engrainé. Maintenant, ils ne veulent plus faire le 115. Sur un mois et demi [il note tout sur un carnet], ce que j'ai fait pour être pris en CHRS chaque jour, il y avait quelque chose, un plus, une démarche de ceci ou cela. Au bout d'un mois, j'en avais même marre, l'impression de patiner dans la semoule, je n'avançais pas, j'avais cette impression-là. Et la suite est venue ».* (Y. B. Foyer St Benoît).

- La porte tournante

« *Le Champ de Mars, Foyer Saint-Benoît. Il n'y a qu'une nuit où j'ai été à Vertou, Saint Yves. Quand je suis rentré en CHRS, j'ai fait le 115 le jeudi à 9h30 ; on te dit tu es pris pour 4 nuits à Saint Benoît. Je vais à Saint Benoît le jeudi soir, j'arrive, mais je me dis que je ne suis là que pour 4 jours. Ce n'est pas encore ce week-end que je serais pris en CHRS, tu te mets cela dans la tête. Le vendredi matin, je ne sais plus ce que j'ai fait, le midi j'ai été à l'Oasis, l'après-midi, je ne sais plus, je rentre vers 19h00, on me dit : « Monsieur B. vous changez de chambre ». Est-ce que tu crois que le matin, quand je me suis levé, j'allais savoir que le soir, j'étais pris en CHRS ? ».* (Y. B. Foyer St Benoît) Y. a d'ailleurs trouvé important, au CHRS de pouvoir se reposer, rester allonger sur un lit : « *Il n'y a pas que les pattes qui ont droit de se reposer* ».

Ce témoignage souligne aussi la **différence entre se poser et se reposer** ; différence que souligne un homme qui avait obtenu une place d'hébergement au Corbusier, « acquise » pour 5 jours. A la remarque sur le **fait de pouvoir se poser**, il rectifie « **pas se poser, mais se reposer** » précisant qu'**il ne peut pas se poser car cela reste précaire en plus des changements de lieu**.

D'autres remarques similaires nous seront faites, « *Arrêter leur manie de fermer les foyers les étés, ça c'est encore une chose aberrante, les gars sont dans la même détresse l'été que l'hiver, il fait froid mais vous avez mis une personne dans un lit tout l'hiver, et l'été vous le remettez dehors, dormir dans un duvet, chercher tous les soirs un endroit pour dormir. La personne qui se retrouve toute la journée dehors, ce qu'elle sait faire, c'est boire. Par contre, s'il y un endroit ouvert la journée où il lui est permis de rester, où elle pourra discuter quand elle en a envie, là on aura fait un grand pas* ». (P.P Foyer St Benoît).

Ainsi lorsque nous croisons B. en attendant le tramway à la médiathèque vendredi 23 janvier 2004, il nous salue : « *je savais bien que c'est quelqu'un que je connaissais* ». Quand nous lui demandons comment il va depuis la veille où nous l'avions rencontré au Foyer Saint-Benoît, s'il a bien digéré le repas chinois. Ce dernier commente : « *c'était bon ! Cela change des barquettes* »⁵⁶².

Il doit refaire le 115 lundi matin, ajoute que ce n'est pas une vie : « *devoir se lever tous les matins à 6h30, quand on n'a rien à faire. Ce qui est bien à Saint-Benoît, c'est qu'on peut se lever jusqu'à 9 heures. Le pire, c'est le dimanche où il n'y a rien à faire* ». Va bientôt percevoir les Assedic (environ 800 euros par mois), ainsi, il va rechercher une chambre et du travail en intérim. Ce qui actuellement pour lui n'est pas

⁵⁶² Le service s'effectue ainsi dans d'autres foyers.

envisageable : « Je ne sais pas où je suis le soir ». Dit être dehors de 8 heures à 20 heures : plus fatiguant que de travailler. De plus, où aller ? La gare, il dit que c'est un lieu avec de mauvaises influences, « *l'un d'entre nous à un litre de rosé, on goûte, et puis cela permet de passer le temps* ».

- Le contrôle

« *J'ai toujours insisté jusqu'à ce que je sois pris en CHRS même si des fois, je saoulais. En appelant à 9h30 le matin, tu n'as rien du tout mais juste le fait d'insister, dire que j'existe. Eux aussi te demandent à chaque fois si tu fais tes papiers et tout ça* ». (Y. B. Foyer St Benoit)

« *S'ils sont par exemple à la gare dans une cabine, que peuvent-ils observer ? Que tout s'agite autour d'eux et qu'eux sont là, immobiles, pétrifiés, inutiles* ». Cela interroge le temps. Le fait de considérer que le temps d'une personne est moins précieux que le sien ne conduit-il pas à dévaloriser cette personne, à la déconsidérer ?

« *Les ASSEDIC. Je sens qu'ils me jugent mais c'est peut-être mon complexe. Déjà, dès qu'on est à l'ANPE ou ASSEDIC, ils partent du principe qu'on que cela à foutre, ils nous baladent d'un endroit à un autre en se moquant de nous. Une fois, ils m'avaient donné rendez-vous dans une agence autre que celle dont je dépendais, on m'avait répondu : « Vous comprenez, vous n'avez que cela à faire, vous n'allez pas dire que vous êtes dépassé par les événements ». Vous êtes à notre disposition !* » (P. J foyer St Benoit).

A s'interroger sur ce dont l'homme a besoin pour vivre, on risque d'oublier la personne elle même. Une personne n'est pas une addition de demandes ponctuelles même si elle a des besoins multiples. Peut être a-t-elle aussi une grande difficulté existentielle ? Par ailleurs, à l'équipe mobile sociale, le constat est fait que des usagers souhaitent dire des choses sur l'organisation de l'urgence.

« *Le problème est de trouver des structures qui puisse permettre de laisser assez de temps pour la personne de s'en sortir, ce n'est pas en étant dehors qu'on trouvera un travail, ne serait-ce que le premier mois, il faut trouver à manger, trouver des structures pour tenir. Le 115, pour le foyer après bouche à oreille car il y a des endroits qui sont plus faciles en termes d'accès, selon les ressources. Avant le problème, les foyers que j'ai faits, j'ai été pris dix jours, quinze jours, voire un mois mais en un mois, on ne peut rien faire. Moi, et il m'a fallu déjà un mois pour transférer mes papiers de Perpignan mes droits ont été ouvert pourtant il y a des foyers qui ne vous prennent que trois jours. Il arrive un moment vous dormez dehors, changer de ville pour trouver un foyer mais c'est toujours pareil, c'est toujours du provisoire, et avec le provisoire, on ne peut rien faire. La, ici, j'ai trouvé de quoi me poser, mon contrat est de six mois, voire renouvelable si il y a de la matière derrière mais au moins en six mois, je sais déjà que j'ai six mois pour faire les papiers, me reposer et pour me reprendre, car on ne sort pas de six ans de rue comme ça aussi facilement, au début j'ai cru que cela allait être plus rapide, facile mais il y a plan de trucs qui rentrent en ligne de compte, ne serait-ce qu'au niveau mental j'ai cru que j'allais faire mes papiers, démarrer mes recherches d'emploi, mais je m'aperçois que ce n'est pas si facile que ça, il y a tout un système au niveau du mental qu'il faut bien cadrer avant pour voir repartir correctement. Si vous n'êtes qu'un mois dans un foyer, vous n'avez pas de suivi, cela devient plus dur* ». (P. P Foyer St benoit).

Au Champ de Mars, comme dans les autres foyers d'accueil d'urgence, il y a interdiction d'inscrire les sujets SDF pour une certaine durée. Un soir où nous y sommes, un homme, pour qui c'est la première fois demande s'il peut rester jusqu'au lundi. On lui répond que c'est impossible, il doit retéléphoner demain. « *Mais c'est le 1^{er} novembre ! – C'est pareil – Votre crayon ne peut pas déraiper et inscrire jusqu'au 3 – C'est moi qui dérape si je le fais* » réplique le veilleur. « *Pourquoi il y en a qui ont des bons de trois jours, que faut-il faire ? – Cela dépend des personnes* ». Ainsi, les personnes hébergées se retrouvent à la rue chaque matin et sans assurance de pouvoir revenir le soir, au moins pendant plusieurs jours. L'expérience montre que la démarche d'inscription est difficile. La rendre quotidienne et hypothétique démotive et écarte les personnes les plus fragiles, pourtant prioritaires dans le projet initial.

Les différents services proposés sont-ils destinés à sortir de la misère la personne où à lui permettre d'y vivre ? Ainsi nous dit ce SDF : « *Il faut se déplacer partout dans Nantes en long et en large et en travers : rue Fourré pour dormir, à l'Oasis pour manger, quai Baco pour la douche et du coup on perd notre projet, on est moins disponible et on néglige les démarches* ». Ne d'agit-il pas de passer d'une logique d'aide à une logique d'acteur, promouvoir des lieux institutionnels d'expression ?

La création de service unique pour SDF au CCAS, répond au fait de ne pas favoriser un accompagnement éclaté entre divers types d'accompagnements. Que vaut l'accompagnement social dans le logement ou le retour à l'emploi s'il ne s'intègre pas à un accompagnement social global ? Aujourd'hui, en matière d'accueil, d'hébergement, le morcellement de la prise en charge s'illustre dans l'extrême diversité des durées d'hébergement selon les structures et la multiplicité croissante des formes d'accueil et de logement temporaire. La priorité en direction de ce public doit être de privilégier un mode de prise en charge stabilisant. D'où des modes d'accueil de longue durée et une prise en charge où n'est pas fixée a priori une limitation de durée d'accueil et d'hébergement.

La dimension résidentielle

Les itinérants ont en commun d'être, à un moment donné de leur vie, sans abri, de ne pas avoir un toit sur la tête. Ne pas avoir de logis est synonyme d'être « sans adresse », ne pas être « *reconnu ni socialement, ni sur le plan administratif*. » N'avoir plus accès à un domicile dans une société, c'est être dépossédé de la « *cellule de vie [représentant] le point d'ancrage essentiel, le lieu où l'on se retrouve, avec soi-même ou avec les autres, où l'on a son bien et ses habitudes -- et aussi, [...] le référent au regard de la police et de la justice -- [...] c'est le malheur fondamental, celui qu'il est impossible de dissimuler*. » N'avoir plus de logement, c'est se retrouver « dans la rue » : c'est d'être toujours dehors, en contact permanent avec l'autre qui va faire vaciller le sol de ses habitudes. C'est d'être soumis à un subtil traité des apparences. C'est une discipline – vivre 24 heures sur 24 – très exigeante dont les pôles ordinaires pour l'homme de la rue s'inversent : l'intimité est totalement dehors, et la rencontre de l'homme ordinaire est comme une tourmente qu'il faut déjouer. C'est apparaître à l'autre (vêtement, son corps, ses odeurs...), c'est organiser une escalade pour trouver une sphère de convenance dans laquelle faire escale. C'est vivre dans un lieu-espace avec des règles d'affinité très sévères, un rituel de cohésion entre pairs sans pitié.

Au bout d'un certain temps de familiarisation avec le système, les sans abri savent ce qu'ils peuvent raisonnablement espérer et finissent par s'« orienter » tout seul dans les dispositifs. Pour flottants et évincés de la scène sociale, pour inoccupés ou

assistés qu'ils soient, ils n'en ont pas moins une organisation matérielle de vie. Cette organisation s'appuie sur une manière personnelle de tirer partie des offres auxquelles ils ont accès et cette exploitation des ressources disponibles nécessite une véritable ingénierie de leur organisation qui demande du temps, réflexion, évaluation. Une organisation pratique qui peut se transformer en un véritable style de vie qui procure une certaine stabilité dans l'instabilité. Pour certains une maîtrise du système d'offres. Certains sont hébergés au foyer depuis des années, ils y sont présents de manière continue. Lorsque certains soirs, ils ne rentrent pas, le personnel s'inquiète.

Ces différentes situations sont en liaison avec la durée dans la rue mais aussi avec l'origine sociale des personnes, le niveau de formation, leur âge.

« Pour moi, le refus de certains foyers, endroits pas fréquentables, sales. On dort une nuit dedans quand on ne connaît pas mais on évite d'y retourner le lendemain. Il y a des fois, il vaut mieux dormir dehors que dans certains foyers. Certains endroits, la douche à l'entrée, mais les jours suivants, on ne demande rien, problèmes d'hygiène. Pas toujours de personnel médical » (P.P. Foyer St benoit).

« Brin de Causette, c'est bien, une solution pour des gens qui sont à la rue, cela peut donner des repères, une solution à la journée. Mais pour moi, le danger, c'est de prendre cela comme un repère et, du fait que l'on n'ait rien à faire, on va aller là tout le temps et cela ne donne pas de solution. A la limite, même si on a quelque chose à faire dans la journée, on va dire non, on ne va pas le faire, car on y rencontre des gens, on boit un café. Le premier jour, on passe 5 minutes pour un café. Le deuxième jour, un quart d'heure et on finit par y rester toute la matinée. J'ai préféré arrêter, car quand on y est, on y stagne. Par exemple, les Restaurants du Cœur, je n'y vais pas du tout, je préfère rester dans ma merde », (W. Foyer St Benoit).

« Ceux qui ont les moyens, il se paie Claire Fontaine ou Pierre Landais, mais les gens qui sont là-bas, personnellement, j'y suis allé quelquefois mais, à chaque fois, des embrouilles : tu t'installes, on te dit : « dégage, c'est ma place, c'est là que je mange ». Comment veux-tu supporter cela ? Ils ont l'habitude de manger à cet endroit et pas autre part. Il faut admettre qu'il y a pas mal de « yo-yo ». Les services psy, ils s'en occuperaient un peu plus, il y aurait beaucoup moins de gens soit disant dans la misère. Nous qui y sommes, on est obligé de subir. Tu as déjà été à la Maison Bleue⁵⁶³ ? C'est ça, eux, ils sont chez eux, dans leur petite planète. Moi, j'ai ma petite planète à moi. Moi, j'arrive à gérer, il y a des gens qui n'y arrivent plus ». (P)

L'étude du phénomène dans sa durée à travers les types de ressource dont disposent les personnes qui évoluent au cours du temps et des cycles de vie, peuvent permettre d'expliquer la plus ou moins grande facilité qu'elles ont à retrouver un logement et à le conserver, ou se retrouver de nouveau sans domicile. Pour certains, avoir ou ne pas avoir de logement n'a pas toujours une signification importante, les situations peuvent changer facilement. Un logement peut être aussi facilement perdu qu'il a été trouvé. Si certaines personnes sont plus sédentaires que d'autres, la plus part n'ont pas de domicile fixe. Elles alternent des séjours dans divers hôtels, chez des copains, dans les squats, sous les ponts.

« J'étais déjà avec une copine. Là, cela avait été un choix comme on avait décidé d'être ensemble, je me suis installé chez elle. Ce n'était pas à mon nom. Je n'ai pas été foutu à la porte mais j'ai trouvé l'hôtel : pas de cautions à donner et, étant seul, je n'y

⁵⁶³ Maison de Rezé, structure d'accueil de jour.

étais que le soir, travaillant dans la journée. Pour moi, c'était une solution de facilité. Aujourd'hui, je ne veux plus l'hôtel car si j'avais eu mon appartement, même si je n'avais pas payé mon logement, je n'aurais pas été dehors.». (Y.B. Foyer St benoit). Il nous dit qu'il aurait pu réagir **avant de tomber**. Il avait eu des signes par rapport à l'alcool, des problèmes dans son travail et avec sa compagne, par la suite, le non paiement de l'hôtel où il a laissé ses affaires n'ayant toujours pas réglé ses dettes.

Les dettes accumulées face aux impôts, aux loyers impayés reviennent dans plusieurs discours et, dans ce cas, la rencontre avec le jeu a été pour certains un des facteurs précipitant le fait de se retrouver à la rue.

« À propos des rêves de prospérité, le jeu constitue une autre incarnation du fantasme d'une prospérité improbable. Pour un individu qui dispose de peu d'argent, les jeux de hasard sont les séduisants miroirs aux alouettes d'espoir tristement impossible. De fait, face aux occasions rarissimes d'investissement financier, face aux sommes risibles dont disposent d'habitude les pauvres, les jeux de hasard passent volontiers pour une forme très imaginative de capital risque. Et le rêve du coup de chance inespéré oppose régulièrement la fortune imminente aux pertes répétées. Le fait de perdre constitue une expérience différente pour ceux qui ont peu d'argent. Le fait de perdre n'est pas seulement un drame financier, une catastrophe insupportable, c'est aussi une humiliation. Tu espères trop, tu as trop besoin d'argent. Tu regardes les joueurs prudents accepter leurs gains et leur perte avec une égale insouciance. Ils semblent habiter le monde réel, ce monde dont tu es soudain exclu »⁵⁶⁴.

Il y a des précédents à la rue. La vie d'une personne peut être si intolérable que la rue et l'errance représente la moins pire des solutions, une alternative envisageable. Certains allaient vivre à la rue justement lorsque cela n'allait vraiment plus, qu'ils n'avaient plus la force de lutter et que leur quotidien devenait invivable.

Certains disparaissaient ainsi un certain temps et réapparaissaient lorsqu'ils allaient mieux « *Pour l'appartement, j'avais commencé sur le Mans à faire un dossier F.S.L. mais pas évident de trouver un propriétaire c'était dans les deux premières années, n'arrivant pas à trouver d'appartement, on ne pense pas dans le système du long terme au niveau de la rue. Puis, cela continue. Au début, je suis resté deux ans et demi au Mans avant de commencer à bouger, car je ne voyais rien là-bas. Donc, j'ai essayé de voir ce que je pourrais trouver ailleurs. Après, je suis passée dans une période « plus pour les vacances » en Italie, Espagne, Angleterre. Après, au retour en France, Paris le virus de bouger tout le temps après ce dernier étant, trouver une structure qui me prennent assez longtemps pour pouvoir souffler, mes parents ont beaucoup déménagé, c'est parti là-dessus. Aujourd'hui cela me gêne plus. Ce qui parut dure est se refaire des connaissances* ». (P .P foyer St Benoit).

Nombreux sont ceux ayant connu des déménagements qui ont rendu pratiquement impossible l'expression d'un sentiment d'appartenance à un milieu social et perturbé leur processus de socialisation dans l'enfance et l'adolescence, sans compter les répercussions au niveau de leur intégration dans un groupe de pairs, dans les milieux scolaires. Ainsi, un logement signifie pouvoir habiter ce logement, ce qui pour certains, est une véritable gageure. Le vide affectif est souvent le seul compagnon. A moins de se retrouver ou de continuer à fréquenter des milieux de socialisation marginaux.

⁵⁶⁴ MCLIAM WILSON R., WYLIE D., MATTHIEUSSENT B., *op. cit.*

« *Je ne me sers pas du système social. Là, c'est une transition. Brin de Causette, c'était par bouche à oreille. Puis, le fait de se retrouver à la rue, on rencontre des gens, on finit par rester en petit groupe, ensemble* ». (W. Foyer St Benoit).

Les demandes d'aide restent prises dans cette logique de survie (hébergement d'urgence, nourriture, soins médicaux en général très tardifs) et souvent les réponses apportées renforcent cette spirale de la marginalisation.

« *Les foyers comme le Champ de Mars, tu rentres le soir et tu ressorts le lendemain. Il y a des jours, il flotte, tu n'as aucun endroit où aller, surtout le week-end, tout est fermé. Cela m'est arrivé des dimanches où il flotte, tu as ton sac à dos, tu ne sais pas où aller, tu n'as pas de fric sur toi, tu fais comment ? Il n'y a **aucun accueil de jour**. Ça va, je ne suis pas en sucre.*

*Les ouvertures administratives. Les autres lieux comme la gare, avec les nouvelles lois, je me suis fait réveiller une fois, une nuit dans le train, avec un rotveller ... il a beau avoir une muselière ! J'ai dû leur dire (je ne suis pas peureux) : « Reculez que je sorte ! ». En plus, quand ils te parlent, c'est comme les flics, aucun respect, **tu es une merde pour eux**. Si un jour, j'en vois un, maintenant que je vais mieux, je lui dirais ses quatre vérités : **Maintenant, je suis là, je suis debout maintenant, on ne va pas parler de la même façon** ». (Y.B. Foyer St Benoit).*

Certains, comme le dit Serge Paugam, ont intériorisé leurs conditions marginales et cherchent avant tout à subvenir à leurs besoins immédiats. « *Je me laissais aller, mal rasé. J'allais de temps en temps à la laverie, enfin, aux bains douches, mais je me laissais aller. Il y en a qui se seraient dit : « On ne le reconnaît plus »* ». (Y.B. Foyer St Benoit).

Certains arrivent à une forme de reconstruction par le biais d'une appropriation sociale (lieux où ils dorment, où ils font la manche) par les relations avec les autres compagnons de galère, par l'utilisation plus ou moins organisée de système d'aide et parfois aussi par une forme de renarcissisation au travers de l'acceptation sur un mode souvent ludique de la condition marginale. Ainsi la rue de Verdun, place du Change⁵⁶⁵ ont été occupées chaque jour par un groupe composé d'hommes appelés les « habitués ». Le lieu fonctionnait comme un espace d'accueil et ils ne demandaient d'ailleurs rien de plus. Les coordonnées subjectives de la personne : le rapport à l'espace, le temps, la relation doivent être prises en considération ; un endroit où se poser, permanence de soi, permanence de la résidence. Un besoin de stabilité parfois perturbé. La sécurité psychique est dépendante aussi de la stabilité que peut offrir le logement. Pour que le repos et l'intimité soient complets, un minimum de stabilité est nécessaire. **La perspective de réussir à devenir locataire permet de projeter à plus long terme, d'établir davantage de projet et d'investir vraiment son habitat. Sans bail glissant, le sentiment de stabilité est parasité. La personne sait qu'à moyen terme, elle devra peut-être partir et chercher un autre logement.**

Ainsi, nous avons connu lors de nos permanences à Brin de causette, M., homme de 36 ans, métis (nous ignorons son origine), de taille moyenne, mince, portant quelques tatouages. Il a un fils âgé de 16 ans placé à la demande de ce dernier en foyer. Il s'est séparé de la mère de son fils quand il avait 6 ans. Elle est, selon lui, complètement au prise avec le Bouddhisme. Il a vécu quatre ans avec une amie ; alors

⁵⁶⁵ Aujourd'hui, il n'y plus de possibilité de s'asseoir sans consommer, des terrasses de sandwicherie occupent la place.

qu'ils devaient se marier en juillet, se sont séparés en juin. Il dit que c'est un peu à cause d'elle qu'il s'est retrouvé à la rue. Lors de notre venue, il nous montre différentes pièces de son logement, s'excuse pour la cuisine : il y a du sang qui a giclé partout, il s'est coupé au doigt, il est hémophile. Il nous propose de nous installer dans le salon. Il nous dit que le canapé et la table basse étaient déjà là à son arrivée. Il a différentes plantes dont des cactus, des livres, une télévision, un radiocassette. Il nous offre un café puis un verre d'eau. Lui consommera du rosé et deux joints. A un moment, il nous dit : « Tu vois, je t'avais invité à prendre un café, maintenant, c'est fait ».

La visite des lieux permet de se faire un « bricolage imaginaire » de l'espace. Signe qu'il pouvait se projeter mentalement et commencer son appropriation du logement.

Il nous montre différentes photos concernant son fils, sa famille d'avec laquelle, dit-il, il a rompu les liens. Ils n'ont rien fait pour lui. Sa mère est morte l'an dernier, il l'a su un mois après par une de ses sœurs. Fratrie composée de 7 enfants mais de père différent, sauf lui et deux sœurs. Chacune est mariée mais il ignore les noms de famille. Originaire de Strasbourg. Il a vécu jusqu'à l'âge de 6 ans avec sa mère puis placement dans un foyer de 6 à 18 ans. Sa mère buvait, il évoque aussi le fait d'avoir été battu à coup de ceinture et serpillière. Différentes villes, différents foyers. A obtenu un CAP de mécanique auto, BAFA, BEATEP. Il évoque aussi le fait qu'il soit séropositif depuis deux ans, maladie non déclarée.

Il a un intérêt pour le dessin. Il nous montre d'ailleurs quelques dessins en nous disant « *je commence mais je ne finis pas* ». Il fait aussi du macramé. Il nous montre les photos de ses camps d'animation. Il en a fait pendant 7 ans, y compris pour la ville de Nantes, dans un centre socioculturel. Le week-end, il était intermittent du spectacle – éclairagiste – puis, un jour, il en a eu assez, envie de passer à autre chose. Il parle beaucoup des enfants, a travaillé dans des écoles. Il nous montre des affiches qu'il créait du temps où il était animateur, il nous dit que, ça aussi, il a arrêté pour passer à autre chose. Quand nous demandons s'il a trouvé cette autre chose, il nous répondra que non.

Par rapport à la rue et au logement, il dit avoir tourné la page mais le plus dur est de tenir et, pour l'instant, il y arrive. Le sentiment d'une grande pression par rapport aux autres. Il nous fait part de la difficulté à se retrouver seul dans un appartement. A un moment, il parlera d'identité, de place. De même, il dira que cela travaille beaucoup son fils, ses questions sur la famille, les origines mais il nous dit ne pas pouvoir lui répondre. Il n'évoque absolument pas son père.

Il a vécu 4 ans avec une amie puis à la rue. De plus, c'est un logement intermédiaire, cela rentre dans l'accompagnement social, travail ou RMI. Il nous montre d'ailleurs les documents qu'il doit remplir avec la conseillère en économie sociale et familiale il nous dit qu'il doit faire différentes démarches dont celle de s'inscrire à l'ANPE alors qu'il est au RMI et est radié des ASSEDIC. Il dit être à jour dans ses papiers. A un moment, il précise que c'est un contrat renouvelable deux fois avec une durée de trois mois chacun. En principe, il devrait le quitter le 25 juillet, date d'entrée le 25 avril. D'ailleurs, pour lui, difficile de se poser car il ne peut pas le décorer comme il veut ou ramener toutes ses affaires car il sait que c'est provisoire. A lui de rechercher un autre appartement. Il s'est inscrit à Nantes habitat. Il nous dira plusieurs fois : « Tu vois ce que c'est un appartement social ». Il lui a fallu trois mois pour arriver à se poser mais, dit-il, il ne peut pas être complètement chez lui car, dans quelques mois, il doit repartir. C'est, pour lui, source d'angoisse même si la conseillère lui a dit qu'on ne lui a pas donné un logement pour qu'ensuite il retourne à la rue. Il nous dit qu'il ne voit pas le

temps passé, déjà au 15 juillet, il ajoute qu'il lui a fallu ces trois mois pour mettre à plat ce qu'il avait vécu.

Il dit lire beaucoup, manque de motivation pour le travail même si, dernièrement, il a contacté le RASS, une association pour refaire son CV qu'il nous montre. Il a un logement, nous dit-il, mais il manque quelque chose d'autre. Il sort un plumier qu'il avait quand il était enfant. Puis, se lève, va chercher son livret scolaire du primaire à la sixième en nous disant « *Tu vois, j'étais en foyer* ». Il y a, en effet, le tampon du foyer. Il voyait rarement sa mère, sauf, dit-il, quand elle lui présentait un nouveau copain. Il dit avoir revécu avec sa mère durant son adolescence, puis, à sa demande, a réintégré le foyer. Il dit croire en quelque chose sinon, il se serait, depuis longtemps, jeté par la fenêtre. Il essaye de croire en lui et en la vie.

Ce qui nous surprend est le fait qu'il nous montre des choses de son passé, de son enfance : photos de son fils et de son ex amie, sœur, mère, livret de scolarité.

Il a plusieurs jeux chez lui mais dit ne trouver personne pour jouer avec lui. Ce matin, d'ailleurs, nous avons eu de la chance car il a pensé à venir à la Maison d'Accueil de Jour. Il les avait prévenus de notre venue. A un moment il nous dira que ce n'est pas évident de parler quand on ne connaît pas. Il nous dira aussi que cela fait du bien des matinées comme celle-là.

Cet échange nous permet une réflexion sur le logement intermédiaire. Difficile de demander à quelqu'un de se projeter quand, dans trois mois, il faut repartir. M. ne l'a pas plus décoré car ce n'est pas vraiment chez lui. Par rapport au quartier, il dit qu'il est bruyant mais que cela peut aller. Il y a des commerces et médecin et pharmacien tout proches. Il a souhaité un T2 car il souhaitait pouvoir recevoir son fils. Il n'en a pas de photos récentes. Il dira, à un moment, « *Voilà en gros l'histoire, on ne va pas rentrer dans les détails* ».

L'abandon des activités de rue libère du temps et laisse un vide dans le quotidien du sortant. Que faire de tout ce temps soudain libéré ?

Après l'urgence de la survie, le vide d'une journée « banale » peut sembler angoissant ; pour combler ce vide, la personne peut être tentée de recouvrir à ses activités de rue, mieux connues et plus sécurisantes. Ainsi depuis que M. sait qu'il va avoir un appartement, à chaque fois que nous le voyons, il est alcoolisé. Le seul repère qu'il semble garder est celui de venir à Brin de Causette tous les matins. « *On octroie aux gens un appartement pour 3, 6 mois, un an et, après, ils doivent en trouver un autre tout seul ... Parfois, je tourne en rond. Je continue de me lever à 6h30. En plus, c'est un grand appartement, difficile de me retrouver seul face à moi-même* ». (M.).

Pour Serge Paugam⁵⁶⁶, ne pas avoir de logement stable, être obligé d'habiter chez des amis, engendre souvent un sentiment d'angoisse face à l'avenir. Le statut de sous locataire, pas encore le signe d'intégration réelle. « *En passant par une association pour avoir un logement, on n'est pas encore inséré, on est à part, différent, donc pas vraiment fréquentables... Etre dans un logement d'urgence, ce n'est pas le top non plus* ». Le statut de sous locataire peut conférer une sorte d'exclusion, de stigmatisation liée aux conditions d'habitat. Les personnes parlent de leur logement comme d'un logement « d'insertion », « d'urgence » ou « précaire ». Leur projet principal est alors de trouver un autre logement car elles ne sont que de passage. « *Ca y est, tu vois ce que*

⁵⁶⁶ PAUGAM S., *La dynamique de la disqualification social*, Sciences Humaines, 1993, pp 16-21.

c'est un logement du CCAS » (M). Seul un habitat valorisant aux yeux de ses occupants conforte leur statut social, leur besoin de reconnaissance et leur permet d'habiter⁵⁶⁷.

Avoir un chez soi, c'est s'accepter comme quelqu'un, maintenir ou renforcer son identité. Que ce passe-t-il pour ceux qui sont en quête d'identité ? Pour ce passage au nouveau mode de vie, Bergier parle d'une « entreprise de déconstruction » qui appelle une mise en doute du sens que la personne attribue à sa condition. Cette déconstruction est fondamentale mais elle introduit un vide, une perte de repères qui peut être très angoissante. Remettre en cause le mode de la rue revient à remettre en cause ses choix et ou des orientations qu'on a données à sa vie, on se sent responsable. Assumer l'expérience de la rue est assumer entre autres que l'on n'a pas toujours agi comme on aurait voulu et donc avouer que sa propre volonté n'est pas fiable. En outre, remettre en cause le mode de vie à la rue revient à le considérer comme problématique et par conséquent à s'accepter soi-même comme sans abri, mendiant ou prostitué, c'est-à-dire accepter une identité négative. M. dit qu'il ne veut pas que les gens de la rue le rejettent car il a un appartement, continue en disant qu'il n'est pas évident d'avoir son propre logement : certaines connaissances « lui font la gueule », lui disant « *on ne te voit plus* ». Il dit que c'est dur de refuser. Par exemple, A. qui est illettré et qu'il aide à faire ses papiers ; en ce moment, il s'en occupe moins car, dit-il, « *tu vois que cela n'avance pas et, si tu continues, tu t'enfonces avec lui* ». En même temps, il est vigilant de ne pas accueillir trop de monde chez lui, « une sélection » car sinon « *on peut vite se faire envahir* ».

Il s'agit, par conséquent, d'une appropriation de son existence qui passe par la responsabilité. Si dans la rue, l'éventail des choix est limité, la sortie implique la notion de choix, choix qu'il s'agit d'assumer. Endosser la responsabilité d'un futur meilleur, affronter le succès alors qu'on n'a connu que l'échec. Comment assumer succès et acceptation alors que rejet, exclusion, échec représentent davantage un terrain connu. Entre l'abandon de l'ancienne identité et la construction de la nouvelle, il existe un sas, un no man's land, du sens, un vide, celui ou littéralement, le « je » n'est plus « rien ». Goffman parle d'une « identité souillée », dans le sens que, dans le premier temps, le regard que les autres portent sur la personne est marqué du « seau du doute et de la suspicion »⁵⁶⁸. La continuité de vie est possible quand on peut conserver des objets du passé et les faire vivre au présent. L'élargissement de la perspective temporelle a une incidence sur le rapport que la personne entretient avec les biens matériels. Ceux-ci acquièrent une valeur qu'ils n'avaient pas dans la rue, porteurs de souvenirs du passé ou fortune. Comme nous avons pu le décrire le mode de la vie de la rue est caractérisé par un refus des biens matériels, encombrants et inutiles, leur caractère permanent s'opposant à l'instantanéité de la rue. Cette permanence représente au contraire une garantie de stabilité dans la sortie. En investissant dans des biens matériels qui pourront lui servir plus tard, la personne prouve sa capacité à anticiper le futur, c'est-à-dire à dépasser le présent.

Pour Soullignon, il faut concilier le passé et le futur dans le quotidien pour investir un logement⁵⁶⁹. Un lieu de responsabilité et d'autonomie qui fait peur. Les gestes et les obligations qu'entraîne l'installation dans un logement sont des éléments à prendre en compte car ils peuvent perturber l'habiter. Les responsabilités et l'autonomie peuvent être autant attendues que redoutées. M. nous dira « *A l'entrée, j'ai cru qu'on voulait me mettre à l'épreuve, j'étais angoissé* ». Il dit aussi qu'il doit faire face à des

⁵⁶⁷ BONETTI M., *Habiter, le bricolage imaginaire de l'espace*, Paris, Desclée de Brower, 1994, p40.

⁵⁶⁸ GOFFMAN E., *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, op. cit.

⁵⁶⁹ SOULLIGNON B., op. cit.

responsabilités et que cela faisait longtemps : 8 mois qu'il est hébergé ou squattait et qu'il n'en avait pas eu. Par exemple, il prend un bain et shampoing ce matin, le ballon d'eau chaude qui s'arrête et il ne sait pas comment cela marche. Pour Isabelle Taubes⁵⁷⁰, les problèmes rencontrés au quotidien (réfrigérateur en panne, fuite d'eau) rappellent à l'habitant ses failles et sa vulnérabilité. Ce sera le cas de M. lors de la panne de son chauffe-eau. Certaines personnes plus fragiles peuvent trouver ces ratés angoissants voire même insurmontables et mettre ainsi en échec le relogement mis en place par l'organisme locataire.

Monsieur B. est un homme que nous avons rencontré à la Maison d'Accueil de Jour lors du plan hivernal. Aujourd'hui, il est au foyer des Olivettes pour les trois jours à venir – VSD comme il dit – puis doit se rendre à la CAO à 9h30, lundi matin.

Il nous reparle du squat où il logeait avant. Il s'agissait d'une cabane de chantier où il y avait une douche, du chauffage. Il y allait le soir, à la nuit tombée puis, le matin, partait avant l'arrivée des ouvriers. Tout le monde savait que quelqu'un venait car il y laissait, bien plié, son duvet et sa couverture. Il avait trouvé cette cabane par hasard. Puis, un jour, quand le chantier a été terminé, elle est partie. Lui, jusqu'à la semaine dernière, a continué à occuper l'immeuble en construction mais, vu le grand froid, il ne pouvait plus y rester.

Nous apprenons qu'il n'est pas originaire de la région. Pourquoi Nantes ? Il y était venu faire la saison. Il était artisan charcutier à son propre compte (8 personnes sous sa responsabilité) puis il a eu un accident. En fait d'accident, il nous dit qu'il a commencé à travailler « au noir » puis le fisc s'en est mêlé. Résultat : saisie judiciaire : en quelques mois tout a été saisi, liquidé. Il a également divorcé. Il nous dit que sa voiture a été rachetée par l'huissier. Lui a-t-elle servi d'abri à un moment ? Il est actuellement suivi par un travailleur social. Il avait refait une saison, puis plus rien. Il nous dit qu'il a perdu tout son réseau de relations, lui qui fréquentait des « grands ». Il vient quelquefois à Brin de Causette, cela lui permet d'être au chaud. Il garde une apparence physique impeccable. Il dit qu'il va se reprendre. Il ne peut intégrer le foyer qu'à partir de 20h15 pour un départ avant 8h00. Il passe ses journées à la médiathèque où il est au chaud et n'est pas exposé aux dangers et violences de la rue.

Alors que nous proposons plusieurs rendez vous à Mr B, il évoque toujours des motifs pour que cela soit remis, ainsi un matin, ce n'est pas possible de se voir car il y a une réunion nouvel arrivant, de plus, il a un rendez-vous à 10h45. Une autre fois, nous convenons d'un rendez-vous à 19h30, mardi prochain. Cependant, une personne du foyer vient nous dire qu'il a une commission de la part de M B, à savoir que celui-ci a un rendez-vous le mardi à 19h30, il le savait ce matin mais l'avait oublié. En fait, il fuit chacune de nos rencontres. Possibilité d'échanger quelques mots mais un entretien paraît difficile. Il nous semblait important de lui dire que nous ne voulons pas insister et que nous ne voulons pas l'obliger en lui proposant de se voir. Peut-être faut-il lui laisser l'initiative ? Le temps que Mr B. sera présent au foyer, chaque rendez-vous que nous avons fixé ne sera pas honoré, ce qui ne sera plus le cas le jour où il quittera le CHRS pour un appartement extérieur (appartement relais) possédant le téléphone et un portable, il nous donnera ses coordonnées nous disant : « si un jour, vous souhaitez venir prendre un café ». Était-ce car cette fois-ci c'est lui qui pouvait nous inviter, dans un espace où il allait être chez lui ? Comme si le temps où il était dans les murs du

⁵⁷⁰ TAUBES I., *Le lieu de tous vos états*, Le Journal des Psychologues, mai 2002, p.106.

foyer, cela n'était pas possible. Toujours est-il qu'à deux reprises nous nous rendons dans le studio qu'il occupe toujours et que nous aurons l'opportunité de faire une randonnée ensemble après laquelle il tient à nous inviter prendre un rafraîchissement dans un café, là aussi, c'est qui avait tenu à nous inviter.

Lors de ces rencontres, Mr B se livre très peu, parlant surtout de son quotidien, à savoir le poste en CES qu'il occupait, de sa guérison ; il avait été opéré, la vie seul dans l'appartement. Par rapport à son opération, il nous avait communiqué les dates ainsi que le numéro de la chambre de la clinique, il était prévu que nous lui rendions visite mais, au dernier moment, il nous avait semblé préférable de ne pas le faire. Une des questions était sur ce que cela pouvait signifier pour lui, quelle relation nous risquions d'instaurer ; nous l'appellerons cependant pour prendre des nouvelles.

Après avoir quitté le terrain, nous aurons l'opportunité de le croiser dans le tramway, c'est lui qui nous saluera le premier. Nous l'avions vu mais ne savions pas quelle attitude avoir. En effet après ces quelques mois de « désertion » de notre part, peut être n'avait-il pas le souhait que nous échangeons un bonjour. Ce qui ne fut pas le cas puisqu'il nous présenta sa fille de 11 ans et une amie à lui, venues lui rendre visite à Nantes. C'est ainsi que nous apprendrons qu'il était père, chose qu'il n'avait jamais évoqué quand il nous avait part de son divorce. Devant descendre normalement un arrêt avant eux, nous poursuivrons le trajet jusqu'à l'arrêt suivant. Il était toujours en CES et en recherche d'un logement. Ses coordonnées n'avaient pas changé et il nous proposa de le recontacter. Il ajoute qu'il avait essayé de nous joindre sur mon portable. Nous avons en effet laissé notre numéro mais ce dernier n'étant plus en service peu de temps après avoir quitté le terrain.

Cette rencontre nous a permis de mesurer à quel point c'est l'autre qui nous donne ce qu'il veut partager. Ce jour là, il n'était pas obligé de nous présenter sa fille, d'autant qu'avec la foule, nous n'avions pas remarqué qu'il était accompagné. S'était-il senti près, avait-il, depuis la dernière fois que nous l'avions vu, réinvesti sa place de père ?

Les ruptures de vie et les déménagements imposés fragilisent les personnes. Le logement sert de carrefour pour les relations qui se nouent entre les individus et la société⁵⁷¹. De même que leur organisation de vie est construite sur une certaine rationalisation, de même ces conduites répondent à une hiérarchisation des contraintes, un arbitrage entre coût et nécessité matérielle et profits symboliques, il est plus difficile de se passer d'un produit dont on est dépendant ou qui peut contribuer à faire oublier les problèmes que de nourriture

« Moi, j'ai toujours fait la manche pour mes cigarettes et la bouffe. Si après je n'ai pas assez pour boire, tant pis pour moi, ce n'est pas une obligation. Parfois, c'était cigarettes, alcool, car j'avais la bouffe. Cigarettes, je ne peux pas m'en passer. J'ai toujours fait en sorte d'en avoir. Une fois, j'ai passé trois jours sans manger, l'argent passe dans les cigarettes. Le temps se calcule au jour le jour, s'il vous reste un peu de sous vous les garderez pour le lendemain, pour tenir on ne peut pas voir des projets à long terme. Même si je me faisais 300 francs, le lendemain il fallait que j'aille faire plus mais vous ne faites jamais la manche tous les jours et vous ne gagnez pas toujours 300 francs ». (P.P. Foyer St Benoit).

⁵⁷¹ SEGAUD M., BONVALET C., BEIN J., *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris, la Découverte, 1998.

Ce qui choque le jugement extérieur, l'ayant apprécié au cours de discussions, est que les comportements ne correspondent pas à ce qu'il paraîtrait normal ou « moral » de faire en situation de précarité, c'est-à-dire supprimer le « superflu » au profit de l'essentiel, à savoir les stratégies de réinsertion. Nous avons pu évaluer cette question du superflu et de l'indispensable lors de deux observations participantes. La première eu lieu à la Mairie de Nantes. Deux hôtesses d'accueil échangent sur la population d'Afrique noire qui vient se renseigner pour les bons du CCAS.

« Dire que l'on travaille pour ces gens là, ils ont même le téléphone portable, tout dernier cri... L'autre jour, j'en ai croisé une avec un enfant dans le dos, l'autre devant et deux de chaque côté, près des Restaurants du Cœur avec les sacs de provision pleins... Ils auraient tort de se gêner... J'ai appris quelque chose aujourd'hui, la rentrée scolaire versée directement sur le compte bancaire et ils en profitent pour envoyer de l'argent au Pays pour qu'ils viennent ici... Ils devraient avoir des bons, leur disant de se rendre dans tel magasin pour tel achat de fourniture ».

Une scène dans un magasin d'alimentation. 19H15. Deux hommes – vêtements sales, odeur d'alcool – veulent acheter de l'alcool avec les bons alimentaires du CCAS. L'alcool ne pouvant être payés avec ces bons, la caissière refuse. Les hommes insistent car ils ont d'autres produits alimentaires. Une queue se forme. Un client intervient disant que lui-même travaille au CCAS et il estime qu'ils devraient déjà s'estimer contents d'avoir des bons alimentaires et ne pas empêcher ceux qui travaillent de faire leur course. Les hommes finiront par payer avec l'argent qu'ils leur restent.

Ces deux exemples sont une illustration de savoir, ce qui est bien ou mal pour autrui, d'un jugement moralisateur. Bien que vivant dans la précarité, les usagers des structures d'accueil sont aussi dans une logique de vie, logique dans laquelle l'accès au plaisir, aux sentiments, la satisfaction des désirs restent aussi importants que la survie matérielle.

« Les priorités, moi, ce que j'essaie de garder – beaucoup ne le font pas – des choses que je faisais avant, ce n'est pas toujours évident car les revenus sont moindres. J'essaie de garder contact avec des gens, amis que j'avais avant. Je ne vois pas pourquoi je ne les garderais pas, même du fait d'être en CHRS ». (Entretien avec W à St Benoît)

Nombreux sont ceux pour qui il ne faut pas repenser ou évoquer des choses du passé. Ainsi, P: *« il ne faut pas que je reste sur ce temps là »* – son époque à Paris – sinon, c'est d'autant plus dur de vivre la situation qui est la sienne aujourd'hui. F aimait la pêche, écouter Johnny Hallyday, même interpréter à la guitare certains morceaux qu'il aimait mais il n'a plus le goût à le faire.

Nous avons pu constater que les priorités, dans le cas de personnes ayant vécu à la rue et qui aujourd'hui peuvent bénéficier d'un hébergement, sont différentes. Nous l'illustrerons lors du chapitre suivant, auprès de ces personnes ne fréquentant plus les dispositifs.

« Les priorités du quotidien. Il y a une phase. Moi, je ne sais pas si je l'ai pris à l'endroit ou à l'envers, il y a une phase où tu te dis de faire tes papiers, si tu es dans la

rue, toujours le besoin de pognon. Moi, j'ai commencé par la santé, après les papiers. Les vêtements : aller à la laverie. Mes priorités aujourd'hui ne sont plus les mêmes. D'aller chercher des vêtements ou de la nourriture, maintenant, c'est terminé. Ce qui est prioritaire est d'aller chercher du boulot, mettre du pognon de coté, après, retrouver un logement, puis repartir ». (Y. B. Foyer St benoit).

« Les priorités. Aujourd'hui, plus la nourriture car il y a sur place, pour la boisson, cela me permet de moins boire, en étant ici, j'ai été voir pas mal de films dernièrement, repris la photo » (P.P. Foyer St benoit).

Pour certains, ils ignorent ce que ce terme veut dire maintenant. *« Les priorités : A l'heure actuelle, aucune. Je ne sais même pas ce que c'est une priorité. Essayer de trouver un emploi. Au départ, ce n'est pas ça (55 ans) mais cela le devient car c'est ce qui va me permettre de partir de Saint-Benoît. C'est une fausse raison en plus car, partir de Saint-Benoît, ce ne sera peut-être pas si bon que ça, perdre l'encadrement ».*

« Pour l'instant, je me suis fait à l'idée que cela ne viendrait pas tout de suite d'avoir un chez moi ; déjà, d'être pris en CHRS, c'est déjà pas mal ». (Y.B. Foyer St Benoit).

« M'en aller d'ici, mais si je suis là dans 10 ans, vous viendrez me poser ce que vous avez oublié. Chacun le vit de façon différente, le voit différemment. Ne plus avoir de travail, ne plus avoir sa famille qu'on l'ait aimée ou détestée. Définir tout ce qu'on n'a pas, la solitude, les ennuis, les jugements, c'est tout ça. Les difficultés que l'on rencontre ».

Nous retrouvons ici la peur de l'échec, de revivre certaines situations avec une analogie dans leurs comportements abandonniques : prendre peur dès que se dessinent les contours d'un objet d'amour. Entre la toute puissance (rien ne me résiste) et l'affect mélancolique (je ne vau rien).

Souvent il y a réduction de la personne à une identité assignée (le toxicomane, le SDF).

« L'infirmerie, ici, un peu déçu, un peu de laisser aller, pas trop d'accord avec ce qu'ils font. Déjà, du fait que les infirmiers se prennent un peu pour des médecins. Cette semaine, j'ai eu pas mal de problèmes. Ce qui se passe ici, c'est que moi, je n'ai pas de suivi médical avec le Dr A. J'ai mon médecin traitant. J'avais vu ça avec mon assistante sociale comme je suis sur Nantes depuis 13 ans. Je ne suis pas contre le suivi médical dans les foyers, CHRS, mais si on a la possibilité d'avoir un médecin traitant à l'extérieur, je ne vois pas l'intérêt d'être suivi. Que moi, je fasse un suivi, après tienne informé l'infirmerie de mon traitement médical, je suis tout à fait d'accord. Après, ils ont tendance à contredire, à rigoler au nez, dans ces cas-là, il faut voir avec le médecin d'ici. Si moi, mon médecin m'a prescrit quelque chose, il n'y a pas à avoir contradiction.

Ils m'ont posé problème dimanche où j'avais une ordonnance à aller chercher. Personne ne s'en est occupé. Le soir où l'infirmière venait, il fallait absolument faire avec les médicaments d'ici alors que j'aurais pu me débrouiller. Ici, ils n'avaient pas la moitié de ce que moi, j'avais besoin. En plus, un infirmier n'a pas à donner d'antibiotiques. Il faut toujours faire avec leurs solutions à eux. Finalement, quand je suis allé à la pharmacie, l'ordonnance était antidatée.

Du fait qu'il y a un service médical, ce qu'ils voudraient est qu'on le fasse ici. *Moi, quand on me dit, alors que j'ai mon radiologue, qu'il faut aller au dispensaire car ils travaillent avec eux. Mais une radio, on n'a pas les résultats tout de suite, j'ai gueulé, on m'a dit que je m'énervais pour rien alors que moi, je ne savais pas ce que j'avais. Au début, c'était une bronchite, on ne savait pas si c'était une tuberculose. Là, c'est pareil, il faut un suivi immédiat, on est dans une communauté, il ne faut pas que cela se propage. En fin de compte, mon ordonnance, il a fallu la refaire car il n'avait pas ce qu'il fallait ici. Il a fallu que je retourne voir mon médecin traitant donc perte de temps. Au niveau médoc, c'est pareil, pas de suivi, on m'a dit « Ils sont périmés d'un mois, mais ce n'est pas grave ». La fois où vous étiez là pour mon vaccin, ils ont retourné toutes les boîtes pour trouver un vaccin à la bonne date, ils ont trouvé un vaccin de quelqu'un qui n'était pas là. Au niveau médical, c'est un peu léger. Mon médecin traitant connaît mon dossier, je ne vois pas pourquoi j'irais voir quelqu'un d'autre. Ce que je trouve normal, c'est de tenir informer, après, le reste, non. Le dimanche matin où j'ai appelé SOS Médecins, on a rigolé, on m'a dit que c'était psychologique, je veux bien mais une infection. En fin de compte, pneumonie, risque d'hospitalisation. Du fait que cela soit moi qui en parle, on n'en tiendra pas compte mais... » (W. Foyer St Benoit).*

W. souligne aussi le manque de confiance réciproque. A savoir, il avait un traitement pour sa pneumonie, il a été le signaler à l'infirmière qui lui a demandé ce qu'il prenait. Il lui a répondu qu'il allait les chercher. Or, l'infirmière a tenu à l'accompagner dans sa chambre et en a profité pour voir ce qu'il y avait dans son placard. Il dit ne pas comprendre cette démarche

« L'infirmierie, c'est de la médecine de groupe, cela me rappelle mon armée. M. – l'infirmière – est très gentille mais elle voudrait bien être la maman du foyer avec ses bébés. Moi, je veux bien qu'elle m'adopte, elle va voir comment je suis fatiguant ». (P.J. Foyer St Benoit).

Ce que nous retrouvons aussi fréquemment est l'infantilisation qu'ils doivent subir et qui sera aussi évoquée parmi les remarques des personnes ne fréquentant plus les dispositifs.

Il existe **une image stéréotypée du sujet SDF** : un homme de 30 ans en paraissant 15 de plus, barbu, sale avec une bouteille à la main, ayant connu plusieurs ruptures. Une description un peu sommaire, néanmoins souvent véhiculée par les médias, ajoutée au discours de l'ordre public, pousse à élaborer des logiques d'action visant à limiter les effets supposés de dangerosité de ces personnes. Il ne s'agit pas tant d'appliquer des politiques de prévention mais de gérer les risques créés par ces personnes en marge des règles sociales. Sans intériorité, pas d'extériorité et donc exit du passage dedans/ dehors et de son équivalent psychique, la liaison intériorité/ extériorité. La rue prend cet aspect inquiétant de dangerosité du fait d'une organisation de plus en plus marquée où se dissout progressivement la notion de rencontre entre les sujets SDF. **Les personnes ne sont connues et donc reconnues dans les passages anonymes, ils ne peuvent qu'y être remarqués et repérés, voire stigmatisés.**

Ainsi au cours de plusieurs entretiens, à la question sur l'**attitude des gens** à leur égard, les réponses seront celles ci : *« Indifférence, non, mais ce serait bien. Quand je marche dans la rue, je pense qu'ils sont indifférents. Le problème quand il y a quelqu'un qui dit « Il est du Foyer Saint-Benoît », je pense qu'il y a moins d'indifférence par rapport à certains. Quand on ne me connaît pas et qu'on dit Saint-Benoît, la rue de la Tannerie, on voit qu'il n'y a pas d'indifférence. Beaucoup de gens*

connaissent, automatiquement, les trois quarts sont méfiants. J'ai un collègue qui a été voir un appartement, on lui a demandé « où est-ce que vous êtes ? ». Saint-Benoît. « Au revoir Monsieur ». Dans le quartier, il y en a qui ont peur : agression de la fleuriste ». (P. J ; foyer St Benoît).

« L'extérieur, le jugement, je ne l'ai pas trop vécu au niveau de l'emploi, mais le logement, oui. Quand je suis parti de là la première fois, c'est là qu'on a trouvé la solution du FJT car, dès qu'on parle du système social, c'est horrible. ». (W. foyer St Benoît).

« Tu es à la rue, tu es un ivrogne, un bon à rien. Cela peut arriver à n'importe qui, la preuve, cela m'est bien arrivé, je n'aurais jamais pensé qu'un jour, cela pourrait m'arriver. Je l'ai peut-être cherché ce que j'ai eu mais je ne pensais pas qu'un jour... cela m'est arrivé tout d'un coup en plus ». (Y.B.Foyer St benoit).

« Le regard des personnes me gêne. Mon mari en a marre d'être à Nantes car les gens nous dévisagent des pieds à la tête. On a toujours le sac, la couverture, quoi que le sac de couchage est dans le squat. Il a des problèmes de dos. Hier, il y avait une femme dans le bus, elle nous fixait, elle nous dévisageait. Cela fait mal. Il en a marre lui, l'impression dit-il qu'on le connaît, lui il ressent ça » (S. entretien à la Pass).

« Quand j'avais mes sacs, comme j'allais le midi au restaurant Pierre Landais, je m'occupais toujours de les laisser le midi là bas, comme ça, l'après-midi, je n'avais rien du tout, si j'avais des démarches à faire. Puis, je les récupérais le soir. C'est le seul endroit où j'ai pu les laisser. Avec ton sac, ce n'est pas un estivant qui va à l'ANPE chercher du boulot » (Y. B Foyer st Benoît).

« Le regard. Cela m'a toujours été le plus dur à supporter, quand les parents donnaient une pièce dans la main de leur gamin et que c'est lui qu'il l'amène, on lui fait un sourire mais bon, on est content, on a une pièce mais pas un gamin, ce n'est pas évident. Cela évite aux enfants qu'ils soient indifférents mais c'est assez gênant quand même. Au début, j'ai mis un peu de temps pour la faire mais une fois qu'on est lancé, il y a de tout. En fin de compte, on voit les gens comme ils agissent, quand c'est une grande rue, on les voit de loin, à notre hauteur, il tourne la tête. De la pitié, non. Certains discutent parmi les jeunes, donnent une cigarette. Des personnes qui vous donnent des sandwiches » (P. P Foyer St Benoît).

Monsieur P.J. avait participé à une manifestation organisée par diverses associations dont le foyer Saint Benoît au vu des fermetures de place annoncées, lorsque nous lui avons demandé la raison pour laquelle il s'était investi, sa réponse fut, « Là, j'étais résident avec une pancarte, j'en avais parlé avant et j'avais demandé le pourquoi. C'est vrai que pour moi, la raison est valable, il y a un foyer qui ferme ».

De même lors de la journée porte ouverte, « J'étais chez moi et pas marqué que j'étais résident. Quelqu'un m'a posé la question mais j'étais en situation de force, dans ma maison, une métaphore de mon royaume. Ils venaient voir comment cela fonctionnait. Au pire, ce que je pouvais leur démontrer : on n'est pas des gros alcoolos, drogués, voleurs mais que l'on pouvait être polis, serviables et pas à mettre tout le monde dans le même panier malgré les problèmes qui existent. Les gens étaient surpris, un, qu'il y ait des résidents. Pour moi, j'avais quelque chose à défendre donc je ne rentrais pas dans un complexe d'infériorité en disant « je vais être agressé », on n'est pas obligé de venir mais c'est important pour moi d'entendre, d'écouter ce qui pouvait se dire, montrer que l'on peut avoir un peu d'humour, pas complètement.

Ce n'est pas comme quand vous arrivez à l'ANPE et que le gars vous dit « Ah, vous êtes du Foyer Saint-Benoît ». Une fois, je lui ai demandé s'il ne voulait pas un haut-parleur. Là, je suis en état d'infériorité. Le fait qu'il le présente comme ça. « La France d'en haut, d'en bas ». Là, ce n'est même plus la France d'en bas, c'est en dessous. Pour moi, c'était important. En plus, c'était mon choix. Ils sont agressifs, oui, quand il y a des incivilités. Ils sont réticents quand ils nous reconnaissent dans la rue. Voir montrer tout un troupeau d'hommes ». Nous pouvons mesurer ici au combien à travers les regards des passants, les propos de certains « inclus », l'humiliation est ressentie.

Il y a aussi ce jour où nous serons témoin d'une demande de quitter les lieux à deux personnes SDF à qui nous avons donné rendez-vous pour échanger au niveau de la sortie d'un parking souterrain où ils y viennent là car ils y sont à l'abri, il y a de la musique. S. renseigne à plusieurs reprises les personnes venant récupérer leur voiture car la caisse est juste à coté d'eux. A ce sujet, une femme de la sécurité viendra nous demander de partir car des gens se sont plaints du fait qu'on leur demandait de l'argent. Nous répondons que cela fait un moment que nous sommes avec eux et que nous n'avons rien vu de tel. S. ajoute qu'ils n'ont rien demandé de tel, « vous pouvez me croire ». Elle n'insiste pas, disant « je vous crois ». A son départ, S dit : « on venait juste s'abriter. En plus, elle le sait très bien car, avec les interphones et les caméras, ils savent ce qu'il se passe. La prochaine fois, je laisserai les gens chercher et perdre du temps ». En partant quelques minutes après, il fait signe à la caméra : « Elle est venue me dire bonjour, je lui dis au revoir ! ». Nous voyons dans son regard que cela l'a touché. Il essaie par de l'humour d'en parler, mais sur le moment, difficile à vivre. Est-ce parce que nous étions là qu'elle n'a pas insisté ? Ou bien était-ce pour leur demander indirectement de partir ? Nous pouvons voir certains passants nous regarder (baies vitrées tout le long) et ne paraissant pas comprendre ce que nous faisons là !

Comment l'idée du sujet s'éprouve dans les situations d'exclusion ? Si des caractéristiques communes peuvent être relevées dans la population des SDF, le seul point de vue sociologique masque la réalité de cette population

« Ce qui vous aide à garder le moral : C'est celle-ci qui me fait sourire (la question). La certitude que votre situation va s'améliorer, j'aimerais le croire mais je n'y pense même pas. Les bons moments passés sont à doubles tranchant car j'ai quand même vécu de belles choses. Cela rentre dans les regrets, cela nous permet de nous traiter d'imbécile. Quand on est à Saint-Benoît, on perd beaucoup. Personne ne sait que je suis ici. Le test du mur : tu passes au dessus, dessous, à coté ; moi, je me barre dans l'autre sens ». (P.P. Foyer St Benoit).

Nous ne pouvons manquer de nous interroger sur la lente érosion et le débordement des défenses psychiques liés à des conditions de vie marquées durablement par la précarité, la carence d'étayages familiaux, l'absence de perspectives d'avenir, la dégradation du lien social.

Quand à l'un d'entre eux, nous poserons la question de ce qui aide à garder le moral, Mr P. nous dira « **Le meilleur truc est de ne pas le perdre, ce n'est pas évident car on le perd assez facilement en de compte. Des journées assez durs, mais le lendemain, il faut que ça reparte, j'essaye d'être assez cartésien, tous les jours se remettre en question, hier j'étais là, aujourd'hui j'en suis là. Est-ce que j'ai descendu...**

Une auto analyse par rapport aux jours passés. Toujours essayé d'être lucide. Se dire que la situation allait s'améliorer, il y a eu des périodes où ce n'était pas du tout ça, il y a eu des périodes où ça s'est amélioré. De toute façon, pour moi, se dire être à la rue, la situation ne peut que s'améliorer»

Des attitudes ambivalentes.

Nouveau départ qui vise toujours l'atteinte d'un statut ou d'un état socialement plus valorisé que la situation vécue. Il signale clairement le désir parmi les personnes interrogées de retrouver une place (perdue) dans le système social. « Redémarrer », « me retrouver », « retrouver une identité », « retrouver un logement », « me refaire », « refaire ma vie », « me refaire une santé », « refaire mes papiers ». Ce thème récurrent du nouveau départ joue, de fait, un rôle essentiel dans l'économie de vie psychique des personnes en situation précaire, parce qu'il permet par une mise à distance du passé, de penser le futur. En enfonçant l'autre, on croit sauvegarder sa dignité. En même temps on se déteste parce qu'ils sont des écorchés vifs, chacun représentant une menace et un reproche vivant pour l'autre. Plus l'homme est fragile, plus il est pris dans ses ambiguïtés.

« Si on commence à se dire, je peux tomber dans le trou, un jour on y tombe. Il faut être lucide quand même, sinon on tombe mais si on est trop lucide, c'est douloureux. Trouver un système d'équilibre qui est assez fragile. Il y a une moyenne et il faut se tenir dans cette moyenne. Quand on est dans la rue, on n'a pas à paraître trop ou trop peu. Si vous passez pour trop lucide, c'est ceux du bas qui vont vous foutre des bâtons dans les roues. Puis, si vous êtes en bas, il y a toujours un gars en haut pour vous tirer, il ne tire pas trop non plus pour nous bousculer dans un système qui en fin de compte pourrait nous faire redescendre. Car en sortir, c'est bien, c'est ce que je me suis aperçu en étant ici, mais si on va trop vite, on retombe dans un autre système où on repart en arrière. C'est ce que j'ai dit à Philippe (son référent) la dernière fois, là, il faut que je trouve du boulot, mais là, rien qu'à l'idée d'appeler un patron, cela me ramène six ans en arrière au moment de la rupture avec les parents, j'étais bien à la maison puis pris le large. En fin de compte, on se reprend une grande claque dans la gueule de six ans ». (P.P. Foyer St Benoit).

Certains vivent avec des béquilles et un appareillage psychologique qu'ils se sont forgés pour survivre dans leur monde périphérique.

Je quitte mon banc, rien ne m'y oblige, c'est mécanique ; je ne vais quand même pas rester là toute la journée. J'hésite entre la droite et la gauche. L'une ou l'autre, quelle importance. Je n'ai ni but, ni projet ni envie.

« Pour l'instant, je ne vois pas d'avenir, je n'arrive pas à me positionner. Je vois déjà le présent triste. Pourquoi continuer ». (P.P. Foyer St Benoit).

C'est en ce sens que raisonner en terme de causalité psychique peut paraître insuffisant, voire inopérant, mais faire l'impasse sur le déterminisme individuel, et largement inconscient qui conduit à rejouer dans l'inscription sociale une réalité psychique très fragilisée conduit à un « colmatage » très illusoire. Ils semblent pouvoir coller au projet de réinsertion sans pouvoir l'intérioriser, ils se sont en quelque sorte identifiés à cette image d'eux même qui leur était renvoyée.

Certains pour ne pas sombrer, investissent les projets proposés en se laissant porter. Dès qu'ils se retrouvent seuls, parce que le projet a abouti, ils n'arrivent plus à tenir.

*« Au début, je pensais que cela allait tout seul, sauf que je retourne six ans en arrière et je repars de 0, en me disant je reste ou je m'en vais. **Il y a des jours, en ce moment, c'est dur selon ce qu'il se passe dans le foyer, le bruit ... Problème pour dormir. Je me dis : est-ce que je laisse le sac dans le placard je le reprends, je me barre. Ce qui est assez dure et que j'arrive à faire, c'est laisser cette saloperie de sac dans le placard, tant qu'il est dans le placard ça va. Ce qu'il faut : trouver le bon geste. Si je veux m'en sortir, ce n'est pas la peine que je sorte le sac, si je le sors, c'est foutu. D'ailleurs, pour qu'il reste, je l'ai carrément démonté, j'ai enlevé les armatures en ferrailles et plié. C'est pour ça qu'il ne faut pas tomber sur des gens qui veulent obligatoirement s'en sortir et qui vous emmènent alors que vous n'êtes pas prêt, il y a le mental qui compte beaucoup.***

Pour beaucoup, les agressions mais pour certains la peur par rapport aux foyers de retourner en groupe, dans une structure, le gars a plus confiance dehors, il a son quartier, il connaît sa rue. Vous le mettez dans un foyer, et il ne reconnaît plus rien, il est complètement paumé. Ceux qu'on emmène de force, et ils perdent leurs repères. Aider les gens à sortir de la rue est une chose qui est très bien, mais est-ce que la personne est prête à le faire, ce n'est pas sûr ». (P.P. Foyer St benoit).

Leur adhésion est fragile. Une capacité d'autonomie surévaluée, avant tout par eux-mêmes. Ils sont brutalement rattrapés par une logique d'échec, une angoisse massive. Tout s'organise dans la survie dans des conditions extrêmement difficile.

*« Six ans, foyer, dehors. Toutes ces situations, je les connais. **On n'est pas 6 ans de foyer en foyer, il y a des moments de rue. Différents selon les villes, par rapport au foyer.***

Le chez-soi manque de toute façon car on n'est pas complètement libre. Mais à mon niveau, ce n'est pas ce qui m'importe le plus pour l'instant ; ce qu'il me fallait surtout au départ : les papiers à faire, essayer de trouver un travail après l'appartement ». (P.P. Foyer St Benoit).

Entrer chez un employeur est pour certain un virage impossible à prendre, sauf si le travail devient la colonne vertébrale d'un véritable parcours de « renaissance » qui apporte la reconnaissance. Dans une agence, décliner son identité : nom et prénom. Qu'est ce qu'on met comme adresse, la rue ? Les questions posées par un document d'inscription peuvent faire remonter des tas de mauvais souvenirs. Dernier employeur, numéro de sécurité sociale. C'est revoir son passé, tel que nous l'avait exprimé Mr P. personne admise en CHRS et à qui l'éducateur référent avait demandé de faire des démarches pour retrouver un emploi.

« Moi, quand je suis arrivé, je me suis dit je vais faire mes papiers, je vais trouver un boulot, je vais pouvoir prendre un appartement, je pensais faire ça vite puis je m'aperçois que je ne suis pas prêt à le faire. Pour téléphoner un patron, il y a six ans de ma vie a expliqué. Comment expliquer à un patron six ans de blanc. Alors, lui dire que je suis parti en vacances pendant six ans à l'île Maurice, cela ne va peut-être pas marcher.

J'ai une expérience par rapport à six ans de rue mais quand je suis parti, il y a un truc qui n'était pas réglé et qu'il faut que je règle. Le problème est six ans en arrière, ça c'est le gros problème. Là il y a un suivi, tout ce qui est pour que la personne reparte de bon pied, sans être bousculé à partir, j'ai des choses à faire mais ce n'est pas toujours les jours à l'A.N.P.E. et à la fin de semaine trouver un boulot »

La démarche de sortie ne peut se passer d'un retour sur le parcours qui a amené la situation présente et qui conditionne l'avenir. C'est ce qui peut expliquer l'accumulation de tentatives de sortie ratées, car la personne abdique au dernier moment sans avoir le courage de les mener à bien, effrayer par l'idée que « ça pourrait marcher. La sortie est un processus individuel qui se vit en solitaire. D'autres personnes sorties auparavant ou qui sont parallèlement en processus de sortie peuvent jouer un rôle d'exemple et d'encouragement. Mais ce qui revient souvent est que l'individu est fondamentalement seul face à lui-même, sachant qu'il ne peut compter que sur lui-même pour s'en sortir.

Image de soi / image de l'autre.

L'arrivée au foyer est un choc, ce sont moins les lieux qui posent problème que la confrontation aux autres hébergés qui renvoient en miroir une image de soi déchue et une blessure narcissique douloureuse, un soir où la vie à la rue n'est plus tenable et supportable, on pousse la porte et on s'inscrit : « c'était l'hiver et je me caillais ». Le foyer est le dernier recours et l'hébergement d'urgence dévalorise le sujet et le disqualifie immédiatement ; il consomme la rupture d'avec la vie d'avant et inaugure une plongée vers un inconnu effrayant, presque irréel et lointain auquel l'individu va devoir se confronter.

« C'est la première fois au foyer. J'ai eu un appartement, ma maison, un salaire. Ce qui nous ramène un peu sur terre cette histoire. Car j'ai émis comme beaucoup de gens pas mal de critiques quand on en parlait. On apprend qu'on peut se ramasser comme les autres. Cela nous permet d'apprendre à se la fermer. C'était complètement éloigné, comme quand on regarde à la télé une émission sur le quart monde et qu'on mange une cote de bœuf – patates rissolées et qu'on passe au dessert alors qu'on regarde l'émission. On dit « c'est dommage ». Ca m'est arrivé de donner trois boîtes de conserve et donner un chèque à la fin de l'année et dire « tout va bien ». Cela ne va pas plus loin alors que là, je suis dedans ». (P. J. Foyer St Benoit).

Les autres personnes et l'espace peuvent être perçus par eux, comme des menaces.

« La question de la confiance. Difficile de faire croire à une personne que je lui fais confiance. Oui mais lui faire confiance à fond. C'est une des choses qui ne vont pas s'en aller comme ça, je me suis tellement fait avoir dans les débuts, je crois que je ne ferais plus confiance. Pour le moment, ce n'est pas possible ». (P.P Foyer St benoit).

Ne pas mettre au même plan, lors de la présentation le groupe, les locaux communs, la chambre, à l'inverse lui présenter sa place, (ce qui implique d'en avoir une). Impossible de s'insérer nu dans un lieu étranger. Besoin de s'y délimiter et de s'y voir reconnaître un « espace à lui », une enveloppe matérielle qui le protégera du contact trop direct avec les autres.

« La solitude : en foyer, on la recherche plutôt l'attitude, dehors, on arrive toujours à se débrouiller pour ne pas être seul. Moi, j'ai toujours choisi, même en étant

dehors, d'être seul. Il y a des risques mais c'est comme ici, je suis du côté des boxes, c'est une chambre seule, il y a du bruit autour. En étant dehors à la rue seul, je me sens plus en sécurité seul dans un foyer qu'on groupe, les foyers où il y a des dortoirs comportent plus de risques. Je me réveille la nuit dès qu'il y a du bruit alors que dans un dortoir, plus de bruit ».

« Les relations avec d'autres personnes de ma situation, cela ne m'aide pas du tout ; enfin, je suis menteur, cela me permet d'être avec eux, fréquentant le même établissement, de me dire, il faut que tu relativises : certains comme au Champ de Mars doivent partir à 8 heures et ne peuvent rentrer qu'à 18h30. Autant je peux supporter les résidents de Saint-Benoît ici, que je ne pourrais pas les supporter à l'extérieur. J'aurais trop peur – c'est méchant ce que je vais dire – l'éducation n'étant pas la même que la mienne, cela me mettrait mal à l'aise avec des gens à l'extérieur. Dans le quartier, je vois déjà comment cela se passe ». (P.J. Foyer St Benoît).

« Les eux et les ils » : stratégies d'opposition face aux autres hébergés.

« Par rapport au terme SDF : je ne m'y reconnais pas car je pense, avec le recul – maintenant, cela va mieux – j'ai pensé, même vendredi dernier en parlant à Médecins du Monde, j'ai pensé dans ma tête : « Mais qu'est-ce que je fais là ? Je ne suis pas dans mon monde »... parce que j'ai évolué, ce sont les choses qui m'ont fait évoluer. Au départ, je n'ai pas pensé comme ça. Maintenant, quand je vois les gens, quand je les observe qui s'engueulent, je me dis que je ne suis pas à ma place ». (Y. B. Foyer St benoit).

La sauvegarde narcissique de soi passe par une mise à distance des autres, accompagnée d'une dépréciation. **Plusieurs catégories de personne sont construites dans les discours.** Les clochards sont décrits comme profondément dégradés, « sales », « alcooliques », « se laissant aller ». Ils sont positionnés au niveau le plus bas de l'échelle sociale et de la déchéance. Une autre catégorie recouvre les étrangers, ces derniers sont roumains. L'argent qu'ils reçoivent est vécu comme une injustice, tout comme l'aide qui leur est apportée. Ils sont désignés comme des profiteurs qui souvent exploitent le système d'aide.

Cela est d'autant plus exacerbé que depuis quelque temps, à l'Oasis, on demande aux personnes de montrer un document indiquant leurs ressources. L'indicatif est le montant du RMI. A moins de 411 euros, ils considèrent qu'il y a une allocation logement, si plus de 411 euros, les personnes sont admises, cela correspond au plus fort du RMI. Selon M., cela ne correspond pas avec ce que voulait Coluche, à savoir que ce soit ouvert à tous, salarié ou non. Un autre changement selon lui est l'augmentation des jeunes, notamment des mineurs. Pour lui, cela porte préjudice aux SDF traditionnels, aux anciens car les jeunes sont prioritaires au 115.

C'est aussi et encore à travers le miroir tendu que propose celui qui est plus dégradé que soi, celui que l'on risque de devenir que se manifeste l'altération de l'image de soi.

« Très vite la tête des autres, le désespoir que tu lis dans leurs yeux, les fausses joies et les vrais malheurs, ça t'atteint. Leur solitude te saute à la gueule » nous disent plusieurs hommes rencontrés.

« Même encore maintenant, bien souvent, je suis tout seul à part quand je vais à l'Oasis. Quand je me promène, je suis tout seul car mes problèmes sont déjà mes

problèmes et je n'ai pas envie d'entendre les problèmes des autres. En ce moment, je ne peux pas aider quelqu'un. Entendre les problèmes des autres, non ». (Y. B. Foyer St Benoit).

La vraie souffrance est l'absence (ou la perte) d'utilité sociale et d'identité, la solitude, l'isolement, autrement dit le manque de place sociale. Le sentiment dominant est celui d'un vide existentiel. « Je n'existe que pour moi ». Le plus dur, dans ces conditions, est faire « passer la journée », « tuer le temps », ou encore de réaliser ces actes de la vie quotidienne : se laver, se lever, manger... qui privés de sens social (vidé de leur contenu social) apparaissent privés de sens tout court.

« J'ai toujours travaillé. Pour moi, c'est un dérivatif. S'occuper est très important, c'est pour ça que je travaille tous les jours à Saint-Benoît, le plus que je peux, en tout cas » (P.J. Foyer St benoit).

De façon paradoxale, ce sont les mêmes qui souffrent d'isolement et de l'absence de place sociale, et se retrouvent plus souvent que les autres, au milieu des autres. La rue constitue le principal espace de vie des usagers des structures d'accueil : pour ceux qui y vivent, par définition, mais aussi pour les autres dont l'univers de vie se limite à l'espace de leur logement et aux espaces publics ouverts à tous. Mais pour présents et/ou visibles qu'ils soient sur la voie publique, les usagers des structures d'accueil sont absents de la vie sociale. « Quand on est à la rue, on est coupé du monde », sauf à **jouer un rôle** « pour faire comme si ». Cette situation se double, quand les personnes n'ont plus de logement, d'un deuxième paradoxe : isolées dans la rue et inexistantes sur la scène sociale ; elles se retrouvent, à l'inverse, trop visibles en situation de promiscuité forcée dans les moments de la vie qui relèvent normalement de la sphère privée.

Manque d'intimité associée aux conditions de vie.

« Des fois, quand tu fais le 115, la première chose, c'est de te dire, le soir d'avoir un chez toi, d'avoir son intimité, c'est vachement important. Puis, malgré que dans la rue, tu ne fais rien du tout pendant la journée, c'est encore plus fatigant que du travail » (Y. B. Foyer St Benoit).

« L'intimité, il y a des moments à soi et puis d'autres intimités qu'on n'a pas. Le sexe qui n'est pas dit : c'est une frustration dès qu'on ne l'a pas. L'intimité corporelle, de sa sexualité. Ce n'est pas tout qu'il n'y ait pas de femmes mais il faut bien compenser d'une manière ou d'une autre. L'intimité du gars qui a du mal à se déshabiller devant un autre gars, pas très à l'aise dans son aspect physique.

Le sexe, l'intimité corporelle sont importants. Tout ce qui touche à soi, à sa personnalité propre, tout ce que le minimum de l'humain a besoin. Si vous sortez, ce n'est pas que je n'en ai pas envie ; mais je me vois très mal avoir une relation amicale pouvant se transformer en relation amoureuse à l'heure actuelle, je ne peux pas. C'est interdit d'amener une femme. Déjà qu'elle me dise « On va chez toi », ça ce n'est pas la bonne idée, la belle mère... ça non plus, c'est une connerie. L'hôtel, ça passe une fois. Un collègue qui a été en boîte, quand il a dit « Saint Benoît », cela jette un froid, ce qui est normal. Cela ne fait pas partie de leur préoccupation, cela devrait une tache à en parler à un psy, pourquoi pas, mais cela ne devrait pas être un problème, cela devrait être reconnu pas la direction et l'équipe ». (P. J. foyer St Benoit).

Comme l'exprime ce témoignage, pour nombre d'usagers des structures d'accueil, la sphère du privé est réduite à l'extrême, voire inexistante : il n'y a pas de possibilités d'espace ou de moment à soi. Aussi, l'environnement où les personnes sont accueillies est déterminant. La question de l'intimité, comme se déshabiller devant un autre homme, ce qui ramène à soi et à l'image d'un corps parfois abimé, les personnes se retrouvent en situation de ne pouvoir protéger du regard de l'autre. Les problèmes liés à la sexualité des personnes sont aussi évoqués. A ce sujet, un hébergé évoque la distribution de préservatif gratuit au sein du foyer et l'absence d'échange sur ce thème avec les équipes ; ce qui rejoint le témoignage précédent.

Un personne, dans le contexte du guide d'entretien, avait suggéré : « *Que ressentez-vous quand, après une bonne journée, il faut rentrer au foyer ?* ». Citant l'exemple d'un dimanche dernier où, tout seul, il est allé pique-niquer à Vertou – des huîtres et une bonne bouteille de rosé – il dit qu'**il aurait aimé partager cet instant mais qu'il était seul**. Il s'est reposé avec la nature. **Il décrit son retour au foyer comme terrible**. « *Ici, dit-il, il faut demander une autorisation de sortir jusqu'à minuit, une permission. La grille est fermée à 21 heures* ». **Le manque d'intimité s'exprime également par le fait de ne pouvoir protéger une vie privée ou du moins par les limites imposées par le cadre collectif du foyer**.

Le parcours des sujets SDF dans ce lieu peut être décliné en trois temps, correspondant à trois lieux de la prise en charge proposée : On recueille, on nourrit, on loge. Ces trois fonctions semblent ne pas encourager d'autres usages du lieu d'accueil. Réduits à leur logique biologique, **les personnes ne sont plus sujet, elles paraissent réduites à de simples corps, des corps supports se fondant avec l'espace physique**. Par exemple, nous retrouvons cette logique dans le fonctionnement institutionnel du réfectoire du Foyer Saint Benoît où la répartition des personnes est effectuée selon les générations, les appartenances communautaires, l'état de désocialisation. L'effet de groupe semble fonctionner. Après le dîner, ils regardent la télévision, certains très fatigués se rendent dans leur chambre ou plus souvent au dortoir car il y a une primauté de l'espace collectif sur les individus. Dormir dans ce lieu n'est pas de tout repos. Ainsi, la fragmentation fonctionnel de l'espace correspond à la fragmentation de l'individu, chaque instant, chaque fonction s'adressent au corps. Le foyer peut ressembler à l'univers carcéral : la peur des autres, le manque de sommeil, la violence sont les critiques les plus souvent mises en avant. Il y a aussi la récurrence du thème de la saleté, de la puanteur et du mélange. La crasse est souvent abordée. Les résidents évoquent ces petits matins où il est difficile de se frayer dans les toilettes un chemin au milieu des immondices ; l'altérité dans les foyers s'impose comme une manifestation olfactive.

Lors de la période hivernale, dans le cadre du plan grand froid, quelques matelas disposés les uns contre les autres constituent l'unique mobilier. La grande proximité de ces matelas serrés impose des voisinages trop directs et par conséquent mal vécus. Les frontières interpersonnelles entre les usagers sont ténues, l'intimité est mise à rude épreuve. Cette forte proximité obligée est d'autant plus mal perçue que les intéressés ont des parcours individuels contrastés.

Il semble aussi important de comprendre que l'environnement dégradé dans lequel le plus souvent vivent les personnes est la matérialisation, l'extériorisation de leur détresse intérieure. Dans les centres, par exemple, les sanitaires régulièrement souillés et dégradés s'apparentent à un combat à mener face à des personnes s'estimant « être de la merde » où il paraît primordial de ne pas laisser tout dévaster et d'investir de la propreté ; matérialisation d'un travail quotidien de restauration de ce qui tombe en

décrépidité. Ceci semble être à rapprocher au fait où, à Brin de Causette, les personnes peuvent prendre un café sur une table non débarrassée, la manche pouvant tremper dans du café renversé et à la réflexion de certains ne comprenant pas notre attachement à nettoyer les tables : « *Ce n'est pas la peine, ce que l'on boit c'est ce qu'il y a dedans* ».

Le tutoiement gratuit et la violence des propos fréquents nous interrogent sur la préservation de l'intimité et du repos dans de tels lieux où il ne paraît pas avoir d'espace où se poser, discuter et s'isoler physiquement des autres. Ainsi, les comportements observés dans ces lieux rappellent fortement ceux observés dans l'espace public. L'attente à l'entrée rend compte de la gestion particulière de la proximité physique des autres et de la feinte indifférence qui guide nos attitudes. La façon d'intégrer les lieux, d'ignorer ou de s'opposer aux autres et de gérer son intimité sont autant d'arguments qui nous transportent dans l'univers de l'espace public. Le tutoiement intempestif semble faire partie du vaste processus de déshumanisation, injustifié et injustifiable. Un homme est un homme. S'il est admis dans l'usage courant, de tutoyer des intimes, il paraît inconcevable de tutoyer systématiquement les personnes inconnues, quelque soit l'état dans lequel elles se trouvent. Ainsi, cette réponse donnée à un SDF dans la rue qui demande du feu : « *désolée mon ami, je ne fume pas !* » aurait-elle été la même pour un passant lambda ? Qu'est-ce qui justifiait de s'adresser à lui avec cette formule ?

Du refus...

« J'ai été un mois, je refusais tout, je ne voulais voir personne ; donc, ce n'est pas que je refusais, c'est encore différent. De toute façon, si tu ne vas pas vers gens, ce n'est pas eux qui vont venir t'aider. J'ai vu, une fois, un éducateur du Samu social mais, je ne suis pas sûr que ce soit eux. J'ai dit « merci ». Je sais, ils m'ont payé un café. Ce soir-là, quand je les ai vus, j'avais été éjecté d'un train, c'est comme ça qu'ils ont réussi à me voir, sinon, ils ne risquaient pas de me voir. Je ne demandais rien. Je voyais quelqu'un, je parlais, dans les champs, je marchais beaucoup, même encore maintenant » (Y.B.Foyer St Benoit).

... Au déclic :

« Au bout d'un certain moment, un mois après, j'ai décidé que, soit j'allais sur le pont de Cheviré, soit j'arrêtais l'alcool. Donc, j'ai décidé de m'en sortir. De là, j'ai commencé à faire le 115. Au départ, j'ai été au CCAS, j'ai eu la chance d'avoir un rendez-vous rapidement : j'ai été le matin, à 10h30, j'avais un rendez-vous avec une assistante sociale qui de là m'a dit les droits que je pouvais avoir. Avant de faire ça, j'ai été au CHU pour ma santé, on m'a fait une prise de sang au PASS. J'ai vu assistante sociale, infirmière, médecin. Ils m'ont réconforté. Je ne suis pas médecin, il faut vraiment que cela soit... J'ai arrêté un dimanche, je m'en souviens.. Quand j'étais au PASS, au CHU, on m'a dit que j'étais en dépression. Je l'ai exprimé comme ça mais c'est très mauvais. Je ne prenais que du bouillon, un sandwich par ci par là. Après, quand j'ai recommencé, j'ai fait mes papiers au CCAS. Le PASS, CCAS puis ASSEDIC. C'est là qu'on m'a donné des bons de bains douches, laverie. J'ai été à Pierre Landais. De Pierre Landais, j'ai connu l'Oasis. En voyant différentes personnes, comme toi, le PASS, le Samu social, les gardiens – veilleurs de nuit – avec qui j'ai pas mal discuté, cela m'a beaucoup aidé. Il y a des gens qui sont dans le même état que moi mais ce n'est pas avec eux que tu peux t'en sortir. » (Y.B.Foyer St Benoit).

Face aux situations d'impasses sociales quotidiennes, pour échapper à la passivité anxiogène, certains se réfugient dans l'action, éperdue, une course s'engage dans le circuit des accueils d'urgence dans le circuit des urgences médicales et enfin dans le circuit des urgences psychiatriques. Le discours se répète dans cette précipitation active, demande pour exister, demander pour se donner une identité ? En cas de fin de non recevoir, seule la précipitation donnera une densité au corps, c'est ainsi que les services les reçoivent suite à une défenestration, un plongeon du haut d'un pont (plusieurs sujets SDF nous ont fait part de cette hésitation à cet acte à un moment de leur vie).

« La démarche, cela a été bizarre. J'ai rencontré une dame du Secours Catholique avec qui j'ai parlé et qui m'a dit « Il faudrait aller au CCAS et après, faire le 115 ». J'y suis allé, un rendez-vous avec un travailleur social. J'ai appelé le 115. Ça s'est enchaîné comme ça mais cela a été sur une rencontre. Comme je suis quelqu'un de fier, je ne sais pas ce que j'aurais fait. Me tuer ? Non malgré que cela m'arrangerait bien de faire un infarctus. J'en ai déjà fait un, mais là, un bien, car je suis toujours, pas tous les jours, à chercher le pourquoi du comment ». (P.J. Foyer St Benoit).

Une certaine souffrance psychique liée à l'exclusion ou générée par la précarité. L'exclusion ne fait que rendre plus difficilement supportable la souffrance psychique. Comment comprendre les allers et retours incessants de certains entre la rue et le logement sinon en faisant l'hypothèse que ni l'un ni l'autre de ces solutions ne répondent au problème posé ?

« Le plus dur, ce n'est pas d'arrêter de boire mais être motivé. C'est tous les jours, faire un petit truc, même si ce n'est pas grand-chose. Je me rends compte maintenant, au bout d'un certain moment, que mon combat de tous les jours, c'était petit truc par petit truc. Pour te dire : le matin, je me lève, je fais ça. Il y en a qui se lèvent le matin, ils ne savent pas quoi faire. Il faut se donner une motivation... ». (Y.B.Foyer St Benoit).

Une des femmes rencontrées, nous dit que son mari la protège mais que seule dans la rue elle ne pourrait pas. *« La rue endurecît. La journée, on est la journée à galérer et le soir, on est encore seule ; L'hôtel, on a dû arrêter car c'est nous qui payions, cela revenait trop cher. Du coup, là, on est séparé, c'est très dur. Problème de sommeil, au moment de se lever, à 6h30, surtout le dimanche, c'est là que j'aimerais dormir. Puis, on devient hargneux ». (S. - entretien à la Pass).*

« Mon caractère a changé : je me laisse moins faire, tout en étant toujours aussi timide. On est obligé de s'endurcir mais correctement. On apprend à se méfier de tout et tout le monde, ce qui n'est pas forcément la meilleure chose. J'ai connu 22 personnes qui sont décédés. Au niveau du mental, c'est dur. Mais on ne peut pas toujours cogiter là-dessus, vous tombez où vous vous laissez tomber.

Il y a toujours des frontières, pas épaisses mais d'un côté qui peuvent vous faire tomber dans ce qu'il y a de plus profond dans la rue j'ai jamais voulu y tomber mais malheureusement, à chaque fois, je me suis retrouvé à deux doigts d'y plonger. Le problème est de s'apercevoir qu'on est sur le marchepied et qu'on va se casser la figure, c'est à ce moment qu'il faut réussir à se surmonter un peu et repartir dans l'autre sens, le problème est pour repartir. Il y en a qui chavire et sans s'en apercevoir. Le problème, c'est que j'ai vu que ça va extrêmement vite.

Pour moi, cela a été en dents de scie, mais j'ai toujours réussi à trouver des petits boulots, arriver à ne pas trop tomber. Mais je n'ai jamais été en train de me dire « ça y est, je sors ». En fin de compte, on ne peut pas s'en sortir avec du travail au noir, on vit mieux au jour le jour, ne serait-ce qu'une fois dans la semaine, se payer l'hôtel ou alors vivre un peu comme tout le monde.

Quand on est dans la rue, ce qui est bien, quand arrive le RMI et, une fois qu'on a réussi à se le faire ouvrir, est s'asseoir à une terrasse, faire comme tout le monde, tout en sachant qu'on n'a pas les moyens. Mais s'asseoir à une terrasse, passer inaperçu en fin de compte ... alors que ces gens vous vois assis sur un trottoir, tous les jours en train de faire la manche ».

Ceux qui refusent le foyer expriment parfois une certaine honte d'y avoir recours. Le foyer serait le lieu de la défaite.

« De l'absence d'un chez-vous, bah oui, c'est sûr qu'on manque d'un chez nous, de l'amour qu'on portait aux autres et l'amour qu'on à l'impression d'avoir perdu ; même si on sait que ce qu'on a perdu, c'est qu'on a merdé quelque part et que si peut-être, on avait fait un pas en avant, on s'est étouffé nous-mêmes avec notre fierté »

Des manques des personnes à la rue, des manques matériels mais aussi sociaux.

Le maintien de soi est pour certain un souci fondamental. A ce propos, nous avons recueilli plusieurs remarques sur la difficulté de prendre soin de soi quand on est à la rue. *« Par rapport aux Bains Douches, il faudra qu'on m'explique pourquoi c'est fermé le lundi et le mardi⁵⁷², cela veut dire que les gens n'ont pas droit de se laver ces jours-là ? Un autre lieu au PASS : une douche ».* (Y.B. Foyer ST benoit).

Certains viennent prendre leur douche à la Maison de Rezé : *« personne ne tambourine à la porte et ne vous presse comme dans les douches municipales ».* Le centre d'accueil Gustave Roch dispose de trois douches et est sans cesse complet. Les douches ne désemplissent pas de toute la journée ; preuve, s'il en était besoin, que les hommes et les femmes à la rue reprennent dès qu'ils en ont la possibilité des habitudes d'hygiène corporelle jamais vraiment perdues. Pour chaque nouvel arrivant, il y a distribution d'un « nécessaire de toilettes » (serviettes, gants, brosse à dents dentifrice, savon et shampoing individuels). Les pratiques d'hygiène corporelle renvoient au rapport à soi même, mais aussi aux autres dans la mesure où la présentation de soi commence bien par l'apparence extérieure. Rester propre sur soi représente un enjeu d'autant plus sensible dans le cas de personnes fragilisées de ce double point de vue (image de soi et rapport aux autres) ; préserver son apparence est avoir (encore) le souci de ne pas signaler d'emblée sa situation aux autres. C'est par ailleurs la seule chose qui reste lorsque les différents rôles assurant une reconnaissance (sociale, familiale, économique) fait défaut. Le projet de sortie de la rue est de donner un sens à l'existence, ce qui permet à la personne de se réconcilier avec son corps. Ainsi pour plusieurs personnes rencontrées, des bilans médicaux et des soins seront réalisés (bilan sécurité sociale, consultation dentaire et ophtalmologique, l'hypertension).

« C'est important. C'est une bonne chose. Moi cela m'a permis de refaire mon bilan de santé. Il y a une infirmerie mais aussi un docteur qui vient. J'ai toujours eu

⁵⁷² Depuis 2006, ils sont ouverts tous les jours.

des médecins différents. Au bout de six ans de rue, je ne suis pas tombé malade souvent. La, c'est une bonne chose, cela permet d'avoir suivi, un régulier. Ce n'est pas plus mal en fin de compte. Je suis tombé malade, et des bronchites, surtout et je ne suis jamais allé chez le médecin, j'ai attendu que cela passe. Les seules fois où je suis allé à l'hôpital, c'était pour des agressions et le problème et pour faire la C.M.U. Ici, cela a été fait dans la journée alors que dans beaucoup d'autres villes, il fallait refaire ma carte MSA, en quittant Angoulême, je ne l'avais pas fait. Alors qu'ici, pas de problème, en une heure ». (P.P. Foyer St Benoit).

S'occuper de sa forme physique témoigne d'une attention particulière à soi-même, d'une volonté de ne plus se laisser aller, non seulement au niveau physique c'est-à-dire de reprendre le pouvoir sur soi et sur sa vie. Se sentir bien dans son corps, ne pas devoir le traîner comme un boulet, libère de l'espace pour se concentrer sur soi et sur ses désirs. Prendre soin de son corps, c'est refuser l'état de manque continu qui concentrerait l'existence autour du seul but de combler les besoins de base. Par ailleurs, le souci de soi permet une structuration régulière du quotidien : rituels de soins corporels, repas et sommeil réguliers rythment le quotidien et constituent ses repères pour l'organisation du nouveau mode de vie.

Nous avons connu M. à l'Oasis. Après avoir dormi dans la rue, sous le porche d'un hôtel près de la gare, il a fini par faire le 115 et était à ce jour hébergé dans divers foyers ou s'abritait sous son porche quand il n'y avait plus de place. La dernière fois que nous l'avons vu, il nous a fait part de problème de santé, il dit qu'il allait mieux, qu'il était en attente de résultats. Au lendemain de Noël, il souffrait de vomissement, diarrhées, douleurs gastriques importantes. Il est allé à la PASS accompagné de J., compagnon de route. Il a été découvert 3 ulcères, il a bénéficié vu son âge (presque 50 ans), d'une analyse de sang complète, et d'une fibroscopie mais n'a toujours pas de résultat, doit y retourner mardi. Dit ne pas avoir de traitement, ce que J. corrige : il a quelques médicaments à prendre en cas de douleur. Il n'avait pas été chez le médecin depuis longtemps. Il y allait quand il était vraiment malade. A été bien reçu. L'assistante sociale, quand il attendait dans le couloir, est venue et lui dire qu'il ne fallait pas hésiter s'il avait besoin de quelque chose.

Le jeudi, lorsque nous revoyons M. à St Benoit, il est là jusqu'au lundi matin. Le lendemain, il doit demander un rendez-vous avec un travailleur social du foyer pour faire une demande de CHRS. Il veut repartir, retravailler, seulement, dit-il, « *il ne faut pas qu'on me braque* ». Va aller lundi après-midi à la Maison d'accueil de jour. Il doit refaire une fibroscopie en mars, il nous explique son déroulement et le soulagement que ce ne fût pas cancérogène. Il avait déjà eu un ulcère en 1997. Evoque le fait de retourner voir l'assistante sociale de la PASS qu'il a trouvé aimable et qui lui avait dit qu'elle se tenait à sa disposition. Maintenant que ses papiers ont été remis à jour, souhaite faire faire une paire de lunettes dont il a besoin depuis longtemps.

Rejetée d'un côté, la contrainte apparaît pourtant valorisée, voire recherchée de l'autre en ce qu'elle fournit un cadre, un repère qui oriente et structure (du moins à court terme), une vie, un temps, une identité sans accroche. Pour exemple, plusieurs personnes remarquent que le fait d'être hébergées en foyer les a obligées à refaire leurs papiers et à entreprendre différentes démarches.

A travers ce corps bien entretenu, bien tenu, il y a également le souci d'esquiver les sérieuses menaces que comporte l'exposition de soi, une exposition dramatique pour une identité fragile. Les lieux qui les attirent et qu'ils fréquentent sont des lieux paisibles, tels que les bibliothèques, les parcs et les jardins publics. Ces sujets SDF ne détournent pas les espaces publics. Pour eux, la frontière du dedans et du dehors et le maintien de soi sont des repères identitaires fondamentaux. Ces sujets SDF là sont sans territoire et dessinent à travers leur cheminement une géographie de la honte, celle d'être sujet SDF.

L'argument majeur que nous avons entendu au cours de plusieurs entretiens concerne l'alcool, la seule chose qui permette de supporter de faire la manche.

« J'ai tout fait, assis le long d'un mur, en train de dire bonjour à tout le monde, je l'ai fait à la rencontre, j'ai même fait les feux rouges, là c'est plus dangereux. [...] Souvent, j'étais alcoolisé, ce qui était pour moi plus facile, l'alcool aidait en fin de compte, je faisais rigoler les gens qui étaient dans leur voiture, je gagnais plus que certains ». (P.P Foyer St Benoit).

L'état second que provoque son absorption provoque une mise à distance de la honte à devoir tendre la main, agissant à la fois comme un profond désinhibiteur et un puissant anesthésiant : il devient possible de demander de l'argent, de supporter le regard du passant, de s'exposer soi et son corps. La parole et la capacité à interpeller autrui sont libérées. L'état d'alcoolisation fait passer le temps qui permet de gagner suffisamment d'argent pour s'approvisionner à nouveau en alcool.

« Le plus dur sont les premières minutes, le temps pour pouvoir acheter la première bouteille, avoir du bagout pour parler et surtout les faire rire et pas dire « une pièce pour manger ». Les gens, on les prend pas pour des imbéciles, ils savent très bien que tu ne vas pas que manger, moi c'est pour les cigarettes, manger et alcool. J'ai toujours pris aussi à manger. Cela marchait bien, 300 francs en deux heures, cela permet de ne pas faire la manche tous les jours. Mais surtout pas dans la ville d'origine, on peut toujours rencontrer quelqu'un qu'on connaît [...] Déjà avoir le regard des autres, ce n'est pas évident, mais avoir celui de la famille, cela me ferait péter les plombs. Cela permet d'accepter le regard des autres, surtout quand on fait la manche. Les gens, la façon dont ils vous regardent, le pire est les enfants » (P.P. Foyer St Benoit).

La recherche de la prise d'alcool est souvent le but ultime de toute quête quotidienne devenant la priorité pour certains qui attendent le soir éventuellement pour manger. Chacun a ses priorités. L'alcool a une fonction anesthésiante, d'évitement de la pensée.

« L'alcool m'aidait à ne pas penser, regarder les choses différemment. Pour te dire, je n'avais même pas fait mes papiers, j'avais arrêté. J'avais arrêté, vu que j'ai arrêté de bosser et il y a eu la rupture, je n'ai fait faire mes papiers qu'au bout d'un mois. J'ai tout laissé ». (Y. B. Foyer St Benoit).

« La dépendance à l'alcool, cela m'a fait peur à un moment, pas mal, surtout quand on en voit certains. J'ai toujours essayé de faire attention, j'ai eu des périodes où je buvais beaucoup. Un moment, j'ai eu peur, j'ai toujours essayé de ne pas tomber dedans, mais arrivé à un certain stade, c'est dur de ne pas passer la frontière et comme la frontière n'est pas épaisse... Comme on est toujours avec des gars qui sont aussi à la rue, ils boivent, et comme on n'a rien à faire d'autre, c'est vrai que l'hiver cela réchauffe bien » (P.P. Foyer St benoit).

Sur le plan des affects, l'alcool court-circuite avec beaucoup d'efficacité les émotions et leur traduction corporelle.

« L'alcool. Si on reprend mon premier séjour, j'ai eu ma période où j'étais tombé dans l'alcool. Ce n'est pas toujours évident, arriver au point de me lever le matin et d'aller chercher une bière, c'était vraiment toute la journée. Après, c'est en fonction des personnes, mais dans les CHRS, c'est souvent cette solution-là. Suivre certaines personnes plus que d'autres, puis cela finit à boire dans les cafés, dans la rue, alors que ce n'était pas du tout mon style ». (W. Foyer St Benoit).

« J'ai fait un pétage de plombs, malade pendant un an, je suis tombé sur un médecin qui m'a bourré de médicaments de toute sortes. Jje suis devenu une épave. Il y a eu des emmêlages de crayons dans les factures, arrêts maladie. Tout un tas de choses qui ont fait que je me suis retrouvé licencié et, entre temps, je ne m'occupais plus de rien, incapable d'aller chercher une baguette, je passais du canapé au lit et du lit au canapé, parfois, je dormais dedans ». (P. J. Foyer St Benoit).

L'abandon de l'intoxication signifie de fait la remise en place de la perméabilité émotionnelle précédant toujours les capacités d'élaboration intellectuelle et exposant donc particulièrement à la souffrance.

« Un beau jour, je me suis réveillé, je me suis dit « c'est quoi ces conneries ». J'ai tout jeté. Seulement, cela a été une erreur dans l'autre sens car cela faisait un an que je prenais des médocs. J'ai mis de nouveau 6 mois à patouiller, à être agressif, à ne plus dormir du tout ou alors c'était l'anarchie complète dans le repos, le sommeil, puis, cela s'est passé ». (P.J. Foyer St Benoit).

Pour Joyce Mac Dougall, il s'agit « d'une tentative d'auto guérison vis-à-vis d'états menaçants, le sujet se sentant persuadé que la parade est assurée du fait de l'illusion de contrôle omnipotent sur l'objet de substitution choisir qui est censé ne jamais faire défaut ».

Les paradis artificiels sont un refuge rapide mais bref contre le déplaisir, la douleur psychique, voire contre un sentiment de mort interne.

Sur la pratique de la manche, nous avons pu recueillir quelques commentaires : *« Par rapport à la manche, n'oublies pas que tu n'es que toléré... Par rapport au commerçant : la présence d'un clodo propre sur lui et poli empêche qu'un crasseux vienne s'y installer... Sur le parvis des églises il est important de garder les yeux baissés en permanence, marquant ainsi ton acceptation de la différence de statut entre toi, pauvre homme égaré et ton client, brave homme conscient de ses devoirs... »*

La manche est obligatoire si on veut manger tous les jours. En plus, les autres dépenses : cigarettes, alcools. Avec le RMI, ce n'est pas possible, ce n'est pas comme chez soi, on est obligés de dépenser tous les jours chez soi, on a un frigo, on fait des réserves pour le mois...

Un jour, il y a un gars, j'ai gagné ma journée ce jour-là, on est dans une rue, un mec à une centaine de mètres de moi, il fait la manche adossé au mur à côté d'une boulangerie, il y a un gars qui vient et qui lui file un sandwich et une bouteille d'eau. Le mec lui a balancé la bouteille d'eau à la gueule en lui disant : « tu fais chier avec ta bouteille d'eau ! ». Le mec a repris la bouteille et le sandwich et il est venu me voir, il a sorti un billet de 200 francs de sa poche, il a appelé le mec, il lui a dit « tu vois, celui-là, j'aurais peut-être pu le donner un jour », il me l'a filé à moi avec le sandwich et la bouteille d'eau. Car quand on fait la manche, on ne peut pas se permettre de

refuser quoi que ce soit, on est obligé de prendre car si on refuse à la personne, elle va se dire « elle n'en a pas besoin » donc ça ne sert à rien pour le sandwich, la personne aura au moins mangé, il faut prendre, tu es obligé. Je me suis ramassé des paquets de gâteau ». (P.P. Foyer St Benoit).

Cette anecdote illustre les différentes stratégies mises en place par rapport à l'inadéquation entre ce qui est offert et ce dont ils ont besoin ; Le discours stéréotypé des personnes pratiquant la manche paraît une expression de l'escroquerie. Nul ne comprend qu'il s'agit d'une expression culturelle de la souffrance. En situation de mendicité, le discours stéréotypé permet de se conformer à un rôle social qui rassure le donateur et permet à celui qui demande l'aumône de se présenter dans la continuité de modèles sociaux existants, reconnus par tous. Nous retrouvons ici les fonctions sociales du clochard dépeintes en deuxième partie. Dans une société, on n'est pas pauvre n'importe où. Il faut en passer par des cadres sociaux existants, reconnus par tous, et l'expression langagière, le vocabulaire employé, le ton de la voix, la présentation de soi... constituent des modèles qui dénotent la pauvreté. Alors que P. épouse l'attitude qu'on attend de lui, l'autre homme n'avait pas adhéré à un discours ou comportement stéréotypé tout comme S. dit « la grenouille » qui apostrophant la femme qui venait de lui donner un pain au chocolat, avait balancé la barre au pied de la personne clamant qu'il n'aimait pas le chocolat Attitude proche de celle que pouvait adopter Diogène, selon qui, ce manteau, objet de moquerie, ses cheveux et cette apparence qui est la sienne ont une puissance telle qu'ils lui permettent de vivre en paix, de faire tout ce qu'il veut et d'avoir la compagnie de son choix .

Si la violence est soulignée, c'est parce qu'elle est répétée et affecte de nombreux domaines de la vie à la fois privée, à la fois publique (les relations avec les administrations, les démarches). Qu'il soit question de violence physique ou symbolique, **c'est le sentiment d'avoir été ou d'être malmené qui domine alors, malmené dans son enfance, dans ses relations affectives, dans la vie quotidienne, dans les relations avec les institutions qui ne comprennent pas toujours la situation. Les trajectoires des personnes dessinent des ruptures et révèlent des violences, des marques, des ratages.** Dans leurs histoires, on retrouve souvent, en plus des carences et des maltraitements, une impossibilité à se détacher de ces « mauvais objets parentaux »

« Je n'ai plus de lien avec ma famille, ils savent que je suis à la rue mais ils ne savent pas où je suis, et comme ne ils sont pas dans la région, c'est très bien. Avec mon père, on ne se parle pas depuis six ans. C'est à cause de ça que je suis parti, donc obligatoirement, il y a un problème de ce côté-là. Puis de toute façon, je n'ai pas envie de leur donner de mes nouvelles, tant que je ne suis pas stabilisé il y a une certaine fierté derrière ». (P.P foyer St benoit).

« La famille chez moi, c'est très compliqué. Je suis un enfant de divorcé. Enfin, ce n'est pas une excuse. Mon père est mort, je le haïssais, je ne sais toujours pas de quoi il est mort, où il est enterré. Mais la vie est juste car j'ai appris quelques années plus tard que mon père n'était pas mon père. Donc, cela m'a enlevé en fin de compte un poids, j'avais raison : c'était un gros c.». (P).

« La famille, voilà ce qui choque un peu certaines personnes ici, on me reproche souvent la question du fait que vous avez gardé des liens familiaux : pourquoi vous n'êtes pas chez vos parents ? Moi, je suis à un âge où j'aime avoir mon indépendance, et je peux me débrouiller tout seul. Un frère, je le vois peu car carrière militaire. Mon père, je l'ai perdu très jeune ». (W. Foyer St Benoit).

*« Pendant que j'étais dehors, j'étais tout seul, je me suis isolé, je voulais voir ni parler à personne. Je me suis coupé de ma famille, de tout le monde. J'ai coupé tout. Ma famille est sur Bouguenais. J'avais envie de parler avec personne : si je voyais quelqu'un s'approcher, je parlais. **Mon père a refait sa vie. J'ai une petite sœur qui a 12 ans ; ma mère est décédée** » (Y.B).*

Tout ne sera pas enregistré, il y a des choses dont il nous parlera après. Comme le fait que la veille, il avait rebu quatre bières avec un gars du foyer, *« il était bien »* mais aujourd'hui culpabilise. Il nous dit qu'il faut qu'il se protège car veut vraiment s'en sortir, *« c'est une sacré maladie »*, et il le sait car sa mère est morte à 43 ans de l'alcool, dépression et médicament. Il avait lui 21 ans, a assisté à certaines scènes. N'en dira pas plus comme au sujet de son enfance et adolescence.

Parlant du vécu des usagers, en quoi les structures « ouvertes » représentent-elles, à des degrés divers, une possibilité de restauration de soi pour les personnes en situation de précarité ? L'oasis, Brin de Causette reçoivent ceux qui ne savent plus où aller ; qui ne sont pas admis ailleurs, ceux qui tout en préférant rester dehors n'en peuvent plus parfois et espèrent trouver là un peu de répit ; mais c'est une autre épreuve qui commence alors : la promiscuité, les bagarres, les vols, les poux, les va et vient incessants, les bruits de toute sorte. Tout comme dans la rue, beaucoup de bruit.

Prendre le temps et essayer de vivre un face à face qui peut devenir un côté à côté, si bref soit il ; chercher le visage derrière la forme défigurée. L'accompagnement suppose proximité et distance, pour apprendre à connaître les vrais désirs et besoins de la personne et s'employer à y répondre avec elle, à son rythme, avec ses contradictions, avancées, reculs. Ce processus de réhabilitation de soi apparaît lié à la convergence de trois éléments interdépendants : une offre de services fonctionnels ajustée aux besoins de cette population (c'est celle-ci qui justifie sa venue première dans les lieux), la qualité inconditionnelle de l'accueil et de l'écoute, un fonctionnement de type lieu de vie, c'est-à-dire un espace physique et temporel où peuvent se développer autour de l'utilisation des services, une certaine vie sociale et des échanges entre les personnes.

*« Le fait de **pouvoir à n'importe quel moment prendre un rendez-vous, c'est important**, Philippe (l'éducateur référent) est pratiquement là tous les jours et il reste disponible et ça c'est une très bonne chose. J'ai eu du mal à demander à Philippe de parler avec lui, lui dire « je ne peux plus, je n'avance plus, je ne veux plus téléphoner car je me prends six ans dans la figure ». En discutant, on adapte le système. Ne serait-ce que pour prendre rendez-vous avec Cyril (le psychologue, cela permet une parenthèse, cela n'a pas été évident, mais je me suis aperçu qu'il fallait faire quelque chose, savoir les causes, **parler avec quelqu'un, c'est ce qui devrait avoir un peu plus dans certains endroits plutôt que la personne trouve un boulot tout de suite il faut rechercher les causes exactes du pourquoi les gens sont à la rue**». (P.P. foyer ST Benoit).*

« L'aide, elle s'est faite pour moi, par pallier mais un mot de réconfort, d'encouragement, c'est très important » (Y.B. Foyer St benoit).

A plusieurs reprises, les personnes rencontrées nous disent sentir le fait que des gens étaient là pour eux et l'importance des repères que cela leur procurent. Il est aussi important de marquer les limites de l'écoute et de relativiser ce que peut produire le type de relation qu'elle établit. En effet, la demande des usagers s'apparente souvent de fait à une recherche de lien sans jugement ni contrainte : d'une part, en raison de l'instabilité structurelle de leur situation (vie dans l'instant, identité incertaine), d'autre part, en raison de la réticence dont ils font l'objet d'un jugement ou d'une intention de

la part d'autrui. Or, le lien social implique toujours un positionnement de soi par rapport à l'autre et le regard critique de cet autre (sympathie ou rejet, assentiment ou désapprobation), c'est à partir de là que s'étaye l'identité et l'orientation personnelle. Le regard neutre, l'écoute désintéressée procurent à l'individu un moyen d'exister dans l'instant mais ne peut instaurer, en raison même de leur neutralité, qu'une relation sociale palliative, un lien social élémentaire. Les usagers des structures d'accueil apparaissent décalés en regard des grands exclus ciblés à priori par les dispositifs d'urgence. D'un autre côté, flottants de rupture en rupture dans une société ou de façon générale le lien social n'est plus donné mais à construire, ils sont confrontés à des difficultés qui concernent à des degrés divers, l'ensemble du corps social. Une population entre deux qui partage à la fois la fragilité, l'incertitude existentielle générale et pour partie la misère économique et matérielle des grands exclus.

1.1.3.2. Le discours des personnes « échappant » aux dispositifs

Ceux qui dorment dans l'espace public, ne s'y trouvent pas, en général, du fait d'une méconnaissance des circuits d'aide. Ils ont recours aux vestiaires, se trouvent domiciliés pour leur courrier, dans une association, un bureau d'aide sociale ou CCAS. Par contre, ils sont moins souvent en contact avec des travailleurs sociaux, ce qui semble indiquer la recherche d'une certaine indépendance vis-à-vis des services sociaux.

Selon Lanzarini, « les services publics et les services d'aide sociale sont utilisés dans la limite de ce qu'ils peuvent apporter comme ressources immédiates, pas de fréquentation assidue d'un service qui propose une « insertion »⁵⁷³. Au contraire, il semble que les services fréquentés soient justement ceux qui ne proposent rien d'autre qu'un service immédiat : manger, se vêtir, se laver. Les contraintes institutionnelles sont acceptées dans la limite de ce qu'elles peuvent apporter.

Concernant **les personnes peu ou pas hébergées** et vivant continuellement ou quasiment en continu dans la rue, différents constats peuvent être faits⁵⁷⁴.

- Auprès de 50 personnes non hébergées dans le cadre du plan hivernal avec qui l'équipe mobile sociale a eu un contact : 50% ne souhaitent pas aller en foyer ou de façon intermittente.

- **Les principales raisons** pour lesquelles certains publics (jeunes, couples, familles) ne se présentent pas dans les structures sont le refus des contraintes et de la collectivité. D'où la nécessité de développer le logement individuel.

- 50% pour qui les réponses de l'urgence ne sont pas adoptées : hommes ou couples avec un chien, couples et femmes.

- Personnes qui refusent toute aide mais qui acceptent toutefois un lien social.

- Exclusion des structures.

- 10% de ces personnes accèdent à l'hébergement d'urgence, au foyer d'accueil « La Providence » (structure reconnue bas seuil) en lien au déclenchement du plan grand froid.

⁵⁷³ LANZARINI C., *op. cit.*

⁵⁷⁴ Données lors d'une réunion du CASA.

Les raisons poussant à dormir dehors

Pour certains, les raisons invoquées pour refuser d'aller en foyer d'hébergement sont relatives à l'organisation elle-même de l'hébergement d'urgence et au fonctionnement interne des foyers. Ainsi, le fait de devoir tourner entre les structures, de devoir refaire les mêmes démarches au téléphone plusieurs fois par semaine voire plusieurs fois par jour les amènent à préférer rester dormir dans la rue. Nous pouvons sans doute voir que l'organisation de cet hébergement d'urgence ne permet pas d'offrir la sécurité liée à un véritable foyer, c'est-à-dire un chez-soi. Ainsi, l'insécurité, le vol et la dimension collective prédominante semble être un frein.

« Cela ne va qu'un temps d'aller dans les foyers. Encore, j'ai de la chance de ne pas avoir de chiens. Il y a des gens qui ont des animaux. Ils sont dehors. Je connais le système des foyers. Même en étant dehors sur mes cartons, en laissant mes godasses à coté de moi, je suis sur de les retrouver le lendemain matin alors que dans les foyers, ce n'est pas toujours certain. Puis, par rapport au 115, il faut déjà commencer à les appeler dès le matin, ils commencent à vouloir te répondre à 12 heures et tu as éventuellement une place à 10 heures le soir. Et à 6 heures du matin, tu décanilles. Alors que sur mes cartons, à 10 heures du soir, cela fait bien longtemps que je dormais déjà » (P).

« J'ai déjà fait le 115. Mais le 115, c'est bien, mais ce n'est pas pour 3 jours. Si on me propose le 115 pour un mois, moi, je donne mon dossier avec les recherches d'emploi et tout. Ok. Puis, il y a des bagarres dans les foyers. Je ne sais comment cela est géré. Je sais que, si je rentre dedans, je ne supporterai pas. Je me sens plus en sécurité dehors car, à la rigueur, dehors, ce qui m'arrivera, ce sera parce que je l'ai voulu et pas comme dans un foyer » (J).

« Ce n'est pas par choix personnel que je me suis retrouvé dans la rue à dormir. Je n'ai pas payé quelques loyers, perdu mon logement, le refus des foyers : pas vouloir être en compagnie de certaines personnes. Ce n'est pas une question de confort ou d'accueil. Au printemps et en été, on n'est plus en danger dans la rue et dans divers points il n'y a plus le froid d'accord mais il y a tous les autres dangers. Il y en a beaucoup : les agressions, et les maladies, on est toujours autant en danger dans la rue et il ne faut pas croire : il ne fait plus 0° donc pas froid ! ». (J-L.).

« Un choix personnel. Ce n'est pas un refus d'être aidé, ce n'est pas l'inconscience du danger, ni la volonté de vivre à l'extérieur. C'est plus le fonctionnement en général, car l'hébergement à court terme dans notre cas n'est pas solvable. Ce que nous souhaitons, nous, non pas être hébergés en foyer car ce n'est pas une solution, c'est juste une aide précaire. Ce que nous cherchons, c'est un chez nous ». (A et G).

« D'une structure à une autre, il faut que l'on explique son parcours, sa maladie si tu en as une, c'est ça qui m'énerve. Une ville comme Nantes, tu ne vas pas crever de faim, ni pour te faire soigner mais tu as tellement de choses différentes et qui sont mal gérées. Tu prends le 115, ils gèrent mal, ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les assistantes sociales de la ville de Nantes. Quand vous êtes revenu à Nantes et que l'assistance sociale vous dit " qu'est-ce que vous avez été faire à Saint-Benoît " alors que j'y avais eu un gros problème (il y avait eu un mort), c'est un truc dont ils devraient se souvenir, non on me remet à Saint-Benoît. J'y suis resté trois heures. J'avais un bon pour plusieurs jours mais je ne voulais pas, cela me rappelle la mort d'un copain. Ils ne

s'étaient pas concertés, tu es un numéro, ils te parquent. Cela leur donne bonne conscience de trouver un foyer le soir. Mais le lendemain, t'as pas de suivi. Il y a des gens qui sont SDF depuis vingt ans à Nantes, et il n'y a aucun suivi. Du moment qu'on les abrite l'hiver, car l'été, on commence à mettre tout le monde à la porte, aussi bien pour les soins. L'été, il y a moins de soin que l'hiver, c'est tout le monde à la porte, il n'y a plus de place. On verra ça au mois de septembre quand cela va reprendre ». (E).

« À la fin de l'hiver, il n'y a plus de SDF, on n'en parle plus dans les campagnes électorales, les politiciens, ils y viennent au moment de Noël, ils vont venir aux restos du cœur, Dominique Versini vient à Nantes, mais à des fins électorales. Autrement, ils s'en foutent ». (E).

« A chaque fois qu'ils sont venus à la maison d'accueil de jour à Francisco Ferrer, le préfet et Dominique Versini, je n'ai pas eu envie de discuter avec elle, cela ne m'intéresse pas ». (J-L.).

L'infantilisation...

« Pas plus de structures mais qu'elle soit mieux gérer. Qu'on ne soit pas alcoolisé, qu'on ne se batte pas dans les foyers est normal. C'est vivre en collectivité. Mais le problème de Saint Benoît, c'est devenu le parcage, c'est qu'on mélange tout le monde, des critères aussi. Il faudra des petites structures avec un accompagnement individuel, c'est important. En Belgique, cela existe aussi mais les structures sont petites, plus encadrées, tu es obligé d'avoir un résultat, c'est-à-dire que le SDF, est obligé de faire à minima. Il y a un échange qui se crée : logement, boulot. On les traite comme des êtres humains, pas comme des enfants, adolescents » (E).

« La dernière réunion qu'on a eue avec le secours catholique, c'est ce qu'on a abordé. Ce que l'on reproche à tous les CHRS est qu'ils nous infantilisent, et ils s'occupent de tout, nous, on n'a rien à faire, ils nous infantilisent. » (J-L.).

« Ca va même plus loin que les démarches, par exemple au niveau de la vaisselle, ils croient qu'on n'est pas capable de se faire à manger, faire des courses. Ils nous traitent comme des enfants. L'autre fois, j'étais dans un centre par le 115, une soupe, on nous dit « attention, elle est chaude, tu vas te brûler », Comme si c'était à des petits gamins de quatre ans. On prend la soupe, le bol, il n'est pas plus chaud qu'ailleurs, quand on était à la maison, on était capable de le prendre ». (P).

« J'ai vingt-deux ans de travail en boulangerie derrière moi, je suis encore capable de prendre quelque chose de chaud entre les mains même si ça fait quelques années, j'ai rien perdu. Comme si on n'était plus capable de se faire à manger, même si pour certains, cela n'est plus possible ». (J-L.).

« Il y a quinze jours, ils n'ont pas voulu de nous, on n'était pas dans les priorités » (Y.).

« Ce n'est pas qu'il ne voulait pas de moi, moi je ne voulais plus d'eux ». (J-L.)

« Finalement on se débrouille par nous-mêmes, tu as vu, on fait des courses tous les jours. Alors que les trois-quarts qui sont dans les foyers, on les met dehors, du jour au lendemain ils sont perdus ». (E.).

« Nous on est autonome. Mais ils se trouvent tellement bien dans les foyers qu'ils ne veulent plus en bouger avoir alors que nous, on monte notre tente tous les soirs, chacun a son coin ». (P).

« Un foyer, il y a quelques années c'était un endroit où les personnes qui sont dans le besoin, on faisait semblant, qu'on pouvait les aider à s'en sortir. Un semblant car c'est déjà plus facile d'empêcher qu'ils ne tombent que de lui tendre une demi perche quand il est déjà tombé. Le problème quand il n'est pas arrivé encore sur les bords et pas complètement debout, il est déjà lâché. Foyer, je suis resté deux mois et demi maximum car j'avais un programme qui a tenu. Sinon, pour que quelqu'un s'en sorte véritablement, il faut plus de trois ans, tellement plus facile d'éviter qu'il ne tombât point mais pour nos dirigeants la personne doit encore faire plus d'efforts or, il faut quand même comprendre qu'on veut bien faire des efforts, mais pas stériles. Quand on sait que cela ne va pas aboutir, on ne va pas faire des efforts, on n'est pas absurde à ce point. Les foyers, cela fait longtemps que je ne me présente plus. Des efforts, il faut quand même comprendre qu'il y a eu de très gros problèmes, la municipalité a délégué à certaines associations l'accueil du public pour s'en débarrasser et parce qu'il faut reconnaître qu'un employé à l'accueil pourra vous dire « je ne suis pas là pour me faire engueuler » alors qu'une bénévoles dans une association, aura plus de patience » (Yv.).

*« La possibilité des foyers, je suis allé quand même, une semaine à Saint-Benoît. Après j'ai été à Saint-Martin insupportable ce n'est pas tant le collectif, je ne suis pas un sauvage, mais des fois, j'ai envie le soir d'être seul, avec mes bouquins, puis cela crie. On me mettait avec des gens qui ne m'intéressaient pas. **La bagarre, l'alcool**, puis me retrouver dans de situation comme ça, pour moi, ce n'est pas un choix, ce ne sera jamais un choix. Ce sont les conditions qui ont fait ». (K.).*

*« Parti de chez mes parents à 25 ans, j'en ai 37 : cela fait 12 ans que je voyage comme ça. D'abord, l'Italie, de ville en ville, puis Allemagne, Belgique, France, Suède, Luxembourg, Suisse. **Je comptais rester 5 jours, j'y suis resté 7 ans, pendant 4 ans, j'ai vécu en squat, puis vite en foyer. Mais c'est dépressif, on ne peut rien faire.** Puis, je suis sorti avec une fille qui elle-même vivait dans une ferme qu'elle squattait Meilleur moment de ma vie dans les squats : la liberté totale : avoir tout ou avoir rien. Tu ne paies pas de charges, pas de souci financier même si actuellement je ne bénéficie pas de ce que je veux au moment où je veux » (J.).*

« Chacun a ses raisons de dormir dehors. On ne choisit pas, ce n'est pas une question de choix. Aujourd'hui, dans la situation immobilière, soit on devient complice de ces escrocs, cependant pas le choix. Car personne ne voudra me louer un appartement ». (Yv.).

J-L dit ne pas supporter le **sentiment d'être en prison**. Les gens ne sont pas accueillants. Le repas à 18h30. Personne ne parle. En plus, il y a un sas à l'entrée et, pour lui, ce n'est pas possible. Il nous dit tenir trop à **sa liberté** et ce n'est pas à 44 ans qu'on va lui dire quand il faut manger, se coucher.

« J'ai donné dans les foyers que ce soit sur Paris, Nantes ou Lyon, Lille. À Nantes, c'est à fond dans le social à part que les foyers sont mal gérés. Cela manque. On mélange des genres, les clodos... Quand tu manges à côté de quelqu'un qui est dégueulasse, cela ne donne pas envie de manger. À Nantes, ils devraient faire comme certaines villes, ceux qui sont trop crado : à la désinfection c'est là qu'on attrape les pires maladies, moi j'ai attrapé la gale dans un foyer alors que je suis toujours nickel sur moi.

Il devrait séparer les genres : il y a le SDF propre, le SDF crado, le vrai clodo, il y a différentes types de sans domicile, sans parler des gens qui sont malades dans la rue. Et certains, si tu ne les prends pas par la main, et ils n'ont pas la force, à part

picoler ou fumer des joints. Il faudrait les accompagner physiquement. Là, je trouve que les foyers ne font pas leur travail. Ils ne devraient pas les relâcher le lendemain. Dans certains, tu es remis à six heures dans la rue. Mais les accompagner, faire une démarche, pas exemple, aller chez le dentiste. Et dans la rue quand tu n'as pas une bonne dentition, c'est comme les pieds, ça ne tient pas longtemps. Il faudrait un peu plus de suivi au niveau de l'hygiène et ce qui s'en suit, au niveau de la santé. Dans les autres villes, c'était pareil, même à Paris : un métissage des genres. Ils embarquent, tu ne sais même pas où tu vas atterrir. Moi, j'avais abusé de l'alcool, mais on ne demandait rien à personne, ils nous ont emmenés parce que c'était un jour où il faisait très froid et la préfecture de Paris a ordonné de ramasser tous les SDF qui traînent. Alors que nous, on était propre, on avait notre coin, on était pénard mais on nous ne nous a pas demandé notre avis. On s'est retrouvé le lendemain, lâché à la porte de Charenton, à 6 heures. « On vous ramène où? », « Là où vous nous avez trouvé ». Il n'y a pas de suivi ». (E.).

Les vols très fréquents empêchent de dormir sereinement. La méfiance est grande tant la peur de se faire dépouiller est présente et le repos n'est pas assuré dans de telles conditions. De plus, c'est le lieu de l'autre à qui ils ne veulent pas ressembler et pourtant à qui ils sont assimilés malgré eux. Le jeu du miroir peut être pour certains traumatisant.

« Les foyers : j'en ai fait, c'est fini. C'était à Nice, mais on m'avait volé un poste, un portable et mon porte-monnaie avec tous mes papiers. C'était au tout début que je faisais la route, maintenant, je me débrouille, j'ai un passe en facteur (je l'ai autour du cou). Par rapport à l'accueil, à Nantes ça va encore, mais j'ai vu des villes, il te regarde des pieds à la tête avant de rentrer. Je peux te le jurer, il juge les gens directement. A Saint-Étienne par exemple, tu as des foyers, il y a des dortoirs donc vraiment les clochards de chez clochard. Quand j'ai vu ça la première fois, plus de cent personnes. Ils mettent les crados avec les propres. Moi je n'y ai dormi qu'une nuit ». (Y.).

« La promiscuité dans les foyers. Le fait déjà pour aller aux toilettes, il pourrait y avoir un cabinet privé. Ne serait-ce déjà que des salles de télévision mais ouvertes à différentes heures avec écouteur. Cela ne gêne personne. Dans les foyers, il y a une salle et un seul programme sonore. Ce qui veut dire que cela gêne celui qui est au-dessus. Il pourrait y avoir des petits dortoirs individuels mais le problème qu'il y a, c'est que pour les couples, très souvent, il n'y a rien. C'est à croire que nos élus n'ont jamais compris que la famille existe. Idem pour les pères » (Yv).

Pour comprendre et appréhender l'errant, il faut à notre sens, envisager les aspects positifs de la conduite. L'errance est une prise de distance qui permet d'idéaliser des objets impossibles à idéaliser dans la réalité. Refuser de fréquenter les associations peut s'entendre comme **une stratégie de sauvegarde de soi même** permettant d'éviter la confrontation avec les autres sujets SDF et avec le miroir qu'ils incarnent. Cela permet aussi de ne pas établir de relations codifiées par la solidarité ou sur le modèle de l'assistance avec des personnes dites intégrées, bénévoles ou professionnels et ne pas réduire son discours à sa situation d'exclu et aux problèmes rencontrés au quotidien. Prisonnier de son statut, l'individu l'est aussi de son identité jugée négative et intériorisée comme telle. Fuir autrui et les lieux qu'il fréquente, s'opposer radicalement à lui, invectiver les politiques sociales peuvent devenir des stratégies mises en avant afin de sauver la face et de se sauvegarder. Les personnes interviewées se trouvent dans une position de sans domicile fixe mais se différencient de cette population par des

stratégies d'opposition, il faut y entendre un refus d'identification et la volonté de se maintenir dans une image positive de soi-même. Le fait de devoir dépendre des autres, et surtout des institutions, finit par provoquer un rejet et un mépris de celles-ci.

Il y a aussi la difficulté d'accepter la promiscuité, la peur de la violence et des bagarres, le dégoût de se trouver très proches de ceux qui sont sales ou dont la situation rappelle sans cesse ce qu'on est soi-même et ne voudrait pas être ; l'impossibilité de se soumettre à un horaire, à l'abstinence d'alcool pour certains, aux contraintes d'une vie en commun, surtout qu'ils ont du apprendre à se débrouiller seuls et leur isolement débouche de plus en plus sur une incapacité à vivre avec d'autres. Pour certains, il y a le risque de perdre leur squat pour seulement quelques jours au chaud. Certains paraissent anesthésiés, paralysés par un certain fatalisme ne réalisant plus l'intensité du froid (ils ne peuvent donc être engourdis). Au total, se rendre dans un foyer, c'est prendre le risque d'un changement onéreux. Les conditions de départ, de sa violence, du désir de s'en aller apparaissent dans la clinique comme une première chose très importante. Il y a du désir, de la contrainte. Est-ce que c'est une fuite, quelle genre de fuite ?

L'errance comme construction psychique

Pour certains, dehors à tout prix, la rue se présente comme l'extrême limite, une sorte de soupape de sécurité qui empêche certains inexorablement de perdre la raison.

*« Je travaillais sur Paris, j'ai même été aux Etats-Unis. J'étais un petit cadre pour vanter les mérites de l'entreprise. Je travaillais pour un très gros concurrent de France Télécom : toute la téléphonie mobile passe par eux, ils ont 6 sites à côté de gares (Paris, Lyon), une société créée par plusieurs sociétés. On m'a mis responsable de site : j'ai été muté dans un site en urgence à Total – Fina – Elf à la Défense. On a été quatre à arriver en urgence en trois mois : 17 heures dans la journée plus le week-end. Déjà, je n'avais plus le rythme d'avant. On m'a mis sur un autre site. Rien n'était préparé. Là, j'en avais marre. Le téléphone portable a volé dans le mur, j'ai tout envoyé promener, le PC, j'étais à bout ». Quand il est parti, J., ne savait pas où aller. Il est arrivé à Montparnasse, il y avait un train pour Nantes, il l'a pris : **« Je suis parti, j'avais un pantalon, une paire de pompes, une petite chemisette, un blouson. Je suis arrivé, j'ai fêté mon anniversaire à Nantes, donc environ au 8 juillet, je suis allé dans un hôtel, pour au départ 15 jours. J'avais pris le train à 11 heures, je suis arrivé à 13 heures, j'ai été faire un tour après avoir réservé l'hôtel. Je connaissais les petites rues piétonnes. J'ai été mangé, chercher deux ou trois fringues. Avec le recul, je ne l'aurais peut-être pas fait, ou différemment, j'aurais été voir un toubib pour m'arrêter pour dépression nerveuse. Déjà, des envies de partir, mais ce n'était pas pareil. Je me disais, j'en ai marre de ce boulot, je vais chercher autre chose mais pas tout larguer. Car quand on largue tout, on largue quand même sa famille même si on ne s'entend pas trop »**. A son arrivée, s'est rendu à l'hôtel Duchesse Anne (hôtel luxueux), s'est offert tous les beaux restaurants. Parti de Paris avec environ 2000 euros, il dit les avoir « claqués en trois semaines », ajoutant, **« il faut s'amuser ! C'est bien, c'est très bien, cela m'a remis quelques idées en place »**.*

Lors de prochaines rencontres, J, nous dit être venu sur Nantes car est né ici. De plus, il avait un frère aîné qui est décédé sur Nantes au bout de trois jours et voulait trouver où il était enterré.

Au fil des échanges avec les uns et les autres, nous nous apercevons que Nantes représente pour beaucoup d'entre eux une attache particulière, ils y avaient de la famille où même n'avaient jamais quitté la région. Cela rejoint donc notre hypothèse que l'errance n'est pas tant géographique que psychique. **L'errance serait une « construction » dans le morbide** et comme le disait Canguilhem : « le morbide c'est toujours une certaine façon de vivre »⁵⁷⁵.

Histoire trouée et impossible subjectivation. Avoir une place. La place c'est ce qui permet au sujet de s'inscrire...pour être, pour exister.

Le récit de K. nous paraît illustrer cette impossible quête... de place. Au cours d'un long entretien, réalisé sur les bords de l'Erdre, endroit qu'il avait choisi, il commence par parler de sa scolarité normale avec le désir très jeune de partir du Maroc, pour rejoindre en France son frère aîné étudiant à l'ENA. En 1982, il s'inscrit à la faculté, obtient une maîtrise, fait un an de psychologie, un DEA de sciences politiques à la Sorbonne, voulait faire une thèse mais cela n'a pas marché. Parallèlement, voulant absolument son indépendance et sa liberté, a toujours travaillé pour financer ses études : *« même si ma famille voulait m'aider, je me suis dit, je m'en sortirais tout seul, j'en suis capable »*.

Il est revenu sur Nantes quand il a eu une petite fille. Formateur à Léo Lagrange, à Angers pendant un an où il faisait les trajets, puis à Nantes. Il nous dépeint une situation paradoxale entre les français qui disaient « ils ont encore embauché un maghrébin », et des conflits avec les maghrébins car il ne revendiquait pas son statut. Ainsi, pendant trois ans, d'un point de vue professionnel, en tant qu'éducateur, il ne savait pas trop se situer à tel point que cela a déteint sur sa vie privée. Trop fatigué le soir, il ne faisait plus rien alors qu'il aimait le théâtre, le cinéma provoquant la lassitude de sa compagne. Selon ces propres termes, cela a laissé des « séquelles ». Après entretien avec la direction, il a été muté à la coordination au niveau des projets d'animation pendant 6, 7 mois. *« Au bout de cinq ans, j'en avais ma claque, il y eut d'autres événements en dehors du travail qui se sont accumulés et je suis parti en accord avec la direction. Ce n'est pas vraiment démissionné, la preuve j'ai toujours les ASSEDIC, en fait je me suis fait oublier. Je suis parti, j'ai vagabondé partout en France, puis je suis revenu à Nantes pour ma fille et on a eu un autre gosse, qui aujourd'hui à 7 ans. Cela dit, me retrouver à la rue, quelque chose que je n'avais jamais pensé, les gens ne comprenaient pas vu le niveau, la faculté d'adaptation. Quand j'explique, ils ne comprennent pas. Moi, j'essaye de disséquer, je trouve cela illogique. J'ai basculé, je suis passé de l'autre côté de la barrière, je ne me suis pas rendu compte sur le moment. Il y a deux étapes. La première, quand je suis revenu, j'ai été chez des amis, mais un moment donné, quand je revendiquai toujours ma liberté, mon indépendance, j'ai été mal à l'aise. On n'est pas chez soi »*.

Après la séparation d'avec sa compagne, continuait de voir ses deux enfants dans son appartement. Puis, beaucoup d'éléments ayant provoqué un « ras-le-bol », il est parti en Espagne, en Italie puis au Maroc où il est resté huit mois : le plus longtemps qu'il y soit resté. Il y a deux ans et demi, dit ne pas savoir, il avait tout mais les enfants lui manquaient, il se sentait complètement décalé donc il est revenu. Ensuite, son parcours n'a plus été qu'**itinérance dans les divers foyers d'accueil** : Trajet pendant trois mois avec des ateliers, Saint-Benoît, Saint-Martin où il logeait avec deux ou trois

⁵⁷⁵ CANGUILHEM G., *op. cit*

personnes avec qui cela s'est mal passé, ne s'entendant pas avec les maghrébins. « *Ils m'ont mis une semaine à pied, pas le choix, c'était très difficile. J'étais au Corbusier, ils m'ont changé. Cela se passait plus ou moins bien, mais en fait c'est une entreprise, je pense qu'on insérerait, j'en ai les capacités mais quand vous n'êtes pas bien, besoin d'une béquille. Cela ne me dérange pas de prendre une pelle mais aucun projet au niveau logement. Avant, j'avais jamais rien demandé, le CCAS, je connaissais qu'au bout de trois mois [...] Ce n'est pas un univers à moi mais quand vous êtes à la rue, où se confronter fatalement à des gens comme ça, ne serait-ce que dans le squat où je suis. Cet homme s'est imposé. J'étais à Angers, moi je rentre, ils étaient là je préfère une discussion constructive, bouquiner tranquille, que l'alcool, la bagarre, cela ne m'intéresse pas* » (K.).

De pas en pas...

« *Cela fera 3 ans depuis janvier 2004. On s'est connu à Paris. **Moi, j'avais un appartement, il ne me restait que 6 mois à y être car je ne pouvais plus payer le loyer.** Un jour, dans un café, j'ai rencontré G [...]. Lui dormait aux Halles. Je lui ai dit que l'on soit viré à un ou à deux. Je n'ai pas été en justice, rien du tout. J'ai laissé faire la perquisition et la prise des meubles. Je n'avais pas le choix : il me demandait 940 euros et 3 loyers impayés. Je ne peux pas dire que je l'ai hébergé, si tu veux, car en tant qu'expulsé je ne peux pas dire « tu es bien content ». On s'est lié d'amitié tout de suite. Petit à petit, les liens se sont noués et puis, on s'est retrouvé un jour là où il ne fallait pas se retrouver et on a continué notre route ensemble. On a fait Bordeaux, Paris, Nantes. On a fait tout le littoral, on a été jusqu'à Hendaye. » (A et G).*

« *J'ai déboulé à Nantes en 1996. J'ai retrouvé vite fait un boulot, un appartement : **la vie de Monsieur et Madame tout le monde.** Je travaillais, je gagnais mon argent honnêtement, puis la descente aux enfers. Plus les moyens de payer. S'il y aurait pu avoir des solutions, mais si au CCAS, il m'avait donné une assistante sociale en temps voulu... **Quand j'ai eu mon assistante sociale, cela faisait déjà 4 mois que j'étais à la rue.** Trop tard. Fin de bail : je ne peux pas. En plus, j'habitais rue Paul Bellamy. J'ai fait une grosse dépression nerveuse par rapport à ça, par rapport à cet appartement, failli me foutre en l'air. J'avais demandé en 1999 à rentrer à Saint Jacques. J'y suis resté pendant 3 semaines. Pendant plus d'un an, il y a une assistante sociale de Saint Jacques qui s'est occupé de moi. Par rapport à mon administratif, du jour au lendemain, l'assistante sociale de Saint Jacques m'a dit : « Maintenant, il va falloir voir une assistante sociale du CCAS. Vous inquiétez pas, tout votre dossier pourra être transmis ». Huit mois sans assistante sociale » (P.).*

« *J'aurais 40 ans dans une dizaine de jours. Ma vie depuis six ans n'est qu'errance, luxure et pauvreté. J'en suis arrivé là à cause du divorce et du ras-le-bol de du travail surtout quand les données étaient conjuguées : travail, famille. Par conséquent, un jour, j'ai décidé de foutre le camp de là, je suis parti en cure de désintoxication en Mayenne, il fallait compter 6 litres de pinard et une demi-bouteille de Ricard et une vingtaine de bières par jour. Cela ne m'empêchait pas de travailler jusqu'au jour j'ai essayé d'arrêter ça, du moins essayer de faire quelque chose, j'ai fait trois mois de cure. C'est un établissement haut de gamme dans la nature. Cela m'a permis de me remettre en question. De là, j'ai décidé de ne pas rentrer du tout, couper les ponts avec la famille, personne ne s'était inquiété de savoir où j'étais, certains le savaient mais ils se sont inquiétés au bout de trois mois quand ils ont su que je n'étais pas là-bas. Ma femme m'avait demandé le divorce, deux jours après que j'avais décidé*

de partir en cure. Je m'y attendais. J'avais aussi envoyé ma lettre de démission après j'ai décidé de partir à l'aventure. Les deux premières années je suis resté en France, puis je me suis promené en plan en Belgique. Donc, depuis quatre ans, je vis six mois de l'année en Belgique pour des raisons... Pour me reposer déjà... Les autres six mois, il faut que je bouge. Il a fallu que je revienne sur Nantes pour une histoire de papiers à la préfecture, récupérer mon passeport. Mais comme j'ai un casier judiciaire cela a été plus long. J'avais lu dans une brochure « Bruges, la petite Venise du nord » et je voulais voir ça. Donc, ça m'a pris comme ça ». (E.)

« Cela fait cinq ans que j'étais dans la rue, première année que j'ai fait le 115 à cause de la température. Toujours rester sur Nantes car moi je suis nantais ». (J-L.)

« L'absence de chez moi. Pas du tout, moi c'est le cas, au contraire, je préfère être dans la rue que dans un appartement. Je me plais comme ça pour l'instant ou alors le camping. J'avais un appartement à Rouen, juste pour dormir, sinon dehors toute la journée ; mes parents m'ont hébergée pendant un an. Mais je ne peux pas rester en place, disons que je bouge. J'ai fait quinze fois le tour de France et l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal. Je pars avec mon sac, je me pose dans un squat, la manche. J'ai pris l'habitude ». (Y.)

Ils s'oublient, se fuient et se réfugient dans la rue. La rue devient un espace intime, celui du geste immédiat, une peau. Ils l'adoptent comme une grosse couverture. Ils adhèrent au bitume entre eux et le trottoir, il n'y a plus d'histoires de frontières et de pudeur. Leur corps devient un support, une route. Ils y laissent les indices de leur histoire de vie. L'instrument privilégié des appropriations de l'espace public devient le corps. Le territoire, bout de peau, bout d'un homme échoué est reconnu par tous, riverains, commerçants, habitués du quartier comme la chasse gardée ou le pré carré d'un tel, c'est le secteur éponyme dévolu à un seul individu. Cet emplacement est celui d'untel dira-t-on. Il peut se greffer autour d'un lieu, un certain nombre d'habitudes de consommation de sociabilité. Ainsi Mr D. Place du Commerce qui commençait sa journée en allant acheter une bouteille de rosé à l'épicerie arabe. Cela n'est pas sans produire un attachement, voire une fixation territoriale⁵⁷⁶.

Le lieu où ils dorment peut être traité avec grand respect, ainsi nous dit A. « on le fait pour notre dignité personnelle, pour la propreté et on se dit, même si c'est un vulgaire garage, il ne nous appartient pas. Il y avait des canettes de bière, G. les a enlevées ». G. qui va rendre visite quelques fois à sa sœur en Vendée nous dit : « Dimanche prochain on va aller la voir mais elle ne veut pas que j'habite trop près de chez elle car elle a sa vie. Puis, le jour du restaurant, on avait déjà réservé une chambre à 47 euros la nuit. **Maintenant, on dort dans les toilettes.** On connaît les heures d'ouverture et où ils viennent nettoyer. **On rentre propre et on laisse propre. Vous savez, où on dort** [il fait référence à Nantes], **il y a un urinoir, il y a là-bas deux clodos.** Je les appelle comme ça car vous verriez l'état. Le gars de la mairie n'en peut plus ... [...]. Le gars du café, il nous voit passer 2 ou 3 fois par jour pour aller déposer des trucs. **Personne ne rentre**, les jeunes, le vendredi et samedi soir, ils se doutent mais ils ne disent rien. **Personne ne vient. Je veux qu'ils voient qu'on est là, on n'est pas à voler quelque chose. Comme si c'était chez nous.** Si on doit partir de là-bas, on partira. S'ils ne nous disent rien, on reste. **Le voisinage voit qu'il n'y a pas de bouteilles qui traînent. Cela fait beaucoup aussi.** Avant, tous les jeunes qui font du roller ils jettent leurs canettes, ils ne voient pas qu'il y a quelqu'un. Il y a un trou. Voilà.

⁵⁷⁶ Se reporter en 2^{ème} partie, 1.3.2.3. Le rapport à l'espace

Moi, j'ai tout ramassé. On entretient. Même la ville, ils le savent ; jamais, ils ne nous ont dit quelque chose. On a toujours été propre». (G).

P. en nous parlant du lieu où il dort, nous confie : *« J'avais même réussi à obtenir l'autorisation de laisser mes cartons sur la place. Je ne me suis pas dégonflé quand j'avais trouvé cet emplacement, j'avais sonné, tu sais, c'est la halte garderie qu'il y a derrière le CCAS : « Cela vous dérange si je laisse mes cartons là ? ». « Non, mais vous en faites quoi ? ». « Et bien, je dors dessus ». « Ah ! Entrez, on va boire un café, vous allez m'expliquer tout ça ! ». Je n'ai pas eu de problème pendant deux ans et demi. Je suis resté. Je suis dans mon troisième hiver. Aucun problème, même avec la directrice de la garderie. Un jour, elle m'a dit : « Vu vos doigts vous fumez ? Mais il n'y a jamais aucun mégot ? ». Normal, j'ai mon cendrier sur moi. Je ne vais pas laisser crado, ne serait-ce vis-à-vis de moi-même, puis, il y a des enfants qui viennent. Certains se font virer mais ils laissent les lieux dégueulasses... »* (P.).

« Par rapport au squat, j'ai de bonnes relations avec le voisinage, je maintiens propre. Il ne faut pas s'isoler, et il y a des gens qui passent en voiture, donc s'il y a un problème... Seulement, là maintenant, il y a P. et quand il boit, il devient indigne, il fait la manche, taxe des cigarettes. Lui, c'est l'exemple type : l'alcool, la bagarre, la taule. Moi, je lui ai dit, il y a des conditions. Je lui ai donné une couverture et une orange, quand je suis arrivé, j'ai trouvé de la cendre partout, au début, c'est moi qui ramassais quand il partait de bonne heure, puis je me suis dit « non, ça ne fonctionne pas comme ça ». Si c'est le bazar les voisins et le CCAS voient ça. Il y a des endroits où il y a des bouteilles, ils urinent. Par exemple, les jeux des enfants près de la Fnac, il y a des morceaux de verre partout ». (K.).

Avec ces différents propos, nous retrouvons le constat de Lanzarini selon lequel, *« L'interconnaissance entretenue avec des habitués du quartier visibilise l'existence du groupe ; quant à la manière d'investir les lieux, des invisibles au sens où nul ne peut se plaindre d'un empêchement majeur dans l'utilisation des espaces publics »*⁵⁷⁷.

Enfin, lutter pour pouvoir se tenir propre dans des conditions très difficiles est un moyen d'affirmer que, malgré les difficultés, il reste un minimum irréductible de pratiques qui ne peut pas être éradiqué. Se laver, c'est aussi lutter pour maintenir leur apparence, comme pour montrer la présence toujours active de leur investissement pour eux-mêmes. Tenir propres des vêtements et son corps sont des activités coûteuses tant en énergie que financièrement. S'inscrire dans une certaine forme de résistance aux conditions de vie imposées.

« Nous, on essaie de rester propre. Malheureusement, on n'a pas de toit. On, est SDF, il ne faut pas avoir peur de ce mot. Il ne faut pas en faire un amalgame avec le mot clochard. Le clochard est vraiment celui qui était SDF. Un clochard a pu être marié, avoir une maison, des biens, des enfants. Tout ça, une fois qu'il ne l'a plus, cela décline quelque part, un homme, une femme, aussi bien jeune que vieux. Quand quelqu'un a vraiment le moral à zéro, même à un certain âge, il se laisse aller, on peut donc employer le mot « clochard » mais entre parenthèses c'est très dur, mais à force, on y arrivera ». (G.)

« Je vais aller à la fontaine du CCAS pour me laver les pieds. Cela va être vulgaire mais je n'ai jamais pu me coucher avec les pieds sales et les couilles sales, je ne peux pas, il faut au moins, essayer d'avoir une tenue correcte et présentable, pas tiré à quatre épingles mais... Pour moi, je n'ai jamais fait ça pour les autres. C'est

⁵⁷⁷ LANZARINI C., *op. cit.*

égoïste, mais tu es obligé de devenir égoïste ou alors tu penses trop aux autres et ce n'est pas jouable. Tu t'oublies toi-même ou alors tu fréquentes trop les autres et tu pars dans leur manège à eux, ceux que tu peux voir à Commerce d'un bout de l'année à l'autre. Je préfère tracer ». (P.)

« Par rapport à l'hygiène, on arrive à se débrouiller entre les bains douches où s'est ouvert quatre fois par semaine et à la petite maison à Rezé pas de problème ». (Y.)

« Se préserver, c'est aussi se laver, se changer, pas trop d'alcool. Le mercredi, vendredi, dimanche matin, à 8h45 aux Bains Douches. Si on arrive à 9h30, on nous dit « il y a déjà 25 personnes, on ne pourra pas ». Quand on n'est pas lavé du vendredi au mercredi, du moins, lavé vraiment, c'est compliqué. Puis, on a beau essayé de faire gaffe, à un moment, on ne sent pas bon... Donc, il y a de fait un rythme qui est réglé ; en plus, c'est bien, cela évite beaucoup de trucs comme d'autres qui sont allongés du matin au soir avec la bouteille ». (J.)

« Ce que j'aime bien est la propreté et quand tu es dans la rue, c'est une sorte de luxe, ce n'est pas toujours évident de trouver une douche. Et puis, je n'aime pas les foyers, car ils devraient obliger les gens à se laver. Pour vivre en communauté, il faut avoir le respect de soi-même et des autres. C'est là que tu t'attrapes le plus de maladies ». (E.)

Pour d'autres, l'absence de prendre soin de soi est révélateur de leur état psychique. *« Il y a des moments où je me suis laissé aller moi-même aussi, je ne me lave pas pendant une semaine. Là, pour l'instant, il n'y pas de douche. J'avoue que je vis une phase critique de ma vie, du point de vue des conditions. Avant, dans les autres squats, j'avais une douche. Donc, bien sûr, cela me dérange, mais pas à un point de vue vital car on peut prendre une douche quand même, mais il faut se déplacer et ce n'est pas quand tu veux, cela dépend des horaires. Puis, je me dis qu'on n'est pas à l'armée et, deuzio, je m'estime comme un aventurier et un aventurier il a le droit de ne pas se laver. Puis, pour l'instant, je n'ai pas de relation... même si ce n'est pas une raison pour rester mal propre ».* (J.)

Ne pas se laver est affirmer ses sentiments à la société. G. ne cesse-t-il pas de se laver quand il se résigne et qu'il se sent irrécupérable.

« Cela va à un moment mais cela n'a pas de sens, une vie comme ça. J'avais constaté que ces deux dernières années, de mener une vie bizarre, comme ça, j'avais l'impression de stagner, intellectuellement, commencé à perdre la mémoire, moi qui avait une bonne mémoire puis le corps, il ne suit pas physiquement, c'est normal. Il y a un laisser-aller. Par moments, j'ai peur de moi-même, je fais mal à moi-même. Souvent j'en suis conscient, des fois inconscient. C'est après que vous rendez compte et c'est trop tard souvent ». (K.)

« Le problème séculaire c'est que cela devient plus que de l'ennui. Qu'en l'activité appelle l'activité et l'inactivité, l'inactivité. On a tendance à se laisser aller, à ne pas surmonter certaines difficultés qui deviennent des difficultés physiques, on fait travailler nos muscles et, on fatigue, la moindre des choses que l'on veut faire est un effort. Pour ceux qui sont dépendants à l'alcool ou à la drogue, ils n'ont pas tellement ce problème car cela les abasourdis complètement ». (I.)

Nous avons retrouvé chez ces hommes la tendance à être omnibusés par la situation matérielle au détriment de l'expression de l'imaginaire ou de l'attention portée à l'univers interne. Ce dernier se fragilise au fur et à mesure que le concret, l'actuel

accaparent le champ psychique. Cette omnibulation par le réel peut se transformer en une défense prédominante, qui bloque l'expression d'une souffrance subjective. D'un point de vue psychique, il y a des défenses par la réalité de type opératoire ; une anesthésie pulsionnelle que l'on peut retrouver aussi chez certains détenus qui vivent le cadre carcéral comme un abri qui les protège à la fois des échéances de la vie à l'extérieur et des désirs et des conflits personnels. Ce qui n'est pas sans créer, comme nous l'avons vu précédemment⁵⁷⁸, chez les travailleurs sociaux des éprouvés de vide et d'inutilité. Noyés dans les exigences concrètes des personnes. Formulation de demandes très concrètes, personnes dont les particularités personnelles ont tendance à disparaître derrière des demandes normatives.

Les priorités au quotidien

« Trouver un emploi. Deux, les démarches administratives qui sont déjà bien engagées. Ne pas me procurer de l'argent mais plutôt trouver de quoi s'occuper. Ne pas m'occuper de repas mais plutôt trouver un hébergement, non pas pour la nuit mais espérons à long terme » (A.).

« De se lever vivant et en bonne santé tous les matins. On n'est pas crevé, c'est déjà ça. Maintenant, le reste, tu prends comme cela vient, tu vois bien. Tout est prioritaire, dans ces cas-là, ne serait-ce que pour le moindre truc que tu peux faire quand tu es chez toi, tu as un frigo, regarder la télé, écouter la radio... Quand tu es dehors, tu fais quoi ? Tu es tributaire des horaires, tu n'as pas le choix, tributaire des horaires, endroits où tu peux être accueilli. Et encore sur Nantes, la chance d'avoir des structures ». (P.).

« Les priorités. Je vis au jour le jour, je n'ai pas spécialement de priorité. L'hébergement n'est pas une priorité ». (J-L.).

« Les priorités : l'argent et dormir dehors. Pour l'instant c'est comme ça, à moins que je n'aie aucun moyen, qu'il me coupe le RMI. Moi, je me plais comme ça ». (Y.).

« Personnellement, garder le goût de vivre. Trouver un emploi, dans mon cas, c'est plutôt un emploi du temps. Se procurer de l'argent, non. Car on en arrive à un stade où j'ai inventé le 6e sens mais je l'écris avec un « a ». Trouver un hébergement pour la nuit. Cela peut être déprimant par moment. Si on n'a pas l'habitude. Mais c'est assez facile de trouver à s'abriter, le problème est s'abriter en sécurité ». (Yv).

Pour trouver une cachette, plus calme, à l'abri des regards, il faut attendre bien tard pour s'y rendre et quitter les lieux tôt avant d'être repéré. C'est le cas pour nombre d'entre eux comme J-L quand il dormait près de la gare ; il y passait une bonne partie de la soirée avant de rejoindre son parking. *« On est toujours sur le qui vive. Avoir trop de sécurité, on s'enlise mais ne pas en avoir, on s'enlise aussi ».*

« Ce qui est important est un logement, un endroit pour me poser, pour pouvoir me préoccuper des démarches ; a priori à la limite, je n'ai pas besoin de beaucoup d'argent, il me faut un minimum vital. Un emploi, je peux en trouver un mais pas dans des conditions comme cela, il faut toujours chercher où se loger, où se laver, ne serait-ce que pour des papiers ». (K.).

⁵⁷⁸ Se reporter en 4^{ème} partie, 1.1.1.1. Le discours des professionnels.

Les priorités sont aussi dictées par les conditions de vie à la rue. A. et G. disent qu'ils ont marché toute la nuit à cause de la pluie, leurs cartons étaient trempés. Ils ont marché de 2 à 5 heures, heure d'ouverture de la gare avant laquelle aucun lieu n'est possible. Ils refusent toujours de faire le 115 et ne veulent pas en entendre parler. Lundi, ils doivent renouveler leur acte de domiciliation au CCAS. Ils ont perdu leurs affaires à cause de la pluie. G. s'est fait prendre un blouson auquel il tenait et qu'il avait caché dans les buissons dans un square. La question des effets personnels et de l'attachement qu'ils suscitent nous interroge au sujet des personnes SDF. Comment concilier les souvenirs associés à une « Petite brocante intime »⁵⁷⁹ dans ces conditions de vie ?

« Déjà, quand je me suis retrouvé à la rue, j'ai largué tous les meubles que j'avais, il a fallu que je me démerde pour trouver un foyer pour ma Minette. J'ai une petite chatte, c'est un monsieur qui s'en occupe, elle va bien, je n'allais pas l'emmener dans la rue. J'entends souvent : « Mais, Monsieur, il faut aller au travail ». Venez donc sur mes cartons ne serait-ce que huit jours, on va voir après si vous avez la moelle pour travailler. La restauration, je veux plus en entendre parler. Mon deuxième métier, c'est la peinture. Il n'y a pas que la peinture à faire, il y a souvent les plâtres à essuyer. Tu travailles dans des métiers comme ça si tu n'as pas une hygiène de vie normale, manger chaud tous les jours. Je ne pouvais pas sur mes cartons, j'étais tributaire de Denise ou Marion. Cela va au squat, maintenant, j'ai une gazinière : sur 4 feux, un four, il n'y a que deux qui marchent, je m'en fous. Même si je me fais des pâtes au beurre, c'est chaud. Au moins, je choisis ce que je veux manger. On ne m'impose pas : c'est ça ou rien. Combien de fois j'ai dit : « rien », je préfère » (P.).

Ainsi si la majorité ont du se séparer de leurs biens personnels, pour autant chaque personne possède sa petite richesse : un peigne, un stylo bille, la photo d'un journal....Ainsi, cette question du « chez soi », « on rentre à la maison », nous semble liée aux souvenirs qui y sont associés. Le chez soi, ce sont ces petits objets accumulés au fil du temps que nous conservons précieusement, en vue ou relégués dans l'armoire ou dans un tiroir. Etre chez soi, c'est pouvoir faire les choses au moment où on en a envie. Faire un gâteau, sentir la bonne odeur dans la cuisine, lécher la casserole ou le plat. S'emmitoufler dans son lit, dire qu'il fait froid en sachant que l'on sera bientôt réchauffé.

« Lire le journal, se tenir informé, pouvoir discuter avec quelqu'un. Je lis encore mais pas toujours les livres dont j'aurais envie : la bibliothèque des Restaurants du Cœur est limitée » (J.).

« Tu as un chez toi, tu te lèves, tu peux prendre ta douche, comme chez Monsieur et Madame tout le monde » (P.).

« Crayon, fusain, feutre... cela me reprend. Je suis en train de dessiner sur les cartons gris des feuilles à rouler, c'est un début. Mais en squat, cela ne veut pas dire que j'ai les moyens d'acheter tout le matériel... puis, c'est humide. Gâcher du papier par l'humidité, non. Je ne dis pas, si je reviens à bosser, retrouver un rythme de vie normale, que je vais m'y remettre normalement, mais là, pour l'instant, je ne peux pas. Le seul truc, je fais plaisir aux copains, de temps en temps, un tatouage » (P.).

Avoir son nom sur une porte ou sur un interphone, posséder des clés – les oublier peut provoquer l'horrible sensation que l'on ne peut pas rentrer chez soi – entrer dans une pièce décorée à son goût, ne ressemblant à aucune autre, puisque c'est la notre.

⁵⁷⁹ DELERM M. et P. CONCARD A. et D., CHABOUD J., PIQUEMAL M., MORIVAL M., ROBIN C., *Petite brocante intime*, Paris, Pré aux Clercs, Pocket, 1999, 204 p.

Il y a quelque chose d'immuable, qui rassure. Si l'on vit à plusieurs, pouvoir entendre la porte de l'immeuble claquer, reconnaître le bruit des pas dans l'escalier et entendre la porte d'entrée s'ouvrir. Avoir un chez soi, c'est aussi parfois guetter le facteur, « descendre au courrier », avoir une boîte aux lettres à son nom. Avoir une salle de bains, pouvoir se brosser les dents après le repas, faire usage de ces produits tel que l'on veut, avoir le choix de ceux-ci : tel parfum, telle couleur. Pouvoir changer le décor de sa maison, faire les boutiques pour trouver une nouvelle décoration et mettre l'ancienne au placard. Décorer les pièces selon les événements : mariage, anniversaire, Noël, Pâques. Prendre plaisir à déballer le contenu des cartons, redécouvrir avec joie ce que l'on avait oublié. Le nombre de magasins de décoration intérieure ne cessant d'augmenter, de plus en plus de vitrines mettent en valeurs les intérieurs de maisons. Ceux qui sont assis près de ces vitrines, les voient-ils ? Qu'en pensent-ils ? Pourquoi, nous qui avons un chez nous, avons tant besoin de nous entourer d'objets, de « parer » notre intérieur, recouvrant chaque fois davantage l'espace.

*« De plus, si tu veux tenir un boulot, il faut un domicile, c'est obligé. Te réveiller le matin, tu rentres chez toi, tu te dessapes, tu vas prendre ta douche. C'est le premier des dix commandements. Il faut tenir un rythme quand tu es au boulot, se reposer, avoir des nuits normales. Maintenant, j'ai tout remis en route de manière à redémarrer. Cela va être dur, je vais en chier. Mais maintenant, je peux déposer mes fringues. Quand j'ai déposé ma valoché et mon sac à dos, j'ai déposé 25 kilos de fringues. Pendant 2 ans et demi, je me suis trimballé ça. Rares les moments où je pouvais laisser ça à la gare : très chère la consigne. **Toutes les fringues que j'ai pu laisser chez des potes, à droite, à gauche, j'ai tout récupéré. Je vais en chier mais... toilette à l'eau froide dans un squat, c'est jouable mais pas dans la rue, avant, sur mes cartons** ». (P.)*

Avoir le choix d'aller et venir d'une pièce à une autre, d'ouvrir ses volets le matin, d'allumer la radio. Savoir que la nuit arrive et que l'on peut rentrer chez soi. Avoir envie de partir de ce chez soi, de connaître autre chose tout en sachant qu'on le retrouvera. Le sentiment d'ailleurs, à ce moment là, que notre intérieur paraît plus grand. Constaté que les éponges ont séché, symbole du temps qui a passé en notre absence. Prévoir l'arrosage des plantes, maintenir ce lieu de vie. Se sentir bien au chaud quand nous savons qu'il fait froid, aimer entendre la pluie tomber. Ce sont des sensations que nous ne pouvons ressentir, apprécier que parce que nous sommes à l'intérieur, dans un endroit où nous nous sentons bien. Quelles sensations éprouvent les personnes sans abri ?

*« J'ai même plus le goût à dessiner. Si, c'est en train de me travailler, cela va faire deux mois que je suis en squat, je commence seulement à faire des nuits normales car, quand tu es dehors, soit tu es bleu mort et tu te réveilles le lendemain matin, tu ne t'es même pas rendu compte que tu as dormi, ou alors tu restes conscient et tu dors d'une oreille et d'un œil, puis, quand tu es fatigué, tu changes de côté, tu ne dors pas tranquille. Ou alors tu te mets bleu mort, tous les jours : qu'il fasse jour ou qu'il fasse nuit, tu dors. Je commence seulement maintenant à récupérer, les premiers temps, je faisais des cauchemars pas possibles, je me réveillais : « Où est-ce que je suis ? ». C'est le genre de truc, si tu n'as pas la moelle, cela t'assomme. **Tous les jours, c'est agressif le bitume, ça chlingue, c'est dur.** [...] L'hiver, il y a des trucs qui sont ouverts, ils commencent à mettre des chambres supplémentaires à partir du moment où les températures sont négatives, au 115, la nuit. Et la journée, tu fais quoi ? Il peut faire 3°, s'il y a du vent, s'il pleut, tu fais quoi ? ... ». (P)*

Qu'en est-il des odeurs pour les personnes qui dorment dehors ou dans les foyers ? Si chaque maison a ses odeurs – le linge, du pain grillé, les plats qui mijotent – les sans-abri que nous avons approché de près, avaient une odeur de « pauvre », d'alcool. Ainsi, à chaque rencontre avec P., il y a une odeur de linge sale que nous ne sentons pas tout d'abord, dont nous n'arrivons plus à nous débarrasser ensuite. Il pourrait ressembler à un homme comme un autre. Mais il y a cette odeur qui le suit, qui monte en effluves quand il enlève son manteau, ou dès qu'il bouge, comme pour laisser une trace de son passage. C'est d'ailleurs le seul à me parler de l'odeur si particulière de la rue qui colle à la peau.

« Ça pue, la ville, tu as cette odeur sur toi. Ça, je n'arrive pas à m'en dépêtrer. Cette odeur, je la sens, elle est dans ma peau. La semaine d'avant, je suis resté chez mon pote dans les quartiers nord. Au bout d'une semaine, ma peau, elle avait déjà une autre odeur. Je ne fais pas autre chose que de me laver, oh si, pouvoir se laver à l'eau chaude, tous les jours, quand tu en as envie, le panard. Pas être obligé d'aller demander le droit, d'aller prendre avec un petit ticket ou de demander le droit d'aller faire laver ton linge gratuitement, ne serait-ce que ça, tu vois la contrainte. A partir du moment où tu es chez toi, tu ne te rends pas compte, quand tu n'as plus rien et que tu veux essayer de rester normal, t'es tributaire. Tu es obligé de demander, tu as honte ».

De même, les bruits associés à la maison deviennent familiers : le parquet qui craque, la porte qui claque, le quartier qui s'éveille. Ils nous sont tellement familiers que nous pouvons nous surprendre à les attendre quand ils ne surviennent pas. Cela nous fait associer, et cela pourrait paraître paradoxal, au sentiment de sécurité. Alors que la rue nous renvoie le contraire.

Yv nous fait part de ce manque de sécurité, *« Il y a une personne qui s'est fait dévaliser cette nuit pendant qu'elle dormait. Apparemment, elle avait bu, donc elle ne s'est pas aperçue, ils ont enlevé une bague. C'est fréquent. C'est plutôt la sécurité de l'hébergement **Se procurer les repas. On a appris à survivre, ce qu'il y a, c'est trouver un endroit paisible où prendre le repas. Le cadre reposant. On retrouve un jour la question de la sécurité, on vit dans une insécurité permanente ».***

Le soir, nous pouvons voir la nuit tomber, la rue se vider, les derniers passants, les devantures de magasins qui ferment ; autant de signes associés aux conditions climatiques mais aussi à l'allure des gens qui peuvent indiquer « il est temps de rentrer chez soi ». Dans le discours d'un homme rencontré, il n'est fait allusion qu'au manger et au boire qui semble apporter du « plaisir » vu le large sourire ainsi que le fait d'être avec un collègue. Il s'agissait d'un jour de semaine, mais le dimanche et les jours fériés, la rue n'a plus le même décor. Aussi, d'après les paroles entendues, le dimanche est souvent décrit comme le pire jour. L'heure de sortie du foyer est la même, les personnes ne rencontrent l'après-midi que des familles en promenade. Les lieux tels que la médiathèque, la FNAC, les grandes surfaces où elles peuvent se confondre dans l'anonymat, profiter de la chaleur et d'être assis sont tous fermés.

Ce dont ils souffrent le plus

« On souffre toujours de quelque chose, ne serait-ce que de soi-même ». (Yv.)

*« Maintenant que tu te retrouve là-dedans, il y a juste une chose à faire : **c'est relever la gueule, sinon tu sombres. Evidemment, cela fait souffrir. Tu sais, de se lever le matin, c'est même plus la vie au jour le jour, c'est instant par instant, au niveau de***

tout, ne serait-ce que pour se laver, aller aux toilettes. Maintenant, c'est plus pareil parce que j'ai un squat, ce n'est pas un chez moi, mais au moins, je n'ai plus à me trimbaler mon sac à dos, ma valise de fringues. Je suis déjà moins tributaire vis-à-vis du climat, il peut pleuvoir, venter, je suis à l'abri alors que lorsque que tu es sous les cartons, tu n'as rien ». (P.)

« Ne pas avoir de travail. Du jugement des autres, de la violence, de la saleté. L'attitude des gens à mon égard. Dans un premier temps, je dirais qu'ils sont méfiants, indifférents, non, certains ont peur et d'autres agressifs. Tout âge confondu ». (A.)

« Les rencontres, dans la rue, elles sont rares. Tu es souvent catalogué. Mais maintenant, je n'ai plus à trimbaler mon sac à dos, ma valochette, mais combien d'endroit je me suis fais refoulé à cause de ça même en étant – non pas que je veuille dire que je suis impeccable – mais au moins, j'essaie de garder un minimum de dignité, rester correct, présentable. Mais je me suis entendu dire : « On ne vous sert pas ». D'accord, je m'en vais, je vais ailleurs. Tu es catalogué. Ces endroits-là, je n'y vais pas, je n'y vais plus, je passe devant, je trace ou je crache sur la vitrine. « Tu te rappelles de moi, tu m'as foutu en l'air, tu n'as pas voulu me servir ne serait-ce que pour boire un café, même pas de l'alcool ». C'est pareil en centre-ville, il y a des bars, c'est interdit de séjour pour SDF. Le bar à la gare, celui qui est en haut, le sac à dos, ça le fait, celui qui est en bas, non. D'un côté, tu es accepté, pas de l'autre, ou tu acceptes de laisser ton bagage à 20 mètres de toi. Un coup d'œil, tu ne fais pas gaffe, tu te fais tout voler, du jour au lendemain, tu n'as plus une fringue, aucun papier car toute ta fortune, tu l'as sur ton dos ». (P)

« Ce sont les remarques les plus blessantes. L'indifférence on s'en fout, la personne qui passe devant toi et qui ne te regarde même pas, cela ne me touche pas du tout. Il m'ignore, il m'ignore pas mais je préfère encore ça, à ceux qui lancent des pics à la con comme quoi tu n'as qu'à bosser, il y a beaucoup de gens qui disent ça. Comme tout le monde, moi j'ai mis un temps pas possible à simplement tendre la main ». (J-L.)

« L'indifférence, de la méfiance. On est dans la rue, donc les gens ne vont pas trop approcher. Ici, c'est arrivé à des gens d'avoir pitié de moi. Je le gère bien, cela ne me dérange pas. C'est plutôt les insultes, de l'agressivité, quand on fait la manche ils sont solidaires. Certaines personnes, l'hiver, sont plus généreuses, ils ont plus pitié ». (Y.)

« Le regard des autres : Ce qui nous aide à garder le moral et ce qui nous démoralise quand on s'aperçoit qu'on ne sait pas trompé. Agressivité verbale. On rencontre des écoutes, des vraies même si les idéaux ne sont pas les mêmes car on rencontre des gens dans les associations même si elles sont très dévouées, personnes qui vont dans des centres d'accueil, elles mettent toujours les mêmes vêtements et une personne m'avez dit « moi, quand je rentre, je me change, je me douche » .Je suis l'un des rares à le savoir mais je pense que si beaucoup de personnes le savait, en plus de le savoir, c'est humiliant .. L'humiliation, je l'ai beaucoup plus ressentie quand j'ai vu des personnes se comporter comme ça et d'autres à les regarder de façon humiliante. J'ai entendu des réflexions de tous genres et de tout âge ». (Yv.)

« Les gens sont indifférents, voire méprisants. Une fois des jeunes, ils fumaient leur pétard, ils ont dit à un de leur copain, j'étais allongé : « regarde, un clochard ». J'ai entendu car je ne dormais pas, je me lève, je lui dis viens, je vais te montrer ce qu'est un clochard, ils se sont barrés. SDF, il y a une certaine conception, c'est pour ne pas dire clochard ». (K.)

Leurs représentations des services d'aide...

Certains font part de leur incompréhension par rapport au fonctionnement « *Le 115, il y a deux mois de cela, on a été reçu par la CAO pour la deuxième fois séparément. Moi, il voulait me mettre uniquement – ils avaient repris le dossier pour nous – alors que j'étais bien à Aguesseau, j'arrive le soir, le matin, j'étais le premier parti. Au CAO, on voulait savoir où j'en étais. Me mettre une nuit à Saint Benoît et il fallait que je rappelle le 115 le lendemain et il voulait mettre G., à Rezé pendant 7 jours. Ils m'ont donné deux tickets, un pour aller là-bas, un pour revenir, après il fallait que je me débrouille. J'ai téléphoné au 115 : « J'étais très bien à Aguesseau. Vous voulez me mettre à Saint Benoît. Je ne suis pas d'accord. Je préfère vous dire franchement, je préfère dormir dans mes cartons. J'ai été diplomate, poli. Je ne les ai pas envoyé chier ».* (A.).

« *J'ai téléphoné à Rezé pour prévenir qu'ils pouvaient donner le lit à quelqu'un d'autre car j'avais trouvé autre chose et que je ne ferais plus le 115. Même si en septembre octobre, on n'avait rien, je ne ferais plus le 115. A D'Aguesseau⁵⁸⁰, on était une vingtaine, cela aurait pu être de garder les 20 mêmes pendant quelque temps. Il y avait une chose qui avait été prévu à longue date, c'est qu'on puisse refaire Aguesseau en peinture afin de conserver l'hébergement. Les gens auraient donné un petit peu de leur temps pour arranger la structure. Il y avait à manger pour tout le monde. Puis attendre une heure pour faire le 115. Le temps qu'on est dans une cabine téléphonique, nous, on ne peut pas aller voir les agences de travail. Ce n'est pas possible le soir, remettre ça. Le « Bonjour, vous avez bien fait le 115... », À la fin, rien qu'avant de décrocher, on disait « bonjour en rigolant, car rabâcher ce qu'on a fait la veille, à la fin, la tête, elle gonfle ».* (G.).

... à la stigmatisation dont ils sont l'objet...

« *Au CCAS : « Pourquoi vous avez besoin d'une assistante sociale ? – Parce que c'est mon droit ! – Expliquez-moi votre situation – Vous êtes assistante sociale ? – Non – Alors qu'est-ce que je vais vous expliquer ? ».*

« *Tu leur demandes la pitié si tu vas leur demander des bons douches et lavomatics. Il faut à moitié se fâcher pour avoir le droit, à un jour près : « Il faudra revenir demain – Non, demain, vous êtes fermés, c'est samedi, je ne vais pas rester tout le week-end crado ! – Non, c'est comme ça ! ». L'envie de prendre l'ordinateur et de le jeter par terre dans ces moments-là. Quand tu tapes du poing sur la table : « On va faire une exception mais il faudra venir à une date exacte, la prochaine fois, cela ne marchera pas ». Il faut se fâcher, **il faut faire pitié, c'est insupportable**. Moi, ça va, je contrôle, mais je comprends qu'il y a des gens qui n'y vont plus, juste pour voir s'il y a du courrier. Douches : ils ne connaissent plus, lavomatics non plus. Quand les affaires sont trop sales, ils jettent ».* (P.).

Ces propos illustrent la manifestation d'un contre-transfert collectif (hésitation, répugnance et mauvaise volonté face à ces usagers). En effet, comme nous l'avons vu en seconde partie, les sujets SDF ont depuis toujours suscité chez les gens des préjugés et/ou des opinions fortement teintées émotionnellement. On n'a qu'à penser aux différents noms avec lesquels ils sont désignés – « inaccomagnables », « déchets »,

⁵⁸⁰ Structure d'accueil d'urgence pendant le plan grand froid.

« irrécupérables » – et au sentiment qu'ils sont impossibles à traiter, irresponsables, voir dangereux. Le danger étant que ce contre-transfert « social » réduise, sinon élimine, l'opportunité pour le sujet d'émerger avec un sentiment d'être une personne complète en soi et non seulement SDF.

« Le 115, je ne le ferai plus, faut voir comment on nous répond Le 115 : ils ne sont pas polis, insociables, cela passe mal. Par rapport au RMI, le contrat d'insertion devait être fait il y a quinze jours. Il me dit qu'il fera la semaine prochaine. Et le débloquent dans la semaine, car là les impôts me l'ont bloqué en raison de ce que je leur dois. J'ai vécu cinq ans avec la manche, du jour où j'ai fait une demande de RMI, ils m'ont réclamé de l'argent. En projet de leur donner 10 % chaque mois ; à la P.A.S.S., là pas de problème, quand j'avais dû y aller (traitement de la gale). L'ANPE : un jugement, on est des numéros » (J-L.).

« A partir du moment où tu donnes ton adresse « ,1 place Saint Similien »⁵⁸¹ : merci, au revoir. Déjà, maintenant, à partir du moment où tu n'as pas un téléphone portable, on te regarde déjà avec des yeux énormes. Alors, l'adresse, pas de boulot, il n'y a pas de domicile ». (P.).

Nous retrouvons ces propos chez d'autres personnes pour qui l'objectif premier est de trouver quelque chose à condition qu'ils soient hébergés. *« Sans hébergement, on ne peut rien. Puis, maintenant, pour travailler, on vous demande un tas de papiers avec fiches de paye. Déjà, quand on y va et qu'ils voient domiciliation CCAS, il y a l'étiquette mise sur le dos ».*

*« Ceux qui ont un logement, le RMI, ils ont le droit à 3 fois 500 francs par an du conseil régional et moi je n'ai pas le droit car pas de logement et je suis aux ASSEDIC. Là, quand j'ai été radié. Moi, je n'avais pas 1 centime, je leur ai expliqué. **Donnez-moi l'explication, on m'a répondu « c'est comme ça ».** Par rapport à la mairie : la dernière fois, refaire ma carte de bus car on m'avait volé mon portefeuille. En général, je le prends très peu, car pour aller de la place du commerce à l'Oasis, je marche. Le tram, ce n'est pas tellement mon genre, je ne suis pas à l'aise. **Ils n'ont pas voulu car il fallait des justificatifs, devoir aller les chercher à pied pour leur ramener après.** Je suis allé quand même il le fallait ». (K.).*

*« Je suis obligé d'être domicilié à la Maison d'accueil de jour mais je n'ai jamais été. J'ai eu vent d'une espèce de réputation. L'Oasis, j'y vais depuis que Denise a ouvert. [...] **Les premières fois, j'y avais été accompagné. A l'époque, je bossais mais personne ne demandait rien. Maintenant, ils font une sélection.** Si je vais à la Croix Rouge ou au Secours Populaire, je gagne 20 euros de trop, 19,80 euros exactement, je dépasse le barème. Je peux aller frapper : ils ne vont même pas me laisser partir avec un litre de lait ». (P.)*

Un accueil sans condition ouvert à tous, « se poser » dans le respect de l'anonymat. La démarche engagée par les personnes est totalement libre et dégagee de toute obligation contractuelle. Un principe même de fonctionnement sans condition qui séduit les personnes et constitue, un élément important de leur parcours d'insertion.

Comme nous dit J. : *« Ici, je venais chercher un endroit où je pouvais être tranquille, où je pouvais me poser sans qu'on me pose des questions ... Les Restaurants*

⁵⁸¹ Adresse du C.C.A.S. de Nantes.

du Cœur m'ont aidé. Après, de voir les autres et de se dire, si je m'en sors, peut-être que j'essaierai de mon côté. **C'est la maraude qui est venue. Je n'avais pas connaissance de l'Oasis mais je m'en foutais. Cela a duré 15 jours. Je couchais dessus un banc au bord de l'Erdre ; les gens passaient et disaient : « Y a un monsieur qui dort ». Le seul truc est resté propre, se laver. Pour ça, cela est simple : le jardin des plantes est ouvert très tôt. Puis, un coup de pompe au cul, cela ne fait pas de mal, mais il faut savoir le faire, comme les Restaurants du Cœur l'ont fait pour moi, en y allant progressivement.**

Plus aidant qu'à l'Ecoute de la Rue où on a l'impression qu'ils sont décalés : ils ont 30 ans de trop par rapport à ce qui peut se passer. Ils viennent et te disent : « **Pourquoi tu es à la rue ? Pourquoi tu ne vas pas dans un foyer ?** ». C'est comme Brin de Causette, les bénévoles sont gentils mais l'impression qu'on est au moyen âge, il faut avancer. L'Ecoute de la Rue te disent : « **Tu viens d'où ?** ». **On a l'impression qu'en face, ce n'est pas une association mais la B.A.C.⁵⁸² C'est la façon de demander. Idem pour l'accueil au CCAS** ». (J.).

Prendre en considération les personnes telles qu'elles sont et non telles qu'elles devraient être, un principe de reconnaissance largement évoqué au cours des entretiens avec les personnes : « *Ici, on te prend tel que tu es. On ne te juge pas d'emblée* ».

« **Chez Denise, je me sentirai un peu comme chez moi. A chaque fois que j'y vais, c'est un petit brin, tout le monde se connaît, on est reconnu, apprécié à sa juste valeur, c'est un petit brin de maison, si tu veux c'est la maison à tout le monde à partir du moment où tu te comportes bien. Tu es entre poteaux. Tu as envie de t'enquiller une bouteille de jaja, personne ne va rien te dire** ». (P.).

Les personnes sont attachées aux institutions ou structures uniquement lorsqu'il existe un relais de personnalisation significative. Elles cherchent à produire de l'interaction, un rapport de confiance pour s'opposer aux pratiques d'anonymisation et d'individualisation négative intenses subies tous les jours.

Un optimisme affiché par les personnes qui « gardent confiance dans leur possibilité de s'en sortir », ce qui constitue un « puissant levier pour leur réinsertion ». Thème récurrent du nouveau départ qui joue un rôle essentiel dans l'économie de vie mentale des personnes en situation précaire parce qu'il permet par une mise à distance du passé, de penser un futur.

« **Ma situation va s'améliorer absolument à 100%. Quand ? Je ne sais pas. Maintenant, depuis que certaines personnes m'ont mis un coup de pied aux fesses en me disant « la connerie, cela suffit !** » ». (J.)

« **Ce qui aide à garder le moral. Je suis persuadé que ma situation va s'améliorer. Peut-être pas tout de suite, mais dans un certain temps. Si on commence à baisser les bras maintenant, on va rentrer dans le système d'engrenage qui est de se laisser dans un délabrement total, avec « Si cela arrive demain tant mieux sinon tant pis », vivre au jour le jour, ce n'est pas notre objectif premier. Nous avons des projets à long terme et on va faire en sorte de les mettre à exécution. « Ou ça passe ou ça casse » comme diraient certains. On ne s'attend pas à des prouesses mais on va tenter le tout pour le tout car, comme je te l'ai dit à plusieurs reprises, nous sommes des battants jusqu'à la fin** ». (A et G.)

⁵⁸² Brigade Anti-Criminalité.

« Soit tu t'adaptes, soit tu crèves, je suis toujours vivant. Maintenant, je peux y rester demain ou tout à l'heure. Ce n'est pas que je sois fier de ce que je suis encore, mais au moins je n'ai pas sombré. Il n'est pas encore trop tard pour que je reprenne une vie normale ». (P.)

« Je suis déterminé à m'en sortir, coûte que coûte et je n'ai pas envie de terminer ma vie sur le grand échec, j'ai envie de m'en sortir, je pense à mes enfants, ma mère et ceux que j'aime bien, mais il faut que je m'en sorte moi-même d'abord, sinon je vais brasser du vent, ne plus être dans une solution précaire, la galère. Il faut que je m'occupe de moi et que je cesse de penser trop aux autres ». (K.)

Nous revoyons K. installé au réfectoire du foyer St benoit. Surpris de nous voir, il nous demande ce que nous faisons là. Avant de nous saluer, il attrape sa serviette pour s'essuyer la bouche et les mains. Il nous demande comment nous allons, si notre thèse avance, nous reparle de son DEA. Il dit aller un peu mieux, il a été hospitalisé 3 semaines, au début au CHU mais comme cela n'allait pas bien du tout, ils l'ont transféré à l'hôpital nord. Concernant sa polynévrite, il nous parle de douleurs aux jambes. Dit qu'à l'hôpital, ils ont cherché une maison de repos mais aucune place disponible. Il ne voulait pas venir à Saint Benoît mais ne veut pas retourner dans la rue, connaître la galère. Cependant, la journée, il ne peut s'empêcher d'aller à l'extérieur et de marcher malgré les consignes de repos. Quand nous lui disons à mardi, il nous dit qu'il sera peut-être encore là, il ne sait pas. Lundi matin, il doit refaire le 115. « De plus, ajoute-t-il, je suis un peu sauvage, donc ne t'inquiètes pas si tu ne me vois pas ».

Selon le chef de service, K. a clairement exprimé qu'il ne voulait pas entrer en CHRS mais qu'ils acceptent cependant de le maintenir sur la place d'urgence. Pour lui, il est en train d'assister à la mort d'un homme. A ce propos, avec l'expérience, il en vient au constat que, pour certains, il n'y a aucun dispositif pouvant fonctionner. **L'errance, la répétition est leur mode de vie.** Pour lui, important à un moment de renvoyer cela à la personne. Difficile aussi de le faire accepter par les équipes. Par ailleurs, selon lui, on ne s'autorise pas assez à dire non à quelqu'un alors qu'il va beaucoup trop loin.

Depuis K. est décédé dans ce foyer après y avoir été hébergé car trop souffrant, pour rester dans la rue.

Le vécu de la précarité.

« En 6 mois de temps, la gueule par terre, tu n'as pas de bosse mais cela fait mal. Beaucoup de gens me disent « Tu es dur, peau de vache des réflexions ». Mais c'est le seul moyen. C'est dur pour moi de refuser une clope, mais si je ne peux pas, je ne peux pas. Je ne peux pas offrir ce que je n'ai pas. Si j'en ai, c'est pour ma gueule. Ça, c'est insupportable. Tu dois devenir égoïste pour une clope, tu ne donnes à personne, pas de favoritisme. Je m'aigris, en deux mots. Ce n'est pas évident. Il y a encore dix ans, j'avais une vie comme monsieur et madame Tout le monde – du boulot, du pognon – d'un seul coup, tu n'as plus rien. Le seul truc que tu as, c'est ta couenne et les rares trucs que tu as pu sauvegarder, c'est tout. C'est ça ou je crève. Je crois que j'ai tout dit, ce n'est pas évident, tout est là. [Il nous montre ses poignets portant des cicatrices d'entailles]. « Qu'est-ce que tu veux raconter ? Rien quand ta vie est basée sur le néant. Tu ne sais même pas ce que tu vas faire demain. Tu ne sais même pas ce que tu vas faire cet après-midi, si tu vas aller prendre ton petit déjeuner chez Marion, trois fois par semaine manger chez Denise, l'hiver avoir une soupe avec

les autocars et le reste, il y a quoi à raconter ? Du rien, du néant. Tu es dans un tunnel, tu n'en vois pas le bout. Tu n'as même plus un semblant d'espoir que cela puisse changer, si ça peut changer mais au bout de combien de temps, dans combien de temps et pour faire quoi et comment et dans quel état ? Un an de plus où je n'ai pas réussi à travailler. Ah, si je suis debout, vivant, tant mieux, youpi ! C'est tout, y a rien d'autre ». (P).

« Sans avenir réel. Sans passé, sans présent : car le passé est le présent d'hier. Le futur est le présent de demain. Sans besoin. Sans illusion. Sans motivation. Moment où on s'ennuie, on est fatigué physiquement et moralement on en arrive un moment où on ne sait plus si c'est le physique qui atteint le moral ou le moral qui atteint le physique. Mais c'est vrai que c'est quand même une alternance. Très souvent l'un ne va pas sans l'autre ». (Yv.).

« En ce moment, je bloque. C'est de plus en plus dur d'élargir ses horizons. Commencer à chaque fois de nouveau, ce n'est pas facile. Pourtant, si je veux m'en sortir, il faut que je pousse mes limites. Là, je m'inquiète un petit peu car je ne vois pas d'issue. Le fait que ce soit toujours au jour le jour et je me laisse aller aussi. » (J.).

La nature des lieux occupés n'invite pas non plus à une projection J ; nous dit quand nous lui rendons visite dans son squat : *« Comme c'est provisoire, on ne s'engage pas trop. On peut être vidé du jour au lendemain, donc faire des grands travaux, investir là dedans, ça vaut pas trop la peine. Ce n'est pas à nous donc il n'y a pas de garantie. Je suis conscient de ça. La loi des squats : celui qui a le plus besoin, solidaire ».*

La diversité des origines, des parcours et des expériences est difficilement compatible avec la définition d'un profil type ou d'une « culture SDF » ou, a fortiori, d'une communauté de destin. Il n'y a pas de lien social fort entre les individus ; les comportements de solidarité existent mais ils sont, par définition, ponctuels et contingents. Sur un plan plus subjectif, l'attitude des intéressés confirme de façon on ne peut plus claire cet état de fait. Les personnes interrogées n'ont de cesse de se démarquer des autres.

« On ne devient pas SDF, on ne choisit pas d'être SDF. SDF, ce n'est pas un clochard. Tu peux très bien être hébergé et être SDF. Cela ne veut pas dire que tu es un moins que rien, que tu es un déchet de l'humanité, un rescapé. SDF, ce n'est pas la première, ce n'est pas la seconde classe, c'est tout le monde ». (A.)

« Une personne sans domicile est une personne qui a eu des problèmes, qui vient de tomber dans la rue et qui essaie de s'en sortir. A partir du moment qu'on l'aide et qu'il essaie, lui, pour moi, c'est un sans domicile fixe. Après, ce qu'on appelle la clochardisation, c'est quelqu'un qui se trouve bien dans son niveau. Il ne veut même plus, cela représente des années, on a eu beau essayer. Maintenant, il y a l'entre deux, beaucoup sont ni SDF, ni clochard : ils sont squatters, ils travaillent, font toutes les associations possibles, récupèrent le maximum possible à droite et à gauche, ils font la petite loi. Il y a les 3 lots. Le lot pire est la clochardisation : la personne qui a juste sa couverture, bouteille de rouge à côté du matin au soir et qui ne bouge pas de son lieu ; c'est-à-dire qu'il est là. A la rigueur, il bouge de 50 mètres ». (J.)

« Il y a des moments qui ne sont pas toujours très drôles. On s'énerve, on pète les plombs. On ne veut plus fréquenter ces gens-là. Par rapport à l'intimité, ça c'est difficile à gérer. Mais actuellement, personnellement, je n'ai pas besoin d'être intime

spécialement. Mais je suis fatigué un peu de la fête. Boire, drogue, on s'engueule, il y a des bagarres. Puis, on n'a pas toujours envie d'écouter ce que les gens disent et là, on se retire ». (J.)

« Pour moi, je suis SDF. Sur mon passeport, c'est marqué SDF. Il y a un statut de SDF et je me situe dans ce cadre-là. Chez Denise (l'Oasis) il y a eu de l'abus. Clochard, cela n'existe plus. Il ne faut pas oublier que clochard est un métier. C'est celui qui faisait sonner les cloches de l'église. Dans certains endroits, cela sonnait tous les quarts d'heure, ce n'était pas péjoratif du tout. Les clochards, il n'y en a plus, il y a énormément de termes qui n'ont plus de sens. Moi j'ai été vagabond pendant quelque temps ». (I.)

La volonté de se démarquer à tout prix de « ces gens-là », « ceux qui abusent », les autres. Ils nous disent qu'ils connaissent des personnes qui ont tout : un logement, des revenus mais qui continuent à venir profiter de l'ensemble des services. Ils en connaissent d'autres qui s'accommodent fort bien de leur situation et ne font rien pour en changer. Comment alors se différencier de ces gens ?

« Un SDF ou un clochard, entre parenthèses, il n'est pas né clochard ou SDF. On ne naît pas SDF, il y a des circonstances qui ont fait que... Chacun a ses problèmes. Il faut respecter les siens et ceux des autres, chacun a sa tranche de vie. Il y a des vrais malheureux, qui avaient tout et, le lendemain, n'ont plus rien, ce sont des gens déchirés quelque part. C'est la totale ». (A.)

« Les gens de la rue, avant je me suis fait plumer je ne sais combien de fois mais moi, je suis comme ça, je suis généreux. Mais parfois, vous arrivez à des extrêmes, les cigarettes à l'avance au début, je posais le paquet sur la table, envie de boire le café tranquille, mais votre paquet il disparaît. Apprendre à être méfiant par rapport à l'alcool, quand j'en ai, je n'ai pas envie de boire seul, je les invite ». (K.)

« Puis, il y a toujours des profiteurs. Quelqu'un vient vers vous, vous dit bonjour, comment ça va. On tombe des nues, puis, 5 minutes après, vous n'auriez pas 1 euro, une cigarette. C'est tous les jours, c'est pour cela que le matin, à Brin de Causette, j'ai carrément mis les points sur les i ». (G)

« La première fois, dans une structure, je faisais un pas en avant, un pas en arrière. C'est très, très dur je vais chez Marion pour boire un café mais je ne reste pas longtemps, puis quand je vois le rapport aux bénévoles, ils n'ont aucun respect, ni merci. Ils viennent régler leurs affaires alors que ce sont des retraités, ils sont là le dimanche, les jours fériés une fois, j'ai demandé « Qui sait chez Marion », incapable de répondre, comme une fois, à l'Oasis, je me suis fâché, j'ai été avec P, il y avait trop de jeunes avec leurs chiens, ils font la zone. Je leur ai dit : « vous savez qui c'était Coluche ? » Ils s'en foutaient ». (K.)

P. rejette la proximité d'un modèle socialement dévalorisant. En dehors de quelques personnes qu'il vient rencontrer à l'Oasis, il met à distance tous ceux qui l'entourent ; peu importe d'ailleurs que ces derniers le considèrent comme pair. *« Chez Marion, tu as pu remarquer, cela fait pas mal de temps que l'on se côtoie, chaque fois que j'y allais, où est-ce que je déjeunais ? Dehors, de manière à ne pas subir le comportement des gens. Il y a un pote, il me dit : « La semaine dernière, j'étais chez Marion, je buvais mon chocolat peinarde, il y a un garçon, complètement bleu mort, il n'était pas assis qu'il s'est mis à gerber sur la table ». Déjà, la gerbe, ce n'est pas ça, mais en plus, quand c'est de la vinasse... à 6 heures le matin ! »* (P). Il puise dans cette différenciation et dans l'affirmation de sa singularité, sa force de conviction, celle de

pouvoir s'en sortir un jour. *« Les gens... je ne côtoie pas grand monde en fin de compte, je suis solitaire, je suis tout seul, je préfère. C'est dur, très dur mais je préfère : déjà beaucoup moins de problèmes. Car leurs histoires à trois balles, je m'en fous. Quand je les vois, ils sont tous à se lamenter sur leur sort. Bouge-toi le cul ! Les gens, ils deviennent violents, ils s'embrouillent pour des histoires, ça en vaut même pas la peine : pour une cigarette de trop. C'est pour ça, je préfère être tout seul. Aujourd'hui, on vient moins me quémander.. C'est pour ça, je n'ai pas grand-chose à faire avec eux même si, comme eux, j'ai besoin d'aller chez Marion ou Denise mais je ne me sens pas comme eux. Heureusement sinon, je me tire une balle ».*

Il s'agit, dans tous les cas, en créant de la distribution (au sens où l'emploi Bourdieu) entre « clochards et SDF », « stables et instables », « ceux qui restent propres et ceux qui se laissent aller », « les assistés et ceux qui bougent »... de bien marquer qu'on est différent des autres, de les mettre à distance pour éviter l'assimilation à un ensemble dans lequel on ne se reconnaît pas (on ne veut pas se reconnaître), vraisemblablement parce qu'il mettrait trop à mal l'identité.

« Je n'aime pas les gens, ils me font pas confiance vu ma situation. Qu'est-ce que j'irais leur faire confiance ? Je n'aime pas parler de tout ça, ça remue la merde. Tu vas vraiment chercher dans les bas fonds de la fosse commune. La cour des miracles, elle n'est pas loin. Tu la vois tous les jours, comme t'en fais parti, plus ou moins car je me mets à l'écart, je m'écarte, je suis toujours tout seul ». (P.)

A travers les maraudes, nous avons pu observer que certains tels que A., AB et C. restaient groupés mais, même en groupe, ils restent seuls. Cependant, ils se regroupent pour tenter d'oublier l'isolement. Dans la rue, ils préfèrent être mal accompagnés que seuls. Même s'ils se détestent et se disputent sans cesse, ils préfèrent rester collés les uns aux autres. Les compagnons d'infortune sont ce qu'ils sont, mais ils sont là, seuls repères de l'existence, seuls rappels qu'on est encore un être humain. Une communauté d'intérêts les oblige aussi à vivre en groupe.

« Vous savez, tout le monde a ses problèmes. Donc, si on doit entendre en plus les problèmes des autres, à force, on a une tête. Là, on va aller à l'Oasis, on va manger, quelqu'un va nous demander de s'asseoir avec nous. Si c'est une table de quatre, on ne va pas dire non, on n'a pas réservé. Il va dire « Moi, j'ai été à la CAF... ». Nous aussi, on y a été, mais on ne lui dira pas. Arrivés à Brin de Causette, idem. En plus, il y en a qui se la joue. A mes yeux, ils ne représentent pas d'intérêt. Moi, quand je discute, je sais de quoi je parle ». (A.)

« C'est comme P. Qu'il arrête de raconter des conneries. Il en rajoute un peu trop. Même si on l'écoute, on ne prête plus attention, on sait que c'est répétitif, on n'écoute plus personne. Certains nous disent qu'ils ne font pas la manche alors qu'on les a vus, devant Monoprix, devant une banque, mais on ne leur dit pas, on le garde pour nous. C'est pour ça, Brin de Causette, c'est bien mais on entend des conneries. Le pire c'est qu'ils y croient ». (G.)

« Le gars qui veut s'en tirer, il a peut-être une chance de plus dans certaines grandes villes. Déjà pour être dans la rue, quelque part, il faut le mériter. Si on est dans la rue, c'est qu'il y a des erreurs de faites. On ne peut pas dire « C'est la faute des autres », c'est une fois qu'on est tombé dedans, il y a du laisser-aller ». (E.)

Il ne manque pas de se reprocher mutuellement les crasses qu'ils laissent derrière eux. *« A cause de quelques uns qui foutent la merde, on n'a plus le droit d'aller là. Il y en a qui ne pensent qu'à eux et les autres en pâtissent ».*

Certains refusent d'aller dormir chez une connaissance. Comme nous dit P : « *on raconte tous sorte de choses sur toi, que tu as volé... je l'ai fais une fois mais c'est fini* ». Vulnérabilité du pauvre qui se fait accuser plus souvent qu'à son tour, il concentre sur lui et en lui toutes les faiblesses. L'aide dont il bénéficie, surtout quand elle est procurée par un pair, risque de se retourner contre lui et lui est souvent reprochée. Nous retrouvons le besoin de boucs émissaires. Plus on est écrasé et mal avec soi même, plus on a échoué dans la vie et plus on a besoin d'écraser et de dénigrer ses semblables. En enfonçant l'autre, on croit sauvegarder sa dignité, se rendre innocent en salissant son collègue, se valoriser en l'abaissant. Décrire une personne ou une situation comme « dégueulasse », c'est prendre distance et affirmer que soi même on ne l'est pas.

Comme P. nous dit : « *J'ai fais telle et telle chose pour un copain et c'est tout le merci que j'en reçois. Je regrette bien* ». Quant au dit copain, il a adressé souvent des griefs, à son « bienfaiteur » du genre : « *Il en a bien profité sur mon dos* ». Paroles et situations qui dans les deux cas, sont parfois inventées de toutes pièces pour se donner de l'importance et finalement se poser en victime. Une spirale sans fin. Le social, le collectif humain a aussi ses symptômes et tout symptôme du sujet présente une face sociale qui permet au sujet de trouver une place que ce soit comme souffrant, comme battant, comme révolté ou comme révoltant. Même si la différence prend parfois des airs d'irrévérence, il ne faut pas négliger l'importance de la « banalité » pour sortir de la marginalité. On a trop tendance à penser que seules les solutions spécifiques permettent de sortir de la « marge ».

Se rendre utile par le bénévolat

G. a trouvé à Brin de Causette un espace où il a pu à la fois recevoir et donner, être accueilli et accueillir. Il a quitté cette position unique « d'assisté » pour peut-être ainsi absoudre du sentiment de se sentir débiteur. Le sentiment de dette renforce le sentiment d'infériorité et de décalage. Selon Mauss, en donnant ou en aidant le donneur (l'aidant) fait preuve de supériorité par rapport au receveur. Il se situe dans la position de celui qui possède ce que l'autre ne possède pas et de ce fait il décide du manque à combler chez l'autre. Afin de rétablir un équilibre dans la relation, le receveur doit faire à son tour un « contre don ». S'il ne peut rendre le don, il reste ensuite endetté et donc en position d'infériorité. Accepter de ne pas rendre (ou ne pas pouvoir rendre) est se subordonner. Il y a une notion de réciprocité dans le don qui repose sur trois obligations : donner, recevoir, rendre. La réciprocité n'est jamais vraiment équivalente du point de vue matériel. C'est l'acte de rendre qui annule la dette. Afin de s'acquitter de sa dette envers son entourage et ou la société, le sortant s'oriente souvent vers des activités à caractère social : ces dernières prennent des allures de mission, comme s'il était en son devoir, maintenant qu'il est sortie d'une expérience difficile d'aider ceux qui sont encore « dedans ». Le don de soi viendrait combler un déficit de lien social, soutenir par le fait de pouvoir apporter soi-même un soutien à d'autres.

« Si j'ai le temps, je ne sais pas, si je me mettrai bénévole quelque part ; où ? Je ne sais pas. Car ils m'ont vachement aidé quand même. C'est un tout, un petit bout de maillon plus un petit bout de maillon, chacun a sa place » (Y. B. Foyer St Benoit).

Par le don, l'individu passerait d'une situation de receveur à celle de donneur. Un moyen d'affirmer son existence sociale.

L'expérience quotidienne « errer », pris dans cette indétermination, s'habituer à passer le temps entre les structures et la rue et attendre que quelque chose se produise. Les journées sont si longues que le moindre incident devient événement. « Tenir les murs » en stationnant pour oublier l'anomie du quotidien. L'odeur du pavé, la lueur des réverbères, se cramponner à la matière comme s'il fallait se préserver de quelques naufrages.

« Là, on s'engueule de temps en temps car on est dans une situation comme ça. Moi, j'en ai marre, je ne suis pas dépressif mais, là, **cela commence à bien faire, à la longue la rue, la rue... On ne veut pas la déchéance totale. J'en connais qui me dise : « Tu sais, la rue, c'est elle qui a peur de moi ». On lutte durement, tu sais, on marche 12 heures par jour, le moins que l'on marche, c'est 9 heures. Mais moi, je ne peux pas rester assis. N'importe comment, il faut que je bouge. Pourtant, le soir, quand il me ramène, je suis fatigué, je ne suis plus tout jeune non plus. J'ai pourtant travaillé dans le bâtiment, je sais ce que c'est. En plus, j'ai une cote de fêlée. Mais, tu vois, rester ¾ d'heure assis alors qu'on pourrait faire autre chose... En marchant 4 heures, j'aurais pu trouver quelque chose, rester ici à glander, non ».**

 (G.)

La marche dans la ville matérialise l'absence de place : absence de domicile, absence de rôle social, absence d'occupation.

« La marche, une moyenne hebdomadaire de 300 bornes. Je marche. Mon plaisir, c'est de prendre la Sèvre Nantaise et je fais la grande boucle jusqu'à Vertou, ou par l'Erdre, aller jusqu'à la Chapelle-sur-Erdre et revenir. Tu as vite fait de faire 30 bornes dans l'après-midi, cela file, même en centre-ville ».

 (P.)

Transgression au sens littéral de terme : « trans » traversée, passage « gression », pour marcher, aller. Dans « transgression », il y a passage de frontière, de limite. Il n'y a pas d'exil où il n'y ait pas une résonance qui ne se lie à la culpabilité. Cela entraîne un certain nombre de conséquence, de pertes, de ruptures qu'on ne peut pas décrire en terme de deuil seulement. Nous avons pu le mesurer quand les différentes personnes nous ont fait part de leur famille et de leurs proches.

« **Les proches, je les évite car, tu vois bien, pourtant, j'aurais de la place à droite et à gauche, mais je préfère mener ma vie tout seul plutôt que d'être dépendant. Ce n'est pas évident d'être chez quelqu'un. Les gens ont leurs problèmes, j'ai les miens. N'y a que moi qui peux me foutre un coup de pied au cul le matin. Le jour où j'ai envie de calancher, je ne dis rien à personne, je ne m'affiche pas. Si j'ai un peu de sous, je vais dans un parc, je bois mon coup, je m'allonge, je ne dis rien à personne, personne ne m'emmerde, je n'emmerde personne. Je n'irais pas poivroter en plein centre-ville comme 90% des gens. Je ne pourrais pas, par rapport au regard, puis tu peux tomber sur n'importe qui de tes connaissances : « Bonjour, ça va, pas trop dur ? ». Puis, crado, je ne pourrais pas. Cela m'a permis de garder des liens avec les autres...ma mère et ma sœur, je ne préfère pas qu'elles sachent. Je préfère laisser en silence mais elles le savent depuis des années et des années. Si je ne donne pas de nouvelles, c'est que cela ne va pas si bien que cela. Mais bon : pas de nouvelles, bonnes nouvelles ! Peut-être un jour, pour l'instant, je n'ai pas envie de leur faire voir à quoi ressemble ma vie, à quoi je ressemble par rapport à avant ».**

 (P.)

« J'ai encore ma mère mais on ne se parle plus vraiment depuis longtemps. Pour le moment, je ne veux pas car quand on largue tout, on largue quand même sa famille même si on ne s'entend pas trop. Je ne voudrais pas que ma mère me voit là. Pourtant,

j'y tiens, mais tant que je ne serais pas sorti du truc, je ne téléphonerais pas. Pourtant, le numéro, je le connais par cœur. Son anniversaire, c'était le 7 décembre 2003, je lui ai fait envoyer une carte par un transporteur qui descendait à Biarritz ». (J.)

« Ils doivent se demander où est ce qu'il est rendu ? Quelque part, c'est jouissif de savoir que certains se questionnent, qui se souviennent du bon traînard, fêtard, mec travailleur. Je préfère qu'il y ait cette image. Le jour où je retournerai au pays, ce sera au cimetière ». (E.)

« Mes enfants, là, je ne les ai pas vus car vous savez c'est dur, la dernière fois, c'est il y a trois mois environ. Par contre, je les appelle très souvent je leur écris, ils m'écrivent. Avant ils habitaient avec leur mère à Nantes, donc c'était dans le centre, maintenant ils sont au loin (40 km), ce n'est pas très loin mais pas pratique du tout. Même au niveau des moyens de transport. Par contre, leur mère quand elle est disponible, elle me les amène, mais ce n'est pas pareil. On fait les musées... Des fois, je préfère ne pas les voir, même si c'est possible matériellement, car cela me rend plus malheureux. Quand je les vois partir, j'ai la gorge serrée. Difficile aussi quand mon fils me demande pourquoi on se voit toujours dehors, « il est où chez toi ? » ». (K.)

« Ma famille, je n'ai pas de nouvelles car je ne veux pas qu'il me voit comme ça mais je n'ai pas de problème avec, il y a des endroits où je ne vais pas faire la manche car je risque de tomber dessus. Ils doivent bien se douter que je suis dans la rue de toute façon car depuis le temps que je n'ai pas donné de nouvelles. Tant que ce sera comme ça je ne les appelle à pas » (J-L.). Ses frères et sœurs vivent à Nantes et dans la région.

La famille est un sujet délicat, présent dans l'esprit de chacun et à qui ils ne veulent pas « faire honte », même si certains aimeraient reprendre contact. Ainsi P aimerait reprendre contact avec sa sœur qu'il n'a pas revu depuis 2000. Il l'avait croisé, lui avait proposé d'aller boire un café mais elle avait refusé. Quelques temps avant, il avait essayé de l'appeler. C'est son neveu qui, aujourd'hui a 12 ans, qui avait répondu. Cela d'ailleurs lui avait fait plaisir de lui parler. Il a aussi une nièce de 17 ans.

En évoquant la violence, il s'agit bien de mobiliser le registre des émotions et sentiments pour dire sa vie. Parler de la violence permet de mettre en scène sa vie, lui donner corps, évacuer son lot de souffrances physique et psychologique. C'est une façon de parler de son corps, précisément, des agressions qui lui sont faites, d'exprimer les sensations et les ressentiments, de dénoncer la négation de sa place et l'absence de reconnaissance. Pourtant, le mot violence n'est pas utilisé par les personnes elles-mêmes. Elles parlent de leurs expériences.

« J'ai perdu ma mère à 15 ans, elle s'est suicidée. Même encore maintenant, j'en pleure. Dans 10 jours cela va être l'anniversaire de sa mort, il ne faudra pas m'en parler. J'ai déjà prévu d'acheter des fleurs pour mettre à l'église, car je ne peux pas envoyer par Interflora... Il y a aussi eu le viol par mon père... ». (G.)

« Ma mère est morte d'une cirrhose du foie. Deux mois après, mon père est mort d'un accident de voiture avec deux de mes neveux. J'ai deux frangins à Bordeaux, mais je n'en ai pas de trace. Je ne cherche pas après eux, ils ne cherchent pas après moi.

G. avait une famille qui avait le respect de ce qu'ils avaient. Moi, j'ai 40 ans mais je ne sais pas ce que c'est qu'un Noël ou un anniversaire. G. me l'a fêté. Cela ne

peut pas s'enlever ça. Je ne sais pas ce que c'est un cadeau. C'est pour ça que je n'ai pas le droit, aujourd'hui, de me plaindre, je devrais être content. On ne peut pas casser ce que je suis, on ne pourra jamais le détruire car si on détruit ce que je suis, on détruit aussi la personne ». (A.)

*« Je me suis retrouvé tout seul avec ma mère et ma sœur à 14 ans. C'est ma sœur qui est l'aînée, on a 3 ans de différence. Du jour au lendemain, on est passé du tout à plus grand-chose mais on avait tout récupéré d'un seul coup. Si tu veux, avec le paternel, il y avait de l'argent mais j'aurais préféré largement manger beaucoup plus souvent, saucisses frites en rigolant que du gigot et du homard en chialant. **Il y avait de l'argent mais, tu sais, quand un petit garçon s'amène sous la gorge de son père avec un couteau à pain, « Touches encore maman et je t'égorge »...** Il m'a fait voler. J'ai fait trois semaines : il m'a pris, il m'a jeté dans le mur. Je m'en fous, j'aurais fait mon devoir mais ça marque un petit garçon, ça te marque toute une vie. On s'est retrouvé tous les trois* ». (P.).

La violence n'est pas un sentiment, c'est un acte qui a pour but d'obliger. Elle a pour caractéristique la brutalité, la contrainte, le non respect, ce dont témoignent ces expériences, et c'est dans ce sens que celles-ci ébranlent le sens de soi. En effet, sans que cela s'exprime directement, la violence sous toutes ces formes, apparaît à différents moments de la vie et modifie le rapport de soi à soi, et de soi avec les autres.

*« J'ai déjà tout organisé pour que si je meure, je vais directement dans la tombe du grand-père car il y a une place, **je retrouverai mon grand-père et ma mère. Elle est décédée il y a longtemps, j'avais sept ans.** Première rupture. Et là des problèmes et moi-même, j'ai eu des graves problèmes à cause de ça, adolescence pas facile. Il ne fallait jamais en parler et conclusion si on ne parle pas, c'est pesant, même si on a dix-sept ans. Mon frère, cela ne l'a jamais dérangé. Mais moi du jour au lendemain, pas de dialogue, cela a été lourd à porter et moi, j'ai un trou, c'est que je me souviens de rien de zéro à sept ans, je n'ai aucune anecdote à raconter sur ma mère. Ça, c'est très dur à vivre, c'est comme s'ils étaient balayés. La dernière fois que je la vois, c'est à la maison, où l'ambulance est venue la chercher, mon père a dit que c'était fini* ». (E.)

Toutes les personnes rencontrées ont témoigné de ruptures dans la relation avec la mère, le père, la fratrie ou la famille élargie. La majorité d'entre elles ont vécu dans un milieu familial précaire sur le plan relationnel où « les parents n'assumaient pas adéquatement leur rôle d'instance protectrice et promotionnante »⁵⁸³. Des personnes qui ont connu l'abus, l'abandon, le rejet, la séparation, le mensonge, le déracinement, les mauvais traitements, la violence physique et verbale, la toxicomanie, les deuils, la mort. Une perte de la possibilité de symbolisation du lien social dans le langage des mots et du corps.

La manche...

« La mendicité, ça, je ne l'ai jamais faite, je ne pourrais pas, je ne pourrais plus me regarder dans une glace. Je préfère me pendre tout de suite. Même quand je vois des mecs dégueulasses comme ils sont, je ne dis même plus sales mais dégueulasses, ils puent à 100 mètres. Je ne pourrais pas me voir comme ça. Déjà, là, c'est limite ». (A.) Il poursuit en disant avoir 32 centimes d'euros mais ne pas se sentir pauvre. « *La pauvreté, elle est ailleurs, elle n'est pas que là-dedans, il n'y a pas que ça qui aide à vivre, il y a autre chose* ». Selon lui, il ne demande jamais une feuille à personne.

⁵⁸³ SOLKO, 1984

« Chacun fait ce qu'il veut de son RMI, acheter une bouteille de whisky, tout le monde peut le faire, mais si après, il faut faire la manche ou taxer les autres... je ne pourrais pas me regarder dans une glace, après, je serais toujours à sa merci ».

J. nous dit que cela n'est pas possible, « je préfère rendre service, faire n'importe quoi ». Pour d'autres, il s'agit d'une véritable organisation, **Y.** nous dit faire la manche le matin. « Je termine la manche vers 11 heures trente. Si tu vas à l'administration le matin, je n'ai pas de monnaie, donc après, et j'ai toujours été un peu magouilleur, je vais à ma manche le matin, vers le creux, je vais au CCAS, il n'y a pas de monde, à 12 heures 30 - 13 heures. Et puis je me réinstalle, je vais au carré (marché plus) chercher à boire et manger je casse la croûte et je tape la manche jusqu'au soir pour avoir un peu de monnaie le matin. **Je fais toujours le même endroit. Quand on est connu avec les gens, on passe partout. Moi je dis bonjour messieurs dames ».**

P. nous dit ne pas tendre la main, « c'est à la rencontre. J'ai appris avec des anciens à faire la manche à la rencontre. Des fois, j'ai reçu des remarques, des réflexions mais j'ai appris une chose, c'est la politesse. Déjà, le bonjour, le merci et si les gens ne donnent rien, déjà de dire « Bonne journée ». Par contre des fois, vous avez des surprises, il y a des gens qui vous interpellent, qui sont cravatés, qui vont vous donner une fois des bonnes pièces car ils sont contents de la politesse ».

J.-L. raconte ce qui lui est arrivé un matin : « j'ai été à la Pomme de pin, gare sud, boire mon café. J'avais juste de quoi acheter mon petit journal et le payer. Je le buvais tranquillement, je pars, il y en un, une personne qui m'a rattrapé, il m'a dit « Monsieur excusez-moi, je ne m'étais pas aperçu que vous étiez dans la rue, vous êtes dans la rue ? », je lui dis oui, il s'excuse, c'est ça qui est bien il s'excuse, il a sorti de son portefeuille 20 €. Il y a encore des gens bien. **Cela fait du bien, il y a le regard, la sympathie déjà ».**

D'autres anecdotes de ce type nous seront racontées, ainsi **Y.** : « j'avais fait la manche à La Poste, je vais au Carré l'après-midi, je mange bien, je picole bien, je rentre, j'arrive devant l'entrée d'un immeuble. Pas de problème, j'installe, mets le duvet, je dors. Quand il y a une dame qui me dit « si vous voulez vous pouvez dormir à l'intérieur ». Je lui dis non car **une fois on m'a ouvert la porte, j'avais installé mon duvet, mais j'ai été obligé d'attendre le dernier client pour rentrer. Je lui ai donc dit non. J'avais mon petit coin tranquille.** Elle me dit vous dormez comme ça ? Je lui dis oui et cela fait dix ans, elle va dans sa voiture, elle me glissa un billet de 20 euros et me dit bon courage. **Tu peux te faire une bonne clientèle, on me voit plus comme touriste avec mon sac à dos que comme SDF ».** Il ajoute que c'est l'hiver qu'il donne : « tenez une pièce pour aller boire un café demain matin. L'été, ils pensent à leurs vacances » mais il arrive à gérer, il y a des jours avec et des jours sans.

J.-L. nous précise qu'au tout début, quand il s'était retrouvé à la rue, il était novice. « De la clochardisation, je ne connaissais pas. Après, on m'a montré. Dans la rue, il y a quand même une certaine entraide, il te dise comment il faut faire ». Le fait que la personne se rende dans la structure avec un pair permet de suivre la manœuvre, de ne pas réfléchir et éviter de paniquer au dernier moment quand il faut tendre la main.

Une anecdote nous est racontée le premier soir, à la maison d'accueil de jour, par **P** et **J.-L.**, elle se rapporte aux donateurs. « Ça, je n'aime pas trop, quand vous voyez des parents qui donnent la pièce à leurs petits enfants, c'est gênant. Je l'accepte car je n'ai pas le choix, mais c'est une question de fierté, je n'apprécie pas ». **P.** dit que cette fois là il n'était pas demandeur, « c'est quand le petit gamin est arrivé avec ses étrennes, j'ai dit au papa que je ne pouvais pas accepter. Le papa m'a dit que le petit serait vexé. Le

papa m'a proposé de venir chez eux. J'ai dit à l'enfant : « je te fais la bise », car dans mon cœur cela aurait pu être mon fils. Voir un enfant agir comme ça, cela m'a fait chaud au cœur car même si je n'ai pas de lit, ça m'a fait chaud au cœur même si j'avais froid le matin, c'est ça qui m'importait ».

Selon, J., pour pouvoir demander comme ça dans la rue aux gens, il faut qu'il y ait quelque chose dans la tête qui se joue. « Au début, j'avais honte, l'impression de se dégrader, se rabaisser. Bien sûr, il y a des gens qui racontent des mensonges, il leur faut 20 euros pour le ticket et ils ne partent jamais. Ça m'est arrivé, mais c'est dur de mentir. Je l'ai fait pendant 15 jours en Allemagne devant la gare, je racontais toujours la même histoire mais après, je n'en pouvais plus. **Cela a son prix, ça coûte.** Avec les marionnettes, je ne ressens pas la ce coté là, c'est pour ça que je préfère. Quand je suis en panne avec la marionnette, je fais la manche, mais avec la marionnette, je ne me sens pas redevable, il y a un échange même si je vends du brouillard ».

De la désocialisation, le plus dure est pour nombre d'entre eux l'humiliation c'est-à-dire, où vous êtes là, où vous demandez quelque chose : par des paroles, attitudes, vous vous sentez humiliés. Ainsi, nous dit K. « C'est cauchemardesque toi qui était K. issu d'une famille, famille... De l'argent, de l'argent... Je gagnais 9.000 francs net par mois, mon voisin, il taxe de l'argent, des cigarettes, moi des cigarettes, si je ne connais pas, je n'en ai pas, j'ai du mal la manche. C'est impossible. D'abord, je ne sais pas la faire, je suis resté un mois sans un centime ». (K.)

Comme souligné précédemment, l'alcool permet de faire le premier pas, Y. nous dit : « **Quand je suis à jeun, je fais toujours pareil mais quand j'ai un coup dans l'aile, ça marche encore plus** ». Dans les parcours des personnes rencontrées, l'alcool est présent et s'avère être là depuis plusieurs années avant leur épisode d'errance.

« J'ai connu l'alcoolisme grave, il y a 10 ans de ça. Je m'en suis remis. De temps en temps, une goutte de vin mais je ne suis pas au rosé à 8 heures du matin.

A l'époque, je travaillais encore en restauration. Moi, mon café, c'était deux doses de whisky, c'était le boulot, la fête, la boisson jusqu'au jour où, l'année de tes 33 ans, tu te fais un malaise cardiaque, tu te prends la frayeur de ta vie : « c'est ça ou je crève ». On relève la gueule puis on arrête. Il y a des gens, ils ne peuvent pas, donc ils se réfugient dans l'alcool ou autre. Il y a beaucoup plus d'alcooliques profonds dans la rue qu'il y a de drogués : il faut avoir les moyens. Je picole, je ne prends pas 3 ou 4 litres par jour. Il y en a certains, ils en sont à 365 cuites par an. Le fait est, oui, c'est tentant, tu fais quoi de tes journées. Quand je suis dehors, c'est dur le pavé. Quand tu es 24 heures sur 24 dans les courants d'air, quand il pleut, vente, neige, tu es dehors, soit tu y vas, soit tu te laisses aller. Il y en a beaucoup qui se laissent aller ».

Le tabac et l'alcool s'apparentent au **besoin de sentir quelque chose dans son corps, besoin pour supporter l'instant.** En hiver, l'esprit est plus que jamais paralysé, entièrement captif de la recherche d'un coin de chaleur, d'une nourriture chaude et d'une bouteille qui réchauffe ; aucune place pour d'autres intérêts.

Y dit boire de l'alcool tous les jours, « **c'est obligé, à la bière. J'en ai besoin** », mais il précisera « **je ne suis pas alcoolique** ».

E. nous dit « Pendant trois ans, pas picolé mais après quand j'ai remis le nez dedans. Et à chaque fois, c'était pour oublier quelque chose. En fait, si je picole, c'est peut-être pour oublier la mort de ma mère et de mon grand-père, car je m'étais attaché à lui, pour moi c'était tout. Malheureusement, il est mort lui aussi, j'avais seize ans.

L'alcool et pour oublier... (Silence) et surtout pour ne pas penser, je ne vois jamais loin que huit jours, ce que je pourrais faire dans huit jours ne m'intéresse pas ».

Selon K., **l'alcool aide à soulager, en dehors de l'aspect de l'ivresse**, car pour lui, c'est plutôt de la mélancolie, de la nostalgie. « *L'alcool est vicieux. Cela calme un moment mais ce n'est pas une solution surtout quand on va trop loin* », ce qui lui fait peur.

Nous avons rencontré quelques femmes mais pour toutes celles refusant les dispositifs d'aide, il ne s'est agi que d'échanges informels dans les associations caritatives comme l'Oasis ou Brin de Causette et des observations dans la rue. Les femmes utilisent moins souvent que les hommes les solutions qui les exposent le plus, comme de dormir dans la rue, dans les parties publiques d'un immeuble (hall, cage d'escalier) dans une voiture. Lorsqu'on les trouve, hors des centres d'hébergement, il s'agit plutôt d'hôtels, logements d'amis qui offrent l'hospitalité ou de squat.

Nous avons rencontrés J. la première fois à l'Oasis et nous l'avons côtoyée pendant plus de 18 mois. C'est une femme de 44 ans, chétive, séparée, ayant ses enfants de placés et qui dort dans divers abris ou squat. Elle parvient parfois à composer le 115 pour une demande d'hébergement mais finalement ne se présente pas au rendez-vous.

Elle avait pris l'habitude de nous faire la bise. Ce jour là à l'Oasis, quand nous lui demandons comment elle va, elle nous répond qu'il y a deux jours, elle s'est tordue la cheville en glissant au niveau de chez Lidl. Doit aller voir l'infirmière de Médecins du Monde. Hier, elle est restée au repos au squat. Elle ajoute qu'à part cela, malgré ce que certains disent, elle est toujours avec P. Ce qui lui fait mal, c'est que ce sont des amis de P. qui lui disent que ce n'est pas un garçon pour elle. Elle se dit que c'est de la jalousie. En 7 ans de rue, elle a squatté avec différents hommes mais aucun ne l'a touchée, sauf P. avec qui elle a fait l'amour. Pourquoi, elle ne sait pas mais c'est le seul et les autres hommes le savent. Dit qu'elle s'est fait respecter, elle a dû apprendre à se battre. Elle nous dit cela au milieu de la salle de l'oasis, au moment où elle s'apprête à aller chercher un plat de résistance !

Quelques semaines plus tard, nous sommes frappés par la maigreur de J., elle est toute vêtue de noire en jean, porte un pull et des bottes. Quand nous lui demandons comment elle va, elle nous répond « pas trop », les larmes lui viennent. Elle nous demande si nous sommes au courant de ce qui leur est arrivé. Elle nous dit que leur squat a brûlé, ils étaient 7 dedans et c'est l'un d'entre eux qui a mis le feu, il s'agit de F. Elle poursuit en disant : « *elle a pété un plomb. On voulait dormir tranquille, elle a commencé à gueuler, P. lui a dit d'arrêter, sinon, il fallait qu'elle sorte, elle a répondu que dans ce cas « personne ne sortirait vivant d'ici* » ». Ils ont tout perdu : papiers, vêtements, vaisselles. En partant nous proposons à J. d'aller prendre un café ensemble, elle nous répond sans hésiter : « *Oui, dis-moi, quand tu veux, la semaine prochaine ?* ». Nous lui proposons donc lundi en fin de matinée, 11H à l'arrêt de tramway. Hôtel Dieu. Elle sera absente ce jour là, tout comme à un autre rendez vous.

Durant le reste de notre présence sur le terrain, nous ne la revoyons pas avant de la rencontrer, de façon fortuite, le 26 janvier 2005, à Commerce. Elle est en compagnie d'une autre femme, bouteille à la main avec 2 jeunes filles, elles sont en train de discuter ; nous les observons pendant l'attente du tramway. Nous trouvons J., vieillie, bouffie. Nous apercevons ensuite celui qui était surnommé « le grand S. », lui aussi vieilli et bouffi, et un dont nous ignorons le nom qui squattait un moment le

renforcement face au CHU. J. nous aperçoit soudain, tend les bras en venant nous voir, demande si elle peut nous embrasser. Elle commence par nous dire qu'elle est toujours dans la galère, son squat avec toutes ses affaires a brûlé, heureusement il y a les rencontres comme cette jeune à qui elle demandait 10 centimes d'euros et qui lui a donné 10 euros. Elle sent l'alcool. Quand sa copine lui propose une gorgée de la bouteille, elle la prend devant nous. A un moment, elle lui donne quelques pièces pour qu'elle aille en acheter une autre. Nous dit qu'elle et P. c'est fini, il l'a frappé puis elle a su différentes choses sur lui, de source sûre et s'en veut d'avoir été avec lui. Nous demande si nous savons l'histoire. Pensant qu'il s'agit de la prison dont il nous avait parlé et ne souhaitant pas apprendre des choses privées sur lui de la part de quelqu'un d'autre nous répondons que oui. Elle dit l'avoir vu le soir du 31 décembre, il l'aurait d'abord ignoré puis serait ensuite allé vers elle il lui voulait lui parler, elle ne souhaitait pas quitter ses amis, ils se seraient donnés rendez vous au concert à l'île gloriette mais ne se sont pas trouvés. Elle nous redemande si nous connaissons vraiment ce qui s'est passé, puis nous dit : « *tu sais, c'est un pédophile plus un pointeur (à deux reprises) une fois, je pouvais comprendre mais trois. Tout le monde m'avait dit de faire attention* ». Dit qu'elle est retournée 5 mois sur St Nazaire chez un de ses ex-maris qu'elle décrit comme vivant dans une belle maison, avec voiture et beaucoup d'argent sur son compte. Elle commençait à en avoir marre, lui a dit qu'elle allait passer la journée à Nantes mais n'est pas rentrée. Il lui avait donné 10 euros pour acheter une carte téléphonique afin de le prévenir de son retour le soir mais J. n'a rappelé que plusieurs semaines plus tard. Dit que quand elle retourne sur St Nazaire, c'est à chaque fois pareille, il faut qu'elle retourne sur Nantes. Ajoute que depuis 6 mois, le versement de son RMI a été suspendu sur ordonnance du préfet. Elle ne fréquente plus l'Oasis, en a marre. A appelé quelque fois le 115 ; nous dit aussi avoir été sur la photo suite au réveillon mais de dos ; « *on dit que je suis une princesse* » (comme le nom qu'elle vient de donner à son nouveau chien, l'autre qu'elle m'avait présenté, place de la Fnac est mort). Pendant, notre échange, deux jeunes viennent la saluer. Elle dit, à un moment, à sa copine de nous laisser car ce qu'elle a à dire est personnel. A un moment, dit qu'il n'y a qu'elle qui parle et demande de nos nouvelles. D'ailleurs, en nous embrassant, elle présente ses vœux.

Elle voit « le grand S. » tombé du banc et allongé par terre, nous demande de venir l'aider à le relever. Ce dernier nous reconnaît, dit que ça va, en s'asseyant péniblement sur le banc. J. dit que maintenant il a un appartement mais est venu passer la journée avec eux car vient d'avoir une déception sentimentale.

Elle nous rappelle à un moment que nous lui avons proposé qu'elle aille prendre un café, nous lui disons que notre invitation tient toujours. Elle nous dit alors « *si tu me dis samedi, je serai là* ». Nous convenons pour samedi à 10 heures, elle choisit l'horaire et le lieu (plutôt place du commerce car ce qu'elle nomme « les bancs » derrière Neptune dit que ce n'est pas intime. Peut être ne souhaite-t-elle pas être vue en notre compagnie avec ceux qu'elle fréquente là bas. Dit qu'elle va nous récupérer le journal, fait aussi référence à celui de février où elle témoignait. Elle est aussi passée sur TV Nantes et TF1, ils faisaient un reportage sur les gens de la rue, elle nous dit avoir été filmée notamment alors qu'elle était au foyer d'Aguesseau, ne se souvient plus de ce qu'elle a dit car n'était pas « nette ».

A un moment S. s'approche, nous dit : « *on se connaît, on s'est connu à St Benoît* ». Il nous dit : « *on dit que j'ai vieilli* ». Nous lui confirmons. A un moment, il veut nous mettre la main sur l'épaule, J. lui interdit de nous toucher, rappelle que nous nous sommes connus à l'Oasis, qu'il doit nous laisser tranquille. J. avait toujours eu

pour nous des attitudes protectrices. Ainsi, un jour, lors de notre départ de l'Oasis, le cuisinier ne nous ayant pas vus, nous bouscule, J., présente, nous tient par l'épaule en nous disant : « *attention* », nous embrasse et dit au cuisinier : « *fais attention, on a encore besoin d'elle* ».

Peut être est-ce pour cela que cela fait $\frac{3}{4}$ d'heure que nous sommes là comme sous l'emprise de J. Nous nous ne nous rendons compte des regards autour de nous mais ne parvenons pas à partir. Pour témoins, les tramways défilent devant nous. J. nous dit à samedi, elle sera là. Elle nous demande si nous allons dire au revoir à S. ; en y allant elle lui parle de notre rendez-vous, demande s'il voudra venir, ce dernier dit qu'il n'y a pas de problème. Nous lui tendons notre main, nous dit que nous pouvons lui faire la bise. Cette rencontre s'achève sur cette note, J. nous dit de faire attention à nous et nous embrasse à nouveau. Nous montons dans le tramway, les regardons par la vitre, ils sont de dos et poursuivent leurs échanges.

Le samedi, J n'est pas là, nous allons à tout hasard aux « cinq bancs », elle n'y est pas. Nous ne la reverrons pas. La dernière vision que nous gardons d'elle sera celle d'une femme amaigrie, ne se cachant plus pour s'alcooliser et qui nous fait penser à celles que nous avons pu croiser dans la rue, offrant une image de décadence au passant.

Nous avons pu observer que pour survivre dans la rue, il est nécessaire de développer des capacités, des comportements, des aptitudes corporelles et des savoir faire se rapportant plus à ce qu'on considère du point de vue social comme masculin. Des études ethnographiques réalisées aux Etats-Unis chez des femmes sans domicile montrent aussi comment elles se voient forcer à dissimuler leur féminité pour se protéger, en cherchant plutôt à réduire leur visibilité et leur corps en se dissimulant⁵⁸⁴. Tout cela constitue un effort majeur pour les filles qui doivent transformer leur « hexis corporel » leur façon d'agir, de manifester, de parler, de se mettre en rapport avec les autres, de s'habiller en se « masculinisant ». Dans la zone, les femmes se conduisent comme des hommes, C. et A. que nous côtoierons uniquement lors de maraudes des restaurants du cœur parlent comme eux, boivent au goulot comme eux. Cela rejoint les propos de P pour qui « *Et homme comme femme, il ne faut pas rêver, des femmes dans la rue, il y en a beaucoup. Elles boivent largement autant que les hommes. On s'en aperçoit moins. En fin de compte, dans la rue, il n'y a pas d'hommes, pas de femmes, il n'y a que des hommes, les femmes deviennent plus violentes que les hommes. Elles le deviennent par obligation. Elles sont asexuées totalement* ».

Cela rejoint la question de l'intimité. Toujours selon P. « *Déjà, tu ne peux pas parler de ça dans la rue : elle est où, l'intimité ? Ne serait-ce que ça ? Ou alors si, il y a le RMI qui tombe, on va se payer un petit week-end à l'hôtel et puis, le lundi matin, tu retournes dehors, cela dure un mois, jusqu'au mois d'après. Ce n'est pas jouable. Il y a des gens qui sont ensemble mais c'est tout. Aucune intimité réelle. Elle est où quand tu*

⁵⁸⁴ MARPSAT M., *Un avantage sous contrainte. Le risque moindre pour les femmes de se trouver sans abri*, Revue Population, 54e (6), Paris, INED, p. 911 in GENTILE M.-F., *Garçons et filles en situation de rue. Pertinence analytique des notions de genre et de rapports sociaux de sexe*, GIS Réseau Amérique latine, Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours, Université de La Rochelle, 3-4 novembre 2005. (http://halshs.ccsd.cnrs.fr/docs/00/04/37/34/PDF/GENTILE_Maria_Florencia_GIS2005.pdf#search=%22Marpstat%2C%201999%20%22femmes%20sans%20domicile%22%20%20f%C3%A9minit%C3%A9%20%20C3%A9tats-unis%22)

dors dehors par terre devant tout le monde ? Tu te caches pour te changer, attendre que la CAF, le CCAS soient ouverts de manière à aller aux toilettes pour te changer, faire un coin de propre et tu reprends ta vie de tous les jours. Pour un homme, ce n'est pas évident. J'ai du mal l'imaginer pour une femme. Un homme a besoin d'hygiène, mais une femme beaucoup plus. Pourtant, c'est humain, mais à la rue quel désir ? L'intimité, tu n'as pas ou alors, les nanas pètent les plombs, style la J., elle était avec moi dans le tram tout à l'heure. Elle est entre Nantes et Saint Nazaire. Hier, j'étais au Chantilly (café qu'il fréquente), elle a téléphoné en demandant si j'étais là : « Je suis à Saint Nazaire, demain, risque de grève des trains, je peux venir, il y a de la place ? ». Evidemment qu'il y a de la place au squat, je ne vais pas la laisser crever dehors. On est ensemble sans l'être, chose qui n'aurait pas été jouable sur mes cartons »

Nous entendons plusieurs fois la remarque suivante : « C'est là qu'on perd son identité : quand on n'a plus d'intimités sexuelle, plus d'intimité pour se laver ».

L'errant s'enfonce de plus en plus dans une sorte d'état dépressif et même suicidaire.

« J'étais en situation de précarité, pas forcément financière, mentale, psychique qui me ralentissait. Après, je suis partie de moi-même, ce n'était pas intéressant. Cela va un moment c'est là que je me suis retrouvé à la rue, j'ai pensé à un moment de léthargie en me posant des questions abstraites sur le sens de ma vie » (K.) Son expérience intérieure pouvant ressembler à celle de l'individu qui perd pied et s'enlise toujours plus sans trouver de point d'appui. A bout, F., nous lance souvent : « si on est en bas, on y reste de plus en plus... ça ne peut plus durer comme ça, y'en a marre » Mais pour F., « ça dure comme ça depuis des années ». Son sursaut d'indignation et de ras le bol semblent ne pas suffire pour en sortir, ni mêmes de réelles démarches.

La vie à la rue est corrosive, déstructurante, déstructurée. Les potentiels de lutte déjà bien minés, s'amenuisent de jour en jour, l'existence évolue en dent de scie, pas soubresauts. L'inertie peut l'emporter, la peur aussi, dans certains cas fait fuir l'obstacle. Tant de choses à surmonter, comme s'ils étaient déjà trop loin dans la dérive. L'accompagnement des personnes déracinées, ou qui n'ont pas connu d'ancrages suffisants, et qui s'« enracinent dans la rue » nous entraîne souvent d'une manière ou d'une autre aux confins de la mort.

La mort : la vie, la mort, les concernent-ils? Dans « *les cavaliers* »⁵⁸⁵ de Joseph Kessel, le personnage découvre un jour la mort parce que son compagnon de route vient à mourir. C'est en cet instant où ça peut concerner l'autre que cette notion en temps qu'identique de la mort peut être intégrée. Elle leur est comme familière, ils en parlent d'ailleurs souvent, même si chez certains (F., A. et G. et S.) demeurent des désirs fondamentaux : avoir un chez soi, une famille, un travail, ceux ci deviennent de plus en plus inaccessibles au fur et à mesure que les mois et les années passent.

Ainsi A., une énième fois nous dit qu'en principe le mois prochain, ils s'installent dans un hôtel meublé mais il y a peu de places car réservées aux saisonniers. Ils doivent rencontrer une assistante sociale qui travaille dans ce domaine. Ils nous disent qu'ils ne veulent pas aller dans n'importe quel square car ne veulent pas être mélangés à ceux qui se droguent ou s'alcoolisent. A ce jour, 30 octobre 2005, nous ne savons pas ce que sont devenus exactement ces deux hommes, le lieu qu'ils s'étaient appropriés a été muré, nous les avons croisés quelques fois dans le centre ville de

⁵⁸⁵ KESSEL J., *Les cavaliers*, Gallimard, 1982, 590p.

Nantes, plusieurs fois séparément et dernièrement G. était seul et dans un état de clochardisation. Le 6 août 2006, nous avons aperçu A. à la rue, seul..., nous le recroisons en septembre ramassant des mégots au sol.

Pour certains (P., K.) le malheur est devenu un mode de présentation de soi, comme s'il faisait intimement partie de leurs relations sociales. « *Je suis né au Maroc dans les montagnes, dans une famille relativement conservatrice j'ai eu une enfance normale, après j'ai perdu mon père très jeune à l'âge de sept ans* ».

Ils dirigeaient la plupart de nos entretiens vers la succession d'évènements traumatiques qu'ils avaient vécus depuis leur naissance. Au cours de notre entretien avec P., ce dernier demande « *Tu veux voir ma gueule de boxeur de bombes* ». Il montre une photo d'identité datant de 1997. « *Tu vas voir, cela va carrément te sauter aux yeux, tu vas comprendre pourquoi je porte la barbe. Sur celle-là [autre photo] c'est beaucoup plus évident. Cela se voit beaucoup plus : mâchoire explosée. Elle a été réparée d'un côté et pas de l'autre. C'était en 1989 – agression gratuite si on veut car c'était pour un billet de 100 francs et une paire de baskets neuves, à une heure du matin, je rentrais du boulot. J'ai donné des coups mais j'en ai pris. Jamais je n'avais porté la barbe. Mais quand j'ai vu le massacre, je me suis dit, on cache tout cela, on cache la misère. J'avais honte même si, en étant gamin, j'ai jamais eu une dentition impeccable, formidable. Pendant 3 mois et demi, je suis resté avec des ferrailles, à bouffer de la soupe et un verre de sang tous les deux jours. Tout a été pour moi* ».

Il poursuit la description en évoquant sa main, « *mise à part la cicatrice, regarde une main normale. Depuis que je suis tout gosse, pour me défouler, bien souvent cela a été dans des portes ou des murs. Du coup, casser, recasser. Elle me fait peur cette main-là, en un coup je peux assommer, au pire tuer. Ma main me fait peur, j'en suis devenu insensible* ».

Ce sera ensuite une longue série d'accidents qui nous seront rapportés, « *Histoire d'en rajouter une couche, accident de voiture, bassin cassé, jambe ... Quand je me suis retrouvé avec le bassin éclaté, mon pote s'est pris la colonne de direction dans le bide, il a été coupé en deux. Moi, je me suis tapé 3 semaines de coma. Je me revois encore volé. J'avais 24 ans, un pote d'enfance. J'aurais pu m'en douter car, lui, c'était un lascar, on a pris un ravin pour éviter un poids lourd. Le seul truc, c'était une voiture volée. Je n'ai pas fait de prison mais un an d'hosto plus 2 ans à la ceinture de fer : c'est une grosse ceinture qui te prend tout le bassin pour te tenir debout, si tu veux t'asseoir, allé aux toilettes, il faut t'allonger et enlever la ceinture. Il y en a peut-être à venir encore, il ne faut pas être fataliste mais c'est comme ça. Jamais je n'aurais pu me douter qu'en 1986, j'arrive dans un patelin, un gamin qui court derrière son ballon, mon pote, il veut l'éviter, monte sur le trottoir... qu'est-ce qu'il foutait là le poteau électrique en béton sur le trottoir ? Qu'est-ce que j'avais le bras dehors ? Ils m'ont foutu une broche mais en cabane, aucune hygiène. Au bout d'un moment, je voyais bien qu'il y avait du pus. J'ai eu mon accident, la broche je l'ai gardée 14 mois au lieu de 18 prévue. Entre temps, j'avais fait une connerie, j'ai été en prison. Au niveau de l'hygiène en prison, ce n'est pas ça. Début de gangrène, on m'a dit : « Vous avez de la chance, à 8 jours près, on vous coupait le bras ».*

Pour d'autres la question des chocs traumatiques (cf. A., G., P.), le modèle étant explicatif, comme désaffectivé nous n'avions plus besoin d'en parler.

« *Ma mère est de 1936, elle avait deux frangins : un de 1932 et l'autre de 1930. Un jour, ils sont venus avec un kilo de pommes de terre volées : « Pas de voleurs chez moi ! Dégagez, foutez le camp ».* On les a retrouvés un beau matin : ils avaient gueulé

toute la nuit mais personne n'osait y aller là-dedans, en pleine nuit : c'était un champ de mines. 14 et 16 ans. Quelques années plus tard, l'année des 16 ans de ma mère, c'était sa communion, **il l'a violée totalement**. Donc, un mec comme ça, il fait parti de ma famille, de mon sang mais aussi bien que je ne l'aie pas connu.

Même le paternel violent, les yeux fermés du côté paternel : « ce n'est pas possible que mon fils soit comme ça ». **Elle avait beau se ramener avec le nez cassé ou l'œil au beurre noir**. Quand ma mère s'est payé son divorce à 40 ans, il y avait de l'argent. J'espère qu'il est crevé. L'année dernière, il s'est foutu le feu, il s'est aspergé d'essence. Ce sont les poulets qui sont venus me voir. Ils savent mon nom, j'ai des antécédents, on ne va pas en parler. « Vous savez que vous avez une RIF, recherche dans l'intérêt des familles ? Vous pouvez venir demain ? Raymond P., ça vous dit quelque chose ? – C'est mon père – Il est à l'hôpital des grands brûlés ». Cela 25 ans que je ne l'ai pas vu. Qu'est-ce qu'il a fait pour moi ? Moi, qu'est-ce que je peux faire, qu'est-ce que je vais y changer ? Il a voulu se foutre en l'air. C'est bien fait. **Cela a beau être mon père, je porte son nom, c'est tout**. C'est tout ce que j'ai. Aucun atome crochu avec lui. **Pour moi, c'est une crevure**. Qu'il soit vivant ou non, je ne veux pas le savoir. Ça, ma sœur, elle ne comprend pas. Elle a un autre regard, elle a réussi à pardonner, moi pas ». (P.).

La captation par l'obscénité, actualisation de la relation d'obscénité (B.Duez, 2000) est intense. Ce qu'il raconte est horrible et son effort de séduction renforce la violence vécue comme une séduction en excès ou déplacée⁵⁸⁶.

Plus la déconnexion de la réalité sociale est importante et plus l'individu semble perdre la compréhension de son corps en tant qu'entité. Certains ne souffrent ni de la canicule ni de la froidure, les saisons semblent glisser sur eux, ils se mettent à la température ambiante. Lors de la maraude, certains avaient des bouteilles d'eau distribuées par un service de la mairie, elles étaient alignées, non ouvertes sur un muret, mais aucun n'a fait allusion à la chaleur. De même à l'Oasis, très peu le mentionnent.

Nous avons vu des corps qui n'étaient plus que plaies, croûtes épaisses ou infectées, la peau du visage et des mains livrée à tous les temps s'était épaissit, les jambes gonflées. Un physique éloquent quant aux difficultés traversées au cours de la vie : dents en moins, visage marqué, démarche courbée. La souffrance physique, l'inquiétude devant une blessure, la responsabilité instinctive que nous ressentons vis-à-vis de notre corps est chez eux déplacés, ignorés ou occultés.

Pour exemple, nous pouvons évoquer le cas de B. quand nous revoions ce dernier à l'Oasis, il n'est pas allé se faire opérer de son genou, disant : « *Oui, j'ai fais une connerie* ». Là, il nous raconte que dimanche 14, jour prévu de son hospitalisation, il ne s'est pas présenté : « *C'était la mi-carême, j'ai fais des « haltes »*. Pourtant, il dit qu'il était parti avec son sac, qu'une amie lui avait préparé une trousse de toilette. B. dit plusieurs fois avoir merdé : « *Pourtant, tout était prévu, le lit sanitaire et après, Saint Yves* ». N'a pas recontacter le 115 car n'ose pas. A été au service orthopédique du CHU le lundi accompagné d'un autre pair. Il doit retéléphoner cet après-midi pour une autre hospitalisation. Il ajoute avoir cependant fait le nécessaire pour ses oreilles et ses yeux comme il l'avait dit. Il conclut en disant qu'il va se faire engueuler par son fils.

Au cours d'une des maraudes de l'Equipe Mobile Sociale, sous l'arcade de Talensac, est installé S., ce dernier a été violenté quelques heures avant, il a l'arcade droite d'ouverte. On lui a « piqué » 5 billets de 20 euros. Il a quelques sacs à côté de lui.

⁵⁸⁶ CHARRETON G., COLIN V., DUEZ B., *op. cit.*

Dit avoir peur de perdre son œil. L'équipe lui demande s'il accepterait qu'on l'emmène demain à la PASS pour y montrer son œil. A 23h00 et vu l'état de S., ce n'est pas la peine, selon l'équipe, de le conduire aux urgences car il n'y resterait pas. S., concernant la PASS, dit qu'il est d'accord, il les connaît et d'ailleurs, ajoute-t-il, « *on peut y aller crado, avec des poux, ils nous acceptent, ce n'est pas comme aux urgences !* ». Le lendemain, il n'est pas au rendez-vous fixé.

Des propos tels que ceux tenus précédemment par S. sont fréquents et nous renvoie à la figure du cynique⁵⁸⁷. Un des éducateurs de L'Equipe Mobile Sociale nous rapporte qu'une fois, en ramenant S. de son bungalow après une consultation à la PASS au sujet de son pied, où on lui avait dit qu'on allait finir par lui couper son petit doigt de pied, celui-ci lui aurait dit dans la voiture : « *Cela risque de compromettre ma réinsertion !* ».

Un autre soir lors d'une tournée avec l'écoute de la rue, nous rencontrons R. reconnaissable de dos et au fait qu'il avait à ses pieds deux litres de vin rouge entamés. Il tend la main au bénévole pour le saluer et lui montre d'ailleurs qu'il s'est blessé : sa main gauche est entaillée ; dit avoir été, il y a quelques jours, au CHU mais n'y est pas resté. Le bénévole lui dit qu'il faudrait qu'il les soigne, ce à quoi il répond qu'il ne le fait pas et ajoute « *C'est t'y pas malheureux !* ». Il nous dit qu'il a fait ses provisions et sort de la poche de son manteau une bouteille de rosé, il la regarde et dit « *ça, c'est au moins du 12 volt !* ». Il ajoute que quand il a à boire, il a plein de copains, et quand il n'a plus rien, plus personne. Dit préférer rester seul : « *Vaut mieux* ». Il dit qu'il ne va pas tarder à « s'enterrer ». Il dort à Motte Rouge, sous les ponts, au niveau de l'île Versailles. Il y laisse ses couvertures. Par rapport à la nourriture, dit que ce sont les Restaurants du Cœur, la maraude. **Il nous souhaite bonne route et bon courage**, quand nous lui disons que nous allons continuer.

A l'opposé des hommes pris dans l'engrenage social, ces hommes, mènent une existence libre de toutes contraintes. Leur façon de vivre est fondée sur la frugalité et la satisfaction des seuls besoins nécessaires. Car en s'entraînant chaque jour à une extrême simplicité dans le logement, l'habillement, l'alimentation, l'homme finit par acquérir son indépendance face au monde extérieur. Cela nous rappelle des propos de Diogène selon qui « les riches ressemblent à des nouveau-nés. A tout moment, ils ont besoin de langes »⁵⁸⁸.

Que ce soit S. sous les arcades ou R. sous son pont, une volonté de retour à la nature profondément ancrée. Un rapport au monde dans lequel l'homme maîtrise ses conditions de vie et non l'inverse. Symbole par excellence de cette volonté d'anticonformisme social et de retour à une vie naturelle est leur accoutrement, qui n'est pas sans rappeler celui de Diogène. Le philosophe apparaît comme un homme du voyage, comme une sorte de missionnaire qui est chez lui partout, n'a d'attaches nulle part, ainsi que l'attestent sa besace qui contient tout ce qu'il possède et le bâton : bâton de route. Un tribon plié en deux, servant d'unique vêtement été comme hiver, utilisé la nuit comme couverture vient compléter la panoplie. « Le tribon, la besace, la quête de leur nourriture quotidienne, voilà le commencement du bonheur pour Diogène, voilà le commencement de la libération et de la réputation pour Cratès ». Diogène qui

⁵⁸⁷ Se reporter en 2^{ème} partie, 3.1. La figure du cynique : un vrai rôle de composition.

⁵⁸⁸ GOULET CAZE M.-O., *L'Ascèse cynique. Un commentaire de Diogène Laërce VI 70-71*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, coll. Histoire des doctrines de l'Antiquité classique, 1986, 292 p.

définissait son errance essentielle avec ses deux vers : « Sans cité, sans maison, privé de patrie. Mendiants, vagabonds, vivant au jour le jour... ».

Une autre figure, celle du dissident peut être illustrée par le discours d'Yv. rencontré dans un premier temps à Brin de causette et qui à chacune de nos rencontres nous fait part de son point de vue sur les conditions faites aux personnes SDF. Voici quelques unes de ces remarques :

« Les bancs publics, ont presque tous disparus. En pensant que les personnes partiraient ailleurs, ce n'est pas trouvé de solution à un problème mais déplacer le problème. C'est partout, il y a vingt-cinq ans, chasse à Venise. Or un problème que nos élus ne comprennent pas. Nantes est une ville de prolétaires et aujourd'hui, une ville de spéculateurs, la vie et l'harmonie de tout un ensemble. Nantes devient une ville qui exclut de plus en plus de personnes mais elle nous a déjà exclus du droit de vivre. Ce que nos élus n'ont jamais compris, il faut être à l'écoute, il ne faut pas oublier qu'ils représentent nos désirs, nos envies, et nos besoins. Et jusqu'à maintenant, ils nous ont imposé leur manière de voir les choses. Il y a eu des réactions, mais ils ne prennent pas notre écoute en considération, ils continuent à imposer leur volonté. De par le manque de démocratie, ces personnes-là sont exclues, pour ne pas dire refouler complètement. C'est comme ça qu'on connaît toutes les décadences. La spéculation est perdue en se faisant croire qu'on gagne. Lutter contre cela, la ligne éducation nationale, on apprend à être des moutons, on devrait prendre à être des individus capables de raisonner ».

Yv. parle de la crise et de la place de la ville par rapport à la campagne. Les personnes qui faisaient les saisons sont considérées comme des vagabonds alors que les actifs les considèrent comme des instables. Selon lui, « soit on devient complice de nos gros, soit on devient de vraies victimes ». Il n'y aurait pas beaucoup de victimes innocentes et l'une des façons de se protéger serait l'immobilisme.

Il dit ne pas avoir d'illusions, donc plus vraiment de besoin, « mais des personnes qui ont l'impression qu'on a des besoins, qui veulent nous offrir de l'argent... J'ai toujours refusé. Je peux rendre service à quelqu'un et il me remercie mais dans ce cadre là, je pense qu'on me crée des besoins, je me fais complice d'un système qui abusent de moi. C'est une forme de résistance. Je ne fume pas, je ne bois pas, je ne souhaite pas enrichir certaines personnes. J'avais une théorie qui disait : faire vivre, laissez vivre dans ce tombeau devant une société qui nous empêche de vivre. Est-ce qu'on doit la faire vivre ? Est-ce que je dois faire ? Dois-je simplement exister, car plus le goût de vivre véritablement. Ce n'est pas un choix, notre choix est d'aller plus vers les égalités. Aujourd'hui, nos droits sont spoliés, par des fonctionnaires commandant des mercenaires ».

A la question sur le fait de se considérer comme SDF, Yv. poursuit son argumentaire en rapport avec le choix d'être, soit humilié et ne pas être là ou garder sa fierté, dignité et se retrouver comme ça. « Je n'avais pas le choix je devenais le complice de mes bourreaux ou victimes véritablement. J'ai choisi victime, sans que cela soit un choix c'est là le problème des radios, télévisions quand elles font elles font voir un documentaire, elles font semblant que c'est un choix véritablement, c'est la liberté, le vagabondage. C'est faux. Très souvent, ce sont des personnes qui ne peuvent avouer leur échec, on en arrive là par un échec, on en est plus ou moins responsable de notre échec ou pas, c'est différent mais cela reste un échec et il faut se l'avouer.

Quand j'ai fait Paris Istanbul à cheval, c'était un véritable choix. Tandis que là, ce n'est pas le cas ».

Cette théorisation d'un discours sur l'abus de pouvoir d'une société souligne également en quoi les exclus font peur : lorsque la mobilité personnelle et permanente devient un véritable mode de vie, lorsqu'ils ont rompu tout lien avec le monde d'interconnaissance, ils nous renvoient le spectre de ce qui nous menace, de notre propre insécurité. Ils révèlent le mal, ils nous rappellent que tout ne va pas pour le mieux, que nous pouvons subir à notre tour, subir leur sort. D'où ce besoin de les mettre à distance, de les isoler, de les reléguer, de les cacher ou de pouvoir les ignorer. Le désir de trouver des justifications, des raisons de leur mise à l'écart. Faute de pouvoir identifier des responsables ou de se sentir soi-même responsable, on peut toujours imputer cette responsabilité aux victimes.

Seulement comme nous l'avons dépeint à travers les rencontres de ces hommes et ces femmes, chaque personne a sa façon d'aborder l'autre, voire de l'apostropher. **C.** par la déchéance qu'il impose à l'autre en s'exposant en public, **S.** par la théâtralisation de son errance. **P.** par son discours récurrent sur son passé, sur le fait qu'il a un potentiel, qu'il fait dans le social. **M.** par la discrétion jusqu'à l'effacement, **Yv.** par l'intellectualisation. Nous retrouvons ici le principe capital à considérer qu'il y a un positionnement subjectif

« C'est terrible un homme qui appelle, ça ne vous laisse plus de repos »⁵⁸⁹.

L'analyse se fonde sur ce que les personnes à la rue disent des aides qu'ils sollicitent ou non, des représentations qu'ils s'en font, recoupées avec les informations fournies par les professionnels et bénévoles rencontrés.

Alors que la typologie construite par les services de l'urgence sociale mentionnent trois types de SDF : d'une part, **les individus fraîchement à la rue** et souffrant de leur situation, d'autre part, **les personnes en phase d'adaptation** et, enfin, **les clochards refusant toute forme d'aide**, les services d'urgence ne les supportent que s'ils ont une plaie, une fracture, une perte de connaissance, enfin quelque chose qui se diagnostique aisément et qui porte un nom. L'hôpital répugne à les garder, catégorisant les trop caractériels, trop compliqués, trop différents. Il est intéressant de noter ces « trop » par rapport à la logique de « sans ». Si nous ne parvenons à parler, si notre bouche reste muette et si nous pensons notre vie inexpressive alors la loi de la création somme le corps de s'exprimer et il le fait à sa façon brutale, destructrice. « Tout symptôme est une parole rentrée » déclare Jacques Lacan. Si le stigmatisme se traduit ici par une violence du pouvoir empruntant les voies de la possession du corps et de sa manipulation sociale, il peut aussi s'inscrire en tant que différence propre à l'individu. Le manque d'hygiène, la tenue négligée, froissée, démodée d'un homme fréquentant les « vestiaires », les traits du visage marqué, fatigués par la vie dans la rue sont les premiers signes visuels définissant les sujets SDF. De par cette visibilité sociale, il n'est pas difficile pour tout un chacun de représenter la population des SDF empreint aux stéréotypes, notre représentation se fonde malgré tout sur notre contact à la réalité par les biais de nos rencontres au quotidien comme par le fait des médias. Cette constellation

⁵⁸⁹ CHEDID A., *Derrière les visages*, Paris, Flammarion, Castor Poche, 1992, 136 p.

d'éléments entraîne une catégorisation immédiate de l'individu rencontré en même temps qu'elle le discrédite. En émulant des stéréotypes associés à ces signes, c'est un tout un réseau de représentations qui se trouve être activé mais aussi une grille de comportements possibles : détourner le regard, éviter la rencontre, se préparer au contraire à être abordé, donner une pièce ou non. Il existe un mode de réponse aux sollicitations : celles-ci sont bricolées à partir de considérations affectives (cette situation me fait elle mal au cœur), appréciatives (ce sans domicile fixe est-il responsable de sa situation), utilitaristes (à quoi va servir mon don ?).

Au cours de ces rencontres, nous avons pu identifier différentes figures : le vagabond, le mendiant puis le vagabond confondu avec le mendiant. Plus vu comme un danger social. L'image du clochard : il y a les victimes puis les réprouvés, les philosophes. Les clochards sont un objet de compassion, les vrais pauvres d'antan. Chez le sujet lorsque la mobilité est un mode de vie, rupture des liens, il brise l'ordre social et devient porteur d'inquiétante altérité ; le sujet par son histoire sociale et ses aléas est objectivé du côté du monstre à combattre et non sujet dont le statut social est à réhabiliter.

Le monstre, écrit la psychanalyste S. Karffsaussé dans « Libération », « c'est celui qui n'a pas de semblable, le monstrueux c'est ce qui nous est complètement étranger... » Terme utile pour pratiquer la projection dont le mécanisme est ce que je ne peux pas reconnaître en moi-même, je le projette sur un élément extérieur que je peux alors tranquillement repérer, critiquer, voire persécuter. Deuxièmement le monstre ne se reproduit pas, il s'agit d'un phénomène unique, isolé. Le troisième avantage du mot « monstruosité » est qu'il permet d'éviter d'expliquer quoi que ce soit. Le terme contient en lui-même sa causalité. Il n'y a pas de cause à rechercher car c'est dans la nature du monstre d'être monstrueux.

Les vrais pauvres quant à eux, il s'agit de les aborder en tant qu'ils sont victimes. Or, une victime n'est plus un homme, elle est hors du droit commun, hors de l'institution, une victime n'a pas de destin, d'existence ou de devenir, une victime est une souffrance, une vie pleine de malheur et offerte par l'injustice à la compassion. Une victime est identifiable, racontable et montrable à la télévision. C'est tout ce que l'on veut sauf quelqu'un d'être humain. C'est un objet, un autre, un pauvre ! Ce pauvre est aussi celui qui appartient à une autre race, à une étrange tribu, celle des parias aux mœurs exotiques et puantes qui mendient pour vivre : « à la rencontre » aux feus rouges ou dans le métro, « à la tape cul », « objet à la renverse », en statique le long des murs, « à la priante » à la sortie de la messe en embuscade⁵⁹⁰. Ces hommes monstres ne peuvent aller au cinéma, au café, au restaurant car ils sont trop moches et trop odorants. Ils sentent la mort, cette caste d'intouchables et sont tous semblables.

Lors de notre étude de l'abjection, nous avons retenu la définition de Julia Kristeva selon laquelle l'abject est un non objet de désir, un non être en quelque sorte. Celui qui est abject est méprisé, intouchable, c'est un paria, un déchet de l'humanité non fréquentable. C'est ainsi que l'abjection réalise la mort sociale de l'autre constitué en radicalement différent de soi parce qu'impur, ou plus largement, parce que n'appartenant pas au règne de l'humain. Non acteur car interdit de parole et non sujet car radicalement étranger au règne de l'humain, l'exclu est condamné à porter le masque que la réalité du discours lui impose. Rien d'étonnant alors s'ils ne se regardent pas, si les miroirs des centres d'accueil ont le tain piqueté, sont couverts d'éclaboussures de dentifrice et de mousse à raser, ou pire encore...ils n'ont rien à

⁵⁹⁰ Se reporter aux photos n° 38, 39, 40 en annexe 9.

réfléchir, sinon des visages ravagés, ridés, gris, édentés qui ne dissent rien de particulier car ils sont interchangeable. La chair malade, la traque les ont uniformisés. Pourtant ils crèvent les siècles. Ils défilent sans leurs crécelles désormais, en habits gris, en hordes claudicantes, livrés aux bonnes œuvres

Une approche pathétique que le sujet SDF peut être amené d'autant plus à produire qu'il sait que cela « plait », ou émeut en face et que cela peut lui procurer des bénéfices secondaires immédiats apparents, notamment l'évitement. Le personnage qu'il nous montre est comme le masque à travers l'acteur tragique, ce que l'étymologie du mot (personne : per sonare) fait entendre. C'est cette image qu'il a besoin d'offrir avant de pouvoir révéler son identité personnelle. Cela rappelle un tableau de Breughel « l'Ancien » qui montre un monde grouillant de personnages faisant toute sorte de choses. Dans la foule, il y a des individus isolés, des couples, groupes, indifférents les uns aux autres heureux de s'adonner en public. Pour eux ces affaires non rien d'intime au contraire. Ils sont tout à fait conscients de vivre leurs interactions en public, ils voulaient tous être vus et connus de leurs voisins et des étrangers. Et ils agissaient avec d'autant plus d'entrain que les autres, pouvaient réagir aux événements dont ils étaient témoins. Tous comme ces personnages, la plupart se rend visible dans l'espace public pas leurs attitudes vestimentaires, leurs comportements.

Jacques Guillou démontre que cette population, tout en ayant parallèlement la capacité de se fondre dans l'espace, utilise aussi ses stigmates pour théâtraliser son errance dans le but de la monnayer. Les médias se font l'écho de cette visibilité, tous comme les associations caritatives et les pouvoirs publics. D'autres se replient, se recroquevillent même sous une carapace. Ils ont de plus de en plus de mal à créer, à prendre des initiatives quand bien même tous en auraient encore les capacités. Nous avons été surpris devant le nombre de pseudonymes, de sobriquets (« sac à vin ») qui se réfèrent généralement à une anecdote, à une situation, à un événement. Ils sont tellement ancrés dans l'esprit de tous, voire intériorisés par celui qui les porte, que personne ne cherche à en connaître l'origine. La personne elle même est en train de devenir un déchet. Cela ne veut pas dire qu'elle l'est en tant que sujet, en tant que personne humaine mais en se détruisant de son humanité concrète, elle est en train d'apparaître comme un déchet et donc de disparaître comme sujet ayant sa dignité sur la scène sociale⁵⁹¹. Au bout de cette négation de soi-même, n'y a-t-il pas la volonté plus ou moins consciente de mourir ?

A ce sujet, le film d'Agnès Varda, « Sans toit ni loi »⁵⁹² se présente comme la phase terminale d'une errance. Les images retracent les derniers jours de vie d'une inconnue qui errent sur les routes, crasseuse et rageuse. Elle fait du stop, croise des chemins, des vies vagues. Avec l'un, elle parle un peu, avec l'autre c'est le mur. Elle reste seule, repart toujours même quand elle grelotte et qu'elle a trouvé des réceptacles accueillants (caravane, voiture ou château...). Par un matin glacé, on la trouve morte dans un fossé. « Mort naturelle » disent les gendarmes. Sa constante la plus sûre est son refus absolu d'aller dans le sens de la demande de l'autre, dès que cela excède ses propres besoins. Avec elle, c'est l'errance sans cesse reconduite, comme une errance obligée. Avancer, c'est sa liberté. Elle a toujours la même observation qui lui faut

⁵⁹¹ *Les élus locaux face à la souffrance psychosociale : de la sollicitude au politique*, Rapport issu d'un séminaire de recherche action. DIV/ONSMP- ORSPERE. 2003-2004.

(<http://www.ville.gouv.fr/pdf/editions/sante-mentale.pdf#search=%22Les%20C3%A9lus%20locaux%20face%20C3%A0%20la%20souffrance%20psychosociale%20%22>)

⁵⁹² VARDA A., *Sans toit ni loi*, 1985

avancer pour vivre. La marche dans la ville matérialise l'absence de place : absence de domicile, absence de rôle social, absence d'occupation. C'est une errance sans quête et ses déplacements semblent liés à une force intérieure, sans lien symbolique entre le sujet et l'objet, errance qui n'a pour but que le déplacement lui-même.

Vérité paradoxale que la rue, accusée à juste titre de les avoir détruits, les sauve à l'origine lorsque désespérément déçus par la vie, ils lâchèrent tout. Dans les représentations, l'errance des sujets SDF fait partie des actes qui offensent les sentiments collectifs, sans qu'il y ait délit pour autant. L'errance est seulement considérée comme immorale (on ne vit pas comme ça). Cette réprobation sociale s'exprime à propos de pratiques définies : boire dans la rue, interpellier les passants, être sale... Les SDF, mot valise, ne constituent pas une population homogène par ses conduites, ses attentes. **Ils sont autre chose que ce qu'ils font (réification), nous ne pouvons les réduire ainsi à l'acte de mendier.**

Dans un monde régi par le nécessaire, où toute pensée, toute action est au service du besoin, le sujet SDF épousant la figure du cynique, précisément par son refus de subvenir aux besoins physiologiques du corps manifeste le vide, l'absence d'une catégorie essentielle à l'être humain, celle du désir. Dans un monde où la parole est dénuée de sa valeur signifiante, où l'ordre symbolique est bafoué ; le sujet SDF dénonce par son sacrifice le ravalement de l'humain au rang de l'animal. **Exhibant un comportement qui n'échappe pas à l'ordre social, il nous oblige à poser avec lui, les questions essentielles ; qui suis-je, où est ma place ?** A l'exemple de son ancêtre Diogène, il ne dédaigne pas se parer d'une réputation de philosophe. Cède-t-il ainsi à un désir de revalorisation ou veut-il satisfaire ceux qui croient obstinément découvrir sous ses haillons les derniers vestiges de la sagesse. Apparemment il a retrouvé un semblant d'adaptation parfois même reconstitué un milieu. Mais l'adaptation aux intempéries, aux vêtements, à la crasse et à la misère ne saurait signifier le bonheur. Ce n'est pas une adaptation librement consentie, elle n'est qu'un palliatif à défaut d'une solution meilleure. In fine ne se montre-t-elle pas destructive. Ne mine-t-elle pas tout autant son esprit que son corps ? Elle l'enchaîne immédiatement à sa déchéance.

Combien sont-ils ? Pourquoi sont-ils arrivés là ? Nous ne demandons jamais qu'est ce qui nous est arrivé à nous pour supporter et tolérer que des hommes et des femmes vivent et meurent à la rue ?

« Personne n'a voulu de moi. J'ai été à la prison, le guichetier n'a pas ouvert. J'ai été dans la niche d'un chien, ce chien m'a mordu et m'a chassé, comme s'il avait été un homme. On aurait dit qu'il savait qui j'étais. Je m'en suis allé dans les champs pour coucher à la belle étoile : il n'y avait pas d'étoiles »⁵⁹³. Si ce texte de Victor Hugo traite de la mort symbolique, nous pouvons aussi souligner que jusqu'au bout pour les gens de la rue il y a négation de la subjectivité, ainsi en atteste l'enterrement à Thiais, en caveaux à décomposition accélérés, pas le droit d'y déposer une fleur ou une plaque. Un seul numéro sur les caveaux, pas de nom. Sans place réelle mais réellement là, condamné à l'invisibilité à la fois parce qu'il ne veut pas se montrer et à la fois parce que nous ne voulons pas le voir. Si nous considérons la vie sociale comme un théâtre où chacun est en représentation, ces personnes sont invisibles en scène alors qu'elles sont visibles en coulisse.

⁵⁹³ HUGO V., *Les Misérables*, 1862

Le verbe « côtoyer » est issu de la racine étymologique « costa » qui signifie « côté, flanc ». Ce verbe prend donc le sens d' « aller cote à cote de quelqu'un » ou se suivre en marchant l'un à coté de l'autre Prendre le temps et essayer de vivre un face à face qui peut devenir un cote à cote, si bref soit-il. Chercher le visage derrière la forme défigurée. Nous les avons vus et si nous ne pouvons plus les sortir de notre tête, c'est parce que les ayant regardés, désormais « ils nous regardent ». Nous en sommes responsables. Nous pouvons les voir tous les jours, assis sur le trottoir, appuyés en ligne contre le mur. Ils sont dos au mur, « ce mur habillé » de riches publicités. La publicité répète au dessus de leur tête qu'il faut réussir, s'enrichir être les premiers. La publicité dit qu'il faut éliminer la concurrence et eux : les éliminés, les exclus.

Qu'est-ce qu'un sujet SDF ? S'il est quasi impossible de définir qui sont les sujet SDF, c'est peut être que **le terme est plus dessiner à masquer qu'à montrer** ; ou alors qu'un seul terme ne peut suffire à représenter **une réalité complexe**.

2. Analyse du traitement médiatique

Afin de voir ce qu'il en était, nous avons effectué un travail de recherche, de lecture, de visionnage, d'analyse sur la presse écrite (les articles de journaux locaux et régionaux parus depuis 2000), les documentaires radiophoniques et télévisuels **sur les thématiques de l'exclusion et de l'insertion**.

L'analyse des articles de presse nous a amené à retenir différentes variables :

- La qualification identitaire des sujets.
- Les domaines de politiques publiques mobilisées (logement, santé).
- Le lien fait avec le thème de l'exclusion.
- L'objet de l'article, là aussi nous avons dressé une liste de protagonistes.
- Le repérage de la période, à savoir la fréquence des articles selon les mois de l'année, indicateurs par rapport aux saisons mais aussi sur 4 ans, voir s'il y a des années où les articles sont plus nombreux.

2.1. La presse

Année 2000 :

Analyse sémantique :

Exclusion	5
Exclus	2
Précarité	3
Zonards	1
Marginaux	4
Ceux qui ne demandent plus rien	2
Squatters	1
Défavorisés	2

Les protagonistes :

Les associations	24
Les politiques	8
Les SDF : témoignage	0
Portrait	2
Information pour les SDF	1

Expert sur la question	1
------------------------	---

Mois de l'année :

2000	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	déc
	3	4	2	2	2	1	0	1	1	5	4	6

Année 2001 :

Analyse sémantique :

Exclusion	10
Exclus	2
Précarité	4
Zonards	0
Marginaux	2
Ceux qui ne demandent plus rien	4
Squatters	0
Défavorisés	0
Gens de la rue	1
Sans abri	10
Démunis	9
Sans domicile	2
Personne en grande difficulté	0
Pauvre	0
SDF	5
Personnes clochardisées	3
Clochardisation	2

De nouveaux termes font leur apparition, comme SDF, clochardisation. Dans un même article, peuvent être utilisés indifféremment les termes d'exclu, démunis, SDF, sans abri.

Les protagonistes :

Les associations	39
Les politiques	3
Les SDF : témoignage	0
Portrait	1

Information pour les SDF	0
Expert sur la question	0
Appel au bénévolat	2
Appel à faire le 115	1

Mois de l'année :

2001	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	déc
	3	5	1	7	0	13	4	3	1	4	1	6

Le nombre important d'articles en juin est en lien avec les événements politiques de l'époque à savoir l'arrivée massive des demandeurs d'asile et la question par conséquent de leur prise en charge. Grève du personnel du SAMU social et du CHRS Saint Benoît.

Commencent à être abordés les cas psychiatriques rencontrés chez les personnes à la rue. Beaucoup d'articles portent le ton de la dénonciation, d'alarme sur la situation de l'urgence à Nantes, l'inquiétude des professionnels.

Année 2002 :

Analyse sémantique :

Exclusion	4
Exclus	0
Précarité	4
Zonard	0
Marginaux	1
Ceux qui ne demandent plus rien	0
Squatters	1
Défavorisés	0
Gens de la rue	0
Sans abri	3
Démunis	7
Sans domicile	0
Personne en grande difficulté	0
Pauvre	0
SDF	3
Personnes clochardisées	0

Clochardisation	0
Clochards	1

Les protagonistes :

Les associations	18
Les politiques	6
Les SDF : témoignage	0
Portrait	1
Information pour les SDF	0
Expert sur la question	0
Appel au bénévolat	0
Appel à faire le 115	0

Mois de l'année :

2002	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	déc
	2	1	2	4	1	3	0	1	1	2	2	8

On dénonce la présence de plus en plus de jeunes fréquentant les structures, ce, tous les ans, sans chiffre à l'appui.

Pour un même évènement, exemple celui du réveillon organisé par des associations, un journal comme Presse Océan titre : « la chaleureuse soirée des sans abri » alors que Ouest France va titrer : « Vérité Misère : le réveillon de la solidarité ». Dans un cas ce sont donc les personnes qui sont directement nommées et ce de par leur condition sociale alors que dans l'autre cas, il est fait mention de l'aspect collectif des choses avec la notion de solidarité, même si on ne peut ignorer à qui ce réveillon s'adresse en raison de l'association citée et qui se nomme Vérité misère.

Des articles dont le titre commence par : « une nuit avec » sur le mode du documentaire.

La problématique des demandeurs d'asile est aussi évoquée ainsi que les problématiques psychiatriques.

Il est aussi fait plusieurs fois mention au cours de cette année que les missions des Restaurants du Cœur concernent non seulement la distribution alimentaire mais aussi l'aide à la personne.

Année 2003 :**Analyse sémantique :**

Exclusion	1
Exclus	0
Précarité	0
Zonards	0
Marginaux	0
Ceux qui ne demandent plus rien	0
Squatters	0
Défavorisés	0
Gens de la rue	2
Sans abri	10
Démunis	9
Sans domicile	2
Personne en grande difficulté	2
Pauvre	6
SDF	8
Personnes clochardisées	0
Clochardisation	0
Clochards	2
Misère	0

Les protagonistes :

Les associations	25
Les politiques	8
Les SDF : témoignage	1
Portrait	1
Information pour les SDF	6
Expert sur la question	0
Appel au bénévolat	1
Appel à faire le 115	0

Mois de l'année :

2003	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	déc
	7	4	5	2	2	3	1	1	1	5	4	13

Parfois dans les articles, est rappelé que le phénomène d'exclusion n'est pas lié à la température.

Evocation de cas psychiatriques, dans deux articles.

Des articles avec témoignage d'un professionnel et de personnes sans abri (plusieurs situations, isolés, famille).

De plus en plus, « urgence sociale » est mentionnée dès le titre de l'article.

Année 2004 :**Analyse sémantique :**

Exclusion	3
Exclus	0
Précarité	11
Zonards	1
Marginaux	0
Ceux qui ne demandent plus rien	4
Squatters	0
Défavorisés	0
Gens de la rue	1
Sans abri	8
Démunis	10
Sans domicile	4
Personne en grande difficulté	2
Pauvre	4
SDF	8
Personnes clochardisées	3
Clochardisation	2
Clochards	0
Misère	3
Sans logis	3

Les protagonistes :

Les associations	26
Les politiques	4
Les SDF : témoignage	2
Portrait	1
Information pour les SDF	1
Expert sur la question	0
Appel au bénévolat	0
Appel à faire le 115	0

Mois de l'année :

2004	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	déc
	7	6	1	3	3	0	1	0	1	3	6	8

Un article du journal Ouest France parle dans ses colonnes, en termes d'« invités » pour la soirée du réveillon, pour les sujets SDF., tandis que l'autre Presse océan titre « le réveillon de la saint sylvestre pour tout le monde avec le collectif « Vérité Misère ». Il précise que l'organisation de ce réveillon s'adresse aux plus démunis, on précise aussi qu'il n'y a pas d'alcool. Le premier article ne fait pas mention de cette précision mais un portrait sur la même page est consacré au fondateur de ce réveillon, ancien alcoolo dépendant, qui précise que depuis le 1^{er} réveillon en 1979, il n'y a ni alcool ni tabac. La présence des élus est soulignée.

Des articles s'accompagnant de photos avec des bénévoles et des « bénéficiaires ». Apparaissent des portraits de responsable d'association.

De nombreux articles sur les Restaurants du cœur, soulignant notamment la hausse de la fréquentation. Est souligné aussi l'arrivée de familles monoparentales. Des appels à la générosité, au temps par rapport au bénévolat.

Titre d'un article consacré au témoignage de SDF : « SDF ils passent l'hiver sur un parking ». En fait, ce sont des personnes vivant en caravane sur une aire de stationnement public. Leur revendication nous dit l'article : « avoir accès au même type de terrain que les gens du voyage, avec l'eau, l'électricité ».

Concernant la qualification, ce que nous pouvons dire c'est que les termes renvoient aux catégories de la pauvreté, de la précarité ou de l'assistance (SDF, exclus, pauvres, précaires, démunis) et ceux appartenant aux lexies promues par les sans (sans abris, sans droits).

La lutte discrète des « invisibles » pour la survie ne focalise guère les feux de l'actualité médiatique, en revanche le traitement, de l'exclusion par les système du caritatif et la banalisation de la pauvreté dans les médias ont détourné l'opinion publique vers les images des SDF et des jeunes de banlieues masquant le fait que la paupérisation traverse l'ensemble du corps social. Ainsi on peut repérer une faible

couverture qui renverrait aux problèmes d'emploi au profit d'une approche centrée sur le thème du logement.

Articles parus :

	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	déc	total
2000	3	4	2	2	2	1	0	1	1	5	4	6	31
2001	3	5	1	7	0	13	4	3	1	4	1	6	47
2002	2	1	2	4	1	3	0	1	1	2	2	8	27
2003	7	4	5	2	2	3	1	1	1	5	4	13	48
2004	7	6	1	3	3	0	1	0	1	3	6	8	42

Nous retrouvons sur ce graphique la variation saisonnière du traitement médiatique à l'exception de deux « pics » en avril et juin 2001.

Analyse sémantique :

	2000	2001	2002	2003	2004	Total
Exclusion	5	10	4	1	3	23
Exclus	2	2			0	4
Précarité	3	4	4		11	22
Zonards	1				1	2
Marginaux	4	2	1		0	7
Ceux qui ne demandent plus rien	2	4			4	10
Squatters	1		1		0	2
Défavorisés					0	0
Gens de la rue		1		2	1	4
Sans abri		10	3	10	8	31
Démunis		9	7	9	10	36

Certains termes reviennent de façon primordiale et régulière (démunis) d'autres semblent avoir une utilisation plus conjoncturelle.

Les protagonistes :

	2000	2001	2002	2003	2004	total
Les associations	24	39	18	25	26	115
Les politiques	8	3	6	8	4	29
SDF : témoignages	0	0	0	1	2	3
SDF : portraits	2	1	1	1	1	6
Information pour les SDF	1	0	0	6	0	7
Expert sur la question	1	0	0	0	0	1
Appel au bénévolat		2	0	1	0	3
Appel à faire le 115		1	0	0	0	1

Par rapport au traitement médiatique, les évènements climatiques jouent un rôle majeur et quasi rituel. L'intérêt journalistique est aussi renforcé par la parution des textes gouvernementaux qui chaque année sous le titre « plan anti froid » annonce le renforcement des dispositifs d'hébergement d'urgence et des polémiques, aussi répétition sur le refus de certains sujets SDF de rejoindre les centres d'hébergement. La première représentation du sans abri est un couplage avec la violence.

Les évènements climatiques sont le second quart des articles. Les actes gouvernementaux et politiques sont une autre catégorie. Nous retrouvons aussi des articles sur des déplacements d'hommes politiques ou des textes de lois ; les faits de solidarité.

Le mot SDF revient constamment dans les articles pour désigner la population SDF. Autour de ce terme de base, une série d'expression est utilisée pour éviter les répétitions. SDF devient synonyme de sans abri, sans logis, exclu, démuné. Alexandre Vexliard remarquait dans les années 1950, cette tentation qu'avait la presse de vouloir rendre sensationnel la question des sans abri. « Ce sont les cas exceptionnels qu'on trouve dans les reportages à titres sensationnels sur les clochards. Il s'agit de clochards intellectuels, de mendiants millionnaires, de millionnaires, mendiants, de roi des vagabonds, de princes de la cloche »⁵⁹⁴. Comme le précise Vexliard, la vérification de ces informations démontrent qu'elles sont souvent loin de la réalité.

Le 26 avril 2004, nous rencontrons un journaliste du Journal Ouest France de Rennes, ce dernier désire s'entretenir avec nous sur les relations que peuvent avoir les SDF avec le « voisinage » : riverains, passants et commerçants. L'origine de sa réflexion fait suite aux événements à Brest et Quimper : un SDF a été enlevé par des commerçants, il est allé ensuite « leur remonté les bretelles ». Le résultat a été la prison ferme pour le SDF, prison avec sursis pour les commerçants. Plusieurs fois, il nous demande si on a des statistiques sur des faits divers entre SDF, commerçants ou riverains, cherche à savoir ce qu'il en est par rapport aux arrêtés anti-mendicité. Nous dit qu'il serait intéressant de « classer » les personnes qui donnent aux SDF : les plus vieux donnent-ils à manger ? Les plus jeunes donnent de l'argent ? Qui donne quoi et à qui ? Si je suis un passant, que dois-je faire pour entrer en contact avec un SDF, si je ne veux pas être indifférent ? Finalement l'article ne paraîtra pas, selon le journaliste difficulté à rencontrer les personnes SDF puis le sujet n'était plus la priorité de la rédaction. Le traitement journalistique du sans-abrisme est essentiellement environnemental et ne relève pas d'une ligne éditoriale suivie

2.2. La radio

Nous avons choisi comme source d'étude une émission de radio « **Urgences** » diffusée sur **France Bleu Loire Océan**. Choix de par l'intérêt du concept. Une journaliste avec casque et micro part à la rencontre des gens qui sont dans la rue, le principe est une émission quotidienne du lundi au jeudi de 4 minutes 15, diffusée à 11

⁵⁹⁴ VEXLIARD A., *op. cit.*

heures. Exemple durant la semaine du 25 au 28 novembre 2002, elle est devant le CCAS de Nantes.

Le 25 novembre 2002.

CCAS de Nantes. Témoignage de deux personnes. Ils évoquent leur chien. « *Ton chien, c'est ton compagnon, ta femme, ton meilleur ami* » ; il parle de vol de chiens. « *Quand tu es dehors, tu es à la vue de tout le monde, tu n'as pas ta clé, tu n'es pas protégé, pas en sécurité. Vol, bagarre, la rue c'est dangereux, ce n'est pas vivre mais survivre* ».

26 novembre 2002.

On nous présente en introduction John comme ayant été marié, une maison puis divorce, déprime, mauvaise rencontre avec la bouteille. La journaliste souligne plusieurs points au cours de cette émission : le fait que l'on dise « ils sont dans la rue mais pour certains des solutions précaires pour dormir, comme le camping ». et l'humidité, facteur climatique appréhendé par les sans abri, point information sur les accueils d'urgence, éléments qui correspondent à la réalité des sans abri.

27 novembre 2002.

Jean Michel est un habitué, dans la rue depuis 30 ans. Aujourd'hui, il est plus sédentaire, depuis 4 ans à Nantes. Il parle de la boisson dans la rue : « *En 1970, tout le monde était solidaire, aujourd'hui les gens ont peur de nous, qu'on les agresse* » ; il avait un portable, il s'est fait agressé, trois mois d'hôpital ; « *on cherche un moyen de vivre comme tout le monde* ». L'émission souligne le sentiment de rejet.

28 novembre 2002

Christian au RMI, à la rue. « *Les foyers, ce n'est pas vivable, ça fait longtemps que je n'y suis pas allé mais la dernière fois, j'y suis resté deux mois. Je dors dehors, le camping est extrêmement cher ; parfois on fait le 115 pour avoir des couvertures mais ils sont un peu fainéants et ne transmettent pas au SAMU social. On n'est pas tous des voyous, quand il pleut, on nous demande d'aller dehors* ». La journaliste conclut en disant de réfléchir à l'attention que l'on porte aux gens qui sont dans la rue, aux aprioris que l'on peut avoir. Point information sur les chiffres de RMI.

29 novembre 2002.

Témoignage d'une personne écoutant la radio, lisant le journal qu'il va chercher à la Tour de Bretagne.

14 janvier 2002.

En Vendée, l'Oasis : lieu d'accueil de jour ; parole à l'animatrice. C'est un lieu offrant des services de première nécessité : douches, lavages du linge. Permanence médicale le mercredi matin, une autre permanence pour donner des informations

diverses. Repas, le lundi, qui est à un euro cinquante ; il y a une cagnotte sinon la contrepartie est le ménage. Ouvert du lundi au samedi, ateliers arts plastiques deux fois par semaine. Parole à un emploi jeune « *ici on n'est pas jugé, leur accorder du temps, les accompagner dans leurs démarches* ». Les autres jours seront consacrés à ceux qui fréquentent la structure.

15 janvier 2002.

« *L'oasis, nous dit la journaliste en introduction, accueille des sans abri, mal logés, bref des grands exclus* ». Nous pouvons nous demander si chacun de ces termes renvoie à la même réalité sociale et psychologique. Témoignage d'un jeune venant tous les jours : « *Au moins ici, on peut parler sans problèmes, tous au même niveau. J'aime bien ma situation, je suis en pleine forme, la rue c'est pas à long terme, c'est à court terme, sinon on pète les plombs, si on veut, on peut s'en sortir, l'important d'être en groupe pour manger, pour le squat* ».

16 janvier 2002.

Ceux qui n'ont nulle part où aller, possibilité d'être mis en relation dans des services d'orientation pour préparer l'insertion. « *On a toujours des cicatrices qui restent, je survis* » (Benoît, 27 ans). Marcel, lui continue de venir pour l'ambiance (57 ans).

17 janvier 2002.

Benoît évoque l'estime de soi, le regard des autres : « *Si moi je viens ici, c'est que j'en ai besoin ; il existe des CHRS mais seulement à court terme* ».

« *Comment regagner, et retrouver l'estime de soi ?* » lui demande la journaliste. « *Cela passe par les pouvoirs publics, les commerçants. J'ai toujours l'impression d'être sale par rapport aux autres, d'être moins* ».

18 janvier 2002.

Selon Benoît, des mesures insignifiantes par rapport à l'exclusion. Pour les sans abri, on pense beaucoup pour eux. Image stéréotypée que l'on a de cette population, peur de l'inconnu.

21 janvier 2002.

Marcel, 57 ans, présenté comme ayant été « des années à barouder ». Depuis décembre, un appartement. Il se décrit comme un vieux routard ; des années de route provoquées par un divorce, une rupture puis esprit du vrai routard. Grâce à l'oasis et au service social concerné nous dit la journaliste, il a pu retrouver un appartement. « *J'ai un chez moi, j'ai tiré une moralité, on est tous dans la merde et on s'aide entre nous mais cela se perd* ». En conclusion de cette émission, la journaliste souligne l'intérêt de l'expression artistique pour les personnes en grande précarité.

22 janvier 2002.

L'émission rappelle les objectifs de ce centre d'accueil : permettre aux personnes en grande exclusion de s'exprimer, par le dessin, la peinture. Rencontre avec l'animatrice et avec une personne venant à l'Oasis qui se dit non handicapée, non rmiste, non chômeuse mais qui a des problèmes : « *C'est moins ma place que ceux qui sont dans la rue* ». Cela soulève la question de la fréquentation de ces lieux d'accueil pour les sujets SDF qui sont aussi « occupés » voire « sur occupés » par les personnes présentant des troubles psychiatriques (Comme nous avons pu le constater à la Maison Bleue ou à la Claire Fontaine).

23 janvier 2002.

Rencontre avec la responsable des Restaurants du Sœur où il y a une baisse des repas distribués mais une augmentation dans les zones rurales et Saint Nazaire.

24 janvier 2002.

Evocation des demandeurs d'asile.

20 janvier 2003.

« *En direct de la maraude des restos du cœur* », on nous explique en quoi elle consiste : personnes qui ne veulent pas intégrer les plans d'urgence, ce sont ceux que la maraude va rencontrer. On dit parfois SDF vieillissants, ceux qui dorment sous les porches, dans les buissons ou sur un banc.

Premier arrêt : Raymond près des bords de Loire ; il parle très peu, « *on ne sait jamais ce qu'il désire, ce qu'il aimerait* » dit un des bénévoles. Denise, la responsable : « *la maraude tourne toute l'année, difficultés pour l'été, tout le temps présent car important qu'ils aient des repères. Si on fait la maraude c'est accueillir ceux qui n'allaient nulle part. L'hiver c'est très médiatique mais la merde et la zone c'est aussi juillet et août. Pour Raymond, pas de difficultés à le trouver toujours au même endroit* ».

21 janvier 2003.

Rappel des jours et horaires de la maraude. Possibilité de manger à l'intérieur du camion. « *C'est comme à la maison, on suit le mouvement* » dit la responsable, « *on n'est pas là pour sauver le monde* ». Témoignage d'Émile : « *ils sont venus me chercher à la PASS cet après midi* ».

22 janvier 2003.

On nous reprecise le principe de la maraude, qui est d'apporter et partager des repas chauds, vêtements si nécessaire. Intérêt à la question du pourquoi certains refusent coûte que coûte les foyers ou les place d'urgence.

23 janvier 2003.

Témoignage d'Emile : « *A part la maraude, y'a personne* » ; la journaliste précise qu'en fait, il rencontre d'autres associations, le SAMU social, l'écoute de la rue, l'hôpital.

24 janvier 2003.

M., un habitué de la maraude et de la rue (10/12 ans), il a ses enfants à Nantes qui viennent le chercher de temps en temps. Depuis deux mois, il a de nouveau des papiers. Il parle du lieu où il dort en le nommant « sa niche ». Il a des cartons, des couvertures : « *j'ai trouvé ça en me promenant* ». L'après midi, il va au centre commercial Carrefour regarder la télévision. Quand la journaliste lui demande : « *qu'est ce qui vous manque le plus* » ? Il répond « *un pantalon* ». « *Je suis dans les buissons, je suis l'homme des bois* ». Pour conclure, la journaliste évoque les autres endroits et la maraude. Un des bénévoles dit : « *ils ont besoin qu'on les reconnaisse comme individu* ».

Ce que nous pouvons déjà souligner, c'est que si les articles approfondissent très peu, voir pas du tout, la question des sans abri, l'émission de radio Urgence, dont nous rapportons ici quelques extraits, s'intéresse, quant à elle, sur ce qui existe concrètement pour les personnes à la rue, en nous invitant bien à faire le distinguo entre la réalité sociale que recouvre l'appellation SDF et celle de sans abri, en quoi par ailleurs il est important de ne pas que survivre, c'est-à-dire donner juste ce qu'il faut pour manger et dormir. De plus, au cours des émissions, ce ne sont pas seulement des professionnels, des bénévoles qui ont la parole mais aussi les principaux concernés, à savoir les personnes à la rue ; ce qui est rare dans les articles de presse, où ce sont souvent des portraits qui sont faits d'eux à partir des représentations de l'opinion publique, des professionnels et/ou des bénévoles. Le traitement médiatique n'est donc pas le même, reflet de la loi du genre, à savoir l'utilisation par la radio de vignettes pour susciter et maintenir éveillé la curiosité de l'auditeur. Au vu de ce constat, nous avons souhaité savoir s'il y avait un traitement médiatique autre, différent par les documentaires télévisuels.

2.3. Les documentaires

ROBIN P., « Les dépossédés », ARTE., 1999.

Premier témoignage : Françoise : « *On est à l'abri de rien. Je me suis déjà trouvée une fois à la rue. Un père violent, des moments qui ont marqués dans la scolarité, j'ai beaucoup changé d'écoles, suivi le mouvement familial* ». Cela nous rappelle la rencontre avec P. pour qui cela a été perturbateur. 6 mois là, un an ailleurs. A l'âge de 20 ans, 17 adresses de déménagement.

Témoignage de Jean Paul : « *je vis au jour le jour, ça patine. C'est toujours pareil, depuis 3 ans, j'ai l'impression qu'il n'y a plus de solution. Si demain, tu n'es pas là, on trouvera quelqu'un d'autre. Je commence à être fatigué, cela bouffe de l'énergie,*

tes envies, tes horizons sont réduits. Je ne sais pas ce que je vais faire je me donne encore une année, peut être que dans 10 ans, je serai encore là ». Au départ, une mauvaise relation avec la famille. Mécontente avec le frère jumeau, préféré de la mère. Suite à une dispute familiale, départ. *« Tu pars, mais tu es mal, t'arrives dans la rue, tu es une proie facile car tu n'as pas de repères, t'es paumé, tu tombes sur le premier venu, personne qui passe et qui t'embarques. Jusqu'à 16 ans, j'en ai pris plein la gueule, puis j'ai rencontré un gars, il m'a formé, on est devenu pote par la violence il m'a appris à me défendre ».* Au cours du documentaire, une scène où Jean Paul épluche des pommes de terre, où le couple fait des comptes : 43 francs par jour pour trois personnes. *« On te met en place des structures pour t'apprendre à gérer ce petit truc, j'y suis allée il y a 15 jours, il y a la CAF, l'OPAC, le collectif du quartier qui a mis en place l'atelier de réflexion sur les possibilités de faire des économies avec nos petits revenus. Cela fait 13 francs par personne. Cela ne donne même pas envie ; tu fais les comptes, il y a des questions qui surgissent auxquelles tu ne peux pas répondre. Je tiens ce cahier car tu dois des comptes, quand tu es dans la misère, tu dois compter plus que les autres, tu dois fournir des preuves, aux AS, aux différentes structures. Tu dois te foutre à poil à tous les coups. Dégoûté ! Je me sens énormément coupable de ne pouvoir assurer le rôle de père, chargé de famille. Cela me donne envie de partir, non pas prendre le sac à dos comme je faisais avant mais partir définitivement parce que ça fait mal... à cause de ta fille. Tu es obligé de lui dire non. Tu peux dire, c'est le système mais ce n'est pas vrai. A un moment, je me suis loupé, c'est la réalité et ça fait chier. Ça bouffe ton énergie, l'impression d'être dans une boîte. Il n'y a pas de réponses. A 45 ans, ce n'est pas normal. Autour de toi, les gens peuvent aller au cinéma, au restaurant et toi non ».*

Dans un autre témoignage : *« J'ai connu la rue de façon bizarre, en 1992. Maintenant, j'appelle ça une panne au milieu de ma vie mais à l'époque cela a été un chaos, je me suis retrouvé veuf trop jeune et j'ai pas su réagir. Ai-je mal été épaulé, conseillé ! Je crois que c'est moi qui n'ai pas su réagir, j'ai baissé les bras trop vite. Quand on se réveille le matin, peu importe l'endroit où l'on a dormi et qu'on pense qu'on a toute une journée à tourner en rond, à rencontrer qui, à faire quoi. Rien, personne. Alors, on marche. Arriver là, qu'est-ce que je fais là. Tiens je vais aller là-bas. Alors que le là bas en question, y'a pas mieux. Une fois arrivé là bas, je vais aller là. De là bas en là bas, les heures passent et le soir on retrouve son minable coin et la journée est passée. De journée, en journée, c'est là qu'on s'aperçoit que l'on devient un bout de carton ».*

Un homme confie : *« j'avais 14 ans à la mort de mon père. Je me cachais pour ne pas aller à la DDASS, ce n'est qu'à 21 ans que j'en suis sorti. De nouveau la rue. Jusqu'en 1993 ou j'ai rencontré Bettina. Autrement j'y serai peut être encore ».*

Bétina a été abandonnée à l'âge d'un mois sur les marches du palais de justice. A 3 mois en famille d'accueil jusqu'à l'âge de 18 ans. Elle ne cesse d'être à la recherche de sa mère. Elle a vécu pendant 2 ans et demi avec un homme alcoolique, elle est devenue alcoolique à son tour, a eu une fille, a été battue. 2 ans après, elle se dit toujours perturbée, ajoutant : *« Il faut arriver à passer les obstacles ».* Elle a subi un accident : *« j'y suis restée pendant des heures, une agression à coups de rangiers, j'ai failli perdre ma fille, une hémorragie, j'ai été ramassée par les pompiers... Laisser le passé derrière soi, on ne comprend pas toujours pourquoi, comment. Ma fille c'est quelque chose que j'ai perdu aussi ; une partie de moi qui s'est envolée, on me l'a volée ; C'est la destruction, l'autodestruction, c'est la haine. Je me dis que c'est le destin, c'est comme ça. J'ai mis 2 ans pour m'en sortir ».*

Aujourd'hui, elle va à la rencontre de personne SDF. Elle prépare et distribue casse-croûtes, soupes et cafés chauds aux clochards, discute avec eux. Une scène avec un homme SDF, en bordure de périphérie avec qui elle discute : « *Quand il n'y a plus rien, t'es obligé de te défendre de toi même. L'arrogance, la provocation, la méchanceté, la haine. Quand je m'enferme, dans ma carapace, il n'y a que moi, personne ne peut me frapper, me blesser, il n'y plus rien. Seule contre le monde entier, entre 4 murs* ».

La caméra les filme de très près, sans ostentation ni compassion. Un documentaire qui suscite l'écoute et au-delà la compréhension. Il nous renvoie à notre enfermement, à notre aveuglement volontaire à l'égard de gens que nous croisons sans vouloir les voir.

Emission « ça se discute » avec pour thème « Peut-on reprendre goût à la vie quand on a connu la rue ». 24 mai 2000.

L'émission commence par une définition du mot clochard : personne qui en milieu urbain vit sans travail ni domicile, recourt à des expédients pour subsister.

Parmi les invités, Ulrich est décrit comme SDF vivant depuis 10 ans dans la rue et depuis 7 ans à Aix en Provence. Nous ignorons s'il s'agit de vie stricto sensu dans la rue. Il est dit qu'il est très heureux de son sort et que pour rien au monde, il ne changerait de vie. Dans ce documentaire, nous ne sortons pas du cas exceptionnel.

Le passage suivant de Jack Kerouac est à mettre en perspective avec la situation des sans abri qui peuplent nos agglomérations. Il s'agit en fait de deux mondes différents : « Je préfère brûler le dur, dans des trains de marchandises d'un bout à l'autre du pays, faire ma cuisine dans des boîtes de conserves sur des feux de bois, plutôt que d'être riche, avoir une maison et travailler »⁵⁹⁵.

Nous n'apprenons pas qu'il y a des difficultés pour certains à accepter leur état : beaucoup dissimulent en enfouissant leur passé, se mentent à eux mêmes ou se prennent pour des « merdes ».Avoir des éléments de connaissance concrets sur le quotidien des personnes.

CROS D., *Un ticket de bain douche*, documentaire, 2001.

« *Je viens souvent ici, dès que c'est ouvert* ». *Avant, j'avais un travail, une douche, maintenant je suis SDF, je suis en centre d'hébergement et les douches en centre, je ne peux pas. On réfléchit mieux aux Bains douches que dans un centre où il y a deux douches pour 40 personnes. « On sent, on ne peut pas dire chez soi mais c'est sa douche ».*

Autre témoignage : « *tu arrives dans un centre, on te donne un rasoir, on te donne une crème à raser et puis shampoing, gel douche en échantillon. Quand je bossais, je m'achetais des rasoirs jetables qui me dureraient une semaine à peu près, à la limite, c'est un luxe, on t'en donne un tous les jours, c'est jetable. Tu t'es rasé, tu le jettes. C'est assez...t'as pas envie d'être le rasoir, **en fait, t'as pas envie d'être jetable*** ».

Autre témoignage :

⁵⁹⁵ KEROUAC J., *les clochards célestes*, Paris, Gallimard, Folio, 1974, 373 p, p185.

« Il faut aller dans un centre social, on vous donne des tickets c'est gratuit. Vous faites parti de quel centre ?

- La halte des amis de la rue.

- Ah non c'est une association.

- Mais, j'ai vu une assistante sociale.

- Il faut aller voir les AS de la mairie de Paris.

- A Gambetta, ils m'ont refusé les tickets de bain douche, ils sont hors budget. Je ne plaisante pas.

« J'ai connu une certaine aisance dans la vie, j'ai fait une 20 de métiers, malheureusement à 50 ans, la société vous rejette, vous n'êtes plus valables, vous êtes exclus ».exclu, cela tient en cinq lettres, tout dit comme dans merde, c'est ce qu'on est. J'ai l'impression d'être un excrément de la société. Vous me direz, la société nous donne le RMI, 2500 francs par mois ; certains mettent trois jours pour le dépenser, d'autres tiennent 20 jours avec eux mais cela vous permet de survivre pas de vivre. Moi j'ai 54 ans, je n'ai plus d'avenir, ce qui me reste est de survivre et attendre la mort, rien d'autre au bout, il n'y a plus de plaisir, plus de désir, plus de tendresse, plus de sensations, ce qu'on regarde, on n'y plus droit, donc on est des ombres, des espèces de fantôme que les gens ne regardent même plus, tellement on est nombreux.

Si je me lave pas, me rase pas, m'habille pas correctement, je vais vraiment être SDF, or je refuse d'être misérable, de paraître comme un exclu donc je suis bien obligé de faire attention à moi, ce n'est pas une obligation qui me coûte. Quand je vois des gens autour de moi, des gens qui se laissent aller, dans la crasse, dans des vêtements de misère.

« Pourquoi tu te laves ? – Parce qu'il faut se laver. Mais ce n'est pas être bien dans ma peau. Quand je sors d'ici, je ne suis pas mieux dans ma peau. « Je ne suis pas mieux non plus, mais cela donne l'illusion aux autres. Je ne travaille pas mais j'essaye de me maintenir dans une allure physique acceptable pour les autres et donc pour moi-même car je vois mon visage dans la tête des autres. Déjà que les gens qui me connaissent qui me savent dans la merde, ne me parle plus beaucoup.

Les bains douches sont très différents des uns des autres : l'architecture, le personnel, l'accueil. Chaque bain douche a sa personnalité. J'ai eu le projet de faire un compte rendu personnel de chaque bain douche et l'envoyer à la mairie. Certains bains douches n'ont pas de lavabos. Dans d'autres bains douches, on me connaît, on me donne la gratuité. L'accueil compte beaucoup vous savez » dit un homme.

« Allez voir une AS, elle va vous donner 30 tickets d'un coup ».

« Madame, les personnes qui ont 30 tickets, ce sont les personnes qui sont SDF et qui pleurnichent devant l'AS. Je connais le système mais je ne suis pas du genre à quémander. Je n'ai pas à me justifier à chaque fois. Il y a juste une chose, il y en a qui parmi les caissiers qui prennent des risques ».

« Moi, je traite tout le monde de la même façon, pas de distinction, j'ai appris à écouter ». Répond la caissière. Les tickets ressemblent à des tickets de cinéma.

«Vous avez un savon, des petits shampooings ? – Non, on ne fait plus rien ». Les personnes sont accompagnées jusqu'à la douche par du personnel.

Autre scène : une personne lave ses vêtements et les remet aussitôt sur lui. *« Je n'ai rien d'autre que ce que je porte sur moi, cela me permet d'avoir les mains libres, pas de sac. Je fais attention à mes pieds, ce sont des outils très utiles. Le fait de me laver me met dans une position autre, laver mes chaussettes. Vous vous sentez mentalement différent. Il m'est arrivé de ne pas le faire, j'étais dans une position défaitiste. Je vis effectivement une situation de SDF sans vouloir avouer cette situation donc pour paraître comme tout le monde, en arrivant ici, être celui qui paye, ne pas avoir de sac, qui pourrait faire croire à la situation de SDF. Donc n'avoir en poche qu'une brosse à dent et un savon, un peigne. J'ai mis en avant des valeurs : aimer avant de posséder ».*

Autre témoignage : celui d'un homme. *« Avant le matin, une douche, j'avais pas le temps, c'était pas grave. Là c'est basique, c'est fondamental ».*

Témoignage d'une femme : *« Depuis mon enfance, j'ai eu beaucoup de choses qui m'ont perturbées, choquées, blessées. On m'a fait du mal. Départ du domicile conjugal suite à un choc opératoire. Pas de soutien familial (ni famille, ni ami). Parfois, je ferme les yeux et je me dis, j'aimerais être comme tout le monde et je n'y suis pas. Ce n'est pas évident. J'ai des moments où c'est dur mais cela passe assez vite. Parfois, c'est désespérant de lutter et que la porte se referme sur vous. L'envie de se laisser aller, ne plus se laver, ne plus se coiffer. Mais il faut garder son image en soi, sa personnalité ».*

Les bains douches municipaux existent à Paris depuis l'entre deux guerres. Aujourd'hui, leur nombre est de 19. 500 000 entrées sont délivrées chaque année dont plus de 40 % de gratuites en 1999. Depuis le 1^{er} mars 2000, le conseil de Paris a décidé de la gratuité des Bains douches sans conditions pour tous.

Pour Nantes, depuis le 4 octobre 2004, les Bains Douches sont ouverts au public tous les jours du lundi au samedi de 9 heures à 12 heures 30 et de 14 heures à 17 heures 30, le dimanche de 9 heures à 11 heures 30. A ce sujet, le CCAS constate que le nombre de bons-douches distribués par l'ensemble des opérateurs est loin d'être utilisé, environ 45%⁵⁹⁶, ce qui nous ramène à cette question de fond : en remettant un bon douche à une personne, quel message lui adressons-nous ?

Jean-Michel CARRE « Sur le fil du refuge », Documentaire, les films du Grain de sable, 2002

Un accueil de jour situé à Pantin. Les personnes peuvent y prendre une douche, un café, repasser leur linge, le laver, jouer aux cartes. Donner des repas n'aurait pas été gérable, cela crée un effet d'appel, trop de gens qui viennent. Quelqu'un peut simplement venir boire un café, rien n'est imposé. Trois règles pour la convivialité : pas de produit, pas d'alcool et de violence. Des règles non écrites, transmises verbalement, ce qui permet une prise de contact possible. Pas de place en chambre couple, il est nécessaire de renouveler chaque jour la demande. Le documentaire souligne le fait que de moins en moins de structures font la consigne.

Témoignage d'une première personne : *« je ne suis pas du genre à faire clochard, il pense que je suis irrécupérable, il faut être totalement clochard, faire pitié pour qu'on croit que tu as des problèmes ».*

En dehors des accueils de jour, les accueils de nuit. Comme les gens en sortent à 6 heures du matin, il y avait une errance dans la ville, il manquait des accueils de jour.

⁵⁹⁶ Compte rendu du CASA du 27/09/04.

Dans les accueils de nuit, problématique d'alcool, d'angoisse. Certains ne veulent pas y aller, dorment à la rue mais sommeil en pointillé, donc ils terminent la nuit dans les accueils de jour. L'accueil possède une cave où il y a la consigne, il s'agit en fait de la vie des gens que l'on retrouve seul lien avec le passé, tout tient dans un sac. Certains ne reviennent jamais chercher leurs affaires. L'accueil est conçu de telle façon qu'il permet de retrouver la symbolique de la maison en gravissant les étages. Le travail d'accompagnement se fait à tous les étages. Dans la répartition des espaces, au départ l'idée : les services d'urgence au rez-de-chaussée et plus les gens montaient, c'était de l'ordre de la réalisation, soit de l'accès au droit, de l'espace de parole plus intime.

Ce sont des personnes accidentées, ils connaissent les services par la bouche à oreille. Autant de temps perdu, autant de difficultés pour récupérer après. Cet accueil se veut un lieu où puissent se vivre des relations sociales, s'excuser, ne pas passer devant l'autre : des lieux pour éviter qu'ils s'enfoncent, un lieu pour leur rappeler qu'ils ont des droits.

Dans cet accueil, ce sont des gobelets plastiques pour le café, alors qu'à la **Maison d'accueil de jour** à Nantes ce sont des verres ou des tasses, cela permet de faire la vaisselle entre accueillis. A **Brin de causette**, ils ne débarrassent pas la table, les tartines sont déjà beurrées. Ne peuvent-ils pas le faire, certains ne comprennent pas qu'on leur refuse. La raison évoquée est la promiscuité des lieux. Un fonctionnement différent à la **Maison de Rezé** ; les personnes débarrassent leur table, les tartines sont juste prédécoupées.

Témoignage d'un homme : *« pour aller au travail, il faut pouvoir être propre, pouvoir se changer, il me faudrait un toit pour dormir, pour moi, le logement passe avant le travail ».*

Le documentaire souligne aussi que certains ne sont pas visibles, ils ne sont pas tous cassés, il y en a qui ne font que des passages dans la rue.

Cas d'une femme avec 4 enfants, départ du domicile conjugal pour violences, a fait le 115 mais hébergés nuit par nuit, dans des endroits différents, difficiles pour les enfants et les bagages. Contact de l'assistante sociale pour trouver un hébergement. Réponse de l'interlocuteur : *« quel est le projet ? – Une mère au foyer qui veut rester avec ses enfants, trouver du travail – Pas avant 15 jours et deux semaines renouvelables ».* Les paradoxes du système : Comment s'organiser par rapport au collègue, continuer de scolariser les enfants ?

Les travailleurs sociaux précisent qu'ils n'ont pas les moyens de faire des aides financières sur le lieu, c'est très compliqué de venir en aide, le nombre de demandes qu'ils ont et où ils disent à la personne que ce n'est possible. *« Les gens qui viennent ici sont en perte et nous on doit tirer, on récupère ».* Les difficultés des professionnels sont abordées. Ainsi, un d'eux évoque l'incapacité à pouvoir écouter les personnes car *« on en a trop entendu ».* *« Un métier ou tu peux pêter les plombs hyper facilement. Donc l'institution doit apporter un minimum de réponses par rapport aux difficultés. Avoir un intervenant extérieur (psychologue) qui ne voit pas le lieu dans son fonctionnement, extérieur qui vient soutenir que l'équipe : un soutien, un éclairage ».*

A propos des personnes qui disent : *« à demain ».* Certains viennent au refuge comme s'ils allaient travailler, demain pas d'autre opportunité que de venir : *« S'il n'y avait pas le refuge, où je me réfugierai ? ».* La question de savoir si ce n'est pas une manière d'entretenir le besoin.

« *Ce qu'ils construisent à l'intérieur du lieu, ils ne peuvent le transférer ailleurs mais il se passe des choses ici, c'est à nous de leur faire passer le message qu'ils existent également en dehors des heures d'ouverture du refuge* ». Les isolés et familles sont accueillis dans le même lieu.

« *Qu'on le veuille ou non, dit un travailleur social, on est un « maintien du couvercle* ». Le caritatif est défini comme tel : un homme par terre, on lui donne une couverture, il a plus chaud mais il dort toujours sur le trottoir. Le militantisme, c'est bousculer les choses, la somnolence environnante pour que cette personne là soit acceptée si on la met un peu debout. Au sujet d'une femme enceinte de huit mois, réponse d'un centre d'hébergement : « *c'est un numéro gratuit, elle peut faire le 115 d'une cabine* ».

« *Je souffre car j'ai tout perdu dans ma vie...J'aurai plus rien comme ça je serai tranquille* ». Nous voyons, au cours du documentaire, l'équipe venir prévenir quelqu'un que le syndic va intervenir. S'il a des papiers, le prévoir, voir ce que l'association peut faire. A son arrivée, l'équipe dit à la personne qu'ils sont là. Mais refus d'être hébergé, d'avoir un suivi ou une ouverture du droit au RMI, même un café sera refusé. Seule réponse de la personne : « *vous inquiétez pas pour moi* ». Ce qui inspire ce commentaire d'un travailleurs sociaux ayant effectué la visite : « *On est des rustines, éviter que cela explose, du contrôle social, y a-t-il un intérêt à laisser des gens sur le coté au vu de l'écart qui se creuse ?* ». En 3 ans d'existence, plus de 60 000 passages.

A la fin du documentaire, est précisé qu'Aujourd'hui en France, 300000 travailleurs sociaux à s'occuper de 5 millions d'enfants et d'adultes confrontés à la précarité, violence économique et sociale. La dernière image est une vue du ciel sur le refuge puis avec l'éloignement, nous voyons à cet instant en quoi c'est un point de la capitale. Peu à peu les voix d'hommes et femmes s'estompent à mesure que la caméra recule.

Emission Ripostes, « Bataille contre la misère », France 5, janvier 2003.

Intervention d'une personne sur le plateau qui a été SDF. « *SDF, clochard : je ne sais pas comment on dit* ». A la question : Quand êtes-vous devenu SDF ? « *Je ne suis pas né dans la rue. J'étais un cadre, puis, un jour, tout a été basculé. Déposé le bilan. C'est l'engrenage. Je me suis retrouvé sans rien* ». Comment on peut basculer ? « *On s'installe pendant une semaine, 15 jours, un mois. Moi, quatre ans. Tant qu'il n'y a pas de nouveaux espoirs dans la vie, on s'installe dans cette situation, en utilisant ou pas les moyens qui nous sont donnés. Plus de copains, plus de familles. C'est une question de dignité. Allez dire à quelqu'un j'ai été, je ne suis plus. C'est toujours difficile. Une atteinte à la dignité. Changer de ville : le passé est trop lourd. Quand on demande, on doit prouver qu'on est pauvre, raconter notre histoire. Cette histoire est trop lourde, on n'a plus envie de la raconter. Dans la rue, la plupart des gens se créent leur propre histoire, ils racontent ce que les autres veulent entendre. Acclimations au dispositif* ».

Emission Ca se discute, « Les personnes qui sont sortis de la rue », France 2, Mars 2004.

La maison est la sécurité. Pouvoir dormir dans un lit. Il est affirmé que plus le temps passe, plus il est dur de reprendre contact pas dans l'optique de recevoir de l'aide de quelqu'un. L'idée de ne rien devoir, sinon on se sent coupable. Sont évoqués dormir

dehors et la peur d'être attaqué, d'être dépouillé, la bouteille pour oublier, pour plus penser.

Témoignage d'un couple : l'homme a deux enfants, il est aussi grand père, deux ans qu'il ne les a pas vus, il évoque la « honte d'être dans la rue, d'être un clodo » dans les foyers d'accueil d'urgence, les hommes et les femmes ont séparés, ils préfèrent dormir dehors que l'un sans l'autre. 12 h00 : fermeture du centre, ils errent à la recherche d'un abri. 7 nuits par mois, ils vont à l'hôtel avec l'argent récolté à faire la manche. Pouvoir dit l'homme : « *dormir dans un lit avec des draps, une chambre avec du papier peint, pas du béton* ».

De plus en plus de femmes dans la rue, beaucoup d'accueils faits pour les hommes, autour de l'homme clochard mais qu'en est-il de la femme clochardisée ? Les femmes avec enfants dans la rue, femmes en souffrance ayant envie de partir. Elles mettent en général beaucoup de temps à tomber par rapport à l'homme. Souvent une seule femme pour quatre garçons, soit en couple, soit en bande.

Un homme avec son chien rencontre une assistante sociale. Cette dernière lui propose une chambre mais lui dit qu'il faut laisser son chien en garde. Réponse de l'homme : « *vous laisseriez votre mari ?* ». « *Non, mais ce n'est pas pareil* ».

Témoignage d'une femme de 31 ans. De 16 à 30 ans, une vie dans la rue. DDASS, famille d'accueil, foyer. 6 ans dans la rue avec un compagnon à la séparation, ne plus vouloir rester seule dans la rue. A connu les drogues et l'alcool. Elle est sous méthadone, depuis un an. A la question « qu'est-ce qu'il a fallu réapprendre depuis que vous avez votre maison ? », elle répond « *Le quotidien de tous les jours faire la vaisselle, passer le balai, le lit, je n'ai pas dormi de suite dedans, je dormais par terre au départ, plus de 3 à 4 mois. Faire le ménage, les courses, prendre une douche, manger quand on veut et à volonté. Le premier hiver, je l'ai passé la fenêtre ouverte sinon difficulté à respirer, se sentir compressée* ».

Témoignage d'un autre homme, ce dernier a tourné dans un film « SDF, go home »⁵⁹⁷. Nous voyons un reportage de lui au festival de Cannes, a pour amie une jeune fille comédienne. Le sentiment d'une véritable caricature ! Dit manger midi et soir au restaurant, il trouve refuge la nuit sous les arcades du musée d'Orsay.

Pour lui, un SDF signifie : « *savoir dialoguer franchement* ». Par rapport à des vieux qui passent, il les interpelle en leur disant : « *vous avez déjà un pied comme tout le monde, dès la naissance, dans la tombe, le deuxième maintenant est un plus près, donnez une petite pièce* ».

Emission Ça se discute, « Pauvreté : sommes nous tous à l'abri ? », France 2, 28 septembre 2005.

Divers témoignages dont ceux d'une mère et sa fille se retrouvant dans un foyer d'accueil d'urgence suite à une demande de divorce. Elle a dû se séparer de ses deux jeunes fils en raison des conditions d'accueil du foyer. Un couple avec deux enfants à l'hôtel. Intérimaires tous les deux, ils perçoivent 2500 euros par mois et ne trouvent pas de logement. De multiples dettes. Une mère et son fils de 13 ans, elle perçoit le RMI.

Un cadre licencié qui avait 6000 euros de revenus par mois, est présenté comme ayant connu une période d'errance. Il précise qu'à cette époque il était hébergé chez

⁵⁹⁷ BIVER R., *SUJET SDF, Go homme*, documentaire, 2003.

plusieurs personnes, a vécu un moment dans un squat, en fait, il s'agit d'un local qu'un collègue de travail lui avait prêté en attendant qu'il réalise des travaux à l'intérieur. Il est intéressant de voir l'effet d'annonce des mots employés : errance, squat, on s'attend à une certaine représentation et en fait quand la personne précise ce dont il s'agissait pour elle cela permet de restaurer sa réalité sociale de l'époque. Un cadre, une femme aussi licenciée et qui a connu à la suite une dépression.

Deux jeunes vivant à la rue, la jeune femme s'est retrouvée à la rue après l'arrêt de sa prise en charge à la DDASS, a bénéficié d'un contrat jeune majeur puis plus rien après. Le garçon est pour sa part, parti de chez lui à 18 ans en raison d'une mère trop possessive. Aujourd'hui ils désirent retrouver un logement, vivent de la manche ; Ils évoquent leur alcoolisation.

Une mère dont la fille est aussi partie du domicile familiale et vit aujourd'hui dans un fourgon avec le RMI, témoigne parmi le public.

Sur le plateau, la dimension familiale se veut présente, un panel des tranches d'âge. L'idée prédominante : « tout le monde peut un jour ou l'autre tomber à la rue ». Au-delà d'une approche culpabilisante, une conception inexacte ; les risques étant différents si l'on est diplômé, issu d'un milieu aisé avec des relations ou milieu plus pauvres, sans formation, sans patrimoine. Dans la mesure où il est difficile de faire la part des fragilités individuelles et celles des causes sociales (conditions de vie, salariales, matérielles et sociales), la souffrance des précaires et des exclus devient finalement l'enjeu de discours et de pratiques qui tendent à traduire « la nouvelle question sociale » en termes individuels et sanitaires. Il paraît de bon ton aujourd'hui de déclarer que se retrouver à la rue peut arriver chez tout un chacun⁵⁹⁸, outre son côté quelque peu fantasmagique, cette pensée ne mesure pas la gravité des causes menant à une telle désocialisation et on ne respecte pas la souffrance des personnes errantes.

Des rencontres comme celle de F., avec le souci quasi paternel de certains à notre égard : « *ce n'est pas bon, reste pas trop longtemps, tu vas finir par tomber dans la merde comme nous. Partir tant qu'il en est encore temps* ». Ces réflexions montrent encore combien cette vie est insupportable pour lui.

2.4. Les journaux télévisés

En 2003 : Journal de 13h00

Une femme de 70 ans. La rue est presque chez elle. « *Je n'ai pas besoin de vous* » dit-elle plusieurs fois. Les gardiens de la paix de la BAPSA remontent dans leur car : « *on ne va pas leur mettre les menottes* ». La consigne de voir s'ils sont bien couverts (bonnets, gants...), pour minimaliser les conséquences du froid. Les contraindre à quitter la rue est une aberration pour les équipes de terrain : « *On les prendra peut-être une fois mais pas deux. Ils vont se cacher et mourir sans qu'on les voit* ». Le journaliste enchaîne : « autre conséquence du froid : les inondations ».

⁵⁹⁸ Un nombre considérable de documentaire sur ce sujet à la rentrée de septembre 2005.

Journal télévisé de 20h00.

Dominique Versini : « le 115 a été renforcé permettant en 10 jours 20% de réponses supplémentaires avec le déclenchement du dispositif d'alerte : Les moyens qui ont été mis en place par l'état sont sans précédent : 5700 places en plus des 82000 permanentes, lieux d'accueil 24 heures sur 24 ».

Comment doit-on repenser le système quand des personnes refusent d'aller en foyer ? : « *C'est vrai qu'il y a des personnes sans abri très désocialisées qui refusent toute aide, tout hébergement. Face à cela, être professionnel, responsable, respectueux des personnes. Les convaincre avec force sans utiliser l'autorité et la violence. Toute personne doit les convaincre. Une fois que la personne refuse, si on estime qu'il y a danger, appel du SAMU médical. Les accompagner dans des lieux d'accueil. Par exemple, la Croix Rouge a ouvert son siège social* ».

Appel à la vigilance citoyenne avec ce spot publicitaire qui sera diffusé sur toutes les chaînes à partir de demain : Des passants flous en couleur et un homme en noir et blanc allongé par terre. Une musique de fête foraine : limonaire. Slogan : « *Chaque hiver, des sans abris sont victimes du froid* ». Logo du ministère des affaires sociales et de la solidarité. Voix off : donner l'alerte en appelant le 115 (appel gratuit). Avec le soutien d'Aventis (laboratoire médical).

9 janvier 2003,

Le grand froid est présent en France depuis une semaine, suite aux quatre décès de SDF à Paris, le préfet décide que les personnes à la rue, remarquées ou signalées en situation de grande détresse soient emmenées d'autorité dans les dispositifs d'urgence.

Un mort de plus le 10 janvier 2003

8H00 : ce matin au journal télévisé de France 2, le journaliste rappelle cette décision du préfet, tout en ajoutant que ce n'est pas simple pour les personnes car elles doivent quitter leur territoire, quartier, leurs repères et par conséquent se faire à d'autres repères. Conception qui nous paraît novatrice dans le sens où pour le sens commun, les personnes seraient à tel endroit, à la rue, de façon anodine, alors que cela correspond à une inscription spatiale.

Les gens de terrain auront le choix entre convaincre ou contraindre. Xavier Emmanuelli et Dominique Versini sont contre la décision du préfet de police car le risque est que les gens aillent se cacher.

Journal de France 2.

Reportage : un homme sur un trottoir à qui une équipe de l'ADPC⁵⁹⁹ a servi une soupe. Il est avec son chien. « *Vous allez en centre d'hébergement ce soir ?* ». « *Non, là, j'ai mon duvet, en dessous j'ai mon matelas* ». Juste une soupe offerte par l'ADPC, c'est la seule aide qu'il acceptera aujourd'hui. Les centres, il les connaît depuis l'âge de 14 ans, alors même par 0 degré, il préfère être dans la rue. « *J'ai été en foyer, étant mineur, j'ai compris ce que ça pouvait cacher. Je sais que les centres d'hébergement ; c'est pas l'ambiance, c'est pire que d'être seul dans la rue* ».

⁵⁹⁹ Association Départementale de Protection Civile.

Direction maintenant le 15^{ème} arrondissement, la protection civile vient prendre des nouvelles d'homme polonais qui vivent sur une bouche d'aération depuis 3 ans. Transis de froid, ils viennent d'appeler le 115, ce soir ils devraient dormir au chaud. Un peu plus loin, office d'HLM de Paris sous un escalier, un homme est arrivé d'Alger quelques jours auparavant. Facile à convaincre, il est conduit dans un centre d'hébergement, cette nuit le niveau 2 du plan grand froid est maintenu. Ce soir, toutes les équipes d'aide aux sans abris seront en alerte, au vu des températures attendues encore plus fraîches que la nuit dernière.

Décembre 2004 : des articles, des reportages, journal télévisé, où l'on souligne le fait que des SDF préfèrent la rue au foyer, les raisons y sont évoquées, différents des articles des années précédentes

Notes des extraits des différents journaux télévisés. :

France 3 : Plan d'urgence, plan grand froid déclenché dans 26 départements, il se traduit par plus de patrouilles. Le niveau 2 du plan hivernal d'urgence pour les sans abris.

Lundi 19 décembre et mardi 20 décembre 2004 : moins 4 et moins 7 degrés observés, le vent moins 10 degrés pour l'organisme. Le département de la creuse est en niveau 3. Renforcement des équipes du 115, numéro gratuit qui permet d'alerter les secours sur des personnes sans abris, en difficultés. Les places ouvertes : île de France : 27000 et la France 97600.

Pour ce plan grand froid les associations se mobilisent aussi, l'armée du salut à Paris organisait des concerts pour récolter des dons, dans 70 départements avoir des places exceptionnelles. Des portraits : John est arrivé en France, il y a un an, les situations difficiles, il connaît alors l'arrivée de l'hiver, il la relativise, nous dit la voie off du journaliste.

« J'ai des petits frères qui errent, les aider ... mais on, s'adapte ».

Une amélioration du temps est prévue cette semaine, il n'empêche qu'à Paris, cette année, 10000 personnes s'appêtent encore à passer l'hiver dans la rue. Le plan grand froid élevé au niveau 2 dans les départements listés. Un numéro d'appel à disposition pour signaler les personnes en détresse. Dans les heures qui viennent, les températures vont chuter sérieusement ; déjà un SDF est mort de froid, un autre en début de semaine près d'Amiens. Plus de 7000 places supplémentaires ont à la disposition des sans abris. Associations et services sociaux ont repris leur tournée. Un dispositif d'urgence pour les sans logis.

Reportage : deux policiers s'adressent à un homme assis sur un trottoir : *« bonjour, vous dormez où cette nuit »* ; L'accueil est à la mesure de la température, glaciale. *« Il faut que je me démerde avec mon cercueil et ma vie. Il faut dire que la galère dure depuis si longtemps : 5 ans ».* Le journaliste commente : *« Ce sont des fonctionnaires de police et cela n'aide pas toujours, sauf que ceux là sont de la BAPSA. Ils sont volontaires, interviennent sur appel du 115 ou de cas particuliers et il en faut de l'humilité pour aller à la rencontre de ceux qui ne veulent pas forcément les suivre ».* Un homme témoigne, visage caché : *« je préfère aller dans un autre hébergement mais pas avec la police comme ça. Question de principe. Pourquoi : pas de réponse ».* Sous brigadier de la BAPSA : *« les gens désirent ou ne désirent pas, ils ont le libre choix. Aucun texte de loi qui dit « il faut emmener ces gens ».* Selon, la voix off du journaliste,

ce sont des « flics pas comme les autres ». Dans ce rôle, ils proposent un centre d'accueil sans jamais user de la force, sans jamais de rappel à la loi : Echange avec un homme d'origine étrangère : l'homme est sans papier, qu'importe. Ce n'est pas au poste qu'ils l'emmènent mais juste à Nanterre, un hébergement pour sans abri. Aujourd'hui comme hier, ils ont extrait de la rue et du froid 160 personnes.

Le ton du journaliste et le parti pris est celui des acteurs, à savoir les policiers, est-ce à mettre en lien avec la polémique de l'hiver 2003-2004 où s'était posé la question d'emmener sous la contrainte les sans abri ? **Enchaînement avec les plaques de verglas à venir.**

Canal plus : une vague glaciale. L'équipe a suivi un SDF dans Paris. Amar a 33 ans, sans emploi, sans domicile, il vit depuis 13 ans dans la rue. « *On s'organise, tout le monde se démerde, on se trouve un morceau de carton et un petit coin pour dormir, parfois c'est la cage d'escalier* ». En hiver, 4 bus de la RATP emmènent gratuitement des SDF ? En moyenne 500 personnes par soir. Dans le 18^{ème} arrondissement, une caserne de l'armée se transforme depuis quelques mois en foyer d'hébergement. Selon la directrice de l'association « bleu nuit », elle comporte une capacité de 100 personnes en période normale d'hiver qui peut monter jusqu'à 240 en période de grand froid. Le dortoir est, cette nuit, complet. Extinction des feux à 23H30 mais avant ils peuvent prendre une douche.

Un kit de nettoyage avec serviette, peigne, brosse à dent. Le journaliste lui demande s'il va prendre une douche. « *Non, je vais me coucher, on se pose des questions ? Est-ce que je vais trouver un travail, un toit, un peu de sous, en manche, cela dépend des gens, certains nous disent: " va travailler" ; ils sont marrants mais ils ne sont pas à ma place. Il y a des gens qui croient qu'on a voulu cette misère là* ».

Amar est filmé à faire son lit, des lits superposés. Conclusion du journaliste: « *cette fois, Amar a trouvé un lit mais depuis un mois il dort dans la rue* ».

Édition nationale : 19/20H

Des places supplémentaires sont ouvertes mais c'est encore insuffisant. Le 115 est complètement, débordé. Reportage dans le nord. Premier moment de réconfort pour Jean-Claude : « *un café, quelques mots avec les médiateurs du service d'urgence pour commenter une nuit de plus passée dehors à moins 6 degrés* ». « *Cette nuit on a dormi à la belle étoile, sur du béton, réveillé à 5 h00 du matin, on était frigorifié. On est monté jusqu'à la gare pour s réchauffer* ». Jean Claude est rassuré, il sait que cette équipe de rue veille sur lui au cas où. Mais comme une dizaine de sans abri à Aras, il préfère dormir dehors malgré la température et les risques d'hypothermie. Pour le foyer d'urgence qui tisse des liens toute l'année avec les sans abris, le niveau 2 du plan grand froid signifie d'abord une plus grande vigilance ».

Responsable du foyer d'urgence « le Petit être » : « *On est près d'eux, on est là, bien sur dans la période dite de grand froid, on est plus vigilants, on est plus proche d'eux ? On va aller voir s'ils n'ont pas besoin d'une couverture, éventuellement une boisson chaude ; ils savent aussi que l'on fait accueil de jour plus nuit, la maison est ouverte tout le temps* ». Ici il y a 36 lits, les 2/3 sont occupés, certains habitués restent là toute la journée.

Quelqu'un joue aux cartes « *je viens ici pour la compagnie, ne pas être seul dans la rue, mourir de froid, j'ai déjà vu des gens mourir comme ça* ». Dans les structures d'accueil du Pas de Calais, on compte en tout 5800 places, pas de saturation pour le moment mais le niveau 2 du plan grand froid reste déclenché les deux jours et deux nuits à venir.

31 mars 2005, jour de fermeture du plan hivernal. Sujet sur France 3 : les couples.

Une voix off nous dit que le jour vient de se lever sur Nantes, l'heure pour les accueillis du 115 de quitter le centre et ses animateurs, pour les femmes seules et les couples, le nombre de place est en augmentation. Selon la directrice de la veille sociale 44 interviewée, « *avec des problèmes personnels, les ruptures s'opèrent rapidement pour se trouver sans abri, à la rue. Un certain nombre de jeunes, couples qu'on retrouve plus nombreux depuis quelques temps. Faute de moyens les centres ferment leur porte* ». Pour un directeur d'un centre d'accueil, « *la rue est très violente, difficile ça l'est autant pour les couples qui ont besoin d'intimité, dès ce soir la galère pour eux va recommencer* ».

700 personnes sont passées par les accueils d'urgence nantais. Pour le comité Alerte 44, le bilan des 5 derniers mois fait apparaître que les mesures mises en place sont indispensables mais pas seulement dans les périodes les plus froides. 658 personnes à Nantes peuvent avoir un lit à partir du 1^{er} novembre l'état finance 104 places, 50 euros par jour, par personnes mais à partir du 31 mars, le plan s'arrête. La présidente du secours catholique 44 explique ce qu'est un CHRS, « *certaines ont le RMI d'autres pas* », le reportage précise que 5 centres d'accueils de jour sont ouverts, aide par l'insertion, par l'écoute, l'insertion par le logement, le travail. Il se conclue par le chiffre de 658 places occupées, avec au moins 104 personnes qui retrouvent un squat ou une cage d'escalier. Le 115 lui continue de recevoir des appels.

Semaine du 14 juillet 2005 :

Au vu des fortes chaleurs, quelques reportages sont consacrés aux les sans abris dans les grandes villes et à la prévention qui est faite pendant la canicule. Il est souligné aussi que c'est la période de l'année où un grand nombre de structures caritatives sont fermées.

Journal télévisé du 21 novembre 2005 sur France 2

Le présentateur parle du froid qui commence à sévir dans plusieurs régions françaises dont la capitale. Reportage d'environ 1 minute 30 dans un centre d'accueil : la voix off du journaliste (un homme) demande **qui sont ceux qui sont sans abri ?** Annonce de la température à Paris aujourd'hui : 2 degrés.

Le vocabulaire employé pour les personnes hébergées : Les pensionnaires. Evocation de l'intimité et de la convivialité recherchées. Un homme parle des centres avec des grands dortoirs et les bagarres, racket qui y sévissent. Ce qui nous peut nous laisser supposer qu'ici, il s'agit d'une petite unité.

Le menu nous est précisé : poulet, petits pois carottes. A l'**auberge de la misère** (est-ce le nom de la structure ou un effet journalistique ?), il y a plus de femmes (la

comparaison n'est pas précisée, est-ce par rapport à l'année 2004 ?), environ 15 %. Exemple d'Eva, interviewée quelques secondes, originaire des pays de l'Est.

Joseph, le veilleur de nuit (que nous voyons de dos) toujours disponible et qui rencontre de nouveaux profils : les demandeurs d'asile, les salariés, qui même avec 1500 euros par mois sont sans abri, un homme témoigne sur les garanties que demandent les agences immobilières, il est divorcé, le reportage conclue sur le fait que cette nuit il rêvera à ses deux filles qui, depuis son divorce, vivent avec leur mère. Les critères sont réunis.

Ce reportage ne montre pas le portrait type de celui qu'on a l'habitude de nous montrer à cette période, à relier avec les sujets d'actualité : le discours actuel sur la précarité et en quoi chacun peut être concerné, la question des nouveaux pauvres, la problématique du logement et les villes qui ne respectent pas le nombre de construction de logements sociaux, la question de l'immigration suite aux émeutes dans les banlieues.

Octobre, novembre 2005 : de nombreuses émissions radiophoniques sur le thème de la précarité, ainsi le 3 novembre sur Europe 1 à 8H40 et à midi sur radio France Loire Océan, un porte parole du secours catholique qui fait part de leur rapport, il est mentionné l'augmentation des familles monoparentales, leur isolement, la pauvreté de ces personnes (en précisant que la pauvreté n'est pas seulement monétaire, le seuil en France est aujourd'hui de 640 euros et en Europe 780 euros) et celles des plus de 50 ans licenciés, les ménages avec des contrats précaires et à temps partiel. De même il est souligné que cela ne concerne plus seulement des individus mais des familles. Le fait que chacun aujourd'hui dans son entourage connaisse non seulement quelqu'un au chômage mais qui plus est démuné. Il semble donc que ce ne soit plus l'image du SDF qui soit sujet à la mode mais le nouveau pauvre, celui qui même en travaillant (c'est ce qui était dénoncé chez les SDF, à une époque on parlait d'oisiveté) n'est plus à l'abri de la précarité.

Juillet 2006, même type de reportages mais cette fois en raison de la canicule.

26 juillet 2006 au journal de 12H45 de Canal plus, est montré un accueil de jour mis en place à Marseille pour que les SDF puissent se mettre au frais. Ils y sont accueillis de 10 heures à 18 heures, peuvent y boire de l'eau, prendre une douche, rencontrer des travailleurs sociaux. Est évoquée une expérience intéressante qui pourrait être reconduite dans les grandes villes touchées par la canicule (30 personnes y sont venues pas bouche à oreille).

Une question se pose à la fin de ce journal, comment interpréter le fait d'avoir filmé le responsable du centre d'accueil ouvrant un réfrigérateur rempli uniquement de bouteilles... d'eau et allant jusqu'à en sortir une pour la montrer à la caméra ?

Régulièrement les médias rendent compte de situations particulièrement dramatiques vécues par des indigents qui parfois même meurent dans la rue ou dans des abris de fortune. Or, le phénomène, comme nous avons pu l'étudier, est beaucoup plus complexe et surtout beaucoup plus diversifié.

Ces visionnages nous auront conforté dans l'idée qu'avec la télévision, l'intérêt n'est pas de servir celui qui est filmé mais celui qui voit l'image. Cela n'est pas sans poser la question : jusqu'où il convient d'aller dans la description des détails misérables ? Selon Luc Boltanski, « Le souci de susciter la pitié rencontrant une exigence contraire qui concerne le respect de la personne. Des malheureux : un tableau qui va trop loin dans la description réaliste de détails – que l'on peut qualifier d'horribles – peut être dénoncé, d'une part, en tant qu'il est réducteur au sens où il qualifie entièrement la personne par la souffrance qui l'affecte et, d'autre part, en tant qu'il soustrait cette souffrance à la personne qui en pâtit par l'exhiber aux yeux de ceux qui ne souffrent pas »⁶⁰⁰.

Dans certains cas, celui des émissions à destination du grand public, des journaux télévisés, le fractionnement est tel qu'à partir d'instantanés, de moments, que le téléspectateur peut croire avoir la description d'un état. La télévision donne toujours à partir des images de SDF, la représentation que l'on se fait d'eux. Les représentations construites sur les sans abris sont largement dramatisées (la plupart du temps axées sur la misère morbide et l'extrême marginalité). D'une certaine façon, lorsque nous considérons toute l'étendue de la pauvreté dans une société, les sans abris représentent une part minuscule de la population pauvre et présentent des caractéristiques que la plupart des dépossédés ne partagent pas. Néanmoins, les sans abris occupent une place importante dans les médias, peut être parce qu'ils constituent un phénomène marginal qui permet d'oublier les enjeux plus larges de la pauvreté. L'intérêt que leur accordent les médias s'explique également par le caractère dramatique de leur sort qui s'associe à toutes les situations extrêmes ; ils sont aussi très visibles. Il n'y a pas de preuve plus inévitable de la déchéance que le spectacle des gens qui dorment dans la rue même si ces sans abris qui dorment dans la rue sont eux-mêmes un phénomène marginal par rapport aux sans abris infiniment plus nombreux qui vivent dans des foyers, des centres d'accueil, les squats. Le monde est très différent pour les sans abris. Il est froid, humide, dangereux, solitaire, marginal. Les drames des sans abris se jouent dans l'espace public urbain. Chacun peut y assister dans un cadre spécifique : la rue.

Selon Patrick Champagne⁶⁰¹, la télévision exerce un effet de dénomination très fort à l'intérieur même du champ journalistique parce que sa large diffusion surtout en ce qui concerne les journaux télévisés lui donne un poids particulièrement fort dans la constitution de la représentation dominante des événements. Par ailleurs, l'information « mise en images » produit un effet de dramatisation qui est propre à susciter très directement des émotions collectives. Enfin, les images exercent un effet d'évidence très puissant, plus sans doute que le discours, elles semblent désigner une réalité indiscutable bien qu'elles soient aussi le produit d'un travail plus ou moins explicite de sélection et de déconstruction. Des remèdes « médiatico-politiques ». Les médias font désormais partie intégrante de la réalité en créant une vision médiatique de la réalité qui contribue à créer la réalité qu'elle prétend décrire. Notamment, les malheurs et les revendications doivent désormais s'exprimer médiatiquement pour espérer d'avoir une existence publiquement reconnue et être d'une manière ou d'une autre pris en compte par le pouvoir politique.

Ces bribes de documentaire sur les personnes à la rue, en situation de précarité, d'exclusion, nous permettent, même sans le visionnage des images, de nous renseigner, nous semble-t-il sur le regard de celui qui filme, quel est l'enjeu de nous livrer ces

⁶⁰⁰ BOLTANSKI L., *op. cit.*

⁶⁰¹ CHAMPAGNE P., *La vision médiatique*, in BOURDIEU P., *op. cit.*

histoires, tout d'abord en existe t'il un ? Si oui, est-ce de faire un inventaire à la Prévert ou bien de se poser, de nous poser quelques instants sur une réalité que l'on ne veut, ne peut voir. En visionnant certains d'entre eux, nous avons le sentiment d'être voyeur devant des rôles sur mesure sur ce que doit être ou ne pas être la misère, l'exclusion. Alors que d'autres, au contraire nouait sans voix, des paroles, des regards qui sans fioriture, artifice disaient tout, tout ce qui se rapporte à la vie de cet homme, de cette femme que j'ai peut être croisé un jour mais qui s'est confondu avec les autres ombres, ombre parmi les Hommes.

Le traitement médiatique des sujets SDF existe bel et bien et n'est-il pas de notre responsabilité civile de porter un regard critique sur ce qu'on peut lire, regarder, écouter ? L'importance d'être témoin et de réagir au communiqué : « c'est l'hiver ». Les sans abri (également appelés comme nous avons pu le voir, SDF, clochards) refont surface à la une des journaux (décembre et janvier sont les mois où nous avons comptabilisés le plus d'article sur le sujet) et des journaux télévisés. A croire qu'ils étaient partis loin. Ils reviennent à nouveau. Ils sont là ! bien présents ! L'année est pourtant composée de quatre saisons mais c'est comme si nous prenions connaissance et conscience des sans abris que le temps de quelques mois. Elan de générosité, compassion que lorsqu'il fait bien froid. Qu'en est-il des hivers qui sont moins rigoureux, mais tout aussi froids, « juste pluvieux » ?

3.3.3. Recherche figurant pour période hivernale.

« De toutes les petites et grandes abjections qui se font dans mon média de métier, nous dit Daniel Mermet, chaque année, un peu avant Noël où au moment des grands froids, la « spéciale SDF ». La caméra braqué sur sa gueule de vomi, chaque hiver le revoilà, SDF superstar, le figurant le plus familier des intermittents de la société du spectacle que nous nous offrons pour les fêtes. Le SDF est un très bon produit média de fin d'année. Ainsi chaque Noël, en cette froide nuit, on le sort de son carton et on l'exhibe à la fenêtre de nos télé ce Frankenstein social. On ressort le même reportage que le Noël d'avant, les mêmes spécialistes, les mêmes témoignages, les mêmes indignations de réveillon »⁶⁰².

Pendant les fêtes de Noël, les médias se mettent au diapason : les informations sont triées pour ne pas assombrir ces moments festifs, mieux reportages et magazines nous donnent des recettes pour « réussir » les réveillons. Pour peu, on en voudrait au clochard qui refuse de se laisser enfermer dans un centre d'accueil où il perdrait sa liberté d'action, le seul bien dont il est encore propriétaire. C'est pourquoi des maires attentionnés interdisent le centre ville et les stations touristiques aux SDF. Il ne faudrait pas que le pauvre vienne gâcher le plaisir de l'honnête citoyen, il ne faudrait surtout pas qu'il l'empêche de consommer.

Ou bien surgissent des débats sur l'hébergement contraint. En janvier 2003, il en est question à l'assemblée nationale, Manuel Aeschlimann, député maire UMP d'Asnières avait tenté de déposer une proposition de loi en ce sens. Le texte n'avait pas abouti. Aujourd'hui le député campe sur ses positions : « **des SDF n'ont pas le**

⁶⁰² Emission *Carnets de routes. Là-bas si j'y suis*, France Inter.

discernement nécessaire et suffisant pour comprendre qu'ils se mettent en danger ; il faut donc les conduire d'office et d'autorité vers des centres d'hébergement ».

Les sujets SDF s'informent eux aussi par les médias. Ils sont objets et acteurs de la médiatisation, mais aussi récepteurs. Dans les situations variées où ils peuvent se trouver, ils ont de nombreuses voies pour accéder aux médias. Dans les centres d'hébergement, ils ont souvent accès à la télévision et aux journaux. Dans la rue, ils peuvent ramasser les éditions du jour abandonnées. Ils fréquentent des bibliothèques publiques et gratuites, des centres commerciaux au rayon téléviseur. Les sujets SDF sont au courant de ce qui se dit sur eux. Ils peuvent s'y retrouver, ou à l'inverse s'en différencier, dans un souci personnel ou collectif de se conformer ou de s'opposer à des traits considérés comme spécifique à la catégorie SDF. Il est important d'avoir à l'esprit que les sujets SDF n'ont pas de modes de vie foncièrement différents ; ils vivent et agissent relationnellement, les médias étant, par nature, une voie de médiation entre eux et les autres.

Nous pouvons dire, après cette étude, que les structures en charge de ce public participent symboliquement au maintien de l'ordre social, ordre qui passe par la gestion de la visibilité de leurs usagers. La main mise institutionnelle sur le corps des sujets SDF observée à partir de la prise en charge sociale est l'expression d'une main mise idéologique sur une catégorie qui n'a d'existence qu'à la lumière de la politique de l'urgence ; et parfois, toujours en hiver à la faveur de médias ; politique qui fonctionne sur le mythe de Sisyphe, l'éternel « retour » du chaque hiver. Actions s'adressant directement au corps, à défaut d'assumer la parole de l'exclu ; un objet qui ne parle pas. Cette politique ne prend pas en compte l'individu dans sa globalité et compromet sa place en tant que sujet. Les sujets SDF, tels des corps sans organes sont fragmentés et sont traités comme une somme de problèmes à résoudre : hébergement, nourriture, lavage, soins.

C'est le **comique de répétition**. Comment se débarrasser de ces hommes en trop ? Il ne leur manque que la parole. Leur parole est confisquée par tous ceux qui parlent en leur nom, qui les observent, qui les regardent. Sociologues, journalistes, chefs d'entreprise humanitaire, même les associations deviennent expertes.

Alors, **manque de discernement** ? Ne pouvons-nous pas parler aussi d'**indifférence**, un vice auquel l'homme cède facilement parce qu'il est plus facile de « ne pas savoir » – ou plutôt d'oublier ce que il sait – que de voir, agir et donner. Outre les termes et les leçons de sémantiques, la réalité du sujet SDF, c'est qu'il est un homme une femme qui vit, rit et pleure, comme nous tous, et que ce qui nous en reste, par les messages véhiculés par les mass médias, n'est qu'un concept, une idée de plus en plus vague, une sorte de parasite pas top dérangeant tant que ce n'est pas trop visible et que cela reste abstrait, pas de vague et pas d'histoire. Parfois, est évoqué un choix de vie, excluant toute recherche de causalité. Une image trouble d'une réalité qui s'étirole, de la cohue journalière du théâtre urbain issu du monde de la vitesse, avec des gens qui vont au travail, se déplacent et une sorte d'ombre, de main tendue, un appel au secours que tout le monde voit mais que personne ne veut conserver.

V. Hugo⁶⁰³ dénonçait l'indifférence des lords prêts à voter à la Chambre une augmentation du budget accordé au mari de la reine. C'est ignorer dit l'un deux, la pauvreté du pays, la prostitution, la barbarie, la faim, le chômage, les épidémies, la mort des enfants dans les cabanes. C'est prendre aux indigents pour enrichir les nantis.

⁶⁰³ HUGO V., *L'homme qui rit*, op. cit.

Et d'interpeller la Chambre : « si vous saviez ce qui se passe, aucun de vous n'oserait être heureux ». Comme l'écrit Patrick Declerck, les SDF, déchets du corps social, en sont la souillure et maculent l'espace, il faut donc les soustraire au regard. Comment pouvons-nous évoluer au milieu de ces signes sans réagir ? Comment pouvons-nous rester indifférents à ces « symptômes visibles, omniprésents d'une violence sociale emblématique de l'époque » (D. Ambiel) ? Pourquoi un sujet aussi explosif, aussi formidable, aussi révélateur n'est-il jamais sérieusement traité par l'appareil médiatique ?

3. Analyse des photos

Nous sommes frappés par tant de visages fermés, aux traits accusés, aux bouches édentées, recroquevillés en eux même, endurcis sous une carapace, comme résignés à l'environnement. Visages « géologiques » des pauvres, inscrits dans leur corps : nous pouvons lire à livre ouvert les marques des déchirures, les cicatrices des mauvais coups, les sillons des échecs gravés de manière indélébile.

Des photos illustrent comment certains s'emparent de l'espace public⁶⁰⁴, d'autres déambulent dans les rues et s'installent, sur les trottoirs, ceux encore qui s'organisent, envahissent l'espace public comme lieu de lutte pour l'habitation. C'est ainsi qu'une matinée d'août 2003, à 9h30, un jeune, s'assoit, les genoux relevés, la tête baissée, une pancarte et une timbale en carton Mc Do. A 12h00, un homme plus âgé, barbu, cheveux blanc, vêtu d'un jean et d'un tee-shirt, tatouage sur le bras gauche, s'installe au même endroit que l'autre personne, c'est-à-dire dos à l'agence de voyage fermée. Il installe un tapis pour son chien, une bassine d'eau. Il a un petit caddie avec différents rangements pour le duvet, la nourriture. Il installe un petit siège, dispose une assiette plastique jaune au sol, sort un porte-monnaie et y dispose quelques pièces. Il s'installe à manger : baguette, melon, fromage, fillettes de rouge. Il reste environ une heure. En buvant, relevant la tête, il nous aperçoit en train de le regarder à la fenêtre, il lève sa bouteille comme pour signifier « à ta santé ». Nous lui faisons un signe de la main⁶⁰⁵.

Par ailleurs le fait d'avoir pu photographier certains sites avant et après a permis de témoigner de l'évolution de la ville vers la séparation stricte entre « privé » et « public », la disparition progressive des « interstices » propres à fournir un abri au sujet SDF. S'inspirant de Michel Foucault et du panoptique de Bentham, il s'agissait de mettre en évidence à partir du terrain, une logique d'aménagement urbain dissuasive envers les plus démunis. Ainsi ces grilles apposées ci et là, ne serait-ce que dans notre rue ! Le nouvel éclairage du centre ville. La relation homme espace n'est pas une simple conduite passive ; elle désigne comment dans diverses situations, lieux anonymes ou non, publics ou privés, l'individu aménage, restructure l'espace en coquilles personnelles qui manifeste sa relation privilégiée au lieu dans lequel il se trouve. Un espace approprié sécurise l'individu, il permet dans un espace public certaines formes de privatisation. C'est de la familiarité avec un espace que naît l'appropriation. L'appropriation s'établit à travers une dialectique essentielle : l'existence de contrôle d'un côté et l'introduction de liberté de l'autre ; tout espace est susceptible d'une restructuration individuelle ; la disposition d'objet autour de soi représente une sorte de langage silencieux (avec une tasse, un gobelet), une image de soi offerte ou imposée d'une certaine manière à l'autre.

La mendicité n'est pas la misère en elle-même, elle n'est que sa forme la plus visible. La mendicité est un mode de présentation de la misère qui ne doit plus rien au hasard. Elle est pensée et voulue, elle est une représentation de la misère. Si nous observons le regard des mendiants. Souvent un regard fixe, soit dirigé vers le sol, soit devant eux. Le regard constamment orienté vers le bas qui apparaîtra immobile et donc

⁶⁰⁴ Se reporter aux photos n° 32 à 35 en annexe 9

⁶⁰⁵ Se reporter aux photos n°20 et 21 en annexe 9

vidé de toute vitalité, signale, souligne l'humilité du mendiant, la prostration accentue la misère.

La mendicité et représentation du dénuement. Pour tout mendiant, la manche est une représentation. D'abord parce qu'elle est l'exposition, la représentation d'un malheur, d'un dénuement extrême, après que celui-ci se fut présenté à sa victime. Dès lors que quelqu'un décide de mendier, d'exposer sa misère publiquement pour formuler sa demande, il doit jouir de multiples choix quant à sa position et son attitude, adopter des techniques de présentation. Choisir entre les différentes formes de manche⁶⁰⁶. Le choix du lieu de la scène est un élément de représentation. Soit la discrétion comme cette femme qui mendie près des Galeries Lafayette arborant un carton « j'ai faim, merci » soulignant fortement le contraste entre soi et son public ou bien le spectacle de S.-Place Graslin⁶⁰⁷. Une représentation obligée avec une mise en scène, plus ou moins sobre. L'idée de représentation implique toute une gamme de réécritures potentielles de la réalité, de la plus fidèle à la contrefaite. Ainsi, Julien Damon nous dit « *Les stratégies de la mendicité ne doivent pas être regardées comme des supercheries mais comme des adaptations* ». Des représentations, de lieux, des publics différenciés. Ces adaptations se différencient selon les mendiants. Le paysage de la mendicité se modifie avec le paysage urbain.

D'un point de vue spatial, les mendiants sont les représentants les plus en vue de la précarité ; « *Les gens heureux et malheureux peuvent habiter la même terre, sans que les premiers ne voient les seconds* » écrit Luc Boltanski, « *notamment en raison d'une cécité en quelque sorte physique, suscitée par une séparation subtile des espaces de déplacement, c'est-à-dire des réseaux* »⁶⁰⁸. Or les mendiants désaffiliés, écartée de la plus part des réseaux y compris assistanciers, ayant rompu avec leurs anciens espaces de déplacements, réinvestissent sous la forme de la manche des endroits qu'ils fréquentaient peu ou pas du tout, du temps où ils se débattaient dans une précarité encore relativement intégrée. Les rues commerçantes en centre ville, les coins touristiques, ce ne sont pas les seuls espaces que les mendiants occupent mais c'est là qu'ils représentent en un sens ceux qui souffrent auprès de ceux qui ne souffrent pas, ils y montrent le spectacle de la forme extrême de la disqualification sociale, quand les autres désaffiliés, mais pas encore à la rue, demeurant confinés à leurs zones, à leurs réseaux, dans les banlieues. La mendicité se fixe en ville comme une manière de faire et de livrer, une violence faite à soi, aux autres et à tous ceux qui n'y seront jamais contraints. Se concevant généralement comme une activité « réservée » à l'homme de la rue, elle livre aujourd'hui l'épreuve la plus visible de la survie. Par l'acte de mendier, l'individu se résout à bouleverser son rapport aux autres, accepter le regard d'autrui, compassé, distant, troublé ou défiant, pire excluant. Cette exhibition sonne comme un appel, une sollicitation, le plus souvent humble à l'extrême car extrêmement dépendante.

La notion de spectacle définit un rapport non problématique à l'image, rapport d'adhésion non critique qui peut aller jusqu' à la fascination. Ce rapport non problématique engendre une tendance à la monstration totale du réel, tout est à montrer, à voir, à dire, à exhiber. Le monde est réduit à une succession d'images, de représentation, de surfaces plastiques. La société du spectacle obéit donc à un impératif de visibilité totale. L'éthique spectaculaire répond à un « impératif pornographique ».

⁶⁰⁶ Se reporter aux photos n° 38, 39, 40 en annexe 9.

⁶⁰⁷ Se reporter en 2^{ème} partie, 3.2. Le spectacle de la subversion ou comment échapper à la réification de l'autre.

⁶⁰⁸ BOLTANSKI L., *op. cit.*

Le spectacle est le milieu naturel de l'hystérique en ce qu'il est le règne du tout visible et qui se caractérise par le bourgeonnement et la multiplication infinie délirante des représentations et des images.

Par rapport aux lieux, le fait de les voir sous un angle différent : « le reste de la soirée, se passe au pied de la place Graslin, c'est drôle, nous sommes passés pendant des années autour en voiture, à pied, jamais nous n'avons jamais eu le temps de voir ».

4. Comptes rendus de visites et « tournées dans la rue »

15 janvier 2003, Présence à la Maison d'Accueil de jour,

Ouverte le soir et la nuit depuis dix jours en raison du grand froid. Le même dispositif est mis en place pour les demandeurs d'asiles. Deux bénévoles sont présents de 20 à 22 heures et 2 vigiles jusqu'à 8 heures (ce sont des sociétés de gardiennage privées habituellement, ils travaillent sur des chantiers). Ce soir, un homme et une femme. Des places aussi quai Wilson, dans les entrepôts désaffectés. Ceux-ci sont ouverts tout l'hiver.

L'ouverture de la Maison d'Accueil de Jour et du foyer Saint Benoît sont réquisitionnés selon les conditions climatiques : si la température est inférieure ou égale à 0 degré. Or, si le foyer Saint Benoît ouvre la nuit, la Maison d'Accueil de Jour, pendant la journée, accueille les ateliers de l'association Francisco Ferrer, ces derniers ne peuvent pas avoir lieu.

Un nombre de 15-20 personnes peuvent être accueillies. Une pièce comprenant évier, placard avec draps, couvertures, vaisselle, cuisinière, tables et chaises pour manger, 2 machines à laver et sèche-linge. La nourriture est apportée au fur et à mesure par le SAMU (Restaurants du Cœur, banque alimentaire). Ce soir-là, il ne reste que des pâtes et du pain, puis sera amené beurre, fromage, gâteaux secs, fruits, soupe en sachet. Tandis que des bénévoles aident à préparer à manger, les hommes se servent. Dans un hall, une autre table avec des chaises, puis dans l'autre pièce des matelas à même le sol, avec des sacs plastique dessus pour y mettre draps et couverture s'ils reviennent. Quelques livres, une télévision.

L'ouverture se fait à 20h00 : Les personnes doivent, avant de venir, avoir fait le 115. Accompagné par le SAMU social jusqu'à minuit, puis par la police. Un premier homme arrive, il est connu. Il dit qu'il avait un logement mais qu'il a été expulsé, il percevait le RMI mais on le lui a « coupé ». Plusieurs hommes arrivent. Les pâtes chauffent. Des jeunes et des moins jeunes. Ils semblent se connaître. Les dialogues à table sont assez surréalistes. Il y a de quoi avoir une soupe, un plat chaud, fromage, dessert.

Les hommes vont ensuite de l'autre côté s'allonger. Les couples peuvent être accueillis mais souvent refusent car il n'y a aucune intimité. Les matelas les uns contre les autres, dans une promiscuité totale ! Deux hommes nous disent que jusqu'ici, ils dormaient dans un squat où ils étaient tranquilles mais là, il fait trop froid. Les chiens doivent rester dehors devant la maison.

Ce soir-là, à 21h45, visite du préfet. Certaines personnes viennent lui parler, décrire leur situation, faire part de leurs demandes. Des rendez-vous sont pris. Une personne lui demande s'il sera là demain. « Ah, non ! Pas tous les soirs » dit le préfet. Une fois partie, deux personnes disent « et maintenant, il va se taper la cloche et arroser cela ».

Un homme nous montre les photos de ses filles et de sa chienne. Deux autres me parlent de leurs enfants. Pour l'un d'entre eux, il n'a plus de nouvelles : « la belle famille veut pas, ils ont honte de moi ». Certaines personnes mangent avec leur anorak

sur le dos. Ils font la vaisselle ensuite, semblent trouver leur place comme s'ils étaient habitués.

Un jeune homme parle de son fils en disant qu'il l'a eu trop tôt : un accident. Deux hommes plus âgés parlent de leurs enfants. La discussion est venue naturellement quand le vigile nous a demandé s'il devait nous appeler madame ou mademoiselle, les hommes attablés nous ont alors demandé si nous étions mariés, si nous avions des enfants. C'est ensuite qu'ils nous ont parlés des leurs. Ils savaient tous les trois, où ils étaient, ce qu'ils faisaient. La date de naissance et le prénom étaient aussi présents.

Certains remercieront pour le repas en disant que c'était très bon.

Un homme parle beaucoup du centre Saint Yves qu'il va pouvoir recontacter car il a eu un versement d'argent pour appeler et pas pour l'alcool, dit-il. Alors que nous parlons avec la vigile, il vient nous voir en nous disant que c'est grâce à Saint Yves s'il est bien rasé, propre, les cheveux lavés. Il dit que c'est important et nous lui renvoyons le fait qu'il a raison.

Au retour de la Maison d'Accueil de Jour : Près du château, nous regardons « machinalement » en passant un homme est assis sur un banc. Il nous interpelle en nous disant qu'il ne fait pas chaud. Nous lui répondons « oui », en souriant. Il nous remercie, disant qu'un sourire fait du bien car d'habitude les gens passent et ne lèvent même pas la tête. Nous lui demandons s'il a où dormir cette nuit. Il nous répond « ici » et où il trouve, dans les entrées d'immeubles : la dernière fois, il a pris deux paillasons qu'il a monté au quatrième étage pour s'y allonger. Nous lui demandons s'il a fait le 115. Il nous répond qu'il ne veut pas aller en foyer, qu'il a des vêtements, un portable et il ne veut pas se faire voler ses affaires. « *En plus, il faut garder ses chaussures* » dit-il. Nous lui disons que nous revenons d'un lieu d'accueil où il est possible de se restaurer. Il nous montre son sac qui est posé par terre, en nous disant qu'il a ce qu'il faut pour manger. Il nous montre aussi une canette de bière : « *c'est ma compagnie* ». Il nous demande si nous rentrons, nous lui répondons que oui. Nous lui disons de prendre soin de lui, il nous dit qu'il faut que nous prenions soin de nous aussi.

Quelques mètres plus loin, un homme à l'allure titubante, s'excuse de nous déranger et, poliment, nous demande si nous pouvons le dépanner de quelques euros. Nous n'avons pas d'argent sur nous. Demandant alors une cigarette, nous lui répondons que nous ne fumons pas. Il nous remercie quand même et nous souhaite une bonne soirée.

Ce soir-là, à Nantes, différentes personnes avec des histoires différentes, des attentes différentes. A la différence des deux hommes rencontrés près du château, ceux rencontrés à la Maison d'accueil de jour n'étaient pas seuls. Voir chacun s'affairer, nous parler « naturellement » comme si chacun était à sa place, autant qu'eux que nous, nous a surpris.

En partant, poignée de main à chacun, l'un d'eux nous dit « *le rayon de soleil qui s'en va* ». Nous lui avons répondu que l'on se recroiserait peut-être ce qui nous a valu pour réponse que nous ne le reconnâtrions peut-être pas s'il est rasé, bien coiffé. Il nous paraît important de souligner ce que nous pouvons renvoyer en tant que jeune femme. Certains sont « encore » dans la séduction. Il y a donc de l'autre. Entre celui qui, dans la rue, nous dit « avec 20 ans de moins »⁶⁰⁹ et lui qui nous dit qu'il sera rasé,

⁶⁰⁹ Se reporter P.308.

l'image qu'ils peuvent renvoyer aux autres est encore présente. De même, pour celui qui vient nous dire à nous, deux femmes, que c'est grâce à Saint Yves qu'il reste propre.

25 janvier 2003 : Maison d'Accueil de Jour 20h à 22h (rouverte depuis le 24 jusqu'au 27 janvier 2003).

Hier 11 personnes présentes, ce soir, 15 personnes. Nous revoions des personnes vues à Brin de Causette. Cela ne paraît pas les gêner, elles nous resaluent à nouveau. Le « facteur » P fait référence à notre discussion de ce matin, à savoir qu'eux aussi doivent être de fins observateurs pour survivre.

Soudain, il y a un problème avec la première personne arrivée. Elle était en train de faire son lit à notre arrivée. Elle n'a pas fait le 115, dit avoir essayé plusieurs fois sans succès. Le travailleur social lui demande donc de partir. Il doit refaire le 115 s'il veut avoir une place où dormir, s'il en reste. Cela crée une tension dans la cuisine : « *pas étonnant qu'on pète les plombs* ». *Ils s'étonnent que les gens n'aillent pas dans les foyers. Non seulement on doit les appeler le matin, mais aussi le soir. 2 heures : je suis resté l'autre fois pour s'entendre dire « vous ne pouviez pas venir plus tôt »* ».

Sur le moment, son « collègue », plus jeune, qui, lui, dit avoir quitté précipitamment son squat suite à une descente de la BAC, dit que s'il dort dehors, lui aussi. La personne dit ne même pas avoir de « couvrante » ou de duvet. Il s'est fait agressé deux fois. Il a la gale et est en traitement. Il finit par pouvoir rejoindre le 115 et ira ailleurs. Son collègue finalement reste.

J-L, à cette occasion, dit que lui, il n'a pas de mal à entrer dormir dans les cages d'escaliers car il a un passe facteur. Un copain de route lui avait permis d'en faire un double il y a cinq ans. C'est difficile pour lui en ce moment, il n'a pas de duvet. En plus, il évoque le problème de devoir porter toute la journée la couverture sous le bras.

Lors de ces deux visites au sein de la Maison d'accueil de jour, dans le cadre du plan grand froid, nous mesurons une nouvelle fois comment l'urgence sociale est mise entre parenthèses de ce qui pourrait s'énoncer du côté du sujet afin de parer au plus pressé. Cela tend à dissoudre, pour les sujets SDF, l'objet du désir dans l'objet du besoin. Cela a pour effet de rabattre toute parole, toute demande dans l'objectivation d'une réponse matérielle. Ne conviendrait-il pas de tenir compte des impasses qui fixent ces personnes dans la rue ?

3 février 2003, soirée aux urgences,

Dans le hall des urgences, une jeune femme prend un café. Le gardien la prévient qu'elle peut être là le temps de boire son café mais qu'avec les nouvelles mesures, elle ne peut rester là. C'est une personne qui a un logement mais qui se sent seule, en insécurité. Elle vient quasiment tous les soirs.

Lors de la semaine du 16 au 21 janvier, il y a eu 3 entrées de personnes SDF, ce soir là, un SDF est sur un brancard. Il dort. Il est mis dans un recoin, lumière éteinte.

Un soignant dit « *Je crois qu'en file d'attente, il y a plus urgent que lui. Il passera en salle de soins. Il partira quand il aura décuvé* ».

Nous échangeons avec l'infirmière. « *Moi, quand il fait trop froid, je les autorise à rester. Je lui demande s'ils sont trop sales, de prendre une douche. Je leur dis qu'ici,*

c'est un lieu de soin et qu'il est important pour eux, mais aussi pour les autres patients, de ne pas être à côté de quelqu'un qui sent mauvais ». Elle nous dit que c'est quelque chose qui passe. Sinon, ils ne restent pas dormir, c'est le système du bâton et de la carotte. Par rapport au repas, elle nous dit qu'elle n'est pas pour leur apporter de la viande et un plat chaud, un plateau repas car ici, ce n'est pas l'hôtel. De la soupe et du pain, c'est nutritif mais régime hospitalier. Elle nous dit que lorsqu'il y a des enfants, c'est plus difficile de leur demander de partir.

Pour nous parler de la personne, considérée comme SDF sur son apparence et le fait qu'elle a été amenée par les pompiers à la suite d'une chute (ivresse probable), elle nous dit qu'il est au niveau de la cachette. Il est, en effet, dans un renforcement sur un brancard. Il n'a pas de dossier d'entrée. Pour l'infirmière, quand il sera reposé, il partira. Nous lui disons qu'il se plaint d'une douleur à l'épaule (chute le 27 décembre 2002). Elle nous répond que c'est une excuse, que si c'était une luxation, il ne pourrait pas bouger son bras. Elle nous dit qu'elle ne sait pas pourquoi il reste ; il n'a peut-être plus de chauffage répond un brancardier. Nous pensons que c'est une boutade mais une fois, dit-il, le SAMU social l'a amené car il y avait plus de chauffage chez lui. La personne nous dit qu'elle est venue au moins 15 fois l'an dernier. Ici, c'est un habitué. « *Ils me connaissent* », dit-il avec un sourire. Nous pouvons voir à travers cette vignette, les stratégies utilisées tant par les personnes pour avoir accès aux soins que par les professionnels⁶¹⁰.

Parcourir la nuit des bas fonds ; pénétrer les cercles souterrains de la ville. Rechercher les coins cachés entre deux, ces zones oubliées par les lumières artificielles de la ville, ces espaces abandonnés, infréquentés : les maraudes.

4 juin 2003, Maraude avec Restaurants du Cœur.

A notre arrivée à 18h30, préparation des sacs et des sandwiches surnommés colis et qui seront distribués lors de la maraude. Des plats chauds, poulet et petits pois, soupe, café emmenés dans le camion. Celui-ci dispose de tables et de bancs pour que les gens puissent venir manger à l'intérieur. 20H00 départ, prêts à sillonner la ville.

R., personne qui fait la manche rue du Calvaire, est installé sur les bords de Loire. Quand nous arrivons, il en train de manger du poisson. Il réchauffe sa nourriture avec un réchaud à alcool. Il a installé une bâche qu'il a confectionnée lui-même en cousant différents morceaux, pour protéger ses affaires et pour dormir. Il parle peu. Claude, le maraudeur, nous dit qu'il a fallu plus d'un an aux équipes pour l'approcher. Au début, il refusait tout. La seule demande qu'il ait effectué cet hiver est une paire de gants et, dernièrement, une rouleuse. Il serait originaire de Lyon. Nous prenons un café avec lui, Claude lui laisse un sac.

Direction Talensac. S.-la grenouille en raison de sa position agenouillée et habillé en vert, est installé dans l'arcade du service pénitentiaire d'insertion et de probation avec son duvet. Il est agressif, ne veut pas venir dans le camion. Nous lui apportons une soupe.

Il est avec P., K., M. et A. qui viennent prendre une soupe et un plat chaud. Beaucoup de tension entre K. et P. Elle rappelle à ce dernier l'importance qu'il y a à

⁶¹⁰ Se reporter en 1^{ère} partie.1.3.2.1. Le rapport au corps.

aller voir sa mère. Celui-ci dit qu'elle l'a abandonné depuis l'âge de 5 ans et que son père a été assassiné d'un coup de couteau dans le dos Quai de la Fosse. A un moment cela en vient aux mains. De même, avec M. qui préfère sortir du camion.

A. nous demande si nous allons toujours au foyer Saint Benoît. A un moment du repas, il dit que, s'il boit, ce n'est pas par plaisir mais pour oublier. En ce moment, beaucoup de choses remontent en lui. Il a les larmes aux yeux. Il dit que les gens de la rue sont sa deuxième famille. Quand nous lui donnons des nouvelles de M., il fait un signe négatif de la tête, disant qu'il ne veut pas en parler : « il va mourir, il a le Sida ». Il a un langage de rue, à un moment, il nous présente aux autres en disant « c'est une dame. Respect. C'est comme ma fille ». Il nous dit qu'il va avoir 53 ans le 28 juin 2003, qu'il est né à 4h00. Il nous rappelle que nous sommes venus manger à leur table. Nous lui parlons du cactus qu'il nous avait offert et qui est toujours aussi beau.

K. Difficile de lui donner un âge. Elle est habillée et maquillée comme une adolescente. Elle prend une « couvrante » pour aller dormir sur les bords de l'Erdre. Deux autres hommes, a priori ayant un logement, viennent. L'un parle de sa fille qu'il a revue aujourd'hui.

M. 73 ans, vit au Tripode, immeuble désaffecté près de Beaulieu. On y accède en passant par les fourrés. L'équipe de l'Oasis lui a installé des planches de bois au sol, un matelas, une taule pour le couper du vent. Claude lui indique le chemin pour se rendre au camion par une lampe torche. Il ne veut pas, en effet, « qu'on rentre chez lui ». A chaque fois, ils l'emmènent manger dans le camion et boivent une bouteille de vin avec lui. Pour l'équipe de la maraude, M. est leur mascotte. Pour parler de la bouche, il dit la salle à manger, les tabourets pour les dents, les crayons pour les jambes. Il était maréchal-ferrant. Il est encore en lien avec ses enfants dont un de ses fils qui habite Beaulieu. Il a une bronchite mais dit qu'il ne veut pas aller voir le « vétérinaire ». Il a vécu tout un temps sous le parking de Beaulieu. Il se rend encore quelquefois dans le magasin pour faire la manche. Il nous dit plusieurs fois « il ne faut pas avoir peur de moi ». Il a un tatouage « seul entre 4 murs », témoignage d'un séjour en prison.

K. nous accueille avec un grand sourire et nous demande comment nous allons. Il s'excuse de ne pas être venu aujourd'hui car, la semaine dernière, il avait dit qu'après « les restos », il pourrait nous emmener voir où il vit. Il est rasé, dit qu'il a le moral car il est bien suivi à Francisco Ferrer. Le CCAS leur a passé le relais après une tripartite. Il dit qu'avec les voisins, il n'ose pas refuser par peur de vexer quand on lui apporte, par exemple, du café le soir. Il est en train de lire quand nous arrivons. Nous lui demandons s'il connaît les bouquineries à Nantes. Il dit que cela fait longtemps qu'il n'y ait pas aller. Nous lui proposons de l'accompagner. Nous convenons d'un rendez-vous vendredi, à la médiathèque, il nous demande l'heure vers laquelle nous passerons mais « *si nous avons du temps* ». L'équipe lui laisse un sac et un litre de lait. Le lieu où il s'est installé est d'autant plus atypique que c'est sous le porche du CCAS.

Trois personnes à la gare : un franco-libanais et deux russes signalés par le Samu social. En fait, un portable relie chaque équipe pour voir signaler s'il y a lieu d'intervenir. Le SAMU social n'ayant pas de budget pour l'alimentation, la maraude peut donner de quoi se nourrir. Deux autres personnes jeunes viennent demander un sac. Ils acceptent volontiers un café. 0h15, fermeture de la gare.

Il ne reste plus qu'un sac, inutile d'aller jusqu'à la Jonelière car il n'y a plus rien à distribuer.

Graslin, Porche de la salle de jeux, S., très souriant, s'apprête à déboucher une bouteille. Il dit qu'il est allé au cinéma mais ne sait plus le titre du film. On lui a apporté deux assiettes de nourriture mais il ignore qui sait. Cela fait deux ans qu'il y dort, il a plusieurs couvertures. A coté, quelqu'un a laissé un duvet. Il salue chaque passant, quelques soit l'âge et l'apparente condition sociale. Il dit qu'il n'a besoin de rien. La seule demande : une cigarette. Il nous propose de « boire un coup » avec lui. Pendant ce temps des spectateurs quittent le théâtre et se dirigent vers la célèbre brasserie nantaise. Deux décors en cette nuit d'automne !

Passage au Commerce pour essayer de voir R. Il dort près des arrêts de tramway. Nous lui laissons un sac de viennoiseries et un pull pour recouvrir son postérieur. Le camion croise les pompiers. Ils n'ont plus de couvertures iso thermiques. Ils nous demandent si nous avons croisé V ?

1h15 : retour à l'Oasis. Nous faisons la vaisselle et remplissons le cahier de la maraude. Chaque équipe note ses passages et les personnes qu'elle a rencontrées, ce qui permet à l'équipe du vendredi d'avoir des nouvelles, des informations complémentaires. Claude est frustrée de n'avoir pas pu aller jusqu'à la Jonelière et au Rond-point de Rennes : trop de temps à Talensac.

Il est difficile pour lui de ne pas donner de sac ou de plat chaud même si c'est une population qui allait aux cars. Important, cependant, pour la responsable il est important de distinguer la maraude des cars, dans le second cas, ce sont des personnes qui se déplacent encore, peuvent formuler une demande alors que dans le cas de la maraude, ce sont des personnes qui ne vont plus vers les différents dispositifs. Pour certaines équipes, la conception de la maraude est différente: ils rentrent beaucoup plus tôt, il ne s'agit que de distribution.

Nous retenons de cette soirée que nous pouvons passer devant des endroits où nous ne pouvons soupçonner que des hommes vivent là. Le remerciement d'être passé est prononcé à chaque fois. Certains semblent attendre le passage. Il est prévu qu'à la rentrée, la maraude ait lieu 5 soirs par semaines. A un moment, projet d'une maraude médicalisée mais, dans ceux que nous avons rencontrés ce soir, pas de problèmes de santé majeurs, au quel cas l'équipe appelle le SAMU. Il nous semble que, l'hiver, l'atmosphère doit être autre, car, là, il fait encore jour au début de la maraude, il y a encore des gens dans la rue à se promener.

16 juillet 2003, Maraude avec Restaurants du Cœur.

Equipe composée de deux bénévoles et de nous-mêmes. Le sac contient une barquette de salade niçoise, sandwich pâté / rillettes, boîte de sardines, deux yaourts, un paquet de gâteaux. Andouillette purée dans une barquette pour ceux qui peuvent éventuellement réchauffer.

Départ à 20h05. Nous commençons par Chantenay. Nous y trouvons J-J., celui-ci est près des toilettes de l'hôtel de ville. Il dit ne pas savoir où sont D et J.-M. Il veut bien dîner. Il répète son histoire. En montant dans le camion, demande pourquoi nous faisons cela pour lui, il dit être un pauvre type. Cela fait 8 jours qu'il n'a pas fait refaire son pansement de jambe, il dit être têtue, qu'il va se faire engueuler. Nous lui parlons de la PASS, de l'infirmière du foyer. Lui disons que, si cela continue, on va lui couper la jambe. L'autre bénévole nous dit que nous ne sommes pas rassurant ! Il prend une entrée, plat de résistance et dessert. Le SAMU social, venu chercher une personne pour

évaluation, vient le voir. L'infirmière lui propose de venir demain à 11 heures pour faire son pansement et ses papiers de retraite au sujet desquels il n'a rien fait mais il serait d'accord si on l'y emmène. Le bénévole lui ouvre les toilettes s'il veut s'y abriter. Il refuse une couverture en disant qu'il a ce qu'il faut. Il dort à l'abri.

21h00, départ pour le Petit Port. Le bénévole nous demande de regarder les Abribus, les banques, les porches. M., personne se disant ancien professeur de philosophie⁶¹¹, accepte de dîner dans le camion, il parle d'un autre SDF qui se fait racketter son argent. Durant tout le repas, il ne s'adresse qu'à Stéphane, répète souvent les mêmes choses avec un discours incohérent. Le discours, selon le bénévole, est toujours le même : les étudiants capitalistes, le clergé. Ce qu'il évoque effectivement en partant.

Près de la patinoire, A., C., A., A., tous alcoolisés. C. dîne par terre, très agressive envers A. Les deux femmes ont une bouteille plastique remplie d'alcool à la main. A. avait rendez-vous à 10h00 avec le SAMU social pour aller à l' AISL mais ne s'y est pas rendue, dit qu'elle dormait.

Waldeck Rousseau (quartier du commissariat de police). F. dort sous une entrée de parking souterrain. La journée, il cache ses affaires (sac et duvet) dans le renforcement où le directeur de l'organisme de retraite l'autorise à rester. Quand nous arrivons, il nous salue comme s'il nous connaissait depuis longtemps. Il nous dit que son pied va mieux, qu'il a quelque chose à nous donner. En l'occurrence, il s'agit d'un tube de Bétadine[®] qu'une personne lui a acheté en sortant de la pharmacie. Il ne souhaite pas manger tout de suite mais accepte de prendre un sac.

Direction CCAS : K. et P. sont endormis. Talensac : le bénévole juge qu'il y a trop de monde (dont certains ont un logement) pour s'arrêter. Rue de Budapest : un homme allongé sous sa couverture. Il s'agit d'A., il ne désire rien. Graslin : deux hommes dorment dont S.

Nous allons ensuite au Tripode. Pas d'éclairage. Nous devons aller chercher M. dans les buissons. De plus, celui-ci, quand nous arrivons, est endormi. Il est minuit. Il vient mais péniblement. Nous le trouvons vieilli depuis la dernière fois. Il se mouche beaucoup, dit qu'il est enrhumé, avoir des douleurs aux jambes. Il accepte finalement de la purée, un yaourt, un verre de lait et café. Il a un casque de walkman, il dit que la musique est la seule chose qui lui reste. Des vigiles gardent l'immeuble. Nous éprouvons un sentiment d'insécurité. En effet, rien ne nous indique que des personnes ne soient venues squatter là, avec leurs chiens. Nous ne nous sentons pas rassuré et n'avons qu'une envie: repartir. Isabelle ira seule le raccompagner avec la lampe.

Nous continuons en direction de Pirmil, Mangin, Gare de la Trocardière, Rezé Château. Le but étant d'errer jusqu'à ce qu'on aperçoive quelqu'un ou une couverture. Nous descendons au niveau de la ligne de tramway. La dernière fois, dit Fred, ils ont arpenté le centre commercial qui est désert. Selon lui, il y a plusieurs renforcements où quelqu'un peut se « cacher ». Durant tout le long du trajet, nous appréhendons de descendre ou d'apercevoir quelqu'un. Le fait de ne pas connaître le quartier ou les personnes nous inquiète. Alors que le samu social, avant d'emmener quelqu'un, procède à une évaluation, là, les bénévoles n'ont pas la formation pour l'effectuer, de plus, il est. il nous semble qu'aller réveiller quelqu'un à 1h15 peut lui donner le sentiment de le mettre en danger et nous expose aussi au danger.

⁶¹¹ Personne que nous voyions déjà alors qu'il passait des journées dans l'enceinte de l'université au début des années 90.

Nous constatons que les maraudes ne se ressemblent pas, tout dépend de l'équipe qui intervient. Certains ont leur trajet de préparé, s'arrêtent à certaines personnes et d'autres pas. Il ne s'agit pas seulement de distribution mais aussi d'un temps d'échange pour prendre des nouvelles, d'un éventuel suivi si la personne est consentante. A ce propos, le terme « cacher » employé par un des bénévoles interroge la légitimité à intervenir, s'agit-il de cachette ou simplement de lieu où les personnes se retirent pour être tranquilles. Quand nous rentrons chez nous, nous ne nous cachons pas pour autant ! « Ils sont cachés » qu'est-ce qui nous fait dire cela ? Si nous considérons qu'ils se sont appropriés un espace, n'est-ce pas alors de la discrétion dont ils font part ?

Les conditions météorologiques, beaucoup de vent font qu'à minuit, les personnes sont déjà couchées. Le retour a lieu à 1h30. Activité de vaisselle puis inscription sur le cahier, ce soir là, qui se fait rapidement. Fred avait commencé à le remplir après chaque visite : « *c'est plus frais* », dit-il nous proposant de rajouter quelque chose si on le souhaitait. Seulement pas le temps de reprendre ce qui s'est vécu, de même, le cahier rempli par l'équipe de la veille est rarement lu avant de partir. Départ : 2h15.

Mercredi 13 août 2003, Maraude avec les Restaurants du Cœur,

Départ à 20h00. R. à notre arrivée, a fini de dîner. Il prend deux cafés, peu bavard. Il observe beaucoup quand nous parlons, lisant sur les lèvres en raison d'un problème de surdité,. A propos de sa couture, il dit : « *c'est préhistorique* ». Il coud pendant deux heures le matin ainsi que l'après-midi.

Malakoff. E. un homme connu de l'Ecoute de la Rue. Après une tentative infructueuse pour une maison de retraite à la Baule, Il vit dans un local EDF près des Bords de Loire, possède, à première vue, un matelas et une étagère. Il est très énervé quand nous arrivons, simule des spasmes de façon théâtrale, il mange très rapidement le plat chaud. Il passe du coq à l'âne : de blagues graveleuses à sa rencontre avec J.-J. à Brin de Causette. Demande de l'eau, du pain, de la viennoiserie. Nombreuses allusions à l'alcool.

Chantenay. J.-J. et J.-M. Ce dernier tient à peine debout. Il a à côté de lui sur le banc un pack de 6 bouteilles d'eau. Elles proviennent du service de la mairie. Durant tout le temps du repas, ne cesse de toucher son portefeuille et son paquet de cigarettes. Mange péniblement, chante, parle de son fils « Stéphane » qui ferait de la batterie. J.-J. repose sa question habituelle : « *Pourquoi vous faites tout ça pour nous ?* ». Ils sont tous les deux vêtus chaudement alors qu'il fait 29°. Il est 0h00.

G., au niveau de garages désaffectés à Chantenay. Il a perdu son appartement depuis 6 mois, il logeait sur le quartier. A priori, le propriétaire a eu un trop perçu par la CAF, celle-ci aurait supprimé les paiements, le propriétaire réclamant à tort un loyer. G. serait parti, il dit « *avoir fait une connerie* ». Il est installé sur un matelas, il a une couverture. Il s'est acheté un chien en peluche au marché. A une bouteille de rouge à côté de lui. Ne désire rien d'autre que quelques cigarettes. Il montre ses pieds, le pied droit est guéri mais celui de gauche a un ongle incarné et des champignons. Nous le reconnaissons pour l'avoir déjà vu à Brin de Causette, porte une veste polaire. Il avait à l'époque les cheveux plus courts et la barbe rasée. Fait preuve d'humour.

Le Petit Port. A. est alcoolisée. A. est triste car C. l'aurait quitté depuis une semaine. Claude, lui, dit qu'il est peut-être mieux tout seul. Il demande comment on

réagirait si c'était notre mari qui partait. Arrivée de trois personnes jeunes installées autour de la table. Forte tension entre M. et A. « Visite » de J-M et F qui demandent s'ils peuvent rester : comme ils sont venus à l'Oasis ce midi, ils peuvent avoir uniquement entrée ou plat chaud.

F dit avoir connu une époque de la rue où la solidarité était présente. Pour avoir été à l'orphelinat, dans la rue depuis l'âge de huit ans. Dit qu'il a dessiné des plans pour un camion douche. C'est le plus dur pour lui. Ne veut pas aller à la Maison de Rezé car les jeunes ne sont pas bien. Dit avoir 53 ans. Arthrose au niveau du dos et du bassin. Prend des calmants. Concernant son amie, après que nous lui ayons demandé des nouvelles, il nous dit qu'elle est au CDM⁶¹², « *il le faut* ». Il dit être peiné de voir A comme ça. J-M ne fait plus le 115. F dit jouer à Robinson Crusoe.

CCAS : K, P ne sont pas là. Boulevard de Strasbourg : P, S et P dit ne pas avoir le moral, ne plus savoir où il en est, par rapport à son logement, parle des femmes, dit qu'il aimerait en trouver une qui le comprenne. Dit qu'il a plusieurs plans pour partir mais ne sait pas où il en est. Tous les deux ont faim. S demande si nous avons une ceinture pour son pantalon.

Place Graslin : S. s'est fait déloger de son squat, il dit que c'est l'œuvre du buraliste, demande une couverture. Il est désormais sur les marches du théâtre Graslin.

La gare : E, jeune homme sous le porche, il a installé une feuille de papier journal sur le trottoir, a son dos allongé, les jambes relevées. Dit être là depuis deux semaines, vient de Paris, connaît l'Oasis.

Le grand S, sous les talus près de la gare nord⁶¹³, invisible de l'extérieur. Il est sous sa couverture. Dit que la Moutonnerie – structure d'accueil de jour surnommée du nom de l'arrêt de tramway – le mène en bateau par rapport à son logement. Son amie est revenue le voir. Elle lui fait la morale, « *Arrêtez de fumer, de boire* ». Dit qu'à la rue, ce n'est pas possible, il faut que cela soit progressivement. Il nous reconnaît quand nous arrivons, nous l'avions vu le midi à l'Oasis. Il parle de sa fille qu'il aimerait revoir, dit qu'il ne peut pas inviter son amie ici. Quand nous lui avons dit que nous l'avons reconnu à sa voix, il nous répond que c'est la rue qui fait ça.

Nous ne passons pas voir F. A ce propos, selon la bénévoles, ce dernier abuserait, serait en capacité physique et pas en souffrance psychologique. De plus, aurait vécu dans un camping-car pendant quelques temps, le propriétaire de ce dernier aurait fait allusion à un rendez-vous non honoré pour un appartement. Donc, selon elle, s'il voulait s'en sortir, seulement il doit être un peu fainéant et aimer se faire servir ! Beaucoup de jugements. Nous avons le sentiment que chaque maraudeur a ses favoris : celui qui est capable d'humour est attachant... : « *Ils ne sont pas plus déprimés ou vindicatifs que ça* », « *A leur place, moi, j'en voudrais à la société* »... Seulement, quasiment pas d'affect, leur permet de se « maintenir », tenir. En fait, les notes sur le cahier restent factuelles, pas de reprise. Là aussi, nous pouvons souligner la dichotomie « bon et mauvais pauvre ».

P dit quand nous lui demandons qui leur a apporté les bouteilles d'eau⁶¹⁴ qu'il ne sait pas, qu'il y a tellement de personnes qui viennent, qu'il ne sait plus qui est qui, et qui fait quoi. Nous mesurons le manque de formation quand pour la énième fois il lui

⁶¹² Champ de mars : foyer d'accueil d'urgence.

⁶¹³ Se reporter à la photo n°37 en annexe 9.

⁶¹⁴ Elles ont été apportées par un service de la mairie qui évalue si besoin d'assistance médicale en raison des fortes chaleurs.

est demandé s'il a fait ses papiers. Seulement, au vu du syndrome de Korsakoff dont il est atteint et dont les maraudeurs ignorent la teneur, la répétition de cette question ne pourra produire un déclic.

Fin de la maraude : 1h40. Départ de l'Oasis 2h40.

Nous avons pu effectuer plusieurs maraudes, mais certaines d'entre elles nous ont particulièrement marqués. Par des températures au dessous de zéro, en trois jours, la ville a changé et les promeneurs ont disparu. Sur le trottoir les attroupements se sont faits plus rares. Le froid a accéléré le rythme de la marche. Lors de la maraude, il s'agit de battre les rues de la ville, fouiller d'un regard anxieux les arrières cours, les portes dérobées, les maisons abandonnées, les couloirs obscurs, enfin tous les endroits qui peuvent servir d'abris précaires. Certains apparaissent comme une figure acceptable, tel le vieux clochard sympathique qui ne fait peur à personne tant il semble singulier, attaché à sa vie d'errance, n'offrant aucune possibilité d'identification. C'est peut être pour cela qu'il nous paraît si sympathique.

Ressentir cette étrange sensation de quitter la réalité à la visite d'un squat, d'un abri. En effet, lors d'une de nos premières soirées avec les maraudeurs de l'Oasis, nous avons été voir M. dans ce qui lui servait de squat. D'abord il fallait garer le camion sur le parking, traverser des fourrés pour aller le chercher, car en raison de sa santé et de ses jambes, il ne pouvait pas venir tout seul. Equipés d'une lampe torche, guettant le moindre bruit dans la nuit hivernale, le sentiment de nous enfoncer dans un espace inconnu, angoissant. Quand soudain, l'un des maraudeurs s'avançant près d'une entrée et citant le prénom de la personne, un petit homme surgit des taillis : comment s'imaginer qu'un homme puisse vivre ici, reclus sans lumière, ni fenêtre, ni eau. La sensation d'être dans un autre temps. Une fois dans le camion, partage d'une soupe, parfois d'un repas et d'une bouteille apportée par l'un des maraudeurs, cette équipe s'était prise d'attachement pour cet homme et profitait de manger avec lui et déguster une bouteille en sa compagnie. Le repas terminé ; ils le raccompagnaient là où il « vivait ». En écrivant ces lignes, nous nous rendons compte que nous ne parvenons pas à trouver un terme assez juste pour décrire l'endroit investi par cet homme. Il y avait entreposé matelas et divers détrit.

Lors d'une autre maraude en août 2003, une bénévole n'arrêtait pas de parler, ce qui selon nous, pouvait « saouler » la personne. Or, après réflexion ne faut-il pas apprendre à savoir parler, à rompre le silence, même si les mots ne signifient rien dans la présente situation. Le contenu serait moins important que la musique et leur rythme ? Pour les gens qui se trouvent depuis longtemps dans l'exclusion, ce qui leur importe n'est-ce pas avant tout la mimique, le son et le chant de la voix, ni lointaine, ni chuchotée mais convaincante. Pour certains, une humeur maussade, totalement fermés, refusant de dire quoi que ce soit. Est-ce un repli stratégique ? Ainsi, lors d'une maraude où un bénévole dit à R. devant son silence : « *Bien, on va s'en aller, c'est dommage parce que cela fait trois ou quatre mois qu'on ne s'est pas vu, tu m'as manqué* ». Après une bonne demi-heure d'un monologue sans aucune réponse, R. bouge : « *Pas trois ou quatre mois, mais 10 mois et trois semaines* ». C'était précis et exact puisque la dernière fois datait du repas de Noël auquel R. avait accepté d'assister au hangar de l'Oasis. Cet homme est aussi visité par le Samu social. Ils savent qu'ils refusent toujours de les accompagner vers un hébergement mais ils s'arrêtent tout de même et passent quelques instants ensembles. Plusieurs semaines d'efforts conjugués de divers bénévoles pour le convaincre de venir, le soir, les retrouver à l'accueil. Plusieurs autres semaines pour

qu'il se décide à demander lui-même un café, auparavant, il se tenait à une dizaine de mètres de la table et ne bougeait plus, il n'acceptait le contact que de bénévoles qu'il avait rencontrés lors des sorties de nuit et dont il était familier.

Prendre soin de ses affaires est un élément révélateur de la relation d'un homme à lui-même, la manière dont il se préoccupe ou non de ce qui lui appartient, surtout s'il s'agit de peu de chose. Il en est ainsi de M. pour qui il y a eu des évolutions infimes puis, soudain, tout s'est dégradé. A chaque rendez-vous pour accomplir des démarches, il faisait faux bond et, en même temps, il en voulait aux personnes de ce que le dossier n'avancait pas et de ce que sa situation n'évoluait pas. Une personne a pris contact avec lui, et s'est mise à fournir généreusement (sans doute trop) à nouveau tout ce que M. perdait, dès qu'il le perdait. Dès lors, il a aussi reperdu toute attention à ses maigres possessions. Un duvet ou une couverture durait rarement plus d'une semaine et il « usait » au moins un poste de radio par mois. Comme il ne pouvait pas suivre un tel rythme de renouvellement, le particulier s'est mis à solliciter toutes les associations possibles pour soutenir le protégé. Par le refus de continuer ainsi, les relations avec les personnes se sont tendues, M. a cessé de venir à l'accueil et boudait quand ils venaient lui rendre visite la nuit. Vignette qui illustre comment une trop grande abondance de dons peut être désastreuse.

Se situer hors des emplacements habituels, pas parce que cela exclut certains mais, plus positivement, parce que cela oblige ceux qui viennent à faire un effort, à se sortir d'eux-mêmes. Nous avons pu nous rendre compte que durant la maraude de l'Oasis, la possibilité d'échanger comme si nous connaissions les personnes depuis longtemps avec cette sorte de familiarité que seule peut créer une rencontre en fin de nuit (ou au petit matin). Nous pouvons aussi interroger sur : Qui arrive est accueilli. Mais qui accueille qui en réalité ? Sur le terrain, certains attendent et ne manquent pas de renvoyer : « *Pourquoi êtes-vous en retard ?* » ou « *Pourquoi tel bénévole n'est-il pas là ?* ». Constat réalisé avec la maraude que des sujets SDF apparaissant déconnectés de toute notion de temps connaissent extrêmement bien les horaires de travail, de vacances et souvent repèrent les absences « justifiées » de la part du personnel, mais non compréhensibles pour eux, ce qu'ils ne manquent pas de faire savoir soit verbalement, soit par un acte : le changement de site pour quelques jours. C'est un rendez-vous. D'un soir à l'autre, la confiance naît, des liens se tissent. Ils nous disent tout, du plus agréable au plus agressif, mélangé à un peu d'humour pour que cela ça passe mieux. Nous avons le sentiment que les maraudeurs sont l'oreille attentive qu'ils n'ont pas trouvée ailleurs dans la journée.

Mars 2003, Brin de causette :

Connaissance de P., âgé de 52 ans, barbu, borgne. Il a avec lui plusieurs sacs plastiques. Il se mouche avec un torchon rempli de taches. Nous lui proposons de nouveaux mouchoirs mais continue d'utiliser l'ancien. Cela fait 3 ans qu'il est à la rue, il nous dit qu'il va retourner sous les arcades en face du marché où il s'est installé. Il y fait la manche : « *cela met de la mayonnaise car 2600 francs par mois... je fais la manche en fin de mois mais aussi en début* ». Il nous précise qu'il dort toujours tout seul. Quelquefois, il avait montré l'endroit, quelques planques à des copains mais il y avait toujours des histoires, les affaires sont volées. Il préfère être tout seul. Où il dort, c'est sous vidéo surveillance et il est en sécurité.

Nous lui demandons si un sac de sport pour mettre ses affaires l'intéresserait. Il nous répond que oui. Toujours dans notre propre logique de projection, nous nous

informons où nous pouvons le voir, s'il sera là samedi prochain. Autrement, où nous pouvons le joindre d'ici là. Ce à quoi il nous dit ne pouvoir répondre ne le sachant pas lui-même. Nous lui disons donc que nous essaierons de repasser dans la journée le lui apporter. Il nous dit qu'il sera là. Avant notre départ, il voudra savoir quel est notre prénom, nous lui demandons le sien.

13h30 : nous allons voir sous les arcades. Nous avons le sac. Il est avec deux autres personnes : un jeune homme et une jeune femme. En nous voyant arrivée, il nous appelle et nous serre dans ses bras avant même que nous ayons eu le temps de réagir, il nous embrasse sur les joues : « *Je ne pensais pas que tu repasserais* ». Nous lui montrons le sac dont nous lui avons parlé, que, s'il le veut, c'est le sien maintenant. Alors que nous sommes en train de vanter les mérites de ce sac tout confort, digne d'une vendeuse en maroquinerie, il prend le sac, le regarde à peine. Il nous enlace de nouveau : « *Je ne pensais pas que tu viendrais* ». Nous lui souhaitons une bonne journée, il nous baise la main, nous lui disons à bientôt, de prendre soin de lui.

Nous réalisons dans ce court échange, que ce n'est pas le sac qui l'a intéressé mais le fait que nous lui proposons quelque chose, que nous annonçons que nous viendrions et que nous respectons cela. Nous nous apercevons aussi que l'affectif est très important. Le contact corporel : nous n'avons pas vu arriver son geste. Tout ce que nous avons vu c'est ce décalage entre nous qui venions de prendre une douche, revêtir des affaires propres et cet homme qui avec ces cheveux longs et sa barbe non taillée, ses vêtements tachés, nous enlaçait. Nous qui ne pouvions rester car quelqu'un nous attendait, qui avions des projets pour l'après-midi et lui, quel projet, quelles envies sous cet après-midi de pluie ? Toute la question de ce que les personnes veulent, et si elles veulent quelque chose se trouve de nouveau posée.

22 mai 2003, l'Oasis,

Beaucoup de monde.

A et G ont l'air fatigués. Pour la première fois, nous voyions deux bières sur la table. G vient nous demander si nous pouvons mettre de côté des sachets de chocolat en poudre car ils ont acheté un réchaud et c'est ce qu'ils boivent le soir : « qu'ils mangent ici ou là-bas c'est pareil ». Par contre, ils se sont fait voler leur sac avec tout le matériel neuf dedans. Ils vont être obligés de le racheter et les duvets le mois prochain. Ils sont toujours installés près du parking Graslin. Nous disons à G que nous viendrons peut-être les voir. Quand nous allons ensuite à leur table leur porter le chocolat, G en fait part à A, ce dernier nous dit qu'ils seront peut-être à la mezzanine. Il nous dit qu'il ira à Monoprix chercher du thé. Nous lui disons que nous apporterons un paquet de gâteau. « *Des petits beurres nantais* », dit-il. Ils sont de plus en plus vindicatifs par rapport aux étrangers et aux profiteurs : « *ils y en a qui viennent en voiture, c'est écœurant !* »

P dort toujours à la dure, ligne François Mitterrand. Il dit que là-bas, il a sa chambre et la douche à Doulon.

3 juin 2003, tournée avec l'Ecoute de la Rue.

Visite à R, personne que le bénévole a connue à la rue. Il y a 3-4 ans, il dormait avec un « pote » à lui sur les marches du Temple protestant. Puis, les conditions de santé se dégradant, l'asthme a fait qu'il a accédé à un logement (ATSL) puis, a dû

déménager en raison de l'insalubrité du lieu. Maintenant, il a une petite maison comprenant une pièce principale qui sert de salon, cuisine, chambre avec une salle de bain, WC. Il a de quoi jardiner devant. Ils sont six habitants dans ce quartier. Il y a un local associatif et une bibliothèque.

R est installé à sa table avec un voisin. Il nous offre un café. A un moment, il reparle des endroits où il dormait à la rue, des agressions qu'il subissait. Il évoque la manche qu'il faisait tous les jours au marché de Talensac : il avait sa place, il pouvait laisser sa casquette ou son panier, personne ne lui prenait. Il se faisait jusqu'à 400 francs, les meilleurs jours ainsi, pendant un temps, il dormait à l'hôtel et mangeait au restaurant chaque jour. Il nous montre comment il faisait la manche. Il prend sa béquille qu'il a depuis un accident sur la voie publique, sa casquette et mime la scène : « *Bonjour, Madame, Monsieur. Excusez-moi de vous importuner, auriez-vous une petite pièce pour subvenir à mes besoins et rester propre* ». Il la récite comme au premier jour. Il s'étonne, après ¾ d'heure de visite, que nous voulions partir. Le bénévole lui dit que, sinon, il sera obligé de nous garder à manger. Il dit « Quand vous voulez ! », il nous demande si nous aimons la cuisine mexicaine.

Nous venons d'assister à une véritable représentation où chacun avait un rôle et qui permet d'illustrer comment certains sujets SDF s'inscrivent dans le paysage social.

15 juillet 2003, tournée avec l'Ecoute de la Rue.

Après 10 jours de vacances, retour dans la rue. Il fait très lourd. Peu de personnes dans la rue. Nous commençons par aller à la poste.

G. y est installé avec sa coupelle à la main. Elle ne contient que quelques centimes d'euros. Il nous dit d'attendre cinq minutes car il attend une grand-mère, quelqu'un qui vient tous les mardis et qui lui donne deux euros : « *deux soleils pour deux verres de rouge* ». A cette occasion, il précise que, parfois, on lui donne quelques pièces mais en précisant que c'est pour aller boire un café. La semaine dernière, la grand-mère qui lui donne du gruyère, des fruits, un jambonneau, deux galettes fourrées, est venue. Il a ses habitués.

Depuis quelques jours, il dort chez un copain qui, dit-il, est handicapé, il a besoin d'aide pour faire ses commissions. Quand nous lui demandons où il les fait, il nous répond « *à Nantes, chez le cordonnier* ». En fait, il le ravitaille en bouteilles. Il dit qu'il lui lave son linge. Hier après-midi, ils ont regardé le Tour de France. Ils regardent la télévision jusqu'à 1h00 du matin. Ils précisent qu'ils boivent, le litre à côté d'eux, près du canapé. Au mois d'août, « *chez Mémère* », le café où il va, est fermé. Il n'envisage pas de partir car, dit-il, il est tout seul. Il a bien une tente de camping mais, tout seul, il n'en voit pas l'intérêt. Puis, il y a la Poste, « *le chantier* » comme il le surnomme où il pratique la manche, Brin de Causette rouvre en août, donc, il reste à Nantes.

A. est au bar avec une autre personne. Nous lui trouvons une meilleure mine. Il nous reconnaît de suite, dit qu'il est content de nous voir. Il a des chaussons aux pieds.

Nous allons vers la gare où, près de l'hôtel Richebourg, au niveau du parking de la maison de retraite, un homme a été signalé. Il serait là depuis plusieurs jours. Le personnel lui apporte de quoi manger mais la directrice revient aujourd'hui et ils craignent qu'elle ne le chasse. Nous repérons le tunnel, y allons mais n'y trouvons qu'un gros sac de voyage et un duvet. Personne aux alentours. Il est 10h15.

Sur le chemin, Cour Saint André, nous apercevons Y., M. et J-L. revenus de Rouen, il y a une semaine. Y. nous montre d'emblée les photos du mariage de son frère, toute sa famille y est représentée. Ils nous montrent sa cousine, ses parents, sa nièce. Ils avaient installé leur tente dans le jardin. Nous ne leur parlons pas de Bruges (ville où ils devaient se rendre). Y. doit refaire sa carte trimestrielle, a rendez-vous demain matin. Nous leur demandons si nous les voyons demain à l'Oasis. Y. hésite. J-L dit qu'ils y seront. Y. dit que, depuis quelques jours, il vomit, il ne sait pas ce qui lui arrive. A ce sujet, nous lui demandons, s'il a mis à jour ses papiers pour la mutuelle complémentaire : il devait le faire à Rouen. Il nous répond, dans un premier temps, qu'il a bien perçu son RMI et que, pour la CMU, il fera cela sur Nantes car, maintenant, tous ses papiers sont là. Nous nous surprenons à lui demander où en sont ses papiers de mutuelle, comme ça, dans la rue, après de trois personnes. Cela nous fait repenser à M. qui dit, très naturellement, que jeudi, il a rendez-vous au CCAS, comme s'il n'y avait pas de frontière entre choses privées et publiques, comme si nous pouvions parler de tout dans la rue⁶¹⁵.

Echange avec P., la personne qui a un œil crevé à qui nous avons donné le sac. Il est près de la Poste du Cour des 50 Otages, accompagné par trois personnes. Ils se partagent une bouteille. Un des hommes, quand le bénévole se présente au nom de l'Ecoute de la Rue, dit qu'il n'a rien à écouter car n'a rien à dire. P., lui, nous demande « *Alors, ça va le travail ?* ». Nous ignorons s'il nous reconnaît. En tout cas, ce matin, il n'est pas encore alcoolisé et est capable d'échanger. Il dit avoir répondu à quelques questions pour France 3 lors de la Fête de la Musique. Il était en compagnie des Restaurants du Cœur. Il dit qu'il ne pratique plus mais jouait avant de l'accordéon.

« *Le plus dur, c'est le logement* ». Cela fait trois ans qu'il cherche mais il n'y a rien. Il dit qu'il n'a pas de point de chute mais le plus dur est de ne pas se faire voler ses affaires. Il dit que les gens les repèrent, leur proposent à boire, s'installent à discuter et quand ils s'assoupissent, ils en profitent. Pas de saison pour les agressions. Il dit vouloir s'acheter une toile de tente et partir sur la côte. L'an dernier, il est parti trois mois comme cela, il allait sur les rochers à la pêche, se baigner, cela permettait aussi de rencontrer d'autres personnes. Il va peut-être partir.

Ce que nous remarquons, c'est que les plus « anciens », ceux qui refusaient les foyers durant l'hiver, sont toujours là, même l'été, avec des projets de départ pour certains, mais loin d'être mis en œuvre. Ils ne se plaignent pas de la chaleur. G. dit qu'avec l'alcool, il ne sent pas. A. dit qu'il va sous les arbres s'allonger, il prend avec lui sa couverture. et pour P. : « *on est bien dehors de ce temps là* ».

13 novembre 2003, Ecoute de la Rue.

Le vent est froid. Place du Commerce, personne.

A l'arrêt de tramway, P et D. Le nouveau bénévole qui a travaillé au Restaurants du Cœur salue P et lui demande s'il le reconnaît, ce dernier lui répond qu'il ne connaît plus personne d'un ton agressif, ce qu'il avait déjà répondu une fois. Il a toujours un trousseau de clés accroché à sa veste. Quand il lui est demandé où il dort, il répond qu'il bouge tout le temps, qu'il n'a pas d'endroit particulier. Par rapport à S, il dit qu'il ne veut plus en entendre parler, qu'il a un bungalow et, donc, rien à faire à dormir dans la

⁶¹⁵ Nous retrouvons l'abolition de la sphère privé décrite en 2^{ème} partie, 1.3.3. Du public au quasi privé : une question de visibilité sur l'espace public.

rue. Par rapport au travail, il répondre qu'il ne veut plus en entendre parler, c'est aux jeunes de travailler, aux Roumains, aux étrangers, eux au moins on leur donne de l'argent. Quand nous lui disons que nous nous sommes vus il y a deux jours avec l'équipe du Samu, il nous répond « *Certainement pas ! De toute façon, je ne suis pas toujours avec A !* ». *Difficile, à ce moment là, de savoir s'il s'agit de déni ou s'il ne se souvient plus de ce qui s'est passé la veille.*

L'autre homme, D, dit dormir dans un squat près d'un local à poubelles, il y est au chaud et tranquille. Il a une amie. Ne peut aller dans les foyers car ne veut pas laisser son chien « Sultan ». Nous repartons en leur souhaitant bon courage.

Nous nous présentons à un couple connu par les Cars du Cœur à Sainte Croix. La femme d'une quarantaine d'années nous répond qu'ils n'ont pas le temps, il faut qu'ils comptent leurs sous car lui a une course à faire et que le magasin va fermer. Le bénévole la décrit comme une femme raciste, n'étant jamais satisfaite de ce qui est proposé. Elle aurait même inventé qu'elle était enceinte pour avoir plus à manger ! Couple qui, selon le SAMU, arrive avec la mendicité à se payer l'hôtel. Nous retrouvons le propos du bon et mauvais pauvre, le méritant et l'abuseur. Ce qui est intéressant ici c'est ce qu'ils nous « renvoient » au vu de leurs occupations, nous signifiant ainsi qu'ils ne sont pas à notre disposition.

Nous ne nous arrêtons pas auprès de quelques jeunes dans le quartier du Bouffay inconnus de nous. Pour le bénévole, il s'agit d'un lieu de deal et difficile d'approcher. Nous retrouvons la catégorisation du public évoquée précédemment et comment opère la subjectivité du bénévole en fonction de ses représentations, de sa connaissance ou non des personnes.

Nous allons jusqu'au Château, personne. Cette tournée d'une heure nous confirme le fait qu'il est tard dans la journée, qu'à cette heure-ci, ils sont déjà rentrés se mettre à l'abri. De plus, s'ils ont consommés, plus difficile de rentrer en contact avec eux.

Suite aux temps de présence à « **L'Ecoute de la rue** », il nous a été permis d'observer que le travail se construit autour de temps d'accueil, de stationnements, de tournées d'équipe de rue. Les contacts sont parfois brefs, furtifs ou au contraire l'usager « tanke » interminablement dans l'espace d'accueil où il vient se poser prenant la totalité de la vacation. Le discours sur sa souffrance peut surgir sur le trottoir, dans le bus, en tête à tête ou devant tous, en confidence ou en revendication. Le désespoir, le délire sont parfois crus et massifs ; les biographies peuvent être terrifiantes et assaillent l'écouter. Certaines personnes ne sont vues qu'une seule fois et disparaissent comme elles étaient venues, en ayant déposé leur malheur devant nous. D'autres sont des familiers qui répètent perpétuellement le mal être dans des termes stéréotypés. Les demandes quand elles surgissent sont massives (la santé, une maison, une femme) ou au contraire dérisoires.

Il faut pouvoir accepter que la forme parfois décousue et inconstante avec laquelle ils présentent leur souffrance, soit la seule possibilité d'expression qu'ils s'offrent et que nous sommes les seuls à pouvoir les écouter. Des remarques reviennent souvent : ces tournées dans ce contexte posent la question du don et de l'échange. Ne donnant rien de matériel, ils sont aussi amalgamés aux travailleurs sociaux, sinon qui sont-ils ? Des policiers ? Cela va être d'autant plus difficile de différencier les interlocuteurs qu'il va y avoir des éducateurs qui vont aller dans la rue. Le lien peut se

décliner par un contact (sourire, reconnaissance de la personne dans sa dignité), écoute, information, orientation, accompagnement.

A coté des SAMU sociaux, le mouvement associatif (l'Oasis, la maraude du cœur) a développé une très large palette de « tournées plus légères » visant à créer une « amorce », à maintenir un lien social, notamment par la distribution de boissons, sandwiches, biscuits, couvertures... Sans visée d'orientation vers une structure, ces tournées permettent de tisser ou maintenir des relations qui peuvent conduire vers une autre prise en charge (sanitaire, sociale) ; pour l'Oasis, une politique du bénévolat : recrutement, contrat moral, recueil d'information, formation. La tendance est aujourd'hui à un élargissement des activités des associations distributrices de l'aide alimentaire. Ainsi, l'association comme les Restaurants du Cœur offre un large éventail de services aux bénéficiaires. Ils viennent pour l'aide alimentaire mais aussi pour les possibilités de rencontre et de contact. Le restaurant devient prétexte pour recréer du lien social.

Ces lieux, comme nous avons pu l'observer pour Brin de causettes, sont des repères importants dans le cheminement de certains sujets SDF. Ils sont comme des haltes, des lieux presque dépossédés de l'urgence et de la fonctionnalité. Ils sont gratuits, en cela, ils produisent du lien social. « Il est important qu'ils existe des espaces neutres où l'individu puisse rassembler ses différentes identités sans être préalablement catalogué. Cette absence de classement préalable est importante car elle permet au sujet de trouver des moments pour être soi, c'est-à-dire des moments de pauses. Les personnes qui fréquentent certains lieux d'écoute les apprécient précisément par ce qu'ils offrent de possibilités, de pauses existentielles qui permettent de retrouver qui on est »⁶¹⁶. Dès lors « **La convivialité, ce n'est pas forcément la convivialité entre eux, c'est la convivialité de la structure** ». L'ensemble des personnes rassemblées dans un accueil de jour ou foyer ne constituent pas à eux seuls un ferment de convivialité trop enfermés en général qu'ils sont dans leurs difficultés, dans leurs problèmes psychologiques et leur solitude. Ainsi, ce sont les responsables, bénévoles qui sont sur place, qui doivent constituer les vecteurs indispensables de la convivialité de la maison. Ils apportent un « air extérieur », un équilibre et un calme qui permettent de donner un nouveau souffle aux membres du groupe. Pour citer Candide, « *Ce n'est pas la quantité qui compte, c'est le geste, ce petit plus, ça fait chaud au cœur* ». Un rien fait la différence. Les ambiances varient selon la personnalité ou le type de « professionnalisme » de chacun. Catalyseurs de l'ambiance des lieux, les responsables présents ont **un rôle primordial de régulation des relations et des tensions**. Ils sont garants de l'équilibre des fonctionnements des structures.

Les limites d'une telle fonction : du fait même de la constitution des lieux, lieux clos où sont rassemblées des personnes plus ou moins fragiles psychologiquement et où vont être très vite exacerbées toutes les réactions positives ou négatives. Ce qui importe est d'être le garant d'**une certaine sécurité et neutralité**, garant du fait qu'il n'arrive pas n'importe quoi dans la structure. Des personnes ayant besoin d'apprendre à s'ouvrir aux autres, mais aussi besoin d'apprendre à protéger leur intimité. Ils sont souvent dans la promiscuité. Ainsi, les scènes fréquentes à Brin de Causette, avec la ruée sur les plateaux composés de tartines et autres briocheries (invendus des boulangeries et

⁶¹⁶ VIDAL-NAQUET P., *des moments pour être soi – Enquête auprès des usagers de structures d'accueil de jour*, Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, Direction de l'action sociale, 1997.

grandes surfaces), sans grand souci du voisin. Juxtaposition de souffrances tuées qui accentue l'hermétisme et l'effet « sinistrose ». Beaucoup mangent goulûment, parfois même excessivement (le responsable nous avait prévenus du fait que nous serions peut être surpris de voir des hommes manger coup sur coup pains, soupe et bol de café ou chocolat, ce qui a été le cas : un remplissage, des hommes affamés pour certains, de plus avec les deux sandwichs remis au départ du lieu, ce sera pour certains le seul repas de la journée). La nourriture servant pour certains de contenant. Avant de savoir s'il y aura du « rab », quelques uns glissent subrepticement dans un sac plastique des denrées. Nous avons pu être présent une matinée où il y avait en plus confection d'un repas chaud par les bénévoles (deux fois par semaine) ainsi certains ont à peine fini le petit déjeuner qu'ils mangent assiette de pomme de terre et jambon. Ils sont en moyenne 40 serrés les uns contre les autres ; On y manque souvent de place. Une épreuve supplémentaire pour ceux qui ont déjà du mal à se supporter entre eux. Comment souffler, se poser un peu, se détendre quand il faut se frotter les uns aux autres ? N'est-ce pas épidermiquement insupportable ?

Paroles de bénévoles actifs : « *allez manger, sinon ça va à la poubelle* ». Il n'est guère valorisant de constater qu'une bouchée de plus ou de moins vous assimile ou non aux ordures. Il arrive aussi qu'on soit servi d'office et si on désire peu, on reçoit quand même trop, rien à dire. D'où cette réflexion à Brin de causette d'une femme souhaitant que l'on garde la porte fermée car dit-elle « a dormi toute la nuit dehors, et il fait froid » : « *je voudrais un thé ou un chocolat* ». Quand nous lui répondons : « *C'est vous qui choisissez* ». « *Ah bon, je peux dire ce que je veux* ».

L'aspect répétitif et au plus simple de ces repas ou collation contribue à renforcer la pesanteur, la monotonie, le marasme. Le bénévole qui sert la soupe et les tartines une fois tous les 15 jours ne peut pas mesurer l'impact de cet aspect répétitif pour celui qui vient 7 jours sur 7. A la sortie, nous pouvons voir des masses d'excédents souvent périmés qui bien souvent partent au caniveau quelques pas plus loin. Denrées et vêtements sont distribués à la volée.

D'autre part, comme nous l'avons vu en deuxième partie, la consultation médicale de Médecins du Monde à l'Oasis facilite l'accès aux soins, au-delà de cette première fonction, les consultations sont l'occasion d'échanges entre bénéficiaires, bénévoles et équipe sur le thème de la santé. Ceux-ci peuvent conduire à évoquer les questions de prévention ou amener à des soins hospitaliers qui auraient été refusés sans les préambules de ces conversations informelles. Médecins du Monde a aussi instauré un partenariat avec les Restaurants du Cœur : l'action « lunettes » Avec la mise en place de la CMU qui prévoit une prise en charge des frais d'optique, pour ces bénéficiaires une réflexion sur l'attribution de lunettes a été faite. Ceux qui peuvent bénéficier des lunettes par les Restaurants du Cœur entre autres, les personnes trop désocialisées (SDF). Il y a « le jour » du médecin. A ce sujet, il nous semble important d'être vigilant car dans un contexte où tout fait obstacle à une prise en charge ordinaire, le médecin peut tenter de raccourcir la trajectoire, voire de supprimer la distance. Il s'installe en amont dans l'espoir d'être là avant la victime, de la devancer en quelque sorte. Il ira dans la rue, sur le trottoir, au plus près. De façon paradoxale, la proximité devient une valeur en soi sans que l'on se préoccupe de savoir si elle permet la rencontre ou si elle l'interdit définitivement. Au nom de la proximité, nous cessons de garantir les valeurs propres à l'exercice médical. Nous pouvons prendre pour exemple : le respect de l'intimité des personnes.

A ceux qui sont privés de ressources, de domicile, de confort, d'intimité, le médecin propose une médecine gratuite et anonyme délivrée sur le trottoir.

Au cours d'une réunion coordination santé dans la rue, il sera question du cas d'une femme H. pour laquelle il y aura eu contact avec la famille sans autorisation, à savoir la tante, ce alors que H. refusait tout contact avec sa famille, ce qui n'est pas sans poser ce qui peut autoriser à savoir le bien de l'autre : Accueillir n'est-ce pas accepter chaque personne au point où elle en est, avec ses silences et ses secrets ! Assurer la confidentialité à laquelle elle a droit.

L'aménagement des lieux interroge aussi : que penser du bureau de la gare où l'Equipe Mobile Sociale reçoit les familles (espace vétuste, sale où les personnes sont reçues) Ou bien de mener un entretien dans une voiture comme l'équipe de l'Equipe Mobile Sociale le pratique. **En l'absence d'un cadre déontologique du travail social, approfondir la réflexion autour de l'éthique du travail social et du secret professionnel.**

- Règle de recueil et de circulation de l'information sur les personnes.
- Procédures de transmissions de certaines informations vers l'extérieur.
- Les personnes accueillies ont un droit de décision et de regard sur les informations qu'elles confient, sur le dossier les concernant et sur ce que l'équipe en fera.

Lors des réunions coordination santé, il n'y avait que quelques situations qui étaient parlées à savoir les plus visibles, les plus dérangeantes. Celles qui mettaient en échec les différentes propositions de prise en charge.

A ce propos, nous vous proposons une vignette qui en plus de mettre en échec « le sauvetage sanitaire et social » pose cette question de l'intimité. L'intimité peut être définie en trois temps : Caractère de ce qui est intimité, secret. Relations étroites, amitié. Vie privée : savoir préserver son intimité⁶¹⁷. L'intimité avec un(e) autre, c'est ce à quoi tout le monde aspire, s'accroche ou se blesse. Toute la question est de savoir en quoi cette intimité consiste et ce qu'il est resté avec le temps. Ces définitions sont-elles valables pour la personne à la rue, le sujet SDF ? Quand un espace intime s'est réduit à l'extrême, que reste-t-il ? Cette rencontre a eu lieu quasiment sans le recours aux mots. Les postures, les mouvements, les « écarts » d'attitudes, les traces visibles de la vie, la manière dont les regards se portaient vers l'autre ou se rétractaient, rendaient clairement compte d'une intensité, comme si ces mouvements de soi témoignaient de la manière dont il vit et exprime sa condition. Ce qui nous intéresse ici, à partir de cette vignette clinique, est de réussir à capter et à témoigner de la manière dont l'expérience particulière se télescope avec les interactions sociales, en projetant ses sensations dans l'espace public. Nous voudrions rendre compte de cette zone de l'expérience humaine (l'intimité, le corps) qui continue malgré l'enfermement, la pauvreté et les violences sociales à maintenir les gens en vie. A travers leur appropriation de certains secteurs de la ville, les sujets SDF collaborent à une nouvelle composition du paysage urbain et contribuent à brouiller les frontières entre le dedans et le dehors. Ainsi, avec l'émergence de leurs territoires, on assisterait à l'externalisation du privatif et l'internalisation du public. C'est à partir de la visibilité physique qu'ils font parler d'eux ; celle-ci concerne le corps et constitue une scénographie du corps dans les espaces publics. Ainsi, nous dit Djémila Zeneidi-Henry⁶¹⁸, « l'évocation du territoire

⁶¹⁷ Le petit Larousse grand format, 1996.

⁶¹⁸ ZENEIDI-HENRY D., op. cit.

doit-elle se faire à travers l'éclairage de la territorialité et par le biais du langage corporel ».

Veille de carnaval...

La rencontre avec **Monsieur R.C.** s'est effectuée le samedi 29 mars 2003 à 17h45, jour de braderie. Nous passons quai F. Roosevelt, boulevard proche de la place du Commerce, quand nous voyons un homme semi allongé, se maintenant la tête avec son bras, son pantalon dégage son postérieur. Il s'est uriné sur lui. Autre élément du décor : un litre de rouge.

La première question, après avoir été interpellé par ce corps et sa posture, est de savoir ce que nous devons faire. S'est-il endormi ? Si oui, devons-nous le réveiller ? Le fait qu'il soit à demi dévêtu, dans ses excréments, fait que nous ne pouvons pas le laisser comme cela. Nous approchons. Nous nous accroupissons et l'interpellons. Celui-ci ouvre les yeux. Nous lui disons bonjour. Il nous tend la main. Nous lui disons qu'il ne peut pas rester comme ça, que son pantalon est tombé. Il nous répond affirmativement, qu'il faut qu'il se change car il est trempé. La veste qu'il porte est dans le même état. Le problème est qu'on est samedi soir, toutes les structures sont fermées. Etant proche du CHU et sachant qu'aux urgences, ils ont un vestiaire, nous nous disons qu'il pourrait y aller. Nous lui demandons s'il accepterait d'aller avec nous aux urgences changer ses affaires. Il nous dit qu'il pourrait prendre un bain. Seulement, nous sommes à pied. Il dit que cela va être dur car il ne peut pas beaucoup marcher : « *la semaine dernière, ils m'ont coupé les doigts de pied* ». Il commence à vouloir ôter ses chaussures pour nous le montrer. Il nous dit que c'est à force de trop marcher et de dormir dans la rue. Pendant que nous réfléchissons à comment faire, il a réussi à attraper sa bouteille et en boit une gorgée.

Il a plusieurs tatouages, dont un sur son poignet, un prénom d'inscrit : « R. » ». Nous pensons à **R.C.** dont on nous a déjà beaucoup parlés au cours de nos investigations de terrain, en termes d'homme violent, d'un habitué.

Nous allons voir aux urgences s'ils peuvent l'accueillir. La réponse est que nous devons faire venir les pompiers car eux ne peuvent pas aller le chercher, ne sont pas habilités. Retour sur les lieux pour prévenir la personne et appeler les pompiers.

Monsieur R.C. s'est relevé, marche péniblement en se raccrochant au mur, essayant de tenir son pantalon. Dans un premier temps, quand nous l'interpellons, il lève la main comme pour frapper, disant qu'il ne reconnaît personne. Nous lui demandons où il va : « *chez le Turc, chercher une bouteille* ». Entre temps, plusieurs jeunes sont passés : « *Alors Robert, encore là !* ». L'un d'entre eux nous prête son portable. En ligne, nous avons les pompiers. A peine avons nous commencé à décrire l'objet de notre appel et la localisation qu'on nous répond que c'est quelqu'un de très connu, de violent et qu'il refuse d'être emmené. Il faut téléphoner à la Police. Quand nous insistons, on nous dit de patienter, que l'on va voir avec le chef de service. Cinq minutes après, même réponse, cela ne relève pas de leur attribution, « *pas équipés, je ne vais pas mobiliser un VSAB juste pour un transport* ».

Nous en informons **Monsieur R.C.** et lui proposons d'y aller à pied à son rythme. Il accepte dans un premier temps, fait quelques pas, puis dit vouloir s'arrêter un peu, exactement au même endroit où nous l'avions vu et où il reprend la même position. Nous décidons d'aller chercher un fauteuil roulant au CHU. Quand nous l'obtenons,

Monsieur R.C. ne veut plus y aller, dit s'en foutre, il a sommeil. Il pose sa tête, protégée par son bras, sur le bitume. Il s'urine de nouveau sur lui.

Tentative de faire le 115 : la ligne est saturée. Rappel des pompiers : même réponse, proposition de voir avec le SAMU : si le médecin accepte de faire un bon, ils viendront le chercher. Le pompier nous dit qu'on leur a déjà signalé, quasiment tous les jours, mais que nous n'avons aucun argument de plus que les autres fois. Nous signalons que les urgences sont prévenues et acceptent de le prendre. On nous dit que c'est une façon de se renvoyer le bébé. La situation a été dénoncée au préfet mais il ne fait rien. Le médecin du SAMU nous demande de décrire la situation. Il nous répond qu'il n'y a pas d'urgence médicale, l'ivresse n'ayant jamais été une urgence médicale. Pour lui, les urgences sont surchargées, il y a d'autres attentes, l'hôpital n'est pas un hôtel. Nous faisons référence au risque d'hypothermie, il dit en riant « *bien sûr, il y a un risque* ». Cela relève de l'urgence sociale, nous devons faire le 115. Il nous demande si nous avons d'autres arguments : « *trois hivers dehors pour ce monsieur, ce n'est pas la première fois* ».

Entre temps, une femme s'est arrêtée. Elle vit dans le quartier, personne ne veut plus se déplacer. La dernière fois, elle a tenu à enregistrer une plainte car personne ne voulait intervenir. Un homme, qui paraît bien le connaître, vient le voir et lui propose d'aller chercher une bouteille. Il lui dit qu'il la lui donne s'il vient avec lui. Il nous dit qu'il a l'habitude, quand c'est comme ça, il l'emmène un peu plus loin. L'impression que nous gêmons, nous sommes sur un territoire gardé, lieu probable de trafic.

Les passants. Du rougissement au malaise physique en passant par le cillement des yeux ou le détournement de la tête, le côtoiement de cet homme avec ce qu'il y a de proximité charnelle et de rapprochement social met en jeu des conventions plus ou moins élaborées. Un couple s'arrête, interpellé par la scène. Plusieurs autres jeunes demandent s'il faut appeler les pompiers. Un couple passe, la femme cache ses yeux avec sa main, accélérant le pas. Une mère avec ses deux enfants se mettra devant eux en disant « *oh ! Mon Dieu* » et continue son chemin. Nous décidons de partir. Passant devant une antenne de commissariat, nous allons au moins le signaler. On nous répond que l'équipe de cet après-midi l'a déjà vu. Il faut appeler les pompiers : « *à chaque fois, c'est la même chose* », « *c'est quelqu'un qui a toutes les maladies du monde* ».

19h30, nous essayons de faire le 115. Nous sommes en ligne avec un écoutant social, puis avec le SAMU social. Nous exposons de nouveau la situation sans préciser ni nom ni prénom ; la personne dit savoir de qui il s'agit. Ils ne peuvent rien faire car ne sont pas équipés. « *On connaît l'histoire, on a déjà essayé plusieurs choses* ». On nous dit de faire le 17 et le 18. Si eux passent, cela ne sera pas avant 22 heures. S'il est toujours là, ils verront ce qu'ils peuvent faire. On nous remercie de notre appel.

19h45, retour sur les lieux. **Monsieur R.C.** est toujours là. Les pompiers sont en face pour une autre intervention. Nous allons les voir. D'emblée, on nous répond qu'il est connu, qu'à chaque fois c'est pareil : « *nous, on se soucie de lui. Lui, le problème, il se laisse vivre, il s'en fout* ». Il demande à un jeune pompier de prendre une couverture isothermique et de faire un bilan de conscience. En y allant, ce dernier nous demande si c'est C. ou V. A son arrivée, **Monsieur R.C.** réagit, il râle, commence à cracher. Le pompier lui dit de ne pas commencer. Il veut lui remettre son pantalon mais sans succès. Il dispose tant bien que mal la couverture, faisant cette remarque : « *on dirait une décoration de Noël* ».

20h15, un homme allongé à même le sol, recouvert d'un papier brillant, dans son urine et sa merde. Le mur contre lequel il est appuyé tient des bâtiments vides. Une

affiche dit « bureaux à louer ». Demain, c'est carnaval, il est déjà déguisé. Ce qui est rassurant, il est âgé de 37 ans, il en paraît 25 de plus et « *c'est un habitué* » n'a-t-on cessé de nous répéter. Si nous n'avions pas d'arguments pour que quelqu'un intervienne, chacune des instances contactées en avaient pour nous : « *pas équipé* », « *situation connue* », « *cela ne relève pas du médical* ».

Nous avons choisi cette vignette pour les réactions que nous venons de mentionner et car il s'agit, pour ce Monsieur, de scènes qui se multiplient. Cela n'arrive pas une fois, au décours d'une alcoolisation massive mais c'est une posture quasi quotidienne dans cet espace public. **Au delà de la pauvreté et de la misère, n'y a-t-il pas du sens ? Saisir de ce qui serait de l'ordre des langages de l'espace et du corps ? S'agit-il de déliaisons, de désocialisation ? Ne convient-il pas aussi d'approcher la dynamique subjective de ce qui pourrait être considéré comme un style de vie marginal ?** Concernant l'espace, chacun à sa place : Monsieur R.C. à l'angle de la rue, les jeunes trafiquants, rien ne doit bouger. Soit nous passons notre chemin, tout en ne pouvant ne pas voir la scène, soit nous la regardons, la prenant en pleine figure. L'image ne peut s'effacer. L'impression de sentir comme lui l'urine, la saleté, cela nous colle. Depuis combien de temps était-il là ? Jusqu'où faut-il aller pour interpeller l'autre ? En nommant simplement le quartier, il était identifié.

Jacques Hassin définit la primauté du corps comme indicateur : « on voit que le corps possède un langage, une utilité et un rôle social qui dépassent largement le seul niveau physiologique et médical »⁶¹⁹. En partant du postulat selon lequel l'approche du corps est une source de renseignements sur l'état psychique de la personne – de ce qu'elle montre avec son corps de sa souffrance – et que la dimension relationnelle du corps est prise en compte dans l'espace de l'autre (le corps est un espace relation, témoin de la relation du sujet et à l'autre) et pose la question de l'intentionnalité consciente et inconsciente du sujet, cela permet de s'interroger sur l'homme et sa souffrance.

Ce corps qu'on maltraite.

Les premières images que nous apercevons chez les sans abris sont celles des corps meurtris par la rue, la violence au quotidien, l'alcool, le manque d'hygiène. Des corps méprisés et désarçonnés par l'extrême précarité. En effet, l'errance semble marquer l'organisme, le déformant au point, parfois, que l'errant s'en désintéresse et le considère comme un étranger.

A ce sujet, ces corps posent plusieurs questions. Sont-ils habités ? Ils ne nous paraissent plus être que des mécaniques. Ainsi dans l'errance cristallisée, les métaphores relatives à ces machines dominent.

Le schéma régressif ne doit pas nous empêcher de constater aussi la pertinence des interrogations que portent avec leur corps et dans leur corps les exclus relativement à ce qui fonctionne comme régulateur des paroles et des jouissances. Ne tentent-ils pas d'échapper en permanence aux différents modes d'enfermement ? Ne recherchent-ils pas au cœur de leur expérience de consommation, où plaisir et souffrances se chevauchent, une manière d'être et de sentir pouvant les projeter ailleurs ? Exprimer leur différent au delà des contraintes de leurs conditions matérielles ne renvoie-t-il pas à

⁶¹⁹ HASSIN J., op. cit.

une expérience intime ? Loin d'être une notation résiduelle, cette expérimentation serait devenue le centre de leur vie, organisant un système de relations sociales et des stratégies de survies.

Notre hypothèse serait qu'au travers de la consommation d'alcool ou de produits, des épreuves particulières qu'elle induit, certaines personnes vivant de manière précaire pousseraient à leur comble cette expérience, en la propulsant sur l'espace public ?

Les postures, la présentation du corps dans l'espace sont des signes prégnants pour la population SDF qui se montre dans un espace public. Le corps et les atteintes physiques sont présentés dans la rue au public, dans l'espace public. N'y aurait-il pas ici une fonction de visibilité ? La personne se montrerait à la rue car elle n'existerait souvent que par le regard posé sur lui par le passant.

Visible aux yeux des passants ou des résidents, la présence obscène d'un corps qui « pique du nez », qui se fait sur lui, dévoilant ses parties les plus intimes ne témoigne-t-elle pas de la recherche d'un refuge par une intimité qui ne peut plus se lover dans un espace temps projeté, une enclave privée ? La mise sous les projecteurs de la rue, la dégradation conduisant à ne plus être perçu que comme un corps jeté en errance conduisent certaines personnes à se surexposer avec un « excès de visibilité » qui, en dernier recours, pourrait les protéger en leur ouvrant un espace de manœuvre par une ultime prise en compte. Ce qui nous amène à une autre hypothèse : les usages du corps dépendraient aussi de l'inscription de l'individu dans l'espace social. L'espace public pouvant être interprété dans la perspective dramaturgique Goffmanienne comme un théâtre de rôles et d'interactions, **les sujets SDF n'y sont pas simplement des éléments du décor, ils sont des sujets actifs de cet espace ; leurs divers modes d'exposition et de mise en scène les rendant encore plus identifiables.**

Ce que nous pouvons remarquer, c'est une extrême intensité des usages du corps lorsque celui-ci est placé en situation d'ultime ressource et de dernier capital utilisable. Du légal à l'illégal, du toléré au prohibé, les activités de survie obligent ces corps à devenir centraux dans toutes les interactions économiques, en tant qu'objet de transactions. Le corps est alors ce qui s'échange symboliquement, dans le cas de la manche ou les besoins physiques sont exhibés. Cette manière d'être et de faire renvoie au statut de la parole dans un contexte d'exclusion et de réprobation. La parole à haute voix, l'interpellation constitue un mode de présence actif. Parler, interpellier, crier, c'est encore s'exposer, exister sur l'espace public, sortir de la figuration ou de l'exposition du malheur.

Celui qui vend des journaux ou récite son couplet dans le métro s'expose à l'attention du public en même temps qu'il est (re)marqué par son activité⁶²⁰. En interpellant l'ordre public, en le choquant ou en le faisant réagir, certaines personnes qui galèrent dans la rue – comme Monsieur R.C. – ne créent-ils pas une certaine forme de relation ? Une relation marquée par l'assistance ou la répression mais il s'agit encore d'une relation sociale, un échange structuré autour d'une identité affichée. Ce qui déborde et se laisse à voir, les aspérités des individus participent en permanence au développement de certains types de rapports sociaux négociés en public. Au travers des

⁶²⁰ LAE J.-F., MURARD N., *Les récits du malheur*, Paris, Descartes et Cie, Interfaces Société, 1995, 192 p.

regards, des attitudes, de la manière de s'adresser aux autres, les personnes s'accrochent à ces aspérités pour dépasser les strictes conventions. La précarité entrave le travail d'une composition d'un espace privé autour de pratiques illicites. Par contraste avec les corps banalisés des passants ordinaires, les actes ou les positions de ceux qui, dérogeant, se trouvent marqués par leurs aspérités : ils dépassent, débordent, accrochent, ou par leur étrangeté, détonnent ou inquiètent. Ce qui vaut aussi pour les autres personnes qui « dévient » à l'égard du bon ordonnancement de l'espace public : les prostituées, les alcooliques « errants ». Le jeu lisse des rapports ordinaires en public se trouve accroché par les gestes, les attitudes, l'aspect (visage, allure) et les intonations, autant de signes de l'état d'alcoolisation de Monsieur R.C. Existerait-il en public pour lui-même ? De même, peut-il évoluer dans un espace intime à lui, avec un minimum de sécurité et de protection ? C'est ainsi que l'aspérité peut devenir un élément permanent dans la gestion des rapports sociaux. Il arrive que certains ne parviennent plus à contenir leur émotion ou expression. Ils crient, injurient, s'énervent, réclament ; la plainte devenant le seul espace d'expression possible.

Au petit matin, nous pouvons le retrouver allongé toujours au même angle de rue. Les premiers passants se dirigeant vers le tramway font alors des signes de désapprobation ou changent de trottoir, d'autres observent avec distance. Deux mondes. Ce mode d'existence en public interpellant les passants ou les résidents vient heurter directement les cadres de la civilité pour lesquels habituellement les corps doivent s'effacer, s'écouler sans heurts.

Les désordres occasionnés par ces présences déviantes sont d'abord renvoyés à une « déviance des corps ». Parmi les dispositions corporelles déviantes, certaines paraissent plus ou moins recevables suivant les positions adoptées : assis sur le banc, allongé par terre. L'homme peut être perçu comme un malade potentiel, il peut être aussi appréhendé comme un laïc pour compte ou une personne en détresse ayant besoin de secours. Nous pouvons hésiter entre l'éviter, le dénoncer, le secourir ou encore respecter sa manière d'être.

L'identité affichée ou accolée par la stigmatisation « SDF, clochard » qui leur sert à trouver ces places précaires sur l'espace public les marque bien au delà que ne le ferait une carte officielle. Le dehors de l'exclu semble creuser le dedans des champs et des espaces sociaux. D'où la désorientation, le farouche attachement au quartier, au coin de rue quotidien. Cette radicale insularité du lien au territoire déroute. Leur présence dans des endroits précis de la ville vient marquer les modes d'être et démarquer les personnes du collectif des résidents ordinaires. En plus du prénom ou surnom, on les identifie en décrivant le lieu géographique où ils sont : par exemple, la place du commerce, cours des 50 otages à Nantes... Il nous semble que la manière dont certains usagers apparaissent et se manifestent sur l'espace public témoigne de leur difficulté à trouver ce minimum de place qui leur permettrait de réagir.

Affleurements d'intimité.

Les personnes confrontées aux conditions de la rue sont conduites à bouleverser les gestes intimes et ordinaires de leur quotidien. Les conditions de publicité ont des conséquences directes sur leur intimité. Se rendre aux toilettes peut devenir problématique. Trouver un café qui les accepte, accéder à un lieu fermé ou encore à un hall ou un recoin à l'abri des regards ne va pas de soi. Alors, s'exposer sur l'espace public ? Se cacher derrière une voiture, épier les regards de « l'intrus » potentiel qui risque de surcroît de condamner cet acte ou de le considérer comme suspect ? Une perte

d'intimité permanente qui fait que cette dernière zone personnelle se réduit comme une peau de chagrin. Cet « espace à soi » qui se perd et s'amenuise chaque jour ne conduit-il pas les personnes à vivre un régime particulier sur le plan des désirs ?

Les femmes qui s'exposent doivent également trouver des parades pour se préserver. Visibles, leur apparence doit aussi trouver une forme qui les protège : il faut ainsi apprendre à cacher une vive sensibilité, se dédoubler quand on est trop « féminine ». Des logiques qui sont très présentes en milieu carcéral : il leur faut éviter « d'être » et se cantonner à « l'apparaître » pour ne pas s'exposer. Une défense qui peut les conduire à engager des confrontations violentes. Ainsi, l'exemple de **M.** dans la rue qui parle fort et s'affiche avec assurance pour se faire respecter.

Ces personnes, en dehors de leur consommation, ont comme point commun d'avoir été confrontées à des ruptures, épreuves qui ont remis en cause les relations entre leur vie sociale, leur identité et leur intériorité. Certaines blessures cachées ou détresses intérieures affleurent à même le corps, les expressions et interagissent avec nous, comme celles évoquées par James Agee⁶²¹ devenues lisibles dans les regards, sur les visages et dans les postures corporelles. Il faut apprendre à les saisir au vol, au détour des postures neutres. Tout bascule quand ces signes sont trop forts, trop visibles. Quand les souffrances ou les blessures transparaissent trop fortement dans les relations en public, elles sont vécues comme agressives, intrusives, incongrues.

Explorer l'expérience intime, nous dit Patrick Boutnick, revient à rendre compte de ces « plis » visibles du for intérieur, de leur lien avec ce qui transparait de la personne (visage, expression, posture) c'est-à-dire de la manière dont les personnes se trouvent « marquées » par leur expérience intime et « habitées » par leurs émotions⁶²².

Quand l'espace intime s'est réduit à l'extrême, que reste-t-il ? La déstabilisation est tellement forte et durable qu'il ne reste plus que l'exposition, « une prise de risque » supplémentaire comme une dernière invite adressée à la société, au risque de se perdre.

Monsieur R.C., avec son incurie, son pantalon en bas des chevilles, est très marqué. Il vit dans la rue, dort là où il peut, il a des problèmes de peau, se gratte partout... Comme si les codes et savoir-faire qui tiennent les corps dans une « forme » que nous considérons comme acceptable s'étaient défaits et que la personne était comme désarticulée, traversée par des forces qui lui échappent. Ainsi, Monsieur R.C., dans la rue, montre à tous certaines parties de son anatomie. Le laisser aller corporel, hygiénique paraît aller de pair avec ce phénomène de surexposition où les corps n'ont plus les moyens de « se tenir », c'est-à-dire d'assurer le minimum d'entretien et de contrôle qui permet se préserver, de garder une intimité et de limiter les risques pris.

Ces corps épinglés, couverts de marques et d'emblèmes n'arrivent pas être regardés par eux mêmes, par les autres. Mais si ce n'était qu'un leurre de déchet pour attraper l'Autre ?

Il n'y a pas de plainte, ni dans sa dimension verbale, ni thymique, ni corporelle. Pour cet homme comme pour bon nombre de sujet paraissant avoir opté pour un style de vie, une philosophie d'existence, le monde semble tout entier contenu dans leur vision, déformé par le prisme d'un a priori, réduit à leur subjectivité que l'intervention d'une réalité ou l'opinion des autres ne semblent en mesure d'entamer.

⁶²¹ AGEE J., EVANS W., *Louons maintenant les grands hommes*, Paris, Plon, Terre Humaine, 1972.

⁶²² BOUHNICK P., *La drogue comme expérience intime*, Ethnologie Française. XXXII. 2002. P19-29.

La figure du cynique.

Cet état de négligence hygiénique et d'un retrait social, avec une dégradation majeure des conditions de vie, ce regroupement clinique ne peut-il faire référence à Diogène, philosophe grec du 4^{ème} siècle avant Jésus Christ, le plus célèbre des philosophes de l'école des cyniques qui clamaient une auto satisfaction et la possibilité d'un bien être indépendant de toute convention sociale et de toute possession matérielle ? Le postulat primordial de sa vision du monde est qu'il n'y a qu'une seule valeur, la liberté, c'est-à-dire l'indépendance et l'ascèse qui aboutit à une liberté souveraine permettant au sage de ne pas chercher ailleurs qu'en lui même la norme de ses actions. Le mépris des conventions, y compris du discours et des conceptualisations de l'engagement politique, familial ou social ; le retour à la nature (en s'identifiant aux animaux dans un premier niveau et en se surpassant dans l'impassibilité à toute épreuve à un niveau supérieur) sont poussés à l'absolu. Exposer des « dehors de l'intimité »⁶²³ que sont les odeurs et la saleté ne conduit-il pas à écarter les derniers soutiens et à perdre les derniers supports ? Et pourtant, ne s'agit-il pas encore d'un langage, d'une manière d'interpeller les autres ?

Tout se négocie dans le travail de construction et de préservation d'une intimité en situation précaire : la confiance comme l'indépendance. Kaltès (1986) et Giddens (1993) expriment ce lien qui unit la recherche de la connaissance de soi et celle d'une « intimité » avec l'autre avec la nécessité de négocier la définition de ses propres frontières personnelles. Le choix d'un style de vie qui assure, malgré le stigmate et la honte, ce minimum d'indépendance qui permet de gérer la souffrance, la recherche du plaisir et l'apaisement, suppose ici, paradoxalement, que les personnes travaillent à négocier leur identité au travers de relation d'intimité en public, ce qui conduit à un flottement des frontières entre vie privée et vie publique. Ainsi le corps et l'espace public dévoilent des réalités concernant cette ligne de partage essentielle entre le dedans et le dehors, indubitablement liée au thème de l'identité.

14 novembre 2003, tournée avec l'Equipe Mobile Sociale

S, toujours dans la même position quand nous le rencontrons sous les arcades. Il n'a pour paire de chaussures que des souliers cassés. Il a plusieurs sacs autour de lui et une couverture qui a pris l'humidité. Il paraît enrhumé mais au lieu de se servir d'un mouchoir ou de ses manches, il a un sac qui a priori lui sert pour se moucher, ce qu'il fait à un moment devant nous sans aucune gêne. Il dit qu'il a été faire ses réserves chez le Chinois qui en fait n'est pas un épicier chinois, nous précise t-il mais vietnamien. Il demandera lui aussi si la maraude des Restaurants du Cœur passera ce soir.

Le paradoxe soulevé par l'équipe est que pendant le Plan Grand Froid, c'est là qu'ils côtoient le plus de personnes et que la plupart d'entre elles ont à ce moment-là, une demande mais, pour eux, c'est là qu'ils ont le moins de temps à accorder. Par exemple, une grande partie de la soirée est consacrée à accompagner les personnes, à chercher éventuellement de la nourriture s'il n'y en a pas sur place ou bien un hôtel pour une famille. En effet, l'an dernier, des lieux avaient été ouverts où il était possible de se restaurer mais il n'y avait aucun produit alimentaire pour le dîner et petit déjeuner.

⁶²³ LAE J.-F., MURARD N., *op. cit.*

Autre point, pendant le Plan Grand Froid, l'objectif est de mettre le maximum de personnes à l'abri en dépit parfois de leur état, à savoir que même alcoolisées, elles sont prises en charge, ce qui n'est pas le cas le reste de l'année.

23 avril 2003, L'Oasis.

J.-L., Y., E., P. sont installés dehors, sur la « terrasse ». Ils nous disent que cela va bien pour eux. P. commence par nous demander si nous avons eu l'occasion de voir Donatien car, ce matin à Brin de Causette, il s'est passé quelque chose qui les a choqués, à savoir, une femme avec son bébé. Pour eux, elle n'avait rien à faire là, suffisamment de structures sur Nantes. Par rapport aux enfants, ils réagissent très fortement.

Les premiers mots sont « *tu as vu, on est rasé, on est propre* ». E ajoute « *c'est pour aller manger chez toi ce soir le gigot* ». Ils sont allés aux bains douches ce matin avec les bons qu'on leur délivre au CCAS (15 par mois). Ils ont aussi des bons lavomatic valable un mois. Ils ont échangé avec une jeune femme recrutée pour l'entretien des locaux. Ils disent avoir été « touchés » car elle a pris sa pause cigarette avec eux. Comme toi, elle nous a dit « protégez-vous ». Ils poursuivent en *disant* « *tu vois, on t'a écouté : ce matin, il nous restait une bouteille de Cytelle (rosé) ; hier, on y a été molo* ». Ils « campent » tous les quatre « sous les pins » à Pirmil. A un moment, E dit à P : « *hier soir, tu aurais bien, toi aussi, craqué pour le rosé* ». « *Tu sais bien que je ne bois jamais allongé, jamais dans le duvet, pas dans la chambre. On mange, on boit dans la cuisine* ». Nous leur faisons remarquer qu'ils ont délimité leur espace. Ils nous expliquent qu'ils s'organisent : les sacs sont rangés, ils mangent vers 19 heures et 21 heures, rangement pour que le lendemain matin, ils puissent repartir « tranquilles ».

Le sentiment que c'est important pour eux d'être ensemble, chacun prend soin de l'autre, que ce soit par rapport à l'alcool, au fait d'être propre. Par exemple, J-L a eu une couverture neuve pour dormir. Ils sont allés faire les démarches ensemble par rapport à ses papiers. Ce que nous remarquons aussi est une émulation dans le groupe : c'est à celui qui suscitera le plus notre attention. J.-L. et Y. sont plus discrets. Ils écoutent beaucoup. Nous finissons par leur demander s'ils accepteraient de répondre à quelques questions par rapport à notre recherche. Ils nous disent qu'il n'y pas de problème, que nous n'avons qu'à venir à Pirmil, lieu où ils « logent ». Nous leur demandons si cela pourrait être samedi. E. dit alors « *on pourrait préparer un pique-nique, tu mangerais avec nous. Ce ne serait pas pique-nique Brin de Causette, on va prévoir* ». P ajoute « *mais tu sais, elle ne mange pas de viande* ». E : « *On va prévoir, je ne suis pas bête. Il va falloir qu'on garde des sous pour samedi* ». Ne connaissant pas le lieu, ils nous disent : « *tu prends le tram, tu descends à Pirmil et nous on vient te chercher* ».

Nous leur disons que ce n'est pas une obligation d'accepter de répondre aux questions, ils nous répondent que cela ne les dérange pas, au contraire. P précise qu'en plus le samedi, c'est tranquille, les gens viennent se promener avec leurs enfants. Nous concluons donc pour samedi. E dit : « *tu finis à 11 heures (heure de mon départ de Brin de Causette), on ira après* ». Par rapport à la PASS, E nous dit qu'il faudra qu'il nous raconte quelque chose par rapport à sa maladie, qu'il a beaucoup de choses à dire sur le médical. Nous leur souhaitons une bonne semaine. Ils nous disent qu'elle va être courte d'ici samedi. *Le sentiment que l'idée de préparer un pique-nique leur permet de se projeter jusqu'à samedi. Nous sommes « l'invité ».*

Avant cette proposition de pique-nique, E disait qu'il faudrait que nous nous disions au revoir avant leur départ. « *On ira prendre un café mais dans un cadre classique, pas à Brin de Causette* ». P ajoutant « *chez Marie, comme l'autre fois. Puis, tu sais Karine comme la dernière fois, moi je ne prendrais pas un café. Je vais pas jouer l'hypocrite* ».

Il est beaucoup question de sourire, du regard que les gens dans la rue, dans le tramway, peuvent porter sur eux : « *tu vois, même si on est SDF, on nous parle* ». P nous dira à plusieurs reprises « *tu me connais maintenant, Karine, tu sais comment je réagis* ». Nous ne nous attendions pas à cette proposition mais pour autant nous n'avons pas hésité à y répondre favorablement, ce alors que notre entourage et les bénévoles de Brin de causette trouveront notre attitude comme étant à risque. Ne retrouvons-nous pas là les fantasmes que peuvent susciter ces personnes ?

Le 26 avril 2003, P, J-L, Y, E arrivent vers 10h30. Ils nous disent qu'ils ont tout prévu. Nous leur disons que vu le temps nous pensions que ce serait reporté. Ils nous disent de ne pas nous inquiéter car, hier à l'Oasis, Frédo leur a donné une grande bâche ; ils ont d'ailleurs pu s'abriter dessous pour dormir et ce matin, impeccable, ils n'étaient pas mouillés. Ils nous disent qu'ils vont aller faire les courses. E nous demande à quelle heure on se rejoint, nous leur disons pas avant 11h15. E nous demande comment nous y allons. Nous lui répondons en tramway, ils nous disent alors « *tu n'as qu'à venir avec nous. Tu nous accompagneras faire les courses* ». A 11h10, nous sortons de Brin de Causette, ils sont sur le coté tous les quatre à nous attendre.

Départ pour le pique-nique.

Nous prenons le tramway ensemble. E parle assez fort dans le tramway. Intéressant de croiser le regard des passagers, y compris celui de deux bénévoles de Brin de Causette. A ce sujet nous dit qu'ils ont remarqué le responsable d'une association nous regardant partir, pour eux, « *il a dû se demander ce que j'allais faire avec des gars comme eux* ». Cette question du regard de l'autre est omniprésente. Ils ne cessent de dire (P., E.) qu'ils n'ont pas des mines patibulaires, qu'ils font des rencontres dans le tramway, avec les agents de nettoyage des Bains Douches. La politesse, toujours être polie !

Dans le tramway, à un moment, ils évoquent avoir rencontré une connaissance commune. E dira que cela l'a gêné car il ne souhaitait pas que l'on sache qu'il était de retour sur Nantes, surtout ses proches, le fait qu'il soit « *comme cela* ». P lui dira que depuis qu'il a fait le tour de ses anciennes connaissances, cela ne le gêne pas. A ce propos, devant le Lidl où nous faisons les courses, P, Y, attendent avec les sacs. Quand nous ressortons, il y a trois autres hommes que P nous présente d'emblée nous disant que c'est le fils d'un copain de son père et qu'il vient de lui dire qu'il le trouve en meilleure forme que la dernière fois qu'il l'avait vu. Il y a aussi un ancien facteur.

E. nous demande de les accompagner dans le magasin. Nous devons laisser notre sac à l'extérieur. Ils nous disent « *Ne t'inquiète pas, on le garde* ». E. nous tend le chariot disant que c'est aux femmes de faire ça. Ils commencent par l'achat du vin : le rosé puis, lors d'une discussion sur la pêche et les fruits de mer, nous avons parlé du vin blanc, du gros plant, ils disent « *on prend du gros plant* ». Ce qui nous a marqué c'est que c'était un extra dans leurs achats. Ils prennent de la bière. En ce qui concerne la nourriture, ils prennent du taboulé, nous demandant si nous aimons ça, ainsi que du

surimi ; ils achètent pour eux un rôti de dindonneau froid, mayonnaise, moutarde. Ils veulent aussi prendre des chips mais les oublient.

Nous allons ensuite « à la maison » comme ils disent. Cela se situe sur les bords de Loire à Pont Rousseau. Il s'agit d'une structure de jeux avec table et bancs. Ils nous expliquent que les deux premières nuits, ils ont dormi là puis, comme c'est passager, ils ont préférés ensuite aller sous les pins : leur camp de base ! Y va chercher le carton de nourriture et les bâches. A un moment, installation de la bâche disposée comme un auvent en prévision de la pluie. Ils essuient le banc, la table. Pendant ce temps, J-L est allé chercher du pain frais à la boulangerie. Ils débouchent les bouteilles. Pour le gros plant, ils nous demandent si nous en voulons. Nous leur disons « *un fond pour trinquer, seulement pas à la bouteille* ». Eux n'ont pas de verre, ils échangent la bouteille de rosé. Par rapport à cela, avec la « rapine » comment ils disent pratiquer – récupérer tout ce qui peut leur servir, ils ont récupérer deux cendriers à l'Oasis – ils auraient pu avoir des verres. Nous pensons que le partage de la bouteille est un rituel important comme celui du paquet de tabac. Comme ils ont des petites canettes de coca, E. en boit une, J.-L. découpe le dessus avec un couteau pour constituer un verre. Il nous la rince avec de l'eau. Des attentions que nous trouvons importantes. Ils prennent un sac plastique pour la poubelle. Ayant froid, E., nous demande si nous voulons un pull : « il est tout propre d'hier ». Nous saurons ainsi qu'ils ont été faire laver leur linge, que J.-L. a acheté un dessous propre et des chaussettes neuves !

Par rapport à l'entretien, nous leur faisons lire nos questions. J.-L. dit qu'il n'a pas grand chose à dire. P dit « *il faut être sérieux, c'est pour le travail à Karine* ». Nous leur proposons avant de manger mais ils disent que ce sera mieux après. Il nous semble aussi que c'est un moyen pour pouvoir passer plus de temps ensemble. Ils diront : « *pour une fois qu'il y a une femme à manger avec nous, avant le dessert, nous ferons l'entretien* ».

Le repas : n'ayant pas d'assiette, ils proposent de nous servir du couvercle du taboulé. Ils ont acheté un paquet de mouchoirs en guise de serviettes. Ils nous tendent des couverts en nous disant de ne pas nous inquiéter : « *ils sont propres* ». Ce que nous pouvons penser d'eux, de leur installation semble très important. La question de la propreté revient aussi souvent.

L'entretien : P dit qu'en individuel, pour certaines questions, cela sera mieux, mais J-L, plus timide, dira qu'en groupe, c'est mieux. Nous optons pour le groupe et nous précisons qu'en individuel, c'est possible à un autre moment. Finalement, J-L, discret au départ, dira son point de vue, parlera de lui. A un moment, le vent s'engouffre dans la bâche, ils sont tous les deux avec Y, à la maintenir. Au début, E fera le plaisantin, puis peu à peu cela devient sérieux. Intéressant de voir ce qui les fait réagir, sur quoi ils peuvent être en désaccords. A la fin, nous les remercions d'avoir « joué le jeu jusqu'au bout », expression qu'ils prennent au pied de la lettre en disant que pour eux, cela n'était pas un jeu, qu'ils étaient très sérieux.

Ils nous proposent de nous montrer leur installation. En y allant, J-L, nous montre le passage qu'il empruntait quand en 1999, il avait squatté près d'ici dans une cabane de jardin : ils étaient à cinq. Leur installation est sous les pins. Y. et E. vont monter la bâche, pendant ce temps, J.-L. et P. nous raccompagnent jusqu'au tramway. Ils en profitent pour ramener du tabac et du rosé. P nous demande si cela nous a fait plaisir de passer un moment avec eux, « faire un petit bilan ». Il nous dit qu'ils ne

nous reverrons pas car il part samedi, sa décision est prise pour Bruges. Ici, il n'a rien à faire.

J.-L. projette lui de partir sur la cote, mais cela reste très flou : Quelle cote ? Il ne sait pas. Nous lui disons que nous le reverrons peut-être alors, il nous dit que oui, qu'il n'est pas encore parti.

Nous devons revoir E pour un entretien individuel à la Médiathèque. Y nous demande si nous repasserons. Nous lui disons que nous irons lui dire bonjour à la poste, lieu où il fait la manche. Il s'est pris « au jeu des questions » et nous dit que lui aussi à des choses à raconter sur son quotidien.

P nous demande notre adresse Internet, ainsi de Bruges ils pourront nous envoyer un mot. Nous la notons sur son carnet, il nous montre les autres numéros, le rendez-vous que nous avons fixé un samedi près de Brin de Causette. Il nous redit à deux fois qu'il avait confiance en nous et qu'il l'a dit aux autres car il n'oubliera pas qu'un dimanche nous étions venus le voir près du bord de l'eau.

24 juillet 2003, foyer Saint Benoît,

Passage au foyer Saint Benoît pour dire que nous revenons mardi soir. Valérie, agent d'accueil, nous dit qu'elle arrête, elle en a « fait le tour ». Départ prévu pour septembre.

Nous allons saluer P., S. et d'autres personnes. Ils prennent le café. P. nous demande si nous venons samedi pour le Tour de France, il nous a inscrits pour manger avec eux, ils seront une vingtaine, il avait demandé au responsable. Il nous dit que J-P. devait nous contacter. Nous lui disons qu'il n'a pas mes coordonnées. Enfin, dit-il, c'est le premier qui nous voyait qui nous en parlait. Il nous dit qu'il le voit cet après-midi et qu'il lui dira. Il y aura aussi W. P. boîte, s'est cassé le tendon d'Achille. Il a monté l'exposition du Tour de France, chaque jour une place de cinéma à gagner. Nous trouvons que S. a meilleure mine, il est rasé. Par rapport à son bilan de santé à Saint Nazaire, il nous dit que cela s'est bien passé, il a fait l'aller retour. Il viendra nous rejoindre à l'accueil, le temps que P. nous montre sur le plan le lieu de rendez-vous (près du local des Restaurants du Cœur, Boulevard Gustave Roch).

Ce qui intéressant est qu'il nous ait invité, ainsi ce n'est plus nous qui sommes en demande mais eux qui s'autorise à faire une proposition. Cela souligne de nouveau l'importance d'être présent en continu, d'apprendre à faire connaissance pour qu'il y ait une reconnaissance. De plus, nous allons pouvoir les voir dans un autre contexte que celui du foyer, reprendre contact avec W., J-P., voir comment cela se passe entre ceux qui ont quitté le foyer, qui ont un appartement et ceux qui y sont encore.

A ce sujet, nous souhaitons revenir plus en détail sur le parcours de deux personnes dont nous avons parlé dans notre chapitre sur les sujets échappant aux dispositifs, en effet nous avons été amené à les rencontrer sur les 18 mois de notre présence sur le terrain et cela nous a permis de voir quelle était leur trajectoire et la place à laquelle ils pouvaient nous mettre. Voir comment le discours des premières rencontres peut laisser place à une réalité plus complexe et comment la survie à la rue « abime », « laisse des traces ». Ce sont donc quelques scénettes vécues chronologiquement que nous vous rapportons.

Samedi 24 juillet 2003, 17H00

Alors que nous revenons de faire des courses, nous croisons de façon inattendue A, il nous salue, nous serre la main, nous demande comment nous allons. G. ne nous a pas vus. A. nous dit qu'il a bien trouvé notre mot suite à notre passage mercredi à 13h30. Il poursuit en disant qu'ils ne retourneront pas à Saint Gilles (ville où vit la sœur de G.): trop de racisme, trop de contrôles. Les toilettes publiques qu'ils occupaient ont été taguées. Interdiction de dormir sur les bancs et dans les parcs. G. nous dit qu'en plus, il faut qu'il reste à l'ombre. Vu son expression, nous pensions qu'il avait eu une histoire ; en fait, c'était bien au sens premier du terme. Il a eu une insolation hier avec crise d'épilepsie. A priori, c'était sur le chemin de l'Oasis. A n'avait pas voulu l'accompagner vu la chaleur. Il aurait ressenti un malaise et serait allé au CHU puis serait tombé. Il a le visage égratigné et deux hématomes à l'épaule. A. dit l'avoir cherché toute l'après-midi, jusqu'au Petit Port, puis, finalement, a été au CHU à partir de 19h00. Il n'a pu le voir qu'à 1h30, ce matin. Il a été perfusé, a eu une prise de sang et d'autres examens. Cela lui est déjà arrivé en mars dernier. De plus, n'ayant pas de couverture sociale à jour, A. va s'en occuper dès lundi. G nous dit que sa sœur l'avait prévenue, qu'ici, ce n'est pas comme à Paris et qu'il devait mettre ses papiers à jour. Il a rendez-vous le 24 août à 8h15 pour un scanner.

A précise d'emblée que ce n'est pas par rapport à l'alcool, non pas qu'ils ne boivent pas un verre de temps en temps, mais pas au point d'être saoul. G. nous dit que c'est à force de marcher, d'avoir souvent des repas froids. Les 47 ans se font sentir. Ce qui nous surprend est qu'il ne soit pas rasé, tenue plutôt négligée. N'a-t-il pas eu une douche lors de son entrée aux urgences ?

Il va s'acheter une casquette. Il nous demande si nous serons à l'Oasis demain. A. va lui faire une soupe, ils ont en réserve 4 bonbonnes de gaz. Il n'a rien mangé, deux cafés noirs ce matin au CHU.

G. dit que c'est drôle car il pensait à nous. Ce matin, il a mis un chèque à la Poste mais il faut quinze jours pour l'encaisser. Il nous demande si, d'ici la semaine prochaine, nous pouvons lui prêter cinq euros, que nous pouvons leur faire confiance, il nous les rendra. Nous lui disons que ce n'est pas la question mais que cela nous gêne par rapport aux autres. S'il a besoin de quelque chose de précis, nous pouvons voir, sinon, il n'y a pas de raison que nous donnions à lui et non aux autres. A réplique que cela peut attendre : ils vont à l'Oasis demain et ont assez pour ce soir. Nous lui demandons s'il a un besoin particulier, G. ne veut pas trop nous répondre puis nous dit que c'est pour de la pommade. A. lui dit qu'il ne trouvera pas de pommade à cinq euros. Nous nous proposons de passer les voir demain en fin d'après-midi là où ils sont. G nous dit à Decré, par ici. Nous leur répondons que c'est où ils veulent. A. nous propose près du manège devant C&A. L'impression que pour la première fois depuis que nous nous connaissons, ils ne veulent pas que nous allions jusqu'à leur squat. Nous n'insistons pas. Nous convenons de nous voir demain vers 17 heures.

Nous échangeons un moment debout, puis, voyant G. fatigué, nous leur proposons qu'on s'assoie quelques minutes sur un muret. Ils nous laissent une place au milieu d'eux. Nous hésitons à leur proposer de prendre un café quelque part. A. nous dit vouloir acheter un portable le mois prochain, comme ça, nous pourrions les appeler et ils pourront nous dire où ils sont, si nous pouvons passer ou pas, s'il y a du monde. Puis, il ajoute que nous avons bien fait de ne pas prêter cinq euros à G., lui ne veut pas de ça. Quand nous leur parlons de la PASS pour avoir les médicaments, ils esquivent la réponse. Ils ne reparlent plus de l'hôtel meublé.

Suite à cette entrevue, de multiples questions : Que s'est-il passé à Saint Gilles ? Ont-ils été visités dans leur squat ? Difficile de savoir ce qui est dit et pas dit. Une rencontre qui nous laisse une drôle d'impression. Est-ce lié à la demande d'argent, au fait que nous les rencontrions tout près de chez nous en sortant des Galeries avec deux paquets à la main et notre sac de ville ? Nous ne parvenons pas à savoir si A savait que G nous demanderait de l'argent.

Le 13 août 2003 à l'Oasis,

A. est tout seul. Quand nous allons le saluer, il nous dit « **Il faut que je te parle** », cela concerne G., « **c'est fini** ». Ce dernier a passé quelques jours à Saint Gilles, A avait refusé de l'accompagner car souhaitait garder de l'argent. « *Il est revenu dans un état même pas descriptible, il boit beaucoup, achète des cubis de cinq litres en plastique* ». Nous nous souvenons à cet instant qu'une fois en mai à l'Oasis, ils avaient l'air fatigués. Pour la première fois il y avait deux bières sur la table.

Il nous dit qu'il l'insulte, il aurait insulté son père : « *Je l'encule, sale bougnoule* ». A poursuit en disant que même si son père le violentait, qu'il a été la cinquième roue du carrosse, il le respecte. G dit avoir vu l'assistante sociale, elle va lui faire sa carte vitale, lui trouver un hôtel. Il veut aller voir son père à Amiens. Il refuse d'aller aux Restaurants du Cœur, veut aller au restaurant. Selon lui G. a des propos incohérents : veut faire les vendanges à 47 ans, a perdu plusieurs kilos – « *Il n'a plus de jambes* » - ajoute qu'il n'est pas allé faire son scanner le 22 août alors que c'est important car depuis son accident a un caillot de sang resté dans les oreilles, il est sourd depuis d'une oreille. Par rapport à son scanner, A. est inquiet au vu de la crise d'épilepsie il y a deux mois. Quand nous lui demandons si la sœur de G. est toujours en vacances, il nous répond que oui et que, de toute façon, elle lui aurait dit que tant qu'il est comme ça, dans la rue, elle ne le veut pas chez elle. La dernière fois, elle a été contactée par les pompiers à Saint Gilles, G. avait son numéro dans son portefeuille, il avait fait une crise de delirium.

A. fait un peu d'humour noir mais nous le sentons « à bout ». Qu'est-ce que lui renvoie G. ? Il dit ne plus supporter. Il le connaît depuis quatre ans, il l'a hébergé. Là, il ne comprend pas, ils ont le RMI, rien à payer contrairement, dit-il à ceux qui ont un logement et des charges. Il ne souhaite pas que nous allions voir G. car il se douterait qu'il nous a parlé. Nous lui proposons que nous fassions le chemin ensemble pour revenir. Il nous dit oui dans un premier temps puis, 20 minutes avant ce qui était prévu, il nous dit qu'il va y aller car se sent fatigué. Nous lui demandons s'il peut attendre cinq minutes pour que nous rentrions ensemble. Nous avons convenu de nous revoir le lendemain à 16 heures. Il dit nous attendre jusqu'à 17 heures, au cas où. Il nous dit qu'il n'arrive même pas à pleurer. Cela dure depuis la fois où G. nous avait demandé cinq euros. Il nous dit l'avoir engueulé en rentrant, sa demande l'avait vexé. G. n'a pas voulu lui dire pourquoi il les avait demandés mais A. lui aurait dit qu'il savait très bien que ce n'était pas pour de la crème. D'ailleurs, il lui en avait acheté pour sa tendinite à 14 euros ; c'est lui qui le masse tous les jours.

Il nous dit être inquiet, trois jours qu'il ne dort pas, peur qu'il fasse un malaise et meurt où ils sont. Il est venu à l'Oasis, non pour le repas, ils ont ce qu'il faut, refuse de jeter, mais pour changer d'air. Il nous dit qu'il faut qu'il pense à lui. Il nous dit que ce n'est pas pour « descendre » G. qu'il nous dit ça mais il n'en peut plus. Il fréquente les bars, ne se lave plus. C'est A. qui nettoie le lieu où il vive. G. lui aurait parlé d'un rendez-vous le 17 août avec son assistante sociale or, dit A., « *J'ai un agenda mis au*

mur pour y noter mes rendez-vous importants : le 17 août, c'est un dimanche ! ». Il nous dit, par contre, qu'à d'autres moments, G. paraît retrouver ses esprits.

Le sentiment qu'A. avait vraiment besoin de parler à quelqu'un : répète qu'il veut s'en sortir, lui aussi aimerait être marié, avoir des enfants. A Paris, a eu un appartement jusqu'à 90 m² puis il l'a perdu. « *J'ai perdu un peu de moi* », ajoute-t-il. Il ne veut pas vivre du RMI tout le temps. Il dit rappeler parfois à G. l'échange que l'on avait eu ensemble à la médiathèque (jour où nous les avions interviewés). Il dit ne pas demander grand chose : « *quelques mètres carrés, avoir une petite clé à lui* ». Il a rendez-vous le 22 septembre avec son assistante sociale. Là, elle est en vacances. Il nous dit qu'après, il ira donner un coup de main à Brin de Causette mais qu'il n'ira plus en tant que consommateur.

Le 14 août 2003,

A. est au rendez-vous que nous avions fixé. G. était là quand il est rentré, alcoolisé. Il lui aurait dit : « *Alors, le bounioul, tu es allé faire tes commissions ?* ». Il ne se lave plus. A son retour de Saint Gilles, il y a une semaine, c'est A. qui est allé au Lavomatic lui laver ses affaires. G. est allé dès 7 heures ce matin au Marché Plus acheter 2 litres de rosé : 7 litres d'alcool depuis hier soir. A aussi ramené un poulet cuit, y a à peine touché et l'a laissé tel quel sur ce qui leur sert de table. A., dit ne pas vouloir le laisser : « *C'est comme si je divorçais ; pourtant, je ne suis pas homosexuel !* ». Il est parti cette nuit, à une heure, dormir avec sa serviette au niveau de l'île Versailles car ne supportait plus d'entendre G. râler. A dormi 5 heures. Il y a deux mois, c'était une crise de delirium et d'épilepsie que G. avait fait à Saint Gilles. Il avait été aussi au CHU de Nantes en mars 2003. Suite au scanner, doit retourner voir Médecins du Monde à l'Oasis, seulement, il n'a fait aucun papier de sécurité sociale.

Par rapport à l'hôtel social, dit que cela coûte trop cher, il a eu la liste par le CCAS : 24 euros la nuit. Il pourrait aller à l'hôtel, il aurait la CAF mais dit qu'il n'aurait plus rien. Par rapport au camping, ne souhaite pas cette solution car plusieurs personnes de la rue y sont déjà, ne veut pas se laisser entraîner. Il nous précise avoir effectué son transfert de la Caisse d'Épargne de Paris à Nantes ; à chaque fois, il ne retire que 20 euros.

Puis il évoque son enfance : il a 42 ans. A un frère faux jumeau, trois autres frères et une sœur qui vivaient chez sa mère avant son décès. Son faux frère jumeau a fait de la prison, il nous précise cela car G. lui a dit que les Arabes étaient des voleurs comme les Roumains. Pour A., il n'est jamais entré dans un commissariat sauf pour sa carte d'identité. Il nous dit se poser un milliard de questions sur ce qu'il fait là.

Il poursuit son histoire en nous disant que c'est lui qui a dû payer seul l'incinération de sa mère. Son père, quant à lui, a été rapatrié dans les montagnes, il était déjà marié au bled quand il a épousé sa mère. A. poursuit en disant : « *Il préférerait « la boucle au cuir », tous les matins, « une demie pomme en dessert, ça marque* ». Il n'était comme ça qu'avec lui. A. dit que sa mère était tout pour lui, il a dû faire des heures supplémentaires à Félix Potin pour assumer le quotidien. Il aurait aimé travailler dans le social, auprès d'enfants inadaptés. Il a travaillé dans des administrations, au niveau du classement, a écrit des lettres pour des personnes (« Pupitre »). Effectivement, nous nous souvenons d'une rencontre au café où il écrivait une lettre, un jeune assis en face de lui. Il nous dit : « *Pour me remercier, il m'avait offert un café et un Côte du Rhône – d'ailleurs, tu l'avais vu – quelques cigarettes et cinq euros* ». (C'était effectivement il y a quelques mois et il s'en souvient très bien).

Son prochain rendez-vous avec son assistante sociale est le 22 septembre 2003 à 10 heures, il aurait été mis dans le classeur « urgence ». Dit contacter la sœur de G. si cela continue. Celle-ci n'est pas dupe, sait qu'il ne fait pas des chantiers sur Nantes. Quand nous proposons à A. de les accompagner le 22 août pour le scanner, il nous répond que cela sera selon l'évolution. Nous l'invitons à nous revoir lundi en début d'après-midi pour prendre un café. Il nous dit oui, d'emblée.

A un moment, évoque le fait que lui aussi aimerait trouver une amie, non pas quelqu'un de passage mais quelque chose de concret. A ce propos, les personnes que nous rencontrons s'autorisent plus à nous parler des relations féminines. A dit nous faire confiance et que cela lui fait du bien de se confier à nous. A un moment, dit avoir envie de pleurer.

Il va aller voir discrètement si G. est là puis refaire un tour dans le quartier. Ce matin, est allé au jardin des plantes pour se toiletter. Il est effectivement rasé de près, porte un tee-shirt et un jean propres ainsi que des chaussettes et baskets blanches.

Quand nous échangeons sur ce banc face au manège, nous croisons le regard de plusieurs personnes a priori surprises de nous voir converser avec cet homme. Pourtant, nous ne voyons aucun stigmate : pas de sac, de chien... Physiquement, il est menu, porte un pantalon vert, des chaussures abîmées. Est-ce que ce sont ces signes qui interpellent les passants ? Quelques jeunes, dont ceux ayant participé à la casse de la porte à Brin de Causette, sont là avec leurs chiens. Les échanges sont vifs. A. dit qu'il ne vaut mieux pas que nous restions traîner là.

Après cette entrevue, nous restons un bon moment (3/4 h) à regarder des livres. Grandes difficultés à nous concentrer. Est-ce le récit d'A. qui provoque cet état ? La fatigue de la maraude ? Nous nous trouvons dans une position délicate : celle d'écouter voire de conseiller. Pourtant, plus ça va, plus A. dévoile des choses sur son enfance, les rapports avec son père.

Le 18 août 2003,

A. nous propose d'aller se prendre un café, il nous demande si nous voulons être à l'ombre ou en terrasse. Nous lui disons de choisir, on s'installe en terrasse. Ce matin, il a emmené G. à la poste y chercher deux R.I.P. et à la CPAM où il a pu lui obtenir une ouverture de droits : carte délivrable dans un mois valable jusqu'au 30 avril 2004 ainsi que la CMU.

Le week-end a été calme. Vendredi 15 août, ils sont allés marcher un peu. Il a massé hier G. avec la crème qu'il a achetée. Il nous dit lui avoir expliqué ce matin qu'il lui faisait un dernier cadeau, s'il recommençait ce qu'il a fait, c'était terminé, il se prenait une chambre tout seul et ne voulait plus rien à faire avec lui. Il a dû lui mettre une gifle car ne voulait rien comprendre. Il nous dit que lorsqu'il a été hospitalisé la dernière fois, il avait deux grammes d'alcool dans le sang. Ce qui nous surprend est qu'il soit très bien informé des effets de l'alcool d'un point de vue médical, nous cite les traitements comme l'Espéral®. Quand nous lui demandons où il a appris tout cela, il nous dit que c'est la rue.

A habité Nanterre, travaillait et était logé en foyer de jeunes travailleurs. A été deux mois sur Bordeaux, son frère cadet et son faux jumeau y sont. D'ailleurs, dit-il, une fois, à la gare, lors d'un contrôle, on l'avait accusé de délit or c'était une usurpation

d'identité de son frère cadet. Il nous dit que tous ses frères ont fait de la prison. Sa sœur habite le Val de Marne.

Il ajoute qu'il a des projets, qu'il ne pourra pas les réaliser s'il reste avec G. Lorsqu'il l'a connu, il dormait sous les cartons. Lui, à l'époque travaillait à Paris dans le domaine de la sécurité. Il nous précise que ce qu'il a fait ce matin était avant tout pour lui avant d'être pour G., il a « besoin d'aider les autres ». Il ne veut plus aller aussi souvent à l'Oasis, de même à Brin de Causette, veut prendre de la distance. Cela fait 6 mois qu'ils sont sur Nantes, arrivés le 14 février 2003. Ne veut pas repasser un hiver dehors et ne veut plus des foyers : « *J'ai fait une croix dessus* ». Nous dit qu'il a de l'argent de côté à la Caisse d'épargne « *au cas où* ». De même, s'il trouve une chambre, il pourra payer la caution. Dit qu'il sait très bien combien fait un euro et que là, il est dans un monde de totale gratuité. Ce sera autre chose quand il faudra qu'il paie un loyer, l'électricité.

Il nous redemande si nous voulons un autre café en adoptant un ton provocateur « *Moi qui croyais que tu viendrais avec plein de sous, que tu me paierais un jus d'orange avec une paille, un sandwich frites ! Je plaisante, le plaisir est partagé* ». En marchant, il nous raconte une de ses inventions, il se sert beaucoup de l'humour. Nous parle de ceux qui fabulent. Lui continue de se dire qu'il n'est pas SDF ! Il reparle de son expulsion. Dit qu'il faut qu'il soit un peu égoïste, qu'il pense à lui.

Il doit rejoindre G. au grand parc (le Jardin des Plantes) vers 18h15. Il lui a dit qu'il allait à Malville voir une agence d'intérim : « *Il fallait bien que je lui dise quelque chose* ». G. n'aurait bu que deux verres et demi de vin, hier. Il nous dit qu'il ne l'avait jamais vu ivre, que c'est depuis son retour de Saint Gilles. Ils devaient aller à Pornic ensemble mais, au dernier moment, G. a souhaité retourner à Saint Gilles, seul car A. a refusé de l'y accompagner.

Le 25 août 2003,

Nous l'invitons à prendre un café. Il est énervé, excité. Tout va pour le mieux pour G. Il a accompagné ce dernier voir l'assistante sociale. Elle a appelé le Conseil Général pour qu'il puisse avoir un « coup de Pouce » de 3 fois 70 euros sur l'année. Il a été inscrit pour un CES et un rendez-vous social en urgence. Il aurait « arrêté de boire à 90 % ». Il a été faire son scanner, n'a rien au cerveau. En fait, c'est le caillot de sang qu'il a au niveau de l'oreille qui lui aurait causé sa première crise d'épilepsie. Il a la possibilité de prendre un traitement pour limiter les effets. Il va prendre rendez-vous avec Médecins du Monde. A. dit que cela fera 4 ans en janvier qu'ils font la route ensemble et qu'il ne sera pas toujours avec lui. Il a des projets.

Evoque sa relation aux femmes, nous dit avoir aimé une femme pendant 3 ans et demi puis, un jour, elle lui a annoncé qu'elle souhaitait retourné dans son fief et qu'elle avait rencontré quelqu'un. Il nous dit qu'avec le recul, cela n'était peut-être pas plus mal car venait d'une famille traditionaliste avec éducation différente de la sienne.

Sa mère est morte le 13 juillet 1993 d'une cirrhose du foie. Il avait été appelé dans la nuit par un de ses frères. Conserve toujours une photo de sa mère dans son portefeuille. Son père était déjà marié avant de rencontrer sa mère. Ils ont vécu 15 ans ensemble, puis divorce. Ce dernier s'est ensuite remarié. Il est mort dans un accident de voiture avec deux cousins d'A. Il reparle du fait qu'il ait été la 5^{ème} roue du carrosse. A commencé à fuguer à l'âge de 13 ans et demi. Nous restons environ une heure dans le café.

Le tableau que nous dépeint A. de son compagnon de route nous inspire ces mots : G., je l'ai vu s'accrocher pour rester digne, comme il disait. Il a tenu bon, se rasait, se lavait tous les jours dans les toilettes publiques. Il allait jusqu'à cirer ses chaussures, laver ses vêtements. A cette époque, encore la force de râler, de tempérer, mais on ne peut pas se révolter 24 heures sur 24. Le temps a passé, G s'est découragé, il a démissionné. Au lieu de se payer une douche, il se payait une bouteille. Le besoin d'alcool l'emprisonne peu à peu jusqu'à bouffer sa vie. Maintenant, dès qu'il a quelques sous, il les boit. Tant pis si on le regarde avec mépris. Un temps, A. lui a demandé de l'accompagner à l'Oasis ou aux Bains douches, réponse : « *Tu peux me dire, toi, à quoi ça sert d'être propre ? C'est important pour qui, tu peux me dire ?* ». Tant pis si ses vêtements dégagent cette odeur aigre et rance, mélange de sueur, de merde et de pisse, de poussière accumulée, de vinasse et de tabac froid. Tant pis s'il s'enfoncé. G. est à bout. Il n'en peut plus physiquement et mentalement. Il est seul. Nous ne recroiserons qu'une seule fois G., seul, amaigri, fouillant les poubelles.

3 mars 2004 ,15H30, Foyer Saint-Benoît,

J- L qui depuis la dernière fois que nous l'avons rencontré, a décidé de faire une demande d'entrée en CHRS nous attend dans le hall d'entrée. Il nous dit être allé voir M. à 13H45 pour le prévenir de notre visite mais personne. Nous allons quand même voir ensemble. J- L dit qu'il n'a plus mal à sa jambe, n'a plus de soins, doit refaire le 115 demain matin. Quand nous lui demandons s'il acceptera d'aller ailleurs si toute fois cela n'était pas St Benoît, il me dit que de toute façon, au niveau CHRS, il n'y a que celui là car refuse de retourner à St Yves et Trajet.

Nous arrivons chez M. Après plusieurs coups à la porte, nous décidons de laisser un mot, quand soudain nous entendons quelqu'un se lever, M est bien là et ouvre la porte. J-L passe la tête en disant qu'il est avec nous. Quand nous entrons le chien va directement voir J- L, M. crie après en disant qu'il va la vendre, car elle mange tout et impossible de la laisser quand il sort car elle pigne.

L'appartement : une pièce d'environ de 10m². Dans le fond, un coin cuisine avec évier plus des plaques électriques. Un mini placard pour y mettre l'alimentation. La vaisselle n'a pas été faite depuis plusieurs jours y compris le ménage, un nid de poussière, impossible, de s'asseoir. Il y a une télévision plus magnétoscope (celui-ci est à M), un fauteuil tout abîmé, une tablette et une chaise. Ce sont des meubles qui étaient là avant l'arrivée de M. Une seule fenêtre. Différents tapis sont sur le carrelage, il y a plein de miettes, graviers dessus. Un lit en ferraille ou M a posé dessus un drap et un duvet. Quelques livres dont un que nous propose M, cela traitent des lois du travail, il est recouvert de poussières. M nous montre aussi plein de revues médicales qu'ils avaient trouvées à l'arrêt de bus et qu'ils avaient prises pour nous en se disant que cela pourrait nous intéresser. Nous les en remercions. M nous dit de quoi prévoir pour les emmener la prochaine fois.

Il dit ne pas sortir, ignore quelle température il fait dehors. Par rapport à l'environnement (voisins bruyants, une prostituée) il a du, dit-il reprendre des cachets pour dormir, ces derniers sont sur la table, il veut nous montrer ce que c'est, quand nous cherchons la notice, il nous répond qu'il l'a jeté. Il a tout un autre sac contenant des tranquillisants, neuroleptiques, se plain de son épaule qui lui fait très mal, est allé voir un médecin près d'ici qui lui a conseillé de retourner voir le chirurgien mais M refuse.

Il fait référence à l'alcool, à ce propos il propose à J-L de sortir pour aller faire des « provisions ». Ce à quoi J-L répond qu'il n'a pas bu depuis une semaine. Depuis

son entrée au foyer, il bénéficie d'un traitement au sujet duquel il a prévenu l'infirmière du foyer qu'ils ne les achèteraient plus car n'a pas 27 euros à dépenser pour ça chaque semaine.

M fait référence à St Jacques, à celui que nous avons rencontré une fois au cours d'une visite et qui marchait à quatre pâtes ; il dira aussi un moment à J-L : « *tu sais bien que je suis un malade mental* » (en lien avec le diagnostic posé par le psychiatre), propos qu'il nous avait déjà évoqué le jour du réveillon de Noël.

M. nous demande comment nous allons, il savait par J- L que nous venions à St Benoît. Nous le trouvons amaigri, ce que nous lui disons, il nous répond que c'est possible. Quand nous lui demandons s'il se fait à manger, il nous répond « *quand j'ai le temps* ». Il a les cheveux longs, sa peau est toute crevassée, il tousse beaucoup. Dit qu'il faudrait qu'il sorte plus, ne va plus en centre ville ni à Brin de Causette, n'a pas envie que tout le monde sache qu'il a un appartement. A ce sujet il évoque sa rencontre avec P, ce dernier aurait appris par M qu'il avait un appartement et lui aurait demandé quand est-ce qu'il l'invitait.

Par rapports aux démarches à faire, J-L dit qu'il doit aller voir un ophtalmologiste, de plus est allé à la Maison d'accueil de jour hier matin, il avait un courrier des impôts lui rappelant la somme qu'il devait, il évoque le fait de réaliser un dossier de surendettement mais ne dit pas quand. Quand nous lui disons qu'il pourrait en parler à son référent, il nous dit oui mais sans en être convaincu.

M évoque le fait de déménager pour un T2, c'est son propriétaire actuel qui le lui donnerait. Déjà là, ne paye pas de loyer car le propriétaire lui devrait plus d'un million de francs. Il nous montre la salle de bains, disant qu'il ne faut vraiment pas être gros, il a bac à douche, lavabo plus les WC.

En entrant, nous avons le sentiment que M depuis le mois de décembre ne s'est pas installé ; il a récupéré des tasses au café de la gare. La casserole est celle de J.-L. quand ils faisaient du camping. Il y a deux peluches « panda » d'accrochées ; ils nous disent que c'est un cadeau des restos de cœur à Noël. Il y a quelques posters, un calendrier postal avec un chien, différentes tapisseries qui se décollent du mur. Un aspirateur est en plein milieu de la pièce, il paraît être un intrus parmi tout ce désordre et saleté.

Nous nous quittons place Jean Macé, ils nous ont accompagnés pour que nous rejoignons le boulevard et allions à St Vincent de Paul. Culpabilité en partant car ils vont tous les deux au Lidl « s'approvisionner ». Ce qui nous marque est que J-L est vêtu correctement, propre, rasé, cheveux coupés. En décembre, il était incuriqué, bouffi. Alors que M lui était vêtu avec des vêtements neufs, clairs, rasés, cheveux courts. Ce qui aujourd'hui n'est plus le cas. Dès qu'ils ne sont plus ensemble, comme s'ils prenaient soin d'eux. Le fait d'être dans un lieu « contenant » permet aussi de prendre soin de soi.

Une partie des personnes rencontrées sont durablement installées dans la rue et ne fréquentent les services d'aide sociale, par leur tenue corporelle et vestimentaire, que rarement, en fonction des nécessités qu'elles ont elles-mêmes mises en place. Quand il s'agit de nuit à nuit, ou de trois jours à sept jours pour un hébergement, comment redonner la tranquillité d'esprit, qu'a tout individu qui ne doit pas s'interroger chaque jour sur l'endroit où il passera la nuit prochaine.

La tenue corporelle dépend des conditions matérielles qui sont à la disposition des personnes concernées. L'attention au corps peut changer en fonction des transformations apportées au système de survie. A ce propos pour ceux qui sont admis en CHRS, nous pouvons les voir changer physiquement. Ainsi M ou J- L, deux hommes auprès de qui nous avons pu faire « un bout de chemin », nous avons pu voir la métamorphose, physique dans un premier temps, les joues sont pleines, les regards plus sereins.

Nous avons été amenés à nous rendre à Paris, ce pour faire connaissance avec le Samu social 75 et pouvoir participer à une de leur maraude. La première « visite » fut celle d'un accueil de jour proposant différentes actions :

- Espace solidarité insertion
- Espace hygiène : système de casier avec un change.
- Pas de bagagerie possible.
- Quasiment inconditionnel et anonyme
- Collaboration avec la RATP.

La priorité pour eux est d'accueillir les grands exclus, « le clochard de base » et selon les propos de la responsable « éviter que les « toxicos » ne s'accrochent pas par rapport au trafic, les grands cas « psy ».

L'équipe est composée d'un responsable et de professionnels du champ social et sanitaire. Les professionnels présents sont 5 animateurs, une assistante sociale, un psychologue vacataire (2 après-midi par semaine), un psychologue dans le cadre de régulation, un autre poste d'assistante sociale. Il est important pour eux que les usagers soient appelés « invités », ce qui suggère des obligations de part et d'autre.

L'accueil est anonyme, possibilité de domiciliation CMU, AME. La domiciliation administrative se fait ailleurs. Il s'agit d'un espace ouvert dans la journée, va y être travaillé l'image de soi ; la reconquête du corps. Souvent, les équipes constatent une absence de repère dans l'espace, dans le temps. La première mission va être l'hygiène corporelle.

Lors de cette visite d'un E.S.I. (Espace Solidarité Insertion), la responsable des travailleurs sociaux insistera sur le fait qu'il s'agit pour eux **d'accueillir les grands exclus**. Ainsi pour les autres, notamment les personnes présentant des troubles d'ordre psychiatrique, **on leur fait comprendre** qu'ils seraient mieux **ailleurs**. Ainsi dans des espaces prévues pour accueillir des personnes exclues, il y a encore de l'exclusion. Ce que nous avons déjà repéré dans d'autres structures dans des villes comme Nantes, Challans.

Au cours de ces jours, nous avons pu vivre des rencontres avec quelques personnes SDF, essentiellement des hommes de 35-40ans, observer que des personnes stationnent où les camions des Equipes Mobile d'Aide passent et les interpellent de la main comme un taxi. S'ils n'ont pu faire le 115 ou ne sont pas parvenus à le joindre (vu le nombre d'appel, impossible de vérifier), elles tentent leur chance près des centres. Ces derniers ne désirant pas que les gens attendant devant vont par principe refuser

même s'il y a une place par désistement. De ce fait, les Equipes Mobile d'Aide font ce qu'ils appellent un transfert.

Première scène de nuit : Un homme d'environ 40 ans, connu de l'Equipe Mobile d'Aide commence à crier, menace de se suicider, se jeter sous une voiture sur le boulevard si personne ne peut l'héberger. Véritable scène d'hystérie dans cette nuit de Paris. Il dit avoir fait sans succès le 115, dit que cela ne peut plus durer, il est avec deux autres personnes dans le square en face. Puis l'Equipe Mobile d'Aide qui, dans un premier temps, avait annoncé qu'il n'y avait plus de place, contacte le coordinateur, essaye d'expliquer à la personne qu'il va pouvoir aller dans une structure. Il se met à genou sur le trottoir, remerciant Dieu. Du grand théâtre, les personnes, qui elles ont une place de réservée, y assistent dans le camion, peu de réactions. Très peu d'échanges avec les personnes qui sont dans le camion. Devant le centre, le camion se gare, les personnes descendent, ouverture de la porte du centre par un des professionnels, les personnes entrent et se dispersent. Les Equipes Mobile d'Aide (plusieurs camions en même temps) se retrouvent dans une salle de repos, où il est possible pour les équipes de prendre un café.

Dans le centre, les kits hygiène (une brosse à dent, rasoir, savon) sont disposés sur un chariot près de l'accueil ; les draps housses en plastique sont disposés sur l'étagère du bas. Tout est jetable.

L'accueil a lieu dans des camions recouverts de bâches plastiques. Repas chaud : un Bolino, cela nécessite aucun bol ou assiette, juste de l'eau chaude. Cela nous évoque un documentaire, où la personne interviewée disait à propos des rasoirs jetables qu'elle ne voulait pas être un jour le rasoir. Le Bolino est servi, un ou deux mots et le camion repart. Il y a plusieurs actions simultanées. Les personnes qui avaient une place dans le foyer ont du attendre une heure et trente minutes avant d'être accompagnées au foyer.

Image surréaliste sur les boulevards de Paris : « Bolino, Bolino les bons p'tits plats tous chauds... »

A ce propos, les 7 camions des Equipes Mobile d'Aide sont signalisés : « Samu social de Paris » plus le nom des sponsors. Les équipes portent des blousons avec l'inscription Samu Social. L'argument de cette signalisation selon Xavier Emmanuelli est que les personnes puissent savoir qui ils sont, dire au nom de quoi ils interviennent. Cependant pour des personnes qui ne demandent rien et pour lesquelles, il faut justement aller vers, cela sert il que ce soit signalisé ? A l'inverse, cela permet à une autre population qui est en demande d'interpeller, tel un taxi le Samu Social. Avant de débiter la maraude avec le Samu Social un briefing obligatoire a lieu à 20 heures. Les équipes partent à 21 heures, chacune a deux ou trois arrondissements de confié. Leur sont signalées s'il y a quelqu'un en particulier à aller voir.

La mission première est la mise à l'abri. Les personnes emmenées ce soir là dans les foyers sont des personnes ayant fait signe aux camions. Ceux pour qui l'équipe sait qu'ils refusent, il leur est proposé une boisson chaude, un Bolino. Quand nous demandons à l'équipe, s'ils proposent à chaque fois la possibilité pour eux d'aller un foyer, ils nous répondent que non, « *c'est juste créer du lien* ». A l'arrivée des personnes au centre Montrouge, nous avons le sentiment que nous déversons un flot de personnes, un groupe d'hommes entrent sans que soit pris le temps de les saluer individuellement. Ils se dirigent vers le réfectoire, il y a une salle de télévision.

Autre scène : un homme accoudé, en position allongé sur le trottoir. Le camion s'arrête. Un couple de riverain passe et dit : « **ce n'est pas le bon clochard** ». L'échange dure environ un quart d'heure, l'homme dit être là depuis une semaine, sa femme et ses enfants seraient à l'hôtel. Quelques rues plus loin, nous nous arrêtons, face à trois polonais et trois riverains. Quatre heures du matin, autre boulevard : un homme sur un banc, ce dernier a juste une veste sur lui. L'infirmière décide de s'arrêter. Elle prend une couverture de survie. L'homme à l'approche de l'équipe (trois personnes) sursaute, se rassoit sur le banc dit qu'il travaille pour le Ministère des Finances, sort sa carte, il y serait tapissier. Dit avoir eu une soirée arrosée. Pour l'équipe un de plus qui fabule. L'homme ne prend pas la couverture. Le camion repart, le risque d'hypothermie n'est pas pour autant levé. Juste à côté, un homme a coté d'une poubelle, vêtu d'un jean et d'un tee-shirt, y cherche-t-il de quoi manger ? Dans tous les cas, il a repéré le camion et s'éloigne. Parole de l'infirmière : « *il ne veut pas nous voir* ». Le camion ne s'arrête pas. Mais la mission n'est elle pas d'aller vers ceux qui ne demandent plus rien ?

Nous pouvons repérer de nombreux territoires économiques et de survie (de jour et de nuit). S'il y a du carton, il y a de l'espoir : une façon de poser sa marque sur un territoire, de le délimiter. Territoire exploré, conquis (par exemple, un duvet). **Des personnes sont sous les tunnels**, emplacements insécurisants : le bruit, les lumières, les odeurs. Le danger d'être renversé par une voiture. Réflexion de l'Equipe Mobile d'Aide « *là, ils sont tranquilles, on ne peut pas s'y arrêter* ». A notre surprise de voir un de ces hommes sous un tunnel, l'infirmière croise notre regard inquiet et nous dit « *ils sont nombreux à être sous les tunnels, on est habitué* ». Ainsi même pour des équipes en charge de la lutte contre les exclusions, elles semblent ne plus s'étonner. Cela fait partie du paysage : un lieu sinistre, sans cesse éclairé, en plein courant d'air, bruyant.

Ceci nous fait associer au centre de Montrouge où **une consultation gynécologique est proposée, seulement elle a lieu au sein de la salle détente et culture** ! Selon l'infirmière « *cela a déjà le mérite d'exister !* ». Cela signifie-t-il qu'au moment où les personnes auraient besoin d'être le plus soutenu, il est octroyé le minimum, tant en moyen humain (souvent des bénévoles ou professionnels peu qualifiés) que matériel ?

Cette participation à cette maraude nous pose différentes questions : Quand une personne est « recueillie par une Equipe Mobile d'Aide et emmenée dans un foyer, refait-elle la démarche ensuite d'elle-même, si oui au bout de combien de temps ? Le fait qu'il n'y ait pas de rendez vous obligatoire le lendemain avec un travailleur social, permet de laisser une marge de liberté ? Nous avons fréquemment entendu « Ils n'ont pas de demande ». Nous pensons qu'elle existe mais ne correspond pas à celle que l'on souhaite entendre. Nous pouvons prendre pour exemple le cahier de passage à disposition au foyer d'accueil Quai Wilson à Nantes⁶²⁴, initiative d'un agent d'accueil pour que les personnes hébergées puissent noter ce qu'elles désiraient. Pour le travailleur social de l'Equipe Mobile d'Aide rencontrée, ce n'est pas du social qu'il fait mais de l'humanitaire. « *On ne peut pas fonctionner en terme de projet* » comme si le travail social se résumait à cela. Des conceptions divergentes : là où il pourrait y avoir de l'accompagnement, sans forcément jusqu'à aller parler de réinsertion, qui implique une perspective à long terme, la préoccupation est celle de l'urgence, éviter tout scandale d'un mort dans la rue.

Aller réveiller quelqu'un à trois heures du matin, car cela fait longtemps que l'on n'a pas été prendre de ses nouvelles, est-ce légitime ? Emmener le sac à dos contenant

⁶²⁴ Fac-similé des écrits des personnes accueillies en annexe 10.

thermos plus bolino, s'apprêter à en préparer un avant même d'avoir demandé à la personne si elle avait faim ou si elle en voulait un. Résultat : la personne dit qu'elle a très bien mangé ce soir, qu'elle est fatiguée (en effet, elle reste allongée le temps de l'échange, environ 25 minutes). L'entretien consiste notamment à savoir s'il a vu une assistante sociale, s'il perçoit bien une allocation. Parole du travailleur social, en repartant : « *on n'a plus qu'à le jeter, il est ouvert* » (le Bolino !).

A propos des différents temps : le temps de l'action. C'est un temps « speed », organisé. Celui de l'exclu est un temps personnel figé et immobile qu'il ne peut plus inscrire dans le temps collectif. Comment ces deux temps se rencontrent-ils ? Le premier ne correspond-il pas à l'urgence ? L'urgence qui par définition est une réponse exceptionnelle à une situation exceptionnelle est devenue la règle.

« *On pourrait lancer des passerelles entre les écoles d'infirmières et celles de travailleurs sociaux afin que tous les personnels soient formés au caractère infiniment complexe des situations de détresse* ». Ce qui suggère des ponts dans la transversalité, alors que les réunions ont lieu au Samu Social, par corporation. Les équipes parlent de fonctionnement en autarcie, ignorent ce qui se fait dans d'autres villes ; Pas d'échange avec le centre de CHAPSA de Nanterre or ils ont des publics en commun. Pour les chauffeurs, aucun diplôme n'est exigé. Concernant la formation, le personnel a un volume horaire de comptabilisé mais n'en font pas.

Le fait que le SAMU social ait pour statut un groupe d'intérêt professionnel, cela crée une précarité des postes et un turn-over important du personnel. Double problème : par rapport aux personnes et par rapport aux équipes entre elles. L'équipe mobile psychosociale est à chaque fois obligée de reprendre ses missions, phase « explicative ». Si les équipes tournent tous les ans, quelle transmission, quelle histoire est possible ?

Penser en termes de prévention est une utopie selon les professionnels de l'urgence. Selon Xavier Emmanuelli : « les messages de prévention ne sont pas faits pour les abandonnés. Le principe directeur de mon action, celui que j'enseigne à mon équipe repose sur la solution, rien ne sert de décrire un problème si parallèlement vous n'avez pas de solution ». L'écueil n'est-il pas une vision réductrice, voire simpliste ? (115, places d'hébergement d'urgence, système de ramassage).

En quoi le travail en urgence permet-il de légitimer certaines choses ? Qu'est-ce qui fait que l'on va voir quelqu'un ? Le fait que les personnes soient dans la rue, l'espace public, légitime-t-il d'intervenir ? N'est-ce pas faire intrusion ? Se poser cette question est déjà concevoir qu'ils se sont pour certains constitués un territoire. Qu'est-ce qui légitime de poursuivre quelqu'un à la trace ? Lors du premier entretien, qu'est-ce que nous demandons, qu'est-ce que nous nous autorisons à poser comme question ? Ou bien s'agit-il de nous présenter, nous faire connaître. A poser dès la première rencontre la question du suivi social ne paraît pas pertinent, voire violent pour la personne, intrusif. Le risque étant de faire fuir la personne (physiquement), qu'elle devienne agressive, violente ou entre dans un mutisme. Il convient de se rencontrer avant de se raconter.

Et celui là, et cet autre là, et chaque individu ? Quelle prise en charge de l'humain au-delà des réponses techniques et matérielles, ces réponses à ce que les personnes présentent comme urgence ou comme besoins stéréotypés qui n'ont pas grand-chose à voir avec leurs envies ? La question de la personne vient en bout de course alors qu'elle est prioritaire. « Il s'agit de gens, pas de dispositifs ». Lors d'un

échange avec la professionnelle présente au pavillon femme de Montrouge, celle-ci est isolée, géographiquement et n'a pas de téléphone pour joindre le pavillon des hommes ; Elle dit avoir vu en trois ans, la population changer, pour elle ils ne s'adressent plus aux grands exclus.

Les stigmates (tenue, sac) ont changé, la figure du clochard n'est plus seule référence. Qui est dans la rue ? Qui est qui ? Qui est quoi ? Un sujet SDF, un clochard, un travailleur pauvre, un demandeur d'asile... A l'image de type idéal du SDF, s'est substitué un continuum de situation neutre, une population pauvre vivant dans l'inconfort et la précarité et les personnes sans domiciles stables. Ainsi l'absence de logement a peu à peu été entendue comme un passage ou une situation provisoire et s'est détachée d'une lecture en terme définitif. C'est la réalité même de l'unité de la catégorie SDF qui est ici remise en cause. Cette variabilité de situation a alimenté un courant de recherches sur les trajectoires individuelles, contribuant ainsi à une déconstruction de cette catégorie. Alors comment en devenons-nous sélectifs ? Que veut dire d'ailleurs cette classification ? Ne faut il pas s'occuper de celui qui demande encore, afin d'éviter qu'il ne devienne le grand exclu de demain. Cela rejoint le constat de Julien Damon qui dépeint des degrés dans l'exclusion. Une autre catégorisation, plus seulement sociologique cette fois.

Nos visites dans les **gares**, nous ont permis d'observer que les sans abri prennent des sièges qui sont abandonnés. Jusqu'à la fermeture des lieux, ils vont y établir leur campement, arrivant un par un, marquant leur territoire, en rassemblant leurs affaires jalousement comme des voyageurs dans leur compartiment. Ils mangent sans hâte, un reste de casse croûte, boivent un fond de bière. Etre dans les gares, centres commerciaux, c'est aussi assumer la dérision. Des panneaux mentionnent « **sortie** » mais où est la sortie de leur tunnel ? Le signal « **alarme** ». Mais qui peuvent-ils encore appeler, alarmer sur leur sort ? Collées au mur, les affiches publicitaires insolentes sont un rappel incessant de ce qu'ils ne sont pas, de ce à quoi ils ne peuvent plus prétendre. Tout itinéraire se termine par la recherche d'un abri. En dehors de la nourriture, l'obsession de tout être humain. Dans la rue, le principal média qui véhicule l'information est le bouche-à-oreille. L'information qui compte est celle du réseau. Où manger ? Trouver un lit, faire la manche ?

Le 22 novembre 2003, 19h10, gare de Nantes

Nous devons y retrouver J- L, il est avec Princesse (le Labrador de M) et la personne avec qui il mangeait la dernière fois à l'Oasis. Nous lui donnons le message de M puis après environ un quart d'heure, nous leur proposons de boire un café. Offre accueillie avec joie.

N'ayant pas de monnaie, nous allons en chercher quand nous leur demandons où on peut aller, J- L nous répond au distributeur. Nous sommes en effet juste à côté. Nous parlons tous les trois debout de choses et d'autres dont l'actualité car les deux lisent le journal, d'ailleurs la personne dont nous apprendrons le prénom après, à savoir M. va chez Carrefour suivre les informations.

J- L dit que cela fait 5 ans qu'il est dans la rue, en fait c'était en 1997 donc plus de 6 ans, entrecoupé par 6 mois à Trajet (centre de vie et de réadaptation sociale) et quelques temps hébergé chez un copain. « *On s'habitue* ».

Quand nous lui demandons si cet hiver il envisage de faire le 115, il nous répond que non, à moins que l'hiver soit très rude, de plus avec le chien, il ne sera pas accepté.

L'autre personne ne dit rien. A 20h10, nous leur disons que nous allons les « abandonner ». Cela les fait sourire. Nous nous rendons compte de notre maladresse en prononçant le mot.

Cette formule, nous l'employons avec des connaissances à nous et avec ces personnes nous nous rendons compte qu'elle prend une toute autre portée. Il nous remercie à deux reprises pour le café quand nous demandons à J- L si c'est là que nous pouvons le voir un autre jour de la semaine, il nous confirme qu'il est bien ici, gare sud dans la soirée, jusqu'à 22H30 heures, une demi heure après, il a rejoint là où il dort. Ils y restent, comme de nombreux sujets SDF dans le hall de la gare jusqu'à pouvoir rejoindre leur abri à la nuit tombée.

Le fait qu'ils ne désirent pas aller dans un café me paraît être lié à leurs bagages, de plus étant installés à une table, l'intimité est toute autre, alors que là, il y a les va-et-vient des voyageurs les annonces de la SNCF qui permettent de combler les silences.

Le 21 octobre 2005, 22H20, gare de Lyon Part Dieu.

Salle d'attente : un homme d'environ 50 ans, barbu, vêtu d'un pantalon, blouson, baskets, pas de bagages, visiblement n'attendant pas de train. Il s'installe sur un des sièges ; il a un quignon de pain à la main et un gobelet qui s'avérera contenir une soupe à la tomate, il se lève une première fois, fouiller dans une des poubelles puis s'en va voir une autre en disant des mots incompréhensibles . Soudain un agent de la SNCF l'aperçoit au travers de la vitre qui donne accès direct sur la salle. Ce dernier frappe à la vitre, lui faisant signe de sortir. Ce dernier s'éloigne en maugréant, un voyageur, ayant un sac de la boulangerie « Chez Paul » à la main contenant pain et viennoiseries lui donne un morceau de pain. L'homme répond distinctement « *merci monsieur* » en acceptant le pain. Nous sommes plusieurs dans cette salle, dont un homme installé à travailler sur son portable assis à coté de celui qui a donné le pain, le premier homme n'a pas levé la tête de son portable.

Alors que les gares revêtent un statut d'espace privé, il apparaît que l'on puisse les considérer comme espace de coprésence ouvert à l'usage du public, qui « connecte les trajets où transitent des acteurs anonymes selon des formes de coexistences et des valeurs éphémères »⁶²⁵. En conséquence tout comme les espaces publics, les gares apparaissent comme des configurations spatiales appropriables par des acteurs sociaux qui peuvent être étudiées en termes de pouvoir. Une approche qui privilégie le concept de la territorialité afin d'approcher l'espace public dans une perspective relationnelle.

⁶²⁵ PELLEGRINO et al, 1990

Conclusion

Primo Lévi : « Qu'on imagine maintenant un homme privé non seulement des êtres qu'il aime, mais de sa maison, de ses habitudes, vêtements, de tout, enfin littéralement de tout ce qu'il possède : ce sera un homme vide, réduit à la souffrance et au besoin, dénué de tout discernement, oublieux de toute dignité : car il n'est pas rare, quand on a tout perdu... de se perdre soi-même »⁶²⁶.

Au travers du questionnement qui nous a animés au cours de cette recherche, à savoir comment **l'idée du Sujet s'éprouve dans les situations d'exclusion**, nous avons été amenés à interroger la figure de l'errant.

L'étude historique mais aussi sémantique nous a permis de souligner en quoi les termes de vagabond, de nomade regroupent tout ce qui exprime à des titres divers, le démoniaque, le différent, le singulier, l'autre que nous préférons juger inférieur, voire dangereux, faute de pouvoir le comprendre, l'accepter ou le dominer. L'inquiétant nous appelle ici, d'une étrangeté imaginaire qui naît de ce qui perturbe une identité, un système, de l'entre-deux, de ce qui reste indéfiniment trouble et finit par nous engloutir. Ce repli, comme nous dit Eugène Enriquez⁶²⁷ ne peut que donner forme à une image quelque peu diabolique de ces êtres à part, soupçonnés de tous les crimes, réceptacles des projections, des désirs et des sentiments méconnus ou refusés et sur lesquels, il semblerait normal de déverser son agressivité.

L'errant s'apparente à un être sans attache, vécu comme un facteur dissolvant de la communauté, c'est une personne sans état et qui donc mettrait en cause l'Etat dans lequel il se trouve. D'autant qu'un Etat cherche à homogénéiser ses citoyens, à leur donner des lois communes, ce qui fait qu'une personne sans terre, sans Etat est « le symbole des flux de la circulation pulsionnelle. ». Ainsi, poursuit Eugène Enriquez, « *ce nomade va-t-il être regardé comme porteur, soit des pulsions érotiques, soit des pulsions destructrices* ». Il va être assimilé à un grand transgresseur et à un grand pervers qui suit la loi de son désir, désir qui serait toujours vu comme excessif et violent et qui constituerait un défi constant au fonctionnement harmonieux de l'Etat. Comme nous avons pu l'étudier, cet être pulsionnel ne peut être identifié qu'à l'impur, au déchet, à la souillure, à la peste, à l'infection.

Le marginal est toujours supposé vivre dans la fange, suspecté de se livrer à un dévergondage d'autant plus ignoble qu'il demeure secret. A ce titre, nous avons pu analyser que l'abjection qui dessine des frontières entre le pur et l'impur, le dedans et le dehors, le même et le différent et dont est porteur l'autre nous renvoie d'abord à nous-mêmes. Le dégoût, mais aussi la peur que nous inspire l'abject est d'abord l'écho de ce qui est étranger en nous. Dans ce cadre, l'autre représente moins une radicale altérité que le dépositaire de notre part maudite. Ainsi, l'objectivation se meut dans un jeu spectaculaire de ressemblances et de différences avec autrui. Une ressemblance tellement claire qu'elle en est niée avec la violence du dégoût qui inscrit de façon radicale l'exclusion de l'autre.

Ainsi, la victime émissaire serait toujours un groupe de personnes suffisamment semblables à chacun, malgré leurs différences. Une victime dissemblable n'offrirait aucun intérêt car elle ne pourrait être le réceptacle des projections. Les études ethnologiques ont, en effet, montré que les personnes vouées au sacrifice devaient participer directement de la personne du sacrificateur, pour que le sacrificateur puisse tuer en elles ce qu'il ne veut pas voir chez lui et les siens qui les constitue. Plus une population « d'intrus » essaie de s'assimiler, plus elle devient objet de fascination, de

⁶²⁶ LEVI P., *Si c'est un homme*, op cit., p. 31.

⁶²⁷ ENRIQUEZ E., *Les figures du maître*, Paris, Arcantère, 1991.

répulsion et suscitera la fureur destructrice à son égard. Cette victime sacrificielle n'est-elle pas celle qui apparaît lorsque les repères vacillent, que les institutions habituelles n'assurent plus un fonctionnement harmonieux ?

Freud, mais aussi Bataille, Callas, ont souligné le fait que l'être humain est un être excessif qui n'est pas seulement orienté vers la consommation mais vers ce que Bataille a nommé la consommation, le désir de la perte totale, du gaspillage, du sacrifice, du goût de l'abîme, de la fête macabre, du sacrilège, ce qui constitue sa part maudite. N'est-ce pas cet être diabolique et répulsif que renvoie l'errant dans les représentations collectives ? Mais aussi à cet être de transgression, donc comme un héros puisque le mystère héroïque est celui qui fait sortir l'individu de la formation collective ?

Ce qui amène aussi à la fascination, car dans la fascination, ce qui est en jeu, c'est la possibilité pour les hommes de se perdre dans un être et de s'y retrouver. L'être fascinant lui présenterait théâtralement et directement ce que lui, petit homme, pourrait, peut ou doit devenir, s'il est capable de se transcender.

En choisissant comme terrain d'étude, la rue, nous avons pu démontrer que celle-ci est un lieu d'exposition au regard de l'autre. A ce titre, les sujets SDF tendent à y apparaître comme des tâches gênantes, des empêcheurs. Si nous passons dans la rue, eux l'habitent. Cela nous dérange de plus en plus. Ce serait anachronique, comme une régression historique, moyenâgeuse, d'investir à ce point la rue, de faire du public, un lieu privé. Au travers de vignettes cliniques, nous avons pu voir en quoi si l'homme de l'errance est l'homme de la rue, le mobilier urbain est son mobilier. Pour reprendre une expression de Michel Foucault, ce mobilier joue le rôle de cache sexe, ce qui pourrait aussi expliquer en quoi la modification et l'esthétique sont présentes. Comme nous avons pu l'observer cette question n'est pas neutre. Nous ne sommes pas plus centrés sur l'individu en tant que cible mais sur l'environnement beau qui va différencier le bon usager et le mauvais usager. Dans cette logique, être à la rue, ce serait avoir perdu quelque chose. Dans ce sens, nous avons pu identifier que nombre d'interlocuteurs (riverains, intervenants, politiques) envisagent la vie à la rue comme une descente, un abîme, ce qui génère un sentiment de vertige chez chacun.

Les sujets SDF sont marqués, parfois désignés comme les étrangers de notre civilisation. Chaque société déclinant ses normes d'étrangeté vis à vis d'elle-même. L'étranger vu du dedans et au dehors renvoie inévitablement à ce qui sépare l'homme de sa quête de sa propre image dans celle de son semblable. Nous ne voyons plus de l'homme à la rue que son côté malchanceux, pauvre, perdu/perdant, un écran masquant sa personnalité, son être propre. Nous pouvons le plaindre, le prendre en pitié, nous pouvons aussi l'utiliser comme lieu de projection (le bon à rien).

Par ailleurs nous assistons aussi à la rencontre de la précarité sociale et de la précarité psychique. Selon Didier Fassin : « lorsque le psychiatre ou le psychologue, l'éducateur ou l'assistant social, désignent comme souffrance psychique les symptômes ou les sentiments qu'expriment une personne, ils produisent un effet social qui implique l'individu concerné mais aussi au-delà de lui la condition qui est la sienne. La tristesse,

l'acte agressif ou la consommation de drogues, se trouvent interprétés dans un langage qui lie le social et le psychique »⁶²⁸.

Comment se fait-il qu'une souffrance en rapport avec la condition sociale soit qualifiée de psychique alors qu'elle correspond assez exactement à la « souffrance d'origine sociale » décrite par Freud dans « Malaise dans la civilisation » ? Elle y est décrite comme liée à « la déficience des dispositifs qui règlent les relations des hommes entre eux dans la famille, l'état et la société ». Tout se passe comme si à notre époque, cette souffrance d'origine sociale, ordinairement déniée, réapparaissait maintenant en force sur le mode de l'affect douloureux. Ce qui n'est pas sans conséquences, allant jusqu'à cette thèse de Paul-Laurent Assoun selon laquelle, l'imaginaire du discours social produit l'exclusion pour l'institutionnaliser.

Mais si souffrir n'est pas une maladie et que la souffrance psychique n'est pas la maladie mentale, nous pouvons nous demander en quoi la souffrance psychique est un paradigme écran ? L'inflation de discours, dispositifs, voire de pratiques cliniques animées du souci louable de prendre en charge la souffrance psychique, nous semble porteurs du danger de nier les dimensions politiques, sociétales et éthiques de la pauvreté. Par ailleurs, l'écueil serait de considérer la souffrance psychique comme mot valise sans s'interroger sur le fait de savoir s'il ne s'agirait pas de notre propre souffrance à être impuissant. Cette réponse d'aujourd'hui à la misère de toujours n'est-elle pas plus la manifestation de la douleur à l'âme de ceux qui soucieux d'aider, sont conscients de leurs limites et leur relative impuissance, que des perturbations psychiques qu'impliquerait systématiquement et chez chacun la vie dans la pauvreté et l'exclusion.

L'autre écueil n'est-il pas une sanitarisation de la question sociale ? Comme nous avons pu l'étudier, quand elle est abordée en retour par une approche politique plus répressive que sociale, le sentiment d'exclusion s'aggrave avec l'accentuation de la vulnérabilité sociale, de la désaffiliation et l'ampleur de la honte.

Pour Didier Fassin, « l'obligation de se raconter pour justifier sa position de solliciteur et d'exposer sa souffrance engage l'individu dans une présentation de lui-même dont on peut supposer qu'elle n'est pas sans effet sur la construction de son Moi, sinon moral tout du moins social »⁶²⁹.

La souffrance de ces laissés pour compte de la société, totalement exclus ou encore partiellement inclus, est immédiatement reliée à la violence de la réalité sociale et aux liens de causalités politiques qui la sous-tendent. Ces sujets se sentent abandonnés par le monde dans lequel ils vivent et ils le formulent à travers des passages à l'acte quant leur parole a cessé d'être prise en compte. Lors de notre étude des réponses institutionnelles, nous avons pu voir comment la notion de souffrance psychique, en se précisant dans la dimension du politique, a conduit à élaborer des stratégies d'approches thérapeutiques « d'aller vers » s'inscrivant dans une dimension de santé publique, ainsi que l'élaboration d'une clinique du sujet créatrice de lien social.

⁶²⁸ DE RIVOYRE F. (sous la direction de), *une souffrance psychique ordinaire*, Paris, L'harmattan, 1998, p.69

⁶²⁹ FASSIND., *La supplique, stratégies rhétoriques et constructions identitaires dans les demandes d'aide d'urgence*, annales HSS, n°5, septembre octobre 2000, p 953.981.

Elle nous paraît éclairer autrement les politiques de « la douleur », leur donnant, au delà des dispositifs techniques qui visent à son soulagement, une dimension symbolique dans le temps social qui fait l'humanité. Cela permet aussi de souligner qu'il n'y a de subjectivité que par l'œuvre d'une séparation, d'un recueillement en soi. Cette séparation ne saurait être seulement spirituelle, ni même psychologique, elle doit s'accomplir aussi sur le plan psychique ou matériel ; au travers de vignettes nous avons pu étudier en quoi l'essence de l'habitat tenait précisément ce rôle. En écoutant d'anciens sujets SDF, nous pouvons entendre dire qu'en étant privés de domicile, ils ont perdu peu à peu le sentiment d'être une personne ou un sujet.

Nulle part chez eux, ils n'avaient la possibilité d'être quelqu'un qui se tient face au monde, ils se sentaient bien plutôt perdus dans ce monde, chose parmi les choses, menacés constamment, tributaires des événements du monde. Le fait de perdre son domicile fragiliserait la subjectivité, jusqu'à l'annihiler, réduisant la personne à n'être plus qu'un objet parmi les objets.

A ce titre, cette citation d'Albert Camus : « Nous ne savons plus voir les vrais visages de ceux qui nous entourent. Nous ne regardons plus nos contemporains, avides seulement de ceux qui en eux sert à notre orientation et règle notre conduite »⁶³⁰ nous a amené à reprendre **les trois registres de la structure subjective** :

- Celui du réel. Le « Réel impossible à supporter » nous dit Lacan.
- Celui de l'imaginaire.
- Le symbolique, la dimension symbolique des lois de la parole et du langage ou le respect de la loi.

Le réel est le registre de l'impossible (quoi qu'on fasse, ça ne va pas et ça revient toujours à la même place). Les mots ne peuvent pas tout dire. Il y a du manque qui est structurant pour un sujet. L'objet « a » cause du désir et qui permet au sujet d'accéder au désir.

Il apparaît, au vu de nos entretiens, avec les professionnels et bénévoles du champ social que dans les institutions sociales, ce réel n'engendre pas les mêmes réponses que celles des soignants. Ainsi le manque est entendu comme besoin à réparer (logement, aide financière). L'urgence s'est peu à peu installée comme norme, sans autre accomplissement que sa réitération quotidienne. Une urgence sociale démonstrative, spectaculaire et médiatique. A ce sujet, nous pouvons nous demander si l'humanitaire en bon héritier de la philanthropie ne se contente pas de cristalliser à la rue ceux qu'il prétend en sortir. En nommant Xavier Emmanuelli au secrétariat d'état à l'action humanitaire d'urgence, ce titre, jusque là réservé aux pays en voie de développement touchés par des famines ou ravagés par des guerres, est reconnu officiellement pour s'occuper des plus démunis dans un pays développé et riche.

Une injonction de soin et de solutions rapides voire magiques qui donne une image déformée de la nature même de la psyché et des interventions en matière de santé mentale. Cela témoigne aussi du système actuel médico social, d'aide à autrui qui est moderne et technologique, bâti sur l'idée de garantir avec certitude le succès de ses actions. Des technologies du bien qui risquent d'oublier le sujet ! Croyant au savoir sur lequel elles se reposent, elles ne rencontrent aucun sujet puisqu'elles croient le savoir.

⁶³⁰ CAMUS A., *Noces*, Paris, Gallimard, Folio, 1972, 183 p.

Notre propos n'est pas de nier les urgences vitales mais d'entériner le fait qu'il y a des impasses, des situations impossibles. Or, notre modernité évolue dans le sens d'une récusation de cet impossible, ce qui signifie solutions adaptées, réparations, restauration. Or, ce repérage et cette lecture d'un réel qui échappe, est indispensable à la création et à la vie de toute structure institutionnelle, c'est parce qu'il y aura du manque qu'il y aura du désir dans l'institution et une reconnaissance du sujet. Les techniques tirées de connaissances scientifiques doivent sans défaut guérir la souffrance psychosociale des hommes qu'ils le veuillent ou non. Qu'ils vivent bon sang. Tel est l'ordre moderne !

Le sujet comme tel n'en veut pas. Nous ne pouvons ignorer cette population en état de survie psychique et vitale. Nous avons pu voir au cours de notre analyse clinique que si leur souffrance est inconsciente, seules les réactions à la souffrance peuvent être conscientes. Elle devient la réalité intime du sujet, elle ne se représente pas, elle se verbalise encore moins. Au plus, elle se projette sur la scène publique désignée comme coupable et persécutrice. Jung écrivait « tout ce qui ne vient pas à la conscience revient sous forme de destiné » ; cette souffrance peut classiquement se métamorphoser dans le symptôme névrotique ou dans le délire qui subjective le rapport au mode par dé réalité.

Une autre forme de subjectivation possible est l'auto-exclusion, la problématique se pose de façon prédominante comme étant celle de l'impossibilité à continuer à occuper leur place dans les liens sociaux qui étaient les leurs. Une problématique qui s'exprime autour du lien social. Devancer une rupture de liens qui semble inexorable. La position masochiste est un compromis, au prix d'une mort sociale. Matérialiser la chute de façon évidente fait basculer le corps non seulement dans la précarité profonde mais surtout dans un dysfonctionnement psychique ou psychique qui concrétise cette rupture. Les travaux de Claudine Herzlich et Jeannine Perrt relatifs aux représentations sociales de la santé et de la maladie nous rappellent que d'un point de vue anthropologique la maladie ou le symptôme doivent être considérés comme un support identitaire qui permet à certaines personnes d'exister par le symptôme dont la disparition « grâce aux soins » peut entraîner un effondrement psychologique et social avec une fréquence, non exceptionnelle. L'incurie qui fait partie du syndrome d'auto-exclusion selon la logique de survie qui consiste à se couper de sa vie pour rester vivant compte plusieurs conséquences. L'incurie est une pathologie de la disparition qui peut aller jusqu' à la mort. Ce n'est pas de suicide mais l'abandon de soi même, le désinvestissement de soi même, l'instinct de mort qui a réussi.

Nous sommes dans ce que la psychanalyse et, notamment l'école lyonnaise de psychanalyse, a nommé « les logiques de survie » ou plutôt de survivance⁶³¹. Ces logiques de survie n'obéissent pas au principe de plaisir / déplaisir ; ce qui explique la tolérance des personnes à la destructivité de leur vie.

Que ce soit par le repli sur soi qui conduit à l'isolement ou par la surenchère qui porte à anticiper le malheur, le sujet semble effectuer des choix qui font de lui, l'acteur de sa propre désinsertion (de son exclusion.). A ce titre, notre approche du phénomène

⁶³¹ ROUSSILLON R., *les situations extrêmes et la clinique de la survivance psychique* in FURTOS J., LAVAL C., (dir.), *la santé mentale en actes. De la clinique au politique*, Ramonville, Eres, 2005.

de la manche en tant qu'élément dans le concert de sociabilité qui scande la vie de la rue, a mis l'accent sur une modalité de l'inclusion du sujet SDF au sein des nombreuses interactions qui caractérisent la rue.

Nous avons pu démontrer que de la part du sujet SDF, il ne s'agit pas uniquement d'un moyen de survie, mais un dispositif quasi permanent qui vise à faire reconnaître ses qualités d'agent symbolique efficient au sein de sa catégorie d'appartenance et auprès d'un certain public de connaisseurs. A ce sujet, il nous semble important de souligner en quoi une interpellation des services publics à partir de la rue, peut constituer un programme non négligeable de l'action publique qui redonne au sans domicile un rôle d'acteur de la rue. La rue, l'espace public sont ainsi reconnus, de fait, comme lieu premier de séjour et d'exercice de l'activité de sans domicile. Mais il reste que l'errance des personnes continue de remettre en cause la société, en lien avec le fait que les risques qu'ils vivent et surtout auxquels ils survivent, mettent à l'épreuve les soumissions habituelles aux bons standards de vie auxquels une énorme importance est donnée aujourd'hui : l'hygiène, la nourriture équilibrée, les temps, la mise en scène isolée et clandestine des lieux du sommeil, la non proximité corporelle et affective avec les animaux.

Ils démontrent la relative vanité des critères d'intégration auxquels nous y sacrifions tant de choses. D'où l'émergence d'une pratique éducative de rue où l'action doit permettre de maintenir ou de rétablir le lien social vis-à-vis de personne dont le mode de vie écarte largement de normes généralement admises et qui manifestent un comportement d'errance et de marginalité. Les logiques de « bande » ou de « rue » mettent en code un mode de lien social plus proche de celui de la « horde » que celui de « l'institution », ce qui est de l'ordre de l'insupportable pour la collectivité.

Comme nous avons pu aussi le mesurer ces stratégies de survie ne sont pas sans conséquences du point de vue de l'économie psychique. D'un point de vue psychanalytique, le rapport entre le dedans et le dehors est pour Freud le premier temps de l'introduction du sujet humain à la prise en compte de son identité, de sa forme, de sa consistance. Le dehors est un lieu nécessaire pour l'être humain. Le jeu identitaire se pratique à la fois du dedans et du dehors, c'est-à-dire en étant moins ou alternativement acteur et spectateur de ce théâtre urbain.

Selon la thèse Freudienne, si le dehors est hostile, l'homme est dans l'impossibilité d'avoir une vie agréable et il se replie définitivement au dedans, mais un dedans sans respiration et échange venant du dehors n'est autre qu'une prison. Alors il fait de la résistance et il en meurt. Par sa dégradation, son incurie et son refus qu'on prenne soin de lui, il défie quiconque de lui venir en aide.

Nous avons pu rencontrer des sujets au regard exalté ou éploré, des faces muettes dressant une humanité réduite à sa plus simple expression. Vision qui rompt avec ce qui flatte, qui prend parti. Comme le dit O. Jan, il s'agit d'une manière d'être au monde en antithèse, venant déranger l'ordre établi autour de lui⁶³². Ce qui n'est pas sans poser la question : « Au nom de quoi forcer une rencontre ? » Leur refus dessine une illustration involontaire de la pulsion de mort, selon la stricte définition de Freud. Il n'y a rien à quoi le sujet soit plus attaché qu'à sa plainte, à la rue, à l'horreur. Imaginairement tout puissant par le déni de sa vulnérabilité, il réduit les intervenants à

⁶³² JAN O., *Psychotiques à la rue*, VST. « Désaliénisme », n°83, 2004, pp55-63.

l'impuissance. Son pied de nez à la mort est aussi un bras d'honneur à une société qui se soucie de lui seulement quand il est trop tard

« Alors : Do mi si la do ré, le trottoir ? Non, simple abattoir » nous dit Jean Maisondieu.

Le paradoxe de la désinsertion serait que le sujet devienne acteur. Alors qu'on attendait un assisté docile et discret qui se fasse oublier, l'acteur surgit, obstiné, inadapté, gênant. « Usagers » du trottoir, ils provoquent des sentiments de compassion, d'hostilité à travers l'espace public, ils jouent un rôle social dans l'amorce d'affects. La ville comme un espace de représentation. Ici, la ville se tend son propre miroir, même se met en scène publiquement, se donnant à voir comme lieu d'expression.

Cela n'est pas sans s'accompagner de violence symbolique chez celui qui la reçoit et plutôt que son aspect spectaculaire, insisté sur le fait que la violence annule en quelque sorte l'autre en tant que partenaire. Les rencontres de professionnels et bénévoles nous ont permis d'identifier en quoi ce travail avec l'échec et la persistance avec la répétition des échecs induisent le sentiment de ne rien pouvoir guérir, malgré les tentatives, ou même le déni de ce qui a été fait comme si l'absence de résultats était imputable à une absence de projet, d'action, de réflexion. C'est aussi la rencontre de l'effroi suscité par ces figures insensées de la peur. Des sujets pour lesquels nous pouvons parler de sidération psychique, une mort apparente de la pensée qui endort le cauchemar. Ce sacrifice des fonctions psychiques vitales est la part du feu pour ne pas être totalement anéanti, faire le mort pour ne pas mourir est la défense autistique par excellence.

Les sujets qui sont à accompagner ne disant parfois plus leur peur autrement que dans la meurtrissure du corps, la volonté de l'acte, l'anéantissement de leur pensée, le refus de la parole. Nous pouvons aussi engendrer la peur chez l'autre, par l'exigence de nos demandes, les paradoxes de nos attentes, les injonctions aux changements et même par notre propre peur. Une peur réveillée chaque fois que la parole de l'autre m'invite à me rappeler que jamais je ne pourrais faire l'économie de la différence et que c'est cela même qui fonde le désir humain.

Autrui se donne à moi dans un visage qui est en lui-même un paradoxe : il montre et il dérobie à la fois. Le *face à face* avec l'autre n'est pas seulement une co-présence, il est une proximité.

Étymologiquement, la responsabilité c'est la réponse à un appel. Nous retrouvons ici une des justifications les moins discutables de l'aide humanitaire, qui entend précisément répondre à l'appel qu'adressent les victimes. Comme le souligne P. Ricoeur, la souffrance des victimes crée des obligations pour les autres. « La souffrance oblige », explique-t-il, « elle rend responsable ses témoins. Le premier droit est ainsi du côté de la victime. Son droit est d'être reconnu ». A ce droit originaire, correspond l'obligation inconditionnelle de porter secours.

Actuellement, au vu de ce que nous venons d'exposer, nous assisterions à des ambiguïtés dans nos rapports avec eux, que nous pourrions traduire en terme d'ambivalence : aidez-les ils souffrent et éloignez-les, ils puent ! Les derniers événements de l'été 2006 au sein de la Capitale peuvent l'illustrer, ainsi ces propos de

Bertrand De La Noé «Je ne cherche pas à chasser les SDF, je cherche à les épauler. Mais je dois aussi répondre à la demande des riverains »⁶³³.

Un discours sécuritaire, qui a pour écueil d'effrayer les personnes et de les reléguer loin de nos villes et un discours médico-social, hygiéniste, humanitaire qui préconise de multiples interventions auprès des sujets SDF : intervention visant à ce qu'il n'y ait plus de personnes (l'hiver) à la rue, une manière de répondre à tous les besoins. Or comme le soulignait déjà un rapport en 1994, quelque 1,4 millions de personnes composeraient la population à la dérive, qui en dépit de toutes les politiques sociales mises en œuvre, ne parviendraient pas à se réinsérer dans la société française. Tel est le principal enseignement du rapport de Christian Chasseraud⁶³⁴ relatif à la grande exclusion sociale, remis en décembre 1993 à Simon Veil et rend public le 3 avril 1994.

La réinsertion de ces publics en grande précarité passerait déjà, selon M. Chassériaud, par la continuité des actions engagées. Ces exclus sont en effet « placés dans une logique permanente du provisoire » constate le rapporteur, «avec des ruptures remettant à chaque fois en question les acquis engagés » telles que la fin d'un contrat, le départ d'un hébergement, l'arrêt d'une allocation.

Comme nous avons pu l'étudier la finalité de l'action s'inscrit dans une volonté simple de rencontre axée sur un besoin présumé, formulable ainsi : « il y a des SDF qui ont besoin d'être rencontrés. On a un devoir d'aller les voir » Ici, la présomption de besoin de l'activité elle-même (aide à l'autre) se change simultanément en besoin des SDF d'être rencontrés. N'y a-t-il pas ici création d'une réciprocité légitimatrice entre les deux besoins évoqués : celui de voir (bénévoles) et celui d'être vus (SDF). Réflexion pouvant jusqu'à aller se poser la question de jusqu'où peut-on pousser la prévention ? Quel est le point de rupture de la sécurisation et d'assistance à autrui ? Comment s'y prendre pour ne pas mettre tout le monde en hospice manu militari ?

Cela nous amène aussi à des paradoxes que l'opération Médecins du Monde : « A défaut d'un toit une tente » illustre. Ce qui devait être une mise en visibilité devient une situation qui perdure. Elles devaient être symboliques, elles sont devenues indispensables ! Les tentes distribuées par Médecins du monde ont fleuri cet hiver dans les rues de Paris, rendant encore plus visibles les populations contraintes de vivre dans la rue. "Initialement, c'était un support pour sensibiliser les gens, explique le directeur général de l'association, Michel Brugière. Puis, on s'est rendu compte que les SDF appréciaient d'avoir un abri, et surtout, ce qui leur manque le plus, un peu d'intimité ».

Alors que pour Corinne Vautrain, la ministre déléguée à la Cohésion sociale, il s'agit d'« une tentative contre productive, avec sédentarisation et pérennisation du phénomène » nous avons pu étudier que ce dernier était déjà pérennisé. Ainsi alors que nous assistons à une débauche de mesures, le souci étatique se voulant prononcé, nous ne pouvons ignorer le dernier rapport du SAMU social qui annonce 29 nuits par an et par personne, l'association des Restaurants du cœur, elle, a délivré en 2004, 67 million de repas en 6 mois ! Pourtant ne fait-on pas comme si le problème était résolu !

⁶³³ BLECHER L., *SUJET SDF: Delanoë tente de juguler la polémique : La volonté de voir les sans-abri quitter les trottoirs n'a selon lui rien à voir avec Paris Plages*, Libération, Mardi 25 juillet 2006.

⁶³⁴ Membre de l'association Périgourdine d'action et de recherche sur l'exclusion.

La charité chrétienne, le dévouement humanitaire doivent être questionnés. Une société d'abondance qui accepte que des hommes meurent et soient dénués de tout, comment est-ce possible ?

Selon Patrick Declerck, le SDF existe dans le regard sociétal à partir du moment où la météo autorise une identification, sa thèse étant qu'ils servent à quelque chose, une figure repoussoir. Ce serait une mise en scène d'une souffrance nécessaire qui a une fonction sociale, celle de victimes sacrificielles, autrement dit voilà ce qui arrive quand on transgresse les lois. Ce qui expliquerait aussi cette logique de distinguer les méritants et les autres.

Un double discours humanitaire et policier, répressif et réparateur, agressif et culpabilisé. Ces deux courants qui apparemment s'opposent, ne produisent-ils pas le même effet : la disparition du sujet, la mise en question de sa pratique singulière, en tant qu'énigme adressée à la société, en tant que modèle obscène de jouissance ? Le fait que nous parlons de SDF ne signifie-t-il pas que la dimension subjective est niée, la focalisation sur l'absence d'abri est banalisée, réduite à un seul effet économique, son caractère pathologique en est évacué. Qu'en est-il de la prise en compte des aménagements existentiels avec les conséquences somatiques et psychiques. C'est de mort dont il est question. Et pour reprendre ces paroles de Louis Aragon « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? ».

Cette recherche nous a permis de souligner l'émergence de population composée d'irréductibles, celles pour lesquelles nous sommes toujours à côté et qui suscite une interrogation éthique qui permet de dégager un autre habitus. Nous avons pu analyser en quoi un mode d'accueil et d'hébergement par étape assorti de sanctions n'est pas cohérent avec toutes les populations, ce notamment car nous avons affaire à une population non homogène, ainsi s'il convient de penser pour celle pour qui cela marche, ce que nous avons démontré au travers de toute l'ingénierie psychologique ; à côté de cela l'existence d'un autre type de population, et il est aussi important de prendre en compte celle qui renvoie à l'aspect caduque des propositions. Les échecs des propositions font ressortir une autre population et nos observations montrent comment cette population là peut tirer profit d'un certain type de propositions qui sont autres que les propositions classiques

De même, un parallèle entre l'alcoolisme, l'exclusion et l'errance nous apparaît possible, à savoir à ne vouloir en parler qu'en terme de maladie, il n'y a plus de référence au fait que cela puisse être un symptôme avec des bénéfices secondaires. Difficile de comprendre qu'ils puissent être dans le monde, errants, ce qui leur donne une stabilité. Une errance avec des bénéfices secondaires liés au refus de filiation institutionnelle, la construction, le maintien dans la rue. Ainsi certaines offres sont plus destructrices que restauratrices pour certains. Cela nous a conduit à nous interroger sur quelle traduction faire de la survie psychique ? Par quels types de procédé comportementaux et psychologiques quelqu'un se maintient dans une situation d'errance ?

Un modèle de transfert possible est celui du viol. Autrement dit comment devient-on extérieur à soi-même ? Il s'agit de la position particulière de celui ou celle qui a été violé et qui du fait même de la pénétration se trouve pris du dégoût de tout ce qui a été touché. Une recherche d'être placé en dehors de soi, créant une forme d'extériorité à l'intérieur du corps. La personne agressée devient enfermée dans cette extériorité qui a été contrainte, imposée, suscitée, elle vit alors dans cette extériorité du

dégout. Cette extériorité là du fait même de sa construction, élabore logiquement, automatiquement une certaine forme de destin. Le modèle du viol, c'est ce qui permettrait de comprendre comment le sujet SDF peut être saisi dans cette extériorité imposée. Autrement dit, il a été profondément atteint dans son intériorité, dans son intégrité, au point que tout ce qui a été touché, devient hors et il vit dans cet « hors là ». Là nous avons une image de la construction de l'extériorité. En symétrie, nous pouvons prendre la construction d'une néoréalité chez les toxicomanes, celle-ci est le produit de la prise. Elle est idéalisée, positivée en quelque sorte, alors que chez notre sujet SDF ou violé, elle lui a été imposée.

Le sujet est rendu extérieur à lui même, à une extériorité à laquelle il est condamné. Condamné à être dans l'extériorité de lui même. Cela a du destin. C'est peut être pourquoi, il assiste à cet envahissement d'extériorité et cette extériorité ne peut pas être logée dans le monde commun.

Dans leur désinvestissement, absence d'eux-mêmes, nous avons analysé comment ils nous mènent aux marges du cynisme, mais ce ne sont pas pour autant des Diogène, de temps en, temps ils peuvent activer une position cynique active, dans un recours défensif. Diogène lui est cynique, il incarne le destructeur des valeurs.

Le cynisme dénonce avant tout la domination exercée par le plaisir sur les hommes. Insatiable par définition, celui-ci engendre le dégoût morbide de tous ceux qui le contrarient. Travail, revers, souffrance, tout ce qui forme nécessairement même la texture d'une vie humaine ; le seul bonheur qui soit accessible à l'homme passe donc par l'autarcie, le fait de se suffire à soi même.

Tout ce qui entrave la liberté individuelle doit en conséquence être rejeté, à commencer par toute forme d'engagement politique, social ou familial. Pour le cynique, l'ascèse relève de la profession : celui-ci est en effet destiné à montrer aux hommes bien clairement à partir de sa propre personne, combien le minimum suffit pour se tirer d'affaire et combien le bonheur dépend au minimum des possessions extérieures.

Ce qui va à l'encontre des besoins que les différentes mesures étatiques et associatives servent à promouvoir.

Alors que nous assistons au développement de ce qu'il est convenu d'appeler la victimologie sociale, ainsi selon Xavier Emmanuelli, ancien secrétaire d'état à l'action humanitaire d'urgence, intervenu lors d'une table ronde du 31 janvier 2001 pour parler de survictimisation parmi les exclus de notre société : « les SDF, loin de choisir leur destin fragile (mythe du clochard volontaire) sont surtout les victimes d'une économie toujours plus concurrentielle et toujours moins sociale », notre thèse est qu'ils sont sujet parce qu'ils savent se faire voir, déclarer qu'ils ne sont pas déterminés. Etre sujet est un vrai mouvement d'existence et non un statut donné d'emblée.

Toujours dans l'idée du renversement d'une position passive à une position active, nous nous sommes demandés dans quelle mesure, le sujet SDF avait une contribution de son propre sort. Un renversement d'une position avec le risque d'arriver toujours à la conclusion : « Il l'a bien cherché » ou bien « il était dans une position victimale, ce n'est que le déroulement de ce qu'on attendait de lui ».

Ce qui nous importait était d'ouvrir le débat pour sortir d'une alternative réductrice qui se présente souvent en termes de sanitarisation ou de pénalisation de la question sociale.

Ainsi en étudiant quelles étaient les solutions alternatives, à la fois respectueuses de ce qui se présente comme un choix, un risque personnel, le cynisme nous est apparu comme une condition du respect de l'altérité.

Pour nous, il s'est agit d'une part de comprendre comment l'errance participe au fonctionnement psychique du sujet, analyser comment celui-ci utilise l'exclusion pour traiter son drame personnel et d'autre part de prendre en compte la dimension psychique avec les conséquences d'une situation dont le caractère extrême pousse à n'en considérer que la dimension sociale.

D'autant que prendre en compte les différents mécanismes psychopathologiques à l'œuvre chez un sujet, ce n'est ni l'assigner ni l'insulter mais tenter de comprendre ce qui le rend sujet.

Pour ne pas conclure, au vu de notre analyse clinique et contre transférentielle, nous dirions qu'ils nous amènent au bord du cynisme ; ils portent les valeurs du cynisme, ils peuvent quelque fois être cyniques mais c'est la dimension subjective de l'observateur dans son transfert qui nous amène à les entendre comme étant dans une position cynique.

En nous interrogeant sur les formes de rencontre que nous avons eues auprès de ces personnes, nous avons souhaité exposer la position que nous pouvons prendre, que chacun peut prendre. Il s'est agit d'un engagement dans une construction de l'autre à partir de ce qu'impliquent le cynisme et son observateur. Nous avons vu le décalage entre la situation et ce qu'elle crée chez nous, elle nous ordonne une certaine conduite ; une manière de sauvetage mais c'est jamais l'autre que nous sauvons !

Finalement, pouvons-nous accepter de définir l'errance comme souffrance, incapacité, ou ne devons-nous pas au contraire constater que dans le « dérèglement de tous les sens » dont nous parlait Rimbaud, gît la véritable source des productions de subjectivité, de la création qui se fait toujours par dissidence, écart, face aux formes normales du sujet ?

Index des auteurs

—A—	
ARNOLD-RICHEZ.....	185
ASSOUN.....	12, 161, 588
AUBERT.....	183
AUTES.....	128
—B—	
BABIN.....	121
BAREL.....	197
BARUS MICHEL.....	190
BAUDOUIN.....	253
BAZILE.....	243
BECKER.....	48
BENJAMIN.....	191
BERGERET.....	238
BERGIER.....	431
BERTRAND.....	3, 130, 220, 593
BOLOGNE.....	253
BOLTANSKI.....	191, 536, 541
BOURDIEU.....	195, 370, 475
BRESSON.....	85, 136
BRIGOU.....	213
—C—	
CANGUILHEM.....	228, 275, 459
CASTEL.....	29, 42, 57, 65, 117, 128
CHARBONNEAU.....	264
CHAREST.....	50
CHARRETON.....	262, 487
CHAUVIN.....	171
CHERCKI.....	179
CHOBEAUX.....	82, 88
CICHELLI.....	267
COLIN.....	48, 123, 124, 168, 262, 487
—D—	
DAMON.....	35, 37, 38, 39, 85, 94, 104, 133, 135, 379, 541, 583
DAVOULT.....	47
DE CERTEAU.....	149
DE GAULEJAC.....	129
DECLERCK.....	107, 121, 122, 123, 124, 125, 160, 191, 205, 208, 214, 220, 232, 354, 405, 539, 594
DORAY.....	130
DOUGLAS.....	19, 233
DOUVILLE.....	3, 17, 24, 119, 120, 121, 192
DUEZ.....	262, 487
DUEZ.....	254
—E—	
EMANUELLI.....	123, 186
ENRIQUEZ.....	586
ESCARPT.....	238
ESTERLE HEBIDEL.....	185
—F—	
FABRE.....	395
FISCHER.....	241
FONTAINE.....	151, 153, 270, 294, 300, 359, 367, 378, 426, 521
FOUCAULT.....	43, 58, 63, 69, 193, 207, 271, 275, 540, 587
FREUD.....	19, 24, 49, 52, 120, 125, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 200, 215, 217, 226, 235, 238, 239, 240, 241, 242, 254, 255, 263, 268, 275, 276, 279, 405, 587, 588, 591
FURTOS.....	114, 148, 187, 376

—G—	
GABORIAU	87, 129, 370
GIRARD	231
GOFFMAN.....	50, 100, 133, 140, 178, 192, 193, 218, 219, 221, 223, 255, 288, 348, 391, 431
GUIGET	171
GUILLOU.....	492
GUTTON.....	139
—H—	
HASSIN	155, 195, 223, 236, 268, 563
HATZFELD.....	202, 262
HENRY	123
HIPPOCRATE.....	185
HUGO.....	228, 241, 243, 277, 493, 539
—I—	
ISAAC	215, 387
—J—	
JOYCE.....	164, 450
—K—	
KLANARIS	275
KRISTEVA.....	19, 225, 226, 231, 232, 491
—L—	
LACAN	19, 120, 129, 212, 216, 217, 230, 242, 254, 259, 420, 490, 589
LAE	72, 239
LANZARINI.....	86, 91, 453, 462
LASCOUMES	55
LEBRETON	54
LEFAURE	55
LEVINAS	20, 138, 222
—M—	
MAISONDIEU	96, 118, 160, 164, 172, 387, 592
MARPSAT	74, 75
MATHIEU.....	46, 131
MATTHIEUSSENT	328, 427
MAUNAYE.....	267
MAUSS	391, 476
MCLIAM WILSON	328, 427
MÉCA.....	369
MENAHÉM.....	171
MERLEAU-PONTY	222
MOATTI.....	55
MONTERRAIN.....	198
MORHAIN	169
MORIN	65
MURARD.....	84
MURPHY-JUDY	277
—N—	
NAHOUM-GRAPPE.....	185, 212
NOËL.....	297, 352, 392, 448, 455, 466, 478, 538, 552, 562, 578
—O—	
ONFRAY	249, 250
—P—	
PARIZOT	170, 171
PECH.....	171
PICHON	74, 85, 88, 93, 134, 150, 189
PROTH	154
PUJOS	191
—Q—	
QUESEMAND ZUCCA.....	120, 121, 192
—R—	
RAYBAUD.....	154

RIDEL	119, 120
ROBERT	29, 42, 117, 128, 173, 188, 209, 221, 229, 238, 272, 299, 561
—S—	
SARTRE	191, 236, 237, 268
SHEARING	180
SLOTERDIJK.....	246
STENNING	180
—T—	
TAUBES.....	432
TERRAL.....	208
TOMKIEWICZ.....	55
TOUMAYAN.....	191
—V—	
VANEUVILLE.....	77
VEXLIARD.....	29, 118, 124, 519
VIDAL-NAQUET	75, 109
—W—	
WECKEL.....	193
WYLIE	328, 427
—Z—	
ZENEIDI-HENRY.....	66, 560

Bibliographie

Ouvrages :

- MARPSAT M., FIRDION J. M., *La Rue et le Foyer une Recherche sur les Sans Domiciles et les Mal Logés dans les Années 1990*, Paris, Presse Universitaire de France, 2000.
- AGOSTINI PAJOTIN B., *Jack Kerouac. Itinéraire de l'errance*, Edition paroles d'aube, 1998.
- AÏN J.(dir.), *Errances : Entre dérives et ancrages*, Ramonville, Erès, 1996, 213 p.
- ASSOUN P.-L., *Le préjudice et l'idéal*, Paris, Economica, 1999, 262 p.
- ASSOUN P.-L., *Leçons psychanalytiques sur Corps et Symptôme – Tome 1 : Clinique du Corps*, Paris, Anthropos, Economica, 1997, 112 p.
- ASSOUN P.-L., *Leçons psychanalytiques sur Corps et Symptôme – Tome 2 : Corps et Inconscient*, Paris, Anthropos, Economica, 1997, 112 p.
- AUBERT N., *Le culte de l'urgence, la société malade du temps*, Paris, Flammarion, 2003, 375 p.
- AVENEL C., *Sociologie des quartiers sensibles*, Paris, Armand Colin, 2004, 128 p.
- BABIN P., SDF, *L'obscénité du malheur*, Ramonville, Erès, Humus, 2004, 121 p.
- BALLET D. (dir.), *Les SDF visibles, proches, citoyens*, Paris, Presse Universitaire de France, Sciences sociales et sociétés, 2005, 384 p.
- BARBERIS E., *Elseneur 7, L'errance*, Presse universitaire de Caen, 1992, 256 p.
- BECKER H.-S., *Outsiders, Etude de sociologie de la déviance*, Editions A.-M. Métailié, 1985, 247 p.
- BELLAIN L.-M., *La misère blanche, le mode de vie des exclus*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 1998, 163 p.
- BERGIER B., *Les Affranchis, parcours de réinsertion*, Paris, Désclée de Brouwer, sociologie clinique, 1996, 281 p.
- BETTELHEIM B., *Survivre*, Paris, Robert Laffont, collection réponses, 1979, 498 p.
- BOLOGNE J.-C., *Histoire de la pudeur*, Paris, hachette, pluriels, 1997, 461p.
- BOLTANSKI L., *La souffrance à distance*, Paris, Métailié, 1993, 287 p.
- BONNET G., *Voir, Etre vu. Figures de l'Exhibitionnisme Aujourd'hui*, Paris, Presse Universitaire de France, Bibliothèque de Psychanalyse, 2005, 469 p.
- BOUCHET P., *La misère hors la loi*, édition Textuel, conversations pour demain, 2000, 130 p.
- BOULTE P., *Individus en friche, Essai sur la réparation de l'exclusion par la restauration du sujet*, Paris, Désclée de Brouwer, 1995. 164 p.
- BOURDIEU P. (dir.), *La Misère du Monde*, Paris, Seuil, 1993, 947 p.
- BRESSON M., *Les SDF et le nouveau contrat social*, Paris, L'Harmattan, Technologie de l'action sociale, 1997, 235p.
- BRISSON P. (dir.), *L'Usage des Drogues et la Toxicomanie*, Vol III, Gaëtan Morin Editeur, 2000, 388 p.
- BRUNETEAUX P., LANZARINI C., *Les nouvelles figures du sous prolétariat*, Paris, L'Harmattan, collection travail du social, 1999, 252 p.
- CAILLOIS R., *L'homme et le sacré*, Paris, Flammarion, 1988, 250 p.
- CANGUILHEM G., *Le Normal et le Pathologique*, Paris, Presse Universitaire de France, Quadrige, 1993, 224 p.
- CASTEL R., *L'insécurité sociale, qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil, 2003, 96p.
- CASTEL R., *Les sorties de la toxicomanie*, Edition universitaire de Fribourg (Suisse) 1998, 288p.
- CAUQUELIN A., *La ville la nuit*, Paris, Presse Universitaire de France, collection politiques éclat, 1977, 174 p.

- CHAUMONT J.-F., *La concurrence des victimes. Génocides, identité, reconnaissance*, Paris, La découverte, 2002, 384 p.
- CHAUVIN P., LEBAS J. (dir.), *Précarité et santé*, Paris, Flammarion Médecine, Monographies, Paris 1998, 299 p.
- CHEVALIER L., *Classes laborieuses Classes dangereuses pendant la première moitié du 19^{ème} siècle*, Paris, Plon, 2002, 566 p.
- CHOBEAUX F., *Les nomades du vide. Des jeunes en errance, de squats en festivals, de gares en lieux d'accueil*, Arles, Actes Sud, 1996, 123p.
- CLANEL G., *La société d'exclusion, comprendre pour s'en sortir*, Paris, L'Harmattan, 1998, 262 p.
- COLLIGNON B., STASACK J.-F., *Espaces domestiques, construire, habiter, représenter*, Paris, Bréal, 2004, 447 p.
- CROZEL B., *Urbanité et citoyenneté, attention, démocratie urbaine*, Paris, L'Hamattan, 1998, 225 p.
- DAMON J., *Des hommes en trop. Essai sur le vagabondage et la mendicité*, Edition de l'aube, collection Mondes en cours, 1995, 131 p.
- DAMON J., *La question SDF: critique d'une action publique*, Paris, Presse Universitaire de France, le Lien Social, 2002, 288 p.
- DAMON J., *Vagabondages et mendicité*, Paris, Flamarion, Dominos, 1998, 125 p.
- DE GAULEJAC V., TABOADA LEONETTI I., *La Lutte des Places*, Paris, Desclée de Brouwer, collection re-connaissance, 1994, 286 p.
- DE GAULEJAC V., *Les source de la honte*, Paris, Desclée de Brouwer, Sociologie clinique, 2000, 315 p.
- DE RIVOYRE F., GENTY S. (dir.), *Dire l'exclusion*, Ramonville, Erès, 1999, 153 p.
- DE RIVOYRE F. (dir.), *Psychanalyse et malaise social. Désir du lien*, Ramonville, Erès, 2001, 135 p.
- DECLERCK P., *Le sang nouveau est arrivé*, Paris, Gallimard, 2005, 91 p.
- DECLERCK P., *Les naufragés, avec les clochards de Paris*, Paris, Plon, collection Terre Humaine, 2001, 458 p.
- DEPARDON R., *Errance*, Paris, Seuil, Points, 2001, 195 p.
- Des vagabonds aux SDF : approche d'une marginalité*, Actes du colloque d'histoire du droit de Saint Etienne du 20 et 21 octobre 2000, Publication de l'université de Saint Etienne, Saint Etienne, 2002, 367p.
- DESCHAMPS P., LUCIOLLI E., *Histoires ordinaires de l'exclusion*, édition R. Desforges, 1990.
- DORON J., *Chaos psychique. Esquisse d'une cartographie de la Psyché*, Paris, Centeria, Païdos, 1991, 220 p.
- DOUGLAS M., *De la souillure. Essai sur les Notions de Pollution et de Tabou*, Paris, la découverte, Sciences humaines et sociales, 2001, 207 p.
- DUBET F., *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, Points, 1987, 448 p.
- DURON B., RIMAILHO A., *Vagabonds, Clochards, Beatnicks, Hippies : les « Vagueux » dans la société industrielle*, Privat, Epoque, 1970, 239 p.
- EHRENBERG A., *L'individu incertain*, Paris, Hachette littérature, collection pluriel, 1999, 351 p.
- ESTERLE-HEDIBEL M., *La bande, le risque et l'accident*, Paris, L'Harmattan, 1997, 260 p.
- EMANUELLI X., *Dernier avis avant la fin du monde*, Paris, Albin Michel, collection Espaces Libres 1994, 248 p.
- EMANUELLI X., *L'Homme n'est pas la mesure de l'homme*, Paris, Presse de la renaissance, Pocket, 1998, 200 p.
- EMANUELLI X., *Out. L'Exclusion peut-elle être vaincue*, Paris, Robert Lafont, 2003, 246 p.
- ENRIQUEZ E., *De la horde à l'état. Essai de psychanalyse du lien social*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 1983, 455 p.
- ESCARPT R., *L'humour*, Presse Universitaire de France, collection Que sais-je ?, n°877, 1960.
- FARGE A., LAE J.-F., *Fracture sociale*, Paris, Désclée de Brouwer, 2000, 176 p.
- FIJALKON Y., *Sociologie de la ville*, Paris, Edition la découverte, collection Repères, 2002, 123 p.
- FISCHER G.-N., *La Psychosociologie de l'Espace*, Paris, Presse Universitaire de France, Que sais-je ?, 1981, 128 p.

- FISCHER G.-N., *Psychologie sociale de l'environnement*, Paris, Privat, 1993, 240 p.
- FISCHER G.-N., *Le ressort invisible, vivre l'extrême*, Paris, Seuil, Psychologie, 1994, 283 p.
- FOUCAULT M., *Dits et écrits 1976-1979, Tome III, N.R.F.*, Paris, Gallimard, 1994, 833 p
- FOUCAULT M., *Histoire de la Folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1990, 688 p.
- FRETIGNE C., *Sociologie de l'exclusion*, Paris, L'harmattan, logiques sociales, 1999, 208 p.
- FREUD S. (en collaboration avec BREUER J.), *Etudes sur l'hystérie, 1893-1895*, Paris, PUF, 1967.
- FREUD S., *Métapsychologie*, Paris, Gallimard, poche, 1988, 185 p.
- FREUD S., « lettre à W. Fliess », in *La naissance de la psychanalyse, 1887-1902*, Paris, PUF, 1956, pp. 45-305.
- FREUD S., « *Nouvelles remarques sur les psychonévroses de défense* », in *Névrose, Psychose et Perversion*, Paris, PUF, 1973, pp. 61-81.
- FREUD S., « *Remémoration, répétition, perlaboration* », in *la technique psychanalytique*, 1914, Paris PUF, 1970, pp. 105-115.
- FREUD S., *Abrégé de psychanalyse*, Paris, Presse Universitaire de France., 1949, pp. 48.
- FREUD S., *Au delà du principe de plaisir*, in *Essais de psychanalyse*, 1920, Paris, Payot, petite bibliothèque Payot, 2005, 308 p.
- FREUD S., *Cinq leçons sur la psychanalyse*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1973.
- FREUD S., *Inhibition, Symptôme et Angoisse*, Paris, Presse Universitaire de France, Quadrige, 1993, 84 p.
- FREUD S., *L'inquiétante Etrangeté et autres Essais*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 1995, 342 p.
- FREUD S., *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 2004, 308p.
- FREUD S., *Le mot d'esprit et sa relation à l'inconscient*, Paris, Gallimard, 1992, 442 p.
- FREUD S., *Malaise dans la civilisation*, Paris, Presse Universitaire de France, bibliothèque de psychanalyse, 1992, 107 p.
- FREUD S., *Névrose, Psychose et perversion*, Paris, Presse Universitaire de France, 1999, 320 p.
- FURTOS J., LAVAL C., (dir.), *la santé mentale en actes. De la clinique au politique*, Ramonville, Eres, 2005.
- GABORIAU P., *Clochard*, Juliard, 1993, 235 p.
- GABORIAU P., *SDF à la belle époque*, Paris, Desclée de Brouwer, Re-connaissances, 1998, 298 p.
- GABORIAU P., TERROLLE D., (dir.), *Ethnologie des Sans logis. Etude d'une Forme de Domination Sociale*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 1995, 342 p.
- GAUTHIER A., *Aux frontières du social, l'exclu*, Paris, L'Harmattan, nouvelles études anthropologiques, Paris, 1997, 249 p.
- GIRARD R., *la violence et le sacré*, Paris, Hachette littérature, Pluriels, 1988, 486 p.
- GLUCKSMANN A., *Cynisme et passion*, Edition Grasset et Fasquelle, Paris, 1981, 383 p.
- GOFFMAN E., *Asiles : Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Editions de Minuit, le sens commun, 1968, 452 p.
- GOFFMAN E., *La Mise en scène de la vie quotidienne, tome 1 : La présentation de soi*, Paris, Editions de Minuit, le sens commun, 1973, 256 p.
- GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. Tome 2 : les relations en public*, Paris. Edition de minuit. 1973, 376 p.
- GOFFMAN E., *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Editions de Minuit, le sens commun, 1976, 180 p.
- GOULET CAZE M.-O., GOULET R., *Le cynisme ancien et ses prolongements*, Paris, Presse Universitaire de France, 1993, 624 p.
- GOULET CAZE M.-O., *L'Ascèse cynique. Un commentaire de Diogène Laërce VI 70-71*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, coll. Histoire des doctrines de l'Antiquité classique, 1986, 292 p
- GOURDON J.-L., *La rue – Essai sur l'économie de la forme urbaine*, Paris, Edition de l'aube, 2001.
- GUESLIN A., *Les gens de rien : une histoire de la grande pauvreté dans la France du 20ème siècle*, Paris, Fayard, nouvelles études historiques, 2004, 456 p.
- GUILLOU J., *Les jeunes sans domicile fixe et la rue ou « au bout d'être énervé »*, Paris, L'Harmattan, collection logiques sociales, 1998, 132 p.

- GUILLOU J., MOREAU DE BELLAING L., *Misère et pauvreté, sans domicile fixe et sous prolétaires*, Paris, L'Harmattan, 1999, 288 p.
- GWIAZDZINSKI L., *La Nuit*, Dernière Frontière de la Veille, Edition de l'Aube, 2005, 246 p.
- HACKING I., *Les fous voyageurs*, Paris, Seuil, Les empêcheurs de penser en rond, 2002, 390 p.
- HALPERIN D., *Saint Foucault*, Paris, Epel., Les grands classiques de l'érotologie moderne, 2000, 160 p.
- HATZFELD M., *Les dézinguées, parcours de SDF*, Paris, Autrement, Passions complices, 2006, 171 p.
- HERMANT E., *Clinique de l'Infortune. La Psychothérapie à l'Épreuve de la Détresse sociale*, Paris, Seuil, Les empêcheurs de penser en rond, 2004, 206 p.
- HIPPOCRATE, *Sur le Rire et la Folie*, Rivages Poche, Petite Bibliothèque, 1991, 129 p.
- HUMBERT C., *les usagers de l'action sociale : Sujets, clients ou bénéficiaires ?*, L'harmattan, Savoirs et formation, Paris, 2002, 285 p.
- JOYCE A. (dir.), *Errances, entre dérives et ancrages*, Ramonville, Erès, 1996, 216 p.
- KARSZ S., AUTES M., (dir.), *L'exclusion, définir pour en finir*, Paris, Dunod, collection Actions sociales, 2000, 184 p.
- KRISTEVA J., *Etrangers à nous-mêmes*, Paris, Flammarion, 1991, 293 p.
- KRISTEVA J., *Pouvoirs de l'horreur*, Paris, seuil, points essais, 1983, 247 p.
- LA ROSA E., *Santé, précarité, exclusion*, Paris, Presse Universitaire de France, collection le sociologue, 1998, 232 p.
- LACAN J., « *La chose freudienne* » in *Ecrits*, Paris: Seuil, 1966, p. 413.
- LACAN J., *Le séminaire, livre II. Le moi dans la théorie de Freud et dans la technique de la psychanalyse*, Paris, Seuil, 1978, 374 p.
- LACAN J., *Le Séminaire, livre VI, le désir et son interprétation*, 1958-1959.
- LACAN J., *Le Séminaire, livre XI. Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Paris, Seuil, 1973, 312 p.
- LAE J.-F., *L'instance de la plainte. Une histoire politique et juridique de la souffrance*, Descartes et Cie, 1996, 249 p.
- LAE J.-F., MURARD N., *L'argent des pauvres, la vie quotidienne en cité de transit*, Paris, Seuil, 1985, 209p.
- LAE J.-F., MURARD N., *Les récits du malheur*, Paris, Descartes et Cie, Interfaces Société, 1995, 192 p.
- LANZORINI C., *Survivre dans le monde sous-prolétaire*, Paris, Presse Universitaire de France, le sociologue, 2000, 280 p.
- LE CAIRE L., *Prison – une ethnologue en centrale*, Edition Odile Jacob, 2000, 394 p.
- LEBAS J., CHAUVIN P., *Précarité et santé*, Paris, Flammarion, Médecine Sciences, 1998, 299 p.
- LEBRETON D., *Conduites à risque*, Paris, Presse Universitaire de France, Quadrige-Essais Débats, Paris, 2002, 224 p.
- LEBRETON D., *Du silence*, Paris, Métailié, 1997, 246 p
- LEBRETON D., *Eloge de la marche*, Paris, Métailié, Essais, 2000, 176 p.
- LEBRETON D., *Passion du risque*, Paris, Métailié, collection traversées, 1991, 192 p.
- LEBRETON D., *Signes d'identité*, Paris, Métailié, collection traversées, 2002, 228 p.
- LEBRUN J.-P., *Un mode sans limites. Essai pour une clinique psychanalytique du social*, Ramonville, Erès, 1997, 248 p.
- LENOIR R., *les exclus – un français sur dix*, Paris, Seuil, Points, 1974, 171 p.
- Les cyniques grecs. Lettre de Diogène et Crates*, Arles, Actes sud, 1998.
- LEVI P., *Conversations et entretiens 1963 – 1987*, 10/18, 2000, 312 p.
- LEVI P., *Si c'est un homme*, Julliard, pocket, 1990, 213 p.
- LEVI STRAUSS C., *Les structures élémentaires de la parenté*, Paris, Paris La Haye : Mouton & co , 1967 , 591 p.
- LEVINAS E., *Ethique et infini*, LGF – livre de poche, 1984, 120 p.

- LEVINAS E., *totalité et infini : essai sur l'extériorité*, LGF - Livre de Poche, 346 p.
- LEVY-VROELANT C., *Logements de passage : Formes, Normes, Expériences*, Paris, L'Harmattan, Habitats et société, 2000, 298 p.
- LEW FAI P., LAGNEE J.-C., *La galère- Marginalisations juvéniles et activités locales*, Paris, Edition du CNRS, 1985, 280 p.
- LOCHE B., MARTIN C., Collectif, *L'[in]sécurité dans la ville – changer de regard*, Paris, L'œil d'or, Essais et entretiens, 2002, 160 p.
- DUMONT B., FONSEA C., D'HAENE M., LEGRAND-SEBILLE C., LOCHE B., TITRAN M., *Accompagner*, Ramonville, Erès, Mille et un bébés, 2000, 64 p.
- MACQUET C., *Toxicomanies et formes de la vie quotidienne*, Liège, Mardaga éditeur, 1992, 232 p.
- MACQUET C., *Toxicomanies, aliénation au mode de vie : petit guide sociologique et critique d'une représentation*, Paris, L'Harmattan, logiques sociales, 1994, 136 p.
- MAISONDIEU J., *De l'Exploitation à l'Exclusion, un Progrès ?*, Paris, le temps des Cerises, 2003, 50 p.
- MAISONDIEU J., *L'idole et l'abjecte*, Paris, Bayard, 1995, 220p.
- MAISONDIEU J., *La Fabrique des Exclus*, Paris, Bayard, Société, 1997, 264 p.
- MARCHETTI A.-M., *Pauvreté en Prison*, Ramonville, Erès, collection trajets, 1997.
- MARCHETTI A.-M., *Perpétuités, le temps infini des longues peines*, Paris, Plon, Terre humaine, 2001, 526 p.
- MAUSS M., *Sociologie et Anthropologie*, Paris, Presse Universitaire de France, Bibliothèque de Sociologie Contemporaine, 1968, 482 p
- MCLIAM WILSON R., WYLIE D., MATTHIEUSSENT B., *Les Dépossédés*, Christian Bourgeois éditeur, 2005, 347 p.
- MENEGALDO H., *figures de la marge, marginalité et identité dans le mode contemporain*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1 er semestre 2002. 193 p.
- MERLEAU-PONTY M., LEFORT C., *Le visible et l'invisible*, Paris, Gallimard, 1979, 360p.
- MERLEAU-PONTY M., *L'œil et l'esprit*, Paris, Gallimard, Folio essais, 1993, 85 p.
- MERTON R. K., *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Armand Colin, U sociologie, 1997, 352 p.
- METRAL J., *Les aléas du lien social*, Paris, La Documentation Française, 1997, 208 p.
- MILANO S., *La pauvreté absolue*, Paris, Hachette, 1988, 268 p.
- MILON A., *L'étranger dans la ville- Du rap au graff mural*, Paris, Presse Universitaire de France, sociologie d'aujourd'hui, 1999, 145 p.
- MOREAU DE BELLAING L., GUILLOU J., *Les sans domicile fixe, un phénomène d'errance*, Paris, L'Harmattan, 1995, 270 p.
- MOREAU DE BELLAING L., *Le mode de vie des exclus*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 1996, 205 p.
- NADIA PAMINZI R., *L'expérience toxicomaniaque*, Hachette et perspectives, 1973.
- NASSE P., *Exclus et exclusions, connaître les populations, comprendre les processus*, Paris, La Documentation française, 1992, 226 p.
- NATHAN T., *La folie des autres*, Paris, Dunod, collection psychismes, 2001, 280 p.
- NATHAN T., *Psychanalyse païenne*, Essais ethnopsychanalytiques, Paris, Dunod, Psychismes, 1988, 190 p.
- NAVEL G., *La société d'exclusion, comprendre pour en sortir*, Paris, L'Harmattan, Logiques sociales, 1998, 272 p.
- ONFRAY M., *Cynismes. Portrait du Philosophe en Chien*, Paris, Grasset et Tasquelle, 1990, 190 p.
- OSTROWESTSKY S., *Sociologues en ville*, Paris, L'harmattan, 1996.
- PAPADAKOS V., *Crise sociale et psychique*, Paris, Presse Universitaire de France, 1999.
- PAQUET L., *Les Cyniques grecs – Fragments et témoignages*, Paris, livre de poche, 1992, 352 p.
- PARQUET J.-L., *La débîne*, Flammarion, 1987, 281 p.
- PAUGAM S. (dir.), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Edition la Découverte, Paris, 1996, 576 p.
- PAUGAM S., *La disqualification sociale*, PUF, collection quadrille essais débats, 1991, 256 p.

- Pauvres de nous – images de l'exclusion*, Centre national de la photographie, Paris, 1996.
- PETONNET C., *On est tous dans le Brouillard – Ethnologie des Banlieues*, Edition Galilée, Paris 1995, 330 p.
- POTEKOV T., *Vies de familles, un autre regard sur l'exclusion*, Gallimard, collection sur le champ, 1996.
- PROLONGEAU H., *Sans domicile fixe*, Hachette, 1993, 220 p.
- QUENEAU R., *Journaux 1914-1965*, Paris, Gallimard, NRF, 1996.
- RASSIAL J.-J., *Y a-t-il une psychopathologie des banlieues ?*, Romainville, Erès, 1998, 114 p.
- RIBEAU M.-C., *La Maternité ne Milieu sous-prolétaire*, Paris, Stock, Voix de femmes, 1979, 276 p.
- RIVOYRE DE F., *Dire l'exclusion*, Erès, 1999, 156 p.
- RIVOYRE DE F., *Psychanalyse et malaise social, désir du lien*, Romainville, Erès, 2001, 135 p.
- ROBICHAUD J.-B., GRAY L., COLIN C., PORHIER M., SOUCIER J.-J. (avec le concours de), *Les liens entre la pauvreté et la santé mentale – De l'exclusion à l'équité*, Gaëtan Morin éditeur, le comité de la santé mentale du Québec, 1994, 247 p.
- SAILLET M.-H., *Urgences, souffrance, misère*, édition universitaire, Fribourg (Suisse), 1998
- SALIGNON B., *Qu'est-ce qu'habiter ?*, Z'Editions, Nice, 1520 p.
- SARTRE J.-P., *L'Être et le Néant. Essai d'Ontologie phénoménologique*, Paris, Gallimard, 694 p.
- SASSOLAS M., *Les soins psychiatriques confrontés aux ruptures de lien social*, Erès, 1997, 204p.
- SEGAUD M., BONVALET C., BEIN J., *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris, la Découverte, 1998.
- SLOTTERDIJK P., *Critique de la raison cynique*, Paris, Edition Christian bourgeois, 2000, 669 p.
- SOULET M.-H., *Urgence, Souffrance, Misère : Lutte humanitaire ou politique ?*, Edition universitaire de Fribourg (Suisse), collection Res Socialis, 1998, 338 p.
- TISSERON J., *L'intimité surexposée*, Paris, Hachette littérature, 2002.
- TISSOT H. (dir.), *La Pauvreté dans les grandes Villes*, Lausanne, Gramont, Bibliothèque lafont des grands thèmes, 1975, 143 p.
- VANT A., *Marginalité sociale, Marginalité Spatiale*, CNRS Edition, 2000, 265 p.
- VERA OCAMPO E., *L'envers de la toxicomanie, l'idéal de l'indépendance*, Denoël, 1989, 156 p.
- VERPRAET G., *La socialisation urbaine: Transitions sociales et transactions culturelles dans la cité périphérique*, L'Harmattan, collection villes et entreprises, 1994, 254p.
- VEXLIARD A., *Le clochard*, Paris, Desclée de Brouwer, sociologie clinique, 1998, 493 p.
- WAGNIART J.-F., *Le vagabond à la fin du XIXème siècle*, Paris, Belin, collection Socio-Histoires, 1999, 352 p.
- WALGRAVE L., *Délinquance systématisée des jeunes et vulnérabilité sociétale*, Edition médecine et hygiène, 1992, 138 p.
- WELZER LANG D., BARBOZA O., MATHIEU L., *Prostitution, les uns, les unes, les autres*, Edition Métailié, Traversées, 1994, 238 p.
- XIBERRAS M., *Les théories de l'exclusion: Pour une construction de l'imaginaire de la déviance*, Armand Colin, Paris, 1998, 242 p.
- ZENEIDI-HENRY D., *Les SDF et la Ville – Géographie du Savoir Survivre*, Bréal, D'autre part, 2002, 288 p.
- LEMENOREL A., *La rue, lieu de sociabilité ?*, publications de l'université de Rouen, 1997, 472 p.

Récits et romans :

- AUGE M., *Un ethnologue dans le métro*, Paris, Hachette littérature, collection Pluriels, 2001, 124 p.
- BASSE P.-L., *Ma ligne 13*, Edition du Rocher, Motifs, 2006, 154p.
- BERGER J., *King. Roman de Rue*, Paris, Seuil, Patite bibliothèque de l'olivier, 2002, 234 p.
- BON F., *Bruit*, Théâtre ouvert, 2000.

- BRIGOU D., VALY G., *La maison du partage*, édition cabédita, collection archives vivantes, Paris, 1994, 195 p.
- BRIGOU D., VALY G., *La maison du partage*, Paris, cabédita, collection archives vivantes, 1994, 195 p.
- CASTETBON P., *Vivre par Terre*, Paris, Teresias, 2005, 48 p.
- CLEMENT N., *Dans la Rue avec les Sans Abri*, Edition du Jubilé, 2003, 280 p.
- DEGAUDENZI J.-L., *Zone*, Paris, Fixot, 1987, 207 p.
- ELIBY, *Crise ? Quelle Crise* (dessins), Rival Bella, 1998.
- ELSIE, *Viens chez moi, j'habite dehors – voyage chez les sans abri*, Paris, Jathan Publications, 2004, 94 p.
- FLYNN N., *Encore une nuit de Merde dans cette Ville pourrie*, Paris, Gallimard Récit, 354 p.
- HENRY P., *Bouche de Chaleur*, Paris, édition Anne Carrière, 1998, 363 p.
- HIRCH M., *Manifeste conter la Pauvreté*, OH ! Éditions, 2004, 176 p.
- HUGO V., *L'homme qui rit*, Gallimard, Paris, 1987, 616 p.
- JONQUET T., *Mon Vieux*, Paris, Seuil, Points, 2004, 388 p.
- KEROUAC J., *les clochards célestes*, Paris, Gallimard, Folio, 1974, 373 p.
- LEROUX Y., LEDERMAN D., *Le cachalot, Mémoires d'un SUJET SDF*, édition Ramsay, Paris, 1998, 238 p.
- MECA P., *Contrebandiers de l'espoir*, Paris, Grasset, Paris, 1997, 266 p.
- MECA P., *Les Compagnons de la Nuit, Poèmes de la Nuit*, Paris, Cana, 2000, 101 p.
- MILLION F., *Je vois des Pieds, Paris, Sens Tonka, 200, 70 p.*
- MOURIQUAUD J., *Clodos and Co*, Rennes, Terre de Brume, Granit Noir, 2001, 191 p.
- ORWELL G., *Dans la dèche à Paris et à Londres*, 10/18, collection domaine étranger, 2003, 290 p.
- PERREAL L., *J'ai 20 ans et je couche dehors – le combat quotidien d'une jeune SDF*, Paris, Lattès, J'ai lu, 2000, 159 p.
- RIKLE RAINER M., *Le livre de la pauvreté et de la mort*, Actes Sud, Poésies, 1982, 30 p.
- TRAPPIER P., *Mort d'un SDF*, Calmann Lévy, 1996, 266 p.

Ouvrages jeunesse :

- BILLET J., *Salle des Pas Perdus*, Paris, L'Ecole des loisirs, collection Médium, 2003, 91 p.
- COLLARD M., GAMBIZE C., *Quand l'Exclu devient l'Elu. Vie partagée avec les Sans abri*, Paris, Fayard, les enfants du fleuve, 1998, 436 p.
- Exclusion et Marginalité*, Gallimard jeunesse, 1996, 224 p.
- GALIBY D.-G., *L'Au-delà*, Arles, Actes Sud, Babel, 2005, 307 p.
- HERBERT M., *Le Rat, Paris, Bayard jeunesse*, Millezime, 2004, 108 p.
- MASERO F., *Les Passagers du Roissy Express*, Paris, Seuil, Points, 2004, 344 p.
- SWINDELLS R., *Sans Abri*, Paris, Gallimard jeunesse, Scripto, 2003, 174 p.
- ZBIETA, *Petit-Gris*, Paris, L'Ecole des loisirs, collection Pareil, 1997, 30 p.

Thèses et travaux:

- BASTIDE F., *Développer un projet d'accompagnement de jeunes anomiques vers l'insertion professionnelle*, Mémoire de ENSP, Certificat D'aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement Social, I.R.F.F.D. Montpellier, Février 1999.

- BENECH-LEROUX P., *L'implantation des programmes d'échanges de seringues : entre acceptabilité et accessibilité*, Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales, CESDIP, Etudes et données pénales, n°88, 2001, 170 p.
- BENJAMIN G., *Grande exclusion et demande de soins : à partir d'une enquête concernant 21 patients SDF aux urgences de l'hôpital Bonacourt*, Thèse de Doctorat, université de Paris V, 1997.
- BERGERON C., *Le brutalisme esthétique*, Mémoire présenté à l'Université du Québec à Chicoutimi comme exigence partielle de la maîtrise en arts plastique, novembre 1997.
(http://www.collectionscanada.ca/obj/s4/f2/dsk2/tape17/PODD_0033/MQ26824.pdf)
- BLANCHON P., *Au cœur de la ville et aux frontières de l'art: la pratique du graffiti*, Mémoire de fin d'études, à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, Université Louis Lumière (Lyon II, 1999-2000
(<http://doc-iep.univ-lyon2.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/MFE2000/blanchonp/these.html>)
- BOINOT K., « *La toxicomanie, une histoire sociale, une trajectoire individuelle* », Mémoire de DEA sous la direction du Pr. L.-M. Villerbu, Université de Rennes II, 2000.
- BOMBÉREAU G., *Représentations sociales du VIH/SIDA en Guadeloupe et recommandations à l'usage de la santé publique. La peur ou la mort dans l'âme dans les Antilles françaises*, Doctorat en didactique, Université Laval et Dans le cadre d'une cotutelle de thèse en collaboration avec l'Université Paris V, René Descartes, Sciences de l'éducation, Université Laval Québec, université René Descartes Paris V, 2005.
(<http://www.theses.ulaval.ca/2005/22985/22985.html>)
- BUCHLER D. J., *Le bouffon et le carnavalesque dans le théâtre français*, d'Adam de la Halle à Samuel Beckett, dissertation presented to the graduate school of the university of Florida in partial fulfillment of the requirements of the degree of doctor of philosophy, University of Florida, 2003.
(<http://www.phys.ufl.edu/~daniele/Thesisshort.pdf>)
- CAMISARD I., *Les lieux d'accueil de jour des personnes en situation d'exclusion présents sur l'agglomération nantaise. Quelles peuvent être leurs missions et place dans la chaîne de l'insertion ?*, mémoire de l'Ecole Nationale de la Santé Publique (inspecteur des Affaires Sanitaires et Sociales), 1999.
- COLIN V., *Le lien psyché – soma chez les personnes S.D.F.*, préparation d'une thèse de doctorat, université Lumière Lyon 2.
- DAVOULT G., *L'Écriture du déchet dans "Le Journal d'une femme de chambre" d'Octave Mirbeau*, mémoire de maîtrise d, université du Havre, 2002, 200 pages.
- GERVAIS-ZANINGER M.-A., « *Voir et être vu chez M. duras* ». « Marguerite Duras, approche thématiques, approches lexicales », ATILF / CNRS - Universités Nancy 2 et Henri Poincaré, UFR Lettres de l'Université Nancy 2, 14 janvier 2006.
- HASSIN J., *L'Emergence de l'abord medico-social des populations sans toit stable : Aspect historique, médical, socio-anthropologique, politique et éthique*, Thèse de Doctorat d'Etat en Ethique Médicale, Université René Descartes PARIS V, décembre 1996.
- JANSON A.-L., *Enjeux d'urbanisme et de sécurité : le réaménagement de la place Sainte-Anne au centre-ville de Rennes*, Institut d'Etudes Politiques de Rennes, Séminaire Action locale, 2002.
- LABROUVE E., *Insertion par l'économie des publics les plus désaffiliés : Le " chaînon manquant*, Institut Régional du Travail Social P.A.C.A. et Corse, Formation préparatoire au Certificat de qualification Aux Fonctions d'Encadrement dans les Institutions et Services des Secteurs Médico-social et Social, 2001.
- LANZARINI C., *Un autre monde. Situations extrêmes et tactiques de survie des sous-prolétaires à la rue*, thèse pour le doctorat de sociologie, Université Paris VIII, mars 1998.
- LEBRUN J.F., *L'errance des zonards dans le centre-ville rennais*, mémoire de maîtrise de géographie option enseignement, université de Rennes 2, mars 2000.
- M Gilles, *Institution, lieu de vie, famille d'accueil : quelles solutions pour les incasables*, mémoire pour le diplôme d'état, IRFAS, 1998. (<ftp://ftp.lesocial.fr/a32.pdf>)
- NICOL V., *A la rencontre de jeunes sans domicile fixe, Errance et identité sociale*, Mémoire de maîtrise de psychologie sociale, université de Nantes, 2001.
- PICHON P., *Survivre sans domicile fixe, Etude anthropologique sur les formes de maintien de soi*, thèse pour le doctorat d'anthropologie et de sociologie, université Lumière Lyon II, Décembre 1995.

PIDOUX E., *Subjectivités individuelles, mobilisations collectives et développement local*, Mémoire de DEA Sociétés, Aménagement et Développement Local – Université de Pau et des Pays de l'Adour - Juin 2003. (http://www.artfactories.net/IMG/pdf/dea_e.pidoux.pdf).

ROBERT P., *Réaction thérapeutique négative et paroles d'enfants*, thèse de doctorat en psychopathologie, Université de Rennes 2, Mars 1987.

STEIN V., *La reconquête du centre-ville : du patrimoine à l'espace public*, Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève pour l'obtention du grade de Docteur ès sciences économiques et sociales Mention géographie, Genève, février 2003.
(<http://www.unige.ch/cyberdocuments/theses2003/SteinV/these.pdf#search=%22interaction%20avec%20d%E2%80%99autres%20comme%20sur%20une%20sc%C3%A8ne%22>

TRINQUART J., « *la décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins* », thèse de doctorat d'Etat de médecine générale, années 2001-2002.

TROUBAT F., *Analyse des politiques publiques face à la question des SDF.*, Mémoire IEP, dir. : J. Weisbein, Toulouse 1, IEP, 2004, (<http://www.sciencespo-toulouse.fr/IMG/pdf/troubat.pdf>)

Articles :

« *Jeunes en errance, un défi pour les institutions* », *Social* 44, Bimestriel n°17, novembre 98, p. 35.

« *L'exclusion* », *Le journal de l'Action Sociale*, n°53, janvier 2001.

« *L'urgence : l'heure du bilan, l'exemple de Paris* », *Le journal de l'Action Sociale*, n°38, juin-juillet 1999, p18-26.

« *la vie de galère des 86000 personnes sans domicile* », A.S.H., n°2248, 1^{er} février 2002..

ABITEBOUL O., *Le marginal plutôt que l'homme normal*, Professeur de philosophie au lycée Masséna de Nice, Docteur en philosophie et sciences humaines de l'université de Provence Aix Marseille 1. (http://calle-luna.org/article.php3?id_article=177)

AGOSTINI D., *Logique...ment, le temps passe*, Interventions, 1994, n°44, 34-39 in HERVE F., *Souffrance psychique et toxicomanies*, *Revue Documentaire Toxibase*, 1998, (4), 1-13
(http://www.toxibase.org/Pdf/Revue/dossier_souffr.pdf#search=%22%22foule%20%C3%A9norme%20de%20moments%22%22)

ALMEIDA N., *Introduction à la problématique de la visibilité*, GRIPIC : Les travaux du groupe invisibilité. École des hautes études en sciences de l'information et de la communication - Université de Paris IV-Sorbonne, 23 février 2000 (<http://www.celsa.fr/recherche/Fichiers%20PDF/dalmeida.PDF>)

ALTMAN I., *The environment and social behavior privacy. Personal space, territories, crowding*. Monterey (cal.), Brooks/Cole, 1975.

Article « *psychologues et psycho* », n°148, juillet 1999.

ASKEVIS M., ROMO-JIMENEZ L., *De la fugue à l'errance, quelques portraits de ceux qui passent à la croix-Nivert*, Adolescence, n°23, 1994

Audition de GARAPON A. (secrétaire générale des hautes études sur la justice), CNIL, 14 avril 2005.
(<http://www.cnil.fr/fileadmin/documents/approfondir/dossier/CNI-biometrie/CRAUDITIONGARAPON.pdf>)

BALIBAR E., *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*. Galilée, paris, 1996 in FOURNY M.-C., *La frontière, objet d'intermédiation territoriale*, lundi 15 août 2005.
(http://www.peuplesmonde.com/article.php3?id_article=292)

BAREL Y., *Territoires et corporatisme*, in *Economie et Humanisme*, n°314, juillet-septembre 1990.

BARUS MICHEL J., *Symptôme institutionnel et analyste social*, Psychologie clinique, n°11, 2001.

BAUDUIN C., *Regards sur la pudeur*, EPSOS, CREA, n°93, mars avril 2004.

BAZILE S., *Scènes obscènes ou le raffinement fin de siècle de l'obscène*, La voix du regard, N°15, Automne 2002. p43-51. (<http://www.voixduregard.org/15-Bazile.pdf#search=%22Sc%C3%A8nes%20obsc%C3%A8nes%20ou%20le%20raffinement%20fin%20de%20si%C3%A8cle%20de%20l'E2%80%99obsc%C3%A8ne%22>)

- BEAUNE J.-C., *le moins que rien. Vagabondage, solitude*, L'aleph Philosophies, Arts, Littératures, Actes du colloque tenu à Lyon en novembre 1999 « Les enfermés », n°3 (<http://www.aleph-idris.com/trois/moinsquerien.htm>)
- BENABERT J., « *Du boulot mais pas de dodo* », Télérama, n°2717, 6 février 2002.
- BENLOULOU G., *La psychanalyse peut-elle aider les travailleurs sociaux ?*, Lien Social, n°596, 8 novembre 2001.
- BERGERET J., Pour une métapsychologie de l'humour, in : Revue française de psychanalyse, 4, Paris, PUF, 1973.
- BIRH A., *Parcours de la xénophobie : de l'hétérophobie au ressentiment*, Paroles sans frontières, 5 novembre 2005. (<http://www.p-s-f.com/psf/spip.php?article80>)
- BIRMAN J., *la psychopathologie dans la post modernité. Les alchimies dans le malaise de l'actualité* Psychologie clinique, n°7, 1999.
- BORGETTO M., LAFORE R., *L'état providence, le droit social et la responsabilité*, Lien Social et Politiques, Canada, n°46, 2001. (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000321ar.html>)
- BOUAMAMA S., *De la galère à la citoyenneté. Représentation du corps et de la santé chez les jeunes de milieux populaires* in Santé et insertion. Paris. La documentation française 1995.
- BOUILLON F., *Le squat, un lieu de résistance*, le Monde Diplomatique, octobre 2005, p 3.
- BOZZETTO R., *Le monstre, obscur objet d'une fascination, Le fantastique dans tous ses états*. Presses de l'Université de Provence, pp. 111-119, 2001
(<http://www.noosphere.org/Bozzetto/article.asp?numarticle=393#3>)
- Bulletin de psychologie, *Hommage à Alexandre Vexliard*, 341 L., 1996-1997.
- C. ALEZRAH, *De la ségrégation des malades mentaux à la médicalisation de l'exclusion*, Congrès de Psychiatrie et neurologie de langue française, Biarritz, 13-18 juin 1999
(http://www.ey.asso.fr/alezrah_exclusion_biarritz.htm)
- BULOT T., VESCHAMBRE V., *Sociolinguistique urbaine et hétérogénéité des langues et des espaces*. (http://www.univ-lemans.fr/lettres/eso/evenements/contributions_10_2004/bt.pdf)
- Cahiers de littérature orale, Guilhau moll, n°32, 1998.
- CASTEL R., *Face à l'exclusion, le modèle français*, sous la direction de Jacques Donzelot, Editions Esprit, 1991.
- CERTEAU M. (DE), *Pratiques d'espaces, la ville métaphorique*, Traverses, n°9, pp4-10, 1977. in MONS A., *Le corps dérobé*, TERRAIN, n°35, septembre 2000.
(<http://terrain.revues.org/document1103.html>)
- CHAPPOT M.-J., VANNEUVILLE M.C., *Femmes en errance dans l'agglomération grenobloise*, Recherche action 09/01 à 07/03, Association Femmes SDF Grenoble, juillet 2003, 84 p.
- CHARBONNEAU J., ESTEBE P. (sous la dir.), *La responsabilité : au delà des engagements et des obligations*, Lien social et politique, Québec, n° 46, automne 2001.
(<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/index.html>)
- CHAUVIN, P., PARIZOT, I., MENAHEM, G., GUIGET, M., PECH, N., LEBAS, J., *Précar : trajectoires de précarité, états de santé et accès aux soins, Rapport Final à l'Inter Commission n°6 de l'INSERM*, Institut de l'Humanitaire, Paris, 1998.
- CHERCKI A., *Empêchements d'exil*, Intervention à l'Ecole de Ville-Evrard, Formation à une Approche Psychanalytique en Psychiatrie. (<http://ecoledevilleevrard.free.fr/Interventions/Cherki0202.htm>)
- CICHELLI V., MAUNAYE E., Significations de la responsabilité parentale à la naissance de l'enfant et après son adolescence, Liens sociales et politiques, « La responsabilité, au-delà des engagements et des obligations », n°46, 2001 (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000325ar.html>)
- D'AUZAC DE LA MARTINE V., *l'obscénité est une force d'émergence de l'art contemporain*, la voix du regard, n° 15, automne 2002, pp163-169. (<http://www.voixduregard.org/15-Auzac.pdf#search=%22%22concupiscence%20des%20yeux%22%20art%20contemporain%22>)
- DAMBUYANT WARGNY G., Corps et précarité, EcoRev' (Revue Critique d'Ecologie Politique), n°4. (<http://ecorev.free.fr/rev04/corps-dambuyant.html>)
- DAMON J., *Les SDF : stars médiatiques ?*, Revue Le Banquet, n°5, 1994. (http://www.revue-lebanquet.com/pdfs/a_0000094.pdf?qid=sdx_q0&code=#search=%22Les%20SDF%20%3A%20stars%20m%C3%A9diatiques%20%22)

- DE JONCKHEERE P., HASSELMANN D., *Habitat pour les SDF*, 12 janvier 2004. (http://www.remue.net/article.php3?id_article=228)
- DECLERK P., « *l'hébergement d'urgence fonctionne sur une logique absurde* », *Actualités sociales hebdomadaires*, n°2243, 28 décembre 2001, p. 25-26.
- Dénicher l'imposture*, *Revue Quasimodo*, n°5, 1999. (<http://www.revue-quasimodo.org/PDFs/5%20-%20Quasimodo%20Art%20Corps.pdf>)
- DENIGER M. & PROVOST M., *Fondements d'une politique familiale orientée vers la lutte contre la pauvreté*, dans Pronovost (éd.) *Comprendre la famille*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1992, pp. 243-265.
- DESCHAMPS J.-P., *Jeunes errants*, *Journal du droit des jeunes*, n°160, 1996.
- DOUVILLE O., *Exclusions, Précarités : témoignages cliniques*, *Psychologie Clinique*, n°7, Paris, L'Harmattan, 1997, 229 p., p. 69-74.
- DOUVILLE O., *Notes d'un clinicien sur les incidences subjectives de la grande précarité*, *Psychologie Clinique*, n° 1, 1996.
- DOUVILLE O., RIDEL L., *Présentation*, *Psychologie clinique*, n°7, 1999, p.7-9.
- DUPONT V., *les sans abri d'Old Delhi ; Insertion urbaine et stratégie économique*, *Culture et Conflit*, n°35, 1999, pp143-172. (<http://www.conflits.org/document169.html>)
- EHRENBERG A., *l'individu incertain*, Hachette littérature, collection pluriel, 1999, 351 p.
- ESTERLE HEBIDEL M. in FEDERMANN G.-Y., *Fidélité au serment d'Hippocrate*, Psycause, 2002. (http://perso.orange.fr/psycause/033/033_fidelite_serment.htm)
- FABRE C., « le recours aux urgences hospitalières : un mode d'accès aux soins spécifiques des personnes défavorisées ». *Prévenir*. n°28. 1^{er} semestre 1995.
- FEDERMANN G.-Y., *Fidélité au serment d'Hippocrate*, Psycause, 2002. (http://perso.orange.fr/psycause/033/033_fidelite_serment.htm)
- FIELDER L., *Freaks : myths and images of the secret life* in Klonaris M., Thomadaki K., *Corps dissidents dans l'ère numérique*, 10^{ème} symposium international des arts électroniques, ISEA2000, Paris, 10 décembre 2000. (http://www.isea2000.com/actes_doc/45_klonaris.rtf)
- FIRDION J.-M., *Une revue de la littérature sur les jeunes sans domicile*, *Recherches et prévisions*, n°60, juin 2000, p. 79-109.
- FISCHER G..N., *Psychologie sociale de l'environnement*, Privat, 1993.
- Florence Arnold-Richez F., *Conduite addictive, substitution et grande exclusion*, Santé Réduction des Risques Usages de Drogues, SWAPS, publication de l'Association P.I.S.T.E.S. (Promotion de l'Information Scientifique, Thérapeutique, Epidémiologique sur le Sida) n° 17, juin-juillet-août 2000 (http://www.pistes.fr/swaps/17_157.htm).
- FOUCAULT M., *Diogène et la vie cynique*, in *Le courage de la vérité*, Extrait du cours au collège de France, 1984. <http://site.Voila.fr/deugphilosophie/cours/diogeneetlavie cynique>
- FOULLIARON T., GARNIER P., *Décohérence*, *Les états généraux de la Psychanalyse*, 2001 (<http://www.etatsgeneraux-psychanalyse.net/archives/texte170.html>)
- FURTOS J., *Epistémologie de la clinique psychosociale*, in *Pratique en santé mentale*. N°1, 2000.
- GARGOLY C., « *institutions sociales et public jeune, le choc des logiques* », *Actualités sociales hebdomadaires*, n°2223, 13 juillet 2001, p. 29-30.
- GARGOLY C., « *L'INSEE enquête auprès des personnes sans domicile* », *Actualités sociales hebdomadaires*, n°2197, 12 janvier 2001, p. 5-6.
- GARGOLY C., *Les associations veulent sortir de la précarité*, *Actualités Sociales Hebdomadaires*, n° 2136, 8 octobre 1999.
- GARGOLY C., *les C.H.R.S. en danger*, *Actualités sociales hebdomadaires*, n°2241, 14 décembre 2001.
- GASNIER A., *Requalification, ré-appropriation et urbanité*, ESO, CNRS, n°21, mars 2004
- GAUDET S., *La responsabilité dans les débuts de l'âge adulte*, *Liens sociaux et politiques*, « La responsabilité, au-delà des engagements et des obligations », n°46, 2001 (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000324ar.html>)
- GILLIARD D., « *Cachez ces gueux...* », *Gauche Hebdo (suisse)*, n°20, 20 mai 2005.
- GOGUEL D'ALLONDANS T., « *Trouvez-moi un adulte qui me donne envie de vieillir !* », *Lien social*, n° 473, 11 février 1999.

- GRAVIER B., LOUZOUN C., Les 10 ans du CEDEP. Le social exclu : Santé publique : démission ? Défaite ? Développement humain et habilitation citoyenne Exclusion sociale et santé mentale : statut de la clinique, traitements en impasse, Actes du 9^{ème} séminaire du CEDEP (Comité Européen : Droit, Ethique et Psychiatrie), Aix les Bains, 1-4 juin 2000. Cahiers Pollen, n°12, Août 2003.
(<http://www.vvvgg.be/CEDEP/pollen/SEMINAIRE2000-2.pdf#search=%22%22certains%20SDF%20ou%20errants%20emp%C3%A4chent%20les%20autres%22%22>)
- GUTTON P. (sous la dir.), « Errances », Adolescence, 1994, n°23.
- HACHET P., *Le travail de rue : une stratégie d'accès aux soins*, Intervention (revue de l'A.N.I.T.), n°75, octobre 2000.
- HALBA E.-M. 2004, « Vocabulaire de la frontière », Communication au colloque Frontières, frontière, Bordeaux 3, MSH Aquitaine. Actes en cours de publication. Géographie et cultures, 2004 in FOURNY M.-C., La frontière, objet d'intermédiation territoriale, lundi 15 août 2005.
(http://www.peuplesmonde.com/article.php3?id_article=292)
- HELFTER C., « *Adolescentes en rupture, Un espace pour se reconstruire* », Actualités sociales hebdomadaires, n°2218, 8 juin 2001, p. 23-24.
- ISAAC J., *La rue et la conversation*, le courrier du CNRS
<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/CDU/DATAS/docs/ouvr19/chap7.htm>
- JACCARD R., « Sans cynisme, pas de liberté », le Monde, 24 mai 1990.
- JEROME B., HALGAND D., la mairie de Paris souhaite déplacer les SDF vivant sous les tentes, LeMonde, 20 juillet 2006.
- JEROME L., *Les itinéraires de l'exclusion pour un groupe de sans abri*, Revue Ethnologie, vol. 24, n°1, 2002.
- JEUDY H.-P., *le choix public du propre, Une propriété des sociétés modernes*, Annales de la recherche urbaine, n°53, décembre 1991 (<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/annales/jeudy.htm>)
- KLANARIS M., THOMADASKY K., *Corps dissidents dans l'ère numérique*, 29 mai 2001.
(http://www.ina.fr/inatheque/activites/college/pdf/2001/college_29_05_2001.pdf)
- L'encadrement juridique européen de la prostitution*, Cabiria, Action de santé communautaire avec les personnes prostituées. (<http://perso.orange.fr/cabiria/dossiers/droit/encadr-juri.pdf>)
- L'humour*, Parallèles, bulletin thématique de la FOVAHM, n°10, novembre 2001.
(<http://fovahm.ch/FichiersPDF/Parallele10.pdf#search=%22bergeret%20freud%20humour%20%C3%A9laboration%20mentale%20sophistiqu%C3%A9e%22%22>)
- La preuve par l'image ? Méduse ou : comment montrer ce qu'on ne saurait voir ?*, Crac, scène nationale image(s), Valence, Actes du colloque des 10 et 11 décembre 2004
(<http://www.crac.asso.fr/download/pdf%20files/PDF/docs%20de%20saison/meduse%202004.pdf>)
- LACHANCE M., *La beauté obscène (Robert Mapplethorpe)*, Canada, Trans, n°7, hiver 1996, pp. 125-148. (<http://www.mapageweb.umontreal.ca/scarfond/T7/7-LaChance.pdf#search=%22%22La%20beaut%C3%A9%20obsc%C3%A8ne%22%22>)
- LAE J.-F., BROTH B., *Les territoires de l'intimité, Protections et sanctions*, Revue Ethno Française, n°2001.1.
- LASCOUMES P ; *Construction sociale des risques et contrôle du vivant*. Prévenir ; 1993, 15, 9-16.
- LAUMONNIER J.-C., *L'exclusion, ça se soigne*, Vie Sociale et Traitements, n°71.
Le Monde, Dossiers et documents, l'exclusion en France, n°291, octobre 2000, p 4.
- LEFAURE C, MOATTI JP. *Les ambiguïtés de l'acceptable*. Culture technique 1983, 11 ; 13-24).
- LEPLUS-HABENECK J.-S., *La substitution : auxiliaire thérapeutique ou parasite chimique ?*, Le journal des psychologues, février 2002, n°194, pp. 76-79.
- Les nomades du vides*, in *L'Ecole des parents*, n°2, février 1997.
- LOWEL A.-M., *Santé mentale et société*, la documentation française, collection Problèmes politiques et sociaux, n° 899, avril 2004.
- Manuscrit - 2. Penser le sujet à partir du corps d'autrui*, Espace éthique, l'aventure éthique de la responsabilité, 5 novembre 2005 (<http://espacethique.free.fr/articles.php?lng=fr&pg=44>)
- MARONGIU J.-B., *Pour qui sonne la cloche – entretien avec P. Declerck*, Libération, 18 octobre 2001.
- MARPSAT M., FIRDION J.-M., *Devenir sans domicile, ni fatalité, ni hasard*, Population et Société, n°313, mai 1996.

- MARPSAT M., *Un avantage sous contrainte. Le risque moindre pour les femmes de se trouver sans abri*, Populations ; 54 (6). 911, 1999.
- MARTIN J.-P., *Ecoute de la Précarité*, Serpsy.org., 1997.
(<http://www.serpsy.org/precarite/precarite1.html>)
- MATHIEU N., *Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale*, Cybergeog, n° 33, 24 octobre 1997. (<http://www.cybergeog.presse.fr/ptchaud/mathieu.htm>)
- MAUSS M., *Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, 1923-1924.
(http://classiques.ugac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthropo/2_essai_sur_le_don/essai_sur_le_don.pdf)
- MEHANEM G., *Spécificités des usages précaires des systèmes de soins : quelques hypothèses*, mars 2000.
(http://www.irdes.fr/En_ligne/DocTrav/precagm.pdf#search=%22Sp%C3%A9cificit%C3%A9s%20des%20usages%20pr%C3%A9caires%20des%20syst%C3%A8mes%20de%20soins%20%22)
- MERCURY J.-C., *Diogène - Brève de caniveau 21, Le canard du 15 juin 1998*.
<http://www.inba.fr/inba/canard/can9824.htm>
- MESNARD P., *La visibilité de la victime humanitaire*, Colloque international et interdisciplinaire « ONG et action humanitaire : entre militantisme transnational et action publique », faculté de droit et de science politique de La Rochelle, 12 et 13 avril 2001. (http://www.univ-lr.fr/recherche/mshs/manifestations/colloqu_ong/communication/MESNARD.pdf#search=%22La%20visibilit%C3%A9%20de%20la%20victime%20humanitaire%20%22)
- MICHAUX H., *La connaissance par les gouffres*, Gallimard, 1961 in HERVE F., *Souffrance psychique et toxicomanies*, *Revue Documentaire Toxibase*, 1998, (4), 1-13
(http://www.toxibase.org/Pdf/Revue/dossier_souffr.pdf#search=%22%22foule%20%C3%A9norme%20de%20moments%22%22)
- MONTERRAIN C., *Des abris de sans-abris*, Exposition *Maison Européenne de la Photographie*, Paris, 16 décembre -14 février 1998. (http://www.averse.com/monterrain/old/sans_abris.html)
- MORENON M., *Freud et la pudeur*. (<http://perso.orange.fr/martine.morenon/pudfreud.htm>)
- MORHAIN Y., « *Un constat : le nouveau malaise dans la civilisation. Actes des deuxièmes journées d'études « Médiations et lien social* », 12-13 juin 1997.
- MURPHY-JUDY K.A., *Statut de la femme dans la famille et au travail en France*, Virginia Commonwealth, Wif Studies, n°1, 1994, pp 135-159. (<http://www.ipfw.edu/ilcs/WIF/WIF-Studies-Art.htm>)
- NAHOUM-GRAPPE V., *Le regard. L'échange de regards*, Revue Terrain.. N°30. mars 1998.
(<http://terrain.revues.org/document3375.html>)
- PARAZELLI M., *Violence, marginalité chez les jeunes*, Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ), Montréal, 1991-1992.
(<http://bv.cdeacf.ca/documents/INDEX2004-12-0614.html>)
- PAUGAM S., *la dynamique de la disqualification social*, Sciences Humaines, 1993, pp 16-21.
- PICHON P., *les SDF : la carrière, l'asile la manche –SDF dans l'espace public*, séminaire accessibilité et sans d'urgence, Réseau 2000, RATP, 1992, pp. 77-92.
- PIDOUX E., *Subjectivités individuelles, mobilisations collectives et développement local*, Mémoire de DEA Sociétés, Aménagement et Développement Local – Université de Pau et des Pays de l'Adour - Juin 2003. (http://www.artfactories.net/IMG/pdf/dea_e.pidoux.pdf).
- PIERRAGI A.-H., *Le gros plan et l'obsène*, La voix du Regard, N° 15 - automne 2002.
<http://www.voixduregard.org/15-Pieraggi.pdf#search=%22caract%C3%A9ristiques%20des%20corps%20obsc%C3%A8nes%20romains%20%22>
- Prévention et Sécurité : Vers un nouvel ordre social ?*, Etudes et Recherches, Les éditions de la DIV, mars 2000 (<http://www.acadie-reflex.org/publications/txt0IntroDIV.pdf>)
- PROLONGEAU H., *La ville disciplinaire*, URBAN, 14 novembre 2004
(http://www.webzinemaker.com/admi/m12/page.php3?num_web=18857&rubr=4&id=230698)
- PROTH B., RAYBAUD V., *Une famille de SDF recomposée à l'aéroport*, Ethnographiques, Org, n°6, novembre 2004.

(<http://www.ethnographiques.org/IMG/pdf/ArProRay.pdf#search=%22Une%20famille%20de%20SDF%20recompos%C3%A9e%20%C3%A0%20l'E2%80%99a%C3%A9roport%22>)

PUJOS C., *SDF and co. Trade mark théorie du réel*, 2 septembre 2005.

(http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=41613)

QUESEMAND ZUCCA S., DOUVILLE O., *Le fait clinique, révélateur d'une interrogation politique ? À propos de l'abandon de la demande de soin chez des personnes vivant en situation chronique de désocialisation*, Freud-Lacan.com, 11/06/2004. (http://www.freud-lacan.com/articles/article.php?id_article=00710).

QUESEMAND-ZUCCA, S., *Leçons de géographie*, Psychologie Clinique, 7 « Exclusions, précarités : témoignages cliniques » (sous la dir. de O. Douville et L. Ridel), Paris, L'Harmattan, 1999 : 69-74 in QUITTERIE DE LA NOE, « *Errance des jeunes. Itinérance des psychologues* », Le journal des psychologues, n°189, juillet/août 2001.

RAYNAL F., « *Education pour la santé en milieu pénitentiaire, Un nouvel outils pour l'insertion* », Actualités sociales hebdomadaires, n°2197, 1er juin 2001, p. 19-20.

RAYNAL F., « *Femmes sortant de prison, Un sas entre le dedans et le dehors* », Actualités sociales hebdomadaires, n°2215, 18 novembre 2001.

ROBERT, P., *Le citoyen, le crime et l'État*, Sociologie et sociétés, 2001, vol. 33, n°1, pp. 7-26

ROSENTHAL D., MOORE S., BUZWELL S., *Homeless youths : sexual and drug-related behaviour, sexual beliefs and HIV/AIDS risk*, AIDS Care, 1994, vol. 6, n°1.

ROUZEL J., *Usager, Usagé ?*, Actualités sociales hebdomadaires, n°2210, 13 avril 2001, p. 23.

SAILLANT F., GAGNON E., *Responsabilité pour autrui et dépendance dans la modernité avancée. Le cas de l'aide aux proches*, Liens sociaux et politiques, « La responsabilité, au-delà des engagements et des obligations », n°46, 2001 (<http://www.erudit.org/revue/lsp/2001/v/n46/000323ar.html>)

SAINT MARTIN A., *Lien social, sentiment, d'insécurité et rhétorique démagogique. Pour une restauration du politique*, Esprit critique, volume 4. n°5, mai 2002.

(<http://critique.ovh.org/0405/editorial.html>)

SALOME J., *Se toucher avec les yeux*, 22 septembre 2005

(http://admin.blogs.psychologies.com/jacques_salome/2005/09/se_toucher_avec.html)

Sans toit ni loi... Une demande de MSF. Ne pas avoir de toit, de lieu où vivre, n'est-ce pas l'une des premières insécurités, 8 septembre 2005. (http://transversel.apinc.org/spip/article.php3?id_article=71)

SCARONE E., *Le choix de l'exclu : un choix éthique*, Revue VST , n°37-38, 1994

secteur privé, Série Droit pénal, Ottawa, Commission de réforme du droit du Canada, 1980.

SERAFINI T., « *86000 français n'ont nulle part où dormir* », Libération, 29 janvier 2002.

SIRE-MARTIN E., *A quoi servent les lois sécuritaires*, Copernic Flash, mai 2004.

(<http://www.fondation-copernic.org/CopernicFlash-LoisSecuritaires-05.04.pdf>)

STENNING P.C. , SHEARING C. D. , *Perquisition, fouille et saisie : les pouvoirs des agents de sécurité du*

SYLVESTRE.D, *Aimer sa souffrance comme soi même* in Ornicar. N° 36. Navarin. 1986.

TACKELS B., *Anciennes fables et nouvelles voies*, revue Mouvement n°14, octobre décembre 2001.

TAUBES I., *Le lieu de tous vos états*, Le Journal des Psychologues, mai 2002, p.106.

TERRAL D., *Le silence des enfants fous*, VST, n°83, 2004.

TOMKIEWICZ S., *Les conduites de risque et d'essai*. Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence, 5-6 : 261-264, 1989.

TOUMAYAN A., *La Littérature et la hantise du mal : Lectures de Barbey d'Aureville, Huysmans et Baudelaire*, Klincksieck, 2000.

VANEUVILLE M.-C., *Femmes en errance : de la survie à l'existence*, Comprendre les personnes, 2005, 118 p., p.47.

Vers une « sanitarisaton » du travail social ?, Actualités Sociales Hebdomadaires, n° 2340, 2 janvier 2004. (http://www.ac-creteil.fr/sms/bi_spsy/articles/ash_2340.rtf)

WECKEL M., *Traces Ecrites*, cycle une société plus humaine, table ronde, Savoir(s) en commun, 2001.

<http://savoirs.u->

strasbg.fr/2001/cycle3.pdf#search=%22Weckel%20michel%20irruption%20des%20autres%20%22

WORMSER G., Frontières et limites, université d'été Jan Hus 2005, 1^{er} juillet 2006. (http://www.sens-public.org/article.php?id_article=302)

LABERGE D., ROY S., *Pour être, il faut être quelque part : la domiciliation comme condition d'accès à l'espace public*, sociologie et sociétés • vol. 33, n°2, 2002
(<http://www.erudit.org/revue/socsoc/2001/v33/n2/008314ar.pdf>)

BULOT T., VESCHAMBRE V., *Sociolinguistique urbaine et hétérogénéité des langues et des espaces*.
(http://www.univ-lemans.fr/lettres/eso/evenements/contributions_10_2004/bt.pdf)

Reuves :

« L'exclusion, sortir des catégories », *Revue Française des Affaires Sociales*, n° 23, Avril septembre 1999.

« Rupture du lien social et cliniques des personnes », *Psychologues*, n°45, 1999. « Les jeunes en errance », *Lien social*, n°385.13, février 1997.

« S'en sortir ? La débrouille des familles précarisées », *Bruxelles santé*, périodique trimestriel, n°39, juillet aout septembre 2005

« Sans logis et squatters : auto-organisation et mobilisation collective », *Revue Française des Affaires Sociales*, n° 2, Avril juin 2002.

A.S.H., n°2136, 8 octobre 1999.

A.S.H., n°2166, 12 mars 2000.

A.S.H., n°2237, 16 novembre 2001.

A.S.H., n°2249, 8 février 2002.

A.S.H., n°2253, 9 mars 2002.

Adolescence, *Essai de psychopathologie de l'errance*, n° 197, 1996.

Adolescence, *l'organe et le sujet – 1*, 45, tome 21, n°3, automne 2003.

Adolescence, *l'organe et le sujet – 2*, 45, tome 21, n°4, hiver 2003.

Adolescence, *La Rue*, 43, tome 21, n°1, printemps 2003.

Adolescence, *Psychosomatique*, 44, tome 21, n°2, été 2003.

Agone, *Les dépossédés – figures du redus social*, n°3-4, hiver 2004-2005.

ARNOLD-RICHEZ F., *Conduite addictive, substitution et grande exclusion*, Santé, Réduction des Risques, Usages de Drogues, SWAPS n° 17.

Cliniques méditerranéennes, *Précarité, Exclusion, Abandon*, , Eres, n°72, 2005.

Cultures en Mouvement, *Vivre à la rue*, n°7, février – mars 1998.

Etude sur la mort – Thnatalogie, *Mort et Exclusion*, , l'Esprit du Temps, , n°122, 2002.

Guide Solidarité Paris, Mairie de Paris, 2004.

Habiter, habité. *Revue Autrement*, série mutation, Paris, n°116, septembre 1990.

Humanitaire, *Pauvreté(s) en France*, n°5, printemps – été 2002.

Information sociale, « vivre à la marge », n°68, 1998.

Informations Sociales, « la Rue », n°60, 1997

Informations Sociales, *Enquête sur la Peur*, n°24, 1992.

Informations Sociales, *Nouvelle crise du Logement*, n°77, 1999.

Informations Sociales, *Social et Médias*, n°53, 1996.

Informations sociales, *Vivre à la marge*, n° 68, 1998.

L'attente. Et si demain, Autrement, Série Mutations, n°141, janvier 1994.

L'Homme et la Société, « Psy et Société », Paris, L'Harmattan, no 138, 2000.

La lettre de Psy Fr, n°82, février 1999.

La lettre de Psy Fr, n°83, mars 1999.

Le bénévolat, *Revue des Affaires Sociales*, n°4, 56^{ème} année, octobre décembre 2002.

Les polytoxicomanies en Europe, les Cahiers T3E, cahier n°6, 1998.

Livres cahiers pour la psychanalyse, *L'Esprit de Survie*, n°1, 2000.

Nervure, « *L'exclusion psychique* », Tome XI, octobre 1998.

Nouvelles Revue de Psychanalyse, *Les Actes*, Gallimard, n° 31, printemps 1985.

Obsession sécurité. Ennemis ou solidaires. Revue Autrement. Série mutation. N°104, février 1989 ; Paris.

Psychologie Clinique, « *Dispositifs cliniques : recherches et préventions*, n°11, Paris, L'Harmattan, 2001, 284 p.

Psychologie Clinique, « *L'exil intérieur* », n°4, Paris, L'Harmattan, 1997, 222 p.

Psychologie clinique « *Rupture des liens, clinique des altérités* », Paris, L'Harmattan, n°16, 2003, 293p.

Revue Française des affaires sociales, « *l'urgence sociale : du fond d'urgence sociale aux commissions de l'action sociale d'urgence* », n°1, 1^{er} mars 2001.

Rhizome, n°10, *La psychiatrie publique en question*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} juin 2003

Rhizome, n°11, *La souffrance est-elle sexuée ?*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} septembre 2003

Rhizome, n°12, *la victimologie en excès ?*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} décembre 2003

Rhizome, n°13, *Transparence, secret, Discrétion*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} décembre 2004

Rhizome, n°14, *Violences à la personne*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} février 2004

Rhizome, n°2, *Métamorphose de la demande et engagement dans le soin*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon 1^{er} juin 2001

Rhizome, n°3, *L'offre de soin entre politique et subjectivité*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} septembre 2001

Rhizome, n°4, *Précarité visible, précarités invisibles*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} décembre 2001

Rhizome, n°5, *La souffrance psychique aujourd'hui, un concept évident et incertain*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} Mars 2002

Rhizome, n°6, *Jeunesse, le devoir d'avenir*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} juin 2002

Rhizome, n°7, *Habiter*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} septembre 2002

Rhizome, n°8, *La psychiatrie publique en question*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} décembre 2002

Rhizome, n°9, *La psychiatrie publique en question*, Observatoire National des Pratiques en Santé mentale et Précarité, CH le Vinatier, Lyon, 1^{er} mars 2003

Sciences Humaines, *La Société précaire*, n°168, février 2006.

VST, « *Avec l'errance* », n°64, 1999.

VST, « *L'exclusion* », n°37-38.

VST, *Désaliénismes*, Eres Cemea, n°83, 2004.

VST, revue du champ social et de la santé mentale, « *Désaliénismes aujourd'hui* », Erès, n°83, 2004.

Rapports :

« *Politiques urbaines et lutte contre la pauvreté, la déclaration de Recife et quelques exemples concrets de mises en œuvre* », documents de travail des Etudes Charles Leopold Mayer, Lausanne (Suisse).

« *Entre droit et éthique : le droit des usagers, un enjeu de changements pour les structures d'insertion sociale* », FNARS Pays de Loire.

- « *Expertise du dispositif d'accueil et d'insertion de Challans. Etude des demandes et besoins des populations en difficultés sociales* », D.D.A.S.S. de Vendée, Institut de Criminologie et de Sciences Humaines, Université de Rennes 2, 2003-2005.
- AILLET V., « *J'avais beau leur expliquer...* » - *Rapport d'étude sur l'accessibilité aux soins, Enquête auprès des patients de la Mission France de Médecins du Monde*, septembre 1998.
- ARNOLD-RICHEZ F., *Conduite addictive, substitution et grande exclusion*, Santé Réduction des Risques Usages de Drogues, SWAPS, publication de l'Association P.I.S.T.E.S. (Promotion de l'Information Scientifique, Thérapeutique, Epidémiologique sur le Sida) n° 17, juin-juillet-août 2000 (http://www.pistes.fr/swaps/17_157.htm).
- LABERGE D., LANDREVILLE P., MORIN D., CASAVANT L., CHAREST R., *Le rôle de la prison dans la production de l'itinérance*, Rapport de recherche soumis au Conseil québécois de la recherche sociale, Les cahiers de recherche du cri (Collectif de Recherche sur l'Itinérance), Septembre 1998.
- « *Caractères des femmes à la rue* », Observatoire du SAMU social de Paris, 2000.
- « *Caractéristiques des familles ayant eu recours au numéro d'urgence pour les sans-abri parisiens* », Sous-étude du 115 parisien, Observatoire du SAMU social de Paris, 2000.
- « *Caractéristiques des jeunes rencontrés par le Samu social de Paris* », Sous-étude du 115 parisien, Observatoire du SAMU social de Paris, 2000.
- « *Comprendre et combattre l'exclusion – l'exclusion sociale face aux exigences de l'éthique* », Presses polytechniques et universitaires, 1998, 151p.
- « *Conduites addictives, substitution et grande exclusion* » - *étude sur 275 personnes*, Observatoire du SAMU social de Paris, 1998.
- « *De la grande précarité à la grande exclusion* », étude épidémiologique à partir des données du numéro d'urgence pour les sans-abris (le 115) année 2000, Observatoire du SAMU social de Paris, avril 2001.
- « *De la grande précarité à la grande exclusion* », Observatoire du SAMU social de Paris.
- « *Des exclusions sociales aux situations de dérive. Quelle prévention et quel accompagnement social ?* », actes de congrès UNIOPPSS, 1987, 63 p.
- « *Etude épidémiologique réalisée à partir des données du logiciel du numéro d'urgence pour les sans-abri* » L'ilot, CDAO Val de Marne, Observatoire du SAMU social de Paris, 2000.
- « *Etude épidémiologique réalisée à partir des données du logiciel du numéro d'urgence pour les sans-abri* » Logeval Val d'Oise (95), Observatoire du SAMU social de Paris, 2000.
- « *Evaluation du dispositif Bus Méthadone* », OFDT, décembre 2000, 142 p.
- « *Faciliter l'accès au droit commun des personnes prostituées* », Direction des Affaires Sanitaires et Sociales de Loire Atlantique.
- « *La responsabilité : au delà des engagements et des obligations, lien social et politique* », C.N.R.S, n°46, automne 2001
- « *Plan Départemental d'Accès aux soins des plus démunis* » 1998 – 2000, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et sociales, février 2001.
- « *Profil des personnes rencontrées par les équipes mobiles d'aide du Samu social de Paris* », Observatoire du SAMU social de Paris, 2000.
- AILLET V., « *J'avais beau leur expliquer...* » *Rapport d'étude sur l'accessibilité aux soins*, Enquête auprès des patients de la Mission France de Médecins du Monde, Septembre 1998.
- AVRAMOV., « *Les jeunes sans-abri dans l'Union européenne* », sixième rapport de l'Observatoire européen des sans-abri, Bruxelles, FEANTSA, 1998.
- BARRE M.-D., PATHIER M.-L., DELATRE S., « *Toxicomanie, police, justice, trajectoires pénales* », OFDT, avril 2001, 192 p.
- BAUMANN M., ALLA F., EMPEREUR F., « *Psychotropes et dépendances, profil des consommateurs et trajectoires de leurs comportements* », OFDT, Mai 2001, 95 p.
- BECK F., LEGLEYE S., PERETH WATEL P., « *Regards sur la fin de l'adolescence, consommation de produits psychoactifs dans l'enquête ESCAPAD 2000* », OFDT, décembre 2000, 219 p.
- BELLO P.-Y., TOUFIK A., GARDILHAN M., « *Tendances récentes, rapport TREND* », OFDT, juin 2001, 167p.
- BELLOT C., RAFFESTIN I., ROYER M.-N., NOËL V., *La judiciarisation des populations itinérantes à Montréal*, Rapport de recherche pour le Secrétariat National des Sans-abri, 2005. (http://www.unites.uqam.ca/CRI/publications/judicia_Bellot_etal_2005.pdf)

- BENECH-LEROUX P., *L'implantation des programmes d'échanges de seringues : entre acceptabilité et accessibilité*, Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales, CESDIP, Etudes et données pénales, n°88, 2001, 170 p.
- EMMANUELLI J., LERT F., VALENCIANO M., « *Caractéristiques sociales, consommations et risques chez les usagers de drogue fréquentant les programmes d'échange de seringue en France* », étude n° 18, OFDT, novembre 1999, 62 p.
- FERNANDEZ P., « *Travail de rue, promotion de la santé* » rapport d'étape, Médecins du Monde Toulouse Midi Pyrénées, mai 2000.
- FIRDION J.-M., *Etude sur jeunes sans domicile dans les pays occidentaux*, état des lieux, INED.
- FONTAINE A., FONTANA C., VERCHERE C., WISCHI R., « *Pratiques et représentations émergentes dans le champ de l'usage de drogues en France* », OFDT, février 2001, 268 p.
- KOPP P., FENOGLIO P., « *Le coût social des drogues licites (alcool et tabac) et illicites en France* » étude n°22, septembre 2000, 277 p.
- Observatoire National de la Pauvreté et de l'exclusion sociale, Rapport 2000, la documentation française, Paris, 2000, 125 p.
- Observatoire régional de la santé, *Santé et précarité dans les Pays de la Loire*, novembre 1998.
- VIDAL-NAQUET P. A., TIEVANT S., *Les lieux d'écoute de la souffrance sans nom. Etude exploratoire*, Cerpe, Lyon, Avril 1996, 77 p.
- Regards sur l'urgence*, les cahiers de la FNARS, n°1, mai 1997.
- Les élus locaux face à la souffrance psychosociale : de la sollicitude au politique*, Rapport issu d'un séminaire de recherche action. DIV/ONSMP- ORSPERE. 2003-2004.
(<http://www.ville.gouv.fr/pdf/editions/sante-mentale.pdf#search=%22Les%20C3%A9lus%20locaux%20face%20C3%A0%20la%20souffrance%20psychosociale%20%22>)
- BRAND C. (sous la conduite de), *Qui sont ces errants ? - Au Centre-ville de Grenoble, des jeunes en errance*, Etude réalisée par le Service de Prévention Spécialisée du CODASE de Grenoble, Juillet 1998.
- BERRAT B., *Entre « accès » aux soins et « recours » aux soins des populations défavorisées : une distance sociale*, Ville – Ecole – Intégration, 1998, n°115.
- DE GOUY A., « *Les jeunes sans-abri* », rapport destiné à l'Observatoire européen des sans-abri, Habitat Educatif, Vitry sur Seine, 1996.
- PAUGAM S., CLEMENCON M., *Détresses et ruptures sociales*, Résultats de l'enquête ASC/Fnars, Observatoire Sociologique du Changement, février 2002.
- VIDAL-NAQUET P., *Des moments pour être soi – Enquête auprès des usagers de structures d'accueil de jour*, Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, Direction de l'action sociale, 1997.
- BENSOUSSAN E., DESSEZ P., MIACHON C., MOGLIA A., ODDOU A. *La prévention de l'usage et de l'abus des substances psychoactives et des comportements liés aux rassemblements musicaux*, rapport à l'initiative du Conseil Régional Rhône-Alpes. 2000.
http://prevaddict.ersp.org/doc/rapport_milieux_festifs.pdf
- Ministère de l'emploi et de la solidarité, « *Le programme et la loi de prévention et de la lutte contre les exclusions* », avril 1999.
- QUARETTA B., « *Face à l'errance et à l'urgence sociale* », Secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire d'urgence, 1995.
- Plan National d'Action pour l'Inclusion Sociale 2003-2005 ([http:// www.soc.gouv.fr](http://www.soc.gouv.fr) consulté en février 2004)
- LABERGE D., COUSINEAU M.-M., MORIN D., ROY S., « *De l'expérience individuelle au phénomène global : configuration et réponses sociales à l'itinérance* », Les cahiers de recherche du Collectif de Recherche sur l'itinérance, n°1, Juin 1995.
- Plan National d'Action pour l'Inclusion Sociale 2003-2005 ([http:// www.soc.gouv.fr](http://www.soc.gouv.fr) consulté en février 2004)

Colloque, congrès :

- ALEZRAH C., *De la ségrégation des malades mentaux à la médicalisation de l'exclusion*, Congrès de psychiatrie et neurologie de langue française, Biarritz, 1-18 juin 1999. (http://www.ey.asso.fr/alezrah_exclusion_biarritz.htm)
- BACCINO E., BESSOLES P., *Victime – Agresseur : le traumatisme sexuel et ses devenir*, [actes du colloque de victimologie clinique de Montpellier, Faculté de médecine, 23-24 juin 2000] / [organisé par la Faculté de médecine de l'Université de Montpellier], les Éd. du champ social, 2001, 325 p.
- BEAUNE J.-C., *Le déchet, le rebut, le rien*, Actes du colloque de Lyon, collection « milieux », champ, Vallon, 1999. (<http://www.aleph-idris.com/lectures/beaune2.htm>)
- BEAUNE J.-C., *Le moins que rien. Vagabondage, solitude*, L'aleph Philosophies, Arts, Littératures, Actes du colloque tenu à Lyon en novembre 1999 « Les enfermés », n°3 (<http://www.aleph-idris.com/trois/moinsquerien.htm>)
- BOINOT K., « *Construction psychique de l'errance* », poster présenté lors du colloque de criminologie, Université de Rennes II, 28 et 29 juin 2002.
- BOINOT K., « *Réduction des risques, prison et toxicomanie* », Interventions (revue de l'association Nationale des Intervenants en Toxicomanie), n°75, octobre 2000.
- CHERCKI A., *Empêchements d'exil, Intervention à l'Ecole de Ville-Evrard*, Formation à une Approche Psychanalytique en Psychiatrie. (<http://ecoledevilleevrard.free.fr/Interventions/Cherki0202.htm>)
- CONTANDRIOPOULOS A.-P., *Peut-on construire des modèles de la relation : contextes sociaux – santé ?*, in Contextes sociaux et santé. Quelles approches ?, Actes du colloque organisé par l'intercommission INSERM, Paris, 1996, n°6.
- DALLY S., *Alcool, pauvreté et précarité*, in Santé, Précarité et Précarisation, Actes du séminaire organisé par l'intercommission n°6, INSERM, Paris, 1997.
- GARCIA G., *Le cadrage des causes des « sans » dans l'information télévisée ; le cas de la protestation des sans logis (1994-1995)*, X° Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest, 28 juin – 3 juillet 2003. (http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/index.php?view_this_doc=sic_00000670&extended_view=1&halsid=ad5bbefafbf36bd10ff6afafc57aad83)
- GENTILE M.-F., *Garçons et filles en situation de rue. Pertinence analytique des notions de genre et de rapports sociaux de sexe, GIS Réseau Amérique latine*, Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours, Université de La Rochelle, 3-4 novembre 2005. (http://halshs.ccsd.cnrs.fr/docs/00/04/37/34/PDF/GENTILE_Maria_Florencia_GIS2005.pdf#search=%22Marpasat%2C%201999%20%22femmes%20sans%20domicile%22%20%20f%2C%20A9minit%2C%20A9%20%20%20C3%A9tats-unis%22)
- GRAVIER B., LOUZOUN C., *Les 10 ans du CEDEP. Le social exclu : Santé publique : démission ? Défaite ? Développement humain et habilitation citoyenne Exclusion sociale et santé mentale : statut de la clinique, traitements en impasse*, Actes du 9^{ème} séminaire du CEDEP (Comité Européen : Droit, Ethique et Psychiatrie), Aix les Bains, 1-4 juin 2000. Cahiers Pollen, n°12, Août 2003. (<http://www.vvvg.be/CEDEP/pollen/SEMINAIRE2000-2.pdf#search=%22%22certains%20SUJET%20SDF%20ou%20errants%20emp%20C3%AAchent%20les%20autres%22%22>)
- KOVES V., *Psychiatrie et errance, Etude sur les troubles psychiques chez les personnes sans abris*. (<http://www.social.gouv.fr/htm/pointsur/errance/psy.htm>)
- LEMENOREL A. (textes réunis par), *La rue, lieu de sociabilité ?*, actes du colloque de Rouen du 16 au 19 novembre 1994, publications de l'université de Rouen n° 214, Rouen, 1994.
- MAISONDIEU J., *Malaise dans la civilisation et mal être des exclus, 5^{ème} colloque, Désinsertion, exclus, précarités : accès aux soins, nouvelles pratiques de réseaux, implications éthiques*, Brumath, 23 ; 24 mars 1995.
- MORHAIN Y., « *Un constat : le nouveau malaise dans la civilisation* », Actes des deuxièmes journées d'études « Médiation et Lien Social », 12-13 Juin 1997. (<http://accesaudroit.com/journees/jour2/textes/morhain.htm>)
- PAGE C., *Une expérience esthétique : le travail du grotesque dans la formation de l'acteur*, Communication au 14^{ème} congrès international d'esthétique : L'esthétique comme philosophie, Ljubljana, 1998. (http://www.sens-public.org/article.php3?id_article=275#sdendnote10sym)

RUBIO G., *A propos de la réinsertion de la psychose, Dossier IV : l'accueil de la folie dans la cité*, mars 2000 (<http://www.fclb.be/1/polis/2/Dfolie4fr.htm>)

Table ronde : *Souffrance psychique et lien social (les sans travail, les sans domicile, les sans ressources, les sans papiers) De l'aide à l'habilitation*, Réseau Régional Ile-de-France de Recherche en Santé Publique, Santé mentale, travail et précarisation, Séminaire de recherche, 6 mai 2003. (<http://cesames.org/Textes%20et%20documents/semJoubert6.05.03.htm>)

UNIOPSS, *Des exclusions sociales aux situations de dérive – Quelle prévention et quel accompagnement social ?*, Actes du Congrès, 1987, 63 p.

BOINOT K., « Le rapport à une structure sanitaire : une relation sociale ? », 4èmes rencontres du comité français pour la réhabilitation psychosociale (C.F.R.P.), Grenoble, 20 octobre 2005.

ASSOUN P.-L., 19^{ème} Congrès des Psychologues, Paris, 5, 6, 7 décembre 2002.

Filmographies

CARRE J.-M., *Sur le fil du refuge*, Les Films du Grain de Sable, 2002.

CARRE J.-M., *Les bâtisseurs d'espoir*, Les Films du Grain de Sable, 2001.

CROS D., *Un ticket de bain douche*, documentaire, 2001

DARDENNE L & J.-P., *Rosetta*, les films du fleuve, 1999.

Emission Ca se discute « *Sommes-nous tous à l'abri face à la pauvreté ?* », octobre 2005.

PRIGENT P., *A la rue, à la mort*, documentaire.

VARDA A., *Sans toit ni loi*, 1985

UNIVERSITE DE RENNES 2
U.F.R. DE SCIENCES HUMAINES

N° Attribué par la Bibliothèque |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

THESE
Pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE RENNES 2

Discipline : Psychologie

Présentée et soutenue publiquement

Par

Mme Karine BOINOT

Le 3 février 2007

**La construction psychique de l'errance
Stratégies institutionnelles d'offres et de demandes**

Tome 2 : Annexes

Directeur de Thèse : Pr. L.-M. Villerbu

JURY

Mme BERTRAND Michèle
M. BOUCHARD Claude
M. DOUVILLE Olivier
M. VIVES Jean-Michel

Invité : M. FURTOS Jean

UNIVERSITE DE RENNES 2
U.F.R. DE SCIENCES HUMAINES

N° Attribué par la Bibliothèque |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

THESE
Pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE RENNES 2

Discipline : Psychologie

Présentée et soutenue publiquement

Par

Mme Karine BOINOT

Le 3 février 2007

**La construction psychique de l'errance
Stratégies institutionnelles d'offres et de demandes**

Tome 2 : Annexes

Directeur de Thèse : Pr. L.-M. Villerbu

JURY

Mme BERTRAND Michèle
M. BOUCHARD Claude
M. DOUVILLE Olivier
M. VIVES Jean-Michel

Invité : M. FURTOS Jean

Table des Matières

Tome 2 :

Annexe 1 : Textes de lois.....	610
Annexe 2 : Documents – Urgence sociale.....	615
Annexe 3 : Analyse phénoménologique.....	625
Annexe 4 : Entretiens auprès des professionnels.....	628
Annexe 5 : Entretiens auprès des bénévoles	688
Annexe 6: Entretiens auprès des sujets SDF	703
Annexe 7 : Graphiques : étude sur l'accès aux soins des personnes SDF aux urgences et à la consultation Jean Guillon (PASS) du CHU de Nantes.	771
Annexe 8 : Articles de presse.....	785
Annexe 9 : Photographies	963
Annexe 10 : Ecrits de sujets SDF	981

Annexe 1 : Textes de lois

Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,
L'Assemblée nationale a adopté,
Vu la décision du [Conseil constitutionnel](#) no [98-403 DC](#) en date du 29 juillet 1998 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er

La lutte contre les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation.

La présente loi tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.

L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions sociales et médico-sociales participent à la mise en oeuvre de ces principes.

Ils poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer des exclusions.

Ils prennent les dispositions nécessaires pour informer chacun de la nature et de l'étendue de ses droits et pour l'aider, éventuellement par un accompagnement personnalisé, à accomplir les démarches administratives ou sociales nécessaires à leur mise en oeuvre dans les délais les plus rapides.

Les entreprises, les organisations professionnelles ou interprofessionnelles, les organisations syndicales de salariés représentatives, les organismes de prévoyance, les groupements régis par le code de la mutualité, les associations qui oeuvrent notamment dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion, les citoyens ainsi que l'ensemble des acteurs de l'économie solidaire et de l'économie sociale concourent à la réalisation de ces objectifs.

En ce qui concerne la lutte contre l'exclusion des Français établis hors de France, les ministères compétents apportent leur concours au ministère des affaires étrangères.

Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Vu la décision du [Conseil constitutionnel](#) no 2003-467 DC en date du 13 mars 2003 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE Ier DISPOSITIONS RELATIVES AUX FORCES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET A LA PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

Chapitre Ier Dispositions relatives aux missions de l'Etat et à l'association des collectivités territoriales en matière de sécurité intérieure

Article 1

L'article 1er de la [loi no 95-73](#) du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité est ainsi rédigé :

« Art. 1er. - La sécurité est un droit fondamental et l'une des conditions de l'exercice des libertés individuelles et collectives.

« L'Etat a le devoir d'assurer la sécurité en veillant, sur l'ensemble du territoire de la République, à la défense des institutions et des intérêts nationaux, au respect des lois, au maintien de la paix et de l'ordre publics, à la protection des personnes et des biens.

« Il associe à la politique de sécurité, dans le cadre de dispositifs locaux dont la structure est définie par décret, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale ainsi que les représentants des professions, des services et des associations confrontés aux manifestations de la délinquance ou oeuvrant dans les domaines de la prévention, de la médiation, de la lutte contre l'exclusion ou de l'aide aux victimes. »

Loi n°2004-204 du 9 mars 2004

Portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2004-492 DC du 2 mars 2004 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE Ier

DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES FORMES NOUVELLES DE DÉLINQUANCE ET DE CRIMINALITÉ

Chapitre Ier

Dispositions concernant la lutte contre la délinquance et la criminalité organisées

Section 1

Dispositions relatives à la procédure particulière applicable à la délinquance et à la criminalité organisées

Article 1 : Le livre IV du code de procédure pénale est complété par un titre XXV ainsi rédigé :

« TITRE XXV

« DE LA PROCÉDURE APPLICABLE À LA CRIMINALITÉ ET À LA DÉLINQUANCE ORGANISÉES

« Art. 706-73. - La procédure applicable à l'enquête, la poursuite, l'instruction et le jugement des crimes et des délits suivants est celle prévue par le présent code, sous réserve des dispositions du présent titre :

« 1° Crime de meurtre commis en bande organisée prévu par le 8° de l'article 221-4 du code pénal ;

« 2° Crime de tortures et d'actes de barbarie commis en bande organisée prévu par l'article 222-4 du code pénal ;

« 3° Crimes et délits de trafic de stupéfiants prévus par les articles 222-34 à 222-40 du code pénal ;

« 4° Crimes et délits d'enlèvement et de séquestration commis en bande organisée prévus par l'article 224-5-2 du code pénal ;

« 5° Crimes et délits aggravés de traite des êtres humains prévus par les articles 225-4-2 à 225-4-7 du code pénal ;

« 6° Crimes et délits aggravés de proxénétisme prévus par les articles 225-7 à 225-12 du code pénal ;

« 7° Crime de vol commis en bande organisée prévu par l'article 311-9 du code pénal ;

« 8° Crimes aggravés d'extorsion prévus par les articles 312-6 et 312-7 du code pénal ;

« 9° Crime de destruction, dégradation et détérioration d'un bien commis en bande organisée prévu par l'article 322-8 du code pénal ;

« 10° Crimes en matière de fausse monnaie prévus par les articles 442-1 et 442-2 du code pénal ;

« 11° Crimes et délits constituant des actes de terrorisme prévus par les articles 421-1 à 421-5 du code pénal ;

« 12° Délits en matière d'armes commis en bande organisée prévus par l'article 3 de la loi du 19 juin 1871 qui abroge le décret du 4 septembre 1870 sur la fabrication des armes de guerre, les articles 24, 26 et 31 du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, l'article 6 de la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives, l'article 4 de la loi n° 72-467 du 9 juin 1972 interdisant la mise au point, la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession d'armes biologiques ou à base de toxines ;

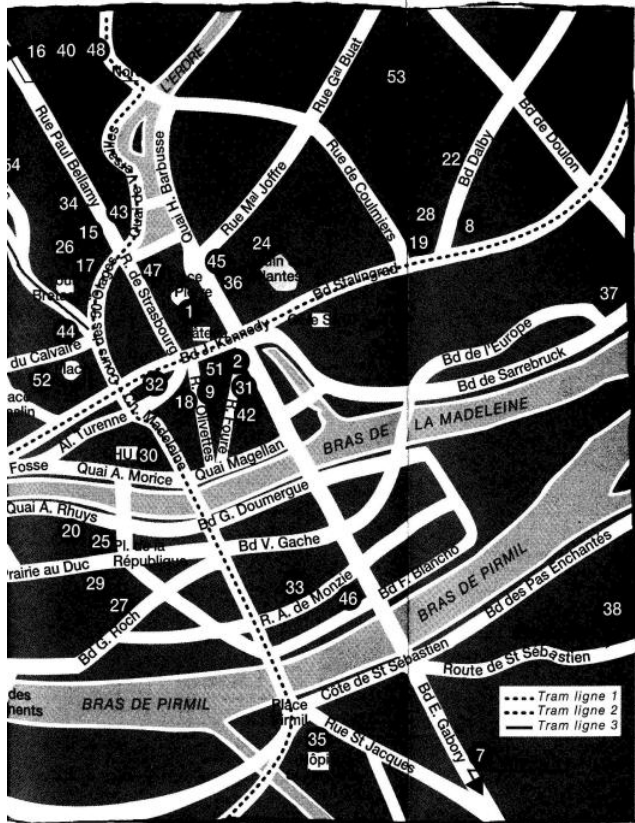
« 13° Délits d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers d'un étranger en France commis en bande organisée prévus par le quatrième alinéa du I de l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

« 14° Délits de blanchiment prévus par les articles 324-1 et 324-2 du code pénal, ou de recel prévus par les articles 321-1 et 321-2 du même code, du produit, des revenus, des choses provenant des infractions mentionnées aux 1° à 13° ;

« 15° Délits d'association de malfaiteurs prévus par l'article 450-1 du code pénal, lorsqu'ils ont pour objet la préparation de l'une des infractions mentionnées aux 1° à 14°.

« Pour les infractions visées aux 3°, 6° et 11°, sont applicables, sauf précision contraire, les dispositions du présent titre ainsi que celles des titres XV, XVI et XVII.

Annexe 2 : Documents – Urgence sociale



Centre Communal d'Action Sociale

1 bis, place St-Similien
44000 Nantes
02 40 99 27 00

Réalisation :
Ville de Nantes
(CCAS et Direction de la Communication)

avec le concours de la DDASS



Edition Décembre 2001
Imprimerie LNG Nantes
Couverture Graphitti Création.

Nantes vous guide

Urgence sociale

DDASS

toutes les adresses pour vous aider

"SOS SANS ABRI"

Un plan d'hébergement d'urgence est mis en place par la Ville de Nantes, avec la DDASS, différents services publics et les associations intervenant dans le champ de l'urgence sociale, pour toute l'année, avec des moyens renforcés pendant l'hiver :

A la disposition de tous les Nantais :

le 115

numéro d'appel gratuit, ne nécessitant pas de carte dans les cabines publiques, permet d'accéder aux diverses structures d'hébergement d'urgence de l'agglomération nantaise et aux services d'accueil et d'orientation suivants :

la C.A.O.

(Coordination-Accueil-Orientation), regroupant divers partenaires institutionnels et associatifs : intervention en journée auprès des personnes isolées et des couples sans enfant.
4, place Dumoustier - 44000 NANTES (près de la Cathédrale) 1

le Samu social nantais

géré par l'association Francisco Ferrer : intervention d'une équipe mobile en soirée auprès de tout public à la rue.

Leur mission est d'accueillir les personnes, de les conseiller et de les orienter vers les structures ou les services adaptés : (centres d'hébergement, services administratifs, médicaux, sociaux...).

1 Pour faciliter la recherche sur le plan, un numéro a été attribué à chaque structure ou service.

SE LOGER EN URGENCE

HOMMES

CHRS SAINT-BENOIT
(Association Saint-Benoît Labre)
Accueil, hébergement, accompagnement social, restauration collective, infirmerie, laverie, animations. Participation financière pour les personnes avec ressources.

Centre administratif et social :
Au Relais Saint-Benoît
Accueil du lundi au vendredi de 9h15 à 17h.
14, rue Fouré 2
44000 Nantes. Tél : 02.51.82.28.56.
Bus : 24-26-28 : arrêt Cité des Congrès.
Tram ligne 2 : arrêt Duchèze Anne.
E-mail : CHRS-ST-BENOIT44@wanadoo.fr

Hébergement de 18 à 60 ans :
Au Foyer Saint-Benoît
Accueil 24h/24h - 365 j / an par le 115
10, rue de la Tannerie 3
44100 Nantes. Tél : 02.40.46.52.15.
Bus : 81 : arrêt Liberté.
Bus : 21-25-70 : arrêt Jean Macé.
Tram ligne 1 : arrêt Egalité.

FOYER SAINT-MARTIN
(Association «Les Eaux Vives»)
Hommes de 18 à 75 ans.
Accueil de nuit de 18h30 à 8h30.
Fermé en juillet et en août.
Hébergement, repas du soir, petit déjeuner.
Participation : 3 € par nuit.
14 bis, 16, bd Maréchal Juin. 4
Bus : 25-81 : arrêt Les Granits.

Inscription préalable de 9h30 à 16h30 à Claire Fontaine :
100, quai de la Fosse 5
44000 Nantes. Tél : 02.40.69.91.34.
Bus : 81 - Tram ligne 1 : arrêt Gare Maritime.

CHRS «TRAJET» (Association «Trajet»)
Hommes seuls, de 18 à 60 ans.
Hébergement d'urgence, restauration. Participation en fonction des ressources.

1, rue Georges Grille 6
44400 Rezé. Tél : 02.51.11.00.00.
Bus : 31 : arrêt de la Mairie de Rezé.
Tram ligne 2 : arrêt Espace Diderot.

CHRS SAINT-YVES
(Association Saint-Benoît Labre)
Hommes seuls, de 18 à 60 ans.
Hébergement d'urgence, restauration. Participation : 4,60 € / jour si ressources.
6, rue de la Chénèra 7
44120 Vertou. Tél : 02.40.80.02.02.
Bus : 43 : arrêt Gare de Vertou.

MAISON D'ACCUEIL ET D'INSERTION DU GUÉ-ROBERT
Hommes, de 18 à 30 ans.
Orientation préalable par le 115.
Mise à l'abri d'une nuit pour une personne.
Participation : 5,34 € par semaine, si ressources.
Permanences : du lundi au vendredi de 9h à 17h sauf lundi matin.

17, rue du Gué-Robert 8
44000 Nantes. Tél : 02.40.29.01.16.
Bus : 12 - Tram ligne 1 : arrêt Moutonnerie.

CHRS «LES OLIVETTES» (CCAS)
Hommes, de 18 à 30 ans.
Hébergement de 6 mois renouvelables, restauration, accompagnement social.
Accueil entre 9h et 18h.
Participation : 15 % du montant des ressources.
24 bis, rue des Olivettes 9
44000 Nantes. Tél : 02.40.47.14.48.
Tram ligne 2 : arrêt Aimé Delaue.

FEMMES

CHRS «LE TREMPLIN» (CCAS)
Femmes seules majeures, de 18 à 60 ans.
Accueil de nuit en urgence, à partir de 16h30, tous les jours.
Participation : 1,55 € par nuit si ressources.

8, rue de la Pelleterie 10
44000 Nantes. Tél : 02.40.40.55.41.
Bus : 22-51-54-55 : arrêt Anatole France.
Tram ligne 3 : arrêt Félix Faure.

CENTRE D'ACCUEIL LA HALTE CANCLAUX
Femmes avec enfant(s).
Hébergement d'urgence, restauration.
1, rue Desgrées du Lou 11
44100 Nantes. Tél : 02.40.69.22.43.
Bus : 21-23-24-56 : arrêt Canclaux.

CENTRE MATERNEL SAINT-LUC (Croix-Rouge)
Femmes majeures enceintes ou avec enfant(s) de moins de 3 ans.
Hébergement d'urgence.
Participation en fonction des ressources.
Entretien de pré-admission avec rendez-vous auprès d'un travailleur social.
25, rue Bouchaud 12
44100 Nantes. Tél : 02.40.73.70.67.
Bus : 56 : arrêt Lamartine.

SOS FEMMES
Femmes majeures victimes de violences, seules ou avec enfant(s).
Permanences : les mardis et jeudis, de 14h30 à 17h et samedis, de 9h30 à 11h30.

15, rue du Bâtonnier Guinaudeau 13
44000 Nantes. Tél : 02.40.73.57.32.
Bus : 81 - Tram ligne 1 : arrêt Chantiers Navals.
Bus : 11 : arrêt Jean V.
A compter du 04 février 2002, nouveaux locaux :
3, rue Vauban 62 (près place Royale).
44700 Orvault. Tél : 02.40.12.12.40.
Bus et Tram : arrêt Commerce.

CHRS «ARC-EN-CIEL»
(Association «Arc-en-Ciel»)
Femmes majeures victimes de violences, avec enfant(s) dont un de plus de 3 ans.
Hébergement d'urgence, restauration.
8, rue Mellier 14
44100 Nantes. Tél : 02.40.73.67.15.
Bus : 11-21-23-24 : arrêt Mellier.

ACCUEIL MIXTE

FOYERS DES JEUNES TRAVAILLEURS
(Association Nantaise des Foyers de Jeunes Travailleurs)
De 16 à 25 ans.
Hébergement d'urgence. Période hivernale. Repas du soir et petit déjeuner. Admission auprès du CAP Jeunes. Participation en fonction des ressources.
Permanences : lundi et vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, mardi, mercredi, jeudi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 19h.

8, rue de Bel Air 15
44011 Nantes cedex 1.
Tél : 02.51.72.98.77.
Tram ligne 1 : arrêt 50 étages.

CHRS «L'ETAPE»
(Association «L'Etape»)
Couples ou familles majeurs avec ou sans enfant(s).
Hébergement d'urgence, accompagnement social.
Permanences : de 14h à 18h, tous les jours, sauf le vendredi.
A compter du 04 février 2002, nouveaux locaux :
3, rue Vauban 62 (près place Royale).
44700 Orvault. Tél : 02.40.76.22.52.
Bus : 12-15-25 : arrêt Le Val d'Or.

SE LAVER

BAINS DOUCHES MUNICIPAUX

Bons gratuits distribués au CCAS.
1 bis, place Saint-Similien 17
44000 Nantes.
Tél : 02.40.99.29.58.
Tram ligne 2 : arrêt 50 Étages.

Bains-douches :

Horaires :
• jeudi, vendredi, samedi : de 8h30 à 12h et de 14h à 18h,
• dimanche : de 8h à 11h30.
1, rue des Olivettes 13
44000 Nantes. Tél : 02.40.47.17.42.
Tram ligne 2 : arrêt Aimé Delaue.

LA BOUTIQUE (Saint-Benoît)
Tout public majeur.
Douches, entretien du linge (service gratuit).
Horaires : du lundi au vendredi de 9h15 à 12h.

♦ 12 bis, rue Fouré ②
44000 Nantes. Tél : 02.51.82.00.21.
Bus : 24-26-28 : arrêt Cité des Congrès
Tram ligne 1 : arrêt Duchesse Anne.

S'HABILLER

SAINT-VINCENT-DE-PAUL
Participation en fonction des ressources.
Permanences : du lundi au jeudi de 13h30 à 16h30 sauf pendant les vacances scolaires.
♦ 41, rue de la Tour d'Auvergne ②
44000 Nantes. Tél : 02.40.20.49.83.
Bus : 42-52 : arrêt République.
Tram ligne 1 : arrêt Médiathèque (prendre la passerelle).

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Ouvert à tous.
Participation demandée.
♦ 22, quai Ernest Renaud ①
44100 Nantes. Tél : 02.40.69.38.22.
Permanences : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 13h à 17h30, samedi de 10h à 17h.
Bus : 81 : arrêt Salorges.
Tram ligne 1 : arrêt Gare Maritime.

♦ 124, bd Dalby ②
44000 Nantes. Tél : 02.40.29.45.26.
Permanences : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14h à 17h.
Bus : 12 : arrêt Marcel Hatet.
Tram ligne 1 : arrêt Moutonnerie.

«VETI FRAT» (La Fraternité)
Participation demandée.
Permanences : du lundi au vendredi de 14h à 17h30 et samedi de 10h à 12h.
Fermé de mi-juillet à mi-août.
♦ 3, rue Amiral du Chiffault ②
44100 Nantes. Tél : 02.40.69.37.63.
Bus : 11-21-23-24 : arrêt Mellinet.
Tram ligne 1 : arrêt du Chiffault.

CROIX ROUGE FRANÇAISE
Gratuit.
Tous les après-midi de 14h à 17h30, par ordre alphabétique.
♦ 13, place Sophie Trébucet ②
44000 Nantes. Tél : 02.40.74.66.82.
(face au Jardin des Plantes).
Bus : 11-12-21-23 : arrêts Trébucet, Saint-Clément, Clemenceau.
Tram ligne 1 : arrêt Gare SNCF.

A compter de mars 2002 : ouverture d'un vestiaire en libre-service avec faible participation financière.
♦ 51 bis, rue de la Moissonnière ⑤
44000 Nantes (près du rond-point de Paris). Tél : 02.51.89.47.62.
Bus : 21-23 : arrêt Plessis-Tison.

MANGER

RESTAURANT SOCIAL PIERRE LANDAIS (CCAS)
Achat de tickets au CCAS.
1,20 € le midi, 0,90 € le soir.
Plafond de ressources : RMI et Allocation Adulte Handicapé.

Gratuité si ressources inférieures à l'allocation insertion.
Horaires : de 12h à 13h30 et de 17h30 à 18h30.
Fermé le samedi soir, dimanche et jours fériés.
Le week-end : possibilité de panier repas.

Animations le mardi et le jeudi.
♦ 16, rue Pierre Landais ②
44200 Nantes. Tél : 02.40.47.12.61.
Bus : 42-52 : arrêt République.
Tram ligne 2 : arrêt Vincent Gâche.

BRIN DE CAUSETTE
Petits déjeuners, soupes, et distribution de sandwichs selon possibilités.
Horaires : de 7h à 11h tous les jours, week-ends et jours fériés.
Distribution gratuite.
♦ 1 bis, rue Sarrazin ②
(près de l'église Saint-Smillien)
44000 Nantes.
Tél : 02.40.20.31.78.
Bus : 12-32-52 : arrêt Talensac.
Tram ligne 2 : arrêt 50 Otages.

A LA CLAIRE FONTAINE (Association «Les Eaux Vives»)
Public de 18 à 75 ans.
Accueil :
• lundi - mercredi : 9h30-15h30
• mardi - jeudi : 9h30 - 16h30
• vendredi : 9h00 - 15h30
• samedi : 10h00 - 15h30.
Repas : 1,30 € si R.M.I.
Gratuit si sans ressources.
Douche : 9h30 à 11h et 14h à 15h30.
Fermé en juillet et août.
♦ 100, quai de la Fosse ⑤
44000 Nantes.
Bus : 81 - Tram ligne 1 : arrêt Gare Maritime.

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
Colis alimentaires gratuits.
Plafond de ressources RMI.
Participation au vu de la situation.
Prendre rendez-vous au préalable.
Inscriptions : mardi et jeudi de 9h30 à 11h30.
Distribution des colis aux personnes inscrites : lundi, mardi, jeudi, vendredi, de 14h à 17h.
Pour les urgences : possibilité d'attribution de colis alimentaires.
♦ 163, rue Paul Bellamy ④
44000 Nantes.
Tél : 02.40.74.48.41.
Bus : 12-32-52 : arrêt Le Goffic.

CROIX ROUGE FRANÇAISE
Tout public ayant de faibles ressources.
Distribution de colis alimentaires par ordre alphabétique.
Participation : 0,50 € par personne.
Ouvert tous les après-midi de 14h à 17h30.
♦ 13, place Sophie Trébucet ②
(face au Jardin des Plantes)
44000 Nantes. Tél : 02.40.74.66.82.
Bus : 11-12-21-23 : arrêts Trébucet, Clemenceau, Saint-Clément.
Tram ligne 1 : arrêt Gare SNCF.

RESTAURANTS DU CŒUR
Paniers repas.
Deux lieux de distribution :
♦ 45, bd Gustave Roch ②
44200 Nantes.
Tél : 02.40.45.12.38.
Horaires :
• du 6/12 au 31/3 : lundi, jeudi, vendredi de 9h30 à 11h et de 14h à 15h30;
• du 15/4 au 25/11 : mardi, vendredi de 14h à 15h30.
Fermeture en juillet.
Bus : 42-52 : arrêt Gustave Roch.

♦ 7, bis rue des Stocks (Dalby) ②
44000 Nantes. Tél : 02.40.37.07.93.
Horaires :
• du 6/12 au 31/3 : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 13h30 à 15h45,
• du 15/4 au 25/11 : lundi, jeudi de 13h30 à 15h45.
Fermeture en août.
Bus : 12 : arrêt Marcel Hatet.
Tram ligne 1 : arrêt Moutonnerie.

■ Pour les personnes sans domicile fixe :
♦ Rue des Marchandises (la cité du MIN). Tél : 02.51.82.05.67.
Horaires : du 01/01 au 31/12 : lundi, mercredi, vendredi de 13h à 16h.
Bus : 42-52 : arrêt Gustave Roch.
♦ En hiver : CARS DU CŒUR, Place de la Petite Hollande et Marché de Talensac.
Soupe, café, chocolat 5 fois/semaine.
Horaires : lundi au vendredi de 20h à 22h.

SE SOIGNER

URGENTES
Accueil 24h/24.
♦ SAMU : le 15
ou le 02.40.08.22.22.
♦ Accueil des Urgences : 02.40.08.38.95.
♦ Cellule psychiatrique : 02.40.08.38.71. ou 02.40.08.33.33. (standard du CHU).
♦ CHU : quai Moncoussu ②
44000 Nantes. Tél : 02.40.08.33.33.
Bus : 42-52 : arrêt Gaston Veil.
Tram ligne 2 : arrêt Aimé Delrieu.

LA CONSULTATION JEAN GUILLON - P.A.S.S. (CHU)
Consultations de médecine générale associées à des consultations sociales, soins infirmiers.
Non avance des frais.
Hôtel-Dieu - 1^{er} étage - aile Ouest :
♦ Place Alexis Ricordeau. ③
Tél : 02.40.08.42.16.
Bus : 42-52 : arrêt Gaston Veil.
Tram ligne 2 : arrêt Hôtel-Dieu.

COUVERTURE SOCIALE (CPAM)
La CMU permet une prise en charge des soins pour les personnes non couvertes par la Sécurité Sociale et/ou une caisse complémentaire (sous condition de ressources).
Les demandes sont à déposer auprès du centre de Sécurité Sociale du domicile ou auprès de la CPAM de Nantes.
Accueil du lundi au vendredi de 7h45 à 17h.
♦ 9, rue Gaëtan Rondeau ④
44200 Nantes. Tél : 02.51.88.88.88.
Bus : 24-52 : arrêt Rondeau.

MEDECINS DU MONDE (Mission France)
Centre d'accueil, de soins et d'orientation destiné en particulier aux publics sans couverture sociale.
Soins et médicaments gratuits.
• Consultations médicales, sociales et psychologiques : lundi et jeudi de 14h à 17h.

• Consultations dentaires : lundi et jeudi de 14h à 17h.
♦ 33, rue Fouré ④
44000 Nantes. Tél : 02.40.47.36.99.
Bus : 24-26-28 : arrêt Cité des Congrès.
Tram ligne 1 : arrêt Duchesse Anne.
Tram ligne 2 : arrêt Aimé Delrieu.

CHRS SAINT-BENOIT «LE FOYER»
Pour les hébergés (Association Saint-Benoît Labre)
Soins infirmiers, information, prévention, aide psychologique.
Permanences : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 8h à 11h.
♦ 10, rue de la Tannerie ⑤
44100 Nantes. Tél : 02.40.46.52.15.
Bus : 81 : arrêt Liberté.
Bus : 21-25-70 : arrêt Jean Macé.
Tram ligne 1 : arrêt Egalité.

CHRS SAINT-YVES
(Association Saint-Benoît Labre)
Lits de repos sanitaires pour hommes et femmes seule(s). Soins infirmiers, convalescence, orientation, sortie du dispositif hospitalier.
♦ 6, rue de la Chênevaie ⑦
44120 Vertou. Tél : 02.40.80.02.02.
Bus : 43 : arrêt Gare de Vertou.

SIDA INFO SERVICE
Numéro vert national gratuit, 24h/24 et 7 jours/7.
♦ Tél : 0800 840 800.

CHU
♦ Place Alexis Ricordeau. ③
Tél : 02.40.08.31.34.
Bus : 42-52 - Tram ligne 2 : arrêt Hôtel-Dieu.
♦ Dermatologie, 8^{ème} étage :
♦ Centre de dépistage anonyme et gratuit - Tél : 02.40.08.38.15.
Horaires : lundi de 11h à 14h / mardi de 10h30 à 15h30, mercredi de 14h à 16h30.

• Centre départemental de dépistage anonyme et gratuit
Tél : 02.40.08.31.19.
Horaires : lundi de 14h à 15h / mardi de 8h30 à 10h30 / jeudi, vendredi de 9h30 à 11h.
♦ 7^{ème} étage Ouest :
• CISH (Centre d'Information et de Soins de l'Immunodéficience Humaine).
Renseignements : 02.40.08.31.20.
Rendez-vous : 02.40.08.31.12.
Horaires : du lundi au jeudi de 8h15 à 18h30 / le vendredi de 8h15 à 17h.

MALADIES SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

CHU
♦ Place Alexis Ricordeau. ③
Tél : 02.40.08.31.34.
Bus : 42-52 - Tram ligne 2 : arrêt Hôtel Dieu.
(Dermatologie, 8^{ème} étage)
Sans rendez-vous.
Horaires : lundi de 14h à 15h / mardi de 8h30 à 10h30 / jeudi et vendredi de 9h30 à 11h.
♦ Tél : 02.40.08.31.19.
et 02.40.47.13.54.

TOXICOMANIE

DROGUE INFO SERVICE
Numéro vert national gratuit, 24h/24 et 7 jours/7.
♦ Tél : 0800 231 313.

BUS D'ÉCHANGES DE SERINGUES
Prévention du SIDA et des hépatites virales pour les usagers de drogue par voie intraveineuse. Distribution de matériels stériles, de préservatifs.
♦ Tél : 06.07.52.07.62.
et 02.51.72.06.59.

LE TRIANGLE
Accueil, prise en charge médicale, psychologique et sociale des toxicomanes et soutien aux familles.
Information tout public, prévention. Centre méthadone, appartements thérapeutiques, familles d'accueil, Chambres d'hôtel.
Soins anonymes et gratuits.
Accueil : du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 19h.

♦ 8, rue Kervégan ②
44000 Nantes. Tél : 02.40.48.48.58.
Tram lignes 1 et 2 : arrêt Commerce.

NARCOTIQUES ANONYMES
Un problème de drogue ? Narcotiques Anonymes peut peut-être vous aider.
Rencontre possible lors des 5 réunions hebdomadaires (lieux à faire préciser) : lundi et mercredi à 19h30, jeudi à 12h30, vendredi à 20h30, dimanche à 12h. Ecoute téléphonique, de 18h à 20h : tél : 01.48.78.30.31 (Paris).
E-mail : nafraone.org
♦ 12, rue Anatole de Monzie ③
44200 Nantes. Tél : 02.51.88.95.97.
(laisser message sur répondeur).
Bus 31 - 52 : arrêt Monzie.

PLANNING FAMILIAL

MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL
Information, consultations médicales, dépistage MST/SIDA sur rendez-vous. Gratuit pour les personnes sans couverture sociale.
Gratuit et confidentiel pour les mineurs.
Horaires :
• du lundi au vendredi : de 9h à 12h et de 14h à 18h,
• lundi et mercredi : journées continues, et mercredi de 12h à 14h : infos jeunes...
♦ 16, rue Paul Bellamy ④
44000 Nantes. Tél : 02.40.20.41.51.
Bus : 12-32-52 : arrêt Saint-Stanlas.
Tram ligne 2 : arrêt 50 Otages.

CENTRE DE PLANIFICATION DU CHU
Centre d'accueil pour les victimes d'abus sexuels.
Information, consultations médicales, contraception, grossesse.
Gratuit pour les personnes sans couverture sociale.
Gratuit et anonyme pour les mineurs.
Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 9h à 17h.
♦ Hôpital de la Mère et l'Enfant
Quai Moncoussu ③
44000 Nantes. Tél : 02.40.08.30.32.
Bus : 42-52 : arrêt Gaston Veil.
Tram ligne 2 : arrêt Aimé Delrieu.

PLANNING FAMILIAL - IVG
CENTRE DE PLANIFICATION ET IVG DE L'HOPITAL SAINT-JACQUES
Gratuit et anonyme pour les mineures qui le souhaitent.

S'INSÉRER

HOMMES
CHRS SAINT-BENOIT
(Association Saint-Benoît Labre)
Hommes de 18 à 60 ans.
Hébergement, accompagnement social, restauration collective.
Infirmier, laverie, animations.
Participation financière pour les personnes avec ressources.
Foyer Saint-Benoît (hébergement)
Accueil 24h/24h - 365 j/an par le 115.
♦ 10, rue de la Tannerie ⑤
44100 Nantes. Tél : 02.40.46.52.15.
Bus : 81 : arrêt Liberté.
Bus : 21-25-70 : arrêt Jean Macé.
Tram ligne 1 : arrêt Egalité.

Le Relais Saint-Benoît (administration, accompagnement social)
Accueil : du lundi au vendredi de 9h15 à 17h.
♦ 14, rue Fouré ②
44000 Nantes. Tél : 02.51.82.28.66.
Bus : 24-26-27-28-29-31.
Tram ligne 1 : arrêt Duchesse Anne.
Tram ligne 2 : arrêt Aimé Delrieu.
E-mail : CHRS-ST-BENOIT44@wanadoo.fr

CHRS «LES OLIVETTES» (CCAS)
Hommes, de 18 à 30 ans.
Hébergement de 6 mois renouvelables, restauration, accompagnement social.
Accueil : entre 9h et 18h.
Participation : 15 % du montant des ressources.
♦ 24 bis, rue des Olivettes ③
44000 Nantes. Tél : 02.40.47.14.48.
Tram ligne 2 : arrêt Aimé Delrieu.

FOYER DE LA FRATERNITE
Hommes, à partir de 18 ans.
Hébergement.

Gratuit pour les personnes sans couverture sociale.
♦ 85, rue Saint-Jacques ⑤
44000 Nantes. Tél : 02.40.84.60.29.
Bus : 42 : arrêt Saint-Jacques.
Tram ligne 2 : arrêt Pirmil.

CHRS SAINT-BENOIT «LE FOYER»
(Association Saint-Benoît Labre)
Hommes de 50 à 65 ans ayant envie de retrouver une vie stable.
Hébergement et restauration matin et soir.
Prendre rendez-vous pour admission.
Contrat de trois mois renouvelables.
Participation : 78 €/mois.
Permanences : du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 18h.
♦ 8, chemin des Bateliers ⑦
44300 Nantes. Tél : 02.40.50.17.18.
Bus : 58 : arrêt San Francisco.

CENTRE D'ACCUEIL «BEAU RIVAGE»
(Association des petits frères des Pauvres).
Hommes de 50 à 65 ans ayant envie de retrouver une vie stable.
Hébergement et restauration matin et soir.
Prendre rendez-vous pour admission.
Contrat de trois mois renouvelables.
Participation : 78 €/mois.
Permanences : du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 18h.
♦ 8, chemin des Bateliers ⑦
44300 Nantes. Tél : 02.40.50.17.18.
Bus : 58 : arrêt San Francisco.

MAISON D'ACCUEIL ET D'INSERTION DU GUÉ-ROBERT
Jeunes hommes de 18 à 30 ans à la recherche d'un logement, d'un travail déclaré, d'un stage rémunéré après contrat d'insertion.
Orientation préalable par un travailleur social.
Hébergement d'une semaine renouvelable en fonction du projet du jeune.
Contrat d'insertion.
Participation : 5,34 € par jour si ressources.
Permanences : du lundi au vendredi de 9h à 17h sauf lundi matin.
♦ 17, rue du Gué-Robert ⑥
44000 Nantes. Tél : 02.40.29.01.18.
Bus : 12 - Tram ligne 1 : arrêt Moutonnerie.

FEMMES

ACCUEIL MÈRE ET ENFANT (Département de Loire-Atlantique) Femmes majeures avec enfant(s). Accueil 24 h/24, sous réserve d'une démarche volontaire.

Hébergement et restauration. Durée de séjour : environ 2 mois. Participation en fonction des ressources. 22, rue Robert Douineau 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire.

CHRS LE TREMPLIN (CCAS) Femmes majeures seules ou avec enfant(s), sans ressources, ou en grande difficulté.

Hébergement et restauration, accompagnement social. 6 mois éventuellement renouvelables. Commission d'admission. Accueil en urgence à partir de 16h30.

8, rue de la Pelleterie 44000 Nantes. Tél : 02.40.40.55.41. Bus : 22-51-54-55 : arrêt Anatole France.

FOYER ARC-EN-CIEL Femmes seules majeures et avec enfant(s).

Hébergement et réinsertion sociale. 6 mois éventuellement renouvelables. Prendre rendez-vous de pré-admission.

8, rue Mellier 44100 Nantes. Tél : 02.40.73.67.15. Bus : 11-21-23-24 : arrêt Mellinet.

CENTRE MATERNEL SAINT-LUC (Croix-Rouge)

Femmes majeures enceintes ou avec enfant(s) de moins de 3 ans. Hébergement d'urgence. Participation en fonction des ressources.

25, rue Bouchaud 44100 Nantes. Tél : 02.40.73.70.67. Bus : 56 : arrêt Lamartine.

ACCUEIL MIXTE

FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS (Association Nantaise des Foyers de Jeunes Travailleurs).

Hébergement, restauration, animations, accompagnement social. Service d'accès au logement (atelier de recherche de logement).

9, rue de Bel Air 44011 Nantes Cedex 1. Tél : 02.51.72.98.77.

ASSOCIATION DU FOYER DE L'ÉDIT DE NANTES De 16 à 30 ans.

Hébergement, restauration, animation, accompagnement social possible. Participation au logement (conventionnés APL).

FJT L'Édit de Nantes 44100 Nantes. Tél : 02.40.73.41.46. Bus : 21-23-24-56 : arrêt Édit de Nantes.

CHRS «L'ETAPE» (Association «Étape»)

Hommes ou femmes de plus de 18 ans, isolé(e)s avec ou sans enfant(s). Hébergement 6 mois renouvelables en appartements individuels meublés, avec accompagnement social.

Participation en fonction des ressources.

8, rue Samuel de Champlain (4ème étage) - 44300 Nantes. Tél : 02.40.76.22.52. Bus : 32-56 : Tram ligne 2 : arrêt Chêne des Anglais.

Couples ou familles majeurs avec ou sans enfant(s). Hébergement 6 mois renouvelables en appartements meublés.

HÔTEL SOCIAL SAINT-VINCENT-DE-PAUL (Association Saint-Vincent-de-Paul). Hommes, femmes et couples sans enfant.

Hébergement de quelques nuits à 3 mois, renouvelable 1 fois. Orientation préalable par un travailleur social. Petits déjeuners. Salon commun.

Commission d'admission hebdomadaire. Participation : 6,10 € par jour si moins d'une semaine, 68,60 € par mois si plus d'un mois (83,85 € pour un couple).

L'ABRI (Comité Vérité-Misère) Hommes, femmes et couples avec ou sans enfant(s).

Mise à disposition de petits logements autonomes. Orientation préalable par un travailleur social. Commission d'admission.

MAISON D'ACCUEIL DE JOUR (Association François Ferrer) Accueil de jour, écoute, information, orientation à l'information, groupes de convivialité, équipes jeunes.

ACCUEIL DE JOUR LA BOUTIQUE (Association Saint-Benoît Labre) Tout public majeur. Accueil de jour, écoute, information, orientation, animation, aide psychologique.

RECHERCHE ET RENCONTRES Lutte contre l'isolement et prévention du suicide. Entretiens individuels et groupes d'expression.

SOPHONIE (Association «Les Eaux Vives») Lieu d'accueil et d'écoute.

SOS AMITIÉ Ecoute téléphonique 24h/24. Anonyme. Pour personnes en situation de crise ou de solitude.

SECOURS CATHOLIQUE Ecoute et orientation. Activités d'insertion : remise à niveau, initiation à l'informatique, groupes de convivialité, équipes jeunes.

SECOURS POPULAIRE Permanences : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

SOS FEMMES Femmes majeures victimes de violences. Ecoute téléphonique, accueil, orientation.

ALCOOLIQUES ANONYMES Problème d'alcool ? Une solution : les Alcooliques Anonymes.

PROSTITUTION MOUVEMENT «LE NID» Permanences : 2e et 4e mardis de chaque mois de 18h30 à 20h.

PARLER, RENCONTRER

CCAS Accueil, orientation : du lundi au vendredi de 9h00 à 17h30. Accompagnement social sur rendez-vous.

Association «L'ÉCOUTE DE LA RUE» Tout public à la rue. Une équipe de bénévoles chaque jour à la rencontre de personnes sans domicile.

Permanence : lundi, mercredi, vendredi de 9h30 à 12h. 11, rue Malherbe 44000 Nantes. Tél : 02.40.29.02.15.

«FRAT' MA PORTE» (La Fraternelle) Tout public. Lieu de discussion et de rencontre autour d'un café.

ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA

AIDES PAYS DE LOIRE NORD 46, rue de Strasbourg (RDC) 44000 Nantes. Tél : 02.40.47.99.56.

Permanences téléphoniques : du lundi au jeudi, de 10h à 17h30, le vendredi, de 10h à 12h. Accueil libre : lundi et mercredi de 18h à 20h et jeudi de 19h à 21h.

AMITIÉ SIDA

Permanences : lundi, de 17h à 22h, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 14h30 à 17h30.

110, bd Robert Schuman 44300 Nantes. Tél : 02.40.94.33.33. Bus : 32 : arrêt la Forêt.

JEUNES ET / OU LEURS FAMILLES

ALLO ENFANCE MALTRAITÉE Numéro vert gratuit : 119 ou 0800 05 41 41. Ecoute Assistance Information 24h/24.

CAP JEUNES

(Association Nantaise des Foyers de Jeunes Travailleurs) De 16 à 25 ans (ni scolaires, ni étudiants) Ecoute, accompagnement social, orientation pour le logement, l'emploi et la formation.

Permanences : lundi : 9h-12h30 / 14h-17h30 mardi, mercredi : 9h-12h30 / 13h30-16h30 jeudi : 9h-12h30 / 13h30-17h vendredi : 9h-12h30 / 13h30-17h (mardi après-midi : uniquement sur rendez-vous)

6, rue de Bel Air 44011 Nantes Cedex 1. Tél : 02.51.72.98.77. Tram ligne 2 : arrêt 50 Otages. Tram ligne 3 : arrêt Jean-Jaurès.

L'ANCRE

(Association Nantaise des Foyers de Jeunes Travailleurs) Point écoute pour les parents avec le groupe familial.

Accueil assurant l'anonymat et la confidentialité, pour toute personne en difficulté sociale.

10, rue Voltaire 44000 Nantes. Tél : 02.51.84.87.40. Bus : 11-24 : arrêts Grasin, Jean V. Tram ligne 1 : arrêt Commerce.

ESPACE ÉCOUTE JEUNES

(l'École des Parents et des Educateurs) Accueil téléphonique destiné aux jeunes et à leurs familles : Permanences et accueil sur place : le lundi, mercredi, jeudi, vendredi, de 15h à 19h.



Pour faciliter la recherche sur le plan, un numéro a été attribué à chaque structure ou service.

**PRISE EN CHARGE DES PERSONNES A LA RUE
EN PERIODE HIVERNALE**

- Toutes les personnes qui le souhaitent doivent bénéficier d'un accueil et d'une mise à l'abri qu'elle que soit leur situation administrative. Le renforcement des capacités d'hébergement a été prévue à hauteur de 3 000 places d'hébergement supplémentaires sur l'ensemble du territoire. Ces places sont accessibles par le numéro d'appel 115.
- Les effectifs du numéro d'appel 115 seront renforcées de façon à être à la hauteur des signalement et des appels.
- Les équipes mobiles (SAMU social) intensifieront leur maraude et viendront régulièrement rencontrer les personnes ne souhaitant pas de prise en charge.
- Dans chaque département et chaque grande ville, un ou plusieurs lieux d'accueil permanent seront ouverts, y compris la nuit afin que les personnes qui ne souhaitent pas d'hébergement puissent toutefois trouver un abri momentané. L'indication de ce lieu sera donné par le 115 ou la DDASS.
- Un certain nombre de personne sans domicile fixe, très désocialisées refusent toute aide ou hébergement ce qui les met en situation de danger potentiel

Une grande vigilance doit être maintenue les concernant.

Lorsqu'elles sont repérées par les différents acteurs du terrain, Samu social, SAMU 15 , pompiers, associations, police, secouristes, elles doivent se voir proposer une place d'hébergement ou avoir la possibilité d'être accompagnées dans un lieu d'accueil ouvert 24h/24

Si des personnes refusent d'être mises à l'abri alors qu'elles semblent en danger, il appartiendra aux agents entrés à leur contact d'user dans un premier temps de toute leur persuasion et en cas d'échec de prévenir le SAMU 15 qui mobilisera les moyens appropriés afin d'évaluer la situation médicale de la personne et appréciera la nécessité de la faire hospitaliser (avec ou sans consentement) l'obligation d'assistance à personne en danger sera appréciée par les acteurs de terrain en lien avec le médecin régulateur su SAMU 15

La personne à l'origine du signalement attendra l'arrivée du Samu 15 à ses côtés afin de connaître l'orientation décidée par le responsable de l'unité médicale.

- Dans tous les cas, l'équipe médicale mobile, les secouristes, les services de police ou de gendarmerie s'assureront que la personne est suffisamment couverte (duvet, couverture, couverture de survie)

Une campagne nationale d'appel à la vigilance et à la solidarité
sera lancée à travers les médias et par voie d'affichage :
« appel au 115 ou au 15 en cas d'urgence vitale.

LES NIVEAUX DE MOBILISATION DU PLAN « URGENCE HIVERNALE »

Le plan « urgence hivernale » se décompose en 3 niveaux d'intervention

Le niveau 1 « vigilance et mobilisation hivernale »

Il est mis en œuvre par le Préfet de département et doit être permanent entre le 1^{er} novembre et le 31 mars. Il peut être activé ou prolongé en dehors de cette période en fonction des conditions climatiques locales.

Ce niveau correspond à un renforcement des capacités d'hébergement et à la mise en place des actions des équipes mobiles, notamment en soirée et pendant la nuit.

Pour sa mise en œuvre 3 000 places supplémentaires sont mobilisées. *(sur Ile de France)*.

Pendant toute la période hivernale seront appliquées les consignes figurant en annexe 1 qui fixent les conditions de prises en charge des personnes à la rue.

Ce document a fait l'objet d'une validation par le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Santé, le Samu « 15 » et les réseaux de secouristes.

Le Niveau 2 : « Grand froid »

Ce niveau correspond à une situation météorologique aggravée sur plusieurs jours, températures négatives le jour et températures comprises entre - 5°C et - 10°C la nuit.

Sa mise en œuvre se caractérise par :

- Un renforcement des capacités d'hébergement mises en œuvre
- Un renforcement des équipes du 115 pour faire face aux appels et aux signalements,
- Un renforcement des équipes mobiles et une intensification des maraudes,
- Une ouverture pendant la nuit du lieu d'accueil de jour en veillant à la bonne couverture géographique de votre département

Le niveau 3 : « Froid extrême »

Ce niveau correspond à des températures exceptionnellement basses pendant plusieurs jours : températures négatives le jour, températures inférieures à - 10°C la nuit.

C'est un niveau d'anticipation de situation de crise grave dont la gestion relève bien entendu des procédures classiques et de la mise en œuvre des différents plans d'urgence et de sécurité civile. Dans ce cadre, la nécessité de médicaliser les lieux d'accueils ouverts la nuit peut être envisagée

Pour sa mise en œuvre les services Préfectoraux prendront l'attache du Président du Conseil Général et des Maires des grandes villes de votre département, afin que des sites susceptibles d'être mobilisés soient dès à présent identifiés pour permettre la mise à l'abri d'un plus grand nombre de personnes (locaux dans les établissements de santé, gymnases, hall de gare ...).

Au-delà de la recherche de sites potentiels, au travers de ces contacts les services concernés sont chargés d'anticiper la question du repérage des personnes isolées ou de familles vivant dans des conditions d'habitat précaire, de logements de fortune, de squats ... qui pourraient se trouver en situation de danger pendant cette période.

Les niveaux 2 et 3 seront déclenchés par les Préfets de Départements ou par le Préfet de Police, Préfet de la Zone de Défense (pour la région Ile-de-France).

Les dispositions ci-dessus évoquées peuvent faire l'objet d'adaptation par les Préfets en fonction de circonstances locales.

La campagne de vigilance citoyenne

Déjà initiée en 2002, une campagne de sensibilisation au danger du grand froid pour les personnes sans abri sera reconduite afin de soutenir l'action des équipes mobiles d'aide de type « Samu social ».

L'objectif est que tout citoyen, pendant cette période, puisse signaler des personnes sans abri et donner l'alerte en appelant le 115.

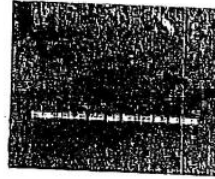
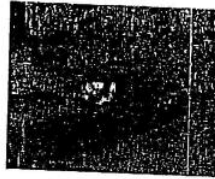
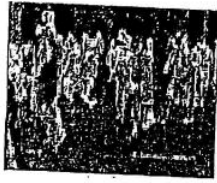
En cas d'urgence médicale, ou si la personne est inconsciente, le SAMU 15 ou les pompiers (18) doivent être alertés.

La campagne de vigilance citoyenne comprend :

- **Le Baromètre du froid** : à l'initiative du Secrétariat d'État à la lutte contre la précarité et l'exclusion, et en partenariat avec Météo France et les chaînes de radio et de télévision, des messages d'alerte sont lancés au cours des bulletins météo dès l'annonce d'une forte baisse des températures ;
- **Une campagne d'affichage** :
 - une affiche 4x3 représentant un thermomètre et incitant à « venir en aide aux personnes sans abri en appelant le 115 » ;
 - trois oriflammes 32x29 dans les rames de métro rappelant les dangers du froid pour les personnes sans abri ;
- **Un spot télévisé**, d'une durée de vingt secondes, tourné en caméra thermique, qui appelle à la vigilance de chacun devant les dangers du froid pour les personnes sans abri et incite à donner l'alerte en appelant le 115 ; ce spot sera diffusé gratuitement par les chaînes de télévision et sera projeté avec le concours de Médiavision dans 300 salles de cinéma de 5 grandes villes de France : Paris, Lille, Strasbourg, Marseille et Lyon.

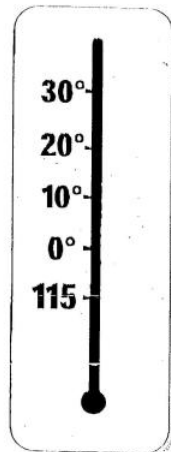
Cette campagne est conçue gratuitement par Euro RSCG Corporate ; elle est soutenue par l'Institut Avenir et METROBUS.

FILM LUTTE CONTRE LE FROID / LA CAMERA THERMIQUE



Tout le film est tourné en caméra thermique.
La forme des choses et la chaleur qu'elles dégagent sont symbolisées par des couleurs : orange et rouge pour le chaud, bleu pour le froid.
Elle est fixe, un peu comme une caméra cachée qui voit passer les gens.
La scène se déroule dans la rue à une heure d'affluence.
Une foule de personnes se croisent.
On perçoit donc leurs formes et la chaleur qu'elles dégagent.
Au bout de quelques secondes, l'affluence se tarie et nous permet de voir, en arrière plan, une forme recroquevillée à terre.
La camera zoome sur la forme.
Elle est bleue, avec un très léger filet orange et bouge légèrement.

Cartouche : Chaque hiver, des sans-abri sont victimes du froid.
Donnez l'alerte en appelant le 115. (Appel gratuit).



VENEZ-EN AIDE AUX SANS-ABRI EN APPELANT LE 115

Avec la participation de  **Aventis** et de  **MÉTÉOFRANCE**

(APPEL GRATUIT).





003

**ETAPE 1
4 HEURES À -5°C:**

**VOUS NE SENTEZ PLUS
VOS DOIGTS.
VOS LARMES GELENT.**

VENEZ-EN AIDE AUX SANS-ABRI EN APPELANT LE 115

Avec la participation de l'institut  Aventis et de  MétéoFrance

(APPEL GRATUIT).





008

**ETAPE 2
5 HEURES À -8°C:**

**VOS MEMBRES
SE PARALYSENT.
MALGRE LA DOULEUR
VOUS ETES
ENCORE CONSCIENT.**

VENEZ EN AIDE AUX SANS-ABRI EN APPELANT LE 115

Avec la participation de l'institut  Aventis et de  MétéoFrance

(APPEL GRATUIT).




007

ETAPE 3
10 HEURES À -7°C:

**SI PERSONNE
NE VOUS TEND LA MAIN,
VOUS NE VOUS
REVEILLEREZ PAS.**

VENEZ-EN AIDE AUX SANS-ABRI EN APPELANT LE 115

Avec la participation de *institut*  *Aventis* et de *ENERGOS*

(APPEL GRATUIT).



Annexe 3 : Analyse phénoménologique

Annexe 4 : Entretiens auprès des professionnels

Entretien avec M. D. (cadre infirmier aux urgences du CHU de Nantes).

C'est effectivement une des portes d'entrée qu'on constate, peut-être un peu moins depuis un an. Pourquoi, je ne sais pas : est-ce qu'il y a d'autres structures qui se sont mises en place, est-ce qu'il y en a moins sur la ville de Nantes ?

Moi, j'ai l'impression qu'il y en a moins sur la ville de Nantes.

Il faut reconnaître aussi que c'est surtout à partir de 21-22 heures, la nuit, qu'ils viennent aux urgences.

C'est vrai qu'on a en plus une série d'habitués, de gens qu'on voit régulièrement, qu'on connaît, qui viennent.

La représentation : elles sont très variées. Il n'y pas une représentation. On a un peu de peine, je ne peux pas les cataloguer dans une tranche d'âge, une personne type.

Moi, j'ai plutôt tendance à parler de gens plus en précarité que de vraiment SDF parce que je me dis qu'il y a des gens qui sont à la rue, qui sont SDF mais il y en a d'autres qui vivent dans de telles conditions d'insalubrité dans leur logement qu'on peut presque les considérer à la rue. Donc, j'ai plus tendance à parler de gens en précarité voire de précarisation.

Pour les SDF, la représentation habituelle, c'est plus quelqu'un qui est alcoolisé, qui traîne dans la rue, plus ou moins agressif, plus ou moins sale, entre guillemets.

C'est vrai qu'ici, aux urgences, on peut dire que cela se vérifie, car les gens qui sont SDF passent à la douche, ils viennent souvent dormir aux urgences car ils sont ramenés par les pompiers, ils ont bu mais il y en a qui viennent aussi pour des pathologies liées à la rue, des pathologies pulmonaires, liées à l'alcool aussi, hypothermies liées au froid, on n'a pas que des gens alcoolisés, pas de tranche d'âge, on voit des jeunes de 30-35 ans jusqu'à 60-70 ans. Peut-être plus d'hommes que de femmes : est-ce que les femmes ont moins recours aux soins ? Est-ce qu'il y en a moins statistiquement ?

Pour quel motif, besoins viennent-ils aux urgences ? Ont-ils une demande particulière ?

Souvent, c'est quand même venir dormir au chaud. On leur sert à manger. C'est un peu ça la demande de temps en temps, puis c'est aussi avoir des soins quand même.

Ils la formulent la demande du gîte et du couvert ?

C'est implicite. Il y en a qui la formule mais je dirai que ce sont des gens qui sont habitués... clochards... euh... l'image du clochard qu'on avait dans le temps. Les autres, il y en a certains qui la formulent mais c'est plus timidement, ce n'est pas une exigence, c'est plus une demande.

Ce n'est pas un dû ?

Pour certains, oui car ils savent très bien qu'on leur donnera.

L'offre qui est proposée aux urgences est donc le couvert, en plus des soins ?

Eventuellement, on leur fournit le téléphone pour téléphoner au 115, pour certains, un accès aux assistantes sociales, à la PASS. On leur dit comment y aller.

Il y a un peu une distinction entre les gens qui sont SDF depuis assez longtemps qui eux connaissent toutes les structures et qui sont sur Nantes depuis un moment, ils connaissent le système entre guillemets, ils savent aller à la PASS, quand ils vont venir aux urgences, s'ils viennent à telle heure, ils vont se retrouver sur un brancard ou ils seront dans un box ou ils seront mis dans un coin pour dormir. Ils reviendront quand ils veulent, il y en a 2 ou 3, c'est comme ça, ils viennent aux urgences, ils dorment, puis le matin ils repartent, ou on les met en soins ou pas, quand ils se réveillent, ils repartent.

Il y en a d'autres où c'est plus, ils ne connaissent pas encore, ils sont en voie, ils ne connaissent pas toutes les démarches. Quand c'est dans la journée, on les oriente vers la PASS, on les fait entrer un peu.

Donc, il y a un partenariat entre les urgences et la PASS ?

Oui, oui. Enfin, ce n'est pas un partenariat... une transmission, je dirais, plutôt qu'un partenariat. [Sourire gêné]. On n'a pas de retour, ce n'est pas notre rôle.

Au début de la création de la PASS, normalement, ils devaient être associés aux services d'urgence et nous. Enfin, l'urgence n'a pas voulu, que ce soit différencié, sur un autre site. Pourquoi ? Je n'étais pas là... je pense qu'il y avait une crainte de la violence, de l'agressivité. Avoir un afflux de SDF quand on voit la file d'attente que l'on a. Je pense qu'il y a eu la crainte de ça, d'une montée de violence, de rejet encore plus grand. Alors, est-ce que je le rejette aussi, là il n'existe pas dans le sens où on dit « vous ne rentrez pas, vous ne franchissez pas la porte mais vous allez à la PASS qui est un peu plus loin ».

Y a-t-il des remarques à ce sujet de personnes qui attendent dans la file d'attente ?

Non, pas trop. Non, parce que je ne pense pas que les gens qui soient dans la file d'attente s'aperçoivent forcément qu'il s'agit d'un SDF. Quelqu'un qui est sale, ce n'est pas forcément un SDF, cela peut être quelqu'un qui est tombé dans son jardin et qui est resté au sol et qui s'est traîné sur le sol, donc...

Les remarques sont plus sur la priorité.

Sont-ils le plus souvent seuls ou accompagnés ?

Certains arrivent accompagnés mais c'est par l'Ecoute de la rue et souvent pour des pathologies médicales, problème pulmonaire ou alors un grand problème social. On a eu le cas deux où trois fois, je trouvais que cela ne relevait pas des urgences et cela ne s'est pas trop bien passé avec les gens de l'Ecoute de la rue. C'est un peu la dichotomie qu'il y a entre la position de l'hôpital et le métier de soignant qui est qu'on accueille, on soigne tout le monde y compris le côté social et la politique de l'hôpital qui n'est que de prendre le côté médical. On ne prend pas en compte le côté social, c'est-à-dire quelqu'un qui est sans abri, qui n'a pas mangé mais qui n'a rien au niveau pathologie médicale, normalement n'a pas à entrer dans les urgences. Cela s'est un peu aggravé avec les réfugiés politiques ou les sans papiers. A un moment, on avait des sans papiers – qui sont assimilables aux SDF car n'ont pas d'adresse – on avait une famille voire deux chaque nuit et la direction a dit à un moment « non, on ne leur donne plus à manger ». Surtout quand il y a des enfants, on les faisait dormir sur des brancards et non sur des chaises.

Ce n'est pas le rôle de l'hôpital, donc on arrête et vous les remettez dehors. Donc, soit on les mettait dans le fond du hall, on leur disait qu'on viendrait les voir le soir, une fois que ce serait plus calme, éventuellement à manger, au moins aux enfants.

Je crois que c'est aussi une source de souffrance pour l'équipe soignante, surtout pour l'infirmière d'accueil, brancardiers et hôtesse d'accueil. C'est surtout au cadre d'endosser le rôle du méchant, c'est-à-dire de prendre la décision et retransmettre la décision de la direction.

Quand une personne réside dans un foyer, le foyer est-il prévenu ?

Pas automatiquement, non. Ils sont prévenus quand ils sortent. Si la personne nous avait dit « j'étais au foyer Saint Benoît », il arrive qu'on appelle le foyer pour dire « il est sortant » mais pas à leur arrivée, le lit n'est forcément gardé.

On recherche s'il y a des proches ou de la famille, mais certains ont coupé les ponts.

En tout cas, moi, je n'ai pas la notion qu'on prévienne les foyers. Certains collègues ne nuit font peut-être différemment.

Les habitués ?

C'est souvent la crise d'épilepsie ou alcoolisation, ceux qu'on connaît, il y en a deux ou trois qui viennent régulièrement. On en a plus que cela. On se posait la question, il y a peut-être qui sont décédés. La politique de Nantes, vu qu'il y a une saturation de tous les foyers... est-ce que la politique de Nantes s'est durcie et les gens vont ailleurs ? Je n'ai pas d'explications.

Y a-t-il des périodes ?

Non, l'hiver mais sinon pas de périodes.

Par rapport à au 115, là aussi ce n'est pas satisfaisant. Mais enfin bon, je trouve que le 115, c'est pareil, on n'a pas tous les tenants et les aboutissants, mais il fonctionne bien dans la mesure où quand les gens sont sortants, nous on n'a rien à leur proposer ou alors quand on appelle le 115, on nous dit, il n'y pas de place au foyer... mais alors qu'est-ce que j'en fous ?

Je me souviens du cas d'une personne qui était restée dans les chambres, qui est SDF, qu'on connaissait mais était simple, psychologiquement simple, et avait de la peine à se prendre en charge, même au niveau soin d'hygiène, et le 115 n'en a pas voulu, aucun foyer n'en voulait, rien du tout.

Là, on est coincé car la direction nous dit « non, vous ne le gardez pas dans le hall, cela relève du 115, il est guéri médicalement donc il ne doit plus être dans nos locaux », le 115 nous dit « il ne relève pas de chez nous car on n'a pas de foyer pour le prendre en charge ». Nous, on se retrouve avec le bébé et c'est un peu pénible. On se renvoie tous la balle et rien n'avance.

A ce moment, on fait aussi un travail d'A.S., dans la mesure où on recherche une solution, c'est un mangeur de temps et est-ce que c'est vraiment notre rôle de faire cela ?

A l'heure actuelle, je ne pense pas, car si on suit la politique de l'hôpital, ce n'est pas notre rôle, mais d'un autre côté, on est soignant et remettre quelqu'un à la rue sans lui offrir de solution, humainement, c'est quand même pas.

Je pense que l'on fait ce métier car on travaille sur de l'humain et il y a des contacts, une éthique de la profession et remettre quelqu'un à la rue, même si des fois on le fait car on en a marre, on n'a plus de solutions... « Écoutez ! Cela suffit, on ne sait plus quoi faire ! ».

Par rapport aux habitués, quelles réactions, quels sentiments cela suscite ?

Les habitués, c'est... je dirais qu'on baisse un peu les bras. C'est « ah, il et là, il revient ». Des fois, quand il y a du boulot, on est un peu sur les nerfs, il se fait remonter les bretelles » « Vous êtes encore là ».

Ou on nous dit : « il est encore là, cela fait 3 fois cette semaine ». Mais on n'a pas de solutions, on n'a rien à leur proposer. Ceux qui médicalement sont pris en charge au niveau de l'hôpital, pendant un temps x, relativement limité, après cela ne nous appartient plus.

Je pense que ce n'est plus aux urgences de voir ce qui se passe après ... hélas. Ce n'est pas à nous de les prendre en charge sur le long terme et là, on ne peut pas forcer les gens à se soigner. On n'a pas le temps où les structures qui font qu'on puisse réinsérer ces gens-là. Je ne suis pas sûr que les structures existent et vu le contexte économique...

Est-ce que toi, tu penses que ce travail requière une formation ou une approche particulière de la part des soignants par rapport aux autres publics ?

Je souris parce que j'ai été à un jury de mémoire d'une élève troisième année qui était là dessus : savoir si on devait mettre en place une formation spécifique sur la précarisation.

Moi, je dirais pour l'instant une information pour plus pour pouvoir détecter les gens qui sont en voie de précarisation ou les SDF qu'on ne connaît pas. Je pense aussi qu'il y a un travail sur soi à faire et avoir la notion qu'ils ne sont pas arrivés là forcément volontairement. Pendant mes études de cadre, on avait travaillé justement sur la précarité dans le module santé publique et on a fait une enquête là-dessus qui a permis de ... on s'aperçoit souvent, il y a un petit truc qui fait basculer, que cela soit un problème, un licenciement économique ou un problème familial, et moi, cela me fait réfléchir. Il y en a qui peuvent être là volontairement, entre guillemets, mais je crois que cela peut arriver à tout le monde. C'est plus ça qu'il ne faut pas perdre de vue vis-à-vis de ces gens là. On peut très bien se retrouver là, même si on est relativement à l'abri.

[Justement, c'est impensable, d'où rejet]

Cela a une influence sur la position de soignant ?

Oui, le risque de faire du rejet, quelque chose qu'on n'arrive pas à aborder, qu'on rejette absolument car cela fait peur. Et, c'est vrai que cela fait peur mais je dis « on peut être à leur place ».

On a tendance à porter un jugement sur ces SDF, ils sont alcooliques, sales mais un ne se pose beaucoup la question du pourquoi et comment ils en sont arrivés là. Je dirais que c'est plus ça, s'il y avait une formation à travailler. Car les images que l'on voit, les reportages, c'est un peu la même chose, les mêmes représentations.

Y a-t-il des régulations, des supervisions ?

Non, d'autant plus en ce moment avec la prise en charge du travail, les 35 heures, une démotivation. C'est plus une régulation individuelle, au coup par coup.

En tant que cadre, une prise en charge du traitement et en décharger l'équipe. Est-ce qu'on est plus armé, je ne sais pas mais sur la faculté de prendre du recul face à cette situation est qu'il y a une équipe soignante.

Est-ce une demande de l'équipe ? C'est plus la violence, l'agressivité, leur demande.

Il y a des formations de l'hôpital sur les SDF. Quelques uns ont dû en suivre mais cela ne va pas beaucoup plus loin. Ils seraient plus demandeurs sur agressivité violence et les fins de vie avant le problème des SDF et des sans papiers.

J'ai l'impression que de temps en temps cela les concerne mais en même temps ils s'en déchargent sur l'encadrement ou A.S. J'ai cette impression là.

C'est vrai qu'un temps de régulation pas forcément sur les SDF mais sur le fonctionnement du service y compris pourrait faire ressortir des choses là-dessus. Mais il faut que tout le monde soit d'accord pour s'exposer. On est en porte à faux : décision de la direction qui ne passe pas bien au niveau de l'équipe, non de la direction qui est « on les met à la rue, enfin on les met dehors ». Normalement, on leur donne pas manger et derrière on leur donne quand même à manger. On ne peut pas leur rappeler qu'on est à l'hôpital public. Ils n'ont rien médicalement mais ont peut-être une souffrance psychologique.

Donc, il y a des stratégies d'évitement qui et : on leur donne à manger mais vous attendez 20 heures puisqu'il y a moins de personne dans le hall, plus de gens de la direction pour passer. On joue à cache-cache même si cela se sait.

Jusqu'où on doit aller, quelles limites on se donne ?

Un public, on ne sait pas quoi en faire ou on transgresse alors qu'avec d'autres populations, il y a un protocole...

C'est beaucoup plus cadré, même si on n'est pas satisfait de la façon dont on l'applique, c'est plus cadré. Tandis que là, ils ne rentrent pas dans les cases. D'ailleurs, une autre façon de les nommer, c'est les marginaux, certains en voie de marginalisation... donc, comme on est dans une société qui aime bien tout cadrer, là ils dérangent aussi.

Y a-t-il à ce sujet des réflexions des élèves infirmiers ?

Ils n'y sont pas trop confrontés car ils ne font pas trop d'accueil et n'ont pas forcément de retour. Les retours, on en a dans le cadre des validations de mémoire. Moi, cela fait deux fois que je valide des sujets sur la précarité.

Entretien avec P. éducateur à Saint Benoît

Soit ils sont vraiment très fatigués, ce qui légitime leur demande de rentrer ici, soit ils plaquent un discours institutionnel en disant « je veux retrouver du travail, un logement » ce qui est une carte verte pour rentrer ici.

Ce sont des personnes qui sont tellement fatiguées physiquement, psychiquement, qu'il y a tout un travail pour les rassurer, recréer un lien, en parlant avec elles, en les reconsidérant. Maintenant, la grosse difficulté pour ces personnes est qu'une fois qu'elles ont réussi à reprendre de l'énergie, les contraintes deviennent lourdes pour elles. C'est très difficile de les aider à se projeter dans le temps, suffisamment du moins pour qu'elles puissent imaginer d'être en soins, quand il s'agit d'alcoolologie.

Il y a des personnes, quand je travaillais à la Boutique, qui sont conscientes de leurs problèmes qu'ils vivent chaque jour, mais ils sont dans une espèce d'abandon, un suicide à terme qui fait parfois qu'ils sont dans un désespoir gigantesque et dès qu'ils ont récupérés un petit peu, souvent repartent. Ils sont vraiment dans cette dynamique comme s'ils ne voulaient pas que leur passé les rattrape. Il arrive parfois que cela marche mais, pour la majorité, on a juste la possibilité de restreindre l'hémorragie ; de là à ce qui il y ait un suivi pour la suite...

Il y a des habitués. Certains repartent, viennent, surtout en fin de parcours.

Les personnes vieillissantes font un aller – retour entre le CHU et le foyer et comme il n'y a pas de structures vraiment pensées pour des personnes qui ont fait vingt ans de rue, même dans une maison de retraite, ce n'est pas du jour au lendemain qu'elles vont pouvoir être dans un tel fonctionnement. Quand ils vont un peu mieux, ils reprennent les alcoolisations massives, ou ils se font agresser à l'est quand ils ont touché le RMI. Les cas de figures se sont présentés chaque fois. Ils font la navette : le CHU, dès qu'ils vont un peu mieux, ils ne savent plus quoi en faire, donc, ils nous les renvoient.

Quels types d'intervention ?

Rendre le présent un peu moins douloureux, contenir cette douleur, essayer que la personne se pose, l'orienter vers des soins psychiques. Ce qui n'est pas facile car ils ont des grands a priori. Il faut savoir qu'il y a toute une partie de la population précarisée qui n'a pas accès au CHRS. On a un seuil de contrainte qui élude une grande partie des personnes les plus désocialisées. A l'accueil de jour, on les voyait. Certains ont soit changé de ville ou sont en errance dans la ville, sont dans les squats, n'ont pas du tout accès à un suivi social. Donc, pour rentrer au CHRS, cela sous entend que la personne ait déjà une certaine structuration.

Quels types de contraintes ?

Vie collective, respect, alcoolisation.

Par exemple, le monsieur qui est à l'accueil – il s'agit de Monsieur C., bien alcoolisé – à long terme, cela ne va pas tenir, puisque, en fait, il prend beaucoup d'énergie des agents d'accueil ; il y a 57 lis ici, s'il passe la majorité de leur temps sur deux personnes, à un moment, ils saturent, ce qui se comprend.

Ce sont aussi des problèmes d'organisation, car alcoolisés, ils peuvent être violents, tout le problème que cela pose aussi en collectivité, car ici il y a des gens qui potentiellement peuvent boire et font l'effort pour ne pas boire, donc avoir en permanence des personnes

alcoolisées cela fait un peu tache d'huile, c'est un peu dangereux pour la vie collective, donc nous, en est tout le temps coincé entre le respect de la spécifique, ce la problématique de chacun, et le bien-être collectif.

Sur des personnes comme ça, ce qui se passe, c'est que souvent, on essaie de prendre pendant un certain temps et quand il n'y pas de résultat, ils finissent par être virés d'ici. Si la personne accepte de faire des soins, après la cure, elle peut revenir ici. On essaie donc de travailler en partenariat avec la Baronnais. Tant que ce sont des personnes qui sont dans le déni avec l'alcoolisme, on s'use.

Il y a tout un public en errance qu'on ne voit pas, ils refusent.

Pour d'autres, ceux qui sont à peine en capacité de respecte les contraintes d'ici, vont se retrouver sur des places d'hébergement de courte durée, car ils n'ont pas tout le réseau de solidarité qui se crée dans le monde de la rue qu'ils ne connaissent pas très bien, ils ne réussissent pas à y faire leur place donc ils vont quand même prendre cette solution des services sociaux mais il y a encore une autre frange de la population qui n'ont même pas accès à ça car ils ne veulent pas ou plus, ils sont dans une autre démarche de débrouille ; ces, personnes, on réussissait à les voir à l'accueil de jour, et c'est impressionnant le nombre qu'il y a, on tournait en moyenne à environ 60 personnes.

Ils venaient pour les services essentiellement et le contact... enfin, on aime l'espérer. Bien souvent, paradoxalement, une fois que ces personnes réussissaient à déposer quelque chose, une parole, elles disparaissaient comme si, je ne sais pas, ils n'étaient pas prêts à faire un travail la dessus. Après, il y avait d'autres personnes dont on connaissait bien l'histoire, qui venaient assez fréquemment nous voir mais qui ne voulaient pas du tout s'engager dans un suivi social, ce n'est pas leur truc. C'est pour ça qu'il refuse l'entrée dans le CHRS : l'hébergement, d'accord, le suivi social, non merci. Et c'est la condition sine qua non : quand la personne signe son contrat, il faut qu'elle accepte un suivi social. Ils ont aussi dans la tête que pour eux cela ne sert de se lever tous les matins, donc pas légitime qu'il y ait une intrusion dans leur vie privée car ils estiment que leur façon de vivre est meilleure que la notre. Tant que nous, on a un seuil de contrainte, certains ne peuvent pas suivre.

Dans la rue, certains perçoivent encore Saint Benoît comme une prison, mais j'ai de plus en plus d'écho de personnes qui viennent en extrême urgence qui sont étonnées. Ils commencent à se dire, dans la rue, que Saint Benoît a changé, c'est moins rigide que cela l'a été auparavant. Même s'il y a des choses qui m'interpellent, cela ne fait pas longtemps que je suis dans la profession, il y a des gens ici qui bossent toute la semaine, néanmoins le dimanche, il faut qu'il se lève quand même à 6h30 dans une espèce de logique de discipline. Or, il ne viendrait à personne, quand il est chez lui, le week-end, de se lever à 6h30 juste pour le plaisir de se lever. Il y a des choses comme ça, des relents de rigidité qu'il y a pu avoir dans le temps. A un moment de ça, ici, c'était des grands dortoirs. C'est en train de changer, on tend de plus en plus à respecter les personnes. Ce qui a changé aussi, c'est qu'on avait l'idée que la pauvreté était liée à une déficience de la personne. Je crois qu'on a de plus en plus conscience que c'est aussi la société, le contexte social qui peut pousser une personne : elle va rentrer dans un processus mais cela ne veut pas dire qu'elle ne peut pas en sortir. Il est temps qu'on puisse les considérer, qu'on leur renvoie de la dignité. Si on ne travaille pas sur la confiance, ce sont souvent des gens qui on été froissés, si on n'est pas capable de restaurer ce lien de confiance, être moins rigide et plus souple dans notre fonctionnement, il est difficile de les réapproprier, surtout les gens très désocialisés.

Ils sont très fragiles, la relation est très fragile. D'autant plus qu'il y a des addictions, il y a des hauts et des bas, le contact avec eux est très délicat et ce n'est pas avec de l'autoritarisme qu'on peut réussir à le faire.

Pour chaque personne qui arrive ici, il y a un référent.

Mais pas pour les lits d'urgence. Cette période d'extrême urgence est un temps d'observation, on voit, on essaie encore une fois de ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire qu'on prend en compte la problématique de la personne. Mais, il ne fait pas non plus que cela vienne perturber la vie collective, il faut qu'il puisse s'intégrer dans un tissu collectif. La période d'extrême urgence permet de l'observer. Ainsi, s'il y a six personnes dont trois qui ne posent pas de problème et qu'il y a 3 places, le choix est vite fait.

Y a-t-il un changement au niveau de la population ?

Beaucoup de professionnels disent que la population a changé depuis la création du RMI. Maintenant, si je compare au livre de Declerck, la population dont il parle, je n'y ai pas accès, peut-être quelques uns complètement dégradés.

La Boutique, cela faisait un peu comme des clans, un peu tribal, avec les piercings, ceux qui crachent le feu, qui gagnent leur vie comme ça, sinon des plus classiques qui vivaient en groupe très éphémères, ils se regroupent pour pouvoir faire face à l'adversité dans la rue et ils se font et se défont très vite, ces groupes au gré des squats, des engueulades.

Déjà, si je compare les deux groupes de population, ce n'est pas du tout les mêmes : ici, elles sont plus structurées, souvent une rupture affective, souvent un problème d'autonomie.

Par rapport aux équipes ?

Difficile, bien sûr car il y a une forme d'inertie, ils pompent de l'énergie, c'est assez usant, désespérant. On les suit et quand cela ne bouge pas d'un millimètre. Puis, il y a l'espoir aussi car ce sont des personnes qui veulent vraiment s'en sortir, qui mettent des choses en place et qui donnent l'impression que tout va aller et c'est quand on y croit le plus, qu'il y a un petit truc qui fout tout le travail en l'aire, on ne sait pas d'où il vient. Des comportements d'échec, ça c'est difficile à gérer. Une population qui est usante.

Besoin d'une formation particulière ?

C'est essentiel. Déjà pour soi. Ils nous déposent une sacré souffrance mine de rien, et même s'il l'on prend de la distance, c'est dur. Donc, si on n'a pas un tiers chez qui le déposer, une formation qui nous permette de ne pas coller à ça, à mon avis, c'est la dépression assurée. Quand on ferme la porte du bureau, on emmène des fantômes parfois.

Une formation, à mon avis, est indispensable. Ce n'est pas pour rien si les agents d'accueil sont tant en souffrance. Mais il y a des résistances, des personnes qui.... Je ne veux pas développer plus car cela serait trop subjectif. Il y a des résistances. Mais cela n'est pas évident non plus de faire une formation, cela suppose une disponibilité, un investissement. Certains ont ici 50 ans, avec 15 ans qui travaillent ici et ils sont dans ce fonctionnement de surprotection totale qui fait qu'ils sont très agressifs car en se protégeant, ils attaquent, ou alors dans la fusion pendant un moment.

Mais, pour nous, éducateurs, ce n'est pas simple. Il y a toutes ces tensions là qui font conflit dans l'équipe et, plus il y a conflit, moins il y a la possibilité d'avoir tiers avec la personne que l'on accompagne.

On sait vers quoi on veut tendre mais ce n'est pas encore ça ; d'autant que l'équipe est encore jeune, lise en place récente des pôles avec des formations initiales différentes. Cela crée des tensions, incompréhensions et à peine assez de temps pour pouvoir se poser, mettre à plat chaque perspective.

Ne serait-ce que pour nous former à l'écoute, car le seul accès qu'on avait à la Boutique est finalement l'écoute des gens. C'est comme ça que je voyais le travail sinon on n'y trouvait pas de sens. Mon idée était que plus la personne allait parler, au bout d'un moment, en renvoyant certaines choses, cela allait susciter un déclenchement. Cela sous-entendait de s'appuyer sur une formation pour savoir quoi écouter, comment l'écouter, comment se positionner vis-à-vis de soi, quelle était la part de projection que l'on mettait dans la relation, comment je vivais moi-même la souffrance de l'autre. Tout cela, il faut forcément l'interroger, sinon ce n'est pas à l'autre que l'on répond mais à nous-mêmes. On projette son propre désir sur l'autre qu'on répond mais à nous-mêmes. On projette son propre désir sur l'autre, on a envie de voir s'en sortir car il nous fait souffrance de le voir dans cette situation là. Donc, si on n'a pas de formation, à mon avis, l'écoute, elle ne sert à rien.

C'est le même principe, ici c'est une écoute de comptoir, ici les gars n'ont pas besoin de venir au CHRS, ils auront la même chose dans un troquet. C'est très important et on n'est jamais assez formé car, bien souvent, on se retrouve dans des situations qu'on ne maîtrise pas. On essaie de recréer un lien, que la personne dénoue sa propre problématique.

Qu'est-ce qu'on leur renvoie.

Moi, ce que j'essaie souvent de faire est recréer du lien au niveau de la famille, ils ont vraiment un point commun, ils ont tous un point commun, même la famille très proche. Quand on les laisse parler un petit peu, on s'aperçoit, qu'il y a au moins un des membres de la famille qui compte énormément, tout le temps les inciter à en parler, à renouer. Cela donne souvent de bons résultats, mais comme parfois cela précipite encore plus leur malaise... il n'y a pas de solution, néanmoins il faut bien poser un sens à un moment donné.

Il y a toute l'insertion par l'économique. Encore une fois, cela dépend de la situation sociale du gars. Si cela fait seulement six mois qu'ils n'ont pas de travail, ils vont être dans une dynamique de formation, mais des gars qui ont 50 ans, aller faire un CES, cela peut peut-être les aider mais l'essentiel est dans la confiance, rentrer en lien avec eux. Etrangement, il y en a beaucoup qui ne supportent pas la solitude, qui ont la trouille. C'est un énorme pas à franchir pour qu'ils retrouvent leur autonomie. Des personnes que je suis ont les moyens financiers d'avoir un appartement mais ils sont incapables de dépasser la peur que cela représente d'être seul dans un appartement. S'ils y retournaient, cela ferait exactement comme la fois d'avant, ils ne paieraient pas le loyer, l'électricité... ils seraient comme tétanisés. C'est cette peur là qu'il faut travailler, leur redonner confiance. Cette reprise de confiance doit se faire en relation avec la personne où elle sent qu'elle est considérée, aider aussi par Cyrille, sur l'histoire de la personne.

On travaille aussi sur les répétitions. Il y en a qui reviennent avec les mêmes conditions et exactement le même discours comme s'ils jouaient la même histoire.

Travail de partenariat avec la CAO ou d'autres CHRS (Trajet, Saint Yves), quelques structures qui ont des logements intermédiaires, entreprises d'insertion.

Je travaille avec une association qui s'appelle BSV (Bons Solidarité Vacances). C'est intéressant car ici il y a des hommes qui quand on voit leur parcours, sont divorcés, ont eu des enfants qu'ils n'ont pas vus depuis 2 ou 3 ans et quand on arrive à restaurer ce lien là, cela crée une dynamique fantastique, ils se réinvestissent dans leur rôle de père, ils ne sont plus dans la reproduction de ce qu'ils ont vécu eux-mêmes en étant gamin et c'est ce qui les effraie le plus. Ça les booste pas mal, le fait qu'ils s'occupent de leurs enfants pendant 1 ou 2 semaines.

En théorie, on travaille avec les lieux qui ont à trait au logement mais comme c'est complètement bloqué actuellement sur Nantes, cela reste cloisonné. Mais on a des journées denses, on a peu de temps finalement entre les réunions d'équipe pour savoir qui fait quoi et les suivis. Cela nous mange de l'énergie, du temps et, donc, les contacts se limitent. Si on a orienté quelqu'un, on téléphone « est-ce que vous avez de la place ? », on va à l'essentiel. dans temps en temps, on a des réunions, comme hier, pour essayer de se mettre d'accord, ou une autre structure pour pouvoir collaborer, cela marche pendant un temps, cela tombe en déliquescence car cela vient juste d'être fait, donc cela marche un petit peu, après il faut refaire.

L'accompagnement physique ? Certains le prennent. Il faut faire un choix. Quand on fait une soirée ici par exemple, on va réunir une vingtaine de personnes, on va pouvoir être sur le groupe ou on peut choisir d'accompagner une personne à la CRAM...

J'ai l'impression que nos formations initiales prédéterminent beaucoup le type de choix que l'on va faire : les éducateurs ont tendance à rester ici alors que les autres vont être dans l'accompagnement individuel. Moi, j'ai du mal à accompagner une seule personne quand je sois qu'il y a 20 personnes qui restent. On va manquer quelque part. Le nouveau fonctionnement devrait faire que les éducateurs resteraient ici alors que les assistantes sociales pourraient avoir du temps pour de l'accompagnement individuel. Pour un changement d'hébergement, on accompagne la personne. On va de plus en plus vers un accompagnement social, un accompagnement éducatif. Ce qui est nouveau, un accompagnement autre qu'administratif.

Un travail avec les bénévoles ?

Une question de temps, d'investissement et tant que nous, on n'est pas au clair avec notre enfance, que l'on est en train de chapoter à longueur de temps... on a déjà du mal à être en cohésion interne, donc, avant de s'ouvrir sur l'extérieur, d'avoir quelque chose de concret à proposer, il nous manque des clés essentielles, par exemple, on ne trouve pas le temps de faire des synthèses au niveau des personnes. Quand on réussit à trouver du temps, il ne reste pas de temps pour travailler sur l'immédiateté de la pratique, parfois on se retrouve isolé, on s'enlise un peu.

Peut-être qu'après on travaillera plus en réseau. Il y a beaucoup à faire. Puis, les choses qui sont mises en place, puis après se défont, s'use, c'est un peu décourageant car cela demande une grosse énergie d'aller sur l'extérieur, de prendre des contacts, puis, cela durer 6 mois. Il faudrait déjà trouver la raison de pourquoi cela ne tient pas.

→ *Un jeu de miroir avec les comportements des personnes. Ils peuvent tenir quelques mois, semaines puis rechute.*

Comme si le fonctionnement de la structure se mettait à fonctionner comme les personnes qu'elle accueille. C'est très difficile de sortir de ça.

Un SDF ?

Je n'aime pas le nom, cela fait catégorie. Je trouve nul de définir une personne à la lueur de ses manques, c'est stigmatisant. Néanmoins, il n'y pas vraiment de nom propice. Mendiant, clochard, ce n'est pas mieux.

Entretien avec C., aide-soignante aux urgences, hôtesse d'accueil.

Un SDF : quelqu'un qui n'a ni où aller, au cas toit, aucune structure, vraiment rien de rire. Moi, je travaille à l'accueil des urgences. Je trouve important de les recevoir, ils viennent souvent dans le but d'avoir des soins plus la nuit, d'avoir un toit car c'est le seul accès où ils peuvent aller aux urgences. Autre fois, il y avait la gare mais les fermes, donc ils ne peuvent venir qu'aux urgences.

Par rapport aux besoins, à la demande.

La nuit, principalement pour avoir un toit, plus rarement pour avoir des soins. Mais la journée, davantage avoir des soins ou la journée, en catastrophe pour avoir un bain : bestioles, poux, besoin d'hygiène. Un petit bilan, d'une vue générale et on l'envoie vers infirmière à la P.A.S.S. selon leur demande. C'est principalement l'infirmière qui oriente, parfois lorsque cela déborde, avec l'expérience - cela fait quand même trente ans que je suis dans la maison, j'ai quand même beaucoup d'urgence - on arrive à cibler certaines choses et on arrive les diriger au bon endroit. Les trois-quarts du temps, ils sont seuls avec un ami mais c'est très rare. Souvent alcoolisés. Mais principalement des soins difficiles de trouver des marges où il vient plus souvent, principalement le soir.

La journée, la P.A.S.S. est ouverte donc moins de monde. Depuis l'ouverture, ils viennent aux urgences, un soin beaucoup plus sérieux. Des structures extérieures comme le SAMU social et autres, on en voit beaucoup moins autres voix aux urgences, ces gens, les aider à.

Je m'intéresse au domaine social donc l'hôpital m'a permis de faire des formations est personnellement, la formation SAMU social, elle n'est pas le plan des formations de l'hôpital, mais j'ai voulu voir donc j'ai fait des démarches pour faire un stage de trois jours au SAMU social. Très intéressant en début de soirée est au milieu de la nuit, voir ce qui se passait à l'extérieur, où vivent ces gens-là, ne va les chercher. J'ai pu visiter aussi la C.A.O. pour mieux comprendre la démarche, celle des travailleurs sociaux cela m'a permis de mieux comprendre le système, donc de mieux digérer. J'arrive mieux cibler leurs besoins pour mieux les orienter

La question de la formation : ce serait important. Beaucoup de gens sont trop ignorants des structures extérieures. Quand j'en parle autour de moi : C.A.O. ne connais pas. Il faut vraiment avoir elle était formation ou certains stages comme à la P.A.S.S. pour bien comprendre. J'ai fait un stage de trois jours à la P.A.S.S., cela permet de travailler avec bain de partenaires mêmes extérieures.

Il y a certaines personnes qui reviennent très régulièrement. On les appelle les " habitués " des gens qui viennent très souvent, ils ont plus besoin de soins, ou alors des marginaux qui reviennent la nuit pour avoir un toit. Il va se cacher dans le fond du hall, on ne va pas l'entendre. Des gens qui viennent très régulièrement. Davantage d'hommes que de femmes au sein des urgences mais la population est de plus en plus jeune. Souvent ils nous disent, je n'ai pas de domicile ou comment je le fait pour payer les soins, on leur dit il faut aller à la P.A.S.S.

Cela pose-t-il des difficultés particulières ?

Avec certains membres du personnel, ils sont plus ou moins refoulés, c'est clair qu'on entend certains collègues, il y a des gens plus ou moins proche humainement, on entend " encore lui ", " encore elle ". Pour moi, c'est dommage, ce sont des gens qui viennent car ils ont un réel besoin. Il y aurait un travail à faire au niveau de l'accueil des urgences au niveau de cette population-là, sensibiliser les gens, par des formations. Dans un milieu comme celui-

ci, importance d'avoir des formations tout le monde a accès, droit aux soins, on n'a pas à les juger.

Par rapport à l'agressivité.

Tout dépend comment on leur parle. Depuis que la P.A.S.S. s'est ouverte, elle commençait être bien connus même si ce n'est pas totalement, pourtant cela fait trois ans. Au départ, c'était difficile maintenant, on a des plaquettes d'information à l'accueil mais ce n'est pas évident, les jeunes infirmières qui viennent d'arriver soit très au courant.

Un manque de structures. D'après ce qu'on entend, principalement hiver, les périodes de grand froid, je pense qu'une information serait importante auprès du personnel.

Pas de temps de débriefing. Il existe un cahier laissé au brancardage et travaille au sein du secteur médico psychologique juste une pause d'une demi-heure dans la journée.

L'interrogation sur les SDF paraît-elle justifiée ? Je n'ai pas beaucoup parlé autour de moi de ces formations les surveillants de la P.A.S.S. a pensé à moi au vu de mon intérêt. Elle me dit que parfois ils y a des dérives, exemple d'une personne qui avait une fracture à la jambe et on l'a identifiée quelques jours après seulement.

C.A.O. : les gens doivent revenir tous les jours pour faire les démarches eux-mêmes pour trouver un toit le lendemain soir. On ne s'imagine pas quand on n'y a pas été, c'est difficile à comprendre ailleurs. Depuis que la P.A.S.S. a ouvert, cela a évolué la P.A.S.S. est venu exposer au cours d'une journée, ce qu'il faisait exemple : faire des journées d'information

Elle fait partie du groupe santé précarité..... Qu'une personne soit référent pour le reste du personnel, reconnaître les gens qui arrivent aux urgences qui sont en situation de précarité, ce n'est pas toujours facile à cibler quand les gens ne parlent pas. Quelquefois, on s'en rend compte au moment de leur sortie : la personne dit " je n'ai pas d'argent pour rentrer chez moi je n'ai pas ci, je n'ai pas ça ". On n'a pas le temps de faire un travail avec ces gens-là et ils vont sortir. C'est dommage, on aurait pu le détecter à l'entrée.

L'infirmière d'accueil a un questionnaire : comment les gens vivent, s'ils vivent seuls, s'ils ont de l'aide. Elle le pose quand les gens sont dans à file d'attente. C'est plus facile même si on n'arrive pas encore à passer à travers certaines choses.

Une prévention de la précarité.

Entretien avec B.D., cadre infirmier aux urgences.

Urgences : porte d'entrée effectivement, mais par rapport aux soins, je ferais tout de suite une distinction il y a ce qui relève d'une demande de soins particulière, une demande qui somme toute la même pour un individu lambda, exemple, des soins au niveau d'une jambe. Là, c'est effectivement l'accès à services d'urgence qui dispense des soins, requérant une urgence identifiée. Puis, il y a un aspect accès aux soins dans une définition plus élargie de la notion de soins et qui serait notamment l'hébergement. Là, on est dans l'Hôtel Dieu. L'hôpital est un lieu ouvert, un refuge, donc on peut y trouver des SDF. Je dis on peut y trouver car l'accès aux soins dépend aussi des conditions dans lesquelles le SDF accèdent aux urgences soit il est amené par des services d'assistance, dans ce cas, moins de difficultés pour accéder aux soins. Des fois, il se présente en lui-même et il me semble que là, il n'y a pas beaucoup plus de réticence à ce qu'il accède aux soins si sa demande de soins n'est pas justifiée identifiée par l'infirmière d'accueil et d'orientation.

Il y a une grille, un protocole ?

Il y a des échelles de tri mais ce qui suppose que le patient est déjà de l'autre côté de la porte automatique. Mais il n'y a pas d'échelle d'admission des patients. De toute façon, c'est la mission du service public d'accueillir tout le monde. C'est une mission attribuées aux hôpitaux mais dans la réalité, au pour des tas de raisons, et il y a des patients qui sont, en fin des patients, des personnes qui sont refusés car ils n'ont pas le statut de patient, justement parce qu'on ne fait pas un accueil, la prise en charge social d'une personne, au niveau des soignants, n'est pas si présente que ça, sauf quand elle est associée à une pathologie. C'est pour ça que l'hôpital revu j'y, ils sont des établissements, ils sont dans les couloirs, sur les chaises mais pas forcément dans une unité de soins

N'est-ce pas au cadre d'être garant ?

Il faut être garant mettent continuellement, cela voudrait dire être là tout le temps. Puis on peut décliner : garant, de garantie, qualité. Même si la personne est admise aux soins, est garantie de qualité de prise en charge ou en tout cas le principe d'égalité entre la prise en charge d'une personne qui arrive pour des soins et d'un SDF, c'est un peu discriminatoire. En fait, on assure les soins de base de. Hygiène, et l'alimentation, les soins quand il en a besoin, un hébergement sans qu'il y ait de demande. Des l'instant qu'ils ont franchi, qu'ils sont allés à l'accueil, vu par une infirmière qui l'amène au niveau du couloir d'attente de médecine ou de traumatologie, pratiquement, la, ils peuvent avoir le repas, à la boisson et l'hygiène s'ils sont demandeurs. Des vêtements de rechange si ce qu'ils avaient sont trop sales s'ils ne fuguent pas, des fois ils dorment où ils cuvent et ensuite s'ils ne fuguent pas, la plupart du temps a minima, ils ont à plat aux : un petit déjeuner, un café chaud, des tartines beurrées, confitures. Si c'est le soir où le midi, s'ils sont encore là, un plateau. Mais souvent, il se passe qu'ils partent avant tout. Une fois qu'ils sont réveillés, ils partent, on constate qu'ils ont fugué. Mais ils sont mis dans un coin sauf s'ils ont des problèmes de santé qui justifie qu'ils soient pris en charge médicalement.

Il y a des habitués ?

Il y en a un qui était encore là ce matin. Donc, il revient, la, il était dans le secteur suture, sinon il reste parfois l'accueil ou il est pris dans les soins. Je ne sais pas s'il convulse. Son état, parfois justifie qu'il soit pris en charge au niveau des soins. Là, il s'est fait mordre par un chien. Sinon, quand c'est pour une ivresse et qu'il revient pendant deux ou trois jours

de suite pour ivresse, au bout d'un moment, il ne passe plus dans les boxes. On attend qu'il cuve, il s'en va, il revient le soir, il est dans le même état il y a la force de l'habitude aussi. " Il est ivre encore " comme il est ivre, il est amené par les pompiers donc il rentre donc avec. Il y a des habitués, mais c'est moins qu'il y a quelque temps. Ne serait-ce car il y a un nombre assez important qui sont décédés : 32, je crois sur la région.

Un équipement aussi plus important sur l'agglomération nantaise en termes de foyers d'accueil. Donc, il cherche moins le refuge. On a une liste des foyers éventuellement. Quand j'étais de nuit, le 115, on avait des contacts avec assez fréquents. Cela nous est arrivé pour savoir s'il y avait encore de la place des structures comme médecins du monde nous amène aussi des patients et veiller à ce qui effectivement ils soient pris en charge, c'est une pression par rapport à ça

Tu penses que cet important ce travail de partenariat ?

Quand j'étais de nuit, je trouvais que c'était intéressant car j'avais le sentiment que le SAMU social n'était pas dépassé par les difficultés, par les recherches d'hébergement, au niveau effectif. Ce n'est pas la joie non plus pour eux. Un moment, c'était l'inverse, c'étaient eux qui étaient demandeur des urgences, c'est-à-dire quand il n'avait pas de personnel, de place, invariablement ils nous emmenaient les gens en exerçant une pression pour qu'on les garde. Alors que nous, on n'avait pas plus de solution à proposer. Donc, là, moi, j'ai moins affaire à eux sur la journée. Pour les foyers, j'ai eu récemment l'occasion d'avoir quelqu'un au téléphone qui voulait absolument, faute de place et qu'il ne pouvait pas répondre à la demande, de nous envoyer la personne aux urgences je pense que les foyers sont utiles mais qu'ils ont leurs limites. Un SDF, comme tout un chacun, à des problématiques particulières. Ça s'inscrit dans une problématique globale. Exemple : Un jeune qui était paraplégique et SDF. Il s'est pointé plusieurs fois et pas d'hébergement adapté, il était récusés parce qu'il s'alcoolisait, il se droguait donc ils étaient violents, donc rejetait les règles il se pointe là disant " moi, je suis SDF, handicapés, qu'est-ce que vous me proposez ? ". Il se positionnait quasiment en une toute-puissance qui dérangeait tout le monde en fin de compte

Les foyers sont-ils prévenus ? Proche ? Qu'est-ce qu'on leur demande s'il y a quelqu'un à prévenir ?

On ne leur pose pas la question dans la majorité des cas, on ne s'en préoccupe pas et pour diverses raisons cela est lié au statut social de la personne. SDF : sans adresse, sans famille rejeté par sa famille. Surtout, que quand ils reviennent souvent aux urgences, on finit par les connaître, on a les renseignements administratifs quand ils existent ensuite, on ne peut pas toujours les interroger car ils arrivent en situation d'alcoolisation et certains ne communiquent pas. Celui qui était là ce matin ne communique véritablement par, il ne donnera pas ce type de renseignements, on les a on va les chercher dans ses papiers, pas toujours d'échanges possibles. Du fait de leur situation, ils sont dans des situations de rupture familiale.

Ils peuvent avoir un proche, un ami ?

Oui, effectivement, mes après c'est une vraie enquête policière.

Cela serait vécu comme telle, tu penses ?

Pour nous et pour aussi. C'est vrai que la situation vécue, ils sont plus dans une demande en toit et de calme. Exemple d'une personne qui la nuit précédente était sous un porche. Qu'est-ce que vous voulez de plus ? Rien. Quelle est votre demande ? Rester là, au chaud, allongé par terre, j'attends ma consultation de dermatologie à l'hôpital ce matin. Ils étaient 2 heures.

Cela procède aller chercher des renseignements et, si je n'ai aucun papier, il vaudrait que je pense ensemble des foyers de la place de Nantes. Je ne suis pas sûr, un, de pouvoir le faire, deux, de pouvoir identifier où il est en admettant qu'y soit, cela veut dire a priori dans la tête, qui n'est même pas dans un foyer.

Pas forcément d'attache, quand il y en a, elles ne sont pas toujours très accueillante quand elles sont sollicitées il y a par des tuteurs, curateur, mais la nuit, quand c'est un particulier, cela peut aller en c'est une institution, par exemple l'U.D.A.F., même à partir de 18 heures, on n'arrivera pas à les joindre donc on se retrouve de fait, avec ces situations-là on est confronté à la situation sociale. Il est et SDF. Est-ce que je le laisse sortir ? Cela se joue même sur le retour. C'est un retour ? C'est à retour à domicile ? Bah non, parce qu'il n'y a pas de domicile. Retour en foyer ? Non car pas de foyer à la rue, mais ce n'est pas satisfaisant non plus. Une espèce de flous comme ça dans lequel on espère qu'il ne va rien se passer sur tous en même temps, on constate que toutes autour qui sont dans le maximum de possibilités, ils font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont et ils reviennent et on nous dit : c'est à vous de faire car rien pour les assumer. Après, on tombe sur le statut de la personne de SDF. Après, il y a quelques reins qui arrivent avec un AVC de quatre-vingt-dix ans alors que le SDF en a trente: Lequel vas-tu privilégier ? AVC, c'est médical donc urgences médicales donc on va le rentrer, il justifie des soins.

Il y a du jugement là-dedans. Donc, comment je les considère ? Certains, moi je les vois comment... Ils sont à la marge, juste là sur un fil. D'autres, ils sont dans l'exclusion complète, il n'y a plus de demande, plus de... C'est un système de valeurs de référence qui n'est plus la même, pour moi c'est ça qui crée de l'incompréhension. Un exemple, la nuit où je me suis heurté avec l'infirmier d'accueil et d'orientation car un SDF venait pour la énième fois, lui, et il voulait le remettre dehors et moi, je me suis opposé pour raisons médicales. Ils disaient dans une forme de chantage " j'ai pris tant de médicaments donc il faut que vous me gardiez à l'hôpital ". Donc, soit on cède au chantage, en admettant que c'est du chantage mais on n'est jamais sûr de rien, donc moi, je me positionnais en disant non, on le garde à l'hôpital puissent que s'il a pris ses comprimés de Tranxène, on se doit de le garder. Pourquoi je disais ça ? Pour surveiller des gens qui sont en marginalisation, exclusion, si un jour cela se passe mal et que la personne est venue à l'hôpital, il se trouvera toujours une personne, une association de condamner l'hôpital. Et effectivement, l'infirmier d'accueil et d'orientation se positionnait sur le jugement plutôt que sur l'assistance. Il se positionnait plus en personne quand professionnel. Ce patient, soit il arrivait à rentrer, soit il était repoussé une fois, il est rentré et a réussi à être pris dans un secteur de psychiatrie, il est sorti du secteur avec une prescription médicale et le soir il est revenu en disant j'ai eu une prescription médicale et j'ai pris ces médicaments-là donc, on était nous-mêmes producteurs d'éléments d'un chantage, avec un doute quant à une prise réelle.

Entretien avec P.C., plâtrier aux urgences.

Principal accès même si la structure n'est pas forcément adaptée aux personnes cela demande du temps. Car moi, quand je m'en occupe, cela prend du temps. Après, je n'ai pas toujours le temps de faire ce que j'ai envie de faire. Donc quelquefois, on limite le temps du soin. Quand on s'occupe bout de ce type de personnes, ce n'est pas un soin comme les autres, je suis obligé de t'occuper de plein de choses en amont de : l'hygiène.... Moi je suis est soignons, dans le secteur traumatique et je m'occupe plus spécifiquement de la confection des plâtres, des attelles et tout ce qui est entorse, fracture. Les gens qui vivent dehors marche beaucoup et donc se casse aussi beaucoup. Donc je suis amené souvent à m'en occuper. Quand tu fais un plâtre à quelqu'un, il faut veiller à ce que les membres soient propres, souvent je pas beaucoup de temps à nettoyer la partie a plâtré et ce n'est pas toujours simple parce que souvent, après je commence par le membre et je fais le reste.

Pour moi, c'est une frustration car souvent, je ne vais pas jusqu'au bout. Je n'ai pas toujours les moyens, le temps et je me sens aussi un peu seul là-dedans, je ne sais pas si je dois te le dire mais je me sens isolé par rapport à ça, c'est-à-dire on n'est pas beaucoup de soignants à prendre ça en compte, c'est-à-dire prendre ces gens comme des gens comme tout le monde. Mais bon, c'est lui aussi à la souffrance du personnel soignant, c'est-à-dire que les gens les prennent comme des parasites, ils viennent faire chier le monde alors que moi, mon discours vous pensez que ces gens-là sont une richesse, plein de choses à apprendre de ces gens-là même si je n'aime pas dire ces gens-là parce qu'à mon avis, il suffit simplement de changer son œil, pas les regarder comme les extraterrestres mais des gens qui ont une souffrance, quelque chose est à chaque fois que j'ai eu cet œil-là, cela a été très fort sur le plan émotionnel. Pour moi, c'est très important. C'est pour ça aussi que je suis là. Pour moi SDF et quelqu'un qui est en souffrance, qui est perdu, qui n'a pas de base, pas de racines. Quand il vient ici, nous on peut exister comme ça, être référent pour cette personne-là et pour lui, cela peut être point de départ à autre chose. Ce que nous on lui présente en tant que soignants, pour lui cela peut être une perspective. Ce sont des gens qui sont tellement dans la négativité, alors si nous en tant que soignants, on lors dit " mon pauvre gars " ou les tutoyer... Tout ce que je déteste, pour moi ce n'est pas être dans le soin, dans l'aide, ce n'est pas être soignant. Je pense que l'hôpital, services publics, on a une mission d'aller dans ce sens-là car si nous on les ignore, après il n'y a plus de perspectives, rien, c'est le néant. Déjà c'est le néant. Nous aussi, chacun d'entre nous peut se retrouver dans cette situation et c'est important d'intégrer ça. C'est arrivé à ces personnes-là mais nous aussi on peut, et on sera heureux de rencontrer des gens qui dialoguent, qui ont une écoute de cette souffrance.

Ils ne sont pas dans la plainte du tout, c'est rare. La douleur n'est pas évoquée. Insistez aussi sur le courage. Ce n'est pas rien par rapport aux patients lambda, cela n'a rien à voir.

Ils acceptent les plâtres, je leur fais un plâtre adapté, cela implique d'être sensible à leurs conditions de vie pour, cela peut être la perspective d'une hospitalisation, dont être quelque part au chaud pendant quelque temps. Moi, je sais que j'insiste auprès du médecin pour qu'il soit hospitalisé le retour à la rue peut être dangereux pour elle. Cela peut être parfois le départ d'une hospitalisation, donc un autre cadre pour ces gens-là. Pas souvent de personnes qui reviennent fréquemment il y a des habitants et sur le plan médical mais sur le plan traumatique pas d'habit âgé.

Par rapport au terme d'habitueés : je n'aime pas qu'on mette les gens dans une case, il y a une connotation. C'est un manque de respect.

En même temps, la mission d'un service d'urgence est tellement... Je me sente parfois en porte-à-faux au, on me dit : " occupe-toi des plâtres que tu as à faire".

Tu penses qu'on le dirait pour une autre personne ? C'est lié au fait que cela soit un SDF ?

Je sens lui, ce n'est pas pareil. L'autre jour, je me suis occupé de quelqu'un, j'ai emmené une personne après les soins à la radio. Après les gens de la radio viennent me voir : " La qu'est-ce qu'il sent mauvais. Quelque part, c'est un peu décourageant, fais quelque chose - là, tu habilles Pierre et l'autre... Il y a l'odeur, l'alcool mais je défie quiconque de vivre dehors et de tenir son boire de l'alcool quinze jours dans la rue à - 5°. Ce n'est pas consensuel et c'est embêtant. Mais c'est le boulot des cadres, médecin ce n'est pas mon boulot de dire "attention il y a des dérives ".

Est-ce que tu as connaissance du 115, des structures ?

Non, après ce que je fais, quand cela sort de ma compétence, je passe le relais à une assistante sociale. Quelquefois en collaboration avec la P.A.S.S. D'ailleurs, elles n'ont pas beaucoup de moyens alors qu'on a tout à y gagner. Ce n'est pas quand ils seront complètement déstructurés, en dehors... Il y a une approche particulière mais pas de formation. Est-ce que c'est une histoire de formation ? Je pense qu'il s'agit d'une histoire de recadrage, encadrer chaque mission que chaque soignant s'est donnée. Réunion médecin cadre supérieur et avoir un discours clair par rapport à ça. Actuellement, c'est très subjectif et trop de laisser-aller, le tutoiement... On se permet des choses et il y a de plus en plus de dérive. Alors qu'on doit soigner les gens pareillement.

Par rapport à la perception de la douleur, la souffrance

Il n'y a pas de parole et nous, soignants, c'est notre boulot de faire revivre cette parole car si tu n'as pas la même parole, qu'est-ce qu'ils vont faire demain. Si les gens sont ouverts rayon une envie de parler, je leur pose des questions sur leur vie... Et je m'engage aussi, je m'implique aussi, je parle de moi. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas se protéger, cet important d'impliquer sa personne, de se mettre aussi en danger. Sinon tu restes en surface.

De plus en plus de jeunes. Ce n'est plus le clochard, c'est fini. Je ne sais pas si tu as vu " une époque formidable ", je le trouve très fort, la dégringolade. En termes d'information, cela pourrait être important d'en parler. Il n'y a pas de vaccin, on a tellement peur que cela nous arrive. Ils sont vécus comme des pestiférés, il faut mettre des gants : réflexes primaires. J'en mets mais si c'est justifié. Les protocoles sont faits pour être adaptées à ce qui arrive. Or ce n'est pas le cas. La rencontre se fait ne se fait pas. Il y a du bon sens à avoir

Par rapport à l'hospitalisation, qu'est-ce que vous allez pouvoir faire, qu'est-ce que vous avez envie de faire ?

À partir de là, d'après sa réponse, j'arrive à l'orienter certains voudraient repartir directement, c'est-à-dire qu'ils ont rapport à leur corps qui est tellement incroyable. Pour, ce n'est rien, c'est déshumanisant. Il y a un truc qui ne fonctionne pas, on ne l'aurait pas et toc, on repart comme une pièce métallique. Quelque part aussi, pour, il faut que cela se serait pas de suite parce que si on s'attache trop à ce ça, cela remet en cause tout le reste, c'est lourd, dure pour donc il faut que cela aille vite, sinon ils sont obligés de s'arrêter, de se poser et de se poser des questions donc ils y trouvent leur compte avec ça. C'est là qu'il peut y avoir un conflit, de l'agressivité elle est parfois légitime. Qu'est-ce qu'on représente nous pour eux ? On au travail, un logement...

Il faut argumenter pour une hospitalisation. S'il raisonne en termes de place de personnes...

La notion de gravité est très subjective. De même pour l'urgence. Pour ces gens-là, il est urgent de s'en occuper, sans tomber dans l'assistantat rester dans un cadre bien précis le

Monsieur de dont je me suis occupé (emmenés à la radio), est revenu me voir à la fin me disant merci. Là, je n'avais pas perdu ma journée leur parler normalement, je dis bien normalement, il s'est mis à me regarder il se passe quelque chose d'intéressant après, tu es obligé de t'engager. Les locaux ne sont pas adaptés. Penser un espace adapté à ce type de personnes le ressentiment des gens vis-à-vis des SDF n'est par hasard, le personnel va mal aussi parfois j'ai des confidences. Il pense facilement un inconnu.

On leur demande ici s'il faut prévenir quelqu'un?

C'est une bonne question, car c'est une question posée à tout le monde donc pourquoi pas leur poser à eux. Cela ne se fait pas car on se dit " il n'y a personne, pas de famille ". Il y a une discrimination.

Même s'il n'y a effectivement personnes, il serait peut-être touché, surpris.

Oui, savoir il y a quelqu'un qui pense à eux.

Entretien avec F. aide-soignant aux urgences.

Un SDF, ils viennent plus facilement ici car pas de médecin traitant, pas de couverture sociale adéquats. Ils ont la plupart du temps la C.M.U. mais pas les complémentaires de santé. Ici, on n'en voit pas mal. Quoi dire dessus ? Surtout dans un premier temps, pour des problèmes d'hébergement. Ce sont des gens qui se retrouvent dans la rue, allongés par terre et qui sont amenés par les pompiers en état d'ébriété, qui vont aussi faire des crises convulsives donc amenés ici pour avoir les premiers soins. Mais c'est vrai que généralement, les gens sont relâchés dans la rue, illico presto. Ce qui est un peu frustrant dans la profession car il n'y a pas tellement de prise en charge au pour ces gens-là on les remet là où ils étaient avant dans leur train-train qui reprend comme d'habitude, d'après les avis des collègues de " rien n'est possible avec ces gens-là ". C'est comme ça, on ne peut rien y changer moi, cela fait un an que je suis là donc j'ai pris du recul. Est vrai qu'au départ, j'ai eu du mal à supporter cette image de SDF, le fait qu'il vienne et qu'on le laisse repartir sans rien. Il y aura eu des soins mais on ne va pas l'orienter forcément sur des structures adéquates.

À la différence d'autres personnes ?

Tout a fait. Moi je trouve, je vois rarement des assistantes sociales venir gérer ces gens-là, pour certains, ils sont gérés dans un premier temps, ensuite ils sont connus des services sociaux et ils vont dire : " on a fait ce qu'on a pu, maintenant on ne peut plus rien faire. "

Le motif d'admission : quelqu'un va venir pour une crise d'épilepsie et à côté de ça, on va s'apercevoir qu'il va avoir des plaies au niveau des jambes, des pieds et cela ne sera pas du tout le motif de hospitalisation on va gérer que le motif d'admission et éventuellement deux ou trois plaies au niveau des pieds et ils vont repartir comme ça. Il n'y aura pas de soins à domicile par une infirmière car par définition, ils n'ont pas de domicile, donc pas de soins par derrière avec toute hygiène que cela comprend, l'hygiène corporelle qui ne favorise pas forcément une bonne santé

Le service ça propose les premiers soins de, moi je pense après il n'y a rien de fait pour le voir. Certains vont leur donner une douche, un vestiaire, ils vont se rhabiller car leurs vêtements, généralement, sont dans des États déplorables, souillés d'urine, de selles et compagnie.

Il y a le temps pour ça ?

C'est quand même le minimum. *La personne paraît surprise de la question.* Le temps est pris mais pas forcément avec la psychologie qui suit derrière. C'est mon point de vue. Ce sont des gens qui sont catalogués donc... S'il y a une agressivité de la part du personnel, c'est qu'on a peur de tomber dans le même schéma. C'est mon avis. Je pense qu'il y a une certaine agressivité vis-à-vis de, les gens qui leur parlent sont braqués. Certains les rabaissent. Ça, ça me gêne un peu, par contre, ils ne sont pas reconnus en tant que telle, c'est l'étiquette SDF.

Il y a des personnes qui reviennent régulièrement ?

Ah oui, justement, quand je suis arrivée aux urgences, on me parla d'untel, mais cela me disait strictement rien. Maintenant, avec un an de recul, quand on me parle de telle et telle personne, je vois qui c'est car ce sont des gens qu'on voit régulièrement, oui c'est clair.

Toujours pour les mêmes motifs d'admission ?

On dit souvent, on va les voir, par exemple venir le lundi, le lundi soir il va être sortie, au on va le revoir le mardi matin, c'est courant, ce n'est pas surprenant. Par exemple une crise d'épilepsie le lundi dans le box médecine et le mardi le revoir en traumatologie car il est tombé et s'est fait une plaie au niveau du crâne et du bras. Une chute d'ébriété par exemple.

Le sentiment, d'une part d'impuissance. Moi à mon niveau, on ne peut pas non plus se donner à fond pour tout le monde, ça c'est évident, moi je donne à fond au niveau de mon travail et après ce n'est pas de mon ressort, de mon rôle, de l'après (la sortie) il faut les gens à leur place, avec leurs compétences. Moi je fais ce qu'il me semble bon à mon niveau en tant qu'aide soignant, maintenant on ne peut pas tout gérer maintenant dans la vie de tous les jours, on est amené à avoir des SDF dans la rue, cela m'est arrivé une fois d'intervenir pour une personne qui était en plein milieu de la voie publique. Je n'avais pas de portable ce jour-là, je suis allé voir les gendarmes qui se trouvaient à commerce pour la surveillance nocturne je leur ai signalé, cela leur a fait ni chaud ni froid. Parce que " il est connu, il est souvent là et voilà ". J'ai fini par appeler le 115 qui m'a dit qu'il était connu des services sociaux et que c'était quelqu'un qui ne voulait pas être pris en charge. Donc moi à mon niveau, voilà ce que je peux faire en tant que personnes de tous les jours. Maintenant, si des gens compétents en vol pas s'en occuper, moi je ne peux rien faire.

Cela pose des difficultés particulières aux équipes ?

Pour moi, je prends et énormément de recul, tenir compte du contexte certains collègues, justement, ils s'aperçoivent que ça n'avance pas comme ils veulent et c'est là du coup qu'il y a de l'agressivité dans les paroles ; pas dans les gestes, pas de violence physique mais c'est plus l'agressivité verbale des gens qui sont pas, qui vont parler d'une certaine manière du fait qu'ils soient connus, je n'ai jamais tutoyé.

Cherche-t-on à prévenir quelqu'un ? (Entourage, foyer)

Pour certains, ils sont pris en charge dans un foyer, donc là il est prévenu car il peut y avoir des soins au niveau du foyer (prévenu à la sortie mais pas à l'entrée). Mais la plupart du temps, on connaît leur situation familiale et compagnie, et généralement on sait... Donc personnes n'est appelée, elle n'a pas de contact avec sa famille, elle est tout seul. Par rapport à certaines personnes qui vont venir, on va chercher à savoir un numéro de téléphone en cas de problème, non je pense que cela se fait plus en cas de décès par exemple. On va essayer de prévenir la famille que la personne est décédée faire une vérification pour voir si on ne connaît pas l'identité. Mais si les gens sont relâchés comme ça dans la nature, non.

Par rapport aux structures, au 115 ?

Je ne sais pas quelle est leur fonctionnement mais cela m'est arrivé une fois d'indiquer à une personne de faire le 115 cas sur le plan médical, cela ne nécessitait plus qu'elle se soit aux urgences mais par contre n'avais pas d'hébergement.

Une formation, oui mais que cela porte ses fruits, je n'en suis pas convaincu, du moins à long terme. C'est faisable au niveau des urgences mais c'est comme les gens qui vont faire des cures de sevrage, elle est possible quand ils vont faire la demande là, c'est pareil.

Du côté des soignants ? Tout le monde devrait censé le savoir normalement. S'il ne connaissait pas le 115, les foyers, le système de P.A.S.S., c'est quand même drôle. C'est le minimum, même si dans le cadre de la formation, on ne l'a pas forcément rencontré dans la

nation d'aide-soignant, déjà on n'a pas un chapitre sur les personnes sans domicile on va parler de santé publique mais c'est tout. Mais même sans la formation, je pense que le gros souci est le problème de communication, on ne communique pas assez mais pourquoi on serait plus agressifs avec ses patients, ces personnes là qu'avec d'autres. D'où une approche psychologique en faisant de la cancérologie, pendant trois ans, on a appris aussi à parler, à voir ce qui n'allait pas et essayer de le régler ces trois années m'ont à apporter à ce niveau-là. C'est à chacun de se former aussi vis-à-vis des problèmes qu'ils rencontrent.

Un SDF, pour vous ?

Pour moi, c'est quelqu'un qui est en détresse psychologique, misère physiologique, c'est plus ça que je vais mettre comme étiquette. Car je n'ai pas d'a priori vis-à-vis de ces gens-là, maintenant je ne suis pas là à faire du copinage avec, pas plus qu'avec d'autres personnes mais il n'est pas rare de voir aux urgences des SDF qui sont mis sur un brancard et qui sont mis de côté qui viennent en état d'ébriété et que les personnes de l'accueil attendent qu'elle se réveille et qu'elle parte d'elle-même. Personne ne doit être refusé au niveau des urgences, donc les gens qui sont rentrés, sont accueillis et je pense qu'il devrait être pris en charge et ils ne le sont pas. L'autre jour, j'ai entendu une infirmière qui m'a dit : " bah génial, il est parti " : grosso modo, on n'a pas à s'en occuper. C'est ce qu'ils attendaient, qu'il se réveille et qui parte de lui-même, "qu'il fugue ", comme ça nous au niveau fugue on ne peut rien dire, au niveau responsabilité. Moi je ne suis pas forcément sur la même longueur d'ondes, maintenant, je ne suis pas à l'accueil non plus, je ne vis pas ce qu'ils vivent. En plus ils ont pas mal de pression.

De la colère par rapport au système les gendarmes ne sont pas que pour faire la surveillance. À la finale personne ne s'est déplacé. Leurs modes d'arrivée : par les pompiers la plupart du temps.

Au niveau des tranches d'âge, homme, femme ?

Depuis un an, y a-t-il dit changement ?

Je pense que cela touche toutes les tranches d'âge à partir de 40 ans, plus de SDF il y en a aussi en prennent le chemin, des gens très jeunes et qui sombre dans l'alcoolisme. Aujourd'hui ils ont domicile mais noyées dans l'alcool. Pour lui, il n'y a pas de période, ces gens et existe toute l'année même si pas mal partent sur la côte. Mais l'été, moins de soucis pas de période de grand froid donc moins en recherche d'abri. Je suis conscient de la façon dont ils vivent sous des ponts avec cartons, couverture. Je peux utiliser l'appellation SDF sans que ce soit péjoratif, au contraire ce sont des gens qui ont besoin.

Entretien avec S., aide-soignante dans les chambres des urgences

Deux ans d'expérience aux urgences. Je me suis aperçue qu'on avait énormément, beaucoup de personnes SDF (sans domicile fixe), il y a des périodes pour ça plus particulièrement, un peu plus hiver. Je pense qu'ils ont besoin de chercher un endroit pour se loger, se nourrir et à l'extérieur sont des moments difficiles pour eux. Par le froid, bien souvent, on les retrouve en hypothermie c'est la raison pour laquelle ils viennent chez nous, ils sont retrouvés par les pompiers. En ce qui me concerne, on les reçoit, ils arrivent par l'accueil des urgences et ils rentrent en médecine sinon, pour des personnes qui ont des problèmes avec l'alcool, ponction d'ascite, ils sont vraiment dans un état d'altération générale. Autrement, lorsque cette en traumatologie, c'est que dans la rue ils ont été retrouvés par les pompiers, soit dans un coma éthylique ou qu'ils ont chuté. Il reste assez longtemps chez nous, cela arrive souvent, ce n'est pas évident la relation avec parce qu'ils ont envie de suite de retourner à l'extérieur, ils ne veulent pas rester à l'hôpital et nous on n'a l'obligation de les garder 48 heures ou 24. Je ne sais plus en tout cas, tant qu'il y a de l'alcool encore dans le sang. Bien souvent une quantité d'alcool important, donc du mal à les cadrer. Ce sont des personnes pour nous, en tant qu'aides-soignantes, dont on s'aperçoit qu'il faut leur réapprendre beaucoup de choses, c'est une rééducation au niveau alimentaire. C'est un besoin qui ne connaissent plus, c'est une réalité dont il faut en parler et qui se comprend quand on est dans la rue, pour passer le temps, se faire remarquer donc au niveau médical, on a besoin de les aider, au niveau de l'alimentation, la plupart du temps, ils sont d'une alimentation progressive, des mixé au départ car couper de la viande, ils ne savent même plus ce que c'est, à l'intérieur et il y a des protéines et légumes pour leur donner un peu de force. On les hydrate une surveillance d'apport hydrique. Ils sont dans les salles de soins, dans les boxes. Ils ont franchi l'accueil bien souvent, ils sont tellement asthéniques et fatiguée qui le font sur eux aussi. Donc le besoin d'éliminer, ils ne se sentent même plus qu'ils urinent, y compris besoins fécaux. Le primordial chez nous, c'est que les personnes soient propres donc bien souvent, on leur donne des douches, déjà ils sont déjà à l'accueil, on les prend, on les emmène dans une salle où il y a des douches. Il y a aussi le cas des personnes qui ont des poux, donc on les traite, au niveau contre la gale, morpions. Le mode d'entrée est par les pompiers mais je ne suis pas à l'accueil moi je les ai à partir du moment où ils sont pris en charge par une infirmière et une aide soignante dans les salles de soins, que ce soit en traumatologie ou médecine et ensuite venue par un interne et après le médecin chef qui décide si la personne de besoin d'une telle cession le plus souvent, ces personnes se retrouvent en SHCD services qui se trouve au bout des urgences, cela veut dire service d'hospitalisation de courte durée minimum de 24 heures, mais ces personnes-là, avant de l'est " retapées, il faut quatre jours, voire une semaine. Certains restent là, il y a risque de D.T. on peut être amené à les attacher. C'est pendant la relation, dans les soins d'hygiène auquel on aborde le sujet, maintenant je dirais que quand on est dans les salles de soins, on est tellement pris par le temps malheureusement pas en manque d'effectifs, qu'on passe à côté de plein de choses et à ce niveau-là, je pense qu'on n'est pas assez proche de ces personnes-là pour éviter un DT là, on leur apprend, on fait des toilettes complètes à ces personnes-là, on leur donne à manger au début ils ont une quarantaine d'années.

Il y a des personnes qui reviennent régulièrement, les anciennes pourraient dire les noms.

Pour les mêmes motifs d'hospitalisation ?

Il y en a là que je ne vois plus car j'ai su qu'ils étaient décédés. - je pense, il y a quand même un souci quand il sort des urgences. Je ne pense pas qu'on fait un travail en amont. Une fois qu'ils sont mieux, un meilleur étage général, le médecin qui passe signe un retour à

domicile, alors qu'il ne s'agit pas d'un retour à domicile, on voit des fois RAD alors qu'ils sont dans l'arrêt. Finalement, cette pince cercle vicieux, ils retournent dans leur galère. Heureusement, il y a la P.A.S.S. Alors là, je m'étais aperçue au début quand je suis arrivée aux urgences, on m'a jamais parlé de la P.A.S.S. Puis il y a eu une porte ouverte de la P.A.S.S., un peu plus d'un an que j'ai été là, j'y suis allée et j'ai découvert une équipe très motivée même si de difficulté car de plus en plus de personnes ont de plus en plus grandes difficultés et maintenant, des que j'ai des personnes je les oriente au premier étage et à l'accueil, maintenant, moi j'ai été montée pour leur dire qu'on aimerait avoir des prospectus, et si j'y retourne pas, je pense pas que cela soit refait. C'est notre démarche. Je dirai à la personne de chez moi, j'ai le carnet des urgences sociales. J'ai personnellement à un ami qui actuellement est à la rue et heureusement il travaille, donc je lui ai parlé des foyers. Donc que ce soient les personnes que je connais, des personnes à l'hôpital, des que je peux donner des informations, je donne je peux les orienter on a un rôle de conseil même si on travaille de plus en plus dans des conditions difficiles. Pas de travail de partenariat, démarche individuelle. Travail aussi quand même avec les assistantes sociales, je n'ai jamais eu le temps d'aller voir comment elle travaille.

Je pense que quand on apporte quelque chose au patient bien qu'il y a des résultats, c'est qu'on a pu dans tous nos soins, que ce soit soins d'hygiène, alimentaire, pour moi c'est un soin de rentrer dans une chambre à tout moment, on peut à avoir une relation, connaître un petit peu leur vie, savoir ce qu'ils veulent aujourd'hui les horaires, les aider pour leur orientation, transmette à l'infirmière qui transmet au médecin qui lui peut transmettre à l'assistante sociale. Il y a des SDF qui sont depuis des années, qui arrive juste, qui sont en en instance de divorce, qui ont perdu leur domicile, leur emploi, il y a eut un enchaînement qui fait qu'il se retrouve en difficultés. Je retrouve aussi trop souvent des jugements de valeur, d'apparence, et du fait que la personne soit à la rue pour des problèmes d'alcool, elle est mise de côté. Des choses auxquelles je ne m'attendais pas dans le monde de la santé.

Moi je ne les mets jamais en situation d'échec, chaque jour, il y a un résultat cela peut poser problème, c'est qu'on passe du temps avec ces personnes et donc on est mal considérée par rapport à nos collègues. Pour moi, on est là pour préserver leur autonomie et ne pas faire à leur place. En sorte que la personne sortant de chez nous, soit le plus autonome.

Malheureusement, on est entouré de personnes qui ont un peu le contrat et c'est difficile quand on pendant deux jours, on sait occuper d'une personne, on a des résultats et deux jour de repos après, il y a tout à refaire, la personne est complètement perdue car on ne le situe pas alors que c'est qui est important pour ces personnes, ils perdent leurs repères, ils sont dans la rue, la plupart du temps, ils ne savent même pas qu'ils sont à l'hôpital donc dès le matin, au petit déjeuner, c'est important de leur dire quel jour nous sommes, on se situe, au sens, s'il ne le savent pas, les aider en leur montrant notre tenue : suis-je hôtelière ou soignante ?

Ce sont des personnes qui quand elles sont à l'extérieur, elle non plus d'horaires, l'horaire c'est important, le temps, l'espace, ils sont pour mener à ce niveau-là.

Plus des hommes.

Sur le dossier d'entrée, il était inscrit, numéro de téléphone, personne à prévenir mais pour eux rien le plus souvent

Par rapport à la formation.

On a tous été formés, mais pendant la formation d'aide soignante, on n'aborde pas ces questions plus, en formation à l'hôpital, on insiste sur l'hygiène, règlement, le patient vient en second. Apporter des soins d'hygiène, ils sortent, ils ont des vêtements propres que des

vestiaires bien souvent, ils sont habillés de la tête aux pieds, il y en a d'ailleurs qui en profitent en petit peu, il y en a qui n'ont que l'hôpital.

Pour vous, qu'est-ce que un SDF?

Un être de humain à part entière, un patient que je prendrais en charge comme toute autre personne et je le respecte quand il se retrouve souillé. J'ai vu des personnes humiliées et je trouve ça trouve horrible. Des remarques désobligeantes de jugement.

Cela vous est arrivé de pou voir faire des remarques à ce sujet à vos collègues ?

C'est difficile, il faut argumenter, souvent on me répond " il va sortir et on sait qu'on va le revoir «. Ils savent que le lendemain il va revenir. Moi je pense... C'est vrai qu'une journée d'hospitalisation coûte très chère mais on ne peut pas ignorer après, il y a des niveaux de différence. Il y a des SDF qui font la démarche d'aller dans les foyers, qui prennent une douche, qui à la petite Cosette pour discuter prendre un café.

Elle n'a jamais rencontré d'agressivité. Selon elle, ce n'est pas peu de s'adapter à nous mener aux soignants de s'adapter à eux. Les personnes qui arrivent à l'accueil peuvent être agressives mais auparavant ils se sont sentis agressés.

Entretien avec C., agent d'accueil au Foyer Saint-Benoît :

Ce qu'ils demandent :

De l'écoute. Dans la soirée car pas trop disponible dans la journée car l'écoute demande du temps. C'est toujours gênant de démarrer un dialogue avec une personne et de devoir l'interrompre.

Quelles peuvent être les autres demandes ?

Il y en a énormément. Mais en tant qu'agent d'accueil, par rapport à leur dossier administratif, on n'a pas la compétence pour. Ce sont les travailleurs sociaux. Une personne qui a besoin d'écoute va venir à l'accueil, il ne vient pas là par hasard. Cela fait 11 ans. L'accueil des personnes ici a beaucoup changé. Au départ, c'était de l'accueil immédiat, là, c'est le 115 qui gèrent les demandes

La moyenne d'âge est environ de 40 ans avec problème d'alcool. Avant, beaucoup de clochard, ce qu'on appelait vraiment les clochards, maintenant, il n'y en a plus.

Difficulté à parler de sa pratique.

J'ai débuté à 26 ans. On va essayer de « sauver ». A l'époque très peu de travailleurs sociaux, ce n'était pas pris en compte. A l'époque, pas du tout, malgré cela continue maintenant, on n'est pas trop professionnel quand on arrive ici. On apprend sur le tas. Mais d'où la nécessité d'avoir des formations en alcoologie, en poly toxicomanie, gérer le stress. J'ai vu des nuits où tu ne te couches pas comme ça ; le besoin d'en parler à ton entourage. Les régulations, je ne m'y retrouve pas, car, entre collègues, c'est plus de la critique, à bien retenir la faute, souligner ce qui n'a pas été. Le fait de parler avec ses collègues fait du bien. Au départ, ici, on ne tenait pas compte de la violence des personnes, de tout ce qu'on subissait. Il fallait prendre comme c'était.

Pour la formation, il suffit de faire une demande.

Avec plusieurs collègues, on a participé à « Accueil – Violence ». En fait, c'est très tabou la violence. Quand il y avait un passage à l'acte avec le personnel, on n'incitait pas à porter plainte, il ne fallait pas en rajouter à la problématique de la personne. En plus, parfois, moi j'avais tendance à répondre par la violence, cela a été instauré quand j'ai commencé. J'ai eu un collègue ici, j'ai appris à travers lui, il n'y avait pas de garde fou, donc, cela peut aller très loin. D'où, le respect des droits pour les résidents.

Les travailleurs sociaux ont amené les choses, on tenait plus en compte les problèmes des personnes, qu'elle est moins violente si on répond à ses attentes.

Quelqu'un qui va sortir de prison, il arrive ici, il y a la grille. Ici, c'est la communauté, une télé pour tout le monde, problème de programme.

La grille peut nous protéger. Les horaires, du mal avec les contraintes, ne serait-ce que se lever, rentrer à telle heure.

Nous, on évolue aussi, on leur demande. Quand j'ai débuté ici, les horaires étaient catégoriques. Maintenant, on est beaucoup plus souple. La meilleure chose est l'autorisation pour que les personnes puissent ressortir le soir. Cela a donné un bien fou, non seulement pour le personnel mais aussi r les résidents. Au départ, 80 résidents, il fallait les contenir.

Là, autorisation de sortir jusqu'à minuit. Comme tout changement, cela a fait peur. On se disait par rapport à l'alcool, ils vont en profiter, ils vont revenir dans quels états, comment on va gérer ça car il n'y a pas les travailleurs sociaux jusqu'à minuit.

Utilisation du sport comme support, le fait de créer des animations hors le foyer crée d'autres rapports, on sort du rapport au règlement, son rappel. Cela fait du bien aussi de voir les résidents ailleurs que dans le foyer, des choses que tu ne soupçonnes pas quand tu les vois dans un autre contexte, plus facile pour la parole.

Connaissance de ce que font les autres.

J'ai connu mais plus maintenant. Par rapport à aux travailleurs sociaux, avant c'était cloisonné, maintenant, un travail d'équipe, on travaille sur le pôle urgence.

Par exemple, au sujet d'un résident, tu as la facette de chacun. Par exemple, les travailleurs sociaux vont donner « je ne le vois pas comme ça », vous, agent d'accueil, c'est différent. Plusieurs facettes de la personne, cela permet donc de mieux le cerner et répondre à ses besoins. A un moment, j'avais tourné avec le SAMU mais cela a changé.

Au niveau alimentaire, santé, j'ai connaissance de ce qu'il se fait mais de là à savoir leur fonctionnement. J'y voyais un intérêt avant les travailleurs sociaux, mais maintenant ce sont eux qui donnent toutes les informations, par exemple, si l'infirmerie est fermée, orientation vers la PASS.

Il y a des cycles, il y a des personnes que l'on va voir plus en période d'été, d'autres essentiellement l'hiver. Plus de jeunes l'été. L'hiver, des clochards mis à l'abri par le SAMU social. Dernièrement, on nous a adressé une personne désorientée, on a dû s'occuper de la douche car infirmerie fermée. Au départ, quand j'ai débuté, c'était douche obligatoire avec un petit « d » sur une carte tous les trois jours sinon il ne rentrait pas. Maintenant, ce n'est plus comme ça, on va l'amener plus doucement. Il y a le Pole Santé. Infirmerie qui est là pour gérer tous ces problèmes d'hygiène. C'est une part de l'agent d'accueil qui ne lui appartient plus sauf exception.

Il n'y avait pas le pole ménage – entretien, donc l'agent d'entretien changeait les draps le matin avec tous les problèmes de gale, de poux.

Tout s'est fait progressivement. Les locaux sont plus accueillants. Même si une nouvelle personne ne s'en rend pas compte. Il y a des chambres, une salle de restaurant, l'accueil du résident, c'est que du mieux. Tout est fait pour le résident mais il faut que le personnel suive. Moi j'ai aussi évolué.

Je ne sais pas si créer une structure qui est suffisant. Comme dans le monde de l'entreprise, faire une « étude de marché » avant pour répondre au mieux.

La formation en toxicomanie, faire des piqûres de rappel. Ne pas attendre dix ans pour refaire une autre formation : formation continue. Non seulement on perd mais cela évolue aussi très vite.

Un SDF ?

Je ne sais pas s'il est très appliqué. Avant c'était clochard. Maintenant, c'est plus sans abri. Par rapport aux gens, beaucoup doivent avoir une image négative.

A l'extérieur, je dis les résidents, je ne dis pas je prends en charge des clochards. Mais ils vont inventer d'autres termes, on ne l'associe pas à quelque chose de positif, sauf période de Noël.

Entretien avec C.C., psychologue du Foyer Saint-Benoît

Il leur faut du temps, or accueil dans l'immédiateté. Libérer des places. On est pris dans cet engrenage où il faut aller vite. Or, pour ces personnes fortement désocialisées, il y a besoin de temps pour à nouveau toucher des choses de l'ordre du lien social.

A un moment, on est dans un paradoxe inconscient. En même temps, il faut du temps, mais la commande est qu'il faut des places pour que d'autres personnes viennent, il faut donc réorienter. Or les personnes ne sont pas prêtes nécessairement à partir, elles ne sont pas dans une demande de quelque chose. Déjà, pour certains, quand elles arrivent à se poser dans un hébergement-. On en voit qui arrive et qui n'ont même pas la demande d'hébergement-, c'est le SAMU social ou l'Ecoute de la rue qui font ce premier lien avec ces personnes-là et qui les tirent vers l'hébergement- ; mais ils ne sont pas nécessairement là-dedans. Nous, on, peut les accompagner, faire lien avec l'autre. Ce n'est pas simple. Par contre, les personnes réellement désocialisées, pour moi, il y en a très peu, il y a toujours un lien quelque part. Ils le tissent avec les gens de la rue mais il y a toujours un groupe d'appartenance. C'est arrivé que des personnes n'aient plus rien du tout, mais rare.

Il y a des abandons. Dans l'abandon d'elles-mêmes. On les retrouve dans leur façon vestimentaire, l'hygiène. Là aussi, on a un rôle à jouer mais il faut y aller doucement car c'est extrêmement violent. Parfois, au niveau de l'infirmerie, ils voudraient accélérer les choses mais il faut y aller doucement. Car ce rapport au corps, cette façon de se faire mal au corps.

On les voit arriver et on se demande comment ils ont pu faire pour tenir, ils acquièrent une résistance assez étonnante. On le travaille en reconnaissant qu'ils se font du mal et en leur permettant de se poser. Si on est dans l'exigence à tout pris qu'ils fassent bien les choses, cela ne marchera pas, ils vont repartir.

Le premier rôle est déjà de les rassurer. Par rapport à la structure, déjà considérer le fait qu'ils se posent, qu'ils retrouvent une forme de rythme, de repères avec la structure. Certains travailleurs sociaux aimeraient bien aller un peu plus vite que la machine. L'exemple d'un collègue pour un monsieur qui est arrivé au Foyer Saint-Benoît un peu par hasard, c'est le SAMU social qui l'a emmené, lui n'était pas demandeur spécialement et elle voulait absolument qu'ils viennent manger tous les midis pour arrêter de faire la manche.

Mon rôle a été de renvoyer les choses, je n'interviens pas forcément directement auprès du public, ils sont assez peu réceptifs ou alors à discuter comme ça, de façon très informelle. Je travaille sur les représentations sociales avec les travailleurs sociaux. Donc, je lui ai renvoyé pourquoi lui demander de revenir manger là, déjà il revenait tous les jours, quels sens cela avait pour lui de ne plus faire la manche ? Cela ne prenait pas de sens, c'était une commande éducative pas en lien avec la personne. Mon rôle a été de resituer les choses car c'était extrêmement violent de vouloir lui imposer de venir manger. Cela ne fonctionnait pas, et au bout du compte, le travailleur social était paumé. Cela revenait à s'enfermer là-dedans. Aider les collègues à comprendre ce qui se joue pour les personnes. Important d'entendre ce qui se passe chez l'autre, cela renvoie à un moment à qu'est-ce qui est du désir de la personne et qu'est-ce qui est de mon désir ?

La tentation est facile dans le social de se mettre dans cette position de savoir pour l'autre. A un moment important de dire on ne sait pas pour l'autre, ce qui ne veut pas dire que l'on ne puisse pas percevoir la souffrance de l'autre. Ces personnes sont souvent dans la problématique de l'abandon. C'est aussi parce qu'à un moment, on ne leur a pas expliqué ? On les abandonnait.

Par rapport à l'alcoolisation, on touche aussi les représentations des salariés par rapport à l'alcoolisme. On voit toute la difficulté du rapport à l'alcool. On est dans un jeu de

projection. Si à certains moments, c'est mal vécu par les salariés, cela renvoie, à un moment de leur histoire. Mais il faut aussi ramener l'objet de notre intervention : on accueille des personnes en très grande difficulté donc il ne faut s'attendre à voir des personnes qui vont bien ; c'est dur pour les salariés de l'entendre.

Avoir une règle commune pour les personnes alcoolisées est ingérable. Moi, quand je suis arrivé, la personne qui était un peu alcoolisée restait à la porte, cela était extrêmement violent.

Il n'y a pas de remède miracle. La seule réponse valable est singulière. Cela va au-delà de l'individualité, c'est la singularité : on a des personnes qui ont leur propre singularité, un mode de fonctionnement. Par rapport à l'un, cela ne fonctionnera pas forcément avec un autre. La meilleure façon est de connaître ce qui peut se passer avec une personne. C'est une question de formation qui manque, ne n'est pas une question de règle. Pour moi, l'alcool est un symptôme, cela a fait beaucoup de dire que l'alcoolisme est une maladie. Quelque part, les personnes s'en sont dégagées, certaines personnes restent dans une position de victime.

Il y aurait besoin, au niveau du personnel pour pouvoir accueillir, autrement, une meilleure connaissance. Il y a eu de l'information, mais cela va au-delà de l'information, cela demande un rapport à soi-même. La formation est un minimum, l'information n'est pas suffisante. C'est tout le problème de structure comme Foyer Saint-Benoît, beaucoup de personnes que ne sont pas formées.

C'est l'histoire qui a fait ça et il y a un manque à ce niveau-là. Le fait d'être formé permet d'avoir une capacité à entendre les choses un peu différemment, c'est-à-dire en discuter et analyser les choses différemment. Le problème de la politique sociale : injecter de l'argent dans de nouveaux projets alors qu'il y a des choses existantes qui pourraient fonctionner autrement. Aujourd'hui, avec ce qu'on a, on pourrait faire plus mais il faut penser autrement, c'est-à-dire remettre les choses en mouvement, c'est-à-dire de la vie. Dans les institutions, on retrouve à un moment, le même fonctionnement que les individus avec toutes les modalités défensives qu'il peut y avoir. On n'invente rien.

En travaillent différemment, il se passe autre chose. Aujourd'hui, la place du psychologue est de stimuler, de déranger un peu les choses. Ce n'est pas facile car certains salariés, cela les bouscule.

Le travail de partenariat

J'en fais beaucoup ; prendre contact avec le centre d'alcoologie. La psychiatrie, aujourd'hui, je m'en suis dégagé, au niveau du service social, ils se sont appropriés les liens.

Des temps de concertations entre bénévoles et professionnels pour éviter de tomber dans l'écueil de diviser les choses. Il faut garder des liens car même si les bénévoles, on peut les critiquer leurs actions, à certains moments, c'est eux qui font bouger les choses de par leur militantisme. En tant que professionnel, je ne suis pas militant, c'est ce qui me différencie du bénévole. L'avantage qu'ont les bénévoles est cette indépendance quand, nous, on est englué dans les politiques. Ils peuvent dire les choses plus facilement qu'une institution. Le caritatif a sa place. Maintenant, dans le mode d'approche on peut aussi se poser des questions. Il faut un juste équilibre.

SDF ?

Je n'utilise plus ce terme. Depuis peu, un autre terme. Cela fait jeter. Comme tous les sigles, on n'explique rien. Je préfère parler de personnes. Au Foyer Saint-Benoît je parle de

moins en moins de résidents, je parle de personnes accueillies. On accueille, on offre un hébergement.

Usagers ? Ce ne sont pas des usagers. Je parle de personnes en difficulté au sens large. Elles n'ont pas que des problèmes sociaux, matériels, de santé. On accueille des personnes ici où socialement elles pourraient s'en sortir mais, en fait, un problème de santé qui fait que cela entraîne d'autres problèmes derrière.

Sdf. C'est ce que les gens arrivent le plus à entendre.

Personne en errance.

Je travaille dans une structure qui accueille des sans domicile, je nomme mais je ne veux pas que cela devienne une catégorie de population comme les chômeurs et les rmistes. Les pouvoirs publics entretiennent cela : on fait des choses pour les rmistes, cela devient des catégories sociales.

Différence clochard – sdf ?

Ici, il y a des personnes qui sont dans un rapport de séduction avec l'institution pour justement ne pas être comparées aux autres ; car c'est extrêmement violent, car ils se retrouvent des personnes en difficulté dans un même lieu, le miroir est dur. Je suis là, mais je ne suis pas comme eux.

Ou alors, ils vont y coller complètement, c'est leur groupe d'appartenance, là au moins j'ai ma place. Le collage, ils en sont prisonniers. C'est le seul repère pour se reconstruire à un moment donné. Un certain nombre recherche à maintenir de la distance. Ce sont celles qui rentrent dans une errance au bout du compte ou qui n'avouent pas, qui bloquent tout. Ce n'est pas simple de travailler avec elles car on est presque dans un déni, de leurs difficultés. C'est tellement insupportable d'entendre, qu'elles ferment tout. Ce qui est important, par rapport à ces personnes qu'on accueille à Foyer Saint-Benoît, il faut oser s'exposer à ces personnes, je crois qu'effectivement on prend un risque mais il faut oser aller vers ces personnes.

Je me suis aperçu lors de la journée institutionnelle qu'à certains moments, je ne prends pas suffisamment ce risque-là. Je pense que je pourrais aller plus en avant. C'est ma propre résistance. Cela part de peur, ses propres peurs. Dès lors que tu t'ouvres à ces personnes, comme dans la relation thérapeutique, il y a un retour assez fabuleux.

Entretien avec le capitaine P., Pompier.

Notre intervention, normalement, en tant que sapeur pompier est pour des personnes blessées, c'est-à-dire inconscientes ou autres. C'est dans ce cadre qu'on intervient. Appelé par un témoin souvent, dans ce cas, une discussion à trois avec le centre de traitement de l'alerte, celui qui reçoit le 18 et qui fait une communication avec le témoin et le centre 15, c'est-à-dire le SAMU. Eux vont réguler, c'est-à-dire quel moyen de secours on envoie. A partir du moment où c'est sur la voie publique, ce sont les pompiers qui sont compétents. Maintenant, ce qui se passe, on est engagé systématiquement. On fait un bilan, en fonction où l'intervention ou la personne est SDF et n'a aucune détresse apparente, elle est peut-être allongée sur un trottoir mais dort simplement. C'est le cas classique et là, ce n'est plus l'intervention du domaine des sapeurs pompiers.

Si c'est une intervention de notre domaine, bilan complet et transmis au 15. C'est eux qui nous orientent si on transporte ou pas, appel équipe SMUR. C'est la procédure opérationnelle.

A partir du moment où la personne n'est pas blessée, la situation d'une personne SDF, cela nous arrive de le transporter au Foyer Saint-Benoît mais ce ne sont pas les missions premières des sapeurs pompiers.

Dans ce qui a été mis en place normalement, c'est que la police présente sur les lieux et la prise en charge des personnes non blessées doit se faire par la police. Voilà où comme celle de la police municipale ou nationale. Bien sûr, il y a l'aspect social, l'assistance. De plus en plus sollicités, ce qui arrive, c'est délicat d'être appelé par un témoin, d'arriver devant une personne SDF et se dire, elle n'est pas blessée ni rien, on la laisse sur le trottoir. Les gars dans l'ambulance disent « on ne peut pas repartir comme ça ».

Maintenant, cela a été calé avec la police, à partir du moment où la personne n'a pas de détresse, on la couvre avec une couverture de survie et elle reste sur place. La police est prévenue et elle doit faire ensuite le nécessaire pour la prise en charge.

C'est quelque chose de très régulier. C'est mobiliser un moyen de secours assez développé pour faire de l'urgence, juste pour emmener une personne dans un foyer. C'est là que cela nous pose problème, nos moyens ne sont pas inépuisables. Les sapeurs pompiers n'arrivent pas à se retrouver dans ce cas de figure 1, soit on fait un transport à tel endroit ou on la laisse sur le trottoir. Pas forcément de suite à donner. Dans un secteur essentiellement urbain, situation fréquente.

C'est arrivé que trois fois dans la journée, on intervienne. Arrivée au CHU, le premier soin est parfois juste une toilette, la personne repart. Logique, pas de raison de la garder plus longtemps. On la retrouve deux heures plus tard dans la même situation. Une fois, deux fois. Les gars se demandent où est l'intervention des sapeurs pompiers en elle-même. À partir du moment où il y a blessure, personne ne se pose de questions mais quand il s'agit d'un transport, il y a des possibilités d'avoir des moyens non médicalisés.

Il y a eu quelque chose d'étudié au niveau préfectoral entre les services de la mairie de Nantes, les sapeurs pompiers et la police. J'ai entendu parler d'un véhicule spécifique mis à disposition pour, en fonction des horaires de la journée, s'occuper de la prise en charge de ces personnes. Un peu un SAMU social réparti sur deux services différents : police nationale et municipale pour intervenir sur appel des pompiers ou du centre 15. Une solution qui serait nécessaire sur Nantes.

Echange avec le responsable des VSAB :

A Nantes, il manque non pas les structures de secours, c'est-à-dire police, pompier qui peuvent intervenir en urgence, c'est la prise en charge après, c'est-à-dire les structures, le dur.

Le problème de Nantes, on a des structures existantes mais on adresse des personnes ici (de Quimper et autre). Pas assez de places. Maintenant, la chaîne de secours, telle qu'elle est faite, malaise sur voie publique, départ de secours. Donc, on intervient pour souvent ces personnes. Pour deux personnes – elles sont connues – c'est ce qui se passe. Notre mission, c'est quand même d'y aller et de faire un bilan, un bilan paramédical. Soit la police qui normalement, entre parenthèses, doit prendre en charge les ivresses sur la voie publique mais ce n'est pas tout le temps fait, fautes de moyens car s'ils prennent en charge une IPM, convocation d'un médecin avant de l'emmener à la geôle. C'est toute une procédure qui est lourde administrativement, alors que sur Paris, ils ont évolué avec les bus de ramassage, le centre de Nanterre. Ce sont des structures qui allègent les dispositifs de secours. Actuellement, il me semble que sur Nantes, il y a un truc, mais c'est de la surface, le 115 à Nantes est juste une entité, je ne dirais pas inexistante mais pour nous ils sont inexistant, peut-être qu'ils interviennent ailleurs. De temps en temps, ils interviennent mais leur vecteur de délai d'intervention est trop long par rapport à notre système. Nous, on ne va pas rester une demi-heure en intervention sur une personne en ivresse. Je préfère intervenir sur une autre personne que sur un SDF qui est dégueulasse.

De temps en temps, pris en charge par les assistantes sociales, ils sont remis sur pieds, je ne sais pas où, ils sont habillés, lavés. On les voit deux ou trois mois après, ils retombent dans la rue. Il y a **D.** : trois mois inexistant puis retour. De même pour **H.V.**, quand il est parti dans le service on ne sait pas par qui le travail est fait.

Notre frustration, chez les pompiers, on ne sait jamais ce que deviennent les gens, on ignore derrière le travail qui est fait. Pour **H.V.**, on ne sait pas ce qu'ils font au CHU après qu'on l'ait déposé, ils le remettent dehors comme ça, cinq minutes plus tard et, nous, on repart. Parfois, trois ou quatre fois par jour. Nous, si on avait une information sur les foyers d'accueil ; quand on fait le 115, on nous répond non. Notre système est fait que nous, on contacte le 15, le 15 nous donne une directive soit transport au CHU, soit rester sur place ou faire le 115, mais le 115, on devrait avoir un point de chute ailleurs. Ou alors, point de chute au CHU, mais le 115 devrait relayer par un transport vers une structure adaptée.

Enormément d'énergie dépensée car je sais qu'il y a un travail de longue haleine qui a été fait, avec les pompiers, la police, il y a un cahier des charges pour un véhicule mais les syndicats de la police refusent de l'armer. Il y a toute une chaîne à faire avant l'admissibilité en hospitalier.

Le travail des assistantes sociales, peut-être à remettre sur le terrain, rencontrer ces gens-là, voir vraiment car le problème, elles les voient dans un bureau. Nous, on accueille des infirmières, médecins en stage mais si on avait aussi des assistantes sociales, des tutelles, on pourrait leur montrer dans quel état ils se mettent.

Ils ont de l'argent car ils sont ivres morts. Ils nous connaissent bien. On a de bons rapports, cela se finit toujours bien, mais l'énergie qui est dépensée... On n'améliore pas les choses, nous, tant qu'on n'a pas été relayé par un système social. Maintenant, faut-il sanctionner ces gens ?

Le problème, en plus, c'est que c'est source d'ennui car si vous arrivez sur votre intervention, si vous êtes déjà intervenus sur une intervention du même caractère, l'équipage va dire « encore lui » et il peut passer à côté de quelque chose comme une hypothermie. C'est

là que c'est très dangereux car on a tendance à être en retrait, ils ne sont pas accueillants ces gens.

Le problème qu'ils rencontrent aux urgences, c'est que tout le monde est mis dans le même bain, et moi cela me choque, il n'est pas mis dans un des box, à côté mais dans la file d'attente. Il faut des structures autres que les urgences. Cela manque d'un poste, d'une antenne.

Je ne pense pas qu'il y ait des périodes, mais l'été, c'est propice car ils sont tous dehors. L'hiver, surtout la nuit, pour les hypothermies. Là, on a des consignes opérationnelles départementales : si on n'a pas de transport, on doit laisser une couverture iso thermique au minimum. Il y a un bilan qui est fait.

Moi, cela fait 15 ans que je fais ce travail, j'en ai fait des SDF, on se forge une carapace, on n'a même plus de cœur pour ces gens-là. Au début, si, mais on n'y pense plus. Nous, le social, on se dit « qu'est-ce qu'ils foutent ? ». Les ivresses représentent 20 à 30% des départs, souvent ce motif d'intervention car l'alcool engendre l'épilepsie, ce sont des épileptiques en puissance, ils sont sous médicaments, ils sont dehors. Finalement, on est leur structure médicale. Nous, quand on est civilisé, entre parenthèses, on a un médecin, eux quand ils sont malades, ils nous appellent. C'est le réflexe. Ils appellent par eux-mêmes des fois. Quelqu'un qui avait une poche, qui avait un ulcère, il nous appelait. Il nous voyait courir le matin aux jardins des plantes : « bon, bah, les gars, peut-être à toute à l'heure ».

C'est finalement depuis 1990 où les départs ambulances/secours aux victimes sont exponentiels. C'est un phénomène social. Or, nous on est pas assistante sociale, mais on en fait.

Les urgences sont de plus en plus débordées. Encore, on ne transporte pas tout le monde. Plus d'un homme parmi les SDF, puis ils ont un chien, des affaires. Il n'y a rien de structuré donc prise en charge du chien, comment on va faire, il faut appeler la police. Il faudrait quelque chose de carré sur les SDF. Il faut attendre la police, si on le transporte pour la prise en charge du chien, on arrive aux urgences avec les affaires, on dépose ça où ?

Même avec les adresses, on sait quasiment avec le lieu de l'intervention. On nous dit « place du Change », on sait que c'est **H.V.**, on nous dit Duguay-Trouin, on sait que c'est **R.C. D.** était en, face au CCAS.

Après les SDF, il n'y a pas que eux qui boivent, mais il y a l'après à gérer. A Versailles, il y avait un camion réservé à ces gens-là. Ils n'étaient pas transportés dans les ambulances car, à chaque fois qu'on les transporte, on doit tout désinfecter. A Versailles, une ou deux personnes de la Mairie qui étaient d'astreinte, on chargeait le SDF. Cela marchait comme cela. Aux heures ouvrables, mission de ramasser tout le monde et ils dispatchaient dans les foyers. Il y avait quelque chose. Ils auraient dû donner ça au 115 ou une structure paramédicale, infirmière, assistante sociale.

Faire comprendre aux élus qu'il y a un réel besoin. Car nettoyer la ville, enlever quelqu'un d'un bas de porte, c'est bien beau mais... Il y a des gens qui croient que le CHU ; c'est le Formule Un : « Emmenez-le, il va dormir au CHU ». Vous savez combien c'est une entrée au CHU ? En plus, j'entends votre point de vue mais aussi celui de ceux qui les accueillent. Par exemple, **R.C.**, quand il faut le changer une ou deux fois dans l'ambulance, c'est bon. Ce ne sont pas des interventions motivantes. Il y en a, un jeune homme de 30 ans, qui peut nous appeler deux ou trois fois dans la journée. Il est à la gare. On les voit se dégrader, une espérance de vie de 40 à 50 ans.

Ce qui peut être dangereux sont les déchets. Chez nous, il y a des gens qui sont sérieux, ils iront voir jusqu'au bout puis ceux qui sont blasés, « ils diront merde ». Le gros problème est les structures d'accueil. Je ne sais pas comment faire pour que ces gens-là s'en

sortent, j'aimerais, à la limite savoir s'il y en a qui s'en sortent de la rue. Je ne suis pas certain. Nous, on les voit chuter, ils ont leur statut social de perdu. Nous on prend l'intervention, on arrive sur du social, on est face à un mur, le 15, le docteur, pour lui, c'est du social, il n'y a pas d'urgence médicale donc pas de transport ; son travail s'arrête là. Mais nous, la personne, elle attend quelque chose de nous, on vous la laisse dans la rue. On est au milieu finalement, de la police, du CHU, du 15, du 115 qui ne peut pas finalement. On essaie toutes les antennes, trouver un point de chute et ce n'est pas évident.

Il faudrait un protocole. Car là, on est responsable, on est responsable de notre intervention dès l'instant où on intervient. Si on dit, les pompiers sont venus, ils n'ont rien fait. Bien oui, on n'a rien fait, enfin si, on s'est quand même arrêté, on a essayé de discuter, la personne ne voulait pas aller à l'hôpital, il est mort deux heures après. On l'a retrouvé décédé le lendemain matin, les pompiers sont venus pourtant.

Puis, on n'est pas infallible, il peut avoir jugé avec le médecin régulateur que la personne pouvait rester là puis, deux heures après, pour une raison inexplicable...

Le pompier ne s'éclate pas sur ce genre d'intervention, c'est quand il y a urgence, par contre. Si on était formé sur le social, de là à élargir notre formation... mais, on n'a pas de formation, quelle approche avoir de ce type de personne ?

Pourtant, on nous envoie nous car il n'y a personne d'autre, comme c'est une demande de secours.

Le 115, ils n'ont qu'un véhicule léger. Une fois, on les appelé mais quand ils sont arrivé, impossible pour eux d'emmener la personne, pas équipés. Résultat : ils nous ont suivi, donc inutile de les avoir appelés.

Responsable Trajet :

Aide à l'insertion professionnelle. Atelier du bâtiment, des chantiers.

Le but est de trouver des activités pour ces gens qui sont en situation de fracture, de cassure, à la fois sur le plan social, de la santé et professionnel ; retrouver des activités auxquelles ils puissent participer. Activités simples avec gestes répétitifs. Exemple : casser / ramasser des œufs !

Le but des deux premiers mois est de mûrir un projet, c'est-à-dire se restaurer sur le plan physique et moral, en même temps mûrir un projet. Quelqu'un qui a déjà un projet va dans les ateliers et quand il a un emploi, il quitte les ateliers tout en continuant à être accompagné dans le cadre du CHRS.

Séjour de 6 mois, deux fois renouvelable. Cela s'inscrit dans la durée, dans le cadre d'une relation contractuelle, on signe toujours un contrat, avec les deux signatures, c'est-à-dire qu'on s'engage à quelque chose : nous, à lui proposer telle ou telle structure, dans telle ou telle condition car on estime que cela peut l'aider à retrouver son autonomie, et la personne s'engage à respecter ce type de contrat. Ça, c'est la structure de type CHRS en hébergement avec une équipe éducative puis les ateliers. A côté de cela, un autre service logement, dans le cadre du PDHU (Palan départemental d'hébergement d'urgence). Puis, sous location simple ou avec bail glissant. Cela concerne 90% de femmes seules ou avec enfants. Le CHRS est en appartements éclatés.

Au départ, on définit un cadre mais tout est négociable. Il peut y avoir des rechutes, conventions avec les centres de soins en alcoologie : tous les mois une chambre de disponible pour Trajet. Ici, une fois par semaine, venue d'un psychiatre – des urgences du CHU. Travail en réseau. Certains centres de soins refusent d'accueillir une personne si, après, il n'y a rien alors qu'ici engagement de la reprendre. Donc, pas de délai d'attente.

Pendant les deux premiers mois du séjour, ils sont hébergés à côté donc intervention facile des travailleurs sociaux. Le soir, ils viennent dîner ici et le week-end aussi – pendant les deux premiers mois.

Un accompagnement de proximité. Cela a évolué d'une structure intra, d'il y a 15 ans, à une structure semi éclatée, car il y avait des chambres ici jusqu'en 1998. Un cordon, un lien est maintenu.

Foyer Saint-Benoît est un gros fournisseur de Trajet. La moyenne est ici de 30-32 ans. Chacun s'est spécialisé en fonction d'infrastructures, de personnel. Ici, vu l'orientation d'insertion professionnelle, inévitablement des personnes de 45-50 ans, plus cassés car auront du mal, donc on va les guider vers Saint Yves, où, là-bas, des pratiques pour accueillir des personnes au parcours de soins plus important qu'ici.

CHRS : tous les mêmes statuts mais des pratiques différentes.

Les aider à devenir autonomes le plus vite possible. Donc, au départ, il va y avoir des critères qui vont permettre ce genre de démarches. Même processus : participation aux ateliers de 8h00 à 16h00, journée continue. Possibilité d'adaptation. Si la personne ne va pas bien, on peut l'accompagner pour des démarches.

La formation ?

Dans l'équipe éducative : éducateur spécialisé, assistante sociale, aide médico-psychologique, moniteur éducateur, CESF mais ils ont tous la même fonction : chaque personne a la même fonction, mais mode d'approche différent. Référent de 8 ou 9 résidents => CHRS.

Dans le service logement, les gens accueillis sont plus autonomes. Un rôle de conseil, mise en réseau avec les professionnels de secteur. On travaille en partenariat avec les CCAS, CMS. Les aider par rapport à leurs droits administratifs.

Ils se comportent vis-à-vis du logement comme ils se comportent dans la vie en général, qu'est-ce qui fait que quelqu'un va venir nous voir pour un logement. Difficulté que la personne a à anticiper, se projeter dans l'avenir.

Pour x raisons. Toujours dans l'urgence, par exemple, résiliation du bail sans prévoir un autre logement, avec la chaîne des conséquences. La problématique liée au logement illustre la manière dont ils appréhendent la réalité, ils subissent les événements plus qu'ils n'agissent : ils sont des consommateurs.

Par rapport à la ville / la campagne :

Certains s'agglutinent en ville faute de structure dans la campagne. Comme il n'y a rien, la personne décide de partir, essayer de maintenir les gens avec le réseau qui existe. Cela est prévu dans la loi contre les exclusions : toute commune de plus de 2000 habitants devrait avoir au moins un logement d'urgence. C'est loin d'être le cas.

Pour moi, l'urgence n'existe pas. C'est à mon avis, plus en accueil temporaire que de dire en accueil immédiat, ce sont des nuances, logement d'urgence, ça n'existe pas : incendie ou insécurité. Mais on ne peut pas mettre en place des dispositifs à l'infini comme on pourrait être tenté de le faire car on voudrait traiter tous les problèmes.

On voit au CASA, 30 associations, plus on en fait, plus il y a des problèmes.

Les gars de la rue. Maintenant, il y a des mineurs. C'est aussi une question de répartition sur le territoire selon les départements, au niveau de l'accueil, certains sont limités, ils vont donner des billets de train : allez donc dans les grandes villes.

Puis, le logement en soi n'est pas forcément le plus adapté. L'aide et l'accompagnement social ne sont pas linéaires, parfois 6 mois après tout se casse la figure.

Le but est comment aider les personnes à mettre en place des actions ou changer des comportements, qu'ils n'aient plus l'impression de produire des situations d'échec. Pendant tout le séjour, les aider à devenir autonomes, ne pas reproduire les comportements.

A partir de quels moments, y a-t-il eu une cassure dans le parcours d'une personne qui a fait que tout s'est écroulé, plus rien à faire sinon une demande en CHRS. Souvent, on constatait que dans l'histoire ou le parcours, il y a eu une cassure, pour certains, par exemple, le suicide de son père, il avait 17 ans, choc émotionnel.

Où une grosse cassure avec une succession qui fait que la personne ne peut plus se débrouiller toute seule. Il faut que quelque chose au moment de leur parcours soit mis en place pour les aider à rebondir : de la prévention.

La question de la mixité : débat permanent mais vu le parc de logement qu'on avait : compliqué. Une mixité qui existe au niveau des ateliers. Puis, on a accueilli des couples, il y a des phénomènes de peur aussi des travailleurs sociaux. Quand il y a une certaine habitude dans l'accompagnement des hommes, si on introduit des femmes, inévitablement d'autres choses à traiter, après, ce sont les enfants donc, modifications des pratiques.

Une forme de questionnement, de crainte, de résistance. Au départ, on a pris les couples sans enfant, on ne peut pas tout faire dans le même milieu. Trajet, cela reste tout de même pour des hommes : 58 hommes et 3-4 familles. A côté de cela, on a des chantiers d'insertion, on embauche 30 CES.

Des structures éclatées. Cela me paraît essentiel comme forme d'apprentissage, c'est plus éducatif. Puis, moins, tendance à vouloir traiter les choses en interne. Problème de contagion, promiscuité sont plus stressants et difficiles à traiter par les travailleurs sociaux.

Propice aux personnes pour acquérir leur autonomie, d'être intégrés dans le contexte environnemental.

Un travail en réseau avec la mairie et les quartiers car cela n'est pas parce que ce sont des gars de Trajet que ce sont eux qui ont commis les dégâts. Une question de peur de la population.

SDF ?

Un humain comme moi. En partant du principe qu'aujourd'hui je suis là mais, demain, je ne sais où je serais. Les difficultés avec la réaction que l'on peut avoir aux cassures de la vie ou aux échecs aux situations, je ne sais pas où je serais demain. Partant de l'idée que les accidents n'arrivent pas qu'aux autres, je les regarde comme je vous regarde.

Quand j'accueille quelqu'un ici, d'abord je le considère comme un adulte responsable de ses actes et de ce qu'il est avec un parcours difficile où ils n'ont pas pu tout maîtriser. La meilleure manière de les respecter est de les traiter comme ils sont. Parfois, ils sont dans la plainte, arriver à transformer cette plainte en demande. Plein de gens qui viennent nous voir pour un logement mais qui repartent sans logement. On n'est pas des bailleurs, on a une écoute, un regard pour comprendre ce qui s'est passé. Être acteur.

La plupart des gens accueillis ne sont pas sans domicile, sans domicile fixe peut-être, on ne peut pas se substituer à toutes les carences qui existent ; institutionnelles mais aussi familiales, amicales.

Souvent, les femmes ne sont pas à la rue, elles sont chez des amis, famille. Certes, ce n'est pas confortable, on ne peut pas faire à la place. Je renvoie les gens à la réalité d'une situation dans laquelle ils ont une part de responsabilité. Mesurer la réelle capacité des gens à faire une démarche. On peut accompagner, le transport est un moyen de faire connaissance, on peut y mener des entretiens (avoir des confidences) ; des entretiens aussi dans les logements. Double intérêt : à la fois, ils sont chez eux sans être chez eux, car un logement temporaire qui ne leur appartient pas, mais quand je vais chez eux de montrer de l'intérêt sur la manière dont ils habitent, à la fois valoriser la manière dont ils habitent ou, à l'inverse, voir ce qui se passe, assurer une forme de contrôle sans le dire pour mettre en place des stratégies d'accompagnement pour aider les gens à changer, gérer ses dépendances.

La Maison d'accueil de jour, infirmière du SAMU, coordinatrice sociale.

Je suis arrivée au SAMU social en tant qu'infirmière. A l'époque, deux éducateurs, donc une équipe de trois. Aujourd'hui, huit salariés avec une infirmière psy et DE. Le SAMU social est ouvert de 9 heures à minuit, il y a trois grandes missions : la première en lien avec Emmanuelli (1985) aller à la rencontre des personnes qui ne demande plus rien.

Après, une seconde mission : aller au devant des personnes qui faisaient les 115, donc étaient en demande.

Troisième mission, le rôle d'observatoire.

Donc, deux publics différents. La population la plus importante est celle qui fait le 115, qui faisaient une demande d'hébergement. Donc, la personne fait le 115, cette dernière bascule l'appel sur le SAMU social et nous allons à la rencontre de la personne. Le travail de l'infirmière, de l'éducateur est donc de rencontrer cette personne, de l'apaiser.

On lui présente le SAMU, on lui parle des foyers, on essaie de lui dire ce qu'il aura à faire les jours prochains pour essayer de remettre le pied à l'étrier et le rôle de l'infirmière, on a constaté que beaucoup de personnes pouvaient avoir des gros problèmes de santé, notamment mentaux, donc le rôle est une évaluation rapide pour voir si on peut orienter la personne vers un foyer ou lui proposer d'aller en soins.

L'autre mission : le nom SAMU – urgences, on n'est plus du tout dans l'urgence, cela peut durer des années, c'est un travail de longue haleine.

Par rapport à la coordination :

1998-1999 : le SAMU social allait en maraude puis la population la plus autonome a bien investi le 115, ce qui fait nous, on a été débordés par les appels et on allait de moins en moins en maraude. Par conte, y allant de moins en moins, on s'est mis en contact avec les partenaires qui eux y allaient, car l'Ecoute de la Rue et, en 2000, les Restaurants du Cœur.

2000-2001 : complètement occupés par les demandeurs d'asile, et on a repris la maraude fin 2002.

On s'est rendu compte qu'on n'était pas les seuls sur le terrain à travailler et que tout le monde ne travaillait pas comme nous. Donc, on a essayé de travailler ensemble d'où la mise place d'une coordination santé dans la rue qui a démarré en janvier 2003. on a vu qu'à un même monsieur, il pouvait être proposé trois ou quatre couvertures sur la journée, trois ou quatre douches, une association lui proposait d'aller en soin alors qu'une autre lui proposait autre chose, c'était tout et son contraire. De plus, on s'est dit qu'en unissant, on aurait plus de poids et qu'on serait beaucoup plus crédible. Le travail est beaucoup plus intéressant. On a appris à respecter le travail des autres. Entre professionnels et bénévoles, par exemple entre l'Ecoute de la Rue et les Restaurants du Cœur, l'éthique est différente. En se retrouvant ensemble autour de situations, on a appris à se connaître et à se respecter. Par exemple, les Restaurants du Cœur, pression sur nous pour qu'on héberge les gens, mais telle personne désocialisée, on ne pouvait pas l'emmener dans un foyer, on était être conflit. La PASS, pareil.

La PASS. Quand on rencontre une personne qui a des parasitoses, pas trop d'endroit autre que Médecins du Monde et la PASS, elle est ouverte tous les jours. On a créé un lien et on peut emmener des personnes, on leur téléphone et ils s'organisent. Ils font partie de cette coordination santé, comme c'est nouveau, c'est flou. Mais mon rôle est de réunir toutes les informations sur une personne et les redispatcher, dans un premier temps, et dans un deuxième temps, essayé de se faire connaître de l'hôpital pour qu'ils aient un seul interlocuteur plutôt que d'être harcelés. Que l'hôpital repère cette coordination et nous

téléphone quand quelqu'un a été hospitalisé ou qui va sortir pour qu'on puisse mettre en place quelque chose.

La population qui est visée par cette coordination est celle qui est très désocialisée. On marche sur des œufs au niveau de l'ingérence, de la liberté de la personne. Ce sont des personnes qui ne demandent plus rien. En fait, il y en a quand même une mais il faut la faire émerger cette demande. Ça concerne environ une quarantaine de personnes qui n'accèdent plus aux soins mais qui souffrent dans leur coin.

Tout le monde n'a pas développé les mêmes outils, au SAMU social est une histoire de lie, on n'a rien à proposer, si ne n'est des couvertures, un accueil vers Médecins du Monde, la PASS mais avant de proposer tout ça, c'est une histoire de lien. Voir, revoir la personne.

La maraude, eux ont la soupe. Ces personnes n'ont plus de demande car ne se sentent pas capables d'accéder à un mieux. C'est toute une affaire quand il faut décider quelqu'un à soigner une plaie même importante. Le mal à investir un mieux.

Avec les autres intervenants, on a évolué en même temps. On ne parle pas de prévention mais plutôt de réduction des risques ; la personne qu'on arrive à amener aux soins est la personne qui ne tient plus. Dès qu'il y a un petit mieux, ils arrêtent.

Il y a très peu de femmes. La grande majorité a un problème psychiatrique. Par exemple, D.

Quand on est réuni, on a du poids, on ne s'est pas entendu dire « c'est note désir à vous ». Il y avait eu déjà des tentatives l'an passé, hospitalisation en psychiatrie mais pas de projet à la sortie, elle en a d'ailleurs beaucoup voulu aux bénévoles. Elle, son truc est retourner dans son appartement à elle, on s'est dit, si on la met dans un foyer logement, cela peut marcher. On travaille beaucoup avec le ressenti. De l'extérieur, on ferait pression pour tout le monde.

La Maison d'accueil de jour, il y a 5 ans, c'est un accueil de jour anonyme, les gens qui pouvaient venir prendre une douche, boire un café, laver leur linge. Puis, il y a eu beaucoup de problèmes de violence, cela a été fermé (douche, laverie). Cela rouvre petit à petit. On a un projet, là, de remonter un pôle hygiène santé. A part Brin de Causette le matin, pour les gens trop désocialisés, il n'y a rien. L'Oasis, cela fait loin. Claire Fontaine, il y a d'autres critères. Brin de Causette, il n'y a pas de douche. Ce que nous, on aurait voulu, c'était un accompagnement ici pour amener les gens à se ré intéresser à leur corps à travers une proposition de douche, changer de vêtement.

Travail après avec d'autres associations qui vont zen maraud et qui auraient pu accompagner les gens à la maison d'accompagnement. C'est un projet.

Exemple : **R.** est venu trois fois accompagné à chaque fois.

Le matin, accompagnement, l'après-midi sur rendez-vous.

La formation est essentielle par rapport aux jeunes, la polytoxicomanie, connaître les différents produits, puis avoir un soutien, moi, je fais partie d'un groupe de soutien en alcoologie, c'est important, présenter des cas pratiques. Puis, besoin d'aller vers l'extérieur, voir comment les autres travaillent, être au courant de ce qui se passe.

Depuis un an, c'est p agréable, moins lourd.

La question des sentiments. Il faut beaucoup d'humilité car si on nous demande des résultats clairs, précis, nets... ça dépend de ce qu'on entend pas résultat. Usure ? Non, car je

trouve que c'est passionnant. C'est un monde souterrain, intéressant de faire connaître cette population là. Exemple intervention à l'IFSI.

A coté de ça, on a des satisfactions pour les personnes qui sont entre deux eaux et qui arrivent à s'en sortir, par exemple, les jeunes qui ont fugués et qui remontent la pente.

Tous les ans, cela change la première année, on allait en maraude. Deuxième année, presque taxi: population jeune, violente puis les demandeurs d'asile. Eloignés de notre mission à chercher des hôtels, à manger. Une population en chasse une autre.

A Saint Benoît, il y a quatre lits maraude de réservés, c'est-à-dire des personnes que l'on rencontre dans la journée, que l'on peut amener dans la journée, l'infirmière est là si problème d'hygiène. Je suis en lien avec l'infirmière donc pour certains, c'est le seul lieu. Il y a un foyer d'urgence au Champ de Mars mais qui ne prend pas les personnes qui ont trop de problèmes, psychiatriques, d'alcool ou d'hygiène.

Il y a un peu Saint Yves, maintenant ?

Aller au devant des personnes en tant qu'infirmière, j'ai pu constater que des personnes ne demandaient rien mais en fait avaient des besoins, inconscients je pensais que ces personnes avaient une demande qu'elles n'osaient plus formuler (*différence besoin / demande*).

Quand on va vers, on est accueilli plus ou moins vite. Cela me paraissait naturel.

Un SDF ?

Les personnes SDF ne sont pas toutes désocialisées. Je pense qu'il y a des personnes qui sont dans l'errance car c'est leur façon de vivre. Il y a des personnes qui vont en foyer, être abri précaire. Elles ne s'inséreront pas car n'arriveront pas à survivre autrement.

Les structures n'ont pas les moyens d'accueillir des personnes trop désocialisées, il faudrait mettre en place une structure large d'esprit, qui accueille les gens qui viennent ou ne viennent pas, en mauvaise état d'hygiène ou pas, peut-être qu'ils arriveraient à accepter un mieux-être.

Différence clochard / SDF ? Une classification. Des jeunes qui me disent « Tiens, je t'ai vu l'autre jour, tu parlais à un clochard ». Pour les plus vieux, « les jeunes sont des drogués, moi je ne touche pas à ça ».

La population s'autorégule. On avait remarqué ça avec les Cars du Cœur, à une époque, c'était moins vrai après, un car place de la Petite Hollande, un car à Talensac, les jeunes au premier, les anciens au second. Maintenant, il n'y a plus qu'un car, mais comme les jeunes ont chassé les plus anciens, ils ne viennent plus trop au car, c'est pour ça que la maraude a été mise en place.

Il y a une autorégulation : par exemple, à Brin de Causette, les jeunes n'y vont pas, alors que la Maison de Rezé, oui. Pour les personnes très désocialisées, il y a Brin de Causette.

Du mal à parler car j'ai l'impression que je pense pour eux. Quand on explique ça comme ça, on a l'impression d'agir pour la personne alors qu'il y a des gens qu'on connaît depuis tellement longtemps, que l'on sait quand ils vont être d'accord, on sait qu'ils ont envie qu'on leur demande telle chose. Mais c'est difficile à théoriser.

Beaucoup de parcours avec rechutes. Parfois, on s'en veut, car on fait émerger une demande, et puis tout tombe par terre, on a visé trop haut.

Exemple d'un monsieur qui quand il avait su qu'il avait une infirmière de rue, avait fait le 115 en disant qu'il y avait quelqu'un qui lui avait dit qu'il fallait qu'il soit suivi par une

infirmière de rue. Donc, j'étais allée le voir, il était complètement saoul, voulait aller en cure. Je lui avais donné un rendez-vous pour le lendemain, il était venu. Plusieurs rendez-vous où il venait. J'étais allée voir aux urgences psychiatriques pour me renseigner, je l'ai accompagné, il était à jeun en plus, mais tellement à jeun qu'arrivé à Blain, au bout de deux jours, il était sortant car pas de symptôme de sevrage donc il n'a pas pu accéder en cure ; heureusement qu'on avait entendu parler d'un foyer : il y a été accueilli puis appartement, mais il boit beaucoup, de temps en temps, il va dehors et il m'appelle.

Le cas d'un monsieur avec une chorée qui, aujourd'hui, est dans un lieu de vie. C'est quelqu'un qui se mettait en danger. Un jour, on l'a emmené chez un neurologue, grâce à ce diagnostic on a pu le faire entrer dans un foyer. Mais souvent, on nous dit « c'est note désir à nous » puis on nous regarde de haut.

Ou alors quand on téléphone aux urgences, on se demande ce qu'on va leur amener. La barre est beaucoup trop haute pour les personnes sans domicile pour avoir accès aux soins. La personne qui arrive aux urgences qui est blessée, qui est sale et saoule, elle attend jusqu'à ce qu'elle s'ête aille.

J'avais signé une HDT pour n monsieur, mais il fallait d'abord qu'il passe aux urgences médicales pour une douche car état d'hygiène qui faisait qu'il n'était pas oscultable, mais il a été mis sur un brancard et il est parti dès qu'il s'est réveillé. Alors qu'il y avait eu une ordonnance pour un calmant, qu'il puisse attendre tranquillement, il n'a rien eu de tout cela. L'HDT a duré deux heures.

On des réflexions du genre « ici, on a des vrais malades », ou « on a déjà du mal à faire rentrer les nôtres ». Là, on a plusieurs personnes qui ont dépassé les 60 ans pour qui on n'arrive plus à trouver de maison de retraite, qui sont à la rue, dans un état de santé inquiétant, mais on n'arrive pas à trouver de solution car l'étiquette SDF. Eux, ils disent, « je n'ai pas pu faire mes papiers pour telle ou telle raison », et quand ça ne va pas, ils disent « trouvez-moi une maison de retraite en urgence ». Ils ont leur liberté à eux. Tout le monde à son petit trajet, d'ailleurs, tout le monde à pratiquement son assistante sociale. C'est quand ils n'ont plus ces repères, qu'on commence à s'inquiéter.

En ce moment, de plus en plus de contrôle, on les déloge. A un moment donné, problème avec la police et les pompiers car on était sans solution pour la personne. On a un Monsieur qui s'appelle « Papy Million », car il est toujours devant cette librairie, hiver comme été, une toute petite couverture sur lui. Il dit qu'il a quitté son appartement, il y a quinze ans car plein de vers dedans. Il a pris tous les vers dans son corps et quand il les aura tous vomi, il retournera dans son appartement. Cela fait cinq ans que cela dure et ce monsieur là, on le voit qu'il dort dehors, il arrive à s'alimenter, donc pourquoi on interviendrait ? Il ne veut pas des fonctions. On est obligé d'expliquer aux riverains. On nous reproche de ne pas intervenir mais on ne pense pas que ce serait de l'ingérence. Il est sûrement aussi bien là qu'en psychiatrie.

Emmanuelli a mis cela en place à l'époque où il faisait très froid. Exemple : un fois, on a eu un appel pour un monsieur qui était sous le parking de la médiathèque, le pauvre monsieur qui disait qu'il avait honte d'être dans cette situation-là et quand on lui a proposé un foyer, il a accepté tout de suite. Il n'aurait jamais appelé. C'est très hétérogène.

Chef de service. CHRS

En même temps, dans les CHRS, cela tend de plus en plus à cet accueil. Les problèmes que rencontre l'hôpital ; si nous on n'avait pas fait attention, cette année, quatre en fauteuil roulant avec problèmes liés à l'alcool en pulsion. Si on ne se positionne pas clairement, au niveau de l'institution, on risque d'avoir des situations comme ça. Une augmentation qui donne ce qui risque d'être à venir.

Par rapport à l'alcool, il y a une formation pour le personnel ?

Cela dépend de la volonté de chacun. On rentre dans un domaine où à la fois, moi, je conseille mais c'est aussi au salarié de faire la demande ; ne pas imposer une formation. Il y a des choses qui existent, on fait des réunions où on convoque un médecin. Moi, je considère cela comme une formation. L'Oasis qui intervient tous les mois, on parle d'une situation, le docteur explique, travaille avec nous par rapport à une prise en charge, qu'est-ce qui faut faire, qu'est-ce qui faut éviter.

Après, les formations, c'est à la personne de les rechercher. Puis, il y a apprendre sur le terrain. Moi, les premiers mois, je croyais qu'il me manquait une formation, mais le plus dur, c'est d'être là et de tenir être choc. Il faudrait plutôt un suivi psychologique, à être bien encadré, bien sécurisé. On est là pour encadrer la demande mais si la personne ne demande rien, si la personne ne veut pas se soigner, ne veut pas faire de démarche pour aller vers les soins, malheureusement on va être un acteur impuissant. On ne va pas pouvoir prendre de force, l'injonction thérapeutique n'est pas viable.

Par rapport à l'alcool, dans les personnes que je connais, ce sont elles qui ont eu la volonté à un moment de claquer la porte à l'alcool, de se prendre en main, avec des chutes et des remontées. Elles avaient décidé d'arrêter et on n'a fait que baliser le terrain. On n'a rien fait à leur place.

Personnes alcoolisées qui veulent rentrer : Il y a un règlement pour tous ?

Le règlement : on n'est pas alcoolisé quand on rentre... enfin, en état d'ébriété et on ne s'alcoolise pas à l'intérieur. Après, il y a différents trucs : soit être rentre ma fiole dans ma poche, soit je rentre rapidement et je me retrouver complètement déchiré dans le foyer.

Tous les comportements, on les a. le problème de la personne toxicomane au sens large, elle triche, elle fera tout, elle traversera la petite faille ; donc, pour ne pas se prendre la tête et être préparé à ça par contre, si je mets un cadre et des règles, à la règle il y a une sanction, une réparation. Ça, je peux le faire. Car une personne qui est prise avec un alcool sur elle ou a consommé à l'intérieur, il y a un tarif, il y a une règle et ça, c'est à nous de la tenir.

Après, à l'entrée, cela ne veut pas dire qu'on arrête le séjour complètement, il peut y avoir un avertissement. Comme quelqu'un qui va être pris à fumer un joint de cannabis. Si ça se renouvelle : une fin de séjour. Pour qu'on arrive là, il y a deux conditions : d'abord, quand on a mis en place les choses, la personne n'en a rien fait. On ne peut pas cautionner, ici, que les personnes l'alcoolisent. N doit maintenir un seuil d'exigence plus ou moins bas. Après, on en vient aux personnes. Selon les projets, le comportement de quelqu'un qui peut-être violent sans alcool, on peut lui refuser l'entrée. Quelque qui n'être pas violent, on va lui dire « Vous allez vous coucher » et on reprend a le lendemain.

Il n'y a pas vraiment de règles : ce qui tue ici, c'est qu'on a des règles par rapport à aux sanctions, mettre des limites mais ce qui n'est pas rassurant est le taux d'alcoolémie : on n'a pas instauré un éthylotest à l'entrée. C'est très subjectif, cela être selon qui est à l'accueil, l'ambiance dans laquelle vous êtes, et comment vous êtes.

Moi, cela m'arrive à des moments de ne pas être sympa et, à d'autres, plus cool. Après, on arrive petit à petit, mais c'est dur, d'où une prise de recul pour le personnel important à voir.

Changement dans la population ?

Quand je suis fatigué, je dis qu'il y a une augmentation, quand je suis bien, je dis que ce sont les mêmes problèmes. Le public a évolué peut-être, des personnes plus jeunes à la rue, dans le cadre du Foyer Saint-Benoît, toujours les mêmes chiffres par rapport aux tranches d'âge. Au niveau des problématiques, j'ai toujours connu des poly consommations alcool, médicaments. Selon les années, des produits qui sont en hausse ou en baisse.

La première année, l'infirmière pouvait donner des anxiolytiques sans ordonnance. Ensuite, on a restructuré.

Le public, il y a peut-être une évolution, par rapport aux jeunes, car ils posent problème, on est mal à l'aise vis-à-vis de cela. Plus mal à l'aise à voir deux jeunes sur un banc avec une bouteille au milieu que le bon clochard. Cela ne va pas faire peur. Ce sont peut-être mes représentations.

Par rapport à un accueil mixte ?

La réponse va être simple : on n'a pas d'agrément. On le fait sur le Champ de Mars où on fait un accueil collectif. Je reste persuadé que cela peut être intéressant au niveau des soirées pour calmer le jeu, mais cela pose d'autres problèmes. Je dirais « joker ».

A entendre parler mes collègues qui ont encadré des centres de femmes, ce n'est pas simple non plus, même pire. Pour les hommes, c'est déjà bien. De rajouter des femmes par-dessus, cela risque s'être explosif. Il y a peut-être quelque chose à creuser mais je ne sais pas. Actuellement, on parle d'un tiers pour les hommes mais jusqu'où on va. A la limite, ok mais dans ces locaux-là, objet, réadapte, on modifie.

Création de petites structures ?

J'ai connu les grandes et les petites. Aujourd'hui, ce qui manque est une structure souple avec 14 lits avec une restauration collective, plus amenée vers l'autonomie. La grosse collectivité, non.

Mais dire qu'il faut que la structure de 55 lits disparaisse, je ne suis pas trop d'accord, je pense qu'à des moments, cela peut être intéressant. Par contre, remodeler cet accueil, oui. Si c'était à refaire, ce serait 55 chambres individuelles avec une partie restaurant, une partie collective où les gens peuvent venir, des travaux collectifs qui seraient à faire. Avec une ouverture plus souple, une autonomie encore plus grande pour les personnes mais en ayant cette notion collective à laquelle pourrait accéder à certains moments si elle le souhaite.

Je reste persuadée que mettre des personnes dans des chambres seules sans penser à ce qu'il y a autour, c'est voué à l'échec. Le problème, il n'est pas l'hébergement, manger, dormir. On s'est leurré en disant il y a un manque d'argent, de logement. Il y a ça sûrement, mais il y a un gros besoin affectif, manque de relation, de liens. ➔ *Mixité des établissements ?*

Ok, on va répondre au besoin de se loger, mais après, il se débrouille. On l'a fait depuis 10 ans. Donner à manger, un appartement, ce n'est pas pour cela qu'il n'y a pas eu d'échec. Qu'est-ce qui a manqué ? La situation où il y a eu des échecs, c'est qu'à un moment donné, on a nié ou pas eu le temps, les moyens de mettre en place du lien et travailler avec ces personnes, par exemple, sur le quartier.

La boutique. La fermeture de celle-ci, c'est qu'on venait consommer, j'ai le droit de boire mon café, prendre ma douche, la ver mon linge.

L'assistante sociale. Pourquoi faire ? Il y a un sérieux problème de sens. Si on met des travailleurs sociaux, c'est pour faire un autre travail que de distribuer à manger et à boire. La boutique a besoin d'exister. Peut-être pas le terme de « boutique », mais il y a une demande, des personnes qui ne rentreront jamais en CHRS mais qui auraient peut-être besoin de rencontrer un travailleur social, discuter avec et, après, accéder à des services. → *D'où des passerelles.*

L'enseigne ne peut pas être la distribution de services, que cela existe, oui, mais pas que ça ; ou, en tout cas, on autorise les gens à rester dans un cadre qui ne me paraît pas aidant. C'est comme si les gars faisaient leur trafic de shit, on n'est pas ça à la fin, c'était on se retrouve pour boire (→ *cf. l'Oasis*). Il y a d'autres endroits, il ne faut pas confondre les lieux, et à un moment, on l'a fait.

Pour moi, c'est important que cela redevienne un lieu où on met du lien, qu'on puisse boire un café, oui, c'est avant tout pour être ensemble et faire quelque chose. Mais pas dire « je consomme ».

Un travail de partenariat avec les bénévoles ?

Il y a le CASA. J'ai fait pendant 8 ans tous les lundis, c'est une existence que j'aime bien car c'est là que je peux rencontrer des bénévoles, d'entendre leurs problèmes, échanger. Cela devrait être renforcé.

A terme, j'aimerais qu'un travailleur social puisse y aller, qu'ils intègrent qu'il y a autre chose que le Foyer Saint-Benoît. → *Cloisonnement.*

Le service social de Saint-Benoît est trop cloisonné, il ne va pas assez vers l'extérieur ; à être comme ça, ce n'est pas très bon. Le partenariat avec d'autres établissements, oui, par le biais du réseau FNARS Pays de Loire. Il y a le réseau d'hébergement d'urgence par l'intermédiaire 115 / CAO, il y a des réunions de suivi 2 fois par mois.

Qu'est-ce que cela représente pour toi un SDF ?

Stade de France. Pour moi, c'est péjoratif. On en a fait une catégorie. A la fois, c'est bien pratique mais ça catalogue un peu trop. Clochard, SDF, je n'aime pas car c'est monsieur tout le monde en fin de compte. J'entendais encore les pompiers ce matin « c'est un clochard ». Mais non, ce n'est pas ça, un gars qui a perdu son emploi, qui s'est fait viré, qui a eu une rupture familiale. J'ai du mal avec ce terme. Mais si on ne met pas SDF, on met « marginal ». C'est vrai qu'il y en a. Ma première réaction est on catégorise, cela aide les sociologues.

Certaines personnes disent « je suis un gars de la rue » ou au contraire « je ne suis pas SDF ».

Cela me fait rire. « Je ne suis pas SDF ». Il y a eu « Je ne suis pas un clochard » ou « Moi, j'ai choisi ». Moi, je ne suis pas d'accord avec cela. Ce sont des personnes en rupture qui se retrouvent à la rue ou dans un foyer comme le notre, ce n'est pas par goût ou par choix, plutôt pas défaut. J'ai entendu le « j'ai choisi » mais en croyant « j'ai choisi car je fuis tel endroit, tant d'années de prison, ma femme... ou je n'ai pas envie de donner de l'argent.

On peut se voiler la face en disant « je n'ai pas choisi de payer » mais pour moi, c'est au dessus.

Quand les gens arrivent ici et disent « j'étais à la rue, j'étais SDF » je m'empresse toujours de leur dire « Arrêtez, aujourd'hui, vous êtes résident du Foyer Saint-Benoît, vous n'êtes plus SDF ». Pour moi, la définition du SDF, c'est quelqu'un qui est sans domicile fixe, donc sans domiciliation. Mais ici, ils ont une domiciliation, on ne parle plus de SDF. J'ai du mal avec ça mais c'est personnel.

Quel public vous accueillez ? Oui, c'est un public à la rue. → *Cela peut déterminer les pratiques.*

Entretien avec S., responsable de la Maison à Rezé.

Deux choses, d'une part, ce que moi, je pense et ce que l'association s'est fixée comme objectif. Moi, je vois au-delà.

Les objectifs de la Maison : elle vise à développer ce qu'on appelle le lien social, cela est basé sur l'écoute, la communication, ceci dans le but de permettre aux personnes de retrouver une certaine compétence, qualité qu'ils auraient pu avoir par le passé.

Essayer de raviver cela, qu'ils reprennent dans le temps confiance en eux, confiance dans les autres. Développer le lien social, apporter un autre regard que celui qu'ils ont l'habitude de croiser dans la rue. A partir de là, l'association a mis des outils en place.

Le premier, elle a fonctionné pendant 5 ans : avec un support alimentaire, en proposant le petit déjeuner ; cela allait même au-delà (soupe, gâteaux à outrance). Puis, a été mis en place, il y a deux ans et demi, des projets d'après-midi. Cela se rapproche des activités de dynamisation, d'autonomisation. L'association fonctionne avec 25-30 bénévoles et un salarié.

Ouverture tous les matins de la semaine, un bilan après chaque matinée pour mettre en place des stratégies pour amener la personne à être plus actrice de ce qu'elle vit. A partir de là, développement d'un réseau partenarial. L'après-midi : projet qui consiste à rendre la personne actrice.

On souhaitait faire ressortir à travers les communications de la matinée, des intérêts particuliers, pour s'en saisir et les dynamiser autour de cela.

Cela s'est déjà fait dans des quartiers ZEP mais là il y avait une dynamique (revendication). Il s'agissait juste d'inverser cette dynamique pour qu'elle devienne plus saine.

Avec le public de la rue, ce n'est pas forcément ça, ce sont des gens qui sont devenus très fatalistes, qui ont une certaine amertume mais plus forcément une revendication forte. Ils subissent plusieurs choses. Donc, on leur a proposé quelque chose.

1^{er} projet : On, a saisi ce que représente Noël et on a orienté ce projet vers une personne qui ne cessait de montrer aux autres qu'il était capable et qu'il n'était pas de cette catégorie là. Une personne avec l'AAH au départ et qui a obtenu ensuite le RMI. Il s'est saisi du projet, pour d'ailleurs en changer le sens ; ce qui est intéressant. Habituellement, préparation d'un repas de Noël pour les accueillis alors que là, pour les bénévoles, ouvert à tous. Cela a pris 4 mois et le repas a pu se faire. L'intérêt, ce n'est pas tant l'aboutissement du projet que tout ce qui va se passer par la préparation. Pour les accueillis, c'est la finalité du projet et pour nous, ce sont toutes les interactions et d'accompagner les personnes jusqu'au bout, voire dans l'échec, et de les faire ressortir plus forts.

Notre travail est de gérer notre propre frustration de ne pas aller plus rapidement. L'accompagnement a permis de tendre des perches. Pour certains, cela a permis de reprendre l'écriture, appel téléphonique.

L'an dernier, un autre projet : une randonnée de 100 km d'une semaine. 8 ou 9 à préparer et 4 ou 5 qui sont partis. Un a abandonné en disant : « moi, ce que je retire du projet est d'avoir appris à dire non ».

Intéressant de voir ce qui se passe, quelle place ils laissent aux autres, le temps de parole. Car la rue, en général, on en vient souvent aux mains, à la violence alors que, là, prendre en compte la parole de l'autre. Ces liens sociaux se mettent en place par nécessité. La rencontre se fait car l'autre vient combler un manque chez l'un et permet de compléter autre chose. A partir du moment où cela n'existe plus, la relation se casse.

Il y a des gens qui dépendent beaucoup des autres. D'autres ont besoin d'exprimer une certaine fierté, bravoure et vraiment s'entourer de gens influençables. Ce n'est pas véritablement un lien de reconnaissance de l'autre. La relation peut éclater pour peu de chose, par exemple, une balance alors que c'est infondé.

Par rapport aux sentiments, réactions

Dans mon parcours, je n'ai pas eu la chance d'avoir des outils, la régulation. Cela va peut-être reprendre. Mais là, je suis le seul salarié, entouré de bénévoles et les frustrations d'un travailleur social ne sont pas forcément les mêmes que celles d'un bénévole. Les attentes ne sont pas les mêmes. J'ai appris moi-même à gérer ça dans mon quotidien de façon personnelle. Cela me paraît primordial.

Moi, je le fais par rapport à aux bénévoles. La déculpabilisation : mais oui, il y a une fatigue avec le temps. J'ai appris à dire non, quand bien même j'ai la réponse à une requête.

Cela me permet de ne pas être dans l'urgence par rapport à une certaine période où je disais oui à tout, car ma mission était d'aller vers les gens de la rue (exemple SAMU social) et de rentrer dans une logique d'acceptation avec un seuil de tolérance relativement élevé.

Aujourd'hui, je m'autorise à dire non. Auprès des bénévoles, c'est une de mes missions. Je suis à l'interface avec le public accueilli et eux mais un travailleur social ne peut pas faire de régulation auprès des bénévoles.

Les projets : cela a suscité des demandes et de l'intérêt des personnes qui regardaient. Les projets d'après-midi devraient reprendre.

Il y a des structures que j'invite à venir ici. Maintenant, c'est dans le but que les associations se rapprochent, des partenaires mais que aussi arrivent à mieux nous connaître et à cerner les rencontres et les lieux que les personnes fréquentent. Cela se fait avec les services de tutelle.

Par exemple, beaucoup de personnes ont l'AA.H, seulement, ce n'est pas forcément le bon lieu pour elles, elles ont déjà une grande carence en terme de gestion, d'autonomie et, avec les dans de la rue, il peut y avoir des abus. Elles se confrontent à un public de la rue et le fonctionnement, comportement est différent.

Par rapport aux jeunes :

Le regard de compassion, « ce n'est pas normal » mais, d'un autre côté, les gens plus âgés fuient les jeunes. Je ne sais pas s'il y a une reconnaissance de leur propre parcours dehors, pas ce sentiment-là car quand on parle des plus âgés – 40 ans et au-delà – la plupart n'ont pas vécu à la rue à l'âge des mineurs.

Les jeunes qui arrivent aujourd'hui dans la rue n'ont pas le même parcours. Les plus âgés ont construit quelque chose – parcours professionnel, familial – même si on retrouve les ruptures, placements. Je ne pense pas qu'il y ait une identification, cela leur renvoie quelque chose qui fait peur. Est-ce par rapport à leur propre problématique ou volonté de s'en sortir ?

Une sorte de compassion, révolte mais ces jeunes-là les font fuir : deux mondes qui se confrontent et un public qui en chasse, déplace un autre.

Un SDF ?

Cela représente pour moi, quelqu'un qui est SDF, c'est un peu facile comme réponse, mais quelqu'un qui fréquente la rue, tout simplement. Il y a SDF et tout ce qui se rattache à la vie de SDF. Ce n'est pas évident de donner une représentation de SDF. Je ne sais pas comment te répondre.

SDF : très grande précarité avec la notion de décalage avec le droit commun, fonctionnement commun.

Le fait de faire partie d'un autre monde, parallèle. Maintenant, il y a différents parcours. Certains deviennent SDF suite à une rupture, un décès, perte d'emploi, problèmes toxicomaniaques.

L'image que j'en ai : quelqu'un qui évolue dans la rue et en total/complet décalage avec le droit commun, dans ses droits, mais aussi le mode de pensée commun.

Je pense que les gens qui arrivent dans la rue sont des gens prédisposés, ils avaient une structure psychologique faible pour gérer les ruptures, difficultés de leur parcours de vie.

Les mêmes difficultés rencontrées avec une autre personne : certaines personnes vont s'en sortir et d'autres non : cela dépend d'une capacité à gérer l'échec. Beaucoup de grand qui sont bien installés mais qui se retrouve dehors mais ils n'avaient pas su établir un réseau relationnel fort au départ qui soit structurant, un réseau autre que professionnel. La culture qu'on essaie de poser un peu partout : la rue, cela peut arriver à tout le monde. Je me demande si le but n'est pas de créer une peur collective qui finirait par dire qu'il y aurait une acceptation de tout ce que l'état propose, de peur de ce genre de chose.

Prendre du recul et déculpabiliser les bénévoles : il y a des choses sur lesquelles on ne peut pas agir nous à notre niveau. Peut-être déjà des choses à déceler avant mais quand ils sont rendus dans la rue, qu'on travaille auprès d'eux et savoir qu'il y a un terrain prédisposé avant, cela permet de se dire qu'on ne va pas pouvoir tout faire. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire. De la même manière, moi qui en parle aujourd'hui, moi-même, j'ai conscience d'avoir des fragilités, et cela pourrait peut-être m'arriver.

A partir du moment où on est dans cette relation d'aide à l'égard de l'autre, on devrait avoir logiquement des outils à disposition, savoir si nous-mêmes, on est en compétence de.

Une formation est très importante.

Il faudrait une ouverture des portes 24 heures sur 24, sans conditions d'horaires, que cela fonctionne le temps qu'il faut pour une personne. Il y a des gens tellement cassés, il faut les accepter dans leur monde et la manière dont ils évoluent dedans.

Des petites structures. Ce sont des gens qui ne supportent pas la promiscuité, le collectif et cela coûte cher et demande des compétences.

Entretien avec F. – psychologue à la Maison d'accueil de jour.

→ *Ce dernier reste évasif par rapport aux questions.*

A un moment, l'appareil ne fonctionne plus (piles), je poursuis l'échange.

Par rapport à ses collègues su social, il dit qu'ici, il n'y a aucun problème, ils se sont pas dans l'urgence et l'insertion à tout prix.

La **spécificité de son travail**, il la définit par rapport aux nombreux temps informels qu'il a avec le groupe en bas, autour d'un café et de cigarettes. Il distingue ce temps de présence d'une simple conversation par le fait qu'il cherche à ce que la personne puisse dérouler son histoire, qu'elle ne soit pas interrompue par « tu devrais faire telle démarche » mais, au contraire, qu'elle ait du temps pour s'interroger voire se surprendre à dire cela d'elle. Il trouve important qu'il y ait une offre de faite, après, la personne s'en saisit ou pas.

Il dit ne pas toucher les plus en difficulté, les plus désocialisés, les plus cassés. Ce sont des personnes ayant connus un épisode de rue dans leur vie mais qui ont, à présent un logement. Elles sont, selon lui, dans un entre deux, ni à la rue, mais pas complètement dans « l'autre monde ».

Ce sont surtout des femmes d'environ 30 ans qui viennent le voir.

Pour lui, envisager un soin psychique demande à ce que la personne soit déjà en capacité ou prête à habiter quelque part, se poser. → *Là aussi, on reste à la notion d'habiter classique, la notion de territoire n'est pas là.*

Question concernant sa **définition de SDF**, il me répond ne pas savoir : lui parle de marginaux, de personnes en galères. N'est pas d'accord avec la position victimale que certains veulent leur faire prendre ; important de voir en quoi, ils peuvent y être pour quelque chose, non pas dans le sens moralisateur mais de l'ordre de la responsabilisation.

Demande, c'est un bien grand mot. Cela concerne ce qui se passe mais ce sont davantage des bouts de demande, des miettes de demande. Pas de demande constituée au départ, c'est plus quelque chose à construire, on est dans l'élaboration de ce qui pourrait être une demande.

Si on se concentre sur les SDF, j'en rencontre peu, j'en côtoie ici comme tout le monde comme toute l'équipe mais des personnes SDF me demandant un entretien, c'est-à-dire me demandant à s'isoler pour qu'on s'entretienne au sujet d'une question qu'ils ont envie d'aborder, c'est assez rare. Quand c'est arrivé, cela s'est fait d'une façon ponctuelle, pas au-delà de 3 ou 4 entretiens et c'est déjà une réussite qu'on ait pu se rencontrer et inscrire quelque chose dans cette continuité-là ou discontinuité-là, je ne sais pas. Des bouts de trucs avec toujours de l'imprévisible et de l'instabilité, ce qui fait que tu ne sais pas si ça continue, si c'est terminé, cela reste en suspend.

Différentes hypothèses : Vais-je le revoir un après-midi ? Est-ce que cela pouvoir être différent entre nous ? C'est beaucoup de questions sans réponses et d'incertitudes et d'hypothèses que tu te retrouves à faire un peu tout seul car tu n'as plus les personnes qui sont là pour t'en dire quelque chose. Cela m'est arrivé de voir quelqu'un ici qui s'alcoolisait beaucoup, quand je le croisais dans la rue, j'essayais de lui dire bonjour mais je ne sais pas s'il me reconnaît ; pas facile d'en savoir quelque chose.

La présentation du psychologue :

Je me présente le plus rapidement possible, je n'arrive pas, quand je m'assois à une table : « Bonjour, je m'appelle machin, je suis psychologue » mais dès que j'ai l'occasion de

le dire, je le fais. Souvent cela me précède, il y a un certain nombre d'habitueés qui peuvent dire qui est qui.

Sans faire de généralités, personnes ayant eu à faire avec la psychiatrie, une H.O., j'ai pu être interpellé par rapport à ça, à savoir, on n'a pas besoin d'un psy. Est-ce que je suis là pour observer, pour examiner ou un regard inquiétant, d'évaluateur ou pour autre chose ? Dans ces moments-là, à moi d'essayer de leur faire entendre que cela puisse être autrement mais me rencontrer puisque je suis là mais est-ce qu'il s'agit de rencontre ? Ils peuvent tout à fait ne pas me rencontrer autrement que dans un lien très superficiel.

L'importance, c'est celle qu'ils voudront bien me donner, je n'irai pas du côté du forçage. S'il y a des personnes qui veulent rester à distance, c'est tout à fait possible, jusqu'à ce quand quelque chose soit possible, si cela le devient.

la souffrance psychique : Un mot que j'emploie, moi, très souvent, c'est un questionnement. Leur situation les interroge. Est-ce que cette interrogation pourrait leur donner l'idée de voir un psychologue ? S'interroger sur une part de leur responsabilité ? Qu'est-ce qui fait qu'ils y sont pour quelque chose ? Et, à partir de là, est-ce qu'ils peuvent y faire quelque chose, du changement peut-il être en jeu ? Est-ce qu'ils peuvent rentrer dans un questionnement ?

La souffrance, ici, je ne vois pas ceux qui sont dans la rue. Pouvoir se dire qu'on souffre est une étape suivante, c'est peut-être quand déjà on va mieux.

Il y a des aménagements, des fragilités que l'on peut repérer.

L'équipe n'est pas dans le vouloir le bien de la personne. Les personnes, si on ne le comprend pas, elles savent partir, elles savent aussi se protéger, même si elles ne veulent pas en dire quelque chose. C'est vraiment rencontrer l'autre.

Le partenariat, j'essaie d'être en lien avec un ou deux psychologues. Parfois, une médication en rapport avec une psychothérapie serait nécessaire.

Ici, on prend notre temps. Les personnes que je rencontre sont dans des va et vient, elles sont dans l'entre deux.

Je dis plutôt marginal. Ici, on les appelle par leur prénom, c'est aussi, je trouve, une forme d'anonymat. Qu'est-ce que cela veut dire de ne pas pouvoir appeler quelqu'un par son nom de famille ? Par rapport au terme « clochard », cela me fait penser au clochard philosophe qui a un regard distancié sur le monde.

La dénomination reste de toute façon en partie impropre et rate ce qu'elle veut nommer. Vagabond, il y a le côté moral. Aujourd'hui, on parle d'errant. SDF est quelqu'un d'exclu ou qui s'exclut : un concept ne marche pas seul.

Important de faire une offre, c'est la façon d'être là qui est à travailler. J'ai de la chance de pouvoir travailler ici, cela vaut le coup de le faire même si ce travail prend cette forme-là : à savoir des rendez-vous manqués, des personnes que je ne revoie pas.

Les plus désocialisés, j'interviens rarement auprès de ceux-là. Cela tient aux conditions d'émergence d'une demande de soin psychique, cela demande de s'y engager, de s'y poser. Je ne suis pas là pour débiller ma subjectivité mais que la personne en bas, avec tout le monde, déroule le plus possible d'elle-même, qu'elle puisse s'entendre dire quelque chose qu'elle n'avait pas l'intention de dire car on ne les a pas arrêtées en leur disant « Fais ci, fais ça ». Cela peut leur permettre de dire un truc qu'elle n'avait pas pu dire jusque là. C'est déjà un boulot délicat et intéressant.

Entretien avec S., écoutante du 115.

Ce qui manque : la visite des locaux, s'approprier le langage des travailleurs sociaux. J'ai réussi à comprendre le vocabulaire. Exemple : aller au-delà de la parole des gens au téléphone alors que, sur un entretien face à face, ne pas remettre en cause la parole de l'utilisateur ; on travaille avec ce qu'il nous dit, on n'est pas obligé d'aller plus loin ; quand on n'est pas dedans, c'est un peu plus compliqué. De plus, au téléphone, il faut qu'on fasse du court, du concentré. Cela s'apprend, je l'ai fait avec la FNARS, ce n'est pas tout seul. Quand j'entends mes collègues, j'ai l'impression que c'est facile aussi, mais on a travaillé.

On peut être agressif pour les gens. Quand on est en face à face, on peut parler avec les mains, faire amener des choses qui peuvent être assez désagréables mais qui vont passer lorsqu'au téléphone, même si on parle doucement, l'impression d'agresser très vite les gens.

On a besoin, nous, d'avoir des renseignements. Le téléphone par jour : environ 120 appels, on va rester en moyenne 30 secondes avec les gens, on est un vrai standard. Ce n'est que de la gestion de places. En plus de la téléphonie, on a aussi autre chose à faire.

Il y a deux phases. Quand on était à Saint Benoît, j'ai commencé avec le numéro 0 800..., j'étais secrétaire – agent d'accueil au relais. Donc, je recevais les gens qui allaient recevoir un hébergement. Donc, je passais du 115 à l'accueil et il voyait un travailleur social. Là, le numéro était très peu utilisé, on recevait peu d'appels. Les gens venaient plus souvent en direct chercher une place que par le 115.

Deux ans après, c'est passé à la CAO, on m'a demandé d'aller à la CAO, faire de l'accueil et un peu de secrétariat. On est devenu observatoire aussi. Ça aussi commencé à poser d'autres soucis : s'équiper d'outils informatiques. Mais on voyait aussi les gens, ceux qui demandaient un hébergement recevaient tous un rendez-vous ; nous, on pouvait au moins jeter un coup d'œil. En plus, on tournait, on ne faisait pas que du 115, on allait aussi à l'accueil, on avait réussi à se partager les rôles et, donc, à faire baisser les tensions. Sur la journée, on tournait à 3, deux en jour plus celui de la soirée. On suivait les usagers c'est-à-dire que, comme le travailleur social était dans les mêmes locaux, on était plus dans l'intimité des gens mais on ne faisait pas savoir que nous, on était au courant par contre. On ne disait pas qu'on était du 115, pour notre sécurité aussi, car on a toujours été un service, un outil qui permettait de donner des mauvaises nouvelles, d'un autre côté. Comme on connaissait assez bien les gens, on pouvait dire : « Celui-là, on sait à peu près comment il est, on pourra le dire de telle manière, ça passera mieux ». C'était tout le suivi qui était intéressant.

Là, je ne sais même pas comment travaille l'équipe mobile, c'est exceptionnel, je n'ai jamais tournée avec eux ni en journée, ni en soirée. Je ne sais pas comment se passe un entretien avec eux. Avec la CAO et le travailleur social, il y avait vraiment l'éducatif qui suivait derrière. Ça, on ne l'a plus, il y a le CCAS maintenant, la Maison d'accueil de jour aussi, mais pour moi ils n'ont pas ce rôle. Avant, les gens étaient secoués dans le sens où on leur disait : « Attention, tu ne peux pas rester autant de temps dans l'urgence ! ».

On travaillait avec l'AFPA... Il y avait tout un réseau qui était très élargi. Cela devient, aujourd'hui, complètement réducteur : ils ont besoin de l'hébergement, on ne fait que de l'hébergement d'urgence. Alors que cela se termine. De 62 places, on va passer à 19 places. Qu'est-ce qu'on va faire ? Enfin pas nous, mais les gens, comment font-ils faire en deux semaines ? Il y en a qui n'auront pas avancé, peut-être de la facilité d'avoir une place mais c'est nous qui mettons en place ce système-là et on ne met rien derrière pour les aider à se projeter. Le pire, c'est que je ne pense pas que les usagers rouspètent, ils vont rouspéter sur le coup mais après cela se régule. Ce sont les professionnels après qui vont nous solliciter tout le temps.

De plus, là, on se hiérarchise encore plus : les administrateurs, la direction, un coordinateur. Avant, on avait un chef de service, donc, quand on avait un souci, on pouvait en parler, ou bien il nous déléguait des choses. Là, on n'a plus rien comme on doit toujours passer par quelqu'un pour avoir des informations, nous on perd l'indépendance de travail. Donc, les usagers, on ne les renseigne plus de la même façon.

Là, il y a l'hébergement mais aussi tout ce qui gravite autour comme les vestiaires... Heureusement, je lis le journal, une curiosité personnelle qui fait que je me tiens au courant sinon on n'a pas plus d'informations qu'eux quand ils ont le petit guide de l'urgence. Ce n'est pas dans le temps de travail. Idem pour orienter les gens avec les transports en commun, c'est parce que je prends le bus que j'ai les repères. C'est pourtant d'autant plus important là, qu'on ne va pas pouvoir, à une réponse très concrète qu'est l'hébergement, même si ce n'est pas notre mission, mais c'est ce qu'on nous demande de faire, si dans 15 jours, on n'a pas suffisamment de biscuit pour faire passer la pilule, je n'ai pas de réponse. C'est moi qui habite dans le quartier qui est allée voir les horaires du Bain Douche.

Il y a un manque d'information en intra mais aussi la rencontre avec les partenaires. Quand on voit avec le CCAS, on ne les rencontre que lors du comité de suivi ; pourtant, j'ai un appel chaque jour du CCAS pour me demander une place. Cela va même plus loin, je me suis fait tout juste agressée : deux personnes devaient rentrer à Saint Martin, c'était le mardi, sauf que les entrées se faisaient le jeudi en accord avec le travailleur social de Saint Martin pour des raisons pratiques. On m'a dit : « On vous a pourtant dit au comité de suivi de ne pas mettre telle et telle personne ensemble », sauf que moi, je n'ai pas tout à gérer, il a fallu que je me justifie du pourquoi, il n'avait pas pu être orienté le mardi. Ils me mettent dans une position délicate d'être la méchante ou la gentille.

Puis, il y a une dévalorisation : « Ce n'est qu'une personne du 115 » car on ne nous rencontre pas. On parle des usagers mais parfois, j'ai envie de dire « Il y en a au téléphone, ils sont là ! On est en chair et en os », j'ai l'impression qu'on ne nous voit pas. Si on véhiculait une autre image de nous, ce serait différent, aller à la découverte des structures. Elle *n'a visité que deux foyers cette année à sa demande*. Mais c'est aussi rester en lien. On m'a dit « C'est pour aller se promener ». Je ne demande pas une réunion.

Le SAMU, le 115, le foyer sont des instruments. L'utilisateur aussi d'ailleurs. Ce n'est plus des personnes qui essaient de trouver, pas obligatoirement une solution, mais de voir où on peut venir en aide et comment, à un usager. On n'est même plus là, l'utilisateur, je ne sais même plus où il est. Moi aussi, de par la pression, je ne le situe plus obligatoirement comme usager. Il y a des fois où je me fâche sans vraiment de raison au téléphone, l'amabilité ne peut pas y être obligatoirement. Tout suit car, nous, on ne nous reconnaît pas, les foyers non plus. En fait, on n'a pas besoin d'avoir un représentant, on doit se représenter nous-mêmes. On nous dit d'aller tout seul, mais à deux, on peut échanger. A qui on confronte aussi notre manière de travailler. On nous dit de nous remettre en cause mais par rapport à quoi, à qui, comment ?

Là, il n'y a plus d'analyse de la pratique mais, même, on était les deux équipes et c'est compliqué car on n'a pas les mêmes perceptions même s'il y a des choses identiques. Ce n'était pas suffisant, on restait sur notre fin. Puis, on s'est retrouvé à faire une analyse avec un déménagement, une nouvelle direction. C'est pourtant avec cette analyse qu'on a travaillé le « vous ne pouvez pas décrocher pour décrocher, au bout de tant d'appel, levez-vous, ceux qui fument, allez fumer ». On avait défini le temps d'appel, quand on commence un appel, on le finit, tout ce qu'on perd ici.

Là, on n'a plus ces repères car on nous fait plus ou moins comprendre car téléphoner, c'est facile, on peut se faire remplacer par tout le monde : cela démotive car quand on ne peut pas faire confiance au collègue qui a répondu telle chose, c'est n'importe quoi. Déjà, on est

très en péril car l'exutoire des professionnels et des usagers, si on ne peut pas faire confiance à notre collègue... car celui-ci a été mis en poste directement sans formation.

On nous gobe tout, enfin ce n'est pas du savoir ! On nous demande de dire ce qu'on a fait et en formation pour faire une grille, mais nous, on l'a déjà et elle n'est pas finie car ce n'est pas juste « allo, bonjour 115 ». Quand ça sonne aussi sur toutes les lignes, il faudrait peut-être aussi qu'on sache qui appelle. Quand on dit « Veille Sociale, bonjour » alors que c'est le 115... si on ne veut pas être repéré, c'est délicat. Le standard est la même ligne que le 115, même personne au standard et au 115, elle ne travaille pas la soirée. La journée est là pour faire entonnoir, éviter que la personne du soir ait 50 personnes et 3 places. Mais le soir, quand ils disent non, qu'il est 22-23 heures et que tu as dit « rappelez, rappelez », cela ne doit pas être terrible. Mais on sera toujours là-dedans puisqu'on doit remplir ! La dernière fois qu'il a fallu se justifier car il restait une place ; c'est qu'on n'a pas fait rappeler quelqu'un. C'est toujours pareil, jusqu'à quelle heure on renvoie les gens pour qu'il puisse dormir, jusqu'à quel moment on remplit ?

Avant, je rouspétais pour le mot « remplir » mais, de toute façon, on ne fait que ça, on ne pose même plus la question pourquoi ! On travaille en faveur de qui ? Car le fait de dire hypothétiquement, tu vas pouvoir aller à minuit dans un foyer pour te faire réveiller à 6h30, alors que si à 20 heures, si on lui avait dit « Tu dors dehors »... Qu'est-ce qui est le mieux ? L'horaire de 18h30, c'est dû aux horaires d'ouvertures des foyers : à 18h30, cela permet à l'équipe du SAMU de rencontrer certaines personnes pour voir leur état.

Avant, le 115 faisait les entrées en CHRS, mais cela n'a jamais été vraiment les missions du 115. Cela arrangeait tout le monde car, au lieu que les gens se déplacent dans les foyers pour demander un rendez-vous. Entre nous, on voit aussi la différence entre ceux qui ont des enfants ou pas. Moi, je ne peux pas laisser une famille dehors. Avant, pas le même fonctionnement avec les familles. Le système : donner une réponse à une famille, 3 nuits à l'hôtel et après dehors. Maintenant, pour les hommes et les femmes, c'est le CCAS, c'est Talensac sauf que le CMS de Talensac ne fait pas l'hébergement ; c'est le chat qui se mord la queue : « Je vous renvoie le 115 car c'est eux qui voit ça », mais ce n'est pas le 115 qui héberge, c'est le SAMU, ils les voient et les conduisent à l'hôtel. C'est complètement sectorisé. La plupart du temps, je les envoie aux urgences. Pour notre propre santé mentale, il faut bidouiller, par exemple, par rapport aux demandeurs d'asile, on nous demande de fait d'être raciste : l'autre fois, j'ai eu un roumain, j'ai préféré lui dire que je ne comprenais pas plutôt que lui dire qu'il est, maintenant, en touriste en France. Je ne suis pas porte-parole du préfet, c'est contre nos convictions, contre tout. Avant, on avait ce genre de choses mais le chef de service était beaucoup plus près de nous, il nous soutenait. Là, ce n'est pas le cas.

Par rapport à l'embouteillement, on à un problème téléphonique via France Télécom. De plus, moi, je me refuse – les collègues le font le soir – de prendre six lignes en même temps. On peut, sauf que je trouve ça aussi violent de dire à quelqu'un « vous n'avez pas la ligne » que de lui dire « vous allez attendre » : ils ont un espoir, ils essaient de se mettre sur liste d'attente alors qu'on n'en a pas. Eux, ils se disent : « Je les appelle, je suis en attente, donc j'ai une place ». Quand on va leur dire non, ils vont faire quoi ? Puis, moi, au bout de six lignes, je ne peux pas, il faut un vrai standard.

De plus, deux d'entre nous sur cinq sont à 37 heures hebdomadaires au 115, mais c'est beaucoup trop. Il faudrait des temps où ils ne le fassent pas, beaucoup plus d'écoutants mais pas à temps complet car c'est trop fatiguant, peu importe le nombre d'appel car, parfois, il y a des situations très complexes. Ce n'est pas que les informations du 115, tout le monde nous les dépose, puis l'écoute ne peut pas être la même. Il faudrait nous dire le degré d'importance des informations.

Par rapport à la *représentation du SDF*, Je n'ai pas du tout la même qu'il y a 7 ans, l'image était naïve. Pour moi, un SDF, c'était ce que j'appellerais un **clochard**, sans ressources, âgé. Maintenant, je ne l'emploie presque jamais. D'abord, je n'aime pas ce mot-là, c'est quelqu'un qui manque d'hébergement momentanément. Moi, je l'entends peu ici. Ce qui me choque plus, c'est qu'il y a des nouveaux qui arrivent sur l'hébergement et qui nous disent : « Cela va encore être des drogués », c'est là que je dis « Mais attendez, ils sont comme vous ». C'est moi qui les choque un peu, mais c'est dans le sens que l'hébergement est pour tout le monde.

On ne crie pas sur les toits qu'on travaille au 115, ce n'est pas honorifique du tout. → *Parallèle à faire avec les surveillants de prison*. Car, soit on nous associe directement à l'équipe mobile, soit on n'est pas assimilé. Il vaut mieux dire, je suis secrétaire. Puis, il y a toujours une explication à donner : « Mais pourquoi ils sont dehors ».

Lors de la formation, la personne parlait de **bénéficiaire**, car usager, cela met hors d'elle. Pour moi, bénéficiaire, c'est commercial. J'utilise **usager** car ils utilisent un service : on est là pour des gens qui ont besoin de quelque chose et usager, c'est parce que c'est tout le monde, on est sensé répondre à tous. **Appelant**, ça me fait penser à la téléphonie de vente par correspondance, le marketing.

Qu'on arrête de travailler sur le moment présent, soit quand il n'y a pas de demande, on va au devant et il s'agit de notre demande à nous la plupart du temps. De plus qui dit au jour le jour, ne veut pas dire en urgence. La DDASS, ou autre devrait se projeter. Exemple pour les femmes, là, le constat, il y en a beaucoup : pourquoi ne pas mettre en place une petite structure, momentanément, avec un travailleur social susceptible d'être à l'écoute de ces personnes. Cette personne, je pense, partirait rapidement car on aurait tout juste cerné les besoins, ce qui est possible de faire ou pas, plutôt que de laisser les gens sur l'urgence et ensuite les mettre dehors.

Là, ils ont fait des efforts sur le nombre de places. Le nombre de places d'hébergement, c'est bien, avoir le suivi qui était là qui n'existe plus, pour le mettre ailleurs mais qui n'est pas le même service (ouverture du service SDF au CCAS). L'avantage de donner plus de places a été perdu, je pense, car on a hébergé pour héberger au détriment de sortie ou d'orientation éventuelle qu'on n'a pas pu faire. On les fait monter, descendre, remonter. Ce sont aussi des enjeux de pouvoir, tous veulent s'approprier quelque chose.

Quand on m'a dit « Vous êtes là pour informer », cela m'a tué. Exemple, le PDHU, on m'a demandé d'orienter la personne vers ce dispositif, de l'expliquer à la personne ; j'ai refusé, cela relève d'un travail social, c'est compliqué, je peux juste lui dire « Vous pourriez vous orienter, explorer par là, c'est peut-être une piste ». Mais je pose encore la question, est-ce à moi d'aller jusque là ?

On est là pour donner une certaine information, pas n'importe comment, pas n'importe laquelle, pas non plus 150, car au téléphone, on avait vu avec les autres départements du 115 qu'au bout de trois informations, la personne est perdue. Les gens appellent d'une cabine, ils n'ont pas un carnet de notes pour noter toutes les informations, donc, au bout de trois informations claires et simples, on ne peut pas les dépasser parce qu'en fait tout ce qu'on va leur donner va partir. J'ai vu et entendu : « Vous ne voulez pas des vêtements, de l'alimentation... », Pour moi, l'appel est foutu. Il vaut mieux donner une information importante comment aller au CCAS, demander un rendez-vous puis leur dire de me rappeler pour savoir où aller manger s'ils n'ont pas l'information.

Puis, on est dans l'aide de l'usager mais pas du travail social. Quand on n'a pas de cadre, il faut qu'on en trouve un. Avant, il n'y en avait pas car les choses évoluaient trop vite, donc on n'arrivait pas à s'en donner. Là, il n'y en a pas car cela arrange.

On a appris aussi à raccrocher les téléphones, ce n'est pas « allo, au revoir ». D'extérieur, il n'y a rien mais, la dernière fois, ma collègue ne voulait pas entendre ce qu'elle disait, elle s'est retrouvée dans une situation où elle a énormément baissé la voix avec la personne : quelle relation va se construire avec ça ! Puis, quand on est nouveau, on s'attache énormément à la réponse qu'on donne mais pas à la forme. La réponse, comment peut-on la donner sans formation ?

De plus, on ne peut pas tout entendre, on ne peut pas tout supporter. Mais on nous dit : « Vous ne supportez pas de violence ». Faux, le nombre de fois on tu t'en prend plein la tête. Mais, c'est quoi une violence pour les gens ? C'est physique, puisque c'est qu'au téléphone, tu ne va pas t'en manger une, en fait, si ! D'autre part, quand tu es tout seul, tu n'as pas de collègue face à toi. Les journées où tu es deux face à face et que tu te fais insulter, tu peux échanger, tu évacues. Quand tu te fais traiter de « Grosse salope à 8h45 » - ce que j'avais dit : « Ta quéquète, tu te la mets derrière l'oreille » et j'avais raccroché – et quand j'en avais parlé, on m'avait dit que je n'étais pas professionnelle, que je ne savais pas répondre. On est payé pour cela. Or, pour moi, je ne suis pas payée pour me faire insulter. Jusqu'où on nous laisse. Déjà, on a une tolérance très importante au téléphone, ce qui fait que dans la vie, on ne laisse rien passer. Il est grand temps que je m'en aille. J'en ai tellement marre d'entendre des cris, élever la voix. On nous a tellement dit : « Se faire insulter, ce n'est pas grave, c'est notre métier ». Il faut être diplomate, être ceci, être cela ; quelque part, cela ne passe pas, on n'est pas des serpillières. De plus, je pense qu'on ne peut pas y rester longtemps et ne pas faire que ça, ne pas cloisonner l'activité. Il faut qu'on nous écoute, que l'on ait des temps de repos reconnus et qu'on ne nous dise pas qu'on ne fait rien. Ça, c'est énervant. Puis, recruter des gens ayant une certaine qualification, pas essentiellement des veilleurs de nuit.

Le fait que cela soit 24 h/24 ? Avant, je trouvais cela important qu'une personne ait une autre personne au bout du fil, maintenant plus. Je pense qu'il est préférable qu'une personne ait un répondeur opérationnel lui disant « Actuellement, le 115 ne peut pas vous répondre, veuillez rappeler à partir de telle heure ». Je pense qu'il est plus honnête de faire ça que d'aller mettre quelqu'un qui dit n'importe quoi au téléphone pour répondre au téléphone. D'autre part, actuellement, on essaie de calculer le nombre d'appels par tranche horaire, sauf que c'est le fonctionnement qui crée cela. Depuis qu'on a commencé à faire évaluer, le matin, les appels de telle heure à telle heure, j'héberge de 10 heures à 15 heures. Si on arrive à héberger tout le monde parce qu'on a des places, on héberge de 16 heures à je ne sais pas quelle heure, sauf qu'après on dépend de l'heure d'ouverture des foyers, des rendez-vous, du nombre de places. Quand on ne va avoir plus que 12 places, ce n'est pas 120 personnes par jour qu'on va avoir au téléphone, mais 40/60 pendant les quinze premiers jours, après, plus personne. Cela sert à quoi de donner des rendez-vous aux personnes en journée, ils ont peut-être autre chose à faire, même si c'est la manche. Qu'on arrête de les prendre pour des gens qu'on rien à foutre de la journée ! Tout ça car ils ne travaillent pas en journée !

Au 115, on a un pouvoir et on l'utilise quoi qu'on en dise. Plus on a de places, moins on en joue. A 12 places, ça reste, bien travailler, suivre une formation. On nous demande de faire une liste de ceux qui ont été hébergés, il en est hors de question. Maintenant, on travaille aussi avec ceux qui ont un suivi, ils auront l'hébergement. On a des critères stricts : travail, pas d'argent d'avance. Moins on a de places, plus on va être sélectif. Nos critères : le travail, mais au bout de 15 jours, trois semaines, on lui dit qu'il a pu avoir une petite avance, mettre de côté, donc possible pour lui d'aller à l'hôtel ou auberge de jeunesse. La formation. Celui qui doit avoir trois ou quatre nuits pour aller à un procès.

De toute façon, on essaie qu'ils ne restent pas dans l'urgence.

Entretien avec M. – infirmière psychiatrique – EMS.

Accompagner les gens.

Orientation CMP. Ils fonctionnent avec des rendez-vous, le CMP n'a pas les moyens d'accueillir les gens comme ça alors que les gens de la rue sont dans le tout, tout de suite. Par exemple, pour **A**, on lui a parlé du CMP en lui proposant de l'accompagner. Elle nous a dit qu'elle irait seule ; on, n'y croyait pas mais c'était sa demande, on voulait respecter ça. Après, si elle ne le fait pas, possibilité de reprendre ça avec elle. Comme elle n'est pas allée, on lui a proposé que l'infirmière vienne à la Maison d'accueil de jour : deux fois mais ces jours-là, elle n'est pas venue n'arrivant pas à dire « non, je ne veux voir personne », elle nous l'a montré.

A vivre dehors, les personnes peuvent avoir un fonctionnement de vie particulier. D'autres ont des discours pas du tout dans la réalité. Pour certains, on parle d'HO mais l'hôpital ne changera pas leur comportement. Il faudrait qu'ils restent dans une structure pendant des années avant que cela puisse avoir un effet. Cela peut être aussi pire pour eux car, actuellement, l'hôpital ne garde plus les gens, Pour **Monsieur B** – actuellement incarcéré pour acte de vandalisme et violence – l'assistante sociale m'a dit : « Il n'adhérait à rien, la crise est finie, donc on ne peut pas le garder ». Il n'y a pas d'intermédiaire, un endroit où ils puissent venir et cela peut se travailler au long court même s'ils repartent contre leur gré.

Aujourd'hui, avec ce que je peux apporter comme élément d'information, j'entends moins chez mes collègues « il relève de la psy » ou « il est paranoïaque ». C'était aussi une demande de l'équipe donc c'est qu'il y avait aussi un besoin quelque part. J'ai eu un temps d'adaptation car, moi, j'arrivais de l'hôpital et, pour aider une personne, j'allais chercher des renseignements sur son histoire. A l'hôpital, si on a besoin de contacter le médecin traitant de la personne, la personne est en face de nous, on lui demande. Là, je n'avais pas la personne en face, mais je le faisais. Mes collègues ne disaient que j'allais trop loin. Les premières rencontres ne m'ont pas déstabilisée, j'ai surtout été observatrice. Il va y avoir l'équipe du Dr Inial qui va se créer, donc d'autres intervenants dans la rue : est-ce que c'est un bon moyen que de multiplier les intervenants ?

Le travail avec les bénévoles, avec les Restaurants du Cœur (les cars, la maraude), c'est une autre chose mais les éducateurs de l'équipe de rue, on ne sait pas trop ce qu'ils font, ce qu'ils disent. Ils n'ont pas le même discours que nous, ou vont dire le contraire, or, on essaie de mettre des choses en place. Par exemple, les couvertures, on essaie de dire aux gens, en journée : « Essayez d'aller en chercher », la maraude des éducateurs va dire « Faites le 115, ils vont venir vous en amener ». On a beau leur dire... sauf qu'ils sont tellement nombreux.

Par rapport aux personnes, moi, je n'insiste pas trop quand ils ne veulent pas dans la mesure où il n'y a pas de danger pour la personne. De plus, pour certains, c'est plus confortable pour elles d'être dehors que toute seule dans un foyer car les mettre à tout prix à l'abri, cela ne va pas les aider forcément. Cela nous donne bonne conscience car on sait que pendant ce temps-là, elles vont être une nuit dans un foyer. Ils sont visibles aujourd'hui, il y a deux ans, c'était différent. On ne les voit plus, déjà avec certains, on avait du mal à rentrer en relation avec eux. Par exemple, les jeunes, beaucoup de difficulté, ils nous renvoient tous les dysfonctionnements du système.

Je pensais faire de la maraude quand j'ai postulé. La fiche disait : « Aller à la rencontre des gens qui ne demandent plus rien, faire des évaluations pour l'hébergement ». Aujourd'hui, on est plus dans du taxi, même si pendant le transport, on essaie d'y mettre autre

chose, qu'il y ait une relation qui s'instaure pendant le trajet, mais quand tu es de soirée du lundi au vendredi et que tu vois les mêmes personnes, au bout d'un moment...

Un manque de concertations avec les bénévoles et les professionnels.

Par rapport aux femmes, on en voit moins. Elles sont peut-être persévérantes dans leurs démarches mais quand elles s'alcoolisent, c'est important.

Par rapport à l'alcool, ce qui m'a surpris, à l'hôpital, ils sont dans le déni, alors que la plupart du temps, ils te disent « Oui, je bois », ils reconnaissent. Je trouvais cela intéressant car, après, tu peux leur parler, discuter là-dessus avec eux. Souvent, les foyers, par rapport à cela, sont dans la sanction.

SDF, cela ne veut pas dire grand-chose. On se rend compte que ceux qui n'ont pas de domicile, il y en a un grand nombre qui peuvent travailler. Moi, je dis souvent « les personnes à la rue ». Avant d'y travailler, je n'avais pas l'impression qu'on en parlait autant, peut-être aussi car je m'informais moins. En tout cas, il y a de plus en plus, on essaie de les cacher. Cela passe par l'hébergement mais il n'y a rien derrière. Par exemple, la Maison Relais, c'est bien, mais ce sont pour des gens suffisamment autonomes, pas forcément pour des gens qui en auraient le plus besoin. C'est encore quelque chose de rigide, avec un règlement, or, ils ont besoin de sortir, de pouvoir retourner à la rue, pas tous pour les mêmes raisons mais c'est important. Par exemple, pour l'hôpital, il y a des séjours de rupture, pourquoi ne pas l'imaginer pour les personnes qui sont à la rue et qui intègrent les foyers ? Ici, dans les foyers, une fois qu'ils sont rentrés, il ne faut pas qu'ils sortent. En fait, au lieu d'adapter les structures aux personnes, on veut adapter les personnes aux structures, ce n'est pas possible.

Par rapport au travail effectué, je trouve que cela m'a beaucoup enrichi dans la relation à la personne. Par rapport à l'hôpital, il y a peu d'échanges quand tu ne t'intéresses pas aux autres services, tu ne vas pas avoir les informations. Mon poste, c'est un an renouvelable, mais il faut bien 6 mois pour s'adapter et 6 mois pour être à l'aise, ce qui fait qu'il reste un an. Par rapport au rapprochement entre les deux équipes, cela pourrait être intéressant si c'était investi, mais, tu vois, on n'a pas demandé l'avis de l'EMS, on nous a appris en réunion qu'on ne s'appelait plus Samu social mais Equipe Mobile Sociale. Or, on aurait pu en discuter, trouver un nom commun. Par rapport aux personnes, pour certaines, autant les laisser dehors à part pour les protéger 4 nuits, cela leur donne l'illusion, en plus, que cela va peut-être durer, qu'ils vont trouver quelque chose. Puis, par rapport aux familles, qu'existe-t-il ? Une femme avec des enfants, je la vois mal aller à Brin de Causette ou aller à la Claire Fontaine. Le CMS Talensac, une structure qui n'héberge pas. Or, on doit y orienter les familles. On fait semblant, en fait. Pour les hommes, ce sont les femmes qui les jettent, relation toujours fragiles et chaotiques avec les femmes.

Ce qui m'a surpris aussi, c'est de ne pas être dans l'activisme, ce dans quoi on est fait en psychiatrie, il y a toujours quelque chose à faire, tu as quelqu'un qui demande un entretien, la porte à ouvrir, le téléphone qui sonne. Là, on a des temps de réflexion, parfois, les entrevues sont abrégées car ils ne veulent pas nous voir. Les échanges se font souvent dans la rue, rarement au café. Quand on va à Brin de Causette ou Claire Fontaine, je n'ai pas toujours l'impression d'être bien accueillie. C'est plus difficile pour moi d'entrer en relation là-bas car j'ai l'impression d'être sur leur lieu à eux que dans la rue...l'impression que c'est le seul endroit où ils peuvent se poser, être tranquille. Donc, difficile de les aborder mais en même temps, cela peut être pour certains l'opportunité d'échanger avec nous. Cela est arrivé qu'on passe et que quelqu'un s'en saisisse. On, est tenu pourtant d'y aller.

Entretien avec des professionnels de l'Etape – 01 avril 2004.

C. – assistante sociale.

L'accueil d'urgence, au début, a été à la demande, injonction de la DDASS. On fonctionnait par nuitées d'hôtel illimitées, ce qui fait que la première année, on a explosé le budget. Il n'y avait pas d'équipe spécifique, c'est-à-dire que l'ensemble des travailleurs sociaux en faisaient.

On s'est rendu compte des difficultés que cela posaient à nous, professionnels, l'accueil en urgence veut dire que les personnes n'ont pas forcément un projet.

On participait aussi à la commission FNARS urgences, aux rencontres régionales, cela nous permettait de voir les autres fonctionnements et on s'est dit qu'une équipe spécifique serait intéressante car c'est un positionnement différent, une approche différente. Moi, j'ai aussi appris que les personnes pouvaient repartir sans solution et non pas comme je l'entendais avant, avec un hébergement.

L'accompagnement n'est pas que l'hébergement, le logement. Les gens ne viennent pas forcément demander. Il y a des situations où l'hébergement est un support pour travailler autre chose. Il y a des départs qui se font très bien sans solution. De plus, je me dis toujours que cela aura toujours forcément des répercussions. J'espère, sinon je ne pourrais pas tenir.

Un travail au-delà de la mise à l'abri. Nous sommes identifiés comme centre d'hébergement, donc, la porte d'entrée, c'est ça. Des publics différents. Dans les jeunes, difficile. Quand ils se posent, plus d'association de la galère, ils se retrouvent confrontés l'un à l'autre et, parfois, c'est difficile. De plus, des personnes, quand elles rentrent dans l'appartement, elles sont perdues. Elles ne peuvent donner leur adresse. Pour la domiciliation, elles continuent d'aller dans les structures d'accueil de jour.

Outil : Pouvoir les emmener au restaurant. L'intérêt : elles choisissent le menu et ce qui se dit autour d'un repas n'est pas la même chose que dans un bureau.

Système de référence.

Les permanences : le fait de venir faire sa machine de linge au siège, les appartements n'en ont pas, cela permet qu'ils viennent nous rencontrer. Cela est envisagé aussi par rapport aux appartements CHRS.

Ce qui est difficile aussi, quand les gens repartent (fin de prise en charge), tu ne sais pas si elles sont reparties ou sont toujours sur Nantes avec une solution de trouvée. Puis, ces gens-là peuvent réapparaître tout d'un coup. Pour certains, ils vont tourner un certain temps dans la structure avant de réussir à y rentrer : par exemple, venir et il n'y a pas de places au moment où cela est possible, ils ne sont pas au rendez-vous le jour fixé alors qu'ils étaient au rendez-vous tant qu'il n'y avait pas de places.

Difficile depuis la fermeture du Tremplin. Certains ne sont pas encore prêts à « occuper » un logement, ils vont reproduire le mode du squat. Pour certains collègues, ils vont dire « pour ce couple, il n'y a plus rien à faire ». Moi, je ne pars jamais dans ce principe là, je pense qu'il y a toujours à faire ensemble, au moins se rencontrer, discuter, échanger. Même si c'est une heure passée ensemble, c'est important.

Le **terme SDF**, je ne l'aime pas, c'est comme rmiste. Avant, c'était pas de logement, errance ; maintenant, cela peut-être toute sorte de personne. Il y a des parcours, des rites dans leur quotidien.

Ceux qui viennent à la permanence de l'étape jusqu'à 18h30. Qu'est-ce que tu fais entre le rendez-vous de 20h30 fixé par l'EMS.

L'entrée dans le logement signifie les priorités, préoccupations ne sont pas les mêmes, un gain de temps, d'occupation de l'espace et on se retrouve confronté à soi, à l'autre. Quand on est à la rue, il y a toute une préoccupation vitale qui laisse peu de place aux autres maux.

L., éducatrice.

Expérience depuis 7 ans mais je réapprends à faire de l'accueil de jour quand il n'y a pas le filtre de l'entrée en CHRS. En septembre, j'avais tendance à faire du mini CHRS, dans le sens où, sur un temps très court de deux mois, je voulais suivre les personnes comme dans un appartement, c'est-à-dire un an (en termes de prise en charge). Là, je me suis rendue compte que ce n'était pas possible, puis, accepter qu'à la fin des deux mois, il n'y ait pas de solution. Leur choix, cela leur appartient. Au début, cela me posait problème de me dire il n'y a pas de solution.

Le fait de ne pas avoir de solution à l'issue d'une prise en charge m'apparaissait comme un obstacle évident à l'accompagnement. Puis, en fait, à discuter avec les collègues, je me suis rendue compte que ce n'était pas parce que les personnes retournaient dehors que cela n'avait servi à rien. D'autre part, les gens ne le vivent pas si mal que cela. A savoir qui sont partis sans solution, reviennent nous voir, nous donnent de leurs nouvelles, ils sont demandeurs d'un accompagnement, le suivi qui a eu lieu a une signification pour eux. Du coup, ils nous resollicitent. Il y a eu une accroche même s'il n'y a eu de solution à la fin.

Pour un couple, avec eux on savait qu'on ne ferait pas une orientation CHRS d'entrée de jeu, on a travaillé vers une solution d'un retour au squat qui ne les mettait pas en danger ; c'était ça, en fait, l'accompagnement. Il y a 7 ans de cela, je me serais dit qu'on ne pouvait pas travailler là-dessus. C'est en ça que la prise en charge appartement est bien différente de la prise en charge urgence. On peut avoir un regard critique, pourquoi une prise en charge urgence de deux mois ? En le pratiquant, on en voit l'intérêt.

On a beaucoup réfléchi sur les valeurs de l'urgence. On a pu rencontrer des familles qui venaient aux permanences, il se passait quelque chose mais ce qui était déclencheur d'une autre accroche est la mise à l'abri, le jour où on allait avec ces personnes avec les clés, où on les installait dans le logement, faire l'état des lieux. Un outil pour réfléchir à comment on répartie les prises en charge.

Il y a 5 places d'urgence. Celui qui met à l'abri, c'est celui qui reste référent maintenant dans l'équipe, on est deux femmes et homme, on essaie de faire intervenir les collègues pour des questions précises : exemple, une femme pour un problème gynécologique. De toute façon, la prise en charge est une prise en charge d'équipe, on fait exister les autres collègues même s'ils ne sont pas présents durant l'entretien.

On est en train de se construire, il faut que l'on se cale.

Un autre outil : les réunions, réfléchir à ce qu'est l'urgence. En quelques années, beaucoup de turn-over au niveau des équipes. Importance de la formation, l'Etape le favorise.

L'accueil d'urgence. L'accueil pour les femmes ayant subi des trautes, prostitution. On a plusieurs casquettes, ce qui est parfois compliqué, adapter notre prise en charge en fonction du dispositif. Ils sont deux mois là, on les voit très souvent. Pendant l'accueil, ici, il y a des gens qui reproduisent le squat, ils ne font pas venir d'autres personnes, par contre, au niveau de l'investissement de l'espace, ils vivent dans une seule pièce, parce que c'est comme ça qu'ils vivaient depuis longtemps.

J'ai installé, la semaine dernière, un couple qui vivait depuis 6 ans en camion. Quand je les ai installé, il y a une chambre à part du séjour, ils n'ont pas dormi de la nuit car l'espace

était différent, c'était trop grand. Avant, on avait la chambre d'hôtel, les studios. Aujourd'hui, on a encore quelques nuitées, quand on sent que c'est nécessaire ou que l'on prendrait trop de risques à installer les gens dans un appartement.

Travailler le retour en squat pour un couple, c'était trouver un endroit où il puisse avoir de l'électricité ou l'eau car ils se rendaient compte que d'avoir de l'eau dans un logement, c'était appréciable. Par contre, vivre en HLM, pour lui, c'était difficile, avait vécu jusqu'ici en caravane, à la campagne. Puis, ils ont trouvé un lieu sans eau mais avec l'électricité. Ils viennent nous tenir au courant de ce qui se passe : monsieur a fait des démarches de soin, il consommait des produits avec prise de risques.

Ne pas tomber dans le jugement, sinon on ne peut plus intervenir. Il n'y a pas longtemps, on a mis un couple à l'abri, ils avaient un bébé de 8 mois, le monsieur a fait appel au 115 et l'intervenant du 115 a passé son temps à dire au monsieur qu'ils étaient inconscients, partir sans aucune projection, préparation. Le monsieur a été très choqué de l'intervenant. Cela peut être légitime d'avoir un avis personnel sauf que si cela prend le pas, c'est très dur d'intervenir et d'être non jugeant. Le parcours des gens, on ne sait pas pourquoi ils ont fait ça mais on n'a pas à juger si on veut travailler par la suite.

Annexe 5 : Entretiens auprès des bénévoles

Entretien avec A., Brin de Causette.

Pour avoir rencontré d'autres associations, je trouve qu'à Brin de Causette, on des ambitions un peu limitées, mais ne ce n'est pas pour cela qu'elles ne sont pas louables. C'est vrai, on se cantonne à l'accueil, on est loin de l'insertion, c'est plus l'accueil ponctuel, c'est une écoute ponctuelle, on suit les gens dans la mesure où c'est possible, mais concrètement, on n'assure pas plus.

J'ai l'impression que c'est du coup par coup, pas le sentiment que c'est du coup par coup, pas le sentiment qu'on apporte quelque chose sur la durée sinon du réconfort moral, une écoute au quotidien.

Il y en a beaucoup. Je pensais qu'avec l'affectif, on était capable de les booster pour aller un peu plus de l'avant, mais plus les jours passent, plus j'ai l'impression qu'il y a un déterminisme. Je vois mal comment on peut les sortir. Tu vois, je prends l'exemple d'A. Ce monsieur, on lui a tend la perche pour qu'il s'en sorte et tu as l'impression qu'ils sont installés dans un système dont ils beaucoup de mal à se défaire. Souvent, il me dit « mon toit, c'est le ciel ». Quand il vient, je lui dis « T'as bu, arrêtes, fais-moi plaisir », cela se négocie en deux mots. Après la suite, c'est ça qui me fait mal, j'ai l'impression qu'il n'y a pas un après. On a parlé de **Laure**, je suis soucieuse r elle car elle va s'en sortir, s'il n'y a rien pour la soutenir, elle va recommencer. Tu as l'impression qu'ils sont sur la tangente, a suffisamment malade pour être pris en charge et trop malade pour pouvoir s'assumer eux-mêmes.

C'est peut-être pessimiste, mais en un an et demi, je me suis investie à fond. Le paradoxe, c'est que moi, le samedi, c'est mon bonheur de la semaine. Cela paraît aberrant mais, ces gens-là, je les aie, quand il faisait froid cet hiver, je me disais, mais celui-là, il fait quoi.

On ne peut pas les mener loin. Tu vois **M.**, cela m'a touché, il a eu son logement, puis il me dit « tu sais, il faut que je me pose pour que je m'habiter au fait que j'ai un chez moi ». Ils viennent de loin. Quand ils sont jeunes, tu te dis, ce n'est pas possible qu'ils soient condamnés à l'avance. Ils recherchent des personnes particulières. La clientèle du samedi n'est pas forcément la même que celle des autres jours, ils viennent pour retrouver certaines personnes qui leur offrent peut-être une écoute différentes. Il y a la facilité : sandwich. Pour avoir observé comment cela se passe, je n'ai vu personne parmi les bénévoles ou le responsable les pousser à faire des démarches pour l'insertion.

On fonctionne au cas par cas. Exemple, **D.**, il a touché le fond de la vague, il a été dans des foyers mais en sortait systématiquement car n'arrivait as à tenir, à se plier. On l'a ramassé comme une loque, j'y ai cru car la dernière fois qu'on l'a vu, il était tout rasé. Impression que lui dire « allez, on croit en toi », puis une semaine avant Noël, tu apprends qu'il est mort. Tu te demandes « qu'est-ce qu'on leur apporte réellement ? ». Je ne vois pas clair encore. **P.**, par exemple, est venu me dire où il en était dans ses démarches pour le travail, après il est reparti. Je lui dis « viens boire un café avec nous », mais il me répond « tu sais, on va me prendre ma place à la poste ». Je l'ai vu revenir un samedi midi pour me dire combien il avait fait – 20 euros – je crois que ça a été plus fort, je lui ai dit « chouette, c'est super ». Mais, après, je me suis dit : « Chouette de quoi, d'avoir mendié, au lieu de ... ».

On se retrouve pris dans l'affectif, ce n'est pas nécessairement mauvais ; il y a d'autres personnes de l'association qui montrent un autre visage : on est complémentaire. Cela n'empêche pas de placer des distances, un échange respectueux.

La question de la formation ?

Une information avec quelque part, on apprend sur le tas. Mon expérience d'enseignante m'a aidée par rapport à au contact mais quand on va au CASA, pour moi au

départ, c'était réellement du chinois. Beaucoup d'informations qui nous manquent. Pour me sécuriser, j'ai besoin de savoir, puis tu ne peux pas répercuter une information si toi-même, tu ne la maîtrises pas.

Des fois, tu te dis « Est-ce que j'ai dérapé ou pas ? ». Je suis tombée des nues, pour SDF est un tout petit nombre, très loin de l'univers où je vis et de la représentation mentale que je m'en faisais.

Ce n'est pas tant dans la différence de l'image que je me faisais d'un SDF que du nombre, j'ai été époustouflée. Cela m'a appris à regarder l'essentiel, les choses ont un autre sens. Moi, je dis « nos gars », je ne dis pas les SDF. Je dis aussi les accueillis. Je ne sais pas pourquoi, mais je les aime. Exemple : **A**, samedi, est venu me dire « je suis bien ». Je ne succombe pas nécessairement au pessimisme mais je dis, il y a peut-être une ouverture sur un mieux.

A Brin de Causette, on n'est pas à même de faire un suivi et je le regrette qu'on ne puisse pas faire mieux. Dans ce qu'ils me racontent, ils ne savent plus ce que c'est qu'une contrainte, ils sont complètement largués à eux-mêmes, plus de limites, refus du moindre obstacle. Certains, tu ne peux même plus les socialiser.

Les gars de la rue sont leur famille. Leur repère est la rue. Autre chose qui m'a surprise : la rivalité qu'il y a entre eux. Dans ma tête, ils étaient forcément solidaires les uns des autres, à cheminer ensemble. Mais ils sont capables de se faire mal, très violents. Tensions entre populations différentes.

Exemple, **B**, parfois, cela lui prend, il se met à pleurer et dit « j'ai des problèmes, je ne vois pas mes enfants, je suis divorcé ». Insidieusement, il te lâche des petites choses. Puis, je n'ose pas le questionner car je ne sais pas où la limite, à quel moment je vais faire mal, je vais dire un mot maladroit. Donc, j'approche les gens physiquement, s'ils veulent dire quelque chose, là je m'engouffre dans la brèche. Spontanément, je n'ose pas. De temps en temps, ils déposent quelque chose. La porte est grande ouverte.

A une réunion, j'ai vu circuler une chartre des bénévoles, le monsieur disait, quand les bénévoles devaient rentrer dans l'association, ils les questionnaient sur les motivations. Moi, cela m'a chiffonné, si vous me demandez à l'instant t qu'elle est ma motivation, je l'ai construite au fil des rencontres avec les gars, de même, eux, si on les enferme dans un carcan comme ça, j'ai l'impression qu'on ne les verrait pas nécessairement.

Cela n'empêche pas les règles. Donation veut interdire la cigarette. On verra la suite, mais au fond de moi, je trouve que c'est quelque chose de complètement maladroit, ils vont se retrouver dehors avec des nuisances dans le quartier : a-t-on intérêt à jouer ce jeu là ?

Déjà interdire la drogue, l'alcool on est très strict. Je trouve ça bien. Mais plus.... Je ne sais pas si c'est opportun, les préparer mais comment ? Sommes-nous formés pour cela ? Ce sont des choses qui se raisonnent.

S'il faut les rendre partie prenante, comment faire ?

La question des femmes : ne dizaine. Dans la régularité, 3 ou 4. Y'en a-t-il réellement moins, je ne sais pas. Le rajeunissement, plus de population étrangère. Par flot.

Je les regarde autrement car je prend conscience de ce qu'ils ont, ou n'ont pas. J'attends le samedi comme mon cadeau de la semaine, cela me donne la rage au ventre.

Il n'y a pas de structures, rien pour les soulager. La rencontre qu'on a eu avec les éducateurs de rue, cela m'a complètement dérouté, car encore une fois, j'imaginai une approche différente, or ils sont dépêchés par la mairie, simplement pour éviter les conflits avec les commerçants, comme s'ils étaient un tampon pour que chacun puisse vivre à Nantes, protéger la vitrine. Jouer le rôle de catalyseur.

Nous manquons de formation et d'information. Où tu trouves l'argent pour cela ? La richesse des approches, ils nous regardent vivre en tant que bénévoles avec nos petites histoires, en fait, c'est un monde être miniature, c'est un apprentissage. C'est un univers de femmes, à majorité. Le paradoxe inconcevable qui se passe un samedi sans que j'aie là-bas, les gars me manquent, mais les bénévoles jamais. C'est bizarre je ne sais pas pourquoi.

Avant de prendre le poste de vice présidente, j'ai voulu aller voir les équipes, Donation a été réticent : il avait le sentiment que les gens fonctionnaient de façon individualiste. Je me suis vu venir un autre d'autres jours pour retaper le haut, j'ai été accueillie à la limite de la violence comme si tu étais en inquisiteur, alors que tu viens...

Le tort, je me sens un peu chez moi là-bas ; cela m'a fait mal mais après je me suis dit « t'es là pour toi, pour quoi faire ».

Chacun de nous est responsable. Tout le monde a sa place. Cela ne se pratique qu'un sein d'une équipe mais pas en inter équipe. C'est cloisonné en fait. Je trouve cela dommage, car on pourrait échanger des informations d'un jour à l'autre. De même, confronter nos expériences, nos difficultés, pour nous enrichir et nous sécuriser, ce n'est pas en AG une fois par an.

Avoir trempé dans l'association, cela m'a déstabilisée dans mon travail, le sentiment que j'avais quelque chose à faire ailleurs. Cela appelle des choses chez moi.

Du jour au lendemain, Donatien, que je voyais à la paroisse, m'a demandé « est-ce que vous viendrez servir les SDF ? ». J'ai répondu d'emblée, combien on peut en sauver ?

Que veut dire sauver tout compte fait, est-ce que c'est les sortir de la rue, je ne sais pas. Ce n'est pas si simple que ça. L'autre jour, j'étais à Beaulieu avec ma fille et j'ai croisé Y, je lui ai fait un bisou, je lui ai dit qu'est-ce que tu fais là, et il m'a dit « et toi ? », je lui ai dit j'ai fait mes courses, je rentre chez moi, il me dit « je t'accompagne ». On a sillonné la galerie, il est descendu jusqu'à la voiture mais j'ai vu qu'A-S s'est tenue à l'écart. Je la comprends, peut-être qu'elle a fait violence de s'afficher à côté ; pas moi j'étais heureuse de la voir.

En revanche, une autre situation qui s'est présentée plus d'une fois, mais là j'étais vraiment mal. Un gars - J - qui mendiait Place royale, je le croise, il tend son machin puis il me dit « excuse-moi ». J'étais mal, c'est moi qui avait honte du coup : comment on fait dans ces conditions là et pourquoi il s'excuse ? Quelque part, on les dérange, dans l'aspect normatif qu'on est. Je n'ai pas su me positionner, j'étais mal, j'avais honte. Les autres jours où je suis passée, j'ai fait la boucle alors que je l'avais croisé plusieurs fois dans la galerie du Leclerc et cela ne me posait pas de problème. Il s'excusait de mendier.

D. – responsable de Brin de Causette :

La priorité pour beaucoup est le logement car pour avoir un travail, il faut un logement. C'est le raisonnement que j'ai cru comprendre. Avoir un point fixe c'est pourquoi beaucoup font adresser leur courrier à Brin de Causette, ils ne demandent pas la permission. Sur le tableau, dans la salle, il y a au moins 10 – 15 noms.

Pour le travail, je me permets des fois de les bousculer un peu ; en disant tu me parais jeune. Il ne faudrait pas qu'ils vivent comme ça tranquillement, en espérant être toujours nourri aux frais de la princesse.

Beaucoup de malades psychiques, alcool. Difficile de les remettre dans la voie du travail, de la vie active. Ce qui manque est un suivi. On voit des personnes qui vont à l'hôpital. Ils reviennent, ils ont gagné cinq ans, ils paraissent plus jeunes mais retour à la rue, un mois après, tout est recommencé. Ce qui manque est le suivi. Ceux qui ont un logement, les accompagner, car celui qui a couché dans la rue, tout à coup, on va lui donner un logement, il n'y a de transition, il va se montrer incapable de tenir sa maison comme il faut. On s'aperçoit, nous avons des clients qui viennent régulièrement, certains on ne peut pas les remettre dans la voir, ils sont trop âgés.

Viennent-ils tous les jours ?

Brin de Causette est un lieu de rencontre, type bistrot. Des gars esseulés qui ont besoin d'échanger, trouver un copain. Une sorte de ségrégation qui se fait : « je ne rentre pas manger avec des gars qui ont un logement. Il faut s servir sur le trottoir, la terrasse ». Rivalités : ici, on accueille tout le monde.

Difficultés économiques : nous avons plus d'accueillis en fin de mois, le RMI, cela fait longtemps qu'il est épuisé. Il faut attendre le 7-8, on a un peu moins de monde. Pour certains, une nécessité économique, pour d'autres, un lieu d'échange, convivial.

J'ai demandé aux responsables des différentes équipes de faire part d'informations concernant le travail : vendange, muguet.

La question de la formation

Différentes formations, par exemple, du point de vue hygiène alimentaire et sécurité alimentaire. C'est important. L'an dernier, même opération. C'est applicable tout de suite. On nourrit, entre guillemets, environ 100 personnes par jour... → *pendant quelques minutes, il me parle de cela...*

Du point de vue psychique, certainement administratif, aussi. Autrement, il y a des carnets faits par la municipalité de Nantes, on essaie de donner les bonnes adresses.

Différentes formations juridiques, pas inutiles non plus. Exemple : que faire quand on a des mineurs ? Ce sont des choses ponctuelles comme ça, précises, d'où l'intérêt du CASA.

Ce serait intéressant avec 4/5 associations car, parfois, le bénévole peut se retrouver noyer dans ce milieu de professionnel, on parle beaucoup de sigles, pas toujours au courant des dernières lois. Puis, beaucoup de bénévoles ont une moyenne d'âge de 68 ans, de leur demander de se recycler, venir au moins une fois pas semaine est déjà pas mal, on ne peut pas leur demander trop d'effort.

Formation ? Il faudrait préciser quel genre.

Nous-mêmes, on essaie de s'auto instruire. Exemple : cas d'épilepsie, cela est relativement fréquent.

SDF ?

C'est la pauvreté, le malheur qui s'abat sur quelqu'un. J'ai envie d'aider des personnes comme ça car on s'aperçoit de plus en plus que cela peut arriver presque à tout à chacun. J'ai vu le cas de quelqu'un qui avait une bonne situation, il a eu un divorce, il s'est mis à boire et a été dans la rue.

A chaque fois que je ressors de Brin de Causette, je suis content, c'est comme si on avait accompli un émission, parfois il faut donner un coup de gueule, remettre quelqu'un en place mais cela se passe généralement bien, c'est comme un famille, une autre famille, on s'inquiète quand on ne voit pas quelqu'un. Suivant le cas, on se dit « il a peut-être trouvé du travail » ou « il est malade, il lui est arrivé quelque chose ». J'ai appris l'autre jour qu'un de nos accueillis avait tué une femme, pourtant il était calme à chaque fois.

Je suis content de rendre service, mais il y aura toujours des laissés pour compte, autrefois on pouvait les employer dans les communes, mais il y en a de plus en plus.

A. – Ecoute de la Rue, président.

La réponse pour moi n'est pas simple car savoir exactement ce qu'ils attendent, je ne suis pas sûr de savoir, cela peut être tellement différent entre le matin et le soir, entre aujourd'hui et demain ; je ne suis pas sûr qu'il y ait vraiment dans leur désir exprimé toujours la même chose. Suivant le moment, besoin de boire, de parler. L'attente est différente selon les personnes et chez la même personne. Même si elles savent, ces personnes qu'on visite, qu'on ne va pas leur apporter une réponse matérielle, à un moment ou à un autre, ils vont nous formuler cette demande d'un besoin de logement.

La plupart n'attendent pas grand-chose de nous sur ce plan-là mais plutôt un bonjour, une présence auprès d'eux, même s'ils ne l'expriment pas, c'est important pour eux de pouvoir parler à quelqu'un d'autre que les personnes de leur milieu.

Ils vont nous raconter leur vie, peut-être plus facilement qu'à un travailleur social car ils vont les pousser un peu. Nous, ils peuvent nous raconter n'importe quoi, y compris des mensonges, élucubrations, ce n'est pas un problème, ou leur rêve aussi. On va les écouter.

C'est important qu'ils puissent trouver, d'où l'importance pour moi de cette présence auprès d'eux.

Tournée le même jour mais pas forcément la même heure, tantôt le matin, tantôt l'après-midi, c'est là que je vois qu'il y a une différence énorme entre ces deux moments, entre ce qu'ils sont et ce qu'ils sont devenus, en particulier le soir.

Par exemple, hier soir, je suis passé au Bouffay vers 20 heures, il avait consommé et n'a pas compris que je ne pouvais pas rester, il est devenu agressif. Mais c'est lui qui est venu vers moi, désir de rencontre.

Le fait de leur proposer de boire un café : rien de calculé, suivant la personne, le moment, la façon dont se dire bonjour. Une rencontre au bistrot s'il a envie de discuter car on peut discuter plus facilement que dans la rue. Ce n'est pas systématique ; ma façon de faire, j'essaie d'être aussi naturel que possible, aussi vrai avec moi, avec eux, ce n'est pas plus complexe que ça.

G, je ne saurais le rencontrer en dehors du café je ne sais pas pourquoi.

Cela fait 7 ans que je fais cela. Pas d'effet d'usure, au contraire, plus je vais, plus j'ai besoin d'être avec eux ; et comme personnellement, je n'essaie pas trop de faire avec eux mais d'être là, je n'attends pas forcément des résultats, à tort ou à raison. J'essaie de réfléchir à ma position mais j'ai du mal à essayer de les faire avancer, je suis là et essayer de créer une relation, la plus vraie et réaliste possible.

Par moment, à travers cela, ils se sentent reconnus, ça bouge un petit peu.

A un moment, il y a un bout de chemin qui est fait puis cela retombe, cela s'arrête. Je le prends comme ça, avoir suffisamment d'humilité. Je ne fixe pas d'objectif avec eux. Etre avec eux mais ce n'est pas ma vie avec eux. Important de prendre la personne telle qu'elle est. Un travail de partenariat. Je travaille beaucoup avec les travailleurs sociaux de l'AJSL ou du CCAS, pour les médecins, c'est davantage Louis Bureau.

Indispensable, mais chacun a sa place. Je souhaite que le travailleur social accepte de voir notre place, de présence dans la rue, un dialogue permanent avec eux est essentiel. Importance d'être dans des réunions comme le CASA qui rassemble toutes les structures mais ce n'est pas suffisant, c'est le travail au quotidien sur le terrain.

Par rapport aux permanences, on a du mal à se décider à en faire, car, dès le début, on a dit notre mission – aller dans la rue – donc, si on fait comme les travailleurs sociaux ou d'autres structures qui accueillent chez eux, ce n'est peut-être pas notre vocation. En même

temps, on s'est bien aperçu qu'à certains moments, des gens avaient besoin de discuter, donc, on va au bistrot ou dans un autre lieu. On sentait aussi le besoin d'avoir un local à nous pour se réunir. Du mal à accepter d'accueillir des gens, trois fois par semaine. Au départ, personne on ne faisait pas de publicité, on a laissé faire les choses. Ce n'est pas le but premier. La démarche d'aller vers eux est beaucoup plus importante que l'inverse. Car à partir du moment que tu vas vers quelqu'un, tu lui donnes la possibilité de croire qu'il nous intéresse, on va le rencontrer et là, dans son environnement, donc là où il a tous ses repères. Pour bien connaître la personne, cet environnement est important. Souvent, j'ai des discussions avec des travailleurs sociaux et qui m'interrogeaient là-dessus. On va vers elle, elle se trouve considérée.

Pour nous-mêmes, c'est important aussi, il faut beaucoup d'humilité, donc simplicité pour aller vers ces personnes-là. Etre accueilli par eux au lieu d'être accueillant de, me semble être très important. Ceci état, les deux sont possibles. Je ne suis pas sûr que si on ne fait pas cette démarche d'aller vers, on l'aura vraiment rencontré. Important de connaître là où il vit, comme ce qu'il y fait. Je pense que la personne est un peu plus vrai là où elle est. Elle peut venir ici avec une autre mentalité, essayer de paraître quelqu'un de différent, tandis que dans la rue, c'est difficile. Nous aussi, on ne peut pas ne pas être vrai.

Des personnes que je connais depuis 7 ans, mais il y a 7 ans, moins de jeunes. Certains sont sortis de la rue.

Certains bénévoles vont visiter les personnes quand elles ont retrouvé un logement ou sont en institution ; c'est très i de continuer d'être avec elles, d'être le compagnon de route... qu'il y ait une relation, une présence... *un suivi, je ne sais pas ce que c'est.*

Une formation pour les bénévoles.

Indispensable mais ne pas aller trop loin. Connaître ce que c'est qu'une rencontre, l'écoute, je regrette qu'on n'ait pas su faire davantage de réunion sur l'écoute, notre façon d'être avec quelqu'un et non pas pour quelqu'un, ce qui est quand même notre tentation. On voudrait faire beaucoup pour eu, mais pas assez cheminer avec eux, il faut ne écoute active.

Un SDF ?

A première réaction : le gars irrécupérable dans la rue, le gueux, le pauvre type. La seconde, une personne à laquelle la société ne s'intéresse pas et important de s'intéresse à elle pour qu'elle soit membre de la société comme n'importe quel d'autre. Cela a été mon souci dès le départ d'être dans la rue. Ce qui est un peut-être curieux, je ne sais pas si j'ai choisi d'aller vers ces personnes ou pas, je ne sais pas si j'ai choisi mais j'ai quand même pris ma retraite. Pendant ma vie professionnelle, toujours le souci au vu de mes responsabilités dans l'entretien qu'on écoute le plus petit. Je voulais continuer d'être auprès de ceux qui étaient sans voix, ceux qu'on n'écoutait pas car ils ne sont pas intéressants, ont dû mal à s'exprimer. Je ne connaissais pas le milieu de la rue, de la prison, des étrangers et les trois choses se sont présentées à moi. J'ai choisi, en même temps, ceux qui vivaient complètement dehors, des SDF et ceux qui vivaient complètement enfermés. C'est paradoxal et, en même temps, je crois, que cela a été important pour moi de faire en sorte qu'elles soient membres actifs de la société, créer un peu d'humanité, une relation de bien-être.

On retrouve souvent un complexe d'infériorité. Certains ne veulent pas être considérés tel que les personnes peuvent les voir, on voudrait leur faire croire parfois qu'ils sont dans le fond du trou et, eux, considèrent qu'ils n'y sont pas du tout, c'est important.

Aujourd'hui, j'ai un peu de mal quelquefois avec eux, car les immigrés eux n'ont rien, n'ont pas de droit et tout le monde est dans la rue, qui ont un peu plus de chance, mais ce

n'est pas sûr, mais qui ne veulent plus, ils sont tellement déstructurés, plus la possibilité de vouloir quelque chose, quelque part s'enterrent dans la boisson, du mal à être positif, c'est un gâchis. Est-ce qu'on peut faire quelque chose ou pas ?

Ce déséquilibre m'interroge, je dois me méfier de moi, je pourrais avoir tendance à trouver celui-là plus sympathique, plus intéressant. Important de voir comment on peut cheminer avec eux.

L.B., Ecoute de la Rue (ancien médecin).

Les personnes sur lesquelles je vais le plus facilement sont les sans abri traditionnels, dans la population de rue que l'on croise, trois catégories classiques qui font jour. Actuellement, les sans abri traditionnels que l'on appelle clinique – sans idée négative – les jeunes en errance – ceux-là je ne sais pas tellement qui ils sont – et puis les étrangers.

Je commence avec trois ans de parcours avec l'Ecoute de la Rue et une sensibilité de médecin que je mets en avant, je m'engage dans le domaine de la santé. Donc, quelle est l'attente en ce domaine ? Ils sont multiples, assez marqués, souffrance psychique et physique. Le problème est de voir si leurs besoins sont satisfaits entre guillemets. L'idée générale : ils n'expriment pas toujours leurs besoins qui existent, et c'est la démarche essentielle qui n'est pas bien faite.

En général, on ne manque pas de moyens, parfois, il y en a trop. Le problème de santé est la démarche de soins qu'ils ne font pas. C'est là où je m'efforce de savoir quels sont réellement leurs besoins à travers des conversations banales.

Le besoin. On les voit en souffrance physique, problème d'hygiène apparent, le sans abri qui fait la manche et qui fait le vide autour de lui, dans un état de déchéance vestimentaire, hygiène odeur. Cela s'accompagne d'alcool. Je dis que ce n'est pas la cause mais une conséquence de leur vie dans la rue. Pour subvenir, résister aux conditions de vie dans la rue, l'alcool est le soutien, entre guillemets. Toute la difficulté est de savoir si on rompt ce soutien, de changer de vie.

Ils ont tardé à consulter souvent. Ce qui frappe, quand on les rencontre, ils sont en bande. Certains, cela peut aller jusqu'à l'abandon de soin, ils avaient engagés une action de soi mais se laissent aller, et à te point, que quinze jours plus tard, on apprend leur décès.

Certains étaient quelquefois pris en charge à l'hôpital, une maladie connue qu'ils soignaient plus ou moins bien et ils repartaient dans la rue, quinze jours avant, un peu pour mourir. Cela peut aller jusque là.

Il y en a qui ne sont pas à la rue mais qui en ont la mentalité. Ce n'est pas parce qu'ils font la manche qu'ils sont dans la rue ; certains, tout en étant logés, quittent leur logement, tant qu'ils ne sont pas réinsérés, sortis de leur système, le logement ne suffit pas. Ils gardent leur mentalité, ils donnent l'impression de s'y habituer, quand ils sont à trois ou quatre autour d'une bouteille à raconter leurs malheurs ou à rire.

On ne va pas leur demander de changer de vie comme ça du jour au lendemain, mais je ne sais pas quelle est leur attente. L'attente, c'est ce qu'ils n'ont plus, à ce moment, ils se laissent aller, voir un peu de passage, par exemple à Talensac, ils disent attendre un logement, des sous, mais ils ont déjà un passé qui fait qu'ils sont « enracinés », accrochés à leur trottoir et de la peine à s'en sortir.

Qu'est-ce qui faut leur proposer ? Ils attendent, souvent un peu désespérés, car plus on reste dans la rue, moins on a envie d'en sortir, à quelques exceptions. C'est surtout l'extrême de la clochardisation.

De l'autre côté, il y a les jeunes en errance je ne sais pas comment les prendre. Ceux-là demandent à rester le moins de temps possible.

Au milieu, d'autres vont trouver des chambres d'hôtel, accepter des foyers de relogement, d'accueil, aller à la CAO disant : « Sortez-moi de là » avec la hantise d'y rester. On a l'impression, quand on est dans la rue, qu'il y a un risque se s'y maintenir. Ceux qui s'y maintiennent y trouvent un certain équilibre, un terme qui étonnent les gens, je ne sais pas si

c'est vrai mais cela donne cette impression là des fois. D'autres vont dire qu'il ne faut pas trop les perturber.

La création des PASS, ce n'est pas vieux. Je dis souvent que c'est un problème de démarche d'accès aux soins car l'accès, ils l'ont toujours eu. Celui qui était malade a toujours été soigné.

Y a-t-il une amélioration ? Y a-t-il un peu plus de facilité ?

Oui, de par la loi contre l'exclusion. On les compte sur les doigts de la main, ceux que l'on accompagne à la PASS, il ne faut pas se faire d'illusions, cela rend plus facile les choses du fait qu'ils aient des dossiers sociaux qui soient étudiés en même temps. Souvent des gens qui n'ont pas perdu leurs droits mais qui ne les font pas valoir.

Cela permet des actions individuelles, mais quand on voit le nombre de gens à errer sous l'influence de l'alcool, de la drogue, il y a du progrès à faire.

Ce n'est pas une question de moyens, il y a toute une mentalité à changer, peut-être en s'approchant d'eux, en leur montrant que ce ne sont pas des pestiférés, mais ce n'est peut-être pas en développant trop d'assistance.

Ceux qui arrivent, par exemple à Claire Fontaine, s'ils vont chercher les choses d'eux-mêmes, c'est plus intéressant, participer.

Leur mentalité est d'être reconnus comme ils sont, de dire « on vit comme ça », ne nous considérez pas comme des exclus et ne nous excluez pas encore trop de vos maisons.

Les difficultés ne viennent pas d'aujourd'hui. Les dispensaires ont toujours existé, mais la nouveauté de la PASS est leur restituer des droits sociaux. L'accès aux soins est pour les oins droits, on a inclus les marginaux de la rue car ils étaient en état de précarité, mais le pourcentage de dans de la rue qui consulte n'est pas majoritaire. Les gens sans abri, par définition, on la donne par rapport au logement. Ces personnes ont toujours été soignées mais on faisait un peu l'aumône, un pourcentage d'indigents. Cela a toujours existé. Après, l'assistante médicale gratuite.

La nouveauté de la loi contre l'exclusion, on leur a dit il y a un système qui paie et vous allez récupérer des droits. Mais au niveau soins, cela a-t-il amélioré l'état de santé de ces personnes ? Probablement, je l'espère mais pas dans des proportions énormes. Ceux qui ne suivent pas leur traitement, ou ne reviennent pas. Par exemple, **R.**, malgré les soins qu'il a eus, il y a cet aspect de déchéance.

La première fois, les accompagner est important, mais se garder aussi de paternalisme. S'il se met dans une file d'attente aux urgences, à la PASS, au bout d'un quart d'heure, il va partir alors que s'il y a quelqu'un pour lui faire la conversation, à mon avis, c'est de cet ordre là, cela être va pas plus loin.

Une fois qu'il a son ordonnance, on va lui dire de revenir : par exemple, **S.** les infirmières du SAMU, par rapport à son pied, pour améliorer les chances de guérison, ont été le chercher à son bungalow pendant plusieurs semaines. Cela n'a pas modifié son état de santé, cela a tenu mais aujourd'hui, il ne se préoccupe plus de son pied.

La formation.

C'est l'éternelle histoire du bénévolat et du professionnalisme. L'écueil du bénévolat est de faire trop avec son cœur et pas assez avec son cerveau ; or, les deux vont ensemble, ne pas faire n'importe quoi.

Tout ce qu'on a dit sur la charité et le bénévolat, c'est utile. Le partenariat avec les institutions professionnelles est utile, c'est pour ça que j'ai contact avec la coordination santé.

La démarche d'aller vers : il n'y a pas d'exclusif.

Je ne sais pas comment prendre le problème des gens de la rue, entre le ramassage, la contrainte, ne plus voir personne dans la rue, je crois à l'idée de dire, on n'est pas dans une dictature. Par exemple, **R.**, dans l'état actuel, on ne peut lui donner des soins d'hygiène. La contrainte par la police et l'hospitalisation d'office est un cadre juridique mais il faut quelque chose derrière, cela doit rester une minorité.

L'exception : **R.** est-il une exception ?

Je suis négatif dans la contrainte qu'au début, car le réflexe du bon passant, c'est « il faut faire quelque chose, pourquoi on ne fait rien ». Il y a un autre, monsieur **J.-M.** ; ce gars-là qui a une encéphalopathie est mal vu des riverains. Les psychiatres avaient dit « on lui garde un lit » ; moi je l'ai vu l'autre jour, il m'a dit « Saint Jacques, je n'en veux pas, je suis un alcoolique, je ne m'en sortira plus maintenant, la seule chose qu'il me reste est ma liberté. Si je vous dis que je suis bien là, foutez-moi la paix ».

R.C. ne l'exprime pas ça mais il le monte.

Entretien avec une infirmière de Médecins du Monde et qui intervient à l'Oasis.

Il y a une évolution dans la population SDF. De plus en plus de jeunes. La dernière fois, en juillet, beaucoup de gens de l'Est, une population de migrants à la rue. Ce qui m'a fait mal est de voir ces petites jeunes filles, on a eu deux bébés. Ce qui nous pose problème, à la limite, est la non assistance à personne en danger. Mais les Restaurants du Cœur sont dans leurs locaux, donc on ne fait de signalement.

Le médecin qui intervient à l'Oasis intervient aussi à la PASS. par rapport à une jeune femme enceinte, elle lui a dit de venir à la PASS, elle est venue une fois, elle n'a fait aucun papier pour sa grossesse. C'est un peu bancal car on ne veut pas être dans la délation ; il faudrait qu'il y ait un système de mis en place pour signaler.

Sinon, les SDF les plus anciens,

Ces jeunes ont pratiquement tous des rats, des chiens.

Quels sont les motifs de consultation ?

C'est un bien grand mot. La médecine. Je suis infirmière mais sur le plan infirmière on a fait très peu de choses ; par contre, on s'assoit à leur table, ils nous parlent. C'est plutôt une relation de reconnaissance, c'est-à-dire qu'on les reconnaît, pour nous c'est la le clochard, on donne une poignée de main. Pour l'anecdote, il m'a fait une bise, il avait une barbe pleine de poux.

Notre AS a plus de travail ; et le médecin, cela dépend de la saison : l'hiver, le problème d'avoir les pieds toujours humides, il y a les bagarres. Les jeunes viennent plus facilement pour dire « j'ai mal à la gorge, ton médecin peut me voir ? ».

Ceux qui se déplacent encore à l'oasis, cela leur fait... Je me souviens d'un bras qui n'était pas beau. Je dis « attends, je vais te nettoyer ça », il me dont « non, cela ne fait pas mal, j'ai rien senti ». Au niveau douleur, ils ne sentent pas. Ce qui est embêtant, c'est qu'on sait très bien qu'ils ne réintégreront pas la société, ça, ce n'est pas possible.

Ceux qui disent qu'ils ont choisi ce mode de vie...

On dit qu'on fait de la bobologie là-bas. Je me souviens, d'une main qu'il fallait soigner, je lui dis « on va d'abord bien savonner car le savon est un bon désinfectant », il m'a dit « non, tu ne nettoie que le doigt ».

Il y en a un autre, il avait des plaies partout, puis on avait bientôt fini, il me dit « j'ai mal mon genou ». On soulève le pantalon. Ce qu'il n'avait pas dit, c'est qu'il avait eu la diarrhée sûrement deux ou trois jours avant ; il ne voulait pas prendre de douche. Ce que l'on n'a pas fait pour ne pas l'humilier. Il y avait Martine – le médecin – qui s'occupait de la plaie et moi, je lui ai dit « oh là là, vous avez dû saigner pas mal » et avec des gros paquets de coton, on a essayé de laver ça. Il disait prendre des douches chez un cousin.

Très peu d'agressivité envers nous.

Partenariat avec l'Ecoute de la Rue car L, médecin, travaille aussi là-bas et ils les emmènent.

Ils ne se plaignent pas. Pour moi, ils ne sentent plus : est-ce qu'une intoxication alcoolique qui fait anesthésie ? Je crois qu'il y a autre chose ; ils ne sentent plus leur corps, ils ne s'en occupent plus.

Lors des bains, cela se fait avec assez d'humour. Quand ils en ont marre, on arrête, on donne un café. Pour **R.**, Louis lui a dit pendant qu'on le lave, « je vais aller chercher nu sandwich », il était content. Il y a des points faibles aussi. Cela m'a émue. **R.** est arrivé ici, a fait un scandale car il ne voulait plus être là, on l'a fait asseoir, on a discuté avec lui, on lui a

donné à boire et dans la salle de bain, il m'a parlé de sa nourrice : « ma nourrice, à Herbignac, elle m'aimait, tu sais ». Je lu ai donné plusieurs bains et on le révoque. Le seul petit point d'affection qu'il ait eu, il ne parle de rien d'autre.

Ils parlent peu comme s'ils avaient perdu le langage, même du point de vue élocution, cela n'arrive pas à sortir.

C'est différent chez les jeunes.

Par rapport aux femmes : toujours les mêmes sauf les mineures.

On est aussi entre deux chaises car j'ai des enfants et s'ils avaient fait une fugue, j'aurais aimé qu'on me prévienne. Ils connaissent très bien le système.

Travail avec la PASS car n ne peut pas faire les examens, de prises de sang, il y a des médicaments qu'on n'a pas. Quelquefois, on les accompagne car on sait très bien qu'ils n'iront pas. On téléphone à la PASS avant.

Jamais eu de violence envers nous.

Beaucoup avec le SAMU social. On travaille au coup par coup. Il y en a qui ont été hospitalisé et après quand il est ressorti, pas d'accompagnement, donc retour dans la rue, il nous en a toujours voulu de l'avoir fait hospitaliser.

Des liens surtout avec la PASS ; L. est notre lien. L'Ecoute de la Rue marche relativement bien. C'est très complexe car pour tous, on a l'impression qu'ils ont eu une vie tout à fait bien, puis, un beau jour, la femme est partie, plus de boulot, quitter l'appartement car il ne pouvait plus payer, l'impression de tout un chapelet qui s'est abattu sur eux.

Parmi les jeunes, c'est différent : « Je ne vois pas pourquoi j'irais travailler ».

Cela devrait demander une formation particulière car nous on fait ça au feeling avec notre sensibilité mais cela ne suffit pas. Un sentiment d'impuissance puis de colère car je trouve cela inadmissible qu'on laisse quelqu'un en plein soleil au milieu d'une rue même s c'est parce qu'il avait bu. Les médiateurs de rue ont refusé d'intervenir. Quand on a voulu le prendre sous le bras, tout de suite, ils nous ont dit « les flics, vous allez attraper des cochonneries ». Donc, pour qu'il se déplace, ils se mettent autour de lui et ils tapent des mains ; c'est à lui de se traîner comme il peut. Nous, on les a avec les poux, la gale, on n'en a jamais attrapé. J'ai eu l'impression qu'on revenait au temps des lépreux.

➔ Puis, elle me parle d'éducateurs : « Eux, ils ont été mis comme éducateurs de rue sans avoir de formation d'éducateur. En fait, ils servent à quoi ? Si c'est simplement pour satisfaire un commerçant... Je pense qu'on les a mis pour se donner bonne conscience ». ➔ *Référence à la réunion du CASA où ils étaient présents.*

Un sentiment d'impuissance, on fait du coup par coup. Ils ne veulent pas être dans une structure. Quand il y a les accompagnements pour les grands froids, certains refusent. **R.** nous a dit qu'il était bien à dormir sous le pont de la motte rouge.

Je être me sens pas très utile. On sera peut-être les seuls de la semaine à leur donner une poignée de main et à leur parler.

Un SDF ?

La misère. On essaie de les appeler par leur prénom comme ils ne se respectent plus en tant qu'homme. On essaie de parler d'eux en leur donnant un nom. ➔ Une reconnaissance.

Souvent, ils viennent nous voir, quand il est trop tard, au dernier moment, Vous verriez ne nombre d'amputés de doigts de pied. Au début, je pensais, il est diabétique, une gangrène mais non, c'est dû aux non interventions. Ils ne veulent pas en parler, ils

préfèreraient rester comme ça. **R.** s'était brûlé avec son réchaud alcool sur son pied, il ne demandait jamais rien. N venait pour le pansement régulièrement mais on l'embêtait et ce qui avait de l'importance pour lui, c'est qu'il avait une chaussure avec une semelle décollée donc pour marcher un peu il avait mis une ficelle mais la ficelle tombait sur la brûlure. Un élastique, c'est tout ce qu'il demandait. Il avait un duvet dans un état pas possible, c'est l'hiver avec grand froid, a refusé une couverture.

Ils ne disent pas ce qu'ils veulent. Ils jugent différemment ce qu'ils leur arrivent : par rapport à la brûlure, finalement, on lui a trouvé une autre paire de chaussures

Si on veut être sûr qu'ils aillent à l'hôpital, il faut les accompagner. Je me souviens d'un monsieur pour lequel le médecin avait décelé un problème cardiaque à l'Oasis. Il a refusé d'aller à l'hôpital, il a fini par faire une crise cardiaque dans la rue. On s'est dit qu'on n'avait pas assez insisté ; en fait, il ne faut surtout pas empiété sur ce qu'ils croient leur liberté.

Tous les SDF auraient le droit par le CCAS à avoir des jetons pour les douches, mais il faut aller au CCAS. Et je me souviens d'une personne qu'on voyait souvent ; un jour, je lui ai dit « j'ai pris un rendez-vous pour vous au CHU, il faut y aller » et il me regarde et il me dit « Si tu crois que j'ai que ça à faire ».

Ceci dit, avec nouveau, ils nous respectent.

Le problème est après l'hôpital.

Problème d'hygiène. Par conte ce qui m'a marqué, lors de l'enterrement de la responsable de l'oasis, c'est qu'il y a des SDF qui avaient fait un effort de propreté et on sait que cela leur coûte. C'est que, quelque part, ils ont encore des sentiments.

Ce qui me choque est l'attitude des passants. On ne les considère même plus comme des êtres humains. On n'a pas à juger pourquoi ils sont SDF. Si c'était un chien avec une patte cassé, ils s'arrêteraient.

Annexe 6: Entretien auprès des sujets SDF

26 avril 2003, entretien le groupe avec P., Y., J.-L. et E..

À partir du questionnaire sur le système de la P.A.S.S.

J.-L. : cela fonctionne par le bouche-à-oreille. En premier lieu c'était par une association puis, quand j'y suis allé, c'était avec un gars que je connaissais et qui devait y aller, donc comme j'avais un problème... *En fait il s'agissait de la gale mais J.-L. ne l'évoquera pas.* Déjà à l'oasis, cela avait été dure pour lui d'en parler et de prononcer le terme. J'y ai été avec lui. Il m'a accompagné, lui et j'en avais déjà entendu parler par la maison de jour de l'association Francisco Ferrer. Et je n'y étais jamais allé mais j'en connaissais l'existence. J'ai rencontré l'assistante sociale qui m'a demandé si j'avais des problèmes de papiers, j'ai dit non, j'en avais, mais il fallait que je refasse tous mes papiers et ça, je pouvais me débrouiller tout seul pour les refaire j'ai été qu'une seule fois.

P. : je vais parler de la P.A.S.S., j'y ai été, moi c'est par obligation, j'ai attrapé la gale, je ne savais pas ce qui était comme je connaissais la P.A.S.S., j'ai dit : " je ne vais pas rester comme je suis, je vais me faire soigner " donc quand je suis rentré à la PASS, j'ai été bien accueilli. Il y avait du monde, on m'a dit ne " pas de problème, vous allez attendre jusqu'à 16 heures 30 mais on vous prend quand même " et comme j'avais ce problème de gale, je voulais le régler. Par contre, l'accueil et super et quand j'ai vu l'assistance sociale, elle m'a réglé quelques problèmes de papiers, c'est là que j'ai vu que le système social au niveau de la P.A.S.S. que les gens qui sont dans la rue et qui sont malades, il faudrait qu'ils se déplacent pour e faire soigner. Ce qui est très important. Il faut leur dire qu'il existe des organismes pour se faire soigner même si on a pas la C.M.U., de couverture sociale, on peut se faire soigner quand même, on a pas le droit de mourir dans la rue.

J.-L. : tu avais été avant à dans d'autres structures comme Médecins du Monde ?

Je connais mais non. Je n'avais aucun problème. Une petite grippe, des petits trucs comme ça mais cela se soigner tout seul. Je n'ai jamais eu de médecin traitant. Si, étant enfant avec mes parents. C'était l'automédication.

P. : je pense qu'on est tous pareil, nous sommes des personnes même si on n'est SDF, nous sommes dehors, nous essayons de, nous sommes des gens, si on a un problème de santé s'il n'est pas trop grave, on essaye de le régler par nous-mêmes car même si on a une mutuelle on ne s'en sert pas. Moi, j'ai mis quinze ans pour m'en servir quand j'arrivais gérer mes problèmes de santé, on suivait le conseil des anciens. Comme on est des gens qui sont peut-être dures avec nous-mêmes, on ne va pas voir le médecin pour des petits problèmes car on n'est pas hypocondriaque.

J.-L. : si j'avais vraiment une grosse plaie, je vais quand même voir la P.A.S.S. ou un médecin, maintenant que j'ai la C.M.U. j'y irai voir un médecin. Si c'est une grippe, je me débrouillerai par moi-même mais sinon, j'irais directement à la P.A.S.S., c'est plus simple ils me connaissent, je les connais.

P. : c'est une question d'accueil, ils sont très corrects. Même si j'ai la carte vitale, je retourne à la P.A.S.S. car l'accueil est plus direct. Au moins, le problème est réglé. On vous dit " vous attendez ", s'il y a d'autres problèmes on vous oriente au bon endroit. Ils vont au bout des choses, au niveau des papiers ».

➔ *Par rapport aux assistantes sociales.*

J.-L. : c'était la première voix que je rencontrais une assistante sociale, c'était à la P.A.S.S. J'en n'avais jamais demandé avant. Cela m'a un peu surpris car je ne m'attendais pas à ça, je pensais que c'était juste un centre pour se faire soigner mais cela ne m'a pas dérangé.

P. : moi j'ai été au courant qu'il avait une assistante sociale et j'ai vu la nuance entre les assistantes sociales des services sociaux et moi j'avais un copain qui s'appelait **P.** et qui me disait que les assistantes sociales de la P.A.S.S. étaient très compétentes. Quand j'ai vu le système de la P.A.S.S.... Il n'y a pas assez de gens qui l'utilise.

Entre médecins du monde et la P.A.S.S., il y a une nuance. Vous allez à la P.A.S.S., et s'il y a problème et que le médecin ne peut pas régler le problème, il y a les services adéquats. Elle peut nous orienter en direct. Avec médecins du monde, il y a toujours un délai d'attente et il y a une orientation. **P.**, il avait un cancer, pour l'opération, on l'a bien orientée, cela n'a pas trop traîné, grâce à ça, il a été opéré. Mais s'il avait été avant à la P.A.S.S., il serait encore vivant.

Pour la gale, pourquoi pas un médecin ?

Non, c'était à la P.A.S.S., car ils connaissent le problème là, il réglait directement. Et je n'avais pas de peur, j'étais en confiance, quand on m'en avait parlé. Au bout d'un an qu'on est à la rue, on voit des gens qui vont à la P.A.S.S. et qui sont soignés, cela s'arrange. On se dit, il faut aller là car c'est un organisme sérieux. En plus, quand on arrive, on est peut-être SDF mais la relation se fait d'homme à homme.

Il y a médecins du monde, la P.A.S.S....

Il y en a d'autres, les petits frères des pauvres, ils ont un médecin bénévole. J'avais connu ça par la association Saint Vincent de Paul, ils ont des créneaux horaires, avec des spécialistes à la P.A.S.S. aussi, et il travaille avec la stomatologie.

E. : je me suis fait arracher deux dents, j'ai été bien reçu.

J.-L. : il faudrait quand même que j'aille me les faire soigner.

P. et ils sont très bien pour les gens de la rue.

E. : il n'y a pas que les gens qui viennent de la rue.

J.-L. : j'y allais avec mes parents, je m'en souviens.

P. : je sais, ma mère qui n'avait pas les moyens c'était aussi fait soigner les dents. La P.A.S.S. dirige les gens vers les bons services même s'il y un délai d'attente.

E. Du côté de la santé, ils nous orientent du bon côté des choses, mais au niveau du reste quand tu es SDF on n'oriente pas toujours. Au niveau de la santé je pense que celui qui ne veut pas se soigner, il met de la bonne volonté → (*inversion par rapport à notre logique. Nous on dirait "il n'y met pas de la bonne volonté"*)

J.-L. : c'est comme celui qui dit qu'il a faim, c'est un menteur ou alors il ne sait pas se débrouiller.

P. : si on reste au niveau de la santé...

E. : oui mais avec la santé, c'est aussi la nourriture. Si tu ne manges pas, tu as plus de chances d'être malade.

J.-L. : même aux urgences, tu peux y aller mais ils sont surchargés de travail.

E. : il y a un autre service de santé. Quand tu vas au Foyer Saint Benoît, il y a une infirmière qui est là-bas tous les soirs, elle te soigne, te conseille. Le seul foyer où il y a vraiment une infirmière est saint Benoît cela permettrait le suivi médical. *Dans les foyers, des permanences santé.* Il pourrait y avoir le soir, de foyer en foyer, une infirmière qui passe.

→ *Le SAMU social, ils ont une infirmière ?*

Oh là là, et ils n'ont pas le temps de tout faire, c'est juste pour évaluer. Il faudrait quelqu'un qui passe : " ça va aller gars, les filles et ", pour ceux qui ont un traitement. Je trouve que ce serait mieux. Mais à part être hébergés, au niveau de l'hygiène, car c'est aussi la santé, il n'y a pas tellement...

P. : déjà, il y a phénomène au niveau de la douche, tout le monde n'en prend pas.

E. : mais quand tu vis en collectivité, tu dois te laver.

J.-L. : tu ne te lâche pas, quand tu es dans la rue et que tu es tout seul, c'est ton problème mais au sein d'une collectivité la moindre des choses est de se laver. C'est le respect de soi-même, même si des gens ne nous respectent pas dans notre façon de vivre, de nous comporter. C'est déjà le respect de soi-même de ne pas monter dans un bus crado, ne pas faire profiter de l'odeur au voisin. Et malades, pourquoi ? Souvent la maladie vient d'un manque d'hygiène.

→ *L'automédication ?*

E. : l'alcool soulage, cela fait tenir le coup. C'est reculer pour mieux sauter. Par exemple, le problème de l'hygiène des dents. Tu picoles, ça apaise le mal aux dents, seulement trois mois après quand t'as pu un chicot... La prévention des dents : c'est comme ça qu'il y a des infections : pneumonie, pleurésie. Dans les foyers il y a une brosse à dents.

E. : Moi qui ait vu Nanterre, et ils te raflent. Cela fait un an et demi. De force la douche, tu es désinfecté. Cela me rappelle un peu, les chambres à gaz de l'holocauste, c'est-à-dire on les embarque, on les désinfecte. J'aime pas trop les amalgames mais la façon de traiter les gens est très dure. Le lendemain matin à 5 heures et demie, on te dit « on te dépose où : à la porte Champerret, d'Orléans ? ». C'est en train de changer, il paraît.

→ *Le fait que ce là soit sans rendez-vous, c'est important ?*

Oui, car si tu choisis toujours pour être malades !

J.-L. : je trouve que de 14 heures à 16 heures trente, c'est un peu court. Il devrait ouvrir le matin mais c'est sur rendez-vous. Les gens ne vont pas forcément au rendez-vous, de compter dans la rue on n'y pense pas.

E. : le matin c'est la survie.

P. : un SDF n'aime pas prendre rendez-vous, déjà de base. Il doit assurer le plan pour le soir, il y a la manche. Puis Nantes accueil beaucoup de sans papiers et souvent on passe après car on a une couverture sociale. Mais comme disait **J.-L.**, on n'a pas toujours envie d'aller voir un médecin ou son médecin traitant car, même si on le connaît, on se retrouve SDF donc envie de passer au P.A.S.S. parce que cet anonyme. C'est n'est pas une question de,

mais on est sûr de voir personne que l'on connaisse, si on va voir le médecin traitant : « qu'est-ce que tu avais là, qu'est-ce que tu deviens ? » et on revient à la pour se faire soigner, on n'a pas envie de causer. La chose principale c'est ça même au niveau des médecins, ils font des heures supplémentaires la disponibilité est très importante. À 16h30, on m'a dit « de toute façon vous passerez ». La j'ai apprécié, et j'ai été patient, de même la personne qui était là, quand j'ai pris ma douche, elle m'a passé même sur les fesses de la pommade. C'est important aussi, elle va jusqu'au bout de son boulot, elle assure bien son travail, il n'y a pas d'a priori. Aux urgences, il peut y avoir une réticence. C'est là que j'ai vu la disponibilité, c'est important. Quand je suis revenu le lendemain, mes vêtements je les ai laissés. C'était un acte volontaire de les laisser, sinon je pouvais les récupérer et les laver avec un bon, mais on m'a dit il faut les laver avec du désinfectant. Et des gens qui avaient des vêtements de valeur, il pouvait les récupérer, il y avait le conseil. Quand je vois des gens malades, qui ne veulent pas faire l'effort alors qu'ils sont juste à côté, place du commerce, ils peuvent encore le faire, même des fois on est prêt à les accompagner. Non on verra ça demain.

E. à des gens qui se laisse aller total dans leur comportement, dans leur hygiène, santé, dans leur façon de vivre. Le fait d'être en groupe, ça motive. Déjà tu n'es pas tout seul.

J.-L. : quant est tout seul dans la rue, c'est vrai que tu te laisses aller plus facilement, moi ça m'est arrivé, j'étais à la limite de la clochardisation, j'ai été sans me laver après j'ai rencontré des copain, c'est là que je me suis remis à peu près propre. Il y avait l'autre qui me poussait au cul

P. : moi j'appelle ça la motivation. L'an dernier, j'avais une barbe de six mois ; je n'ai pas honte de le dire, elle a été taillée au cran d'arrêt. J'en avais marre de ma barbe. J'avais l'impression de devenir clochard, je me suis dit il faut réagir. Quand j'ai fait ça, j'étais dans un parc, j'ai taillé la barbe et on se sent redevenir un homme normal, fier de sa personne, enfin l'impression de redevenir un homme normal, **J.-L.** a raison. C'est ça qui est important. On parle du mot désocialisé mais même si on n'est SDF, on a l'impression d'être dans le monde social. Une grande différence entre un SDF et clochards, elle est très grande

Y. : clochard est resté dans sa crasse. SDF, le gars, il se lave, il fait ses démarches, il fait la manche. J'ai toujours été polie avec les gens

J.-L. : on a quelques remarques " Tu n'as qu'à travailler fainéant ! ".

Y.: quand c'est comme ça, je l'esquissai, je ne discute pas avec. Moi je tape à Tour de Bretagne à la grande poste. Je n'ai jamais eu de problème, toujours poli, propre. La dernière fois, j'étais à un brin de causette, j'avais attrapé une crève. On me dit " il faut aller à la P.A.S.S. ". J'y ai été le matin mais ça me coupait la manche. J'étais arrivé à 8 heures 45, cela ouvre à 9 heures mais avec rendez-vous. Il fallait revenir à 14 heures sans rendez-vous, je ne suis pas revenue après

→ *Pourquoi ?*

Je n'ai pas fait la monnaie le matin, donc je l'ai refait l'après-midi. Le matin, la première survie : savoir si ce soir j'aurais de la tune, ne serait-ce que pour bouffer. Pour celui qui fume avoir un paquet de tabac, des feuilles, la bière, le casse-dalle et après on voit.

Y. : c'est pour ça que j'ai fait la manche le matin. Je termine la manche vers 11 heures trente.

Si tu vas à l'administration le matin, je n'ai pas de monnaie, donc après, et j'ai été toujours un peu magouilleur, je vais à ma manche le matin, vers le creux, je vais au CCAS, il n'y a pas de monde, à midi 30 -13 heures. Et puis je me réinstalle, je vais au carré (marché plus) chercher à boire et manger je casse la croûte et je tape la manche jusqu'au soir pour avoir un peu de monnaie le matin. Quand je suis à jeun, je fais toujours pareil mais quand j'ai un coup dans l'aile, ça marche encore plus.

E. : il est très connu des services sociaux, l'assistante sociale quand elle vous demande ce que vous avez comme copain : " le gars qui fait la manche, je le connais bien ".

Y. : je fais toujours le même endroit. Quand on est connu avec les gens, on passe partout. Moi je dis bonjour Messieurs dames.

J.-L. : j'en connais combien qui font la manche et qui insulte les gens en même temps.

Y. : à La Poste, s'ils ont des poussettes avec enfants, je les aide à monter, je donne un coup de main.

J.-L. : ce sont les remarques les plus blessantes. L'indifférence on s'en fout, la personne qui passe devant toi et qui ne te regarde même pas, cela ne me touche pas du tout. Il m'ignore, il m'ignore pas mais je préfère encore ça, à ceux qui lancent des pics à la con comme quoi tu n'as qu'à bosser, il y a beaucoup de gens qui disent ça. Tu parles, ils ont 18-20 ans, ils n'ont jamais bossé de leur vie.

P. : je vous en parle car moi c'était très dur de commencer quand on a travaillé dans sa vie...

J.-L. : comme tout le monde, moi j'ai mis un temps pas possible à simplement tendre la main.

P. : moi je ne vais pas tendre la main, Karine, c'est à la rencontre. J'ai appris avec des anciens à faire la manche à la rencontre. Des fois, j'ai reçu des remarques, de réflexion mais j'ai appris une chose, c'est la politesse. Déjà, le bonjour, le merci et si les gens ne donnent rien, déjà de dire : " Bonne journée ". Par contre des fois, vous avez des surprises, il y a des gens qui vous interpellent, qui sont cravatés, qui vont vous donner une fois des bonnes pièces car ils sont contents de la politesse.

Y. : c'est faux.

P. : cela m'est arrivé, c'est un vécu.

J.-L. : comme moi cela m'est arrivé un matin, j'ai été à la Pomme de pin, gare sud, boire mon café. J'avais juste de quoi acheter mon petit journal et le payer. Je le buvais tranquillement, je pars, il y en a un, une personne qui m'a rattrapé, il m'a dit : " Monsieur excusez-moi, je ne m'étais pas aperçu que vous étiez dans la rue, vous êtes dans la rue ?", je lui dis oui, il s'excuse, c'est ça qui est bien il s'excuse, il a sorti de son portefeuille 20 € Il y a encore des gens bien. Cela fait du bien, il y a le regard, la sympathie déjà.

Y. : je vais te dire un truc, j'avais fait la manche à La Poste, je vais au Carré l'après-midi, je mange bien, je picole bien, je rentre, j'arrive au secours. Pas de problème, j'installe, mets le duvet, je dors. Quand il y a une dame qui me dit " si vous voulez vous pouvez dormir à l'intérieur ". Je lui dis non car une fois on m'a ouvert la porte, j'avais installé mon duvet, mais j'ai été obligé d'attendre le dernier client pour rentrer. Je lui ai donc dit non. J'avais mon petit coin tranquille. Elle me dit vous dormez comme ça ? Je lui dis oui et cela fait dix ans elle va dans sa voiture, elle me glissa un billet de 20 € et me dit bon courage. Tu peux te faire une bonne clientèle, on me voit plus comme touriste avec mon sac à dos que comme SDF.

J.-L. : ça, je n'aime pas trop, quand vous voyez des parents qui donnent la pièce à leurs petits enfants, c'est gênant. Je l'accepte car je n'ai pas le choix, mais c'est une question de fierté, je n'apprécie pas. Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui font ça pour apprendre la solidarité à leurs enfants, mais je n'aime pas trop.

P. : là je n'étais pas demandeur, c'est quand le petit gamin est arrivé avec ses étrennes, j'ai dit au papa que je ne pouvais pas accepter. Le papa m'a dit que le petit serait vexé. Le papa m'a proposé de venir chez eux. J'ai dit à l'enfant : je te fais la bise, car dans mon cœur cela aurait pu être mon fils. Voir un enfant agir comme ça, cela m'a fait chaud au cœur car même si je n'ai pas de lit, ça m'a fait chaud au cœur même si j'avais froid le matin, c'est ça qui m'importait. → *Cette anecdote m'avait été racontée le premier soir à la maison d'accueil de jour par P. et J.-L.*

→ Au niveau de l'hébergement.

E. : d'une structure à une autre, il faut que l'on explique son parcours, sa maladie si tu en as une, c'est ça qui m'énerve. Une ville comme Nantes, tu ne vas pas crever de faim, ni pour te faire soigner mais tu as tellement de choses différentes et qui sont mal gérées. Tu prends le 115, ils gèrent mal, ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les assistantes sociales de la ville de Nantes. Quand vous êtes revenu à Nantes et que l'assistance sociale vous dit " qu'est-ce que vous avez été faire à Saint-Benoît " alors que j'y avais eu un gros problème (il y avait eu un mort), c'est un truc dont ils devraient se souvenir, non on me remet à Saint-Benoît. J'y suis resté trois heures. J'avais un bon pour plusieurs jours mais je ne voulais pas, cela me rappelle la mort d'un copain. Ils ne s'étaient pas concertés, tu es un numéro, ils te parquent. Cela leur donne bonne conscience de trouver un foyer le soir. Mais le lendemain, t'as pas de suivi. Il y a des gens qui sont SDF depuis vingt ans à Nantes, et il n'y a aucun suivi. Du moment qu'on les abrite l'hiver, car l'été est on commence à mettre tout le monde à la porte, aussi bien pour les soins. L'été, il y a moins de soin que l'hiver, c'est tout le monde à la porte, il n'y a plus de place. On verra ça au mois de septembre quand cela va reprendre.

J.-L. : au printemps et en été, on n'est pas plus en danger dans la rue et dans divers points il n'y a plus le froid d'accord mais il y a tous les autres dangers. Il y en a beaucoup : les agressions, et les maladies, on est toujours autant en danger dans la rue et il ne faut pas croire : il ne fait plus 0° donc par froid.

E. : à la fin de l'hiver, il n'y a plus de SDF, on n'en parle plus dans les campagnes électorales, les politiciens, ils y viennent au moment de Noël, ils vont venir aux restos du cœur, Dominique Versini vient à Nantes, mais à des fins électorales. Autrement, ils s'en foutent.

J.-L. : à chaque fois qu'ils sont venus à la maison d'accueil de jour à Francisco Ferrer, le préfet et Dominique Versini, je n'ai pas eu envie de discuter avec elle, cela ne m'intéresse pas.

E. : pas plus de structures mais qu'elle soit mieux gérer. Qu'on ne soit pas alcoolisée, qu'on ne se batte pas dans les foyers est normal. C'est vivre en collectivité. Mais le problème de Saint Benoît, c'est devenu le parcage, c'est qu'on mélange tout le monde, des critères aussi. Il faudra des petites structures avec un accompagnement individuel, c'est important. En Belgique, cela existe aussi mais les structures sont petites, plus encadrés, tu es obligé d'avoir

un résultat, c'est-à-dire que le SDF, est obligé de faire a minima. Ils obligent les gens qui dorment dans un foyer a donné un peu de leur temps à la collectivité. En France, on te demande de travailler gratuitement pratiquement, alors que là, en échange, tu as le logement, la Bourse, des petits trucs, un pécule ça, c'est la resocialisation, ça marche je connais des gens qui sont dehors et au bout d'un moment, ils s'en sortent. Il y a un échange qui se crée : logement, boulot. On les traite comme des êtres humains, pas comme des enfants, adolescents

J.-L. : la dernière réunion qu'on a eue avec le secours catholique, c'est ce qu'on a abordé. Ce que l'on reproche à tous les CHRS est qu'ils nous infantilisent, et ils s'occupent de tout, nous on n'a rien à faire, ils nous infantilisent.

P. : ça va même plus loin que les démarches, par exemple au niveau de la vaisselle, ils croient qu'on n'est pas capable de se faire à manger, faire des courses. Ils nous traitent comme des enfants. L'autre fois, j'étais dans un centre par le 115, une soupe, on nous dit « attention, elle est chaude, tu vas te brûler », Comme si c'était à des petits gamins de quatre ans. On prend la soupe, le bol, il n'est pas plus chaud qu'ailleurs, quand on était à la maison, on était capable de le prendre.

J.-L. : j'ai vingt-deux ans de travail en boulangerie derrière moi, je suis encore capable de prendre quelque chose de chaud entre les mains même si ça fait quelques années, j' ai rien perdu. Comme si on n'était plus capable de se faire à manger, même si pour certains, cela n'est plus possible.

Y.: il y a quinze jours : ils n'ont pas voulu de nous, on n'était pas dans les priorités

J.-L. : ce n'est pas qu'il ne voulait pas de moi, moi je ne voulais plus d'eux.

P. : c'est moi qui ai refusé.

E. : finalement on se débrouille par nous-mêmes, tu as vu, on fait des courses tous les jours. Alors que les trois-quarts qui sont dans les foyers, on les met dehors, du jour au lendemain ils sont perdus.

P. : nous on est autonome. Mais il se trouve tellement bien dans les foyers qu'ils ne veulent plus en bouger avoir alors que nous, on monte notre tente tous les soirs, chacun a son coin.

E.

J'aurais 40 ans dans une dizaine de jours. Ma vie depuis six ans n'est qu'errance, luxure et pauvreté. J'en suis arrivé là à cause du divorce et du ras-le-bol de du travail surtout quand les données étaient conjuguées : travail, famille. Par conséquent, un jour, j'ai décidé de foutre le camp de là, je suis parti en cure de désintoxication en moyenne, il fallait compter 6 litres de pinard et une demi-bouteille de Ricard et une vingtaine de bières par jour. Cela ne m'empêchait pas de travail jusqu'au jour j'ai essayé d'arrêter ça, du moins essayer de faire quelque chose, j'ai fait trois mois de cure. C'est un établissement haut de gamme dans la nature. Cela m'a permis de me remettre en question. De là, j'ai décidé de ne pas rentrer. Pas du tout, couper les ponts avec la famille, que personne ne s'était inquiété de savoir où j'étais, certain, le savaient mais ils se sont inquiétés au bout de trois mois quand ils ont su que je n'étais pas là-bas. Ma femme m'avait demandé le divorce, deux jours après que j'avais décidé de partir en cure. Je m'y attendais. J'avais aussi envoyé ma lettre de démission après j'ai décidé de partir à l'aventure.

Les deux premières années je suis resté en France, puis je me suis promené en plan en Belgique. Donc, depuis quatre ans, je vis six mois de l'année en Belgique pour des raisons... Pour me reposer déjà... Les autres six mois, il faut que je bouge. Il a fallu que je revienne sur Nantes pour une histoire de papiers à la préfecture, récupérer mon passeport. Mais comme j'ai un casier judiciaire cela a été plus long. J'avais lu dans une brochure " Bruges, la petite Venise du nord " et je voulais voir ça. Donc, ça m'a pris comme ça. Là-bas, j'ai fait la connaissance de quelqu'un avec qui je reste six mois de l'année. Le reste, besoin de bouger. J'arrive quand même à quarante ans avec le divorce sans compter une dizaine de concubinage sans parler de la maladie, là il n'y a pas grand-chose à faire, si ce n'est de prendre la vie comme elle vient, du bon côté, car j'en ai pas pour très longtemps j'ai découvert que j'étais positif en 1997, la maladie s'est déclarée en 1998 et depuis, j'ai décidé de tailler la route en me soignant, je m'arrange toujours pour avoir ce qu'il faut, je tiens quand même à vivre le plus longtemps possible et les derniers temps à peu près dignement. Mes relations avec l'argent sont très... Quand il y en a, il y en a. J'ai la chance de toucher une rente d'une assurance privée qui me permet de vivre pas trop mal. Ce n'est pas l'argent qui me pose le plus de problèmes. Ce que j'aime bien est la propreté et quand tu es dans la rue, c'est une sorte de luxe, ce n'est pas toujours évident de trouver une douche. Et puis, je n'aime pas les foyers, car il devrait obliger les gens se laver. Pour vivre en communauté, il faut voir le respect de soi-même et des autres. C'est là que tu t'attrapes le plus de maladies. J'étais sur Bruges l'hiver, je suis juste revenu en ce mois d'octobre quand mon grand-père est décédé. Ma famille proche, je n'ai aucun lien mais je garde toujours des relations avec un de mes oncles et tantes qui sont sur Paris. Donc, quand j'y vais, je squatte chez eux. Maintenant, on n'a aucun lien de sang mais on s'entend très bien, ils savent comme je suis. Je suis resté dix jours.

J'ai donné dans les foyers que ce soit sur Paris, Nantes ou Lyon, Lille. À Nantes, c'est c'est à fond dans le social à part que les foyers sont mal gérés. Cela manque. On mélange des genres, les clodos... Quand tu manges à côté de quelques qui est dégueulasse, cela ne donne pas envie de manger. À Nantes, ils devraient faire comme certaines villes, ceux qui sont trop crado : à la désinfection c'est là qu'on attrape les pires maladies, moi j'ai attrapé la gale dans un foyer alors que je suis toujours nickel sur moi.

Il devrait séparer les genres : il y a le SDF propre, le SDF crado, le vrai clodo, il y a différentes types de sans domicile, sans parler des gens qui sont malades dans la rue. Et certains, si tu ne les prends pas par la main, et ils n'ont pas la force, à part picoler ou fumer des joints. Il faudrait les accompagner physiquement. Là, je trouve que les foyers ne font pas leur travail. Ils ne devraient pas les relâcher le lendemain. Dans certains, tu es remis à six heures dans la rue. Mais les accompagner, faire une démarche, pas exemple, aller chez le

dentiste. Et dans la rue quand tu n'as pas une bonne dentition, c'est comme les pieds, ça ne tient pas longtemps. Il faudrait un peu plus de suivi au niveau de l'hygiène et ce qui s'en suit, au niveau de la santé. Dans les autres villes, c'était pareil, même à Paris : un métissage des genres. Ils embarquent, tu ne sais même pas où tu vas atterrir. Moi, j'avais abusé de l'alcool, mais on ne demandait rien à personne, ils nous ont emmenés parce que c'était un jour il faisait très froid et la préfecture de Paris a ordonné de ramasser tous les SDF qui traînent. Alors que nous, on était propre, on avait notre coin, on était pénard mais on nous ne nous a pas demandé notre avis. On s'est retrouvé le lendemain lâché à la porte de Charenton, à 6 heures. " On vous ramène où? ", " Là où vous nous avez trouvé ". Il n'y a pas de suivi. Le gars qui veut s'en tirer, il a peut-être une chance de plus dans certaines grandes villes. Déjà pour être dans la rue, quelque part, il faut le mériter. si on est dans la rue, c'est qu'il y a des erreurs de faites. On ne peut pas dire « C'est la faute des autres », c'est chacun une fois qu'on est tombé dedans, il y a du laisser-aller.

À chaque fois, cela a été mal dans ma vie sentimentale, je me barre un jour. Besoin de m'éloigner de mes racines, de voir autre chose à chaque fois je suis revenu, mais quand je suis parti en 1997, là je savais que je n'allais pas revenir. Car si je revenais, c'était pour régler un compte et cela aurait mal tourné. La prison, j'ai déjà donné mais au bout de douze ans, j'avais eu envie de m'établir quelque part, et le hasard, c'est que je suis allé à Bruges, il y en a une qui aimerait que je reste toute l'année mais ce n'est pas possible. Quand je vais sur un autre continent, je vais tout seul, à l'aventure.

La confiance je ne fais plus confiance à grand monde, je me méfie de tout, surtout de la police, des différentes associations. Je préfère compter sur moi-même, si c'est pour partir dans un foyer, cela ne m'intéresse pas je préfère être dehors avec la petite bande, ce que je ne supporte pas non plus, dans certaines associations, on a l'impression qu'ils font la morale, ils ne savent pas comment on en est arrivée là, mais nous font quand même la morale. Cf. *J.-L. à propos des remarques sur la fainéantise quand il fait la manche alors qu'il a notamment vingt-deux ans de travail en boulangerie*. Comme je dis, je ne demande rien, je n'ai pas le RMI. Le jugement, c'est ce qui me choque le plus.

Avec la maladie, on a essayé de m'hospitaliser pratiquement de force. Or, pas question que je rentre dans l'assistanat, je ne veux pas qu'on ait pitié de moi.

Moi qui ai fait trois ans de prison, le foyer me rappelle la prison et je préfère être encore dans la rue que dans certains foyers. Tu fais des conneries, tu les assumes. Mais j'ai quand même quelqu'un qui m'a dit de " si vous en êtes là, c'est que vous l'avez cherché ". Tout à fait Madame, mais je ne me plains pas, c'est vous qui me dites que... C'est peut-être par rapport à mon éducation, où étant enfant, il ne fallait pas se plaindre. À la rue, je n'ai pas l'impression que les gens nous méprisent. C'est plutôt moi qui serais indifférent, en indifférence qui chacun fait ce qu'il veut.

Par rapport à mon physique, les gens me laissent tranquille. J'évite quand même depuis quatre semaines que je suis sûr Nantes de me montrer, pour des raisons familiales, je ne tiens pas à ce que les gens sachent que je suis revenue sur Nantes. Il y en a d'ailleurs qui me croit mort dans un hôpital. Je n'ai rien fait pour démentir, je ne suis pas encore mort physiquement je fais attention car quand tu as une maladie cardiovasculaire et que tu as le sida, par ailleurs, je fais attention aux autres... Je ne vais pas contaminer la terre entière. Je n'en veux pas à la personne qui m'a contaminé, d'ailleurs elle est morte.

S'il n'y avait pas eu la maladie...

Cela a amplifié l'affaire, les six premiers mois, je n'ai pas mis les pieds chez des médecins ou structures, je voulais voir, j'ai réfléchi à l'affaire. Qu'est-ce que je fais ? Ce que je

ne voulais pas, c'est que dans mon bled natal, il y en a qui ont le souvenir de moi comme la bête des bêtes. Pas de pitié. Dans la commune, je fréquentais aussi bien les jeunes que les anciens et je ne voulais pas qu'on en dise " c'est le fils... ". Ils doivent se demander où est ce qu'il est rendu ? Quelque part, c'est jouissif de savoir que certains se questionnent, qui se souviennent du bon traînard, fêtard, mec travailleur. Je préfère qu'il y ait cette image. Le jour où je retournerai au pays, ce sera au cimetière, j'ai déjà tout organisé pour que si je meure je vais directement dans la tombe du grand-père car il y a une place, je retrouverai mon grand-père et ma mère. Elle est décédée il y a longtemps, j'avais sept ans. *Première rupture*. Et là des problèmes et moi-même j'ai eu des graves problèmes à cause de ça, adolescence pas facile.

Les relations que j'ai eues avec les femmes, la deuxième c'était une erreur. Je n'aurais jamais dû quitter la première, c'était la connerie du siècle. *Troisième rupture*

Mon père, je ne lui en veux pas, ce n'est pas de sa faute, que ma mère soit morte, mais il y a certaines choses qui ont été gâchées. Par exemple, il ne fallait jamais en parler et conclusion si on ne parle pas, c'est pesant, même si on a dix-sept ans.

Mon frère, cela ne l'a jamais dérangé. Mais moi du jour au lendemain, pas de dialogue, cela a été lourd à porter et moi, j'ai un trou, c'est que je me souviens de rien de zéro à sept ans, je n'ai aucune anecdote à raconter sur ma mère. Ça, c'est très dur à vivre, c'est comme s'ils étaient balayés. La dernière fois que je la vois, c'est à la maison, où l'ambulance est venue la chercher, lui a dit que c'était fini.

L'adolescence, j'ai été un an sans aller à l'école, je ne supportais pas. Le maître venait me porter mes devoirs. Après l'école, cela a été toujours difficile, question discipline par exemple, à l'armée, cela s'est mal passé. Les alcoolisations. C'était pour ne pas penser, toutes les excuses étaient bonnes, déjà par la profession que je faisais (agriculture). En plus, j'avais une alcoolisation méchante, jamais raide mort car c'étaient tous les jours. Quand j'ai eu ma période parisienne avec ma première femme, je m'alcoolisais mais que le week-end, quand on faisait la fête. C'est après mon divorce quand je suis retourné au pays, la cela a été très dur, pour oublier le chagrin d'amour. Pendant trois ans pas picolé mais après quand j'ai remis le nez dedans. Et à chaque fois, c'était pour oublier quelque chose. En fait, si je picole, c'est peut-être pour oublier la mort de ma mère et de mon grand-père, car je m'étais attaché à lui, pour moi c'était tout. Malheureusement, il est mort lui aussi, j'avais seize ans. *Seconde rupture*. C'était ma deuxième année au lycée agricole. Heureusement, j'avais un maître de stage qui m'aimait bien.

Je me suis marié de bonne heure, après l'armée. On a acheté un bien ensemble, d'ailleurs il n'est toujours pas partagé comme je suis toujours à demi propriétaire de cet appartement, je vais passer, il y a aussi une histoire de famille, c'est que mon grand-père a laissé des biens sur un compte, certains ont été lésés. Seulement ils n'avaient pas partagé avec ses enfants et petits-enfants mais avais mis le livret à mon nom. Donc, même pas adulte, le climat familial était détérioré. D'ailleurs il y a toujours de l'argent.

L'alcool et pour oublier... (Silence) et surtout pour ne pas penser, je ne vois jamais loin que huit jours, ce que je pourrais faire dans huit jours ne m'intéresse pas. La je suis content, samedi, on fout le camp, on s'arrête à Dinan, chez mes amis, mardi, on remonte sur Bruges, normalement six mois à l'arrivée et je verrais dans huit jours, ce qui est marrant, c'est que cela fait toujours six mois, après le jour de l'an.

J'ai quand même des fois des projets. Là, ce serait de réunir des fonds pour partir en Australie, le seul continent que je n'ai pas fait, sauf le Groenland et l'Antarctique

Sur Nantes : depuis quatre semaines, mais je n'ai plus envie de rester là. C'est pourtant ma ville natale mais je me sens comme un étranger, j'évite certains coins, sauf ce matin un bon copain qui est facteur, c'est le hasard, depuis quatre semaines, j'ai évité tous les endroits que je connais, les bistros par exemple, quartier du Bouffay, je n'y vais pas. Je n'ai pas envie

d'étaler mon histoire sur la place publique il y a certaines personnes, ils n'ont pas à savoir. Je laisse planer le doute, le mystère.

Là, on s'entend bien, on a monté une petite bande. Chacun a son petit coin même si on vie en collectivité.

Les priorités : pour se laver et les copains.

Ce qui aide à garder le moral ?

C'est de me réveiller tous les matins et d'être encore vivant. Voyager aussi mais des fois, j'ai des crises de cafard, mais je n'ai jamais pensé au suicide, je ne m'en veux pas personnellement donc je ne vais pas me suicider. Mais parfois du vague à l'âme, je me dis que si j'avais été un peu moins con, on en saurait peut-être jamais arriver là. Cinq minutes après, quand j'ai repris le moral, je ne regrette pas.

Qu'est-ce qui fait que cela bouscule ?

C'est de voir des gens, ceux qui n'ont jamais bougé leur cul, voir que leur petite vie, moi j'ai tout connu : la richesse, la pauvreté, les squats, la tôle, à la rue. J'ai été trois mois en squattant en Hollande, il y a une bonne ambiance, une dizaine avec 4 ou 5 nationalités différentes. Et que l'on se choisit, car moi quand je n'aime pas quelqu'un, je ne fréquente pas, alors qu'en foyer on t'oblige à être en relation avec des gens qui ne te plaisent pas. Alors que là, tu choisis tes relations,. En squat, en France, ce n'est pas la même chose, cela dégénère vite. J'ai squatté en Amérique du sud, on changeait toutes les semaines. On a vécu deux mois comme ça, à un moment, je suis parti. Honduras, Colombie, Argentine, la France puis à Bruges.

Tu te considères comme SDF ?

Non, je serais plutôt du genre un aventurier, car sans parler des squats et la rue, de temps en temps avec quelques arnaques, je m'accorde du grand luxe. Certains se barrent par nécessité, mais pour moi, c'est une nécessité de voyager.

L'assistance sociale était étonnée de me voir, elle me connaît bien aussi. Elle m'a dit : " Monsieur quand est-ce que vous serez grand ? ". C'est vrai que je persiste alors que je pourrais faire autre chose mais compte tenu de la maladie, je ne vois pas l'intérêt ; je ne laisse rien derrière moi, je n'ai pas d'enfant.

C'est un regret ? Avoir une famille ?

Non, je me connais, divorcer, ce n'est pas bien grave, les différents concubinages ratés aussi, mais du jour tu fais un gosse, là, cela devient grave car si le gosse il n'a pas de pas... De toute façon, cela ne va pas bien durer longtemps au vu des de mes derniers résultats, donc il est grand temps que je rentre à Bruges. Comme je ne tiens pas à être hospitalisé. Je tiens à être le plus longtemps possible debout. J'ai pu en parler avec la femme et avec qui je suis à Bruges elle ne m'a pas jugé, c'est déjà quelque chose de bien. On n'a pas se juger mutuellement : confiance et liberté. Une chose que j'avais trouvée avec ma première femme.

Cet échange, à moi, cela m'apporte quelque chose, j'ai pu dire ce que j'avais sur le cœur et pour toi, tu vas avoir différents cas, il y a différentes formes d'errance, celle quand on n'a pas le choix : environ 10 % pour qui il y a un choix de vie comme ça.

Tu penses que tes copains de route comprennent ?

Oui, car ils ont oublié d'être con. Des fois, on n'a pas la même vision des choses mais est-ce que Y. va s'en sortir ? Il est bien comme ça. Il a travaillé mais il ne voit pas la vie autrement que de taper la manche.

Le 17 juin 2003, entretien avec et Y. et J.-L.

J.-L. (44 ans le 4 août) : la question du " chez-soi " un peu quand même, je serais quand même mieux que dans la rue.

Par rapport au travail, au RMI.

L'argent : c'est évident.

Dans les démarches je suis très long à me décider et à les faire demande de RMI il y a quelques mois alors que 5 ans de rue. La solitude, l'ennui : non, pas en ce moment.

La violence : un peu.

La faim : jamais de ma vie.

Par rapport à l'alcool, il m'arrive de boire mais je peux être des semaines sans boire, cela ne me dérange pas.

2- les priorités. Je vis au jour le jour, je n'ai pas spécialement de priorité. L'hébergement n'est pas une priorité.

3- L'accueil. Toujours très bien accueilli. Les foyers services sociaux, pas de problème le 115, je ne le ferai plus, faut voir comment on nous répond, à la P.A.S.S., là pas de problème, quand j'avais dû y aller (traitement de la gale). L'ANPE : jugement, on est des numéros

4- les raisons à dormir dehors. Ce n'est pas par choix personnel, je me suis retrouvé dans la rue à dormir. J'ai pas payé quelques loyers, perdu mon logement, le refus des foyers : pas vouloir être en compagnie de certaines personnes. Ce n'est pas une question de confort ou d'accueil.

Ce qui est aide à garder le moral ?

Les amis, on en rencontre toujours quelques uns. Les bons moments, j'évite d'y penser, toujours au jour le jour.

La confiance.

Aux associations d'aide : oui. Travailleurs sociaux : Famille : oui, je n'ai pas de nouvelles car je ne veux pas qu'il me voit comme ça mais je n'ai pas de problème avec. (ses frères et sœurs vivent à Nantes et dans la région). Dans la rue, on apprend être méfiant. Confiance dans la presse en général.

L'attitude des gens envers eux

L'indifférence, de la méfiance. On est dans la rue donc les gens ne vont pas trop approcher.

La peur : non.

La pitié : ici, c'est arrivé à des gens d'avoir pitié de moi. Je le gère bien un, cela ne me dérange pas. C'est plutôt les insultes, der l'agressivité, quand on fait la manche ils sont solidaires. Certaines personnes de, plus l'hiver, sont généreuses, ils ont plus pitié. La manche pour moi, c'est ce qu'on appelle au tapecul, resté à tendre la main à la priante.

Le 115 : ils ne sont pas polis, insociables, cela passe mal. Cela fait cinq ans que j'étais dans la rue, première année que j'ai fait le 115 à cause de la température. Toujours rester sur Nantes car moi je suis nantais.

Par rapport au RMI, le contrat d'insertion devait être fait il y a quinze jours. Il me dit qu'il fera la semaine prochaine. Et le débloquent dans la semaine, car là les impôts me l'ont bloqué en raison de ce que je leur dois. J'ai vécu cinq ans avec la manche, du jour au j'ai fait une demande de RMI, ils m'ont réclamé de l'argent. En projet de leur donner 10 % chaque mois.

Une demande de logement car je me vois mal travaillé en étant dans la rue.

Y. : l'absence de chez moi. Pas du tout, moi c'est le cas au contraire, je préfère être dans la rue que dans un appartement. J'avais un appartement à Rouen, mes parents m'ont hébergée pendant un an. Mais je ne peux pas rester en place, disons que je bouge. J'ai fait quinze fois le tour de France et l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, le Portugal. Je pars avec mon 5, je me pose dans un squat, la manche. J'ai pris l'habitude.

Période d'incarcération.

La solitude, l'ennui : non.

La violence : non.

L'alcool et tous les jours je bois de l'alcool, c'est obligé, à la bière. J'en ai besoin. Mais je ne suis pas alcoolique.

Les priorités : l'argent et dormir dehors. Pour l'instant c'est comme ça, à moins que je n'aie aucun moyen, qu'il me coupe le RMI. Moi, je me plais comme ça.

Les foyers : j'en ai fait, c'est fini. C'était à Nice, mais on m'avait volé un poste, un portable et mon porte-monnaie avec tous mes papiers. C'était au tout début que je faisais la route, maintenant, je me débrouille, j'ai un passe en facteur (je l'ai autour du cou).

Par rapport à l'accueil, à Nantes ça avant encore, mais j'ai vu des villes, il te regarde des pieds à la tête avant de rentrer. Je peux te le jurer, il juge les gens directement. A Saint-Étienne par exemple, tu as des foyers, il y a des dortoirs donc vraiment les clochards de chez clochard. Quand j'ai vu ça la première fois, plus de cent personnes. Ils mettent les crados avec propre. Moi je n'y ai dormi qu'une nuit.

Par rapport à l'hygiène, on arrive à se débrouiller entre les bains douches où s'est ouvert quatre fois par semaine et a petite maison à Rezé pas de problème

J.-L. : au tout début que je me suis retrouvé à la rue, j'étais novice.

De la clochardisation, je ne connaissais pas. Après, on m'a montré. Dans la rue, il y a quand même une certaine entraide, il te dise comment il faut faire.

Y. : il évoque les lieux où maintenant il y a des vigiles en raison de la violence.

Je me plais comme ça pour l'instant ou alors le camping. J'ai un appartement, c'est juste pour dormir, sinon dehors toute la journée.

C'était déjà comme ça dans ton appartement ?

Non, ce n'était pas pareil car j'avais une copine déjà. Le 115, moi, c'est fini où alors, il faudrait que je me trouve dans une ville que je ne connais pas pour savoir où prendre les petits déjeuners le matin. Sinon, je me débrouille, j'ai ma manche.

Le moral, moi déjà c'est dans la tête, ou voir les collègues, on met du temps pour les connaître, tu peux te faire dépouiller sinon. En moyenne à dans la rue, ces douze jours avant de dormir dans la rue avec un autre gars.

J.-L., cela fait un bail que je le connais.

J.-L. : pas un bail quand même.

Y. : 2 mois, quand même. Mais déjà, j'ai vu que c'était quelqu'un d'honnête. La famille, j'ai toujours des contacts avec, j'ai appelé pour souhaiter les vœux à ma mère et m'informer du mariage de mon frère. Je suis le témoin. Le projet : Rouen puis allé à Lille rejoindre **E.** On voyageait déjà : Pornic, Saint-Nazaire. A deux, c'est bien on s'entraide.

Pas confiance aux travailleurs sociaux ni aux associations, ni aux gens en général. Toujours des démarches, longueur de transfert. Je fais confiance à certains des gars de la rue.

L'attitude des gens : Ils sont indifférents, certains sont méfiants ou alors, les jeunes : " va travailler, fainéant ".

J.-L. : une fois, et il y a quelqu'un qui m'a dit ça, il avait vingt ans, moi j'avais vingt-trois ans de travail derrière moi.

Y. : c'est l'hiver qu'il donne : " tenez une pièce pour aller boire un café demain matin ". L'été, ils pensent à leurs vacances. On arrive à gérer, il y a des jours avec et des jours sans.

La violence : il y en a qui vont se taper dessus pour une gorgée de bière ou lundi dernier, bagarre. Tee-shirts. Résultat : fermeture à 15 heures 15 : " tout le monde dehors ". Là, obligé de revenir une fois par mois à Nantes pour la domiciliation.

J.-L. : il y a des endroits où je ne vais pas faire la manche car je risque de tomber dessus. Ils doivent bien se douter que je suis dans la rue de toute façon car depuis le temps que je n'ai pas donné de nouvelles. Tant que ce sera comme ça je ne les appelle à pas.

Y. : mes parents sont informés. Deux ans de rupture familiale. Cinq ans d'armée chez les parachutistes. Trois ans de travail en bâtiment.

Par rapport au mariage.

Y. : non.

J.-L. : je n'ai jamais eu l'occasion je n'ai pas l'intention de rester toute ma vie dans la rue, un jour, il faudra que je change. Avant quand je travaillais, toujours le même appartement.

13 heures trente : arrivée à la gare. Y. et J.-L. m'attendent au niveau du tramway. Nous allons au jardin des plantes. Ils me font remarquer qu'aujourd'hui ils sont à l'heure, Y. : dit avoir été malade hier, Y. me demande à la fin s'ils ont bien répondu aux questions, ils me demandent si ça va servir.

Intérêt pour ce que j'avais d'informations. Il s'excuse que cela est pris tant de temps (des rendez-vous manqués, et en raison du départ à Saint-Nazaire, l'autre jour avec la grève). Ils ont rendez-vous après avec Michel, personne qui dort aussi à la rue, au niveau du « marché plus » je leur dis à samedi. Ce que je note, c'est qu'ils ne s'étaient pas alcoolisés et le sérieux quant à leur réponse. " C'est normal, on s'est engagé ". Ils disent qu'ils me préviendront de leur retour à Nantes. En échange, je les informe que je leur donnerais ma nouvelle adresse mail ".

Entretien avec Yv., le 12 juin 2003.

On souffre toujours de quelque chose, ne serait-ce que de soi-même.

L'absence de chez vous : quant on n'en a pas, on apprend à s'en passer. Le problème, c'est quand on ne trouve pas une compensation à ce qui nous manque, c'est là qu'on commence à souffrir.

Le manque d'argent : on peut manquer d'argent tout en ayant un travail qui rapporte beaucoup, c'est une question de gestion de son argent, une gestion de ses envies.

La difficulté d'obtenir ses droits est le plus grand problème. On a des droits et on se les fait spoliés. On arrive à manquer de confiance à ne plus avoir confiance en ceux qui sont censés gérer nos droits.

La solitude. Certains disent que ça n'existe pas mais on la subit quand même de temps en temps.

L'ennui est un gros problème quand on n'a pas la possibilité de faire quelque chose, on aurait presque envie de faire quelque chose mais on n'en a pas les possibilités donc l'ennui. C'est vraiment le gros problème.

Le jugement des autres : la plupart du temps. C'est-à-dire que moi je fais presque l'inverse. Je vois à travers les personnes comment on me juge, quand il se le permette, je ne porte pas en jugement une définition sur le problème qu'il y a aujourd'hui, on rencontre beaucoup de personnes qui nous ont jugés hier et qui se retrouve dans une situation de précarité et qui font semblant de ne plus nous reconnaître. Ils s'aperçoivent qu'ils se sont trompés de jugement. C'est pour ça que la violence fait peur à tout le monde, mais le pire et la violence politique. C'est plus qu'une agression, je parle de génocide sociale, c'est une délinquance.

La santé : on arrive toujours à minimiser les effets néfastes de la santé

La faim aussi, on arrive à surmonter, on arrive la faim.

L'alcool, je n'en utilise pas, la drogue non plus mais je comprends ceux qui deviennent dépendants. Dans les substances et, on trouve des moyens de se calmer, je ne peux donc pas parler de jugement sûr.

Par rapport à l'ennui, j'ai des connaissances et on conserve quand même un minimum d'espoir qui ne soit pas péjoratif et un minimum de projet. Le problème pour moi, les projets, si je voulais réaliser, c'est qu'au moment où j'aurais ma retraite réelle et que je pourrais faire un programme et sans aide extérieure. Sinon, on a le petit ennui de tous les jours. Le problème séculaire c'est que cela devient plus que de l'ennui. Qu'en l'activité appellent l'activité et l'inactivité, l'inactivité. On a tendance à se laisser aller, à ne pas surmonter certaines difficultés qui deviennent des difficultés physiques on fait travailler nos muscles et, on fatigue, la moindre des choses que l'on veut faire est un effort. Pour ceux qui sont dépendants à l'alcool ou à la drogue, ils n'ont pas tellement ce problème car cela les abasourdit complètement. Une amie me disait qu'elle se saoulait afin de s'endormir car c'était sans somnifères car à la force de penser à tous ces problèmes.

2- les priorités.

Personnellement, garder le goût de vivre. Trouver un emploi, dans mon cas, c'est plutôt un emploi du temps. Se procurer de l'argent, non. Car on en arrive à un stade où j'ai inventé le 6e sens mais je l'écris avec un "a".

Sans avenir réel. Sans passé, sans présent : car le passé est le présent d'hier. Le futur est le présent de demain. Sans besoin. Sans illusion. Sans motivation. Moment où on s'ennuie, on est fatigué physiquement et moralement on en arrive un moment où on ne sait plus si c'est le physique qui atteint le moral ou le moral qui atteint le physique. Mais c'est vrai que c'est quand même une alternance. Très souvent l'un ne va pas sans l'autre. Trouver un hébergement

pour la nuit. Cela peut être déprimant par moment. Si on n'a pas l'habitude. Mais c'est assez facile de trouver à s'abriter, le problème est s'abriter en sécurité. Ne pas être dans un endroit... Par exemple, il y a une personne qui s'est fait dévaliser cette nuit pendant qu'elle dormait. Apparemment, elle avait bu, donc elle ne s'est pas aperçue, ils ont enlevé une bague. C'est fréquent. C'est plutôt la sécurité de l'hébergement

Se procurer les repas. On a appris à survivre ce qu'il y a, c'est trouver un endroit paisible où prendre le repas. Le cadre reposant. On retrouve un jour la question de la sécurité, on vit dans une insécurité permanente. La police, au lieu de nous protéger, nous poursuit. Les bancs publics, ont presque tous disparus. En pensant que les personnes partiraient ailleurs, ce n'est pas trouvé de solution à un problème mais déplacer le problème. C'est partout, il y a vingt-cinq ans, chasse à Venise. Or un problème que nos élus ne comprennent pas. Nantes est une ville de prolétaires et aujourd'hui, une ville de spéculateurs, la vie et l'harmonie de tout un ensemble. Quelqu'un jour m'a dit: " toutes ma vie j'ai voulu gagner beaucoup d'argent et aujourd'hui j'ai beaucoup d'argent pour voir les choses et je ne vois presque plus ". Je n'envie personne qui peut avoir un style de vie qui pour moi est corrompu car aucune possibilité d'évoluer. Nantes devient une ville qui exclut de plus en plus de personnes mais elle nous a déjà exclu du droit de vivre. Avant, toujours un moyen de trouver un travail, il y avait beaucoup d'activités.

Les services sociaux, on fait des efforts dernièrement. Les foyers, cela fait longtemps que je ne me présente plus. Des efforts, il faut quand même comprendre qu'il y a eu de très gros problèmes, la municipalité a délégué à certaines associations l'accueil du public pour s'en débarrasser et parce qu'il faut reconnaître qu'un employé à l'accueil pourra vous dit " je ne suis pas là pour me faire engueuler » " alors qu'une bénévoles dans une association, aura plus de patience. Ce que nos élus n'ont jamais compris, il faut être à l'écoute, il ne faut pas oublier qu'ils représentent nos désirs, nos envies, et nos besoins. Et jusqu'à maintenant, ils nous ont imposé leur manière de voir les choses. Il y a eu des réactions, mais ils ne prennent pas notre écoute en considération, il continue à imposer leur volonté. Donc on se retrouve dans un cadre où on n'est plus en sécurité, protégé par, on n'a plus confiance, il y a des votes kamikazes et abstentions. De par le manque démocratie, ces personnes-là sont exclues, pour ne pas dire refouler complètement. C'est comme ça qu'on connaît toutes les décadences. La spéculation est perdre en se faisant croire qu'on gagne. Lutter contre cela, la ligne éducation nationale, on apprend à être des moutons, on devrait prendre à être des individus capables de raisonner.

Un foyer, il y a quelques années c'était un endroit où les personnes qui sont dans le besoin, on faisait semblant, qu'on pouvait les aider à s'en sortir. Un semblant car c'est déjà plus facile d'empêcher qu'ils ne tombent que de lui tendre une demi perche quand il est déjà tombé. Le problème quand il n'est pas arrivée encore sur les bords et pas complètement debout, il est déjà lâché. Foyer, je suis resté deux mois et demi maximum car j'avais un programme qui a tenu. Sinon, pour que quelqu'un s'en sorte véritablement, il faut plus de trois ans, tellement plus facile d'éviter qu'il ne tombât point mais pour nos dirigeants la personne doit encore faire plus d'efforts or, il faut quand même comprendre qu'on veut bien faire des efforts, mais pas stériles. Quand on sait que cela ne va pas aboutir, on ne va pas faire des efforts, on n'est pas absurde à ce point. Il y a des choses qui mathématiquement peuvent se calculer à l'avance. J'étais pour les travailleurs indépendants. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. On devient les esclaves d'un système qui nous détruits. Encore, je ne suis pas suicidaire. Les initiatives personnelles si elles étaient mieux comprises. Aujourd'hui, en termes d'assistanat. Il y a les assistés, assistantes..

Les hôpitaux, les médecins, la P.A.S.S., médecins du monde : jamais. J'ai fait moi-même des études de médecine, je ne pense pas que j'irai un jour à médecins du monde et tout ça car je fais toujours mes démarches officielles pour avoir mes droits. Un certain moment, j'ai refusé de m'inscrire au CCAS car j'étais contre les agissements du directeur. Refus de

renouveler mon aide médicale pendant deux ans comme je sais comment faire pour éviter le pire mais et j'ai donc subi quelques carences.

Par rapport à la santé :

J'ai toujours évité le pire. *Yvan n'en dira pas plus sur lui. Il enchaîne sur l'ANPE.*

Des bons rapports avec car ils sont conscients qu'ils n'ont pas les moyens de faire leur travail correctement. Le personnel a fait des efforts au niveau contact humain, par contre, le directeur général de l'ANPE, c'est lui qui a inventé les ..., je l'avais rencontré car en 1983, je voulais mettre en place des ateliers associatifs, pas eux. Mais ces mêmes escroqueries, au niveau des emplois jeunes, mais les personnes n'ont pas le choix.

Chacun a ses raisons de dormir dehors. On ne choisit pas, ce n'est pas une question de choix. Aujourd'hui, dans la situation immobilière, soit on devient complice de ces escrocs, cependant pas le choix. Car personne ne voudra me louer un appartement.

7- par rapport à l'attitude des gens, on retrouve de tout. Il y a vingt ans, je rencontrais, une dame âgée qui avait peur quand elle me croisait.

La promiscuité dans les foyers. Le fait déjà pour aller aux toilettes, il pourrait y avoir un cabinet privé. Il pourrait y avoir des petits dortoirs individuels mais le problème qu'il y a, c'est que pour les couples, très souvent, il n'y a rien. C'est à croire que nos élus n'ont jamais compris que la famille existe. Idem pour les pères.

Par rapport à la mixité : cela pourrait exister mais veiller à la sécurité des personnes du personnel. Il faudrait les trois : homme, femme, mixte.

Ne serait-ce déjà des salles de télévision mais ouvertes à différentes heures avec écouteur. Cela ne gêne personne. Dans les foyers, il y a une salle et un seul programme sonore. Ce qui veut dire que cela gêne celui qui est au-dessus.

Ivan parle de la crise et de la place de la ville par rapport à la campagne. Les personnes qui faisaient les saisons sont considérés comme des vagabonds alors que celle des actifs considérés comme des instables. Saint Julien de Consselles, ce n'est pas loin d'ici pour les cueillettes mais si tu n'as pas de véhicule, tu ne peux pas y aller.

Discours sur les autres, le système politique, mairie, sur son ressenti, sa place à lui dans les foyers.

Il n'y a aucun sens du besoin de la commune voisine, chaque ville pourrait avoir quelque chose de la ville voisine. Déjà l'inégalité entre les quartiers, plus d'équilibre.

Le regard des autres :

Ce qui nous aide à garder le moral et ce qui nous démoralise quand on s'aperçoit qu'on ne sait pas trompé. On se remet en question presque tous les jours. On cherche à savoir est-ce qu'on ne s'est pas trompé dans notre choix. Le plus décevant : quand on s'en aperçoit, ou qu'on ne s'est pas trompé. J'en arrive à me demander si il y a une disparition de l'espèce humaine, cela ne manquera pas la planète. Question que je ne m'opposais pas il y a quelques années voir moi. La situation est-elle encore réversible ?

Les satisfactions : oui, heureusement qu'on en trouve quand même, de bons moments, on rencontre des écoutes, des vrais même si les idéaux ne sont pas les mêmes car on rencontre des gens dans les associations même si elles sont très dévouées, personnes qui vont dans des centres d'accueil, elles mettent toujours les mêmes vêtements et une personnes m'avez dit de " moi, quand je rentre, je me change, je me douche ". Je suis l'un des rares à le savoir mais je pense que si beaucoup de personnes le savait, en plus de la savoir, c'est humiliant.

Changer la société : soit on devient complice de nos gros, soit on devient de vraies victimes. Pas beaucoup de victimes innocentes. On peut se protéger par l'immobilisme.

La solidarité, pour moi, je suis celui qui au point où j'en suis, je n'ai pas d'illusions, donc plus vraiment de besoin, mais il y a des personnes qui ont l'impression qu'on a des besoins, qui veulent nous offrir de l'argent... J'ai toujours refusé. Je peux rendre service à quelqu'un et il me remercie mais dans ce cadre là, je pense qu'on me créant des besoins, je me fait complice d'un système qui abusent de moi. C'est une forme de résistance. Je ne fume pas, je ne bois pas, je ne souhaite pas enrichir certaines personnes j'avais une théorie qui disait : faire vivre, laissez vivre dans ce tombeau devant une société qui nous empêche de vivre. Est-ce qu'on doit la faire vivre ? Est-ce que je dois faire ? Dois-je simplement exister, car plus le goût de vivre véritablement. Ce n'est pas un choix, notre choix est d'aller plus vers les égalités. Aujourd'hui, nos droits sont spoliés, par des fonctionnaires commandants des mercenaires.

Le rien : qu'est-ce que tu entends par rien n'amène de réconfort. Non, il y a toujours quelque chose qui réconforte ne serait-ce que quand on dort sur un bancs, on voit lever le soleil, c'est quand même du réconfort

Par rapport à la confiance, elle est toujours limitée. Plus on se fait confiance à soi-même et moins on a confiance aux autres sur tout qu'on se trouve en sens inverse, c'est-à-dire cela me rappelle l'histoire de la sécurité. Comment demander à quelqu'un qui n'est pas sécurisé de la sécurité. Faire confiance à la police aujourd'hui si difficile. Moi je les appelle les terroristes de l'État. A un moment, j'ai porté illégalement l'uniforme. C'était une couverture.

Par rapport à l'attitude des gens.

L'agressivité, je la rencontre assez peu. Agressivité verbale. L'humiliation, je l'ai beaucoup plus ressentie quand j'ai vu des personnes se comporter comme ça et d'autres à les regarder de façon humiliante. J'ai entendu des réflexions de tous genres et de tout âge.

Est-ce que tu te considères comme SDF ?

Pour moi, je suis SDF. Sur mon passeport, c'est marqué sdf.. Il y a un statut de SDF et je me situe dans ce cadre-là. Chez Denise (l'Oasis) il y a eu de l'abus. J'ai été quelquefois quand j'avais un appartement souvent amené quelqu'un qui ne connaissait pas le lieu et je demandai si je pouvais rester.

Tu fais une différence entre SDF et clochards ?

Clochard, cela n'existe plus. Il ne faut pas oublier que clochard est un métier. C'est celui qui faisait sonner les cloches de l'église. Dans certains endroits, cela sonnait tous les quarts d'heure, ce n'était pas péjoratif du tout. Les clochards et il n'y en a plus il y a énormément de termes qui n'ont plus de sens. Moi j'ai été vagabond pendant quelque temps, j'ai fait Istanbul, Paris à cheval.

Le choix entre soi est humilié et ne pas être là ou garder sa fierté, dignité se retrouver comme ça, moi, c'est ce que j'ai choisis par rapport à ma situation antérieure. Je n'avais pas le choix je devenais le complice de mes bourreaux ou victimes véritablement. J'ai choisi victime, sans que cela soit un choix c'est là le problème des radios, télévisions quand elles font elles font voir un documentaire, elles font semblant que c'est un choix véritablement, c'est la liberté, le vagabondage. C'est faux. Très souvent, ce sont des personnes qui ne peuvent avouer leur échec, on en arrive là par un échec, on en est plus ou moins responsable de notre échec ou pas, c'est différent mais cela reste un échec et il faut se l'avouer. Quand j'ai fait Paris Istanbul au bout à cheval et c'était un véritable choix. Tandis que la, ce n'est pas le cas. Très peu de personnes qui méprisent mais plutôt des gens qui réagissent méchamment par jalousie.

Entretien avec K.

Je suis né au Maroc dans les montagnes, dans une famille relativement conservatrice j'ai eu une enfance normale, après j'ai perdu mon père très jeune à l'âge de sept ans. Une scolarité normale, très jeune, je voulais partir. Mon frère aîné a fait l'ENA, il a voulu me trouver une école. En 1982, inscription à la fac, maîtrise, un an de psychologie. Parallèlement, j'ai toujours travaillé pour financer mes études car je ne voulais absolument, sur le plan de mon indépendance, ma liberté, même si ma famille voulait m'aider, je me suis dit, je m'en sortirais tout seul, j'en suis capable j'ai fait un DEA de sciences politiques à la Sorbonne. Je voulais faire une thèse mais cela n'a pas marché. Après je suis revenue sur Nantes quand j'avais une petite fille et j'avais du mal à me séparer. Elle avait un an et demi je suis revenue sur Nantes c'est primordial, j'ai commencé à travailler, je faisais des remplacements en tant qu'éducateur animateur. Après, j'ai été engagé par Accord. J'ai oublié. Avant l'Accord, j'ai été formateur à Léo Lagrange, c'était à Angers, pendant un an, j'ai fait la navette. C'étaient des stages de remise à niveau pour adultes jeunes. Cela me plaisait mais comme c'était que des stages renouvelables, puis la distance... Après l'engagement par accord, CDD puis CDI, j'ai été affecté à Malakoff, il y avait un conflit intense, les jeunes ont brûlé de à 3 fois le centre. Ils m'ont engagé pour faire une étude sociologique du quartier, pour préparer une réouverture tard. Puis, et j'ai été sur le terrain. Cela demande un travail très important

Dans une situation paradoxale, moi d'origine maghrébine, les français disaient " ils ont encore embauché un maghrébin ", du côté des maghrébins, des conflits car je ne revendiquais pas mon statut.

La question de la place. Je ne savais pas trop me situer donc je jonglais les uns avec les autres. Pendant trois ans, à tel point que cela a déteint sur ma vie privée, c'est-à-dire quand je rentre le soir, j'étais complètement lessivé et ma compagne à l'époque en avait marre, moi qui aime le théâtre, le cinéma, je ne faisais rien. Cela a laissé des séquelles, j'ai eu des entretiens avec la direction, ils m'ont muté pendant 6, 7 mois, je m'occupais de la coordination au niveau des projets d'animation ensuite, mutation à Belleville. Au bout de cinq ans, j'en avais m'a clac, il y eut d'autres événements en dehors du travail qui se sont accumulés et je suis parti en accord avec la direction. Ce n'est pas vraiment démissionné, la preuve j'ai toujours les ASSEDIC, en fait je me suis fait oublier. Je suis parti, j'ai vagabondé partout en France, puis je suis revenu à Nantes pour ma fille et on a eu un autre gosse, qui aujourd'hui à 7 ans. Ma fille a presque douze ans pour Lara, j'avais mon appartement, on était séparé, c'est pareil, beaucoup d'éléments qui ont fait que j'en avais ras-le-bol, je suis parti en Espagne, Italie puis Maroc. Je suis resté huit mois c'était le plus longtemps, avant c'était pour les vacances puis, il y a deux ans et demi, je ne sais pas, j'avais tout, puis les enfants ne manquait, je me sentais complètement décalé donc je suis revenu ici.

Mes enfants, la je ne les ai pas vus car vous savez c'est dur, la dernière fois, c'est il y a trois mois environ. Par contre, je les appelle très souvent je leur écris, ils m'écrivent. Avant ils habitaient avec leur mère à Nantes, dont c'était dans le centre, maintenant ils sont au loin (40 km), ce n'est pas très loin mais pas pratique du tout. Même au niveau des moyens de transport. Par contre, leur mère quand elle est disponible, elle me les amène, mais ce n'est pas pareil. On fait les musées... Des fois, je préfère ne pas les voir, même si c'est possible matériellement, car cela me rend plus malheureux. Quand je les vois partir, j'ai la gorge serrée. Difficile aussi quand mon fils me demande pourquoi on se voit toujours dehors, " il est où chez toi ? ". Cela dit, me retrouver à la rue, quelque chose que je n'avais jamais pensé, les gens ne comprenaient pas vu le niveau, la faculté d'adaptation. Quand j'explique, ils ne comprennent pas. Moi, j'essaye de disséquer, je trouve cela illogique. J'ai basculé, je suis passé de l'autre côté de la barrière, je ne me suis pas rendu compte sur le moment. Il y a deux étapes. La première, quand je suis revenu, j'ai été chez des amis, mais un moment donné, quand je

revendiquai toujours ma liberté, mon indépendance, j'ai été mal à l'aise. On n'est pas chez soi, la possibilité des foyers, je suis allé quand même, une semaine à Saint-Benoît. Après j'ai été à Saint-Martin insupportable ce n'est pas tant le collectif, je ne suis pas un sauvage, mais des fois, j'ai envie le soir d'être seul, avec mes bouquins, puis cela crie. On me mettait avec des gens qui ne m'intéressaient pas. La bagarre, l'alcool, puis me retrouver dans de situation comme ça, pour moi, ce n'est pas un choix, ce ne sera jamais un choix. Ce sont les conditions qui ont fait... Ce n'est pas un univers à moi mais quand vous êtes à la rue, où confronter fatalement à des gens comme ça, ne serait-ce que dans le squat où je suis. Cet homme s'est imposé. J'étais à Angers, moi je rentre, ils étaient là je préfère une discussion constructive, bouquiner tranquille, que l'alcool, la bagarre, cela ne m'intéresse pas. En plus, au niveau de l'environnement, ils sont supers, ils m'apportent cafés, ils discutent, mais quand il est là, il a un comportement agressif, il fait fuir les gens. Puis ce sont des gens rangés.

Avant, j'étais un étranger, trois mois, avec des ateliers après, Saint-Benoît, Saint-Martin, je logeais avec deux ou trois personnes puis cela s'est mal passé moi, je ne m'entend pas avec les maghrébins et la ils m'ont mis une semaine pas le choix, c'était très difficile. J'étais ou Corbusier, ils m'ont changé. Cela se passait plus ou moins bien, mais en fait c'est une entreprise, je pense qu'on insérait, j'en ai les capacités mais quand vous n'êtes pas bien, où les besoins d'une béquille. Avant, j'avais jamais rien demandé, le CCAS, je connaissais qu'au bout de trois mois. Cela ne me dérange pas de prend d'une pelle mais aucun projet au niveau logement. J'étais en situation de précarité, pas forcément financière, mentale, psychique qui me ralentissait. Après, je suis partie de moi-même, ce n'était pas intéressant. Cela va un moment c'est là que je me suis retrouvé à la rue, j'ai pensé à un moment de léthargie en me posant des questions abstraites sur le sens de ma vie je lis beaucoup, passion première, je commençais à être de plus en plus seul, de plus en plus solitaire, alors que je suis très sociable à l'origine même quand je suis avec des gens, j'ai été hospitalisé quand j'ai commencé à boire anormalement.

Je n'ai pas le droit, ni par rapport à moi-même, ni par rapport à ces personnes et certains amis comme le médecin, on se connaissait depuis l'enfance, on est arrivé en même temps en France. L'amitié dans la rue, je n'y crois pas. C'est fragile ou éphémère.

Par rapport au squat, j'ai de bonnes relations avec le voisinage, je maintiens propre. Il ne faut pas s'isoler, et il y a des gens qui passent en voiture, donc s'il y a un problème... Seulement, là maintenant, il y a Patrick et quand il boit, il devient indigne, il fait la manche, taxe des cigarettes. Lui c'est l'exemple type : l'alcool, la bagarre, la taule. Moi, je lui ai dit, il y a des conditions. Moi, cela ne me gêne pas tu sois là, je lui ai donné une couverture et une orange, quand je suis arrivé, j'ai trouvé de la cendre partout, au début, c'est moi qui ramassais quand il partait de bonheur, puis je me suis dit " non, ça ne fonctionne pas comme ça ". Si c'est le bazar les voisins, le CCAS voit ça. Il y a des endroits où il y a des bouteilles, ils urinent. Par exemple, les jeux des enfants près de la Fnac, il y a des verts partout.

L'assistance sociale a précisé aux voisins ce que je posais, mais démarches. J'ai eu droit à un rendez-vous avec une dame de Francisco Ferrer, et comme moi, au niveau administratif, j'ai été dispatché, je perdais mes papiers. Le fait de la voir, elle a reconstitué, la CAF, les ASSEDIC. Elle m'a mis en contact avec les résidences soleil qui gère des logements aux mois autonomes, c'est-à-dire c'est une étape, pour retrouver quelque chose de complètement autonome après. C'est renouvelable, tous les six mois on a un rendez-vous, le fait qu'elle vienne avec moi, c'est peut-être un plus. Sinon, je cherche dans le privé. Cela va à un moment mais cela n'a pas de sens, une vie comme ça. J'avais constaté que ces deux

dernières années, de mener une vie bizarre, comme ça, j'avais l'impression de stagner, intellectuellement, commencé à perdre la mémoire, moi qui avait une bonne mémoire puis le corps, il ne suit pas physiquement, c'est normal. Il y a un laisser-aller. Par moments, j'ai peur de moi-même, je fais mal à moi-même. Souvent j'en suis conscient, des fois inconscient. C'est après que vous rendez compte et c'est trop tard souvent, je me remet en cause

L'alcool aide à soulager, en dehors de l'aspect ivre, car pour moi, c'est plutôt de la mélancolie, de la nostalgie. L'alcool est vicieux. Cela vous calme moment ce n'est pas une solution sur tout quand on va trop loin et moi j'ai peur de ça, mais je ne pense pas.

A été aussi en Italie. Retour dans son pays.

Là, j'ai fait une erreur, je suis rentré trop tôt.

La violence, mais pas propre à celle de la rue, celle dans le monde, je lie d'ailleurs le Monde depuis l'âge de treize ans et le Monde Diplomatique depuis des années. C'est sordide ce qui se passe, le monde ne tourne pas rond

Les priorités :

Ce qui est important est un logement, un endroit pour me poser, pour pouvoir me préoccuper des démarches ; a priori à la limite, je n'ai pas besoin de beaucoup d'argent, il me faut un minimum vital. Un emploi, je peux en trouver un mais comme dans des conditions comme cela, il faut toujours chercher où se loger, ou se laver, ne serait-ce que pour des papiers.

L'accueil : à Saint-Benoît, cela se sait très mal passé, remarquez il voit tellement de gens.

Les travailleurs sociaux au niveau du CCAS : accueilli normalement. Déjà j'avais relevé des incohérences dans leur fonctionnement, il y a certaines choses que je connaissais mieux qu'eux, d'ailleurs c'est un cadre qui me suis maintenant.

Ceux qui ont un logement, le RMI, ils ont le droit à 3 fois 500 francs par an du conseil régional et moi je n'ai pas le droit car pas de logement et je suis aux ASSEDIC. Là, quand j'ai été radié. Moi, je n'avais pas 1 centime, je leur ai expliqué. Donnez-moi l'explication, on m'a répondu " c'est comme ça ". Après j'ai demandé de changer de personnes. Là, c'est un cadre, assez exigeant, très carré, mais faut ça pour moi qui suis dispersé. Il me donne des éléments logiques.

Par rapport à la mairie : la dernière fois, refaire ma carte de bus car on m'avait volé mon portefeuille. En général, je le prends très peu, car pour aller de la place du commerce à l'Oasis, je marche. Le tram, ce n'est pas tellement mon genre, je ne suis pas à l'aise. Ils n'ont pas voulu car il fallait des justificatifs, devoir aller les chercher à pied pour leur ramener après. Je suis allé quand même il le fallait.

Les gens : Indifférents, voire méprisants. Une fois des jeunes, ils fumaient leur pétard, ils ont dit à un de leur copain, j'étais allongé : " regarde, un clochard ". J'ai entendu car je ne dormais pas, je me lève, je lui dis viens, je vais te montrer ce qu'est un clochard, ils se sont barrés. SDF, il y a une certaine conception, c'est pour ne pas dire clochards.

De la désocialisation, le plus dure est l'humiliation c'est-à-dire, où vous êtes là, où vous demandez quelque chose : par des paroles, attitudes, vous vous sentez humiliés. C'est cauchemardesque toi qui était **K.**, Ahmad issu d'une famille, famille... De l'argent, de l'argent... Je gagnais 9.000 francs net par mois mon voisin, il taxe de l'argent, des cigarettes, moi des cigarettes, si je ne connais pas, je n'en ai pas, j'ai du mal la manche. C'est impossible d'abord je ne sais pas la faire, je suis resté un mois sans un centimes.

La première fois dans une structure : je faisais un pas en avant, un pas en arrière. C'est très, très dur je vais chez Marion pour boire un café mais je ne reste pas longtemps, puis

quand je vois le rapport aux bénévoles, ils n'ont aucun respect, ni merci. Ils viennent régler leurs affaires alors que ce sont des retraités, ils sont là le dimanche, les jours fériés une fois, j'ai demandé " Qui s'est chez Marion ", incapable de répondre, comme une fois, à l'oasis, je me suis fâché, j'ai été avec **P.**, il y avait trop jeune avec leurs chiens, ils font la zone. Je leur ai dit : » vous savez qui c'était » ? Coluche. Ils s'en foutaient.

La confiance :

Les gens de la rue, avant je me suis fait plumer je ne sais combien de fois mais moi, je suis comme ça, je suis généreux. Mais parfois, vous arrivez à des extrêmes, les cigarettes à l'avance au début, je posais le paquet sur la table, envie de boire le café tranquille, mais votre paquet il disparaît. Apprendre à être méfiant par rapport à l'alcool, quand j'en ai, je n'ai pas envie de boire seul, je les invite. Vous n'en sortez pas.

Les travailleurs sociaux et de plusieurs catégories : ceux que j'ai côtoyés, pas confiance. Ils n'ont pas un travail facile non plus, avec moi, le mien est clairvoyant, arrive à me cerner ce jour.

Hospitalisation d'une semaine au départ. Puis hospitalisation plus longue. Mon référent et le psychiatre responsable de la structure mon ami médecin voulait que je le recontacte. Mais la psychiatrie, j'ai du mal à me faire l'idée précise, l'impression qui privilégie le traitement médicamenteux. Dans les années 60, en Italie, quelques réformes et une ouverture mais je ne sais pas trop.

Je suis déterminé à m'en sortir, coûte que coûte et je n'ai pas envie de terminer ma vie sur le grand échec, j'ai envie de m'en sortir, je pense à mes enfants, ma mère et ceux que j'aime bien, mais il faut que je m'en sorte moi-même d'abord, sinon je vais brasser du vent, ne plus être dans une solution précaire, la galère. Il faut que je m'occupe de moi et que je cesse de penser trop aux autres.

Depuis K. est décédé (dans un foyer après y avoir été hébergé car trop souffrant, pour rester dans la rue).

12 mars 2003, entretien avec J.

Personne fréquentant le local Réduction des Risques qui m'a été présenté mercredi dernier. Je l'avais déjà vu à l'Oasis.

Une rencontre interview avait été prévue ce jour à 15 heures au sein de son squat.

Au moment où j'arrivais, il allait chercher des cigarettes. Il a ouvert et quand je lui ai demandé où on s'installait, il m'a indiqué l'étage que je connaissais pour y être déjà allée. Le ménage avait été fait. J'étais vraisemblablement attendue. Comme toute personne invitée, il m'a demandée si je désirais boire quelque chose.

L'entrée en matière pour l'entretien a été de rappeler ce sur quoi je travaille et que son parcours, lui qui avait connu différents squats m'intéressait.

De plus, j'avais quelques questions que je souhaitais lui poser.

« Squat. Moi, je tiens beaucoup à la définition de squat. Qu'est-ce que cela veut dire au départ ? Je sais que cela vient d'un mot anglais. Il n'y a pas un seul mot pour décrire mais je comprends le contexte. Pénétrer dans un établissement où il y a six mois au moins que personne ne vit dedans et que le propriétaire soit dans la merde, ce qui est notre cas. Pendant l'hiver, ils ne peuvent pas nous expulser sauf s'il y a plainte. La façon dont on doit entrer dedans : l'effraction, vaut mieux la réparer. Il y a le risque de 15 minutes, le temps de changer la serrure, ne pas être pris en flagrant délit. S'il n'y pas de plainte pas la suite, coté proprio, des voisins. Avec la nouvelle loi, ils seront encore un peu plus sévères.

Evocation de différents pays.

Cela fait 12 ans que je voyage. 8 ans avec la marionnette mais 12 ans que je voyage seul. Depuis que je suis partie de chez moi, de chez ma famille, j'avais déjà 25 ans, j'ai voyagé de ville en ville, mais comme je suis musicien, j'ai pu connaître d'autres gens se démerdant dans la rue.

Et voilà, je suis tombé sur les marionnettes. Cela me permet de rentrer dans le milieu alternatif pour monter le spectacle dans des lieux qui se situent dans les vieux quartiers de la ville. Je cherche un atelier là où j'habite. Peu importe le nom que cela porte, est-ce un atelier ou un squat ? Ce qui m'intéresse, c'est d'être couvert, le plus confortable possible, me sentir bien pour être créatif.

Ce qui me dérange de plus en plus, c'est de vivre en collectivité. J'aurais aimé vivre seul au départ et en ville, petit à petit choisir avec qui je vais habiter.

Quand je suis arrivé, les gens étaient déjà en place. Voilà, il y a des cas où quand je suis arrivé, le squat était déjà ouvert. Rien à faire, le moyen pour se faire accepter ou ouvrir soi-même un squat. La personne qui était là avant a perdu la motivation pour habiter là, elle a trouvé un autre squat. C'est resté vide, crado. Donc, il a fallu s'engager un petit peu. C'est toujours le bordel mais c'était pire. Comme c'est provisoire, on ne s'engage pas trop. On peut être vidé du jour au lendemain, donc faire des grands travaux, investir là dedans, ça vaut pas trop la peine. Ce n'est pas à nous donc il n'y pas de garantie. Je suis conscient de ça.

La loi des squats : celui qui a le plus besoin, solidaire.

Pendant 25 ans, vit en Croatie, système communiste. Cette maison est à toi comme à moi tant que tu en as besoin. Il n'y a pas de propriété.

A Genève, une garçonnière au 6^{ème} étage. Mais je préférais vivre dans le squat. Je relevais le courrier une fois par mois mais je ne vivais pas là, je ne dormais pas là-bas. Pourquoi ? C'était comme dans une cage, je n'avis pas de vie. Alors que dans le squat, il y avait de la vie, des concerts, des lieux de rencontres. Ça dépend aussi de ce que l'on fait. La plupart des gens dans les squats ne travaillent pas. Ils sont là, ils ont des problèmes de drogue ou ils se cachent.

Interruption. Quelqu'un crie et demande s'il y a quelqu'un. J. va voir.

Projet : créer une marionnette, un spectacle.

Je suis un marginal, un vagabond, un voyageur, un aventurier. La liberté. Mais trop de liberté, tôt ou tard, ça dérange quelqu'un.

Il y a des moments qui ne sont pas toujours très drôles. On s'énerve, on pète les plombs. On ne veut plus fréquenter ces gens-là.

Parti de chez mes parents à 25 ans, j'en ai 37 : cela fait 12 ans que je voyage comme ça. D'abord, l'Italie, de ville en ville, puis Allemagne, Belgique, France, Suède, Luxembourg, Suisse. Je comptais rester 5 jours, j'y suis resté 7 ans, pendant 4 ans, j'ai vécu en squat, puis vite en foyer. Mais c'est dépressif, on ne peut rien faire. Puis, je suis sorti avec une fille qui elle-même vivait dans une ferme qu'elle squattait. J'avais un logement à Genève, la garçonnière.

Par rapport à l'intimité, ça c'est difficile à gérer. Mais actuellement, personnellement, je n'ai pas besoin d'être intime spécialement. Mais je suis fatigué un peu de la fête. Boire, drogue, on s'engueule, il y a des bagarres. Puis, on n'a pas toujours envie d'écouter ce que les gens disent et là, on se retire. Je vais lire. Mais, comme je fume du shit, parfois je rigole, heureusement.

Il y a des amitiés qui se développent.

Je reviens dans les villes où j'ai squatté avant. Certains ont disparus, d'autres qui existent encore. A Nice, j'ai vécu dans une caserne. C'est un collectif des Diabes Bleus, c'est un lieu culturel. Ils vivent là-bas. Quand je retourne à Nice, je vais toujours là-bas.

➔ *Qu'est-ce qui fait que tu ne restes pas dans un lieu ? Là, cela pourrait correspondre à ce que tu veux faire ? Qu'est-ce qui t'amène à bouger ?*

Le spectacle de marionnettes, quand je le présente, je me répète donc je ne prends pas les gens pour des cons donc je bouge.

Il me dit qu'il y a des villes françaises qu'il aimerait découvrir. Il fait plusieurs travaux d'été les vendanges, le Luna Park en Allemagne, la fête de la bière. Garder des scooters sur la plage, la nuit.

Je ne gagne pas beaucoup, juste pour vivre. La marionnette, c'est juste pour me payer le voyage, puis je fais des connaissances.

Une façon de rentrer en relation avec les autres.

Pourtant, il va falloir qu'à coté je fasse autre chose. Je deale du shit.

Quand je suis en panne avec la marionnette, je fais la manche, mais avec la marionnette, je ne me sens pas redevable, il y a un échange même si je vends du brouillard. Il – la marionnette – me sert pour manger, mais je ne suis pas riche, le but, c'est que cela puisse me payer du confort.

Milieu : ses parents sont couturiers, sa sœur est journaliste.

Moi, je n'envisage pas de retourner dans ma famille avant que j'aie les cheveux blancs. Si je me sens fatigué, il faut que je bouge. Cela commence toujours bien avec moi mais ça ne finit pas toujours bien, donc il vaut mieux que je bouge. J'ai fait de la prison : deux fois en Allemagne, une fois aux Pays-Bas, une fois en Suisse, toujours lié à des histoires de Haschich. Deux mois ou deux semaines. Je suis content d'avoir fait de la prison à Genève pour une raison simple : j'ai arrêté ma consommation de produits. Il n'y avait pas d'autres moyens. Alors que là, sevrage sec. C'est pénible : la diarrhée, le moral, le sommeil mais après

l'appétit revient et, en deux mois, j'étais redevenu en forme et content de ne plus être dépendant. Là, je fume du shit. Quelquefois, je fais des extras, mais plus jamais dépendant car avant, j'avais besoin du produit pour être comme je suis là avec toi pour fonctionner. Là, ça change la vie.

La marionnette est dans une valise. Il faut que je récupère une jolie valise. Avant, j'en avais une mais ma poignée a cassé, elle avait 100 ans. Tu vois, avec moi, cela termine mal.

10^{ème} marionnette : je vais faire mieux que jamais, que ce soit du jamais vu. Je ne les garde pas toujours : je m'estime leur créateur, alors il y a des marionnettes que je détruis, d'autres que je donne, je ne les vends pas. Les deux dernières je les ai jeté dans le canal à Amsterdam avec la valise. Celle-là, je vais la brûler, je pense. Je peux me permettre de faire ce que je veux, tout ça pour devenir bon, et il y a du progrès. J'aimerais bien que tu voies le spectacle que je vais monter.

Pas de la solitude, pas de l'ennui. Je souffre par rapport à un manque d'argent, avoir un chez moi si finalement c'est le but final, ce n'est qu'un passage, la plupart du temps, heureusement.

Aucun problèmes avec les autres car j'ai de bonnes intentions et ça les gens le ressentent. J'ai de bons rapports avec les gens. Je respecte là où je vais. Personnellement, je suis calme de nature, mais il y a des connards partout, il faut gérer. Le mal qui arrive aux autres peut parfois me faire rire. J'ai un humour noir, ironique.

Par rapport à la faim, aucun problème, c'est trop facile en France ou en Europe.

La saleté, je faisais référence au lieu et lui, il me parle de lui : « il y a des moments où je me suis laissé aller moi-même aussi, je ne me lave pas pendant une semaine. Là, pour l'instant, il n'y pas de douche. J'avoue que je vis une phase critique de ma vie, du point de vue des conditions. Avant, dans les autres squats, j'avais une douche. Donc, bien sûr, cela me dérange mais pas à un point de vue vital car on peut prendre une douche quand même, mais il faut se déplacer et ce n'est pas quand tu veux, cela dépend des horaires. Puis, je me dis qu'on est pas à l'armée et, deuzio, je m'estime comme un aventurier et un aventurier il a le droit de ne pas se laver. Puis, pour l'instant, je n'ai pas de relation... même si ce n'est pas une raison pour rester mal propre.

Les jours où cela ne va pas, je me réfugie dans les rêves. C'est peut-être une faiblesse, je reste assis et j'attends. Demain et un nouveau jour, j'espère.

L'accueil dans les institutions

Je ne me donne pas le droit d'être malade. J'ai rarement besoin de soins, des hôpitaux. Quand j'en avais besoin, j'allais à Médecins du Monde. Puis, je vis en clandestinité. La dernière fois, j'avais un problème avec les dents. Mon amie avait une couverture sociale donc, on m'a arraché les dents sous son nom mais on a dû négocier avec le dentiste. Cela arrange tout le monde. De toute façon, c'est toujours au dernier moment.

Au début, j'étais fier de pouvoir vivre dans ce milieu, là ce n'est plus la même chose. Il faut dire qu'il y a des bons squats et des squats moyens, cela dépend des rencontres.

Je mets du cœur parfois. Meilleur moment de ma vie dans les squats : la liberté totale : avoir tout ou avoir rien. Tu ne paies pas de charges, pas de souci financier même si actuellement je ne bénéficie pas de ce que je veux au moment où je veux.

James est très marqué par les squats à Genève : milieu alternatif.

Le progrès, cela m'aide à garder le moral. En ce moment, je bloque. C'est de plus en plus dur d'élargir ses horizons. Commencer à chaque fois de nouveau, ce n'est pas facile. Pourtant, si je veux m'en sortir, il faut que je pousse mes limites. Là, je m'inquiète un petit peu car je ne vois pas d'issue. Le fait que ce soit toujours au jour le jour et je me laisse aller aussi.

« Est-ce que c'est grave docteur ? »

J'aimerais bien me trouver une copine. Nécessité de se prouver devant quelqu'un d'autre. Avant, je faisais des spectacles, j'avais une copine. Cela m'inspirait.

Ne pas avoir froid, écouter de la musique. Se sentir bien.

Par rapport à la confiance

Comme je suis indépendant, je veux bien faire leur faire confiance mais quand il y a quelque chose de concret. Là, il n'y a rien de concret. Puis, j'aime bien faire des choses par moi-même. J'aime bien discuter avec des jeunes aussi, ils ont de bonnes idées.

La liste de mots

Les français sont solidaires.

La pitié, les vieux peut-être, mais c'est rare.

Pour la manche, il faut vraiment être dans la merde mais ce qu'il me faut par jour, ce n'est pas énorme. La nourriture est gratuite. C'est la boisson, les cigarettes, les piles pour le poste. Puis, à plusieurs, ça coûte pas cher. Parfois, quelqu'un donne 5 euros, donc c'est vite fait. Mais, pour pouvoir demander comme ça dans la rue aux gens, il faut qu'il y ait quelque chose dans la tête qui se joue, car je ne peux pas toujours demander. Il fait voir jour après jour. Au début, j'avais honte, l'impression de se dégrader, se rabaisser. Un peu d'humiliation, cela fait du bien pour tout le monde. En Ethiopie, des enfants doivent faire la manche pendant un an avant l'école pour qu'ils comprennent comment c'est d'être humilié. Ils comprendront ceux qui font la manche, comment ils se sentent.

C'est personnel tout ça. Chacun à sa manière, si tu inspires la confiance ou pas. Bien sûr, il y a des gens qui racontent des mensonges, il leur faut 20 euros pour le ticket et ils ne partent jamais. Ça m'est arrivé, mais c'est dur de mentir. Je l'ai fait pendant 15 jours en Allemagne devant la gare, je racontais toujours la même histoire mais après, je n'en pouvais plus. Cela a son prix, ça coûte.

Avec les marionnettes, je ne ressens pas la ce coté là, c'est pour ça que je préfère. Aujourd'hui, plus de postes donc je suis en panne pour le spectacle. Puis, la main de la marionnette est cassée, il commence à se faire vieux. Je les nomme toutes les marionnettes par la lettre « E », ne me demande par pourquoi, je ne sais pas. Celui-là, c'est François.

Il fait aussi des marionnettes féminines.

Entretien avec S., la PASS, suivi par A.C. (assistante sociale).

Ce qui a amené à venir à la consultation : Pour mes yeux et rencontrer un psychiatre. Car comme je prends des cachets, c'est comme une drogue, cela fait longtemps que j'en prends et il ne faut pas arrêter toute seule. Je n'en prends que deux mais, quand je suis dans la rue, j'en prends 7 ou 8. Là, je dors biens mais le matin, je suis « évasée ». Au foyer, je dors mal car je n'en ai pris que deux comme le médecin voit que je prends trop de cachets, elle veut m'orienter vers un psychiatre. C'est une drogue. Elle a fait une lettre.

Les douleurs, la sciatique, les yeux, l'estomac. Quand cela ne va pas, quand je suis stressée, des grattements, tremblements, pleurer facilement. Ce sont les nerfs, la déprime. Ce n'est pas évident. Je n'attends pas trop pour venir. Des fois, j'attends mais quand j'ai trop mal, j'y vais. Deuxième fois que je viens, il y a deux semaines pour la gynéco. C'est Bérengère – gynéco du foyer – qui m'en a parlé. La veilleuse de nuit qui m'a parlé de la PASS. Puis, il y a des filles du foyer qui viennent là.

Mon médecin traitant, je l'avais mais comme j'ai des menaces dans mon ancien quartier, je ne peux plus y aller. Sinon, j'ai mon traitement pour mes yeux au foyer, mais il faut que j'attende 20 heures.

Cela fait des journées longues depuis 8 heures le matin, en plus le dimanche aussi, Brin de Causette et Claire Fontaine sont fermées en ce moment. La Maison de Rezé, j'y ai été une fois, c'est sympa, il y a un petit jardin à côté. Heureusement qu'on mange au foyer le matin et le soir. Certains jours, difficile de manger le midi. L'Oasis, c'est ouvert que le lundi, mercredi, vendredi. L'Oasis ferme en septembre. Claire Fontaine rouvre. Il y a beaucoup de gens dans la rue, pas assez de foyers, de structures ; que 6 places pour les femmes au Champ de Mars, 12 places pour les hommes. Lui ne peut pas venir car ce n'est pas pour les couples. C'est dur d'être séparés, on se voit la journée. J'ai dû dormir dehors, le 14 juillet 2003, j'étais dehors.

Plus facile de venir à la PASS. Médecins du Monde, jamais été. Les urgences, je ne m'en souviens plus. Au CHU, deux semaines hospitalisées, j'avais de l'eau dans les poumons, ils n'ont pas trouvé d'où cela venait. Mais je ne comprends pas, ils m'ont dit « il faut arrêter de fumer ». J'étais au mois de mai l'année dernière, j'étais dans mon appartement. Cela fait plus d'un an. Avant, je prenais de l'homéopathie, mais j'ai tout arrêté. Moi, je suis à la COTOREP.

Au niveau de **l'accueil**, dans les cabinets, l'accueil est trop long.

J'ai diminué les cachets, il y a dix ans en arrière, c'était toute une pharmacie que j'avais. Agée de 44 ans. Même à 30 ans, j'en prenais.

Enfant, il y avait aussi des médicaments ?

Je ne m'en rappelle plus. Pour les nerfs, l'estomac. La sciatique depuis l'âge de 30 ans : je suis tombée un jour, je faisais les ménages dans les bureaux de 5h00 à 8h30. J'ai l'AAH.

Le logement, cela m'inquiète. Quand j'ai connu mon ami, il était à la rue. Avant, il était à Saint Martin, cela a fermé.

[*Une Très bonne mémoire des dates*].

De février à avril, à l'hôtel puis, ensuite, au foyer. Mon mari garde mes cachets, à causes des vols. Il a mes papiers aussi car je me suis fait voler mes papiers la dernière fois, coupons de bus à moi et à mon mari, carte vitale de mon mari et mon briquet. Avant que je rentre, il prend mes papiers et mes cachets aussi, il ne m'en donne que deux. Mais je ne dors pas assez avec deux.

Je suis domiciliée au CCAS. Tous les deux. Je viens l'après-midi à la PASS. Nous allons dans les parcs mais quand il pleut, nous allons sous les aubettes de bus ; il n'y a pas assez de structures ouvertes. Le dimanche matin, au Champ de Mars, ils donnent un sac panier- repas.

Quand je lui dis que j'ai travaillé au Foyer le Tremplin, elle me dit « ne m'en parlez pas. C'était dur, j'ai été 8 mois en 1992 ». Elle se souvient des professionnels qui y travaillaient. « J'ai été 3-4 mois en accueil de nuit, puis après j'ai été prise en accueil de jour, j'ai travaillé en couture. J'ai été en août 1993 ».

Décembre 1992 : départ du domicile. Ma sœur m'a hébergée un mois durant janvier 1993, en février 1993 jusqu'en août 1993 au Tremplin. J'ai été à l'ANEF aussi, à 18 ans. Ne se souvient plus combien de temps. Puis, dernière rencontre un garçon mais il était « méchant » avec elle, il ne travaillait pas, c'est elle qui travaillait, il buvait et lui tapait dessus. Avait une maîtresse.

J'avais fait une demande de logement avant mon entrée au Tremplin, j'ai attendu 8 mois. J'espère que je ne vais attendre huit mois, là. Là, j'avais rencontré un autre garçon, mais il m'a quitté et c'était trop dur de rester dans l'appartement, c'était un T1bis, je le voyais là, ses affaires. J'ai déménagé puis départ au foyer. J'en ai fait des logements.

[Elle me parle du Tremplin et des difficultés de cohabitation avec les femmes. Elle me demande pourquoi il dernière fermé. Elle avait entendu que des éducateurs rentraient dans les chambres des filles].

[Nous reparlons des horaires : l'été c'est court mais l'hiver c'est long.

Elle se plaint de bouffées de chaleur, du fait de ne plus avoir ses règles, de ses yeux, estomac, la tête. La gynécologue « Bérengère » lui dernière dit de revenir en septembre, avoir un suivi plus souvent car a un stérilet. « Heureusement, je ne suis pas enceinte. Je n'ai pas la santé »].

Ce sont des veilleurs de nuit au Champ de Mars. Les repas sont sous barquette. On n'a pas besoin de le faire. Je suis davantage ménage.

Elle me demande si à la PASS, ils ont du collyre car l'a oublié au foyer, y compris ses cachets.

Brin de Causette, l'Oasis, c'est par bouche à oreille. Toute seule, je n'y vais pas. Quand nous évoquons l'Oasis, elle me demande quel jour on est.

Il y a une fille au foyer, elle a de la chance, elle a trouvé un logement, elle avait le RMI. Elle me demande si elle aura du mal à trouver un logement par agence car on lui avait dit – le veilleur de nuit du foyer – qui fallait un travail, or son mari et elle ont l'AAH. Me dit avoir été dans une agence, a failli avoir un logement mais c'était juste une chambre, pas le droit d'avoir chien ou chat.

Me dit que son allocation a baissé mais ignore pourquoi. Elle me dit qu'elle va voir son courrier trois fois par semaine au CCAS. Me dit être attente d'une reconnaissance de handicap à 80%, pour l'instant à 50%. Elle me monter ses papiers dont une attestation « station debout pénible » par rapport à sa sciatique. Mais parfois, je n'ose pas demander. Le

regard des personnes me gêne. Mon mari en a marre d'être à Nantes car les gens nous dévisagent des pieds à la tête. → *S'adresse à moi comme si j'étais tour à tour médecin, assistante sociale...* on a toujours le sac, la couverture, quoi que le sac de couchage est dans le squat. Il a des problèmes de dos. Hier, il y avait une femme dans le bus, elle nous fixait, elle nous dévisageait. Cela fait mal. Il en a marre lui, l'impression dit-il qu'on le connaît, lui il ressent ça.

La priorité est le logement. Septembre, ça va, mais octobre, novembre...

Par rapport au 115, elle doit le faire le jeudi matin jusqu'au lundi matin, puis de nouveau le jeudi matin. Des fois, on a du mal à les avoir, il faut attendre $\frac{3}{4}$ d'heure, une heure, 3 heures, l'autre fois, j'ai du le faire quatre ou cinq fois dans la journée. Ça, c'est stressant aussi. Moi, j'y vais, c'est pour me laver, pour manger.

Nous évoquons les Bains Douches mais elle me dit « c'est payant ça », on n'a plus d'argent.

Se plaint de sinusite. Me dit qu'avant, au Champ de Mars, ils ouvraient plus tard, à 21H15. Cela fait tard, l'été, ça passe, mais l'hiver... on va au parc.

Par rapport aux vêtements, va à Brin de Causette, l'Oasis (le vestiaire en bas). La salopette, elle l'a achetée.

Me dit qu'il y a aussi une douche à Claire Fontaine. Pour se raser son mari est parti à l'Oasis. Elle me dit que son mari la protège mais que seule dans la rue elle ne pourrait pas. Elle me dit que la rue endurecit. Son mari ne veut pas qu'elle se laisse faire ; elle fait facilement confiance. Pour lui, quand je vais au foyer, je dois simplement dire bonjour aux veilleurs de nuit mais je ne dois pas parler ni aux filles, ni aux gens. C'est dur car je suis seule. La journée, on est la journée à galérer et le soir, on est encore seul.

Mon mari, cela faisait 6 ans qu'il vivait en foyer. Là, il a perdu 11 kilos.

A deux, cela permet de se soutenir mais quand je suis au foyer, il s'inquiète et moi je suis inquiète car il est dehors, mais je n'ai pas lieu de m'inquiéter car il sait se défendre.

L'hôtel, on a dû arrêter car c'est nous qui payions, cela revenais trop cher. Du coup, là, on est séparé, c'est très dur. Je ne vous souhaite pas de galérer comme on galère, garder votre logement.

Par rapport à l'appétit, quand j'ai mal à l'estomac, cela ne passe pas, j'ai un nœud. J'avais fait des radios, mais ils n'avaient rien trouvé, disaient que c'était nerveux. Si j'ai une contrariété, angoisse, cela revient.

Problème de sommeil, au moment de se lever, à 6h30, surtout le dimanche, c'est là que j'aimerais dormir. Puis, on devient hargneux.

Entretien avec A. et G.

→ *Questionnaire.*

Ce dont il souffre le plus : ne pas avoir de travail. Il me demande s'il peut répondre plusieurs choses. Du jugement des autres, de la violence, de la saleté.

Les priorités au quotidien : trouver un emploi. Deux, les démarches administratives qui sont déjà bien engagées. Ne pas me procurer de l'argent mais plutôt trouver de quoi s'occuper. Ne pas m'occuper de repas mais plutôt trouver un hébergement, non pas pour la nuit mais espérons à long terme.

Pour l'accueil, dans la ville de Nantes, j'ai été très bien accueilli, aussi bien dans les foyers que les services sociaux et les travailleurs sociaux qui m'ont aidé à comprendre beaucoup de choses. De ce côté, je n'ai pas eu à me plaindre.

Pas connaissance de la PASS.

Les raisons poussant à dormir dehors : un choix personnel. Ce n'est pas un refus d'être aidé, ce n'est pas l'inconscience du danger, ni la volonté de vivre à l'extérieur. C'est plus le fonctionnement en général, car l'hébergement à court terme dans notre cas n'est pas solvable. Ce que nous souhaitons, nous, non pas être hébergés en foyer car ce n'est pas une solution, c'est juste une aide précaire. Ce que nous cherchons, c'est un chez nous.

Ce qui aide à garder le moral. Je suis persuadé que ma situation va s'améliorer. Peut-être pas tout de suite, mais dans un certain temps. Les moments d'évasion, les gestes de solidarité. Personnellement rien d'autre. Je fais confiance aux travailleurs sociaux, aux sans domicile fixe dont certains, à la police, entre parenthèses, et naturellement aux journaux et à la radio. On le trouve tous les jours, donc on ne l'achète pas. On voit ce qui se passe dans le contexte de tous les jours car il y a de la misère dans le monde, on voit ce qui se passe en Algérie.

L'attitude des gens à mon égard. Dans un premier temps, je dirais qu'ils sont méfiants, indifférents, non, certains ont peur et d'autres agressifs. Tout âge confondu. Ce n'est pas une question d'âge. Pour clore le chapitre, je dirais que je souhaite vivement, dans les jours peut-être les mois qui vont suivre, que nous ayons trouvé enfin la bonne voie et une satisfaction concrète en ce qui concerne l'hébergement.

Si on commence à baisser les bras maintenant, on va rentrer dans le système d'engrenage qui est de se laisser dans un délabrement total, avec « Si cela arrive demain tant mieux sinon tant pis », vivre au jour le jour, ce n'est pas notre objectif premier.

Nous avons des projets à long terme et on va faire en sorte de les mettre à exécution. « Ou ça passe ou ça casse » comme diraient certains. On ne s'attend pas à des prouesses mais on va tenter le tout pour le tout car, comme je te l'ai dit à plusieurs reprises, nous sommes des battants jusqu'à la fin.

Si quelqu'un peut nous aider dans les services, nous ne le négligeons pas, mais nous ne voulons pas profiter des aides sociales, nous voulons obtenir ce que nous pouvons avoir droit et on pense aussi à d'autres personnes qui peuvent avoir autant besoin que nous. C'est notre objectif premier, après s'il y a un facteur chance, on va s'en saisir.

G. : Moi, je sais que mon père, il a les moyens mais je n'en veux pas. Il croit que je travaille, je mens, mais je mens à bon escient. Ce que dis **A.**, je le dis aussi.

Mais mon père, il a les moyens, mais il croit toujours que je travaille. Si je suis parti de Paris, d'ailleurs, c'est à cause de l'asthme. Mon père le sait, c'est à cause de l'asthme. Je ne suis plus étouffé comme je l'étais. Mais c'est de famille, j'ai un oncle plus âgé. Maintenant, je fume des roulées pour diminuer.

Le questionnaire pour ça c'est le même.

A. : ce qui est bien, si tu veux, dans le genre de propos que nous abordons actuellement, j'ai bien expliqué à **G.** et **G.** me l'a fait comprendre aussi, que pour l'instant nous sommes ensemble, mais rien ne prouve dans un avenir proche, on peut être amené que **G.** soit amené à faire sa vie de son côté ainsi que moi, sans que nous rompions notre amitié. Bon, on est ensemble. Il y a beaucoup de gens qui s'imaginent, je les laisse parler. Ce sont des sales gens, ce n'est pas fondé. Il y a des personnes où il y a deux femmes ensemble ou des étudiants qui partagent ensemble un appartement.

G. m'a fait comprendre que même s'il devait tracer, nous pourrions nous voir au cours d'un repas mais ne pas casser l'amitié car on a vraiment une amitié soudée ensemble. Cela fera 3 ans depuis janvier 2004. On s'est connu à Paris. Moi, j'avais un appartement, il ne me restait que 6 mois à y être car je ne pouvais plus payer le loyer. Un jour, dans un café, j'ai rencontré **G.**, on a discuté de choses et d'autres. Je lui ai expliqué dans la situation que j'étais. Lui dormait aux Halles. Je lui ai dit que l'on soit viré à un ou à deux. Je n'ai pas été en justice, rien du tout. J'ai laissé faire la perquisition et la prise des meubles. J'avais pas le choix : il me demandait 940 euros et 3 loyers impayés. Je ne peux pas dire que je l'ai hébergé, si tu veux, car en tant qu'expulsé je ne peux pas dire « tu es bien content ».

On s'est lié d'amitié tout de suite. Petit à petit, les liens se sont noués et puis, on s'est retrouvé un jour là où il ne fallait pas se retrouver et on a continué notre route ensemble.

Cela aide moralement même si on peut avoir un différent sur ceci ou cela, c'est normal.

G. : puis, il y a toujours des profiteurs. Quelqu'un vient vers vous, vous dit bonjour, comment ça va. On tombe des nues, puis, 5 minutes après, vous n'auriez pas 1 euro, une cigarette. C'est tous les jours, c'est pour cela que le matin, à Brin de Causette, j'ai carrément lis mis les points sur les i.

A. : Mais **G.**, tu n'arrives pas à comprendre qu'ils s'en foutent, ce sont des gens qui sont répétitifs.

G. : L'autre jour, il y en a un qui a insulté une bénévoles alors qu'ils se lèvent tous les matins à 4h30 du matin, le temps de faire la toilette, le déjeuner, puis ils viennent ici : à 6h45, c'est déjà ouvert. Ils ne sont pas payés. Ceux qui sont payés sont moins insultés que ceux qui travaillent bénévolement.

Moi, j'ai travaillé à Emmaüs à Paris, un contrat de trois mois, on ne pouvait pas faire plus sinon j'y serais encore. Je travaillais dans une structure du même type mais c'était encore plus violent. Puis, je continuais à toucher le RMI, donc c'était bien.

A. : Je vais revenir sur l'hébergement. C'est **G.** qui a participé naturellement. Si un jour, j'avais pas, c'était lui et inversement. Je n'ai eu aucune convocation au tribunal, juste à la Police pour mon avis d'expulsion. Ils étaient venus la première fois, ils avaient défoncé la porte. J'avais cru que c'était un vol, mais non, il ne manquait rien. J'avais mis un bout de carton sur la serrure, je tirais bien la porte. **G.** regardait s'il y avait le carton et on entra car arrivés à une certaine heure du soir, ils ne peuvent plus venir.

Mais jamais de reproche, même ici on est en train de batailler dur, on est content de ce qu'on trouve, c'est énorme déjà pour nous.

Par rapport au lieu où ils dorment : on le fait pour notre dignité personnelle, pour la propreté et on se dit, même si c'est un vulgaire garage, il ne nous appartient pas. Il y avait des canettes de bière, **G.** les a enlevées. Moi, où je dors, il y avait une espèce de motte de terre. On croyait qu'il y avait une taupe. Tout le monde a droit d'être hébergé, après tout. Même en temps de pluie, ou si on n'a rien, on arrive toujours, que ce soit le matin ou l'après-midi, à se payer une tranche de rigolade. Je ne dirais pas qu'on est nourri par le rire. On a besoin de rire, cela nous apporte quelque chose. Si on reste comme ça, morfondu avec une mine patibulaire... y a plus qu'à se pendre.

G. : vous savez, tout le monde a ses problèmes. Donc, si on doit entendre en plus les problèmes des autres, à force, on a une tête. Là, on va aller à l'Oasis, on va manger, quelqu'un va nous demander de s'asseoir avec nous. Si c'est une table de quatre, on ne va pas dire non, on n'a pas réservé. Il va dire « Moi, j'ai été à la CAF... ». Nous aussi, on y a été, mais on ne lui dira pas. Arrivés à Brin de Causette, idem. En plus, il y en a qui se la joue. A mes yeux, ils ne représentent pas d'intérêt. Moi, quand je discute, je sais de quoi je parle.

Le 115, il y a deux mois de cela, on a été reçu par la CAO pour la deuxième fois séparément. Moi, il voulait me mettre uniquement – ils avaient repris le dossier pour nous – alors que j'étais bien à Aguesseau, j'arrive le soir, le matin, j'étais le premier parti. Au CAO, on voulait savoir où j'en étais.

Me mettre une nuit à Saint Benoît et il fallait que je rappelle le 115 le lendemain et il voulait mettre **G.** ici présent, à Rezé pendant 7 jours.

Ils m'ont donné deux tickets, un pour aller là-bas, un pour revenir, après il fallait que je me débrouille.

A. : car on m'a dit ça : « Vous comprenez, si vous trouvez un emploi, votre ami ne travaillera pas avec vous ». Je lui ai dit je comprends bien ça Mme... mais elle a fait dans le style « Vous êtes un couple ». J'ai téléphoné au 115 : « J'étais très bien à Aguesseau. Vous voulez me mettre à Saint Benoît. Je ne suis pas d'accord. Je préfère vous dire franchement, je préfère dormir dans mes cartons ». J'ai été diplomate, poli. Je ne les ai pas envoyé chier.

G. : J'ai téléphoné à Rezé pour prévenir qu'ils pouvaient donner le lit à quelqu'un d'autre car j'avais trouvé autre chose et que je ne ferais plus le 115. Même si en septembre octobre, on n'avait rien, je ne ferais plus le 115.

Nous, on voulait juste arrêter de faire le 115. A Aguesseau, on était une vingtaine, cela aurait pu être de garder les 20 mêmes pendant quelque temps. Il y avait une chose qui avait été prévu à longue date, c'est qu'on puisse refaire Aguesseau en peinture afin de conserver l'hébergement. Les gens auraient donné un petit peu de leur temps pour arranger la structure. Il y avait à manger pour tout le monde.

Moi, je me suis vu faire la vaisselle des autres. Mais je ne la faisais pas pour eux mais pour moi. Un jour, la dame a dit « Il n'est pas question que ce soit **A.** qui fasse la vaisselle ». J'étais gêné car ils vont croire que je fayotte or ce n'était pas le cas. C'était pour moi.

Tu as un lit, à manger, il faut partir à 7 heures du matin. C'est normal, si tu vas au boulot, tu n'y vas pas à 10 heures. C'est ça qu'il faut se dire.

Puis attendre une heure pour faire le 115. Le temps qu'on est dans une cabine téléphonique, nous, on ne peut pas aller voir les agences de travail. Ce n'est pas possible le soir, remettre ça. Le « Bonjour, vous avez bien fait le 115... », à la fin, rien qu'avant de

décrocher, on disait « bonjour en rigolant car rabâcher ce qu'on a fait la veille, à la fin, la tête, elle gonfle.

Depuis qu'on est à Nantes, on a fait tout ce qui était administratif. On est là depuis février. Avant, on a été deux mois à bordeaux, nettoyer les plages. Finalement, on ne l'a pas fait car non payés non logés.

On a fait Bordeaux, Paris, Nantes. On a fait tout le littoral, on a été jusqu'à Hendaye. Notre objectif premier est de trouver quelque chose à condition que l'on soit hébergé. Sans hébergement, on ne peut rien. Puis, maintenant, pour travailler, on vous demande un tas de papiers avec fiches de paye. Déjà, quand on y va et qu'ils voient domiciliation CCAS, il y a l'étiquette mise sur le dos.

G. : Ma sœur, Sabine, dit que pour Nantes, j'aurais du mal à trouver du travail, je suis trop vieux. Elle travaille pour les écoles. Elle connaît la situation. Mon père aussi. Puis, quand il s'est remarié, lui ne m'a pas demandé mon avis, donc, moi, je fais ma vie. Au début, à ma sœur, je n'osais pas lui dire, car les Vendéens sont racistes. Puis, mon père, lui s'en fout. En plus, avec ce qui s'est passé (père incestueux).

A. : En général on est toujours tous les deux. Quand on rentre dans un bureau, je parle pour deux, on ne va pas raconter chacun la même histoire. Sa sœur nous a dit que la prochaine fois, pas la peine de lui offrir le restaurant, mais là, c'était important pour nous.

G. : Dimanche prochain on va aller la voir mais elle ne veut pas que j'habite trop près de chez elle car elle a sa vie. Puis, le jour du restaurant, on avait déjà réservé une chambre à 47 euros la nuit. Maintenant, on dort dans les toilettes. On connaît les heures d'ouverture et où ils viennent nettoyer. On rentre propre et on laisse propre.

Vous savez, où on dort, il y a un urinoir, il y a là-bas deux clodos. Je les appelle comme ça car vous verriez l'état. Le gars de la mairie n'en peut plus ».

A. : Ce qu'on a raconté là, en répondant aux questions, on ne l'a pas fait pour se lancer des fleurs, on a dit ouvertement et concrètement ce qu'on pensait.

Dans toutes les structures du 115, on a toujours été considéré en tant que tel et on l'a bien rendu en tant que tel. On trouve même le temps, quand on a un petit peu de pain dur, de donner à manger aux oiseaux.

Il faut s'intéresser. La peur n'évite pas le danger. Tu verras des gens très bien habillés, style cadre, ce sera les plus vicieux. Et tu peux tomber sur des personnes qui prendront un petit peu de leur temps pour t'écouter et qui seront à l'écoute ce que tu as envie de leur dire. Je le fais déjà quand je peux me permettre de le faire. Quand j'ai des choses administratives qui sont importantes, je l'ai fait. Si je vois que j'ai obtenu satisfaction dans mes démarches, je donne un petit peu de mon temps.

Brin de Causette, moi, j'en ai marre. Comme si tu avais la première et la deuxième classe dans le métro. En fait, il n'y a pas de deuxième classe, on ne devient pas SDF, on ne choisit pas d'être SDF. SDF, ce n'est pas un clochard. Tu peux très bien être hébergé et être SDF. Cela ne veut pas dire que tu es un moins que rien, que tu es un déchet de l'humanité, un rescapé. SDF, ce n'est pas la première, ce n'est pas la seconde classe, c'est tout le monde.

Nous, on essaie de rester propre. Malheureusement, on n'a pas de toit. On, est SDF, il faut pas avoir peur de ce mot. Il ne faut pas en faire un amalgame avec le mot clochard.

G. : Le clochard est vraiment celui qui était SDF. Un clochard a pu être marié, avoir une maison, des biens, des enfants. Tout ça, une fois qu'il ne l'a plus, cela décline quelque part, un homme, une femme, aussi bien jeune que vieux. Quand quelqu'un a vraiment le moral

à zéro, même à un certain âge, il se laisse aller, on peut donc employer le mot « clochard » mais entre parenthèses c'est très dur, mais a force, on y arrivera.

Le monsieur qui m'a reçu à la CAF ce matin, je lui ai dit « A 47 ans, on me dit que je suis trop vieux ».

A. : tu sais, je le dis avec tout cœur, je sais pertinemment, je sais que si j'ai été amené à retrouver un travail, ne serait-ce qu'à mi-temps, j'aurais l'impression de revivre une seconde fois, car enfin j'ai le travail comme on dit souvent : 36 métiers, 36 misères. C'est peut-être vrai mais si tu as un petit travail, c'est déjà un maillon de chaîne que tu gagnes en plus. Une fois que tu as fermé le fermoir, tu peux le mettre autour de ton poignet.

Cela ne va se faire demain, après demain, le mois prochain, on ne peut pas se donner de jour, de date précise mais le jour où cela arrivera...

G. : Là, on s'engueule de temps en temps car on est dans une situation comme ça. Moi, j'en ai marre, je ne suis pas dépressif mais, là, cela commence à bien faire, à la longue la rue, la rue... On ne veut pas la déchéance totale. J'en connais qui me dise : « Tu sais, la rue, c'est elle qui a peur de moi ». On lutte durement, tu sais, on marche 12 heures par jour, le moins que l'on marche, c'est 9 heures. Mais moi, je ne peux pas rester assis. N'importe comment, il faut que je bouge. Pourtant, le soir, quand il me ramène, je suis fatigué, je ne suis plus tout jeune non plus. J'ai pourtant travaillé dans le bâtiment, je sais ce que c'est. En plus, j'ai une cote de fêlée. Mais, tu vois, rester $\frac{3}{4}$ d'heure assis alors qu'on pourrait faire autre chose... En marchant 4 heures, j'aurais pu trouver quelque chose, resté ici à glander, non.

La mendicité, ça, je ne l'ai jamais faite, je ne pourrais pas, je ne pourrais plus me regarder dans une glace. Je préfère me pendre tout de suite. Même quand je vois des mecs dégueulasses comme ils sont, je ne dis même plus sales mais dégueulasses, ils puent à 100 mètres. Je ne pourrais pas me voir comme ça. Déjà, là, c'est limite.

A. : Si tu veux, le RMI, ce n'est pas un dû, c'est une sauvegarde.

G. : J'ai été dans une famille pas aisée mais quand même... En plus, j'ai perdu ma mère à 15 ans, elle s'est suicidée. Même encore maintenant, j'en pleure.

Dans 10 jours cela va être l'anniversaire de sa mort, il ne faudra pas m'en parler. J'ai déjà prévu d'acheter des fleurs pour mettre à l'église, car je ne peux pas envoyer par Inter Flora. On le fêtera aussi pour sa mère. Car n'importe comment, c'est la même bourse. On ira les mettre à la cathédrale.

A. : Ma mère est morte d'une cirrhose du foie. Deux mois après, mon père est mort d'un accident de voiture avec deux de mes neveux. J'ai deux frangins à Bordeaux, mais je n'en ai pas de trace. Je ne cherche pas après eux, ils ne cherchent pas après moi.

G. avait une famille qui avait le respect de ce qu'ils avaient. Moi, j'ai 40 ans mais je ne sais pas ce que c'est qu'un Noël ou un anniversaire. **G.** me l'a fêté. Cela ne peut pas s'enlever ça. Je ne sais pas ce que c'est un cadeau. C'est pour ça que je n'ai pas le droit, aujourd'hui, de me plaindre, je devrais être content. On ne peut pas casser ce que je suis, on ne pourra jamais le détruire car si on détruit ce que je suis, on détruit aussi la personne. Dans un mois, un mois et demi, je vais aller voir comment cela se passe pour la retraite... Cela va être dur, et puis tu comprends, je ne veux pas un handicapé à la maison.

J'ai du cœur, **G.** en a. si on peut donner, on le fait.

G. : Moi, ce que je peux dire, c'est que depuis qu'on est arrivé à Nantes, les gens d'ici sont plus gentils qu'à Paris, dans les structures, même les inconnus.

A. : Tout ce qui est administratif, par exemple, quand on va à la CAF, ce n'est pas juste histoire de remplir une feuille, elle nous écoute, elle n'est pas là juste pour le dossier. Ce matin, je lui ai dit clairement que j'étais SDF, j'étais à la rue, je ne comptais plus refaire le 115 pour un hébergement. Quand je suis parti, elle m'a dit : « Cela se voit que vous voulez vous en sortir ». Elle ma dit « Monsieur, bon courage ». Quand tu pars, rien que le mot « courage », ça te...

G. : même la dame qui, dimanche soir, cherchait son chat. Elle sait que l'on dort là, elle a dit « Messieurs, bon courage ». C'est pour ça qu'on a arrêté de manger et qu'on l'a aidé à chercher son chat. Le gars du café, il nous voit passer 2 ou 3 fois par jour pour aller déposer des trucs. Personne ne rentre, les jeunes, le vendredi et samedi soir, ils se doutent mais ils ne disent rien. Personne ne vient. Je veux qu'ils voient qu'on est là, on n'est pas à voler quelque chose. Comme si c'était chez nous (**G.**).

Si on doit partir de là-bas, on partira. S'ils ne nous disent rien, on reste. Le voisinage voit qu'il n'y a pas de bouteilles qui traînent. Cela fait beaucoup aussi. Avant, tous les jeunes qui font du roller, ils jettent leurs canettes, ils ne voient pas qu'il y a quelqu'un. Il y a un trou. Voilà. Moi, j'ai tout ramassé. On entretient. Même la ville, ils le savent ; jamais, ils ne nous ont dit quelque chose. On a toujours été propre. Il y a même quelqu'un qui nous voit passer où il y a la pissotière, tous les jeudis, il doit savoir où c'est qu'on dort, il laisse 6 Camel dans petit paquets de Camel sur un petit muret. Tous les jeudis, sauf jeudi dernier, c'était l'ascension. Je suis sûr qu'il laisse ça pour nous. Il a dû voir où on dormait, ramasser les cigarettes pour enlever le filtre. Ce n'est pas un oubli. On trouve des choses par terre, un porte-monnaie, il y avait 17 euros par terre.

Tu vois, là, j'ai 32 centimes d'euros mais je ne me sens pas pauvre. La pauvreté, elle est ailleurs, elle n'est pas que là-dedans, il n'y a pas que ça qui aide à vivre, il y a autre chose.

Qu'on ne nous dise pas qu'on meure de faim à Nantes.

Un SDF ou un clochard, entre parenthèses, il n'est pas né clochard ou SDF. On ne naît pas SDF, il y a des circonstances qui ont fait que... Chacun a ses problèmes. Il faut respecter les siens et ceux des autres, chacun a sa tranche de vie. Il y a des vrais malheureux, qui avaient tout et, le lendemain, n'ont plus rien, ce sont des gens déchirés quelque part. C'est la totale.

C'est comme **P.** Qu'il arrête de raconter des conneries. Il en rajoute un peu trop. Même si on l'écoute, on ne prête plus attention, on sait que c'est répétitif, on n'écoute plus personne. Certains nous disent qu'ils ne font pas la manche alors qu'on les a vus, devant Monoprix, devant une banque, mais on ne leur dit pas, on le garde pour nous. C'est pour ça, Brin de Causette, c'est bien mais on entend des conneries. Le pire c'est qu'ils y croient.

Nous on ne demande jamais une feuille à personne. Chacun fait ce qu'il veut de son RMI, acheter une bouteille de whisky, tout le monde peut le faire, mais si après, il faut faire la manche ou taxer les autres... je ne pourrais pas me regarder dans une glace, après, je serais toujours à sa merci.

A ce jour, 30 octobre 2005, nous ne savons pas ce que sont devenus exactement ces deux hommes, nous les avons croisés quelques fois dans le centre ville de Nantes, plusieurs fois séparément et dernièrement G. était seul et dans un état de clochardisation.

Entretien avec P, mars 2004.

Par rapport à l'absence d'un chez soi : évidemment, cela manque. Tu as un chez toi, tu te lèves, tu peux prendre ta douche, comme chez Monsieur et Madame tout le monde, pas une vie rangée, ce n'est pas jouable mais une vie comme tout le monde devrait avoir logiquement.

→ *L'as-tu en ce moment ?*

Je travaillais, je gagnais mon argent honnêtement, puis la descente aux enfers, comme j'avais dit aux jeunes, par rapport au journal, maintenant que tu te retrouve là-dedans, il y a juste une chose à faire : c'est relever la gueule, sinon tu sombres. Evidemment, cela fait souffrir. Tu sais, de se lever le matin, c'est même plus de la vie au jour le jour, c'est instant par instant, au niveau de tout, ne serait-ce que pour se laver, aller aux toilettes. Maintenant, c'est plus pareil parce que j'ai un squat, ce n'est pas un chez moi, mais au moins, je n'ai plus à me trimbaler mon sac à dos, ma valise de fringues. Je suis déjà moins tributaire vis-à-vis du climat, il peut pleuvoir, vent, je suis à l'abri alors que lorsque que tu es sous les cartons, tu n'as rien.

J'avais même réussi à obtenir l'autorisation de laisser mes cartons sur la place. Je ne me suis pas dégonflé quand j'avais trouvé cet emplacement, j'avais sonné, tu sais, c'est la halte garderie qu'il y a derrière le CCAS : « Cela vous dérange si je laisse mes cartons là ? ». « Non, mais vous en faites quoi ? ». « Et bien, je dors dessus ». « Ah ! Entrez, on va boire un café, vous allez m'expliquer tout ça ! ». Je n'ai pas eu de problème pendant deux ans et demi. Je suis resté. Je suis dans mon troisième hiver.

Je n'ai pas à me plaindre, je ne sais pas, cela vient peut-être de mon caractère. Je ne vais pas m'apitoyer sur mon sort pendant 50 ans. Cela ne sert à rien.

→ *Tu étais de Nantes ?*

J'ai déboulé à Nantes en 1996. J'ai retrouvé vite fait un boulot, un pat : la vie de Monsieur et Madame tout le monde. Puis, la descente aux enfers. Cela va vite, surtout quand les services sociaux ne sont pas d'aplomb. Du mois de janvier 2000 jusqu'à fin 2000 sans assistante sociale. Quand je demandais à voir une assistante sociale au CCAS : « Mais pourquoi vous avez besoin d'une assistante sociale ? ». Là, j'en ai une, je ne sais même pas pourquoi. C'est à moi de réclamer un rendez-vous : là, je vais le 30. Je vais lui dire : il y a un bel événement pour vous, vous êtes enceinte ; moi, depuis le mois d'avril, je ne vous ai pas vu, il va falloir que tout mon dossier soit relégué à quelqu'un d'autre ». Tout le temps malade ou en RTT.

Je suis obligé d'être domicilié à la Maison d'accueil de jour mais je n'ai jamais été. J'ai eu vent d'une espèce de réputation.

L'Oasis, j'y vais depuis que Denise a ouvert. J'avais été deux ou trois fois quand ils étaient encore rue Fouré, l'ambiance ne m'avait pas paru désagréable. Evidemment, cela n'a plus rien à voir avec la rue Fouré. Tu as connu, toi, la rue Fouré ? C'était tout petit, ils en chiaient, les bénévoles là-bas. Les premières fois, j'y avais été accompagné. A l'époque, je bossais mais personne ne demandait rien. Maintenant, ils font une sélection.

Si je vais à la Croix Rouge ou au Secours Populaire, je gagne 20 euros de trop, 19,80 euros exactement, je dépasse le barème. Je peux aller frapper : ils ne vont même pas me laisser partir avec un litre de lait. C'est quoi 20 euros, 130 francs, tu ne vas pas loin. Tu

achètes ton paquet de cigarettes, tu bois un café, t'achètes un petit fromage, une baguette, tes 20 euros, ils sont morts.

Heureusement, il y a quelque chose comme l'Oasis. Il y a des villes où il y a que dalle.

Même chez Marion, tu as pu remarquer, cela fait pas mal de temps que l'on se côtoie, à chaque fois que j'y allais, où est-ce que je déjeunais ? Dehors, de manière à ne pas subir le comportement des gens. Il y a un pote, il me dit : « La semaine dernière, j'étais chez Marion, je buvais mon chocolat peinarde, il y a un garçon, complètement bleu mort, il n'était pas assis qu'il s'est mis à gerber sur la table ». Déjà, la gerbe, ce n'est pas ça, mais en plus, quand c'est de la vinasse... à 6 heures le matin ! Il m'a dit : « heureusement que j'ai ma caravane, j'ai pu aller me changer ». Comme j'avais marqué dans le journal, je picole, je ne prends pas 3 ou 4 litres par jour. Il y en a certains, ils en sont à 365 cuites par an. Beaucoup se sont reconnus dans ma réflexion, c'est la vérité.

Le fait est, oui, c'est tentant, tu fais quoi de tes journées. Cela ne va qu'un temps d'aller dans les foyers. Encore, j'ai de la chance de ne pas avoir de chiens. Il y a des gens qui ont des animaux. Ils sont dehors.

Tu as réfléchi, toi, par rapport à ta consommation ?

Si je veux faire un break de 2 mois ou 6 mois. Quand je suis dehors, c'est dur le pavé. Quand tu es 24 heures sur 24 dans les courants d'air, quand il pleut, il vente, qu'il neige, tu es dehors, soit tu y vas, soit tu te laisses aller. Il y en a beaucoup qui se laissent aller.

Quand tu dis trois hivers dehors, ce qui est de l'ordre du 115, des foyers ?

Pourquoi ? Je connais le système des foyers. Même en étant dehors sur mes cartons, en laissant mes godasses à côté de moi, je suis sûr de les retrouver le lendemain matin alors que dans les foyers, ce n'est pas toujours certain.

Puis, par rapport au 115, il faut déjà commencer à les appeler dès le matin, ils commencent à vouloir te répondre à 12 heures et tu as éventuellement une place à 10 heures le soir. Et à 6 heures du matin, tu décanilles. Alors que sur mes cartons, à 10 heures du soir, cela fait bien longtemps que je dormais déjà.

La petite bonne femme qui fait le ménage à la crèche, elle y allait le lundi soir, au lieu de venir le lundi soir, elle vient le mercredi matin. C'est fermé, vous inquiétez pas, je viens d'arriver, je vous fais un petit café. Aucun problème, même avec la directrice de la garderie. Un jour, elle m'a dit : « Vu vos doigts vous fumez ? Mais il n'y a jamais aucun mégot ? ». Normal, j'ai mon cendrier sur moi. Je ne vais pas laisser crado, ne serait-ce vis-à-vis de moi-même, puis, il y a des enfants qui viennent.

Certains se font virer mais ils laissent les lieux dégueulasses... ou alors ils se font braquer car ils retirent tout leur argent. Deux ou trois fois, cela m'est arrivé, je me suis défendu.

Les rencontres, dans la rue, elles sont rares. Tu es souvent catalogué. Mais maintenant, je n'ai plus à trimballer mon sac à dos, ma valochette, mais combien d'endroit je me suis fait refouler à cause de ça même en étant – non pas que je veuille dire que je suis impeccable – mais au moins, j'essaie de garder un minimum de dignité, rester correct, présentable. Mais je me suis entendu dire : « On ne vous sert pas ». D'accord, je m'en vais, je vais ailleurs.

Tu es catalogué. Ces endroits-là, je n'y vais pas, je n'y vais plus, je passe devant, je trace ou je crache sur la vitrine. « Tu te rappelles de moi, tu m'as foutu en l'air, tu n'as pas voulu me servir ne serait-ce que pour boire un café, même pas de l'alcool ». Tu vois le bar en

face du bureau de tabac, à coté de chez Marion, c'est une bonne femme, jamais je n'ai pu rentrer avec mon sac à dos chez elle, sac à dos dehors, qu'il puisse faire n'importe quel temps. C'est une bonne femme, à partir du moment où tu as une tenue vestimentaire qu'il ne lui convient pas, tu ne rentres pas. Tu vois **R.**, elle l'a refusé alors qu'il ne boit plus. C'est delà que j'ai atterri au Chantilly, elle venait d'ouvrir Marie. En 5 mètres d'écart, pas le même accueil.

C'est pareil en centre-ville, il y a des bars, c'est interdit de séjour pour SDF. Le bar à la gare, celui qui est en haut, le sac à dos, ça le fait, celui qui est en bas, non. D'un coté, tu es accepté, pas de l'autre, ou tu acceptes de laisser ton bagage à 20 mètres de toi. Un coup d'œil, tu ne fais pas gaffe, tu te fais tout voler, du jour au lendemain, tu n'as plus une fringue, aucun papier car toute ta fortune, tu l'as sur ton dos.

Tu as réussi à conserver certains objets ?

Il a fallu que je m'en sépare. Déjà, quand je me suis retrouvé à la rue, j'ai largué tous les meubles que j'avais, il a fallu que je me démerde pour trouver un foyer pour ma Minette. J'ai une petite chatte, c'est un Monsieur qui s'en occupe, elle va bien, je n'allais pas l'emmener dans la rue. → *Pé a les larmes aux yeux... bon, on parle d'autre chose !*

Les priorités dans ton quotidien ?

De se lever vivant et en bonne santé tous les matins. On n'est pas crevé, c'est déjà ça. Maintenant, le reste, tu prends comme cela vient, tu vois bien. Tout est prioritaire, dans ces cas-là, ne serait-ce que pour le moindre truc que tu peux faire quand tu es chez toi, tu as un frigo, regarder la télé, écouter la radio... Quand tu es dehors, tu fais quoi ? Tu es tributaire des horaires, tu n'as pas le choix, tributaire des horaires, endroits où tu peux être accueilli. Et encore sur Nantes, la chance d'avoir des structures.

Ceux qui ont les moyens, il se paie Claire Fontaine ou Pierre Landais, mais les gens qui sont là-bas, personnellement, j'y suis allé quelquefois mais, à chaque fois, des embrouilles : tu t'installes, on te dit : « dégage, c'est ma place, c'est là que je mange ». Comment veux-tu supporter cela ? Ils ont l'habitude de manger à cet endroit et pas autre part. il faut admettre qu'il y a pas mal de « yo-yo ».

Les services psy, ils s'en occuperaient un peu plus, il y aurait beaucoup moins de gens soit disant dans la misère. Nous qui y sommes, on est obligé de subir. Tu as déjà été à la Maison Bleue ? C'est ça, eux, ils sont chez eux, dans leur petite planète. Moi, j'ai ma petite planète à moi. Moi, j'arrive à gérer, il y a des gens qui n'y arrivent plus.

Tu as connu cette période ?

J'ai connu l'alcoolisme grave, il y a 10 ans de ça. Je m'en suis remis. De temps en temps, une goutte de vin mais je ne suis pas au rosé à 8 heures du matin.

A l'époque, je travaillais encore en restauration. Moi, mon café, c'était deux doses de whisky, c'était le boulot, la fête, la boisson jusqu'au jour où, l'année de tes 33 ans, tu te fais un malaise cardiaque, tu te prends la frayeur de ta vie : « c'est ça ou je crève ». On relève la gueule puis on arrête. Je suis têtue mais c'est dur, tu vois bien, rien que de parler de Mistinguette – *son chat* – je pleure souvent tout seul, faut pas croire. Je ne le fais pas voir, je me mets dans un coin.

Il y a des gens, ils ne peuvent pas, donc ils se réfugient dans l'alcool ou autre. Il y a beaucoup plus d'alcooliques profonds dans la rue qu'il y a de drogués : il faut avoir les moyens.

42 ans, j'ai eu l'occasion de goûter des produits mais j'ai tellement vu de copains rester scotchés ou partir définitivement à cause de ça que, personnellement, je préfère ne pas toucher. Un petit pétard, pas de problème, mais pas plus. Moi, mes 20 euros me font la semaine. Je suis dans la misère, je suis comme eux, tu vois bien.

Chez Denise, il y a beaucoup de gens à qui je dis bonjour, mais ils y en a à qui je ne dis pas bonjour. Ceux-là savent que je ne les aime pas, quelque part, je n'ai rien à faire avec eux. Si, c'est chez Denise, je me sentirai un peu comme chez moi. A chaque fois que j'y vais, c'est un petit brin, tout le monde se connaît, on est reconnu, apprécié à sa juste valeur, c'est un petit brin de maison, si tu veux. Mais il y a beaucoup de gens, ils n'ont rien à m'apporter et je n'ai rien à leur donner. A d'autres, je donnerais ma chemise s'ils en ont besoin.

L'accueil dans les autres structures ?

A partir du moment où tu donnes ton adresse « 1 place Saint Similien » : merci, au revoir. Déjà, maintenant, à partir du moment où tu n'as pas un téléphone portable, on te regarde déjà avec des yeux énormes. Alors, l'adresse, pas de boulot, il n'y a pas de domicile.

De plus, si tu veux tenir un boulot, il faut un domicile, c'est obligé. Te réveiller le matin, tu rentres chez toi, tu te dessapes, tu vas prendre ta douche. C'est le premier des dix commandements. Il faut tenir un rythme quand tu es au boulot, se reposer, avoir des nuits normales. Maintenant, j'ai tout remis en route de manière à redémarrer. Cela va être dur, je vais en chier. Mais maintenant, je peux déposer mes fringues. Toutes les fringues que j'ai pu laisser chez des potes, à droite, à gauche, j'ai tout récupéré. Je vais en chier mais... toilette à l'eau froide dans un squat, c'est jouable mais pas dans la rue, avant, sur mes cartons.

Je vais aller à la fontaine du CCAS pour me laver les pieds. Cela va être vulgaire mais je n'ai jamais pu me coucher avec les pieds sales et les couilles sales, je ne peux pas, il faut au moins, essayer d'avoir une tenue correcte et présentable, pas tiré à quatre épingles mais...

Pour moi, je n'ai jamais fait ça pour les autres. C'est égoïste, mais tu es obligé de devenir égoïste ou alors tu penses trop aux autres et c'est pas jouable. Tu t'oublies toi-même ou alors tu fréquentes trop les autres et tu pars dans leur manège à eux, ceux que tu peux voir à Commerce d'un bout de l'année à l'autre. Je préfère tracer.

La marche, une moyenne hebdomadaire de 300 bornes.

Avec des buts ?

Non, comme ça. Je marche. Mon plaisir, c'est de prendre la Sèvre Nantaise et je fais la grande boucle jusqu'à Vertou, ou par l'Erdre, aller jusqu'à la Chapelle sur Erdre et revenir. Tu as vite fait de faire 30 bornes dans l'après-midi, cela file même en centre-ville.

Marcher, oui, sans forcément aller bien loin, mais m'écarter du centre-ville, avoir un bouquin ; m'asseoir sur un banc, entendre les oiseaux.

Ça pue, la ville, tu as cette odeur sur toi. Ça, je n'arrive pas à m'en dépêtrer. Cette odeur, je la sens, elle est dans ma peau. La semaine d'avant, je suis resté chez mon pote dans les quartiers nord. Au bout d'une semaine, ma peau, elle avait dé à une autre odeur. Je ne fais pas autre chose que de me laver, oh si, pouvoir se laver à l'eau chaude, tous les jours, quand

tu en as envie, le panard. Pas être obligé d'aller demander le droit, d'aller prendre avec un petit ticket ou de demander le droit d'aller faire laver ton linge gratuitement, ne serait-ce que ça, tu vois la contrainte.

A partir du moment où tu es chez toi, tu ne te rends pas compte, quand tu n'as plus rien et que tu veux essayer de rester normal, t'es tributaire. Tu es obligé de demander, tu as honte.

Tu te considères comme SDF ?

Comme je l'ai dit dans le journal, il a fallu que je m'adapte. Soit tu t'adaptes, soit tu crèves, je suis toujours vivant. Maintenant, je peux y rester demain ou tout à l'heure. Ce n'est pas que je sois fier de ce que je suis encore, mais au moins je n'ai pas sombré. Il n'est pas encore trop tard pour que je reprenne une vie normale.

Il y a des gens, en deux mois, ça y est, c'est fini, voire même moins. Je ne sais pas si je suis une exception, mais le **P**, il est comme ça.

Qu'est-ce qui t'aide justement à garder le moral ?

Les proches, je les évite car, tu vois bien, pourtant, j'aurais de la place à droite et à gauche, mais je préfère mener ma vie tout seul plutôt que d'être dépendant. Ce n'est pas évident d'être chez quelqu'un. Les gens ont leurs problèmes, j'ai les miens.

Les gens... je ne côtoie pas grand monde en fin de compte, je suis solitaire, je suis tout seul, je préfère. C'est dur, très dur mais je préfère : déjà beaucoup moins de problèmes. Car leurs histoires à trois balles, je m'en fous. Quand je les vois, ils sont tous à se lamenter sur leur sort. Bouge-toi le cul ! Pour toi, mais pour leur faire comprendre ça, c'est injouable.

Les gens, ils deviennent violents, ils s'embrouillent pour des histoires, ça en vaut même pas la peine : pour une cigarette de trop. C'est pour ça, je préfère être tout seul. Aujourd'hui, on vient moins me quémander. Si j'ai plus de cigarettes, j'ai mon petit paquet de mégots. Eux, ils peuvent plus ou savent pas. C'est pour ça, je n'ai pas grand-chose à faire avec eux même si, comme eux, j'ai besoin d'aller chez Marion ou Denise mais je ne me sens pas comme eux. Heureusement sinon, je me tire une balle.

Y a que moi qui peux me foutre un coup de pied au cul le matin. Le jour où j'ai envie de calancher, je ne dis rien à personne, je ne m'affiche pas. Si j'ai un peu de sous, je vais dans un parc, je bois mon coup, je m'allonge, je ne dis rien à personne, personne ne m'emmerde, je n'emmerde personne. Je n'irais pas poivroter en plein centre-ville comme 90% des gens. Je ne pourrais pas, par rapport au regard, puis tu peux tomber sur n'importe qui de tes connaissances : « Bonjour, ça va, pas trop dur ? ». Puis, crado, je ne pourrais pas.

Cela m'a permis de garder des liens avec les autres.

Les activités d'avant ?

J'ai même plus le goût à dessiner. Si, c'est en train de me travailler, cela va faire deux mois que je suis en squat, je commence seulement à faire des nuits normales car, quand tu es dehors, soit tu es bleu mort et tu te réveilles le lendemain matin, tu ne t'es même pas rendu compte que tu as dormi, ou alors tu restes conscient et tu dors d'une oreille et d'un œil, puis, quand tu es fatigué, tu changes de côté, tu ne dors pas tranquille. Ou alors tu te mets bleu mort, tous les jours : qu'il fasse jour ou qu'il fasse nuit, tu dors.

Je commence seulement maintenant à récupérer, les premiers temps, je faisais des cauchemars pas possibles, je me réveillais : « Où est-ce que je suis ? ». C'est le genre de truc, si tu n'as pas la moelle, cela t'assomme. Tous les jours, c'est agressif le bitume, ça chlingue,

c'est dur, tu vois bien le regard des autres, le comportement des autres vis-à-vis de toi, parce que tu es différent.

Les gens, ils commencent seulement à se rendre compte qu'il y a des gens dans la misère, l'hiver et le reste de l'année. L'hiver, il y a des trucs qui sont ouverts, ils commencent à mettre des chambres supplémentaires à partir du moment où les températures sont négatives, au 15, la nuit. Et la journée, tu fais quoi ? Il peut faire 3°, s'il y a du vent, s'il pleut, tu fais quoi ? Il y a trop de choses qui ne sont pas logiques.

Tu vois M., je comprends tout à fait qu'il ait eu un appartement par le CCAS avant moi et, pourtant, on a fait les mêmes démarches en même temps : il doit pouvoir accueillir son garçon. Moi, je n'ai pas de gosse, logique qu'il passe avant moi.

Mais cela fait quand même deux et demi qu'on me laisse tomber. « Mais, Monsieur, il faut aller au travail ». J'entends souvent, venez donc sur mes cartons ne serait-ce que huit jours, on va voir après si vous avez la moelle pour travailler.

La restauration, je veux plus en entendre parler. Mon deuxième métier, c'est la peinture. Il n'y a pas que la peinture à faire, il y a souvent les plâtres à essuyer. Tu travailles dans des métiers comme ça, si tu n'as pas une hygiène de vie normale, manger chaud tous les jours. Je ne pouvais pas sur mes cartons, j'étais tributaire de Denise ou Marion. Cela va au squat, maintenant, j'ai une gazinière : sur 4 feux, un four, il n'y a que deux qui marchent, je m'en fous. Même si je me fais des pâtes au beurre, c'est chaud. Au moins, je choisis ce que je veux manger. On ne m'impose pas : c'est ça ou rien. Combien de fois j'ai dit : « rien », je préfère. Si, chez Denise, c'est différent, c'est la maison à tout le monde à partir du moment où tu te comportes bien. Tu es entre poteaux. Tu as envie de t'enquiller une bouteille de jaja, personne ne va rien te dire. Le seul truc qui est demandé, on laisse le cadavre à côté de manière à ce que les gens qui n'ont pas et seraient tentés ne viennent pas quémander. Sinon, cela peut dégénérer en embrouille à trois balles pour un verre de vin. Ça va très vite.

Les rois de ça sont les jeunes, des gosses qui seraient largement en âge d'être les miens. Ils voudraient m'apprendre la vie. « Défriche toi, on verra après ».

Les enfants, tu aurais aimé en avoir ?

Il faut trouver la maman avec qui j'aurais voulu en avoir. Elle a porté mon nom, c'est la seule. J'ai réessayé de faire ma vie, je n'ai jamais insisté pour avoir des gosses. Puis, ce n'est pas à 42 ans qu'on se met à en faire, c'est mon avis. Je ne m'appelle pas Charlie Chaplin [rire]. Non, je ne m'imagine pas avoir un gosse. Admettons, je rencontre une nana, on se plait bien... Je connais les gosses, les couches, les pleurs... Est-ce que je serais capable de supporter ? Puis, avoir un gamin de 20 ans, et moi déjà à l'âge de la retraite. J'aurais eu des enfants à 20-25 ans et en refaire un à 40, pourquoi pas, mais le premier, je ne vois pas.

Puis, il faut trouver la maman qui va avec. Si on ne s'entend pas, le gamin, il est déchiré, un coup chez papa, un coup chez maman, un coup je te vois, un coup je ne te vois pas. Ce n'est pas une vie. Enfin, je suis un gosse de divorcés, c'est peut-être pour ça. Maintenant, c'est un truc courant d'être enfant de divorcés. Moi, je l'ai vécu peut-être bizarrement par rapport à beaucoup d'autres.

Je me suis retrouvé tout seul avec ma mère et ma sœur à 14 ans. C'est ma sœur qui est l'aînée, on a 3 ans de différence. Du jour au lendemain, on est passé du tout à plus grand-chose mais on avait tout récupéré d'un seul coup. Si tu veux, avec le paternel, il y avait de l'argent mais j'aurais préféré largement beaucoup plus souvent, saucisses frites en rigolant que du gigot et du homard en chialant. Il y avait de l'argent mais, tu sais, quand un petit garçon s'amène sous la gorge de son père avec un couteau à pain, « Touches encore maman et

je t'égorge »... Il m'a fait voler. J'ai fait trois semaines : il m'a pris, il m'a jeté dans le mur. Je m'en fous, j'aurais fait mon devoir mais ça marque un petit garçon, ça te marque toute une vie.

On s'est retrouvé tous les trois. Ma mère avait un tout petit salaire. Elle est restée des années sans travail, il a fallu qu'elle s'y remette. J'ai eu de la chance, moi, apprentissage. La restauration, tu es nourri donc, au moins, ce n'est pas que j'étais une charge, mais elle n'avait pas que ça à s'occuper de moi. Mes salaires, c'était pour elle, je n'étais pas perdant. Je lui disais : « ça, tu les prend ; si j'ai besoin d'un ciné ou patinoire, je te demande ». J'aurais trop eu l'impression de me faire engraisser.

Quand je suis resté plus d'une semaine chez mon pote, obligé, il n'y a rien de gratuit.

Tu as encore des liens avec ta mère ou ta sœur ?

Non, je ne préfère pas qu'elles sachent. Je préfère laisser en silence mais elles le savent depuis des années et des années. Si je ne donne pas de nouvelles, c'est que cela ne va pas si bien que cela. Mais bon : pas de nouvelles, bonnes nouvelles ! Peut-être un jour, pour l'instant, je n'ai pas envie de leur faire voir à quoi ressemble ma vie, à quoi je ressemble par rapport à avant.

Tu penses souvent à avant ? Tu as des photos ?

Elles sont rares, mes photos. J'ai horreur de ça. Mais tous mes souvenirs, ils sont là-dedans. J'ai très bien gagné ma vie, évidemment que j'y repense. Mon dernier salaire en 1994, j'étais logé, nourri, blanchi, j'avais 13000 francs par mois net. Je pouvais faire la fête, ce qui m'a valu mon malaise cardiaque.

Les toubibs ont été francs : « Monsieur, vous êtes alcoolique. Ce n'est pas la peine de, on a vu. Vous savez au fait quel jour on est, vous savez depuis combien de temps vous êtes là ? Vous savez ce qui vous êtes arrivé ? ». Ils m'ont tout expliqué. Je me suis réveillé quand même au bout d'une semaine. Le toubib m'a dit : « Il y a deux solutions : soit on vous relâche car on ne va pas vous garder éternellement... ».

Malaise cardiaque devant le fourneau. Je sortais de table pour attaquer le service. Je suis rentré en cuisine et je suis tombé. Je ne me suis pas relevé. J'avais eu des signes. Mon signe est le matin : deux doubles whiskys bien tassés. Je me descendais deux bouteilles de Jack Daniel's tous les jours, plus mes sorties en boîte de nuit. Cela a tenu une dizaine d'années comme ça. J'ai tiré sur la ficelle, j'aurais pu y rester. Les toubibs m'ont dit : « On vous relâche comme vous êtes, vous allez repiquer dedans. Je ne vous donne pas la fin de l'année. Sinon, on peut vous donner un coup de main »... C'est-à-dire sevrage, maison de repos pour alcooliques profonds. Ils ne te mettent pas, style **M**, avec les « yoyos » alors que ce n'est pas ça dont il a besoin. Là, c'est reparti, c'est psychosomatique son truc. → *Référence aux problèmes dermatologiques de M*. Moi, c'est pareil, j'ai des champignons, c'est nerveux, cela ressort comme ça. Pour d'autres, ce sont des ulcères.

Ils ne viennent plus avec **J.-L.** Je crois qu'il a un petit appartement. Le connaissant, il doit se dire : « J'ai un appartement, plus besoin de venir chez Denise ». Regarde **G – A** [couple qui occupait le squat avant **P**] ils ne viennent plus non plus. Eux, il faut absolument que j'aille les voir.

Par rapport aux soins ?

Je me démerde. En 3 ans, rien. Si, ma folle dingue qui m'a ouvert la main, ça une drôle d'histoire. Une fois, j'ai été au PASS car je m'étais chopé une espèce de panaris, tu vois

bien, le doigt, il est encore gonflé. Ras le bol, pas moyen de se soigner correctement, donc j'allais là-bas tous les matins. J'allais là car il n'y a que ça. Qu'est-ce que tu veux emmener de l'eau bouillie, des compresses, tu ne peux pas.

Quand j'ai déposé ma valochette et mon sac à dos, j'ai déposé 25 kilos de fringues. Pendant 2 ans et demi, je me suis trimballé ça. Rares les moments où je pouvais laisser ça à la gare : très cher la consigne.

Ne serait-ce que pour faire bouillir de l'eau, je fais comment avec mes cartons, je ne peux pas.

A la PASS, rencontrer une assistante sociale ?

Je n'en ai pas voulu. Ils me l'ont proposé mais non. Moi, je viens me faire soigner mon bobo et je m'arrache. Je l'ai rencontrée par obligation mais je lui ai dit : « Vous allez faire quoi ? Vous allez me changer quoi dans ma vie ? C'est la misère, puis voilà ». Tu crois que c'est à la PASS qui m'aurait trouvé une solution pour un hébergement ? Non.

La seule où j'en ai eu besoin, c'est grâce à elle que j'ai pu faire la CMU. Je pensais que c'était automatique étant rmiste ; puis j'adore les papiers !.

Comment expliques-tu, avec le recul, la descente : un logement, puis... ?

Plus les moyens de payer. S'il y aurait pu avoir des solutions, mais si au CCAS, il m'avait donné une assistante sociale en temps voulu... Quand j'ai eu mon assistante sociale, cela faisait déjà 4 mois que j'étais à la rue. Trop tard. Fin de bail : je ne peux pas. En plus, j'habitais rue Paul Bellamy. J'ai fait une grosse dépression nerveuse par rapport à ça, par rapport à cet appartement, failli me foutre en l'air. J'avais demandé en 1999 à rentrer à Saint Jacques. J'y suis resté pendant 3 semaines. Pendant plus d'un an, il y a une assistante sociale de Saint Jacques qui s'est occupé de moi. Par rapport à mon administratif, du jour au lendemain, l'assistante sociale de Saint Jacques m'a dit : « Maintenant, il va falloir voir une assistante sociale du CCAS. Vous inquiétez pas, tout votre dossier pourra être transmis ». Huit mois sans assistante sociale. Au CCAS : « Pourquoi vous avez besoin d'une assistante sociale ? – Parce que c'est mon droit ! – Expliquez-moi votre situation – Vous êtes assistante sociale ? – Non – Alors qu'est-ce que je vais vous expliquer ? ».

Tu leur demandes la pitié si tu vas leur demander des bons douches et Lavomatics. Il faut à moitié se fâcher pour avoir le droit, à un jour près : « Il faudra revenir demain – Non, demain, vous êtes fermés, c'est samedi, je ne vais pas rester tout le week-end crado ! – Non, c'est comme ça ! ». L'envie de prendre l'ordinateur et de le jeter par terre dans ces moments-là. Quand tu tapes du poing sur la table : « On va faire une exception mais il faudra venir à une date exacte, la prochaine fois, cela ne marchera pas ». Il faut se fâcher, il faut faire pitié, c'est insupportable. Moi, ça va, je contrôle, mais je comprends qu'il y a des gens qui n'y vont plus, juste pour voir s'il y a du courrier. Douches : ils ne connaissent plus, Lavomatics non plus. Quand les affaires sont trop sales, ils jettent.

En 6 mois de temps, la gueule par terre, tu n'as pas de bosse mais cela fait mal. Beaucoup de gens me disent « Tu es dur, peau de vache des réflexions ». Mais c'est le seul moyen. C'est dur pour moi de refuser une clope, mais si je ne peux pas, je ne peux pas. Je ne peux pas offrir ce que je n'ai pas. Si j'en ai, c'est pour ma gueule. Ça, c'est insupportable. Tu dois devenir égoïste pour une clope, tu ne donnes à personne, pas de favoritisme.

Tu as l'impression que ton caractère a changé ?

Je m'aigris, en deux mots. Ce n'est pas évident. Il y a encore dix ans, j'avais une vie comme monsieur et Madame Tout le monde – du boulot, du pognon – d'un seul coup, tu n'as plus rien. Le seul truc que tu as, c'est ta couenne et les rares trucs que tu as pu sauvegarder, c'est tout. C'est ça ou je crève.

La confiance ?

Je n'aime pas les gens, ils me font pas confiance vu ma situation. Qu'est-ce que j'irais leur faire confiance ? Si, au bout de quelques temps que l'on se côtoie mais au premier abord bonjour au revoir. Je ne t'emmerde pas, tu ne m'emmerdes pas. Au bout d'un certain temps, tu arrives à te lier de sympathie, d'amitié avec des gens. C'est rare et je me passe des gens, je n'ai pas besoin d'eux. Ils ont leur misère, j'ai les miennes. Tu vois bien, c'est exceptionnel que je cause de ça. Je n'aime pas parler de tout ça, ça remue la merde. Tu vas vraiment chercher dans les bas fonds de la fosse commune. La cour des miracles, elle n'est pas loin. Tu la vois tous les jours, comme t'en fais parti, plus ou moins car je me mets à l'écart, je m'écarte, je suis toujours tout seul, je préfère même si je m'emmerde, personne à qui causer.

Le dessin ?

Depuis que je suis tout gamin, mon premier truc, c'est le dessin. C'est mon grand-père qui m'a donné la passion. Lui déjà dessinait très bien, il m'as dit : « L'écriture, c'est quoi ? C'est des dessins que tout le monde comprend. Si tu écris bien, tout le monde te comprend ». Le grand-père, je l'avais pas en dévotion mais pratiquement. C'était le deuxième mari de ma grand-mère maternelle. Le vrai, je ne l'ai pas connu, il a crevé avant, tant mieux. J'aurai pas voulu le connaître, il fait souffrir ma grand-mère.

Ma mère est de 1936, elle avait deux frangins : un de 1932 et l'autre de 1930. Un jour, ils sont venus avec un kilo de pommes de terre volées : « Pas de voleurs chez moi ! Dégagez, foutez le camp ». On les a retrouvés un beau matin : ils avaient gueulé toute la nuit mais personne n'osait y aller là-dedans, en pleine nuit : c'était un champ de mines. 14 et 16 ans. Quelques années plus tard, l'année des 16 ans de ma mère, c'était sa communion, il l'a violée totalement. Donc, un mec comme ça, il fait parti de ma famille, de mon sang mais aussi bien que je ne l'aie pas connu.

Même le paternel violent, les yeux fermés du côté paternel : « ce n'est pas possible que mon fils soit comme ça ». Elle avait beau se ramener avec le nez cassé ou l'œil au beurre noir. Quand ma mère s'est payée son divorce à 40 ans, il y avait de l'argent : il était placier sur les marchés dans une entreprise privée (Raymond), son petit marché, il y avait 350 camelots. J'espère qu'il est crevé. L'année dernière, il s'est foutu le feu, il s'est aspergé d'essence. Ce sont les poulets qui sont venus me voir. Ils savent mon nom, j'ai des antécédents, on ne va pas en parler. « Vous savez que vous avez une RIF, recherche dans l'intérêt des familles ? Vous pouvez venir demain ? Raymond Pailleux, ça vous dit quelque chose ? – C'est mon père – Il est à l'hôpital des grands brûlés ». Cela 25 ans que je ne l'ai pas vu. Qu'est-ce qu'il a fait pour moi ? Moi, qu'est-ce que je peux faire, qu'est-ce que je vais y changer ? Il a voulu se foutre en l'air. C'est bien fait. Cela a beau être mon père, je porte son nom, c'est tout. C'est tout ce que j'ai. Aucun atome crochu avec lui. Pour moi, c'est une crevure. Qu'il soit vivant ou non, je ne veux pas le savoir. Ça, ma sœur, elle ne comprend pas. Elle a un autre regard, elle a réussi à pardonner, moi pas.

Pour le dessin ?

Crayon, fusain, feutre... cela me reprend. Je suis en train de dessiner sur les cartons gris des feuilles à rouler, c'est un début. Mais en squat, cela ne veut pas dire que j'ai les moyens d'acheter tout le matériel... puis, c'est humide. Gâcher du papier par l'humidité, non. Je ne dis pas, si je reviens à bosser, retrouver un rythme de vie normale, que je vais m'y remettre normalement, mais là, pour l'instant, je ne peux pas. Le seul truc, je fais plaisir aux copains, de temps en temps un tatouage. [*Pépé me montre les siens*].

Tu voudrais rajouter quelque chose ?

Je crois que j'ai tout dit, ce n'est pas évident, tout est là. [*Il me montre ses poignets portant des cicatrices d'entaillades*].

Qu'est-ce que tu veux raconter ? Rien quand ta vie est basée sur le néant. Tu ne sais même pas ce que tu vas faire demain. Tu ne sais même pas ce que tu vas faire cet après-midi, si tu vas aller prendre ton petit déjeuner chez Marion, trois fois par semaine manger chez Denise, l'hiver avoir une soupe avec les autocars et le reste, il y a quoi à raconter ? Du rien, du néant.

Rien. Dur. Tu ne vois pas le bout du tunnel. Tu es dans un tunnel, tu n'en vois pas le bout. Tu n'as même plus un semblant d'espoir que cela puisse changer, si ça peut changer mais au bout de combien de temps, dans combien de temps et pour faire quoi et comment et dans quel état ?

Je vais reprendre contact avec l'assistante sociale pour en avoir une autre de manière à ce que tout mon dossier soit chez une autre plus efficace. Elle a eu une remplaçante pendant quatre mois, j'ai plus vu la remplaçante que mon assistante sociale. Seulement, la remplaçante n'était pas titulaire. Avec M., on a la même, c'est lui qui m'a appris qu'elle était enceinte. Tant mieux pour elle mais elle est inefficace.

Un an de plus où je n'ai pas réussi à travailler. Ah, si je suis debout, vivant, tant mieux, youpi ! C'est tout, y a rien d'autre. Alors, je comprends tout à fait qu'il y ait des gens qui pètent les plombs, ils n'ont plus la moelle ou ne l'ont jamais eue. J'ai la chance d'être têtue. Heureusement que j'ai ce caractère. Celui qui est faible... Et homme comme femme, il ne faut pas rêver, des femmes dans la rue, il y en a beaucoup. Elles boivent largement autant que les hommes. On s'en aperçoit moins. En fin de compte, dans la rue, il n'y a pas d'hommes, pas de femmes, il n'y a que des hommes, les femmes deviennent plus violentes que les hommes. Elles le deviennent par obligation. Elles sont asexuées totalement.

Déjà, tu ne peux pas parler de ça dans la rue : elle est où, l'intimité ? Ne serait-ce que ça ? Ou alors si, il y a le RMI qui tombe, on va se payer un petit week-end à l'hôtel et puis, le lundi matin, tu retournes dehors, cela dure un mois, jusqu'au mois d'après. C'est pas jouable. Il y a des gens qui sont ensemble mais c'est tout. Aucune intimité réelle. Elle est où quand tu dors dehors par terre devant tout le monde ? Tu te caches pour te changer, attendre que la CAF, le CCAS soient ouverts de manière à aller aux toilettes pour te changer, faire un coin de propre et tu reprends ta vie de tous les jours. Pour un homme, c'est pas évident. J'ai du mal l'imaginer pour une femme. Un homme a besoin d'hygiène, mais une femme beaucoup plus.

Pourtant, c'est humain, mais à la rue quel désir ? L'intimité, tu n'as pas ou alors, les nanas pètent les plombs, style la J, elle était avec moi dans le tram tout à l'heure. Elle est entre Nantes et Saint Nazaire. Dans sa gueule raide, elle s'est explosée la gueule sur le trottoir. Qui l'a emmenée à l'hosto ? Bibi. Qui l'a supportée toute une nuit ? Bibi car madame ne voulait pas se faire soigner évidemment. L'hôpital, en deux fois dans la nuit. Elle a eu chaud par rapport à son œil : à un quart d'heure près, elle passait sur le billard. Cela faisait déjà deux heures qu'on attendait. C'est moi qui m'en suis pris plein la gueule, je ne lui en

veux pas. Hier, j'étais au Chantilly, elle a téléphoné en demandant si j'étais là : « Je suis à Saint Nazaire, demain, risque de grève des trains, je peux venir, il y a de la place ? ». Evidemment qu'il y a de la place au squat, je ne vais la laisser crever dehors.

On est ensemble sans l'être, chose qui n'aurait pas été jouable sur mes cartons. Avec l'autre folle dingue, cela s'est fait. Je ne sais pas, elle avait un semblant de chez elle, elle était à l'hôtel Sainte Marie, de temps en temps on se voyait. Du jour au lendemain où elle a eu son appartement, elle a pétié les plombs. Je savais bien qu'elle avait des problèmes psychologiques mais je m'étais dit, avec le temps, cela va s'arranger. Je me connais, mais là, autant je peux être violent ou doux, là, je lui ai mis ma main dans la gueule. J'avais un doigt dans la veine, du sang. Heureusement, elle habite en face de Saint Jacques. Le Jeudi 12 juin, le 13 juin, je passais sur le billard et, logiquement, le samedi, je devais attaquer une place pour toute la saison minimum, voire l'année, sur Vannes à la plonge, nourri, logé. Cela ne l'a pas fait pour elle : « Tu vas m'abandonnée 3 mois ».

Ça morfle. Et encore, tu n'as qu'un aperçu. T'es obligé de calculer ton argent. Maintenant, cela va mieux avec le squat. Quand tu arrives déjà au 18 / 20, c'est déjà pas mal. S'il fait beau dans les parcs, car les jours où il pleut, tu vas à la grande médiathèque ou à la médiathèque de Rezé, nord, tu peux mater les vidéos ou écouter les disques.

Je suis un peu cinglant quand je m'y mets, être cruel verbalement mais il faut me chercher.

Pépé, c'est toi qui t'as donné ce surnom ?

Ce sont mes initiales. Tu veux voir ma gueule de boxeur de bombes. [*Il me montre une photo d'identité*] 1997, j'avais encore ma queue de cheval à cette époque-là. Cela fait un an et demi que je n'ai plus ma queue de cheval. Tu ne te souviens pas ? [*Je lui dis que cela fait un an que je suis sur le terrain*]. Je m'attachais les cheveux. Tout déployé, cela passait le mi-dos.

Tu vas voir, cela va carrément te sauter aux yeux, tu vas comprendre pourquoi je porte la barbe. Sur celle-là [*autre photo*] c'est beaucoup plus évident. Cela se voit beaucoup plus : mâchoire explosé. Elle a été réparée d'un côté et pas de l'autre. Qu'est-ce que tu veux faire contre 4 lascars ? ils me sont tombés dessus – c'était en 1989 – agression gratuite si on veut car c'était pour un billet de 100 francs et une paire de baskets neuves, à une heure du matin, je rentrais du boulot. J'ai donné des coups mais j'en ai pris.

Jamais je n'avais porté la barbe. La moustache, oui mais jamais la barbe ? E en cuisine, ce n'est pas ça pour l'hygiène. Mais quand j'ai vu le massacre, je me suis dit, on cache tout cela, on cache la misère. J'avais honte même si en étant gamin, j'ai jamais eu une dentition impeccable, formidable. Si je voulais, il faudrait que je fasse le nécessaire mais j'aurais une participation malgré la CMU car il faudrait qu'ils recassent pour pouvoir remodeler ce côté-là et arracher toutes les dents car tout est bousillé. Pendant 3 mois et demi, je suis resté avec des ferrailles, à bouffer de la soupe et un verre de sang tous les deux jours. Tout a été pour moi. Je rentrais du boulot, c'est un fait, mais ils m'ont retrouvé à 20 km de chez moi donc pas le chemin le plus court : pour l'assurance, que dalle. Cela m'a coûté 40000 francs. Quatre contre un, je n'ai rien pu faire.

Mise à part la cicatrice, regarde une main normale. Depuis que je suis tout gosse, pour me défouler, bien souvent cela a été dans des portes ou des murs. Du coup, casser, recasser. Elle me fait peur cette main-là, en un coup je peux assommer, au pire tuer. Ma main me fait peur, j'en suis devenu insensible.

Histoire d'en rajouter une couche, accident de voiture, bassin cassé, jambe écrasée et j'ai jamais conduit de ma vie. J'ai peur en voiture. Quand je me suis retrouvé avec le bassin éclaté, mon pote s'est pris la colonne de direction dans le bide, il a été coupé en deux. Moi, je me suis tapé 3 semaines de coma. Je me revois encore volé. J'avais 24 ans, un pote d'enfance. J'aurais pu m'en douter car, lui, c'était un lascar, on a pris un ravin pour éviter un poids lourd. Le seul truc, c'était une voiture volée. Même si, pour le chauffeur, il a été constaté avec le mouchard qu'il avait plus de 18 heures de volant avec 3 grammes, on l'a eu dans le baba.

J'ai pas fait de prison mais un an d'hosto plus 2 ans à la ceinture de fer : c'est une grosse ceinture qui te prend tout le bassin pour te tenir debout, si tu veux t'asseoir, aller aux toilettes, il faut t'allonger et enlever la ceinture.

Il y en a peut-être à venir encore, il ne faut être fataliste mais c'est comme ça. Jamais je n'aurais pu me douter qu'en 1986, j'arrive dans un patelin, un gamin qui court derrière son ballon, mon pote, il veut l'éviter, monte sur le trottoir... qu'est-ce qu'il foutait là le poteau électrique en béton sur le trottoir ? Qu'est-ce que j'avais le bras dehors ? Ils m'ont foutu une broche mais en cabane, aucune hygiène. Au bout d'un moment, je voyais bien qu'il y avait du pus. J'ai eu mon accident, la broche je l'ai gardée 14 mois au lieu de 18 prévue. Entre temps, j'avais fait une connerie, j'ai été en prison. Au niveau de l'hygiène en prison, ce n'est pas ça. Début de gangrène, on m'a dit : « Vous avez de la chance, à 8 jours près, on vous coupait le bras ». 18 mois incarcéré. J'ai fait mon temps, j'ai fait une connerie, il faut assumer. Une seule fois, pas deux.

C'est tout ce que tu avais à me poser comme question ? Car là, je cause, je me raconte en fait.

17 juin 2003, P.J. (Foyer Saint-Benoît).

Je vais vous donner une réponse de Normand. De **l'absence d'un chez-vous**, bah oui, c'est sûr qu'on manque d'un chez nous, de l'amour qu'on portait aux autres et l'amour qu'on à l'impression d'avoir perdu ; même si on sait que ce qu'on a perdu, c'est qu'on a merdé quelque part et que si peut-être, on avait fait un pas en avant, on s'est étouffé nous-mêmes avec notre fierté. Moi, c'est ce que je ressens.

Du manque d'argent. Même ceux qui ne sont pas à Saint Benoît souffrent du manque d'argent. La difficulté d'obtenir ce à quoi on a droit, oui, parfois cela est usant parce que quand on est dans un état tel que celui-là, je pense qu'on est un peu plus exigeant quand on veut régler nos problèmes.

L'impression que c'est beaucoup trop long mais ce n'est pas tout à fait vrai aussi car le fait qu'ici, il y ait un encadrement, il nous ouvre les portes que si on avait été autre qu'à Saint Benoît, ces portes ne se seraient pas ouvertes car on a les bonnes filières, des gens qui s'en occupent bien, s'investissent. Un certain pouvoir que le petit particulier n'aurait pas. C'est un peu contradictoire mais c'est vrai que, pour nous, cela paraît long, pour celui qui a envie de partir d'ici le plus vite possible. Et quand il manque des papiers... Moi, je suis un peu dans ce cas-là, j'ai des problèmes à ravoir un papier qui m'empêche de toucher les ASSEDIC, donc, cela rentre dans le manque d'argent. Ce n'est pas le manque d'argent en tant que tel, mais qui dit argent, dit pouvoir partir d'ici.

De la solitude, non, car je suis quelqu'un de solitaire. Ici, je serais plus gêné par la cohabitation. **De l'ennui**, non.

Du jugement des autres, oui, je suis assez gêné mais pas par les gens de Saint Benoît, plus le jugement à l'extérieur.

La violence, oui, mais pas forcément celle de Saint Benoît : les guerres m'énervent.

La saleté, il y en a pas mal à Saint-Benoît malgré tout ce qu'on a pour être propre.

La faim : non. Cela m'ennuie qu'au 21^{ème} siècle, on vive dans une société de surconsommation et qu'il y ait des gens qui n'aient pas de quoi manger correctement. Pour moi, il y a une nourriture de riche et de pauvre.

La dépendance à l'alcool et la drogue : Du mal à la comprendre mais je suis moi-même très mal placé, je suis très dépendant à la cigarette. A Saint-Benoît, elle m'embête car il y a certaines nuisances : le bruit, l'agressivité. Au pire, je peux comprendre, j'ai changé d'avis car j'ai pu en discuter avec un travailleur social. Cela amène de la violence pour certains, des tensions. Ils expriment leur colère, violence grâce à l'alcool. Je n'ai pas ce tempérament-là. Moi, j'aime bien le « bon alcool », j'en buvais très peu. Cela peut être une solution d'oubli, de se libérer, de se décomplexer. Moi, il m'est arrivé quelque fois d'être tiède mais je ris et je dors : catégorie « pas chiant ».

La drogue, je n'essaierai même pas car je serais capable d'y prendre goût.

Première fois au foyer. J'ai eu un appartement, ma maison, un salaire. Ce qui nous ramène un peu sur terre cette histoire. Car j'ai émis comme beaucoup de gens pas mal de critiques quand on en parlait. On apprend qu'on peut se ramasser comme les autres. Cela nous permet d'apprendre à se la fermer. C'était complètement éloigné, comme quand on regarde à la télé une émission sur le quart monde et qu'on mange une cote de bœuf – patates rissolées et qu'on passe au dessert alors qu'on regarde l'émission. On dit « c'est dommage ». Ca m'est arrivé de donner trois boîtes de conserve et donner un chèque à la fin de l'année et dire « tout va bien ». Cela ne va pas plus loin alors que là, je suis dedans. Cela m'arrangerait qu'on

donne un peu plus, cela fait partie de l'égoïsme qu'on développe quand on est dans ce milieu-là. On devient un peu le centre du monde. En défend notre bifteck, on devient le roi, alors que je ne suis pas quelqu'un d'égoïste en général. Cela rentre dans le négatif. Alors que dans la vie quotidienne, on enrobe la famille, le groupement des gens qu'on aime. C'est ça qui est un peu dur à vivre.

La démarche, cela a été bizarre. J'ai rencontré une dame du Secours Catholique avec qui j'ai parlé et qui m'a dit « Il faudrait aller au CCAS et après, faire le 115 ». J'y suis allé, un rendez-vous avec un travailleur social. J'ai appelé le 115. Ça s'est enchaîné comme ça mais cela a été sur une rencontre. Comme je suis quelqu'un de fier, je ne sais pas ce que j'aurais fait. Me tuer ? Non malgré que cela m'arrangerait bien de faire un infarctus. J'en ai déjà fait un, mais là, un bien, car je suis toujours, pas tous les jours, à chercher le pourquoi du comment.

Pour l'instant, je ne vois pas d'avenir, je n'arrive pas à me positionner. Je vois déjà le présent triste. Pourquoi continuer ? Je ne vois pas pourquoi. Un peu de lâcheté, se dire plus de problèmes, plus de soucis mais peut-être que, de l'autre côté, il y a un bazar. Je risquerais d'y croiser mes banquiers qui me parleraient de mes factures.

Moi, c'est une histoire financière, de dettes, c'est le bazar, la négligence. J'ai péché les plombs dans mon boulot. Je m'investis énormément quand je fais quelque chose. Même ici, je fais 10 heures par jour payées 6 heures à 2,67 euros. J'en rêve la nuit, quand arrive le week-end, je débraye le samedi mais le dimanche, je reprépare mon lundi. J'ai fait un pétage de plombs, malade pendant un an, je suis tombé sur un médecin qui m'a bourré de médicaments. De toute sorte, je suis devenu une épave. Il y a eu des emmêlages de crayons dans les factures, arrêts maladie. Tout un tas de choses qui ont fait que je me suis retrouvé licencié et, entre temps, je ne m'occupais plus de rien, incapable d'aller chercher une baguette, je passais du canapé au lit et du lit au canapé, parfois, je dormais dedans. Un beau jour, je me suis réveillé, je me suis dit « c'est quoi ces conneries ». J'ai tout jeté. Seulement, cela a été une erreur dans l'autre sens car cela faisait un an que je prenais des médocs. J'ai mis de nouveau 6 mois à patouiller, à être agressif, à ne plus dormir du tout ou alors c'était l'anarchie complète dans le repos, le sommeil, puis, cela s'est passé.

J'étais plus ou moins isolé. Il y a des gens que j'aime bien, qui doivent me traiter actuellement de « salaud ». On verra cela plus tard peut-être. Si je m'en suis sorti pendant ce temps-là, c'est qu'ils venaient me voir, passer une soirée à la maison, j'allais même plus faire mes courses, je me nourrissais aux médocs. Cela faisait plusieurs années que je ne sortais plus, je trouvais des excuses. Toute la semaine, je ruminais d'avoir, oui, je tenais car comme j'ai un certain respect de la parole. J'ai rompu ça aussi, c'est clair. Il ne me reste plus quand chose à rompre maintenant. Voilà comment c'est arrivé.

Les priorités : A l'heure actuelle, aucune. Je ne sais même pas ce que c'est une priorité. Essayer de trouver un emploi. Au départ, ce n'est pas ça (55 ans) mais cela le devient car c'est ce qui va me permettre de partir de Saint-Benoît. C'est une fausse raison en plus car, partir de Saint-Benoît, ce ne sera peut-être pas si bon que ça, perdre l'encadrement.

→ *La peur de l'échec, de revivre certaines situations.*

Déjà que je vais perdre ma référente, cela m'ennuie un peu, même beaucoup d'ailleurs. Je vais avoir une autre référente qui sera sympa, mais j'adore Martine, je trouve que c'est une femme qui a beaucoup de classe et très compétente.

Quant aux **démarches administratives**, cela me gonfle. C'est le gros problème car, à chaque fois, il faut dire « Je suis à Saint-Benoît » et j'ai des problèmes.

Essayer de me procurer de l'argent : non.

De quoi vous occuper : J'ai eu de la chance d'être ici mais, par contre, pour moi, c'est très important. J'ai toujours travaillé. Pour moi, c'est un dérivatif. Comme je suis quelqu'un qui aime ce qu'il fait, quand je fais quelque chose, je me vide complètement le cerveau. Je suis pris par ce que je fais, donc, je n'ai plus de soucis. J'ai le souci de me taper sur les doigts ou de laisser ce que je fais mais je suis habitué. Pendant ce temps, on s'est fait vidé le cerveau, on n'a pas à ruminer ses problèmes.

Ici, c'est à courte échéance toujours. Tout en gardant l'encadrement et me retrouver ailleurs, j'aurais un peu plus de dérivatif et oublier un peu plus. Même si on est dans une période où on ne pense pas trop à ce qu'on est, on en croise un autre qui a un autre problème mais qui nous ramène à notre problème. S'occuper est très important, c'est pour ça que je travaille tous les jours à Saint-Benoît, le plus que je peux, en tout cas.

L'accueil : hôpitaux, jamais sauf une fois pour une coloscopie.

ANPE : sans commentaire. ASSEDIC : pas terrible. Je sens qu'ils me jugent mais c'est peut-être mon complexe. Déjà, dès qu'on est à l'ANPE ou ASSEDIC, ils partent du principe qu'on que cela à foutre, ils nous baladent d'un endroit à un autre en se moquant de nous. Une fois, ils m'avaient donné rendez-vous dans une agence autre que celle dont je dépendais, on m'avait répondu : « Vous comprenez, vous n'avez que cela à faire, vous n'allez pas dire que vous êtes dépassé par les événements ». Vous êtes à notre disposition ! En plus, ils sont à des endroits opposés. Exemple : ANPE, une adresse, dans une autre pour l'ASSEDIC. De plus, ils radient le plus souvent qu'ils peuvent, ainsi, baissent les quotas.

La, il me manque un papier pour percevoir mes allocations. Les deux administrations se renvoient la balle. En plus, on ne voit pas la même personne, elle agirait sûrement autrement. Car vous allez le matin, vous retournez l'après-midi, il faut raconter votre problème deux fois.

Les services sociaux, travailleurs sociaux : Très bien accueillis même au CCAS, tout pour mettre les gens à l'aise. Ils essaient de voir si tu n'as pas trop le moral ou pas.

Le foyer, s'il n'est pas aussi bien qu'il devrait être, c'est la faute des résidents. On a des femmes de ménage pour faire notre salle de bains, WC.

L'infirmerie, c'est de la médecine de groupe, cela me rappelle mon armée. Monique – l'infirmière – est très gentille mais elle voudrait bien être la maman du foyer avec ses bébés. Moi, je veux bien qu'elle m'adopte, elle va voir comment je suis fatiguant.

Infantilisation : capable de nettoyer chambre, salle de bains et pas se lever à 9h30.

Règlement pas appliqué. Quand on signe le règlement, l'état d'ébriété est défendu, l'introduction d'alcool et de drogues est interdite. Or, il y en a qui rentrent bourrés tous les soirs, vendent de la drogue. Déjà, ce contrat est caduc. Il devrait y avoir des réunions d'information pour nous expliquer le pourquoi du comment le règlement n'est le même pour tous.

4 ans de bénévolat à Emmaüs pour oublier le travail. J'ai attaqué Emmaüs au tribunal, virer en tant que bénévole. J'étais contre qu'il y ait des bons travailleurs qui travaillent qui soient gardés. Pas inscrit au chômage, quasi aucun contact avec l'extérieur. → *Enfermement*. Le gars qui est moins bon est muté. J'ai perdu. Enfin, j'ai été convoqué par le préfet, député, maire, évêque me demandant de me taire, un règlement très strict.

Ce serait bien de faire des réunions mais qui viendrait ?

Ce qui vous aide à garder le moral : C'est celle-ci qui me fait sourire (la question). La certitude que votre situation va s'améliorer, j'aimerais le croire mais je n'y pense même pas.

Les relations avec d'autres personnes de votre situation, cela ne m'aide pas du tout ; enfin, je suis menteur, cela me permet d'être avec eux, fréquentant le même établissement, de me dire, il faut que tu relativises : certains comme au Champ de Mars doivent partir à 8 heures et ne peuvent rentrer qu'à 18h30. Quand on voit **Monsieur D**, on a un écart, on n'a pas le même parcours de vie.

L'aide que l'on reçoit, cela aide. Ils font le maximum pour qu'on arrive à se vider l'esprit. On peut ou on ne peut pas. En ce moment, proposition de footing, différents sports pour qu'il y ait des moments – en totalité, on ne pourra pas – agréables. Exemple : **Monsieur B** (parti en appartement) partie de belote. On nous laisse du temps. Les moments d'évasion sont importants. Thierry – responsable – a prévu des sorties mais je ne sais pas si j'irai car, autant je peux supporter les résidents de Saint-Benoît ici, que je ne pourrais pas les supporter à l'extérieur. J'aurais trop peur – c'est méchant ce que je vais dire – l'éducation n'étant pas la même que la mienne, cela me mettrait mal à l'aise avec des gens à l'extérieur. Dans le quartier, je vois déjà comment cela se passe.

➔ *Les bons moments passés, ne sont pas évoqués.*

Là, je veux partir 3-4 jours, je ne sais pas comment je ferais pour revenir mais...

L'espoir de changer la société, un gros problème personnel : j'ai connu 1968 et les barricades, je n'y crois plus. Quand je vois toutes les lois qui viennent de sortir, cela me fait bondir. Ou bien la guerre en Tchétchénie, qui en parle ? Rien, non, il y a plusieurs choses.

Les bons moments passés sont à doubles tranchant car j'ai quand même vécu de belles choses. Cela rentre dans les regrets, cela nous permet de nous traiter d'imbécile. Quand on est à Saint-Benoît, on perd beaucoup. Cela veut dire qu'on a perdu beaucoup de choses, ne serait-ce que les amis que j'ai, ils ne m'auraient jamais laissé venir à Saint-Benoît, s'ils savaient où me chercher. Des regrets, par exemple, je mangerais bien une bonne glace, je ne suis pas exigeant. Cela vaut 2€70 quand même ! Je pourrais me l'acheter mais pas de frigidaire ici. Cela rentre dans les petites blagues.

Personne ne sait que je suis ici. Je meure, si quelqu'un le sait, je veux que personne ne le sache. Après, je ne sais pas comment je vais recoller les pots. Ce n'est pas gagné non plus. Je les ai laissés tomber d'une certaine façon. C'est dans mes contradictions car je pense que lorsqu'on est ami avec quelqu'un... moi, j'aurais gueulé pareil s'il ne m'avait pas demandé de l'aide. Je n'aurais pas admis que l'on me le fasse mais je le fais car cela rentre dans la fierté, dans la lâcheté. Après 15 séances de psy, je vous dirais dans quoi cela rentre ! Pourtant, avec eux, je me permettais beaucoup de choses. Après, si cette histoire se résout, si l'infarctus n'est toujours pas arrivé, ce n'est pas gagné que je vais renouer car je suis quelqu'un qui a tendance à fuir. Le test du mur : tu passes au dessus, dessous, à côté ; moi, je me barre dans l'autre sens.

La **famille** chez moi, c'est très compliqué. Je suis un enfant de divorcé. Enfin, ce n'est pas une excuse. Mon père est mort, je le haïssais, je ne sais toujours pas de quoi il est mort, où il est enterré. Voilà, quoi. Famille pas spécialement top, mais, pour être honnête, j'ai toujours mangé à ma faim, été habillé, sur ça, mon père était très strict.

J'étais le bon branleur, éduqué à la dure et appris à être roublard. Facilités à apprendre mais aucune envie ou que ce qui m'intéressait. Cela énervait mon père mais cela me laissait bien. Conflit avec ma mère, elle est partie avec mon frère. Mais la vie est juste car j'ai appris quelques années plus tard que mon père n'était pas mon père. Donc, cela m'a enlevé en fin de compte un poids, que j'avais raison : c'était un gros con.

Donc, est-ce que je fais **confiance** aux associations d'aide ? Oui. Aux travailleurs sociaux, oui. A votre famille, on va passer. Aux autres SDF, absolument pas. Médias, absolument pas. Journaux de SDF, jamais lus donc pas d'opinion.

La police : cela dépend de laquelle on parle.

Aux gens en général : au général, oui ; au caporal, non !

Le journal, je le lis assez facilement, je me fie à mon instinct, ce qui n'est pas toujours bon.

A l'ANPE, non quoique j'ai appris qu'il y a des personnes en CES qui y travaillent. C'est le comble. Totalement impersonnel, pas de suivi.

L'attitude des gens : indifférence, non, mais ce serait bien. Quand je marche dans la rue, je pense qu'ils sont indifférents. Le problème quand il y a quelqu'un qui dit « Il est du Foyer Saint-Benoît », je pense qu'il y a moins d'indifférence par rapport à certains. Quand on ne me connaît pas et qu'on dit Saint-Benoît, la rue de la Tannerie, on voit qu'il n'y a pas d'indifférence. Beaucoup de gens connaissent, automatiquement, les trois quarts sont méfiants. J'ai un collègue qui a été voir un appartement, on lui a demandé « où est-ce que vous êtes ? ». Saint-Benoît. « Au revoir Monsieur ». Dans le quartier, il y en a qui ont peur : agression de la fleuriste.

Solidaires : je ne sais pas, sûrement car Saint-Benoît continue à exister, malheureusement, on ne les voit pas. Pourtant, j'aimerais parler avec eux.

De la pitié, sûrement chez certains mais ce n'est pas ce qu'on leur demande. Si Monique : « Venez faire votre piqûre, radio ». Qui dit amour ne veut pas dire forcément pitié.

Mépris, oui, pour certains.

Il avait participé à une manifestation organisée par diverses associations dont le foyer Saint Benoît. La manifestation, pourquoi ?

Là, j'étais résident avec une pancarte, j'en avais parlé avant et j'avais demandé le pourquoi. C'est vrai que pour moi, la raison valable, il y a un foyer qui ferme.

La journée porte ouverte. J'étais chez moi et pas marqué que j'étais résident. Quelqu'un m'a posé la question mais j'étais en situation de force, dans ma maison, une métaphore de mon royaume. Ils venaient voir comment cela fonctionnait. Au pire, ce que je pouvais leur démontrer : on n'est pas des gros alcoolos, drogués, voleurs mais que l'on pouvait être polis, serviables et pas à mettre tout le monde dans le même panier malgré les problèmes qui existent. Les gens étaient surpris, un, qu'il y ait des résidents. Pour moi, j'avais quelque chose à défendre donc je ne rentrais pas dans un complexe d'infériorité en disant « je vais être agressé », on n'est pas obligé de venir mais c'est important pour moi d'entendre, d'écouter ce qui pouvait se dire, montrer que l'on peut avoir un peu d'humour, pas complètement.

Ce n'est pas comme quand vous arrivez à l'ANPE et que le gars vous dit « Ah, vous êtes du Foyer Saint-Benoît ». Une fois, je lui ai demandé s'il ne voulait pas un haut-parleur. Là, je suis en état d'infériorité. Le fait qu'il le présente comme ça. « La France d'en haut, d'en bas ». Là, ce n'est même plus la France d'en bas, c'est en dessous. Pour moi, c'était important. En plus, c'était mon choix. Ils sont agressifs, oui, quand il y a des incivilités. Ils sont réticents quand ils nous reconnaissent dans la rue. Voir montrer tout un troupeau d'hommes. Puis accusation de gars à Saint Benoît même si rien à voir. Puis, c'était pire il y a quelque années, donc importance des portes ouvertes : montrer aux gens du quartier qu'on est pas tout à fait ce qu'ils pensent.

Par rapport à la mixité. Mais ce serait le bazar. Une plus petite structure avec une parité, ce qui signifie aussi une parité de la misère. Je serais d'autant plus pour car cela manque à ma vie sociale, jamais un foyer avec des rencontres qui se font. Là, on vit dans un monde d'hommes, sauf quelques femmes, y compris notre Maman Monique. Quand on en parle, j'en ai parlé à ma référente, ce qui est évoqué, les dérapages qui, c'est vrai peuvent être graves. Puis, des femmes dans un foyer, en état de fragilité, avec des hommes fragiles aussi, maladroits, lourds, on ne peut pas faire n'importe quoi. C'est dommage qu'il n'y ait pas des gens de l'extérieur, faire des noyaux. Puis, il y aurait des couples qui se formeraient et, qui dit couple, dit dissolution du couple, du coup, après, on fait quoi, on vire les deux. Après, ce sont des jalousies, rivalités. Mais je sais qu'il y en a un à Toulouse, le repas pouvait se faire en commun. Là, c'est foyer et non pas un CHRS.

→ *Des choses non évoquées.*

M'en aller d'ici, mais si je suis là dans 10 ans, vous viendrez me poser ce que vous avez oublié. Chacun le vit de façon différente, le voit différemment. Ne plus avoir de travail, ne plus avoir sa famille qu'on l'ait aimée ou détestée. Définir tout ce qu'on n'a pas, la solitude, les ennuis, les jugements, c'est tout ça. Les difficultés que l'on rencontre. Quand on parle des foyers, il y en a qui critique. Le pourquoi du comment du logement, pourquoi on est là et ce qu'on en pense actuellement.

Vous pourriez inscrire dedans : pour vous, qu'est-ce que le respect ? Comment se fait la vie avec les autres résidents ?

L'intimité, il y a des moments à soi et puis d'autres intimités qu'on n'a pas. Le sexe qui n'est pas dit : c'est une frustration dès qu'on ne l'a pas. L'avantage d'avoir 55 ans plutôt que 20 ans. L'intimité corporelle, de sa sexualité. Ce n'est pas tout qu'il n'y ait pas de femmes mais il faut bien compenser d'une manière ou d'une autre. L'intimité du gars qui a du mal à se déshabiller devant un autre gars, pas très à l'aise dans son aspect physique. Je pense que pour le Cross (pratique sportive proposée mais très peu y adhèrent), c'est une des raisons.

Le sexe, l'intimité corporelle sont importants. Tout ce qui touche à soi, à sa personnalité propre, tout ce que le minimum de l'humain a besoin. Si vous sortez, ce n'est pas que je n'en ai pas envie mais je me vois très mal avoir une relation amicale pouvant se transformer en relation amoureuse à l'heure actuelle, je ne peux pas. C'est interdit d'amener une femme. Déjà qu'elle me dise « On va chez toi », ça ce n'est pas la bonne idée, la belle mère... ça non plus, c'est une connerie. L'hôtel, ça passe une fois. Cela rentre dans les choses qui sont importantes. L'homme est fait pour une vie de couple, quelle qu'elle soit. Mais comment le résoudre ? Dans les prisons, il parle d'unité de vie familiale. D'accord, mais nous, on est libre et on n'a pas le droit. Cela rentre dans la problématique de dire rencontre inter foyer, mais on fait la jeunesse de la pauvreté ou on fait venir des de l'extérieur. Mais qui viendrait s'engager avec quelqu'un dans cette situation ? C'est complexe, pourtant, c'est dans les impératifs de l'être humain. Donc, bon courage !

Un collègue qui a été en boîte, quand il a dit « Saint Benoît », cela jette un froid, ce qui est normal. Cela ne fait pas partie de leur préoccupation, cela devrait être une tâche à en parler à un psy, pourquoi pas, mais cela ne devrait pas être un problème, cela devrait être reconnu pas la direction et l'équipe. C'est important pour leur état psychologique et leur bien-être. Déjà, un foyer pour femmes, uniquement, personnel féminin, donc, à voir.

W., 28 ans – Foyer Saint-Benoît

La question d'un chez soi, oui, elle est importante. Système de vie différent par rapport à un foyer, un appartement.

➔ *Il dit peu de choses que ce soit par rapport au travail ou au logement. A eu un appartement pendant deux ans et demi.*

Le travail m'empêche de vivre autre chose et d'être. Les journées en CHRS sont très longues et ça me fait perdre un rythme obligatoire. Quand j'avais repris un CES avant mon arrêt, je n'avais plus le rythme : on se lève à 9 heures, journée longue. Important de garder le rythme.

L'ennui, on peut toujours s'organiser. Moi, j'ai toujours des amis, ma famille. Ma mère est sur Nantes. Je sais, comme ce matin, j'ai massé la matinée chez ma mère. Essayer de s'organiser des journées, éviter de tourner en rond. Moi, je suis dans la chambre de **Monsieur J.** – *personne de l'âge de son père et avec qui il s'entend bien* – d'autres préfère être seul. Moi, du moment que cela se passe bien avec mes colocataires.

La violence. Cela peut créer des tensions. Beaucoup d'égoïsme, chacun défend son truc. Après, c'est chacun et essayer de passer au dessus.

Au début, j'étais en FJT, j'avais un travail puis j'avais rencontré quelqu'un pendant deux ans, on a fini par se mettre ensemble, j'étais chez elle, puis des problèmes personnels, il s'est passé qu'on a été obligé de se séparer. Moi, je suis quelqu'un qui peut faire des choses et qui peut aussi tomber très bas. Là, volontairement, j'ai tout laissé tomber, le boulot, rompu le contact avec ma mère, pas envie de par des gens à l'extérieur.

Donc, le 115, Brin de Causette à une période. Je suis resté un mois dehors jusqu'au 15 avril où je me suis décidé à faire le 115. Je m'étais arrangé, on peut avec un ami. Après, c'est pareil on peut avoir des amis, mais les amis ne servent pas à cela non plus. Ce n'est pas toujours évident avec tout le monde. L'hébergement n'est pas évident pour soi-même et pour eux, faire leur vie en fonction du fait qu'ils ont une autre personne chez eux. C'est ça qui a fait que j'ai fait le 115, je n'ai fait qu'une seule nuit au Champ de Mars en urgence et, après, ici. C'est la seconde fois. Cela a été très vite du fait que j'avais un contrat de séjour. Donc, en urgence qu'une seule nuit, ici, je suis entré en CHRS.

Brin de Causette, c'est un coté un peu méchant du fait que je n'y vais plus du tout, mais Brin de Causette, c'est bien, une solution pour des gens qui sont à la rue, cela peut donner des repères, une solution à la journée. Mais pour moi, le danger, c'est de prendre cela comme un repère et, du fait que l'on n'ait rien à faire, on va aller la tout le temps et cela ne donne pas de solution. A la limite, même si on a quelque chose à faire dans la journée, on va dire non, on ne va pas le faire, car on y rencontre des gens, on boit un café. Le premier jour, on passe 5 minutes pour un café. Le deuxième jour, un quart d'heure et on finit par y rester toute la matinée. J'ai préféré arrêter. Il y avait aussi le coté administratif qu'il fallait gérer.

L'alcool. Si on reprend mon premier séjour, j'ai eu ma période où j'étais tombé dans l'alcool. Ce n'est pas toujours évident, arriver au point de me lever le matin et d'aller chercher une bière, c'était vraiment toute la journée. Après, c'est en fonction des personnes, mais dans les CHRS, c'est souvent cette solution-là. Suivre certaines personnes plus que d'autres, puis cela finit à boire dans les cafés, dans la rue, alors que ce n'était pas du tout mon style.

Après, avec mon assistante sociale, quelqu'un d'assez dynamique, cela n'a pas duré très longtemps. Moi, je suis quelqu'un qui, psychologiquement, aurait tendance à me laisser

aller facilement, après, pour me redresser, ce n'est pas évident. Ça, c'était ma première période.

Là, dans cette seconde période, non. Je bois un peu comme tout le monde, c'est un truc assez à la mode. A la base, je suis quelqu'un qui aime boire, faire la fête. Au deuxième séjour, pas de mauvaise solution de rechange. A partir du 23 mars 2003, par rapport à ça, je vais faire un suivi psychologique parce que je sais que j'en ai besoin, besoin de parler de certaines choses. Ce qui me fallait, c'est retrouver un emploi (CES).

Les priorités, moi, ce que j'essaie de garder – beaucoup ne le font pas – des choses que je faisais avant, ce n'est pas toujours évident car les revenus sont moindres. J'essaie de garder contact avec des gens, amis que j'avais avant. Je ne vois pas pourquoi je ne les garderais pas, même du fait d'être en CHRS. Garder ce que je faisais avant, la musique, acheter des choses que j'ai envie d'acheter, de me faire plaisir. Il y a des choses qui sont arrêtées comme la vie de couple. Ça, je suis obligé de faire avec. Beaucoup de gens qui sont là, la journée et qui disent « Je n'ai rien à faire », ils n'ont pas gardé de leur vie d'avant. J'ai toujours rendez-vous avec des amis, organisé des soirées. Je garde le lien familial. Même des choses gratuites, aller dans les parcs, il y a des choses que l'on peut garder, où il peut y avoir rupture, c'est par rapport à la vie de couple, le travail. Ainsi, les journées sont moins longues.

L'accueil. Au niveau administratif, je trouve qu'à Nantes, on est bien desservi. Puis, si on prend l'administratif, pour moi, avant et maintenant, cela n'a rien à voir. Soit on veut le faire, soit on ne veut pas le faire. Quand on arrive ici la première fois, on tombe sur une assistante sociale qui va vous dire il va falloir s'occuper du côté administratif. Et la mienne a été surprise car j'avais tout fait, ce n'est pas parce qu'on est à la rue... Du fait que j'avais le RMI, il y a des solutions dont la CMU, donc, j'avais fait des démarches. La sécurité sociale, le soin sont importants. Ce sont des choses que l'on fait toujours et qu'on soit chez soi ou en foyer, par exemple, le ticket de bus, qu'il soit payant ou gratuit, il faut le renouveler.

L'infirmerie, ici, un peu déçu, un peu de laisser aller, pas trop d'accord avec ce qu'ils font. Déjà, du fait que les infirmiers se prennent un peu pour des médecins. Cette semaine, j'ai eu pas mal de problèmes. Ce qui se passe ici, c'est que moi, je n'ai pas de suivi médical avec le Dr Allanic. J'ai mon médecin traitant. J'avais vu ça avec mon assistante sociale comme je suis sur Nantes depuis 13 ans. Je ne suis pas contre le suivi médical dans les foyers, CHRS, mais si on a la possibilité d'avoir un médecin traitant à l'extérieur, je ne vois l'intérêt d'être suivi. Que moi, je fasse un suivi, après tienne informé l'infirmerie de mon traitement médical, je suis tout à fait d'accord. Après, ils ont tendance à contredire, à rigoler au nez, dans ces cas-là, il faut voir avec le médecin d'ici. Si moi, mon médecin m'a prescrit quelque chose, il n'y a pas à avoir contradiction.

Ils m'ont posé problème dimanche où j'avais une ordonnance à aller chercher. Personne ne s'en est occupé. Le soir où l'infirmière venait, il fallait absolument faire avec les médicaments d'ici alors que j'aurais pu me débrouiller. Ici, ils n'avaient pas la moitié de ce que moi, j'avais besoin. En plus, un infirmier n'a pas à donner d'antibiotiques. Il faut toujours faire avec leurs solutions à eux. Finalement, quand je suis allé à la pharmacie, l'ordonnance était antidatée.

Du fait qu'il y a un service médical, ce qu'ils voudraient est qu'on le fasse ici. Moi, quand on me dit, alors que j'ai mon radiologue, qu'il faut aller au dispensaire car ils travaillent avec eux. Mais une radio, on n'a pas les résultats tout de suite, j'ai gueulé, on m'a dit que je m'énervais pour rien alors que moi, je ne savais pas ce que j'avais. Au début, c'était une bronchite, on ne savait pas si c'était une tuberculose. Là, c'est pareil, il faut un suivi

immédiat, on est dans une communauté, il ne faut pas que cela se propage. En fin de compte, mon ordonnance, il a fallu la refaire car il n'avait pas ce qu'il fallait ici. Il a fallu que je retourne voir mon médecin traitant donc perte de temps. Au niveau médoc, c'est pareil, pas de suivi, on m'a dit « Ils sont périmés d'un mois, mais ce n'est pas grave ». La fois où vous étiez là pour mon vaccin, ils ont retourné toutes les boîtes pour trouver un vaccin à la bonne date, ils ont trouvé un vaccin de quelqu'un qui n'était pas là. Au niveau médical, c'est un peu léger. Mon médecin traitant connaît mon dossier, je ne vois pas pourquoi j'irais voir quelqu'un d'autre. Ce que je trouve normal, c'est de tenir informer, après, le reste, non. Le dimanche matin où j'ai appelé SOS Médecins, on a rigolé, on m'a dit que c'était psychologique, je veux bien mais une infection. En fin de compte, pneumonie, risque d'hospitalisation. Du fait que cela soit moi qui en parle, on n'en tiendra pas compte mais...

Le réconfort. Déjà, je suis quelqu'un qui prend beaucoup sur moi-même, je ne parle pas beaucoup. Puis, moi, je garde ce que je faisais avant, je suis quelqu'un qui dépense énormément, cela me permet de vivre, c'est ma solution de rechange.

La confiance. Je suis quelqu'un qui fait confiance mais du mal à faire une accroche. Par exemple, Brin de Causette, ce n'est pas un endroit où tout le monde va, ou un endroit où on va car on a envie d'y aller. Puis, j'essaie aussi de me dire stop, car quand on y est, on y stagne. Par exemple, les Restaurants du Cœur, je n'y vais pas du tout, je préfère rester dans ma merde, je ne me sers pas du système social. Là, c'est une transition. Brin de Causette, c'était par bouche à oreille. Puis, le fait de se retrouver à la rue, on rencontre des gens, on finit par rester en petit groupe, ensemble.

Vis-à-vis de ma référente, moi, j'ai une entière confiance. Déjà, c'est quelqu'un de dynamique, toujours le sourire, et quelqu'un de compétent. Après, c'est toujours pareil, c'est un suivi correct, entre deux personnes, il faut que cela soit réciproque. Après, c'est en fonction du projet, du suivi, des difficultés. Moi, je crois que je suis celui qui a le moins de difficultés.

La famille, voilà ce qui choque un peu certaines personnes ici, on me repose souvent la question du fait que vous avez gardé des liens familiaux, pourquoi vous n'êtes pas chez vos parents. Moi, je suis à un âge où j'aime avoir mon indépendance, et je peux me débrouiller tout seul. Ce qui n'empêche pas que je vois mère régulièrement, qu'on déjeune ensemble. Chez moi, j'ai le même rythme familial qu'avant mais je ne veux pas être chez ma mère car j'ai un problème. Un frère, je le vois peu car carrière médicale. Mon père, je l'ai perdu très jeune. Sinon, au niveau familial, pas de perturbation. Mais j'ai 28 ans et on peut voir ses parents et avoir sa vie.

La confiance aux autres, cela dépend des personnes, des sujets. On ne peut pas parler de tout, par exemple, **Monsieur J,** je peux lui parler. Il y a des personnes, ici, c'est plus pour le côté loisirs, rire et, d'autres, des sujets plus sérieux.

Les médias, je ne m'y intéresse pas, je m'informe comme tout le monde.

L'attitude des gens. Au niveau du foyer CHRS, beaucoup d'agressivité du fait que chacun est différent, chacun a ses soucis comme dans tous les foyers, il y a des groupes qui se forment. Si je parle à deux personnes sur trois, c'est le maximum. Chacun vit de son côté sans... vie sauvage. Ils viennent manger, ils repartent, c'est leur façon de vivre.

L'extérieur, le jugement, je ne l'ai pas trop vécu au niveau de l'emploi, mais le logement, oui. Quand je suis parti de là la première fois, c'est là qu'on a trouvé la solution du FJT car, dès qu'on parle du système social, c'est horrible. Moi, je suis peut-être un peu compliqué mais je ne veux pas d'HLM. J'ai toujours fait avec des particuliers.

Entretien avec Y.B. au Lieu Unique,

Par rapport à l'absence d'un chez toi ?

Comme je vivais à l'hôtel, je louais une piaule au mois. A un moment, je suis parti vivre avec une copine. Au départ, cela s'est très bien passé mais au bout d'un moment de temps, j'ai été viré. Quand je suis retourné à l'hôtel, je n'avais pas payé, ma place était prise. Donc, j'ai été doublement mis à la rue. C'était en août 2003. A ce moment-là, j'étais en fin de mission, donc j'ai arrêté de chercher du boulot et, avant de faire le 115, j'ai été un mois dans la rue. J'ai mis tout mon pognon dans l'alcool. Je dormais dans les trains, j'ai même été réveillé dans la nuit par les gardes avec leurs chiens. Il ne fait pas être cardiaque.

Au bout d'un certain moment, un mois après, j'ai décidé que, soit j'allais sur le pont de Cheviré, soit j'arrêtais l'alcool. Donc, j'ai décidé de m'en sortir. De là, j'ai commencé à faire le 115.

Tu avais connaissance du 115 avant, pendant le mois à la rue ?

Non. En fait, je l'ai eue mais je refusais totalement. J'aurais pu partir dans une île et vivre seul, cela ne m'aurait pas dérangé, je voulais voir personne. Les problèmes, je ne voyais pas de face, je n'avais pas envie de les voir, je les cachais.

A partir de ce moment-là, j'ai fait le 115, j'ai décidé de m'en sortir. Au départ, j'ai été au CCAS, j'ai eu la chance d'avoir un rendez-vous rapidement : j'ai été le matin, à 10h30, j'avais un rendez-vous avec une assistante sociale qui de là m'a dit les droits que je pouvais avoir. Avant de faire ça, j'ai été au CHU pour ma santé, on m'a fait une prise de sang au PASS. J'ai vu assistante sociale, infirmière, médecin. Ils m'ont réconforté. Je ne suis pas médecin, il faut vraiment que cela soit...

Après, j'ai commencé à faire le 115, en ayant lieu de ne pas couper quand cela arrivait à passer. Car on nous dit de téléphoner à 18h30 mais ce n'est pas 18h25, il est trop tôt : ils ne savent pas. C'est bizarre, 5 minutes après, ils ne savent pas s'ils ont des places ou pas et sur Nantes, je ne sais pas combien de personnes peuvent faire le 115, mais j'ai vu des fois commencer à 18h30 et avoir une ligne à sept heures et quart, tout ça pour te dire de retéléphoner à 21h30. Une fois, ça m'est arrivé : à 21h30, rien du tout. Pour garder le moral, il faut être de bonne consistance. Ce soir-là, j'ai bu une bière. En plus, quand on te dit au 115 : « Bien oui, Monsieur, c'est comme ça ». J'en ai entendu plein de paroles mais si on n'agit pas...

J'ai toujours insisté jusqu'à ce que je sois pris en CHRS même si des fois, je saoulais. En appelant à 9h30 le matin, tu n'as rien du tout mais juste le fait d'insister, dire que j'existe. Eux aussi te demandent à chaque fois si tu fais tes papiers et tout ça. Je ne sais pas comment est fait leur poste mais ils ne doivent pas noter, ce n'est pas possible. Evidemment, tu n'as jamais la même personne. Est-ce qu'ils notent quelque chose ? Je ne sais pas. Car ils te posent toujours la même question. Ils m'ont demandé plusieurs fois en un mois et demi.

Le Champ de Mars, Foyer Saint-Benoît. Il n'y a qu'une nuit où j'ai été à Vertou, Saint Yves. Une anecdote : j'ai été un soir, je commence à faire le 115 à 18h30, je me suis retrouvé en maillot de corps, l'angoisse, plus envie de les insulter car au bout d'un moment... jamais tu n'as le droit. Tu aurais envie de leur dire « Vous vous foutez de ma gueule ? » mais, si tu leur dis ça... je ne l'ai jamais fait mais certains s'en sont mordus les doigts. J'avais déjà vécu un mois dehors, j'avais décidé d'arrêter de boire donc, ça motivait car je veux m'en sortir. Retrouver du boulot, un appartement.

Tu as eu un appartement avant l'hôtel ?

Oui, j'étais déjà avec une copine. Là, cela avait été un choix comme on avait décidé d'être ensemble, je me suis installé chez elle. Ce n'était pas à mon nom. Je n'ai pas été foutu à la porte mais j'ai trouvé l'hôtel : pas de cautions à donner et, étant seul, je n'y étais que le soir, travaillant dans la journée. Pour moi, c'était une solution de facilité. Aujourd'hui, je ne veux plus l'hôtel car si j'avais eu mon appartement, même si je n'avais pas payé mon logement, je n'aurais pas été dehors. Je me suis fait avoir. Ne pas refaire deux fois la même connerie.

Je consommait déjà avant mon doublement mis à la porte. La copine, le boulot, cela s'est passé en même temps comme si tout s'écroulait. Mais qu'est-ce qui m'est arrivé ? Je me suis fait avoir bêtement. Déjà, le problème de l'alcool ; tu ne vois pas les mêmes choses quand... Car là, je m'en rend compte du fait d'avoir arrêté. Dans la tête, c'est là, je les ai bien en face. Cela fait deux mois que j'ai arrêté. J'ai fait ça tout seul. J'ai décidé seul comme je le disais tout à l'heure, soit je passais sous un pont, soit j'arrêtais de boire, c'est venu comme ça.

J'ai arrêté un dimanche, je m'en souviens. Il y avait les « Vendanges du Bouffay » ; là, j'ai décidé. Je voyais les gens qui rigolaient, pas moi, c'était un dimanche. Je me suis dit : « T'es con, la vie vaut d'être vécu encore ». A partir de ce moment-là, c'était un dimanche, le lundi, j'ai été au CCAS, je connaissais rien.

Pendant que j'étais dehors, j'étais tout seul, je me suis isolé, je voulais voir ni parler à personne. Je me suis coupé de ma famille, de tout le monde. J'ai coupé tout. Ma famille est sur Bouguenais. J'avais envie de parler avec personne : si je voyais quelqu'un s'approcher, je parlais. Quand j'étais au PASS, au CHU, on m'a dit que j'étais en dépression. Je l'ai exprimé comme ça mais c'est très mauvais. Je ne prenais que du bouillon, un sandwich par ci par là. L'alcool m'aidait à ne pas penser, regarder les choses différemment. Pour te dire, j'avais même pas fait mes papiers, j'avais arrêté. J'avais arrêté, vu que j'ai arrêté de bosser et il y a eu la rupture, je n'ai fait faire mes papiers qu'au bout d'un mois. J'ai tout laissé.

Après, quand j'ai recommencé, j'ai fait mes papiers au CCAS. Le PASS, CCAS puis ASSEDIC. C'est là qu'on m'a donné des bons de bains douches, laverie. J'ai été à Pierre Landais. De Pierre Landais, j'ai connu l'Oasis. En voyant différentes personnes, comme toi, le PASS, le SAMU social, les gardiens – veilleurs de nuit – avec qui j'ai pas mal discuté, cela m'a beaucoup aidé. Il y a des gens qui sont dans le même état que moi mais ce n'est pas avec eux que tu peux t'en sortir.

J'en parlais à Médecins du Monde, vendredi dernier. Tu vois, la salle était pleine, je dis combien de personnes dans cette salle peuvent s'en sortir ? Tout ça, cela vient de faire le 115, c'est très bien mais si, au départ, ces gens-là avaient été pris comme il fallait, ils auraient où dormir... mais, petit à petit, on les a laissé dans la rue, cela s'est engrainé. Maintenant, ils ne veulent plus faire le 115.

Sur un mois et demi [*il note tout sur un carnet*], ce que j'ai fait pour être pris en CHRS chaque jour, il y avait quelque chose, un plus, une démarche de ceci ou cela. Au bout d'un mois, j'en avais même marre, l'impression de patiner dans la semoule, j'avançais pas, j'avais cette impression-là. Et la suite est venue.

Par rapport aux contacts avec son père.

Je connais un peu de monde sur Nantes, des bars que je fréquentais bien avant mon problème. J'ai su que ma sœur et mon père étaient venus pour me voir. Quand j'ai su qu'ils étaient venus, j'ai repris contact, j'ai téléphoné. Quand j'ai téléphoné, j'étais dans de bonne disposition. Il y a un mois, je n'aurais jamais parlé, même à toi, à n'importe qui. Cela aurait été que de ma famille, j'aurais eu honte, je me serais barré en courant. Ma famille m'a dit que

j'avais un caractère fort car quand j'ai téléphoné le soir, j'ai eu mon père. Il est remarié. Ma belle mère, après, m'a téléphoné sur mon portable et qui m'a dit : « Est-ce que tu veux que je vienne te voir ? ». J'ai dit si tu veux. Elle est venue, m'a payé à manger, on a été au restaurant au Champ de Mars à coté et j'ai parlé comme si je te parlais à toi. Le plus dur est comment j'ai arrêté de boire, il y en a qui se demande.

J'ai eu des médicaments une semaine. Je ne les ai pas tous pris. J'avais décidé : soit ça, soit Cheviré. Le plus dur, ce n'est pas d'arrêter de boire mais être motivé. C'est tous les jours, faire un petit truc, même si ce n'est pas grand-chose. Je me rends compte maintenant, au bout d'un certain moment, que mon combat de tous les jours, c'était petit truc par petit truc. Pour te dire : le matin, je me lève, je fais ça. Il y en a qui se lèvent le matin, ils ne savent pas quoi faire. Il faut se donner une motivation... Enfin, là, c'est mon cas personnel, quand j'ai dit j'y arriverais, j'y arrive. Du point de vue caractère, il faut être fort. Même encore maintenant, bien souvent, je suis tout seul à part quand je vais à l'Oasis. Quand je me promène, je suis tout seul car mes problèmes sont déjà mes problèmes et je n'ai pas envie d'entendre les problèmes des autres. En ce moment, je ne peux pas aider quelqu'un. Entendre les problèmes des autres, non.

Y., cela fait un moment que le connais. Pour te dire, lui le 115, il l'a jamais fait. C'est une personne, cela fait très longtemps qu'il est dans la rue. J'avais même un appartement en 1994, boulevard de l'Egalité, il était déjà dans ce problème-là. Il n'avait pas d'appartement, rien du tout. Il ne cherche plus à s'en sortir. Il va avoir 45 ans début décembre ; lui finira comme ça. [*Aujourd'hui, il est en maison relais*].

Moi, si tu veux, j'ai toujours travaillé, j'ai toujours lutté pour travailler même pendant les périodes de chômage (des petites), je ne me suis pas laissé aller. Je ne peux pas rester comme ça. Je me suis dit à un moment, c'est quelle barrière que je passe, celle de droite ou celle de droite. Le ciboulot était en train de péter, cafetière prête à exploser. Alors là, c'est comme une cocotte-minute, faut décompresser ou elle pète. Je ne connais rien en médecine mais je me suis rendu compte.

Par rapport à la tenue ?

Je me laissais aller, mal rasé. J'allais de temps en temps à la laverie, enfin, aux bains douches, mais je me laissais aller. Il y en a qui se seraient dit : « On ne le reconnaît plus ».

On commence les questions.

Y a beaucoup de trucs.

Maintenant, cela va mieux. Il y a le jugement des autres, mais c'est difficile à dire. Tous les jours, tu n'as pas les mêmes pensées. Des fois, quand tu fais le 115, la première chose, c'est de te dire, le soir d'avoir un chez toi, d'avoir son intimité, c'est vachement important. Puis, malgré que dans la rue, tu ne fais rien du tout pendant la journée, c'est encore plus fatigant, même que du travail.

La **monnaie** n'a pas été un gros problème. Quand j'ai eu un problème, c'était quand je n'avais pas d'argent pour fumer. Comme je n'ai jamais fait la manche, je me suis débrouillé à trouver des mégots par terre plutôt que de demander. Il y en a qui demandent, mais j'ai mon honneur.

Par rapport à l'absence d'un chez vous ?

Ça, c'est plus tard. Pour l'instant, je me suis fait à l'idée que cela ne viendrait pas tout de suite d'avoir un chez moi ; déjà, d'être pris en CHRS, c'est déjà pas mal. Là, j'ai réussi à

avoir une piaule à deux ; l'autre, il est comme moi, il adore bouquiner – enfin, il bosse – faire les mots croisés. Un mec stable.

Ne pas avoir du travail : pour l'instant. Cela va venir.

La solitude : je suis solitaire, donc ça va. Enfin, j'espère ne pas rester trop solitaire non plus.

L'ennui, cela dépend des jours : parfois, il y a des démarches sinon je lis.

Le jugement des autres ? Tu te demandes. Ça vient aussi quand tu es dans la dépression. Tu as l'impression que tout le monde te juge, te regarde, c'est une idée que tu te fais. C'est le médecin qui me l'a expliqué.

La violence : Je n'en ai jamais eue mais comme je m'écartais des gens, je n'ai pas ce cas-là.

La saleté. Du jour où j'ai voulu m'en sortir, je n'ai pas eu de problème. Seulement, il faut faire la démarche. J'ai eu sans problème des affaires.

La nourriture, c'est pareil.

Dépendance de l'alcool : c'est un choix personnel.

La drogue : non. J'avais fait un choix.

Les priorités du quotidien. Il y a une phase. Moi, je ne sais pas si je l'ai pris à l'endroit ou à l'envers, il y a une phase où tu te dis de faire tes papiers, si tu es dans la rue, toujours le besoin de pognon. Moi, j'ai commencé par la santé, après les papiers. Les vêtements : aller à la laverie.

Mes priorités aujourd'hui ne sont plus les mêmes. D'aller chercher des vêtements ou de la nourriture, maintenant, c'est terminé. Ce qui est prioritaire est aller chercher du boulot, mettre du pognon de côté, après, retrouver un logement, puis repartir.

Quand je suis rentré en CHRS, j'ai fait le 115 le jeudi à 9h30 ; on te dit tu es pris pour 4 nuits à Saint Benoît. Je vais à Saint Benoît le jeudi soir, j'arrive, mais je me dis que je ne suis là que pour 4 jours. Ce n'est pas encore ce week-end que je serais pris en CHRS, tu te mets cela dans la tête. Le vendredi matin, je ne sais plus ce que j'ai fait, le midi j'ai été à l'Oasis, l'après-midi, je ne sais plus, je rentre vers 19h00, on me dit : « Monsieur Bouchard, vous changez de chambre ». Est-ce que tu crois que le matin, quand je me suis levé, j'allais savoir que le soir, j'étais pris en CHRS ?

Là, je ne comprend pas, il y a un gars qui s'est fait viré. Il fumait du H mais il essaie de s'en sortir, il travaille en CES. Ces mecs-là, s'ils sont saqués, comment veux-tu qu'ils s'en sortent ? Il faudrait qu'ils se mettent à la page : tu as besoin d'être aidé par rapport à l'alcool, aux produits.

Sur l'accueil, cela s'est toujours bien passé car je respecte les règlements.

Le regard des autres : quand j'avais mes sacs, comme j'allais le midi au restaurant Pierre Landais, je m'occupais toujours de les laisser le midi la bas, comme ça, l'après-midi, je n'avais rien du tout, si j'avais des démarches à faire. Puis, je les récupérais le soir. C'est le

seul endroit où j'ai pu les laisser. Avec ton sac, ce n'est pas un estivant qui va à l'ANPE chercher du boulot. Par rapport aux gens, ils peuvent me juger comme ils veulent, c'est mon problème.

Pour les soins, je suis passé par le PASS. Je n'ai pas de médecin, c'est au CCAS qu'ils m'ont orienté là-bas. Je me suis décidé, c'est la première chose que j'ai faite. De là, j'ai vu une assistante sociale, une infirmière ; ils m'ont aidé. Je n'ai pas de mutuelle, ça va venir, Saint Benoît s'en occupe. Au PASS, on a pu refaire les papiers par rapport à la Sécurité Sociale. J'ai vu le médecin, on a parlé d'alcoologie, il m'a aidé, m'a dit que cela serait bien de faire une prise de sang. Je me suis laissé faire, en fait, c'est elle qui m'a guidé. Je me suis retourné 15 jours / 3 semaines après, j'avais arrêté de boire. Elle m'a demandé comment cela allait, c'est un petit truc, mais elle m'a dit : « C'est bien, Monsieur Bouchard ». Elle m'a encouragé. La première chose qu'on m'ait dite : « On est là pour vous écouter. Vous avez des problèmes mais nous, on n'est pas là pour vous juger mais pour vous aider ».

Mais là où j'en suis, parfois, il vaut mieux aller voir ces gens-là que sa famille, car la famille, elle juge. Eux, non.

Comme un bébé, je me suis laissé guider. Au départ, je suis passé par l'assistante sociale, je lui ai expliqué ma situation. J'ai été très bien accueilli, on m'a fait un bilan complet, y compris au niveau test sida, hépatite.

Je travaille en intérim mais, avant, je travaillais pour les travaux publics. Puis, j'ai fait une formation. J'ai été licencié fin 1990. De là, j'ai été voir à l'ANPE mais je ne trouvais rien. De là, je me suis décidé à faire de l'intérim mais j'ai eu des trous. Je retournais à l'ANPE mais ils ne m'ont jamais sollicité, aidé pour trouver du travail. Le licenciement, j'étais plus jeune, cela s'est bien passé.

J'ai été un mois, je refusais tout, je ne voulais voir personne ; donc, ce n'est pas que je refusais, c'est encore différent. De toute façon, si tu ne vas pas vers gens, ce n'est pas eux qui vont venir t'aider. J'ai vu, une fois, un éducateur du SAMU social mais, je ne suis pas sûr que ce soit eux. J'ai dit « merci ». Je sais, ils m'ont payé un café. Ce soir-là, quand je les ai vus, j'avais été éjecté d'un train, c'est comme ça qu'ils ont réussi à me voir, sinon, ils ne risquaient pas de me voir. Je ne demandais rien. Je voyais quelqu'un, je parlais, dans les champs, je marchais beaucoup, même encore maintenant.

Avant la rue, je revenais un soir de « piste », j'ai été agressé par 4 personnes un soir ; tout ça pour une cigarette : une semaine d'arrêt, je ne pouvais plus marcher, c'était vite fait. J'ai réussi à me défendre mais, après, ils me sont tombés dessus, j'ai juste pu me protéger la tête. J'avais la hanche, le genou. J'ai été aux urgences après, j'ai été porté plainte aux urgences.

L'aide, elle s'est faite pour moi, par pallier mais un mot de réconfort, d'encouragement, c'est très important.

Par rapport à l'**accueil**, aucun problème.

La question de l'**intimité**.

Je veux tellement ne plus rester comme j'étais avant, j'ai ça dans la tête. Les relations avec les autres personnes, je n'en ai pas beaucoup à part l'Oasis et, maintenant, Saint Benoît. Il y en a que j'avais rencontré dans la rue quand je faisais le 115 et qui sont maintenant à Saint Benoît.

Depuis deux mois et demi, j'ai été un week-end chez mon père, surtout pour penser à autre chose. Il m'a demandé si j'avais besoin de quelque chose. Je lui ai dit : « Je me suis foutu dans la merde tout seul, je m'en sortirai tout seul ».

La nuit où tu n'as pas eu de solution par le 115 et où tu as dormi dehors, tu n'as pas appelé ton père ?

Je n'y ai même pas pensé. Puis, mon père a refait sa vie. J'ai une petite sœur qui a 12 ans ; ma mère est décédée.

L'aide, c'est un peu tout le monde : l'assistante sociale, le guide de l'urgence. Après, tu as tous les renseignements, c'est à toi de voir si tu veux le faire ou ne pas le faire. L'Oasis, je continue à y aller, j'aime bien, même si, à un moment, je vais arrêté car j'ai un domicile.

Je regarde aussi beaucoup autour de moi.

La question sur les moments d'évasion ?

Qu'est-ce que tu veux dire par moments par **moments d'évasion** ? J'ai toujours gardé mon envie de lire. Plus tard, je prendrai un passeport à la médiathèque. Je ne peux pas le faire maintenant car, dans les foyers, il y a des vols. Pour l'instant, je n'ai pas eu de problème, mais tous les gens que je côtoie : « Ah, fais attention ! ».

J'adore marcher.

Le bricolage, j'ai dû arrêter car je n'ai plus d'outils. Je vais les récupérer, cela va recommencer comme avant.

Tu trouves le temps long.

La confiance. Par rapport aux autres SDF, je n'ai pas voulu trop parler avec eux.

Le regard des gens : cela dépend aussi de toi comme tu es ; parfois tu es bien ou non. Je me fous de ce que les gens pensent. J'ai mes problèmes perso.

Par rapport au terme SDF : je ne m'y reconnais pas car je pense, avec le recul – maintenant, cela va mieux – j'ai pensé, même vendredi dernier en parlant à Médecins du Monde, j'ai pensé dans ma tête : « Mais qu'est-ce que je fais là ? Je ne suis pas dans mon monde »... parce que j'ai évolué, ce sont les choses qui m'ont fait évoluer. Au départ, je n'ai pas pensé comme ça. Maintenant, quand je vois les gens, quand je les observe qui s'engueulent, je me dis que je ne suis pas à ma place.

J'ai été cherché un café puis, il y avait une personne de Médecins du Monde, je ne sais plus de quoi on est venu à parler. Je lui ai dit que j'étais pris en CHRS, là, c'est une base où il faut aller. Je lui ai dit : « Tous les gens qui sont dans cette salle, il y a combien qui pourraient s'en sortir ». Je serais curieux, l'année prochaine, j'espère être sorti de cette galère, y retourner pour voir ces gens-là.

J'ai une autre idée aussi : si je j'ai le temps, je ne sais pas, si je me mettrai bénévole quelque part ; où ? Je ne sais pas. Car ils m'ont vachement aidé quand même. C'est un tout, un petit bout de maillon plus un petit bout de maillon, chacun a sa place. J'ai toujours été dans le positif ; je ne sais pas comment je me suis motivé, c'est peut-être parce que c'est mon caractère. Beaucoup de gens m'ont dit : « Il faut être fort pour faire ce que tu fais » [*par rapport à l'alcool*]. Tu peux te casser la goule, cela arrive à tout le monde.

Restaurant social Pierre Landais, je n'y vais plus car, maintenant, j'ai un revenu trop élevé. Ce sont des gens qui n'ont pas de revenus mais qui ne sont pas forcément dans la rue.

Tu es à la rue, tu es un ivrogne, un bon à rien. Cela peut arriver à n'importe qui, la preuve, cela m'est bien arrivé, je n'aurais jamais pensé qu'un jour, cela pourrait m'arriver. Je l'ai peut-être cherché ce que j'ai eu mais je ne pensais pas qu'un jour... cela m'est arrivé tout d'un coup en plus.

Quand tu dis chercher, c'est par rapport à l'alcool ?

Oui, puis il y a plein d'autres choses.

[Y. souhaitait ajouter quelque chose].

Les foyers comme le Champ de Mars, tu rentres le soir et tu ressorts le lendemain. Il y a des jours, il flotte, tu n'as aucun endroit où aller, surtout le week-end, tout est fermé. Cela m'est arrivé des dimanches où il flotte, tu as ton sac à dos, tu ne sais pas où aller, tu n'as pas de fric sur toi, tu fais comment ? Il n'y a **aucun accueil de jour**. Ça va, je ne suis pas en sucre.

Les ouvertures administratives. Les autres lieux comme la gare, avec les nouvelles lois, je me suis fait réveiller une fois, une nuit dans le train, avec un rottweiler ... il a beau avoir une muselière ! J'ai dû lui dire (je ne suis pas peureux) : « Reculez que je sorte ! ». En plus, quand ils te parlent, c'est comme les flics, aucun respect, tu es une merde pour eux. Si un jour, j'en vois un, maintenant que je vais mieux, je lui dirais ses quatre vérités : Maintenant, je suis là, je suis debout maintenant, on ne va pas parler de la même façon ».

Ce qu'a trouvé Y. important, au CHRS est de pouvoir se reposer, rester allonger sur lit : « Il n'y a pas que les pattes qui ont droit de se reposer ».

Par rapport aux Bains Douches, il faudra qu'on m'explique pourquoi c'est fermé le lundi et le mardi, cela veut dire que les gens n'ont pas droit de se laver ces jours-là ? Un autre lieu au PASS : une douche.

La mère d'Y. est décédée suite à des complications liées à l'alcool, père ayant refait sa vie très tôt. Incompréhension de Y.

Entretien avec J. au Lieu Unique

La solitude.

Trouver un emploi.

Très bien accueilli partout. Ils ne se doutent même pas que je suis dans la rue.

Refus d'être aidé ? Non, au contraire.

Par rapport aux foyers, J. n'y a pas été. Dit avoir déjà fait le 115. Mais le 115, c'est bien, mais ce n'est pas pour 3 jours. Si on me propose le 115 pour un mois, moi, je donne mon dossier avec les recherches d'emploi et tout. Ok.

Puis, il y a des bagarres dans les foyers. Je ne sais comment cela est géré. Certains jeunes y vendent de la drogue et font leur petite loi à l'intérieur. Je sais que, si je rentre dedans, je ne supporterai pas. Je me sens plus en sécurité dehors car, à la rigueur, dehors, ce qui m'arrivera, ce sera parce que je l'ai voulu et pas comme dans un foyer, on nous dit qu'on est à l'abri, pour moi, moins.

Ma situation va s'améliorer absolument à 100%. Quand ? Je ne sais pas. Maintenant, depuis que certaines personnes m'ont mis un coup de pied aux fesses en me disant « la connerie, cela suffit ! »...

La confiance : Le problème est que je fais confiance à tout le monde. Il ne faut plus.

Par rapport aux regards des personnes : ils ne savent pas que je suis dans la rue. Tant qu'on m'aide, je fais ce qu'on me dit de faire, au maxi, même si, de temps en temps, il y a un écart léger. Il faut être digne de soi pour respecter les autres. Quand on perd ça, je crois qu'on a tout perdu. J'ai été élevé comme ça.

Une **personne sans domicile** est une personne qui a eu des problèmes, qui vient de tomber dans la rue et qui essaie de s'en sortir. A partir du moment qu'on l'aide et qu'il essaie, lui, pour moi, c'est un sans domicile fixe. Après, ce qu'on appelle la clochardisation, c'est quelqu'un qui se trouve bien dans son niveau. Il ne veut même plus, cela représente des années, on a eu beau essayer.

Maintenant, il y a l'entre deux, beaucoup sont ni SDF, ni clochard : ils sont squatters, ils travaillent, font toutes les associations possibles, récupèrent le maximum possibles à droite et à gauche, ils font la petite loi.

Il y a les 3 lots. Le lot pire est la clochardisation : la personne qui a juste sa couverture, bouteille de rouge à côté du matin au soir et qui ne bouge pas de son lieu ; c'est-à-dire qu'il est là. A la rigueur, il bouge de 50 mètres.

L'alcool : boire un coup, cela n'a jamais tué, mais pas 10.

Drogues : j'ai vu tellement d'amis partir. Je ne comprends pas les jeunes qui tombent dedans.

Je travaillais sur Paris, j'ai même été aux USA. J'étais un petit cadre pour vanter les mérites de l'entreprise. J'étais dans le domaine de l'électricité, de l'acclimatation. Je travaillais pour un très gros concurrent de France Télécom : toute la téléphonie mobile passe par eux, ils ont 6 sites à côté de gares (Paris, Lyon), une société créée par plusieurs sociétés. On m'a mis responsable de site : j'ai été muté dans un site en urgence à Total – Fina – Elf à la Défense. On a été quatre à arriver en urgence en trois mois : 17 heures dans la journée plus le week-end. Déjà, je n'avais plus le rythme d'avant. On m'a mis sur un autre site. Rien n'était

préparé. Là, j'en avais marre. Le téléphone portable a volé dans le mur, j'ai tout envoyé promener (le PC), j'étais à bout. Faire des heures, ce n'est pas grave quand tu vois les choses qui avancent, mais quand tu as des réunions avec un client et qu'il te dit « Vous êtes une société de merde ! »... Et toi, tu sais que c'est vrai, mais tu essaies de le convaincre du contraire. J'avais 5 clients, cela me faisait 10 réunions par mois. Dans ces réunions tu t'engueules et, après, on déjeune ensemble ! Je préférerais manger avec les ouvriers.

[Pendant tout temps, il parle de son travail].

Puis, on ne va pas parler de racisme mais un petit peu. Vivre dans les banlieues comme Sarcelle, c'est fatigant. Cela va quand les gens s'intègrent. Puis, la vie privée qui se fait. Je vivais avec une maghrébine. Du côté de ma famille, ce n'est pas bien passé mais c'est passé ; de son côté à elle, pas du tout, jusqu'au moment où j'ai mis tout le monde dehors, la mère, le bout de pneu qui la suivait. La petite fille, ce n'est pas la mienne ! J'avais une pression de la famille.

Je suis venu sur Nantes car je suis né ici. Puis, j'ai un grand frère qui est décédé sur Nantes au bout de trois jours et je veux trouver où il a été enterré. J'ai bien trouvé où je suis né. J'ai encore ma mère mais on ne se parle plus vraiment depuis longtemps. Pour le moment, je ne veux pas. La dernière fois que je lui en ai parlée, elle ne voulait rien en dire. Peut-être que mon grand frère aurait pu m'aider d'une autre façon. Puis par respect...

Je n'ai pas été à la messe pour **Bernard** mais, tu vois, ce matin, je suis passé à la cathédrale, j'ai pris une bougie à 2 euros en mémoire. Je crois en un truc, pas forcément en Dieu, mais je crois.

J'ai quatre frères en tout, tous à Paris. Mon grand frère va bientôt être en retraite. J'avais des liens avec mon petit frère jusqu'à ce qu'il rentre dans une société américaine. Il est devenu raciste. Mon beau père est d'origine tunisienne.

J'étais délégué du personnel CGT.

Quand je suis arrivé, j'ai été à l'hôtel Duchesse Anne, tous les beaux restaurants. Ça fait bizarre quand le midi, tu manges à 50 euros, et le soir pareil. Ils devaient se demander ! Mais moi, je suis parti de Paris avec environ 2000 euros : claqués en trois semaines, faut s'amuser ! C'est bien, c'est très bien, cela m'a remis quelques idées en place.

Les Restaurants du Cœur m'ont aidé. Après, de voir les autres et de se dire, si je m'en sors, peut-être que j'essaierai de mon côté. C'est la maraude qui est venue. Je n'avais pas connaissance de l'Oasis mais je m'en foutais. Cela a duré 15 jours. Je couchais dessus un banc au bord de l'Erdre ; les gens passaient et disaient : « Y a un monsieur qui dort ». Le seul truc est resté propre, se laver. Pour ça, cela est simple : le jardin des plantes est ouvert très tôt.

Puis, un coup de pompe au cul, cela ne fait pas de mal, mais il faut savoir le faire comme les Restaurants du Cœur l'ont fait pour moi, en y allant progressivement.

Plus aidant qu'à l'Ecoute de la Rue où on a l'impression qu'ils sont décalés : ils ont 30 ans de trop par rapport à ce qui peut se passer. Ils viennent et te disent : « Pourquoi tu es à la rue ? Pourquoi tu ne vas pas dans un foyer ? ».

C'est comme Brin de Causette, les bénévoles sont gentils mais l'impression qu'on est au moyen âge, il faut avancer.

L'Ecoute de la Rue te disent : « Tu viens d'où ? ». On a l'impression qu'en face, ce n'est pas une association mais la BAC. C'est la façon de demander. Idem pour l'accueil au CCAS.

Par rapport à la santé, jamais tombé malade. Pour contre, j'ai fait tous mes papiers, oui. Au niveau de la santé, dans rhumatismes partout mais c'est normal. Puis, on ne nous laissera pas mourir dehors.

Se préserver, c'est aussi se laver, se changer, pas trop d'alcool. Le mercredi, vendredi, dimanche matin, à 8h45 aux Bains Douches. Si on arrive à 9h30, on nous dit « il y a déjà 25 personnes, on ne pourra pas ». Quand on n'est pas lavé du vendredi au mercredi, du moins, lavé vraiment, c'est compliqué. Puis, on a beau essayé de faire gaffe, à un moment, on ne sent pas bon... Donc, il y a de fait un rythme qui est réglé ; en plus, c'est bien, cela évite beaucoup de trucs comme d'autres qui sont allongés du matin au soir avec la bouteille.

Lire le journal, se tenir informé, pouvoir discuter avec quelqu'un. Je lis encore mais pas toujours les livres dont j'aurais envie : la bibliothèque des Restaurants du Cœur est limitée. Des revues sportives. De vivre, c'est déjà un grand sport.

Il y a beaucoup de SDF qui font la manche et qui me demande une petite pièce ; seulement, je leur dis : « Je suis comme toi ».

Par rapport aux jeunes, il dit que les gens doivent être outrés de leur comportement.

Par rapport à l'Oasis, je viens, je mange mais repart après. Là, c'est l'anniversaire de C, donc on va boire un coup.

J. me dit : « Je t'avais remarqué à Brin de Causette. Une fois, Thérèse [*femme délirante*] t'avait insulté et tu n'avais rien dit ! Cela m'avait fait bizarre ! ». Evoque les personnes ayant des problèmes psychiatriques : « On croit que ce sont des SDF mais, en fait, la nuit, ils sont sur Saint Jacques, ils n'ont pas où aller la journée ».

S'exprime sur la responsabilité de l'état.

A participé à un article d'Ouest France sur les sdf à Nantes.

Par rapport à la manche, **J.** dit que cela n'est pas possible, je préfère rendre service, faire n'importe quoi. Certains disent ne pas faire la manche mais rendre service, par exemple à Talensac ils tiennent la porte de commerces mais ils ont quand même la main tendue ; pourtant, ils touchent le RMI.

Quand il est parti, **J.**, ne savait pas où. Il est arrivé à Montparnasse, il y avait un train pour Nantes, il l'a pris : « Je suis parti, j'avais un pantalon, une paire de pompes, une petite chemisette, un blouson. Je suis arrivé, j'ai fêté mon anniversaire à Nantes, donc environ au 8 juillet, je suis allé dans un hôtel, pour au départ 15 jours. J'avais pris le train à 11 heures, je suis arrivé à 13 heures, j'ai été faire un tour après avoir réservé l'hôtel. Je connaissais les petites rues piétonnes. J'ai été mangé, chercher deux ou trois fringues.

Avec le recul, je ne l'aurais peut-être pas fait, ou différemment, j'aurais été voir un toubib pour m'arrêter pour dépression nerveuse. Déjà, des envies de partir, mais c'était pas pareil. Je me disais, j'en ai marre de ce boulot, je vais chercher autre chose mais pas tout larguer. Car quand on largue tout, on largue quand même sa famille même si on ne s'entend pas trop. Je ne voudrais pas que ma mère me voit là. Pourtant, j'y tiens, mais tant que je ne serais pas sorti du truc, je ne téléphonerais pas. Pourtant, le numéro, je le connais par cœur. Son anniversaire, c'était le 7 décembre 2003, je lui ai fait envoyer une carte par un transporteur qui descendait à Biarritz.

**Annexe 7 : Graphiques : étude sur l'accès aux soins
des personnes SDF aux urgences et à la
consultation Jean Guillon (PASS) du CHU de Nantes.**

Annexe 8 : Articles de presse

Plus de 200 personnes réunies au réveillon de l'Abri Comité vérité misère **Soir de fête à la Convention**

La nuit de la Saint-Sylvestre a réuni, vendredi, bénévoles et personnes démunies. Ce réveillon, organisé comme chaque année par l'Abri, s'est déroulé dans la bonne humeur.

Un réveillon apparemment comme les autres, avec sa part de bonne chère, son bal, ses rires et ses chansons. Un réveillon pourtant différent, puisqu'il a réuni bénévoles et personnes démunies. À la Maison des associations de la Convention, l'association l'Abri (Comité vérité misère) a organisé, vendredi, sa fête de la Saint-Sylvestre pour « les gens en grandes difficultés ».

À 20 h 30, la salle de la Convention était presque pleine et de nouveaux convives arrivaient encore. « On prévoit toujours 200 couverts et d'ordinaire nous recevons 120 à 130 personnes. Là, on ne doit pas être loin des 200 convives », confie Christophe Nadal, l'un des responsables de l'Abri.

Pour Bernard Gobbé, couvreur, que l'association a « réussi à sortir de l'omière », ce réveillon « est le moyen de se retrouver avec des gens que l'on connaît bien, parce que quand on vit dans la rue ou que l'on est en grande difficulté, on se replie sur soi ». S'appuyant sur un repas animé par la chanteuse Christine Hélya et Les Gitans, une tombola et un bal avec « Les Cocoanuts », la soirée était aussi, et surtout, « l'occasion de passer un moment agréable. Après tout, il n'y a pas de raison : les personnes démunies, comme tout le monde, ont droit à la gaieté. »

Recevoir de la chaleur

Anne-Marie, Sylvie et Sophie, trois jeunes bénévoles, sont venues pour la première fois, dans l'idée « de passer un réveillon différent et de se rendre utile ». Plutôt que de céder à l'appel planétaire pour la fête à gogo, elles ont préféré « venir ici simplement, pour apporter de la chaleur et en recevoir. »

Comme elles, une quarantaine de bénévoles sont venus vendredi pour s'occuper du service, de l'animation et de l'encadrement. « C'est presque trop ! » confie Sophie. Parmi ces bénévoles, une dizaine est issue de l'as-



Le bal commence. « Invités » et bénévoles dansent sur les rythmes endiablés des *Coconuts*. Dans quelques instants, on s'embrassera pour fêter l'an 2000.



L'ambiance est chaleureuse, Christine Hélya a chanté, l'« Indien » et ses copains reprennent en chœur le refrain de la chanson d'amour... un moment de bonheur.

sociation, beaucoup d'autres sont guidés par les Petits Frères des Pauvres.

Créée en 1981, cette fête est « maintenant quelque chose de rodé », précise Jean Thomas, l'un de ses fondateurs, qui n'en revient

pas du « gueuleton que c'est devenu ! » Subventionnée par la mairie, le Conseil général, la préfecture, la DDASS, l'association propose chaque année ce réveillon gratuit, en fournissant un millier d'invitations

distribuées par les services sociaux. Pour fêter le passage à l'an 2000, l'Abri avait choisi la rencontre chaleureuse et la convivialité.

Émilie MICHEL.

Quelque 200 démunis ont fêté leur réveillon à l'Abri

L'association l'Abri a organisé le réveillon des sans-abri. Deux cents personnes y ont participé.

Les sans-abri comptent bien ne pas vivre l'événement du passage à l'an 2000 en marge des traditionnelles festivités. C'est pourquoi, l'association l'Abri leur a permis, en collaboration avec les services sociaux de la ville et des nombreux bénévoles des associations œu-

vrant en leur faveur, de goûter aux jolies du réveillon.

Au menu, assiette de la mer, rôti de veau à la française et ses légumes, plateau de fromage, pâtisserie, jus de fruits et café. Le tout servi dans une ambiance conviviale, mise en musique par la chanteuse Christine Hélya et Les Gitans au répertoire de reprises populaires, qui a permis aux quelque 200 invités de retrouver, le temps d'un soir, peut-être, une certaine dignité humaine alors que Jean-Marc

Ayrault, accompagné par son épouse, est venu rappeler le soutien et les efforts fournis par la ville à l'égard des plus démunis.

Aussi, au gré d'une tombola et d'un bal orchestré par Les Cocoanuts, la soirée du réveillon s'est-elle poursuivie en riant et en dansant, chacun se levant entre les plats pour esquisser quelques pas rythmés par la musique. Car pour eux aussi, l'An 2000 n'en constitue pas moins une réalité.



Oublier les tracas quotidiens le temps d'un réveillon, en riant et en dansant.

Les Restos du Cœur ont 14 ans

Les Restos du Cœur ont débuté leur campagne d'hiver le 6 décembre dernier dans trois lieux de distribution à Nantes : boulevard Gustave-Roch, rue des Stocks, et pour les sans domicile rue des Marchandises à côté du MIN.

Un million de repas ont été servis en Loire-Atlantique l'année dernière, dont 800 000 pendant la période hivernale. Pour Coluche, les Restos n'avaient pas été créés pour durer... "Le souhait de tout le monde est qu'ils disparaissent et la misère avec eux, insiste Gérard Setzer, le président de l'association pour la Loire-Atlantique, mais ils ont maintenant quatorze ans d'existence... L'année écoulée nous a permis d'engager avec les bénévoles et les bénéficiaires une réflexion : il apparaît nettement que l'attente de ces derniers va bien au-delà de l'apport de denrées. L'écoute et l'accueil sont vraiment ressentis comme essentiels pour lutter contre la solitude et la détresse morale". La distribution telle qu'elle était pratiquée précédemment a été remise en cause, et chacun peut faire son choix : c'est une manière de respecter les personnes et d'atténuer le sentiment d'exclusion. "On s'aperçoit, poursuit Gérard Setzer, que les gens tombent assez vite. Rapidement, certains perdent l'envie de se battre ou ne savent même plus occuper un logement. C'est avant qu'il faut intervenir. Nous avons la volonté de faire jouer les réseaux et d'en faire profiter ceux qui viennent aux Restos". Le gros avantage de la distribution alimentaire a été de déjà créer

un climat de confiance entre les bénévoles et les bénéficiaires.

Un repas chaud, une parole amicale

De son côté, Denise Mario, pilier du bénévolat aux Restos du Cœur, démarre la saison rue des Marchandises, dans un nouveau local agréable, coloré et convivial, entièrement retapé par les bénévoles. Dans le même esprit d'ouverture et d'accueil, elle reçoit les sans-abri trois jours par semaine, le temps d'un repas chaud et d'une parole amicale. Mais elle réfléchit déjà à l'instauration d'une quatrième journée, sans restauration, mais ouverte à la création. "On veut proposer des activités qui ne se font pas ailleurs et il faut bien y réfléchir". À partir du 15 novembre, épaulée par des équipes de bénévoles, elle a repris le chemin de la rue. Cinq soirs par semaine, place Talensac et place de la Petite-Hollande, ses deux cars sont le rendez-vous des SDF auquel elle offre un repas chaud et... beaucoup de chaleur humaine.

(*) La Ville a accordé une subvention de 276 000 F aux Restos : pour le fonctionnement de l'association ; pour des travaux réalisés au siège et au centre de distribution - locaux dont la Ville est propriétaire - bd Gustave-Roch ; et pour le loyer des Cars du Cœur rue des Marchandises.



Le Quatuor Liger en l'église Saint-Similien le 13 février

Un concert pour L'Écoute de la rue

Le Quatuor Liger et l'association L'Écoute de la rue, proche des SDF, invitent tous ceux qui croient en une société de justice, de solidarité et de partage, à un concert de soutien, dimanche 13 février, en l'église Saint-Similien.

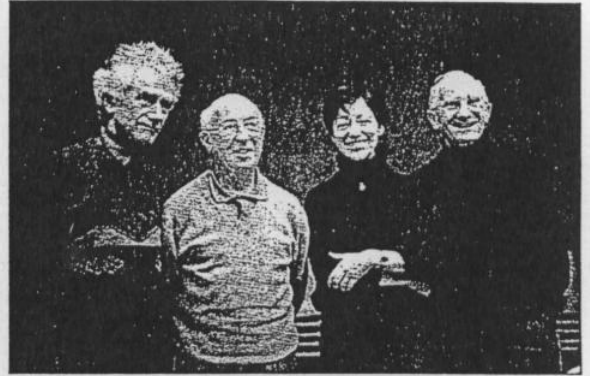
En six années passées à aller au-devant des personnes qui vivent dans la rue, les chrétiens bénévoles de L'Écoute de la rue, ont acquis la conviction qu'il faut agir pour que soit respectée la dignité de tous les êtres humains. En ayant de vraies rencontres avec les plus démunis mais aussi en alertant l'opinion publique « pour qu'à une société d'indifférence et de gaspillage, se substitue une société de solidarité et de partage ».

Ils sont 35 militants, étudiants, actifs, retraités, à assurer cette écoute et accompagner les exclus à l'hôpital ou auprès des services sociaux. Chaque jour, une ou plusieurs équipes mixtes sont dans les rues. Quand ils croisent un visage

ami, l'échange est fraternel. Le premier contact est noué avec simplicité. « C'est un acte d'amour », dit le père Jean Tessier qui prend volontiers référence sur l'abbé Pierre, mère Teresa, Guy Gilbert.

À 72 ans, l'ancien aumônier des établissements pénitentiaires de Nantes développe une généreuse énergie à animer cette mission. Et avec lucidité : « Ce n'est pas l'accompagnement d'un jour, dit-il ; c'est l'accompagnement d'une vie. Depuis la naissance de L'Écoute de la rue, les volontaires ont rencontré plusieurs centaines de jeunes, y compris des mineurs, et d'adultes sans domicile personnel. Beaucoup, hélas, connaissent toujours l'univers déshumanisant de la rue ; nous continuons à aller vers eux avec amitié. Car s'il faut tout faire pour permettre aux « blessés de la vie » de guérir et de se tenir debout, il est évident que ceux qui ne parviennent pas à quitter la rue sont nos amis, nos frères en Jésus Christ. »

Témoin il y a quelques années d'une action en faveur d'un couple



Vasile Comsa, du Quatuor Liger, en compagnie du père Jean Tessier, Christine Trimoreau et Albert Labat, membres de L'Écoute de la rue.

de Roumains, c'est « émerveillé par le cœur et la volonté de cette équipe » que le violoncelliste Vasile Comsa a pris l'initiative d'engager le Quatuor Liger dans un concert de soutien.

Dimanche 13 février, à 17 h 30, église Saint-Similien, quartier Talensac. Entrée libre. Dons au profit de L'Écoute de la rue. Contact : 4, rue Saint-François, 44000 Nantes, tél. 02 40 40 82 39.

OF 202.00

Concert du Quatuor Liger à l'Écoute de la rue

Écouter les gens de la rue, rencontrer les plus démunis, cheminer avec les sans domiciles fixes : l'association L'Écoute de la rue assure une présence auprès de la misère. Dimanche 13 février, le Quatuor Liger donnera un concert au profit de l'association à l'église Saint-Similien de Nantes.

L'homme est accroupi à côté d'une jeune fille. Elle est à la rue. Simplement, il l'écoute. Lui, c'est Albert Labat, membre de l'association L'Écoute de la rue. Créée en 1994 par le père Jean Tessier, l'association compte aujourd'hui trente-cinq militants qui œuvrent pour les gens de la rue. « Les blessés de la vie ont énormément besoin d'écoute. Nous leur permettons juste de mener une vie un peu moins inhumaine ».

Climat de confiance

« Approcher en partageant », la rencontre avec l'autre doit être réelle, simple. Alors il faut partager, un sourire, un bonjour chaleureux. « Nous cherions à susciter un climat de confiance, puis nous discutons avec les sans abris et organisons un suivi », note Christine Trimoreau, membre de l'association. Mouvement d'église, L'Écoute de la rue accueille dans ses rangs des volontaires chrétiens qui ont une expérience du monde de la rue. « Nous menons aussi une action envers les pouvoirs publics et l'opinion publique, afin de leur faire prendre conscience de l'étendue de ce fléau ».



Vasile Comsa, du Quatuor Liger, Jean Tessier, président de l'Écoute de la rue, Christine Trimoreau et Albert Labat, membres de l'association.

Démarches concrètes

Bien qu'écouter soit l'action majeure de l'association, ses membres se dévouent souvent pour accompagner les plus démunis à l'hôpital. « Nous entrons alors en contact avec le personnel soignant, puis avec les travailleurs sociaux, afin d'aider au mieux les sans abris », explique Albert Labat. Sur plusieurs centaines de personnes rencontrées depuis sa création, une dizaine a été relogée. « C'est inadmissible de laisser nos condotoyens mourir dans la rue. Nous faisons tout pour sortir les pauvres de la misère et pour leur redonner une dignité humaine », ajoute Christine.

Le concert du Quatuor Liger Sensible au sort des plus

pauvres, Vasile Comsa, violoncelliste du Quatuor Liger d'origine roumaine, a eu l'idée d'organiser un concert au profit de l'association, mais aussi pour les gens de la rue. « Je tenais à offrir un grand moment de musique, avec du Ravel, du Bartok et du Dvorak, aux sans abris. Ils ont aussi droit à la musique. Cela pourra avoir un effet thérapeutique, ce sera un rayon de soleil pour eux », explique Vasile. Dimanche 13 février à 17 h 30, le Quatuor Liger donnera un grand concert en l'église Saint-Similien. L'entrée sera libre, pour tous.

Lara Bourget

Contacts : Jean Tessier - 4, rue Saint-François - Tel : 02 40 40 82 39.

PO 202.00

Suivi médical pour les chiens de SDF

Une campagne de trois mois pour vacciner et tatouer gratuitement les chiens des personnes sans domicile fixe. C'est l'action que mènent actuellement les vétérinaires de Noé 44, en collaboration avec les centres d'hébergement de Nantes et son agglomération.

Ils étaient là avant, avant les problèmes, avant les souffrances et leurs maîtres n'ont pas voulu les quitter. Ou bien ils sont arrivés plus tard, compagnons d'errance, gardiens. « Les chiens et chats des personnes sans domicile fixe font souvent partie de la vie de ces gens », explique Philippe Rongère, responsable de L'Étape, centre d'hébergement et de réinsertion sociale. Pour venir en aide aux personnes SDF propriétaires d'animaux, Noé 44, association départementale de vétérinaires, mène actuellement une campagne de vaccination et de tatouage.

L'animal, support de relation

Jusqu'à la fin du mois de mars, les personnes SDF peuvent obtenir des dossiers auprès des centres d'hébergement de Nantes et de son agglomération. Elles se présentent ensuite avec leur animal chez un vétérinaire, qui vaccine et tatoue le chien



Vincent Brulliard et Nathalie Simon, de Noé 44, et Philippe Rongère, responsable du centre d'hébergement et de réinsertion L'Étape.

ou le chat et constitue un dossier. Pour le tatouage, la loi exige l'indication d'un domicile : les centres d'hébergement donneront leur adresse. « Pour marquer le coup, on a voulu que ces actes soient réalisés gratuitement », indique Vincent Brulliard, vétérinaire. « Mais il ne faut pas que les gens croient que c'est un dû. Les personnes SDF doivent apprendre à se responsabiliser par rapport à l'animal qu'ils ont choisi de garder avec eux », précise Nathalie Simon, présidente de Noé 44.

Cette opération répond à un besoin réel : les animaux de personnes SDF posent des problèmes majeurs. Problèmes de santé, puisque les risques d'épidémie canine sont accrus en raison de la sous-médicalisation des animaux et de leur vie erratique. Problèmes de respect de la loi, la législation ayant opté pour le tatouage obligatoire. Problèmes de logement, les structures d'accueil n'étant pas toujours en mesure de recevoir les personnes SDF propriétaires d'un animal.

« Un groupe de travail a été monté au sein de la structure nantaise d'hébergement pour voir comment on pouvait accueillir les gens avec des animaux », raconte Philippe Rongère. Des mesures ont été prises, comme la création d'un chenil au foyer Saint-Benoît, des règles de bonne conduite ont été instituées, avec l'aide d'un vétérinaire. Conscients du « support que l'animal représente », parce qu'il permet de « s'inscrire dans un réseau avec des règles de vie sociale », les responsables de l'hébergement se sont associés à la démarche menée par Noé 44. Après des actions ponctuelles organisées dans le passé, la nouvelle campagne doit permettre « une meilleure protection des chiens de SDF et des autres chiens de la population qu'ils pourraient contaminer, et la mise en route d'une médicalisation plus permanente ».

À terme, les vétérinaires envisagent de proposer leurs services aux personnes SDF, avec des « tarifs adaptés ». Nathalie Simon espère qu'en « prenant l'habitude de venir dans les cliniques vétérinaires, les personnes SDF s'interrogeront sur leur propre suivi médical. Peut-être que la médicalisation de l'animal peut conduire à la médicalisation de l'homme ».

Émilie MICHEL

NAN10

of 8.02.00

Ancenis

Les nouveaux locaux des Restos inaugurés vendredi

Les nouveaux locaux de la rue Lavoisier, qui accueillent depuis le début de la campagne d'hiver, les Restos du Cœur, ont été inaugurés officiellement vendredi soir, en présence du député maire Édouard Landrain et de nombreux élus, du responsable départemental des Restos Gérard Setzer et des bénévoles.

Le président des Restos ancenis, Georges Diverrès, a accueilli les nombreuses personnes invitées à cette sympathique cérémonie et vivement remercié la municipalité qui a acquis le bâtiment désaffecté afin d'en faire bénéficier l'association : « Je suis persuadé que beaucoup des 34 centres du département souhaiteraient disposer d'un outil aussi performant, a-t-il reconnu. Néanmoins, j'espère de tout cœur pouvoir vous rendre très vite ces locaux. Nous avons eu une lueur d'espoir en début de

campagne, car nous avons enregistré 15 % de demandes en moins par rapport à la campagne précédente, mais hélas depuis un mois, les inscriptions s'accroissent et nous en sommes finalement à 6 % de plus ! ».

Après avoir également remercié la centaine de bénévoles qui l'entourent, Georges Diverrès a tenu à éclaircir un point important : « un repas Resto revient à environ 4,50 F, et chaque bénéficiaire en reçoit une centaine par campagne, ce qui correspond à un don de 450 F. Je précise ces chiffres afin que certains esprits chagrins cessent de qualifier parfois les bénéficiaires de profiteurs ».

Des actions exemplaires

Le responsable départemental des Restos, Gérard Setzer, a qualifié d'« exemplaire » ce qui se passe à Ancenis pour les Restos, « ce que l'on souhaiterait voir dans tout le département, a-t-il déclaré, c'est un grand réconfort pour les bénévoles, le partenariat se développe, les Restos ne sont plus tout seuls ». Le député maire Édouard Landrain a vivement félicité l'équipe ancenisienne pour l'immense travail



Le président départemental des Restos Gérard Setzer a chaleureusement remercié la municipalité au nom des bénéficiaires.

effectué dans ces locaux par les bénévoles : « Vous avez fait de ces locaux un lieu accueillant et fonctionnel. Nous espérons

bien sûr que les Restos et ses cousins germains disparaîtront dans le temps, mais la Communauté de communes va mener

d'autres réflexions pour favoriser la solidarité du cœur que vous pratiquez sur le Pays d'Ancenis ».

C. Mérot

Le programme 2000 de la Fondation de France met l'accent sur la solidarité

Agir ensemble, reconstruire le lien social, promouvoir l'accès à l'emploi et au logement, prévenir la violence : autant d'objectifs à réaliser en l'an 2000 pour la délégation régionale de la Fondation de France.

Organisme apolitique et confessionnel, la Fondation de France compte sept délégations régionales, encore peu connues du public. Afin de remédier à ce problème, Roger Hyvard, président de la délégation des Pays de la Loire, a tenu à définir le programme 2000. Trois

axes principaux se dégagent de cette présentation : solidarité, logement, santé. Inciter les personnes en difficulté à prendre

des responsabilités, promouvoir l'accès au logement et favoriser les solidarités de voisinages, aider à la recherche d'emploi : un premier pôle pour un mot d'ordre, « Agir ensemble ». Prévenir la violence dans la famille, à l'école et même dans la cité, venir en aide aux personnes âgées, soutenir des actions de prévention et d'information sur la santé des jeunes : un deuxième pôle en nouveauté 2000. Favoriser la concertation sociale pour une gestion équilibrée des espaces ru-



Autour du président régional de la Fondation de France, Roger Hyvard, l'équipe des bénévoles et des associations parrainées.

raux : troisième pôle d'un vaste programme d'action.

Trente ans d'expérience

Institution unique dans le paysage philanthropique français, la Fondation de France repose sur des acquis résultant de ses trente ans d'expérience. Créée en 1969, elle privilégie les actions de proximité et agit uniquement grâce à la générosité des Français.

« Dans la région Pays de la Loire, l'an dernier, nous avons permis à 280 projets de voir le jour, avec des aides financières de 11 millions de francs. Il faut cependant noter que nous sommes contre l'assistanat. Nous encourageons et privilégions les démarches volontaristes des gens ». Cette année, la délégation compte élargir son action : « Nous avons décidé d'aider des actions de concertation et de

médiation, afin d'éviter certains conflits sociaux », note Hubert Renouf, délégué Loire-Atlantique.

De même, Cécile Combre s'occupera de l'aspect culturel, nouvel axe pour l'année 2000. « Nous allons aider ceux que nous appelons les nouveaux commanditaires, qui ont les idées mais qui ne peuvent pas les réaliser. À St Herblain, un atelier de lecture et d'écriture a été financé par la fondation ».

Témoignage d'associations

L'association « Les Jardins de l'Espérance » a été parrainée par la Fondation de France. Son président, Prosper Menet, en tire une conclusion plus que positive : « Notre objectif est de permettre, aux plus démunis, de ramper avec l'isolement, en cultivant des légumes à destination des Restos du Cœur. Au bout d'un

moment, un dispositif d'arrosage et la construction d'un bâtiment-abri ont été nécessaires. La Fondation de France a financé ces deux projets ».

L'Association Nantaise des Foyers des Jeunes Travailleurs œuvre en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en situation précaire. Jean-Paul Deniaud, des Ateliers de Recherche Logement, explique l'aide de la fondation : « En 1999, 120 familles ont pu retrouver un logement de droit commun. La fondation a participé au financement de moyens multimédias, afin que nous puissions accéder aux offres de logement plus rapidement ».

Lara Bourget

Contacts : Délégation régionale des Pays de Loire, 5, rue Saint Blaise, 49100 Angers. Tél : 02 41 88 72 18.

Po 18.03.00

Le Resto du Cœur de la Harlière a distribué 175 000 repas « Enfin une baisse ! »



Pour terminer la saison sur une note joyeuse et optimiste, les bénévoles du centre de la Harlière à Saint-Herblain ont organisé un bal, samedi après-midi.

La campagne des Restos du cœur s'est achevée vendredi. Avec 175 000 repas servis, soit 10% de moins que l'an passé, l'antenne de la Harlière, à Saint-Herblain, demeure le centre le plus important du département.

« Les jours précédant la fermeture sont toujours très difficiles. Nous avons donc eu l'idée d'organiser un bal pour tous, bénévoles, bénéficiaires, habitants du quartier, pour danser ensemble », explique Dominique Dodé, la responsable du Resto du Cœur à la Harlière à Saint-Herblain. Ils sont 72 bénévoles pour assurer le bon fonctionnement et l'accueil des 750 à 800 familles du secteur Nantes-Ouest. « Nous avons servi environ 11 000 repas par semaine. C'est trop, même si nous constatons enfin une baisse », souligne Dominique. Plusieurs actions

de solidarité ont émaillé cette quinzième campagne : grâce au parrainage du Rotary Club, un crédit de 550 000 F a été obtenu. Il est destiné aux Relais Bébé et financera l'achat de produits spécifiques : lait, couches, petits pots... Le magasin Carrefour de Saint-Herblain fait don depuis quelques semaines de ses surplus. Les jeunes scolaires ont proposé leur aide pendant les vacances.

Outre le coup de pouce alimentaire, le centre de la Harlière propose aussi un soutien moral. Pour discuter, un espace a été conçu autour d'une pause café. La remise en route, après un arrêt de deux mois, d'un mini-salon de coiffure, avec Jo, une coiffeuse à la retraite, a eu beaucoup de succès. « Au début, j'avais envie d'être utile, je suis une ancienne coiffeuse, alors j'ai repris du service. J'ai des rendez-vous tous les jours.

« Quand on est bien coiffé, on se sent mieux, c'est important pour le moral de prendre soin de soi. » Un après-midi karaoké, une pièce de théâtre, en partenariat avec le centre socioculturel du Soleil Levant, des places de cinéma, offertes par le département, ont complété le dispositif. « Nous avons voulu proposer des activités de loisirs pour aller à l'encontre d'une réalité : pas d'argent, pas de loisirs. C'est une ouverture sur le monde, une manière d'éviter l'exclusion. Car la solitude sociale est de plus en plus importante. Les gens ont besoin de nourriture mais aussi de chaleur humaine. »

Resto du cœur, centre commercial de la Harlière, à Saint-Herblain. Tel : 02 40 43 73 02. Une permanence sera assurée à partir du 18 avril, le mardi de 14 h à 15 h 30 et le jeudi de 10 h 30 à 12 h.

Les départements s'inquiètent du coût de la dépendance

Action sociale: la facture se stabilise

Le coût des dépenses d'action sociale des départements se stabilise. Mais la facture pourrait repartir à la hausse, sous l'effet de la réforme de la Prestation spécifique dépendance pour les personnes âgées.

Ralentissement confirmé, en 1999, pour les dépenses d'action sociale des départements: elles ont atteint 82,8 milliards de francs, selon les chiffres de l'Observatoire de l'action sociale décentralisée (Odas), publiés mercredi. C'est 2,2% de plus qu'en 1998, loin des progressions des années 80 et du début des années 90. Prudence cependant. Si la montée en charge du RMI semble terminée, il reste une grande inconnue pour les conseils généraux, celle de la Prestation spécifique dépendance en faveur des personnes âgées. Les modifications de prise en charge de la dépendance voulues par la ministre de la Solidarité, Martine Aubry, élargissant le nombre de bénéficiaires et améliorant l'aide, pourraient faire grimper la facture dans les années qui viennent.

- **Aide à l'enfance.** Elle augmente en moyenne de 4% l'an depuis 1995, pour atteindre 27,8 milliards de francs l'an dernier. La hausse est due à la progression du coût des prestations, en raison de celle des rémunérations et du renforcement de l'encadrement. Le nombre d'enfants placés (134000) ne varie guère, mais le coût d'un



Jean-Yves Desfoux

Les projets gouvernementaux d'amélioration de la Prestation spécifique dépendance devraient augmenter la facture des départements, qui la financent.

placement est passé de 87000F en 1989 à 150000F dix ans plus tard.

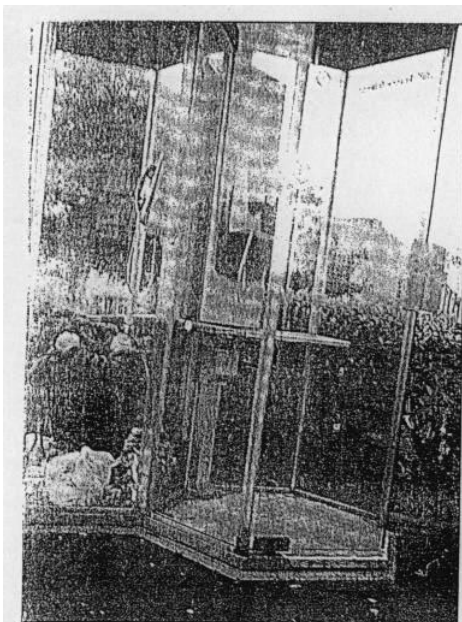
- **Aide aux handicapés.** La dépense d'allocation compensatrice aux adultes handicapés a peu progressé, mais l'aide sociale à l'hébergement est passée de 3,6 milliards en 1984 à 12,5 milliards en 1999.

- **Aide aux personnes âgées.** Elle a baissé de 6% (11,7 milliards en 1999, contre 12,3 milliards en 1998), comme les deux années précédentes. C'est la traduction

de la mauvaise substitution de la PSD à l'Allocation compensatrice pour tierce personne.

- **Aide médicale gratuite.** Elle a représenté 7,7 milliards de francs l'an dernier, mais devrait disparaître cette année avec la mise en place de la Couverture maladie universelle (CMU).

- **Prévention.** Un peu plus de 15 milliards ont été mobilisés, en 1999, pour les dépenses de prévention et d'accompagnement social (protection maternelle et infantile).



Serge passe la plus grande partie de son temps recroquevillé dans une cabine téléphonique, où il dort, mange...

SOCIÉTÉ

Une cabine téléphonique pour logement

Cela fait au moins trois semaines que Serge, 42 ans, vit dans une cabine téléphonique près du marché de Talensac. Sa situation a ému de nombreux riverains, des associations ainsi que des responsables du centre communal d'action sociale, tout proche.

Quelques bouteilles autour de lui, un transistor diffusant une musique grésillante, une couverture: Serge, prostré, s'est «enfermé» dans son malheur alors que la pluie des nuits froides d'avril ne cesse de tomber. Ses amis de la rue échangent quelques mots en passant, les bénévoles de l'association «Écoute de la rue» font ce qu'ils peuvent tout comme le SAMU social.

Sollicité par des habitants du quartier, une réunion a eu lieu avec le directeur de cabinet du maire de Nantes et Henri Du-

clos, conseiller municipal, particulièrement sensible au cas de Serge puisqu'il passe tous les jours près de la cabine téléphonique en rentrant chez lui et s'arrête de temps en temps pour lui parler.

Respect de la liberté individuelle

«Cela me fait mal au cœur. C'est un drame», reconnaît l'élue qui souligne toutefois le paradoxe: «Il refuse toute formule d'hébergement qui doit nécessairement comporter un accompagnement social. Les conditions d'hygiène dans lesquelles il est sont déplorables, même si de temps en temps il se rend au point d'accueil santé de l'hôpital. Il y a là une grande difficulté car il s'agit de respecter la liberté individuelle d'une personne: nous ne pouvons pas aller contre sa volonté et exercer une action physique à son encontre».

Serge ne peut faire l'objet d'une hospitalisation d'urgence. Le diagnostic des médecins est clair: il ne souffre pas de troubles mentaux, délirants ou

suicidaires. Il ne fait preuve d'aucun comportement violent qui justifie cet internement d'office. Un essai a été fait pour lui trouver une chambre d'hôtel. Mais cela n'a duré qu'une nuit. Serge est revenu. Les services sociaux étudient la possibilité avec une association d'insertion sociale de lui trouver un logement. «C'est la voie vers laquelle nous nous orientons mais cela implique un accompagnement social, éducatif et matériel particulier. Cela suppose qu'il accepte de lui faire quitter ce quartier où il a ses unques racines. Mais nous ne souhaitons pas que la situation perdure au regard de l'homme qu'il est. Il faut le convaincre. Nous ne pouvons pas physiquement l'extraire d'où il est», souligne Henri Duclos. En attendant, avec l'arrivée de quelques rayons de soleil et d'un peu plus de douceur, Serge est allé s'allonger sur la pelouse du rond-point... Avant de retourner dans sa cabine France Telecom.

Éric Cabanas

P0 23.04.00

761

Un Pas contre l'indifférence, un rayon de soleil et d'humanité en faveur des exclus

La semaine contre l'exclusion s'est terminée samedi par un forum associatif, des concerts et pièces de théâtre.

Au terme d'une semaine de mobilisation, les acteurs de la lutte contre l'exclusion sont toujours là. Bien présents et prêts à faire la fête. Samedi 6 mai, un forum associatif, des concerts et autres pièces de théâtre ont clos le « Pas contre l'indifférence » en beauté. La Prairie aux Ducs respire l'air champêtre, le soleil perce et un parfum d'été rend tout le monde joyeux. De fait, l'ambiance, plutôt détendue en début d'après-midi, surprend quiconque pénètre dans cet espace perdu au milieu d'une ville en frénésie : tout est calme et se-

Un pas contre l'indifférence pour avancer dans la solidarité

relin, on se bronze et surtout, on accueille l'autre avec le sourire. L'autre, l'exclu, le marginal, le noir, le blanc, comme le petit métais qui court derrière sa maman, sans crainte. Malgré cette apparence nonchalante, ça fourmille en coulisse. Les animateurs se rendent de stands en stands, les comédiens se préparent, les musiciens donnent un air de fête à la Prairie, effectuent les derniers réglages. On esquisse un pas de danse par ci, par là. Vous avez dit un pas ? Celui contre l'indifférence, pour avancer dans la solidarité.

Forum associatif

Au milieu, les stands des diverses et



Lors de la manifestation « Un Pas contre l'indifférence », le métissage et la tolérance régnaient à la Prairie aux Ducs.

nombreuses associations se dressent. Sur place, les membres, présidents et autres militants finissent un sandwich, prennent le café autour d'une table. Celle de l'Amitié ? On l'appellera comme on voudra : solidarité, amour, aide, partage. « Tisons des Liens » par exemple. Toute jeune, cette association tente de monter un réseau d'entraide pour les enfants des rues du Burkina Faso. Benoit et Geneviève sont aussi là pour sensibiliser les gens.

Plus loin « SOS Dépression 44 ». Une autre forme d'exclusion. À combattre aussi, envers et contre tous. « Toubab à Kanel » prône l'interculturalité et la solidarité envers le Sénégal. Exclue de la société, les détenus n'ont pas été oubliés avec la présence de l'OIP. De son côté,

« Peuple et Culture 44 » invite tout simplement les gens à jouer. Pierre explique : « Notre maxi flitzer, jeu que nous avons inventé nous-même, fait se rencontrer les gens de toute culture, de toute couleur ».

Nelly et Nadine, toutes deux animatrices, proposent aux enfants de « venir faire une farandole de couleur et chaque corps peint se donnera la main, symbole de partage et de solidarité ».

Théâtre et concerts

Sous le soleil, l'après-midi s'étire doucement, le public se fait de plus en plus nombreux et les comédiens montent sur scène. Maquillés, déguisés, ils sont prêts. Les Trublions sont en action. Venant de l'association « Théâtre et Démocratie », Les Trublions font tout pour combattre l'exclusion. Ils le démontrent au jour

le jour, leur troupe étant composée d'anciens exclus. Leur spectacle ? « Un hors série de Charlie Hebdo, La Crise Finale, farce humoristique sur l'économie mondiale ».

Plus tard, en début de soirée, l'Azimut Théâtre prend le relais avec la pièce intitulée « Utopie, prophétie. Le monde du futur, le futur du monde » de Diana Vivarelli. Six tableaux qui retracent l'histoire de l'humanité, de la naissance du Dieu de l'Olympe au troisième millénaire. « C'est une critique contre l'exploitation mais aussi une recherche de l'Absolu et de liberté », note Diana. Et la soirée s'achève au son des Funkle Ben's, Djama, Mister Midnight, Les Vont nus Pleds et un défilé haut en couleur de mode sénégalaise.

Lara Bourget

Po 8.25.00

La troupe de théâtre vient en aide aux démunis Nelly Daviaud fidèle au CCAS

Pour la seizième fois, le CCAS (Centre communal d'action sociale) a reçu hier un chèque des mains de la compagnie de théâtre Nelly Daviaud. Un don et un témoignage de fidélité que l'organisme public a tenu à saluer en invitant, dans ses locaux, la troupe pour une cérémonie de remerciement.

« C'est peut-être une goutte d'eau dans notre budget, qui est de l'ordre de 12 millions de francs, mais ce chèque nous touche beaucoup. J'apprécie la fidélité de la compagnie de Nelly Daviaud à l'égard du CCAS. » Alain Robert, adjoint à la Solidarité et vice-président de l'organisme public, n'a pas manqué d'exprimer toute sa reconnaissance envers Nelly Daviaud.

Lors de la remise du don de 20 000 francs, il a rappelé que ce chèque représentait une reconnaissance du travail du CCAS. « Cela fait seize ans que votre troupe nous soutient. Elle a toujours fait preuve d'altruisme et de générosité. » Et d'ajouter que « si la compagnie est composée d'amateurs, c'est avec beaucoup de professionnalisme qu'elle effectue ses prestations ! »

La compagnie de théâtre aide aussi d'autres organismes. Il lui arrive de jouer pour le centre médical du Bénin, en Afrique, ou pour une association qui vient en aide aux mongoliens et aux trisomiques.

Une troupe qui mérite donc les honneurs, ce qui lui est notamment déjà arrivé début décembre, grâce à Yannick Guin, adjoint à la culture : la compagnie a effectué une



La remise du don de 20 000 francs par Nelly Daviaud à Alain Robert, vice-président du CCAS.

représentation exceptionnelle au théâtre Graslin pour fêter ses quarante ans, avec la présence du député-maire de Nantes, Jean-Marc Ayraut.

Une passerelle entre la culture et le social

Pour Alain Robert, un autre aspect entre en jeu : « Ce don est en quelque sorte une passerelle entre la culture, le comique et le social. » Nelly Daviaud raconte à ce sujet « Que notre spécialité, c'est le théâtre de boulevard. Ça peut sembler péjoratif mais cela fait du bien aux gens de rire. C'est pour cela que nous avons choisi d'opter pour un créneau drôle. »

Lorsqu'on interroge Nelly Daviaud sur les raisons qui l'ont poussée à choisir le CCAS pour en venir en aide aux plus démunis, elle

tient à mettre en avant le sérieux de l'organisme. « En 1984, nous étions interpellés par la pauvreté. Nous savions que le CCAS aidait les personnes en difficulté, et nous voulions apporter notre contribution. Le CCAS est réputé pour son sérieux. L'argent y est distribué très rapidement. C'est un organisme qui gère plus de monde que les associations. »

En plus de proposer dorénavant des aides renouvelables sous 48 heures et des files d'attente d'une dizaine de minutes maximum, le CCAS de Nantes, un des plus importants en France, envisage à l'avenir de mettre en place une politique axée sur la territorialisation. « Il s'agira de développer des actions plus proches des habitants. »

Christian MEAS.

07 12.05.00



Nantes forum

Ouest-France
Jeudi 22 juin 2000

« Au marché, on l'appelait Antoine... »

Monique Kieger, présidence de l'association Brin de causette (1 bis, rue Sarrazin à Nantes) qui accueille les plus démunis :

« A quatre heures du matin, le jeudi 15 juin, un ami nous a quittés brutalement, écrasé par un chauffard rue Paul-Bellamy. Fevzi Dogan, que l'on appelait Livel à Brin de causette, était un habitué de notre association qu'il fréquentait depuis de nombreuses années. »

« Discret et effacé, entre 7 h et 7 h 30, il franchissait le seuil de notre local tous les jours, venant après quelques heures de travail au marché de Talensac, consommer une bonne soupe chaude. »

« Il savait que notre association n'est pas très riche et souvent il apportait crudités, citrons, légumes, etc. »

« Au marché, on l'appelait Antoine ; il aidait les uns et les autres et sa disparition laisse un grand vide affectif. »

« Nous savions qu'il se rendait régulièrement en Turquie pour aider sa famille et ses amis, dans la mesure de ses moyens. Selon ses vœux, il reposera bientôt dans la terre de ses ancêtres. »

« Nous sommes très tristes et nous adressons à son fils vivant en Allemagne, à sa famille et à la communauté turque, nos sincères condoléances. »



« Brin de causette » c'est un lieu d'accueil pour les plus démunis. Ce matin-là, en présence de Henri Duclos, conseiller municipal, on fêtait le début de l'année... en famille. Fevzi en faisait partie. Au marché, on l'appelait Antoine et Brin de causette l'appelait Livel.

Paul Rouach

Le restaurant municipal ouvre ses portes toute l'année

Durant toute l'année, le restaurant municipal vient en aide aux plus démunis. En leur offrant nourriture, réconfort et écoute, il essaie de pallier à la précarité de chacun et tente de les réinsérer dans la vie collective.

Regards furtifs qui se croisent, calme ambiant mêlé à des chuchotements, l'atmosphère se veut tranquille et réservé. Lieu de passage pour certains, de seconde chance pour d'autres, le restaurant municipal n'est ouvert qu'à ceux dont les ressources financières sont trop moindres pour subvenir à leurs besoins.

Un public de tous les bords
Rmistes pour la plupart, la clientèle du restaurant est aussi composée de handicapés ainsi que des personnes sous curatelle et sous tutelle. Les sans domiciles fixes sont aussi les

bienvenus mais sont moins légion. « Nous recevons également beaucoup d'étrangers d'origines très diverses : Des Africains, des Maghrébins ainsi que des Russes. » raconte André, chargé de l'accueil au restaurant. L'établissement se veut donc très ouvert, tant au niveau culturel qu'au niveau social.

Partir et revenir
Alors que quelques uns découvrent pour la première fois l'établissement, certains reviennent, après une période d'absence plus ou moins longue, surtout pendant la période estivale. « Une partie d'entre eux trouve des stages d'insertion ou un travail et s'en vont vers d'autres horizons. Puis ils repassent ici pendant les vacances, période où le travail se fait plus rare en attendant des jours plus cléments » explique Muriel, secrétaire au restaurant municipal. La plupart sont des hommes, qui viennent seuls ou à plusieurs. Mais depuis

quatre ans, on note « une augmentation sensible de femmes ». En revanche, le restaurant évite de recevoir des enfants.

« Sauf cas d'extrême urgence, nous pensons qu'ils n'ont pas leur place ici à cause de la nourriture, d'une part qui n'est pas adéquate et d'autre part, à cause de l'ambiance, trop adulte, et donc pas vraiment recommandé pour eux » raconte Muriel.

Être à l'écoute

« Associer convivialité, motivation et communication, c'est la clé pour établir le contact et être dans de bonnes dispositions relationnelles avec chacun » explique André. « Respecter la personne par rapport à son vécu et éviter tout jugement à son encontre fait partie des règles que l'on a établies avec eux. » rajoute Muriel. Une évolution certaine s'est vue grandir au fil des années. André renchérit en expliquant que « Maintenant, ce n'est plus forcément nous qui allons vers eux pour nouer le contact mais

eux qui viennent vers nous. Ils veulent discuter, nous raconter leurs tracas ou nous parler de sujets qui leur tiennent à cœur. »

La peinture, synonyme de réinsertion

En plus de la restauration, sont organisées des activités telles que des sorties : canoë-kayak, randonnées pédestres VTT et maisons troglodytiques. Le dépaysement est garantie. Mais c'est surtout l'atelier peinture qui se voit être le plus porteur tant sur le potentiel créatif que psychologique. « De cette manière, ils deviennent acteurs, ils ne sont pas passifs. Cela leur permet d'être autonome, de se prendre en charge et pour certains, de retrouver la confiance qu'il avait dès lors perdu. »

Et cette confiance, elle s'est vue croître lors d'expositions de leurs propres œuvres à la MJC de Saint Herblain ou à la CCAS, qui leur ont permis d'acquiescer des techniques d'encadrements et qu'ils mettent



Dans les cuisines, on s'affaire pour servir le public.

désormais en pratique.

Pierre-Alexandre Chouraqui

Restaurant Municipal
Contact : 02-40-47-12-61
16 rue Pierre-Landais 44200 Nantes
Du lundi au samedi midi de 12h00 à 14h45 et de 17h30 à 18h30

7

Nantes of 14.09.00

Une opération de solidarité dans le centre-ville « Donne leur un peu de toit »



Une émulation collective pour une opération de solidarité.

Jusqu'au 22 septembre, l'association Habitat & Humanisme organise dans le centre-ville de Nantes la manifestation « Donne leur un peu de toit ». Des journées de solidarité qui devraient mobiliser 600 étudiants nantais.

« Notre objectif est de trouver un logement décent pour les personnes défavorisées », déclare Dominique, une responsable bénévole de l'opération « Donne un peu de toit ». Organisée par Habitat & Humanisme, association d'aide à l'insertion par le logement, la manifestation se propose de transformer le bizutage, rituel immuable des rentrées scolaires, en une véritable action sociale.

Depuis hier, et jusqu'au vendredi 22 septembre, les étudiants nantais, dans le cadre de leur journée d'intégration, participent donc à la vente de porte-clés mètre enrouleur. Vê-

tus de tee-shirts aux couleurs d'Habitat & Humanisme, ce seront près de 600 jeunes, sur l'ensemble de l'événement, qui arpenteront le centre de Nantes. Et comme dans treize autres villes de France, les fonds récoltés permettront d'aider les personnes défavorisées. Pour la deuxième édition nantaise, 52 000 F ont été collectés l'année précédente

Sensibiliser les jeunes face à la précarité

Le point de ralliement se trouve place du Commerce où un groupe de bénévoles tient un stand d'informations. Avec le but d'informer les Nantais sur les motivations de l'association et sur les effets de son action. « Nous voulons communiquer avec les jeunes mais aussi les moins jeunes, pour leur expliquer ce qu'est vraiment la précarité », affirme Joël,

un autre bénévole chargé de l'opération. Enfin, pour les étudiants participants, c'est une expérience qui fera d'une pierre deux coups. « C'est une action de terrain, qui rentre aussi dans le cadre de notre formation », explique Josquin Coussot, étudiant en action commerciale au lycée Sacré-Cœur.

Habitat & Humanisme, créé en 1985 sur l'initiative de Bernard Devert, prêtre et professionnel de l'immobilier, est un mouvement d'inspiration chrétienne, ouvert à tous. Les personnes démunies sont accueillies, logées et accompagnées tout au long de leur réinsertion. Pierre tient à souligner l'efficacité de l'association : « Intermittent du spectacle, j'avais une situation très difficile. Mais grâce à Habitat & Humanisme, j'ai trouvé, dans les deux mois qui ont suivi, un logement ».

Christian MEAS.

SOLIDARITE

Les Petits Frères des Pauvres veulent alerter l'opinion publique

Les Petits Frères des Pauvres de Nantes ont fait leur rentrée samedi. Ils estiment désormais qu'ils ont le devoir de témoigner des situations inacceptables.

Un homme malade, en phase terminale, qu'un établissement hospitalier veut renvoyer à son domicile. Une femme âgée qui se fait escroquer à plusieurs reprises par un vendeur peu scrupuleux, une autre maltraitée dans une maison de retraite.

Les témoignages d'exactions envers les plus démunis ne manquent pas. Mais comment réagir pour qu'elles cessent durablement ? C'est à partir de cette interrogation que la centaine de bénévoles qui s'était rassemblée pour leur réunion de rentrée a tenté de répondre. Loin d'une colère légitime que pourraient engendrer ces comportements, les plus rodés des bénévoles et les permanents veulent garder la tête froide sans pour autant fermer les yeux. « Dans un premier temps nous devons déjà vé-

Partagés entre la révolte et les dispositions à prendre rifier l'information, il n'est pas question de porter des accusations graves et de nous brouiller avec nos partenaires. Si le cas est avéré nous devons régler le problème avec l'institution ou avec la personne incriminée », explique Eric Sedent, directeur des petits frères des pauvres. « nous sommes partagés entre la révolte et les dispositions à prendre, les problèmes sont individuels mais forment un tout » ajoute l'un des



Les bénévoles mènent des actions tout au long de l'année comme ici à Noël.

permanents, « les personnes les plus démunies ignorent pour la plupart leur droit et au sein de la société ils ne sont représentés par personne, c'est dans ce sens que doit peser notre association ». Dans cette optique depuis 1998 les petits frères des pauvres ont adopté une charte qui leur confère le devoir de témoigner des situations inacceptables, « auprès de l'opinion publique, des responsables politiques et par de prises de positions institutionnelles ».

Besoin permanent de bénévoles Reste que la tâche est a priori impossible tant le chantier est immense. D'autant que pour les petits frères des pauvres la législation est souvent « insuffisante », quand elle ne va pas à l'encontre des moins favo-

risés. Ainsi la couverture médicale universelle (CMU) ouvre effectivement un droit aux soins aux plus démunis, « mais son plafond exclu ceux qui ne vivent qu'avec le minimum vieillesse dont le budget est sérieusement entamé par les besoins médicaux ». Même si les petits frères des pauvres ont officiellement fait leur rentrée samedi dernier ils mènent des actions sans interruption tout au long de l'année. Et à ce titre le besoin en bénévoles est quasi permanent (1). Actuellement à Nantes et dans l'agglomération, « il y a 640 bénévoles ce qui n'est pas suffisant puisque les petits frères des pauvres dans ce même secteur viennent en aide à 1000 personnes âgées de plus de 50 ans isolés ou en si-

tuation de précarité. Chacune d'entre elles reçoit régulièrement la visite d'un bénévole. Cette relation personnelle est le pivot de la lutte contre la solitude et l'exclusion menées par l'association dont la devise est des fleurs avant le pain ». Pour les personnes intéressées les petits frères des pauvres mèneront une campagne de sensibilisation le 14 octobre de 14 h à 18 heures sur la place du Commerce. Une soirée d'information est également prévue mardi 7 novembre, à partir de 17 h, au local de la rue César Franck.

S. Le Hesran

(1) Contact : les petits frères des pauvres : 14 rue César Franck Nantes. Tel 02.40.68.96.96.

Po 9.10.00

Plus d'emplois, moins de Rmistes

La loi de lutte contre les exclusions, si elle n'existait pas, il faudrait la voter d'urgence. Un premier bilan, deux ans après son application, montre combien elle était nécessaire. Elle a déjà permis d'apporter des réponses concrètes à des situations sociales très difficiles. Mais beaucoup reste à faire.

Après l'emploi mardi et le logement mercredi, le point a été fait, hier, à Nantes, des actions engagées en Loire-Atlantique dans le domaine sanitaire et social au titre de la loi de cohésion sociale de 1998. Michel Dmuchowski, directeur de la Ddass, Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, présidait cette rencontre à laquelle participaient les représentants des associations, « indispensables partenaires de terrain », et des collectivités (État, Départements, Villes).

La première « avancée » pointée par Michel Dmuchowski est... un recul, celui du nombre d'allocataires du Revenu minimum d'insertion : actuellement 16 243, soit « 10 % de moins qu'il y a un an. » La reprise est passée par là. « Elle profite surtout aux jeunes, les moins de 30 ans, et à tous ceux qui sont depuis peu dans le dispositif. » Ce qui veut dire aussi que les autres - Rmistes depuis plusieurs années - restent dans une situation difficile : « Il ne faut donc pas relâcher les efforts. »

Des consultations médico-sociales

L'emploi est un facteur d'insertion. Mais une bonne santé est tout aussi nécessaire. Là aussi, il y a du mieux avec la mise en œuvre, toujours dans le cadre de cette loi, des Permanences d'accès aux soins. Ces Pass, créées pour assurer

une prise en charge médicale mais aussi sociale, sont désormais opérationnelles au sein des hôpitaux de Nantes, Saint-Nazaire, Châteaubriant et Ancenis.

Des accueils plus spécifiques les complètent dans le domaine de l'alcoolologie et en santé mentale. Des « points d'écoute » ont été mis simultanément en place à travers le département dans des lieux comme les Restaurants du cœur, les missions locales et les Centres d'accueil, d'information et d'orientation. Il s'agit de vacations de psychologues pour permettre aux personnes en difficulté d'exprimer leur souffrance. Une action de sensibilisation a aussi été initiée sur les risques sanitaires dans l'habitat, à commencer par le risque d'asphyxie avec un chauffage défectueux.

Les acteurs de la lutte contre l'exclusion et leurs domaines d'interventions sont multiples. Pour savoir qui fait quoi et développer les com-

plémentarités, encore faut-il se connaître et savoir à qui s'adresser. La Loire-Atlantique a été pionnière dans ce domaine en se dotant d'un annuaire accessible sur Internet et dont la version papier devrait être disponible en fin d'année. C'est dans le même esprit que les services de l'État et le Département - dans le cadre de l'action sociale d'urgence et des aides financières - ont réussi à uniformiser leurs documents. Il existe désormais « un formulaire unique de demande d'aide financière ».

La CMU - la Couverture médicale universelle - porte elle aussi ses fruits. Ainsi, sur les six premiers mois de sa mise en œuvre, « plus de 600 personnes qui n'avaient aucune couverture ont pu bénéficier de la Sécu et 7 500 autres ont désormais une couverture complémentaire. »

Jacques BOISLEVE.

Le « droit » au téléphone

■ **Dettes téléphoniques.** Il n'est pas encore question de payer le portable. Mais le téléphone est reconnu indispensable pour effectuer de nombreuses démarches, y compris dans la recherche de l'emploi. Dans le cadre de la lutte contre l'exclusion, ce « droit » au téléphone est reconnu : les dettes téléphoniques peuvent être partiellement prises en charge. Une commission départementale (qui dispose d'une enveloppe de 3,9 millions de francs cette année) examine les factures des ménages en difficulté sur ce point. Si l'ardoise est exorbitante, le cas relève alors de la commission du surendettement.

■ **L'illettrisme** aggrave l'exclu-

sion. Le combattre, c'est-à-dire apprendre ou réapprendre à lire, écrire, compter, constitue un facteur d'insertion. L'an dernier, 18 actions ont été conduites et plus de 900 personnes accueillies dans des ateliers de formation de base. En 2000, les crédits permettent de porter à 22 le nombre de ces actions sur 19 sites. Là aussi, il serait préférable de prévenir en aidant à la réussite scolaire et au maintien des acquis. Les contrats d'accompagnement scolaires et des contrats éducatifs locaux visent cet objectif.

■ **L'appui social individualisé.** Les personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle ont droit à un appui indivi-

duel. L'ANPE et les associations intermédiaires sont en première ligne dans ce processus qui se développe : 275 bénéficiaires en 1997, 517 l'an dernier. Quatre bénéficiaires sur dix sont des chômeurs de plus de trois ans et deux sur dix sont handicapés. À l'issue de la mesure, 45 % se trouvent en

situation professionnelle et 12 % en insertion sociale. Par ailleurs, un programme « Nouveau départ » porte sur l'amélioration des contrats d'insertion professionnelle et de l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RMI. Le protocole est signé sur trois ans et devrait concerner 2 400 personnes par an.

cf 27.10.00

Lutte contre les exclusions : la reprise ne doit pas faire baisser la garde

Deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, et en dépit de la croissance, la lutte contre les exclusions reste plus que jamais d'actualité.

Ce n'est pas parce que les climatants sont au vert qu'il faut relâcher sa vigilance. C'est, en substance, le message adressé par Michel Dmuchowski, le directeur de la DDASS, à l'ensemble des responsables de l'action sociale en Loire-Atlantique, réunis hier à Nantes pour dresser le bilan de la loi de lutte contre les exclusions, deux ans après son entrée en vigueur.

Certes, le chômage a baissé de plus de 14 % en un an et les Jeunes de moins de 25 ans ont été les premiers à en profiter.

Certes, le nombre d'allocataires du RMI a lui aussi chuté de 10,5 % entre octobre 1999 et septembre 2000. Mais le département compte encore plus de 48 000 chômeurs et près de 21 000 rmistés, soit 13 000 de plus qu'en 1989, année de la création du revenu minimum d'insertion. **• Et beaucoup d'allocataires touchent le RMI depuis plus de trois ans, voire depuis le début**, souligne Michel Dmuchowski, en parlant d'un **« noyau dur de l'exclusion »**.

La tentation du relâchement
Le retour de la croissance ne doit donc pas faire oublier que la lutte contre les exclusions reste plus que jamais d'actualité. **• Globalement, la situation s'améliore. Mais il ne faut pas baisser la garde pour autant. Il reste encore des milliers de personnes confrontées à des situations très difficiles**, ex-



Reprise ou pas, les Restaurants du cœur risquent de connaître, cette année encore, la même affluence.

plique le directeur de la DDASS. Quelques chiffres suffisent d'ailleurs à montrer qu'en Loire-Atlantique, toute une frange de la population vit toujours dans le plus grand dénuement. Ainsi, entre le 1^{er} janvier et le 30 juin dernier, 613 CMU (couvertures maladie universelle) de base ont été accordées à des personnes qui, jusque-là, ne bénéficiaient d'aucune protection sociale. Dans le même temps, 7 511 CMU complémentaires ont également été accordées à des personnes qui, avant cela, devaient renoncer à effectuer certains soins faute d'argent. Mise en place en mai 1999 pour gérer l'hébergement d'urgence, la Co-ordination accueil orientation (CAO) de Loire-Atlantique a, quant à elle, reçu plus de 31 000 appels téléphoniques (au 115) et près de 2 800 personnes en l'espace d'un an.

Une loi « booster »
Dans ce contexte, la loi de lutte

contre les exclusions trouve d'autant plus sa justification que, depuis deux ans, elle a fait la preuve de son utilité. **• La loi a été un booster. Elle a permis de dynamiser et d'assurer une meilleure coordination des actions menées en direction des exclus par les multiples partenaires intervenant sur le terrain social**, a souligné hier Michel Dmuchowski.

Un exemple parmi d'autres : grâce à la Casu, une commission installée en décembre 1998, un formulaire unique est proposé pour les demandes d'aide d'urgence. **• Avant, les demandeurs devaient remplir un formulaire différent pour chaque service**.

Dans le même souci de simplification et d'efficacité, la Casu a élaboré un répertoire des aides financières qui a été adressé à tous les partenaires (institutions, associations) engagés dans la lutte contre les exclusions.

Un Observatoire de la pauvreté

En deux ans, la loi aura aussi permis la mise en place de permanences d'accès aux soins de santé (PASS) dans les quatre centres hospitaliers du département (Nantes, Saint-Nazaire, Châteaubriant, Ancenis), d'un réseau médico-social de l'agglomération nantaise et de points d'écoute et de soutien psychologique dans les Restos du cœur et les Missions locales. Elle a également vu le développement de l'appui social individualisé (ASI) pour les personnes en difficulté d'insertion professionnelle (517 bénéficiaires en 1999), et de la lutte contre l'illettrisme avec des ateliers qui ont accueilli plus de 900 stagiaires l'an dernier.

En projet dans les mois qui viennent : la création d'un Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion dont l'objet sera de rassembler toutes les données disponibles dans le département.

X.B.

po 27-10-00

Hébergement d'urgence : les structures d'accueil face au provisoire qui dure

Confrontés à l'allongement de la durée des séjours, les foyers d'accueil de l'agglomération ne répondent plus vraiment à l'urgence.

Concluant la semaine de mobilisation autour de la lutte contre les exclusions, le débat public « C'est à dire » était consacré, jeudi soir, à l'urgence sociale. Écorté d'un bon quart d'heure pour cause de match Nantes-Budapest retransmis sur les ondes de France Bleu Loire Océan, il s'est surtout focalisé sur l'hébergement d'urgence dans l'agglomération nantaise. Avec cette question centrale : y a-t-il suffisamment de places dans les structures d'accueil existantes ?

S'il est difficile de chiffrer leur nombre avec précision, on estime qu'environ 800 personnes n'ont pas de domicile fixe dans l'agglomération nantaise. Parmi eux, une très forte majorité de jeunes. « Il y a trois ans, une étude sur les jeunes en errance a montré qu'ils étaient entre 300 et 350. Un chiffre que l'on peut sans doute multiplier par deux aujourd'hui », a expliqué Florence Perrichaud, du SAMU social.

Pour les accueillir, les différentes structures d'accueil d'urgence de l'agglomération disposent d'environ 200 places. Mais en moyenne, seules 2 ou 3 places sont réellement disponibles chaque jour. « Pour 15 à 20 demandes relevant de l'urgence ».



On estime qu'environ 800 personnes n'ont pas de domicile fixe dans l'agglomération nantaise.



Le débat public « C'est à dire » s'est intéressé à l'hébergement d'urgence dans l'agglomération nantaise.

Sur deux cents places, seules deux ou trois sont réellement disponibles chaque jour

De l'urgence qui n'en est plus
« Il faut admettre qu'il y a de nombreuses situations sans solution à Nantes », a expliqué Bruno Tesson, responsable de la Coordination d'accueil et d'orientation mise en place en mai 1999 pour gérer l'hébergement d'urgence sur l'ensemble de la Loire-Atlantique grâce à un numéro de téléphone unique, le 115. « Le problème, c'est de faire coïncider une demande très hétérogène avec une offre limitée dans ses capacités et son adaptation aux besoins. Certains soirs, on peut avoir des places libres dans les structures accueillant des femmes alors qu'une vingtaine d'hommes sont obligés de dormir dans la rue ».

La situation actuelle découle donc

d'une mauvaise adaptation de l'offre à la demande, mais pas seulement. « Le vrai problème, c'est que les structures existantes ne sont plus vraiment dans l'hébergement d'urgence », a souligné Florence Perrichaud. Des propos appuyés par Jean-Yves Crenn, le directeur du foyer Saint-Benoît (1 000 personnes accueillies chaque année) : « chez nous, la durée moyenne du séjour est de 45 jours ».

Des sorties difficiles
Passés de l'urgence au provisoire qui dure, les foyers d'accueil et autres CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale) sont tous confrontés au même problème, celui de la sortie de leurs « pensionnaires ». « Pour des gens qui vivent depuis des années dans la marginalité, comme ceux que nous voyons tous les soirs, il est très difficile de trouver un logement normal », a souligné Denise Marliou, responsable des Cars du cœur. « Sans parler des problèmes de chiens ou de comportements parfois violents, il est impossible pour eux de trouver quelqu'un qui se porte caution pour le loyer ».

Évoquant le Plan départemental d'accès au logement des personnes défavorisées et les 21 millions de francs de crédits d'État consacrés chaque année à « ce champ de l'urgence sociale » en Loire-Atlantique (dont 12 millions pour les structures d'hébergement), Michel Dmouchowski, le directeur de la DDASS, a reconnu que le dispositif était mal adapté

à cette population très marginalisée. Pour Florence Perrichaud, « il y a d'autres solutions à travailler à la sortie des CHRS ».

Des lits pour passer l'hiver
Pour autant, faut-il créer de nouvelles places dans les structures d'accueil existantes ? Michel Dmouchowski n'en est pas convaincu. « Avec une quinzaine de places supplémentaires à Nantes, nous serions sûrement plus à l'aise. Mais le premier problème à résoudre est celui de la rotation insuffisante dans les CHRS, saturés par l'arrivée d'étrangers demandeurs d'asile ».

Le directeur de la DDASS a néanmoins indiqué qu'une réflexion était d'ores et déjà engagée au niveau départemental et qu'il avait bon espoir d'obtenir des crédits pour l'extension du CHRS de Saint-Nazaire l'an prochain.

En attendant, une dizaine de lits supplémentaires vont être offerts par le CHU de Nantes, et les CHRS disposeront provisoirement de « quelques places de plus » qui devraient leur permettre de passer l'hiver. Un hiver qui s'annonce malgré tout « aussi pourri que les autres » pour Denise Marliou, qui travaille depuis 11 ans dans la rue aux côtés des « zonards ». Pour aller à la rencontre des plus marginaux d'entre eux, les Cars du cœur, qui jusque-là stationnaient dans des endroits fixes, vont « marauder » dans les rues de Nantes.

X.B.

La très lente marche dans un monde de solitude, de tensions et de violence

Les interlocuteurs du débat de jeudi sur l'urgence sociale ont tenu de leurs efforts persévérants. Avec leurs moyens, leur professionnalisme, leur volonté et leur bonne volonté. Ils tentent de reprendre à leur galère les centaines de personnes qui dérivent en marge de la société ordinaire. Parfois très loin d'elle. Et c'est très difficile

Dans leur ton, aucune lassitude n'est perceptible. Or la description qu'elles emportent ne comporte que très peu — si peu — d'éléments encourageants. Jean-Yves Crenn, qui dirige le Foyer Saint-Benoît à Nantes, explique que « les structures d'accueil ont évolué ». Il a mis en lumière le fait que « l'hébergement selon des modes de grande collectivité n'existe plus ». Il a souligné qu'au contraire « les sans abri sont accueillis dans de petites chambres individuelles et parfois dans de petits appartements en ville ». Il a même indiqué qu'un « chenil extérieur à l'établissement d'accueil » permet d'héberger les compagnons à pattes des dérivés. Alors tout est bien fait.

Pénurie et refus
Où, mais. Le nombre des solitaires perdus augmente et leur âge s'abaisse : « 40 % d'entre eux qui viennent au foyer ont moins de 25 ans et 90 % de ces jeunes sont sans ressource ». Indique Jean-Yves Crenn. L'urgence est, par acception commune, provisoire. Or tel n'est plus le cas. En moyenne, les personnes qui trouvent refu-

ge au Foyer Saint-Benoît y séjournent 45 jours. Le foyer accueille de 1000 à 1500 personnes chaque année. Mais les séjours vont d'une journée à une année pour les étrangers en attente de statut.

Théoriquement 220 places sont offertes à l'hébergement d'urgence. En fait, elles sont prises et l'on est loin du compte : « après 18 h, il faudrait pouvoir faire face à 15 demandes, or il n'y a que 2 à 3 places de disponibles ». Et Florence Perrichaud admet qu'il fallait aussi « gérer le refus ». Avec la conséquence que certains « cessent de faire appel parce qu'on leur dit non depuis des mois » souligne Bruno Tesson.

Et le logement ?
Intervenant par téléphone sur l'antenne, Ronald qui a travaillé comme gardien dans un foyer de Saint-Nazaire, aborde la question alternative du logement. Pour lui, il est « lamentable que des gens se retrouvent dans des foyers d'hébergement, avec le RMI ou mpires. Parce qu'ils ne peuvent pas trouver de logement, parce qu'il faut verser 2 mois de caution ». Et du même coup, la solution « contraint à héberger ensemble des jeunes filles et de jeunes hommes ».

Pour Michel Duchmowski, le plan départemental d'accès au logement des personnes défavorisées « ne peut parvenir à prendre en compte les difficultés de la population très marginalisée qui cumule les problèmes de santé et d'équilibre ». Denise Mariou explique que « les marginalisés ne rentrent pas dans le cadre. Il faut trouver une caution et ceux qui sont en rupture de ban avec leur famille ne trouvent pas de cautionnaire ». Elle dit très vite, par pudeur, « j'ai pris en charge trois cautions si l'un me joue un tour, je se-



Jean-Yves Crenn dirige le Foyer Saint-Benoît à Nantes.

ral à la rue. Mais je connais les frères ».

De 4 à 5 ans
Mais le problème n'est pas uniquement financier. Michel Duchmowski évoque même le cas d'une personne marginalisée « qui souffrait d'être dans un logement », il ajoute : « il faut reconnaître que la situation n'est pas aisée. Si nous disposons de 15 places d'urgence supplémentaires à Nantes nous serions plus à l'aise ».

Florence Perrichaud acquiesce à l'idée que « 15 places de plus représenteraient autant de tension en moins », mais elle souligne que « l'absence de rotation recrée des tensions ». Parce que le « parcours du combattant pour trouver une place, les démarches inutiles dans la journée, créent une tension et de la violence ». Denise Mariou des Restos du Cœur, évoque enfin le temps : « ils ont rompu complètement avec la société. On doit essayer de les réconcilier. On les pousse vers les professionnels petit à petit. Cela demande de quelques jours (arrement) et parfois de 4 à 5 ans ».

C'était à Dire

« Le besoin numéro un : l'hébergement, le logement, il n'est pas facile, pour eux, d'y entrer. Les besoins primordiaux sont ensuite l'alimentation, l'hygiène, la santé » Florence Perrichaud

« Il est très difficile de loger les personnes en grande difficulté : ils ont un chien, un « look » qui écarte d'eux, des problèmes d'argent ». Denise Mariou

« S'il n'y pas assez de rotation dans les centres d'accueil, c'est parce qu'il n'y a pas assez de solutions hors celles de l'urgence ». Michel Duchmowski

« Certains ne demandent plus d'aide parce que leur situation ne cesse de détériorer. Ils ne sont plus en état de demander de l'aide ». Bruno Tesson



Une analyse commune des caractéristiques propres aux très grandes difficultés sociales.

Révélation

Pas le temps de « marauder »

Florence Perrichaud observe « un glissement de la mission du SAMU qui prioritairement doit aller au-devant de ceux qui ne demandent plus rien. Le nombre très important des appels émanant du 115 et la prise en charge de familles d'origine étrangère qui sollicitent de plus en plus de temps sont à l'origine de ce glissement. L'hiver dernier le temps de « marauder » a été bien entamé par ces demandes d'hébergement ».

Du coup, les Restos du Cœur vont également se lancer dans ce travail de maraude. Michel Duchmowski, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, dit ne pas pouvoir y être opposé. Mais il « souhaite que cette action s'inscrive dans une coordination mise en place à Nantes depuis deux ans. En fait, dit-il, je ne souhaite pas que les Restos du Cœur soient isolés ». Denise Mariou explique que le schéma d'intervention en maraude des Restos du Cœur a été élaboré avec des éducateurs de rue : « Nous ne nous lançons pas à l'aveuglette. Nous savons qu'il s'agit d'un public récalcitrant, et nous nous protégeons ».

PO 29.10.00

161

Florence Perrichaud : ça va mieux pour la santé

Florence Perrichaud du SAMU social.



« Il est difficile de définir globalement ceux qui se trouvent en situation d'urgence. La caractéristique commune est que tous sont marginalisés depuis longtemps, après un parcours chaotique. Femmes, hommes, jeunes, plus âgés, ils vieillissent prématurément. Ils sont de plus en plus très jeunes. Pour les jeunes : une étude d'il y a trois ans, à Nantes, estimait leur nombre à 350. L'augmentation notée dans les centres d'accueil de jour permet d'estimer que ce nombre a, depuis, été multiplié par 2. Leur premier besoin est celui d'un hébergement, ensuite viennent l'alimentation, l'hygiène, la santé. Sur ce plan, les choses vont mieux depuis novembre 1999 avec la consultation médico-sociale au CHU qui prend en compte ces situations sans passer par les urgences médicales et psychiatriques ».

Délocalisation puis relâche

Le prochain « C'est à Dire », du jeudi 2 novembre, sera exceptionnellement délocalisé aux Sables-d'Olonne. Il se déroulera en public sur le stand de France Bleu Loire Océan, dans le village du Vendée Globe. Le jeudi 9 novembre, pour cause de match de coupe d'Europe opposant, à la même heure, Nantes au MTK Budapest, « C'est à Dire » fera relâche. Le débat public reprendra donc le jeudi 16 novembre.

045N

PO 29.10.00

Denise Mariou : des Inlogéables



« Tous ceux qui viennent au car du Cœur sont difficiles. Ils sont en grande difficulté, sinon ils ne viendraient pas. Ils ne sont pas logés et peut-être Inlogéables. Au centre d'accueil de jour, les trois quarts de ceux qui viennent sont des squatters. Ils cherchent un endroit où se poser, où trouver des gens capables de les comprendre. Je sais qu'une petite grand-mère qui est logée vient également. Elle cherche autre chose qu'un abri. Le soir, au car, c'est plus difficile, ils ont besoin de se réchauffer et ont pris des produits. Ils sont violents. Mais vous savez, les comportements extrêmes sont logiques lorsqu'on chute et qu'on n'est pas bien dans sa peau. Depuis 11 ans je travaille dans les rues. Ça n'est pas plus violent que dans un bar quand un type en costume trois pièces a 3 gr d'alcool ».

Bruno Tesson : une nuit d'hôtel



« Le numéro d'appel d'urgence, le 115, a reçu 15 500 appels depuis mai 1999. Cela correspond à 4 500 personnes différentes et 80 % des demandes concernent l'hébergement. Disposons-nous de places en nombre suffisant ? Le dispositif s'y efforce, mais la situation est sans solution. La demande et l'offre ne correspondent pas à tout moment. Il y a des places vides de celles qui sont réservées aux femmes alors que des hommes passent la nuit dehors. La coordination d'accueil et d'orientation agit sur sollicitation. Par exemple pour obtenir le renouvellement du RMI d'un homme qui n'est pas dans un état d'hygiène qui lui permette de pénétrer dans des bureaux. Nous le mettons à l'abri, en hôtel. Il est douché, passe à une nuit et règle son problème administratif. Après, il retourne à la rue ».

Michel Duchmowski : mesures pour l'hiver



« La réflexion est permanente et doit suivre le rythme d'évolution du problème. L'État n'est pas l'unique pourvoyeur des crédits qui financent le dispositif d'urgence. Les collectivités locales, les villes, Nantes, le Conseil général y contribuent également. Mais créer des places n'est pas facile. Il faut des crédits, or ils ne sont pas élastiques. L'an prochain le nombre de places ne progressera pas à Nantes. En revanche, à Saint-Nazaire, il y aura une extension de centre d'hébergement. En fait, dans le plan départemental, nous cherchons quelques solutions pour les étrangers demandeurs d'asile. Cet hiver, nous aurons à notre disposition, de manière plus permanente 10 lits offerts par le CHU de Nantes et les centres d'hébergement mettront quelques lits supplémentaires quand la météo le nécessitera ».

Handicap International à la rencontre de ses parrains L'humanitaire resserre ses liens

Vendredi soir, à Nantes, Handicap International organisait une rencontre avec ses donateurs. Objectif : ôser du bien, fidéliser et rassurer. L'association a présenté ses actions et un volontaire a témoigné de sa mission en Albanie.

« Avant, on portait un regard bienveillant sur les enfants handicapés mais, aujourd'hui plus que jamais, il faut professionnaliser les actions en leur faveur. » Bruno Martin, éducateur spécialisé, a travaillé un an comme volontaire pour Handicap International. Sa mission l'a conduit en Albanie, où il s'est attaché à mener des actions de formation pour les personnes qui s'occupent des handicapés.

Professionnalisme, transparence, action : vendredi soir, à Nantes, Handicap International tenait à faire passer le message à ses parrains (400 personnes en Loire-Atlantique, qui donnent 140 F chaque mois). Et c'est dans le cadre d'une « rencontre avec les parrains et donateurs » que Bruno Martin présentait, diapositives et vidéo à l'appui, le fruit de son travail en Albanie.

Rassurer les donateurs

Pour Florence Guillard, responsable des parrainages, cette soirée avait pour vocation de res-



Florence Guillard, à gauche, et Valérie Vitaine, deux responsables de Handicap International.

ser les liens avec les donateurs. Mais aussi, semble-t-il, de les rassurer : « L'argent qui nous est confié part sur le terrain, dans l'une de nos 40 missions à travers le monde. Au Cambodge, au Mozambique, à Madagascar ou au Nicaragua... » L'exercice n'est pas vain car les donateurs sont extrêmement sensibles à la destination de leur argent. « Avant, je donnais à de nombreuses associations, raconte une femme dans l'assis-

lance. Mais nous sommes devenus méfiants avec les affaires. Et la transparence de Handicap International, c'est très important ». Cette transparence est une vertu cultivée par l'association. Des réunions similaires à celle-ci sont organisées chaque mois en France dans une ville différente. C'était, vendredi, la deuxième du genre à Nantes. Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'invitation.

La réglementation gagnerait donc à évoluer. Avec en priorité la possibilité de mise à disposi-

La loi de lutte contre l'exclusion rend leur insertion... plus difficile

Aide aux chômeurs : effets pervers

Les effets positifs de la loi de lutte contre les exclusions sont masqués, sur le terrain, par des insuffisances et des dysfonctionnements multiples. Réunis samedi en assemblée générale, les comités et organismes d'aide aux chômeurs par l'emploi (Coorace) ont plaidé sur les effets pervers de cette loi.

10 000 personnes accueillies chaque année dans le département, dont 4 300 mises à disposition des entreprises, soit l'équivalent de 400 emplois à temps plein. Vingt-six associations intermédiaires sont réunies au sein du Coorace 44. Des associations qui, depuis la loi de 1998 sur la lutte des exclusions, connaissent quelques difficultés. Elles ont notamment à faire face à un des effets pervers de cette loi : la diminution du volume des heures de mise à disposition. Conséquences : une perte de la principale source de financement des associations intermédiaires, mais aussi une insertion professionnelle plus difficile à mettre en place.

« Avant, la loi tolérait que l'on place quelqu'un durant trois mois au même poste dans une entreprise. On avait des artisans qui pouvaient le jeu, prenait quelqu'un sur deux mois et ça aboutissait souvent à un contrat à durée indéterminée. Maintenant, c'est limité à 240 heures par personne sur une année. Ce n'est pas suffisant, soulignent Bernard Fricot, président du Coorace et Dominique Lebastard, vice-président. Il faut du temps dans le domaine de l'insertion. 240 heures, c'est suffisant pour quelqu'un qui n'est pas totalement dans une situation d'échec, mais pas pour les personnes les plus éloignées de l'emploi. »

« La réglementation gagnerait donc à évoluer. Avec en priorité la possibilité de mise à disposi-



Des représentants des comités et organismes d'aide aux chômeurs par l'emploi étaient en assemblée générale, samedi, à La Chapelle-sur-Evrie.

tion un mois à temps plein, dans la même entreprise, sur le même poste de travail, renouvelable une fois, après accord avec l'ANPE. La possibilité de dépasser le plafond des 240 heures selon les besoins des personnes et l'offre d'insertion locale. Les associations souhaiteraient aussi une révision du mode de financement du suivi accompagnement » pour que s'instaure enfin un traitement équitable entre les associations intermédiaires, les entreprises de travail temporaire d'insertion et les entreprises d'insertion ».

Moins sollicités par les entreprises

Réunis samedi en assemblée générale, les représentants des associations du Coorace ont donc longuement discuté des mutations nécessaires à envisager. « A cause du plafonnement à 240 heures, les associations sont

aujourd'hui nettement moins sollicités par les entreprises. Du coup, elles sont davantage perçues comme faisant du social et moins d'insertion. Les gens proches de l'emploi, du fait de la reprise économique, ont quitté nos structures. On se retrouve avec des gens en grande difficulté. Aussi, on a peut-être un autre rôle à jouer. »

« Il faut cependant que l'on garde toujours un pied dans l'emploi, insiste Dominique Lebastard. Si l'on n'a plus cette image économique, les gens ne viendront plus. Et on pourrait aller ? » Les associations du Coorace ont mis en place des groupes de réflexion : quelles sont les difficultés aujourd'hui ? Quel est le public accueilli et quelles sont ses demandes ? Il nous faut du temps pour évaluer tout ça. On verra ensuite comment nous positionner. Peut-être faudra-t-il aller vers des actions de partenariat. »

Prenez note

- Une année à l'étranger avec AFS
AFS vivre sans frontière propose à des jeunes âgés de 15 à 18 ans des cinq continents de passer une année en France ou à des Français de passer un an à l'étranger. Les adolescents sont accueillis au sein d'une famille d'accueil bénévole et suivent des cours dans un lycée. Renseignements : AFS vivre sans frontière, tél. 02 40 03 22 06.
- Les cotes de la Loire
Prévisions pour les 30 et 31 octobre
Orléans : -0,01 -0,09
Saumur : +0,06 +0,05
Les Pontis-de-Cé : +0,38 +0,36 +0,35
Montjean : -0,01 -0,09 -0,10
Ancenis : -0,48 -0,57 -0,58

Ouest France 22/11/2000

La reprise accentue la fracture sociale et aggrave les inégalités Travail et santé vont de pair

Le risque de décès d'un chômeur est trois fois supérieur à celui d'un actif. On mesure là toute l'ampleur de la fracture sociale et les profondes inégalités générées. Les Mutuelles de Loire-Atlantique viennent d'organiser une journée de réflexion sur l'interaction emploi-santé. Pour, au-delà du constat, une meilleure insertion.

Les effets de la fracture sociale sur la santé sont nombreux, liés aux profonds bouleversements entraînés dans les conditions de vie des personnes. La perte de confiance en soi et les difficultés économiques entraînent un comportement de délaissement de la santé. Or, les statistiques le montrent : « une personne en mauvaise santé ne peut occuper un emploi stable ». C'est le cycle infernal. Comment aider à en sortir ceux que les coups successifs du sort ont ainsi plongés puis installés dans ce processus d'exclusion ? Sachant que « la santé est un élément déterminant pour l'accès à l'emploi » et que cet emploi, c'est la clef

de l'insertion. Le Forum des Mutuelles de Loire-Atlantique a rassemblé, hier, 270 participants à Saint-Herblain, militants mutualistes, professionnels de la santé, travailleurs sociaux, pour en débattre.

Si les Mutuelles se sont saisies de la question, c'est qu'elles continuent de se poser avec beaucoup d'acuité « en dépit du RMI, puis de la CMU... », qui n'ont pas tout réglé même si ces dispositifs sociaux constituent des progrès fondamentaux. En dépit aussi de la reprise, « qui laisse au bord du chemin les plus démunis et aggrave même leur exclusion. » Les Mutuelles se sentent aussi concernées : « Ce sont nos valeurs de solidarité et de proximité qui sont en jeu », rappelle Patrick Houry, directeur général. Les Mutualistes ont déjà manifesté concrètement cette solidarité en prenant en charge collectivement la part complémentaire de la CMU. Nécessaire, la CMU, mais pas suffisante. « La CMU facilite l'accès aux soins mais il faut aussi redonner confiance, retrouver l'envie de se soigner, pouvoir reprendre sa place... ».



Joseph Deniaud, Patrick Houry, Pierre Lombraïl, Thérèse Leparoux ont rendu compte ensemble des travaux du forum.

« Renouer le sanitaire et le social »

Reprendre sa place, soit, mais Joseph Deniaud, président de la mutuelle LAM, souligne l'extrême complexité des mécanismes en œuvre dans le processus de réinsertion et la multiplicité des acteurs. « Pour que l'usager puisse s'y retrouver, il faut que, pour lui au moins, ce soit simple. » Ce qui nécessite « un accompagnement individualisé des personnes. » Il insiste sur un autre point : « Il ne suffit pas de faire de belles lois. L'important, c'est qu'elles puissent être mises en œuvre. »

« Les inégalités devant la santé s'accroissent », rappelle Pierre Lombraïl, professeur de santé publique à l'Université de Nantes.

Il pointe un premier paradoxe : « Les personnes qui auraient le plus besoin de s'occuper de leur santé sont ceux qui le font le moins. » Puis un second : « On fait faire aux personnes en difficulté les travaux les plus durs et dans les conditions les plus précaires... »

La nécessité de réorienter la médecine du travail « pour mieux prendre en compte ces situations » a été aussi évoquée à ce forum. Thérèse Leparoux, responsable aux Mutuelles de Loire-Atlantique du service innovation sociale et prévention, insistait pour sa part sur la nécessité de « renouer l'interaction entre le sanitaire et le social. »

Jacques BOISLEVE.

76

SPÉCIAL

La banque alimentaire a récolté 160 tonnes de produits en deux jours

Par rapport à 1999 (180 tonnes), la collecte (160 tonnes) est moindre. Mais la valeur des produits est supérieure.

Vendredi et samedi, à l'instar des banques alimentaires de l'hexagone, la banque alimentaire de Loire-Atlantique organisait une collecte pour venir en aide aux plus démunis. Une « incitation au partage », « une chasse au gaspillage » pour un droit élémentaire, celui de manger à sa faim.

2 500 bénévoles étaient ainsi mobilisés pour récolter des produits qui, triés au siège de la banque, seront ensuite répartis entre les quatre-vingts associations caritatives agréées.

En 1999, 180 tonnes de denrées avaient été collectées. Cette année, **La générosité des gens** le tonnage devrait être moindre, entre **une nouvelle fois** 150 à 160 tonnes, selon les premières estimations.

Mais la valeur des produits est supérieure. Ce qui revient à dire que, globalement, ces deux journées de solidarité, auront été d'un niveau égal, à celles de l'année dernière.

Surplus de pâtes
« Il est important en effet, souligne Jean Voisard, président de la banque ali-



La collecte était organisée vendredi et samedi.

mentaire de Loire-Atlantique, que les gens à qui nous offrons ces produits connaissent la valeur de ce qu'ils reçoivent... ». Un regret cependant : si les hypermarchés ou supérettes qui collaboraient à ce projet, ont joué relativement bien le jeu, on peut regretter que des produits, notamment les pâtes, non inscrits sur la liste initiale, aient été offerts. Ce sont là des aliments dont dispose à profusion la banque alimentaire, grâce aux sur-

plus européens. « Et c'est au détriment d'autres produits dont nous manquons dans notre banque » dit encore Jean Voisard.

Un président cependant satisfait de voir que la générosité des gens, très souvent sollicités, ne s'est pas démentie.

1200 tonnes de nourriture par an
Rappelons que les collectes (deux par an, la seconde ayant lieu en mars

au niveau départemental) représentent 25 % des produits distribués, 32 % provenant des surplus européens et de l'Etat, 28 % des Industries agroalimentaires, 10 % de la grande distribution, et 5 % en divers. En Loire-Atlantique, la banque alimentaire récupère ainsi 1 200 tonnes de produits par an, ce qui lui permet la distribution de 100 tonnes de produits par mois pour venir en aide aux plus défavorisés.

20 29.11.00

Soutien financier, partenariat avec des banques... Logement Fraternité: une collecte

Logement Fraternité a lancé hier sa campagne annuelle de collecte. En parallèle de l'opération « Les coiffeurs ont du cœur », une campagne d'information avec des banques et des remises de chèque pour des associations humanitaires. Histoire de rendre l'hiver supportable pour tous.

C'est parti, depuis hier, Logement Fraternité collecte des dons auprès de toutes les bonnes volontés. La campagne annuelle lancée, il s'agit ensuite d'assurer une juste distribution. Un métier dans lequel l'association caritative est devenue orfèvre. Pour ne pas rester cloîtrée dans cette activité, l'antenne locale de Logement Fraternité élargit son action auprès de différents partenaires. Le lancement de la collecte correspondait donc avec le début de plusieurs opérations.

L'action « En Loire-Atlantique, les coiffeurs ont du cœur » en partenariat avec la chambre patronale de la coiffure et la Caisse d'Épargne a démarré dans la roue d'une campagne d'information avec des banques (CRCA, BPBA, BNP, Trésorerie générale, Crédit Municipal et La Poste).



Logement Fraternité a lancé hier officiellement sa campagne annuelle de dons. Le Samu social et l'Écoute de la Rue ont notamment reçu des sacs de couchage.

Outre cette sensibilisation à son action, Logement Fraternité a marqué son soutien à plusieurs organismes d'action sociale. AISL et la Claire Fontaine ont ainsi reçu des chèques, tandis que le SAMU so-

cial et l'Écoute de la Rue se sont vus remettre des sacs de couchage. Histoire de se préparer à recevoir correctement les plus démunis.

Contact Logement Fraternité à Nantes : tél. 02 40 12 04 86

02 30.11.00

Logement Fraternité : la collecte est lancée

Pour la quatrième saison, les bénévoles de Logement Fraternité organisent une collecte de dons, jusqu'au 20 janvier 2001, en Loire-Atlantique et en Vendée. Les sommes recueillies sont entièrement reversées à des associations caritatives (1).

« Loger les plus démunis, c'est leur permettre de retrouver leur place dans la société ». La phrase est écrite en gros sur les affiches de l'association, ressorties d'une année sur l'autre, au mois de décembre, quand « l'hiver arrive », qu'une nouvelle collecte est lancée et de nouvelles actions menées, en partenariat avec des banques et des entreprises du département.

En ce « mois de la fraternité », les bénévoles de Logement Fraternité (une trentaine) ne ménagent pas leurs efforts pour « remplir les caisses ». Depuis son existence, l'association a ainsi récolté plus d'un million et demi de francs : « un million trois cent mille francs ont été redistribués à ce jour », précise le président Jean Delavaud.

Cette somme a permis de dépanner ou de loger 244 personnes ou familles en difficulté. « Répondre en urgence et dire oui aux situations difficiles qui sont soumises à notre Commission Sociale, c'est l'objet de Logement Fraternité », rappellent ses membres. Avec un principe : « un franc collecté est un franc distribué ». L'association s'assure



Des duvets et des chèques ont été remis hier à des associations, pour aider les hommes, les femmes, les familles à la recherche d'un toit.

donc, toujours, en se déplaçant sur le terrain, que « l'argent confié est bien redistribué », qu'il a bien comme objet final le logement d'une personne démunie.

Retrouver « autonomie et dignité »
Avec autant de garanties, il ne reste plus qu'à participer, soit en faisant un don, soit en achetant des cartes de vœux... dans les salons de coiffure ! Dans le cadre de l'opération « les coiffeurs ont du cœur », une soixantaine de salons en Loire-Atlantique s'associent en effet, pour la deuxième année, à la démarche de l'association. Les coiffeurs proposent ainsi à leurs clients de faire un geste, de sortir 20 F de leur porte-monnaie contre un sachet de trois cartes signées Anne Mandeville. La totalité des sommes recueillies sera ensuite investie dans l'aide au logement des plus démunis. « Par petits coups de 20 F, on peut ramasser

beaucoup », souligne Jean Delavaud.

Procédant de la même démarche, un concert de chants de Noël (gratuit) est organisé le 12 décembre prochain, à 20 h 30, à Notre-Dame-de-Bon-Port, avec les chœurs de la Perverie et le quinquet de Véronica Rodriguez. Une nouvelle action pour récolter des fonds afin de mieux « accueillir, héberger et aider les plus exdus, pour les empêcher de mourir dans la rue ». C'est ce que veulent de tout cœur les bénévoles investis dans cette précieuse association. Ils l'ont prouvé une nouvelle fois hier, en remettant 50 sacs de couchage à Ecoute de la rue et à l'association Francisco Ferrer, 10 000 F au Samu Social pour faire face aux cas les plus urgents, 15 000 F à Claire Fontaine pour l'aménagement de ses nouveaux locaux et 60 000 F à l'ASL, permettant l'acquisition de trois bungalows. Autant d'apports pour permettre aux gens de la rue de retrouver « autonomie et dignité ».

(1) Saint-Benoît Labre, Les petits frères des pauvres, Brin de causette, Une famille un toit, Trajet, Diaconat Protestant, Francisco Ferrer, Habitat Humanisme, Le Gué, Amitié Sida, Centre de l'habitat, AISL CCAS, L'Etoile, APSH Les Sables...
Contact Logement Fraternité,
1 rue Affre, Nantes : 02 40 12 04 86.

P0 30.11.00

Rue des Marchandises : « Ici, c'est pas du faux, il y a une vraie chaleur »

Toute l'année, des repas sont servis à l'Oasis, où les bénéficiaires trouvent aussi (et surtout) un grand moment de réconfort.

Rue des Marchandises, entre le Min et le Boulevard Gustave Roch, un mercredi comme un autre. Devant les portes pas encore ouvertes de l'Oasis, le nouveau centre des Restos qui remplace celui de la rue Fouré, une longue file attend. Depuis le mois d'août, des hommes, des femmes, des jeunes, des vieux, tous sans domicile fixe, en difficulté, s'attardent là, seuls ou en petits groupes. 60 en début de mois, 150 à la fin, quand le RMI est épuisé. Certains se taisent, immobiles. D'autres bavardent, échangent des nouvelles, causent de Mirreille Mathieu ou à leurs chiens. Quelques minutes à tuer avant 13 h, l'heure du déjeuner.

« Ça fait chaud au cœur »

Aux fourneaux, le cuisinier s'active, débordé, un brin râleur mais pas de mauvaise humeur. Derrière le comptoir où sont servis les repas, Jacques, Odette, Arielle et les autres bénévoles remplissent les assiettes. Au menu ce jour-là : crudités ou charcuterie, poulet-petits pois, salade, fromage, raisin, yaourt aux fruits, brioche et « café à volonté ».

Trois midis par semaine, le lundi, mercredi et vendredi, toute l'année, l'Oasis accueille ainsi les sans-abri de la région nantaise jusqu'à 16 h, propose repas et accueil, beaucoup de chaleur surtout : « Ici, c'est comme une maison, ils peuvent avoir un petit moment ensemble », explique Arielle, bénévole depuis Pâques, qui trouve que « ça fait chaud au cœur de donner du plaisir à ces gens qui n'en ont pas toujours ». Entrée par hasard aux Restos, elle a rejoint l'équipe de l'Oasis, 15-20 personnes, et y est à son aise : « Les Restos, c'est donner. Il faut être motivé, en avoir vraiment envie et aimer le contact ». C'est bien son cas, qui circule d'une table à une autre, un bonjour par ci, une tape sur l'épaule

le par là, le sourire, tout le temps. « Ici, ajoute la jeune femme, on n'a pas de rôle attribué. On s'occupe tous des stocks, du nettoyage, des couverts, on prépare des sacs de provision pour les jours où ils ne viennent pas. Chacun fait ce qu'il peut, et bien ».

Les accepter - comme ils sont • Les SDF leur en savent gré. « Merci », dit par exemple Loïc, un habitué des lieux. « Les gens sont agréables, c'est convivial, il n'y a pas de problème », précise-t-il en trempant son pain dans la sauce. Dans l'immense salle de restauration, 200 m², les tables se forment par affinités ou par hasard. Bruits de fourchettes et aboiements des chiens tenus en laisse, seule contrainte du lieu, qui ne sert pas de boissons alcoolisées. Yvon, qui loge « dans la cité bidonville de Nantes Habitat », trouve ça bien, d'être là : « C'est sympa. On rencontre des gens intéressants et des non intéressants aussi. Ici, toutes les composantes de la société sont réunies ».

À côté, dans un bureau, Francine est plongée dans ses papiers. Son rôle : « la santé et l'accompagnement. Il s'agit de permettre aux personnes de retrouver leurs droits », explique-t-elle.

Sept ans déjà qu'elle a rejoint les Restos, où elle vient tous les jours, après 40 minutes de train : « un jour, j'en ai eu ras le bol de mon boulot. J'avais besoin d'affection mais aussi de voir des gens, des vrais, et de donner aux autres. Ici, c'est pas du faux, il y a une vraie chaleur, personne ne fait semblant », assure-t-elle, en se rappelant du jour où un gars lui a offert une rose : « c'est merveilleux ».

Depuis décembre 1993, depuis qu'elle a quitté son emploi, Francine ne peut plus vivre autrement : « c'est un choix, n'avoir qu'un seul salaire. Je préfère la qualité de vie plutôt que d'avoir du fric et d'être malheureuse ». Alors, comme tous les bénévoles des Restos, elle est là, qui accueille, écoute, « sans essayer de changer le monde », en acceptant les



Jacques, Paulo, Odette et les autres bénévoles : à l'Oasis, « c'est main dans la main ».

SDF « comme ils sont », en étant simplement présente « quand ils ont besoin », d'une aide alimentaire mais aussi d'un logement, de lunettes, de vêtements...

• Un petit kawa ? •

Le déjeuner est fini. Certains sont déjà partis avec un pochon de nourriture. Pour tenir jusqu'au prochain repas. D'autres s'attardent, prolongent le repas autour d'une table, s'installent dans le coin salon-bibliothèque, entre le billard et le baby-foot, feuilletent des livres, font un petit somme, discutent autour d'un café que Jacques propose à la cantonade, prêt à en faire boire des litres. « Tu veux un café ? Un petit kawa ? ».

Autour du comptoir, les tasses se remplissent, les discussions s'engagent : « on parle de tout, du beau temps, de la marée noire, des repas », raconte ce monsieur de 63 ans, bénévole depuis 15 ans, qui « aime rendre service » et « être là ». À ses côtés, Odette « la petite mamie » de tout le monde, 69 ans bientôt, trouve aussi qu'à l'Oasis, « on est bien, les gens sont gentils, tout le monde est

soudé, c'est la main dans la main. Vraiment, c'est formidable, je ne pourrais plus m'en passer ». Paulo, 70 ans, non plus, qui vient tous les jours pendant que sa femme s'occupe du centre de Dalby : « je m'embête à la maison, je préfère rendre service. Et puis, il y a Denise... ».

Denise, la responsable de l'Oasis et des Cars du Coeur qui distribuent soupes chaudes et paniers repas les soirs d'hiver, toujours dans l'ombre mais jamais loin. Contente de ce nouvel espace, une ancienne menuiserie louée par la SNCF aménagée avec du matériel de récupération, comprenant aussi 100 m² d'entrepôt, 117 m² de bureaux et 83 m² de quais où sont installées, à la belle saison, les tables : « l'été, on mange dehors ».

Un rancard à « ceux qui n'ont plus rien », à « tous les recalés de l'âge et du chômage, les privés du Gâteau, les exclus du partage ». C'est ce que chantait Coluche, qui aurait aimé, c'est sûr, ce petit coin d'Oasis, rue des Marchandises...

Sarah Guilbaud

02/12/00 (PO)

La petite histoire des Restos

Photo D.R.

Tout commence en octobre 1985, sur l'antenne d'Europe 1 : « j'ai une petite idée comme ça, dit Coluche. Si des fois y'a des marques qui m'entendent, si y'a des gens qui sont intéressés par sponsoriser une cantine gratuite qu'on pourrait commencer par faire à Paris... nous on est prêts à aider une entreprise comme ça qui ferait un resto qui aurait comme ambition, au départ, de distribuer deux à trois mille couverts par jour ». Ainsi naissent Les Restos du Coeur, association loi 1901 reconnue d'utilité publique : cet hiver-là, Coluche et plus de 5 000 bénévoles distribuent 8,5 millions de repas.

En 1986-1987, la deuxième campagne commence sans Coluche, disparu en juin 1986. Comme il l'avait réclamé au Parlement européen en février, la CEE ouvre ses stocks. En province, des associations autonomes se créent. En tout, 6 000 bénévoles distribuent 11,5 millions de repas. L'année suivante, ils sont 7 300 qui donnent 22 millions de repas. En 1988-89, le parlement vote à l'unanimité la « loi Coluche » : « chaque personne ayant fait un don, même modeste, bénéficie d'une réduction d'impôt ». Cette année-là, ils sont 8 500 bénévoles pour 25 millions de repas.

En 1989-90, les Relais du Coeur sont créés et les Camions du cœur offrent chaque soir des repas chauds aux sans-abri dans les rues de Paris. 12 200 bénévoles sont là, qui offrent 26 millions de repas. Un an plus tard, les Restos signent une convention avec le ministère du logement et



« Si des fois y'a des marques qui m'entendent »

lancent les Toits du Coeur. Puis apparaissent les Ateliers d'insertion et les Jardins du Coeur. Les Relais Bébé suivent en 1993-94. 20 000 bénévoles distribuent 36 millions de repas.

Les Restos se multiplient partout en France. En 1997-98, les ateliers contre l'illettrisme sont mis en place. Ce même hiver, 35 500 bénévoles distribuent 59 millions de repas. En 99-2000, les Restos ont 15 ans. Cette nouvelle saison, 40 000 bénévoles font battre le cœur des Restos et distribuent encore des millions et des millions de repas, en offrant le choix des produits à ceux qui les consomment. Des gens « depuis longtemps sans travail, sans domicile, ceux que la maladie ou d'autres misères ont frappés, ceux-là ne peuvent, du jour au lendemain, imaginer d'amélioration durable hors le soutien amical répété et gratuit des bénévoles », rappelle Véronique K. Colucci, la présidente des Restaurants du Coeur.

02/12/00 (10)

Les Cars du Coeur

Du 15 novembre au 15 avril, du lundi au vendredi, les cars servent des soupes chaudes et des paniers repas en deux points de la ville. Nouveauté cette année : le car « La Maraudé » part à la rencontre de ceux qui n'ont pas l'habitude de fréquenter les cars. Soupe et repas leur sont offerts. Par ailleurs, toute l'année, L'Oasis, le nouveau Centre de la rue des Marchandises (lire ci-contre) sert environ 120 repas le midi aux personnes sans abri. Cette activité spécifique à la Ville de Nantes permet aux personnes souhaitant devenir bénévoles des Restos tout en exerçant une activité professionnelle, de le faire un soir par semaine, durant toute la période hivernale.

Les Toits du Coeur

Les bénévoles des Toits aident les personnes démunies à se loger en collaboration avec les travailleurs sociaux, en utilisant les possibilités offertes par le Fonds de Solidarité Logement (FSL), en vue d'une réinsertion. Ils peuvent également aider les propriétaires à réhabiliter un logement vétuste en vue de le louer à une personne démunie.

Les personnes ainsi accueillies peuvent ensuite compter sur le soutien des Restos : fourniture de mobilier en fonction des dons reçus, rencontres régulières avec un bénévole pour toute aide personnelle (difficultés administratives, juridiques ou autres) en partenariat avec les administrations et associations de la région. En Loire-Atlantique, les Restos disposent d'un parc locatif de 68 logements.

Les Actions Relais

Écoute, soutien amical, psychologique, accompagnement et suivi dans les démarches des personnes bénéficiaires, chez qui la précarité a des répercussions : isolement, aggravation de l'état de santé, difficultés dans les démarches avec les travailleurs sociaux...

Soutien à la recherche d'emploi

L'objet de cette structure est d'aider les bénéficiaires dans leurs difficultés personnelles ou administratives et de les accompagner dans la réalisation de leurs projets par l'information, l'écoute et le soutien dans la durée.

Il s'agit donc de favoriser l'insertion, en aidant d'abord les personnes à sortir de leur isolement et en recherchant avec elles, la solution la mieux adaptée à leur situation. Documentation et conseils (CV, lettres de motivation, projet professionnel, préparation des entretiens de recrutements...) sont apportés dans la recherche d'emploi, de formation ou de stages.

Lutte contre l'illettrisme

Les personnes qui fréquentent les Restos peuvent bénéficier d'un soutien actif et adapté dans leur lutte contre l'illettrisme. Dans certains centres nantais, des séances hebdomadaires sont organisées, avec le concours d'un formateur professionnel et d'un bénévole pour permettre à ceux qui le désirent de franchir les premiers pas vers une maîtrise de la langue française, pour une réelle autonomie.

Les jardins du cœur

Les jardins de Coueron, Saint-Nazaire, Saint-Sébastien-sur-Loire, Bouguenais sont en activité toute l'année avec dix personnes en Contrat Emploi Solidarité, encadrées par des bénévoles, pour faciliter le retour à l'emploi. Après ramassage des pommes de terre, cueillette des récoltes, etc, les productions des jardins sont distribuées dans les centres des Restos du département, permettant d'améliorer l'ordinaire en termes de produits frais.

Les Relais bébé

Ils permettent de donner aux bébés l'alimentation spécifique dont ils ont besoin et de chercher, avec les bénéficiaires, la solution la mieux adaptée à leur situation. Toute famille inscrite aux Restos reçoit, pour un enfant de moins de 1 an, le lait, les aliments spécifiques, certains produits d'hygiène, les couches et vêtements nécessaires.

Entre 1 et 2 ans, l'enfant reçoit la même aide alimentaire que les adultes.

2

02/12/00 (10)

« Le rancard de ceux qui n'ont plus rien », lancement de la campagne d'hiver **Les Restos du cœur remettent le couvert**

Pendant quatre mois, les 35 Restos du cœur de Loire-Atlantique vont aider près de 10 000 personnes. L'association lancée par Coluche a besoin de dons financiers, en nature et immobiliers afin de poursuivre son action.

Restaurants du cœur de Nantes, 15^e campagne d'hiver. Et toujours du monde au portillon. À partir d'aujourd'hui et pendant quatre mois, les 35 antennes des « restos » de Loire-Atlantique aideront environ 11 000 personnes en difficulté, distribueront autant de repas chaque jour. Pas n'importe comment de préférence. Aujourd'hui, un barème de points établi en fonction des revenus du bénéficiaire permet d'évaluer les besoins, mais aussi d'équilibrer les repas. Deux points le steak, un point l'œuf, un point la saucisse. Tout est précieux, alors pas question de faire n'importe quoi. Les bénéficiaires, dont les revenus dépassent rarement le RMI, doivent justifier leur situation sociale.

Accessoirement, le système permet de constater que croissance économique et augmentation de la précarité progressent main dans la main. « Les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres » disait la chanson. Une sociologie de la misère ? « Beaucoup de jeunes, largués depuis longtemps. Des anciens aussi, souvent isolés socialement. Et le fond du trou n'est jamais très loin », selon Georges, bénévole à Ancenis. « Une perte d'emploi (qui n'est déjà plus un gage contre la misère), un pépin de santé, une bagnole volée même, ce qui empêche le type d'aller au travail. »

Recherche d'entrepôts

La « bouffe » donc, mais pas seulement. Le millier de bénévoles et la poignée de salariés de l'association lancée par Coluche ne s'arrêtent pas à la distribution de



La campagne d'hiver des Restos du cœur démarre mardi 5 décembre dans toute la France. À Nantes, près de 6 000 personnes bénéficient de leur aide chaque hiver.

denrées alimentaires et de produits d'hygiène. « Si ce n'était plus que ça, je n'y serais plus », résume un bénévole. De fait, les Restos, c'est déjà beaucoup plus que cela. « L'objectif, c'est de donner à manger, mais aussi de discuter et tenter de résoudre les problèmes sociaux. » L'écoute d'abord, comme au coin café « L'Oasis » à Nantes, le gîte grâce au parc de 68 logements gérés par les Toits du cœur, le soutien à la recherche d'emploi, la lutte contre l'illettrisme avec des ate-

liers, les Jardins du cœur, ces chantiers d'insertion qui produisent des légumes ensuite distribués dans les centres d'approvisionnement...

Ces actions sont soutenues par les indispensables et jamais trop nombreux bénévoles. Quant aux financements, ils sont assurés en grande partie par des dons, financiers mais aussi matériels, eux non plus jamais suffisants. Les besoins les plus urgents ? Des camions, des couvertures, des vêtements et, plus difficile à trouver,

des lieux de dépôts et un grand local de stockage pour remplacer l'actuel entrepôt rez-de-chaussée : faute de mécènes, les Restos seront à la rue en avril 2001. À bon entendeur.

Cédric MANÉ.

Pour effectuer des dons ou bénéficier de l'aide des Restos : Restaurants du cœur de Loire-Atlantique, 45 boulevard Gustave-Roch à Nantes, ou 7 bis, rue des Stocks. Tél. 02 40 89 62 29.

George, bénévole : « Être bien dans sa tête »

Bénévole au Resto ? Tout sauf une sinécure. Il y a 15 ans, on accueillait les bénévoles. Aujourd'hui, « on les recrute » dit Annie, de son bureau de la rue Gustave-Roch, à Nantes. Trop de problèmes, trop de personnes « pas faites pour ça ou qui le vivent mal. Il y a toujours quelque chose à faire, mais parfois, rien ne fonctionne. Le bénévolat, cela s'apprend. »

« Il faut déjà être bien dans sa tête », lance George, qui se démène depuis quatre ans à l'antenne d'Ancenis. « Les Restos, c'est une thérapie pour l'autre, pas pour soi-même. » Le travail d'écoute, par exemple, au coin-café de chaque centre, où des gens viennent parler. « On est là pour écouter la personne, éventuellement la guider vers des organismes d'aide, mais

pas pour juger ni donner d'ordre. Juste parler... Certains ne voient jamais personne », soupire George. Parfois, il faut aussi gérer des conflits, surtout le soir et la nuit dans les Camions du cœur où sont distribués des paniers-repas et des boissons chaudes. Là aussi, il faut être solide... Et ce sont les étudiantes bénévoles qui s'en sortent le mieux pour « calmer le jeu ».

Outre la parole, un soutien dans les tâches quotidiennes est nécessaire : les courses, les papiers, le médecin...

Plus que le « rancard » proposé par l'ami Coluche, le bénévole doit désormais soutenir les quelques paumés qu'il croisera forcément. Un vrai métier.

C.M.

Aide alimentaire associative : 25 000 bénéficiaires en Loire-Atlantique

La misère d'un siècle à l'autre

Jean-Pierre Le Crom, chercheur au CNRS, et Jean-Noël Retière, du Centre d'études nantais en sociologie, viennent d'achever un travail de recherche (1) sur les associations produisant aide alimentaire et vestimentaire, des années 1930 à nos jours. La misère est loin d'avoir été éradiquée. Les modes d'assistance, eux, ont changé.

Les années 1930 : le rôle prépondérant des notables. Trois familles d'associations se partagent l'aide vestimentaire et alimentaire à Nantes, dans les années trente, expliquent Jean-Pierre Le Crom et Jean-Noël Retière, deux universitaires nantais qui viennent de mener une recherche sur ce thème. D'abord, les Conférences de Saint-Vincent-de-Paul, « liées à des notables nantais, plutôt conservateurs » ; ensuite l'Œuvre des restaurants à bon marché, animée notamment par des épouses d'industriels nantais (les familles Amieux, Cossé...) ; enfin, le Secours immédiat, des « laïcs, républicains, très proches de la municipalité ».

Une douzaine de restaurants municipaux sont en service dans les années 1930.

Aujourd'hui, le restaurant social Pierre-Landais distribue 50 000 repas par an. Et les Conférences de Saint-Vincent-de-Paul continuent à organiser des solidarités à Nantes.

La guerre : le « Secours national ». Plusieurs associations disparaissent au profit d'une organisation mise en place par Vichy au niveau national et local : le « Secours national ». De leur côté, les restaurants municipaux distribuent 25 000 repas par jour.

L'après-guerre : la création du Secours catholique et du Secours populaire. Pendant les Trente glorieuses, la figure dominante de la personne aidée est une femme seule, souvent veuve, sans activité professionnelle.

« La nouvelle pauvreté »

Le milieu des années 1980 : les Restos du cœur. La demande de nourriture et de vêtements explose



Jean-Pierre Le Crom (à gauche) et Jean-Noël Retière ont planché sur les associations caritatives au cours du siècle à Nantes.

avec « la nouvelle pauvreté ». « C'est un terme que l'on rencontre déjà dans les années 1930 », nuancent Jean-Pierre Le Crom et Jean-Noël Retière. L'aide alimentaire provient notamment des surplus agricoles européens. La Banque alimentaire distribuait 80 tonnes de denrées en 1984 dans le département. Le chiffre grimpe jusqu'à 1400 tonnes en 1998. Les Restos du cœur ont distribué un million de repas en 1998-1999. On considère que 25 000 personnes bénéficient aujourd'hui d'une aide alimentaire associative en Loire-Atlantique.

Les bénévoles : la « relative » démocratisation du recrutement. La création de nouvelles associations s'accompagne de l'évolution du bénévolat. « Les notables n'ont plus le monopole de l'engagement. D'autres catégories sociales leur disputent cette présence, notamment la petite classe moyenne. » Les bénévoles aujourd'hui ? « Des enseignants, des ouvriers. Plutôt des gens diplômés, qui ont un travail. »

L'accès à l'aide, aujourd'hui : des critères « objectifs et bureaucratiques ». Les critères d'accès aux secours ont évolué. « Ils étaient très subjectifs jusqu'aux années 1970. On établissait un « bilan moral ». On privilégiait les « pauvres méritants ». Des personnes dépendantes de l'alcool, « paresseuses », ou même vivant en concubinage, pouvaient être exclues de l'aide. »

Aujourd'hui ? « La légitimité des secours est appréciée sur des critères « objectifs ». On considère les revenus, les catégories : RMiste, adulte handicapé, parent isolé... Des logiques bureaucratiques pénètrent, petit à petit, le monde associatif. » Pour les auteurs de l'enquête, cela témoigne de « la rationalisation du monde. »

Vers la marchandisation. Les associations fonctionnent de plus en plus comme des entreprises, soulignent les deux universitaires. La raison ? « Les surplus agricoles se tarissent, alors que la demande sociale continue à augmenter. Il faut

donc diversifier l'approvisionnement, acheter des produits : pour cela, les Restos du cœur organisent des concerts, avec l'appui des médias. De son côté, la Banque alimentaire vise les denrées gratuites, en travaillant avec les grandes surfaces et les entreprises agroalimentaires. »

Autre phénomène : « Aujourd'hui, pour obtenir des subventions, on compte les heures de bénévolat et on les traduit en francs. Tout cela témoigne d'un phénomène de marchandisation. De son côté, l'État soutient les associations de multiples façons : emplois aidés, défiscalisation des dons... »

Conclusion des auteurs : « L'ampleur de l'aide aujourd'hui montre la faiblesse des minima sociaux. Ceux-ci ne suffisent pas pour survivre. »

Jacques SAYAGH.

(1) En réponse à un appel d'offres du ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Un travail dans le cadre de la Maison des sciences de l'homme Ange-Guepin.

A l'occasion des fêtes de fin d'année, et pour ne pas oublier les « exclus du gâteau » dont parlait Coluche, nous ouvrons une série sur le travail quotidien des Restos du Coeur de Nantes, actifs toute l'année.

La Maraude : un fourgon à la rencontre de « ceux qui ne viennent plus »

Nouveauté des Restos du Coeur cette année, La Maraude apporte soupe et chaleur aux sans-abri qui ne vont plus dans les centres.

La Maraude. Quelques heures passées, de 20 h à minuit, à bord d'un fourgon à l'embranchement défilant qui va à la rencontre des gens de la rue, chaque mercredi depuis fin novembre. Une initiative de Denise, responsable

de l'Oasis (1) et des Cars du Coeur, installés chaque soir d'hiver place de la Petite-Hollande et à Talensac.

« C'est dur. Le premier soir, j'étais mal. On n'a pas vu un chien dehors. Des sans-abri, oui. Ça nous a pris aux tripes », murmure Michel, bénévole aux Cars du Coeur depuis six ans, l'un des premiers à embarquer dans La Maraude, un fourgon blanc qu'il conduit chaque mercredi soir à travers la ville.

« Un jour, explique-t-il, on s'est dit que ce serait peut-être bien d'aller vers ceux qui ne viennent pas, ou plus, aux Cars ou à l'Oasis, d'aller les voir ».

SDF depuis trop longtemps, après une rupture, l'engrenage de l'alcool, ils sont des dizaines qui n'ont plus la force, l'énergie, l'envie de faire autrement, qui dorment dehors, étés comme hiver, à même le sol, sur du béton le plus souvent, celui d'une rue ou d'un hangar à poubelles.

« Certains soirs, pour supporter ça, ils en sont à 5-6 litres », souligne Denise, qui connaît bien les gens de la rue, leur fait la bise, les fait rire ou remonte le col de leur blouson, s'installe sur leurs baluchons sur un bout de trottoir pour parler avec eux, prendre des nouvelles et rendez-vous pour la semaine prochaine. Qu'ils soient là. Pour une soupe de légumes. Deux s'ils veulent. Et des chaussettes avec, si besoin.

« On fait ça sans préention. On ne peut pas faire autre chose pour l'instant. Si un jour, l'un a envie d'aller



Depuis fin novembre et jusqu'au mois d'avril, Alain, Michel, Nadia, Denise... parcourent la ville avec La Maraude, le mercredi soir.

plus loin, nos copains éducateurs les aident à aller vers des structures », ajoute Denise, qui rappelle que « ce n'est pas si simple. Il y a autant de cas que de bonhommes ».

Avec un constat :

« Plus les gens sont décalqués, déphasés, plus ils s'éloignent du centre ville où il y a davantage de zone. Les populations se mélangent mal ».

Seul point commun : « La Journée, ils traînent ou vont se taper la manche devant les magasins ».

Une table jaune dans la nuit

Ce soir-là, pour la quatrième sortie de La Maraude, le fourgon blanc file jusqu'aux quais de l'Erdre. Sous un pont, des hommes ont leurs habitudes.

« Le plus difficile, c'est de les localiser. Ici, on sait qu'il y a Robert », note Michel. Robert n'est pourtant pas là. Seule trace de son passage : ses affaires, pillées derrière un banc.

L'équipe de la Maraude (Nadia, Gishlain, Catherine, Alain, tous des anciens des Cars) jette un œil autour, dans les alentours, et revient

finalement avec un autre homme. Immédiatement, la table en plastique ronde et jaune est sortie du fourgon, deux chaises pliantes aussi. Soupe, Nescafé, yaourts, gateaux, un repas est pris, là, sur les pavés d'un quai, la nuit.

Après une demi-heure, le fourgon repart.

Des couvertures, des mouchoirs (« ça sert de serviette », assure Denise) et un pochon de nourriture sont laissés pour Robert qui n'est toujours pas là.

Plus loin, du côté du rond point de Rennes, Gildas et Thierry cherchent un endroit pour dormir, après avoir été délogés d'un parking par un riverain.

Passer la nuit, tenir jusqu'au lendemain, La Maraude aide aussi à ça. Faire du bien. Nouvelles soupes chaudes, à l'intérieur du camion cette fois, les deux copains connaissent les lieux et Denise, qui plaisante et note dans son cahier « un jean taille 42 pour Titi », à rapporter la prochaine fois.

Et la Maraude repart, en suivant le

Samu social croisé en chemin, qui guide l'équipe vers un homme découvert dans les quartiers Nord, tout juste arrivé, qui devait être hébergé mais les foyers sont complets.

Sous un réverbère, au pied d'immeubles, la table jaune est ressortie. Premier contact. « On parle beaucoup avec eux, c'est important. On essaye de guider certains, ceux qui sont dans la rue depuis peu, vers des structures, on leur propose des démarches », précise Michel. Pour Dédé, une cinquantaine d'années, c'est sans doute trop tard. Trop de galère et la maladie en plus.

Dans un coin, à Talensac, son pied dépasse d'un carton. C'est là qu'il dort tous les soirs. Pas la peine de le réveiller.

Denise pose délicatement une couverture sur lui. Dernière image. Ce pied qui dépasse.

Sarah Guillbaud

(1) Nos éditions du samedi 2 décembre. Demain : Les centres de distribution de Dalby et de Gustave Roch.

PO 26.12.00

2- Dans les centres nantais de distribution alimentaire : « on privilégie l'accueil et l'écoute »

Les deux centres de distribution nantais, Dalby et Gustave Roch, ne désempissent pas, sur-tout l'hiver. Deux fois par semaine, les bénéficiaires viennent s'y approvisionner. Selon le principe du libre choix des aliments.

Nantes... « Les gens qui viennent ici doivent d'abord s'inscrire. Ensuite, ils sont accueillis par une hôtesse à l'entrée pour le pointage des cartes. Après, ils peuvent circuler entre les tables ». Tout à son affaire, Jean-Paul pourrait expliquer pendant des heures le fonctionnement du centre de distribution de Gustave Roch, dont il est responsable. Il invite d'ailleurs à un petit tour des lieux, où 45 bénévoles s'activent « presque toute l'année ».

Dans la grande salle où sont disposés les aliments, sur des tréteaux comme sur les marchés, des Rmistes, des jeunes de 18-25 ans sans revenu, des bénéficiaires des Assedic et des familles étrangères en attente de régularisation, viennent s'approvisionner. Pommes de terre, pamplemousses, carottes, brocolis, oranges, lait, pain, légumes secs, viande, poisson, œufs, brioches, chocolat, yaourts... leur sont proposés ce jour-là. « Comme ils viennent deux fois par semaine, on essaye de varier les aliments, selon ce que l'on reçoit du centre d'approvisionnement de Rezé ou des grandes surfaces de l'agglomération. Les produits sont exposés, les gens peuvent se déterminer ».

C'est le principe du libre choix, volonté des Restos du Coeur de « distribuer autrement », pour permettre aux

personnes de garder ou de retrouver leur autonomie, premier pas vers l'insertion. Un peu plus loin, dans la salle d'à côté, entre relais bébé et les vestiaires, quelques personnes attendent pour la distribution de produits d'hygiène et d'entretien. Savons, shampoing, produits vaisselle... sont ici attribués selon les besoins. À la cafétéria, petite pause après les provisions : « Les gens finissent par se connaître, ils discutent en prenant un café avant de rentrer chez eux ». Autour d'eux, les bénévoles sont là, pour l'écoute et des conseils en tout genre, toujours disponibles, souriants, très accueillants.

1200 repas par jour

À Dalby, rue des Stocks, l'ambiance est identique, plus bruyante, les services étant regroupés dans une grande salle. Aux murs, les mêmes photos de Coluche et des pancartes explicatives : « œufs = protéines », « compléments alimentaires », « rayon poissonnier ».

Devant les tréteaux de bois, la file d'attente est longue. Au milieu de la pièce, autour des tables, un jeune homme mange une part de gâteau, une dame avale un café, une maman berce son bébé. Dans ce joyeux brouhaha, retentit soudain le long rire de Patricia, responsable du centre depuis 6 ans : Maria, l'espagnole, fait son numéro, cherche à emporter le même jour, les deux colls repas auxquels elle a le droit parce qu'elle ne peut pas venir le vendredi, elle va chez le docteur. Elle en rajoute, joue sur l'accent, le sketch amuse la galerie.

C'est parti pour la rigolade qui fait un peu oublier la réa-



À Dalby, les 70 bénévoles ont déjà constaté une hausse de la fréquentation de 31 % par rapport à l'an dernier.

lité : « l'embellie économique a profité à des gens qui ne sont plus ici cette année parce qu'ils ont trouvé du travail ».

Mais, parallèlement, la population d'étrangers, venus notamment d'Arménie, du Kosovo, de Centree Afrique et de l'Albanie, a augmenté.

Ils ont une carte de séjour provisoire, pas droit au RMI ni aux allocations, et ne peuvent pas travailler », explique Patricia qui a constaté, les quinze premiers jours de décembre, une hausse de la fréquentation de 31 % par rapport à l'an dernier.

En moyenne, 1 200 repas sont ainsi distribués quatre

jours par semaine. Mais, « on n'est pas que des donneurs de bouffe, rappelle Patricia, on privilégie l'accueil et l'écoute ». Une dame s'approche justement, pour son neveu, « il n'a

pas fait ses papiers, il n'a rien, il ne touche rien du tout ». Un bénévole prend le relais.

Sarah Guilbaud
A suivre : 3 - les bénévoles.

PO 27.12.00

3- Étudiants, salariés, retraités, anciens de la rue : l'accueil, le rire et la chaleur des bénévoles

Ils sont là régulièrement, parfois tous les jours, qui donnent de leur temps gratuitement et avec enthousiasme, été comme hiver. Ces bénévoles ont chacun leurs raisons, leurs motivations. Tout le monde y trouve son compte. Il suffit de les écouter.

Aux Restos du Cœur, beaucoup disent qu'ils ne pourraient plus vivre autrement, sans venir, qu'ils ne changeraient pour rien au monde. Annie, par exemple, est tombée dedans : « J'avais du temps libre, je cherchais du contact, je me suis proposée ».

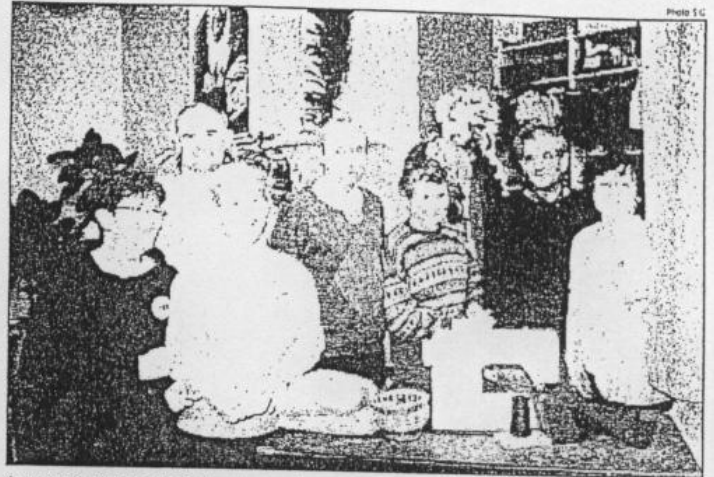
Bénévole depuis sept ans, elle ne se lasse pas du temps qu'elle passe dans les Cars du Cœurs, les soirs d'hiver, place de la Petite Hollande ou au marché de Talensac. « Quand on arrive avec le car à 20 h, les gens sont là. Ils attendent. Une soupe, un café, un sandwich... Ils viennent parler surtout. Ceux que l'on connaît bien restent parfois deux heures. Ils nous disent qu'ils cherchent des squatts ou des couvertures, ils nous racontent un peu leur vie », explique-t-elle. Seule condition à ce bénévolat : « Il faut avoir les reins solides. Certains jours, avant de partir, on n'a pas toujours envie

de faire face à tout ça. Il y a déjà les enfants, les petits-enfants. Et puis, finalement, quand on arrive, on est content d'être là. A cause de l'équipe ».

Faire sourire les gens
De l'Oasis aux centres de distribution de Dalby et de Gustave Roch, l'équipe, ce sont des gens de tous âges, de tous milieux, de toutes professions, parfois sans, comme ces anciens de la rue qui, aux côtés des étudiants, servent une soupe ou distribuent des aliments, sans se juger et entre deux éclats de rire.

« C'est important de rigoler et de faire sourire les gens », explique Steve, présent quatre jours par semaine, toute l'année, à Dalby. Derrière le rire, rien ne lui échappe. Comme ces deux jeunes, 17 et 20 ans, venus dernièrement chercher à manger : « Ils étaient trempés. Ils avaient passé deux jours dehors. La fille était enceinte. On leur a donné des vêtements avant d'apporter le Samu social qui leur a trouvé un logement ».

Ainsi sont les bénévoles. Peu importe leur histoire, leurs motivations ou la part de hasard, ils sont là. Comme cet agent de sécurité qui travaille de nuit et vient le jour à Dalby. Comme Michel, fonctionnaire à la SNCF, qui parcourt la ville à bord de La Maraude le mercredi soir. Comme Jacques, ancien salarié de Presse-Océan, aujourd'hui retraité et coiffeur



Au centre de distribution de Gustave Roch : petite pause-photo autour de la machine à coudre.

à Gustave Roch. Huguette, elle, pour la 12e année, s'occupe de la réparation, de la couture et de l'entretien des vestiaires - tandis que Jeannette s'active du côté de la cafétéria. C'est là que Jean-Claude, également retraité, fait une pause : « Je cherchais une occupation. Maintenant, je suis à la chaîne », plaisante-t-il, en évoquant les aliments qu'il distribue. **Le regard des autres**
La plaisanterie. C'est le bon côté

des choses, palpable, ce que l'on voit, la bonne humeur, ce que l'on entend, le long rire de Patricia à Dalby, celui de Denise à l'Oasis. Au-delà de la fatigue. Au milieu d'un brouhaha permanent, des bénévoles qui font la vaisselle, essuient une table, stockent marchandises et vêtements, passent un balai, accueillent un bébé, orientent les parents, conseillent pour les démarches administratives. Le reste, c'est la misère d'un

RMI, 2 245 F par mois. La gêne de ceux qui viennent remplir leur sac de provisions. « La peur du regard des autres » de ceux qui dorment dans la rue : « Ça fait un coup à l'estomac. Certains sont vraiment décrochés », observe Alain, membre de La Maraude. « C'est pour ça, pour tenir le coup, on a tous besoin de rire ».

Sarah Guilbaud

A suivre : L'atelier contre l'illettrisme.

90 28.12.00

Le réveillon des sans-abri

Offrir un « vrai réveillon » aux plus démunis, telle était la devise de la soirée. Pari tenu pour les organisateurs, pour le plus grand plaisir des convives.

L'association L'Abri, en partenariat avec les services publics, a mis à l'honneur les plus défavorisés en organisant une véri-

table soirée festive pour la nouvelle année. La Maison des Associations, dans le quartier Zola, a été le lieu de cet élan du cœur. Quelques 200 personnes étaient réunies pour cette soirée placée sous le signe de l'exception.

Tous les ingrédients des festivités étaient présents pour « offrir un vrai réveillon digne de ceux généralement préparés à cette oc-

casion », soulignait Christophe Nadal, bénévole de L'Abri. Et des bénévoles il y en avait, environ une quarantaine, tous au service de la réussite de la soirée.

Ce repas de fête comprenait aussi bien le service en salle, des animations tout au long du dîner (tombo-la, musique, shows) qu'un bal servi par un

orchestre.

Dans la bonne humeur ambiante, une bénévole résume simplement l'esprit de ce rendez-vous désormais traditionnel à Nantes : « que les gens soient mis en valeur et que la main droite n'oublie pas la main gauche ».

À l'image d'Olivier, 25 ans, un SDF pour l'instant hébergé par un ami, les plus démunis se réjouissaient de cette attention : « c'est une soirée à marquer pour tous et c'est aussi l'occasion de retrouver des gens que tu connais ». Jean Marc Ayrault, le maire de Nantes s'est également joint à la fête.

À l'invitation de l'un des organisateurs, il a d'ailleurs adressé quelques mots aux convives, appelant notamment à « un réveillon de fraternité » et invitant les participants à ce réveillon à se joindre, ensuite, aux festivités organisées dans le centre ville.



Patrick Garçon

La convivialité s'est imposée tout au long de la soirée

JAND

PO 2.01.01

Secours d'urgence et accueil des défavorisés : la Croix-Rouge présente sur tous les fronts

En Loire-Atlantique, la Croix-Rouge compte treize délégations qui œuvrent sur le terrain, au service des plus démunis.

Nantes. - En Loire-Atlantique, plusieurs établissements s'investissent et soignent les populations les plus vulnérables, dans des situations de crise et d'exclusion.

Le centre maternel Saint-Luc de Nantes peut accueillir 96 jeunes femmes accompagnées d'enfants de moins de 3 ans avec un accueil allant de quelques jours à deux ans. La crèche, quant à elle, peut recevoir 60 enfants. Le Relais parental, le centre d'aides soignants de Nantes et le centre de formation professionnelle contribuent aussi aux actions de solidarité.

Quarante missions
Treize délégations sont opérationnelles en Loire-Atlantique.

Celle de Nantes, avec un effectif de 126 personnes, est la plus importante. Saint-Nazaire (103) et Machecoul (93) sont remarquées pour leur dynamisme. Sud-Agglomération, avec 7 missions sociales, et les 11 missions sociales de Blain sont aussi particulièrement sollicités. Ancenis se consacre principalement au secourisme tandis que Nozay et Guéméné sont disponibles pour aider les autres délégations.

Châteaubriant, Savenay et Côte de Jade se partagent entre les opérations « vestiaires », l'alimentaire et le secourisme. Pontchâteau et Palmbeuf assurent les missions classiques.

Le RAD 44 (ressources, approvisionnement et distribution) est chargé de la logistique au profit de toutes les délégations, des sections de Guérande et d'Orvault et à l'égard de 14 autres associations caritatives. Et le colonel Pierre Jaunasse de préciser : « La Croix-



Photo Robert Cibron

Pierre Jaunasse, président de la délégation régionale de la Croix-Rouge.

Rouge, à l'échelon national, peut remplir 60 missions. Nous en pratiquons 40 ».

Hôtel social à Nantes
La délégation départementale s'est considérablement développée avec 76 personnes :

des spécialistes en assurance, baby-sitting, bâtiment, jeunesse, droit humanitaire, finance, droit, santé...

Avec ses 462 secouristes, 38 véhicules, 265 postes de secours, 47 moniteurs et instructeurs, 190 personnes formées au soutien « psy », 475 reçus à la formation premier secours... la délégation départementale témoigne de sa vitalité.

Son président évoque les projets en cours dont « la création d'un second relais parental à Saint-Nazaire, un hôtel social à Nantes jour et nuit comportant 12 places et ouvert 24 heures/24, une section antenne dans le vignoble, la création d'une formation « famille » en 250 heures par notre école d'aides soignants, un centre de soins palliatifs font l'objet d'une réflexion approfondie par nos instances départementales ».

Quelques développements sont aussi envisagés comme

« l'aide au déménagement des nécessiteux, des opérations vidégreniers ».

Un héritage

C'est Henry Dunant qui crée, en 1863 avec quatre de ses amis, une commission qui allait préfigurer l'actuel comité international. La même année, il obtient la réunion d'une conférence internationale où les 14 pays participants décident de fonder des comités de secours. Créé en 1863, le comité international de la Croix-Rouge prend cette dénomination en 1883.

Institution privée, indépendante et apolitique, le CICR à son siège à Genève en Suisse. Il agit en qualité d'intermédiaire neutre sur le plan humanitaire lors de conflits internationaux, de guerres civiles et de tensions internes. À Nantes, la délégation de la Croix-Rouge revendique fièrement cet héritage avec ses 2 000 adhérents.

Robert Cibron

PO 16.01.01.

Une nouvelle ère s'ouvre au Centre communal d'action sociale

Le CCAS en pleine mutation

Le Centre communal d'action sociale, qui s'adresse à des publics fragilisés, connaît en cette année 2001 une mutation profonde.

2001 marque un nouveau siècle et un nouveau millénaire. C'est une année charnière sur le calendrier. Au Centre communal d'action sociale, pour les quelque 500 salariés, le changement ne se limitera pas au symbole. Un vaste chantier élaboré, conçu et entrepris l'année dernière entrera en 2001 dans sa phase terminale. « Le CCAS ouvre une nouvelle page de son histoire », a souligné Joël Guist'hau, son directeur, à l'occasion de la traditionnelle cérémonie des vœux.

En quelques mois, toute l'organisation du CCAS a été revue et, en parallèle, les 35 heures ont été introduites. Le personnel a émis des réserves, voire des craintes, face à un chamboulement interne que Joël Guist'hau estime indispensable pour répondre à trois objectifs principaux : « 1. Améliorer la qualité du service aux usagers. Ces derniers, par exemple, se perdent trop souvent dans les couloirs. 2. Améliorer les conditions de travail du personnel par le biais de la réduction du temps de travail. 3. Simplifier et rendre plus efficaces les procédures de gestion. »

Au final, le CCAS aura effectué une vraie mue. En particulier une soixantaine d'agents du siège social verront leur fonction évoluer; parfois, ils changeront même de métiers.

« Les risques d'exclusion croissent »

Pour répondre à ces défis et dans le cadre des 35 heures, des embauches ont eu lieu. « 66 postes supplémentaires ont été créés, dont 15 dans le secteur d'insertion, 19 dans les foyers logements, 16 dans les Mapad (maisons de retraite) et



La réorganisation et la réduction du temps de travail ont abouti à la création de 66 postes supplémentaires.

7 pour les sites DPA (personnes âgées) ».

Le Centre communal d'action sociale (budget total, 170 millions de francs) œuvre en faveur « de publics fragilisés, manquant de reconnaissance sociale, souffrant d'isolement », selon la propre définition de Jean-Marc Ayrault, député-maire de Nantes et président du CCAS. Dans ce contexte, la réorganisation doit permettre notamment un meilleur accueil et une présence accrue dans les quartiers. Elle est aussi en phase avec la loi de 1998 contre les exclusions.

Malgré l'amélioration des statistiques concernant le chômage, l'exclusion perdurera. « La société change et change très vite. 40 %

des logements à Nantes sont occupés par des personnes seules, le nombre de personnes âgées (on compte 50 000 retraités à Nantes) augmente fortement, le monde du travail tend à se précariser, à se féminiser... Face à de tels bouleversements, commente Jean-Marc Ayrault, nous savons que les repères s'estompent et que les risques d'exclusion croissent. » Bref, le rôle du CCAS n'est pas prêt de se réduire !

Philippe GAMBERT.

Comme il est de coutume, la cérémonie des vœux a été clôturée par la remise de récompenses.

Médailles de vermeil à Monique Bessin, Françoise Doucet, Dominique Gicqueau, René Martin. Médailles d'argent à Brigitte Audrain, Annie Bataille, Marylène Bossard, Hubert Boucard, Gilberte Bourdon, Odile Breheret, Marie-Françoise Coader, Blanche Grand, Françoise Esseau, Christian Francineau, Françoise Guillard, Jacky Guenet, Jean-Paul Guiton, Thérèse Landais, Marie-Jeanne Landry, Ghislaine Leroux, Roïande Meillerais, Dominique Pineau, Josée Torre.

La réorganisation entraînera une modification de l'accueil et des horaires des services ouverts au public à compter du 6 février.

OK 23-01-01

Les services du Centre communal d'action sociale sont réorganisés

« Plus de proximité au CCAS »

Le Centre communal d'action sociale a profité de l'aménagement de la réduction du temps de travail pour réorganiser ses services. La Direction des personnes âgées (DPA) et celle de l'action sociale et d'insertion (Dasi) offriront des prestations plus accessibles et « territorialisées ».

Depuis ce mardi matin, le personnel du siège de Centre communal d'action sociale (CCAS) inaugure la réorganisation de ses services. Après deux ans de réflexion et deux jours de travaux, l'organisme public a profité de la mise en place de la réduction du temps de travail, le 1^{er} janvier, pour se restructurer. « Contrairement à une ancienne logique verticale des services et prestations, le CCAS a été reconstruit sur deux grands axes : l'amélioration par la simplification de l'accueil avec les équipes multiprestations et la logique de territorialisation des interventions », explique Alain Robert, adjoint à la solidarité de la ville de Nantes.

Désormais, les personnes âgées et leurs familles sont accueillies à l'entrée unique « Nantes Entour'âge » du CCAS, 12 rue Léopold-Cassegrain. Elles seront renseignées sur toutes les prestations offertes par le CCAS

et hors CCAS. L'accueil grand public, concernant toutes demandes sociales, se fait toujours à l'entrée principale, 1, place Saint-Similien. En outre, chacun de ces deux grands domaines d'interventions n'est plus divisé par services. « L'amélioration de l'accueil est très importante, précise Joël Guist'hau, directeur du CCAS. D'une manière générale, les deux réseaux d'accueil sont conçus sur le mode d'un guichet unique, pour cibler la demande. L'agent vient ensuite chercher le prestataire. Ce dernier n'a plus à faire le tour des bureaux. » Un agent mobile peut accompagner chacun dans ses démarches. Cet esprit d'accessibilité a également conduit au regroupement des équipes de quartiers sur les étages 4 et 5.

Une équipe par secteur

La refonte du CCAS passe surtout par une restructuration interne et globale des services, placée sous les élan de la « territorialisation ». Les agents sont regroupés dans une équipe, qui se charge d'un seul secteur. « Nous souhaitons ancrer nos interventions dans les quartiers, en créant des secteurs dans les deux grands pôles, personnes âgées et Nantais en difficulté, précise Joël

Guist'hau. Cette approche nous permet de prendre en compte l'environnement des personnes, et d'être plus proche du réseau de partenariat des quartiers. »

La nouvelle direction des personnes âgées (DPA) est divisée en trois secteurs, regroupant chacun trois ou quatre quartiers. « La répartition, secteurs nord-ouest, est et centre-sud, est issue d'études démographiques superposées aux sept sites, restaurants-clubs et foyers d'hébergement repérés à Nantes », explique Joël Guist'hau.

Concernant la Direction action sociale et insertion (Dasi), la restructuration interne est toute autre. La Dasi, qui a pour mission de gérer le dispositif d'aides aux Nantais en difficulté, a calqué sa sectorisation sur les quatre commissions locales d'insertion (Cli). Elles sont le découpage de l'action sociale départementale. Aux quatre Cli nantais correspondent ainsi quatre équipes de secteur : secteur nord pour la Cli 1, secteur ouest pour la Cli 2, secteur est pour la Cli 3 et secteur centre sud pour la Cli 4.

Peut-on imaginer des antennes du CCAS dans les quartiers ? « Nous devons déjà enraciner le dispositif au siège » répond Joël Guist'hau.



Joël Guist'hau, directeur du CCAS, présente la restructuration des services.

OK 6.02.01

La Croix Rouge étudie l'implantation d'un hôtel social à Nantes

De nouveaux locaux pour la Croix Rouge vont s'ouvrir en Loire-Atlantique et en Vendée. Les demandes d'aides financières affluent.

Il est dans les cartons, dans les grands projets de la Croix-Rouge au niveau régional et est prévu à l'horizon 2002, 2003.

Ce projet concerne l'implantation d'un hôtel social, fonctionnant 24 heures sur 24, 365 jours par an et pouvant ainsi recevoir des personnes en difficulté. Il serait basé à Nantes. Un couple expérimenté en vue de l'exploitation a déjà été trouvé. C'est lors d'une petite galette des rois, dans les locaux de la Croix-Rouge, place Sophie Trébuchet à Nantes, que cette déclaration a été faite lundi soir. Dans une ambiance toujours aussi chaleureuse, où l'on retrouvait une bonne partie des bénévoles qui agissent dans l'ombre au fil des ans, le Colonel Jaunasse, président départemental et régional ainsi que Henri Longuemard, le président local, ont dressé un bilan dans lequel il apparaît que le nombre de demandeurs d'aides est malheureusement toujours en augmentation.

En pays de la Loire

Avec ses deux mille adhérents, dont 1 150 volontaires et 107 salariés, la Loire-Atlantique compte implanter deux nouvelles antennes en cette année 2001 ; l'une au nord du département qui dépendra de la délégation de Saint-Nazaire

En l'an 2000, rien que sur Nantes, 517 familles ont été secourues

(au sud de la Presqu'île guérandaise) et l'autre dans la vignoble nantais. Le Conseil général a également proposé d'aider la Croix Rouge afin



Le colonel Jaunasse, président départemental et régional auprès de M. Henri Longuemard, président de la Croix Rouge. - Nous sommes consternés de voir l'augmentation du nombre de demandeurs d'aides que nous avons eu cette année -

d'ouvrir un relais parental à Saint-Nazaire comme il en existe un sur Nantes. Cette structure accueillera douze enfants de 0 à 11 ans et nécessitera douze salariés. A Nantes (voir plus loin), un nouveau local devrait voir le jour. Le département de Vendée se caractérise par l'installation d'un nouveau siège départemental à la Roche-sur-Yon, l'implantation d'une sixième délégation locale aux Herbiers (en cours) et, à l'horizon de 2003, d'une septième à Montaigu. La Sarthe, qui a connu de sérieux problèmes au début de l'année 2000 avec l'incendie criminel de son Ecole d'infirmières devrait pouvoir reconstruire cette année, les assurances ayant donné leur feu vert. En Maine-et-Loire, à Angers, le cabinet gratuit bucco-dentaire pour les SDF et les sortis de prison, enregistré une très belle réussite depuis son

ouverture l'an dernier. Seize dentistes se succèdent trois jours par semaine. Enfin en Mayenne, le Service accueil orientation (S.A.O.) de Laval a été renforcé et fonctionne désormais avec deux salariés et quatre bénévoles dont deux médecins. Pour le second semestre 2001, une journée régionale de la Croix Rouge est prévue à Laval.

Un nouveau local à Nantes

En plus des locaux actuels de la place Sophie Trébuchet, l'achat et l'aménagement d'un nouveau local au 51 bis rue de la Moissonnière est en cours. On y trouvera une boutique de vêtements, une zone de stockage au rez-de chaussé. Des cours d'alphabétisation, de secourisme, de couture et de maîtrise de budget seront assurés au premier étage de ce futur local entièrement financé par deux legs de M. Delestre

et de Melle Franco.

Au registre des bilans de l'année écoulée, « nous avons reçu 3 117 familles ce qui représente des aides pour 9 800 personnes » a souligné Henri Longuemard. « Nous avons également accordé des aides se montant à 250 000 francs (pour 517 familles) sous forme de chèques remis aux débiteurs ainsi que des tickets services. A cela, il faut ajouter 46 000 francs de dépenses courants, des tickets de transports aux photos d'identité », 2500 jouets ont été recueillis pour les enfants de 2 à 12 ans. Quatorze détenus de la maison d'arrêt ont également pu bénéficier d'un colis de Noël grâce à la Croix Rouge. Des bénévoles sont aussi intervenus sur la marée noire, la tempête et les inondations.

La Croix Rouge, 13 place Sophie-Trébuchet 44 000 Nantes, ouvert de 14 h à 17 h 30.

Ro 10.02.01

Un nouvel accès au Centre Communal d'Action Sociale

Pour faciliter l'accès à ses services et simplifier les démarches, deux espaces d'accueil sont maintenant à disposition du public au Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S) de Nantes : l'accueil d'action sociale et d'insertion (1 bis place St Emilien) et l'accueil des personnes âgées (12 rue Léopold Cassegrain).

Désormais, en arrivant au C.C.A.S, quelque soit l'aide ou le service recherché, une équipe d'accueil spécialisée oriente vers l'un des interlocuteurs en charge de votre quartier d'habitation qui suivra dorénavant votre dossier.

- Cette restructuration importante vise à la territorialisation des interventions afin de permettre une meilleure proximité avec l'usager puisque son dossier sera étudié par les mêmes personnes, favorisant ainsi la rapidité des démarches pour un meilleur suivi - explique le directeur général du C.C.A.S, Joël

Guist'hau.

Ainsi, la direction action sociale et insertion (D.A.S.I.), gérant le dispositif municipal d'aide au public nantais en



« Favoriser l'accueil est la première étape pour une plus grande qualité d'intervention »

difficulté se voit divisé en quatre secteurs composés chacun de 3 à 4 quartiers de la ville, et la direction des personnes âgées (D.P.A) dont la mission est d'aider cette population au mieux de leur âge et de leur vieillissement en trois secteurs géographiques. Il n'est cependant pas encore question de délocalisation en petites cellules autonomes dans les différents secteurs, la priorité étant au préalable de poser l'organisation du nouveau système.

Cette restructuration globale visant à développer la qualité du service et être véritablement à l'écoute du public, devrait permettre, selon l'avis de monsieur Guist'hau, la création d'une soixantaine d'emplois pour sa mise en place, et pour permettre une meilleure prise en compte des besoins.

C'est le cas notamment des secteurs D.A.S.I (une quinzaine de postes pour une meilleure prise en charge des bénéficiaires du R.M.I) et des foyers-logements.

P0 12.02.01.

L'Hebdo de Nantes 14/02/2001

Samu social : bientôt dix ans...

Le samu social, Service ambulatoire d'urgence sociale, a été créé en 1993. Les exclus étaient jusqu'alors considérés comme des délinquants. Ils commettaient « des délits de vagabondage et de mendicité ».

A l'instar du Samu médical, le Samu social a été créé sous l'impulsion de Xavier Emmanuelli avec le soutien de Jacques Chirac. Il a pour vocation d'être un dispositif d'intervention d'urgence et d'aller à la rencontre des personnes qui en sont réduites au stade de la simple survie. C'est une cellule de veille et d'urgence avec un numéro d'appel (le 115) et des équipes mobiles, composées d'infirmiers et de travailleurs sociaux. Il existe actuellement 45 Samu sociaux en France. Le Samu social nantais est subventionné par la Direction des Affaires Sanitaires et

sociales (DASS), la Direction des Interventions Sanitaires et Sociales (DISS), la municipalité et la SNCF. Au début, Angelo Héri était seul. Le samu social, dans les textes, ne doit prendre en charge les personnes que pour une nuit. Ensuite, c'est à la Coordination Accueil et Orientation (CAO) de prendre la relève. Dans les faits, pourtant, les sollicitations toujours plus nombreuses, compliquent les choses.

Les effectifs du Samu social nantais doivent augmenter pour pouvoir satisfaire plus de demandes. Aujourd'hui, ils sont cinq éducateurs et infirmiers à temps plein et une infirmière détachée de l'hôpital à temps partiel à sillonner les rues nantaises. Le budget, lui, n'a pas changé : cinq millions de francs pour Nantes, comme l'année passée.

Une journée dans la vie du Samu social...

La détresse, la misère au quotidien, au Samu social, on connaît... Mais d'un mois à l'autre, d'une année à l'autre, les situations changent. Alors on s'adapte. Il y avait, il y a toujours ceux que la société oublie en chemin. Paumés, démunis, seuls, jeunes ou vieux. Mais il y a aussi désormais -et de plus en plus- ces familles venues d'ailleurs échouées dans la ville. Elles, il faut les aider à survivre...

Le minuscule local du samu social, coincé entre les locaux de la police municipale et la gare SNCF Nord, est plutôt difficile à trouver. A l'intérieur, Quelques chaises, un ordinateur bien caché sous un tas de papiers, des téléphones, une cafetière... Au mur, des numéros, adresses utiles... Un lieu qui prête à l'intimité. Si on se faisait un petit café ?

Ce matin, avant même d'ouvrir les portes du petit local prêt par la SNCF, Angelo, éducateur et fondateur du samu social nantais a essayé de réveiller un homme dans le hall de la gare nord. Celui-ci n'a pas voulu (pas pu ?) se lever. Alors Angelo ne l'a pas forcé. C'est un policier qui l'amène. Il est 10 heures. Cet homme s'assied péniblement sur une chaise. Il semble avoir bu. Il ne sait ni ce qu'est le samu social, ni qu'il est à Nantes. Il doit avoir trente-cinq ans environ. Ses yeux fuient et se perdent, mais il est là et parle de lui. Il a fait un séjour de 11 ans dans un hôpital psychiatrique de Toulouse et a été libre de partir. Angelo préfère vérifier. Au cas où... L'homme a bien quitté le service il y a quelques jours et n'avait pas besoin d'autorisation pour le faire. Le secrétaire n'en dit pas plus. Il re-

Le « p'tit père » qui était venu « nettoyer les lieux » nantais commençait à être fatigué...

turnait à Toulouse quand les contrôleurs SNCF l'ont prié de descendre du train, faute de billet. Et puis voilà qu'il se met à évoquer ces voix qu'il entend. Cette fois, il est ailleurs, plus vraiment avec nous. Ces voix qui l'obligent à faire certaines choses. On ne peut s'empêcher tout à coup de regarder aussi ses mains qui cherchent à sortir de son emballage un rasoir tout neuf. Et puis on espère que c'est bien nous qu'il écoute en ce moment. L'état d'ébriété avancé de cet homme égaré ne permet pas à Angelo de l'amener aux urgences psychiatriques. On l'oriente vers la maison d'accueil la plus proche. Là, il peut boire un bon café, se laver et surtout se reposer. Et puis, il rappellera ce soir. Les collègues de l'équipe du soir essaie-

ront de trouver une solution pour la nuit.

Aujourd'hui, Angelo est tout seul. Il sait ce que c'est, il l'a été pendant longtemps. Seulement les choses ont changé depuis 1993, année de la mise en place à Nantes du samu social. Aujourd'hui, l'équipe a surtout à faire à des familles étrangères, sans statut et sans ressources. Et elles sont nombreuses : vingt-deux à ce jour, soit plus de trente enfants. Certaines d'entre elles sont logées à Saint Sébastien, dans un hôtel. Souvent, elles n'ont pas de voitures. Alors Angelo va les chercher. Pendant parfois plus d'un mois, elles séjournent là, sans pouvoir donner de biberon chaud à leur bébé. Sans non plus pouvoir s'offrir de taxi pour aller chez le médecin. Heureusement, la kangoo du Samu social est là, et elle démarre au quart de tour ! Finalement, on ne va pas à l'hôtel voir les familles.

Un « p'tit père », comme l'appelle affectueusement Angelo, nous attend dans les locaux des services sociaux du sillon de Bretagne. Un trajet haut en couleurs ! Cigarette dans une main, téléphone dans l'autre, un levier de vitesse entre les deux... Les virages sont quelque peu difficiles à négocier ! Mais on arrive enfin. Le téléphone sonne à nouveau : « Samu social, bonjour... » Et derrière la porte vitrée, le « p'tit père » se retourne et m'interroge du regard. Est-ce que c'est avec nous qu'il va repartir ? Ils sont trois à l'intérieur du bureau : l'assistante sociale, souriante et comme soulagée, la femme qui l'a trouvé dans le hall de son HLM et cet homme qu'on prendrait pour un enfant. Sa carte d'assuré social commence à jaunir. Elle date de 1996. Il n'a aucun autre papier sur lui, prétend avoir été volé. Aimerais se raser parce que « ça fait drôle » et puis dormir un peu aussi, parce que depuis six ou sept jours qu'il est à Nantes, il n'a pas chômé. Nantes est la dernière ville embouteillée qu'il ait à « traiter ». Il est venu pour « nettoyer les lieux » et faciliter l'accès au paradis. Avant qu'on lui demande pourquoi il était venu à Nantes, notre p'tit père était cohérent, gentil, poli... Fragile (des) équilibre. Il a soixante et un ans. Il sera difficile de lui trouver une place. « Heureusement », les urgences psychiatriques vont s'occuper de lui. Le chemin qui mène à la kangoo

est long et il a beau se réjouir à l'idée de monter à son bord, sa jambe a du mal à le suivre. Il est midi. Les gens n'avancent pas. Et on nous attend à l'Hôtel de Saint Sébastien.

Là-bas, une famille a réussi à se procurer un frigidaire pendant la nuit. Une autre des plaques électriques. C'est interdit. Ces familles se sont engagées à accepter certaines conditions. Il faut aller le leur rappeler. Ca n'est pas très agréable.

La plupart du temps, elles ne parlent pas un mot de français, ne savent pas comment elles sont arrivées ici. Et pourtant elles sont là. Avec des enfants. A Nantes, il n'existe pas de structure spécifique pour ce genre de cas. Alors le samu social a dû « négocier » avec différents hôtels. Vingt-deux familles sont actuellement hébergées pour des durées plus ou moins longues (parfois jusqu'à sept à huit mois), le temps pour elle d'obtenir un statut, l'asile politique et de pouvoir chercher du travail. Et de devenir enfin quelqu'un. La facture, c'est l'état qui la règle. Les personnes qu'on est venues voir ne sont pas là. Au moins, on va pouvoir remplir « les bons » pour le mois prochain. En général, les hôteliers sont payés dans les temps. Apparemment ici, tout se passe bien. Les enfants sont sages et il n'y a pas de problème particu-

Le squatt étant devenu « trop chaud », les jeunes gens vont passer la nuit dehors...

lier. Ils doivent être sortis faire des courses. Tanpis, l'équipe du soir reviendra plus tard, ils seront peut-être rentrés. On va pouvoir prendre le temps de déjeuner. Angelo a une voix chaude. Grand, typé italien, il a une moustache dont il est assez fier, un teint mat et un visage rassurant. Un petit tour du côté de la gare.

Des mains qui se tendent. Ici, le visage d'Angelo n'est pas inconnu. « Salut Angelo, alors, quoi de neuf ? » Et puis trois jeunes gens, au fond, assis sur des duvets, on est parti du squatt parce que ça commençait à devenir chaud... » Angelo leur répond que non, qu'ils pensent à demander aux collègues ce soir, on ne sait jamais... Le jeune homme la remercie quand même, lui sourit. La jeune fille a mon âge. Elle a un visage triste. Je suis déçu. Angelo ne leur a pas vraiment laissé d'espoir. Je suis donc un peu surprise quand il me dit quelques minutes plus tard : « Tu viens, on va chercher des duvets. Normalement, il y en a dix qui m'attendent rue Alfred... » Ravie, je remonte donc dans la voiture bleu nuit. Pas de chance. L'homme qui les avait mis de côté n'est pas là. Et il

est injoignable. Rien non plus aux restos du cœur. Une ambiance particulière. Je ne voyais pas ça comme ça. Un petit coin chaleureux avec des fauteuils confortables, des bouquins... Un bar, des tables en bois... Des bénévoles souriants qui commencent à préparer les tables et nous servent un jus d'orange. Une femme volontaire qui les secoue gentiment quand ils commencent à s'attarder avec nous. C'est donc bredouilles que nous rentrons. Ils ne sauront pas qu'on a essayé. Mais Angelo n'a pas envie de passer pour le bon Dieu, de même qu'il ne veut pas juger. Il ne pourra pas toujours leur procurer ce dont ils ont besoin. Alors il préfère ne rien promettre. Histoire de ne pas lire la déception dans leurs regards. Juste devant la porte de l'entrée Nord, un des hommes qu'on a salué tout à l'heure peine à tenir debout. On va l'aider à se relever. A la prochaine fois, évite de boire autant. Regarde dans quel état tu es... » fait tristement remarquer Angelo. Il est dix-sept heures trente. L'heure est au bilan. Retour au petit local. Ce soir encore, ils ne pourront offrir que quatre ou cinq lits. Déjà pris. Le reste sera « sans solution ». Angelo s'assied, prend un cahier, un crayon et se souvient : il y a eu cet homme qui ne savait plus où il était, ni plus vraiment où il allait, ce « p'tit père » qui voulait nettoyer les lieux, ces jeunes gens qui n'auront pas de duvets pour ce soir et aussi tous les autres... Un recensement minutieux. Des fiches d'omment remplies parce qu'il faut bien une trace écrite.

« Un métier où on ne vieillit pas, mais où on grandit... », dit Angelo joliment. Il a raison. Au terme de cette journée d'émotions, dans une vie où des lumières s'allument, j'ai un peu grandi, moi aussi...

Anne-Hélène Dorison

Les centres d'hébergement saturés

Les demandeurs d'asile affluent depuis plusieurs mois à Nantes en quête d'un toit. Dans une ville qui ne dispose pas de structures adaptées. Les centres d'accueil et d'hébergement d'urgence affichant complets et les professionnels tirent la sonnette d'alarme. Les acteurs locaux envisagent une solution : la création d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile à Nantes.

Vendredi soir. Un mois après avoir quitté la Serbie, en passant par l'Albanie, l'Italie, la Suisse, Albert débarque finalement à la gare de Nantes. Il frappe à la porte du Gasprom, l'association de solidarité avec les immigrés, dans l'espoir de trouver un logement. « Tout d'abord, on a contacté le Samu social qui n'avait pas de solutions. Ensuite, on a appelé la préfecture qui, après s'être renseignée, n'a rien pu faire. » Aucune place pour héberger une personne seule à Nantes. Ce sont des compatriotes du nord de l'agglomération qui ont finalement offert l'hospitalité à Albert.

La semaine précédente, c'était un couple d'Angolais avec deux enfants, arrivé aussi en quête d'un toit. Triste scénario qui se rejoue de semaine en semaine. D'Irak, d'Afghanistan, d'Albanie, d'Angola, du Congo, les demandeurs d'asile, pour raisons politiques comme économiques, ont afflué ces derniers mois dans la cité nantaise. Une vague qui touche l'ensemble du territoire.

Contrairement au Mans ou Rennes, où existent des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), Nantes ne dispose d'aucune structure spécialisée, à l'exception d'un centre



Les associations, telles que le Gasprom, apportent leur soutien aux personnes demanduses d'asile et à la recherche d'un hébergement.

d'hébergement des réfugiés. Mais celui-ci n'accueille que des demandeurs d'asile pour lesquels l'Olpra a déjà statué.

Alors, les files d'attente s'allongent à la porte des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Une population qui s'ajoute à celle des sans-abri, des hommes et des femmes d'autres régions de France, venus aussi tenter leur chance à Nantes.

Hôtels, CHRS, associations. Les réfugiés sont ballottés d'une structure à l'autre.

Soixante-six à l'hôtel

Le nombre de bons d'hôtel, financés par la DDASS - et utilisés pour loger les personnes en urgence - a explosé. Depuis janvier, cela représente déjà 242 000 F, contre 640 000 F pour l'année 2000. « Dans l'agglomération nantaise, 66 demandeurs

d'asile sont actuellement logés à l'hôtel. Ils sont 144 dans les centres d'hébergement, sur environ 400 places » indique Catherine Caminade, directrice des CHRS de Nantes.

Dans l'attente de papiers, d'autres demandeurs d'asile trouvent refuge chez des compatriotes ou sont pris en charge par des associations locales, parfois dans des conditions difficiles. Pour eux, la réponse de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), n'arrivera pas avant six mois, voire un an, une attente nourrie d'espoirs sans projets d'intégration.

Face à eux, des travailleurs sociaux complètement démunis qui ont alerté les services de l'État. « On pense à la création d'un Cada », répond-t-on à la Ddass. « Mais la réflexion n'a pas encore abouti dans le département. C'est nous qui le faisons mais il faut trouver l'institution

qui pourrait le gérer ainsi qu'un lieu. » Une telle décision est politiquement difficile. « La situation est critique. Les demandeurs d'asile vont là où ils trouvent un hébergement. C'est un peu un cercle vicieux. Le Cada n'est pour l'instant pas d'actualité à Nantes », nuance Nicole Klein, secrétaire générale à la préfecture.

À la Ville de Nantes, le ton est différent. « On est très favorable à l'ouverture d'un Cada à Nantes. Car aujourd'hui, on en paye le prix social », estime pour sa part François Preneau, adjoint chargé de la jeunesse et de l'intégration.

Mais l'ouverture d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile n'est pas la panacée. En France, en moyenne, « à peine 10 % des demandeurs d'asile ont la chance d'y entrer faute de places », confie un directeur de service social. La création d'une telle structure ne réglerait pas non plus la situation des personnes en situation irrégulière. La Ddass explore d'autres pistes dont celle d'associations susceptibles de gérer des logements subventionnés par l'Allocation de logement temporaire (ALT) délivrée par la Caisse d'allocations familiales. « C'est très complexe car le parc public est saturé, il faut donc trouver des bailleurs privés », souligne Michel Dmuchowski, directeur de la Ddass.

Pour certains, la solution est ailleurs, peut-être dans le droit au travail pour les demandeurs d'asile. Un droit supprimé il y a neuf ans, par une circulaire interministérielle.

Marylisse COURAUD,
Isabelle LABARRE,
Isabelle LASQUELLEC.

Dans les centres, des professionnels démunis

Somalie, Angola, Turquie, Albanie, Kosovo... Autant de paysages et de cultures lointaines. De langages inconnus. De conflits politiques pointus, d'économies vacillantes ou catastrophiques. « De ces pays, on ne sait a priori pas grand-chose. Pour comprendre les femmes que l'on accueille, une formation s'impose. » Sylvie est assistante socio-éducative. Elle travaille dans l'un des trois centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la ville de Nantes. Chaque jour, des histoires commencent à des milliers de kilomètres viennent échouer dans son oreille.

L'année dernière, comme d'autres professionnels du Centre communal d'action sociale (CCAS) de Nantes, Sylvie a participé à une formation à l'intercul-

turalité proposée par la Ville. Quelques notions d'histoire et de géographie, d'économie politique aussi ont été les bienvenues dans cette structure qui, depuis un peu plus d'un an, a vu son public changer. Un quart des femmes accueillies sont aujourd'hui d'origine étrangère. La plupart dans l'attente de papiers. Beaucoup ne parlent ni ne comprennent le français. « Notre métier a évolué. On ne sait plus rien. On a tout à réapprendre » raconte une collègue monitrice éducatrice responsable d'un groupe de femmes seules.

Dans le centre, les professionnels s'adaptent et démontrent les barrières. Pour communiquer, l'équipe fait régulièrement appel à un interprète. « C'est très difficile à trouver. On attend souvent

longtemps. Mais c'est la base. Ne serait-ce que pour dire de quel côté les femmes souffrent ou de quel côté elles manquent. » Le rythme de vie aussi est différent, comme les habitudes alimentaires. « On achète plus de poisson et plus de riz tout en essayant de maintenir des repas équilibrés. Parce que c'est important de conserver ce plaisir de la nourriture. » Un repère à ne pas effacer à des milliers de kilomètres de son village de Somalie, d'Angola ou d'Albanie.

« Comment faire de l'intégration ? »

« Ces échanges culturels sont très riches. Mais l'attente est trop longue. Comment faire de l'intégration pendant ce temps ? » Pour Chantal Marsac,

chef de service, le problème se situe bien dans cette attente. Entre 1999 et 2000, le temps de séjour moyen a considérablement augmenté. Les prises en charge classiques de six mois sont très souvent prolongées, jusqu'à deux ans parfois. « Les demandeurs d'asile ne sont pas le public classique d'un CHRS. Nous sommes la dernière porte mais pas la réponse la plus adaptée. » Au centre, les femmes peuvent bénéficier de cours d'alphabétisation et leurs enfants scolarisés d'une aide aux devoirs. Mais après ? Les éducatrices sont inquiètes. « On peut régler des petits problèmes. Mais comment faire de l'intégration dans ces conditions ? Et si on baisse les bras, qui le fera à notre place ? »

Géraldine, l'attente entre espoir et détresse

C'est dans ce petit appartement d'un quartier HLM de Nantes que Géraldine a pu enfin poser ses valises... et ses désillusions. Une nouvelle parenthèse après avoir erré pendant deux ans d'un centre d'hébergement à un autre. Elle est arrivée ici avec son fils âgé d'un an et demi, grâce au coup de main du centre d'hébergement l'Étape... « J'en ai fait des foyers à Nantes et ailleurs mais à chaque fois, il a fallu que je parte même après avoir accouché, j'ai dû reprendre mes valises. » Géraldine a lui son pays, le Cameroun, a lui la pauvreté mais est retombée dans une nouvelle pauvreté, celle des

sans papiers et des sans droits. « J'ai toujours réussi à trouver de quoi me loger. Mais dans les foyers d'urgence, il y a beaucoup de problèmes. Ça fait deux ans que je sollicite l'Étape. Ça a été très long. Maintenant, je me sens un peu plus chez moi. » Quelques mois putiques posés sur une vie qui, malgré ses 25 ans, ne lui a pas fait de cadeaux. « Elle est arrivée en France pleine d'espoirs, caressés depuis longue date. Le mariage était attendu. Et finalement au bout du chemin... un fiancé dans la nature, une rencontre qui a mal tourné, des violences conjugales et aujourd'hui, une situation tou-

jours pas régularisée, malgré un enfant né en France. Qui plus est d'un père français !

« Le plus difficile, c'est d'attendre. Avec des papiers, je pourrais faire des projets, trouver une formation, un boulot, un appartement. » Avec une aide à la subsistance versée par le Département, Géraldine doit survivre. En attendant mieux, Chantal, une éducatrice de l'association Étape, l'aide à gérer l'attente et à recoller les morceaux cassés. Une fois par semaine, elle frappe à sa porte, lui apporte aussi son courrier. Une lettre des impôts pour la redévance télévisuelle, le ren-

dez-vous à la préfecture et un peu d'argent pour finir le mois. « Je me suis renseignée aussi pour la carte de bus. Tu as le droit à la carte verte à 220 F. Pour la carte gratuite, il faut être inscrit à l'ANPE ! », lui explique Chantal. Au fil des rencontres, les deux femmes sont parvenues à créer un climat de confiance. Chantal laisse parfois de côté sa casquette d'éduc et accepte une invitation à dîner. Géraldine, elle, reprend pied doucement. Mais toujours l'attente qui oscille entre espoir et détresse. « Mais ça va. Le quartier est bien. Tout est à proximité. Il n'y a pas de problème. »

Of 3.03.01

ancée le 4 décembre 2000. la campagne d'hiver des Restos du Cœur s'est achevée le 30 mars. Le premier bilan fait apparaître une hausse de la fréquentation dans les centres de distribution de 10 à 11 % en Loire-Atlantique, et l'augmentation

des « doubles parts ». C'est le cas à Nantes, dans la banlieue et les communes environnantes. À l'inverse, les chiffres sont en baisse à Saint-Nazaire, une meilleure conjoncture économique ayant permis à certains de retrouver un emploi, aux Chantiers

notamment. Après l'hiver, l'activité des Restos du Cœur ne cesse pas pour autant. Dix-sept centres de distribution seront ouverts du 17 avril au 15 novembre, pour les personnes en grande difficulté.



Les bureaux du 43 boulevard Roch seront transférés rue de la Gardie, dans l'ancien centre de gros de Nantes. Ici, une partie de l'équipe.

Vendredi, les bureaux et l'entrepôt départemental déménagent de Gustave Roch

Nantes. Installés depuis 14 ans au 43 boulevard Gustave Roch à Nantes, les bureaux départementaux (secrétariat, administration) déménagent vendredi pour s'installer, avec l'entrepôt de stock, au 5 rue de la Gardie, dans l'ancien centre de gros, aujourd'hui appelé « Nantes Est Intégrates ». Le centre de stock était installé dans des entrepôts appartenant à un particulier qui a souhaité les reprendre. De toute façon, il était temps de changer, l'état devenant un peu vétuste. Les bureaux, eux, commencent à être étroits. Nous avons donc décidé de re-

groupier toutes les structures départementales, le centre de stock, l'administration et les toits du cœur », explique la présidente Annie Gervais, au milieu des cartons. Le déménagement est prévu vendredi mais l'inauguration officielle, pour remercier ceux qui nous ont aidés, aura lieu le 8 juin. Le prix de la location (300 000 F par an pour 1 000 m² d'entrepôt et 200 m² de bureau) est en effet entièrement pris en charge par la communauté urbaine (50 %) et le conseil général de Loire-Atlantique (50 %).

Pour autant, les locaux du boulevard Gustave Roch sont laissés à disposition des Restos du Cœur par la Ville de Nantes. Ils permettront l'agrandissement du centre de distribution et du Relais Ribbes. Des bureaux seront également spécialement aménagés pour « une écoute plus conviviale et plus discrète » des personnes en difficulté tandis qu'un local sera attribué à la psychologie, « pour qu'elle puisse intervenir dans de bonnes conditions ».

Nouvelle adresse (renseignements et dons) : Restos du Cœur, 5 rue de la Gardie, Nantes 44, 02.28.23.51.51.

Fréquentation en hausse à Nantes : « Plein de gens ne savent plus où aller »

Dans le département, à Nantes principalement, les Restos du Cœur ont constaté une augmentation de la fréquentation cet hiver.

Les Restos du Cœur, le premier bilan de la campagne d'hiver, ouverte du 4 décembre 2000 au 30 mars 2001, ne fait pas court. Les premiers chiffres font apparaître une augmentation de la fréquentation dans les centres de distribution de 10 à 11 % dans le département. À Nantes, celui de Dalby est le principal touché.

« Il y a vraiment des gens qui ne s'en sortent pas ».

« Il y a une véritable augmentation, conforme à ce qui a été constaté au niveau national. Cela nous fait très plaisir. Il y a plein de gens qui ne savent plus où aller. Il y a que les associations caritatives qui peuvent leur donner à manger ». À l'heure du bilan d'hiver et à quelques jours du lancement de l'inter-campagne, les chiffres font trembler Annie Gervais, la présidente départementale des Restos du Cœur. « Cela montre aussi que les structures d'accueil existantes sont insuffisantes. Il faut vraiment revoir leur fonctionnement et étendre le nombre



Il n'y a que les associations caritatives qui peuvent donner à manger », M. Jean, le super-cassier de l'océan, apprécié de tous les sans domicile fixe.

de places. Il est indispensable également de développer les chantiers d'insertion parce qu'il y a vraiment des gens qui ne s'en sortent pas, qui ne retrouvent pas de travail ». D'où une augmentation de 60 % de la distribution des « parts doubles » à des personnes sans ressources ou touchant le RMI. « Au lieu des six repas par semaine, on leur en donne douze parce qu'ils n'ont aucune autre solution », explique Annie Gervais. En grande difficulté, ces bénéficiaires sont en majorité des jeunes de 18 à 25 ans, des femmes seules avec un ou plusieurs enfants (« la précarité entraîne tellement de difficultés que les couples se brisent ») et des sans papiers, ces trois populations étant plus nombreuses que l'an dernier.

Plus de 74 000 repas à Dalby. Dans les centres, nous avons constaté une arrivée massive de gens venant de pays de l'Est, des Bananiaques, des Kosovars, des Serbes, des Tchétchènes, des Roumains qui fuient leur pays, mais aussi d'Algérie et de Turquie », ajoute Annie Gervais. Un phénomène principalement constaté au centre de

distribution de Dalby, qui a « explosé ». « Cette population est concentrée dans le secteur. Les gens sont allés dans le centre le plus proche ». 74 424 repas ont ainsi été distribués de décembre à mars, contre 52 536 l'an dernier.

Quatre repas par semaine (au lieu de six l'hiver) seraient ainsi distribués aux personnes qui en expriment le besoin.

La porte reste également ouverte pour les autres, « ceux qui veulent passer prendre un café, discuter ou rencontrer des relations ».

Sauf à Orvault, où une agression a contraint les bénévoles à fermer le centre.

Sarah Guillaud

Appel aux bénévoles

Les Restos du Cœur de Nantes lancent un appel aux bénévoles. Deux à trois personnes sont nécessaires pour l'entrepôt départemental. Une spécialisée dans le suivi et l'entretien du parc automobile, l'autre dans la logistique pour travailler en concertation avec le responsable du dépôt de stock.

également besoin de bénévoles pour apporter une aide technique et sociale au dispositif. Côté administratif, les Restos du Cœur cherchent des secrétaires et standardistes connaissant l'orthographe. Enfin, pour les Toits du Cœur, cinq à six bénévoles seraient les bienvenus pour un accompagnement et un suivi amical des personnes religieuses.

Contact : 02.28.23.51.51.

Du 17 avril au 15 novembre, 17

Le Cœur s'est terminée vendredi. Si moins de ressources s'y rendent, il sort que les bénéficiaires se sentent en plus exhalés qu'avant.

« Saint-Nazaire. Les restaurants Cœur ont fermé leurs portes vendredi, après une campagne de 16 semaines, où l'inter-campagne débute dans la foulée. La 16 ans que Coluche a été les Restos du Cœur. L'idée dont son auteur n'aurait certainement pas eu l'air de s'attendre à ce que la campagne dure si longtemps, tant, 16 ans plus tard, des milliers de personnes ont toujours besoin de cette assistance et pour avoir de quoi manger durant l'hiver. Les dettes alimentaires viennent des secours de la CEE, des collectes organisées dans la région, des dons du cœur, du CE de la NAAI ou d'entreprises comme Carifil ou Huchan en os ouilles et la reprise économique à Saint-Nazaire, la 14^e campagne s'est terminée vendredi. Durant 16 semaines la sollicitation de bénévoles a distribué, Jeux jour par semaine, des Jereux alimentaires à ceux

à Genevieve Favreau. Au cours de l'hiver, les Restos du Cœur ont ainsi vu des personnes arriver après qu'elles se soient de nouveau retrouvées au chômage. Encore plus exhalés. De ces chiffres, qui peuvent paraître encourageants, il ressort que les gens qui sont exclus sont encore plus qu'auparavant et le ressenti d'une manière plus forte. Avant, le nombre important de gens exclus pouvait ouvrir un côté rassurant alors qu'aujourd'hui ceux qui restent se sentent encore plus exclus et seuls », remarque Nicole Cordier. Si les Restos du Cœur voient moins de jeunes, les familles monoparentales, les personnes âgées et plus âgées, « qui ont perdu les repères du travail », constituent la majorité des bénéficiaires des Restos du Cœur. Des Restos qui ne ferment pas complètement leurs portes. Ainsi, jusqu'en décembre, pas plus de 200 personnes ont la possibilité de venir chercher, tous les quarts après-midi, des denrées alimentaires avant que la 15^e campagne des Restos du Cœur ne reprenne, le lundi 3 décembre 2001.

« Nous accueillons essentiellement des SDF et des jeunes. Ça leur permet de se poser un peu. Dans la rue, les gens marchent beaucoup », explique Denise Mariau, responsable des Cars. Depuis le 1^{er} avril, pour la première fois, un seul car circule pour les deux endroits. Le même système devrait être repris dans les centres, dans la raison notamment de la difficulté de conserver un nombre suffisant de bénévoles tous les soirs. À l'inverse, l'activité de La Marade, fourgon itinérant

Le soir, La Marade part à la rencontre des SDF : « Il y a parfois des choses insupportables »

à Nantes, les Cars du Cœur et La Marade, fourgon itinérant qui part à la rencontre des gens de la rue la nuit, poursuivent leurs activités jusqu'à la fin du mois. Malgré les difficultés.

Nantes. Chaque année depuis dix ans, au début du mois de novembre, deux Cars du Cœur s'installent du lundi au vendredi, de 20 heures à 22 h 30, dans le centre ville de Nantes, l'un sur l'île Glorieuse, l'autre à Talensac, pour les gens de la rue. Au menu, soupe, café, chocolat, panier repas et dialogue.

« Nous accueillons essentiellement des SDF et des jeunes. Ça leur permet de se poser un peu. Dans la rue, les gens marchent beaucoup », explique Denise Mariau, responsable des Cars. Depuis le 1^{er} avril, pour la première fois, un seul car circule pour les deux endroits.

« Actuellement, depuis le lancement de La Marade en novembre, nous touchons une dizaine de personnes deux soirs par semaine. Nous avons envie de passer à

cinq soirs et d'étendre notre itinéraire », ajoute Denise, qui souligne que « c'est difficile, même pour une vieille routarde comme moi, il y a parfois des choses insupportables, les voir au fond du puits ».

Dédé, Jacques... L'expérience est malgrée tout positive. « Certains nous attendent, ils sont contents de nous voir, ils montent dans le fourgon manger une soupe, boire un café, on discute. Avec d'autres, l'approche est plus longue ». Au début, un SDF n'acceptait rien de nous. Il ne nous disait même pas bonjour. Maintenant, il prend un café. C'est long mais dans la rue, le temps n'existe pas. On n'y vit pas centenaire non plus. Alors l'équipe de bénévoles patiente, approche doucement mais désespère parfois de ne pouvoir rien faire, comme pour « Dédé ». L'homme qui dort tous les soirs sur le béton du marché de Talensac, qui meurt à petit feu, aux yeux de tous : Dédé va mal. À l'hôpital, ils ne savent

pas quoi en faire. C'est vrai qu'on est en train de le voir crever. Il faut faire quelque chose mais on ne sait pas quoi, aucune structure ne lui correspond. L'été prochain, à Saint-Similien : On l'avait recouvert, sur un banc. Il nous avait raconté un peu son histoire, il venait d'une autre ville. C'est quelqu'un qui a travaillé toute sa vie. Il était en retraite. Sa femme est morte, ça a été la dégringolade. Ce qui est incompréhensible, c'est qu'il était sous tutelle ». Denise ne sait pas, c'est le froid, l'alcool, la maladie, une crise cardiaque. Juste que le SDF social a constaté son décès. Qu'il est mort un soir, dans la rue. « Il faut être un travailleur millénaire », elle demande si « c'est normal, ça ? »

La Marade a besoin de bénévoles et de couvertures. Contact : 02.21.82.05.87 ou 02.48.89.62.29.



2 000 repas ont été distribués durant les 16 semaines, temps de la durée la campagne des Restos du Cœur.

Ancenis : le nombre de familles en augmentation

Comme à Nantes, le local ancien des Restos du Cœur a connu, cet hiver, une fréquentation en hausse.

Ancenis. La dernière distribution de la campagne d'hiver a eu lieu vendredi dernier à Ancenis. Mais pour autant, les bénévoles restent mobilisés puisque l'inter-campagne débutera le 17 avril. Cet hiver, le nombre de familles bénéficiaires a encore augmenté, puisqu'il est passé à 99, contre 92 l'année précé-

dente, soit 302 personnes issues de 26 communes différentes dont 19 de Loire-Atlantique. Une centaine de bénévoles se dévouent tout au long de l'année. 90 % des denrées sont fournies par le dépôt départemental pour la campagne d'hiver mais seulement 10 % pour l'inter-campagne. Aussi, le Resto d'Ancenis accueille volontiers les dons, notamment les produits de petit-déjeuner (café, chocolat, céréales, confitures), conserves de plats cuisinés et produits d'hygiène. Le responsable du centre de-

retrait de la ville. « C'est un avantage puisque cet éloignement offre aux bénéficiaires un avantage majeur qui est de ne pas avoir à se déplacer », précise le président. Un vestiaire. « Au cœur de la mode », est également mis gratuitement à la disposition des usagers, de même qu'une bibliothèque et un coin réas-bé-bé. Enfin, dans le cadre de l'aide à l'insertion, d'autres projets sont en passe d'être réalisés comme une initiation à la cuisine et des cours d'économie familiale.

C. Mérot

Brin de causette : douze ans de bénévolat dont huit à la présidence

Monique Kieger passe le relais

Monique Kieger, présidente depuis huit ans de l'association Brin de causette, dont le local est ouvert le matin à tous les démunis ou sans domicile, a passé le relais à Donatien Lépine ; elle reste toujours bénévole dans l'association.

« J'ai beaucoup donné, j'ai beaucoup reçu. » C'est en ces termes que Monique Kieger, quittant la présidence de Brin de causette, lors de l'assemblée générale du 29 mars, a conclu son discours et ses douze années à l'association. Douze années de bénévolat dans ce lieu créé par Marion Cahour, près de l'église Saint-Similien dans les années 1970, « une boutique où l'on pouvait entrer discuter, jouer aux cartes, sans avoir à consommer ».

Monique Kieger est entrée à Brin de causette en août 1989, juste un an après le départ de Marion Cahour, Mme Riolland et Mme Le Bastard en étant successivement présidentes. « Où mets-je les pieds ? » se dit-elle au début, en découvrant chaque matin tant de détresses réunies au local. Elle n'y mit pas que le bout du pied puisque deux ans après elle y était encore, devenant vice-présidente de l'association en 1991 puis présidente en 1993, jusqu'au 29 mars 2001. « Mon passage à Brin de causette a marqué ma vie. En 1989, à l'âge de la retraite, les enfants au loin, l'association m'a permis de continuer à vivre. J'y ai trouvé un cercle d'amis, j'ai pu rebondir dans ma propre vie et me suis épanouie dans ce bénévolat », dit-elle avec son sourire lumineux.

Pourtant, la tâche n'est pas mince : Brin de causette est un lieu ouvert 365 jours par an, qui accueille de 7 h à 11 h du matin, les exclus que la vie a malmenés : ils peuvent y trouver réconfort moral, chaleur, amitié en même temps qu'un petit déjeuner, une soupe, des sandwiches ; quand ils repartent pour la journée,



Lors de la dernière assemblée générale de Brin de causette, Monique Kieger a décidé de ne pas renouveler son mandat de président, mais reste membra de l'association.

avec dans leur sac biscuits, pains, pommes, yaourts, selon les jours, c'est aussi chargés d'un plus de bonheur et d'humanité.

« Chaque matin, nous préparons plus de cent sandwiches. L'association réunit une soixantaine de bénévoles qui assurent la gestion, l'approvisionnement, la présence, les petits déjeuners, mais aussi les tensions, les coups de gueule et le ménage après chaque matinée ! Les dimanches et jours fériés, nous assurons aussi un plat chaud, pâtes, steack haché, choucroute... Idem chaque jour de juillet et août ! »

Humanité, fraternité, tolérance

Qui sont-ils ceux qui fréquentent Brin de causette ? Au début, c'était une population de 40-50 ans qui était

dans le besoin et avait envie de parler. Depuis quatre ou cinq ans, il y a aussi beaucoup de jeunes de 18-20 ans, paumés, sans argent, sans famille, qui vivent dans la rue. Parfois, c'est très difficile. Une bonne majorité des habitués sont des SDF mais, même relégués, certains viennent prendre un petit café et discuter. « Les jeunes sentent qu'on est authentique, qu'on souhaite les aider, notre statut de bénévoles les rassure... C'est aussi ce statut et notre roulement en équipe qui permet à notre association de durer ; nous travaillons par équipe de six en moyenne, une journée par semaine (ou plus en cas de dépannage...). Chacun de nous croit à ce qu'il fait, et même si on est épuisé à la fin de la matinée, on est heureux d'avoir donné de l'humanité », dit encore Monique Kieger.

En plus de son service du samedi, la présidente de l'association a dû se battre sur beaucoup de fronts pour assurer le fonctionnement de Brin de causette, chaque jour de l'année. Trouver des fonds, bien sûr, toujours, en plus de l'apport de la boutique alimentaire, des dons d'entreprise, de l'aide du Rotary club Jules-Verne, du Secours catholique, d'une modeste subvention de la DDASS, de dons anonymes de nourriture et de chèques de particuliers, toujours les bienvenus, si petits soient-ils. « Je suis montée au créneau en 1999 contre la fermeture demandée de notre centre. Je suis même passée au « Téléphone sonne » de Francinter sur le thème des gens en difficulté dans les grands centres ! »

Pourquoi toute cette énergie ? « Parce que j'ai trouvé dans ces 23 m² du 1 bis, rue Sarrazin, de l'humanité, de la fraternité et aussi de la tolérance de la part des bénévoles : si André ne veut à aucun prix dormir ailleurs que sur son carton, il est accepté comme il est, son choix est respecté... J'y ai appris aussi l'humilité. On se croit protégé dans son milieu, fort ; mais la précarité peut être très proche, le chômage peut entraîner la déprime, l'alcool et la descente est parfois vertigineuse en quelques mois... Cependant, j'ai souhaité passer la main parce que la responsabilité use », dit-elle, d'un bon sourire.

C'est Donatien Lépine qui a été élu à l'unanimité président à sa suite et il peut être assuré de son soutien et de celui de toute l'équipe. Un peu fatiguée Monique Kieger ? « Il faut que je m'habitue à l'idée que je vais avoir bientôt 70 ans, mais je ne raccroche pas complètement : je suis toujours membre du bureau de la Banque alimentaire, et je reste au bureau de Brin de causette chargée de communication », dit-elle avec humour et l'œil malicieux !

Contact : Brin de causette, 1 bis, rue Sarrazin, tél. 02 40 20 31 79, de 7 h à 11 h, tous les jours, dimanches et fériés compris.

L'association nantaise remarquée pour son action exemplaire

Habitat et humanisme : un peu de toit

Habitat et humanisme est une association qui s'emploie à reloger les personnes défavorisées. Il existe trente unités en France. La fédération a rendu hommage à celle de Nantes qui, grâce à une équipe soudée, accueille, partage, accompagne, innove et interpelle d'une manière exemplaire.

François est économiste et Congolais. Il a été poursuivi et mis en prison dans son pays, car sa femme est journaliste. Demandeur d'asile, encore sans papiers, il a trouvé à Nantes « grâce à Dieu », un travail de veilleur de nuit. Son logement, il le doit à Habitat et humanisme.

Harmed est Égyptien. RMiste. Il vivait dans un 30 m² très humide. Bien installé maintenant avec sa femme et son bébé, grâce à l'association, il cherche aujourd'hui un emploi. Harmed est Afghan. Sa femme enseignante et lui-même, ingénieur textile, ont dû quitter le pays, poursuivis par les Talibans (leur petite fille a été tuée). Après un séjour à Malakoff, ils ont été logés par Habitat et humanisme. Les deux garçons sont heureux.

Les trois familles occupent les appartements d'une grande maison, dans le centre de Nantes. Ils sont venus témoigner lors de l'assemblée générale de l'association, mardi soir. Était présent également leur voisin immédiat : « Au début, nous étions inquiets et réticents, car des étrangers... Mais ça se passe très bien. Ils se sont parfaitement intégrés dans le quartier. Les enfants jouent dans le jardin, nous avons des relations de bon voisinage ! »

En Loire-Atlantique, Habitat et humanisme s'occupe des familles qui ne trouvent de logements nulle part ailleurs. Elles sont de plus en plus en grande difficulté, souvent expulsées, sans papiers,

sans travail ou RMistes. Que font les équipes d'Habitat et humanisme ? « Elles accueillent les personnes et les orientent, les aident dans leurs recherches, préparent l'insertion, les accompagnent, servent de médiateurs avec les propriétaires privés, assurent le suivi, etc. », expose le président Pierre Guoin.

Investir dans l'habitat

Ainsi en 2000, 102 familles se sont adressées à l'association : 91 ont été accompagnées dans leurs recherches ; « 57 familles ont été relogées en HLM ; il est difficile de trouver des appartements privés en raison de l'explosion des prix immobiliers », poursuit le président.

Habitat et humanisme réalise aussi des achats pour loger les familles. Son parc immobilier comprend deux maisons, dont une à Saint-Nazaire et huit appartements. « On a plutôt envie d'augmenter notre parc locatif, car il y a tant de demandes ! Mais on est restreint sur le plan financier », regrette le président.

Pourtant, l'aboutissement d'un projet d'achat d'une maison à la Contrie serait bienvenu. La commission finances collecte dons, cotisations, subventions et propose une collecte d'épargne solidaire (parts de foncière, fonds communs de placement, assurance-vie). Des opérations ponctuelles de solidarité menées par des étudiants, servent aussi à promouvoir l'association.

Habitat et humanisme Loire-Atlantique, ce sont trois permanents, 40 bénévoles, 120 adhérents, 250 sympathisants, 80 souscripteurs. L'association recherche des bénévoles compétents pour le suivi des familles et un bénévole comptable disposant d'une demi-journée tous les quinze jours.



Parmi de nombreux sympathisants, Jean-Pierre Audeguer, délégué de la fédération à Lyon, était présent dans la salle.

Contact : Habitat et humanisme, Nantes, tél. 02 40 43 23 24, fax. 20, rue Jean-Baptiste-Deiambre, 02 40 58 15 20.

CF 26.04.01

Jacques répond au standard, puis oriente vers le Samu social

« Allô... Monsieur 115 ? »

Au standard du 115, Jacques répond aux appels de détresse. Il évalue l'urgence et met en place les secours adaptés. Il oriente aussi, épanche l'âme et apaise les angoisses. « Allô ? Monsieur 115... »

Un début de soirée glaciale. Avec un crachin froid. Et ce brouillard tenace qui fiche le bourdon. Un temps à ne pas mettre un chien dehors... Dans les rues presque désertes, on court rejoindre son chez-soi. Bientôt la quiétude du nid douillet, la chaleur du foyer enfin retrouvé.

Quelque part dans la cité nantaise, Jacques ¹ attend devant son téléphone. Son job ? Recueillir les appels du 115, véritables SOS lancés dans la nuit. Évaluer l'urgence, avant d'orienter l'appel de détresse vers le Samu social ou tout autre secours adapté. « J'assure le premier diagnostic avant de basculer l'appel vers le Samu social. » Car, contrairement aux idées reçues, ici ce n'est pas le Samu social, prêt à intervenir dans un autre endroit de la ville. Jacques est seul pour l'instant, avec son téléphone et son ordinateur.

Sans famille, sans amis

« Allô le 115 ? J'arrive du Mans et je sais pas où dormir... » Sébastien, 21 ans, est sur le qui-vive à la gare de Nantes. Seul lui aussi et un peu perdu. « Je viens ici pour chercher du boulot. Y a-t-il une possibilité d'être hébergé ce soir ? »

Sans revenu, sans hébergement. Sans famille, sans amis non plus. Et nulle part où aller. Jacques pianote sur son clavier d'ordinateur. Une base de données recensant les appels du jour et de la nuit est stockée. Réponse immédiate : Sébastien est inconnu dans la base. Il n'a jamais séjourné à Nantes, dans aucun foyer de la ville. Sans se dessaisir de son combiné,



« Allô, le 115, j'écoute. »

Jacques contacte alors le Samu social. « Ce soir, les foyers nantais disposent en tout et pour tout de sept places : six pour des hommes et une seule pour une femme ». Sébastien est déjà le huitième appel de la soirée. Un de trop ?

Tous les soirs, c'est pourtant un peu la même rengaine. Triste refrain. Avec ses habitudes de la misère. Ceux qui ont quitté un foyer d'hébergement, « parce que ça n'allait pas », et qui retiennent leur chance ce soir. Ceux qui, à force, ne savent plus bien ce qu'ils font là. « Je sais, je devais rappeler le CAO, mais j'avais traîné toute la nuit pour me réchauffer et, ce matin, je dormais. »

Épancher, rassurer, apaiser

l'âme aussi. Souvent avant de soigner le corps lui-même. Recevoir aussi les injures, les canulars et autres mauvaises blagues qui ne font rire personne. « Le plus dur ? C'est quand on doit annoncer à quelqu'un qu'il n'y a aucune solution pour la nuit. » Heureusement il y a aussi de meilleurs moments. « Depuis début décembre, un jeune nous contactait chaque jour. Nous lui trouvions quelque chose en urgence pour le soir. On vient de nous prévenir qu'une place pour un hébergement régulier vient tout juste de se libérer dans un foyer de la ville. C'est quelqu'un qui s'accroche, qui en veut. Pour nous, lui annoncer cette bonne nouvelle, c'est un vrai cadeau... »

Pas le temps de s'étendre. Le téléphone retentit. « J'suis dans un bar, je sais pas où dormir. Je suis malade et je sais pas où aller... » Contact est pris avec le Samu social. Qui passera prendre Michel dans la nuit. Pour Jacques, 27 ans, à Nantes depuis seulement quelques mois, les appels se suivent et se ressemblent un peu. « Je suis le patron du bar... Je vais fermer moi. Voilà ce que c'est que de rendre service... » Être humain et solidaire ? Parfois une « épreuve », mais chaque jour renouvelée.

Isabelle LASQUELLEC.

(1) Les noms des personnes citées ont été changés.

Le CAO, structure de lutte contre l'exclusion

Le CAO (Coordination, accueil, orientation) a été créé à Nantes il y a plus d'un an et demi. Sa mission ? Lutter contre l'exclusion. Une dizaine de salariés y accueillent, orientent et assurent le suivi des personnes les plus démunies.

Coordination, accueil, orientation (CAO). Un nom qui sonne comme une mission.

Le CAO est une structure qui fonctionne à Nantes depuis mai 1999. Mise en place à la suite de la loi sur l'exclusion de 1998, à l'initiative d'une somme de partenaires locaux, elle assure des activités d'accueil et d'orientation en direction des personnes démunies.

« Nous sommes là pour orienter et guider les personnes dans le besoin », rappelle Bruno Tesson, responsable de la structure Coordination, accueil, orientation (CAO). Dix membres fondateurs implantés sur l'ensemble de l'agglomération nantaise ont permis sa création (Samu social, Étape, Halte Canaux, SOS Femmes...). La Ville, l'É-

tat et la Région assurent son financement.

Un accueil est assuré sur place, dans ses locaux, jusqu'à 17 h. Après cet horaire, les services d'urgence sont seuls à prendre le relais. Le CAO reste l'un des principaux interlocuteurs du Samu social. Le standard du 115 oriente aussi vers la structure. Une dizaine de travailleurs sociaux, salariés par le CAO ou mis à disposition par les autres instances fondatrices, interviennent ainsi régulièrement place Dumoustier. « Il faut faire attention au mot urgence, il y a aussi de la fausse urgence, simplement parce que la société traite mal certains dossiers. »

Autre mission exercée par la structure : celle d'observatoire général de l'évolution des situations difficiles. Des données fondamentales.

Moyenne d'âge de la femme qui fait appel aux services d'urgence : 34 ans, contre 35 pour un homme. Seul un quart des personnes qui sollicitent les structures sont des femmes. La plupart des



Michel Brunet, président du conseil d'administration, et Bruno Tesson, responsable du CAO.

demandes, toujours plus nombreuses, concernent des hébergements en urgence.

« Il manque souvent peu de chose pour redevenir consommateur ou producteur, se réinsérer dans la société. » Le CAO intervient

au terme d'un lent processus d'exclusion. « Nous sommes souvent au bout d'un parcours, où il n'y a plus personne pour guider, parfois juste pour écouter... »

I. L.

Restos du cœur : un nouveau local

Le centre départemental des Restos du cœur change d'adresse. Plus grand et mieux adapté aux besoins de l'association, le local, chargé de gérer les denrées, est implanté désormais dans la zone Nantes-Est Entreprises. Une plateforme de distribution qui a vu, cet hiver encore, son activité augmenter.

Le nouveau centre départemental des Restos du cœur, auparavant situé à Rezé, a été inauguré hier soir. Annie Gervais, sa présidente, n'est pas peu fière de ces nouveaux locaux d'une superficie de 1 000 m². « Bien plus spacieux et plus conformes aux normes de conservation des denrées alimentaires ».

Depuis 1986, les 1 306 bénévoles de l'association sillonnent le département à travers 36 centres-restos. Une action qui, s'il est besoin de le rappeler, a toujours besoin d'être soutenue : plus de 12 477 personnes ont bénéficié de repas l'hiver dernier. Des chiffres en aug-



Annie Gervais (à gauche), Michelle Meunier, adjointe au maire et Christophe Chamoux.

mentation de 5 % par rapport à l'année précédente.

« Ce sont environ 1 128 298 repas qui ont été servis, ce qui re-

présente une hausse de 19,6 % », indique la présidente. « Ce que l'on constate est toujours cette grande précarité et fragilité de ceux que

nous aidons, alors que l'on parle d'embellie économique. Il faut avant tout mettre l'accent sur l'accueil et l'écoute. »

Les Restos, ce sont aussi les Jardins du cœur et les Toits du cœur, qui représentent un parc de 68 logements. « C'est un premier signe de reconnaissance, primordial, pour une personne qui se réinsère dans le tissu économique. » L'association dispose d'un budget annuel de 5 millions de francs et, surtout, de la générosité de ses donateurs.

L'inauguration des locaux a donc été l'occasion de faire un bilan sur les résultats de l'association, l'engagement des bénévoles et des partenaires. Le Conseil général et la Communauté urbaine financent à eux deux le centre.

L'association s'est équipée d'un nouveau véhicule, qui « permettra d'assurer une meilleure coordination entre les relais départementaux ». Enfin, l'association a reçu un chèque de 90 000 F remis par EDF, destiné au financement d'un nouveau camion frigorifique.

Urgence : à Nantes, le Samu social tire la « sirène » d'alarme

761

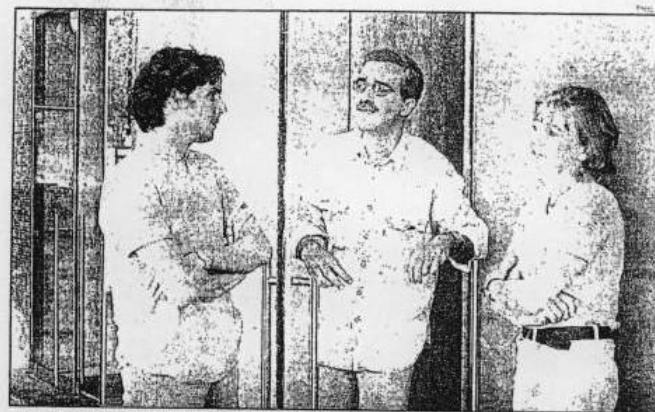
17.06.01

Depuis huit mois, le Samu social se consacre exclusivement à l'accueil de familles étrangères qui ont fui leur pays. Une situation ingérable, faute de places et de moyens.

Un matin comme un autre, à la gare SNCF, il est 10 heures, une équipe du Samu social ouvre son petit local. Il y a là Angelo Héry, premier éducateur de rue à avoir été recruté en 1993, Chantal Marhadour, infirmière au Samu depuis 1998, et Damien qui, après un stage de 32 semaines, fête, avec une tablette de chocolat, son premier jour d'embauche. Pour autant, le moral des uns et des autres n'est pas au beau fixe. Explications.

On se souvient du temps où, à bord d'une petite RS, le Samu social parcourait la ville, chaque jour jusqu'à minuit, pour aller à la rencontre des sans-abri, de jeunes en galère, de toute une population marginalisée, désocialisée. Les équipes s'accordaient alors un moment pour bavarder, prendre des nouvelles, proposer une couverture, des chaussures, une hospitalisation, des soins, un logement pour la nuit. Beaucoup de chaleur humaine aussi, un vrai contact.

« Des gens meurtris par ce qu'ils ont vécu, traumatisés. C'était la raison d'être du Samu social, une attention aux gens de la rue, une présence, une invitation en douceur à se réinsérer, se sortir de la galère. Une mission qui, aujourd'hui, n'est plus remplie.



Damien, Angela, Chantal : une des équipes du Samu social devant le local, basé à la gare SNCF de Nantes.

faute de moyens, faute de temps, en raison d'une autre urgence aussi : l'arrivée massive de demandeurs d'asile, qui fuient leur pays, l'Afrique Noire, l'Arménie, le Kosovo, la Géorgie, l'Albanie, la Bosnie, l'Afghanistan, la Maghreb, la Sierra Leone...

« On pourrait dresser une carte de tous les points chauds du monde », résume Angelo qui, comme ses collègues, a donné l'alerte dès le mois d'octobre, pour prévenir ce flux, pouvoir répondre correctement aux demandes. « On est passé de sept à vingt-neuf familles en un rien de temps », souligne-il.

Depuis plus de huit mois en effet, des hommes, des femmes, des enfants arrivent régulièrement à Nantes, espérant une vie meilleure, se retrouvant finalement à la rue, sans rien, pas de papiers, pas d'endroit où dormir, aucune relation, rien à manger, et des bébés. Seule solution : composer le 115, le numéro du Samu social.

Personne pour les prendre en charge
Du coup, les équipes du Samu, pour qui il n'est pas question de laisser des familles dehors, avec des enfants en bas âge, des bébés, des femmes enceintes, se consacrent exclusivement à cet accueil. « De toute façon, il n'y a personne d'autre pour les prendre en charge », observe Damien.

Problème : le manque de places pour loger, en urgence, ces couples avec enfants qui débarquent un soir, comme ça, à la gare. Résultat : les équipes du Samu passent leur temps au téléphone, appellent à longueur de jour les foyers nantais, de Canclaux à Saint-Yves, de Tremplin au Gué Robert. Avec l'éternelle question : « Combien de places ? ». Peu en général, deux par ci, trois par là, ou zéro. « Quand il n'y a rien, on met les gens dans des hôtels référencés par la Dats. Ça va des Premières classes aux deux étoiles, trois si on n'a pas le

choix. Ce n'est pas simple. À Nantes, la capacité hôtelière est régulièrement atteinte. On est obligés d'aller ailleurs, à Saint-Sébastien, à Orvault, au Pelletier... », poursuit Angelo Héry. Actuellement, 29 familles (39 enfants, 45 adultes) sont ainsi réparties dans 35 chambres d'une dizaine d'hôtels de Nantes et de la périphérie. Avec tous les problèmes que ça pose : « C'est la seule solution mais ce n'est satisfaisant pour personne. Pour des hôteliers, qui raient parce que les moquettes des chambres sont détériorées ou qu'un enfant a écrit sur la tapisserie ; et pour les familles qui tournent en rond, sans pouvoir se faire à manger », explique Chantal.

Le tout après un long voyage, de rudes épreuves : « On voit des gens meurtris parce qu'ils ont vécu, traumatisés par des choses atroces, qui ont peur de ce qui va leur arriver. On a eu une famille qui est restée cloîtrée à l'hôtel parce qu'elle croyait qu'elle n'avait pas le droit de sortir ».

Sarah Guillaud.

« Tous les soirs, on répond à dix mecs qu'ils vont rester dehors parce qu'il n'y a pas de place ! »

Des hommes et des femmes qui se confient. Un enfant à inscrire à l'école, à accompagner à l'hôpital pour des soins. Une mère à emmener pour un accouchement, un trousseau à préparer. Forcément, au fil des jours, un créneau entre les familles rencontrées et le Samu social, qui se passerait cependant de toute la logistique inhérente à la situation. Car, entre les coups de téléphone passés pour trouver une place en foyers ou en hôtels, les équipes gèrent aussi

les démarches administratives, cherchent chauffe-biberons, petits lits, vêtements auprès d'Emmaüs ou du Secours populaire, conduisent les familles d'un endroit à un autre, contactent des traducteurs bénévoles : « On les appelle parfois à 11 heures du soir pour qu'ils viennent. On les met au pied du mur et on n'a même pas un rond pour les remercier ». Pour Angelo Héry, tout cela est finalement « sans issue » : « Soit on accorde aux familles un statut qui leur ouvre des droits, donc un accès au logement. Soit

c'est négatif. Ils font un recours et restent dans la même situation. Soit leur demande d'asile est définitivement rejetée, et ils restent dans une situation illégale ou illégitime. Cela ne fait pas avancer l'intégration des personnes ». De la même façon, l'éducateur de rue s'interroge sur le rôle du Samu social : « sur ce qu'on est amené à faire, à quel on sert exactement - sur un travail qui a dérivé - sur les conditions qui se sont dégradées : Pour tourner dans des conditions normales, on devrait être douze, on a cinq postes et demi. On devrait

être concentré sur notre travail de rue, pour que la situation évolue positivement mais notre boulot, on n'a pas les moyens de le faire ! Le but, c'est quand même de faire qu'il n'y ait plus d'exclusion ». Impossible actuellement : « On ne fait plus de manuvre. À quoi ça sert d'aller voir les gens dans la rue si on ne peut leur proposer d'ailleurs ? Qui s'en va qui en fait ? Tous les soirs, on répond à dix mecs qu'ils vont rester dehors parce qu'il n'y a pas de place, ils ne comprennent pas. Certains nous tombent dans les bras en pleurant. On n'y arrive plus ».

L'association Francisco Ferrer redoute la saturation du dispositif d'accueil

« Aller au-devant des personnes qui ne demandent plus rien » : telle est, à l'origine, la mission du Samu social, créé en 1993 à Nantes par l'association Francisco Ferrer.

« La Journée, tout le temps des équipes du Samu est occupé par la prise en charge de familles. Le soir, on répond uniquement aux demandes d'hébergement d'urgence du 115. On est loin d'un véritable travail de rue ». Selon Florence Perrichaud, constatée depuis septembre-octobre, cette modification de la mission première du Samu social « s'est accentuée en janvier », avec l'arrivée massive de demandeurs d'asile (1), essentiellement des familles avec enfants. « On sait que 80 % des demandes d'asile sont déboutées, que l'instruction est longue, que les gens font appel. Pendant ce temps, les personnes n'ont aucun droit. Et cela peut durer des années », explique la jeune femme, qui dénonce « l'absence de choix politiques clairs ». À l'instar d'associations caritatives ou gestionnaires d'hébergement qui n'ont cessé, ces dernières années dans toute la France, d'alerter les pouvoirs publics face à l'afflux des demandes d'hébergement, l'association Francisco Ferrer redoute aujourd'hui la saturation du dispositif d'accueil : « A Nantes, des foyers ferment l'été ou jusqu'en octobre, les autres n'ont pas de place. Actuellement,

Photo Nathalie Bourreau



Florence Perrichaud, responsable du Samu social.

on ne peut compter que sur le foyer Saint-Benoît. Le problème, c'est qu'il n'y a pas beaucoup de turn-over », souligne la responsable du Samu social.

« Rien à côté de Paris, Lille et Strasbourg »

Seule solution pour faire face à l'urgence : loger les familles dans des hôtels conventionnés, financés par la DDASS (2). « Quand les quotas sont dépassés, l'association avance l'argent sur ses propres fonds pour payer des nuits à l'hôtel », explique Florence Perrichaud. Pour la responsable du samu social, cette situation est inextricable : « Le Ministère nous dit de prendre en charge ces familles mais ne nous donne pas de moyens supplémentaires. Le problème qui se pose, c'est que la Loire-Atlantique n'est pas une région prioritaire au niveau des financements. Ce qui se passe ici, ce n'est

rien à côté de Paris, Lille et Strasbourg ».

Florence Perrichaud pense cependant qu'il est grand temps de réfléchir à « une solution qui permette un accueil collectif et non des réponses individuelles. Il faut que les politiques et les institutions nous donnent des moyens. Je pense à la Préfecture, aux élus, aux députés ». Des moyens qui permettraient de pallier au manque de places, et au Samu social de mener à bien sa mission envers les personnes les plus désocialisées. Ce, en renforçant les effectifs : alors que le Samu social de Bordeaux (ville à peu près équivalente en nombre d'habitants) est doté de 13 postes (trois infirmières, neuf éducateurs, un directeur + une vacation médecin), celui de Nantes n'en compte que cinq et demi (1 4 de poste de chef de service, une infirmière, 4,5 équivalents temps plein d'éducateurs). C'est dire si la tâche des équipes, qui ont pris en charge 1 300 personnes en 1999 (3), est facilitée.

S.G.

(1) De 17 000 en 1996, le nombre des demandeurs d'asile est passé à 31 000 en 1999. En 2000, selon les chiffres de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), 40 000 demandes d'asile ont été déposées en France.
(2) Malgré nos appels répétés, nous n'avons pas réussi à joindre la DDASS pour qu'elle communique sur le sujet.
(3) Soit « quatre fois plus qu'en 1998 ».

P0 12.06.01

Le service ASUR aide à l'hébergement des demandeurs d'asile

Principalement chargé de l'hébergement d'urgence pour les personnes en difficulté, le service ASUR de l'association Benoît Labre, mène également une action envers les demandeurs d'asile.

Sa nouvelle mission, mise en place dès avril 2001, à la demande de la DDASS (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) est liée à l'accroissement du nombre de demandeurs d'asile.

Mission auprès des personnes en difficulté

« C'est la première fois que nous agissons pour ces personnes », précise Philippe Couffin responsable du service. Habituellement nous nous adressons aux SDF ou aux personnes et familles en grande difficulté. Dans ce cadre, nous travaillons avec les communes, les assistantes sociales, à moins que l'intéressé ne nous contacte directement. Un entretien a alors lieu pour une pré-admission. Puis, il est proposé un logement aux personnes concernées, allant du studio au T3. « Elles nous versent une redevance locative selon leurs moyens. Elles ne peuvent occuper l'appartement plus de six mois ».

Convention avec la DDASS

Concernant les demandeurs d'asile, des principes similaires sont mis en place. « La DDASS cherchait des solutions d'accueil pour cette population car la solution de l'hôtel était saturée et mal



Philippe Couffin et Carine Puiroux du service ASUR.

adaptée pour les familles, explique Carine Puiroux chargée de mission des demandeurs d'asile. Nous avons une convention avec cet organisme et recherché des logements auprès des offices HLM ».

Nantes-Habitat a pu proposer quatre T4 à Malakoff, Loire-Atlantique-Habitation un T4 à Rezé, la Nantaise d'Habitation un T3 à La Beaujoire. Par ailleurs, la Sonacotra a également proposé des logements à la Bottière pour quatre familles, au Pont du Cens et à Beaulieu pour des personnes seules. « Nous sommes subventionnés pour 10 familles et 5 personnes seules. Nous louons à leur nom et ils nous reversent, là aussi, une redevance locative en fonction de leur ressource ».

Ils viennent de tous les milieux. Ils y resteront jusqu'à la régularisation de leur situation, ce qui peut prendre plusieurs

mois, voire plus d'une année. À terme, le contrat de location peut être transféré à leur nom, s'ils veulent garder l'appartement.

Cette population vient de nombreux pays en voie de développement, souvent en conflit, ou en grande difficulté économique : Russie, Afrique Noire, Afghanistan, Kosovo, Pérou, etc. Ils sont de tous les milieux : médecin, infirmière, informaticien, couturier d'autres ont eu des petits boulots ».

« Outre le logement que nous leur proposons, nous intervenons aussi dans les premières démarches auprès de la préfecture, de la CPAM. Nous leur recherchons des cours de français, des colis alimentaires, des titres de transport gratuits. Les enfants sont vaccinés et scolarisés. Enfin, nous les orientons vers les assistants sociaux ».

D. Auduc

Hospitalisation demandée par un tiers : depuis un mois, « Dédé » est « sorti » de Talensac

Depuis un mois, « Dédé », un homme sans domicile fixe, âgé de 53 ans, qui dormait à même le béton sous le Marché de Talensac, objet de multiples signalements de la part d'habitants du quartier ou de passants sensibles à son cas, est hospitalisé à l'hôpital Saint-Jacques.

« La demande a été faite par un tiers, en l'occurrence une association. On se disait tous qu'il était en danger, on avait peur aussi, qu'il soit agressé. Surtout, son état de santé était inquiétant et il était très fatigué. Le problème, c'est qu'il ne voulait pas se faire hospitaliser malgré sa maladie. Il a donc été embarqué contre son

gré, et du coup, il est très content. Il s'est bien rétabli, il mange bien, il se plaît. Il voudrait désormais aller quelque part à la campagne », explique Chantal, l'une des infirmières du Samu social, qui s'inquiète de la suite : « Soit il retourne dans la rue et on repart à zéro : soit il s'en sort. On cherche tous une solution ».

« Dans leur tête, c'est l'hiver toute l'année »

Selon le Samu social, à Nantes, chaque nuit, ce sont 26 personnes (dont trois-quatre femmes) qui dorment dehors. Si l'été leur permet de trouver plus facilement que l'hiver, un abri pour dormir, la situation n'est pas plus simple pour autant, contrairement à ce qu'on pourrait penser : « L'été, c'est la même chose, il y a le même

nombre de personnes dehors. Il ne faut pas croire que c'est plus facile pour eux, ils sont toujours aussi exclus que l'hiver. Dans leur tête, c'est la même chose, c'est l'hiver toute l'année », souligne Angelo Héry, qui constate une diminution d'appels au 115 chaque été. Pour l'éducateur, « le seul côté positif de la saison, c'est qu'ils

peuvent dormir dans plus d'endroits, ils ont moins de difficultés à trouver un abri, à se protéger du froid ». Cependant, « les conditions de vie restent aussi dures. Il y a toujours la peur des agressions et surtout, il y a moins à manger. Beaucoup d'associations ferment et les restaurants sociaux arrêtent aussi, faute de bénévoles ».

OSNS 125N SEN

P0 12.06.01



Lors de l'inauguration des nouveaux locaux.

De nouveaux locaux pour les « restos » rue de la Garde

Anne Gervais, responsable départementale des restaurants du cœur, inaugure vendredi les nouveaux locaux des « restos » rue de la Garde.

« On compte sur vous ! », c'est par ces quelques mots my-

thiques empruntés à Coluche, qu'Anne Gervais a clôt son discours d'inauguration du spacieux immeuble de 1 000 m², financé par la communauté urbaine et le conseil général, et qui permettra de centraliser les activités administratives et d'entreposage des denrées « dans une plus grande maîtrise des normes sanitaires ».

La cérémonie s'est déroulée en présence du sous-préfet de Nantes Christophe Chamoux, de l'adjointe au Maire Michelle

Meunier, et de M. Auduic (représentant l'entreprise EDF) qui a profité de l'occasion pour signer un chèque de 90 000 Frs destinés à couvrir l'achat d'un camion frigorifique.

C'est donc dans des conditions matérielles optimales que l'antenne nantaise pourra continuer à distribuer ses repas aux 12 000 bénéficiaires et tenter leur réinsertion sociale (tutte contre l'illettrisme, gestion de 68 « toits du cœur », relais bés...).

La Ddass accorde une rallonge d'un million pour 2001

Grève générale au foyer Saint-Benoît

Les salariés du centre d'hébergement et de réinsertion sociale de Saint-Benoît sont en grève. Pour combler un déficit budgétaire, la direction du centre pourrait licencier et fermer un foyer. La DDASS accorde une rallonge d'un million de francs pour finir l'année.

Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de Saint-Benoît est une importante structure d'accueil des sans-abri de l'agglomération. Dans ses trois foyers (Saint-Benoît, Gustave-Roch et des lits au sein de la Sonacotra), elle dispose de 114 places. L'association Saint-Benoît-Libre, qui gère le CHRS, compte aujourd'hui un peu plus de 50 salariés. Sentant leur avenir menacé, ces salariés ont entamé une grève, hier à 9 h. Ils ont cessé le travail et ont manifesté devant la mairie de Nantes, puis se sont rendus chez leur principal financeur - la Ddass - pour y rencontrer son directeur, Michel Dmuchowski.

La semaine dernière, l'avenir des salariés du CHRS s'est subitement assemblé. Pour l'année 2001, l'association prévoit un trou budgétaire de 1,5 million de francs. Ces dernières années, la masse salariale s'est accrue, ce qui correspond à l'amélioration et au développement des services du CHRS. « Nous sommes passés du bénévole à un système plus professionnel. Reconstruit-on, oui ou non, qu'une structure sociale doit travailler avec des professionnels ? », s'interroge Jean-Yves Crann, le directeur.

Mouvement reconduit

Sans contester cette démarche, le directeur de la Ddass, estime que « l'association n'a pas les moyens financiers de la politique qu'elle veut mener. Nos budgets ne sont pas extensibles. Si j'ai un franc, je ne peux pas leur donner un franc cinquante ». Malgré tout, devant l'urgence de la situation (fermeture possible de 47 places), la Ddass a annoncé qu'elle accordait une rallonge budgétaire d'un million de francs, non reconductible.



Les salariés du centre d'hébergement et de réinsertion sociale de Saint-Benoît ont manifesté, hier, devant la mairie de Nantes.

« Elle ne règle pas tout, mais pourrait éviter les licenciements », explique Michel Dmuchowski. Elle devrait leur permettre de finir l'année. Mais on ne continuera pas tout le temps comme ça. En juillet, le préfet va diligenter une enquête pour faire un diagnostic de la situation de l'établissement. »

Hier soir, les salariés et la direction du CHRS étaient réunis pour négocier. Ces discussions n'ont pas convaincu les syndicats et les représentants du personnel, qui ont décidé de reconduire le mouvement aujourd'hui. « Nos revendications n'ont pas toutes été entendues. Le foyer Gustave-Roch (19 places) va fermer, au moins pour l'été. Et puis, nous n'avons pas eu l'engagement ferme qu'il n'y aurait pas de licenciement avant la fin de l'année. » « Moi, je ne peux pas organiser un fonctionnement avec un budget que je n'ai pas », rétorque le directeur. Il nous faut 1,5 million pour travailler jusqu'à la fin de l'année et

la Ddass ne nous garantit qu'un million. »
Aujourd'hui, comme hier, les foyers seront fermés aux résidents. Aucun repas ne leur sera

servi et beaucoup devront se débrouiller pour trouver un hébergement.

Thomas HENG.

Ouest France 21/06/2001

Il n'y aura pas de licenciement et pas de fermeture du centre G.-Roch Foyer Saint-Benoît : fin de conflit

Les salariés du Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Saint-Benoît, ont décidé d'arrêter le mouvement. En grève depuis mardi (Ouest-France d'hier), ils ont obtenu le retrait du projet de licenciement et le maintien du foyer Gustave-Roch, menacé de fermeture.

Au terme d'une journée de négociations, les salariés du Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Saint-Benoît ont abouti à un accord. « C'est un accord à court terme, incertain », lâchait hier soir un représentant du personnel. Fatigués, ils ont tout de même décidé de reprendre le travail. « Les résidents du foyer ont pesé sur notre décision. »

Les salariés ont obtenu deux

garanties de la Ddass¹. La première étant qu'il n'y aura pas de licenciement de personnel d'ici à la fin de l'année 2001.

Deuxième engagement pris par la Ddass : le foyer Gustave-Roch (19 lits) ne fermera pas pendant l'été. Cette structure restera ouverte jusqu'au 31 décembre 2001. « Les économies effectuées en fermant Gustave-Roch pendant deux mois sont très faibles. Cela n'aurait pas permis de combler le déficit », indique Michel Dmuchowski, directeur de la Ddass.

Enfin, un effort a été consenti par la Ddass pour « pérenniser les 13 contrats emplois consolidés ».

Michel Dmuchowski n'a pas augmenté sa rallonge budgétaire, déjà accordée la veille. « Un million de francs suffit à éviter les licenciements et la fermeture de

Gustave-Roch. » Le directeur du CHRS, Jean-Yves Crenn, ne partage pas son point de vue.

L'après 2001

Les salariés et la direction du CHRS n'ont pas obtenu de garanties concernant l'après 2001. Néanmoins, ils voient d'un bon œil l'audit financier et budgétaire qui leur a été proposé. Un diagnostic précis de la situation du CHRS devrait être établi en juillet par la Ddass, la Drass (direction régionale), la trésorerie générale et la direction départementale du travail. « L'établissement présente des déficits tous les ans... Le budget a pourtant augmenté de près de 40 %. J'aimerais comprendre comment on en est arrivé là », explique le directeur de la Ddass.

Hier soir, le foyer Saint-Benoît a

pu de nouveau fonctionner normalement. La situation dans les autres structures gérées par l'association sera rétablie aujourd'hui.

Vanessa RIPOCHE.

● Jean-Marc Ayrault s'en remet au préfet. Le maire de Nantes a écrit au préfet, Michel Biangy, pour lui demander de réunir les partenaires concernés par l'accueil des sans abris (département et ville) dans le but d'examiner quels moyens mobiliser pour faire face aux difficultés actuelles. Il s'agit de permettre aux établissements, notamment les Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, d'assumer pleinement leurs missions d'accueil et de réinsertion.

(1) Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Salade en boîte, compote et tranche de pain

« On a mal dormi cette nuit, ça stressa de savoir qu'on veut nous virer... », explique un résident. Tony, Rachid, Jean, Dominique... Les habitants du foyer Saint-Benoît, rue de la Tannerie, s'occupent comme ils peuvent en attendant les nouvelles des négociations. En ce jeudi après-midi, certains font la sieste, d'autres regardent la télé. La veille au soir, le directeur leur a demandé de quitter les lieux, le personnel en grève n'étant plus là pour assurer leur sécurité. Une quarantaine de résidents a refusé. « On a décidé d'occuper le foyer. Si on était partis, ils l'auraient fermé. » Le repas a été improvisé. Salade en boîte, tranche de pain et compote. Les bénévoles du conseil d'administration ont assuré l'encadrement. Le directeur du CHRS, Jean-Yves Crenn, a passé une partie de sa soirée auprès d'eux.

Ils ne sont pas en colère, mais simplement « dégoûtés ». Sentiment de ne pas être écoutés, d'être des victimes. Rancœur contre le per-

sonnel : « Ils veulent qu'on les soutienne, mais ils nous demandent d'aller dormir dehors... » Et incompréhension face aux choix de la direction des affaires sociales. « À la Ddass, ils trouvent l'argent pour nettoyer les plings, mais pas pour les foyers comme le nôtre... C'est aberrant », lâche un résident, après avoir vu un reportage sur le sujet.

Ils sont un petit nombre à « garder » le foyer. « Au cas où on ne pourrait plus vendre. » Ceux qui travaillent en journée ont obtenu l'assurance de trouver la porte ouverte. « Hier, un gars qui rentrait du travail est arrivé. Ils ne voulaient pas l'accepter, il a fallu insister », raconte un résident.

Au foyer d'hébergement et de réinsertion sociale Saint-Benoît, l'accueil n'est pas gratuit. Les résidents, des hommes de 18 à 60 ans, versent une somme dont le montant est fonction des ressources (RMI, revenus d'intérim). Elle leur permet d'être nourris, logés et lavés. Ils sont suivis par les travailleurs so-



Youcef et Rachid, résidents du foyer Saint-Benoît. « On fait le ménage dans les locaux depuis que le personnel est en grève. »

ciaux dans le but d'être réinsérés. Pris au dépourvu, « on n'a pas été informés avant de cette grève », ils se sentent laissés pour compte.

Hier soir, la signature de l'accord leur a au moins apporté une garantie, celle de passer une nuit à l'abri.

Grève au Samu social : « Plus d'accueil d'urgence »

Effet boule de neige. Le Samu social nantais (SSN) et la Maison d'accueil de jour sont aussi en grève depuis mercredi. Les sept salariés (six travailleurs sociaux, une infirmière) subissent les conséquences des mesures qui avaient été annoncées au CHRS. Solidaires de leurs collègues de Saint-Benoît, ils ont aussi leurs revendications propres.

Ces deux services d'urgence sociale, gérés par l'association Francisco-Ferrer, n'assurent plus

leurs missions. Conséquences : les personnes isolées, en marge de la société, vivant dans la rue, ne sont plus suivies.

Par ailleurs, le SSN réduit ses actions en direction des familles d'origine étrangère, en voie de régularisation. Trois-dix (59 adultes et 49 enfants) sont hébergées à l'hôtel, faute de centres d'accueil. Elles y resteront jusqu'à la date d'expiration de la réservation effectuée par le SSN. Au-delà, « la prise en charge s'arrête », signale Damien,

travailleur social. De plus, les familles qui arrivent dans l'agglomération ne pourront être suivies. « Ce n'est déjà pas notre mission d'assurer ce service auprès des familles, mais personne ne s'en occupe », indique la directrice adjointe.

Les salariés ont eu scandale face au manque de place en hébergement d'urgence à Nantes pour les hommes. Ils craignent qu'il n'y ait plus aucune place d'urgence pour les sans abri cet été. Or, d'autres places ont déjà été sup-

primées ou sont fermées l'été (une au Gué-Robert, une à Saint-Martin, deux à Saint-Yves).

« Jusqu'ici, il y avait huit places pour loger d'urgence des personnes seules. C'est déjà très insuffisant pour une ville comme Nantes. Alors, si on les supprime... », indiquent Laurence et Valérie, travailleuses sociales. Selon l'ensemble des travailleurs sociaux, « les moyens mis en place pour l'urgence sociale à Nantes se détériorent de manière alarmante ».

Bresse Régionale

Les associations de lutte contre l'exclusion demandent des moyens

Alors que les phénomènes d'exclusion se durcissent, que le Samu social est en grève, l'Uriopss et la Fnars donnent l'alerte à leur tour.

Après le mouvement au foyer Saint-Benoit, alors que le Samu social est toujours en grève, les associations de lutte contre l'exclusion tirent à leur tour la sonnette d'alarme. Hier, la Fnars et l'Uriopss (1), fédérations d'associations qui regroupent la majorité des établissements d'accueil pour personnes en difficultés sociales de la Région, se sont ainsi associées pour faire part de « la gravité de la situation ».

« On savait depuis longtemps qu'on traitait au cash ». Pour Jean-François Fribault, président régional du Fnars Pays de la Loire, « la crise actuelle de tout le dispositif de veille sociale à

« L'exclusion ne recule pas et les inégalités persistent »

Nantes « était prévisible. Depuis plusieurs mois en effet, les associations chargées de l'accueil et de la réinsertion de personnes en difficulté ne cessent d'alerter les pouvoirs publics sur « une situation qui s'aggrave ». Ce, malgré la croissance économique : « l'exclusion ne recule pas et les inégalités persistent. La reprise économique a même pour effet d'accroître le décalage entre les exclus et les autres. Les associations sont ainsi confrontées à de plus en plus de personnes en « très grande rupture sociale et d'emploi », aux problématiques complexes (problèmes psychologiques et/ou psychiatriques, demandeurs

d'asile, conduites addictives, violence...), dont la seule issue est d'entrer dans des démarches de reconstruction et d'insertion.

Des profils divers (hommes et femmes seuls, familles, mineurs...) dont les associations tiennent compte, qui adaptent leurs réponses et innovent par des modes d'intervention divers, dans les domaines de la santé, du logement, de l'emploi, des loisirs... « Il s'agit de proposer des réponses adaptées, de trouver des accueils, des centres d'intérêts pour recréer du lien », précise Christine Drouin, permanente régionale de la Fnars.

« C'est aberrant » Des initiatives efficaces mais qui se heurtent à un manque de moyens financiers. L'exemple actuel des Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) est significatif :

« Il n'y a plus de places à proposer. On n'a plus les moyens d'accueillir dignement les personnes, de remplir la mission d'accueil d'urgence qui s'impose à nous », constate Michel Pagnier, directeur de l'Uriopss.

À cette pénurie de places et de moyens, s'ajoute le fait que « les établissements sont pour la plupart sous équipés » et que l'encadrement n'est pas toujours effectué par du personnel qualifié.

« L'urgence, c'est un vrai travail. La manière dont c'est fait, la qualité d'écoute, d'accueil, d'échange sont essentiels. Or, on nous dit 'prenez des CES, des CEC ça



De gauche à droite : Michel Pagnier (Uriopss), Paul Gautier (association Saint-Benoit), Jean-François Fribault (Fnars) et Christine Drouin (Fnars).

coûte moins cher qu'un professionnel qualifié. C'est aberrant. On demande à des personnes déjà en difficulté d'assurer une mission d'insertion auprès d'un public précaire », rappelle le président régional de la Fnars.

Exemple : à la demande de la Ddass, le foyer Saint-Benoit emploie actuellement treize personnes en Contrat emploi consolidé (CEC), en remplacement de 24 Contrats emploi solidaire (CES) qui n'ont pas été prolongés.

D'où la grande inquiétude de la Fnars et de l'Uriopss, qui attendent toujours la signature du décret contre les exclusions promis par Elizabeth Gulgou : « sans une mesure budgétaire forte, certaines associations devront cesser tout ou partie de leurs activités, laisser les exclus encore un peu plus à la porte de notre société, incendier ». Le tout dans un contexte

d'application des nouvelles lois (réduction du temps de travail, heures d'équivalence...), impossibles à mettre en oeuvre, faute de moyens. C'est dire s'il y a urgence à réagir.

« Nous demandons simplement les moyens d'appliquer dignement la loi, garantissant aux usagers les droits qui sont les leurs, le plus souvent inscrits dans le Code de la famille et de l'aide sociale, et à nos salariés, l'application pure et simple du Code du travail », précisent les fédérations qui ont sollicité une audience auprès du préfet de région et qui ont envoyé, hier, un courrier à tous les parlementaires de la région et aux maires des grandes villes.

S.G.
(1) Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) et Union régionale Interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uriopss)

Le Samu social reçu à la mairie

Les salariés du Samu social ont été reçus hier après-midi à la mairie, par Pascal Bolo, directeur de cabinet de Jean-Marc Ayraut, et par Michelle Meunier, en charge des affaires sociales et vice-présidente du CCAS.

« Il n'y a rien de concret mais un grand intérêt a été manifesté », souligne le Samu social, satisfait d'avoir pu fournir un rapport détaillé sur la situation actuelle, avec le sentiment que son rôle a été reconnu. Lors de cette rencontre, le Samu social a

également insisté sur le fait que le traitement de l'urgence à Nantes, dans un contexte d'arrivée massive de demandeurs d'asile et de hausse du nombre de jeunes dans la rue, est « catastrophique », en raison, notamment, de la saturation du dispositif d'accueil et du manque de moyens financiers. À cet effet, rappelons que le Samu social d'Angers compte 7 salariés, celui de Montpellier 12, celui de Bordeaux 14. À Nantes, l'équipe ne rassemble que 6 personnes. Si ces faits semblent avoir été entendus, le Samu social espère désormais que cela ne restera pas lettre mor-

te. La Ville de Nantes a cependant promis de rappeler sa mission à chaque acteur concerné (administration, associations...), lors d'une réunion avec le préfet qui pourrait se tenir la semaine prochaine. En attendant, le Samu social poursuit la grève jusqu'à lundi, n'assurant plus la prise en charge des personnes à la rue. Les salariés comptent interpeller la Ddass (direction départementale des interventions sanitaires et sociales), tandis qu'un nouveau rendez-vous a été pris avec le directeur de la Ddass, lundi. Ce même jour, le Samu social doit rencontrer les sala-

riés du foyer Saint-Benoit pour une mise en commun des revendications. Diverses actions pourraient ainsi être conduites, notamment mardi (jour de la commission d'urgence de la Fnars) et mercredi (jour où l'association Sos Sans Abri fera un compte rendu du plan hivernal à la mairie). Enfin, soulignons que le Samu social est soutenu dans son action par Médecins du Monde, par les associations Francisco Ferrer, Val des Eaux-Vives (qui gère un restaurant social) et Claire-Fontaine, par le foyer Saint-Martin, par le personnel du CCAS et par la CGT.

Manque de places en accueil d'urgence Le Samu social poursuit la grève

Le Samu social a entamé hier mardi sa 7^e journée de grève pour dénoncer le manque de places en accueil d'urgence à Nantes. Les salariés s'indignent notamment d'un courrier de la Ddass qui limite la distribution des bons d'hôtels à 200 000 F par mois.

C'est une famille déracinée. Le père, la mère et trois enfants, âgés de 2, 4 et 6 ans, sont arrivés d'Angola samedi. Lundi, ils ont entamé les démarches pour demander l'asile politique à la préfecture. La procédure prend plusieurs mois : en janvier prochain, ils retourneront à la préfecture pour faire le point, mais, en attendant, ils sont à la rue, ou plus exactement à la Bourse du travail, seule « solution », puisque l'accueil d'urgence fait défaut : c'est cette situation que la grève des salariés du Samu social entend dénoncer.

« 15 à 20 personnes dehors chaque soir »

Hier mardi, septième jour du mouvement, devant les locaux du Samu social, gare Nord, les salariés ont fait signer aux passants une pétition de soutien ⁽¹⁾. « Nous sommes en grève, mais même si on travaillait, nous n'aurions pas de solution à proposer, puisque la Ddass nous demande dans un courrier de ne pas mettre de nouvelles familles à l'hôtel », assure Damien Poyet, éducateur spécialisé au Samu social. « L'hôtel est souvent la seule solution possible, puisque les places d'accueil d'urgence se limitent, pour toute l'agglomération nantaise, à quatre places pour les hommes,



Devant les locaux du Samu social, gare Nord, les salariés en grève ont fait signer une pétition de soutien aux passants.

une à deux places pour les femmes seules, une à deux places pour les femmes avec enfant et qu'il n'y a rien pour les couples », s'indigne l'éducateur.

Pour Michel Dmuchowsky, directeur départemental de la Ddass : « Il s'agit de donner une limite financière de 200 000 F par mois pour les bons d'hôtels : j'ai obtenu 1,2 million de francs supplémentaires auprès du ministère pour faire face aux dépenses de 2001, qui prévoient 2,2 millions de bons d'hôtels, mais il faut bien voir qu'on a crevé les plafonds, puisque nous dépensions autour de 600 000 F en bons d'hôtels les autres années. » Le responsable reconnaît qu'il n'a « pas de solution à proposer », si ce n'est « la création d'un poste d'infirmier psychiatrique ».

« On laisse 15 à 20 personnes dehors chaque soir, sans comp-

ter ceux qui sont à la Bourse du travail : dire qu'il n'y a pas de solution revient à dire de laisser les familles dehors », estime Chantal Marhadour, infirmière au Samu social. « Le poste d'infirmier psychiatrique a été acquis il y a huit mois, on l'accepte, bien sûr, sachant que c'est l'ARH (Agence régionale d'hospitalisation) qui donne le budget », conclut la jeune femme, avant de rejoindre, avec ses cinq collègues grévistes, la manifestation pour le relogement des sans-papiers.

C. H.

(1) En signe de solidarité, le personnel de la Maison d'accueil de jour observe également une grève depuis mercredi. Le Samu social et la Maison d'accueil de jour sont gérées par l'association Francisco-Ferrer.

CF 27.06.01

A Nantes, le 115 ne répond plus

Le Samu social, en grève, proteste contre le manque de moyens.

Nantes correspondance

La rue est laissée à elle-même ces jours-ci à Nantes: le Samu social est en grève depuis une semaine. «On ne peut plus appliquer la loi sur les exclusions de 1998. Impossible avec un effectif de cinq postes et demi, deux fois moins qu'à Montpellier. Ici, le Samu social est purement symbolique, explique Damien Poyet, un des éducateurs. Tout le système d'accueil d'urgence est sursaturé. Nous ne disposons que de quatre places pour hommes dans un foyer d'accueil, alors que dix à quinze sans-abri sont en attente et doivent dormir dans la rue. Sans compter quelque vingt-cinq autres qui ne font pas appel à nous et restent de toute façon dehors.»

Errance. La petite équipe nantaise ne voit pas comment assurer ses missions, aller à la rencontre de ceux, très clochardisés, qui ne demandent rien, recréer du lien social, répondre aux demandes d'hébergement qui passent par le 115 et enfin servir d'observatoire pour informer des situations de grande exclusion. D'autant que, depuis septembre, elle doit aussi accueillir les familles étrangères en attente de statut, couples et femmes seules avec enfants, femmes enceintes. Certaines, renvoyées de Paris, ont échoué à Nantes sans même savoir le nom de la ville. Ainsi, trente-cinq de ces familles de Géorgie, d'Ukraine et d'Afrique noire sont hébergées dans des hôtels. Le Samu social paye la note à l'avance, la Direction des affaires sociales rembourse. Un soixantaine d'adultes, une cinquantaine d'enfants ballottés d'un hôtel à l'autre, certains depuis un an. «Beaucoup y sont dans des situations très précaires, intolérables, contraints de déménager souvent pour libérer les chambres, réservées antérieurement. Ils sont obligés de manger froid, biscuits, sandwiches... Un seul hôtel leur a ouvert sa cuisine et son lave-linge. Il y a

des cas de malnutrition d'enfants», ajoute Damien Poyet. Avec ses collègues, il estime possible d'ouvrir une trentaine de places d'urgence dans divers foyers et à l'hôpital qui ferme ces lits hors des périodes de grand froid. «On nous promet un infirmier psychiatrique depuis huit mois, alors qu'il en faudrait quatre, et quatre postes d'éducateur.»

«Onde de choc». Géré par l'association Francisco Ferrer, le Samu social est doté de 1,2 million de francs (182 938 euros) de subventions, Ddass et Drass étant les principaux financeurs, avec la mairie de Nantes et la SNCF. Michel Dmuchowski, directeur de la Ddass, dit comprendre les revendications des grévistes «liées à l'onde de choc des demandeurs d'asile qui avait éparpillé Nantes jusque-là. Mais je n'ai pas de marge de manœuvre:

les bons d'hôtel (pour rembourser les hébergements) ont déjà été dotés par le ministère, pour l'année 2001, de crédits supplémentaires se montant également à 1,2 million de francs (182 938 euros). Je n'ai pas de crédit caché ou inutilisé. On ne pourra pas augmenter l'effectif.»

«On claque la porte.» «La Ddass nous a clairement demandé de ne pas prendre en compte les nouvelles familles d'étrangers en demande d'asile. C'est clair, par crainte de l'"appel d'air", on claque la porte et on ferme à clé», dit Damien Poyet.

«On en est arrivé à demander à chacun où il en est de son statut, à faire de la sélection. C'est aberrant!», soupire Chantal Marhadour, la seule infirmière de l'équipe de rue. «Jusqu'à présent on a bricolé sans faire de vagues. On fait tampon entre la rue, les riverains et les structures. Delass, mairie, tout le monde en est conscient, mais aucun moyen ne nous est donné. On ne peut plus assurer l'accueil immédiat, inconditionnel et anonyme garanti par la loi.» ●

NICOLAS DE LA CASINIÈRE

Liberation

28.06.01

L'association Fransisco-Ferrer gère le Samu social « Le virage est un peu brutal »

L'association Fransisco-Ferrer gère le Samu social et la Maison d'accueil de jour, deux structures actuellement en grève pour dénoncer le manque de place en accueil d'urgence dans l'agglomération nantaise (lire OF d'hier mercredi).

Hier mercredi, à l'issue d'une réunion co-animée par la Ddass (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) et la mairie de Nantes, les représentants de l'association Fransisco-Ferrer, qui gère le Samu social et la Maison d'accueil actuellement en grève, ont précisé qu'ils soutiennent le principe de la « grève d'alerte ». « Rien ne se fera dans l'urgence », estiment-ils cependant, regrettant « le virage un peu brutal » que la Ddass leur demande de négocier.

« Un plan de transition n'aurait pas été scandaleux. » Le président de l'association, Alain Le Guézengard, manie prudemment les mots pour donner son sentiment sur la situation du Samu social : « Nous sommes d'accord avec la Ddass quand elle propose l'Allocation de logement temporaire, qui permet aux familles d'accéder à de vrais logements, mais la décision de limiter les bons d'hôtels a été trop brutale, pour un problème signalé depuis longtemps. »

Le problème ? L'afflux de familles demandeuses d'asile depuis le début de l'année. « L'éthique de l'association fait que le Samu social n'a pas à sélectionner son public, mais force est de constater que les problèmes d'une famille avec enfants ne sont pas les mêmes que ceux des sans-abri désocialisés, indique Alain Le Guézengard. Si on donne un logement à la famille, on n'en entend plus parler, ce qui n'est pas le cas avec une personne qui rencontre des problèmes socio-psychiatriques. »

« Les familles ne devraient pas être orientées chez nous mais en foyer d'hébergement », assure la



Florence Perrichaud et Alain Le Guézengard, respectivement responsable et président de l'association qui gère le Samu social et la Maison d'accueil de jour.

responsable de l'association, Florence Perrichaud.

Réunion à la mairie

Les représentants de l'association expliquent avoir eu l'occasion d'exposer leur point de vue au cours de la réunion de la « commission extra-municipale sur la question du dispositif SOS sans-abri », hier mercredi à la mairie. « Nous demandons un plan de transition au préfet, garant de la loi sur la lutte contre les exclusions », résume la jeune femme.

« La rencontre, qui réunissait une

trentaine d'association, des gens du CHU et de la police, bref, les acteurs confrontés à l'accueil d'urgence, n'a rien donné », estime la responsable, qui relève un seul point positif : l'engagement de la Ddass de « négocier avec le CHU pour l'ouverture de lits dans le cadre d'un dispositif grand froid qui irait de novembre à avril, au lieu du coup par coup qui a limité ces ouvertures à une dizaine de jours cet hiver ».

Sollicitée, la mairie n'a pas souhaité s'exprimer.

Claire HAUFAY.

Soutien à la grève

Le Gasprom et l'association Fraternité l'Écoute de la rue apportent leur soutien à la grève du personnel du Samu social. « En demandant une meilleure reconnaissance de leur action et de leurs conditions de travail, les salariés du Samu social nantais témoignent de leur volonté de défendre l'accès aux droits et à

une véritable aide sociale pour tous », estime le communiqué du Gasprom. Fraternité l'Écoute de la rue déclare apporter « le soutien le plus total aux revendications du personnel du Samu social dont la mission première - l'accueil et l'accompagnement des personnes sans domicile - ne peut être accomplie ».

OF 28.06.01

Le Samu social, toujours en grève, « envoie des fax à Elisabeth Guigou »

Huit jours de grève et toujours rien de nouveau au Samu social. Hier, les salariés concernés ont continué à faire signer une pétition aux habitants de Nantes et de l'agglomération. Ils ont aussi rencontré le directeur du cabinet du préfet qui se serait montré « surpris par la lettre de la Ddass », lettre interdisant au Samu social de prendre en charge de nouvelles familles de demandeurs d'asile. Par ailleurs, « puisque la

Ddass nous fait savoir qu'elle n'a plus les moyens de financer, nous avons commencé à envoyer des fax à Elisabeth Guigou, le ministre de l'Emploi et de l'Action sociale ». Par ailleurs, le Samu social a reçu, hier, le soutien du Collectif d'aide aux Sans-Abri. Le Collectif en question a envoyé un courrier au préfet, au maire de Nantes, au président du Conseil général : « Notre expérience de proximité avec les sans-abri nous permet d'affirmer

que pour vivre et non survivre, ces personnes n'ont pas seulement besoin d'un toit pour la nuit, mais aussi d'un accompagnement social.

Il nous apparaît donc indispensable que, dans les plus brefs délais, vous preniez les mesures nécessaires, financières et autres, qui permettront au Samu social et aux associations chargées de l'urgence sur Nantes, de trouver des relais pour insérer ces personnes et ces familles ».

Libération 28/07/2001

A Nantes, le 115 ne répond plus

Le Samu social, en grève, proteste contre le manque de moyens.

Par NICOLAS DE LA CASINIÈRE

Nantes correspondance

La rue est laissée à elle-même ces jours-ci à Nantes : le Samu social est en grève depuis une semaine. « On ne peut plus appliquer la loi sur les exclusions de 1998. Impossible avec un effectif de cinq postes et demi, deux fois moins qu'à Montpellier. Ici, le Samu social est purement symbolique, explique Damien Poyet, un des éducateurs. Tout le système d'accueil d'urgence est sursaturé. Nous ne disposons que de quatre places pour hommes dans un foyer d'accueil, alors que dix à quinze sans-abri sont en attente et doivent dormir dans la rue. Sans compter quelque vingt-cinq autres qui ne font pas appel à nous et restent de toute façon dehors. »

Errance.

La petite équipe nantaise ne voit pas comment assurer ses missions, aller à la rencontre de ceux, très clochardisés, qui ne demandent rien, recréer du lien social, répondre aux demandes d'hébergement qui passent par le 115 et enfin servir d'observatoire pour informer des situations de grande exclusion. D'autant que, depuis septembre, elle doit aussi accueillir les familles étrangères en attente de statut, couples et femmes seules avec enfants, femmes enceintes. Certaines, renvoyées de Paris, ont

échoué à Nantes sans même savoir le nom de la ville.

Ainsi, trente-cinq de ces familles de Géorgie, d'Ukraine et d'Afrique noire sont hébergées dans des hôtels. Le Samu social paye la note à l'avance, la Direction des affaires sociales rembourse. Un soixantaine d'adultes, une cinquantaine d'enfants ballottés d'un hôtel à l'autre, certains depuis un an. « Beaucoup y sont dans des situations très précaires, inhumaines, contraints de déménager souvent pour libérer les chambres, réservées antérieurement. Ils sont obligés de manger froid, biscuits, sandwiches... Un seul hôtel leur a ouvert sa cuisine et son lave-linge. Il y a des cas de malnutrition d'enfants », ajoute Damien Poyet. Avec ses collègues, il estime possible d'ouvrir une trentaine de places d'urgence dans divers foyers et à l'hôpital qui ferme ces lits hors des périodes de grand froid. « On nous promet un infirmier psychiatrique depuis huit mois, alors qu'il en faudrait quatre, et quatre postes d'éducateur. »

« Onde de choc ».

Géré par l'association Francisco Ferrer, le Samu social est doté de 1,2 million de francs (182 938 euros) de subventions, Ddass et Drass étant les principaux

financiers, avec la mairie de Nantes et la SNCF. Michel Dmuchowski, directeur de la Ddass, dit comprendre les revendications des grévistes « liées à l'onde de choc des demandeurs d'asile qui avait épargné Nantes jusque-là. Mais je n'ai pas de marge de manœuvre : les bons d'hôtel (pour rembourser les hébergements) ont déjà été dotés par le ministère, pour l'année 2001, de crédits supplémentaires se montant également à 1,2 million de francs (182 938 euros). Je n'ai pas de crédit caché ou inutilisé. On ne pourra pas augmenter l'effectif. »

« On claque la porte. » « La Ddass nous a clairement demandé de ne pas prendre en compte les nouvelles familles d'étrangers en demande d'asile. C'est clair, par crainte de l'"appel d'air", on claque la porte et on ferme à clé », dit Damien Poyet.

« On en est arrivé à demander à chacun où il en est de son statut, à faire de la sélection. C'est aberrant ! », soupire Chantal Marhadour, la seule infirmière de l'équipe de rue. « Jusqu'à présent on a bricolé sans faire de vagues. On fait tampon entre la rue, les riverains et les structures. Ddass, mairie, tout le monde en est conscient, mais aucun moyen ne nous est donné. On ne peut plus assurer l'accueil immédiat, inconditionnel et anonyme garanti par la loi. »

Les Alternatifs solidaires de la grève du Samu social

Depuis 10 jours, les travailleurs sociaux du Samu social sont en grève. Dans un communiqué, les Alternatifs dénoncent « la politique de l'autruche des services de l'État chargés de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et des responsables politiques... ». Pour les Alternatifs, « Il est moralement et politiquement inadmissible d'opposer un dépassement budgétaire à la détresse d'êtres humains qui demandent simplement qu'on les aide. » Et de poursuivre, « l'organisation actuelle de l'aide sociale, compétence articulée entre la DDASS, la DDISS-conseil géné-

ral et le CCASS-Ville de Nantes interpelle aujourd'hui directement le préfet de Loire-Atlantique, le président du conseil général et le député maire de Nantes coresponsables de l'insuffisance criante de lieux d'hébergement pour les sans-logis. »

Pour sortir de l'impasse et permettre la fin du mouvement de grève, les Alternatifs demandent en conclusion « l'annulation immédiate de la circulaire de la DDASS limitant sur l'année la somme maximum disponible pour l'hébergement hôtelier d'urgence ».

Samu social : vers un accord après « quelques avancées »

Les salariés du Samu social rencontrent ce matin la Ddass (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) après 13 jours de grève. « Nous avons obtenu de petites avancées qui pourraient aboutir à un accord, sachant que l'on pallie le plus pressé », explique Valérie Boutet, travailleuse sociale.

Parmi les avancées, la salariée cite « la mise à disposition de 10 places sur le site de l'hôpital Saint-Jacques » : « Ces places ne seront ouvertes que le soir et sans travailleur so-

cial ; il faudra trouver des réponses plus adaptées », s'inquiète Valérie Boutet.

« Nous avons également envie de parler du paiement des jours de grève, sachant que nous avons porté ce mouvement non pas pour nous mais pour l'amélioration des conditions d'accueil d'urgence à Nantes », déclare la jeune femme.

Hier soir, dans un communiqué, les salariés du Samu social assurent que ce dernier point n'était « toujours pas réglé ».

vt 3.07.01

Le 115

répond à nouveau

Quatorze jours que le 115 du Samu social nantais ne répondait plus. Si la porte d'entrée était difficile à trouver, coincée entre celle de la gare SNCF Nord et les locaux de la police nationale, personne ne pouvait passer à côté sans être tenté de s'arrêter. La banderole qui courait sur la double porte vitrée, et néanmoins opaque, du local ne criait pas seulement : « Samu social en grève ». Elle témoignait aussi du sentiment d'abandon éprouvé par « le mec de la rue », par celui à qui on peut aujourd'hui difficilement venir en aide, faute de moyens.

L'amalgame entre St-Benoît et Samu social

Le mouvement a débuté le 20 juin. C'est le foyer Saint-Benoît qui l'a initié. Principal foyer d'accueil des personnes sans hébergement dans la région nantaise, il accuse un déficit d'1,5 million de francs sur l'année 2001. Ses salariés, dont certains voient leurs postes menacés par d'évidents problèmes de gestion, décident alors d'interpeller la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Les quatre places d'urgence mises à disposition des hommes isolés, en situation de précarité, sont supprimées, afin de réduire les coûts de fonctionnement.

Par solidarité et parce que les problèmes du foyer Saint-Benoît sont aussi un peu les leurs, les cinq éducateurs (dont un à mi-temps) et l'infirmier du 115 décident dès le début de s'associer au mouvement. L'amalgamé est inévitable. Rapidement, les salariés du Centre d'hébergement et de réinsertion sociale Saint-Benoît obtiennent des réponses. Michel Omuchowski, directeur de la Ddass, leur accorde le million de francs qui leur garantit une certaine sécurité jusqu'à la fin de l'année. Jusqu'en décembre, c'est sûr, aucun emploi ne sera menacé. Un audit est commandé pour début juillet 2001. La situation a été mise à plat. C'est déjà ça.

« On ira jusqu'au bout, on ne lâchera pas »

La Kangoo du Samu social nantais ne se débarbouille pas pour autant de ses « Trop peu de moyens pour l'urgence sociale ». Le local affiche toujours sa colère.

Depuis quelques temps déjà, le Samu social nantais ne peut plus honorer la circulaire du ministère de la Santé d'octobre 2000, et garantir « un accueil et un hébergement d'urgence avec un accès im-



Alors que Jean-Marc Ayrault a décidé de réunir ce mercredi 4 juillet les acteurs de la situation sociale nantaise pour étudier le cas des demandeurs d'asile, le Samu social nantais reprend du service après quatorze jours de grève. Chronique.

médiat, inconditionnel et anonyme... » Par manque de moyens. Chaque soir, l'équipe de nuit du 115 sait que nombre de problèmes ne trouveront pas de solution. Sur les murs sont affichées les disponibilités : 0 place d'accueil pour les hommes isolés, 0 pour les couples, 1 ou 2 places pour les femmes isolées et la même chose pour les femmes avec enfants. C'est sans compter les nombreuses familles ukrainiennes ou africaines qui échouent à Nantes, parfois par hasard, souvent par espoir. Elles sont 32 à ce jour, maintenues dans des conditions précaires depuis plusieurs mois, à s'approprier des hôtels nantais parce qu'elles n'ont pas d'autre choix. Ainsi, la semaine dernière, trois nouvelles familles sont arrivées et ont trouvé porte close.

« Des idées, on en a tous plein les tiroirs »

Le Samu social nantais est financé principalement par la Ddass et la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS), mais également par la mairie de Nantes et la SNCF. L'association Francisco Ferrer, qui gère le 115, dispose de 1,2 million de francs de subventions annuelles.

Une somme qui doit suffire pour aller à la rencontre de ceux qui ne demandent souvent rien, pour essayer de recréer ce qu'on appelle du lien social, pour s'assurer du suivi des prises en charge. Sur la liste des revendications du Samu social nantais, les considérations salariales n'ont jamais eu leur place. Ce qui a ouvert la ligne du 115 ce mercredi, ce sont des engagements écrits sur les moyens qu'on allait lui accorder. La semaine dernière, Laurence et Angelo, éducateurs, affirmaient : « Des idées, des projets, nous en avons tous plein les tiroirs. Ce que nous voulons aujourd'hui, ce sont des échéances écrites et datées. On ira jusqu'au bout ». Ils avaient alors d'autant plus de raisons d'être en colère que non contents de ne pas leur apporter de réponse, la Ddass leur interdisait au contraire d'accueillir toute nouvelle famille étrangère.

La Kangoo se démaquille et redémarre

Mardi dernier, au terme de quatorze longues journées de grève, le Samu social nantais a démaquillé son véhicule et décidé de répondre à nouveau au téléphone. En plus des 4 places du foyer Saint-Benoît,

« Le droit à un logement décent est un principe humain élémentaire (...). Depuis plusieurs années, les associations soulignent le manque de moyens personnel et le manque de places à Nantes en hébergement d'urgence », déclare la Ligue des Droits de l'Homme.

12 nouvelles places ont en effet été libérées. La Ddass est revenue sur ses positions et leur garantit la continuité de la prise en charge des familles déjà présentes sur le sol nantais, mais aussi de celles qui arrivent encore. Elle s'engage également à travailler à la définition d'une structure susceptible de prendre le relais auprès des dites familles. Elle envisagera aussi la création en 2002 d'une autre structure, dite « bas seuil », qui accueillera les personnes les plus clochardisées. L'arrivée incessante de l'infirmier psychiatrique, indispensable et tant attendu, devrait venir renforcer l'équipe ces jours-ci et la Ddass prévoit d'envisager une substantielle hausse des effectifs pour 2002. Enfin, l'ouverture d'un cadastre pour les demandeurs d'asile est en prévision. « Nous sommes fatigués, mais satisfaits de ce que nous avons obtenu. Nous pouvons enfin reprendre le travail dans de meilleures conditions », conclut Laurence.

Le mur des disponibilités aura beau inspirer moins de lamentations, cela n'empêchera pas pour autant la mot « urgence » de rimer avec Nantes.

Anne-Hélène Dorison

Le SAMU social de Nantes obtient 16 lits après 12 jours de grève

Nantes. — Le SAMU social de Nantes, en grève depuis le 20 juin, a obtenu satisfaction lundi sur l'ensemble de ses revendications, notamment l'obtention de 16 lits d'hébergement d'urgence.

« On s'est mis en grève parce qu'on ne pouvait plus remplir aucune de nos missions », a expliqué Chantal Marhadour, infirmière, soit principalement d'aller au contact des personnes « qui ne demandent plus rien », et répondre aux appels du numéro vert 115

pour des hébergements immédiats.

Situation critique

En ce début d'été, de nombreux foyers fermant ou restreignant leurs capacités, les 6 salariés du SAMU social (une infirmière et cinq travailleurs sociaux, dont un à mi-temps), n'avaient plus un hébergement à proposer aux personnes isolées, au lieu d'une quinzaine habituellement.

De plus, à Nantes, aucune structure spécifique n'existe

pour les personnes les plus clochardisées, et depuis septembre, le nombre de familles de sans-papiers n'a cessé d'augmenter.

« Normalement, on n'accueille les gens qu'une seule nuit. Avec les familles de sans-papiers, il n'y a personne à qui passer le relais et nous sommes passés du logement de 7 familles en hôtels en septembre à 32 familles aujourd'hui ».

16 lits de plus

La Ddass évoquant un épulnement des budgets, avait recommandé le 19 juin au SAMU social de ne plus accueillir de familles nouvelles et de diminuer autant que possible le nombre des familles déjà hébergées.

Lundi soir, le SAMU social a obtenu de pouvoir continuer la prise en charge des sans-papiers. La Ddass s'engage de son côté à les décharger autant que possible en mobilisant d'autres associations sur ce dossier. Ils ont récupéré six places en foyer, ainsi que les dix lits dont ils bénéficient généralement l'hiver, dans un hôpital. Ils devraient aussi pouvoir embaucher prochainement un infirmier supplémentaire.

Satisfaction et inquiétude

L'équipe a repris le travail mardi, « satisfaite d'avoir eu gain de cause » sur l'ensemble de ses revendications, mais déjà inquiète de l'afflux prévisible de sans-papiers à loger à la mi-août. La petite centaine de sans-papiers qui campe de façon provisoire depuis juillet 1998 dans les locaux de la Bourse du travail CGT va en effet devoir trouver un nouveau toit, le syndicat déménageant à cette date.

(6) Ils vivent en communauté : les Compagnons d'Emmaüs Emmaüs : une aide à la dignité



Le magasin est alimenté par les objets récoltés et réparés dans les ateliers. Compagnons, bénévoles et responsables en assurent la vente.

Depuis presque quarante ans, la communauté d'Emmaüs située à Bouguenais offre travail et hébergement aux plus démunis. Dans un cadre verdoyant, responsables et bénévoles tentent de restructurer et revaloriser ces individus. Une seule condition pour y accéder : le volontariat.

« Quelques jours, quelques mois, quelques années, toujours le bienvenu » tel est le credo de la communauté d'Emmaüs qui accueille à Bouguenais 35 personnes en grande souffrance, en voie de clochardisation.

« Revaloriser les gens en difficulté n'est pas tâche facile » déclare Roger Hamon, l'un des trois responsables « salariés par la Fédération créée à Nantes en 1953. Différente d'un atelier d'hébergement traditionnel, la communauté est un lieu où chacun « fait son travail » et s'épanouit dans la dignité » observe Pascal Hessemat, un des responsables du centre. « Ici, c'est un lieu de vie, de travail et de service. »

Accueillir l'homme tel qu'il se présente

« Quelles que soient ses origines, sa provenance et ses capacités, l'individu a le droit à l'estime et à la considération » remarque Roger. C'est pourquoi, la communauté offre un statut allant bien au-delà du simple hébergement. Cette association loi 1901 propose ainsi aux gens, qui viennent ici, un travail et un lieu d'accueil au sein desquels ils sont susceptibles de s'épanouir. Mais attention, l'accès à un tel centre ne se fonde que sur le volontariat. « On

ne va pas chercher les gens dans la rue ; et ceux qui viennent ici se prennent en charge, seuls » souligne l'un des trois responsables présents à temps plein. La proposition est simple : on leur offre un travail pour qu'eux-mêmes puissent subvenir à leurs besoins. « Ils doivent accepter les règles du jeu et participer chacun à leur manière à la vie collective » souligne David, le dernier responsable. « Il y a toujours une fonction pour eux : standard, vente, intendance, jardin, cuisine, ménage ». Les responsables s'efforcent de présenter un panel de métiers, en accord avec les goûts et les affinités de chacun. Le travail est le gagne-pain de la communauté et la clé de l'intégration. Les compagnons sont pleinement responsables, par exemple des outils, de leur entretien et de la propreté des lieux. Courtoisie, patience, entraide représentent quelques-unes des règles de la vie collective.

Revalorisation par le travail

La journée de chaque compagnon est rythmée de temps forts qui lui permettent de se réinsérer au sein d'une vie collective. « Le casse-croûte habituel est servi à 9 heures, le déjeuner à midi. À 16 heures, c'est le moment du café sur le chantier et, vers 18 heures, ils se réunissent pour prendre le repas du soir » indique l'un des responsables du centre.

Ces moments sont primordiaux pour une bonne majorité des personnes accueillies car ils restructurent ces individus qui ont fait de la route pendant des années et ont bien souvent rompu avec tout lien social.

Une fonction est donnée à chaque personne arrivant à la communauté. Chacun travaille selon ses capacités. « On leur confie un poste de travail dans un atelier, sur un camion, à la vente, à la cuisine ou autre ; chacun a son boulot et son poste » indique Roger. Et toutes les activités doivent être assurées avec un souci de propreté et d'hygiène exemplaire. À Bouguenais, des ateliers en tout genre existent. Michel s'occupe, par exemple, de la lingerie. « Les compagnons apportent leur linge à la buanderie et Michel le lave et le repasse. C'est sa fonction » ajoute Pascal. L'hygiène constitue un combat permanent pour les trois responsables. Selon eux, « la propreté, sur soi et dans toute activité, est un élément de qualité de vie du groupe ».

De nombreux ateliers sont donc présents sur le site même d'Emmaüs. Utiles et complémentaires, ils sont parfois très surprenants. Certains trient la ferraille ; d'autres les tissus collectés en masse chez les particuliers. « On vend des tonnes de vêtements à des prix dérisoires. Notre activité est fondée essentiellement sur la récupération et la rénovation » commente Roger. Il n'est d'ailleurs pas surprenant de voir des compagnons s'affairer à remettre en état réfrigérateurs ou machines à laver ou bien encore à restaurer des meubles anciens et poussiéreux. Ici, objets et matières premières sont les bienve-

nus en plus de l'allocation, la nourriture, le logement, les frais liés à la santé, les loisirs et les vêtements.

Le respect d'autrui

La non-violence, l'honnêteté, la sobriété sont les règles élémentaires que les compagnons s'engagent à respecter lors de leur arrivée au sein même de la communauté d'Emmaüs. « Nous devons poser un cadre de vie pour conserver la sérénité dans le groupe » spécifie l'un des trois responsables du centre. Et ce n'est pas toujours chose facile pour ces hommes qui accumulent bien souvent les difficultés. Par exemple, pour éviter le gaspillage et respecter le travail de l'équipe de cuisine, toute absence doit être signalée à temps. Ici, les hommes sont totalement libres, « ça n'est jamais fermé ».

« Et même si les 35 personnes accueillies à la communauté ne dorment plus en dortoir depuis 1998 - au début, l'accueil se faisait en dortoir ; maintenant, on va vers le 100 % individuel - commente Pascal -, elles sont en contact au moment des repas, à l'atelier ou à la cantine. « Nous nous appelons communauté et, pourtant, on observe un manque d'implication affective en partie dû à toutes leurs souffrances retenues. »

L'ambiance est très variable d'un groupe à l'autre selon Pascal Assémat. « À certains moments, on tombe sur de bonnes équipes et à d'autres, il suffit d'une dispute dans un couloir pour bouillir tout un week-end ».

Des activités sont également organisées par la communauté et ont pour objectifs d'offrir des temps de détente individuels ou collectifs. « La demande est très faible ; les rapports cassés avec leur famille y sont pour quelque chose » déclare avec amertume l'un des responsables. « Ici, pour certains, il y a des rapports cassés et des ruptures irréversibles. » Mais, pour les responsables et les bénévoles, il faut se battre et continuer à susciter l'envie. Emmaüs offre de nombreuses possibilités en terme de loisirs et de formations. « Nous avons des tas de moyens d'accompagnement pour se réinsérer ». Certains, grâce à Emmaüs, « se remettent dans la norme » et leur passage à la communauté s'associe à une page de leur vie qui se tourne.

Bénédict KERAUTRET.

OF
4-5/08/01

Plusieurs familles nantaises s'agrandissent le temps d'un été

1 Hélène reçoit Malek chaque été

L'été est souvent l'occasion pour les familles nantaises d'accueillir des jeunes, étrangers ou en difficultés, pour les vacances. Nous nous sommes penchés sur certaines d'entre elles. C'est le thème de notre série « La famille s'agrandit ». Premier volet : l'accueil social. Depuis 1994, Hélène Guégnard reçoit bénévolement chaque été, Malek, un enfant du Secours populaire.

Tout a commencé en janvier 1994. Hélène Guégnard tombe sur une campagne du Secours populaire qui appelle les familles à accueillir des enfants privés de vacances d'été. C'est l'élément déclencheur. Elle contacte la fédération locale pour recueillir plus de renseignements et concrétiser son envie. « Cela faisait plusieurs années que je pensais accueillir un enfant. Étant donné que j'avais du temps de libre pendant mes vacances, je souhaitais le consacrer à quelqu'un qui en avait besoin, témoigne Hélène Guégnard. Cette campagne de sensibilisation a été l'occasion de commencer un échange qui dure depuis maintenant sept ans. »

« On s'adapte à son rythme de vie »

Après qu'Hélène a officiellement fait sa demande, le Secours populaire vient chez elle pour mettre au clair les conditions d'accueil d'un enfant pour l'été. Dès le mois de juillet 1994, elle reçoit Malek, un jeune Sénégalais âgé de 6 ans à l'époque, pour trois semaines. Ce séjour est une première pour le bambin. Habitant une des îles de Saint-Etienne (en Loire) et ne parlant pas en vacances, Malek découvre un nouvel environnement qu'il adopte immé-



Hélène et Malek se retrouvent tous les étés depuis sept ans pour partager ensemble les joies des grandes vacances.

diatement. Tellement bien qu'il demande à revenir les années suivantes.

Hélène n'a pas d'enfant. Quand Malek arrive au mois de juillet chaque année, les petites habitudes de la famille sont un petit peu chamboulées. « C'est un changement de vie pendant trois semaines. Mais on commence quand même à être habitué après toutes ces années, raconte Hélène. De toute façon, tout ce temps lui est consacré et on vit essentiel-

lement au rythme de l'enfant. » Malek a aujourd'hui 13 ans. Il s'est bien intégré à la vie familiale nantaise et tout l'entourage d'Hélène le connaît. Elle essaye de lui faire rencontrer d'autres enfants, pour qu'il ne soit pas tout le temps avec des adultes. À Nantes, Malek a surtout appris à connaître les filles, issu d'une famille de garçons, l'enfant n'avait pas l'habitude d'un « d'écouter ». Un jour, une amie est venue avec sa petite fille à la maison. Malek s'est tout de

suite très bien entendu avec elle. C'était même celui qui s'en est occupé le plus et le mieux. C'était adorable », en sourit Hélène.

Les activités en plein air

La famille fait son possible pour occuper au mieux Malek durant les journées d'été. Il lui arrive souvent de partir quelques jours dans une autre ville française chaque année, pour faire découvrir à l'enfant de nouveaux paysages. Camping en Auvergne avec visites de caves de Roquefort, visite de Paris et ses monuments, promenades aux bords de la mer sur les côtes Atlantique ou encore... Hélène et les siens font le maximum pour que Malek découvre le plus de choses possible et enrichisse sa culture générale. Mais ce que le garçon préfère par-dessus tout, c'est sans hésitation la mer et les baignades. « J'adore aller à la plage. Cette année, j'ai acheté une petite planche de surf pour passer encore plus de temps à jouer avec les vagues, explique Malek. Je préfère largement les journées à la mer à celles où on reste à Nantes. » Avec l'âge, les petites habitudes du garçon devenu adolescent changent. Hélène se rend bien compte qu'il évolue et qu'il commence à se préoccuper de son apparence. « Depuis cette année, il s'inquiète de son bronzage, chose à laquelle il ne prêtait aucune attention auparavant. »

Mais Malek arrive bientôt à la limite d'âge pour être reçu dans une famille d'accueil du Secours populaire. Il ne sait pas encore s'il pourra revenir l'été prochain chez Hélène. Peu importe, ils pourront se revoir sans passer par la fédération.

Anne-Sophie MOREL

Pendant la saison creuse, de nombreuses structures pour SDF ferment L'été accroît la crise de l'urgence

Faute de moyens suffisants, plusieurs foyers d'hébergement d'urgence ferment ou fonctionnent au ralenti en période estivale. Pourtant, le nombre de sans-abris, lui, ne diminue pas.

À Nantes, un SDF est mort en plein mois d'août. Il est tombé du rempart du château où il s'était endormi. Tout à coup, la ville s'est souvenue que derrière les rues vides et les volets fermés, certains se demandaient toujours où ils allaient dormir.

Educateur au foyer Saint-Benoît, Thierry Pastou expose la situation : « L'été, les problèmes sont plus criants. Parce que les établissements sont aussi pleins qu'en hiver, voire plus. » Au 115 (1) comme à la CAO (Coordination-accueil-orientation), le relais continue pour répondre aux appels des sans-abris, qui sont un peu moins nombreux. Mais avant la fin du mois d'août, la CAO recense tout de même 260 demandes de logement. Impossible de dire si ces demandes proviennent de sans-abris en transit ou du phénomène des sans-papiers, dont la situation tarde à se régulariser. Toujours est-il que, été ou pas, des hommes, des femmes, voire des familles entières sont à la recherche d'un hébergement.

Les places sont rares la nuit

Et comme certains foyers des Pays de la Loire ferment l'été, Nantes doit prendre le relais. Alors qu'ici aussi l'offre est limitée. Sur l'ensemble des foyers d'hébergement d'urgence pour hommes, seul Saint-Benoît est en mesure d'accueillir du monde l'été : quatre personnes par nuit. Saint-Martin et le Gué-Robert sont fermés. Et à Saint-Yves et aux Olivettes, le manque de bénévoles et les conditions d'entrées trop restrictives ne permettent pas d'accueillir d'urgence. Du côté des femmes, la situation est aussi difficile : le foyer Le Tremplin dispose de dix places maximum. Concernant les familles, « il n'y a pas de solution », déplore Bruno Tesson, chef de service à la CAO. Certaines sont dirigées vers le foyer L'Étape, d'autres reçoivent des bons d'hôtel financés par la Ddass.



Comme pour la majorité des activités, la période estivale est une période creuse pour l'hébergement d'urgence. Mais la demande, elle, reste bien présente.

Comme tout au long de l'année, il faut donc refuser du monde. Et trouver la solution dans la rue. « L'été, il fait moins froid, alors on trouve normal que les gens dorment dehors », ironise une écoutante de la CAO, désabusée. Une situation loin d'être nouvelle, mais qui perdure, et pas seulement à Nantes. Jean-Yves Crenn, directeur du CHRS Saint-Benoît hausse les épaules : « La Ddass le sait. Ça apparaît chaque année dans notre rapport d'activité ». Mais à la Ddass, au contraire, on estime que les places disponibles pour l'été sont suffisantes... À condition de ne pas prendre en compte les demandeurs d'asile, qui font pourtant allégrement grimper les statistiques depuis un an.

Budget insuffisant

À cette situation, toujours la même explication, celle des finances. À Saint-Benoît, Jean-Yves Crenn reconnaît que son budget augmente chaque année, mais pas assez vite. « On a conscience que la Ddass

fait des efforts avec ce qu'elle a. Les besoins ne sont pas pris en compte par l'État : il y a des budgets qui ne sont pas redistribués. » Une conseillère technique de la Ddass confirme : « Nous sommes obligés de composer avec ce que nous avons. Effectivement, l'enveloppe allouée par l'État est insuffisante, même si elle est conséquente ». En Loire-Atlantique, ce sont ainsi cinq millions de francs (762 245,09 euros) qui sont alloués à l'urgence. « Mais plus on augmentera les enveloppes, plus il y aura de be-

soins. C'est un système pervers, il vaut mieux développer la prévention en amont que développer toujours plus l'urgence », juge la conseillère technique de la Ddass. Une question de « politique », résume Bruno Tesson. En attendant, il arrive que les nuits estivales soient fraîches, elles aussi.

Alice ENAUDEAU.

(1) Numéro d'appel gratuit, ne nécessitant pas de carte téléphonique dans les cabines, qui permet d'accéder aux services de logement d'urgence.

L'été, des démarches limitées

Si les capacités d'accueil et d'encadrement sont réduites en période estivale, les travailleurs sociaux des Centres d'hébergement et de réinsertion sociale se heurtent aussi à l'immobilité de la période creuse.

« Au mois d'août, tout est en stand-by », constate Thierry Pastou. Une situation qui ne fait que retarder les recherches des sans-

abris arrivés en cours d'été. ANPE au ralenti, Mission locale et associations de réinsertion fermées... « Les difficultés sont multipliées par deux à cause de l'offre moins importante. »

Du coup, l'inactivité guette les résidents et l'éducateur le scoullage, « l'oisiveté n'est pas toujours une bonne chose ».

L'angoisse de voir les foyers fermer

Azdine, Vincent, Jean-Jacques, Yannick, Grégory ou Thierry. Tous sont arrivés au foyer Saint-Benoît en cours d'été. Certains connaissent les lieux pour y être déjà passés. Erreur de parcours, mauvais aiguillages, redémarrages ratés, et « l'impression de revenir au point de départ ».

Au terme de son premier passage, Vincent avait trouvé un appartement. Mais il n'a « pas suivi », alors il s'est retrouvé dehors, il n'en dit pas plus, garde secrètes les écorchures, et ne conserve que le positif : « Depuis que je suis là, j'ai trouvé du travail et je vais bientôt avoir un appartement ». Jean-Jacques avait trouvé du travail aussi, mais le voilà revenu. Quelques mots embrouillés pour expliquer qu'il a eu des « problèmes ». Point, Azdine, lui, revient régulièrement. Il fait les saisons d'hiver pendant cinq mois, et revient au point de départ l'été. Il explique la difficulté à trouver du travail « quand on est maghrébin ».

À 34 ans, Thierry, lui, a découvert les lieux il y a une semaine. Son



Au foyer Saint-Benoît, ce sont deux ou trois places qui se libèrent par nuit.

parcours ? « Le schéma classique : On n'assume plus le logement... » divorce, perte d'emploi, déprime. La dégringolade en l'espace de

quatre mois. Avant d'arriver à Saint-Benoît, il a passé trois mois dehors. « Au départ, j'ai logé dans ma famille, chez des amis. Puis j'ai voulu me débrouiller seul avec mes propres ressources. » Jusqu'au soir où il a fait le 115. Aujourd'hui, il se dit « content d'avoir trouvé ça ». Content d'avoir, au bout d'une semaine, décroché un travail (à l'essai). Content qu'on lui ait permis de redémarrer.

Mais surtout, comme tous les résidents, Thierry insiste, répète, comme quelqu'un dont la vie n'a tenu qu'à un coup de fil et à une place libre, combien il est « important que des structures comme ça soient maintenues. Quand on vient, c'est qu'on n'a pas vraiment le choix... ». Car courent toujours les bruits de couloir qui parlent de fermeture, de limitation ou de sélection... Et même si Jean-Yves Crenn assure qu'il n'est pas question de fermer Saint-Benoît, l'angoisse persiste. Celle de voir disparaître la dernière bouée.

A. E.

Un endroit où se nourrir pour la journée

Un vendredi d'août à 10 h. La minuscule salle de restauration d'Un Brin d'causette ne désemplit pas. Depuis 7 h, les places se vident et se remplissent automatiquement. L'équipe du jour va assurer cinq services. Comme souvent, ce sont essentiellement des hommes, sans-abri ou non, qui sont assis autour des tables. Deux rangées où sont disposés bois, verres et tartines. Dans l'escalier qui fait le coin, la Sainte Vierge trône. Au-dessus de la cuisine, c'est un crucifix orné d'une branche de buis. « Ici, c'est chez Jésus, c'est gratuit. » L'inscription est écrite

en toutes lettres sur la vitrine du numéro 1 bis, de la rue Sarrazin.

« On ne pose pas de question »

Pas de vacances, ni de jours fériés pour les bénévoles d'Un Brin d'causette. L'été, À la claire fontaine est fermée. Alors, ils sont les seuls à proposer des repas gratuits le matin. Du coup, la fréquentation augmente et il faut gérer avec le même budget : 40 000 F (8 087,98 euros) de subventions de la Ddass. « On fait avec », sourit la responsable de l'équipe, Micheline Bri-

zard. Le reste provient de dons (Banque alimentaire, Secours catholique, particuliers...). De quoi fournir un petit-déjeuner, un plat chaud et des sandwiches. De temps à autre, les bénévoles distribuent aussi des cigarettes, quand il y en a en stock.

Ce vendredi, Micheline, la soixantaine pétillante, mène de main de maître son équipe et son assemblée. L'autorité y est essentielle. Pour refuser à untel de prendre un second yaourt, alors que le tarif, c'est un chacun. Pour remettre les choses en place en cas de vol, et assurer en cas de bagarre. « Mais on les aime comme ça. » De toute façon, ici, il n'est pas

question de sélection à l'entrée : « On ne pose pas de question. On est très à cheval sur la tolérance. » Seuls interdits, l'alcool et la drogue. Ils figurent sur le panneau réglementant le lieu. Seules exigences aussi : merci et au revoir en partant. Après, à l'extérieur, chacun fait ce qu'il veut : « Une fois, on nous a demandé de les suivre dans la rue, mais on ne peut pas. Nous, on fait déjà notre service entre 6 h 30 et 12 h 30, on ne peut pas faire plus. »

À 11 h, la salle se vide. Dehors, tout le monde a disparu, parti chercher un travail, un logement, ou simplement tuer le temps.

A. E.

df 19.08.01



De 7 h à 11 h tous les matins, les bénévoles d'Un Brin de causette se relaient pour servir petits-déjeuners, sandwiches et plats chauds.

Écoute, conseils et secours financiers, le CCAS est au service de tous

Le Centre Communal d'Action Sociale, organe municipal parfois méconnu, intervient à différents niveaux auprès de toute la population, des jeunes enfants aux personnes âgées. Une aide précieuse pour les personnes en difficulté.

Le CCAS dépend financièrement à 95 % de la mairie et est géré par un conseil d'administration composé d'élus municipaux et de personnes ayant un rôle social dans la commune. Ce service est présidé par le maire Jean-Michel Tobie, qui est secondé par Nicole Ploquin, vice-présidente et première adjointe chargée des affaires sociales. L'accueil à la mairie est assuré par deux agents : Bernadette Clermont et Catherine Ploquin, plus spécialement chargée du service solidarité et du logement.

Le CCAS d'Ancenis est également chargé de la gestion du Foyer-logement de la Davrays, placé sous la

Durant l'année 2000, 180 foyers ont reçu des aides

responsabilité d'Yvette Marzelière, qui emploie trois personnes : Silvère Daudré (agent d'entretien), Michèle

Perréreau (agent de salubrité) et Caroline Rigaud (auxiliaire de soins auprès de résidents).

Des aides pour les plus démunies
Certaines missions des CCAS sont définies par des textes. Ce sont les aides légales : aides ménagères, placement des personnes âgées ou handicapées, RMI... D'autres en revanche sont issues de la volonté des administrateurs de venir en aide aux personnes les plus démunies. Le



Catherine Ploquin, chargée du service solidarité : « Les gens en difficulté ne doivent pas hésiter à venir se renseigner. Il vaut mieux ne pas attendre que la situation devienne dramatique. »

CCAS peut intervenir notamment, en cas de difficultés ponctuelles, dans le paiement des factures de loyer, eau, électricité, assurances.

Ces demandes sont étudiées en commission, les aides sont accordées suivant des critères de ressources. Les demandes peuvent être déposées soit directement à la mairie, soit par l'intermédiaire d'un assistant social, et doivent être accompagnées de justificatifs. « Ces aides s'adressent aux personnes disposant de faibles ressources, ou en situation de surendettement », précise Catherine Ploquin. Beaucoup de foyers monoparentaux, avec souvent un seul enfant, et donc pas d'allocations de la CAF, ont recours à nos services ».

Un public qui change

Sur le budget global de solidarité, soit 840 000 F, environ 1/4 des dépenses sont consacrées à ces aides financières. « Mais on ne peut pas parler d'aide d'urgence », regrette Catherine, le dossier doit passer en commis-

sion et c'est le Trésor Public qui débloque les fonds. Il faut compter un bon mois pour régler la situation, aussi nous sommes en relation avec les associations caritatives ». Une légère baisse de ce type d'intervention a été constatée en 2000, qui s'explique en partie par la reprise économique, mais aussi par l'avènement de la CMU.

En revanche, le public a changé, avec en particulier de plus en plus de jeunes, en rupture familiale ou en recherche d'emploi. Le CCAS travaille en étroite collaboration avec la PAIO pour leur proposer des stages rémunérés avec hébergement. « Nous avons également un rôle de conseil, d'orientation vers les services administratifs compétents, nous sommes là pour aider les personnes à remplir leurs dossiers, à débrouiller une situation administrative ».

Une aide pour les loisirs... et l'école

Le CCAS intervient également pour

la prise en charge des séjours au centre de loisirs, des camps de vacances organisés par le Service Enfance Jeunesse. Il peut de la même façon acquitter une partie ou la totalité des cotisations et adhésions aux clubs sportifs, aux associations culturelles ou artistiques, les accès à la piscine, la médiathèque, la location de jardins familiaux, les transports municipaux...

« Peu de personnes sont informées de la mise en place d'une aide à la rentrée scolaire », ajoute Catherine. Nous pouvons débloquer 300 F pour l'entrée en 6^e, 600 F pour la seconde et 1 000 F pour les formations techniques. Les gens en difficulté ne doivent pas hésiter à venir se renseigner. Il vaut mieux ne pas attendre que la situation devienne dramatique, c'est parfois trop tard ».

C. Mérol
Le CCAS est ouvert le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h sans rendez-vous. Possibilité de rencontrer Nicole Ploquin, adjointe, sur rendez-vous cette fois, au 02 40 83 87 00.

Le Secours Populaire réfléchit à son travail de terrain

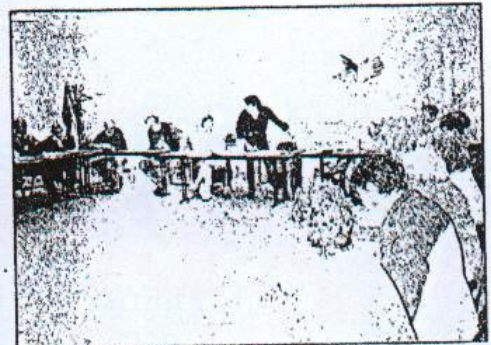
Les militants nantais du Secours Populaire Français se sont réunis samedi matin pour faire le point sur leur action au cours de l'année écoulée et préparer le congrès départemental qui se tiendra le dimanche 28 octobre à la nouvelle Maison des Syndicats.

« Notre action c'est la pratique de la solidarité auprès des plus démunis », rappelle Jean-Pierre Gassin l'un des permanents de l'association qui fonctionne avec les dons et le bénévolat :

« Nous comptons avant tout sur les dons. Les subventions n'arrivent qu'en troisième position dans notre financement qui est basé sur la collecte financière ». Les comités du Secours Populaire mènent une action au quotidien auprès des personnes en difficultés en pratiquant l'aide alimentaire, vestimentaire, financière et en amenant à côté du soutien matériel, un soutien moral important.

« On aide et on répond à l'urgence mais nous refusons l'assistanat et nous demandons toujours une participation même si elle est symbolique », rappelle également Jean-Pierre Gassin en soulignant l'aide apportée par

son association au départ en vacances des familles : « On favorise les départs des enfants et des familles, notamment les familles monoparentales. On travaille avec la FAL et des familles qui accueillent des enfants de façon totalement bénévoles ». Aujourd'hui, le Secours Populaire réfléchit aux loisirs de proximité à mettre à la disposition des adolescents des cités : « Il faut être très proche du terrain et on se demande s'il ne faut pas ouvrir des antennes dans les cités comme à Malakoff. Nous avons engagé une réflexion autour de notre action dans les quartiers ». Une réflexion qui sera certainement élargie à l'occasion du congrès départemental.



Les membres du Secours Populaire lors de leur assemblée générale.

Campagne d'hiver : les Restos du cœur lancent un appel aux bénévoles

À quelques mois de la campagne d'hiver, les Restos du cœur recherchent des bénévoles pour poursuivre leurs activités.

À quelques mois de la campagne d'hiver, qui s'ouvrira le 10 décembre prochain, les Restos du cœur lancent un appel aux bénévoles. Une initiative rare, motivée par le fait que les volontaires sont moins nombreux à se proposer que les autres années.

« Habituellement, nous avons 100 personnes sur une liste d'attente. Il y a tou-

Entendre l'autre plutôt que de proposer d'emblée des solutions

jours un panel disponible. Cette fois, nous avons à peine une trentaine d'inscrits, on n'a jamais vu ça.

Depuis la rentrée, les gens se proposent moins. C'est également ressenti par d'autres associations », explique Annie Gervais, la présidente des Restos du cœur en Loire-Atlantique.

Alors qu'une nouvelle campagne d'hiver doit s'ouvrir en décembre, pour quatre mois, l'association caritative redoute de se retrouver « à cours de bénévoles » : « Nous ne sommes pas opérationnels pour l'hiver. On a un vrai besoin de personnes disponibles qui s'engagent à aider les Res-

tos, notamment sur l'agglomération nantaise. Nous recherchons des gens pour la distribution alimentaire, pour des travaux administratifs, pour la plate-forme de distribution, pour les collectes et l'organisation de la distribution des jouets de Noël. Nous avons également besoin de quatre ou cinq chauffeurs pour la remise en état des logements que nous gérons », poursuit la présidente, qui estime qu'il faudrait 200 bénévoles de plus que les 1 306 actuels, compte tenu de toutes les activités développées.

Des bénévoles

« motivés, militants »

L'association, qui fonctionne toute l'année, ne se contente pas en effet d'une simple aide alimentaire :

« Dans l'esprit de beaucoup de personnes, les bénévoles des Restos font uniquement de la distribution de colis. Ce n'est pas seulement ça. Le plus important, c'est l'accueil et l'écoute des personnes âgées, on a besoin d'oreilles attentives », précise Geneviève Favreau, chargée du suivi des 36 centres de distribution du département.

D'oreilles attentives, mais aussi de



Annie Gervais, présidente de l'association départementale, Georges Diverres, chargé de la formation, et Geneviève Favreau, chargée du suivi des centres, estiment les besoins des Restos dans le département à 200 bénévoles de plus que les 1 306 actuels.

bénévoles « motivés, militants », « qui ne soient pas à compter leurs deux heures, qui ressentent les besoins de l'association, qui ont le sens de l'écoute ». Pour Georges Diverres, chargé de la formation, cela ne s'improvise pas : « faire de l'écoute, ce n'est pas évident, tout le monde n'est pas forcément apte. Les nouveaux venus ont besoin d'être appuyés dans leur travail ». C'est la raison pour laquelle l'association propose informations et formation à tous les bénévoles, pour qu'ils soient « performants envers les bénéficiaires ». Avant tout, souligne Annie Gervais,

Il s'agit « d'entendre l'autre plutôt que de proposer d'emblée des solutions. Il faut parfois comprendre entre les lignes ce que dit un interlocuteur, ce n'est pas toujours simple de mesurer ses difficultés. Il faut beaucoup de patience et de temps pour apprivoiser les gens ». Sans oublier « la nécessaire convivialité », si caractéristique des centres de distribution où bonne humeur et blagues sont toujours de rigueur.

S.G.

Contact Restos du cœur :
5 rue de la Garde à Nantes,
Tél. 02 28 23 51 51.

po 17.10.01

La charte des bénévoles : respect, solidarité, convivialité désintéressement, responsabilité et indépendance

Les Restaurants du cœur ont élaboré une charte des bénévoles en six points :

• Respect et solidarité envers toutes les personnes démunies :
• Les Restos n'opèrent aucune discrimi-

nation et le respect de la personne humaine va de pair avec la solidarité.

• Bénévolet sans aucun profit direct ou indirect : les Restos mettent en garde contre « la dégradation qui touche bien des organisations humanitaires. Le danger guette quand on commence à se servir au lieu de servir ».

• Engagement sur une responsabilité acceptée : « Le bénévolat ne signifie pas travail d'amateur. A partir du moment où on se propose, il s'agit de se conduire aussi sérieusement que pour un travail salarié et de respecter ses engagements en termes d'horaires, de jours ou de missions ».

• Convivialité, esprit d'équipe, rigueur dans l'action : « Le but n'est pas de travailler la forme à l'œil, seul dans son coin, mais d'entretenir une relation d'équipe conviviale, tout en se tenant à une certaine rigueur ».

• Indépendance complète à l'égard du politique et du religieux : « À la porte des Restos, on abandonne ses positions politiques et religieuses. Évitions la confusion : si un bénévole est investi d'un mandat électif, il doit se mettre en congé pendant les périodes électorales et ne pas se servir de l'image des Restos pour une activité politique ».

• Adhésion aux directives nationales et départementales : « Adhérer aux Restos implique d'en accepter les décisions ».



À l'entrepôt de la rue de la Gardie, à Nantes, comme dans tous les centres de distribution, la bonne humeur et les sourires sont de rigueur.

À St-Nazaire, les Restos du cœur ouvriront le 11 décembre

Les Restos du cœur nazairiens effectueront leur première distribution le 11 décembre, soit le lendemain de l'ouverture de la campagne nationale.

Saint-Nazaire. - Lors de la précédente campagne, les Restos du cœur ont livré 80 000 repas à 1 000 bénéficiaires.

Un chiffre relativement stable par rapport à l'année précédente avec une légère baisse au début et une augmentation en fin de campagne. Il n'y aura pas de changements notables cette année, néanmoins les Restos du cœur entendent développer l'accompagnement individuel à travers la formation de bénévoles. Ces derniers devraient ensuite être

en mesure de renseigner les personnes en difficulté pour effectuer des démarches sur la santé, le logement ou lors de leurs recherches d'emplois mais aussi de venir en aide à certains, confrontés à l'illettrisme. Avec 70 bénévoles, les Restos du cœur sont prêts pour une nouvelle campagne. Une campagne peut-être plus difficile, les responsables ne cachant pas leur crainte d'une augmen-

tation des bénéficiaires due notamment aux répercussions des attentats et de la guerre sur l'économie locale.

Les inscriptions se dérouleront à partir du 3 décembre. Les distributions auront lieu à partir du 11 décembre les mardis et jeudis de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h. Renseignements : 02 40 66 67 14.

PO 17.10.01

ACTION SOCIALE

Le restaurant Pierre-Landais : un lieu d'existence sociale

Animé par la Direction de l'action sociale et de l'insertion, le restaurant social Pierre-Landais accueille une population en difficulté financière et sociale, leur assurant une restauration alimentaire tout en développant des activités collectives ludiques, sportives et culturelles.

Ouvert dans les années 80, le restaurant social Pierre-Landais accueille chaque jour en moyenne 140 personnes pour déjeuner et 70 pour dîner. Douze agents participent au bon fonctionnement de la structure : quatre techniciens de cuisine, cinq agents sociaux, un agent d'accueil, un agent administratif, Muriel, et Daniel Dubois, le responsable de service. La mission de cet établissement est de subvenir à l'alimentation d'une population démunie socialement et économiquement tout en utilisant ce support pour développer des activités collectives fondées sur la redynamisation et le tissage du lien social.

Activités collectives
Le restaurant social permet également d'établir des relations à long terme avec l'environnement social par le biais d'activités loisirs, sportives ou culturelles : « En 1997, un atelier peinture a été mis en place par Daniel Dubois pour créer un lieu où les personnes puissent prendre des repères, se rencontrer et participer à une activité - explique Muriel. À raison de deux séances par semaine, ils deviennent alors acteurs de leur activité (peinture, encadrement, préparation d'une exposition), ce qui leur permet de reprendre confiance en eux et se diriger vers d'autres lieux sociaux : « Ils apportent leurs idées. Il y a toujours un échange avec l'usager, c'est primordial. Notre rôle est de les aider à franchir cette première étape » précise-t-elle. Les usagers prennent en charge leur matériel, « c'est pour eux une manière de s'insérer dans la vie quotidienne ».

VTT, Pétanque
Les activités proposées peuvent aussi être ludiques et sportives. Ainsi chaque année, deux concours de pétanque sont organisés, afin de retrouver, à travers le jeu, des règles



Muriel devant les travaux des usagers.

de vie. Des circuits en VTT (loués à l'Accoord) permettent à une douzaine de personnes de changer de cadre et de découvrir d'autres lieux (bords de Loire jusqu'au Cellier, Oudon, Gèvres...). « Dans toutes les activités, nous avons un rôle de soutien qui passe par les échanges et le dialogue » poursuit Muriel. L'établissement

travaille aussi en partenariat avec les autres associations et lieux d'accueil, et s'implique dans la vie du quartier. Il participe à la manifestation « Il était une fois... l'île » en accueillant Yann, qui viendra donner un concert de chansons réalistes, le jeudi 15 novembre de 12 heures à 15 heures.

Toutes les personnes de 18 à 60 ans sans ressources ou bénéficiaires du revenu minimum d'insertion peuvent venir au restaurant après une évaluation de sa situation. Le tarif est de 8 francs pour déjeuner, 6 francs pour le dîner gratuit pour les personnes sans ressources. L'établissement est ouvert toute l'année du lundi au samedi de 11 h à 13 h 30 et de 17 h 30 à 18 h.

PO 18.10.01

OF 31 10 2001

Les centres d'hébergement alertent les pouvoirs publics

Un accueil saturé, des agents usés

Les associations d'accueil et de réinsertion sociale alertent les pouvoirs publics. L'hiver approche, les centres d'hébergement, qui peinent déjà à loger les sans-abri, voient affluer depuis plusieurs mois des demandeurs d'asile et une nouvelle population, dont la prise en charge serait plutôt d'ordre psychiatrique.

« Chaque soir dans l'agglomération nantaise, 25 personnes sont sans toit. Le numéro vert 115, chargé d'orienter les sans-abri, reçoit chaque jour 45 demandes d'hébergement pour une moyenne disponible chaque matin inférieure à 6 places. » Les chiffres en disent long. Bruno Tesson, le responsable de la cellule d'accueil et d'orientation, résume ainsi la situation : « On était habitué à gérer la pénurie. Aujourd'hui, on gère la catastrophe. »

Le frémissement de l'hiver n'est pas là pour rassurer. La fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale a lancé, hier, une mobilisation nationale. En Loire-Atlantique, les associations ont alerté par courrier les pouvoirs publics. « Les centres d'hébergement ont été créés pour accueillir les personnes marginalisées, clochardisées. Mais nous ne faisons plus face », assure Jean-Claude Laurent, directeur du centre Saint-Yves à Vertou.

Premier constat : l'afflux des demandeurs d'asile. « À Saint-Benoît, à Nantes, nous avons un tiers d'étrangers. Le centre est complètement saturé et nous n'avons plus de places pour les autres sans-abri. Et la cohabitation imposée entre les différentes populations



De gauche à droite : Bruno Tesson, responsable du centre 115, Florence Perrichaud, représentante régionale de la Fédération des associations de réinsertion sociale, et Jean-Claude Laurent, directeur du foyer Saint-Yves.

est dure à gérer », affirme la directrice adjointe, Marie-France Chevrel, qui évoque l'apparition de problèmes raciaux. L'ouverture d'un petit centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA) à Saint-Sébastien-sur-Loire et l'accueil de huit familles à Montbert n'est pas suffisant.

Souffrance... psychiatrique

Les professionnels pointent du doigt un second problème, récent lui aussi. « Nous accueillons des gens qui devraient être suivis par la psychiatrie. Incapables de vivre en collectivité, souvent très violents, ils arrivent chez nous ou meurent à petit feu dans la rue. »

Des centres engorgés, des équipes démobilisées, des travailleurs usés... Les associations exigent donc des moyens supplémentaires. La plupart des établissements d'urgence souffrent de déficits financiers. « Il manque 3 millions de francs (457 347 €) en Loire-Atlantique. »

Les responsables demandent davantage de centres d'hébergement adaptés aux populations et le développement du parc HLM pour les demandeurs d'asile. Des responsables en mal de reconnaissance, qui s'interrogent : « Pourquoi met-on en place des dispositifs précaires pour des gens précaires ? »

Marylise COURAUD.

Beaulieu

Pierre-Landais : un restaurant social très animé

Dans le cadre de « L'île était une fois... le travail », le restaurant social Pierre-Landais a accueilli le chanteur Yann. Ce jeudi était très animé puisque l'après-midi continuait avec un jeu sur l'euro.

Le restaurant social Pierre-Landais ne sert pas moins de 60 000 repas par ans, le midi et le soir tout au long de l'année... « Notre politique d'action sociale ne se limite pas à la nourriture et à l'aide humanitaire, explique Daniel Dubois le responsable, il est nécessaire de nourrir aussi l'esprit. Nous mettons l'accent sur l'expression. » Le concert de Yann, chanteur nantais autodidacte et compositeur s'est totalement inscrit dans ces perspectives. A travers ses chansons, Yann se propose de partager et d'exprimer des temps forts et des réflexions liées à sa propre vie. « Une démarche d'insertion nécessite des situations d'expression des personnes dans la continuité du bienfait rendu au corps, ajoute Daniel Dubois. Nous dépendons du CCAS (Centre communal d'action sociale) et ces diverses activités représentent un des maillons de l'insertion. » Et de l'expression il y en a eu puisqu'en fin de repas, les convives ont pris le micro pour chanter avec Yann !

« Nous organisons deux types d'animations : des animations ponctuelles, comme Yann et le jeu de

l'euro, d'une part, et d'autre part des animations sur le long terme comme notre atelier d'expression picturale. » Cet atelier est un échange collectif et expressif autour de la peinture. A Angers, dans le cadre de la Fédération nationale de l'hébergement associatif de réinsertion sociale sur le thème de l'aide alimentaire suffit-elle ? Le stand CCAS exposera avec l'accord des peintres en herbe, des œuvres issues de ces ateliers les 4 et 5 décembre.

De la peinture les mardis et jeudis

« Cette transmission du savoir en groupe suit la méthode Freinet, expose Daniel Dubois. Tout est beau, et il ne s'agit pas de compétition artistique, mais d'expression, d'échange, de partage. On y parle d'autre chose, on se « file des tuyaux » : comment l'as-tu fait pour avoir ton logement ? »

Le jeu de l'euro prévu après le passage de Yann, avait pour but une association réelle entre le personnel, les travailleurs sociaux et le public. Sept animateurs ont animé huit jeux. Le but est la pleine participation générale. Enfin, Daniel ajoute : « A Nantes, nous recevons énormément de demandeurs d'asile. Le quartier est un symbole. Il est fait de ponts, de portes, de passerelles. Il est symbole d'ouverture. Avec



Daniel Dubois (à gauche) est responsable du restaurant social Pierre-Landais. Jean-Michel Leduc (au centre) est régisseur général des concerts de chansons réalistes. Yann, chanteur et compositeur nantais (à gauche), se prépare à jouer, car manger n'est pas tout dans la vie.

L'île était une fois, le quartier s'ouvre au restaurant social. »

Of 19.11.01

Accès aux soins : « Je vis dans un squat et je n'ai pas de couverture sociale »

Deux ans tout juste qu'a été créée, au CHU de Nantes, la consultation Jean Guillon, permanence médico-sociale destinée aux personnes en situation de précarité.

Il est des médecins qui font leur métier. Bien. Très bien. Il en est d'autres « qui veulent donner encore plus de sens à leur vocation ». Ces médecins-là, quelques-uns d'entre eux tout au moins, on les retrouve comme vacataires à la consultation Jean Guillon. Qui était Jean Guillon ? Un médecin humaniste, un endocrinologue nantais « sensible à la pauvreté ». Voilà pourquoi la structure médico-sociale en place au CHU de Nantes porte son nom. La structure en ques-

60 % d'étrangers, des jeunes et des familles surendettées

tion s'inscrit dans le dispositif hospitalier. La direction soutient l'initiative. Pour autant, « la présence de la précarité, au sein même de l'hôpital, doit sans cesse être réaffirmée et défendue ». Peu de CHU en France ont une consultation « aussi organisée ». Elle est dirigée par le Pr Jacques Barrier, chef de service en médecine B : « Les personnes que nous accueillons ici sont des précaires. Leur précarité les a parfois conduits à ne pas effectuer les démarches afin d'obtenir la CMU (couver-

ture maladie universelle). C'est pour cette raison que deux assistantes sociales travaillent aux côtés des infirmières et des médecins ».

La langue est un handicap

L'homme ou la femme qui se présente à la consultation Jean Guillon est souvent un étranger ou une famille surendettée ou un jeune : « Je vis dans un squat, je n'ai pas de couverture sociale, un copain m'a parlé de vous ». Le jeune en question rencontre une assistance sociale, un médecin. Les soins sont gratuits. Souvent la pathologie diagnostiquée est liée à la précarité : infections respiratoires, gale, alcoolis-

me, plus rarement la tuberculose. Quand la personne est étrangère, appel est fait à un traducteur (association ASAMLA). De toute façon, dans tous les cas de figures, le Dr Agard le mesure quotidiennement, « la langue est un handicap ». Compliqué aussi de dominer les différences culturelles : « Une prise de sang pour certains Africains n'a pas le même sens que pour un patient occidental ».

Avec le SAMU social

La consultation Jean Guillon travaille « en relation avec le Réseau-Santé-Précarité de l'agglomération ». Avec le SAMU social aussi. Avec le service des

Urgences. À la fin 2001, le nombre d'actes de santé approchera les 4000. C'est dire « si la demande est grande ». Le Pr Jacques Barrier croit savoir que « nous touchons des personnes qui, sans l'existence de notre structure, auraient renoncé aux soins. Notre objectif est de les réinsérer dans le système commun ». Comme toujours avec les personnes « ayant eu un parcours de galère ». Il convient « d'être humble et modeste ». Quand on est médecin, infirmière ou assistante sociale à la consultation Jean Guillon, il convient « de faire ce que l'on a à faire ».

Jean-Michel Bertin



La consultation Jean Guillon est composée de professionnels du CHU et de médecins généralistes vacataires.

00 7 12 01

Restos du cœur : « nous constatons tous que la grande précarité progresse »

La campagne d'hiver des Restos du cœur commence. L'an passé, en Loire-Atlantique, 12 000 personnes en ont été bénéficiaires.

13 h 30 à Nantes, hier après-midi, au centre de distribution Dalby des Restos du cœur. C'est une femme avec une poussette et un enfant qui dort. Elle attend son tour : trente mètres de queue devant elle. Elle se nomme Saïda. Elle raconte qu'elle est d'origine marocaine, touche le RMI, que « mon copain vient de partir, je vis seule avec la petite ». Elle met un poulet dans son sac, deux boîtes de haricots verts, des yaourts. C'est la première année qu'elle vient ici. Elle a hésité mais « il le fallait. Un pauvre n'a pas le droit d'avoir honte s'il veut manger ».

Les pauvres de plus en plus pauvres et la grande précarité progresse

Elle se dirige maintenant vers le vestiaire, choisit un pull et un pantalon. Elle sait qu'elle reviendra le 19 décembre prochain. Pendant seize semaines, elle reviendra : « Pas pour moi, mais pour mon enfant. Si j'étais toute seule, je me débrouillerais... »



Hier après-midi au centre de distribution de Dalby à Nantes : « Ce n'est pas pour moi, c'est pour mon enfant... »

Des jeunes de moins de 25 ans
Annie Cervais est la présidente de l'association départementale des Restos du cœur. Elle cite quelques chiffres pour que « les gens sachent ». En 1986, 1 200 personnes « avaient bénéficié des Restos du cœur.

L'an passé, c'était 12 000... ». Tout ça, histoire de dire que, si le nombre de pauvres « est stable, certains d'entre eux le sont de plus en plus ». Aux Restos du cœur, il y a « de plus en plus de jeunes de moins de 25 ans qui ne touchent pas le RMI. Pour eux, pour les étrangers, les demandeurs d'asile, la vie est très compliquée... ». Tous les bénévoles le constatent : « la grande précarité progresse ». Il y a donc urgence à ne pas s'en tenir « à la seule distribution d'aliments ». Dans chacun des trente-six centres de distribution du département, « on prend en compte la globalité de la personne ». Si elle ne touche pas le RMI ou les allocations familiales, « on l'aide à monter les dossiers ». Si elle a des problèmes de santé, « on l'oriente vers Médecins du monde ». Si elle désire apprendre à lire et à écrire, « on la dirige

vers un atelier de lutte contre l'illettrisme ». **Nourriture et démocratie**
Les Restos du cœur, ce n'est pas seulement la distribution alimentaire pendant l'hiver. C'est aussi, à Nantes, le lieu baptisé Oasis (6 rue des Marchandises). Là, toute l'année, l'après-midi, les lundis, mercredis et vendredis, des repas chauds sont servis aux personnes de la rue. Il y a également deux cars stationnés, le soir, place de la Petite Hollande et à Talensac. Là aussi, « la soupe est chaude et on se réchauffe ». On mange, on se réchauffe « et on essaie de trouver un lieu pour dormir ». Et on recommencera demain, après-demain et la semaine prochaine. « Peut-être que ça, ce n'est pas digne d'une démocratie ? ». Interroge un bénévole...
Jean-Michel Bertin

Soutenir les Restos du cœur de Loire-Atlantique

Nantes. — Aujourd'hui, les Restos du cœur, ce n'est plus seulement l'aide alimentaire. Ce sont aussi des actions autour de la vie quotidienne, du logement, de l'insertion, « afin de permettre aux personnes de retrouver une identité sociale ». Pour mener à bien toutes ces actions, l'association départementale des Restos du cœur « est demandeur de soutien ». Cette aide « peut se faire sous forme de dons en nature (vêtements, couvertures,

dépendances alimentaires...) ou de dons en argent. D'autres actions sont possibles, comme la soirée du mardi 18 décembre à la patinoire du Petit Port. Ce soir-là (20 heures), un match de hockey-sur-glace opposera Les Corsaires de Nantes à une sélection des clubs de l'Ouest. La totalité de la recette ira aux Restos du cœur.
Contact : 02 28 23 52 02.

Les lycéens de Bouguenais mobilisés pour les Bébés du cœur

Pour la deuxième année consécutive, des lycéens de Bouguenais ont donné un départ particulier à la dix-septième campagne d'hiver des Restaurants du cœur.

Nantes. — Hier, vingt lycéens de la classe de première bac pro « services, accueil et assistance conseil » du lycée Pablo-Neruda, à Bouguenais, ont remis à Francine Caboche, représentante des Bébés du cœur, plusieurs dizaines d'articles spécialement destinés à l'alimentation et à l'hygiène des bébés. Cette collecte très ciblée est un élément d'une action de longue haleine, engagée par les dix-neuf filles et le garçon de la classe et coordonnée par trois de leurs professeurs. Tout comme leurs camarades de l'année scolaire précédente, la nouvelle vague a débuté une série d'opérations destinées à soutenir les Bébés du cœur. « La collecte d'objets s'inscrit dans un ensemble », explique Françoise Lucas, l'une des professeurs impliquées. Un

recueil de poèmes et de nouvelles, puis un diaporama sur support numérique suivront. Francine Caboche, outre le fruit de la collecte, a reçu des mains des professeurs, le recueil de poèmes et le CD-

rom confectionnés par les élèves de l'année scolaire 2000-2001. Très touchée, Francine Caboche en a profité pour rappeler quelques chiffres affligeants pour la Loire-Atlantique. « Act, plus de 200 bébés, de la naissance

à deux ans, ont besoin de nos services. Parmi nos 36 centres de Loire-Atlantique, plusieurs disposent de relais bébés, notamment Clisson et le Loroux-Bottereau. Après les départements du nord de la France, c'est la Loire-Atlantique qui dispose du plus grand nombre de centres en France. L'action se poursuit samedi. Dès samedi, les lycéens de Pablo-Neruda seront à nouveau sur le terrain. Quatre grandes surfaces — le centre Leclerc Océane, l'Intermarché Bior-dière et le Marché U, à Rezé, ainsi que les Galeries Lafayette, à Nantes — les accueilleront, accompagnés des bénévoles du Rotary, pour une opération intitulée « Tickets à 10 francs ». Les bénévoles proposent à la clientèle des magasins, des tickets, explique Francine Caboche. À la sortie en caisse, le magasin leur facture 10 francs. Un système de code-barre crédite alors un compte spécial. Il nous permet ensuite d'acquiescer dans le même établissement des produits pour les bébés... du cœur ! »



Dix-neuf lycéennes, un lycéen et leurs professeurs étaient réunis hier pour remettre le fruit de la collecte à la responsable des Bébés du cœur, Francine Caboche.

Jean-Pascal Hamida
PO 11.12.01

Ouverture hier de la campagne d'hiver des Restos du cœur

Chez Coluche, le steak coûte 2 points

La 17^e campagne d'hiver des Restos du cœur a repris hier, à quelques semaines du passage l'euro. Pour les 12 000 démunis du département qui en bénéficieront dans les 36 centres, un pain n'équivaut pas à un euro mais à un point pour manger.

Rue des Stocks (1), à quelques centaines de mètres de vol d'oiseau du Super U du boulevard Dalby, l'un des deux centres nantais de distribution des Restos du cœur.

Au fond d'un cul-de-sac à l'abri des regards, c'est un hangar transformé à sa façon en mini-mini et sommaire centre commercial : un point coiffeur, une cafétéria avec ses tables en formica, un coin enfant, un dépôt de vêtements, l'épicerie et surtout, partout, le portrait de Coluche. Là, l'euro est le cadet des soucis car l'argent ne circule pas. La coupe de cheveux et le café sont gratuits et la boîte d'ananas au sirop ne coûte pas 9 F mais 6 points, une boîte de maquereau ou de choucroute 2 points, un jarret de porc, 6 points, six mandarines, quatre poires, un point. Par semaine et par personne, chacun a le droit à 6 points « produits », 6 points « produits laitiers » et autant en « accompagnement », desserts. Le tout équivaut à quatre repas gratuits.

Premier à avoir déposé son chariot devant le centre de distribution à 10 h 30 (cabas et chariots sont à la queue leu leu), Mostafa est, à 14 h, le premier à y entrer en ce jour de réouverture de la campagne d'hiver. On a beau lui dire qu'il y en aura pour tous, même les derniers, Mostafa arrive toujours tôt. Ça lui évite la bousculade, la tension de l'attente. « Il y en a qui ne respec-



Francis Dubray

850 parts sont distribuées chaque jour en moyenne dans le centre de Dalby, sous la bouillotte de Coluche.

lent pas trop les autres alors qu'on est tous dans la même galère ! »

Enfin, hiver ou pas, pour Mostafa, les Restos, c'est toute l'année. Il fait partie des plus démunis des démunis, ceux qui y viennent toute l'année parce qu'ils gagnent 50 % du RMI. Pour Mostafa, le calcul est simple : il n'a rien. Juste un lit chez sa mère qui, elle, ne bénéficie des Restos que durant l'hiver. « Les Restos du cœur, c'est bien. On donne avant que l'on ait à tendre la main. On offre sans avoir à demander. Et en plus, on nous donne à choisir. Quand on a besoin, en général, on

prend n'importe quoi. » Yaourt aux fruits ou crème au chocolat ? Petit luxe et grand plaisir.

Nathalie fait sa deuxième campagne d'hiver. « La première fois, c'était vraiment difficile. Venir demander à manger, c'est humiliant. On perd sa dignité quelque part ! » Humiliant car avant, Nathalie faisait ses courses comme tout le monde, dans des vrais magasins. Depuis sa séparation d'avec le papa de ses deux enfants, elle vit avec 2 800 F (426,86 €) par mois. Loyer : 529 F (80,65 €), électricité, 250 F (38,11 €) par mois. « La nourriture

coûte cher. C'est un soulagement pour moi et mon budget la réouverture des Restos. L'été, on mange moins de viande. L'hiver, c'est important pour mes filles de bien se nourrir. Je m'arrange pour faire des gros plats comme du hachis, un poulet qui va faire plusieurs jours. » Hier, Nathalie est repartie avec un jarret de porc et des repas assurés pour la semaine. Et en cadeau, les bénévoles du centre avaient rajouté un bouquet de sourire dans son cabas. « Un sourire, ça n'a pas de prix ! »

Véronique ESCOLANO.

12 000 bénéficiaires dans le département

En 1986, ils étaient 1 200 à bénéficier des repas des Restos du cœur dans les alors 20 centres du département. Durant la dernière campagne d'hiver, ils étaient 12 000 à fréquenter les 36 centres du département, les plus importants étant ceux de Saint-Herblain et de Saint-Nazaire. Le chiffre est d'autant plus inquiétant que « les gens sont dans une précarité croissante et en perte de repères », observe Annie Gervais, la présidente départementale de la structure qui, au-delà de la distribution de repas, fait de

l'accompagnement dans la recherche d'emploi, de logements, en matière de santé (point santé)... Cette démarche commence dès l'inscription : « On demande des pièces justifiant des ressources. La constitution du dossier nous permet aussi de voir les aides qui manquent et d'aider à les obtenir ».

Les revenus des bénéficiaires de la campagne d'hiver des Restos du cœur ne doivent pas excéder le RMI soit 2 200 F ou 335,39 € (sauf étude au cas par cas). Justifiant de la moitié du RMI, ils bénéficient de

l'aide permanente dite « intercampagne » des Restos (trêve de trois semaines uniquement de novembre à la reprise de la campagne d'hiver), ils sont ainsi 3 000 dans le département.

Enfin, deux cars (Talensac et Petite-Hollande) et l'Oasis, également structure des Restos située rue des Marchandises, distribuent des repas chauds durant l'hiver aux personnes sans logement.

A noter que cette année, un partenariat a été conclu entre la ville de Nantes, le CCASS et les Restos

pour la distribution de repas aux demandeurs d'asile et aux sans-papiers ne bénéficiant plus du restaurant social Pierre-Landais.

Pour les dons en argent : les Restaurants du cœur, 5, rue de la Garde, BP 13 528, 44 335 Nantes cedex 3. Pour les dons en nature, prendre contact avec les Restos du cœur de Loire-Atlantique au 02 28 23 51 51.

Samedi 18 décembre, match de hockey sur glace avec les Corsaires au profit des Restos du cœur. À la patinoire du Petit-Port à 20 h. Entrée : 30 F (4,57 €).

Il distribue de la soupe, des mandarines et offre un peu de chaleur aux SDF Une nuit nantaise dans le Car du cœur

C'est le Car du cœur. De novembre à fin avril, du lundi au vendredi, il stationne chaque soir au centre de Nantes pour distribuer de la soupe, des mandarines, un sandwich, des bouts d'humanité à ceux qui sont à la rue. A la manoeuvre, des étudiants, un docker, un retraité... Tous bénévoles.

NANTES. - Ce soir-là, Olivier est tricard. Une embrouille avec Michel, le chauffeur du Car du cœur, un solide rasta à la bouille sympa. Ces deux-là ne s'aiment pas beaucoup. « Un fouteur de merde », souffle Michel. Alors, une fois sa soupe avalée, Olivier, 27 ans, s'est retrouvé à la porte, dans le froid à mâchoires de loup, sec et tranchant, avec ses deux chiens, Câline et Goliath.

Sweat à capuche, blouson en jean sur le dos, il sautille sur place, papote, peste, un peu, pas trop. Livre des bouts de sa vie, pas farouche. « Je dors dans des cages d'escalier grâce à mon passe de facteur. Pour ce soir, j'ai trouvé un coin à côté, à la Madeleine. Un copain m'a proposé de m'héberger ces prochains jours. Moi, je m'en fous. Mais c'est pour ma chienne, je veux qu'elle accouche dans de bonnes conditions. » Avant qu'il ne s'éclipse, Serge, 61 ans, retraité, patron de l'équipe des bénévoles du Car, lui glisse discrètement une couverture.

« Tiens, cache donc ça ». Derrière son écharpe de laine, Nadège, une étudiante en droit, le regarde s'enfoncer dans la nuit avec ses deux chiens : « C'est toujours choquant de les voir partir comme ça, dans le froid ». Tout à l'heure, Serge tentera de joindre le 115, le numéro de l'urgence sociale, pour un autre gars en quête d'un hébergement pour la nuit. En vain.

« Pas de contrôle ici »

Tous ceux qui hantent la rue, de squats en parkings souterrains, de foyers en porches, connaissent bien ce bus « déclassé », couvert de graphes. Tous les soirs (sauf le week-end), de novembre à fin avril, il emprunte le même chemin, avec deux haltes immuables d'une heure un quart chacune : 20 h place de la Petite-Hollande, au centre-ville ; 21 h 30, marché de Talensac. Le car a été aménagé en self sur roues, avec tables et banquettes soudées, un Coluche goguenard punaisé à la cloison. Chargé de soupe, de café et de chocolats chauds, de croissants, de mandarines et de



Distribution de soupe place de la Petite-Hollande, puis au marché Talensac. Christian, en blouson de cuir, un docker de 49 ans, est l'un des piliers de cette équipe de bénévoles.

sandwiches. Comme une trêve chaude dans l'hiver.

Ce mardi soir, les gamelles de soupe ont été vidées en moins d'une demi-heure. Ils sont une quarantaine sous les lumières jaunes. Des hommes à 80 %. Les plus jeunes, tenues kaki dépareillées, squattent le fond. Chahutent, gougailent. Hélen le journaliste. « Qu'est-ce que vous allez écrire ? Qu'on est une bande de crétins qui n'arrivent pas à travailler ? » D'autres, plus âgés, sont comme gelés dans le silence, bonnet de laine enfoncé jusqu'aux oreilles, tout à leur soupe et à leur monde impossible à raconter.

Souvent, un bénévole s'attable, tente doucement le dialogue. Et si les mots patinent, sans écho, quelques sourires en diront plus. « Pas de contrôle ici. On accepte tout le monde. Tant qu'on a de la bouffe, on donne. » Serge mène son équipe en douceur. « Il y a cinq ans, j'ai été licencié économique. Je me suis retrouvé disponible, j'ai pris l'annuaire et fait le numéro des Restos. »

Serge et Christian, 49 ans, docker, un des piliers de cette équipe composée essentiellement d'étudiants, veillent à la quiétude de ces haltes. « A la moindre tension,

on met tout le monde dehors. On rentre et on décide entre nous si on ferme une semaine ou pas. On se dit : ils vont faire leur police. A eux de s'assumer. L'an dernier, c'est arrivé deux fois. »

La période des fêtes est toujours délicate à négocier, avec ses solitudes plus pesantes et ses montées de cafard. « Ça leur rappelle des souvenirs, qu'ils ont une famille, peut-être une femme, des gosses et qu'ils ne les verront pas », analyse Denise. Elle, c'est la patronne. Elle dirige l'« Oasis du cœur », un hangar, rue des Marchandises, près du Min (Marché d'intérêt national). Le midi, trois jours par semaine, des SDF y trouvent un repas chaud. Elle gère aussi la centaine de bénévoles qui se relaient du lundi au vendredi dans le car.

« Ne pas les laisser "se détruire" »

« Allez, les gars. Plus que dix minutes. » Une longue taffe de cigarette avant de retourner à la nuit et au froid. « Merci à tout le monde et bonne soirée. Grâce à vous, on a pu bouffer et fumer tranquille. » Stéphane, 28 ans, file vers son squat, un grand sac de sport à la

main. Il y a quelques mois, il a tout lâché, sa femme, ses deux gosses, son boulot de préparateur mécanicien chez Citroën. Il dit : « J'essaie de rester dans la réalité. » Ce sera tout.

Plus tard, halte à Talensac. Ahmed, un Algérien de 26 ans, à Nantes depuis quatre mois, sans papier et qui court en vain après un boulot, vient se réchauffer quelques minutes. Beaucoup plus de jeunes ici, même des très jeunes. « Je préfère les avoir à l'œil, explique Denise, leur donner ce dont ils ont besoin et leur dire qu'il faut bouger leur cul. Faut pas les laisser "se détruire", tomber dans la dope. »

Minuit, place Gratin. Le car est rentré au dépôt, rue des Marchandises, mais la « maraude » continue. Audrey, Marie, Guillaume et Fred fouillent les recoins de la ville, apportent de la nourriture, des couvertures et un peu de réconfort à ceux qui ne peuvent plus ou ne veulent plus se déplacer. Cassés par une vie trop lourde. La première ligne du désastre social. « Dur, très dur. On les voit crever à petit feu ou... à grand froid. »

Mark PENNEC.

• SDF : détresse à signaler au Samu social (115)

Ceux qui pourraient être témoins, ou avoir connaissance, de situations de détresse sont invités à le signaler au SAMU Social en appelant le 115 (numéro d'appel gratuit). Cet appel pressant émane de Michelle Meunier, adjointe au maire de Nantes chargée de la solidarité et de l'insertion. Le Centre communal d'action social de la ville, en partenariat avec les services de l'État, a en effet prévu un « dispositif renforcé d'accueil des personnes sans-abris, particulièrement vulnérables ».

Les conditions météorologiques actuelles ont immédiatement réveillé le spectre de la mort par le froid de sans-abris demeurant obstinément dans la rue.

CHU Saint-Jacques

Les services sociaux ont, ces derniers jours, repassé au crible les disponibilités des centres d'hébergement. Elles sont très faibles. Les sans-papiers ont pour une part été orientés vers ces centres. Sur-tout, le rythme des « rotations » a diminué.

Du coup, les cas d'urgence liés au froid seraient traités au CHU de Saint-Jacques où une dizaine de places sont tenues en attente.

Le SAMU social réagit aux appels destinés au 115 en envoyant une équipe de prise en charge, sociale. Ce qui signifie donc que, dans l'hypothèse où la détresse observée est vitale, il faut d'urgence appeler le 115. Le 115 est à réserver au signalement de la présence de SDF, hors des structures d'accueil, dans la rue, en plein froid.

Po 15.12.01

Toujours plus de sans-abri à Nantes

Le SOS d'À l'écoute de la rue

Le constat est tellement banal qu'on en oublierait qu'il est dramatique : les sans-abri à Nantes, c'est bien plus qu'un phénomène marginal. L'association À l'écoute de la rue exige plus de moyens.

À l'écoute de la rue tire la sonnette d'alarme. « Dans une indifférence générale », selon le groupe de bénévoles, les Nantais croisent plusieurs centaines de sans-abri. Selon Albert Labat, bénévole dans cette association, passerelle entre la rue et les services sociaux, ils seraient près de 400. Les chiffres donnés par la Coordination accueil orientation, la CAO, alias le 115, situent la portée du drame : 15 600 appels dans l'année écoulée, 1 600 rien qu'en novembre. Pour un lit, des soins ou un entretien avec un assistant social.

Les destins se ressemblent tragiquement, comme ceux de Johann, Karine et Stéphane, trois jeunes SDF : précarité dans le travail, pas de contacts avec la famille, un drame, un accident... Constat navré d'un assistant social : « Beaucoup de SDF en veulent tellement à la société qu'ils

estiment que c'est au système de les relever. Ils n'imaginent même plus qu'ils pourraient s'en sortir par eux-mêmes... »

« Nantes n'accueille pas toute la misère »

Si le constat n'est pas nouveau, l'association estime que « rien n'est fait pour améliorer la situation » à Nantes. « Il n'y a pas assez de place pour l'accueil d'urgence. Il faudrait aussi plus d'éducateurs sur le terrain, dans la rue, dans les squats, pour écouter, assurer un suivi médical, aider à la recherche de logement et de travail. Il faut aussi de petites structures, avec des accompagnateurs plus proches des SDF. »

Car beaucoup ne veulent plus aller dans les foyers. Question de relations tendues ou de fierté. Pourtant, le système nécessite des moyens. Où les trouver ? Selon Jean Tessier, il faut « réveiller l'opinion publique », « interpeller les politiques pour obtenir des fonds. C'est possible. Contrairement à ce qui est dit, Nantes n'accueille pas toute la misère du monde ! » C'est donc une véritable

question de société qui est posée, question à laquelle personne ne semble en mesure de répondre correctement.

Les véritables certitudes sont implacables : loin de ces interrogations, la préoccupation des trois SDF est plus terre à terre : actuellement, ils tentent de récupérer un squat dans le centre-ville de Nantes.

Cédric MANÉ.

À l'écoute de la rue,
tél. 02 40 29 02 15.

OF 18.12.01

La chaleureuse soirée des sans-abri

Jean-Yves Picoron



Partager quelques heures de chaleur humaine

Plus de 200 convives ont participé lundi soir au traditionnel repas de fête proposé par l'association Vérité Misère.

Salle de la Convention, ils affluent, seuls ou en groupe, répondant à l'invitation de l'Association Vérité Misère. Une bénévoles, dans le hall d'entrée, en viendrait presque à déplorer le flux qui se présente : « Il y a les habitués, et j'aime bien les revoir, même si je préférerais que ce soit dans un autre contexte. Mais quel malheur de voir arriver toujours plus nombreux les jeunes et les familles ».

Ils s'installent, plus ou moins par affinités, à de grandes tables pour quelques heures de chaleur humaine. Au « Alors, qu'as-tu fait depuis le réveillon de l'année dernière ? » répond un « Et toi, toujours dans la mouise ? ». Ils sont déjà près de deux cents quand commence le service. Une trentaine de personnes s'emploient à assurer la réussite de la soirée.

Après l'Abri

« Notre activité consiste, pour l'essentiel, en l'organisation de cette fête », explique le président de l'association Christophe Nadal. Il fallait, en effet, maintenir ce réveillon précédemment organisé par l'Abri, une association dans laquelle étaient déjà certains d'entre nous. Nous sommes soutenus financièrement par la mairie et recevons des dons de particuliers ou d'entreprises. Et, pour le bon fonctionnement de cette soirée, nous sommes aidés par des membres d'autres associations qui, elles aussi, s'intéressent aux

démunis ». Et sur la table ? Patrick découvre avec plaisir la première assiettée qu'on lui sert : des crudités, tomate, carotte et mâche, fournies par des maraîchers de Saint-Julien-de-Concelles, accompagnées de pâtés de saumon et de coquille Saint-Jacques. Il enchainera avec un rôti de veau et des légumes, de la salade, du fromage, un entremets, une pâtisserie et une tasse de café. « Ça fait plaisir d'être aussi bien traité. Et ici, au moins, ils ont tous le sourire », commente-t-il.

« Partager quelques heures de chaleur »

Sylvain, lui, vient ici pour la deuxième fois. Il apprécie tout autant la prestation des bénévoles, d'autant que, de son côté, il sait aller au-devant des frères de misère : « Demain matin (NDLR : mardi matin), je serai à 7 heures au Brin de Causette pour travailler. J'y vais trois fois par semaine ».

Hélène, elle, est une bénévole fidèle. Vivant à présent à Paris, elle a fait le déplacement pour cette soirée.

Elle passe de table en table, photographie des groupes et prend les coordonnées pour faire suivre les clichés immortalisant le moment. L'an prochain, elle reviendra : « Ici, des gens font connaissance, d'autres se retrouvent, heureux de partager à nouveau quelques heures de chaleur. Le bal en fin de soirée est très émouvant ». C'est bien de chaleur humaine qu'il s'agit quand, une soirée durant, s'estompent toutes les angoisses du dehors.

J.-Y. P.

of 2/01/02
Vérité misère : le réveillon de la solidarité



Pour la Saint Sylvestre, 200 personnes ont participé au repas de fête organisé par Vérité misère.

Une trentaine de bénévoles de l'association Vérité misère ont offert une belle soirée à quelque 200 personnes.

Guirlandes et ballons multicolores égayent les murs de la maison des associations en ce 31 décembre. Dans la salle, six grandes tables dressées. Sur la scène, un sapin illuminé. En cuisine, chacun s'affaire afin que tout soit prêt.

Il est presque 20 heures et les gens commencent à affluer. Chacun est accueilli par un membre de l'association qui le conduit vers une table et lui remet un billet de tombola. Des petits groupes se forment, tandis que certains viennent saluer les bénévoles. « Ici, beaucoup se mettent sur leur 31, c'est important pour eux », explique Christiane. Ce soir, Mathilde Moreau, la petite fille du cuisinier de l'association, est venue assurer l'animation, aidée par deux amis. Au programme, variété française et classiques de la chanson réaliste. « Le but, c'est de faire un karaoké pour que les gens participent. On a prévu un programme de cinq heures pour la soirée. »

20 h 30, le repas est servi. En entrée, terrines de la mer sur un buisson de légumes. Le service « grand style » est assuré par des bénévoles qui veillent à ce que personne ne manque de rien. Très vite, le brouhaha s'estompe pour laisser place à la dégustation. Mathilde accompagne le repas en chantant. Elle reprend le célèbre titre de Gainsbourg, « Les sucettes à l'anis ».

Ce repas a été rendu possible

grâce à la solidarité de grands distributeurs, de maraîchers et d'associations d'aide aux personnes démunies. Pour Christophe Nadal, président de l'association Vérité misère, « c'est un repas symbolique, on essaie d'offrir le meilleur depuis près de quinze ans ».

Le repas est fini. C'est l'heure de la tombola dont l'heureux gagnant remportera un radiocassette.

« Faites chauffer le parquet, c'est l'heure de la danse. » Héliène, bénévole, propose à chacun de se faire prendre en photo. Un cliché sera envoyé à tous ceux qui le demandent. « L'année dernière nous avons rencontré un vrai succès avec cette opération », explique-t-elle. Il est presque minuit et le passage à la nouvelle année se fait dans la chaleur et la joie.



Entre chansons réalistes et variétés françaises, le karaoké animé par Mathilde a rencontré un vif succès auprès des participants.

Hélène Clayeux

Sans-abri : l'Écoute de la Rue interpelle les pouvoirs publics et les citoyens

L'association vient d'adresser un courrier aux élus du département. Elle invite aussi chaque citoyen à lutter contre la misère.

Association confessionnelle fondée en 1995 par un prêtre Nantais à la demande de l'Évêque, l'Écoute de la Rue a pour mission d'aller à la rencontre des gens qui vivent dans la rue «chaque jour, deux bénévoles vont voir où ils en sont. On les écoute, on discute, on fait le point sur les besoins, on les met en lien avec les travailleurs sociaux, on les accompagne à l'hôpital, des choses comme ça. Des relations finissent par se nouer», explique Albert Labat, membre de l'association.

Une loi lancée par les politiques, dont on ne parle plus...

Du centre ville de Nantes, en passant par Beaulieu, le quartier République, la gare et le rond point de Rennes, les bénévoles s'attardent partout : «on y va avec nos mains, nos yeux, notre cœur. On y va en tant que chrétien, au nom de notre foi mais pas dans un but religieux», souligne Gisèle Lecoq, une bénévole qui tient aussi régulièrement la permanence au local de l'association.

Une permanence où sont accueillis les SDF qui le souhaitent, qui ont besoin de parler : «on ne sait pas tout mais le plus souvent, les 15-18 ans qui sont dans la rue ont subi un échec. Un échec scolaire ou familial avec divorce ou chômage des parents, difficultés à vivre sous leur toit. Dans cette tranche d'âge, les filles sont plus nombreuses dans la rue que les garçons», poursuit Albert Labat.

Gisèle pense aussi qu'«il y a aussi un rejet de la société avec tout ce qu'il



Gisèle Lecoq et Albert Labat vont chaque jour à la rencontre des sans-abri.

le comporte de la part de ces jeunes. Des jeunes qu'il n'est pas toujours facile d'approcher. «parce qu'ils sont souvent en groupe, avec des chiens. Quand ils sont seuls, ça va mais il faut du temps pour les apprivoiser».

Les SDF plus âgés, eux, sont souvent précipités dans la rue par le chômage, un divorce, ou les deux, l'alcool aussi : «nous venons de rencontrer un homme de 45 ans qui a perdu son travail. Il ne sait plus quoi faire. Il ne sait plus où il en est. Il a envie de s'en sortir mais pour l'instant, il est dans la rue. C'est très difficile».

L'humanitaire

avant le sécuritaire
Une situation que l'association l'Écoute de la Rue ne supporte plus : «il y a 300 à 400 personnes dans les rues à Nantes. Pour elles il n'y a pas de moyens, jamais de places. Les foyers sont saturés, le samu social est débordé, on le sait bien. On ne

peut plus tolérer ces choses-là», s'emporte Albert Labat.

Pour «alerter les pouvoirs publics», une fois de plus, un courrier vient ainsi d'être adressé au préfet, au maire de Nantes, au président du Conseil Général, à la Ddass, au CcaS, aux députés et sénateurs de la communauté urbaine (lire ci-dessous). L'occasion de leur rappeler qu'«aucun moyen supplémentaire n'a été mis en place pour les accueillir cet hiver, contrairement à ce qui a été annoncé par Madame Meunier en décembre dernier».

Pour Albert Labat, il y a pourtant urgence à agir : «il faut un logement pour tout le monde et un accompagnement social plus adapté. Il faut créer des emplois d'éducateurs de rue et qu'il y ait davantage de professionnels de la santé sur le terrain. Il est nécessaire encore de créer des lieux de vie pour les SDF. Ça ne sert à rien, quand ils sortent de l'hôpital

ou d'une cure de désintoxication, de les remettre dans la rue. Enfin, il faudrait qu'ils aient un minimum de ressources comme l'exige la loi contre l'exclusion. Une loi que les politiques ont lancée mais dont on ne parle plus aujourd'hui...».

Pour le bénévole de l'Écoute de la Rue, qui intervient aussi dans les prisons, il est évident que «le côté humanitaire doit passer avant le côté sécuritaire», allusion à la campagne électorale : «il faut qu'on arrête de faire cette politique qui ne tient pas compte de ceux qui n'ont rien».

D'où l'appel lancé aux chrétiens : «on veut qu'ils s'engagent, c'est un devoir, pas une option», et aux citoyens : «C'est aussi à eux de se battre personnellement ou collectivement contre la misère».

Sarah Guilbaud

Contact : L'Écoute de la Rue, 11 rue Malherbe, Nantes, 02.40.29.02.15.

«Triste réalité»...

Dans le courrier adressé aux autorités et aux élus du département, l'association attire l'attention «sur la gravité de la situation présente concernant l'accueil des personnes sans domicile en cette période hivernale rigoureuse. Triste réalité en effet, que ces personnes qui cherchent, chaque soir, sans résultat, un abri pour dormir. Triste réalité que ces jeunes «en rupture fa-

miliale ou sociale- condamnés à dormir dans des squats ou dans la rue. Triste réalité que ces personnes vieillissant prématurément avec de gros problèmes d'alcool, de santé ou d'hygiène- et qui ne peuvent rentrer dans aucun dispositif. Triste réalité pour le personnel du Samu Social qui, débordé par le nombre de personnes à accompagner vers les lieux d'accueil,

ne peut se rendre sur le terrain à la recherche des sans-abri qui lui sont signalés. Oui, bien triste réalité alors que, en 2001, la relance économique a fait la une de l'actualité». Pour l'Écoute de la Rue, «pour que cette situation ne devienne insupportable et explosive, le plan d'accueil d'urgence doit être immédiatement réactivé et l'équipe du Sa-

mu Social, immédiatement renforcée». Soucieuse du sort des personnes sans-abri dont la vie est en danger, l'Écoute de la Rue demande donc aux autorités et aux élus «de prendre sans retard les décisions qui s'imposent, car la démocratie est bafouée dès le moment où nous laissons vivre à côté de nous des hommes et des femmes détruits par la grande pauvreté».

24 personnes mortes «dans l'indifférence la plus totale»

L'association l'Écoute de la Rue attire aussi l'attention sur les gens qui meurent dans la rue «dans l'indifférence la plus totale». Au moins 24 personnes dans ce cas ont été recensées à Nantes en 2001, trouvées dans la rue ou des appartements. Des chiffres fournis par les associations, les foyers, les services de la mairie et les pompes fu-

nères. Une des préoccupations de l'association est donc de «leur assurer un minimum d'obsèques dignes de tout être humain et de sensibiliser en même temps, l'opinion publique».

À cet effet, les familles sont recherchées, en lien avec les associations ou les travailleurs sociaux. Un travail de longue haleine, qui ne por-

te pas toujours ses fruits. Ainsi, depuis un an, un homme est à la morgue du cimetière du Parc, dans l'attente d'être enterré. «C'est un délai exceptionnel long. Habituellement, cela prend trois à quatre mois pour vérifier qu'il y a une famille derrière et l'avertir», précise Albert Labat. Pour éviter que ces hommes et ces

femmes ne soient enterrés comme ça, «sans rien», l'association organise une petite cérémonie avant d'accompagner le défunt au cimetière. «Personne ne se soucie de ces gens, personne ne le sait. Notre souci désormais, est d'essayer de faire paraître un avis d'obsèques quand il n'y a pas de famille». Reste à trouver les moyens.

p.o. 15.02.02

Les sans-abri nantais se réchauffent aux urgences

À Nantes, les foyers d'hébergement sont saturés. Alors, les sans-abri ont trouvé un autre toit pour la nuit : le pavillon des urgences, à l'hôpital. Depuis quelques mois, presque tous les soirs, des vestes élimées y croisent les blouses blanches. Difficile de dormir, mais au moins, l'endroit est sûr et chauffé. L'hôpital est à la recherche d'une autre solution.

Ils ont faim, soif, sommeil. Ils campent dans le hall des urgences. Celui de l'Hôtel-Dieu à Nantes. Recroquevillés dans des fauteuils en métal gris, baignés par une lumière blafarde, ils ferment les yeux, s'engourdissent sans pouvoir rejoindre les bras de Morphée. C'est un refuge au chaud et en sécurité. Mais il est interdit de s'allonger. Interdit de fumer. Interdit de boire. C'est un hôpital, pas un foyer d'hébergement. Et pourtant, presque tous les soirs, toutes les nuits, ils franchissent la porte en verre des urgences. Ils sont une poignée, parfois dix, quinze ou vingt. Des jeunes. Des vieux. Ils arrivent seuls. Parfois conduits par des associations. Juste de passage ou familiers des lieux.

Jean-Pierre, un habitué, vient d'entrer avec Daniel. Il est 22h00. « On est deux SDF. On peut dormir là ? On fera pas d'histoire, c'est juste pour la chaleur. » Les gardiens de nuit en blouse blanche les laissent trouver une petite place, tout au fond du hall, là-bas, à l'abri des regards des patients de l'hôpital. « Tenez-vous tranquilles sinon vous perdez votre logement ! », leur lance Jean-Paul, un autre gardien. « Mon logement ? J'en n'ai pas », répond Jean-Pierre, d'une voix pâteuse, avec un regain de lucidité. Il a 36 ans, sort de prison et n'a plus de toit sur la tête. Il erre dans le hall depuis un mois. Le Samu social, il ne veut plus en entendre parler. Au 115, on ne lui propose plus de lit. Les foyers d'urgence affichent complet ou refusent des SDF. Trop violents. Il reste bien la gare SNCF, mais les portes ferment à minuit et quart.

« Est-ce qu'il serait possible de prendre une douche ? Ça fait quinze jours. » La question revient insistante, identique, quotidienne. La réponse négative dissimule mal l'embarras. « Mais on est prêts à payer », implore Daniel, la cinquantaine, le corps laminé et toujours de la malice dans les yeux. Il a cliqué la porte des Emmaüs où il a trainé ses guitares pendant dix-sept ans. Ce soir, il passera sa première nuit dans le hall, tentera plusieurs fois de franchir la porte de la salle d'examen. Derrière, l'attend un lit douillet, inaccessible. Interdit.

Parfois, les infirmières acceptent d'offrir un lit aux enfants quand des familles entières débarquent. Des demandeurs d'asile pour la plupart. Des Angolais, des Algériens, des Roumains. « On

leur donne à manger, une douche quelquefois. Il y a le côté humain et le côté réglementaire. Si on accepte de trop... » L'infirmière, qui alerte, de temps en temps le 115, jette un regard désabusé dans le hall. « C'est dur de gérer ça avec l'accueil des patients, les familles à qui on apprend le décès d'un proche. » Sa collègue Marie-Thérèse s'interroge. Sans nuances. « Il faudrait savoir si l'hôpital devient un hospice. » Parfois, des sans-abri sont examinés, puis hospitalisés. Mais la plupart sont refusés. « Ce ne sont pas des cas d'urgence. Alors on les informe de la consultation gratuite qui se tient tous les après-midi et où sont présents un médecin, une infirmière et une assistante sociale. » Mais, la nuit, personne. Et l'urgence transpire dans ce hall.

Louis, gardien de nuit lui aussi, confie son impuissance et sa révolte. « Beaucoup ont des problèmes de santé. » Il prend des notes dans un petit carnet sur ces vagabonds du hall. Il se souvient d'un homme à la jambe tuméfiée, de deux autres au corps boursouflé par les démangeaisons.

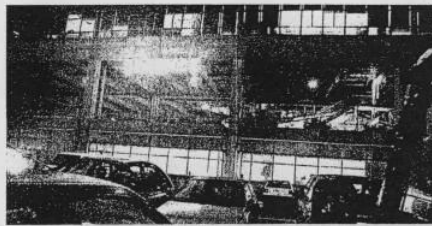
« On est vraiment impuissants. On ne peut rien décider. Que faut-il faire ? Les laisser mourir ? » Louis, comme Jacques et d'autres gardiens, leur apporte parfois de l'eau et un peu de nourriture. « Mais c'est pas toujours bien vu par certains collègues. » Et puis, le règlement doit être rappelé. Sans cesse. D'ici, un vieux SDF, les yeux bleus noyés de fatigue, s'en balance. Il sort sa boîte de cigares, fume dans le hall et s'invente une vie. « Je suis pas n'importe qui... Moi, je fais la manche la journée pour le plaisir... et mon nom est celui d'un pays. »

2h. La nuit est calme. Pas de bagarres. Pas de violences. Mais, certains soirs, ça arrive. « Dans ces cas-là, on appelle la police et tout le monde dehors », assure une infirmière. Certains gardiens supportent de plus en plus mal ces « squatters » au caractère pas toujours facile. La direction de l'hôpital est à la recherche d'une solution de remplacement, en lien avec la Ddass : « Le hall d'accueil ne peut pas devenir un centre d'hébergement. »

5h. Le jour va se lever. Les SDF quittent les urgences de la nuit pour celles de la rue.

Marylise COURAUD.

La gare ferme à minuit quinze



Depuis le début de l'hiver, la nuit attire les SDF dans le hall d'accueil, déjà très encombré, des urgences de l'hôpital de Nantes. Comme disent Jean-Pierre et Daniel, ci-dessus avec un gardien : « On fait pas d'histoire, c'est juste pour la chaleur. »

Ses nouveaux locaux inaugurés lors des portes ouvertes Le Secours populaire s'agrandit



Entourée de bénévoles, Marie-Claire Foutel a présenté les locaux rénovés du Secours populaire français, 163, rue Paul-Bellamy.

Le Secours populaire français inaugure, samedi dernier, ses locaux rénovés, 163, rue Paul-Bellamy. L'association en a profité pour organiser la veille une journée portes ouvertes et informer le public sur ses activités en Loire-Atlantique.

Le siège de la Fédération Loire-Atlantique du Secours populaire français (SPF) est installé dans une petite maison de la rue Paul-Bellamy, flanquée à l'arrière d'un ancien hangar. L'association y regroupe depuis 1993 ses services administratifs et la distribution alimentaire.

Marie-Claire Foutel, secrétaire générale départementale, souligne qu'en sept ans de fonctionnement rue Paul-Bellamy, le SPF a vu tripler les demandes d'aide alimentaire. En 2001, 5 805 familles et 23 189 personnes ont été secourues à Nantes. Cette augmentation d'activité imposait des travaux. Elle explique : « Les personnes qui poussent la porte

sont de plus en plus nombreuses, nous avons dû réaménager les locaux et transformer le hangar pour organiser rationnellement le stockage et la distribution. » Chaque jour, le camion ramène fruits et légumes du Min et la centrale régionale du quai Wilson livre les produits secs et réfrigérés. Soit une tonne par jour de denrées alimentaires à stocker dans le grand sous-sol qui vient d'être entièrement carrelé. Quatre antennes du département viennent charger ici leur approvisionnement. La distribution sur place se fait trois jours par semaine, les lundis, mardis et jeudis après-midi.

La journée portes ouvertes de vendredi a permis aux bénévoles du département de se retrouver dans la salle de distribution alimentaire toute neuve, et au grand public de s'informer sur les nombreuses actions du SPF, en France et dans la région de Podor au Sénégal. C'était aussi l'occasion pour l'association de mettre l'accent sur sa campagne « Don'action 2002 », destinée à collecter des

fonds pour l'achat du matériel de fonctionnement nécessaire, du type fax ou congélateurs supplémentaires. Les visiteurs ont pu feuilleter « Nos vies s'appellent solidarité », l'ouvrage que vient de publier Julien Lauprêtre, président national du SPF. Ce dernier a présidé samedi l'inauguration des locaux rénovés, entourés de Jean-Pierre Le Ridant du conseil général, de Michelle Meunier et Fabienne Padovani, adjointes à la mairie de Nantes, et du « parrain » Gilles Rampillon, ancien international du FCNA.

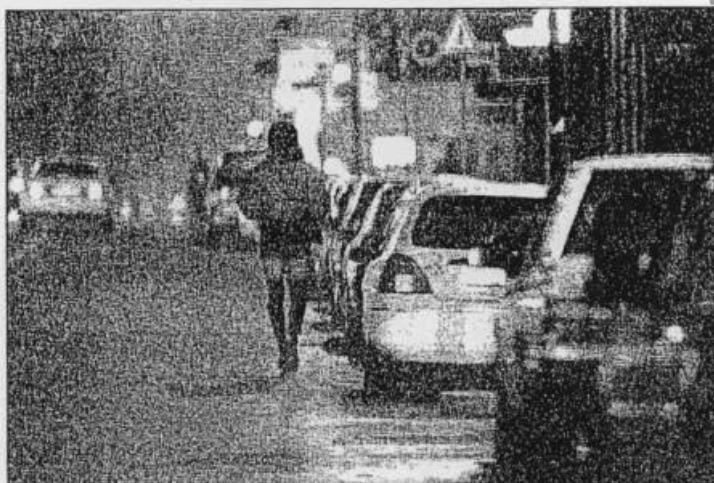
Le SPF, qui a trois salariés en Loire-Atlantique, peut compter sur l'aide d'environ 500 bénévoles. Clotilde, jeune étudiante en anglais, qui participe à la journée porte ouverte, lui consacre trois jours et demi par semaine pour la distribution alimentaire et trois mois de ses vacances d'été.

Secours populaire français, fédération de Loire-Atlantique, 163, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes, tél. 02 40 74 48 41.

703
+
761

Prostitution à Nantes : « Médecins du monde » interpelle les candidats

Secrétaire régional de l'association « Médecin du Monde », Philippe Hasting dénonce l'esclavage sexuel en pleine explosion à Nantes.



• Médecins du monde • intervient régulièrement auprès des prostituées en leur apportant conseils et réconfort. • A Nantes, c'est l'horreur », estime Philippe Hasting, secrétaire régional de cette association humanitaire.

Toujours sur la brèche pour les plus démunis, les clochards et autres grands désocialisés, les prostituées et tous ces gens à qui la vie n'a pas fait de cadeaux, l'association « Médecins du Monde » entend interpeller les candidats à la présidentielle en douze propositions humanitaires. Symboliquement, ils ont construit une urne pour les exclus de la santé au nom de « L'isolement des sans voix ». Les principales revendications s'articulent autour des soins de proximité qu'ils veulent accessibles pour tous en France et de l'exclusion en général dont font partie les sans papiers, les demandeurs d'asile, les gens du voyage et les prostituées.

Identifier les besoins
Au 33 de la rue Fouré, les membres de l'antenne nantaise accueillent et aident effectivement tous les jours ceux et celles qui n'ont plus rien. « Notre rôle, c'est d'identifier les besoins », assure Annie Avenard, responsable de la mission France de « Médecins du Monde ».

« Depuis la création de la CMU (couverture maladie universelle), nous avons moins de demandes de consultations médicales mais ce n'est pas encore suffisant ».

Les douze propositions seront adressées aux présidents
Les chiffres parlent d'ailleurs d'eux-mêmes : 2 100 consultations en 1999 pour 824 en 2001. Depuis le début de l'année dix à douze personnes frappent toujours au 33 de la rue Fouré. « Il y a des gens tellement désinvoltes qu'ils ne peuvent même pas franchir notre porte ».

Secrétaire régional, Philippe Hasting, explique que la tendance s'est

inversée en quelques années. « Nous avions globalement 20 % d'étrangers et 80 % de marginalisés français auparavant. Désormais, c'est le contraire ».

Près de cent bénévoles
À « Médecins du Monde », les 90 bénévoles travaillent en réseau avec les associations de solidarité que sont La Maraude, L'Ecoute de la rue, le SAMU Social, les Restos du cœur. « On peut assurer une consultation médicale à l'appel d'une de ces associations », poursuit Philippe Hasting.

« Dans l'urgence, c'est toujours l'hôpital bien évidemment mais on se propose d'aller sur le terrain. Ici, dans nos locaux, nous avons une baignoire. Pour de nombreuses personnes en grande difficulté, l'accroche, c'est le bain suivi de la consultation. Ensuite cela peut déboucher sur une hospitalisation ».

Esclavage sexuel
Au chapitre de la prostitution, Philippe Hasting n'a pas de mots assez durs pour en parler. « A Nantes, c'est

l'horreur. On a constaté une explosion en deux ans. Il y a aujourd'hui plus d'une centaine de prostituées dans les rues de Nantes. On sait qu'elles font partie de réseaux maieux très difficile à démonter ». Il souligne le fameux « turn over » de ces filles, balancées d'une ville à l'autre.

« Il y avait huit filles du Nigeria et de Sierra Leone au départ », poursuit Philippe Hasting. « Elles sont plus d'une trentaine actuellement autour de l'île Gloriette. Elles vivent à plusieurs dans des appartements. Rue Paul Bellamy, ce sont des Bulgares, des filles de l'Est ».

« Je m'étonne du manque de réaction de la population nantaise face à ce drame. On a le culot de faire venir un artiste américain à Nantes afin qu'il érige un monument pour commémorer le 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. A cinquante mètres de sa future œuvre, vous avez aujourd'hui de nouvelles personnes livrées à l'esclavage sexuel, c'est aberrant ».

• Les clients s'en fichent

Les filles ne se livrent que très rarement dans le bus de nuit qui les accueille. « Elles prennent un thé, des préservatifs puis disparaissent comme une volée de moineaux. C'est très frustrant ce manque de communication. On pense que parmi elles, il y en a peut-être une qui a un cell sur les autres. Quant aux clients, en provenance du département mais aussi de Vendée, des Deux-Sèvres ou d'Ille et Vilaine, ils sont issus de toutes les catégories sociales et s'en fichent carrément. Quand on leur explique qu'ils participent à une mafia organisée, ils n'écoutent pas. Certains viennent même jusqu'au bus pour réclamer les filles. C'est de la consommation rapide. Ils payent alors ils pensent qu'ils ont droit à tout. L'un d'eux, pressé, m'a même dit un jour : Et alors qu'est ce qu'elles font ? faut respecter le client ! ».

Stéphane Pajot
• Médecins du Monde • 33 rue Fouré,
44 008 Nantes. Tel : 02 40 47 36 98.

Les douze propositions de « Médecins du monde »

Présent dans cinquante pays, « Médecins du monde » agit en France au travers de 117 programmes et de 2000 bénévoles. A partir de leur expérience, ils présentent douze propositions « pour qu'enfin l'accès aux soins de tous et surtout des plus pauvres devienne une réalité ». En 2001, les centres de « Médecins du monde » ont effectué 42 815 consultations médicales, plus de cinq mille consultations dentaires et ont accueilli 25 758 personnes. A l'aube des élections présidentielles, l'association a fait parvenir aux candidats à la présidentielle ces douze propositions suivantes :

1. Pour une pratique médicale de proximité.
2. Pour une CMU (couverture maladie universelle) vraiment universelle et européenne.
3. Pour des hôpitaux, lieux de soins accessibles pour tous.



Philippe Hasting, secrétaire régional de l'association humanitaire et Annie Avenard, responsable de la mission France de « Médecins du monde ».

4. Pour un droit effectif au logement.
5. Pour une inscription citoyenne des usagers de drogues dans une politique de réduction des risques.
6. Pour une prise en charge réelle de la souffrance psychique des personnes en situation d'exclusion.
7. Pour lutter contre les discriminations dont sont victimes les gens du voyage, Roms Tsiganes et autres « travailleurs ».
8. Pour une prise en compte de la santé des jeunes.
9. Pour l'éradication du saturnisme infantile.
10. Pour un véritable accueil des demandeurs d'asile arrivés en France.
11. Pour la régularisation des sans papiers résidant en France.
12. Pour une prise en compte des personnes prostituées victimes de trafic.

Restos du Cœur : une campagne d'hiver difficile et « sous tension »

La campagne d'hiver des Restos du Cœur vient de s'achever. La présidente fait le bilan d'une saison marquée par l'arrivée de nouveaux demandeurs d'asile.

Difficile. C'est ainsi que la campagne d'hiver des Restos est qualifiée par la présidente départementale de l'association, Annie Gervais, en raison notamment d'une nouvelle arrivée de demandeurs d'asile. 857 personnes ont en effet été recensées en quatre mois dans les centres de distribution des Restos du Cœur.

« Beaucoup de gens d'Europe de l'Est, de Roumanie, de Macédoine, de Russie, d'Ukraine... affluent chaque semaine à Nantes et dans la région. Ils viennent aux Restos, on leur donne à manger mais je ne sais pas jusqu'où on va pouvoir aller. D'autant que des gens continuent aussi de venir du Maghreb et d'Afrique Noire », explique Annie Gervais qui, comme la plupart des bénévoles, se sent « démunie » face à cette situation.

« On est catastrophés. C'est une population qui nous perturbe un peu parce qu'elle demande un statut, un logement mais on n'a rien à proposer, il n'y a de places, pas de logements. Quand les demandeurs d'asile nous demandent quelque chose, on ne peut jamais y répondre », déplore-t-elle.

Résultat : des demandeurs d'asile se retrouvent à la rue, y compris avec des enfants : « Ça fait mal au cœur », souligne Annie Gervais, en citant le cas d'une famille d'Albanais qui n'a eu d'autre solution que d'aller s'abriter aux urgences pour la nuit. « Les foyers sont toujours saturés, le Samu social est

débordé, on n'a rien à proposer en terme d'hébergement à ces gens qui nous implorent, nous demandent des conditions de vie décentes. Tout est plein, on répond non à tout parce qu'il n'y a rien ».

« Complet désarroi »

Une réalité à laquelle sont confrontés les bénévoles des Restos du Cœur chaque jour : « Certains ont craqué, ils ont pris des familles chez eux mais ce n'est pas la mission de l'association, ni le but du bénévolat. C'est bien mais ce n'est pas la solution, ce n'est pas à nous de pallier à ça. Il ne faut pas que les pouvoirs publics comptent sur les associations pour tout faire, ce n'est pas notre vocation de régler tous les problèmes », commente Annie Gervais qui comprend le désarroi des bénévoles face au désespoir des personnes bénéficiaires.

Dans un courrier adressé au Premier ministre au niveau national, envoyé au Conseil général, au Conseil régional et à la mairie de Nantes au niveau du département, les responsables des Restos du Cœur font état d'une situation devenue « ingérable » et demandent que les demandeurs d'asile aient accès au travail. « S'ils ont un emploi, ils peuvent trouver un logement », considère Annie Gervais. Pour autant, les chiffres de la campagne d'hiver sont encourageants avec 500 bénéficiaires de moins que l'an dernier :

« C'est la seule chose de positive. Pour le reste, c'était une campagne sous tension, le problème des demandeurs d'asiles est revenu tous les jours sans qu'on puisse trouver de solutions pour ces gens.

Réflexion en cours pour des places supplémentaires en CADA

Actuellement, deux centres d'accueil pour les demandeurs d'asile (CADA) existent à Nantes et dans l'agglomération.

À Saint-Sébastien-sur-Loire, un CADA de 26 places a été ouvert en septembre 2001. Il est géré par l'association Saint-Benoît. Un second CADA est ouvert depuis le 1^{er} mars 2002 à Nantes, au foyer Sonacotra. Il comprend 40 places (35 pour les familles, 5 pour les personnes seules).

Actuellement, une réflexion visant à la création de places supplémentaires en CADA est en cours. Selon la

Préfecture, elle est basée sur deux principes : « La recherche d'une couverture géographique sur l'ensemble du département de la Loire-Atlantique et la désignation d'associations gestionnaires, particulièrement chargées, en liaison avec les collectivités locales d'implantation, de l'accompagnement social des demandeurs d'asile ».

Les places offertes consisteraient en des hébergements collectifs ou en logements diffus. « Les projets en cours pourraient aboutir à la création de plusieurs dizaines de places dans les mois à venir », affirme la Préfecture.



« Les foyers sont toujours saturés, le Samu social est débordé, on n'a rien à proposer en terme d'hébergement à ces gens qui nous implorent », explique Annie Gervais.

Dans les centres, les bénévoles ont assisté à des scènes épouvantables, ils ont vu des personnes en complet désarroi, c'est dur. D'au-

tant que cette situation de crise ne va pas s'arranger ».

Sarah Guilbaud

« Une situation ingérable pour les Restos du Cœur »

Dans un courrier adressé au Premier ministre le 31 janvier, la présidente nationale des Restos du Cœur, Véronique K. Colucci, fait part de plusieurs constats de l'association : « L'afflux des personnes déplacées, étrangers demandeurs d'asile, réfugiés politiques, sans papiers, provoque une situation qui devient ingérable pour les Restos du Cœur, comme pour d'autres associations confrontées à ce problème », est-il souligné.

Pour l'association, « nos frontières sont évidemment "pénétrables" et il y a une forme d'hyprocrisie d'Etat qui consiste à laisser "filer" l'immigration sans pour autant donner à ces personnes qui arrivent dans nos villes et que nous retrouvons dans nos centres de distribution alimentaire, ni possibilité de logement ou d'hébergement, ni moyens de subsistance. Sans ressources, la plupart de ces personnes trouvent dans les associations - et spécialement dans la nôtre - l'un de leurs recours ».

Face à ce constat, les Restos du Cœur demandent, comme l'a proposé la Commission européenne en avril 2001, que soient adoptées des règles permettant l'accès au travail pour les demandeurs d'asile, six mois après la date de dépôt de leur demande d'asile. « L'absence d'une telle mesure entraîne, en plus de "l'assistanat" retombant sur les associations, le développement du travail "au noir", de la délinquance, de la clandestinité et de l'exploitation de ces personnes par des circuits délictueux », considère l'association. Les Restos du Cœur constatent par ailleurs que la proportion d'étrangers, démunis, sans ressources, par rapport à l'ensemble des personnes en difficulté accueillies et qui bénéficient de l'aide de l'association, varie suivant les villes de 20 à 80 %. Ce pourcentage continue d'augmenter. Devant « l'ampleur de cet afflux », l'association souligne qu'elle n'a « aucune certitude » d'être en mesure de poursuivre son action.

Po 11.04.02



Le Secours populaire est installé au 163 de la rue Paul-Bellamy dans des locaux qui viennent d'être réaménagés.

Le Secours populaire accueille les plus démunis dans des locaux rénovés

La fédération départementale du Secours populaire est située 163 rue Paul-Bellamy à Nantes, depuis 1993. Au bout de huit

ans, les locaux avaient besoin d'être réaménagés pour accueillir dans de meilleures conditions les personnes en situation de détresse. L'espace a été entièrement repensé pour permettre une meilleure écoute des familles démunies dans des conditions compatibles avec le

respect de la dignité de chacun. Les travaux ont pu être menés à bien grâce au concours de très nombreux bénévoles, et à l'aide de différentes collectivités, notamment la Ville de Nantes et le Conseil général.

Secours populaire :
02 40 74 48 41.

PO 13/04/02

Vraies vacances pour les seniors isolés grâce aux Petits frères des pauvres

Comme chaque été depuis 1950, les Petits frères des pauvres organise des vacances pour les personnes âgées. Eric Sergent, directeur de la fraternité de Nantes, lance un appel aux bénévoles.

La fraternité de Nantes des Petits frères des pauvres, forte de 650 bénévoles et d'une vingtaine de salariés, travaille toute l'année pour aider les personnes âgées, seules et isolées dans leur vie quotidienne. Chaque été, elle permet à ces personnes de partir pour de vraies vacances.

Avec la belle saison qui revient, Les Petits frères des pauvres savent combien la précarité, l'exclusion ou la maladie peuvent être douloureuses. Pour beaucoup, les vacances c'est aussi un projet, une façon de donner du contenu et du sens à la vie. S'occuper l'esprit et se prouver qu'on peut encore être actif quand la dépendance diminue l'estime de soi. **Des séjours de 10 à 15 jours en maison de vacances**

En 2001, ce sont quelque 600 personnes de plus de 50 ans, privées d'affection et de relations, qui ont pu ainsi profiter d'au moins une journée en vacances. • Dans la Charte

des petits frères des Pauvres. *Il est clairement indiqué que nous devons être à l'écoute des désirs des personnes que nous accompagnons. nous offrons différentes formes de vacances pour coller au plus près des envies et des capacités de chacun* • explique Eric Sergent, directeur de la fraternité de Nantes.

Ainsi, la fraternité de Nantes de l'association permet chaque année à plus de 120 personnes de partir en séjour de 10 à 15 jours dans une maison de vacances de l'association. • Nous organisons des séjours en maison de vacances de proximité qui appartiennent à l'association, à Vertou ou à Damgan (56), ou plus loin pour les plus valides, cette année ce sera la maison de Saumont, près de Toulouse.

Les maisons de vacances de proximité sont facilement accessibles, on y réalise des séjours en petits groupes (5 à 12 personnes) avec un bénévole par participant et, nouveauté cette année, un partenariat avec l'association Cap Vert nous a même permis de proposer un séjour en péniche accessible aux personnes à mobilité réduite •



Eric Sergent, directeur de la fraternité de Nantes : « Dans notre lutte contre la solitude et l'exclusion nous considérons que les vacances sont un droit »

• Une aide personnalisée pour le retour à l'autonomie • Pour 2002, l'association organise également, un pèlerinage à Lourdes et des séjours en maisons louées dans toute la France et à l'étranger. • Tout est organisé en fonction des souhaits et de la capacité des personnes que l'on accompagne, nous préparons des sorties à la journée pour les personnes ne pouvant pas partir mais aussi une aide personnalisée pour permettre aux personnes qui veulent gérer leurs propres va-

cances dans une volonté de retour à l'autonomie •. Mais l'été, l'action continue à Nantes et dans tout le département : • Pour les personnes ne voulant ou ne pouvant pas partir, les visites à domicile continuent elles aussi, c'est pourquoi nous sommes toujours en recherche de bénévoles qui veulent donner du sens à leurs vacances. •

Contact : Les petits frères des Pauvres - 14 rue Césaire Franck 44000 Nantes. 02 40 68 96 96.

R. R.

Accueil d'urgence : des salariés lancent un collectif pour être entendus

Des salariés du secteur social travaillent à la création d'un collectif pour être consultés dans les projets qui les impliquent.

Les changements de projets dans le secteur social, notamment dans le domaine de l'accueil d'urgence et des Centres d'hébergement et de réinsertion locale (CHRS), ne laissent pas indifférents les salariés qui déplorent de n'être pas consultés alors qu'ils sont concernés. Depuis deux mois, une vingtaine d'entre eux travaille ainsi à la création d'un collectif pour faire entendre leurs voix.

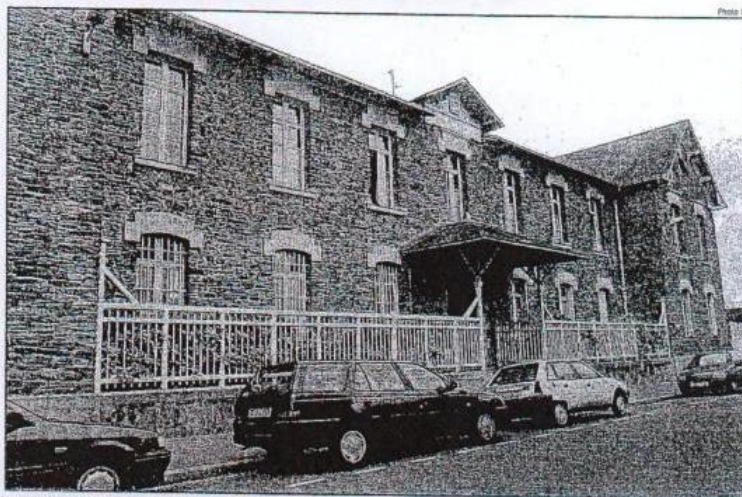
À Nantes et dans l'agglomération, divers projets de réorganisation de l'accueil d'urgence sont lancés. Exemples : le Samu social et son

centre téléphonique, la CAO (Coordination d'accueil et d'orientation) sont appelés à fusionner prochainement.

De la même façon, le CHRS Les Olivettes et Le Tremplin ne doivent faire plus qu'un en septembre.

Le Tremplin accueille les femmes, tandis que les hommes sont hébergés aux Olivettes. Ce sont deux lieux distincts, mais la direction est la même. En septembre, ces deux CHRS seront fondus en un seul, pour les hommes, les femmes et les familles d'origine française.

Il n'y aura plus de lieu, mais des appartements, explique un salarié.



À la rentrée, un Cada (centre d'accueil pour les demandeurs d'asile) doit remplacer Le Tremplin, centre d'hébergement pour les femmes.

Concrètement, ces deux structures d'accueil seront donc fermées. Parallèlement, un Cada (centre d'accueil pour les demandeurs d'asile) devrait être installé à la place du Tremplin à la rentrée. Des projets que les travailleurs sociaux ne contestent pas sur le fond : « Nous ne les remettons pas en cause. Ce que nous regrettons, c'est de ne pas être écoutés et de ne pas associés alors que cela va engendrer des modifications dans notre travail », poursuit ce travailleur social.

« Aller dans le bon sens »

En avril, une réunion a ainsi été organisée spontanément au Tremplin, « pour faire le point, envisager les changements et les modifications à

venir ». L'idée d'un Collectif est alors née. Très vite, des salariés d'autres structures ont suivi, permettant la mise en place d'un groupe de travail préparatoire. « Nous avons des tas de questions, plusieurs points n'ont pas été approfondis. Le collectif vise donc à réunir tous les salariés qui travaillent dans le secteur social et médico-social, et pas seulement les travailleurs sociaux diplômés, pour faire le bilan, apporter des informations, envisager les perspectives. Ce qu'on souhaite, c'est être une force de propositions, sans revendications syndicales, ce n'est pas notre rôle. Nous voulons simplement être consultés quand nous sommes impliqués, et pouvoir intervenir dans la

définition des politiques sociales en apportant notre vision, notre expérience, divers éléments. Nous sommes quand même aux premières loges ! ». Avec la création de ce Collectif, les salariés espèrent ainsi être mieux pris en compte : « faire remonter de bonnes visions de la réalité, du terrain, permettrait de ne pas passer à côté de certaines choses. C'est notre façon de participer, d'essayer d'aller dans le bon sens ».

Sarah Guilbaud

CHRS Le Tremplin, les Olivettes, le Samu Social et la CAO, l'Association nationale d'entraide féminine (Ansef), le CHRS Trajet de Rezé, les CHRS de Saint-Benoît Labre et Saint-Yves.

Pourquoi la fermeture de deux foyers de sans-abri ?

Hélène Defrance (Lutte ouvrière). Le CCAS de Nantes vient de rendre publique la décision de fermer en septembre prochain deux foyers pour sans-abri, celui de la rue des Olivettes destiné à accueillir les hommes, et celui du Tremplin, qui accueille les femmes seules ou avec enfants. Ces deux foyers étaient des Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), financés par l'État et gérés par le CCAS. Ils hébergent au total 85 sans-abri.

En échange, si on peut dire, deux autres structures s'ouvrent : un centre d'accueil pour les demandeurs d'asile (un Cada) et un hébergement dans des appartements pour les sans-abri.

Le nouveau CHRS pour les personnes en détresse sociale ne comptera que 55 places. C'est donc une trentaine de places en moins par rapport à ce qui existait précédemment et en appartement. Ce qui n'est pas forcément l'idéal pour ces personnes-là, qui ont souvent besoin de ne plus se retrouver seules.

Pourtant, la demande des personnes en détresse sociale est toujours aussi forte, le 115, le numéro du Samu social est régulièrement saturé. Ce qui n'est pas étonnant, car la misère ne fait que croître. Le chômage repart à la hausse et les salaires et minima sociaux sont toujours aussi bas !

La création d'un Cada est, bien sûr, une nécessité, 55 personnes y seront logées dans l'ancien foyer du Tremplin, qui sera rénové pour 2003. On sait déjà que ces capacités d'accueil seront insuffisantes compte tenu des besoins. Et j'en profite pour dénoncer encore une fois ici, dans ce conseil, la situation scandaleuse qui est faite aux demandeurs d'asile et aux sans-papiers de Nantes, qui campent depuis des mois sur le trottoir devant la préfecture, sans que cela ait l'air d'émouvoir qui que ce soit, à part les associations qui s'en occupent !

Le personnel salarié de ces

centres s'inquiètent aussi du fait que le taux d'encadrement prévu sera inférieur à ce qu'il était précédemment et que des postes pourront être supprimés pour ceux qui étaient auxiliaires et que les autres seront reclassés à faire des tâches administratives et connaîtront aussi des baisses de revenus dus à un changement de statut.

Pourquoi une telle décision de la municipalité qui revient en fait à déshabiller Pierre pour habiller Paul et qui aggravera la situation des sans-abri et du personnel qui s'en occupe, au lieu de l'améliorer ?

Michelle Meunier (Parti socialiste). Mme Defrance, c'est bien pour mieux adapter le dispositif d'urgence sociale à des besoins en grande évolution depuis quelques années, que la Ville de Nantes a décidé de réorienter son intervention en matière d'hébergement des personnes sans domicile. Elle l'a fait à la demande de l'État qui, finançant les Cada comme les CHRS, a la responsabilité d'en fixer les objectifs, après un important travail commun de réflexion. Cela se traduit par la création au 1^{er} septembre prochain de deux nouvelles structures, un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) de 55 places, d'une part, et un nouveau CHRS de 55 places également, en appartements individualisés, pour tous publics. (...)

Chacun a pu constater comment, depuis plusieurs mois, malgré les moyens développés et l'investissement des professionnels de l'urgence, le dispositif nantais d'accueil et d'hébergement des personnes sans domicile ne répondait plus de manière satisfaisante aux besoins. Cette situation, essentiellement liée à l'évolution de la population (arrivée de demandeurs d'asile, difficulté à accepter un hébergement collectif, problèmes de nature psychiatrique...), mettait en réelles difficultés les différents acteurs et rendait indispensable une évolution rapide de ce dispositif, autour de deux objectifs :

- Développement d'un dispositif spécifique d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile, plus adapté à ces problématiques.

- Repositionnement du dispositif d'urgence sociale sur le public non demandeurs d'asile, en le clarifiant, le simplifiant et l'adaptant aux nouvelles réalités sociales.

C'est dans ce cadre que se situe la transformation des deux CHRS gérés par le CCAS, le Tremplin et les Olivettes.

Par la création d'un Cada de 55 places, la Ville participe à l'augmentation importante des capacités d'accueil pour les demandeurs d'asile, capacités qui passeront en moins de deux ans sur le département (essentiellement sur l'agglomération nantaise) de 0 à 232 places.

Parallèlement, la Ville conserve son implication forte dans l'hébergement et la réinsertion en créant un nouveau CHRS (de 55 places), ce qui se traduit donc par une augmentation globale des places gérées par le CCAS (110 places au lieu de 86). Ce CHRS, en appartements individuels, répond au constat d'une inadéquation croissante de l'hébergement collectif pour les jeunes, les femmes et les familles. Il répond également à la volonté d'une réponse plus adaptable aux besoins (isolés, couples ou familles).

La création de places pour les demandeurs d'asile, dont beaucoup sont accueillis aujourd'hui dans les CHRS et les structures d'accueil d'urgence, augmentera de fait sensiblement le nombre de places disponibles pour les non-demandeurs d'asile (en urgence et en insertion).

Cette transformation a, bien sûr, des conséquences sur le personnel qui intervient actuellement dans les deux CHRS existants.

Soucieuse d'assurer le changement dans les meilleures conditions pour le personnel, la Ville a mis en place un dispositif, basé sur des entretiens individualisés, permettant de rechercher pour chacun l'emploi le plus proche possible de ses attentes et compétences.

Un plan de formation spécifique sera mis en œuvre pour permettre au personnel d'être en mesure d'intégrer ses nouvelles missions.

Des groupes de travail ont été mis en place avec des agents volontaires, avec l'aide d'un intervenant externe, pour élaborer le projet des deux nouveaux services.

L'ensemble du projet a été présenté au CTP le 25 juin dernier et reçu un avis favorable, les représentants du personnel présent s'étant abstenus sur ce projet. Un groupe de suivi, associant élus, services et organisations syndicales, pour débattre des questions concernant l'organisation et les conditions de travail du personnel se réunira régulièrement.

Nouveau vestiaire de la Croix-Rouge : un vrai magasin de vêtements

En inaugurant des locaux près du rond-point de Paris, Henri Longuemard, président de la délégation de la Croix-Rouge de Nantes, initie un nouveau concept de distribution de vêtements.

Au 51 bis rue de la Molsdonnière, une fois franchi l'accueil, le visiteur découvre un espace qui n'a rien à envier à certains magasins de vêtements. Doté de portants, mannequins et rayonnages, ce vestiaire de la Croix-Rouge est réservé aux demandeurs d'aide, munis d'une carte d'accès. Sa création permet de libérer la distribution de vêtements des locaux de la rue Sophie Trébuchet, près du Jardin des plantes, qui se révélaient à la longue exigües et peu fonctionnels compte tenu de la progression constante du nombre de familles en demande d'aides.

Plus de gratuité totale

plus de 32 % en 2001 par rapport à 2000 (4 132 familles reçues). L'investissement, environ 274 000 euros (1,80 MF), a pu être assuré grâce aux legs de Mme Franco et M. Delestre. Le local, d'une surface de 950 m², est divisé en plusieurs par-



Henri Longuemard, président de la délégation nantaise de la Croix-Rouge dans le magasin qui abandonne le concept de vestiaire.

ties : vestiaire, tri, bureau, stockage. **Responsabiliser** - Notre idée était d'avoir un vrai magasin avec un espace homme, femme et enfant. Il y a un véritable effort de présentation. Les personnes peuvent choisir et essayer. Ce qui n'était pas possible auparavant, nous donnions mais il n'était pas possible de choisir, explique Henri Longuemard. L'autre différence est que, désormais, les personnes qui viendront ici devront régler une petite participation financière. Ce n'est plus gratuit, nous demandons selon les vêtements, entre 1 et 2 euros. Certaines personnes en situation particulièrement difficile peuvent bénéficier d'une réduction de 50 %. Mais nous ne voulons pas la gratuité totale, afin de responsabiliser et de permettre une prise de conscience. Il en va de même pour l'alimentation. Les vêtements présentés ont été

donnés. Ils sont triés et soigneusement sélectionnés avant d'arriver dans le magasin.

Aide alimentaire

Parallèlement, le local de la place Sophie Trébuchet va pouvoir développer et mieux structurer la distribution des aides alimentaires et améliorer les conditions d'accueil des personnes démunies. Le nombre des bénévoles (98 au total) qui assurent l'accueil va être doublé. Un espace permettant la distribution de café, thé et friandises pour les enfants, en attendant les préparations des colis alimentaires va être créé. « Nous souhaitons que les gens qui viennent chez nous se sentent mieux, simplement parce que l'on prend le temps de les recevoir », ajoute le président de la délégation locale de la Croix-Rouge de Nantes.

Eric Cabanas

Grande braderie de la Croix-Rouge vendredi et samedi

La Croix-Rouge française organise exceptionnellement une grande braderie ouverte au public dans ses nouveaux locaux situés 51 bis rue de la Molsdonnière, à côté du rond-point de Paris, le vendredi 26 juillet de 10 h à 18 h et le samedi 27 juillet de 10 h à 17 h. À cette occasion, un grand choix de vêtements est proposé, de livres, bibelots et jouets à des prix attractifs. L'intégralité de la recette de cette

braderie sera affectée à l'action sociale pour les plus démunis (après écoute et constitution de dossiers) permettant de régler les factures de gaz, électricité, loyer ou des vacances pour les enfants. Les conteneurs pour les dons de vêtements sont à disposition du public sur la place du marché de la Mairie et place Sophie Trébuchet devant le siège de la délégation locale de la Croix-Rouge.

À la rue après l'incendie de son appartement : la ville réfute les accusations

La ville a réagi après la publication hier, dans nos colonnes, de la lettre ouverte adressée au député-maire de Nantes par des amis d'une femme à la rue après l'incendie de son logement, le 17 juillet dernier.

« Non, la ville ne ferme pas la porte à ses citoyens les plus démunis » ont répliqué hier les services de la mairie de Nantes en réponse à la lettre ouverte adressée jeudi (nos éditions d'hier) au député-maire Jean-Marc Ayrault. Accusés de n'avoir pas joué pleinement leur rôle d'assistance et d'accompagnement des plus démunis, les services sociaux réfutent les affirmations des amis de Madeleine,

« qui omettent de relater les solutions immédiatement proposées, qui permettraient de palier les difficultés rencontrées ».

Ainsi, après l'incendie de son logement le 17 juillet dernier, la jeune femme, Rmiste, a selon la Ville été logée dans un hôtel *« pendant 2 nuits aux frais de son assurance et pendant 9 nuits aux frais de la ville »*. Elle aurait ensuite *« refusé une place disponible au foyer Le Tremplin, un centre d'hébergement et de réinsertion sociale »*.

Des demandes de logement déposées

Une allocation subsistance couvrant la période du 31 juillet au 5 août lui a alors été attribuée pour *« lui permettre de régler d'éventuelles nuits d'hôtel, si elle ne désirait pas aller au CHRS, dans l'attente du versement par son*

assurance d'une indemnité de 1219 €, prévue le 5 août ».

Parallèlement, les services sociaux ont fait une demande de logement, d'une part auprès de Nantes Habitat, et d'autre part auprès de l' AISL (Association Insertion Solidarité Logement), pour que Madeline soit accueillie dans un logement loué par le CCAS, avec un accompagnement social de la personne au plus près de ses besoins. Quant à son cousin Gilles, hébergé temporairement chez Madeleine à l'époque de l'incendie, une place lui a été trouvée au foyer Saint-Yves le 31 juillet pour trois semaines.

« Toutes ces informations étaient en possession de Gilles et Madeleine et ne figurent malheureusement pas dans leur lettre ouverte au député-maire » regrette la Ville dans son communiqué.

Femmes à la rue, l'angoisse d'un toit



Le Samu Social oriente les personnes sans abri vers des foyers d'urgence.

Le foyer du Tremplin qui accueillait en urgence des femmes vient de fermer. Il était déjà difficile de trouver un lit pour quelques nuits dans un centre d'hébergement. La pénurie s'aggrave et l'on bricole des solutions.

Où peut se réfugier pour quelques nuits une femme mise à la rue ? C'est la question qui taraude les professionnels de l'urgence. « L'accueil des femmes était déjà compliqué. Depuis la fermeture du centre d'hébergement le Tremplin, le problème s'est aggravé », s'inquiète une travailleuse sociale. Ce foyer qui était géré par le CCAS (Centre communal d'action sociale) a fermé ses portes le 1^{er} septembre pour laisser la place à un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Dix lits étaient destinés à des femmes sans enfant et accessibles toute la nuit. Leur suppression n'arrange pas une situation déjà tendue.

Les quelques lits restants dans l'agglomération sont vite saturés

comme à la Halte Canclaux qui propose 4 chambres couvertes jusqu'à minuit, y compris le week-end. « On est complet depuis mi-août. Nous avons dû refuser huit personnes », confie une salariée.

Six autres lits jusqu'ici installés à l'hôpital Saint-Jacques, sont depuis hier ouverts dans le quartier des Olivettes par le centre d'hébergement Saint-Benoît (1). Des nouveaux locaux ouverts de 21 h à 8 h mais pas de gain de places.

En plein chamboulement

Pour pallier la pénurie, deux places sont désormais réservées aux femmes dans un autre foyer. Donc, on compte une douzaine de places dans l'agglomération pour abriter quelques jours et en urgence des femmes à la rue. Dans les autres centres, qui les accompagnent plusieurs mois vers la réinsertion, la liste d'attente s'allonge également.

Reste les bons d'hôtels délivrés notamment pas SOS Femmes qui soutient les femmes battues. « Mais il n'y a pas toujours de

place dans les hôtels », note une monitrice-éducatrice. Au premier semestre 2002, 61 nuitées ont été offertes.

Au final, pour les travailleurs sociaux, le compte n'y est pas. Difficile, cependant, d'avoir un état des lieux précis. Si des contacts existent, chaque foyer travaille de façon indépendante : chacun ne semble pas exactement savoir ce que fait l'autre. « Le panorama change beaucoup. On est en plein chamboulement », explique François Angin, de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales. Cette administration de l'État est le principal financeur de l'accueil d'urgence. « On essaye actuellement de rendre ce secteur plus lisible. » Mais les femmes, la nuit ? « On n'est pas trop inquiet. Au Tremplin, un lit sur deux était occupé par des femmes demandeuses d'asile. Elles pourront séjourner dans le nouveau centre pour réfugiés (Cada), libérant ainsi des places pour les autres dans les foyers de Nantes. » Un optimisme tempéré par un travailleur social : « Le Cada ne

pourra pas accueillir tout le monde. »

Conditions précaires

Pour l'Association nationale d'entraide féminine, l'ouverture d'une nouvelle structure s'impose. Elle a déposé un projet à la Ddass pour accueillir et accompagner pendant trois jours à deux semaines, une quinzaine de femmes seules ou avec enfants. Le projet a pour l'instant été refusé par la Ddass. « pour des questions de financement », confirme François Angin.

Aujourd'hui, on bricole des solutions. Un salarié de l'urgence raconte : « Ce matin, j'ai reçu quatre jeunes femmes qui n'ont aucune solution pour dormir ce soir. Deux d'entre elles ont obtenu des bons d'hôtel, deux autres seront hébergées chez des amis dans des conditions précaires. »

Marylise COURAUD et Jacques SAYAGH.

(1) L'association Saint-Benoît reprend au total 18 lits dont 12 sont réservés aux hommes.

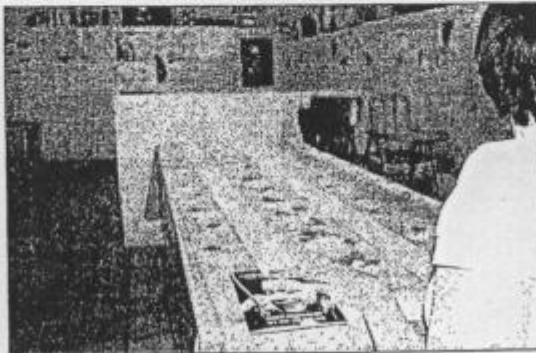
Une semaine d'hôtels en camping

Le foyer s'organise autour d'une cour intérieure. Des dessins d'enfants sont punaisés au mur, près de l'entrée. Une petite fille se réveille de la sieste. Sa maman, la trentaine, aux cheveux sombres et au regard empreint de souffrance et d'espoir, la prend dans ses bras. Béatrice vit ici depuis une vingtaine de jours.

Il lui a fallu une semaine pour obtenir ce toit. Battue par son concubin, elle fut le domicile du couple mi-août, sa fille de quatre ans aux bras. Des amis l'hébergèrent deux nuits. « J'ai appelé tous les numéros », soupire Béatrice, en montrant une petite brochure. « Au 115 (SOS sans abri), on m'a répondu qu'il n'y avait de place nulle part. »

« Comme un petit appart' »

Les amis, craignant la venue du concubin, amènent Béatrice à l'hô-



« Au 115 (SOS sans abri), on m'a répondu qu'il n'y avait de place nulle part. »

tel. « Ça coûtait 40 €. C'est ma famille qui a payé en m'envoyant de l'argent. » Les amis lui fournissent une tente. Béatrice dort une nuit

dans un camping avec sa fille. « Il a plu. On était trempé. Le matin, il a fait froid. » Retour à l'hôtel. Le salut vient

d'une association. Une place est disponible dans un foyer d'urgence. « J'ai payé le taxi et j'y suis allée avec ma fille. » Elle aurait dû n'y rester que quelques nuits. Mais son hébergement est renouvelé deux fois dans l'attente de la décision du juge, qui doit décider de la garde : le papa et la maman ont tous deux reconnu l'enfant. Chacun d'eux veut défendre ses droits. En attendant, elle y est bien. « C'est comme un petit appartement. »

Après, elle compte repartir chez ses parents. Oublier plusieurs années de violences. Les départs avec des mots griffonnés sur un papier, les couches et le lait emportés à la va-vite. Les retours. « Un jour, je suis partie. Il m'appela toutes les cinq minutes. M'implorant. Je suis revenue. » Elle veut retrouver une dignité. « Il m'abaissait. » Évacuer la douleur de l'enfant, qui s'interposait avec ses mots : « Papa, maman, non ! »

Quatre siècles auprès des démunis

Saint Vincent de Paul en est l'initiateur. Depuis 385 ans, les Équipes Saint-Vincent rassemblent des femmes catholiques partout dans le monde. Elles ont pour mission de venir en aide aux plus démunis. Elles leur proposent des activités, les soutiennent quand ils en ont besoin. Acquérir confiance en soi et réussir l'insertion sont les buts ultimes.

« Nous venons en aide à toutes les personnes en difficulté pour les aider à acquérir plus d'autonomie et à s'insérer », explique Isabelle Williamson, présidente des Équipes Saint-Vincent à Nantes. Depuis 385 ans, l'association nantaise de femmes catholiques soutient les plus démunis. Un âge respectable : les Équipes Saint-Vincent sont un mouvement mondial créé par Saint Vincent de Paul lui-même en... 1617 ! Depuis, elles réunissent 250 000 femmes catholiques dans le monde entier sous le nom d'Action internationale pour la charité.

En France, une fédération nationale gère les 4 000 membres des 150 Équipes Saint-Vincent. Elles sont réunies en conseils régionaux, mais restent indépendantes les unes des autres. « L'association regroupe des bénévoles et des équipières, ex-



Les équipières de Saint-Vincent : Marianne Potaux, Claudie Levesque, Isabelle Williamson, Corinne Floquet et Nicole Bourgeot.

plique Isabelle Williamson. Elles sont 12 à Nantes. Elles assurent des heures de bénévolat en animant des ateliers et doivent contribuer au mouvement par une cotisation. C'est surtout grâce à elles que l'association vit. »

Des activités multiples

Les Équipes Saint-Vincent mènent des actions dans plusieurs do-

maines. La solidarité et l'écoute priment pour toutes, que ce soit en matière d'éducation, d'accueil ou d'activités. Les équipières ont un rôle d'accompagnatrice. « Nous voulons instaurer une relation d'égal à égal, ne pas faire des gens des assistés. Il faut que chaque rencontre soit un bonheur partagé », souligne Isabelle Williamson. Ainsi, elles peuvent animer un atelier couture, lire un livre aux plus petits, rendre visite à une

personne en difficulté ou simplement discuter en prenant un café. « En ce moment, nous accueillons deux fois par mois des femmes en réinsertion pour un atelier cuisine, précise Corinne Floquet, vice-présidente de l'équipe. Nous faisons les courses ensemble. En cuisinant, nous abordons aussi bien des problèmes d'équilibre alimentaire que d'hygiène. À la fin, nous mangeons toujours notre préparation pour le déjeuner. C'est très convivial ! »

Les équipières soutiennent tous ceux qui sollicitent leur aide, sans prosélytisme ni critère de confession. Cette année, en l'honneur des 385 ans des Équipes Saint-Vincent, une fête sera organisée le 8 décembre. « Une opération visibilité, conclut Marianne Potaux, la conseillère nationale pour la région Bretagne-Pays de la Loire. Toutes les personnes qui ont un jour participé au mouvement sont invitées. Nous souhaitons aussi nous faire mieux connaître. Plus les équipières seront nombreuses, plus l'esprit de Saint Vincent de Paul sera pérennisé : « L'amour jusqu'à l'infini ».

Contact : Les Équipes Saint-Vincent, 11, rue Malherbe à Nantes, tél. 02 40 14 04 83. Pour tous renseignements, appeler le mardi matin ou le mercredi.

OF 15/10/02

Travailleurs sociaux : ça grogne

Un groupe de travailleurs sociaux a décidé de constituer un collectif sur le département. Objectif : participer au débat sur la réorganisation des services entreprises par des instances comme la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (Ddass) ou la Direction des interventions sanitaires et sociales (Diss). « L'accueil d'urgence pour les femmes en Loire-Atlantique a ainsi été fermé », regrette un travailleur social. « On propose en échange trois bons d'hôtel et la rue ensuite », ajoute Christophe Grégoire. « On veut exprimer ce qui ne va pas mais aussi dire ce qui fonctionne pour qu'on puisse s'en inspirer. » Les adhérents de ce collectif constitué en association veulent jouer la carte du réseau afin de permettre aux salariés du secteur social et médico-social de peser face aux gestionnaires.

Contact : Laurence Pierret (présidente), tél. 02 40 31 04 43 ; Laurent Couraud (vice-président),



Christophe Grégoire : « Les travailleurs sociaux doivent être écoutés par les gestionnaires. »

tél. 02 40 47 89 81. Une réunion du collectif aura lieu à Nantes, salle de l'Atelier au 17, rue Paul-Bellamy, à 20 h, le 12 novembre.

FRFR

FRS0771 4 T 0359 FRA /AFP-NJ53

Vieillesse-logement

Congrès des Petits frères des Pauvres: "optimiser le maintien d'un chez-soi"

NANTES, 11 nov (AFP) - L'association humanitaire Les Petits frères des Pauvres, spécialisée dans l'accompagnement des personnes âgées, a prôné "l'optimisation du maintien d'un chez-soi dans les logements collectifs, lors de son congrès sur le thème du logement des personnes âgées lundi à Nantes.

Quelque 350 participants venus de toute la France, se sont réunies pendant trois jours, de samedi à lundi, pour évoquer notamment la nécessité d'aider les personnes âgées à "garder un chez-soi même quand elles se retrouvent dans un logement collectif", a indiqué à l'AFP Jean-Pierre Bultez, l'un des directeurs de l'association.

"Quand une personne âgée doit quitter son domicile vers hébergement collectif, il faut lui permettre de garder auprès d'elle son mobilier, ses photos. Maintenir ses biens personnels auprès d'elle est une nécessité", explique-t-il, soulignant que la perte des territoires et des repères conduit souvent les personnes âgées vers la mort.

"Nous avons rappelé notre conviction que l'habitat était un élément permanent de tout les processus d'accompagnement. Dans toutes les situations que nous rencontrons, environ 10.000 par an, l'habitat doit être un élément majeur de résolution de ces situations", a-t-il souligné.

Enfin l'association, qui a conscience de rencontrer souvent des conditions d'habitat collectif ou personnel très dégradées, a rappelé son rôle important du témoignage et de l'alerte. "Les bénévoles ont un devoir d'alerte, auprès de l'entourage ou des pouvoirs publics. Le bénévolat n'est pas seulement d'être disponible, mais aussi de dénoncer", a précisé M. Bultez.

Parmi les congressistes se trouvaient une trentaine de "personnes accompagnées" par l'association, afin de donner un sens plus affirmé qu'auparavant à leur parole et à leur participation active, a souligné le directeur.

L'association, dont c'était le 7e congrès depuis sa création en 1946, compte 6.000 bénévoles, qui se consacrent à "l'accompagnement jusqu'à la fin de la vie" de 20.000 personnes partout en France.

caz/mst

AFP 112040

NOV 02 1991

Les Petits Frères des Pauvres face au problème du logement des démunis

Le congrès de Nantes permet au mouvement de faire le point sur le problème majeur des personnes en situation de précarité.

Le sourire de Norbert, un Rmiste de 57 ans, découvrant l'appartement où il habitera en paix après des années de galères et de meublés, résume à lui seul toute l'action des Petits Frères des Pauvres qui tiennent actuellement leur septième congrès national à Nantes sur le thème de l'habitat.

L'humanitaire de proximité

Cette photo d'Eric Dexheimer que l'on peut voir auprès de dizaines d'autres accrochées aux murs de la Cité des Congrès, est le reflet des actions de l'association aux 6 000 bénévoles qui font de l'humanitaire de proximité et au quotidien, au sein des quartiers de nos villes, en apportant un réconfort comme de la chaleur humaine à ceux qui n'ont plus rien.

Ce congrès qui s'est ouvert samedi après-midi en présence de Jacques D'Acromont, le président national

du mouvement, Jean-Marc Ayrault, le député-maire de Nantes, Josette Settelin, vice-présidente du Conseil Régional et du

préfet Bernard Boucault, a pour but de réfléchir à la manière dont on peut rendre un habitat accessible aux personnes âgées de plus de 50 ans souffrant d'isolement, de pauvreté matérielle et de précarité. Lors de la séance d'ouverture, Alexandre, un ancien ajusteur de 66



Les trois jours de ce congrès sont scandés par de multiples moments de rencontres et d'échanges sur des expériences concrètes.

ans qui s'est retrouvé à la rue après avoir longtemps travaillé à l'étranger, est venu dire comment il avait pu se reconstruire après avoir retrouvé un toit digne de ce nom. L'ancien joueur de pétanque a pu se resocialiser, faire des projets et aussi renouer des liens avec une famille dont il s'était éloigné depuis longtemps.

Relation fraternelle

Comme le souligne Philippe Pernot, l'un des organisateurs du congrès, les besoins en logement sont toujours aussi criants même si le mouvement créé par Armand Marquiset en 1946, a appris à s'organiser, à créer des maisons de famille dans les grandes villes et à travailler avec des sociétés d'HLM, la tension du marché du logement que l'on

connait dans les villes et particulièrement à Nantes, rend difficile l'action des Petits Frères des Pauvres. Leur objectif est d'aider la personne en difficulté, à retrouver, non seulement, un toit mais à réapprendre des choses simples et pourtant si difficiles comme les rapports avec l'administration, le voisinage, la gestion d'un budget.

Au-delà des questions matérielles il a aussi ce qui a toujours fait la spécificité du mouvement, c'est-à-dire la relation fraternelle qu'ont ses membres avec les personnes en difficulté qu'ils aident d'où leur devise : « des fleurs avant du pain ».

Des malades seuls au monde

« On cherche ensemble les solutions aux problèmes rencontrés » explique l'un des congressistes en in-

sistant sur la volonté des Petits Frères des Pauvres qui privilégient toujours la qualité de la relation : « Il s'agit, certes, de trouver un logement mais de savoir avant tout de quoi la personne a vraiment envie ». Cette démarche bien particulière peut s'exercer aussi auprès des malades âgés hospitalisés dans les services de gériatrie qui sont souvent seuls au monde et que l'on visite ou encore dans les petits bricolages qui se font au domicile de la personne âgée qui ne peut plus changer une ampoule ou fixer un tableau au mur. Le congrès s'achèvera cet après-midi après un carrefour d'échanges axé les pratiques du mouvement concernant l'accompagnement, l'hébergement et le logement.

D. H.

Photo: Eric Dexheimer

Malgré la CMU, l'accès aux soins pour tous n'est pas encore une réalité

La mise en place de la CMU début 2000 a permis à plus de 3000 personnes de bénéficier d'une couverture maladie. Mais ce dispositif, si utile et intéressant soit-il, mérite encore d'être amélioré.

Le CSP (Conseil santé précarité) a organisé hier sa journée de formation destinée aux professionnels et bénévoles de la santé et du social travaillant aussi bien pour l'hôpital que pour la Ville.

L'hôpital réaffirme ainsi son rôle social

Le CSP est une structure qui permet à tous ces acteurs de se rencontrer, d'échanger

afin de favoriser l'accès aux soins des personnes en précarité. *« Si chacun travaille dans son coin, on n'avance pas »* remarque Clotilde Clottain, directrice de l'Association solidarité création.

Réponse sociale

Le CSP permet de repérer les dysfonctionnements en matière de santé ou sociale afin d'apporter des réponses concrètes : si l'hôpital soigne une personne pour une blessure quelconque *« et que nous découvrons qu'elle n'a pas de moyen de transport ni de logement, on va appeler une structure qui s'occupe des gens en précarité afin qu'elle puisse apporter une réponse sociale à cet individu »* remarque Roger Mousseau, responsable du service communication à l'hôpital. Ce travail fonctionne dans l'autre sens où une association peut appeler l'hôpital pour l'avertir qu'une personne en grande difficulté va venir se faire soigner. Alors, l'hôpital, sera plus attentif et pourra même proposer une hospitalisation afin de bien soigner ce malade. Ce qu'il ne ferait pas pour d'autres patients qui ont les moyens



Clotilde Clottain, Chantal Valet, une stagiaire et Roger Mousseau travaillent ensemble au sein de la CSP afin d'offrir une meilleure prise en charge aussi bien sociale que médicale aux personnes en situation précaire.

psychologiques et financiers de prendre le traitement à leur domicile. *« L'hôpital réaffirme ainsi son rôle social car on ne peut dissocier la santé du social »* précise Chantal Vachet, assistante sociale aux urgences de l'hôpital.

Dans l'incapacité de remplir un dossier

La CMU (Couverture médicale universelle) est un des dispositifs qui permet de lutter contre les inégalités en matière de soins. Dans l'arrondissement, 3 324 personnes en bénéficient et 6 888 ont droit à la CMU pour la complémentaire. En deux ans, on peut dire que la CMU a permis à un certain nombre de personnes, familles, en situation précaire d'avoir accès à des soins.

Pour autant, les démarches ne sont pas toujours simples, surtout pour ceux en situation de grande précarité comme les SDF pour lesquels *« il est souvent impossible de se rappeler ce qu'ils ont fait six mois aupara-*

vant. Ils se sont souvent fait voler tous leurs papiers, ils sont alors incapables de remplir un dossier » souligne Chantal Vachet. Le travail de l'assistante sociale consiste alors à remonter une piste, à trouver des solutions pour que ces personnes puissent bénéficier de la CMU.

Progrès social

Si la CMU a été un progrès social important et utile, d'autant plus qu'il est destiné aux personnes en difficulté, tous les acteurs s'accordent à dire qu'il est aujourd'hui incomplet. Il faudrait simplifier les démarches, réfléchir aux problèmes des moins de 25 ans en rupture avec leur structure familiale, mieux communiquer notamment sur la complémentaire, revoir la méthode d'accompagnement.

Car, si des milliers de personnes ont droit à la CMU, on sait que certains passent à travers. Pour preuve, l'hôpital a vu en 2001, 143 personnes arrivées pour des soins sans CMU et

ce chiffre est de 120 au 30 septembre 2002.

Dignité humaine

À côté des problèmes administratifs ou d'informations, on trouve des personnes qui hésitent à se rendre chez un médecin ou un spécialiste. Peur, honte de montrer sa carte CMU devant les autres patients. Respect de la dignité humaine, éviter les humiliations font alors également parti du travail de chacun dans ce domaine. Et, pour éviter que trop de gens, en situation précaires ne soient complètement largués, abandonnés, ne se retrouvent sans aucun lien, les travailleurs sociaux se rendent sur le terrain *« C'est fini le temps où on attendait dans un bureau. Aujourd'hui c'est à nous d'aller au-devant de ces personnes »* conclut Chantal Vachet car si en théorie tout le monde a accès au soin, la réalité est nettement plus complexe.

L.H.

Avec l'arrivée de l'hiver, seize semaines d'activité pour les Restos du cœur

Aujourd'hui débute la campagne d'hiver des Restos du cœur. L'an dernier, ils étaient 11 500 bénéficiaires dans le département à recevoir des repas car, « aujourd'hui, on n'a plus le droit ni d'avoir faim, ni d'avoir froid ».

Juste une idée de Coluche, un soir sur les ondes d'une radio généraliste, qui a porté ses fruits. « J'ai une petite idée, comme ça... si y'a des gens qui sont intéressés pour sponsoriser une cantine gratuite qu'on commencerait par faire à Paris, et puis qu'on étalerait dans les grandes villes de France, nous on est prêts à aider une entreprise comme ça, qui ferait un resto qui aurait comme ambition de faire deux à trois mille repas par jour, gratuitement ».

L'humoriste ne devait pas se douter que les Restos du cœur perduraient aussi longtemps. Dix-huit ans plus

Plus de 11 500 bénéficiaires l'an dernier

tard, leur action est toujours une nécessité pour des milliers de personnes en situation précaire, le plus souvent bénéficiaires du RMI.

Dans le département, ils étaient plus de 11 500 à en bénéficier lors de la dernière campagne d'hiver, dont 7 090 à Nantes et son agglomération », précise Annie Gervais, prési-

dente départementale des « Restos ». La Loire-Atlantique se place « malheureusement dans les dix premiers départements qui aident le plus de bénéficiaires ».

De Nantes à Saint-Viaud, en passant par Saint-Nazaire, 35 centres-restos distribuent six repas par semaine aux bénéficiaires. Ils reçoivent « une dotation de protéines, des produits laitiers, des accompagnements, des légumes frais produits par les Jardins du cœur ». Des produits provenant aussi de différents fournisseurs : les grandes surfaces, l'association nationale, ou achetés grâce aux dons et aux subventions.

Venir dans l'anonymat

Au fil des années, le nombre de bénéficiaires ne faiblit pas, se concentrant surtout dans les zones urbaines. Les personnes dans la détresse ne se rendent pas toujours dans le centre des Restos du cœur le plus proche de leur domicile. Question de dignité. « Il arrive fréquemment que les bénéficiaires aillent dans une autre ville. On comprend



De Nantes à Saint-Viaud, en passant par Saint-Nazaire, 35 centres-restos distribuent six repas par semaine aux bénéficiaires du département. L'an dernier, ils étaient 11 500.



« Des repas ont été servis à près de 11 500 bénéficiaires en Loire-Atlantique, lors de la dernière campagne d'hiver. Trois centres fonctionnent à Nantes (Roch, Dolby et celui de l'Oasis où sont servis des repas chauds aux SDF).

que les personnes ne désirent pas que cela se sache. Elles préfèrent venir dans l'anonymat ». Exemple : dans les Restos de Saint-Herblain, à La Harlière, sur les 2 400 bénéficiaires, seulement 500 sont de cette commune.

Plus que l'alimentaire

Outre la distribution alimentaire, d'autres actions d'aide à la personne sont organisées, comme Les Toits du cœur, un soutien psychologique, un partenariat avec des professionnels de la santé, des ateliers pour lutter contre l'illettrisme, ou un soutien à la recherche d'emploi.

Sans oublier les Bébés du cœur. « Nous avons inscrit 540 bébés pen-

dant la campagne d'hiver et 188 autres pendant l'intercampagne », compte Annie Gervais. Car les Restos du cœur fonctionnent aussi d'avril à novembre. « L'intercampagne, c'est la possibilité pour les plus démunis des démunis de recevoir une dotation alimentaire ».

Tout au long de l'année, les « Restos » aident des personnes en situation précaire et, cet hiver, ils devraient encore être nombreux à attendre aux portes de ces centres où, comme chantait Coluche, « je te promets pas le grand soir, mais juste à manger et à boire, un peu de pain et de chaleur, dans les Restos du cœur ».

Caroline Tréman

PO 9.12.02

Annie Gervais, présidente 44 : « Les Restos du cœur, ce n'est pas que de la distribution alimentaire, c'est aussi l'aide à la personne »

• La campagne d'hiver commence aujourd'hui. Comment se déroulent les démarches pour les personnes bénéficiaires ?

Annie Gervais : « Depuis la mi-novembre, des centres sont ouverts pour les inscriptions. Lundi matin (hier, aujourd'hui), un certain nombre de personnes ne sauront pas inscrites. Les démarches vont mobiliser beaucoup de bénévoles, tout comme la distribution alimentaire.

• Les Restos ne sont pas ouverts à tous : pour y avoir accès, un dossier d'inscription est nécessaire : les personnes doivent justifier de leurs ressources, des dépenses afférentes au loyer, voire même de leur endettement.

Les « inscripteurs » ont l'obligation d'examiner la cohérence des déclarations et se doivent d'appliquer un barème, établi par l'association nationale.

• Que se passe-t-il si elles ne peuvent prouver qu'elles sont dans le besoin ?

• On leur délivre une carte provisoire pour trois semaines.

Elles doivent revenir ensuite avec les justificatifs pour continuer à être aidées. Elles prouvent alors qu'elles font des démarches. C'est toujours dans l'esprit de lutter contre l'assistanat.

• On est là pour aider, mais il faut nous prouver qu'on a envie de faire des efforts et de s'en sortir.

C'est déjà un premier pas pour repartir dans la vie, mais on ne peut pas le faire à leur place.

Les Restos du cœur ne se résument pas à la distribution alimentaire ?

• En effet, les Restos du cœur, ce n'est pas que de la distribution alimentaire. C'est aussi l'aide à la personne. C'est un axe qui a été renforcé lors de l'assemblée générale de l'association en octobre 2002.

En plus de subvenir aux besoins alimentaires, nous sommes capables, à force d'écoute, de rendre d'autres services. Aider la personne dans sa reconstruction, voir avec elles les problèmes de santé. Quand on est dans la détresse, on ne s'occupe pas de soi.



• Notre démarche est aussi de « relooker » moralement la personne en détresse.

Notre démarche est donc aussi de « relooker » moralement et physiquement la personne.

Ces actions nécessitent du temps, de la générosité ?

• Cela demande des bénévoles qui s'investissent, mais le bénévole ne compte pas son temps. Il a de la disponibilité et c'est important pour les personnes en détresse. Les bénévoles tentent de nouer des liens amicaux avec les personnes qui le désirent et peuvent les aider à reprendre pied.

• On n'est pas dans une démarche d'assistanat, plutôt dans une démarche de prise de conscience qu'on est une personne. Ils sont tellement dévalorisés. Quand ils viennent au Restos du cœur, ils peuvent discuter, il y a pleins de choses qui sortent. Ils ont l'espoir de vivre, comme tout le monde.

Quelle action va être accentuée pour cette campagne ?

• Cette fois-ci, on va généraliser la distribution par points dans tous les centres de Loire-Atlantique. Auparavant, ils prenaient ce qu'on leur donnait. Ils n'avaient pas le choix. Maintenant, ils vont gérer ce capital points : c'est une manière de les responsabiliser.

C.T.

Cent cinq tonnes de légumes distribuées proviennent des Jardins du cœur

Quand on dit Restos du cœur, on pense inévitablement à Coluche et à la distribution

alimentaire. Cependant, dans le département, il existe aussi les Toits du cœur, les

Bébés du cœur, ou les Jardins du cœur.

Nantes. — En Loire-Atlantique, ils sont au nombre de dix. Dix jardins, qui l'an dernier, ont fourni 105 tonnes de légumes frais aux centres de distribution des « Restos ». À Saint-Sébastien, sur plus d'un hectare, ils sont une petite dizaine à piocher, bêcher, planter toute l'année pour que les bénéficiaires des « Restos » aient des légumes frais.

Potimarron, côte de blettes

• Haricots verts, salades, carottes, épinards... On cultive essentiellement pour le centre de distribution de Saint-Sébastien. On fait du bio, on n'utilise aucun produit chimique, explique Hugues, co-responsable avec Caroline du Jardin du cœur. Demain, avant l'ouverture du centre de Saint-Sébastien, ils seront en effervescence. Il faudra récolter les légumes, puis les acheminer aux Res-

tos du cœur vers midi, afin que les bénévoles les distribuent dans l'après-midi.

Depuis la campagne d'hiver de l'an dernier, au Jardin du cœur, tout est mis en place pour proposer des légumes peu usités, comme le potimarron, la côte de blette ou le fenouil.

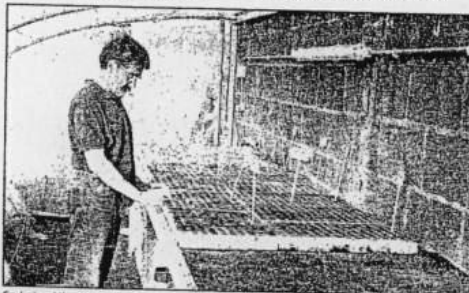
On essaye aussi de proposer des fiches-recettes aux bénéficiaires.

Une manière de faire découvrir sous leur meilleur angle les légumes cultivés par les huit personnes, en CES.

Car, en plus d'approvisionner les centres de distribution, deux Jardins du cœur, ceux de Saint-Nazaire et Saint-Sébastien, participent à l'insertion de salariés.

Les autres sites permettent « à des bénéficiaires de cultiver pour leurs propres besoins », précise Annie Gervais, présidente départementale des Restos du cœur. Une bonne action en cultivant son jardin...

C.T.



En Loire-Atlantique, deux jardins dits « d'insertion » et huit jardins de proximité procurent des légumes aux centres de distribution, tout au long de l'année.

PO 3/12/02

Au centre de la Harlière, les Restos du cœur ont ouvert la saison en douceur

La nouvelle campagne a été lancée officiellement hier. Mais les bénéficiaires ont été peu nombreux à pousser la porte du plus important centre de distribution du département

Le plus grand centre de Loire-Atlantique n'a pas connu l'affluence habituelle hier matin. Pour ce coup d'envoi de la campagne, les bénévoles du centre de la Harlière - plus de 2 500 bénéficiaires l'hiver dernier - se tenaient prêts dès l'ouverture, à dix heures. Mais les bénéficiaires ne se sont pas précipités.

• C'est assez inhabituel. Il n'y a pas grand monde • constatent les bénévoles en début d'après-midi. Plusieurs raisons peuvent, toutefois, expliquer cette relative désaffection. Pendant l'inter-campagne, ce centre est ouvert mardi et jeudi. • beaucoup vont continuer selon leurs habitudes •, pense le responsable du centre. D'autre part, le RMI ayant été versé le 7 décembre, les personnes

• Les bénévoles ont de plus en plus de difficultés à gérer le centre dans la précarité d'avoir un peu d'argent pour aller faire leurs courses •, comme tout le monde •. Toutefois, • dans une semaine au quinze jours, cela devrait être la foule • estime l'une des vingt bénévoles présents au centre de distribution alimentaire.

Le Resto du cœur de la Harlière entame donc la campagne • tranquillement •, sans souci flagrant. L'accueil est chaleureux et le décor mis en valeur pour aider les bénéficiaires à franchir la porte des Restos du cœur : une démarche souvent difficile.



Le centre de La Harlière, ouvert quatre jours par semaine, devrait accueillir plus de 2 500 bénéficiaires lors de cette nouvelle campagne.

Au stand • Bienvenue •, après l'inscription si elle n'est déjà faite, les bénéficiaires récupèrent leur carte à points et vont ensuite de stand en stand. Ils peuvent alors emporter potirons, légumes, produits laitiers selon le nombre de points attribués.

• Dans tous les cas, ceux qui ne viendront pas cette semaine perdront leurs points attribués hebdomadairement et ne pourront les accumuler la semaine suivante •, précise Annie Gervais, présidente départementale des Restos du cœur.

Des vêtements, des livres aussi Un peu plus loin, des mamans avec les pousettes attendent leur tour au stand des Bébés du cœur, tandis que d'autres sont accueillies dans le coin vêtements. • Cela fonctionne de la même façon, par points •. Deux femmes partent avec quelques habits : • On a trouvé notre bonheur •, avouent-elles discrète-

ment. Deux minutes plus tard, un couple de retraités s'approche et donne gracieusement deux manteaux aux bénévoles, pour accroître leur stock.

Les dons permettent aussi de faire vivre l'espace lecture. Quant au coin café, il accueille bénéficiaires et bénévoles pour discuter autour d'une tasse.

• Un appel au secours •

Ce lundi, • exceptionnellement •, les conditions d'accueil sont satisfaisantes. Mais Annie Gervais, présidente départementale des Restos du cœur, a tenu à inviter les élus, notamment Monique Papon, sénatrice et vice-présidente du conseil de Loire-Atlantique, et Mireille Martin, adjointe à la municipalité de St-Herblain chargée de la solidarité, pour • lancer un cri d'alarme •.

Ce centre, le plus grand du département, devient en effet • très difficile •

à gérer. Les élus présents ont ainsi pu découvrir le fonctionnement du centre et les problèmes inhérents à son importance. • L'idéal serait que le centre soit scindé en deux pour que cela soit plus facile à gérer. C'est un appel au secours, le responsable du centre m'a fait part de ses inquiétudes dès l'an dernier •, explique Annie Gervais.

• Tout le monde doit se sentir concerné •

La solution consisterait à créer un autre centre entre Dervallières et Breil-Malville. • Nous ne comptons pas notre temps mais nous souhaitons accueillir les bénéficiaires dans de bonnes conditions • résume un bénévole, avec l'espoir d'être entendu des responsables politiques : • Tout le monde doit se sentir concerné quand il est question d'aider les personnes en détresse •.

C.T.

PO 10/12/02

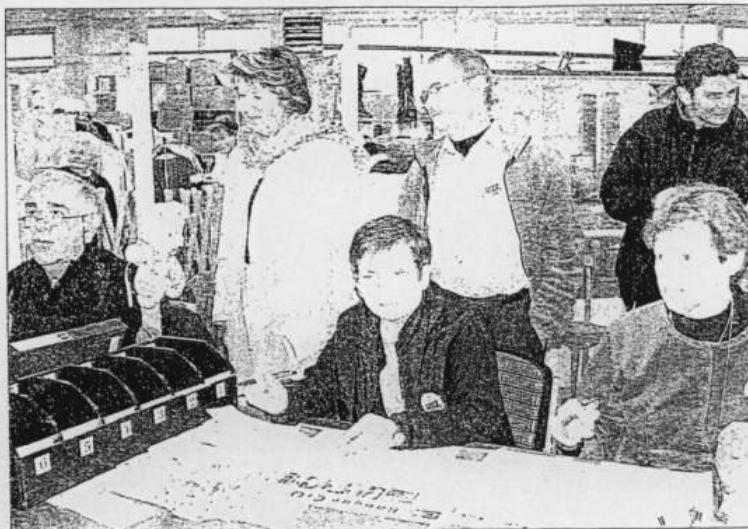
Le centre de la Harlière, à Saint-Herblain, souhaite essaimer vers Nantes

Restos du cœur : 7 090 bénéficiaires

Avec 2 664 bénéficiaires, le restaurant du cœur de la Harlière à Saint-Herblain ne parvient plus à faire face dans de bonnes conditions. La présidente départementale a demandé la création d'un nouveau centre dans le quartier de Dervallières à Nantes. La campagne d'hiver concerne 7 090 bénéficiaires dans l'agglomération.

« C'est un appel au secours ». Présidente départementale des Restaurants du cœur, Annie Gervais n'a pas caché ses inquiétudes sur les difficultés du centre de la Harlière à Saint-Herblain. À l'occasion du lancement de la 18^e campagne d'hiver des restos de Coluche, elle avait alerté les élus, en particulier des représentants de Nantes et Saint-Herblain ainsi que Mireille Martin et Monique Papon, conseillères générales. « Avec 2 664 bénéficiaires, dont seulement 563 de Saint-Herblain, vous êtes dans le plus grand centre de distribution de repas de Loire-Atlantique. Mais c'est devenu d'une logistique trop imposante pour la centaine de bénévoles présente. »

Installé dans d'anciens bâtiments commerciaux prêtés par la commune, ce Restaurant du cœur reçoit, quatre jours par semaine, une population considérable. Dans ces conditions, les personnes qui se présentent doivent parfois rester dans la file d'attente pendant des heures. Une situation génératrice de graves tensions, voire de conflits. « Nous ne pouvons plus remplir notre mission de contact de proximité avec le public. » Annie Gervais souhaiterait un rééquilibrage avec la création d'un nouveau centre de distribution à Nantes, en particulier dans le quartier de Dervallières et c'est dans ce sens qu'elle a interpellé les élus concernés. « Les collectivités nous aident, mais dans ce cas particulier, elles ne peuvent pas laisser à des bénévoles cette charge trop lourde. Il serait bon aussi que la Communauté urbaine prenne le relais pour



Le Restaurant du cœur de la Harlière fonctionne toute l'année, mais les bénévoles sont évidemment beaucoup plus nombreux durant la campagne d'hiver qui a commencé lundi.

que nous restions dans un nombre de bénéficiaires tolérable par centre. »

1,108 million de repas

La présidente a aussi souligné le rôle social de plus en plus large que prennent les Restaurants du cœur. « Nous fournissons une aide alimentaire, bien sûr, mais l'exclusion procède aussi de l'isolement et de problèmes de santé. Par la relation que nous établissons avec un public qui n'ira pas ailleurs, il s'instaure un climat de confiance nous permettant un suivi médical et psy-

chologique en partenariat avec Médecins du Monde, la DASS et la Caisse primaire d'assurance maladie. »

Tout est fait pour que l'accueil soit chaleureux. Les bénéficiaires reçoivent des carnets de tickets leur permettant ensuite de faire leur marché dans de petites boutiques thématiques. D'autres actions sont menées avec les Jardins du cœur, des logements et des distributions alimentaires spécifiques pour les jeunes mamans.

Environ 50 % des personnes qui viennent dans les restaurants de Coluche ne s'inscrivent pas l'année suivante. « Il y en a 20 % qui reviennent

durant deux ans avant que leur situation s'améliore, mais 30 % constitue un seuil incompressible de personnes en très graves difficultés. Les structures de réinsertion manquent pour les gens qui sont si loin de l'emploi. »

En 2001, ce sont 1,108 million de repas qui ont été servis dans les 36 centres que compte le département de Loire-Atlantique, le quatrième par ordre d'importance en France avec 11 500 bénéficiaires, dont 7 090 sur la seule agglomération nantaise.

Camille GUILLEMOIS.

Département : 290 millions d'euros pour l'action sociale

La défense des chantiers d'insertion

Les conseillers généraux ont examiné le budget de l'action sociale. L'occasion pour le président d'affirmer son soutien aux chantiers d'insertion, alors que l'opposition de gauche s'inquiétait des conséquences des décisions gouvernementales.

Cinq pages signées de François Fillon... Le courrier du ministre des Affaires sociales n'a pas quitté la table d'André Trillard, au conseil général. Le président l'a distribué à tous les élus qui examinaient le budget des affaires sociales. À plusieurs reprises, il a attiré leur attention sur l'un ou l'autre des paragraphes du courrier. Social, nouveau mode d'emploi.

La clef sous la porte

Car les décisions du gouvernement Raffarin auront forcément des répercussions sur l'action du conseil général. En cette période de transition, où une politique chasse l'autre, l'opposition de gauche est montée au créneau. Ce fut Alain Robert (PS-Nantes) dénonçant les « tergiversations » du gouvernement sur le financement de l'allocation d'autonomie des personnes âgées. Ce fut Gérard Mauduit (PS-Saint-Nazaire), relayant « l'inquiétude » des associations d'insertion, confrontées à « l'arrêt de mort » des mesures Fillon. « Il faudra trouver des financements et les dépenses de solidarité nationale retomberont sur le département. » Ce fut Claude Soyse (PS-Nantes), évoquant les difficultés des associations d'insertion par l'économie de son quartier (Bellevue). « Plusieurs d'entre elles vont fermer leurs portes. » Le même Alain Robert (PS-Nantes) revenait à la charge. « Je suis inquiet quant à l'avenir de notre action. Rien dans les programmes gouvernementaux ne laisse entrevoir une relance de la lutte contre les exclusions », affirmait l'élus nantais, avant d'accuser le



Manifestation, en octobre, devant la préfecture de Nantes, pour défendre les chantiers d'insertion.

conseil général de se contenter d'appliquer les lois votées par la gauche, sans plus.

Depuis vingt ans, l'action sociale relève du conseil général. C'est même son plus gros budget. En 2003, les personnes âgées, les handicapés, l'insertion, l'action éducative, la prévention recevront 290,85 millions d'euros, soit 40 % des sommes dépensées. Vingt ans après, Philippe Boënnec, le président chargé des affaires sociales, veut donner « un nouvel élan » à la lutte contre les exclusions et les risques de rupture des liens sociaux. Il souhaite rendre cette action « plus lisible ». Trois grands schémas sont à l'étude.

Hier, en réponse à la gauche sur le thème de l'insertion, Philippe Boënnec a rappelé le travail en direction des Rmistes. « Nous sommes cités en exemple par la

chambre régionale de la Cour des comptes. » Pas question de laisser tomber les populations les plus éloignées de l'emploi, a insisté Philippe Boënnec, évoquant la signature de conventions de trois ans avec les associations qui mettent en œuvre des chantiers d'insertion. « C'est bien une politique volontariste ! »

Le président André Trillard a défendu également les chantiers d'insertion. « Je suis intervenu auprès du ministre afin d'attirer son attention. Beaucoup de présidents sont allés dans ce sens. » D'ailleurs, si le ministre réoriente les contrats CES vers les personnes en grande difficulté, le soutien de l'Etat reste « identique » pour les chantiers d'insertion. C'est en tout cas ce qui est écrit dans le courrier de François Fillon...

Marc LE DUC.

Une aide aux bénéficiaires de la PSD

□ **Prestation dépendance.** Avec la mise en place de l'allocation autonomie (12 000 bénéficiaires en Loire-Atlantique), environ 850 personnes âgées qui touchaient l'ancienne prestation dépendance sont confrontées à une perte de ressources. Désormais, on leur demande de faire face à leur hébergement dans les établissements. Ces derniers, selon Gérard Mauduit (PS-Saint-Nazaire), envoient les factures aux familles. Réponse de Jean Seroux (UMP-Châteaubriant) : « Le département vient de toucher 1 million d'euros afin de prendre en charge le surcoût. Nous en étudions la répartition. »

□ **Logement social.** Une évaluation du plan en faveur du logement des plus défavorisés va être mise en place, afin de le faire évoluer. L'Etat veut aussi lancer un observatoire des besoins. « C'est un plan d'urgence qu'il nous faut », estime Denis Liqueur (PS-Nantes), rappelant les 23 000 demandes de logement social dans le départe-

ment. « Faisons vite tant que les aides de l'Etat existent encore. Celles-ci ne cessent de s'éroder, dans l'opacité la plus totale. »

□ **Schéma gérontologie.** Alain Robert (PS-Nantes) déplore le report du schéma. « En liaison avec l'Allocation personnalisée d'autonomie (Apa), c'était l'occasion de tout mettre à plat. » Réponse de Philippe Boënnec, président de la commission Affaires sociales : « Nos partenaires étaient très occupés avec la mise en place de l'Apa. Il n'aurait pas été sage de lancer une consultation à la va-vite. »

□ **Observatoire.** Claude Naud (sans étiquette-Légé) propose la création d'un observatoire de gérontologie. « Bonne idée », note Philippe Boënnec, président des Affaires sociales.

□ **Projets de vie.** Les établissements de retraite ont mis en place des « projets de vie » animés par

des emplois-jeunes. François Fillon a décidé l'arrêt de la création de nouveaux postes. Que deviendront les projets, interroge Claude Soyse (PS-Nantes) ? Le président André Trillard la renvoie à un courrier de François Fillon, qui prolonge de trois ans l'aide de l'Etat aux projets d'utilité sociale. Précision : « Le conseil général ne remet pas en cause l'utilité de ces postes et n'imagine pas de baisser les effectifs des maisons de retraite. »

□ **Lits.** Le conseil général va créer ou rénover 485 lits dans les maisons de retraite.

□ **Handicapés.** Le conseil général compte 2025 places en établissements et services pour handicapés. Il faut y ajouter 210 places d'accueil familial et 140 accueillants familiaux. Le financement de 119 nouvelles places est prévu en 2003.

□ **Les allocataires du RMI** sont moins nombreux : 15 000 aujourd'hui contre 17 700 il y a deux ans.

Une maison pour les plus démunis : les artisans lorousains ont du cœur

Jean-Pierre Garreau, président national des Restaurants du cœur est venu hier matin au Loroux-Bottreau inaugurer cette maison du cœur.

L'ambiance était à la solidarité et au bénévolat hier matin au Loroux-Bottreau. Élus, bénévoles et personnalités inauguraient une réalisation exemplaire : le Restaurant du cœur construit et offert par des artisans locaux.

L'homme-orchestre, la cheville ouvrière d'un projet mené à terme, c'est Christian Napolitano (à gauche sur notre photo), patron d'Arti-Création à Vertou qui a su faire partager son dynamisme et son altruisme à

Une réalisation qui aura valeur d'exemple

une douzaine d'artisans locaux et aux élus de la communauté Loire-Divatte. Objectif : la construction d'un local de 230 m² sur un terrain situé à la Fidèle au Loroux-Bottreau, offert par la commune, maison destinée aux Restaurants du Cœur et aux routards. Pour l'occasion, Jean-Paul Garreau, président national des Restos et successeur de Véronique Colluct avait fait le déplacement en vignoble nantais. Il devait se réjouir de « cette réalisation qui aura valeur d'exemple puisqu'elle allie l'Etat et les collectivités territoriales, la société civile et les bénévoles des associations ».

La visite a permis de découvrir une maison • spacieuse avec un accueil



Un Restaurant du cœur construit et offert par les artisans lorousains.

respectant la confidentialité, un espace bébé et une pièce pour recevoir le cas échéant des errants.

Thérèse Kunc, responsable lorousaine des Restaurants du cœur, entourée d'une quarantaine de bénévoles du canton, insiste, tout comme sa présidente départementale également présente, sur « la soixantaine de familles auxquelles ils redonnent la dignité en plus de l'aide alimentaire ».

L'aide à la personne est, en effet, privilégiée dans l'œuvre fondée il y a 17 ans par Coluche dont la mémoire généreuse a été rappelée par Ro-

ger Jamin, conseiller général et président de la communauté de communes Loire-Divatte, qui aura en charge la gestion du local.

Les artisans du cœur Malgré un emploi du temps surchargé, les artisans lorousains ont su trouver le temps et les moyens financiers nécessaires - la maison représente une valeur de 150 000€ (1 MF) - pour cette action altruiste, « même si elle revalorise l'artisanat » en convainquant « tous ceux qui pouvaient contribuer ». Ce que ne manqueront pas de relever Jean-Paul Garreau, Roger Jamin, Patrick

Fallois et Serge Poignant, député, en leur décernant le label d'« artisans du cœur ». L'élu national, tout en rappelant les 35 centres du département de la Loire-Atlantique, y voyait « l'expression de la solidarité particulière du vignoble nantais, à l'approche des fêtes de Noël ».

Manquait une musique de fond dont Roger Jamin a presque fredonné les paroles - « Aujourd'hui, on n'a plus le droit d'avoir froid ni d'avoir froid - particulièrement bien illustrées en ce samedi matin au Loroux-Bottreau.

H.R.

Repas de Noël des Petits frères des pauvres : 600 personnes entourées les 24 et 25 décembre

Comme chaque année à Nantes, les Petits frères des pauvres ont fêté Noël en compagnie de personnes âgées qui vieillissent seules et de gens de plus de 50 ans en situation de précarité.

« On est là pour faire la fête ! Alors on laisse tous les soucis et on fait connaissance ! ».

C'est en ces termes que s'est ouvert hier midi, le repas de Noël des petits frères des Pauvres rue César-Franck, dans le quartier Dalby. Parallèlement, et au même moment, se tenaient cinq autres repas de Noël rue Santos-Dumont, rue Corentin-Bourveau, boulevard Jules-Verne, avenue Jugan à Nantes, ainsi que place du Prieuré à Vertou. « Tous les ans, nous partageons des repas pour recréer la chaleur et la joie de

Noël. Le 24 décembre, une centaine de colls ont ainsi été portés à domicile par des bénévoles qui prennent du temps pour discuter et partager le repas si la personne le souhaite. Des actions sont également organisées dans les maisons de retraite et en hôpital long séjour », explique Renaud Monnin, salarié du centre César-Franck où se sont retrouvées une cinquantaine de personnes hier.

« Il s'agit essentiellement de personnes âgées de plus de 80 ans, seules et isolées, que nous accompagnons tout au long de l'année ou qui nous ont été signalées par d'autres organismes. L'objectif, c'est vraiment de passer un moment de fête en leur compagnie, en ce moment de l'année où c'est plus difficile d'être seul », ajoute Renaud Monnin.

Des bénévoles de tous horizons Une dizaine de bénévoles ont ainsi décidé de consacrer leur

journée à ce moment de rencontre et d'affection, entre gestes tendres, petits mots bienveillants et réconfortants adressés aux invités dès leur arrivée. L'occasion ensuite de discuter, d'écouter et d'inviter aux échanges autour de grandes tables, avec un menu de circonstance entre kir royal et champagne, foie gras, paupiette de saumon aux petits légumes et croquant au chocolat.

« Ça se passe bien ! C'est super ! », apprécie Renée, bénévole pour la première fois et ravie d'être là, aussi motivée que l'équipe qui se relaie entre le service et le temps à table. « Chaque année, nous avons des appels de gens de tous horizons, qui viennent de tout le département, qui sont de tous les métiers et de tous les âges. Nous avons aussi régulièrement des propositions de jeunes, d'adolescents qui ont envie de donner de leur



Hier midi, au centre César-Franck, une cinquantaine de personnes ont partagé un repas de Noël.

temps », précise Renaud Monnin. D'où le dynamisme et l'énergie d'équipes toujours renouvelées, qui n'hésitent pas à s'investir totalement pour que la fête soit réussie. Ainsi d'une des bénévoles du centre César-

Franck hier, qui a proposé, à l'issue du repas, une petite démonstration de danse orientale. Un moyen de conclure ce repas de Noël en musique et en chansons, avant de raccompagner chacun à son domicile.

S.

Un Noël partagé pour les oubliés

Noël est par excellence la fête des familles. Pour les personnes qui n'en ont plus, les petits frères des Pauvres organisent des actions, visites, invitations, repas, les 24 et 25 décembre.

Des rires, des chants, du vin, les petits plats dans les grands. C'est Noël au centre César-Franck des petits frères des Pauvres, comme dans les cinq autres accueils de l'agglomération. L'ambiance y est bon enfant et familiale. « C'est l'action la plus chère de l'année, mais elle nous tient à cœur. Noël est une fête de famille, nous voulons qu'il n'y ait personne dans l'agglomération, au-dessus de 50 ans, qui soit seul les 24 et 25 décembre », explique Anne Chailou, coordonnatrice, cette année, des actions de Noël chez les petits frères des Pauvres. Les bénévoles se mobilisent dès le midi et l'après-midi du 24 pour aller souhaiter Noël aux personnes accueillies en unités de vie gériatriques (Pirmil, Beau-séjour, l'hôpital du Loroux Bottereau). « C'est le dernier lieu de vie de ces personnes, dont beaucoup sont très isolées. Nous leur apportons des cadeaux, des friandises, c'est une animation chantée et festive. » D'autres visites ont lieu à longueur d'année, mais à Noël, ce sont tous les résidents, 250 à 300 personnes, qui reçoivent la visite d'une cinquantaine de bénévoles.

L'action se poursuit dans l'après-midi, la soirée et le 25, « au domicile des personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas sortir. Elles reçoivent la visite d'un bénévole



Environ 200 personnes sont invitées par les petits frères des Pauvres à partager le repas de Noël.

qui apporte un repas, qu'il va partager ». Lorsque ces personnes isolées vivent en maison de retraite ou foyer logement, le bénévole apporte une friandise, des fleurs, un peu de champagne. Cent soixante personnes se mobilisent pour cette action.

Les repas du jour de Noël complètent cette opération. Ces repas

sont préparés par un traiteur meilleur ouvrier de France à Nantes, et, à Vertou, par un cuisinier professionnel. Ils mobilisent une soixantaine de personnes pour servir et tenir compagnie aux 200 invités, et pour servir de chauffeur à ces invités dépourvus de moyens de locomotion. « Le service à table n'est qu'un à-côté. Ce qui séduit

dans l'action de Noël, constate Renaud Monnin, chargé de l'opération à César-Franck, c'est d'entrer en relation avec des gens et de les faire entrer en relation entre eux. »

Pratique. Les petits frères des Pauvres, 14, rue César-Franck, 44 000 Nantes, 02 40 68 96 96, fax 02 40 68 96 75.

Bénévoles parce que « la solitude, c'est toute l'année »

« Père Noël, le plus célèbre des bénévoles. » La formule fait mouche. Être bénévole aujourd'hui, c'est donner du temps et recevoir de la sympathie et de l'affection. Ce midi, Olivier et Marie-Hélène, tiennent compagnie à Janine, 71 ans, et aux autres invités, trinquant et chantant avec eux.

« Comme je vis seule chez moi, explique Janine, je suis heureuse de venir tous les ans chez les petits frères des Pauvres qui me gâtent. Les bénévoles sont toujours prêts à me rendre service et à me remonter le moral. » Olivier et Marie-Hélène partagent ce plaisir. « C'est un beau moment de fraternité. On donne, mais on reçoit beaucoup. C'est un rendez-vous que nous n'avons pas envie de rater. Nous savons qu'il est très attendu. C'est notre façon d'aller à l'essentiel du message de Noël, qui est un message de partage. »

« Petits frères des Pauvres, cela prend vraiment tout son sens. Nous sommes petits par rapport à ce qu'il y a à faire, et notre action est une petite goutte d'eau. Toute l'année, on recherche des bénévoles, rappelle Olivier. Ponctuellement, on en trouve. Mais la solitude, c'est toute l'année. Nous voulons qu'au quotidien, il reste un peu de ce moment de Noël. »

Ces bénévoles viennent de tous les horizons religieux, politiques, sociaux. Ils donnent ce qui est le plus précieux, du temps et de la cha-



Olivier, Marie-Hélène, Janine. « On donne et on reçoit beaucoup. »

leur humaine. Ils interviennent auprès de personnes isolées âgées de 50 à 65 ans, en situation de précarité. Au-delà de l'aide matérielle, l'association privilégie le soutien affectif et les relations humaines. Les

bénévoles interviennent toute l'année, à domicile, en foyer d'hébergement, dans la journée, le soir ou le week-end.

Ils ne sont pas isolés dans leur soutien, mais agissent au sein d'une

équipe, avec le soutien d'un salarié, et bénéficient de formations dispensées par les petits frères des Pauvres, en partenariat avec les autres intervenants (assistants sociaux, médecins).

OF 26 12

Deux cent vingt personnes ont tordu le cou, ensemble, à 2002 dans la joie Le réveillon du comité Vérité-misère

Quarante bénévoles ont épaulé Simone, Jean, Monique, Alain, René et Christophe pour tordre le cou à l'année 2002 et accueillir 2003 dans la joie et la chaleur du contact des autres. Un moment de bonheur fugace pour les 180 personnes de l'agglomération venues réveillonner avec le comité Vérité-misère.

Ils arrivent seul, en couple, en famille ou entre amis. Quelques-uns se connaissent depuis longtemps. Certains ne se sont pas croisés depuis le réveillon précédent. Les retrouvailles sont chaleureuses. D'autres entrent plus discrètement dans la salle des associations de la rue de la Convention, à Nantes. C'est la première fois qu'ils participent à cette soirée. Simone et Christophe, deux des piliers de l'association Vérité-misère, les accueillent avec beaucoup d'amour.

Chacun des quarante bénévoles a une mission précise. Les premiers sont arrivés au début de l'après-midi pour préparer le festin ou décorer la salle : « Il est beau le 2003 ? Quel mal j'ai eu à faire le trois ! » Brigitte appréhende les critiques négatives, qui ne viennent pas. La soirée est à la fête et à la joie. Pour tout le monde. Chacune des cinq tables est joliment agrémentée de guirlandes et de fleurs. Et, si, pour la plupart d'entre eux, cette soirée est devenue un rendez-vous habituel, pour quelques-uns c'est une « première ». Comme pour Habiba, 27 ans, et sa sœur Amina, 14 ans : « Ce changement d'année ne signifie rien pour nous qui sommes arabes et musulmanes. Alors, nous sommes venues pour donner un coup de main et partager de la joie. »

Rêve de mer

Que la fête est belle, avec « Rêve de mer ». Six garçons, chanteurs et instrumentistes, qui ont voulu s'offrir du bonheur en le partageant avec ceux qui n'en ont guère. Yves, dit « Grand mat » pour les copains, est le chef de la bande : « Pour le 11^e anniversaire du groupe, on avait décidé de donner un concert gratuit quelque part, à Nantes. On a rencontré Christophe par hasard et le coup est parti. Et quand nos épouses ont appris qu'on chanterait ce soir, elles se sont proposées comme bénévoles pour servir à table. C'est super ! »

Les chansons de marins succèdent aux chants celtiques. Entre deux plats, les farandoles s'échangent dans la salle entre les convives. Des personnalités font une apparition plus ou moins courte. Hélène et Pierrot passent de table en table pour immortaliser, individuellement ou par petits groupes, cette fête sur pellicule. Les photos se-



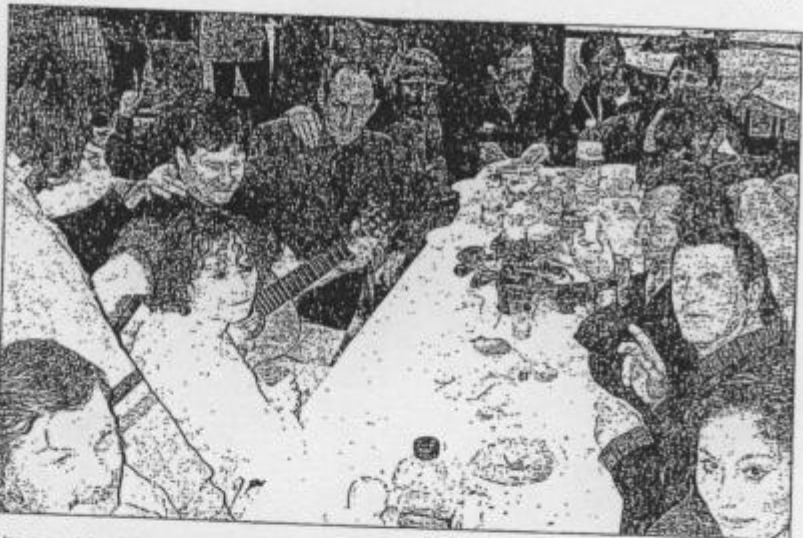
180 personnes de l'agglomération nantaise sont venues réveillonner dans la salle des associations de la rue de la Convention, à Nantes.

ront distribuées à chacun dans quelques semaines. Puis, c'est la tombola gratuite avant le bal avec l'orchestre professionnel « Go ». Il fait

l'unanimité. Christophe est content : « Même s'il nous coûte la moitié du budget de la soirée, ce n'est pas grave puisque les gens sont heu-

reux ! » Et à minuit, ce sont les embrassades. Pour une année 2003 pleine d'espoir.

Chantal BOUTRY.



Une quarantaine de bénévoles ont participé à cette soirée aux côtés du comité Vérité-misère.

Maurice, chef cuistot du réveillon depuis 28 ans



Maurice est concentré au-dessus de sa marmite : « Faut pas me distraire. Mon beurre blanc, c'est un vrai. S'il tourne, je suis fichu ! » Les 220 convives se sont bien rigolés.

À 77 ans, Maurice tient bien sa cuisine et ses commis, bénévoles d'un soir, comme lui. Normal, puisqu'il est chef depuis si longtemps : « J'ai fait mon premier réveillon il y a 28 ans. C'était rue Fouré, à l'époque. On était beaucoup moins nombreux. J'ai fait des progrès au fur et à mesure que le nombre augmentait. » La cuisine il connaît, puisque c'était son métier chez Fleury Michon, en Vendée. Jusqu'à ce qu'il sombre dans la « bibine », à boire jusqu'à trop soir : « J'ai coulé à pic jusqu'à ce qu'un copain m'aide à remonter la pente. Cela fait 37 ans que je n'ai pas bu une goutte d'alcool. C'est sans doute ce dont je suis le plus fier ! Maintenant, je milite dans des associations pour aider les gens à en sortir. »

C'est au cours de l'une de ces rencontres qu'il est récupéré pour son premier réveillon. Le menu est simple. Rien à voir avec celui de ce soir. C'est un véritable festin qu'il prépare : « On commence par un avocat et des petites asperges. Ensuite, lieu au beurre blanc. Après,

rôti de veau accompagné des figolets dits « musiciens du bocage », mâche nantaise, fromages et tarte aux pommes. » Pour terminer 2002, il a fait un pari : réussir un beurre blanc, un vrai « à la nantaise » pour 220 personnes : « J'ai demandé conseil à un copain cuisinier dans un restaurant d'entreprise. Mais comme je ne connais pas ces plaques électriques, j'ai peur que ça tourne ! » Et les quantités sont impressionnantes : 20 kg de beurre, 5,5 kg d'échalotes et 2 litres de vinaigre.

Maurice a une pointe de regret : « On n'a trouvé que du vinaigre d'alcool. Ce serait meilleur avec du vinaigre de vin ! » Maurice, isolé dans sa cuisine-cagibi, tourne lentement, infatigablement ce beurre-échalotes qui participera bientôt à la réussite de cette soirée de fête sous la forme délicieuse d'un vrai beurre blanc « à la nantaise ». Pour le prochain réveillon, Maurice réserve une surprise à ses convives. Mais, chut, c'est un secret.

C. B.

Vérité misère fait réveillonner les plus démunis

Photo Patrick Garçon



200 personnes ont passé un chaleureux réveillon grâce à l'association Vérité Misère.

« La fête avec le champagne, c'est superficiel. Là, c'est plus humain... ». Là, c'est la salle de la Convention, à Nantes. Un soir de la Saint-Sylvestre. Autour des bénévoles de l'association Vérité misère, 200 personnes sont venues chercher un peu de chaleur.

Nantes. — Avertis par tracts ou par le bouche à oreille, ils viennent de tous les quartiers de l'agglomération nantaise. Seuls, en couple, avec enfants.

« Ici, explique encore Christophe Nadal qui, avec quarante autres bénévoles de l'association Vérité misère, organisait ce réveillon solidaire, on leur offre gratuitement tout ce qu'ils trouveraient ailleurs, à savoir un service à table, le repas, des animations musicales, une tombola gratuite. Seul manque l'alcool... ».

La seule initiative sur l'agglomération
Au menu de mardi soir : un demi-avocat garni, du filet de lieu noir au beurre blanc maison, du rôti de veau sauce champignon avec haricots, salade, fromage, dessert. Avec des animations musicales rythmées par Rêve la mer, une associa-

tion de bénévoles et un orchestre professionnel, Le Go. Mardi soir, Vérité misère était la seule association de l'agglomération nantaise à offrir un tel réveillon aux plus démunis, lesquels ont reçu les vœux de la sénatrice Monique Papon et du député-maire de Nantes Jean-Marc Ayrault venus les saluer en début de soirée.

« Ce qui est intéressant, conclut Christophe Nadal, c'est que nous n'avons aucun problème pour trouver les bénévoles appelés à encadrer cette soirée. Tous se félicitent d'avoir fait quelque chose de radicalement opposé à un réveillon traditionnel... ».

Accueil des sans-logis dans l'urgence 76

Le phénomène d'exclusion n'est pas lié à la température. Des associations accueillent toute l'année les sans-logis. Mais depuis lundi, le grand froid les attaque un peu plus cruellement. Dans l'urgence, la capacité d'hébergement a été augmentée.

Dix associations sont regroupées à la Coordination d'accueil et d'orientation (CAO). Elles aident toutes des personnes en grande difficulté, souvent sans domicile fixe (SDF). Grâce à un numéro vert, le 115. Celui du Samu social. C'est par là que passe le recensement des besoins et l'aiguillage vers une structure d'accueil. Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) Saint-Benoît-Labre en fait partie. Comme d'autres, depuis le 5 janvier, il a augmenté son nombre de lits pour l'accueil de nuit. Jusqu'à décembre, on comptabilisait 29 sur Nantes.

« Le foyer Saint-Benoît vient d'ouvrir un lieu d'hébergement temporaire, explique Jean-Yves Crenn, directeur du CHRS Saint-Benoît. Douze lits pour des hommes. À la Maison d'accueil de jour (Maj) Francisco-Ferrer un centre de nuit a commencé à fonctionner : quinze lits. Et cinq qual Wilson. »

Cela porte à soixante la capacité d'accueil sur l'agglomération nantaise plus une trentaine à la Plaine-sur-Mer. En septembre dernier, après leur transfert, douze hommes et six femmes, hébergés à l'hôpital Saint-Jacques, avaient trouvé refuge au foyer du Champ-de-Mars. Un établissement géré par l'association Saint-Benoît-Labre. Une autre association, Trajet, avait ouvert un autre lieu d'hébergement qual Wilson. Avec dix lits.

Pour Jean-Yves Crenn, « le dispositif correspond aux besoins lo-



Jean-Yves Crenn : « Une capacité d'accueil de 60 lits sur Nantes dont 32 en plus depuis le 5 janvier. »



Certains sans-logis ont abandonné leur abri de fortune pour trouver refuge dans des foyers.

caux ». Même si, dans la nuit de mercredi à jeudi, quinze places sont restées vacantes et la nuit suivante, neuf.

« Il y a des sans-logis qui ne feront pas la démarche. Une vingtaine sur Nantes. Ils sont parfois très désocialisés ou ne peuvent pas se plier à une vie collective. Ceux-là sont mieux dans des squats ou des cages d'escalier. D'autres présentent des troubles psychologiques tellement importants qu'on ne peut pas les accepter. » Dans ce cas, c'est le Samu qui les prend en charge, s'ils acceptent. En cours de nuit, il distribue des couvertures, de la soupe...

Devancer l'urgence

Ces derniers jours, le gouvernement a préconisé d'ouvrir, en urgence, des lieux d'hébergement. Jean-Yves Crenn est un peu agacé.

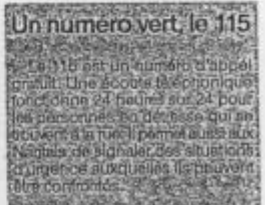
« C'est la mobilisation en catastrophe. Le phénomène d'exclusion n'est pas proportionnel à la température. Tous les hivers, c'est la même chose. Ça peut quand même se prévoir à l'avance ! » Et la médiatisation du phénomène n'a rien arrangé. « Certains citoyens, pleins de bonne volonté, appellent au 115 pour signaler un SDF et proposer un abri. Il faudrait quand même lui demander son avis ! Emmener quelqu'un vers un lieu d'hébergement, arbitrairement, ce n'est pas notre rôle. Notre travail se fait souvent sur du long terme. Il faut d'abord créer la confiance. »

D'autant que l'augmentation de la capacité d'accueil génère l'augmentation de la demande. Se pose alors la question de la gestion des flux. « Heureusement, conclut Jean-Yves Crenn, il existe une grande solidarité associative. Les bénévoles de nombreuses associations don-

nant un coup de main aux équipes en place. »

Rosanne NOURRY-BOUVIER.

Le guide Nantes urgence sociale, édité par la ville de Nantes, vient de paraître. C'est un répertoire contenant les adresses utiles pour orienter, sur Nantes, les personnes en grande difficulté. Il est distribué gratuitement dans les mairies, au Centre communal d'action sociale (1 bis, place Saint-Similien) à la CAO (4, place Dumouster) et dans toutes les structures et associations à caractère social.



« Je n'irai pas dormir au Samu ! » OF 11/01/03

Il ne dira pas son prénom. C'est sa liberté. « Mon nom, c'est Devine... Comme mon rat. Lui, c'est Devine II. Je viens de l'acheter. On s'apprivoise. » Jeudi, 16 h. Il fait moins 2° dehors. Devine et son rat ont trouvé refuge à la gare. Dans le hall des départs...

Devine, silhouette longiligne, casquette vissée sur la tête, rasé de près, zone près de la cabine de téléphone. Il casse la croûte avec trois copains. Au menu : bâtonnets de poissons des Restaurants du cœur et bière.

Il hésite à parler de lui. Utilise tantôt le je, tantôt le on. Lâche quand même quelques morceaux de sa vie. Comme ça, en vrac. « J'ai été peintre décorateur pendant vingt ans. » Il a aussi travaillé dans une centrale nucléaire, en maçonnerie. Un jour, il a tout plaqué. « Je suis tombé à la rue en 1981. Ça fait treize ans. Ça fait drôle la première fois. » Il évoque un pote, Freddy, mort la semaine dernière. « Un routard, comme moi. Paix à son âme. »

Toujours sur ses gardes

Pour lui, pas question, la nuit ve-



Devine et son rat dans le hall de la gare SNCF : « Ça fait 13 ans que je suis à la rue. Ça fait drôle la première fois. »

nue, d'aller dans un accueil d'urgence. Il regagnera sa cage d'escalier. Avec son passe, il se débrouille. « J'ai trouvé un lieu près de Brin de causette. Y'a des étudiants là-bas. Ils m'offrent leur sympathie. C'est déjà beaucoup. Des brioches aussi, de temps en

temps. » Un jour pourtant, il a composé le 115. Mais un petit problème de communication avec le standardiste l'a bloqué. Il n'ira pas au Samu social. « En fait, j'aimerais avoir un appartement. Pouvoir dormir tranquillement. Sans être réveillé par des bruits de voix, de portes... »

Dormir sans la peur aussi. « On est toujours sur ses gardes. On se fait voler ses pompes, son sac. Faut pas croire, la rue, c'est cruel, ça fatigue ! » La semaine dernière, envoie les couvertures et duvet !

Il touche bien le RMI - 406 €. De quoi s'habiller, se nourrir et boire. « Plus de drogue : c'est fini. Je m'en suis sorti. » Et quand l'argent manque, ce n'est pas un problème : « Y'a toujours les Restos du cœur. On mange là-bas et ils donnent un coïls. Le soir, je vais au camion, à la Petite-Hollande, manger la soupe et les sandwiches. »

Il tripote nerveusement ses doigts. Sur sa main droite, quatre lettres tatouées : love. Sur la gauche, le yin et le yan. « Ben oui, c'est mon signe, je suis gémeaux. »

Ses mains, qu'il n'utilise plus pour travailler. « Habituellement, je fais la manche à l'extérieur. Mais là, il fait vraiment trop froid. Je fais rien. »

L'émotion le gagne. Il aimerait bien, pourtant, laisser un message à ses trois enfants, Cindy, Jérôme et Steven. Mais le courage manque. « Je voudrais leur dire que leur papa les aime. » Un message ou un appel ?

R.N.B.

« Aux Sorinières... on a froid »

En bordure de la quatre-voies, dans un chemin en cul de sac au bout des Sorinières, le même spectacle de désolation saïst quotidiennement l'automobiliste qui se rend au travail.

Un amas d'ordures déborde de la benne. Au bout du chemin, une carcasse de voiture. Alignées, cinq petites caravanes délabrées habitées par des Roms qui ont fui la Roumanie.

Ce matin, ils ont déserté le bout de bitume, l'air est encore glacial. Personne ne pointe le bout de son

nez dehors. Dans une caravane, la popote préparée par une femme adoucit la température. Une bouteille de gaz occupe le centre de la pièce. « On est six à dormir ici », raconte-t-elle en montrant du doigt la montagne de couvertures. Suspendue, une petite lampe à pétrole éclaire l'endroit. L'absence d'électricité rend encore plus rude (et plus dangereuse) la vie des Roms.

Ils sont une vingtaine, demandeurs d'asile territorial qui ont échoué ici pour la plupart l'été dernier. Certains ont trouvé une place à l'hôtel

grâce à la Ddass, d'autres sont partis à Paris ou rentrés à Turmu-sevrin en Roumanie.

« On aimerait avoir des petits chauffages. Parce que ça devient dur surtout avec les enfants qui ne vont pas à l'école. On a froid », balbutie en français ce père de famille. Sa femme est enceinte de huit mois. Il laisse le feu sur le gaz allumé toute la nuit. Derrière une autre caravane, un poêle à bois est posé par terre. À côté, un enfant montre du doigt un épais bloc de glace.

Quelques instants plus tard, une

voiture se gare. « C'est le chef » Lui dort à l'hôtel. Il sème la main à tout le monde et repart. Les hommes et les femmes rentrent dans les caravanes, les enfants aussi. « Oui, c'est dur. Mais on est mieux qu'en Roumanie », ajoute le père de famille. À quelques kilomètres de là, à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, d'autres Roms vivent dans des caravanes mais sur un terrain de la ville, aménagé et doté d'électricité. « On aimerait bien y aller. »

Marylise COURAUD.

Urgence : manger, dormir, se laver, se chauffer pour 4,70 euros par jour

On appelle ça de l'urgence sociale : ils sont des centaines, chaque jour, à Nantes, à déboursier entre trois et cinq euros pour manger et dormir au chaud.

On le sait, on l'a dit et chanté jusqu'à l'indécence : la misère est moins pénible au soleil. Le froid par contre...Le froid peut tuer, le froid tue. Chaque nuit, à Nantes, ils sont quelques-uns à dormir dehors.

Pour beaucoup, le gros problème, c'est l'alcool

Parce qu'ils ne veulent pas, ne peuvent pas accepter la discipline d'un foyer. Les autres, les plus nombreux, sont à la recherche d'un toit, d'un repas chaud. Chaque cas est bien sûr un cas. Aucune généralité possible. Souvent le clochard, le sans domicile fixe, arrive à Nantes à la gare, entre en contact avec le Samu social. Il se retrouve ensuite au café • Brin de cassettes • non loin du marché de



11 heures, hier matin, au restaurant • A la Claire Fontaine • (qual de la Fosse). Ici, le repas coûte 1,20 €.

Talensac. Vers 11 heures, il pousse la porte d'un restaurant, par exemple • A la Claire Fontaine •, du

côté du qual de la Fosse. Ici, le repas revient à 1,20 €. Alain Leloup, le responsable de l'établissement est catégorique : « L'assistanat n'est pas une bonne chose. Il est souhaitable que chacun participe. Sauf les cas d'extrême urgence, la gratuité totale n'a jamais arrangé quoi que ce soit à la situation des sans domicile fixe ».

Pas d'alcool

Ce matin-là, • A la Claire Fontaine •, ils sont une quinzaine autour des tables. Dans le fond de la salle, on dresse les tables pour ce midi. Quatre jouent à la belote, deux autres prennent un café, une femme lit le Journal, un homme feuillette un livre. Passé de galère, plus ou moins, selon les cas. Présent pas facile à vivre, fait parfois de solitude. Alban, animateur de la structure, mesure quotidiennement • que le gros pro-

blème, c'est l'alcool et la santé mentale ». Alors, on pare au plus pressé, on oriente, on dirige. Vers un centre médico-psychologique ou le Centre communal d'action sociale (CCAS), vers le foyer apparemment le mieux adapté. Le foyer en question est parfois celui de Saint-Martin du côté de Chantenay. Ici, il en coûte 3,50€ pour la nuit, compris repas du soir et petit déjeuner du lendemain. Forcément, la discipline est de rigueur. Pas d'alcool, pas d'ivresse. Le matin, • ils sont dehors à 8 h 30 •, 11 heures le dimanche, • il faut bien un règlement, on ne peut pas se laisser attendrir, une règle du jeu doit être posée et respectée ». Ainsi va la vie de ceux qui n'ont pas de maison, pas de famille. Ce n'est pas la franche misère, c'est facile pour autant. Surtout l'hiver. Putain de sale temps...

Jean-Michel Bertin

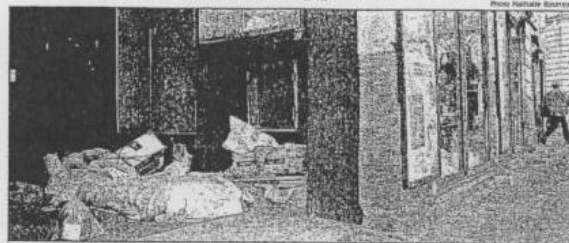
La consultation Guillon-Pass au CHU : heureusement qu'il y a la CMU...

Les gens de la rue, ceux qui sont en situation précaire se • dégradent • davantage encore lorsqu'ils ne se soignent pas. Au CHU de Nantes, la consultation Jean Guillon-Pass • répond à un besoin de santé publique •. Créée en 1999, elle comptabilise environ 2000 consultations par an. Fréquentée à 60 % par des étrangers, demandeurs d'asile notamment, son existence est désormais connue, • bien repérée par le milieu associatif •. Le Dr Christian Agard en est le médecin référent : • Nous traitons des pathologies de toutes sortes, certaines étant évi-

demment liées à la précarité. Nous remplissons un rôle majeur et occupons une place que personne d'autre ne tient, ne veut tenir. Voilà pourquoi les menaces qui pèsent sur la CMU (couverture maladie universelle) nous inquiètent. Revenir en arrière marquerait un vrai recul en matière d'accès aux soins pour les plus démunis et les étrangers. Les patients qui viennent ici sont vraiment malades, ont vraiment besoin d'être soignés ».

Accueil du lundi au vendredi de 14 heures à 17 heures, sans rendez-vous (1^{er} étage, CHU Hôtel-Dieu).

Dispositif « grand froid » en Loire-Atlantique : création de 78 places supplémentaires



Deux matelas dans un renforcement, place Graslin : toutes les nuits des hommes dorment ici

Sur la Loire-Atlantique, tout au long de l'année, plus d'un millier de personnes sont concernées par l'accueil d'urgence.

En Loire-Atlantique, le dispositif de l'urgence sociale fonctionne selon plusieurs modalités. Soit par le biais des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), soit par l'intermédiaire de foyers et des prises en charge hôtelières. Chaque hiver donne lieu, à partir du mois de décembre, à la mise en place d'un dispositif spécial. C'est ainsi que, cette année, 46 places supplémentaires ont été créées (à la

Plaine-sur-Mer et dans un bâtiment, quai Wilson à Nantes). Face à des températures particulièrement basses, la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) a par ailleurs créé 32 autres places ces derniers jours sur la ville de Nantes (dont quinze dans une maison d'accueil de jour). Selon Pierre Pruel, le directeur de la DDASS, « les besoins et la demande semblent ainsi couverts ». Reste bien sûr les cas des personnes repérées par le Samu social mais ne voulant pas être hébergées. Selon les pouvoirs publics, elles ne seraient « pas très nombreuses dans ce cas à Nantes ».

115 : le numéro vert SOS sans abri

Le froid et l'hiver nécessitent de rappeler l'existence du numéro vert SOS sans abri (115). En composant le 115 (appel gratuit et pas besoin de carte téléphonique), le sans domicile fixe tombera sur un « écoutant social » qui tentera de l'orienter vers les structures « les mieux adaptées à sa situation ».

Ce numéro permet aussi à quiconque désire le faire « de signaler toute situation d'urgence aux services concernés ». L'ennui, car ennui il y a, c'est que le 115, en ces périodes de froid notamment, est souvent saturé.

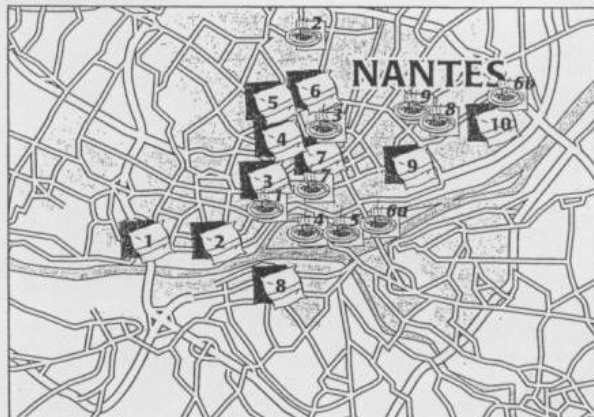
Quel est l'avenir à court terme d'un sans domicile fixe qui s'entend dire : veuillez rappeler ultérieurement... ? Il n'y a pas qu'à Nantes que le 115 est victime de son succès. Les cas les plus extrêmes sont enregistrés à Paris depuis le début de la période de grand froid. Pour autant, le 115 répond à une réelle demande. Son principe, voulu par les « écoutants » du Samu social est « d'apprivoiser les personnes à la rue, de les convaincre, sans jamais user d'autorité, à rejoindre les centres d'accueil d'urgence ».

Urgence sociale : le guide d'information

Le guide « Nantes Urgence Sociale », réalisé par la ville de Nantes et la DDASS de Loire-Atlantique, vient d'être réédité.

« Nantes Urgence sociale » est un répertoire de toutes les adresses utiles sur Nantes pour aider à orienter les personnes sans domicile ou en grande difficulté. Il est

distribué gratuitement dans les mairies, au Centre communal d'action sociale (1 bis, place Saint-Similien, Tél. 02 40 99 27 00), à la CAO (Coordination accueil orientation, 4, place Dumoustier) et dans toutes les structures et associations à caractère social et accueillant du public.



Où se loger

- 1 Foyer Saint-Martin
14 bis, 16, bd Maréchal-Juin - Nantes
- 2 CHRS Saint-Benoît
10, rue de la Tannerie - Nantes
- 3 CHRS 'Arc-en-Ciel'
8, rue Mellier - Nantes
- 4 Centre d'accueil 'La Halle-Canclaux'
1, rue Desgrées-de-Lou - Nantes
- 5 Centre maternel 'Saint-Luc'
25, rue Bouchaud - Nantes
- 6 Foyers des jeunes travailleurs
10, rue de la Tannerie - Nantes
- 7 SOS Femmes
3, rue Vauban (près pl. Royale) - Nantes

Où manger

- 8 CHRS 'Trajet'
1, rue Georges-Grillé - Rezé
- 9 Foyer 'Le Champ-de-Mars'
24, rue des Olivettes - Nantes
- 10 Maison d'accueil et d'insertion du Gué-Robert
17, rue du Gué-Robert - Nantes
- 11 CHRS 'L'Étape'
8, rue S-de-Champplain - Nantes
- 12 CHRS Saint-Yves
6, allée de la Chêneraie - Vertou

- 3 'Brin de caouette'
1 bis, rue Sarrazin - Nantes
- 4 Restaurant social Pierre-Landais
16, rue Pierre-Landais - Nantes
- 5 L'Oasis
6, rue des Marchandises (près du MIN)
- 6 Restaurant du Cœur
45, bd Gustave-Bloch - Nantes
- 7 'Cars du Cœur'
place de la Petite-Hollande et marché Talensac
- 8 Crêpe-Rouge française
13 place S.-Trebuchet - Nantes
- 9 Secours catholique
1, rue Lorette-de-la-Retoulais - Nantes

PO 44 61 103

Le coût des branchements au réseau d'assainissement

Françoise Verchère, vice-présidente de la communauté urbaine répond au courrier de René Maillaret (O.F. du 7 décembre) sur le coût des branchements au réseau d'assainissement des eaux usées : « Dans le Nantes Forum de l'édition de Loire-Atlantique du 7 décembre 2002 du journal *Ouest-France*, vous vous êtes étonné des différences de coût importantes pratiquées par la communauté urbaine de Nantes et la commune d'Erbray pour le raccordement au réseau d'assainissement eaux usées.

« Si j'en juge par la description

des situations, il s'agit dans le cas de votre raccordement à Erbray, de la réalisation d'un nouveau réseau d'assainissement sur lequel vous avez demandé le raccordement d'une construction existante. Dans le même cas, sur l'ensemble du territoire de la communauté urbaine de Nantes, depuis l'harmonisation des tarifs décidée le 21 juin 2002, ces branchements sont gratuits. La comparaison est donc plutôt favorable à la Communauté urbaine.

« Dans le cas de votre résidence de Rezé, s'agissant d'une construction neuve se raccordant à un ré-

seau existant, vous êtes assujéti d'une part à la participation au raccordement à l'égout (PRE) instituée par le Code de la Santé publique (art. 1331.7) "pour tenir compte de l'économie réalisée en évitant une installation d'épuration individuelle" et d'autre part à la participation aux frais de branchements pour lesquels, en application de l'article 1331.2 du Code de la Santé publique, la collectivité est autorisée à se faire rembourser les dépenses entraînées par les travaux, diminuées des subventions obtenues.

« En l'occurrence, la communauté urbaine a décidé de facturer ces travaux à leur coût réel plafonné à 1 550 € HT. La différence notable avec les tarifs d'Erbray s'explique par la plus grande complexité de réalisation dans un contexte urbain où le sous-sol est généralement très encombré de réseaux enterrés, mais surtout par la différence de traitement en matière de subventions entre les communes urbaines et les communes rurales puisque seules ces dernières bénéficient de l'aide du conseil général. »

« Au sujet du scanner du CHU de Nantes »

De Pierre Giovannoni, lecteur de Sautron : « Je viens de lire en page 8 du *Ouest-France* du 20 décembre, un article très élogieux sur le Tep/scanner que vient d'acquérir le CHU de Nantes. Il s'agit en effet d'un appareil remarquable, véritable progrès par rapport aux IRM des années 1980.

« Mais à en croire votre journaliste, le CHU se trouverait à la tête

du progrès mondial en ce domaine : c'est le deuxième en France, et il n'y en a qu'une centaine à travers le monde (depuis quand même plus de deux ans !)

« Le "cocoricò" est-il volontaire, ou est-ce par manque d'informations ? Car vous trompez vos lecteurs sur le niveau de l'équipement médical "de pointe" en France (bien qu'il existe non pas deux mais

sept appareils de ce genre chez nous, mais cinq d'entre eux sont inutilisés pour l'examen des malades car réservés à la recherche).

« Vous ne dites pas, en effet, qu'il y a plus de deux Tep par millions d'habitants en Belgique ; 1,5 aux USA ; 1,04 en Allemagne ; 0,43 en Espagne ; 0,41 en Italie... Et 0,08 en France, soit quinze fois moins que la moyenne des pays précités

(chiffres donnés par la revue *Science et avenir* daté de janvier 2003).

« Dans ces conditions, si je me réjouis que Nantes soit équipé de cet appareil, je ne peux que rester très réservé quant au ton triomphaliste de l'article, tendant à faire croire aux lecteurs que l'équipement médical français est un modèle ! »

« La solidarité... Parlons-en ? »

De Claude Tessier, lecteur de Rezé : « Le déficit de la Sécurité sociale, n'est-ce pas aussi ces millions de précaires, chômeurs, tous ces abîmés du travail et de la vie. Les Français d'en bas et du sous-sol qui ne peuvent plus payer le social (7 millions environ). Faudra-t-il partager la misère, nous les travailleurs, pendant qu'à l'opposé les richesses s'accroissent.

« Ne faut-il pas construire de nouveaux ports de plaisance quand beaucoup de nos marins pêcheurs se meurent dans leur travail, lentement, mais sûrement, alors que c'était leur (gagnepain !).

« Où allons-nous ? On veut nous faire payer un nouveau portevions, pour faire quoi ? Protéger

nos côtes contre nos ennemis. Mais l'ennemi il est là, sous forme de marée noire et nous sommes impuissants pour l'arrêter. Mais non : c'est pour aller voler le pétrole aux pays pauvres, car c'est dans ces pays qu'il y a "l'or noir" pour nous enrichir encore plus, au détriment des pauvres. N'oublions pas que lorsque les pays pauvres seront détruits, les pauvres des pays riches seront éliminés.

« Pessimistes nous ? Non ! Car chaque travailleur a fait de la plus-value dans sa vie de travailleur, faisant partie d'un maillon indispensable de la chaîne du travail qui a enrichi la France, et cette richesse accumulée saura-t-elle entrer dans la solidarité entre tous les citoyens et au-delà de nos frontières ? »

OF 17/01/03

Doulon

PO 22/01/03

Rédaction : 02.40.44.24.00

Correspondant : GABRIEL AUBIN, 20 rue du Forgeron - Tél. 02.40.49.88.03



Retour sur Dix millions d'étoiles du Secours catholique

Mardi dernier, à l'établissement scolaire Noire Dame de Toutes Aides, le Secours catholique a réuni les bénévoles pour les remercier de l'opération « 10 millions d'étoiles ».

Le 21 décembre 2002, sur la place de l'Écluse à Nantes, le Secours Catholique organisait l'opération « 10 millions d'étoiles 2002 ». Depuis 11 ans, cette campagne de solidarité permet le financement de micro-projets locaux et internationaux. Elle est aussi l'occasion pour des personnes en difficulté, collégiens, lycéens ou anonymes d'être acteurs de projets humanitaires en proposant au grand public les bougies du Secours Catholique.

explique Michèle Evrard, la responsable de la manifestation. Le 21 décembre, les équipes du Secours Catholique étaient à pied d'œuvre pour que la flamme de la solidarité soit présente sur tout le département. À Nantes, de 14 h à 19 h, place de l'Écluse, un pont en kit a reçu les bougies des donateurs et a donné lieu à une illumination pleine de magie...

« La magie de Noël, la magie de la solidarité. Tout au long de l'après-midi, les donateurs ont pu venir y déposer leurs bougies afin d'accomplir un geste de solidarité envers les plus démunis », précise Michèle Evrard. L'après-midi était de plus agrémenté par le groupe de jazz rock Cistrack, un lâcher de ballons et une intervention de Monsieur Soubrier, qui a souligné la dimension sphé-

ricale et la responsabilité de chacun en terme de solidarité et de paix.

Soirée de remerciements

Mardi dernier, à l'établissement scolaire Notre-Dame de Toutes Aides, l'association a réuni les bénévoles pour les remercier du succès de l'opération. En présence de Laurent Lévêque, délégué départemental du Secours Catholique et Camille-Pierre Lemarchand, président. Il est certain que la mobilisation des lycéens nantais (Talensac, La Perverrie) et de 3 patrouilles des Guldres d'Europe a prouvé l'implication grandissante de la jeunesse dans cette grande chaîne de l'humanitaire. Notons l'efficacité par exemple de Marie et Hermine sous la houlette de leur chef de patrouille Sophie Cassand (patrouille du Faucon



Les bénévoles réunis pour une soirée de remerciements.

à Vertou) ou encore celle de la patrouille des Pingouins à Grand-Lieu.

À Nantes, ce sont 1 900 € qui ont été récoltés. De quoi all-

menter des projets à l'image de ceux déjà mis en place, parmi lesquels un récent pour le soutien aux enfants des rues de Diredawa en Ethiopie.

Nantes Nord

Correspondant : JACKY BARBOT

55 rue de la Géraudière - Tél. 02.40.67.50.02



Dervallières

Correspondante : LUCE LEGENDRIE - 2 rue du Berry, 44000 Nantes
Tél. 02.51.72.07.91

A noter

Rencontre-débat. Les communistes de la Cellule Joliot-Curie organisent une rencontre-débat à la Maison de quartier le samedi 25 janvier à 15 heures, avec la participation de Michel Rica, conseiller municipal de Nantes et de la Communauté Urbaine. Cette réunion d'informa-

tion et d'échanges, ouverte à tous aura pour ordre du jour les problèmes généraux, mais aussi des thèmes spécifiques au quartier, notamment les loyers et les charges, le projet d'urbanisation du parc, la sécurité, et de nombreux autres sujets.

Stages de danse orientale avec Marumba

Le groupe Marumba propose des stages de danse orientale à tout public. Ces stages d'initiation et de perfectionnement seront animés par Mériel Collier et se dérouleront le samedi 25 janvier, de 14 h à 16

h pour les débutants et de 16 h 30 à 18 h 30 pour les initiés, à la maison des Jeunes de la Géraudière. Pour s'inscrire, il faut remplir un bulletin d'inscription disponible au local de l'association,

8 rue Samuel de Champlain, 6e étage, appartement 48. La participation est de 20 euros pour les adhérents et de 37 euros pour les non adhérents. Renseignements au 02 40 40 97 80.

Constitution d'un Collectif nantais pour défendre l'accès gratuit aux soins des plus démunis

Pour défendre l'accès gratuit aux soins, un Collectif vient de se constituer à Nantes. Il s'est fait connaître hier dans le hall du CHU.

Symboliquement, ce lieu a été choisi « parce que c'est le dernier recours, le dernier lieu où l'on peut se faire soigner même sans moyens ». C'est ce qu'explique Marie Kayser, médecin généraliste à Saint-Jean-de-Boiseau, au nom de ce Collectif nantais « Droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous ».

Un collectif constitué le 22 jan-

vier dernier, composé d'associations (Anas, Asamia, ATD Quart-Monde, Cimade, Gasprom, Sans-papiers, Mrap, Ligue de Droits de l'Homme, Pastorale des Migrants, AC I...), de syndicats (CGT, Sud Santé-sociaux...) et de partis politiques (Alternatifs, Verts, PCF, LCR).

« Les annonces gouvernementales nous ont décidés à agir pour défendre l'accès aux soins. C'est très grave, il faut que tout le monde soit informé et que les citoyens prennent conscience de ce qui va se passer. On ne peut pas laisser passer des choses comme ça et c'est la raison pour laquelle nous appelons les gens, les associations et les partis à nous rejoindre. Il en manque certains... », poursuit Marie Kayser.

Concrètement, le Collectif vise à empêcher l'application des mesures « restrictives », adoptées dans la loi de finances rectificative pour 2002 par l'Assemblée nationale et le Sénat en décembre. « L'article 31-A abroge le principe de l'accès gratuit pour les personnes relevant de l'Alde Médicale Etat (AME) en instaurant pour elles le paiement d'un ticket modérateur et du forfait hospitalier, ce qui empêchera leur accès aux soins », précise la représentante du Collectif en soulignant que sont concernés les étrangers en situation irrégulière, les étrangers en situation régulière résidant en France depuis moins de trois mois et certains Français à l'étranger (175 000 personnes).

« Des mesures discriminatoires » Parallèlement, le Collectif dénonce aussi les mesures votées par le parlement dans la loi de finances pour 2003, qui abrogent le délai d'attente pour la prise en charge des soins et qui empêchent ceux dont la situation financière s'est dégradée d'y avoir accès.



Le Collectif s'est rassemblé pour la première fois hier matin, dans le hall du CHU, pour dénoncer « un recul historique dans l'accès aux soins des plus pauvres et des mesures iniques mettant gravement en danger la santé des patients ».

A ces dispositions, s'ajoute encore la circulaire du 19 décembre du ministre de l'Intérieur : « En contestant la validité des certificats médicaux, il remet en cause le droit des étrangers atteints de pathologie grave à un titre de séjour lorsque leur pathologie ne peut être prise en charge par leur pays d'origine », souligne le Collectif.

Pour ce dernier, « ces mesures discriminatoires sont inacceptables sur le plan médical et aberrantes en terme de santé publique ».

Elles sont contraires à l'esprit de la loi sur la CMU qui devait permettre un accès aux soins pour toutes et tous. Elles constituent une véritable remise en cause du droit à la protection de la santé, garanti dans le préambule de la constitution de 1958 ».

D'où la pétition lancée, dans l'esprit de celles déjà proposées par Médecins sans frontières et Médecins du monde, pour exiger « l'abrogation immédiate de ces mesures qui font de l'accès aux soins un

privilège et non plus un droit », et pour demander « le maintien et l'amélioration de la loi de couverture maladie universelle » dont dépendent aujourd'hui près de cinq millions de personnes.

S.G.

Contact Collectif : 21 allée Baco, Nantes, 02 40 58 51 99. Distribution de tracts et de la pétition samedi matin sur le marché de la Petite-Hollande, et lors de la manifestation de l'après-midi. Une réunion publique suivra, en mars.

Pa 31 01 03

Saint-Nazaire

La réponse sociale en panne face à la grande pauvreté

Ils sont plusieurs en état de grande pauvreté à Saint-Nazaire. Cette misère cachée est traquée par un éducateur spécialisé qui se bat contre une certaine démission sociale et un manque de moyens adaptés.

Malgré tout l'effort social déployé à Saint-Nazaire, la misère reste présente. Cette mauvaise face de la société interpelle parce qu'elle nous révèle la souffrance, la solitude et le désespoir.

Cette population n'est pas très nombreuse mais elle mérite sans doute à elle seule un traitement social spécifique avant qu'il ne soit trop tard. Christophe Richard, éducateur spécialisé, a cette foi sacrée qui le conduit à aider ces gens-là. Il se bat avec peu de moyens

Quatre d'entre-eux sont morts en moins de deux ans

au sein d'Environnement loisirs services (ELS).

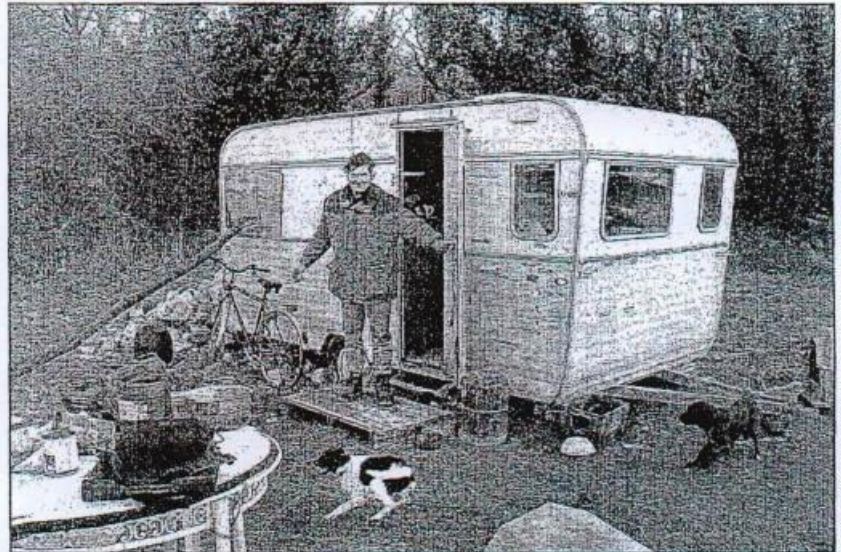
Cette association, qui meurt progressivement, a encore la chance de bénéficier de réseaux d'informations permettant de signaler des cas isolés, ceux qui se cachent souvent par pudeur.

À force de contacts et de persuasion, l'éducateur parvient à en sortir quelques-uns du bourbier. Il souhaite en tout cas voir la ville se pencher

Gérard aimerait aller pêcher, comment l'aider ?

Gérard aime la pêche au lancer. Son rêve serait de pouvoir aller pêcher depuis la jetée pour se faire un peu de poissons et passer plus agréablement ses journées. Mais Gérard n'a pas les moyens de s'acheter une canne à pêche.

Alors, si vous disposez d'une canne à lancer dont vous ne vous servez plus, vous pouvez contacter l'association ELS, 23 rues des Frères à La Bouletterie. Son éducateur se chargera de la lui remettre.



Gérard, un sexagénaire solitaire, vivait auparavant dans un blockhaus à Trignac. Aujourd'hui, il réside dans une petite caravane.

dayantage sur cette marginalité et surtout s'en donner les moyens. La grande misère sociale est bien connue des associations caritatives. Elle est parfois près de chez nous sans qu'on la perçoive à son vrai niveau de détresse. Elle est dans la rue : les sans-abri par exemple. Christophe Richard explique qu'il est difficile de recenser précisément cette population mobile vivant dans des endroits inimaginables.

Des cas préoccupants

Il connaît une dizaine de cas très préoccupants pour lesquels il n'y a pas de réponse adaptée. *« Pour quantifier le phénomène, il faut faire le tour des associations comme la Fraternité, Saint-Vincent etc. Très souvent, l'état de santé de ces personnes se dégrade rapidement. Certaines meurent de maladie, d'alcoolisme ou par le suicide. Quatre d'entre-elles sont ainsi décédées depuis un an et demi. La difficulté de les en sortir vient souvent de leur refus d'assistance et des rares contacts avec les travailleurs sociaux. Elles s'enfoncent alors et généralement très vite ».*

Un réseau social

Ce qui permet à l'association ELS d'avancer à petit pas, c'est un réseau de quartier. Il est composé d'anonymes qui s'impliquent, de

membres d'associations qui agissent. Ils signalent les cas difficiles. C'est comme ça que Christophe était parvenu à faire hospitaliser, au printemps dernier, un homme dans un tel état de délabrement alimentaire qu'il ne marchait plus qu'à quatre pattes... Depuis un séjour en milieu hospitalier à Guérande, cette personne va aujourd'hui mieux.

Christophe s'occupe actuellement de Gérard. Ce sexagénaire solitaire, vivait auparavant dans un blockhaus à Trignac. L'éducateur l'en a sorti. Il lui a trouvé une petite caravane et, avec la complicité d'un cultivateur, il a installé Gérard au détour d'un champ. Il reste maintenant à le persuader d'aller habiter dans un petit appartement social où il aurait au moins l'eau, les commodités et une température plus agréable que les frimas actuels.

Gérard est cependant habitué à sa condition et n'ose pas franchir le pas. Il vit avec ses deux chiennes et un chat, ses compagnons fidèles qui améliorent une ordinaire solitude. Quant à l'hygiène, tout reste à faire.

Un petit espoir

Christophe s'accroche et suit Gérard dans son quotidien. Nous l'avons retrouvé l'autre jour au café de la Bouletterie où, au chaud, il rencontre des copains. *« Il y a ici deux maisons*

de quartier, explique l'éducateur : l'officielle et... le café » qui joue aussi son rôle social. On y a au moins le contact humain et le temps y passe plus doucement.

Gérard est le type même du malheureux qui peut être sauvé. L'homme est gentil mais vulnérable. Avec un petit logement et sa caravane pour se retrouver dans la nature et faire un bout de jardin, bien des choses changeraient sa vie. C'est à ce patient travail que Christophe Richard s'accroche en espérant obtenir une réponse sociale à ce pari sur l'être humain.

Lionel Aubry

Une certaine démission sociale

L'éducateur Christophe Richard ne cache pas ce qu'il a à dire : *« Au-delà d'un certain stade, je constate, dit-il, une certaine démission sociale. On ne se donne pas les moyens d'aller vers les plus exclus ou alors, l'action menée manque de professionnalisme ».*

Même s'il agace par son franc parler les circuits officiels, l'éducateur spécialisé ne désespère pas. Il reconnaît en revanche tout le travail effectué par les assistantes sociales de l'hôpital de Saint-Nazaire qui n'hésitent pas à retrousser leurs manches.

INITIATIVE Annuaire nantais

Si vous habitez Nantes ou ses environs et que vous cherchez à vous investir dans l'économie solidaire, jetez-vous sur *50 Initiatives de l'économie sociale et solidaire*, petit annuaire détaillé publié dans le cadre de la Semaine de l'économie solidaire. Celle-ci s'est tenue du 25 au 29 novembre dernier (voir *Politis* n° 726) pour « présenter l'image de



l'économie sociale et solidaire, telle qu'elle existe aujourd'hui dans l'agglomération nantaise ».

Le plus dur, pour les auteurs, a visiblement été de choisir parmi les 3 000 initiatives associatives, coopératives et mutualistes recensées sur la communauté urbaine de Nantes.

Parmi celles retenues, vous trouverez une régie de quartier, des activités théâtrales, de jardinage, de commerce équitable, d'architecture écolo, d'insertion, d'aide aux malades, de mécanique, etc., qui ont toutes pour objectif d'améliorer le quotidien des habitants ou de préserver l'environnement, et non de faire du profit.

Communauté urbaine de Nantes, 02 40 99 48 09.

Politis 2026/02/03

Portes ouvertes de « A la claire fontaine » les 14 et 15 mars

Le restaurant « A la claire fontaine » (100 quai de la Fosse) a été créé, en 1977, par l'association « Les eaux vives ». Aidée financièrement par la ville de Nantes, le Conseil général, la CPAM, le CCAS, la DDASS, l'association « Les eaux vives » est

quotidiennement confrontée aux besoins multiples des « errants » et personnes de la rue. Nous ne pouvons pas être indifférents aux nombreux besoins non couverts : lieux de vie, hébergement pour errants âgés, lieux, d'activité pour personnes

isolées ». L'opération portes ouvertes qui aura lieu les 14 et 15 mars (14 heures à 18 heures les deux jours) est l'occasion « de susciter la solidarité ».

Pour tout renseignement complémentaire, contacter le 02 40 69 91 34

Portes ouvertes ce samedi au lieu d'accueil du quai de la Fosse

Repas, repos et répit à la Claire Fontaine

Les sans-rien viennent se ressourcer à la Claire Fontaine gérée par l'association Les Eaux Vives. Ce samedi, le lieu d'accueil et de restauration ouvre ses portes au public pour mieux faire connaître son action et récolter des dons.

La Claire Fontaine, un joli nom pour un lieu pour une réalité à la Zola que les bénévoles ne cherchent pas à édulcorer : « Ici, ce n'est pas le dessus du panier. Ce sont des pauvres hères, des paumés qui n'arrivent pas à retomber sur leurs pieds. »

C'est au 100, quai de la Fosse, derrière les vitres cathédrales jaunes, que la misère de la rue vient chercher repos, répit et repas, accueillis par leur prénom. La tête dans leurs bras, trois hommes dorment sur les tables. D'autres prennent un café pour 50 centimes autour d'un bar qui ne sert évidemment pas d'alcool. On joue aux cartes, parfois, on parle, un peu, on observe et on écoute ce qui se dit, beaucoup. Puis, le regard se fige, perdu, ailleurs. « La rue c'est l'insécurité pour nous, précise un bénévole. Mais pour eux aussi ! » Comme Patrick, sorti de prison le jour de la Saint-Valentin : « La prison c'est mieux que dehors. Enfin, ici, on peut manger comme tout le monde. On n'est pas des clébards », dit avec véhémence l'ancien couvreur-échauffeur à la dérive depuis la séparation d'avec sa femme. Ex-compagnon de prison de Patrick, Henri, tout beau et tout soigné qui a trouvé un boulot en janvier, continue à venir chaque jour à La Claire Fontaine. « Je ne mange pas ; je viens voir les amis. C'est important ! »

De la salle voisine, montent des bruits de couverts : le repas est servi. Arrivée en retard, Jacqueline râle : « J'ai le droit de manger comme tout le monde ! » On lui trouve une place. Aujourd'hui, potage, thon-petits pois, steak haché, yaourt et fruits, « un repas complet ». Bruno, bénévole, sert la soupe avec le mot gentil et un sourire qui vous réchaufferait un iceberg. Jacques rechigne à la soupe. Bruno insiste puis laisse tomber. Chacun paye son repas : 1,20 €. Une somme prise sur le RMI mais plus souvent en faisant la manche. « S'ils ne payent pas le déjeuner, ils vont boire cette somme. » Quant à ceux qui n'ont pas rassemblé l'euro vingt nécessaires, il y a des coups de pouce de la Caisse d'allocations familiales ou le coup de main pour payer son repas : le coup de balai, le rangement... « On ne refuse personne sauf les personnes saoules.



A chaque repas, un bénévole partage la table avec les hôtes d'à la Claire Fontaine.

En ce moment, il n'y a pas trop d'histoires. La police n'est pas venue depuis trois mois. »

Chaque jour, de 9 h 30 à 15 h 30, la Claire Fontaine s'ouvre à la rue entre midi et sert une cinquantaine de repas en deux services. La structure a été créée en 1976. Gérée par les Eaux Vives (1) et travaillant en collaboration avec l'Écoute de la rue, comme elle d'obédience chrétienne, elle a été successivement rue Paul-Bellamy, quai de Versailles et depuis quatre ans, quai de la Fosse.

Véronique ESCOLANO.

Portes ouvertes à La Claire Fontaine ce samedi, de 14 h à 18 h au 100, quai de la Fosse à Nantes (tél. 02 40 69 91 34). Sur place, vente de boissons, gâteaux et une tombola. Possibilité d'envoyer des dons aussi aux Eaux vives, 14 ter, boulevard du Maréchal-Juin, 44100 Nantes.

(1) L'association Les Eaux Vives gère également le lieu d'accueil Sophonie, le centre d'hébergement de nuit Le Foyer Saint-Martin, la structure d'in-

sertion Le Coteau, Le CHR le Val des Eaux-vives à Fay-de-Bretagne et depuis 2002 un centre d'accueil pour les demandeurs d'asile.

Vie en ville

Taizé : rassemblement pour les 18/30 ans dimanche

Dans le dynamisme du rassemblement international de la communauté de Taizé qui s'est déroulé à Paris dans le temps du Nouvel an 2003, un groupe de jeunes participants propose aux jeunes de 18 à 30 ans, de se retrouver pour chanter, prier et partager dans l'amitié. Ce rassemblement est ouvert à tous les catholiques, protestants ou curieux de la foi dimanche 16 mars, au séminaire

Saint-Jean, 20, rue de la Gourmette, à Nantes.

Au programme : 11 h, messe à la paroisse Sainte-Thérèse ; 12 h, pique-nique au séminaire Saint-Jean ; 14 h, témoignages de participants à la rencontre de Paris ; 16 h, rencontre avec un permanent de la communauté de Taizé suivi d'un temps de partage et de prière.

Contact : Elise, tél. 06 70 56 71 84.

NAN18

0/F 15/16/03/03

La secrétaire d'État Dominique Versini est venue parler précarité et exclusion

Photo Jean-Pascal Hamida



Dominique Versini accueillie par l'association d'insertion Trajet, hier à Rezé.

Un agenda de ministre hier pour Dominique Versini, secrétaire d'État à la lutte contre la précarité et l'exclusion. Au total sept rendez-vous dont trois réunions de travail à la Préfecture.

L'ancienne directrice générale du SAMU social de Paris en a profité pour visiter quatre structures liées à sa mission : l'atelier CAVABAT de l'association Trajet à Rezé (notre photo) ; la Maison d'accueil de jour de l'association Francisco Ferrer à Nantes ; l'Accueil information des demandeurs d'asile (AIDA), à Nantes ; et enfin, « un rendez-vous de dernière minute », souligne Dominique Versini : l'association « un jeune, un parrain, un emploi ». « Une initiative

innovante », selon la Secrétaire d'État.

Réforme du droit d'asile

La rencontre avec les dirigeants d'AIDA s'inscrivait parfaitement dans l'actualité puisque le Gouvernement peaufine en ce moment même, sa prochaine réforme du droit d'asile.

Plus tôt dans la journée, ce sujet avait déjà été l'objet d'un échange entre la secrétaire d'État et Michel Brunet, le président d'une autre association, Trajet. Logique, une forte proportion des 800 bénéficiaires (2002) de l'association d'insertion par le travail, sont des demandeurs d'asile !

« Nous souhaitons seulement que les règles soient claires », s'empresse de préciser Dominique Versini à propos de la réforme annoncée. Michel Brunet acquiesce avant de nuancer : « Et une fois que les règles seront éta-

blies, nous pourrions dire "oui" ou "non" à cette future réforme ». Dominique Versini paraît enchantée de la réaction de Michel Brunet, qui pour sa part imagine que la réforme ne soit pas conforme aux idées qui animent son association. « Notre meilleure arme — redoutable ! — serait alors de rendre notre tablier ». C'est dit. La visite de CAVABAT a pu commencer.

Journée initiatives en 2004

La Loire-Atlantique est une étape pour la secrétaire d'État. D'ici 2004, elle souhaite avoir visité toutes les régions françaises. Chaque fois, elle note soigneusement les initiatives les plus innovantes. « Je prépare une journée spéciale à Paris, révèle Dominique Versini. « Au terme de ce tour de France, les initiatives les plus originales — et efficaces ! — seront présentées à Paris ».

J.-P.H.

Visite de Dominique Versini, secrétaire d'État à la Lutte contre l'exclusion

Une maison pour sans-abri vieillissants

Dominique Versini, la secrétaire d'État à la Lutte contre la précarité et l'exclusion, était en visite vendredi à Rezé et Nantes. L'occasion de découvrir des projets associatifs, comme une maison relais pour sans-abri vieillissants, en cours de création.

Une maison relais pour sans-abri vieillissants devrait être créée d'ici quelques mois à Nantes. Ce lieu de vie sera constitué de plusieurs logements autonomes pour des personnes sans domicile fixe de plus de 45 ans. Les responsables de l'association Francisco Ferrer ont profité de la visite de Dominique Versini pour lui présenter le projet. La secrétaire d'État à la Lutte contre la précarité et l'exclusion connaît bien le dispositif, dont elle est à l'origine. « J'ai mis en place un programme de maisons relais, afin que les personnes à la rue depuis longtemps puissent se réadapter, retrouver un mode de vie familial dans de petites maisons », explique Dominique Versini.

L'association Francisco Ferrer compte louer, rue Fouré et boulevard Dalby à Nantes, deux maisons qui abriteront en tout quatorze personnes. L'association compte sur des subventions de la ville de Nantes, de la Ddass (l'État), et du conseil général pour ouvrir ce nouvel équipement. « Nous espérons commencer avant l'été », dit Florence Perrichaud, la directrice de l'association Francisco Ferrer. Cette dernière gère déjà une maison d'accueil de jour, située à proximité de la gare de Nantes.

Demandeurs d'asile

Cette petite maison accueille, chaque matin, une quarantaine de personnes en grande précarité. Au



Dominique Versini (à droite), la secrétaire d'État à la Lutte contre la précarité et l'exclusion, a rencontré hier des responsables de l'association Francisco Ferrer à Nantes : la directrice Florence Perrichaud et un membre du conseil d'administration Jean-François Bouilland.

tour d'un café, elles sont accueillies par quatre travailleurs sociaux, qui mènent un travail éducatif et favorisent leur insertion. Une infirmière et un psychologue y interviennent également. L'après-midi est consacré aux entretiens individuels ou aux ateliers de peinture, photo...

Dans la maison d'accueil de jour, Dominique Versini a discuté longuement avec des sans-abri. Parmi eux, des demandeurs d'asile ont interpellé la secrétaire d'État. « On a fait une demande d'asile. En attendant, on n'a nulle part où aller

la journée, rien à faire. Comment pouvez-vous nous aider ? » Réponse de Dominique Versini : « Actuellement, les demandeurs d'asile attendent une réponse de l'Office des réfugiés pendant environ deux ans. D'ici fin 2003, toutes les demandes en attente auront eu une réponse. Et nous préparons une réforme du droit d'asile, opérationnelle en janvier 2004 : le délai de réponse sera alors ramené à deux mois. »

Jacques SAYAGH.

Visites à Rezé et Nantes. Dominique Versini a également visité l'atelier Cavabat à Rezé (Lire O.-F. de vendredi) ; l'Accueil information des demandeurs d'asile, route de Clisson à Nantes ; l'association Un jeune, un parrain, un emploi, à Nantes. Depuis plusieurs mois, la secrétaire d'État rencontre les professionnels du secteur social, les associations, les personnes en difficulté dans toute la France. Elle compte annoncer de nouvelles mesures de lutte contre l'exclusion mardi prochain.

5 – Être sans-abri, en hiver

Dans le cadre de la 14^e Semaine de la presse à l'école, *Ouest-France* publie des articles d'élèves jusqu'à vendredi. Douze écoles du département ont participé à l'opération « photos en quête de texte » lancée par notre journal en partenariat avec le Clemi.

Il s'agissait de rédiger un article à partir de l'une des cinq photos de notre sélection. Après les embouteillages, le rire à l'hôpital, une histoire de volailles, la prison, dernier cliché sur les personnes sans domicile fixe. Trois classes ont été sélectionnées.



Cette photo est parue le 11 décembre 2002 à Saint-Brieuc. « Le froid de ces derniers jours pose le problème de l'hébergement d'urgence. L'hiver s'annonce rude pour les SDF » titrait le journaliste. Il s'agissait d'un reportage sur les centres d'accueil pour sans-abris et les difficultés d'adaptation aux différentes demandes des personnes.

86 000 SDF en 2002. Et cette année ?

Classe de CM2 de l'école André-Lermite à Nantes. En Europe, le nombre de sans domicile fixe (SDF) a beaucoup augmenté. Ils connaissent, plus que les autres, des problèmes de santé (alcool, drogue, dépression...), de nourriture... Après la grande vague de froid en France, début janvier, neuf SDF sont morts dans les rues de Paris, dans les Bouches du Rhône et en Bretagne.

Certains sans abri acceptent d'être pris en charge, de se rendre dans un centre d'hébergement pour

passer une nuit mais d'autres préfèrent rester dehors. Faut-il obliger les sans-abri à aller dans les centres d'accueil, comme le pense le préfet de police Jean-Paul Proust ou leur laisser la liberté de choisir, selon l'avis de Xavier Emmanuelli, président du Samu social de Paris. Environ 800 structures d'hébergement existaient en 2001. Est-ce vraiment suffisant ?

Avec le soutien de la Croix-Rouge et d'autres associations caritatives, de la nourriture, des boissons

chaudes et des couvertures leur ont été distribuées. Les SDF sont beaucoup plus exposés à la maladie que le reste de la population : toxicomanie pour les plus jeunes, alcoolisme, dépression, stress, troubles psychiques...

Allons nous les laisser comme ça ? Allons nous les laisser devenir de plus en plus nombreux, de plus en plus exclus ?

Légende proposée : Un sans domicile fixe dormant sur un banc c'est inacceptable !

L'hiver est très long pour les sans-abri

Classe de CE2 de l'école Anne-Frank à Couëron. Des places supplémentaires ont été débloquentes dans les centres d'accueil et les foyers du département pour loger les sans-abri pendant cette longue vague de froid.

Au 115, numéro vert mis à leur disposition, « on reçoit en ce moment entre 80 et 100 appels par jour », nous

a indiqué une personne qui répond aux appels d'urgence. À l'Oasis, un centre d'accueil ouvert à Nantes par les Restos du cœur, « entre 150 et 200 sans-abri se retrouvent trois fois par semaine autour d'un repas chaud », nous a expliqué Denise une responsable du centre interrogée par téléphone. Mais, a-t-elle également dit, « juste un sourire leur apporte parfois

plus que tous les repas qu'on peut leur servir ». Et puis, pensons à donner ce qui nous sert plus et qui est encore en état de marche, comme des couvertures ou des vêtements chauds, des chaussures, tout ce qui peut les aider à supporter le froid.

Légende proposée : Des places supplémentaires débloquentes pour les sans-abri.

Êtes-vous sûr d'être à l'abri ?

Classe de CM2 de l'école Claude-Monnet à Châteaubriant. Châteaubriant, mardi matin, en revenant du reportage sur l'incendie de l'école Claude-Monnet, quartier de la Ville aux Rosés (voir page 8), j'ai été attiré par un jeune homme bien habillé dormant sur un banc public.

Pensant à un malaise, je l'ai secoué, il s'est réveillé et j'ai été surpris de reconnaître Paul B, entraîneur de foot-

ball de l'équipe castelbriantaise de CFA.

Devant un café pour se réchauffer, il a accepté de me raconter son histoire. Bon footballeur originaire d'Algérie, il a été recruté comme joueur entraîneur avec un contrat emploi solidarité pour un salaire d'environ 500 € par mois. Sans emploi définitif, sans familles pour l'aider ou cautionner, il ne peut donc pas obtenir un loge-

ment. Il dort donc au foyer du jeune travailleur ou squatte les vestiaires du terrain de football. Malheureusement lundi soir, il ne restait plus de place au FJT et les vestiaires étaient en travaux. Il a donc été contraint de dormir à la « belle étoile ». Est-ce vraiment la belle étoile ?

Légende proposée : Paul un garçon comme tout le monde... mais sans logement.

of 21.03.03



« Relancer le marché du Bouffay : une bonne idée à améliorer »

De Jocelyne Taveneau, lectrice de Nantes : « L'initiative prise par la Ville qui consiste à relancer le marché du Bouffay est bonne. C'est avec plaisir que je suis allée mercredi 16, pour la première fois, sur ce marché et je souhaite qu'il dure.

« Oui, mais je suis inquiète. Si l'idée est bonne, elle est peut-être trop simple. Faire venir des commerçants, c'est ce qu'il faut, mais le contexte est délicat.

« Tout d'abord, il faut pouvoir aller un mercredi matin. Moi, j'ai 73 ans, alors vous comprenez,

j'évite ainsi le déplacement vers Talensac. Mais il y avait au maximum cinq-six clients. Le plus jeune avait peut-être 65 ans ! Ce quartier n'attire plus les jeunes : stationnement impossible, répression par les casquettes à damier, menaces et bousculades par tous ces marginaux...

« Il faudrait que la mairie se décide à rénover ce quartier et à le rendre accessible aux jeunes... Je ne vois pas comment un couple avec deux enfants peut vraiment vivre au Bouffay tant il y a de complications.

« Et puis, on nous avait annoncé quinze marchands. Il y en avait la moitié avec deux boulangers. Un poissonnier avec cinq poissons et qui ne voulait pas couper un magnifique saumon car il avait, à 11 h, peur de ne pas vendre le reste ! Déjà, il fulminait comme l'un des boulangers qui pestait parce qu'on lui avait mis un concurrent après lui avoir annoncé qu'il serait seul.

« À mon âge, vous comprenez, une livre de carottes me fait la semaine. Je ne suis pas une grande

consommatrice... Alors, ces commerçants resteront-ils ?

« Je me demande s'il n'y avait pas mieux à faire. D'abord une matinée par semaine, c'est trop peu pour la régularité. Ne faudrait-il pas en faire un marché du soir, chaque jour, ce qui éloignerait ces marginaux ? Ne pourrait-on pas mettre d'autres corps de métiers ? Artisans, camelots ? Il y avait un marchand de galettes. Il a été éconduit.

« Relancer le marché du Bouffay, c'est une bonne idée. À revoir dans la méthode. »

of 26.04.03

Saint-Nazaire

Ouest France - Loire-Atlantique 30/04/2003

N° 17802 page 9

L'antenne locale vient aussi en aide aux plus démunis La Croix-Rouge fait appel aux secouristes



Avec leurs formateurs, les reçus aptes à pratiquer les premiers secours en équipe organisée par la Croix-Rouge française.

La Croix-Rouge évaluait, vendredi, les candidats à l'Attestation de formation aux activités de premiers secours (AFPS) en équipe. A cette occasion, Claude Sicard, le nouveau président de la délégation nazairienne, fait le point sur les activités de l'organisation humanitaire.

Onze jeunes, issus de la Croix-Rouge française et de la Sécurité nautique atlantique ont passé, vendredi, leur certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe. Neuf ont été reçus et deux sont ajournés. L'examen, constitué d'une épreuve collective et d'une épreuve individuelle, a permis de tester les candidats sur leurs connaissances techniques et pratiques des conduites à tenir en situation d'accident.

Pour Claude Sicard, nouveau président de la délégation nazairienne et vice-président départemental, cet examen sonne comme un appel à remobiliser les secouristes. « Notre antenne compte une cinquantaine de secouristes bénévoles mais tous ne participent pas de manière assidue aux postes de secours pour des manifestations sportives ou culturelles ». Les responsables notent d'ailleurs à regret que la formation aux secours offerte par la Croix-Rouge est davantage entreprise pour compléter un curriculum vitae, que pour l'acte gratuit de pouvoir sauver une vie.

Un relais parental à la fin de l'année

La satisfaction est en revanche perceptible à propos de l'aide aux

personnes en situation de précarité. « Grâce à des locaux fonctionnels, et dans une ambiance sympa, nos bénévoles portent assistance à 150 familles environ par le biais de l'écoute, de l'aide alimentaire et du vestiaire ».

Mais un projet d'un type nouveau va bientôt mobiliser toutes les énergies : la création d'un relais parental destiné à accueillir des enfants de 0 à 10 ans pour quelques heures ou quelques jours. Monté en collaboration avec le Conseil général et la municipalité de Saint-Nazaire, cette structure devrait voir le jour à la fin de l'année.

L'art dans la rue au profit de Logement fraternité

« Une toile pour un toit » au Bouffay

« SensatioNantes », la semaine événement de l'Institut supérieur européen de gestion (Iseg) a débuté samedi. Sur la place du Bouffay, 28 artistes peintres ont participé à la manifestation « Une toile pour un toit », au profit de l'association Logement fraternité.

Le Bouffay avait un petit air montmartrois samedi dernier. Pour la troisième édition de « Une toile pour un toit », 28 artistes ont installé leurs chevalets sur la place dès 10 h du matin et peignent en public toute la journée.

Professionnels et amateurs de tous âges, ils répondent chaque année plus nombreux à l'invitation des étudiants de l'Iseg (Institut supérieur européen de gestion). Depuis 2001, cette opération humanitaire démarre une semaine événement baptisée « SensatioNantes ».

« On est là pour l'ambiance, pour se retrouver entre artistes, et aussi parce que c'est une bonne action. En plus, Mathilde fait un projet personnel sur le logement des sans-abri », assure Laura, dans un petit groupe de six étudiants rieurs de l'Edna (École de design de Nantes Atlantique).

La manifestation est en effet destinée à collecter des fonds au profit de l'association Logement fraternité. Les toiles données par les artistes, une soixantaine, resteront exposées



Les organisateurs de SensatioNantes, la semaine événement de l'Iseg : Jean-Marie Oger, Hélène Malespine, Erwan Dreano, Audrey Gery, Mathieu Letourneau, et leur maître de stage Yannick Clearc'h (de gauche à droite).

à l'atelier boutique Artludie (3, rue Fanny-Peccot), pendant deux semaines. Elles seront ensuite vendues aux enchères le samedi 17 mai, à 14 h 30, au Centre de communication de l'Ouest (CCO), Tour Bretagne. « Ces fonds sont intégralement utilisés à loger les gens dans la rue et en grande difficulté », précise le président Jean Delavaud.

En 2002, les enchères sur les toiles

de dix-huit peintres ont rapporté 2 000 €.

Organisée par Hélène, Audrey, Jean-Marie, Erwan et Mathieu, « SensatioNantes » continue jusqu'au vendredi 9 mai, avec de nombreuses animations festives et caritatives.

Contact. Iseg, tél. 02 51 72 27 16 ou Mathieu Letourneau, tél. 06 84 44 06 45.

CF . 05-05-03

Jne halte pour accueillir les vagabonds à l'heure du petit-déjeuner

La Maison inaugurée rue Joseph-Turbel

On avait dressé la table dans le ardin et on entendait un air de guitare. Lundi matin, on a inauguré La Maison. Au 17 de la rue Joseph-Turbel, la demeure remplace les locaux trop vétustes et trop exigus du 7, rue Fontaine-Jaunay où, depuis 1997, les gens se la rue possaient quelques teures leur sac à dos.

C'est en 1994 que Denise Rabillé, active militante de Vie Libre, qui sait le poids de la misère et de la précarité, ouvre son garage aux vagabonds. Ils sont 3 ou 4 le soir à dormir ainsi chez Mme Rabillé.

Depuis, des amis, une équipe de jeunes, quelques associations (la Confédération syndicale des familles, les Restos du Cœur, Oser, le Secours Populaire, Echanger nos savoirs, Vie Libre bien sûr) ont rejoint Mme Rabillé pour créer l'association Ensemble contre l'exclusion.

Une propriété municipale

Depuis, chaque matin, de 9 h à midi, 3 ou 4 bénévoles accueillent des personnes qui ont passé la nuit sous un porche, dans une carcasse de voiture ou dans un vieil immeuble. L'accueil est immédiat, anonyme, « sans justification ». Il faut simplement respecter le règlement intérieur : pas de violence, pas d'alcool. Les gens prennent une douche, prennent un bon petit-déjeuner, avalent un bon bol de chocolat. Ils sont aussi écoutés. Ils apprennent parfois leurs droits et sont pilotés dans les



Gilles Retière à l'inauguration : « une belle œuvre contre l'exclusion ».

services sociaux ou les administrations. Chaque année, on compte ainsi environ 5 500 passages.

Les nouveaux locaux, propriété municipale, avec un beau jardin, sont occupés depuis décembre dernier par l'association. Le lieu a été réhabilité par la Ville pour un montant de près de 60 000 €, avec cependant une participation de l'association de 4 574 €. Les usagers ont partici-

cipé à ces travaux de remise en état, pose de lambris ou peinture dans deux pièces.

Le Centre communal d'action sociale participe aussi aux quelques activités proposées par la Maison, comme le repas de Noël organisé par les usagers mais pour les bénévoles ou la randonnée au pays des Trois rivières durant une semaine en septembre dernier où là encore les

usagers se sont impliqués. Gilles Retière, le maire, a apprécié cet état d'esprit des personnes qui vivent dans la rue mais qui « savent que rien n'est gratuit ». Cette maison et cet espace qui permettra peut-être de mettre en place des activités ne correspondent sans doute pas à tous les besoins. Le maire a ainsi entendu quelques jeunes réclamer l'ouverture de la Maison les week-ends.

La Maison est-elle une étape sur un parcours d'insertion ?

Les vêtements sont impeccables ; le visage est rasé de près ; les pompes sont bien cirées. « Je veux me regarder dans la glace », dit Jean-Mi qui vit depuis deux mois dans la rue et qui cherche du boulot. Une bonne douche, un petit déjeuner... La Maison de la rue Joseph-Turbel est le lieu où le matin, ils sont quelques dizaines à s'abriter, à dissiper toutes les brumes de la nuit passée sous un porche de la place Graslin ou une aubette de bus.

« La population des gens de la rue a beaucoup changé en 10 ans », constate Denise Rabillé, présidente de l'Association Ensemble contre l'exclusion. Aujourd'hui, ce ne sont pas que des clochards, des « accidentés de la vie », mis dans la rue par l'alcool, le chômage ou la solitude.

Il y a là des jeunes de 25 ans qui vivent du RMI et, avouent-ils, de quelque petit commerce, ils rêvent de leur vraie maison, bien à eux, où ils pourront accueillir le ou les enfants nés au fil de leur errance.

Il y a pire comme ce gamin de 15 ans. « Un gentil garçon », dira une bénévole de la Maison. Mais sa belle petite gueule cache pour le moins un drôle de tempérament. Il le reconnaît. Il n'est désirable ni à l'école, ni dans un foyer. Pourtant, il voudrait bien trouver un stage dans la mécanique.

Peu importe la vérité que cachent ces propos ! Ces 20 ou 30 hommes, et quelques femmes, qui fréquentent chaque matin la Maison, cachent des situations bien diverses. A tel point que l'on peut s'interroger sur la perti-

nence des principes édictés il y a 8 ans lors de la fondation de l'association. Ces principes sont simples : « entrée inconditionnelle à la Maison ; immédiateté de l'accueil, sans justification ; anonymat des personnes reçues ». Cela veut dire que l'on s'interdit de tout discours moralisateur. A tel point que certains vont jusqu'à dire : « accueillis et accueillants se confondent ».

Ces principes font aujourd'hui débat au sein de l'association. Plus exactement, des membres voudraient aller plus loin dans la politique d'insertion. Que cette volonté soit formalisée dans les statuts. Certains, comme le secrétaire Daniel Jar-mouillé ne sont pas disposés à aller vers cette voie : « Il faut des gens mieux armés ». Il craint que toute démarche d'insertion, au sein même de la Maison, ait des effets négatifs. La participation de quelques-uns à l'organisation de certaines activités, comme la randonnée, a créé des problèmes au sein même des usagers.

« Humilité et sagesse » prône le secrétaire. Ce qui ne veut pas dire que l'association ne participe pas « à l'amorce d'un parcours d'insertion ».

En donnant l'adresse d'un service social ; en informant un jeune sur ses droits ; en l'accompagnant dans des démarches ; en l'écoutant simplement... Les bénévoles participent bel et bien, mais sans le dire, à l'insertion.



Sur un air de guitare.

C'est France
Le 7 mai 2003

Les Petits Frères des pauvres recherchent des « bénévoles vacances » pour cet été

L'association recherche des bénévoles afin de renouveler, cet été encore, son offre de vacances intergénérationnelles et solidaires. À partager avec une personne non autonome.

Cet été, être bénévole vacances avec les Petits Frères des pauvres, c'est vivre une aventure partagée. L'association prend en compte les personnes qui ne peuvent plus quitter leur lieu de vie et leur propose, non pas un produit tout fait, mais une aventure partagée et le plaisir d'être ensemble. Des vacances où l'on prend soin de soi et de la vie. Pour garantir des vacances de qualité, les équipes des Petits Frères mettent en œuvre diverses formules de vacances, souvent personnalisées. Leur action d'été est essentiellement menée par des bénévoles qui chaque année renouvellent l'expérience de ces vacances intergénérationnelles et

Pour aider les personnes non autonomes à passer de bonnes vacances,

solidaires.

L'association recherche donc des « bénévoles vacances » de juin à septembre pour : des visites à domicile, des « vacances à la journée », des sorties personnalisées ; des séjours de 15 jours dans des maisons de vacances.

Il s'agit avant tout de partager des moments de vie avec les personnes accompagnées, être à leur écoute et s'adapter à

leur rythme tout en assurant les tâches quotidiennes de la maison.

Pour vivre cette expérience humaine riche en amitié, il faut : avoir plus de 18 ans, plusieurs jours libres cet été, être prêt à la vie d'équipe avec d'autres bénévoles et savoir s'enrichir des différences.

Contact : les Petits Frères des pauvres, 14 rue César-Franck.

Les associations d'insertion dénoncent le gel des crédits Mobilisation nationale contre l'exclusion

Plusieurs milliers de travailleurs sociaux, de responsables associatifs et de chômeurs sont descendus, hier, dans les rues de France, contre l'exclusion. Les manifestants répondaient à l'appel de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) qui fédère 750 organismes et 2 200 centres sociaux. Ils dénoncent le gel des crédits de l'État qui menace de fermeture de nombreuses structures d'aide et d'accueil. A Caen, ils étaient 600 salariés, administrateurs, bénévoles et usagers d'associations. La manifestation a rassemblé près de 800 personnes à Nantes. Les associations demandent « au gouvernement que le principe du non-abandon des personnes en détresse soit inscrit dans la loi », explique Jean-Marie Rabo, président de la Fnars.



A Caen, 600 personnes ont défilé pour défendre les associations d'insertion.

OF 9/06/03

Le foyer Saint-Benoît a ouvert ses portes à l'occasion de ses 50 ans d'existence

Urgence pour l'urgence sociale

Le foyer Saint-Benoît a ouvert ses portes à l'occasion de ses 50 ans d'existence à travers lesquelles les actions et le public ont beaucoup changé. Mais des difficultés budgétaires mettent aujourd'hui en péril ses activités.

Lavage pliage dans l'année : 8 390 taies, 8 330 draps plats, 4 160 torchons... Les équipes n'ont pas ménagé leurs efforts pour détailler et présenter leurs activités, de la lingerie aux cuisines en passant par l'hébergement à l'occasion de la porte ouverte du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Saint-Benoît CHRIS. « Il y a 50 ans que le foyer a été officialisé et l'image que les Nantais en ont n'est plus toujours la bonne » avance Jean-Yves Crenn, le directeur depuis dix ans.

Au début de son histoire, le centre réalisait pour l'essentiel un accueil de nuit de ceux qu'on appelait des clochards. Mais depuis, le public a évolué au gré des transformations sociales. « En 1989, le RMI a changé la donne en offrant plus d'autonomie pour les démunis dans le domaine du logement et aujourd'hui, les jeunes qui n'y ont pas droit représentent 23 % de nos hébergements. » Un chiffre auquel il faut rajouter autour de 40 % de demandeurs d'asile en attente de statut. Les autres personnes accueillies à Saint-Benoît cumulent des problèmes familiaux d'alcoolisme ou de toxicomanie. « De plus en plus de personnes rencontrent des problèmes psychiatriques. » Pour répondre aux besoins, l'espace hébergement propose 151 lits répartis sur cinq sites. Le foyer Saint-Benoît du quartier Chantenay est le plus important avec 53 places.



L'équipe du foyer Saint-Benoît garde le sourire face à des missions délicates à remplir.

40 000 repas servis chaque année

Parallèlement existe un espace santé avec médecins psychologues et infirmiers qui réalisent plus de 4 000 consultations annuelles. L'espace social prend en charge le suivi et l'accompagnement.

Avec l'administration et les 40 000 repas préparés chaque année par la restauration collective, 60 salariés en tout, équivalents à 42 temps plein

œuvrent à la réinsertion sociale. « Hormis les besoins vitaux de logement, de nourriture et de soins, les gens de la rue font face à une multitude de problèmes et une grande détresse physique et psychique, mais il s'agit d'un public qui peut s'en sortir si on s'en donne les moyens. »

Justement, les moyens semblent faire défaut d'année en année et le fossé entre budget et besoins s'agrandit. « Nous sommes dans une démarche d'équilibre que nous

ne pouvons plus tenir, témoigne Jean Yves Crenn. Avec la RTT, nous ne pouvons plus assurer les remplacements et nous allons donc vers une restriction d'activité en supprimant des lits. À court terme, une structure va disparaître et il y a déjà des contrats à durée déterminée que nous ne renouvelons pas. La qualité de notre travail n'est pas mise en cause mais il s'agit simplement d'un choix des pouvoirs publics. »

Centre Saint-Yves de Vertou : c'est ici la place des « gars blessés par la vie »

Après le foyer Saint-Benoît hier, le centre de vie Saint-Yves de Vertou organise une journée « portes ouvertes » jeudi 19 juin.

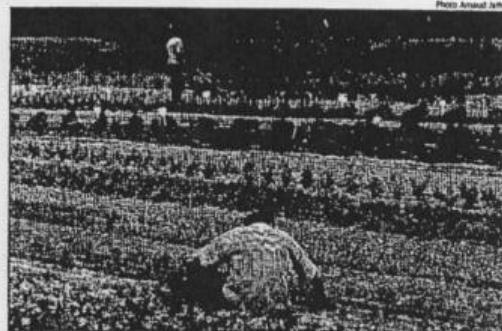
C'était en 1981 : cette propriété de l'évêché de 7 hectares était en ruines. C'est là, à ce moment-là, qu'est né le centre de vie Saint-Yves de Vertou. Objectif : loger des femmes et des hommes « blessés par la vie ». Les loger et « les remettre au boulot ». Aujourd'hui, le

Un centre d'hébergement sans limite de temps
Le centre accueille des adultes en difficulté d'insertion, des hommes et des femmes « abîmés par l'existence », des personnes « désireuses de vivre ». Cinquante-six personnes vivent ici, travaillent, « se stabilisent ». À la différence du foyer Saint-Benoît, il n'y a pas de limite de temps dans l'hébergement.

Jean-Claude Laurent est le directeur de ce centre de vie soutenu par la Ddass depuis sa création : « Il est exceptionnel que nous procédions à une exclusion pour violence ou propos racistes. Pour l'alcool, nous sommes relativement tolérants. Les gars jouent le jeu, se conforment au règlement intérieur, respectent le cadre de vie dans lequel ils vivent toute la journée ».

Le Centre est un chantier d'insertion

Les gars qui vivent au centre Saint-Yves paient le loyer de leur chambre (allocation de la Caf), participent aux repas. La journée, ils bossent dans l'un des différents ateliers (menuiserie, maçonnerie, maraîchage, espaces verts...). D'ailleurs, le centre lui-même « est un chantier d'insertion ».



Atelier maraîchage pour des gars - dont la vie n'a pas toujours été facile ».

Atelier maraîchage pour des gars - dont la vie n'a pas toujours été facile ».
Centre de vie : l'appellation n'est pas gratuite. Le directeur est plutôt satisfait d'avoir introduit la mixité : « Il y a des couples qui se forment, ça se passe généralement très bien ». Il faut le dire, ne pas hésiter à le répéter : sans l'impulsion donnée par Jean-Claude Laurent, le centre Saint-Yves ne serait pas ce qu'il est. Il y a, dans l'approche du directeur, une audace, une volonté de prendre le réel « à bras le corps », de ne pas se raconter d'histoires : « Nous accueillons des personnes devenues handicapées à cause du mode de vie qui fut le leur. Toutes ne sont pas prêtes à assumer un boulot et à mener une vie « normale » dans un logement. Au centre, elles sont aidées sans être assistées ».

Logements d'urgence et d'insertion

Au fil des ans, le centre de vie Saint-Yves a créé de nouveaux services. D'une part, des chantiers d'insertion en différents lieux de l'agglomération nantaise. D'autre part, des « logements d'urgence et d'insertion » (une quarantaine sur le Vignoble). Et aussi des lits d'urgence (accueil de nuit) et des lits sanitaires. Le centre gère également un CADA (demandeurs d'asile) et a créé Aïda (accueil et information pour ces mêmes demandeurs d'asile). On comprend mieux ainsi pourquoi direction et personnel du centre Saint-Yves ne badinent pas avec les propos racistes...

Jean-Michel Bertin

Des activités de « réentraînement à l'effort et au travail »

L'association Saint-Benoît Labre gère à la fois le centre d'hébergement et de réinsertion sociale de la rue Fouré à Nantes et le centre de vie Saint-Yves de Vertou. Les deux structures sont complémentaires. Si le foyer répond à l'urgence, le centre Saint-Yves comprend un centre de réinsertion sociale (en internat et en externat), des appartements, un accueil d'urgence, des lits de repos sanitaires et des activités « de réentraînement à l'effort et au travail ». Les demandes d'admission (inadaptés sociaux lourds) sont reçues par l'intermédiaire des structures d'hébergement, des services sociaux et médicaux.

Renseignements complémentaires au 01 40 80 01 02

Le foyer Saint-Benoît, lieu d'accueil pour les hommes en situation d'urgence sociale

Hier, le centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) du 10, rue de la Tannerie ouvrait ses portes pour fêter les 50 ans de l'association Saint-Benoît Labre. L'occasion de montrer à tous que la population des foyers a beaucoup changé.

« La sagesse exige d'attendre, de patienter ou enfin de se mettre au diapason de ses exigences », dit un des textes exposés sur les murs du foyer Saint-Benoît. L'auteur est un résident. Il profite de cette journée portes ouvertes pour être lu et entendu. Comme nombre de ses colocataires, il participe aux ateliers d'écriture organisés par le centre d'hébergement et de réinsertion sociale.

55 lits à disposition d'hommes en situation d'urgence

Avec une capacité d'accueil de 55 lits, le foyer est uniquement destiné aux hommes en difficulté sociale. Certains ne font que passer, d'autres,



Hier, le foyer Saint-Benoît ouvrait ses portes au public pour la seconde fois.

comme Aziz, s'attendent, malgré eux : « J'ai quitté l'Algérie et ma famille en 2001 et mon dossier est toujours en attente. Après avoir téléphoné au 115 dans un premier

temps et dormi dans des hôtels ensuite, j'ai pu séjourner ici, en attendant... » Aziz, 26 ans, a eu de la chance. Il n'est pas un soir sans qu'un lit ne soit pas occupé. La liste d'attente

est longue. Et même si le foyer impose évidemment des règles (fermeture des chambres de 10 h à 12 h et couvre-feu à minuit), Aziz peut vivre sa vie et travailler comme saisonnier, en toute indépendance.

Un tiers de demandeurs d'asile

« Un tiers de nos résidents se compose de demandeurs d'asile et 23 % de jeunes gens de moins de 25 ans. C'est un phénomène assez récent. Il y a encore quelques années, la population des foyers était très clochardisée. Nous avons ouvert nos portes pour montrer à tous que ça n'est plus le cas aujourd'hui », explique Jean-Yves Crenn, directeur depuis dix ans.

Chaque année, le 10 de la rue de la Tannerie accueille plus de 1 500 hommes en situation d'urgence sociale. Des hommes qui comme Aziz, parfois, écrivent qu'il faut être patient. Des hommes qui n'ont d'autre choix que de faire de ce foyer un vrai lieu de résidence.

AHD.



La troupe Nelly Daviaud apporte depuis plusieurs années son soutien, via des dons, aux actions du CCAS.

Le geste de la troupe Nelly Daviaud envers les plus démunis

Sympathique cérémonie que celle qui s'est déroulée lundi midi dans les locaux du Centre communal d'action sociale. Entourée de Michelle Meunier,

adjointe à la solidarité et à l'insertion, de Michèle Frangeul, adjointe déléguée à la retraite et aux personnes âgées, d'Alain Robert, adjoint à l'éducation, et de Joël Guist'hau, directeur du CCAS de la ville de Nantes, Nelly Daviaud, au nom de sa troupe, a remis un chèque d'un montant

de 4 000 € à l'établissement afin de financer des actions de solidarité. À cette occasion, Michelle Meunier a une nouvelle fois loué « la générosité » de la troupe Nelly Daviaud, qui, depuis plusieurs années, apporte son soutien, sous la forme d'un don financier, aux actions du CCAS.

Communauté infos

OF 25/06/03

Compagnie Nelly Daviaud : 4 000 € pour le CCAS



Nelly Daviaud remet un chèque de 4 000 € à Michelle Meunier (à droite) en présence des élus Michelle Frangeul (personnes âgées) et Alain Robert (adjoint à l'éducation).

Depuis 19 ans, c'est devenu un rituel. Nelly Daviaud, au nom des membres de sa troupe, offre un chèque au Centre communal d'actions sociales (CCAS) de Nantes : « Il nous semble normal de participer à la lutte contre la pauvreté. Cette année, nous sommes heureux de remettre un chèque de 4 000 €. » Pour Michelle Meunier, adjointe au maire de Nantes, déléguée à la soli-

darité et à l'insertion, « c'est une bonne chose que la culture vienne aux plus démunis. Ce geste est d'autant plus gratuit que la mairie ne subventionne pas votre compagnie, même si vous participez chaque année aux rencontres d'automne ».

Joël Guist'hau, directeur du CCAS, a promis de faire un bon usage de ce don.

Ils arpentent le centre-ville pour une gestion humaine de l'espace public

Médiateurs à l'écoute des gens de la rue

C'est une première expérience en France. Depuis avril, quatre médiateurs municipaux se relaient pour sillonner, à pied, les rues du centre-ville. Ils vont à la rencontre des gens qui y ont élu domicile, sur un bout de trottoir ou au coin d'un square. Ils ne leur promettent rien. Seulement une écoute aussi attentive que respectueuse. De rencontres en dialogues, une confiance réciproque s'installe au fil des jours.

Quand il est arrivé, il y a un an, comme directeur général adjoint des services de la mairie de Nantes, Jean-Claude Vuillierme a eu un choc : « J'ai été surpris par l'importance des groupes de personnes qui avaient élu domicile, avec ou sans animaux, sur l'espace public. » Le nouveau chef du service « Mission générale sécurité et tranquillité publique » s'entoure, alors, de collaborateurs pour tenter de remédier à cette situation : « Notre objectif est d'instaurer, par le dialogue, une coexistence pacifique entre les différents usagers du domaine public. »

En avril dernier, quatre agents, issus du secteur social, sont recrutés par la mairie. Leur mission est aussi précise que difficile à réaliser : « Connaître les personnes concernées et se faire reconnaître par elles. » Avec, pour seuls atouts, la parole et l'écoute : « Ils doivent leur faire comprendre que la collectivité respecte leur choix de vie. Mais que cela implique qu'eux-mêmes respectent les règles de vie commune. » Comme, par exemple, ne pas agresser les passants.

Quatre médiateurs

Pauline (26 ans), M'Hammed (30 ans), Gérard (43 ans) et Stéphane (32 ans) sont les quatre médiateurs recrutés par la mairie. Depuis avril dernier, ils arpentent, par deux, les rues du centre-ville. Six jours sur sept. En trois mois, ils ont appris à connaître leur public. Quatre-vingts personnes environ. Ils savent l'histoire de chacun. Les galères mais



Pauline, Gérard et Stéphane : « Ce métier est un enrichissement humain et professionnel quotidien. »

aussi les éclaircies et les espoirs. Ils sont les intermédiaires avec les riverains, les commerçants, les services sociaux et les associations. Un lien humain et neutre pour relier les uns aux autres.

Dans le cœur

Pauline, Stéphane et Gérard arrivent à la poste du cours des 50-Otages. Sylvie et Jacques sont assis par terre. À la vue des médiateurs, ils se lèvent. Les poignées de mains échangées sont chaleureuses. Sylvie veut partager l'inquiétude qu'elle éprouve à l'égard d'un des leurs : « Pierre m'angoisse. Il descend de plus en plus. Je sais plus quoi faire. On peut pas le laisser comme ça. » Pauline in-

tervient : « Si tu veux, on va aller le voir ensemble. Il a un rendez-vous à la Pass (1) ? Il est où en ce moment ? » Sylvie n'en a qu'une idée approximative : « Sans doute du côté de Talensac... » Une voix masculine interrompt la conversation. Paul apparaît à l'angle du bâtiment : « T'as pas 50 000 € à me prêter ? » La question s'adresse à Gérard : « Toi, au moins, quand tu te réveilles, tu ne perds pas le Nord ! » Paul était plongé dans un profond sommeil. Jacques en donne la raison : « Un type qu'on connaît pas voulait embêter Sylvie. Paul est intervenu et il a pris un coup de bouteille sur la tête. » Stéphane inspecte les dégâts : « Pas de plaie ouverte. Seulement un superbe œuf de pigeon. T'es vraiment so-

lidaire ! » La victime ne regrette rien : « Je serai toujours là pour sauver les dames ! »

La conversation se poursuit. Mi-sérieuse, mi-détendue. À travers des boutades ou anecdotes, des messages sont transmis de part et d'autre. Sylvie parle des médiateurs : « C'est bon pour le moral... On pense moins à la misère. Ce qui se passe entre nous, c'est surtout à l'intérieur du cœur... »

Chantal BOUTRY.

NDLR : Les prénoms des personnes rencontrées ont été changés.

(1) Pass : Permanence aux soins de santé est un service du CHU de Nantes.

Un centre d'accueil ouvert à Nantes pour les personnes en détresse 05/11/03/03 À la Claire Fontaine : une main tendue

Le centre d'accueil « A la claire fontaine », un lieu d'écoute et d'accompagnement ouvre ses portes aujourd'hui. Cinquante bénévoles nantais montent au créneau et offrent « un peu d'humanité » aux personnes démunies.

« C'est un réel besoin, il y a toujours du monde », explique Alain Le-loup, responsable de la structure. Cette association nantaise offre une écoute et un accompagnement aux personnes en grandes difficultés. Le centre d'accueil, installé dans un ancien restaurant Quai de la Fosse, a reçu, l'année dernière, 80 personnes en difficulté et servi plus de 1 500 repas. Ce sont les 55 bénévoles de l'association, essentiellement des retraités, qui mitonnent les mets du jour. « A la Claire fontaine bénéficie d'une chaîne de solidarité très forte », les grandes surfaces font dons de leurs invendus et le secours populaire soutient le projet.

« On est vraiment utiles »

« Sept bénévoles accueillent, chaque jour, les personnes qui viennent nous voir, notre activité est reconnue comme indispensable par la ville de Nantes : nous sommes les seuls à proposer une écoute et à accompagner. Ici, on dédramatise beaucoup les situations des gens en détresse », souligne Philippe Couchaud, le directeur de l'organisation.

« On le sait. Nous ne sommes qu'un maillon de la chaîne. Sortir de la rue, c'est dur. » Les bénévoles font face à la solitude des bénéfi-



Tous les bénévoles sont réunis, à nouveau, pour une année d'accompagnement des personnes en difficultés.

ciaires, ils font en sorte d'aménager des moments de convivialité, de soutenir ces personnes qui rencontrent des moments difficiles

« Beaucoup d'humanité se dégage de ces échanges, les personnes sont pauvres financièrement mais riches intellectuellement et sont riches d'une grande valeur », confie Alban, jeune salarié de l'association.

« C'est honteux, on devrait

quand même faire quelque chose. Il devrait y avoir plus de lieu d'écoute de ce style », soutient Michel Renard, retraité de la ville de Nantes et bénévole depuis un an. L'association fait la courte échelle aux « blessés de la vie » depuis vingt-sept ans.

Des activités sont mises en place car c'est aussi un lieu de détente. Pascal Floquet a monté un projet d'art thérapie où l'on se retrouve à

deux pour peindre : « Quand on en a vraiment marre, qu'on a plus envie de parler, ni d'écouter, on peut s'exprimer et communiquer par le dessin. Il se passe des moments magiques, il en ressort toujours quelque chose d'un peu mystérieux ».

Pascal a gardé des « centaines d'œuvres » effectuées de pair, accueillants - accueillis. Il aimerait trouver un lieu afin de les exposer...

Les conseils généraux du Grand Ouest unissent leurs réflexions sur l'action sociale

Po 6/9/03

Le Grand Ouest se construit. C'est le message que veut faire entendre le président du Conseil général de Loire-Atlantique, André Trillard.

La réunion de travail hier, à l'Hôtel du Département de Loire-Atlantique des treize présidents des commissions des Affaires Sociales et directeurs des services d'action sociale des Départements du Grand Ouest (Poitou-Charentes, Bretagne, Pays-de-la-Loire) en est l'exemple. Elle fait suite à une initiative similaire du département d'Ille-et-Vilaine qui avaient organisé une opération similaire à Rennes en 2002.

Toute la matinée, élus et directeurs départementaux de la solidarité aux actions sociales ont échangé leurs expériences et présentés leurs objectifs dans les actions au profit de la petite enfance, des personnes âgées, handicapées et des transferts de compétences (revenu minimum d'activité, Revenu minimum d'insertion). La part du budget des départements consacrés aux dépenses de solidarité ou d'actions sociales représente près de 40 %. Cette part augmente d'année en année. En outre l'évolution des compétences est sensible dans ce domaine où les incidences financières se chiffrent en millions d'euros.



Les présidents de commissions des Affaires Sociales des treize départements du Grand Ouest étaient réunis hier à Nantes.

« Pertinence départementale »

« Il nous semble que les départements regroupés au sein de ces trois régions constituent une grande unité géographique et de lieu de vie au regard d'un espace européen qui se construit chaque jour d'avantage, à la fois en termes d'espace et en termes juridiques » souligne André Trillard qui veut ainsi « mettre en perspective dans une dimension européenne une logique de Grand Ouest telle qu'elle peut-être perçue par les habitants des pays voisins. Nous évoquons aujourd'hui le rôle de nos collectivités dans le domaine social mais je ne doute pas que d'autres sujets pourraient être abordés sous ce même angle au cours des mois

à venir. Le partage de nos expériences et de nos aspirations est en mesure d'amorcer l'émergence d'une dynamique « Grand Ouest » dans un enjeu européen ».

Pour Philippe Boënnec, vice-président du Conseil général de Loire-Atlantique, président de la commission des Affaires Sociales, cette stratégie ne remet nullement en cause l'échelon départemental. Au contraire il met en avant « dans la perspective de l'Europe des Régions, la pertinence de l'échelon départemental en matière de proximité : bien connaître le terrain c'est bien la pertinence des départements ». L'action sociale en étant pour lui le meilleur exemple.

Éric Cabanas

Dispositif grand froid : « C'est la panique ! »

Photo A-H D.

Il commence à faire froid. Hier, il a fallu trouver de toute urgence des lits pour ceux qui dorment dehors. Alerte 44 tire la sonnette d'alarme.

Cette nuit, le thermomètre a atteint les moins trois degrés. Sans prévenir. Alors, les personnes ayant fait « une demande de mise à l'abri », se sont vues déboutées. C'est « sans solution », leur aura-t-on répondu, lorsqu'ils auront décroché leur téléphone et appelé le Samu social.

Un goût de déjà vu. Après la canicule de cet été, on avait prédit un hiver vigoureux. On ne se sera pas trompé. Mais la leçon n'aura pas été retenue pour autant. « L'hiver dernier, on s'était dit que ça ne devait plus recommencer. On avait provoqué plusieurs réunions pour être sûr que cette fois, nous allions pouvoir anticiper et ne pas avoir à trouver de lits de toute urgence », relate un des porte-parole du collectif regroupant 37 associations.

Quinze lits d'urgence.

Et pourtant. Ce matin, lorsque le téléphone a sonné, rue Fourré, personne n'était vraiment étonné. La DDAS annonçait qu'il fallait trouver quinze lits



Hier soir, le collectif « Alerte 44 » était sur le pied de guerre.

avant le soir pour répondre aux demandes formulées la veille, c'est-à-dire jeudi soir. « C'est la panique. Trouver des lits, des couvertures, des repas et du personnel en si peu de temps, ça n'est pas évident. Nous avons quand même trouvé une petite solution. » C'est déjà ça. Alerte 44 a proposé d'utiliser, comme ce fut déjà le cas l'an passé, les locaux situés quai Wilson, appartenant au port Autonome. De quoi réchauffer, l'espace d'une nuit, ceux qui en auraient besoin.

Cinquante places nécessaires

À 18 heures, le verdict tombait. Faute de personnel de sécurité,

le quai Wilson n'allait pas ouvrir. Ni hier soir, ni ce week-end d'ailleurs. La nuit prochaine, il fera un peu moins froid. Tant mieux. Six places seulement ont pu être trouvées. Les membres du collectif évaluent à cinquante le nombre de lits nécessaires pour que le dispositif « grand froid » soit mis en place dans de bonnes conditions à Nantes cet hiver. À Nantes actuellement, seule une petite trentaine de lits est susceptible d'accueillir en urgence ces familles et ces étrangers qui se font de plus en plus nombreux dans les rues.

Anne-Hélène Dorison

Communauté urbaine de Nantes

Les sans abri seront logés à Chantenay et Vertou

Alerte 44 : « L'hiver, ça se prévoit »

Le collectif Alerte 44, qui coordonne les associations d'aide aux personnes sans abri, réagit froidement aux sollicitations de la Ddass. Et met en cause l'absence d'anticipation des services de l'État.

« C'est le même scénario que l'an dernier : ce matin, après une nuit à - 1°, la Ddass nous appelle pour nous informer que le dispositif Grand froid est ouvert. Et réclame l'ouverture, le soir même, d'un hébergement pour 15 personnes. Nous ne pouvons accepter ce fonctionnement à courte vue. » Les membres d'Alerte 44 ont voulu, hier, tirer la sonnette d'alarme. Sollicités par la Direction de l'action sanitaire et sociale, ils ont proposé d'ouvrir un foyer quai Wilson, afin d'héberger dans de bonnes conditions les quinze personnes sans abri. Une association, Écoute de la rue, se proposait de gérer ce local pour trois nuits. Paradoxe, la direction de la Ddass, jugeant cette proposition trop tardive, ne l'a pas acceptée. Et s'en est tenue au dispositif prévu : les personnes concernées seront accueillies, pendant ce week-end, dans les Centres d'hébergement et de réadaptation sociale de Chantenay et Vertou.

« Pas des pions »

« Mais, poursuivent les membres d'Alerte 44, nous ne sommes pas des pions et nous n'allons pas à nouveau entrer dans l'engrenage



Le collectif associatif Alerte 44 réclame un dispositif permanent pour accueillir les sans logis, que la température soit inférieure ou supérieure à 1°.

des réponses au coup par coup, alors que nous interpellons la Ddass depuis le 15 juillet, sans réponse. On en a assez d'être pris au débotté alors que nous voulons de bâtir dans la durée. »

Le conseil départemental de veille sociale s'était réuni le 16 septembre pour tenter de répondre à cette demande. Mais sans connaître les crédits disponibles, il était impossible d'anticiper. Ni de construire un dispositif permanent « grand froid », quelle que soit la température extérieure. « La mise à l'abri des personnes les plus vulnérables est né-

cessaire, que les températures soient inférieures ou supérieures à 1°. » Seuil qui, pour l'instant, détermine la mise en œuvre du plan « Grand froid ». Cette mise en alerte permanente éviterait les effets d'ouverture et fermeture qui engendrent insécurité et même « une part de la violence constatée au cours de l'hiver 2002-2003. »

Alerte 44 a recensé dans le département au moins 400 personnes concernées par ces mesures d'urgence.

Daniël MORVAN.

La Société de Saint-Vincent de Paul face aux nouvelles pauvretés

La Loire-Atlantique regroupe une trentaine de conférences de Saint-Vincent de Paul, rassemblant 400 • Vincentiens ». Ils étaient réunis hier pour une journée départementale de réflexion sur la spiritualité et la pauvreté.

L'année 2003 représente pour la Société de Saint-Vincent de Paul un triple rendez-vous anniversaire : Frédéric Ozanam est né en 1813, il a fondé les conférences en 1833 et est mort en 1853. Il est à l'origine de ce mouvement spirituel et caritatif qui dure encore aujourd'hui et qui assure des missions en constante évolution, auprès de personnes nécessi-

teuses. Au départ tourné essentiellement vers les personnes âgées, la Société de Saint-Vincent de Paul privilégie aujourd'hui la proximité en visitant à domicile les personnes en difficulté. Les • Vincentiens », comme ils se nomment, y décou-



Gérard Trichereau, président départemental, à l'extrême gauche ; Jean Chevillat, président national (au centre de la tribune).

vent, en tissant des liens quasi-amicaux, les nouvelles pauvretés comme l'illettrisme, la violence, la drogue, l'inactivité...

Le bénévolat exclusif

L'objet de la journée départementale, la première du genre, était la mise en commun des réflexions des membres qui

ont travaillé en divers ateliers traitant de leur spiritualité — ils se revendiquent catholiques pratiquants — la rencontre avec les pauvres, la vie de la conférence et l'engagement bénévole du • Vincentien ». Gérard Trichereau, président départemental, a notamment insisté sur l'image de la société,

qu'il a lui-même qualifiée de « vieillotte ». Pour maintenir la source du recrutement des bénévoles, issus des paroisses, il importe « d'être connu et reconnu, dans toutes les dimensions voulues par notre fondateur, Frédéric Ozanam, béatifié par Jean-Paul II en août 1997 », explique Gérard Trichereau.

• Et de s'ouvrir aux nouveaux besoins tels que le logement ou la formation qui accompagnent souvent les manques alimentaires », poursuit-il. Dans le même esprit, la Société de Saint-Vincent de Paul accueille les personnes en difficulté à son local situé au 115 bd de la Liberté à Nantes et elle leur propose épicerie sociale, vestiaire, banque de meubles et hôtel social.

La relève

Gérard Trichereau s'inquiétait de la relève. Christophe Molson, étudiant en droit et président des Jeunes Vincentiens lui apporte une réponse à l'unisson de Mgr Soubrier, évêque de Nantes qui célébrait la messe finale en l'honneur de Frédéric Ozanam : « le plus grand bien que nous puissions faire aux autres n'est pas de leur communiquer nos richesses mais de leur révéler les leurs », le programme toujours actuel des jeunes et anciens • Vincentiens ».

H.R.

Société de Saint-Vincent de Paul, 115 bd de la Liberté à Nantes. Tél. 02 51 80 97 25.

Le Secours populaire aide de plus en plus de familles en difficultés

Le congrès départemental du Secours populaire a réuni une centaine de bénévoles qui luttent contre la misère matérielle et morale

Si l'embellie économique, il y a eu, elle a été de courte durée : c'est le constat effectué samedi à Saint-Nazaire par les Secours Populaires de Loire-Atlantique, à l'occasion de leur congrès. Martine Barbaud, la secrétaire générale départe-

mentale et Janine Sénard, son homologue nazairienne remarquent

que « les demandes d'aides des familles en difficultés sont de plus en plus nombreuses ».

Populations nouvelles

Les besoins alimentaires et vestimentaires demeurent « le principal motif pour lequel les personnes s'adressent à nous ». Depuis le début de l'année 2003, « nous sommes



Les 19 comités et les 8 antennes étaient représentés par une centaine de personnes, samedi à Saint-Nazaire. À la tribune, les responsables animaient la journée de bilan et de réflexion.

confrontés à la demande de populations nouvelles » en provenance d'Europe de l'est, du Maghreb et d'Afrique. Mais beaucoup de familles habitent

aussi la région depuis longtemps et « sont au chômage, ne trouvent pas de logement, ont des petits contrats précaires et n'ont pas assez d'heures de travail pour avoir les Assédic ». Les comités sont de plus en plus sollicités pour répondre à l'urgence. « Nous avons dépassé la seule logique de l'aide matérielle depuis longtemps, pour une prise en compte globale des personnes en difficultés ».

Détresse morale

Comme les perspectives d'avenir « sont sombres », les bénévoles sont confrontés « à la détresse morale en plus de la détresse matérielle ». « Les gens sont de plus en plus désespérés car ils ne veulent pas venir d'immigrations. Certains même viennent à nous après avoir épuisé les filières administratives classiques. Juste pour parler ». « Cette misère psychologique de plus en plus courante nous interpelle mais nous ne sommes pas armés

pour y répondre », regrettent les bénévoles qui poursuivent « avec courage » leur mission : aider, orienter, informer.

Sans relâche

L'assemblée a décidé samedi de revoir sa copie en matière de budget prévisionnel. Il a été demandé que les sommes allouées au volet Pauvreté-Précarité soient augmentées afin de pouvoir répondre à ces besoins en hausse.

Parallèlement, les différents comités envisagent « de multiplier les actions pour trouver de l'argent ». Enfin, les bénévoles ont réfléchi aux initiatives à mettre en place afin que « l'accès à la culture se fasse pour tous ». « Il n'y a pas que les nourritures du corps ; il y a aussi les nourritures de l'esprit qui permettent de trouver un équilibre ».

Le Secours Populaire a pour devise : « tout ce qui est humain est nôtre ». Elle y travaille sans relâche.

M. Vaillant-Pro

Le Secours populaire en chiffres

Moyens humains
Ils sont plus de 600 bénévoles dans le département, répartis dans 19 comités et 8 antennes qui ont donné de leur temps : 85 485 heures recensées.

Moyens matériels
Les dons en nature des particuliers, entreprises, collectivités et de l'Union européenne sont évalués à 2 790 513,06 euros.

Pauvreté-précarité
Au sein des permanences d'accueil et de solidarité : 17 500 personnes ont été soutenues (familles et personnes seules).

Centrale de collectage
La centrale a été inaugurée en 2001. Elle a reçu, en provenance du MIN, 228 tonnes de fruits et légumes en

2002 pour une valeur estimée à 366 000 €. Les autres produits alimentaires et d'hygiène qui y ont transités, ont atteint 80 tonnes (soit 238 000 €).

Collectés en Loire-Atlantique
Liquide (lait, huile, boissons) 1806 litres ; œufs, 2332 douzaines ; autres produits alimentaires, 30 034 kg ; linge, 119 tonnes ; chaussures 5216 paires ; 1083 couvertures et duvets, etc.

Campagnes
Les actions sont multiples : Don'Action, Père Noël Vert, campagne vacances, Urgence France et Urgence Monde.

Fédération de Loire-Atlantique,
163 rue Paul Bellamy, Nantes,
02 40 74 48 41.

24 heures en Loire-Atlantique

Plan hivernal d'urgence :: des places supplémentaires ouvertes par la Ddass

Les services de la Ddass annoncent l'augmentation du nombre des places ouvertes dans le cadre du plan d'urgence hivernal. Et ceci « en lien étroit avec les associations », précise la préfecture.

Après les avoir rencontrées, et conformément à la demande des services de l'État, des solutions visant à améliorer et à compléter le dispositif d'accueil et d'hébergement d'urgence, qui feront l'objet d'un financement par la Ddass, ont

été arrêtées par les services de l'État. Ils permettront d'ouvrir près de 90 places supplémentaires au titre du plan hivernal et d'accroître cette capacité de plus de 40 places en période de grand froid, indépendamment des prises en charge hôtelières, réservées aux familles avec enfants.

De plus, pour affronter le refroidissement climatique observé ces derniers jours, des mesures ont été prises pour augmenter l'offre d'hébergement temporaire.

Les lecteurs ont la parole

« L'hébergement des personnes à la rue doit relever de la protection civile »

Albert Labat, de l'association l'Écoute de la Rue, revient sur les circonstances du décès d'un SDF, place du Commerce, et regrette « l'absence de véritables choix politiques prenant en compte de manière prioritaire le problème de l'exclusion ».

• Le samedi 1^{er} novembre, peu après 22 h, Serge L., SDF bien connu de l'association Écoute de la Rue mais aussi de certains services publics, décédait sur la place du Commerce. Pour la saison qui s'annonce, c'est le premier décès à la rue, dû en partie aux conditions climatiques. Serge avait été vu, en effet, les jours précédents, sans couverture et souffrant d'une humidité qui l'empêchait de se réchauffer.

Sa disparition nous renvoie à un article paru dans la presse 48 heures auparavant et intitulé : « Plan hivernal d'urgence, des places supplémentaires ouvertes par la DDASS. Ceci en lien étroit avec les associations, y est-il dit. Si l'association l'Écoute de la Rue ne conteste

pas cet effort de places supplémentaires, elle est en désaccord avec ce qui n'a pas été dit. Désaccord sur la date d'ouverture du dispositif hivernal : les associations souhaitent que cette date soit avancée au 1^{er} novembre et non au 1^{er} décembre comme fixé par les services de l'État. Désaccord sur le dispositif « grands froids » qui n'offre des places supplémentaires que lorsque les températures sont négatives : les associations souhaitent l'ouverture tout l'hiver, sans considération de température. Désaccord enfin sur le refus des services de l'État à s'engager sur le fait qu'aucune personne ne reste à la rue cet hiver, comme le souhaitent les associations, et ce conformément aux promesses de M^{me} Versini, secrétaire d'État à la Solidarité.

La mort des personnes vivant dans la rue révèle l'absence de

véritables choix politiques qui prennent en compte de manière prioritaire le problème de l'exclusion. La politique d'urgence sociale, aussi nécessaire soit-elle, ne peut suffire. Sans politique de prévention, elle ne sera qu'une façon de se donner bonne conscience.

C'est pourquoi nous estimons que la question de l'hébergement des personnes à la rue relève de la Protection civile et que les services de l'État doivent être mobilisables et mobilisés pendant toute la saison automnale et hivernale. Les pluies continues d'automne sont aussi dommageables pour la santé des personnes que les froids secs de l'hiver.

Nous rappelons qu'actuellement à Nantes environ deux cents personnes couchent dans la rue, sous les ponts de la Loire ou dans les squats ».

Nous écrire

Envoyez vos courriers à Presse-Océan
« Les lecteurs ont la parole », 8 rue Santeuil
BP 22 418, 44024 Nantes cedex 1
Ou par fax : 02 40 44 24 40, ou encore
par e-mail : courrier@presse-ocean.com

Campagne du Secours catholique : solidarité avec les plus démunis

Chaque année, à cette époque, le Secours catholique lance une campagne afin de collecter des fonds destinés à soutenir les familles les plus déshéritées.

À l'approche de l'hiver, le Secours catholique mène chaque année une campagne nationale destinée à soutenir les plus démunis. Localement, cette campagne est relayée par la délégation du département dont les bénévoles mènent une action soutenue afin d'aider des familles en grande difficulté.

Quelques chiffres tout d'abord : • le Secours catholique de Loire-Atlantique, c'est 1 500 bénévoles, 25 000 donateurs, 10 salariés, 3 500 familles rencontrées, 700 adultes accompagnés dont 250 familles de demandeurs

• C'est également un authentique travail d'écoute »

d'asile, 90 enfants accompagnés, 450 enfants accueillis dans 380 familles d'accueil et 300 enfants accompagnés scolairement », précise Annick Guillon-Verne, vice-présidente de la délégation de Loire-Atlantique que préside Laurent Lévêque.

Au bord du désespoir

Ces chiffres disent, à eux seuls, toute l'action du Secours catholique. Mais derrière ces nombres un peu froids, c'est tout la volonté et toute

l'écoute de nombreux bénévoles pour le soutien de familles dont la situation frise le désespoir. Elles sont dans un total abandon social dont les enfants sont malheureusement les grandes victimes, avec leurs parents.

• Afin de les aider, nous lançons chaque année une campagne d'information. Nous ne distribuons ni objets ni vêtements », précise Annick Guillon-Verne, d'autres associations le font très bien. • Nous proposons aux donateurs de nous transmettre des dons financiers », car les équipes d'accueil-secours sont souvent contactées pour un soutien financier, qui pourra être réalisé après une pertinente enquête.

Alphabétisation

Mais l'action des bénévoles va évidemment au-delà. • Femmes seules avec enfants, chômeurs, personnes avec handicap social, jeunes, demandeurs d'asile et déboutés, énumère la vice-présidente, nous intervenons pour eux de différentes manières ». En effet, au-delà du soutien financier dans les situations très urgentes, le Secours catholique propose également des cours de remise à niveau, d'alphabétisation de migrants, pour leur permettre une meilleure intégration sociale. • C'est



En Loire-Atlantique, 1 500 bénévoles et 10 salariés, dont Annick Guillon-Verne, vice-présidente de la délégation, Dominique Oheix, Paule Jégo et Joseph Papin, délégué adjoint, œuvrent pour le Secours catholique.

aussi l'accompagnement des demandeurs d'asile dans leur démarche de régularisation, c'est l'hébergement d'urgence des SDF, et le logement de familles dans les appartements sous-loués. Nous soutenons également les détenus Indigents ».

Accueille d'enfants

Le Secours catholique organise aussi l'accueil d'enfants dans des familles d'accueil du département lors des vacances d'été. • Il est même proposé à des familles, de passer des vacances dans une de nos caravanes, en camping, comme toute fa-

mille socialement intégrée. C'est souvent à cette occasion que des situations d'échec se débloquent ». Cet organisme propose des activités collectives pour les personnes en difficultés, l'occasion de • renouer ainsi le lien social ». C'est enfin l'organisation de projets dans divers pays du tiers-monde.

En fait, le projet essentiel du Secours catholique, résumés ses responsabilités, • est de construire un monde plus juste et plus fraternel ».

Daniel Auduc
Dons à envoyer au Secours catholique,
BP 84 108, 44041 Nantes, Cedex 1.
CCP : 1155-48E Nantes.

8 Loire-Atlantique

1 500 bénévoles à pied d'œuvre à travers le département Le Secours catholique lance sa collecte

Le Secours catholique et ses 1 500 bénévoles en Loire-Atlantique lancent leur collecte nationale. À cette occasion, l'association et ses antennes locales en profitent pour présenter leurs activités.

« Donnez-nous les moyens d'agir » est la formule choisie cette année par le Secours catholique pour lancer sa collecte nationale. En Loire-Atlantique, les antennes locales vont, tout au long du mois, à la rencontre de la population afin de présenter leurs activités. Une soirée sur le thème de l'Irak a par exemple été organisée à Ancenis, une rencontre musicale se tiendra bientôt à Saint-Nazaire.

Cette collecte nationale représente une des principales sources de revenus de l'association. Au cours de la dernière année, le Secours catholique a financé différentes actions en faveur des plus démunis. « Nous in-

tervenons auprès de populations variées, souligne Annick Guillon-Verne, vice-présidente. Il y a bien sûr la situation dramatique des demandeurs d'asile et des déboutés, qui cumulent tous les problèmes, mais aussi les familles vivant avec les minima sociaux, les personnes isolées, les détenus... »

400 enfants en vacances

Pour répondre aux demandes, l'association mise sur la rencontre, le dialogue et l'accompagnement par ses équipes de terrain (il y a 1 500 bénévoles sur le département, un nombre que les responsables aimeraient voir croître). Des lieux de convivialité et des ateliers sont développés. « Nous voulons assurer un accompagnement qualitatif et non pas distribuer des secours, poursuit Annick Guillon-Verne. Au final,

l'idée est de recréer un désir d'initiative là où il a souvent disparu. »

Le premier contact se fait souvent par les enfants, qui s'ouvrent de leurs problèmes. « La famille est une cellule moins stable aujourd'hui et les enfants en font les frais », estime Joseph Papin, délégué adjoint. L'été dernier, l'accueil familial de vacances a permis à 400 enfants de séjourner dans le département, et à 64 petits Ligériens de partir en Charente-Maritime, Mayenne et Morbihan. Dix-sept familles, soit 81 personnes, sont aussi parties en vacances au camping avec le Secours catholique. Le reste de l'année, 30 équipes, soit 300 personnes, assurent un accompagnement scolaire.

□ Les dons peuvent être adressés directement à la délégation de Loire-Atlantique, 1, rue Lorette-de-la-Refoulais, BP 84108, 44041 Nantes Cedex 01.

Chaque année, elle distribue 1 500 tonnes de vivres pour 11 000 personnes

La Banque alimentaire bat le rappel

Depuis sa création en 1984, la Banque alimentaire de Loire-Atlantique récupère et distribue des vivres aux démunis, toute l'année, par l'intermédiaire d'associations caritatives. Une collecte de denrées alimentaires est organisée par l'antenne nantaise à la sortie de plus de 110 moyennes et grandes surfaces les 28 et 29 novembre. L'association lance un appel aux personnes disponibles.

« Lutter contre la faim en luttant contre le gaspillage, toute l'année », tel est l'objectif des 78 Banques alimentaires en France. Dans le département, deux antennes se répartissent collectes et distribution, Nantes et Saint-Nazaire. La distribution d'épicerie et de produits frais est organisée systématiquement par l'intermédiaire d'associations caritatives. Brigitte, membre bénévole de la Banque alimentaire nantaise, en précise les règles communes : « Chacune des 92 structures que nous aidons s'engage, par écrit, à respecter des règles strictes définies conjointement. » Ce document précise, notamment, le nombre de personnes aidées, les moyens de suivi de ces familles, la logistique de l'association (stockage de produits en respect de la réglementation). Un représentant délégué par la Banque alimentaire visite ces associations chaque année, afin de permettre le renouvellement de cette convention.

En 2002, la Banque alimentaire de Nantes a distribué 1 500 tonnes de vivres à 92 associations qui, ainsi, ont pu nourrir 11 000 personnes. Les produits distribués proviennent des surplus européens et de l'État (30 %), des industries agro-alimentaires (25 %), de la grande distribution (22 %) et des collectes (23 %). Et c'est dans ce dernier secteur que les citoyens sont directement concernés. En effet, la Banque alimentaire de Nantes organise, chaque année, deux collectes, une, locale, en mars et une seconde, nationale, le dernier week-end de novembre. Cette année, elle aura lieu les 28 et 29 novembre.

Un travail de manutention

Bernard s'occupe d'une grande surface nantaise : « Je suis responsable de la collecte pour la direc-



Yvette et Denise, toutes deux bénévoles de la Banque alimentaire, trient la viennoiserie.

tion du magasin. De plus, je dois trouver les personnes bénévoles qui accepteront de recueillir les colis des donateurs puis de les trier. C'est un travail de manutention. Elles se relaient toutes les deux heures. Ensuite, je fais un planning de présence pour les deux jours. » Bernard sera à proximité du magasin pendant quarante-huit heures pour s'assurer que cette opération se passe au mieux.

Denrées spécifiques

La collecte porte sur des produits que Brigitte liste : « Nous demandons principalement, par ordre de besoin, des boîtes 4/4 viande/légumes, huile de tournesol, petit déjeuner cacoté, café moulu, sucre en morceaux, conserves de poisson, confiture, boîtes 4/4 de légumes, chocolat noir et légumes secs. » Brigitte explique cette demande spécifique : « Cette opération, qui complète ce que nous recevons par ailleurs en grande quantité, a pour but d'équilibrer nos

distributions. Elle représente 23 % de nos besoins. » La Communauté européenne a des surplus en pâtes et en riz qu'elle met à la disposition des associations caritatives. Par contre, la Banque alimentaire ne reçoit jamais ni café ni sucre des institutions et industries.

Les 28 et 29 novembre prochains, au nom de la Banque alimentaire, des personnes seront à la sortie des

magasins avec des chariots vides. Elles espèrent que la générosité des clients leur permettra de les remplir très vite.

Chantal BOUTRY.

Contact : Banque alimentaire, 23, chemin des Bateliers, 44300 Nantes. Tél. 02 40 52 03 61. Fax : 02 40 49 83 63. Mail : bancalim.nantes@free.fr



Aldo, Brigitte et Bernard préparent la collecte des 28 et 29 novembre.

Au conseil général, le budget affaires sociales progresse de plus de 4 %

300 millions d'euros pour la solidarité

Le conseil général a voté hier son budget de l'action sociale et de la solidarité : plus de 300 millions d'euros pour les familles, les personnes âgées, les handicapés, l'insertion...

□ *Garde des jeunes enfants : une priorité des familles*

Une enquête du conseil général a bien montré cette attente. « Les familles réclament des places en crèche, rappelle Marie-Odile Bouillé (PS-Saint-Nazaire), mais vous ne les entendez pas. » En 2004, le conseil général va privilégier la formation des assistantes maternelles. Et il aidera les nouvelles à acquérir les objets nécessaires à leur activité. « Nous voulons en faire de véritables professionnelles », explique Philippe Boënnec, président des affaires sociales. Il reconnaît privilégier la garde individuelle quand l'opposition réclame des modes collectifs. D'ailleurs, note la gauche : « En formant les assistantes maternelles, le conseil général ne fait que remplir ses obligations. » Vral, reconnaît le président André Trillard, qui rappelle qu'en 2001, le département comptait 11 000 nourrices agréées. Mais 5 000 n'exerçaient pas vraiment. « Il nous était alors impossible de former tout le monde. » La situation s'est clarifiée avec la mise en place des relais assistantes maternelles. Aujourd'hui, il est possible de mettre le paquet sur la formation. Par ailleurs, ajoute André Trillard, la création de crèches relève des villes, en liaison avec la Caisse d'allocations familiales. « Nous sommes prêts à accompagner des initiatives. À Nantes, dans un premier temps, nous aiderons à la création de 75

Garde des enfants : la majorité du conseil général privilégie la garde individuelle, la gauche réclame des crèches.



Archives Mairie

places dans les cliniques transformées en maisons de retraite. Je remarque toutefois qu'en trois ans, la ville de Nantes a créé 250 places, on ne peut pas dire que c'est exceptionnel. » Dénonçant le refus du conseil général d'aller plus loin en faveur des crèches, la gauche a voté contre ce budget.

□ *Canicule : 20 % de décès en plus*

Dans le département, les établissements accueillant des personnes âgées ont enregistré 363 décès cet été, contre 302 l'été précédent, soit une progression de 20 %, inégalement répartie dans les 180 établissements.

□ *Logement des plus démunis : « la panne »*

Denis Liquet (PS-Nantes) dénonce « la panne » du Fonds de solidarité

logement (FSL), aide apportée aux plus démunis afin de faciliter leur accès ou leur maintien en logement. Depuis trois ans, dit-il, rien ne va plus. Récemment, « un tiers des dossiers d'aide ont été refusés ou ajournés ». Et pourtant, les crédits ne manquent pas. « Le FSL n'est pas piloté dans ce département. » Denis Liquet vise ainsi directement Philippe Boënnec.

□ *80 000 personnes âgées de plus 75 ans.*

Pour elles, sera élaboré un schéma départemental gérontologique, mais certains besoins demandent une réponse rapide. Jean Seroux, rapporteur, fait état de quatre enjeux immédiats : la médicalisation des établissements, l'augmentation du nombre de places d'hébergement dans l'agglomération nantaise, le soutien aux aidants naturels (famille)

pour l'aide à domicile, le recrutement de professionnels. Le conseil général aidera les établissements dans leurs investissements. En 2004 sont retenus les projets de la Grande-Providence à Nantes, le Bon-Vieux-Temps à Gorges, le domicile collectif de Saint-Aignan-de-Grandlieu, le Soleil de La Bernerie. Autres projets acceptés pour 2005 et 2006 : la Marrière à Nantes ; Saint-Nazaire, Carquefou, Boussay, Saint-Cyr-en-Retz, Trans-sur-Erdre. Le conseil général aidera aussi les villes de Nantes et Saint-Nazaire, où les projets sont confrontés à des contraintes d'urbanisme et à un coût élevé du foncier. Le conseil général n'a pas saisi l'opportunité de la catastrophe de cet été (canicule) pour donner « un souffle nouveau » à sa politique, estime Alain Robert pour la gauche. Celle-ci s'abstient.

□ *Un observatoire du handicap.*

Résultat d'une large consultation, le nouveau schéma pour les personnes handicapées fixe les orientations pour cinq ans. Les actions prioritaires 2004 seront la création d'un observatoire du handicap et des actions d'information et de maintien des handicapés à leur domicile. En établissements, 53 nouvelles places seront créées. L'effort portera aussi sur l'accueil des handicapés vieillissants et des jeunes qui ne trouvent pas de place dans les établissements pour adultes. « Nous restons sur notre faim, mais la démarche est intéressante et les orientations pertinentes », reconnaît Gérard Mauduit (PS-Saint-Nazaire), annonçant un vote positif de la gauche.

Marc LE DUC.

« Pas d'interruption du RMI en janvier »

« La solidarité n'est pas affectée par les efforts de maîtrise des dépenses. » Hier, au conseil général, Philippe Boënnec (UMP-Pornic) a présenté un budget de 303 millions d'euros pour l'action sociale. Pas loin de la moitié du budget départemental ira aux personnes handicapées, aux familles et aux jeunes, aux personnes âgées et à l'insertion. Sa progression dépasse les 4 %.

Au même moment, à Paris, les députés examinaient le transfert aux départements du RMI et du nouveau RMA (Revenu minimum d'activité),

dès le 1^{er} janvier. Titillé par la gauche, Philippe Boënnec a reconnu qu'il aurait préféré le 1^{er} avril, « mais nous savons nous adapter, nous avons travaillé avec nos partenaires et il n'y aura pas d'interruption des allocations ». Le conseil général, insiste Philippe Boënnec, entend bien relever le défi de la décentralisation et réussir dans le domaine de l'insertion qui lui est confié. « Nous sommes prêts à développer, au travers du Revenu minimum d'activité, un véritable tremplin vers l'emploi. »

À gauche, Alain Robert (PS-

Nantes) ne partage pas son optimisme. « Le parcours 2004 est semé d'embûches. La machine à produire de l'exclusion s'est remise en marche. La politique gouvernementale aggrave les problèmes sociaux. Enfin, vous ne proposez pas de politiques innovantes susceptibles de répondre aux attentes des habitants, c'est flagrant avec vos mesurette pour la petite enfance. »

Comme Jean-Louis Le Corre (PC-Trignac), les élus de gauche ont posé la question des moyens. « Les départements seront conduits à as-

sumer les carences de l'État », craint l'élu communiste. « L'insertion pèsera sur les seuls départements », ajoutait Alain Robert. À ceci, le président André Trillard répondait en faisant état des « engagements » du ministre François Fillon de financer les dépenses supplémentaires liées à l'arrivée de nouveaux allocataires RMI.

Du fait de la réduction de la durée d'indemnisation du chômage, une première vague de 1 600 est attendue en janvier.

M. L. D.

Le centre du volontariat de Nantes rejoint le réseau France Bénévolat

Le 5 décembre, Journée mondiale des bénévoles, marque la naissance officielle de France Bénévolat.

Cette nouvelle association a pour ambition de devenir le réseau national d'accueil et d'orientation, l'ANPE du bénévolat. Le centre du volontariat de Nantes a décidé de s'y fédérer.

France Bénévolat est constitué de la fusion de deux associations majeures : le Centre national du volontariat, référence historique de l'activité bénévole regroupant soixante-cinq centres locaux en France ; Planète solidarité, bien connue à travers son site Internet qui propose la présentation détaillée d'un grand nombre d'associations.

Cette même volonté de se mettre au service des bénévoles et des associations anime depuis toujours le centre local de Nantes qui, donc, a décidé de rejoindre immédiatement ce réseau France Bénévolat. Il sera ainsi appelé à changer de nom au cours de l'année 2004.

Nantes est devenu un centre très important puisqu'il accueille plus de huit cents personnes par an pour les orienter vers les associations. Il est animé par une équipe de dix-sept personnes toutes bénévoles, suivant régulièrement des formations à l'accueil et l'écoute, pour répondre au mieux aux bénévoles et aux associations. Il dispose aussi d'une documentation mise à jour en permanence et d'un site Internet.



Les responsables du centre de volontariat de Nantes.

Le centre de Nantes regroupe aujourd'hui cent vingt-cinq associations ayant des activités très diverses comme l'action sociale vers les personnes âgées, malades, handicapées ou en difficulté, le tiers-monde, le soutien scolaire et l'alphabétisation, les actions culturelles ou environnementales, les sports et loisirs...

• **Contacts**

**Centre du volontariat de Nantes, Maison des associations, 21 allée Baco, 44 000 Nantes.
Tél : 02 40 35 12 17.**

• **Permanences**

Tous les mardis, mercredis et jeudis de 14 h 30 à 17 h. Sur rendez-vous le vendredi dès 16 h et le samedi matin.

PO 5/12/03

A Nantes, entre 200 et 300 personnes sont sans domicile fixe

1 Leur maison, c'est la rue

Se les croise tous les jours dans les rues, surtout dans le centre-ville. On ne les connaît pas pour autant. Sans domicile fixe, sans-abri, clochards, gens de la rue... Des noms variés qui recouvrent une réalité qui n'est pas moins. Le collectif Aleria 44, qui regroupe les associations d'aide aux personnes sans abri, estime à au moins 200 le nombre de personnes qui dorment dehors ou dans un squat, à Nantes. « Et ce chiffre, qui sous-estime sans doute la réalité, va fortement croître avec l'approche de l'hiver », estime-t-on à l'association Écoute de la rue.

De fait, quand arrive la saison froide, la question du sort des personnes sans-abri se pose avec encore plus d'acuité que d'habitude. Même si, paradoxalement, certains avouent que ce n'est pas la période la plus dure, « parce qu'en hiver, au moins, on s'occupe de nous ». Pendant trois jours, nous vous proposons de mieux connaître ces « gens de la rue ». Aujourd'hui, premier volet à la découverte

de cette population fragile et marginalisée, marquée par la diversité. Seuls ou en groupes, jeunes ou plus vieux (mais les plus de 50 ans ne sont pas nombreux), ils comptent aussi de plus en plus de femmes : environ 25 %. Éclairage avec Karine Boinot, qui prépare une thèse de psychologie sur l'errance, et rencontre avec quatre personnes qui ont accepté de parler de leur vie dans la rue.

Textes et photos de Émeric EWAIN.

« Dans la rue, une population très hétérogène »

Karine Boinot, psychologue clinicienne de formation, prépare depuis 2001 une thèse de psychologie à Nantes. Elle sur « la construction psychologique de l'errance ». Depuis un an elle rencontre des « gens de la rue » à Nantes. Une population qu'elle connaît bien.

On parle de sans domicile fixe, de sans-abri. Qui sont ces gens qu'on croise dans la rue ?

La femme « sans-abri » me pose question. Cette population est avant tout très hétérogène. A mon sens, elle se compose peu ou prou de deux sous-catégories. D'une part, quand une personne est qu'elle est dans la rue depuis 10 ans, ce peut vouloir dire 2 semaines en leur sang, un petit logement qu'elle n'a pas réussi à payer par là, une nuit à l'hôtel dans le RMI arrivé. Il faut aussi considérer toutes les personnes qui vont vers les dispositifs d'accueil, pour se nourrir, s'habiller, se laver, mais sans ceux qui ont renoncé à y aller.

Souvent, il s'agit de gens qui ont eu un métier, une vie de famille. Comment sont-ils arrivés dans la rue ?

Ce sont des gens marqués par les ruptures. Professionnelles, amoureuses, familiales, souvent très dans l'errance. On retrouve ça dans quasiment tous les cas. Souvent, ce qui fait défaut, c'est un réseau, un ami ou professionnel, qui soit capable de leur que peut arriver à l'importe qui et à son sans-abri : quand on perd son travail, on ne se retrouve pas forcément dans la rue, il y a des réseaux plus proches, des collègues



Karine Boinot : « Je préfère l'expression « personne SDF » plutôt que « SDF » tout court qui ne définit les gens que par leur situation actuelle ».

qui ressortent. En tout cas, on n'est jamais un choc. Ceux qui le disent le font pour garder la tête haute.

On a l'impression d'une vie rétrécie.

Il y a d'abord l'impossibilité de se projeter. Et c'est sans doute mieux, ça serait intenable. On vit jour après jour, heure après heure. Au quotidien, c'est les mêmes questions qui reviennent : où dormir sans être ob-

logé ? Ou mettre ses affaires ? À Nantes, il n'y a pas de vestiaires, donc ça veut dire ne rien posséder ou presque. Ça alors c'est le racket. C'est aussi manger toujours la même chose, souvent des sandwichs. C'est bien sûr l'alcool, qui permet à la fois d'affronter la nuit, de tromper la douleur et d'oublier son sort. Les gens de souabilité existent pourtant, mais sont précoces et souvent à visée utilitariste, pour un feu ou dormir, une bouteille à partager. Ce sont un peu les mêmes relations que celles des gens « normaux », amplifiées par le contact. Nous, si on ne veut pas voir quelqu'un, on peut fermer notre porte ; eux, non. Pour ne pas rester seul, il ne faut pas être trop mal (à mon goût à des états), il doit bien y avoir un réseau aux autres (l'image de leur échec). Il y a aussi la possibilité de construire quelque chose. Certains entretiennent des relations de voisinage avec les voisins et les commerçants de leur secteur. D'autres reçoivent en contrepartie un café ou des invendus.

Et les femmes ? Les femmes touchent des conditions intermédiaires, au-delà de proches ou d'amis avant de tomber à la rue. Certaines touchent des aides, liées notamment aux enfants, qui ralentissent la chute.

Cela dit, il y a des femmes dans la rue mais on les remarque moins. Elles font sans doute plus attention à leur apparence (vêtements, peu de bouteille...). Mais quand elles arrivent dans la rue, cela signifie qu'elles ont épuisé beaucoup de res-

es

Momo : « A force, on s'agrit »

« Tout ce que je peux vous dire, c'est que je n'ai jamais bien passé ! » Momo (1), 42 ans, va errer son troisième hiver à la rue. « Au début, on a l'impression d'une descente aux enfers : un matin, tu dois rendre les clés de chez toi et tu te retrouves à l'air. Et là, soit tu t'adaptes, soit tu reviens ». Momo dans le bâtiment. Momo a bossé jusqu'en novembre 2000, puis a été touché par la récession dans ce secteur. Depuis, c'est le jeu de l'attente. Le loyer ? « Je suis hébergé de temps en temps par des potes, sinon, ce sont les carabiers et les sacs de couchage dans la rue. » Le boulot ? « Je fais des petits chantiers au noir, ça améliore l'ordinaire. Cet hiver, je vais essayer de faire la plongée. » Il avait gardé une soixante cent contre les agences d'immobilier.

Quand elles voient l'adresse, 1 place René-Banier (NDLR : l'adresse est CAS, à laquelle les personnes SDF peuvent recevoir leur courrier), c'est non merci, désolé !

Momo refuse pourtant de se laisser aller : « Il faut garder un brin de dignité, se lever. J'en connais qui ne prennent qu'une cuite par an, mais elle dure 300 jours. Va rester digne dans ces conditions... » Il y a trois ans, il a fait une demande de



Momo : « On continue à espérer des pièces pour aller au boulot ».

HLM. Sans succès pour l'instant. « Je suis tout seul. Bon, je comprends que la priorité soit donnée aux enfants. » Même si le temps qu'il passe commence à lui peser : « A force de tourner en rond, je crois que je m'agrite ».

(1) Le nom a été modifié.

Grand Serge : le poète est fatigué

On l'appelle « Versapétrole » ou « Le Viking », en référence à ses longs cheveux blancs, sa moustache fournie et sa tunique comme. Les habitants du marché de Ternes ont connaissance bien. « Grand Serge », comme l'appellent ses amis, a toujours un compliment à adresser aux d'arrivés. Ou un poème de sa composition à réciter aux arrivants : « Ça va-t-il ce bébé, pas plus haut qu'une botte, il a mis ce matin, au plus belle couleur, tout frais, tout beau, comme un escalimou ».

À la gare, où il a installé sa couchette de fortune sous un arbre, il revendique aussi une influence dans le bien-être des gens. « Je calme les esprits, je dis aux jeunes de ne pas leur aboyer leurs chiens et de s'habiller proprement. C'est important de respecter les autres pour se respecter soi-même. » Des mots qui pèsent lourd dans la bouche de Grand Serge qui reconnaît avoir « tout perdu » suite à quatre années de prison. À sa sortie, sa compagnie lui annonce qu'elle se marie avec un ouvrier de leur entreprise de conchyliculture. « Je ne lui en veux pas, je n'ai pas été très fidèle. »

Mes trois années dans la rue sont des traces. Aujourd'hui, Grand Serge a 50 ans mais « a l'impression d'en avoir 70 ». Son bras droit est paralysé et il souffre d'arthrose cervicale, mais les missions jugent l'opération trop risquée. « Et ce soir, je ne sais pas où je vais dormir », avec la pluie et le froid. « Pouvai, il répitte inassablement : « Sortez-moi de cette merde... »



Déjà trois hivers dans la rue, Grand Serge appréhende celui qui vient.

Pablo : 18 ans, junkie et à la rue

« Je suis un junkie, mon histoire n'a aucun intérêt. » C'est Pablo (1), tout juste 18 ans, qui parle. D'origine, né en Colombie, il est adopté à l'âge de huit ans par une famille française. Mais depuis un an et demi, sa famille, c'est dans la rue et les spermiovulins de techno qu'il se trouve. « Mes parents ont découvert pas mal de drogue dans mon placard, se souvient-il. Ils souhaitent quelqu'un de sérieux et moi je ne voulais pas rentrer. Je me suis retrouvé à la rue. » Depuis, Pablo n'a plus aucune relation avec sa famille : « Tant pis, c'est la vie que j'ai choisie. »

Une vie faite de voyages et de musique. « Je fais partie d'un sound-system basé à Toulouse. On était en Suisse cet été, on sera en Suisse pour le fin de l'année. J'espère d'ailleurs pouvoir m'acheter un camion pour les déplacements. » Sa vie est faite également, toujours, de drogue : LSD, cocaïne, héroïne. « 3-4 shoots par jour, mais très peu d'alcool. J'ai choisi de mener une vie extrême, je n'ai pas peur de mourir. »

La tournée organisée au jour le jour. « Je vis essentiellement de la musique et de mes carnets de salades », résume-t-il. Et pour braver un ennemi du sommeil, il a avec parfois jour de son pouvoir de réduction après d'une jeune femme de ren-



Pablo revendique de se mettre en danger pour vivre des choses inédites.

contre. Une relation plus longue ? « Une femme, avec moi, elle pérorait un câblis. Il y en a peu qui veulent vivre avec un drogué. De toute façon, je suis un addicte. » Sous contrainte qu'il tolère à plein temps, son chien, « un vrai pote », qui l'accompagne depuis quelques semaines.

(1) Le nom a été modifié.

Jeanne : une femme parmi les hommes

Rendez-vous place du Commerce. Sur les quais du tram, attendre les bancs, c'est là que Jeanne sait qu'elle retrouvera ses amis de la rue, pour échanger quelques mots et se réchauffer autour d'une bouteille. La rue pour cette femme de 49 ans aux yeux un peu tristes mais au sourire toujours large, c'est en quelque sorte une histoire à l'éclipse. « J'avais un appartement à Nantes depuis juin, explique-t-elle. Je l'ai perdu parce que j'ai hébergé des potes qui fumaient la zone. Son d'excuse est sorti et a bégé le gardien. »

Avant cela, il y a une rupture, difficile, alors qu'elle habite à Paris. « Je travaillais depuis 6 ans dans une société d'agroalimentaire, j'avais un mari, des grosses, un appartement. En 1998, j'ai tout perdu, j'en ai remis tout. » Une seule chose en fait : partir et mettre des kilomètres entre elle et son ancienne vie. Première étape à Rennes, d'abord dans un foyer, puis « un mois chez une copine ». Elle part ensuite à Saint-Nazaire « le week-end où on m'avait trouvé une place en foyer ». Elle y convulse diverses séparations, du squat à l'hébergement chez un amour de passage. « J'ai eu quatre maris et trois concubins », souffle-t-elle. Ses enfants, qui habitent à Paris, elle leur téléphone de temps en temps mais reconnaît qu'elle ne



Plus vulnérable, plus menacée aussi, Jeanne compte sur la protection de ses amis.

ont pas venus la voir depuis deux ans. « Aujourd'hui au milieu d'une merde d'hiver, elle avoue que c'est souvent difficile à vivre. « J'ai squatté avec plusieurs mois et ça s'est mal passé », explique-t-elle en faisant référence à leurs évènements plus troublants. « J'ai bossé qu'on me respecte », conclut-elle dans un soufre.

Une journée dans la rue

of 5/12/03

Manger, se laver, s'habiller ou se réchauffer : où les personnes sans-abri peuvent-elles s'adresser ? Petit tour d'horizon, non exhaustif, au fil des besoins rencontrés au cours d'une journée à Nantes.

● **7 h, un remontant à Brin de causette.** Près de la place Saint-Similien, à Nantes, *Brin de causette* est le repère du début de journée de bien des sans-abri. Des équipes de 4 ou 5 bénévoles s'y relaient tous les jours de la semaine, à partir de 7 h et jusqu'à 11 h du matin. A l'intérieur, quelques tables et des chaises pour s'asseoir autour d'un café et se restaurer après la nuit. Ceux qui préfèrent pourront emporter un sac avec quelques victuailles.

● **10 h, Bains-douches.** Les bains-douches municipaux, rue des Olivettes, sont ouverts à tous. Pour les personnes sans-abri, c'est le seul endroit pour se laver. Le CCAS leur délivre trois bons par semaine, utilisables du mercredi au dimanche. Il estime que 1 200 bons auront été retirés fin 2003. De la même façon, des bons lavomatic sont distribués.

● **Midi, manger chaud à l'Oasis.** Dépendant des Restaurants du cœur, l'Oasis s'adresse exclusivement aux personnes sans domicile fixe. Situé sur l'île de Nantes, il offre un décor chaleureux et de l'espace. 90 repas



Tous les matins dès 7 h, l'équipe de Brin de causette propose un endroit pour se restaurer au chaud.

chauds et gratuits y sont servis en moyenne entre 13 h et 16 h lors des trois jours d'ouverture hebdomadaires : lundi, mercredi, vendredi.

● **Début d'après-midi, détente à la Claire-Fontaine.** Ouvert jusqu'à 15 h 30, des activités y sont organisées, comme les ateliers dessin

ou des parties de cartes. A partir de 9 h 30, quai de la Fosse, elle sert aussi des cafés (50 centimes) et une cinquantaine de repas (1,20 €) par jour.

● **16 h, des vêtements à la Croix-Rouge.** La Croix-Rouge française organise une distribution tous les après-midi de 14 h à 17 h 30, près de la gare. Les vêtements, issus des collectes, sont gratuits. A Saint-Vincent-de-Paul, au Secours populaire et à Vété frat, une participation est demandée selon les ressources.

● **18 h, restaurant social Pierre-Landais.** Ouvert de 12 h à 13 h 30 et de 17 h 30 à 18 h 30, sur l'île de Nantes, son accès est géré par le CCAS. Fermé le week-end, il est remplacé par des paniers alimentaires. La Croix-Rouge distribue également des colis alimentaires, tous les après-midi, près du Jardin des plantes.

● **21 h, dernier rendez-vous avec le Car du cœur.** En soirée, l'offre à destination des personnes à la rue se raréfie. Entre 20 h et 22 h, le car du cœur propose deux rendez-vous, place de la Petite-Hollande et marché de Talensac. Pour se réchauffer, de la soupe, du café et du chocolat sont servis au passants, du lundi au vendredi.

Albert « prend place à côté de ceux qui n'en ont plus »

Dans le petit monde de la rue et de ceux qui s'en occupent, il est un visage que tous connaissent. Président d'Écoute de la rue, Albert Labat est ce qu'on peut appeler un « militant professionnel » de la cause des délaissés. A travers lui, on devine l'importance du rôle des associations.

Vous cherchez Albert Labat ? Inutile de vous rendre à son domicile : il n'y est quasiment que pour dormir ! Cherchez-le donc plutôt dans les rues nantaises où, en tant que président de l'association Écoute de la rue, il passe des heures avec les laissés pour compte de la vie. Albert Labat fait partie d'une catégorie rare, les militants hyperactifs. Son credo, c'est l'aide aux délaissés. « Quand j'ai pris ma retraite en 1996, je ne me voyais pas devant la télé, se souvient-il. Je suis tombé sur deux articles, l'un sur l'association Écoute de la rue, l'autre sur l'Observatoire international des prisons (OIP). J'ai posé ma candidature. » Il est aujourd'hui président des deux associations, ainsi que du Logis Saint-Jean, qui vient en aide aux demandeurs d'asile et aux sans-papiers. « Ce n'est pas toujours facile de jongler entre tous ces problèmes », sourit-il.



Albert Labat : « C'est important d'agir au sein d'une association, ça permet de réfléchir sur son action. Tout seul, on n'a pas assez de recul. »

Sa fibre militante, il estime la devoir à l'éducation qu'il a reçue, dans une famille pauvre des Landes. « Mes parents nous ont inculqué, à moi et à mes quatre frères, les valeurs de respect, de dignité et de partage, ainsi que la notion de service aux autres. » Pudiquement,

par petites touches, ce catholique mentionne également l'importance de sa foi dans sa démarche. « Je voulais la mettre en adéquation avec mes actions, avoue-t-il. Mais attention, ma foi ne regarde que moi, je suis contre tout prosélytisme. » Dans ses mots, choisis, Al-

bert Labat cherche toujours à effacer derrière les autres : parler de lui, ce n'est pas son truc.

Inlassablement

Là où il donne toute sa mesure en revanche, c'est dans la relation à l'autre. Dans la rue, « l'important est d'être disponible pour réveiller l'étincelle. Ces gens qui n'ont plus rien, à force, croient qu'ils ne sont plus rien. Je veux juste prendre place à côté de ceux qui n'ont plus de place. » Sur un bout de trottoir, il s'arrête pour discuter avec celui que personne ne regarde ; plus loin, il entre dans un café et y écoute des « habitués de la rue » évoquer leurs soucis ou leurs rires ; à l'entrée d'une boulangerie, il noue un contact avec un nouveau venu, lui propose une aide. Inlassablement.

Difficile dans ces conditions de préserver sa vie privée. « Ma femme me soutient et est elle-même engagée. Et l'important, c'est d'être vrai, de savoir pourquoi on fait les choses », précise-t-il, déjà sur le départ. 15 h 30 : il est presque en retard à un rendez-vous pour le Logis Saint-Jean. A 18 h, c'est une réunion pour l'OIP. Aujourd'hui encore, Albert Labat ne sera pas de bonne heure chez lui.

Des maisons de vie pour les « SDF vieillissants »

Projet novateur, la maison-relais s'adresse aux « SDF vieillissants ». Se situant au-delà de la réinsertion, elle mêle logement autonome et structure collective. Deux d'entre elles sont actuellement mises en place à Nantes.

Dans la rue, on vieillit très vite. Passé un certain âge, parler de réinsertion devient problématique, presque indécent. De ce constat est née une initiative à destination des « SDF vieillissants », catégorie qui regroupe les plus de 45 ans, soit 87 personnes recensées à Nantes. Elle se concrétise actuellement avec l'ouverture de deux maisons-relais, « un dispositif de logement et non de réinsertion », explique sans ambages Florence Ferrichaud, directrice de Francisco-Ferrer à qui a été confiée la gestion. **C'est un lieu de vie alternatif pour SDF vieillissants, mais qui conserve une certaine autonomie.**

Une hôtesse de maison

Le principe, simple, mixe vie collective et possibilité de s'isoler, dans de petits collectifs d'habitation (huit places rue Fouré, six boulevard Dalby). A chacun des locataires est attribuée une chambre individuelle, équipée d'un coin cuisine. Par ailleurs, une pièce commune permet aux habitants de la maison-relais de se retrouver s'ils le souhaitent, pour partager un repas, regarder la télévision ou bien organiser des jeux. Mais l'originalité du dispositif, c'est la présence d'une hôtesse de maison, qui répartira son temps entre les deux maisons-relais. **« L'idée est de créer du lien, de donner une âme à ce lieu, avec notamment l'aide de bénévoles, précise Valérie, qui tiendra ce rôle. Nous accueillons une population souvent isolée, sans famille ni attaches, très demandeuse de convivialité. »** Elle aura aussi pour mission d'inciter les pensionnaires à prendre soin tant de leurs chambres que des

Claude, l'un des locataires de la maison-relais, rue Fouré, dans sa chambre. Courant 2004, le dispositif devrait prendre sa vitesse de croisière et accueillir 14 personnes.



parties communes. Des habitudes souvent perdues dans la rue.

Pour l'heure, les maisons-relais sont encore embryonnaires. Boulevard Dalby, l'ouverture est prévue début 2004. Et rue Fouré, les cinq locataires actuels ont seulement vu, en guise de changements, leur statut évoluer au 1^{er} novembre. Les chambres accueillent en effet déjà auparavant des personnes en sous-location. Ces habitants, qui répondent au profil défini pour ce type de logement, devront intégrer la nouvelle dimension collective du lieu, lorsque la pièce commune aura pris forme et que l'hôtesse de maison sera entrée en fonction. Une première rencontre était d'ailleurs organisée la semaine dernière.

« C'est le logement qui me tient »

Parmi les locataires de la rue Fouré, Claude, bientôt 59 ans et plus de 20 ans dans la rue. Il oc-

cupe son petit appartement propre et bien rangé, depuis un an. Il s'y est vite habitué, même s'il dormait la fenêtre ouverte au début : **« J'ai besoin d'air »,** explique-t-il. Certaines habitudes sont tenaces : il continue ainsi à aller aux baignoires pour se laver.

Quand on lui parle de l'arrivée d'une hôtesse de maison, il semble ne pas s'en formaliser. Le changement lui paraît encore bien absent. Ce qui l'inquiète, en revanche,

ce sont les personnes qui vont venir occuper les trois chambres vacantes : **« Ceux qui sont déjà là, je m'entends bien avec eux. »** Claude est sûr d'une chose : **« C'est le logement qui me tient : il ne faut pas que je le perde. »**

Valérie essaie de le rassurer, mais après tant d'années d'errance, le sentiment de sécurité est difficile à reconquérir.

C'est tout l'enjeu des maisons-relais.

Deux autres projets

Depuis un peu plus de deux ans, un groupe de travail s'est mis en place autour de la question des SDF vieillissants. Piloté par le Centre communal d'action sociale, il regroupe partenaires institutionnels (services de la Ville, de l'État, du Département...) et associatifs (Ecoute de la rue, Francisco-Ferrer, Petits frères des pauvres, Saint-Benoît, Saint-Yves, Restos du cœur). Outre les maisons-relais, il œuvre actuellement à la mise en place de deux autres projets. Le premier, en association avec le conseil général, est une unité maison de retraite médicalisée dans l'enceinte du centre Saint-Yves à Vertou. Le second prévoit, autour du CHR Saint-Benoît, la mise à disposition de 4 à 5 appartements.

A Nantes, entre 200 et 300 personnes sont sans domicile fixe

③ Le difficile chemin de la réinsertion

La rue peut n'être qu'une étape dans la rue, mais une étape difficile à surmonter. Associations et structures de réinsertion s'efforcent d'accompagner les initiatives. Et témoignent que parfois, quitter la rue s'apparente à un déracinement.

« C'est très facile de tomber de cheval, mais remonter, ça fait peur. » Michelle Garry, directrice de la veille sociale 44, a recours à la métaphore pour évoquer la réinsertion. « C'est difficile d'investir un lieu comme un appartement, poursuit-elle. Il faut reprendre des habitudes de vie « normales », ce qui implique un autre rapport aux gens, aux choses, à son propre corps... » A l'association Ecoute de la rue, on ne dit pas autre chose : « Le retour à la vie normale se fait rarement dès le premier essai, in-

dique Albert Labat. Il y a le risque de faire un pas en avant et trois pas en arrière. » Comme cet homme qui avait retrouvé un logement, un travail, et a tout plaqué pour suivre sa compagne, avant de se retrouver à nouveau seul, et à la rue.

Plus facile pour les jeunes

Les différentes actions qui sont menées en matière d'insertion ont un dénominateur commun : elles sont toutes basées sur l'incitation, jamais la contrainte. « Il y a un travail de persuasion important à mener auprès de certains, constate Mauricette Chapalain, directrice de l'action sociale et de l'insertion au Centre communal d'action sociale (CCAS). En cela, c'est une très bonne chose qu'on travaille tous

ensemble, avec les associations, pour unir nos forces. » Bien sûr, la possibilité de se réinsérer est plus forte pour un jeune. Des structures comme la Mission locale ou Cap jeunes les aiguillent dans leurs démarches et les aident à décrocher stages, formation ou emplois. Et, quel que soit l'âge, les Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ont pour mission d'assurer la transition : ils proposent un logement pour six mois, renouvelable, dans le cadre d'un projet de réinsertion défini.

Un « grand vide »

Pour les personnes plus âgées, le retour à une vie « normale » est plus compliqué, mais des solutions existent (lire ci-dessous). Et les intervenants dans la rue, toujours, privilégient la méthode douce : le

Samu social, lors des tournées de l'équipe mobile, s'est par exemple fixé de ne jamais contraindre les gens à quitter l'endroit où ils vivent. « Il faut se méfier, prévient Albert Labat. Un retour à la vie normale n'est pas toujours souhaitable. » Car la rue, contre toute attente, fournit un cadre de sociabilité, des repères. « Certains, qui essaient de se réinsérer, trouvent dans la rue l'abri social qu'un appartement ne leur donne pas », précise même Michelle Garry. Après leur entrée dans un logement, beaucoup évoquent un « grand vide » après le fourmillement qui caractérise l'urgence dans la rue. Un constat qui souligne l'importance de l'accompagnement des personnes au-delà de ce premier pas dans la réinsertion.

Textes et photos :
Emeric ÉVAIN.

« On ne peut plus vivre dans la rue avec un bébé »

Un bébé, un logement, du travail : la vie d'Angélique et Laurent est en train de se transformer du tout au tout. Après quatre années à la rue, le jeune couple témoigne de sa volonté d'en sortir.

Assise à la terrasse de l'Oasis du cœur, Angélique, 19 ans, caresse son ventre : « Ça ne se voit pas que je suis enceinte ? » En face d'elle, Laurent (1), 25 ans, sourit. « C'est sûr, on va changer radicalement de vie », concède-t-il. L'arrivée d'une petite fille, dans moins de trois mois, n'en sera pas le seul bouleversement. Finie aussi la vie en squat : le couple a reçu une réponse favorable à sa demande de HLM et vient d'emménager dans un trois-pièces à Saint-Herblain. Parallèlement, Laurent a recommencé à travailler depuis trois mois grâce à Insérim, une boîte d'insertion spécialisée dans la réinsertion. Et Angélique assure des remplacements en tant qu'hôtesse d'accueil. Mais la coupure avec la rue ne se fait pas facilement. « Quand j'ai recommencé à travailler, explique Laurent, je retournais faire la manche le samedi. » Le couple avoue toutefois avoir de moins en moins de contacts avec son ancienne vie : « Par la force des choses, on est moins dans les endroits où traînent nos amis de la rue. »

Deux amis, trois chiens, un rat

En peu de temps, beaucoup de chemin parcouru. Même s'ils affirment tous deux avoir choisi cette vie. Pour Laurent, ça s'est fait sur un « pétage de plomb ». « J'en avais marre du rectangle de la vie. J'étais menuisier au Loroux-Bottreuil ; un matin, il y a quatre ans, je suis arrivé au boulot et j'ai dit au patron que je plaquais tout », se souvient-il. S'ensuit alors un tour de France, au gré des envies et des opportuni-



Laurent et Angélique commencent une nouvelle vie, discrètement : « C'est difficile de s'intégrer quand on est différent. »

tés, avec deux amis de rencontre, plus trois chiens et un rat pour compagnie. Jusqu'au retour à Nantes et la rencontre avec Angélique : « On faisait la manche sur le même trottoir. » « J'ai été un an entre la rue et chez ma mère, témoigne de son côté la jeune femme. Puis pendant trois ans à plein temps dehors. »

Leur vie de sans domicile fixe, ils n'en gardent pas que des mauvais souvenirs. « C'est la récré en permanence, on n'a aucun compte à rendre. » L'argent ? « Des fois, tu vis comme un SDF, d'autres fois comme un cadre. Ça dépend en partie des emplacements, il y a des chasses-gardées. Une « priante » (NDLR : sortie d'église), par

exemple, c'est dur à obtenir. » Les relations avec les passants ? « Beaucoup donnent sans oser nous parler, d'autres se foutent de nous. Certains te disent "va travailler !", mais pour travailler, il faut être bien dans sa tête. Et quand on allait voir un film à l'Apollo, il y avait de la place autour de nous. Et aujourd'hui encore, on se rend compte que c'est difficile de s'intégrer quand on est différent. »

« La rue, ça va un temps »

Pour autant, ils ne regrettent pas leur ancienne vie et affirment ne pas avoir peur du chômage. « La rue,

ça ne va qu'un temps, estime Laurent. On s'abîme. On boit pour tenir le coup, jusqu'à 7/8 litres de vin blanc par jour quand on s'est connus. Aujourd'hui, j'ai arrêté. » Il reconnaît que se lever à 4 h 30 pour embaucher n'est pas évident, mais finalement « dans la rue, on se réveille toujours tôt, soit avec le soleil ou la pluie quand on est dehors, soit avec la collectivité dans les squats ». Et puis, leur petite fille à venir justifie ces efforts. Pour elle, ils ont pensé à un prénom, qu'ils gardent secret, évocateur de leurs années dans la rue. Pour ne pas oublier.

(1) Les noms ont été modifiés.

Urgence sociale : mêmes demandes et besoins d'une ville à une autre

Hier, l'assemblée générale des CCAS de Loire-Atlantique a fait le point sur l'urgence sociale. L'occasion de constater que les demandes sont les mêmes d'une ville à une autre.

L'assemblée générale des CCAS de Loire-Atlantique, organisée par l'Union départementale, s'est tenue hier après-midi à Nantes, suivie d'un forum sur l'urgence sociale dans le département.

Outre les rapports moraux et d'actualité de l'année, plusieurs questions d'actualité ont été abordées, notamment le RMI et l'amendement voté par le Sénat, qui ne rend plus obligatoire la constitution de CCAS.

« C'est grave. La crainte, c'est qu'il n'y ait plus de cohésion nationale et que cela laisse un certain libre arbitre aux communes.

Actuellement, le conseil d'administration est constitué à parité d'élus et de représentants d'associations de

Avoir un état des lieux, voir ce que font les villes personnes âgées, d'urgence et de précarité, d'handicapés, de la famille...

Cela permet une concertation et des débats à huis clos sur des dossiers souvent très difficiles, et confidentiels », souligne Michèle Meunier, ad-

jointe à la Solidarité et à l'insertion à la Ville de Nantes, et présidente de l'Union départementale des CCAS de Loire-Atlantique.

Un sujet débattu par les représentants des CCAS, ensuite invités à participer à un forum sur l'urgence sociale en Loire-Atlantique. « Nous avons fait appel à un sociologue pour réaliser une enquête dans toutes les villes du département. L'objectif, c'est d'avoir un état des lieux, de voir comment les villes se situent et ce qu'elles font », explique Joël Gulsth'au, directeur du CCAS de Nantes.

« Traiter les problèmes ensemble »

Sur 221 communes, 129 ont répondu au questionnaire par la voix d'élus et de techniciens du secteur social. L'occasion de mieux connaître les situations auxquelles elles ont été confrontées ces douze derniers mois.

À cet effet, les chiffres montrent que la plus forte sollicitation vient de personnes ou de familles en incapacité de payer leurs factures. Suivent ensuite des demandes d'aide ali-



Selon l'enquête auprès des CCAS du département, la majorité des demandeurs est originaire de la commune ou y vit depuis plus d'un an.

mentaire ou pour une situation de surendettement. Les demandes (provenant d'hommes et de femmes en majorité âgés de 26 à 60 ans) ayant relevé d'un traitement d'urgence concernent les mêmes préoccupations : l'aide alimentaire, l'intervention auprès d'instances prestataires de services (EDF-GDF par exemple) et l'aide financière.

« Cette enquête montre que les problèmes sont les mêmes d'une ville à une autre, malgré la différence de taille. Les besoins et les demandes sont les mêmes. Ce qui diffère, c'est

la façon d'y répondre parce que les moyens sont différents », poursuit Michèle Meunier.

D'où la volonté des CCAS du département de « trouver des moyens plus efficaces pour traiter les problèmes ensemble », en développant en interne des dispositifs appropriés et en travaillant en partenariat avec des associations et des organismes divers. La répartition des structures dans le département (essentiellement concentrées dans les villes, peu adaptées aux petites communes) est également une piste de réflexion.

Parallèlement, les représentants des CCAS soulignent aussi la nécessité de s'interroger sur la notion d'urgence : « à une demande le plus souvent matérielle, la « bonne » réponse n'est pas toujours matérielle. D'où la nécessité de se donner les moyens de mieux évaluer les situations. Selon les cas, une mise à l'abri n'est pas forcément la meilleure solution, car le problème subsiste derrière ? C'est aussi ce que montrent les cas concrets de l'enquête ». S.G.

En Loire-Atlantique, 60 % des bénéficiaires du RMI sont des personnes seules

Dans les Pays de la Loire, la plus forte proportion de bénéficiaires des minima sociaux et du RMI est située en Loire-Atlantique.

Selon l'enquête demandée par l'Union départementale des CCAS, dans les pays de la Loire, 2,3 % des 18-59 ans bénéficient du RMI (dont

2,9 % en Loire-Atlantique) contre 3,1 % au niveau national. 6,3 % de cette même tranche d'âge perçoivent des minima sociaux (contre 6,9 % dans le département) contre 7,4 % au niveau national.

En Loire-Atlantique, 60 % des bénéficiaires du RMI sont des personnes seules, 21 % des familles mono parentales et 19 % des couples. 49 %

sont installés à Nantes, 10,5 % à Saint-Nazaire, 4,4 % à Saint-Herblain, 3,9 % à Bouguenais, 3,8 % à Rezé, 1,26 % à la Baule, 1,2 % à Orvault, 1 % à Châteaubriant, 0,9 % à Saint-Sébastien-sur-Loire, 0,85 % à Pomic, 0,8 % à Trignac, 0,72 % à Pornichet, 0,7 % à Couëron et 0,64 % à Vertou. 20,2 % proviennent d'autres communes.

Niveau 2 d'« Urgence hivernale » : la Protection Civile mobilisée

Vendredi soir, le niveau 2 d'« Urgence hivernale » a été déclenché dans le département. À Nantes, un centre d'hébergement supplémentaire, confié à la Protection Civile, a ouvert ses portes.

Vendredi soir, en raison des températures, la Préfecture de Loire-Atlantique a déclenché le niveau 2 d'« Urgence hivernale », opérationnel jusqu'à ce lundi matin. Un dispositif qui implique la Protection Civile, mobilisée pour la première fois cette année.

Dans le cadre du niveau 2, de nouveaux lieux d'accueil de personnes sans abri sont appelés à ouvrir leurs portes. C'est le cas depuis vendredi soir

du centre La Providence, propriété de l'Évêché, située 1 rue d'Aguesseau, près de la Préfecture de Nantes.

« Tous les centres d'hébergement sont pleins, il faut donc trouver d'autres structures », explique Catherine Picault, trésorière de l'Association Départementale de la Protection Civile de Loire-Atlantique, qui rassemble des secouristes bénévoles, appelés à se mo-

biliser pour la première fois dans le cadre de ce plan d'urgence.

Répondant à la sollicitation du ministère des affaires sanitaires et sociales, l'association départementale a ainsi signé une convention avec la Préfecture, sous la coordination de la Ddass, pour renforcer les moyens. À ce titre, elle s'est vue confier la gestion de ce centre d'hébergement d'urgence, composé de 19 lits.

« Nous avons d'abord aménagé les locaux et tout meublé pour accueillir les gens. Tous les lits viennent du foyer Saint-Benoît qui nous fournit aussi les couvertures et divers produits. Pour le reste, nous avons fait appel à des chantiers et entreprises d'insertion », poursuit Catherine Picault.

« Créer un lien »
Vendredi soir, huit personnes (dont deux femmes et trois jeunes d'une vingtaine d'années) ont donc pu passer la nuit dans ce centre. Conduites par le Samu social, elles ont été accueillies sur place par des



Samedi, les sauveteurs bénévoles de la Protection civile ont pris connaissance du dispositif dans le centre d'hébergement de la rue d'Aguesseau qu'ils sont chargés de gérer.

bénévoles de la Protection Civile, chargés de « créer un lien », en discutant, mais surtout en offrant une boisson chaude et un repas, des vêtements et des possibilités d'accompagnement.

« Les repas sont fournis par le foyer Saint-Benoît, nous les faisons sim-

plement réchauffer. Les gens peuvent donc manger s'ils le souhaitent, prendre un café, une douche. Le matin, nous leur offrons un petit-déjeuner avant leur départ. Le centre est ensuite fermé dans la journée », précise Catherine Picault.

Tout le week-end, des personnes sans abri (seules ou en couple) ont donc pu trouver refuge dans ce centre, surveillé à partir de onze heures/minuit par des agents de sécurité qui prennent le relais jusqu'au retour des secouristes le matin.

Ce plan de niveau 2 doit prendre fin ce lundi matin, mais peut être reconduit à tout moment. La Protection Civile et les organismes concernés restent ainsi en état d'alerte jusqu'à la fin mars. Un appel à la vigilance et à la solidarité est également lancé à la population, invitée à contacter le 115 en cas de besoin.

S.G.

Pour équiper au mieux le centre de la rue d'Aguesseau, la Protection Civile recherche encore des tables, chaises, de la vaisselle, des couvertures, des vêtements et du linge de toilette.
Contact : 02.40.47.87.34.

« Urgence hivernale » : trois niveaux de mobilisation

Le 19 novembre, trois mois après la canicule meurtrière de l'été, un plan « Urgence hivernale », destiné à venir en aide aux SDF, a été mis en place. Ce plan, lié à la température, comporte trois niveaux d'intervention. Vendredi soir, le niveau 2 a été déclenché par 62 départements, dont la Loire-Atlantique.

« Niveau 1 : « vigilance et mobilisation hivernale »

Ce niveau est mis en œuvre par le Préfet du département et doit être permanent entre le 1er novembre et le 31 mars. Il peut être activé ou prolongé en dehors de cette pério-

de en fonction des conditions climatiques locales. Concrètement, ce niveau correspond à un renforcement des capacités d'hébergement et à la mise en place des actions des équipes locales, notamment en soirée et dans la nuit. Pour sa mise en œuvre, 3 000 places supplémentaires sont mobilisées.

« Niveau 2 : « Grand froid »

Ce niveau correspond à une situation météorologique aggravée sur plusieurs jours : températures négatives le jour et températures comprises entre -5° et -10° la nuit. Certains préfets peuvent également le déclencher à partir de 0°. Sa mise en œuvre se caractérise par un renforcement des capacités d'hébergement, des équipes du 115 pour faire face aux appels et signalements

et des équipes mobiles, par une intensification des maraudes et par une ouverture pendant la nuit, de lieux d'accueil de jour.

« Niveau 3 : « Froid extrême »

Ce niveau correspond à des températures exceptionnellement basses pendant plusieurs jours, négatives le jour et inférieures à -10° la nuit.

« C'est un niveau d'anticipation de situation de crise grave dont la gestion relève bien entendu des procédures classiques et de la mise en œuvre de différents plans d'urgence et de sécurité civile », souligne l'instruction ministérielle relative à la période d'urgence hivernale 2003-2004.

Dans le cadre de ce niveau, tous les sites permettant une mise à l'abri du plus grand nombre de personnes sont mobilisés.

L'association Saint-Benoît cherche des solutions d'hébergement à long terme

En prévision du grand froid, le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale Saint-Benoît a ouvert un foyer supplémentaire. Une mesure nécessaire, mais insuffisante pour résoudre les problèmes de saturation du centre à long terme.

La rue est toujours significative d'insécurité. Certes, le froid aggrave les problèmes de survie. Mais cette situation est insupportable été comme hiver. Tel est le message de Jean-Yves Crenn, directeur du CHRS Saint-Benoît au moment où la baisse des températures suscite une compassion collective vis-à-vis des sans-abri.

L'évolution permanente
Depuis 50 ans, l'association Saint-Benoît Labre accueille des adultes en difficultés. L'évolution et la disparité des personnes prises en charge ont induit des changements d'organisation. En 1993, l'ancien asile de nuit s'est professionnalisé. Une soixantaine de salariés s'est substituée aux 120 bénévoles. Les clochards d'antan sont devenus des usagers, un service de restauration collective a remplacé la soupe populaire, et la mission de réinsertion s'est considérablement renforcée.

Actuellement, le CHRS dispose environ de 150 lits répartis dans différents établissements. Il sert 40 000 repas par an et accom-



Jean-Yves Crenn, directeur du CHRS : « Nos difficultés ne se limitent pas au froid hivernal. »

pagne chaque année plus de 2000 personnes en quête de repères.

Un passage sans issues

« Nous sommes une passerelle entre l'urgence sociale et la réinsertion », rappelle Jean-Yves Crenn. « Notre objectif est de réorienter nos usagers vers des partenaires ou de rechercher des solutions pour les faire accéder à l'autonomie. Si aujourd'hui nous manquons de places, cela vient surtout des difficultés que nous rencontrons pour faire sortir les gens de nos établissements ».

Le froid hivernal entraîne la mise en place de dispositif temporaire, mais les problèmes d'hébergement

à long terme demeurent. « Nous hébergeons de plus en plus de jeunes capables de redevenir autonomes, mais qui ne trouvent pas de logement. Le manque de logements sociaux nous oblige à les garder.

Idem pour les personnes âgées : nous ne sommes pas censés abriter les personnes de plus de 60 ans, mais celles-ci se voient refuser des places en maison de retraite et nous ne pouvons les mettre à la porte ».

Les perspectives de débouchés

En collaboration avec l'organisme de Veille Sociale 44, Alerte 44, le collectif d'aide aux sans-abri et la

fédération nationale, l'association Saint-Benoît tente d'améliorer le processus de secours en urgence. Et, au-delà du dispositif « grand froid », elle recherche des solutions durables pour désengorger ses services. Elle espère notamment développer son propre réseau d'appartements susceptibles d'abriter des personnes autonomes. Ou encore, pour les plus âgées, elle réfléchit à la création d'une maison de retraite spécialisée. Malgré le froid, le gel des dotations provenant du ministère et le manque de subventions, l'optimisme et les projets subsistent.

Agnès Michaud

La vie des associations

Vente d'artisanat russe avec France - Russie - CEI

Une exposition vente d'artisanat russe, le samedi 13 décembre, de 10 h à 19 h, dans ses locaux de la rue d'Aouvours (entrée par la rue du Bourget) ; un dîner en musique le samedi 20 décembre, à partir de 19 h, dans les salons des Floralles, hôtel de l'Horticulture, 7 quai Henri-Barbusse.

Renseignements et inscriptions au 02 40 12 12 16

Grandir dans un monde différent

À l'occasion de la sortie de son livre, « Grandir - Dans un monde différent », Olivier Raballand organise un « apéritif-dédicace » pour dialoguer autour du thème de la discrimination. Cette réunion se tiendra le samedi 13 décembre, de 11 h 45 à 13 h 15, Maison des Associations, quai Baco. C'est avant tout la question du regard de notre société sur la personne handicapée dont il est question tout au long de ces 160 pages. La douloureuse question de la différence et de

son acceptation ou pas dans la vie de la cité. C'est l'histoire de l'arrivée d'un enfant qui ne sera jamais comme les autres : « Un cri silencieux dans ce témoignage attachant d'un père envers son fils ».

Pour toute autre information, vous pouvez également consulter le site Internet (<http://grandir.gaul.free.fr>) autour du livre et plus largement des textes sur le thème de la différence.

Le sport a du cœur en Loire-Atlantique

Le CDOS 44 et la DRDJS invitent les dirigeants sportifs, éducateurs, arbitres, sportifs et salariés d'associations sportives à participer à une soirée d'information débat dans le cadre de la « Lutte contre les incivilités et la violence dans le sport ».

À Nantes, le 11 décembre, 19 h, maison des sports, 44 rue Romain-Rolland (Ligne 1, tramway arrêt Romain-Rolland) avec comme intervenants : police et gendarmerie nationale, CDOS 44 et DRDJS, plus témoignages de clubs sportifs.

Formation BAFa avec les Francs

Les Francas proposent des sessions de formation générale animateurs ainsi que des approfondissements dans le cadre du BAFa (Brevet d'Aptitude à la Formation d'Animateurs).

Formation Générale d'animateurs (BAFA), du 23 au 30 décembre, à Pirlac ou au Poulliguen (44). Approfondissement animateur du 26 au 31 décembre.

Artivore : comment aborder les pratiques d'éveil, culturel et artistique avec les enfants, quelles démarches innovantes mettre en œuvre pour favoriser la découverte, l'expérimentation, la création.

Renseignements, Francas 44, 37 rue de la Tour d'Auvergne, BP 36 507, 44205 Nantes, Tél. 02 51 25 08 38

Grande braderie du Secours Populaire Français

Le SPF, 124 boulevard Dalby, organise une grande braderie de vêtements le mercredi 10 décembre, de 10 h à 17 h,

dans le cadre de sa campagne de solidarité en faveur des plus démunis, Tél. 02 40 29 45 26

Les conférences de la Société nantaise de philosophie

Vendredi 16 janvier 2004, Jacques Ricot, professeur agrégé de philosophie : « La guerre selon Nietzsche ».

Vendredi 19 mars, Pierre Hasser, professeur au centre d'études et de recherches internationales : « Penser le 11 septembre ».

Toutes les conférences ont lieu à 20 h 30 à la salle de la manufacture Bd Stalingrad, Nantes.

Entrée : 4 € pour les non-adhérents, 2 € pour les étudiants (gratuit pour les sociétaires).

« Un Parrain, un Emploi » Depuis 1996, l'association « Un Parrain, un Emploi » accompagne les jeunes demandeurs d'emploi dans leur démarche en leur proposant de bénéficier des conseils individualisés et personnalisés d'un professionnel travaillant dans leur domaine de recherche.

Elle s'adresse à un public âgé de moins de 26 ans de niveau bac et plus et précise que des dérogations sont possibles pour les plus de 26 ans n'ayant jamais travaillé. Elle apporte aussi conseils et soutien aux personnes handicapées reconnues Cotorep. Les permanences ont lieu au 12 rue des trois croisants à Nantes.

Permanences du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30. Contact : Tél. : 02 40 47 11 12

SOS Dépression

L'association SOS Dépression 44 propose une écoute téléphonique neutre, anonyme et confidentielle, tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 18 h à 20 h au 02 40 85 25 60

Les prochains groupes de paroles de l'association auront lieu à la maison des associations, 42 rue des Hauts-Pavés, à Nantes, de 18 h à 20 h (tramway arrêt Poitou) les mercredis 24 décembre et 28 janvier et les jeudis 11 décembre et 8 janvier.

Le Centre de Dalby a Nantes sert 6 000 repas chaque semaine

Les Restos du cœur ouverts pour l'hiver

Hier, les Restaurants du cœur ouvraient leurs portes pour l'hiver. Parmi eux, le centre de Dalby, à Nantes, affûtait son dispositif, après avoir servi près de 100 000 repas l'an dernier.

Sous forme de dessins ou de photos, il est partout. Dans la salle des Restaurants du cœur de Dalby, à Nantes(1), le portrait de Coluche orne tous les murs, et plutôt deux fois qu'une. Sous le regard du fondateur des Restos, une trentaine de bénévoles s'activaient, hier matin, afin que tout soit en place pour la première distribution de paniers-repas de l'hiver. Conserves ou denrées périssables, les produits sont stockés dans un local ou disposés dans les stands, en attendant l'ouverture des portes, entre 14 h et 16 h. « Nous devons être très organisés », explique Suzanne Babin, responsable du site. L'hiver dernier, nous avons servi 95 000 repas, soit 6 000 par semaine. Tous les jours, c'est la cohue. » Et cette année part selon elle sur des bases encore plus élevées.

Pour tenter de fluidifier la distribution, l'organisation est pourtant rigoureuse. Les bénéficiaires sont invités à s'inscrire sur des plages horaires différentes, le matin de 9 h 30 à 11 h 30. Ainsi, hier matin, ils étaient quelques dizaines à présenter les papiers (justificatifs de domicile, de loyer, de composition de famille) leur permettant de retirer une carte pour l'hiver. « Mais bien sûr, on ne va pas renvoyer ceux qui viennent l'après-midi sans être inscrits », tempère Suzanne Babin.

De plus en plus d'étudiants

Parmi les personnes qui fréquentent le centre, on trouve pour moitié



Tous les matins, de 9 h 30 à 11 h 30, les bénévoles du centre de Dalby prennent les inscriptions. L'hiver dernier, 683 familles y sont venues.

des personnes demandeuses d'asile ou sans-papier. Fait inquiétant, de plus en plus d'étudiants s'adressent également aux Restos. Autre fort contingent, les familles monoparentales. Toutes ces personnes, une fois inscrites, pourront venir deux fois par semaine, le lundi et le jeudi ou le mardi et le vendredi. Elles repartiront avec des denrées achetées par la centrale départementale de l'association ou

données par des centres commerciaux.

Mais les Restaurants du cœur ne se cantonnent pas à l'alimentaire. « Nous avons mis sur pied un service d'aide à la personne, pour orienter les gens dans leurs démarches », explique Suzanne Babin. Un psychologue tient une permanence par semaine et le service bébés du cœur s'occupe des nourrissons. « Un café-accueil a

aussi été installé et une distribution de cadeaux de Noël aura lieu les 18 et 19 décembre. Les Restos restent fidèles à leur philosophie : distribuer un peu de chaleur humaine.

1) Les autres centres des Restaurants du cœur de la communauté urbaine sont situés à Nantes (centre de Roch), Saint-Herblain, Orvault, Saint-Sébastien, Couéron et La Chapelle-sur-Erdre.

Daniel : un travail après la retraite



Daniel, bénévole aux Restaurants du cœur depuis six ans, y consacre deux jours par semaine.

« J'avais envie de donner un coup de main, se souvient Daniel, 55 ans, tout en manipulant des palettes de légumes. J'ai téléphoné aux responsables qui m'ont dit de venir prendre le café à 2 h. J'ai commencé dans la foulée. » C'était il y a six ans. A l'époque, Daniel travaillait encore dans la marine marchande, synonyme de périodes de trois mois en mer. « Mais j'étais ensuite pendant deux mois à terre, et je pouvais alors tenir ma place. »

Pourquoi les Restos ? « Ce sont eux qui m'interpellaient le plus, tout simplement. Et j'ai tout de suite trouvé ma place dans l'équipe », insiste-t-il. Au cours de ces années pas-

sées au contact de ceux qui manquent de tout, il y a aussi quelques souvenirs de « coups durs » : « J'ai assisté à des bagarres. Dans ces cas-là, on essaie de calmer les esprits. Ce sont les femmes les plus douées pour ça », reconnaît Daniel.

Bien sûr, son engagement est vorace en temps. Deux jours par semaine, il « embauche » à 8 h 30 pour finir à 16 h 30, sans vraiment faire de pause. « On peut même venir tous les jours, mais je pense que c'est trop. Mon jardin ne va pas se faire tout seul. Et puis il y a la famille... » Qu'en pense sa femme ? « Je préfère ne rien dire », termine-t-il en souriant.

Delphine et Maëva stagiaires militantes

Poursuivre sa formation en se rendant utile, c'est ce qu'ont choisi Delphine, 22 ans, et Maëva, 19 ans, étudiantes en stage aux Restos du cœur. Delphine prépare un BTS d'économie sociale et familiale, en alternance. Elle prend place dans l'équipe des bénévoles tous les lundis et les mardis depuis deux ans. « Le projet que je présenterai pour ma soutenance concernera l'équilibre alimentaire pour les personnes d'origine musulmane, car il y a beaucoup de porc dans les dons », précise-t-elle. En deux ans de bénévolat, elle a apprécié, aux Restos, que l'aide alimentaire se double d'un dialogue, d'une ouverture à l'autre. « Le regret, c'est de voir les mêmes personnes

revenir d'une année sur l'autre, preuve qu'elles ne s'en sortent pas », soupire-t-elle.

Maëva suit, quant à elle, une formation d'éducatrice spécialisée. Depuis fin octobre et jusqu'aux vacances de Noël, ce mini-stage lui montre une autre approche de l'aide sociale, avant de commencer un stage long avec des personnes handicapées en janvier. Malgré les problèmes de communication, « difficile quand on ne parle pas la même langue », elle « conseille l'expérience à ceux qui ont du temps ». Pour les deux jeunes filles, place pour l'instant aux études, « avant de reprendre à la retraite », plaisante Delphine.



Delphine et Maëva ont choisi les Restos du cœur pour leur stage d'étude.

OF 9/12/03

Un déjeuner aux Restos du Cœur : une « oasis » pour les sans-domicile

La campagne des Restos du Cœur a débuté hier. Mais à Nantes, près du MIN, le restaurant du centre d'accueil des SDF fonctionne pratiquement toute l'année.

Peu avant 13 h, hier, à l'Oasis, le restau des Restos du cœur. Les bénévoles s'affairent. Ils ont déchargé les camions et coupé les légumes. À quelques minutes de l'ouverture, les tables sont déjà dressées. Capitaine, bénévole, 66 ans, chapeau vissé sur la tête, n'a pas

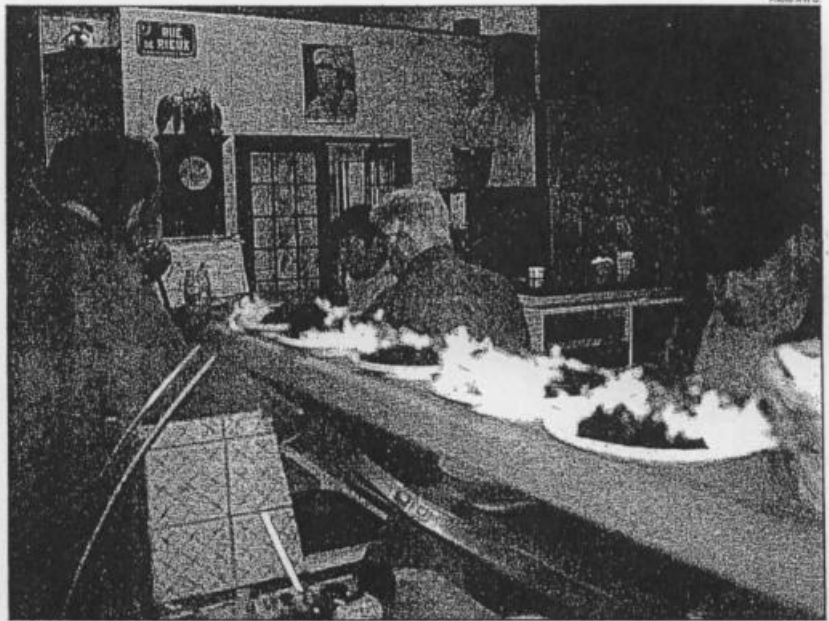
« Quand ils viennent me voir, ils vident toujours leur cœur » quitté son écharpe verte mais il a noué son tablier. Son rôle à lui, c'est de servir le café. Pas question qu'il se mêle du reste. Maryvonne et Renée, elles, vont faire le service. Elles sont prêtes. Dans quelques minutes, les portes vont s'ouvrir. Avec le froid qu'il fait dehors, ils doivent s'impatienter. Ils se sont les bénévoles, les SDF qui, trois fois par semaine, 11 mois sur 12, peuvent venir à déjeuner d'un repas chaud. Au menu ce midi, crudités, cordon bleu - carottes, fromage et ananas. Il est 13 h. Ils entrent. Pas de contrôle. Rapide poignée de main au passage. *« Bonjour Capitaine, ça va bien aujourd'hui ? »*. Chacun attrape l'assiette tendue. D'abord, l'entrée. Pour la suite, il reviendra.

Des habitués

On pourrait installer des plaques nominatives sur certaines chaises constate Audrey, permanente, dans un sourire. L'Oasis a ses habitués. Monsieur Léon par exemple. Il

Marie, 33 ans, vit dans un camion et mange à l'« Oasis »

Il faut que je me batte tous les jours. Marie, 33 ans, a le visage fatigué. Ses yeux s'échappent dès que son regard, par hasard, croise le vôtre. Elle est à Nantes depuis quatre ans. Sa vie, c'est une vie de pionnier, stressante. On n'a rien fait pour moi. À 16 ans, sa mère, qui voulait refaire sa vie, l'a invitée à quitter la maison. Son père, qu'elle n'aura vu que trois fois dans sa vie, est décédé. La voilà dans la rue. Originale de Paris, elle est venue à Nantes pour raison familiale. Ma mère et une partie de la famille habitaient



Plus de 80 personnes hier, attendaient l'ouverture des portes de l'« Oasis » à 13 heures pour se mettre à table.

sait exactement où il va. Et Robert qui, grimace à l'appel, ronchonne toujours. Il ne mange pas de porc, alors, forcément, le plat de résistance ne lui convient pas. Il aura droit à autre chose.

Le rendez-vous des potes

Ici, c'est vraiment comme au resto. Des potes se retrouvent autour d'un repas chaud et discutent. Ils se racontent des histoires drôles, parlent de leurs soucis, fument des cigarettes. Les jeunes ont leur petit coin à eux, au fond. Ils se connaissent. Un couple fait bande à part. Il dort dans une caravane. La jeune fille, ravissante, est en fauteuil roulant. Un accident quand elle était enfant. À moi, ça me fait mal au cœur de

voir ça, explique Monique, gardienne du vestiaire à un âge suffisamment respectable pour que son médecin menace de ne plus lui donner ses anti-inflammatoires si elle ne s'arrête pas bientôt. *« Quand ils viennent me voir en bas, dans mes catacombes à moi, pour chercher une écharpe ou des chaussures, ils refusent parfois par pudeur de se déshabiller mais ils vident toujours leur cœur. »* Monique ne s'arrêtera pas de sitôt. Elle n'y peut rien. Ça lui colle à la peau.

Des colis pour dîner

14 h. L'heure du café. Capitaine, fidèle à son poste, s'y attendait : tous investissent son bar en même temps. Les uns retournent à leurs

tables ; d'autres s'asseyent, histoire de parler un peu. Certains sont déjà partis en oubliant leur paquet. Ce lundi, en effet, débutait la 17^e campagne des Restos du Cœur. Chacun pouvait repartir avec son colis : des yaourts, des fruits, des viennoiseries et du fromage. De quoi dîner vraiment, en attendant demain. Ils pourront revenir à l'Oasis après-demain. Bouquiner s'ils le veulent. Faire la sieste sur les canapés s'ils ont sommeil. Discuter autant qu'ils voudront.

Anne-Hélène Dorison

L'oasis, rue des Marchandises, est ouverte les lundis, mercredis et vendredis, de 13 h à 16 h, sauf en août. Tél. : 02 51 82 05 67.

« Urgence hivernale » : le niveau 2 de mobilisation maintenu jusqu'à jeudi

Les prévisions météorologiques, avec un froid persistant, ont amené la préfecture de la Loire-Atlantique à prolonger jusqu'à jeudi matin le niveau 2 d'urgence hivernale. Ce dispositif, qui implique l'intervention de la Protection Civile et l'ouverture de nouveaux lieux d'accueil pour les personnes sans abri, a été déclenché vendredi soir en Loire-Atlantique. À Nantes, 19 lits supplémentaires sont installés au centre la Providen-

ce, 1 rue d'Aguesseau, près de la préfecture. Le foyer Saint-Benoît fournit les repas. Le plan de niveau 2 peut être prolongé ou reconduit à tout moment dès que les conditions météorologiques l'exigent. Les Nantais sont également appelés à la vigilance et à la solidarité. Ils peuvent contacter le 115 pour avvertir les services sociaux de toute personne en situation de détresse ou de danger.

A.-H.D.

Le Diocèse dénonce la crise du logement pour les plus démunis en Loire-Atlantique

Le Comité vigilance et solidarité du Diocèse de Nantes tire la sonnette d'alarme.

Le département peine à s'adapter face à une précarité en hausse. Pour les plus démunis, logements sociaux et places dans les centres d'urgence manquent à l'appel. Le Comité vigilance et solidarité a fait sien l'engagement de la secrétaire d'État à la lutte contre l'exclusion, Dominique

Versini : « *Personne dans la rue cet hiver* ». Mais ce comité, formé de huit associations dont le Secours catholique, l'Écoute de la rue ou la Pastorale des migrants, a bien des difficultés à faire respecter son engagement tant la situation est alarmante.

Lettre ouverte aux élus

« *Plus de 200 personnes dorment encore dehors à Nantes et ce, malgré le dispositif d'hébergement d'urgence mis en place par la ville. Des jeunes*

de 18 à 25 ans qui recherchent des couvertures pour la nuit, forcés de squatter, des personnes sans domicile fixe (SDF) qui meurent dans la rue... ». Le constat d'Albert Labat, de l'association l'Écoute de la rue, responsable du Logis Saint-Jean, est amer. Voilà pourquoi, avec le Comité vigilance et solidarité, il a décidé d'écrire une lettre d'alerte à tous les acteurs de la vie publique du département, concernant cette crise du logement.

Le préfet, le président du Conseil général, les élus de Nantes Métropole, les députés

et les sénateurs du département ont ainsi été informés de l'urgence de la situation. **Carences des pouvoirs publics** Le Logis Saint-Jean, mis en place en 2003 par le Diocèse pour accueillir les sans-papiers de l'église Sainte-Thérèse, accueille tous les jours environ 40 sans-abri. Ils viennent y chercher chaleur, écoute et convivialité nécessaires à leur dignité. Mais ce lieu reste le seul centre d'accueil de jour de la ville : « *On ne peut pas complètement suppléer aux carences engendrées par les choix des pouvoirs publics* ».

Concernant l'hébergement d'urgence de nuit, Albert Labat convient que la situation a progressé. Les centres nantais disposent de 500 places, mais qu'elle n'est pas suffisante. Il manque encore 100 places à ce dispositif selon lui. De plus, le fait de n'ouvrir ces centres qu'en cas de grand froid empêche les sans-abris d'être informés de leur ouverture. Il demande aux élus que la mise en place de ce dispositif soit pérenne du 1^{er} novembre au 31 avril 2004 compris.

Lucie Beaupérin



René Penneret, vicaire représentant le Comité vigilance et solidarité, Albert Labat, responsable de l'Écoute de la rue, et Annick Bretesché de la Pastorale des migrants sont en contact au quotidien avec des demandeurs de logements.

Logements sociaux : 30 000 demandes non satisfaites

La situation est également problématique du côté des logements sociaux. En Loire-Atlantique, près de 30 000 demandeurs de logement ne sont pas satisfaits.

René Penneret, vicaire épiscopal représente le Comité vigilance et solidarité. Lui-même étudie de près ce problème des logements sociaux :

« *Pour les petits revenus, les Rmistes et les étudiants, se loger est devenu mission impossible. Les chantiers de construction de logements urbains devraient être prioritaires pour la communauté urbaine qui en démolit, au lieu de cela, à Malakoff* ».

Il dénonce aussi l'attitude de certaines villes, telles Vertou ou Saint-Sébastien-sur-Loire. Selon

lui, elles n'appliquent pas la loi gouvernementale Solidarité et développement urbain (SRU) délabrée. Cette loi oblige une commune à transformer 20 % de son parc local en logements sociaux. « *Ces villes préfèrent payer des pénalités et sélectionner leur population* », ajoute le vicaire. Ce dernier, soutenu par l'évêque de Nantes dans cette mission, propose d'ailleurs une pétition à toutes les communautés chrétiennes du Diocèse afin de dénoncer cette situation « intolérable ».

Bernard Boucault, préfet de Loire-Atlantique, s'est dit prêt à recevoir le comité diocésain le 9 janvier prochain, afin de discuter du problème.

L. Be.

5

Ouest-France
13-14 décembre 2003

Souffrance et précarité réclament un accompagnement spécifique

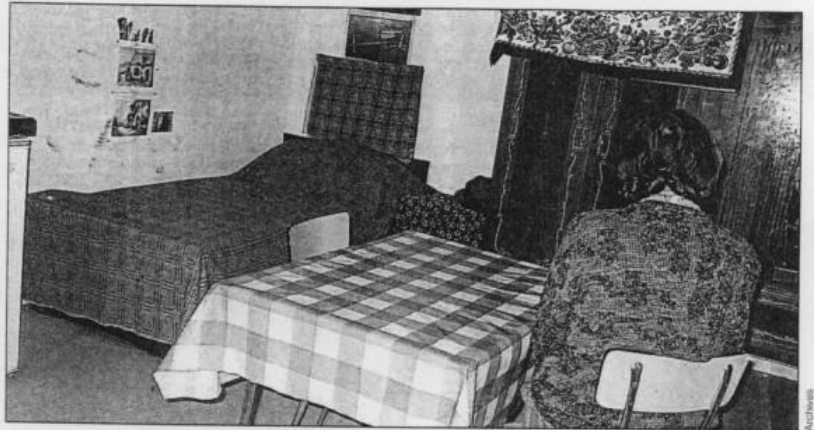
Psychiatrie : une équipe pour la rue

En s'enfonçant dans la grande précarité, les sans domicile fixe rompent, petit à petit, tout lien professionnel, social ou familial. L'errance, la solitude, l'alcool, engendrent ou aggravent des troubles psychiques. Une équipe psychiatrique spécifique se met en place pour accompagner les gens de la rue.

C'est une toute petite équipe, recrutée parmi les personnels de l'hôpital Saint-Jacques de Nantes. À partir de janvier, un psychiatre et des infirmiers vont consacrer quelques heures « à accompagner, à la fois, les gens en grande précarité et les professionnels de la santé. »

L'idée de cette « interface » entre les errants et le milieu psychiatrique est née d'un triste constat. Les sans domicile fixe (SDF) et les gens en grande précarité rompent, peu à peu, les liens qui les rattachent à la société. Au point « d'oublier » les maux, physiques ou psychiques, dont ils souffrent. À Nantes, ils seraient une centaine à se trouver, ainsi, totalement désocialisés, entourés par cent à deux cents compagnons et compagnes de misère encore retenus par des liens sociaux ou familiaux très ténus.

« Dans les cas extrêmes, témoigne le docteur Sylvie Quésemand-Zucca, ils sont tombés si bas qu'ils ne peuvent même plus dire "Aidez-moi !" ». Cette psychiatre et psychanalyste, préside le réseau national Souffrance psychique et Précarité, basé à l'hôpital Esquirol, à Paris. Elle est venue, vendredi, expliquer la philosophie du réseau, mis en place voilà six ans par le docteur Xavier Emmanuelli, le fondateur du Samu social. « À Paris, explique-t-elle, 30 % des gens de la rue souffrent de problèmes psychiques. Ils sont tellement coupés de tout, et même de leur passé, que certains ont même fini par perdre jusqu'à



Le réseau de travailleurs sociaux, de foyers, d'associations caritatives et les soignants des différents secteurs de psychiatrie travailleront avec l'équipe spécialisée pour mieux accompagner les gens de la rue.

leur nom. Ils sont rejetés et ils rejettent à leur tour, les institutions. »

Pas de « SOS Psy »

À plus petite échelle, Nantes est confrontée à la même situation. Or, à l'évidence, les structures actuelles de la psychiatrie ne sont pas à même de fournir une aide adaptée. « Quand une personne en grande précarité arrive à l'hôpital, constate le psychiatre Hervé Inial, chef de service à Saint-Jacques, la notion de compassion a tendance à éclipser celle des soins. »

Alors, à l'image de ce qui a été entrepris, ailleurs, par le réseau Souffrance psychique et Précarité, le CHU de Nantes a-t-il décidé de mettre sur pied une équipe spécifique. Elle approchera, patiemment, les gens en

grande difficulté pour leur permettre de s'inscrire dans une démarche de soins. Et les accompagnera, ensuite, dans leur parcours de soins, en servant d'intermédiaire auprès du monde médical.

« Attention, ce ne sera pas un "SOS Psy" que les gens – surtout ceux qui sont gênés par la présence d'un SDF – pourront appeler 24 h sur 24 h », prévient Hervé Inial. Le travail se fera, patiemment, à long terme, au sein d'un réseau local qui inclura les lieux d'accueils des SDF, les équipes de soins, les associations caritatives et les travailleurs sociaux qui interviennent, déjà, auprès d'eux. Catherine Choquet, adjointe au maire de Nantes déléguée à la santé et aux personnes handicapées, appuie totalement la démarche. Avec le docteur Hélène Lepoivre, médecin directeur

en santé publique à la ville de Nantes, elle constate : « Nous sommes sollicités, plusieurs fois par mois, pour signer des demandes d'hospitalisation d'office. Ce n'est pas, toujours, la meilleure solution. »

« La psychiatrie, précise d'ailleurs le docteur Inial, ce n'est pas seulement l'hospitalisation. » Il y a longtemps que ceux qui tentent de les aider ont compris les réticences des SDF : « Il faut penser à l'après-hôpital. Durant leur séjour, ils perdent la place où ils dorment, celle où ils font la manche, ils perdent le contact avec leurs compagnons et, quelquefois, avec le dernier lien social qui leur restait : la voisine qui leur offrait une soupe de temps en temps. »

André FOULIET



Restos du cœur : « Solidarité ou charité... »

De Serge Perrin, lecteur de Rezé : « Les Restos du cœur rouvrent leurs portes cette semaine, 60 millions de repas ont été distribués durant la dernière campagne. Combien pour celle qui démarre ? D'année en année, les chiffres augmentent, nous allons de record en record. C'est entré dans les mœurs. Pour un peu, on trouverait cela normal (sauf les milliers de bénévoles qui donnent de leur temps...) »

« Le nombre de sans-abri et de mal logés lui aussi ne cesse d'augmenter. Tous les hivers, des moyens supplémentaires sont mis en œuvre à grand renfort de publicité, des moyens le plus souvent insuffisants. Durant le même temps, les allocations de chômage diminuent, la durée de l'Allocation de

solidarité spécifique (ASS) est raccourcie, le RMI se transforme en RMA... C'est un véritable retour en arrière.

« Pourtant, notre pays continue de s'enrichir, le PNB (Produit national brut) est toujours en positif, les grands dirigeants de nos entreprises s'allouent de confortables augmentations de salaire quels que soient les résultats des sociétés dont ils ont la responsabilité alors que les licenciements se multiplient.

« Et la norme pour répondre à cette montée régulière de la misère, c'est l'appel à la charité publique, à la Banque alimentaire, aux Restos du cœur, à la Croix-rouge, au Secours populaire ou catholique, etc. A croire que nous

sommes devenus un pays du tiers-monde.

« La réponse n'est pas uniquement là, elle est d'abord dans le partage des richesses et cela passe par l'impôt. Il ne faut pas confondre une société solidaire avec une société où la norme devient l'appel à la charité (les sollicitations sont toujours plus nombreuses en fin d'année). La solidarité, c'est d'abord la justice.

Placer l'homme au centre des préoccupations

« Il en va de même pour le problème du handicap. Autant ce grand élan de générosité de tous ceux qui se sont mobilisés et ont donné au Téléthon est louable, au

tant il faut savoir que l'accueil des handicapés jeunes et surtout adultes est de plus en plus difficile, les budgets toujours plus serrés. Et il n'est pas normal là aussi que la charité publique supplée aux manques de l'État, tant dans la recherche que dans l'accueil.

« Il est temps de dégager des priorités, de faire des choix politiques clairs plaçant l'homme au centre des préoccupations. Qu'est-ce qui est le plus important ? Le taux de rendement des capitaux en bourse ou la dignité de l'homme. Qu'est-ce qui compte le plus, avoir un autre porte-avions nucléaire ou la satisfaction des besoins élémentaires (nourriture, logement) de centaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes. »

07 17 12 03

Les questions d'actualité du conseil municipal

Sans-abri : soutien à des degrés divers

Question d'Alain Robert, adjoint à l'éducation ; réponse de Michelle Meunier, adjointe à la solidarité et à l'insertion.

L'hiver est une période de l'année particulièrement difficile pour les personnes sans-abri à cause des conditions climatiques qui rendent la survie dans la rue hasardeuse. Je pense également que l'approche des fêtes de fin d'année souligne, de manière criante, le décalage entre deux mondes : le monde de la famille d'un côté et celui de l'isolement de l'autre, le monde de la surconsommation et celui de la pauvreté. Aussi, pouvez-vous nous dire quelles sont les mesures d'accueil social mises en œuvre pour faire face au désœuvrement de ces personnes pendant cette période particulière de l'année ?

Je souhaite préciser que c'est l'État, en l'occurrence la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, qui est pilote en matière de dispositifs d'accueil et d'hébergement des personnes sans domicile, mais également, comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, des demandeurs d'asile.

A l'approche de l'hiver (...), outre les dispositifs existants d'accueil et d'hébergement, un dispositif spécifique « d'urgence hivernale » est prévu pour pouvoir accueillir les personnes à la rue cet hiver.

Ce dispositif se décompose en trois niveaux :

1. Le premier niveau, nommé "vigilance et mobilisation hivernale" permet de mobiliser du 1^{er} novembre



Alain Robert



Michelle Meunier

au 31 mars : 58 places pour des personnes isolées, soit dans des Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), soit dans des foyers, soit dans des studios, et de proposer des nuits d'hôtel pour les familles.

2. Le second niveau intitulé « grand froid » permet, en cas de conditions climatiques hivernales particulières (température en dessous de -5°C la nuit et négatives le jour), de mobiliser 26 places supplémentaires pour les personnes isolées et de proposer des nuits d'hôtel pour les familles.

3. Le troisième niveau baptisé « froid extrême » (température inférieure à -10°C la nuit et négatives le jour), permettra de mobiliser en cas de besoin des équipements publics susceptibles d'abriter le plus grand nombre de personnes.

Si l'on peut se féliciter, pour le premier niveau de ce dispositif, d'une augmentation du nombre de places par rapport à l'hiver 2002, le fait d'asservir, pour le second niveau, l'ouverture et la fermeture de places en fonction d'une température extérieure relève, à mon sens, plus d'un traitement purement financier et comptable du problème que d'une

réelle prise en compte de la personne à la rue et conduit, en outre, à rendre quasi-impossible un travail d'accompagnement dans la durée de ce public marginalisé par les travailleurs sociaux des structures d'insertion.

Le CCAS, Centre communal d'action sociale de la ville de Nantes, prend principalement sa place dans le dispositif non seulement en matière d'hébergement : le foyer Gustave-Roch géré par Saint-Benoît est effectivement sollicité pour le premier niveau, mais également en matière d'aide à la personne : le CCAS distribue des bons « douches » et des bons « lavomatique ». Il intervient également en matière de restauration. Je rappellerai l'existence du restaurant social Pierre-Landais, géré directement par le CCAS, dont les capacités d'accueil sont de 140 places, ainsi que notre soutien financier aux restos du cœur (...). Par ailleurs, le CCAS pilote depuis mai 2001, un travail spécifique pour les sans-abri les plus âgés en partenariat avec les associations, le conseil général et les services de l'État. Travail dont l'objectif est de proposer un hébergement adapté à ces personnes qui ont connu pendant de longues années la rue et l'isolement. Dans ce cadre, a été créée une maison-relais qui se développe à partir de deux lieux de vie : l'un situé rue Fourré, dont l'ouverture s'est faite en novembre de cette année ; l'autre, boulevard Dalby, dont l'ouverture est prévue début 2004. Cette maison-relais permettra d'offrir à terme 14 places conformément à la réglementation de décembre 2002 relative à la création de ce type de structure. (...).

Repas de Noël des Petits frères des Pauvres : « Une grande famille »

Comme chaque année, l'association a fêté Noël en compagnie de personnes âgées. Sept centres étaient ainsi ouverts hier midi.

Comme chaque année à Noël, les Petits frères des Pauvres ont apporté aide et soutien aux personnes âgées seules, démunies, handicapées ou de plus de 50 ans, en situation de précarité. Jeudi midi, à Nantes et Vertou, sept centres ont ainsi ouvert leurs portes pour un temps de joie et de partage. Exemple dans le quartier Chantenay.

Hier midi, 55 personnes âgées ont été accueillies par 25 bénévoles des

« Que tout le monde passe un moment agréable et festif »

Petits frères des Pauvres à la Maison des associations, rue de la Convention. Le matin, une trentaine de chauffeurs sont d'abord passés aux domiciles des uns et des autres pour conduire ceux qui le souhaitaient à la messe célébrée à la paroisse Saint-Michel.

Puis, place au repas, entièrement gratuit. Au menu : saumon farci Es-



A la Maison des associations de la rue de la Convention, 55 convives ont été accueillies par 25 bénévoles de l'association.

cofflé, suprême de dinde, raisin et pommes dauphines, salade, fromage et bûchette pralinée, le tout arrosé de kir royal, rosé de Loire, Saumur et Champagne. • *Nous connaissons la plupart des personnes qui sont ici, parce qu'elles participent aux activités que nous organisons toute l'année. La plupart sont déjà venues l'an dernier. Nous accueillons aussi des personnes seules ou en précarité si-*

gnalées par la paroisse », explique Janine Le Roch, bénévole depuis plus de 25 ans.

• Un Noël différent •

• *Notre rôle, ajoute Daniel Pierre, travailleur social et bénévole depuis deux ans, c'est que tout le monde passe un moment agréable et festif et qu'il y ait des Interactions, des contacts entre les gens. Nous veillons à ce que tout se passe bien,*

que chacun laisse de côté ses soucis ».

À cet effet, les repas des Petits frères des Pauvres sont toujours très animés, entre chants, sketches, musique et danse. • *Certains viennent ici depuis plusieurs années. S'il n'y avait pas les Petits frères des Pauvres, beaucoup seraient malheureux. Des personnes âgées nous disent souvent que c'est une grande famille. Cela permet aussi que les gens ne soient pas seuls à Noël et surtout qu'ils le fêtent le jour même », poursuit Janine.*

Un moment important, convivial et chaleureux, apprécié de tous. En attestent hier la bonne humeur et les sourires des convives (essentiellement des femmes), pour la plupart tous habitués de ce rendez-vous de Noël, ravis de se retrouver autour de grande tablées et toujours prêts à bavarder !

Sans oublier, petite cerise sur la bûche, de repartir avec un petit cadeau chacun (une plante, des chocolats et des clémentines), distribué par les bénévoles, ravis eux aussi : • *Ce qui nous anime, c'est de passer un Noël différent, en accompagnant ces personnes et en leur faisant plaisir ».*

Janine, bénévole depuis plus de 25 ans

Depuis plus de 25 ans, Janine Le Roch est bénévole chez les Petits frères des Pauvres.

• *Mes enfants étaient grands et, pour m'occuper, je suis allée rendre visite à des personnes âgées, pour leur apporter un peu de soleil. C'est comme ça que ça a commencé », se souvient Janine, 70 ans. Peu à peu, au fil des ans, cette mère au foyer s'investit totalement et participe à toutes les activités des Petits frères des Pauvres, en compagnie de son mari, également bénévole : • On est présents à tous les repas de Noël. Nos enfants le savent et comme ils sont pris aussi, ils viennent de Paris dans les jours qui suivent », raconte Janine pour qui il n'est pas question de manquer ce temps fort de l'association.*

• **Des moments émouvants •**
Le reste du temps, tout au long de



• *Il y a des échanges formidables », apprécie Janine.*

l'année, Janine participe aux autres animations (repas d'anniversaires, Pâques, séjours de vacances) et

s'attarde régulièrement au domicile des personnes âgées : • *Il y a des échanges formidables. On sent que ça leur fait plaisir qu'on soit là, c'est très gratifiant mais elles aussi nous apportent beaucoup. Certaines nous racontent leur histoire. Nous sommes surtout là pour écouter, ça leur fait du bien de parler. Il y a des moments émouvants, vraiment très forts », confie Janine, heureuse d'aider certains à • passer le temps ».*

Parmi les personnes âgées aidées par les Petits frères des Pauvres, certaines n'ont en effet plus de famille ou ne sont pas visitées par leurs proches.

• *C'est très dur de vivre cette solitude, conclut Janine. Elles peuvent avoir de l'argent plein les poches, c'est la solitude qui les fait souffrir ».*

300 bénévoles des Petits frères des pauvres mobilisés pour la fête de Noël

Colis et repas pour 710 personnes

Créée en 1946, l'association des Petits frères des pauvres doit s'adapter aux phénomènes de société. Après la guerre, l'urgence était de nourrir certaines populations. Aujourd'hui, le phénomène de la solitude est le plus prégnant. Mercredi, les bénévoles ont visité les maisons de longs séjours de Pirmil et de Beauséjour. Hier, ils ont servi des repas dans sept lieux différents.

« Noël, c'est traditionnellement une fête familiale, explique Olivier Manceaux, directeur des Petits frères des pauvres à Nantes. Ça renvoie un peu plus à la solitude. »

L'association a, cette année, ouvert sept centres sur Nantes : rue Santos-Dumont, rue César-Franck, à Vertou, rue de la Convention, à Blanche-de-Castille, aux Demeures du Parc et à Beau-Rivage. Deux cent sept hommes et femmes, ont pu y prendre un repas en commun, accompagnés par cent douze bénévoles. « Ce sont des personnes que nous visitons régulièrement. Certaines à leurs domiciles, d'autres dans des hébergements collectifs. Il arrive aussi que certains cas nous soient signalés par nos partenaires : médecins, assistantes sociales ou même par les familles. »

Dans les locaux de la rue Santos-Dumont, les guirlandes et autres lumières brillent des feux de Noël. Des effluves délicats s'échappent des cuisines, augurant d'un menu agréable : terrine aux saint-jacques, pintade rôtie, fromage et bûche aux fruits rouges. Un ballet de bénévoles s'affaire aux fourneaux et veille au



« Noël renvoie un peu plus à la solitude » explique Olivier Manceaux (en bout de table).

bon déroulement du service. Ils se chargent aussi de l'animation.

« L'amour des autres »

Daniel, l'un d'entre eux, propose « un petit bordeaux pas piqué des vers », tandis que Christiane bavarde avec sa voisine de table. « Elle est un peu triste, j'essaie de lui remonter le moral. Je fais de mon mieux ! » C'est la première année qu'elle apporte son aide à l'organisation : « C'est l'amour des autres qui me pousse à m'investir. Il y a

beaucoup de misère à soulager, près de chez soi, dans les rues. Dans une grande ville comme Nantes, les problèmes de précarité, de solitude, ne manquent pas. »

La solitude, un mot qui revient chez François-Xavier, un des invités : « Ma famille est très loin. Ma situation financière, très modeste, m'empêche de me déplacer. Ce n'est pas toujours facile de créer des contacts. J'ai bien quelques amis, grâce à des associations que je fréquente mais sur le plan sen-

timental, c'est très dur ! Ici, ça fait chaud au cœur. »

Solitude encore pour Françoise ou pour Maryvonne, seule à Noël pour la première fois : « J'ai pas trop le moral, ça me rappelle des souvenirs... » Toutes deux retrouvent pourtant le sourire quand elles entendent un des convives fredonner un air connu. En attendant Angelo, « c'est son nom de scène », qui s'est proposé pour donner un récital après le repas.

Rosanne NOURRY-BOUVIER.

Pas de congés au « Brin de causette »

À Noël comme au jour de l'An, le petit refuge de la rue Sarrazin accueille les plus démunis pour un bon bol de soulagement.

Dans les années soixante-dix, Marion Cahour, médecin scolaire et alcoolique, achète une petite échoppe rue Sarrazin et ouvre « Un Brin de causette » pour venir en aide aux isolés.

La bienfaitrice est décédée en l'an 2000 mais plus de 70 bénévoles continuent de se relayer pour faire tourner la maison. Organisés en petites équipes, ils accueillent et ravitaillent quotidiennement une centaine de personnes. Le service gratuit est assuré chaque matin, y compris les dimanches et jours fériés.

Une seule condition : le respect d'autrui

Le matin de Noël, comme chaque jour, face aux gargouilles de l'église

Le 1^{er} janvier, la même équipe sera présente

de Saint Similien, « Un Brin de causette » ouvre dès 7 heures. Aucun papier n'est demandé à l'entrée. Pour être admis, il faut simplement respecter les autres. Les laissés-pour-compte ne tardent pas à venir s'asseoir, dans le calme. Quelques-uns s'endorment, certains discutent et plaisantent, la plupart se taisent. Comme souvent, le président de l'association, Donatien Lépine, est venu donner un coup de mains. Tout en s'activant tranquillement, il explique le bon esprit qui règne au refuge : « Ici, un seul fil conducteur nous anime, c'est l'amour du genre



Dans la petite salle de « Brin de causette », les réfugiés remercient les bénévoles qui leur servent des boissons chaudes à volonté.

humain ! Nous sommes là pour soulager un peu les hommes qui vivent dans la misère ».

Plus de 120 réfugiés par jour

L'abri accueille quotidiennement entre 120 et 130 personnes de tout âge : des jeunes en rupture avec leur famille et la société, des retraités isolés et aussi des malades de l'alcool ou de la drogue... Une large majorité est de nationalité française, le 1/3 restant est formé d'étrangers. Tous seront servis gratuitement.

Dans la petite cuisine, ils sont 6 ou 7 à s'affairer avec le sourire. 80 % de la nourriture provient de la banque

alimentaire. Et pour Noël, en plus de la soupe et du petit-déjeuner servis quotidiennement, l'une des 75 bénévoles a préparé un chevreuil. La recette a du succès et la marmite se vide, un peu trop vite. Mais ce n'est pas grave, et Joëlle, chargée de l'organisation en ce jour particulier, est heureuse de pouvoir aussi distribuer de la brioche et des pâtisseries.

Des gestes très appréciés

Le plat chaud de Noël demande plus de vaisselle que d'habitude. Heureusement, Marie-Laure, une ancienne bénévole partie travailler à Paris, est venue en renfort. Elle fait la plonge avec Baptiste, un accueilli accueillant. Le service bien coordonné tourne joyeusement.

Vers 10 heures, l'affluence augmente. La petite salle ne contient que 28 places. Malgré le brassage, person-

ne ne déborde. Spontanément, certains cèdent leurs chaises. Comme le stipule une récente affiche, il faut dorénavant fumer dehors. Tout le monde s'y plie, sans problème.

La reconnaissance des démunis

Avant de repartir, les réfugiés peuvent s'avancer vers la cuisine pour emporter deux sandwiches et un yaourt. En supplément, ils reçoivent aujourd'hui des paquets contenant des gants ou des chaussettes. Les présents ont été récoltés par les enfants des aumôneries voisines. Personne n'oublie de dire merci. Un habitué s'avance pour faire la bise à l'équipe. Le président sourit : « Au fil des années, on finit par s'embrasser ».

A. Michaud
« Un brin de causette »
1, bis rue Sarrazin 44000 Nantes
Tél. : 02 40 20 31 79

Joëlle, bénévole depuis 4 ans, évoque son rôle avec des mots doux

« Nous sommes là pour accueillir les personnes les plus démunies. Nous avons le souci de chacune d'elles, d'où qu'elles viennent. Nous cultivons le sens de l'hospitalité, de façon très simple.

Personnellement, je ne parle pas beaucoup et je reconnais que j'ai moins le sens de l'écoute que d'autres bénévoles. Certains inspirent confiance et reçoivent des confidences. Moi, je reste un peu en retrait, je m'active en cuisine. J'ai été nommée responsable de l'équipe du jeudi, cela ne signifie pas que je me comporte comme un chef, mais que je prends des initiatives en accord avec mes coéquipiers et les autres responsables.

En salle, il arrive qu'il faille faire un peu la police, mais c'est rare. Dès que le ton monte, l'un de nous intervient et les conflits se règlent calmement.

Ici, c'est la maison de la paix, on ne

se bat pas, encore moins un jour de Noël. »



Joëlle, 65 ans, modèle de sagesse.

La gratuite inscrite dans les statuts

Au Brin de causette, selon la volonté de la fondatrice Marion Cahour, tout est gratuit. Et cette donnée est parfois critiquée.

« On nous reproche souvent la gratuité », déplore le président de l'association Donatien Lépine. « Nous donnons à celui qui n'a rien, qui ne peut pas se nourrir. Notre rôle n'est pas d'éduquer, il consiste avant tout à reconforter l'humain. Ce reconfort ne se monnaie pas.

Allons nous tracasser le SDF, le chômeur, l'exclu, l'immigré, l'ancien toulard, en exigeant de lui des papiers et de l'argent... Nous ne parlons pas d'assistantat mais plutôt de reconfort

humain fondé sur l'accueil, l'écoute de l'autre, le respect et la connaissance de l'individu en tant qu'homme. »

Et le bénévole poursuit généreusement : « Des structures comme la nôtre sont nécessaires, voire indispensables pour aider dans l'urgence et aussi dans la durée tous les démunis, les paumés, les exclus afin de les soutenir dans les moments difficiles.

Nous avons fait nôtre cette pensée : « ce ne sont pas les gens bien portants qui ont besoin de médecin, mais les malades. »

Le réveillon du comité Vérité-misère



Catherine a détaillé ses fourneaux du centre Pierre-Landais pour orchestrer ce réveillon.

En 1979, quarante personnes s'étaient réunies autour de François et Jean pour un premier réveillon organisé par ce qui ne s'appelait pas encore le comité Vérité-misère. En 2002, ils étaient 220 et ce 31 décembre, 250 personnes, dont 40 bénévoles, ont tordu le cou, ensemble, à l'année 2003. Bonne humeur et joie partagées pour ce petit moment de bonheur.

Dès 14 heures, une dizaine de bénévoles investissent la salle des associations de la rue de la Convention. Au programme : décoration et mise en place des six longues tables qui accueilleront, dès 19 h 30, les 200 personnes attendues pour ce réveillon des isolés de la société nantaise. Quatre heures plus tard, l'équipe est au complet. Christophe, président du Comité Vérité-misère et Simone sont les grands ordonnateurs de cette soirée : « Chacun des 40 bénévoles a une mission précise. Cela nous



C'est la fête dans la salle de la Convention, où le comité Vérité-misère accueille deux cents personnes.

permet d'aménager les lieux très vite, de l'arrière-cuisine - où se préparent les plats - à la grande salle. »

Sapin de Noël

Les premiers invités arrivent dès 19 h. Ils sont seuls, en couple, en famille ou entre amis. Les habitués vont directement à la place qu'ils occupent les années précédentes. Les « nouveaux » sont guidés par Jean (voir encadré) Simone et Christophe. L'ambiance est chaleureuse.

Michelle a appris l'existence de ce réveillon par une copine de la rue : « Je ne pensais pas qu'il y aurait tant de monde. En plus, on

nous sert à table. C'est vraiment la fête ! »

Odile est l'un des 24 serveurs d'un soir : « Je préfère être un peu utile ici plutôt que de me déguiser, comme d'habitude, en sapin de Noël. » Entre deux plats, invités et bénévoles reprennent en chœur les refrains que, sur la scène, le groupe « Rêve de mer » interprète. Les cinq copains musiciens sont là, comme l'année précédente, gratuitement, pour donner le ton à cette soirée de fête. Yves, dit « Grand mât », mène la danse : « Tout le monde, ici, connaît nos chants de marins. C'est super de partager notre passion avec tous ces gens en ce soir de réveillon. »

Parmi les personnalités qui se

succèdent, Jean-Marc Ayraut et son épouse, Brigitte, qui échangent longuement avec les bénévoles et, surtout, avec les invités. Le député-maire se plie volontiers à une séance d'autographes aussi imprévue qu'amicale.

La soirée se poursuit dans la bonne humeur avec un bal qui ne s'achève qu'à une heure du matin. Comme si chacun voulait oublier la froidure du dehors car, à l'aube de l'année 2004, il gèle à Nantes. Mais les 250 personnes qui réveillonent ensemble dans la salle de la Convention veulent ignorer. La fête est trop belle.

Chantal BOUTRY.



Dans l'arrière cuisine, Jacqueline, Christine, Pauline et Thuri.



Cinq copains pour une soirée à bord de « Rêve de mer ».

Jean, fondateur du réveillon en 1979

Tous les gens de la rue le connaissent. Et Jean Thomas les connaît tous : « Je suis arrivé à Nantes en 1967. J'étais carreleur, mais surtout pilier de cafés. En 1969, François, un prêtre ouvrier, m'a aidé à arrêter de boire de l'alcool. Depuis, je n'en ai pas bu une seule goutte. » Pour le remercier, Jean décide alors d'aider François dans sa quête de soutien aux autres : « En 1970, j'ai officiellement intégré le mouvement antialcoolique de la place Jean-V. J'étais le chauffeur de Marion Cahour, de Brin de causette. » Jean repère les plus seuls, les plus fragiles : « J'en ai vu des hommes pleurer ! Avec François et Marion, on cherchait toutes les combines possibles pour aider les gens à arrêter de boire. » Si François et Marion sont décédés, Jean continue à appliquer la même technique : « Il ne faut en aider qu'un à la fois, pour ne jamais le lâcher. Quoi qu'il fasse. Pour s'en sortir,

Jean : « Il faut aider une personne à sortir de l'alcoolisme et ne jamais le lâcher. »

un gars ou une femme doit tenir cinq ans d'abstinence totale. » Et un jour de 1973, François a une



idée qu'il soumet à Jean : réunir, le 31 décembre, tous les gens qui vivent dans la rue pour passer la soi-

rée ensemble. François est intraitable sur une double décision : « Ni alcool, ni tabac. » Jean se souvient de l'argument de François : « Il disait qu'avec des boissons alcoolisées, cela se terminerait toujours par des bagarres. Quant aux cigarettes, il voulait marquer le coup. C'est comme ça qu'avec une dizaine de bénévoles, on a organisé le premier réveillon le 31 décembre 1979 pour une trentaine de personnes. Sans distribution d'alcool et de tabac. »

Depuis 1979, Jean n'en a manqué aucun, même si, en 2000, il a passé le flambeau de l'organisation à Christophe. Jean, le bricoleur, est toujours présent pour aider les copains à se sortir du trou de l'alcool et à relever la tête. Et quand on demande à Christophe ce qu'il pense de son prédécesseur, la réponse est sans nuance : « Jean est un exemple à suivre. »

C.B.

04.01.04

Le réveillon de la Saint-Sylvestre pour tout le monde avec le collectif Vérité Misère

Depuis maintenant trois ans, le collectif Vérité Misère organise un réveillon de la Saint-Sylvestre pour les plus démunis. Près de 250 couverts ont été servis pour faire de cette soirée un moment de chaleur et de convivialité.

Dans les cuisines, les bénévoles s'agitent avec une certaine fébrilité pendant que les premiers convives prennent place dans la salle. L'ambiance, portée par les rythmes et mélodies des musiciens présents sur scène donne le ton de cette Saint-Sylvestre qui se veut avant tout festive.

Pas d'alcool

Cette année encore, les organisateurs du collectif Vérité Misère, appuyés par une quarantaine de bénévoles, ont mis les petits plats dans les grands pour offrir aux plus démunis un réveillon « comme les autres », selon les mots du pré-

sident de l'association Christophe Nadal : « On veut leur offrir aussi bien que n'importe quel réveillon ».

Forcément, le menu a été soigné - bouquet de crevettes, plante sauce madère - avec toutefois une petite différence par rapport aux « autres » réveillons : « Ici on ne sert pas d'alcool ».

Grande ouverte

Dans l'assistance, les mines sont réjouies avec des SDF mais aussi des personnes en difficulté : « Notre porte est grande ouverte », poursuit Christophe Nadal, « on ne cherche pas à savoir qui sont les personnes qui viennent chez nous. Nous avons par exemple quelques familles venues avec leurs enfants profiter d'un peu de chaleur ».

Un coup de chapeau

Depuis trois mois, les membres de l'association préparent ce rendez-vous, soutenus financièrement par l'Etat avec la DDASS, le Conseil général et la municipalité. À ce titre, le député maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, entre deux



Un moment de chaleur et de convivialité pour les plus démunis.

séances de signatures, a rendu hommage au travail des bénévoles : « On peut tirer un coup de chapeau à ces gens qui donnent de leur temps », a-t-il

déclaré. « Ils agissent avec leur cœur et Intelligence dans une société où misère et solitude sont trop présents. Il est temps d'avoir plus de justice sociale ».

Après le repas, tout le monde a pu profiter du bal pour accueillir les douze coups de minuit et l'année 2004.

Nicolas Dahéron

4

Il y a toujours plus de demandeurs aux Restaurants du cœur

La campagne hivernale a démarré sur les chapeaux de roue. Pour faire face à la demande pressante, l'association espère des dons.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Après trois semaines de campagne, les Restos du cœur de Loire-Atlantique constatent une augmentation de 10 % du nombre de familles bénéficiaires par rapport à l'année passée. Une situation qui, sans alarmer les responsables, les force à s'interroger : « Nous recensons déjà plus de 3 351 familles inscrites, contre 2 900 l'an dernier à la même époque », remarque Annie Gervais, présidente départementale de l'association.

10000 bénéficiaires de plus en plus démunis

En 1985, les premiers Restos du cœur fondés par Coluche avaient servi 12 millions de repas. Plus de 64 millions ont été servis à travers la France en 2003. Si la fréquentation

Un quart du budget financé par les dons et manifestations

augmente perpétuellement depuis la naissance de l'association, la hausse est particulièrement sensible cette année.

Et les bénéficiaires s'appauvrissent : « Dans notre département comme ailleurs, la misère ne recule pas, au contraire elle avance à grands pas. Les familles sont, non seulement, plus nombreuses mais aussi plus démunies » ajoute la bénévole.

Pour autant, les membres du bureau départemental ne se laissent pas abattre.

Et après ces propos inquiétants, leur porte-parole esquisse un sourire : « Heureusement, il paraît que les dons arrivent, comme toujours à cette période, après le lancement de la campagne et notre courrier de relance ».

871 428 repas servis en 2002, peut-être un million en 2004

L'an dernier, la collecte a été à peu près identique à celle de 2002. Les donateurs de Loire-Atlantique ont

été légèrement moins nombreux mais ils se sont montrés plus généreux. Et, après le récent rapport très favorable de la Cour des comptes sur la gestion des Restaurants du cœur, le vote de l'amendement Coluche voté à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 4 décembre dernier (lire ci-dessous), l'association espère récolter suffisamment de dons pour pouvoir fonctionner en 2004.

Des suppléments de denrées indispensables

La collecte issue des dons et manifestations représentent un quart du budget de l'association.

« Ces 25 % de revenus sont essentiels : en plus de ce que nous livre la campagne nationale, ils nous permettent de redistribuer des denrées élémentaires mais chères comme l'huile, le sucre, le café... », explique la responsable.

En 2003, un tiers des aliments redistribués provenait des dons locaux en nature.

Ces 547 tonnes de marchandises

66 % de réduction d'impôt garanti par le nouvel amendement Coluche

Quand Annie Gervais, présidente départementale des Restos du cœur évoque le nom de Coluche, elle n'hésite pas à parler de génie.

« Coluche a fondé les Restos du cœur, poussé les politiques à ouvrir les réfrigérateurs de la Communauté européenne pour récupérer les surplus et laissé son nom à la disposition fiscale permettant d'obtenir une réduction d'impôt pour les dons destinés aux associations agissant dans l'urgence pour aider les plus démunis.

Cet amendement est l'une des principales raisons de faveur dont jouissent les actions de lutte contre l'exclusion auprès des donateurs français.



Annie Gervais, présidente départementale de l'association : « Heureusement, il paraît que les dons arrivent ! »

étaient un supplément indispensable aux 1 250 tonnes fournies par l'Association nationale.

En espérant des dons mais sans attendre, la grosse machine tourne depuis quelques semaines.

Dans les 36 centres du département, les 1 500 bénévoles de Loire-Atlantique s'activent pour aider les personnes en difficultés.

La campagne se terminera fin mars. Puis, l'intercampagne prendra la relève : « Cette aide alimentaire s'adresse aux plus démunis des plus démunis et n'est assurée que par les dons locaux », rappelle la présidente bénévole des Restos.

A.M.

Les Restaurants du cœur :
5, rue de la Cardé, B.P. 13 528, 44 335
Nantes cedex 3.
Tél. : 02 28 23 51 51.
Fax : 02 28 23 52 02

PO 5/01/04

761

Une offre de services « éthique » pour les particuliers du vignoble nantais

Donner un coup de pouce aux couples modernes pour effectuer leur ménage, repassage ou garder les enfants, tout en offrant « un vrai boulot » à des travailleuses intermédiaires : c'est le but de la toute nouvelle Association de services aux particuliers (ASP).

Vallet.- Une telle initiative existait déjà à Lorient, Sarzeau, La Roche-sur-Yon... Mais, en Loire-Atlantique, seule l'association Partage'44 relayait jusqu'alors la démarche à Nantes. Désormais, les particuliers du vignoble nantais pourront eux aussi bénéficier d'une offre de services « éthique ».

Trois associations intermédiaires implantées au Loroux-Bottereaux et à La Chapelle-Basse-Mer (Activa), Clisson (Arc-en-Ciel), Montbert et Aigrefeuille (Aidera) ont en effet fondé l'Association de services aux particuliers (ASP) qui, dès le mois d'avril, proposera une prestation de service « à la carte » aux particuliers du Vignoble -ménage, repassage ou garde d'enfants de plus de 3 ans- pour 15 euros de l'heure.

Sortir de la précarité

Une association intermédiaire « fait avant tout de l'accompa-

gnement social », explique Françoise Carpentier, présidente d'Arc-en-Ciel. Elle vise à réinsérer les demandeurs d'emploi en difficulté via l'activité professionnelle. Une démarche qui porte ses fruits mais qu'il devenait urgent de prolonger. Depuis 1998 et la loi sur l'insertion, les associations intermédiaires travaillent de plus en plus avec les particuliers.

« On avait des femmes de ménage qui s'installaient dans des CDD d'usage. Sur le plan de l'éthique, ça devenait très gênant, reconnaît Françoise Carpentier. On les maintenait dans la précarité plutôt que les insérer ». D'où l'idée de créer l'ASP pour « offrir à ces femmes un vrai boulot avec, comme tout salarié lambda, des congés payés, les avantages d'une convention collective, un plan de formation... ».

C'est le côté « éthique » du projet qui cible avant tout « les bi-actifs », tous ces couples de travailleurs qui affluent depuis que « le Vignoble est à la mode ».

Une quinzaine de personnes pourraient bénéficier à moyen terme de ce système dans le vignoble nantais. D'ici là, la démarche, soutenue par la direction départementale du travail, pourrait bien faire des émules aux quatre coins du département...

Ophélie Lemarié

« La thérapie circulatoire »

Photo archives Nathalie Bourreau



• 50 % du personnel à son travail le matin et 50 % l'après-midi, cela permettrait de réduire les encombrements... »

Face aux difficultés de circulation, André Drouet, de Saint-Sébastien-sur-Loire, manie l'ironie...

• La circulation dans Nantes et dans sa périphérie est à l'ordre du jour, créant des malentendus permanents. La réduction du temps de travail a été un des objectifs réalisés par le précédent gouvernement et rencontre beaucoup d'adhésion.

duction du temps de travail. Pourquoi pas 20 heures par semaine ? Ce qui correspond à 5 jours de 4 heures pour le salarié. Le problème serait réglé : 50 % du personnel se rend à son travail le matin et 50 % l'après-midi. Aux chefs d'entreprise de négocier cette répartition. D'où réduction d'encombrement permanent et journalier de 50 % aux heures de pointe. Peut-être que les responsables de la CLIN gardent

sez-vous, messieurs les élus ? Tout cela n'est pas très sérieux et plutôt que de penser à créer des logos mentionnant Nantes Métropole, notre Ville a besoin d'être dirigée par de véritables responsables, solidaires de leurs concitoyens. J'ai fréquenté dans ma jeunesse de nombreux élus socialistes pour qui j'ai le plus grand respect. Malheureusement, certains n'ont pas eu notre chance et ont connu le malheur d'éviction. Un

M. Roussière, de la Banque humanitaire du Pallet : « Bonne année... l'espoir ! »

Jean-Marie Roussière, président de la Banque humanitaire du Pallet, adresse des vœux très optimistes.

• C'est en croyant aux roses qu'on les fait éclore pour rallumer un jour l'espoir à l'horizon •.

• L'espoir, c'est celui d'un jour meilleur après des jours sans, d'un amour retrouvé, d'un probable travail, d'une famille qu'on aime très fort avec des enfants, de nos anciens, que certains appellent « les vieux », mais qui respirent leurs souvenirs de jeunesse et qui protègent nos petits... L'espoir, c'est celui

d'un anniversaire rempli de roses avec quelques autres fleurs qu'on appelle les soucis, l'espoir c'est le chant des oiseaux le matin, une cloche qui sonne la joie ou la tristesse, c'est un peu de bonheur aux sinistrés des inondations, de tremblements de terre, des guerres, des enfants malades, enlevés, maltraités, handicapés, affamés... C'est de pouvoir raccourcir une liste bien trop longue pour une bonne année •. • L'espoir, c'est la solidarité de tous ces gens qui font éclore les roses en y croyant très fort, en se dépensant inlassablement malgré les épines pour faire refleurir l'espoir au quotidien. Merd à eux, merd à nous d'y croire encore et toujours. Partager tout simplement •.

PO 5.01.04.

Le Resto du Cœur de Dalby : un endroit précieuse pour ceux qui ont besoin d'aide

Comme en 1985 lorsqu'il avait créé les Restos du Cœur, Coluche serait satisfait aujourd'hui de celui de Dalby.

A 13 h 30 tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis, des • bénéficiaires • (vivant en dessous du seuil du RMI) se pressent à l'entrée. Le matin ils ont dû s'inscrire auprès des bénévoles dirigés par Suzanne. Un nombre de points leur est alors attribué en fonction de la composition et des conditions de vie de la famille.

Dans l'après-midi, deux fois par semaine (lundi/jeudi ou mardi/vendredi), ils repartiront avec le minimum pour manger.

Un « atelier » bien géré

Ils sont actuellement 66 bénévoles à y travailler par roulement. Le matin, de 8 h 30 à 12 heures pour préparer, l'après-midi pour distribuer de 14 heures à 16 heures Suzanne et sa • troupe • se dépensent sans compter pour que le fonctionnement de l'atelier soit efficace. • Nous recevons de la marchandise régulièrement. Des produits de la Communauté Européenne via notre siège rue de la Garde ; des légumes secs le lundi, des congelés le jeudi. Et tous les jours, sept boulangeries doulonnaises nous ap-



Un groupe de bénévoles.

provisionnent en livrant du pain et des gâteaux de la veille. Les Super U de Dalby et de Thouaré assure les compléments, notamment en produits laitiers. Le tout est rangé, classé minutieusement, étiqueté en nombre de points. Les produits frais stationnent dans des réfrigérateurs et des congélateurs. Le tout avec une propreté sans reproche.

Des bénévoles efficaces

L'atelier de Dalby est renommé par son efficacité et son ambiance. La meilleure preuve est que nombre d'étudiants (es) en recherche de

stages n'hésitent pas à choisir le Resto du Cœur doulonnais.

Actuellement, trois jeunes filles s'activent régulièrement dans l'atelier : Carole (21 ans) et Delphine (22 ans) en BTS (alternance) Economie Sociale et Familiale à la Fac de Nantes, Marion (18 ans) en Bac Pro Services à Rezé. Claudine (42 ans) complète le lot des stagiaires bénévoles (elle est en stage lié à une formation).

Toutes les quatre sont unanimes : • nous nous plaisons bien ici, le travail est intéressant et nous sommes cer-

taines d'œuvrer pour des personnes qui ont besoin d'aide et de réconfort ».

Ces familles concernées étaient 683 à la fin mars 2003 ; • elles sont déjà 553 pour la première semaine 2004 (soit 81 %) • dévoile un des responsables.

Les bénéficiaires ont également accès à un coin • vêtements • ainsi qu'à une bibliothèque.

Et ils repartent chaque jour après que la généreuse Suzanne leur ait offert un • p'tit café.

Contact. Resto du Cœur Dalby.
Tel 02 40 35 12 38.

Pour mobiliser des bénévoles, 38 associations ouvrent leurs portes

Du 19 au 24 janvier, le Centre du volontariat organise des « portes ouvertes sur le bénévolat ». 38 associations y participent.

Depuis 1976, le Centre du volontariat de Nantes accueille des bénévoles et des associations, plus de 800 personnes par an en tout. L'occasion de renseigner les uns et les autres sur les besoins, sur la nature et le profil des postes à pourvoir dans les associations.

• Notre mission, c'est la promotion et le développement du bénévolat associatif. Cela passe par le recrutement de bénévoles, en sachant qu'entre 20 et 40 associations sont créées chaque semaine en Loire-Atlantique », explique André Verchère, président du Centre du volontariat.

« Cela permet que les gens trouvent bien leur voie »

À cet effet, un Forum du bénévolat a été créé l'an dernier, permettant plus de 600 contacts entre bénévoles et associations. Nouveauté cette année, des journées « portes ouvertes sur le bénévolat » sont organisées du 19 au 24 janvier dans 38 associations nantaises.

• C'est une façon de promouvoir le bénévolat, d'animer le réseau associatif de Nantes et surtout, de permettre la découverte des associations à tous ceux qui s'interrogent sur leur capacité à s'investir. Nous avons pensé que, pendant une semaine, les personnes qui en ont envie pourraient se déplacer dans les associations pour satisfaire de façon concrète leur besoin de connaissances », poursuit André Verchère.

Cette manifestation collective inédite invite en effet à visiter plusieurs associations pour se faire une idée. L'oc-



Mardi à la manufacture, des responsables d'associations ont fait le point sur les journées portes ouvertes avec le Centre du volontariat.

casion de découvrir un vestiaire, un centre de documentation, un lieu d'hébergement..., mais surtout de rencontrer des personnes engagées, de discuter du rôle des bénévoles, des buts de l'association, des contraintes de l'activité...

Attentes et besoins

Parallèlement, cette opération permet également aux responsables d'associations d'échanger et de faire part de leurs besoins. • C'est toujours intéressant de recruter des bénévoles pour les soins des plus précaires. Nous avons besoin de gens capables de prendre en compte la souffrance de ces populations et l'environnement social. Mais nous avons toujours des difficultés pour recruter des psychologues et des assistantes sociales », souligne un responsable de Médecins du Monde.

Pour Amitié Sida, qui accueille cinq malades dans un centre d'hébergement au Pont du Cens, • les bénévoles sont importants pour faire fonctionner le logis aux côtés des salariés, pour accompagner les gens chez le médecin, aller les voir à l'hôpital, les chercher à la gare par exemple ».

Même chose pour Ancre, association d'aide aux demandeurs d'emplois de Nort-sur-Erdre, qui ouvrira aussi ses portes : • Nous avons toujours besoin de gens motivés pour aider les personnes à retrouver un emploi, les parrainer, les aider à comprendre les dispositifs au niveau de Assedic, pour créer des lieux d'écoute et animer des ateliers ».

Des besoins qui diffèrent d'une association à une autre, selon les actions, entre aide aux devoirs, réinsertion sociale pour des malades psychiques,

insertion professionnelle, soutien aux personnes âgées ou handicapées, accompagnement de non-voyants, sport...

• Pour nous, ce qui est important, c'est de se mobiliser au niveau nantais, en lien avec d'autres associations. Cela permet que les gens trouvent bien leur voie, au bon moment et au bon endroit », résume un responsable des petits frères des Pauvres.

Un avis partagé par l'Orpan : • Il ne faut pas que les associations soient concurrentes dans la recherche des bénévoles, mais au contraire, qu'il y ait une mise en commun des attentes et des besoins ».

S.G.

Portes ouvertes du 19 au 24 janvier.
Renseignements au Centre du volontariat,
21 allée Basco à Nantes,
02 40 35 12 17.

Des associations disponibles pour satisfaire tous les engagements bénévoles

Actions auprès des malades

- Alzheimer Loire-Atlantique (aide aux familles touchées par cette maladie). Maison des associations, 21 allée Baco, lundi 19 janvier de 10 h 30 à 12 h.
- Amitté Sida (accueil, soutien, petits services aux porteurs du VIH). 214 boulevard Schumann, mercredi 21 janvier de 10 h 30 à 17 h et samedi 24, de 14 h à 17 h.
- Espérance 44-Unafam (représenter les familles et malades psychiques). 91 route de Vertou, Mardi 20 janvier de 14 h 30 à 17 h.
- Ligue contre le cancer (aide à la recherche, information, soutien aux proches de malades). 12 rue Maréchal Joffre, Mardi 20 et jeudi 22 janvier de 14 h à 17 h.
- VMEH (visite des malades en milieu hospitalier). Hôpital St Jacques, maison des associations, 85 rue St Jacques, lundi 19 janvier de 14 h à 16 h, et vendredi 23, de 15 h à 17 h.

Actions auprès des handicapés

- Ateliers rencontres FMH (ateliers d'activités pour personnes malades et handicapées). 11 rue de Prinçiau, Mardi 20 et Jeudi 22 janvier, de 17 h à 18 h 30.
- Auxiliaires des aveugles (accompagnement des non et malvoyants dans leurs démarches). Maison des associations, 21 allée Baco. Vendredi 23 de 15 h à 17 h, et samedi 24, de 10 h à 12 h.
- Bibliothèque sonore (prêts gratuits de livres sur cassettes pour les malvoyants). 24 quai de la Fosse. Lundi 19, de 15 h à 17 h 30, et Jeudi 22, de 10 h à 12 h.
- Eiam-sport adapte (club omnisport adapté aux personnes handicapées) : 16 bd Auguste Péneau, Gymnase Raphaël Lebel, mardi 20 et jeudi 22 de 18 h à 20 h.

Actions auprès des personnes en difficulté

- Ancrê (association intermédiaire et d'insertion). 30 rue Aristide Briand à Nort sur Erdre. Lundi 19 de 9 h 30 à 12 h, et mardi 20 de 14 h à 17 h.
- Baia, banque alimentaire (collecte et distribution de denrées alimentaires) : 23 chemin des Bateliers, mercredi 21 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, et samedi 24 de 10 h à 12 h.
- Cimade (aide sociale et administrative pour les étrangers en difficulté). 3 rue Amiral du Chaffault. Mardi 20 et jeudi 22 de 14 h à 17 h.

- Croix rouge (association d'accueil et secours de personnes en difficulté). 51 rue de la Moisdonnière. Lundi 19, mardi 20 et jeudi 22 de 14 h à 17 h 30.
- La Fraternité protestante (aider les personnes en situation précaire à s'insérer). 3 rue Amiral du Chaffault. Du lundi 19 au vendredi 23 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- Prison Justice 44 (accueil des familles à la maison d'arrêt, organisation d'activités). Maison des associations, 8 rue d'Auvours. Mercredi 21 de 10 h à 12 h.
- REPI (Relais Enfants-Parents Incarcérés médiation). 26 bis rue des Hauts Pavés. Jeudi 22 de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- Secours catholique (accueil et accompagnement des familles en difficulté) : 1 rue Lorette de la Refoulais, mardi 20 de 9 h 30 à 19 h.
- Sos Amitié Nantes (Prévention du

- Orpan (Information, prévention et animations pour retraités et personnes âgées). 6 place du Port Communau. Vendredi 23 de 9 h 30 à 17 h.

Actions auprès des personnes en recherche d'emploi

- Compétence (association de retraités d'aide à la création d'entreprise et aux demandeurs d'emploi). 2 bis bd Léon Bureau. Mardi 20 et Jeudi 22, de 10 h à 17 h.
- Relais capmmec (retraités voulant partager leur savoir-faire et leur savoir être). 57 rue du 65e Régiment d'infanterie. Vendredi 23 de 15 h à 16 h 30.
- Snc - solidarité face au chômage (accompagnement du chômeur dans sa recherche d'emploi). Maison des associations, 21 allée Baco. Vendredi 23 de 14 h à 17 h, samedi 24 de 10 h à 12 h.

- et jeudi 22, de 14 h 30 à 17 h, samedi 24 de 12 h à 17 h.
- Le Lemurlen (Éducation au développement à Madagascar). 32 rue Francis Le Carval à Rezé. Jeudi 22 et vendredi 23 de 10 h à 19 h, samedi 24 de 12 h à 17 h.
- Médecins du monde (centre d'accueil et de soins). 33 rue Fouré. Vendredi 23 de 14 h à 18 h.

Actions auprès des enfants

- Centre socioculturel du Clos-Toreau (soutien scolaire). 10 rue d'Hendaye à Nantes. Lundi 19 de 14 h à 18 h, vendredi 23 de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- Centre socioculturel Saint-Herblain bourg (soutien scolaire). 126 bd François Mitterrand à Saint-Herblain. Mardi 20 et vendredi 23 de 17 h à 19 h, mercredi 21 de 10 h à 12 h et de 17 h à 19 h.
- Entraide scolaire (aide scolaire à domicile auprès d'enfants de milieux défavorisés) : Maison la Carrière, 11 rue Marcel Deniau à Orvault et auprès de l'association France-Chine à la Maru, 10 bd de Stalingrad à Nantes. Mercredi 21 de 14 h à 19 h à la Maison de la Carrière. Mardi 20 de 15 h à 18 h et vendredi 23 de 16 h à 19 h à la Maru.
- Sos urgences mamans (aide aux mamans pour une garde d'enfants occasionnelle) : Maison des associations, 21 allée Baco, vendredi 23 et samedi 24 de 10 h à 13 h.

Associations de consommateurs

- CLCV (information et défense des locataires et des consommateurs). 13 rue d'Angleterre. Mardi 20 et vendredi 23, de 14 h à 17 h.
- FEPEM - ASSERDOM 44 (représentation du particulier employeur concernant l'emploi direct d'un ou plusieurs salariés à domicile). 35 rue Marie-Anne du Bocage. Mercredi 21 et jeudi 22 de 9 h 30 à 12 h, et de 14 h 30 à 16 h 30.
- ORGECO 44 (association de consommateurs). 12 rue Louis Blanc. Mardi 20 et samedi 24 de 9 h 30 à 11 h 30, jeudi 22 de 14 h 30 à 17 h.

Radios associatives

- Horizon FM (radio des malades et des handicapés). 1 rue de Villeneuve à St-Sébastien-sur-Loire. Mardi 20 et vendredi 23 de 14 h à 17 h.
- Radio Fidélité (radio associative chrétienne). 26 rue Appert. Mardi 20 de 11 h à 13 h, et mercredi 21 de 15 h à 17 h.



Les bénévoles de la Croix Rouge accueilleront le public ce lundi 19, ainsi que mardi 20 et jeudi 22, de 14 h à 17 h 30.

suicide par l'écoute téléphonique) Maison des associations, 21 allée Baco, vendredi 23 et samedi 24 de 10 h à 12 h.

Actions auprès des personnes âgées

- Les amis de la Sellieraye (visite auprès des résidents en chambre). Hôpital de la Sellieraye à Carquefou. Lundi 19 et mercredi 21 de 14 h à 16 h.
- Les petits frères des Pauvres (soutien et suivi de personnes âgées démunies et seules). 14 rue César Franck. Jeudi 22 de 15 h à 19 h.

Actions humanitaires

- Action contre la faim (lutte contre la faim, urgences humanitaires). Maison des associations, 21 allée Baco. Lundi 19 et mercredi 21 de 18 h 30 à 21 h, samedi 24 de 12 h à 18 h.
- Arcade (association de retraités d'aide au Tiers-monde notamment Bénin). La Retardière, le Bourg, Orvault et Chemin des Perrières à Bouguenais. Jeudi 22 de 14 h à 17 h.
- CMC (collecte et acheminement de médicaments et de matériels). 23 rue Charles Monselet. Mardi 20

Po 19.01.04

6 Informations générales OF 23/01/04

Dimanche, quatre hommes avaient enlevé des SDF Expédition punitive : un an avec sursis

Un an de prison avec sursis et des amendes à payer : trois commerçants et un de leurs amis ont été condamnés hier, à Cherbourg. Dans la nuit de dimanche à lundi, ils avaient mené une expédition punitive contre quatre sans domicile fixe.

CHERBOURG. – La tension était sensible, hier après-midi, devant le tribunal de grande instance de Cherbourg. De nombreux commerçants du centre-ville étaient là pour soutenir trois patrons de bars et un de leurs amis qui comparaissaient pour enlèvement, séquestration, violences et menaces.

Dimanche, peu après minuit, rue de la Paix, ce quatuor a embarqué *manu militari* quatre SDF et un passant pour les relâcher dans la nature 20 km plus loin.

La tension s'est à peine relâchée au moment du jugement : un an de prison avec sursis (le procureur demandait dix-neuf mois) et des

amendes de 1 500 € à 3 000 € pour les quatre prévenus, sans oublier 1 500 € de dommages et intérêts pour chacune des victimes.

Pendant ce « procès de la honte » (comme l'a qualifié Laurent Manhès, le procureur), les quatre prévenus, âgés de 30 à 49 ans, ont reconnu des faits qu'ils avaient admis plus tôt en garde à vue. Une « opération commando, a souligné la présidente du tribunal. Il a été dit aux SDF qu'ils étaient indésirables dans la société ».

« Ceux qui ne supportent plus la différence »

« Je voulais trouver quelque chose qui leur fasse peur, a expliqué un commerçant. Ce soir-là, quand on les a vus, c'était une fois de trop. Il y a deux ans, ils étaient deux. Aujourd'hui, ils sont une dizaine avec des chiens. On s'est dit que cette solution était la seule pour régler notre problème. »

Ce problème, selon M^e Levacher qui défendait les prévenus, « n'a été réglé ni par l'État qui n'a pas garanti l'ordre, ni par la municipalité qui a été alertée. C'est un geste stupide et regrettable, qui montre que, dans cette situation, les gens n'arrivent plus à vivre ensemble ».

Ne plus pouvoir vivre ensemble, c'est justement « l'échec collectif » dénoncé plus tôt par le procureur. « On nous propose ici le procès de l'exaspération. En fait, c'est celui de ceux qui ne supportent plus la différence. »

Hier soir, le maire socialiste de Cherbourg a rencontré les commerçants de la rue de la Paix. Après avoir « condamné avec la plus grande fermeté ces agissements », Bernard Cazeneuve a rappelé qu'il travaillait « à l'amélioration du quartier depuis longtemps. »

Gérald LEROUVREUR.

« On ne demande pas d'argent, juste un logement pour reprendre pied »

La médecin et l'ex légionnaire à la rue

Hélène est médecin : elle n'exerce plus. Jacques s'est engagé dans la Légion étrangère puis a été menuisier avant un accident. Les coups durs de la vie les ont menés à la rue. Ils veulent un logement pour reprendre pied.

« On ne demande pas d'argent. Juste un logement. » Elle a les cheveux gris et le sourire triste, des sacs plastique pour tout bagage. Lui s'appuie sur des béquilles pour marcher, les yeux sur Pitchoune, leur chien.

Hélène, 47 ans, et Jacques, 51 ans, sont sans logement depuis deux ans. Ils dorment à l'hôtel quand ils le peuvent, ou dehors. Ils traînent autour de la place Viarme. On les rencontre sous l'aubette de la ligne de tramway. Assis côte à côte, dans un bistrot voisin, ils commandent une pression, en racontant la spirale qui les a aspirés vers le fond.

Originale de la Loire-Atlantique, Hélène a été médecin pendant une quinzaine d'années : urgentiste, généraliste, puis dans un centre de transfusion sanguine. D'une voix sans force, elle évoque ses problèmes de couple de l'époque, dit avoir été battue. Elle souligne sa dépression. Son problème d'alcool. Elle se souvient aussi de la mort de son père d'une insuffisance respiratoire, alors qu'elle-même était âgée de 25 ans. « J'avais choisi un stage de médecine dans un service spécialisé pour pouvoir le suivre. On n'a pas réussi à le sauver. »

Jacques est, lui, originaire de Belgique. Après dix ans dans la Légion étrangère, il travaille comme menuisier sur aluminium à Lyon. Sa vie



Hélène et Jacques, sans abri, veulent un logement pour reprendre pied.

bascule en 1989 lors d'un accident au départ d'un train en gare de Lyon-Part Dieu. « La porte s'est ouverte. Je suis passé sous le train. » Sa jambe gauche est sectionnée au-dessous du genou. Il arrive à Nantes deux ans plus tard : « J'ai entendu dire que les centres sociaux y étaient plus efficaces. »

Prothèse disparue

Jusqu'à la semaine dernière, Jacques a porté une prothèse. Il ne l'a plus. Un matin, Hélène et Jacques sont installés sous des arcades, entre les rues du Poitou et des Hauts-Pa-

ves. Ils laissent leurs affaires pour aller se restaurer à Brin de Causette, un relais pour les sans abri qui offre le petit-déjeuner, près de l'église Saint-Similien. « J'avais laissé ma prothèse dans le squat : j'avais un abcès à la jambe, je n'avais pas pu l'emboîter, soupire Jacques, en se roulant une cigarette. Quand on est revenu, la prothèse avait disparu : il n'y avait plus rien. »

Jacques et Hélène vivent ensemble depuis une dizaine d'années : l'appartement qu'ils occupaient au début est devenu trop cher par rapport à leurs moyens. « Nous avons vécu deux ans dans un hô-

tel miteux. Puis nous avons fait des séjours à l'hôpital pour soigner nos problèmes de dépression et d'alcool. Nous sommes toujours suivis. »

Ils vivent de leurs allocations : adulte handicapé pour Jacques, pension d'invalidité pour Hélène. Ils sont sous curatelle : pour les protéger, le juge des tutelles a confié à une association la gestion de leurs ressources. « C'est mieux ainsi », reconnaissent Jacques et Hélène.

Réunion ce jeudi

Plusieurs habitants du quartier se sont émus de leurs difficultés. Les services sociaux connaissent aussi leur histoire. Ce jeudi, plusieurs institutions se réunissent pour réfléchir à leur situation et tenter de trouver des solutions. Mais il est difficile de trouver un logement à Nantes. La liste d'attente s'allonge dans les HLM. Et les propriétaires privés sont de plus en plus exigeants. Reste l'accueil d'urgence : « Chaque foyer a son projet et ses critères d'admission », note une travailleuse sociale. Dans ce secteur aussi, les places ne sont pas illimitées, notamment pour les couples.

En attendant, Jacques et Hélène reprennent leur errance dans le centre-ville. Ils continueront à s'épauler, sans trop se mêler aux autres sans abri : « On se contente d'un bonjour-bonsoir. » Ils répètent, le sourire vaillant : « On ne veut pas d'argent. Juste un logement pour reprendre pied. »

Jacques SAYAGH.

Rezé

Des bénévoles ont été recrutés pour accueillir les sans-domicile

Ensemble contre l'exclusion à la Maison

L'association « Ensemble contre l'exclusion », présidée par Frédéric Baylot, a tenu son assemblée générale lundi. Le conseil d'administration a été élu au complet avec ses neuf membres.

Les adhérents d'« Ensemble contre l'exclusion » s'étaient réunis en juin 2003, pour mettre au point un projet d'association qui prévoyait des actions mettant en avant le respect de l'autre, la solidarité, l'humilité, l'amour et l'amitié. D'autres valeurs avaient été évoquées : accueil, partage, humanité, écoute, découverte et échange, compréhension. Des commissions ont été constituées, recouvrant les thèmes suivants : activités et coordination du salarié, bénévoles, relations extérieures, finances budget comptabilité secrétariat, hygiène entretien des locaux intendance, gestion et accueil des accueillis. Ces commissions composées de bénévoles se réunissent une fois par mois, en toute autonomie. Puis, elles présentent leurs discussions à tous les bénévoles et au conseil d'administration qui prend la décision finale.

A la rentrée dernière, le travail du conseil d'administration a été de renforcer l'équipe des bénévoles, si réduite qu'elle ne permettait pas d'ouvrir la Maison tous les matins. Suite à une campagne de recrutement, l'équipe comprend actuellement 28 bénévoles (7 hommes et 21 femmes) dans des tranches d'âge bien réparties. Depuis le 1^{er} octobre, la maison est ouverte tous les matins avec quatre bénévoles présents. L'aide aux bénévoles est ap-



Le nouveau bureau du conseil d'administration au complet.

portée sous forme d'un plan de formation et de réunions de régulations.

Le service aux accueillis est au centre des préoccupations de tous les membres. Le contact est privilégié et chacun cherche à trouver des solutions qui tiennent compte des besoins des personnes en difficulté.

Le président a défini une proposition d'orientation pour 2004 : « Il faut trouver des propositions d'actions vis-à-vis des accueillis pour redéfinir

leur place au sein de l'association pour que cette nouvelle participation amène plus de responsabilisation, de socialisation et de conscientisation. Parallèlement, il faut mettre en œuvre, en cas d'urgence, un processus simple lié à l'accueil (violence ou autre). »

En fin de séance, cinq nouveaux membres du conseil ont été élus. Anciens membres : Frédéric Baylot (président) Jean-Claude Doussin (trésorier)

Anne Doussin (secrétaire) et Agnès Mornet. Nouveaux membres élus : Jean-Pierre Bazzali, Marie-Geneviève Bouyer, Bernard Grelier, Danielle Nicolas, Tony Pozzelo. Le nouveau conseil d'administration se réunira pour définir les missions de tous les membres.

La Maison, 17, rue Joseph-Turcotte, est ouverte tous les matins, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h, téléphone 02 51 70 14 87.

Les étoiles du Secours catholique

Le 20 décembre dernier, le Secours catholique de Loire-Atlantique a participé pour la troisième fois à l'opération « 10 millions d'étoiles » place de l'Écluse à Nantes. Mercredi après-midi, l'association recevait ses bénévoles pour les remercier de leur participation à cette manifestation.

« A ce jour, 38 000 € ont déjà été récoltés pour le département et certains secteurs n'ont pas encore renvoyé leur recette » commente Michèle Evrard, responsable de la manifestation « 10 millions d'étoiles » qui s'est déroulée à Nantes le 20 décembre avec le Secours catholique. Pour la troisième année de participation à cette opération nationale, les bénévoles du Secours catholique du département ont remis des bougies multicolores aux passants, place de l'Écluse à Nantes, en échange d'un don. Malgré le mauvais temps, la manifestation s'est déroulée comme prévu, si ce n'est certaines animations de danses guinéennes et celtiques annulées à cause des intempéries. « Dix-huit guides d'Europe ont notamment participé à la diffusion des bougies tout au long de l'après-midi sous la pluie » explique Michèle Evrard. Joseph Papin, délégué adjoint du Secours catholique de Loire-Atlantique a remercié la centaine de bénévoles qui ont préparé la ma-



Quelques-uns des bénévoles qui ont participé à la manifestation « 10 millions d'étoiles » le 20 décembre dernier.

nifestation « avec beaucoup d'énergie et de bonne volonté ». Il a rappelé le moment de rencontre autour de la pétition signée par 200 personnes ce jour-là sur le logement. La campagne « 10 millions d'étoiles » appelle le grand public

à soutenir des microprojets locaux et internationaux à visée humanitaire en lui proposant ses bougies. Ainsi cette année, la délégation du Secours catholique de Loire-Atlantique soutiendra des projets de

développement à Madagascar, en Irak, au Soudan, au Mali et en Inde. Sur le plan national, il soutiendra la délégation du Gard dans l'aide d'urgence qui a été mise en place pour les sinistrés des inondations.

Ouest-France
31 janvier - 1^{er} février 2004

Ils vivent en camion, en caravane, mais ce ne sont pas des gens du voyage SDF, ils passent l'hiver sur un parking

Installé depuis le début de l'hiver sur un parking de Nantes, un groupe de SDF vit dans des caravanes. Désireux de garder leur autonomie, ils ont choisi cette solution provisoire quitte à vivre quelques mois dans une légalité toute relative en attendant de partir. Rencontre.

À quelques encablures de la Moutonnerie, sur un parking vit un petit groupe de sans domicile fixe. Armistes pour la plupart, ils ont atterri là... faute de mieux. Qui dans une camionnette, qui dans une caravane, comme Laurent et Richard. « Après avoir été vus de notre squat en plein mois de décembre, nous avons décidé d'acheter une caravane, raconte Richard, mais aucun camping ne pouvait nous accepter car nous n'avons pas de voiture pour la tracter. On s'est donc installé là. »

« Coincés là pour l'hiver »

Une solution de rechange, donc, que ce terrain pierreux perdu au milieu de la ville où, tempère Laurent, « nous sommes quand même proches des structures d'accueil comme la Maison d'accueil de jour ou encore les Restos du cœur ». Jour après jour, ces sept SDF essaient de tisser des liens avec les habitants du quartier. « Les gars de la Ville nous ont installé une poubelle, explique Laurent, et les gens du quartier nous laissent accéder librement à un point d'eau. » « Certes, reconnaît Richard, certains ont peur de nous et c'est compré-



Laurent a 31 ans. Il a posé sur un parking de Nantes la caravane qu'il partage avec Richard, un ami. « Une solution provisoire », explique-t-il.

hensible. Mais il faut que les habitants du quartier comprennent qu'on n'est pas là pour leur faire du tort, que c'est provisoire. »

« La police nationale sait que nous sommes là, note Richard ; même chose pour la police municipale qui est déjà venue plusieurs fois ces derniers temps nous demander de partir. » Les squatters du parking ont alors fait le tour du quartier une pétition à la main. « Nous

avons récolté une centaine de signatures. » Mais pour Richard, le problème n'est pas là : « Nous n'avons nulle part où aller. Nous n'avons pas de voiture, ni les moyens de l'assurer. » Quant à Michel, qui vit dans un trafic reconverti en camping-car, il voudrait bien partir mais comme il le fait remarquer, « je dois d'abord remonter le moteur... Pas facile sans les outils ni la chèvre pour le soulever ».

« Tout ce qu'on demande, c'est d'avoir accès au même type de terrain que les gens du voyage avec l'eau et l'électricité », expliquent collectivement les membres de cette petite colonie. Une solution impossible puisqu'il n'existe pas, aujourd'hui, de terrain viabilisé susceptible de les accueillir.

Simon MAZURELLE.

Une grande collecte organisée le week end prochain dans les supermarchés

Le cri d'alarme des Restos du cœur

Confrontés à une augmentation de 16 % du nombre de repas servis cette année en Loire-Atlantique, les Restos du cœur craignent de ne pas pouvoir aller au terme de leur campagne hivernale, le 31 mars prochain. Ils organisent une collecte les 6 et 7 février dans les supermarchés du département.

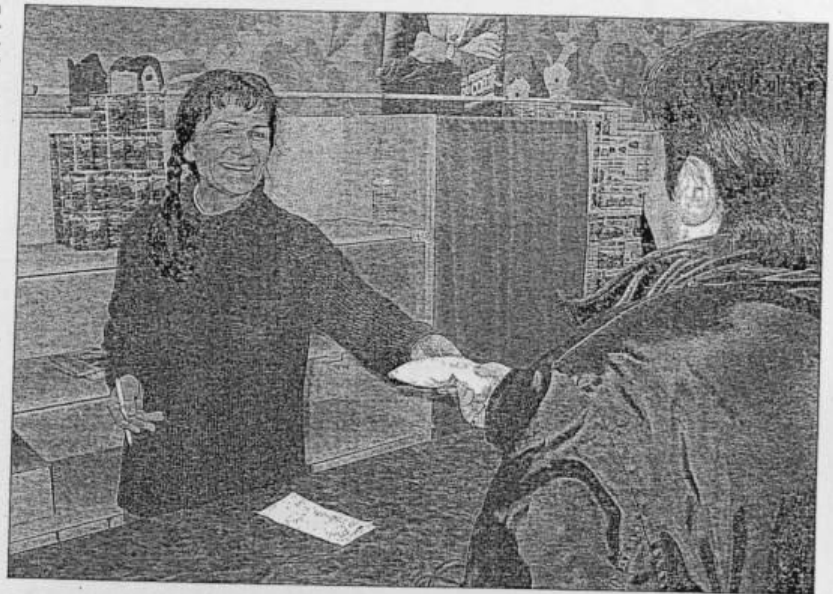
Il est 14 h, boulevard Gustave-Roch, à Nantes. Les bénévoles attendent les bénéficiaires. Tout est en place ou presque. Au rayon des légumes, on s'active encore, les palettes viennent juste de rentrer. Aujourd'hui est un jour comme les autres aux Restos du cœur. Et pourtant...

Pourtant, dix-neuf ans après que Coluche a lancé cette idée généreuse, la situation est toujours aussi mauvaise voire pire. La pauvreté progresse chaque jour, les femmes, les immigrés et les jeunes tombent au champ de l'exclusion, frappés par la paupérisation rampante qui ronge la France. « On enregistre une augmentation de 16 % du nombre de repas servis depuis le début de la campagne », s'inquiète Annie Gervais, présidente départementale des Restos du cœur.

Yvon Bazin, responsable du centre de distribution de Gustave-Roch, est au cœur de la bataille que mènent chaque jour les bénévoles contre l'exclusion : « Cette année, on a 655 familles qui viennent contre 570 l'an dernier, imaginez la progression. Et les situations sont encore plus dégradées. »

Collecte les 6 et 7 février

Daniel, responsable de l'approvisionnement, s'empare : « On est étranglé, on reçoit environ 4 tonnes et demie de produits secs (pâtes, conserves, riz) et environ 600 kg de frais (yaourts, fromages, légumes) par semaine, la même chose que l'an dernier alors qu'on accueille plus de monde. Imaginez-vous que



Aux Restos du cœur de Gustave-Roch, comme partout dans le département, l'augmentation du nombre de repas servis depuis le début de la campagne a vidé les stocks. « Nous ne savons pas si nous pourrions aller jusqu'au 31 mars », explique Annie Gervais présidente départementale.

cela fait un mois qu'on a plus de pâtes ! »

Une augmentation du nombre de bénéficiaires due en partie « à la politique du gouvernement actuel qui fait voler en éclats le cadre protecteur des lois contre la précarité. Récemment, près de 600 000 chômeurs sont sortis du régime des Assedic », rappelle la présidente départementale des Restos. Elle n'oublie pas non plus « la menace que fait peser la régionalisation sur des associations comme la nôtre. Une régionalisation qui provoquera une baisse des aides. Tant et si bien

que nous ne pourrions pas faire face à une telle augmentation chaque année. »

Si des familles entières peuvent manger des repas équilibrés grâce aux Restos, on constate de plus en plus la présence de femmes seules qui ont un ou deux enfants à charge. « Sans compter, ajoute Yvon Bazin, les mineurs étrangers qui sont beaucoup plus nombreux. » Un phénomène qui n'existait pas il y a encore quelques années...

« Notre problème, explique Annie Gervais, c'est qu'avec cette augmentation continue, nous serons

peut-être obligés de fermer les Restos le 15 mars au lieu du 31. Mais nous ferons tout pour aller jusqu'à la fin du mois. » Pour aider les Restos du cœur à poursuivre leur action, une seule solution : donner à la collecte organisée vendredi et samedi prochain dans tous les supermarchés du département.

Simon MAZURELLE.

Contact : Les Restos du cœur, 5 rue de la Garde, BP 13 258, 44335 Nantes cedex 03. Tél. 02 28 23 51 51.

Bras de fer entre la direction et les pensionnaires 07/31/02/04

Le centre d'accueil Arc-en-ciel rouvre

Après avoir fermé tout un week-end, le foyer Arc-en-ciel de la rue Mellier, à Nantes, qui accueille des mères de familles et leurs enfants, a rouvert mardi.

Pour M. Pruel, directeur de la Ddass, tout a commencé quand une des femmes, hébergée au foyer Arc-en-ciel de la rue Mellier, s'est plainte d'une application, à ses yeux trop stricte, du règlement intérieur. « Elle l'a fait savoir un peu partout, si bien que les autres pensionnaires l'ont suivie dans ses revendications », explique le directeur de la Ddass.

Une « agitation qui rendait tout travail social impossible ». La crise était si forte, vendredi, que la directrice du foyer prend la décision de fermer l'établissement pour quelques jours. « Les huit femmes

et leurs enfants ont été replacés dans des hôtels ou dans d'autres structures d'accueil », explique M. Pruel.

Eau et électricité coupées

Mme Joury, pensionnaire, évoque une tout autre réalité : « La directrice humiliait les femmes du foyer, les jugeait, leur faisait des reproches sans arrêt. Elle appliquait un règlement intérieur qui n'existait pas. Si bien que nous avons décidé d'aller inscrire ces griefs sur la main courante d'un poste de police voisin, le lundi 26 janvier. »

Le jeudi suivant, les huit femmes du foyer de la rue Mellier reçoivent une lettre : « On nous a annoncé que le foyer allait fermer et que nous serions replacées ailleurs. »

Le vendredi, jour où devaient partir les femmes et leurs enfants, celles-ci refusent. « On a été séquestré, ils ont coupé l'eau et l'électricité pour nous forcer à partir. Ça n'est que lorsque l'on a accepté de faire nos valises et de rendre les clés qu'on a eu le droit de sortir du foyer. »

Pour sortir de la crise, la Ddass a prévu que « certaines femmes seraient accompagnées d'une nouvelle manière et que seules quelques-unes reviendraient rue Mellier ». M. Pruel souligne aussi que « le travail de l'association qui s'occupe du foyer Arc-en-ciel n'est absolument pas remis en cause » et qu'il rencontrerait la directrice afin d'éclaircir cette affaire. De son côté, la directrice du foyer Arc-en-ciel de la rue Mellier n'a pas souhaité s'exprimer.

Simon MAZURELLE.

OF 5.02.04

À Brest, ils ont pris l'initiative d'une marche silencieuse Les SDF manifestent contre le mépris

Une manifestation inhabituelle a eu lieu, mardi matin, à Brest. Une soixantaine de personnes a voulu protester « contre le mépris des SDF ». Les « sans domicile fixe » et les squatters ont défilé aux côtés de militants associatifs, d'étudiants et d'enseignants.

BREST. – « Merci Coluche », « Merci l'abbé Pierre », « Respect-mépris, à vous de choisir »... Derrière ces banderoles, une soixantaine de personnes ont défilé, mardi matin à Brest, pour protester contre le « mépris » dont les « sans domicile fixe » s'estiment victimes.

Tout est parti de Jean et Fanch,

deux « sans domicile fixe » brestois. L'incident qui a provoqué leur révolte est survenu il y a une semaine sous les arcades d'un centre commercial du centre-ville. « On mangeait notre casse-croûte », raconte Jean. C'est alors qu'un agent de sécurité nous a demandé de partir. Mais les étudiants qui se trouvaient à côté et qui mangeaient aussi leur sandwich, eux, on ne leur a rien dit.»

« Discrimination »

Pour les deux SDF, il s'agit d'une véritable « discrimination ». Selon Jean et Fanch, les agents de sécurité des centres commerciaux ou des

supermarchés leur demandent régulièrement de décamper. Leur colère est d'autant plus grande qu'ils affirment faire des efforts pour préserver les apparences. « On ne sent pas mauvais, on est bien habillés, on est propres sur nous. »

Ils rentrent en contact avec AC1, l'association des chômeurs et précaires. 1 500 tracts invitent les Brestois à participer à une marche silencieuse « contre le mépris des SDF et pour le respect ».

Mardi, Jean et Fanch ont pris la tête du cortège. Derrière eux, une dizaine d'autres « sans domicile fixe » ou squatters. Sébastien, 21 ans, fait partie de ce groupe. Originaire de Saint-Nazaire, il « galère » depuis un an et demi à Brest. Il vit dans un squat du quartier Saint-Pierre. « Nous, on souffre moins que les anciens, estime-t-il. Mais quand on fait la manche, on voit bien le regard des gens... »

Enseignant et militant syndical, Olivier suit le défilé en tenant son vélo d'une main. « On ne veut pas voir toute cette précarité, observe-t-il. Il faut cacher la misère. C'est un peu la même chose que pour la prostitution qui a quitté le boulevard Jean-Moulin, mais qui continue malgré tout à exister. »

Manu, le militant de l'association AC1, veut y croire. « La manif, plus la couverture médiatique, plus d'autres événements, comme la commémoration de l'appel de l'abbé Pierre... Tout ça va peut-être amener une prise de conscience et une mobilisation. »



En tête de la marche « contre le mépris des SDF », une dizaine de « sans domicile fixe » et de squatters.

Olivier MÉLENNEC.

Faits divers

OF 5.02.04

Trois jeunes de la région de Pontchâteau interpellés Un SDF victime de violences gratuites

Mercredi, le parquet de Saint-Nazaire a placé deux jeunes hommes de la région de Pontchâteau en détention provisoire et un autre sous contrôle judiciaire. Ils sont soupçonnés d'avoir sauvagement agressé et jeté à l'eau un sans domicile fixe, le 20 janvier dernier.

Sauvagement agressé et jeté avec ses effets personnels dans la rivière. C'est le sort qu'a subi Didier Tombois, sans domicile fixe originaire de Quimper, à Pontchâteau, le 20 janvier dernier. S'il n'est pas mort, c'est vraisemblablement parce que, avant de s'enfuir, deux de ses trois agresseurs l'ont sorti de l'eau.

Ce soir-là, les gendarmes sont alertés vers 22 h 15, par un appel ano-

nyme, qu'un combat de chiens se déroule dans le parc de Grénébo, près de la piscine de Pontchâteau. Il ne s'agit pas de cela, mais d'un homme qui s'est fait violemment battre et jeter dans la rivière du Brivet. Transporté au centre hospitalier de Saint-Nazaire, il souffre de multiples contusions au visage, et de trois fractures aux côtes.

Un jeune homme présent sur les lieux lors de l'arrivée des gendarmes, et connu de ces derniers, les met sur une mauvaise piste. L'enquête montrera qu'il faisait partie des auteurs présumés. Quelques jours plus tard, deux autres jeunes Pontchâtélains sont interpellés. La raison de leurs actes ? Le chien de Didier Tombois, un labrador, aurait importuné la sœur ou l'amie de l'un d'entre eux, et ils au-

raient décidé, selon la gendarmerie, d'en punir son propriétaire. Mais aucune plainte n'a été déposée à ce sujet.

Âgés d'une vingtaine d'années, les trois personnes ont été placées en garde à vue mardi et présentées mercredi devant le parquet de Saint-Nazaire. L'un d'entre eux est déjà poursuivi dans le cambriolage et l'incendie d'une maison, à Sainte-Reine-de-Bretagne, qui s'était déroulé durant l'été 2002. Deux jeunes hommes ont été placés en détention provisoire, l'un à Nantes et l'autre à Vannes. Le troisième a été placé sous contrôle judiciaire. Une information a été ouverte pour violences volontaires commises en réunion, suivies d'une interruption temporaire de travail supérieure à huit jours.

856 000 chômeurs privés d'indemnisation d'ici 2005

Samedi manifestation contre la précarité



Selon ces associations en lutte contre la précarité, « on pèse sur les chômeurs et tous les salaires vont baisser ».

Les associations de lutte contre la grande pauvreté sont sur le pied de guerre. Elles réagissent aux mesures gouvernementales concernant l'indemnisation des chômeurs ou des personnes bénéficiaires du Revenu minimum d'insertion. Samedi prochain, elles organisent une manifestation place Bretagne à Nantes.

Selon Jean Brunacci, porte-parole de l'Union syndicale du groupe des 10 solidaires, « le gouvernement, avec la complicité de certaines organisations syndicales, va plonger dans la misère la plus totale un grand nombre de personnes déjà en situation de précarité ». Et les associations de lutte contre la pauvreté (1) n'ont pas de mots assez forts pour décrire une situation qu'elles dénoncent : « Apar-

theid social », « Aubaine pour le patronat », « culpabilisation des chômeurs ». En cause notamment, les mesures prises par le gouvernement au sujet de l'indemnisation du chômage. « Aujourd'hui, 370 000 chômeurs n'ont pas reçu leurs indemnités. Chaque mois, leur nombre va s'accroître. C'est la plus importante régression sociale depuis très longtemps. »

Pour Catherine Conan, militante du mouvement Agir ensemble contre le chômage, « les réductions des indemnités des chômeurs, 857 000 d'ici 2005, la limitation de l'Allocation spécifique de solidarité (ASS) à deux ou trois ans et la transformation du Revenu minimum d'insertion en Revenu minimum d'activité (RMA), c'est la porte ouverte à une France très pauvre, qui travaillera

pour un salaire inférieur au minimum de pauvreté ». (2) Des plaintes ont aussi été déposées contre l'Unedic à propos de « rupture unilatérale des accords sur le Plan d'aide au retour à l'emploi du 20 décembre 2002 ».

La liste est longue des raisons qui poussent ces associations en lutte contre la pauvreté à manifester samedi 7, à 15 h, place Bretagne à Nantes.

Rosanne NOURRY-BOUVIER.

(1) AC I Nantes, les Alternatifs, CGT privés d'emploi, CNT, Convergence libertaire, Émancipation, Gasprom, LDH, Mouvement des intermittents en lutte et URF-CGT spectacles, SMG, Sud Caisse d'épargne, Union syndicale G10 solidaires. La fédération du Parti communiste français soutient le rassemblement.

(2) Le seuil de pauvreté, selon les normes européennes, est fixé à 500 €.

Questions à

Po 6/02/04
Christian Quilici

Président de la délégation nantaise
de la Croix Rouge.

Chaque jour, les bénévoles nantais de la Croix Rouge donnent de leur temps au service des déshérités. Après une année 2003 importante en demandes d'aides, aussi bien alimentaires que financières, 2004 s'annonce tout aussi chargée.

1 Quel est le bilan de la délégation locale de Nantes pour l'année 2003 ?

2 Quels sont vos projets pour cette année ?

3 En quoi consiste votre projet d'aménagement d'un lieu d'hébergement ?

Propos recueillis
par Adeline Sennecheau

1 L'arrivée incessante de demandeurs d'asile à Nantes fait que nous avons enregistré une hausse de l'aide alimentaire. Nous avons reçu 8 000 familles, soit 53 % de plus par rapport à 2002. 24 810 rations alimentaires ont été distribuées ce qui constitue une augmentation de 70 %. A Nantes, il y a environ six nouveaux arrivants par jour, sans compter qu'il y a aussi une montée inquiétante de la précarité. En 2003, nous avons versé 29 800 euros d'aides financières à 370 familles en extrême difficulté.

2 Cette année, je veux relancer le secourisme qui avait été mis en sommeil car c'est un élément indispensable de l'action humanitaire. Pour cela nous avons nommé un DLUS (directeur local de l'urgence sanitaire) et nous allons recruter des secouristes et les former. Nous allons aussi commencer à acheter du matériel d'intervention, mais pour le moment nous sommes dans une phase de démarrage et nous balbutions un peu. A la délégation, nous allons développer l'alphabétisation qui était avant dispensée par la départementale. Et puis nous allons



Christian Quilici

créer une cellule psychologique pour les bénévoles avec une jeune psychologue qui vient de nous rejoindre.

3 C'est un projet qui me tient à cœur car ce n'est plus possible, les soirs de grand froid de trouver des solutions d'hébergement pour un individu ou une famille avec enfants. Quelquefois on paye l'hôtel, mais on ne peut pas le faire tout le temps et l'on ne peut pas non plus les laisser dans la rue. Et la nuit, la nuit, c'est terrible ! Pas seulement à cause du froid mais surtout pour l'insécurité. Pour l'instant, j'en suis au point zéro parce que je ne sais pas si nous allons faire un accueil d'urgence pour quelques nuits avant que les personnes trouvent une solution définitive, où si nous allons faire un hôtel social. J'espère vraiment pouvoir réaliser ce projet avant l'hiver prochain.

Les donateurs ont bien joué le jeu de la dernière collecte

Restos du cœur : 15 % de repas en plus

En Loire-Atlantique, les Restos ont servi 65 000 repas depuis le début de l'hiver, contre 54 000 à la même époque l'an dernier. Si la dernière collecte permet à l'association créée par Coluche de finir sa campagne 2004, de nombreuses questions restent en suspens.

« Ça a marché du feu de dieu ! » Annie Gervais, présidente départementale des Restos du cœur, ne cache pas sa satisfaction quant au succès de la collecte organisée les 6 et 7 février derniers dans les grandes surfaces du département (lire aussi dimanche Ouest-France du 8 février).

Une action organisée en urgence pour « pouvoir aller jusqu'au bout de la campagne d'hiver », rappelle Annie Gervais, qui remercie les directeurs de grandes surfaces et les donateurs. Pari gagné pour les produits secs (conserves pâtes, riz) : « On a pu refaire nos stocks », témoigne la présidente, qui évoque comme un exemple symbolique de cette réussite « une femme qui a offert son chariot rempli en disant : « Compte tenu de l'urgence je vous donne tout... » »

Mais loin de crier victoire trop tôt, Annie Gervais reste préoccupée par l'augmentation continue du nombre de nouveaux bénéficiaires. « Il y a 15 jours, par exemple, on a inscrit 664



À Nantes, comme en Loire-Atlantique, les Restos du cœur ont servi 15 % de repas en plus par rapport à l'an dernier. Heureusement le succès de la collecte des 6 et 7 février derniers a permis de renflouer les stocks de conserves et de pâtes.

nouvelles familles. On ne sait pas jusqu'où cela va aller. »

Plus 44 % à Ancenis

La hausse du nombre de repas servis par rapport à l'an dernier, plus

15 % en moyenne pour la Loire-Atlantique, cache des situations très disparates. « Sur 36 centres, 23 sont en augmentation et 13 en baisse », explique Annie Gervais. À La Chapelle-sur-Erdre ou à Châteaubriant, par exemple, il y a moins de bénéficiaires

que l'an dernier. « Par contre, à Guérande (lire ci-dessous), à Saint-Nazaire ou encore à Ancenis, nous avons enregistré des hausses très, très importantes. » Une augmentation qui s'élève à 44 % pour Saint-Nazaire et Ancenis.

Une situation à laquelle Ancenis n'avait pas habitué les responsables des Restos : « Depuis dix ans, Ancenis connaissait un taux de chômage très bas par rapport à la moyenne nationale (environ 4 %), or, depuis quelque temps, la situation de l'emploi s'est dégradée. » Une augmentation qui a provoqué l'afflux de nouveaux bénéficiaires aux Restos.

Mères isolées, jeunes sans accès au RMI, personnes âgées sans pension, immigrés sans papiers, ils sont 15 % de plus à frapper à la porte des Restos. « Sans oublier, souligne Annie Gervais, les chômeurs en fin de droit qui doivent attendre deux mois pour toucher le RMI. »

Si la peur de ne pas pouvoir distribuer des repas jusqu'à la fin mars semble s'estomper aujourd'hui, Annie Gervais ne cache pas ses craintes : « La régionalisation devrait faire baisser les aides aux Restos, alors que, parallèlement, l'État s'appuie de plus en plus sur les associations comme la nôtre pour pallier ses déficiences. »

Simon MAZURELLE.

À Guérande, deux fois plus de bénéficiaires

« Cette année, on n'arrête pas d'accueillir de nouvelles personnes. Aujourd'hui, on arrive à 105 inscrits », soit deux fois plus de bénéficiaires que l'an dernier, explique Marie-Pierre Peronnet, responsable des Restos du cœur de Guérande.

Dans un local prêté par la ville, à deux pas des remparts, les bénévoles s'activent comme dans une fourmilière. Chaque semaine, ils distribuent plus de 630 repas. À des Guérandais mais aussi à des habitants de sept communes des environs (1). « La col-

lecte de la semaine dernière nous a permis d'engranger 1,5 tonne de nourriture. Mais ça ne suffira pas. Il faudra en refaire une en mars », poursuit Marie-Pierre. Avec Odile Le Fur, une autre bénévole, elles ne conçoivent pas d'arrêter la distribution avant la fin de la campagne d'hiver prévue le 26 mars. « On ne peut pas laisser les gens qui ont besoin de nous. »

Cela fait sept ans que Marie-Pierre et Odile œuvrent pour l'association de Coluche : « Depuis trois-quatre

ans, on notait plutôt une baisse du nombre de bénéficiaires. » Elles sont donc étonnées par cette flambée des inscriptions et ne se l'expliquent pas vraiment. « On a remarqué une fréquentation accrue des très jeunes. Ils ont parfois à peine 21 ans. » L'équipe aide aussi beaucoup de familles : « Souvent, les bénéficiaires nous disent qu'ils viennent pour leurs enfants. Sinon, ils n'oseraient pas. C'est encore dur de passer le cap », précise Marie-Pierre.

Pour gérer la situation, la trentaine de bénévoles guérandais « a mis les bouchées doubles » et verrait d'un bon œil l'arrivée d'une main-d'œuvre supplémentaire : « Ici, il y a toujours quelque chose à faire, note Marie-Pierre. C'est difficile de passer une journée sans penser aux Restos. »

Solange ESTEVES.

(1) Assérac, Herbignac, La Turballe, Mesquer, Piriac-sur-Mer, Saint-Lyphard et Saint-Molf.

SOLIDARITE

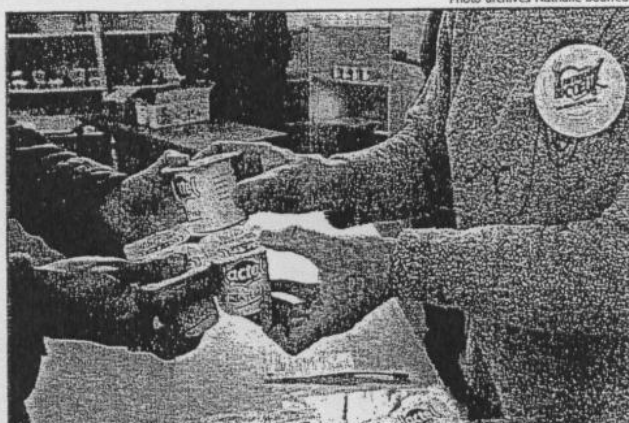
Po 14.02.04

Les Restos du cœur appellent la mairie de Nantes à la rescousse

La présidente départementale des Restaurants du cœur, Annie Gervais, et le trésorier de l'association, Jean-Luc Boucard, ont été reçus hier, à leur demande, à l'Hôtel de ville.

Les bénévoles des Restos ont évoqué hier, avec Jean-Marc Ayraut et son adjointe à la solidarité et l'insertion, Michelle Meunier, également vice-présidente du Centre communal d'action sociale (CCAS), les difficultés auxquelles sont confrontés aujourd'hui les Restos du cœur dans le département.

Les stocks déjà épuisés
Le nombre de bénéficiaires a en effet augmenté en 2004 de 16 % en Loire-Atlantique par rapport à l'année précédente.



Plus de 10 000 personnes s'adressent aux Restos en Loire-Atlantique.

Les personnes ayant besoin d'une aide alimentaire sont désormais plus de 10 000. Parmi eux notamment, beaucoup de jeunes et de familles monoparentales. Et alors que la campagne d'hiver n'est même pas

terminée, les stocks sont déjà épuisés. Les Restos ont dû relancer une collecte les 6 et 7 février dans les supermarchés du département pour que des repas continuent à être distribués jusqu'au 31 mars.

Des soutiens

Face à ce véritable cri d'alarme, Jean-Marc Ayraut a décidé de soumettre vendredi 27 février au conseil communautaire une proposition visant à renforcer l'aide à la prise en charge de l'entrepôt des Restos.

Une subvention exceptionnelle sera également soumise au vote au conseil municipal de Nantes, le 2 avril prochain pour permettre à l'association de terminer sa campagne d'hiver et d'aider en particulier l'Oasis, structure qui se consacre essentiellement aux personnes sans domicile fixe. Enfin, le maire de Nantes s'est engagé à écrire à l'ensemble des maires de l'agglomération et au président du Conseil général, André Trillard, afin d'inciter les communes de la Métropole et plus largement du département à renforcer leur soutien aux Restaurants du cœur.

REPORTAGE

Le plan Grand Froid (*) doit être levé ce soir. Le sort des personnes sans domicile fixe n'en sera pas pour autant résolu. Demain, et les jours suivants, l'Équipe mobile sociale de Nantes continuera à leur venir en aide

Une nuit à gérer l'urgence avec l'Équipe mobile sociale, par temps de grand froid

Chaque soir, Eddy et ses collègues sillonnent la ville pour secourir les personnes à la rue. Un parcours semé de rencontres et de lueurs d'espoir...

Sagement, ils attendent. Sous le regard figé de la statue de Louis-XVI, à deux pas de la cathédrale, neuf personnes sans domicile fixe sont à l'heure au rendez-vous. Une femme au regard doux, un couple souriant d'une vingtaine d'années, un homme aux yeux clairs qui hésite encore à passer sa licence de Lettre modernes. Aucun ne se ressemble. Il est 20 h 30. Le thermomètre doit déjà flirter avec les -2°. Eddy, Aurélie et Stéphanie, à peine descendus de leur Kari-goo, s'empres-sent d'aller à la rencontre de ces visages familiers. Leurs routes se sont déjà croisées. Il y a longtemps parfois. Hier souvent. Chaque nouveau venu a eu à passer un entretien avant de pouvoir être sûr d'avoir une petite place au chaud. « On ne de-

« Désolé, il n'y a plus de place, il faudra appeler demain »

mande ses papiers à personne. On les rencontre pour savoir s'ils sont capables de vivre en collectivité, si leur comportement n'est pas agressif... Et puis, on apprend à les connaître un peu pour mieux les orienter », raconte Eddy, 27 ans, l'ancien de l'équipe. Il faudra faire deux tours. Le petit couple se propose d'attendre. De toute façon, « ça ne sera pas long ».

« On commençait à s'inquiéter »
En ces temps de grand froid, l'ancien diocèse de la rue d'Aguesseau a ouvert ses portes, sous la surveillance de la Protection civile. « P'tit Louis » y accueille tous ces pensionnaires d'un soir. Les tables sont dressées. Les douches à disposition. Eddy n'a plus qu'à se rendre devant la Préfecture. Aurélie et Stéphanie, elles, partent de leur côté. « On donne plusieurs rendez-vous pour ne pas créer d'atroupement ». Lui retrouve un visage connu, perdu sous une mèche de cheveux blancs, qu'un sourire bien-

veillant parvient à traverser. « Bonjour. On commençait à s'inquiéter. Ça fait longtemps qu'on ne vous avait pas vue », remarque Eddy. Il n'aura pas d'explication. N'insistera pas non plus. « Il y a des gens qu'on perd de vue pendant quelque temps. On les revoit alors pour savoir ce qui leur est arrivé, comment ils ont évolué... ».



Tous les soirs, l'Équipe mobile sociale a rendez-vous avec des personnes sans domicile pour trouver des solutions d'hébergement.

Écoute, réconfort, conseils
Rue d'Aguesseau, on fait les comptes. « Normalement, il n'en manque plus qu'un » remarque « P'tit Louis ». Le dix-neuvième « invité », un jeune homme arrivé à Nantes depuis deux semaines, arrive finalement. Carlisle expérimenté, il a couru les agences d'intérim toute la journée. Sans succès. Eddy l'écoute. Le réconforte. Le conseille. Et rappelle à tous de ne pas oublier de composer le 115, dès 10 h le lendemain, pour renouveler leur demande d'hébergement sur trois nuits.

« C'est gratuit, c'est vrai ? Merci beaucoup. »
Nouveau rendez-vous, nouvelle destination. Quel Wilson, ce soir-là, les dernières places sont occupées par trois hommes réunis devant l'arrêt de tram qui fait face au CHU. Il est 22 heures. Tous les lits disponibles ont déjà été attribués. Pourtant, le téléphone portable sonne encore. « Désolé, il n'y a plus de place, il faudra appeler demain » re-

grette Eddy. À défaut de trouver un hébergement, Eddy offre des couvertures à cet homme place du Commerce qui n'en croit pas ses yeux lorsque sort du coffre de la voiture un duvet tout neuf. « C'est gratuit, c'est vrai ? Merci beaucoup. » Un autre, plus âgé, qui a élu domicile sur les marches d'une église, en bénéficie aussi. Un autre coup de fil signale un homme sous un arrêt de bus, à Doulon. « Je sais de qui il s'agit. Il refusera probablement notre aide. Il l'a toujours fait. Mais je ne repartirai pas sans lui avoir laissé au moins une couverture » soupire Eddy.

« Il faut trouver le moyen de nouer le contact »
Il est 23 h 30. Le thermomètre a encore chuté. L'homme n'a pas accepté la couverture. Eddy est déçu : « Il est là depuis deux mois environ et je n'ai jamais trouvé le moyen de nouer un contact avec lui... » Mais il faut du temps. D'autres personnes, demain, c'est sûr, se réjouiront à l'idée d'avoir rendez-vous avec Eddy ou l'un des professionnels de l'équipe mobile sociale. À côté de la cathédrale, ou ailleurs.

Anne-Hélène Dorison

(*) Le plan « Grand froid » ouvre 22 places supplémentaires à Nantes. Il est déclenché par la DASS lorsque les températures sont négatives. Un numéro unique, le 115, permet d'alerter les secours pour venir en aide aux personnes à la rue.

Une femme, dans la rue : « Il y a ce passé, ce moment où tout a basculé »

Elle parle sans s'arrêter, comme si elle craignait de ne plus être écoutée. « Excusez-moi de vous raconter tout cela, mais ça me fait du bien, vous comprenez ? »

Cette femme, âgée d'une petite cinquantaine d'années, n'a pas de lieu où dormir. Mère de deux enfants, dont un fils âgé de douze ans, elle est séparée d'un mari devenu violent. « Il y a tout ce passé. Quand il est parti, après avoir été incarcéré... Ce moment où tout a basculé. Où je me suis retrouvée toute seule. Et puis, toutes ces plaintes qui ont jadis été déposées contre nous et qui me poursuivent encore aujourd'hui. À tout cela s'ajoute la souffrance, physique bien sûr, à

cause des coups, mais aussi morale. » Aujourd'hui, elle vit avec 600 euros par mois. Cela ne suffit pas. « J'étais heureuse. Enfin, j'avais réussi à trouver une agence immobilière qui accepte de me trouver un logement. Seulement voilà, au dernier moment, la banque a refusé de m'accorder un prêt. »

Ce soir-là, cette femme, qui se considère comme « une mauvaise mère », parce qu'elle n'a pas les moyens de s'occuper de (son) fils comme il le faudrait, a pu trouver refuge rue d'Aguesseau. En attendant de trouver une solution durable, elle sait qu'il va falloir « continuer à se battre et tout recommencer à zéro. » Dès demain.

Un projet de texte jugé dangereux

« De la délation organisée ! » Hier, à Nantes, 250 personnes ont mis en cause l'article d'un avant-projet de loi émanant du ministère de l'Intérieur. Dans sa version actuelle, il oblige les travailleurs du secteur social à rendre compte aux maires des difficultés d'une famille.

« C'est gravissime. » Le mot court de lèvres en lèvres devant la préfecture. Ce mercredi, 250 personnes, travailleurs sociaux en tête, sont réunies par un texte. « *Tout professionnel qui intervient au bénéfice d'une personne présentant des difficultés sociales, éducatives ou matérielles, est tenu d'en informer le maire de la commune de résidence.* » C'est extrait de l'article 11 d'un avant-projet de loi intitulé « prévention de la délinquance », émanant du ministère de l'Intérieur.

« Aujourd'hui, les mères viennent me parler des difficultés rencontrées avec leur gamin. En toute confiance. Elles écoutent en retour ce qu'on leur dit sur la nécessité de redonner des repères à la maison...



250 personnes ont manifesté, hier, contre l'avant-projet de texte sur la prévention de la délinquance. Elles y voient une incitation à la délation particulièrement dangereuse.

Demain, elles auront trop peur des conséquences pour parler », explique Mireille, une assistante sociale.

« S'accrocher au secret professionnel, à une certaine éthique et à des règles déontologiques ne signifie pas faire silence sur les dangers menaçants des personnes. La loi impose de prévenir les autorités

judiciaires. Tout cela est clairement balisé », précise sa collègue Pascale.

« Sur nos gardes »

Ce fameux article 11 cristallise les oppositions. L'Association nationale des assistants de service social (Anas), la CGT, la FSU, l'Unsa et la CNT, des

syndicats de médecins et un o d'étudiants (éducateurs spécialisés, assistants sociaux, conseillers éducation sociale et familiale) sont créneau. « Le ministère de l'Intérieur sort de son territoire pour envahir celui du ministère des Affaires sociales. Il veut imposer une autre culture. Celle du tout répressif. Si ce passe, c'est la mort de nos métiers. S'insurgent d'une même voix et Lucie.

L'exigence d'en référer au maire est particulièrement contestée. « Des petites communes où les gens ne connaissent, des familles ne se retrouvent mises à l'index », Eric.

Lundi, une délégation a été reçue par Nicolas Sarkozy. « Il a dit que le texte était encore à l'étude et nous serait communiqué pour être amendé. Mais il y a tout lieu de penser sur nos gardes (1) », insiste Dubasque, président national de l'Anas.

Thierry BAU

(1) Une assemblée générale s'est tenue mercredi à la Maison des syndicats à Nantes. Un nouveau rendez-vous est programmé pour le 25 mars, à 18 h 30.

Manifestation à Nantes : les travailleurs sociaux ne veulent pas devenir des « indics »

Plusieurs organisations avaient appelé hier à une journée d'action contre le projet de loi Sarkozy de prévention de la délinquance.

Nantes. Rassemblés devant la préfecture en fin d'après-midi, plusieurs centaines de manifestants ont dénoncé ce projet de loi qui, dans son article 11, impose aux travailleurs sociaux un « *devoir de signalement* » aux maires lorsqu'ils interviennent « *au bénéfice d'une personne présentant des difficultés sociales, éducatives ou matérielles* ».

La fin du secret professionnel

« Ce texte remet en cause le fondement même de notre métier, basé sur le secret professionnel », explique cette assistante sociale. « Comment voulez-vous établir un rapport de confiance avec des gens en difficulté s'ils savent que vous allez donner leur nom au maire ? ».

Président national de l'Anas (Association nationale des assistants de service social), le Nantais Didier Dubasque a été reçu par le ministre de l'Intérieur en début de semaine,



La manifestation a rassemblé quelques centaines de personnes devant la préfecture.

avec les responsables de quatre autres associations. « Sarkozy nous a dit qu'il était déterminé à aller jusqu'au bout. Pour lui, ce projet de loi ne remet pas en cause le secret professionnel ».

Retrait du projet

Un point de vue vigoureusement contesté par l'ensemble des syndicats et des organisations professionnelles, qu'il s'agisse des assistantes sociales, des éducateurs de la

Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ou des médecins de PMI (Protection maternelle et infantile). « Sarkozy veut faire de nous des indics », estime cette étudiante de l'Iframes, l'école d'éducateur spécialisé de Rezé. Une délégation a remis une motion en préfecture, réclamant le retrait du projet de loi et la consultation des professionnels concernés « *avant tout nouveau texte sur le sujet* ».

X.B.

Un garçon et une fille de 18 et 19 ans écroués à Nantes Il héberge deux SDF et meurt empoisonné

Un homme qui avait recueilli deux jeunes SDF est mort empoisonné. Le couple, arrêté après la découverte du corps, a reconnu être l'auteur de ce crime. Le jeune homme (19 ans) et la jeune fille (18 ans) ont été écroués, hier soir.

NANTES. - Il avait 59 ans et habitait seul dans un petit appartement, boulevard Dalby à Nantes. Handicapé, Gérard Fléaux se déplaçait avec des béquilles. Il y a deux semaines, il croise Stéphane et Élodie, deux jeunes gens qui vivent dans la rue. Il propose de les héberger.

Le jeune couple s'installe chez lui. Le garçon a 19 ans. La fille, âgée de 18 ans, vient de quitter le domicile parental, il y a juste deux mois. La journée des deux SDF se passe à l'extérieur. Ils ne rentrent que le soir, pour manger et dormir.

Jeudi, tout bascule. Stéphane dé-

cide d'empoisonner Gérard Fléaux, son bienfaiteur. Selon ses dires, il aurait fait des propositions inconvenantes à Élodie, qui aurait refusé. De plus, ajoute le jeune SDF, Gérard fouillait dans les affaires du couple. Pour Stéphane, les choses ne doivent pas en rester là. Il achète une boîte de *Temesta* avec la ferme intention de les faire avaler à Gérard.

Une boîte de tranquillisants

Vendredi soir, il passe à l'action avec l'aide d'Élodie. Les deux jeunes gens broient 29 cachets de ce tranquillisant et les mélangent à du lait dans un bol, avant de le proposer à leur hôte. Ayant ingurgité le breuvage d'anxiolytique, ce dernier s'effondre quelques instants plus tard. Aidés par une troisième personne qui ignorait tout de l'affaire et qui a été mise hors de cause par la police, Élodie et Sté-

phane transportent le corps dans la chambre. Pendant deux jours, les deux amoureux vaquent à leurs occupations, comme si de rien n'était. Deux jours pendant lesquels Gérard dans le coma est, en réalité, toujours vivant, comme en attestera l'autopsie.

Dimanche, Stéphane découvre que Gérard est sans vie. Il prévient la police que la personne chez qui il loge est morte. Alertée par un appel anonyme, la police soupçonne déjà que le locataire pourrait être mort... d'empoisonnement. Lundi, les policiers nantais interpellent les deux jeunes gens et les placent en garde à vue. Ils reconnaissent tout. Stéphane aurait même précisé qu'il avait formé le projet de cet empoisonnement dès jeudi. C'est dans cette intention qu'il serait allé acheter les médicaments. Ils ont été présentés au juge et écroués, hier soir. Ils risquent la perpétuité.

Simon MAZURELLE.

La Banque alimentaire, une incroyable plaque tournante

15 000 tonnes de denrées récoltées chaque année, environ 12 000 bénéficiaires approvisionnés par 80 associations : l'activité de l'organisation humanitaire ne décélère pas.

Au premier abord, l'association s'apparente à une énorme centrale d'achat. On évoque des prix au kilo, des stocks à gérer, des frais de transports... Sauf qu'ici, il n'est pas question de profit mais de lutte contre le gaspillage et d'aide aux plus démunis grâce à la bonne volonté du personnel en grande majorité bénévole.

D'emblée, Jean Voisard, actuel président de la Banque alimentaire de Loire-Atlantique, se dit satisfait : « *Jamais la collecte de printemps n'a été aussi bonne !* ».

Il y a dix jours, les 2 500 volontaires répartis dans une centaine de supermarchés du département ont reçu 140 tonnes de denrées, soit 30 % de plus que l'an dernier.

Toujours souriant, le responsable poursuit : « *Et la qualité des produits s'améliore, la population répond de mieux en mieux à notre demande, elle tape dans la liste* ».

En novembre, la collecte d'hiver avait rapporté près de 200 tonnes d'aliments, ce qui était déjà un suc-

cès. Les deux opérations réunies fournissent le quart de l'approvisionnement annuel, le reste provenant de l'industrie, des surplus européens, de la grande distribution et des producteurs.

Reste maintenant à gérer ce stock sans cesse croissant de denrées. La lutte contre le gaspillage, telle était l'idée de départ qui a fait naître l'association en 1984. Vingt ans plus tard, le principe demeure.

Il faut donc, d'un côté, continuer de récupérer les surplus de la société marchande, et de l'autre, assurer la redistribution aux plus démunis. Et cela nécessite un gros travail de surveillance et de logistique.

Plus de 50 bénévoles
Dans les 1 650 m³ d'entrepôts situés à Nantes et à Saint-Nazaire, un millier de palettes et 300 m³ de chambre froide permettent de stocker entre 200 et 300 tonnes d'aliments.

« *Nous sommes des fourmis et les associations sont des cigales* » explique le président.

Pour gérer un tel volume, la Banque alimentaire bénéficie de la participation de 51 bénévoles, une ressource équivalente au travail de 16 personnes embauchées à temps plein.



Jean Voisard, président de la Banque alimentaire, ouvre ses entrepôts aux plus démunis.

Elle emploie huit salariés en contrats emploi solidarité (CES) ou emploi consolidé (CEC). Six véhicules, dont trois camions frigorifiques, parcourent les routes du département.

La surveillance concerne également les bénéficiaires. Outre le devoir évident de faire bon usage des aliments, les 80 associations adhérentes sont priées de rester neutres et de se respecter mutuellement.

Vigilance et pragmatisme

Elles doivent aussi accepter de céder une petite participation, de l'ordre de 3 % de la valeur marchande.

« *Cette participation finance la moitié de notre budget de fonctionnement, c'est un minimum mais nous*

ne voulons pas exiger plus », reconnaît Jean Voisard.

En revanche, pour faciliter la gestion de cette énorme plaque-tournante, le responsable se tourne vers les pouvoirs publics : « *Il faudrait qu'enfin les collectivités locales s'engagent sur des conventions triennales, actuellement les subventions renégociées tous les ans nous interdisent tout projet à moyen ou long terme* ». En attendant cette mesure, pas de course au développement, mais l'espoir que les bénévoles ne désertent pas.

A. Michaud

Banque alimentaire de Loire-Atlantique, 12, chemins des Bâteliers, 44 300 Nantes, Tél.: 02 40 52 03 61.

Franck Bonduelle, un bénévole inespéré

En juillet prochain, l'actuel président de la Banque alimentaire de Loire-Atlantique, Jean Voisard, devrait céder les rênes à Franck Bonduelle. Le candidat bénévole arrive à point.

À 77 ans, Jean Voisard rêve de s'échapper à la barre de son voilier. Après 14 années passées à la tête de la Banque alimentaire, 10 heures par jour, le président s'essouffle.

Sans l'arrivée d'un successeur potentiel, il n'aurait sans doute pas osé quitter le navire.

De son côté, Franck Bonduelle, anciennement cadre supérieur à Paris, se sent désœuvré, fin 2002, lorsqu'il revient dans sa région d'origine en tant que retraité. Il se souvient de ses activités au foyer Saint-Benoît Labre.



À 64 ans, Franck Bonduelle est heureux d'utiliser son savoir-faire à bon escient.

Ses dernières responsabilités professionnelles pouvaient intéresser

les Restaurants du cœur. Deux lettres de candidature restent sans

réponse. En tant qu'ex-directeur des achats chez Danone, son savoir-faire aurait pourtant pu servir. En revanche, la Banque alimentaire est séduite. Quelle aubaine ! En novembre dernier, Franck Bonduelle se retrouve parmi les 2 500 bénévoles pour sa première collecte d'hiver.

Six mois plus tard, il est déjà pressenti comme futur président de l'association.

Ce qui le motive : « *Le travail d'équipe, les rapports humains extrêmement enrichissants, la convivialité qui tourne souvent autour de la cuisine* ».

Ce qui lui fait peur : la gestion des bénévoles. « *Je suis conscient qu'il faut mettre autant d'énergie et d'intelligence à rechercher des bénévoles qu'à aider les bénéficiaires* ». Le conseil d'administration qui devrait le nommer président en juillet prochain partage-t-il cette opinion ?

La solitude envolée, le temps d'un précieux repas de fête

Ce week-end pascal a été synonyme de farniente pour certains. De solidarité pour d'autres. Exemple avec les repas des Petits frères des pauvres offerts aux personnes isolées.

La cantine de l'Externat des enfants nantais accueille un public différent des autres jours. En ce dimanche printanier, une centaine de personnes de plus de cinquante ans est réunie à l'initiative des Petits frères des pauvres. Des Nantais et Nantaises que l'association accompagne tout au long de l'année.

« *Pourtant, que la montagne est belle...* ». Après avoir raconté une

« Un très bon dimanche avec de nombreux souvenirs »

blague, Marcel Chicot anime le repas avec une chanson, avant l'arrivée du fromage.

Les convives reprennent en chœur le refrain. Heureux d'être là. De s'amuser ce dimanche. « *Nous passons un très bon dimanche avec de nombreux souvenirs. Nous le devons aux bénévoles. Nous leur disons un grand merci* », précise Margot, sous les yeux de son mari, assis en face d'elle. « *Le repas est succulent. Et c'est surtout la joie de se retrouver, de passer un mo-*

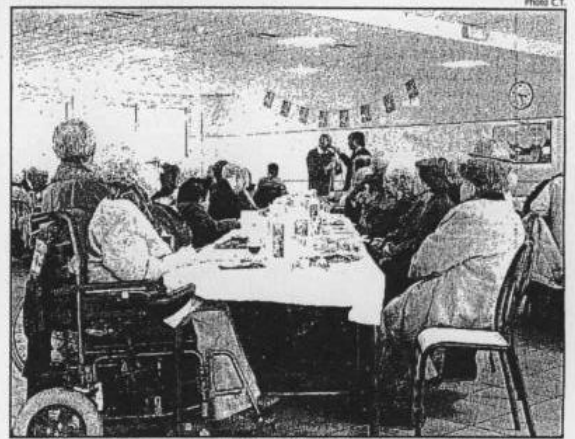
ment agréable qui aide bien aux difficultés de la vie ».

Sans le micro, c'est au tour de Jean-Claude de pousser la chansonnette, avant de préciser : « *Il y en a une qui la connaît depuis longtemps. C'est mon épouse...* ». Il arrive ensuite à faire rire l'assemblée, avec la chanson de la *Pêche aux moules* revue à sa manière.

Un autre monsieur, très âgé, se fait gentiment prier pour venir devant le micro. « *Bonjour, avant tout. Je vais vous chanter une vieille chanson de Tino Rossi* ». Des cris de satisfaction se font entendre dans la salle. Souvenir, souvenir...

Apporter quelque chose

Tout comme à la maison du Prieuré Saint-Pierre à Vertou, à Nantes, les bénévoles -trente-trois présents à l'Externat des enfants nantais- se démenent pour rendre cette Journée agréable. Ils sont allés chercher chez eux ceux qui ne pouvaient faire autrement, les emmenant à la messe, puis au repas. C'est parfois trop complexe, comme cette dame en fauteuil roulant qui habite au deuxième



Les personnes isolées ont apprécié cet instant de joie possible grâce à l'association des Petits frères des pauvres.

étage sans ascenseur. « *On essaye qu'elles aient une visite* », précise François Depriester, bénévole responsable du repas. Elles ne sont pas toutes « *isolées à 100 %* » mais l'association leur « *apporte quelque chose que les autres ne peuvent pas* ». Un petit plus indispensable à leur équilibre.

Évasion à la journée ou plus longuement

Et en plus de ces repas organisés à Pâques, le 15 août et à Noël,

d'autres activités sont proposées tout au long de l'année. « *On partage aussi des séjours, des journées avec les Petits frères des pauvres. La dernière fois, on est allé à Noirmoutier. C'est un plus apporté à la vie des familles, surtout quand on n'a pas d'enfants et de petits enfants* », ajoute Margot, heureuse d'être là. De s'amuser ce dimanche.

Caroline Tréman

Petits frères des pauvres :
Tél 02 40 68 96 96

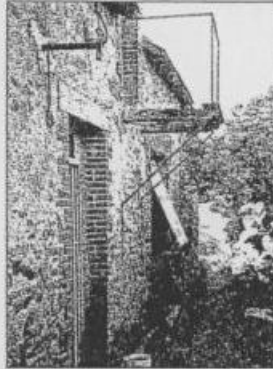
A Nantes et aux alentours, le Centre de l'habitat travaille pour les mal logés

L'association veut éradiquer les taudis

En 2004, la direction régionale de l'Équipement estime à 28 000 le nombre de logements insalubres en Loire-Atlantique. Depuis sa création, le Centre de l'habitat œuvre pour l'éradication du logement indigne et accompagne des propriétaires dans leurs démarches pour l'amélioration de leur habitat. Reportage.

Il y a encore cinq ans, la maison de Jeanne-Marie et de René n'était qu'un « taudis ». « On n'avait rien, pas de confort », se souvient Jeanne-Marie qui a passé une partie de son enfance dans cette maison située à quelques kilomètres au nord de Nantes. Pas d'eau courante, des murs lépreux, une façade à l'avant et seulement une cheminée pour se chauffer. Deux ans de travaux, et le taudis s'est changé en jolie maison.

Aujourd'hui, René et Jeanne-Marie ont l'eau courante, des convecteurs électriques, une façade toute neuve et une toiture qui ne laisse plus passer la pluie. « Ça a tout changé, maintenant, je peux laver mon linge, faire ma vaisselle, je suis plus heureuse ! » s'enthousiasme Jeanne-Marie. C'est son mari René, peintre en bâtiment à la retraite, qui a fini les travaux « Comme je suis du métier, j'ai refait toutes les peintures ». Gérard Corbel, le directeur du centre de l'habitat approuve : « C'est important pour les gens de participer aux travaux. Comme ça, ils s'approprient ces améliorations ».



Avant, une maisonnette à la façade suintant l'humidité. Aujourd'hui, René et Jeanne-Marie posent devant leur maison entièrement réhabilitée. Aidés et conseillés par le Centre de l'habitat, ils ont pu refaire la toiture, les murs, et la raccorder au réseau d'eau.



Pour travailler efficacement à la réparation de ces logements, le Centre de l'habitat travaille de conserve avec les services de la Ddass, les communes et l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah). « Dans un premier temps, nos experts font un diagnostic ». Un diagnostic lié à la réglementation sur le logement décent et aux aspects de la santé dans un logement détérioré par l'humidité, l'absence d'aération ou encore le manque de chauffage. « Actuellement, nous sommes en train de monter un dossier avec un homme qui habite dans une maison où il n'y a ni salle d'eau, aucune iso-

lation et pas de raccordement aux eaux usées ».

1 500 logements améliorés en 2003

« Jusqu'à l'an dernier, explique Gérard Corbel, nous étions obligés d'attendre l'arrêté d'insalubrité pris par le préfet, après un avis du conseil départemental d'hygiène, pour obtenir des aides financières. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus souple ».

Une fois le propriétaire d'accord, « nous montons le dossier en faisant attention à ce que les travaux soient supportables financière-

ment par les habitants car le plus souvent, les gens qui habitent dans un logement insalubre ont très peu de ressources ». Ainsi, René et Jeanne-Marie ont reçu une aide qui couvrait la moitié des dépenses engagées dans les travaux d'amélioration de leur maison. « Il existe plusieurs types d'aides comme celles de l'Anah, du conseil général, mais aussi des prêts sociaux », note Gérard Corbel. L'an dernier, le Centre de l'habitat a ainsi contribué à l'amélioration de 1 500 logements aussi bien en ville que dans les zones rurales.

Simon MAZURELLE.

Les autres priorités sociales du Centre de l'habitat

Au-delà de l'éradication des logements indignes, le Centre de l'habitat s'est fixé trois autres missions prioritaires pour l'année : l'adaptation des habitats des personnes handicapées, le relogement des personnes les plus démunies et un rôle de médiateur entre locataires et propriétaires.

Trop de personnes handicapées ne peuvent sortir de chez elles faute d'aménagement de leur logement. Le Centre de l'habitat entend donc développer son action auprès de ce

public. Ainsi, chaque année, le centre accomplit entre 70 et 80 actions. « L'année 2003 était l'année européenne du handicap, souligne Gérard Corbel, le directeur du centre de l'habitat. Nous prolongeons cette action. » Les aides consistent à tenir compte des demandes des personnes en situation de handicap et à proposer une étude des besoins. La deuxième étape consiste en la recherche des financements nécessaires à la réalisation des travaux. Le centre peut

également conseiller les maîtres d'œuvre, trouver de nouveaux logements si aucune modification n'est possible et sensibiliser des dispositifs de soutien pour subvenir aux besoins des personnes concernées.

Par ailleurs, le Centre de l'habitat souhaite poursuivre sa politique de relogement des personnes démunies. « Nous nous intéresserons à une centaine de cas en 2004 et espérons trouver une solution pour un tiers des familles sui-

vies. » Le principe est simple. Les propriétaires qui proposent des loyers inférieurs aux loyers normalement dus bénéficient de compensations financières. En 2003, 150 à 170 logements ont ainsi été réhabilités et s'ajoutent aux habitats sociaux construits par les organismes HLM.

Pour conclure, la structure assure aussi un rôle de médiateur entre les propriétaires et les locataires pour permettre à ces derniers de ne pas être expulsés.

Centre communal d'action sociale Le retour des pauvres et des précaires

C'est le directeur du Centre communal d'action sociale qui l'affirme : le nombre de demandeurs d'aide et de Rmistes est en augmentation « depuis environ un an ».

Les salariés du Centre communal d'action sociale n'ont pas besoin d'avoir recours aux statistiques pour mesurer que « sans aucun doute, la pauvreté et la précarité sont en augmentation à Nantes ». Pour les responsables de l'accueil, la preuve irréfutable c'est « la file d'attente au guichet qui s'allonge ». Pour l'agent chargé de comptabiliser les Rmistes, « c'est une hausse de deux cents demandeurs en un an » qui est observée (5 000 dossiers traités en 2003).

Même tendance constatée du côté des « aides coup de pouce ». Alors, face à « une situation de plus en plus difficile à gérer », le budget de deux millions d'euros par an « n'est pas un luxe ».

Pourtant, Joël Guist'hau, directeur du CCAS, sait que « le gros problème d'aujourd'hui est moins celui des moyens insuffisants qu'une difficulté à appréhender la situation actuelle. Personne ne peut plus ignorer que nous rencontrons de plus en plus d'hommes et de femmes franchement abîmés par la vie... ».

Et, à l'autre bout de la chaîne, il est aussi « de plus en plus de personnes ayant un emploi qui tombent dans

la précarité ».

Requestionner le dispositif d'aide

Cette situation « compliquée et nouvelle » a conduit les responsables du CCAS de Nantes à « questionner le dispositif d'aide ».

Sébastien Richard dit simplement les choses : « Efforçons-nous de partir de l'usager et non pas de vouloir à tout prix le faire entrer de force dans tel ou tel dispositif ». Un seul exemple suffit à rendre claire la réflexion actuellement en cours au CCAS. Joël Guist'hau prend le cas des « aides coup de pouce », aides ponctuelles d'urgence : « Comment faire, en accordant cette aide, pour ne pas enfoncer le bénéficiaire dans l'assistance et la dépendance...? ».

Délicate et difficile question... Il est néanmoins une certitude : Joël Guist'hau sait, « qu'en France, les dispositifs d'aide sont beaucoup trop complexes. C'est sur ce point, à simplifier l'administratif que nous devons travailler ». Car, au bout du compte, il est un seul objectif à atteindre : « Rencontrer les personnes qui sont dans le besoin et trouver, avec elles, la solution adaptée à leur cas ».

Emploi, logement et santé

La meilleure solution pour tel ou tel cas, c'est aussi « une bonne coordi-



Joël Guist'hau, directeur du CCAS et Sébastien Richard, l'un de ses collaborateurs : « Les dispositifs d'aide sont beaucoup trop complexes ».

nation entre les différents acteurs de terrain ».

Sur ce point précis, le directeur du CCAS se veut dans un premier temps conciliant : « Manifestement, à Nantes, il y a une volonté de travailler ensemble ».

Dans un deuxième temps, Joël Guist'hau souligne que la coordination entre les institutionnels et les associations « mérite d'être améliorée ».

Tel est notamment le cas, mais pas seulement, « pour l'aide alimentaire qui fait actuellement l'objet d'une réflexion approfondie ».

La réflexion doit également conduire à ne jamais oublier, qu'en matière d'aide sociale, il y a « trois bouts à tenir et à ne jamais lâcher » : l'emploi, le logement et la santé. Pour l'un, « c'est le boulot qui sera prioritaire ». Pour le second, « ce sera par la santé ». Pour le troisième « rien d'autre ne sera possible s'il n'a pas d'abord un toit ». On est bien là, effectivement, « dans du cas par cas ». Et, quadrature du cercle, comment faire du cas par cas quand le nombre de pauvres et de précaires « ne cesse d'augmenter...? ».

Jean-Michel Bertin

Fermeture des petites voies privées

SÉCURITÉ Dans le cadre de l'aménagement et de l'embellissement du centre-ville, mais aussi pour renforcer la sécurité et la tranquillité publique, la Ville développe un programme pluriannuel de fermeture des petites voies, cours ou impasses propices aux troubles à l'ordre public. À ce jour, dans le centre et les quartiers proches, six impasses et petites rues disposent d'un contrôle d'accès : la rue Pagan, l'impasse Falconnet et la rue Lévêque pour l'hyper-centre, la rue Villa-Maria et l'impasse de la Courtine dans le quartier Hauts-Pavés/Saint-Félix, et l'avenue de l'Étoile pour le quartier Breil/Barberie. Neuf autres petites voies doivent être équipées au premier semestre 2004 : l'impasse Maillard, la rue Balen, les rues Basse-Saulzaie et Haute-Saulzaie, les cours de Versailles, Mathelin-Rodier et Flesselles, ainsi que la rue Copernic dans le centre-ville, et l'impasse du Progrès à Malakoff/Saint-Donatien.

La Ville poursuivra son effort en 2005 sur une dizaine de voies : la cour des Échevins, l'impasse Rosière-d'Artois, le passage des Écoles, le square Lapérouse et la rue du Petit-Bacchus en centre-ville, les impasses Audran, Vignole et



Furet à Malakoff/Saint-Donatien. Enfin, pour deux autres voies, les impasses du Gué-Moreau et Guillemet dans le quartier Hauts-Pavés/Saint-Félix, la mairie est en attente de la réponse des riverains.

NANTES Passion mai 04

Plus d'alcool sur la voie publique

TRANQUILLITÉ Devant le nombre croissant de plaintes déposées pour troubles causés par des personnes en état d'ivresse sur la voie publique, la Ville a dû prendre un arrêté municipal interdisant la consommation de boissons alcoolisées dans les espaces publics situés en centre-ville, tels la place du Commerce, le quartier du Bouffay, le cours des Cinquante-Otages, les abords du château, les squares (voir liste complète des rues, places et espaces concernés sur nantes.fr). Ceci en dehors, bien sûr, des terrasses de cafés et restaurants.

Nantes Passion mai 2004

Adriana et les bénévoles mobilisés ce week-end pour la Croix-Rouge

La Croix-Rouge organise sa quête ce week-end. Dans le département, des centaines de bénévoles vont sensibiliser le public aux actions variées de l'association.

Des secouristes lors de la catastrophe du Queen-Mary, de la foire de Béré ou de la course à pied Blain-Nozay ; des formations au premier secours ; des actions d'aide aux personnes en grande difficulté comme la distribution alimentaire, les vestiaires. Et tant d'autres.

• Dans la rue, à la sortie des magasins, des messes, des bénévoles, munis d'une carte officielle de la Croix-Rouge, vont faire appel à la générosité du public les 15 et 16 mai. Une quête nationale avec Adriana Karembeu comme marraine.

Dans le département, d'aucuns ne peuvent échapper aux actions de la Croix-Rouge. Exemple cité par les responsables de l'association : les 26 Jeunes qui assurent la sécurité des visiteurs des Floralies Internationales. Le secourisme est

l'activité la plus visible pour le public. Ainsi, 300 secouristes, dont plus de 200 bénévoles, sont intervenus sur différentes manifestations. 300 Jeunes, c'est bien mais il en faudrait 600 pour assurer toutes les demandes de postes de secours, assure Bernard Rey, président départemental de la Croix-Rouge.

Autre activité dispensée : la formation, notamment l'aptitude à la formation au premier secours. Moins de 6 % de la population jeune. On estime que si 20 % de jeunes étaient formés, ce seraient dix mille vies qui pourraient être sauvées chaque année sur le plan national.

Monde de la précarité
Dans un tout autre domaine, la Croix-Rouge a besoin de fonds. L'aide aux personnes en grandes difficultés représente une mission importante de l'association. À Nantes, Machecoul, Chateaubriant, St-Nazaire ou Blain, des familles reçoivent de l'aide alimentaire. Malheureusement, le monde de la précarité aug-



Les responsables des quatorze délégations locales de Loire-Atlantique, accompagnés du président départemental, rappellent l'importance des fonds récoltés pendant la quête.

mente. On doit les aider. On remarque aussi que la précarité est en hausse dans les zones rurales, précise le responsable départemental. Tout comme en ville. Nous avons 36 000 dossiers. Cela concerne des personnes seules ou des familles avec plusieurs enfants, souligne le responsable de la délégation nantaise. Beaucoup de gens se sont retrouvés dernièrement face au précarité. Parfois, à notre grande surprise car leur apparence physique ne le montre pas, mais la vérification de leurs droits reste sans équivoque. Une autre activité est essentielle : les vestiaires (une collecte à partir des conteneurs). Exemple à Cha-

teaubriant. 550 familles ont pu recevoir une aide vestimentaire en 2003.

Des projets d'établissements
La Croix-Rouge dispose gère aussi des établissements sociaux, qui permettent à des habitants du département, de se reconstruire. Comme le centre maternel St-Luc (voir texte ci-dessous) ou le relais parental du Petit passage, - le 6e en France. Sans oublier des établissements de formation (l'école d'aides soignantes, le centre départemental de formation professionnelle). Des activités plus que variées et nécessaires.

Caroline Tréman

Une nouvelle école d'infirmière

Avec les différents partenaires, la Croix-Rouge a différents projets en cours. La future crèche du Martray à Nantes, un second relais parental à Nantes, un relais parental à St-Nazaire. Et en septembre prochain va ouvrir

l'IFSI (Institut de Formation aux Soins Infirmiers) à St-Herblain. Une nouvelle école d'infirmière va donc être mise en place, avec une promotion de 36 élèves. Ce sera la 36e école de la Croix-Rouge en France.

Le centre maternel Saint-Luc, une aide précieuse pour de jeunes mamans

Dehors, sur la pelouse, les jouets attendent l'arrivée des enfants qui sont en train de finir la sieste. Quartier Procé, à Nantes, le centre maternel Saint-Luc, établissement géré par la Croix-Rouge depuis 1959, dispose

de 96 places, 48 pour les enfants et 48 pour les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de trois ans. Des femmes, assez jeunes mais toutes majeures, dont la présence

dans cette structure est envisagée par les travailleurs sociaux. Une demande de prise en charge financière est établie au préalable. 95 % par le conseil général et 5 % au frais de la personne, précise Noël Delugeau, directeur de la Croix-Rouge française.

Notion de danger
Ces femmes, qui restent en moyenne neuf mois et demi, sont aidées dans leur relation mère/enfant. Certaines arrivent ici, juste après la maternité. Elle entre ici quand il y a une notion de danger. Le centre maternel s'insère, en effet, dans le dispositif de protection sociale de l'enfance du conseil général. Elles peuvent résider dans quatre types différents : en interne, dans des unités d'accompagnement avec restauration collective, des unités avec chambres individuelles ou des studios dans lesquelles les occupantes assurent la restauration. Six appartements sont disponibles à l'extérieur de la structure.

S'approprier sa nouvelle fonction de mère
Dans la majorité des cas, la maman, souvent âgée de moins de 25 ans, a

besoin de s'approprier sa nouvelle fonction de mère. Cependant, il ne faut pas oublier qu'elle est d'abord une femme. C'est donc important d'avoir cette structure de la petite enfance à l'intérieur. En effet, une crèche fonctionne au sein du centre maternel. Les mamans ont donc le droit à quatre demi-journées par semaine pour souffler, lire ou autre. Sans oublier un accueil de bébés sans leur mère 7/7 : le service Poupet. On remarque que les retrouvailles avec leur enfant n'en sont que meilleures après. Reste ensuite à quitter ces établissements où elles sont épaulées par tout le personnel. Les séjours s'allongent à cause du manque de logement et parce que les situations sont de plus en plus dégradées, précise le directeur. Souhaitant s'adapter aux souhaits des personnes, La Croix-Rouge a fait une demande d'agrément pour des structures avec couples. Inverser des solutions nouvelles, on sait faire. Par contre, c'est plus difficile de trouver des financements, précise Bernard Rey.

CT



Le centre maternel Saint-Luc, l'un des plus grands de France, dispose de 96 places. Une crèche existe aussi au sein de cette structure.

Urgence, secourisme, lutte contre la pauvreté, formation

La Croix-Rouge sur tous les fronts

Un nouveau président départemental, Bernard Rey. L'ouverture en septembre d'un Institut de formation aux soins infirmiers à Saint-Herblain. La décision d'installer le siège départemental dans la clinique Saint-Henri à Nantes. Pour la Croix-Rouge de Loire-Atlantique, l'année 2004 sera à marquer d'une pierre blanche.

A peine élu président départemental de la Croix-Rouge, Bernard Rey a entrepris un tour du propriétaire. Impressionnant : quatorze délégations locales sont réparties sur tout le département. De Machecoul au sud à Châteaubriant au nord. De Piriac à l'Ouest à Ancenis à l'Est. Dans ces délégations, des bénévoles - un bon millier au total - se retrouvent les manches dans deux domaines : l'aide aux personnes démunies ainsi que l'urgence et le secourisme.

Première mission, la plus connue du public : l'urgence et le secourisme. Près de 300 secouristes tous bénévoles, dont plus de 200 possèdent le certificat de formation aux activités de premier secours en équipe, sont mobilisés en permanence. Ils interviennent dans des manifestations aussi diverses que les Escales de Saint-Nazaire, la foire de Béré (à côté de Châteaubriant). Et sont en première ligne lors de catastrophes comme celle du *Queen-Mary*. « Actuellement, précise Bernard Rey, 26 secouristes assurent la sécurité des quelque 600 000 personnes attendues aux Floralies. Les diplômes demandés à ces jeunes sont de plus en plus pointus. Et le matériel qu'ils doivent avoir sur place est de plus en plus sophistiqué. »

La pauvreté progresse en milieu rural

La Croix-Rouge se distingue aussi par son aide aux personnes en grande difficulté. Tâche plus obscure. Et dans ce domaine là-aussi, les 700 bénévoles répartis sur tout le département ne chôment pas. « Nous assurons la distribution de plusieurs centaines de tonnes de nourriture à des familles défavorisées, poursuit Bernard Rey. Cette activité est, hélas, en très forte progression par rapport à 2002. Surtout en zone rurale. »

Dans le même registre, les bénévoles de la Croix-Rouge assurent aussi la distribution de vêtements collectés à partir des fameux containers blancs : « A Châteaubriant, 550 familles ont pu recevoir une aide vestimentaire en 2003... »

Plusieurs établissements sont également gérés par la Croix-Rouge :



Actuellement, 26 secouristes répartis sur six postes de secours assurent la sécurité des visiteurs des Floralies.

le centre-maternel Saint-Luc à Nantes qui réconforte des femmes enceintes ou des mamans de jeunes enfants en grande difficulté, le relais parental du « Petit passage » ou l'école d'aides-soignantes (52 élèves par an).

Élèves infirmières

Enfin, le président Bernard Rey a en tête plusieurs projets qu'il souhaite faire aboutir rapidement. Tout d'abord, l'ouverture d'un Institut de formation de soins infirmiers, en septembre, à Saint-Herblain. Dans des locaux provisoires pour commencer. « Ce sera la 36^e école de ce type en France, gérée par la Croix-Rouge. La première promotion comprendra 80 élèves. Dans quelques mois, nous prévoyons son regroupement avec l'école d'aides-soignantes. »

Parmi les autres projets, Bernard Rey évoque aussi la future crèche du Martray en partenariat avec la ville de Nantes, la création d'un second relais parental à Nantes. Et d'un nouveau siège départemental dans les locaux de la clinique Saint-Henri. « Nous sommes éclatés un peu partout dans la ville, conclut le président. Nous installer dans cette clinique serait pour nous plus fonctionnel. »

Joël BIGORGNE.

□ LA CROIX-ROUGE organise sa traditionnelle quête ce week-end. Dans le département, des centaines de bénévoles vont sensibiliser le public aux actions variées de l'association. « Dans la rue, à la sortie des magasins, des messes », des bénévoles « munis d'une carte officielle de la Croix-Rouge » solliciteront la générosité du public, samedi et dimanche.

Renseignements : 7, rue Guichen, 44100 Nantes (02 51 84 60 60). Mail : dd44@croix-rouge.fr

05 15 25 04

Vacances des personnes âgées : les Petits frères des pauvres mobilisés

Chaque année, les Petits frères des pauvres se mobilisent pour offrir des vacances aux personnes âgées. Des bénévoles sont recherchés pour les y aider.

Privilégier la relation fraternelle et l'action collective pour vaincre l'isolement et lutter contre l'exclusion... tel est l'objectif de l'association des Petits frères des pauvres. Une association qui chaque jour œuvre pour rétablir un lien avec les personnes de plus de 50 ans perdues dans leur solitude. En Loire-Atlantique, ce sont ainsi 476 personnes qui ont été accompagnées en 2003. Visites hebdomadaires, sorties, animations diverses, ont permis à ces isolés de renouer un lien avec la société. Un lien qui serait impossible sans la présence de bénévoles, des personnes « qui ont envie de donner un sens différent à leur vie... », comme le souligne Olivier Manceau, directeur du site nantais des Petits frères des pauvres.

Elles sont 300 dans le département à donner un peu de leur temps régulièrement. Un chiffre qui peut être doublé lors d'actions ponctuelles.



Le Prieuré à Vertou est l'un des lieux de résidence vacances des Petits frères des pauvres.

Des séjours de 10 à 12 jours
Comme les vacances estivales de juin à septembre. « Notre objectif, dit encore Olivier Manceau, c'est que toutes les personnes que nous suivons dans l'année partent en vacances ou bénéficient d'une action ». Pour ce faire, l'association des Petits frères des pauvres dispose de vingt sites. En Loire-Atlantique, il en existe un, situé à Vertou, le Prieuré. « Nous organisons des séjours de 10-12 jours pour une dizaine de personnes de 50 ans et plus par séjour. D'année en année, on s'aperçoit que les personnes dépendantes sont de plus en

plus nombreuses d'où un besoin accru de bénévoles ».

Un bénévole pour une personne âgée

En fait la règle est simple : un bénévole pour une personne concernée. Avec comme mission de s'occuper des tâches quotidiennes, de dialoguer, d'animer. « Rompre tout simplement la solitude... ».

Des séjours appréciés moralement. Physiquement aussi. « Il n'est pas rare, affirme Olivier Manceau, de voir des personnes dépendantes l'être beaucoup moins après quelques jours de séjour... ». Et le retour dans l'institution n'en est que plus difficil-

le. Mais pour que ces personnes isolées ou en état de précarité puissent profiter au mieux de leurs vacances un appel est fait aux bénévoles. « en manque encore entre 30 et 60 souligne le directeur du site nantais de l'association.

Une association nantaise qui fait partie des 11 implantées en France avec Lyon, Lille, Marseille, Toulouse Paris et sa région.

Une association qui compte 15 salariés et qui vit grâce aux dons et à générosité.

Jean-Claude Schmi
Association des Petits frères des pauvres
14 rue César Franck, Nantes
Tél : 02 40 68 96

Foyer « Beau-Rivage » : une journée « portes ouvertes » le 25 mai

A l'occasion de la Journée de la Fraternité, le 25 mai, les Petits frères des pauvres ouvriront les portes de leur foyer d'hébergement temporaire, « Beau-Rivage ».

La maison, située en bord de Loire, accueille pour quelques mois 9 hommes de 50 à 65 ans en situation sociale difficile. Souvent signalés par les travailleurs sociaux, ou appelant

par eux-mêmes, le séjour à « Beau-Rivage » leur permet de retrouver l'énergie pour un nouveau départ. Responsabilisés tout au long de leur passage (tâches ménagères, organisation de la vie en communauté), ils trouvent l'occasion de faire un point sur leur situation et leurs capacités réelles à mener à bien leur projet de vie.

Soutenus par toute une équipe
Loin d'être livrés à eux-mêmes, ces hommes sont encadrés par une équipe présente en journée et le soir.

Deux salariés organisent et coordonnent les activités diurnes, tandis que les bénévoles présents au dîner se consacrent davantage à l'écoute des occupants de « Beau-Rivage ». Les actions menées s'incluent dans les réalisations générales des petits frères à Nantes : sorties, grandes fêtes, séjours de vacances...

L'association vit des dons et legs du grand public. Ce sont les donateurs qui permettent aux petits frères de disposer de leurs moyens d'action.

Programme de la journée :

14 heures : accueil libre - visite du foyer, rencontres avec salariés et bénévoles.

18 heures : rassemblement autour d'un jus de fruits.

19 h 30 : repas buffet ouvert (réservation avant le 19 mai au 02 40 50 17 18).

« Beau-Rivage » - 8, chemin des Bateliers
44300 Nantes
Les Petits frères des pauvres
Tél : 02 40 68 96

Les « Petits frères des pauvres » continuent leur combat contre la précarité

Le foyer Beau-Rivage a fêté ses 15 ans

Pour son 15^e anniversaire, le foyer d'hébergement temporaire Beau-Rivage ouvrira mardi 25 mai ses portes au public. Appartenant au CCAS de la Ville de Nantes, il est mis à disposition des « Petits frères des pauvres ». Pour que des personnes âgées, en situation de précarité, retrouvent leur dignité.

« C'est en 1984, à l'occasion d'un hiver particulièrement rigoureux, que l'on a redécouvert que des personnes mourraient de froid à Nantes. La mairie avait alors mis à disposition le stade Marcel-Saupin. Et puis en 1989, on ouvrait le foyer Beau-Rivage. » Renaud Monnin, l'un des deux responsables du centre d'hébergement paraît satisfait de la dernière série de travaux qui redore cette ancienne demeure des bords de Loire. « Notre action ici vise avant tout à apporter une aide aux personnes de plus de 50 ans en situation de précarité. Il est vrai que depuis 1946, les "Petits frères des pauvres" se consacrent en priorité aux personnes âgées démunies, isolées et handicapées. » En organisant notamment des visites de bénévoles à domicile pour retisser du lien social. Un combat pour la solidarité que soutiennent les quelque 600 volontaires de l'association œuvrant dans l'agglomération nantaise.

Neuf hommes fréquentent actuellement le foyer Beau-Rivage. Signalés par des travailleurs sociaux ou appelant par eux-mêmes, ce sont souvent des personnes en difficultés suite à une rupture : perte de travail, divorce... Ou alors des demandeurs d'asile comme Abdel, depuis quatre ans au centre. « Les résidents restent en moyenne un an et demi dans l'établissement. Le temps de les accompagner pour qu'ils apprennent à se reprendre en charge par eux-mêmes. C'est pourquoi ils préparent à tour de rôle le repas du soir pris en com-



Résidents, responsables et bénévoles du foyer Beau-Rivage, mis à la disposition des « Petits frères des pauvres » ont ouvert leur porte à l'occasion de la journée de la fraternité.

mun, font le ménage et participent à l'élaboration des menus et des courses », ajoute Renaud Monnin.

Leur redonner confiance et dignité

Gérald et Dary sont pensionnaires depuis plusieurs mois. Ils partagent ensemble la chambre jaune, celle qui donne sur la Loire. Ils travaillent à l'atelier d'insertion du sud-Loire et pêchent, pendant leur temps libre, des anguilles devant la résidence. « Enfin, surtout Gérald, précise Dary. Moi, je préfère regarder. »

Bientôt, ils pourront aussi cultiver le nouveau potager. Paulette, une bénévole de la première heure s'y attèle déjà. Car la dimension relationnelle est indissociable de l'action des « Petits frères des pauvres ». « Plus que des grandes manifestations médiatiques, c'est souvent les petites choses qui sont le plus important, précise-t-elle. Je trouve qu'on ne donne jamais assez d'amour pour tenter de remettre les gens debout. Et les aider à retrouver la confiance et une dignité. » Ce n'est pas Christian Bourtourault qui démentira. Cet ancien résident qui passa huit mois

à Beau-Rivage est aujourd'hui vice-président du forum des amis de la Botière, une association qui aide et oriente les populations en difficulté. « Ce foyer a été pour moi un véritable tremplin pour repartir de l'avant. » Une bonne manière de garder l'espoir le jour de la fête de la fraternité.

Joachim CORMIER.

Contact : association des « Petits frères des pauvres » 14, rue César-Franck. BP 31167 44016 Nantes cedex 1.
Renseignements au 02 40 68 96 96.

Nelly Daviaud remet un chèque au CCAS : vingt ans de solidarité avec les plus démunis

Photo T. Soulard

Nelly Daviaud a remis hier un chèque de 5 000 € au Centre communal d'action sociale (CCAS).

Un geste que la créatrice de la compagnie théâtrale qui porte son nom accomplit chaque année depuis vingt ans pour venir en aide aux plus démunis. Cinq mille euros, c'est une somme pour une compagnie théâtrale, surtout par les temps qui courent. Et pourtant, c'est avec un grand sourire que Nelly Daviaud a offert son chèque au CCAS, pour lui permettre de continuer son action en faveur des plus démunis. *« C'est un geste collectif ! Toute la compagnie est d'accord pour faire ce don »,* a-t-elle rappelé au moment de remettre le chèque. *« Et j'espère pouvoir réitérer ce geste encore quelques années, même si je pense que je ne pourrais pas le faire encore vingt ans ».*

Et pourtant, cela fait deux décennies que Nelly Daviaud et sa troupe offrent au CCAS un chèque dont le montant augmente régulièrement. *« On a commencé à une époque où l'on parlait beaucoup de la nouvelle pauvreté »,* précise-t-elle. *« À l'époque, cela nous avait interpellés. Maintenant, on s'est habitué, malheureusement... ».*



De gauche à droite : Alain Robert, adjoint délégué à l'éducation, Michèle Frangeul, adjointe déléguée aux personnes âgées, Nelly Daviaud et Michelle Meunier, adjointe déléguée à la solidarité et à l'insertion et vice-présidente du CCAS.

• Donner des idées •

Mais la générosité de la troupe de Nelly Daviaud ne se limite pas à ce chèque annuel. Les artistes ont déjà joué gratuitement certaines pièces de leur répertoire au bénéfice d'associations ou pour distraire des publics spécifiques.

« Nous essayons de concilier loisirs et générosité », confirme Nelly Daviaud. Parmi les heureux bénéficiaires de ces spectacles gratuits on compte aussi bien

des associations d'aides aux handicapés que des œuvres en faveur du Bénin.

Michèle Meunier, adjointe à la mairie déléguée à la solidarité et à l'insertion et vice-présidente du CCAS, souhaite voir se multiplier les initiatives de ce genre. Rappelant que Nelly Daviaud et sa troupe ont été parmi les premiers à manifester leur solidarité envers les plus démunis, elle espère que leur exemple va *« donner des idées aux autres ».*

Un projet de centre d'hébergement difficile à monter La Croix-Rouge à nouveau mobilisée

Une nouvelle fois les Nantais sont venus en nombre au rendez-vous de la grande vente d'été du vestiaire de la Croix-Rouge française mercredi et jeudi dernier. Un geste de solidarité qui concourt à apporter des finances à l'association qui se bat en faveur des plus démunis.

Difficile d'entrer dans le vestiaire de la Croix-Rouge française de la rue de la Moissonnière mercredi en début de matinée. Sitôt trouvé leur bonheur, les visiteurs restent sagement à attendre leur tour dans la file indienne pour payer. Une nouvelle fois, la vente d'été a atteint son objectif : remplir les caisses de l'association caritative. « Ce type de manifestation va devenir de plus en plus nécessaire car les sociétés qui récoltent les textiles sont pour la plupart au bord de l'asphyxie. On préfère aujourd'hui déforester que recycler, plus onéreux » constate avec amertume Christian Quilici, président de la délégation locale de la Croix-Rouge. Il précise que ce qui mobilise la Croix-Rouge Française ce sont les familles avec des enfants : « On les nourrit et on les habille mais c'est surtout pour le logement que les plus grosses difficultés se posent. On ne veut pas se trouver démunis face à la demande et malheureusement, tout ce qui existe dans ce domaine est insuffisant et archi saturé. »

Depuis plusieurs mois, l'association travaille sur un projet de centre d'hébergement difficile à monter. Ses structures n'auraient pas de difficulté à monter bénévolement le projet et à le gérer. « Notre idée serait de louer des éléments préfabriqués de bonne qualité pour trois ans, avec donc un risque limité. Pour l'instant, nous sommes en phase de négociation » confie le président. Pour l'instant, il est contraint d'envoyer les familles à l'hôtel comme un pis-aller.

En attendant, l'association continue ses actions comme par exemple l'alphabétisation ou l'activité d'économie sociale et familiale qui démarrera officiellement en septembre. Quant au vestiaire, il ne fermera



La vente d'été a connu un franc succès mercredi et jeudi dernier dans le vestiaire de la Moissonnière.

qu'une dizaine de jours en juillet et restera ouvert durant tout le mois d'août. La vente d'hiver se tiendra les 12 et 13 novembre.

Contact : Croix-Rouge française, 51, rue de la Moissonnière (près du rond-point de Paris). Tél. 02 51 89 10 70.

OF 22106104

Le pauvre, un Européen à part... entière

Les bénéficiaires du RMI n'avaient jusqu'ici pas le droit de s'établir dans un autre pays européen. La Cour de justice européenne rappelle, dans un arrêt de principe, les gouvernements à l'ordre.

BRUXELLES (correspondance).— Sans travail, sans domicile fixe, Michel Trojani a choisi de s'expatrier, en 2001, en Belgique. Résidant dans un camping à Blankerberge, sur la côte, puis en auberge de jeunesse, ce Français finit par être accueilli, en 2002, dans un foyer de l'Armée du Salut à Bruxelles. Là, en échange du toit et d'un peu d'argent de poche, il effectuera divers petits boulots dans le cadre d'un projet d'insertion.

Mais sa demande de Minimex, le RMI local, est rejetée. Motif: Michel ne peut justifier d'aucun droit de séjour. Un refus incontestable: les plus pauvres sont alors exclus du principe européen de libre circulation qui n'est reconnu qu'aux personnes qui peuvent subvenir à leurs besoins (travailleurs, étudiants, retraités).

La Cour de justice européenne, dans un arrêt rendu la semaine dernière, a décidé de mettre fin à cette situation de non-droit. Pour les onze magistrats de la grande chambre, la citoyenneté européenne, consacrée par les chefs d'État et de gouvernement à Nice, ne doit pas rester un mot creux. Ainsi tout ressortissant européen « peut, en sa seule qualité de citoyen de l'Union, bénéficier d'un droit de séjour ». Certes

« l'exercice de ce droit est soumis [à des] conditions », tempèrent-ils. Mais les administrations ne peuvent pas faire n'importe quoi. Elles « doivent veiller au respect des principes généraux du droit communautaire et, notamment, du principe de proportionnalité ».

En pratique, la conséquence est claire: « Une fois qu'une personne dispose d'une carte de séjour, elle peut se voir accorder le bénéfice d'une prestation d'assistance sociale telle que le Minimex. » Cet arrêt sonne ainsi le glas d'une pratique sévissant dans la plupart des États membres, très réticents à accueillir les pauvres des autres pays européens. Les gouvernements français, belge et britannique sont d'ailleurs intervenus pour contrer pareille évolution.

Cette générosité n'est pas sans risque, avertit Carine Dautrelepoint, avocate du gouvernement belge: « Soumis à l'obligation de devoir accorder de telles prestations à tous les Européens, certains États pourraient voir à la baisse leur politique sociale. »

« Ce jugement, tempère un spécialiste du dossier au sein de l'administration française, est surtout un véritable appel du pied à la Commission européenne et aux États membres pour coordonner les prestations d'aide sociale. » En attendant, près de cinquante ans après le traité de Rome, ce jugement s'impose à tous les tribunaux de France et de Navarre.

Nicolas GROS-VERHEYDE.

Point de vue

par Jacques Le Goff (*)

Une société sans secret ?

Notre temps est à l'exhibition des corps et à l'étalage sans retenue des états d'âme et des sentiments. Tout peut être montré sans fard, tout peut être dit sans vergogne. Au nom de l'authenticité — « Chacun doit être soi-même, comme il l'entend » — ou de la transparence, on repousse toujours plus loin les frontières de la discrétion et du secret. Comme si la notion de pudeur avait, ces derniers temps, considérablement pâli. Non qu'elle soit rejetée; plusieurs signes suggèrent d'ailleurs sa redécouverte. Elle paraît plutôt en sommeil, car on oublie son rôle essentiel dans la vie sociale.

D'abord, la pudeur manifeste la profondeur de l'existence humaine. Elle commande de ne pas s'en tenir aux apparences, de ne pas réduire la personne à ce que l'on en voit. Loin des pudibonderies de vierge effarouchée, elle revêt une dimension vraiment éthique: « Je ne suis pas seulement ce que vous voyez de moi. Ne vous y trompez pas. » Une manière de dire que l'être de la personne dépasse largement ce que les yeux peuvent en saisir. Le philosophe Emmanuel Mounier

le disait déjà: « La vraie pudeur veille aux portes d'un certain sacré. » D'où le malaise de celui (celle) qui, se sentant « dévoré(e) du regard », éprouve le sentiment d'être ramené(e) au rang d'objet. En ce sens, la discrétion du vêtement ou de la parole exprime la distance entre le corps et l'être, lieu du secret de la personne. Ce n'est pas par hasard que l'on qualifie d'impudiques les gens portés à étaler complaisamment leurs états d'âme ou leurs sentiments. Ils donnent l'impression de se vider d'eux-mêmes, à force de s'exhiber. Souvent, ils lassent leur entourage, et leur comportement apparaît rapidement insipide, sans grand intérêt.

Mais la pudeur a aussi à voir avec le souci du respect des autres. En cela, et paradoxalement, elle s'apparente à la laïcité qui se justifie, en dernier ressort, par la préoccupation de ne pas imposer à autrui des aspects de l'existence personnelle, convictions religieuses ou autres, source de gêne et de malaise lorsqu'elles sont trop ostensibles. La laïcité est une pudeur des convictions, une manifestation de tact

qui rend possible et agréable la vie sociale, grâce à la retenue, ce qui n'exclut pas le débat et le conflit.

Pour être franc, sous ce rapport, je ne suis pas plus indisposé (ce qui veut dire que je le suis) par le foulard de jeunes musulmanes ou la kippa des juifs religieux... que par l'exhibition des nombrils et gorges profondes ou le port de casquette en cours. Bien des enseignants m'ont confié la gêne et la perturbation qu'introduit, dans leurs classes, le savant débraillé de nombre de leurs élèves. Pour eux comme, d'ailleurs, pour les élèves eux-mêmes. On en parle moins que des foulards. Et pourtant!

Signe de ringardise? Peut-être. J'en prends le risque, à dire vrai, moindre que son contraire: celui de l'ennui d'une société sans secret, sans rêve ni surprise où, à force de tout montrer, on finit par se convaincre qu'il n'y a décidément plus rien qui mérite d'être regardé et admiré.

(*) Professeur de droit public (faculté de droit de Brest).

Opération portes ouvertes, collecte alimentaire, vide-greniers, appel aux dons Le Secours populaire entre en action

Jusqu'à ce soir, 19 h, le Secours populaire ouvre, toutes grandes, les portes de sa fédération nantaise. Pour venir en aide aux plus démunis, l'association lance une campagne « Pauvreté-précarité ». Et multiplie les actions : vides-greniers, collectes alimentaires ou appels aux dons. La générosité des uns est indispensable pour venir en aide aux autres, les plus démunis.

« Si un jour j'en ai besoin, j'aimerais qu'on fasse la même chose pour moi. » Stéphanie, 25 ans, vient de déposer un sachet, rempli de victuailles, dans le chariot du Secours populaire, installé à l'entrée du magasin Super U, Boulevard Dalby. Un large sourire éclaire son visage : « C'est normal de faire ce qu'on peut pour les plus pauvres. » Alain, bénévole au Secours populaire, répartit les paquets dans les chariots. Clémence, 20 ans, lui tend une boîte : « Si tout le monde donne un petit peu, ça fera beaucoup. » Alain la remercie chaleureusement : « On n'aura jamais assez pour nourrir toutes les familles que nous aidons à l'année. Mais ce que nous recevons est très important. Les gens de ce quartier sont très généreux. Et comme ils ont l'habitude de nous voir ici, ils nous donnent vraiment ce dont on a besoin. » Les bénévoles du Secours populaire as-

surent cette collecte jusqu'à 19 h, ce soir.

Michaël est l'un des trois permanents de l'association : « Ces dons alimentaires sont très importants. Nous assurons une distribution de nourriture trois après-midis par semaine. Ainsi, nous aidons 750 familles par mois, sans oublier les colis d'urgence. » Une centrale de collectage, située au cœur du Marché d'intérêt national permet de récupérer toutes le maximum de denrées.

C'est donnant, donnant

Mais le Secours populaire, ce sont aussi, des vacances pour les plus démunis. Cette année, 60 enfants sont allés en colonie de vacances, 40 autres ont été accueillis en familles d'accueil et 18 familles ont campé grâce à l'aide matérielle et financière de l'association. Michaël était le chauffeur du bus des enfants en colos : « Ils n'étaient pas les mêmes au retour. Ils avaient un autre regard, d'autres paroles. Ils auraient enfin quelque chose à raconter à leurs copains à l'école. Ils se sentaient comme les autres. Normaux. »

Le Secours populaire, c'est aussi 800 familles bénéficiaires de jouets à Noël 2003.

D'autres actions sont en projet autour des enfants dans les établisse-



Alain reçoit une boîte de Clémence (qui souhaite rester anonyme) au cours de la collecte du Secours populaire.

ments scolaires, de la maternelle au collège.

Le Secours populaire ne pratique pas l'assistantat. Toute activité est proposée à un prix modique. Michaël est convaincu : « C'est donnant, donnant. Nous fidélisons les familles en les responsabilisant. Et ça marche ! »

Une centaine de bénévoles, de 17 à 84 ans, participent aux activités du Secours populaire. Ce n'est pas suf-

fisant. L'association recherche des personnes disponibles.

L'opération « portes ouvertes » de présentation de ces différentes activités se poursuit aujourd'hui de 9 h à 12 h.

Chantal BOUTRY.

Secours populaire, 163, rue Paul-Bellamy, 44 000 Nantes. Tél. 02 40 74 48 41. Courriel : contact@spf44.org

09 28 09 04

Beaucoup de patients, mais les moyens ne suivent pas La psychiatrie, victime de son succès

Les hôpitaux psychiatriques, nouvelle terre d'asile. C'est le sentiment qu'ont les psychiatres français. Certains ont exprimé leurs craintes, au cours du colloque « Agir en santé mentale », à Vannes.

VANNES. – « On a voulu rendre accessibles les soins psychiatriques. Aujourd'hui, on en a une overdose. » Le diagnostic du docteur Éric Meslier, psychiatre dans le Morbihan, est sans appel : « La peur de la psychiatrie n'existe plus. Nous sommes de plus en plus débordés. »

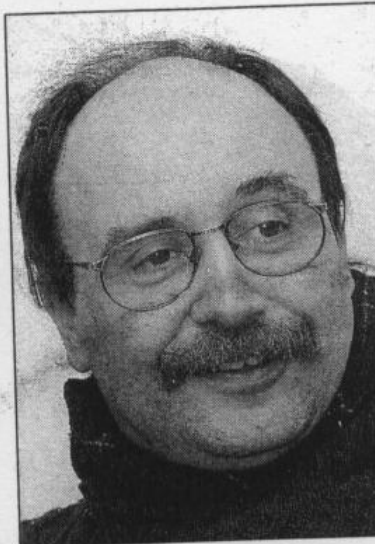
Un deuil, une séparation amoureuse, un problème d'alcool : les rendez-vous s'enchaînent. « Cet été, j'ai vu trente personnes dans une journée, avoue Éric Meslier. Autant vous dire que l'histoire de chaque patient est passée à côté du psychiatre. » En 1984, lorsqu'il arrive, jeune interne, à Vannes, ils sont une vingtaine à suivre cette spécialité. Vingt ans plus tard, trois postes d'internes en psychiatrie sont réellement pourvus.

Moins de médecins, donc moins de temps d'écoute, moins d'activités thérapeutiques, « donc plus de médicaments ». Le traitement psychia-

trique glisse vers des réponses neurologiques. « Nous avons même des patients qui nous disent : « Je ne veux pas voir tel psychiatre parce que c'est trop rapide. »

Neuf mois en postcure

La solution ? Privilégier les soins ambulatoires. Dans le Morbihan, la



Le docteur Éric Meslier.

tendance remonte à quinze ans environ. « Début 2005, nous ouvrons un nouvel hôpital de jour, à Malesherbes [environ 30 km de Vannes]. C'est la structure idéale pour accompagner les patients. »

Les longs séjours devraient devenir l'exception. Mais, entre la théorie et la pratique, le pas est encore difficile à franchir. Un exemple : les traitements liés à l'alcool. « En alcoologie, explique Éric Meslier, le protocole est très strict : trois semaines d'hospitalisation, puis trois mois de postcure dans une structure sociale adaptée. » Problème : les places manquent. Les patients restent en psychiatrie. « Cette année, un patient a attendu une postcure neuf mois, durant lesquels il a occupé un lit dans le service. » Pendant ce temps, calcule l'un de ses collègues, « on aurait pu en soigner trente ».

Entre le manque de moyens humains, les demandes des patients et les bisbilles administratives, les psychiatres ne savent plus à quel saint se vouer. Récemment, à Auray, à une vingtaine de kilomètres de Vannes, le centre médico-psychologique a voulu faire une journée portes ouvertes. Il y a eu foule.

Nicolas SOURISCE.

Mort d'un SDF : quatre mois avec sursis

- Un employé d'Horizon Amitié – une association d'aide aux sans-abri – a été condamné, lundi soir, à Strasbourg, à quatre mois de prison avec sursis pour non-assistance à personne en danger. Le 3 décembre 2003, deux SDF bien alcoolisés avaient été déposés devant le foyer alors qu'il faisait 5° C dehors. L'un avait pu être hébergé ; l'autre, jugé trop ivre, non. Cet homme décédera une heure plus tard sur le trottoir. Les analyses révéleront une alcoolémie de 5g. L'employé de l'association n'avait alerté ni la police ni le Samu.

Astérix contre Nantes habitat

of 30/09/10

of 30/09/04



Le bâtiment du 9-11, rue de l'Odet, sera démolit l'an prochain. La plupart des logements sont murés. Il reste 15 locataires dans l'attente de rejoindre leur nouveau domicile.

Yvon Chemla refuse de payer son loyer depuis plusieurs années pour « protester contre l'attitude de Nantes habitat ». Locataire dans un bâtiment voué à la démolition, il se plaint de l'insalubrité de son appartement. À compter d'hier vendredi, le préfet a donné son feu vert à l'expulsion.

« Vous avez vu le bâtiment où je vis. C'est vachement dégradé pour une future métropole du Grand Ouest. » Yvon Chemla, 62 ans, se bat contre Nantes habitat depuis plusieurs années. Chevelure blanche et ébouriffée, short par tous les temps, banane autour de la taille, l'homme, né en Tunisie, est arrivé à Nantes au début des années soixante-dix après avoir boursingué en Afrique et en Asie, travaillant dans l'agriculture ou les mines. « À l'époque, Nantes était une ville agréable et prolétaire. » Et aujourd'hui ? « C'est devenu une ville spéculatrice, pas seulement l'immobilier. »

La crise économique le prive peu à peu d'emploi. Il erre de foyer en foyer. En 1990, il entre dans un ap-



« Vendredi matin, j'étais chez moi à six heures. Mais les huissiers ne sont pas venus. De toute façon, je n'ai pas l'intention de partir. Il faudra qu'ils me portent pour me faire sortir. »

partement à Beaulieu, dans la cité Gustave-Roch, propriété de Nantes habitat. 24 m², un seul point d'eau, pas de douche. « J'en ai installé une dans un placard », dit Yvon, le regard pétillant.

La serrure a toujours été hors d'usage. « Nantes habitat a refusé de la changer. Mon appartement reste ouvert. Je vis comme dans un squatt. J'ai subi des vols à plusieurs reprises. »

« Pour une vie décente »

Yvon habite dans le bâtiment du 9-11, rue de l'Odet, datant de 1935. L'immeuble, comptant 54 logements, est très dégradé et voué à la démolition. Il offre un cadre de vie déplorable aux locataires, même si certains y voient la seule possibilité d'avoir un logement grâce à des loyers modiques, les plus bas de tout le patrimoine HLM nantais.

Yvon entre en dissidence contre

l'office HLM. « Nantes habitat ne nous informe de rien. L'office n'a répondu à aucun de mes courriers. Nous n'avons pas été informés du projet de démolition de l'immeuble. Je l'ai appris au conseil municipal. » Yvon est assidu aux séances à l'hôtel de ville : « On y apprend des choses. »

Il hausse la voix : « Je souhaitais que mon logement soit entretenu. Rien n'est aux normes. Il pleut dans certains appartements. On voulait simplement des travaux d'urgence pour avoir une vie décente. »

En 1998, Yvon cesse de payer son loyer pour « protester contre l'état du logement et contre l'attitude de Nantes habitat ». Bénéficiant à l'époque de l'Aide personnalisée au logement (APL), il restait à sa charge 144 F (22 €) par mois (sur un loyer d'environ 500 F, soit 228,67 €). « J'aurais pu continuer à payer. J'ai arrêté par principe. » Yvon vit d'une allocation de soli-

darité spécifique d'environ 2 000 F (326,37 €) par mois. En mars 2000, son APL est suspendue par la Caisse d'allocations familiales. Aujourd'hui, Nantes habitat réclame à Yvon une créance totale de 14 000 F, soit 2 134 € (lire ci-dessous).

Depuis hier, Yvon peut être expulsé de son logement par la force publique. « Vendredi matin, j'étais chez moi à six heures. Mais les huissiers ne sont pas venus. De toute façon, je n'ai pas l'intention de partir. Il faudra qu'ils me portent pour me faire sortir. »

Et après ? Dans la journée, Yvon continuera à arpenter le bitume. A contacter ses « semblables » exclus, précaires dans les associations. A fréquenter les médiathèques : « Je lis, j'écoute des disques, je regarde des documentaires. »

Bientôt, Yvon sera « à la rue ». Il sourit : « Je le suis un peu déjà. »

Jacques SAYAGH.

Les HLM : « Nous avons tenté une conciliation »

Nantes habitat reconnaît volontiers l'état dégradé du bâtiment du 9-11, rue de l'Odet : « Nous ne l'avons pas suffisamment entretenu depuis sa construction. D'où la démolition programmée pour 2002. Peut-être aussi n'avons-nous pas eu assez d'écoute par rapport aux demandes spécifiques de M. Chemla. Mais tout cela ne justifie pas non plus qu'on ne paie pas son loyer. »

L'office HLM poursuit : « En juillet 1997, Yvon Chemla a commencé à ne plus payer régulièrement son loyer. Et depuis avril 1998, il ne paie plus du tout. Depuis cette date, nos services contentieux et contentieux sont en relation régulière avec lui. Il n'a pas accepté nos négociations et nos propositions. »

Nantes habitat poursuit : « La procédure de conciliation judiciaire n'a

pas abouti. Une ordonnance en référé du tribunal d'instance de septembre 2000 a constaté la résiliation du bail et a ordonné l'expulsion. En octobre 2000, Nantes habitat a demandé à M. Chemla de quitter les lieux pour décembre 2000. Il ne l'a pas fait. »

Pour Nantes habitat, tout a été tenté afin de trouver une solution amiable : « À chaque étape, Nantes habitat a proposé une conciliation et des plans d'apurement de la dette. M. Chemla n'a jamais donné suite. »

Nantes habitat ajoute que son responsable du contentieux a rencontré Yvon Chemla fin août 2001 pour réitérer les propositions d'échelonnement de la dette. « Nous lui avons également proposé de recourir au fonds de solidarité logement. Il a refusé. »

Dans un courrier du 13 sep-

tembre 2001, le préfet a accordé aux « huissiers de justice le concours de la force publique, à compter du vendredi 28 septembre 2001 en vue de l'exécution du jugement ordonnant l'expulsion. »

Néanmoins, les expulsions restent exceptionnelles à Nantes habitat : moins de cinq en moyenne par an (pour 24 000 logements).

L'office récuse la critique portant sur le manque d'informations sur les projets menés à la cité Gustave-Roch. « Nous avons organisé de nombreuses réunions d'information avec les associations et les habitants. »

Nantes habitat ajoute qu'une convention de relogement a été signée en novembre 2000 avec deux associations de locataires (la CGL et la CLCV). Elle prévoit le relogement de l'ensemble des locataires du 9-11, rue de l'Odet, dans

leur nouveau logement, leur part du loyer ne pourra excéder 300 F (Nantes habitat prendra à sa charge le montant dépassant cette somme).

Quinze locataires demeurent dans l'immeuble, dans l'attente de rejoindre leur nouveau logement (dans d'autres bâtiments de la cité mais aussi à Beaulieu ou Nantes sud).

La collectivité n'a pas encore décidé de l'avenir du site à l'issue de la démolition du bâtiment : on ne sait pas si il cédera la place à un espace public ou à une nouvelle construction.

Cependant, Nantes habitat s'engage à reconstruire un nombre équivalent de logements sur 170 de Nantes et le sud-Loire. Les quatre autres bâtiments de la cité Gustave-Roch seront réhabilités à partir de fin 2002.

Vêtements : l'entreprise qui les collectait est en faillite La Croix-Rouge veut du prêt à porter

La société qui ramassait les conteneurs de vêtements pour la Croix-Rouge est en faillite. Résultat : ces boîtes débordent. L'association cherche des solutions pour continuer à récolter les dons. Dorénavant, elle ne récupérera plus que les textiles « en très bon état et non démodés ».

SAINT-LÔ. – Déposer des vêtements dans un conteneur de la Croix-Rouge près de chez soi : un geste familier, mais malaisé depuis quelques semaines. De nombreuses boîtes débordent.

Depuis cet été, en effet, la collecte n'est plus assurée, car Eurocollecte, l'entreprise de la Somme qui en était chargée depuis 1997, vient de faire faillite. Plus de 3 500 boîtes flanqués du logo de la Croix-Rouge française sont donc laissés-pour-compte dans une quarantaine de départements, notamment en Bretagne, dans les Pays de la Loire et en Basse-Normandie (à l'exception de l'Orne).

Quant aux généreux, ils s'inquiètent. À qui donner, où et comment ? **« Cette situation est désastreuse pour notre image, regrette Cédric de Porcy, directeur des opérations de solidarité à la Croix-Rouge. Les gens crient au scandale, mais nous n'avons plus rien à voir avec ces conteneurs. »**

« En très bon état non démodés »

Partout, les délégations locales sont en train de recouvrir de bandeaux blancs ces boîtes encore au nom de la Croix-Rouge. Et chaque antenne tente de se réorganiser.



L'entreprise qui collectait vêtements et accessoires a fait faillite. Depuis, les conteneurs débordent...

Dans la Manche, où Eurocollecte possédait 116 conteneurs, certaines antennes veulent en conserver quelques-uns, d'autres recevront les dons uniquement de la main à la main. Mais le mot d'ordre est partout le même : **« Nous souhaitons vraiment recevoir des vêtements en très bon état, non démodés, prêts**

à être portés », insiste Nicole Le-maitre-Arnauld, vice-présidente de la délégation de la Manche. **« Par respect pour les familles les plus démunies, mais aussi pour les bénévoles qui trient ces vêtements. »**

Jusqu'à présent, 80% des textiles récupérés n'étaient pas utilisables et devaient être retraités. Or, la Croix-Rouge n'a pas les moyens de gérer seule le recyclage des vêtements défraîchis. L'association revoit ainsi toute sa stratégie en laissant à chaque délégation le soin de décider de son action. Une certitude, les boîtes flanqués d'une croix rouge seront beaucoup plus rares à l'avenir. Le Relais a racheté aux enchères tous

les conteneurs d'Eurocollecte et hérite des vêtements qu'ils contiennent. Pour la Croix-Rouge, désormais, place à la qualité. **« Et les dons sont toujours aussi nécessaires »**, martèle Ghislaine Pichelot, présidente de l'association dans la Manche.

Marie TOUMIT.

Avec l'association Micro Cœur, fondée par des étudiants De l'informatique pour les démunis



Les participants réunis à Eritec.

Mettre leurs compétences professionnelles au service des populations démunies, notamment de Tunisie en leur fournissant du matériel informatique : tel est le but des étudiants du centre de formation Eritec, fondateurs de l'association Micro Cœur.

« L'informatique au cœur du développement, cela passe par le don de matériel informatique, mis à disposition de compétences de haut niveau au profit de populations déshéritées. Mais le développement s'entend aussi au sens d'en-

richissement personnel », explique Marie-Annick Le Blay, secrétaire de la toute jeune association Micro Cœur. Une association regroupant une trentaine d'étudiants du centre de formation Eritec, implanté dans le Centre de Gros.

Une des premières actions aura été l'organisation d'un rallye destiné à sensibiliser les entreprises de la région nantaise et récupérer les premiers micro-ordinateurs. Ces derniers seront ensuite remis en état avant d'être acheminés, en mars 2005, vers l'hôpital pour enfants malades de Gabes.

« Là, les étudiants s'occuperont de la maintenance, de la mise en réseau et proposeront des logiciels éducatifs et ludiques aux enfants », confient les responsables de Micro Cœur qui ont rassemblé une vingtaine de participants pour leur périple « initiatique ». Celui-ci les a conduits jusqu'à Clisson où ils ont pu récupérer quelques ordinateurs. « Plusieurs partenaires nous ont apporté leur soutien », se réjouit Sami Ghaddar, directeur d'Eritec.

Contact. Marie-Annick Le Blay, tél. 02 51 89 01 69.

aujourd'hui

Les dix ans de l'Oasis, cantine de jour et cars de nuit pour les gens de la rue

Fiesta au port d'attache des sans-abris

C'est une impasse à l'abandon coincée contre le Min, entre hangars et terrains vagues. Au fond à droite, un bouquet de baux entame, dérisoire, la graille des lieux. C'était hier, l'anniversaire de l'Oasis, sise rue des Marchandises. Dix bougies pour fêter la (trop) longue vie de cette filiale des Restos, le port d'attache des sans-logis.

Plus d'un an après sa disparition, elle reste la maîtresse des lieux. Denise Mariaud, fondatrice de l'Oasis, rône en bonne place au réfectoire. Sa jobine souriante surplombe la vaste salle, transformée hier pour la fête, avec estrade pour musiciens et comparses à rallonge.

Denise Mariaud, militante des Restos du cœur, désespérée d'assister chaque jour à la détresse des sans-abris. Avec la bénédiction de l'association de Coluche, elle avait mis sur pied, il y a plus de dix ans, une filiale spécialisée dans la confection de repas chauds destinés à ceux qui sont en mesure de le rendre, soupire Serge Bourasseau, responsable actuel de l'Oasis. C'est vrai : à quoi ça sert de donner un paquet de nouilles à des gars qui n'ont pas de logement ? »

Sous la tente

Avant d'arriver rue des Marchandises, dans des locaux loués à la SNCF, Denise et ses complices ont dû se battre comme de beaux diables pour tenir table ouverte. « On nous prenait pour des fous furieux, lâche Alain, bénévole à l'Oasis depuis des lustres. Faut dire qu'on servait des plats, trois fois par semaine, dans des conditions extrêmes, sur un terrain prêté rue Fouré. On a fait ça sous tente, au début, puis dans un préfa. »

Comme si ça ne suffisait pas, Denise et son équipe s'intéressent aux



Michèle, Michel et Jacques, bénévoles ou anciens bénévoles à l'Oasis, filiale des Restos du cœur. Depuis plus de dix ans, ils s'efforcent d'adoucir le quotidien des sans-logis, avec une bonne humeur (très) communicative.

plus démunis d'entre les abîmés de la vie. Ceux qui, à cause d'une invalidité ou d'une trop forte rupture sociale, ne se déplacent pas jusqu'au Champ-de-Mars. Qu'à cela ne tienne : l'Oasis vient à eux, à bord d'un bus customisé en cafétéria roulante. Avec tables et chaises, café chaud, soupe pour 38 personnes, chocolat et chaleur 100 % humaine. L'affaire roule toujours, cinq fois par semaine. L'équipage fait deux haltes par soir, du lundi au vendredi, à la Petite-Hollade puis à Talensac.

Ne pas poser de questions

C'est pas fini : une partie des sans-abris échappe encore à la main tendue de l'Oasis. Pas question de les traquer, pas question non plus de les oublier. La maraude s'organise, à

bord d'une camionnette qui roule trois-quatre fois par semaine. L'itinéraire change chaque soir. « Les bénévoles de service, le plus discrètement possible, proposent des repas chauds, des boissons, explique Serge Bourasseau. Ils réveillent les gens doucement, ne posent jamais de questions. Quelquefois, on arrive comme ça à renouer des liens. »

Pour l'instant, c'est la grosse fiesta rue des Marchandises. Un port d'attache accueillant, diablement gai, très coloré. Cet Oasis, qui sert cent cinquante déjeuners trois fois par semaine, ne donne pas dans le misérabilisme. La cantine carbure à la vanne permanente. Surtout les jours d'anniversaire ? Peut-être. « N'empêche que les bénévoles sont toujours respectés. Lorsque la violence

fait dérapier les usagers, ils vont vider leurs querelles dehors. Sinon, c'est simple, on ferme une semaine. C'est déjà arrivé », signale encore le responsable.

Des perspectives pour l'année à venir ? Alain pousse une gueulante : « Le seul projet intéressant, ça serait qu'on arrête ! » Belle utopie.

Agnès CLERMONT.

□ Attention, l'Oasis est à la recherche de bénévoles pour accompagner les cars du cœur. Une réunion d'information destinée aux postulants bénévoles est organisée vendredi 15, à 18 h 30, rue des Marchandises. Prévoir une disponibilité d'un soir par semaine, de 18 h à 23 h 15 minimum. Une formation maison est dispensée à chaque nouvel arrivant.

Un hommage plus qu'une fête pour les dix ans des « Car du cœur »

A quelques pas du MIN, l'Oasis a revêtu samedi dernier, ses habits de fête. Photos, ballons et sourires ont égayé le lieu qui reçoit les sans-domicile fixe.

Le groupe « Ma Valise » termine ses réglages son, tandis que la salle se remplit peu à peu. Tout le monde se salue, certains se retrouvent après plusieurs années. Les tables sont occupées peu à peu et bientôt la salle est captivée par le spectacle de magie. Serge Bourrasseau responsable du centre d'accueil des SDF depuis un an, tente de définir ce petit événement : « Pour moi, ce n'est pas vraiment une fête. Si l'Oasis perdure, c'est loin d'être un succès pour nous, ça veut dire qu'il y a toujours des besoins. Nous rendons plutôt un hommage à Denise Marlaud qui a créé cette structure et aux bénévoles qui la font tourner. »

Un car puis deux...
Denise Marlaud disparue en



Quelques bénéficiaires, des bénévoles, des élus et les partenaires de l'Oasis ont rendu hommage à Denise Marlaud qui a lancé la distribution de repas chaud, il y a 10 ans.

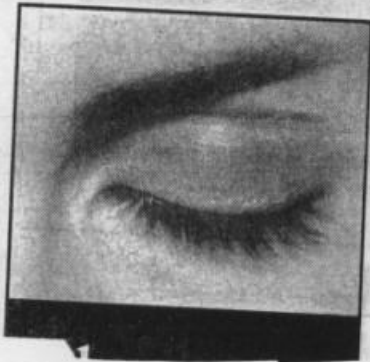
Juin 2003 est à l'origine de la création des « Cars du cœur ». Cette femme tenace a lancé en 1994, la première distribution de repas chauds itinérante. Tous les soirs d'hiver, à la Petite-Hollande puis en bas de la place Talensac, un car accueille les sans-abris, leur fournit un repas chaud et un moment d'échange avec les bénévoles. Un deuxième car viendra enrichir le dispositif puis la Maraude est lancée en 2000. Quatre soirs par semaine, ce camion part sans itinéraire préétabli au-devant de la population SDF : « Ceux qui ne viennent pas aux distributions. Ce sont des

personnes qui vont souvent très très mal. » observe Serge Bourrasseau.

Depuis 8 ans, ce bénévole fidèle voit aussi des sans-abris de plus en plus jeunes et aussi beaucoup plus d'étrangers en situation irrégulière. L'Oasis sert 80 à 130 repas le midi un jour sur deux tandis que 40 à 70 personnes viennent à la rencontre du car de novembre à avril.

J.-C.

L'équipe des « Cars du cœur » recherche des bénévoles. Une réunion d'information est organisée le vendredi 15 octobre à 18 h 30 à l'Oasis, rue des Marchandises près du MIN.



Journée du refus de la misère : écouter les « sans-voix » et marche citoyenne

Cette année, la Journée mondiale du refus de la misère (ATD Quart-Monde) aura lieu dimanche. A Nantes, le public est invité à participer à « une marche citoyenne ».

Même les plus confortablement installés socialement tombent d'accord pour, théoriquement, refuser la misère. Le propos de Joseph Wresinski, fondateur du mouvement ATD Quart Monde, fait l'unanimité : « La où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'homme sont violés ».

Dix-sept ans maintenant que « les sans-voix » ont leur Journée. En 1994, les Nations Unies proclamaient à la face du monde, des faibles et des puissants que « la misère peut être abolie comme l'ont été l'esclavage et l'apartheid ». Elle le peut, elle pourrait l'être, mais elle ne

Une journée dédiée aux sans-voix du monde entier

est pas. Alors, ATD Quart Monde poursuit ses combats, ses luttes. Le poing discrètement levé vers l'utopique. Combats menés à Mexico, Bombay, Bamako, Bordeaux ou Nantes.

Une marche dans les rues de Nantes
Marie-Thérèse Dupé est l'une des militantes nantaises d'ATD Quart

Monde. Son propos est sobre : « A Nantes, comme partout dans le monde, la Journée mondiale du refus de la misère du 17 octobre vise à sensibiliser et mobiliser l'opinion pour construire une société où les droits fondamentaux de chacun sont respectés ». Droits à avoir un toit, à apprendre à lire et à écrire, à pouvoir se soigner lorsqu'on est malade, à travailler pour se nourrir. C'est avec cette volonté-là en tête qu'ATD Quart Monde de Nantes invite les riches, les pauvres, les hommes de droite et de gauche, croyants et athées à participer à une « marche citoyenne » qui aura lieu le dimanche 17 octobre dans les rues de la ville (14 heures à 17 heures).

Cette marche se fera « à travers des lieux significatifs de Nantes, des lieux où ont été vécues de grandes souffrances dues à la misère » : numéro 43 rue de la Grande Blesse (lieu d'un refuge pour les lépreux pendant 300 ans) ; allée de Turenne (la traite des négriers) ; rue des Hauts-Pavés (lieu d'un refuge pour les incurables fondé par le père Louis de Montfort). Chacun aura compris que cette marche se veut « une découverte de lieux embléma-



« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les Droits de l'homme sont violés ».

tiques de la pauvreté et de l'exclusion ».

Une bibliothèque de rue
Cette Journée mondiale du refus de la misère ne saurait occulter les actions entreprises toute l'année par ATD Quart Monde de Nantes. Parmi elles, il en est une « trop peu connue mais significative du travail citoyen ».

Alternativement, douze militants animent une « bibliothèque de rue » dans le quartier de la Sensive. Ces personnes « vont à la rencontre des enfants avec de beaux livres ». Cela pour leur « donner le goût de lire » afin qu'ils rejoignent, peut-être, la médiathèque la plus proche...

Renseignements : Marie-Thérèse Dupé au 02 51 82 39 27.

Médecins du monde est en colère : « L'obligation de domiciliation pour obtenir la CMU ou l'Aide médicale d'Etat (AME) est aberrante »

A Nantes, plus précisément dans le secteur géographique de la CPAM de Nantes, environ 4 000 per-

sonnes relèvent de la CMU (couverture maladie universelle).

Universelle : le petit mot fait sourire

Philippe Jarrousse de Médecins du monde : « Si je m'en tiens au sens des mots, couverture universelle devrait concerner tout le monde sans exception. Croyez-moi, nous sommes loin du compte... ».

Chaque jour ou presque, dans leur cabinet du 33 de la rue Fourré, les Médecins du monde nantais accueillent « des étrangers, des migrants en situation irrégulière et sans domicile ». Ceux-là « n'ont même pas droit à l'Aide médicale d'Etat (AME) ». De toute façon, l'heure n'est pas à ergoter. Les Médecins du monde de Nantes et de France ne voient « qu'une solution satisfaisante. Il faut fonder l'Aide médicale d'Etat dans la CMU et l'élargir à toutes les personnes dont les ressources sont inférieures à 750 euros par mois. Ainsi, elle deviendrait la couverture maladie d'excellence de tous ceux qui ne peuvent payer ».

Avoir un domicile
A Nantes comme ailleurs, l'une des difficultés majeures d'accès aux soins « pour les plus démunis » réside dans l'obligation de domiciliation

pour obtenir la CMU ou l'Aide médicale d'Etat. Dans la plupart des cas (39 % selon une enquête de Médecins du monde), ce sont les associations qui prennent en charge cette domiciliation. Plus rarement les CCAS (Centres communaux d'action sociale).

Philippe Jarrousse sait que tel est le cas « aussi à Nantes ». Nantes ne veut sans doute pas apparaître comme une ville « favorable aux migrants et aux demandeurs d'asile... ». Volé pourquoi 57 % des patients reçus pour la première fois à Médecins du monde ou à la consultation Jean-Guillon du CHU de Nantes (PASS) et ayant besoin d'une domiciliation pour prétendre être soignés n'ont pas d'adresse, pas de domicile. Pour autant, Médecins du monde le reconnaît : à Nantes, « nous trouvons des arrangements ». Autrement dit, une personne en demande d'asile et par malheur porteuse de la tuberculose, de l'hépatite B ou malade du sida « est prise en charge immédiatement ». Tel n'est pas forcément le cas à Paris, Lyon ou Marseille...



Médecins du monde à Nantes : « Nous demandons à l'Etat de garantir une égalité d'accès à des soins de qualité à toute personne qui réside sur le territoire français ».

Po 15. 10. 04

Nantes forum

Ouest-France
2-3 octobre 2004

Le Secours populaire n'est pas une poubelle, ni une déchetterie

De Françoise Castagne, lectrice de Saint-Sébastien-sur-Loire :

« Trésorière du comité sébastienais du Secours populaire français, je vous adresse [...] cette lettre que nous destinons aux personnes déposant des vêtements à notre local.

« Depuis quelques mois, nous sommes confrontés à un problème que nous ne savons pas comment résoudre.

Les sacs de vêtements qui nous sont remis sont de plus en plus souvent garnis de vêtements déchirés, tachés, débarrassés de

leurs boutons, en un mot inutilisables.

« Nous avions l'habitude de travailler avec un fripier qui nous prenait les textiles usagés.

Celui-ci vient de cesser son activité, et nous avons pris la décision de contrôler les sacs déposés à notre local afin d'éliminer les vêtements que nous ne pouvons ni vendre, ni donner.

« Nous attirons l'attention sur le fait que le Secours populaire n'est pas une poubelle, ni une déchetterie. Même si on nous fait quelquefois remarquer que les vêtements, même sales, même

déchirés sont bien suffisants pour les gens à qui nous les donnons (sic).

« Donner aux plus pauvres, ce n'est pas se débarrasser de vêtements puisés dans un coffre à linge sale, ce n'est pas déposer des sacs de chaussures aux semelles béantes, des vestes soigneusement dépouillées de leurs boutons.

« On ne reconnaît plus les « pauvres » à l'aspect des vêtements qu'ils portent. Nul n'est à l'abri d'un accident de la vie (chômage, séparation...) et ceux qui ont besoin qu'on les aide méritent autant le respect que vous, et ce res-

pect est dû aussi aux bénévoles qui trient, marquent, rangent tous les articles qui sont déposés à notre local.

« Nous sommes contraints, pour éliminer les ordures qui nous sont données, de rapporter chez nous des sacs que nous jetons dans nos poubelles personnelles, de rapporter chez nous le linge sale que nous lavons, repassons, et remettons dans le circuit.

« Nous espérons que ces propos permettront de redire l'importance du respect des donateurs dans cette action de solidarité vis-à-vis des plus démunis. »

L'association chrétienne intervient dans le centre-ville auprès des sans-logis

Dix ans à l'Écoute de la rue

Dix ans après sa naissance, l'association chrétienne L'Écoute de la rue a toujours l'oreille alerte. À l'inverse de ses consœurs, elle n'offre rien de matériel aux SDF. Elle leur prête juste une « amitié ». Forte de ses trente membres, elle a acquis une notoriété auprès des sans-logis et des pouvoirs publics.

« Il pleut aujourd'hui, ils ne seront pas dans ce coin. » Albert Labat connaît les habitudes des sans-logis presque par cœur. Les quartiers où ils traînent, leur rythme de vie, leurs soucis principaux ne sont pas des secrets pour le président de l'Écoute de la rue. Il ne traque pas les zonards, il va à leur rencontre et tend l'oreille. Une banale discussion entre copains, mais indispensable pour ramener les démunis à la réalité.

Tous les jours, des équipes mixtes se rendent dans les rues du centre-ville, les mains nues. Munies juste d'un sourire sur les lèvres et d'une grande capacité d'écoute. « En général, on est vraiment bien accueillis », se réjouit Jean Tessier, prêtre à Nantes et fondateur de l'association. L'Écoute de la rue est la seule association nantaise à offrir ce soutien moral au cœur même de l'espace de vie des sans-logis. Mais depuis plusieurs années, elle fait également le lien entre la rue et les organismes sociaux.

Des mineurs dans la rue

« Notre seconde mission est d'alerter les pouvoirs publics et



Albert Labat, à droite, se promène depuis huit ans dans les rues de Nantes, à l'écoute des démunis.

les communautés chrétiennes », explique Albert Labat. Intégrée aux collectifs d'associations Casa et Alerte 44, l'Écoute de la rue collabore désormais avec le CCAS (Centre communal d'action sociale) et la DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales). Son point fort est de connaître personnellement les individus qui ont besoin d'aide. Pour preuve, les équiériers répertorient les SDF rencontrés. « Nous avons ainsi dénombré près de 150 personnes qui vivent actuellement dans la rue, indique le président.

Nous pouvons les suivre au jour le jour. »

En dix ans, les activités des membres de l'association ont largement évolué. La population démunie a aussi changé. « Aujourd'hui, on trouve beaucoup plus de jeunes dans la rue. Des mineurs parfois, déplore Jean Tessier. Leur mentalité est différente et ils sont facilement rejetés. » Indirectement, l'Écoute de la rue a un impact sur le comportement des passants. « Nous sommes un symbole de la société ordinaire. Peu de gens regardent les SDF, regrette Albert.

Mais en discutant avec eux, on change le regard des passants. » L'association compte aujourd'hui une trentaine de membres et vit des dons privés et des subventions des collectivités locales. Elle espère désormais gonfler ses effectifs pour augmenter sa capacité d'écoute.

Gwénaëlle LAVENANT.

Le siège de l'association se trouve au 11, rue Malherbe, à Nantes. Un accueil téléphonique permanent est mis à disposition au 02 40 29 02 15.

Communauté - infos

OF 6.11.04

Urgence : des couvertures pour les sans-abri

L'ensemble des organismes d'urgence sociale se prépare à affronter l'hiver aux côtés des personnes à la rue, des sans-abri. Les équipes du Samu social, qui travaillent en collaboration avec le 115, numéro d'urgence gratuit pour les sans-abri, sont en train de reconstituer leur stock de couvertures. Et ils en manquent. Aussi font-elles appel à la solidarité

des habitants de Nantes et de la périphérie. La population est invitée à déposer des couvertures auprès du partenaire hivernal du Samu social, l'association départementale de protection civile (ADPC 44) au 15, rue d'Angleterre, dans le quartier Malakoff à Nantes, du lundi au vendredi (sauf le jeudi) de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30.

Pour un meilleur accueil des sans-abri

Le 15 novembre, le plan hivernal sera mis en place dans le département. La Ddass et les associations caritatives sont prêtes. Elles fonctionnent déjà tout au long de l'année, avec un regain d'activité pour l'arrivée du froid.

L'hiver ne se fait pas encore sentir, mais les mesures pour le plan hivernal 2004 sont déjà prêtes. La Ddass (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) de Loire-Atlantique a fixé le début de son plan d'hébergement d'urgence d'hiver au 15 novembre.

« Pour l'instant, le temps n'est pas encore très froid. Tout s'est bien passé l'an dernier même si, par moments, ça a été un peu tendu. On a l'habitude maintenant, on n'est pas inquiet », assure Pierre Pruel, directeur de la Ddass.

Le département propose aux sans-abri, 2 800 places d'hébergement, tout au long de l'année. Cet hiver, 130 lits supplémentaires ont été trouvés dans des locaux de la clinique de l'Espérance.

La Ddass confie la gestion de ces hébergements à des professionnels du social, des associations caritatives comme celle de Saint-Benoît ou Saint-Yves. Elles assurent aussi des distributions de repas.

Les associations sont prêtes

Au fil des ans, l'accueil s'améliore. À partir de cette année, les hébergements seront ouverts plus longtemps, de 18 h à 9 h, au lieu de 20 h à 8 h. « On va aussi recruter davantage de personnels qualifiés », précise Pierre Pruel.

Le plan hivernal doit se terminer le 15 mars. Il se décline en trois niveaux. Le niveau 1 démarre le 15 novembre, il s'agit du fonctionnement de base. Le niveau 2 proposera 20 lits supplémentaires en cas de froid plus important. Le niveau 3 n'a encore jamais été utilisé.

De leur côté, les associations ca-

Aux Restos du cœur, hiver comme été, il y a toujours du travail pour les bénévoles.



ritatives n'ont pas prévu d'activités particulières pour l'hiver. Elles travaillent déjà tout au long de l'année. Mais quand le froid s'installe, les besoins deviennent plus urgents.

Emmaüs note une légère hausse de son activité : « On fournit beaucoup de couvertures au Samu social, avec lequel on travaille. On

offre aussi des meubles pour les appartements qui servent à reloger des gens. »

Les Restos du cœur poursuivent leurs activités de distributions alimentaires, vestiaires, cafétéria et colifours. La campagne d'hiver ne commencera que le 6 décembre. Par le biais des Toits du cœur, 34 logements

sont sous-loués à des personnes dans le besoin, en Loire-Atlantique. Au Secours populaire, ce n'est pas encore l'affluence. « Il ne fait pas assez froid. C'est très calme pour l'instant. » Personne n'espère d'hiver glacial, mais tout sera prêt, au cas où.

Anne JUDIC.

Les Orvultais ne veulent pas des Restos

Depuis le mois de juillet, l'antenne orvultaise des Restos du cœur est fermée.

Jusqu'à présent, c'est un particulier qui prêtait le local à l'association. « Fin juillet, il en a eu besoin. On lui a rendu », explique Annie Gervais, la présidente départementale des Restos du cœur. Avant de proposer un éventuel terrain à l'as-

sociation, la mairie sonde les riverains. « Le maire, très favorable aux Restos du cœur, a tenté de convaincre les riverains, en faisant du porte-à-porte », explique la municipalité.

Réponse des concernés : pas de Restos près de chez nous. « On a reçu une lettre peu après la visite du maire. À l'unanimité, ils se sont

opposés au projet », assure la ville d'Orvault. La municipalité ne s'est donc pas opposée à l'avis de ses administrés. Le centre devra attendre l'an prochain pour espérer trouver un nouveau local.

Les habitués du centre sont invités à se rendre dans les sites de La Chapelle-sur-Erdre, Saint-Herblain ou encore Dalby.

Hébergement d'urgence hivernal : cent trente places supplémentaires

L'hiver commence officiellement aujourd'hui pour les sans-abri. Les services sociaux disposent cette année de cent trente places supplémentaires pour parer au plus pressé.

Pour la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (Ddass) de Loire-Atlantique, l'hiver commence aujourd'hui avec l'ouverture progressive, « au fur et à mesure des besoins », explique Pierre Pruel, directeur de la Ddass, d'hébergements supplémentaires pour les sans-abri.

Le département recense 2 800 places d'hébergement à l'année, dont les trois-quarts se trouvent dans l'agglomération nantaise, réparties

Des places dans une ancienne clinique à la fin du mois

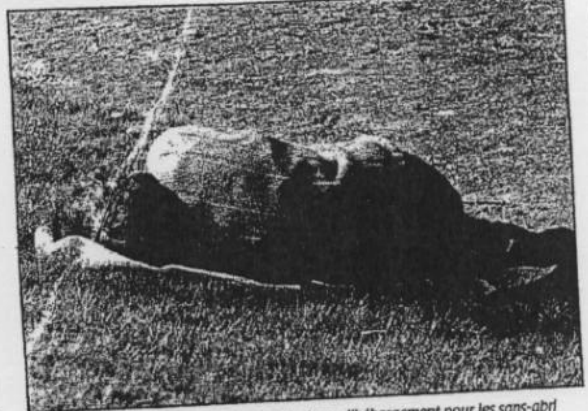
entre les CHR (Centres d'hébergement et de réinsertion sociale), les Cda (Centres d'accueil pour demandeurs d'asile) et quelques logements HLM. Pour faire face aux besoins d'urgence, la Veille sociale 44 dispose de 47 places. Un nombre insuffisant lorsque la température baisse. L'hiver dernier, le nombre d'héber-

gements d'urgence est passé à une centaine. La structure sociale fait un peu mieux cette année en proposant cent trente places.

Une augmentation rendue possible par la vacance des anciens locaux de la clinique de l'Espérance, propriété du Conseil général, disponibles vers la fin du mois de novembre, le temps d'effectuer d'indispensables travaux de sécurité et techniques.

Dans tous les lieux d'accueil, gérés par des professionnels de l'action sociale et des associations caritatives, l'amplitude des horaires d'accueil passe cet hiver de 18 h à 9 h au lieu de 20 h à 8 h.

Hôtels et gîtes pour les familles
Par ailleurs pour pallier les besoins ponctuels, les personnes sans logis peuvent être abritées pour quelques nuits dans des chambres d'hôtel. Enfin des gîtes sont mis à disposition. Cette dernière mesure permet en particulier de répondre aux besoins spécifiques de familles en situation de détresse, dont l'hébergement pose problème, car les structures exis-



Le département recense, à l'année, 2 800 places d'hébergement pour les sans-abri dont les trois-quarts se trouvent dans l'agglomération nantaise.

tantes sont prévues pour des personnes seules ou seules avec enfants. Cette année, s'il le faut, jusqu'à quinze familles pourront passer l'hiver à l'abri et dans des conditions de vie « normales ».

Une baisse importante des températures déclenche le niveau 2 du plan hivernal et la mise à disposition de vingt places supplémentaires. Le niveau 3, qui n'a encore jamais utilisé, consiste en la mise à disposi-

tion par la ville d'un gymnase permettant d'accueillir cinquante personnes, si tous les autres hébergements sont saturés. À l'approche du risque, tout le monde est sur le pied de guerre mais si les différents dispositifs permettent de parer au plus pressé, on est loin d'une situation idéale puisque le problème de la précarité et du manque de logements va croissant et demeurer crucial... même aux beaux jours.

Petit tour d'horizon sur les professionnels et bénévoles qui accueillent les sans-abri.

Samu social

Pour faire face à l'urgence, la Veille sociale 44 gère à l'année quarante-trois places qui passeront à cent trente cet hiver.

Le « 115 » travaille en étroite collaboration avec les centres d'hébergement qui l'informent quotidiennement des places disponibles. Il s'appuie sur les différentes associations pour répondre à des demandes « à géométrie variable », chaque cas étant particulier (personnes seules, couples, familles, demandeurs d'asile...).

Chaque année, 28 000 appels sont traités et une augmentation de 5 % est constatée l'hiver. Avec, indique-t-on, une difficulté particulière pour les personnes très âgées qui représentent 2 % des appels.

L'accueil des familles pose des problèmes particuliers : « On sait que la plupart des personnes qui ont des difficultés de logement aujourd'hui ont été confrontées à ces mêmes problèmes dans l'enfance. Il est d'autant plus important de trouver des solutions pour éviter la reproduction du phénomène », explique la responsable de la coordination Urgence 44.



Aux Restos du cœur, la campagne d'hiver commencera le lundi 6 décembre.

Croix-Rouge

Lire d-dessous.

Équipe mobile sociale

Des professionnels circulent quotidiennement, de 9 h à 0 h, pour aller à la rencontre des sans-abri, leur proposer un entretien et une aide, éventuellement les accompagner vers les lieux d'hébergement, leur distribuer des couvertures.

Restos du cœur

L'association créée par Coluche démar-

ra sa campagne d'hiver le lundi 6 décembre pour la distribution des repas. Par ailleurs, son restaurant l'Oasis (rue des Marchandises, près du MIN) assure les lundis, mercredis et vendredis cent à cent-cinquante couverts. La « Maraude » circule les lundis, mardis, mercredis et vendredis pour distribuer des couvertures, duvets et de la nourriture.

Le bus du cœur distribue des repas et couvertures tous les soirs sur la place de la Petite Hollande. « La demande est en

augmentation, soupire Serge Bourrasseau, responsable de l'Oasis, et il y a de plus en plus de jeunes ».

Tout un chacun...

Participer à la lutte contre l'exclusion et aider ceux qui sont le plus en difficulté à passer l'hiver, il est possible de donner du temps en tant que bénévole dans une association caritative ou en offrant des couvertures, des vêtements, de la nourriture ou de l'argent, mais aussi des livres et des jouets.

Quelques contacts à Nantes

Association départementale de protection civile : 15 rue d'Angleterre, Nantes. Tél. 02 40 47 87 34.

Croix rouge française : 13 place Sophie Trébuchet, Nantes. Tél. 02 40 74 66 82.

Emmalis 44 : route de Pont Saint-Martin, Bouguenais. Tél. 02 40 75 63 36.

Médecins du monde : 33 rue Fouré, Nantes. Tél. 02 40 47 36 99.

Secours populaire : 163 rue Paul-Bellamy, Nantes. Tél. 02 40 74 48 41.

Site Web : www.spf44.org
Restaurants du Cœur : 5 rue de la Garde, Nantes. Tél. 02 28 23 51 51.

La Croix-Rouge part en « maraude »

Ce week-end se déroulait l'une des quatre ventes annuelles de la Croix-Rouge.

Le vestiaire, habituellement réservé aux personnes démunies, ouvre ses portes à chaque saison au grand public qui peut y dénicher, à prix imbatt-

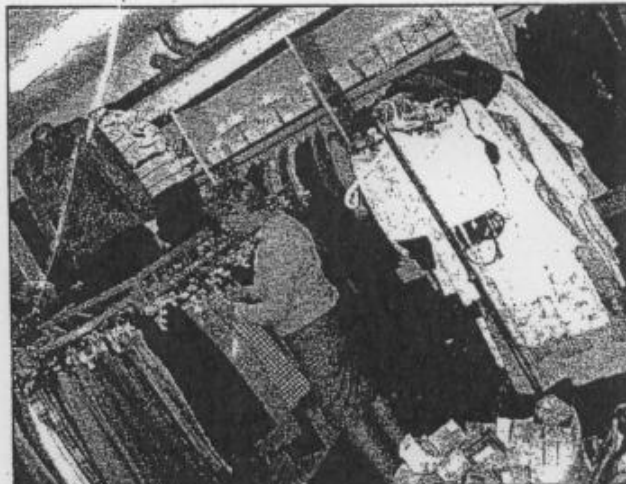


M. Quilicé, président de la Croix-Rouge, entend intensifier l'action de son association en direction des sans-abri.

table, des vêtements, objets, jouets, livres (couvertures et duvets restent réservés à la distribution, directement ou via le Samu social)...

« Pas facile de trouver un lieu

L'association récolte ainsi de quoi financer ses autres actions. Ainsi, elle distribue toute l'année des repas (environ 650 rations par semaine). Cet hiver, elle met en place, « lorsque la température le justifiera », un service de maraude pour apporter aux sans-abri des repas et bols chauds : « Nous avons les camionnettes et des bénévoles prêts à intervenir tous les jours, vers la tombée de la nuit. Nos bénévoles connaissent bien la rue, parfois pour avoir été eux-mêmes SDF. Ils connaissent les habitudes et réflexes de ceux qui sont dans la rue, savent où les trouver quand il fait froid », explique M. Quilicé, président de la Croix-Rouge à Nantes qui espère pouvoir, à terme, mener à bien un projet de structure d'hébergement, mais « il n'est pas facile de trouver un lieu ». La Croix-Rouge qui récolte du linge,



Ce week-end, la Croix-Rouge a ouvert son vestiaire au public.

des aliments, de la vaisselle, est particulièrement intéressée par les produits d'hygiène et d'entretien, aux-

quels on ne pense pas toujours comme faisant partie des objets de première nécessité.

300 usagers et 50 bénévoles privés de local cet hiver à Orvault

Un Resto du cœur en moins au nord

Le 6 décembre, les Restaurants du cœur ouvrent leur campagne d'hiver et leurs locaux dans l'agglomération nantaise. Pas à Orvault, où un local privé et prêt depuis six ans a fermé en juillet. La municipalité assure rechercher une solution. Le monde associatif, et en premier lieu les Restos du cœur, souligne l'ampleur des besoins dans toute l'agglomération.

« C'était pratique boulevard Mendès-France. Le local était situé juste à proximité de l'arrêt du tram... » Oui mais voilà, l'été dernier, le propriétaire, qui prêtait le bâtiment abritant le restaurant du cœur d'Orvault, a souhaité reprendre son bien. « Nous étions prévenus depuis le mois de mars, précise Gérard Teilliais, responsable de l'équipe des Restos orvaltais (1). En accord avec la municipalité, nous avons tout de suite recherché une solution. On nous a proposé l'implantation d'un préfabriqué sur un terrain municipal non constructible. Le dossier a été chiffré très précisément, mais au fil des mois, nous n'avons pas vu le chantier s'ouvrir... », résume Gérard Teilliais.

Pendant ce temps, l'association a recherché en vain un autre local. « En octobre dernier, la Ville nous a indiqué qu'elle était dans l'impossibilité de faire aboutir le dossier sur le terrain retenu et qu'elle s'était heurtée à une pétition des ri-

verains... » Explication du maire d'Orvault : « Ce terrain était enclavé et son unique accès était privé, il nous fallait impérativement une autorisation qui nous a été refusée... ».

Tout en convenant de la difficulté de trouver aujourd'hui un terrain ou un local disponible dans la commune, l'association se demande « pourquoi des démarches et négociations n'ont pas été entreprises plus tôt, afin de résoudre ce problème ».

Une demande croissante

Les contacts avec la Ville d'Orvault ne sont pas pour autant interrompus. Il est aujourd'hui envisagé d'aménager, en 2005, un local au terminus du tramway de Grand Val, dans le cadre d'une future acquisition de terrains et bâtiments par la Ville. Mais le projet est encore au stade de la réflexion. « Pendant ce temps-là, il faut bien manger, dit Gérard Teilliais. 90 % de la population accueillie dans l'ancien local des Restos d'Orvault vient du nord de Nantes et d'Orvault. Le discours des frontières géographiques est dépassé... » Les Restos du cœur de Saint-Herblain, Nantes ou la Chapelle-sur-Erdre, constatent que la vague des démunis enfle. « En 2003-2004, la demande des Restos a augmenté de 48 % à Orvault, qui accueillait 270 familles. Au Resto de Dauby, à Nantes, on dénombre actuellement 600 familles inscrites



Dans le quartier orvaltais de Plaisance, les femmes de la Confédération syndicale des familles se battent pour aider les plus démunis.

et on s'achemine vers le double. Même chose à Saint-Herblain... »

La présence de la misère égratigne l'image lisse des villes résidentielles. Certains ne veulent pas la voir, à Orvault comme ailleurs. « On ne parle que de ceux qui sont contre, jamais de la majorité silencieuse », s'insurgent les femmes énergiques de la Confédération syndicale des familles (CSF), qui regardent la réalité quotidienne en face dans le quartier orvaltais de Plaisance et se battent pour que des familles retrouvent leur dignité. Elles parlent, entre autres, de ces femmes

avec enfants, « qui vivent de petit boulots et souvent travaillent à perte ». Ces dernières habitent aussi bien à Plaisance, la Bugallière, qu'à Bois-Saint-Louis ou au Petit-Chantilly. La CSF demande juste « que la mairie ne cède pas » et mette tout e œuvre pour rouvrir rapidement u restaurant du cœur.

(1) Une cinquantaine de bénévoles qui vont être répartis momentanément dans les autres sites des Restos.

Jocelyne RAT.

« Ne spéculons pas sur la pauvreté »

Interpellée sur le dossier du local des Restos du cœur, la municipalité d'Orvault réaffirme sa volonté « qu'aucun Orvaltais ne reste au bord du chemin... ». Le maire, Joseph Parpaillon, se refuse à « spéculer sur la pauvreté » et se dit favorable à un restaurant du cœur dans sa ville.

Il confirme qu'une solution pourrait être proposée en 2005, dans le cadre de futures acquisitions de la Ville du côté de Grand Val. « Nous

nous préoccupons du problème de la pauvreté depuis 1987. Toute l'année, en lien avec nos services sociaux et la Croix-Rouge, la banque alimentaire tient une permanence tous les quinze jours, à la Bugallière, dans des locaux de la Ville... »

Les aides concernent environ 550 familles orvaltais, enregistrées au CCAS (centre communal d'action sociale). Elles prennent la forme de chèques multiservices, d'une aide alimentaire en partenariat avec la Croix-

Rouge, d'une prise en charge partielle ou totale de la facture énergétique. Le budget global de ces aides est « de plus de 150 000 € en 2004... ».

Le maire, Joseph Parpaillon, se dit favorable à un restaurant du cœur dans sa ville.



Les Restos du cœur, une main tendue vers plus de 10 000 personnes

La campagne d'hiver des Restaurants du cœur s'ouvre aujourd'hui. 1 500 bénévoles sont mobilisés dans le département.

La campagne d'hiver des Restaurants du cœur (la 20^e au niveau national, la 19^e dans le département) s'ouvre aujourd'hui, jusqu'au 26 mars. L'occasion de faire le point avec Annie Gervais, présidente des Restos en Loire-Atlantique.

Le constat n'est pas réjouissant : 13 000 personnes ont eu recours à l'association l'an dernier, soit une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. **« Quand on vit avec le RMI, on n'a plus accès à rien »**

« Pendant l'inter-campagne, d'avril à novembre, nous avons reçu 4 200 bénéficiaires. C'est un chiffre qui n'a jamais été atteint depuis l'ouverture des Restos. Avant, on était à 3 000 environ. Il y a vraiment une augmentation de la précarité », souligne Annie Gervais.

Une précarité qui touche désormais une autre population : **« Depuis l'an dernier, il y a un changement.**

Nous recevons de plus en plus de personnes salariées dans des emplois précaires qui n'arrivent pas à faire face à leurs dépenses, mais

aussi des gens qui n'ont pas une retraite élevée, qui n'arrivent pas à s'en sortir et qui viennent chercher à manger », précise la présidente départementale des Restos.

À l'inverse, après une forte hausse il y a deux ans, la fréquentation des personnes venues d'autres pays (essentiellement de l'Europe de l'est et de l'Afrique noire) tend à se stabiliser en Loire-Atlantique depuis l'an dernier.

• Plus accès à rien •

La campagne d'hiver qui s'ouvre ce lundi, avec 1 500 bénévoles dans tout le département, reste donc un recours essentiel, à défaut d'action efficace des pouvoirs publics, **« pour les personnes en très grande précarité »**.

Concrètement, six repas seront distribués par semaine et par personne jusqu'en mars, au lieu de quatre le reste du temps.

À cet effet, 34 centres sont mobilisés en Loire-Atlantique, de Nantes à Saint-Nazaire, en passant par Ancenis, Châteaubriant, le sud Loire et le Pays de Retz.

« La distribution de denrées n'est qu'un prétexte pour nous. Notre



« Nous ne ferons pas de fête pour les vingt ans. Pour nous, c'est le constat d'une faillite sociale », souligne Annie Gervais, présidente départementale des Restos du cœur.

objectif, c'est avant tout d'accompagner les personnes vers une resocialisation, d'essayer de sortir les gens de leur isolement », insiste Annie Gervais.

À cet effet, outre un dialogue constant, les bénévoles accompagnent les personnes bénéficiaires dans des démarches administratives, les aident à résoudre des problèmes d'endettement, apportent une aide dans le domaine du logement et de la santé (en lien avec Médecins du monde et Gynécos sans frontières) et participent à une professionnalisation à travers des chantiers d'insertion.

Sans oublier les loisirs : **« Tous les quinze jours, des bénévoles emmènent des personnes au cinéma. C'est un moyen de partager un**

moment convivial, de proposer des choses oubliées dans la précarité. Quand on vit avec le RMI, on ne peut rien s'offrir, on n'a plus accès à rien. C'est ça l'exclusion », poursuit la présidente des Restos, quelque peu amère en cette année d'anniversaire.

« Nous ne ferons pas de fête pour les vingt ans. Pour nous, c'est le constat d'une faillite sociale. Les différents gouvernements ont laissé les Restos s'installer parce qu'ils ne pouvaient pas répondre au problème.

Aujourd'hui, il y a encore plus de misère, les gens sont pris à la gorge, ils n'ont pas d'autres solutions que de se tourner vers des associations caritatives ».

S.G.

Pour aider les Restos du cœur

• **Les Rockers ont du cœur.** Une grande soirée est organisée à l'Olympic le vendredi 17 décembre à 20 h précises, avec Elmer Foot Beat, Dolly, Tri Yann et Jeanne Cherhal, au profit des Restos.

Pour entrer, il suffit d'apporter un jouet neuf. Ces jouets seront ensuite distribués aux enfants de familles bénéficiaires pour Noël.

• **Les Bébés du cœur.** Une collecte sera lancée dans les grandes surfaces le 29 janvier prochain, sur un principe un peu différent que les années précédentes. Plutôt que de ré-

colter des produits de première nécessité et pour les soins, des tickets d'une valeur de 2 € seront proposés aux clients par des bénévoles à l'entrée des magasins qui seront ajoutés aux courses au moment du paiement en caisse. L'argent récupéré sera ensuite utilisé par les Restos dans l'achat de produits pour les bébés et tout-petits.

• **Les dons.** Il est toujours possible d'envoyer des dons, de donner vêtements, couvertures et matériel divers aux Restos, 5 rue de la Garde, Nantes. Tél : 02 28 23 51 51.

A l'Oasis, lieu d'accueil des personnes sans abri situé rue des Marchandises à Nantes, l'activité dure toute l'année trois fois par semaine.

• Notre activité est très différente des centres de distribution. Ici, c'est un lieu d'accueil pour les personnes SDF. C'est réservé aux exclus qui sont sans-abri ou en squat », explique Serge Bourrasseau, bénévole depuis huit ans et responsable de l'Oasis depuis juin 2003, après la disparition de Denise Marlaud à l'origine du lieu.

Trois fois par semaine, des personnes âgées de 18 à 65 ans (essentiellement des hommes) sont ainsi accueillies de 13 h à 16 h le lundi, mercredi et vendredi : « Il n'y a pas vraiment d'augmentation mais ce que nous constatons, c'est une évolution des âges. Il y a de plus en plus de jeunes qui viennent après des ruptures familiales. Quand ils se confient, la plupart sont marqués par une enfance difficile, ils ont connu la



Serge Bourrasseau est responsable de l'Oasis depuis juin 2003. Il s'occupe aussi du car des Restos et de la Maraude.

violence. L'alcool et des choses plus critiques, ils fuient et après on les retrouve dans la rue », souligne Serge Bourrasseau. Un constat également valable pour les sans-abri plus âgés qui basculent

souvent après une perte d'emploi ou un divorce : « La plupart sont fragilisés par une enfance pas facile, ils résistent moins. C'est ce qui ressort de ce qu'ils disent, c'est aussi ce que nous ressentons ».

Deux Maraudes à Nantes

À l'Oasis, outre un repas préparé par deux cuisiniers (*), les personnes SDF ont accès à différents services : colifour, vestiaires, livres, pharmacie, bons de douche, produits d'hygiène et contacts avec l'association Vêto pour tous.

« Ici, c'est le seul endroit où on accepte les chiens, ils peuvent entrer avec à condition qu'ils soient tenus en laisse. On ne lâchera jamais là-dessus parce qu'ils ont besoin de leurs chiens », précise le responsable de l'Oasis, en faisant observer que « l'ambiance est bonne. Les relations entre les plus jeunes et les plus âgés ne sont pas faciles, il y a un décalage, chacun est à sa table, mais ça se passe bien ».

Parallèlement, d'autres personnes à la rue sont accueillies tous les soirs

de la semaine, sauf week-end, dans un car qui stationne depuis le 2 novembre place de la Petite-Hollande, avant de rejoindre Talensac.

« On leur donne de la soupe, des sandwiches, des fruits, des yaourts et un colis pour le week-end. Mais là encore, le repas est avant tout l'occasion d'établir un contact, de parler », ajoute Serge Bourrasseau.

Même chose avec la Maraude, un petit fourgon itinérant qui, chaque soir, part à la rencontre des sans-abri qui ne viennent pas dans les centres, qui ne peuvent pas se déplacer et qui « refusent tout ». « On essaye de leur parler. Souvent au début, ils refusent et puis certains acceptent. On touche une quinzaine de personnes par soir dans le centre-ville, à la gare, au Petit-Port et à Chantenay ». Un dispositif qui vient d'être repris par la Croix-Rouge depuis la semaine dernière, pour couvrir notamment le sud de la ville.

S.G.

(*) De 7h à 12h repas par jour sont servis selon le début ou la fin du mois.

Jean-Claude est passé de l'autre côté des fourneaux à l'Oasis



Ancien bénéficiaire, Jean-Claude va bientôt obtenir un CES pour son poste de cuisinier.

Après cinq ans de bénévolat aux Restos, Jean-Claude, 44 ans, ancien bénéficiaire, va bientôt obtenir un CES pour le poste de cuisinier qu'il occupe à l'Oasis.

« Je venais régulièrement aux Restos quand j'étais dans la galère. Je m'en suis sorti, j'ai eu la chance de trouver un appartement et du boulot, mais je suis quand même resté ici pour

aider », explique cet ancien maçon qui aujourd'hui fait partie intégrante des permanents de l'Oasis. Présent dès 7 h 30 dans la cuisine pour préparer les repas du midi pour les sans-abri, ceux des bénévoles le soir et la soupe pour les cars (environ 150 personnes à servir en tout), Jean-Claude aide aussi « un peu par tout : ici on fait tout, des petits travaux, de la peinture, des réparations. Si on voit quelque chose à faire, il faut y aller ».

C'est dans cet esprit qu'il a participé à la construction d'une cheminée pour l'Oasis, qu'il répare une chaise ou un meuble cassé, tout en jetant un œil sur les fourneaux : « Je savais cuisiner et j'aime bien ça mais, avec mon collègue, on ne sait jamais ce qu'on va faire à l'avance. On improvise selon la nourriture que l'on récupère des grandes surfaces et selon le stock des Restos », souligne Jean-Claude qui va bientôt bénéficier d'un CES pour cet emploi.

« Pour moi ce sera pareil qu'avant. Ce qui me plaît ici, c'est surtout le contact avec les gens et parler avec les bénéficiaires, ils sont hyper sympas ».

Renée, bénévole au vestiaire : « L'ambiance me plaît »

Bénévole aux Restos depuis un an, Renée, 58 ans, « compte bien y rester le plus longtemps possible » tellement ça lui plaît. « Mon mari est bénévole à la Croix-Rouge, moi je suis venue ici. Nous sommes en retraite, nous avons eu envie de donner de notre temps et puis ça me tentait d'avoir une expérience avec les restaurants du cœur. L'ambiance me plaît, les bénéficiaires sont aimables, ça se passe très bien ».

Affectée au vestiaire de l'Oasis, Renée est sur place dès 9 h 30 les jours d'ouverture : « Le matin, j'ouvre les cartons que nous recevons, je fais le tri dans les vêtements, je les répartis par taille et puis je prépare la distribution, je fais des piles par style. Ensuite, à 14 h, j'ouvre le vestiaire », explique-t-elle.

Les personnes SDF sont alors reçues deux par deux. « Les gens choisissent ce qui leur plaît, ce qui leur va, ce dont ils ont besoin. Les chaussettes sont très demandées parce qu'ils marchent beaucoup, on en manque parfois. Ensuite, avec Monique, ma collègue, on les conseille, on discute. Après, à 14 h, je ferme le vestiaire et je fais mon ménage ».

Baptisée « mamie » par les jeunes qui fréquentent l'Oasis, Renée a su instaurer un rapport de confiance avec les personnes bénéficiaires : « Certains se confient, ils me racontent leur vie. Avec les jeunes, le rapport est plus affectif. Ça me plaît bien qu'ils m'appellent mamie ».



Baptisée « mamie » par les jeunes de l'Oasis, Renée a su instaurer un rapport de confiance avec les personnes bénéficiaires.

Les locaux menacés de fermeture il y a quelques années ont été rénovés

Le foyer St-Martin, la pension des SDF

Le foyer Saint-Martin héberge pour des périodes d'un à trois mois douze « sans-logis ». Menacé de fermeture pour cause de vétusté, il y a quelques années, il a pu finalement être rénové grâce à l'intervention financière du CCAS de Nantes et de l'association Logement fraternité.

Le foyer Saint-Martin devait fermer pour vétusté. Mais la mobilisation de quelques-uns a permis de sauver ce foyer d'hébergement implanté depuis 1986 dans des locaux prêtés par la ville de Nantes. Les travaux nécessaires ont été réalisés. Le CCAS (Centre communal d'action sociale) a financé la réfection complète de l'électricité et des sols. Les plafonds et les fenêtres ont été refaits grâce à l'argent remis par Logement fraternité. Reste à donner un grand coup de peinture. « Ce sera réalisé l'été prochain, la ville de Nantes s'y est engagée », rappelle Pierre Corbillier président de l'association les Eaux vives, gestionnaire du foyer Saint-Martin.

« Ici, c'est un peu une pension de famille. L'atmosphère est plus familiale que dans les grandes structures, mais ici aussi il y a parfois des coups de gueule », soulignent Alain et Chantal, deux des animateurs de nuit. « Nous accueillons douze personnes sans domicile fixe dont deux demandeurs d'asile. Ils sont répartis dans quatre chambres de cinq, trois ou deux lits. Chacun participe aux tâches



Logement-fraternité a remis des chèques à des associations caritatives dont le foyer Saint-Martin.

ménagères. » Sur les douze personnes actuellement hébergées à Saint-Martin, le long du boulevard Maréchal Alphonse Juin à Chantenay, six ont une occupation professionnelle. Un petit boulot qui ne leur permet pas de trouver un logement indépendant.

À Saint-Martin, ces hommes restent un ou deux mois, voire trois mois au maximum. Ils sont souvent jeunes. D'autres ont eu, dans une autre vie, une famille. « Certains ont des enfants qu'ils ne revoient plus.

La période de Noël est toujours difficile pour eux car les souvenirs reviennent. De ce fait, pour ne pas raviver des blessures, à Noël et au premier de l'an, on ne décore pas le foyer. Il n'y a pas de guirlande dans le couloir ou la salle commune. » Seul changement : « Ces jours-là, les repas sont très améliorés. »

Dans ce foyer de nuit, ces sans-logis tentent de reprendre pied. Ce lieu ne doit être qu'une étape. Le matin, une assistante sociale assure une

permanence. Elle essaie de trouver des solutions en matière de logement. « Notre joie, concluent Alain et Chantal, c'est lorsque plus tard ils reviennent nous voir pour nous dire qu'ils sont sortis du tunnel.

Philippe GAMBERT.

L'association les Eaux vives pour objectif de lutter contre toute forme d'exclusion. Elle gère ses structures qui viennent en aide à plus démunis

Les coups de pouce de Logement-fraternité

L'association Logement-fraternité a participé au financement de la réfection du foyer Saint-Martin.

Logement-fraternité a pour objectif de collecter des fonds qui sont affectés à 100 % aux logements des plus démunis. En 8 ans d'existence en Loire-Atlantique et en Vendée, elle a récolté plus de 450 000 € et aidé 700 familles en partenariat avec les structures caritatives.

Logement-fraternité rassemble des fonds via des collectes, la vente de cartes de vœux (cette année, deux cartes tirées à partir des

œuvres de Dominique Méchineaud et Anne Gaumain qui ont fait don de leurs œuvres). Elle organise aussi des manifestations dont prochainement, la journée de la fraternité avec l'Union des métiers de l'industrie hôtelière et un loto avec le Lions club de Pornichet.

Hier, au foyer Saint-Martin, Jean Delaveau, le président de Logement fraternité a donc remis des chèques à différentes associations humanitaires en charge du logement des démunis.

- Le foyer Saint-Martin a reçu 8 000 €.

- L'association Trajet est le bénéficiaire d'un chèque du même montant pour l'aménagement de sept pavillons d'insertion d'urgence, rue de la Gare à Treillières. Cette opération comprend aussi la construction d'une résidence sociale de dix places.

- L'association Saint-Benoît Labre a reçu 2 250 € pour l'accueil et la sédentarisation des gens sortant de son foyer.

- L'Homme debout, chantier d'insertion a obtenu 1 600 € pour meubler l'ex-clinique de l'Espérance qui en période de grand froid mettra à

disposition 50 lits pour les sans-logis.

La veille sociale pourra puiser dans un crédit de 1 500 € pour faire face au cours de cet hiver aux cas d'urgence et (par exemple payer des nuits d'hôtels).

Enfin Logement fraternité a été tributé plus d'une centaine de sacs de couchage au Samu social et l'association l'Écoute de la rue.

Logement-fraternité, 1, rue Aff 44000 Nantes (tél. 02 40 12 04 € ou 34, rue Léandre-Merlet, BPP 85001 à la Roche-sur-Yon.



« Encore plus d'inégalités : la pauvreté gagne du terrain »

De Serge Perrin, lecteur de Rezé :
 • La lecture du journal ces dernières semaines m'amène à quelques réflexions. Début novembre, le Secours Catholique nous apprend que la pauvreté gagne du terrain et aujourd'hui, même ceux qui ont un travail connaissent des difficultés pour vivre et faire face à leurs échéances.
 • Jeudi 2 décembre, un entre-

tenue nous apprend que la rémunération des dirigeants des 40 principales entreprises françaises cotées en bourse a progressé de 10,3 % en 2003, ce qui représente pour celui qui reçoit la plus forte rémunération 2,27 millions d'euros d'augmentation pour l'année, soit 300 Smic annuels.
 • Lundi 8 décembre, les Restes du Cœur ont lancé leur 20^e campagne. Ils prévoient une augmen-

tation du nombre d'interventions sachant qu'en France, une personne sur 10 est en-dehors du seuil de pauvreté et régulièrement, la situation s'aggrave.
 • Vivons-nous dans le même pays ? Certains, même en travaillant, sont dans la misère alors que d'autres ne pourront jamais dépenser tout ce qu'ils perçoivent. Après avoir cru, comme beaucoup, que notre société était ca-

pable de réduire les inégalités, je constate au contraire une augmentation de celles-ci, une constatation confortée par l'excellente enquête faite sur le logement. Nous assistons à un retour en arrière, les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Alors ne nous étonnons pas de la violence qu'une telle situation d'injustice peut générer. »

Réflexions sur la grande pauvreté et la consommation

De Jean-Paul Guicheteau, lecteur de Saint-Sébastien :
 • Vendredi matin, dans une grande surface. Samedi matin dans une autre. Des gens sont là, à l'entrée : ils tendent la main pour donner des pochons de plastique « dons pour la banque alimentaire ». Comme d'habitude, j'en ai pris un et là, surprise ! On me dit de ne pas acheter de riz ni de pâtes car le stock vire au trop plein. En remplissant mon panier de denrées diverses, je réfléchissais... Je pensais à cette vieille dame qui, jonglant avec la demi-pension minima de son mari décédé tout en plaignant les plus pauvres qu'elle, se suffisait de pâtes ou de riz pour pouvoir elle aussi participer aux quêtes. Comment réagira-t-elle ? Je pensais aux multitudes du sud-est asiatique, la moitié des humains, qui doivent leur survie à ce riz qu'ici on ne veut plus. Comme je suis discipliné, j'ai suivi la consigne et acheté d'autres conserves, mais je n'ai pu m'empêcher de dire ma façon de penser au collecteur (ce qui par ailleurs m'ennuyait car, le pauvre, il n'y est pour rien... et j'ai le plus grand respect pour ces gens qui se dévouent).

• On peut sans doute dire que les grandes surfaces qui soutiennent ces actions ponctuelles de plus en plus fréquentes, ayant une marge bénéficiaire bien supérieure en vendant des produits plus sophistiqués que les simples produits basiques, ne peuvent qu'approuver. Mais cette explication me semble insuffisante...

• Second sujet de questionnement suite à quelques articles lus récemment dans Ouest-France et qui concernent la collecte des vêtements usagés. Si j'ai bien compris, on n'en veut plus ! Et là il faudrait bien aussi qu'on nous explique... On nous dit : 1. Que cela revient trop cher d'en faire le tri, les bénévoles sont pourtant nombreux ! 2. Que certains donnent des vêtements trop abîmés et que les gens dans le besoin méritent mieux que des guenilles. Je suis d'accord s'il s'agit vraiment de guenilles. 3. Et que de toutes façons, cela revient moins cher de tout faire venir du sud-est asiatique ; mais même s'il est faible, le prix d'achat existe bien, et alors où trouver l'argent sans faire appel à la générosité publique ? Et là aussi, on retombe dans le business, l'enseigne hard-discount étant le passage obligé.

• Où va-t-on ? Je suis désolé de finir par penser que, si vraiment on est dans le besoin, on ne doit pas faire le difficile : s'il n'y a rien d'autre et que l'on a très faim, il faut accepter de manger des pâtes ; ou très froid, d'enfiler un pull même élimé. Seulement voilà,

ce serait oublier que le consumérisme est passé par là et pourrait toutes les composantes de la société, même les nécessiteux. Une autre preuve m'en est donnée par une amie, ancienne responsable des Restaurants du cœur qui me dit avoir été très choquée lors d'une distribution de jouets à des enfants pour Noël : des mamans ont carrément refusé ce qu'on leur donnait, disant que « c'était nul » et que « dans les grandes surfaces, c'était beaucoup mieux ». No comment ! Mais on finit par mieux comprendre des choses plutôt déprimantes dans cet immense gaspillage, sujet qu'il ne faut pas éluder. La Banque alimentaire n'aurait pas dû se prêter à ce jeu, elle a fait preuve d'un manque de tact.

Un jardin et une mère couturière

• Retour à mon enfance il y a un bon demi-siècle. La guerre étant passée par là, nous n'avions pas grand-chose... Les légumes venaient du potager et le lapin, cuisiné en civet par maman, avait été soigné avec l'herbe fauchée et des restes, par papa. Autosuffisance maximale : peu d'achats à la petite épicerie. Mes culottes courtes étaient taillées dans des pantalons usagés, par maman qui, par ailleurs, entre lessives au « douet » et autres travaux éreintants, tricottait - quel doigté avec les quatre aiguilles pour réussir le talon des chaussettes ! - J'ai su, très tôt, la vérité sur le Père Noël - on disait plutôt le petit Jésus - quand elle m'a tricotté, sans se cacher, un pull-over pour Noël. Encore étions-nous heureux d'avoir un jardin et une mère couturière ! La tyrannie des « marques » - autre dominante du lobbying commercial - nous était complètement étrangère. Nos parents, gens modestes mais si fiers, rudes dans l'effort et la souffrance, ne geignaient pas sur leur sort, n'étaient pas envieux d'autrui et il ne leur serait pas venu à l'idée de quémander quelque chose.

• Quant à l'instituteur, M. Le Boulier, rude bretonnant, il exprimait carrément sa façon de voir par des phrases choc, écrites le matin en haut du tableau noir. Quand on restait toute la journée devant « Celui qui ne travaille pas n'a pas le droit de manger », on n'avait pas l'envie de badiner.

• Que l'on se rassure ! Je ne suis en rien nostalgique de ces temps, si proches quant aux années, mais si lointains quant au mode de vie. Car je n'oublie pas que nous gelions de froid l'hiver, dans nos maisons pas chauffées, que se laver sans l'eau courante n'était pas simple... Et encore

Je continuerais sans doute, malgré ces réticences, à donner aux quêtes des associations reconnues, ouvrir ma porte au jeune, filer sans regret « la petite pièce pour dépanner » au cloado qui fait la manche.



avons-nous l'électricité dans le bourg, ce qui n'était pas le cas dans les hameaux isolés. Il est bien évident aussi que la « pensée » de l'Institut, évoquée ci-dessus, serait maintenant jugée, avec raison, scandaleuse : nos chômeurs, au moins 10 %, sont avant tout les victimes des problèmes économiques et les aider relève du devoir impératif...

« La solidarité devra perdurer »

• Si j'évoque tout cela, c'est pour mesurer le chemin parcouru en un demi-siècle, avec tous les progrès engrangés, mais avec le sentiment un peu amer que l'on tombe dans des excès inverses, excès qui ont fait le début de mon propos.

• Et maintenant que vais-je faire ? Mes remarques négatives une fois « digérées », je continuerais sans doute, malgré ces réticences, à faire comme avant : donner aux quêtes des associations reconnues ; ouvrir encore ma porte au jeune qui, sous couvert de projet d'insertion, m'extorquera 10 € pour me vendre un truc pourri ; filer sans regret « la petite pièce pour dépanner » au cloado qui fait la manche. Pourquoi

continuer ainsi ? Pour trois bonnes raisons au moins : 1. Côté misère fait mal ; quand j'ai fait l'aveugle, cela me poursuit au déjeuner où mon appétit, habituellement solide, s'en ressent... Cela dit avec un peu d'humour ! 2. Plus sérieusement, le jeune qui sonne à ma porte, le cloado qui m'interpelle dans le square, ce pourrait être mon fils et là, ce serait terrible ! 3. Et puis, dans les familles qui galèrent pour y arriver, il y a des enfants qui sont là sans n'avoir rien demandé et qui doivent subir.

• L'évolution négative de la société nous force donc à la solidarité qui devra perdurer : entre la chute progressive des acquis sociaux, la suite des délocalisations et autres phénomènes annexes, on n'a pas fini d'être sollicités... Mais il faudrait que l'on fasse attention à bien plus raison garder : se contenter avec un peu moins, ne pas envier l'impossible ; les organismes humanitaires doivent aussi agir avec doigté ; sinon l'on risque fort de tuer la poule « aux œufs d'or » en décourageant les donateurs.

• Remarque (amusée) : dans Banque alimentaire « il y a banque... Était-ce un bon choix pour désigner ?

OK 8.12.04

L'association SOS Familles Emmaüs : agir avant qu'il ne soit trop tard

Eviter aux familles de basculer dans la précarité, c'est la mission de SOS Familles Emmaüs, qui intervient auprès des personnes endettées : écoute, prêt sans intérêt, conseils sur le budget.

Ne pas attendre qu'il soit trop tard. C'est le conseil de l'association aux familles, aux personnes seules qui rencontrent des difficultés pour payer un loyer, des factures d'EDF, des crédits. Trop tard, cela signifie le passage au Tribunal, la saisie sur salaire, le surendettement, la mise en faillite de la famille. SOS Familles Emmaüs se propose de soutenir les personnes en difficulté • avant qu'elles ne basculent dans la précarité • en leur faisant un prêt.

A Nantes, l'association a été créée il y a tout juste quinze ans, à l'initiative du général Joseph Septier, aujourd'hui à la retraite, mais très engagé sur le front de l'action bénévole. En France, il existe 42 structures de ce type. • C'est le neveu de l'abbé Pierre qui en a eu l'idée •.

Le lien avec Emmaüs est d'ordre financier : la Fondation a versé un capital de départ, puis des mensualités régulières à l'association qui rend compte de son activité mais qui en est indépendante. • L'argent provient du travail de pauvres, et il n'est pas question de le gaspiller • explique M. Septier. Bien préceux donc, qui vient en aide à d'autres personnes en difficulté, qui le rembourse pour permettre ensuite à



Joseph Septier, président de SOS Familles Emmaüs, Monique Divet et Raymond Coquelin, bénévoles de l'association.

de nouvelles personnes d'en bénéficier.

Éducation des familles

• Notre action a aussi un principe : nous ne nous situons pas dans de l'assistanat, mais dans l'éducation des familles qui s'engagent à rembourser • affiche clairement le général. De fait, les dossiers sont étudiés de près, dans le respect des personnes. • Elles doivent impérativement avoir pris contact auparavant avec le travailleur social de leur quartier qui soumet la demande à l'association •.

La famille ou la personne est reçue par les bénévoles lors d'un entretien individuel pendant lequel on défriche le dossier, le montant de la dette, et avec qui on fixe, si le dossier est accepté, le barème du remboursement, sans frais ni intérêt, de quelques mois à deux ou trois ans maximum.

Est alors appliquée une cession volontaire sur les revenus (qui n'est pas une saisie), enregistrée au greffe du Tribunal.

Exceptionnellement, on accorde une reconnaissance de dettes, • lorsque que quelqu'un veut à tout prix que l'employeur ne le sache pas, pour éviter un licenciement. Beaucoup de personnes sont sur le fil du rasoir par rapport à leur emploi •.

• Que la famille se remette debout •

Les dettes concernent le plus souvent le loyer, les crédits, les factures d'EDF, de France Télécom, les impôts. • Ce sont parfois de petites dettes, de l'ordre de 300 €, parfois beaucoup plus. On constate que la plupart des gens vivent au-dessus de leurs moyens. D'autres confondent carte de paiement et de crédit... • remarque M. Septier. • Certains se font avoir avec les crédits. Ils

ne lisent pas les conditions de remboursement •.

Les personnes rencontrées aux entretiens sont de toutes conditions sociales. • Notre objectif est que la famille se remette debout et qu'elle se prenne en mains. Nous sommes un complément au travail des assistants sociaux •.

A l'année, SOS Familles Emmaüs aide environ 200 familles de Nantes et de la région. Une antenne a également été créée à Saint-Nazaire depuis six ans où la demande de ce type d'aides était forte. • Il faut dire et redire aux familles de ne pas attendre dès les premières difficultés •. A l'association, on peut aussi les écouter et les aiguiller. • Si l'on n'obtient pas d'aide, on repart de toute façon avec une solution financière •.

SOS Familles Emmaüs 44 :
7, rue Maurice Sibille ou 02 40 69 50 56.
Accueil le lundi et jeudi de 14 h à 17 h.

Quels dispositifs d'accueil pour les démunis ?

Louissette Guibert, conseillère municipale (Alternatifs), pose la question écrite suivante :

« Les dispositifs d'accueil et d'hébergement des personnes sans domicile, ainsi que le dispositif hivernal, relèvent encore et fort heureusement de la solidarité nationale. Toutefois, nous savons que localement ces dispositifs s'appuient très fortement sur les associations de l'urgence sociale, mais également sur les collectivités locales. Dans ce cadre national complexe pour le non-initié, pouvez-vous nous dire quelle est la place de la ville de Nantes dans ces dispositifs ? Et comment les bénéficiaires de ces dispositifs trouvent-ils les aides dont ils ont besoin ? Et la bonne porte à laquelle frapper ? »

Réponse de Michelle Meunier, adjointe au maire, (PS) :

« Les dispositifs d'accueil et d'hébergement d'urgence sociale relèvent en effet d'une compétence pleine et entière de l'État. Localement, la DDASS s'appuie sur de nombreuses associations, mais aussi sur la ville de Nantes et le conseil général. À Nantes, les associations qui œuvrent dans le domaine de l'urgence sociale sont nombreuses : Francisco-Ferrer, l'Écoute de la rue, Saint-Benoît-Labre,

la Fraternité, les Restaurants du cœur, etc.

Elles re-tricotent de l'humanité dans un quotidien qui abîme chaque jour un peu plus les personnes à la rue. Je voudrais d'ailleurs saluer ici l'engagement de nombreux bénévoles qui viennent prêter main forte aux travailleurs sociaux, chevilles ouvrières, de ces associations. À leurs côtés, la Ville accompagne leur travail grâce à la mise à disposition de locaux et au soutien financier. En 2004, les subventions aux associations de l'urgence sociale se sont élevées à 370 400 € en progression de 25 % par rapport à 2003 et de 36 % par rapport à 2002.

Cette augmentation venant notamment compenser le désengagement brutal du gouvernement Raffarin. Le nouveau contrat d'accompagnement dans l'emploi que nous propose aujourd'hui le plan Borloo n'est autre qu'une refonte des dispositifs CES et CEC. Il traduit malheureusement le constat d'échec des mesures d'économie sociale proposées par son prédécesseur M. Fillon. Que de temps perdu en défaveur d'un public déjà fragilisé !

La place de la Ville dans ce contexte

est et a toujours été aux côtés du tissu associatif qui fait aujourd'hui plus que jamais œuvre de cohésion sociale. Ainsi, l'entrée, pour les bénéficiaires, dans le dispositif d'urgence sociale, est assurée concrètement par deux structures associatives : le 115 et « l'équipe mobile sociale » qui effectue les maraudes. Ils sont gérés par l'association « Veille sociale 44 » ; la plate-forme « AIDA » qui assure l'accueil des demandeurs d'asile primo-arrivants. Elle est gérée par Saint-Yves. En 2004, avec une participation financière de 162 000 €, la Ville est le troisième financeur de ces deux structures pivots qui permettent aux personnes sans domicile d'entrer dans le dispositif d'urgence sociale. Outre ce rôle de financeur, la Ville est également opérateur. En effet, nous gérons en direct, via le CCAS, un certain nombre de services qui participent aux dispositifs de l'urgence sociale. Ainsi, par exemple, le CCAS distribue des bons « douches » et des bons « lavomatique ». Il gère également le restaurant social Pierre Landais qui peut accueillir matin et soir une centaine de convives. »

Compte-rendu

Vanessa RIPOCHE, Gaspard NORRITO.

Secours populaire : faire que Noël soit (presque) le même pour tous

Comme chaque année, le Père Noël vert du Secours populaire prépare sa hotte pour aider les familles en difficulté à fêter Noël. Le programme est chargé : collecte de dons et de jouets, braderies, festivités. Pour que personne ne soit oublié.

Si Noël est en décembre, au Secours populaire, c'est presque toute l'année qu'on y travaille : collecte des jouets, tri par sexe et tranche d'âge, réparation des emballages, peluches et poupées de chiffon passées à la machine à laver... Les bénévoles sont nombreux à se mobiliser pour cette période de l'année, toujours plus sensible à passer quand on vit des difficultés sociales. **A Nantes, une famille sur six vit sous le seuil de la précarité**. On a l'impression de dire des choses banales à présent : la précarité est de plus en plus grande. souligne Michaël Mourrain, salarié au Secours populaire, et chargé de coordonner

les actions des bénévoles. **À Nantes, une famille sur six vit sous le seuil de la précarité. Et, de plus en plus, de personnes qui travaillent n'arrivent plus à joindre les deux bouts** poursuit-il. C'est une des raisons pour lesquelles le Secours populaire a souhaité, cette année, donner une plus grande ampleur à ses initiatives, au moment des fêtes de fin d'année, pour sensibiliser l'opinion. **Libre-service de la solidarité**. Parmi les temps forts : la braderie de jouets qui s'est tenue pendant cinq jours la semaine dernière, où l'on pouvait trouver des centaines de jouets d'occasion, en très bon état et des cassettes vidéo collectées lors d'une campagne. **Ils sont à prix modiques, mais la par-**



Si les assistants du Père-Noël vert ne ressemblent pas à des lutins, ils en ont tout l'esprit : ils ont chargé des centaines de cartons dans leur drôle de luge à quatre roues...

Parades et arbres de Noël

Noël, c'est aussi la fête : c'est pourquoi **vendredi 17 décembre**, l'association organise du côté du Bouffay, une parade d'environ 450 enfants, issus d'écoles de Nantes, chacun portant le bonnet vert, en signe de solidarité. Et pour la première année, le Secours populaire organisera son propre arbre de Noël, les 22 et 23 décembre au FIT de Beaulieu. **Les enfants seront partie prenante de la fête puisqu'ils devront fabriquer des lampions, des bonnets, des**

cartes de vœux. À l'affiche, il y aura aussi des spectacles de magie et de musique, et bien sûr, distribution de cadeaux, des jouets neufs achetés par l'association, pour les tout petits jusqu'à 12 ans. Comme tous les ans, des CE de grandes entreprises permettent à des familles accompagnées par le Secours Populaire de participer à leur arbre de Noël. Enfin, des paniers alimentaires **spécial Noël** seront distribués aux familles.

participation financière des familles est importante : elle leur redonne fierté et dignité. Tout un chacun peut dire qu'il a fait ses achats pour Noël. Au Secours populaire, c'est ce qu'on appelle **le libre-service de la solidarité**. Tous ces jouets ont été récoltés l'année précédente, à l'occasion de dons de particuliers, de mobilisations de lycéens et collégiens. Et l'argent récolté lors de la braderie participe à l'achat de jouets neufs pour d'autres familles. **Ce sont des personnes que l'on connaît, qui vien-**

nent à notre accueil et dont nous avons sondé les besoins pour Noël, selon les âges des enfants. En 2003, ce sont ainsi 850 enfants qui ont été aidés. Les bénévoles sont toujours les bienvenus en cette fin d'année, même ponctuellement, notamment pour faire les paquets cadeaux aux sorties des grandes surfaces ou magasins. Au fait, pourquoi un Père Noël vert ? **C'est la couleur de l'espoir**.

Secours populaire français : 163, rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes. Tél. : 02 40 74 48 41

L'agenda des associations

Les rockeurs ont du cœur

Tous à l'Olympic **vendredi 17 décembre** à 20h ! La formule est désormais connue : contre un jouet neuf, une entrée pour la soirée. Valeur minimum : 10 €, il n'y a pas de valeur maximum. Les jouets récoltés seront ensuite distribués par les Restos du Cœur aux enfants défavorisés. Cette année, les **Rockeurs ont du cœur** seront placés sous le signe de **La fabuleuse histoire du rock nantais sur la scène de l'Olympic**. Au programme : Tri Yann, Philippe Menard (ex de Tequila), un collectif de EV, Elmer Food Beat, Jeanne Che-

rhal, Dolly, Clone Inc, Jay Wood, Hell's Crack. Et... au bar, Laurent Allinger mixera les chansons de Noël des plus grands artistes du monde entier.

Opération les Jouets du cœur

Dimanche 19 décembre, cette manifestation, parrainée par le Secours populaire français et les Restos du Cœur aura lieu au FIT de Port-Beaulieu, 9, bd Vincent Gâche, co-organisée par l'association Guilde d'Avalon avec l'équipe d'animation du Foyer et des résidents. Le principe : apporter un jouet neuf ou en bon état

pour pouvoir participer aux animations de l'après-midi, à partir de 14 h 30. Au programme : projection sur grand écran de films (**Frère des Ours, Le monde de Nemo**), jeux, animations, spectacle. Rens. 02 40 12 24 09.

Croix d'or

La permanence Alcool Assistance de la Croix d'Or ne sera pas assurée les **vendredis 24 et 31 décembre**.

Handicap International

L'association commercialise jusqu'au 15 janvier le sac à sapin dans les commerces et grandes surfaces. Pour

chaque produit acheté, 1€ revient à Handicap International.

Endettement des familles

L'association SOS Familles Emmanuëls travaille en collaboration avec les assistants sociaux et les conseillers en économie, afin d'aider les familles ayant des difficultés financières. Les permanences sont assurées par des bénévoles : rendez-vous le lundi, de 14 h à 17 h et le jeudi, de 14 h à 17 h.

À Nantes tél. 02 40 69 50 58 ; à Saint-Nazaire au 02 40 53 54 10.

L'opération grand froid déclenchée dans le département

Le niveau 2 dit « grand froid » vient d'être déclaré en raison des basses températures au cours des nuits. L'hébergement d'urgence est renforcé.

Les nuits dernières, les températures ont été négatives et le resteront au moins jusqu'à mercredi. L'hébergement d'urgence hivernal est mis en place. Les sans-abri auront la possibilité de dormir au chaud. Pour ceux qui le voudront

Grand froid et capacités supplémentaires Sous un carton, une couverture ou un vieux duvet, les sans-abri parviennent à se prémunir du froid. Ils vivent discrètement leur misère dans un coin de rue à l'abri du vent, sous une porte cochère, dans l'arrière d'une cour, à la recherche d'un peu de sommeil. Le froid peut être intense et même fatal sur un organisme fragilisé par des conditions de vie insensées.

Pour ces personnes, de nombreuses actions sont mises en place toute l'année. En hiver et lors des périodes de grand froid elles s'intensifient.

Des températures jusqu'à -5°
• Depuis dimanche soir, le plan

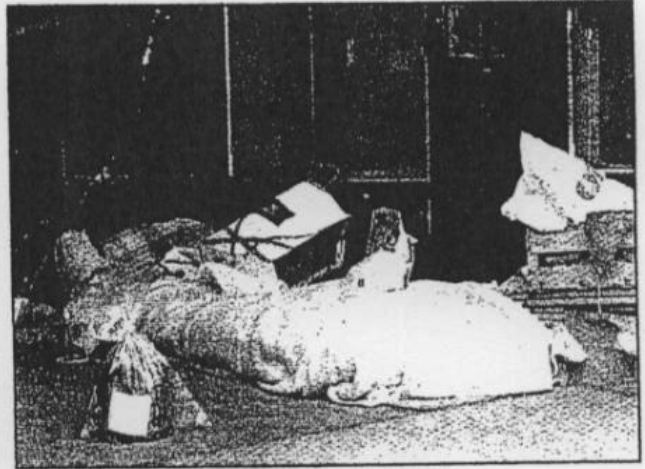
grand froid est en place, explique la Veille sociale 44. Il le restera au moins jusqu'à mercredi. Nous attendons d'autres prévisions météo. En période hivernale « normale », nous proposons près d'une cinquantaine de places à Nantes. Mais si la température oscille entre -5° et -10°, nous pouvons augmenter cette capacité avec plusieurs places d'urgence dans les foyers. En cas de froid extrême, en dessous de -10°, cinquante places supplémentaires sont possibles grâce à l'ouverture d'un gymnase.

Le plan grand froid a déjà fonctionné du 3 au 5 décembre et du 7 au 15 décembre.

Des places supplémentaires

Par ailleurs, le département propose 2 752 places aux sans-abri pendant l'année : centres d'hébergement et de réinsertion sociale, logements individuels gérés par des associations, places dédiées en résidences sociales.

Des places supplémentaires sont ou-



Un vague matelas, des couvertures en ruine et quelques cartons : la nuit d'hiver s'ajoute à une vie déjà difficile.

vertes lors d'un hiver rigoureux. • Le plan hivernal s'inscrit dans le cadre des places d'hébergement d'urgence qui doivent permettre un accueil immédiat, pour une courte durée si possible, avec une visée d'orientation vers des dispositifs de réinsertion », précise la préfecture.

En l'état, pour un froid « normal », l'accueil supplémentaire est de cent

trente personnes. Lorsque le niveau 2 est déclaré (c'est le cas pour les prochaines nuits) vingt places supplémentaires sont trouvées.

• Le dispositif prévoit également le renfort des intervenants du N°115, numéro d'urgence qui recense les demandes et les disponibilités d'hébergement d'urgence.

Daniel Auduc

Le foyer d'accueil d'urgence Gustave Roch héberge 5 couples et 7 femmes

Se sentir comme chez soi chaque nu

Chaque hiver, dès la mi-novembre, des dispositifs d'urgence sont mis en place pour accueillir les sans-abri. A Gustave Roch à Nantes, on héberge des femmes isolées et des couples. L'ambiance familiale et chaleureuse permet à chacun de s'y sentir comme à la maison.

Un livre ouvert, un témoignage sans nom. Un récit de vie pudique, tristement banal. « La galère nous a emmenés ici, nous y avons été accueillis chaleureusement par une équipe pleine d'écoute et de bons conseils. Quand on rentre ici, le moral n'est plus là. Nous sommes consommés par l'errance de la rue et le manque de dialogue et d'aide. Heureusement que des structures comme Gustave Roch sont là ! » Le centre d'hébergement d'urgence en face des Min abrite 17 sans domicile fixe durant l'hiver. Des femmes isolées et cinq couples, un cas unique à Nantes. La configuration du lieu permet, l'espace de quelques nuits, de retrouver un semblant d'intimité. Avec une telle spécificité, et en ces périodes de grand froid, le foyer ne désemplit pas. Ici, on vient chercher un gîte et un couvert, du réconfort, du soutien, bref un petit coup de pouce pour remettre un pied dans la société. « Nous avons mis en place un système d'accompagnement social, raconte Philippe Jehanno, directeur du centre. Si les gens le souhaitent, ils peuvent, sur place, rencontrer des éducateurs. Des rendez-vous extérieurs sont alors pris avec l'idée de sortir de ce dispositif d'urgence et de trouver des solutions plus durables. »

Une ambiance détendue et familiale

Lydie, 19 ans, est en rupture totale avec sa famille. Arrivée sur Nantes, il y a un mois, sans argent, sans boulot, elle a dormi quelques nuits dehors. La peur au ventre, craignant « ce qui pouvait se passer avec des personnes qui ne sont plus dans leur état normal ». Un soir, elle appelle le 115 (1) et débarque à Gustave Roch. L'« ambiance familiale et détendue » lui redonne de l'espoir et l'envie de « se remettre sur les rails ». « Ici, on est comme chez nous », confie-t-elle. Chacun vit à son rythme, l'autonomie est complète. Le repas, préparé par les cuisines du foyer de jeunes travailleurs (FJT) de Beaulieu arrive vers



Adèle, Hervé et Lydie, trois destins de la rue différents. Ici entourés de Guillaume, éducateur, et Philippe Jehanno, directeur du foyer (à droite).

18 h 30, peu de temps après l'ouverture du centre. « Les usagers se servent et font eux-mêmes la cuisine », précise un éducateur. Quelle que soit l'heure, les petites faims sont donc toujours satisfaites.

Avec un contrat de professionnalisation en cours et une chambre dans un FJT en vue, Lydie est en passe de s'en sortir. Mais combien sont-ils dehors, à attendre un hébergement d'urgence ou à errer de centre d'accueil en centre d'accueil ? Nul ne le sait vraiment. Entre ceux qui vivent dans les squats et ceux qui ne veulent pas venir, la population des sans-abri nantais est difficile à estimer. « Ce qui est sûr, affirme Philippe Jehanno, c'est qu'il y a eu une augmentation du nombre de places et que tout est complet. »

Gustave Roch ferme ses portes chaque matin à 9 h (2). Il faut alors retourner dans la rue, marcher, se protéger du froid, tuer le temps. Et

retourner au foyer à 18 h. « Le soir, ils sont épuisés », confie un éducateur.

Marie LAUDOUAR.

(1) Numéro d'urgence qui reçoit les demandes et disponibilités de l'équipe mobile de Nantes.

(2) Jusqu'à 10 h le dimanche

OF 30.12.04.

Annexe 9 : Photographies

Annexe 10 : Ecrits de sujets SDF

le 07/01/04

Toi je dis que la Vie N'ai pas un long Fleuve Tranquille
Mais il faut la prendre comme elle est.
Ca fait partie de la vie de prendre comme elle est on sais Brus et
Toutes que la Vie est dure Mais c'est comme ça

Mais sur tout merci pour tout

!! butchat gracias si señor !!

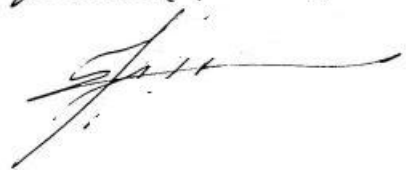


le 15.01.04.

Je ne pense pas à grand chose à dire, ce n'est
que ceci, il faudrait faire un effort de nous faire
rentrer le soir un peu plutôt, il nous faut
un peu plus de repos,
Une meilleure compréhension en haut lieu, pour
avoir des accueils de jour, toute une journée
dehors, avec un temps de pluie, ou de grand
froid, il faut le comprendre.

Et surtout faire de sorte de merci nous
faire déminager. comme vous le faites.
Nous faire changer d'accueil, mais une fois
par semaine, cela serais mieux.

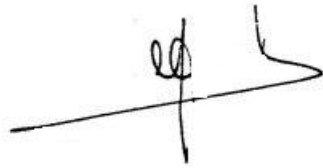
Dans cette attente merci quand même, et
surtout de votre compréhension.



Quai Wilson le 09.10.03

Je sais pas si j'ai gagné la partie
Contre la banalité de la vie. mais
cette fois ci je crois pas parce que je triche
avec la vie enfin ce n'est que mon avis
mais il faut toujours garder d'espoir

« Comme il a dit NGICHÉ qu'on atteint
un but on le dépasse en même temps »



Quai Wilson le 08/09/2004
Je voudrais savoir comment se fait-il
que l'on nous balade à droite et à gauche
au lieu de nous laisser au même endroit
à la semaine.

Merci de votre compréhension

MRQ _____

Le 18/10/1104

Je voudrais savoir si il serait possible
d'ouvrir les foyers plutôt le Dimanche

Merci de votre compréhension

M. J. S

Le 21/01/2004

Je n'arrive pas à croire que vous (115) n'arriveriez
pas à gérer les appels téléphonique. (Mais je suis sûr que
vous dites à tout le monde de vous joindre
à partir de 5h30 ou 6h30. Vous imaginez
si les Automobiles éparpillés le 31/01/04
le sera? Une catastrophe sur les Autoroutes
ou embauché du personnel fera t bien,

(MAIS je suis sûr que vous ne tendrez pas contre)

A. - - B.

le 23/04/2004

de qui devrait bien mieux équilibrer
et l'ouverture (du foyer en fait
plus tôt que Zohop surtout quand
il fait trop froid

Merci de votre
compréhension

MR Q

29/01/2004

Y a t-il possibilité de prévoir une bagagerie
ainsi que l'on puisse au moins un jour
dans la semaine la journée au foyer,
ex. Dimanche.

H B
S M

NANTES le: 02.02.2008

- C'est très bien de rentrer
à 20h le soir pour manger et
dormir, je crois qu'il serait
plus reposant de rentrer vers
17 ou 18 heures. L'heure de la
détanche pour certains.
D'autre part pourquoi pas
structurer des repas froids
pour le midi car la plupart
de nous ne mangent pas
de la journée, je me réfère
simplement à la période
grand froid pour le reste
de l'année, tout le monde
sait quelles difficultés
sont encourues par les sans
logis - Bonne année à
tous

N le 03.02.04

Juste un bout de papier qui sert de
liaison entre nous et les instances qui nous
orientent vers les foyers d'accueil. Peut
être que deux ou trois personnes pourraient
nous représenter, alors de vos réunions.
Car je pense que vous avez les outils de travail
même si vous, comme nous ^{autres}, que les moyens sont
limités. Je pense aussi qu'il serait judicieux
nous

mes points de vue
d'une ^{mes} idées, pour éviter à un peu plus de
confort pour tous..... Il est tôt, pas beaucoup
d'inspiration verbale, mais plein de choses dans cœur
dans la tête, j'espère apporter quelque chose
en participant aux réunions
à l'édifice, des choses qui viennent directement du
Terrain... la décision vous appartient en ce !! dommage
cela pourrait être plus simple.....
c'est ~~très~~ ^{très} bien ~~de~~ d'exister et d'aider à soulager la précarité,
mais peut être ~~on~~ ne prenons nous pas le bon chemin!
Nous espérons un jour être assis à la même, pour
peut être mettre en place des choses plus concrètes.
à bientôt



8 Février 2004. Eventuelle possibilité d'organiser une réunion
entre les personnes Sans Abri et le personnel des
foyers pour faire le point généralisant la
gestion des hébergements des Hôtels Sociaux
comme au passé, ou pouvoir rester au foyer
la journée en période de grand froid ou/d
le W.E. Merci de votre compréhension.
H



Cherchant à comprendre les dynamiques amenant des personnes sans abri en situation d'errance, nous analysons les dispositifs existants en questionnant leur accès afin de parvenir à des objectifs opérationnels concernant les politiques préventives et curatives et les pratiques professionnelles. Dans une conception plurifactorielle de l'errance, nous étudions sa fonction sur le plan de l'économie psychique. Dans une réflexion sur la territorialité et sur l'errance, nous montrons comment l'exclusion, donne au corps une place centrale condensant espace psychique, physique et social du sujet. Nous interrogeons ce que l'exclusion renvoie aux institutions en tant qu'entreprises managériales des sujets SDF en termes d'incapacité. D'une déchéance « privée » à une « déchéance « publique », le mouvement de soi à l'objet interrogeant la position subjective, il s'agit de caractériser la stratégie défensive du sujet SDF. Au travers de la dimension pulsionnelle autour du regard, analyser les effets contre-transférentiels produits. Contraints à une visibilité permanente, avec une notion d' « obscénité » relevant d'une dimension philosophique de l'insolence, nous évoquons l'adoption d'une position cynique ; figure générique se symptomatisant en figures paradigmatiques : le monstre, le bouffon et le dissident. Visant une restitution de la dimension subjective, à travers l'étude de la subjectivation et de la réification dont les sujets SDF sont l'objet, nous interrogeons la relation subjective, les formes prises du fait de la position activiste du sujet SDF, les représentations sociales des intervenants ainsi que les relations et les conduites établies. L'objet est de mettre à l'épreuve de la clinique le projet énoncé par Olivier Douville de prendre la mesure des facteurs excluants sur la structuration du psychisme.

The psychic construction of the wandering Institutional strategies of offers and demands

Trying to understand the dynamics bringing homeless persons in situation of wandering, we analyze the existing devices by questioning their access to reach operational objectives concerning the preventive and curative politics and the professional practices. In a plurifactorial conception the wandering, we study its function from the point of view of the psychic economy. In a reflection on the territoriality and on the wandering, we show how the exclusion, give to the body a condensing central place condensing psychic, physical and social of the subject. We question what exclusion returns to the institutions as managerial companies of the homeless persons in terms of incapability. Of a forfeiture "deprived" with "a public" "forfeiture, the movement of oneself with the object questioning the subjective position, it acts to characterize the defensive strategy of the homeless person. Through instinctual dimension around the glance, to analyze the produced against-transferential effects. Constrained with a permanent visibility, with a concept of "obscenity" concerned with a philosophical dimension of insolence, we evoke the adoption of a cynical position; appear generic becoming itself in paradigmatic figures: the monster, the buffoon and the dissident. Aiming at a restitution of subjective dimension, through the study of the subjectivation and the reification whose homeless person are the object, we question the subjective relation, the forms taken because of position activist of the homeless person, the social representations of the speakers as well as the relations and the established conduits. The object is to put to the test of the private clinic the project stated by Olivier Douville to take the measurement of the factors excluding on the structuring from psychism.

Psychologie

Mots-clés : Errance, SDF, Cynisme, Corps, Intimité, Espace public.

UNIVERSITE DE RENNES 2
U.F.R. DE SCIENCES HUMAINES
Place du recteur Henri Le Moal.
CS 24307
35043 Rennes cedex